Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 21 novembre 2016

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 17 novembre 2016

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 21 novembre 2016, à 13 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 21 novembre 2016

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 21 novembre 2016 ainsi que de l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 10 novembre 2016.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 4.04 à 4.07, 7.04, 15.01 à 15.03, 20.11 à 20.20, 41.12 à 41.14, 42.05, 51.01 et 51.02 ainsi que des articles 80.01 (20.20) à 80.01 (20.29), 80.01 (30.03) à 80.01 (30.06) et 80.01 (50.01).

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Veuillez également noter que le document afférent à l'article 3.02 est maintenant accessible via la base de données sécurisée ADI.

Nous vous rappelons que les annexes jointes au rapport inscrit à l'article 80.01 (30.01) ont été déposées distinctement dans la base de données sécurisée ADI en raison de la taille des fichiers concernés.

Assemblée ordinaire du conseil municipal
du lundi 21 novembre 2016

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02);*
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

**Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h*

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 24 octobre 2016

03.03 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal tenue le 2 novembre 2016

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

04.04 *Service du greffe* - 1163430022

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Le dépôt de documents séance tenante lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 1525 »

04.05 *Service du greffe* - 1163430023

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics portant sur l'examen public sur les véhicules en libre-service (VLS) : une nouvelle offre de mobilité à encadrer

04.06 *Service du greffe* - 1163430021

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur l'inspecteur général portant sur la résiliation par l'inspecteur général du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (Appel d'offres 14-12725)

04.07 *Service du greffe* - 1163430025

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du Rapport et des recommandations de l'inspecteur général concernant le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016

07.02 *Service du greffe*

Déclaration d'intérêts pécuniaires

07.03 *Service du greffe*

Dépôt de la décision CMQ-65456 de la Commission municipale du Québec relative à l'enquête concernant Mme Jacqueline Gremaud, conseillère d'arrondissement à l'arrondissement d'Outremont

07.04 *Service du greffe*

Dépôt de déclarations d'un membre du comité exécutif en vertu de l'article 24 du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissements

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Déclaration rendant hommage à Leonard Cohen

15.02 *Service du greffe*

Déclaration sur la protection des sources journalistiques

15.03 *Service du greffe*

Déclaration pour la Journée montréalaise de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes et aux filles

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'environnement* - 1166224003

Autoriser les options de prolongation de 12 ou 24 mois prévues aux contrats de collecte et de transport des matières recyclables pour les arrondissements d'Anjou, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, d'Outremont, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et de Saint-Léonard et au contrat de collecte et de transport des ordures ménagères, des résidus de construction, rénovation, démolition (CRD)/encombrants et des résidus verts de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

20.02 *Service de l'environnement* - 1160695003

Accorder 2 contrats d'une durée de 45 mois à Services Ricova inc. pour la collecte et le transport de matières résiduelles pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 9 797 421 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15252 (3 soum.)

20.03 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1167231044

Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de 100 bornes de recharge pour véhicules électriques dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour une somme maximale de 262 410,31 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

20.04 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1156037006

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Les Immeubles T.D. inc. un terrain vacant d'une superficie de 1 031,8 mètres carrés, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une somme de 34 000 $, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public le lot 5 659 142 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

20.05 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1151195004

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Les Papiers M.P.C. inc., aux fins d'aménager l'accès à son bâtiment, un terrain d'une superficie de 979,8 mètres carrés, situé du côté nord de la rue Cabot et à l'ouest de l'avenue Gilmore, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pour une somme de 140 000 $, plus les taxes applicables

20.06 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1161027010

Autoriser la prolongation de la durée de l'acte d'usufruit intervenu le 27 décembre 1995, entre la Ville de Montréal et l'Institut de recherche en biologie végétale pour une période additionnelle de 12 mois, à compter du 1er décembre 2016, pour certains locaux dans le Jardin botanique de Montréal, situé au 4101, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, moyennant un loyer mensuel de 12 758 $, taxes incluses

20.07 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1165840011

Approuver un projet de deuxième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, à des fins de bureau et d'archivage, des locaux d'une superficie d'environ 1 825 pieds carrés, situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier, pour une durée de 5 ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021 - Subvention estimée à 101 390 $ pour la durée de l'entente

20.08 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1164069016

Ratifier un projet d'entente de location par laquelle la Ville loue à Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale Gaie et Lesbienne, des locaux, d'une superficie de 84,26 mètres carrés, au 1er étage de l'immeuble situé au 2075, rue Plessis, pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2016, pour un montant de 3 015,30 $, plus les taxes applicables / Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale Gaie et Lesbienne, des locaux, d'une superficie de 84,26 mètres carrés, au 1er étage de l'immeuble situé au 2075, rue Plessis, pour une durée de 2 ans à compter du 1er janvier 2017, moyennant un loyer total de 2 490 $, plus les taxes applicables

20.09 *Service de la culture* - 1167233005

Accorder un soutien financier de 160 000 $ à la Société des directeurs des musées Montréalais, pour l'année 2016, afin de poursuivre le partenariat dans cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

20.10 *Service de l'approvisionnement* - 1164990002

Écarter, conformément aux nouvelles dispositions de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, notamment ses articles 17, 32 et 39, Remorquage TAZ Inc. (9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.), Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.), Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty et toutes les personnes liées à ces entreprises, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant 5 années, à compter du 26 septembre 2016 - Inscrire les noms ci-dessus mentionnés sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle ainsi que le nom des personnes liées à Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty

20.11 *Service de la culture* - 1163673009

Accorder un contrat à Studio Plasma inc. pour la production de l'exposition temporaire soulignant le 50e anniversaire d'Expo 67 « Explosion 67 - Terre des jeunes », pour une somme maximale de 240 252,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15655 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

20.12 *Service de l'environnement* - 1162621004

Accorder un contrat de gré à gré à la Société pour l'Action, l'Éducation et la Sensibilisation Environnementale de Montréal (SAESEM) pour la sensibilisation porte-à-porte, la distribution de bacs et les visites post-implantation concernant l'implantation du service de collecte des résidus alimentaires, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour une période de 32 mois, pour une somme maximale de 364 742 $, taxes incluses - (2 soum.)

20.13 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1164386002

Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville cède à M. Michel Plante et Mme Isabelle Parenteau un terrain constitué du lot 5 785 876 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 61,3 mètres carrés, situé au nord de la 96e Avenue et, par lequel, M. Michel Plante et Mme Isabelle Parenteau cèdent à la Ville, un terrain constitué du lot 5 785 874 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 103 mètres carrés, situé au nord de la 96e Avenue et à l'est de la rue Marion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, le tout sans soulte

20.14 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1166627005

Autoriser une dépense additionnelle de 222 733,35 $, taxes incluses, pour le projet de réfection majeure du Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est, dans le cadre du contrat accordé à Norgereq ltée (CM15 0982), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 374 820,27 $ à 4 597 553,63 $, taxes incluses

20.15 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1160498003

Accorder un soutien financier maximal de 675 000 $ en 2017, 685 000 $ en 2018 et 695 000 $ en 2019 à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis et l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination / Approuver un projet de convention à cet effet

20.16 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1160783011

Approuver un projet de promesse d'échange d'immeuble entre la Ville et Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. afin de permettre au Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) de recommander aux autorités municipales de la Ville, d'accorder un contrat pour la réfection des infrastructures souterraines et routières dans le boulevard Laurentien et dans la rue Lachapelle, entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville, et ce, avant que la Ville ne soit légalement propriétaire des immeubles convoités en vertu de cet échange

20.17 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1160515002

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Impact de Montréal F. C., rétroactivement du 1er juillet 2016 jusqu'au 31 octobre 2020, durant la période estivale, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour le personnel et les usagers du centre d'entraînement, une partie de terrain d'une superficie approximative de 1 073 mètres carrés, constitué du lot 1 881 691 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au sud-ouest de la rue Notre-Dame et de l'avenue Letourneux, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour une somme de 35 356 $, plus les taxes applicables

20.18 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1165884003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soum.)

20.19 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1167231045

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph, dans les arrondissements d'Outremont et du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 15 697 353,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 284401 (6 soum.)

20.20 *Service de l'approvisionnement* - 1164990003

Écarter, conformément aux nouvelles dispositions de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, notamment ses articles 17, 31 et 39, Louis Victor Michon, Déneigement Malvic inc., 9149-9418 Québec inc. et toutes les personnes liées à Louis-Victor Michon, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant 5 années, à compter du 8 novembre 2016 - Inscrire les noms ci-dessus mentionnés sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle ainsi que le nom des personnes liées à Louis-Victor Michon / Résilier le contrat pour le transport de la neige accordé à Déneigement Malvic inc. (Appel d'offres 13-13158) par l'arrondissement du Sud-Ouest

30 – Administration et finances

30.01 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1161081003

Déclarer le conseil de la Ville compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, quant à l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal*

Mention spéciale: Dossier en lien avec l'article 41.10

30.02 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1167400001

Adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction, tout agrandissement d'un immeuble, toute opération cadastrale, tout lotissement, tout nouvel usage et tout agrandissement d'un usage sur le territoire montré au plan intitulé « territoire d'application » joint à l'annexe A de la résolution

Mention spéciale: Dossier en lien avec les articles 41.11 et 43.01

41 – Avis de motion

41.01 *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1160003005

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction, d'aménagement de bibliothèques et l'achat de collections initiales

41.02 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1164368005

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI pour les années 2017, 2018 et 2019

41.03 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1161097001

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 10 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures routières et de réaménagement de la rue Jean-Talon Est, entre la rue Viau et le boulevard Langelier

41.04 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1161097002

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 13 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières et de réaménagement de l'avenue Van Horne, entre l'avenue Pratt et l'avenue du Parc

41.05 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports* - 1160160004

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques

41.06 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1167287006

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains

41.07 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1167287008

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 44 900 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot

41.08 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1167211004

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 13 560 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du corridor du nouveau pont Champlain

41.09 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1167287009

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de réseau électrique métropolitain (REM)

41.10 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1161081003

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055)

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissements (02-002)

Mention spéciale: Dossier en lien avec l'article 30.01

41.11 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1167400001

Avis de motion - Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation

Mention spéciale: Dossier en lien avec les articles 30.02 et 43.01

41.12 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1165220001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018)

41.13 *Service de la concertation des arrondissements* - 1162685001

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement sur le contrôle des animaux (16-060)

41.14 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1163253003

Avis de motion - Règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054)

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Service de la culture* - 1160387001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière

42.02 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau* - 1165247001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 155 605 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts

42.03 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1165929004

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

42.04 *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1164814003

Adoption - Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine

42.05 *Service du greffe* - 1163430020

Adoption - Règlement sur les districts électoraux

Mention spéciale: Avis de motion donné le 24 octobre 2016 par le conseil municipal

43 – Avis de motion et adoption d'un projet de règlement et procédure nécessaire à cette fin

43.01 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme* - 1167400001

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Tenue d'une consultation publique

Mention spéciale: Dossier en lien avec les articles 30.02 et 41.11

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1162931001

Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel aux 1980 et 2080, boulevard René-Lévesque »

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » concernant l'affectation et la hauteur

Mention spéciale: Avis de motion et adoption des projets de règlements donnés le 18 avril 2016 par le conseil municipal

44.02 *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe* - 1164570013

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) »

Mention spéciale: Avis de motion et adoption du projet de règlement donné le 27 septembre 2016 par le conseil municipal

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service du greffe* - 1160132007

Nomination d'un président au Conseil du patrimoine de Montréal

51.02 *Conseil Interculturel* - 1162714002

Nominations au Conseil interculturel de Montréal

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour respecter le principe de protection des sources journalistiques et la liberté de presse

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour la gestion responsable des sels de voirie à Montréal

65.03 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle pour la création d'une commission permanente sur les technologies de l'information et la ville intelligente et numérique

65.04 *Service du greffe*

Motion non partisane concernant les fonds de pension municipaux et l'industrie du tabac

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1166292002*

Exercer l'option de prolongation d'une année pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical dans le cadre du contrat accordé à Ascenseurs Innovatec inc. (lot 1 - Est) (CG13 0473) pour une somme maximale de 285 062,08 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.02 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1163113004*

Accorder un contrat à Neolect inc. pour l'exécution des travaux de remplacement des projecteurs de six édifices du Plan lumière du Vieux-Montréal - Dépense totale de 1 390 156,76 $, taxes incluses - Appel d'offres public 2016-ECL001 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel*

20.03 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1166859005*

Accorder un contrat à Les contenants Durabac inc. pour l'acquisition d'un fardier à deux essieux, pour une somme maximale de 102 316,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15459 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.04 *Service de l'approvisionnement - 1166135010*

Autoriser la prolongation, sans dépense additionnelle, pour une période de vingt-quatre mois, pour la fourniture de vêtements de protection individuelle, à l'usage des employés de la Ville de Montréal, de l'entente-cadre intervenue avec Louis-Hébert Uniforme inc. (CG13 0447)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.05 *Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires - 1167104001*

Accorder un contrat à 9169-9835 Québec inc. (Publications 9417) pour la fourniture de services d'impression laser, l'insertion, l'expédition et la fourniture de papeterie pour les avis de la cour municipale pour l'exercice 2017-2019, pour une période de trente-six mois avec deux options de prolongation de douze mois chacune, pour une somme maximale de 531 788 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15562 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Cour municipale*

20.06 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction planification immobilière - 1161670003*

Autoriser le transfert de 114 450,69 $, taxes incluses, du poste des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux de déconstruction des bâtiments du site 50-150 Louvain, dans le cadre du contrat accordé à Delsan-A.I.M. inc. (CG15 0611), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 729 767,67 $ à 1 844 218,36 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.07 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1163334026*

Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro pour la déviation d'une conduite de 60 mm de diamètre dans le cadre de la construction du bassin de rétention Lavigne - Dépense totale de 158 263,13 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.08 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1167231043*

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux de conduites d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 6 807 295,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 309701 (7 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.09 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1161009014*

Accorder un contrat à Excavations Loiselle inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux de réhabilitation des sols des îlots centraux, entre les rues Duke et de Nazareth, de la rue Saint-Jacques à la rue Brennan et le raccordement d'un égout sanitaire à l'ancienne chute à neige Wellington - Dépense totale de 6 674 854,41 $, taxes incluses - Appel d'offres public 214718 (5 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.10 *Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal - 1167334007*

Accorder un contrat à 2633-2312 Québec inc. (Arthier construction) pour la réalisation de travaux de fourniture de mobilier et d'aménagement sur l'avenue McGill College, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense totale de 849 619,26 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6947 (2 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.11 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1167261001*

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Centre de recherche, développement et validation des technologies et procédés de traitement des eaux (CREDEAU) de l'École Polytechnique de Montréal pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal, pour une somme maximale de 492 837 $, exempte de taxes / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.12 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques - 1160149004*

Accorder un contrat de services professionnels d'une durée de 26 mois à Nurun inc. pour l'élaboration des stratégies de marque et d'expérience utilisateur (UX) ainsi que de design de l'interface (UI) et de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 588 718 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15508 (8 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.13 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers - 1163820002*

Accorder un contrat à CIMA + s.e.n.c. pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets pour la phase 4B du Quartier des spectacles, pour une somme maximale de 1 160 106,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15544 (2 soum.) / Approuver un projet de convention cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.14 *Service des infrastructures_voirie et transports - 1167287007*

Conclure des ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trois ans avec SNC-LAVALIN inc. (2 228 847,86 $, taxes incluses), Axor Experts Conseils inc. (1 391 151,51 $, taxes incluses), Les Services EXP. inc. (944 864,55 $, taxes incluses) pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale totale de 4 564 863,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15542 (10 soum.) / Approuver les projets de conventions à cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.15 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1160298003*

Accorder un contrat de services professionnels à 8558736 Canada inc. (Consultants Sans-tranchée GAME) pour la détection de fuites à l'aide d'une technique intrusive sur les conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 989 014,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15038 (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.16 *Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel - 1164384001*

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Les Systèmes d'information Ullix inc. pour l'administration et la gestion des résultats d'un inventaire de personnalité (OPQ32r), pour une somme maximale totale de 211 773 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.17 *Service de la culture - 1167463001*

Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Culture Montréal*

20.18 *Service de la gestion et de la planification immobilière - 1151027012*

Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (le « MTMDET ») par lequel la Ville promet céder et le MTMDET promet acquérir des parties des lots 1 288 694 et 1 288 664 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés du côté nord-est de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, au nord-ouest de l'autoroute Ville-Marie, la Ville promet d'établir sur d'autres parties du lot 1 288 694 et 1 288 664, comme fonds servant, en faveur de l'autoroute Ville-Marie, comme fonds dominant, une servitude réelle et perpétuelle d'accès et de non-construction, le MTMDET s'engage à recouvrir la partie de l'autoroute Ville-Marie située entre la rue Sanguinet et l'avenue Hôtel-de-Ville et à consentir à la Ville une permission de voirie pour la réalisation et le maintien d'une place publique sur le recouvrement de l'autoroute

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aménagement et réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un secteur de l'agglomération désigné comme le centre-ville*

20.19 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité - 1163778007*

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et à la servitude de non-accès consenties en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville de Montréal, sur un total de soixante-quatorze lots situés sur les rues Jules-Helbronner et Napoléon-Bourassa et sur le boulevard Gouin Est, lesquels font partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

20.20 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1166352004*

Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 535 550 $ à trois organismes, à la suite de l'appel de projets Automne 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.21 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1165954006*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 (7 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.22 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1167231047*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin, et dans les rues Lachapelle, Vanier, de l'Abord-à-Plouffe et du Bocage - Phase 1, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 21 896 446,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 261601 (7 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.23 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1167100001*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.24 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être - 1164346002*

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec 124670 Canada ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec, pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi sur demande, pour une période de trois ans, pour la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 546 878,59 $, taxes incluses, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, avec un renouvellement optionnel de deux autres années, soit un maximum de cinq ans - Appel d'offres public 16-15431 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.25 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être - 1164346003*

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à la firme Tadros Orthopédie Md inc., consistant à fournir des opinions et expertises médicales et à témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 152 111,93 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.26 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être - 1164346004*

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à la firme TotalMed Solutions Santé, inc., consistant à fournir des opinions et expertises médicales et à témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 228 225,38 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.27 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être - 1164346005*

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à la firme François Kassab MD. inc., consistant à fournir des opinions et expertises médicales et à témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 147 857,85 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.28 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être - 1154346006*

Autoriser une dépense additionnelle de 98 418,60 $, taxes incluses, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à la firme TotalMed Solutions Santé inc. (CG16 0006), majorant ainsi le montant total du contrat de 115 894,80 $ à 214 313,40 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda no 1 à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.29 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être - 1154346007*

Autoriser une dépense additionnelle de 21 118,61 $ pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à la firme Tadros Orthopédie Md inc. (CG16 0008), majorant ainsi le montant total du contrat de 116 998,56 $ à 138 117,17 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda no 1 à cette fin

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

30 – Administration et finances

30.01 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau - 1162518001*

Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention des réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

30.02 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale - 1163843024*

Effectuer le paiement d'une contribution municipale extraordinaire maximale de 1,8 M$ à la Société de transport de Montréal (STM) pour l'exercice financier 2016 aux fins des mesures de mitigation convenues avec la STM dans l'axe Turcot-Bonaventure-Champlain

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

30.03 *Service de la diversité sociale et des sports - 1166340005*

Prendre acte du bilan 2012-2016 du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine / Approuver les modifications au programme et son renouvellement pour l'année 2017

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale*

30.04 *Service de la diversité sociale et des sports - 1156641001*

Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale*

30.05 *Direction générale , Bureau - Ville intelligente et numérique - 1167149001*

Adopter la Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

30.06 *Service du développement économique - 1160191007*

Autoriser l'augmentation du budget du Service du développement économique d'une somme de 2 085 681 $ en provenance du Fonds de développement des territoires / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel attendu

Compétence d'agglomération : *Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération*

42 – Adoption de règlements - Dispense de lecture

42.01 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1160603008*

Adoption - Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 711 848

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté*

45 – Règlement de la Société de transport de Montréal

45.01 *Société de transport de Montréal - 1160854003*

Approuver la modification du Programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018 de la Société de transport de Montréal et approuver le Règlement R-168 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

50 – Ressources humaines

50.01 *Service des ressources humaines , Direction partenaires d'affaires RH - 1160177001*

Approuver la nomination temporaire de M. André Poisson, de la Société de transport de Montréal, au Bureau du taxi de Montréal aux fins d'exercer un rôle directeur général par intérim au Bureau du taxi de Montréal

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 24 octobre 2016
13 h

Séance tenue le lundi 24 octobre 2016
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. François Limoges, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCE EN COURS DE SÉANCE :

M. Jeremy Searle.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Benoit Dorais et M. Lionel Perez.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement. Il invite l'assemblée à visiter l'exposition « Raz-de-marée » qui a cours présentement dans le hall d'honneur. Cette exposition est un projet multidisciplinaire découpé en deux volets, réalisée par l'organisme à but non lucratif Libre et Sauvage, dont la mission est de favoriser le développement de compétences personnelles et sociales par le biais de réalisations artistiques. Dirigé la directrice générale de l'organisme, Mme Marilyne Turcot, ce projet s'articule autour de la thématique de la citoyenneté sexuelle et regroupe une équipe de 13 artistes, dont sept d'entre eux ont des limitations fonctionnelles. Le président du conseil remercie Mme Monique Vallée, membre du comité exécutif, qui a rendu possible cette exposition en collaboration avec le Bureau de la présidence.

Il rappelle aux membres que la deuxième édition de la Caravane de la démocratie fera son arrêt dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, en partenariat avec l'organisme Vivre Saint-Michel en santé, le mercredi 3 novembre, de 18 h 15 à 20 h 30, au Centre éducatif et communautaire René-Goupil, situé sur la 47^{e} Rue. Il remercie le conseiller Lionel Perez, membre du comité exécutif responsable de la démocratie, l'Ombudsman, l'Office de consultation publique de la Ville de Montréal, le Conseil interculturel, le Conseil des Montréalaises, le Conseil jeunesse ainsi que le Service du greffe pour la tenue de cette deuxième édition.

Il signale les événements suivants : le 14 novembre 2016 « Journée internationale des diabétiques », le 16 novembre 2016 « Journée internationale de la tolérance », le 20 novembre 2016 « Journée internationale des droits de l'enfant », le 25 novembre 2016 « Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes », et le 30 novembre 2016 « Journée pour la vie – contre la peine de mort », instaurée par le conseil de ville lors de l'assemblée du mois d'août 2014.

Le président du conseil souligne les anniversaires de naissance du mois d'octobre des conseillères et conseillers Pierre Gagnier, Catherine Clément-Talbot et Andrée Hénault. Pour terminer, il souligne la présence au balcon de M. Alezandros M. Modiano, conseiller municipal de la Ville d'Athènes, en Grèce. Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, prend la parole pour souligner que c'était aussi l'anniversaire du président du conseil le 4 octobre dernier.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Luc Ferrandez	M. Denis Coderre	Culte du secret autour d'un projet de voies réservées sur les axes Saint-Denis, Saint-Laurent, De Lorimier, Papineau, Saint-Urbain, Lachapelle, Henri-Bourassa et Rosemont - concertation et partenariat avec les arrondissements et autres partenaires concernés afin d'assurer le succès de ce projet
Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre (M. Aref Salem) (M. Harout Chitilian)	Sécurité des élèves de l'école Ahuntsic située au coin des boulevards Saint-Laurent et Henri-Bourassa, dans l'arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville ainsi que dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour l'école Notre-Dame-de-Grâce, et dans Verdun à l'intersection des rues Verdun et Willibrord – Prioriser les travaux de réfection des rues aux abords des écoles durant les périodes estivales
Mme Justine McIntyre	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers) (M. Marvin Rotrand)	Travaux de réfection de l'échangeur Turcot et du pont Champlain – Planification des travaux et mesures concrètes pour éviter des inconvénients aux citoyens – Tenir compte du problème de pleine capacité du système de transport collectif et trouver des solutions durables
Mme Manon Barbe	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Mesures concrètes pour aider les premiers acheteurs avec enfants à devenir propriétaires à Montréal afin de réduire l'étalement urbain – Garantir un budget à la hauteur pour favoriser le programme d'accès à la propriété
Mme Magda Popeanu	M. Denis Coderre	Retombées économiques en matière d'emploi et de développement entrepreneurial dans le cadre du voyage du maire en Iran – Priorités en matière de création d'emploi et de développement des affaires dans le cadre des voyages du maire à l'étranger
M. Normand Marinacci	M. Denis Coderre (M. Aref Salem)	Efficacités/utilités des voies réservées sur les boulevards Des Sources et Saint-Jean

---

À 13 h 35,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des membres du conseil de 15 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Question de	À	Objet
M. Normand Marinacci	(M. Marvin Rotrand)	Informer le conseil des données d'utilisation de ces voies réservées
Mme Valérie Plante	M. Denis Coderre (M. Francesco Miele)	Dans le cadre de témoignage de femmes agressées sexuellement, renforcer le code d'éthique des élus pour éviter tout manque de respect envers les personnes – Établir un échéancier pour procéder aux modifications du code d'éthique
M. Steve Shanahan	M. Denis Coderre	Accessibilité universelle déficiente dans le secteur de l'Université McGill à l'intersection des rues Sherbrooke et McTavish à cause des travaux du projet Fleuve-Montagne – Longs délais d'attente pour les piétons qui souhaitent traverser cette intersection sécurisée par des policiers
M. Sylvain Ouellet	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Demande la coordination des travaux de réfection de rues dans le district de François-Perrault afin d'éviter les inconvénients occasionnés aux résidants ainsi que le gaspillage de fonds publics

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 13 h 50.

Le conseiller Guillaume Lavoie soulève une question de privilège à l'endroit du maire parce que ce dernier a fait allusion aux commentaires ou opinions que le conseiller a émis comme étant directement liés au fait qu'il est candidat à la chefferie du parti Projet Montréal. M. Lavoie indique que l'assemblée se doit de présumer que chaque conseiller joue son rôle au meilleur de ses connaissances et que le maire, dans ce contexte, joue lui-même un rôle très important. Le président du conseil invite le leader de la majorité à poursuivre les travaux.

CM16 1113

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Conformément au projet-pilote de modifications à l'horaire et au déroulement des assemblées ordinaires du conseil municipal, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2011 (CM11 0167), et à la résolution du conseil municipal du 19 décembre 2011 (CM11 1064), la séquence d'étude et d'adoption des points inscrits au présent ordre du jour est, sous réserve de toute autre modification de séquence que le conseil pourrait convenir, le suivant :

- période de questions des membres du conseil (02)*;
- les rubriques préliminaires (03 à 15 inclusivement);
- les points en orientation au conseil d'agglomération (80);
- tous les autres points, selon l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour.

****Veuillez noter que la première période de questions des citoyens continuera d'avoir lieu à 19 h***

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 24 octobre 2016, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM16 1114

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 26 septembre 2016

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 26 septembre 2016, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 20 octobre 2016 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

Le président du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* pour la période du 1er au 30 septembre 2016.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er au 30 septembre 2016.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er au 30 septembre 2016.

Un débat s'engage.

---

5 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements

Le président du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants

5.01 Résolution CA16 090233 du conseil d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Demande relative à la désignation du site patrimonial de l'ancien village de Sault-au-Récollet comme lieu historique national

5.02 Résolution CA16 26 0275 du conseil d'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie - Demande à la Direction rémunération globale et systèmes d'information RH du Service des ressources humaines de la Ville de Montréal d'autoriser l'ajout de l'avantage social aux employés de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie dans le cadre du programme d'encouragement aux employés pour transport actif et collectif (PEETAC)

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Par Mme Manon Gauthier

--- Réponse écrite à la question de madame Anne-Marie Sigouin lors du conseil municipal du 22 août 2016 concernant l'article 20.34 – Soutien financier à l'Orchestre Symphonique de Montréal.

--- Réponse écrite à la question de madame Valérie Plante lors du conseil municipal du 22 août 2016 concernant les articles 7.08 et 7.09 – Rapport d'activités 2015 du Festival Juste pour rire et Bilan 2015 du Festival Go Vélo Montréal.

---

7 - Dépôt

Le président du conseil appelle le point « Dépôt »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 29 septembre 2016.

CM16 1115

Dépôt du Rapport d'activités annuel 2015-2016 du Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le Rapport d'activités annuel 2015-2016 du Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal, en vertu de la résolution CM13 1157, et le conseil en prend acte.

07.02

CM16 1116

Dépôt de la projection des résultats de l'exercice 2016 en date du 31 août 2016 - Volet municipal et l'état des revenus et des charges réels global Ville, au 31 août 2016 comparé avec le 31 août 2015

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose la projection des résultats de l'exercice 2016 en date du 31 août 2016 - Volet municipal et l'état des revenus et des charges réels global Ville, au 31 août 2016 comparé avec le 31 août 2015, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.03 1165205007

CM16 1117

Dépôt du rapport présentant le suivi des mandats des commissions reçus des conseils municipal et d'agglomération et le suivi des motions référées aux commissions et aux services municipaux, entre le 1er septembre 2013 et le 31 décembre 2015

Le leader de la majorité, M. Francesco Miele, dépose le rapport présentant le suivi des mandats des commissions reçus des conseils municipal et d'agglomération et le suivi des motions référées aux commissions et aux services municipaux, entre le 1er septembre 2013 et le 31 décembre 2015, et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

07.04 1163570006

_____

CM16 1118

Dépôt des commentaires et recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général faisant suite au Rapport de l'inspecteur général sur la résiliation et les recommandations visant divers contrats octroyés par les arrondissements pour la location de remorqueuses avec opérateurs lors d'opérations de déneigement

La conseillère Lorraine Pagé dépose les commentaires et recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général faisant suite au Rapport de l'inspecteur général sur la résiliation et les recommandations visant divers contrats octroyés par les arrondissements pour la location de remorqueuses avec opérateurs lors d'opérations de déneigement, et le conseil en prend acte.

_____

Un débat s'engage.

_____

08.01

_____

9 - Rapport du maire sur la situation financière de la Ville accompagné du tableau de la rémunération des élus et de la liste des contrats octroyés

9.01 Le maire Denis Coderre fait lecture du Rapport sur la situation financière de la Ville, le tout conformément aux dispositions de l'article 474.1 de la *Loi sur les cités et villes*. Ce rapport comprend également celui relatif à la rémunération des élus, conformément à la *Loi sur le traitement des élus*, et la liste des contrats octroyés par les services centraux excédant 25 000 $, pour la période du 1er septembre 2014 au 31 août 2015, ainsi que celle des contrats de plus de 2 000 $ conclus avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 $.

_____

Un débat s'engage.

_____

_____

CM16 1119

Publication du texte du rapport sur la situation financière de la Ville dans les journaux diffusés sur le territoire

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de décréter que le texte du rapport du maire sur la situation financière soit publié dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglaise distribués sur le territoire de la Ville de Montréal, le tout conformément aux exigences de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

Adopté à l'unanimité.

09.02

---

11 - Dépôt de pétitions

Le-président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Par M. Sterling Downey

--- Dépôt d'une pétition de Projet Montréal signée par 2858 (approx.) personnes demandant la démission d'Anie Samson du comité exécutif de la Ville.

Un débat s'engage.

À 14 h 46,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers
Mme Émilie Thuillier

de reporter l'article 15.01 à une phase ultérieure afin que son étude se fasse en présence du maire de Montréal, M. Denis Coderre et du chef de l'opposition officielle, M. Luc Ferrandez.

La proposition est agréée.

À 14 h 47, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1120

Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une durée de 36 mois, avec une possibilité de prolongation de 24 mois, avec la firme Équipements Plannord ltée, pour la fourniture de pièces authentiques de marque Prinoth dans le cadre de l'entretien et de la réparation des véhicules utilitaires à chenilles utilisés pour le déneigement du parc motorisé de la Ville (fournisseur unique)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre de gré à gré avec Équipements Plannord ltée, fournisseur unique, pour une durée de 36 mois, soit du 31 octobre 2016 au 30 octobre 2019, avec une possibilité de prolongation de 24 mois, pour la fourniture de pièces d'origine manufacturière de marque Prinoth dans le cadre de l'entretien et de la réparation des véhicules utilitaires à chenilles utilisés pour le déneigement, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 286 775,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15059 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1161541004
80.01 (20.01)

CM16 1121

Autoriser la prolongation d'ententes-cadres conclues avec Sharp Électronique du Canada ltée (CG14 0139) pour l'acquisition ou la location, incluant le service d'entretien, d'équipements multifonctions d'impression monochromes et couleurs sur demande, pour une durée de 24 mois, soit du 1er avril 2017 au 31 mars 2019

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser la prolongation des ententes-cadre no 949660 et no 951082 conclues avec Sharp Électronique du Canada (CG14 0139), pour une période additionnelle de 24 mois, du 1er avril 2017 au 31 mars 2019, pour l'acquisition ou la location, incluant le service d'entretien, d'équipements multifonctions d'impressions, selon les mêmes termes et conditions stipulés aux documents de l'appel d'offres public 13-11816;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets unités d'affaire, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1165085002
80.01 (20.02)

CM16 1122

Mandater ASN Canada FIA pour un montant maximal de 226 155,83 $, taxes incluses, pour les services et frais de soumission, d'inspection, d'approbation, de suivi et d'accompagnement dans le processus d'homologation de la piste auprès de la Fédération Internationale Automobile (FIA) / Autoriser un virement budgétaire de 92 930 $ en 2016 à partir des dépenses contingentes de compétence d'agglomération vers le Service de la culture

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de mandater ASN Canada FIA pour un montant maximal de 196 700 $, avant taxes, pour les services et frais de soumission, d'inspection, d'approbation, de suivi et d'accompagnement dans le processus d'homologation de la piste auprès de la Fédération Internationale Automobile (FIA), dans le cadre de la course automobile Formule E dans les rues du centre-ville de Montréal, à compter de 2017;

2 - d'autoriser un virement budgétaire de 92 930 $ en 2016 à partir des dépenses contingentes de compétence d'agglomération vers le Service de la culture;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Sterling Downey
Mme Valérie Plante
M. Craig Sauvé

1165288007
80.01 (20.03)

CM16 1123

Accorder un contrat à Deric Construction inc. pour les travaux de reconstruction d'un tronçon et la réparation du mur de soutènement du chemin de Trafalgar (structure 81-5289) situé dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 975 585,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public 331301 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 975 585,87 $, taxes incluses, pour les travaux de reconstruction d'un tronçon et la réparation du mur de soutènement du Chemin de Trafalgar, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Deric Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 936 126,45 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 331301;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1167000008
80.01 (20.04)

CM16 1124

Accorder un contrat à Roland Grenier Construction ltée pour réaliser les travaux de mise aux normes de salles électriques du bâtiment des filtres du complexe de production d'eau potable Atwater, situé au 999, rue Dupuis dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 1 906 476,54 $, taxes incluses - Appel d'offres 5856 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 906 476,54 $, taxes incluses, pour réaliser les travaux de mise aux normes de salles électriques du bâtiment des filtres du complexe de production d'eau potable Atwater situé au 999, rue Dupuis, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Roland Grenier Construction ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 850 948, 09 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5856;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1160749003
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1125

Accorder un contrat à Site intégration plus inc. (Groupe SIP) pour des travaux de rénovation des contrôles et le remplacement des projecteurs des systèmes de mise en lumière de l'hôtel de ville, situé au 275, rue Notre-Dame Est - Dépense totale 1 058 832,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5870 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 058 832,71 $, taxes incluses, pour les travaux de rénovation des contrôles et le remplacement des projecteurs des systèmes de mise en lumière de l'hôtel de ville, situé au 275, rue Notre-Dame Est, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Site intégration plus inc. (Groupe SIP), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 962 575,19 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5870 ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1165965005
80.01 (20.06)

CM16 1126

Autoriser une dépense additionnelle de 62 291,16 $, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires dans le cadre du contrat accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit des états financiers de l'exercice 2015 (CG14 0469), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 338 015,81 $ à 1 400 306,97 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 62 291,16 $, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires d'audit effectués dans le cadre de l'audit des états financiers de l'année 2015 prévus au contrat de vérification externe octroyé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (CG14 0469);

2 - d'approuver le projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec cette firme, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 338 015,81 $ à 1 400 306,97 $, taxes incluses;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1166068001
80.01 (20.07)

CM16 1127

Accorder des contrats de services professionnels en ingénierie à Axor Experts-Conseils inc. (893 758,16 $, taxes incluses) et à WSP Canada inc. (962 858,14 $, taxes incluses), pour la réalisation de services de génie-conseil pour les différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal - Dépense totale de 2 135 108,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15404 (3 soum.) / Approuver deux projets de conventions à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 2 135 108,75 $, taxes incluses, pour la réalisation de services de génie conseil pour les différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel Axor Experts-Conseils inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis pour le contrat no 1, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels de génie conseil pour les différents projets, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 893 758,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15404 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'approuver un projet de convention par lequel WSP Canada inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis pour le contrat no 2, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels de génie conseil pour les différents projets, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 962 858,14 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15404 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

4 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1166316022
80.01 (20.08)

CM16 1128

Reporter l'échéance de la convention en vigueur entre la Ville et le Comité olympique canadien au 31 décembre 2017 afin de soutenir les bonifications à apporter à la Maison olympique canadienne à Montréal (CG15 0419) / Approuver un projet d'addenda à la convention de contribution à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet d'addenda 1 visant à reporter au 31 décembre 2017 l'échéance de la convention de contribution intervenue entre la Ville de Montréal et le Comité olympique canadien (CG15 0419) afin de soutenir les bonifications à apporter à la Maison olympique canadienne de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

1151658004
80.01 (20.09)

CM16 1129

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, aux fins du projet de reconstruction Turcot, un immeuble situé de part et d'autre de la rue Notre-Dame Ouest, entre l'autoroute 15 et l'avenue de Carillon, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pour une somme de 10 000 $, plus les taxes applicables, et ce, après que l'arrondissement concerné ait fermé et retiré de son domaine public le lot 5 909 281 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports un immeuble situé de part et d'autre de la rue Notre-Dame Ouest, entre l'autoroute 15 et l'avenue de Carillon, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué des lots 5 909 281, 5 903 675, 5 903 676 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 10 000 $, plus les taxes applicables, et ce, selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte et à la suite à l'adoption, par l'arrondissement, d'un règlement de fermeture comme domaine public du lot 5 909 281;

2 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1161027006
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1130

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède sans aucune contrepartie à Les Placements Canamall Limitée et Westcliff (Place de La Cité internationale Phase I) inc. tous les droits, titres et intérêts qu'elle pourrait prétendre détenir dans les lots 1 179 352, 2 401 372 et une partie du lot 3 027 886 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et vend une autre partie du lot 3 027 886 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour une somme de 1 120 $, plus les taxes applicables, dans le cadre de l'entente tripartite signée le 13 avril 1987 pour la mise en valeur du quadrilatère formé par le boulevard Robert-Bourassa, l'avenue Viger, la rue du Carré Victoria et la rue Saint-Antoine / Fermer et retirer du domaine public comme rue les lots 1 179 352, 2 401 372 et les deux parties du lot 3 027 886 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède sans contrepartie à Les Placements Canamall Limitée/Canamall Holdings Limited et Westcliff (Place de la Cité internationale Phase I) inc. tous les droits, titres et intérêts qu'elle pourrait prétendre détenir dans les lots 1 179 352, 2 401 372 et une partie du lot 3 027 886 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et vend une partie du lot 3 027 886 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à des fins d'assemblage, pour la somme de 1 120 $, le tout selon les termes et conditions stipulés dans le projet d'acte de cession, dans le cadre de l'entente tripartite, signée le 13 avril 1987, pour la mise en valeur du quadrilatère formé par le boulevard Robert-Bourassa, l'avenue Viger, la rue du Carré Victoria et la rue Saint-Antoine;

2 - de fermer et retirer du domaine public comme rue les lots 1 179 352, 2 401 372, et les deux parties du lot 3 027 886 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

1160783009
80.01 (20.11)

CM16 1131

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour les besoins de formation du Service de police de la Ville de Montréal, des espaces d'une superficie de 10 586 pieds carrés, au 2e étage de l'immeuble ainsi qu'une partie de terrain situés au 8491, rue Ernest Cormier, pour une période de 5 ans, à compter du 1er février 2017 - Dépense totale de 1 467 663,56 $, incluant le loyer, les travaux d'aménagement, les coûts d'entretien ménager, d'énergie ainsi que les taxes

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc. une partie de terrain ainsi que des espaces d'une superficie de 10 586 pieds carrés au 2e étage d'un immeuble situé au 8491, rue Ernest-Cormier, pour les besoins de la Division de la formation du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 5 ans, à compter du 1er février 2017, pour un loyer total de 616 473,99 $, taxes incluses, et ce, aux termes et conditions stipulés au projet de bail;

2 - d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2017 au locateur, Développement Olymbec inc., représentant un montant de 487 845,82 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 74 917,46 $, pour une dépense maximale de 562 763,28 $, taxes incluses;

3 - d'autoriser la dépense d'énergie et d'entretien ménager effectuée par le Service de la gestion de la planification immobilière (SGPI), pour la durée du terme de 5 ans, d'un montant total de 288 426,29 $ taxes incluses ;

4 - d'imputer cette dépense après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel;

5 - d'ajuster la base budgétaire du SPVM pour les années 2017 et suivantes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Pour les années subséquentes, les augmentations du loyer devront être assumées par le SPVM à même l'enveloppe budgétaire qui lui sera octroyée. La facturation immobilière du SGPI sera également ajustée en conséquence.

Adopté à l'unanimité.

1165840009
80.01 (20.12)

CM16 1132

Accorder un soutien financier additionnel, extraordinaire et non récurrent de 45 000 $ à Triathlon International de Montréal, pour la tenue d'une étape de la Coupe du monde de triathlon de l'ITU 2016 à Montréal, pour un montant total maximal de 145 000 $ en soutien financier et une valeur monétaire de 75 000 $, en soutien en biens et services / Approuver un projet d'addenda à la convention de contribution à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier additionnel, extraordinaire et non récurrent de 45 000 $, taxes incluses, à l'organisme à but non lucratif Triathlon International de Montréal pour la réalisation d'une étape de la Coupe du monde de triathlon de l'ITU 2016 à Montréal;

2 - d'approuver le projet d'addenda à la convention de contribution entre la Ville et Triathlon International de Montréal (CG16 0425), établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier additionnel et du soutien en biens et services;

3 - d'imputer cette nouvelle dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1166340002
80.01 (20.13)

CM16 1133

Conclure des ententes-cadres collectives, pour une période de 12 mois, avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. (1 200 396,49 $, taxes incluses), Sanexen Services Environnementaux inc. (424 252 $, taxes incluses) et Solution Eau, Air, Sol (246 640,06 $, taxes incluses) pour la fourniture de services de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés provenant des arrondissements - Appel d'offres public 16-15528 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure des ententes-cadres collectives avec les firmes Recyclage Notre-Dame, Sanexen Services Environnementaux inc. et Solution Eau, Air, Sol, plus bas soumissionnaires conformes pour chaque type de sol pour chaque arrondissement, pour une période de 12 mois, pour la fourniture de services de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés provenant des arrondissements, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15528 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1167315005
80.01 (20.14)

CM16 1134

Autoriser une dépense additionnelle de 696 884, 49 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie dans le cadre du contrat 329402 accordé à Aquarehab (Canada) inc., (CG16 0197), majorant ainsi le montant total du contrat de 11 562 395,46 $ à 12 259 279,95 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 696 884,49 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie, dans le cadre du contrat 329402 accordé à Aquarehab (Canada) inc. (CG16 0197), majorant ainsi le montant total du contrat de 11 562 395,46 $ à 12 259 279,95 $, taxes incluses ;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1167231048
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.20) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1135

Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Gilles Mihalcean, artiste professionnel en arts visuels, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art public intitulée « Paquets de lumière », pour le Parterre du Quartier des spectacles - Dépense totale de 672 603,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat à cet effet

La conseillère Louise Mainville déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter;

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 672 603,75 $, taxes incluses, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art public « Paquets de lumière » pour le parterre du Quartier des spectacles, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'approuver un projet de contrat d'exécution d'œuvre d'art par lequel Gilles Mihalcean, lauréat du concours, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin, pour une somme maximale de 661 106,25 $, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de contrat;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1160230006
80.01 (20.16)

CM16 1136

Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Jonathan Villeneuve, artiste professionnel, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art public intitulée « Lux obscura », sur la rue Émery du Quartier latin, dans le Quartier des spectacles - Dépense totale de 252 945 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 252 945 $, taxes incluses, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art public « Lux obscura » sur la rue Émery dans le Quartier latin au Quartier des spectacles, comprenant tous les frais incidents, le cas échéants;

2 - d'approuver un projet de contrat d'exécution d'œuvre d'art par lequel Jonathan Villeneuve, lauréat du concours, s'engage à fournir à la Ville les services artistiques requis à cette fin, pour une somme maximale de 218 452,50 $, taxes incluses, conformément aux termes et conditions stipulés au projet de contrat;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1166689002
80.01 (20.17)

CM16 1137

Accorder à PME MTL Ouest-de-l'Île une contribution financière non récurrente de 403 405 $ dans le cadre du partage des actifs du Centre local de développement Lachine / Approuver le projet d'addenda 1 à l'entente de délégation intervenue entre la Ville et PME MTL Ouest-de-l'Île (CG16 0347)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder une contribution financière non récurrente de 403 405 $ à PME MTL Ouest-de-l'Île, dans le cadre de la convention de partage des actifs du Centre local de développement Lachine (CG16 0465);

2 - d'approuver un projet d'addenda à l'entente de délégation entre la Ville et PME MTL Ouest-de-l'Île établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier (CG16 0347);

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1167386002
80.01 (20.18)

CM16 1138

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction consentie en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville sur six lots situés sur la rue Jules-Helbronner, lesquels font partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction consentie en sa faveur, aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, devant M^{e} Jacques Morand, le 21 décembre 2006, sous le numéro 13 921 195, intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville, sur six lots situés sur la rue Jules-Helbronner, faisant partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, constitués des lots 4 881 941, 4 881 942, 4 881 945, 4 881 946, 4 881 965 et 4 881 966 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1163778005
80.01 (20.19)

CM16 1139

Accorder un soutien financier exceptionnel de 750 000 $ à l'organisme à but non lucratif (OBNL) HAVICO MN, Habitation, vision de communauté à Montréal-Nord pour la rénovation majeure à des fins de logement social et communautaire du bâtiment sis au 11985, avenue Monty dans l'arrondissement de Montréal-Nord

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier exceptionnel d'un montant maximum de 750 000 $ à l'organisme à but non lucratif HAVICO pour la rénovation majeure à des fins de logements sociaux et communautaires du bâtiment sis au 11985, avenue Monty, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, conditionnellement à l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) (dossier 1166692003);

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1163278001
80.01 (20.20)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.21) et 80.01 (20.22) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1140

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Conseillers en gestion informatique CGI inc. pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 1 939 168,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14944 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel le seul soumissionnaire, Conseillers en gestion et informatique CGI inc, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 1 939 168,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-14944 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1161550001
80.01 (20.21)

CM16 1141

Accorder un soutien financier non récurent de 1 750 000 $ à l'organisme à but non lucratif MONTRÉAL, C'EST ÉLECTRIQUE pour promouvoir l'électrification des transports en milieu urbain / Approuver le projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 1 750 000 $ à l'organisme à but non lucratif MONTRÉAL, C'EST ÉLECTRIQUE pour la promotion de l'électrification des transports en milieu urbain;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'autoriser un virement budgétaire de 1 750 000$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget régulier du Service du développement économique;

4 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Le leader adjoint de l'opposition officielle, M. François Limoges, dépose une photo superposée de Montréal avec des voitures à essence et de Montréal avec des voitures électriques pour démontrer que l'énergie utilisée ne fait pas de différence en ce qui à trait à la congestion de la circulation.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

1163455001
80.01 (20.22)

CM16 1142

Autoriser le dépôt de demandes d'aide financière soumises par la Ville de Montréal au ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire (MAMOT) dans le cadre du volet 2 du programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

que la Ville de Montréal :

- s'engage à respecter les modalités du guide sur le programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU);
- s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme FEPTEU;
- s'engage à réaliser les travaux selon les modalités du programme;
- s'engage à payer sa part de coûts admissibles et d'exploitation continue du projet;
- s'engage à assumer tous les coûts non admissibles au programme FEPTEU associés à son projet, y compris tout dépassement de coûts et directive de changement;
- autorise le dépôt des demandes d'aide financière suivantes au volet 2 du programme FEPTEU :

- En ce qui concerne l'eau potable :

  - la canalisation de l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater, no 2016167;
  - la fourniture et l'installation de garde-corps, de portes et de potences à l'usine Atwater, no 2016270;
  - la mise aux normes de salles électriques (8) bâtiment des filtres - usine Atwater, no 2016181;
  - les divers travaux électriques à la station (drain des filtres) - Réservoirs Vincent-d'Indy et Châteaufort, no 2016178;
  - le réservoir Châteaufort - Remplacement des disjoncteurs 25 KV, no 2016172;
  - l'usine Atwater - Des-Baillets - Relocalisation des câbles d'alimentation d'urgence et fibre optique, no 2016173;
  - l'installation d'une vanne murale et actuateur G6 - Atwater, no 2016171;
  - l'ajout d'un réacteur UV - usine Charles-J.-Des-Baillets, no 2016175;
  - Lachine - Nouveau réservoir diesel, no 2016174;
  - l'optimisation des réseaux - Chambres de compteurs - Réseau primaire, no 2016168;
  - le remplacement de la conduite principale d'aqueduc de la rue Saint-Patrick, entre Island et Thomas-Keefer, projet inclus à la demande no 2015095;

- En ce qui concerne le traitement des eaux usées :

  - le collecteur drainage ADM - Smith, no 2016184;
  - le collecteur drainage ADM - Bouchard, no 2016188;
  - le poste de pompage Rhéaume Système d'extraction et traitement d'odeurs, no 2016191;
  - le laboratoire de la station Aménagements de sécurité, no 2016190;
  - le remplacement du refroidisseur à absorption B de la station de pompage, no 2016176;
  - la mise à niveau de la station de pompage du lieu d'enfouissement technique, no 2016189;
  - l'achat et installation de systèmes de suivi aux surverses (phase 3), no 2016185;
  - le remplacement et mise en service des vannes des réservoirs de dépotage et stockage, no 2016183;
  - la mise à niveau des fonds et joints d'expansion des décanteurs 14 à 28, no 2016182;
  - l'installation de tuyauterie en acier inoxydable pour les tours de refroidissement, no 2016180;
  - l'amélioration du contrôle des intercepteurs CIDI Phase 3 (logiciel), 2016177;
  - la station de pompage - Chemin Saint-François, no 2016169.

Adopté à l'unanimité.

1161158005
80.01 (30.01)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) à 80.01 (42.03) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1143

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie détaillée, de plans et devis et de surveillance et les travaux préalables requis pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie détaillée, de plans et devis et de surveillance et les travaux préalables requis pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1165925002
80.01 (42.01)

CM16 1144

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 130 000 000 $ pour le financement de la conception, l'acquisition et l'installation des équipements de désinfection de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 130 000 000 $ pour le financement de la conception, l'acquisition et l'installation des équipements de désinfection de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R-Marcotte », sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Adopté à l'unanimité.

1162839002
80.01 (42.02)

CM16 1145

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) ».

Adopté à l'unanimité.

1166692003
80.01 (42.03)

CM16 1146

Prendre connaissance du rapport de la Commission sur le Schéma d'aménagement et de développement de Montréal

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) »

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission sur le Schéma d'aménagement et de développement de Montréal sur le projet de règlement P-RCG 14-029-1 intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) »;

2 - d'adopter, sans changement, hormis l'ajustement technique dans le titre, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » quant aux dispositions du document complémentaire relatives à la plaine inondable.

Adopté à l'unanimité.

1162622006
80.01 (44.01)

CM16 1147

Approuver la modification du PTI 2016-2018 de la Société de transport de Montréal et approuver le Règlement R-167 autorisant un emprunt de 6 121 301 $ pour financer le projet d'implantation d'une solution intégrée de gestion des talents

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver la modification du PTI 2016-2018 de la Société de transport de Montréal et le Règlement R-167 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de six millions cent vingt et un mille trois cent un dollars (6 121 301 $) pour financer le projet d'implantation d'une solution intégrée de gestion des talents, le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

Adopté à l'unanimité.

1160854002
80.01 (45.01)

À 16 h,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de reporter l'étude de l'article 80.01 (51.01) à une phase ultérieure.

La proposition est agréée.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1148

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de la Société d'habitation et de développement de Montréal, pour une période de 9 ans, à compter du 1er novembre 2016, des locaux d'une superficie de 839,16 mètres carrés, situés au rez-de-chaussée et à l'étage de l'immeuble sis au 100, rue Sherbrooke Est, à des fins de maison de la culture, pour un loyer total de 2 688 321,38 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 octobre 2016 par sa résolution CE16 1574;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la Société d'habitation et de développement de Montréal, pour une période de 9 ans, à compter du 1er novembre 2016, des locaux, d'une superficie de 839,16 mètres carrés, situés au rez-de-chaussée et à l'étage de l'immeuble sis au 100, rue Sherbrooke Est, à des fins de maison de la culture, moyennant un loyer total de 2 688 321,38 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de bail;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1164069007

CM16 1149

Approuver un projet d'amendement prolongeant d'une année la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et Le Centre Intégré Universitaire de Santé et des Services Sociaux du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS) (CM15 1490), concernant la réalisation de l'Enquête TOPO 2016, sans dépense additionnelle

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 5 octobre 2016 par sa résolution CE16 1576;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver un projet d'amendement prolongeant d'un an la convention de services professionnelles intervenue entre la Ville et Le Centre Intégré Universitaire de Santé et des Services Sociaux du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS), Direction régionale de santé publique (CM15 1490) concernant la réalisation de l'Enquête TOPO 2016 en venant modifier la fin du projet (article 14) qui passe du 31 décembre 2016 au 31 décembre 2017 et conséquemment la date de remise du rapport final (article 4.2) qui passe du 31 janvier 2017 au 31 janvier 2018 et modifiant en conséquence le nom du projet pour TOPO 2017, sans dépense additionnelle.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1156368004

CM16 1150

Accorder un soutien financier additionnel de 70 000 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour poursuivre jusqu'au 31 décembre 2016, pour la réalisation d'un projet pilote d'intervention et d'aide à la préparation de logements lors d'infestation par les punaises de lit ou autres types de vermine / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1625;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder une contribution financière additionnelle de 70 000 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour poursuivre jusqu'au 31 décembre 2016 la réalisation d'un projet pilote d'intervention et d'aide à la préparation de logements lors d'infestations par les punaises de lit ou autres types de vermine;

2 - d'approuver un projet de convention prolongeant la durée du projet pilote entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'autoriser la directrice de la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire à signer ladite convention, pour et au nom de la Ville;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1160498002

CM16 1151

Conclure avec Carrières St-Jacques inc, une entente-cadre collective d'une période approximative de 8 mois, pour la fourniture et la livraison d'abrasifs d'hiver - Appel d'offres public 16-15142 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1598;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre collective, d'une durée de 8 mois, pour la fourniture et la livraison d'abrasifs d'hiver;

2 - d'accorder à Carrière St-Jacques inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15142 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1167360001

CM16 1152

Accorder un contrat aux Entreprises de construction Ventec inc. pour les travaux d'aménagement paysager sur l'avenue Papineau, de la rue Jacques-Casault à l'avenue Charland, dans les arrondissements d'Ahuntsic–Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 1 547 028,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 293602 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1600;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 1 547 028,06 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement paysager sur l'avenue Papineau, de la rue Jacques-Casault à l'avenue Charland, dans les arrondissements d'Ahuntsic–Cartierville et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder aux Entreprises de construction Ventec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 372 028,06 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 293602 ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1167231041

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1153

Accorder un contrat à 9052-1170 Québec inc. Le Groupe Vespo pour la réalisation des travaux de réfection des terrains de balle situés dans les parcs Roger-Rousseau, Alexander et Giuseppe-Garibaldi, dans les arrondissements d'Anjou, de Pierrefonds-Roxboro et de Saint-Léonard - Dépense totale de 836 398,31 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-6925 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1601;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 836 398,31 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de réfection des terrains de balle situés dans les parcs Roger-Rousseau, Alexander et Giuseppe-Garibaldi, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à 9052-1170 Québec inc. Le Groupe Vespo, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 760 362,10 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-6925;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

À 16 h 20, M. Frantz Benjamin quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place à la conseillère Valérie Plante.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Tous les membres présents de l'opposition officielle

20.06 1161701006

CM16 1154

Accorder un contrat de gré à gré à Brushwork llc pour l'exécution de trois œuvres d'art au Jardin botanique - Dépense totale de 164 753,33 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1605;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 164 753,33 $, taxes incluses, pour l'exécution de trois œuvres d'art au Jardin botanique, au cours de l'été 2017, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de contrat d'exécution d'œuvres d'art de gré à gré par lequel Brushwork LLC représentée par M. Patrick Dougherty s'engage à réaliser les œuvres d'art, pour une somme maximale de 144 503,33 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1163815002

CM16 1155

Accorder un soutien financier de 150 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline-Julien pour la réalisation de son Plan d'action 2016 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1629;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 150 000 $ au Centre des arts de la scène Pauline Julien pour la réalisation de son plan d'action 2016, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications 2016-2017;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1164639002

CM16 1156

Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Les architectes Labonté Marcil S.E.N.C., Les Services EXP inc., et Petropoulos, Bomis et associés inc. pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Chénier, dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 1 375 169,99 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15167 (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1608;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 1 375 169,99 $, taxes incluses, pour des travaux de mise aux normes de l'aréna Chénier, dans l'arrondissement d'Anjou, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'approuver un projet de convention par lequel Les architectes Labonté Marcil S.E.N.C., Les Services EXP inc., et Petropoulos, Bomis et associés inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 286 869,19 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15167 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1160457004

CM16 1157

Accorder un contrat de services professionnels à Cima + S.E.N.C. pour la gestion de plusieurs projets de mise aux normes des arénas, pour une somme maximale de 2 753 507,54 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15425 (4 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1613;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention par lequel Cima+ S.E.N.C., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la gestion de plusieurs projets de mise aux normes des arénas, pour une somme maximale de 2 753 507,54 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15425 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1160457005

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1158

Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Les architectes FABG inc., WSP Canada inc., et Petropoulos, Bomis et associés inc. pour les travaux de mise aux normes de l'aréna du Centre Gadbois, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 1 990 533,44 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15167 (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1606;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 1 990 533,44 $, taxes incluses, pour des travaux de mise aux normes de l'aréna du Centre Gadbois, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'approuver un projet de convention par lequel Les architectes FABG inc., WSP Canada inc., et Petropoulos, Bomis & associés inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 904 302,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15167 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1160457002

À 16 h 36, le président du conseil, M. Frantz Benjamin, reprend le fauteuil présidentiel.

CM16 1159

Accorder un contrat de services professionnels aux firmes St-Gelais Montminy et associés architectes S.E.N.C.R.L., Tetra Tech QB inc., et Petropoulos, Bomis et associés inc. pour les travaux de mise aux normes de l'aréna Saint-Michel, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 2 075 999,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15167 (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1607;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 2 075 999,38 $, taxes incluses, pour des travaux de mise aux normes de l'aréna Saint-Michel, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'approuver un projet de convention par lequel St-Gelais Montminy et associés architectes S.E.N.C.R.L., Tetra Tech QB inc., et Petropoulos, Bomis et associés inc., équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 989 768,13, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15167 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1160457003

CM16 1160

Abroger le point 1 de la résolution CM16 0097 et approuver le projet de convention révisée par lequel Expertise Sports Design LG inc., Groupe-Conseil Structura International et Induktion groupe-conseil inc., s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels en architecture de paysage pour la réfection des terrains de balle de Montréal, pour une somme maximale de 244 307,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14803

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1610;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'abroger le point 1 de la résolution CM16 0097;

2 - d'approuver un projet de convention révisé par lequel Expertise Sports Design LG inc., Groupe-Conseil Structura International et Induktion groupe-conseil inc., s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels en architecture de paysage pour la réfection des terrains de balle de Montréal, pour une somme maximale de 244 307,06 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14803 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1156316016

CM16 1161

Accorder un contrat de services professionnels à Viau Bastien Gosselin Architectes inc., Blondin Fortin & Associés et Beaudoin Hurens inc. pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux requis dans le cadre du projet de construction de l'usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC) - Dépense totale de 507 133,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15231 (2 soum., 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1611;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 507 133,60 $, taxes incluses, pour le projet de construction de l'usine de traitement des eaux souterraines et des hydrocarbures flottants au Parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles (PEPSC), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'approuver un projet de convention par lequel Viau Bastien Gosselin Architectes Inc., Blondin Fortin & Associés et Beaudoin Hurens Inc., seule équipe ayant obtenu la note de passage en fonction des critères préétablis s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 461 030,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15231 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1167251002

CM16 1162

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Coopérative d'habitation Mile-End, aux fins de construction de logements sociaux et communautaires, un terrain d'une superficie de 3 462,3 mètres carrés, constitué du lot 4 314 254 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé du côté est de l'avenue de Gaspé et au nord de l'avenue Laurier Est, dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, pour la somme de 505 442 $, plus les taxes applicables

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1615;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Coopérative d'habitation Mile-End, aux fins de construction de logements sociaux et communautaires, le lot 4 314 254 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 3 462,3 mètres carrés, dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, pour la somme de 505 442 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2 - d'autoriser la Ville à signer cet acte de vente conditionnellement à ce que l'organisme démontre qu'il a obtenu une confirmation écrite de l'engagement définitif de la subvention, dans le cadre du Programme AccèsLogis Québec pour la réalisation de son projet;

3 - d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1154962007

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1163

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville donne à la Société d'habitation et de développement de Montréal, l'immeuble sis au 4564-4568, rue Hutchison, construit sur un terrain d'une superficie de 160,3 mètres carrés, dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1616;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville donne à la Société d'habitation et de développement de Montréal, l'immeuble situé au 4564-4568, rue Hutchison, construit sur un terrain d'une superficie de 160,3 mètres carrés, constitué du lot 1 868 893 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte de donation.

Un débat s'engage.

Le conseiller Richard Ryan soulève une question de privilège afin de rectifier les propos tenus par le conseiller Copeman sur la protection des maisons de chambre.

Le président du conseil déclare l'incident clos.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1164435008

CM16 1164

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Groupe S.A.C. inc., faisant affaire sous le nom de Go Café, pour une période de 3 ans, débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2019, divers emplacements, pour une superficie totale de 29 mètres carrés, situés au complexe sportif Claude-Robillard, à l'aréna Maurice-Richard et à l'aréna Michel-Normandin, à des fins de services alimentaires, pour une recette totale de 109 300 $, excluant les taxes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1620;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à Groupe S.A.C. inc., faisant affaire sous le nom de Go Café, pour une période de 3 ans, débutant le 1er avril 2016 et se terminant le 31 mars 2019, divers emplacements, pour une superficie totale de 29 mètres carrés, situés au complexe sportif Claude-Robillard, à l'aréna Maurice-Richard et à l'aréna Michel-Normandin, à des fins de services alimentaires, pour une recette totale de 109 300 $, excluant les taxes, pour l'ensemble des locations, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de bail;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1167029001

CM16 1165

Approuver un projet de convention par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à la Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2017, le local 412 situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour des fins socioculturelles - Subvention de 29 670 $ pour toute la durée du bail

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1621;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'approuver le projet de convention de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à l'organisme la Table ronde du Mois de l'histoire des Noirs, pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2017, le local 412 situé au 4e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, pour des fins socioculturelles. La valeur de la subvention est de 29 670 $ pour toute la durée du bail.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1165373002

CM16 1166

Approuver un projet de deuxième convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, pour une période additionnelle de 5 ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021, des espaces d'une superficie d'environ 542 pieds carrés situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 174, rue Notre-Dame Est, pour des fins de bureau touristique, pour un loyer total de 91 056 $, excluant les taxes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1622;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de deuxième convention de prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Office des congrès et du tourisme du grand Montréal, pour une période additionnelle de 5 ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021, des espaces d'une superficie d'environ 542 pieds carrés situés au rez-de-chaussée de l'immeuble sis au 174, rue Notre-Dame Est, pour des fins de bureau touristique, pour un loyer total de 91 056 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la prolongation de bail;

2 - d'imputer cette recette et cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1165840010

CM16 1167

Accorder un don de 60 000 $ à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire suivant l'état d'urgence créé par l'ouragan Matthew / Autoriser un virement budgétaire de 60 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le budget de la Direction générale

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1631;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense non récurrente de 60 000 $ afin d'accorder un don à La société canadienne de la Croix-Rouge pour participer à l'aide humanitaire suivant l'état d'urgence créé par le passage de l'ouragan Matthew;

2 - d'autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget 2016 de la Direction générale;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1164834002

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1168

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 75 000 $, à raison de 25 000 $ par année, en provenance du budget de fonctionnement, pour les années 2016, 2017 et 2018, à la Fondation Héritage Montréal pour la réalisation de diverses activités de sensibilisation, de diffusion et de formation en patrimoine / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1624;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant 75 000 $ pour les années 2016, 2017 et 2018, à raison de 25 000 $ par année, en provenance du budget de fonctionnement du Service de la mise en valeur du territoire, à la Fondation Héritage Montréal pour soutenir la réalisation de diverses activités de sensibilisation, de diffusion et de formation en patrimoine;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1163751002

CM16 1169

Autoriser la résiliation des deux contrats de l'appel d'offres 13-13263 / A54 - Collecte des ordures ménagères, CRD et encombrants pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, en date du 31 janvier 2017

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1590;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de résilier le terme du contrat accordé à Les Services Ricova inc., anciennement Les Services Monde Vert inc., (CA14 25 0021) pour la collecte des ordures ménagères, des résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants sur le territoire de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, dont les coûts résiduels sont estimés à 3 525 700 $;

2 - de payer à Les Services Ricova inc. les sommes pour couvrir les coûts des services rendus au 31 janvier 2017;

3 - de résilier le terme du contrat accordé à JR Services Sanitaires (9064-3032 Québec inc.) (CA14 25 0021) pour la collecte des ordures ménagères, des résidus de construction, rénovation, démolition et encombrants sur le territoire de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, dont les coûts résiduels sont estimés à 1 418 200 $;

4 - de payer à JR Services Sanitaires (9064-3032 Québec inc.) les sommes pour couvrir les coûts des services rendus au 31 janvier 2017;

5 - d’imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1166224002

CM16 1170

Accorder un contrat à Transport en vrac St-Hyacinthe inc. pour les services de transport de la neige pour une durée de deux ans, pour une somme maximale de 942 832,90 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15576 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1592;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder à Transport en vrac St-Hyacinthe, plus bas soumissionnaire conforme, pour une durée de deux ans, un contrat pour des services de transport de neige, pour une somme maximale de 942 832,90 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15576 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1164631011

CM16 1171

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de gré à gré à PBSC Solutions urbaines inc. pour l'acquisition en 2016 de pièces et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI, pour une somme maximale de 2 806 296 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 octobre 2016 par sa résolution CE16 1651;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de contrat d'approvisionnement, de gré à gré, entre la Ville de Montréal et PBSC Solutions urbaines inc., pour l'acquisition en 2016 de pièces et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI, pour une somme maximale de 2 806 296 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1164368004

CM16 1172

Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour la réalisation de travaux de réparation à diverses structures 2016 - Lot 3 (projet 16-11), pour une somme maximale de 840 237,30 $, taxes incluses - Appel d'offres public 330703 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 octobre 2016 par sa résolution CE16 1652;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder à Eurovia Québec Grands Projets inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation de travaux de réparation à diverses structures 2016 - Lot 3 (projet 16-11), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 840 237,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 330703;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1167091004

À 17 h 06, le président du conseil, M. Frantz Benjamin, suspend les travaux jusqu'à 19 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 24 octobre 2016
13 h

Séance tenue le lundi 24 octobre 2016 – 19 h
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Marie Cinq-Mars, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, Mme Louise Mainville, M. Normand Marinacci, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

M. François William Croteau, M. Benoit Dorais et M. François Limoges.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Lionel Perez et M. Jeremy Searle.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte et invite l'assemblée à prendre connaissance du document portant sur les tables de quartier à la grandeur de la ville intitulé : « 20 ans d'actions au cœur de nos quartiers », déposé sur les pupitres à la demande de la conseillère Monique Vallée. Il invite également l'assemblée à contribuer à la campagne Centraide qui se terminera bientôt et qui aura des retombées importantes dans différents milieux, dans les arrondissements et quartiers.

Avant de débuter la période de questions du public, le président du conseil souligne la présence au balcon de M. Olivier Le Brun, conseiller municipal de la Ville de Vannes, en France. Il lui souhaite, au nom de membres du conseil, un agréable séjour à Montréal.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
Mme Lavinia Létourneau-Ress	M. Denis Coderre (M. Luc Ferrandez)	Avis du maire et du chef de l'opposition officielle sur la recommandation du rapport Gordon du gouvernement Fédéral d'augmenter le nombre d'immigrants de 500 000 par année - Si l'administration possède les ressources nécessaires pour l'intégration de ces nouveaux arrivants

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, rappelle aux citoyens, conformément aux règles régissant l'assemblée du conseil, que seulement trois questions sur un même sujet sont autorisées.

Question de	À	Objet
Mme Aouatif El Harchaoui	M. Luc Ferrandez (M. Guillaume Lavoie)	Possibilité d'étendre à l'arrondissement du Plateau Mont-Royal et ailleurs la pratique mise de l'avant par l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie permettant la location d'espaces de stationnement privé aux visiteurs durant le jour – Si d'autres initiatives existent comme le projet d'économie collaborative à l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie
M. Robert Norman Lemieux	Mme Anie Samson (M. Luc Ferrandez)	Doute sur l'existence du site internet de l'Association canine canadienne devant fournir les critères morphologiques permettant d'identifier les chiens Pit Bull des autres races – Mesures pour rétablir la confiance des citoyens envers l'administration dans ce dossier portant sur la sécurité publique
M. Francesco Moreno	M. Richard Deschamps	Raisons justifiant l'autorisation de construire sur le terrain prévu initialement pour le projet de développement Wanklyn au lieu d'un autre terrain - Importance d'instaurer la web diffusion à l'arrondissement de LaSalle pour une meilleure transparence
M. Frédérick Jones	M. Denis Coderre	Importation des techniques, produits ou services d'entraînement des soldats israéliens pour la police de Montréal dans le cadre du voyage du maire en Israël – Boycottage de produits israéliens **Dépôt de document**
Mme Élaine Shirley Lemieux	Mme Anie Samson	Informer les citoyens des outils qui seront donnés aux policiers et inspecteurs canins pour leur permettre d'appliquer l'article 21 du Règlement sur le contrôle des animaux – Coût des frais juridiques pour répondre à la poursuite de la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (SPCA) depuis septembre à ce jour
M. Laurent Morissette	M. Denis Coderre (M. Aref Salem) (M. Luc Ferrandez)	Assurance que les frais supplémentaires encourus pour corriger le trottoir de la rue Brébeuf ne seront pas refilés aux citoyens – Déplore le manque de communication entre la ville centre et l'arrondissement du Plateau Mont-Royal dans ce dossier / Avis du maire de l'arrondissement à cet effet
Mme Jo-Anne Wemmers	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	Informer les citoyens de l'état de la situation dans le projet de changement de zonage du secteur de la rue Sainte-Catherine et du boulevard de Maisonneuve afin d'autoriser la construction d'une épicerie et de condos – Avis du Comité Jacques-Viger à cet effet
Mme Louisette Doucet	M. Denis Coderre (M. Anie Samson)	Stigmatisation des animaux - Aucune mesure dans le Règlement sur le contrôle des animaux pour préserver les droits des chiots Pit Bull – Prendre en considération que les propriétaires sont parfois responsables du mauvais comportement des chiens Pit Bull
M. Steven Laperrière	M. Claude Dauphin	Possibilité de rendre permanent l'arrêt temporaire du Système léger sur rail (SLR) prévu dans l'arrondissement de Lachine à la suite de représentations auprès la Caisse de dépôt – État de la situation dans le projet de développement d'une gare dans l'arrondissement de Lachine

Question de	À	Objet
M. John Roderick Philpot	M. Denis Coderre	Demande l'annulation de la mission économique du maire en Israël en protestation du traitement que subissent les Palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza à cause du système d'apartheid établi – Établir des liens commerciaux avec Gaza afin de briser le blocus israélien
M. Antonio Urlea	M. Denis Coderre (M. Guillaume Lavoie)	Avis du maire sur le projet expérimental du gouvernement du Québec de légaliser le service d'Uber à Montréal – recherche de mesures compensatoires pour les détenteurs de permis de taxis / Mesures concrètes pour faire face à cette nouvelle économie de partage
M. Olivier Gignac	M. Denis Coderre	Mesures concrètes de l'administration pour soutenir l'entreprenariat collectif à Montréal à la suite du Forum mondial sur l'économie sociale de septembre 2016 à Montréal – Variation dans le soutien de première ligne de PME Montréal aux entrepreneurs depuis les coupures qui ont affectées les différents secteurs – demande de mise au point

---

À 20 h 03,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des citoyens de 30 minutes, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Francis Boudrias Plouffe	M. Denis Coderre (M. Anie Samson)	Crainte que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) entretienne des relations d'affaires avec des firmes israéliennes en matière de sécurité et de contrôle des foules – Possibilité que le SPVM accompagne le maire dans sa mission économique en Israël
Mme Sihem Boubekri	M. Harout Chitilian Mme Christine Black (M. Aref Salem)	Sommes perçues par Stationnement Montréal pour les services de collecte et d'administration des espaces de stationnement à Montréal – Proposition à l'effet que les profits de Stationnement Montréal soient versés, par exemple, à des organismes communautaires de l'arrondissement de Montréal-Nord
M. Michel Benoit	M. Denis Coderre (M. Francesco Miele)	Questionnement sur le lien entre le promoteur de la Formule électrique à Montréal et la mafia espagnole – Nature des ententes monétaires intervenues avec l'administrateur de MONTRÉAL C'EST ÉLECTRIQUE et ancien collecteur de fonds du Parti Libéral, M. Sylvain Vincent
M. Martin Dion	M. Denis Coderre (Mme Anie Samson) (M. Russell Copeman)	Respecter la promesse électorale de construire 250 logements sociaux et accessibles universellement dans le district de Villeray
Mme Vanessa Anastasopoulos	M. Luc Ferrandez	Règlement sur le contrôle des animaux 16-060 et bénévoles qui servent de famille d'accueil – Comment l'arrondissement du Plateau Mont-Royal entend faire appliquer ce règlement pour ce qui est de l'article interdisant de posséder plus de quatre animaux par logement – ces bénévoles doivent-ils craindre les visites surprises des inspecteurs de la patrouille canine

Question de	À	Objet
M. Louis Langevin	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers)	Coût pour la confection et l'entreposage des clôtures qui seront utilisées dans le cadre de la Formule électrique ainsi que le mode de paiement des factures
M. Stéphane Roy	M. Denis Coderre (M. Harout Chitilian)	Dans le contexte d'un nouveau statut pour Montréal par le gouvernement du Québec, si Montréal exigera de nouveaux pouvoirs économiques et le levier financier adéquat permettant d'exercer ces pouvoirs - Mettre à contribution tous les élus du conseil afin de définir les nouveaux pouvoirs qui seront attribués aux arrondissements en matière d'économie sociale et communautaire

---

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, prend la parole pour demander au président du conseil, M. Frantz Benjamin, de ne pas pénaliser les citoyens en confondant les questions sur la mission économique du maire en Israël et celles sur la mission du maire en Iran dans l'application du règlement à l'effet d'autoriser seulement trois questions sur un même sujet. Le président du conseil remercie la leader de l'opposition officielle pour cette précision et mentionne que si le temps alloué le permet, il permettra à une citoyenne de poser une question sur l'Iran. Le leader adjoint de l'opposition officielle, M. François Limoges, prend également la parole pour souligner que Mme Mireille Goulet a perdu son rang sur la liste pour cette raison. Le président du conseil prend note des demandes et invite à la poursuite de la période de question des citoyens.

Question de	À	Objet
Mme Anissa Benomar	Mme Anie Samson	Questionnement sur le processus d'attribution des emplacements pour la cuisine de rue et sur les différences dans le coût des permis pour cuisine de rue seulement par rapport à ceux émis dans le cadre de festivals et événements
Mme Paola Lazzarotto	M. Denis Coderre (Mme Magda Popeanu)	Suggère le report des festivités entourant le 375e anniversaire de Montréal en 2017 pour cause de retard dans la livraison des grands projets – Avis de Projet Montréal dans ce dossier

Le président du conseil demande et obtient le consentement des membres du conseil pour permettre à la prochaine citoyenne de poser sa question.

Mme Nadine Pleau	M. Denis Coderre	Si le maire a demandé et obtenu la bénédiction d'Ottawa pour établir des relations avec Téhéran dans le cadre de sa visite en Iran

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des citoyens close à 20 h 38.

Le président du conseil remercie à nouveau la leader de l'opposition officielle pour son intervention sur le choix des citoyens en ce qui concerne les questions en lien avec la mission économique du maire en Israël et la mission en Iran.

La leader de l'opposition officielle soulève une question de privilège pour souligner le manque de respect dont ont fait preuve certains conseillers lors de réponses données aux citoyens. Le maire soulève aussi une question de privilège sur les propos suivants entendus, soit « au papa qui offre des cadeaux en février » et les juge indécents. Il invite les membres de Projet Montréal à prendre connaissance d'une lettre du conseiller François William Croteau sur les allusions personnelles et les propos mesquins qui n'ont pas leur place dans la salle du conseil. Il indique également qu'il faut protéger le citoyen mais aussi les personnes qui ne sont pas présentes pour se défendre et en appelle à la vigilance de la présidence à cette fin.

Le président du conseil indique qu'il a bien pris note des questions de privilèges soulevées et affirme qu'il a bien remarqué les différences de tons utilisés mais qu'il n'a pas noté d'attitudes irrespectueuses par ailleurs. Il invite l'ensemble des élus à être vigilants car c'est le devoir de tous et chacun. Le président remercie les membres pour leurs interventions et invite le leader de la majorité, M. Francesco Miele, à poursuivre les travaux.

À 20 h 42, le conseil reprend ses travaux à la réunion des articles 20.26 à 20.29.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.26 à 20.29 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1173

Approuver un projet de protocole d'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount pour l'utilisation de la chute à neige Butler pour une période de deux saisons hivernales (2016-2017 et 2017-2018)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 octobre 2016 par sa résolution CE16 1659;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet d'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et la Ville de Westmount pour l'utilisation de la chute à neige Butler pour une période de deux saisons hivernales (2016-2017 et 2017-2018);

2 - d'imputer la recette conformément aux informations inscrites à l'intervention financière.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1161175001

CM16 1174

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Progimont inc., pour les besoins du Centre de formation technique relié aux réseaux d'aqueduc et d'égout, un espace d'une superficie de 13 692 pieds carrés, situé au 10000, Louis-H.La Fontaine, pour une période de 5 ans, à compter du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021, pour une dépense totale de 1 396 755,80 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 octobre 2016 par sa résolution CE16 1660;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Progimont inc., pour une période de cinq ans, à compter du 1er janvier 2017, un espace d'une superficie de 13 692 pieds carrés, situé au 10000, Louis-H.-La fontaine, utilisé pour les besoins d'un centre de formation pour le Service de l'eau, moyennant un loyer total de 1 010 439,80 $, taxes incluses, et ce, selon les clauses et conditions stipulées au projet de bail;

2 - d'autoriser à cette fin, le coût des travaux d'aménagement payable en 2017 au locateur Progimont inc., représentant un montant de 298 935 $ auquel s'ajoutent des contingences et des incidences d'un montant de 87 381 $, pour une dépense maximale de 386 316 $, taxes incluses;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1164565009

CM16 1175

Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ US à Global Poverty Project inc. (Fonds Mondial) afin d'appuyer la campagne intitulée « En finir. Pour de bon »

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 octobre 2016 par sa résolution CE16 1664;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'abroger la résolution CE16 1434 du 7 septembre 2016 à l'effet d'accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ (canadien) au Fonds mondial afin d'appuyer la campagne intitulée « En finir. Pour de bon »;

2 - d'autoriser une dépense non récurrente de 50 000 US $ afin d'accorder un soutien financier à Global Poverty Project Inc (Fonds Mondial) dans le but d'appuyer la campagne intitulée « En finir. Pour de bon »;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Adopté à l'unanimité.

20.28 1161353006

CM16 1176

Accorder un soutien financier de 180 000 $ à la Société du Château Dufresne afin de lui permettre de réaliser le plan d'action biennal 2016 et 2017, dans le cadre de l'Entente MCC-Ville / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 octobre 2016 par sa résolution CE16 1667;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 180 000 $ à la Société du Château Dufresne afin de lui permettre de réaliser le plan d'action 2016-2017, dans le cadre de l'Entente MCC-Ville 2016-2017;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1166344007

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM16 1177

Adopter une résolution prévoyant l'étalement de la variation des valeurs foncières découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1er janvier 2017, conformément à l'article 253.27 de la *Loi sur la fiscalité municipale*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1633;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de décréter, qu'en vertu de l'article 253.27 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, l'étalement de la variation des valeurs foncières imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière triennal 2017-2019 s'applique aux taxes basées sur les valeurs imposables inscrites à ce rôle.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1163843013

CM16 1178

Autoriser le dépôt des demandes d'aide financière soumises par la Ville de Montréal au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) dans le cadre du volet 1 du programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1635;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1- s'engage à respecter les modalités du guide sur le programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU);

2- s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme FEPTEU;

3- s'engage à réaliser les travaux selon les modalités du programme;

4- s'engage à payer sa part de coûts admissibles et d'exploitation continue du projet;

5- s'engage à assumer tous les coûts non admissibles au programme FEPTEU associés à son projet, y compris tout dépassement de coûts et directives de changement;

6- autorise le dépôt des demandes d'aide financière portant les numéros 2015095 et 2015129 au volet 1 du programme FEPTEU.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1161158004

CM16 1179

Autoriser le renouvellement du permis d'achat et d'utilisation de pesticides pour la Ville de Montréal, pour une période de 3 ans, auprès du ministère du Développement durable de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1641;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d’autoriser le renouvellement, pour une période de 3 ans, du permis d'achat et d'utilisation de pesticides pour la Ville de Montréal, pour la somme de 108 $;

2 - de désigner le directeur du Service de l'environnement à signer, pour et au nom de la Ville de Montréal, tout document nécessaire au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques en vertu de la *Loi sur les pesticides*;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1166032002

CM16 1180

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.01 1160387001

CM16 1181

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 155 605 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par M. Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 155 605 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.02 1165247001

CM16 1182

Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.03 1165929004

CM16 1183

Avis de motion - Règlement autorisant l'occupation d'un bâtiment situé au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance subséquente du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation du bâtiment situé au 2450, chemin de la Côte-Sainte-Catherine », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel.

41.04 1164814003

CM16 1184

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037)

Attendu qu'une copie du Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037) a été distribuée aux membres du conseil plus de deux jours juridiques avant la séance;

Attendu que tous les membres du conseil déclarent, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, avoir lu le règlement et renoncer à sa lecture;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 14 septembre 2016, par sa résolution CE16 1486;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention municipale à la rénovation résidentielle pour la réalisation de travaux ciblés (14-037) ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1160196003

Règlement 14-037-1

CM16 1185

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux »

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance ultérieure du conseil municipal d'un projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel;

AUTORISATION DE POURSUIVRE LES PROCÉDURES

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser la poursuite des procédures prévues par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* en vue de l'adoption finale du projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

43.01 1163430020

CM16 1186

Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (14-026) »

Vu la résolution CM16 0992 de l'assemblée du conseil municipal du 22 août 2016, adoptant comme projet de règlement P-14-026-1 le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (14-026) »;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 4 octobre 2016, à 18 h 15, à la salle du conseil d'arrondissement située au 6854, rue Sherbrooke Est, sur ce projet de règlement;

Attendu que suite à cette assemblée publique de consultation des modifications ont été apportées au projet de règlement P-14-026-1;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 19 octobre 2016, par sa résolution CE16 1680;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (14-026) ».

Adopté à l'unanimité.

44.01 1163520006

Règlement 14-026-1

CM16 1187

Nomination de membres au Conseil jeunesse de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 12 octobre 2016 par sa résolution CE16 1638;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Denis Coderre
M. Harout Chitilian

Et résolu :

1 - de nommer Mme Anne Xuan Lan Nguyen à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans, se terminant en octobre 2019, en remplacement de Mme Jessika Brosseau;

2 - de nommer Mme Alice Miquet à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans, se terminant en octobre 2019, en remplacement de Mme Trisha Élie;

3 - de nommer M. Omid Danesh Shahraki à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans, se terminant en octobre 2019, en remplacement de M. Maxime Le Breton;

4 - de remercier les membres sortants pour leur contribution au Conseil jeunesse de Montréal.

Un débat s'engage.

Le conseiller Harout Chitilian souligne la présence au balcon des nouveaux membres ainsi que du président et de la coordonnatrice du Conseil jeunesse de Montréal, M. François Marquette et de Mme Geneviève Coulombe.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1167181005

CM16 1188

Nominations aux commissions permanentes

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- de nommer madame Laurence Lavigne Lalonde à titre de vice-présidente de la Commission sur les finances et l'administration en remplacement de monsieur Guillaume Lavoie;

2- de nommer monsieur Peter McQueen à titre de vice-président de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation en remplacement de madame Laurence Lavigne Lalonde.

Adopté à l'unanimité.

51.02

À 20 h 59,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierres Desrochers

de rappeler l'article 15.01 pour étude.

La proposition est agréée.

CM16 1189

Déclaration de Montréal sur la Journée des Nations Unies 2016

Attendu que tous les citoyennes et citoyens de la Ville de Montréal bénéficient des droits et des libertés proclamés et garantis par la *Déclaration universelle des droits de l'homme* du 10 décembre 1948 et par les instruments internationaux et interaméricains des droits de la personne, auxquels le Canada est partie et à l'égard desquels le Québec s'est déclaré lié;

Attendu que tous les citoyennes et citoyens de la Ville de Montréal bénéficient des droits et des libertés proclamés et garantis par la *Charte des droits et libertés de la personne du Québec* et par la *Charte canadienne des droits et libertés* et la *Charte montréalaise des droits et responsabilités*;

Attendu que la Charte des Nations Unies encourage à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, principes affirmés par la Ville de Montréal et les signataires de la Déclaration de Montréal sur le Vivre ensemble en juin 2015;

Attendu que Montréal est l'une des huit villes sièges d'institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans le monde, accueillant notamment l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);

Attendu que la Ville de Montréal travaille étroitement avec les Nations Unies dans la poursuite d'objectifs communs, incluant les opérations de paix;

Attendu que, en cette année 2016, Montréal a resserré ses liens avec les Nations Unies et a été l'hôte de nombreux événements dont la visite du Secrétaire général des Nations Unies, S.E. Ban Ki-moon; la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme; ainsi que la 39e session de l'Assemblée de l'OACI;

Attendu que la Déclaration de Montréal sur les aires métropolitaines a été adoptée lors d'une conférence thématique tenue dans la métropole dans le cadre des préparatifs pour la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III);

Attendu que dans le cadre de Habitat III en octobre 2016, les Nations Unies ont adopté le Nouvel agenda urbain qui pave la voie à une plus grande participation des villes au sein du système des Nations Unies;

Attendu que la Journée des Nations Unies est célébrée le 24 octobre de chaque année et que la Ville de Montréal, par une déclaration du conseil municipal du 21 septembre 2015, a proclamé le 24 octobre journée officielle de l'ONU à Montréal;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Dimitrios (Jim) Beis

Et résolu :

que la Ville de Montréal

1 - célèbre ce 24 octobre 2016 comme journée officielle de l'ONU à Montréal ;

2 - s'associe, par des partenariats locaux et internationaux, à la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain ;

3 - poursuive sa collaboration étroite avec l'ONU dans la poursuite d'objectifs communs de paix, de développement durable et de droits de la personne.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

15.01

À 21 h 10,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de procéder à l'étude de l'article 80.01 (51.01).

La proposition est agréée.

CM16 1190

Nominations de membres au conseil d'administration du Réseau de transport métropolitain

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 27 octobre 2016 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

de nommer Mme Marie Élaine Farley, Mme Josée Bérubé et M. Pierre Fortin, à titre de membres au conseil d'administration du Réseau de transport métropolitain.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Manon Barbe
Mme Andrée Hénault
M. Normand Marinacci
Mme Justine McIntyre
M. Luis Miranda
M. Steve Shanahan
Tous les membres présents de l'opposition officielle

80.01 (51.01)

_____

CM16 1191

Motion de l'opposition officielle contre le projet de loi sur les hydrocarbures

Attendu que le gouvernement du Québec a déposé le 7 juin dernier le projet de loi 106, intitulé *Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives*;

Attendu que ce projet de loi prévoit, à son chapitre IV, l'édiction de la *Loi sur les hydrocarbures;*

A. le retrait des compétences municipales sur tout puisement d'eau réalisé sur un territoire municipal lorsque le puisement est effectué à des fins d'exploration, de production et de stockage des hydrocarbures;

B. le maintien et l'élargissement des dispositions de l'article 246 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, qui consacre la primauté de la *Loi sur les mines* et de la *Loi sur les hydrocarbures* sur les schémas d'aménagement et sur tout règlement de zonage ou de lotissement;

Attendu qu'il y a déjà plusieurs claims dans la région métropolitaine de Montréal et que ceux-ci resteront valides malgré le nouveau projet de loi;

Attendu que la Chambre des notaires du Québec est préoccupée par la menace que fait planer le projet de loi, dans sa forme actuelle, sur la sécurité juridique et financière des Québécois et des Québécoises;

Attendu que les dispositions de ce projet de loi vont à l'encontre du développement pérenne de nos communautés, ne respectent pas les normes et principes de la *Loi sur le développement durable* et privilégient un développement économique incompatible avec, entre autres, les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) du gouvernement du Québec;

Attendu que les gisements d'hydrocarbures du Québec étant de type non conventionnel, leur exploitation met à risque les sources d'eau potable des Québécois et Québécoises;

Attendu que les municipalités ont peu de connaissance de leurs eaux souterraines, il leur est donc difficile de prédire correctement l'impact d'un déversement;

Attendu que les changements climatiques qui résulteront de l'augmentation des GES auront une incidence importante, directe et immédiate sur les municipalités en menaçant leurs infrastructures municipales ainsi que la santé et la sécurité de leur population;

Il est proposé par M. Sylvain Ouellet

appuyé par Mme Valérie Plante

1 - que le conseil municipal de Montréal se prononce contre le *Projet de loi sur les hydrocarbures* (chapitre IV du Projet de loi 106) et en demande le retrait pour des raisons de cohérence environnementale et de non-respect des compétences et des pouvoirs des municipalités;

2 - que le maire de Montréal, en tant que président de la CMM, propose à celle-ci d'en faire sa position officielle sur la question.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de procéder à un vote à main levée sur l'article 65.01.

Il est proposé par Mme Émilie Thuillier

appuyé par M. François Limoges

de procéder à un vote enregistré sur l'article 65.01.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Dorais, Ferrandez, Thuillier, Limoges, Plante, Sauvé, Sigouin, Popeanu, Lavoie, Mainville, McQueen, Norris, Lavigne Lalonde, Croteau, Caldwell, Downey, Ouellet, McIntyre, Marinacci, Cinq-Mars et Pagé (21)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Coderre, Desrochers, Samson, Chitilian, Rouleau, Gauthier, Copeman, Ménard, Vallée, Beis, Salem, Bergeron, Miele, Gibeau, Deros, Parenteau, Guay, Rossi, Boivin Roy, Décarie, Lefebvre, Duchesne, Gadoury, Rapanà, Perri, Gagnier, Black, DeSousa, Clément-Talbot, Celzi, Bissonnet, Lattanzio, Rotrand, Shanahan, Dauphin, Hénault, Miranda, Deschamps, Barbe et Cloutier (40)
Ouverture des portes:	Le conseiller Richard Ryan entre dans la salle des délibérations et déclare que s'il avait été présent au moment de ce vote il aurait voté en faveur de cette proposition.
Résultat:	En faveur : 22 Contre : 40

Le président du conseil déclare l'article 65.01 rejeté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.01

_____

CM16 1192

Motion de la troisième opposition pour l'élargissement du mandat du Bureau de l'inspecteur général

Attendu que la *Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal* est entrée en vigueur le 13 juin 2014;

Attendu qu'à la suite de l'adoption de la *Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal*, la *Charte de la Ville de Montréal* fut modifiée et l'inspecteur général obtint en conséquence ses pouvoirs actuels;

Attendu que l'inspecteur général a pour mandat de surveiller les processus de passation de contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal et de toute personne morale qui lui est liée, telles que la Société de transport de Montréal (STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) et la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD);

Attendu que l'inspecteur général peut annuler tout processus de passation d'un contrat de la Ville ou de toute personne morale qui lui est liée, résilier tout contrat de la Ville ou de cette personne morale ou suspendre l'exécution d'un tel contrat selon certaines conditions établies par la loi;

Attendu que malgré ce pouvoir d'annuler, de résilier ou de suspendre un contrat, la décision de l'inspecteur général peut toutefois être renversée par le conseil concerné de la Ville ou par le conseil de la Ville qui est compétent à l'égard du mandat de la personne morale qui est liée à la Ville;

Attendu que les problèmes de corruption et de collusion ne se limitent pas au processus d'octroi de contrats, mais que le potentiel de gain financier relié au développement immobilier met à risque les processus de changement de zonage;

Attendu que les élus sont vulnérables aux situations de conflit d'intérêts en lien avec l'exercice de leur pouvoir décisionnel dans l'octroi de contrats et dans les dossiers de changement de zonage;

Il est proposé par Mme Justine McIntyre

appuyé par M. Normand Marinacci
M. Steve Shanahan

que le conseil municipal demande au gouvernement du Québec une modification de la *Loi concernant l'inspecteur général* de la Ville de Montréal, élargissant son mandat afin d'inclure les processus de changement de zonage et les situations de conflit d'intérêts d'élus, d'employés et d'anciens employés de la Ville.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Denis Coderre

d'amender le texte du « Résolu » de la motion sous étude afin qu'il se lise comme suit :

« que le conseil municipal mandate la Commission permanente sur l'inspecteur général d'étudier la pertinence et la possibilité d'une modification de la Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal dans le but d'élargir son mandat afin d'inclure les processus de changement de zonage et les situations de conflit d'intérêts d'élus, d'employés et d'anciens employés de la Ville. »

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, juge recevable la proposition d'amendement du leader de la majorité M. Francesco Miele et du maire de Montréal, M. Denis Coderre.

Un débat s'engage sur la proposition d'amendement du leader de la majorité et du maire.

À 22 h 04,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

de poursuivre les travaux au-delà de 22 h afin de terminer l'étude des points inscrits à l'ordre du jour.

La proposition est agréée.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par M. Pierre Desrochers

d'apporter un deuxième amendement à l'article 65.02 sous étude en retirant le dernier « Attendu » y apparaissant pour éviter tout débat sémantique et par respect pour les élus.

La proposition est agréée.

Le président du conseil met aux voix la proposition finale d'amendement du leader de la majorité et du maire et la déclare adoptée à l'unanimité.

_____

Un débat s'engage sur l'article 65.02 tel qu'amendé.

_____

La conseillère Justine McIntyre utilise son droit de réplique.

Le président du conseil met aux voix l'article 65.02, tel qu'amendé, et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02

_____

CM16 1193

Motion en appui à la création d'un lieu historique national commémorant l'esclavagisme des Noirs sur le site mieux connu sous le nom de Nigger Rock

Avant sa présentation, le conseiller Marvin Rotrand dépose une nouvelle version de l'article 65.03 qui se lit comme suit :

Motion en appui à la création d'un lieu historique national commémorant l'esclavagisme des Noirs sur le site mieux connu sous le nom de Nigger Rock

Attendu que l'histoire de l'esclavage au Canada demeure largement méconnue; dans les mots de la poète Afua Cooper, l'esclavage est « le secret le mieux gardé du Canada, enfermé dans le placard national » (*Canada's best kept secret, locked within the National closet*);

Attendu que les esclaves ont été arrachés de leurs terres natales en Afrique et amenés de force au Bas-Canada, et que le premier esclave connu, en 1628, était nommé Olivier LeJeune;

Attendu que de nombreux esclaves ont été amenés au Bas-Canada par les Loyalistes fuyant les États-Unis après le Traité de Paris de 1783, qui a reconnu l'indépendance de ce pays;

Attendu que des esclaves faisaient partie des premières colonies qui se sont implantées dans les environs de Saint-Armand, au Bas-Canada, près de la frontière du Vermont;

Attendu que les vestiges de cette communauté d'esclaves, ainsi que les lieux de sépultures mieux connus sous le nom de Nigger Rock, constituent, sous toutes réserves, le seul cimetière au Canada pour les Noirs nés et morts dans l'esclavage et revêtent une importance nationale;

Attendu que l'esclavage a été aboli à travers l'empire britannique le 1er août 1834 et que la communauté noire de Saint-Armand a continué d'exister, renforcée par l'arrivée de nombreux esclaves fuyant les États-Unis;

Attendu que des organisations de la communauté noire montréalaise, notamment la Ligue des Noirs du Québec, ont demandé à Parcs Canada de transformer le site mieux connu sou le nom de Nigger Rock en un lieu historique national;

Attendu qu'en 1992, la Ville de Montréal devenait la première municipalité francophone au Canada à reconnaître officiellement le mois de février comme le Mois de l'histoire des Noirs;

Attendu que l'administration municipale a adopté la résolution CM06 0456 lors de la séance du 28 août 2006 pour la proclamation annuelle de la journée du 23 août Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition et que depuis lors, la Ville de Montréal commémore cette journée en collaboration avec la Ligue des Noirs du Québec;

Attendu que la Ville de Montréal participe activement, au mois de mars de chaque année, aux activités de la Semaine d'actions contre le racisme;

Attendu que le 23 août 2016, le maire de Montréal, M. Denis Coderre, a invité les Montréalaises et les Montréalais à se souvenir du 23 août 1791, alors que basculait enfin le destin en faveur des Noirs avec l'abolition de l'esclavage;

Attendu la présence d'importantes communautés noires établies dans la Ville de Montréal;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Denis Coderre
M. Dimitrios (Jim) Beis
Mme Manon Gauthier
Mme Justine McIntyre
Mme Lorraine Pagé
Mme Elsie Lefebvre
Mme Manon Barbe
M. Claude Dauphin

Et résolu :

que le conseil municipal, eu égard aux relations que la Ville entretient avec les communautés noires, à leur apport à la diversité, au vivre-ensemble et au dynamisme de la métropole, reconnaisse l'importance nationale de l'histoire et du patrimoine des communautés noires montréalaises et québécoises, y compris les vestiges de la communauté d'esclaves à Saint-Armand, ainsi que le site mieux connu sous le nom de Nigger Rock, et soutienne la demande formulée à Parcs Canada de le transformer en un lieu historique national, témoin de l'histoire de l'esclavage au Canada.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

65.03

_____

À 22 h 35, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président du conseil déclare l'assemblée levée.

_____

_____ _____

Frantz Benjamin
PRÉSIDENT DU CONSEIL

Yves Saindon
GREFFIER

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____

Denis Coderre
MAIRE

Article 3.03

Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal
du 2 novembre 2016
14 h

Séance tenue le mercredi 2 novembre 2016
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Denis Coderre, Mme Manon Barbe, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Frantz Benjamin, M. Richard Bergeron, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin Roy, M. Éric Alan Caldwell, M. Richard Celzi, M. Harout Chitilian, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Jean-François Cloutier, M. Russell Copeman, M. François William Croteau, M. Claude Dauphin, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Pierre Desrochers, M. Benoit Dorais, M. Sterling Downey, Mme Erika Duchesne, M. Luc Ferrandez, M. Marc-André Gadoury, M. Pierre Gagnier, Mme Manon Gauthier, M. Jean-Marc Gibeau, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, Mme Laurence Lavigne Lalonde, Mme Patricia Lattanzio, M. Guillaume Lavoie, Mme Elsie Lefebvre, M. Francois Limoges, Mme Louise Mainville, Mme Justine McIntyre, M. Peter McQueen, M. Réal Ménard, M. Francesco Miele, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Lorraine Pagé, M. Jean-François Parenteau, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Valérie Plante, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, Mme Chantal Rossi, M. Marvin Rotrand, Mme Chantal Rouleau, M. Richard Ryan, M. Aref Salem, Mme Anie Samson, M. Craig Sauvé, M. Steve Shanahan, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier et Mme Monique Vallée

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Marie Cinq-Mars et M. Luis Miranda.

ABSENCES SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Normand Marinacci et M. Jeremy Searle.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville

Le président du conseil, M. Frantz Benjamin, déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement.

---

1 - Période de questions du public

Le président du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Aucun citoyen ne s'étant inscrit, le président du conseil déclare la période de questions du public close.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

Le président du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillers et conseillères ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Luc Ferrandez	M. Denis Coderre (M. Russell Copeman)	PTI 2017-2019 – Explications souhaitées sur le fait que les investissements en baseball sont plus importants que les investissements en logement social / 1/3 de la valeur des terrains de balle consacrée au logement social – sens des priorités et écoute de la population
Mme Émilie Thuillier	M. Denis Coderre (M. Pierre Desrochers) (M. Russell Copeman)	Application du PQMO aux autres sphères d'activités de la Ville sauf à l'application du Règlement sur la gestion animalière / Besoins importants en infrastructures pour le logement et seulement 5 M$ alloué au PTI
M. Benoit Dorais	M. Denis Coderre (M. Lionel Perez)	PTI 2017-2019 et investissements massifs dans les infrastructures et meilleure planification des travaux / Mesures concrètes qui seront mises en place afin que les services centraux soient proactifs et proposent des solutions pour ne pas reconstruire à l'identique
Mme Justine McIntyre	M. Denis Coderre (M. Harout Chitilian)	Exercice de benchmarking (étude comparative) pour les travaux d'infrastructures avec les villes d'Ottawa, Toronto et Calgary – 10 000 $ le km vs 25 000 $ le km – Montréal paie 3 fois plus pour avoir 3 fois moins / Remise en question de l'augmentation des investissements pour la réfection routière
M. Guillaume Lavoie	M. Denis Coderre (M. Réal Ménard)	Questionnement sur le report des projets non réalisés ou abolis dans le PTI et absence de justification – exemple donné – 2 centres de tri prévus dans le premier PTI de l'Administration actuelle vs un seul centre de tri inscrit au présent PTI
M. Marvin Rotrand	M. Lionel Perez	Critères qui seront utilisés pour choisir les rues qui feront l'objet de réfection selon les différents programmes et si les arrondissements seront consultés / Recevoir la liste des rues ciblées par ces différents programmes

---

À 14 h 31,

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Émilie Thuillier

de prolonger la période de questions des membres du conseil afin de terminer la liste de membres inscrits, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Mme Laurence Lavigne Lalonde	(M. Denis Coderre) (M. Pierre Desrochers) (M. Lionel Perez)	Calcul du taux de réalisation du PTI en fonction des sommes dépensées et non en fonction des projets terminés – si la Ville réalise plus de projets qu'auparavant ou si elle dépense plus / Clarifications demandées sur le taux de réalisation
Mme Magda Popeanu	(M. Denis Coderre) (M. Pierre Desrochers)	Présentation du PTI et manque de transparence dans les fiches de planification y apparaissant et demande pour conserver le même code de projet d'un PTI à l'autre afin d'en faciliter le suivi

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 14 h 43.

CM16 1194

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 2 novembre 2016, tel que livré aux membres du conseil ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01 1163843005

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 et 30.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

La leader de l'opposition officielle, Mme Émilie Thuillier, cède son temps de parole à la conseillère Laurence Lavigne Lalonde qui agira à titre de porte-parole de l'opposition officielle, conformément à l'article 68 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

CM16 1195

Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de déposer le Programme triennal d'immobilisation 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1163843005

CM16 1196

Mandat à la Commission sur les finances et l'administration pour l'étude du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de mandater la Commission sur les finances et l'administration pour l'étude du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).

Adopté à l'unanimité.

30.02

À 16 h 07, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président du conseil déclare l'assemblée levée.

Frantz Benjamin PRÉSIDENT DU CONSEIL	Yves Saindon GREFFIER DE LA VILLE

Toutes et chacune des résolutions ci-dessus relatées sont approuvées.

Denis Coderre
MAIRE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
21 NOVEMBRE 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 OCTOBRE 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2016 AU 31 OCTOBRE 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
PROCOVA INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1160652003	ACCORDER UN CONTRAT À PROCOVA INC. POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX D'ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE DANS TROIS IMMEUBLES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY / ST-MICHEL / PARC-EXTENSION - DÉPENSE TOTALE DE 434 030,63$, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 5859 (8 SOUM.)	CE16 1653	2016-10-20	434 030,00 $
9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC	100% VILLE	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION	1161175002	OCTROYER QUATRE (4) CONTRATS DE LOCATION DE MACHINERIE AVEC OPÉRATEURS, POUR UN MONTANT TOTAL DE 839 901,21 $ TAXES INCLUSES, POUR LES PÉRIODES DE DÉNEIGEMENT 2016-2017 ET 2017-2018 AVEC OPTION DE PROLONGATION DE DEUX (2) PÉRIODES INDIVIDUELLES D'UN AN AUX PLUS BAS SOUMISSIONNAIRES SUIVANTS : 9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC. (114 188,25 $ - 1 RÉTROCAVEUSE OPÉRÉE), JMV ENVIRONNEMENT INC. (109 230,85 $ - 1 RÉTROCAVEUSE OPÉRÉE), PÉPINIÈRE ET PAYSAGISTE MARINA INC. (273 917,36 $ - 1 RÉTROCAVEUSE ET 1 TRACTEUR-CHARGEUR OPÉRÉS), 9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC. (342 564,75 $ - 3 RÉTROCAVEUSES OPÉRÉES). APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15515.	CE16 1597	2016-10-12	114 188,25 $
9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC	100% VILLE	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION	1161175002	OCTROYER QUATRE (4) CONTRATS DE LOCATION DE MACHINERIE AVEC OPÉRATEURS, POUR UN MONTANT TOTAL DE 839 901,21 $ TAXES INCLUSES, POUR LES PÉRIODES DE DÉNEIGEMENT 2016-2017 ET 2017-2018 AVEC OPTION DE PROLONGATION DE DEUX (2) PÉRIODES INDIVIDUELLES D'UN AN AUX PLUS BAS SOUMISSIONNAIRES SUIVANTS : 9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC. (114 188,25 $ - 1 RÉTROCAVEUSE OPÉRÉE), JMV ENVIRONNEMENT INC. (109 230,85 $ - 1 RÉTROCAVEUSE OPÉRÉE), PÉPINIÈRE ET PAYSAGISTE MARINA INC. (273 917,36 $ - 1 RÉTROCAVEUSE ET 1 TRACTEUR-CHARGEUR OPÉRÉS), 9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC. (342 564,75 $ - 3 RÉTROCAVEUSES OPÉRÉES). APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15515.	CE16 1597	2016-10-12	342 564,25 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2016 AU 31 OCTOBRE 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
JMV ENVIRONNEMENT INC	100% VILLE	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION	1161175002	OCTROYER QUATRE (4) CONTRATS DE LOCATION DE MACHINERIE AVEC OPÉRATEURS, POUR UN MONTANT TOTAL DE 839 901,21 $ TAXES INCLUSES, POUR LES PÉRIODES DE DÉNEIGEMENT 2016-2017 ET 2017-2018 AVEC OPTION DE PROLONGATION DE DEUX (2) PÉRIODES INDIVIDUELLES D'UN AN AUX PLUS BAS SOUMISSIONNAIRES SUIVANTS : 9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC. (114 188,25 $ - 1 RÉTROCAVEUSE OPÉRÉE), JMV ENVIRONNEMENT INC. (109 230,85 $ - 1 RÉTROCAVEUSE OPÉRÉE), PÉPINIÈRE ET PAYSAGISTE MARINA INC. (273 917,36 $ - 1 RÉTROCAVEUSE ET 1 TRACTEUR-CHARGEUR OPÉRÉS), 9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC. (342 564,75 $ - 3 RÉTROCAVEUSES OPÉRÉES). APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15515.	CE16 1597	2016-10-12	109 231,00 $
PÉPINIÈRE ET PAYSAGISTE MARINA INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS	DIRECTION	1161175002	OCTROYER QUATRE (4) CONTRATS DE LOCATION DE MACHINERIE AVEC OPÉRATEURS, POUR UN MONTANT TOTAL DE 839 901,21 $ TAXES INCLUSES, POUR LES PÉRIODES DE DÉNEIGEMENT 2016-2017 ET 2017-2018 AVEC OPTION DE PROLONGATION DE DEUX (2) PÉRIODES INDIVIDUELLES D'UN AN AUX PLUS BAS SOUMISSIONNAIRES SUIVANTS : 9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC. (114 188,25 $ - 1 RÉTROCAVEUSE OPÉRÉE), JMV ENVIRONNEMENT INC. (109 230,85 $ - 1 RÉTROCAVEUSE OPÉRÉE), PÉPINIÈRE ET PAYSAGISTE MARINA INC. (273 917,36 $ - 1 RÉTROCAVEUSE ET 1 TRACTEUR-CHARGEUR OPÉRÉS), 9154-6937 QUÉBEC INC. LOCATION GUAY INC. (342 564,75 $ - 3 RÉTROCAVEUSES OPÉRÉES). APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15515.	CE16 1597	2016-10-12	273 917,00 $
EXPERTISE SPORTS DESIGN LG INC. COSIGMA STRUCTURE INC INDUKTION GROUPE CONSEIL INC.	100% VILLE	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1166316013	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS À EXPERTISE SPORTS DESIGN LG INC., COSIGMA STRUCTURE INC. ET INDUKTION GROUPE CONSEIL INC. POUR ÉLABORER LES PLANS, LE CAHIER DES CHARGES, LE SUIVI ET LA SURVEILLANCE DE CHANTIER POUR LA RÉFECTION DE NEUF TERRAINS DE BALLE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 271 908,32 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC (16-15017) - (2 SOUMISSIONNAIRES) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN	CE16 1609	2016-10-12	271 908,00 $
PROJET SOL	100% VILLE	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	DIRECTION DE L'EXPLOITATION	1166406002	APPROUVER, AUX MÊMES CONDITIONS, UNE PROLONGATION DE 6 MOIS DU BAIL PAR LEQUEL LA VILLE DE MONTRÉAL LOUE AU PROJET SOL, À DES FINS D'OPÉRATION DES SERVICES DE RESTAURATION, LES TROIS ESPACES À CET EFFET AU BIODÔME ET AU PLANÉTARIUM RIO TINTO ALCAN, D'UNE SUPERFICIE D'ENVIRON 465 MÈTRES CARRÉS, MOYENNANT UN LOYER ÉTABLI EN FONCTION DES VENTES NETTES ANNUELLES ET ESTIMÉ À 50 000 $, PLUS LES TAXES APPLICABLES.	CE16 1696	2016-10-27	50 000,00 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2016 AU 31 OCTOBRE 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
GENEQ INC.	100% VILLE	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1166688011	ACCORDER UN CONTRAT À L'ENTREPRISE GENEQ INC., POUR LA SOMME DE 189 751,29 $, TAXES INCLUSES, POUR L'ACHAT D'INSTRUMENTS DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE DES MOUVEMENTS DE L'EAU DANS LES FOSSES D'ARBRES – PROJET QUARTIER VERT HOCHELAGA - APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15468 - TROIS (3) SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1569	2016-10-05	189 752,00 $
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES_VOIRIE ET TRANSPORTS	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1167231046	ACCORDER UN CONTRAT À PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC., POUR DES TRAVAUX DE PLANAGE ET DE REHAUSSEMENT DE LA CHAUSSÉE DANS LA RUE DE ROUEN, DU BOULEVARD PIE-IX À L'AVENUE AIRD DANS L'ARRONDISSEMENT DE MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE ET AUTORISER UNE APPROPRIATION DE 291 604,16 $ DE LA RÉSERVE DE VOIRIE LOCALE AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DU PRÉSENT CONTRAT AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES INFRASTRUCTURES, DE LA VOIRIE ET DES TRANSPORTS. DÉPENSE TOTALE DE 319 344,58 $ (CONTRAT: 313 344,58 $ + INCIDENCES: 6 000,00 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 332401 - 5 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1602	2016-10-14	313 345,00 $
TECH-MIX, DIVISION DE BAUVAL INC.	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1167315006	CONCLURE AVEC TECH-MIX, DIVISION DE BAUVAL INC., UNE ENTENTE-CADRE COLLECTIVE D'UNE DURÉE DE 24 MOIS, AVEC UNE OPTION DE PROLONGATION DE 12 MOIS, POUR LA FOURNITURE D'ENROBÉS BITUMINEUX POUR RÉPARATION À FROID EN VRAC ET EN SACS SERVANT AUX TRAVAUX EN RÉGIE, À LA SUITE DE L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15574 (2 SOUMISSIONNAIRES). MONTANT ESTIMÉ DES ENTENTES : 370 679,40 $.	CE16 1594	2016-10-12	370 679,00 $

NOMBRE DE DOSSIERS : 10

TOTAL : 2 469 614,50 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
24 NOVEMBRE 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 OCTOBRE 2016

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2016 AU 31 OCTOBRE 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
JRG DÉNEIGEMENT EXCAVATION INC.	100% AGGLO	COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES	DIVISION DE LA GESTION DU RÉSEAU	1160128003	SE PRÉVALOIR DE L'OPTION DE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT POUR LA LOCATION DE MACHINERIE, INCLUANT L'OPÉRATEUR, POUR DES TRAVAUX D'EXCAVATION, DE DISPOSITION DES MATÉRIAUX ET DE DÉNEIGEMENT À LA FIRME JRG DÉNEIGEMENT EXCAVATION INC., POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 205 054,47 $, CONFORMÉMENT AU CONTRAT OCTROYÉ LE 2 SEPTEMBRE 2015 - RÉSOLUTION CE15 1604 (APPEL D'OFFRES PUBLIC 1591).	CE16 1571	2016-10-05	205 054,00 $
GESTION MC2	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1163334022	ACCORDER UN CONTRAT À GESTION MC2 INC. POUR LA CONSTRUCTION DE DALLES SUR SOL EN BÉTON ARMÉ SUR LE SITE DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 254 778,98 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 1542-AE-16 - 10 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1573	2016-10-05	254 779,00 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME	100% AGGLO	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION	1164730002	ACCORDER 1 CONTRAT À LA FIRME RECYCLAGE NOTRE-DAME POUR LA RÉCEPTION ET LE TRAITEMENT DE RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION, DÉMOLITION (CRD) ET ENCOMBRANTS POUR UNE PÉRIODE APPROXIMATIVE DE 20 MOIS AVEC POSSIBILITÉ D'UNE PROLONGATION DE 60 JOURS. DÉPENSE TOTALE DE 180 280,80 $ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC # 16-15497 - 3 SOUMISSIONNAIRES	CE16 1593	2016-10-12	180 280,80 $
ÉQUIPEMENT WAJAX	51,2% AGGLO 48,8% VILLE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1164922003	ACCORDER UN CONTRAT À « ÉQUIPEMENT WAJAX », POUR LA FOURNITURE D'UN MINI-CHARGEUR ARTICULÉ SUR ROUES POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 121 711.39 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 16-15489 (7 SOUM.).	CE16 1595	2016-10-12	121 711,00 $
LES ENTREPRISES P. CORMIER	100% AGGLO	SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT	DIRECTION	1166133003	AUTORISER LA DEUXIÈME PROLONGATION POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS DE L'ENTENTE-CADRE CONCLUE AVEC LA FIRME LES ENTREPRISES P. CORMIER, POUR LA FOURNITURE SUR DEMANDE DE VESTES DE SÉCURITÉ HAUTE VISIBILITÉ AU SPVM - APPEL D'OFFRES PUBLIC 12-12541 (DG156133001). (MONTANT ESTIMÉ POUR CETTE PROLONGATION 44 258,19 $ TAXES INCLUSES)	CE16 1596	2016-10-12	44 258,00 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2016 AU 31 OCTOBRE 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
LEGICO-CHP	ENTENTE CADRE. RÉPARTITION SELON UTILISATION	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1166316023	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE DE SERVICES PROFESSIONNELS À LEGICO-CHP INC., POUR UNE DÉPENSE TOTALE DE 291 749,06 $, TAXES INCLUSES, POUR LA RÉALISATION D'ESTIMATION DE PROJETS DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL - APPEL D'OFFRES PUBLIC (16-15493) - (3 SOUMISSIONNAIRES) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE16 1694	2016-10-27	291 749,00 $
EXCAVATION L. MARTEL INC.	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL	DIRECTION	1167334008	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES À EXCAVATION L. MARTEL INC. POUR LE TAMISAGE DE SOLS DE TYPES A OU AB AU CESM ET LA MISE EN PILE PAR CONVOYEUR DE LA TERRE TAMISÉE POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 222 476,63 $, TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC (16-15541) - 6 SOUMISSIONNAIRES.	CE16 1693	2016-10-27	222 477,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 7

TOTAL : 1 320 308,80 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
21 NOVEMBRE 2016

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 OCTOBRE 2016

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2016 AU 31 OCTOBRE 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE GOUIN OUEST	100% VILLE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION ENTREPRENEURIAT	1161179012	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE DE 9 750 $ À L'ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE GOUIN OUEST AFIN DE MANDATER DES PROFESSIONNELS POUR L'AMÉNAGEMENT DE VITRINES DE COMMERCES DANS LE CADRE DU PR@M-ARTÈRE EN CHANTIER FINANCÉ PAR L'ENTENTE DE 175 M$ AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE16 1699	2016-10-27	9 750,00 $
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SUR L'ART	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1161197004	OCTROYER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 40 000 $ AU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM SUR L'ART, POUR ASSURER LE REDÉPLOIEMENT DE SES ACTIVITÉS, FINANCÉ PAR L'ENTENTE MONTRÉAL 2025 AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE16 1627	2016-10-14	40 000,00 $
THE ENGINEERING UNDERGRADUATE SOCIETY OF MCGILL UNIVERSITY	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	1161353007	ACCORDER UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON RÉCURRENTE DE 5 000$ À L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES EN GÉNIE DE L'UNIVERSITÉ MCGILL POUR L'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE SUR LA DIVERSITÉ EN INGÉNIERIE, CDI 2016 QUI SE DÉROULERA À MONTRÉAL DU 18 AU 20 NOVEMBRE 2016.	CE16 1700	2016-10-27	5 000,00 $
MODE AVANT-PREMIÈRE	100% VILLE	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT	1163931003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 24 000 $ À MODE AVANT-PREMIÈRE POUR L'ORGANISATION ET LA PROMOTION DE LA 6E ÉDITION DE L'ÉVÉNEMENT FASHION PREVIEW DU 24 AU 26 OCTOBRE 2016, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE DE 175 M$ AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE16 1575	2016-10-05	24 000,00 $
ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE MONTRÉAL	100% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE - QUALITÉ DE VIE	1165970002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 50 000 $, POUR L'ANNÉE 2016, À ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE MONTRÉAL POUR LA RÉALISATION DU PROJET « OBJECTIF RECONNAISSANCE (OR) », PROJET D'ATTRIBUTION DE MICROCRÉDIT AUX PERSONNES IMMIGRANTES POUR FAIRE RECONNAÎTRE LEURS ACQUIS PROFESSIONNELS, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE VILLE-MIDI 2014-2016 / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 1626	2016-10-14	50 000,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 OCTOBRE 2016 AU 31 OCTOBRE 2016

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
LA RUE DES FEMMES	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1167065003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER NON RÉCURRENT DE 34 604 $, POUR L'ANNÉE 2016, À LA RUE DES FEMMES POUR LA RÉALISATION DE SON PROJET DE TRAVAUX CORRECTIFS AUX FENÊTRES ET À L'ENSEMBLE DU BÂTIMENT QU'IL OCCUPE / AUTORISER UN VIREMENT BUDGÉTAIRE DE 34 604 $ EN PROVENANCE DES DÉPENSES CONTINGENTES IMPRÉVUES D'ADMINISTRATION DE COMPÉTENCE LOCALE VERS LE BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE16 1698	2016-10-27	34 604,00 $
Y'A QUELQU'UN L'AUT'BORD DU MUR (YQQ)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION	1167233004	AUTORISER LA RÉALISATION D'UNE MURALE SUR L'ÉDICULE DU SERVICE DE L'EAU SITUÉ À L'INTERSECTION DES RUES NOTRE-DAME ET DICKSON DANS L'ARRONDISSEMENT MERCIER-HOCHELAGA-MAISONNEUVE. AUTORISER UNE DÉPENSE DE 25 000 $ TAXES INCLUSES POUR LA RÉALISATION DE LA MURALE ET LES DÉPENSES GÉNÉRALES DU PROJET. APPROUVER LE PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE16 1663	2016-10-21	25 000,00 $

NOMBRE DE SUBVENTIONS : 7

TOTAL : 188 354,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
21 NOVEMBRE 2016

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
01 AU 31 OCTOBRE 2016

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
14 EYE FILMS	1153157	03 OCT. 2016	LACOMBE, PIERRE	Convention de services professionnels à 14 EYE FILMS pour l'animation, le montage et la motion design du spectacle "Mira le petite étoile" qui sera présenté au Planétarium Rio Tinto Alcan en 2017.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	17 583,50 $
3M CANADA	1154495	11 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Communication et marketing	15 417,95 $
3M CANADA	1156753	20 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Communication et marketing	10 943,34 $
6113991 CANADA INC.	1154526	11 OCT. 2016	DAGENAIS, BENOIT	Plan de communication et sondage 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 245,80 $
9051-0819 QUEBEC INC.	1155380	13 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et supervision créative des événements et de l'ensemble des activités des ArtsGames - Factures 2017-18, 2017-19	Culture	Autres - activités culturelles	7 320,61 $
9051-0819 QUEBEC INC.	1155380	19 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et supervision créative des événements et de l'ensemble des activités des ArtsGames - Factures 2017-18, 2017-19	Culture	Autres - activités culturelles	1 799,49 $
9051-0819 QUEBEC INC.	1158541	28 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et supervision créative des événements et de l'ensemble des activités des ArtsGames - Factures 2017-20, 2017-21, 2017-22	Culture	Autres - activités culturelles	13 029,91 $
9142-3699 QUEBEC INC.	1158526	28 OCT. 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Production d'un outil d'estimation préliminaire des coûts immobiliers des projets	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 598,50 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1120147a22	26 OCT. 2016	Système OUTILLAGE	0725055-hydo excavation,21/10/2016	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	2 017,07 $
9265-0662 QUEBEC INC.	ou1122302a25	19 OCT. 2016	Système OUTILLAGE	0725041-Travaux d'aqueduc,14/10/2016	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 039,38 $
9288 0657 QUEBEC INC (MAX ÉLECTRIQUE)	rmi00011684200011 82090003	22 OCT. 2016	Système RECLAM	9288 0657 QUEBEC INC (MAX ÉLECTRIQUE)\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-002694, sur la liste de paiement 1610IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 100,60 $
9292624 CANADA ASSOCIATION	1158221	27 OCT. 2016	GOYETTE, STEPHANE	BéPR Communications - Relations publiques - Conférence sur la 3e cohorte InnoCité MTL, Facture #59	Direction générale	Gestion de l'information	2 299,50 $
A.J.F. EXCAVATION INC.	1157108	21 OCT. 2016	ROBITAILLE, GEORGES	LAS-BCR-TP2016 / CORRECTION DU BRANCHEMENT D'ÉGOUT CÔTÉ PUBLIC DES RÉSIDENCES 101-103, RUE HAYWARD DANS L'ARRONDISSEMENT DE LASALLE INCLUANT LES CONTINGENCES	LaSalle	Réseaux d'égout	4 099,76 $
A.T. STORRS LTD.	sip27176	05 OCT. 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 719,01 $
ABC ENVIRONNEMENT INC.	ou1160156a20	05 OCT. 2016	Système OUTILLAGE	0901071-camera,30/09/2016	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 230,98 $
ABDEL MALEK FERHAOUI ET LYDIA OUADALLAH	rmi00011813800011 93850006	22 OCT. 2016	Système RECLAM	ABDEL MALEK FERHAOUI ET LYDIA OUADALLAH\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003513, sur la liste de paiement 1610IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 514,35 $
ACADEMIE CANADIENNE DU CINEMA ET DE LA TELEVISION (SECTION QUEBEC) INC.	1153249	03 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Placement publicitaire pour le bureau du Cinéma, soirée des Gémeaux.	Culture	Autres - Activités récréatives	2 624,69 $
ACCORD EXPOSITIONS INC.	1156079	18 OCT. 2016	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	Facture - Aménagement d'un espace pour une exposition de recrutement SPVM	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 362,22 $
ACI SECTION DU QUEBEC ET DE L'EST DE L'ONTARIO	16079comm	26 OCT. 2016	BELANGER-GAGNON, SIMON	Contribution financière pour la publication d'un livre sur les progrès du béton dans le cadre du 50e anniversaire de l'ACI (American Concrete Institute) Section Québec et de l'est de l'Ontario.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 000,00 $
ACIER ALTITUBE INC.	ROS828860	25 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	ACIER DIVERS POUR TRAVAUX EFFECTURER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 401,59 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ACIER LACHINE INC	1154975	12 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	6 plaques de rue de 1" épais 7 pieds par 12 pieds et transformation sur plaque/ Soum 229111 du 04 octobre 2016/ TP-Gestion de l'Eau-Hugo Laroche	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	12 787,48 $
ACIER TAG / RIVE-NORD	1157729	25 OCT. 2016	LUU, VINH	plaques de rue - soum. # 60722	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 579,32 $
ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-L'ILE	binammidi	26 OCT. 2016	LESPERANCE, YANICK	Contribution financiaire à Action jeunesse de l'Ouest-de-l'île. Programme 2016 "Intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans". Dossier: 116624202 Résolution: CA16 29 0225	Direction générale	Autres - activités culturelles	10 052,00 $
ACTION R-VAC INC.	1154564	11 OCT. 2016	GRAVEL, YVES	Nettoyage de 700 puisards (16,25$/puisard). PR-ING16-13.	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	11 942,33 $
ACTION R-VAC INC.	1155761	17 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	D:1155384003/ Paiement de 4 factures (# 9461 # 9198 # 9225 et # 9465) pour ajustement sur billet d'outillage/ TP-Aqueducs-Krystel Martin	Ville-Marie	Réseaux d'égout	5 409,48 $
AGO COMMUNICATIONS	1155135	13 OCT. 2016	LE NAY, ALBANE	Analyse du potentiel et développement d'un programme de commandite	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	18 000,00 $
AIRBUS DS COMMUNICATIONS CORP	1155466	14 OCT. 2016	NUNES, DEMIS	Achat - Clé RSA pour se connecter à distance sur des portables - Groupe expertise radio-com	Technologies de l'information	Gestion de l'information	12 090,16 $
AIRBUS DS COMMUNICATIONS CORP	1158198	27 OCT. 2016	NUNES, DEMIS	Le retrait des équipements (cabinets, câbles et Antennes) aux 4 sites est inclus au contrat. Toutefois, le démantèlement de structures de fixation d¿antennes (tour, mulone mât) ne sont pas inclus. - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 047,26 $
ALAIN CORNUT	1122065	12 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	Bon de commande ouvert en 2016 pour essais ressort, modification de l'accessoire et fabrication de l'outil modifié (Cadenassage) / TP-Aqueduc-Karl Saulnier	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	6 157,52 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1153176	03 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 802,50 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1154019	06 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	11 131,40 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1154742	12 OCT. 2016	HUARD, FRANCOIS	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	11 554,31 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1154927	18 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 496,07 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1154927	12 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 176,92 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1154927	18 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 354,34 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1155294	13 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	24 857,93 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1155486	14 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 323,37 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1155995	18 OCT. 2016	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	33 322,66 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1156100	18 OCT. 2016	COTE, RICHARD	BORNE-FONTAINE	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	4 189,00 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1156101	18 OCT. 2016	COTE, RICHARD	BORNE-FONTAINE	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 792,67 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1156426	19 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de mèches, tuyau et boîtes de services - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	15 445,29 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1156426	20 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de mèches, tuyau et boîtes de services - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 354,34 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1156792	20 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl./ Manchon, borne et robinet.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	11 466,74 $
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1157587	25 OCT. 2016	HUARD, FRANCOIS	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	12 587,14 $
ALFAGOMMA CANADA INC	1154050	06 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	RÉAP. PIR INVENTAIRE RACCORD BOYAU	Approvisionnement	Matériel roulant	10 146,00 $
ALFAGOMMA CANADA INC	1154519	11 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	1 153,18 $
ALFAGOMMA CANADA INC	1154519	11 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	1 301,84 $
ALFAGOMMA CANADA INC	1155185	13 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de lances, attaches et supports - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	803,15 $
ALFAGOMMA CANADA INC	1155185	18 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de lances, attaches et supports - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 469,49 $
ALFAGOMMA CANADA INC	1155185	14 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de lances, attaches et supports - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 819,85 $
ALIMPLUS INC.	01550066	19 OCT. 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 561,94 $
ALL TAPE DISTRIBUTION	1158370	27 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de ruban à barricade et à masquer - Inventaire colbert	Approvisionnement	Construction	624,89 $
ALL TAPE DISTRIBUTION	1158370	27 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de ruban à barricade et à masquer - Inventaire colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 446,95 $
ALTEL INC	1152993	03 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de contrôle des accès au Pavillon Lafontaine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 450,45 $
ALTEL INC	1153482	04 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de contrôle des accès pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 352,29 $
ALTEL INC	1157094	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de contrôle des accès dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 276,38 $
ALTERGO	1153239	03 OCT. 2016	FILION, IVAN	Mois de l'AU - Service requis pour la mise sur pied des actions de comm visant la sensibilisation des médias et populations aux activités offertes dans le RM de la Ville de Montréal	Culture	Bibliothèques	3 149,62 $
ALTERGO	1154253	07 OCT. 2016	DEROME, JOHANNE	AlterGO	Diversité sociale et des sports	Développement social	35 500,00 $
ALTERNATIVES RES. D'ACTION COMM DEV INT	116635200113102016	17 OCT. 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 1166352001 - Soutien financier non récurrent suite à l'appel de projets Hiver 2016, Abord du Site Outremont	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	59 883,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ALUQUIP	ROS827840	14 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	AJOUTS SUR CAMION NEUF AUTORISÉS PAR ÉRIC CADOTTE, REFERENCE BC 1092184	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 274,15 $
AMIS DE L'INSECTARIUM DE MONTREAL (LES)	amis161003	13 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	Restauration de mobilier et renouvellement d'artéfacts - expostition itinérante	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 000,00 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC.	1151660	24 OCT. 2016	LAPOINTE, JOSEE	Services professionnels pour l'évaluation des compétences de gestion pour le poste de directeur d'arrondissement de LaSalle	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 881,91 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC.	1153228	03 OCT. 2016	LAPOINTE, JOSEE	Honoraires professionnels pour appui à la sélection pour le poste de président de la CEPM selon la lettre d'entente du 30 mai 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	7 165,40 $
ANDRE FILION & ASSOCIES INC.	1156035	18 OCT. 2016	LAPOINTE, JOSEE	Facture - Évaluation du potentiel et sélection pour le poste d'inspecteur-SPVM	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 566,94 $
ANIXTER CANADA INC.	1156515	20 OCT. 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Acquisition de 34 commutateurs de la marque RuggedCom - Ref : Sylvain Provost	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Transport	56 795,36 $
ANIXTER CANADA INC.	1156515	19 OCT. 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Acquisition de 34 commutateurs de la marque RuggedCom - Ref : Sylvain Provost	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Transport	14 980,94 $
ANIXTER CANADA INC.	1157318	24 OCT. 2016	ROBIDOUX, CHRISTIAN	Achat - acquisition de boîtiers d'interconnexion - couverture sans fil étendu (wi-fi)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	21 879,43 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1156380	19 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de manteaux d'hivers 5 en 1 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 522,22 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1156386	19 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de manteaux parka et veste de sécurité arpenteur - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	1 914,35 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1156386	21 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de manteaux parka et veste de sécurité arpenteur - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	562,72 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1158255	27 OCT. 2016	BRISEBOIS, LUC	Commande 1er manteau inventaire pour distribution	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 140,91 $
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1155245	13 OCT. 2016	THERRIEN-BENOIT, CHRISTOPHER	Sessions de formation sur creusement, excavations et tranchées; sessions de formation sur la signalisation des travaux routiers et frais de déplacement de la formatrice - selon facture 12433.	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	2 310,00 $
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1156898	21 OCT. 2016	DUFRESNE, ALAIN	Facture du 27-07-15 - formation travaux publics et construction les 19, 21, 25 et 26 mai 2015 - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 034,50 $
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1097284	27 OCT. 2016	GINCE, MARTIN	Réalisation des travaux de réparations et d'entretien pour la piscine du complexe sportif Claude-Robillard - Année 2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	13 648,37 $
AQUAREHAB (CANADA) INC.	1123926	14 OCT. 2016	BOISVERT, CHANTAL	SERVICES D'EXCAVATION PNEUMATIQUE - 2016	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	6 299,25 $
ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.	1154555	11 OCT. 2016	GAGNON, JEAN-YAN	Facture - GRIEFS 02-16-2014 À 55-16-2014 ET PATRONAL.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 305,69 $
ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE COUIN OUEST	2165238039041016	06 OCT. 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 2165238039 - Soutien financier aux artères en chantier (15-089) - demande de l'exercice financier 2016, volet Projets mobilisateurs pour l'association des gens d'affaires de Couin Ouest	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	100 000,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	p13128	06 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 728 / impression lumiquais Bio	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 190,00 $
ATELIER 10 INC.	1158062	26 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Production de contenus et coordination éditoriale du magazine À nous Montréal	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 047,37 $
ATELIER DE LOCATION TURBO INC	1094238	24 OCT. 2016	LUU, VINH	outils divers pour 2016	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 042,39 $
ATELIER D'USINAGE SPEEDWAY INC.	1157179	24 OCT. 2016	GINCE, MARTIN	Fabrication de supports s/steel (braquettes) pour mur mobile de la piscine	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	2 139,14 $
ATELIER LE BOURSIER	1154438	07 OCT. 2016	BELLEMARE, NATHALIE	Achat de sacs de transport bleus pour le biblio-courrier	Culture	Bibliothèques	2 204,74 $
ATELIER N. C. LAMOUREUX	1154684	11 OCT. 2016	SABOURIN, STEPHANE	Réparation appareil # 217-0847	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	2 666,48 $
ATERA ENVIRO INC.	1154117	06 OCT. 2016	DAVID, KATHY	Fourniture d'électrodes	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	10 393,76 $
ATMOSPHARE MOBILIER D'ESPACE PUBLICS	1153203	03 OCT. 2016	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	6687-i- Fourniture de 4 supports à vélos aux terrains de balle du CSCR	Diversité sociale et des sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 925,73 $
ATOMIC3 INC.	1153434	04 OCT. 2016	PELLERIN, GUY	Réalisation d'une installation "lumière" pour animer la place Shamrock durant la saison hivernale du 26 novembre 2016 au 1er avril 2017 selon l'Offre de services 5_20160926 Incluant : Conception, fabrication, montage, opération et	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	20 540,80 $
AU SOMMET PLACE VILLE MARIE S E C	1145736	07 OCT. 2016	GUERIN, SERGE	Location de salle Au Sommet Place Ville Marie pour un événement le 11 octobre 2016 du bureau du design.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	20 997,50 $
AUTOBUS LA QUEBECOISE ROUSSILLON INC	1156276	19 OCT. 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Facture - Transport en autobus - pour transfert des délégations de l'aéroport à l'hôtel Westin lors du GSEF 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	3 532,83 $
AUTOBUS TRANSCO (1988) INC.	1153170	03 OCT. 2016	CECILE, DANIELLE	Location de 10 autobus scolaire qui assureront le transport des participants dans le cadre de l'opération Découverte de quartiers 2016 qui aura lieu le 15 octobre 2016 (Transco) selon la commande 1525.	Service de la mise en valeur du territoire	Autres biens - Rénovation urbaine	3 359,60 $
AUTOMOBILES SILVER STAR MONTREAL INC.	1156300	19 OCT. 2016	SAVAGE, CLAUDE	Camion-fourgon utilitaire Mercedez-Benz Sprinter 3500 (2016) Couleur : Rouge Jupiter. UDM : ESPACE POUR LA VIE	Materiel roulant et ateliers	Exploitation des parcs et terrains de jeux	25 355,04 $
AVANCIE INC.	1158445	28 OCT. 2016	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Service d'un technicien de la Suite Notariale (UN201610-7121) et The Manager (EM201610-7121) (Parcs)	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	5 091,90 $
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1133434	06 OCT. 2016	DE ANGELIS, JULIE	Surveillance des travaux de correction des raccordements inversés - Arr. RDP-PAT	Service de l'eau	Réseaux d'égout	3 149,62 $
AZZ GALVAN METAL	CAR824643	11 OCT. 2016	BEAULIEU, DAMIEN	GALVANISER 98 STRUCTURES DE CORBEILLE CHEZ GALVAN MÉTAL + FRAIS ENIRO.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 128,50 $
B W TECHNOLOGIES LTD	1153637	05 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Alarme incendie / Gicleur - Cloches d'alarme incendie, ensemble de perche pour détecteur thermique et détecteur de fumée, protecteur pour poste manuel incendie pour inventaire - demandé par Simon Trudel C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 432,80 $
B W TECHNOLOGIES LTD	1153846	05 OCT. 2016	HAMEL, ROBERT	Panneau de contrôle et clavier pour faire les appels de services	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 084,76 $
BANQUE NATIONALE_61	rmi00012057600009 98420003	22 OCT. 2016	Système RECLAM	BANQUE NATIONALE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004817, sur la liste de paiement 1610IC006 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 816,76 $
BÉLAIR DIRECT_32	rmi00011782500008 60590003	04 OCT. 2016	Système RECLAM	BÉLAIR DIRECT\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003331, sur la liste de paiement 1609IC007 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 386,92 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	1157670	25 OCT. 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier arbitrage 16-001816 P	Dépenses communes	Autres - Administration générale	11 024,86 $
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	1157672	25 OCT. 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier Pourvoi 16-001969	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 900,10 $
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	1157677	25 OCT. 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier arbitrage 16-002050	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 824,44 $
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	1157679	25 OCT. 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier arbitrage 16-001971	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 328,10 $
BELL CANADA	1153259	04 OCT. 2016	LUU, VINH	Contrat 638 - Étude 20101022 - Projet d'enfouissement PICA (conversion)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	5 053,39 $
BELL CANADA	1158185	27 OCT. 2016	BOULIANNE, MARTIN	IN 262002 - DRM 002620-ED-02 - Ajuster cadres et couvercles, rue Papineau, entre Sherbrooke et Ontario - Arr: Ville-Marie - Réf. Bell: H21768 - Dem: Fernando Rivera - TR: CG14 0207. Gré à gré (selon art. 573.3 par. 8)	Infrastructures, voirie et transports	Réseaux d'égout	44 433,86 $
BELL CANADA (SERVICES PROFESSIONNELS BELL	1151295	03 OCT. 2016	CARRIER, JEAN	Frais incidents 1136140005 VMP-13-005 Serv.: 1DPA5 McGill College et Président Kennedy à abaisser +/- 90mm. 1DPA6 Victoria et Président Kennedy à rehausser, 1DPA4 Union et Président Kennedy à rehausser. Facture no.	Infrastructures, voirie et transports	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	15 009,01 $
BELL CANADA_48	rmi00011814600011 50890003	22 OCT. 2016	Système RECLAM	BELL CANADA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003518, sur la liste de paiement 1610IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 309,39 $
BELL MEDIA INC.	1153137	03 OCT. 2016	CECILE, DANIELLE	Placement média pour l'événement Découverte de quartiers qui aura lieu le 15 octobre 2016 (Bell Média) selon la proposition 1256119	Service de la mise en valeur du territoire	Autres biens - Rénovation urbaine	9 448,87 $
BELL MEDIA INC.	10165371	06 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 721 / Pub Rouge Fm 19 au 25 sept. 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 800,00 $
BELL MEDIA INC.	10165421	06 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 722 / Énergie 19 au 25 septembre - Planétarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 272,00 $
BELL MOBILITE INC	51457768920161001	12 OCT. 2016	SEGUIN, JOSEE	compte #514577689 - facture du (1-octobre-2106) - modems pour la Direction des transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	41 882,16 $
BENTLEY SYSTEMS INC.	1155807	17 OCT. 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Formation Bentley ''InRoads Profil'' le 24 octobre 2016 à Brennan pour 8 employés de la division de la Géomatique. Soumission #13841	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 362,22 $
BETON MOBILE RIVE-SUD INC.	1131074	17 OCT. 2016	CHARBONNEAU, GUY	Bon de commande ouvert pour l'achat de béton (en cas d' urgence seulement)-Hors-entente/ Krystel Martin	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $
BF-TECH INC.	1103506	12 OCT. 2016	GIROUX, MICHELE	Location pendant 8 mois à compter du 15 février 2016 - camion atelier et outillage (sans chauffeur) camion Cube 16'/Chevrolet 2012, entretien normal. Contrat prolongé trois mois (octobre, novembre et décembre 2016).	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	8 218,16 $
BIOVAC SYSTEM INC.	1155546	14 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Inspection robotisée des conduits de ventilation et évaluation de teneur en moisissure des parois de conduits au Complexe sportif Claude-Robillard - Incidence 14139	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	6 742,82 $
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1158627	28 OCT. 2016	LEGER, RACHEL	Offre de services professionnels - Études superficies - Services alimentaires	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 350,00 $
BOYKO JOLY C.A.	1155138	13 OCT. 2016	BIRON, PAULE	expert dossier 08-002260	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 295,32 $
BRANDALLIANCE, INC.	1157789	26 OCT. 2016	BONNEAU, MARIE-EVE	Facture - Objets promotionnel pour la caravane de la démocratie afin de promouvoir le développement durable. Présidence du conseil, service du greffe	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	5 788,37 $
BRAULT DRAIN	1153300	04 OCT. 2016	TAILLEFER, FRANCINE	DA-460235. Payement des Factures 14073 et 14127 - Brault Drain inc. Travaux de réparation d'aqueduc	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	3 089,78 $
BRAULT DRAIN	1153903	06 OCT. 2016	TAILLEFER, FRANCINE	DA-460480. Payement des factures #14019;14020;021. Fourniseur Brault Drain (Camion combiné 10-04)	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	2 712,87 $
BRAULT ET MARTINEAU	1155172	13 OCT. 2016	MARCOTTE, ANNE-MARIE	Petits réfrigérateurs DANBY, grands réfrigérateurs de marque micro-ondes FRIGIDAIRE - couleur blanc	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	5 338,61 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1155837	18 OCT. 2016	CHRETIEN, NORMAND	PNEU,RECHAPPE,HIVER,TRACTION,BANDAG,388UDR,11R22.5, IND.CHARGE ''H''(16 PLIS),ACHAT AVEC CARCASSE DU FOURNISSEUR	Approvisionnement	Matériel roulant	8 433,44 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1157349	24 OCT. 2016	CHRETIEN, NORMAND	PNEU RECHAPE RÉAPPROVISIONEMENT INVENTAIRE DICKSON	Approvisionnement	Matériel roulant	5 445,07 $
BRIDGESTONE FIRESTONE CANADA INC.	1157353	24 OCT. 2016	CHRETIEN, NORMAND	PNEU RECHAPE RÉAPPROVISIONEMENT INVENTAIRE DICKSON	Approvisionnement	Matériel roulant	4 354,57 $
BRODERIES MONTREAL	1155285	13 OCT. 2016	COUTURE, CHARLES	Broderie sur casquette pour le projet Maxim'eau	Service de l'eau	Réseaux d'égout	2 425,22 $
BRODERIES MONTREAL	1155285	13 OCT. 2016	COUTURE, CHARLES	Broderie sur casquette pour le projet Maxim'eau	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	1 984,26 $
BROOKLINS (2007) LTEE	1154796	12 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Lavage des vitres extérieures au Centre Strathearn	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 517,08 $
BROOKLINS (2007) LTEE	1156856	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Lavage de vitres extérieures pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 855,65 $
BROOKLINS (2007) LTEE	1157070	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Lavage des vitres extérieures en hauteur avec "boom truck" au 10351, rue Sherbrooke est	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 467,21 $
BRUNO DESCHENES	2016007	31 OCT. 2016	LALANDE, LUCIE	Artistes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 340,00 $
BUDGET-CONSTRUCTION-SOLUTIONS INC.	1156869	21 OCT. 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Estimation des coûts de projet des 4 finalistes dans le cadre du concours d'architecture pour la rénovation et l'agrandissement de la Bibliothèque Maisonneuve - Contrat 14046	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	17 847,87 $
C.M.S. ENTREPRENEURS GENERAUX INC.	1154966	12 OCT. 2016	LUU, VINH	C1387 - Conduits souterrains dans l'emprise de l'Axe Centrale (future boulevard), entre l'avenues Durocher et la future avenue Outremont (construction futur compux Outremont)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	1 050 205,57 $
C.P.U. DESIGN INC.	1153417	04 OCT. 2016	LUU, VINH	HP Worstation et station d'accueil- soum #508555-38741-00	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 017,11 $
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	ROS827098	24 OCT. 2016	CHARRON, DANIEL	#SPA 540-J20-ON-A, PROJECTEUR 220 VOLTS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 323,23 $
CAMIONS EXCELLENCE PETERBILT INC.	CAR827781	13 OCT. 2016	MASSE, PAUL	REMPLACEMENT D'UN DIFFÉRENTIEL AU COMPLET SUR UN CAMION 12 ROUES DOMPEUR DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 519,60 $
CANADIEN NATIONAL	1154759	12 OCT. 2016	LUU, VINH	Travaux d'ingénierie pour la CSEM : contrat 1368	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	7 856,05 $
CANADIEN NATIONAL	1154884	12 OCT. 2016	BROUSSEAU, DANIEL	ur payer deux factures (#91252984 et #91252983) du Canadien National du mois de septembre 2016 - Entretien de passage à niveau public	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 972,50 $
CANADIEN NATIONAL	1157890	26 OCT. 2016	LUU, VINH	Travaux d'ingénierie pour la CSEM	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	17 244,99 $
CAROLINE MARTEL	1157273	24 OCT. 2016	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	Recherches documentaires, archivistiques et de droits d'auteur; participation à la sélection et à la réalisation des contenus et aux rencontres pour la réalisation des contenus. Projet «Maquette virtuelle et interactive du site	Culture	Musées et centres d'exposition	9 128,00 $
CARRIER ENTERPRISE CANADA, L.P.	1157933	26 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR - TNC 92595 - ACHAT DE COMPRESSEUR 5H40 POUR L'ARENA ST-MICHEL (0196) PLOURDE, DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 707,75 $
CARRIER ENTERPRISE CANADA, L.P.	1157940	26 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR - TNC 92595 - ACHAT DE COMPRESSEUR 5h40 POUR L'ARENA ETIENNE DESMARTEAU (0560) PLOURDE, DOMINIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 707,75 $
CARRIERE ST-JACQUES INC.	1154731	12 OCT. 2016	BERTHELOT, ROGER	TONNE METRIQUE/PIERRE,CONCASSE,VM-4,NETTE,CONFORME,DEVIS,NORMALISE,6VM-9,VILLE DE MONTREAL / ENTENTE 1100176	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	2 029,74 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CEGEP DE SAINT-LAURENT	1137626	05 OCT. 2016	BERTHELOT, ROGER	FORMATION "PRÉPOSÉ À L'AQUEDUC" OPA 30, 31 AOÛT 6, 7, 13, 14, 20, 21 SEPTEMBRE 2016 DE 7H30 À 15H30 POUR PATRICK DUCHARME ET MICHEL AUGER	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	4 409,47 $
CEGEP DE SAINT-LAURENT	1154940	12 OCT. 2016	COTE, RICHARD	Formation préalable des préposés à l'aqueduc- Mark Dinelle Chevalier, Michel Neault et Jean-Simon Landry-Profil OPA	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	4 409,47 $
CEGEP DE SAINT-LAURENT	9945	18 OCT. 2016	DE ROME, SUZANNE	Formation préalable des préposés à l'aqueduc (OPA) du 11 au 26 octobre 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 879,30 $
CENTAURECOM INC.	1153938	06 OCT. 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Facture - Objets souvenir - Cadeaux protocolaires - Crayons gravés Montréal	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 007,89 $
CENTRE DE DEVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE EN IMAGERIE NUMERIQUE (CDRIN)	1156913	21 OCT. 2016	PERRAS, SYLVAIN	BCO - services spécialisés d¿une firme avec des ressources professionnelles pour effectuer la conception et la production des modèles techniques	Technologies de l'information	Gestion de l'information	81 890,25 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1154542	21 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en mécanique auto - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	1 167,46 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1154542	11 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en mécanique auto - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	285,36 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1154542	11 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en mécanique auto - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel roulant	506,04 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1154542	28 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en mécanique auto - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	126,66 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1156722	20 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	1 490,74 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1156722	20 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	305,98 $
CENTRE DE PIECES GAGNON	1156722	20 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	309,04 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1116478	27 OCT. 2016	BERTHELET, PHILIPPE	Bon de commande annuel 2016 pour les services de téléphonie cellulaire pour le Bureau de l'inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	6 824,19 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1153933	06 OCT. 2016	MCSWEEN, BRIGITTE	Facture - Frais d'utilisation de cellulaires par les membres de Cabinet du Maire et du comité exécutif - Période : Juillet 2016	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	5 278,74 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1158183	27 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Campagne propreté Service - Réservation d'espace publicitaire	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 700,70 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1158217	27 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Campagne propreté Service - Réservation d'espace publicitaire	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	73 876,69 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am002650	18 OCT. 2016	BOURQUE, RACHEL	Téléphonie cellulaire	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 477,50 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am004317	07 OCT. 2016	DELORME, ANDRE	Frais de cellulaire	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 355,57 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am004435	04 OCT. 2016	GOULET, DIANE	Téléphonie cellulaire - août 2016	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 397,01 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am004711	31 OCT. 2016	DE ROME, SUZANNE	Service de mobilité cellulaire - compte 32161009 (CSPQ) août 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	5 185,41 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am005286	25 OCT. 2016	GOULET, DIANE	Téléphonie sept 2016	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 166,66 $
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	am005543	31 OCT. 2016	DE ROME, SUZANNE	Services de mobilité cellulaire pour septembre 2016	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	6 338,49 $
CENTRE D'ECOLOGIE URBAINE DE MONTREAL	1157164	24 OCT. 2016	HARVEY, VIRGINIE	Facture - Documentation de la perception de sécurité et le confort des piétons qui se déplacent dans les rues de Montréal, Service du greffe	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 884,54 $
CENTRE DES TECHNOLOGIES DE L'EAU	1154119	06 OCT. 2016	LOGE, HERVE	Mandat technique relatif à une recherche sur les systèmes de purge automatique pour les conduites temporaires d'eau potable et les abreuvoirs de parc	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	6 771,69 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1153183	03 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 207,11 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1154751	12 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 363,01 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1156802	20 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 954,35 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1157594	25 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 759,86 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1158279	27 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 201,62 $
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	1155784	17 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Administration - Formation leaderhip pour les contremaîtres de la région Est, contremaître télégestion et chef de section de la région Est - Thiffault, Yvan	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 123,37 $
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	1156933	21 OCT. 2016	LOISELLE, ERIC	BCO - Contrat de services professionnels - deux formations :rôles et responsabilité de la Ville (Maître d'¿uvre) et diffusion - Division de prévention - Direction santé et mieux-être	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 824,19 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	1157668	25 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	Paiement de la facture 962536 du 12 octobre 2016/ Formation / Coaching de gestion leadership SST.(juillet, août et septembre 2016.) TP-Voirie-d'Alain Dufresne.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 866,16 $
CHANTAL BERGERON	1156545	20 OCT. 2016	BRUNET, SYLVIE A.	SLD-BCR-DLCC-BIBLIOTHEQUE 2016 Animation-automne	Saint-Léonard	Autres - activités culturelles	2 865,00 $
CHARLES VALLERAND	1155074	12 OCT. 2016	LAVERDIERE, SUZANNE	Projet de Politique culturelle 2017-2022 - Rédaction et introduction Charles Vallerand	Culture	Autres - activités culturelles	5 000,00 $
CHEMISE EMPIRE LTEE	1156596	20 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	9 079,15 $
CHEMISE EMPIRE LTEE	1156709	20 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 531,07 $
CHEMISE EMPIRE LTEE	1156805	20 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 027,84 $
CHLOE LACROIX	1158554	28 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification des auditions et jeux - Échéancier, budget et définitions de tâches	Culture	Autres - activités culturelles	4 500,00 $
CHRISTELLE CUILLERET	1157224	24 OCT. 2016	LECLERC, JEAN-FRANCOIS	Organisation et finalisation de l'entrée de données pour l'inventaire; envoi des microcassettes et suivi auprès du fournisseur pour la numérisation. Projet «Mémoires numérisées, mémoires en ligne»	Culture	Musées et centres d'exposition	5 250,00 $
CHUBB EDWARDS	1153292	04 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de protection incendie pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 264,63 $
CIMCO REFRIGERATION TOROMONT INDUSTRIE	1155080	12 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR - TNC 92595 - Travaux spécialisé en réfrigération et déclaration de travaux à la RBQ pour l'Aréna Montréal-Nord (3089)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 028,62 $
CINCOM SYSTEMS OF CANADA LTD	1155754	17 OCT. 2016	MARCHAND, NATHALIE	Renouvellement - Licences logicielles CINDOC OCR OPTION -Client 10083070 -Période du 23 octobre 2016 au 22 octobre 2017 - pour le STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 145,96 $
CIRA SERVICES MEDICAUX INC	1155040	12 OCT. 2016	BIRON, PAULE	expert médecin dossier 13-003318	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 538,09 $
CLAIRE MCKENNA	1157368	24 OCT. 2016	GOYETTE, STEPHANE	Production et diffusion de contenus à travers diverses plateformes de médias sociaux pour la gestion des communautés en lien avec Montréal, intelligente et numérique	Direction générale	Gestion de l'information	10 000,00 $
CLEMENT ET FRERE LTEE	1155510	14 OCT. 2016	FRENETTE, MICHEL	L'achat d'une roulotte 8 x 16 pour le dépôt à neige Ray-Lawson - ANJOU. Soumission V20160909	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	14 498,77 $
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	DIC829114	28 OCT. 2016	DESMARAIS, RICHARD	INSPECTION ET REPARATION D`UN VERIN AU GARAGE DICKSON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 472,46 $
CLOTURE MANIC LTEE	1158297	27 OCT. 2016	MIRANDA CORCES, CLAUDIA	Clôture et barrière à mailles de chaîne de 8 " de haut pour enclos pour panneaux électriques	Diversité sociale et des sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	6 876,68 $
CLOTURES SENTINELLE LTEE	1155654	14 OCT. 2016	BRISSON, GUYLAINE	Travaux de clôture au projet : Guérite carrière Francon.	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	8 477,74 $
COALITION MONTREAL	recherchecoalition10122016	14 OCT. 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	10 599,32 $
COALITION MONTREAL-GUILLAUME BENOIT-GAGNE	allocationcoalition12102016	14 OCT. 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 389,14 $
COFFRES-FORTS C.B. 2000 INC	1154124	06 OCT. 2016	BOISVERT, CHANTAL	ACHAT D'UN COFFRE FORT POUR LE BAM	Anjou	Rel. avec les citoyens et communications	3 422,59 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COFORCE INC.	1153266	04 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 147,38 $
COFORCE INC.	1155111	13 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 352,45 $
COFORCE INC.	1155274	13 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 095,72 $
COFORCE INC.	1158212	27 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	Entretien ménager pour le 2269, rue Viau --- facture IN034490	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 381,93 $
COGECO DIFFUSION	1157891	26 OCT. 2016	LE NAY, ALBANE	Placements média du 17 décembre 2016 au 26 février 2017	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 850,00 $
COGECO DIFFUSION ACQUISITIONS	1147014	18 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Campagne gestion animalière Achat de publicité du 25 juillet au 21 août 2016 Radio et Web francophone	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	17 821,63 $
COGECO PEER 1 (CANADA) INC.	1158339	27 OCT. 2016	LUU, VINH	Projet conversion 83-89 - Frais d'ingénérie et main-d'¿uvre et matériel (rue Tillemont et avenue Papineau)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	39 586,85 $
COGECO PEER 1 (CANADA) INC.	1158692	31 OCT. 2016	LUU, VINH	Déplacement de réseau sur la 6e Avenue entre St-Zotique et Bélanger	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	39 711,52 $
COGEP INC.	1155961	18 OCT. 2016	BOUVRETTE, JEAN	Contrat de service d'entretien Guide TI pour l'année 2017.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 855,00 $
COMITE DES COMMERCANTS ET RIVERAINS DE LA RUE	216523804214102016	18 OCT. 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 2165238042 - Contribution financière dans le cadre du Règlement établissant le programme de soutien financière aux artères en chantier (15-089) - demande de l'exercice financier 2016	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	50 000,00 $
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS	1158108	27 OCT. 2016	PIROG, MACIEJ	Service de formation pour treize (13) personnes sur la "Santé et sécurité sur les chantiers de construction" qui aura lieu les 21 et 28 novembre ainsi que les 5 et 12 décembre 2016	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 333,68 $
COMMUNICATION DEMO INC.	1153618	05 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Service - Revue de presse écrite et électronique du mois d'août	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 914,65 $
COMMUNICATIONS RADIO INMO INC.	1158262	27 OCT. 2016	NUNES, DEMIS	Achat de batteries de remplacement SPVM	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 738,14 $
COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIQUE	1153297	04 OCT. 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Facture - Entretien des feux clignotants - Service de géomatique	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 173,50 $
COMPTEURS D'EAU DU QUEBEC	1153178	03 OCT. 2016	HUARD, FRANCOIS	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	17 230,21 $
COMPUGEN INC.	1157235	24 OCT. 2016	COUTURE, CHARLES	Achat matériel informatique pour l'équipe Maxim'eau	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	4 255,64 $
CONCEPTION ET REALISATION BOSCUS INC.	1156814	21 OCT. 2016	HALLE, ANDREE	Aventure Tropicale décorations	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 846,85 $
CONCEPTS ECO ECCL INC.	ROS828586	20 OCT. 2016	BEAULIEU, DAMIEN	PRODUITS ANTIGRAFFITI POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 624,69 $
CONCERTATION FEMME	binammidi	11 OCT. 2016	LESPERANCE, YANICK	Contribution financière - 2e versement / 40 % de 50 000 $. Dossier 1164251003 - CE16 1163	Direction générale	Autres - activités culturelles	20 000,00 $
CONNEXXION LAVAGE PRESSION INC.	1157265	24 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Divers travaux de béton (32MPA-PIERRE 14MM) à exécuter au sous-sol de l'édifice de la Caserne no.10 (0219) - Robert Lamoureux	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 459,35 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CONSEIL DU BATIMENT DURABLE DU CANADA / CANADA GREEN BUILDING COUNCIL	1157762	26 OCT. 2016	ZILEMBO, BIAGIO	Inscription de plusieurs projets de mise aux normes d'arénas en vue de l'obtention de la certification LEED Argent	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	10 494,68 $
CONSTRUCTION B.L.G.	1155360	13 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Travaux de démolition de la roulotte temporaire en vue de la construction du bâtiment de perception pour les tennis du parc La Fontaine - Contrat 15061	Gestion et planification immobilière	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	11 590,62 $
CONSTRUCTION CAMARA	1155521	14 OCT. 2016	ROBERGE, MARTIN	Facture - Travaux relies à une fuite d'eau - 595, rue Dupret	Verdun	Réseaux d'égout	7 992,17 $
CONSTRUCTION DLUX INC	1158196	27 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Ex-Bibliothèque Notre-Dame (0281) - 4700, rue Notre-Dame ouest - Travaux sur murs extérieurs - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 871,44 $
CONSTRUCTION GFL INC	1154256	07 OCT. 2016	DUFRESNE, ALAIN	Bon de commande ouvert pour disposition de rebuts d'asphalte pour samedi le 8 oct 2016 - Chantier rue Ontario - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $
CONSTRUCTIONPERFO RMEX INC	1155116	13 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Obturer le mur de fondation en façade du bâtiment au niveau du vide technique sous l'amphithéâtre au Pavillon Lafontaine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 233,63 $
CONSULTANTS GKM INC	1156307	19 OCT. 2016	OSTIGUY, MONYA	Achat - SAA de 18 mètres, remplacement d'un équipement brisé en chantier. Service des infrastructures	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 636,05 $
CONSULTANTS LEGICO-CHP INC	1155134	13 OCT. 2016	GAGNIER, PHILIPPE	expert dossier 14-000135	Dépenses communes	Autres - Administration générale	25 811,18 $
CONSULTATION TK	1157433	24 OCT. 2016	GRIMARD, YVES	Service - surveillance pour dossier ENQ 20160707 1601 13	Direction générale	Administration, finances et approvisionnement	5 966,64 $
CONTENEURS S.E.A. INC.	CAR828781	24 OCT. 2016	MASSE, PAUL	CONTENEURS POUR ENTREPOSAGE DE PNEUS ATELIER MÉCANIQUE 999 HENRIBOURASSA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 758,56 $
CORPORATE EXPRESS CANADA INC. (STAPLES AVANTAGE)	1148683	11 OCT. 2016	GRENIER, MARTINE	Compte 387352 : 50 boîtes de rouleaux thermiques (100 rouleaux par boîte) pour le Biodôme de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 436,88 $
CORPORATION DES MAITRES MECANICIENS EN TUYAUTERIE DU QUEBEC (CMMTQ)	1153454	04 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Administration - Formation - Vérificateurs de dispositifs antirefoulement - Certification (40h) pour L.Simard, A.Roy-Richard, J.Paquin et É.Jobin - Vezina, Luc	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 178,51 $
CORPORATION DES MAITRES MECANICIENS EN TUYAUTERIE DU QUEBEC (CMMTQ)	1153521	04 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Formation de "vérificateurs de dispositifs antirefoulements - Certification, pour les employés de la Région ouest.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 357,00 $
CORPORATION DES MAITRES MECANICIENS EN TUYAUTERIE DU QUEBEC (CMMTQ)	1153521	19 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Formation de "vérificateurs de dispositifs antirefoulements - Certification, pour les employés de la Région ouest.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 178,50 $
COSECO COMPAGNIE D'ASSURANCE_4	rmi00012009200008 77780003	22 OCT. 2016	Système RECLAM	COSECO COMPAGNIE D'ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004562, sur la liste de paiement 1610IC006 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 365,33 $
CPU SERVICE INC.	1156496	19 OCT. 2016	COUVAS, PHILIPPE	Achat d'une mémoire Oracle 32 GB, Memory Kit. Service des technologies et des informations	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 674,56 $
CPU SERVICE INC.	1157299	24 OCT. 2016	LAVOIE, MARCEL	Achat de quatre écrans LG 27 pouce 4K - Service des technologies et de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 412,62 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CREATIONS MANITOU INC.	20835	25 OCT. 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 342,80 $
CREDITRON INC.	1156378	19 OCT. 2016	HEBERT, ISABELLE	Software maintenance, Maint CR 190 Next Business Day exchange MTSW-PC Restore	Finances	Administration, finances et approvisionnement	9 817,12 $
CUBEX LIMITED	1153105	03 OCT. 2016	DESORMEAUX, LISE	ANJOU / REAPPROV. (INVENTAIRE - RAVO)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 010,51 $
CUBEX LIMITED	1153105	03 OCT. 2016	DESORMEAUX, LISE	ANJOU / REAPPROV. (INVENTAIRE - RAVO)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	89,24 $
CUDDIHY O'BOMSAWIN AVOCATS	1156608	20 OCT. 2016	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 15-001246	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 343,88 $
DATAGLOBE CANADA INC.	1153577	05 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission 16-3995R0 - Bureau d'arrondissement Ville-Marie et SPVM Sec. Métro (8062) - 888, boul. de Maisonneuve est - Remplacement des batteries du système UPS - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 822,09 $
DAVID ALBERT-TOTH	1153220	03 OCT. 2016	TREMBLAY, GINA	Spectacle dans le cadre de la Soirée partagée en danse	Culture	Autres - activités culturelles	6 000,00 $
DAVID GIRARD.	1122570	27 OCT. 2016	MARTIN, NATHALIE	Mandat de services professionnels pour faire l'étude d'ensembles industriels d'intérêt et produire une base de données pour les territoires de Lachine, Vieux-Port, le Port de Montréal ainsi que les abords de certaines voies ferrées.	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	2 000,00 $
DECOR LACHARITE INC.	1156874	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de céramique et de plancher de vinyle dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 091,35 $
DECOR LACHARITE INC.	1157471	25 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission 10590 - Centre Roussin (0868) - 12125, rue Notre-Dame est - Local 320.1 : fournir et installer tuiles Armstrong Excelon standard, plinthe vinyle 4 - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 782,19 $
DEMENAGEMENT PERFORMANCE (PMI)	1141124	12 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Déménagement de tablettes en métal de l'édifice Gaston-Miron vers le 200 Bellechasse - Incidence 14865	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	2 934,81 $
DEMIX BETON	1112267	11 OCT. 2016	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Béton 32 mPA / Entente 1109344	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	3 929,68 $
DENEIGEMENT ET EXCAVATION M. GAUTHIER INC.	1158019	26 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Maison de la culture Frontenac (8662) - 2550, rue Ontario est - Déneigement 2016-2017 - Portion pour novembre et décembre 2016 - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 483,49 $
DENIS LEMIEUX	1156285	19 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Animation de la rencontre de présentation des préliminaires par les professionnels aux membres de panel d'expert dans le cadre du projet de Centre de services animaliers de Montréal - Incidence 13782	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 099,75 $
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	1154143	06 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	Achat - Impression de la brochure "Charte Montréalaise des droits et responsabilités", Chantier sur la démocratie, Service du greffe	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 989,52 $
DESIGNFUSION	1154013	06 OCT. 2016	SAINT-VIL, PHILIPPE	Formation sur le module d'analyse par éléments finis de Solid Edge + nouveautés Solid Edge ST7 à ST9. Soumission DFQ-19430-B	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 829,42 $
DESJARDINS ASSURANCES 26	rmi00012016600011 41370001	08 OCT. 2016	Système RECLAM	DESJARDINS ASSURANCES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004601, sur la liste de paiement 1610IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 903,14 $
DESJARDINS ASSURANCES 26	rmi00012040600011 41370003	08 OCT. 2016	Système RECLAM	DESJARDINS ASSURANCES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004730, sur la liste de paiement 1610IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 698,36 $
DISTRIBUTEUR DES PRODUITS ACOUSTIQUES PN INC.	1157028	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Fourniture, installation et supervision d'un silencieux de 32 " de large X 44" de haut X 5' de long en acier galvanisé, option : un garde-pluie en acier galvanisé à la sortie du silencieux à 45 degrés à la Maison du Citoyen	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 235,73 $
DRIVE PRODUCTS INC	DIC828253	18 OCT. 2016	THIBAULT, DENIS	PIECE POUR REPARATION CAMION VIDANGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 127,06 $
DRL BEAUDOIN EQUIPEMENT	1154647	11 OCT. 2016	BRISEBOIS, LUC	Commande inventaire	Approvisionnement	Matériel roulant	2 987,94 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1154412	07 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	2 491,78 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1154412	12 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	255,12 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1154412	07 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 530,72 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1154412	11 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	859,85 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1154819	12 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Électricité - réflecteur pour l'inventaire de l'atelier électrique du 3444 St-Joseph (4397) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 690,96 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1156454	19 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Raccords, clips, interrupteurs, attaches, ruban pour divers bâtiments - demandé par Éric Desrochers C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 030,51 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1156723	20 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	ELECTRICITÉ,BAT 194 BILBIO ST-MICHEL, REQ: 76-300557, LUMIERES ET BALLASTS, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 136,72 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1157412	24 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du magasin St-Laurent.	Approvisionnement	Construction	2 078,76 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1157599	25 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Construction	2 759,06 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1158376	28 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	900,38 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1158376	27 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	2 362,22 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1158376	27 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	1 995,60 $
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC	1154601	11 OCT. 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-000366	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 635,00 $
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC	1154603	11 OCT. 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-000366	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 517,04 $
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	ROS738715	20 OCT. 2016	BEAULIEU, DAMIEN	MATÉRIEL(BOULON ET ECROU , POIGNEE DIVERS ET AUTRE MECANISME POUR LES PORTE) OUR FABRICATION DE 16 KIOSQUE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 600,11 $
DURET ET LANDRY INC.	ROS826907	04 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	ACHAT DE BALANCEUR A PNEU D'AUTO ET DE CAMIONETTE SELON SOUMISSION SC-0007440	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 722,34 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1155376	13 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 909,17 $
EAST PENN / POWER BATTERY	1156954	21 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 611,07 $
EBSCO CANADA LTEE	8024729	28 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 953,84 $
EBSCO CANADA LTEE	8024731	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 915,59 $
EBSCO CANADA LTEE	8024737	28 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	8 917,34 $
EBSCO CANADA LTEE	8024738	28 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 393,80 $
EBSCO CANADA LTEE	8024739	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 824,18 $
EBSCO CANADA LTEE	8024740	28 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 134,15 $
EBSCO CANADA LTEE	8024745	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 627,34 $
EBSCO CANADA LTEE	8024753	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 949,20 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EBSCO CANADA LTEE	8024756	28 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 410,37 $
EBSCO CANADA LTEE	8024758	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 578,63 $
EBSCO CANADA LTEE	8024762	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 754,83 $
EBSCO CANADA LTEE	8024766	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	8 479,97 $
EBSCO CANADA LTEE	8024768	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 248,12 $
EBSCO CANADA LTEE	8024769	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 518,09 $
EBSCO CANADA LTEE	8024770	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 666,82 $
EBSCO CANADA LTEE	8024774	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 155,94 $
EBSCO CANADA LTEE	8024775	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 440,86 $
EBSCO CANADA LTEE	8024780	31 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 726,63 $
EBSCO CANADA LTEE	8024781	28 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 155,71 $
EBSCO CANADA LTEE	8024782	28 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 542,33 $
EBSCO CANADA LTEE	8024783	28 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 771,05 $
EBSCO CANADA LTEE	8024784	28 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 079,31 $
ECO-COMPTEUR INC.	1156139	18 OCT. 2016	PELLERIN, GUY	Réaménagement St-Denis - Achat et installation 4 Pyro compteurs - REF : Marie-Hélène Armand	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	18 861,00 $
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1154727	12 OCT. 2016	COURCHESNE, YVES	Formation Lean 6 Sigma (LSS) ceinture verte	Finances	Administration, finances et approvisionnement	7 554,00 $
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES (HEC)	1153208	03 OCT. 2016	HODDER, DANIEL	Inscription de Daniel Hodder et V.Angers à la formation : Le tableau de bord de gestion: pour une gestion stratégique de la performance qui aura lieu à HEC Montréal les 17 et 18 novembre 2016.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 511,30 $
ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES (HEC)	1158301	27 OCT. 2016	FILION, IVAN	Inscription au séminaire Gestion de projets: méthodes et outils - Sylvie Passerini /Andrea Higuera / J.P. Decarie /Marie Martel /Thierry Robert	Culture	Bibliothèques	7 958,05 $
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1156931	21 OCT. 2016	LAVERDIERE, SUZANNE	Formation Michèle Picard au groupe 119 débutant 23 février 2016	Culture	Autres - activités culturelles	3 400,00 $
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1158246	27 OCT. 2016	BASTIEN, NADIA	Programme de développement des compétences de gestion. Contact du 13 juillet 2012 et addenda du 17 octobre 2014.	Diversité sociale et des sports	Développement social	2 362,22 $
EDDY RIOS M	1158551	28 OCT. 2016	JUTRAS, PIERRE	Accorder un contrat de services techniques à M. Eddy Rios afin de réaliser des travaux de classement de documents - 16-6957	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Horticulture et arboriculture	6 160,00 $
EDITIONS DE LA LOUPE	fa51204	05 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 450,68 $
ELECTROMEGA LTEE	1153449	04 OCT. 2016	LÊ, SON-THU	Service technique pour reprogrammation de feux de circulation - Ref : MARTIN PICHÉ	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 834,66 $
ELECTROMEGA LTEE	1153853	05 OCT. 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Achat et livraison lanternes et accessoires FC - REF : Chheng Bun	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	73 703,41 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ELECTROMEGA LTEE	1156385	19 OCT. 2016	LÊ, SON-THU	Relevés et mise en opération de programmation à divers endroits (B Hre). Ref : Anna vizioli	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 042,02 $
ELREG DISTRIBUTORS LTD	1155377	13 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 297,74 $
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	1157321	24 OCT. 2016	RICHER, DYANE	SLT-TP AQUEDUC - Router pour la télémétrie des bassins de rétention.	Saint-Laurent	Réseaux d'égout	2 262,48 $
ENGLOBE CORP.	1154231	07 OCT. 2016	DUQUETTE, ANDREE	TRAITEMENT DES SOLS PROVENANT D'EXCAVATION 2016	Anjou	Réseaux d'égout	20 997,50 $
ENSEIGNES CMD INC.	1155242	13 OCT. 2016	DEROME, JOHANNE	Octroi de contrat fabrication et installation signalisation extérieure Stade de soccer	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	16 240,52 $
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	CAR828493	20 OCT. 2016	PORTELANCE, RAYMOND	FOURNITURES POUR LA VOIRIE DE L'ARRONDISSEMENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 112,35 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1113977	07 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	D: 1155384003 Bon de commande ouvert 2016 pour l'achat de matériaux de tout genre/ TP-Aqueduc-Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	21 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	21 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 412,53 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	21 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 847,78 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	21 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	137,95 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1130924	21 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bois, chasse-moustique, glacières et piquets de bois - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	251,66 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1146622	31 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - 1 DECEMBRE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 978,01 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1155191	13 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de piquets, bloc de bois et briques - inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	923,89 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1155191	14 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de piquets, bloc de bois et briques - inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 094,51 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1155191	14 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de piquets, bloc de bois et briques - inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	1 195,81 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1155191	17 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de piquets, bloc de bois et briques - inventaire Colbert	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	CAR826091	04 OCT. 2016	BEAULIEU, DAMIEN	PLANER ET CORROYER DU FRENE POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 362,22 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	CAR826112	04 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	MADRIER DE SAPIN POUR TRAVAUX EFFETUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 905,55 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	CAR826114	05 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	DIVERS GRANDEUR DE BOIS POUR PROJET SPECIAL FAIT PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 614,76 $
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	CAR826722	03 OCT. 2016	BEAULIEU, DAMIEN	PIED/LINAIRE DE BOIS CLAIR POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 241,27 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1153186	03 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 408,41 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1154026	06 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	9 167,73 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1154754	12 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 459,66 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1155301	13 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 122,85 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1156803	20 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl./ Bottine , soulier...	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 509,20 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1157596	25 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	10 002,15 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1158280	27 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 466,69 $
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	1156213	18 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Édifice Albert-Dumouchel (0978) - 10300, rue Lajeunesse - Réparation de la maçonnerie au pourtour du bâtiment - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 286,14 $
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	1156392	19 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Chalet du Mont-Royal (0431) - 1196, Voie Camilien-Houde - Remplacement des tuiles de toiture brisées par de nouvelles similaires, vérifier le scellant où requis, nettoyer débris de tuile et sédiment à la main, nettoyer gouttières	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 648,37 $
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	1158512	28 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre opérationnel Nord (3685) - 855, Crémazie est - Travaux de fixation des panneaux d'aluminium sous le canapé d'entrée - 1 soumission car travaux urgents	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 309,72 $

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENTRETIEN DELORIMIER	1154799	12 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Entretien sanitaire pour les mois de juillet, août et septembre 2016 du Gymnase Club IMCO, ajout temps pour nett tapis de la palestre pr contrôler poussière de craie, bureaux, passerelle, corridor et escalier chaufferie au	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 618,72 $
ENTRETIEN ELECTRONIQUE CONTROLAS INC	1154916	12 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. LAS INVENTAIRE TETE FEU PIÉTON	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 388,47 $
ENTRETIEN ENVIRONET INC	1153423	04 OCT. 2016	LEMIRE, LUCIE	Entretien chaises spécialisé Milicare	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 990,04 $
ENVIRO-OPTION INC.	1092878	26 OCT. 2016	LAPERRIERE, RACHEL	Mandat étude et surveillance des travaux de décontamination en amiante dans le cadre du projet de mise aux normes de l'aréna Fleury - Incidence 14188	Montréal-Nord	Gestion install. - Arénas et patinoires	20 625,18 $
ENVIROSERVICES INC	1153070	03 OCT. 2016	ACHILLE, RICHARD	LAS-BCO-TP2016 / CARACTÉRISATION DE HUIT PILE DES RÉSIDUS DE LA FONTE DE LA NEIGE AU DÉPÔT À NEIGE ANGRIGNON	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	2 624,69 $
ENVIROSERVICES INC	1153070	19 OCT. 2016	ACHILLE, RICHARD	LAS-BCO-TP2016 / CARACTÉRISATION DE HUIT PILE DES RÉSIDUS DE LA FONTE DE LA NEIGE AU DÉPÔT À NEIGE ANGRIGNON	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	6 299,25 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	recherchecoderre12102016	14 OCT. 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	15 126,14 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL	rehcerhcecoderre19102016	21 OCT. 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 219,37 $
EQUIPE DENIS CODERRE POUR MONTREAL ROBERT	allocationcoderre12102016	14 OCT. 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 128,17 $
EQUIPEMENT NCN LTEE	1153458	04 OCT. 2016	OUELLET, GUY	Équipement de plomberie	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	6 570,37 $
EQUIPEMENT NCN LTEE	1157024	21 OCT. 2016	LUU, VINH	Étai d'extrémité Speed Shore - soum#C3012F	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 813,87 $
EQUIPEMENT NCN LTEE	1158352	27 OCT. 2016	LUU, VINH	Écran d'étayage Speed Shore - soum#C3015F	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	17 381,13 $
EQUIPEMENT NCN LTEE	1158420	28 OCT. 2016	BASTIEN, ISABELLE	SLT-TP AQUEDUC - Fournitures diverses	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	3 763,80 $
EQUIPEMENT WAJAX	CAR815823	03 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	ENGRENAGE ROTATION NACELLE FLOTTE 285	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 847,07 $
EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC	1155975	18 OCT. 2016	SAVAGE, CLAUDE	Système de levage à six (6) colonnes mobiles (capacité 18 000 livres)	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	34 019,31 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1154594	11 OCT. 2016	BRISEBOIS, LUC	Commande pour inventaire	Approvisionnement	Matériel roulant	3 239,62 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	CAR827931	15 OCT. 2016	MASSE, PAUL	ENTRETIEN ANNUEL + RÉPARATIONS SUITE À INSPECTION D'UNE CHENILLETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 000,10 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD826748	18 OCT. 2016	MASSE, PAUL	HORS SAISON SELON SOUMISSION VOIR FACTURES EN ANNEXE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 560,34 $
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD826749	18 OCT. 2016	MASSE, PAUL	HORS SAISON SELON SOUMISSION VOIR FACTURES EN ANNEXE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 069,91 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD828891	25 OCT. 2016	ITIM, SAÏD	0110617542 / BEACON (TOP FLASHER)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 209,56 $
EQUIPEMENTS PRO BETON	1147122	11 OCT. 2016	FERREIRA, RUY PAULO	deux lame de scie à béton 30"	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	2 571,14 $
EQUIPEMENTS PRO BETON	1154461	11 OCT. 2016	FERREIRA, RUY PAULO	deux lames de scie à béton 30"	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	2 571,14 $
EQUIPEMENTS TWIN INC.	AVM828633	21 OCT. 2016	OUIMET, GUY	ACHAT DE PIÈCES POUR ÉPANDEUR À SEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 169,20 $
ERNEST HOTTE INC.	1132844	21 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Installation porte d'acier permanente avec serrures pour la Tour Wellington	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	3 152,60 $
ERNEST HOTTE INC.	1132844	24 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Installation porte d'acier permanente avec serrures pour la Tour Wellington	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	472,10 $
EX AEQUO	1121634	04 OCT. 2016	DEROME, JOHANNE	Divers projets au sujet des débarcadères, du déneigement, de la sécurisation des chantiers, des places publiques et de la participation au CPAU.	Diversité sociale et des sports	Développement social	24 000,00 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1154572	11 OCT. 2016	LOISELLE, ERIC	Facture - Expertise neurosciences F:18516 Dr Laliberté -cnesst-police	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 212,62 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1154578	11 OCT. 2016	LOISELLE, ERIC	Facture - Expertise médicale pour les col blanc - maladie.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 905,55 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1154597	11 OCT. 2016	LOISELLE, ERIC	Facture - Expertise Neurosciences / Dr Laliberté / maladie-cnesst et maladie-police.	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 036,78 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1156919	21 OCT. 2016	LOISELLE, ERIC	Facture - Expertise médicale pour policier - Bureau de santé.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 564,33 $
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1156957	21 OCT. 2016	LOISELLE, ERIC	Facture - Expertise médicale - maladie -policier. bureau de santé.	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 244,11 $
FILTRATION PLUS INC.	1155208	13 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Entretien et inspection mensuels du système de filtration de salle de tir + visite supplémentaire pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 346,98 $
FIRE THE IMAGINATION	19710	11 OCT. 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 210,76 $
FISHER SCIENTIFIQUE	1156668	20 OCT. 2016	ARBIC, DENISE	Produits chimiques et matériel de laboratoire	Environnement	Autres - Hygiène du milieu	3 265,39 $
FONDERIE FONDALCO INC.	CAR821467	25 OCT. 2016	BEAULIEU, DAMIEN	RENFORT CENTRAL DE BANC POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 639,50 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1154820	14 OCT. 2016	LUU, VINH	Couvercle et cadre en fonte	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 468,84 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1154820	12 OCT. 2016	LUU, VINH	Couvercle et cadre en fonte	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	18 149,22 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1154929	12 OCT. 2016	BRIDEAU, ANDRE	ACHAT DE GRILLE,FONTE,ANTI-VELO,PUISARD,29 1/2" DIA. ENTENTE D'ACHAT 1005686	Outremont	Réseaux d'égout	2 565,79 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1156384	19 OCT. 2016	ST-LAURENT, CAROLINE	Achat de grilles de puisards anti-vélos pour la Voirie de Rosemont-Petite-Patrie (D.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	7 697,37 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1158101	27 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du magasin St-Laurent.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 836,97 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1158260	27 OCT. 2016	MORISSETTE, PIERRE	Cadre et couvercle ajustable de puisard.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	13 872,42 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1158260	27 OCT. 2016	MORISSETTE, PIERRE	Cadre et couvercle ajustable de puisard.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	11 097,93 $
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1158271	27 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 698,08 $
FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE	1096086	27 OCT. 2016	BROUSSEAU, DANIEL	MONTANT SANS TAXES POUR PAYER FACTURES AYANT ATTRAIT À DE L'INFORMATION FONCIÈRE (EX. CADASTRES ET LOTS), UNITÉ OU MOINS DE 1$ POUR UNE PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2016.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 000,00 $
FORAGE GM INC.	1153209	03 OCT. 2016	ROBITAILLE, GEORGES	LAS-BCO-TP2016 / RACCORDEMENT SOUS PRESSION POUR LE 1275, AVENUE DOLLARD (LASALLE) 100 mm SUR 350 mm EXISTANT EN FONTE GRISE. LES TRAVAUX DOIVENT SE FAIRE AU COURANT DE LA SEMAINE DU 17	LaSalle	Réseau de distribution de l'eau potable	3 674,56 $
FORMATION ALTERGO	1121637	04 OCT. 2016	BASTIEN, NADIA	Formation 2016	Diversité sociale et des sports	Développement social	27 216,00 $
FORMATION VITALE	1155304	13 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Administration - Formation CPO (Opérateur certifié de piscine et spa) pour les 13 plombiers de la région Est - Vezina, Luc	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 680,00 $
FORMATION VITALE	1155382	13 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Cours de formation de certification CPO pour les plombiers de la Division de l'exploitation des bâtiments spécialisés - Région Ouest, 1er groupe 7 et 14	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 023,64 $
FORTERRA CONDUITE SOUS PRESSION, INC.	1154405	07 OCT. 2016	LEVESQUE, SEBASTIEN	Réparation au 1600 rue St-Jacques Conduite fonte 6000mm dia.	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	15 249,43 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1154415	07 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	918,64 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1154415	07 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	3 268,05 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1154415	07 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	876,86 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1155195	19 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	1 467,73 $
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1155195	13 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	1 357,28 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1155195	13 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	357,80 $
FRANCOIS LEFEBVRE.	1158366	27 OCT. 2016	LUU, VINH	Préparation et présence au procès de CMS	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 907,97 $
FREEMAN AUDIOVISUEL CANADA	1155446	14 OCT. 2016	BERTHELET, PHILIPPE	Facture - Traduction simultanée pour la symposium et location d'équipement d'éclairage le 22 et 23 septembre 2016.	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	17 819,12 $
FUSION JEUNESSE	1146352011051016	11 OCT. 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 1146352011 - Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation des édition 2014-2015 et 2015-2016 du Festival de robotique FIRST Québec, du projet Relève Mode et du Projet CLIP. (dernier versement)	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	10 000,00 $
G & L THIVIERGE INC	1156909	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 972,51 $
GAINAGE PRS INC	1155192	13 OCT. 2016	TAILLEFER, FRANCINE	DA-461193. Payement de facture no 25717 Drain-Clair- Réparation de drain	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	3 682,28 $
GAINAGE PRS INC	1157243	24 OCT. 2016	LAPOINTE, LOUIS	Installation d'une gaine formadrain -11535 Tanguay - selon facture 25872	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	4 131,69 $
GANTS ET SECURITE MC CORDICK	1156303	19 OCT. 2016	COUTURE, MICHEL	GANT,CHAUFFEUR,CUIR,DOUBLE,100%COTON,MATERIEL,VERT,POIGNET,MOYEN	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 701,31 $
GASTIER M.P. INC.	1137912	26 OCT. 2016	BOULVA, FREDERIC	Fourniture et installation d'un réseau de bornes de recharge pour voiture électrique à Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	64 124,40 $
GATEWAY TICKETING SYSTEMS INC.	1155730	17 OCT. 2016	GRENIER, RICHARD	Achat - des heures environnement de test pour être mis à niveau vers Galaxy 7	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 702,40 $
GAZ MÉTRO_19	rmi00011908000010 56710003	04 OCT. 2016	Système RECLAM	GAZ MÉTRO\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004026, sur la liste de paiement 1609IC007 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 217,29 $
GAZ MÉTRO_19	rmi00011930600010 56710003	04 OCT. 2016	Système RECLAM	GAZ MÉTRO\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004144, sur la liste de paiement 1609IC007 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 926,91 $
GDCF INC.	1157218	24 OCT. 2016	LAVERDIERE, SUZANNE	Conseiller en relation de travail - 7 formations sur le climat de travail pour le Service de la culture	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10 817,91 $
GELAIR INC.	1155674	14 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	V.C.R. (ACHAT DE CLORODIFLUOROMETHANE POUR L'ARÉNA ST-MICHEL #0196, REQ. 71-300920, GELAIR INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 559,10 $
GEOMAPS GIS	1156899	21 OCT. 2016	LUU, VINH	Renouvellement d'abonnement Geomap GIS, GoMap, #250-1440009 en vigueur du 18 novembre 2016 au 17 novembre 2017	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	13 618,49 $
GESTION DE PROJETS S.P. INC.	1153895	05 OCT. 2016	VAILLANCOURT, SERGE	Honoraires professionnels BVG SP 2016-17	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	20 997,50 $
GESTION PFB	1104124	13 OCT. 2016	LEMAY, JULIE	Réalisation des travaux de réparation et d'entretien pour les terrains de sports intérieur et des articles de sports au complexe sportif Claude-Robillard / Année 2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 967,57 $
GESTION PFB	1123749	21 OCT. 2016	DAFNIOTIS, DINO	Fournir main d'¿uvre pour effectuer des travaux à l'aréna Michel-Normandin	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Arénas et patinoires	10 295,07 $
GESTION PFB	1157010	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 823,74 $
GESTION PFB	1157134	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 842,03 $
GESTION PFB	1157483	25 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission : SO-00390 - Maison de la culture Frontenac (8662) - 2550, rue Ontario est - Bibliothèque - Section adultes : remplacement du tapis en carreau et des tuiles de vinyle - 3 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	33 952,96 $
GESTION SIBERIA INC.	1154810	12 OCT. 2016	TREMBLAY, GINA	Conception de l'expérience des visiteurs et des usagers du futur site du Centre d'histoire de Montréal	Culture	Autres - activités culturelles	22 827,43 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GHD CONSULTANTS LTEE	1156438	19 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Contrôle qualitatif des matériaux dans le cadre du projet des travaux de rénovation du Chalet du Parc Maisonneuve - Incidence 14768	Gestion et planification immobilière	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	20 652,34 $
GIVESCO INC.	1153503	04 OCT. 2016	ST-LAURENT, CAROLINE	Achat de ciment fondu tel que soumission 449566 (D.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 989,52 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1156827	21 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 446,63 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1156827	24 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	12,40 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR827944	17 OCT. 2016	LUSSIER, STEPHANIE	C001129512	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 487,02 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR829401	28 OCT. 2016	MASSE, PAUL	RÉPARATION MOTEUR + ANTI POLLUTION D'UN CAMION MULTIMODE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 066,50 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC827676	13 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	pièces système d`échappement de camion Freightliner	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 242,80 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	DIC828747	28 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	réparation du système anti-pollution et inspection pep camion Sterling	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 570,09 $
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS827600	12 OCT. 2016	BEAULIEU, DAMIEN	CAPOT DE FREIGHTLINER M2-106 2014 POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 210,34 $
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L.	1154229	07 OCT. 2016	GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES	notaire dossier 16-002198	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 422,63 $
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L.	1156308	19 OCT. 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-001554	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 882,69 $
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1155051	12 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de ballast et lampes - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	4 544,34 $
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC	1104736	18 OCT. 2016	CLOUTIER, SYLVIE	70250 - Architecte intégrateur - FXinnovation.	Technologies de l'information	Conseil et soutien aux instances politiques	6 255,66 $
GROUPE INFO CONSULT INC.	1152731	11 OCT. 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	BCO - Service professionnel pour fournir l¿aérotriangulation des photographies aériennes à haute résolution d¿avril 2016 de l¿agglomération de Montréal et de la ville de Laval	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	38 120,96 $
GROUPE QUALINET INC	1153368	04 OCT. 2016	LAPERRIERE, RACHEL	DA-459443. Payement de facture 105-001143 et 105-001142. Travaux effectués au 10874 av de Paris. remplacement de branchement d'égout	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	10 767,52 $
GROUPE TECHNA INC	1154984	12 OCT. 2016	GUILLOTTE, JULIE	Contrat d'entretien (4e année) pour 75 PDA, soumission #mc-130925-SPVM-13-11843-75pda-support, achat-appel d'offres 13-11843 / Série HHP 99EX. Facture INV17046	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	7 874,06 $
GROUPE TRIUM INC.	1156806	20 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de casquettes brodées SIM - Inventaire Cobert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 303,67 $
GROUPE TRIUM INC.	1158599	28 OCT. 2016	GINCE, MARTIN	Vêtements - Commande SO-047890 du 28-10-2016	Diversité sociale et des sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	5 923,92 $
G-TEK	1156634	20 OCT. 2016	LUU, VINH	C 1260 - Construction des bases et de raccordements aux divers endroits sur le territoire de la Ville de Montréal	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 237 327,05 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GUARD-X INC	1152974	03 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de protection incendie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 129,39 $
GUARD-X INC	1154946	12 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de protection incendie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 261,81 $
GUILLEMOT INTERNATIONAL INC.	1154028	06 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 834,66 $
GWENDAL CREURER	1156156	18 OCT. 2016	LACOMBE, PIERRE	Contrat de services professionnels à Gwendal Creurer pour la motion design du spectacle de Mira la petite étoile qui sera présenté au Planétarium Rio Tinto Alcan en 2017	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 800,00 $
GYM PLUS INC.	1154377	18 OCT. 2016	GINCE, MARTIN	Projet : Cage de lanceurs extérieure - Retirer les filets de protection de la cage de lanceurs (javelot, disque, poids) à l'extérieur - Frais de déplacement	Diversité sociale et des sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	2 024,15 $
GYM PLUS INC.	1157476	25 OCT. 2016	LEMAY, JULIE	Cages de lanceurs : Fournir et installer une structure tubulaire avec filet (javelot intérieur, disque et poids)	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	18 412,71 $
H.C. VIDAL LTEE.	1156699	20 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (TNC 92596, EFFECTUER LE REMPLACEMENT DE TOUS LES TUBES DANS LA CHAUDIÈRE VOLCANO À LA CASERNE 8 #3331, H.C. VIDAL LTEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 212,64 $
HEBDRAULIQUE INC.	CAR827011	05 OCT. 2016	MASSE, PAUL	SOUMISSION S99-103983. INVENTAIRE FITTING GARAGE ROSEMONT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 252,11 $
HELENE DOYON, URBANISTE-CONSEIL INC.	1156483	19 OCT. 2016	SAINDON, YVES	BCO - Services professionnels - Ressource d'appoint pour effectuer des recherches, analyser des dossiers et rédiger des avis pour les dossiers soumis au Comité Jacques Viger	Greffe	Greffe	17 637,90 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	1108688	28 OCT. 2016	COTE, RICHARD	REPARATION RETROCAVEUSE	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 665,29 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	1108688	26 OCT. 2016	COTE, RICHARD	REPARATION RETROCAVEUSE	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	225,45 $
HEWITT EQUIPEMENT LTEE	1157753	26 OCT. 2016	LUU, VINH	Bras de levage - soum#20126010	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 203,53 $
HILTI CANADA LTEE	1158319	27 OCT. 2016	LUU, VINH	Outils- soum.#19995659	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 152,01 $
HORS-PISTE S.E.N.C.	1154357	07 OCT. 2016	GOYETTE, STEPHANE	Contrat de services professionnels pour rédiger le bilan écrit du plan d'action 2015-2017 du BVIN. Convention signée le 5 octobre 2016	Direction générale	Gestion de l'information	22 047,37 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1153221	03 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux d'entretien pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	24 747,93 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1153525	04 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de réparation suite infiltration d'eau pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 099,07 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1156531	20 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre opérationnel Nord (3685) - 827-855, boulevard Crémazie est - Travaux sur le toit au 2e étage - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 136,53 $
HOTTE-POISSANT ENTREPRENEURS INC.	1157014	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 160,22 $
HYDRAULIQUES RNP 2016 INC.	CAR827146	07 OCT. 2016	MASSE, PAUL	RÉPARATION DE LA BOÎTE + REMPLACEMENT DES CYLINDRES D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 934,48 $
HYDRAULIQUES RNP 2016 INC.	CAR827163	06 OCT. 2016	CHRETIEN, NORMAND	REPARATION BUSHING PACKER PLATE ET ROULEAU CAMION DÉCHET VOIR FACTURE #57595	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 272,37 $

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
HYDRAULIQUES RNP 2016 INC.	CAR827165	06 OCT. 2016	MASSE, PAUL	REPARATION TEFLON, BUSHING PACKER PLATE ET CYLINDRE HYDRAULIQUE CAMION À DÉCHET VOIR FACTURE #57600	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 822,44 $
HYDRAULIQUES RNP 2016 INC.	DIC825875	21 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR P/O POUR REPARATION (SOUDURE)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 616,76 $
HYDRAULIQUES RNP 2016 INC.	DIC825875	04 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR P/O POUR REPARATION (SOUDURE)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 655,98 $
HYDRAULIQUES RNP 2016 INC.	MAD828774	24 OCT. 2016	MASSE, PAUL	FOURNIR PO HYDRAULIQUE RNP SELON FACTURE 58090 POR REPARATION DE BENNE A DECHET	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 349,79 $
IC FORMATION INC.	1153013	03 OCT. 2016	BEAUREGARD, GENEVIEVE	BCO - Formation d'une journée aux partenaires d'affaires RH de la Direction.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 362,22 $
IMAGE24	1154312	07 OCT. 2016	DEVEAU, DOMINIQUE	BC ouvert pour l'année 2016 - Services d'un centre d'appels pour la gestion des plaintes suite à la réfection d'égouts (ligne info-eau)	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 624,69 $
INDEPENDIENTE COMMUNICATIONS LTD	1153269	04 OCT. 2016	BOLDUC, MATHIEU	Redevances pour impression photos de l'appareil réalité augmentée jusqu'au 4 septembre 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 764,33 $
INDUSTRIE DU PANIER	CAR827777	14 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	FABRICATION DE CORBEILLE EN GALVANISER POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 692,95 $
INDUSTRIELLE ALLIANCE ASSURANCE AUTO ET HABITATION INC._8	rmi00011781300009 00800003	22 OCT. 2016	Système RECLAM	INDUSTRIELLE ALLIANCE ASSURANCE AUTO ET HABITATION INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003319, sur la liste de paiement 1610IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 716,09 $
INDUSTRIES PRECISION PLUS INC.	1153705	05 OCT. 2016	LÊ, SON-THU	Achat et livraison de 60 caissons (ref. DN-4303) - Ref : Chheng Bun	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	44 094,75 $
INFO-EXCAVATION	1155261	13 OCT. 2016	LUU, VINH	Cotisation - Année 2016-2017	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	85 266,88 $
INFRASTRUCTEL INC.	1153578	05 OCT. 2016	LUU, VINH	Surveillance des travaux de la CSEM : mandat 1618	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	198 216,50 $
INGRID VALLUS	1154497	11 OCT. 2016	TREMBLAY, GINA	Services professionnel dans le cadre du 375e	Culture	Autres - activités culturelles	12 000,00 $
INNOVISION + INC	1154169	06 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	Fourniture du soutien complet requis pour la préparation de scénarios de redélimitation des districts électoraux de la Ville de Montréal par arrondissement. Conforme à la facture No. 17501.Bureau des élections.	Greffe	Greffe	8 052,54 $
INOLEC	1157545	25 OCT. 2016	HOOPER, CHANTAL	Réparation de manipulateur de vanne WACHS modèle : POW-R-DRIVE II, selon bon de travail 60701	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	3 171,97 $
INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUEBEC	1155899	17 OCT. 2016	CECILE, DANIELLE	Achat de données relatives à la migration interne par CLSC de l'Île de Montréal pour les périodes de 2011-2012 à 204-2015 (ISQ).	Service de la mise en valeur du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	3 275,19 $
INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VEGETALE DE MONTREAL	1143916	25 OCT. 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Dompte-Venin	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 425,24 $
INSTITUT D'ECHAFAUDAGE DU QUEBEC (I.E.Q.)	1150955	07 OCT. 2016	BOUVRETTE, JEAN	Montage et démontage d'une échafaudage pour le passage au pavillon des lotus et la cour des Penjings au Jardin botanique. (Soumission #0116-105200-003)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 839,97 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
INSTITUT DES COMMUNICATIONS GRAPHIQUES ET DE L'IMPRIMABILITE	1155519	14 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Formation de 4 jours Sylvie Larouche, Karine St-Cyr et Simon Boisjoli - Création de publicités animées Hype	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 834,67 $
INTACT ASSURANCE 217	rmi00011878600009 62460004	22 OCT. 2016	Système RECLAM	INTACT ASSURANCE\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003867, sur la liste de paiement 1610IC005 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	17 388,63 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1153202	03 OCT. 2016	GAGNIER, PHILIPPE	avocat dossier 16-000328	Affaires juridiques	Affaires civiles	33 856,05 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1155036	12 OCT. 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-000328	Dépenses communes	Autres - Administration générale	14 146,41 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1157816	26 OCT. 2016	BIRON, PAULE	avocats dossier 16-000328	Dépenses communes	Autres - Administration générale	15 947,34 $
ISABELLE BURGUN	1158448	28 OCT. 2016	ALLARD, PATRICE	Octroi du service de rédaction de Isabelle Burgun .	Diversité sociale et des sports	Développement social	5 000,00 $
J.A. LARUE INC	CAR828351	24 OCT. 2016	MASSE, PAUL	STOCK SOUFFLEUSE LARUE, INVENTAIRE ROSEMONT ,LA PETITE PATRIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 879,49 $
JASON BOXER	1158546	28 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Gestion, organisation et coordination des collaborateurs et consultants locaux et internationaux	Culture	Autres - activités culturelles	6 249,99 $
JEAN DECARY	1155547	14 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Note d'allocution : Denis Coderre et Chantal Rouleau - Sommet Aqua Hacking	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 650,93 $
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	DIC827305	18 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE MOTEUR HYDRAULIQUE POUR COURROIE DE TABLE DE COUPE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 646,41 $
JEAN LAROSE STENO INC.	1156400	19 OCT. 2016	GAGNON, JEAN-YAN	Facture - GRIEFS SYNDICATS 02-16-2014 À 55-16-2014 - PLAIGNANTS CLAUDE LABRECQUE ET AL	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 017,96 $
JEAN-FRANCOIS ROCHEFORT INC.	1154270	07 OCT. 2016	LE NAY, ALBANE	Fabrication d'un beanbag pour les installations du Planétarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 002,56 $
JEAN-MICHEL TUCHSCHERER	1155029	12 OCT. 2016	BIRON, PAULE	jugement dossier 2165210016	Dépenses communes	Autres - Administration générale	16 623,26 $
JEFFREY ADAMS	1158544	28 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Planification et organisation de la Fondation ArtsGames 05-09-2016 au 16-09-2016	Culture	Autres - activités culturelles	4 724,44 $
JMG CONSTRUCTION INC.	1155849	17 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	D:1155384003/ Bon de commande ouvert / Travaux réfection de pavage - projet :rue Isaac/ Soumission A 00776 du 29 sept 2016/ TP-Aqueduc-Jonathan Labonté	Ville-Marie	Réseaux d'égout	14 509,41 $
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	DIC824875	07 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	pièces pour vide puisard	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	21 784,36 $
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	DIC827574	14 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	PIECES POUR VACTOR VIDE PUISARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 082,71 $
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	DIC828573	20 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	PIECE POUR VACTOR VIDE PUISARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 574,45 $
JOHANE FAVREAU	1121424	06 OCT. 2016	LAPOINTE, JOSEE	Contrat de service prof - Conseiller en recrutement et évaluation des compétences - de mars à décembre 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	16 156,25 $
JOSHUA WOLFE	1153218	03 OCT. 2016	LAVERDIERE, SUZANNE	Projet de Politique culturelle 2017-2022 - Traduction	Culture	Autres - activités culturelles	14 698,25 $
JULIE GREENIA	1157926	26 OCT. 2016	CLOUTIER, SYLVIE	BCO - Services professionnels - Analyse des candidatures reçues - Campagne de recrutement 2016 - Service des TI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	12 250,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
K & M TOYS CANADA INC	si448198	27 OCT. 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 230,51 $
KENWORTH MONTREAL	ROS826958	05 OCT. 2016	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,89 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1154806	12 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR - Produits chimique pour l'Aréna Rodrigue-Gilbert (0763) - Plourde, Dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 529,81 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1155641	14 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	V.C.R. (AMÉNAG. 1624670002, ANALYSE TOUR D'EAU À L'ARÉNA ROLLAND #3211, KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 537,02 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1155650	14 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	V.C.R. TNC 92595 (ANALYSE TOUR D'EAU À L'ARÉNA HOWIE-MORENZ #0064, KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 133,87 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1155658	14 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	V.C.R. TNC 92595(ANALYSE TOUR D'EAU À L'ARÉNA MICHEL-NORMANDIN #0608, KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 133,87 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1155663	14 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	V.C.R. TNC 92595 (ANALYSE TOUR D'EAU À L'ARÉNA CLÉMENT-JETÉ #0480, KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 133,87 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1155668	14 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	V.C.R. (AMÉNAG. 1624670001, ANALYSE TOUR D'EAU À L'ARÉNA GARON #3089, KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 537,02 $
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1155669	14 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	V.C.R. (ANALYSE TOUR D'EAU À L'ARÉNA AHUNTSIC #0315, KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 071,93 $
KONE INC	1153744	05 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Contrat d'entretien de transport vertical pour la période du 01-07-16 au 30-06-17 pour le Centre de soccer de la Ville de Montréal	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 338,60 $
KONICA MINOLTA PLANETARIUM CO. LTD.	1153163	03 OCT. 2016	LACOMBE, PIERRE	Entretien annuel du projecteur optomécanique Konica Minolta du Planétarium RTA (2016)	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	26 234,00 $
KOPPERT CANADA LIMITED	1092780	19 OCT. 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Prédateurs	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 500,00 $
KRUGER INC	1156202	18 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	Acquisition d'isoloirs et d'urnes de scrutin selon la soumission du 11 octobre 2016	Greffe	Greffe	15 940,25 $
KRUGER INC	1156202	24 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	Acquisition d'isoloirs et d'urnes de scrutin selon la soumission du 11 octobre 2016	Greffe	Greffe	367,46 $
L.M.L. PAYSAGISTE & FRERES INC	1154778	12 OCT. 2016	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Achat de sacs ancrage KWIK Fill pour le Stade de Soccer de Montréal - Selon soumission 8404632	Diversité sociale et des sports	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	3 853,04 $
LA CIE DE PAVAGE BROADWAY LTEE	1146581	12 OCT. 2016	DUSSAULT, MARC	Pavage sur béton - Hochelaga et Désormeaux.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	7 968,55 $
LA CIE J. CHEVRIER INSTRUMENTS INC	1156911	21 OCT. 2016	LOISELLE, ERIC	Achat - Appareil scientifique - Division prévention	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 043,47 $
LA PERSONNELLE ASSURANCES 20	rmi00011963200009 69890003	08 OCT. 2016	Système RECLAM	LA PERSONNELLE ASSURANCES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004318 sur la liste de paiement 1610IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 812,25 $
LABRADOR LAURENTIENNE	1117557	13 OCT. 2016	DUSSAULT, MARC	Achat d'eau potable pour les mesures d'urgence. Commande pour toute l'année 2016	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $
LAFLEUR & FILS INC.	1154170	06 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Travaux demandés pou réparation de portes de garages sur divers bâtiments - c/m Éric Desrochers	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 114,19 $
LAFLEUR & FILS INC.	1156516	19 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	PORTE DE GARAGE - Achat d'un panneau de porte de garage - Eric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 294,00 $
LAFLEUR & FILS INC.	1156817	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de réparations de portes de garage dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 511,97 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LAFLEUR & FILS INC.	1158505	28 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Porte et Vitre - Remplacement moteur porte garage Cour municipale demandé par Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 042,00 $
LANGEVIN & FOREST LTEE	CAR829048	26 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	IPE POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 333,38 $
LANGEVIN ET TURCOTTE	1154149	06 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	Achat - Conception et réalisation graphique de la Charte montréalaise des droits et responsabilités expliquée aux jeunes. Chantier sur la démocratie.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	18 897,75 $
L'ATELIER DE L'AUTO ST-CLEMENT INC. - VITRO PLUS	1154137	06 OCT. 2016	SAVAGE, CLAUDE	ACHAT DE TAPIS WEATERTECH POUR LES VERSAN NOTE 4 DOOR HATCHBACK DES ADS	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 175,34 $
L'AUTRE ATELIER	1154679	11 OCT. 2016	SIMINARO, LISA	Comptoirs pour la bibliothèque Salaberry	Ahuntsic - Cartierville	Bibliothèques	15 737,63 $
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	CAR827722	13 OCT. 2016	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION DU SYSTÈME D'ALIMENTATION D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 085,69 $
LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE	CAR829390	28 OCT. 2016	MASSE, PAUL	REMPLACEMENT DES CATALYSEURS + SENSORS D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 460,35 $
LE DEVOIR INC.	1155748	17 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Paiement de factures pour les avis publics publiés dans le quotidien Le Devoir le 20, 21, 22, 23, 30 septembre et 3 octobre 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 648,32 $
LE DEVOIR INC.	1155750	17 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Paiement de factures du mois de septembre 2016 pour l'appel d'offres publiés dans le quotidien Le Devoir	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 086,64 $
LE GROUPE AGRITEX INC.	CAR827066	05 OCT. 2016	MASSE, PAUL	REMPLACEMENT DE LA POMPE HYDRAUSTATIQUE D'UN TRACTEUR CHARGEUR DES PARCS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 315,82 $
LE GROUPE GENINOV INC	1157903	26 OCT. 2016	LUU, VINH	Travaux d'ingénierie pour la CSEM	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	173 256,65 $
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	1153196	03 OCT. 2016	GIRARD, NORMAND	Service de surveillance de chantier amiante et moisissure dans le cadre des travaux d'étanchéisation du Centre Calixa-Lavallée - Incidence 14246	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	7 811,07 $
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	1155342	13 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Services de surveillance de chantier (amiante et moisissure) et ce, dans le cadre du projet de travaux de rénovation générale et toilettes du Chalet du Parc de Maisonneuve - Incidence 14268	Gestion et planification immobilière	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	12 346,53 $
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	1157011	21 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Préparation du devis pour les travaux de décontamination dans le cadre des travaux de mise aux normes du Chalet du Parc La Fontaine - Incidence 14228	Gestion et planification immobilière	Planification et gestion des parcs et espaces verts	8 399,00 $
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN INC.	1157018	21 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Production d'un devis sur les procédures d'enlèvement de moisissure et de plomb au grenier dans le cadre des travaux d'étanchéisation au Centre Calixa-Lavallée - Incidence 14139	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	5 039,40 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR827933	15 OCT. 2016	MASSE, PAUL	REMPLACEMENT DU REFROIDISSEUR D'HUILE À TRANSMISSION D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 884,63 $
LE GROUPE GUY INC.	CAR828215	18 OCT. 2016	MASSE, PAUL	REPARATION SUITE A L'INSPECTION CAMION FREIGHTLINER SELON COMMANDE APPROUVÉ PAR M BENOIT ALLARD VOIR FACTURE #BL49324	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 218,16 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	11 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	41,32 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	14 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	1 535,30 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	18 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	274,91 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	11 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	214,17 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	12 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	1 698,28 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	18 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	49,87 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	11 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	236,95 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	14 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	766,62 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	12 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	91,66 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	12 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	613,29 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	14 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	80,63 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	12 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	195,91 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1154480	11 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillages et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 049,87 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1157590	25 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 155,38 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1157590	25 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Construction	1 144,95 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1158274	27 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Construction	511,00 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1158274	27 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 912,47 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1158351	27 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage et quincaillerie divers - Inventaire colbert	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	70,89 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1158351	27 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage et quincaillerie divers - Inventaire colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	171,34 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1158351	27 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage et quincaillerie divers - Inventaire colbert	Approvisionnement	Construction	1 635,87 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1158351	27 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage et quincaillerie divers - Inventaire colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	848,72 $
LE GROUPE J.S.V. INC	1158351	27 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage et quincaillerie divers - Inventaire colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 596,43 $
LE GROUPE MASTER INC	1154800	12 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR - TNC # 92595 - réfrigérant pour le Centre Roussin (0868) - Plourde, Dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 143,24 $
LE GROUPE QUADRISCAN	1153028	03 OCT. 2016	GUERIN, SERGE	Quadriscan, impression brochures, Service - Impression.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 295,75 $
LE JARDIN PISCICOLE	1097373	28 OCT. 2016	GAGNE, ANNIE	BCO 2016 / Achat d'insectes aquatiques	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 200,00 $
LE WESTIN MONTREAL	1155514	14 OCT. 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Facture - hébergement des délégations étrangères invitées par la Ville de Montréal au GSEE 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	11 385,25 $
LEDUC ELECTRIQUE LTEE	1146505	05 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	vcr, bat 560 arena etienne desmarteau, req: 71-258442, 2 moteur neuf, plourde dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 007,14 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC	1151649	11 OCT. 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - AVIS AUX EMPLOYÉS - BON DE RÉPARATION	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 727,05 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1154880	12 OCT. 2016	BRISSON, GUYLAINE	Impression - IMP-002267-17073 - Billet d'autorisation-Déversement de la neige (27modèles) 16.60.626-0 ..... 16.60.653-0 - Devis 14236 - Proposition 2755 - Format 4.250 x 5.500 - Recto - 2 copies	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 419,96 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC	1154930	20 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Impression de différents documents - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 884,53 $
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC	1154930	26 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Impression de différents documents - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	734,91 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC	1158087	26 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Impression de nouveaux livrets de vérification avant départ - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	9 291,39 $
LES CAMIONS INDUSTRIELS YALE MONTREAL LTEE	1145954	27 OCT. 2016	SAINT-VIL, PHILIPPE	Fourniture de voiturette électrique à plate-forme de marque et modèle Taylor-Dunn, Bigfoot48V tel que décrit à l¿article 1 de l¿appel d¿offres 16-15472 (incluant le droit spécifique sur les pneus). CLIENT INTERNE : Claude	Materiel roulant et ateliers	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	35 191,81 $
LES ACCESSOIRES HUNTER BRAND INC.	1157113	21 OCT. 2016	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Achat d'accessoires de chien. Soumission 100518	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	2 614,18 $
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	1154344	07 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	MENUISERIE (ACHAT D EPENTURES, MORTAISES, BUTOIRS ET AUTRES POUR L'ATELIER #4397, LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 339,64 $
LES AGENCES BRUNET-GOULARD INC.	1158258	27 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Menuiserie - Coupe froid pour Aréna Bill-Durnan bâtiment #9997 - demandé par Pierre Desjarlais C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 139,12 $
LES CEINTURES MEGA INC	1157957	26 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 778,49 $
LES CHAPITEAUX CLASSIC INC	1154976	12 OCT. 2016	BOLDUC, JOSEE	Location tente blanche 20 x 40	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 915,00 $
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	1154643	11 OCT. 2016	ZIELINSKA, ALINA	V.C.R. - Réparation Chillgard travaux effectués par Michael DuMays-demandé par Patrick Plourde C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 943,12 $
LES DISTRIBUTIONS PIERRE LAROCHELLE INC.	1150927	06 OCT. 2016	LAVERDIERE, SUZANNE	Étagère pour la bibliothèque du Plateau Mont-Royal (cultures)	Culture	Bibliothèques	1 940,17 $
LES DISTRIBUTIONS PIERRE LAROCHELLE INC.	1150927	14 OCT. 2016	LAVERDIERE, SUZANNE	Étagère pour la bibliothèque du Plateau Mont-Royal (cultures)	Culture	Bibliothèques	104,99 $
LES EMBALLAGES CARROUSEL INC	1156797	20 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Environnement et nature	6 271,53 $
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1154680	11 OCT. 2016	FRENETTE, MICHEL	CARRIÈRE ST-MICHEL - Travaux de réparation de chaussée	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	13 543,39 $
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1158082	26 OCT. 2016	MEUNIER, MICHEL	SLD-BCO-DTP-VOIRIE 2016 LOCATION NIVELEUSE & ROULEAU COMAPCTEUR - DÉPÔT À NEIGE	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	10 971,20 $
LES ENTREPRISES CLOUTIER & GAGNON (1988) LTEE	1156311	19 OCT. 2016	DEROME, JOHANNE	Fourniture et installation des arrêts de neige à la toiture du Stade de soccer de Montréal - Incidence 14113	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	19 396,51 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1152433	05 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	vcr, bat 196 arena st-michel, req 77-300858, manchon d'acc.plourde dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 042,25 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1154812	12 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	VCR - Travaux facturables #1624670001 - Appel de service pour balancer ventilateur de tour d'eau à l'Aréna Garon (3089) - Plourde, Dominic	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 042,51 $
LES ENTREPRISES J.L.P. MORIN INC.	1156208	18 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	Rédaction de l'avis public "projet de règlement sur les districts électoraux" en prévision de l'élection générale en 2017. Conforme à la facture No. 14515.	Greffe	Greffe	2 362,22 $
LES ENTREPRISES RESO M.L.A INC.	1158309	27 OCT. 2016	LUU, VINH	Fichoirs "Condux" Cobra	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	11 415,88 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES ENTREPRISES SIMAC (2007) INC	1156549	20 OCT. 2016	VASSART, CLAIRE	DA-461857.Payement de facture#2127; Réparation drain d'égout	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	8 534,00 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1153772	05 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre St-Zotique (0747) - 75, rue du Square-Sir-George-Étienne-Cartier - Remplacement de carreaux acoustiques (plafond du gymnase du sous-sol) - 3 soumissions demandées, 1 seule reçue	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 798,50 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1153772	28 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Centre St-Zotique (0747) - 75, rue du Square-Sir-George-Étienne-Cartier - Remplacement de carreaux acoustiques (plafond du gymnase du sous-sol) - 3 soumissions demandées, 1 seule reçue	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	333,46 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1155538	14 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission UC683-REV1 - Édifice Albert-Dumouchel (0978) - 10300, rue Lajeunesse - Rénovation de la section hall - Maison de la culture - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 522,90 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1156721	20 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Édifice Albert-Dumouchel (0978) - 10300, rue Lajeunesse - Maison de la culture - A-Travaux section bureau - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 662,52 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1157020	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 215,24 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1158353	27 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission UC685 A et B - Centre opérationnel Nord (3685) - 827-855, Crémazie - Divers travaux - 2 soumissions demandées, une seule reçue	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 291,36 $
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1158451	28 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission UC694 - Édifice Albert-Dumouchel (0978) - Maison de la culture - B-Travaux section loge - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 665,68 $
LES EQUIPEMENTS D'ARPENTAGE CANSEL INC	1157356	24 OCT. 2016	ST-ONGE, JEAN	Formation privé sur le traitement des données de balayage du nuage et exportation en format Autodesk et Location de scanner 3D pour une semaine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 044,64 $
LES EQUIPEMENTS MARSHALL LTEE	1156331	19 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIRO INVENTAIRE BOYAU HYDRAULIQUE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 223,17 $
LES EXCAVATIONS DDC	1153375	04 OCT. 2016	BERTHELOT, ROGER	Location de pépine	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	2 278,23 $
LES EXCAVATIONS SUPER INC	1156073	18 OCT. 2016	GINCE, MARTIN	Réparation d'une conduite d'aqueduc 200MM - Temps et matériaux - Travaux effectués le 31/05/2016 et 01/06/2016	Diversité sociale et des sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	12 085,61 $
LES IMPRESSIONS PLASTIMAX	1153121	03 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Carte plastique vierge CAM. Pour livraison se référer au devis 14217.	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	4 445,70 $
LES IMPRIMES ADMINISTRATIFS CONTINUUM LTEE	1155463	14 OCT. 2016	HEBERT, ISABELLE	Enveloppe réponse Anglaise, enveloppe fenêtre Port payé, comptes de taxes 16.52.181-9 - insertion et expédition etc.	Finances	Administration, finances et approvisionnement	40 788,16 $
LES INDUSTRIES IVERCO INC	1155652	14 OCT. 2016	LEMAY, JULIE	Abri monopente 10'6" largeur 19' longueur 9' porte acier galvanizé oval	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 366,62 $
LES INDUSTRIES PAMILIO INC	1037932	25 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	TRICOT,POMPIER	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	7 435,74 $
LES INDUSTRIES WIPECO INC	1155489	20 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $
LES INDUSTRIES WIPECO INC	1155489	14 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	1 979,22 $
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1154251	07 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - Outils pour plomberie - demandé par Azize Kamil C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 363,26 $
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1127578	12 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Poste de Quartier 13 (3172) - 8745, boul. La Salle - Réinstallation de butoirs existants (18) et réfection d'un puisard défoncé à l'arrière du poste - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 834,27 $
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1153166	03 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Administration - Contrat de déneigement pour la saison hivernale 2016-2017 (3 soumissions) Les Pavages Dancar (2009) inc. retenu- Thiffault, Yvan	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 175,91 $

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1154162	06 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Bibliothèque Marc-Favreau (0240) - 500, boul. Rosemont - Contrat de déneigement débutant le 1er octobre 2016 et se terminant le 30 avril 2017 (payable en 6 versements - portion 2016 : 2 versements) - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 820,69 $
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1156848	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de réparation de pavage à la Caserne 65	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 002,64 $
LES PEPINIERES SHERIDAN LTEE	1154996	12 OCT. 2016	GAUDET, MARTIN	Achat de baliveaux pour la pépinière	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 178,18 $
LES PIECES D'EQUIPEMENT BERGOR INC.	1154615	11 OCT. 2016	AMOUSSOU, EULOGE	LAC - Buses et pièces	Lachine	Réseaux d'égout	3 722,15 $
LES PIECES D'EQUIPEMENT BERGOR INC.	1156837	21 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	3 025,80 $
LES PIECES D'EQUIPEMENT BERGOR INC.	CAR826694	03 OCT. 2016	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCES POUR RÉPARER ÉCUREUR D'ÉGOÛTS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 415,18 $
LES PIECES D'EQUIPEMENT BERGOR INC.	CAR827952	17 OCT. 2016	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCES POUR RÉPARER ÉCUREUR D'ÉGOÛTS DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 188,98 $
LES PLASTIQUES BALCAN LIMITEE	1155600	14 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de rouleaux de sacs à matelas - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Ameublement	2 959,34 $
LES PRODUITS CHIMIQUES DESCO INC.	1157156	21 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. SLD INVENTAIRE NETTOYANT DÉGRAISSEUR	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 027,41 $
LES PRODUITS NORTH HATLEY INC.	35016	17 OCT. 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 061,45 $
LES RESSORTS LASALLE INC	MAD827379	12 OCT. 2016	ITIM, SAÏD	ENVOYER ET FAIRE PO POUR RÉPARER LAME AVANT GAUCHE CASSÉE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 261,96 $
LES SERVICES D'ARBITRAGE BERTHIER INC.	1158291	27 OCT. 2016	GAGNON, JEAN-YAN	Facture - Grief : CONTESTANT LA POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE DE MTL	Ressources humaines	Gestion du personnel	6 036,78 $
LES SURFACES SECURITAIRES CARPELL INC.	1155203	13 OCT. 2016	SIMINARO, LISA	Nettoyage surface caoutchouc - jeux d'eau - parc Sault-au-Récollet	Ahuntsic - Cartierville	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	5 774,31 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7151361	11 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 173,30 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7151362	11 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 874,40 $
LIBRAIRIE RAFFIN INC.	7151363	11 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 560,35 $
LIBRAIRIE BERTRAND	126538	07 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 379,76 $
LIBRAIRIE BERTRAND	126539	07 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 447,94 $
LIBRAIRIE BERTRAND	126540	07 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 241,21 $
LIBRAIRIE BERTRAND	126845	12 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 351,52 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16547	20 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 287,55 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16572	18 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 195,25 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16573	18 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 456,60 $
LIBRAIRIE CARREFOUR BD INC.	16574	18 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 231,30 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw20802075	21 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 026,60 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cwq20800495	21 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 404,50 $
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cwq20804723	25 OCT. 2016	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 724,75 $
L'ILLUSION THEATRE DE MARIONNETTES	1154416	07 OCT. 2016	MOREAU, DANIEL	Facture 1- Septembre 2016 Médiation culturelle en partenariat avec l'arrondissement Rosemont- La Petite-Patrie Incluant le développement du projet, la réalisation des activités et la coordination	Rosemont- La Petite-Patrie	Autres - activités culturelles	8 000,02 $
LIMOUSINE BRUNELLE	1156272	19 OCT. 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Facture - Location de limousine - Transport des délégations lors du GSEF 2016 de l'aéroport vers les hôtels	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 731,32 $
LINDE CANADA LIMITEE	1153187	03 OCT. 2016	HUARD, FRANCOIS	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	10 507,15 $
LINDE CANADA LIMITEE	1154027	06 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 667,44 $
LINDE CANADA LIMITEE	1154755	12 OCT. 2016	HUARD, FRANCOIS	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	9 292,65 $
LINDE CANADA LIMITEE	1156804	20 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 915,29 $
LINDE CANADA LIMITEE	1158281	27 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 231,51 $
LINKEDIN IRELAND LIMITED	1153995	06 OCT. 2016	PERRAS, SYLVAIN	BCO - Service de placement média d'offres d'emplois de Linkedin - processus de recrutement en TI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 160,00 $
L'INSTITUT CANADIEN	1155398	13 OCT. 2016	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Paiement formation - 27ième super conférence sur la construction. Isabelle Bureau. Facture # 314702	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 409,46 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1146506	05 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	électricité, location nacelle, atelier de pompiers bat 0246, tremblay eric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 124,68 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1156442	19 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Menuiserie - Location de Nacelle articulée 80" pour une semaine - pour Hôtel de Ville - demandé par Pierre Desjarlais, C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 917,53 $
LOCATION LORDBEC INC	1153074	03 OCT. 2016	JOBIN, MICHEL	Réparation d'égoût au 2225 Boul Crémazie E	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	15 590,64 $
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1156892	21 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	Bon de commande ouvert pour Location - Fourgon pour équipement inspection de borne-fontaine et formation de nouveau ouvriers/Gilles Denis	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 199,50 $
LOCATION SAUVAGEAU INC	1158225	27 OCT. 2016	PIROG, MACIEJ	BC ouvert 2016 pour la location d'un véhicule (174-46163) Ford Transit Connect 2009 pour six (6) mois	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $
LOEWS HOTEL VOGUE	1155592	14 OCT. 2016	GUERIN, SERGE	Hébergement des conférenciers de la conférence Wear it Smart les 19 et 20 octobre 2016	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	4 014,13 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LONGUS EQUIPEMENT INC.	ROS828062	17 OCT. 2016	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECES TRACTEUR CHARGEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 384,14 $
LOUE FROID INC.	1153502	04 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Location d'une unité de climatisation temporaire au PDQ 45	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 541,75 $
LOUE FROID INC.	1157129	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Location d'une unité de climatisation temporaire pour le PDQ 45	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 541,75 $
LUMIGROUP	24128801	19 OCT. 2016	BOLDUC, JOSEE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 767,62 $
L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES_13	rmi00012007600009 17410003	22 OCT. 2016	Système RECLAM	L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-004554, sur la liste de paiement 1610IC006 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 243,07 $
M.A.G. INTEGRATION	1134976	17 OCT. 2016	LY, CHAN-HOA	Programmation d'un outil de gestion contractuelle à partir de l'application MAGIC selon la soumission 180	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	3 149,62 $
M.D. MULTIDECORS	1156104	18 OCT. 2016	HALLE, ANDREE	Végétaux pour décors de Noël.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 150,00 $
MACHINE DESIGN APPLIQUE	1153896	06 OCT. 2016	HOULE, STEPHANIE	LAC - Réalisation d'une maquette pour la sensibilisation des citoyens à l'architecture et au design / Bibliothèque Saint-Pierre / dans le cadre d'un programme financé par le Bureau du design	Lachine	Bibliothèques	4 999,98 $
MAGNETO-LAVAL INC.	MAD829315	28 OCT. 2016	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO MAGNETO LAVAL SELON FACTURE EN ANNEXE POUR INSPECTION ET REPARATION SELON NORME CSA Z150	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 677,44 $
MANOREX INC.	1153538	04 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	D:1155384003/ Paiement de la facture de Manorex # 194 du 30 sept 2016, pour travaux de reconstruction de puisard	Ville-Marie	Réseaux d'égout	4 094,51 $
MANUBOIS INC.	1156372	19 OCT. 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Achat - Coffret en érable avec logo Ville de Montréal, pour les médailles de l'Ordre de Montréal - Direction générale	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	12 283,54 $
MANUTENTION QUEBEC INC.	1154805	12 OCT. 2016	SAVAGE, CLAUDE	Chariot élévateur électrique de marque et de modèle Hyundai 30BH-9 (2016). Appel d¿offres 16-15578. CLIENT INTERNE : SMRA ¿ ATELIER POINCARÉ.	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	30 601,49 $
MARC LABELLE	1153372	04 OCT. 2016	LAVERDIERE, SUZANNE	Demande de service de rédaction et révision de la Politique culturelle du 28 juin au 1er septembre 2016	Culture	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	4 493,46 $
MARCEL GUILBERT	1156402	19 OCT. 2016	GAGNON, JEAN-YAN	Facture - GRIEF : V-EV-2010-0068 - CONTRÔLEUR(EUSE) DES INSTALLATIONS ET VIGIE ENVIRONNEMENTALE	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 308,67 $
MARIE-SYLVIE LEFEBVRE	1158555	28 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Service de consultant en stratégie de contenu télévision et distribution internationale - 102	Culture	Autres - activités culturelles	4 000,00 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1154898	12 OCT. 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP STL - ANCRAGES, POTEAUX, PANNEAUX	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 788,90 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1155107	13 OCT. 2016	BRISEBOIS, LUC	Pour inventaire	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 136,50 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1155107	13 OCT. 2016	BRISEBOIS, LUC	Pour inventaire	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	41,99 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1156985	21 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	18 616,91 $
MARTECH SIGNALISATION INC.	1156985	25 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	183,73 $
MATERIAUX DE RENOVATION MORIVAL INC	1152540	12 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Peinture - Allèges pour l'Aréna Jean Rougeau (0455) - PEP 7000 - Cyr, Normand	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 283,70 $
MCCANN EQUIPMENT LTD	1156650	20 OCT. 2016	BOISVERT, CHANTAL	ACHAT DE SCIE À CHAINE POUR TUYAU D'AQUEDUC	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	6 415,78 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MCM DISTRIBUTION	1158373	27 OCT. 2016	LUU, VINH	Numérotation avec rapport d'inspection	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 042,39 $
ME JULIE DURANCEAU, AVOCATE ET MEDIATRICE	1155705	17 OCT. 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Processus de cueuillette d'information - SGPI - Facture no 1 - Dossier 16-021	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 855,89 $
MECANO ALCA INC	CAR827483	12 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	Achat cylindre hyd. extension flotte 296-11	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 401,43 $
MECANO ALCA INC	CAR828803	24 OCT. 2016	MASSE, PAUL	REPARATION TELECOMMANDE BRAS BIONIQUE FLOTTE 296-07	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 156,49 $
MEDIAQMI INC.	1153623	05 OCT. 2016	GUERIN, SERGE	Placement publicitaire pour faire la promotion des pop-up boutiques au Festival mode et design	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	5 249,37 $
MEDIAS O'DANDY INC.	1157362	24 OCT. 2016	LAPOINTE, JOSEE	Facture - Formation défi 100 jours L'effet A pour la période du 9 septembre au 16 décembre 2016 : Isabelle Schanck et Simonetha Barth	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 199,50 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	1099835	12 OCT. 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	BO 2016 : Placement média d'appel d'offres pour le SGPI (ex-DSTI)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	20 997,50 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	1153015	03 OCT. 2016	DRAPEAU, MATHIEU	6871 - MF Charlebois - 6895 - Guy Roy - 6925 Guy Roy ---Service - Placement média d'appel d'offres	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 099,75 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	1153129	03 OCT. 2016	CECILE, DANIELLE	Placement média pour l'événement Découverte de quartiers qui aura lieu le 15 octobre 2016 (Transcontinental) selon la commande du 1er septembre 2016.	Service de la mise en valeur du territoire	Autres biens - Rénovation urbaine	4 716,56 $
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	1154066	06 OCT. 2016	PELLERIN, GUY	Parutions Courrier Ahuntsic et courrier Bordeaux-Cartierville - Parcours Gouin Soirée -	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 145,94 $
MELISSA & DOUG LLC	7703998	12 OCT. 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 924,47 $
METAL POLE-LITE INC.	1153341	04 OCT. 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - POTENCES	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	7 265,13 $
METRO COM CANADA	1153252	04 OCT. 2016	LEMAY, JULIE	Radios portatives Motorola avec antenne, batterie lithium, clip de ceinture et chargeur simple - Batteries supplémentaires - Chargeurs multiples	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	9 910,81 $
MICHEL DESJARDINS.	1114741	21 OCT. 2016	LAPOINTE, JOSEE	Contrat à M Michel Desjardins, conseiller en développement coach, pour animer un groupe de codéveloppement prof. équipe Développement organisationnel - Direction dotation, talents et développement	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 252,00 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1153481	04 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	5 104,66 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1155343	13 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT REGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	4 519,59 $
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	ROS828965	28 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	4 PNEUS MICHELIN XDN 2 GRIP 315/80R22.5 CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 825,85 $
MILLIKEN MEAT PRODUCTS INC.	0835	26 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	BC 208568 / Feline diet	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 245,25 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MINISTERE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE/GEOBOUTIQUE	1157220	24 OCT. 2016	OSTIGUY, MONYA	Abonnement annuel de 26 utilisateurs de la division géomatique à GEODEQ III	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 010,95 $
MINISTERE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE/GEOBOUTIQUE	1157220	25 OCT. 2016	OSTIGUY, MONYA	Abonnement annuel de 26 utilisateurs de la division géomatique à GEODEQ III	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	154,69 $
MINISTRE DES FINANCES	1153428	04 OCT. 2016	GIRARD, NORMAND	Autorisation environnementale en vertu de la loi sur l'environnement (article 65) dans le cadre du projet du Centre de services animaliers de Montréal - Incidence 13782	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	3 274,00 $
MISSIONS EXEKO	1158308	27 OCT. 2016	TREMBLAY, GINA	Services professionnels - Forum campus Outremont	Culture	Autres - activités culturelles	2 500,00 $
MODE AVANT-PREMIERE	116393100313102016	17 OCT. 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 1163931003 - Soutien financier pour l'organisation et la promotion de la 6e édition de Fashion Preview du 24 au 26 octobre 2016	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	20 000,00 $
MODES SLY & CO	1113071	04 OCT. 2016	HUARD, FRANCOIS	SAC DE TRANSPORT SIM,SECURITE INCENDIE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	26 959,22 $
MONTREAL ALUMINUM SOLUTIONS	ROS823573	26 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	ANODISATION DE BANDES DE CORBEILLE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 873,51 $
MORNEAU SHEPELL LTD	1097889	17 OCT. 2016	PAQUETTE, CAROLE	ajout d'heures pour le programme d'aide aux employés 2016	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	3 800,00 $
MORNEAU SHEPELL LTD	1098788	21 OCT. 2016	BOULVA, FREDERIC	Programme d'aide aux employés pour 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	20 000,00 $
MORNEAU SHEPELL LTD.	1106420	21 OCT. 2016	LOISELLE, ERIC	Services professionnels pour le Programme d'aide aux employés (Année 2016) - (Morneau Shepell - Commission des services électriques (12))	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 500,00 $
NABCO CANADA INC.	173313	19 OCT. 2016	GAGNE, ANNIE	BC208264 - Fournir et installer une porte pour toilette de la Fudjie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 778,00 $
NABCO CANADA INC.	173314	19 OCT. 2016	GAGNE, ANNIE	BC208264 - Fournir et installer une porte pour toilette de la Fudjie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 778,00 $
NAV CANADA	1158232	27 OCT. 2016	BRISSON, GUYLAINE	Transmission des mesures de quantités de neige enregistré à l'aéroport de Dorval. 1er nov 2016 au 30 avr 2017(No de contrat de Nav Canada : 2016-05-KU) - Facture MR025058	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 608,29 $
NCK INC.	4363	05 OCT. 2016	GAGNE, ANNIE	Services rendus concernant la localisation de services souterrains du 22 février et du 25 avril 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 250,00 $
NEARLY FAMOUS ENTERPRISES INC	0078281in	03 OCT. 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 966,00 $
NEDCO	1146027	18 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Électricité - Lampes pour PEP 4400-1-1 pour le complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 369,66 $
NEDCO	1146027	06 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Électricité - Lampes pour PEP 4400-1-1 pour le complexe sportif Claude-Robillard (0095) - Tremblay, Éric	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	214,80 $
NEDCO	1156750	20 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ,BAT 9996 ATELIER, TNC 92597, REMP.COMPOSANTE, TREMBLAY ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 986,91 $
NEDCO	1156945	21 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Lumières DEL pour la glace du Centre Gadbois - Éric Desrochers c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	26 677,32 $
NEDCO	1158035	26 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Tubes, néons pour inventaire - demandé par Sébastien Paradis, Éric Desrochers C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 826,79 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
NEOLECT INC.	1158265	27 OCT. 2016	DEMEILLEZ, SYLVIE	IN 330102 - Travaux d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques. Divers arrondissements. Dem: Anne-Marie Perrault - AO public (5 soumissionnaires) Avant-projet	Infrastructures, voirie et transports	Autres - Amén., urb. et développement	80 680,37 $
NEOPOS MONTREAL INC.	1157621	25 OCT. 2016	GRENIER, RICHARD	Achat - Équipements pour implantation d'une solution informatique à Espace pour la vie (Serveurs, imprimantes, logiciels et main d'oeuvre)	Technologies de l'information	Gestion de l'information	21 831,37 $
NEPTUNE TECHNOLOGY GROUP CANADA LIMITED	1157326	24 OCT. 2016	RICHER, DYANE	SLT-TP AQUEDUC - Maintenance Neptune N- SIGHT software	Saint-Laurent	Réseaux d'égout	2 099,75 $
NETTOYAGE ET DECONTAMINATION CRYOTECHNIC INC	1155323	13 OCT. 2016	LEMAY, JULIE	Décontamination fongique de la fosse au club Gymnix	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 829,48 $
NITEK LASER INC.	ROS827873	14 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	DECOUPE AU LASER DE PIECES UTILISER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 425,82 $
NORTRAX QUEBEC INC.	MAD829314	28 OCT. 2016	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO NORTRAX SELON FACTURE EN ANNEXE POUR REMPLACEMENT ACCUMULATEUR DU RIDE CONTROLE ET LA RECHARGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 643,40 $
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC	1156795	20 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	11 226,10 $
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC	1158270	27 OCT. 2016	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	28 439,69 $
NWD-MICROAGE	1155010	12 OCT. 2016	LUU, VINH	écrans Dell et batteries HP - votre soum. # 679602	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 890,30 $
NYCE PRODUCTION	1158283	27 OCT. 2016	PARIS, YVES	Assurer l'animation de la mascotte du Commandant Arara pour notre événement hivernal Aventure tropicale, du 17 déc. 2016 au 5 février 2017 au Biodôme de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 540,00 $
OBURO	1153689	05 OCT. 2016	LE NAY, ALBANE	Mobilier des Débrouillards	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 193,74 $
OLIVIA DERNUET	rmi00011892000012 01190005	14 OCT. 2016	Système RECLAM	OLIVIA DERNUET\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003943, sur la liste de paiement 1610IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	9 131,74 $
ORANGE TRAFFIC INC	1155976	18 OCT. 2016	CARRIER, JEAN	LAS-BCR-TP 2016 - FEUX DE CIRCULATION - TETE DE FEUX PIETON COMPLET DOLLARD & CHAMPLAIN	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	19 406,93 $
ORANGE TRAFFIC INC	1156923	21 OCT. 2016	LÊ, SON-THU	Conception jupe coffret techno-hybride - Ref : Marc André Caron	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 874,06 $
ORANGE TRAFFIC INC	1157586	25 OCT. 2016	BOULIANNE, MARTIN	Facture - Configuration de remorque - Service de l'infrastructures	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 611,85 $
OUTDOOR OUTFITS INC	1154029	06 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 745,96 $
OVERDRIVE INC.	516117252617010061 6	19 OCT. 2016	CERON RAMIREZ, GABRIELA	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 346,01 $
P.E. BOISVERT AUTO LTEE	ROS828176	18 OCT. 2016	BOURRET, YANICK	FOURNIR PO # FACTURE 477014 BOISVERT FORD (REMPLACER SUPPORT MOTEUR DROIT ET PIECE DE SUSPENSION)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 090,60 $
PALAIS DES CONGRES DE MONTREAL	1113293	21 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL - 1er versement - Location de salles en vue de l'élection générale de 2017 - Service du greffe, conforme à l'entente signée le 23 mars 2016 par Me Emmanuel Tani-Moore.	Greffe	Greffe	5 642,29 $
PANAVIDEO INC	1154136	06 OCT. 2016	HAMEL, ROBERT	Matrice Panasonic ''Spare'' pour l'usine Atwater	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 346,49 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PANAVIDEO INC	1156191	18 OCT. 2016	HAMEL, ROBERT	Camera et câble coaxial pour le jardin de Chine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 288,73 $
PARKOUR3 INC.	976530	26 OCT. 2016	VAILLANCOURT, SERGE	Contrat de services professionnels BVG-SP-2014-12	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	2 204,74 $
PASCALE LEMAIRE	1153812	05 OCT. 2016	GAGNON, CHANTAL	Facture - cadre du programme de coaching de madame Lussier, directrice au Bureau du développement durable de la direction générale.	Direction générale	Protection de l'environnement	2 099,75 $
PAYSAGISTE MONTREAL INC.	1156057	18 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Service de déneigement pour les terrains d'immeubles du Servie de Police de la Ville de Montréal pour l'année 2016-2017 - Portion pour novembre et décembre 2016	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	26 694,65 $
PAYSAGISTE ROGER MARTEL INC.	1157709	25 OCT. 2016	CLOUTIER, MARIEKE	2016 - Abattage des frênes situés au 1441 rue Carrie-Derick.	Environnement	Protection de l'environnement	4 186,37 $
PEINTURES ENNIS CANADA ULC	1155411	13 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE PEINTURE CHAUSSÉE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 326,00 $
PEPINIERE AUCLAIR ET FRERES (1991) INC.	1154876	14 OCT. 2016	GOYETTE, ARIANE	achat d'arbres(DB)	Rosemont- La Petite-Patrie	Horticulture et arboriculture	2 373,40 $
PEPINIERE AUCLAIR ET FRERES (1991) INC.	1157806	26 OCT. 2016	BEAUDREAULT, BRIGITTE	ACHAT DE DIVERS ARBRES - PLAN CANOPÉE	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Horticulture et arboriculture	5 415,00 $
PEPINIERE DOMINIQUE SAVIO LTEE	1157248	24 OCT. 2016	BEAUDREAULT, BRIGITTE	ARBRES AUTOMNE 2016 - PLAN CANOPÉE	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Horticulture et arboriculture	3 766,01 $
PEPINIERE ROUGEMONT ENR	1157244	24 OCT. 2016	BEAUDREAULT, BRIGITTE	ARBRES AUTOMNE 2016 - PROJET CANOPÉE	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Horticulture et arboriculture	18 194,33 $
PEPINIERE ROUGEMONT ENR	1157539	25 OCT. 2016	GIROUX, MICHELE	Corylus colurna, gingko biloba AUTUMN GOLD, gleditsia triacanthos SHADEMASTER, liquidambor styraciflua MORAINE - Appel d'offre # 16-15587	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	23 050,01 $
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS ENR.	1154992	12 OCT. 2016	GAUDET, MARTIN	Achat de baliveaux pour la pépinière	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	18 477,79 $
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS ENR.	1157619	25 OCT. 2016	PIERRE, JOSE	2166688002 - Ginko biloba 60Mm. Plantation d'arbres 2017. (budget agrile du frêne)	Ville-Marie	Horticulture et arboriculture	6 614,21 $
PERFECTION INC	1111118	13 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	réapprovisionnement ponctuel pour le magasin colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	12 825,29 $
PETROPOULOS, BOMIS & ASSOCIES INC.	1156341	19 OCT. 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Préparer des documents d'appel d'offres pour des travaux d'amélioration du système de réfrigération de l¿aréna Garon (3089) ¿ Arrond Mtl-Nord ¿ 1 soumission gré à gré	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 782,29 $
PHILIPPE BILLON	1157690	25 OCT. 2016	DEVEAU, DOMINIQUE	Formation Méthodes sans tranchées donnée par Philippe Billon auprès de 39 participants de la DGSRE (unité nord, sud, est et gestion durable.)	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	9 674,44 $
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1146595	18 OCT. 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - 1 DEC	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	1 441,26 $
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1146595	18 OCT. 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - 1 DEC	Approvisionnement	Matériel roulant	1 912,96 $
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	CAR827279	13 OCT. 2016	AUDY, MICHEL	C1124746 (ACHAT DE PIECES POUR DEPOT DE PIECES DES CARRIERES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 058,02 $
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	CAR827279	07 OCT. 2016	AUDY, MICHEL	C1124746 (ACHAT DE PIECES POUR DEPOT DE PIECES DES CARRIERES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	350,20 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PIERRE CASTAGNER	1155032	12 OCT. 2016	PARIS, YVES	Entretien et réparation du matériel d'animation et réparation du matériel d'exposition	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 200,00 $
PIERRETTE JOLICOEUR	rmi00011887200012 00750004	22 OCT. 2016	Système RECLAM	PIERRETTE JOLICOEUR\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003916, sur la liste de paiement 1610IC005 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	7 405,57 $
PIQUETS BERTRAND INC	1154901	12 OCT. 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP STL - LATTES EPINETTE	Approvisionnement	Construction	2 099,75 $
PLANT PRODUCTS	1092798	26 OCT. 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Fournitures horticole	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 924,46 $
PLOMBERIE DERITEC INC.	1153304	04 OCT. 2016	DEVEAU, DOMINIQUE	Octroyer un contrat à Plomberie Deritec pour des services d'estimations de coûts de corrections de raccordement inversés dans le secteur Toupin. Arrondissement Saint-Laurent - AO 16-15585	Service de l'eau	Réseaux d'égout	72 565,79 $
PLOMBERIE MIRAGE INC	1154768	12 OCT. 2016	COUTU, MARTIN	Remplacement complet de la portion située sous le domaine public d'un branchement d'égout sanitaire et pluvial - 1031, 31e Avenue, PAT. Tel que soumission du 6 octobre 2016	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	5 774,31 $
POISSANT EXCAVATION INC	1141296	05 OCT. 2016	MORISSETTE, PIERRE	Réparation par coupe fenêtre complet au 7917 Galibert.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	8 294,01 $
POISSANT EXCAVATION INC	1144378	13 OCT. 2016	MORISSETTE, PIERRE	Réparation coupe fenêtre au 2760 Honoré-Beaugrand.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	9 973,81 $
POISSANT EXCAVATION INC	1144734	13 OCT. 2016	MORISSETTE, PIERRE	Travaux de réparations d'égout par coupe fenêtre au 2445 Théodore.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	9 973,81 $
POISSANT EXCAVATION INC	1156134	18 OCT. 2016	POITRAS, DOMINIC	Réparation branchement pour égout complet au 7356 Berri	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	4 199,50 $
POMPAGE ENVIROVAC 2020	1153843	05 OCT. 2016	NADON, JEAN-FRANCOIS	16-6895 - Exécution de travaux, excavation de trous à proximité de conduits souterrains au parc Clémentine-de-la-Rousselière, de gré à gré	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	5 942,29 $
POMPAGE ENVIROVAC 2020	1157193	24 OCT. 2016	CORBEIL, JASMIN	CONTRAT 6896-i-003 Excavation de trous à proximité de conduits souterrains existants(hydro excavation) en vue de l'installation d'un écran protecteur.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 456,70 $
POMPES & MOTEURS REAL JEAN LTEE	044947	07 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	BC 207524 / Pompe hydromatic	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 042,78 $
PORTAL ENTERTAINMENT SERVICES INC	1158542	28 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Achat pour les ArtsGames de billets d'avion, trains, et chambres d'hôtel pour le mois de juin 2016	Culture	Autres - activités culturelles	2 541,71 $
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC	1149002	04 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Peinture - Achat de peinture pour l'atelier du 3444 Boul.St-Joseph Est - Cyr, Normand	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 145,44 $
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC	1156490	19 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Peinture - demandé par Mario Lagarde C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 568,16 $
PREFIXE SOLUTIONS GRAPHIQUES	1157202	24 OCT. 2016	GUERIN, SERGE	Service - Impression pour un mandat octroyé pour l'événement Bureau du design de Montréal selon le devis E-1034.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 913,40 $
PRICEWATERHOUSECOOPERS S.R.L./ S.E.N.C.R.L.	1153847	05 OCT. 2016	TONTHAT, ALAIN	Support de l'application Vision II - Environnement de production - Service sur appel - Période du 4 octobre 2016 au 3 octobre 2017	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 624,69 $
PRO BALLAST INC.	1158386	27 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	ÉLECTRICITÉ - ACHAT DE BALLASTS RECONDITIONNÉS POUR L'ATELIER DU 3444 ST-JOSEPH EST (4397) POUR DIVERS BÂTIMENTS (PISCINE/GYM) TREMBLAY, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 778,51 $
PRODUCTIONS T2C	1154974	12 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Campagne propreté 2016 - Throw2Catch - Production multimédia - 3e facture #2	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	66 142,12 $
PRODUITS CHIMIQUES CARTIER LTEE	1387	07 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	BC 208211 / Chaudière de CTT 886 inhibiteur de corrosion	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 190,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE.	CAR824794	11 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	DEMANDE D'ENTRETIEN PREVENTIF POUR LES POMPES DE NEUTRALISATION MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 066,05 $
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR820775	17 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	MADRIER ET ESPACEUR POUR LA ,MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 385,86 $
PRODUITS SANY	1074940	13 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Peinture - Achat de divers produits sanitaires pour le 3444 boulevard St-Joseph	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	142,68 $
PRODUITS SANY	1074940	19 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Peinture - Achat de divers produits sanitaires pour le 3444 boulevard St-Joseph	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 326,75 $
PRODUITS SANY	1074940	18 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Peinture - Achat de divers produits sanitaires pour le 3444 boulevard St-Joseph	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	161,57 $
PRODUITS SANY	1153093	03 OCT. 2016	LEMAY, JULIE	Papiers hygiénique et papier towel Kraft	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 854,51 $
PRODUITS SANY	1153093	05 OCT. 2016	LEMAY, JULIE	Papiers hygiénique et papier towel Kraft	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	799,59 $
PRODUITS SANY	1153703	05 OCT. 2016	DAFNIOTIS, DINO	Produit d'entretien - soumission #1126635 du 30-09-2016	Diversité sociale et des sports	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	4 949,04 $
PRODUITS SANY	1156517	20 OCT. 2016	DAFNIOTIS, DINO	Produits d'entretien ménager	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Arénas et patinoires	2 804,77 $
PRODUITS SUNCOR ENERGIE, S.E.N.C. - PETRO-CANADA	9935322710161026	27 OCT. 2016	GOLINVAUX, ANNE-MARIE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 885,64 $
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	depelcprojetmontreal 24avril16	06 OCT. 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Remboursement des dépenses électorales du 24 avril 2016 après vérification de toutes les pièces justificatives	Finances	Greffe	11 767,79 $
PROJET PAYSAGE INC.	1156295	19 OCT. 2016	MANZONI DA SILVA, CARLOS	Services professionnels pour l'aménagement paysager dans le cadre de la mise aux normes de l'aréna Maurice-Richard - Incidence 14565	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	19 619,55 $
PROLAD EXPERTS	1158334	27 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	Formation en entretien préventif (programme PEP) de véhicules lourds pour les employés de l'atelier Viau	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 868,80 $
PROSCENE DAUPHINAIS INC	1156056	18 OCT. 2016	LEMAY, JULIE	Achat d'enceintes acoustiques et items	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 694,50 $
PROSOL DISTRIBUTION INC	1153360	04 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Revêtement souple - Outillage et matériel pour divers bâtiments - demandé par Mario Lagarde C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 570,09 $
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1152997	03 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de protection incendie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 629,51 $
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1156884	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de protection incendie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 130,38 $
PRP CALFEUTRAGE INC.	1154069	06 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Bibliothèque Marie-Uguay (0317) - 6052, boul. Monk - Travaux de calfeutrage	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 724,44 $
PRP CALFEUTRAGE INC.	1154392	07 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Bibliothèque Mordecai-Richler (2369) - 5434, avenue du Parc - Travaux de calfeutrage	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 149,62 $
PSP ARGENTINO	1156423	19 OCT. 2016	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Achat d'équipement pour patrouille contrôle animalier. Soumission # 1382	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	3 352,77 $
PUBLICITE SAUVAGE INC	1153045	03 OCT. 2016	BARRETTE, OLIVIER	2000 affiches ext. Cul. 24x362000 impressions Cult 24x3610 affiches ext. cult 4x6	Culture	Bibliothèques	6 269,85 $
PUBLICITE SAUVAGE INC	33400	29 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 823 / Affichage intérieur	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 615,30 $
PYROTECH BEI INC.	1153198	03 OCT. 2016	BIRON, PAULE	expert dossier 14-000408	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 125,51 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
Q HOUSE KIDS / MAISON QUALITE ENFANTS	inv048722	27 OCT. 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 211,39 $
QUALINET ENVIRONNEMENT INC.	1155452	14 OCT. 2016	DAVID, KATHY	SLD-BCO-TP-VOIRIE 2016 achat de service de nettoyage d'égouts pour l'arrondissement de Saint-Léonard	Service de l'eau	Réseaux d'égout	17 354,43 $
QUINCAILLERIE A.C.L. INC	1155153	13 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Menuiserie - 2 portes en acier peinturées pour le bâtiment #0668 - demandé par Pierre Desjarlais C/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 134,99 $
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC	1096429	14 OCT. 2016	CHARBONNEAU, GUY	BC ouvert 2016 pour l'achat de quincaillerie diverse - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	11 548,62 $
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC	1156500	19 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	6 x ensembles marteau sds max 2"/ Soumission 01004364 du 13 octobre 2016/ Gestion de l'eau-Hugo Laroche	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	8 157,53 $
QVC - INSCRIPT	1154879	12 OCT. 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Inscriptions au congrès "Géomatique 2016", du 19-20 octobre, pour 22 employés de la division géomatique	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 976,41 $
QVC - INSCRIPT	1154879	18 OCT. 2016	BROUSSEAU, DANIEL	Inscriptions au congrès "Géomatique 2016", du 19-20 octobre, pour 22 employés de la division géomatique	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	472,44 $
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1156283	19 OCT. 2016	LAPOINTE, LOUIS	Remplacement conduite égout sanitaire 4" - 4055 rue Jauron.	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	4 724,44 $
R.G. TECHNILAB	1135928	14 OCT. 2016	GROULX, JOHANNE	2016 - Soumission 11487, daté 30.06.2016. Location d'un détecteur Inspectra avec kit de tracabilité. Sols	Environnement	Protection de l'environnement	2 409,46 $
RACICOT CHANDONNET LTEE	1156929	21 OCT. 2016	BIRON, PAULE	avocat dossier 08-002260	Dépenses communes	Autres - Administration générale	4 514,46 $
RCI ENVIRONNEMENT	1155990	18 OCT. 2016	BOUVRETTE, JEAN	Service de récupération de conteneurs à déchets	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 075,06 $
REAL HUOT INC.	1158269	27 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	15 792,47 $
RECY-BETON INC	1097460	14 OCT. 2016	BOISVERT, CHANTAL	ANJ-BCO-TP-2016 - SERVICE DE TRAITEMENT-VALORISATION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION (RÉSIDUS D'ASPHALTE ET BÉTON)	Anjou	Réseaux d'égout	4 199,50 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC	1154154	06 OCT. 2016	OUELLET, GUY	Disposition de terre d'excavation	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	12 574,31 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC	1154159	06 OCT. 2016	OUELLET, GUY	Disposition de terre d'excavation	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	5 869,89 $
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC	1157424	24 OCT. 2016	GRAVEL, YVES	DISPOSITION DE TERRE POUR LA PÉRIODE DU 1ER AU 15 SEPTEMBRE 2016 / HORS ENTENTE POUR LE PAIEMENT DE LA FACTURE 013653	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	11 859,47 $
REGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES	3861	26 OCT. 2016	GAGNE, ANNIE	Électricité du Biodôme - Période du 8 septembre au 5 octobre 2016	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	98 962,66 $
REGIE DU BATIMENT DU QUEBEC, DIRECTION DES LICENCES	1157818	27 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Frais annuels - Appareils de transport vertical - Année 2016 - Divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	82,61 $
REGIE DU BATIMENT DU QUEBEC, DIRECTION DES LICENCES	1157818	26 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Frais annuels - Appareils de transport vertical - Année 2016 - Divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 724,05 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE PROMOTION DU MTL METROPOLITAIN	1153443	04 OCT. 2016	BASTIEN, NADIA	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE PROMOTION DU MTL METROPOLITAIN 2016	Diversité sociale et des sports	Développement social	5 000,00 $
REGULVAR INC	1157640	25 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - achat pour le bâtiment Hôtel de Ville - demandé par Robert Amyot - Robert Lamoureux C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 503,95 $
REHRIG PACIFIC COMPANY	1153982	12 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bacs roulants de 360 L - Inventaires Colbert. Cette commande permettre de combler les besoins d'ici la prochaine entente cadre	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	3 000,00 $
REHRIG PACIFIC COMPANY	1153982	06 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bacs roulants de 360 L - Inventaires Colbert. Cette commande permettre de combler les besoins d'ici la prochaine entente cadre	Approvisionnement	Environnement et nature	4 687,40 $
REHRIG PACIFIC COMPANY	1153982	12 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bacs roulants de 360 L - Inventaires Colbert. Cette commande permettre de combler les besoins d'ici la prochaine entente cadre	Approvisionnement	Environnement et nature	23 436,99 $
RELIABLE PROTEIN PRODUCTS INC	71644	04 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	BC 208167 / Flamingo fare + shipping + DOCS USDA documents	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 510,00 $
RENOVATION IUBINVILLE INC	1153153	03 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 637,81 $
RENOVATION IUBINVILLE INC	1156937	21 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de menuiserie au Centre Multi-Ethnique	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 782,17 $
RESOLOGIS INC.	1158032	26 OCT. 2016	LÊ, SON-THU	Service d'ingénierie et d'intégration - Ref : Alexandre de Carufel	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 383,24 $
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	CAR827436	11 OCT. 2016	LUSSIER, STEPHANIE	REPARATION SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 681,45 $
RESSORTS MONTREAL-NORD LTEE	DIC828636	27 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	REPARATION DE SUSPENSION AVANT CAMION BENNE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 092,83 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	DIC827539	12 OCT. 2016	BRANCONNIER, SERGE	PAYER FACTURE POUR RÉPARATION ET ENTRETIEN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 245,14 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS815532	06 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO OUR RÉPARATION SUSPENSION CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 896,63 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS815532	05 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR PO OUR RÉPARATION SUSPENSION CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 386,01 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS827819	14 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	REPARATION DE SUSPENSION CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 644,86 $
RESSORTS UNIVERSEL INC.	ROS828213	18 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	*RÉPARATION MÉCANIQUE CAMION INCENDIE (SUSPENSION ARRIÈRE + REMPLACER CHAMBRES DE FREINS ARRIÈRES + AJUSTER FREINS ARRIÈRES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 859,40 $
REVAY ET ASSOCIES LIMITEE	1154709	11 OCT. 2016	BIRON, PAULE	expert dossier 16-000080	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 570,36 $
RICHTER GROUPE CONSEIL INC	1153190	03 OCT. 2016	BIRON, PAULE	expert dossier 16-000328	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 551,24 $
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC	1155495	14 OCT. 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Facture - Service de traiteur - Cocktail et repas lors du Diner GSEF 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	16 069,55 $
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC	1155609	14 OCT. 2016	BASTIEN, NADIA	Paiement pour la facture 066604, en lien avec l'événement le 16 septembre 2016- Parrainage professionnel	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	3 224,69 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1154508	11 OCT. 2016	BRISSON, GUYLAINE	Achat d'appareil pour patrouille du contrôle animal	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	519,24 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1154508	11 OCT. 2016	BRISSON, GUYLAINE	Achat d'appareil pour patrouille du contrôle animal	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	6 477,73 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1156434	19 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	Administration - Frais de cellulaire pour le mois de août 2016 - 14 IPAD et 105 cellulaires (cols bleus, contremaîtres, prép.soutien administratif,	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 421,08 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1672164202	18 OCT. 2016	BOURQUE, RACHEL	Téléphonie cellulaire	Technologies de l'information	Gestion de l'information	23 635,09 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1682266818	18 OCT. 2016	DE ROME, SUZANNE	facture cellulaire du mois de septembre	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	2 576,04 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1682507403	06 OCT. 2016	BURGY, JOHANNE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 115,60 $
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	1154700	11 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Sablage au jet et peinture de tiges métallique en acier (IN3934-1083) - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Communication et marketing	23 433,21 $
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	ROS826988	25 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	5 MODULE ET 3 CAISSON A SABLER ET PEINTURER POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 535,47 $
SABLAGE AU JET GILLES LAPOINTE LTEE	ROS827980	17 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	JET DE SABLE ET PEINTURE CARCAN POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 165,40 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1052189	27 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	B/C OUVERT POUR RÉCUPÉRATION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES POUR ATELIER DES INCENDIE AU 2269 RUE VIAU.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 677,73 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1151571	21 OCT. 2016	CHRETIEN, NORMAND	HUILES INVENTAIRE ROSEMONT PETITE PATRIE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 188,89 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1153060	03 OCT. 2016	AUBIN, FREDERIC	RÉAPPROVISIONNEMENT MAGASIN 2	Approvisionnement	Matériel roulant	2 612,35 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1156905	21 OCT. 2016	BOURRET, YANICK	REAPPROVISIONNEMENT MAGASIN 2	Approvisionnement	Matériel roulant	2 603,17 $
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR826887	04 OCT. 2016	MASSE, PAUL	HUILE EN VRAC ATELIER POINCARRÉ	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 223,78 $
SARAH OUELLET	1153155	03 OCT. 2016	LACOMBE, PIERRE	Contrat de services professionnels à Sarah Ouellet pour l'animation, le montage et la motion design du spectacle "Mira la petite étoile" qui sera	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	14 514,50 $
SCAN PLUS TECHNOLOGIE DETECTION INC.	1157190	24 OCT. 2016	CORBEIL, JASMIN	CONTRAT 6896-i-004 Repérage, localisation, et identification des unités souterraines existantes (^rivées) situées à proximité des terrains de balles.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 569,57 $
SEL WARWICK INC.	1157591	25 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	11 699,81 $
SERVICE D'ACCUEIL AUX VISITEURS DE MARQUE SAVM	1156374	19 OCT. 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Facture - Frais de service d'accueil pour divers maires lors GSEF 2016	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 125,47 $
SERVICE D'ARBITRAGE ACCELERE INC.	1154511	11 OCT. 2016	GAGNON, JEAN-YAN	Factures - Services professionnels rendues pour des griefs.	Ressources humaines	Gestion du personnel	10 435,32 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SERVICE D'ARBRES NATURE	1153524	04 OCT. 2016	GINCE, MARTIN	Travaux d'abattage de 3 frênes et essouchement de souches	Diversité sociale et des sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	3 438,34 $
SERVICE D'ARBRES NATURE	1157770	26 OCT. 2016	GINCE, MARTIN	Travaux d'arboriculture pour 1 journée équipe de 3 arboriculteurs - Abatage d'arbre	Diversité sociale et des sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	2 021,01 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1153492	07 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	323,15 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1153492	04 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 314,64 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1153492	05 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	527,04 $
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1155177	13 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 POUR ACHAT REGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	6 244,58 $
SERVICE D'ENTRETIEN CARLOS INC.	1154983	12 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Nettoyage du terrain situé au 4710, Saint-Ambroise (environ 30 mètres X 30 mètres), couper mauvaises herbes et en disposer, ramasser déchets et balayer les endroits accessibles, disposer des déchets	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 569,57 $
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	1152959	03 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Entretien paysager pour la saison 2016 pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 139,15 $
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	1153392	04 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Entretien paysager 2016 pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 825,95 $
SERVICE D'ENTRETIEN INT-EXT	1155057	12 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Entretien paysager pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 385,86 $
SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	1154988	12 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Entretien sanitaire pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 709,32 $
SERVICES D'ARBRES PRIMEAU INC.	1156606	20 OCT. 2016	RODIER, NICOLE	Château Dufresne (0407) - 4040, rue Sherbrooke est - Travaux d'abattage d'un arbre centenaire et plantation d'un nouvel érable argenté dans le cadre des travaux d'urgence reliés au projet de restauration de la maçonnerie et autres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 643,13 $
SERVICES DE SANTE MEDISYS S.E.C.	1153378	04 OCT. 2016	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	Facture - Honoraires professionnels pour l'évaluation médicale des aspirants policiers pour l'embauche de 2016.	Ressources humaines	Gestion du personnel	8 503,99 $
SERVICES DE SANTE MEDISYS S.E.C.	1153383	04 OCT. 2016	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	Facture - Honoraires professionnels pour l'évaluation médicale des aspirants policiers pour l'embauche de 2016.	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 070,92 $
SERVICES DE SANTE MEDISYS S.E.C.	1153616	05 OCT. 2016	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	Honoraires professionnels pour l'évaluation médicale des aspirants policiers pour l'embauche de 2016. Facture du mois d'août 2016.	Ressources humaines	Gestion du personnel	8 503,99 $
SERVICES DE SANTE MEDISYS S.E.C.	1158305	27 OCT. 2016	FRADETTE, MARIE-CLAUDE	Facture - Honoraires professionnels pour l'évaluation médicale des aspirants policiers pour l'embauche de 2016. Facture du mois d'août et septembre 2016	Ressources humaines	Gestion du personnel	10 488,25 $
SERVICES D'EDITION GUY CONNOLLY	1060386	13 OCT. 2016	GALLANT, DENIS	Contrat de services professionnels pour la traduction vers l'anglais de rapports et documents émis par le Bureau de l'inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	5 149,88 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SERVICES LINGUISTIQUES VERSACOM INC	1102565	07 OCT. 2016	GUERIN, SERGE	Contrat de services techniques pour la traduction de divers documents (Versacom).	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 099,75 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1157298	24 OCT. 2016	MARCHAND, NATHALIE	Achat d'une imprimante Sharp MX3550N pour la bibliothèque Roxboro	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 818,40 $
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1158111	27 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	SHARP - Photocopieur multifonctions MX4070N (4) et MX5070N (1). Inclus pièces, main d'¿uvres, encres ainsi que la formation continue. Selon soumission de Marceline Desruisseaux en date du 19 octobre 2016	Greffe	Greffe	24 401,20 $
SHOOT STUDIO INC.	1153611	05 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Campagne médaille de chien - facture 35464 - Devis 6982-2	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	12 257,29 $
SHOOT STUDIO INC.	1158393	27 OCT. 2016	LEDUC, ALAIN	2016 - Réalisation d'une séance de photo pour la campagne de communication comprenant l'équipe, production, travail informatique et licence	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	14 519,77 $
SIEMENS CANADA LIMITED	1153412	04 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Inspection annuelle complète du système d'alarme incendie et des gicleurs au 10351, rue Sherbrooke est	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 861,97 $
SIEMENS CANADA LIMITED	1156743	20 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Soumission FSS-M-1102 - PDQ 39 (3178) - 6100, boul. Henri-Bourassa est - Modernisation du système d'alarme incendie - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 423,70 $
SIGNALISATION COMO INC	1157212	24 OCT. 2016	ACHILLE, RICHARD	Travaux de signalisation de la fermeture de (02) voies de gauche sur Iberville entre Rouen et Ontario à Montréal. Soumission du 19 octobre 2016	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	2 776,92 $
SIGNALISATION S.A.I.C. INC	1155589	14 OCT. 2016	LE NAY, ALBANE	Fabrication de 10 supports de bois - signalisation de la programmation au Jardin botanique	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 731,20 $
SIGNALISATION SIGNOPTION INC	1154846	13 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	RÉAP. LAC INVENTAIRE POTEAU ET MANCHON TELESPAR	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	183,73 $
SIGNALISATION SIGNOPTION INC	1154846	12 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	RÉAP. LAC INVENTAIRE POTEAU ET MANCHON TELESPAR	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	10 551,24 $
SIGNALISATION SIGNOPTION INC.	1156361	19 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIRO INVENTAIRE MANCHON ET POTEAU TELESPAR	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 666,70 $
SIGNALISATION SIGNOPTION INC.	1156361	21 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIRO INVENTAIRE MANCHON ET POTEAU TELESPAR	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	167,98 $
SIGNEL SERVICES INC	1155666	17 OCT. 2016	LUU, VINH	Enseignes, poteaux et bases - soum # 3117 - plaquette magnétique soum #3122	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	858,21 $
SIGNEL SERVICES INC	1155666	14 OCT. 2016	LUU, VINH	Enseignes, poteaux et bases - soum # 3117 - plaquette magnétique soum #3122	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 953,45 $
SIROSOL BETON MOBILE INC	1153069	03 OCT. 2016	VASSART, CLAIRE	DA-459934. Payement de Facture # 24490 pour béton de remblai , coin industrielle et hôte-de-ville	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	4 796,35 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC	1153241	03 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Production d'agendas 2017 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 200,02 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC	1154053	06 OCT. 2016	VAILLANCOURT, SERGE	Impression rapport annuel 2015 et faits saillants	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	8 406,98 $
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC	1154964	12 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Programme triennal d'immobilisation 2017-2019 - Soumission pour 600	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	17 611,66 $
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1154122	06 OCT. 2016	DESJARDINS, GILLES	Achat de cocardes, attaches de plastique et frais de transport pour la continuité d'opération des enregistrements de visiteurs (pour l'inventaire) selon soumission SI_5545	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 112,88 $
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1154565	11 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Réparation d'un mécanisme de contrôle d'accès au niveau des portes de verre à l'hôtel de ville - Incidence 14844	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 275,64 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SKY-SKAN INCORPORATED	1153746	05 OCT. 2016	LACOMBE, PIERRE	According quote JSQ00020-02 / Annual Standar Remote Support Agreement (per theater) includes DigitalSky (DS) software maintenance for version (s) of DS (i.e. DS2 and/or D	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 842,17 $
SLY AND CO.	rmi00011645400011 78610005	22 OCT. 2016	Système RECLAM	SLY AND CO.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-002500, sur la liste de paiement 1610IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 735,16 $
SOCIETE ARTE5 INC	1155501	14 OCT. 2016	NORMANDIN, HENRI-PAUL	facture - Clé Ville de Montréal cadeau au Premier ministre de la Chine	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 405,53 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1096274	07 OCT. 2016	BLANCHARD, PIERRE	Frais de poste annuel pour 2016 - Service des Finances (compte #4033892	Finances	Administration, finances et approvisionnement	94 488,75 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1126888	20 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	ST-LEONARD / REAPPROV. (INVENTAIRE - ENVELOPPES)	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 472,46 $
SOCIETE DE COMMERCIALISATION ARTCOM LTEE	1155375	13 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Consultant créatif audition et jeux - Projet : ArtsGames	Culture	Autres - activités culturelles	10 498,75 $
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL DE ROSEMONT (SODER)	1153468	04 OCT. 2016	PELLERIN, GUY	Facture 31032316 Animation, sondage et comptage du nombre de passants à la Place Shamrock - Arrondissement Rosemont-Petite-Patrie	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 769,05 $
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL	1153258	04 OCT. 2016	COURCHESNE, YVES	Location - Salle du Vieux-Montréal du marché Bonsecours pour le 14 décembre 2016 / incluant 20 tables de 60 ", 175 chaises et un scène de 8" x 16 ", le service d'un régisseur, le nettoyage après l'événement	Finances	Administration, finances et approvisionnement	2 100,00 $
SOCIETE EN COMMANDITE BRENNAN PUKE	1155785	17 OCT. 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Travaux de réfection et transformation du BVIN	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	3 770,27 $
SOCIETE ENVIRONNEMENTALE COTE-DES-NEIGES	1153922	06 OCT. 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Service de sensibilisation et porte-à-porte pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans l'arrondissement CDN-NDG - 8782 portes	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	27 660,01 $
SOCIETE ENVIRONNEMENTALE COTE-DES-NEIGES	1154776	12 OCT. 2016	GRAVEL, PIERRE	2016 - Distribution de bacs pour la collecte RA dans CDN - 8070 portes	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - collecte et transport	33 889,96 $
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1154340	07 OCT. 2016	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Période de consultation du 01/09/2016 au 30/09/2016. Voir l'annexe pour la facture.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 422,74 $
SOCIETE XYLEM CANADA	1154264	07 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - Pompe Flygt pour Édifice Lucien-Saulnier - demandé par Azize Kamil C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 457,34 $
SOFTCHOICE LP	1153532	04 OCT. 2016	BERTHELET, PHILIPPE	Achat - UPS pour les serveur de l'inspecteur général	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	3 149,88 $
SOFTCHOICE LP	1154063	06 OCT. 2016	BEAUCHAMP, CARLE	Achat - Modernisation télécom - Serveur Cisco Meraki, pour le service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 114,75 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC	1156298	19 OCT. 2016	PARENT, MARIE	Achat- Renouvellement de maintenance FME pour la division de la géomatique	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Dir. et admin. - À répartir	13 553,69 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC	1157042	21 OCT. 2016	OSTIGUY, MONYA	Renouvellement de maintenance Autodesk# du contrat: 343-76816827Période de validité: 2016-12-13 au 2017-12-12	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 895,06 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (MONTREAL) INC	1108857	13 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Frais de copies du 1er au 31 janvier 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 123,38 $
SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (MONTREAL) INC	1155626	14 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Frais de location du 1er au 29 février 2016 - OCE VP6200 ULTRA, Plusieurs factures	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 162,45 $
SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (MONTREAL) INC	1155632	14 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Frais de location et de copie du 1er au 31 mars 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 162,45 $
SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (MONTREAL) INC	1155637	14 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Frais de location et de copies du 1er au 30 avril 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 162,45 $
SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (MONTREAL) INC	1157799	26 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Frais de copies et de location, du 1er au 31 juillet 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 162,45 $
SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (MONTREAL) INC	1157801	26 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Frais de location et de copies - du 1er au 30 juin 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 162,45 $
SOLUTIONS D'AFFAIRES KONICA MINOLTA (MONTREAL) INC	1158033	26 OCT. 2016	PARE, ROBERT	Frais de location et de copies du 1er au 31 mai 2016	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	22 162,45 $
SOLUTIONS P.F.T. INC.	1154558	11 OCT. 2016	MARCOTTE, ANNE-MARIE	L'achat de produits électroniques pour le 255 Crémazie E - salles de réunion - formation(complémentaire au BC 1148779) selon les devis S21911-S21912 et S21914	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	10 310,78 $
SOLUTIONS P.F.T. INC.	1154558	12 OCT. 2016	MARCOTTE, ANNE-MARIE	L'achat de produits électroniques pour le 255 Crémazie E - salles de réunion - formation(complémentaire au BC 1148779) selon les devis S21911-S21912 et S21914	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	416,80 $
SOLUTIONS P.F.T. INC.	1154558	19 OCT. 2016	MARCOTTE, ANNE-MARIE	L'achat de produits électroniques pour le 255 Crémazie E - salles de réunion - formation(complémentaire au BC 1148779) selon les devis S21911-S21912 et S21914	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	6 455,23 $
SOLUTIONS SOFIA CMD INC.	1158318	27 OCT. 2016	BASTIEN, NADIA	Consultation et recherche pour la production d'un rapport scientifique du programme « Vous faites partie de l'histoire », créé en 2006. Facture 620.	Diversité sociale et des sports	Autres - activités culturelles	2 099,75 $
SONITEC-VORTISAND INC	1154829	12 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Effectuer nettoyage annuel du filtreur de la piscine au Centre sportif de la Petite Bourgogne	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 370,37 $
SONO VIDEO INC	1153829	05 OCT. 2016	LEMIRE, LUCIE	Projecteur pour la salle de l'eau potable	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 730,51 $
SOUDURE RENE THIBAULT INC.	1156305	19 OCT. 2016	DEROME, JOHANNE	Fourniture et installation d'une toiture de protection grillagée pour la machine REFPlus dans le cadre de l'aménagement du Centre de soccer de Montréal - Incidence 14112	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	21 460,76 $
SPECTRALITE	1155097	13 OCT. 2016	COUTURE, MICHEL	ANCRAGE,ACIER GALVANISE,POTEAU,TELESPAR,2'' X 2'' X 48''	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 225,75 $
SSQ ASSURANCES GÉNÉRALES 23	rmi00011863800009 44000001	14 OCT. 2016	Système RECLAM	SSQ ASSURANCES GÉNÉRALES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 16-003787 sur la liste de paiement 1610IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 753,81 $
STELEM	1158204	27 OCT. 2016	COUTURE, CHARLES	Caméra Pearpoint et récepteur pour localiser la sonde de la caméra, Maxim'eau	Service de l'eau	Réseaux d'égout	5 941,78 $
STELEM	1158204	27 OCT. 2016	COUTURE, CHARLES	Caméra Pearpoint et récepteur pour localiser la sonde de la caméra, Maxim'eau	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 861,44 $

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
STEPHANIE LALUT	1154341	07 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	Rédaction et coordination de l'Aperçue 2016 - conforme à la soumission 28-09-2016 - Bureau de la Présidence du conseil - Service du greffe.	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	4 356,98 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1153177	03 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 818,24 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1154743	12 OCT. 2016	HUARD, FRANCOIS	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	17 375,45 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1154860	12 OCT. 2016	THIBAULT, BRUNO	Pièces pour travaux sur le réseau d'égout.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	2 807,37 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1155198	18 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de mèches - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	875,60 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1155198	14 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de mèches - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	10 295,02 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1155295	13 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	17 316,85 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1155549	14 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Réapprovisionnement ponctuel du magasin Lachine.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 052,94 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1155596	14 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	Dalles pour chambre de vannes de différentes dimensions/ Entente 989948/et chambre de vanne 09-cve1-0900(soum SC 55899 du 04 août 2016)/ Entrepôt Mtl - Christian Piscopotte	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 083,48 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1155596	17 OCT. 2016	MARTHET, DOMINIQUE	Dalles pour chambre de vannes de différentes dimensions/ Entente 989948/et chambre de vanne 09-cve1-0900(soum SC 55899 du 04 août 2016)/ Entrepôt Mtl - Christian Piscopotte	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 385,32 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1155996	18 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 527,57 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1156165	18 OCT. 2016	COTE, RICHARD	ARRET DE DISTRIBUTION	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 143,63 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1156687	20 OCT. 2016	ST-LAURENT, CAROLINE	Achat de bases de béton de têtes de puisards et d'anneaux de nivellement pour la Voirie de Rosemont Petite-Patrie (J.G.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	2 882,43 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1156794	20 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 957,14 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1156958	21 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE DÉTECTEUR FUITE, RACCORD SERVICE, ARRET DISTRIBUTION	Approvisionnement	Technologie et science	31,50 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1156958	21 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE DÉTECTEUR FUITE, RACCORD SERVICE, ARRET DISTRIBUTION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 338,24 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1156958	25 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. VER INVENTAIRE DÉTECTEUR FUITE, RACCORD SERVICE, ARRET DISTRIBUTION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	202,59 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1157315	24 OCT. 2016	THIBAULT, BRUNO	Achat de pièces pour les puisards.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseaux d'égout	3 396,34 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1157588	25 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	8 204,75 $
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1158226	27 OCT. 2016	GRAVEL, YVES	ARTICLES POUR BORNE-FONTAINE / ANNEAUX DE NIVELLEMENT, BASE ET TÊTE DE PUISARD, DALLE RÉDUCTRICE EN BÉTON POUR CHAMBRE / ENTENTE 080048	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	5 441,08 $
SYLVAIN LAMOTHE ELECTRIQUE INC	1154773	12 OCT. 2016	LUU, VINH	Travaux d'électricité au 15160 Notre-Dame Montréal (conversion)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	2 519,70 $
SYLVAIN LESSARD,CPA	1155367	13 OCT. 2016	LAVOIE, MARIE-CLAUDE	Fournir un service d'accompagnement à des processus de dotation ¿ membre d¿un jury de sélection de niveau professionnel - Banque d'heure prévue au contrat	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 299,25 $
SYLVIE GENDRON.	1154449	11 OCT. 2016	DEVEAU, DOMINIQUE	La gestion et suivi d'un contrat de remplacement des entrées d'eau potable en plomb, basée sur un tarif horaire	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	24 600,00 $
SYNAIRGIS INC.	1157708	25 OCT. 2016	DESJARDINS, SYLVIE	Mise en service améliorée pour le projet d'agrandissement et de réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 569,62 $
SYSCO CANADA INC.	3017723	12 OCT. 2016	DURAND, GUILLAUME	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 021,22 $
SYSTEMATIX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATIONS INC	1155015	12 OCT. 2016	LELIEVRE-DOUYON, GEORGES-EDOUARD	Service - Développement général - Mandat de Gré à Gré en lien avec l'appel d'offre 15-14483 de Systématix.	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 677,30 $
SYSTEMES URBAINS INC.	1155624	14 OCT. 2016	CORBEIL, JASMIN	16-6963: Travaux d'urgence de remise en état d¿un massif électrique alimentant le Centre Calixa-Lavallée au parc La Fontaine: Chargé de dossier Soubar Sak	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 753,66 $
TABLE DE CONCERTATION DES AINES DE L'ILE DE	1153451	04 OCT. 2016	BASTIEN, NADIA	TABLE DE CONCERTATION DES AINES DE L'ILE DE MONTREAL	Diversité sociale et des sports	Développement social	4 565,66 $
TABLE DE CONCERTATION DES AINES DE L'ILE DE	1154266	07 OCT. 2016	BASTIEN, NADIA	TABLE DE CONCERTATION DES AINES DE L'ILE DE MONTREAL	Diversité sociale et des sports	Développement social	4 565,68 $
TACEL LIMITEE	1153817	05 OCT. 2016	CHAMPAGNE, BENOIT	Achat et livraison de lanterne de FC piétonne - Ref : Chheng Bun	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	75 402,02 $
TACEL LIMITEE	1154058	06 OCT. 2016	LÊ, SON-THU	Achat et livraison de montages et de membrures pour FC - Ref : Chheng Bun	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	44 742,63 $
TACEL LIMITEE	1157254	24 OCT. 2016	CARRIER, JEAN	LAS-BCR-TP 2016 DETECTEUR VEHICULAIRE TRAFICAM PETIT ANGLE AVE DOLLARD	Infrastructures, voirie et transports	Construction d'infrastructures de voirie	9 753,34 $
TACT INTELLIGENCE-CONSEIL INC	1149967	13 OCT. 2016	BISSONNETTE, DANIEL	Honoraires professionnels Service de relation publique pour les ArtsGames - Période du 1 au 20 avril 2016	Culture	Autres - activités culturelles	13 244,96 $
TAXI-CHARGE.L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1153609	05 OCT. 2016	MARCHAND, NATHALIE	Facture - Frais de taxi pour le compte 011782 pour le mois d'août pour le service des technologies de l'information.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 109,01 $
TECH-MIX	1153179	03 OCT. 2016	LEARY, GENEVIEVE	Achat de sacs d'enrobé bitumineux à froid - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 926,33 $
TECHNO FEU INC	1153470	04 OCT. 2016	COUTURE, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	14 921,79 $
TECHNO FEU INC	1153470	06 OCT. 2016	COUTURE, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	183,73 $
TECHNO FEU INC	1153470	06 OCT. 2016	COUTURE, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	5 483,31 $
TECHNO FEU INC	1155373	18 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	343,35 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TECHNO FEU INC	1155373	13 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	11 382,28 $
TECHNO FEU INC	1155373	18 OCT. 2016	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-02 VIAU POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	89,24 $
TECHNO FEU INC	ROS826915	04 OCT. 2016	GAUVREAU, ALAIN	FAIRE L' INSPECTION ET LES RÉPARTIONS SELON P.E.P. ET LOI 430 SUR VÉHICULE DU SIM PORTANT LE # D' UNITÉ 337-15140 (#415)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 055,12 $
TECHNO-CONTACT INC.	1153566	05 OCT. 2016	LORD, MICHEL	Cadenassage -Boîtes de cadenassage pour la Région Est et Ouest - demandé par Khalid Kharbouch C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 729,70 $
TECHNO-CONTACT INC.	1155289	13 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Électricité - Transformateur pour Caserne #33 - demandé par Éric Desrochers C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 017,86 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	1153452	04 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	CHAUFFAGE (ACHAT DE CHAUDIÈRE VAPEUR POUR LES BÂTIMENTS À VAPEUR, ATELIER #4397, TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 376,23 $
TECHNOLOGIES PROPRES TGWT INC	1156731	20 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Chauffage - Produits écologiques pour divers bâtiments - R. Lamoureux c/m	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 847,26 $
TECHNOPARC MONTREAL	112390700115102016	25 OCT. 2016	DICAIRE, CHRISTIAN	GDD 1123907001 - Financement annuel pour ses activités, pour la période comprise entre 01 janvier 2013 au 31 décembre 2017	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	650 000,00 $
TELDIG INC.	1155060	12 OCT. 2016	LUU, VINH	création des nouveaux territoires	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 016,96 $
TELE-QUEBEC	c032810	24 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 783 / Pre-roll «Un jour sur Mars»	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $
TELUS	1154120	06 OCT. 2016	LAPOINTE, LOUIS	Facture d'ajustements suite à la fin de contrat de GPS (facture 22158691064).	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	3 497,51 $
TENAQUIP LIMITED	1153682	05 OCT. 2016	LEMAY, JULIE	POTEAU TENSABARRIER, EXTR EMITE CHROMES, RUB ROUGE	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	4 931,26 $
TENAQUIP LIMITED	1154260	07 OCT. 2016	SIROIS, CELINE	Chariots de sécurité - TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 433,16 $
TERRASSEMENT DE GOLF THERIAULT INC.	1158211	27 OCT. 2016	GINCE, MARTIN	Couper et retirer le bosquet d'arbustes à divers endroits sur le terrain du CSCR et installation gazon en plaque	Diversité sociale et des sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	5 616,83 $
THE GAZETTE	1155805	17 OCT. 2016	BEAUCHAMP, LOUIS	Avis Public, The Gazette, 2 factures	Communications	Rel. avec les citoyens et communications	20 029,25 $
THE GAZETTE	4997957mon	06 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	Réf # 729 / Pub 24 spet + web - Jardins de lumière	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 450,00 $
THERESE DRAPEAU	1155791	18 OCT. 2016	MASSON, MARIO	16-1719 - Services professionnels, rédaction d'un rapport d'inventaire faunique, plan directeur du parc La Fontaine	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 970,00 $
THIBAUT TEMMERMAN	1155615	14 OCT. 2016	DE COURCY, DIANE	BCO - Contrat de service professionnel - Recherche et rédaction de contenu : le fais MTL, soutien au BXC et au projet RHSL	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	15 000,00 $
TINK PROFITABILITE NUMERIQUE INC.	1155789	17 OCT. 2016	SINCLAIR, NANCY	Mise à jour de Struts + Captcha. Mise à jour Tomca et version Java / Ajout de la protection d'authentification devant console de gestion du site. Conforme à la facture No. 504499	Greffe	Greffe	3 259,86 $
TRAFIC INNOVATION INC	1144796	03 OCT. 2016	DAVID, KATHY	Frais incidents 1156486002 Tel que la soumission 107757 : Fourniture et installation de 5 bollards de protection, VMP-15-010	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 324,43 $
TRANE CANADA UCL	1154055	07 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	V.C.R. Compresseur et accessoires pour Intervention Sud - demandé par Patrick Plourde C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 496,37 $
TRANSELEC / COMMON INC	1094956	25 OCT. 2016	MEILLEUR, JACINTHE	1155384003/CA15 240675 - Bon de commande ouvert 2016 - Service de signalisation lors de travaux d'aqueduc (entente 1045712)	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	31 496,25 $
TRANSELEC / COMMON INC.	1156649	20 OCT. 2016	LUU, VINH	C 1372 - Modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrain dans l'emprise de la rue Drummond entre les boulevards de Maisonneuve et René-Lévesque	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	1 072 757,12 $
TRANSELEC / COMMON INC	749064	12 OCT. 2016	LUU, VINH	CONTRAT 1228 - Montée-de-Liesse entre Réverchon et McCaffray et divers autres endroits	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	25 289,62 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TRANS-FORM EXACT	CAR825560	13 OCT. 2016	BEAULIEU, DAMIEN	PANNEAUX SANDWICH POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 253,56 $
TRANSMISSION MARIO INC	CAR827916	14 OCT. 2016	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	REMPLACER TRANSMISSION À LA DEMANDE DE M. BENOIT ALLARD VOIR FACTURE #20451	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 325,84 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1129010	06 OCT. 2016	BRIDEAU, ANDRE	Travaux d'excavation pour le remplacement d'un tuyau d'égout 8" à partir du trottoir jusqu'à la limite de la ligne de propriété. Endroit 781, avenue Stuart, Outremont	Outremont	Réseaux d'égout	3 359,60 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1149720	21 OCT. 2016	LAFOND, DANIEL	Réparation d'une section de la conduite d'égout au 6905 1e avenue(JV)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	2 099,75 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1156410	19 OCT. 2016	BRIDEAU, ANDRE	Travaux excavation au adresse 780 à 786 avenue Stuart, Outremont	Outremont	Réseaux d'égout	8 189,02 $
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1157269	24 OCT. 2016	POITRAS, DOMINIC	ÉGOUT - Branchement d'égout au 7590, rue Casgrain	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	4 199,50 $
TRANSPORT SIMULATION SYSTEM TSS	1096010	27 OCT. 2016	LÊ, SON-THU	Assistance technique pour le logiciel Aimsun dans le cadre du SRB Pie-IX	Infrastructures, voirie et transports	Signalisation lumineuse	35 546,13 $
TREMBLAY SAVOIE LAPIERRE	1154228	07 OCT. 2016	GUAY, PATRICE	avocats dossier J.G.	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 225,85 $
TREMBLAY SAVOIE LAPIERRE	1155151	13 OCT. 2016	GUAY, PATRICE	avocats assistance judiciaire ED	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 066,95 $
TREMBLAY SAVOIE LAPIERRE	1155910	17 OCT. 2016	GUAY, PATRICE	avocats dossier assistance judiciaire JG	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 103,69 $
TREMBLAY SAVOIE LAPIERRE	1155910	17 OCT. 2016	GUAY, PATRICE	avocats dossier assistance judiciaire JG	Affaires juridiques	Affaires civiles	144,36 $
TRI-ED LTD	1155088	13 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Alarme Incendie - Rehaussement de communicateur incendie de 2G à 3G bâtiment #9999 - demandé par Simon Trudel C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	24 848,65 $
TUBOQUIP	1156891	21 OCT. 2016	DESMARAIS, RICHARD	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Construction	19,21 $
TUBOQUIP	1156891	26 OCT. 2016	DESMARAIS, RICHARD	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 294,02 $
TUBOQUIP	1156891	21 OCT. 2016	DESMARAIS, RICHARD	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	32,52 $
TUBOQUIP	ROS826727	12 OCT. 2016	CHARRON, DANIEL	#4411-6, FITTING DROIT #6 REUTILISABLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 639,16 $
UNION DES ECRIVAINES ET ECRIVAINS QUEBECOIS	1154502	11 OCT. 2016	BARRETTE, OLIVIER	Résidence en bibliothèque - Bibliothèque Langelier et bibliothèque Henri-Bourassa	Culture	Bibliothèques	5 000,00 $
UNITED RENTALS (TMA#518086)	1153254	04 OCT. 2016	AMOUSSOU, EULOGE	LAC - Pilon compacteur 24-2800 lbs	Lachine	Réseau de distribution de l'eau potable	3 017,34 $
USINAGE LEBRO INC.	CAR823448	14 OCT. 2016	AUDY, MICHEL	C1114549 (FABRIQUER ET TREMPER DEUX ENGRENAGES DE DIFFERENTIEL (BALLADE) JARDIN BOTANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 519,70 $
USINAGE USI-MAX INC.	ROS825304	17 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	SOUDER, ASSEMBLER ET SOUDER, ASSEMBLER ET MODIFICATION DE MANCHON POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 241,49 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
USINAGE USI-MAX INC.	ROS828583	20 OCT. 2016	GARNEAU, DOMINIC	ASSEMBLER ET SOUDER ALLONGE POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 299,25 $
VANHOF & BLOKKER LTD	vf165113	19 OCT. 2016	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 584,84 $
VENTILATION BELLE-RIVE INC	1156403	19 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Remplacement de deux ventilateurs au garage Dickson - Incidence 14707	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	23 794,26 $
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC	1143924	12 OCT. 2016	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Nettoyage de l'étang au JJAP	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 542,00 $
VERDUN TUILES ET CERAMIQUES	1153260	04 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de céramique dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 727,07 $
VICROC INC.	1158501	28 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	183,73 $
VICROC INC.	1158501	28 OCT. 2016	JUTEAU, JACQUES	REAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE MAG-08 DICKSON POUR ACHAT RÉGULIER	Approvisionnement	Matériel roulant	10 824,21 $
VIDEO EXPERTS	1158052	26 OCT. 2016	FORTIN, FRANCINE	Aménagement : 1624679005 -Réparation de caméra pour la DERA (approuvé par Hugues Bessette)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 054,72 $
VIDEOTRON S.E.N.C	1095017	24 OCT. 2016	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Internet - Frais de services courants mensuels - Complexe sportif Claude-Robillard - Année 2016	Diversité sociale et des sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 210,59 $
VIDEOTRON S.E.N.C	1153261	04 OCT. 2016	LUU, VINH	Avenue des Érables, coin rue Jean-Talon Est Montréal (conversion)	Commission des services électriques	Autres biens - Rénovation urbaine	27 478,20 $
VILLE MONT-ROYAL	1108594	14 OCT. 2016	FORTIN, FRANCINE	Bail 6091-001 Location annuelle Compteur d¿eau 27-007-172-00 au 5900 rue Ferrier Ajustement de la consommation Client 1600 (C)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 545,70 $
VITRERIE ARMAND	1152869	05 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Bibliothèque Notre-Dame-de-Grâce (0151) - 3755, rue Botrel - Devis 6451 - Fournir et installer plusieurs verres thermo clair fini 3/4 - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 443,64 $
VITRERIE ARMAND	1152975	03 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Travaux de vitrerie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 188,98 $
VITRERIE AVEC VOUS INC	1153079	03 OCT. 2016	LEVESQUE, PIERRE	Enlever vitres brisées sur 7 thermos, fournir et installer 9 vitres 35 X 89, 1 vitre 32 X 36, 1 vitre 22 X 42 au QG du SPVM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 912,91 $
VIVRE EN VILLE	1153950	06 OCT. 2016	PELLERIN, GUY	Journées du design actif - Activité de célébration et actes du colloque -Ref : Marie-Hélène Armand	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	19 039,48 $
VOJD STUDIOS	1155854	17 OCT. 2016	GUERIN, SERGE	Remboursement des frais de déplacement à Montréal des conférenciers Christian Hartung et Hristyiana Vucheva pour la conférence Wear it Smart les 19 et 20 octobre prochains selon la facture CM2016927_R1.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 084,58 $
VOLUME2 INC.	1155665	14 OCT. 2016	GUERIN, SERGE	Contrat de services professionnels octroyé à la firme Volume2 pour réaliser des relations de presse pour le lancement du concours international de design pour la conception de modules d'information de chantier " Pour mieux	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 677,18 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL	recherchechangement06102016	14 OCT. 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement de recherche et de soutien (articles 474.0.1 de la Loi sur les Cités et Villes et règlement sur le remboursement des dépenses de recherche et de soutien des conseillers)	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	10 844,56 $
VRAI CHANGEMENT POUR MONTREAL-LUC BELHOMME	allocationchangement061016	14 OCT. 2016	SIMARD, JEAN-SEBASTIEN	Dépenses admissibles à un remboursement d'allocation aux partis autorisés (articles 474.0.4 de la Loi sur les Cités et Villes).	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 750,46 $
VWR INTERNATIONAL	1156658	20 OCT. 2016	ARBIC, DENISE	Équipement de laboratoire	Environnement	Autres - Hygiène du milieu	2 634,31 $
VWR INTERNATIONAL	8652097865	26 OCT. 2016	DURAND, CATHERINE	BC 208567 / Drosophila	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 629,35 $
W. COTE ET FILS LTEE	1156364	20 OCT. 2016	COUTURE, MICHEL	Service - Transport de colis (Frais de transport)	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	88,01 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMERO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
W. COTE ET FILS LTEE	1156364	19 OCT. 2016	COUTURE, MICHEL	RESSORT,BOUDIN,15" X 4 1/2'' DIA,CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 135,47 $
W. COTE ET FILS LTEE	1156397	19 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIRO INVENTAIRE LAME CHASSE-NEIGE, RESSORT PELLE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 286,63 $
W. COTE ET FILS LTEE	1156397	20 OCT. 2016	HAMELIN-PROVOST, GINETTE	RÉAP. PIRO INVENTAIRE LAME CHASSE-NEIGE, RESSORT PELLE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	66,01 $
WESCO DISTRIBUTION CANADA GP INC.	1157644	25 OCT. 2016	BRISEBOIS, LUC	Achat inventaire	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 351,72 $
WINKELMOLEN NURSERY LTD	1154994	12 OCT. 2016	GAUDET, MARTIN	Achat de baliveaux pour la pépinière.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 353,57 $
WOLSELEY CANADA INC	1147269	12 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92676, ACHAT DE PIÈCES POUR LE REMPLACEMENT MITIGEURS AU CENTRE PIERRE-CHARBONNEAU #0087, WOLSELEY CANADA INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 357,30 $
WOLSELEY CANADA INC	1147276	12 OCT. 2016	THIFFAULT, YVAN	PLOMBERIE (TNC 92656, ACHAT DE PIÈCES POUR LA RÉFECTION DES DOUCHES AU CENTRE PIERRE-CHARBONNEAU #0087, WOLSELEY CANADA INC)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 111,11 $
WOLSELEY CANADA INC	1152482	03 OCT. 2016	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP COLBERT - RACCORD DE DRAIN	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 677,18 $
WOLSELEY CANADA INC	1153970	06 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie - Raccords laiton pour divers bâtiments - commandé par Azize Kamil C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 028,90 $
WOLSELEY CANADA INC	1155144	13 OCT. 2016	LABOS, COSTAS	Plomberie Tuyaux pvc pour divers bâtiment - demandé par Azize Kamil C/M	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 206,20 $
WOLSELEY CANADA INC	1156450	19 OCT. 2016	COUTURE, CHARLES	Foreuse, réservoir, ensemble de freinage et guide de chanfreinage	Service de l'eau	Réseaux d'égout	925,04 $
WOLSELEY CANADA INC	1156450	19 OCT. 2016	COUTURE, CHARLES	Foreuse, réservoir, ensemble de freinage et guide de chanfreinage	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	756,86 $
WOLSELEY CANADA INC	1156450	25 OCT. 2016	COUTURE, CHARLES	Foreuse, réservoir, ensemble de freinage et guide de chanfreinage	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	693,55 $
WOLSELEY CANADA INC	1156450	25 OCT. 2016	COUTURE, CHARLES	Foreuse, réservoir, ensemble de freinage et guide de chanfreinage	Service de l'eau	Réseaux d'égout	847,67 $
WOLSELEY CANADA INC	1156793	20 OCT. 2016	EMOND, LISE	Réapprovisionnement ponctuel du Centre de distribution Mtl.	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 479,38 $
WSP CANADA INC.	1141180	25 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Estimation des coûts du projet de construction d'un nouveau centre aquatique intérieur au Centre Rosemont	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	14 488,27 $
WSP CANADA INC.	1155832	17 OCT. 2016	BERNIER, LISE	Contrat de service professionnel pour une étude sur la gestion de l'aménagement du stationnement dans le secteur Anjou-Langelier	Service de la mise en valeur du territoire	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	22 742,39 $
WSP CANADA INC.	1156720	20 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Analyses géotechnique et environnementale du sol au périmètre de l'hôtel de ville et production du rapport - Incidence 13672	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	16 166,80 $
WSP CANADA INC.	1157654	25 OCT. 2016	LALONDE, SOPHIE	Devis descriptif et caractérisations supplémentaires de la tuyauterie afin de définir la portée des travaux de décontamination des matériaux dans le cadre du projet de restauration de la maçonnerie du Château Dufresne - Incidence	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	10 309,77 $
XPERLOC INC.	1156077	18 OCT. 2016	MASSE, PAUL	Location d'un camion Freight 2014 avec benne Heil (3ALHCYCYEDFU7797) - du 12 octobre au 11 novembre 2016	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 671,96 $
YVES LACOMBE-PHOTOGRAPHE	1157170	24 OCT. 2016	CECILE, DANIELLE	Contrat de services techniques pour la prise de photos pour l'événement Découverte de quartiers (Yves Lacombe)	Service de la mise en valeur du territoire	Autres biens - Rénovation urbaine	15 538,15 $
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	MAD828506	20 OCT. 2016	BLAIS, JEAN-ROBERT	10003Z ENSEMBLE DE STROBE AVEC AMP CNCTR11-30V Y/Y (VERIFIER POUR ENSEMBLE DE 2)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 021,32 $

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 01 AU 31 OCTOBRE 2016

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
						Total:	**13 234 344,12 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.04

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1163430022

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Le dépôt de documents séance tenante lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 1525 »

Il est recommandé au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Le dépôt de documents séance tenante lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 1525 ».

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-10 08:58

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163430022**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur la présidence du conseil intitulé « Le dépôt de documents séance tenante lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 1525 »

CONTENU

CONTEXTE

À son assemblée ordinaire du 15 décembre 2015, le conseil municipal a confié à la Commission de la présidence du conseil le mandat d'étudier la pertinence que le comité exécutif remette tous les documents reliés aux sujets inscrits à l'ordre du jour définitif au moins trois jours avant la date de la séance du conseil de Ville de Montréal, pour éviter que des dossiers décisionnels soient déposés séance tenante.
La commission a déposé son rapport au conseil municipal du 20 juin 2016.

Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 3 août 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1258 - 3 août 2016 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Le dépôt de documents séance tenante lors des séances des instances décisionnelles - Mandat CM15 1525 »
CM15 1515 - 15 décembre 2015 - Motion de l'opposition officielle contre le dépôt des documents séance tenante

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-09

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-11-10

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL PORTANT SUR LE DÉPÔT DE DOCUMENTS SÉANCE TENANTE LORS DES SÉANCES DES INSTANCES DÉCISIONNELLES – MANDAT CM15 1525

Mise en contexte

À son assemblée ordinaire du 15 décembre 2015, une motion de l'opposition officielle propose que tous les documents reliés aux sujets inscrits à l'ordre du jour définitif soient remis aux éluEs au moins trois jours avant la date de la séance du conseil de Ville de Montréal à défaut de quoi ils ne pourront être traités lors de l'assemblée du conseil de ville, et ce dans tous les cas et sans exception. Un amendement de ladite motion permettant que lesdits sujets puissent être traités suite à une approbation aux deux tiers des éluEs fut proposé. Le conseil municipal a ensuite confié à la Commission de la présidence du conseil le mandat d'étudier la proposition d'amendement ainsi que la motion et la pertinence que le comité exécutif propose la révision des règles actuelles.

La Commission a déposé son rapport à la séance du conseil municipal du 20 juin 2016. Le comité exécutif en a été saisi à sa séance du 3 août 2016.

Dans ce qui suit, le comité exécutif répond à la seule recommandation formulée par la Commission dans son rapport.

R-1

Qu'un point inscrit à l'ordre du jour pour lequel le dossier décisionnel ou le texte d'une déclaration n'a pas été soumis au moins 3 jours avant la date de l'assemblée ne peut être pris en considération, sauf si le conseil y consent par une décision prise aux deux tiers des membres du conseil (soit 44 sur 65 membres votants);

Qu'une motion pour permettre l'étude d'un tel point est présentée par le leader de la majorité avant l'adoption de l'ordre du jour. Cette motion fait l'objet d'un débat restreint entre leaders. Advenant qu'il y ait plusieurs points inscrits à l'ordre du jour pour lesquels le dossier décisionnel ou le texte d'une déclaration n'a pas été soumis dans les délais souhaités, chacun des points serait débattu individuellement et non en bloc.

Réponse à R-1

Le comité exécutif accueille favorablement la recommandation de la Commission qui modifie légèrement la proposition de l'amendement de la motion principale et souscrit à la possibilité de déposer des documents avec un plus court préavis qu'à l'habitude. Donc, un vote aux deux tiers sera dorénavant nécessaire (au lieu de la majorité simple qui est présentement requise au moment de l'adoption de l'ordre du jour), pour permettre l'étude de sujets déjà inscrits dont les documents n'ont pas été remis aux éluEs au moins trois jours avant la date d'une assemblée ordinaire du conseil de ville.

Le comité exécutif mandate donc le Service du greffe pour préparer un sommaire décisionnel visant à modifier les règles prévues au Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051) en ce sens avant le 31 décembre 2016.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission de la présidence du conseil pour la qualité du rapport produit concernant le dépôt de documents séance tenante lors des séances des instances décisionnelles.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 04.05

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1163430023

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics ayant pour objet l'examen public sur les véhicules en libre-service (VLS) : une nouvelle offre de mobilité à encadrer

Il est recommandé au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics ayant pour objet l'examen public sur les véhicules en libre-service (VLS) : une nouvelle offre de mobilité à encadrer.
Il est recommandé au comité exécutif de mandater le Service de la mise en valeur du territoire :

- afin qu'il entreprenne des démarches afin d'encourager les opérateurs de VLS présents à Montréal à partager leurs données de déplacement (R-4)

- pour assurer le suivi des services actuels d'autopartage et déposer un bilan quinquennal à partir des données disponibles (R-7)

- pour rencontrer les représentants de la Chaire en mobilité de Polytechnique Montréal, en vue du dépôt au cours de l'année 2017 d'une étude sur l'impact du déploiement des VLS sur les différents modes de transport concernés (R-8)

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-15 12:07

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1163430023

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics ayant pour objet l'examen public sur les véhicules en libre-service (VLS) : une nouvelle offre de mobilité à encadrer

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 novembre 2014, la Commission sur le transport et les travaux publics déposait son rapport de consultation et ses recommandations au conseil municipal, à la suite de l'examen public sur les véhicules en libre-service (VLS) : une nouvelle offre de mobilité à encadrer.
Le 10 décembre 2014, le comité exécutif fut saisi de ce rapport.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE14 1946 - 10 décembre 2014 - Prendre connaissance du rapport et des recommandations de la Commission sur le transport et les travaux publics ayant pour objet l'examen public sur les véhicules en libre-service (VLS) : une nouvelle offre de mobilité à encadrer
CM14 0049 - Séance du 28 janvier 2014 - Mandater la Commission sur le transport et les travaux publics pour analyser le rapport de consultation publique tenue en juin 2013 et formuler des recommandations menant, s'il y a lieu, à l'adoption d'une Politique municipale intégrée sur l'autopartage et les véhicules en libre-service (VLS)

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-12

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-11-15

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR LE TRANSPORT ET LES TRAVAUX PUBLICS SUR LES VÉHICULES EN LIBRE-SERVICE (VLS) : UNE NOUVELLE OFFRE DE MOBILITÉ À ENCADRER

Mise en contexte

La Commission permanente sur le transport et les travaux publics a procédé le 11 septembre 2014, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, et le 2 octobre 2014, à la salle 202 de l'Édifice Lucien-Saulnier situé au 155, rue Notre-Dame Est, à l'étude publique du dossier sur *les véhicules en libre-service (VLS) : une nouvelle offre de mobilité à encadrer*, et ce, conformément au mandat du conseil municipal en date du 28 janvier 2014 (CM14 0049).

La Commission a adopté ses recommandations le 5 novembre 2014 à la salle du conseil de l'hôtel de ville. Par la suite, le rapport a été déposé à la séance du conseil municipal du 24 novembre 2014. Le comité exécutif en fut saisi à sa séance du 10 décembre 2014.

Commentaire d'ordre général

La Commission a formulé 8 recommandations sur les trois thèmes suivants :

- ✓ les bénéfices de l'autopartage traditionnel et en libre-service intégral;
- ✓ la technologie et l'électrification;
- ✓ l'impact sur l'environnement et sur les autres moyens de transport.

Dans ce qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des recommandations émises par la Commission.

Les bénéfices de l'autopartage traditionnel et en libre-service intégral (selon les études actuelles)

R-1
Que, dans l'offre de transport de la Ville de Montréal (cocktail transport) et en collaboration avec les acteurs du milieu, l'Administration inclut les véhicules en libre-service (VLS) dans le Plan de transport de Montréal, au même titre que le transport en commun, le Bixi, le taxi, l'autopartage, le covoiturage et les véhicules en location pour favoriser et conserver une complémentarité entre les modes de transport;

Réponse à R-1
Le comité exécutif est favorable à la recommandation voulant que les véhicules en libre-service fassent partie du bouquet de solutions de mobilité offertes aux citoyens à Montréal pour diversifier l'offre de transport de la métropole. Les stratégies et outils de gestion de la mobilité adoptés par le conseil municipal, comme la Politique du stationnement et la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020, reflètent cette orientation, en mettant l'accent sur les modes durables, notamment les véhicules en libre-service.

R-2
Que les autorités municipales compétentes encouragent les opérateurs de service de VLS à étendre leur service sur l'ensemble du territoire montréalais.

Réponse à R-2

Le comité exécutif est favorable à cette recommandation. Il souhaite encourager le développement de l'offre de VLS et définir un encadrement qui assurera son succès.

À cet égard, le conseil municipal s'est déclaré compétent, le 17 mai 2016, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules (CM16 0614). Par cette action, la Ville de Montréal entend planifier le déploiement du service à l'échelle de son territoire, en partenariat avec les arrondissements et les fournisseurs de véhicules en libre-service.

R-3
Que l'Administration, en collaboration avec les arrondissements, étudie les modes d'implantation et de gestion des VLS en évaluant l'efficience de tous les systèmes disponibles, qu'ils soient compétitifs ou monopolistiques;

Réponse à R-3
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation et a mandaté le Service de la mise en valeur du territoire pour étudier, en collaboration avec les arrondissements, les modes d'implantation et de gestion des VLS.

À cet égard, la Ville de Montréal a lancé un appel d'intérêt international en juin 2015 afin d'approfondir ses connaissances du marché des véhicules en libre-service tout en proposant un modèle d'implantation d'une flotte de véhicules électriques en libre-service. Suite à cet appel, six entreprises intéressées ont formulé des commentaires quant au modèle proposé.

Le Service de la mise en valeur du territoire a également entrepris une analyse des différents modèles de véhicules en libre-service qui existent à travers le monde. Une validation auprès des différents services municipaux, comme l'approvisionnement et les affaires juridiques a permis de mieux baliser le modèle souhaité par la Ville. De même, la Ville a également évalué les besoins et la localisation des infrastructures de recharge, en consultation avec les arrondissements.

Le modèle mis en place par la Ville de Montréal, en vigueur le 1er janvier 2017, se définit par :

- l'implication de la Ville par l'implantation d'un minimum de 1 000 bornes de recharge sur rue d'ici 2020, accessibles aux propriétaires de véhicules électriques et aux véhicules électriques en libre-service;
- le déploiement progressif d'un réseau de véhicules électriques en libre-service par des fournisseurs privés;
- l'accès du domaine public de la Ville aux véhicules électriques en libre-service.

R-4
Que les autorités municipales compétentes exigent des entreprises de VLS le partage de leurs données de déplacement étant donné l'autorisation de stationner sur le domaine public;

Réponse à R-4
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation qui est en cohérence avec la Politique de données ouvertes de Montréal, et mandate le Service de la mise en valeur du territoire afin qu'il entreprenne des démarches afin d'encourager les opérateurs de VLS présents à Montréal à partager leurs données de déplacement.

R-5
Que les autorités municipales compétentes assurent le maintien de conditions identiques pour toutes les entreprises de VLS dans les arrondissements où la vignette de stationnement universelle est reconnue;

Réponse à R-5
Le modèle retenu est ouvert à la concurrence et permet aux forces du libre-marché d'opérer. Les mêmes règles s'appliquent à toutes les entreprises de véhicules en libre-service désireuses de s'implanter à Montréal dans le respect des balises établies et des objectifs d'électrification de la métropole.

La technologie (systèmes informatiques et opérationnels) et l'électrification (batteries efficaces et bornes de recharge)

R-6
Que l'Administration, en collaboration avec ses partenaires, établisse des priorités pour faire évoluer rapidement les modes de transport vers une technologie plus écologique et propose des mesures pour aider à l'électrification des véhicules en instaurant, par exemple, une tarification distincte pour les VLS électriques ou en invitant les entreprises à contribuer à l'implantation d'un réseau de bornes électriques;

Réponse à R-6
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation, dont la portée est conforme à la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 adoptée en juin 2016.

Le modèle montréalais pour les VLS prévoit un encadrement règlementaire (règlement 16-054) qui permet le déploiement du service de VLS par toutes les entreprises répondant aux objectifs d'électrification de la Ville. Cet encadrement prévoit que les fournisseurs de services se dotent progressivement de véhicules électriques, afin d'atteindre une flotte 100% électrique d'ici 2020. La création d'un environnement propice au déploiement de VLS électriques à l'échelle du territoire est assurée par l'implantation par la Ville d'un réseau d'au moins 1000 bornes de recharge, à l'échelle du territoire de la Ville de Montréal, d'ici 2020.

R-7
Que l'Administration évalue, au terme d'une période de cinq ans, la situation de l'autopartage sur le territoire de Montréal ;

Réponse à R-7
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation. L'évaluation devra comprendre également les véhicules en libre-service.

Le comité exécutif mandate le Service de la mise en valeur du territoire pour assurer le suivi des services actuels et déposer un bilan quinquennal à partir des données disponibles.

De plus, un comité aviseur VLS sera mis sur pied avec les opérateurs, afin d'assurer une veille sur la situation des VLS à Montréal, et trouver des solutions à certains enjeux, comme la gestion des espaces au centre-ville.

L'impact sur l'environnement et sur les autres moyens de transport

R-8
Que l'Administration commande à un organisme autonome - Polytechnique Montréal par exemple -, une étude supplémentaire au sujet de l'impact du déploiement des VLS à Montréal sur l'industrie du taxi, les entreprises de location de véhicules, les transports en commun, le taux de motorisation des ménages à Montréal et tout autre indicateur en matière de transport et d'environnement que l'organisme juge opportun d'étudier, et que cette étude soit déposée au conseil municipal.

Réponse à R-8
Le comité exécutif est favorable à cette recommandation.

Avec l'implantation d'un modèle favorisant l'électrification progressive des véhicules en libre-service, il mandate le Service de la mise en valeur du territoire pour rencontrer les représentants de la Chaire en mobilité de Polytechnique Montréal, en vue du dépôt au cours de l'année 2017 d'une étude sur l'impact du déploiement des VLS sur les différents modes de transport mentionnés. De plus, cette étude étudierait les bénéfices de l'électrification des flottes de véhicules en libre-service. Cette étude viendrait compléter celle en cours actuellement à la Chaire pour établir le portrait de l'industrie du taxi, et ses interactions avec les autres modes de transport. Celle-ci compléterait aussi une étude sur le projet Auto-mobile de Communauto réalisée dans le cadre d'un programme de recherche de trois (3) ans co-financé par le Conseil de recherche en sciences naturelles et génie (CRSNG) et Communauto.

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur le transport et les travaux publics pour la qualité du rapport produit sur *les véhicules en libre-service (VLS) : une nouvelle offre de mobilité à encadrer* et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 4.06

2016/11/21
13:00

Dossier # : 1163430021

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé : Résiliation du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725)

Il est recommandé de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé : Résiliation du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725)

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-15 12:07

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163430021**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé : Résiliation du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725)

CONTENU

CONTEXTE

La Commission permanente sur l'inspecteur général a déposé au conseil municipal du 22 août 2016 et au conseil d'agglomération du 25 août 2016 ses recommandations faisant suite à l'étude du rapport de l'inspecteur général sur la résiliation du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725). Le 14 septembre 2016, le comité exécutif fut saisi de ce rapport.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1497 - 14 septembre 2016 - Prendre acte des recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé « Résiliation du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725) »

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-14

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-11-15

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163430021

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du rapport de l'inspecteur général intitulé : Résiliation du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater (appel d'offres 14-12725)



Réponse CE à CIG - Motopompes Atwater_1163430021.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL FAISANT SUITE À LA RÉSILIATION PAR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DU CONTRAT VISANT L'ACQUISITION DE 14 GROUPES MOTOPOMPES POUR L'USINE ATWATER (APPEL D'OFFRES 14-12725)

Mise en contexte

Le 20 juin 2016, le Bureau de l'inspecteur général a transmis à la Ville de Montréal son Rapport sur la résiliation du contrat visant l'acquisition de 14 groupes motopompes pour l'usine Atwater. Le rapport a été déposé le même jour au conseil municipal et le 22 juin au conseil d'agglomération Les 29 juin et 8 août 2016, la Commission permanente sur l'inspecteur général a tenu deux séances de travail pour étudier ce rapport. La Commission a déposé son rapport au conseil municipal du 22 août 2016.

Commentaires d'ordre général

Le rapport de la Commission fait état de six recommandations. Dans ce qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à l'ensemble de ces recommandations.

R-1
La Commission est d'avis qu'il y a eu un sérieux manque de rigueur dans la gestion de l'ensemble du dossier et que des correctifs devront être apportés par les unités responsables dans leurs façons de faire.

R-2
La Commission recommande que, dans tous les dossiers, le libellé des appels d'offres devrait être respecté intégralement et ne pas être modifié arbitrairement en cours de processus.

R-3
La Commission recommande que le lancement d'un appel d'offres soit systématiquement précédé d'une analyse rigoureuse du marché.

R-4
La Commission recommande que le Service de l'approvisionnement soit l'unité administrative responsable et imputable sur toutes les questions liées à l'admissibilité des soumissionnaires.

R-5
La Commission recommande que des programmes de formation et d'information portant sur l'ensemble des processus liés aux appels d'offres, à l'octroi des contrats et à la gestion contractuelle soient élaborés et mis à jour à l'intention des employés, du personnel cadre et des élus municipaux.

Réponse à R-1, R-2, R-3, R-4 et R-5
Le comité exécutif rappelle que la sollicitation des marchés est un processus très encadré par des lois, des politiques, telle la politique de gestion contractuelle, révisée au mois d'août 2016, et diverses directives internes. La Ville dispose d'une expertise importante dans ce domaine, répartie dans les principaux services effectuant des travaux et dans ceux qui les soutiennent. Le Service des affaires juridiques et celui de l'approvisionnement organisent régulièrement des activités de formation à ce sujet. Une formation traitant de la nouvelle Politique de gestion contractuelle, mentionnée plus haut, est d'ailleurs en préparation par ces deux services, pour diffusion à l'automne.

Les services et arrondissements de la Ville lancent annuellement des centaines d'appels d'offres, dont la nature, l'ampleur et la complexité varient grandement, et la quasi totalité d'entre eux se déroulent normalement et se concluent par un octroi de contrat en bonne et due forme. Cela n'a pas été le cas dans le dossier faisant l'objet du rapport de la Commission. Les fonctionnaires impliqués ont agi dans ce qu'ils croyaient être le meilleur intérêt de la Ville. Le comité exécutif constate que leur interprétation des règles applicables dans ce dossier diffère de celle de l'inspecteur général, qui a résilié le contrat; décision qui n'a pas été remise en question par notre Administration.

Cette situation met en lumière l'importance de redoubler de prudence dans l'analyse des dossiers d'appels d'offres qui comportent des éléments prêtant à l'interprétation. Le comité exécutif encourage donc tous les services concernés à s'inspirer du dossier d'acquisition des groupes motopompes à l'usine Atwater pour bonifier leurs pratiques et outils de gestion, et ce dans une perspective d'amélioration continue.

R-6
La Commission recommande d'élargir le mandat de la CPEC pour lui permettre d'aller plus en profondeur dans l'étude et le suivi des mandats qui lui sont confiés par le comité exécutif, notamment en lui permettant de recevoir et d'analyser le suivi des déboursés et de l'utilisation des contingences des contrats qu'elle a étudiés.

Réponse à R-6
Le comité exécutif voit mal en quoi cette recommandation concerne la résiliation du contrat des motopompes à l'usine Atwater. Il informe néanmoins les membres de la Commission que pour le moment, aucune modification au mandat des commissions permanentes du conseil n'est envisagée.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur l'inspecteur général pour la qualité du rapport produit sur le rapport de l'inspecteur général portant sur la résiliation du contrat visant l'acquisition des groupes motopompes à l'usine Atwater et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 4.07

2016/11/21
13:00

Dossier # : 1163430025

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du Rapport et des recommandations de l'inspecteur général concernant le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau

Il est recommandé au conseil d'agglomération de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du Rapport et des recommandations de l'inspecteur général concernant le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-15 12:07

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163430025**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du Rapport et des recommandations de l'inspecteur général concernant le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau

CONTENU

CONTEXTE

Les 27 et 30 avril 2015, la Commission permanente sur l'inspecteur général déposait aux conseils municipal et d'agglomération ses recommandations suite à l'étude du Rapport et des recommandations de l'inspecteur général concernant le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau.
Le 13 mai 2015, le comité exécutif fut saisi de ce rapport.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0939 - 13 mai 2015 - Prendre acte des recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général suite à l'étude du Rapport et des recommandations de l'inspecteur général concernant le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau

DESCRIPTION

Ayant pris connaissance des recommandations contenues au rapport de la commission, le comité exécutif dépose son rapport lui ayant trait.

JUSTIFICATION

Conformément à la résolution CE10 1682, adoptée le 20 octobre 2010, le comité exécutif prend connaissance des recommandations contenues au rapport d'une commission et dépose un rapport ayant trait à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la *Loi sur les cités et villes* et à la *Charte de la Ville de Montréal* , leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-15

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-11-15

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1163430025

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'inspecteur général à la suite de l'étude du Rapport et des recommandations de l'inspecteur général concernant le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau




Réponse CE_SPJD_1163430025.pdfBIG__Resiliation 4 contrats -fin_2015.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF

AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL AYANT ÉTUDIÉ LE RAPPORT DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL CONCERNANT LE PROJET DE REVITALISATION ET DE DÉVELOPPEMENT HORIZON 2017 DE LA SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU

Mise en contexte

La Commission permanente sur l'inspecteur général a tenu des séances de travail les 26 et 30 mars et le 9 avril 2015 pour étudier le rapport de l'inspecteur général sur le projet de revitalisation et de développement Horizon 2017 de la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD). Elle a déposé son rapport, assorti de 3 recommandations, au conseil municipal du 27 avril et au conseil d'agglomération du 30 avril 2015. Dans ce qui suit, le comité exécutif répond aux recommandations de la commission.

R-1
Que la Ville procède à la mise en tutelle provisoire de la Société du parc Jean-Drapeau, selon les modalités qu'elle définira, dans le but d'assurer la poursuite des activités et la relance des projets, notamment ceux liés à Horizon 2017.

R-2
Que le tuteur de la Société du parc Jean-Drapeau procède à la résiliation des contrats suivants toujours en vigueur :

- Convention de services en gestion de projet pour la préparation des plans et devis d'exécution et la réalisation d'un PAMV intervenue entre la SPJD et le QIM le 19 septembre 2014;
- Convention de services professionnels en architecture du patrimoine, architecture et design urbain pour les phases d'avant-projet détaillé, de plans et devis de réalisation, tel qu'établi par le Programme d'aménagement et de mise en valeur du parc Jean-Drapeau intervenue entre la SPJD et Daoust-Lestage inc. le 15 août 2014;
- Convention de services professionnels en génie civil, de l'environnement, géotechnique et hydraulique tel qu'établi par le Programme d'aménagement et de mise en valeur du parc Jean-Drapeau intervenue entre la SPJD et WSP Canada Inc. le 18 août 2014;
- Convention de services professionnels en génie des structures dans le cadre du Programme d'aménagement et de mise en valeur du parc Jean-Drapeau intervenue entre la SPJD et WSP Canada Inc. le 10 septembre 2014.

R-3
Que la Ville de Montréal n'accorde plus de contrats de gré à gré à l'OBNL Quartier international de Montréal (QIM), et ce, quels que soient les montants en cause.

Réponse du comité exécutif

Le comité exécutif informe les membres de la commission que la Ville ne peut mettre la Société du Parc Jean-Drapeau en tutelle mais peut cependant accroître l'implication de ses services

dans la gestion des activités de cette paramunicipale. C'est dans cette optique que le comité exécutif a adopté, le 22 avril 2015, la résolution CE15 0764, en vertu de laquelle la SPJD devra recourir aux services de la Ville en matière de gestion de projets, approvisionnement, services juridiques et finances, conformément à l'article 8 de la convention intervenue entre les parties en 1996. La même résolution exige de la SPJD qu'elle résilie les contrats visés par les recommandations de l'inspecteur général et par celles de la commission et qu'elle n'accorde plus de contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Quartier international de Montréal (QIM).

La SPJD a procédé à la résiliation de ces contrats, tel que décrit dans la note du 20 octobre 2015 de Monsieur Ronald Cyr, directeur général, transmise à l'inspecteur général (ci-jointe).

Finalement, le comité exécutif prend bonne note du souhait de la commission à l'effet que la Ville ne donne plus de contrat de gré à gré à QIM et le prendra en considération lors de prochains octrois de contrat.

En conclusion

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur l'inspecteur général pour la qualité du rapport produit et pour la pertinence des recommandations découlant de leurs travaux.

Parc Jean-Drapeau

Montréal, le 20 octobre 2015

Bureau de l'Inspecteur général
1550, rue Metcalfe, bureau 1200
Montréal (Québec) H3A 1X6

Monsieur l'Inspecteur général,

La présente a pour but de porter à votre connaissance les suites données aux recommandations que vous avez formulées à l'intention de la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) dans votre rapport de mars 2015.

Nous tenons à vous informer que la SPJD a procédé à la résiliation des quatre contrats qui avaient été conclus avec les firmes QIM, Daoust-Lestage Inc. et WSP Canada Inc. Nous vous précisons, à cet égard, que des conventions de quittance ont été signées avec chacun des quatre fournisseurs en cause afin de se prémunir contre tout risque de poursuite ultérieure. En outre, tous les documents afférents aux travaux engagés ont été récupérés et appartiennent actuellement à la SPJD.

Par ailleurs, une collaboration a été mise en place avec la Ville de Montréal dans le cadre de l'approvisionnement, de la gestion de projet et des affaires juridiques.

Enfin, un cinquième contrat conclu avec la firme Stantec (anciennement Dessau Inc.) a également été résilié sur une recommandation du conseil d'administration lors de sa séance du 17 septembre dernier. Une convention de quittance pour éviter toute poursuite éventuelle est en cours de finalisation.

En espérant avoir répondu à vos attentes, nous vous prions de recevoir, Monsieur l'Inspecteur général, l'expression de nos salutations les plus sincères.

Ronald Cyr
Directeur général

CC. Danièle Henkel

Société du parc Jean-Drapeau
Pavillon du Canada
1, circuit Gilles-Villeneuve
Montréal (Québec)
Canada H3C 1A9

Téléphone : 514 872-6120
Télécopieur : 514 872-5691
www.parcjeandrapeau.com

CA 21/10/2015

BUREAU DE
L'INSPECTEUR GÉNÉRAL
VILLE DE MONTRÉAL

Le 29 octobre 2015

Monsieur Ronald Cyr
Directeur général
Société du parc Jean-Drapeau
Pavillon du Canada
1, circuit Gilles-Villeneuve
Montréal (Québec) H3C 1A9

Monsieur le Directeur général,

Nous accusons réception de votre lettre du 20 octobre dernier faisant suite au dépôt de notre rapport du mois de mars 2015 concernant le projet de revalorisation et de développement, Horizon 2017, de votre Société.

Nous tenons à vous remercier pour le suivi et les actions prises en réponse à nos recommandations. Nous sommes convaincus que l'expertise et les ressources disponibles au sein de la Ville de Montréal sauront vous appuyer dans la poursuite de vos activités, et plus particulièrement dans le cadre d'octrois de contrats futurs.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, nos salutations distinguées.

L'inspecteur général,

Denis Gallant, Ad. E.

c. c. Mme Danièle Henkel, présidente du conseil d'administration - SPJD

1550, rue Metcalfe
12e étage, bureau 1200
Montréal (Québec)
H3A 1X6

514 280-2800
big@bigmtl.ca

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 27 octobre 2016, à 17 h

Au CM du lundi 21 novembre 2016, à 13 h

Article 7.01

20.01	Service de l'approvisionnement , Direction - 1161541004

Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une durée de 36 mois, avec une possibilité de prolongation de 24 mois, avec la firme Équipements Plannord ltée, pour la fourniture de pièces authentiques de marque Prinoth dans le cadre de l'entretien et de la réparation des véhicules utilitaires à chenilles utilisés pour le déneigement du parc motorisé de la Ville (fournisseur unique)

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service de l'approvisionnement , Direction - 1165085002

Autoriser la prolongation d'ententes-cadres conclues avec Sharp Électronique du Canada ltée (CG14 0139) pour l'acquisition ou la location, incluant le service d'entretien, d'équipements multifonctions d'impression monochromes et couleurs sur demande, pour une durée de 24 mois, soit du 1er avril 2017 au 31 mars 2019

Adopté à l'unanimité.

20.03	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements - 1165288007

Mandater ASN Canada FIA pour un montant maximal de 226 155,83 $, taxes incluses, pour les services et frais de soumission, d'inspection, d'approbation, de suivi et d'accompagnement dans le processus d'homologation de la piste auprès de la Fédération Internationale Automobile (FIA) / Autoriser un virement budgétaire de 92 930 $ en 2016 à partir des dépenses contingentes de compétence d'agglomération vers le Service de la culture

Adopté à la majorité des voix.

20.04	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports - 1167000008

Accorder un contrat à Deric Construction inc. pour les travaux de reconstruction d'un tronçon et la réparation du mur de soutènement du chemin de Trafalgar (structure 81-5289) situé dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 975 585,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public 331301 (5 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1160749003

Accorder un contrat à Roland Grenier Construction ltée pour réaliser les travaux de mise aux normes de salles électriques du bâtiment des filtres du complexe de production d'eau potable Atwater, situé au 999, rue Dupuis dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 1 906 476,54 $, taxes incluses - Appel d'offres 5856 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1165965005

Accorder un contrat à Site intégration plus inc. (Groupe SIP) pour des travaux de rénovation des contrôles et le remplacement des projecteurs des systèmes de mise en lumière de l'hôtel de ville, situé au 275, rue Notre-Dame Est - Dépense totale 1 058 832,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5870 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.07	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières - 1166068001

Autoriser une dépense additionnelle de 62 291,16 $, taxes incluses, pour des travaux supplémentaires dans le cadre du contrat accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. pour l'audit des états financiers de l'exercice 2015 (CG14 0469), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 338 015,81 $ à 1 400 306,97 $, taxes incluses / Approuver un projet d'addenda no 2 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction - 1166316022

Accorder des contrats de services professionnels en ingénierie à Axor Experts-Conseils inc. (893 758,16 $, taxes incluses) et à WSP Canada inc. (962 858,14 $, taxes incluses), pour la réalisation de services de génie-conseil pour les différents projets sous la responsabilité du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal - Dépense totale de 2 135 108,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15404 (3 soum.) / Approuver deux projets de conventions à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service de la diversité sociale et des sports , Direction - 1151658004

Reporter l'échéance de la convention en vigueur entre la Ville et le Comité olympique canadien au 31 décembre 2017 afin de soutenir les bonifications à apporter à la Maison olympique canadienne à Montréal (CG15 0419) / Approuver un projet d'addenda à la convention de contribution à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.10	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité - 1161027006

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, aux fins du projet de reconstruction Turcot, un immeuble situé de part et d'autre de la rue Notre-Dame Ouest, entre l'autoroute 15 et l'avenue de Carillon, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pour une somme de 10 000 $, plus les taxes applicables, et ce, après que l'arrondissement concerné ait fermé et retiré de son domaine public le lot 5 909 281 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Adopté à l'unanimité.

20.11	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité - 1160783009

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède sans aucune contrepartie à Les Placements Canamall Limitée et Westcliff (Place de La Cité internationale Phase I) inc. tous les droits, titres et intérêts qu'elle pourrait prétendre détenir dans les lots 1 179 352, 2 401 372 et une partie du lot 3 027 886 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et vend une autre partie du lot 3 027 886 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour une somme de 1 120 $, plus les taxes applicables, dans le cadre de l'entente tripartite signée le 13 avril 1987 pour la mise en valeur du quadrilatère formé par le boulevard Robert-Bourassa, l'avenue Viger, la rue du Carré Victoria et la rue Saint-Antoine / Fermer et retirer du domaine public comme rue les lots 1 179 352, 2 401 372 et les deux parties du lot 3 027 886 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Adopté à l'unanimité.

20.12	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - 1165840009

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue de Développement Olymbec inc., pour les besoins de formation du Service de police de la Ville de Montréal, des espaces d'une superficie de 10 586 pieds carrés, au 2e étage de l'immeuble ainsi qu'une partie de terrain situés au 8491, rue Ernest Cormier, pour une période de 5 ans, à compter du 1er février 2017 - Dépense totale de 1 467 663,56 $, incluant le loyer, les travaux d'aménagement, les coûts d'entretien ménager, d'énergie ainsi que les taxes

Adopté à l'unanimité.

20.13	Service de la diversité sociale et des sports , Direction - 1166340002

Accorder un soutien financier additionnel, extraordinaire et non récurrent de 45 000 $ à Triathlon International de Montréal, pour la tenue d'une étape de la Coupe du monde de triathlon de l'ITU 2016 à Montréal, pour un montant total maximal de 145 000 $ en soutien financier et une valeur monétaire de 75 000 $, en soutien en biens et services / Approuver un projet d'addenda à la convention de contribution à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service de l'approvisionnement , Direction - 1167315005

Conclure des ententes-cadres collectives, pour une période de 12 mois, avec les firmes Recyclage Notre-Dame inc. (1 200 396,49 $, taxes incluses), Sanexen Services Environnementaux inc. (424 252 $, taxes incluses) et Solution Eau, Air, Sol (246 640,06 $, taxes incluses) pour la fourniture de services de sites pour la valorisation, le traitement et l'élimination de sols contaminés provenant des arrondissements - Appel d'offres public 16-15528 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1167231048

Autoriser une dépense additionnelle de 696 884, 49 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de réhabilitation sans tranchée de conduites d'eau potable par chemisage sur diverses rues dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre–Dame-de-Grâce, de Lachine, de LaSalle, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest, de Verdun et de Ville-Marie dans le cadre du contrat 329402 accordé à Aquarehab (Canada) inc., (CG16 0197), majorant ainsi le montant total du contrat de 11 562 395,46 $ à 12 259 279,95 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.16	Service de la culture , Direction - 1160230006

Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Gilles Mihalcean, artiste professionnel en arts visuels, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public intitulée « Paquets de lumière », pour le Parterre du Quartier des spectacles - Dépense totale de 672 603,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.17	Service de la culture , Direction - 1166689002

Accorder un contrat d'exécution d'oeuvre d'art à Jonathan Villeneuve, artiste professionnel, pour la fabrication et l'installation de l'oeuvre d'art public intitulée « Lux obscura », sur la rue Émery du Quartier latin, dans le Quartier des spectacles - Dépense totale de 252 945 $, taxes incluses / Approuver un projet de contrat à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1167386002

Accorder à PME MTL Ouest-de-l'Île une contribution financière non récurrente de 403 405 $ dans le cadre du partage des actifs du Centre local de développement Lachine / Approuver le projet d'addenda 1 à l'entente de délégation intervenue entre la Ville et PME MTL Ouest-de-l'Île (CG16 0347)

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité - 1163778005

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction consentie en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville sur six lots situés sur la rue Jules-Helbronner, lesquels font partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Adopté à l'unanimité.

20.20	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation - 1163278001

Accorder un soutien financier exceptionnel de 750 000 $ à l'organisme à but non lucratif (OBNL) HAVICO MN, Habitation, vision de communauté à Montréal-Nord pour la rénovation majeure à des fins de logement social et communautaire du bâtiment sis au 11985, avenue Monty dans l'arrondissement de Montréal-Nord

Adopté à la majorité des voix.

20.21	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1161550001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat de services professionnels à Conseillers en gestion informatique CGI inc. pour l'hébergement, l'exploitation et l'évolution du système Imagétique de la cour municipale, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018, pour une somme maximale de 1 939 168,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14944 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service du développement économique , Direction Investissement et développement - 1163455001

Accorder un soutien financier non récurent de 1 750 000 $ à l'organisme à but non lucratif MONTRÉAL, C'EST ÉLECTRIQUE pour promouvoir l'électrification des transports en milieu urbain / Approuver le projet de convention à cet effet

Adopté à la majorité des voix.

30.01	Service de l'eau , Direction - 1161158005

Autoriser le dépôt de demandes d'aide financière soumises par la Ville de Montréal au ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire (MAMOT) dans le cadre du volet 2 du programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)

Adopté à l'unanimité.

41.01	Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - 1160603008

Avis de motion - Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 711 848

Traité.

42.01	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1165925002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie détaillée, de plans et devis et de surveillance et les travaux préalables requis pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish

Adopté à l'unanimité.

42.02	Service de l'eau , Direction - 1162839002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 130 000 000 $ pour le financement de la conception, l'acquisition et l'installation des équipements de désinfection de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Adopté à l'unanimité.

42.03	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation - 1166692003

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)

Adopté à l'unanimité.

44.01	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme - 1162622006

Prendre connaissance du rapport de la Commission sur le Schéma d'aménagement et de développement de Montréal

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement concernant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) »

Adopté à l'unanimité.

45.01	Société de transport de Montréal , Direction - 1160854002

Approuver la modification du PTI 2016-2018 de la Société de transport de Montréal et approuver le Règlement R-167 autorisant un emprunt de 6 121 301 $ pour financer le projet d'implantation d'une solution intégrée de gestion des talents

Adopté à l'unanimité.

51.01	Service du greffe , Direction

Nominations de membres au conseil d'administration du Réseau de transport métropolitain

Adopté à l'unanimité.

51.02	Service du greffe , Direction

Nominations aux commissions permanentes

Adopté à l'unanimité.

Commission municipale Québec

Québec, le 31 octobre 2016

Monsieur Yves Saindon
Greffier
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bur. R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : CMQ-65456

Monsieur,

Vous trouverez, ci-jointe, une copie de la décision que la Commission municipale du Québec a rendue le 31 octobre 2016 relativement à l'enquête concernant madame Jacqueline Gremaud, conseillère municipale de la Ville de Montréal (arrondissement Outremont).

Nous vous rappelons que, conformément à l'article 28 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, cette décision doit être déposée au conseil à la première séance ordinaire suivant sa réception.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La secrétaire de la Commission,

Céline Lahaie, notaire

p. j. (1)

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Mezzanine, Aile Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2014
Sans frais : 1 866 353-6767
Télécopieur : 418 644-4676

Commission municipale du Québec

Date : **31 octobre 2016**

Dossier : **CMQ-65456**

Juge administrative : **Sylvie Piérard**

Personne visée par l'enquête : **Jacqueline Gremaud**
Conseillère de la Ville de Montréal
arrondissement Outremont

ENQUÊTE EN ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE
EN MATIÈRE MUNICIPALE

DÉCISION

LA DEMANDE

[1] La Commission municipale du Québec est saisie d'une demande d'enquête en éthique et déontologie transmise le 30 juin 2015, par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, conformément à l'article 22 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*[1] (LEDMM). Cette demande vise madame Jacqueline Gremaud, conseillère municipale de la Ville de Montréal, arrondissement Outremont.

[2] Selon la demande, madame Gremaud aurait eu une conduite dérogatoire aux articles 4 et 6 du *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement* de la Ville de Montréal, en ne divulguant pas un intérêt pécuniaire, en participant aux délibérations et en votant au conseil d'arrondissement, sur trois résolutions portant respectivement les numéros CA14 16 0113, CA15 16 0147 et CA15 16 0188.

[3] Plus spécifiquement, le plaignant allègue que l'intérêt pécuniaire de madame Gremaud proviendrait du fait que monsieur Éric Gagnon, le conjoint de madame Gremaud, est actionnaire majoritaire de la personne morale portant le nom de Docteur Éric Gagnon inc., qui est propriétaire d'une unité de copropriété divise située au 950, rue Champagneur.

[4] Or, selon le plaignant, l'intérêt pécuniaire particulier de madame Gremaud est indirect et provient d'une part de l'effet négatif sur la valeur des condominiums situés au 950, rue Champagneur, que pourrait entraîner la réalisation d'un projet de logements sociaux et, d'autre part, de l'effet positif qui pourrait découler de l'aménagement d'un espace vert à l'arrière de l'immeuble.

[5] Le 5 octobre 2016, le procureur de la Commission dépose une requête pour mettre fin à l'enquête.

---

1. RLRQ, chapitre E-15.1.0.1.

[6] Le 20 octobre 2016, la Commission tient une audience relativement à cette demande. Me Nicolas Dallaire, procureur indépendant de la Commission, Me François Tremblay, procureur de madame Gremaud, ainsi que cette dernière, sont présents.

LES REPRÉSENTATIONS

[7] Me Dallaire, procureur de la Commission, soutient qu'il n'a pas pu recueillir d'éléments de preuve qui permettent d'établir que madame Gremaud avait un intérêt pécuniaire ou même un intérêt potentiel ou apparent de nature pécuniaire.

[8] Or, cet élément est essentiel pour soutenir un des manquements allégués.

[9] Me Dallaire dépose une lettre de Bernard Côté, directeur du Service de l'évaluation foncière de la Ville de Montréal et évaluateur de la Ville, datée du 4 mai 2016, qui conclut que les projets visés par les résolutions CA14 16 0113, CA15 16 0147 et CA15 16 0188, n'auraient pas d'impact significatif sur la valeur au rôle d'évaluation, de la propriété appartenant à la compagnie Dr Éric Gagnon inc.[2]

[10] Dans ce contexte, le procureur de la Commission n'a aucune preuve sérieuse à offrir pour soutenir les allégations de la demande d'enquête.

L'ANALYSE

[11] Dans le cadre d'une enquête en vertu de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, la Commission doit s'enquérir des faits afin de décider si l'élu visé par l'enquête a commis les actes ou les gestes qui lui sont reprochés et si ces derniers constituent une conduite dérogatoire au code d'éthique et de déontologie des élus de la municipalité.

[12] Comme la Commission l'a souligné à plusieurs reprises dans ses décisions, pour conclure qu'un élu a commis un manquement à son code d'éthique et de déontologie, la preuve obtenue doit être claire, précise, sérieuse, grave et sans ambiguïté.

[13] Dans la présente affaire, le procureur de la Commission demande de mettre fin à l'enquête en raison de l'absence d'une telle preuve permettant de soutenir les manquements allégués dans la plainte.

[14] Afin d'exercer sa compétence de manière impartiale, la Commission confie à un procureur indépendant la responsabilité de recueillir la preuve et de la présenter afin

---

2 Pièce E-29.

que la Commission puisse déterminer s'il y a eu manquement au code d'éthique et de déontologie de l'élu.

[15] Le rôle du procureur indépendant est de présenter cette preuve en toute objectivité, dans un esprit de recherche de la vérité.

[16] Dans la mesure où le procureur indépendant est dans l'impossibilité de présenter une preuve pouvant soutenir les allégations de la demande, l'audience n'a plus sa raison d'être. La Commission n'a d'autre choix que de mettre fin à l'enquête.

EN CONSÉQUENCE, LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC :

- **MET FIN À L'ENQUÊTE** sur la conduite de madame Jacqueline Gremaud, conseillère municipale de la Ville de Montréal, arrondissement Outremont, en raison de l'impossibilité de présenter une preuve quant aux manquements déontologiques qui lui sont reprochés.

Sylvie Pierard

SYLVIE PIÉRARD
Juge administrative

SP/ll

Me François Tremblay
TREMBLAY SAVOIE LAPIERRE
Pour Jacqueline Gremaud

Me Nicolas Dallaire
D'ARAGON DALLAIRE
Procureur indépendant de la Commission municipale

Audience : le 20 octobre 2016

VILLE DE MONTRÉAL
SERVICE DU GREFFE
REÇU LE
16 NOV -3 10 22

COPIE CONFORME
Ce 31 jour d'octobre 2016
CÉLINE LAHAIE, notaire
Secrétaire C.M.Q.

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 21 novembre 2016

ARTICLE 15.01

Déclaration rendant hommage à Leonard Cohen

Considérant que Leonard Cohen est né le 21 septembre 1934, à Westmount (Québec), et qu'il a toujours gardé une demeure à Montréal au cœur du Plateau-Mont-Royal;

Considérant que nous avons appris publiquement le décès de Leonard Cohen, le 10 novembre 2016;

Considérant que l'ensemble de son œuvre a eu une influence marquante sur notre culture ;

Considérant que le départ de ce Grand Montréalais laissera un vide pour les citoyens de tout horizon et pour les amoureux de la musique;

Considérant qu'il est un géant de la musique et l'un des plus grands ambassadeurs que Montréal ait connu sur la scène artistique mondiale ;

Considérant que Leonard Cohen a été introduit au *Panthéon de la musique canadienne* en 1991, au *Panthéon des Auteurs et Compositeurs canadiens* en 2006, au Rock and Roll Hall of Fame en 2008 ;

Considérant qu'il a été nommé Compagnon de l'Ordre du Canada (CC) depuis 2003 et Grand Officier de l'Ordre national du Québec (GOQ) depuis 2008, les plus hautes distinctions décernées respectivement par les gouvernements du Canada et du Québec.

Il est proposé par Denis Coderre

Appuyé par Manon Gauthier

Que le conseil municipal de la Ville de Montréal rende hommage à Leonard Cohen pour son immense talent, son œuvre et pour l'image positive de Montréal qu'il a su transmettre au monde entier;

Que le conseil municipal transmette ses plus sincères condoléances à la famille et aux proches de M. Cohen.

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 21 novembre 2016

ARTICLE 15.02

Déclaration sur la protection des sources journalistiques

ATTENDU QUE la protection des sources journalistiques et la liberté de la presse sont des droits entérinés par la Cour suprême et la Charte des droits et libertés;

ATTENDU QUE les faits révélés depuis le 31 octobre dernier nous préoccupent et méritent que toute la lumière soit faite sur les circonstances qui ont mené aux décisions prises par certains corps policiers, dont le SPVM;

ATTENDU QUE nous avons tous des questions légitimes qui méritent d'obtenir des réponses;

ATTENDU QUE la société de droit, la séparation des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire, l'assurance d'être factuel et d'avoir des données vérifiées sont aussi des principes essentiels;

ATTENDU QUE, suite aux faits révélés, le gouvernement du Québec a mis sur pied une Commission d'enquête;

ATTENDU QUE ladite commission d'enquête aura tous les pouvoirs que lui accorde la *Loi sur les commissions d'enquête*, dont le pouvoir de contraindre pour découvrir la vérité;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a donné l'assurance à la Ville de Montréal que la commission d'enquête couvrira également le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);

ATTENDU QUE nous sommes confiants que la commission d'enquête mise sur pied par Québec et présidée par le juge Jacques Chamberland rendra ses conclusions d'ici le 1er mars 2018;

ATTENDU QUE ces conclusions nous permettront de prendre les décisions qui s'imposent;

Il est proposé par Denis Coderre

Appuyé par l'ensemble des membres du comité exécutif

Que le conseil municipal rappelle l'importance du respect de la liberté de presse et du principe de protection des sources journalistiques;

Que le conseil de ville et l'administration municipale montréalaise offrent leur appui et leur pleine collaboration aux commissaires dans le cadre de leurs travaux.

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 21 novembre 2016

Article 15.03

Déclaration pour la Journée montréalaise de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes et aux filles

Attendu que personne ne doit oublier la mort tragique de 14 jeunes femmes à l'École polytechnique de Montréal le 6 décembre 1989, assassinées parce qu'elles étaient des femmes;

Attendu que la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été adoptée en 1979;

Attendu que le Parlement du Canada a déclaré, en 1991, le 6 décembre Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes;

Attendu que la résolution 48/104 sur l'élimination de la violence contre les femmes a été adoptée par l'Organisation des Nations Unies en 1993;

Attendu que la *Charte des droits et libertés de la personne* reconnaît que tout être humain a droit à la vie ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne (article 1);

Attendu que c'est dans la sphère privée que ce droit est le plus menacé pour les femmes et, qu'en 2014, les services de police du Québec ont enregistré 18 746 cas d'infractions contre la personne en contexte conjugal;

Attendu qu'il y a lieu d'appuyer les efforts du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale et de ses maisons membres pour sensibiliser les citoyennes et les citoyens contre la violence conjugale;

Attendu que Montréal a proclamé, en 2009, la journée du 6 décembre comme la Journée montréalaise de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes et aux filles;

Attendu que l'égalité entre les femmes et les hommes est l'un des principes fondamentaux du droit dans notre société;

Attendu que la violence continue, malheureusement, de miner le quotidien de nombreuses femmes et filles, ici comme ailleurs;

Attendu qu'il est essentiel que notre société poursuive ses efforts pour contrer la violence faite aux femmes et aux filles;

Il est proposé par M. Denis Coderre

appuyé par Mme Anie Samson
Mme Manon Gauthier

Que la Ville de Montréal invite tous les Montréalais à se souvenir de toutes les victimes de la tragédie de Polytechnique ;

Que la Ville de Montréal se proclame **« municipalité alliée contre la violence conjugale »** en appui au Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale;

Que Montréal condamne avec force et ne tolère pas la violence à l'égard des femmes et des filles qui constitue une violation des droits fondamentaux de la personne humaine;

Que Montréal s'engage, tel que déclaré dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, à soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes et à aménager son territoire de façon sécuritaire en tenant compte, entre autres, des besoins spécifiques des femmes et des filles.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1166224003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser les options de prolongation (12 ou 24 mois) prévues aux contrats de collecte et de transport des matières recyclables pour les arrondissements : Anjou, Côte-des-Neiges - Notre-Dame -de-Grâce, Outremont, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles et Saint-Léonard et au contrat de collecte et de transport des ordures ménagères, des résidus de CRD/encombrants et des résidus verts de l'arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve.

Il est recommandé au conseil municipal:

1. D'autoriser l'option de prolongation de 12 mois pour l'année 2017-2018 prévue au contrat de collecte sélective des matières recyclables de l'arrondissement Anjou au montant de 568 605,31 $ octroyé à «Rebuts Solides Canadiens Inc.», majorant ainsi le montant total du contrat de 1 774 714,35 $ à 2 343 319,66 $;

2. D'autoriser l'option de prolongation de 12 mois pour l'année 2016-2017 prévue au contrat de collecte sélective des matières recyclables de l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce au montant de 1 769 895,96 $ octroyé à «Environnement Routier NRJ Inc.», majorant ainsi le montant total du contrat de 7 108 117,60 $ à 8 878 073,56 $;

3. D'autoriser l'option de prolongation de 12 mois pour l'année 2016-2017 prévue au contrat de collecte des ordures ménagères, des résidus de CRD, des encombrants et des résidus verts (incluant la collecte des arbres de Noël) de l'arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve au montant de 1 485 657,36 $ octroyé à «Services Matrec Inc.», majorant ainsi le montant total du contrat de 6 116 870,79 $ à 7 602 528,15 $;

4. D'autoriser l'option de prolongation de 24 mois pour les années 2017-2018 prévue au contrat de collecte sélective des matières recyclables de l'arrondissement Outremont au montant de 684 790,52 $ octroyé à «Services Ricova Inc.», majorant ainsi le montant total du contrat de 1 014 741,61 $ à 1 699 532,13 $;

5. D'autoriser l'option de prolongation de 12 mois pour l'année 2017-2018 prévue au contrat de collecte sélective des matières recyclables de l'arrondissement Rivière-des -Prairies - Pointe-aux-Trembles au montant de 1 208 873,77 $ octroyé à «RCI Environnement (Division de WM Québec inc.)», majorant ainsi le montant total du contrat de 3 408 117,28 $ à 4 616 991,05 $;

6. D'autoriser l'option de prolongation de 12 mois pour l'année 2017 prévue au contrat de collecte sélective des matières recyclables de l'arrondissement Saint-Léonard au montant de 1 057 052,41 $ octroyé à «Rebuts Solides Canadiens Inc.», majorant ainsi le montant total du contrat de 2 660 000,28 $ à 3 717 052,69 $;

7. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-09-20 15:55

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166224003**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser les options de prolongation (12 ou 24 mois) prévues aux contrats de collecte et de transport des matières recyclables pour les arrondissements : Anjou, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, Outremont, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles et Saint-Léonard et au contrat de collecte et de transport des ordures ménagères, des résidus de CRD/encombrants et des résidus verts de l'arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal a adopté la résolution CM14 1126 afin de se déclarer compétent à l'égard de l'enlèvement, du transport et du dépôt des matières résiduelles jusqu'au 31 décembre 2016.
Les contrats de collecte et transport de matières résiduelles de plusieurs arrondissements arrivent à échéance dans les mois qui viennent. Ces contrats contiennent tous une option pour prolonger la durée des services avec l'acceptation des entrepreneurs (12 ou 24 mois). Suite à une analyse des différentes situations, le Service de l'environnement recommande d'utiliser les options de prolongation pour six (6) arrondissements : Anjou, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, Outremont, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles et Saint-Léonard,

Le détail des prolongations est le suivant :

- Compte tenu de l'article 5 des clauses administratives particulières du contrat 14-13312 de l'arrondissement d'Anjou, il est possible de prolonger le contrat jusqu'au 31 mars 2018.

- Compte tenu de l'article 3 du devis technique du contrat 12-12278 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, il est possible de prolonger le contrat jusqu'au 15 décembre 2017.

- Compte tenu de l'article 3.1 du devis technique du contrat 12-12310 de l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, il est possible de prolonger le contrat jusqu'au 30 novembre 2017.

- Compte tenu de l'article 5 des clauses administratives particulières du contrat 13-13100 de l'arrondissement d'Outremont, il est possible de prolonger le contrat jusqu'au 31 décembre 2018.

- Compte tenu de l'article 5 des clauses administratives particulières du contrat 13-13245 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, il est possible de prolonger le contrat jusqu'au 27 février 2018.

- Compte tenu de l'article 5 des clauses administratives particulières du contrat 14-13393 de l'arrondissement de Saint-Léonard, il est possible de prolonger le contrat jusqu'au 31 décembre 2017.

Les clauses contractuelles concernant la prolongation stipulent qu'un avis doit être acheminé par la Ville aux entreprises dans un délai spécifique. Cet avis doit être signé et retourné à la Ville pour confirmer l'acceptation de l'option de prolongation. Ces avis et confirmation d'acceptation ont tous été reçus dans le respect des délais.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 1126 25 novembre 2014 Déclarer le conseil de la Ville compétent à l'égard des objets suivants, jusqu'au 31 décembre 2016, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal* : - enlèvement, transport et dépôt de matières résiduelles.
Anjou
CA14 12057 4 mars 2014 D'autoriser une dépense de 1 774 714,35 $, taxes incluses, pour la collecte des matières recyclables pour l'arrondissement d'Anjou pour une durée de 36 mois, soit pour la période du 1er avril 2014 au 31 mars 2017, avec une option pour deux prolongations d'une année chacune;
D'octroyer à la compagnie Rebuts Solides Canadiens Inc., plus bas et unique soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission datée du 14 février 2014, pour un total approximatif de 1 774 714,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 14-13312.
CDN-NDG
CA15 170194 - 22 juin 2015 D'autoriser la prolongation du contrat à Environnement Routier NRJ Inc. pour la collecte des matières recyclables pour l'année 2016, aux prix et conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 12-12278. D'autoriser une dépense approximative à cette fin de 1 759 937,73 $ taxes incluses, comprenant tous les frais accessoires, le cas échéant.
CA12 170368 - 5 novembre 2012 D'accorder à Environnement Routier NRJ Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la collecte des matières recyclables pour les années 2013–2015, aux conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 12-12278.
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
CA15 270234 - 7 juillet 2015 D'autoriser la prolongation du contrat (12-12310) accordé à Services Matrec Inc., pour la collecte et le transport des ordures ménagères, des CRD, encombrants et des résidus verts dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour la période du 1er décembre 2015 au 30 novembre 2016 et autoriser une dépense totale de 1 455 004,79 $.
CA12 270407 - 2 octobre 2012 D'attribuer à Services Matrec Inc. un contrat pour la collecte et le transport des ordures ménagères, des CRD, des encombrants et des résidus verts, pour une somme totale approximative de 4 661 866 $ pour la période du 15 octobre 2012 au 30 novembre 2015, conformément à l'appel d'offres 12-12310;
Outremont
CA13 160340 - 30 septembre 2013 D'accorder à la firme Les Services Monde Vert Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 1 014 741,61$, taxes incluses, pour une durée de trente-six mois conformément aux documents de l'appel d'offres public 13 -13100 (Option A), soit du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016.

RDP-PAT

CA14 30010004 - 21 janvier 2014 D'autoriser une dépense de 3 408 117,28 $ taxes incluses, pour la collecte sélective des matières recyclables pour l'arrondissement de Rivière -des-Prairies–Pointe-aux-Trembles pour une période de trois (3) ans avec possibilité de deux (2) ans d'extension, soit de 2014 à 2017; D'octroyer, pour ce faire, un contrat à la compagnie RCI Environnement (division WM Québec Inc.) au montant de 3 408 117,28 $ taxes incluses, conformément aux documents de la soumission publique déposée, appel d'offres 13-13245 (3 soumissionnaires).

Saint-Léonard

CA14 130085 - 7 avril 2014 D'accepter la soumission de la compagnie REBUTS SOLIDES CANADIENS INC., le seul soumissionnaire conforme, pour la collecte sélective des matières recyclables pour l'arrondissement de Saint-Léonard 2014-2016, appel d'offres numéro 14-13393, pour une période de 32 mois, au montant total de 2 660 000,28 $ sujet à l'indexation des prix et aux ajustements prévus au cahier des charges.

DESCRIPTION

Les spécificités des prolongations sont les suivantes :

L'arrondissement d'**Anjou** a octroyé en 2014 un contrat pour la collecte des matières recyclables sur son territoire pour une durée de 36 mois incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune (appel d'offres 14-13312). Étant donné le prix compétitif du contrat, des services offerts conformes, de l'avis de l'arrondissement, de l'acceptation de la prolongation par l'entreprise et tel que prévu au contrat, il est recommandé d'octroyer la première année d'option de prolongation. Un avis de prolongation a été envoyé le 30 juin 2016 à Rebuts Solides Canadiens Inc. et la prolongation a été acceptée le 5 juillet 2016 (en pièce jointe).

L'arrondissement de **Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce** a octroyé en 2012 un contrat pour la collecte des matières recyclables sur son territoire pour une durée de 36 mois incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune (appel d'offres 12-12278). Étant donné le prix compétitif du contrat, des services offerts conformes, de l'avis de l'arrondissement, de l'acceptation de la prolongation par l'entreprise et tel que prévu au contrat, il est recommandé d'octroyer la première année d'option de prolongation. Un avis de prolongation a été envoyé le 30 juin 2016 à Environnement Routier NRJ Inc. et la prolongation a été acceptée le 7 juillet 2016 (en pièce jointe).

L'arrondissement de **Mercier - Hochelaga-Maisonneuve** a octroyé en 2012 un contrat pour la collecte des ordures ménagères, des résidus de CRD, des encombrants et des résidus verts (incluant la collecte des arbres de Noël) sur son territoire pour une durée de 36 mois incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune (appel d'offres 12-12310). Étant donné le prix compétitif du contrat, des services offerts conformes, de l'avis de l'arrondissement, de l'acceptation de la prolongation par l'entreprise et tel que prévu au contrat, il est recommandé d'octroyer la première année d'option de prolongation. Un avis de prolongation a été envoyé le 16 juin 2016 à Services Matrec Inc. et la prolongation a été acceptée le 23 juin 2016 (en pièce jointe).

L'arrondissement d'**Outremont** a octroyé en 2013 un contrat pour la collecte des matières recyclables sur son territoire pour une durée de 36 mois incluant une option de prolongation de 24 mois consécutifs (appel d'offres 13-13100). Étant donné le prix compétitif du contrat, des services offerts conformes, de l'avis de l'arrondissement, de l'acceptation de la prolongation par l'entreprise et tel que prévu au contrat, il est recommandé d'octroyer la première année d'option de prolongation. Un avis de prolongation a été envoyé le 30 juin 2016 à Services Ricova Inc. et la prolongation a été acceptée le 4 juillet 2016 (en pièce jointe).

L'arrondissement de **Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles** a octroyé en 2014 un contrat pour la collecte des matières recyclables sur son territoire pour une durée de 36

mois incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune (appel d'offres 13-13245). Étant donné le prix compétitif du contrat, des services offerts conformes, de l'avis de l'arrondissement, de l'acceptation de la prolongation par l'entreprise et tel que prévu au contrat, il est recommandé d'octroyer la première année d'option de prolongation. Un avis de prolongation a été envoyé le 30 juin 2016 à RCI Environnement (division de WM Québec Inc.) et la prolongation a été acceptée le 4 juillet 2016 (en pièce jointe).

L'arrondissement de **Saint-Léonard** a octroyé en 2014 un contrat pour la collecte des matières recyclables sur son territoire pour une durée de 32 mois incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune (appel d'offres 14-13393). Étant donné le prix compétitif du contrat, des services offerts conformes, de l'avis de l'arrondissement, de l'acceptation de la prolongation par l'entreprise et tel que prévu au contrat, il est recommandé d'octroyer la première année d'option de prolongation. Un avis de prolongation a été envoyé le 30 juin 2016 à Rebuts Solides Canadiens Inc. et la prolongation a été acceptée le 5 juillet 2016 (en pièce jointe).

JUSTIFICATION

Les prolongations sont recommandées suite aux analyses réalisées dans le cadre de l'harmonisation, de l'équité des services et de la rationalisation des coûts découlant de la compétence globale des activités de collecte et transport sous la responsabilité du conseil municipal, ainsi que de l'analyse en cours des travaux en régie. Elles sont également nécessaires afin de poursuivre les services de collecte offerts dans les arrondissements concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de la prolongation des contrats de six arrondissements s'élève à 6 774 875,34$ toutes taxes incluses, soit 31% de la valeur des contrats octroyés, incluant les ajustements du prix annuels selon l'IPC et IPT pour un montant de 130 349,97$, ce qui représente la portion de l'augmentation du coût des contrats durant cette période. La répartition du coût annuel des contrats par arrondissement est présentée comme suit :

Sommaire	2016	2017	2018	Total
Anjou	- $	426 453,98 $	142 151,33 $	568 605,31 $
CDN	68 072,92 $	1 701 823,04 $	- $	1 769 895,96 $
Outremont	- $	339 005,21 $	345 785,31 $	684 790,52 $
RDP	- $	1 012 896,74 $	195 977,04 $	1 208 873,77 $
ST-Léonard	- $	1 057 052,41 $	- $	1 057 052,41 $
MHM	114 730,30 $	1 370 927,06 $	- $	1 485 657,36 $
Total taxes incluses	**182 803,22 $**	**5 908 158,44 $**	**683 913,68 $**	**6 774 875,34 $**

Pour plus de détail, voir la pièce jointe «aspect financier».

Les crédits budgétaires pour l'année 2016 sont prévus au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste des services techniques - Gestion des matières résiduelles.

La dépense sera assumée à 100% par la Ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du Plan de développement durable 2016-2020, le présent dossier contribue à l'atteinte de la cible suivante: soit d'atteindre les objectifs gouvernementaux de valorisation des matières recyclables (70 %) d'ici 2020. Il contribue de plus à l'action 7 des

organisations partenaires de ce plan, soit de réduire et de valoriser les matières résiduelles, notamment en implantant la collecte des matières recyclables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces prolongations de contrats permettront d'assurer la poursuite des services de collecte et transport de matières résiduelles dans six (6) arrondissements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les prolongations couvriront :
Une période d'une année

- Anjou : soit du 1er avril 2017 au 31 mars 2018;
- Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce: soit du 19 décembre 2016 au 15 décembre 2017;
- Mercier - Hochelaga-Maisonneuve: 1er décembre 2016 au 30 novembre 2017.
- Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles: soit du 28 février 2017 au 27 février 2018;
- Saint-Léonard: soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017;

Une période de deux (2) années

- Outremont: soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Robert CHICOINE, Anjou
Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sophie LABERGE, Outremont
Pierre MORISSETTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Eric FAUTEUX, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Yves GRAVEL, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Johanne COUTURE, Saint-Léonard

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc ROBINSON
Agent de recherche

Tél : 514 868-4079
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-30

Michel RABY
Chef du développement

Tél : 872-8878
Télécop. : 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2016-09-20

Coût de la prolongation des contrats de collecte et de transport des matières résiduelles des six arrondissements
GDD 1166224003

Indexation 1,02

Territoires	Type de contrats - Collecte et transport	Période prolongation	Item	Nbr de portes / de collectes	Prix unitaire	2016	2017	2018	Total	Total avant indexation	Indexation
Anjou	Matières recyclables	2017-04-01 au 2018-03-31	Unité d'occupation / an	20 563	23,43 $	- $	368 570,18 $	122 856,73 $	491 426,91 $	481 791,09 $	9 635,82 $
			Collecte Enclos Chaumont	52	60,00 $	- $	2 340,00 $	780,00 $	3 120,00 $	3 120,00 $	- $
			Sous-total avant taxes			- $	370 910,18 $	123 636,73 $	494 546,91 $	484 911,09 $	9 635,82 $
			Sous-total taxes incluses			**- $**	**426 453,98 $**	**142 151,33 $**	**568 605,31 $**	**557 526,53 $**	**11 078,79 $**
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce		2016-12-19 au 2017-12-15	Unité d'occupation / an	81 525	18,51 $	59 206,72 $	1 480 167,90 $	- $	1 539 374,62 $	1 509 190,80 $	30 183,82 $
			Sous-total taxes incluses			**68 072,92 $**	**1 701 823,04 $**	**- $**	**1 769 895,96 $**	**1 735 192,12 $**	**34 703,84 $**
Outremont		2017-01-01 au 2018-12-31	Unité d'occupation / an	52	5 124,42 $	- $	271 799,24 $	277 235,22 $	549 034,46 $	532 939,68 $	16 094,78 $
			Entretien des bacs roulants	1 000	7,86 $	- $	8 017,20 $	8 177,54 $	16 194,74 $	15 720,00 $	474,74 $
			Distribution des bacs roulants	1 000	14,74 $	- $	15 034,80 $	15 335,50 $	30 370,30 $	29 480,00 $	890,30 $
			Sous-total avant taxes			- $	294 851,24 $	300 748,26 $	595 599,50 $	578 139,68 $	17 459,82 $
			Sous-total taxes incluses			**- $**	**339 005,21 $**	**345 785,31 $**	**684 790,52 $**	**664 716,10 $**	**20 074,43 $**
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles		2017-02-28 au 2018-02-27	Unité d'occupation / an	42 528	24,21 $	- $	880 116,64 $	170 286,51 $	1 050 403,15 $	1 029 807,01 $	20 596,14 $
			Collecte Spéciales lors d'activité de fin de semaine	5	200,00 $	- $	854,64 $	165,36 $	1 020,00 $	1 000,00 $	20,00 $
			Sous-total avant taxes			- $	880 971,29 $	170 451,87 $	1 051 423,15 $	1 030 807,01 $	20 616,14 $
			Sous-total taxes incluses			**- $**	**1 012 896,74 $**	**195 977,04 $**	**1 208 873,77 $**	**1 185 170,36 $**	**23 703,41 $**
Saint-Léonard		2017-01-01 au 2017-12-31	Unité d'occupation / an	33 342	26,35 $	- $	890 335,15 $	- $	890 335,15 $	878 620,22 $	11 714,94 $
			Entretien des bacs roulants	500	35,80 $	- $	18 139,03 $	- $	18 139,03 $	17 900,36 $	238,67 $
			Ajustement de carburant(*)			- $	10 901,69 $	- $	10 901,69 $	10 758,25 $	143,44 $
			Sous-total avant taxes			- $	919 375,87 $	- $	919 375,87 $	907 278,82 $	12 097,05 $
			Sous-total taxes incluses			**- $**	**1 057 052,41 $**	**- $**	**1 057 052,41 $**	**1 043 143,82 $**	**13 908,58 $**
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve	Odures ménagères, CRD et encombrants	2016-12-01 au 2017-11-30	Odures ménagères, CRD et encombrants	52	22 525,32 $	99 787,17 $	1 092 960,06 $	- $	1 192 747,23 $	1 171 316,64 $	21 430,59 $
	Résidus verts		Résidus verts	20	4 237,41 $	- $	86 443,16 $	- $	86 443,16 $	84 748,20 $	1 694,96 $
	Arbres de Noël		Arbres de Noël	3	4 237,41 $	- $	12 966,47 $	- $	12 966,47 $	12 712,23 $	254,24 $
			Sous-total avant taxes			99 787,17 $	1 192 369,70 $	- $	1 292 156,87 $	1 268 777,07 $	23 379,80 $
			Sous-total taxes incluses			**114 730,30 $**	**1 370 927,06 $**	**- $**	**1 485 657,36 $**	**1 458 776,44 $**	**26 880,92 $**
Total avant taxes						**158 993,88 $**	**5 138 646,18 $**	**594 836,86 $**	**5 892 476,92 $**	**5 779 104,47 $**	**113 372,45 $**
Total - taxes incluses						**182 803,22 $**	**5 908 158,44 $**	**683 913,68 $**	**6 774 875,34 $**	**6 644 525,37 $**	**130 349,97 $**
Total - taxe nette						**166 923,70 $**	**5 394 936,15 $**	**624 504,35 $**	**6 186 364,20 $**	**6 067 337,31 $**	**119 026,90 $**

Le prix annuel sera ajusté à la date de l'anniversaire des contrats et l'ajustement annuel est estimé à 2%.
(*) L'ajustement de carburant est estimé à 8% sur le 15% du montant payé

Imputation comptable:
Matières recyclables: 2101.0010000.103314.04321.54503.014401
Ordures ménagères: 2101.0010000.103314.04311.54503.014400
Résidus verts: 2101.0010000.103314.04331.54503.014492
Arbre de Noël: 2101.0010000.103314.04331.54503.014490

Arrondissements	Contrat original	Prolongation	Cumulatif	% augmentation
Anjou	1 774 714,35 $	568 605,31 $	2 343 319,66 $	32%
CDN	7 108 177,60 $	1 769 895,96 $	8 878 073,56 $	25%
Outremont	1 014 741,61 $	684 790,52 $	1 699 532,13 $	67%
RDP	3 408 117,28 $	1 208 873,77 $	4 616 991,05 $	35%
ST-Léonard	2 660 000,28 $	1 057 052,41 $	3 717 052,69 $	40%
MHM	6 116 870,79 $	1 485 657,36 $	7 602 528,15 $	24%
Total	**22 082 621,91 $**	**6 774 875,34 $**	**28 857 497,25 $**	31%

Montréal

Service de l'environnement
Division de la gestion des matières résiduelles
1555 rue Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2
☎ 514 872-4604 514 872-8146

PAR COURRIEL

Le 30 juin 2016

Monsieur Gilbert Durocher
Président
Rebuts solides canadiens inc.
1635, rue Sherbrooke Ouest, bureau 300
Montréal (Québec) H3H 1E2

Courriel : gdurocher@tiru.ca

Objet : Avis de prolongation du contrat - Appel d'offres n° 14-13312
A79 – Collecte des matières recyclables pour l'arrondissement d'Anjou 2014-2017

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la 1ère option de prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°14-13312. Cette option est définie à la clause 5 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2018, et ce, selon les termes et conditions de appel d'offres n°14-13312 et de votre soumission signée en date du 14 février 2014.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 8 juillet 2016 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : GILBERT DUROCHER _____ 5/07/16.
Nom en majuscules et signature Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature Date

Michel Raby, ing.
Chef du développement, collecte et transport des matières résiduelles

Courriel : michel.raby@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-8878
Téléc. : 514 872-8146

c.c. Hélène Gervais, Ville de Montréal
Luc Robinson, Ville de Montréal

Montréal

Service de l'environnement
Division de la gestion des matières résiduelles
1555 rue Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2
☎ 514 872-4604 514 872-8146

PAR COURRIEL

Le 30 juin 2016

Monsieur Richard Gareau
Président
Environnement Routier NRJ inc.
23, avenue Milton
Montréal (Québec) H8R 1K6

Courriel : reception@nrj.ca

Objet : Avis de prolongation du contrat - Appel d'offres n° 12-12278
A59 – Collecte et transport des matières recyclables pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce 2013-2015

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la 2e option de prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°12-12278. Cette option est définie à la clause 3 du devis technique de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 19 décembre 2016 au 15 décembre 2017, et ce, selon les termes et conditions de appel d'offres n°12-12278 et de votre soumission signée en date du 15 août 2012.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 8 juillet 2016 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : _____ 7 JUILLET 2016
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Michel Raby, ing.
Chef du développement, collecte et transport des matières résiduelles

Courriel : michel.raby@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-8878
Téléc. : 514 872-8146

c.c. Jean Delisle, NRJ
Hélène Gervais, Ville de Montréal
Luc Robinson, Ville de Montréal

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Direction des travaux publics
6854, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1E1

Montréal, le 16 juin 2016

Monsieur François Boivin
Directeur général
Services Matrec inc.
Siège social
4, chemin du Tremblay
Boucherville (Québec) J4B 6Z5

Objet : **Avis de prolongation de contrat pour la collecte et le transport des ordures ménagères, CRD, encombrant et résidus verts dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - N/Réf. : 12-12310**

Monsieur,

Par la présente lettre, nous vous confirmons, en vertu de l'article 3.1 du devis technique pour le contrat mentionné en rubrique, la prolongation de ce contrat pour une période de douze (12) mois, à partir du 30 novembre 2016.

Afin de nous signifier votre accord, nous vous demandons de bien vouloir signer au bas de la présente lettre, et nous la retourner par courrier à l'attention de monsieur Francis Caron.

Nous vous remercions de votre collaboration et vous prions de recevoir nos cordiales salutations.

Éric Fauteux, ing., M.Ing.
Chef de division

FC/fr

c.c. MM. Jacques Savard, directeur d'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Pierre Morissette, directeur des travaux publics de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

François Boivin, directeur général Services Matrec inc. — Date 23/06/2016

Éric Fauteux, ing., M.Ing., chef de division des études techniques — Date 07/4/2016

Montréal

Service de l'environnement
Division de la gestion des matières résiduelles
1555 rue Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2
☎ 514 872-4604 514 872-8146

PAR COURRIEL

Le 30 juin 2016

Monsieur Francis Lake
Directeur général
Les Services Ricova
5000, rue Armand-Frappier
Saint-Hubert (Québec) J3Z 1G5

Courriel : francis.lake@ricova.com

Objet : Avis de prolongation du contrat - Appel d'offres n° 13-13100
A75 – Collecte et transport des matières recyclables pour l'arrondissement d'Outremont

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander l'option de prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°13-13100. Cette option est définie à la clause 5 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018, et ce, selon les termes et conditions de appel d'offres n°13-13100 et de votre soumission signée en date du 28 août 2013 (Les Services Monde Vert inc.).

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 8 juillet 2016 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : FRANCIS LAKE, _____ 07/04/2016
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Michel Raby, ing.
Chef du développement, collecte et transport des matières résiduelles

Courriel : michel.raby@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-8878
Téléc. : 514 872-8146

c.c. Hélène Gervais, Ville de Montréal
Luc Robinson, Ville de Montréal

Montréal

Service de l'environnement
Division de la gestion des matières résiduelles
1555 rue Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2
☎ 514 872-4604 🖷 514 872-8146

PAR COURRIEL

Le 30 juin 2016

Monsieur Daniel Girard
Directeur des opérations municipales
RCI Environnement (division de WM Québec inc.)
9501, boulevard Ray-Lawson
Montréal (Québec) H1J 1L4

Courriel : girardd@rcienvironnement.com

Objet : Avis de prolongation du contrat - Appel d'offres n° 13-13245
A51 – Collecte sélective des matières recyclables dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, 2014-2017

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la 1ère option de prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°13-13245. Cette option est définie à la clause 5 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 28 février 2017 au 27 février 2018, et ce, selon les termes et conditions de appel d'offres n°13-13245 et de votre soumission signée en date du 12 décembre 2013.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 8 juillet 2016 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : DANIEL GIRARD _____ 4 Juillet 2016
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Michel Raby, ing.
Chef du développement, collecte et transport des matières résiduelles

Courriel : michel.raby@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-8878
Téléc. : 514 872-8146

c.c. Hélène Gervais, Ville de Montréal
Luc Robinson, Ville de Montréal

Montréal

Service de l'environnement
Division de la gestion des matières résiduelles
1555 rue Carrie-Derick, 2e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2
☎ 514 872-4604 514 872-8146

PAR COURRIEL

Le 30 juin 2016

Monsieur Gilbert Durocher
Président
Rebuts solides canadiens inc.
1635, rue Sherbrooke Ouest, bureau 300
Montréal (Québec) H3H 1E2

Courriel : gdurocher@tiru.ca

Objet : Avis de prolongation du contrat - Appel d'offres n° 14-13393
A85 – Collecte sélective des matières recyclables pour l'arrondissement de Saint-Léonard, 2014-2016

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la 1ère option de prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°14-13393. Cette option est définie à la clause 5 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, et ce, selon les termes et conditions de appel d'offres n°14-13393 et de votre soumission signée en date du 11 mars 2014.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 8 juillet 2016 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : GILBERT Durocher — 5-07-16
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Michel Raby, ing.
Chef du développement, collecte et transport des matières résiduelles

Courriel : michel.raby@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-8878
Téléc. : 514 872-8146

c.c. Hélène Gervais, Ville de Montréal
Luc Robinson, Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166224003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Autoriser les options de prolongation (12 ou 24 mois) prévues aux contrats de collecte et de transport des matières recyclables pour les arrondissements : Anjou, Côte-des-Neiges - Notre-Dame -de-Grâce, Outremont, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles et Saint-Léonard et au contrat de collecte et de transport des ordures ménagères, des résidus de CRD/encombrants et des résidus verts de l'arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Environnement - GDD 1166224003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Préposé au budget
Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement
Tél : (514) 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-02

Janet MARCEAU
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-3354
Division : Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1160695003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder 2 contrats de collecte et transport de matières résiduelles pour l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal à la firme : Services Ricova Inc. pour une durée de 45 mois. Dépense totale de 9 797 421 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15252 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme pour l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, pour une période de 45 mois, les services de collecte et transport de matières résiduelles, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des contrats, conformément aux documents de l'appel d'offres public N° 16-15252 et au tableau de prix reçus;

Firme	Arrondissement	Débutant le	Nombre de mois	Montant (taxe incluses)
Ordures ménagères, CRD, matières compostables				
Services Ricova Inc.	**Le Plateau Mont-Royal - contrat 1**	**1-02-2017**	**45**	**5 361 637 $**
Services Ricova Inc.	**Le Plateau Mont-Royal - contrat 2**	**1-02-2017**	**45**	**4 435 784 $**
N.B. : Les deux contrats se terminent le 31 octobre 2020				**9 797 421 $**

2. de considérer octroyer, au Service de l'environnement, les ajustements qui seraient requis pour financer l'indexation prévue à ces contrats pour les exercices de 2018 à 2020.

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-11-03 15:18

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160695003**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder 2 contrats de collecte et transport de matières résiduelles pour l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal à la firme : Services Ricova Inc. pour une durée de 45 mois. Dépense totale de 9 797 421 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15252 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2015, les compétences à l'égard de l'enlèvement, du transport et du dépôt des matières résiduelles résidentielles provenant des arrondissements relèvent du conseil municipal de la Ville de Montréal.
Dans ce cadre, les contrats de collecte et de transport de matières résiduelles de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal seront résiliés le 31 janvier 2017. Les deux nouveaux contrats débuteront le 1er février 2017.

Conformément à la stratégie mise en place en 2015 pour l'harmonisation de l'élaboration d'appels d'offres normés pour les contrats de collecte et transport de matières résiduelles, le présent appel d'offres a bénéficié du même encadrement et des mêmes balises. Ces balises se retrouvent dans la section technique du devis et encadrent : l'étalement obligatoire des jours de collecte (4 ou 5 jours), le découpage territorial limitant le nombre de camions pour une journée à 6, la poursuite systématique de la collecte des résidus alimentaires étalée sur 4 ans au maximum, l'augmentation possible du nombre de collectes des résidus verts, ainsi que la collecte distincte pour les résidus de construction, rénovation et démolition (CRD) résidentiels et encombrants valorisables.

L'appel d'offres public N° 16-15252 a été lancé le 9 août 2016. Les soumissions ont été ouvertes le 29 août 2016.

L'appel d'offres a été publié dans le SEAO ainsi que dans le journal Le Devoir et les soumissionnaires ont eu 21 jours calendriers pour préparer leur dossier. Les soumissions ont un délai de validité de 180 jours calendrier.

Un (1) addenda a été produit pour répondre aux questions d'acquéreurs du cahier des charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1169 24 oct. 2016 Autoriser la résiliation des deux contrats de l'appel d'offres 13-13263 / A54 - Collecte des ordures ménagères, CRD et encombrants pour l'arrondissement

Le Plateau-Mont-Royal, en date du 31 janvier 2017
CM14 1126 25 nov. 2014 Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal* , le conseil de la ville compétent à l'égard des objets suivants jusqu'au 31 décembre 2016 et à compter du 1er janvier 2015 : ... 2 - l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles.

DESCRIPTION

Sous la compétence du conseil municipal de Ville de Montréal, les deux contrats de collecte et transport de matières résiduelles d'arrondissement Le Plateau Mont-Royal doivent être renouvelés étant donné leurs résiliations et la réorganisation complète des territoires de collecte de l'arrondissement.
Il y a eu 17 preneurs de cahier de charges et de ce nombre trois (3) entreprises ont déposé une soumission.

Les raisons invoquées par les entreprises n'ayant pas soumissionné et qui ont répondu sont les suivantes : carnet de commandes plein, hors de l'expertise de l'acheteur de cahier des charges et achat de cahier pour s'en inspirer.

JUSTIFICATION

Des prix pour la collecte et le transport de matières résiduelles (matières organiques, CRD résidentiels et encombrant valorisables et ordures ménagères) sont demandés pour l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal .
Les tableaux présentés dans l'intervention du Service de l'approvisionnement illustrent les résultats des analyses.

Les deux contrats n'ont pas à être soumis à la Commission permanente sur l'évaluation des contrats (CEC).

La comparaison entre les résultats du processus d'appel d'offres et les estimations internes du Service de l'environnement se trouve en pièce jointe.

Les estimations ont été réalisées par les professionnels du Service de l'environnement sur la base de l'historique des coûts unitaires par porte ou par collecte pour Le Plateau Mont-Royal, ou un arrondissement similaire s'il s'agissait d'un ajout de service.

Les estimations ont été faites par l'indexation des prix réels 2016 des contrats existants de 5% en tenant compte des écarts avec les coûts moyens d'arrondissements comparables ou des nouveaux services.

Au global, pour tous les services demandés pour la durée des contrats, les résultats de l'appel d'offres sont inférieurs de 7% aux estimations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire des services techniques - collecte et transport arrondissement.
Les deux contrats sont d'une durée de 45 mois pour une période de quatre années financières.

Cette dépense taxes incluses est indexée de 2% par année à compter de la date anniversaire des contrats et sera répartie comme suit :

Arrondissement	2017	2018	2019	2020	Total

Le Plateau-Mont-Royal	2 333 310 $	2 584 068 $	2 635 750 $	2 244 292 $	9 797 421 $

Pour plus de détail, voir la pièce jointe : 'Aspects financiers 20161012 - Plateau'.

Il est à noter que ces contrats débuteront le 1 février 2017 et prendront fin le 31 octobre 2020. Le montant total des contrats octroyés avant les indexations sera légèrement plus élevé que celui du résultat de l'appel d'offres afin de tenir compte du calendrier de collecte et transport des matières résiduelles et de la fin des contrats en cours. Ce montant est estimé à 11 038 $ taxes incluses.

Le résultat de cet appel d'offre engendre annuellement un écart défavorable de 16 121$ (taxe nette) par rapport au coût du même type de collecte en 2016. Cet écart s'explique par une augmentation du nombre de portes à l'arrondissement. Ce défit sera absorbé par des économies des autres contrats. Les coûts du transfert de la prestation des services en régie vers le privé seront financés par le budget de la GMR en arrondissement.

Les crédits requis pour l'année 2017 ont été priorisés lors de la confection du budget de fonctionnement du Service de l'environnement.

Compte tenu de l'impact des coûts d'indexation pour l'ensemble des contrats des matières résiduelles, il est recommandé de considérer octroyer, au Service de l'environnement, les ajustements qui seraient requis pour financer l'indexation prévue à ces contrats pour les exercices de 2018 à 2020.

Cette dépense sera assumée entièrement par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du Plan de développement durable 2016-2020, le présent dossier contribue à l'atteinte de la cible suivante: *Atteindre les objectifs gouvernementaux de valorisation des matières recyclables (70 %) d'ici 2020* . Il contribue de plus à l'action 7 des organisations partenaires de ce plan, soit de réduire et de valoriser les matières résiduelles, notamment en implantant la collecte des matières recyclables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tous les services inclus à cet appel d'offres sont nécessaires étant donné la fin des contrats actuels s'y rapportant. Les services offerts permettent à la Ville de s'acquitter de ses obligations de salubrités et d'atteintes des objectifs de détournement de l'enfouissement des matières résiduelles, édictées par le gouvernement.
Les octrois planifiés pour le conseil municipal du mois de novembre offriront aux adjudicataires les délais nécessaires avant les débuts de contrats et pour procéder à d'éventuelles acquisitions d'équipements.

Enfin, par les octrois des contrats prévus à cet appel d'offres, la Ville pourra non seulement poursuivre, mais principalement offrir des services additionnels pour l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les logements montréalais (8 logements et moins) et poursuivre ainsi sa Stratégie qui vise à compléter tout son territoire pour 2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication visant les nouveaux services de collecte des résidus alimentaires sera préparée par le Service des communications.
Les arrondissements concernés réaliseront des communications de proximités afin d'informer, le cas échéant, les citoyens de changements dans les jours de collecte.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi des contrats : CM du 21 novembre 2016
Début des contrats: 1er février 2017
Fin des contrats : 31 octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samba Oumar ALI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Laetitia DELTOUR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sébastien LÉVESQUE, Le Sud-Ouest
Pierre MORISSETTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Stéphane BEAUDOIN, Pierrefonds-Roxboro
Marc SARRAZIN, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Guy OUELLET, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Pierre MORISSETTE, 28 octobre 2016
Marc SARRAZIN, 28 octobre 2016
Guy OUELLET, 28 octobre 2016
Sébastien LÉVESQUE, 28 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain LEDUC
Conseiller en aménagement C/E

Tél : 514 872-2210
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-23

Pierre GRAVEL
Chef de division

Tél : 514 872-4404
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2016-11-03

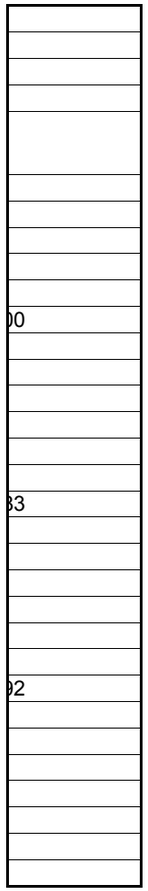
Sommaire des contrats par arrondissement

Arrondissement	2017	2018	2019	2020	Total
Le Plateau-Mont-Roy	2 333 310 $	2 584 068 $	2 635 750 $	2 244 292 $	9 797 421 $

Plateau PMR-1								
				1er février			31-Oct	
Collecte et transport	**Nbr portes /collectes**	**Durée contrat**	**Prix unitaire**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Service Ricova Inc.								
Ordures ménagères	33 280	3.7500	27.85 $	849 610.67 $	943 840.21 $	962 717.02 $	818 309.46 $	3 574 477.36 $
TPS			5%	42 480.53 $	47 192.01 $	48 135.85 $	40 915.47 $	178 723.87 $
TVQ			9.975%	84 748.66 $	94 148.06 $	96 031.02 $	81 626.37 $	356 554.12 $
Total - taxes incluses				**976 839.86 $**	**1 085 180.29 $**	**1 106 883.89 $**	**940 851.31 $**	**4 109 755.35 $**
Total - taxe nette				**891 985.00 $**	**990 914.24 $**	**1 010 732.53 $**	**859 122.65 $**	**3 752 754.42 $**
CRD	33 280	3.7500	7.29 $	222 393.60 $	247 059.07 $	252 000.25 $	214 200.22 $	935 653.14 $
TPS			5%	11 119.68 $	12 352.95 $	12 600.01 $	10 710.01 $	46 782.66 $
TVQ			9.975%	22 183.76 $	24 644.14 $	25 137.03 $	21 366.47 $	93 331.40 $
Total - taxes incluses				**255 697.04 $**	**284 056.17 $**	**289 737.29 $**	**246 276.70 $**	**1 075 767.20 $**
Total - taxe nette				**233 485.48 $**	**259 381.14 $**	**264 568.77 $**	**224 883.45 $**	**982 318.84 $**
Résidus verts	12	3.7500	3 200.00 $	38 400.00 $	39 168.00 $	39 951.36 $	35 656.59 $	153 175.95 $
TPS			5%	1 920.00 $	1 958.40 $	1 997.57 $	1 782.83 $	7 658.80 $
TVQ			9.975%	3 830.40 $	3 907.01 $	3 985.15 $	3 556.74 $	15 279.30 $
Total - taxes incluses				**44 150.40 $**	**45 033.41 $**	**45 934.08 $**	**40 996.16 $**	**176 114.05 $**
Total - taxe nette				**40 315.20 $**	**41 121.50 $**	**41 943.93 $**	**37 434.96 $**	**160 815.60 $**
Grand total - taxes incluses				**1 276 687.31 $**	**1 414 269.86 $**	**1 442 555.26 $**	**1 228 124.17 $**	**5 361 636.59 $**
Grand total - taxe nette				**1 165 785.68 $**	**1 291 416.89 $**	**1 317 245.23 $**	**1 121 441.06 $**	**4 895 888.86 $**
Indexation annuelle à partir du 1 février 2018					1.02	1.02	1.02	

Plateau PMR-2								
				1er février			31-Oct	
Collecte et transport	**Nbr portes /collectes**	**Durée contrat**	**Prix unitaire**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
Service Ricova Inc.								
Ordures ménagères	27 338	3.7500	27.85 $	697 916.36 $	775 321.63 $	790 828.06 $	672 203.85 $	2 936 269.90 $
TPS			5%	34 895.82 $	38 766.08 $	39 541.40 $	33 610.19 $	146 813.49 $
TVQ			9.975%	69 617.16 $	77 338.33 $	78 885.10 $	67 052.33 $	292 892.92 $
Total - taxes incluses				**802 429.33 $**	**891 426.04 $**	**909 254.56 $**	**772 866.38 $**	**3 375 976.31 $**
Total - taxe nette				**732 724.94 $**	**813 990.79 $**	**830 270.61 $**	**705 730.02 $**	**3 082 716.36 $**
CRD	27 338	3.7500	7.29 $	182 686.19 $	202 947.74 $	207 006.70 $	175 955.69 $	768 596.32 $
TPS			5%	9 134.31 $	10 147.39 $	10 350.33 $	8 797.78 $	38 429.82 $
TVQ			9.975%	18 222.95 $	20 244.04 $	20 648.92 $	17 551.58 $	76 667.48 $
Total - taxes incluses				**210 043.44 $**	**233 339.17 $**	**238 005.95 $**	**202 305.06 $**	**883 693.62 $**
Total - taxe nette				**191 797.66 $**	**213 069.76 $**	**217 331.16 $**	**184 731.48 $**	**806 930.06 $**
Résidus verts	12	3.7500	3 200.00 $	38 400.00 $	39 168.00 $	39 951.36 $	35 656.59 $	153 175.95 $
TPS			5%	1 920.00 $	1 958.40 $	1 997.57 $	1 782.83 $	7 658.80 $
TVQ			9.975%	3 830.40 $	3 907.01 $	3 985.15 $	3 556.74 $	15 279.30 $
Total - taxes incluses				**44 150.40 $**	**45 033.41 $**	**45 934.08 $**	**40 996.16 $**	**176 114.05 $**
Total - taxe nette				**40 315.20 $**	**41 121.50 $**	**41 943.93 $**	**37 434.96 $**	**160 815.60 $**
Grand total - taxes incluses				**1 056 623.17 $**	**1 169 798.62 $**	**1 193 194.59 $**	**1 016 167.60 $**	**4 435 783.98 $**
Grand total - taxe nette				**964 837.80 $**	**1 068 182.06 $**	**1 089 545.70 $**	**927 896.46 $**	**4 050 462.02 $**
Indexation annuelle à partir du 1 février 2018					1.02	1.02	1.02	

Plateau - PMR 1 & 2												
				1er février			31-Oct					
Collecte et transport	**Nbr portes /collectes**	**Durée contrat**	**Prix unitaire**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**				
Service Ricova Inc.												
Ordures ménagères	60 618	3.7500	27.85 $	1 547 527.03 $	1 719 161.84 $	1 753 545.08 $	1 490 513.32 $	6 510 747.26 $				
TPS			5%	77 376.35 $	85 958.09 $	87 677.25 $	74 525.67 $	325 537.36 $				
TVQ			9.975%	154 365.82 $	171 486.39 $	174 916.12 $	148 678.70 $	649 447.04 $				
Total - taxes incluses				**1 779 269.20 $**	**1 976 606.33 $**	**2 016 138.45 $**	**1 713 717.68 $**	**7 485 731.66 $**				
Total - taxe nette				**1 624 709.94 $**	**1 804 905.04 $**	**1 841 003.14 $**	**1 564 852.67 $**	**6 835 470.78 $**	2101.0010000.103314.04311.54503.01440			
CRD	60 618	3.7500	7.29 $	405 079.79 $	450 006.82 $	459 006.95 $	390 155.91 $	1 704 249.46 $				
TPS			5%	20 253.99 $	22 500.34 $	22 950.35 $	19 507.80 $	85 212.47 $				
TVQ			9.975%	40 406.71 $	44 888.18 $	45 785.94 $	38 918.05 $	169 998.88 $				
Total - taxes incluses				**465 740.48 $**	**517 395.34 $**	**527 743.24 $**	**448 581.76 $**	**1 959 460.82 $**				
Total - taxe nette				**425 283.14 $**	**472 450.91 $**	**481 899.92 $**	**409 614.94 $**	**1 789 248.90 $**	2101.0010000.103314.04381.54503.01448			
Résidus verts	24	3.7500	3 200.00 $	76 800.00 $	78 336.00 $	79 902.72 $	71 313.18 $	306 351.90 $				
TPS			5%	3 840.00 $	3 916.80 $	3 995.14 $	3 565.66 $	15 317.59 $				
TVQ			9.975%	7 660.80 $	7 814.02 $	7 970.30 $	7 113.49 $	30 558.60 $				
Total - taxes incluses				**88 300.80 $**	**90 066.82 $**	**91 868.15 $**	**81 992.33 $**	**352 228.09 $**				
Total - taxe nette				**80 630.40 $**	**82 243.01 $**	**83 887.87 $**	**74 869.92 $**	**321 631.20 $**	2101.0010000.103314.04331.54503.01449			
Grand total - taxes incluses				**2 333 310.48 $**	**2 584 068.48 $**	**2 635 749.85 $**	**2 244 291.77 $**	**9 797 420.57 $**				
Grand total - taxe nette				**2 130 623.47 $**	**2 359 598.95 $**	**2 406 790.93 $**	**2 049 337.52 $**	**8 946 350.88 $**				
Indexation annuelle à partir du 1 février 2018					1.02	1.02	1.02					


00
83
92

Arrondissements	Type de collectes	Coût de collectes exisantes incluant augmentaton de collectes/portes - annuel	Coût de nouvelles collectes - annuel	Coût de collectes 2016	Écart
Plateau PMR- 1 & 2	Ordures ménagères	1 772 410.84 $		1 756 290.09	
	CRD		463 945.24 $		
	Résidus verts		80 630.40 $		
	Sous-total	**1 772 410.84 $**	**544 575.64 $**	**1 756 290.09 $**	(16 120.75) $
Grand total		**1 772 410.84 $**	**544 575.64 $**	**1 756 290.09 $**	**(16 120.75) $**

Arrondissement	Somme nécessaire pour finir les contrats	Somme en trop aux contrats	
Plateau - PMR 1 & 2	11 037.60 $		**Écart**
Total	**11 037.60 $**	**- $**	**11 037.60 $**

A/O 16-15252

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme

Soumissions conformes (sans indexation - taxes incluses)	**Plateau - Mont-Royal / PMR-1**		**Plateau - Mont-Royal / PMR-2**	
	Collecte et transport	**Prix**	**Collecte et transport**	**Prix**
	Services Ricova Inc.	5 207 760 $	Services Ricova Inc.	4 307 498 $
	Derichbourg Canada Env.	5 514 816 $	Derichbourg Canada Env.	5 144 194 $
	9064-3032 Québec inc (JR Services Sanitaires)	7 195 460 $	9064-3032 Québec inc (JR Services Sanitaires)	5 541 508 $

Estimation des professionnels		5 607 635 $		4 668 687 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)		5 972 679 $		4 997 734 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)		15%		16%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)		1 987 699 $		1 234 010 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)		38%		29%
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)		(399 875) $		(361 189) $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)		-7.13%		-7.74%
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)		307 056 $		836 696 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)		6%		19%

Écarts entre les estimations du Service de l'environnement (GMR) et le résultat de l'A/O

A/O 16-15252

Montants pour les durées des contrats (45 mois) - Taxes incluses

Description	Territoires	Estimés du Service	Réel A/O Sans indexation	Écart en $	Variation
Collecte Transport Mat. résiduelles	Plateau - Mont-Royal / PMR-1	5 607 635 $	5 207 760 $	(399 875) $	-7.1%
Collecte Transport Mat. résiduelles	Plateau - Mont-Royal / PMR-2	4 668 687 $	4 307 498 $	(361 189) $	-7.7%
Total Collecte / transport Matières résiduelles		**10 276 323 $**	**9 515 258 $**	**(761 065) $**	**-7.4%**

Taxes : 1.14975

GDD # 1160695003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1160695003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder 2 contrats de collecte et transport de matières résiduelles pour l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal à la firme : Services Ricova Inc. pour une durée de 45 mois. Dépense totale de 9 797 421 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15252 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15252 intervention contrat#4 REV.pdf16-15252 intervention contrat#5 REV.pdf

15252-tcp Contrat # 4.pdf15252-tcp contrat #5.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Laetitia DELTOUR
Agente d'approvisionnement II

Tél : 514 872-7346

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-03

Isabelle LAZURE
Chef de section approvisionnement stratégique en biens
Tél : 514-872-6935
Division : Division de l'acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

Contrat #4

Plateau - Mont-Royal / PMR-1

No de l'appel d'offres : 16-15252

No du GDD : 1160695003

Titre de l'appel d'offres : Service de collecte et de transport des ordures ménagères, des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) résidentiels et encombrants (valorisables), des matières compostables, ainsi que des matières recyclables

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 8 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 29 - 8 - 2016

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 15 - 8 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 7

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 41,18

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 2 - 2017

Date d'échéance révisée : 25 - 2 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Derichbourg Canada Envirronnement	5 514 816,46 $		
Service Ricova Inc.	5 207 760,43 $	√	
9064-3032 Québec inc (JR Services Sanitaires)	7 195 459,73 $		

Information additionnelle

Préparé par : Sonia Bedder

Le 30 - 9 - 2016

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

Contrat #5

Plateau - Mont-Royal / PMR-2

No de l'appel d'offres : 16-15252

No du GDD : 1160695003

Titre de l'appel d'offres : Service de collecte et de transport des ordures ménagères, des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) résidentiels et encombrants (valorisables), des matières compostables, ainsi que des matières recyclables

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 9 - 8 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 29 - 8 - 2016

Ouverture faite le : 29 - 8 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 15 - 8 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 7

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 41,18

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 2 - 2017

Date d'échéance révisée : 25 - 2 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Derichbourg Canada Envirronnement	5 144 194,29 $		
Service Ricova Inc.	4 307 498,08 $	√	
9064-3032 Québec inc (JR Services Sanitaires)	5 541 508,31 $		

Information additionnelle

Préparé par : Sonia Bedder

Le 30 - 9 - 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Sonia Bedder
2	Titre de l'appel d'offres	Service de collecte et de transport des ordures ménagères, des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) résidentiels et encombrants (valorisables), des matières compostables, ainsi que des matières recyclables **Contrat 4- Plateau-Mont-Royal PMR-1**
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	16-15252
5	**Préposée au secrétariat**	**Michelle Lee (Le 20 septembre 2016)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	lundi 29-08-2016
8	Service requérant	Service de l'environnement
9	Requérant	Hélène Gervais

#	Soumissionnaire	Commentaires	Conditions de paiement	Garantie de soumission	%/$	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Derichebourg Canada Environnement		Net 30 jours	Fournie	4 chèques de 100 000 $		Conforme	Plateau-Mont-Royal PMR-1 # 18828
2	Services Ricova inc.		Net 30 jours	Fournie	6 chèques de 100 000 $		Conforme	Plateau-Mont-Royal PMR-1 # 18831
3	JR Services Sanitaires (9064-3032 Québec inc.)		30 jours	Fournie	3 cautions		Conforme	Plateau-Mont-Royal PMR-1 # 18829

Collecte-Transport

Contrat	Territoire	Type de collecte	Nombre de portes	Nombre de collectes annuelles	Durée du contrat (années)	Centroïde du territoire	Lieu de livraison	Unité de mesure	Derichebourg Canada Environnement		JR Services Sanitaires (9064-3032 Québec inc.)		Service Ricova inc.	
									Prix unitaire selon l'unité de mesure	Montant total	Prix unitaire selon l'unité de mesure	Montant total	Prix unitaire selon l'unité de mesure	Montant total
4	**Plateau - Mont-Royal / PMR-1** Le contrat débutera le 1er février 2017	Ordures ménagères*	33 280	N/A	3,7500	Intersection av. du Mont-Royal et Saint-Hubert	Recyclage Notre-Dame (EBI)	**par porte par année**	33,03 $	4 122 144,00 $	42,96 $	5 361 408,00 $	27,85 $	3 475 680,00 $
		CRD et encombrants valorisables résidentiels	33 280	N/A	3,7500	Intersection av. du Mont-Royal et Saint-Hubert	Mélimax	**par porte par année**	4,51 $	562 848,00 $	5,68 $	708 864,00 $	7,29 $	909 792,00 $
		Résidus verts (feuilles mortes incluses)	tout le territoire	12	3,7500	Insersection av. du Mont-Royal et Saint-Hubert	CESM	**par collecte pour tout le territoire**	2 478,74 $	111 543,30 $	4 178,00 $	188 010,00 $	3 200,00 $	144 000,00 $
								Sous total avant taxes		4 796 535,30 $		6 258 282,00 $		4 529 472,00 $
								TPS	5%	239 826,77 $		312 914,10 $		226 473,60 $
								TVQ	9,98%	478 454,40 $		624 263,63 $		451 814,83 $
								Total		**5 514 816,46 $**		**7 195 459,73 $**		**5 207 760,43 $**

Soumissionnaire le moins cher au total

Service Ricova inc.	4 529 472,00 $	+ TPS	226 473,60 $	+ TVQ	451 814,83 $	=	**5 207 760,43 $**

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Sonia Bedder
2	Titre de l'appel d'offres	Service de collecte et de transport des ordures ménagères, des résidus de construction, de rénovation et de démolition (CRD) résidentiels et encombrants (valorisables), des matières compostables, ainsi que des matières recyclables **Contrat 5- Plateau-Mont-Royal PMR-2**
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	16-15252
5	**Préposée au secrétariat**	**Michelle Lee (Le 20 septembre 2016)**
6	Type de solicitation	Publique
7	Date d'ouverture	lundi 29-08-2016
8	Service requérant	Service de l'environnement
9	Requérant	Hélène Gervais

#	Soumissionnaire	Commentaires	Conditions de paiement	Garantie de soumission	%/$	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	Derichebourg Canada Environnement		Net 30 jours	Fournie	4 chèques de 100 000 $		Conforme	Plateau-Mont-Royal PMR-2 # 18832
2	Services Ricova inc.		Net 30 jours	Fournie	6 chèques de 100 000 $		Conforme	Plateau-Mont-Royal PMR-2 # 18834
3	JR Services Sanitaires (9064-3032 Québec inc.)		30 jours	Fournie	3 cautions		Conforme	Plateau-Mont-Royal PMR-2 # 18833

Collecte-Transport

Contrat	Territoire	Type de collecte	Nombre de portes	Nombre de collectes annuelles	Durée du contrat	Unité de mesure	Derichebourg Canada Environnement		JR Services Sanitaires (9064-3032 Québec inc.)		Service Ricova inc.	
							Prix unitaire selon l'unité de mesure	Montant total	Prix unitaire selon l'unité de mesure	Montant total	Prix unitaire selon l'unité de mesure	Montant total
5	**Plateau - Mont-Royal / PMR-2** Le contrat débutera le 1er février 2017	Ordures ménagères*	27 338	N/A	3,7500	**par porte par année**	35,73 $	3 662 950,28 $	39,50 $	4 049 441,25 $	27,85 $	2 855 112,38 $
		CRD et encombrants valorisables résidentiels	27 338	N/A	3,7500	**par porte par année**	6,48 $	664 313,40 $	5,68 $	582 299,40 $	7,29 $	747 352,58 $
		Résidus verts (feuilles mortes incluses)	tout le territoire	12	3,7500	**par collecte pour tout le territoire**	3 264,92 $	146 921,40 $	4 178,00 $	188 010,00 $	3 200,00 $	144 000,00 $
						Sous total avant taxes		4 474 185,08 $		4 819 750,65 $		3 746 464,95 $
						TPS	5%	223 709,25 $		240 987,53 $		187 323,25 $
						TVQ	9,98%	446 299,96 $		480 770,13 $		373 709,88 $
						Total		5 144 194,29 $		5 541 508,31 $		**4 307 498,08 $**

Soumissionnaire le moins cher au total

Service Ricova inc.	3 746 464,95 $	+ TPS	187 323,25 $	+ TVQ	373 709,88 $	=	**4 307 498,08 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160695003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder 2 contrats de collecte et transport de matières résiduelles pour l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal à la firme : Services Ricova Inc. pour une durée de 45 mois. Dépense totale de 9 797 421 $ taxes incluses - Appel d'offres public # 16-15252 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Environnement - GDD 1160695003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Préposé au budget
Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement
Tél : (514) 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-03

Anne DORAIS
Conseillère planification financières

Tél : 514 872-5876
Division : Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167231044

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro -Québec, pour le raccordement de 100 bornes de recharge pour véhicules électriques dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 262 410,31 $ taxes incluses - fournisseur exclusif

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, fournisseur exclusif, pour le raccordement électrique des bornes de recharge pour véhicules électriques dans divers arrondissements de la Ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 262 410,31 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme ;
2. d'autoriser la directrice de la Direction des infrastructures à signer, pour et au nom de la Ville, les lettres d'acceptation des travaux à cet effet ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-31 11:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167231044**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de 100 bornes de recharge pour véhicules électriques dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 262 410,31 $ taxes incluses - fournisseur exclusif

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, la Ville s'est jointe au *Circuit électrique* d'Hydro-Québec, à la suite d'ententes signées avec Hydro-Québec et le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (CM13 0963), et a amorcé l'installation d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques (VÉ). L'adhésion au *Circuit Électrique* a impliqué l'acquisition par la Ville de Montréal de 80 bornes de recharge hors rue de niveau II (240 V). La majorité de ces bornes ont été implantées dans des stationnements hors rue appartenant à la Ville de Montréal (arènas, bibliothèques, complexes sportifs, etc.).
Dans le cadre de sa stratégie d'électrification des transports, la Ville de Montréal souhaite implanter, d'ici 2020, 1 000 points de recharge pour véhicules électriques(VÉ) sur rue, qui couvriront une grande partie de l'île de Montréal et seront implantés dans plusieurs arrondissements. Ces bornes de recharges seront aussi utilisées par les véhicules en libre-service (VLS), et ce, dans la poursuite de l'objectif de la Ville de Montréal d'inciter les entreprises qui offrent ce service à convertir leur flotte de véhicules à l'électricité.

À ce jour, 52 bornes de recharge pour VÉ ont été installées à 26 endroits différents dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Il est maintenant proposé de déployer ce réseau dans d'autres arrondissements, avec une centaine (100) de bornes à implanter d'ici la fin de l'année 2016.

Pour ce faire, un contrat d'achat de fournitures de cent (100) bornes a été accordé à AddÉnergie technologies inc. au montant de 709 970,63 $ taxes incluses, le 21 juin dernier par le conseil municipal (CM16 0759).
De plus, un appel d'offres # 330102 a été publié du 31 août au 3 octobre dernier pour les travaux d'installation des bornes de recharge pour véhicule électrique. Les résultats

d'ouverture de cet appel d'offres démontrent que le plus bas soumissionnaire est Neolect inc. avec un montant de 88 355,53 $ taxes incluses. Le présent dossier vise à faire raccorder au réseau électrique d'Hydro-Québec, les bornes de rechange qui seront installées afin qu'elles puissent être fonctionnelles.

Il est donc requis d'accorder un contrat à Hydro-Québec, pour le raccordement des bornes dans le cadre des travaux d'installation, pour la somme maximale de 262 410,31 $ taxes incluses.
À cet effet, aucun appel d'offres n'est nécessaire, étant donné qu'Hydro-Québec est un fournisseur exclusif.

Dès 2017, le déploiement des nouvelles bornes s'effectuera à plus grande échelle, afin de couvrir l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal d'ici 2020.

Avec l'implantation de ces bornes, la Ville de Montréal assume son rôle de chef de file en électrification des transports.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0805 - 21 juin 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) », afin que le conseil de la ville reprenne sa compétence à l'égard du stationnement sur le réseau de voirie artérielle des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi que des activités d'entretien en lien avec les bornes de recharge pour véhicules électriques, à l'exception de celles liées à la signalisation et au marquage de la chaussée (1150335003);
CM16 0759 - 21 juin 2016 - Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 100 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 709 970,63 $, taxes incluses (1163253002);

CM16 0614 - 17 mai 2016 - Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de 2 ans, quant à l'adoption de la réglementation relative au stationnement sur le réseau de voirie locale des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et à la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi qu'à certaines activités d'entretien (pose, enlèvement, entretien, remplacement) liées aux bornes de recharge (1150335001);

CM13 0963 - 23 septembre 2013 - Approuver une entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec portant sur l'adhésion de la Ville au projet de Circuit électrique d'Hydro-Québec / Approuver une entente concernant la prise en charge de la responsabilité d'offrir un service de recharge public pour les véhicules électriques entre la Ville et la ministre des Ressources naturelles / Approuver les emplacements des bornes proposés par les arrondissements et Espace pour la vie / Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. afin de procéder à l'acquisition de 80 bornes de recharge pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 497 151,90 $, taxes incluses (1123455002).

DESCRIPTION

Les travaux du présent dossier inclut des travaux de raccordement au réseau d'Hydro-Québec ainsi que des travaux de construction de raccordement au réseau de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) pour la partie des conduits, car la location des conduits est faite par Hydro-Québec à la demande de la Ville.

La localisation des bornes de recharge pour VÉ identifiée dans les documents de l'appel d'offres 330102 a été déterminée par les arrondissements visés, la Direction des transports et la Direction de l'urbanisme, de concert avec Hydro-Québec et la CSEM. La Direction des infrastructures a apporté son soutien technique et son expertise tout au long du processus de sélection des localisations.

La Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports a mandaté la Direction des infrastructures du même service afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres 330102, de faire la coordination avec les différents intervenants et de réaliser les travaux relatifs à l'installation des bornes de recharge.

Les travaux qui prévoient l'installation et le raccordement des 100 bornes de recharge pour VÉ sont situés à 50 endroits différents dans 7 arrondissements de la Ville de Montréal soit :

- Côtes-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (9)
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (7)
- Plateau Mont-Royal (7)
- Rosemont-Petite-Patrie (8)
- Sud-Ouest (7)
- Verdun (4)
- Villeray-Saint-Michel-Parc Extension (8)

Les emplacements exacts et les coûts estimés sont spécifiés dans la liste des localisations des bornes en pièce jointe à ce document.

Hydro-Québec a produit une estimation des coûts pour chaque emplacement et demande une acceptation préalable de la Ville avant d'exécuter les travaux pour chaque estimation. Hydro-Québec facturera à la Ville de Montréal les coûts réels après les travaux.

Toutes les estimations reçues ont été vérifiées par la Direction des infrastructures.

Une estimation globale des coûts, préalable à l’octroi du contrat, a été effectuée à l'interne par les professionnels de la DI avant de recevoir les coûts estimés par Hydro-Québec pour chaque emplacement. Afin de réaliser cette estimation, une moyenne a été calculée, basée sur les coûts des travaux similaires réalisés en juin dernier pour 14 bornes de recharge doubles. Le montant de l'estimation est de 292 383 $ taxes incluses.

L'écart, favorable à la Ville, entre le contrat à octroyer et l'estimation de la DI est de (50 972,69 $), soit (10,25%).

JUSTIFICATION

L’implantation de 100 nouvelles bornes de recharge dans les quartiers centraux s’inscrit dans la vision municipale de se démarquer comme ville innovante en misant notamment sur les nouvelles technologies et sur l’électrification des transports. L'électrification des transports répond aussi aux objectifs du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020 et du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2013-2020.
L'installation des bornes de recharge permettra à Montréal de confirmer son leadership en terme d'électrification des transports, tout en amorçant le déploiement des 1 000 bornes de recharge souhaitées à l'échelle de son territoire d'ici 4 ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 262 410,31 $ taxes incluses. Il comprend le montant total estimé par Hydro-Québec de 233 746,11 $ taxes incluses pour les travaux, un montant de 4 808,72 $ taxes incluses pour les travaux d'un emplacement (estimation en cours chez Hydro-Québec) et une enveloppe dédiée aux contingences de l'ordre de 10% du coût des travaux pour pallier aux risques inhérents à ce genre de travaux, soit 23 855,48 $, taxes incluses.
La dépense totale de 262 410,31 $ taxes incluses représente un coût net de 239 615,59 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale qui sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale #08-062 « Acquisition d'équipements et mobilier urbain ».

Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.

Le détail des informations budgétaires et comptables se trouve dans l'intervention du Service des Finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'installation de bornes de recharge pour VÉ dans les arrondissements concernés répond à l'objectif d'encourager l'électrification des transports et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le tout étant en conformité avec l'action 2 du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'autorisation de dépense est refusée, les travaux du contrat à exécuter suite à l'appel d'offres #330102 ne pourront pas avoir lieu. Le contrat d'installation des 100 bornes de recharge pour VÉ devra être annulé et cela compromettrait les objectifs que la Ville s'est fixée dans sa stratégie d'électrification des transports d'obtenir 1000 bornes de recharge d'ici 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées:
Autorisation de dépense: À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux: Novembre 2016
Fin des travaux prévus: Décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilles DUFORT, Service de la mise en valeur du territoire
Isabelle MORIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Stéphane CARON, Le Sud-Ouest
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Eric FAUTEUX, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Jean-Simon FRENETTE, Rosemont - La Petite-Patrie
Richard C GAGNON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Guy LAROCQUE, Verdun

Lecture :

Eric FAUTEUX, 19 octobre 2016
Isabelle MORIN, 18 octobre 2016
Pascal TROTTIER, 18 octobre 2016
Benoît MALETTE, 18 octobre 2016
Stéphane CARON, 18 octobre 2016
Guy LAROCQUE, 18 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie PERREAULT
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-3370
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-17

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-28

Sommaire des acceptations de travaux au coût estimé de dépense d'Hydro-Québec

	Intersection	Situé devant l'adresse	Date de reception de l'estimation	Référence HQ - DCL	Montant avec taxe
1	Jarry/Bloomfield	622 Jarry O	30-09-2016	22030215	6 035.63 $
2	Querbes/Jean-Talon	520 Jean-Talon O	30-09-2016	22017380	10 692.61 $
3	Faillon/St-Denis	7501 St-Denis	04-10-2016	22018758	2 026.53 $
4	Jean-Talon/Henri-Julien	299 Jean-Talon E	28-09-2016	22044109	3 141.54 $
5	St-Denis/Jean-Talon	7145 St-Denis	22-09-2016	22023222	2 795.85 $
6	Casgrain/Jarry	8106 Casgrain	22-09-2016	22023227	3 935.58 $
7	Jean-Talon/Des-Erables	2225 Jean-Talon E	05-10-2016	22023484	1 398.76 $
8	Villeray/St-Laurent	10 Villeray	26-09-2016	22023639	5 850.92 $
9	St-André/Beaubien	6511 St-André	21-09-2016	22018327	2 109.53 $
10	Mozart/Henri-Julien	253 Mozart	16-09-2016	22018328	7 602.99 $
11	Beaubien/Des Érables	2160 Beaubien	16-09-2016	22018340	5 706.57 $
12	3e ave/Masson	2705 Masson	16-09-2016	22018343	14 958.00 $
13	26e avenue/Beaubien	6435 26e Avenue	06-10-2016	22023351	12 830.71 $
14	10e ave/Masson	3189 Masson	16-09-2016	22018345	4 034.19 $
15	St-Zotique/C-Colomb	1031 St-Zotique	03-10-2016	22018652	8 373.27 $
16	Midway/Rachel	3211 Rachel E	22-09-2016	22018650	9 236.07 $
17	Ontario/Desjardins	4119 Ontario	23-09-2016	22017532	4 156.32 $
18	Pierre-Tettreault/Hochelaga	8646 Hochelaga	30-09-2016	22017536	9 481.77 $
19	Dezery/Ontario	1882 Dezery	23-09-2016	22018191	3 268.59 $
20	Chambly/Hochelaga	3622 Hochelaga	23-09-2016	22018196	3 503.60 $
21	Leclaire/Ontario	2002 Leclaire	18-10-2016	22023112	2 927.65 $
22	Théodore/Hochelage	2500 Théodore	12-10-2016	22018324	9 054.53 $
23	William-David/Ste-Cath	1407 William-David	23-09-2016	22017389	6 181.06 $
24	Parthenais/Mont-Royal	4492 Parthenais	22-09-2016	22018014	3 842.08 $
25	Boyer/Mont-Royal	4502 Boyer	03-10-2016	22018753	8 919.55 $
26	St-Hubert/Roy	3760 St-Hubert	03-10-2016	22019141	2 608.79 $
27	St-Denis/ des Malines	3607 St-Denis		montant estimé	4 808.72 $
28	St-Laurent/Rachel	4231 St-Laurent	06-10-2016	22019468	1 407.11 $
29	St-Laurent/St-Joseph	Parc Lahaie	05-10-2016	22019522	1 117.50 $
30	Calixa-Lavalée/Sherbrooke	Parc Lafontaine	04-10-2016	22019525	2 542.40 $
31	Grand-Boul/Sherbrooke	3405 Grand Boulevard	04-10-2016	22018017	2 338.64 $
32	Sherbrooke/Northcliff	5252 Sherbrooke O	04-10-2016	22018019	1 440.58 $
33	Sherbrooke/Grey	5038 Sherbrooke O	04-10-2016	22018076	1 511.44 $
34	Cote St-Luc/Oxford	5620 Côte St-Luc	04-10-2016	22018141	1 904.08 $
35	Cote Ste-Cath/Decelle	3333 Côte Ste-Catherine	04-10-2016	22018144	1 777.69 $
36	Cote Ste-Cath/Decelle	3340 Côte Ste-Catherine	04-10-2016	22018147	1 755.29 $
37	Lacombe/Gatineau	3506 Lacombe	04-10-2016	22023489	12 689.36 $
38	Van Horne/Cote-Des-Neiges	6200 Côte Des-Neiges	30-09-2016	22018528	5 464.17 $
39	Decarie/Queen-Mary	5137 Décarie	04-09-2016	22018654	4 244.43 $
40	St-Jacques/Belair	3451 St-Jacques	30-09-2016	22017900	1 415.80 $
41	GE Cartier/Notre-Dame	372 Square G-E Cartier	30-09-2017	22017902	4 845.41 $
42	Des-Seigneur/Notre-Dame	1825 Notre-Dame O	30-09-2018	22017905	2 723.74 $
43	Des Sucreries/Centre	1105 De la Sucrerie	04-10-2016	22018010	3 120.22 $
44	Charlevoix/Mullins	1010 Charlevoix	30-09-2020	22018011	1 274.89 $
45	Workman/Atwater	550 Atwater	30-09-2021	22018659	1 717.89 $
46	Du Parc Garneau/Monk	2385 Du Parc Garneau	30-09-2022	22018915	5 343.62 $
47	Galt/Wellington	4214 Wellington	04-10-2016	22018917	1 701.96 $
48	Wellington/5e avenue	5000 Wellington	04-10-2017	22023352	5 262.92 $
49	Wellington/Regina	3683 Wellington	04-10-2018	22019016	2 839.04 $
50	Willibrord/Verdun	4500 De Verdun	04-10-2019	22019017	10 635.24 $
				Total:	238 554.83 $
				Contingences 10%	23 855.48 $
				Total autorisation dépenses	262 410.31 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231044

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de 100 bornes de recharge pour véhicules électriques dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 262 410,31 $ taxes incluses - fournisseur exclusif

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1167231044.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Preposé au budget
Tél : (514) 872-4014

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1156037006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les Immeubles T.D. inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 34 000 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

Il est recommandé :

1. de fermer et retirer du domaine public le lot 5 659 142 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

2. d'approuver le projet d'acte par lequel :

· La Ville de Montréal vend à Les Immeubles T.D. inc. un immeuble connu et désigné comme étant le lot 5 659 142 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, d'une superficie de 1 031,8 m^2, pour la somme de 34 000 $, plus les taxes applicables.

· Hydro-Québec crée en sa faveur une servitude d'utilités publiques affectant le lot 5 659 142 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout tel que décrit à la description technique et au plan préparés par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 5 mai 2015, sous sa minute numéro 1605.

Le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte.

3. d'imputer le revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-12 15:41

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1156037006**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les Immeubles T.D. inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 34 000 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

CONTENU

CONTEXTE

Les Immeubles T.D. inc. (l'« Acheteur ») a approché la Ville de Montréal pour acquérir la portion du tracé prévu de la 58^{e} Avenue situé à l'arrière de sa propriété. L'Acheteur désire acquérir cette portion de terrain pour l'assembler à sa propriété. Suite aux vérifications faites auprès de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, il fut confirmé que la portion de la 58^{e} Avenue, située entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux, ne sera jamais ouverte à la circulation et peut être vendue aux propriétaires riverains. En ce sens, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a conclu une entente avec l'Acheteur pour la vente de la portion de terrain située à l'arrière de sa propriété, dorénavant connue et désignée comme étant le lot 5 659 142 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (l'« Immeuble »). En complément de cette entente, le SGPI a convenu avec Hydro-Québec de grever une partie de l'Immeuble d'une servitude d'utilités publiques en faveur d'Hydro-Québec afin de régulariser la présence de lignes haute tension traversant le lot.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend l'Immeuble à l'Acheteur pour un montant de 34 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les clauses stipulées à l'acte. De plus, Hydro-Québec interviendra à l'acte pour grever une partie de l'Immeuble d'une servitude d'utilités publiques en sa faveur. À ce titre, une version électronique de la description technique et du plan préparés par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 5 mai 2015, sous sa minute numéro 1605 est présentée en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· L'ensemble des intervenants de la Ville est en faveur de cette vente.

· Un accord a été prévu avec Hydro-Québec pour grever l'Immeuble d'une servitude d'utilités publiques en faveur d'Hydro-Québec.

· Le prix de vente de 34 000 $ (32,95 $/$m^2$), plus les taxes applicables, pour une superficie de 1 031,8 m^2, a été négocié de gré à gré avec l'Acheteur le 11 juin 2014. En date de l'entente avec l'Acheteur, la fourchette de la valeur marchande de l'Immeuble établie par la Division de l'évaluation du SGPI, le 5 avril 2013, variait entre 27 310 $ (26,46 $/$m^2$) et 67 010 $ (64,94 $/$m^2$). Suite à cette entente, la Division de la géomatique fut mandatée pour réaliser la description technique de la servitude qui sera consentie à Hydro Québec. Cette dernière fut préparée le 5 mai 2015. Puisque les délais pour réaliser la transaction furent occasionnés par la Ville et que l'Acheteur représente le seul acheteur potentiel, il fut décidé d'honorer la promesse d'achat le 11 juin 2014. À titre indicatif, le prix de vente se situe en dessous de la fourchette de la valeur marchande de l'Immeuble, établie par la Division de l'évaluation immobilière du SGPI en date du 27 février 2015, variant entre 35 500 $ (34,40 $/$m^2$) et 66 650 $ (64,60 $/$m^2$).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette transaction représente une entrée de fonds de 34 000 $ que l'Acheteur paiera à la signature de l'acte de vente. Un dépôt de 3 400 $ a été remis au représentant de la Ville. La différence sera versée au notaire de l'Acheteur en fidéicommis.

· L'Immeuble n'a aucune valeur aux livres.

· Le produit de la vente de 34 000 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SGPI.

· L'Immeuble n'est pas porté au rôle d'évaluation.

· Le potentiel de revenu de taxes sur l'Immeuble est le suivant :

Revenu de taxes à terme : 1 260,72 $ annuel

Étant donné que l'encadrement relatif au partage des revenus de vente n'est pas encore approuvé, les éventuelles règles de partage seront appliquées rétroactivement à la présente transaction.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de l'approbation de ce dossier aux instances pourrait signifier un retrait de l'Acheteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'action de communication, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de vente

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Avis favorable avec commentaires :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Avis favorable :
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques (Sabin TREMBLAY)

Avis favorable avec commentaires :
Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures (Sylvie BLAIS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier expertise immobilière

Tél : 514 872-6129
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-07-17

Sylvie DESJARDINS
Directrice par intérim

Tél : 514 872-5493
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-0153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049

Approuvé le : 2016-10-07 **Approuvé le :** 2016-10-11

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéros de GDD/DD et mandat : 1156037006 / Mandat 07-0031-S

Description de la transaction :

- Type de transaction : Vente de gré à gré
- Localisation : À l'ouest du boulevard Rivière-des-Prairies, entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux.
- Lot : 5 659 142 du cadastre du Québec
- Superficie totale : 1 031,8 m² (11 106 pi²)
- Zonage : Commercial
- Particularités : Hydro-Québec interviendra à l'acte pour enregistrer une servitude d'utilités publiques à être grevée sur le lot.

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Les Immeubles T.D. inc.

Prix de vente : 34 000 $, plus les taxes applicables

Valeur au rôle foncier 2013 : N'est pas porté au rôle

Juste valeur marchande : Entre 27 310 $ (26,46 $/m²) et 67 010 $ (64,94 $/m²)

- En date du : 5 avril 2013

  Entre 35 500 $ (34,40 $/m²) et 66 650 $ (64,60 $/m²)
- En date du : 27 février 2015

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison du prix de vente : Le prix de vente entériné à la promesse d'achat signée en date du 11 juin 2014 se situait à l'intérieur de la fourchette de la valeur marchande valide pour cette période. Les délais encourus pour la conclusion de la transaction (opération cadastrale et servitude) sont de la responsabilité de la Ville.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Guillaume Topp	Téléphone : 2-6129	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

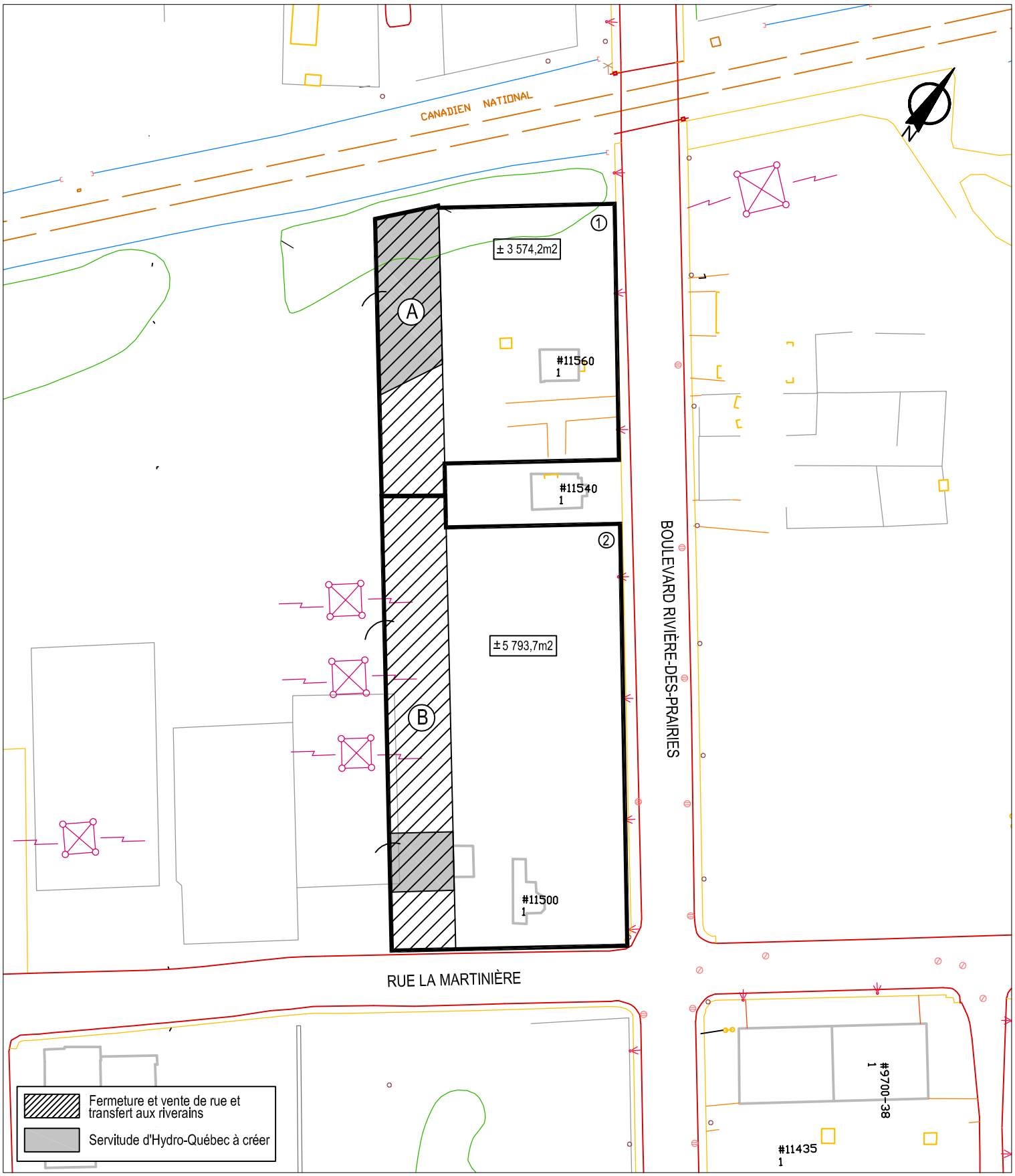


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-4771-10
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 16-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-4771-10
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1200
Date : 15-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-4771-10
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1200
Date : 15-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

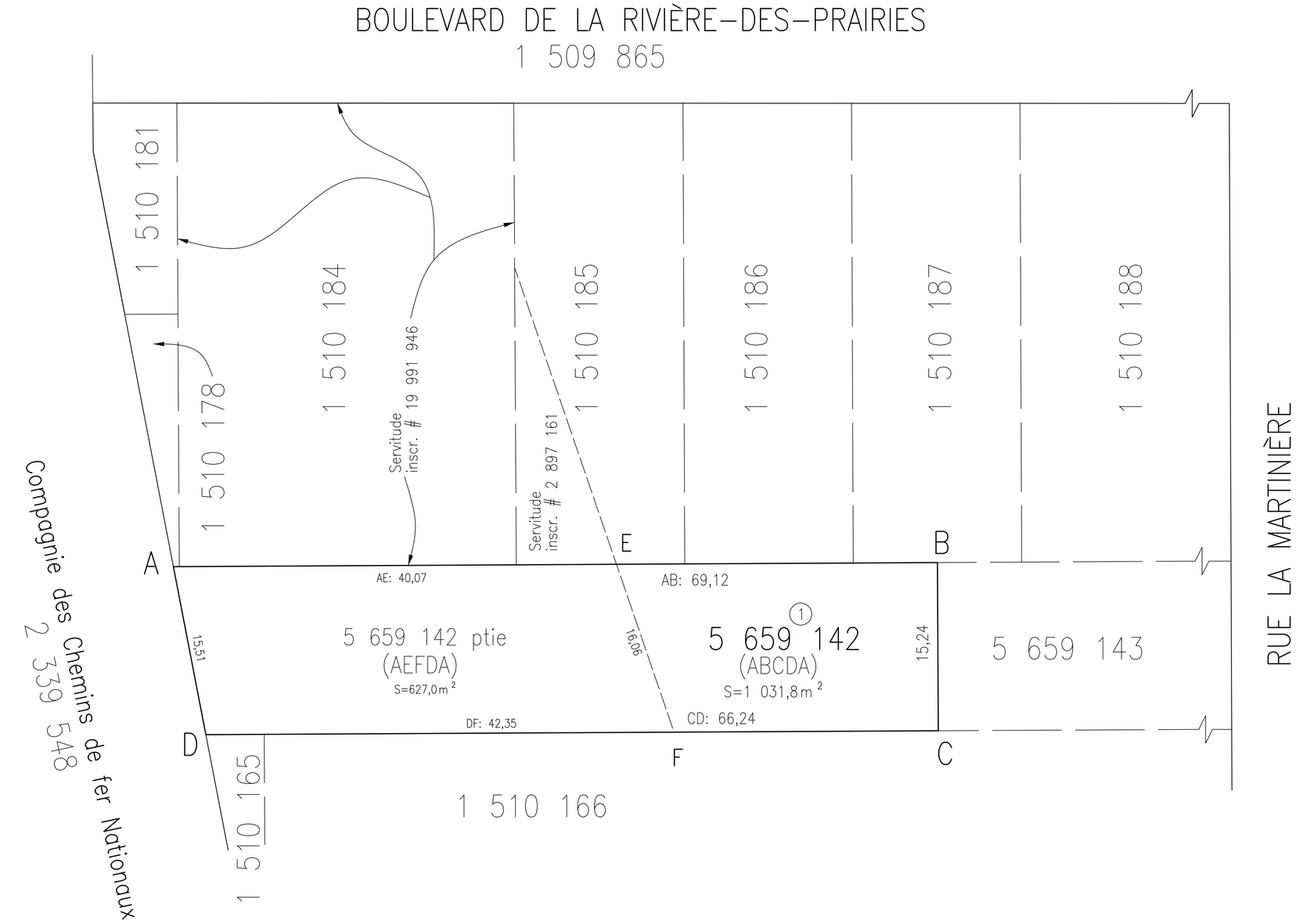


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-4771-10
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 16-06-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Le lot 5 659 142

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud-ouest du
BOULEVARD DE LA RIVIÈRE-DES-PRAIRIES
et au nord-ouest de la
RUE LA MARTINIÈRE

FINS DU DOCUMENT:

- VENTE

  Le bien-fonds a être vendu est délimité par les lettres ABCDA (article 1).

- ÉTABLISSEMENT DE SERVITUDE

  Le bien-fonds devant être grevé d'une servitude est délimité par les lettres AEFDA.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 5 mai 20 15

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Montréal, le _____

Préparé par: _____
SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-Géomètre

_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1605 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-4771
(31H12-010-2436) Dessin: A.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21759 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

PLAN Nº R-502 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

21759AD.DWG

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT	:	LE LOT 5 659 142
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL

Ce bien-fonds, à être vendu, est situé au sud-ouest du boulevard de la Rivière-des-Prairies et au nord-ouest de la rue La Martinière, est délimité par les lettres ABCDA sur le plan R-502 Rivière-des-Prairies préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 5 mai 2015.

Il se décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan:

1.- Le lot CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT QUARANTE-DEUX (5 659 142) dudit cadastre :

de figure irrégulière;

contenant en superficie mille trente et un mètres carrés et huit dixièmes (1 031,8 m²).

Une partie dudit lot 5 659 142 devra être grevée d’une servitude. Elle est délimitée par les lettres AEFDA et se décrit comme suit :

Une partie du lot CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT QUARANTE-DEUX (5 659 142 ptie), dudit cadastre :

/2

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est, par les lots 1 510 178, 1 510 184 et 1 510 185;
- Vers le sud-est, par la partie restante dudit lot 5 659 142;
- Vers le sud-ouest, par les lots 1 510 166 et 1 510 165;
- Vers le nord-ouest, par le lot 2 339 548, étant la propriété de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux;

MESURANT :

- Vers le nord-est, quarante mètres et sept centièmes (40,07 m);
- Vers le sud-est, seize mètres et six centièmes (16,06 m);
- Vers le sud-ouest, quarante-deux mètres et trente-cinq centièmes (42,35 m);
- Vers le nord-ouest, quinze mètres et cinquante et un centièmes (15,51 m);

contenant en superficie six cent vingt-sept mètres carrés (627,0 m²).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

/3

Préparé à Montréal, le cinquième jour du mois de mai de l'an deux mille quinze sous le numéro 1605 de mes minutes au dossier 21759 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

/cc

Dossier : 21759

Copie conforme à l'original
Montréal, le _____

_____
Arpenteur(e)-géomètre

PROMESSE D'ACHAT

Les Immeubles T.D. inc., personne morale légalement constituée par statuts de constitution délivrés en vertu de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., 1985, c. C-38), le 24-10-2007, et maintenant régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (L.R.Q., chapitre S-31.1) ayant son siège au 11560, boulevard de la Rivière-des-Prairies, Montréal, province de Québec, H1C 1P9, représentée par Tony Damiano dûment autorisé aux termes d'une résolution de son conseil d'administration en date du June 11, 2014 dont une copie certifiée est jointe aux présentes en annexe.

Ci-après désigné « le **Promettant-Acquéreur** »

LEQUEL promet d'acheter de la Ville de Montréal, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q. c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, (ci-après « la **Ville** ») aux prix et conditions ci-dessous énoncés, l'immeuble décrit au paragraphe 2.4 des présentes.

1. PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Promettant-Acquéreur est propriétaire d'un immeuble connu et désigné sous les numéros 1 510 184, 1 510 185 et 1510 186 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE le Promettant-Acquéreur désire acquérir de la Ville l'immeuble décrit au paragraphe 2.1 des présentes, afin de l'assembler à sa propriété décrite ci-dessus, afin d'ériger un bâtiment sur l'ensemble de ces lots;

ATTENDU QUE le Promettant-Acquéreur a reçu copie de la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*.

2. DÉFINITIONS

2.1 **Immeuble** : Une partie du lot 1 510 170 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et montré à titre indicatif par une trame et identifié par la lettre A sur les plans B et C ci-annexés, lequel comporte une superficie d'environ 1 034,14 mètres carrés;

2.2 **Propriété** : Les lots 1 510 184, 1 510 185 et 1 510 186 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, appartenant au Promettant-Acquéreur;

2.3 **Représentant de la Ville** :

Guillaume Topp, conseiller en immobilier et expertise immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Tél. : 514 872-6129
Téléc. : 514 872-8350
Courriel : guillaume.topp@ville.montreal.qc.ca

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
TD	2014-06-11

3. PRIX ET MODE DE PAIEMENT

3.1 Le prix, excluant les taxes de vente applicables, le cas échéant, que le Promettant-Acquéreur convient de payer à la Ville est de **TRENTE-QUATRE MILLE dollars (34 000 $)** basé sur un prix unitaire de 32,88 $/ le mètre carré et il est payable comme suit :

3.1.1 le Promettant-Acquéreur remet au Représentant de la Ville, la somme de **TROIS MILLE QUATRE CENTS dollars (3 400 $)** au moyen d'un chèque libellé à l'ordre de la Ville, à la signature des présentes;

3.1.2 quant à la différence, soit la somme de **TRENTE MILLE SIX CENTS dollars (30 600 $)** le Promettant-Acquéreur s'engage à la remettre à son notaire en fidéicommis, préalablement à la présentation pour approbation du projet d'acte de vente donnant suite à la présente promesse aux autorités municipales compétentes. Le Promettant-Acquéreur se déclare avisé, par les présentes, que l'inscription ne sera pas faite à la séance de l'assemblée décisionnelle de la Ville, tant que le Représentant de la Ville n'aura pas reçu la confirmation écrite du notaire du Promettant-Acquéreur à l'effet qu'il détient cette somme dans son compte en fidéicommis.

3.2 La signature de la présente promesse par le Promettant-Acquéreur comporte ordre au notaire instrumentant de retenir la somme prévue au paragraphe 3.1.2 ci-dessus, jusqu'à ce que l'acte de vente y donnant suite soit publié et porté sur l'index de l'Immeuble au registre foncier sans inscription préjudiciable aux droits du Promettant-Acquéreur.

3.3 Les sommes versées par le Promettant-Acquéreur aux termes du paragraphe 3.1 ci-dessus devront toutefois lui être remises dans les situations prévues aux paragraphes 7.1 et 7.2 des présentes ou dans le cas où les autorités municipales compétentes n'approuvent pas l'acte de vente donnant suite à la présente promesse.

4. POSSESSION

Le Promettant-Acquéreur deviendra propriétaire de l'Immeuble et en acquerra la possession à la date de la signature de l'acte de vente.

5. GARANTIE

Le Promettant-Acquéreur acquiert l'Immeuble à ses risques et périls, la vente étant faite sans aucune garantie.

Le Promettant-Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres de l'Immeuble, celui-ci l'achetant à cet égard à ses seuls risques et périls, qu'il ait effectué ou non une vérification des titres.

Quant à l'état et à la qualité des sols de l'Immeuble, incluant sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente promesse, le Promettant-Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité, celui-ci l'achetant également à cet égard à ses seuls risques et périls, et ce, qu'il ait effectué ou non une étude de caractérisation des sols.

Le Promettant-Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
TS	2014-06-11

rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville et il renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit du Promettant-Acquéreur. En outre, le Promettant-Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente promesse.

6. DOSSIER DE TITRES

Le Promettant-Acquéreur s'engage à n'exiger de la Ville, aucun dossier de titres, certificat de recherche, état certifié des droits réels, plan ou certificat de localisation à l'égard de l'Immeuble.

7. VÉRIFICATIONS DILIGENTES DU PROMETTANT-ACQUÉREUR

7.1 TITRES

Le Promettant-Acquéreur se réserve un délai de soixante (60) jours à compter de la date des présentes pour dénoncer au Représentant de la Ville, par écrit, tout vice ou irrégularité entachant les titres de propriété de l'Immeuble. Le Promettant-Acquéreur accorde à la Ville un délai de quarante-cinq (45) jours suivant cette dénonciation pour permettre à cette dernière de l'aviser par écrit :

7.1.1 qu'elle a remédié à ses frais aux vices ou irrégularités; ou

7.1.2 qu'elle ne pourra ou ne désire pas y remédier.

Suivant la réception par le Promettant-Acquéreur de tel avis de la Ville, il se réserve un délai additionnel de quinze (15) jours pour aviser le Représentant de la Ville, par écrit, qu'il choisit d'acheter l'Immeuble avec les vices ou irrégularités allégués ou qu'il décide de se retirer de la présente promesse, le tout sans encourir de la Ville quelque recours que ce soit.

À défaut d'avoir obtenu du Représentant de la Ville, une réponse écrite, dans les quarante-cinq (45) jours d'une dénonciation, sur les mesures qu'elle entend prendre eu égard au vice ou irrégularité dénoncé ou suivant la décision du Promettant-Acquéreur, dans les délais prescrits, de se retirer de la promesse dans le cas où le titre de propriété est entaché de vices ou d'irrégularités que la Ville ne peut ou ne veut pas corriger, ce retrait s'effectue sans que le Promettant-Acquéreur ne s'expose à quelque recours que ce soit de la part de la Ville. Dans ces cas, le dépôt effectué en vertu de l'article 3.1.1 des présentes doit lui être remis.

7.2 ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DU SOL DE L'IMMEUBLE

Le Promettant-Acquéreur se réserve un délai de soixante (60) jours à compter de la date des présentes pour faire effectuer, à ses frais et sous son entière responsabilité, une étude géotechnique et de caractérisation environnementale, cette dernière devant être conforme avec la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) pour une utilisation à des fins commerciales.

Si les résultats de telle étude démontrent qu'il y a une incompatibilité entre la qualité du sol et l'usage projeté de l'Immeuble, le Promettant-

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
TB	2014-06-11

Acquéreur se réserve un délai additionnel de cinq (5) jours suivant l'expiration du délai de soixante (60) jours prévu ci-dessus pour aviser le Représentant de la Ville, par écrit, de son désir de retirer la présente promesse sans encourir de la Ville quelque recours que ce soit. Le Promettant-Acquéreur s'engage à remettre au Représentant de la Ville, avec tel avis de retrait, une copie conforme de l'étude effectuée, le tout sans frais pour la Ville. Dans un tel cas, le dépôt effectué par le Promettant-Acquéreur en vertu de l'article 3.1.1 des présentes lui sera remis pourvu qu'il ait satisfait à son obligation de remettre l'Immeuble en état.

7.3 FRAIS ENCOURUS PAR LE PROMETTANT-ACQUÉREUR

Le Promettant-Acquéreur s'engage à payer, à l'entière exonération de la Ville, les frais, honoraires et déboursés encourus pour effectuer ses vérifications diligentes et, dans le cas où il procède à une étude géotechnique et de caractérisation des sols, à remettre l'Immeuble en état à ses frais, au plus tard, cinq (5) jours suivant l'expiration du délai prévu à l'article 7.2 de la présente promesse.

7.4 ACCEPTATION PRÉSUMÉE

À défaut de se prévaloir, dans les délais prescrits, des vérifications diligentes qu'il se réserve le droit d'effectuer, la présente promesse sera réputée irrévocable. Le Promettant-Acquéreur déclare qu'il sera également réputé avoir renoncé à retirer sa promesse dans les cas suivants :

7.4.1 il fait défaut de dénoncer à la Ville, dans un délai de soixante (60) jours, tout vice ou irrégularité entachant le titre de propriété; ou

7.4.2 il fait défaut de dénoncer à la Ville, dans un délai d'au plus soixante-cinq (65) jours suivant la signature de la promesse, que les résultats de l'étude environnementale et de caractérisation des sols qu'il a fait réaliser démontrent une incompatibilité entre la qualité des sols et l'usage projeté de l'Immeuble; ou

7.4.3 suivant réception, dans les délais prescrits, de la réponse du Représentant de la Ville eu égard à une dénonciation faite par le Promettant-Acquéreur en vertu du paragraphe 7.1, il fait défaut d'aviser le Représentant de la Ville par écrit, dans un délai de quinze (15) jours qu'il retire sa promesse.

Dans les cas où le Promettant-Acquéreur souhaite signer l'acte de vente avant l'expiration des délais qu'il s'est réservés pour faire ses vérifications diligentes, il s'engage à renoncer à ces délais dans l'acte de vente lui-même.

7.5 RETRAIT SANS MOTIF DE LA PROMESSE PAR LE PROMETTANT-ACQUÉREUR

À défaut de se prévaloir, dans les délais prescrits, des vérifications diligentes qu'il se réserve le droit d'effectuer ou d'aviser le Représentant de la Ville qu'il désire retirer sa promesse pour l'un ou l'autre des motifs prévus aux paragraphes 7.1 et 7.2 des présentes, la présente promesse sera réputée irrévocable.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2024-06-11

Le Promettant-Acquéreur renonce à réclamer le remboursement du dépôt effectué en vertu de l'article 3.1 des présentes et il déclare comprendre également qu'il s'expose à des recours en dommages-intérêt dans les cas suivants :

7.5.1 il retire sa promesse pour un motif autre que ceux prévus aux paragraphes 7.1 et 7.2 des présentes; ou

7.5.2 il fait défaut de remettre l'Immeuble en état suite à l'examen effectué en vertu du paragraphe 7.2 des présentes; ou

7.5.3 il refuse de signer l'acte de vente dûment approuvé par les autorités municipales compétentes dans les dix (10) jours de la réception d'un avis écrit le Représentant de la Ville lui enjoignant de signer l'acte.

8. OPÉRATION CADASTRALE PRÉALABLE À LA VENTE

Le Promettant-Acquéreur ne prendra pas à sa charge les frais reliés à la préparation du plan de morcellement ni des frais de l'opération cadastrale requise, le cas échéant, pour permettre la vente de l'Immeuble. Le Promettant-Acquéreur comprend toutefois qu'aucune telle opération cadastrale ne sera effectuée par la Ville, tant qu'il n'aura pas transmis, par écrit, au représentant de la Ville, un avis à l'effet que les titres de propriété de l'Immeuble le satisfont ou qu'il ne sera pas réputé avoir accepté tels titres.

9. TAXES ET IMPOSITIONS FONCIÈRES

Le Promettant-Acquéreur s'engage à prendre à sa charge, à compter de la date de l'acte de vente, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur l'Immeuble.

10. ÉVALUATION MUNICIPALE

Le Promettant-Acquéreur s'engage à ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble, du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie par la Ville au rôle foncier, le Promettant-Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester l'évaluation municipale pour tout autre motif.

11. DESTINATION DE L'IMMEUBLE

Le Promettant-Acquéreur reconnaît que la vérification auprès des autorités municipales compétentes quant à la conformité avec les lois et règlements en vigueur de tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ou destination qu'il entend lui donner, relèvent de sa seule responsabilité, et ce, même si le bénéficiaire de la promesse est la Ville.

12. TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Le Promettant-Acquéreur s'engage à l'entière exonération de la Ville, à prendre à sa charge, le cas échéant, la TPS et la TVQ et s'il est inscrit aux fins desdites

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
TD	2024-06-11

taxes, il s'engage à fournir à la Ville, ces numéros d'inscription dans un délai de trente (30) jours suivant la signature des présentes.

13. RENONCIATION

Le Promettant-Acquéreur renonce, à tous les droits qu'il a ou pourrait avoir dans le lot 1 510 170 du cadastre du Québec (58e avenue), afin de permettre à la Ville de procéder à sa fermeture, à titre de rue, et de lui enlever son caractère public.

14. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

Le Promettant-Acquéreur reconnaît que la politique de gestion contractuelle de la Ville (la « Politique ») s'applique à l'acte de vente résultant de la présente promesse, sous réserve des adaptations nécessaires. À cet égard, le Promettant-Acquéreur déclare et atteste solennellement :

14.1 qu'il a pris connaissance de la Politique;

14.2 qu'il comprend les termes et la portée de la Politique;

14.3 que si des communications d'influence ont eu lieu à l'occasion de la soumission de la promesse, elles l'ont été conformément à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme, au code de déontologie des lobbyistes et aux avis du commissaire au lobbyisme.

15. ACTE DE VENTE

L'acte de vente sera rédigé par le notaire choisi par le Promettant-Acquéreur et reçu devant lui. Le Promettant-Acquéreur s'engage à assumer les honoraires pour la préparation de l'acte, et ce, même si l'acte de vente donnant suite à la promesse n'est pas accepté par les autorités municipales. Il s'engage également à assumer les coûts relatifs à la publication de l'acte et à la préparation et l'expédition des copies, dont trois (3) pour la Ville.

Le Promettant-Acquéreur s'engage à soumettre à la Ville, le projet d'acte de vente en format « Word » par courrier électronique au Représentant de la Ville dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date de signature de la promesse, afin de le faire valider par un notaire de la Direction des services juridiques de la Ville avant sa présentation aux autorités municipales compétentes.

16. ATTESTATIONS

Le Promettant-Acquéreur fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

16.1 il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5e suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., c. I-3);

16.2 il prend les engagements souscrits aux termes des présentes, étant pleinement informé du fait que pendant la durée de validité de sa promesse prévue à l'article 19 des présentes, il est le seul à y être lié et que la présente ne pourra produire d'effets à l'égard de la Ville tant que l'instance décisionnelle de cette dernière n'aura pas approuvé le projet d'acte de vente donnant suite à la présente promesse;

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2014-06-11

16.3 les délais mentionnés dans la présente promesse sont de rigueur et sont calculés de la façon suivante :

16.3.1 le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est, à moins qu'il s'agisse d'un jour non juridique tel que ce terme est défini à l'article 6 du *Code de procédure civile du Québec*;

16.3.2 les jours non juridiques sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non juridique, celle-ci est reportée au premier jour juridique suivant;

16.3.3 Si la promesse fait référence à une date spécifique qui est un jour non juridique, l'échéance est reportée au premier jour juridique suivant cette date.

16.4 État civil et régime matrimonial (si applicable)

17. ENTENTE COMPLÈTE

L'acte de vente constituera l'entente complète entre le Promettant-Acquéreur et la Ville quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente promesse.

18. VALIDITÉ DE LA PROMESSE

La présente promesse constitue un engagement unilatéral et irrévocable du Promettant-Acquéreur jusqu'à 23 heures 59, le 31 janvier 2014. À défaut par l'instance décisionnelle de la Ville d'approuver l'acte de vente dans ce délai, cette promesse de vente deviendra nulle et non avenue, sans aucune possibilité de recours de la part du Promettant-Acquéreur ou de la Ville.

19. SIGNATURE

Le Promettant-Acquéreur a signé cette promesse en deux exemplaires après l'avoir lue et acceptée, à Montréal, ce ● deux mille ●. 14 JUIN 11

_____

Tony Damiano

Les Immeubles T.D. inc.

N/Réf : 31H12-005-4771-10

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
TD	2014-06-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures

Dossier # : 1156037006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les Immeubles T.D. inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 34 000 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

La division de la Géomatique prend acte et est en accord avec le retrait du domaine public comme rue du lot 5 659 142 du cadastre du Québec en vue de sa vente. Les aspects techniques de ce dossier ont été traités par l'arrondissement.
Lors de la vente, l'acquéreur cèdera directement à Hydro-Québec une servitude pour ligne de transport et de distribution d'énergie qui est indiquée les lettres AEFDA sur le plan R-502 Rivière-des-Prairies et à la description technique l'accompagnant, préparés par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre à la division de la géomatique de la ville de Montréal en date du 5 mai 2015, sous le numéro 1605 de ses minutes, dossier 21759.

Selon les documents consultés, il n'y a pas d'infrastructures municipales sur ou sous le lot 5 659 142 du cadastre du Québec. Aucune servitude en faveur de la ville de Montréal n'est requise pour ses infrastructures et aucune autre servitude n'a été prévue par l'arrondissement.

La division de la géomatique aimerait recevoir une copie de l'acte suite à sa publication au bureau de la circonscription foncière de Montréal afin de répertorier les documents concernant le retrait et la vente d'une rue faisant partie du domaine public.

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2015-11-27

Sylvie BLAIS
Ingénieure
Tél : 514-872-2960

Daniel BROUSSEAU
Chef de section
Tél : 514-872-4036
Division : Division de la Géomatique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1156037006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les Immeubles T.D. inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 34 000 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et quant à sa forme, le projet d'acte de vente ci-joint, préparé par Me Martin Dumesnil, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, ces vérifications relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me Dumesnil. Nous avons reçu la confirmation de ce dernier à l'effet que les parties visées par le présent sommaire décisionnel, sont en accord avec le projet d'acte soumis et qu'ils s'engagent à le signer sans modification.

Final- vente (V. MTL à TD).rtf

N/D : 15-002268

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-04

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159
Division : Droit contractuel

VENTE DE TERRAIN

N/D : 15D07180554

L'AN DEUX MILLE SEIZE, ce
(2016 - -)

DEVANT Me **Martin DUMESNIL**, Notaire exerçant à **Montréal**.

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier, deux mille deux (01-01-2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4), étant aux droits de Ville de Montréal en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, Canada, représentée par

,

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la Charte de Montréal et en vertu :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ●

copies certifiées de ces résolutions demeurent annexées aux présentes après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

Ci-après nommée : la **« Ville »**

ET

LES IMMEUBLES T.D. INC., société légalement constituée par statuts de constitution délivrés en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (RLRC, 1985 , chapitre C-44), ayant son siège social au 11 560, boulevard de la Rivière-des-Prairies, Montréal, province de Québec, H1C 1P9, Canada, représentée par Tonino (Tony) DAMIANO **,** son président-secrétaire, dûment autorisé aux termes d'une résolution du conseil d'administration adoptée le dix-huit (18) décembre – deux mille sept (2007), - dont copie de ladite résolution demeure annexée à la minute 20,613 du notaire soussigné.

Ci-après nommée : l'« A**cquéreur** »

La Ville et l'Acquéreur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une

copie de ladite Politique à l'Acquéreur.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

La Ville vend, à des fins d'assemblage, à l'Acquéreur qui accepte, un immeuble situé à Montréal, province de Québec, ci-après désigné :

DÉSIGNATION

Un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot numéro **CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT QUARANTE-DEUX (5 659 142)** au Cadastre du Québec**,** circonscription foncière de MONTRÉAL.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

ÉTABLISSEMENT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis par dépôt de bordereau par la Ville de Montréal, reçu devant Me Jean-Luc Trempe, notaire, le 10 mars 1965, sous le numéro 4 878 de ses minutes et publié le 17 mars 1965 au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 1 819 798.

FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la seconde résolution mentionnée dans sa comparution.

Il est également convenu entre les Parties que l'Acquéreur, et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture du lot **CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT QUARANTE-DEUX (5 659 142)** du cadastre du Québec comme rue, de la subsistance, le cas échéant, de tous droits de passage en faveur des propriétaires riverains, malgré ladite fermeture et la présente vente. L'Acquéreur s'engageant pour lui-même ainsi que pour ses ayants droit renonce de plus à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession immédiate et occupation en date des présentes.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (les «Sols») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant sans limitation, les matériaux

composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente vente, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls, qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage le cas échéant.

En conséquence, l' Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite la présente vente.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni plan, ni certificat de localisation à l'Acquéreur relativement à l'Immeuble.

DÉCLARATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare **:**

1. Qu'elle est une personne morale de droit public, résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (RLRC, 1985, chapitre 1 (5^{e} suppl.)) et au sens de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3).

2. Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies ;

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

D'autre part, l'Acquéreur s'oblige à ce qui suit:

1. Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes.

2. Payer les frais et honoraires des présentes, sa publication et des copies, dont trois (3) pour la Ville.

3. Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve, sujet aux servitudes continues et discontinues, apparentes ou non apparentes s'y rattachant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction.

4. Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes y compris la Ville, que tout aménagement, construction ainsi que toute destination qu'il entend réaliser sur, ou donner à l'Immeuble sont conformes aux lois et règlements en vigueur.

5. Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale, telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif;

6. Prendre à sa charge les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant pour l'assister aux fins des

présentes.

7. Intégrer l'Immeuble à sa propriété connue et désignée comme étant les lots numéros 1 510 184, 1 510 185 et 1 510 186 du cadastre Québec, circonscription foncière de Montréal, et l'aménager en conséquence.

PRIX

Cette vente est faite pour le prix de **TRENTE-QUATRE MILLE DOLLARS ($34 000,00)** que le la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur, partie avant ce jour et partie ce jour, **DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.**

CRÉATION D'UNE SERVITUDE

Aux présentes intervient :

HYDRO-QUÉBEC, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur Hydro-Québec* (RLRQ, chapitre H5*),* ayant son siège social au 75, Boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H2Z 1A4, ici agissant et représentée par

dûment autorisé(e) aux fins des présentes, en vertu d'une résolution adoptée par le comité exécutif de ladite corporation, lors d'une assemblée tenue le

représenté par

nommé(e) aux termes d'une autorisation et procuration consentie sous l'autorité de ladite résolution le

dont copies certifiées conformes de ladite résolution et ladite autorisation et procuration demeurant annexées à l'original des présentes après avoir été reconnues véritables et signées pour identification par le(la) représentant€ ci-haut mentionné(e) avec et en présence du notaire.

Ci-après appelée : le « Cessionnaire »

PAR LES PRÉSENTES, l'Acquéreur, stipulant pour lui-même, ses représentants et ayants droit (également nommé le « Cédant » aux fins de la présente section), consent au Cessionnaire et crée et établit sur le fonds servant au bénéfice du fonds dominant, les droits réels et perpétuels de servitude pour des lignes de Transport d'énergie électrique et de Distribution d'énergie électrique, qui consistent en : -

1. un droit de placer, remplacer, entretenir, ajouter et exploiter, sur, au-dessus et en dessous du fonds servant, des lignes de transport et/ou de distribution d'énergie électrique à haut ou à faible voltage, des lignes et équipements de communications, soit aériennes, soit souterraines, soit à la fois aériennes et souterraines sur ladite parcelle, y compris les pylônes, poteaux, haubans, câbles, fils, ancres, supports, conduits, bornes, kiosques, puits d'accès, contrepoids et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement;

2. un droit de permettre à d'autres personnes, compagnies, services publics ou corporations municipales de placer, remplacer, entretenir, ajouter et exploiter, sur ces parcelles, des câbles, fils, ancres, conduits et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de leurs installations;

3. un droit en tout temps de circuler sur ladite parcelle, à pieds ou en véhicule de

tout genre et, si nécessaire, en dehors de ladite parcelle, pour exercer tous droits accordés par les présentes, et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public audit fonds servant;

4. un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur le fonds servant, tous arbres, arbrisseaux, arbustes, branches, buissons et racines et déplacer hors de ces emprises tout meubles et toute construction ou structure situés sur ladite parcelle;

5. un droit de couper, émonder, enlever et détruire de quelque manière que ce soit et en tout temps, en dehors du fonds servant, tous arbres, arbustes, branches, buissons et racines qui pourraient entraver ou nuire au fonctionnement, construction, remplacement ou entretien des lignes et, à ces fins, en un droit de circuler en dehors dudit fonds servant;

6. une interdiction pour toute personne d'ériger et placer quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous du fonds servant, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières, et de modifier l'élévation actuelle du fonds servant;

7. un droit au cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, de délaisser et d'abandonner les ouvrages souterrains s'y rapportant tels quels et dans l'état du moment; à cet effet, l'Acquéreur s'engage à tenir indemne le Cessionnaire de toutes réclamations ou dommages relativement à la présence de ses ouvrages souterrains;

Sans limiter la généralité, tout projet d'aménagement dans les emprises des lignes ci-haut décrites devra être approuvé au préalable par le Cessionnaire.

SERVITUDE RÉELLE

Les droits ci-dessus accordés sont aussi établis et créés comme servitude réelle et perpétuelle sur le fonds servant en faveur du fonds dominant ci-après décrit.

DÉSIGNATION DU FONDS DOMINANT

Ligne de Transport et Distribution d'énergie électrique

Le fonds dominant au bénéfice duquel les droits de servitude sont établis est constitué d'un réseau de lignes électriques d'Hydro-Québec qui correspond à la totalité de l'immeuble qui a fait l'établissement de la fiche immobilière sous le numéro d'ordre **65-B-74223** au registre des réseaux de services publics de la circonscription foncière de Montréal conformément à l'article 3034 al. 2 C.c.Q.

DESCRIPTION DU FONDS SERVANT

Le fonds servant sur lequel les droits ci-dessus mentionnés ont ainsi été établis comme servitude réelle et perpétuelle, est constitué *d'une partie* de l'Immeuble ci-haut désigné et vendu aux termes des présentes, et plus amplement décrite comme suit, savoir : -

UNE PARTIE du lot vacant connu et désigné comme étant le lot numéro **CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-NEUF MILLE CENT QUARANTE-DEUX (Ptie 5 659 142)** au Cadastre du Québec**,** circonscription foncière de MONTRÉAL;

De figure irrégulière :
BORNÉE vers le nord-est par les lots 1 510 178, 1 510 184 et 1 510 185; vers le sud-est par la partie restante dudit lot 5 659 142; vers le sud-ouest par les lots 1 510 166 et 1 510 165 et vers le nord-ouest par le lot 2 339 548, étant la propriété de la

Compagnie des Chemins de Fer Nationaux;
MESURANT vers le nord-est quarante mètres et sept centièmes (40,07 m); vers le sud-est seize mètres et six centièmes (16,06 m); vers le sud-ouest quarante-deux mètres et trente-cinq centièmes (42,35 m) et vers le nord-ouest quinze mètres et cinquante et un centièmes (15,51 m).
CONTENANT en superficie six cent vingt-sept mètres carrés (627,0 m^2).

Tel que le tout est montré sur un plan préparé par Sylvie GAUTHIER, arpenteure-géomètre, en date du 05 mai 2015 et portant le numéro 1605 de ses minutes dont une copie est annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les parties en présence du notaire.

Ci-après nommée le « Fonds servant »

TRANSFERT

À compter de la date de la signature du présent acte, le Cessionnaire détient les droits ci-dessus relatés.

CONSIDÉRATION

La présente servitude est consentie pour bonne et valable considération et des avantages que le Cédant et le public en général retirent des Installations, dont et du tout quittance générale et finale.

MODE D'ACQUISITION

Le Cédant est devenu propriétaire du Fonds servant aux termes du présent acte de vente.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Le prix de vente exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la Loi concernant la taxe d'accise (RLR 1985, chapitre E-15) et celles de la Loi sur la taxe de vente du Québec (RLRQ, chapitre T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 839039757RT 0001;
T.V.Q. : 1213582573;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le Préambule fait partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI NO. 47 AUTORISANT LES MUNICIPALITÉS A PERCEVOIR UN DROIT SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES:

La Ville et et l'Acquéreur déclarent que:

1. Le nom du cédant est : VILLE DE MONTRÉAL ;

2. Le nom du cessionnaire est : LES IMMEUBLES T.D. INC **;**

3. Les noms et adresses du cédant et du cessionnaire sont tels que mentionnés dans la comparution du présent acte;

4. Le nom de la municipalité dans laquelle est situé l'Immeuble est: Ville de MONTRÉAL

3. Montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de: TRENTE-QUATRE MILLE DOLLARS (34 000,00$);

4. La valeur de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : QUATRE-VINGT-TROIS MILLE SIX CENT CINQUANTE-SEPT DOLLARS (83 657 $) [évaluation municipale (81 220 $) x facteur comparatif (1.03)];

5. Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : QUATRE-VINGT-TROIS MILLE SIX CENT CINQUANTE-SEPT DOLLARS (83 657 $);

6.. Montant du droit de mutation est de: CINQ CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS ET CINQUANTE-SEPT CENTS (586,57 $);

7. Exonération: nil

8. Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les Parties signent en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL
par :

_____

LES IMMEUBLES T.D. INC.
par :

_____
Tonino (Tony) DAMIANO président-secrétaire

HYDRO-QUÉBEC
Par :

_____

_____
Me Martin DUMESNIL Notaire

COPIE CONFORME DE L'ORIGINAL DEMEURÉ EN MON ÉTUDE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1156037006

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les Immeubles T.D. inc. un terrain, considéré comme vacant, situé entre la rue de la Martinière et le chemin de fer de la Compagnie des chemins de fer nationaux dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, pour un prix de 34 000 $ / Fermer et retirer du domaine public le terrain. N/Réf. : 31H12-005-4771-10

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur l'aspect financier relatif à la présente recommandation du Service.

Aucune valeur au rôle foncier 2015-2017 n'est attribuée au lot cédé 5 659 142, de même qu'aucune valeur aux livres.

Toutefois, étant donné que l'encadrement relatif au partage des revenus de vente n'est pas encore approuvé, les éventuelles règles de partage seront appliquées rétroactivement à la présente transaction.

Le produit de la vente sera comptabilisé au compte budgétaire indiqué au fichier joint.

GDD 1156037006 - information comptable.xls

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2015-07-27

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Finances - Point de service CDL
Tél : 514-872-1021

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-7344
Division : Division opérations budgétaires et comptables - Point de service CDL

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1151195004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Les Papiers M.P.C. inc., dans le but d'aménager l'accès à son bâtiment, un terrain situé du côté nord de la rue Cabot et à l'ouest de l'avenue Gilmore, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, d'une superficie de 979,8 m², pour le prix de 140 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7066-04

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Les Papiers M.P.C. inc., dans le but d'aménager l'accès arrière de son bâtiment, un terrain connu et désigné comme étant le lot 1 573 991 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé du côté nord de la rue Cabot et à l'ouest de l'avenue Gilmore, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, d'une superficie de 979,8 m², pour le prix de 140 000 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2. d'imputer le revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-31 11:37

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1151195004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Les Papiers M.P.C. inc., dans le but d'aménager l'accès à son bâtiment, un terrain situé du côté nord de la rue Cabot et à l'ouest de l'avenue Gilmore, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, d'une superficie de 979,8 m², pour le prix de 140 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7066-04

CONTENU

CONTEXTE

Les Papiers M.P.C. inc. (l'« Acheteur ») est propriétaire du lot 1 573 571 du cadastre du Québec, sur lequel est érigé le bâtiment portant les numéros 1801 à 1825, rue Cabot, dans l'arrondissement du Sud-Ouest. L'Acheteur a contacté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») pour acquérir la propriété connue et désignée comme étant le lot 1 573 991 du cadastre du Québec (l'« Immeuble »), adjacente à la sienne, dans le but d'aménager l'accès arrière de son bâtiment. L'Immeuble a une superficie de 979,8 m² et est illustré sur les plans ci-joints.
Par ailleurs, l'Immeuble (fonds servant) est grevé d'une servitude de passage en faveur du lot 1 573 572 (fonds dominant) du cadastre du Québec, afin de permettre au propriétaire du fonds dominant d'accéder à l'arrière de son bâtiment. Cette servitude est illustrée sur les plans C et P ainsi que le plan préparé par l'arpenteur-géomètre, M. Yves Chatelois, en date du 6 septembre 2015, sous le numéro 1090 de ses minutes ci-joint.

En conséquence, le projet d'acte est soumis pour approbation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour but d'approuver le projet d'acte de vente par lequel la Ville vend l'Immeuble à l'Acheteur, pour le prix de 140 000 $, plus les taxes applicables.

JUSTIFICATION

Le SGPI soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· Le prix de vente de 140 000 $ (142,89 $/$m^2$), plus les taxes applicables, pour une superficie de 979,8 m^2, a été négocié de gré à gré avec l'Acheteur. Le prix de vente se situe à l'intérieur de la fourchette de la valeur marchande de l'Immeuble, établie par la Section de l'évaluation immobilière du SGPI en date du 25 février 2015, variant entre 137 000 $ (139,82 $/$m^2$) et 153 000 $ (156,15 $/$m^2$).

· L'arrondissement du Sud-Ouest est en faveur de la vente de l'Immeuble à l'Acheteur.

· L'Immeuble ne peut être vendu isolément en raison de la configuration du terrain.

· La vente permettra à la Ville d'accroître ses revenus fiscaux à la fois sur l'investissement projeté par l'Acheteur et l'aménagement de l'Immeuble à être cédé qui, actuellement, constitue un irritant avec une valeur négative.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette transaction représente une entrée de fonds de 140 000 $. Un dépôt de 18 000 $ a été remis par l'Acheteur au représentant de la Ville. La différence, au montant de 122 000 $, sera versée au notaire de l'Acheteur en fidéicommis préalablement à la signature de l'acte de vente.
La valeur aux livres du lot cédé 1 573 991 est de 6 328,09 $.

Le produit de la vente au montant de 140 000 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SGPI.

L'évaluation municipale de l'Immeuble au rôle d'évaluation foncière 2014-2015-2016 est de 98 000 $.

Toutefois, étant donné que l'encadrement relatif au partage des revenus de vente n'est pas encore approuvé, les éventuelles règles de partage seront appliquées rétroactivement à la présente transaction.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de donner suite à cette vente, le terrain demeurera vacant. La configuration du terrain restreint son développement. Le terrain peut seulement être vendu à des propriétaires adjacents à l'Immeuble.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de vente et transfert des droits de propriété en 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certificat du trésorier :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Avis favorable avec commentaires :
Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (Julie NADON)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Robert COULOMBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxwell JUSTIN
Conseiller en Immobilier

Tél : 514 872-3069
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-01-22

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice Évaluation et courtage immobilier/Sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2016-05-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-28

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1151195004 / Mandat 14-0436-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Vente de gré à gré
- Localisation : L'immeuble est situé au nord de la rue Cabot et à l'ouest de l'avenue Gilmore, dans l'arrondissement du Sud-Ouest.
- Lot : 1 573 991 du cadastre du Québec
- Superficie du terrain : 979,8 m²

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Les Papiers M.P.C. inc.

Particularités : Une partie du lot 1 573 991 du cadastre (fonds servant), d'une superficie de 55,2 m^2 sera grevé d'une servitude de passage en faveur du lot 1 573 572 du cadastre du Québec (fonds dominant).

Le prix de vente : 140 000 $ (142,89 $/m^2$)

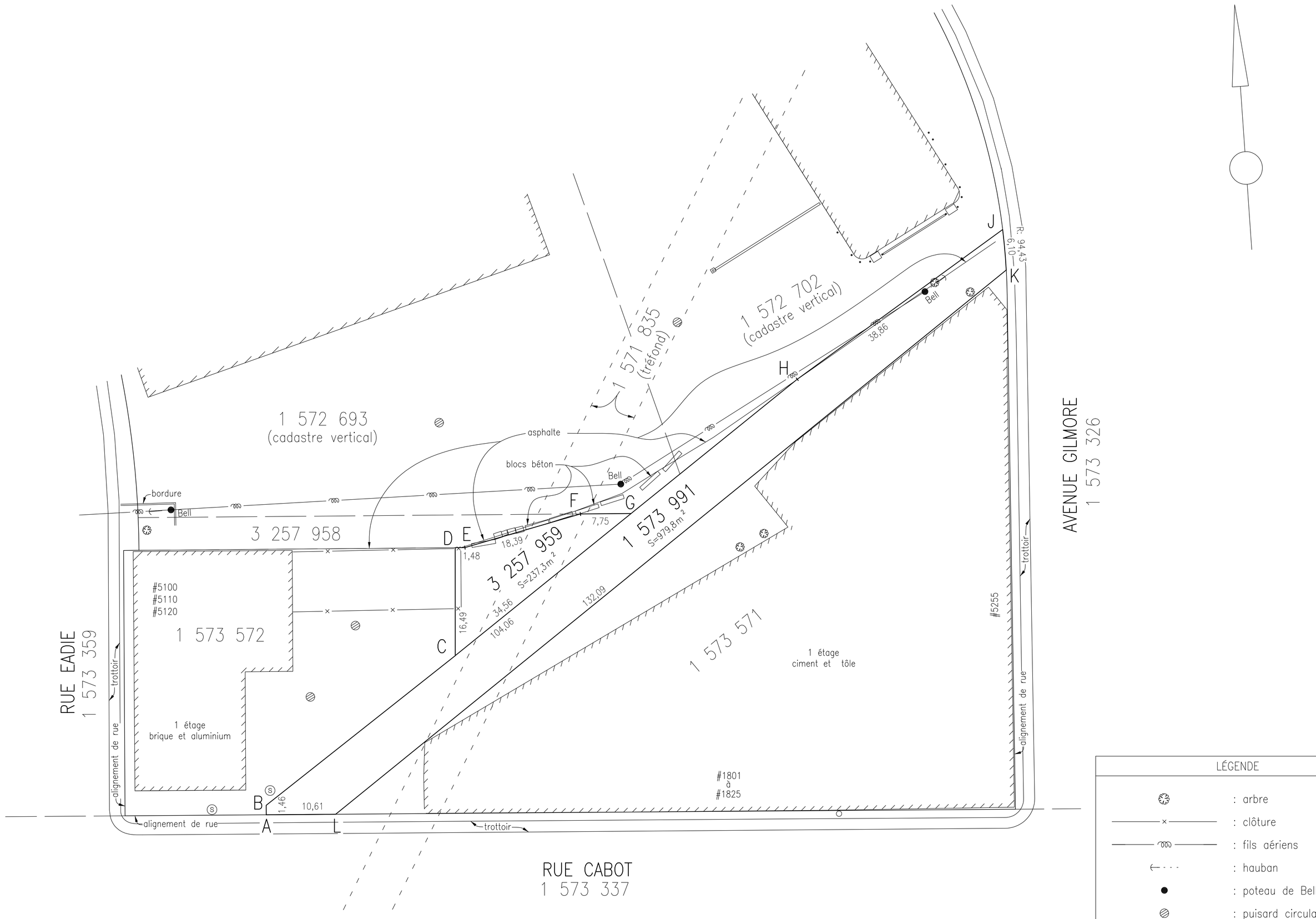
Juste valeur marchande : Entre 137 000 $ (139,82 $/m^2$) et 153 000 $ (156,15 $/m^2$)

- En date du : 25 février 2015

Valeur au rôle foncier 2016 : 98 000 $ (100,00 $/m²)

Valeur aux livres : 6 325 $

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Maxwell Justin	Téléphone : 2-3069	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____



LÉGENDE	
	: arbre
——×——	: clôture
——ooo——	: fils aériens
←····	: hauban
●	: poteau de Bell
▨	: puisard circulaire
Ⓢ	: regard d'égout sanitaire

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Les lots 1 573 991 et 3 257 959

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord de la
RUE CABOT
entre la
RUE EADIE
et
l'AVENUE GILMORE

FINS DU DOCUMENT:

ARPENTAGE GÉNÉRAL

NOTES:

1- Le bien-fonds est identifié par les lettres ABCDEFGHJKLA.

2- Le levé a été effectué en février 2014 et en mai 2015.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 29 mai 20 15

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Montréal, le _____

Préparé par: _____
SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 1614 Sceau

Références:

Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-005-6966 et -7066
(31H05-010-3533) Dessin: A.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21606 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

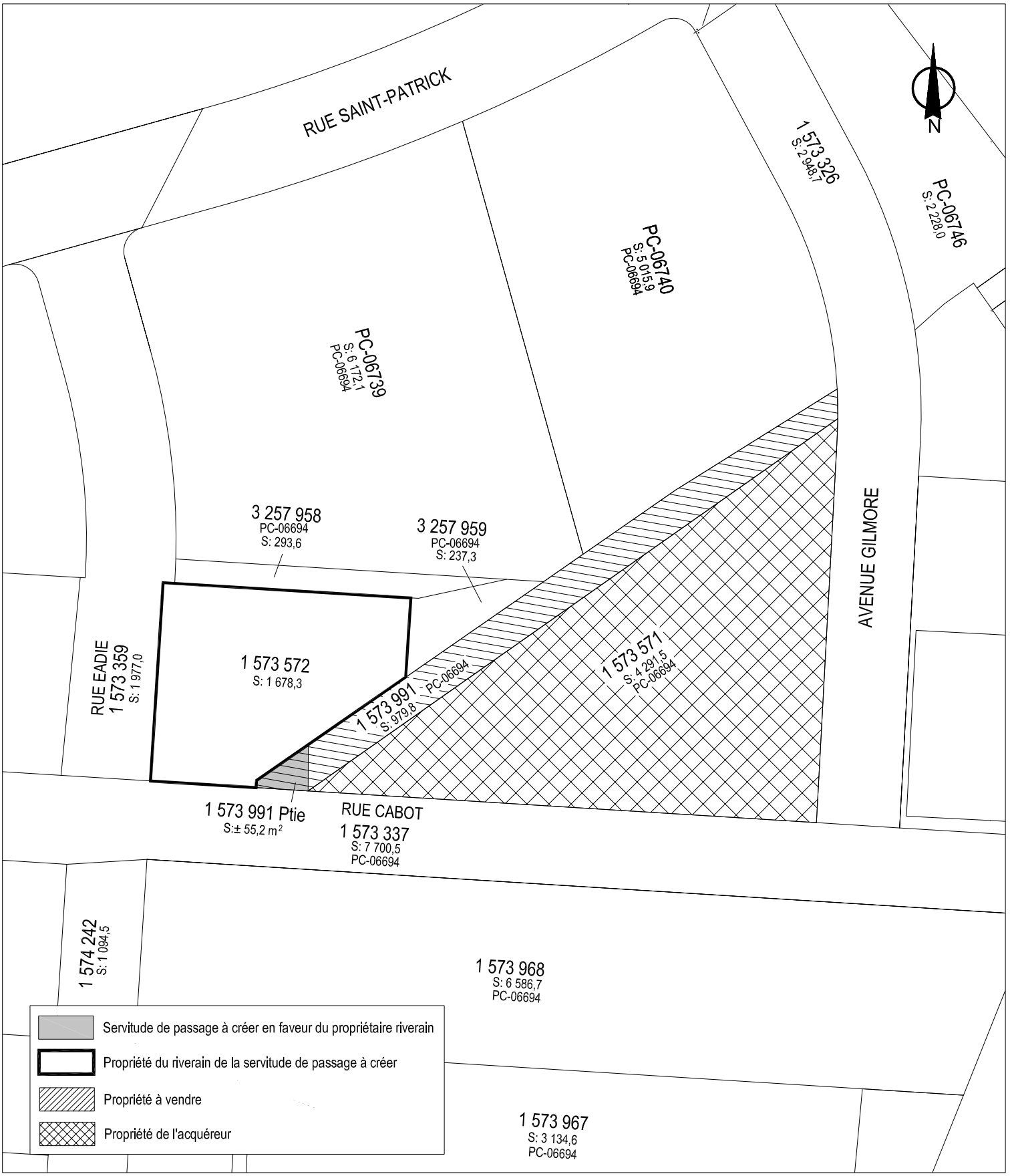
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Sud-Ouest

PLAN Nº C-35 SAINT-PAUL

21606D.DWG



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Sud-Ouest
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H05-005-7066-04
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1000
Date : 28-01-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

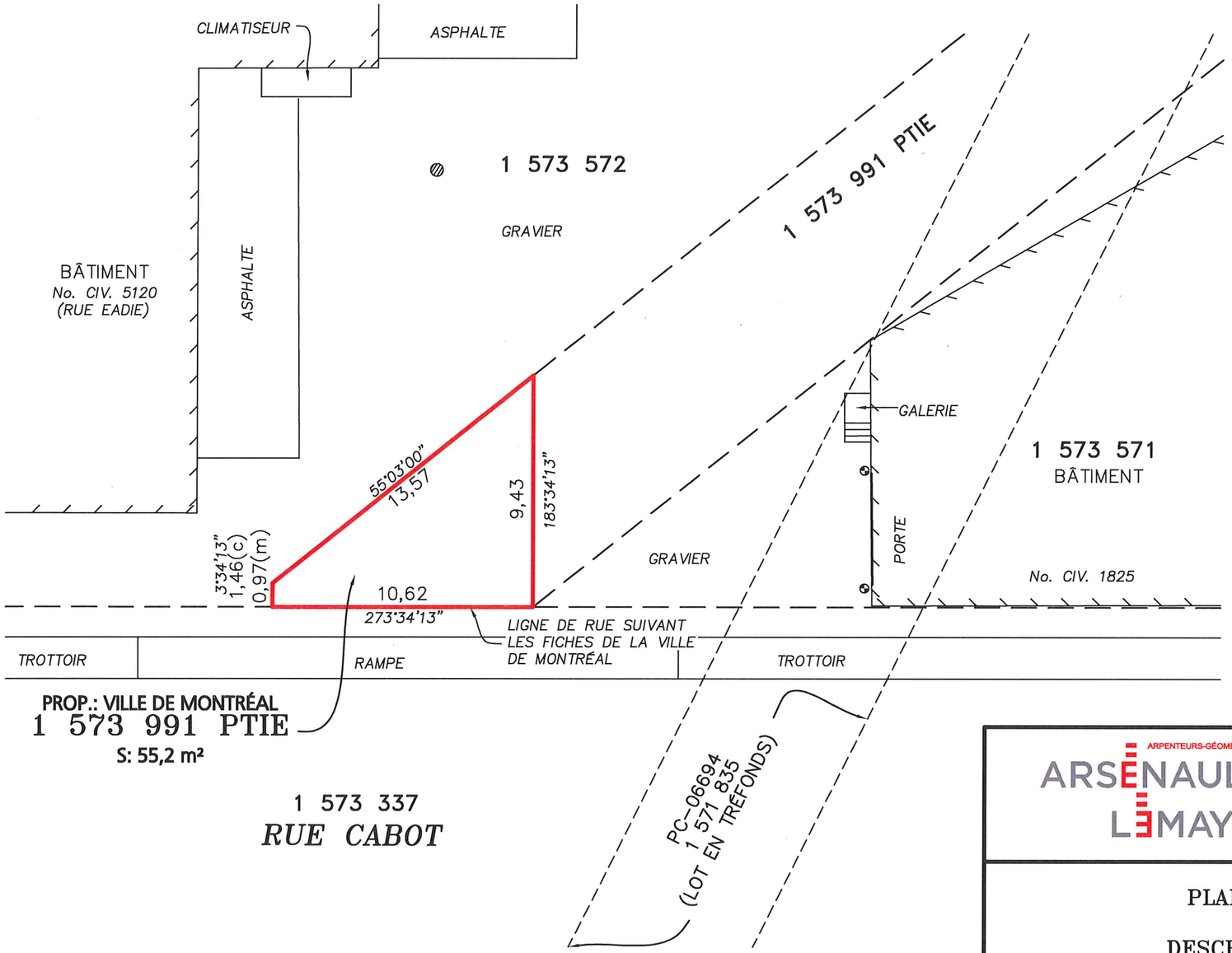


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Sud-Ouest
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-7066-04
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 28-01-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



Legende

PUISARD	⊘
BUTOIR	⊙
LIMITE DE L'EMPLACEMENT	———
LIMITE DE BORNANT	— — — —
MESURÉ	(m)
CADASTRE	(c)

NOTES:

–LES DIMENSIONS SONT EN MÈTRES (SI).

–LES DIRECTIONS INDIQUÉES SUR CE PLAN SONT DES GISEMENTS EN RÉFÉRENCE AU SYSTÈME SCOPQ (FUSEAU 8, MÉRIDIEN CENTRAL 73°30') NAD83.

–SUJET À UNE VÉRIFICATION NOTARIALE DES TITRES ET DES SERVITUDES.

ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
ARSENAULT LEMAY INC.
t. 514 489-9708
f. 514 489-5261
arsenaultlemay.ca
3285, boul. Cavendish, bureau 300
Montréal (Québec) H4B 2L9

PLAN ACCOMPAGNANT UNE DESCRIPTION TECHNIQUE

préparé par

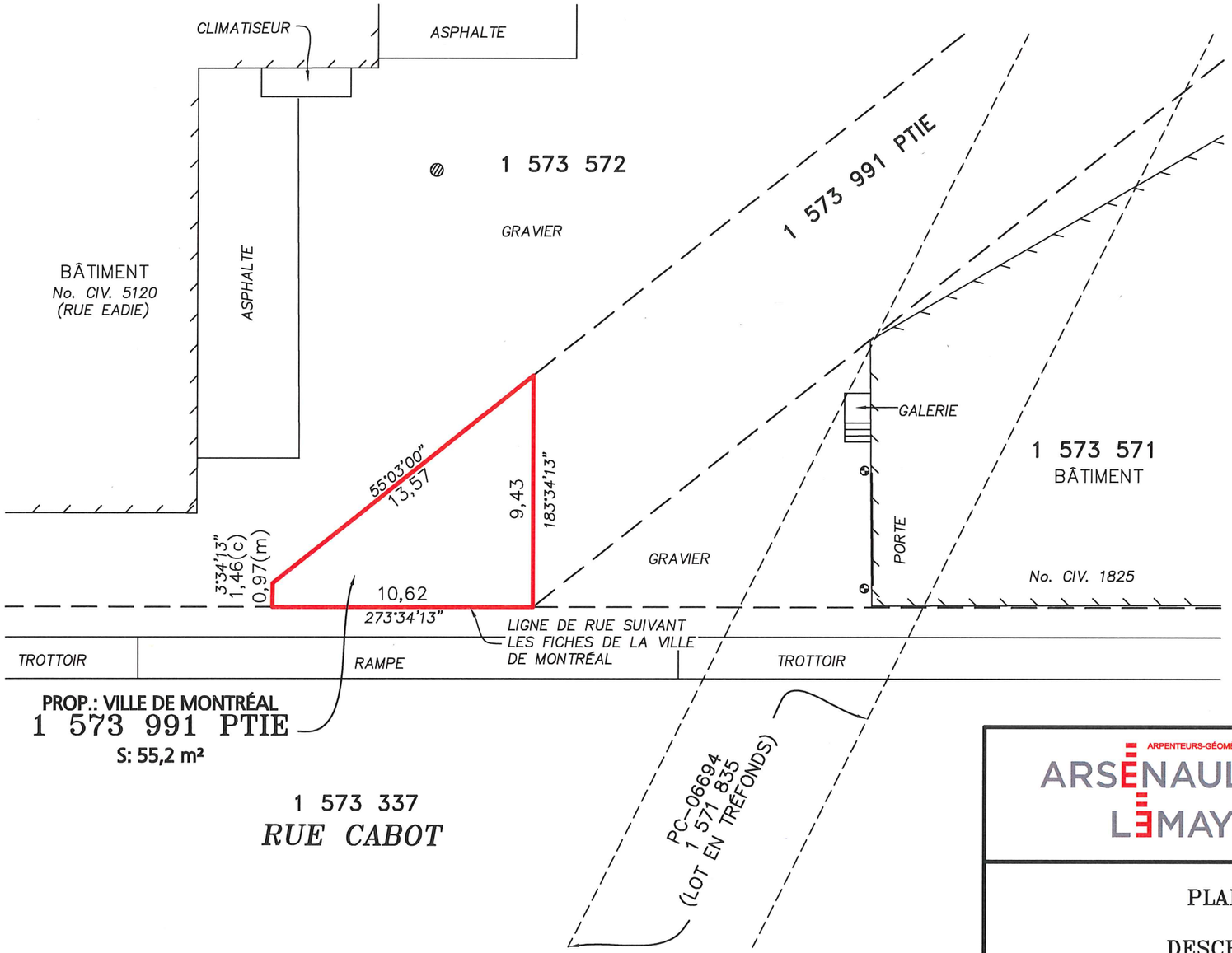
YVES CHATELOIS A.G.

copie conforme à l'original
date .....

A.G.

lot(s)	1 573 991 PTIE		
cadastre	DU QUÉBEC		
circ. fonc.	MONTRÉAL		
municipalité	VILLE DE MONTRÉAL (SUD-OUEST)		
échelle	1 : 200	minute	1090
Travail executé sur le terrain le	15 SEPTEMBRE 2015	dossier	2015-09-06
MONTRÉAL, LE	17 SEPTEMBRE 2015	plan	D 9450

2015\1509-06.DWG



Legende

PUISARD	⊘
BUTOIR	⊙
LIMITE DE L'EMPLACEMENT	———
LIMITE DE BORNANT	— — — —
MESURÉ	(m)
CADASTRE	(c)

NOTES:

–LES DIMENSIONS SONT EN MÈTRES (SI).

–LES DIRECTIONS INDIQUÉES SUR CE PLAN SONT DES GISEMENTS EN RÉFÉRENCE AU SYSTÈME SCOPQ (FUSEAU 8, MÉRIDIEN CENTRAL 73°30') NAD83.

–SUJET À UNE VÉRIFICATION NOTARIALE DES TITRES ET DES SERVITUDES.

ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
ARSENAULT LEMAY INC.
t. 514 489-9708
f. 514 489-5261
arsenaultlemay.ca
3285, boul. Cavendish, bureau 300
Montréal (Québec) H4B 2L9

PLAN ACCOMPAGNANT UNE DESCRIPTION TECHNIQUE

préparé par

YVES CHATELOIS A.G.

copie conforme à l'original
date .....

A.G.

lot(s)	1 573 991 PTIE		
cadastre	DU QUÉBEC		
circ. fonc.	MONTRÉAL		
municipalité	VILLE DE MONTRÉAL (SUD-OUEST)		
échelle	1 : 200	minute	1090
Travail executé sur le terrain le	15 SEPTEMBRE 2015	dossier	2015-09-06
MONTRÉAL, LE	17 SEPTEMBRE 2015	plan	D 9450

2015\1509-06.DWG

DESCRIPTION TECHNIQUE

Partie du lot 1 573 991

Une partie du lot **UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZE (1 573 991 Ptie)**, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans la municipalité de la Ville de Montréal (Sud-Ouest), de figure irrégulière, bornée et plus explicitement décrite comme suit: vers le Sud par le lot 1 573 337 composant la rue CABOT, mesurant dix mètres et soixante-deux centièmes (10,62 m), dans une direction de (273°34'13") le long de cette limite; vers l'Ouest par le lot 1 573 572, mesurant quatre-vingt-dix-sept centièmes de mètre (0,97 m) (cadastre : un mètre et quarante-six centièmes (1,46 m)) dans une direction de (3°34'13") le long de cette limite; vers le Nord-Ouest par le lot 1 573 572, mesurant treize mètres et cinquante-sept centièmes (13,57 m) dans une direction de (55°3'0") le long de cette limite; vers l'Est par une partie du lot 1 573 991, mesurant neuf mètres et quarante-trois centièmes (9,43 m) dans une direction de (183°34'13") le long de cette limite.

Contenant en superficie cinquante-cinq mètres carrés et deux dixièmes (55,2 m^2).

Les dimensions sont en mètres (SI).

Les directions sont en référence au système géodésique.

La partie du lot 1 573 991 ci-haut décrite est sujette à une vérification notariale des titres et des servitudes.

Le tout est tel qu'indiqué sur la copie ci-jointe du plan **numéro D 9450**, **minute 1090**, **référence 2015-09-06**, en date du 17 septembre 2015 et préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné.

Montréal, le 17 septembre 2015.

YVES CHATELOIS
arpenteur-géomètre
3285, boul. Cavendish, bureau 300
Montréal (Québec) H4B 2L9
Tél.: (514) 489-9708

CONFORME À L'ORIGINAL

Le

_____
arpenteur-géomètre

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine

Dossier # : 1151195004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Les Papiers M.P.C. inc., dans le but d'aménager l'accès à son bâtiment, un terrain situé du côté nord de la rue Cabot et à l'ouest de l'avenue Gilmore, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, d'une superficie de 979,8 m², pour le prix de 140 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7066-04

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable avec commentaires

COMMENTAIRES

Considérant que ledit terrain est enclavé;
Considérant le peu de potentiel de développement qu'offre ce terrain autre que pour les entreprises adjacentes;
Considérant que l'arrondissement n'a pas d'intention d'aménagement public sur et à proximité de ce dit terrain;
La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine est favorable à la vente du lot 1 573 991, terrain situé du côté nord de la rue Cabot et à l'ouest de l'avenue Gilmore, d'une superficie de 979,8 m².

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie NADON
Chef de division urbanisme
Tél : 514-872-4394

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-04-14

Sylvain VILLENEUVE
Directeur Aménagement urbain et patrimoine
Tél : 514-872-8692
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1151195004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Les Papiers M.P.C. inc., dans le but d'aménager l'accès à son bâtiment, un terrain situé du côté nord de la rue Cabot et à l'ouest de l'avenue Gilmore, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, d'une superficie de 979,8 m², pour le prix de 140 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7066-04

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'acte de vente ci-joint préparé par Me Robert Rapp, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'acheteur n'a été effectuée, celles-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence Me Rapp. Nous avons reçu une confirmation du notaire Rapp à l'effet que l'acheteur est d'accord avec ce projet et qu'il le signera dans sa forme actuelle.

Vente - Papiers MPC - Projet RC2.doc

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert COULOMBE
notaire
Tél : 872-6854

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-26

Marie-Andrée SIMARD
notaire et chef de division
Tél : 872-8323
Division : Droit contractuel

VENTE

L'AN DEUX MILLE SEIZE, le

Devant M^{e} Robert RAPP, notaire à Westmount, province de Québec.

COMPARAISSENT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (ci-après nommée la «**Charte**»), étant aux droits de l'ancienne VILLE DE MONTRÉAL en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé en vertu de la Charte et des résolutions suivantes:

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM16 ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ● deux mille seize (2016);

une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la «**Ville**»

ET:

LES PAPIERS M.P.C. INC., personne morale constituée par statuts de constitution délivrés le quatorze (14) février mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995) en vertu de la Partie I de la *Loi sur les corporations canadiennes* (S.R.C. 1970, c. C-32) et maintenant régie par la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. 1985 c. C.-44), immatriculée sous le numéro 1142590042 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 1825, rue Cabot, à Montréal, province de Québec, H4E 1E2, agissant et représentée par Ofer RESHEF, son président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le ; une copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour

identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée l'«**Acquéreur**»

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT:

PRÉAMBULE

ATTENDU que la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Acquéreur.

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend à des fins d'assemblage à l'Acquéreur qui accepte, l'emplacement suivant, savoir:

DÉSIGNATION

Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro UN MILLION C I N Q CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZE (1 573 991) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après nommé l'«**Immeuble**»).

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville est propriétaire de l'Immeuble pour l'avoir acquis de la SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE MONTRÉAL aux termes d'un acte de vente reçu devant M^{e} Yvon DELORME, notaire, le vingt et un (21) janvier mil neuf cent quatre-vingt-treize (1993) sous le numéro 7 701 de ses minutes, et inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal le vingt-huit (28) janvier mil neuf cent quatre-vingt-treize (1993) sous le numéro 4 580 238.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (ci-après nommés les «**Sols**») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux

composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni plan, ni certificat de localisation à l'Acquéreur relativement à l'Immeuble.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

DÉCLARATIONS DE LA VILLE

La Ville déclare:

a) Qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de la *Loi sur les impôts.*

b) Qu'elle a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

OBLIGATIONS

Cette vente est consentie aux conditions suivantes que l'Acquéreur s'engage à remplir, savoir:

a) Prendre l'Immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude et notamment la servitude de passage créée aux termes de l'acte inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 22 537 396, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction.

b) Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur.

c) Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'Immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes.

d) Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif.

e) Payer les frais et honoraires des présentes, de leur inscription et des copies requises, dont trois (3) pour la Ville.

f) Prendre à sa charge les frais et honoraires de tout courtier ou professionnel qu'il a mandaté, le cas échéant, pour l'assister aux fins des présentes.

g) Intégrer l'Immeuble à sa propriété connue et désignée comme étant le lot numéro UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE-TREIZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE ET ONZE (1 573 571) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et l'aménager en conséquence.

PRIX

La présente vente est consentie pour le prix de CENT QUARANTE MILLE DOLLARS (140 000,00 $), que la Ville reconnaît avoir reçu de l'Acquéreur à la signature des présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Le prix de vente exclut la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ).

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise* et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants: TPS 10324 3754 RT0001; TVQ

1001063223 TQ0001; et que ces inscriptions n'ont pas été annulées et qu'elles ne sont pas en voie de l'être.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants: TPS 121364749RT 0001; TVQ 1006001374 TQ 0002; et que ces inscriptions n'ont pas été annulées et qu'elles ne sont pas en voie de l'être.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toute entente précédente.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Le préambule fait partie intégrante de la présente vente.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

La Ville et l'Acquéreur déclarent ce qui suit:

a) Le cédant est: VILLE DE MONTRÉAL.

b) Le cessionnaire est: LES PAPIERS M.P.C. INC.

c) Le siège du cédant est au: 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

d) Le siège du cessionnaire est au: 1825, rue Cabot, à Montréal, province de Québec, H4E 1E2.

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

f) Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de: CENT QUARANTE MILLE DOLLARS (140 000,00 $).

g) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de: CENT QUARANTE MILLE DOLLARS (140 000,00 $).

h) Le montant du droit de mutation s'élève à la somme de: MILLE CENT CINQUANTE DOLLARS (1 150,00 $).

i) Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE:-

FAIT ET PASSÉ à Montréal, sous le numéro deux mille

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le notaire de lui faire lecture de l'acte, les parties signent en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

Par:- _____
Yves SAINDON

LES PAPIERS M.P.C. INC.

Par:- _____
Ofer RESHEF

_____
Robert RAPP, NOTAIRE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1151195004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Les Papiers M.P.C. inc., dans le but d'aménager l'accès à son bâtiment, un terrain situé du côté nord de la rue Cabot et à l'ouest de l'avenue Gilmore, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, d'une superficie de 979,8 m², pour le prix de 140 000 $, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H05-005-7066-04

SENS DE L'INTERVENTION

Certificat du trésorier

COMMENTAIRES

L'avis du Service des finances porte sur l'aspect financier relatif à la présente recommandation.

La valeur au rôle foncier 2015-2017 qui est attribuée au lot cédé 1 573 991 est de 98 008,19 $, alors que la valeur aux livres est de 6 328,09 $.

Toutefois, étant donné que l'encadrement relatif au partage des revenus de vente n'est pas encore approuvé, les éventuelles règles de partage seront appliquées rétroactivement à la présente transaction.

Le produit de la vente sera comptabilisé au compte budgétaire indiqué au fichier joint.

GDD 1151195004 - information comptable.xls

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

CTX1151195004

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Finances - Point de service Chaussegros de Léry

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-03-31

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-1021

Tél : 514-872-7344
Division : Finances - Point de service Chaussegros de Léry

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1161027010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation de la durée de l'acte d'usufruit intervenu le 27 décembre 1995, entre la Ville de Montréal et l'Institut de recherche en biologie végétale pour une période additionnelle de douze (12) mois à compter du 1er décembre 2016, pour certains locaux situés dans le Jardin botanique de Montréal, sis au 4101, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, moyennant le paiement d'un loyer mensuel de 12 758, $, incluant les taxes. N/Réf. : 31H12-005-2069-01

Il est recommandé :

1. d'autoriser la prolongation de la durée de l'acte d'usufruit intervenu entre la Ville de Montréal et l'Institut de recherche en biologie végétale, le 27 décembre 1995, pour une période de douze (12) mois à compter du 1er décembre 2016, pour certains locaux situés dans le Jardin botanique de Montréal, sis au 4101, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, moyennant le paiement d'un loyer mensuel de 12 758 $, incluant les taxes., le tout sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte d'usufruit en vigueur;
2. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-25 14:44

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161027010**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation de la durée de l'acte d'usufruit intervenu le 27 décembre 1995, entre la Ville de Montréal et l'Institut de recherche en biologie végétale pour une période additionnelle de douze (12) mois à compter du 1er décembre 2016, pour certains locaux situés dans le Jardin botanique de Montréal, sis au 4101, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, moyennant le paiement d'un loyer mensuel de 12 758, $, incluant les taxes. N/Réf. : 31H12-005-2069-01

CONTENU

CONTEXTE

Les représentants du Jardin botanique de Montréal (le « JBM ») entretiennent une étroite relation de collaboration avec ceux de l'Université de Montréal (l'« U. de M. »). La mission de recherche du JBM a toujours été réalisée conjointement avec ce partenaire. En effet, depuis 1949, les professeurs chercheurs de la Section botanique du Département de sciences biologiques occupent des espaces dans le JBM. C'est en 1990 que le partenariat entre les deux institutions a cependant été officiellement convenu et que l'Institut de recherche en biologie végétale (l'« IRBV ») a été créé. L'IRBV est une personne morale sans but lucratif et constitue un centre d'excellence en botanique et autres sciences connexes qui a acquis une grande renommée au fil des années.
L'IRBV favorise le rassemblement des chercheurs du JBM avec ceux du département de Sciences biologiques de l'U. de M., ce qui permet une synergie pour l'accès au financement de la recherche, la conduite de projets de recherche et la formation d'étudiants aux études supérieures. En 1995, la Ville de Montréal (la « Ville ») et l'IRBV ont signé un acte d'usufruit pour l'occupation de locaux par l'IRBV dans le bâtiment principal du JBM. Cet acte, venu à échéance le 31 mai 2015, fut renouvelé sur des bases similaires pour une période additionnelle de six (6) mois, soit du 1er juin 2015 au 30 novembre 2015, afin que la Ville et l'U. de M. puissent convenir des termes et conditions d'une nouvelle entente à long terme.

Cette période additionnelle n'a pas permis aux représentants de la Ville et de l'U. de M. de finaliser la nouvelle entente. Les principaux points en litige concernaient le paiement des taxes foncières payables par l'IRBV, considérant que la Ville et l'U. de M. sont les deux partenaires de l'IRBV et que certaines dispositions du projet de contrat d'usufruit sont jugées inacceptables par l'U. de M. Notons qu'il s'agit des mêmes conditions que celles établies pour l'usufruit de 1995. Conséquemment l'usufruit a été prolongé pour une autre année, soit du 1er décembre 2015 au 30 novembre 2016. Bien que certains points ont été réglés lors des rencontres du SGPI en 2016, nous n'avons pas été en mesure d'en venir à une entente finale pour le projet d'acte. Parmi les points à régler, l'U. de M. est à finaliser

un document intitulé « convention de collaboration » dans lequel seront insérées les principales règles de gouvernance impliquant la Ville, l'U. de M. et l'IRBV. Ce document, qui n'existait pas auparavant, viendra préciser les responsabilités de chacune des parties.

Conséquemment, le présent sommaire a pour but de faire approuver la prolongation de la durée de l'usufruit en vigueur avec l'IRBV, aux mêmes termes et conditions que ceux établis en 1995, et ce, pour un terme additionnel de douze (12) mois, soit du 1er décembre 2016 jusqu'au 30 novembre 2017. À noter que l'on retrouve en pièces jointes du présent sommaire :

· L'acte d'usufruit entre la Ville et l'IRBV (1995);
· Les plans A, B, C et P illustrant l'emplacement de l'immeuble faisant l'objet des présentes;
· Une lettre de l'IRBV indiquant qu'ils sont en accord avec la présente prolongation, et ce, aux mêmes termes et conditions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1479 - 14 décembre 2015 - Autoriser la prolongation de la durée de l'acte d'usufruit intervenu entre la Ville de Montréal et l'Institut de recherche en biologie végétale, le 27 décembre 1995, pour une période de douze (12) mois à compter du 1er décembre 2015;
CM15 0791 - 16 juin 2015 - Autoriser le prolongement de la durée de l'usufruit intervenu le 27 décembre 1995, entre la Ville de Montréal et l'Institut de recherche en biologie végétale pour une période additionnelle de six mois à compter du 31 mai 2015;

CO95 03005 - 18 décembre 1995 - Accepter, pour une période de vingt (20) ans à compter du 1er juin 1995, la convention d'usufruit avec l'Institut de recherche en biologie végétale pour certains locaux du Jardin botanique de Montréal;

CO90 02858 - 14 août 1990 - 1) Demander la création d'une corporation à but non lucratif aux fins d'un Institut de recherche en biologie végétal; 2) Approuver le protocole d'entente entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal relatif à la création de l'Institut de recherche en biologie végétale.

DESCRIPTION

En vertu de la transaction faisant l'objet de notre recommandation, la Ville consent à prolonger la durée de l'usufruit établi en 1995 en faveur de l'IRBV, pour une période additionnelle de douze (12) mois, soit du 1er décembre 2016 jusqu'au 30 novembre 2017, et ce, aux mêmes termes et conditions, pour certains locaux situés dans le Jardin botanique de Montréal, sis au 4101, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, moyennant le paiement d'un loyer mensuel de 12 758 $, incluant les taxes. D'ici là, une nouvelle entente négociée entre les parties sera présentée au conseil municipal en 2017.

JUSTIFICATION

Une nouvelle entente est actuellement en négociation entre la Ville et l'U. de M. Étant donné qu'il est de l'intention des parties de poursuivre la présente entente, il est souhaitable de prolonger la durée de l'usufruit en vigueur afin de corriger la situation « d'occupation sans droit » qui surviendrait après le 30 novembre 2016. D'ici là, le SGPI pourra compléter les plans, la description technique et la nouvelle convention afin de faire approuver le tout par les autorités compétentes en 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer annuel pour l'année 2016 est de 133 156,22 $ avant les taxes, soit 153 096,36 $ incluant les taxes. Conséquemment, le loyer mensuel est de 11 096,33 $ avant taxes, soit 12 758 $ avec taxes. Ce revenu sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière.
Il s'agit du loyer établi en 1995 et indexé à chaque année. Ce loyer n'est pas représentatif du loyer marchand puisqu'il s'agit d'une entente de collaboration entre la Ville, l'U. de M. et l'IRBV, organisme sans but lucratif.

Pour le renouvellement de l'usufruit à venir entre la Ville et l'U. de M., il fut convenu, pour les années subséquentes, que cette somme soit majorée de 2 % par année, payable au plus tard le 27 février de chaque année.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le prolongement de l'entente permettra de conclure les termes et conditions du nouvel usufruit ou tout autre véhicule juridique entre la Ville et l'U. de M.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du nouveau projet d'entente entre la Ville et l'U. de M. d'ici la fin du mois de novembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrement administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

René PRONOVOST, Service de l'Espace pour la vie

Lecture :

René PRONOVOST, 26 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roger GRONDINES
Conseiller en immobilier

Tél : 872-2042
Télécop. : 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-17

Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2016-10-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-25

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD/DD : 1161027010 / Mandat n^{o} 14-0445-T

Description de la transaction : Autoriser la prolongation de la durée de l'acte d'usufruit intervenu entre la Ville de Montréal et l'institut de recherche en biologie végétale (l'« IRBV »).

- Durée : Pour une période de douze (12) mois, à compter du 1er décembre 2016
- Type de transaction **:** **Amendement à l'acte d'usufruit**
- Endroit : Certains locaux situés dans le Jardin botanique de Montréal et une partie de la serre « C », sis au 4101, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie
- Particularités : En 1995, la Ville de Montréal (la « Ville ») et l'IRBV ont signé un acte d'usufruit pour l'occupation de locaux par l'IRBV dans le bâtiment principal du JBM. Cet acte, venu à échéance le 31 mai 2015, fut renouvelé sur des bases similaires pour une période additionnelle de six (6) mois soit du 1er juin 2015 au 30 novembre 2015 et un (1) an du 1er décembre 2015 au 30 novembre 2016. Un nouvel usufruit est actuellement en négociation avec l'Université de Montréal. Bien que la Ville et l'U. de M. se sont entendues sur les points essentiels de cette nouvelle convention, il ne sera pas possible de la faire approuver par le conseil municipal au mois de novembre 2016. À noter que le notaire Ville instrumentant ce dossier n'est plus à l'emploi de la Ville depuis septembre 2016. De ce fait, un nouveau notaire prendra la relève dudit dossier. Étant donné qu'il est de l'intention des parties de poursuivre l'usufruit, il est souhaitable de prolonger l'entente actuelle (1995) afin de corriger la situation « de vide juridique » qui surviendrait après le 30 novembre 2016. D'ici là, nous pourrons finaliser l'entente afin de la faire approuver par le conseil municipal en 2017.
- Superficie des locaux :

Sous-sol :	418,7 m^2
Niveau 1 :	16,6 m^2
Niveau 2 :	443,5 m^2
Niveau 3 :	2 016,3 m^2
Mezzanine :	218,3 m^2
Total :	3 113,4 m^2

Et les serres UC et UD localisées dans le « Complexe C »

Nu-Propriétaire : Ville de Montréal

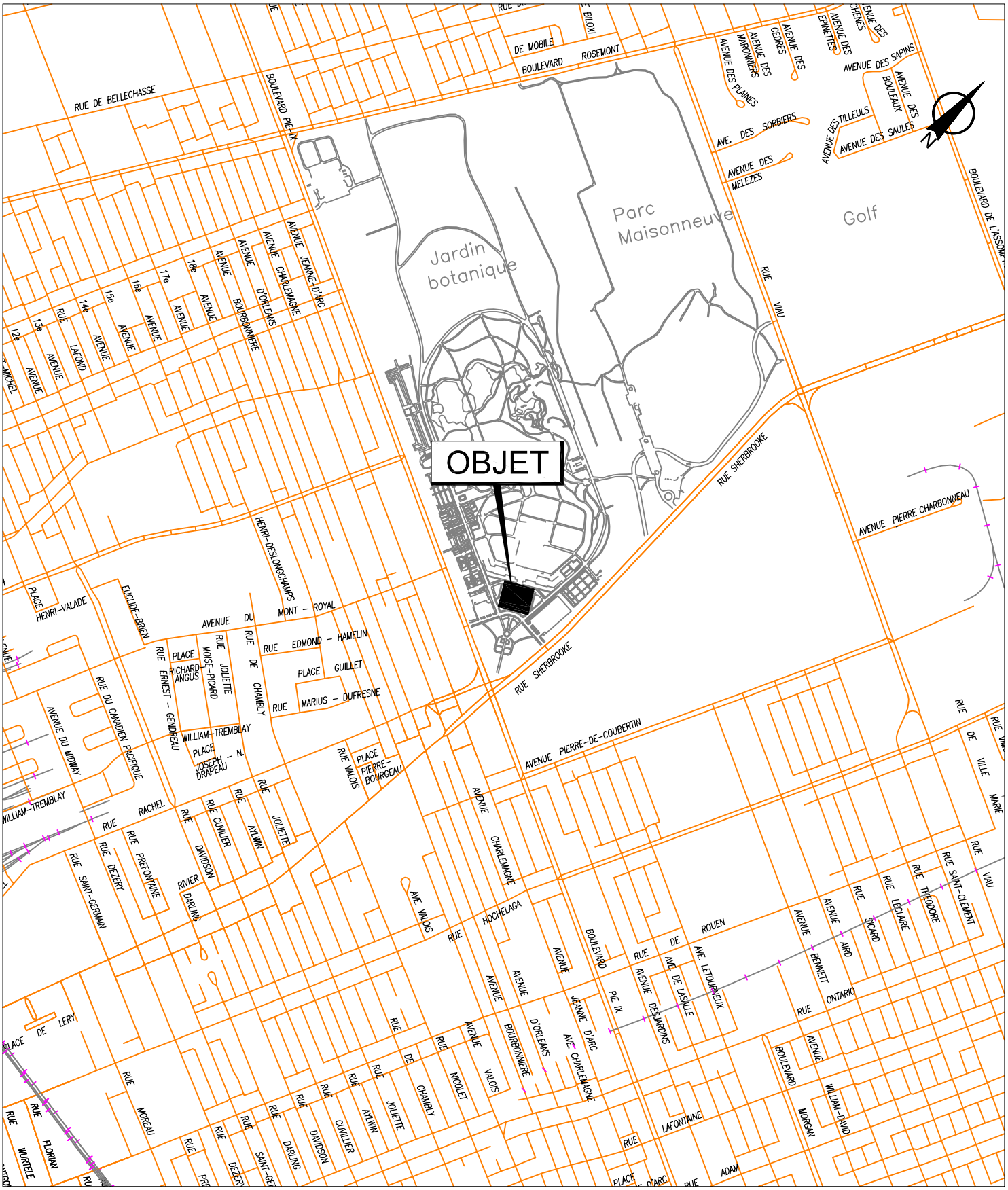
Usufruitier : IRBV

Recettes ou dépenses: Loyer mensuel de 12 758 $ incluant les taxes

Valeur locative : Ne s'applique pas

Raison de la l'occupation À des fins de recherche et d'éducation

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Roger Grondines	Téléphone : 2-2042	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 8-3844	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

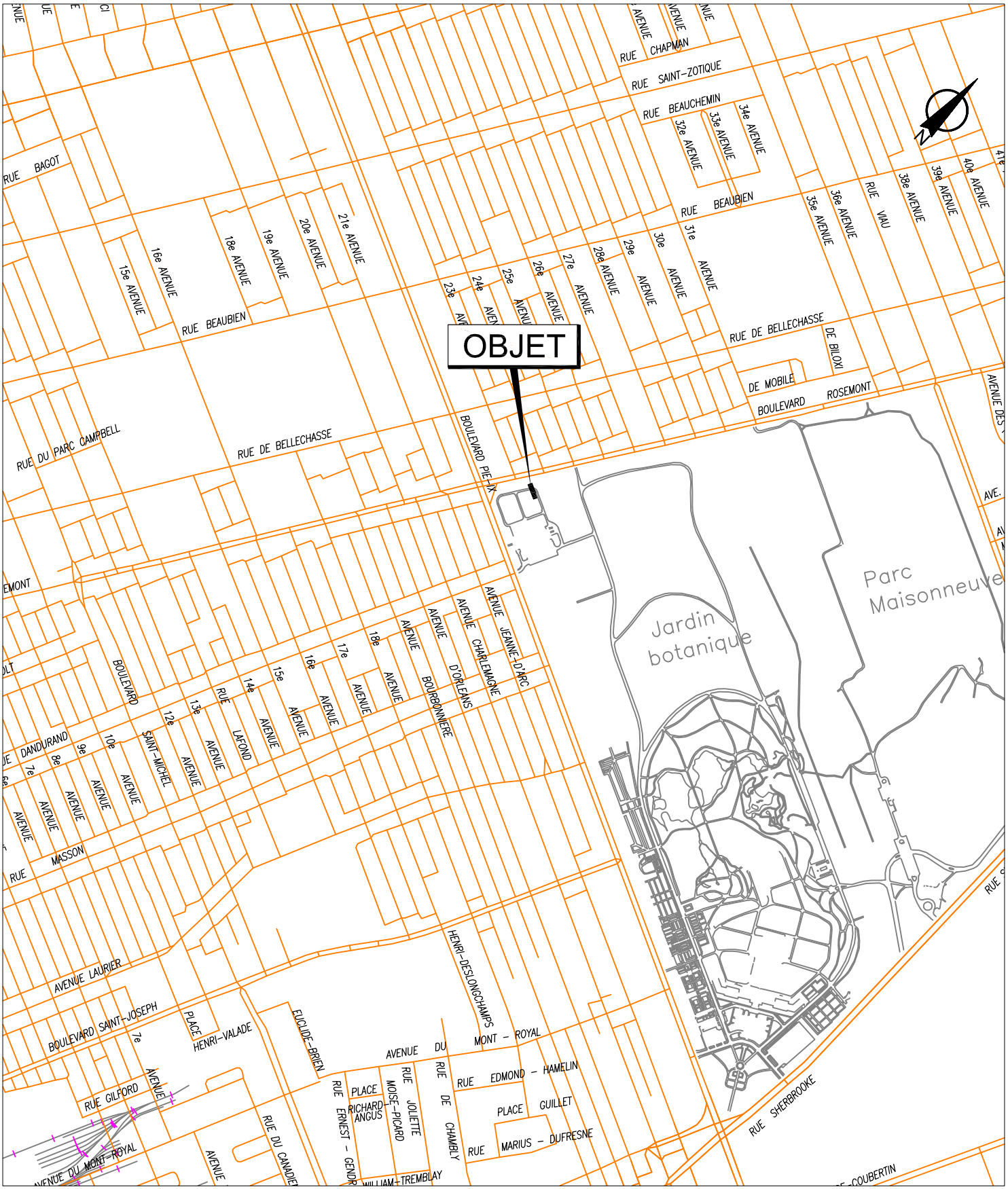


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-2069-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 15-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

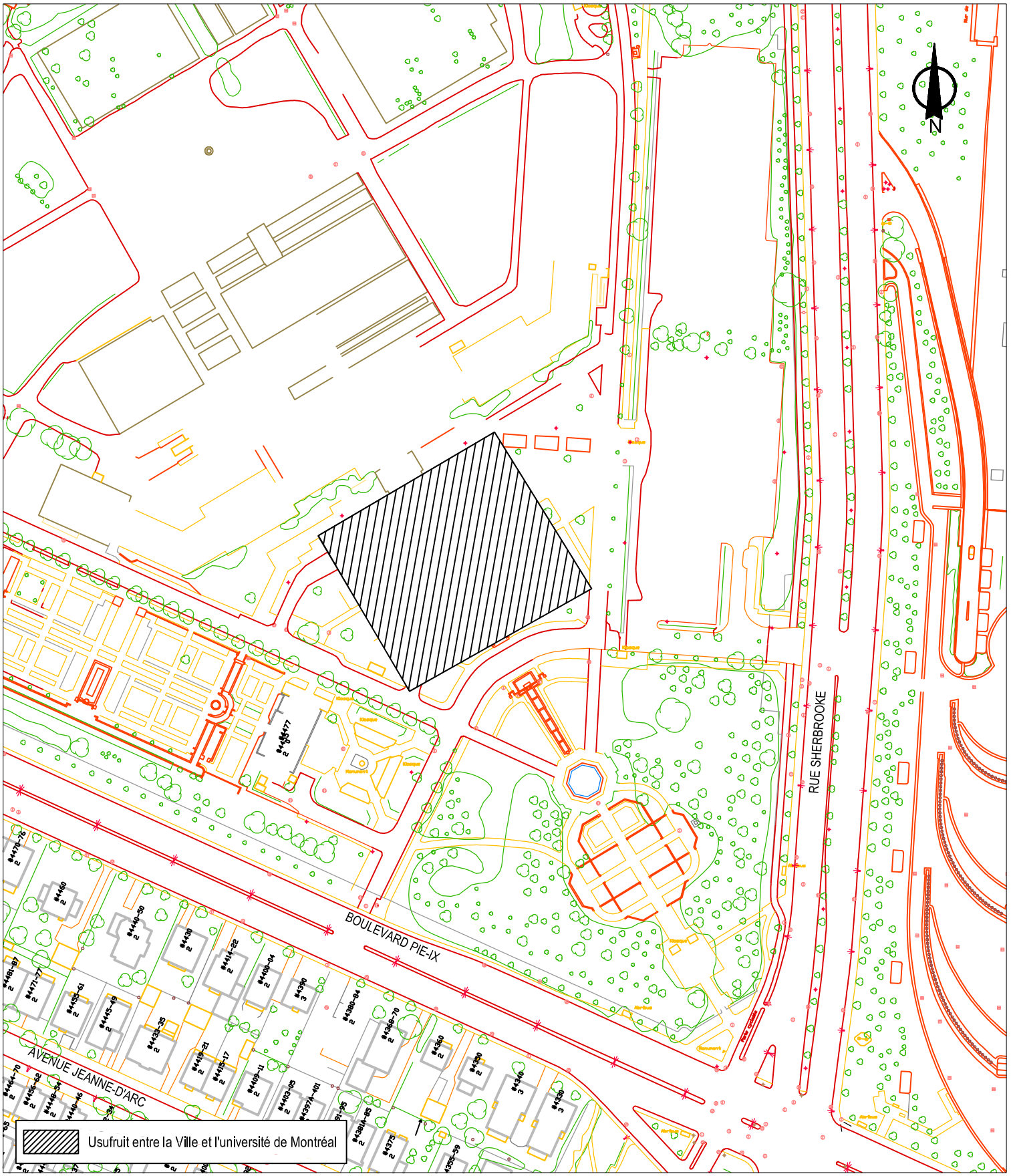


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-2069-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 29-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

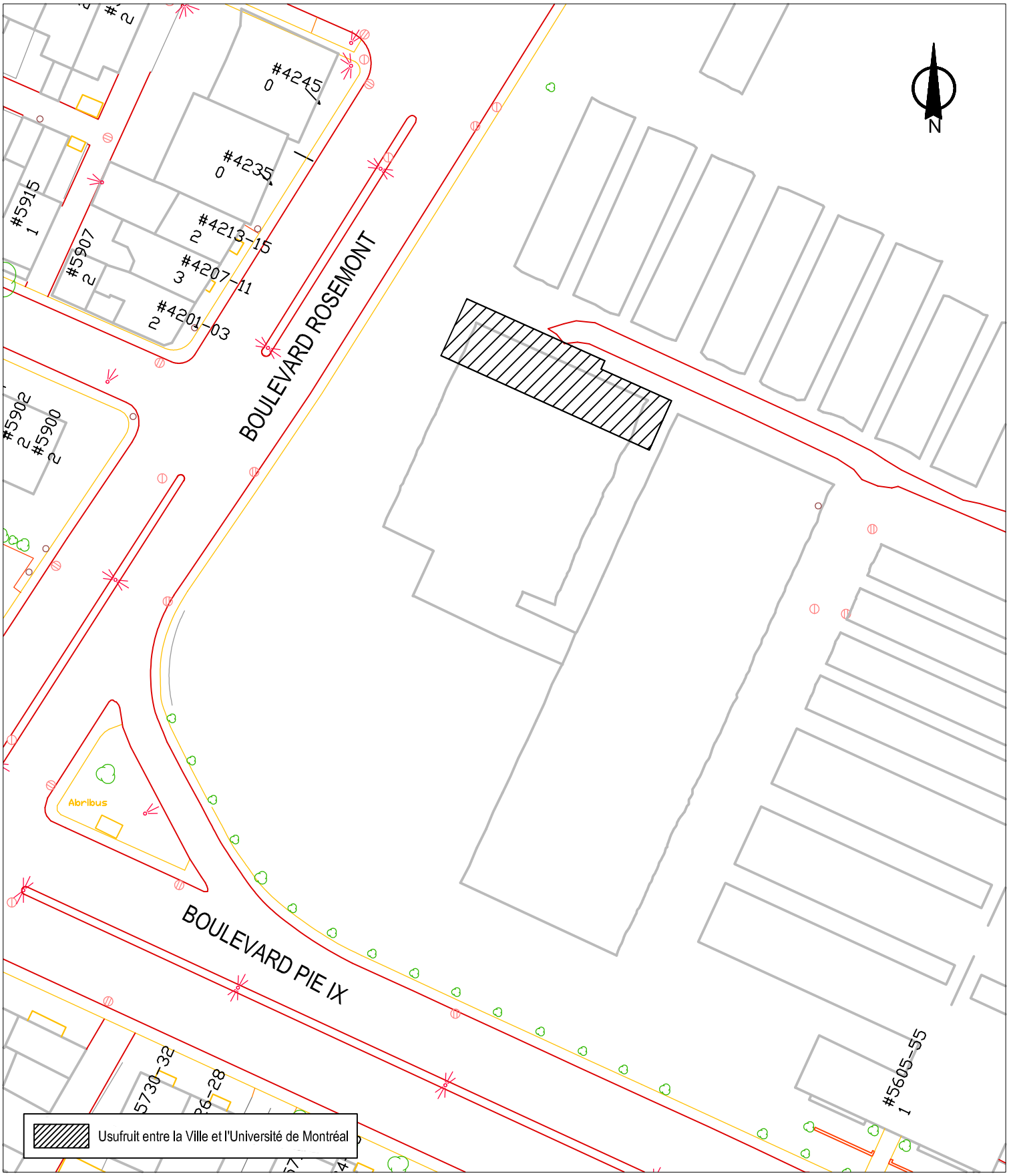


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-2069-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:2000
Date : 14-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

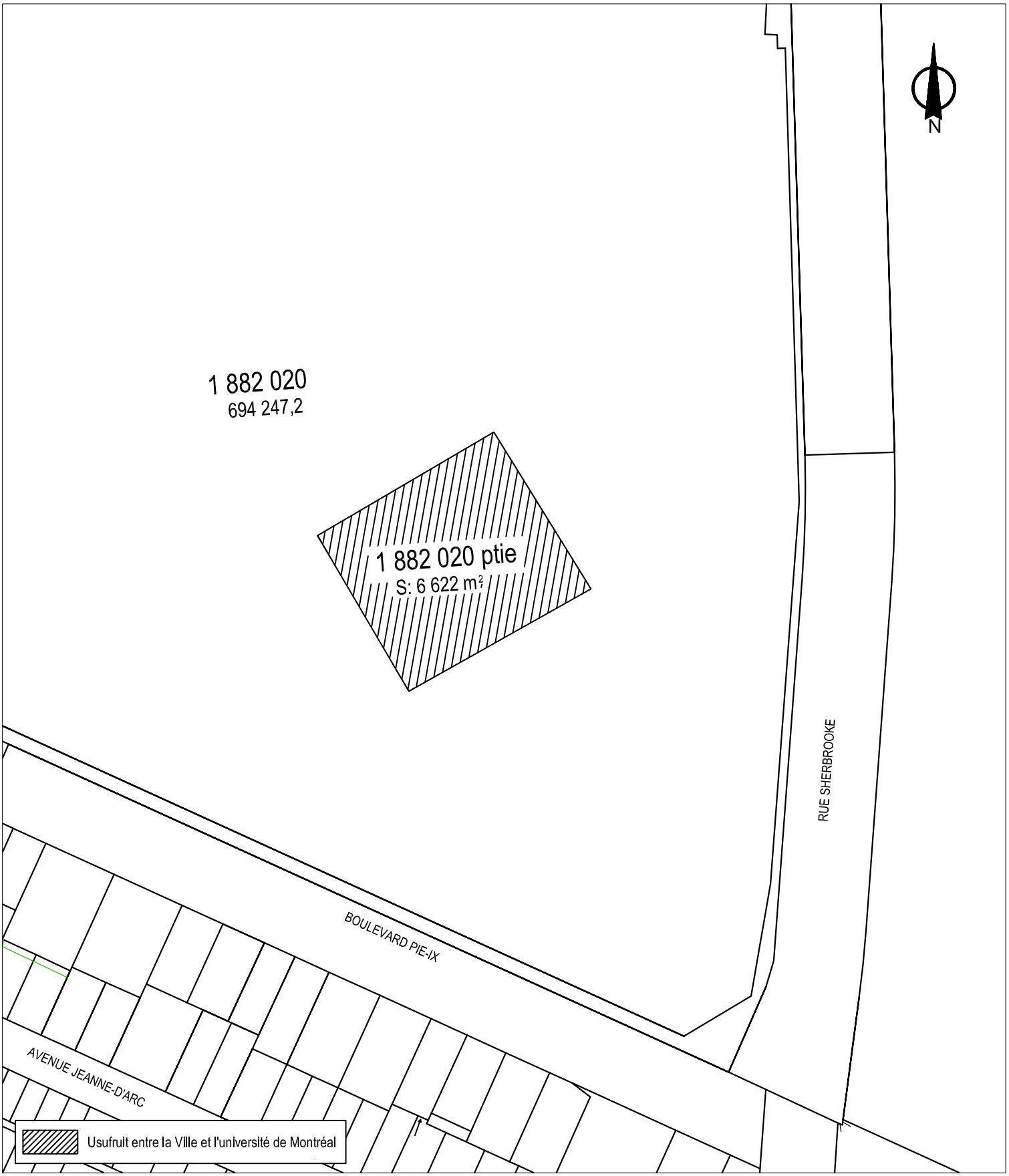


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-2069-01
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 28-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

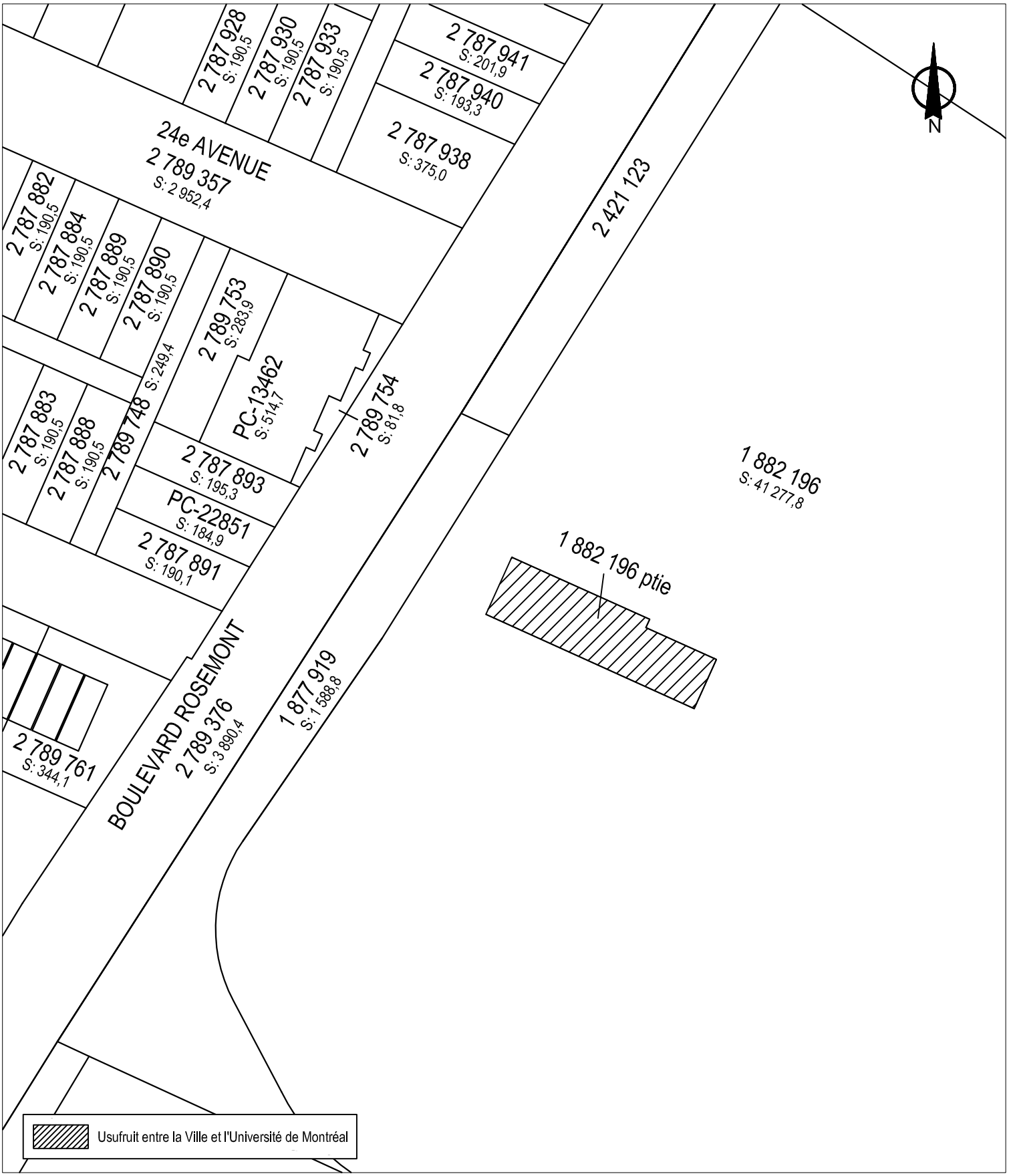


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-2069-01
Dessinateur : CL
Échelle : 1:2000
Date : 14-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-2069-01
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 28-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

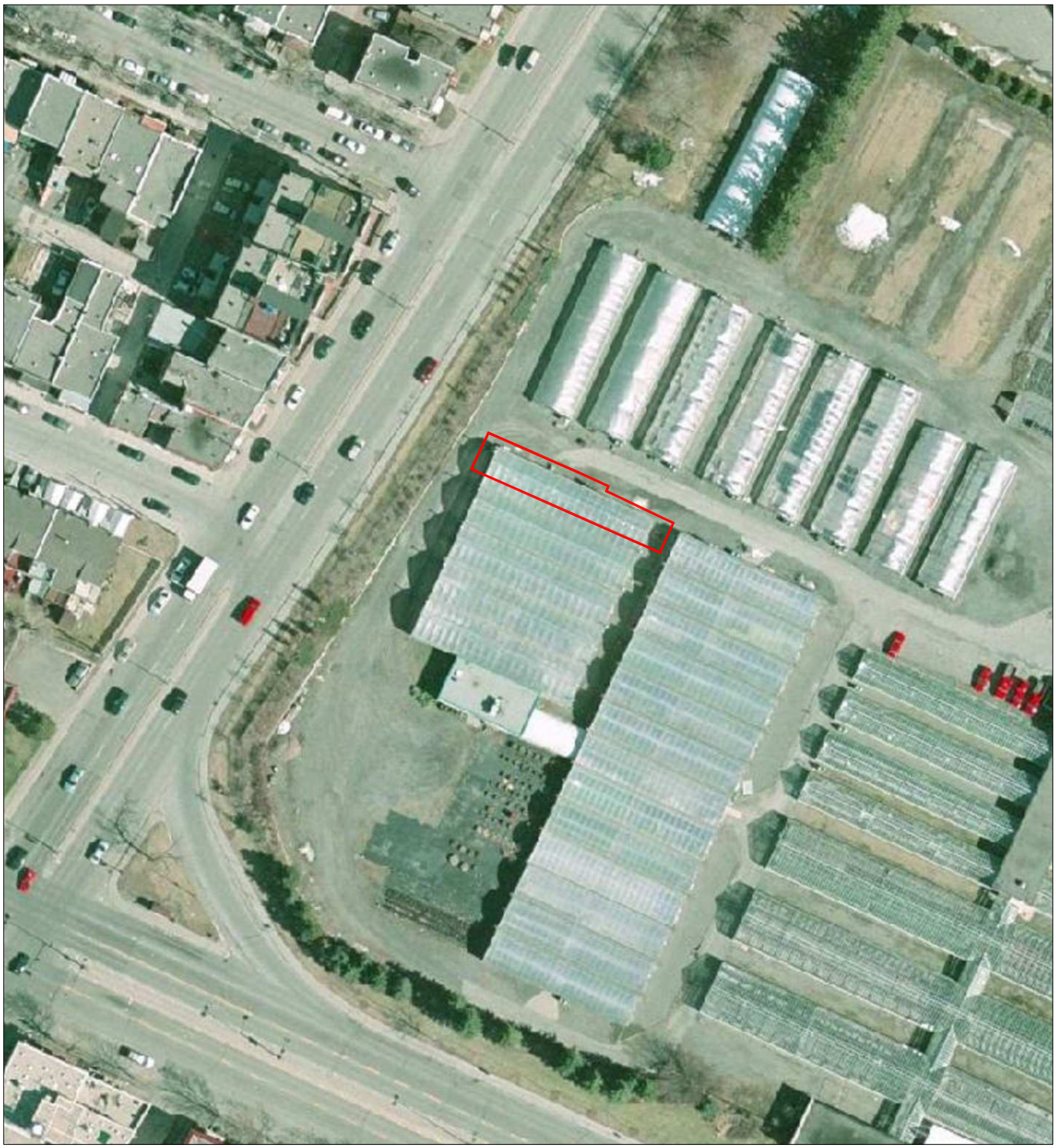


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-2069-01
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 15-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-2069-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 28-04-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

95 0205322

CODE : NR 1180

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUINZE,

le vingt-sept décembre.

D E V A N T **Me Jean R. ROY**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (1959-60), chapitre 102 des Statuts de Québec, dont l'adresse principale est au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Léon LABERGE, avocat, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CO95 00212, adoptée par le Conseil municipal à sa séance du trente et un janvier mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), copie de cette résolution étant déposée sous le numéro 1157 des minutes du notaire soussigné,

b) la résolution numéro CO95 03005, adoptée par le Conseil municipal à sa séance du dix-huit décembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), copie de cette résolution demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire.

USUF HEON SERV p.23

1013815497

JRR/nh 20-10-95

ci-après nommée la ~ Ville ~

(avis d'adresse 1066319)

AA

Certificat d'inscription
Circonscription foncière de: Montréal
Réquisition présentée le 1995-12-27 (date) heure minute
No d'inscription 4826619 -1
Certifié par Sylvie Ouellet
Officier de la publicité des droits

E T :

INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VÉGÉTALE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée par lettres patentes le 27 décembre 1990 suite au dépôt d'une requête et du mémoire des conventions suivant la partie III de la *Loi sur les compagnies*, du Québec (L.R.Q., chapitre C-38), ayant son siège au 4101, rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H1X 2B2, agissant et représentée par monsieur André FORTIN, Ph.D., directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

ci-après nommée ~l'Usufruitier~

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT:

ATTENDU que la Ville est propriétaire du bâtiment administratif sis au numéro 4101, de la rue Sherbrooke Est, à Montréal, érigé sur l'emplacement ci-après décrit, faisant partie du Jardin botanique de Montréal, également propriété de la Ville.

ATTENDU qu'il est nécessaire pour son bon fonctionnement que l'Institut puisse user et jouir des locaux, équipements et terrains de la Ville.

ATTENDU que l'Institut doit satisfaire à diverses conditions du Bureau fédéral de développement régional reliées à une subvention provenant du gouvernement fédéral, notamment celle de posséder des droits réels d'user et de jouir des locaux, terrains ou équipements nécessaires au bon fonctionnement de l'Institut.

ATTENDU que le centre de recherche de l'Institut doit faire l'objet d'agrandissement et de modernisation.

ATTENDU que le directeur du Service des immeubles de la Ville a recommandé, dans sa note du 18 septembre 1995, l'exécution des présentes.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

D'une part, la Ville et l'Usufruitier, créent et établissent un usufruit sur diverses parties de la bâtisse portant le numéro 4101, rue Sherbrooke Est et de la serre connue comme étant le ~Complexe C~, sans adresse et numéro municipal, à Montréal, conformément aux dispositions des articles 1120 à 1171 du Code civil du Québec, d'autre part, la Ville accorde à l'Usufruitier diverses servitudes réelles définies ci-après permettant l'accès notamment à d'autres parties de ces bâtisses, au terrain, au stationnement, aux serres, aux quais de débarquement et aux collections végétales du Jardin botanique, en serres et à l'extérieur, et finalement, l'Usufruitier accorde certains droits en faveur de la Ville.

I. **CRÉATION DES DROITS D'USUFRUIT**

La Ville et l'Usufruitier créent et établissent les droits d'usufruit dans les immeubles suivants:

DESCRIPTION DES LIEUX

1. Des parties du bâtiment sis au numéro 4101, de la rue Sherbrooke est, à Montréal, province de Québec, H1X 2B2, connu comme étant le bâtiment principal ou bâtiment administratif du Jardin botanique de Montréal, identifiées par les numéros d'articles 1 à 21 sur le plan S-55 Maisonneuve, préparé par monsieur Luc LÉVESQUE, arpenteur-géomètre, le douze octobre mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), sous le numéro 445 de ses minutes (dossier numéro 18275 du greffe commun des arpenteurs-géomètres de la Ville) lequel plan demeure annexé aux présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les parties en présence du notaire.

Ces parties du bâtiment dont la superficie est précisée ci-après se répartissent ainsi, savoir:

a) au niveau du sous-sol (une superficie totale de 504,7 m² visée par l'usufruit)

- la pièce identifiée par le numéro d'article 1, d'une superficie de trois cent vingt-six mètres carrés et un dixième (326,1 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 2, d'une superficie de cent soixante-dix-huit mètres carrés et six dixièmes (178,6 m²).

b) au niveau 1 (une superficie totale de 16,6 m² visée par l'usufruit)

- la pièce identifiée par le numéro d'article 3, d'une superficie de huit mètres carrés et un dixième ------ (8,1 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 4, d'une superficie de huit mètres carrés et cinq dixièmes (8,5 m²).

c) au niveau 2 (une superficie totale de 443,5 m² visée par l'usufruit)

- la pièce identifiée par le numéro d'article 5, d'une superficie de cent quarante-quatre mètres carrés et sept dixièmes (144,7 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 6, d'une superficie de quatre-vingts mètres carrés (80,0 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 7, d'une superficie de quarante-deux mètres carrés et quatre dixièmes (42,4 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 8, d'une superficie de cent cinquante-six mètres carrés et neuf dixièmes (156,9 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 9, d'une superficie de dix-neuf mètres carrés et cinq dixièmes (19,5 m²).

d) au niveau 3 (une superficie totale de 2 016,3 m² visée par l'usufruit)

- la pièce identifiée par le numéro d'article 10, d'une superficie de quatre cent trente-huit mètres carrés et un dixième (438,1 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 11, d'une superficie de deux cents mètres carrés et deux dixièmes (200,2 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 12, d'une superficie de cinq cent cinquante-six mètres carrés et deux dixièmes (556,2 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 13, d'une superficie de deux cent vingt et un mètres carrés et neuf dixièmes (221,9 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 14, d'une superficie de cent soixante-deux mètres carrés et deux dixièmes (162,2 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 15, d'une superficie de vingt et un mètres carrés et huit dixièmes (21,8 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 16, d'une superficie de quarante et un mètres carrés et huit dixièmes (41,8 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 17, d'une superficie de quarante et un mètres carrés et sept dixièmes (41,7 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 18, d'une

superficie de deux cent sept mètres carrés et quatre dixièmes (207,4 m²);

- la pièce identifiée par le numéro d'article 19, d'une superficie de cent vingt-cinq mètres carrés (125,0 m²).

e) <u>au niveau des mezzanines (une superficie totale de 218,3 m² visée par l'usufruit)</u>

- la pièce identifiée par le numéro d'article 20, d'une superficie de cent douze mètres carrés et six dixièmes (112,6 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 21, d'une superficie de cent cinq mètres carrés et sept dixièmes (105,7 m²).

Ce bâtiment administratif dont une superficie de trois mille cent quatre-vingt-dix-neuf mètres carrés et quatre dixièmes (3 199,4 m²) fait l'objet de la présente création d'usufruit est érigé sur les lots suivants, savoir :

<u>PREMIÈRE DÉSIGNATION</u>

a) Les subdivisions numéros HUIT CENT SOIXANTE-DIX-SEPT, HUIT CENT SOIXANTE-DIX-HUIT, HUIT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF, HUIT CENT QUATRE-VINGT, HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN et HUIT CENT QUATRE-VINGT-DEUX du lot originaire numéro QUATORZE (14-877, -878, -879, -880, -881 et -882) du cadastre du Village de Hochelaga, circonscription foncière de Montréal.

b) Les subdivisions numéros NEUF CENT SOIXANTE-HUIT, NEUF CENT SOIXANTE-NEUF, NEUF CENT SOIXANTE-DIX, NEUF CENT SOIXANTE ET ONZE, NEUF CENT SOIXANTE-DOUZE, NEUF CENT SOIXANTE-TREIZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-NEUF, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX, NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DOUZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-TREIZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF et MILLE du lot originaire numéro HUIT (8-968, -969, -970, -971, -972, -973, -989, -990, -991, -992, -993, -994, -995, -996, -997, -998, -999 et -1000) du même cadastre.

c) La subdivision numéro SIX du lot originaire numéro HUIT (8-6) (rue) du même cadastre.

d) La subdivision numéro MILLE NEUF du lot originaire numéro HUIT (8-1009) (ruelle) du même cadastre.

et

2. Une partie du bâtiment sans adresse et numéro municipal, étant une serre connue comme étant le ~Complexe C~, situé sur le terrain du Jardin botanique de Montréal, à Montréal, province de Québec, H1X 2B2, identifiée par le numéro d'article 22 sur le plan S-55 Maisonneuve, auquel il est plus amplement référé ci-dessus.

Cette partie du bâtiment dont la superficie est préci-

sée ci-après se réparti ainsi, savoir:

a) à la serre ~Complexe C~ (une superficie totale de (568,6 m²) visée par l'usufruit)

- l' espace identifié par le numéro d'article 22, d'une superficie de cinq cent soixante-huit mètres carrés et six dixièmes (568,6 m²).

Cette partie du bâtiment dont une superficie de cinq cent soixante-huit mètres carrés et six dixièmes (568,6 m²) fait l'objet de la présente création d'usufruit est érigé sur les lots suivants, savoir:

DEUXIÈME DÉSIGNATION

a) Les subdivisions numéros NEUF CENT TRENTE-SEPT et MILLE VINGT-HUIT du lot originaire numéro HUIT (8-937 et -1028) du cadastre du Village de Hochelaga, circonscription foncière de Montréal.

b) La subdivision numéro NEUF CENT TRENTE-HUIT du lot originaire numéro HUIT (8-938) (ruelle) du même cadastre.

c) Une PARTIE du lot originaire numéro SEPT (Ptie 7) du même cadastre, de figure irrégulière.

BORNÉE au sud, partie par du lot 8-937, partie par du lot 8-938 (ruelle), partie par du lot 8-1028 et partie par du lot 7; à l'ouest, au nord, à l'est et au sud-est par du lot 7, tous du même cadastre.

Point de rattachement :

Le coin est de cette partie du lot 7 est situé à cent

seize mètres et cinquante-sept centièmes (116,57 m) de l'emprise de la rue Sherbrooke.

DURÉE

Le présent usufruit est créé et établi pour une période de vingt (20) ans avec effet rétroactif à compter du premier juin mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), date où l'Institut bénéficiait dans les faits de tous les droits consentis par le présent contrat, et devant se terminer le trente mai deux mille quinze (2015).

À l'arrivée du terme, le présent usufruit s'éteindra automatiquement, conformément à l'article 1162 al.1 du Code civil du Québec.

Le fait pour l'Usufruitier de continuer à occuper les lieux après cette date n'aura pas pour effet de prolonger le terme de l'usufruit, de le renouveler ou d'être interprété comme pouvant constituer un «bail».

GARANTIE

Cet usufruit est créé et établi par les parties aux présentes; la Ville garantissant qu'elle est détentrice du droit de propriété et qu'elle ne donne aucune garantie quant à l'état et la qualité du sol, l'Usufruitier acceptant les droits d'usufruit à ses risques et périls quant ces état et qualité.

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

La Ville de Montréal est propriétaire en titre de l'emplacement du Jardin botanique de Montréal et, de façon plus précise, en regard des lots sur lesquels sont érigés le bâtiment

principal ou bâtiment administratif et la serre ~ Complexe C ~ , est aux droits de la Cité de Maisonneuve qui a acquis les lots ci-après comme suit, savoir :

Pour une partie du lot 7

Pour une partie, aux termes d'un acte de vente par The Crown Trust Company à la Cité de Maisonneuve reçu devant Me Marie Gustave ECREMENT, notaire, le 10 avril 1912 sous le numéro 2782 de ses minutes, publié au bureau de la circonscription foncière de Hochelaga - Jacques-Cartier le 12 avril 1912 sous le numéro 211 804.

Pour une autre partie, aux termes d'un acte d'échange entre Sa Majesté George V [du Chef du Canada] et la Cité de Maisonneuve reçu devant Me Joseph R. MAINVILLE, notaire, le 30 décembre 1912 sous le numéro 11076 de ses minutes, publié au bureau de la circonscription foncière de Hochelaga - Jacques-Cartier le 31 décembre 1912 sous le numéro 232 799.

Pour le lot 8-Ptie 6 (rue)

Pour une partie, aux termes d'un acte de vente par La Corporation de « Les Frères des Écoles Chrétiennes » à la Cité de Maisonneuve reçu devant Me Marie Gustave ECREMENT, notaire, le 20 décembre 1911 sous le numéro 2668 de ses minutes, publié au bureau de la circonscription foncière de Hochelaga - Jacques-Cartier le 27 décembre 1911 sous le numéro 204 153.

Pour une autre partie, aux termes d'un acte de vente par La Corporation de « Les Frères des Écoles Chrétiennes » à la

Cité de Maisonneuve reçu devant Me Marie Gustave ECREMENT, notaire, le 26 février 1913 sous le numéro 3080 de ses minutes, publié au bureau de la circonscription foncière de Hochelaga - Jacques-Cartier le 5 mars 1913 sous le numéro 238 102.

Pour une autre partie, aux termes d'un acte de vente par La Corporation de « Les Frères des Écoles Chrétiennes » à la Cité de Maisonneuve reçu devant Me Marie Gustave ECREMENT, notaire, le 11 décembre 1913 sous le numéro 3322 de ses minutes, publié au bureau de la circonscription foncière de Hochelaga - Jacques-Cartier le 20 janvier 1914 sous le numéro 264 003.

Pour les lots 8-937, -938 (ruelle), -968 à -973, -989 à -1000 et -1028

Aux termes de l'acte de vente par La Corporation de « Les Frères des Écoles Chrétiennes » à la Cité de Maisonneuve relaté ci-dessus et publié sous le numéro 264 003.

Pour le lot 8-1009 (ruelle)

La Ville de Montréal, aux droits de la Cité de Maisonneuve, est propriétaire de ce lot sans titre publié.

Pour le lot 14-877

Aux termes d'un acte de vente par Hortense BARSALOW, exécutrice testamentaire de la succession Alphonse DESJARDINS, à la Cité de Maisonneuve, reçu devant Me Marie Gustave ECREMENT, notaire, le 10 décembre 1913 sous le numéro 3319 de ses minutes, publié au bureau de la circonscription foncière de Hochelaga - Jacques-Cartier le 10 janvier 1914 sous le

numéro 263 293.

Pour les lots 14-878 à -882

Aux termes d'un acte de vente par Jean Baptiste Octave Hubert DESJARDINS à la Cité de Maisonneuve, reçu devant Me Marie Gustave ECREMENT, notaire, le 5 décembre 1913 sous le numéro 3315 de ses minutes, publié au bureau de la circonscription foncière de Hochelaga - Jacques-Cartier le 10 janvier 1914 sous le numéro 263 294.

DOSSIER DE TITRE

La Ville ne sera pas tenue de fournir de dossier de titres, ni certificats de recherche.

POSSESSION

L'Usufruitier devient titulaire des droits d'usufruit en date des présentes et reconnaît qu'il avait déjà, avant l'exécution des présentes, la possession et l'occupation de ces mêmes lieux.

DÉCLARATIONS

L'Usufruitier déclare ce qui suit:

1. qu'il est une entité dûment constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, du Québec, (L.R.Q., chapitre C-38) et être en règle avec les lois qui le régisse.

2. qu'il est un résident canadien au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, du Canada, (S.C., 1970-71-72, chapitre 63), modifiée et au sens de la *Loi sur les impôts*, du Québec, (L.R.Q., chapitre I-3) et qu'il n'a pas l'intention de modifier telle résidence;

3. il a vu et examiné ce qui fait l'objet du présent contrat de création et d'établissement d'usufruit et en est pleinement satisfait, notamment quant à l'état et à la qualité du sol où sont érigés les bâtiments concernés par l'usufruit, déclarant acquérir ces droits d'usufruitier sur ces emplacements décrits aux présentes, sans garantie et à ses seuls risques et périls.

CONDITIONS

Ce contrat de création et d'établissement de droits d'usufruit est consenti sous les conditions suivantes, lesquelles l'Usufruitier s'engage à remplir fidèlement, savoir:

1. prendre l'emplacement faisant l'objet du présent usufruit dans l'état où il se trouve à la fin des travaux de rénovation, tel que déjà approuvé par l'Usufruitier aux plans préliminaires, sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant;

2. ne pas exiger de la Ville de fournir de titres ni certificats de recherche;

3. utiliser les locaux aux seules fins de recherche et d'éducation en biologie végétale;

4. ne pas modifier l'utilisation qui est faite des lieux visés par le présent usufruit;

5. respecter la réglementation municipale en n'y admettant pas plus de personnes que prévus par la loi et les règlements;

6. ne pas surcharger les planchers au-delà de ce qui est permis aux plans et devis, sans l'autorisation préalable et écrite de

la Ville qui ne pourra refuser sans raison sérieuse;

7. informer la Ville de toute location qui pourrait être accordée par l'Usufruitier à un tiers;

8. tenir la Ville indemne de tout dommage de quelque nature que ce soit, de toute réclamation et de tout jugement, y compris les frais et prendre le fait et cause de la Ville, intervenir dans toute action intentée contre la Ville résultant directement ou indirectement de l'usufruit créé aux termes des présentes;

9. se tenir responsable de tout dommage qu'il pourra causer aux lieux, résultant de ses opérations ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux, ou de l'occupation des lieux par ses employés, fournisseurs, entrepreneurs et visiteurs;

10. se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

11. s'assurer, à l'intérieur de ses propres responsabilités, que tous les codes et les normes édictés par tout palier de gouvernement, notamment par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, du Québec, (L.R.Q., chapitre S-2.1) et par la *Loi sur la sécurité dans les édifices publics*, du Québec, (L.R.Q., chapitre S-3), soient respectés;

12. assumer la totalité des frais reliés à ses opérations, à la propreté et à l'entretien mineur des locaux visés par le présent usufruit, notamment le balayage, le lavage et le cirage des plan-

chers, l'époussetage et le nettoyage des boiseries et du mobilier, la disposition des ordures dans l'espace désigné à cette fin ainsi que l'enlèvement des déchets biologiques et radioactifs, et autres travaux du même genre, tel que prescrit par l'article 1151 du Code civil du Québec;

13. aviser immédiatement par écrit la Ville de toutes défectuosités du bâtiment ou de tout état de choses dangereux ou susceptible de causer des dommages;

14. permettre en tout temps aux représentants de la Ville l'accès des bâtiments et des lieux visés par l'usufruit pour examen et vérification de leur état et de leur condition;

15. souscrire les assurances requises par la loi et aux termes des présentes.

DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX VISÉS PAR L'USUFRUIT

1. **Destruction partielle**

Au cas où les lieux visés sujets aux droits de l'Usufruitier seraient partiellement endommagés par suite d'un incendie ou d'une autre cause, l'Usufruitier s'engage à procéder, comme ci-après pour les travaux d'aménagement additionnels, à la réparation des lieux soumis à son droit, avec toute la diligence nécessaire ainsi qu'à effectuer à ses frais les travaux requis, à employer l'indemnité d'assurance qui lui aura été versée à la réparation des lieux, conformément à l'article 1149 du Code civil du Québec, sous réserve de ses droits eu égard à sa responsabilité.

2. **Destruction totale**

Au cas où les lieux visés sujets aux droits de l'Usufruitier seraient rendus totalement inhabitables par suite d'un incendie ou d'une autre cause, la Ville devra, en priorité, convenir d'une entente avec l'Usufruitier concernant la restauration ou la reconstruction de la bâtisse. Sous réserve de l'article 1163 du Code civil du Québec, dans l'impossibilité d'une telle entente, la Ville pourra décider alors de ne pas reconstruire les lieux ou les restaurer.

Là et alors, la Ville pourra, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant tel événement, sans responsabilité à l'égard de l'Usufruitier, sauf dans le cas de faute lourde de la part de la Ville, donner à l'Usufruitier un avis écrit de telle décision et dès lors, le présent usufruit prendra fin.

L'Usufruitier devra évacuer les lieux et les rendre à la Ville, sans préjudice à quelque réclamation que la Ville pourra avoir contre l'Usufruitier.

TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT OU DE TRANSFORMATION DES LIEUX

1. **Travaux d'aménagement additionnels requis par l'Usufruitier**

a) Tous les travaux de modification qui seraient requis par l'Usufruitier aux aménagements des lieux qu'il occupe à titre d'Usufruitier doivent faire l'objet de plans préparés par des professionnels compétents (tels: architectes, ingénieurs, et autres) et soumis à l'approbation de la Ville;

b) l'Usufruitier assumera seul les coûts et la responsabilité de ces travaux d'aménagement additionnels;

c) tous les travaux effectués devront être exécutés par et sous la surveillance de la Ville.

2. <u>Transformations apportées aux lieux faisant ou non l'objet de l'usufruit et requis par la Ville</u>

a) La Ville pourra, à ses frais et après avoir obtenu l'autorisation écrite de l'Usufruitier, effectuer des modifications aux lieux visés par le présent usufruit;

la Ville devra prendre alors toutes les mesures pour minimiser les inconvénients que ces travaux pourraient causer à l'Usufruitier.

b) lors de modifications apportées, autres qu'aux lieux visés par l'usufruit, la Ville s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la jouissance paisible des lieux occupés par l'Usufruitier.

<u>RÉSILIATION OU MODIFICATION</u>

La Ville pourra mettre fin à l'usufruit créé et établi par le présent contrat, pour une partie ou pour l'ensemble des espaces occupés sujets aux droits d'usufruit si tels espaces fournis après les travaux d'aménagement

- nécessaires à l'occupation des lieux par l'Usufruitier selon les plans préliminaires des travaux de rénovation tel que déjà approuvés par l'Usufruitier;

ou

qui seraient requis par la suite, par l'Usufruitier ou par la Ville, conformément aux dispositions convenues sous le titre « Travaux d'aménagement ou de transformation des lieux »

devenaient inutilisables pour la fonction pour laquelle ils ont été construits, aménagés, restaurés ou modifiés, par la faute de l'Usufruitier ou l'un de ses employés, étudiants ou visiteurs.

Dès lors, après réception de l'avis qu'il aura reçu de la Ville, l'Usufruitier s'engage et s'oblige à signer tout document nécessaire à cet effet.

À défaut de donner suite à l'avis, la Ville pourra s'adresser au tribunal ayant juridiction, conformément à l'article 1168 du Code civil du Québec, afin qu'il prononce l'extinction absolue de l'usufruit, sur une partie ou sur l'ensemble des espaces occupés sujets aux droits d'usufruit et que l'Usufruitier soit , en conséquence, déchu de ses droits.

GARANTIES ET ASSURANCES

Afin de protéger les intérêts de la Ville dans la valeur de l'ensemble du bâtiment et d'assurer sa responsabilité personnelle, l'Usufruitier s'engage, tel que prescrit par l'article 1148 du Code civil du Québec, à souscrire dès la signature des présentes et de maintenir en vigueur pendant toute la durée des présentes, à ses frais et à la satisfaction de la Ville, les assurances suivantes:

a) une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile (police des particuliers et des entreprises), selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels, et

b) une police d'assurance pour les dommages, le feu, le vol et le vandalisme au bâtiment

d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS ---------- (5 000 000,00$) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée des présentes et libérant la Ville, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tout dommage et de toute responsabilité découlant de l'usage des lieux visés par le présent usufruit.

La couverture ci-dessus devra être indexée chaque année selon l'augmentation entre l'indice général des prix à la consommation publié par Statistique Canada (Région de Montréal) pour le troisième mois précédent le premier janvier de chaque année.

La Ville devra être co-assurée en ce qui concerne la responsabilité civile générale.

Aucune franchise stipulée dans la police d'assurance ne sera applicable à la Ville.

L'Usufruitier doit fournir la preuve de telles assurances.

Pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner à la Ville un préavis de dix (10)

jours par courrier recommandé ou par poste certifiée et un avenant à cet effet devra être transmis à la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

Par les présentes, la Ville s'engage et s'oblige à:

1. délivrer à l'Usufruitier les biens faisant l'objet de son droit, savoir: des locaux aménagés répondant aux besoins de l'Usufruitier, tel que prévu aux plans préliminaires déjà approuvés par l'Usufruitier et la Ville;

2. permettre l'exercice des servitudes accordées aux termes des présentes, nécessaires au fonctionnement des activités de l'Usufruitier;

3. assumer l'exploitation des bâtiments (notamment le bâtiment principal ou bâtiment administratif et la serre nommée ~Complexe C~) en respectant les conditions apparaissant aux présentes et les dispositions prévues au chapitre de l'usufruit du Code civil du Québec, relativement aux parties des bâtiments faisant l'objet du présent usufruit;

4. permettre l'utilisation partagée des terrains, équipements, services et autres locaux de support, identifiés sous le titre «Établissement de servitudes», nécessaires au fonctionnement des activités de l'Usufruitier sur une base d'entente mutuelle entre les différents occupants des lieux;

5. offrir à l'Usufruitier un support technique, compte tenu de ses disponibilités et communiquer les informations qu'elle a en sa possession se rapportant aux lieux faisant l'objet du pré-

sent usufruit; certains de ces services pouvant être facturés par la Ville à l'Usufruitier;

6. assumer le coût des présentes, de sa publication au bureau de la publicité des droits ainsi que les copies requises.

DISPENSE DE FAIRE INVENTAIRE

La Ville dispense l'Usufruitier de l'obligation de faire l'inventaire des biens soumis à ses droits prévu à l'article 1142 du Code civil du Québec.

Les parties conviennent que la description des biens faite aux termes des présentes est suffisante à cet égard.

CONSIDÉRATION

Le présent usufruit est créé et établi en considération du paiement d'une somme de UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE-SIX MILLE SIX CENT SOIXANTE-SEPT DOLLARS ---------- (1 866 667,00$), payable de la manière suivante, savoir:

- le premier juin mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995), VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000,00$);
- le premier janvier mil neuf cent quatre-vingt-seize (1996), SOIXANTE MILLE DOLLARS (60 000,00$);
- le premier janvier mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept (1997), SOIXANTE-DIX MILLE DOLLARS ---------- (70 000,00$);
- le premier janvier mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), QUATRE-VINGT MILLE DOLLARS ---------- (80 000,00$);

- le premier janvier mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999), QUATRE-VINGT-DIX MILLE DOLLARS ------- (90 000,00$);

- le premier janvier deux mille (2000), CENT MILLE DOLLARS (100 000,00$).

Puis chaque année, à compter du premier janvier deux mille un (2001), jusqu'au premier janvier deux mille quinze (2015), un ajustement automatique de la somme de CENT MILLE DOLLARS (100 000,00$) sera fait selon l'augmentation entre l'indice général des prix à la consommation publié par Statistique Canada (Région de Montréal) pour le troisième mois précédant la date des présentes et le troisième mois précédant le premier janvier de chaque année.

Il est entendu que le paiement du premier janvier deux mille quinze (2015) sera établi au prorata du nombre de mois concernés pour cette année, soit cinq (5) mois, l'usufruit prenant fin le 30 mai 2015.

Advenant le cas où l'indice des prix à la consommation soit ramené à une nouvelle base, la formule s'applique en fonction de l'équivalence établie par Statistique Canada pour la Région de Montréal.

HYPOTHÈQUE

Afin de garantir le paiement des sommes ci-dessus à la Ville, l'Usufruitier hypothèque, en faveur de la Ville, les droits d'usufruit créés aux termes des présentes pour une somme de UN

MILLION HUIT CENT SOIXANTE-SIX MILLE SIX CENT SOIXANTE-SEPT DOLLARS (1 866 667,00$).

II. **ÉTABLISSEMENT DE SERVITUDES**

Outre la création et l'établissement des droits d'usufruit ci-dessus, la Ville accorde à l'Usufruitier qui accepte, des droits réels sur des locaux, équipements et terrains de la Ville, nécessaires au bon fonctionnement de l'Institut, consistant en ce qui suit, savoir:

1. **SERVITUDE RÉELLE DE PASSAGE ET D'ACCÈS**

La Ville, propriétaire :

a) du bâtiment sis au numéro 4101, de la rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H1X 2B2, connu comme étant le bâtiment principal ou bâtiment administratif et

b) du bâtiment sans adresse et numéro municipal, étant la serre connue sous le nom de ~Complexe C~

grève certaines parties de ces bâtiments, identifiées comme espaces de support, d'une part, par les numéros d'articles 24 à 32 et, d'autre part, par le numéro d'article 23, tous du plan S-55 Maisonneuve, décrites ci-après, comme **FONDS SERVANT**, d'une servitude de passage et d'accès en faveur des espaces visés par l'usufruit, identifiés, d'une part, par les numéros d'articles 1 à 21, et d'autre part, par le numéro d'article 22, tous du même plan, décrits à la première et à la deuxième désignation du titre «Description des lieux», comme **FONDS DOMINANT**, et dont elle

est nu-propriétaire, permettant ainsi à l'Usufruitier de bénéficier pleinement des droits d'usufruit créés et établis aux termes des présentes, savoir :

FONDS SERVANT

1. **Description des lieux grevés de la servitude de passage et d'accès en faveur des lieux décrits à la première désignation du titre «Description des lieux»** :

Ces parties du bâtiment principal ou bâtiment administratif dont les superficies sont précisées ci-après se répartissent ainsi, savoir :

a) au niveau du sous-sol (une superficie de support totale de 453,7 m²)

- les pièces, passages, couloirs ou corridors identifiés par le numéro d'article 32, d'une superficie de quatre cent cinquante-trois mètres carrés et sept dixièmes (453,7 m²);

b) au niveau 1 (une superficie de support totale de 513,2 m²)

- la pièce identifiée par le numéro d'article 26, d'une superficie de sept mètres carrés et un dixième ------ (7,1 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 27, d'une superficie de douze mètres carrés et neuf dixièmes (12,9 m²);
- la pièce identifiée par le numéro d'article 28, d'une superficie de quatre mètres carrés et deux dixièmes

(4,2 m²);

- la pièce identifiée par le numéro d'article 29, d'une superficie de dix-neuf mètres carrés et un dixième (19,1 m²);
- les pièces, passages, couloirs ou corridors identifiés par le numéro d'article 30, d'une superficie de quatre cent trente mètres carrés et cinq dixièmes (430,5 m²);
- les pièces, passages, couloirs ou corridors identifiés par le numéro d'article 31, d'une superficie de trente-neuf mètres carrés et quatre dixièmes (39,4 m²);

c) au niveau 2 (une superficie de support totale de 469,7 m²)

- les pièces, passages, couloirs ou corridors identifiés par le numéro d'article 25, d'une superficie de quatre cent soixante-neuf mètres carrés et sept dixièmes (469,7 m²);

d) au niveau 3 (une superficie de support totale de 330,5 m²)

- les pièces, passages, couloirs ou corridors identifiés par le numéro d'article 24, d'une superficie de trois cent trente mètres carrés et cinq dixièmes (330,5 m²).

e) au niveau des mezzanines

- aucun espace prévu.

Ce bâtiment administratif dont une superficie de mille

sept cent soixante-sept mètres carrés et un dixième (1 767,1 m²) fait l'objet de la présente servitude de passage et d'accès est érigé sur les lots décrits à la première désignation du titre «Description des lieux» ci-dessus.

2. Description des lieux grevés de la servitude de passage et d'accès en faveur des lieux décrits à la deuxième désignation du titre «Description des lieux»:

a) à la serre ~Complexe C~ une superficie de support totale de 570,2 m²)

- les pièces, passages, couloirs ou corridors identifiés par le numéro d'article 23, d'une superficie de cinq cent soixante-dix mètres carrés et deux dixièmes (570,2 m²).

Cette serre dont une superficie de cinq cent soixante-dix mètres carrés et deux dixièmes (570,2 m²) fait l'objet de la présente servitude de passage et d'accès est érigée sur les lots décrits à la deuxième désignation du titre «Description des lieux» ci-dessus.

2. **SERVITUDE RÉELLE DE PASSAGE, D'ACCÈS ET D'UTILISATION**

quant à certains bâtiments:

La Ville, propriétaire :

a) du bâtiment sis au numéro 4101, de la rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H1X 2B2, connu comme étant le bâtiment principal ou bâtiment administratif et

b) du bâtiment sans adresse et numéro municipal, étant la serre connue sous le nom de ~Complexe C~

érigés sur les lots décrits ci-dessus à la première et à la deuxième désignation du titre « Description des lieux »

grève certaines parties de ces bâtiments, identifiées comme étant **l'auditorium, la salle de repas des employés, la bibliothèque de la Ville**, en plus des espaces de support ci-dessus, déjà grevés, comme **FONDS SERVANT**, d'une servitude d'accès en faveur des espaces visés par l'usufruit, identifiés, d'une part, par les numéros d'articles 1 à 21, et d'autre part, par le numéro d'article 22, tous du même plan S-55 Maisonneuve, décrits à la première et à la deuxième désignation du titre «Description des lieux», comme **FONDS DOMINANT**, et dont elle est nu-propriétaire, permettant ainsi à l'Usufruitier, à ses employés, étudiants et visiteurs de bénéficier pleinement des droits d'usufruit en ayant:

1. le droit d'accès à l'auditorium, selon les disponibilités;
2. le droit d'accès à la salle des repas des employés de la Ville;
3. le droit d'accès à la bibliothèque de la Ville;
4. le droit d'accès à l'inventaire informatisé des collections;
5. le droit d'accéder aux espaces de support tel que définis ci-dessus;

<u>quant à diverses installations, et au site du Jardin botanique de Montréal</u>

La Ville, propriétaire :

a) de divers espaces de stationnement, espaces verts

et jardins,

b) de divers **bâtiments, serres, installations, quais de débarquement, et autres installations à venir,**

formant le site du Jardin botanique de Montréal, décrits ci-après, comme **FONDS SERVANT**, est grevé en faveur des espaces visés par l'usufruit, identifiés, d'une part, par les numéros d'articles 1 à 21, et d'autre part, par le numéro d'article 22, tous du même plan S-55 Maisonneuve, décrits à la première et à la deuxième désignation du titre «Description des lieux», comme **FONDS DOMINANT**, et dont elle est nu-propriétaire, permettant ainsi à l'Usufruitier, à ses employés, étudiants et visiteurs de bénéficier pleinement des droits d'usufruit en ayant:

1. le droit d'accès au stationnement selon les politiques en vigueur;
2. le droit d'accès gratuit au site du Jardin botanique de Montréal;
3. le droit d'accès aux bâtiments et aux autres locaux du Jardin botanique, à tous autres services et équipements nécessaires à ses opérations et aux serres;
4. le droit d'accès aux quais de débarquement;
5. le droit d'accès par échantillonnage non destructif aux collections végétales du Jardin botanique de Montréal, tant en serres qu'à l'extérieur, pour des fins de recherche ou d'éducation;

FONDS SERVANT
(site du Jardin botanique)

Le FONDS SERVANT sujet aux servitudes ci-dessus est le site du Jardin botanique de la Ville de Montréal, situé dans le quadrilatère formé par les rues Sherbrooke, Pie IX et par le boulevard Rosemont et décrit ainsi, savoir :

DÉSIGNATION

1. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT NEUF du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 709) (ruelle) du cadastre du Village de Hochelaga, circonscription foncière de Montréal.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-745; au nord-est par le résidu du lot 3-709 et au sud-ouest par le lot 3-709 (rue), tous du même cadastre.

2. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT QUARANTE-CINQ du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 745) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-790 (rue); au nord-est par le résidu du lot 3-745; au sud-est par le lot 3-709 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

3. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT QUARANTE-SEPT du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 747) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-748; au nord-est

par le résidu du lot 3-747 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

4. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT QUARANTE-HUIT du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 748) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-749; au nord-est par le résidu du lot 3-748; au sud-est par le lot 3-747 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

5. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT QUARANTE-NEUF du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 749) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-750; au nord-est par le résidu du lot 3-749; au sud-est par le lot 3-748 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

6. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 750) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-751; au nord-est par le résidu du lot 3-750; au sud-est par le lot 3-749 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

7. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE ET UN du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 751) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-752; au nord-est

par le résidu du lot 3-751; au sud-est par le lot 3-750 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

8. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-DEUX du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 752) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-753; au nord-est par le résidu du lot 3-752; au sud-est par le lot 3-751 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

9. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-TROIS du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 753) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-754; au nord-est par le résidu du lot 3-753; au sud-est par le lot 3-752 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

10. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-QUATRE du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 754) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-755; au nord-est par le résidu du lot 3-754; au sud-est par le lot 3-753 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

11. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-CINQ du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 755) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-756; au nord-est par le résidu du lot 3-755; au sud-est par le lot 3-754 et au sud-

ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

12. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-SIX du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 756) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-757; au nord-est par le résidu du lot 3-756; au sud-est par le lot 3-755 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

13. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-SEPT du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 757) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-758; au nord-est par le résidu du lot 3-757; au sud-est par le lot 3-756 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

14. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-HUIT du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 758) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-759; au nord-est et au nord par le résidu du lot 3-758; au sud-est par le lot 3-757 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

15. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-NEUF du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 759) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-760; au nord-est par le résidu du lot 3-759; au sud-est par le lot 3-758 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

16. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 760) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 3-761; au nord-est par le résidu du lot 3-760; au sud-est par le lot 3-759 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

17. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE ET UN du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 761) du même cadastre.

BORNÉE au nord par le résidu du lot 3-761; au sud-est par le lot 3-760 et au sud-ouest par le lot 3-790 (rue), tous du même cadastre.

18. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 790) (rue) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par une partie du lot 3-791 (rue); au nord-est par une partie du lot 3-790 (rue), par les lots 3-747, -748, -749, -750, -751, -752, -753, -754, -755, -756, -757, -758, -759 et -760 et par une autre partie du lot 3-790 (rue); dans une première ligne sud-est par le lot 3-745; dans une deuxième ligne nord-est par les lots 3-745, 3-709 (ruelle) et une autre partie du lot 3-790 (rue); dans une deuxième ligne sud-est par une autre partie du lot 3-790 (rue) et au sud-ouest par une partie du lot 4-582 et par les lots 4-591 (ruelle), 4-592, 4-593 (ruelle), 4-626, 4-662 (ruelle) et 4-663, tous du même cadastre.

19. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT QUATRE-VINGT-ONZE du lot originaire numéro TROIS (3-Ptie 791) (rue) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest et au nord-est par le résidu du lot 3-791; au sud-est par le lot 3-790 (rue) et au sud-ouest par une partie du lot 4-720 (rue), tous du même cadastre.

20. Une PARTIE du lot originaire numéro QUATRE (Ptie 4) du cadastre du Village de Hochelaga, circonscription foncière de Montréal.

BORNÉE dans une première ligne nord-ouest par le boulevard Rosemont (du cadastre du Village de Côte-de-la-Visitation); dans une première ligne nord-est par le lot 185 (du cadastre du Village de Côte-de-la-Visitation); à l'est et dans une deuxième ligne nord-est par une autre partie du lot 4 (du cadastre du Village de Hochelaga); au sud-est par les lots 4-773 (ruelle), 4-774 (ruelle) et 4-802 (ruelle) (du cadastre du Village de Hochelaga); dans une première ligne sud-ouest par une partie du lot 7 (du cadastre du Village de Hochelaga); dans une deuxième ligne nord-ouest et dans une deuxième ligne sud-ouest par une partie du lot 184 (du cadastre du Village de Côte-de-la-Visitation).

21. Une autre PARTIE du lot originaire numéro QUATRE (Ptie 4), du cadastre du Village de Hochelaga, circonscription foncière de Montréal.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-581 (rue); au nord-est, à l'est, au nord-est et au nord par une autre partie du lot

4; au sud-est par le lot 234 (rue) faisant partie de la rue Sherbrooke et au sud-ouest par le lot 7, tous du même cadastre.

22. La PARTIE de la subdivision numéro CINQ CENT QUATRE-VINGT-UN du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 581) (rue) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par les lots 4-823 (ruelle), 4-822, 4-672 (rue), 4-590, 4-589, 4-588, 4-587, 4-586, 4-585, 4-584 et une partie du lot 4-583; au nord-est par le résidu du lot 4-581 (rue); au sud-est par une partie du lot 4 et au sud-ouest par une partie du lot 7, tous du même cadastre.

23. La PARTIE de la subdivision numéro CINQ CENT QUATRE-VINGT-DEUX du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 582) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-591 (ruelle), au nord-est par le lot 3-790 (rue), au sud-est par le résidu du lot 4-582 et au sud-ouest par le lot 4-583, tous du même cadastre.

24. La PARTIE de la subdivision numéro CINQ CENT QUATRE-VINGT-TROIS du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 583) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-591 (ruelle), au nord-est par le lot 4-582, à l'est par le résidu du lot 4-583, au sud-est par le lot 4-581 (rue) et au sud-ouest par le lot 4-584, tous du même cadastre.

25. Les subdivisions numéros CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, CINQ CENT QUATRE-VINGT-CINQ, CINQ CENT

QUATRE-VINGT-SIX, CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEPT, CINQ CENT QUATRE-VINGT-HUIT, CINQ CENT QUATRE-VINGT-NEUF et CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX du lot originaire numéro QUATRE (4-584, -585, -586, -587, -588, -589 et -590) du même cadastre.

26. La subdivision numéro CINQ CENT QUATRE-VINGT-ONZE du lot originaire numéro QUATRE (4-591) (ruelle) du même cadastre.

27. La subdivision numéro CINQ CENT QUATRE-VINGT-DOUZE du lot originaire numéro QUATRE (4-592) du même cadastre.

28. La subdivision numéro CINQ CENT QUATRE-VINGT-TREIZE du lot originaire numéro QUATRE (4-593) (ruelle) du même cadastre.

29. Les subdivisions numéros CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE, CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF, SIX CENT, SIX CENT UN, SIX CENT DEUX, SIX CENT TROIS, SIX CENT QUATRE, SIX CENT CINQ, SIX CENT SIX, SIX CENT SEPT, SIX CENT HUIT, SIX CENT NEUF, SIX CENT DIX, SIX CENT ONZE, SIX CENT DOUZE, SIX CENT TREIZE, SIX CENT QUATORZE, SIX CENT QUINZE, SIX CENT SEIZE, SIX CENT DIX-SEPT, SIX CENT DIX-HUIT, SIX CENT DIX-NEUF, SIX CENT VINGT, SIX CENT VINGT ET UN, SIX CENT

VINGT-DEUX, SIX CENT VINGT-TROIS, SIX CENT VINGT-QUATRE, SIX CENT VINGT-CINQ et SIX CENT VINGT-SIX du lot originaire numéro QUATRE (4-594, -595, -596, -597, -598, -599, -600, -601, -602, -603, -604, -605, -606, -607, -608, -609, -610, -611, -612, -613, -614, -615, -616, -617, -618, -619, -620, -621, -622, -623, -624, -625 et -626) du même cadastre.

30. La subdivision numéro SIX CENT VINGT-SEPT du lot originaire numéro QUATRE (4-627) (ruelle) du même cadastre.

31. Les subdivisions numéros SIX CENT VINGT-HUIT, SIX CENT VINGT-NEUF, SIX CENT TRENTE, SIX CENT TRENTE ET UN, SIX CENT TRENTE-DEUX, SIX CENT TRENTE-TROIS, SIX CENT TRENTE-QUATRE, SIX CENT TRENTE-CINQ, SIX CENT TRENTE-SIX, SIX CENT TRENTE-SEPT, SIX CENT TRENTE-HUIT, SIX CENT TRENTE-NEUF, SIX CENT QUARANTE, SIX CENT QUARANTE ET UN, SIX CENT QUARANTE-DEUX, SIX CENT QUARANTE-TROIS, SIX CENT QUARANTE-QUATRE, SIX CENT QUARANTE-CINQ, SIX CENT QUARANTE-SIX, SIX CENT QUARANTE-SEPT, SIX CENT QUARANTE-HUIT, SIX CENT QUARANTE-NEUF, SIX CENT CINQUANTE, SIX CENT CINQUANTE ET UN, SIX CENT CINQUANTE-DEUX, SIX CENT CINQUANTE-TROIS, SIX CENT CINQUANTE-QUATRE, SIX CENT CINQUANTE-CINQ, SIX CENT CINQUANTE-SIX, SIX CENT CINQUANTE-SEPT, SIX CENT CINQUANTE-HUIT, SIX CENT CINQUANTE-NEUF, SIX CENT SOIXANTE et SIX CENT SOIXANTE ET UN du lot originaire numéro QUATRE (4-628, -629, -630, -631, -632, -633, -634, -635,

-636, -637, -638, -639, -640, -641, -642, -643, -644, -645, -646, -647, -648, -649, -650, -651, -652, -653, -654, -655, -656, -657, -658, -659, -660, et -661) du même cadastre.

32. La subdivision numéro SIX CENT SOIXANTE-DEUX du lot originaire numéro QUATRE (4-662) (ruelle) du même cadastre.

33. Les subdivisions numéros SIX CENT SOIXANTE-TROIS, SIX CENT SOIXANTE-QUATRE, SIX CENT SOIXANTE-CINQ, SIX CENT SOIXANTE-SIX, SIX CENT SOIXANTE-SEPT, SIX CENT SOIXANTE-HUIT, SIX CENT SOIXANTE-NEUF, SIX CENT SOIXANTE-DIX et SIX CENT SOIXANTE ET ONZE du lot originaire numéro QUATRE (4-663, -664, -665, -666, -667, -668, -669, -670 et -671) du même cadastre.

34. La subdivision numéro SIX CENT SOIXANTE-DOUZE du lot originaire numéro QUATRE (4-672) (rue) du même cadastre.

35. Les subdivisions numéros SIX CENT QUATRE-VINGT, SIX CENT QUATRE-VINGT-UN, SIX CENT QUATRE-VINGT-DEUX, SIX CENT QUATRE-VINGT-TROIS, SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, SIX CENT QUATRE-VINGT-CINQ, SIX CENT QUATRE-VINGT-SIX, SIX CENT QUATRE-VINGT-SEPT, SIX CENT QUATRE-VINGT-HUIT, SIX CENT QUATRE-VINGT-NEUF, SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX, SIX CENT QUATRE-VINGT-ONZE, SIX CENT QUATRE-VINGT-DOUZE, SIX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE, SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE, SIX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, SIX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, SIX CENT QUATRE-

VINGT-DIX-SEPT, SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF, SEPT CENT, SEPT CENT UN, SEPT CENT DEUX, SEPT CENT TROIS, SEPT CENT QUATRE, SEPT CENT CINQ, SEPT CENT SIX, SEPT CENT SEPT, SEPT CENT HUIT, SEPT CENT NEUF, SEPT CENT DIX et SEPT CENT ONZE du lot originaire numéro QUATRE (4-680, -681, -682, -683, -684, -685, -686, -687, -688, -689, -690, -691, -692, -693, -694, -695, -696, -697, -698, -699, -700, -701, -702, -703, -704, -705, -706, -707, -708, -709, -710, et -711) du même cadastre.

36. La subdivision numéro SEPT CENT TREIZE du lot originaire numéro QUATRE (4-713) (ruelle) du même cadastre.

37. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT VINGT du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 720) (rue) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par les lots 4-809 (ruelle), 4-808, 4-774 (rue), 4-729, 4-728, 4-727, 4-726, 4-725 et par une partie du lot 4-724; au nord par le résidu du lot 4-720 (rue); au nord-est par le lot 3-791 (rue) et au sud-est par les lots 4-663, -664, 665, -666, -667, -668, -669, -670 et -671, 4-672 (rue), 4-810 et 4-816 (ruelle), tous du même cadastre.

38. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT VINGT-HUIT du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 728) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 4-728; au

nord-est par le lot 4-727; au sud-est par le lot 4-720 (rue) et au sud-ouest par une partie du lot 4-729, tous du même cadastre.

39. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT VINGT-NEUF du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 729) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-730 (ruelle); au nord-est par une partie du lot 4-729 et par le lot 4-728; au sud-est par le lot 4-720 (rue) et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

40. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT TRENTE du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 730) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-753; au nord-est par le résidu du lot 4-730 (ruelle); au sud-est par le lot 4-729 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

41. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-TROIS du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 753) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest partie par du lot 4-774 (rue) et partie par le lot 4-754; au nord-est par le résidu du lot 4-753; au sud-est par le lot 4-730 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

42. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-QUATRE du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 754) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-755; au nord-est par le résidu du lot 4-754; au sud-est par le lot 4-753 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

43. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-CINQ du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 755) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-756; au nord-est par le résidu du lot 4-755; au sud-est par le lot 4-754 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

44. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-SIX du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 756) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-757; au nord-est par le résidu du lot 4-756; au sud-est par le lot 4-755 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

45. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-SEPT du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 757) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-758; au nord-est par le résidu du lot 4-757; au sud-est par le lot 4-756 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

46. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-HUIT du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 758) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-759; au nord-est

ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

51. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-TROIS du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 763) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-764; au nord-est par le résidu du lot 4-763; au sud-est par le lot 4-762 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

52. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-QUATRE du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 764) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-765; au nord-est par le résidu du lot 4-764; au sud-est par le lot 4-763 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

53. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-CINQ du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 765) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-766; au nord-est par le résidu du lot 4-765; au sud-est par le lot 4-764 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

54. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-SIX du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 766) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-767; au nord-est par le résidu du lot 4-766; au sud-est par le lot 4-765 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

AL 65 4 826 619 image 001 [http://www.registrefoncier.gouv.qc.ca/Sirf/Docmn/3979983O/1/AL 65 4 826 619 image 001.cpc]

par le résidu du lot 4-758; au sud-est par le lot 4-757 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

47. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT CINQUANTE-NEUF du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 759) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-760; au nord-est par le résidu du lot 4-759; au sud-est par le lot 4-758 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

48. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 760) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-761; au nord-est par le résidu du lot 4-760; au sud-est par le lot 4-759 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

49. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE ET UN du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 761) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-762; au nord-est par le résidu du lot 4-761; au sud-est par le lot 4-760 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

50. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-DEUX du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 762) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-763; au nord-est par le résidu du lot 4-762; au sud-est par le lot 4-761 et au sud-

AL 65 4 826 619 image 001 [http://www.registrefoncier.gouv.qc.ca/Sirf/Docmn/3979983O/1/AL 65 4 826 619 image 001.cpc]

55. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-SEPT du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 767) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-768; au nord-est par le résidu du lot 4-767; au sud-est par le lot 4-766 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

56. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-HUIT du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 768) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-769; au nord-est par le résidu du lot 4-768; au sud-est par le lot 4-767 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

57. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-NEUF du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 769) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-770; au nord-est par le résidu du lot 4-769; au sud-est par le lot 4-768 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

58. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-DIX du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 770) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-771; au nord-est par le résidu du lot 4-770; au sud-est par le lot 4-769 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

59. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT

SOIXANTE ET ONZE du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 771) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-772; au nord-est par le résidu du lot 4-771; au sud-est par le lot 4-770 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

60. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-DOUZE du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 772) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 4-773 (ruelle); au nord-est par le résidu du lot 4-772; au sud-est par le lot 4-771 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

61. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-TREIZE du lot originaire numéro QUATRE (4-Ptie 773) (ruelle) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par une partie du lot 4; au nord-est par le résidu du lot 4-773 (ruelle); au sud-est par le lot 4-772 et au sud-ouest par le lot 4-774 (rue), tous du même cadastre.

62. La subdivision numéro SEPT CENT SOIXANTE-QUATORZE du lot originaire numéro QUATRE (4-774) (rue) du même cadastre.

63. Les subdivisions numéros SEPT CENT QUATRE-VINGT-DEUX, SEPT CENT QUATRE-VINGT-TROIS, SEPT CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, SEPT CENT QUATRE-VINGT-CINQ, SEPT CENT QUATRE-VINGT-SIX, SEPT CENT QUATRE-VINGT-

SEPT, SEPT CENT QUATRE-VINGT-HUIT, SEPT CENT QUATRE-VINGT-NEUF, SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX, SEPT CENT QUATRE-VINGT-ONZE, SEPT CENT QUATRE-VINGT-DOUZE, SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE, SEPT CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE, SEPT CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, SEPT CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF et HUIT CENT du lot originaire numéro QUATRE (4-782, -783, -784, -785, -786, -787, -788, -789, -790, -791, -792, -793, -794, -795, -796, -797, -798, -799 et -800) du même cadastre.

64. La subdivision numéro HUIT CENT UN du lot originaire numéro QUATRE (4-801) (ruelle) du même cadastre.

65. La subdivision numéro HUIT CENT DEUX du lot originaire numéro QUATRE (4-802) (ruelle) du même cadastre.

66. Les subdivisions numéros HUIT CENT TROIS, HUIT CENT QUATRE, HUIT CENT CINQ, HUIT CENT SIX, HUIT CENT SEPT et HUIT CENT HUIT du lot originaire numéro QUATRE (4-803, -804, -805, -806, -807 et -808) du même cadastre.

67. La subdivision numéro HUIT CENT NEUF du lot originaire numéro QUATRE (4-809) (ruelle) du même cadastre.

68. Les subdivisions numéros HUIT CENT DIX, HUIT CENT ONZE, HUIT CENT DOUZE, HUIT CENT TREIZE, HUIT CENT QUATORZE et HUIT CENT QUINZE du lot originaire numéro QUATRE (4-810, -811, -812, -813, -814 et -815) du même cadastre.

69. La subdivision numéro HUIT CENT SEIZE du lot originaire numéro QUATRE (4-816) (ruelle) du même cadastre.

70. Les subdivisions numéros HUIT CENT DIX-SEPT, HUIT CENT DIX-HUIT, HUIT CENT DIX-NEUF, HUIT CENT VINGT, HUIT CENT VINGT ET UN et HUIT CENT VINGT-DEUX du lot originaire numéro QUATRE (4-817, -818, -819, -820, -821, et -822) tous du même cadastre.

71. La subdivision numéro HUIT CENT VINGT-TROIS du lot originaire numéro QUATRE (4-823) (ruelle) du même cadastre.

72. La PARTIE du lot originaire numéro SEPT (Ptie 7) du même cadastre.

BORNÉE au sud-ouest par une partie du lot 8 par les lots 8-938 (ruelle), 8-1028, 8-1029 (rue), 8-1050, 8-1051 (ruelle), 8-1194, 8-1195 (rue), 8-1216 et 8-1217 (ruelle); au nord-ouest par le lot 184; au nord-est par une partie du lot 4 et par les lots 4-802 (ruelle), 4-801 (ruelle), 4-809 (ruelle), 4-720 (rue), 4-816 (ruelle), 4-713 (ruelle), 4-823 (ruelle), 4-581 (rue) et par une autre partie du lot 4; et au sud-est par le lot 234 (rue), faisant partie de la rue Sherbrooke, tous du même cadastre.

73. La PARTIE du lot originaire numéro HUIT du cadastre du Village de Hochelaga, circonscription foncière de Montréal, de figure irrégulière.

BORNÉE dans une première ligne sud-ouest par la partie du lot originaire numéro 14 décrite ci-après, dans une première ligne nord-ouest par le lot 8-984, dans une deuxième ligne sud-

ouest par les lots 8-984, 8-985 et partie du lot 8-986, dans une deuxième ligne nord-ouest par les lots 8-Ptie 6 (rue) et 8-961, dans une troisième ligne sud-ouest par les lots 8-961, 8-960, 8-959 et partie du lot 8-958, dans une troisième ligne nord-ouest par les lots 8-16 (rue), 8-918 et 8-938 (ruelle), au nord-est par le lot originaire numéro 7 et au sud-est par le lot 234 (rue Sherbrooke), tous du même cadastre.

74. La subdivision numéro SIX du lot originaire numéro HUIT (8-6) (rue) du même cadastre.

75. La subdivision numéro SEIZE du lot originaire numéro HUIT (8-16) (rue) du même cadastre.

76. Les subdivisions numéros NEUF CENT DIX-HUIT, NEUF CENT DIX-NEUF, NEUF CENT VINGT, NEUF CENT VINGT ET UN, NEUF CENT VINGT-DEUX, NEUF CENT VINGT-TROIS, NEUF CENT VINGT-QUATRE, NEUF CENT VINGT-CINQ, NEUF CENT VINGT-SIX, NEUF CENT VINGT-SEPT, NEUF CENT VINGT-HUIT, NEUF CENT VINGT-NEUF, NEUF CENT TRENTE, NEUF CENT TRENTE ET UN, NEUF CENT TRENTE-DEUX, NEUF CENT TRENTE-TROIS, NEUF CENT TRENTE-QUATRE, NEUF CENT TRENTE-CINQ, NEUF CENT TRENTE-SIX et NEUF CENT TRENTE-SEPT du lot originaire numéro HUIT (8-918, -919, -920, -921, -922, -923, -924, -925, -926, -927, -928, -929, -930, -931, -932, -933, -934, -935, -936 et -937) du même cadastre.

77. La subdivision numéro NEUF CENT TRENTE-HUIT du lot originaire numéro HUIT (8-938) (ruelle) du même cadastre.

78. Les subdivisions numéros NEUF CENT TRENTE-NEUF, NEUF CENT QUARANTE, NEUF CENT QUARANTE ET UN, NEUF CENT QUARANTE-DEUX, NEUF CENT QUARANTE-TROIS, NEUF CENT QUARANTE-QUATRE, NEUF CENT QUARANTE-CINQ, NEUF CENT QUARANTE-SIX, NEUF CENT QUARANTE-SEPT, NEUF CENT QUARANTE-HUIT, NEUF CENT QUARANTE-NEUF, NEUF CENT CINQUANTE, NEUF CENT CINQUANTE ET UN, NEUF CENT CINQUANTE-DEUX, NEUF CENT CINQUANTE-TROIS, NEUF CENT CINQUANTE-QUATRE, NEUF CENT CINQUANTE-CINQ, NEUF CENT CINQUANTE-SIX, NEUF CENT CINQUANTE-SEPT, NEUF CENT CINQUANTE-HUIT, NEUF CENT CINQUANTE-NEUF ET NEUF CENT SOIXANTE du lot originaire numéro HUIT (8-939, -940, -941, -942, -943, -944, -945, -946, -947, -948, -949, -950, -951, -952, -953, -954, -955, -956, -957, -958, -959 et -960) du même cadastre.

79. La subdivision numéro NEUF CENT SOIXANTE ET UN du lot originaire numéro HUIT (8-961) du même cadastre.

80. La subdivision numéro NEUF CENT SOIXANTE-DEUX du lot originaire numéro HUIT (8-962) (ruelle) du même cadastre.

81. Les subdivisions numéros NEUF CENT SOIXANTE-TROIS, NEUF CENT SOIXANTE-QUATRE, NEUF CENT SOIXANTE-CINQ, NEUF CENT SOIXANTE-SIX, NEUF CENT SOIXANTE-SEPT, NEUF CENT SOIXANTE-HUIT, NEUF CENT SOIXANTE-NEUF, NEUF CENT SOIXANTE-DIX, NEUF CENT SOIXANTE ET ONZE, NEUF CENT SOIXANTE-DOUZE, NEUF CENT SOIXANTE-TREIZE,

NEUF CENT SOIXANTE-QUATORZE, NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE, NEUF CENT SOIXANTE-SEIZE, NEUF CENT SOIXANTE-DIX-SEPT, NEUF CENT SOIXANTE-DIX-HUIT, NEUF CENT SOIXANTE-DIX-NEUF, NEUF CENT QUATRE-VINGT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-UN, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX, NEUF CENT QUATRE-VINGT-TROIS, NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-CINQ, NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX, NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEPT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-HUIT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-NEUF, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX, NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DOUZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-TREIZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF, MILLE, MILLE UN, MILLE DEUX, MILLE TROIS, MILLE QUATRE, MILLE CINQ, MILLE SIX, MILLE SEPT et MILLE HUIT du lot originaire numéro HUIT (8-963, -964, -965, -966, -967, -968, -969, -970, -971, -972, -973, -974, -975, -976, -977, -978, -979, -980, -981, -982, -983, -984, -985, -986, -987, -988, -989, -990, -991, -992, -993, -994, -995, -996, -997, -998, -999, -1000, -1001, 1002, -1003, -1004, -1005, -1006, -1007 et -1008) du même cadastre.

82. La subdivision numéro MILLE NEUF du lot originaire numéro HUIT (8-1009) (ruelle) du même cadastre.

83. Les subdivisions numéros MILLE DIX, MILLE ONZE, MILLE DOUZE, MILLE TREIZE, MILLE QUATORZE, MILLE QUINZE, MILLE SEIZE, MILLE DIX-SEPT, MILLE DIX-HUIT, MILLE DIX-NEUF, MILLE VINGT, MILLE VINGT ET UN, MILLE VINGT-DEUX, MILLE VINGT-TROIS, MILLE VINGT-QUATRE, MILLE VINGT-CINQ, MILLE VINGT-SIX, MILLE VINGT-SEPT et MILLE VINGT-HUIT du lot originaire numéro HUIT (8-1010, -1011, -1012, -1013, -1014, -1015, -1016, -1017, -1018, -1019, -1020, -1021, -1022, -1023, -1024, -1025, -1026, -1027 et -1028) du même cadastre.

84. La subdivision numéro MILLE VINGT-NEUF du lot originaire numéro HUIT (8-1029) (rue) du même cadastre.

85. La subdivision numéro MILLE TRENTE du lot originaire numéro HUIT (8-1030) (rue) du même cadastre.

86. La subdivision numéro MILLE TRENTE ET UN du lot originaire numéro HUIT (8-1031) (rue) du même cadastre.

87. Les subdivisions numéros MILLE TRENTE-DEUX, MILLE TRENTE-TROIS, MILLE TRENTE-QUATRE, MILLE TRENTE-CINQ, MILLE TRENTE-SIX, MILLE TRENTE-SEPT, MILLE TRENTE-HUIT, MILLE TRENTE-NEUF, MILLE QUARANTE, MILLE QUARANTE ET UN, MILLE QUARANTE-DEUX, MILLE QUARANTE-TROIS, MILLE QUARANTE-QUATRE, MILLE QUARANTE-CINQ, MILLE QUARANTE-SIX, MILLE QUARANTE-SEPT, MILLE QUARANTE-HUIT, MILLE QUARANTE-NEUF et MILLE CINQUANTE du lot originaire numéro HUIT (8-1032, -1033, -1034, -1035, -1036, -1037, -1038, -1039, -1040, -1041, -1042, -1043,

-1044, -1045, -1046, -1047, -1048, -1049 et -1050) du même cadastre.

88. La subdivision numéro MILLE CINQUANTE ET UN du lot originaire numéro HUIT (8-1051) (ruelle) du même cadastre.

89. Les subdivisions numéros MILLE CINQUANTE-DEUX, MILLE CINQUANTE-TROIS, MILLE CINQUANTE-QUATRE, MILLE CINQUANTE-CINQ, MILLE CINQUANTE-SIX, MILLE CINQUANTE-SEPT, MILLE CINQUANTE-HUIT, MILLE CINQUANTE-NEUF, MILLE SOIXANTE, MILLE SOIXANTE ET UN, MILLE SOIXANTE-DEUX, MILLE SOIXANTE-TROIS, MILLE SOIXANTE-QUATRE, MILLE SOIXANTE-CINQ, MILLE SOIXANTE-SIX, MILLE SOIXANTE-SEPT, MILLE SOIXANTE-HUIT, MILLE SOIXANTE-NEUF, MILLE SOIXANTE-DIX, MILLE SOIXANTE ET ONZE, MILLE SOIXANTE-DOUZE, MILLE SOIXANTE-TREIZE, MILLE SOIXANTE-QUATORZE, MILLE SOIXANTE-QUINZE, MILLE SOIXANTE-SEIZE, MILLE SOIXANTE-DIX-SEPT, MILLE SOIXANTE-DIX-HUIT, MILLE SOIXANTE-DIX-NEUF, MILLE QUATRE-VINGT et MILLE QUATRE-VINGT-UN du lot originaire numéro HUIT (8-1052, -1053, -1054, -1055, -1056, -1057, -1058, -1059, -1060, -1061, -1062, -1063, -1064, -1065, -1066, -1067, -1068, -1069, -1070, -1071, -1072, -1073, -1074, -1075, -1076, -1077, -1078, -1079, -1080 et -1081) du même cadastre.

90. La subdivision numéro MILLE QUATRE-VINGT-DEUX du lot originaire numéro HUIT (8-1082) (ruelle) du même cadastre.

91. La subdivision numéro MILLE QUATRE-VINGT-TROIS

du lot originaire numéro HUIT (8-1083) (ruelle) du même cadastre.

92. Les subdivisions numéros MILLE QUATRE-VINGT-QUATRE, MILLE QUATRE-VINGT-CINQ, MILLE QUATRE-VINGT-SIX, MILLE QUATRE-VINGT-SEPT, MILLE QUATRE-VINGT-HUIT, MILLE QUATRE-VINGT-NEUF, MILLE QUATRE-VINGT-DIX, MILLE QUATRE-VINGT-ONZE, MILLE QUATRE-VINGT-DOUZE, MILLE QUATRE-VINGT-TREIZE, MILLE QUATRE-VINGT-QUATORZE, MILLE QUATRE-VINGT-QUINZE, MILLE QUATRE-VINGT-SEIZE, MILLE QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, MILLE QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, MILLE QUATRE-VINGT-DIX-NEUF, MILLE CENT, MILLE CENT UN, MILLE CENT DEUX, MILLE CENT TROIS, MILLE CENT QUATRE, MILLE CENT CINQ, MILLE CENT SIX, MILLE CENT SEPT, MILLE CENT HUIT, MILLE CENT NEUF, MILLE CENT DIX, MILLE CENT ONZE et MILLE CENT DOUZE du lot originaire numéro HUIT (8-1084, -1085, -1086, -1087, -1088, -1089, -1090, -1091, -1092, -1093, -1094, -1095, -1096, -1097, -1098, -1099, -1100, -1101, -1102, -1103, -1104, -1105, -1106, -1107, -1108, -1109, -1110, -1111 et -1112) du même cadastre.

93. La subdivision numéro MILLE CENT TREIZE du lot originaire numéro HUIT (8-1113) (ruelle) du même cadastre.

94. La subdivision numéro MILLE CENT QUATORZE du lot originaire numéro HUIT (8-1114) (ruelle) du même cadastre.

95. Les subdivisions numéros MILLE CENT QUINZE, MILLE CENT SEIZE, MILLE CENT DIX-SEPT, MILLE CENT DIX-HUIT, MILLE CENT DIX-NEUF, MILLE CENT VINGT, MILLE CENT

VINGT ET UN, MILLE CENT VINGT-DEUX, MILLE CENT VINGT-TROIS, MILLE CENT VINGT-QUATRE, MILLE CENT VINGT-CINQ, MILLE CENT VINGT-SIX, MILLE CENT VINGT-SEPT, MILLE CENT VINGT-HUIT, MILLE CENT VINGT-NEUF, MILLE CENT TRENTE, MILLE CENT TRENTE ET UN, MILLE CENT TRENTE-DEUX, MILLE CENT TRENTE-TROIS, MILLE CENT TRENTE-QUATRE, MILLE CENT TRENTE-CINQ, MILLE CENT TRENTE-SIX, MILLE CENT TRENTE-SEPT, MILLE CENT TRENTE-HUIT, MILLE CENT TRENTE-NEUF, MILLE CENT QUARANTE, MILLE CENT QUARANTE ET UN, MILLE CENT QUARANTE-DEUX et MILLE CENT QUARANTE-TROIS du lot originaire numéro HUIT (8-1115, -1116, -1117, -1118, -1119, -1120, -1121, -1122, -1123, -1124, -1125, -1126, -1127, -1128, -1129, -1130, -1131, -1132, -1133, -1134, -1135, -1136, -1137, -1138, -1139, -1140, -1141, -1142 et -1143) du même cadastre.

96. La subdivision numéro MILLE CENT QUARANTE-QUATRE du lot originaire numéro HUIT (8-1144) (ruelle) du même cadastre.

97. La subdivision numéro MILLE CENT QUARANTE-CINQ du lot originaire numéro HUIT (8-1145) (ruelle) du même cadastre.

98. Les subdivisions numéros MILLE CENT QUARANTE-SIX, MILLE CENT QUARANTE-SEPT, MILLE CENT QUARANTE-HUIT, MILLE CENT QUARANTE-NEUF, MILLE CENT CINQUANTE, MILLE CENT CINQUANTE ET UN, MILLE CENT CINQUANTE-

DEUX, MILLE CENT CINQUANTE-TROIS, MILLE CENT CINQUANTE-QUATRE, MILLE CENT CINQUANTE-CINQ, MILLE CENT CINQUANTE-SIX, MILLE CENT CINQUANTE-SEPT, MILLE CENT CINQUANTE-HUIT, MILLE CENT CINQUANTE-NEUF, MILLE CENT SOIXANTE, MILLE CENT SOIXANTE ET UN, MILLE CENT SOIXANTE-DEUX, MILLE CENT SOIXANTE-TROIS, MILLE CENT SOIXANTE-QUATRE, MILLE CENT SOIXANTE-CINQ, MILLE CENT SOIXANTE-SIX, MILLE CENT SOIXANTE-SEPT, MILLE CENT SOIXANTE-HUIT, MILLE CENT SOIXANTE-NEUF, MILLE CENT SOIXANTE-DIX, MILLE CENT SOIXANTE ET ONZE, MILLE CENT SOIXANTE-DOUZE, MILLE CENT SOIXANTE-TREIZE, MILLE CENT SOIXANTE-QUATORZE, MILLE CENT SOIXANTE-QUINZE, MILLE CENT SOIXANTE-SEIZE, MILLE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT, MILLE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT, MILLE CENT SOIXANTE-DIX-NEUF, MILLE CENT QUATRE-VINGT, MILLE CENT QUATRE-VINGT-UN, MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX, MILLE CENT QUATRE-VINGT-TROIS, MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, MILLE CENT QUATRE-VINGT-CINQ, MILLE CENT QUATRE-VINGT-SIX, MILLE CENT QUATRE-VINGT-SEPT, MILLE CENT QUATRE-VINGT-HUIT, MILLE CENT QUATRE-VINGT-NEUF, MILLE CENT QUATRE-VINGT-DIX, MILLE CENT QUATRE-VINGT-ONZE, MILLE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE, MILLE CENT QUATRE-VINGT-TREIZE et MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE du lot originaire numéro HUIT (8-1146, -1147, -1148, -1149, -1150, -1151, -1152, -1153, -1154, -1155, -1156, -1157, -1158, -

1159, -1160, -1161, -1162, -1163, -1164, -1165, -1166, -1167, -1168, -1169, -1170, -1171, -1172, -1173, -1174, -1175, -1176, -1177, -1178, -1179, -1180, -1181, -1182, -1183, -1184, -1185, -1186, -1187, -1188, -1189, -1190, 1191, 1192, 1193 et 1194) du même cadastre.

99. La subdivision numéro MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUINZE du lot originaire numéro HUIT (8-1195) (rue) du même cadastre.

100. La subdivision numéro MILLE CENT QUATRE-VINGT-SEIZE du lot originaire numéro HUIT (8-1196) (rue) du même cadastre.

101. La subdivision numéro MILLE CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT du lot originaire numéro HUIT (8-1197) (rue) du même cadastre.

102. Les subdivisions numéros MILLE CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, MILLE CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF, MILLE DEUX CENT, MILLE DEUX CENT UN, MILLE DEUX CENT DEUX, MILLE DEUX CENT TROIS, MILLE DEUX CENT QUATRE, MILLE DEUX CENT CINQ, MILLE DEUX CENT SIX, MILLE DEUX CENT SEPT, MILLE DEUX CENT HUIT, MILLE DEUX CENT NEUF, MILLE DEUX CENT DIX, MILLE DEUX CENT ONZE, MILLE DEUX CENT DOUZE, MILLE DEUX CENT TREIZE, MILLE DEUX CENT QUATORZE, MILLE DEUX CENT QUINZE et MILLE DEUX CENT SEIZE du lot originaire numéro HUIT (8-1198, -1199, -1200, -1201, -1202, -1203, -1204, -1205, -1206, -1207, -1208, -1209, -1210,

-1211, -1212, -1213, -1214, -1215 et -1216) du même cadastre.

103. La subdivision numéro MILLE DEUX CENT DIX-SEPT du lot originaire numéro HUIT (8-1217) (ruelle) du même cadastre.

104. Les subdivisions numéros MILLE DEUX CENT DIX-HUIT, MILLE DEUX CENT DIX-NEUF, MILLE DEUX CENT VINGT, MILLE DEUX CENT VINGT ET UN, MILLE DEUX CENT VINGT-DEUX, MILLE DEUX CENT VINGT-TROIS, MILLE DEUX CENT VINGT-QUATRE, MILLE DEUX CENT VINGT-CINQ, MILLE DEUX CENT VINGT-SIX, MILLE DEUX CENT VINGT-SEPT, MILLE DEUX CENT VINGT-HUIT, MILLE DEUX CENT VINGT-NEUF, MILLE DEUX CENT TRENTE, MILLE DEUX CENT TRENTE ET UN, MILLE DEUX CENT TRENTE-DEUX, MILLE DEUX CENT TRENTE-TROIS, MILLE DEUX CENT TRENTE-QUATRE, MILLE DEUX CENT TRENTE-CINQ, MILLE DEUX CENT TRENTE-SIX, MILLE DEUX CENT TRENTE-SEPT, MILLE DEUX CENT TRENTE-HUIT, MILLE DEUX CENT TRENTE-NEUF, MILLE DEUX CENT QUARANTE, MILLE DEUX CENT QUARANTE ET UN, MILLE DEUX CENT QUARANTE-DEUX, MILLE DEUX CENT QUARANTE-TROIS, MILLE DEUX CENT QUARANTE-QUATRE, MILLE DEUX CENT QUARANTE-CINQ, MILLE DEUX CENT QUARANTE-SIX, MILLE DEUX CENT QUARANTE-SEPT, MILLE DEUX CENT QUARANTE-HUIT, MILLE DEUX CENT QUARANTE-NEUF, MILLE DEUX CENT CINQUANTE, MILLE DEUX CENT CINQUANTE ET UN, MILLE DEUX CENT CINQUANTE-DEUX, MILLE DEUX CENT CINQUANTE-TROIS, MILLE DEUX CENT CINQUANTE-QUATRE, MILLE DEUX CENT CINQUANTE-

CINQ, MILLE DEUX CENT CINQUANTE-SIX, MILLE DEUX CENT CINQUANTE-SEPT, MILLE DEUX CENT CINQUANTE-HUIT, MILLE DEUX CENT CINQUANTE-NEUF, MILLE DEUX CENT SOIXANTE, MILLE DEUX CENT SOIXANTE ET UN, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DEUX, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-TROIS, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-CINQ, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SIX, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SEPT et MILLE DEUX CENT SOIXANTE-HUIT du lot originaire numéro HUIT (8-1218, -1219, -1220, -1221, -1222, -1223, -1224, -1225, -1226, -1227, -1228, -1229, -1230, -1231, -1232, -1233, -1234, -1235, -1236, -1237, -1238, -1239, -1240, -1241, -1242, -1243, -1244, -1245, -1246, -1247, -1248, -1249, -1250, -1251, -1252, -1253, -1254, -1255, -1256, -1257, -1258, -1259, -1260, -1261, -1262, -1263, -1264, -1265, -1266, -1267 et -1268) du même cadastre.

105. La subdivision numéro MILLE DEUX CENT SOIXANTE-NEUF du lot originaire numéro HUIT (8-1269) (ruelle) du même cadastre.

106. La subdivision numéro MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX du lot originaire numéro HUIT (8-1270) (ruelle) du même cadastre.

107. Les subdivisions numéros MILLE DEUX CENT SOIXANTE ET ONZE, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DOUZE, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-TREIZE, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-QUATORZE, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE, MILLE DEUX

CENT SOIXANTE-SEIZE, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX-HUIT, MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-UN, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DEUX, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-TROIS, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-CINQ, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-SIX, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEPT, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-HUIT, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-NEUF, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-ONZE, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DOUZE, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF, MILLE TROIS CENT, MILLE TROIS CENT UN, MILLE TROIS CENT DEUX, MILLE TROIS CENT TROIS, MILLE TROIS CENT QUATRE, MILLE TROIS CENT CINQ, MILLE TROIS CENT SIX, MILLE TROIS CENT SEPT, MILLE TROIS CENT HUIT, MILLE TROIS CENT NEUF, MILLE TROIS CENT DIX, MILLE TROIS CENT ONZE, MILLE TROIS CENT DOUZE, MILLE TROIS CENT TREIZE, MILLE TROIS CENT QUATORZE, MILLE TROIS CENT QUINZE, MILLE TROIS CENT SEIZE, MILLE TROIS CENT DIX-SEPT, MILLE TROIS CENT DIX-HUIT, MILLE TROIS CENT DIX-NEUF, MILLE TROIS CENT VINGT

et MILLE TROIS CENT VINGT ET UN du lot originaire numéro HUIT (8-1271, -1272, -1273, -1274, -1275, -1276, -1277, -1278, -1279, -1280, -1281, -1282, -1283, -1284, -1285, -1286, -1287, -1288, -1289, -1290, -1291, -1292, -1293, -1294, -1295, -1296, -1297, -1298, -1299, -1300, -1301, -1302, -1303, -1304, -1305, -1306, -1307, -1308, -1309, -1310, -1311, -1312, -1313, -1314, -1315, -1316, -1317, -1318, -1319, -1320 et 1321) du même cadastre.

108. La subdivision numéro MILLE TROIS CENT VINGT-DEUX du lot originaire numéro HUIT (8-1322) (ruelle) du même cadastre.

109. La PARTIE du lot originaire numéro QUATORZE (14) du cadastre du Village de Hochelaga, circonscription foncière de Montréal, de figure irrégulière.

BORNÉE dans une première ligne sud-ouest par le lot 14-853 (rue), faisant partie du boulevard Pie IX; dans une première ligne nord-ouest par le lot 14-853-37; dans une deuxième ligne sud-ouest par les lots 14-853-37 et 14-853-36; dans une deuxième ligne nord-ouest par les lots 14-857 (ruelle) et 14-855A; dans une troisième ligne sud-ouest par les lots 14-855A, 14-855B, 14-855C, 14-856, 14-858; dans une troisième ligne nord-ouest par les lots 14-874 (rue) et 14-876; dans une première ligne nord-est par le lot 8-1009 (ruelle) et une partie du lot originaire numéro 8 et au sud-est par une partie du lot 234 (rue) faisant partie de la rue Sherbrooke, tous du même cadastre.

110. Les resubdivisions numéros UN, DEUX, TROIS, QUATRE, CINQ, SIX, SEPT, HUIT, NEUF, DIX, ONZE, DOUZE, TREIZE, QUATORZE, QUINZE, SEIZE, DIX-SEPT, DIX-HUIT, DIX-NEUF, VINGT, VINGT ET UN, VINGT-DEUX, VINGT-TROIS, VINGT-QUATRE, VINGT-CINQ, VINGT-SIX, VINGT-SEPT, VINGT-HUIT, VINGT-NEUF, TRENTE, TRENTE ET UN, TRENTE-DEUX, TRENTE-TROIS, TRENTE-QUATRE, TRENTE-CINQ, TRENTE-SIX et TRENTE-SEPT de la subdivision numéro HUIT CENT CINQUANTE-TROIS du lot originaire numéro QUATORZE (14-853-1, 14-853-2, 14-853-3, 14-853-4, 14-853-5, 14-853-6, 14-853-7, 14-853-8, 14-853-9, 14-853-10, 14-853-11, 14-853-12, 14-853-13, ----- 14-853-14, 14-853-15, 14-853-16, 14-853-17, 14-853-18, ----- 14-853-19, 14-853-20, 14-853-21, 14-853-22, 14-853-23, 14-853-24, 14-853-25, 14-853-26, 14-853-27, 14-853-28, 14-853-29, 14-853-30, 14-853-31, 14-853-32, 14-853-33, 14-853-34, 14-853-35, 14-853-36 et 14-853-37) du même cadastre.

111. Les subdivisions numéros HUIT CENT CINQUANTE-CINQ lettre "A", HUIT CENT CINQUANTE-CINQ lettre "B" et HUIT CENT CINQUANTE-CINQ lettre "C" du lot originaire numéro QUATORZE (14-855A, -855B et -855C) du même cadastre.

112. La subdivision numéro HUIT CENT CINQUANTE-SIX du lot originaire numéro QUATORZE (14-856) du même cadastre.

113. La subdivision numéro HUIT CENT CINQUANTE-SEPT du lot originaire numéro QUATORZE (14-857) (ruelle) du même

cadastre.

114. Les subdivisions numéros HUIT CENT CINQUANTE-HUIT, HUIT CENT CINQUANTE-NEUF, HUIT CENT SOIXANTE, HUIT CENT SOIXANTE ET UN, HUIT CENT SOIXANTE-DEUX, HUIT CENT SOIXANTE-TROIS, HUIT CENT SOIXANTE-QUATRE, HUIT CENT SOIXANTE-CINQ, HUIT CENT SOIXANTE-SIX, HUIT CENT SOIXANTE-SEPT et HUIT CENT SOIXANTE-HUIT du lot originaire numéro QUATORZE (14-858, -859, -860, -861 - 862, -863, -864, -865, -866, -867 et -868) du même cadastre.

115. Les subdivisions numéros HUIT CENT SOIXANTE-HUIT lettre "A", HUIT CENT SOIXANTE-HUIT lettre "B" et HUIT CENT SOIXANTE-HUIT lettre "C" du lot originaire numéro QUATORZE (14-868A, -868B et -868C) du même cadastre.

116. Les subdivisions numéros HUIT CENT SOIXANTE-NEUF, HUIT CENT SOIXANTE-DIX, HUIT CENT SOIXANTE ET ONZE, HUIT CENT SOIXANTE-DOUZE et HUIT CENT SOIXANTE-TREIZE du lot originaire numéro QUATORZE (14-869, -870, -871, -872 et -873) du même cadastre.

117. La subdivision numéro HUIT CENT SOIXANTE-QUATORZE du lot originaire numéro QUATORZE (14-874) (rue) du même cadastre.

118. Les subdivisions numéros HUIT CENT SOIXANTE-SEIZE, HUIT CENT SOIXANTE-DIX-SEPT, HUIT CENT SOIXANTE-DIX-HUIT, HUIT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF, HUIT CENT QUATRE-VINGT, HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN, HUIT CENT QUA-

TRE-VINGT-DEUX, HUIT CENT QUATRE-VINGT-TROIS, HUIT CENT QUATRE-VINGT-QUATRE et HUIT CENT QUATRE-VINGT-CINQ du lot originaire numéro QUATORZE (14-876, -877, -878, -879, -880, -881, -882, -883, -884 et -885) du même cadastre.

119. Les subdivisions numéros HUIT CENT QUATRE-VINGT-CINQ lettre "A", HUIT CENT QUATRE-VINGT-CINQ lettre "B" et HUIT CENT QUATRE-VINGT-CINQ lettre "C" du lot originaire numéro QUATORZE (14-885A, 14-885B et 14-885C) du même cadastre.

120. Les subdivisions numéros HUIT CENT QUATRE-VINGT-SIX, HUIT CENT QUATRE-VINGT-SEPT, HUIT CENT QUATRE-VINGT-HUIT et HUIT CENT QUATRE-VINGT-NEUF du lot originaire numéro QUATORZE (14-886, -887, -888 et -889) du même cadastre.

121. La subdivision numéro HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX du lot originaire numéro QUATORZE (14-890) (rue) du même cadastre.

122. Les subdivisions numéros NEUF CENT CINQUANTE-TROIS, NEUF CENT CINQUANTE-QUATRE, NEUF CENT CINQUANTE-CINQ, NEUF CENT CINQUANTE-SIX, NEUF CENT CINQUANTE-SEPT, NEUF CENT CINQUANTE-HUIT, NEUF CENT CINQUANTE-NEUF, NEUF CENT SOIXANTE, NEUF CENT SOIXANTE ET UN, NEUF CENT SOIXANTE-DEUX, NEUF CENT SOIXANTE-TROIS, NEUF CENT SOIXANTE-QUATRE, NEUF CENT SOIXANTE-CINQ et NEUF CENT SOIXANTE-SIX du lot originaire

numéro QUATORZE (14-953, -954, -955, -956, -957, -958, -959, -960, -961, -962, -963, -964, -965 et -966) du même cadastre.

123. Les subdivisions numéros NEUF CENT SOIXANTE-SIX lettre "A", NEUF CENT SOIXANTE-SIX lettre "B", NEUF CENT SOIXANTE-SIX lettre "C", NEUF CENT SOIXANTE-SIX lettre "D" et NEUF CENT SOIXANTE-SIX lettre "E" du lot originaire numéro QUATORZE (14-966A, -966B, -966C, -966D et -966E) du même cadastre.

124. Les subdivisions numéros NEUF CENT SOIXANTE-SEPT, NEUF CENT SOIXANTE-HUIT, NEUF CENT SOIXANTE-NEUF, NEUF CENT SOIXANTE-DIX, NEUF CENT SOIXANTE ET ONZE, NEUF CENT SOIXANTE-DOUZE, NEUF CENT SOIXANTE-TREIZE, NEUF CENT SOIXANTE-QUATORZE, NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE, NEUF CENT SOIXANTE-SEIZE du lot originaire numéro QUATORZE (14-967, -968, -969, -970, -971, -972, -973, -974, -975 et -976) du même cadastre.

125. Les subdivisions numéros NEUF CENT SOIXANTE-SEIZE lettre "A", NEUF CENT SOIXANTE-SEIZE lettre "B", NEUF CENT SOIXANTE-SEIZE lettre "C", NEUF CENT SOIXANTE-SEIZE lettre "D", NEUF CENT SOIXANTE-SEIZE lettre "E" et NEUF CENT SOIXANTE-SEIZE lettre "F" du lot originaire numéro QUATORZE (14-976A, -976B, -976C, -976D, -976E et -976F) du même cadastre.

126. Les subdivisions numéros NEUF CENT SOIXANTE-

DIX-SEPT, NEUF CENT SOIXANTE-DIX-HUIT, NEUF CENT SOIXANTE-DIX-NEUF, NEUF CENT QUATRE-VINGT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-UN, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX, NEUF CENT QUATRE-VINGT-TROIS, NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-CINQ, NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX, NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEPT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-HUIT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-NEUF, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX, NEUF CENT QUATRE-VINGT-ONZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DOUZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-TREIZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF, MILLE, MILLE UN et MILLE DEUX du lot originaire numéro QUATORZE (14-977, -978, -979, -980, -981, -982, -983, -984, -985, -986, -987, -988, -989, -990, -991, -992, -993, -994, -995, -996, -997, -998, -999, -1000, -1001 et -1002) du même cadastre.

127. La subdivision numéro MILLE TROIS du lot originaire numéro QUATORZE (14-1003) (ruelle), du même cadastre.

128. La subdivision numéro MILLE QUATRE du lot originaire numéro QUATORZE (14-1004) (ruelle), du même cadastre.

129. Les subdivisions numéros MILLE CINQ, MILLE SIX, MILLE SEPT, MILLE HUIT, MILLE NEUF, MILLE DIX, MILLE ONZE, MILLE DOUZE, MILLE TREIZE et MILLE QUATORZE du lot originaire numéro QUATORZE (14-1005, -1006, -1007, -1008, -

1009, -1010, -1011, -1012, -1013 et -1014) du même cadastre.

130. La subdivision numéro MILLE QUINZE du lot originaire numéro QUATORZE (14-1015 (rue) du même cadastre.

131. Les subdivisions numéros MILLE SEIZE, MILLE DIX-SEPT, MILLE DIX-HUIT et MILLE DIX-NEUF du lot originaire numéro QUATORZE (14-1016, -1017, -1018 et -1019) du même cadastre.

132. La subdivision numéro MILLE VINGT du lot originaire numéro QUATORZE (14-1020) (ruelle) du même cadastre.

133. Les subdivisions numéros MILLE VINGT ET UN, MILLE VINGT-DEUX, MILLE VINGT-TROIS, MILLE VINGT-QUATRE, MILLE VINGT-CINQ, MILLE VINGT-SIX, MILLE VINGT-SEPT, MILLE VINGT-HUIT, MILLE VINGT-NEUF, MILLE TRENTE, MILLE TRENTE ET UN, MILLE TRENTE-DEUX, MILLE TRENTE-TROIS, MILLE TRENTE-QUATRE, MILLE TRENTE-CINQ, MILLE TRENTE-SIX, MILLE TRENTE-SEPT, MILLE TRENTE-HUIT, MILLE TRENTE-NEUF, MILLE QUARANTE, MILLE QUARANTE ET UN, MILLE QUARANTE-DEUX, MILLE QUARANTE-TROIS, MILLE QUARANTE-QUATRE, MILLE QUARANTE-CINQ, MILLE QUARANTE-SIX et MILLE QUARANTE-SEPT du lot originaire numéro QUATORZE (14-1021, -1022, -1023, -1024, -1025, -1026, -1027, -1028, -1029, -1030, -1031, -1032, -1033, -1034, -1035, -1036, -1037, -1038, -1039, -1040, -1041, -1042, -1043, -1044, -1045, -1046 et -1047) du même cadastre.

134. Les subdivisions numéros MILLE QUARANTE-SEPT

lettre "A", MILLE QUARANTE-SEPT lettre "B", MILLE QUARANTE-SEPT lettre "C" et MILLE QUARANTE-SEPT lettre "D" du lot originaire numéro QUATORZE (14-1047A, -1047B, -1047C et -1047D) du même cadastre.

135. La subdivision numéro MILLE QUARANTE-SEPT lettre "E" du lot originaire numéro QUATORZE (14-1047E) (ruelle) du même cadastre.

136. Les subdivisions numéros MILLE QUARANTE-HUIT, MILLE QUARANTE-NEUF, MILLE CINQUANTE et MILLE CINQUANTE ET UN du lot originaire numéro QUATORZE (14-1048, -1049, -1050 et -1051) du même cadastre.

137. La subdivision numéro MILLE CENT HUIT du lot originaire numéro QUATORZE (14-1108) (ruelle) du même cadastre.

138. Les subdivisions numéros MILLE CENT NEUF, MILLE CENT DIX, MILLE CENT ONZE, MILLE CENT DOUZE, MILLE CENT TREIZE, MILLE CENT QUATORZE, MILLE CENT QUINZE, MILLE CENT SEIZE, MILLE CENT DIX-SEPT, MILLE CENT DIX-HUIT, MILLE CENT DIX-NEUF, MILLE CENT VINGT, MILLE CENT VINGT ET UN, MILLE CENT VINGT-DEUX, MILLE CENT VINGT-TROIS, MILLE CENT VINGT-QUATRE, MILLE CENT VINGT-CINQ, MILLE CENT VINGT-SIX, MILLE CENT VINGT-SEPT, MILLE CENT VINGT-HUIT, MILLE CENT VINGT-NEUF, MILLE CENT TRENTE, MILLE CENT TRENTE ET UN, MILLE CENT TRENTE-DEUX, MILLE CENT TRENTE-TROIS, MILLE CENT TRENTE-QUATRE, MILLE CENT TRENTE-CINQ, MILLE CENT TRENTE-SIX, MILLE CENT TRENTE-

SEPT, MILLE CENT TRENTE-HUIT, MILLE CENT TRENTE-NEUF, MILLE CENT QUARANTE, MILLE CENT QUARANTE ET UN, MILLE CENT QUARANTE-DEUX, MILLE CENT QUARANTE-TROIS, MILLE CENT QUARANTE-QUATRE, MILLE CENT QUARANTE-CINQ, MILLE CENT QUARANTE-SIX, MILLE CENT QUARANTE-SEPT, MILLE CENT QUARANTE-HUIT et MILLE CENT QUARANTE-NEUF du lot originaire numéro QUATORZE (14-1109, -1110, -1111, -1112, -1113, -1114, -1115, -1116, -1117, -1118, -1119, -1120, -1121, -1122, -1123, -1124, -1125, -1126, -1127, -1128, -1129, -1130, -1131, -1132, -1133, -1134, -1135, -1136, -1137, -1138, -1139, -1140, -1141, -1142, -1143, -1144, -1145, -1146, -1147, -1148 et -1149) du même cadastre.

139. La subdivision numéro MILLE CENT CINQUANTE du lot originaire numéro QUATORZE (14-1150) (ruelle) du même cadastre.

140. Les subdivisions numéros MILLE CENT CINQUANTE ET UN, MILLE CENT CINQUANTE-DEUX, MILLE CENT CINQUANTE-TROIS, MILLE CENT CINQUANTE-QUATRE, MILLE CENT CINQUANTE-CINQ, MILLE CENT CINQUANTE-SIX, MILLE CENT CINQUANTE-SEPT, MILLE CENT CINQUANTE-HUIT, MILLE CENT CINQUANTE-NEUF et MILLE CENT SOIXANTE du lot originaire numéro QUATORZE (14-1151, -1152, -1153, -1154, -1155, -1156, -1157, -1158, -1159 et -1160) du même cadastre.

141. La subdivision numéro MILLE CENT SOIXANTE ET UN du lot originaire numéro QUATORZE (14-1161) (rue) du même

cadastre.

142. La subdivision numéro MILLE CENT SOIXANTE-DEUX du lot originaire numéro QUATORZE (14-1162) (rue) du même cadastre.

143. Les subdivisions numéros MILLE CENT SOIXANTE-TROIS, MILLE CENT SOIXANTE-QUATRE, MILLE CENT SOIXANTE-CINQ et MILLE CENT SOIXANTE-SIX du lot originaire numéro QUATORZE (14-1163, -1164, -1165 et -1166) du même cadastre.

144. La subdivision numéro MILLE CENT SOIXANTE-SEPT du lot originaire numéro QUATORZE (14-1167) (ruelle) du même cadastre.

145. Les subdivisions numéros MILLE CENT SOIXANTE-HUIT, MILLE CENT SOIXANTE-NEUF, MILLE CENT SOIXANTE-DIX, MILLE CENT SOIXANTE ET ONZE, MILLE CENT SOIXANTE-DOUZE, MILLE CENT SOIXANTE-TREIZE, MILLE CENT SOIXANTE-QUATORZE, MILLE CENT SOIXANTE-QUINZE, MILLE CENT SOIXANTE-SEIZE, MILLE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT, MILLE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT, MILLE CENT SOIXANTE-DIX-NEUF, MILLE CENT QUATRE-VINGT, MILLE CENT QUATRE-VINGT-UN, MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX, MILLE CENT QUATRE-VINGT-TROIS, MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, MILLE CENT QUATRE-VINGT-CINQ, MILLE CENT QUATRE-VINGT-SIX, MILLE CENT QUATRE-VINGT-SEPT, MILLE CENT QUATRE-VINGT-HUIT, MILLE CENT QUATRE-VINGT-NEUF, MILLE CENT QUATRE-

VINGT-DIX, MILLE CENT QUATRE-VINGT-ONZE, MILLE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE et MILLE CENT QUATRE-VINGT-TREIZE du lot originaire numéro QUATORZE (14-1168, -1169, -1170, -1171, -1172, -1173, -1174, -1175, -1176, -1177, -1178, -1179, -1180, -1181, -1182, -1183, -1184, -1185, -1186, -1187, -1188, -1189, -1190, -1191, -1192 et -1193) du même cadastre.

146. La subdivision numéro UN du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-1) (rue) du Village de la Côte-de-la-Visitation, circonscription foncière de Montréal.

147. Les subdivisions numéros DEUX CENT CINQUANTE-DEUX, DEUX CENT CINQUANTE-TROIS, DEUX CENT CINQUANTE-QUATRE, DEUX CENT CINQUANTE-CINQ, DEUX CENT CINQUANTE-SIX, DEUX CENT CINQUANTE-SEPT, DEUX CENT CINQUANTE-HUIT, DEUX CENT CINQUANTE-NEUF, DEUX CENT SOIXANTE, DEUX CENT SOIXANTE ET UN, DEUX CENT SOIXANTE-DEUX, DEUX CENT SOIXANTE-TROIS, DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE, DEUX CENT SOIXANTE-CINQ, DEUX CENT SOIXANTE-SIX, DEUX CENT SOIXANTE-SEPT, DEUX CENT SOIXANTE-HUIT, DEUX CENT SOIXANTE-NEUF, DEUX CENT SOIXANTE-DIX, DEUX CENT SOIXANTE ET ONZE, DEUX CENT SOIXANTE-DOUZE, DEUX CENT SOIXANTE-TREIZE, DEUX CENT SOIXANTE-QUATORZE, DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE et DEUX CENT SOIXANTE-SEIZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-252, -253, -254, -255, -256, -257, -258, -259, -260, -261, -262, -263, -264, -265, -266, -267, -268, -269,

-270, -271, -272, -273, -274, -275, -276) du même cadastre.

148. La subdivision numéro DEUX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-277) (ruelle) du même cadastre.

149. Les subdivisions numéros DEUX CENT SOIXANTE-DIX-HUIT, DEUX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF, DEUX CENT QUATRE-VINGT, DEUX CENT QUATRE-VINGT-UN, DEUX CENT QUATRE-VINGT-DEUX, DEUX CENT QUATRE-VINGT-TROIS, DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE, DEUX CENT QUATRE-VINGT-CINQ, DEUX CENT QUATRE-VINGT-SIX, DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEPT, DEUX CENT QUATRE-VINGT-HUIT, DEUX CENT QUATRE-VINGT-NEUF, DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX, DEUX CENT QUATRE-VINGT-ONZE, DEUX CENT QUATRE-VINGT-DOUZE, DEUX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE, DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE, DEUX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT, DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT, DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF, TROIS CENT, TROIS CENT UN et TROIS CENT DEUX du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-278, -279, -280, -281, -282, -283, -284, -285, -286, -287, -288, -289, -290, -291, -292, -293, -294, -295, -296, -297, -298, -299, -300, -301 et -302) du même cadastre.

150. La subdivision numéro TROIS CENT TROIS du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-303) (ruelle) du même cadastre.

151. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT QUATRE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 304) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-304, au nord-est par le lot 183-305, au sud-est par le lot 183-303 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-251 (rue), faisant partie du boulevard Pie IX., tous du même cadastre.

152. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT CINQ du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 305) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-305, au nord-est par le lot 183-306, au sud-est par le lot 183-303 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-304, tous du même cadastre.

153. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT SIX du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 306) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-306, au nord-est par le lot 183-307, au sud-est par le lot 183-303 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-305, tous du même cadastre.

154. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT SEPT du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 307) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-307,

au nord-est par le lot 183-308, au sud-est par le lot 183-303 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-306, tous du même cadastre.

155. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT HUIT du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 308) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-308, au nord-est par le lot 183-309, au sud-est par le lot 183-303 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-307, tous du même cadastre.

156. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT NEUF du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 309) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-309, au nord-est par le lot 183-310, au sud-est par le lot 183-303 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-308, tous du même cadastre.

157. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT DIX du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 310) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-310, au nord-est par le lot 183-311, au sud-est par le lot 183-303 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-309, tous du même cadastre.

158. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT

ONZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 311) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-311, au nord-est par le lot 183-312, au sud-est par le lot 183-303 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-310, tous du même cadastre.

159. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT DOUZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 312) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-312, au nord-est par le lot 183-313 (rue), au sud-est par le lot 183-303 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-311, tous du même cadastre.

160. La subdivision numéro TROIS CENT TREIZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-313) (rue) du même cadastre.

161. Les subdivisions numéros TROIS CENT QUATORZE, TROIS CENT QUINZE, TROIS CENT SEIZE, TROIS CENT DIX-SEPT, TROIS CENT DIX-HUIT, TROIS CENT DIX-NEUF, TROIS CENT VINGT, TROIS CENT VINGT ET UN, TROIS CENT VINGT-DEUX, TROIS CENT VINGT-TROIS, TROIS CENT VINGT-QUATRE, TROIS CENT VINGT-CINQ, TROIS CENT VINGT-SIX, TROIS CENT VINGT-SEPT, TROIS CENT VINGT-HUIT, TROIS CENT VINGT-NEUF, TROIS CENT TRENTE, TROIS CENT TRENTE ET UN, TROIS CENT TRENTE-DEUX, TROIS CENT TRENTE-TROIS, TROIS CENT

TRENTE-QUATRE, TROIS CENT TRENTE-CINQ, TROIS CENT TRENTE-SIX, TROIS CENT TRENTE-SEPT, TROIS CENT TRENTE-HUIT et TROIS CENT TRENTE-NEUF du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-314, -315, -316, -317, -318, -319, -320, -321, -322, -323, -324, -325, -326, -327, -328, -329, -330, -331, -332, -333, -334, -335, -336, -337, -338 et -339) du même cadastre.

162. La subdivision numéro TROIS CENT QUARANTE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-340) (ruelle) du même cadastre.

163. La subdivision numéro TROIS CENT QUARANTE ET UN lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-341) (ruelle) du même cadastre.

164. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT QUARANTE-DEUX du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 342) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-342, au nord-est par le lot 183-343, au sud-est par le lot 183-341 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-313 (rue), tous du même cadastre.

165. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT QUARANTE-TROIS du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 343) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-343 et par le lot 183-346 (rue), au nord-est par le lot 183-344, au sud-

est par le lot 183-341 (ruelle) et au sud-ouest par le lot 183-242, tous du même cadastre.

166. Les subdivisions numéros TROIS CENT QUARANTE-QUATRE et TROIS CENT QUARANTE-CINQ du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-344 et -345) du même cadastre.

167. La PARTIE de la subdivision numéro TROIS CENT QUARANTE-SIX du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 346) (rue) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest en partie par le lot 183-674 et par les lots 183-675 et 183-676, au nord-est par une partie du lot 184, au sud-est en partie par le lot 183-343 et par les lots 183-344 et 183-345) et au sud-ouest par le résidu du lot 183-346 (rue), tous du même cadastre.

168. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT SOIXANTE-QUATORZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 674) (rue) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-677 (ruelle), au nord-est par le lot 183-675, au sud-est par le lot 183-346 (rue) et au sud-ouest par le résidu du lot 183-674, tous du même cadastre.

169. Les subdivisions numéros SIX CENT SOIXANTE-QUINZE et SIX CENT SOIXANTE-SEIZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-675 et -676) du même cadastre.

170. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT SOIXANTE-DIX-SEPT du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 677) (ruelle) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par les lots 183-678 et 183-698 (ruelle), au nord-est par une partie du lot 184, au sud-est en partie par le lot 183-674 et par les lots 183-675 et 183-676 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-677 (ruelle), tous du même cadastre.

171. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT SOIXANTE-DIX-HUIT du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 678) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-679, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-677 (ruelle) et au sud-ouest par le résidu du lot 183-678, tous du même cadastre.

172. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 679) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-680, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-678 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-679, tous du même cadastre.

173. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 680) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-681, au nord-

est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-679 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-680, tous du même cadastre.

174. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-UN du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 681) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-682, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-680 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-681, tous du même cadastre.

175. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-DEUX du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 682) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-683, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-681 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-682, tous du même cadastre.

176. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-TROIS du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 683) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-684, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-682 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-683, tous du même cadastre.

177. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATRE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 684) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-685, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-683 et au

sud-ouest par le résidu du lot 183-684, tous du même cadastre.

178. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-CINQ du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 685) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-686, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-684 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-685, tous du même cadastre.

179. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-SIX du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 686) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-687, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-685 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-686, tous du même cadastre.

180. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-SEPT du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 687) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-688, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-686 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-687, tous du même cadastre.

181. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-HUIT du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 688) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-689, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-687 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-688, tous du même cadastre.

182. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-NEUF du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 689) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-690, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-688 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-689, tous du même cadastre.

183. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 690) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-691, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-689 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-690, tous du même cadastre.

184. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-ONZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 691) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-692, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-690 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-691, tous du même cadastre.

185. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-DOUZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 692) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-693, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-691 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-692, tous du même cadastre.

186. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT

QUATRE-VINGT-TREIZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 693) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-694, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-692 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-693, tous du même cadastre.

187. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 694) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-695, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-693 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-694, tous du même cadastre.

188. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 695) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-696, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-694 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-695, tous du même cadastre.

189. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 696) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-697, au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-695 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-696, tous du même cadastre.

190. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT du lot originaire numéro CENT QUA-

TRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 697) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le lot 183-699 (ruelle), au nord-est par le lot 183-698 (ruelle), au sud-est par le lot 183-696 et au sud-ouest par le résidu du lot 183-697, tous du même cadastre.

191. La subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-698) (ruelle) du même cadastre.

192. La PARTIE de la subdivision numéro SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 699) (ruelle) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest partie par du lot 183-701, et partie par les lots 183-702 et 183-703, au nord-est par une partie du lot 184, au sud-est par les lots 183-697 et 183-698 (ruelle) et au sud-ouest par le résidu du lot 183-699 (ruelle), tous du même cadastre.

193. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT UN du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 701) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-701, au nord-est par le lot 183-702, au sud-est par le lot 183-699 (ruelle) et au sud-ouest par le résidu du lot 183-701, tous du même cadastre.

194. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT DEUX du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-

Ptie 702) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-702, au nord-est par le lot 183-703, au sud-est par le lot 183-699 (ruelle) et au sud-ouest le lot 183-701, tous du même cadastre.

195. La PARTIE de la subdivision numéro SEPT CENT TROIS du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-TROIS (183-Ptie 703) du même cadastre.

BORNÉE au nord-ouest par le résidu du lot 183-703, au nord-est par une partie du lot 184, au sud-est par le lot 183-699 (ruelle) et au sud-ouest le lot 183-702, tous du même cadastre.

196. Une PARTIE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-QUATRE (Ptie 184) du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation, circonscription foncière de Montréal.

BORNÉE dans une première ligne sud-ouest par les lots 183-1 (rue), 183-340 (ruelle), 183-341 (ruelle), 183-345, 183-346 (rue), 183-676, 183-677 (ruelle), 183-698 (ruelle), 183-699 (ruelle) et par une partie du lot 183-703 tous du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation; dans une première ligne nord-ouest par une autre partie du lot 184 du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation; dans une deuxième ligne sud-ouest par une autre partie du lot 184 du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation; dans une deuxième ligne nord-ouest par le boulevard Rosemont du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation; au nord-est par le lot 4 du cadastre du Village de Hochelaga; au sud-

est par une partie du lot 4 et par les lots 7, 8-1217 (ruelle), 8-1243, 8-16 (rue), 8-1244, 8-1270 (ruelle), 8-1295, 8-6 (rue), 8-1321 et 8-1322 (ruelle) du cadastre du Village de Hochelaga.

197. Une PARTIE du lot originaire numéro CENT QUATRE-VINGT-CINQ (Ptie 185) du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation, circonscription foncière de Montréal.

BORNÉE au nord-ouest par le boulevard Rosemont du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation; au nord-est le long d'une ligne brisée et à l'est par une autre partie du lot 185 du cadastre du Village de la Côte-de-la-Visitation et au sud-ouest par une partie du lot 4 du cadastre du Village de Hochelaga.

III. **CRÉATION DE DROITS D'ACCÈS EN FAVEUR DE LA VILLE**

L'Institut, Usufruitier de certains locaux situés dans le bâtiment principal ou bâtiment administratif et dans la serre ~Complexe C~ sur le terrain du Jardin botanique de Montréal, accorde à tous les botanistes de la Ville qui sont d'office membres de l'Institut, de même qu'aux chercheurs de la Ville:

1. le droit d'accéder à tous les locaux et équipements de l'Institut selon les règles usuelles;
2. le droit d'accéder à l'herbier de l'Institut;
3. le droit d'accéder à la bibliothèque de l'Institut.

EXTINCTION AUTOMATIQUE DES SERVITUDES

Advenant l'extinction de l'usufruit pour l'ensemble

4826619

des espaces occupés sujets aux droits d'usufruit, il y aura, au même instant, extinction automatique de toutes et chacune des servitudes créées aux termes des présentes.

Advenant l'extinction partielle de l'usufruit, l'extinction automatique des servitudes se fera, quant aux espaces de support définis ci-dessus par les numéros d'article 23 à 32 du plan S-55 Maisonneuve, en respectant la relation qui existe entre un fonds dominant et le service fourni par le fonds servant.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

À l'exception des clauses encore pertinentes de leurs ententes actuelles concernant l'agrandissement et la rénovation des parties du bâtiment visées par le présent usufruit, les parties conviennent que le présent contrat constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature des présentes. Par conséquent, les parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat et qu'il ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite, toute aussi formelle.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

1. Selon que le contexte le requerra, le singulier s'interprétera comme le pluriel et le genre masculin comme le féminin, selon le cas.

2. Ce présent contrat de création et d'établissement d'usufruit et de servitudes doit être interprété selon les lois de la

province de Québec et régi notamment par les articles 1120 à 1171 du Code civil du Québec.

3. Les titres et rubriques précédant les clauses du présent contrat n'y figurent que pour la commodité de sa consultation, à titre de référence uniquement et ne sauraient servir à l'interpréter.

RENONCIATION

Le fait que la Ville n'ait pas exigé de la part de l'Usufruitier l'exécution d'une quelconque obligation contenue aux présentes ou qu'elle n'ait pas exercé un droit prévu par les présentes, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation de l'Usufruitier ou à l'exercice du droit de la Ville, qui garde son plein effet.

Toute renonciation faite par la Ville devra se faire par résolution de son Conseil municipal et aucune renonciation par la Ville à invoquer le défaut de l'Usufruitier en vertu des termes du présent contrat ou de la Loi ne devra s'interpréter comme une renonciation à invoquer tout autre défaut ayant été commis ou pouvant être commis par la suite par l'Usufruitier à moins que la résolution du Conseil municipal n'ait prévu expressément cet effet.

VALIDITÉ

1. Si quelque disposition de cet usufruit était déclarée invalide ou incompatible avec le caractère de ce contrat et des dispositions impératives du Code civil par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, elle sera considérée séparée et retran-

chée de ce contrat, lequel restera en vigueur comme si telle disposition n'eut jamais été incluse, sous réserve de reprendre force et effet si, par la suite, elle venait à ne plus être invalide.

Cependant, les parties conviennent de remplacer alors telle disposition par une disposition valide qui aura autant que possible la même incidence économique et juridique.

De plus, si ce contrat était déclaré invalide comme «usufruit» par un jugement final d'un tribunal ayant juridiction, les parties s'engagent à signer tout acte ou document nécessaire, afin de conférer à l'Usufruitier des droits réels équivalant à ceux que les parties ont voulu créer par les présentes pour autant que les droits de la Ville ne soient pas diminués.

ÉLECTION DE DOMICILE

La Ville fait élection de domicile au bureau du greffier de la Ville de Montréal, au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

L'Usufruitier fait élection de domicile au numéro 4101, rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H1X 2B2, télécopieur: 872-9406.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Usufruitier fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro **MILLE CENT SOIXANTE ET ONZE (1 171)** des minutes du notaire soussigné.

ET LECTURE FAITE, les parties signent en présence du notaire.

INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VÉGÉTALE DE MONTRÉAL

(signé) par: André FORTIN

Je, soussigné, Me Jean R. ROY, notaire à Montréal, atteste avoir reçu la signature de monsieur André FORTIN, Ph.D., directeur général, à LORETTEVILLE, le vingt-trois décembre mil neuf cent quatre-vingt-quinze (1995).

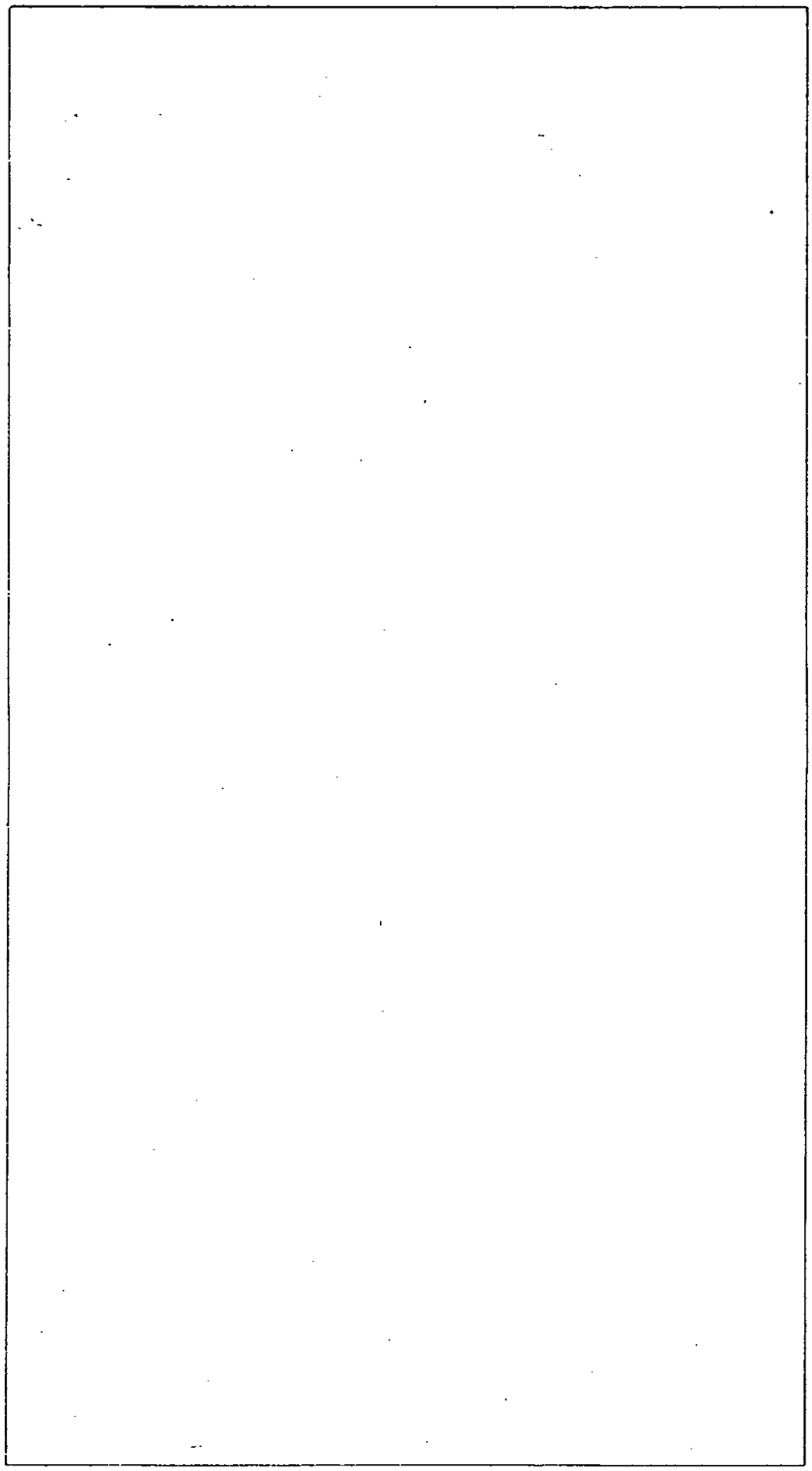
VILLE DE MONTRÉAL

(signé) par : Léon LABERGE

(signé) Jean R Roy notaire
Jean R. ROY, notaire

COPIE AUTHENTIQUE DE LA MINUTE DES PRÉSENTES DEMEURÉE EN MON ÉTUDE

Jean R Roy notaire



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161027010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Autoriser la prolongation de la durée de l'acte d'usufruit intervenu le 27 décembre 1995, entre la Ville de Montréal et l'Institut de recherche en biologie végétale pour une période additionnelle de douze (12) mois à compter du 1er décembre 2016, pour certains locaux situés dans le Jardin botanique de Montréal, sis au 4101, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, moyennant le paiement d'un loyer mensuel de 12 758, $, incluant les taxes. N/Réf. : 31H12-005-2069-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161027010 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

Lan-Huong DOAN
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-4674
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1165840011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de deuxième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, pour une durée de cinq ans , soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021, des locaux d'une superficie d'environ 1 825 pi² situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier, à Montréal. Le montant de la subvention immobilière octroyée pour la durée de l'entente est de 101 390,00 $. Bâtiment 8543

Il est recommandé :

1. d'approuver la prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, pour une durée de cinq (5) ans, à compter du 1er janvier 2017, des espaces situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier, le tout selon les termes et conditions prévus au contrat de prêt de locaux.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-20 10:44

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165840011**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de deuxième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, sans contrepartie financière, à la Société historique de Montréal, pour une durée de cinq ans , soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021, des locaux d'une superficie d'environ 1 825 pi² situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier, à Montréal. Le montant de la subvention immobilière octroyée pour la durée de l'entente est de 101 390,00 $. Bâtiment 8543

CONTENU

CONTEXTE

Le 174-176, rue Notre-Dame Est / 462, place Jacques-Cartier est un immeuble qui était sous emphytéose depuis le 7 mars 1983. La fin de cette emphytéose, le 7 mars 2013, a fait en sorte que La Ville est redevenue pleinement propriétaire du site.
Depuis le 1er décembre 1996, l'association Société historique de Montréal (la « SHM ») dont la mission consiste à dissiper, à l'aide de documents authentiques, les omissions et les erreurs qui se glissent dans le récit des faits historiques du Canada**,** occupe, à titre gratuit, les étages et le sous-sol de l'immeuble, pour une superficie d'environ 1 825 pi².

L'entente actuelle entre la SHM et la Ville prendra fin le 31 décembre 2016 et la SHM désire poursuivre son occupation. L'approbation de contrat de prêt pour ces espaces est nécessaire dans le but d'assurer la poursuite des activités de l'association.

Le Service de la culture a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin de prolonger ce contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1482 - 14 décembre 2015 - Approuver la prolongation du contrat de prêt de locaux pour une durée de un (1) an, à compter du 1er janvier 2016.
CM15 0051 - 26 janvier 2015 - Ratifier l'occupation pour la période du 1er juin 2013 au 31 mai 2014 / Approuver le contrat de prêt de locaux pour une durée de un (1) an et sept (7) mois, à compter du 1er juin 2014.
CM83 00748 - 21 janvier 1983 - Approuver le bail emphytéotique consenti pour une période de 30 ans.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver le projet de deuxième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville prête, sans contrepartie financière, à la SHM, pour une période de 5 ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021, des locaux d'une superficie d'environ 1 825 pi² situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462, place Jacques-Cartier.
La bénéficiaire a la responsabilité de voir, elle-même, au déneigement, à l'aménagement, à l'entretien ménager et au nettoyage des locaux; elle fera toute réparation locative due à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

Une clause de résiliation a donc été ajoutée permettant au locateur de mettre fin au bail sous réserve d'un préavis minimum de 6 mois.

JUSTIFICATION

Le contrat de prêt de locaux est sans contrepartie financière.
Le taux de location pour un immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, oscille entre 16 et 18 $/pi² pour les locaux situés au 2e étage et entre 14 et 16 $/pi² pour les locaux situés au 3e étage. Le sous-sol, dont l'utilisation optimale est l'entreposage, a une valeur marchande nulle. Cet espace est donc considéré être utilisé par le locataire à titre gratuit.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de subvention pour cette occupation est estimé à 101 390 $ incluant les frais d'exploitation. La subvention est établie de la façon suivante :

Étage	Superficie (pi²)	Taux marchand moyen	Subvention annuelle	Subvention terme (5 ans)
2e et entrée rez-de-chaussée	674	17 $	11 458,00 $	57 290,00 $
3e	588	15 $	8 820,00 $	44 100,00 $
Sous-sol	563	0 $	0 $	0 $
Total	**1825**		**20 278,00 $**	**101 390,00 $**

De plus, dans le cadre de l'Entente MCCQ 2015-2016 sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, la SHM a reçu une subvention d'une valeur de 2 500 $, en lien avec la Commémoration de l'anniversaire de la fondation de Montréal.

Le coût annuel d'entretien rattaché à ce local est estimé à 18 095 $ et celui pour l'énergie est estimé à 4 500 $, avant les taxes. La dépense sera facturée au Service de la culture selon les directives de facturation immobilière interne.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'association à cesser ses activités le temps de se trouver d'autres espaces.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation de ce dossier est prévue au conseil municipal du 21 novembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gina TREMBLAY, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Melanie DI PALMA
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-0685
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-28

Suzie DESMARAIS
Chef de division par interim

Tél : 514 872-6292
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice - Transaction immobilière et de la sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-10-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-20

DEUXIÈME CONVENTION DE PROLONGATION

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 ;

Ci-après nommée la « **Ville** »

ET :

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant son siège social au numéro 462, place Jacques-Cartier, à Montréal, province de Québec, H2Y 3B3, agissant et représentée par Monsieur Jean-Charles Déziel, dûment autorisé tel qu'il le déclare ;

Ci-après nommée la « **Bénéficiaire** »

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À LA CONVENTION DE PROLONGATION QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a signé avec la Société historique de Montréal un Contrat de prêt de locaux le 26 janvier 2015 concernant des locaux d'une superficie de 1825 pi², situés aux étages et au sous-sol de l'édifice portant le numéro 462 place Jacques-Cartier, à Montréal, province de Québec, pour un terme commençant le 1er juin 2014 et se terminant le 31 décembre 2015 ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c.C-19) et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à la Bénéficiaire;

ATTENDU que le Contrat de prêt de locaux a été prolongé pour une période de un (1) an, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 ;

ATTENDU que les parties désirent prolonger le Contrat de prêt de locaux, pour une période additionnelle de cinq (5) ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021 selon les mêmes conditions, sous réserve des dispositions ci-après stipulées :

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

2. DURÉE

La présente convention de prolongation est consentie pour un terme de cinq (5) ans, débutant le 1er janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2021.

3. RÉSILIATION

Nonobstant le terme fixé pour la durée de la présente convention de prolongation, la Ville pourra y mettre fin en tout temps en signifiant au Bénéficiaire un préavis écrit de six (6) mois à cet effet.

4. INTÉGRATION DES TERMES DU CONTRAT DE PRÊT DE LOCAUX

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette convention de prolongation, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Contrat de prêt de locaux, s'appliqueront mutatis mutandis aux Locaux et entre les parties quant aux Locaux.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes en triple exemplaire, à Montréal, province de Québec, à la date mentionnée comme suit

Le e jour du mois de _____ 2016

La Ville

par : _____
Yves Saindon

Le e jour du mois de _____ 2016

La Bénéficiaire

par : _____
Jean-Charles Déziel

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1164069016

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1-Ratifier l'entente de location par laquelle la Ville de Montréal loue, à l'organisme Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale (GRIS - Montréal), des locaux, d'une superficie de 84,26 m², au 1er étage de l'immeuble situé au 2075, rue Plessis pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2016, pour un montant de 3 015,30 $ avant les taxes. 2- Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue, à l'organisme Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale, pour une durée de 2 ans à compter du 1er janvier 2017, des locaux, d'une superficie de 84,26 m², situés au 1er étage de l'immeuble sis au 2075, rue Plessis, moyennant un loyer total de 2 490,00 $ avant les taxes. (Bâtiment 0413)

Il est recommandé :
1. de ratifier l'entente de location par laquelle la Ville de Montréal loue, à l'organisme Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale, des locaux d'une superficie de 84,26 m², situés au 1er étage de l'immeuble situé au 2075, rue Plessis pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2016, pour un montant de 3 015,30 $, avant les taxes;

2. d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal, loue à l'organisme Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale, pour une durée de 2 ans, à compter du 1er janvier 2017, des locaux d'une superficie de 84,26 m², situés au 1er étage de l'immeuble sis au 2075, rue Plessis, à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 2 490,00 $, avant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

3. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-28 10:50

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164069016**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	1-Ratifier l'entente de location par laquelle la Ville de Montréal loue, à l'organisme Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale (GRIS - Montréal), des locaux, d'une superficie de 84,26 m², au 1er étage de l'immeuble situé au 2075, rue Plessis pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2016, pour un montant de 3 015,30 $ avant les taxes. 2- Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue, à l'organisme Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale, pour une durée de 2 ans à compter du 1er janvier 2017, des locaux, d'une superficie de 84,26 m², situés au 1er étage de l'immeuble sis au 2075, rue Plessis, moyennant un loyer total de 2 490,00 $ avant les taxes. (Bâtiment 0413)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 2075, rue Plessis, l'immeuble Plessis est un immeuble à vocation communautaire. Il abrite plusieurs organismes tels que, le Centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal, la Coalition SIDA des sourds de Québec, Sida Bénévole et RÉZO (Santé et mieux-être des hommes gais et bisexuels).

Depuis plusieurs années, l'organisme Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale (le « GRIS - Montréal ») occupe des locaux d'une superficie de 84,26 m², situés au 1er étage de l'immeuble Plessis. L'organisme a pour mission de démystifier l'homosexualité au sein de la société en général tout en effectuant des travaux de recherche reliés aux activités de démystification et d'orienter les personnes qui en manifestent le besoin vers d'autres ressources pertinentes de la communauté gaie, lesbienne, bisexuelle et trans-identifiée. L'organisme souhaite prolonger son occupation dans ces locaux afin de poursuivre sa mission.

Depuis le 30 juin 2014, tous les baux dans l'immeuble sont venus à échéance. Depuis cette date, plusieurs discussions ont eu lieu entre la ville-centre et l'arrondissement de Ville-Marie dans le but de convenir à qui revient la responsabilité de soutenir ces organismes. Les discussions ont permis de conclure, que de par leurs missions, il est de la responsabilité de la ville-centre de soutenir tous les organismes qui occupent l'immeuble Plessis.

Par conséquent, en juillet dernier, le Service de la diversité sociale et des sports (le « SDSS ») a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») afin de ratifier l'occupation de l'organisme dans ces locaux pour la période du 1er juillet 2014 au 31

décembre 2016 et de renouveler le bail pour un terme additionnel de 2 ans à compter du 1er janvier 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 240225 - 8 mai 2012 - Approuver le renouvellement des baux par lesquels la Ville loue à 5 organismes sans but lucratif, pour une période de 24 mois à compter du 1er juillet 2012, des locaux situés au 2075, rue Plessis.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à ratifier l'occupation de l'organisme GRIS - Montréal dans ses locaux pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2016 et de faire approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à cet organisme, pour une durée de 2 ans, à compter du 1er janvier 2017, des locaux d'une superficie de 84,26 m², situés au 1er étage de l'immeuble sis au 2075, rue Plessis, à des fins communautaires, moyennant un loyer total de 2 490 $, avant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail. Le locataire a la responsabilité de voir, lui-même, à l'aménagement et à l'entretien ménager du local. De plus, il fera toutes les réparations locatives dues à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie.

Nonobstant le terme fixé pour la durée du bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de 3 mois à cet effet.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec cette occupation puisque les locaux ne sont pas requis pour des fins municipales et que les activités de l'organisme ne causent pas de préjudices aux activités des autres occupants. Le terme du contrat est de 2 ans et permettra à l'organisme de poursuivre sa mission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la recette annuelle à ratifier pour l'occupation de l'organisme de ses locaux pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2016.

	2014 (6 mois)	**2015**	**2016**	**total**
Superficie	**84,26**	**84,26**	**84,26**	**84,26**
Loyer total avant taxes	**603,06 $**	**1 206,12 $**	**1 206,12 $**	**3 015,30 $**
TPS (5,00 %)	30,15 $	60,31 $	60,31 $	150,77 $
TVQ (9,975 %)	60,16 $	120,31 $	120,31 $	300,78 $
Loyer total taxes incluses	693,37 $	1 386,74 $	1 386,74 $	3 466,84 $

Le tableau suivant représente la recette annuelle que devra assumer l'organisme pour les deux années suivantes à partir du 1er janvier 2017.

	Loyer antérieur	**2017**	**2018**	**total**
Superficie	**84,26**	**84,26**	**84,26**	**84,26**

Loyer total avant taxes	**1 206,12 $**	**1 245,00 $**	**1 245,00 $**	**2 490,00 $**
TPS (5,00 %)	60,31 $	62,25 $	62,25 $	124,50 $
TVQ (9,975 %)	120,31 $	124,19 $	124,19 $	248,38 $
Loyer total taxes incluses	1 386,74 $	1 431,44 $	1 431,44 $	2 862,88 $

Le taux unitaire moyen pour la durée du terme de cette location est de 14,77 $/m²

Le taux de location, pour cet immeuble dans le secteur, incluant les frais d'exploitation, oscille entre 118 et 134 $/m².

Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 19 190 $, incluant les frais d'exploitation. La subvention est établie de la façon suivante : (118 $/m² + 134 $/m²) / 2 – 14,77 $/m² x 86,26 m² x 2 ans = 19 189,39 $

Pour l'année 2016, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation (électricité, entretien courant) pour ces locaux est d'environ 3 900 $.

Le local sera facturé au SDSS selon les directives de facturation interne.

Le tableau suivant représente le montant de subvention reçu par l'organisme au cours des trois dernières années.

	2014	2015	2016	**Total**
Soutien financier Arrondissement Ville-Marie	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Immobilière	9 595,00 $	9 595,00 $	9 595,00 $	28 785,00 $
Total annuel	**9 595,00 $**	**9 595,00 $**	**9 595,00 $**	**28 785,00 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuive sa mission.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du bail : CM: novembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice ALLARD, Service de la diversité sociale et des sports
Marie-Josée MOTARD, Service de la gestion et de la planification immobilière
Johanne DEROME, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Marie-Josée MOTARD, 31 octobre 2016
Johanne DEROME, 19 octobre 2016
Patrice ALLARD, 19 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. : 514-280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

Suzie DESMARAIS
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-6292
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164069016

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	1-Ratifier l'entente de location par laquelle la Ville de Montréal loue, à l'organisme Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale (GRIS - Montréal), des locaux, d'une superficie de 84,26 m², au 1er étage de l'immeuble situé au 2075, rue Plessis pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2016, pour un montant de 3 015,30 $ avant les taxes. 2- Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue, à l'organisme Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale, pour une durée de 2 ans à compter du 1er janvier 2017, des locaux, d'une superficie de 84,26 m², situés au 1er étage de l'immeuble sis au 2075, rue Plessis, moyennant un loyer total de 2 490,00 $ avant les taxes. (Bâtiment 0413)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164069016 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-20

Lan-Huong DOAN
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-4674
Division : Service des finances - Point de service HDV

BAIL

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM16_____, adoptée par le conseil municipale à sa séance du_____ 2016;

ci-après nommée le "**Locateur**"

ET :

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION SOCIALE GAIE ET LESBIENNE, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège sociale au 2075, de la rue Plessis, à Montréal, province de Québec, H2L 2Y4, agissant et représentée par madame Marie Houzeau, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration tel qu'elle le déclare. .

ci-après nommée le "**Locataire**"

Locataire	Locateur

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant

ATTENDU QUE les parties désirent ratifier l'entente de location par laquelle le Locataire occupe des locaux, d'une superficie de 84,26 m², situé au 1e étage de l'édifice portant le numéro 2075, de la rue Plessis, à Montréal, province de Québec, H2L 2Y4, pour la période du 1er juillet 2014 au 31 décembre 2016.

CECI ÉTANT DÉCLARÉ LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un local situé au 1e étage de l'édifice portant le numéro 2075, de la rue Plessis, à Montréal, province de Québec, H2L 2Y4, ci-après appelé les Lieux Loués, le tout tel que montré sur le plan joint aux présentes comme Annexe A.

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative de quatre-vingt-quatre virgule vingt-six mètres carrés (84,26 m²).

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de deux (2) commençant le premier (1er) janvier deux mille dix-sept (2017) et se terminant le trente et un (31) décembre deux mille dix-huit (2018).

3.2 Ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date ci-devant stipulée en 3.1 et l'occupation des Lieux Loués après cette date

Locataire	Locateur

par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de cent DOLLARS (100 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

4.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

4.1 donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire ainsi qu'au public, en tout temps pendant la durée du présent bail.

4.2 chauffer et maintenir en tout temps dans les lieux loués une température convenable aux besoins du Locataire;

4.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

Locataire	Locateur

5.1 prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement;

5.2 n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de Centre communautaire, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable;

5.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en 4.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable des Lieux Loués désigné par le Locateur;

5.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

5.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

5.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une

Locataire	Locateur

protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 303, rue Notre-Dame Est, 2e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

5.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

5.8 assumer le paiement des taxes d’eau et d’affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s’il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l’utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

Locataire	Locateur

5.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

5.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

5.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

5.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

5.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans les Lieux Loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que les Lieux Loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux Loués;

Locataire	Locateur

5.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

6.0 LOYER

6.1 Pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant annuel de deux mille deux cent dollars (1 245,00 $), par des versements mensuels de cent trois dollars et soixante-cinq cents (103,75 $) chacun, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

6.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

7.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

7.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

7.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les

Locataire	Locateur

Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

7.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

8.0 RÉSILIATION

8.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de trois (3) mois à cet effet.

9.0 RELOCALISATION

9.1 Le Locateur pourra, au cours de la présente location, reprendre possession des Lieux Loués et relocaliser le Locataire dans d'autres lieux comparables, sur avis de quatre-vingt-dix (90) jours, en indiquant l'endroit où il se propose de relocaliser le Locataire. Toutes les clauses et conditions de la présente location s'appliqueront au nouveau local, à moins de convention contraire entre les parties. Le Locateur devra établir un calendrier de relocalisation. Cette relocalisation ne devra, toutefois, se faire qu'une fois que le nouveau local aura été proprement aménagé pour usage immédiat.

Locataire	Locateur

9.2 Le Locateur s'engage à défrayer le coût des déménageurs, de l'aménagement des nouveaux lieux, des branchements des lignes de télécommunication et du système d'alarme, le cas échéant. Toutes autres dépenses reliées à cette relocalisation seront aux frais du Locataire.

9.3 Toutefois, si le Locataire juge qu'une telle relocalisation ne lui est pas favorable, il pourra alors, sans dommage ni compensation, résilier le présent bail de plein droit en avisant le Locateur par écrit.

10.0 USAGE DU TABAC

10.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

11.0 FORCE MAJEURE

11.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout

Locataire	Locateur

acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12.0 AVIS

12.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

- Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL

303, rue Notre-Dame Est, 2e étage

Montréal, Québec

H2Y 3Y8

514-872-8350

- Pour le Locataire :

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION SOCIALE GAIE ET LESBIENNE

2075, de la rue Plessis

Montréal, Québec

H2L 2Y4

12.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par

Locataire	Locateur

télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

12.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

13.0 ÉLECTION DE DOMICILE

13.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

14.0 CONVENTION COMPLÈTE

14.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

14.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

Locataire	Locateur

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le e jour du mois de _____2016

Le Locateur

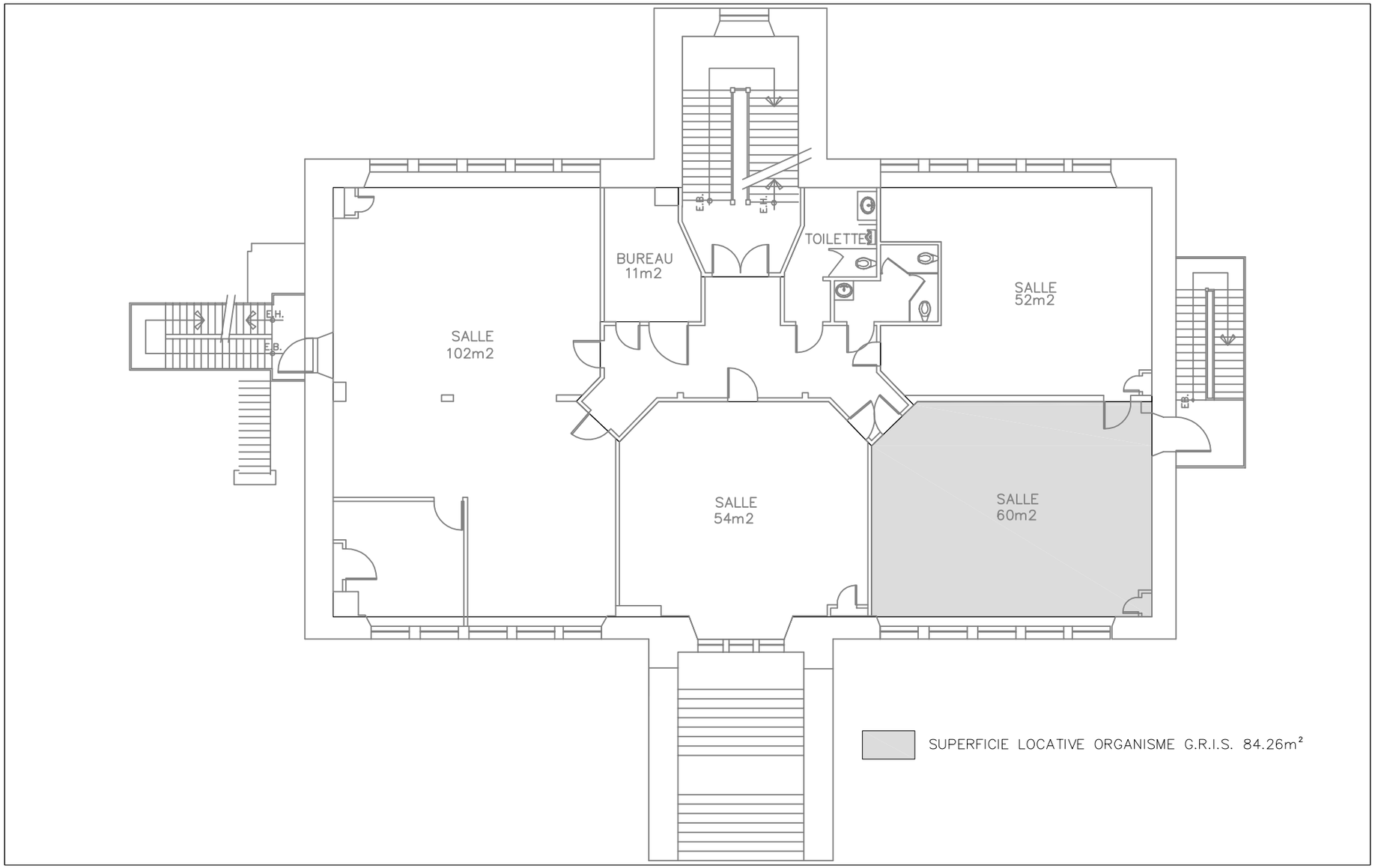
par : _____
Yves Saindon

Le e jour du mois de _____2016

Le Locataire

par : _____
Marie Houzeau

Locataire	Locateur



ÉDIFICE PLESSIS

2075 Rue Plessis

ANNEXE "A"

1er ÉTAGE

22/09/2015

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167233005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente annuelle de partenariat permettant le versement d'une subvention de 160 000$ en 2016 à la Société des directeurs des musées Montréalais (SDMM) pour le financement d'un partenariat dans cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

Il est recommandé:
- d'accorder pour l'année 2016 une subvention de 160 000$ à la Société des directeurs de musées montréalais (SDMM) pour le financement d'un partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal;

- d'approuver et de signer la convention à cet effet.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-10-25 12:05

Signataire : Chantal I. GAGNON

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167233005**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente annuelle de partenariat permettant le versement d'une subvention de 160 000$ en 2016 à la Société des directeurs des musées Montréalais (SDMM) pour le financement d'un partenariat dans cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Société des directeurs de musées de Montréal(SDMM)
La Société des directeurs des musées montréalais - regroupe actuellement 41 institutions muséales réparties sur le territoire de la métropole. Sa mission est de favoriser le rayonnement des musées montréalais par la promotion de leurs activités et la défense de leurs intérêts, ainsi que par le développement de la communication, de l'entraide et de la coopération en faveur de la démocratisation culturelle et de l'appropriation du patrimoine muséal par les citoyens.

La Société est membre du Conseil international des musées (ICOM), de l'Association des musées canadiens (AMC), de la Société des musées du Québec (SMQ), de Tourisme Montréal, de Culture Montréal et de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

L'entente de partenariat porte sur la réalisation d'un plan d'action 2016. On y trouve 4 grands volets : la Journée des musées (JDMM), la Carte Musées Montréal(CMM), le Répertoire Musées Montréal ainsi que la Production et promotion de contenus virtuels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16-1167- Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications pour la période 2016-2017.

CM15 0799 - Accorder un soutien financier de 160 000 $ à la Société des directeurs des musées montréalais, de 90 000 $ à la Société du Château Dufresne dont 45 000 $ a déjà

été versé (CE15 0340), et de 150 000 $ à Montréal, arts interculturels (MAI) afin de poursuivre, pour une quatrième année, le partenariat triennal entrepris en 2012 dans le cadre de l'Entente entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal;

CM12 0299- 2012-16 avril 2012 - Accorder un soutien financier de 160 000 $ à la Société des directeurs des musées montréalais pour la réalisation d'un plan d'action triennal pour les années 2012-2013-2014, soit un total de 480 000 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel entre la Ville et le MCCCF/ Approuver un projet de convention.

CM11 0269 - 14 avril 2011 - Autoriser la signature d'un protocole d'entente permettant le versement d'une subvention en 2011 aux organismes culturels, dont la Société des directeurs des musées montréalais, pour la poursuite du partenariat triennal entrepris en 2008 dans le cadre de l'entente MCCCF-Ville 2008-2011.

CE09 1876 - 21 octobre 2009 - Approbation d'un protocole d'entente permettant le soutien financier de 50 000 $ (Entente MCCF-Ville) pour le projet Montréal, ville de verre.

CM08 0655 - 25 août 2008 - Approuver un protocole d'entente permettant un soutien financier annuel de 160 000 $ en 2008, 2009, 2010, pour un total de 480 000 $ à la Société des directeurs des musées montréalais pour le financement d'un plan d'action dans le cadre de l'entente MCCCF-Ville 2008-2010.

DESCRIPTION

Pour une cinquième année, le MCC et la Ville souhaitent poursuivre le partenariat entrepris en 2012 avec la Société des musées de Montréal (SDMM) en leur accordant un soutien financier en 2016 pour la réalisation de leur plan d'action annuel.
Le plan d'action 2016 de la SDMM comprend quatre axes soit :

- organisation et tenue de la 30^{e} édition de la Journée des musées montréalais;
- augmentation de la visibilité, de la notoriété et de la fréquentation des musées;
- promotion de la diversité des musées auprès des touristes;
- diffusion de l'image de marque des musées montréalais.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, la Ville et le MCC souhaitent poursuivre le partenariat pour une cinquième année, en raison de l'apport de l'organisme à l'accès aux arts et à la culture.
Plus spécifiquement, la SDMM est un regroupement dont l'action concertée contribue à la promotion des richesses muséales montréalaises et à leur fréquentation par les Montréalais et les touristes. Son action soutenue a permis la réalisation de projets originaux et novateurs tels que le Centre des collections, une carte musée et le plus récent, une application pour téléphone intelligent qui présente les institutions muséales montréalaises. La poursuite de ce partenariat permettra de consolider les actions antérieures, notamment en matière de promotion et d'accessibilité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 160 000 $ sera financée par le règlement d’emprunt de compétence locale 16- 032 Entente Développement Culturel.

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016 – 2017.

La dépense de 160 000 $ est subventionnée à 100 000$ dans le cadre de cette entente, ce qui laisse un emprunt à la charge de la Ville de 60 000$ et a fait l'objet de la recommandation de crédit suivante: 16-02.01.02.00-0027.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par son soutien à l'accessibilité à la culture et au patrimoine, cette entente participe à la qualité de vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de cette entente avec la Société des directeurs de musées montréalais permettra de consolider le financement des activités prévues au plan d'action et de renforcer l'accessibilité des musées montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication seront faites conformément au protocole de visibilité de l'Entente sur le développement culturel qui prévoit notamment que les logos de la Ville et du MCC soient apposés sur les documents de promotion et dans toutes les activités de communication des organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conformément à la convention, les obligations prendront fin le 30 mars 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle GAY
commissaire - a la culture

Tél : 514-872-0580
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-03

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592
Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-10-25

PLAN D'ACTION 2016

SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS (SDMM)

Entente de partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre le MCCQ et la Ville de Montréal

Sujet 1 : Journée des musées montréalais (JDMM)			
	FINALITÉ	**OBJECTIF**	**INDICATEUR DE RÉSULTAT**
2016	La fréquentation des musées n'est certainement pas acquise, nous voulons poursuivre notre travail de démocratisation des musées par un événement grand public : la Journée des musées montréalais (JDMM). Bien que cet événement en soit à sa 30e édition (29 mai 2016), il reste beaucoup à faire pour rejoindre certains des groupes cibles (communautés culturelles, immigrants, gens à mobilité réduite, familles, adolescents, aînés). En 2016, nous reconduirons la présence de la JDMM au Quartier des spectacles avec la présence de notre premier partenaire, la STM, pour offrir les services de navettes d'autobus lors de cette journée incontournable de découverte des musées montréalais. Dans l'optique du 30e anniversaire, des activités d'animation et de diffusion spéciales seront au rendez-vous	Maintenir notre notoriété et confirmer notre rôle parmi les grands producteurs culturels montréalais.	Tenue de la JDMM au Quartier des spectacles.
		Accroître la fréquentation des musées plus en périphérie du Centre-ville et maintenir la fréquentation globale autour de 100 000 de visiteurs.	Pourcentage d'augmentation réel des visiteurs par rapport à celui prévu globalement et en périphérie.
		Accueillir de nouveaux musées à titre de participants à la JDMM par leur adhésion à la SDMM.	Pourcentage de nouveaux musées participants.
		Bonifier l'attrait des animations à la promenade des Artistes du Quartier des spectacles dans le cadre des festivités du 30e anniversaire.	Une programmation d'animation renouvelée.
		Faire appel à 30 ambassadeurs plutôt qu'à un seul porte-parole afin de faire rayonner l'attachement des publics aux musées montréalais.	Création de 30 capsules vidéo diffusées sur le site web et les réseaux sociaux par des personnalités de divers milieux.
		Atteindre un nombre de 110 retombées médiatiques et maximiser le trafic sur les réseaux sociaux.	Nombre réel par rapport au nombre prévu

PLAN D'ACTION 2016

SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS (SDMM)

Entente de partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre le MCCQ et la Ville de Montréal

Sujet 2 : Carte Musées Montréal (CMM)			
	FINALITÉ	**OBJECTIF**	**INDICATEUR DE RÉSULTAT**
2016	Augmentation de la visibilité, de la notoriété et de la fréquentation des musées grâce à la Carte Musée Montréal (CMM). Présence de la CMM dans les musées, sur leurs points de vente et sites Web. Augmentation des revenus en diversifiant les clientèles et en renforçant le marché corporatif et touristique. Évaluation des attentes et des besoins de nos prospects et clients. Meilleure intégration des nouvelles technologies dans le réseau de vente.	Réintégrer progressivement certains hôtels et tours opérateurs au réseau existant des marchands de la CMM.	Augmentation de dix nouveaux marchands.
		Explorer la faisabilité d'un modèle numérique de la CMM avec de nouveaux partenaires.	Faisabilité d'un maillage avec de nouveaux partenaires.
		Augmenter les ventes en ligne et extérieures de 5% en collaboration avec des partenaires du milieu touristique	Augmentation du chiffre des ventes de plus de 5%.
		Améliorer sur une base continue le système de gestion Web des CMM. .	Gestion continue des tableaux récapitulatifs des ventes et des consignations chez nos partenaires marchands.

PLAN D'ACTION 2016

SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS (SDMM)

Entente de partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre le MCCQ et la Ville de Montréal

Sujet 3 : Répertoire Musées Montréal			
	FINALITÉ	**OBJECTIF**	**INDICATEUR DE RÉSULTAT**
2016	Le réseau des musées montréalais se doit d'avoir un outil exclusif de promotion imprimé pour faire valoir la diversité des thématiques et des missions dans le cadre d'une distribution élargie auprès d'une clientèle touristique et locale. Ce répertoire, pratique et accessible dans les musées, les présentoirs touristiques, les hôtels, les centres commerciaux et autres, est muni d'un plan de localisation des musées dans la ville. Ce guide est très populaire, il accompagne la Carte Musées Montréal et il est un excellent complément à nos outils numériques de diffusion. En un coup d'œil, il permet de considérer le nombre des musées membres (41) de la Société et favorise la découverte de nos musées. La position géographique des musées n'est pas toujours évidente et ceux situés en périphérie sont encore trop peu connus. Ce répertoire gratuit permet de donner de la visibilité aux petits comme aux grands musées, et d'en découvrir et d'en choisir des moins connus.	Repenser le format et la facture du dépliant en prévision d'une diffusion à grande échelle et, notamment, pour une mise en valeur des musées montréalais dans le cadre du programme « Identité montréalaise d'Aéroports de Montréal ».	Renouveler le réseau de distribution dont à l'Aéroport Montréal-Trudeau.
		Augmenter le tirage de 200 000 à 500 000 exemplaires et favoriser une distribution sur plus d'un an pour maximiser la visibilité des partenaires et l'augmentation des revenus publicitaires.	Nombres réels d'exemplaires d'un nouveau numéro produit et distribué par rapport à ceux prévus.
		Assurer la production d'une version numérique du Répertoire .	Diffusion en ligne du Répertoire sur le site web Musées Montréal et les médias sociaux.

PLAN D'ACTION 2016

SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS (SDMM)

Entente de partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre le MCCQ et la Ville de Montréal

Sujet 4 : Production et promotion de contenus virtuels (Site Web, Parcours virtuels, application iPhone, réseaux sociaux…)			
	FINALITÉ	**OBJECTIF**	**INDICATEUR DE RÉSULTAT**
2016	Les avancées technologiques sont omniprésentes dans la société actuelle, tant et si bien que la culture numérique occupe une place de choix dans la planification des activités culturelles et les habitudes de consommation. En cette ère numérique, les visiteurs technophiles sont d'ores et déjà une réalité incontournable et la SDMM tient à conserver son statut concurrentiel dans ce domaine, à demeurer à l'affût des tendances et à promouvoir une image de marque des musées montréalais sur les nouvelles plateformes émergentes. La SDMM entend maintenir ses acquis par l'amélioration de ses produits existants, mais aussi en s'assurant d'un développement par de nouveaux contenus culturels pour rendre encore plus accessible la richesse des musées montréalais, par de nouvelles applications numériques et à être encore plus présent sur les réseaux sociaux. De nouveaux partenariats seront porteurs dans ce contexte.	Intégration de nouveaux volets de contenu au site Web Musées Montréal : Circuits *En passant…*; Volet découvertes des collections montréalaises *Curiosités musées Montréal*; et *30 ans, 30 ambassadeurs, 30 façons d'aimer les musées montréalais*.	Diffusion de trois nouveaux volets sur le site Web.
		Adapter l'application mobile Musées Montréal à la technologie Androïd pour augmenter la présence des musées montréalais.	Une version Androïd de l'application mobile présentement sur iPhone.
		Mettre à jour sur une base régulière les informations pratiques et promotionnelles des activités de programmation des musées montréalais, produits et événements de la SDMM sur le site Web et l'application mobile Musées Montréal.	Une augmentation de la fréquentation moyenne du site Web de 25% et les séances mensuelles de l'application mobile à 5%.
		Augmenter notre présence sur les réseaux sociaux Facebook, Twitter, Pinterest, Instagram, Google Plus et Youtube sur une base continue. Mobiliser les musées montréalais à participer à des événements comme la Museum Week ou Museum Selfie.	Une augmentation du nombre d'abonnés pour Facebook, Twitter et Instagram qui sont les plus utilisés. Une mobilisation des membres de la SDMM à participer à des événements mondiaux de réseautage.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 333, rue Peel, Montréal, Québec, H3C 3R9, agissant et représentée par madame Michelle Joannette, dûment autorisée aux fins des présentes par une résolution de son conseil d'administration en date du 15 septembre 2016;

N° d'inscription TPS : 140651969RT0001
N° d'inscription TVQ : 1017816361TQ0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est un acteur dont l'action est structurante pour l'accessibilité des musées montréalais et le rayonnement de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme à pour mission de favoriser le rayonnement des musées montréalais par la promotion de leurs activités et la défense de leurs intérêts, ainsi que par le développement de la communication, de l'entraide et de la coopération en faveur de la démocratisation culturelle et de l'appropriation muséal par les citoyens;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Plan d'action 2016 tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Plan d'action 2016 en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'annexe 1 et l'annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.2 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'annexe 1;

2.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.4 « **Reddition de compte** » : la liste des interventions, projets ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;

2.5 « **Responsable** » : le directeur du Service de la culture de la Ville ou son représentant autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Plan d'action 2016 (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 remettre au Responsable, au plus tard le 31 mars 2017, le rapport annuel. Ce document doit comporter toutes les informations demandées par le Responsable;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimoine déclaré de Montréal et sur le site patrimoine déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre

les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant les Normes de visibilité gouvernementales et d'identification permanente (ci-après les « **Normes de visibilité** ») jointes à la présente Convention à l'annexe 2, ainsi que celles prévues dans *l'Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés* dont une copie est disponible à l'adresse suivante : Signature Entente sur le développement culturel de Montréal | Culture, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou lorsque les Parties auront rempli leurs obligations (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (90) jours de la date de résiliation ou de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à

ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours avant l'assemblée;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie*

interne du conseil municipal, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

L'Organisme déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

4.10 Communications des informations

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent soixante mille dollars (160 000$), incluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée en un seul versement de cent soixante mille dollars (160 000$ $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention par les deux Parties.

5.3 Annulation

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6
DÉONTOLOGIE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subis par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 mars 2017.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.4, 4.5.5, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut donner une hypothèque ou en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 333, rue Peel, Montréal, Québec, H3C 3R9 et tout avis doit être adressé à l'attention du Michelle Joannette. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

Cette Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le 20e jour de octobre 2016

SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS

Par : _____
Michelle Joannette

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2016 (Résolution CM.....).

ANNEXE 1

PROJET

PLAN D'ACTION 2016
SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS (SDMM)
Entente de partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre le MCCQ et la Ville de Montréal

Sujet 1 : Journée des musées montréalais (JDMM)			
	FINALITÉ	OBJECTIF	INDICATEUR DE RÉSULTAT
2016	La fréquentation des musées n'est certainement pas acquise, nous voulons poursuivre notre travail de démocratisation des musées par un événement grand public : la Journée des musées montréalais (JDMM).	Maintenir notre notoriété et confirmer notre rôle parmi les grands producteurs culturels montréalais.	Tenue de la JDMM au Quartier des spectacles.
	Bien que cet événement en soit à sa 30e édition (29 mai 2016), il reste beaucoup à faire pour rejoindre certains des groupes cibles (communautés culturelles, immigrants, gens à mobilité réduite, familles, adolescents, aînés).	Accroître la fréquentation des musées plus en périphérie du Centre-ville et maintenir la fréquentation globale autour de 100 000 de visiteurs.	Pourcentage d'augmentation réel des visiteurs par rapport à celui prévu globalement et en périphérie.
	En 2016, nous reconduirons la présence de la JDMM au Quartier des spectacles avec la présence de notre premier partenaire, la STM, pour offrir les services de navettes d'autobus lors de cette journée incontournable de découverte des musées montréalais. Dans l'optique du 30e anniversaire, des activités d'animation et de diffusion spéciales seront au rendez-vous	Accueillir de nouveaux musées à titre de participants à la JDMM par leur adhésion à la SDMM.	Pourcentage de nouveaux musées participants
		Bonifier l'attrait des animations à la promenade des Artistes au Quartier des spectacles dans le cadre des festivités du 30e anniversaire.	Une programmation d'animation renouvelée.
		Faire appel à 30 ambassadeurs plutôt qu'à un seul porte-parole afin de faire rayonner l'attachement des publics aux musées montréalais.	Création de 30 capsules vidéo diffusées sur le site web et les réseaux sociaux par des personnalités de divers milieux.
		Atteindre un nombre de 110 retombées médiatiques et maximiser le trafic sur les réseaux sociaux	Nombre réel par rapport au nombre prévu

PLAN D'ACTION 2016
SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS (SDMM)
Entente de partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre le MCCQ et la Ville de Montréal

Sujet 2 : Carte Musées Montréal (CMM)			
	FINALITÉ	**OBJECTIF**	**INDICATEUR DE RÉSULTAT**
2016	Augmentation de la visibilité, de la notoriété et de la fréquentation des musées grâce à la Carte Musée Montréal (CMM). Présence de la CMM dans les musées, sur leurs points de vente et sites Web. Augmentation des revenus en diversifiant les clientèles et en renforçant le marché corporatif et touristique. Évaluation des attentes et des besoins de nos prospects et clients. Meilleure intégration des nouvelles technologies dans le réseau de vente.	Réintégrer progressivement certains hôtels et tours opérateurs au réseau existant des marchands de la CMM.	Augmentation de dix nouveaux marchands.
		Explorer la faisabilité d'un modèle numérique de la CMM avec de nouveaux partenaires.	Faisabilité d'un maillage avec de nouveaux partenaires.
		Augmenter les ventes en ligne et extérieures de 5% en collaboration avec des partenaires du milieu touristique	Augmentation du chiffre des ventes de plus de 5%.
		Améliorer sur une base continue le système de gestion Web des CMM.	Gestion continue des tableaux récapitulatifs des ventes et des consignations chez nos partenaires marchands.

PLAN D'ACTION 2016
SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS (SDMM)
Entente de partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre le MCCQ et la Ville de Montréal

Sujet 3 : Répertoire Musées Montréal			
	FINALITÉ	**OBJECTIF**	**INDICATEUR DE RÉSULTAT**
2016	Le réseau des musées montréalais se doit d'avoir un outil exclusif de promotion imprimé pour faire valoir la diversité des thématiques et des missions dans le cadre d'une distribution élargie auprès d'une clientèle touristique et locale. Ce répertoire, pratique et accessible dans les musées, les présentoirs touristiques, les hôtels, les centres commerciaux et autres, est muni d'un plan de localisation des musées dans la ville. Ce guide est très populaire, il accompagne la Carte Musées Montréal et il est un excellent complément à nos outils numériques de diffusion. En un coup d'oeil, il permet de considérer le nombre des musées membres (41) de la Société et favorise la découverte de nos musées. La position géographique des musées n'est pas toujours évidente et ceux situés en périphérie sont encore trop peu connus. Ce répertoire gratuit permet de donner de la visibilité aux petits comme aux grands musées, et d'en découvrir et d'en choisir des moins connus.	Repenser le format et la facture du dépliant en prévision d'une diffusion à grande échelle et, notamment, pour une mise en valeur des musées montréalais dans le cadre du programme « Identité montréalaise d'Aéroports de Montréal ».	Renouveler le réseau de distribution dont à l'Aéroport Montréal-Trudeau.
		Augmenter le tirage de 200 000 à 500 000 exemplaires et favoriser une distribution sur plus d'un an pour maximiser la visibilité des partenaires et l'augmentation des revenus publicitaires.	Nombres réels d'exemplaires d'un nouveau numéro produit et distribué par rapport à ceux prévus.
		Assurer la production d'une version numérique du Répertoire	Diffusion en ligne du Répertoire sur le site web Musées Montréal et les médias sociaux.

PLAN D'ACTION 2016
SOCIÉTÉ DES DIRECTEURS DES MUSÉES MONTRÉALAIS (SDMM)
Entente de partenariat dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre le MCCQ et la Ville de Montréal

Sujet 4 : Production et promotion de contenus virtuels (Site Web, Parcours virtuels, application iPhone, réseaux sociaux...)			
	FINALITÉ	**OBJECTIF**	**INDICATEUR DE RÉSULTAT**
2016	Les avancées technologiques sont omniprésentes dans la société actuelle, tant et si bien que la culture numérique occupe une place de choix dans la planification des activités culturelles et les habitudes de consommation. En cette ère numérique, les visiteurs technophiles sont d'ores et déjà une réalité incontournable et la SDMM tient à conserver son statut concurrentiel dans ce domaine, à demeurer à l'affût des tendances et à promouvoir une image de marque des musées montréalais sur les nouvelles plateformes émergentes. La SDMM entend maintenir ses acquis par l'amélioration de ses produits existants, mais aussi en s'assurant d'un développement par de nouveaux contenus culturels pour rendre encore plus accessible la richesse des musées montréalais, par de nouvelles applications numériques et à être encore plus présent sur les réseaux sociaux. De nouveaux partenariats seront porteurs dans ce contexte.	Intégration de nouveaux volets de contenu au site Web Musées Montréal : Circuits *En passant…*; Volet découvertes des collections montréalaises *Curiosités musées Montréal*; et *30 ans, 30 ambassadeurs, 30 façons d'aimer les musées montréalais.*	Diffusion de trois nouveaux volets sur le site Web.
		Adapter l'application mobile Musées Montréal à la technologie Android pour augmenter la présence des musées montréalais.	Une version Android de l'application mobile présentement sur iPhone.
		Mettre à jour sur une base régulière les informations pratiques et promotionnelles des activités de programmation des musées montréalais, produits et événements de la SDMM sur le site Web et l'application mobile Musées Montréal.	Une augmentation de la fréquentation moyenne du site Web de 25% et les séances mensuelles de l'application mobile à 5%.
		Augmenter notre présence sur les réseaux sociaux Facebook, Twitter, Pinterest, Instagram, Google Plus et Youtube sur une base continue. Mobiliser les musées montréalais à participer à des événements comme la Museum Week ou Museum Selfie.	Une augmentation du nombre d'abonnés pour Facebook, Twitter et Instagram qui sont les plus utilisés. Une mobilisation des membres de la SDMM à participer à des événements mondiaux de réseautage.

ANNEXE 2
NORMES DE VISIBILITÉ GOUVERNEMENTALES ET D'IDENTIFICATION PERMANENTE

Tous les projets réalisés dans le cadre de l'Entente doivent faire l'objet d'une communication publique. Ainsi, ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente Convention.

1. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme s'engage à respecter ces normes de visibilité selon les principes suivants :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de ces normes. L'Organisme s'engage à ce que le plan de visibilité soit complété dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de signature de la présente Convention;

1.2. Soumettre au Responsable pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du Projet;

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu en vertu des présentes normes.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme s'engage à réaliser et respecter les principes suivants :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville et du MCC :

- Faire état de la contribution de la Ville et du MCC et les remercier dans toutes communications, verbales ou écrites, relatives au Projet ou à une activité reliée au Projet (y comprit notamment les médias sociaux);

- Apposer, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les lettres d'annonce, les bannières, les journaux, les sites internet, les bandeaux internet, les infolettres, les communiqués de presse relatifs à la présente Convention, la signature officielle ainsi que les logos de la Ville et du MCC, que vous trouverez sur le site http://.www.ville.montreal.qc.ca/culture/logos-et-signatures-graphiques. De plus, l'Organisme doit s'assurer de mentionner dans les outils de communication cités ci-dessus que la référence à l'Entente doit être fait en conformité avec les normes indiquées dans *l'Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés* ;

Le logo de la Ville et du MCC devront également figurer sur toutes les publicités et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'Organisme doit mentionner la participation de la Ville et du MCC en utilisant le libellé approprié indiqué dans *l'Entente sur le développement culturel de Montréal, Guide destiné aux organismes subventionnés;*

- S'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville et du MCC en clôture de toutes publicités télé ou Web. Le logo de la Ville et du MCC peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet;

- S'il y a lieu, mentionner le « Ministère de la Culture et des Communications » et « Montréal » ou la « Ville de Montréal » dans les annonces publicitaires à la radio;

- Ajouter le logo de la Ville et du MCC sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

- Soumettre au Responsable pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville et du MCC et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec le Responsable, des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le Projet ou l'activité;

- Inviter un représentant de la Ville et du MCC à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées concernant le Projet;

  Aviser le Responsable par écrit un minimum de 10 jours ouvrables à l'avance;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et/ou le MCC, soumettre au Responsable le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;

- Offrir au cabinet du maire et du comité exécutif ainsi qu'au MCC, la possibilité d'insérer une citation dans les communiqués ;

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du MCC à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (et de l'arrondissement, s'il y a lieu) disponibles sur le portail à l'adresse ville.montreal.qc.ca/logo;

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures de la Ville et du MCC et des autres participants sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles au Responsable, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal ou du gouvernement du Québec, sur leurs sites Internet respectifs ou tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement pourront être également demandées;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et celui du MCC sur le site Internet de l'Organisme ou de l'événement;

- Faire approuver par le Responsable les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion. Le Responsable s'engage à remettre ses commentaires dans les dix (10) jours ouvrables de la réception du document à approuver;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville et le MCC;

- Permettre à la Ville et au MCC d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques reliés au Projet;

- Permettre à la Ville et au MCC de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement relié au Projet. (ex. : écrans numériques géants);

- Permettre à la Ville et au MCC de s'annoncer gratuitement à l'aide d'un message publicitaire ou d'une signature lorsque des présentations audiovisuelles accompagnent une annonce ou un événement de presse;

- Offrir à la Ville et au MCC la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.

  Un message sera préparé à cet effet.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville et au MCC un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du MCC dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter, au moins dix (10) jours ouvrables avant la tenue de l'événement, la Ville et le MCC à participer aux événements publics organisés dans le cadre de la présente Convention;

- Transmettre le plus rapidement possible au Responsable le scénario de déroulement de l'événement;

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.

  Offrir d'inclure un message officiel de la mairie, des élus et du MCC dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au Responsable au moins **trois semaines** avant la date limite de livraison du matériel;

- Offrir la possibilité aux élus municipaux de participer à des remises de médailles dans le cas d'un événement sportif;

- Pour tous événements publics, coordonner et effectuer le suivi avec le Responsable.

2.6. Remettre un bilan de la visibilité accordée à la Ville, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités prévues en vertu de la présente Convention :

- S'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;

- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme;

- S'il y a lieu, une photo des différents montages où figure le logo de la Ville et du MCC (ex. : conférence de presse);

- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.

2.7. Lorsqu'il s'agit d'une entente de 250 000$ ou plus, l'Organisme s'engage également à :

- rendre publics les principaux projets réalisés dans le cadre de la présente convention. À cet effet, l'Organisme s'engage à suivre les orientations de la Ville et du MCC quant à la façon de faire l'annonce publique et le protocole à suivre;

- indiquer clairement, dans le contenu diffusé, l'apport de fonds, public consenti pour la réalisation des projets, pour les projets réalisés par la Ville et le MCC et financées en totalité par l'Entente;

- faire appliquer les mêmes exigences en matière de communication et de visibilité aux projets réalisés par des organismes mandataires;

- faire connaître à la Responsable et au MCC, au moins trente (30) jours avant l'événement, la date des cérémonies officielles liées à un projet financé dans le cadre de l'Entente;

- respecter le protocole de communication publique;

- obtenir l'approbation préalable du MCC pour chaque utilisation du logo du MCC;

- inscrire au minimum les informations suivantes dans chacun des moyens de communication utilisés :

    - le titre du programme;
    - les partenaires;
    - la contribution financière des partenaires;
    - la nature du projet;

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167233005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , -
Objet :	Autoriser la signature d'une entente annuelle de partenariat permettant le versement d'une subvention de 160 000$ en 2016 à la Société des directeurs des musées Montréalais (SDMM) pour le financement d'un partenariat dans cadre de l'Entente sur le développement culturel 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1167233005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 868-3203

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-06

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2016/11/21 13:00

(1)

Dossier # : 1164990002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division des pratiques d'affaires , Section soutien aux activités des processus d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Écarter, conformément aux nouvelles dispositions de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, notamment ses articles 17, 32 et 39, Remorquage TAZ Inc. (9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.), Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.), Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty et toutes les personnes liées à ces entreprises, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années, à compter du 26 septembre 2016. Mettre les noms ci-dessus sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle ainsi que le nom des personnes liées à Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty.

Il est recommandé:
Suite à la résiliation par le Bureau de l'inspecteur général des contrats entre la Ville et le fournisseur «Remorquage TAZ» et les malversations prouvées dans le but de truquer des offres liées à la fourniture de remorqueuses avec opérateurs, entre ce dernier et les fournisseurs Remorquage Mobile et Auto Cam 2000, d'écarter pour une durée de cinq (5) ans, de tout appel d'offres, sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré, les firmes et personnes citées en objet et de mettre leurs noms sur le Registre de la Politique de gestion contractuelle

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-01 10:02

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1164990002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division des pratiques d'affaires , Section soutien aux activités des processus d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Écarter, conformément aux nouvelles dispositions de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, notamment ses articles 17, 32 et 39, Remorquage TAZ Inc. (9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.), Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.), Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty et toutes les personnes liées à ces entreprises, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années, à compter du 26 septembre 2016. Mettre les noms ci-dessus sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle ainsi que le nom des personnes liées à Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty.

CONTENU

CONTEXTE

Différents contrats de location de remorqueuses avec opérateurs ont été octroyés par des arrondissements à plusieurs entreprises en fonction du territoire à desservir (arrondissements), du tarif horaire et du nombre de remorqueuses que chacun des soumissionnaires était en mesure de mobiliser. Les firmes Remorquage TAZ, Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 étaient adjudicataires dans le cadre de ces contrats. Remorquage TAZ inc. est l'adjudicataire des contrats associés aux appels d'offres 14-14050 et 15-14538, octroyés par les arrondissements Villeray-St-Michel-Parc Extension et Ville-Marie ainsi que du contrat associé à l'appel d'offres 15-14685 octroyé par l'arrondissement Rivière-des-Prairies/Pointe aux trembles. Le contrat de Villeray-St-Michel-Parc Extension se terminait en 2016 avec une option de renouvellement jusqu'en 2017. Le Contrat de Ville-marie se termine en 2016, avec une option de renouvellement jusqu'en 2018. Le contrat de Rivière-des-Prairies/Pointe aux trembles se terminait en 2020.

Les deux autres fournisseurs étaient les adjudicataires conjoints de contrats associés aux appels d'offres 13-13147, 14-13814 et 15-14616, plus précisément ceux octroyés par l'arrondissement de Verdun. Aujourd'hui, ces trois contrats sont terminés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure n'existe en rapport avec ce dossier.

DESCRIPTION

Suite à l'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général, celle-ci a révélé que les entrepreneurs Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny, respectivement présidents de Remorquage TAZ inc.(9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile inc. (9273-5893 Québec inc.) et Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.) ont utilisé, au cours des campagnes hivernales de ces contrats et pour les appels d'offres 14-14050, 15-14538 et 15-14685, différents stratagèmes délictuels en vue d'obtenir des contrats de la Ville de Montréal, faussant ainsi les règles de transparence, d'équité et de saine concurrence dont l'esprit et la lettre doivent guider l'ensemble du processus d'approvisionnement de la Ville. L'enquête a montré que ces fournisseurs ont déposé des soumissions établies après concertation entre eux, collusion, pour s'arroger, conserver des territoires ou au contraire se départir de ceux dont ils ne voulaient pas. Les manigances dont ils faisaient preuve consistaient à se répartir les appels d'offres auxquels chacun devait soumissionner en s'entendant sur les tarifs horaires à soumettre et le nombre de remorqueuses qu'ils devaient mettre à la disposition de chacun des arrondissements concernés.

Les entrepreneurs Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et et Réal Tourigny (Auto Cam 2000) ont également entretenu ce type de stratagème lors d'appels d'offres (13-13147, 14-13814 et 15-14616) lancés pour l'arrondissement de Verdun. Les contrats inhérents à ces appels d'offres sont toutefois aujourd'hui terminés.

JUSTIFICATION

La preuve étant faite quant à ces manoeuvres frauduleuses, le Bureau de l'inspecteur général, se prévalant de l'article 57.1.10 de la charte de la Ville de Montréal, a décidé de résilier les trois contrats de Remorquage TAZ, puisque toujours en vigueur. Pour ceux pour lesquels Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 sont concernés, aucune résiliation ne peut être prononcée vu que ces contrats sont, tel qu'indiqué précédemment, terminés.
Par contre, outre la résiliation, il recommande au conseil municipal de la Ville, en guise de sanction, d'écarter, en vertu des articles 17, 32 et 39 de la Politique de gestion contractuelle Remorquage TAZ inc. (9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.), Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.), Jean-Marc Lelièvre, Steve lenfesty et Réal Tourigny, ainsi que toute personne liée à ces soumissionnaires, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) années, à compter de la date de sa décision, en l'occurrence le 26 septembre 2016, et ce, en vertu des dispositions de la nouvelle Politique de gestion contractuelle, notamment ses articles 17. 32 et 39

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une résolution dans le sens de la recommandation nous permettra d'inscrire les trois individus fautifs, les trois fournisseurs dont ils sont présidents, ainsi que toute personne qui leur est liée, sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain R ROY, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Domenico ZAMBITO, Ville-Marie
Danielle LAMARRE TRIGNAC, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Caroline FISETTE, Verdun

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamid SIDER
Conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514 872-1060
Télécop. : 514 872-0751

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-26

Pierre TRUDEL
Directeur de l'approvisionnement

Tél : 514 868 4433
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Pierre TRUDEL
Directeur de l'approvisionnement
Tél : 514 868 4433
Approuvé le : 2016-10-27



Décision

Résiliation et recommandations visant divers contrats octroyés par des arrondissements pour la location de remorqueuses avec opérateurs lors d'opérations de déneigement

(art. 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*)

26 septembre 2016

Bureau de l'inspecteur général
1550, rue Metcalfe, bureau 1200
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 280-2800
Télécopieur : 514 280-2877
BIG@bigmtl.ca
www.bigmtl.ca

Montréal

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Bureau de l'inspecteur général a mené une enquête sur divers contrats de location de remorqueuses avec opérateurs octroyés à des entrepreneurs privés pour le remorquage de véhicules lors d'opérations de déneigement effectuées par les arrondissements.

L'enquête révèle que trois (3) entrepreneurs ont employé, au cours des dernières années, différents stratagèmes de nature collusoire à l'égard de plusieurs appels d'offres. Ces entrepreneurs sont : Jean-Marc Lelièvre, président de Remorquage Taz inc. (9147-1953 Québec inc.), Steve Lenfesty, président de Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.) et Réal Tourigny, président d'Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.).

L'enquête démontre que ces entrepreneurs ont déposé des soumissions établies avec collusion et ont conclu des arrangements entre concurrents relatifs à la décision de présenter ou non une soumission, au prix auquel soumissionner et au nombre de remorqueuses à inclure dans leur soumission. Parfois même, ces entrepreneurs se sont répartis des contrats en appel d'offres dans un arrondissement donné et se sont engagés à ne pas déposer de soumission dans des secteurs qu'ils considéraient être dévolus aux autres, et ce, dans l'objectif de s'assurer d'obtenir certains contrats. Également, l'enquête a permis à l'inspecteur général de constater que ces entrepreneurs communiquaient entre eux et avec d'autres compétiteurs dans l'objectif de s'échanger des informations et de connaître leurs intentions vis-à-vis certains appels d'offres.

Les stratagèmes décrits ont notamment été employés par ces trois (3) entrepreneurs dans le cadre des appels d'offres suivants : 15-14685 (arrondissements du Plateau-Mont-Royal et de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles), 15-14616 (arrondissement de Verdun), 14-13814 (arrondissement de Verdun), 13-13147 (arrondissement de Verdun), 15-14538 (arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension) et 14-14050 (arrondissement de Ville-Marie).

La preuve recueillie par l'inspecteur général est constituée d'aveux clairs et non-équivoques de Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty et Réal Tourigny, et a été corroborée par le témoignage d'autres entrepreneurs et par l'analyse de données contractuelles.

Les conditions cumulatives retrouvées à l'article 57.1.10 de la Charte de la Ville de Montréal sont réunies. Les soumissions déposées par Remorquage Taz inc., Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 contiennent de fausses déclarations de la part de leur signataire et contreviennent aux documents d'appel d'offres, plus précisément à la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, au chapitre des mesures visant à lutter contre la collusion.

De l'avis de l'inspecteur général, ces faits sont graves et justifient la résiliation des contrats accordés suite aux processus d'adjudication entachés de collusion et de manœuvres dolosives, de façon à éviter que les entreprises qui se livrent à de telles tactiques puissent exécuter les contrats. En effet, ces stratagèmes privent la Ville et les arrondissements de la possibilité d'obtenir le meilleur service au meilleur prix, constituent une entrave au principe de la libre concurrence et contournent les processus d'appel d'offres qui devraient prendre place.

Cependant, certains des contrats visés par l'enquête ont été entièrement exécutés et de nouveaux appels d'offres seront lancés dans les prochaines semaines pour la prochaine saison hivernale. L'inspecteur général, en plus de prononcer la résiliation des contrats toujours en cours d'exécution au moment de sa décision, recommande à la Ville de Montréal d'écarter Remorquage Taz inc. (9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.), Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.), Jean-Marc Lelièvre, Steve Lenfesty, Réal Tourigny, ainsi que toute autre personne liée à ces soumissionnaires, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) années, à compter de la date de sa décision, et ce, conformément aux dispositions de la nouvelle version de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, adoptée par le conseil municipal et le conseil d'agglomération de la Ville, respectivement les 23 et 25 août 2016.

Table des matières

1. Portée et étendue des travaux 1

1.1 Mise en garde 1

1.2 Standard de preuve applicable 1

2. Cadre de l'enquête 1

3. Faits révélés par l'enquête de l'inspecteur général 2

3.1 Avis à une partie intéressée 3

3.2 Preuve recueillie lors de l'enquête 3

3.2.1 Appel d'offres 15-14685 5
3.2.2 Appels d'offres 15-14616, 14-13814 et 13-13147 7
3.2.3 Appel d'offres 15-14538 9
3.2.4 Appel d'offres 14-14050 9

4. Analyse 10

4.1 Analyse de la preuve recueillie 10

4.2 Contravention aux exigences des documents d'appel d'offres 12

5. Intervention de l'inspecteur général 14

1. Portée et étendue des travaux

1.1 Mise en garde

En vertu de l'article 57.1.8 de la *Charte de la Ville de Montréal* (R.L.R.Q. c. C-11.4), l'inspecteur général a pour mandat de surveiller les processus de passation des contrats et leur exécution par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée.

L'inspecteur général n'effectue aucune enquête criminelle ou pénale. Il procède à des enquêtes de nature administrative. À chaque fois qu'il sera fait référence au terme « enquête » dans la présente décision, celui-ci signifiera une enquête de nature administrative et en aucun cas il ne devra être interprété comme évoquant une enquête criminelle ou pénale.

1.2 Standard de preuve applicable

L'inspecteur général se donne comme obligation de livrer des rapports de qualité qui sont opportuns, objectifs, exacts et présentés de façon à s'assurer que les personnes et organismes sous sa juridiction soient en mesure d'agir suivant l'information transmise.

Par conséquent, au soutien de ses avis, rapports et recommandations, l'inspecteur général s'impose comme fardeau la norme civile de la prépondérance de la preuve[1].

Dans l'exercice de ses fonctions juridictionnelles comme en l'espèce[2], l'inspecteur général appliquera, *a fortiori*, cette norme.

2. Cadre de l'enquête

Le 23 novembre 2015, l'inspecteur général déposait le *Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal* au conseil municipal de la Ville. L'enquête avait permis à l'inspecteur général d'avoir suffisamment de renseignements pour constater que plusieurs stratagèmes de collusion et de contrôle du marché sont établis dans le domaine du

[1] Si la preuve permet de dire que l'existence d'un fait est plus probable que son inexistence, nous sommes en présence d'une preuve prépondérante (voir l'article 2804 du *Code civil du Québec*).

[2] Utilisation des pouvoirs prévus à l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

déneigement à Montréal. L'enquête portait principalement sur les contrats de type « clés en main » et de transport de neige[3].

La présente décision est l'aboutissement d'une enquête concernant plusieurs contrats de location de remorqueuses avec opérateurs octroyés à des entrepreneurs privés pour le remorquage de véhicules durant les opérations de déneigement effectuées en régie (par les cols bleus des arrondissements).

Ces entrepreneurs œuvrent dans le domaine du remorquage et non du déneigement; ils n'étaient ainsi pas visés par l'enquête du Bureau de l'inspecteur général qui a conduit au dépôt du *Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal* le 23 novembre 2015.

3. Faits révélés par l'enquête de l'inspecteur général

L'enquête approfondie du Bureau de l'inspecteur général révèle que les trois (3) entrepreneurs suivants se sont livrés à des stratagèmes de nature collusoire au cours de plusieurs processus d'appel d'offres visant l'adjudication de contrats de location de remorqueuses avec opérateurs accessoires aux activités de déneigement dans divers arrondissements :

- Jean-Marc Lelièvre, le président de Remorquage Taz inc. (9147-1953 Québec inc.) et signataire des soumissions déposées par l'entreprise;
- Steve Lenfesty, le président, secrétaire et trésorier de Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.) et signataire des soumissions déposées par l'entreprise; et
- Réal Tourigny, le président, secrétaire et trésorier d'Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.) et signataire des soumissions déposées par l'entreprise.

La preuve recueillie est constituée d'aveux clairs et non-équivoques provenant de chacun de ces trois (3) entrepreneurs et exprimés par ces derniers lorsqu'ils ont été rencontrés par le Bureau de l'inspecteur général. Ces aveux sont, au surplus, corroborés par les témoignages d'autres entrepreneurs et par l'analyse de données contractuelles auxquelles le Bureau a eu accès.

[3] Les contrats de déneigement dits « clés en main » sont octroyés à des entrepreneurs privés afin qu'ils prennent en charge le déneigement d'un secteur, incluant les étapes de grattage, tassage de la neige, soufflage, transport de neige aux sites de dépôt à neige et parfois même d'épandage de fondants et d'abrasifs. Quant aux contrats de transport de neige, ils sont accordés à des entrepreneurs privés et visent uniquement à transporter la neige aux sites de dépôt à neige, alors que le déneigement des chaussées et trottoirs est effectué par les cols bleus de l'arrondissement.

3.1 *Avis à une partie intéressée*

Avant de rendre publics les résultats de son enquête, conformément à son devoir d'équité procédurale, l'inspecteur général a transmis aux parties concernées un Avis à une partie intéressée.

Le 1er septembre 2016, les entrepreneurs Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Réal Tourigny (Auto Cam 2000) et Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) ont ainsi reçu une copie de l'Avis indiquant les faits pertinents recueillis au cours de l'enquête de l'inspecteur général afin qu'ils puissent prendre connaissance de ces faits mais également formuler, par écrit, leurs commentaires et représentations au Bureau de l'inspecteur général.

Le 6 septembre 2016, Jean-Marc Lelièvre a communiqué par téléphone avec le Bureau de l'inspecteur général pour discuter verbalement de l'Avis qui lui a été envoyé; il a ensuite transmis une réponse par écrit le 8 septembre 2016. De son côté, Steve Lenfesty a fait parvenir à l'inspecteur général une réponse écrite le 7 septembre 2016. Les faits et arguments qui ont été invoqués par ces deux (2) entrepreneurs ont été considérés par l'inspecteur général et seront abordés dans la présente décision.

Quant à Réal Tourigny, il n'a pas transmis de réponse au Bureau de l'inspecteur général.

3.2 *Preuve recueillie lors de l'enquête*

L'enquête menée par l'inspecteur général permet de conclure que Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Réal Tourigny (Auto Cam 2000) et Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) se partagent certains contrats de location de remorqueuses avec opérateurs visant le remorquage de véhicules lors d'opérations de déneigement.

Jean-Marc Lelièvre et Réal Tourigny ont tous deux (2) confirmé au Bureau de l'inspecteur général qu'ils discutent entre eux, et avec Steve Lenfesty, avant et pendant les périodes de publication des appels d'offres, afin de s'échanger des informations relativement au prix et au nombre de remorqueuses qu'ils prévoient proposer dans leur soumission, mais également en vue de connaître leurs intentions respectives quant aux contrats sur lesquels chacun désire soumissionner.

Réal Tourigny ajoute s'être déjà entendu avec Jean-Marc Lelièvre pour ne pas soumissionner l'un contre l'autre sur certains contrats en appel d'offres.

Lorsque rencontré par le Bureau de l'inspecteur général, Steve Lenfesty confie qu'il existe un « respect mutuel » entre Remorquage Mobile, Remorquage Taz inc. et Auto Cam 2000. Autrement dit, par « respect », ces entrepreneurs s'empêchent de soumissionner sur les contrats qu'ils considèrent « appartenir » à l'un d'entre eux. D'ailleurs, il est utile de mentionner que l'inspecteur général avait déjà abordé cette notion de « respect

mutuel » dans le *Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal* du 23 novembre 2015, portant sur l'industrie du déneigement[4].

De façon plus générale, Réal Tourigny déclare que, dans le domaine, tout le monde se respecte. De son côté, Jean-Marc Lelièvre explique que, dans le domaine, « tout le monde se parle » et que l'adage « Viens pas chez nous, j'irai pas chez vous » résume la façon dont les entrepreneurs abordent les contrats. D'ailleurs, Jean-Marc Lelièvre est un individu que certains autres entrepreneurs rencontrés par le Bureau de l'inspecteur général décrivent comme étant quelqu'un qui approche ses compétiteurs afin de connaître le prix de leurs soumissions et leurs intentions vis-à-vis de contrats en appel d'offres.

Au-delà de ces aveux généraux, l'enquête a permis à l'inspecteur général de recueillir, plus particulièrement, des preuves de collusion et de tentatives de collusion dans le cadre de certains processus d'adjudication précis.

Le tableau ci-dessous regroupe les contrats pour lesquels l'inspecteur général possède une preuve prépondérante à l'effet que les processus d'appel d'offres desquels ils sont issus sont entachés de manœuvres dolosives et de stratagèmes de collusion.

Appels d'offres	Arrondissements et secteurs visés (le cas échéant)	Saisons hivernales visées
15-14685	Le Plateau-Mont-Royal, T-53	2015-2016 Option de renouvellement (2016-2017 et 2017-2018)
	Le Plateau-Mont-Royal, T-54	
	Le Plateau-Mont-Royal, T-55	
	Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles	2015-2020
15-14616	Verdun	2015-2016 Option de renouvellement (2016-2017)
14-13814		2014-2015
13-13147		2013-2014
15-14538	Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension	2015-2016 Option de renouvellement (2016-2017)
14-14050	Ville-Marie	2014-2016 Option de renouvellement (2016-2017 et 2017-2018)

Les preuves de collusion ou de tentative de collusion obtenues par l'inspecteur général pour chacun de ces contrats seront abordées dans les sections suivantes de la présente décision.

Afin de faciliter la compréhension des lecteurs, l'inspecteur général tient à spécifier que pour plusieurs appels d'offres qui seront abordés, les arrondissements cherchaient à louer

[4] Voir *Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal* déposé au conseil municipal de la Ville de Montréal le 23 novembre 2015, p. 10-11.

plusieurs remorqueuses avec opérateurs et qu'il y a eu plus d'une (1) entreprise adjudicatrice pour chacun de ces appels d'offres. Les contrats ont donc été octroyés aux entreprises soumissionnaires en fonction du prix soumis, mais également du nombre de remorqueuses avec opérateurs que ces dernières étaient capables de fournir.

3.2.1 Appel d'offres 15-14685

L'appel d'offres 15-14685, lancé le 2 septembre 2015, concerne l'octroi de plusieurs contrats de location de remorqueuses avec opérateurs pour le remorquage dans divers arrondissements, dont Le Plateau-Mont-Royal et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Le tableau suivant recense les informations pertinentes en lien avec les contrats octroyés suite à l'appel d'offres 15-14685 pour ces deux (2) arrondissements :

Appel d'offres	Arrondissements et secteurs visés (le cas échéant)	Saisons hivernales visées	Nombre de soumissionnaires	Adjudicataire(s)	Taux unitaires et nombre de remorqueuses
15-14685	Le Plateau-Mont-Royal, T-53	2015-2016 Option de renouvellement (2016-2017 et 2017-2018)	1	**Non octroyé**	
	Le Plateau-Mont-Royal, T-54		1	Auto Cam 2000	75$/h 3 remorqueuses
	Le Plateau-Mont-Royal, T-55		1	Remorquage Taz inc.	75$/h 3 remorqueuses
	Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles	2015-2020	1	Remorquage Taz inc.	80$/h 3 remorqueuses

L'analyse des soumissions reçues révèle que les entreprises Remorquage Mobile, Remorquage Taz inc. et Auto Cam 2000 n'ont pas soumissionné les unes contre les autres pour l'ensemble des arrondissements et secteurs visés par l'appel d'offres 15-14685.

Trois (3) secteurs de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal étaient ciblés par l'appel d'offres 15-14685 : les secteurs T-53, T-54 et T-55. Pour chacun de ces secteurs, trois (3) remorqueuses avec opérateurs étaient nécessaires.

Le Bureau de l'inspecteur général a rencontré Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lanfesty, les présidents respectifs de Remorquage Taz inc., Auto Cam 2000 et Remorquage Mobile. Tous les trois (3) ont confirmé s'être entendus pour se partager les trois (3) secteurs de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Selon l'accord intervenu, Remorquage Mobile devait soumissionner sur le secteur T-53, Auto Cam 2000 sur le secteur T-54 et Remorquage Taz inc. sur le secteur T-55. Les trois (3) entrepreneurs convenaient également de ne pas soumissionner les uns contre les autres, sur les secteurs qui ne leur étaient pas dévolus.

Pour chacun des trois (3) secteurs de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, une (1) seule soumission a été reçue par la Ville. Le résultat de l'ouverture des soumissions est conforme à l'entente intervenue entre Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lanfesty, c'est-à-dire que seul Remorquage Mobile a soumissionné sur le contrat du secteur T-53, seul Auto Cam 2000 a soumissionné sur le contrat du secteur T-54 et seul Remorquage Taz inc. a soumissionné sur le contrat du secteur T-55.

Cependant, le contrat visant le secteur T-53 n'a pas été octroyé au terme de ce processus d'appel d'offres, car le montant de la soumission de Remorquage Mobile dépassait la limite de 20% de majoration acceptée à l'égard de l'estimation (soumission à 135$ de l'heure pour trois (3) remorqueuses)[5]. L'arrondissement a donc lancé un nouvel appel d'offres (15-14924) qui s'avère être un appel d'offres sur invitation. Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 faisaient partie des firmes invitées à soumissionner. Le contrat pour le secteur T-53 a finalement été octroyé à Remorquage Mobile qui a déposé la plus basse soumission, soit 85$ de l'heure pour deux (2) remorqueuses et 88$ de l'heure pour la troisième remorqueuse.

Les trois (3) contrats accordés suite aux appels d'offres 15-14685 et 15-14924 étaient exécutoires pendant la dernière saison hivernale (2015-2016). Deux (2) options de renouvellement d'un (1) an étaient prévues, pour les saisons hivernales 2016-2017 et 2017-2018. La Ville a toutefois choisi de ne pas exercer son option de renouvellement et a plutôt décidé de lancer un nouveau processus d'appel d'offres (appel d'offres 16-15460) le 22 août 2016.

L'appel d'offres 15-14685 visait également l'octroi d'un (1) contrat de location de remorqueuses avec opérateurs pour le remorquage dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Encore une fois, trois (3) remorqueuses étaient nécessaires et une (1) seule soumission a été reçue, celle de Remorquage Taz inc.

L'enquête de l'inspecteur général révèle que Jean-Marc Lelièvre (président de Remorquage Taz inc.) a contacté plusieurs compétiteurs, au moins trois (3), afin de connaître leurs intentions en lien avec ce contrat. Il est important de noter ici que ce contrat est actuellement en exécution jusqu'en 2020.

D'abord Jean-Marc Lelièvre admet avoir demandé à Réal Tourigny (Auto Cam 2000) s'il entendait déposer une soumission sur ce contrat, ce à quoi Réal Tourigny lui aurait répondu qu'il n'était pas intéressé par le contrat. Rencontré par le Bureau de l'inspecteur général, Réal Tourigny confirme ces faits mais précise qu'il s'est engagé auprès de Jean-Marc Lelièvre à ne pas soumissionner à Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Toujours en lien avec cet arrondissement, Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) déclare au Bureau de l'inspecteur général qu'il a avisé Jean-Marc Lelièvre qu'il n'allait pas soumissionner sur ce contrat, lorsque ce dernier l'a contacté par téléphone pour connaître ses intentions.

[5] Sommaire décisionnel 1156858028.

Finalement, Jean-Marc Lelièvre avoue avoir approché un troisième entrepreneur dans la même optique. Cet entrepreneur lui aurait alors confirmé qu'il ne déposerait pas de soumission. Lorsque rencontré par le Bureau de l'inspecteur général, cet entrepreneur explique que c'est en raison du nombre de remorqueuses exigé par l'appel d'offres qu'il a décidé de ne pas soumissionner.

3.2.2 Appels d'offres 15-14616, 14-13814 et 13-13147

Les appels d'offres 15-14616, 14-13814 et 13-13147, lancés respectivement les 22 juillet 2015, 20 août 2014 et 14 août 2013, visent l'octroi de contrats de location de remorqueuses avec opérateurs pour le remorquage de véhicules lors d'opérations de déneigement dans l'arrondissement de Verdun, pour les saisons hivernales 2015-2016, 2014-2015 et 2013-2014. Pour chaque saison hivernale, six (6) remorqueuses étaient nécessaires, avec possibilité de proposer une remorqueuse de type plate-forme supplémentaire.

Le tableau suivant recense les informations pertinentes en lien avec les contrats octroyés suite à ces trois (3) appels d'offres pour l'arrondissement de Verdun :

Appels d'offres	Arrondissements et secteurs visés (le cas échéant)	Saisons hivernales visées	Nombre de soumissionnaires	Adjudicataires	Taux unitaires et nombre de remorqueuses
15-14616	Verdun	2015-2016 Option de renouvellement (2016-2017)	3	Auto Cam 2000	150$/h 2 remorqueuses
				Remorquage Mobile	150$/h 1 remorqueuse
				Ludos Autos inc.	85$/h 4 remorqueuses
14-13814		2014-2015	3	Auto Cam 2000	125$/h 2 remorqueuses
				Remorquage Mobile	125$/h 2 remorqueuses
				Ludos Autos inc.	70$/h 2 remorqueuses
13-13147		2013-2014	3	Auto Cam 2000	125$/h 4 remorqueuses
				Remorquage Mobile	125$/h 2 remorqueuses

L'analyse des données contractuelles a permis à l'inspecteur général de constater que Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 soumissionnent, depuis 2013, au même taux horaire unitaire et vont même jusqu'à parfois proposer le même nombre de remorqueuses.

Rencontrés à ce sujet par le Bureau de l'inspecteur général, Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et Réal Tourigny (Auto Cam 2000) affirment tous deux (2) s'être entendus pour soumissionner au même prix depuis 2013. Ils expliquent au Bureau qu'à chaque fois que l'appel d'offres est lancé pour l'arrondissement de Verdun, c'est Steve Lenfesty qui contacte Réal Tourigny. Ils indiquent qu'ils s'informent alors de leur intention mutuelle de soumissionner, puis s'échangent des informations relativement au prix et au nombre de remorqueuses qu'ils proposent dans leur soumission.

Les deux (2) entrepreneurs admettent qu'ils sont au fait que, dans l'éventualité où deux (2) soumissions reçues par la Ville au terme du processus d'appel d'offres sont égales au niveau du prix proposé, il y a alors tirage au sort afin de déterminer l'adjudicataire du contrat. D'ailleurs, dans le cadre des appels d'offres 15-14616 et 14-13814, il y a eu tirage au sort entre les soumissions d'Auto Cam 2000 et de Remorquage Mobile afin de déterminer laquelle de ces firmes aurait préséance sur l'autre étant donné que les taux horaires soumis étaient les mêmes[6].

Tel qu'il peut être constaté des données indiquées au tableau ci-dessus relativement aux taux horaires unitaires proposés par chacun des adjudicataires, en 2014 et en 2015, il y a eu trois (3) adjudicataires pour les services de remorquage avec opérateur : Remorquage Mobile, Auto Cam 2000 et Ludos Auto inc. En s'entendant ensemble sur le prix de leur soumission, Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 ont déjoué les règles permettant de garantir une concurrence libre et saine parmi les entrepreneurs intéressés à soumissionner.

En 2014 (appel d'offres 14-13814), les deux (2) entrepreneurs se sont entendus pour soumissionner à 125$ de l'heure par remorqueuse, alors que l'autre adjudicataire a soumissionné à 70$ de l'heure par remorqueuse : Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 ont ainsi obtenu les contrats à un prix 78,57% plus élevé.

En 2015 (appel d'offres 15-14616), les deux (2) entrepreneurs se sont entendus pour soumissionner à 150$ de l'heure par remorqueuse, alors que l'autre adjudicataire a soumissionné à 85$ de l'heure par remorqueuse : Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 ont ainsi obtenu les contrats à un prix 76,47% plus élevé.

L'appel d'offres 15-14616 prévoyait une option de renouvellement du contrat pour la saison 2016-2017. L'arrondissement de Verdun a d'abord décidé d'exercer cette option à l'égard des trois (3) adjudicataires, mais suite au refus de Ludos Auto inc. d'accepter le renouvellement, l'arrondissement a décidé de relancer un nouvel appel d'offres pour les services de remorquage et a transmis, le 7 septembre 2016, à Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 un courriel confirmant que leur contrat ne sera pas renouvelé. Le nouveau processus d'appel d'offres (16-15615) a ainsi été lancé par l'arrondissement de Verdun, tel qu'il appert à une confirmation que l'arrondissement a envoyée au Bureau de l'inspecteur général en date du 13 septembre 2016.

[6] Voir les sommaires décisionnels 1152198008 et 1141061003.

3.2.3 *Appel d'offres 15-14538*

Lancé le 6 juillet 2015, l'appel d'offres 15-14538 vise l'octroi de contrats de location de dépanneuses avec opérateurs pour le remorquage de véhicules lors d'activités de déneigement effectuées dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Au total, six (6) dépanneuses étaient nécessaires.

Le tableau suivant recense les informations pertinentes en lien avec les contrats octroyés suite à l'appel d'offres 15-14538 pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension :

Appel d'offres	Arrondissement et secteur visé (le cas échéant)	Saisons hivernales visées	Nombre de soumissionnaires	Adjudicataires	Taux unitaires et nombre de remorqueuses
15-14538	Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension	2015-2016 Option de renouvellement (2016-2017)	3	Remorquage Taz inc.	69$/h 4 remorqueuses
				Sciage Montréal inc.	64,90$/h 2 remorqueuses

Le Bureau de l'inspecteur général a rencontré Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.) au sujet de l'appel d'offres 15-14538. Ce dernier déclare avoir contacté par téléphone le représentant d'un compétiteur afin de connaître le prix auquel il allait soumissionner, le nombre de remorqueuses qu'il entendait proposer et ses intentions par rapport au contrat en appel d'offres.

Jean-Marc Lelièvre se rappelle que ce compétiteur lui a alors indiqué qu'il allait soumissionner avec deux (2) remorqueuses, mais il ne se souvient plus du prix que son compétiteur lui a mentionné.

Le contrat octroyé à Remorquage Taz inc. pour la saison hivernale 2015-2016 a été renouvelé pour une (1) année supplémentaire, soit 2016-2017. À l'heure actuelle, le contrat est donc toujours actif.

3.2.4 *Appel d'offres 14-14050*

L'appel d'offres 14-14050, lancé le 29 octobre 2014, vise l'octroi de contrats de location de remorqueuses avec opérateurs pour le remorquage de véhicules lors d'activités de déneigement effectuées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Au total, huit (8) remorqueuses étaient nécessaires.

Valides pour les saisons hivernales 2014-2015 et 2015-2016, les contrats de chacun des adjudicataires étaient sujets à une possibilité de renouvellement jusqu'en 2018. Le 31 août 2016, l'arrondissement de Ville-Marie a informé le Bureau de l'inspecteur général de son intention de renouveler les contrats octroyés en 2014 pour la saison hivernale 2016-2017.

Le tableau suivant recense les informations pertinentes en lien avec les contrats octroyés suite à l'appel d'offres 14-14050 pour l'arrondissement de Ville-Marie :

Appel d'offres	Arrondissement et secteur visé (le cas échéant)	Saisons hivernales	Nombre de soumissionnaires	Adjudicataires	Taux unitaires et nombre de remorqueuses
14-14050	Ville-Marie	2014-2016 Option de renouvellement (2016-2017 et 2017-2018)	4	M.J. Contach enr.	69$/h 2 remorqueuses
				Remorquage Taz inc.	75$/h 6 remorqueuses

Rencontré par le Bureau de l'inspecteur général, Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.) admet avoir communiqué avec le représentant d'un de ses compétiteurs en vue de connaître ses intentions vis-à-vis de l'appel d'offres 14-14050.

Jean-Marc Lelièvre affirme avoir demandé à son compétiteur le prix auquel il allait soumissionner ainsi que le nombre de remorqueuses qu'il entendait proposer. Jean-Marc Lelièvre se souvient que son compétiteur lui a alors indiqué qu'il allait soumissionner avec une (1) remorqueuse, mais il ne se rappelle plus du prix mentionné.

4. Analyse

4.1 Analyse de la preuve recueillie

L'enquête menée par le Bureau de l'inspecteur général démontre divers stratagèmes de nature collusoire employés par Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Réal Tourigny (Auto Cam 2000) et Steve Lenfesty (Remorquage Mobile), et ce, dans le cadre de plusieurs appels d'offres visant la location de remorqueuses avec opérateurs pour les services de remorquage lors des opérations de déneigement dans divers arrondissements.

D'abord, Remorquage Taz inc., Auto Cam 2000 et Remorquage Mobile ont déposé des soumissions établies avec collusion dans le cadre de l'appel d'offres 15-14685, selon les stratagèmes suivants :

- Pour les secteurs T-53, T-54 et T-55 de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Réal Tourigny (Auto Cam 2000) et Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) ont conclu ensemble un arrangement quant à la décision de présenter ou non une soumission, de façon à s'assurer que chacun obtienne un (1) contrat. Les secteurs de l'arrondissement ont été répartis entre ces trois (3) entrepreneurs et chacun d'eux s'est engagé à ne pas déposer de soumission dans les secteurs dévolus aux autres.

- Pour le contrat dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, l'enquête révèle que Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.) a communiqué

avec plusieurs compétiteurs dans l'objectif de connaître leur intention quant à la décision de présenter ou non une soumission. Au surplus, Jean-Marc Lelièvre a conclu un arrangement avec l'un de ces compétiteurs (Réal Tourigny, Auto Cam 2000) afin que ce dernier ne présente pas de soumission pour cet arrondissement.

Ensuite, Auto Cam 2000 et Remorquage Mobile ont déposé des soumissions établies avec collusion dans le cadre des appels d'offres 15-14616, 14-13814 et 13-13147 visant les services de remorquage dans l'arrondissement de Verdun. Ces deux (2) concurrents ont communiqué ensemble et ont conclu un arrangement quant au prix de leurs soumissions, afin de soumissionner au même montant sur les contrats. Il est utile ici de rappeler que le prix de la soumission convenu par Auto Cam 2000 et Remorquage Mobile était de 76,47% à 78,57% plus élevé que le taux horaire unitaire proposé par le troisième adjudicataire dans l'arrondissement, et a ainsi probablement eu pour effet de permettre aux entreprises s'ayant entendues sur le prix de remporter les contrats à un tarif plus élevé que si la libre concurrence avait joué entre elles deux.

Finalement, en ce qui concerne les appels d'offres 15-14538 et 14-14050, visant respectivement les services de remorquage dans les arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Ville-Marie, Remorquage Taz inc. a déposé une soumission alors que son président, Jean-Marie Lelièvre, avait communiqué avec certains concurrents relativement à leur décision de déposer ou non une soumission et au prix auquel ils entendaient soumissionner.

L'ensemble de ces conclusions découle des aveux exprimés par les entrepreneurs. Au surplus, les versions des évènements données par chacun des entrepreneurs concordent et sont, à quelques détails près, les mêmes.

Dans une conversation téléphonique qu'il a initié avec le Bureau de l'inspecteur général en date du 6 septembre 2016, Jean-Marc Lelièvre mentionne, en réponse à l'Avis à une partie intéressée qu'il a reçu, qu'il n'a pas vraiment fait de collusion, qu'il ne voulait « salir personne » et que s'il a parlé à ses compétiteurs, c'était pour acheter la paix. Il ajoute ensuite que c'est par curiosité qu'il a appelé ses compétiteurs et non dans le but de « faire du mal » ou d'intimider.

Dans sa réponse écrite à l'Avis à une partie intéressée, Jean-Marc Lelièvre admet qu'il a parlé à ses compétiteurs, mais réitère que c'est par curiosité, « pour savoir comment ça allait de leur côté ». Il avoue également qu'il y a « trop de guerre de contrôle de territoire ».

Ce qui frappe l'inspecteur général dans le présent dossier d'enquête est qu'il est manifeste que les entrepreneurs ne saisissent toujours pas ce qui constitue de la collusion, alors que plusieurs rapports de l'inspecteur général ont été publiés sur le sujet, dont notamment le *Rapport sur le déneigement et ses pratiques à Montréal* du 23 novembre 2015. À la fois lors des rencontres avec les enquêteurs du Bureau et dans leur réponse à l'Avis à une partie intéressée, les entrepreneurs ne semblent pas comprendre que les gestes qu'ils ont avoué avoir commis et qu'ils décrivent avec détails correspondent à la définition même de ce qu'est la collusion.

Les stratagèmes employés dans le cadre des appels d'offres 15-14685, 15-14616, 14-13814, 13-13147, 15-14538 et 14-14050 sont considérés comme étant de véritables manœuvres dolosives, puisqu'ils privent la Ville et les arrondissements de la possibilité d'obtenir le meilleur service au meilleur prix. En effet, ces tactiques ont pour objectif de contourner le processus d'appel d'offres public et elles empêchent et réduisent indûment la saine concurrence, alors que c'est exactement ce que ce processus convoite.

Certains des contrats identifiés par l'inspecteur général au cours de son enquête sont actuellement en cours d'exécution et certains autres sont terminés. Le tableau suivant indique le statut des contrats octroyés à Remorquage Taz inc., Remorquage Mobile et Auto Cam 2000, dont les processus d'adjudication ont été entachés de manœuvres dolosives :

Adjudicataires	Appel d'offres	Arrondissements et secteurs visés (le cas échéant)	Statut du contrat
Remorquage Taz inc.	15-14685	Le Plateau-Mont-Royal, T-55	Contrat terminé
		Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles	Contrat en cours d'exécution jusqu'en 2020
	15-14538	Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension	Contrat en cours d'exécution jusqu'en 2017
	14-14050	Ville-Marie	Intention de l'arrondissement de renouveler
Remorquage Mobile	15-14924 (fait suite à l'appel d'offres 15-14685)	Le Plateau-Mont-Royal, T-53	Contrat terminé
	15-14616	Verdun	Contrat terminé
	14-13814	Verdun	Contrat terminé
	13-13147	Verdun	Contrat terminé
Auto Cam 2000	15-14685	Le Plateau-Mont-Royal, T-54	Contrat terminé
	15-14616	Verdun	Contrat terminé
	14-13814	Verdun	Contrat terminé
	13-13147	Verdun	Contrat terminé

4.2 Contravention aux exigences des documents d'appel d'offres

En déposant une soumission, tout entrepreneur s'engage à respecter la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal*. Cette politique fait partie des documents d'appel d'offres et se retrouve en annexe des Clauses administratives générales.

Dans chacun des documents d'appel d'offres examinés dans la présente décision, la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* alors en vigueur était libellée ainsi au chapitre de la collusion[7] :

> **4.3 Non-collusion**
>
> En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, que les personnes suivantes :
>
> - le soumissionnaire;
> - un sous-traitant;
> - un des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, lequel serait affecté à l'exécution du contrat visé par l'appel d'offres;
> - une personne qui est liée au soumissionnaire ou lui était liée à un moment ou l'autre pendant la période de soumission;
>
> ont établi cette soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou conclu un arrangement avec un concurrent, tout organisme ou personne, autre que le soumissionnaire, lié ou non au soumissionnaire, quant aux prix, aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix, non plus quant à la décision de présenter ou non une soumission, ou de présenter une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres.
>
> [...]

L'article 4.3 de la politique incluse dans les documents d'appel d'offres des contrats faisant l'objet de la présente décision exige que le signataire de la soumission affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse, le soumissionnaire, un de ses employés, ou une personne qui lui était liée, ont établi la soumission sans collusion et sans avoir communiqué ou conclu d'arrangement avec un concurrent quant aux prix ou à la décision de présenter ou non une soumission.

Steve Lenfesty (Remoquage Mobile), Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.) et Réal Tourigny (Auto Cam 2000) ont avoué au Bureau de l'inspecteur général avoir conclu des ententes de nature collusoire avec des concurrents et avoir communiqué avec des compétiteurs dans le but de discuter de leur intention de déposer ou non une soumission aux appels d'offres, des prix auxquels ils soumissionneraient et du nombre de remorqueuses qu'ils proposeraient dans leur offre.

Or, pour l'ensemble des contrats examinés dans la présente décision, ce sont ces mêmes individus qui sont les signataires respectifs des soumissions déposées par les entreprises.

---

[7] Cette version de la politique a été adoptée par le conseil municipal et le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, respectivement les 17 et 20 juin 2013. Une nouvelle version de la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* a été adoptée par le conseil municipal et le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, respectivement les 23 et 25 août 2016.

Ils ne peuvent ainsi prétendre qu'ils ne savaient pas que les soumissions déposées avaient été établies avec collusion ou après avoir communiqué ou conclu un arrangement avec un concurrent.

Les gestes commis contreviennent ainsi à l'article 4.3 de la version de la politique alors applicable et qui faisait partie des documents d'appel d'offres des contrats octroyés. Les soumissions déposées par Remorquage Taz inc., Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 ne respectent donc pas la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* et donc, par le fait même, ne respectent pas une des exigences des documents d'appels d'offres, puisque la politique fait partie intégrante de ces documents.

Au surplus, par le biais de l'article 27.1 des Instructions aux soumissionnaires des appels d'offres examinés, les soumissions contiennent des affirmations solennelles de leur signataire qui s'avèrent mensongères et contiennent ainsi de faux renseignements. En effet, l'article 27.1 stipule ce qui suit :

> En déposant une soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues à la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville ou par l'Arrondissement faisant l'objet du présent appel d'offres, en vertu de la Loi sur les cités et villes et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de cette Politique (jointe en annexe).

5. Intervention de l'inspecteur général

Les pouvoirs d'intervention de l'inspecteur général sont prévus à l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal* :

> **57.1.10.** L'inspecteur général peut annuler tout processus de passation d'un contrat de la ville ou de toute personne morale visée au paragraphe 1° du cinquième alinéa de l'article 57.1.9, résilier tout contrat de la ville ou de cette personne morale ou suspendre l'exécution d'un tel contrat lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :
>
> 1° s'il constate le non-respect d'une des exigences des documents d'appel d'offres ou d'un contrat, ou que des renseignements donnés dans le cadre du processus de passation d'un contrat sont faux;
>
> 2° s'il est d'avis que la gravité des manquements constatés justifie l'annulation, la résiliation ou la suspension.
>
> [...]

En vertu de cette disposition, pour être en mesure de résilier un contrat, l'inspecteur général doit être en présence du non-respect d'une des exigences des documents d'appel d'offres ou du contrat, ou encore en présence de renseignements faux donnés dans le cadre du processus de passation du contrat. Il doit au surplus être d'avis que les manquements constatés sont suffisamment graves pour justifier la résiliation des contrats.

Tel qu'il a été démontré précédemment, l'inspecteur général conclut de la preuve recueillie que les soumissions déposées par Remorquage Mobile, Remorquage Taz inc. et Auto Cam 2000 dans le cadre des appels d'offres 15-14685, 15-14538, 14-14050, 15-14616, 14-13814 et 13-13147 contreviennent à la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* alors en vigueur, ne respectent pas les exigences des documents d'appels d'offres et contiennent de faux renseignements au sens de l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

L'inspecteur général estime que les faits révélés en cours d'enquête sont graves et démontrent de façon flagrante les stratagèmes collusoires employés par Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et Réal Tourigny (Auto Cam 2000) dans le cadre de nombreux contrats en appel d'offres, notamment des partages de contrats, des soumissions arrangées ainsi que certaines tentatives de collusion.

Les gestes posés sont une véritable entrave au libre marché et détournent le processus d'appel d'offres public de sa mission première qui est de susciter la plus grande concurrence de façon à ce que le donneur d'ouvrage obtienne le meilleur service au meilleur prix[8]. À cet effet, il peut être rappelé que dans l'arrondissement de Verdun, des écarts de 76,47% à 78,57% ont été observés entre les prix des soumissions déposées par les entrepreneurs s'étant entendus sur les prix (Steve Lenfesty, Remorquage Mobile et Réal Tourigny, Auto Cam 2000) et le prix proposé par l'autre adjudicataire[9].

De l'avis de l'inspecteur général, les faits justifient la résiliation des contrats toujours en cours d'exécution qui ont été octroyés suite à des processus d'adjudication entachés de manœuvres dolosives. L'objectif ici est d'éviter qu'une entreprise qui se livre à des tactiques collusoires puisse effectuer ou continuer d'effectuer les contrats qu'elle a obtenus grâce à l'emploi de ces manœuvres.

Dans sa réponse écrite à l'Avis à une partie intéressée datée du 8 septembre 2016, Jean-Marc Lelièvre (Remorquage Taz inc.) affirme que si l'inspecteur général lui « enlève » ses « petits contrats », ce n'est « pas vraiment payant à 75$ l'heure ».

Cet élément n'est pas pertinent à la décision de l'inspecteur général au regard de savoir s'il y a eu contravention aux documents d'appel d'offres.

L'inspecteur général prononce ainsi la résiliation des contrats actuellement en cours d'exécution, soit les trois (3) contrats octroyés à Remorquage Taz inc. suite aux appels

---

[8] Me Pierre Giroux et Me Denis Lemieux, *Contrats des organismes publics québécois*, éd. Wolters Kluwer (pages 809-2); *R.P.M. Tech inc.* c. *Gaspé (Ville)*, REJB 2004-60675 (C.A.), par. 25; *Drummondville (Ville de)* c. *Construction Yvan Boisvert inc.*, 2004 CanLII 73066 (C.A.), par.1; *Groupe Morin Roy, s.e.n.c.* c. *Blainville (Ville)*, REJB 2003-43965 (C.S.), par. 24; *Archevêque & Rivest ltée* c. *Beaucage*, EYB 1983-118139 (C.A.), par. 52.

[9] Appels d'offres 15-14616 et 14-13814.

d'offres 15-14685, 15-14538 et 14-14050, pour les services de remorquage dans les arrondissements de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et de Ville-Marie[10].

Pour ce qui est des autres contrats dont les processus d'adjudication ont été entachés de collusion mais qui sont actuellement terminés[11], l'inspecteur général ne peut les résilier puisque leur période d'exécution est arrivée à échéance. L'inspecteur général possède cependant suffisamment de preuve pour conclure que les présidents et signataires des soumissions de Remorquage Taz inc., Remorquage Mobile et Auto Cam 2000 ont contrevenu à la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal*.

Subsidiairement à la résiliation des contrats en cours, l'inspecteur général souligne que récemment, une révision importante de la politique a été effectuée. Le conseil municipal et le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal ont adopté cette nouvelle version de la politique, respectivement les 23 août et 25 août 2016[12].

Dans les mesures transitoires prévues, cette nouvelle version de la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* emporte une conséquence additionnelle pour les sujets visés par l'enquête du Bureau de l'inspecteur général :

> **39.** [...]
>
> La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de 5 années [5 années précédant le 23 août 2016], dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

---

[10] Dans l'éventualité où le contrat dans l'arrondissement de Ville-Marie est renouvelé pour la saison hivernale 2016-2017, conformément à l'intention que l'arrondissement a manifestée au Bureau de l'inspecteur général.

[11] Contrats accordés à Remorquage Taz inc. suite à l'appel d'offres 15-14685 (Le Plateau-Mont-Royal, secteur T-55); contrats accordés à Remorquage Mobile suite aux appels d'offres 15-14924 (Le Plateau Mont Royal, secteur T-53), 15-14616 (Verdun), 14-13814 (Verdun) et 13-13147 (Verdun); contrats accordés à Auto Cam 2000 suite aux appels d'offres 15-14685 (Le Plateau-Mont-Royal, secteur T-54), 15-14616 (Verdun), 14-13814 (Verdun) et 13-13147 (Verdun).

[12] Résolution du conseil municipal CM16 0963 et Résolution du conseil d'agglomération CG16 0507.

Cette conséquence est applicable à l'égard des contrats actuellement en cours d'exécution, mais également à l'égard des contrats terminés, tant que l'acte contraire à la politique a été commis après le 23 août 2011, dans le cas des contrats relevant de la compétence du conseil municipal.

Or, au chapitre de la collusion et des manœuvres dolosives, la nouvelle version de la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal*, telle qu'adoptée par le conseil municipal et le conseil d'agglomération de la Ville, respectivement les 23 et 25 août 2016, prévoit ce qui suit :

> **17.** Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.
>
> En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

Dans sa réponse à l'Avis à une partie intéressée datée du 7 septembre 2016, Steve Lenfesty écrit que Remorquage Mobile œuvre dans le domaine depuis plus de vingt (20) ans, dont de nombreuses années à la Ville de Montréal. Il ajoute que le travail est bien exécuté et que la réputation de l'entreprise est excellente à la Ville. Steve Lenfesty souligne que dans le secteur d'opération de Remorquage Mobile, très peu de joueurs sont capables de répondre aux exigences de la Ville et de fournir les équipements nécessaires et donc que les mêmes soumissionnaires sont régulièrement sollicités.

Steve Lenfesty réitère que les déclarations qu'il a faites au Bureau de l'inspecteur général ont été de bonne foi et en toute franchise. Il souligne que Remorquage Mobile est intègre dans ses relations d'affaires. En terminant, Steve Lenfesty réitère son désir profond de continuer à fournir des services de remorquage à la Ville et s'engage à remplir toutes les conditions et exigences du Bureau de l'inspecteur général.

De son côté, Jean-Marc Lelièvre affirme qu'il n'y a pas vraiment de compétition, qu'il a soumissionné sur des contrats que personne ne voulait et que « personne ne veut investir dans ce domaine pour le peu que ça rapporte ». Il termine en indiquant que si l'inspecteur général l'écarte de la possibilité de soumissionner, ce serait son « remerciement pour avoir bien servi la Ville pendant 14 années », puisqu'il « a pris les casse-têtes du remorquage ».

Ces arguments ne peuvent être retenus puisque la décision de l'inspecteur général se base sur des contraventions flagrantes et graves à des dispositions de la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* au chapitre des mesures visant à lutter contre la collusion, contraventions qui affectent l'intégrité et l'objectif même du processus d'appel d'offres. D'ailleurs, dans sa réponse écrite à l'Avis, Steve Lenfesty reconnaît lui-même la gravité des faits reprochés et admet « avoir fait preuve de légèreté au cours de discussions » qu'il qualifie d'« anodines ».

L'inspecteur général recommande ainsi que, conformément aux nouvelles dispositions de la *Politique de gestion contractuelles de la Ville de Montréal*, les personnes suivantes soient écartées de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années, à compter de la date de la présente décision :

- les soumissionnaires Remorquage Taz inc. (9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.) et Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.);
- Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty; et
- toute personne liée aux soumissionnaires, tel que défini dans la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal[13].

POUR CES MOTIFS,

L'inspecteur général

RÉSILIE le contrat accordé à **Remorquage Taz inc.** suite à l'appel d'offres **15-14685** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe aux Trembles**.

RÉSILIE le contrat accordé à **Remorquage Taz inc.** suite à l'appel d'offres **15-14538** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc Extension**.

RÉSILIE le contrat accordé à **Remorquage Taz inc.** suite à l'appel d'offres **14-14050** pour le remorquage de véhicules dans l'**arrondissement de Ville-Marie, si ce contrat est renouvelé pour la saison hivernale 2016-2017** conformément à l'intention manifestée par l'arrondissement.

INFORME la Ville de Montréal de la commission d'actes contraires à la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal*, par **Jean-Marc**

[13] L'article 1(5) de la Politique de gestion contractuelle définit ainsi « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants.

Lelièvre (Remorquage Taz inc.), Steve Lenfesty (Remorquage Mobile) et Réal Tourigny (Auto Cam 2000), dans le cadre des appels d'offres **15-14685, 15-14616, 14-13814, 13-13147, 15-14538 et 14-14050**.

RECOMMANDE que, conformément aux nouvelles dispositions de la *Politique de gestion contractuelles de la Ville de Montréal*, **Remorquage Taz inc. (9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.), Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.), Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny, Steve Lenfesty et toute autre personne liée à ces entreprises** soient écartés de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années, à compter de la date de la présente décision.

TRANSMET, en vertu de l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*, une copie de cette décision au **maire de la Ville** ainsi qu'au **greffier** afin que celui-ci l'achemine aux conseils concernés de la Ville, en l'occurrence le **conseil municipal de la Ville de Montréal et les conseils d'arrondissement de Ville-Marie, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles**.

L'inspecteur général,

Denis Gallant, Ad. E.

ORIGINAL SIGNÉ

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE (version finale), telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L’adjudicataire d’un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l’apparition de tout lien d’affaires entre les personnes ayant participé à l’élaboration de l’appel d’offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l’apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D’INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d’un appel d’offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d’offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l’inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l’intégrité du processus d’octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d’offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d’influence ont eu lieu pour l’obtention d’un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses communications l’ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l’éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d’influence ont été effectuées en vue de l’obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu’il n’y a pas eu et qu’il n’y aura pas de communication d’influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d’enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l’éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la

Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV

PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal*, les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de

ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*.

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance

liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;
- ait admis avoir participé à un tel acte;
- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les 5 années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant 5 ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de 5 années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s’applique à tout processus d’appel d’offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L’application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

ANNEXE

Dispositions législatives de la *Loi sur les cités et villes* citées dans la Politique de gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir:

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30^{e} jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal citée* dans
la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes:

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville;

b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;

c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1º;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2º relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

ANNEXE

Montréal

Engagement solennel

Service de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Mandat : Appel d'offres 16-XXXX (TITRE)

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Signature des membres du comité de sélection

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature

Signature du secrétaire du comité de sélection

Signé à _____, le

Montréal

Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Tél. : 514 872-3142
Fax : 514 872-5655

PAR MESSAGER

Le 26 septembre 2016

Monsieur Jean-Marc Lelièvre
Remorquage TAZ inc.
401, avenue Courtemanche
Montréal-Est (Québec) H1B 4X7

Objet : **Décision – Résiliation et recommandations visant divers contrats octroyés par des arrondissements pour la location de remorqueuses avec opérateurs lors d'opérations de déneigement**
Résolution CA14 240719 (arrondissement de Ville-Marie)
Résolution CA15 30 10 0274 (arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles)
Résolutions CA16 14 0179 et CA15 14 0301 (arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension)

Monsieur,

Conformément à l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), je vous transmets, pour votre information et votre gouverne, copie de la décision rendue ce jour par l'Inspecteur général de la Ville de Montréal, laquelle résilie les contrats octroyés par les résolutions ci-haut mentionnées et dont copies sont également jointes à la présente.

Veuillez recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le greffier adjoint de la Ville,

Emmanuel Tani-Moore, avocat

p.j.

cc Me Denis Gallant, Inspecteur général

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164990002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division des pratiques d'affaires , Section soutien aux activités des processus d'affaires
Objet :	Écarter, conformément aux nouvelles dispositions de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, notamment ses articles 17, 32 et 39, Remorquage TAZ Inc. (9147-1953 Québec inc.), Remorquage Mobile (9273-5893 Québec inc.), Auto Cam 2000 (9096-1681 Québec inc.), Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty et toutes les personnes liées à ces entreprises, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années, à compter du 26 septembre 2016. Mettre les noms ci-dessus sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle ainsi que le nom des personnes liées à Jean-Marc Lelièvre, Réal Tourigny et Steve Lenfesty.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

La Ville a la discrétion, conformément aux article 17, 32 et 39 de la Politique de gestion contractuelle, d'inscrire les personnes visées par le présent sommaire décisionnel ainsi que toute personne qui leur est liée au sens prévu à la Politique de gestion contractuelle au Registre des entreprises écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Elles seront alors exclues de tout contrat (incluant les appels d'offres) et de tout sous-contrat de la Ville de Montréal pour une période de 5 ans à compter du 26 septembre 2016.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1163673009

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Studio Plasma inc., pour la production de l'exposition temporaire soulignent le 50e anniversaire d'Expo 67 : Explosion 67. Terre des jeunes pour une somme maximale de 240 252.33 $, taxes incluses – Appel d'offres public no 16-15655 (1 soumissionnaire) – et approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire **Studio Plasma**, firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services requis pour la production de l'exposition temporaire soulignent le 50e anniversaire d'Expo 67 : *Explosion 67. Terre des jeunes,* pour une somme maximale de 240 252.33 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 16-15655 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-11-04 14:02

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163673009**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Centre d'histoire de Montréal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Studio Plasma inc., pour la production de l'exposition temporaire soulignent le 50e anniversaire d'Expo 67 : Explosion 67. Terre des jeunes pour une somme maximale de 240 252.33 $, taxes incluses – Appel d'offres public no 16-15655 (1 soumissionnaire) – et approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre d'histoire de Montréal (CHM) souhaite réaliser une exposition temporaire immersive sous le titre *Explosion 67. Terre des jeunes.* Cette exposition mettra en scène la mémoire de l'expérience qu'en ont eue d'Expo67, les jeunes de 11 à 21 ans qui l'ont visitée en 1967 (avec un coup d'oeil sur le Montréal de 1967 à 1969 et de Terre des Hommes). Ceci sera fait grâce à divers moyens scénographiques, entre autres, des moyens multimédia et la mise en scène d'une série de récits numérisés. L'exposition permettra aux visiteurs de connaître sous un angle inédit l'effervescence de l'événement et du Montréal de cette époque. Elle remettra l'événement dans ses contextes national et international de la fin des années 1960, sans masquer certains aspects moins magiques de ce moment mémorable. Fort de son expérience des populaires expositions *Quartiers disparus* et *Scandale!* , et de ses commémorations d'Expo 67 en 1997 et 2007, le Centre d'histoire de Montréal compte ainsi souligner de manière forte l'engagement de la Ville de Montréal dans les célébrations du 50^{e} anniversaire d'Expo 67 et du 375^{e} de Montréal. L'exposition présentera notamment aux visiteurs, en réalité virtuelle, une maquette numérique du site d'Expo 67 offrant une promenade virtuelle en minirail alliant contenus historiques, visuels et audiovisuels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1433 – 7 septembre 2016 : Autoriser la réception d'une aide financière de 150 000 $ provenant de la Société des musées du Québec pour le projet « Maquette virtuelle et interactive du site d'Expo 67 »; approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette aide financière; autoriser la directrice du Service de la culture à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville; autoriser un budget additionnel de dépense équivalent au revenu

additionnel correspondant et autoriser le Service de la culture à affecter ce montant pour la réalisation du projet « Maquette virtuelle et interactive du site d'Expo 67 », conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.
CE16 1432 - 7 septembre 2016 : Autoriser une dépense de 12 000 $ pour l'acquisition d'une maquette numérique représentant l'Exposition universelle de 1967, afin de souligner le 50e anniversaire de l'Expo 67; approuver un projet d'entente par lequel la Ville de Montréal acquiert de M. Dominic Tremblay ladite maquette numérique; autoriser la directrice du Service de la culture, à signer le projet d'entente pour et au nom de la Ville; imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CM12 0683 - 21 août 2012 - Approuver un projet de convention par lequel Lupien Matteau inc., atelier de design intégré, seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation du projet de renouvellement de l'exposition permanente du Centre d'histoire de Montréal, pour une somme maximale de 458 186,02 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 12-11937, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de convention; imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Entériner le choix de la firme Studio Plasma sélectionnée à l'issue de l'appel d'offres public no 16-15655, seule soumissionnaire et lui accorder un contrat pour la production de l'exposition *Explosion 67. Terre des jeunes* pour une somme maximale de 240 252.33 $, taxes incluses, et approuver un projet de convention à cette fin.

JUSTIFICATION

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Soumissionnaire 1	240 252,23 $		240 252,23 $
Soumissionnaire 2			
Soumissionnaire 3			
Soumissionnaire 4			
Soumissionnaire 5			
Dernière estimation réalisée			241 447,50 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			240 252,23 $ 0 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			N/A N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(1 195,17 $) 0,5 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	N/A

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget global prévu est de 240 252.33 $, taxes incluses, dont 130 872.00 $ seront imputés au compte de la subvention de la SMQ pour le projet « Maquette virtuelle et interactive du site d'Expo 67 » dans le cadre de la mesure 24 du Plan culturel numérique du Québec au CR 101360, projet 002479 et 38 088.50 $ seront imputés au CR 101079 et 40 000.00 $ au CR 101082 des budgets de fonctionnement du Centre d'histoire 2017. Le montant de la soumission est plus bas de 0,5% du budget alloué au projet et divulgué dans le cadre de l'appel d'offres.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue directement au *Plan corporatif de développement durable* dont à ces objectifs :
Une collectivité au coeur du développement durable
LA PARTICIPATION ET LA CONCERTATION
- échange d'expériences et d'histoires

Une meilleure qualité de vie
LA COHÉSION SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ
- la diversité et le dynamisme culturel
- la protection de l'histoire et du patrimoine : diffusion, transmission et mise en valeur

Une croissance économique durable
L'INNOVATION ET LE SAVOIR
- L'éducation
- la compétitivité : tourisme culturel.

La maquette numérique sera présentée en tout ou en partie sur le site du parc Jean-Drapeau, en collaboration avec les gestionnaires du Parc. Après la fin de l'exposition temporaire, en 2019, la maquette numérique sera intégrée aux présentations permanentes du Centre d'histoire de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet d'exposition permettra au Centre d'histoire de Montréal de maintenir et d'augmenter sa visibilité médiatique, sa notoriété comme institution municipale mettant en valeur la mémoire des Montréalais, d'augmenter son achalandage et de participer aux célébrations du 375^{e}. Par cette exposition, la Ville de Montréal et son Service de la culture assureront une participation directe aux célébrations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La stratégie de communication sera développée par le Centre d'histoire de Montréal pour son réseau et ses partenaires habituels; cette stratégie sera toutefois intégrée et adaptée, au besoin, à la stratégie globale de communications du 50^{e} d'Expo 67 préparée par les communicateurs de la Ville de Montréal et du 375^{e} de Montréal. En tant que lieu de diffusion et musée municipal, le CHM travaillera plus spécifiquement en partenariat avec le Parc Jean -Drapeau pour le lancement, la promotion et les relations de presse autour de son exposition Explosion 67. Cette stratégie tiendra également compte des engagements et

obligations en termes de communications et de visibilité, liant la Ville au gouvernement du Québec, comme bénéficiaire d'une subvention du Plan numérique du Québec (Annexe C - Convention *Aide en numérique pour les institutions muséales reconnues par le Ministère de la culture et des communications – Volet 2 - Création de contenu numériques innovants).*

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Selon le devis de l'appel d'offres, la production démarrera dès le contrat signé, et devra respecter les livrables suivants :
• Sous projet 1 - Production matérielle de l'exposition – **Le 8 avril 2017**
• Sous projet 2 - Production audiovisuelle – **Le 15 avril 2017**
• Sous projet 3 – Maquette et parcours numérique immersif – **Le 15 avril 2017**

L'exposition sera ouverte au public le 28 avril 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'appel d'offre a été fait en respectant les encadrements administratifs, les règles et les avis juridiques assurant une équité entre les soumissionnaires. Les visites des espaces d'exposition ont été faites sur demande et les questions des soumissionnaires ont obtenu réponse.
Les clauses en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses dans les instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Badre Eddine SAKHI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-10-28
Jean-François LECLERC Chef de section centre d'histoire de montréal	Gina TREMBLAY Chef de division - Développement culturel
Tél : 514 872-3216	**Tél :** 514 872-5592

Télécop. : 514 872-9645

Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-10-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1163673009

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à la firme Studio Plasma inc., pour la production de l'exposition temporaire soulignent le 50e anniversaire d'Expo 67 : Explosion 67. Terre des jeunes pour une somme maximale de 240 252.33 $, taxes incluses – Appel d'offres public no 16-15655 (1 soumissionnaire) – et approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15655 intervention.pdf16-15655 tcp.pdf16-15655 Deh Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-31

Danielle CHAURET
C/S app.strat.en biens
Tél : (514) 872-1027
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15655 — No du GDD : 1163673009

Titre de l'appel d'offres : Exposition temporaire 50e d'expo 67 : Explosion 67 – Terre des jeunes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 10 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 24 - 10 - 2016

Ouverture faite le : 26 - 10 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 24 - 10 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 10

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 4 - 2017

Date d'échéance révisée : 24 - 4 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Studio Plasma inc.	240 252,33 $	√	

Information additionnelle

9 désistements: (2) Montant élevé pour le budget alloué, (1) sous-traitant, (2) aucune réponse, (2) Pas le même domaine d'activité (1) Charge de travail élevée, (1) manque d'expertise pour le projet

Préparé par : Sakhi Badre Eddine — Le 28 - 10 - 2016

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	16-15655	Titre de l'appel d'offres:	Exposition temporaire 50e d'expo 67 : Explosion 67 – Terre des jeunes	
Badre Eddine Sakhi			**Studio Plasma inc.**			
No	**Articles**	**Terme**	**Qté prév.**	**Prix forfaitaire** **Total**	**Coût unitaire** **Total**	**Coût unitaire** **Total**
1	Production matérielle de l'exposition Explosion 67 – Terre des jeunes, productions audio, audiovisuelle et multimédia des contenus et production d'un parcours immersif numérique en 3D, conformément au devis technique et annexes.	1	1	208 960,50 $ 208 960,50 $		
				Total 208 960,50 $	**Total**	**Total**
				TPS 10 448,03 $	**TPS**	**TPS**
				TVQ 20 843,81 $	**TVQ**	**TVQ**
				TOTAL 240 252,34 $	**TOTAL**	**TOTAL**

Soumissionnaire le moins cher au total								
Studio Plasma inc.	208 960,50 $	+ TPS	10 448,03 $	+ TVQ	20 843,81 $	=	**240 252,34 $**

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	16-15655	Titre de l'appel d'offres	Exposition temporaire 50e d'expo 67 : Explosion 67 – Terre des jeunes			Nom de l'agent d'approvisionnement	Badre Eddine Sakhi
Date d'ouverture	2016-10-26	Appel d'offres	Publique	Service requérant	SERVICE DE LA CULTURE	Requérant	Jean-François Leclerc

Prix forfaitaire

	Adjudicataire recommandé		
	Studio Plasma inc.	0	0
Total avant taxes	208 960,50 $		
TPS	10 448,03 $		
TVQ	20 843,81 $		
TOTAL	**240 252,34 $**		

Commentaires	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15655
Numéro de référence : 1018824
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Exposition temporaire 50e d'expo 67 : Explosion 67 – Terre des jeunes

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
20k inc 709 rue de Saint-Vallier Est Québec, QC, G1K 3P9 NEQ : 1166384686	Monsieur Francois Canac-Marquis Téléphone : 418 694-2220 Télécopieur :	**Commande : (1187151)** 2016-10-07 8 h 43 **Transmission :** 2016-10-07 8 h 43	2662528 - 16-15655 Addenda N° 1 2016-10-17 14 h 11 - Courriel 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 57 - Courriel 2665179 - 16-15655 Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
atelier LABOUTIQUE 5500 Fullum suite 204 b Montréal, QC, h2g2h3 http://atelierlaboutique.com NEQ : 3367403048	Monsieur Sébastien Boucher Téléphone : 514 512-5500 Télécopieur :	**Commande : (1190844)** 2016-10-18 9 h 12 **Transmission :** 2016-10-18 9 h 12	2662528 - 16-15655 Addenda N° 1 2016-10-18 9 h 12 - Téléchargement 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 57 - Courriel 2665179 - 16-15655

				Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Expographiq 65 Adrien Robert Gatineau, QC, J8Y3S3 NEQ : 1145498433	Monsieur Ray Cyr Téléphone : 819 770-5167 Télécopieur : 819 770-9816	**Commande : (1186564)** 2016-10-06 3 h 40 **Transmission :** 2016-10-06 3 h 40	2662528 - 16-15655 Addenda N° 1 2016-10-17 14 h 12 - Télécopie 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 58 - Télécopie 2665179 - 16-15655 Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 12 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Grandchamp Chapiteaux inc. 450 Saint-Paul Repentigny, QC, J5Z 0C8 http://www.grandchamp.ca NEQ : 1160075199	Monsieur Bernard Grandchamp Téléphone : 514 875-1913 Télécopieur : 450 582-4045	**Commande : (1186566)** 2016-10-06 6 h 43 **Transmission :** 2016-10-06 6 h 43	2662528 - 16-15655 Addenda N° 1 2016-10-17 14 h 11 - Courriel 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 57 - Courriel 2665179 - 16-15655 Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Idées Au Cube 2120 Sherbrooke Est # 905 Montréal, QC, H2K 1C3 http://www.id3.com NEQ : 1143381185	Monsieur René Lepire Téléphone : 514 524-8520 Télécopieur : 514 524-7250	**Commande : (1187232)** 2016-10-07 10 h 01 **Transmission :** 2016-10-07 10 h 01	2662528 - 16-15655 Addenda N° 1 2016-10-17 14 h 11 - Courriel 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 57 - Courriel 2665179 - 16-15655 Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis)

				: Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	kbs+ montréal 3510 boul. St-Laurent 410 Montréal, QC, H2X2V2 http://www.kbsp.ca NEQ : 3367474403	Madame Lisa Senecal Téléphone : 514 315-2705 Télécopieur :	**Commande : (1187005)** 2016-10-06 15 h 47 **Transmission :** 2016-10-06 15 h 47	2662528 - 16-15655 Addenda N° 1 2016-10-17 14 h 11 - Courriel 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 57 - Courriel 2665179 - 16-15655 Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Films de La Baie 1441 boulevard Renaud Saguenay, QC, g7h 3n7 NEQ : 1167346395	Monsieur Philippe Belley Téléphone : 418 543-8216 Télécopieur :	**Commande : (1186480)** 2016-10-05 15 h 42 **Transmission :** 2016-10-05 15 h 42	2662528 - 16-15655 Addenda N° 1 2016-10-17 14 h 11 - Courriel 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 57 - Courriel 2665179 - 16-15655 Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LG2 - Labarre Gauthier Inc. 3575 boul. St-Laurent, suite 900 Montréal, QC, H2X 2T7 NEQ : 1169710952	Madame Isabelle Morin Téléphone : 514 281-8901 Télécopieur : 514 281-0957	**Commande : (1186779)** 2016-10-06 11 h 12 **Transmission :** 2016-10-06 11 h 12	2662528 - 16-15655 Addenda N° 1 2016-10-17 14 h 11 - Courriel 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 57 - Courriel 2665179 - 16-15655 Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
				2662528 - 16-15655

☐	Realisations inc. 400-7275, St-Urbain Montréal, QC, H2R 2Y5 http://www.realisations.net NEQ : 1149683352	Madame Maryse Mathieu Téléphone : 514 842-3057 Télécopieur :	**Commande : (1186702)** 2016-10-06 9 h 55 **Transmission :** 2016-10-06 9 h 55	Addenda N° 1 2016-10-17 14 h 11 - Courriel 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 57 - Courriel 2665179 - 16-15655 Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	STUDIO PLASMA 880, rue Roy Est Bureau 100 Montréal, QC, H2L 1E6 NEQ : 1163441687	Monsieur Yanik Daunais Téléphone : 514 861-5959 Télécopieur :	**Commande : (1186562)** 2016-10-06 2 h 48 **Transmission :** 2016-10-06 2 h 48	2662528 - 16-15655 Addenda N° 1 2016-10-17 14 h 11 - Courriel 2664210 - 16-15655 Addenda N° 2 - Report de date 2016-10-20 14 h 57 - Courriel 2665179 - 16-15655 Addenda N° 3 2016-10-24 15 h 11 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

l'éducation.

Autorité des marchés financiers

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163673009

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section Centre d'histoire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à la firme Studio Plasma inc., pour la production de l'exposition temporaire soulignent le 50e anniversaire d'Expo 67 : Explosion 67. Terre des jeunes pour une somme maximale de 240 252.33 $, taxes incluses – Appel d'offres public no 16-15655 (1 soumissionnaire) – et approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1163673009.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget - Service des finances - Point de service Brennan 2
Tél : 514-868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-31

Habib NOUARI
Agent de gestion des ressources financières

Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **STUDIO PLASMA INC**., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 880, rue Roy, bureau 100, Montréal (Québec) H2L 1S7, agissant et représentée par Yanik Daunais, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 2016.

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N$_o$ d'inscription T.P.S. : 812650877 RT0001
N$_o$ d'inscription T.V.Q. : 1211607960 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directrice** » : la Directrice du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services autres que professionnels, en date du 4 octobre 2016 relatifs à la réalisation de la mise à jour de l'exposition permanente du Centre d'histoire de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 26 octobre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à

LIVRER LES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA RÉALISATION DU PROJET DE MISE À JOUR DE L'EXPOSITION DU CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par la Directrice et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration de la Directrice;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que la Directrice ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision de la Directrice sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec la Directrice et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisan l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DE LA DIRECTRICE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Directrice a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7. décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **DEUX CENT QUARANTE MILLE, DEUX CENT CINQUANTE-DEUX DOLLARS ET TRENTE-TROIS SOUS (240 252,33 $)** couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

À la signature de la convention	**20%**
Au dépôt d'un échéancier et budget de production détaillés	**15%**
Au mi-mandat	**35%**
Au dépôt des livrables des sous-projets 1, 2 et 3	**20%**
À la livraison finale	**10%**

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ. Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint

Le e jour 2016

STUDIO PLASMA INC.

Par : _____
Yanik Daunais, directeur général

ANNEXE 1

Centre d'histoire de Montréal

Division du développement culturel
Service de la culture
Ville de Montréal

DEVIS POUR LA PRODUCTION GRAPHIQUE, AUDIO, AUDIOVISUELLE, NUMÉRIQUE ET EN RÉALITÉ 3D DE L'EXPOSITION *EXPLOSION 67- TERRE DES JEUNES*, INCLUANT LA FABRICATION ET L'INSTALLATION DE DÉCORS D'ATMOSPHÈRE ET L'INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS ASSOCIÉS À LA MISE EN PLACE ET À LA DIFFUSION DES CONTENUS

30 septembre 2016

TABLE DES MATIÈRES

1	L'OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
1.1	LE PROJET	3
1.2	DESCRIPTION DU PROJET ET DES SOUS-PROJETS	4
1.2.1	SOUS-PROJET 1 : Production matérielle de l'exposition	4
1.2.2	SOUS- PROJET 2 : Productions audio, audiovisuelle et multimédia	5
1.2.3	SOUS-PROJET 3 : Parcours immersif numérique 3D	5
1.3	EXCLUSIONS	5
2.	VISITE DES LIEUX	6
3.	LANGUES	7
4.	SERVICES ET DOCUMENTS REQUIS DU CONSTRACTANT	8
4.1	SERVICES REQUIS DU CONTRACTANT	8
4.2	DOCUMENTS REQUIS DU CONTRACTANT	10
5.	SERVICES ET DOCUMENTS FOURNIS PAR LE CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL ET LA VILLE	11
6	CALENDRIER ET LIVRABLES	12
7.	LISTE DES ANNEXES	13
8.	CONTENU DE L'OFFRE DE SERVICES, CRITÈRES D'ÉVALUATION ET NOTATION	14

1
L'OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

1.1
LE PROJET

Le Centre d'histoire de Montréal (CHM) souhaite réaliser une exposition temporaire immersive sous le titre *Explosion67. Terre des jeunes*, mettant en scène avec, entre autres des moyens multimédias et une série de récits numérisés, l'histoire d'Expo67 et de Terre des Hommes et la mémoire de l'expérience qu'en ont eue les jeunes de 11 à 21 ans qui l'ont visitée en 1967. L'exposition permettra aux visiteurs de connaître sous un angle inédit l'effervescence de l'événement et du Montréal de cette époque, tout en le remettant dans son contexte national et international de la fin des années 1960 et sans masquer certains aspects moins magiques de ce moment mémorable. Fort de son expérience des populaires expositions *Quartiers disparus* et *Scandale!*, le Centre d'histoire de Montréal souhaite une exposition où la communication des contenus sera surtout audiovisuelle, les textes étant utilisés de manière ponctuelle et sommaire, pour introduire les zones et les contenus, et orienter les visiteurs.

En préparation à cette étape de production, le CHM a rassemblé un comité scientifique, fait des recherches documentaires, visuelles, audiovisuelles et d'objets, fait des appels à tous, sélectionné des témoins et effectué des entrevues filmées et audio. Il a également conçu et élaboré un scénario et un devis sommaire lui permettant de produire une exposition conforme à sa mission, à ses intentions, à son approche et à sa signature institutionnelle, selon des standards muséographiques professionnels. Une sélection préliminaire d'extraits d'entrevues, de documents d'archives publiques, privées et familiales a été faite par le CHM en préparation à cette étape..

L'exposition s'amorcera dès le rez-de-chaussée du musée du 335, place D'Youville, et se déploiera sur tout le premier étage dans les espaces utilisés pour les expositions temporaires. Le scénario et le devis tiennent déjà compte du potentiel et des contraintes de ces espaces.

Le présent appel d'offres vise à assurer la production matérielle, infographique, audiovisuelle, numérique et en réalité 3D des contenus de l'exposition *Explosion67*, incluant les commandes aux fournisseurs et le suivi des commandes, et le montage de l'exposition.

Ce mandat sera réalisé sous la direction de la muséologue responsable du projet et la supervision et le suivi du CHM, de son personnel et des contractuels rattachés au CHM, incluant un designer conseil ayant conçu le devis et un concepteur réalisateur audiovisuel et multimédia chargé de la direction artistique pour la production audiovisuelle de l'exposition par le CHM.

Le contractant soumissionnaire doit compléter son offre de services en conformité avec le présent devis.

1.2
DESCRIPTION DU PROJET ET DES SOUS-PROJETS

Le mandat inclut trois sous-projets reliés à la production de l'exposition et de ses composantes et toute tâche requise pour produire l'exposition tel qu'élaborée par le CHM et décrite dans les documents déposés en annexe :

- Concept et scénario sommaire
- Design préliminaire
- Révision du design préliminaire
- Précisions concernant des modifications au projet
- Orientations graphiques
- Plans et devis de l'exposition
  (annexes 1, 2, addendum 1, annexes 3-4-5, 8,9)

Ce travail sera réalisé à partir de textes, contenus documentaires et visuels fournis par le CHM, incluant notamment :

- Orientations audiovisuelles et de contenus
- Entrevues audiovisuelles, témoins et durée
- Équipements audiovisuels fournis
- Maquette virtuelle du site d'Expo 67
  (annexes 6-7-8-9)

Les items suivants sont exclus du mandat :

- Certains éléments du mobilier d'exposition
- Certains travaux d'aménagements
- Les appareils d'éclairage
  (annexes 10-11-12)

Autres document pertinents :

- Repères historiques et conceptuels
  (annexe 13)
- Signature graphique de l'exposition et logos
  (annexe 14)

1.2.1 SOUS-PROJET 1 : Production matérielle de l'exposition

- La production de l'exposition, son installation et son rodage incluent :
  - La production graphique et infographique des surfaces et éléments requis, du mobilier d'exposition et des décors d'atmosphère et autres composantes complémentaires requis dans l'exposition
  - La conception et la production des éléments multimédias et interactifs de l'exposition,
  - L'intégration, l'installation, le rodage et l'utilisation des équipements requis pour l'exposition, que ce soient les équipements audiovisuels en possession du CHM ou ceux en voie d'acquisition

- L'installation de l'éclairage, des vitrines, des équipements audiovisuels et numériques (qui doivent être accessibles facilement, en cas de remplacement ou de réparation), au montage de tous les décors et éléments requis pour l'exposition**.**

1.2.2 SOUS- PROJET 2 : Productions audio, audiovisuelle et multimédia

- La production et l'intégration des documents d'interprétation audio et audiovisuels de l'exposition à partir des entrevues et extraits d'entrevues, du matériel documentaire, audiovisuel, et des témoignages sélectionnés et rassemblés selon le synopsis de production pour chaque zone de l'exposition et d'une durée totale minimale de 90 minutes en fonction du matériel retenu et du respect des messages et des orientations de production. Ce travail sera fait selon les consignes et la direction artistique d'un réalisateur-concepteur engagé par le CHM pour la réalisation des entrevues et des documents audiovisuels.
- La production de bandes sonores d'ambiance pour différentes zones de l'exposition.
- La production des documents numériques et autres, requis pour les différents modules interactifs.
- La programmation informatique des modules interactifs (taquins, table, mosaïque, etc.), et le travail d'intégration des contenus.
- La production de la narration et du sous-titrage (s'il y a lieu) et des sous-titres français ou anglais pour les entrevues.
- La recherche et la sélection complémentaire, si requis, de matériel d'archives iconographiques, audio et audiovisuelles non fournies par le CHM.

1.2.3 SOUS-PROJET 3 : Parcours immersif numérique 3D

- La production d'un parcours immersif virtuel sur le site d'Expo 67 avec périphériques *Oculus Rift* ou des équivalents, à partir d'une maquette numérique immersive de base 3D, acquise par la Ville (lien vers le vidéo de l'animation de base de la maquette virtuelle **- annexe 9)**. Cette maquette devra être habillée, complétée et bonifiée à partir des photos et documents qui seront fournis par le CHM. Ce travail inclut des consultations ponctuelles auprès du concepteur de la maquette numérique de base acquise par la Ville. Ces consultations seront à la charge de la firme retenue pour ce projet.
- La création d'une expérience immersive 3D permettant une « circulation visuelle » à 180 degrés dans un panorama de Montréal à la fin des années 1960, à partir de binoculaires conçus pour l'exposition donnant accès à des images, audiovisuels ou autres documents sur l'époque.

1.3

EXCLUSIONS

Le mandat des sous-projets 1, 2 et 3 exclut :

- La production de certains éléments de mobilier **(annexe 10).**
- La réfection et la préparation des murs et planchers de certaines zones **(annexe 11).**
- Les appareils d'éclairage (sauf exception, sur autorisation du Centre d'histoire de Montréal et à même le budget octroyé au mandataire). **(annexe 12).**
- La rédaction des textes, leur révision et leur traduction.
- La libération et le paiement des droits requis pour les documents d'archives iconographiques, audio et audiovisuelles (avec l'accord du CHM pour les documents complémentaires à ceux déjà sélectionnés, s'il y a lieu).
- La recherche et la sélection d'artefacts.

2
VISITE DES LIEUX

Tous les soumissionnaires doivent faire **une visite obligatoire** et sur une base individuelle des espaces d'exposition temporaire du Centre d'histoire de Montréal, au 335, place D'Youville. Cette visite est préalable au dépôt des soumissions. La visite sera en présence des représentants de la Ville incluant ceux du CHM et sur rendez-vous, en contactant l'agent d'approvisionnement responsable de l'appel d'offres au 514-872-4542. La visite aura lieu durant les heures d'ouverture régulières du musée, du mercredi au dimanche, entre 10 h à 17 h.

3 LANGUES

L'exposition est bilingue (français et anglais). Toutes les productions — y compris les documents audio et audiovisuelles — doivent l'être, en respectant les règles et lois en usage à la Ville de Montréal et au Québec. Les paramètres seront fournis au contractant.

4
DESCRIPTION DES SERVICES ET DOCUMENTS REQUIS DU CONTRACTANT

4.1
SERVICES REQUIS DU CONTRACTANT

Le contractant maître d'œuvre assumera la planification, la coordination, la réalisation, la production, le transport, la mise en place et le rodage des éléments nécessaires à la livraison de l'exposition dans les espaces prévus à cette fin, selon le calendrier et le budget entendus.

Les travaux faisant l'objet du présent mandat menant à la production de l'exposition, et son installation devront être réalisés et l'exposition fonctionnelle au plus tard pour le 25 avril 2017 en vue de l'inauguration de l'exposition le 27 avril 2017 et l'ouverture du public le 28 avril 2017.

Les espaces d'exposition seront disponibles pour le montage entre le 20 mars et le 25 avril 2017. Une période de rodage et d'ajustement (si requis) suivra, jusqu'à la date de fin de l'entente contractuelle.

Tout au long du projet, le contractant maître d'œuvre devra :

- Tenir compte des objectifs du CHM mentionnés dans le devis et de toute directive du responsable du CHM et de son chargé de projet interne, en cours d'élaboration, de production et d'installation du projet, visant à respecter le présent mandat,
- Fournir un (e) chargé (e) de projet qui assurera la coordination du projet, la convocation des rencontres, le suivi du calendrier de production, et toute autre tâche connexe.
- Superviser la bonne marche de la réalisation générale et des mandats spécifiques relevant de ses responsabilités.
- Planifier et réaliser l'ensemble des étapes afin que la mise en place de l'exposition.
- Fournir un échéancier détaillé de la réalisation du projet.
- Fournir le personnel spécialisé et l'expertise requis par le projet.
- Faire rapport périodiquement de l'avancement des travaux, selon un calendrier à déterminer. Des délais d'approbation de 48 heures ouvrables seront habituellement suffisants.
- Présenter pour discussion et faire préalablement approuver par le CHM et ses représentants désignés, toutes les propositions ou modifications au devis.
- En respectant le cadre de l'enveloppe budgétaire établie, fournir en cours de projet pour approbation, les estimés des travaux et des ajustements requis. .
- Participer à des rencontres de travail à Montréal (hebdomadaires à bimensuelles, selon les besoins du projet) et en rédiger les comptes rendus.
- Fournir tous les documents utiles au projet et participer à tous les échanges en français, qui sera la langue de travail.

- S'assurer du respect des normes de sécurité établies et des codes en vigueur.
- Superviser et conclure les ententes avec les sous-contractants requis pour la production de l'exposition, en assurant le suivi de la production et la qualité des résultats, avec la collaboration du personnel du CHM.
- Superviser le montage et l'installation, en collaboration avec le personnel du CHM.
- Superviser l'installation de l'éclairage requis ou des ajustements de l'éclairage existant pour les nouveaux éléments.
- Impliquer de façon étroite les membres de l'équipe du CHM, le réalisateur désigné par le CHM ainsi que toutes autres personnes associées au CHM et que le CHM et ses représentants jugeront pertinentes.

4.2
DOCUMENTS REQUIS DU CONTRACTANT

À la livraison du projet, le contractant maître d'œuvre devra remettre sur des disques durs fournis par le CHM :

- Tous les documents graphiques (images, fonds, textes) en format PDF haute résolution 300 DPI et en format InDesign (ou autre programme similaire) avec les fichiers dépendants (images, polices de caractère, etc.).
- Tous les documents audio en format non compressé (Wave ou AIFF) et en format compressé MP3.
- Tous les documents audiovisuels en format non compressé (MOV) et en format compresser MPEG4.
- Tous les documents créés pour produire l'exposition, dans les formats requis par les divers lecteurs sonores, audiovisuels et ou systèmes de diffusions présents dans l'exposition (MPEG2, H.264, et/ou autres formats).
- Tous les documents interactifs dans leur fichier d'origine et tous leurs fichiers dépendants (images, audio, vidéo, etc.).

À la livraison du projet, le contractant maître d'œuvre devra remettre sur divers supports qu'il fournira :

- Un manuel d'entretien et d'utilisation des dispositifs muséographiques et des équipements audiovisuels et assurer, s'il y a lieu, une formation du personnel concerné.
- Un cahier de réalisation illustré du projet contenant toutes les composantes de l'exposition.
- Au plus tard le 27 mars 2017, le contractant devra remettre les images et animations graphiques pour la production de matériel promotionnel.

5 SERVICES ET DOCUMENTS FOURNIS PAR LE CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL ET LA VILLE

Ce mandat sera réalisé sous la direction de la muséologue responsable du projet et en étroite collaboration avec la Ville et l'équipe du Centre d'histoire de Montréal qui fournira :

- La coordination des collaborations requises de l'équipe du CHM et du suivi interne du projet, ainsi que les relations avec les services municipaux concernés.
- La collaboration d'un réalisateur- concepteur rattaché au CHM et du designer ayant conçu le devis d'exposition.
- La participation active et créative du personnel aux rencontres de conception ou toute autre rencontre requise par le projet.
- L'identification de personnes-ressources du CHM qui assureront l'acheminement aux personnes concernées des documents et demandes qui ne seraient pas du ressort du contractant, dans le cadre du présent mandat.
- La validation et l'acceptation des concepts, scénarios, design, textes et de toute proposition avancée et des rapports d'étape du projet.
- La documentation, les entrevues, les illustrations, les objets, les archives et tout document nécessaire à la préparation de l'exposition et ses contenus textuels, visuels et audiovisuels.
- Une sélection des objets de sa collection ou autres sources, correspondant au concept retenu, selon leur disponibilité.
- La liste de certains éléments de mobilier exclus de l'appel d'offres **(annexe 10).**
- La réfection et la préparation des murs et planchers de certaines zones **(annexe 11).**
- Les appareils d'éclairage en sa possession **(annexe 12).**
- La libération et le paiement des droits requis pour le projet.

6
CALENDRIER ET LIVRABLES

Les soumissionnaires devront déposer une proposition de calendrier et de livrables, en tenant compte des dates et contraintes suivantes.

Le calendrier devra tenir compte des dates de remise suivantes :

- Sous projet 1 - Production matérielle de l'exposition – **Du 13 mars au 8 avril 2017**
- Sous projet 2 - Production audiovisuelle – **Le 15 avril 2017**
- Sous projet 3 - Parcours numérique immersif – **Le 15 avril 2017**

Les travaux créant des nuisances importantes (bruits, poussière et autre) devront se faire de préférence durant les jours et heures de fermeture du musée, (les lundis, les mardis, et avant 10 heures et après 17 h, du mercredi au dimanche). Il faudra que le musée soit propre et fonctionnel à la reprise des activités à 10 heures, et au moment de la livraison de l'exposition et à son inauguration.

7

LISTE DES ANNEXES ET ADDENDUM

- Concept et scénario sommaire et devis de l'exposition **(annexe 1)**
- Design préliminaire **(annexe 2 et addendum 1)**
- Révision du design préliminaire **(annexe 3)**
- Orientations graphiques **(annexe 4)**
- Plans et devis **(annexe 5)**
- Orientations audiovisuelles et de contenus **(annexe 6)**
- Entrevues audiovisuelles, témoins et durée **(annexe 7)**
- Équipements audiovisuels **(annexe 8)**
- Maquette virtuelle **(annexe 9)**
- Exclusion - Éléments de mobilier d'exposition fournis par le CHM **(annexe 10)**
- Exclusion – Éléments d'aménagement assumés par le CHM **(annexe 11)**
- Exclusion - Appareils d'éclairage fournis par le CHM **(annexe 12)**
- Repères historiques et conceptuels **(annexe 13)**
- Signature graphique de l'exposition et logos du Centre d'histoire de Montréal, de la Ville de Montréal et du Ministère de la culture et des communications **(annexe 14).**

8
CONTENU DE L'OFFRE DE SERVICE, CRITÈRES DE CONFORMITÉ

Les propositions seront analysées par un représentant de la Ville selon les critères de conformité suivants :

L'offre de service comprendra un maximum de 10 feuilles recto verso, donc 20 pages, excluant les CV et le portfolio des projets de la firme relatifs à cette proposition, auxquels pourra être jointe une lettre de présentation.

Pour des raisons d'équité entre les soumissionnaires, nous exigeons de limiter votre présentation aux informations demandées et de les présenter sous une forme aussi succincte et claire que possible. Le représentant de la Ville limitera son appréciation des offres aux informations exigées, sans considérer les annexes.

Thèmes et critères	Conformité		Commentaires
Aspect de la conformité technique	**Oui**	**Non**	
- Compréhension du mandat, des objectifs du projet et des sous-projets et de leur contexte, et des démarches requises pour les réaliser, en tenant compte des données présentées dans les documents en annexe.			
- Conformité des services offerts en lien avec le mandat			
- CV corporatif démontrant l'expérience de la firme et de ses partenaires dans la production d'expositions (3 exemples de projets réalisés) et d'expériences en réalité virtuelle (au moins 3 exemples de projets réalisés). NB : un maximum de 3 photos/illustrations par projet réalisé.			
- Clarté, lisibilité et qualité visuelle de la présentation de l'offre soumise par écrit et de son support matériel et visuel.			
Respect des délais et des échéanciers			
- Calendrier de production détaillé des étapes du projet et sous projets tenant compte des échéances, du dépôt de comptes-rendus d'avancement des travaux, des délais de validation par le client, des livrables et de la livraison.			
Fourniture et utilisation des ressources			
- Compétences, tâches et disponibilité du responsable du projet.			

- Compétences, tâches respectives des opérateurs de production et réalisation (experts, professionnels, firmes).			
- Budget de production ventilé par sous-projet.			
Organisation et gestion			
- Répartition des ressources humaines et responsabilités (description et %), pour l'ensemble du projet et chaque sous–projet, incluant l'expérience du chargé de projet et des personnes clés de ces projets.			
- Rôle précis de la firme et de ses sous-traitants dans l'élaboration et la réalisation de ces projets			
Communication et documentation			
- Philosophie de travail et relations avec le client.			

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Page sommaire	Appel d'offres public N° 16-15655 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

Émission :	Fermeture :	À :
5 octobre 2016	24 octobre 2016	14 h

Exposition temporaire 50e d'expo 67 : Explosion 67 – *Terre des jeunes*

Cette soumission devra être reçue au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, au comptoir de réception des soumissions (R-134), **avant 14 h le 24 octobre 2016**. Cette soumission sera ouverte immédiatement après l'échéance du délai prévu pour sa présentation dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville.

Aucune garantie de soumission n'est exigée pour cet appel d'offres.

Description et sommaire de soumission	Montant
Exposition temporaire 50e d'expo 67 : Explosion 67 – *Terre des jeunes*	
Montant total avant taxes :	208,960.50 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	10,448.03 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	20,843.81 $
Montant total :	240,252.33 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : **1163441687** Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés **STUDIO PLASMA INC.**

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

880, rue Roy Est, Bureau 100, Montréal, QC, H2L 1E6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) :	Téléphone : **514-861-5959**		
YANIK DAUNAIS, directeur général	Télécopieur :		
	Courriel : **yanik@studioplasma.ca**		
Signature :	Jour 26	Mois 10	Année 2016

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

26 OCT. 2016

Exposition temporaire 50e d'expo 67 : Explosion 67 – *Terre des jeunes*

Numéro d'article	Description	Unité	Montant forfaitaire
1	Production matérielle de l'exposition *Explosion 67 – Terre des jeunes,* productions audio, audiovisuelle et multimédia des contenus et production d'un parcours immersif numérique en 3D, conformément au devis technique et annexes.	Prix forfaitaire	208,960.50 $
		MONTANT TOTAL AVANT TAXES *:	208,960.50 $

*** Montant à reporter à la page sommaire.**

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Renseignements complémentaires	Appel d'offres public N° 16-15655 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

Ces renseignements complémentaires sont requis dans le cadre de cet appel d'offres. Veuillez compléter les pages suivantes **et les retourner avec votre soumission.**

SECTION A

À la signature 20% / Échéancier et un budget de production détaillé 15% / Mi-mandat 35

1. **Conditions de paiement relatives à cet appel d'offres :** **Livrables de sous-projets 2 et 3 20% / Livraison complète de l'exposition 10**

   N.B. : Vous trouverez plus d'information concernant les conditions de paiement dans la clause 6 des clauses administratives générales.

2. **Confirmation de réception des addenda (s'il y a lieu) :**

   Addenda n° 1 : **oui, 17 octobre 2016** Addenda n° 3 : **oui, 24 octobre 2016**

   Addenda n° 2 : **oui, 20 octobre 2016** Addenda n° 4 : _____

3. **Le soumissionnaire doit déclarer ses liens d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées ci-dessous comme ayant soutenu la Ville dans la préparation dudit appel d'offres.**

N°	Nom	Organisation	Lien/s d'affaire/s	Indiquez le/les liens d'affaires
1	**Pascal Pelletier**	**Figure 55 Inc.**	☑ Oui ☐ Non	**Actionnaire 10% de Studio Plasma**
2	**Antonio-Pierre Almeida**		☐ Oui ☑ Non	**Pigiste occasionnel pour Studio Plasma**
3			☐ Oui ☐ Non	

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements qu'il a fournis sont complets et exacts.

4. **Sous-traitants (si applicable) :**

1. **SIMBIOZ** **Dominique St-Pierre** **Canada**

   Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

   Programmation des applications interactives

   Contribution

   _____

   Contribution

2. ATELIER LA BOUTIQUE | Stéphane Cohou | Canada

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Décors et mobiliers

Contribution

Contribution

3. _____

Nom de la compagnie | Nom du contact et téléphone | Province - Pays

Contribution

Contribution

5. Veuillez nous indiquer les coordonnées de la personne-ressource qui collaborera avec nous pour la mise en place d'un catalogue de produits normalisés (voir clause 17 des « Instructions au soumissionnaire ») :

Nom : Yanik Daunais, dir. gén. Tél. : 514-861-5959

6. Numéro d'enregistrement :

Numéro d'enregistrement TPS : 812650877

Numéro d'enregistrement TVQ : 1211607960

Numéro de fournisseur Ville de Montréal : 275463

Si vous n'êtes pas inscrit comme fournisseur de la Ville, nous vous invitons à le faire sur le site Internet de la Ville de Montréal, dans la section *Affaires et économie – Faire affaire avec la Ville – Fichier des fournisseurs* : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs

7. Sondage – Publication de l'avis d'appel d'offres :

Comment avez-vous pris connaissance de l'existence de cet appel d'offres?
(S.V.P., cochez la case appropriée)

☑ Par la publication dans le SÉAO

☐ Par la publication dans un journal

☐ Autre – veuillez préciser : _____

SECTION B

8. Délais de livraison :

Si le soumissionnaire propose un délai de réalisation, il doit l'indiquer ci-dessous :

Délais de réalisation des projets : _____

(Inscrire le nombre de jours calendriers en lettres et en chiffres)

Sujet à approbation par la Ville.

9. Informations sur le soumissionnaire:

Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants concernant :

La personne à contacter au sujet des demandes de livraison :

Nom : Julie Armstrong ou Marie-Josée Lagrange

Téléphone : 514-861-5959

Télécopieur : _____

Courriel : julie@studioplasma.ca / marie-josee@studioplasma.ca

La personne à contacter pour les renseignements techniques :

Nom : Pierre-Luc Paré

Téléphone : 514-861-5959

Télécopieur : _____

Courriel : pierreluc@studioplasma.ca

La personne à contacter au sujet des demandes de réparations, de garanties :

Nom : Yanik Daunais

Téléphone : 514-861-5959

Télécopieur : _____

Courriel : yanik@studioplasma.ca

10. Ventilation par projet :

À titre informatif, le soumissionnaire doit présenter une ventilation par projet de tous les intervenants impliqués dans la réalisation complète de chaque projet.
(Veuillez joindre un document par projet, trois (3) projets en tous)

Voir document en Annexe : Soumission #D638

Montréal

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services Institutionnels 9515, rue Saint-Hubert Montréal (Québec) H2M 1Z4	**SECTION IV** FORMULAIRES DE SOUMISSION Avenant de responsabilité civile	Appel d'offres public N° 16-15655 biens et services généraux APP_149_BS_R2_201107_public_20160829

ASSUREUR : CHUBB INSURANCE - Assurance commerciale

ADRESSE POSTALE : 1250, René-Lévesque Ouest, QC, H3B 4W8

ASSURÉ : Studio Plasma Inc.

ADRESSE POSTALE : 880, rue Roy Est, Bureau 100, Montréal, QC, H2L 1E6

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Nom **VILLE DE MONTRÉAL** (dénommée le titulaire) que les assurances énumérées au tableau ci-dessous sont en vigueur à ce jour et qu'elles jouent aussi en faveur du titulaire, de ses employés et des membres de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement, étant toutefois précisé que cet avenant est restreint au projet suivant :

DESCRIPTION DU CONTRAT : Exposition temporaire 50e d'expo 67 : Explosion 67 – *Terre des jeunes*
CONTRAT :

TABLEAU DES ASSURANCES

Nature et étendue du (des) contrat(s)	Police n°	Expiration JJ/MM/AA	Montants de garantie
Responsabilité civile des entreprises (sauf automobile) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire N° 2100 Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires	79960125	26 novembre 2016	Tous dommages confondus 2,000,000.00 $ par sinistre 10,000,000.00 $ par période d'assurance 2,000,000.00 $ par sinistre

Les assurances ci-dessus sont aussi assujetties aux conditions suivantes :

1. Responsabilité civile des entreprises

Le texte standard dont il est question ci-dessus est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre.

(suite au verso)

(suite du recto)

N.B. Le texte du formulaire standard BAC 2100 auquel le présent avenant est spécifiquement assujetti comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période de la police.

Est exclue toutefois la responsabilité résultant de l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de cahiers de charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son conseil municipal et de son comité exécutif.

2. Responsabilité civile automobile des non-propriétaires

La garantie est régie par le texte standard approuvé par l'Inspecteur général des institutions financières de la province de Québec et s'appliquant lors du sinistre.

3. Réduction des limites

Sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'~~engage~~ efforcera à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces assurances, lequel doit être accompagné d'une copie de l'avenant visé.

Toutes les autres clauses du (des) contrat(s) demeurent inchangées.

Cet avenant prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le 20 oct 20 16 à 0 h 1, heure normale, à l'adresse de l'assuré.

Par _____ Date 20 oct 20 16
(Signature de l'assureur)

Assurances AGS inc.

26 octobre 2016

Appel d'offre public # 16-15655



Projet d'exposition temporaire du du 50e de l'expo 67
pour le Centre d'histoire de Montréal

SOUMISSION À L'ATTENTION DE

Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services Institutionnels
9515, rue Saint-Hubert
Montréal, Québec
H2M 1Z4

plasma
STUDIO
POSTPRODUCTION
MOTION

880, rue Roy Est, Suite 100
Montréal, Québec, H2L 1E6
(514) 861-5959

Préparé par : Yanik Daunais, d.g.

TABLE DE MATIÈRES

1. PRÉSENTATION page 3

2. L'ÉQUIPE DE STUDIO PLASMA page 4

3. LES SERVICES OFFERTS page 5

4. LE CV CORPORATIF page 6

5. LES PARTENAIRES page 10

6. LE MANDAT page 11

7. LA MÉTHODOLOGIE page 13

8. L'ÉCHÉANCIER SOMMAIRE page 14

9. LE BUDGET SOMMAIRE page 15

STUDIO
POSTPRODUCTION
MOTION

L'UNIVERS PLASMA

Nous sommes des solutionneurs et des concepteurs, des réalisateurs et des producteurs; ceux qui matérialiseront votre rêve. Nous sommes des spécialistes de la production audio et vidéo. Nous racontons l'histoire en trois dimensions. Nous fusionnons nouvelles technologies et humanité. Nous créons des univers immersifs et des expériences en réalité virtuelle et augmentée.

Nous oeuvrons depuis plus de 10 ans dans les secteurs des expositions, des musées, du spectacle multimédia, de la télévision et des médias numériques et nous offrons une gamme complète de services répondant aux besoins techniques et créatifs les plus exigeants.

Notre équipe de professionnels passionnés est en mesure de vous proposer des solutions audiovisuelles adaptées à vos échéanciers et à vos budgets. Notre infrastructure intégrée, comprenant notamment des studios pour l'enregistrement, le mixage, le montage vidéo et l'animation graphique, facilite l'environnement hautement collaboratif.

Studio Plasma se joint également à de sérieux partenaires issus du monde des technologies de fines pointes. En 2016, c'est plus de 250 entreprises qui font confiance à Studio Plasma.

L'entreprise et les administrateurs

STUDIO PLASMA Inc.
880, rue Roy Est, suite 100, Montréal, Québec, H2L 1E6

Téléphone : 514-861-5959 ou sans frais 1-877-761-5959

T.P.S. : 812650877
T.V.Q. : 1211607960

Studio Plasma Inc. est une entreprise dûment incorporé et administré par :

- **Vincent Cardinal**, président
- **Pierre-Luc Paré**, secrétaire et trésorier
- **Pascal Pelletier**, administrateur

Aux fins des présentes, les administrateurs ont mandaté **Yanik Daunais**, directeur général de Studio Plasma Inc., comme représentant dûment autorisé.

2. L'Équipe de Studio Plasma

Production :	**Yanik Daunais**, directeur général https://www.linkedin.com/in/yanikdaunais **Pascal Pelletier**, producteur / directeur de production https://ca.linkedin.com/in/pascal-pelletier-51a20318
Coordination / chargé de projet :	**Julie Armstrong** https://ca.linkedin.com/in/julie-armstrong-24aa676a **Marie-Josée Lagrange** https://www.linkedin.com/in/marie-josée-lagrange-a2b45a16
Direction technique multimédia :	**Pierre-Luc Paré** https://ca.linkedin.com/in/plpare/en
Concepteur sonore & mixeur :	**Vincent Cardinal** https://ca.linkedin.com/in/vincent-cardinal-4693b34
Direction artistique :	**François Dubuc**
Infographiste :	**Janie Bastien** https://ca.linkedin.com/in/janie-bastien-81910ab4
Monteure vidéo / coloriste :	**Joana Rodrigues** https://ca.linkedin.com/in/joana-rodrigues-78850252
Animateur 2D & 3D :	**François Dubuc** **Janie Bastien** **Antonin Gaud**
Comptabilité :	**Nadia Palmer**

Biographies en Annexe

3. Les Services Offerts

SERVICES GESTION & CRÉATIFS

- Production (production délégué, direction de production) ;
- Conception & Réalisation ;
- « Casting » ;
- Scénarisation / rédaction ;
- Direction artistique ;
- Direction technique ;
- Direction de plateau (voix hors champs) ;
- Production d'expérience en réalité virtuelle et augmentée ;

SON

- Prise de son ;
- Enregistrement voix hors-champs ;
- Composition et arrangements ;
- Conception et montage sonore ;
- Mixage " broadcast " stéréo, multi canaux (5.1 ou 7.1) et ambisonique (360) ;

IMAGE

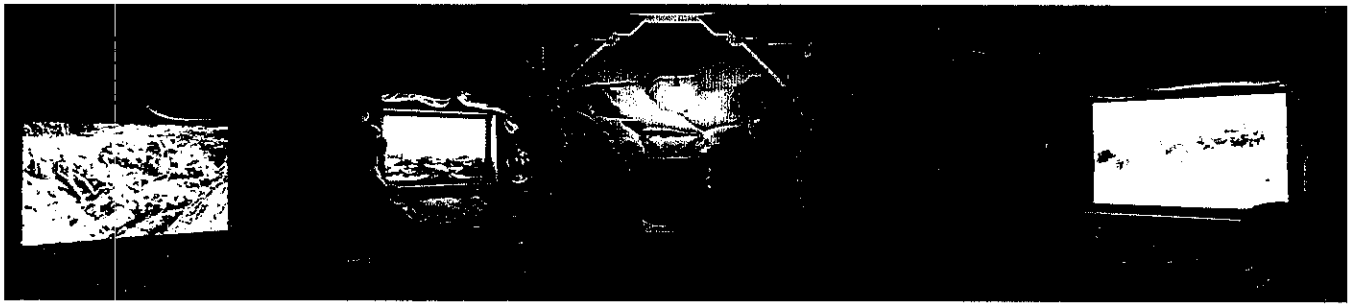
- Tournage ;
- Programmation (" Authoring ") DVD, BLU-RAY & DCP ;
- Programmation multimédia ;
- Montage & compression vidéo ;
- Animation graphique 2D / 3D ;
- Environnement numérique / extension décors ;
- Infographie ;
- Illustration ;

AUTRES

- Encodage audio & vidéo
- Intégration technologie web & application ;
- Sous-titrage et vidéodescription ;
- Traduction.

/ Projets muséaux

EXPOSITION « Tu ne tueras point »
MUSÉE DES RELIGIONS DU MONDE, Nicolet



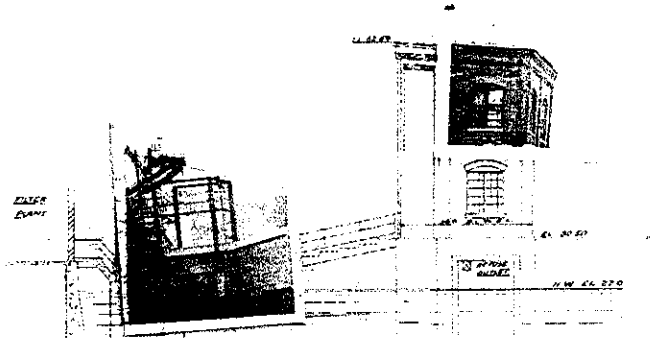
Nous devions créer une expérience immersive hautement engageante émotionnellement, questionnant le rôle de la religion et ses institutions dans la Première guerre mondiale. Nous avons voulu plonger le visiteur dans les entrailles de cette guerre, lui faire ressentir jusque physiquement l'oppression vécue par les soldats, en le submergeant avec une trame sonore sombre et des images bouleversantes. La tranchée reconstituée avec réalisme transporte le visiteur au milieu d'un conflit autant extérieur qu'intérieur. La narration criante de réalisme, élaborée à partir de véritables lettres d'un soldat, dérange. Pour ajouter à l'expérience, nous invitons le visiteur à traverser la tranchée revêtu d'un manteau et d'un casque militaires de l'époque. Le musée, grâce à cette exposition, a vu son achalandage augmenter considérablement, appelant une prolongation jusqu'en septembre 2016.

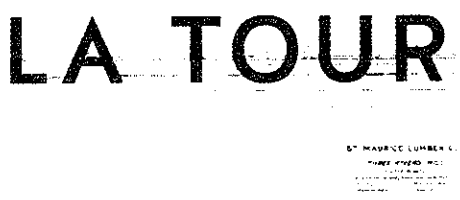
SPECTACLE IMMERSIF « Voyage au fond du St-Laurent »
CENTRE DE LA BIODIVERSITÉ DU QUÉBEC, Bécancour



Pour concevoir le spectacle immersif « Voyage au fond du St-Laurent », présenté au Centre de la biodiversité du Québec à Bécancour, nous avons d'abord rassemblé des images spectaculaires, illustrant la richesse du fleuve. Pour y arriver, nous avons demandé l'aide de scientifiques renommés ayant « plongé » au cœur du sujet, dont Jean Lemire. Des projections sur 360°, entremêlant le monde réel et une création fantasmagorique de la biodiversité du St-Laurent, immergent le visiteur dans des eaux où nagent aussi d'étonnantes caricatures illustrant la faune marine. À la surface, le visiteur peut mieux découvrir toutes les particularités de l'estuaire du St-Laurent et de ses marées, jusque sur les rives de Bécancour. Un plancher interactif et les écrans permettant des jeux ludiques s'ajoutent à cette expérience unique et dynamique. Le spectacle au contenu élaboré à géométrie variable est entièrement contrôlé par un guide et est adaptable selon les intérêts particuliers de groupes d'âges différents.

PROJECTION MULTI-ÉCRANS " La tour "
BORÉALIS, Centre d'interprétation de l'industrie papetière, Trois-Rivière





Dans un concept multi-écrans intégré à l'ancienne tour de filtration d'eau de la CIP en annexe au musée, nous y racontons une partie de l'histoire à travers le regard de ceux qui y ont travaillé. Réparties sur quatre écrans, différentes images d'archives défilent sur les écrans. Bien que 'aspect humain reste au centre de l'attention, les questions abordées sont dirigées dans un juste équilibre vers la compréhension des aspects techniques et la réalité du travail au quotidine de ces anciens travailleurs de la CIP. Cette nouvelle installation s'ajoute de façon indépendante et complémentaire à celles déjà existantes dans le musée et continue à offrir aux visiteurs une expérience totale et intégrée à travers laquelle ils obtiennent des informations autrement difficiles, voir impossibles, à retrouver à travers les livres d'histoire.

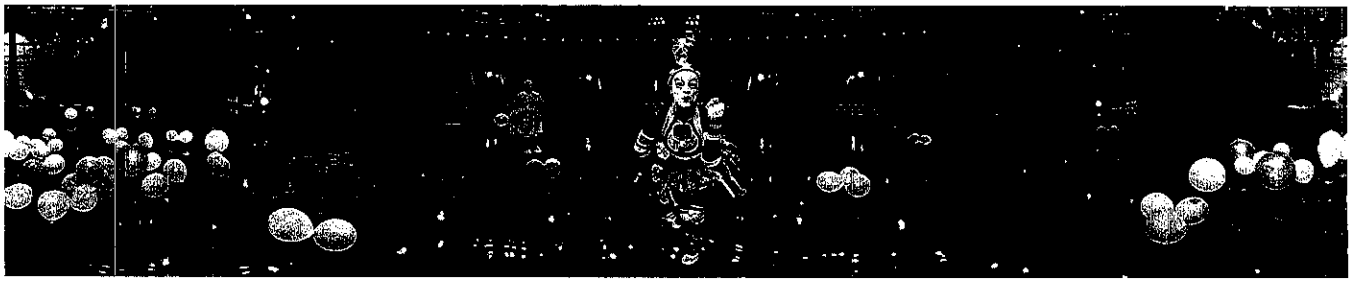
// Projets 360 & VR

Nous avons réalisés près d'une douzaine d'expérience VR ou 360, qu'elle soit en monoscopie ou stéréoscopie (3D). Et nous avons trois (3) projets en développement actuellement.

Pour tous ces projets, Studio Plasma à réalisé l'ensemble de la postproduction incluant le travail d'animation ainsi que tout l'intégration et les encodages requis selon les plateformes de diffusion choisis. (ex. : *Milk VR, Samsung Gear, Occulus Rift, YouTube360, etc.*)

Nos plus récentes réalisations :

« **Carte anniversaire Cirque du Soleil** » en 3D stéréoscopique



Pour souligner l'anniversaire de chacun de ses membres abonnés, le Cirque du Soleil leur offrira une expérience 360 riche en couleur et en divertissement.

Production et concept : Productions Fig55
Client : Cirque du Soleil

« **Virtual Insanity - TSN Sport Center** »



Expérience VR déjantée et loufoque dans les studios du centre des nouvelles de TSN à Toronto.

Production et concept : Minority Médias
Client : Bell Médias

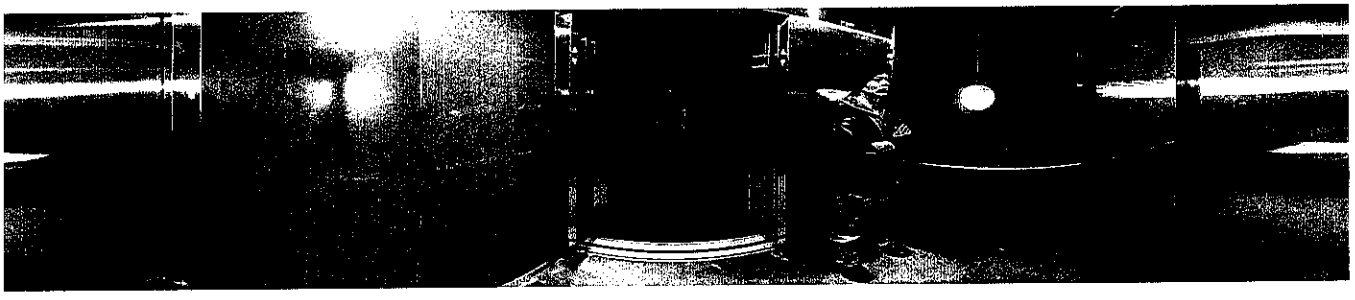
« Dans les airs, les pieds sur terre »



Expérience VR d'une balade en montgolfière dans le cadre d'une activité complémentaire du Festival des Montgolfières de St-Jean-sur-Richelieu.

Production et concept : Productions Fig55
Client : Festival des Montgolfières de St-Jean-sur-Richelieu

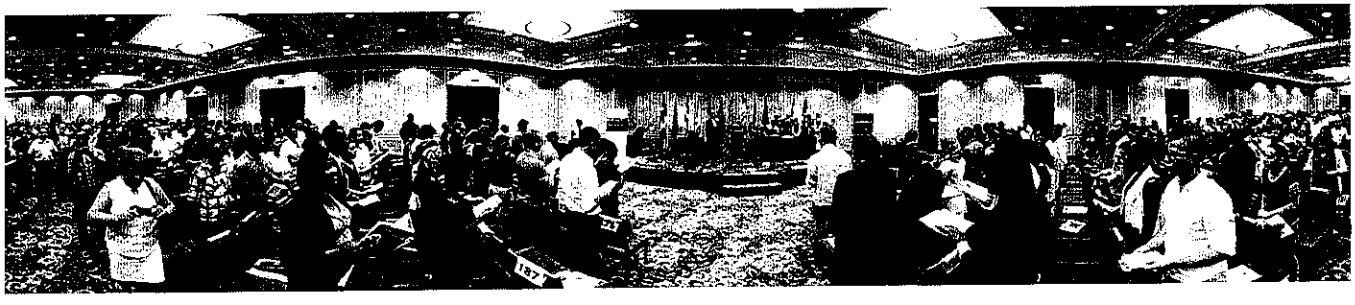
« Série noire » réalité virtuelle et augmentée



Dans le cadre de Montréal en lumière, sous le thème de la populaire émission de télévision, on initie les visiteurs à une expérience immersive combinant la réalité virtuelle et augmentée. L'expérience se déroulant dans un ascenseur est synchronisé et augmentée par le travail de deux comédiens qui intervienne en parallèle à l'expérience VR créant surprise et émotions forte pour le visiteur.

Production et concept : Productions Fig55
Client : Société Radio-Canada

« Spécial Canada »



Immersion VR au centre d'une cérémonie de citoyenneté canadienne.

Concept : Magazine Urbania
Client : Urbania Media

5. LES PARTENAIRES

/ PROGRAMMATION ET TECHNOLOGIES

SIMBIOZ

Nous sommes votre partenaire pour votre projet en entier, offrant la conception et le développement de vos applications, de vos médias et de votre installation interactive. Depuis 1999, nous avons réalisé plus d'une centaine de projets interactifs à travers le monde dans des domaines aussi variés que les musées, le commerce de détail, la télévision, les expositions commerciales, les salles de conférences et bien d'autres.

www.simbioz.com

// DÉCORS

atelier LABOUTIQUE
MENUISERIE CREATIVE

L'atelier LABOUTIQUE offre un service attentif de fabrication de mobilier, de décors et d'accessoires sur mesure pour une clientèle exigente dans les domaines artistique, culturel et commercial.

Fondé par des artisans passionnés par leur métier, LABOUTIQUE excelle dans la prestation de solutions créatives. Nos chargés de projets, ébénistes, menuisiers et soudeurs rivaliseront de talent et d'ingéniosité pour réaliser vos projets les plus audacieux. La conformité technique, artistique et budgétaire de chaque projet est garantie. Nous sommes fiers de notre efficacité, de notre disponibilité et de la qualité de nos réalisations.

www.atelierlaboutique.com

/// INSTALLATION A/V

Dany David, direction technique installation
Plus de 25 ans d'expérience en installation audiovisuelle dans les secteur de la télévision, des expositions et de l'événementiel.

Jean-Marie St-Georges, technicien installation
Près de 30 ans d'expérience en installation audiovisuelle de tout genre.

6. LE MANDAT

Contexte & objectifs

Le Centre d'histoire de Montréal souhaite réaliser une exposition temporaire immersive sous le titre « Explosion67 - Terre des jeunes », mettant en scène avec, entre autres des moyens multimédias et une série de récits numérisés, l'histoire d'Expo67 et de Terre des Hommes et la mémoire de l'expérience qu'en ont eue les jeunes de 11 à 21 ans qui l'ont visitée en 1967. L'exposition permettra aux visiteurs de connaître sous un angle inédit l'effervescence de l'événement et du Montréal de cette époque, tout en le remettant dans son contexte national et international de la fin des années 1960 et sans masquer certains aspects moins magiques de ce moment mémorable.

Le Centre d'histoire de Montréal souhaite une exposition ayant une cohérence d'esthétique d'ensemble où la communication des contenus sera surtout audiovisuelle, les textes étant utilisés de manière ponctuelle et sommaire, pour introduire les zones et les contenus, et orienter les visiteurs.

L'exposition s'amorcera dès le rez-de-chaussée du musée situé à la place D'Youville, et se déploiera sur tout le premier étage dans les espaces utilisés pour les expositions temporaires. Le scénario et le devis tiennent déjà compte du potentiel et des contraintes de ces espaces.

Le Centre d'histoire de Montréal souhaite une exposition conforme à sa mission, à ses intentions, à son approche et à sa signature institutionnelle, selon des standards muséographiques professionnels.

Besoins

Le présent appel d'offres, divisé en trois (3) sous-projets, vise à assurer la production suivantes en concordance avec les objectifs du musée, le concept, le scénario et le devis technique :

- production matérielle (fabrication et installation) d'une portion des décors, certains étant exclu de l'appel d'offre ;
- production du matériel graphique et infographique pour l'ensemble de l'exposition ;
- la postproduction audiovisuelle des capsules de témoignages ;
- la production de trois (3) applications interactives (casse-tête, table interactive, mosaïque) ;
- la production d'une vidéo 180 degré d'une durée de 5 minutes pour les bornes numériques de type binoculaires ;
- la production d'une expérience en réalité virtuelle d'une durée de 3 minutes à partir de la maquette 3D de l'expo 67 ;
- la supervision des fournisseurs liés à la production de l'exposition ;
- le montage et l'installation de l'exposition incluant l'éclairage et les équipements de diffusion du musée ;
- la production des manuels d'entretien, d'opération et de réalisation de l'exposition.

L'ensemble du travail sera exécuté selon le concept et le scénario préalablement élaboré par le CHM et sera réalisé en collaboration avec l'équipe du CHM, son réalisateur-concepteur, la firme de conception Figure55 et le scénographe Laurent-Michel Tremblay. L'exposition sera produite en français et en anglais. La traduction sera présentée sous forme de sous-titrage.

Particularités

Au fins de la production d'une quinzaine d'expériences audiovisuelles de l'exposition, qu'elle soit passive, interactive ou immersive, le CHM fournit les scénarios et l'ensemble des sources suivantes :

- recherches documentaires, visuelles, audiovisuelles et d'objets ;
- extraits de captation filmées et/ou audio de témoignages et entrevues ;
- extraits de documents d'archives publiques, privées et familiales ;
- photos et illustations ;
- objets d'archives ;
- musiques ;
- maquette virtuelle 3D du site de l'expo 67 dont les droits ont été acquis par le musée ;
- l'ensemble des textes et traductions ;
- signature graphique de l'exposition et logos (annexe 14).

Le CHM garantie à Studio Plasma que tous les droits des sources fournis tel que les textes, les images, les enregistrements audios ou vidéos, la musique, les photos, les illustrations, les objets, etc (les « Sources ») ont été acquis ou libérés par le CHM. Le CHM et/ou la Ville de Montréal sont responsables de tous les paiement lié à l'utilisation des Sources notamment les licences d'utilisation ou de synchronisation et les redevances de droits d'auteur ou de droits voisins.

Le CHM assumera et fournira tous les équipements audio-visuels ainsi que le matériel d'éclairage et garantie leur bon fonctionnement. En cas de besoin, avec accord préalable, le CHM assumera l'acquisition de matériel audio-visuels complémentaire.

Tel que prévu au devis, les travaux d'aménagement des lieux pour la préparation à recevoir la nouvelle exposition temporaire sont sous la responsabilité du CHM.

Recommendations

Choix des équipements

Selon les besoins exprimés au devis technique, nous constatons que la **liste des équipements audiovisuels fournies est à revoir**. Dans la mesure du possible, certains choix d'équipements sont à reconsidérer afin de pouvoir réaliser le projet tel qu'il est conçu.

Par exemple, pour le *Sous projet 3 - Parcours numérique immersif*, le choix des casques de réalité virtuelle et le choix des tablettes pour les binoculaires sont à ré-évaluer. Et noter que certaines zones de projection requiert des projecteurs de courte portée.

Échéancier

Nous avons choisi de proposer le calendrier tel qu'il est spécifié au document d'appel d'offre. Par contre, il faut noter que **cet échéancier est très serré** et **nous recommandons fortement de reconsidérer le calendrier** en collaboration avec l'équipe du CHM et son réalisateur-concepteur. Dans la mesure où le calendrier est maintenu, le CHM et son équipe se doit également respecter les échéanciers établis aux différentes étapes (fournir les sources, approbation, etc.).

7. La Méthodologie

Nos valeurs d'entreprise prônent la communication, l'harmonie, la flexibilité et le professionnalisme. Notre mode opératoire s'initiera à partir d'une grande écoute de vos besoins. C'est votre projet dans lequel nous nous insérons. Nous sommes à même de vous conseiller sur chacun des aspects créatifs (contenu vraiment spécifique, adapté au multimédia) et technologiques (équipement nécessaire, meilleur rapport qualité/prix, meilleure technologie disponible, etc.). Tous les membres de notre équipe d'experts seront soigneusement sélectionnés en fonction des particularités du projet et ensemble nous repousserons les limites de l'imagination. Nous n'avons pas l'intention de nous asseoir dans le confortable fauteuil de nos réussites passées, mais de développer avec vous un projet unique. Nous sommes tous passionnés par notre travail, vous vous en rendrez vite compte!

/ D'abord, planifier

Se rencontrer, aller visiter les lieux, échanger, identifier vos besoins. Distribuer les tâches, établir un calendrier pour chacun des intervenants.

// Conception

À l'étape conceptuelle, nous voulons bien comprendre vos besoins, découvrir les lieux et développer une complicité avec vous. Votre connaissance du sujet est profonde et nous voulons nous en imprégner pour trouver avec vous le meilleur angle pour raconter l'histoire et transmettre tout ce que vous désirez comme contenu. Nous croyons que l'histoire et le scénario doivent être intimement développés. Voilà pourquoi les séances de remue-méninges au départ du projet seront très importantes.

/// Faire le suivi

Comptes-rendus réguliers, communication soutenue avec vous. Respect des échéances assuré pour chacun de nos intervenants. Contrôle de qualité continuelle et résolution de problèmes au fur et à mesure.

//// Gérer les contenus

Établir une liste des besoins, distribution des documents nécessaires au travail des différents intervenants. Sauvegarde sécuritaire des documents sur nos disques durs, classement efficace. Présentation de documents clairs et bien structurés.

///// Approbation & Livrables

Création collaborative, tout au long du projet. Établir une procédure de livraison et d'approbation. Site Internet contenant les livrables que nous gèrerons, pour permettre aux intervenants d'avoir accès continuellement à tous les dossiers.

////// Contrôle de qualité

Vérification minutieuse de chaque livrable. Intégrité des contenus et originalité (droits d'auteur) assurés.

/////// Autonomie

Production d'un manuel d'opération et de maintenance pour assurer votre autonomie technologique. Proposition de différentes solutions pour mises à jour si nécessaire.

8. ÉCHÉANCIER SOMMAIRE

2016

Novembre	Signature du contrat de service ; Rencontres et début des travaux ;
Novembre – Décembre	Production des éléments graphiques ; Début de la fabrication scénographique ; Dépôt des plans d'ateliers et des échantillons ; Montage des capsules ;

2017

Janvier – Mars	Montage des capsules ; Animation graphique 2D/3D & VR/360 ; Conception et mixage sonore ; Programmation des applications ;
Février – Mars	Intégration des éléments audio-visuelles aux applications ; Fabrication des décors ; Production des imprimées ;
Mars	Retrait de l'exposition « Scandal » par le CHM ; Aménagement des lieux par le CHM ; Rédaction de la documentation ;
Mars - Avril	Livraison du matériel audiovisuel et des décors ; Montage et installations des décors et de l'audiovisuel ; Test *In Situ* (rodage) ;
Avril	Lancement du projet;

UN CALENDRIER GRAPHIQUE DÉTAILLÉ EST DISPONIBLE EN ANNEXE.

9. BUDGET SOMMAIRE

SOUS PROJET 1 - Production matérielle de l'exposition			
1	Équipe de production Décors		9,000.00 $
2	Matériel		31,500.00 $
3	Livraison & Installation		10,975.00 $
	Sous-total SP1		**51,475.00 $**
SOUS PROJET 2 - Production audiovisuelle			
4	Équipe de production A/V		6,380.00 $
5	Tournage		0.00 $
6	Postproduction Image		57,900.00 $
7	Postproduction Audio		13,000.00 $
8	Technologie		16,800.00 $
9	Livraison & Installation A/V et éclairages		2,775.00 $
10	Autres		2,900.00 $
	Sous-total SP2		**99,755.00 $**
SOUS PROJET 3 - Parcours numérique immersif			
11	Équipe de production 360/VR		3,200.00 $
12	Postproduction Image 360/VR		36,710.00 $
13	Postproduction Audio 360/VR		4,200.00 $
14	Technologie 360/VR		5,220.50 $
15	Livraison & Installation		895.00 $
16	Autres		1,225.00 $
	Sous-total SP3		**51,450.50 $**
	Communication & papeteries		**300.00 $**
	Assurances	INCLUS	**0.00 $**
	Imprévues		**5,000.00 $**
	Administration		**2,000.00 $**
		TOTAL avant taxes :	**209,980.50 $**

Vous trouverez le budget détaillé en annexe.

STUDIO
POSTPRODUCTION
MOTION

Nous prenons le temps de poser les bonnes questions;
Nous adaptons nos solutions à vos besoins et à votre réalité;
Parce que votre projet est important et que nous y apposons notre signature.

L'équipe

YANIK DAUNAIS
Directeur général

Un des piliers de l'équipe, Yanik y apporte son expertise créatrice et entrepreneuriale issue d'un CV édifiant. Sa vision d'ensemble et son sens de l'écoute lui permettent d'établir immédiatement avec le client un climat de confiance vite méritée. Comme il a déjà touché un peu à tout, de la conception sonore à la réalisation en passant par la direction technique, puis à la production, il est dans une excellente position pour bien évaluer les besoins d'un projet. Et il ne se contente que du meilleur !

Linked IN : https://www.linkedin.com/in/yanikdaunais

VINCENT CARDINAL, président & fondateur
Concepteur sonore & mixeur

Vision, créativité et passion sont à la base de la fondation de Studio Plasma par Vincent, il y a maintenant plus de dix ans. Et depuis les débuts, il a su s'allier une équipe de professionnels reconnus, spécialisée dans le design artistique et tous les aspects de la production audiovisuelle. Esprit versé scientifique, titulaire d'une majeure en physique et d'un baccalauréat en composition électro acoustique, Vincent est notre brillant spécialiste en conception sonore. Son sens auditif toujours à l'affut en fait aussi un mixeur génial, expérimenté et minutieux.

Linked IN : https://www.linkedin.com/in/vincent-cardinal-4693b34

PIERRE-LUC PARÉ, v.-p. et cofondateur
Directeur technique postproduction vidéo & nouveaux médias

Pierre-Luc est notre expert en nouveaux médias, un véritable passionné de l'audio et l'image. Spécialiste en programmation DVD / Blu-ray et en compression vidéo, il a dans son CV plusieurs collaborations auprès d'artistes majeurs. En 2004, il a fait l'acquisition de la division technique de Sono-design, une firme de création et de production audiovisuelle et nouveaux médias. Chez Studio Plasma, Pierre-Luc travaille de près avec toute l'équipe et il a pour rôle de s'assurer de la qualité technique de tous nos projets.

Linked IN : https://www.linkedin.com/in/plpare

PASCAL PELLETIER, associé
Directeur de la production & du développement

Tel un grand chef cuisinier, Pascal sait doser chacun des ingrédients technologiques, artistiques et financiers d'un projet afin d'élaborer des productions qui font naître des étoiles dans les yeux. L'univers multimédia n'a aucun secret pour lui. Il est la référence pour tous projets qui requièrent images, animation graphique et arrimage de multiples formats. Fondateur de la maison de production Figure 55, partenaire de Studio Plasma, Pascal a de nombreuses créations originales à son actif.

Linked IN : https://www.linkedin.com/in/pascal-pelletier-51a20318

JULIE ARMSTRONG
Coordonatrice & Chargé de projet

Dynamique gestionnaire, impliquée et à l'écoute doté d'un calme contagieux et d'un sens de l'organisation remarquable, Julie possède un excellent esprit d'équipe, capable de travailler sous pression tout en s'assurant que tous les gens impliqués s'arriment aux délais de production dans une atmosphère agréable. Elle a le souci de bien servir les clients et de façon transparente. Elle a une grande capacité d'adaptation et une ouverture au changement, toujours en mode solution.

Linked IN : https://www.linkedin.com/in/julie-armstrong-24aa676a

MARIE-JOSÉE LAGRANGE
Coordonatrice de postproduction

Sympathique, souriante et au-devant des gens, Marie-Josée cumule près de 7 ans d'expérience en coordination de projet de postproduction de toute sorte. Attentive au moindre détail, elle mène d'une main de maître ses dossiers. Elle s'est jointe à l'équipe en 2014 et depuis elle insuffle son dynamisme, son énergie et ses compétences en relations interpersonnelles. Elle considère qu'un projet est terminé seulement lorsque les attentes du client sont entièrement comblées !

Linked IN : https://www.linkedin.com/in/marie-josée-lagrange-a2b45a16

JOANA RODRIGUES
Monteure / Coloriste

Monteure & coloriste créative, Joana est un atout au sein notre équipe. Sens esthétique, soucis du détail et professionnalisme sont les premiers mots dont nous témoigne les gens qui la côtoient.

Linked IN : https://www.linkedin.com/in/joana-rodrigues-78850252

FRANÇOIS DUBUC
Responsable du département d'animation graphique / Animateur graphique sénior

Cumulant près de 9 ans d'expérience en animation et design graphique, François se démarque par son sens critique, ses solutions créatives et la qualité d'exécution de son travail. Il partage son savoir faire au développement et au traitement de chaque projet. Outre ses réalisations chez Studio Plasma, il a contribué son talent à de nombreux projets pour des clients tels que TC Médias, Air Canada, SSQ et Desjardins pour ne nommer que ceux-là. Calme et réfléchi, il est apprécié de tous.

JANIE BASTIEN
Infographiste sénior / Animatrice graphique junior

Depuis maintenant 8 ans, Janie maitrise l'art de l'infographie et de l'illustration. Suite à sa Technique en graphisme elle a découvert une passion pour l'animation graphique et a acquis une solide formation en Technique de production et de postproduction visuelle au Cégep de Jonquière il y a 2 ans. Polyvalente, fiable et efficace, elle s'adapte à tous types de projets. Malgré son côté réservé, elle fait preuve d'un esprit d'équipe exemplaire.

Linked IN : https://www.linkedin.com/in/janie-bastien-81910ab4
Behance : https://www.behance.net/janiebastien

www.studioplasma.ca

STUDIO
POSTPRODUCTION
MOTION

Montréal, le 20 octobre 2016

RÉALISATIONS MUSÉALES RÉCENTES

" La mémoire d'un peuple " – Application interactive avec vidéos 360 et réalité augmentée
Musée des Abénakis, Odanak
**** production en cours ****

Mise à jour de l'exposition permanente et du théâtre multimédia
Musée des Abénakis, Odanak

" La tour " – Projection multi-écrans
Boréalis, Centre d'interprétation de l'industrie papetière, Trois-Rivière

" Voyage au fond du St-Laurent " – Spectacle multimédia immersif et interactif
Centre de la Biodiversité du Québec, Espace Jean Lemire, Bécancour

" Tu ne tueras point " – Expérience immersive
Musée des Religion du Mondes, Nicolet

" Archives au pluriel " – Projet destiné au écoles
" Nadia Myre " – Éléments audio-visuels pour application iPad
" Le cirque de Monsieur Lapin " (Exposition Jouets) – Éléments audio-visuels pour application iPad
" Vittorio " – Production des éléments audio-visuels
" Montréal Point de vue " – Éléments audio-visuels pour application iPad
" Porter son identité " – Production des éléments audio-visuels
" Conférences Échanges Urbains " – Captation et post-production
" L'amour sous toutes ses coutures " – Production des éléments audio-visuels
Musée McCord, Montréal

" D'Artagnan, Al Capone et les autres - Armes & Légendes " – Production et intégration des éléments audio-visuels
Musée Stewart, Montréal

" À leurs risques et périls / Voyager sur le continent autrefois " – Audio-guide
" Arthur Guindon " – Audio-guide
" Circuit de la Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours " – Audio-guide
" Circuit du Musée Marguerite-Bourgeois " – Audio-guide
Musée Marguerite-Bourgeois, Montréal

" La guerre de 1812 " – Mise à jour et automatisation multimédia
Parc Canada – Site historique Côteaux-du-Lac

" Fabuleux Fabergé " – Audio-guide
Musée des Beaux Art de Montréal

"Muzik : du son à l'émotion" – Production des éléments audio-visuels
Centre des Sciences de Montréal

Studio Plasma Inc. 880, rue Roy Est, bureau 100, Montréal, Québec, H2L 1E6 T: (514) 861-5959 T: 1 (877) 761-5959

plasma

STUDIO
POSTPRODUCTION
MOTION

RECOMMENDATIONS DE NOS CLIENTS

"Le studio Plasma a été animé tout au long du processus par un grand professionnalisme. Nous nous sommes sentis accompagnés et écoutés dans nos besoins, avec beaucoup de courtoisie et de simplicité. Le résultat final a été au-delà de nos attentes et je n'hésiterais pas à recommander leur travail aux institutions muséales qui souhaitent développer un produit de qualité à l'intention de leurs visiteurs."

François Drouin, Agent/Coordonnateur à l'interprétation
Lieu historique national Louis-S.-St-Laurent - Parcs Canada

"Nous avons retenu les services de Plasma production pour l'enregistrement des capsules audio de notre nouveau service d'audioguide. Studio Plasma a su nous guider au niveau technique et artistique afin que nous puissions offrir un produit audiovisuel de qualité à la clientèle du Musée Marguerite-Bourgeoys. Une équipe créative, professionnelle et sympathique!"

Stéphane Chagnon, M.A., Directeur général
Musée Marguerite-Bourgeoys / Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours

---

"J'aimerais vous remercier de l'accueil chaleureux que vous nous avez réservé à notre arrivée dans votre entreprise pour la réalisation du projet Sentier littéraire. Nous avons été rapidement mis en confiance lors des séances d'enregistrement avec Monsieur Vincent Cardinal qui a fait preuve d'un grand professionnalisme. Pour toutes ces raisons, nous serions très intéressés à collaborer à nouveau avec vous dans un projet ultérieur."

"Merci de l'accueil chaleureux que vous nous avez réservé pour la réalisation du projet Sentier littéraire. Nous avons été rapidement mis en confiance lors des séances d'enregistrement avec une équipe qui a fait preuve d'un grand professionnalisme."

Lyse Cinq-Mars, Division Culture et Bibliothèque
Arrondissement Saint-Laurent, Ville de Montréal

"L'équipe de Plasma a toujours fait preuve de flexibilité, d'ouverture et d'un grand professionnalisme. Leur expertise et leurs conseils avisés ont permis au Musée McCord de mener à bien plusieurs projets. Une équipe de professionnels sympathiques avec qui c'est toujours un plaisir de collaborer."

Stéphanie Poisson, Chargée de projet, Web et multimédia
Musée McCord

"Une équipe fiable et soucieuse tant du coté créatif que technique!"

Martin Dignard, Réalisateur Médias Interactifs
gsmprjct°

"L'équipe Plasma est accueillante, professionnelle, efficace et rapide. Le service est personnalisé et l'équipe comprend nos besoins et ce, en dépit de nos délais parfois très serrés. Nous recommandons fortement Studio Plasma ; c'est toujours un plaisir de travailler avec eux !"

"Une équipe accueillante, professionnelle, efficace et rapide qui comprend nos besoins et ce, en dépit de nos délais parfois très serrés. Nous recommandons fortement Studio Plasma ; c'est toujours un plaisir de travailler avec eux !"

Jean-Luc Murray, Directeur & Marilyn Lajeunesse, Responsable des programmes éducatifs-adultes
Département de l'éducation et l'action culturelle
Musée des beaux-arts de Montréal

Yanik Daunais
Directeur général
Studio Plasma



Présentation de Simbioz

Présenté à : Plasma

25 octobre, 2016

© SIMBIOZ, 2016

PRÉSENTATION DE SIMBIOZ

17 ans d'expérience

Simbioz a été fondée en 1999. Nous œuvrons depuis ce temps à la réalisation et au développement d'applications interactives en tout genre, tel que des applications mobiles, des sites web de même que des applications pour bornes, tables et murs vidéo interactifs. Nous avons réalisé plus d'une centaine de projets à travers le monde pour des musées, des centres d'interprétation et centre des sciences, mais aussi pour d'autres domaines tels que les expositions commerciales, le commerce de détail, la télévision et les salles de conférences.

Forte expertise en milieu muséal

Nous possédons une forte expertise dans la réalisation d'applications interactives en milieu muséal puisque la plupart de nos projets sont pour des institutions culturelles (musée, centre d'interprétation, site historique...). Pour n'en nommer que quelques-unes, nous avons travaillé depuis les dernières années avec des institutions culturelles telles que : le Musée de la Civilisation de Québec, le Musée Royal 22ième Régiment, les Fusilier Mont-Royal, Parcs Canada – Les fortifications de Québec, le Musée McCord et bien d'autres. Nous sommes sensibles aux besoins des musées face au développement d'application logicielle dédiée.

Une équipe qualifiée et professionnelle

Dominique St-Pierre, fondateur de Simbioz et gestionnaire de projet au sein de l'équipe, possède plus de 15 ans d'expérience dans la gestion de projet multimédia. Notre équipe permanente comprend également 2 programmeurs hautement qualifiés qui possèdent chacun 10 ans d'expérience en programmation. Ils maitrisent les technologies WPF .NET C#, iOS, Android, Unity3D, HTML5 et bien d'autres. Yannik Gosselin, directeur technique chez Simbioz depuis 2006, effectue les différents tests et contrôles de la qualité des applications, supervise le déploiement, donne les formations et assure l'assistance technique.

Un bagage technologique important

Nous possédons un bagage technologique sur lequel nous pouvons baser le développement de nos futurs projets pour ainsi surpasser les attentes. Notre infrastructure logicielle inclus entre autres un CMS (Gestionnaire des contenus) qui nous permet de facilement éditer le contenu comme d'ajouter ou modifier les médias, les textes ou de créer de nouvelles sections dans les applications.

MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL

MÉTHODE DE TRAVAIL AGILE

Chez Simbioz, nous travaillons selon une méthode Agile appelée Scrum.

> Une **méthode Agile** est une approche itérative et incrémentale, elle se veut plus pragmatique que les méthodes traditionnelles. Elle implique au maximum le client et permet une grande réactivité à ses demandes. Elle vise la satisfaction réelle du client en priorité aux termes d'un contrat de développement.
>
> La méthode **Scrum** s'appuie sur le découpage d'un projet en incréments, nommés « sprint », ainsi que l'auto-organisation de l'équipe de développement. Nos sprints durent d'une à deux semaines. Chaque sprint commence par une estimation suivie d'une planification opérationnelle. Le sprint se termine par une démonstration de ce qui a été achevé, et contribue à augmenter la valeur d'affaires du produit. Avant de démarrer un nouveau sprint, l'équipe réalise une rétrospective : elle analyse ce qui s'est passé durant ce sprint, afin de s'améliorer pour le prochain.

Nous utilisons l'application Web Pivotal Tracker pour gérer les tâches de nos Scrums, et l'utilisons également comme outil pour répertorier des bogues et assurer leur suivi. Chaque membre de l'équipe impliqué peut ainsi se faire attribuer des tâches et c'est toute l'équipe qui peut faire le suivi et voir l'évolution du travail accompli.

La méthode SCRUM nous permet de développer le produit en fonction des besoins du client qui, souvent, peuvent changer en cours de projet. Le client obtient donc le produit qu'il veut vraiment même si les spécifications de celui-ci ont changé en cours de route. Nous assurons ainsi, par cette méthode, le contrôle du budget et de l'échéancier.

© SIMBIOZ, 2016

PROJETS RÉCENTS

PROJET #1

https://www.simbioz.com/portfolio/interactive-stations/?lang=fr

Client : Citadelle de Québec, Musée du Royal 22e Régiment, Québec

Livrable : 25 bornes interactives et application mobile pour le musée Royal 22e Régiment

Personne ressource :

Dany Hamel, Directeur du musée 418 694-2800 poste 2840

Mélanie Dassylva, Chargée de projet volet nouveaux médias, 581-996-2710

PROJET #2

https://www.simbioz.com/portfolio/interpretation-de-loeuvre-karrku/?lang=fr

Client : Musées de la civilisation, Québec

Livrable : Application interactive pour faire l'interprétation de l'œuvre Karrku

Personne ressource : Ana-Laura Baz, Chargée de projet numérique, 418-528-2228

PROJET #3

https://www.simbioz.com/portfolio/mysteres-dans-lanaudiere/?lang=fr

Client : Tourisme des Moulins

Livrable : Application mobile offrant des circuits ludiques pour enfants explorant le patrimoine religieux de la région de Lanaudière.

Personne ressource : Corinne Gendron, Directrice générale, 450-964-0681, poste3

atelier LABOUTIQUE

MENUISERIE CREATIVE

www.atelierlaboutique.com

L'atelier LABOUTIQUE offre un service attentif de fabrication de mobilier, de décors et d'accessoires sur mesure pour une clientèle exigente dans les domaines artistique, culturel et commercial.

Fondé par des artisans passionnés par leur métier, LABOUTIQUE excelle dans la prestation de solutions créatives. Nos chargés de projets, ébénistes, menuisiers et soudeurs rivaliseront de talent et d'ingéniosité pour réaliser vos projets les plus audacieux.

La conformité technique, artistique et budgétaire de chaque projet est garantie. Nous sommes fiers de notre efficacité, de notre disponibilité et de la qualité de nos réalisations.

LABOUTIQUE s'est forgé avec le temps une solide réputation dans le domaine muséal en collaborant avec La Bande à Paul, Lupien+Matteau, Christiane Michaud scénographe, Groupe DES, à la réalisation d'expositions diverses pour le Planétarium de Montréal, le Centre d'interprétation du Marais de la Rivière-aux-Cerises de Magog, le Centre d'interprétation des mines de Bourlamaque, le Musée Pointe à Callière, le Centre d'histoire de Montréal, et le Musée McCord.

Sébastien Boucher a fait de sa passion pour le bois son métier en complétant une formation d'ébéniste et de charpentier-menuisier. Multidisciplinaire, il possède également un diplôme en arts visuels. Depuis plus de 12 ans, il peaufine l'art du marteau et de la scie en atelier et sur chantier, cumulant les expériences dans divers ateliers d'ébénisterie, en construction, en rénovation et en cinéma. Ses compétences polyvalentes et sa curiosité lui permettent de s'impliquer à tous les niveaux de production. En 2010, il fonde l'Atelier LABOUTIQUE.

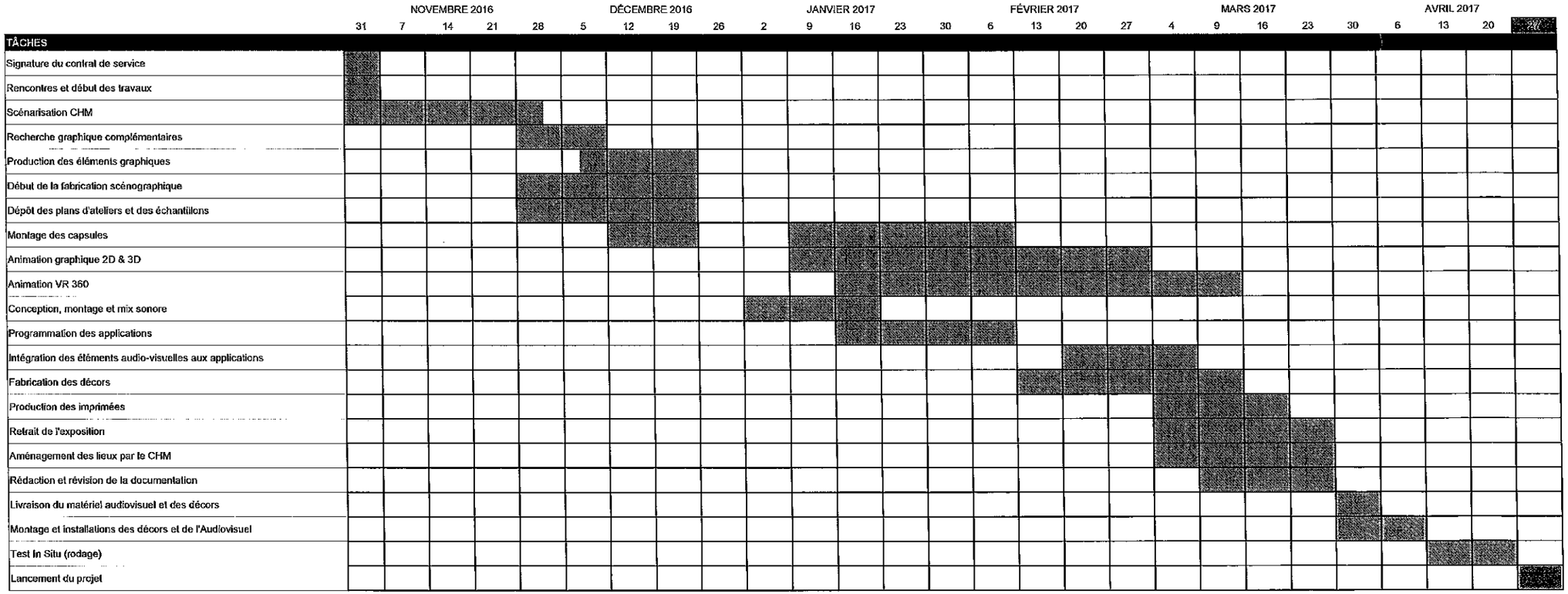
Marc-André Gaudreau a complété une formation en ébénisterie artisanale en 1999. Depuis sa sortie de l'école, il travaille autant en ébénisterie qu'en construction. En parallèle, il poursuit sa formation et devient compagnon charpentier-menuisier. Il œuvre ensuite en tant que travailleur autonome pendant deux ans. Une période durant laquelle il en profite pour réaliser des premiers projets de mobilier personnalisé. Son sens aigu du détail le pousse également à s'intéresser à la sculpture ornementale. En 2012, il s'associe à l'Atelier LABOUTIQUE.

Stéphane Cohou a étudié l'architecture et le design à Paris, avant de trouver sa voie dans la fabrication de décors. Il s'installe au Québec en 1999 et oeuvre tour à tour comme sculpteur, menuisier, peintre, maquettiste, soudeur et chargé de projets dans plusieurs ateliers de Montréal. En 2009, chargé de projets à plein temps, il prend la Direction des opérations de l'atelier de décors Prisme3. Fort de son expérience acquise sur une multitude de projets muséographiques, scéniques et événementiels, passionné autant par les nouvelles technologies que par les techniques des métiers traditionnels, Stéphane rejoint LABOUTIQUE en 2016.

plasma

STUDIO
POSTPRODUCTION
MOTION

Appel d'offre #16-15655
Expo 67 – Terre des jeunes / Centre d'histoire de Montréal
Calendrier v01
24 octobre 2016



lasma

STUDIO
POSTPRODUCTION
MOTION

Soumission

Date : 24 octobre 2016
Devis # : D638
Préparé par : Yanik Daunais, d.g.

Présenté à :

VILLE DE MONTRÉAL / CENTRE HISTOIRE DE MONTRÉAL

Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services Institutionnels
9515, rue Saint-Hubert
Montréal, Québec, H2M 1Z4

Soumission pour l'appel d'offres public no 16-15655 / Exposition temporaire 50e d'expo 67

	SOMMAIRE DU DEVIS		TOTAL
SOUS PROJET 1 - Production matérielle de l'exposition			
1	Équipe de production Décors		9,000.00 $
2	Matériel		31,500.00 $
3	Livraison & Installation		10,975.00 $
	Sous-total SP1		**51,475.00 $**
SOUS PROJET 2 - Production audiovisuelle			
4	Équipe de production A/V		6,380.00 $
5	Tournage		0.00 $
6	Postproduction Image		57,900.00 $
7	Postproduction Audio		13,000.00 $
8	Technologie		16,800.00 $
9	Livraison & Installation A/V et éclairages		2,775.00 $
10	Autres		2,900.00 $
	Sous-total SP2		**99,755.00 $**
SOUS PROJET 3 - Parcours numérique immersif			
11	Équipe de production 360/VR		2,950.00 $
12	Postproduction Image 360/VR		35,990.00 $
13	Postproduction Audio 360/VR		4,200.00 $
14	Technologie 360/VR		5,220.50 $
15	Livraison & Installation		895.00 $
16	Autres		1,225.00 $
	Sous-total SP3		**50,480.50 $**
	Communication & papeteries		**250.00 $**
	Assurances	INCLUS	**0.00 $**
	Imprévues		**5,000.00 $**
	Administration		**2,000.00 $**
		TOTAL avant taxes :	**208,960.50 $**
		TPS (5%) :	10,448.03 $
		TVQ (9.975%) :	20,843.81 $
		TOTAL avec taxes :	240,252.33 $

DÉTAILS

Sous projet 1 - Production matérielle de l'exposition

1	*ÉQUIPE DE PRODUCTION DÉCORS*	*Qté*	*Unité*	*$ / unité*	*Total*
	Direction de production & coordination de projet	1	forfait	2,500.00 $	2,500.00 $
	Graphisme	100	heure	65.00 $	6,500.00 $
				TOTAL 1 :	**9,000.00 $**

2	*MATÉRIELS*	*Qté*	*Unité*	*$ / unité*	*Total*
	Décors	1	forfait	20,000.00 $	20,000.00 $
	Impression graphique	1	forfait	11,500.00 $	11,500.00 $
	Éclairage	0	unité	0.00 $	0.00 $
	Quincaillerie & accessoires	0	unité	0.00 $	0.00 $
				TOTAL 2 :	**31,500.00 $**

3	*LIVRAISON & INSTALLATION*	*Qté*	*Unité*	*$ / unité*	*Total*
	Techniciens au décors	1	forfait	8,950.00 $	8,950.00 $
	Transport	1	forfait	2,025.00 $	2,025.00 $
				TOTAL 3 :	**10,975.00 $**

Sous projet 2 - Production audiovisuelle

4	*ÉQUIPE DE PRODUCTION A/V*	*Qté*	*Unité*	*$ / unité*	*Total*
	Direction de production & coordination de projet	1	forfait	4,500.00 $	4,500.00 $
	Recherche complémentaire d'archives icônographiques	16	heure	55.00 $	880.00 $
	Direction technique	1	forfait	1,000.00 $	1,000.00 $
	Casting	0	forfait	250.00 $	0.00 $
				TOTAL 4 :	**6,380.00 $**

5	*TOURNAGE*	*Qté*	*Unité*	*$ / unité*	*Total*
	Directeur photo	0	cachet	600.00 $	0.00 $
	Caméraman	0	cachet	500.00 $	0.00 $
	Preneur de son	0	cachet	450.00 $	0.00 $
	Assistant de production	0	cachet	300.00 $	0.00 $
	Location équipements - Caméra(s)	0	forfait	0.00 $	0.00 $
	Location équipements - Son	0	forfait	0.00 $	0.00 $
	Location équipements - Éclairage	0	forfait	0.00 $	0.00 $
	Location voiture de production (incluant essence et km)	0	jour	150.00 $	0.00 $
	Catering - équipe de X personnes	0	jour	0.00 $	0.00 $
	Frais déplacement - tournage	0	km	0.52 $	0.00 $
				TOTAL 5 :	**0.00 $**

6	POSTPRODUCTION IMAGE	Qté	Unité	$ / unité	Total
	Assistanat (derushage, transferts, synchro, etc)	4	jour	400.00 $	1,600.00 $
	Montage Offline	30	jour	550.00 $	16,500.00 $
	Montage Online	4	jour	750.00 $	3,000.00 $
	Colorisation / Étalonnage	2	jour	850.00 $	1,700.00 $
	Infographie	20	jour	600.00 $	12,000.00 $
	Illustration	1	forfait	1,500.00 $	1,500.00 $
	Animation graphique 2D	36	jour	600.00 $	21,600.00 $
	Sous-titrage	100	min.	6.50 $	650.00 $
				TOTAL 6 :	**57,900.00 $**

7	POSTPRODUCTION AUDIO	Qté	Unité	$ / unité	Total
	Préparation de session AV	4	heure	55.00 $	220.00 $
	Enregistrement	0	heure	125.00 $	0.00 $
	Conception sonore	1	forfait	4,500.00 $	4,500.00 $
	Montage sonore	5	jour	720.00 $	3,600.00 $
	Mixage ST	5	jour	900.00 $	4,500.00 $
	Exports / Encodages	2	heure	90.00 $	180.00 $
				TOTAL 7 :	**13,000.00 $**

8	TECHNOLOGIE	Qté	Unité	$ / unité	Total
	Programmation multimédia	15	heure	85.00 $	1,275.00 $
	Programmation logiciel : Taquins incluant configuration des PC et intégration	1	forfait	4,975.00 $	4,975.00 $
	Programmation logiciel : Table interactive incluant configuration des PC et intégration	1	forfait	7,500.00 $	7,500.00 $
	Programmation logiciel : Mosaique incluant configuration des PC et intégration	1	forfait	2,050.00 $	2,050.00 $
	Tests & QC	1	forfait	1,000.00 $	1,000.00 $
				TOTAL 8 :	**16,800.00 $**

9	LIVRAISON & INSTALLATION A/V	Qté	Unité	$ / unité	Total
	Compression, encodage, export & QC AV	1	forfait	500.00 $	500.00 $
	Assistanat : tranferts & préparation du matériel promotionnel	1	jour	400.00 $	400.00 $
	Supports : un (1) disque dur externe pour livraison au client	1	unité	300.00 $	300.00 $
	Directeur technique installation	40	heure	85.00 $	3,400.00 $
	Technicien(s)	35	heure	65.00 $	2,275.00 $
	Câblages, accessoires & quincailleries	1	forfait	400.00 $	400.00 $
	Transport	1	forfait	100.00 $	100.00 $
				TOTAL 9 :	**2,775.00 $**

10	AUTRES	Qté	Unité	$ / unité	Total
	Rédaction / mise en page - manuel d'opération et d'entretien	1	forfait	1,500.00 $	1,500.00 $
	Rédaction / mise en page - Cahier de réalisation illustré	1	forfait	900.00 $	900.00 $
	Formation	0.5	jour	500.00 $	250.00 $
	Archivage du projet - incluant (1) disque dur	1	unité	250.00 $	250.00 $
				TOTAL 10 :	**2,900.00 $**

Sous projet 3 - Parcours numérique immersif : VR / 360 et Expérience immersive 3D - Binoculaire (180 degrée)

11 ÉQUIPE DE PRODUCTION 360/VR	Qté	Unité	$ / unité	Total
Direction de production & coordination de projet	1	forfait	2,250.00 $	2,250.00 $
Direction technique 360/VR	1	forfait	700.00 $	700.00 $
Consultant - Concepteur de la maquette	8	heure	90.00 $	720.00 $
			TOTAL 11 :	**2,950.00 $**

12 POSTPRODUCTION IMAGE 360/VR	Qté	Unité	$ / unité	Total
Assistanat (derushage, transferts, synchro, etc)	4	heure	55.00 $	220.00 $
Montage Offline	2	jour	550.00 $	1,100.00 $
Montage Online	2	heure	110.00 $	220.00 $
Colorisation / Étalonnage	2	heure	125.00 $	250.00 $
Infographie	5	jour	600.00 $	3,000.00 $
Animation graphique 360	20	jour	720.00 $	14,400.00 $
Animation graphique 3D (adaptation de la maquette)	21	jour	800.00 $	16,800.00 $
			TOTAL 12 :	**35,990.00 $**

13 POSTPRODUCTION AUDIO 360/VR	Qté	Unité	$ / unité	Total
Préparation de session AV	2	unité	55.00 $	110.00 $
Conception sonore	1	forfait	1,750.00 $	1,750.00 $
Montage sonore	1	jour	750.00 $	750.00 $
Mixage 360	1.5	jour	1,000.00 $	1,500.00 $
Exports / Encodages	1	heure	90.00 $	90.00 $
			TOTAL 13 :	**4,200.00 $**

14 TECHNOLOGIE 360/VR	Qté	Unité	$ / unité	Total
Programmation logiciel : Binoculaires incluant configuration des tablettes et intégration	1	forfait	3,250.50 $	3,250.50 $
Programmation VR	16	heure	95.00 $	1,520.00 $
Tests & QC	1	forfait	450.00 $	450.00 $
			TOTAL 14 :	**5,220.50 $**

15 LIVRAISON & INSTALLATION	Qté	Unité	$ / unité	Total
Compression, encodage & QC 360 : 6 casques VR et 3 tablettes	1	forfait	250.00 $	250.00 $
Programmation, préparation et intégration des appareils	9	unité	45.00 $	405.00 $
Supports : un (1) disque dur externe pour livraison au client	1	unité	300.00 $	300.00 $
Directeur technique installation	8	heure	85.00 $	680.00 $
Technicien(s)	8	heure	65.00 $	520.00 $
Câblages, accessoires & quincailleries	1	forfait	300.00 $	300.00 $
Transport	1	forfait	75.00 $	75.00 $
			TOTAL 15 :	**895.00 $**

16 AUTRES	Qté	Unité	$ / unité	Total
Rédaction / mise en page - manuel d'opération et d'entretien	1	forfait	850.00 $	850.00 $
Formation	0.5	jour	500.00 $	250.00 $
Archivage du projet	1	unité	125.00 $	125.00 $
			TOTAL 16 :	**1,225.00 $**

Merci de faire confiance à Studio Plasma !

880, rue Roy Est, bureau 100, Montréal, Québec, H2L 1E6 | 514-861-5959 | info@studioplasma.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1162621004

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat, conformément à la loi, à l'OBNL : Société pour l'Action, l'Éducation et la Sensibilisation Environnementale de Montréal (SAESEM) pour la sensibilisation porte-à-porte, la distribution de bacs et les visites post-implantation concernant l'implantation du service de collecte des résidus alimentaires pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, pour une période de 32 mois, pour une somme maximale de 364 742 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré

Il est recommandé au conseil municipal :
1. D'accorder, conformément à la loi, un contrat à l'OBNL la Société pour l'Action, l'Éducation et la Sensibilisation Environnementale de Montréal (SAESEM), pour une période de 32 mois, pour la sensibilisation porte-à-porte, la distribution de bacs et les visites post-implantation dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, soit pour une somme maximale de 364 742 $, taxes incluses ;

2. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centrale.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-11-04 17:29

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162621004**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat, conformément à la loi, à l'OBNL : Société pour l'Action, l'Éducation et la Sensibilisation Environnementale de Montréal (SAESEM) pour la sensibilisation porte-à-porte, la distribution de bacs et les visites post-implantation concernant l'implantation du service de collecte des résidus alimentaires pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, pour une période de 32 mois, pour une somme maximale de 364 742 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la Ville a la compétence en matière d'enlèvement, de transport et de dépôt des matières résiduelles. Ainsi, le Service de l'environnement est responsable des contrats de collecte et de transport des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de Montréal ainsi que de la fourniture des équipements de collecte.
La *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles - Plan d'action 2010–2015* fixe un taux de valorisation de 60 % des matières organiques. Pour atteindre l'objectif fixé par la Politique, il est nécessaire de poursuivre l'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les arrondissements. Dans ce contexte, la Ville de Montréal a dévoilé en août 2015 sa *Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires 2015-2019* .

En date de novembre 2016, plus de 320 000 portes sont desservies par le service de collecte des résidus alimentaires, réparties dans l'ensemble des 19 arrondissements. En 2017, environ 95 000 portes supplémentaires seront implantées, suivi de 70 000 en 2018 et de 50 000 en 2019.

L'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal a sondé le marché auprès de deux OBNL, soit la Société pour l'Action, l'Éducation et la Sensibilisation Environnementale de Montréal (SAESEM) et la Société de Développement Environnemental de Rosemont (SODER). Ces deux OBNL ont une vaste expérience dans la distribution des outils de collecte et la sensibilisation des citoyens en lien avec la collecte des résidus alimentaires en plus de piloter le programme Éco-quartier dans des arrondissements limitrophes à l'arrondissement

Le Plateau-Mont-Royal. Le choix s'est arrêté sur la SAESEM en raison de la qualité du service offert et du prix avantageux pour la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

En fonction du début du service de collecte des résidus alimentaires le 1er février 2017, le contrat doit être octroyé afin de sensibiliser les citoyens et distribuer les outils de collecte. Le contrat prévoit, pour décembre 2016 et les trois années suivantes d'implantation du service de collecte dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, la sensibilisation porte-à-porte, la distribution des outils de collecte ainsi que les visites post-implantation.

Le nombre de portes implantées sera de 23 815 en 2017, 10 325 en 2018 et 8 362 en 2019 pour un total de 42 502 portes.

JUSTIFICATION

Des prix pour la sensibilisation et la distribution pour les années 2016 (décembre), 2017, 2018 et 2019 ont été demandés.
Il n'y a pas eu d'estimation des coûts par des professionnels puisque le prix unitaire visé pour les contrats octroyés dans tous les arrondissements est de 3,00 $ la porte pour la sensibilisation et de 3,00 $ à 4,00 $ la porte pour la distribution.

Pour l'actuel contrat, la sensibilisation à partir de décembre ainsi que la distribution des outils de collecte en janvier suivi des visites post-implantation, le tout en période hivernale, ont fait grimper les prix reçus. Voici les principales raisons évoquées : location d'un local à proximité nécessaire pour les employés; location de véhicules à essence en raison de la non -utilisation de vélos ou de véhicules électriques; nombre réduit de portes sensibilisées à l'heure; plus faible disponibilité de travailleurs, dont les étudiants non disponibles, et conditions de travail exigeantes donc salaire compétitif nécessaire.

Ainsi, les prix unitaires en 2017 sont de 4,00 $ pour la sensibilisation et de 3,90 $ pour la distribution. Pour les années 2018 et 2019, où les implantations seront printanières, les prix unitaires sont dans les standards autorisés, soit de 3,10 $ pour la sensibilisation et de 3,00 $ pour la distribution.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce contrat est d’une durée de 32 mois pour une somme maximale de 364 742 $ taxes incluses. Une contingence de 5% est incluse. La répartition du coût annuel est présentée comme suit :

Description	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**
Sensibilisation	28 750 $	86 251 $	38 641 $	31 294 $	184 936 $
Distribution	- $	112 126 $	37 394 $	30 285 $	179 805 $
Total taxes incluses	**28 750 $**	**198 377 $**	**76 035 $**	**61 579 $**	**364 742 $**

Voir le détail du calcul dans la pièce jointe ‘Aspect financier’

Le coût de la distribution de 179 805 $ sera financé par le règlement d'emprunt (12,0 M$) mentionné au dossier CM15 0681 à même le budget de fonctionnement au poste des achats de biens non capitalisés du Service de l'environnement.

En ce qui concerne le coût de la sensibilisation de 184 936 $, le Service de l'environnement assumera la dépense d'environ 28 750 $ pour l'année 2016. Cette dépense est prévue au budget de fonctionnement du Service de l'environnement à la Division de la planification et opérations - Gestion des matières résiduelles, au poste budgétaire publicité, communication et frais de représentation. En raison de la centralisation du budget de communications, le Service des communications assumera les dépenses de la sensibilisation pour les années de 2017 à 2019 au montant de 156 186 $.

Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'implantation du service de collecte des résidus alimentaires par la distribution des outils de collecte et la sensibilisation des citoyens, répond aux objectifs du développement durable (DD). Ce contrat fait partie intégrante de la priorité *Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources, Action 6 - Réduire et valoriser les matières résiduelles - Instaurer la collecte des matières organiques dans 100 % des immeubles de huit logements et moins* , inscrite au plan d'action de l'administration dans le document *Montréal Durable 2016-2020* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les matières organiques (résidus verts + résidus alimentaires) représentent environ 47 % des matières résiduelles à Montréal. Le potentiel de valorisation de ces matières doit être exploité à son maximum dans le but de respecter, sur le territoire de l'agglomération, les mesures inscrites dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).
La collecte et le compostage des matières organiques constituent les actions nécessaires pour atteindre l'objectif de 60 % de valorisation de ces matières fixé par la *Politique québécoise de gestion de matières résiduelles* et par le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR).

La poursuite de la *Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires - 2015-2019* présentée par l'administration en août 2015 permettra d'atteindre cet objectif.

Si le présent contrat n'est pas octroyé, le service de collecte des résidus alimentaires ne pourra être implanté et les matières ne pourront être récupérées dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication visant les nouveaux services de collecte des résidus alimentaires est préparée par le Service des communications.
L'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal réalisera des communications de proximité afin d'informer, le cas échéant, les citoyens de changements dans les jours de collecte.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le comité exécutif : novembre 2016
Début du contrat : novembre 2016
Fin du contrat : juillet 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis BEAUCHAMP, Service des communications
Guy OUELLET, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois LESAGE
Agent de recherche

Tél : 514 872-0161
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-03

Michel RABY
C/d controle des rejets industriels

Tél : 514 872-8878
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2016-11-04

Description	2016	2017	2018	2019	Total
Sensibilisation	28 750 $	86 251 $	38 641 $	31 294 $	184 936 $
Distribution	- $	112 126 $	37 394 $	30 285 $	179 805 $
Total taxes incluses	**28 750 $**	**198 377 $**	**76 035 $**	**61 579 $**	**364 742 $**

Coût du contrat pour la sensibilisation porte-à-porte et la distribution de bacs
Implantation du service de collecte des résidus alimentaires
Pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal 2016 - 2019

Description	2016	2017	2018	2019	Total
Sensibilisation	23 815 $	71 445 $	32 008 $	25 922 $	153 190 $
Contingence de 5%	1 191 $	3 572 $	1 600 $	1 296 $	7 659 $
Sous-total - avant taxes	25 006 $	75 017 $	33 608 $	27 218 $	160 849 $
Sous-total - taxes incluses	**28 750 $**	**86 251 $**	**38 641 $**	**31 294 $**	**184 936 $**
Sous-total - taxe nette	**26 253 $**	**78 759 $**	**35 284 $**	**28 576 $**	**168 872 $**
Distribution	- $	92 879 $	30 975 $	25 086 $	148 940 $
Contingence de 5%	- $	4 644 $	1 549 $	1 254 $	7 447 $
Sous-total - avant taxes	- $	97 522 $	32 524 $	26 340 $	156 386 $
Sous-total - taxes incluses	**- $**	**112 126 $**	**37 394 $**	**30 285 $**	**179 805 $**
Sous-total - taxe nette	**- $**	**102 386 $**	**34 146 $**	**27 654 $**	**164 186 $**
Grand total - taxes incluses	**28 750 $**	**198 377 $**	**76 035 $**	**61 579 $**	**364 742 $**
Grand total - taxe nette	**26 253 $**	**181 145 $**	**69 430 $**	**56 230 $**	**333 058 $**

Imputation comptable distribution : 6101.7715055.802703.04331.57402.000000.0000.158667.000000.99000.00000
Imputation comptable sensibilisation 2016: 2101.0010000.103314.04331.53801.000000.0000.000000.000000.00000.00000

BORDEREAU DE SOUMISSION

SENSIBILISATION PORTE À PORTE, DISTRIBUTION DE BACS ET VISITES POST-IMPLANTATOIRE CONCERNANT L'IMPLANTATION DES RÉSIDUS ALIMENTAIRE POUR L'ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Items	Description	Quantité (A)	Prix unitaire (B)	Total (C)=(A)x(B)
	2017			
Item 1	**Sensibilisation** - Pré-implantatoire (porte à porte) - Post-implantatoire (vérification du contenu des bacs)	23815	4 $	95 260 $
Item 2	**Distribution** - Distribution des kits - Récupération des bacs en surplus sur le domaine public	23815	3,9 $	92 878,5 $
			SOUS TOTAL PHASE 1	188 138,5 $
	2018			
Item 3	**Sensibilisation** - Pré-implantatoire (porte à porte) - Post-implantatoire (vérification du contenu des bacs)	10325	3,1 $	32 007,5 $
Item 4	**Distribution** - Distribution des kits - Récupération des bacs en surplus sur le domaine public	10325	3 $	30 975 $
			SOUS TOTAL PHASE 2	62 982,5 $
	2019			
Item 5	**Sensibilisation** - Pré-implantatoire (porte à porte) - Post-implantatoire (vérification du contenu des bacs)	8362	3,1 $	25 922,2 $
Item 6	**Distribution** - Distribution des kits - Récupération des bacs en surplus sur le domaine public	8362	3 $	25 086 $
			SOUS TOTAL PHASE 3	51 008,2 $
			Contingences 5%	15 106,46 $
			TOTAL (avant taxes)	317 235,66 $
			TPS (5%)	15 861,78 $
			TVQ (9.975%)	31 644,26 $
			TOTAL	364 741,70 $

Description et sommaire de soumission	Montant
SENSIBILISATION PORTE À PORTE, DISTRIBUTION DE BACS ET VISITES POST-IMPLANTATOIRES DANS LE CADRE DE L'IMPLANTATION DES RÉSIDUS ALIMENTAIRES POUR L'ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL	
Montant total avant taxes :	317235,66 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	15 861,78 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	31 644,26 $
Montant total :	364 741,70 $

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166946294 Si non inscrit au REQ, cocher ici : ☐

Nous, soussignés... Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal
Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1240 rue Saint-Marc, Montréal, Québec, H3H 2E5
Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addenda le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Nom et titre du responsable (en majuscules) : H. PFEUTY DIRECTEUR GÉNÉRAL	Téléphone : (514)-933-1069		
	Télécopieur :		
	Courriel : direction@saesem.org		
Signature:	Jour 13	Mois 10	Année 2016

Note : Le montant soumis doit être exprimé en dollars canadien. Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions du cahier des charges pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1162621004

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division planification et opérations-Gestion des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat, conformément à la loi, à l'OBNL : Société pour l'Action, l'Éducation et la Sensibilisation Environnementale de Montréal (SAESEM) pour la sensibilisation porte-à-porte, la distribution de bacs et les visites post-implantation concernant l'implantation du service de collecte des résidus alimentaires pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, pour une période de 32 mois, pour une somme maximale de 364 742 $, taxes incluses - Contrat de gré à gré

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1162621004 - Communications.xlsEnvironnement - GDD 1162621004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Préposé au budget
Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement
Tél : (514) 872-7232

Co-Auteur :
Isabelle Bessette
Agente de gestion des ressources financières
Direction conseil et soutien financier - PS HDV
(514) 872-2541

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-04

Janet MARCEAU
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-3354

Division : Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2016/11/21 13:00

(2)

Dossier # : 1164386002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Michel Plante et Isabelle Parenteau, un terrain désigné comme étant le lot 5 785 876 du cadastre du Québec, d'une superficie de 61,3 m² situé au nord de la 96e Avenue et, par lequel, Michel Plante et Isabelle Parenteau cèdent à la Ville de Montréal, un terrain désigné comme étant le lot 5 785 874 du cadastre du Québec, d'une superficie de 103,0 m² situé au nord de la 96e Avenue et à l'est de la rue Marion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, le tout sans soulte. N/Réf. : 31H11-005-6403-05

Il est recommandé :

1. de fermer comme domaine public le lot n° 5 785 876 au cadastre du Québec circonscription foncière de Montréal;

2. d'approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Michel Plante et Isabelle Parenteau, un terrain désigné comme étant le lot n° 5 785 876 du cadastre du Québec, d'une superficie de 61,3 m² et Michel Plante et Isabelle Parenteau cèdent à la Ville de Montréal, un terrain désigné comme étant le lot n° 5 785 874 du cadastre du Québec, d'une superficie de 103,0 m² situé au nord de la 96e Avenue et à l'est de la rue Marion, dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, le tout sans soulte.

3. d'inscrire au registre du domaine public, comme rue, le lot 3 785 874 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-07 12:13

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164386002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Michel Plante et Isabelle Parenteau, un terrain désigné comme étant le lot 5 785 876 du cadastre du Québec, d'une superficie de 61,3 m² situé au nord de la 96e Avenue et, par lequel, Michel Plante et Isabelle Parenteau cèdent à la Ville de Montréal, un terrain désigné comme étant le lot 5 785 874 du cadastre du Québec, d'une superficie de 103,0 m² situé au nord de la 96e Avenue et à l'est de la rue Marion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, le tout sans soulte. N/Réf. : 31H11-005-6403-05

CONTENU

CONTEXTE

En 2014, la Ville de Montréal a reçu une demande de Mme Louise Poitras, alors propriétaire d'un immeuble situé au 16275, rue Bureau, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, représenté à cette époque par le lot numéro 1 876 022 du cadastre du Québec (ci-après l'« Immeuble »), concernant un problème de titres soulevé lors de la confection d'un nouveau certificat de localisation par Louis-Philippe Fouquette, arpenteur-géomètre, le 27 août 2014, à des fins de vente (voir copie ci-jointe).
En effet, le certificat de localisation relève certains empiètements présents sur deux fronts de rue, car l'Immeuble se trouve à la tête de l'îlot des rues Bureau et Marion et de la 96^{e} Avenue. Cette problématique fut contraignante pour la conclusion de la vente de la propriété de Mme Poitras à M. Michel Plante et Mme Isabelle Parenteau (ci-après les « Propriétaires »), dont l'acte d'acquisition a été publié au registre foncier le 11 juin 2015, sous le numéro 21 608 308.

D'une part, une mauvaise interprétation par le Rénovateur des procédures d'expropriation amorcées en 1957 par la Cité de Pointe-aux-Trembles pour l'élargissement des rues Marion et Bureau et, d'autre part, l'inscription erronée au registre du domaine public de la Ville indiquant l'élargissement proposé de la rue Bureau comme faisant partie du domaine public de la Ville et l'absence d'inscription à ce registre de l'élargissement de la rue Marion ont eu comme conséquence que la rénovation cadastrale a inclus dans l'ancien lot 1 876 022 du cadastre de Québec, une partie de la rue Marion et en a exclu une partie de la rue Bureau. Au registre foncier, il est possible de constater qu'en ce qui concerne la rue Marion la procédure d'expropriation a été entièrement complétée par la Ville, alors qu'en ce qui concerne la rue Bureau cette procédure a été abandonnée et radiée. L'expropriation de l'élargissement de la rue Bureau n'ayant jamais été complétée, cette partie de terrain devait demeurer dans les limites cadastrales de l'Immeuble.

Dans les faits, l'occupation de l'Immeuble n'a jamais changé dans le temps. La Ville a aménagé l'élargissement de la rue Marion depuis longtemps et la rue Bureau n'a jamais été élargie. L'exclusion de l'élargissement des limites de l'Immeuble de la rue Bureau proposé a eu pour conséquence, notamment, que la galerie avant de l'Immeuble excède les limites de la propriété et empiète sur ce qui devait être l'élargissement de la rue Bureau.

Plusieurs démarches et recherches ont été faites, afin d'élucider la problématique des titres de propriété. Étant donné qu'une demande de correction de la rénovation cadastrale aurait entraîné des délais indus, il a été convenu avec la Division de la géomatique, le bureau de l'Ombudsman et les Propriétaires de procéder à une modification cadastrale permettant par la suite de signer un acte d'échange, sans soulte, entre la Ville et les Propriétaires, afin que le cadastre reflète la réalité des titres et de l'occupation.

Ainsi, la Ville cédera aux Propriétaires la partie de terrain qui constituait l'élargissement de la rue Bureau, représentée par le nouveau lot 5 785 876, d'une superficie de 61,3 m², en échange de quoi les Propriétaires actuels cèderont à la Ville le lot 5 785 874, d'une superficie de 103,0 m², représentant l'élargissement de la rue Marion. Ce dernier lot sera ensuite inscrit au registre du domaine public, puisqu'il est aménagé et utilisé comme rue.

Étant donné que l'Immeuble des Propriétaires est grevé d'une hypothèque en faveur de la Banque Nationale du Canada, un consentement à modification cadastrale publié au registre foncier sous le numéro 22 080 911, de même qu'une réaffectation de l'hypothèque pour l'inscrire sur le lot 5 785 876, publiée au registre foncier sous le numéro 22 229 324, ont été nécessaires pour permettre la modification cadastrale et l'échange entre la Ville et les Propriétaires. Une mainlevée partielle de cette hypothèque sera obtenue, concurremment à la signature de l'acte d'échange, afin de libérer le lot 5 785 874 du cadastre du Québec qui deviendra propriété de la Ville.

Cet acte d'échange permettra de clarifier les droits de la Ville de Montréal et ceux des Propriétaires, permettant ainsi d'éliminer tout doute quant aux droits de propriété.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D2156895025 - 6 octobre 2015 - D'approuver le projet de remplacement des lots numéros 1 876 019 et 1 876 022 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.
1152471002 - Un processus de mise en place d'une solution permanente pour régler l'empiètement de la propriété du 16275, rue Bureau dans l'emprise municipale (rues Bureau et Marion).

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour but d'approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Michel Plante et Isabelle Parenteau, un terrain désigné comme étant le lot 5 785 876 du cadastre du Québec, d'une superficie de 61,3 m², et Michel Plante et Isabelle Parenteau cèdent à la Ville un terrain désigné comme étant le lot 5 785 874 du cadastre du Québec, d'une superficie de 103,0 m², et ce, sans soulte. Ces terrains étant tous deux situés au nord de la 96^{e} Avenue et à l'ouest de la rue Marion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, le lot 5 785 874 du cadastre du Québec devra être versé au domaine public en tant que rue Marion et le lot 5 785 876 du même cadastre devra être retiré du domaine public.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation pour les motifs suivants :

· Le présent sommaire est nécessaire dans l'unique but de régulariser les titres de propriété et ne change en rien l'occupation et l'utilisation actuelle du terrain.

· La transaction se fait sans compensation monétaire.

· Les parties sont favorables à cet échange.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de la transaction est nul. Cependant, la Direction de l'évaluation du SGPI établit la valeur du lot 5 785 874 de 103,0 m² dans une fourchette de 27 000 $ à 30 000 $ et le lot 5 785 876 de 61,3 m² et dans une fourchette de 16 000 $ à 18 000 $. Les valeurs varient entre 262,14 $/m² ou 24 $/pi² à 291,26 $/m² ou 27 $/pi², en date du 21 juillet 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact majeur

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en accord avec la Direction des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte d'échange.

- Obtention d’une mainlevée de l’hypothèque de la Banque Nationale du Canada sur le lot 5 785 874 du cadastre du Québec.
- Application de l'article 192 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal sur le lot numéro 5 785 874 du cadastre du Québec, d'une superficie de 103,0 m², permettant à la Ville de bonifier son titre sur cette partie de la rue Marion et de protéger ses infrastructures et investissements qu'elle a faits dans celle-ci.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel BROUSSEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Richard JOSEPH, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Daniel BROUSSEAU, 2 novembre 2016
Richard JOSEPH, 2 novembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-02

Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2016-11-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-11-07

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1164386002 / Mandat n° 14-0549-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Approuver un acte d'échange sans soulte pour clarifier les titres de propriété.
- Endroit : Situé du côté nord de la 96e Avenue et à l'est de la rue Marion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles.
- Lots : Lot cédé par la Ville : 5 785 876 du cadastre du Québec
  Lot cédé à la Ville : 5 785 874 du cadastre du Québec
- Superficies : Lot 5 785 876 : 61,3 m² (660 pi²)
  Lot 5 785 874 : 103,0 m² (1 109 pi²)
- Zonage : H.1 à H.3
- Particularités : Cet acte d'échange permettra de régulariser les droits de la Ville et ceux des requérants permettant ainsi d'éliminer tout doute quant aux droits de propriété lesquels causent des difficultés d'interprétation.

Requérants : M. Michel Plante
Mme Isabelle Parenteau

Cédant : Ville de Montréal

Valeur marchande : Ces lots valent chacun entre 16 000 $ et 30 000 $, soit
lot : 5 785 876 : 61,3 m² entre 16 000 $ et 18 000 $,
lot : 5 785 874 : 103,0 m² entre 27 000 $ et 30 000 $.

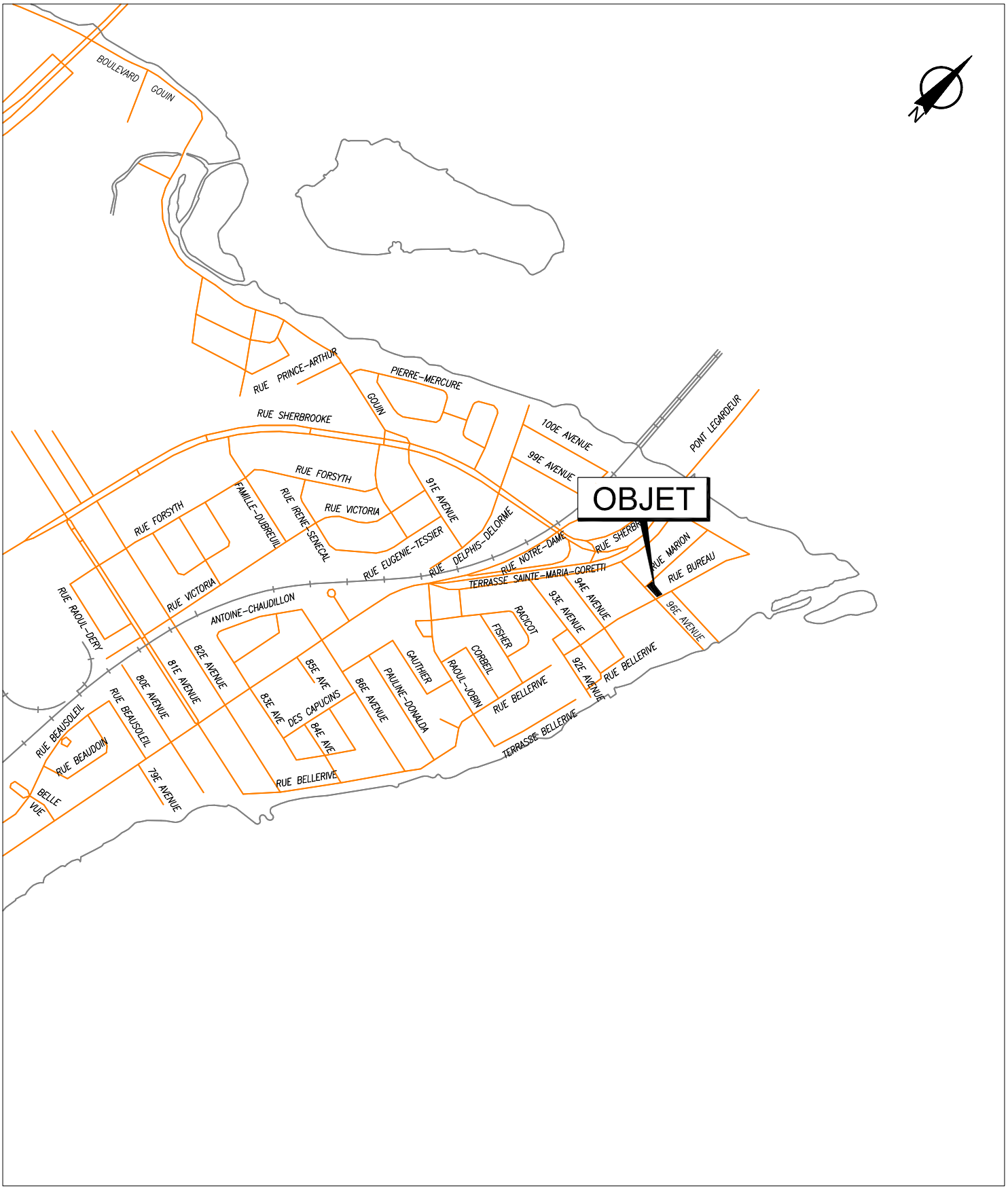
- En date du : 21 juillet 2016

Valeur au rôle foncier 2016 : Lot : 5 785 876, ce lot n'est pas porté au rôle foncier. Le lot 5 785 874 est évalué à 21 637 $ (prorata) (210,07 $/m² ou 19,52 $/pi²) et le lot 5 785 876 ne fait pas partie de l'évaluation municipale.

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison de la valeur de la cession : Les titres de propriété révèlent que les informations au registre du domaine public sont sujettes à interprétation depuis la réforme cadastrale en 1993. Il a été convenu de procéder à une modification cadastrale pour ensuite signer un acte d'échange afin que le cadastre reflète la réalité des titres et de l'occupation, le tout sans soulte.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Jocelyne Boulanger	Téléphone : 2-2009	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

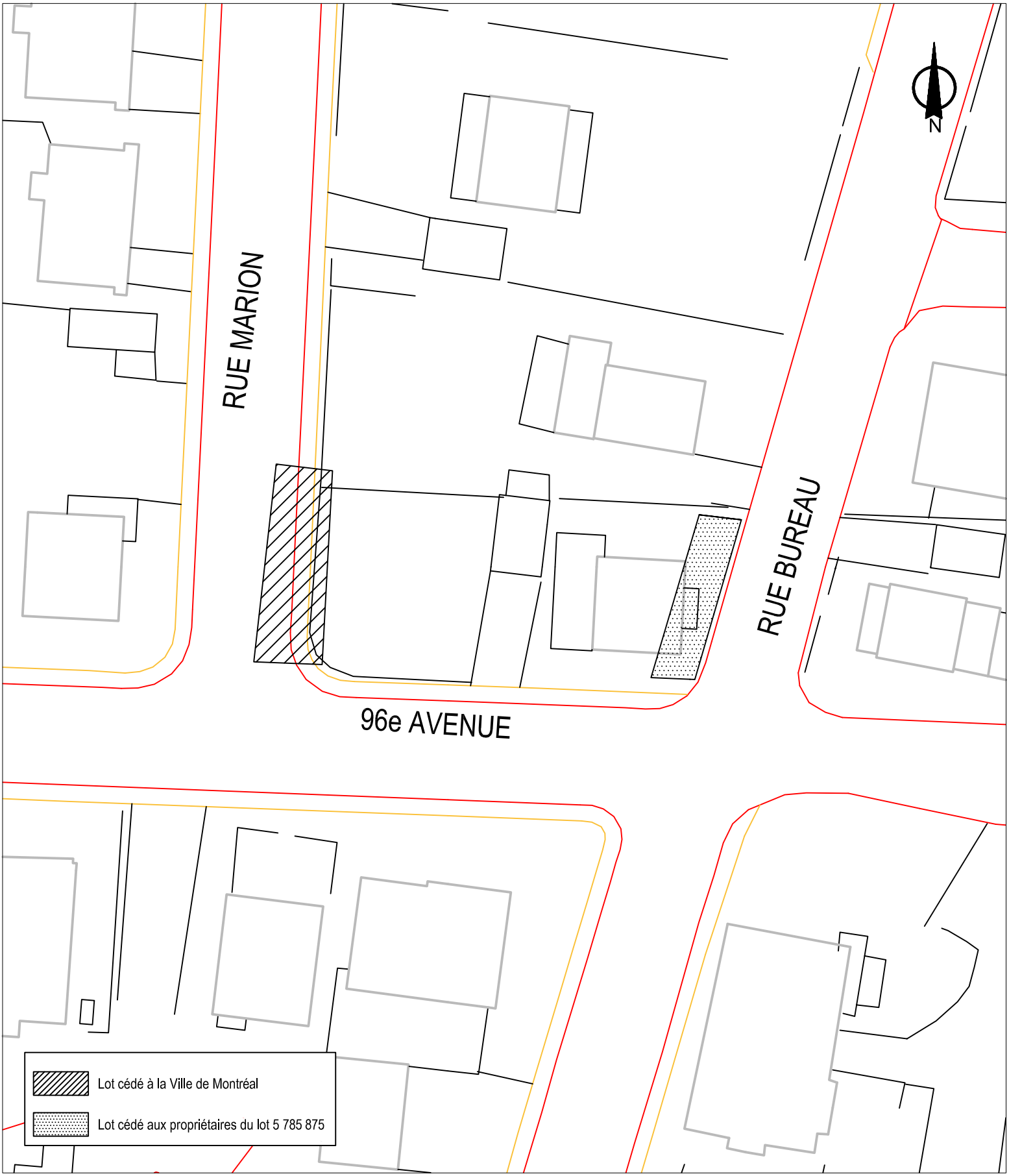


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H11-005-6403-05
Production : CL
Échelle : -
Date : 27-04-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

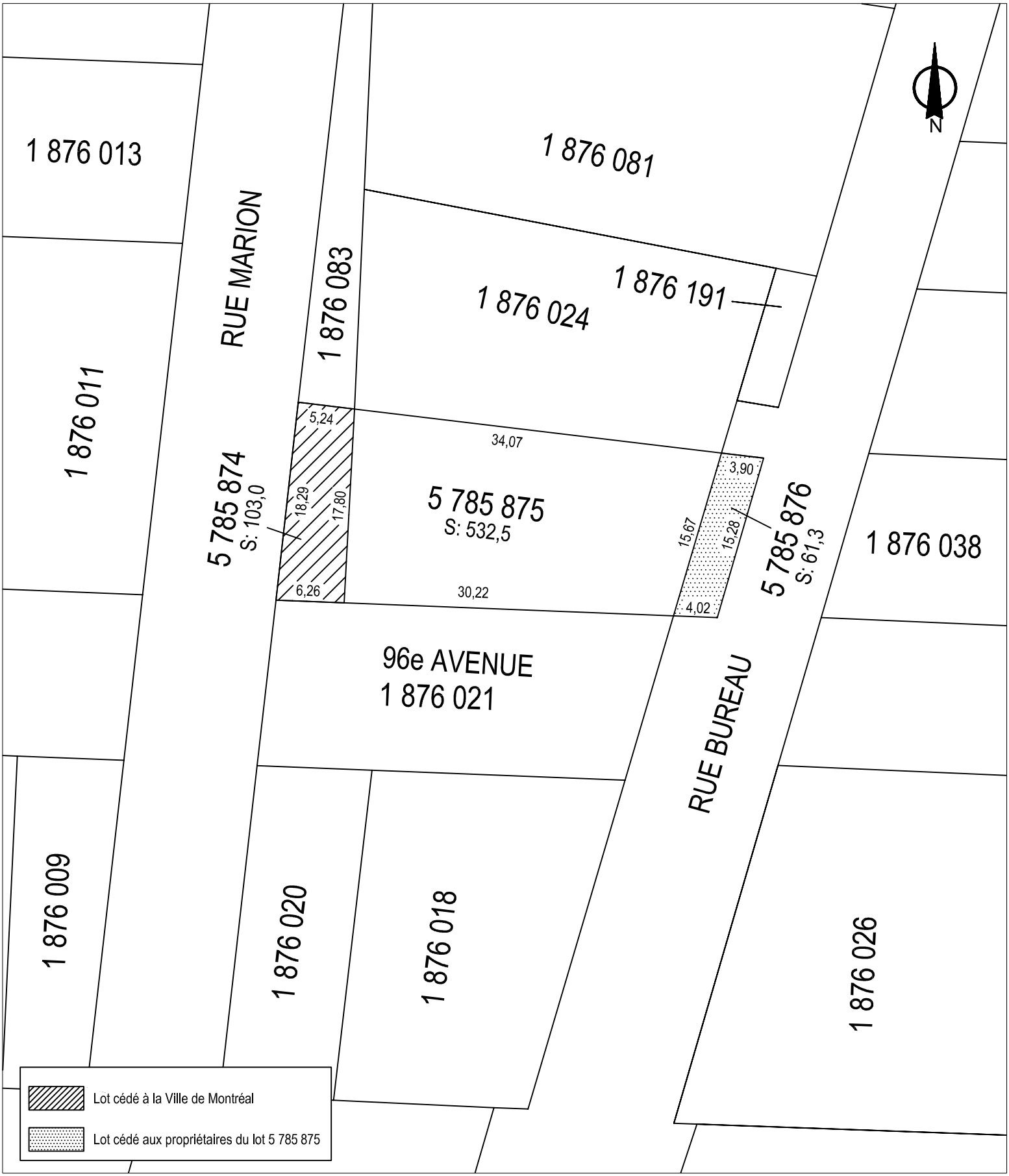


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H11-005-6403-05
Production : CL
Échelle : 1:450
Date : 15-08-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H11-005-6403-05
Production : CL
Échelle : 1:450
Date : 15-08-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H11-005-6403-05
Production : CL
Échelle : -
Date : 15-08-2016

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Énergie et Ressources naturelles
Québec

ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION
DE DROIT
AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC

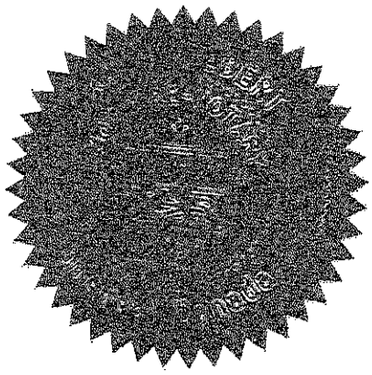
Je certifie que la réquisition présentée le 2016-04-11 à 15:09 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal

sous le numéro 22 229 324.

Le fichier de signature électronique ECACL22_229_324.sig, qui accompagne ce document, émis par **M^e^ Stéphanie Cashman-Pelletier, L'Officier de la publicité foncière du Québec**, atteste que la transmission du document est sans altération et que celui-ci provient du Registre foncier.

Identification de la réquisition

Mode de présentation :	Acte
Forme :	Notariée en minute
Notaire instrumentant :	M^e^ Anick Hébert
Numéro de minute :	12646



Minute: 12646 (15H04080136)

L'AN DEUX MILLE SEIZE,

Le onze avril

DEVANT Me Anick HÉBERT, notaire à Repentigny, province de Québec.

COMPARAISSENT:

Michel PLANTE, domicilié au 16275, rue Bureau, Montréal (Québec) H1A 1Z4.

ET

Isabelle PARENTEAU, domiciliée 16275, rue Bureau, Montréal (Québec) H1A 1Z4.

Ci-après nommés "**LE DÉBITEUR**"

ET

BANQUE NATIONALE DU CANADA, banque régie par la Loi sur les banques ayant son siège social au 600, rue de La Gauchetière ouest, Montréal (Québec) H3B 4L2, et une succursale sise au 100, boulevard Brien, Repentigny (Québec) J6A 5N4, ici représentée par Catherine DESLONGCHAMPS, banquière personnelle, gestion personnalisée, dûment autorisée aux termes d'une résolution du conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le vingt-cinq février deux mille quinze (2015); laquelle résolution demeure annxée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ladite représentante et le notaire soussigné.

Avis d'adresse: 6 001 046

Ci-après nommée: "LE CRÉANCIER"

LESQUELS, préalablement à la réaffectation hypothécaire déclarent ce qui suit:

1. Le Débiteur a consenti en faveur de la Banque, aux fins de garantir tous

les engagements et obligations plus au long énumérés à l'acte ci-après mentionné, une hypothèque immobilière pour un montant de DEUX CENT TRENTE-HUIT MILLE DOLLARS (238 000,00 $) sur l'immeuble désigné dans l'acte reçu devant Me Anick Hébert, notaire, le quatre juin deux mille quinze (2015) et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le quatre juin deux mille quinze (2015) sous le numéro 21587928.

2. Le Débiteur offre à la Banque de lui consentir des garanties additionnelles, satisfaisantes et adéquates pour l'assurer du remboursement de la dette ci-avant relatée, capital, intérêts, frais et accessoires et convient d'hypothéquer en faveur de la Banque, l'immeuble ci-après décrit au paragraphe DÉSIGNATION.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, le Débiteur, pour garantir davantage et en tout temps à la Banque, l'exécution desdits engagements et obligations, hypothèque spécialement en faveur de la Banque, ce acceptant, jusqu'à concurrence de la somme de DEUX CENT TRENTE-HUIT MILLE DOLLARS (238 000,00 $) avec intérêts au taux de vingt pour cent l'an (20%), frais et accessoires, l'immeuble ci-après décrit, soit:

DÉSIGNATION

Un immeuble situé en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant les lots numéros CINQ MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE et CINQ MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SEIZE (5 785 875 et 5 785 876) tous du CADASTRE DU QUÉBEC, dans la circonscription foncière de Montréal.

Avec une bâtisse y dessus construite portant le numéro 16275, rue Bureau, Montréal (Québec).

4. Le Débiteur hypothèque également en faveur de la Banque, pour les fins indiquées aux présentes et pour ladite somme de DEUX CENT TRENTE-HUIT MILLE DOLLARS (238 000,00 $), incluant intérêts, frais et accessoires, tous les loyers, et revenus produits par l'immeuble ci-dessus désigné, présent et futur, ainsi que les indemnités d'assurance relatives à ces loyers, présents et futurs, avec tout ce qui est ou sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement a cet immeuble et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi.

HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE

Pour garantir le paiement des intérêts qui ne seraient pas déjà garantis par l'hypothèque créée au paragraphe 3, de même que pour garantir davantage l'acquittement de ses obligations en vertu du présent acte et de celui inscrit sous le numéro 21587928, le Débiteur hypothèque les Biens hypothéqués pour une somme additionnelle égale à vingt pour cent (20 %) de la somme mentionnée au paragraphe ci-dessus de la présente affectation hypothécaire.

RÉSERVE DE DROITS ET CONDITIONS -

Les parties déclarent et conviennent expressément que:

Le présent acte d'affectation et de garantie hypothécaire sera une garantie continue qui subsistera nonobstant l'acquittement occasionnel, total ou partiel des obligations garanties par l'acte d'hypothèque susmentionné et inscrit sous le numéro 21587928.

Le présent acte ne créera aucune novation ou dérogation aux droits de la Banque aux termes dudit acte d'hypothèque inscrit sous le numéro 21587928 et les garanties, droits et recours que cette dernière a ou possède actuellement, ainsi que toutes les garanties, droits et recours qu'elle pourra avoir ou posséder à l'avenir, ne seront aucunement affectés ou modifiés par la présente garantie hypothécaire, de même que celle-ci ne sera diminuée ni affectée par ces garanties, droits et recours.

Toutes les clauses, les effets et les obligations dudit acte d'hypothèque inscrit sous le numéro 21587928 s'appliqueront mutatis mutandis au présent acte d'affectation et de garantie hypothécaire, à l'immeuble ci-dessus décrit au paragraphe 3, ainsi qu'aux loyers présents et futurs et aux indemnités d'assurance relatives à ces loyers, comme si ces clauses étaient écrites au long au présent acte.

ÉTAT CIVIL ET RÉGIME MATRIMONIAL

Michel PLANTE déclare qu'il est majeur et célibataire pour ne s'être jamais marié ou uni civilement.

ET

Isabelle PARENTEAU déclare être divorcée de René JOLIN, aux termes d'un certificat de divorce en date du trente avril deux mille sept (30 avril 2007), suivant jugement prenant effet le vingt-six avril deux mille sept (26 avril 2007) et portant le numéro de dossier 500-12-288001-070 de la Cour supérieure du district de Montréal et que son état civil n'a pas varié depuis tel divorce.

DONT ACTE à Repentigny, sous le numéro DOUZE MILLE SIX CENT QUARANTE-SIX (12646) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence dudit notaire.

SIGNÉ : Michel PLANTE

SIGNÉ : Isabelle PARENTEAU

BANQUE NATIONALE DU CANADA
par:

SIGNÉ : Catherine DESLONGCHAMPS

SIGNÉ : Anick HÉBERT, notaire

COPIE CONFORME DE LA MINUTE DEMEURÉE EN MON ÉTUDE

PME INTER
NOTAIRES

N°: 12646

Le 11 avril 2016

RÉAFFECTATION HYPOTHÉCAIRE

entre

BANQUE NATIONALE DU CANADA

à

Michel PLANTE et
Isabelle PARENTEAU

1 e copie

Publié à Montréal

Le 11 avril 2016

Sous le numéro 22229324

Anick HÉBERT, notaire

Hébert & Associés
Notaires & conseillers juridiques

10, boul. Brien, Bureau 100
Repentigny (Québec) J6A 4R7
Tél.: (450) 581-7020
Téléc.: (450) 581-0878
info@hebnotaires.com

Index des immeubles

Circonscription foncière :	Montréal	**Dates de mise à jour du Registre**	
Cadastre :	Cadastre du Québec	**Droits :**	2016-05-17 09:34
Lot :	5 785 875	**Radiations :**	2016-04-19 09:49
Date d'établissement :	2016-03-02 09:00 Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre		
Plan :	Liste des plans		
Concordance :	Partie du (des) lot(s) 1 876 022.		

Date de présentation	Numéro d'inscription	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
2016-04-11	22 229 324	Hypothèque	Créancier Débiteur	BANQUE NATIONALE DU CANADA PLANTE, Michel PARENTEAU, Isabelle	238 000,00 $	6 001 046	

PLAN CADASTRAL



FEUILLET
1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER : 1082996

Référence au(x) feuillet(s) cartographique(s) :
31H11-010-3202

Projection : MTM
Fuseau : 8

ÉCHELLE : 1 : 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière : Montréal

Municipalité(s) : Montréal (Ville)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Montréal

Signé numériquement par : Noémie Plante
a.-g. (matricule 2486)

Minute : 158 datée du 9 septembre 2015

Dossier a.-g. : 1082996

Ce plan cadastral est correct et conforme à la loi, le 29 février 2016

Signé numériquement par: Guillaume Devost a.-g. (matricule 2441)

Pour le ministre

Seul le ministère est autorisé à émettre des copies authentiques de ce document.

Énergie et Ressources naturelles
Québec

Copie authentique de l'original, le

Pour le ministre

Index des immeubles

Circonscription foncière :	Montréal		**Dates de mise à jour du Registre**	
Cadastre :	Cadastre du Québec		**Droits :**	2016-01-29 11:07
Lot :	1 876 022		**Radiations :**	2015-11-04 09:58
Date d'établissement :	2001-02-16	Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre		
Plan :	Liste des plans			
Concordance :				

Date de présentation	Numéro d'inscription	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
2016-01-19	22 080 911	Consentement à modification cadastrale	Créancier	BANQUE NATIONALE DU CANADA		6 001 046	
2015-06-11	21 608 308	Vente	Vendeur Acheteur	POITRAS, Louise PLANTE, Michel PARENTEAU, Isabelle	238 000,00 $		
2015-06-04	21 587 928	Hypothèque	Créancier Débiteur	BANQUE NATIONALE DU CANADA Plante, Michel Parenteau, Isabelle	238 000,00 $	6 001 046	
2013-03-18	19 799 768	Déclaration de transmission	Défunt Légataire	ROGER, Claude POITRAS, Louise	droits indivis		
2005-07-19	12 535 899	Hypothèque	Créancier Débiteur	BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA ROGER, Claude POITRAS, Louise	100 000,00 $	6 000 117	T 21 829 251
2001-02-16	À 09:00.DEPOSE, CF.LOT (S) REMPLACE (S), (RENOVATION) PTIE 235-347, PTIE 235-348 PAROISSE DE POINTE-AUX-TREMBLES						

Numéro inscription : 22 080 911 DHM de présentation : 2016-01-19 09:00

9h00
2016 -01- 19 heure-minute
22 080 911

15-002894

CODE : ND 3850

No 1292

Le 13 janvier 2016

CONSENTEMENT À MODIFICATION CADASTRALE

L'AN DEUX MILLE SEIZE, le treize janvier.

DEVANT **M^e^ Céline Dumais**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAIT :

BANQUE NATIONALE DU CANADA, banque constituée par la *Loi sur les banques* (S.C. 1991, chap. 46), ayant son siège au 600, rue de La Gauchetière Ouest, à Montréal, province de Québec, H3B 4L2, et ayant un établissement au 500, place d'Armes, à Montréal, province de Québec, H2Y 2W3, ici représentée par monsieur Marc-André Lagacé, directeur, dûment autorisé par la résolution numéro 4 de son conseil d'administration adoptée à la séance du vingt-cinq (25) février deux mille quinze (2015).

Copie de cette résolution demeure annexée à la minute des présentes, après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Comparante** »

Avis d'adresse : 6 001 046

LAQUELLE, préalablement au consentement à la modification cadastrale qui fait l'objet des présentes, déclare :

1. Qu'elle est créancière aux termes d'un acte d'hypothèque immobilière consenti par Michel Plante et Isabelle Parenteau (ci-après les « Propriétaires ») en faveur de la Comparante, reçu par Me Anick Hébert, notaire, le quatre (4) juin deux mille quinze (2015), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro **21 587 928.**

2. Que l'emplacement hypothéqué aux termes de l'acte et concerné par les présentes se décrit comme suit :

DÉSIGNATION

Le lot numéro **UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE-SEIZE MILLE VINGT-DEUX (1 876 022)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Que les Propriétaires de cet emplacement désirent procéder à la renumérotation de leur lot qui sera désigné comme suit :

DÉSIGNATION

Les lots numéro **CINQ MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUATORZE (5 785 874)** et **CINQ MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE (5 785 875)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

4. Que les lots désignés au paragraphe 3 font l'objet d'un plan

cadastral parcellaire préparé par Noémie Plante, arpenteure-géomètre, en date du neuf (9) septembre deux mille quinze (2015), sous le numéro 159 de ses minutes.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, la Comparante consent à cette modification cadastrale entraînant la renumérotation susdite.

La Comparante donne son consentement uniquement à titre de créancière, tel que requis par l'article 3044 du *Code civil du Québec*, et en aucune autre qualité.

Les présentes sont consenties sans novation ni dérogation aux droits antérieurs.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro mille deux cent quatre-vingt-douze (1292) des minutes du notaire soussigné.

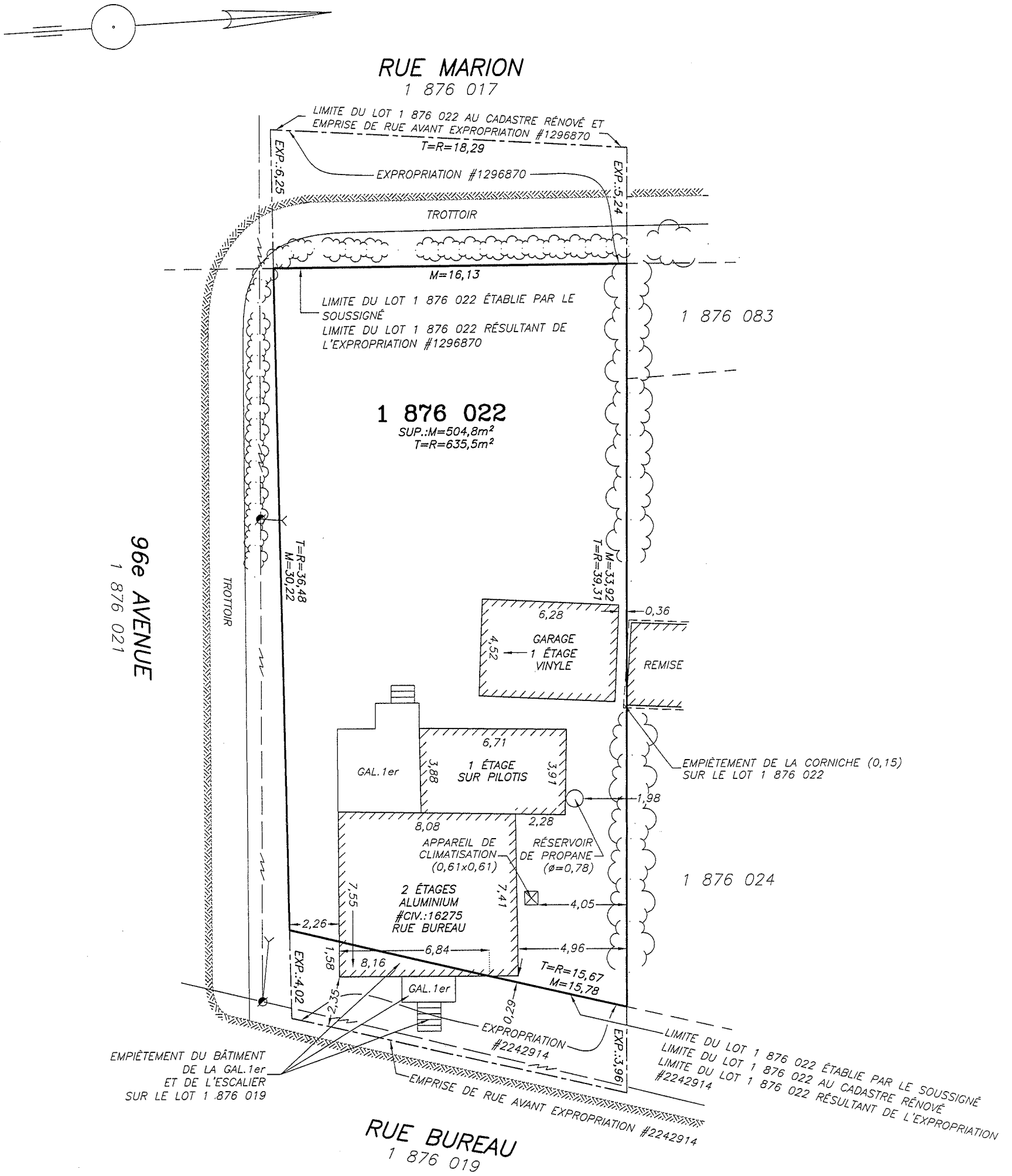
LECTURE FAITE, la Comparante signe en présence du notaire soussigné.

BANQUE NATIONALE DU CANADA

Par : _____
Marc-André Lagacé

_____
Céline Dumais, notaire

VRAIE COPIE de la minute des présentes demeurée en mon étude.



NOTE: SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, LES DIMENSIONS AU BÂTIMENT PRINCIPAL SONT MESURÉES AU REVÊTEMENT, LES DÉPENDANCES SONT MESURÉES AU REVÊTEMENT ET LES PISCINES AU BASSIN D'EAU. CE PLAN AINSI QUE LE RAPPORT L'ACCOMPAGNANT FONT PARTIES INTÉGRANTES DU PRÉSENT CERITIFICAT DE LOCALISATION, PRÉPARÉS POUR DES FINS DE VENTE ET/OU D'HYPOTHÈQUE. ILS NE DEVRONT PAS ÊTRE UTILISÉS OU INVOQUÉS POUR D'AUTRES BUTS SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DU SOUSSIGNÉ.

LÉGENDE

- M= DIMENSION ÉTABLIE PAR LE SOUSSIGNÉ
- T= DIMENSION AU TITRE
- R= DIMENSION CADASTRALE APRÈS RÉNOVATION
- C= DIMENSION CADASTRALE AVANT RÉNOVATION
- BORNE-FONTAINE
- LAMPADAIRE
- HAUBAN
- POTEAU ÉLECTRIQUE
- HAIE
- CLÔTURE
- LIMITE DE L'ASPHALTE
- LIGNE DE TRANSMISSION AÉRIENNE
- MUR DE SOUTÈNEMENT
- BORDURE DE BÉTON
- EXP.: X,XX — DIMENSION MENTIONNÉE AU TITRE D'EXPROPRIATION

labre & associés
ARPENTEURS • GÉOMÈTRES INC.

• LAVAL • BROSSARD • SAINT-EUSTACHE •
• REPENTIGNY • MONTRÉAL •
UN SEUL NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **(514)642-2000**
www.labre.qc.ca

CERTIFICAT DE LOCALISATION

CADASTRE: DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT: RIVIÈRE-DES-PRAIRIES/POINTE-AUX-TREMBLES
LOT(S): 1 876 022

MONTRÉAL, LE 11 SEPTEMBRE 2014

PAR: LOUIS-PHILIPPE FOUQUETTE
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL,
ÉMISE LE 18/9/2014 A.-G.

LEVÉ: 2 SEPTEMBRE 2014	ÉCHELLE: 1:200 (SI)	DESSIN: P63234	MINUTE: P3794	DOSSIER: P63234

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164386002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à Michel Plante et Isabelle Parenteau, un terrain désigné comme étant le lot 5 785 876 du cadastre du Québec, d'une superficie de 61,3 m² situé au nord de la 96e Avenue et, par lequel, Michel Plante et Isabelle Parenteau cèdent à la Ville de Montréal, un terrain désigné comme étant le lot 5 785 874 du cadastre du Québec, d'une superficie de 103,0 m² situé au nord de la 96e Avenue et à l'est de la rue Marion, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, le tout sans soulte. N/Réf. : 31H11-005-6403-05

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte d'échange donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation du Premier Comparant à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'acte et qu'il s'engage à le signer dans sa forme actuelle sans aucune modification.

N/D 16-001076

FICHIERS JOINTS

Échange projet final 01-11-2016.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
Notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-03

Caroline BOILEAU
Notaire
Tél : 514-872-6423
Division : Service des affaires juridiques, Direction des affaires civiles

1164386002
16-001076

L'AN DEUX MILLE SEIZE
Le

DEVANT **M^e^ Caroline BOILEAU**, notaire à Montréal, province de Québec

COMPARAISSENT :

Michel PLANTE, domicilié au 16275, rue Bureau, à Montréal, province de Québec, H1A 1Z4.

-et-

Isabelle PARENTEAU, domiciliée au 16275, rue Bureau, à Montréal, province de Québec, H1A 1Z4.

Ci-après nommés le « **Premier Comparant** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu:

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003), une copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original de la minute 3599 de la notaire soussignée; et

b) de la résolution numéro CM● ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ●, copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée la« **Ville** »

Le Premier Comparant et la Ville sont également collectivement désignées aux présentes comme étant les « **Parties** ».

Lesquelles Parties, pour en venir à l'échange faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

1. PRÉAMBULE

1.1 **ATTENDU QUE** les lots 5 785 874 et 5 785 875, cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal étaient anciennement connus comme étant le lot 1 876 022 dudit cadastre.

1.2 **ATTENDU QUE** la rénovation cadastrale a provoqué une incertitude au niveau des titres. En effet, le rénovateur a intégré par erreur le lot 5 875 874 dudit cadastre au lot 1 876 022 alors que ce dernier appartenait, selon les titres, à la Ville (rue Marion). Quant au lot 5 785 876 dudit cadastre, il a été exclu par erreur du lot 1 876 022 puisque, selon les titres, il appartenait au Premier Comparant;

1.3 **ATTENDU QUE** les Parties désirent procéder au présent échange dans le seul but de clarifier et de corriger, le cas échéant, leur titre de propriété respectif.

CES FAITS ÉTANT ÉTABLIS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

2. DÉCLARATIONS PRÉLIMINAIRES

Les déclarations préliminaires mentionnées dans le préambule ci-dessus font partie intégrante du présent contrat.

3. OBJET DU CONTRAT

3.1 La Ville cède et transfère au Premier Comparant, à titre d'échange, tous ses droits, titres et intérêts dans l'immeuble suivant :

DÉSIGNATION

Le lot **CINQ MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE-SEIZE (5 785 876)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal,

Ci-après appelé l'« **Immeuble 1** ».

3.2 En échange, le Premier Comparant cède et transfère à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans l'immeuble suivant:

DÉSIGNATION

Le lot **CINQ MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUATORZE (5 785 874)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal,

Ci-après appelé l'« **Immeuble 2** ».

4. GARANTIE

Cet échange est consenti de part et d'autre sans aucune garantie et aux risques et périls de chacune des Parties.

5. POSSESSION

5.1 Le Premier Comparant devient propriétaire de l'Immeuble 1 à compter de ce jour, déclarant en avoir déjà la possession et l'occupation.

5.2 La Ville devient propriétaire de l'Immeuble 2 à compter de ce jour, déclarant en avoir déjà la possession et l'occupation.

6. DOSSIER DE TITRES

Aucune des Parties n'est tenue de fournir à l'autre quelque titre, certificat de localisation, certificat de recherche, plan ou état certifié des droits que ce soit.

7. FERMETURE

La Ville déclare que l'Immeuble 1 a été fermé et retiré de son domaine public en vertu de la résolution mentionnée en b) dans sa comparution.

Il est également convenu entre les Parties que le Premier Comparant, et ses ayants droit prendront fait et cause pour la Ville et tiendront cette dernière indemne de tout dommage et de toute réclamation de quelque nature découlant de la fermeture dudit lot du cadastre du Québec comme rue ou ruelle, de la subsistance, le cas échéant, de tout droit de passage en faveur des propriétaires riverains, malgré ladite fermeture et de la présente vente. Le Premier Comparant s'engageant pour lui-même ainsi que pour ses ayants droit et renonce à faire quelque réclamation que ce soit contre la Ville découlant ou relative à tels retrait et fermeture.

8. ATTESTATIONS DES PARTIES

8.1 Attestations du Premier Comparant

Le Premier Comparant déclare :

8.1.1 Qu'il est un résident canadien au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., c. I-3);

8.1.2 Que les impôts fonciers échus relatifs à l'Immeuble 2 ont été acquittés sans subrogation jusqu'à ce jour ;

8.1.3 Tous les droits de mutation ont été acquittés relativement à l'Immeuble 2 ;

8.1.4 Il n'a reçu aucun avis d'une autorité compétente à l'effet que l'Immeuble 2 n'est pas conforme aux règlements et lois en vigueur ;

8.1.5 Il reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit tels, entre autres, la communication d'études de sols, les opinions ou rapport pouvant avoir été émis par cette dernière, ses employés ou mandataires.

8.1.6 Que l'Immeuble 2 :

8.1.6.1 est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque à l'exception d'une hypothèque en faveur de la Banque Nationale du Canada, reçue par Me Anick Hébert, notaire, le quatre (4) juin deux mille quinze (2015), sous le numéro 12 116 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 21 587 928. Le Premier Comparant s'engage à faire radier incessamment, à ses entiers frais et dépens et à l'entière exonération de la Ville, l'hypothèque faisant l'objet du présent article.

8.1.6.2 n'est grevé d'aucune servitude ;

8.1.6.3 n'est pas un bien culturel classé ou reconnu et n'est pas situé dans un arrondissement historique ou naturel, dans

un site historique classé, ni dans une aire de protection selon la *Loi sur les biens culturels* ;

8.2 **Attestations de la Ville**

La Ville déclare :

8.2.1 qu'elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3);

8.2.2 Que l'Immeuble 1 :

8.2.2.1 est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception de :

- un acte d'affectation et de garantie hypothécaire par Michel Plante et Isabelle Parenteau en faveur de Banque Nationale du Canada, reçu par Me Anick Hébert, notaire, le onze (11) avril deux mille seize (2016), sous le numéro 1 646 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le même jour, sous le numéro 22 229 324. Cet acte continuera d'affecter l'Immeuble 1.

8.2.2.2 n'est grevé d'aucune servitude ;

8.3 **Attestations conjointes**

8.3.1 La Ville et le Premier Comparant déclarent à toutes fins que de droit renoncer purement et simplement à tout droit de passage pouvant subsister en leur faveur, malgré la fermeture et la cession de l'Immeuble 1 par la Ville au Premier Comparant.

9. <u>OBLIGATIONS DES PARTIES</u>

9.1 **Obligations du Premier Comparant:**

Le Premier Comparant s'oblige à :

9.1.1 prendre l'Immeuble 1 dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

9.1.2 vérifier lui-même, auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'Immeuble 1 ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur;

9.1.3 payer, le cas échéant, à compter des présentes, selon leur échéance respective, toutes taxes municipales et scolaires générales ou spéciales ou autres impôts pouvant affecter l'Immeuble 1;

9.1.4 ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble 1, du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante le Premier Comparant se réservant toutefois le droit de contester cette évaluation pour tout autre motif ;

9.2 **Obligations de la Ville**

La Ville s'oblige à :

9.2.1 prendre l'Immeuble 2 dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

9.2.2 Assumer le coût des frais administratifs reliés aux présentes, le coût de la publication au registre foncier et des copies requises, dont une pour le Premier Comparant. Tous autres honoraires professionnels de quelque nature que ce soit seront à la charge de la partie les ayant initiés.

10. RÉPARTITIONS

10.1 **Immeuble 1**

L'Immeuble 1 est compris dans une unité d'évaluation inscrite au nom de la Ville et est, à ce titre, jusqu'à la date des présentes, exempt de taxes foncières municipales et scolaires en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1).

10.2 **Immeuble 2**

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1). En conséquence, la Ville remboursera au Premier Comparant, le cas échéant, toute portion de taxes municipales payée en trop. Par ailleurs, le Comité de la gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Premier Comparant, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires payée en trop sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée. De plus, le Premier Comparant reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant du présent échange.

11. CONSIDÉRATION

Le présent échange est fait sans soulte de part et d'autre.

12. RENONCIATION AU DROIT DE REPRISE

Chacune des Parties renonce au droit des co-échangistes de reprendre l'immeuble transféré, tel que prévu à l'article 1797 du *Code civil du Québec*, sous la réserve expresse de son droit de réclamer des dommages-intérêts selon ce même article, au cas où elle serait évincée de l'immeuble reçu en échange.

13. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et elle a remis une copie de cette politique au Premier Comparant.

14. ÉTAT CIVIL ET RÉGIME MATRIMONIAL

Michel PLANTE déclare qu'il est majeur et célibataire pour ne s'être jamais marié ou uni civilement.

Isabelle PARENTEAU déclare être divorcée de René JOLIN, aux termes d'un certificat de divorce en date du trente (30) avril deux mille sept (2007), suivant jugement prenant effet le vingt-six (26) avril deux mille sept (2007) et portant le numéro de dossier 500-12-288001-070 de la Cour

supérieure du district de Montréal et que son état civil n'a pas varié depuis tel divorce.

15. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes.

16. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

16.1 Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, compagnies ou corporations;

16.2 L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation;

16.3 Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

17. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

Aux fins de l'application des lois fiscales mentionnées au présent titre :

17.1 La Ville déclare que ses numéros d'inscrit sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001
T.V.Q. : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

17.2 Immeuble 1

Le Ville déclare que la vente de l'Immeuble 1 est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*.

Les Parties déclarent que la valeur de la contrepartie est de SEIZE MILLE DOLLARS (16 000,00$). La TPS représente la somme de HUIT CENTS DOLLARS (800,00$), et la TVQ représente la somme de MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS (1 596,00$).

Le Premier Comparant déclare ne pas avoir présenté une demande d'inscription aux autorités concernées. La Ville reconnaît avoir reçu du Premier Comparant la somme de HUIT CENTS DOLLARS (800,00$) représentant la TPS, et la somme de MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-SEIZE DOLLARS (1 596,00$) représentant la TVQ, payables en raison de la signature des présentes, dont quittance totale et finale, et s'engage à les remettre aux autorités concernées.

17.3 Immeuble 2

Le Premier Comparant déclare que l'Immeuble 2 n'était pas, immédiatement avant la signature des présentes, une immobilisation du Premier Comparant utilisée principalement dans son entreprise, que le présent échange n'est pas effectuée dans le cadre de son entreprise, et qu'elle n'a pas présenté et s'engage à ne pas présenter le choix en vertu du sous-alinéa 9(2)b)(ii), de la partie I annexe V L.T.A., et du paragraphe 102(2°)b) de la *Loi sur la taxe de vente du Québec.*

En conséquence, et aux termes des dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, la présente vente est exonérée de la TPS et de la TVQ.

18. <u>MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES (la Loi)</u>

18.1 **Immeuble 1**

Les Parties déclarent ce qui suit, relativement à l'Immeuble 1 :

19.1.1 le nom du cédant, au sens de la Loi est : Ville de Montréal ;

19.1.2 le nom du cessionnaire, au sens de la Loi est : Michel PLANTE et Isabelle PARENTEAU;

19.1.3 le siège du cédant est situé au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

19.1.4 le domicile du cessionnaire est situé au 1675, rue Bureau, à Montréal, province de Québec, H1A 1Z4;

19.1.5 l'Immeuble 1 est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal ;

19.1.6 le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble 1 est de : ZÉRO DOLLAR (0,00$) ;

19.1.7 le montant de l'évaluation figurant au rôle foncier de l'Immeuble 1 pour l'année courante est de SEIZE MILLE DOLLARS (16 000,00$) ;

19.1.8 le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'immeuble 1 est de, selon le cédant et le cessionnaire, SEIZE MILLE DOLLARS (16 000,00$) ;

19.1.9 le montant du droit de mutation est de QUATRE-VINGTS DOLLARS (80,00$) ;

19.1.10 Puisque le présent acte vise à clarifier les titres de propriété, il n'y a pas de droit de mutation ;

19.1.11 il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi.

19.2 **L'Immeuble 2**

Les Parties déclarent ce qui suit, relativement à l'Immeuble 2 :

19.2.1 le nom du cédant, au sens de la Loi est : Michel PLANTE et Isabelle PARENTEAU;

19.2.2 le nom du cessionnaire, au sens de la Loi est : Ville de Montréal ;

19.2.3 le domicile du cédant est situé au 1675, rue Bureau, à Montréal, province de Québec, H1A 1Z4;

19.2.4 le siège du cessionnaire est situé au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

19.2.5 l'Immeuble 2 est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal ;

19.2.6 le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble 2 est de : ZÉRO DOLLAR (0,00$) ;

19.2.7 le montant de l'évaluation figurant au rôle foncier de l'Immeuble 2 pour l'année courante est de VINGT-DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS ET QUARANTE ET UN CENTS (22 286,41$) ;

19.2.8 le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation pour l'immeuble 2 est, selon le cédant et le cessionnaire, de VINGT-DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT-SIX DOLLARS ET QUARANTE ET UN CENTS (22 286,41$);

19.2.9 le montant du droit de mutation est de CENT ONZE DOLLARS ET QUARANTE-TROIS CENTS (111,43$) ;

19.2.10 la cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la Loi précitée et y bénéficie en conséquence de l'exonération du droit de mutation, conformément à l'article 17a) de la Loi ;

19.2.11 il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la Loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro
des minutes de la notaire soussignée.

LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé la notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence du notaire comme suit :

Michel PLANTE et Isabelle PARENTEAU, à _____, en présence de Me Anick Hébert, notaire, à Repentigny, le _____deux mille seize (2016).

_____
Michel PLANTE

_____
Isabelle PARENTEAU

Je soussignée, M^e^ Anick Hébert, notaire à Repentigny, atteste avoir reçu la signature de Michel PLANTE et Isabelle PARENTEAU, à _____, le _____ deux mille seize (2016).

_____
Me Anick HÉBERT, notaire

_____, à Montréal, en présence de M^e^ Caroline BOILEAU, notaire à Montréal, en date des présentes.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

_____
Me Caroline BOILEAU, notaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1166627005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 222 733.35 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection majeure du Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982) majorant ainsi le montant total du contrat initial de 4 374 820,27 $ à 4 597 553,63 $, taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 222 733,35 $, taxes incluses, pour **le projet de Réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891)** dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982), majorant ainsi le montant total du contrat de 4 374 820,27 $ à 4 597 553,63 $, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-26 08:09

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166627005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 222 733.35 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection majeure du Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982) majorant ainsi le montant total du contrat initial de 4 374 820,27 $ à 4 597 553,63 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est, est la propriété de la Ville de Montréal depuis 1990. La Ville loue cet espace à différents locataires, dont le principal est la Direction de la santé publique de Montréal (DSP). Les autres occupants sont : la garderie de l'UQAM (CPE Évangéline), la Division de l'entretien du Parc La Fontaine de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, les œuvres du Père-Sablon qui occupent le gymnase et l'organisme Sida Bénévoles (ACCM).
Des infiltrations d'eau dues à des fissures dans la toiture d'une des ailes ont eu lieu en janvier 2014. Suite à ces infiltrations, la Ville a déposé un plan d'action à la CSST et aux occupants du bâtiment et s'est engagée à y apporter les correctifs nécessaires. L'élément principal du plan d'action est le projet de « Réfection majeure » dont le contrat de construction fait l'objet du présent dossier décisionnel.

Les travaux comprennent, sans s'y restreindre :

· La réfection des toitures (Ailes B, C, D et E);
· Des travaux à l'aile F : remplacement de murs rideaux et installation d'un nouveau système de ventilation/climatisation;
· Le remplacement (partiel) de murs rideaux et de fenêtres, ailes A et D;
· La réfection de maçonnerie partielle;
· Des travaux à l'entrée Amphithéâtre;
· Divers travaux de ventilation et plomberie;
· Des travaux de décontamination intérieure : murs, finis de plancher, mobilier intégré.

L'octroi du contrat de construction à Norgereq ltée a été autorisé par le Conseil municipal, le 18 août 2015 pour un montant maximal de 3 837 779,04 $, incluant les contingences et les taxes, (Contrat # 14546) Les travaux ont débuté le 14 septembre 2015 et sont complétés à l'exception du remplacement du mur rideau de l'aile A.

Une première dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, a été autorisée par le

Conseil municipal le 21 mars 2016, pour augmenter les contingences du contrat de construction et couvrir les frais générés par la prolongation de chantier et les «directives de chantier» résultant des «conditions de chantier».

À ce jour, le budget de contingences du projet a été dépensé dans sa quasi totalité. Les conditions du projet identifiées lors de la première demande d'augmentation : différences entre les conditions réelles et les plans et devis de l'existant, manque de détails sur les dessins d'origine, piètre qualité de la construction originale et mauvais état du bâtiment, ont généré tel que prévu un nombre important de directives de chantier.

Actuellement tous les travaux de toiture, de ragréage de joints de maçonnerie, de remplacement des planchers, de remplacement des tablettes des fenêtres, de l'étanchéité des mur extérieurs ainsi que tout remplacement des murs-rideaux sont terminés à 100 % sauf le mur-rideau de l'Aile A.

La réception provisoire des travaux a été faite le 22 septembre 2016. À cette réception, le mur-rideau de l'Aile A a été exclu puisque nous n'avons pas le budget nécessaire aux contingences pour faire les travaux générés par la condition de chantier observée.

Lors du début des travaux pour le mur rideau de l'Aile A, une partie du mur a été enlevée pour voir les conditions existantes des installations.
Il a été constaté que toutes les pierres autour du mur-rideau devaient être retirées et réinstallées pour assurer leur stabilité. Les attaches d'origine des pierres sont abîmées et non sécuritaires.
De ce fait, les méthodes de remplacement du mur-rideau seront modifiées.
Les travaux ne peuvent être réalisés selon les plans et devis du contrat initial. La nature des travaux et méthode d'exécution seront différentes de ce qui était prévu au contrat.

Les étapes des travaux seront réalisées comme suit:
-Retrait de toutes les pierres;
-Démolition du mur-rideau;
-Installation des pierres;
-Installation du nouveau mur-rideau;
-Intervention à la toiture dans ce secteur.

Durant les travaux, il faut prévoir des installations temporaires pour la protection des espaces intérieures et extérieures.

Présentement, le mur-rideau est en entreposage chez le sous-traitant, des coûts sont demandés à cet effet.

Pour éviter de faire les travaux en conditions d'hiver et d'augmenter les coûts, les travaux du mur-rideau de l'Aile A se feront au printemps 2017. Une nouvelle mobilisation de l'entrepreneur est prévue au printemps/été 2017.

En résumé la situation budgétaire du projet est la suivante :

- Le contrat d'origine était de 3 837 779.04 $, taxes incluses. Une augmentation de 537 041.23 $, taxes incluses, a été autorisée donnant au contrat une valeur de 4 374 820.27 $, taxes incluses. Présentement, il reste au contrat approximativement 28 000.00 $, taxes incluses, comme contingences. Une partie de ce montant servira à protéger le mur rideau des intempéries de l'hiver 2016-2017 et régler quelques directives de changements.
- Une deuxième augmentation de 222 733.35 $, taxes incluses, est requise pour terminer le projet.

Le budget de contingences requis pour finaliser le projet est de :

- Frais d'entreposage du mur rideau : 1607.20 $ par mois - mars 2016 à mai 2017 pour un montant approximatif de 22 500.80 $, avant taxes (av.tx).
- Directive A55, estimée par l'entrepreneur, est de 138 935.27 $ av. tx. Ce montant n'inclut pas les frais d'entreposage.
- Cloisonnement temporaire: inclus dans la directive A55 - représente un montant de 20 480.33 $
- Imprévus (20%) : Frais d'entreposage (22 500.80 $) av.tx + directive de changement A 55 (138 935.27 $) av.tx = 161 436.07 $ x 20 %= 32 287.21 $ av.tx.

Total (Augmentation du contrat à prévoir) : 193 723.28 $ avant taxes 222 733.35 $ taxes incluses

Voir tableaux en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0341	21 mars 2016	Autoriser une dépense additionnelle de 537 041,23 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982) majorant ainsi le montant total du contrat de 3 837 779,04 $ à 4 374 820,27 $, taxes incluses
CM15 0982	18 août 2015	Accorder un contrat de construction à Norgereq Ltée, plus bas soumissionnaire conforme pour le projet de réfection majeure au Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), Dépense totale de 4 434 016,62 $ - Appel d'offres public 5769 - 7 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l’approbation d’une seconde majoration du contrat de construction, afin de permettre de compléter les travaux du projet de réfection majeure du Pavillon La Fontaine, en assumant les coûts additionnels liés à la directive de chantier concernant la réfection de la maçonnerie en bordure du mur-rideau de l'aile A, ainsi que tous les coûts additionnels dus au report de cette portion de travaux.
Les sommes additionnelles requises permettront de compléter le remplacement du mur-rideau de l'aile A, originellement prévu au contrat. Pour l'instant, cette portion de travaux a été reportée faute de budget. Il est prévu de reprendre les travaux au printemps 2017. La durée prévue des travaux est de deux (2) à trois (3) mois.

JUSTIFICATION

La solution retenue a été d'arrêter temporairement les travaux du contrat de Norgereq et de demander un budget additionnel afin de faire compléter les travaux.

Le mur-rideau est fabriqué et entreposé en attente du budget pour faire les travaux de maçonnerie non prévus requis pour son installation. Afin de conserver la garantie, la pose de ce dernier doit être réalisée via le contrat de Norgereq, par le sous-traitant de ce dernier.;
Une partie du bas du mur est présentement démolie et protégée temporairement. De

ce fait, il est important de reprendre les travaux le plutôt possible.

Le remplacement du mur-rideau fait partie des avis de corrections émis par la CSST et pour lesquels la Ville reçoit des amendes depuis novembre 2015. De ce fait, les travaux doivent être réalisés dans les meilleurs délais.

Dans le contexte actuel du projet, il n'est pas souhaitable de retourner en appel d'offres, cela impliquerait pour la Ville des dépenses inutiles et des délais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur d'augmentation du contrat de 222 733.35 $ (taxes incluses) représente 6 % du contrat initial de 3 837 779,04 $ (les contingences et les taxes incluses).
La première augmentation déjà autorisée de 537 041.23 $, taxes incluses, et la deuxième augmentation demandée dans ce sommaire de 222 733.35 $, taxes incluses, représentent un total de 20 % d'augmentation.

Un montant maximal de 222 733.35 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corporative du règlement - Protection immeuble. La dépense additionnelle sera réalisée à 100% en 2017.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Les professionnels de ce projet sont rémunérés à pourcentage de la valeur des travaux. Une augmentation des honoraires professionnels proportionnelle à l'augmentation du contrat sera requise pour leur permettre de finaliser la surveillance du chantier conformément à la convention de services professionnels et fera l'objet d'une demande séparée par le biais d'un futur sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Étant donné le déficit d'entretien du bâtiment, il est important que le contrat de réfection majeure soit réalisé dans son entier. La réalisation de travaux de réfection et de maintien d'actif sur ce bâtiment est primordiale à brève échéance afin de recouvrer un bâtiment en bon état et d'offrir aux usagers et locataires un environnement de travail sain et convenable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est prévue, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation de la dépense 21 novembre 2016
Début des travaux 3 avril 2017
Fin des travaux 29 juillet 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie ALARIE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-0889
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-21

Rémy-Paul LAPORTE
Gestionnaire immobilier
En remplacement de Normand Girard
Chef de division-Division projets corporatifs
(Vacances du 17 au 23 octobre 2016)

Tél : 514 872-7852
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Direction gestion des projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2016-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-25

Pavillon La Fontaine - Travaux de réfection majeurs
Contrat de construction 14546 - Norgereq ltée
Dépenses additionnelles
Augmentation de contrat #2 - Date : 20 octobre 2016

Dépenses additionnelles	*Coût avant taxes*	
Entreposage du mur rideau	22 500,80 $	
Directives A55 (incluant 20 480,33 $ de cloisonnement temporaire)	138 935,27 $	
Sous-total		161 436,07 $
Imprévu 20%		32 287,21 $
Total avant taxes		193 723,28 $
TPS (5%)		9 686,16 $
TVQ (9,975%		19 323,90 $
Total taxes incluses		**222 733,35 $**

Projet: Pavillon La Fontaine - Travaux de réfection majeurs

Contrat 14546
Date 14-oct-16

Calcul du coût des travaux		**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat	2 781 604,00 $	139 080,20 $	277 465,00 $	$3 198 149,20
Sous-total	2 781 604,00 $	139 080,20 $	277 465,00 $	3 198 149,20 $
Contingences 20,0%	556 320,80 $	27 816,04 $	55 493,00 $	639 629,84 $
Total contrat entrepreneur	**3 337 924,80 $**	**166 896,24 $**	**332 958,00 $**	**3 837 779,04 $**
Première demande d'augmentation autorisation CM 16 0341	467 093,92 $	23 354,70 $	46 592,62 $	537 041,23 $
Total contrat entrepreneur	**3 805 018,72 $**	**190 250,94 $**	**379 550,62 $**	**4 374 820,27 $**
Deuxième demande d'augmentation	193 723,29 $	9 686,16 $	19 323,90 $	222 733,35 $
Total contrat entrepreneur	**3 998 742,01 $**	**199 937,10 $**	**398 874,52 $**	**4 597 553,63 $**
Coût total des travaux incluant les dépenses additionnelles				**4 597 553,63 $**
Pourcentage d'augmentation total (augmentation 1 et 2) par rapport au contrat initial : (537 041,23 $ + 222 733,35 $) / 3 837 779,04 $				20%

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166627005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 222 733.35 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection majeure du Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982) majorant ainsi le montant total du contrat initial de 4 374 820,27 $ à 4 597 553,63 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis que la Ville peut, conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes, autoriser la dépense additionnelle de 222 733,35$ associée au contrat qu'elle a octroyé à l'entreprise Norgereq Ltée. En effet, malgré qu'une telle dépense s'ajoute à une première dépense additionnelle de 537 041,23$ autorisée en vertu de la résolution CM16 0341 (majoration de 16.8%) ainsi qu'aux contingences représentant 20% de la valeur total initiale du contrat et utilisées dans le cadre de ce contrat, nous sommes d'avis sur la base des explications d'ordre technique fournies par le service responsable du dossier, qu'elle vise des modifications ne changeant pas la nature du contrat et découlant de conditions imprévues découvertes pendant l'exécution des travaux. De plus, quant à leur valeur uniquement, soit 6.9% par rapport au montant initial du contrat, ces modifications sont accessoires dans les circonstances. Nous précisons toutefois qu'un montant de 20% a été prévu à l'intérieur de la dépense additionnelle demandée afin de pallier de nouveaux imprévus qui pourraient survenir dans la suite du contrat. À cet égard, il y aura lieu de s'assurer que les modifications associées à cette dépense ne changeront pas la nature du contrat.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-21

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166627005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 222 733.35 $, taxes incluses, pour le projet de Réfection majeure du Pavillon La Fontaine, situé au 1301 Sherbrooke Est (0891), dans le cadre du contrat accordé à Norgereq Ltée (CM 15 0982) majorant ainsi le montant total du contrat initial de 4 374 820,27 $ à 4 597 553,63 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166627005 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-24

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1160498003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Accorder une contribution financière maximale à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) de 675 000 $ en 2017, 685 000 $ en 2018 et 695 000 $ en 2019 pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis et l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination / Autoriser une dépense annuelle maximale de 250 000 $ pour le remboursement à l'OMHM des frais d'hébergement temporaire et des autres mesures d'urgence / Approuver un projet de convention à cet effet.

De recommander au comité exécutif:
1- d'autoriser une dépense annuelle pour une somme maximale de 250 000 $, pour les années 2017, 2018 et 2019, pour le remboursement des frais d'hébergement temporaire et autres mesures d'urgence encourus par l'Office municipal d'habitation de Montréal, dans le cadre des activités du Service de référence pour les personnes sans logis;

de recommander au conseil municipal:

2- d'accorder une contribution financière maximale à l'Office municipal d'habitation de Montréal de 675 000 $ en 2017, de 685 000 $ en 2018 et de 695 000 $ en 2019 , pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis et pour l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination;

3- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et les conditions de versement de cette contribution ;

4- d'autoriser le directeur du Service de la mise en valeur du territoire, à signer ladite convention, pour et au nom de la Ville ;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-31 11:39

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160498003**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Accorder une contribution financière maximale à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) de 675 000 $ en 2017, 685 000 $ en 2018 et 695 000 $ en 2019 pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis et l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination / Autoriser une dépense annuelle maximale de 250 000 $ pour le remboursement à l'OMHM des frais d'hébergement temporaire et des autres mesures d'urgence / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Pour répondre à une grave pénurie de logements locatifs apparue en 2001, la Ville, en plus d'entreprendre l'opération Solidarité 5 000 logements pour la création de logements sociaux, a mis sur pied un ensemble de mesures d'urgence. Celles-ci ont d'abord été en vigueur pour la période de pointe du 1er juillet mais, depuis 2003, ont été étendues sur toute l'année par la création du Service de référence, sous la responsabilité de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM). Jusqu'en 2007, le financement des activités du Service de référence était assumé à parts égales avec la Société d'habitation du Québec, en vertu d'un protocole d'entente concernant la gestion du *Programme d'aide aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs.*
Par le biais du Service de référence, la Ville dispose d'une expertise opérationnelle en ce qui a trait au relogement des ménages sans logis. Cette expertise est précieuse car, si la pénurie de logements s'est globalement résorbée, il demeure une pénurie de logements abordables pour les familles et il survient régulièrement des situations d'urgence, tels des sinistres ou des évictions pour raisons de salubrité, où des familles montréalaises se retrouvent à la rue. Pour ces raisons, depuis 2008, la Ville a renouvelé annuellement l'entente avec l'OMHM pour poursuivre les activités du Service de référence.Depuis 2014, l'entente est d'une durée de trois ans.

En 2016, la Ville a accordé une contribution financière additionnelle de 120 000 $ pour permettre au Service de référence d'offrir des services de recherche de logements pour les réfugiés syriens (CM16 0096). Auparavant, en août 2015, la Ville approuvait une entente de 195 619 $ avec l'OMHM pour la réalisation d'un projet pilote d'intervention et d'aide à la préparation de logements lors d'infestation par les punaises de lit ou autres types de vermine pour une période de douze mois (CM15 0971). Une prolongation de cette entente jusqu'au 31 décembre 2016 vient d'être approuvée par le conseil municipal le 24 octobre 2016 (CM16 1150).

La convention actuelle avec l'OMHM expirera le 31 décembre prochain. La Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire recommande dans le présent dossier décisionnel de reconduire cette entente pour les années 2017, 2018 et 2019 en y intégrant un nouveau volet afin de venir en aide aux ménages vulnérables pour la préparation de leur logement avant une intervention d'extermination.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1150- octobre 2016: Accorder un soutien financier additionnel de 70 000 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) pour poursuivre jusqu'au 31 décembre 2016,pour la réalisation d'un projet pilote d'intervention et d'aide à la préparation des logements lors d'infestation par les punaises de lit ou autres types de vermine;
CM16 0096 - janvier 2016: Accorder une contribution financière de 120 000 $ à l'OMHM pour permettre au Service de référence d'offrir des services de recherche de logements pour les réfugiés syriens;

CM15 0971 - août 2015 : Accorder un soutien financier de 195 619 $ à l'OMHM pour la réalisation d'un projet pilote d'intervention et d'aide à la préparation de logements lors d'infestation par les punaises de lit ou autres types de vermines ;

CM13 1134 - décembre 2013: Approuver l'entente avec l'OMHM pour la poursuite en 2014 ,2015 et 2016 des activités du Service de référence pour les personnes sans logis. Contribution financière annuelle de 331 102 $ et de 200 000 $ pour le remboursement des frais d'hébergement temporaire et autres mesures d'urgence ;

CM12 1105 - décembre 2012: Approuver l'entente avec l'OMHMpour la poursuite en 2013 des activités du Service de référence pour les personnes sans logis, et allocation d'un budget de 619 432 $ comprenant 314 932 $ de contribution à l'OMHM et 304 500 $ pour couvrir l'hébergement temporaire et les autres mesures d'urgence.

DESCRIPTION

Dans le cadre de cette nouvelle entente, le Service de référence interviendra auprès des clientèles suivantes:

1. Les ménages sans logis ou en voie de le devenir dont, de façon prioritaire, les ménages avec un ou des enfants qui sont locataires d'un logement situé à Montréal et qui n'ont pas déjà bénéficié des services du Service de référence;

2. Les ménages sans logis à la suite d'un sinistre;

3. Les ménages évacués suite à un avis d’évacuation émis par un inspecteur de la Ville ou d’un arrondissement dans le cadre de l'application du Règlement sur la salubrité, l’entretien et la sécurité des logements (03-096);

4. Les ménages vulnérables en raison de contraintes financières ou médicales ou parce qu’ils se retrouvent dans un contexte difficile et sans ressources, ne pouvant mener à terme, de façon efficace, la préparation de leur logement avant une intervention d’extermination.

Les services offerts se déclineront en quatre volets:

Volet 1 : Accompagnement et suivi des ménages sans logis ou en voie de le devenir

Par le biais notamment de:

- l'offre d'un service téléphonique pour recevoir, analyser et traiter toutes les demandes des ménages sans logis ou en voie de le devenir ;
    - la tenue de rencontres individuelles des ménages répondant aux critères du Service de référence et la constitution d'un dossier afin d'assurer un suivi adéquat ;
        - la référence, vers des organismes œuvrant dans le domaine de l'hébergement temporaire, des ménages qui ne forment pas la clientèle visée par le Service de référence ou qui ont épuisé les ressources de leur réseau personnel ;
    - l'accompagnement des requérants dans les démarches qu'ils doivent effectuer pour se trouver un logement ;
    - le suivi régulier des ménages pris en charge par le Service de référence ;
    - la tenue d'une liste de logements disponibles sur le marché, notamment par la recension des offres de logement sur le marché locatif montréalais.

Volet 2 : Intensification des services d'aide au relogement à l'approche du 1er juillet

Par le biais notamment de:

- la mise en place des ressources humaines et matérielles nécessaires à l'intensification des services pour l'opération aide au relogement durant la période du 1er juillet ;
- l'élargissement des services aux personnes seules tout en mettant en priorité les ménages avec enfant ;
- les recherches quotidiennes afin de maintenir à jour une banque de logements à louer ;
- l'offre de services d'hébergement temporaire, de transport et d'entreposage de biens.

Volet 3 : Accompagnement des ménages vulnérables pour la préparation du logement en vue d'une extermination

L'offre de services est adaptée selon les besoins des ménages vulnérables et peut viser une ou plusieurs actions suivantes :

- la coordination des interventions avec les partenaires impliqués (Direction de l'habitation, arrondissements, propriétaires, locataires, CIUSSS, exterminateur, etc.) ;
- l'accompagnement du ménage par un intervenant social possédant les aptitudes pour agir auprès d'une clientèle vulnérable ;
- la planification et l'organisation des services nécessaires à la bonne marche des travaux correctifs dont notamment :
    - le désencombrement d'un logement ;
    - la préparation du logement avant l'extermination ;
    - les interventions psychosociales.
- la coordination des travaux d'extermination (logements, biens meubles ou effets personnels) ;
    - le défraiement des coûts, dans certains cas particuliers, de la préparation du logement, des travaux de désencombrement, du déménagement des biens, de l'entreposage des biens, de l'extermination et autres fournitures nécessaires pour favoriser une intervention efficace.

Volet 4 : Hébergement temporaire

L'offre, lorsque requis dans le cadre des services des volets précédents, d'un hébergement temporaire des ménages dans une résidence ou un hôtel/motel.

À l'exception du volet 3, la convention avec l'OMHM proposée est de même nature que pour les années précédentes et vise à soutenir financièrement l'opération en continu du Service de référence.

Pour fournir l'ensemble des quatre volets de l'entente, l'OMHM requiert une contribution financière maximale de 675 000 $ pour 2017, 685 000 $ pour 2018 et 695 000 $ en 2019 pour payer les ressources humaines et matérielles nécessaires.

Pour 2017, le montant de 675 000 $ couvre les activités suivantes:

- 425 000 $ pour l'aide aux personnes sans logis, aux sinistrés et aux personnes évacuées (insalubrité) (volets 1,2,) ;
- 250 000 $ pour l'accompagnement de ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination (volet 3).

De plus, la convention prévoit le remboursement des frais d'hébergement temporaire sur présentation de factures jusqu'à concurrence de 250 000 $ par année (volet 4).

JUSTIFICATION

Malgré le fait que le marché locatif connaisse une détente depuis quelques années (Enquête sur le parc locatif de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, octobre 2015), il demeure des difficultés dans certains secteurs et pour certains types de logement. En particulier, il est toujours difficile pour les ménages à revenu modeste en quête de grands logements de trouver un logement abordable, d'une part à cause d'une croissance des coûts plus forte dans ce segment, et, d'autre part, d'une disponibilité (taux d'inoccupation) nettement plus faible de logements de trois chambres et plus. Ainsi, en plus de la production de logements sociaux et communautaires destinés aux familles, à laquelle contribue activement la Ville, le Service de référence demeure toujours nécessaire pour répondre aux besoins des familles qui se retrouvent temporairement sans logis. Les données suivantes enregistrées par le Service de référence illustrent l'ampleur de la demande (données qui couvre la période du 1er janvier au 31 août 2016) :

- 1 966 appels téléphoniques reçus ;
- 253 rendez-vous ont eu lieu, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente ;
- 181 ménages ont été hébergés pour une durée moyenne de 16 jours ;
- 209 nouveaux dossiers ont été ouverts, dont 53 % en raison d'un sinistre et 32 % en raison d'une éviction.

Le projet pilote (qui correspond au volet 3 décrit précédemment) a permis jusqu'à maintenant de venir en aide à plus de 75 ménages vulnérables dont 57 ont été référés par la Direction de l'habitation à la demande des arrondissements. Les premiers bilans font état, entres autres, des constats suivants (résultats établis sur 57 ménages pour lesquels les données sont disponibles) :

- 72 % des ménages étaient composés des personnes seules;
- près du quart des bénéficiaires de l'aide étaient des personnes de 75 ans et plus (31 % ont 65 ans et plus) ;
- une problématique d'encombrement a été notée dans 44 % des cas ;

- dans un cas sur 5 seulement, la situation de santé du ménage n'a pas été un enjeu dans le cadre de l'accompagnement;
- dans 87% des dossiers fermés où il y avait présence de vermine, les traitements d'extermination ont été complétés avec succès ;
- les interventions du Service de référence ont nécessité un suivi n'excédant pas 2 mois et demi dans plus de la moitié des dossiers (52 %).

Dans 46 % des dossiers, la présence d'un intervenant du réseau de la santé en soutien au ménage a été nécessaire pour mener à bien l'intervention . Dans la moitié des cas, le Service de référence a dû faire la demande de services ou demander un rajustement de services. L'implication d'un intervenant du réseau dans la résolution du problème augmente les chances que le logement soit maintenu en bon état et sécuritaire par la suite.

Étant donné l'évaluation positive du projet, la Direction de l'habitation propose son intégration aux activités régulières du Service de référence pour les ménages sans logis ou sinistrés.

En comparaison de la convention précédente, le coût de l'aide aux personnes sans logis, aux sinistrés et aux personnes évacuées (insalubrité) passe de 311 102 $ en 2014 à 425 000 $ pour la première année du nouveau contrat. L'augmentation importante se justifie par un rattrapage des coûts de main-d'oeuvre de l'OMHM, par l'accroissement important du volume d'activités (entre autres dans le cadre du plan de lutte à l'insalubrité où le nombre d'évictions est passé de 50 en 2013 à 92 en 2014 et à 106 en 2015) et par la diversification de la clientèle. Pour l'accompagnement de ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination, le projet pilote coûtait 195 619 $. Le budget demandé de 250 000 $ se justifie par les services d'avant extermination qui s'avèrent plus importants que prévus (hausse de 55 000 $)..

Il est à noter que les activités du Service de référence ont des retombées positives non seulement pour les activités d'inspection de la Direction de l'habitation mais aussi pour les activités de lutte à l'insalubrité des arrondissements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale prévue pour l'année 2017 est de 925 000 $, soit 675 000 $ pour les honoraires de l'OMHM et 250 000 $ pour le remboursement des frais d'hébergement. L' enveloppe budgétaire 2017 de la Direction de l'habitation a été augmentée et couvre maintenant ce montant. Cette demande sera récurrente de sorte que pour les années 2018 et 2019, la Direction de l'habitation disposera des budgets nécessaires. Ces dépenses sont assumées à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Venir en aide aux ménages sans logis ou sinistrés ou vulnérables est un geste de solidarité qui contribue à une meilleure qualité de vie pour ces ménages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du contrat du Service de référence permettra à la Ville de continuer à offrir pendant les trois prochaines années des services d'urgence à des ménages démunis, ou sinistrés. Ceci rejoint notamment les attentes de nombreux partenaires sociaux de la Ville à l'égard de ces services, qui s'inscrivent dans la réponse de la Ville à l'égard de ses clientèles plus vulnérables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Conforme aux orientations de l'Administration en matière d'aide aux sans logis.
Conforme aux encadrements de la Direction des Affaires juridiques et de l'évaluation foncière quant à la forme et au fonds de la convention.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Guylaine VAILLANCOURT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 2-3323
Télécop. : 2.3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-19

Marianne CLOUTIER
C/d Amélioration de l'habitat

Tél : 514 872-2887
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON

C/d soutien projets logement social et abordable
Tél : 514 872-2887
Approuvé le : 2016-10-26

Directeur de service

Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-10-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160498003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Objet :	Accorder une contribution financière maximale à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) de 675 000 $ en 2017, 685 000 $ en 2018 et 695 000 $ en 2019 pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis et l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination / Autoriser une dépense annuelle maximale de 250 000 $ pour le remboursement à l'OMHM des frais d'hébergement temporaire et des autres mesures d'urgence / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente convention est approuvée quant à sa validité et à sa forme

FICHIERS JOINTS

convention 25 octobre OMHM_visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Guylaine VAILLANCOURT
avocate
Tél : 514-872-6875

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Marie-Andrée SIMARD
notaire, chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 OCT 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Luc Gagnon, directeur du Service de la mise en valeur du territoire, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM.....;

ci-après appelée la « **Ville** »

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ; 1006001374

ET : **OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 415, rue Saint-Antoine Ouest, 2e étage, Montréal, Québec, H2Z 1H8, agissant et représentée par madame Danielle Juteau, directrice de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments au loyer et monsieur Serge Villandré, directeur général adjoint de la gestion des HLM, dûment autorisés tel qu'il le déclare;

ci après appelée l'« **Office** »

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

L'Office et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignées dans la présente convention comme une « Partie » ou « les Parties ».

ATTENDU QUE l'Office a développé une expertise en matière de services de référence, d'accompagnement, de suivi et d'hébergement temporaire des personnes devenues sans logis ou des personnes sinistrées et qu'il œuvre en ce domaine depuis mars 2003;

ATTENDU QUE l'Office entend, dans la poursuite de sa mission, consolider et poursuivre ses efforts en matière de services de référence en raison de la pénurie de logements à bas loyer;

ATTENDU QUE l'Office a développé une expertise en salubrité des logements;

ATTENDU QUE l'Office sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 1.1 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la réalisation du Projet au moyen d'une contribution financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées dans la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une *Politique de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, C. c-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Office;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Projet » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Office afin d'éviter que les clientèles visées se retrouvent à la rue suite à la perte de leur logement et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution financière prévue à l'article 5; Le Projet est décrit à l'Annexe A.

1.2 **« Directeur » :** le directeur du Service de la mise en valeur du territoire ou son représentant autorisé;

1.3 **« Reddition de compte » :** la liste des interventions, actions ou activités effectués dans le cadre du Projet, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Le préambule et l'Annexe A font partie intégrante de la présente convention;

2.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe A qui serait inconciliable avec celui-ci;

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet d'établir les modalités et conditions suivant lesquelles la Ville apporte son soutien à l'Office, lequel s'engage à exécuter le Projet conformément à la présente convention;

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'OFFICE

En considération de la contribution financière de la Ville, l'Office s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.2 collaborer avec la Ville et son Directeur, de même qu'avec les personnes à qui ils auraient confié certains aspects de la présente convention;

4.3 mentionner la participation financière de la Ville dans toute communication écrite avec les bénéficiaires du Projet;

4.4 inclure dans tout document d'information et de promotion du Projet le logo de la Ville au recto, en plus de spécifier dans le texte la participation financière de la Ville;

4.5 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution du Projet faisant l'objet des présentes et obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin, le cas échéant;

4.6 conserver pendant six (6) ans après la date de la fin de la présente convention toutes les pièces justificatives originales et les registres afférents au Projet;

4.7 mettre en place et réaliser les activités décrites au *Volet d'intensification des services d'aide au relogement à l'approche du 1er juillet* prévu à l'Annexe A;

4.8 ASPECTS FINANCIERS

4.8.1 déposer la Reddition de compte auprès du Directeur. Cette Reddition de compte prend la forme d'un état des résultats et d'un rapport d'activités.

Cette Reddition de compte doit être remise au Directeur au plus tard le 1er mars de chaque année et doit couvrir la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédente.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée du terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Directeur dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la Date de terminaison;

4.8.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Office pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées; cette comptabilité sera aussi faite distinctement pour le groupe de personnes évacuées dans le cadre de l'application du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) et pour le groupe de personnes accompagnées pour la préparation de leur logement avant

une extermination par rapport à l'hébergement et aux services décrits à l'Annexe A.

4.8.3 autoriser le Directeur, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Office doit répondre aux questions du Directeur et lui fournir une copie de toutes pièces justificatives qu'il requiert pour permettre de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.8.4 soumettre mensuellement au Directeur un rapport détaillé faisant état des dépenses encourues pour l'exécution du Projet, de même que toute autre information que pourrait requérir le Directeur aux fins de l'exécution des obligations prévues par la présente convention;

4.8.5 fournir, à la demande du Directeur, les pièces justificatives attestant des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention;

4.8.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), les états financiers vérifiés de l'Office, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente convention, au Directeur, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.8.7 dans la mesure où la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000$) et plus, et dans la mesure où le Directeur en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 En considération des engagements assumés par l'Office en vertu de la présente convention, la Ville s'engage à :

5.1.1 verser à l'Office une contribution financière maximale de deux millions cinquante-cinq mille dollars (2 055 000 $) pour les années 2017, 2018 et 2019, devant être affectée à la réalisation du Projet et versée de la façon suivante :

a) pour l'année 2017, une somme maximale de six cent soixante-quinze mille dollars (675 000 $), incluant toutes les taxes applicables. La Ville versera un montant mensuel correspondant aux dépenses encourues par l'Office dans les trente (30) jours de l'approbation de chaque rapport détaillé qui doit être soumis au Directeur conformément à

l'article 4.9.4 de la présente convention, et ce, jusqu'à concurrence de la somme maximale de six cent soixante-quinze mille dollars (675 000 $);

b) pour l'année 2018, une somme maximale de six cent quatre-vingt-cinq mille dollars (685 000 $), incluant toutes les taxes applicables. La Ville versera un montant mensuel correspondant aux dépenses encourues par l'Office dans les trente (30) jours de l'approbation de chaque rapport détaillé qui doit être soumis au Directeur conformément à l'article 4.9.4 de la présente convention, et ce, jusqu'à concurrence de la somme maximale de six cent quatre-vingt-cinq mille dollars (685 000 $);

c) pour l'année 2019, une somme maximale de six cent quatre-vingt-quinze mille dollars (695 000 $), incluant toutes les taxes applicables. La Ville versera un montant mensuel correspondant aux dépenses encourues par l'Office dans les trente (30) jours de l'approbation de chaque rapport détaillé qui doit être soumis au Directeur conformément à l'article 4.9.4 de la présente convention, et ce, jusqu'à concurrence de la somme maximale de six cent quatre-vingt-quinze mille dollars (695 000 $);

5.1.2 rembourser les frais d'hébergement encourus par l'Office pour offrir l'hébergement temporaire prévu au Projet, dans les trente (30) jours de l'approbation de chaque demande de remboursement qui doit être soumise au Directeur, sur présentation de pièces justificatives et jusqu'à concurrence d'une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) annuellement; étant entendu que l'Office peut inclure, dans chacune de ses demandes de remboursement, un montant maximal de huit pour cent (8%) à titre de frais de gestion et les taxes applicables à ces frais;

5.2 L'Office ne peut utiliser la contribution financière de la Ville pour payer des frais de gestion qui excèdent douze pour cent (12 %) de la contribution financière annuelle maximale versée par la Ville en vertu des paragraphes a), b) et c) de l'article 5.1.1 de la présente convention;

5.3 La Ville doit remettre à l'Office les fichiers électroniques contenant le logo de la Ville, en application de l'article 4.5 de la présente convention;

5.4 La Ville peut suspendre, réduire ou annuler sa contribution financière si l'Office refuse ou néglige d'exécuter en tout ou en partie ses obligations ou si l'Office ne requiert plus le versement de la somme maximale de sa contribution financière;

5.5 L'Office ne pourra, en aucun cas, réclamer de la Ville des intérêts pour un versement effectué en retard;

5.6 Aucun montant versé à l'Office ne constitue une reconnaissance du fait qu'il respecte les modalités et les conditions de la présente convention;

ARTICLE 6
DURÉE DE LA CONVENTION

Sous réserve d'autres dispositions de la présente convention, la présente convention prend effet le 1er janvier 2017 et se termine le 31 décembre 2019;

ARTICLE 7
DÉONTOLOGIE

7.1 Chaque Partie doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à l'autre Partie ou à des tiers;

7.2 L'Office doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard;

7.3 L'Office doit notamment informer le Directeur, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Office ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

7.4 La contribution financière de la Ville ne peut comprendre une commission ou des honoraires versés par l'Office à un membre de son conseil d'administration, ni une commission versée à un membre de la famille de celui-ci. Le salaire payé à un membre de la famille d'un membre du conseil d'administration de l'Office n'est pas visé par le présent article.

7.5 L'Office doit utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des honoraires à un tiers ou un salaire à tout employé qui fait du démarchage pour le compte de l'Office.

ARTICLE 8
DÉFAUT

8.1 Aux fins de la présente convention, l'Office est en défaut :

8.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Office pour garantir l'exécution de ses obligations ou celles de tiers;

8.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Directeur l'enjoignant de s'exécuter;

8.1.4 si l'Office perd son statut d'organisme sans but lucratif.

8.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 8.1.3, le Directeur avise par écrit l'Office du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Office n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Office refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

8.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 8.1.1, 8.1.2 et 8.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

8.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 8.2 ou 8.3, toute somme non versée à l'Office cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 La Ville peut, résilier la présente convention pour des motifs raisonnables, sur préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours à l'Office;

9.2 La résiliation par la Ville de la présente convention ne donne droit à l'Office à aucune indemnité et celle-ci n'a aucun recours contre la Ville notamment pour les dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 10
ASSURANCES ET INDEMNISATION

10.1 L'Office s'engage, en tout temps, à tenir la Ville indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de l'exécution de ses obligations en vertu de la présente convention. L'Office s'engage à prendre fait et cause pour la Ville dans toute action intentée contre cette dernière en raison de l'exercice par l'Office des droits découlant de la présente convention et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

10.2 L'Office s'engage à souscrire et à maintenir en vigueur, à ses frais, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance responsabilité civile, accordant par événement, une protection minimale d'un million de dollars (1 000 000 $) pour blessures corporelles et pour dommages matériels. Cette police doit désigner la Ville comme coassurée et comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être résiliée ou modifiée par l'Office sans transmission préalable par l'assureur d'un préavis écrit de trente (30) jours à la Ville;

17/26

10.3 L'Office doit remettre à la Ville, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.2 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant l'échéance de celui-ci;

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Office déclare et garantit :

11.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et qu'il dispose des ressources lui permettant d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.2 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 REPRÉSENTATIONS DE L'OFFICE

L'Office n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Office ne peut consentir une hypothèque ni donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Office

L'Office fait élection de domicile à l'adresse qui apparaît à la première page de la convention et tout avis doit être adressé à l'attention de Madame Danielle Juteau, directrice, Direction de la gestion des demandes, des logements abordables et des supplements de loyer. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Office fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile à l'adresse qui apparaît à la première page de la convention.

Tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur, Direction de l'habitation, service de la mise en valeur du territoire.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 201.....

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Luc Gagnon, directeur
Service de la mise en valeur du territoire

Le .....e jour de 201.....

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL

Par : _____
Danielle Juteau, directrice
Direction de la gestion des demandes, des logements abordables et des suppléments au loyer

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL

Par : _____
Serge Villandré, directeur général adjoint
Direction générale adjointe de la gestion des HLM

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le..... e jour de .....201... (résolution CM)

ANNEXE A

Service de référence

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Objectif

Éviter que les ménages locataires montréalais se retrouvent à la rue suite à la perte de leur logement.

2. Clientèles visées

2.1 Les ménages sans logis ou en voie de le devenir. Les services offerts seront prioritairement dirigés vers les ménages répondant aux critères suivants :

- avoir un ou des enfants à charge;
- être sans logis ou sur le point de le devenir;
- avoir été locataire d'un logement situé dans la Ville de Montréal avant d'être sans logis dans les douze mois précédents;
- ne pas avoir bénéficié des services du Service de référence.

2.2 Les ménages sans logis suite à un sinistre tel que défini dans le *Protocole d'entente pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'Agglomération de Montréal* intervenu en 2008 entre la Société canadienne de la Croix-Rouge, l'Organisation Jeunesse au Soleil inc. et la Ville;

2.3 Les ménages évacués suite à un avis d'évacuation émis par un inspecteur de la Ville ou d'un arrondissement dans le cadre de l'application du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096);

2.4 Les ménages vulnérables, soit une personne ou groupe de personnes habitant dans la même unité de logement qui, pour des contraintes financières ou médicales parce qu'ils se retrouvent dans un contexte difficile et sans ressources, ne peuvent mener à terme, de façon efficace, la préparation de leur logement avant une intervention d'extermination;

3. Services offerts

3.1 Volet 1 : Accompagnement et suivi des ménages sans logis ou en voie de le devenir

Clientèles

Les services offerts s'adressent aux clientèles visées aux articles 2.1 ,2.2 et 2.3

Services

3.1.1 Réception des demandes :

- offrir un service téléphonique pour recevoir, analyser et traiter toutes les demandes des ménages sans logis ou en voie de le devenir;

- rencontrer individuellement les ménages répondant aux critères du Service de référence et constituer un dossier afin d'assurer un suivi adéquat;

- diriger vers d'autres ressources les ménages qui ne forment pas la clientèle visée par le Service de référence.

3.1.2 Soutien à la recherche d'un logement :

- accompagner les requérants dans les démarches qu'ils doivent effectuer pour se trouver un logement;

- assurer un suivi régulier des ménages pris en charge par le Service de référence;

- référer, le cas échéant, les ménages sans logis ayant épuisé les ressources de leur réseau personnel vers des organismes œuvrant dans le domaine de l'hébergement temporaire.

3.1.3 Tenue d'une liste de logements disponibles :

- recenser les offres de logement sur le marché locatif montréalais par le biais du web, des journaux, des babillards, de recherches sur le terrain et dans les milieux de vie;

- contacter les partenaires gestionnaires ou propriétaires d'immeubles à logement pour connaître leurs mises en location;

- effectuer la mise à jour des offres de logement répertoriées sur le marché locatif montréalais;

- fournir des listes d'offres de logement selon les besoins et demandes formulées par un ménage ou un organisme partenaire;

- au besoin, être en mesure de fournir des statistiques sur ces offres par typologie, par prix et par arrondissement;

3.2 Volet 2 : Intensification des services d'aide au relogement à l'approche du 1er juillet

Clientèles

Les services qui suivent s'adressent aux clientèles visées aux articles 2.1 élargies aux personnes seules.

Services

3.2.1 mettre en place les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'intensification des services pour l'opération aide au relogement durant la période du 1er juillet;

3.2.2 assurer une prise d'appel systématique et adapter les heures de service aux besoins de la clientèle;

3.2.3 élargir la dispensation des services aux personnes seules tout en priorisant les ménages avec enfant, clientèles habituellement visées;

3.2.4 rencontrer les ménages afin d'évaluer leurs besoins, assurer un suivi et les accompagner dans leur recherche de logement, si nécessaire;

3.2.5 effectuer des recherches quotidiennes afin de constituer une banque de logements à louer et la maintenir à jour;

3.2.6 être en mesure d'offrir des services d'hébergement temporaire, de transport et d'entreposage de biens;

3.2.7 apporter une attention particulière aux besoins personnels et biopsychosociaux des ménages afin de les référer aux ressources appropriées.

3.3 Volet 3 : Accompagnement des ménages vulnérables pour la préparation du logement en vue d'une extermination

Objectif spécifique

Le volet 3 vise à venir en aide aux ménages vulnérables pour la préparation de leur logement lors d'infestation, soit par les punaises de lit ou autres types de vermines.

Clientèles

Les services s'adressent spécifiquement à la clientèle visée à l'article 2.4 et identifiée par la Direction de l'habitation ou par le Service de référence dans le cadre des services offerts dans les volets 1, 2 et 3. À cette fin, la Direction de l'habitation peut cibler, dans le cadre des dossiers de salubrité qu'elle traite ou que les arrondissements traitent, les ménages vulnérables qui pourraient bénéficier de l'accompagnement offert.

Services

- Coordonner les interventions avec les partenaires impliqués (Direction, arrondissements, propriétaires, locataires, CSSS, exterminateur, etc.);
- Accompagner le ménage par un intervenant social possédant les aptitudes pour agir auprès d'une clientèle vulnérable;
- Planifier et organiser les services nécessaires à la bonne marche des travaux correctifs:

- désencombrement d'un logement;
- la préparation du logement avant l'extermination;
- interventions biopsychosociales;

- Coordonner des travaux d'extermination (logements, biens meubles ou effets personnels):

  - exterminateur du propriétaire (incluant l'appréciation du travail);
  - exterminateurs de l'OMHM;
  - congélation;
  - vapeur;

- Défrayer les coûts, dans certains cas particuliers, de la préparation du logement, des travaux de désencombrement, du déménagement des biens, de l'entreposage des biens, de l'extermination et autres fournitures nécessaires pour favoriser une intervention efficace.

Cas référés par la Ville – clientèle vulnérable issue du parc locatif privé

- La Direction de l'habitation doit cibler, dans le cadre des dossiers de salubrité qu'elle traite ou que les arrondissements traitent, les ménages vulnérables qui pourraient bénéficier de l'accompagnement offert;

- Pour chacun des ménages ciblés, la Direction de l'habitation transmet à l'Office l'historique du dossier;

- Au besoin, une rencontre entre un représentant de la Direction de l'habitation et un représentant de l'Office doit être tenue afin d'arrimer les interventions des deux partenaires.

3.4 Volet 4 : Hébergement temporaire

Service
Assurer dans le cadre des services offerts dans les volets 1, 2, 3 et 4 de la présente Annexe A, lorsque requis, les frais encourus et reliés à l'hébergement temporaire des ménages dans une résidence ou un hôtel/motel, et ce, conformément à l'article 5.1.2 de la présente convention.

4. Partenariat et réseau de répondants

L'Office verra à maintenir un réseau de répondants élargi formé de partenaires actifs en habitation, de certains intervenants gouvernementaux et municipaux (santé, services sociaux, employabilité, etc.) et d'organismes communautaires et humanitaires actifs dans les quartiers.

5 . Comité permanent

L'Office verra à poursuivre la coordination des activités du Comité permanent mis en place dans la foulée du Service de référence. Ce comité vise à :

- conseiller l'Office dans ses activités d'accompagnement et de suivi des ménages sans logis;
- faciliter la mise en place du réseau de répondants;
- valider périodiquement les procédures d'intervention, de contrôle et de suivi des ménages sans logis.

En plus d'un représentant de l'Office, le Comité permanent est formé d'un représentant du Service de la mise en valeur du territoire de la Ville, de la Société Canadienne de la Croix-Rouge ainsi que de l'organisme Jeunesse au Soleil. La composition du Comité permanent pourra, cependant, évoluer au gré des besoins.

6. Ressources humaines et matérielles

L'Office doit constituer une équipe d'au plus 15 personnes, mais dont le nombre doit être approuvé par le Directeur: un maximum de sept (7) personnes affectées à temps complet et un maximum de huit (8) personnes affectées à temps partiel ou à titre de ressources occasionnelles au Service de référence. La contribution financière de la Ville couvrira, également, les frais suivants : la téléphonie, l'informatique, la papeterie et fournitures de bureau, les déplacements et frais de représentation, le loyer, la formation ainsi que les autres frais reliés au personnel.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160498003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Objet :	Accorder une contribution financière maximale à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) de 675 000 $ en 2017, 685 000 $ en 2018 et 695 000 $ en 2019 pour la poursuite des activités du Service de référence pour les personnes sans logis et l'accompagnement des ménages vulnérables à la préparation de leur logement avant une extermination / Autoriser une dépense annuelle maximale de 250 000 $ pour le remboursement à l'OMHM des frais d'hébergement temporaire et des autres mesures d'urgence / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160498003 OMHM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Service des finances
Direction du conseil et du soutien financier - Point de service Développement
Tél : 514 872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-03

Josée BÉLANGER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-3238
Division : Service des finances
Direction du conseil et du soutien financier - Point de service Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1160783011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approbation d'un projet de promesse entre la Ville et Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. pour la réalisation d'un échange d'immeubles afin de permettre au SIVT de recommander aux autorités municipales de la Ville d'octroyer le contrat pour la réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle, entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville, et ce, avant que la Ville ne soit légalement propriétaire des immeubles convoités en vertu de cet échange. N/Réf : 31H12-005-1144-02

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de promesse entre la Ville et Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. pour la réalisation d'un échange d'immeubles afin de permettre au SIVT de recommander aux autorités municipales de la Ville d'octroyer le contrat pour la réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle, entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville, et ce, avant que la Ville ne soit légalement propriétaire des immeubles convoités en vertu de cet échange;
2. de permettre à la Ville d'occuper les terrains cédés par Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. en vertu de la présente promesse d'échange pour la réalisation des travaux routiers projetés, avant que la Ville n'en soit légalement propriétaire, et de prendre fait et cause pour ces compagnies dès le début de cette occupation.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-08 16:18

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160783011**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approbation d'un projet de promesse entre la Ville et Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. pour la réalisation d'un échange d'immeubles afin de permettre au SIVT de recommander aux autorités municipales de la Ville d'octroyer le contrat pour la réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle, entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville, et ce, avant que la Ville ne soit légalement propriétaire des immeubles convoités en vertu de cet échange. N/Réf : 31H12-005-1144-02

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (le « SIVT ») a obtenu, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisation 2016-2018, un règlement d'emprunt de 37 500 000 $ pour procéder à la réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle, entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville.
La réfection de ces infrastructures routières représente une opportunité de réaliser un réaménagement majeur de ces tronçons afin de favoriser l'accessibilité et la sécurité des déplacements et pour prendre en compte l'augmentation de l'achalandage des piétons, des cyclistes et du transport en commun. De plus, cela permettra de rehausser la qualité des aménagements paysagers de cette porte d'entrée sur le territoire Montréalais.

Le réaménagement du réseau routier implique que la Ville procède à un échange de terrains avec les propriétaires du concessionnaire automobile, connu sous le nom de Honda Lallier (le « Concessionnaire »), situé sur le côté est du boulevard Laurentien en bordure du pont Lachapelle. Le SGPI a reçu le mandat de réaliser cet échange de terrains avec le Concessionnaire. L'échange permettra à la Ville, entre autres, de devenir propriétaire d'un terrain permettant de prolonger la rue Vanier, qui se termine actuellement en cul-de-sac, du boulevard Laurentien à la rue Lachapelle et également, de devenir propriétaire d'un terrain permettant d'élargir la voie routière conduisant de la rue Lachapelle au boulevard Laurentien pour améliorer la fluidité automobile. L'amélioration de ces accès routiers permettra la fermeture de la partie de la rue Bocage construite entre la rue Lachapelle et le boulevard Laurentien, laquelle fait partie des immeubles cédés au Concessionnaire dans cet échange, ce qui lui permettra d'assembler la salle de montre et l'atelier de mécanique sur un seul et unique emplacement.

En raison de l'identification cadastrale des terrains devant faire partie de l'échange, de

nombreuses vérifications diligentes, du nombre d'intervenants impliqués et des enjeux pour le Concessionnaire, le SGPI ne peut recommander aux autorités de la Ville l'acceptation du projet d'acte d'échange dans le délai de réalisation des travaux planifiés par le SIVT. Le présent sommaire a donc pour but d'obtenir l'accord du conseil municipal quant à l'approbation de cette promesse d'échange, afin de lui donner un caractère irrévocable et de prendre connaissance des risques financiers liés à l'octroi du contrat de réfection des infrastructures municipales devant être soumis par le SIVT au conseil municipal du 21 novembre 2016 pour approbation, avant que la Ville ne devienne légalement propriétaire de ces terrains.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 -1282 - 17 novembre 2015 – Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016 -2018 de la Ville de Montréal (volet ville centrale);
CM15-1507 - 17 novembre 2015 - Règlement d'emprunt de 37 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg.

DESCRIPTION

Les principaux terrains que le Concessionnaire cède à la Ville sont identifiés par les pastilles 1.1.1 et 1.1.2 sur le plan disponible en pièce jointe (le « Plan »). Le terrain décrit en 1.1.1 permettra de prolonger la rue Vanier jusqu'à la rue Lachapelle, et ainsi, maintenir un accès entre ces deux voies routières, tout en assurant un lien direct avec la partie de la rue Bocage située au nord-est de la rue Lachapelle et de la rue Vanier. Le terrain décrit en 1.1.2 permettra d'améliorer la fluidité automobile en direction nord pour accéder au pont Lachapelle, mais aussi, il redonnera un accès au boulevard Laurentien en direction sud. En échange, les principaux terrains cédés par la Ville au Concessionnaire sont identifiés sur le Plan par les pastilles 1.2.1 et 1.2.2. La Ville conservera une servitude de passage sur les terrains cédés au Concessionnaire, le temps qu'elle complète les travaux pour ouvrir les nouveaux tracés de rues. La durée de ces travaux est estimée à environ 18 mois. La Ville versera un loyer au Concessionnaire pour l'occupation de ces terrains à compter de la date du début des travaux ou au moment où le Concessionnaire en deviendra propriétaire, soit la plus rapprochée de ces deux dates. Le loyer sera de 1,18 $/pi², ce qui représente la valeur locative de ces terrains.
Des servitudes permanentes pour la conduite d'égout et les installations de la CSEM présentes en surface et en tréfonds de la rue Bocage seront créées à même l'acte d'échange.

Le règlement d'urbanisme ne permet qu'un usage commercial du site, mais au plan d'urbanisme, l'affectation au sol est mixte (commerciale et résidentielle). Malgré cela, cette transaction demeure très avantageuse pour les opérations courantes du Concessionnaire pour les raisons suivantes :

· permet de réunir la salle de montre et l'atelier mécanique sur un seul et unique terrain, ce qui augmentera considérablement la fonctionnalité du site;

· les déplacements véhiculaire et piétonnier entre les deux bâtiments seront plus sécuritaires et plus rapides;

· augmente les superficies disponibles pour l'entreposage de voitures à l'extérieur, ce qui représente une amélioration non négligeable, car le site possède des dimensions inférieures à ce que l'on retrouve généralement sur le marché pour ce type de commerce;

· facilitera grandement la mise en valeur de ce terrain, si jamais le commerce était relocalisé sur une artère commerciale plus importante, plus visible et plus accessible.

Cette transaction présente, tout de même, un certain risque financier, même s'il est minime, si jamais le Concessionnaire ne pouvait (ex : vente, faillite, etc.) ou refusait, pour quelques motifs que ce soient, à signer l'acte d'échange lorsqu'il sera prêt. Nous n'avons aucune garantie personnelle ni les états financiers de ces compagnies, mais le Concessionnaire a accepté de nous fournir une lettre de son institution financière confirmant la capacité des Entreprises Sylubel inc. à réaliser les obligations financières comprises dans la présente transaction, lesquelles s'élèvent à plus de 350 000 $. Cette compagnie fut créée en 1980 et aucune irrégularité n'apparaît au registre des entreprises. Le premier actionnaire de la compagnie est la fiducie de l'épouse de M. Dagenais. De plus, le Concessionnaire possède une réputation enviable, mais advenant un scénario déplorable, même si peu probable, la Ville n'aurait d'autres choix que d'exproprier les terrains ainsi que les autres droits immobiliers convoités (servitudes) et une indemnité d'expropriation serait payable pour ces acquisitions. En contrepartie, devant un tel scénario, le Concessionnaire ne pourrait obtenir en échange les terrains cédés par la Ville et profiter des nombreux avantages que cette transaction lui apporte.

La promesse d'échange permet également d'occuper, dès maintenant, les terrains du Concessionnaire pour la réalisation des travaux planifiés par le SIVT. À cet effet, le directeur du SIVT ou son représentant (Directeur) devra transmettre un avis écrit, par courriel, au Concessionnaire lui demandant de libérer les lieux. Cet avis devra lui être expédié au moins 10 jours ouvrables avant la date du début des travaux. À compter de cette date, la Ville prendra faits et cause pour le propriétaire, et ce, même si elle n'est pas encore propriétaire en titre de ces terrains. La Ville disposera d'une servitude temporaire pour continuer à occuper la rue Bocage et la partie du boulevard Laurentien, une fois vendue, dans l'attente de la complétion des travaux pour aménager les nouveaux accès et disposera, à la fin de ces travaux, d'un délai de 90 jours pour enlever les infrastructures suivantes présentes dans l'emprise de la rue Bocage, à savoir:

· la borne-fontaine et sa conduite d'alimentation;

· les cinq (5) puisards;

· les lampadaires et l'abandon des lignes électriques les alimentant.

De plus, la Ville devra, avant l'expiration de ce délai de 90 jours, avoir complété les travaux suivants :

· construire de nouveaux trottoirs aux limites de la rue Bocage à fermer sur le domaine public de la Ville;

· remplacer, à ses entiers frais, dans son domaine public, lors de la réalisation des travaux d'infrastructures prévus au cours des deux prochaines années suivant la date de signature de la présente promesse, la conduite actuelle par une conduite de 150 mm avec un réducteur de 50 mm;

· insérer une gaine appropriée dans la Conduite de la rue Bocage, afin de renforcer son état structural et son étanchéité d'ensemble, c.-à-d. fermeture de tous les trous de levage, colmatage de fissures et de défectuosités interne de surface, obstructions d'entrées des branchements abandonnés, consolidations des joints);

· remettre au Concessionnaire, à titre informatif seulement, dans les soixante (60) jours de la fin des travaux de colmatage de la Conduite, une copie du rapport d'inspection télévisé de la Conduite après la réalisation des travaux de colmatage;

· aménager des entrées charretières aux endroits convenus entre les Parties, la Ville en acceptant leur localisation et leur géométrie, tel que montré à l'Annexe D jointe à la promesse.

Tous les travaux énumérés ci-devant, respect des échéanciers et l'envoi de tous les avis écrits requis en vertu de présentes se feront sous la supervision unique du Directeur du SIVT ou son représentant.

Les deux parties aux présentes ont effectuées des tests de sol et se déclarent satisfaites de leurs vérifications et prennent possession de leurs immeubles respectifs sans aucune garantie et à leurs risques et périls.

Le Cessionnaire a noté lors de la vérification des titres des immeubles cédés par la Ville quelques particularités qui ne lui permettent pas de se satisfaire de la qualité des titres de propriété. Entre autres, il a relevé qu'une partie des terrains cédés par la Ville avaient été acquis par le MTMDET aux fins de rues, en 1976, pour l'élargissement des voies routières. Dans les faits, comme il s'agissait de voies publiques municipales, ces terrains ont été par la suite cédés à la Ville en vertu de la Loi sur la voirie et aucune des entités impliquées, la Ville et le MTMDET, ne conteste ce fait. (Voir lettre du MTMDET en pièces jointes). De plus, lors de cette acquisition, le MTMDET a créé une servitude de non-accès sur une partie du boulevard Laurentien au nord de la rue Bocage. Avec la présente transaction, l'emprise de cette servitude de non-accès se retrouvera au cœur du terrain du Concessionnaire de sorte qu'elle devra être déplacée vers l'ouest à la nouvelle emprise du boulevard Laurentien. Ceci étant dit, la Ville s'engage dans le projet de promesse d'échange d'immeubles à prendre charge, à ses entiers frais, de la clarification du titre de propriété des immeubles cédés au Cessionnaire et, si requis légalement, le déplacement de la servitude de non-accès ou son annulation, si le MTMDET et les instances administratives de la Ville se montrent favorables à cela.

Le Cessionnaire s'engage à fournir à la Ville un bon et valable titre libre de tous droits réels, et prendre toutes les mesures requises pour le corriger, advenant un vice de titres quelconques ou à exclure cette partie de terrain de la transaction advenant qu'il ne soit pas en mesure de corriger le titre, étant convenu que la soulte sera ajustée en conséquence.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande la présente transaction pour les motifs suivants :

· Elle est conforme au mandat du SIVT.

· Elle est négociée sur la base de la valeur marchande, laquelle est conforme à notre évaluation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cet échange est fait avec une soulte en faveur de la Ville d'environ 198 174 $, duquel sera déduit un montant de 100 000 $ pour compenser le Cessionnaire pour la partie des coûts de démolition de la rue Bocage qu'il assumera lorsqu'il prendra possession de cet immeuble. Cette soulte prend en considération le loyer que la Ville versera au Cessionnaire pour l'occupation de la rue Bocage et d'une partie du boulevard Laurentien pendant la période des travaux. Le loyer couvre une occupation d'une durée de deux années à compter de la date du début des travaux ou de la date de la signature de l'acte d'échange, soit la plus rapprochée des deux. Si jamais, l'occupation des terrains du Cessionnaire devait se prolonger au-delà de la période de deux (2) années, le SIVT sera redevable d'un loyer de

deux mille cent cinquante-six dollars (2 156,00 $) pour chaque mois additionnel d'occupation.
L'évaluateur de la Ville a évalué ces terrains en fonction du règlement d'urbanisme en vigueur et de leur usage actuel, soit pour des fins commerciales. La valeur ainsi établie s'élève à 242,19 $ / m^2 (22,50 $ /pi^2). La valeur au rôle 2014-2016 de ces immeubles est de 288,75 $ / m^2 - (26,87 $ /pi^2).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le nouvel aménagement du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle vise à améliorer la qualité de vie des citoyens en favorisant les déplacements actifs et collectifs.
Par ailleurs, le projet de verdissement propose une plantation massive qui répond directement aux objectifs d'augmenter la canopée sur le territoire montréalais pour contrer les effets négatifs créés par la problématique des îlots de chaleur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· 21 novembre 2016 – Approbation de le promesse d'échange par le CM ;

· 21 novembre 2016 - Octroi du contrat de réfection des infrastructures et des voies routières une fois que le conseil municipal aura approuvé la promesse d'échange;

· décembre 2016 – Demande pour la préparation des plans d'arpentage requis pour les opérations cadastrales et la création des différentes servitudes;

· 2017 : Envoi de l'avis par le Directeur au Concessionnaire de libérer les lieux afin de lui permettre de débuter les travaux pour prolonger la rue Vanier et procéder à l'élargissement de la rue Lachapelle. Ces avis peuvent être envoyés à des dates différentes si les travaux ne débutent pas au même moment, car le Concessionnaire peut continuer à occuper ces terrains sans frais pour les activités normales de ses affaires en attente du début des travaux.

· Novembre 2017 - Approbation de l'acte d'échange par les autorités de la Ville;

Novembre 2018 - Envoi par le Directeur de l'avis confirmant la fin des travaux et début du délai de 90 jours pour enlever certaines des infrastructures de la rue Bocage étant convenu que la Ville cessera le paiement du loyer mensuel pour l'occupation de la rue Bocage à la fin de ces travaux

Suite à la signature de la promesse d'acte d'échange, un délai d'environ une année sera requis pour compléter les opérations cadastrales des terrains échangés, les plans d'arpentage et les descriptions techniques des servitudes à créer, la préparation des documents légaux et l'approbation de cette transaction pour approbation aux autorités compétentes de la Ville.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc LÉVESQUE, Service des infrastructures_voirie et transports
Richard BLAIS, Ahuntsic-Cartierville
Francine DUBEAU, Service des infrastructures_voirie et transports
Yvan PÉLOQUIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Élizabeth HARVEY, Service des infrastructures_voirie et transports
Sylvain FELTON, Service des infrastructures_voirie et transports
Lakhdar KHADIR, Service des infrastructures_voirie et transports
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Gilles CÔTÉ, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Lakhdar KHADIR, 2 novembre 2016
Gilles CÔTÉ, 25 octobre 2016
Luc LÉVESQUE, 25 octobre 2016
Francine DUBEAU, 25 octobre 2016
Yvan PÉLOQUIN, 25 octobre 2016
Élizabeth HARVEY, 25 octobre 2016
Sylvain FELTON, 25 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis CHARETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7221
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Denis SAUVÉ
Chef de section

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE

Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2016-10-26

Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-28

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1160783011 / Mandat 15-0138-T

Description de la transaction :

- Type de transaction : Échange de terrains pour permettre la réfection ainsi qu'une reconfiguration des voies routières aux abords du pont Lachapelle.
- Localisation : Terrains situés, entre le pont Lachapelle et la rue Vanier, dans l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville.
- Droits acquis: Lot 2 375 669 et parties des lots 2 378 338 et 2 375 670 du cadastre du Québec totalisant une superficie de 707,4 m^2, ainsi que des servitudes d'utilités publiques en faveur de la CSEM et de la Ville, de même que la location des terrains cédés pour la période des travaux.
- Lots cédés : Lot 2 378 513 et deux parties du lot 2 375 640 totalisant 2 037,1 m^2.
- Particularités : Le SIVT dispose dans le cadre du programme triennal d'un règlement d'emprunt de 37 500 000 $ pour procéder à la réfection des infrastructures souterraines et routières en bordure du pont Lachapelle. Il désire octroyer le contrat au conseil du mois de novembre et les terrains visés par cet échange sont requis pour la réalisation de ce contrat.

Cessionnaire : Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. (Concessionnaire Honda Lallier)

Cédant : Ville de Montréal.

Valeur marchande :
(en date du 6 août 2015) Valeur des droits immobiliers cédés par la Ville 425 578 $, Valeur des droits immobiliers reçus par la Ville 226 214 $.

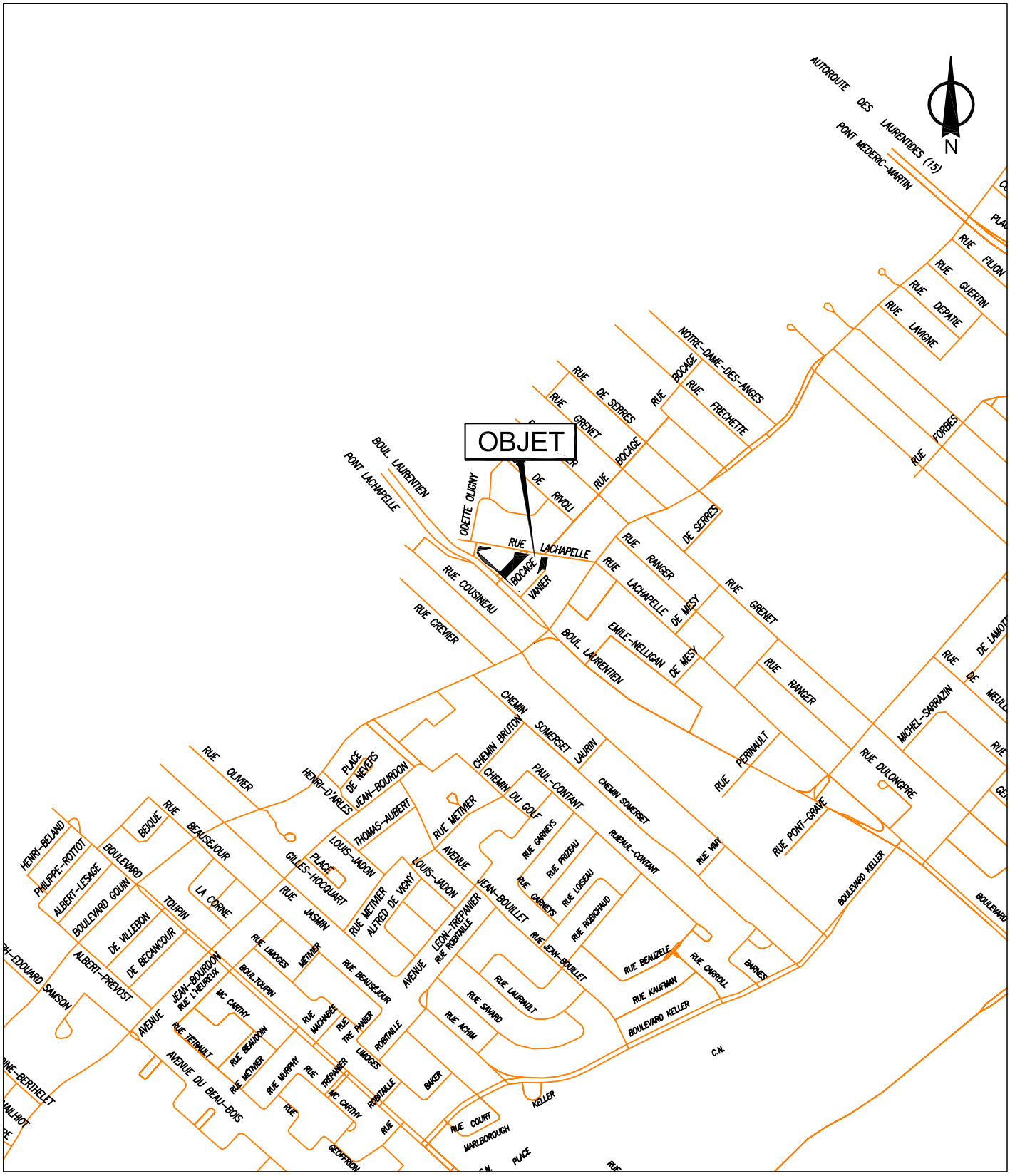
Soulte en faveur de la Ville : la soulte en faveur de la Ville est donc de 199 364 $, duquel sera déduit un montant de 100 000 $ afin de tenir compte d'une partie des coûts de démolition de la rue Bocage assumée par le Cessionnaire.

Valeur au rôle foncier 2016 : 288,75 $/m² - (26,87 $/pi²)

Valeur aux livres : 0 $

Raison du prix de vente : Négocier sur la base de la valeur marchande et conforme à notre évaluation

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Denis Charette	Téléphone : 2-7221	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 2-0153	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic - Cartierville

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1144-02
Dessinateur: LJC
Échelle: -
Date: 23-09-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic - Cartierville
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1144-02
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1200
Date: 23-09-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

DC 24/10/2016

PROMESSE D'ÉCHANGE D'IMMEUBLES

(24 octobre 2016)

Entreprises Sylubel inc. personne morale légalement constituée en vertu de la Loi provinciale sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 1 700 boulevard Chomedey, Laval, H7T 2W3, agissant et représentée par madame Isabelle Dagenais, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

(ci-après désignée « **Sylubel** »)

Et

Gestion Vilusa inc. personne morale légalement constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 1 700 boulevard Chomedey, Laval, H7T 2W3, agissant et représentée par madame Isabelle Dagenais, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

(ci-après désignée « **Vilusa** »)

(Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc. ci-après, désignées le « **Cessionnaire** »)

LEQUEL promet d'échanger des immeubles avec la Ville de Montréal, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q. c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, (ci-après la « **Ville** ») aux prix et conditions ci-dessous énoncés.

(ci-après communément appelé les « **Parties** »)

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville planifie une réorganisation du réseau routier entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement Ahunstic-Cartierville;

ATTENDU QUE le Cessionnaire est propriétaire de certains immeubles qui sont requis par la Ville en vertu de cette réorganisation du réseau routier;

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire de la partie de la rue Bocage comprise entre la rue Lachapelle et le boulevard Laurentien ainsi que de petites parties du boulevard Laurentien qu'elle désire fermer et céder à Sylubel en échange des immeubles dont il est fait mention au paragraphe précédent du présent préambule;

ATTENDU QUE la Ville a remis au Cessionnaire le 15 avril 2016 un rapport écrit et une inspection télévisée de la conduite d'égout pluviale située sur une partie du lot 2 378 513 du Cadastre du Québec (rue Bocage) - (ci-après : Conduite) afin que le Cessionnaire puisse requérir de ses ingénieurs une opinion quant à l'état et la condition actuelle de la conduite d'égout;

ATTENDU QUE le Cessionnaire pourra se brancher sur la Conduite située sur la portion de la rue Bocage qui lui est vendue, puisque la Ville détiendra une servitude permanente et irrévocable pour le maintien de la Conduite;

ATTENDU QUE le Cessionnaire a reçu une copie de la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

DC 24/10/2016

PROMESSE D'ÉCHANGE D'IMMEUBLES

(24 octobre 2016)

1. DESCRIPTION

1.1 Désignation des droits immobiliers cédés par le Cessionnaire

1.1.1 Un terrain vague situé sur la rue Lachapelle, dans l'arrondissement Ahunstic-Cartierville, composé du lot 2 375 669 du cadastre du Québec possédant une superficie de 468,2 m^2 (5 039,7 pi^2) et, d'une partie du lot 2 378 338 du cadastre du Québec possédant une superficie approximative de 60,6 m^2 (652,3 pi^2), pour une superficie totale de 528,8 m^2 (5 692 pi^2) tel que montré par une trame beige et une trame orangée sur le plan annoté joint aux présentes comme Annexe B (ci-après nommé le : « **Plan** »), lequel fait partie intégrante des présentes.

1.1.2 Un lot d'encoignure situé à l'intersection du boulevard Lachapelle et du boulevard Laurentien, dans l'arrondissement Ahunstic-Cartierville, composé d'une partie du lot 2 375 670 du cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 172,4 m^2 (1 855,7 pi^2), tel que montré par une trame jaune sur le Plan.

1.1.3 Une servitude permanente pour légaliser la présence de parties de massifs et de conduits souterrains de la Commission des services électriques de Montréal (ci-après : «CSEM») sur la partie du lot 2 375 670 du cadastre du Québec donnant front à la rue Bocage à fermer, totalisant une superficie approximative de 51,9 mètres carrés (558,6pi^2), propriété du Cessionnaire, tel que montré par une trame hachurée bleu sur le Plan et plus amplement définie sur le feuillet 2 de 2 dessiné, le 3 juin 2015, par Jimmy Prosper de la CSEM et portant le numéro de plan CSEM *0523, *0623, lequel fait partie intégrante des présentes et est disponible à l'Annexe C intitulée «Plans de la CSEM».

1.1.4 Une servitude temporaire de passage pour le trafic véhiculaire et piétonnier sur le lot 2 378 513 (rue Bocage) et sur une partie du lot 2 375 640 (boulevard Laurentien) du cadastre du Québec, comme fonds servant, d'une durée d'environ deux (2) années, à compter, de la date du début des travaux tel que défini à l'article 13 des présentes ou à la date de la signature de l'acte d'échange, soit la date la plus rapprochée des deux, le temps pour la Ville de compléter la construction des nouveaux liens routiers entre la rue Lachapelle et le boulevard Laurentien et de démolir certaines infrastructures tel que mentionné à l'article 30 des présentes. La valeur locative des servitudes temporaires décrites aux sous-articles 1.1.4 et 1.1.5 des présentes pour les deux (2) premières années est évaluée à 51 745,60 $, tel que spécifié au premier tableau de l'article 2 des présentes. Il est toutefois convenu que la Ville devra verser un loyer additionnel mensuel de deux mille cent cinquante-six dollars (2 156 $) pour chaque mois d'occupation qui se prolongera au-delà de la période de deux (2) années, si pour une raison ou une autre, cette occupation devait se prolonger.

1.1.5 Une servitude temporaire en tréfonds pour le passage et le maintien de la conduite d'aqueduc présente sur une partie du lot 2 378 513 (rue Bocage), comme fonds servant, d'une durée d'environ deux (2) années, le temps pour la Ville de compléter la construction des nouveaux liens routiers entre la rue Lachapelle et le boulevard Laurentien.

1.1.6 Un terrain vague situé sur le boulevard Laurentien, dans l'arrondissement Ahunstic-Cartierville, composé d'une partie du lot 2 378 338 du cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 6,2 m^2 (66,7 pi^2), tel que substantiellement montré sur le Plan.

ci-après désigné : l'«**Immeuble Cessionnaire**»

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

DK 24/10/2016

1.2 Désignation des droits immobiliers cédés par la Ville

1.2.1 Un terrain vague correspondant à l'emprise de la rue Bocage, dans l'arrondissement Ahunstic-Cartierville, connu et désigné comme étant le lot 2 378 513, possédant une superficie de 1 623 m^2 (17 469,8 pi^2), tel que partiellement montré par une trame bleu pâle sur le Plan.

1.2.2 Un terrain vague étant une partie du boulevard Laurentien, dans l'arrondissement Ahunstic-Cartierville, connu et désigné comme étant une partie du lot 2 375 640 du cadastre du Québec, possédant une superficie approximative de 414 m^2 (4 456,3 pi^2), tel que montré par une trame bleu foncé Plan.

1.2.3 Une servitude réelle et permanente pour légaliser la présence de massifs et de conduits souterrains de la Commission des services électriques de Montréal (ci-après : «CSEM») sur une partie du lot 2 378 513 du cadastre du Québec (rue Bocage à fermer), totalisant une superficie approximative de 308,7 mètres carrés (3 322,8 pi^2), tel que montré par une trame hachurée brune sur le Plan. Cette servitude sera créée à même l'acte de vente, tel que plus amplement décrit à l'article 19 des présentes et la perte de valeur marchande établie à 25 % sera déduite de la valeur établie pour l'immeuble décrit à l'article 1.2.1.

1.2.4 Une servitude réelle et permanente pour légaliser la présence d'une conduite d'égout sur une partie du lot 2 378 513 du cadastre du Québec (rue Bocage à fermer), totalisant une superficie approximative de 436,7 mètres carrés (4 700,6 pi^2), tel que montré sur le Plan. Cette servitude sera créée à même l'acte de vente, tel que plus amplement décrit à l'article 19 des présentes et la perte de valeur marchande établie à 25 % sera déduite de la valeur établie pour l'immeuble décrit à l'article 1.2.1.

1.2.5 Une perte de valeur marchande établie à 25 % sera déduite de la valeur établie pour l'immeuble décrit à l'article 1.2.1. pour la partie du terrain comprise entre les deux servitudes à créer décrites aux articles 1.2.3 et 1.2.4 des présentes, d'une superficie approximative de 372,9 m^2 - (4 013,9 pi^2), compte tenu que cette partie de terrain est considérée non constructible, tout comme l'emprise des servitudes à créer.

1.2.6 Un terrain vague étant une partie du boulevard Laurentien, dans l'arrondissement Ahunstic-Cartierville, connu et désigné comme étant une partie du lot 2 375 640 du cadastre du Québec, possédant une superficie approximative de 0,0489 m^2 (0,5 pi^2), tel que montré par une trame bleu foncé sur le Plan.

ci-après désigné : l'« **Immeuble Ville** »

24/10/2016

2. VALEUR D'ÉCHANGE ET MODE DE PAIEMENT

La valeur marchande de l'**«Immeuble Cessionnaire»** est estimée comme suit :

Article	Superficie m^2	Superficie pi^2	Valeur/pi^2	Valeur marchande
1.1.1	528,8	5 692	22,50 $	128 070,00 $
1.1.2	172,4	1855,7	22,50 $	41 753,25 $
1.1.3	51,9	558,6	5,63 $	3 144,92 $
1.1.4	2037	21926,1	1,18 $	51 745,60 $
1.1.5		Inclus 1.1.4	nil	
1.1.6	6,2	66,7	22,50 $	1 500,75 $
Total				226 214,51 $

PS : Référence 1.1.4 – Loyer de 1,18 $ / pi^2 pendant 2 années

La valeur marchande de l'**«Immeuble Ville»** est estimée comme suit :

Article	Superficie m^2	Superficie pi^2	Valeur/pi^2	Valeur marchande
1.2.1	1623	17 469,8	22,50 $	393 070,50 $
1.2.2	414	4456,3	22,50 $	100 266,75 $
1.2.3	308,7	3322,8	(5,63) $	(18 707,36) $
1.2.4	436,7	4700,6	(5,63) $	(26 464,38) $
1.2.5	372,9	4 013,9	(5,63) $	(22 598,26) $
1.2.6	0,05	0,5	22,50 $	11,25 $
Total				425 578,50 $

Soulte estimée en faveur de la Ville : 199 364 $

Le montant de la soulte finale sera ajusté suite à la réception des plans d'arpentage et descriptions techniques établissant précisément les superficies des immeubles et droits immobiliers échangés.

Cet échange sera fait avec une soulte en faveur de la Ville au montant de CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUATRE dollars (199 364 $), chacune des Parties assumant ses taxes de vente, duquel sera déduit un montant de cent mille dollars (100 000 $) pour compenser les coûts devant être assumés par le Cessionnaire pour la démolition de la rue Bocage (lot 2 378 513 du cadastre du Québec), ce qui inclut notamment la démolition, le chargement, le transport et la disposition des trottoirs, du terre-plein central, des bases de béton des lampadaires, des revêtements d'asphalte, de même que l'ajout des matériaux de remplacement, mais excluant les enrobés. Il est cependant convenu que la Ville sera responsable à ses frais de l'enlèvement de la borne fontaine et sa conduite d'alimentation, des lampadaires et des cinq (5) puisards présents sur ce lot.

Un montant de dix mille dollars (10 000 $) sera remis à la signature des présentes. Le Cessionnaire s'engage à remettre le solde de la soulte duquel sera déduit le montant de cent mille dollars (100 000 $) pour le coût des travaux mentionnés au paragraphe précédent à son notaire en fidéicommis, plus les taxes applicables,

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

DC
24/10/2016

avant que le projet d'acte d'échange ne soit présenté aux autorités compétentes de la Ville pour acceptation.

3. REPRÉSENTATIONS DU CESSIONNAIRE

Le Cessionnaire déclare et garantit ce qui suit à la Ville :

a) Il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (I.r.c. (1985) C. 1 (5e suppl.)) et au sens de la *Loi sur les impôts* (L.R.Q., c. I-3) et l'acte de vente contiendra une déclaration à cet effet.

b) Il (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution; et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est.

c) Il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer cette promesse d'échange et pour exécuter ses obligations nées des présentes. La signature par le Cessionnaire de la présente promesse et l'exécution de ses obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires. La signature de la présente promesse par le Cessionnaire ainsi que l'exécution de ses obligations n'exigent aucune mesure ni aucun consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune mesure ni aucun consentement aux termes d'une loi applicable au Cessionnaire.

d) La présente promesse constitue une obligation valable et exécutoire du Cessionnaire.

e) La signature de cette promesse d'échange, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Cessionnaire de ses obligations nées des présentes et l'observation par celui-ci des dispositions de la promesse n'entraînent pas (i) une violation des dispositions des documents constitutifs ou des règlements du Cessionnaire, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Cessionnaire, ou un défaut sur un point important aux termes de ces contrats, entente, acte ou engagement; et (iii) la violation de toute loi.

f) Il prend les engagements souscrits aux termes des présentes, étant pleinement informé du fait que la durée de validité de sa promesse est irrévocable tel que mentionné à l'article 31 des présentes, il est le seul à y être lié et que la présente ne pourra produire d'effets à l'égard de la Ville tant que l'instance décisionnelle de cette dernière n'aura pas approuvé le projet d'acte d'échange donnant suite à la présente promesse.

g) Le Cessionnaire déclare qu'il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminente devant quelque tribunal, ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude du Cessionnaire à se conformer à ses obligations en vertu des présentes.

4. POSSESSION

Les Parties deviendront propriétaires de leurs immeubles respectifs et en auront la possession selon les modalités prévues aux présentes.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

DC 24/10/2016

5. GARANTIE DU TITRE DE PROPRIÉTÉ

Texte intégré à l'article 6.

6. TITRES

6.1 Immeubles cédés par le Cessionnaire à la Ville

Le Cessionnaire ne sera pas tenu de fournir ni titres ni certificat de recherche touchant l'**«Immeuble Cessionnaire».**

Le Cessionnaire devra cependant fournir à la Ville un bon et valable titre de propriété, libre de tout droit réel, privilège et hypothèque.

Advenant un vice du titre de propriété, le Cessionnaire s'engage à prendre, à ses entiers frais, toutes les mesures requises pour le corriger avant la date de signature de l'acte d'échange ou à donner des garanties acceptables à la Ville à même l'acte quant à son engagement à le faire.

Le Cessionnaire pourrait également décider de retirer cette partie de l'Immeuble Cessionnaire dont le titre de propriété n'est pas clair de la présente transaction, étant convenu que la soulte serait ajustée en conséquence.

6.2 Immeubles cédés par la Ville à Sylubel

La Ville ne sera pas tenu de fournir ni titres ni certificat de recherche touchant l'**«Immeuble Ville».**

La Ville devra cependant fournir à Sylubel un bon et valable titre de propriété, libre de tout droit réel, privilège et hypothèque, à l'exception des servitudes créées en vertu des présentes, lesquelles sont décrites aux articles 18 et 19 de la présente promesse, de même que la servitude de non-accès mentionnée au présent article que la Ville s'engage à déplacer tel que ci-après stipulé.

Ceci étant dit, la Ville s'engage à corriger, le cas échéant, à ses entiers frais, les titres de propriété de l'Immeuble Ville avant la conclusion du présent acte d'échange ou à donner les engagements requis pour ce faire, et ce, à la satisfaction du Cessionnaire et ses créanciers, à même l'acte d'échange.

Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), anciennement connu sous le nom «MTQ», déclare ne détenir aucun titre de propriété pour l'Immeuble Ville et il mentionne que les propriétés en bordure de la rue Bocage et du boulevard Laurentien expropriées ont été transférées à la Ville par l'application de la loi sur la Voirie.

La Ville sera responsable d'entreprendre, si légalement requis, toutes les démarches auprès du MTMDET et à assumer tous les frais reliés au déplacement de la servitude de non-accès montrée par les lettres A, B et C sur le plan d'expropriation 1/28 – S « x-1 », préparé, le 30 janvier 1976, par le ministère des Transports, du gouvernement du Québec, portant le numéro de dossier général 180-74-0402 et le numéro de particulier 182-74-1675 et publié au bureau de la publicité des droits sous le numéro 2675669, à la nouvelle limite du boulevard Laurentien créée en vertu de la présente transaction.

De plus, la Ville s'engage à entreprendre les démarches requises auprès du MTMDET et autres instances de la Ville, dès la date de signature de la présente promesse, pour demander l'annulation de la servitude de non-accès dont il est fait mention au présent article, mais elle ne peut en garantir le résultat.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

7. RESPONSABILITÉ QUANT AUX TITRES

Texte intégré à l'article 6.

8. OPÉRATION CADASTRALE

La Ville devra faire préparer, à ses frais, les opérations cadastrales requises pour identifier les **« Immeuble Ville »** et les **« Immeuble Cessionnaire»**, de même que les descriptions techniques requises pour la création des différentes servitudes permanentes mentionnées à l'article 19 des présentes, lesquelles devront être acceptables au Cessionnaire.

Le Cessionnaire ne prendra pas à sa charge les frais reliés à la préparation des plans de morcellement, des descriptions techniques, ni des frais reliés aux opérations cadastrales requises sur sa propriété. Le Cessionnaire s'engage toutefois à signer les plans d'opération cadastrale qui seront préparés par les arpenteurs-géomètres mandatés par la Ville dès sa réception, afin de permettre la réalisation de la transaction immobilière faisant l'objet de la présente promesse.

9. DESTINATION DES IMMEUBLES

Bien que Sylubel acquiert **«l'Immeuble Ville»** de la Ville, elle reconnaît qu'il est de sa responsabilité de vérifier auprès de toutes les autorités compétentes concernées, y compris la Ville, que tout aménagement, construction ou destination qu'elle entend réaliser sur l'**«Immeuble Ville»** ou lui donner est conforme aux lois et règlements en vigueur.

De son côté, la Ville s'engage à retirer de son domaine public pour fins de rues avant la signature de l'acte d'échange les immeubles décrits aux sous-articles 1.2.1, 1.2.2 et 1.2.6 des présentes et elle versera à son domaine public pour fins de rues dès la date de signature de l'acte d'échange les immeubles décrits aux sous-articles 1.1.1, 1.1.2 et 1.1.6 des présentes.

10. TAXES ET IMPOSITIONS FONCIÈRES

Le Cessionnaire et la Ville s'engagent à prendre à leur charge, à compter de la date de signature de l'acte d'échange, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui pourront être imposées sur leurs immeubles respectifs.

Ceci étant dit, les immeubles appartenant à la Ville sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

En conséquence, la Ville remboursera au Cessionnaire, le cas échéant, à compter de la date de la vente, toute portion des taxes municipales payées en trop.

De plus, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Cessionnaire, le cas échéant, à compter de la date de la vente, toute portion des taxes scolaires payées en trop, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

Tout remboursement de taxes municipales ou scolaires, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de la vente.

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

11. ÉVALUATION MUNICIPALE

Sylubel s'engage à ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'**«Immeuble Ville»** du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie par la Ville au rôle de l'année courante, Sylubel se réservant toutefois le droit de contester l'évaluation municipale pour tout autre motif.

12. TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (TVQ)

Le cas échéant, les taxes sur les produits et services et les taxes de vente du Québec seront à la charge de chacune des parties pour les immeubles qu'ils acquièrent.

Les numéros d'enregistrement de Sylubel sont :

(TPS) 103176384 et (TVQ) 1001448397 TQ0001.

13. TRANSFERT DES RISQUES

Immeuble Cessionnaire

Malgré la signature de la présente promesse, ainsi que la signature de l'acte d'échange faisant suite à la présente promesse et nonobstant toute disposition contraire contenue aux présentes, ainsi qu'au *Code civil du Québec*, le Cessionnaire continuera à assumer les risques et responsabilités liés à l'**«Immeuble Cessionnaire»** et il pourra continuer à occuper l'**«Immeuble Cessionnaire»** pour les opérations normales de son commerce jusqu'à ce que le directeur du service des Infrastructures, de la Voirie et des Transport ou son représentant (ci-après : Directeur) lui transmettre un avis écrit à l'adresse courriel suivante : idagenais@lallier.com ou dans le cas où aucune confirmation de la réception de ce courriel n'est obtenue, l'avis sera transmis par courrier recommandé ou tout autres formes d'envois reconnues par la loi, lui indiquant la date du début des travaux sur la partie de l'**«Immeuble Cessionnaire»** convoitée. Le Cessionnaire devra alors libérer cette partie de l'Immeuble Cessionnaire pour la date du début des travaux mentionnée dans l'avis du Directeur, étant convenu que la Ville accordera un délai minimal de dix (10) jours ouvrables suivant la date d'envoi de la lettre pour ce faire.

Cette occupation sera cependant conditionnelle à ce qu'il libère la Ville de toutes responsabilités et qu'il prenne faits et gestes pour cette dernière dans toutes actions intentées contre elle en regard de l'**«Immeuble Cessionnaire»** pour quelques *motifs que ce soit*. En contrepartie, la Ville assumera tous les risques de perte ou dommage et prendra faits et gestes dans toutes actions intentées contre le Cessionnaire en regard des travaux qu'elle y effectue, et ce, à compter de la date d'occupation mentionnée dans l'avis du Directeur.

Immeuble Ville

Malgré la signature de la présente promesse, ainsi que la signature de l'acte d'échange faisant suite à la présente promesse et nonobstant toute disposition au contraire contenue aux présentes, ainsi qu'au *Code civil du Québec*, la Ville continuera à assumer les risques et responsabilités liés aux terrains décrits aux sous-paragraphes 1.2.1. et 1.2.2 des présentes (les « Voies de circulation ») et lesquels font partie de l'« *Immeuble Ville* » et elle pourra continuer à occuper les Voies de circulation afin de permettre sur celles-ci le passage de piétons et de véhicules, et ce, tant et aussi longtemps que les travaux que la

Ville doit exécuter pour aménager les nouveaux accès au Boulevard Laurentien par les rues Lachapelle et Vanier n'auront pas été complétés (la « Période d'Occupation »). Sans limiter la généralité de ce qui précède, durant la Période d'Occupation, la Ville procédera, à ses frais, au déneigement ainsi qu'à l'entretien des trottoirs et rues et/ou portions de celles-ci situées sur les Voies de circulation ainsi qu'aux réparations requises et nécessaires afin de maintenir celles-ci en bon état et condition. Qui plus est, la Ville prendra faits et gestes pour le Cessionnaire dans toute action instituée contre ce dernier, découlant et/ou résultant de l'utilisation des Voies de circulation par des piétons et/ou des automobilistes et/ou de blessures corporelles et/ou dommages aux biens subis par des piétons et/ou des automobilistes au cours de toute telle utilisation et elle indemnisera et gardera le Cessionnaire quitte et indemne de toutes pertes, coûts, dommages ou dépenses que le Cessionnaire pourrait encourir à cet égard. Un avis confirmant la fin des travaux sera transmis par le Directeur au Cessionnaire et, à compter de ce moment, la Ville disposera d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours pour compléter les engagements mentionnés à l'article 30 des présentes.

14. ÉTUDE DE CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DU SOL DE L'IMMEUBLE VILLE

Même si la Ville a remis à Sylubel une copie de l'étude environnementale qu'elle a fait préparer pour l'**«Immeuble Ville»,** cela ne constituera pas une garantie quant à l'état des sols de l'**«Immeuble Ville»,** Sylubel l'achetant à ses risques et périls.

Sylubel a pris connaissance de l'étude de caractérisation environnementale préparée pour le compte de la Ville, au mois d'octobre 2015, par la firme WSP Canada inc., portant le numéro de projet 141-2186206, sur l'**«Immeuble Ville»** et elle s'en déclare satisfaite.

Le Cessionnaire déclare avoir reçu une lettre de fiabilité de la firme WSP Canada inc. en regard de l'étude de caractérisation mentionnée au paragraphe précédent du présent article.

15. ÉTUDE GÉOTECHNIQUE ET CARACTÉRISATION ENVIRONNEMENTALE DU SOL DE L'IMMEUBLE CESSIONNAIRE

La Ville se déclare satisfaite de la qualité des sols de l'**«Immeuble Cessionnaire»,** l'achetant à ses risques et périls.

16. AUTORISATION DE CARACTÉRISER LES SOLS

Le Cessionnaire déclare autoriser la Ville à faire effectuer, à ses frais et sous l'entière responsabilité de cette dernière, toute étude géotechnique et environnementale qu'elle jugera nécessaire sur le l'**«Immeuble Cessionnaire»**, et de procéder aux forages et prélèvements nécessaires à la réalisation de ces études, conditionnellement à ce que cette dernière remette les lieux dans leur état original après la fin des travaux et qu'elle s'engage à tenir le Cessionnaire indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais et prendre le fait et cause et intervenir dans toutes actions intentées contre le Cessionnaire résultant directement ou indirectement de la présente permission.

17. RESPONSABILITÉ QUANT À LA QUALITÉ DES SOLS

Quant à la qualité des sols, les Parties reconnaissent que l'autre partie n'a aucune responsabilité relative à l'état et à la qualité des sols, celle-ci l'achetant, à ces

égards, à ses seuls risques et périls, et ce, qu'elle ait effectué ou non une étude de caractérisation des sols.

Notamment, elles reconnaissent qu'elles ne peuvent en aucune manière invoquer la responsabilité de l'autre partie pour quelque motif que ce soit tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de l'autre partie.

18. CRÉATION DE SERVITUDES TEMPORAIRES

À même l'acte d'échange, le Cessionnaire crée et établit les servitudes temporaires suivantes.

18.1.1 Une servitude réelle et temporaire de passage sur tout le lot 2 378 513 (rue Bocage) et sur une partie du lot 2 375 640 (boulevard Laurentien), comme fonds servant, afin de permettre aux piétons et à tous véhicules d'y circuler en tout temps. Cette servitude prendra effet à la date du début des travaux, tel que défini à l'article 13 des présentes. Cette servitude comportera les droits usuels pour le maintien d'une rue à l'usage du public.

Cette servitude prendra fin quatre-vingt-dix (90) jours après la fin des travaux pour aménager les nouveaux accès au boulevard Laurentien par les rues Lachapelle et Vanier, tel que substantiellement montré sur le Plan.

Dans ce délai de quatre-vingt-dix (90) jours mentionné au paragraphe précédent, la Ville devra, à ses entiers frais, compléter les travaux décrits à l'article 30 des présentes «Engagements de la Ville» et elle devra les réaliser en minimisant les impacts sur les activités commerciales du Cessionnaire. Entre autres, lors de la réalisation de ces travaux, elle devra faire tous les efforts raisonnables pour maintenir un accès piétonnier et véhiculaire entre les deux bâtiments du Cessionnaire situés de part et d'autres du lot 2 378 513 (rue Bocage).

18.1.2 Une servitude réelle et temporaire de passage en tréfonds sur tout le lot 2 378 513 (rue Bocage), comme fonds servant, pour le passage et le maintien de la borne fontaine et de la conduite d'aqueduc qui y sont présents. Cette servitude comportera les droits usuels reconnus pour son exercice. Elle prendra fin au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin des travaux pour aménager les nouveaux accès au boulevard Laurentien par les rues Lachapelle et Vanier ou lorsque la Ville aura enlevé la conduite d'aqueduc, selon le premier de ces deux (2) évènements.

18.1.3 La Ville sera responsable de radier les servitudes temporaires dont il est fait mention au présent article, au bureau de la publicité des droits de la circonscription de Montréal, à ses frais, et ce, dans le meilleur délai suivant leur expiration conformément aux présentes.

19. CRÉATION DE SERVITUDES PERMANENTES

19.1.1 À même l'acte d'échange, une servitude permanente sera créée sur une partie du lot 2 378 513 (rue Bocage) et sur une partie du lot 2 375 670, totalisant une superficie de 310,1 m^2 (3 337,9 pi^2), tel que montré sur les feuillets 1 de 2 et 2 de 2, dessiné en date du 3 juin 2015 par Jimmy Prosper de la CSEM et portant le numéro de plan CSEM *0523, *0623, lequel fait

partie intégrante des présentes et sont disponibles à l'Annexe C intitulée «Plans de la CSEM», comme fonds servant (ci-après : Fonds Servant CSEM), en faveur de la CSEM, une servitude réelle et perpétuelle pour l'installation et le maintien d'installations électriques et de télécommunications sur et dans le Fonds Servant CSEM. Cette servitude sera consentie aux droits usuels généralement reconnus dont notamment les droits suivants:

- un droit d'enfouir, de construire, de placer, de remplacer, de réparer, d'entretenir, d'inspecter, de maintenir, d'ajouter et d'utiliser les équipements électriques et de télécommunications en tréfonds et sur le Fonds Servant CSEM;

- un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur le Fonds Servant CSEM, tous arbres, arbustes, branches ou racines et déplacer hors du Fonds Servant CSEM tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire au bon fonctionnement, à la construction, au remplacement ou à l'entretien des équipements de la CSEM et des compagnies de télécommunications ;

- un droit de circuler à pied ou en véhicule sur le Fonds Servant CSEM durant les heures normales d'opération du commerce exploité ou à l'extérieur des heures d'affaires de tel opérateur, sur avis préalable raisonnable à l'opérateur, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au Fonds Servant CSEM afin d'accéder aux installations et aux deux puits d'accès de la CSEM qui se retrouvent dans le Fonds Servant CSEM, tel que montrés sur le plan des puits d'accès (Plan Puits d'Accès), lequel fait partie intégrante des présentes et est identifié comme l'annexe E. Pour le puits accès d'accès moyenne tension situé en bordure du boulevard Laurentien, les aménagements réalisés par le propriétaire du Fonds Servant CSEM devront respecter les marges de dégagement montrées sur le Plan Puits d'Accès. En ce qui concerne le puits d'accès de service montré sur ledit plan, le propriétaire du Fonds Servant devra respecter une marge de dégagement de 500 mm tout autour du puits d'accès de service au lieu des dégagements montrés sur le Plan Puits d'Accès. La Ville pourra accéder au Fonds Servant CSEM en tout temps en situation d'urgence et le propriétaire du Fonds Servant CSEM s'engage à remettre une clé du cadenas de la clôture permettant l'accès au Fonds Servant CSEM au représentant de la CSEM ;

- un droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en-dessous du Fonds Servant CSEM, excluant toutefois la pose de pelouse, de revêtements d'asphalte, de clôtures, de béton et autres bâtiments accessoires ou structures sans fondations, et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle du Fonds Servant CSEM***, sauf dans le cas où le niveau du terrain est haussé de 100 mm. Par contre, si le niveau du terrain doit être abaissé cela ne peut être fait sans le consentement écrit de la CSEM. Dans tous les cas, le propriétaire du Fonds Servant sera responsable, à ses entiers frais, du coût pour la modification de l'entrée du puits d'accès, si requis. Il devra, dans tous les cas, consulter la CSEM pour établir la procédure à suivre pour la réalisation des travaux.***

À cet effet, la Ville, propriétaire du fonds dominant, s'engage à :

a) permettre aux employés, visiteurs et mandataires du propriétaire du Fonds Servant CSEM d'accéder au Fonds Servant CSEM, sauf si le propriétaire du fonds dominant effectue des travaux à ses installations et, dans ce cas, il doit les réaliser en faisant tous les

24/10/2016

efforts raisonnables afin de ne pas nuire aux activités du propriétaire du Fonds Servant CSEM ;

b) assumer en tout temps toute responsabilité relative à ses installations et aux droits qui sont concédés au propriétaire du Fonds Servant CSEM en vertu de la présente servitude;

c) remettre le terrain et les structures de la chaussée incluant, le cas échéant, la fondation de cette chaussée que le propriétaire du fonds dominant pourrait enlever lors de l'entretien ou de la réparation de ses installations dans l'état où ils se trouvaient avant le début des travaux, étant entendu et sous réserve du fait que le propriétaire du Fonds Servant CSEM a l'obligation de ne pas ériger ou placer quelques constructions ou structures permanentes sur, au-dessus ou en dessous du Fonds Servant CSEM, sauf celles permises en vertu des présentes;

d) se tenir responsable et réparer tous les dommages qui pourraient être causés par sa faute ou celle de ses préposés à la propriété ou aux biens appartenant au propriétaire du Fonds Servant CSEM, notamment, mais sans s'y restreindre, aux voies de circulation et à l'aménagement paysager, en raison de l'utilisation, de l'entretien ou de la réparation de ses installations, conditionnellement à ce que ces constructions, structures ou autres qui y sont présents soit autorisés en vertu des présentes.

19.1.2 Une servitude réelle et permanente de passage en tréfonds sur une partie du lot 2 378 513 (rue Bocage), comme fonds servant, pour le passage et le maintien de la Conduite (ci-après : Fonds Servant Conduite), tel que montré par une trame quadrillée rouge sur le Plan. Cette servitude comportera les droits usuels reconnus pour son exercice, dont notamment les droits suivants :

- un droit d'enfouir, de construire, de placer, de remplacer, de réparer, d'entretenir, d'inspecter, de maintenir, d'ajouter et de remplacer la Conduite (la Ville ajoutera, si elle le juge requis, pendant la Période d'Occupation, un regard dans le coude de la Conduite afin d'en faciliter l'inspection et l'entretien);

- un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur ledit Fonds Servant Conduite, tous arbres, arbustes, branches ou racines et déplacer hors du Fonds Servant Conduite tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire au bon fonctionnement, à la construction, au remplacement ou à l'entretien de la Conduite;

- un droit de circuler à pied ou en véhicule sur le Fonds Servant Conduite durant les heures normales d'opération du commerce exploité ou à l'extérieur des heures d'affaires de tel opérateur, sur avis préalable raisonnable à l'opérateur, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au Fonds Servant Conduite. Il est toutefois convenu que la Ville pourra accéder au Fonds Servant Conduite en tout temps en situation d'urgence;

- un droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en-dessous Fonds Servant Conduite, excluant toutefois la pose de pelouse, de revêtements d'asphalte, de clôtures, de béton et autres bâtiments accessoires ou structures sans fondations, et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle du sol du Fonds Servant Conduite, sauf

dans le cas où le niveau du terrain est haussé de 100 mm par contre si le niveau du terrain doit être abaissé cela ne peut être fait sans le consentement écrit du Directeur.

À cet effet, la Ville, propriétaire du fonds dominant, s'engage à :

a) permettre aux employés, visiteurs et mandataires du propriétaire du Fonds Servant Conduite d'accéder au Fonds Servant Conduite, sauf si le propriétaire du fonds dominant effectue des travaux à la Conduite et, dans ce cas, il doit les réaliser en faisant tous les efforts raisonnables afin de ne pas nuire aux activités du propriétaire du Fonds Servant Conduite;

b) assumer en tout temps toute responsabilité relative à la Conduite et aux droits qui sont concédés au Propriétaire du Fonds Servant Conduite en vertu de la présente servitude;

c) remettre le terrain et les structures de la chaussée incluant, le cas échéant, la fondation de cette chaussée que le propriétaire du fonds dominant pourrait enlever lors de l'entretien ou de la réparation de la conduite dans l'état où ils se trouvaient avant le début des travaux, étant entendu et sous réserve du fait que le propriétaire du Fonds Servant Conduite a l'obligation de ne pas ériger ou placer quelques constructions ou structures permanentes sur, au-dessus ou en dessous du Fonds Servant Conduite, sauf celles permises en vertu des présentes;

d) se tenir responsable et réparer tous les dommages qui pourraient être causés par sa faute ou celle de ses préposés à la propriété ou aux biens appartenant au propriétaire du Fonds Servant Conduite, notamment, mais sans s'y restreindre, aux voies de circulation et à l'aménagement paysager, en raison de l'utilisation, de l'entretien ou de la réparation de la conduite, conditionnellement à ce que ces constructions, structures ou autres qui y sont présents soit permis en vertu des présentes.

20. FRAIS

La Ville devra assumer les frais de sa vérification diligente et de la préparation de l'acte d'échange, des documents accessoires cet acte et à sa publication au registre foncier. Chaque partie assumera les frais de ses propres conseillers juridiques, consultants et experts, le cas échéant. L'acte, qui devra reproduire toutes les modalités et conditions pertinentes de la présente promesse, et les documents accessoires à celui-ci seront préparés et reçus par le notaire désigné par la Ville. Ces documents seront toutefois assujettis à l'approbation des conseillers juridiques du Cessionnaire. La radiation des hypothèques existantes et toute renonciation ou annulation des autres charges existantes, le cas échéant, seront effectuée par les conseillers juridiques du Cessionnaire, aux entiers frais de ce dernier, préalablement à la signature de l'acte d'échange relative à la présente transaction.

21. AJUSTEMENTS

Outre les taxes et impositions foncières, les ajustements usuels relativement aux immeubles faisant l'objet des présentes seront effectués à la date de signature de l'acte d'échange, le cas échéant.

22. CESSION DE LA PROMESSE

Le Cessionnaire ne pourra transférer et céder ses droits, obligations, titres et intérêts dans la présente promesse d'échange.

23. INDIVISIBILITÉ DE LA PROMESSE

La présente promesse d'échange est indivisible, les Parties reconnaissant que la Ville désire acheter l'**«Immeuble Cessionnaire»** comme un tout. Ainsi, la Ville ne pourra être tenue d'acheter qu'une partie de l'**«Immeuble Cessionnaire»** si, pour quelque motif que ce soit, le Cessionnaire ne pouvait lui vendre la totalité de celui-ci.

24. DÉCLARATION DU VENDEUR

Le Cessionnaire reconnaît que la présente promesse, bien qu'elle ait été préparée suivant la forme et la lettre généralement utilisée par la Ville, constitue son engagement libre et éclairé et qu'il n'en résulte aucune obligation, de quelque nature que ce soit, pour la Ville.

De plus, le Cessionnaire déclare bien comprendre la portée de cette promesse et avoir pu consulter les conseillers qu'il jugeait à propos, notamment ses conseillers juridiques, le cas échéant, et ce, préalablement à la signature des présentes.

25. AVIS

Tous avis, documents ou autres communications à être donnés aux termes des présentes devront être donnés par écrit et seront suffisamment donnés s'ils sont livrés personnellement ou par courrier recommandé avec accusé de réception (étant entendu qu'en cas de perturbation dans le service postal, tout tel avis, document ou autre communication devra être livré ou signifié personnellement), aux personnes et adresses suivantes :

Au Cessionnaire:

Les Entreprises Sylubel inc.
Gestion Vilusa inc.
1700 boul. Chomedey,
Laval (Québec) H7T 2W3
À l'attention de Isabelle Dagenais, Adm. A.
Numéro de téléphone : (450) 680-1000

Adresse électronique : idagenais@lallier.com

À la Ville :

VILLE DE MONTRÉAL
a/s du Directeur du Service des Infrastructures, de la Voirie et des Transports
801, rue Brennan, 6ième étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

Avec copie conforme à :

Greffier de la Ville
275, rue Notre-Dame Est,
Montréal (Québec) H2Y 1C6
et

Directeur des transactions immobilières et de la sécurité
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Chacune des Parties aux présentes aura le droit de spécifier une adresse ou un autre élément différent de celui prévu ci-dessus en donnant un avis à cet effet à l'autre partie de la façon prévue au présent paragraphe.

26. LOIS APPLICABLES

La présente promesse d'échange et son acceptation, l'acte d'échange et tous les autres documents, contrats et engagements auxquels il est fait référence à la présente promesse, de même que toutes les relations entre la Ville et le Cessionnaire seront exclusivement régies par le droit en vigueur dans la province de Québec.

27. INTITULÉS

Les titres des paragraphes ou de chapitres ne font pas partie des présentes et ne sont utilisés que pour en faciliter la lecture et permettre d'y référer plus rapidement, mais en aucun cas ils n'ont pour effet de guider dans l'interprétation des dispositions qui précèdent ou d'en constituer une description exacte.

28. INTERPRÉTATION

L'emploi du prénom masculin singulier pour désigner la Ville ou le Cessionnaire est réputé approprié, peu importe que la Ville ou le Cessionnaire soit un individu, une société de personnes, une société par actions ou un groupe d'au moins deux individus, sociétés de personnes ou sociétés par actions. Le singulier comprend le pluriel et vice versa et le texte doit alors se lire avec les modifications grammaticales nécessaires. Les expressions « les présentes », « aux présentes », « des présentes » et autres expressions de ce genre se rapportent à la présente promesse de vente dans son intégralité et non pas uniquement au paragraphe ou à la clause spécifique où elles apparaissent, sauf de convention expresse.

29. COURTIER

Les Parties aux présentes reconnaissent et déclarent qu'aucun courtier n'a été mandaté pour la transaction faisant l'objet des présentes.

30. ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville devra avoir complété, au plus tard, à ses frais, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la fin des travaux pour aménager les accès au boulevard Laurentien par les rues Lachapelle et Vanier, les obligations et travaux suivants touchant le lot 2 378 513 correspondant à l'emprise de la rue Bocage vendue au Cessionnaire:

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

DC
24/10/2016

a) enlever la borne fontaine et sa conduite d'alimentation;
b) enlever les 5 puisards;
c) enlever les lampadaires et abandon des lignes électriques les desservant;
d) construire de nouveaux trottoirs aux limites de ce lot donnant sur le domaine public de la Ville;
e) remplacer, à ses entiers frais, dans son domaine public, lors de la réalisation des travaux d'infrastructures prévus au cours des deux prochaines années suivant la date de signature de la présente promesse, la conduite actuelle par une conduite de 150mm avec un réducteur de 50mm;
f) insertion d'une gaine appropriée dans la Conduite de la rue Bocage, afin de renforcer son état structural et son étanchéité d'ensemble (i.e. : fermeture de tous les trous de levage, colmatage de fissures et de défectuosités interne de surface, obstructions d'entrées des branchements abandonnés, consolidations des joints);
g) remettre au Cessionnaire, à titre informatif seulement, dans les soixante (60) jours de la fin des travaux de colmatage de la Conduite, une copie du rapport d'inspection télévisé de la Conduite après la réalisation des travaux de colmatage dont il est fait mention au présent article;

De plus, lors de la construction des nouveaux trottoirs, la Ville s'engage à aménager, à ses frais, des entrées charretières aux endroits convenus entre les Parties, la Ville en acceptant leur localisation et leur géométrie tel que démontré au plan de l'Annexe D, laquelle fait partie intégrante des présentes.

31. VALIDITÉ DE LA PROMESSE

La présente promesse constitue un engagement unilatéral et irrévocable du Cessionnaire.

32. DÉLAIS

Tous les délais contenus aux présentes sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence de la présente promesse d'échange, sauf force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant.

Le Cessionnaire a signé cette promesse, en trois exemplaires, après l'avoir lue et acceptée à Montréal, et ce, le 24e jour du mois de octobre 2016.

Entreprises Sylubel inc.

Isabelle Dagenais
Représenté par : Mme Isabelle Dagenais, dûment autorisée

Gestion Vilusa inc.

Isabelle Dagenais
Représenté par : Mme Isabelle Dagenais, dûment autorisée

p.j. : Résolution du Cessionnaire – Annexe A
Annexe B – Plan
Annexe C – Plans de la CSEM
Annexe D – Plan entrées charretières
Annexe E – Plan des Puits d'Accès

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
DB	

ANNEXE A

RÉSOLUTION DU CESSIONNAIRE

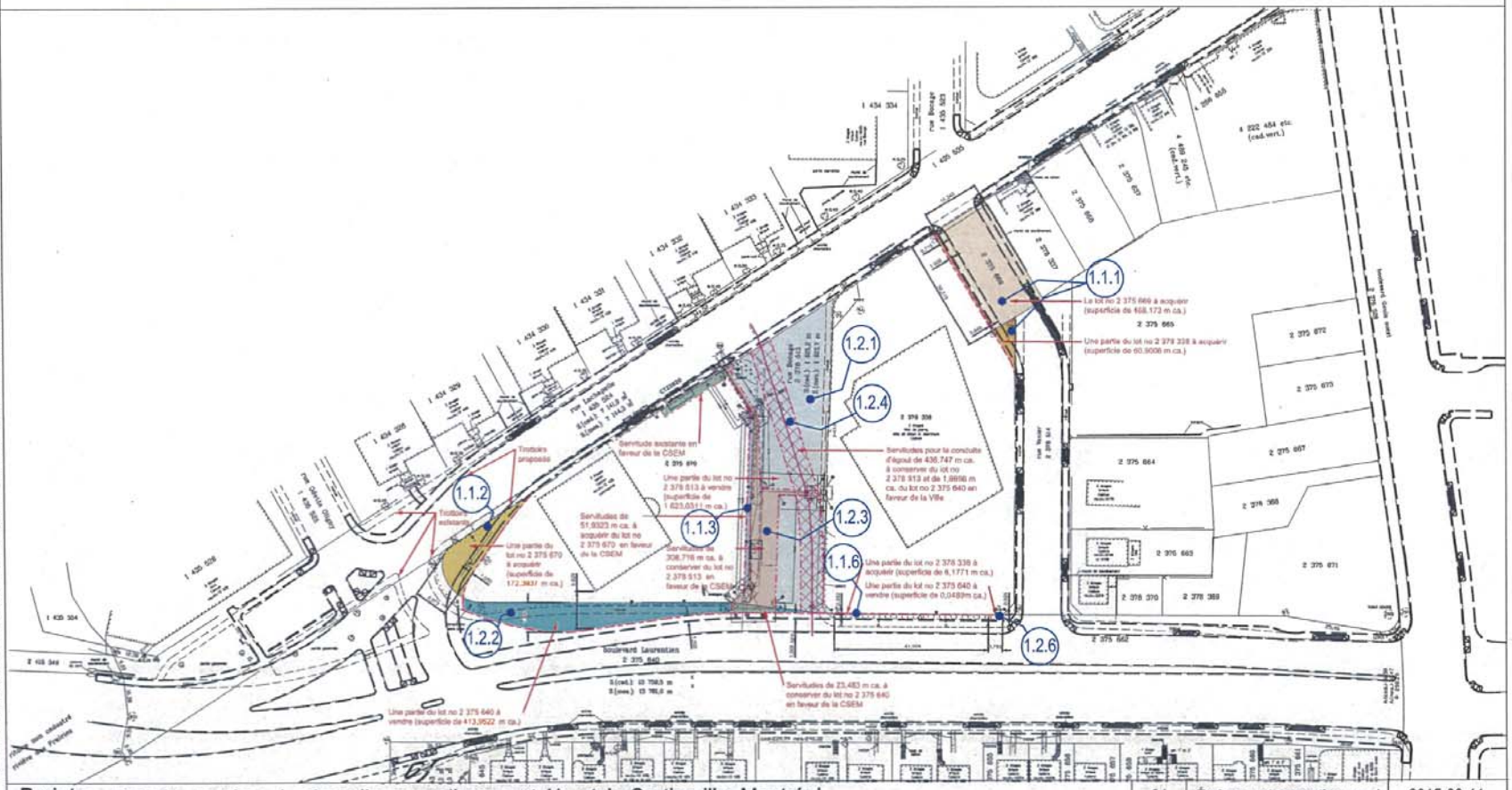
À JOINDRE

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports

ANNEXE "B"
Plan



Projet :	PRR Laurentien - Lachapelle, arrondissement Ahuntsic-Cartierville, Montréal Transaction immobilière entre Lallier Honda et la Ville de Montréal	
TITRE: Transaction immobilière Extrait - plan arpentage légal avec géométrie proposée	RESP. DU PROJET: Francine Dubeau APPROUVE PAR: -	DESSINE PAR: Jimmy Guillemette ÉCHELLE:
No. DU DESSIN: AP-01	FEUILLE: 1/1	

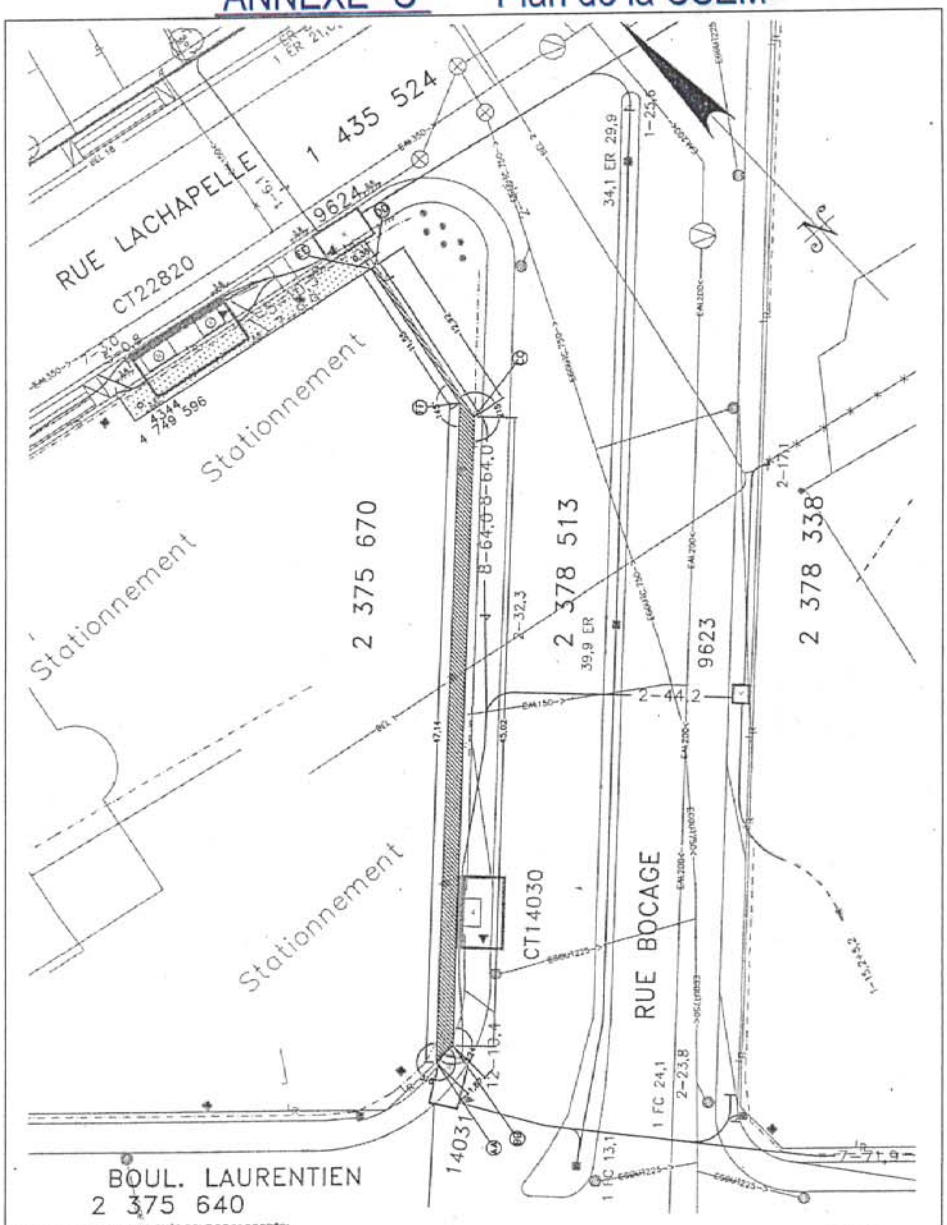
No.	Révision	Date
04	Émis pour transaction rev-1	2015-09-11
03	Émis pour transaction	2015-07-22
02	Émis pour coordination	2015-07-10
01	Émis pour coordination	2015-06-09

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

DC 24/11/2015

DC
24/11/2016

ANNEXE "C" Plan de la CSEM



RUE BOCAGE
ENTRE LE BOUL. LAURENTIEN ET LA RUE LACHAPELLE

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports

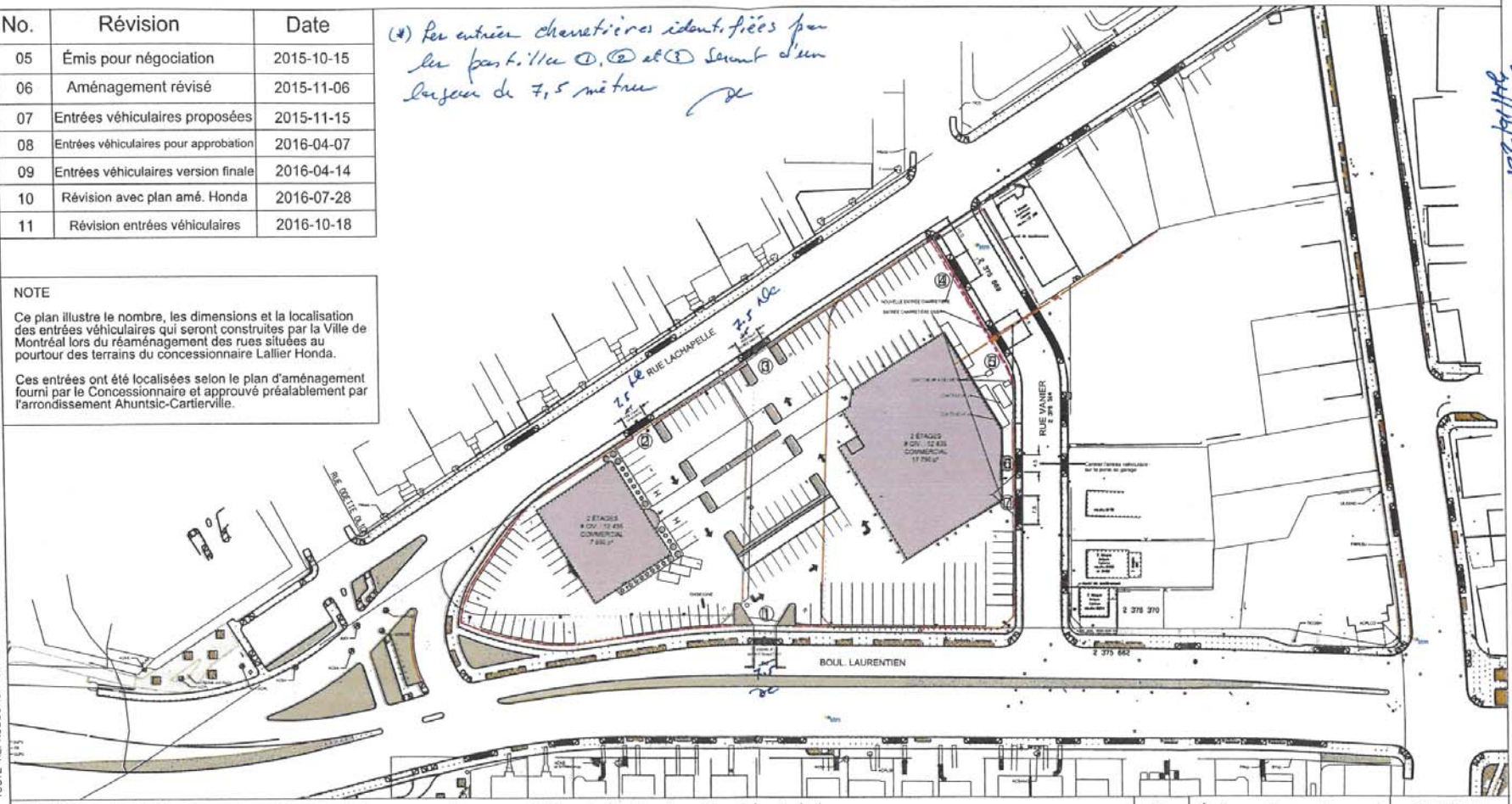
No.	Révision	Date
05	Émis pour négociation	2015-10-15
06	Aménagement révisé	2015-11-06
07	Entrées véhiculaires proposées	2015-11-15
08	Entrées véhiculaires pour approbation	2016-04-07
09	Entrées véhiculaires version finale	2016-04-14
10	Révision avec plan amé. Honda	2016-07-28
11	Révision entrées véhiculaires	2016-10-18

(*) les entrées charretières identifiées par les pastilles ①, ② et ③ seront d'une largeur de 7,5 mètres

NOTE

Ce plan illustre le nombre, les dimensions et la localisation des entrées véhiculaires qui seront construites par la Ville de Montréal lors du réaménagement des rues situées au pourtour des terrains du concessionnaire Lallier Honda.

Ces entrées ont été localisées selon le plan d'aménagement fourni par le Concessionnaire et approuvé préalablement par l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.



Projet : PRR Laurentien - Lachapelle, arrondissement Ahuntsic-Cartierville, Montréal
Transaction immobilière entre Lallier Honda et la Ville de Montréal

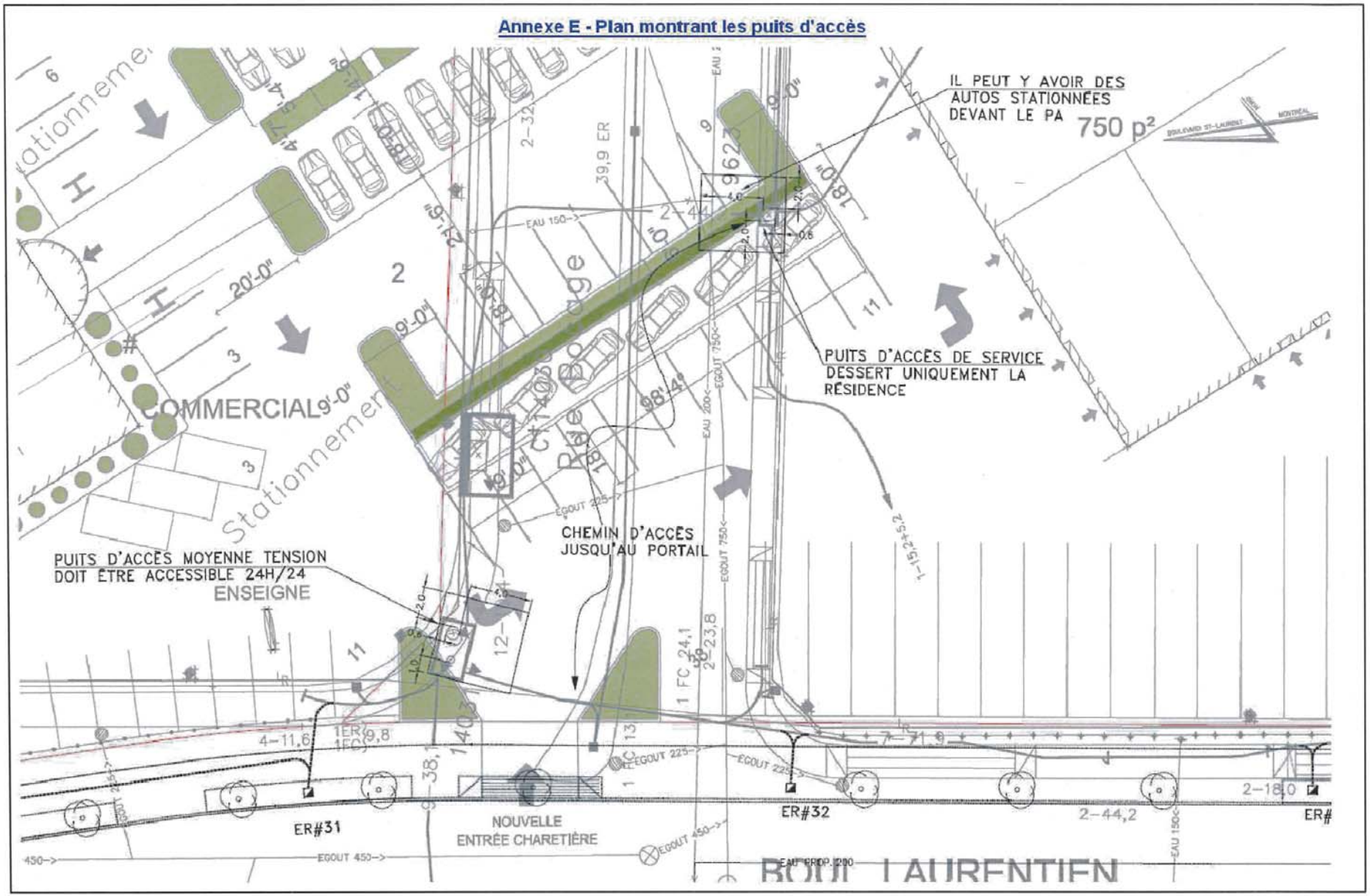
TITRE:	RESP. DU PROJET:	DESSINE PAR:	No. DU DESSIN:	FEUILLE:
Transaction immobilière Entrées véhiculaires du concessionnaire Honda Lallier	Francine Dubeau, arch. pays.	Jimmy Guillemette	Annexe D en projet (*)	1/1
	INGÉNIEUR EN GÉOMÉTRIE : Stéphane Blais	ÉCHELLE: 1 : 1000		

No.	Révision	Date
04	Émis pour transaction rev-1	2015-09-11
03	Émis pour transaction	2015-07-22
02	Émis pour coordination	2015-07-10
01	Émis pour coordination	2015-06-09

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

S:\06. PROJETS\12. SÉC. AMÉN. RÉS. ARTÉR. (T)\12-00-300 - Amenagement\2013-33 Laurentien-Lachapelle\3. Activites\0. Gestion\Honda\1306_01_SARA_Immobilier-Entrées véh_2016-07-28.dgn

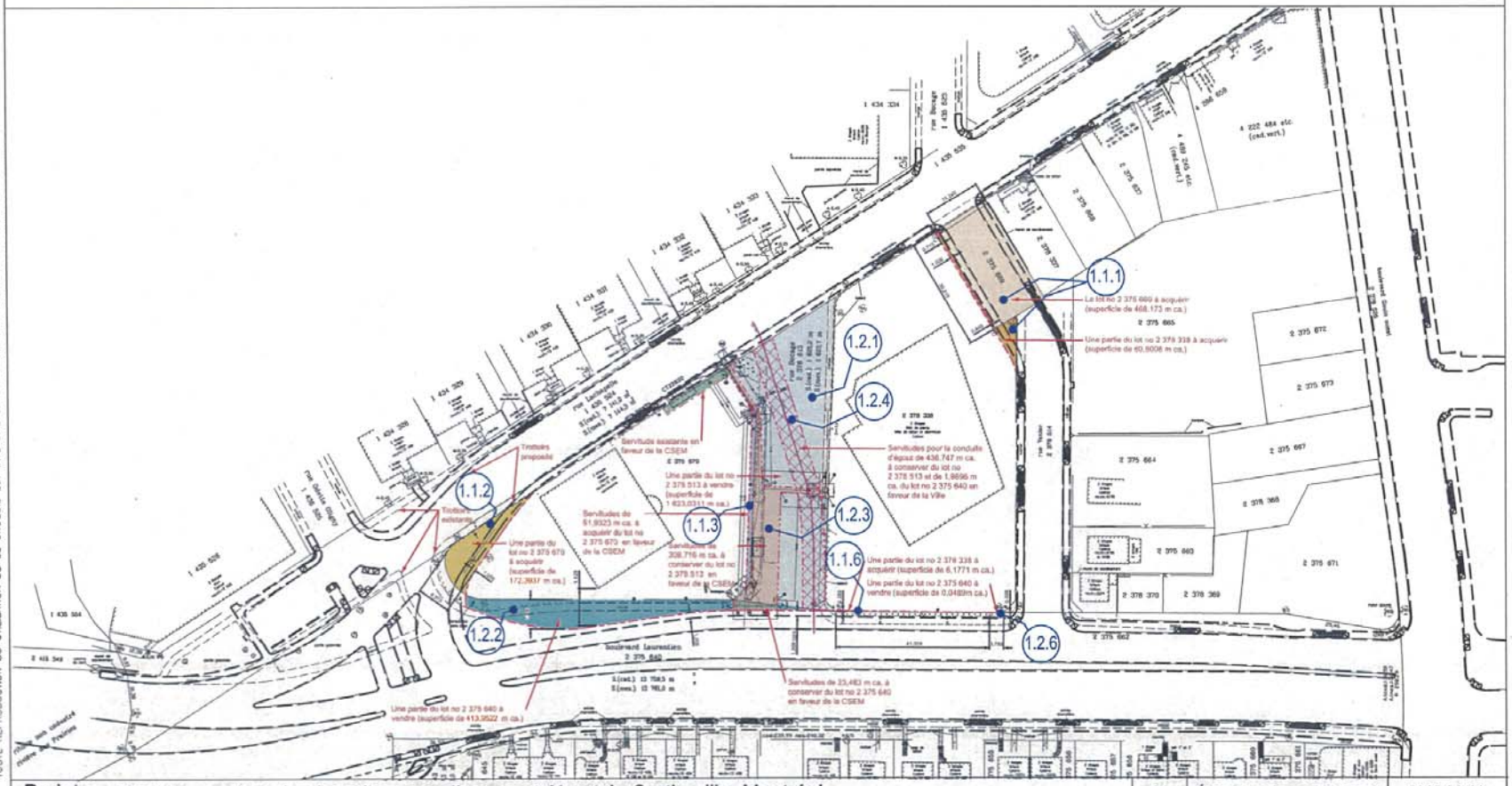
Annexe E - Plan montrant les puits d'accès



Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports

ANNEXE "B"
Plan



TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

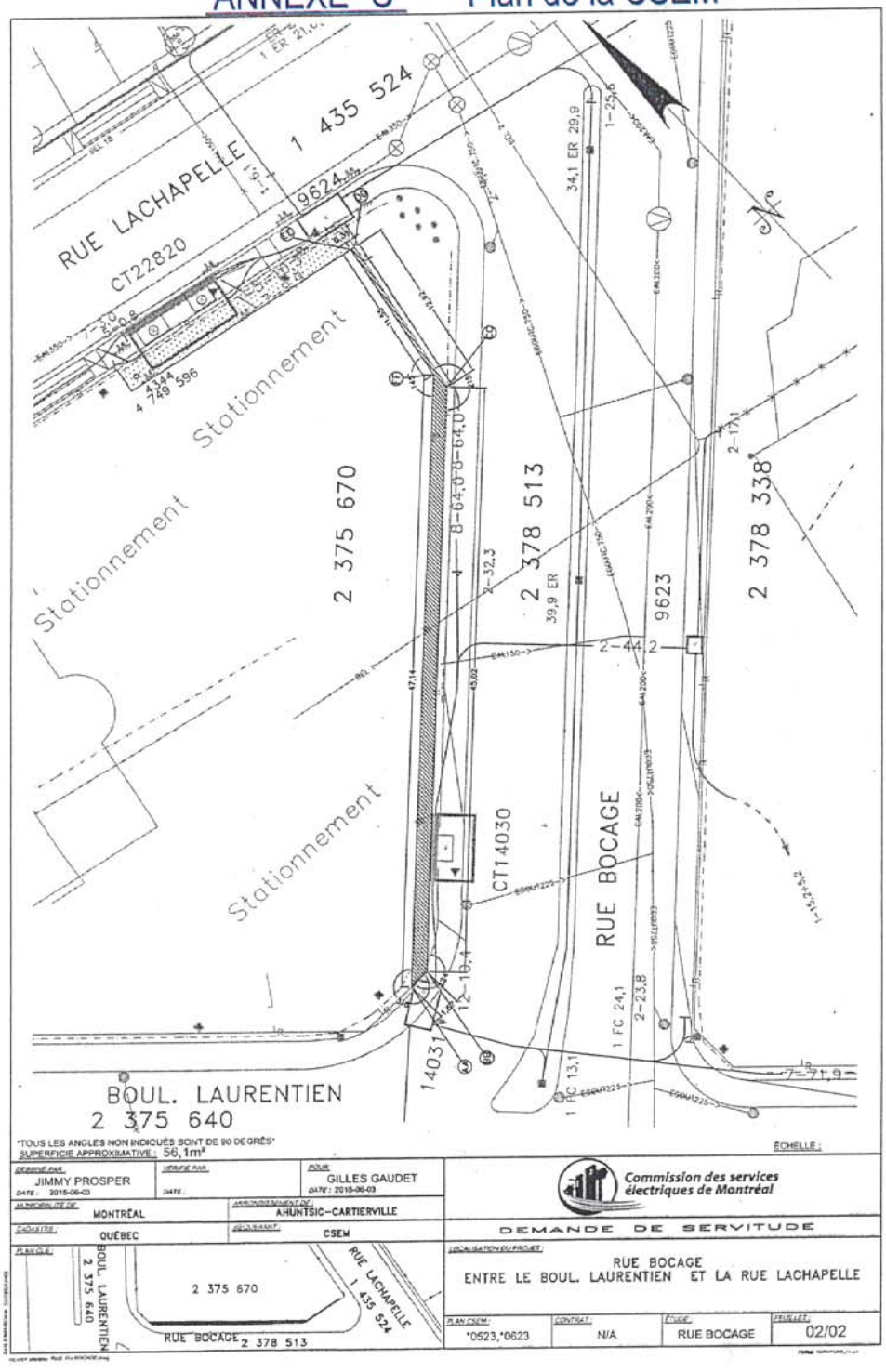
Projet : PRR Laurentien - Lachapelle, arrondissement Ahuntsic-Cartierville, Montréal
Transaction immobilière entre Lallier Honda et la Ville de Montréal

TITRE:	RESP. DU PROJET:	DESSINE PAR:	No. DU DESSIN:	FEUILLE:
Transaction immobilière Extrait - plan arpentage légal avec géométrie proposée	Francine Dubeau APPROUVE PAR: -	Jimmy Guillemette ÉCHELLE:	AP-01	1/1

No.	Révision	Date
04	Émis pour transaction rev-1	2015-09-11
03	Émis pour transaction	2015-07-22
02	Émis pour coordination	2015-07-10
01	Émis pour coordination	2015-06-09

DC
24/11/2016

ANNEXE "C" Plan de la CSEM



Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports

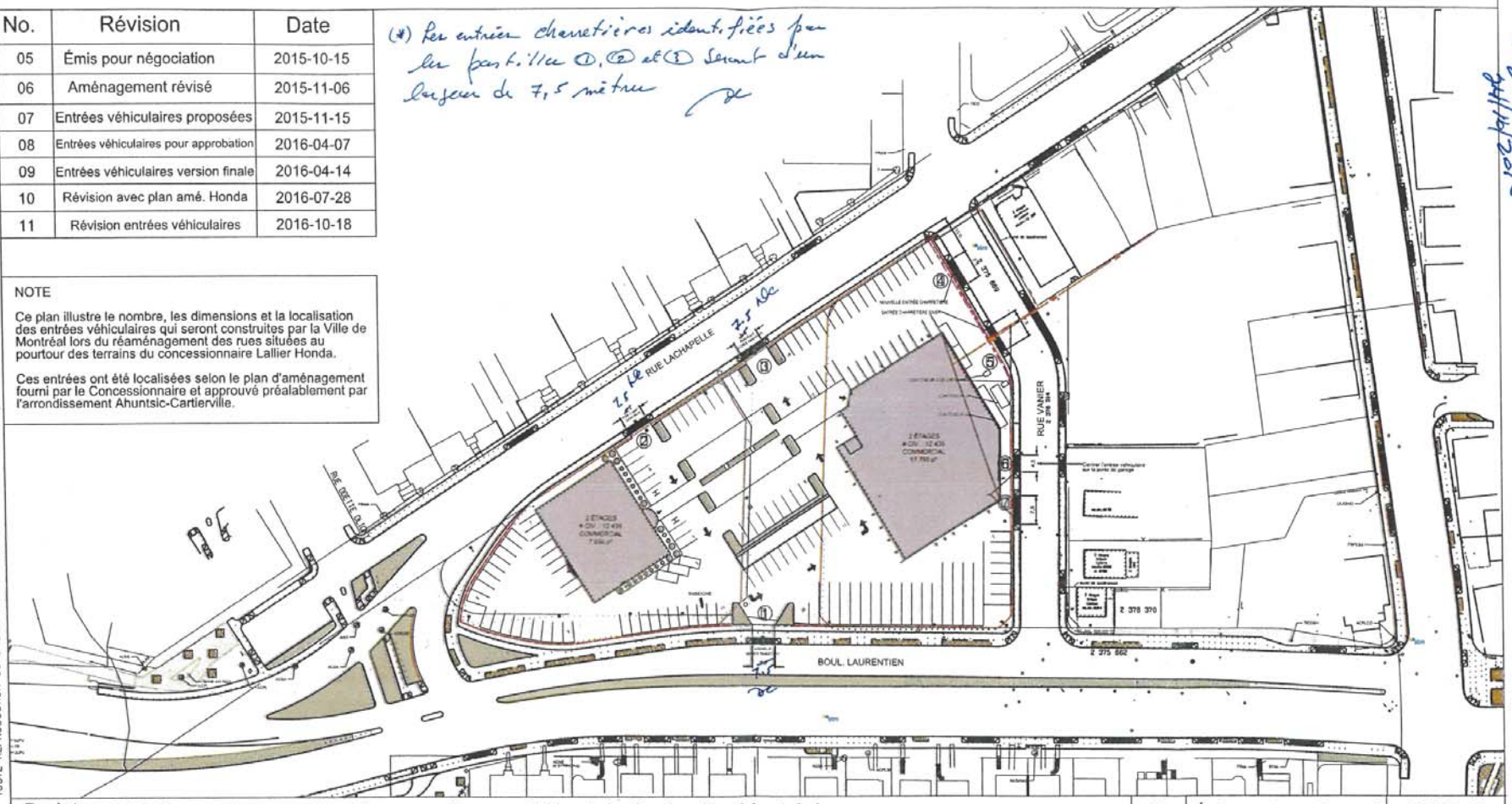
No.	Révision	Date
05	Émis pour négociation	2015-10-15
06	Aménagement révisé	2015-11-06
07	Entrées véhiculaires proposées	2015-11-15
08	Entrées véhiculaires pour approbation	2016-04-07
09	Entrées véhiculaires version finale	2016-04-14
10	Révision avec plan amé. Honda	2016-07-28
11	Révision entrées véhiculaires	2016-10-18

(*) Les entrées charretières identifiées par les pastilles ①, ② et ③ seront d'une largeur de 7,5 mètres

NOTE

Ce plan illustre le nombre, les dimensions et la localisation des entrées véhiculaires qui seront construites par la Ville de Montréal lors du réaménagement des rues situées au pourtour des terrains du concessionnaire Lallier Honda.

Ces entrées ont été localisées selon le plan d'aménagement fourni par le Concessionnaire et approuvé préalablement par l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.



TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

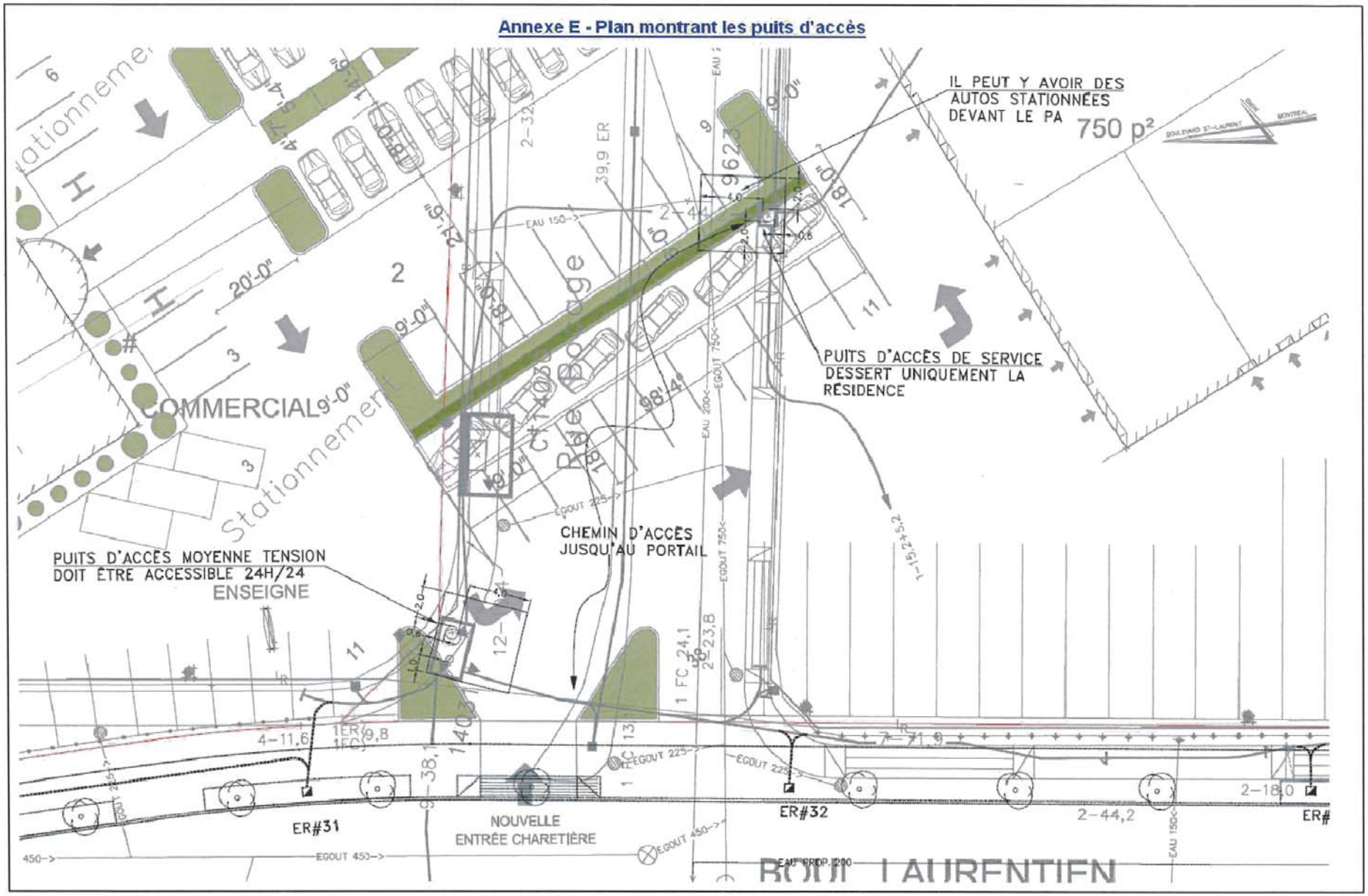
Projet : PRR Laurentien - Lachapelle, arrondissement Ahuntsic-Cartierville, Montréal
Transaction immobilière entre Lallier Honda et la Ville de Montréal

TITRE:	RESP. DU PROJET:	DESSINE PAR:	No. DU DESSIN:	FEUILLE:
Transaction immobilière Entrées véhiculaires du concessionnaire Honda Lallier	Francine Dubeau, arch. pays.	Jimmy Guillemette	Annexe D en projet (*)	1/1
	INGÉNIEUR EN GÉOMÉTRIE : Stéphane Blais	ÉCHELLE: 1 : 1000		

No.	Révision	Date
04	Émis pour transaction rev-1	2015-09-11
03	Émis pour transaction	2015-07-22
02	Émis pour coordination	2015-07-10
01	Émis pour coordination	2015-06-09

S:\06. PROJETS\12. SÉC. AMÉN. RÉS. ARTÉR. (T)\12-00-300 - Amenagement\2013-33 Laurentien-Lachapelle\3. Activites\0. Gestion\Honda\1306_01_SARA_Immobilier-Entrées véh_2016-07-28.dgn

Annexe E - Plan montrant les puits d'accès



Montréal

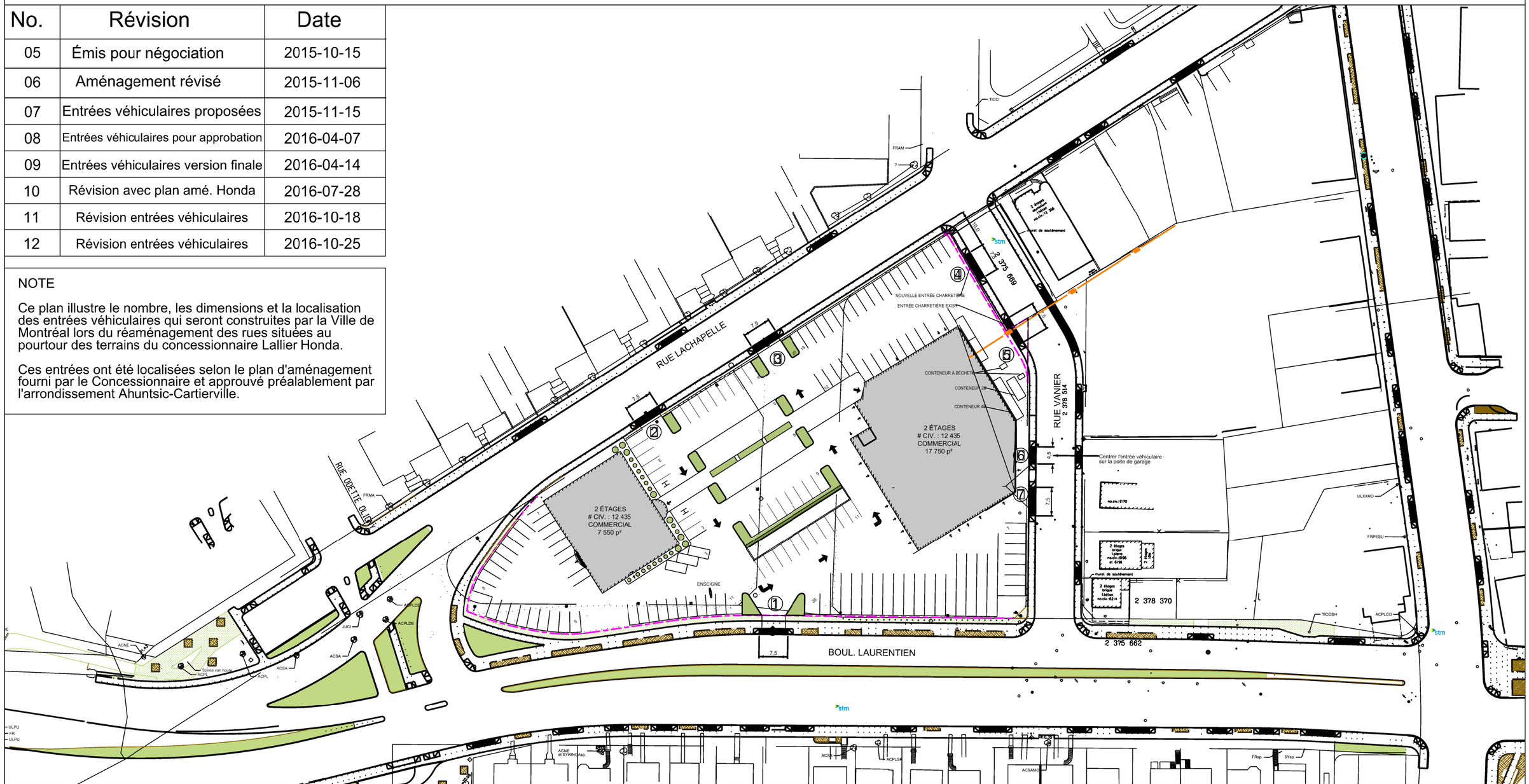
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports

No.	Révision	Date
05	Émis pour négociation	2015-10-15
06	Aménagement révisé	2015-11-06
07	Entrées véhiculaires proposées	2015-11-15
08	Entrées véhiculaires pour approbation	2016-04-07
09	Entrées véhiculaires version finale	2016-04-14
10	Révision avec plan amé. Honda	2016-07-28
11	Révision entrées véhiculaires	2016-10-18
12	Révision entrées véhiculaires	2016-10-25

NOTE

Ce plan illustre le nombre, les dimensions et la localisation des entrées véhiculaires qui seront construites par la Ville de Montréal lors du réaménagement des rues situées au pourtour des terrains du concessionnaire Lallier Honda.

Ces entrées ont été localisées selon le plan d'aménagement fourni par le Concessionnaire et approuvé préalablement par l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.



Projet : PRR Laurentien - Lachapelle, arrondissement Ahuntsic-Cartierville, Montréal
Transaction immobilière entre Lallier Honda et la Ville de Montréal

TITRE:	RESP. DU PROJET:	DESSINE PAR:	No. DU DESSIN:	FEUILLE:
Transaction immobilière Entrées véhiculaires du concessionnaire Honda Lallier	Francine Dubeau, arch. pays.	Jimmy Guillemette	Annexe D	1/1
	INGÉNIEUR EN GÉOMÉTRIE : Stéphane Blais	ÉCHELLE: 1 : 1000		

No.	Révision	Date
04	Émis pour transaction rev-1	2015-09-11
03	Émis pour transaction	2015-07-22
02	Émis pour coordination	2015-07-10
01	Émis pour coordination	2015-06-09

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE CROQUIS EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

S:\06. PROJETS\12. SÉC. AMÉN. RÉS. ARTÉR. (T)\12-00-300 - Amenagement\2013-33 Laurentien-Lachapelle\3. Activites\0. Gestion\Honda\1306_01_SARA_Immobilier-Entrées véh_2016-07-28.dgn

RÉSOLUTIONS DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE DE GESTION VILUSA INC.
(la « Société »)

ADOPTÉES LE 13 octobre 2016

ATTENDU QUE la Ville de Montréal planifie une réorganisation du réseau routier entre le Pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville;

ATTENDU QUE la Société, ainsi que Les Entreprises Sylubel Inc. (« Sylubel ») sont propriétaires de certains immeubles qui sont requis par la Ville de Montréal en vertu de cette réorganisation du réseau routier;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal est propriétaire de la partie de la rue Beaucage comprise entre la rue Lachapelle et le boulevard Laurentien, ainsi que de petites parties du boulevard Laurentien qu'elle désire fermer et céder, en échange des immeubles dont il est fait mention au paragraphe précédent;

ATTENDU QUE les échanges susmentionnés comporteront également la création de servitudes temporaires et de servitudes permanentes.

IL EST RÉSOLU:

QUE la Société, agissant conjointement et de concert avec Sylubel, conclut avec la Ville de Montréal une promesse d'échange d'immeubles aux termes de laquelle la Société et Sylubel cèderont à la Ville de Montréal un terrain vague situé sur la rue Lachapelle, composé du Lot 2 375 669 et d'une partie du Lot 2 378 338 du Cadastre du Québec, comportant une superficie totale de 5 692 pieds carrés, un lot d'encoignure situé à l'intersection du Boulevard Lachapelle et du Boulevard Laurentien, composé d'une partie du Lot 2 375 670 du Cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 1 821,3 pieds carrés, un terrain vague situé sur le Boulevard Laurentien, composé d'une partie du Lot 2 378 338 du Cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 66,7 pieds carrés et accorderont une servitude permanente pour légaliser la présence de parties de massifs et de conduits souterrains de la Commission des services électriques de Montréal, sur une partie du Lot 2 375 670 du Cadastre du Québec, une servitude temporaire de passage pour le trafic véhiculaire et piétonnier sur le Lot 2 378 513 et une servitude temporaire en tréfonds pour le passage et le maintien de la conduite d'aqueduc présente sur une partie du Lot 2 378 513 du Cadastre du Québec et ce, en échange des terrains et droits qui seront cédés par la Ville de Montréal, à savoir un terrain vague correspondent à l'emprise de la rue Beaucage, connu et désigné comme étant le Lot 2 378 513, possédant une superficie de 17 469,8 pieds carrés, un terrain vague étant une partie du Boulevard Laurentien, connu et désigné comme étant une partie du Lot 2 375 640 du Cadastre du Québec, possédant ou ayant une superficie approximative de 4 456,3 pieds carrés; un terrain vague étant une partie du Boulevard Laurentien, connu et désigné comme étant une partie du Lot 2 375 640 du Cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 1 pied carré et de servitudes, à savoir, une servitude réelle et permanente pour légaliser la présence de massifs et de conduits souterrains de la Commission des services de Montréal, sur une partie du Lot 2 378 513 du Cadastre du Québec et une servitude réelle et permanente pour légaliser la présence d'une conduite d'égout sur une partie du Lot 2 378 513 du Cadastre du Québec;

QUE le projet de promesse d'échange d'immeubles soumis par la Ville de Montréal en date du 12 octobre 2016 (la « Promesse ») soit, et il est au moyen des présentes, approuvé;

QUE Mme Isabelle Dagenais soit, et elle est, par les présentes, autorisée à signer pour et au nom de la Société :

a) la Promesse;
b) tous les autres documents, instruments, certificats ou conventions requis aux termes de la Promesse ou que telle personne pourrait considérer nécessaires et utiles en rapport avec la Promesse; et
c) tous amendements, modifications, prorogations ou renouvellements à l'un ou plusieurs des documents susmentionnés.

le tout contenant tels termes et conditions que cette personne, à sa seule et entière discrétion, pourra juger nécessaires ou appropriés.

VALIDITÉ

Je, soussignée, étant l'unique administrateur de la Société habile à voter sur le sujet, adopte les résolutions susmentionnées, conformément à l'article 117 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, afin de conférer à ces résolutions la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une réunion dûment convoquée du conseil.

Denise L. Dagenais

DENISE L. DAGENAIS
Administrateur

RÉSOLUTIONS DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE DE
LES ENTREPRISES SYLUBEL INC.
(la « Société »)

ADOPTÉES LE 13 octobre 2016

ATTENDU QUE la Ville de Montréal planifie une réorganisation du réseau routier entre le Pont Lachapelle et la rue Louisbourg, dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville;

ATTENDU QUE la Société, ainsi que Gestion Vilusa Inc. (« Vilusa ») sont propriétaires de certains immeubles qui sont requis par la Ville de Montréal en vertu de cette réorganisation du réseau routier;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal est propriétaire de la partie de la rue Beaucage comprise entre la rue Lachapelle et le boulevard Laurentien, ainsi que de petites parties du boulevard Laurentien qu'elle désire fermer et céder à la Société, en échange des immeubles dont il est fait mention au paragraphe précédent;

ATTENDU QUE les échanges susmentionnés comporteront également la création de servitudes temporaires et de servitudes permanentes.

IL EST RÉSOLU:

QUE la Société, agissant conjointement et de concert avec Vilusa, conclut avec la Ville de Montréal une promesse d'échange d'immeubles aux termes de laquelle la Société et Vilusa cèderont à la Ville de Montréal un terrain vague situé sur la rue Lachapelle, composé du Lot 2 375 669 et d'une partie du Lot 2 378 338 du Cadastre du Québec, comportant une superficie totale de 5 692 pieds carrés, un lot d'encoignure situé à l'intersection du Boulevard Lachapelle et du Boulevard Laurentien, composé d'une partie du Lot 2 375 670 du Cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 1 821,3 pieds carrés, un terrain vague situé sur le Boulevard Laurentien, composé d'une partie du Lot 2 378 338 du Cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 66,7 pieds carrés et accorderont une servitude permanente pour légaliser la présence de parties de massifs et de conduits souterrains de la Commission des services électriques de Montréal, sur une partie du Lot 2 375 670 du Cadastre du Québec, une servitude temporaire de passage pour le trafic véhiculaire et piétonnier sur le Lot 2 378 513 et une servitude temporaire en tréfonds pour le passage et le maintien de la conduite d'aqueduc présente sur une partie du Lot 2 378 513 du Cadastre du Québec et ce, en échange des terrains et droits qui seront cédés par la Ville de Montréal, à savoir un terrain vague correspondent à l'emprise de la rue Beaucage, connu et désigné comme étant le Lot 2 378 513, possédant une superficie de 17 469,8 pieds carrés, un terrain vague étant une partie du Boulevard Laurentien, connu et désigné comme étant une partie du Lot 2 375 640 du Cadastre du Québec, possédant ou ayant une superficie approximative de 4 456,3 pieds carrés; un terrain vague étant une partie du Boulevard Laurentien, connu et désigné comme étant une partie du Lot 2 375 640 du Cadastre du Québec, d'une superficie approximative de 1 pied carré et de servitudes, à savoir, une servitude réelle et permanente pour légaliser la présence de massifs et de conduits souterrains de la Commission des services de Montréal, sur une partie du Lot 2 378 513 du Cadastre du Québec et une servitude réelle et permanente pour légaliser la présence d'une conduite d'égout sur une partie du Lot 2 378 513 du Cadastre du Québec;

QUE le projet de promesse d'échange d'immeubles soumis par la Ville de Montréal en date du 12 octobre 2016 (la « Promesse ») soit, et il est au moyen des présentes, approuvé;

QUE Mme Isabelle Dagenais soit, et elle est par les présentes, autorisée à signer pour et au nom de la Société :

a) la Promesse;
b) tous les autres documents, instruments, certificats ou conventions requis aux termes de la Promesse ou que telle personne pourrait considérer nécessaires et utiles en rapport avec la Promesse; et
c) tous amendements, modifications, prorogations ou renouvellements à l'un ou plusieurs des documents susmentionnés.

le tout contenant tels termes et conditions que cette personne, à sa seule et entière discrétion, pourra juger nécessaires ou appropriés.

VALIDITÉ

Je, soussignée, étant l'unique administrateur de la Société habile à voter sur le sujet, adopte les résolutions susmentionnées, conformément à l'article 140 de la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)*, afin de conférer à ces résolutions la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours d'une réunion dûment convoquée du conseil.

DENISE L. DAGENAIS
Administrateur

Le 25 octobre 2016

Ville de Montréal

A/S : Monsieur Denis Charrette

303, rue Notre-Dame Est, 2e étage

Montréal QC H2Y 3Y8

Objet : Échange de terrains- Ville de Montréal

Monsieur Charrette,

Nous confirmons par la présente que Les Entreprises Sylubel inc, fidèle client de la Banque Nationale, Gestion Privée 1859, possède la capacité financière de procéder au paiement de la soulte et aux travaux d'aménagement estimés à 350 000$.

Nous espérons le tout à votre entière satisfaction et nous demeurons disponibles pour toute question supplémentaire.

Cordialement,

Mario Caron, CPA, CMA, CIM

Vice-Président associé

Gestion Privée 1859

(514) 852-1859

Banque Nationale Gestion privée 1859 est une marque de commerce de la Banque Nationale du Canada, utilisée sous licence par la Financière Banque Nationale.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1160515002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Impact de Montréal F. C., et ce, rétroactivement du 1er juillet 2016 jusqu'au 31 octobre 2020 durant la période estivale, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour le personnel et les usagers du centre d'entraînement, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, au sud-ouest de la rue Notre-Dame et de l'avenue Letourneux constitué du numéro de lot 1 881 691 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 1 073 m², et ce, au montant de 35 356 $ pour la durée, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-1676-01 et n° ouvrage 7339.

1- d'approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Impact de Montréal F. C., et ce, rétroactivement du 1er juillet 2016 jusqu'au 31 octobre 2020 durant la période estivale, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour le personnel et les usagers du centre d'entraînement, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, au sud-ouest de la rue Notre-Dame et de l'avenue Letourneux constitué du numéro de lot 1 881 691 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 1 073 m², et ce, au montant de 35 356 $ pour la durée, plus les taxes applicables.
2- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-07 12:49

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160515002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Impact de Montréal F. C., et ce, rétroactivement du 1er juillet 2016 jusqu'au 31 octobre 2020 durant la période estivale, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour le personnel et les usagers du centre d'entraînement, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, au sud-ouest de la rue Notre-Dame et de l'avenue Letourneux constitué du numéro de lot 1 881 691 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 1 073 m², et ce, au montant de 35 356 $ pour la durée, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-1676-01 et n° ouvrage 7339.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er juillet dernier, l'Impact de Montréal F. C. occupe le terrain situé à l'angle sud-ouest de la rue Notre-Dame et de l'avenue Letourneux dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve. L'entreprise a pignon sur rue au 411, avenue Letourneux, soit l'ancienne caserne de pompiers adjacente au terrain appartenant à la Ville. L'édifice est utilisé à titre de centre d'entraînement et abrite les bureaux administratifs pour l'encadrement technique, administratif et logistique. Durant la période estivale se déroulant du 1er mai jusqu'au 31 octobre, il y a environ 120 jeunes qui se rendent quotidiennement sur les lieux sans compter le personnel. Une partie du terrain portant le numéro de lot 1 881 691 du cadastre du Québec est utilisée à des fins de stationnement non tarifé dédié au personnel et aux usagers du centre d'entraînement en raison d'un manque de disponibilité sur rue.
La présente a pour but d'approuver un bail pour un terme de cinq (5) ans, et ce, rétroactivement du 1er juillet 2016 jusqu'au 31 octobre 2020 durant la période estivale, au montant de 35 356 $ pour la durée, incluant une augmentation de 1,5 % annuellement pour les années subséquentes à 2016, plus les taxes applicables et selon les conditions généralement établies pour ce genre de location.

À noter que la période estivale est du 1er mai jusqu'au 31 octobre de chaque année, sauf exceptionnellement la première année où elle a débuté le 1er juillet 2016. Le terrain reprendra sa vocation initiale en tant que dépôt à neige pour les mois hivernaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure.

DESCRIPTION

Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue au Locataire, et ce, rétroactivement du 1er juillet 2016 au 31 octobre 2020 durant la période estivale, à des fins de stationnement non tarifé, réservé pour le personnel et les usagers du centre d'entraînement, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, au sud-ouest de la rue Notre-Dame et de l'avenue Letourneux, constitué du lot 1 881 691 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 1 073 m², comme illustré par un trait liséré sur le plan P inclus dans les pièces jointes.
Le loyer à payer sera d'une somme de 4 891 $ pour la première année, plus les taxes applicables débutant du 1er juillet et se terminant le 31 octobre 2016. Il sera par la suite majoré annuellement de 1,5 % pour les années subséquentes tel que décrit à la rubrique "Aspects financiers".

Le bail prévoit une clause de renouvellement pour un terme additionnel de cinq (5) ans aux mêmes conditions sauf quant au loyer qui sera ajusté à la valeur locative.

Le bail pourra être résilié de part et d'autre à la réception d'un avis écrit dans un délai de soixante (60) jours.

Le loyer respecte la valeur du marché.

JUSTIFICATION

La Direction des transactions immobilières et de la sécurité est favorable à recommander le présent bail pour les motifs suivants :

- L'Impact de Montréal F.C. occupe le terrain depuis le 1er juillet 2016 ;
- Cette location permet d'offrir du stationnement non tarifé réservé pour le personnel et les usagers du centre d'entraînement en raison du manque de disponibilité sur rue ;
- Les revenus de cette location (35 356 $ plus taxes) sont nets de dépenses pour la Ville ;
- Le loyer respecte la valeur du marché.
- L'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve est favorable à cette location.

L'Impact de Montréal F.C. souhaitait louer le terrain à compter du 1er mai 2016, mais la demande a été reçue à la Division locations le 20 avril 2016.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le terme initial du bail est de cinq (5) ans durant la saison estivale, rétroactif du 1er juillet 2016 au 31 octobre 2020, et ce, au montant de 35 356 $ plus les taxes applicables.
La valeur locative établie en juillet dernier oscille entre 12,42 et 13,70 $/m^2 pour totaliser une fourchette de prix entre 13 300 $ et 14 700 $ annuellement pour une superficie de 1 073 m^2. Du 1er juillet jusqu'au 31 octobre 2016, le loyer pour la période estivale est de 4 891 $ pour cette superficie au taux unitaire de 13,70 $/m².

L'augmentation du loyer est calculée comme suit :

IMPACT DE MONTRÉAL F. C.	
TERME DU 1ER JUILLET 2016 AU 31 OCTOBRE 2020	
DATE	**LOYER POUR LA TRANCHE**
2016-07-01 AU 2016-10-31	4 891 $
2017-05-01 AU 2017-10-31	7 447 $
2018-05-01 AU 2018-10-31	7 559 $
2019-05-01 AU 2019-10-31	7 672 $
2020-05-01 AU 2020-10-31	7 787 $
TOTAL EXCLUANT LA TPS ET LA TVQ :	**35 356 $**

Tous les frais d'exploitation sont payables par le locataire.

La recette sera imputée au budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification immobilière au compte : Location - Immeubles et terrains - bail ordinaire taxable.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce bail obligerait le Locataire à trouver un autre site pour le stationnement non tarifé réservé pour son personnel et les usagers du centre d'entraînement de l'Impact de Montréal F.C. De plus, la Ville serait privée de revenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication prévue, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Robert COULOMBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Myriame BEAUDOIN, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Pierre MORISSETTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Jean-Pierre FRAPPIER, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Jean-Pierre FRAPPIER, 27 septembre 2016
Pierre MORISSETTE, 27 septembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole TESSIER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-3016
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-26

Suzie DESMARAIS
Chef de division locations par intérim

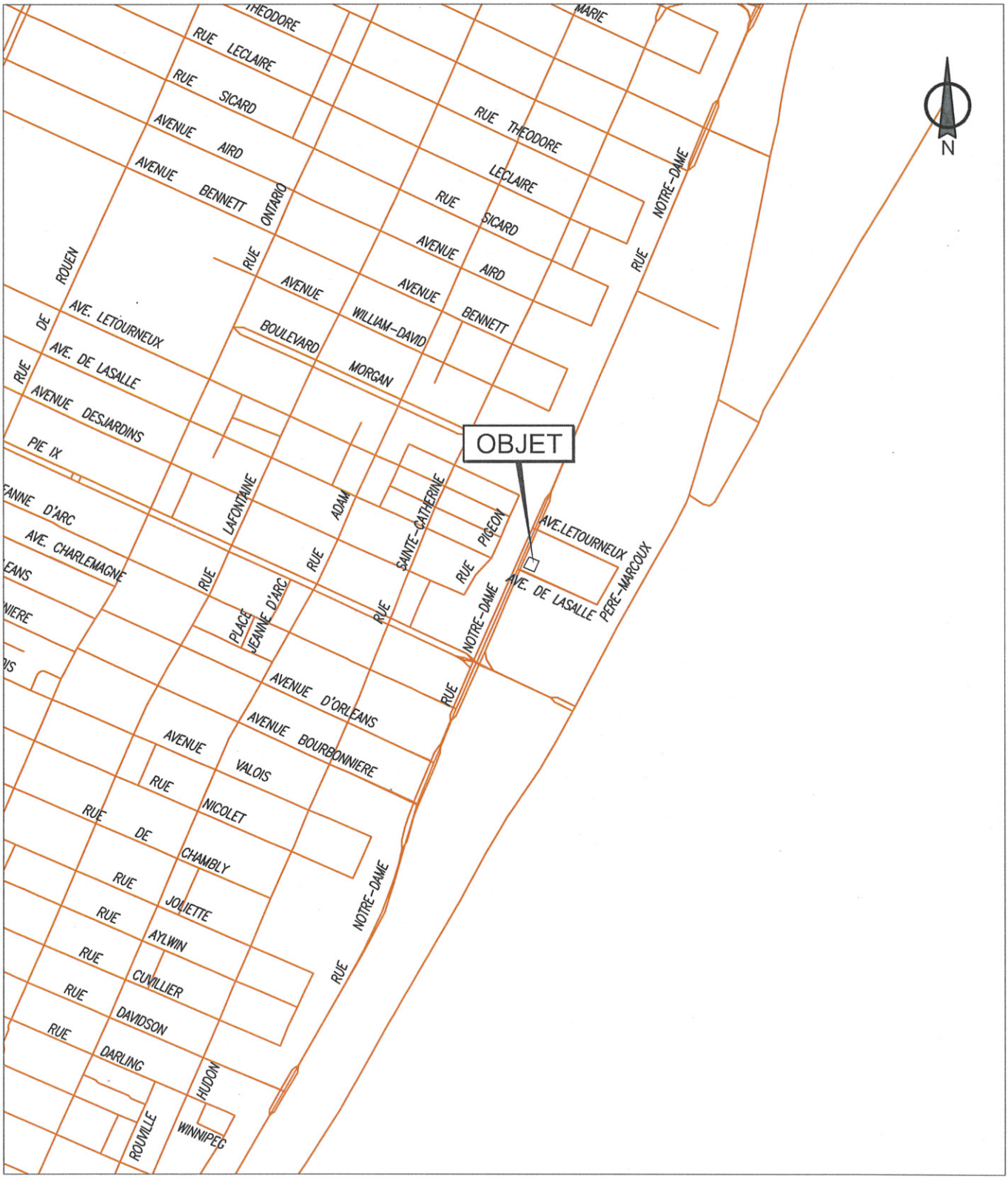
Tél : 514 872-6292
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice - Direction des Transactions et de la Sécurité
Tél : 514-872-0153
Approuvé le : 2016-11-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de Service de la gestion et de la planification immobilière
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-11-07



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

DIRECTION ÉVALUATION ET COURTAGE IMMOBILIER/ SÉCURITÉ

SECTION LOCATIONS

Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-1676-01
Dessinateur: LJC
Échelle: -
Date: 2016-05-09

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION ÉVALUATION ET COURTAGE IMMOBILIER/ SÉCURITÉ
SECTION LOCATIONS

Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1676-01
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:750
Date: 2016-08-12

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Montréal

FICHE IMMOBILIÈRE

Identification

Immeuble ID: 1202

N° DOSSIER: **02-146-003-00**

N° CODE: **31H12-005-1676-01**

Localisation :

Délimité par la rue NOTRE-DAME, l'avenue LETOURNEUX, la rue DU PÈRE-MARCOUX, l'avenue DE LA SALLE

Arrondissement :

22 = Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Adresse principale:

99999 avenue Letourneux

Nom de l'immeuble:



Description générale

Catégorie : FM = Fins municipales (autre)

Vocation: terrain vacant - entretenu

Développable: Utilisé à des fins corporatives

Plan d'action: Aucun

Évaluation municipale

Terrain :	857 100,00 $
Bâtiment :	0,00 $
Totale :	857 100,00 $

Dimensions terrain *(unités impériales)*

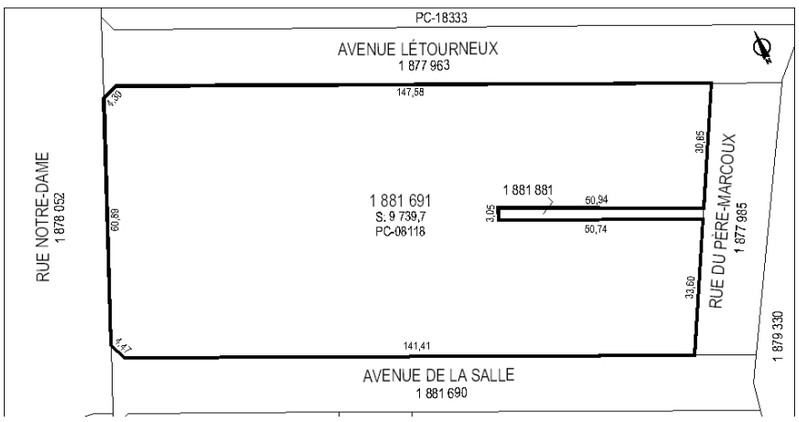
Frontage:	484,18
Profondeur:	199,77
Superficie:	104 837,30

Élements significatifs

- [x] égout
- [x] aqueduc
- [ ] gaz
- [x] électricité aérienne
- [ ] électricité souterrain
- [x] rue asphaltée
- [x] trottoir

Normes réglementaires *(à être utilisées en complément du règlement d'urbanisme)*

N° UEV	Règlement municipal	Catégorie d'usage	Hauteurs		Étages		Taux d'impl.	Superficie	Densité max.
			min.	max.	min.	max.			
05088489		E.7(3)	4 m	23 m	N/A	N/A	70%	1056365	3



Informations complémentaires

Fait partie d'un écoterritoire: ☐

Date de mise à jour:
2011-11-01 14:06:23

Date d'impression:
2016-04-20

Note :



Responsable :

Service de concertation avec les arrondissements et des ressources matérielles
Direction des stratégies et des transactions immobilières

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement. La Ville, ses employées, les membres de son comité exécutif et de son conseil municipal ne sauraient être tenus responsables d'erreur ou d'omission relative aux informations contenues dans le présent document.


vitamincandy
Montréal




Entrepôt Public
877-777-8672
Collins
STATIONNEMENT
RÉSERVÉ
IMPACT DE MONTRÉAL


CENTRE
NUTRI
LAITE
OUTFRONT









Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160515002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Impact de Montréal F. C., et ce, rétroactivement du 1er juillet 2016 jusqu'au 31 octobre 2020 durant la période estivale, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour le personnel et les usagers du centre d'entraînement, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, au sud-ouest de la rue Notre-Dame et de l'avenue Letourneux constitué du numéro de lot 1 881 691 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 1 073 m², et ce, au montant de 35 356 $ pour la durée, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-1676-01 et n° ouvrage 7339.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet de bail ci-joint, lequel a déjà été signé par le locataire.

FICHIERS JOINTS

Bail - Impact de Montréal FC - RC1.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert COULOMBE
notaire
Tél : 872-6854

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-04

Robert COULOMBE
notaire
Tél : 872-6854
Division : Droit contractuel

BAIL

ENTRE:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4) et de la résolution CM03 0836 adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003).

TPS: 121364749
TVQ: 1006001374

Ci-après nommée le «**Locateur**»

ET:

IMPACT DE MONTRÉAL F.C., personne morale constituée en vertu de la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38), immatriculée sous le numéro 1160474517 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 4750, rue Sherbrooke Est, à Montréal, province de Québec, H1V 3S8, agissant et représentée par Pari ARSHAGOUNI, son vice-président, Administration soccer, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du dix-neuf (19) septembre deux mille seize (2016), laquelle résolution est toujours en vigueur et n'a pas été modifiée ni révoquée; une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes.

TPS: 144321379
TVQ: 1090241971

Ci-après nommée le «**Locataire**»

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT:

ATTENDU que le Locateur est propriétaire d'un terrain situé à l'angle sud-ouest de la rue Notre-Dame Est et de l'avenue Letourneux, à Montréal, connu et désigné comme étant le lot 1 881 691 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après nommé le «**Terrain de la Ville**»).

ATTENDU que le Terrain de la Ville est utilisé comme dépôt à neige pendant la période hivernale.

ATTENDU que le Locataire souhaite utiliser une partie du Terrain de la Ville, pendant la saison estivale, à des fins de stationnement non tarifé pour l'usage du personnel et des usagers de son centre d'entraînement situé à proximité.

ATTENDU que le Locateur a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et qu'il a remis une copie de cette politique au Locataire.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

Initiales	
Locataire	Locateur

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent bail.

2. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot UN MILLION HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-ONZE (1 881 691 Ptie) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de mille soixante-treize mètres carrés et quatre dixièmes (1 073,4 m²), tel que montré sur les plans joints aux présentes comme Annexe A (ci-après nommé les «**Lieux loués**»).

Pour accéder aux Lieux loués, le Locataire devra utiliser le chemin d'accès existant en gravier à partir de l'entrée du Terrain de la Ville située sur l'avenue Letourneux (ci-après nommé le «**Chemin d'accès**»).

Le Locataire accepte que l'utilisation du Chemin d'accès ne lui soit pas exclusive et il s'engage à respecter toutes les exigences du Locateur relativement au Chemin d'accès.

De plus, le Locataire reconnaît que les droits qui lui sont conférés au terme de la présente disposition sont purement personnels et ne devront en aucun temps être interprétés comme établissant une servitude réelle en sa faveur.

Sur préavis de trente (30) jours au Locataire, le Locateur pourra, à ses frais, déplacer le Chemin d'accès à un autre endroit sur le Terrain de la Ville.

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

3. DURÉE

3.1 Ce bail débute le premier (1er) juillet deux mille seize (2016) et se terminera le trente et un (31) octobre deux mille vingt (2020) (ci-après nommé le «**Terme initial**»). Le Locataire pourra utiliser les Lieux loués uniquement pendant la période comprise entre le premier (1er) mai et le trente et un (31) octobre de chaque année, à l'exception de la première année qui a exceptionnellement débutée le premier (1er) juillet deux mille seize (2016) (ci-après nommées les «**Périodes d'occupation**»).

3.2 Le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le présent bail à son échéance pour une période additionnelle débutant le premier (1er) mai deux mille vingt et un (2021) et se terminant le trente et un (31) octobre deux mille vingt-cinq (2025) (ci-après nommée le «**Terme additionnel**»), aux mêmes termes et conditions, sauf quant au loyer qui sera alors à négocier selon le taux du marché, le tout sous réserve de l'approbation des autorités compétentes du Locateur au moment de ce renouvellement.

3.3 Pour exercer cette option, le Locataire devra en aviser le Locateur par écrit au moins six (6) mois avant l'échéance du Terme initial. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit au Locateur dans le délai prescrit, l'option deviendra alors nulle et non avenue.

Initiales	
Locataire	Locateur

3.4 Le bail se terminera de plein droit et sans avis à l'échéance du Terme initial ou du Terme additionnel, le cas échéant, et l'occupation des Lieux loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de CENT CINQUANTE DOLLARS (150,00 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée d'occupation au-delà de la date de réception d'un avis d'éviction de la part du Locateur.

3.5 Nonobstant la durée stipulée ci-dessus, chacune des parties pourra, à tout moment, résilier le présent bail moyennant un préavis écrit de soixante (60) jours à l'autre partie. La résiliation deviendra effective à l'expiration de ce délai de soixante (60) jours. Toute telle résiliation du bail sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre, à l'exception du loyer versé pour la Période d'occupation en cours qui fera l'objet d'un ajustement au prorata du nombre de jours restant jusqu'à la fin de celle-ci.

4. LOYER

4.1 Pour la période du premier (1er) juillet deux mille seize (2016) au trente et un (31) octobre deux mille seize (2016), le loyer est fixé à la somme de QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-ONZE DOLLARS (4 891,00 $), auxquels s'ajoutent les taxes applicables. Cette somme est payable en un seul versement lors de la signature des présentes.

Pour la période du premier (1er) mai deux mille dix-sept (2017) au trente et un (31) octobre deux mille dix-sept (2017), le loyer est fixé à la somme de SEPT MILLE QUATRE CENT QUARANTE-SEPT DOLLARS (7 447 $), auxquels s'ajoutent les taxes applicables. Cette somme sera payable en un seul versement le premier (1er) mai deux mille dix-sept (2017).

Pour la période du premier (1er) mai deux mille dix-huit (2018) au trente et un (31) octobre deux mille dix-huit (2018), le loyer est fixé à la somme de SEPT MILLE CINQ CENT CINQUANTE-NEUF DOLLARS (7 559 $), auxquels s'ajoutent les taxes applicables. Cette somme sera payable en un seul versement le premier (1er) mai deux mille dix-huit (2018).

Pour la période du premier (1er) mai deux mille dix-neuf (2019) au trente et un (31) octobre deux mille dix-neuf (2019), le loyer est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE-DOUZE DOLLARS (7 672 $), auxquels s'ajoutent les taxes applicables. Cette somme sera payable en un seul versement le premier (1er) mai deux mille dix-neuf (2019).

Pour la période du premier (1er) mai deux mille vingt (2020) au trente et un (31) octobre deux mille vingt (2020), le loyer est fixé à la somme de SEPT MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-SEPT DOLLARS (7 787 $), auxquels s'ajoutent les taxes applicables. Cette somme sera payable en un seul versement le premier (1er) mai deux mille vingt (2020).

4.2 Le loyer est payable à l'ordre de «Ville de Montréal» et il doit être délivré à l'adresse suivante: Ville de Montréal, Service des finances, C.P. 11043, Succursale Centre-Ville, Montréal, Québec, H3C 4X8, le tout sans demande préalable du Locateur et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

Initiales	
Locataire	Locateur

4.3 Tout loyer non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal pour les sommes dues au Locateur.

4.4 En sus du loyer, le Locataire sera responsable de tous les frais, coûts, impositions, taxes ou autres dépenses, de quelque nature que ce soit, provenant des ou se rapportant aux Lieux loués pendant les Périodes d'occupation. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire devra notamment assumer tous les coûts inhérents à l'installation, au maintien et à l'utilisation de l'ensemble des services d'utilités publiques nécessaires à ses opérations, y compris la consommation d'électricité.

5. CONDITIONS

5.1 Le Locataire accepte les Lieux loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, il devra respecter toutes les servitudes publiées, apparentes ou de quelque nature que ce soit grevant les Lieux loués.

5.2 À moins qu'il en soit décidé autrement par le Locateur, le Locataire devra, à l'échéance du bail ou à l'occasion de sa résiliation, le cas échéant, enlever et démanteler toutes ses installations et remettre les Lieux loués dans leurs configuration et condition initiales, sauf l'usure normale, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur. En cas de défaut du Locataire de respecter le présent engagement, le Locateur pourra effectuer lui-même tous les travaux requis aux frais du Locataire.

5.3 Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous les utilisateurs des Lieux loués (ci-après désignés les «**Utilisateurs**»), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert du non-respect, par le Locataire ou les Utilisateurs, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou les Utilisateurs, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

5.4 Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux loués pendant les Périodes d'occupation seront à la charge du Locataire, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire sera responsable d'effectuer tels entretien et réparation pendant les Périodes d'occupation, le tout à l'entière satisfaction du Locateur.

5.5 L'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, successeurs et ayants droit ainsi que des Utilisateurs contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

5.6 Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et

Initiales	
Locataire	Locateur

ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement. Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur pour tous les dommages subis par ce dernier qui résultent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou les Utilisateurs.

5.7 Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou les Utilisateurs et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage. Le Locateur aura le choix, à son entière discrétion, de réparer lui-même tout dommage visé par le présent paragraphe, ou de requérir que le Locataire effectue les réparations, dans les deux (2) cas aux frais du Locataire.

5.8 Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou les Utilisateurs ou en raison du présent bail. Le Locataire indemnisera le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou les Utilisateurs ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

5.9 Le Locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du présent bail, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée du présent bail, et libérant le Locateur de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage ou l'occupation des Lieux loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, à l'adresse indiquée à l'article 11 ci-après, un préavis écrit de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur.

5.10 Le Locataire assumera les taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou les Utilisateurs, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, le tout à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra, sur demande du Locateur, produire une preuve du paiement de ces taxes et frais. Si les taxes et frais susmentionnés sont imposés au Locateur, le Locataire devra rembourser au Locateur tous montants ainsi déboursés dans les trente (30) jours de la réception d'une copie du compte dûment acquitté.

5.11 Le Locataire ne pourra modifier ni transformer les Lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

Initiales	
Locataire	Locateur

5.12 Le Locataire doit permettre au Locateur de réaliser toutes réparations urgentes et nécessaires sur les Lieux loués, le cas échéant, le tout sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

5.13 Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux loués et à les garder propres et convenables à la satisfaction du Locateur. De plus, le Locataire s'engage à se conformer aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Locateur.

5.14 Le Locataire devra, à compter du premier (1er) mai de chaque Période d'occupation, installer une clôture temporaire au pourtour des Lieux loués et la démanteler au plus tard le trente et un (31) octobre suivant.

5.15 Le Locataire pourra faire le marquage délimitant les places de stationnement sur les Lieux loués.

5.16 Pendant les Périodes d'occupation, le Locataire devra entretenir et nettoyer le Chemin d'accès.

5.17 Le Locataire n'utilisera les Lieux loués qu'à des fins de stationnement non tarifé pour l'usage du personnel et des usagers de son centre d'entraînement situé à proximité, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable.

6. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou en partie, et les Lieux loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

En cas de cession ou de sous-location approuvée par le Locateur, le Locataire demeurera responsable, le cas échéant, solidairement avec tout cessionnaire ou sous-locataire, de l'exécution des obligations du Locataire aux termes du présent bail.

Nonobstant ce qui précède, le consentement du Locateur ne sera pas nécessaire lors d'une cession, d'un prêt ou d'une sous-location des Lieux loués à une entité juridique liée au Locataire.

7. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

En aucun temps le Locataire ne laissera de déchets ou autres débris sur les Lieux loués que le Locateur pourrait, à son entière discrétion, juger inadmissibles.

Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures que le Locateur, à son entière discrétion, jugera nécessaires afin de garder les Lieux loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou les Utilisateurs.

Initiales	
Locataire	Locateur

Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux loués dès qu'il en a connaissance.

Advenant le déversement de tout contaminant, accidentel ou non, sur les Lieux loués pendant les Périodes d'occupation, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire au Locateur, sans délai, une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux loués ou des terrains contigus aux Lieux loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux loués par le Locataire ou les Utilisateurs. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis du Locateur à cet effet, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tout tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration.

L'échéance ou la résiliation de ce bail n'aura pas pour effet d'éteindre la responsabilité du Locataire envers le Locateur à l'égard des obligations environnementales susmentionnées.

8. DÉFAUT

Si le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition des présentes et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans un délai de dix (10) jours d'un avis écrit du Locateur à cet effet, ou tout autre délai plus court que le Locateur pourra stipuler en cas d'urgence, le Locateur pourra, s'il le désire, sans aucun autre avis au Locataire, prendre toutes mesures utiles ou nécessaires afin de remédier lui-même à ce défaut, le tout aux frais du Locataire. Toutefois, le Locataire sera réputé ne pas être en défaut si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire a entrepris de remédier au défaut avant l'expiration du délai et, par la suite, poursuit avec diligence et sans interruption les actions requises pour remédier à ce défaut.

Le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés encourus par le Locateur pour remédier à tout tel défaut, le cas échéant. Le total des montants sera majoré de QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration. De plus, le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés (incluant les honoraires juridiques raisonnables du Locateur) encourus par ce dernier afin de recouvrer ces montants.

Si le Locataire n'a pas remédié au défaut à l'expiration du délai stipulé dans l'avis du Locateur ou si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire n'a pas entrepris de remédier à ce défaut avant l'expiration de ce délai, le Locateur pourra, plutôt que de remédier lui-même au défaut du Locataire, résilier le bail et celui-ci sera résilié de plein droit sur la remise d'un simple avis écrit au Locataire. Dans ce cas, le Locateur pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, conserver la totalité du loyer versé par le Locataire pour la Période d'occupation en cours à titre de dommages-intérêts liquidés.

Initiales	
Locataire	Locateur

9. INSCRIPTION

Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement. Toutefois, il devra au préalable faire préparer, à ses frais, une description technique des Lieux loués afin de ne pas inscrire tout tel avis sur la totalité du Terrain de la Ville. Toute telle description technique devra être soumise au Locateur pour approbation préalablement à l'inscription de l'avis au registre foncier.

10. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

11. AVIS

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur:

Locateur: VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8
Télécopieur: (514) 872-8350

Locataire : IMPACT DE MONTRÉAL F.C.
4750, rue Sherbrooke Est
Montréal, Québec
H1V 3S8
Télécopieur: (514) 328-1287

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

Initiales	
Locataire	Locateur

12. ENTENTE COMPLÈTE

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.2 Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

13.3 Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

13.4 Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

13.5 Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

13.6 Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

13.7 Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

Initiales	
Locataire	Locateur

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2016.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par: Yves SAINDON

Le _____ 2016.

IMPACT DE MONTRÉAL F.C.

_____
Par: Pari ARSHAGOUNI

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160515002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division locations
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Impact de Montréal F. C., et ce, rétroactivement du 1er juillet 2016 jusqu'au 31 octobre 2020 durant la période estivale, à des fins de stationnement non tarifé réservé pour le personnel et les usagers du centre d'entraînement, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve, au sud-ouest de la rue Notre-Dame et de l'avenue Letourneux constitué du numéro de lot 1 881 691 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 1 073 m², et ce, au montant de 35 356 $ pour la durée, plus les taxes applicables. N/Réf. : 31H12-005-1676-01 et n° ouvrage 7339.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160515002 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-03

Michel T TREMBLAY
Conseiller en gestion des ressources financieres - c/e
Tél : 514 872-0470
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1165884003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 20 616 914,52 $, taxes incluses, pour la conception et l'exécution des travaux de construction de la cour de services d'Outremont, site Atlantic, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Cosoltec inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 19 720 526,93 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5854;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-23 11:15

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1165884003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).

Numéro du mandat
SMCE165884003

Date du mandat
2016-11-02

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007);

VU la résolution CM11 0170 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est d'une valeur de plus de 10 M$;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1165884003 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-11-04

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1165884003

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165884003**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet d'aménagement du site Outremont de l'Université de Montréal, l'actuelle cour de services de l'Arrondissement (cour Ducharme) sera relocalisée sur un nouveau site (cour Atlantic; voir pièce jointe # 1). Ce projet sera réalisé en mode design-construction. Il vise une certification LEED NC Or qui s'inscrit dans le cadre de la certification LEED Aménagement de quartier (LEED-AQ) du site Outremont.
Un premier appel d'offres public pour le design-construction de la cour de services d'Outremont avait été lancé le 26 août 2013 et un contrat de design-construction avait été octroyé à Groupe Décarel inc. le 26 mai 2014 (CM14 0498).

En raison de divergences d'interprétation du contrat entre Groupe Décarel inc. et la Ville, le Service des affaires juridiques a recommandé de résilier le contrat. La résiliation a été obtenue par résolution du conseil municipal le 23 février 2016 (CM16 0230).

Un nouvel appel d'offres public du projet de design-construction a été annoncé dans le journal ainsi que dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO).

Cet appel d'offres d'une durée de soixante-et-onze (71) jours a été publié le 21 juin 2016 et les offres ont été reçues le 31 août 2016. Cinq (5) addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres. La nature des addendas est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact sur le dépôt des soumissions
No. 1	2016-07-20	Réponses aux questions des soumissionnaires et correction d'une date inexacte.	Non
No. 2	2016-08-09	Réponses aux questions des soumissionnaires et modification des exigences de construction.	Oui

No. 3	2016-08-19	Réponses aux questions des soumissionnaires, complément d'information sur les sols et clarification sur les visites.	Non
No. 4	2016-08-19	Report du dépôt des soumissions d'une semaine.	Oui
No. 5	2016-08-25	Réponses aux questions des soumissionnaires, clarifications au programme et correction de coquilles.	Non

Le délai de validité des soumissions est de cent-quatre-vingts (180) jours. Le contrat doit être octroyé avant le 26 février 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0230 - 23 février 2016
Résilier le contrat de design-construction de 14 157 331,65 $, taxes incluses, accordé à Groupe Décarel inc. (CM14 0498) relativement à la conception et à la construction de la cour de services d'Outremont prévue sur le site Atlantic, dans l'arrondissement d'Outremont

CM14 0616 - 16 juin 2014
Accorder un contrat à Groupe Hexagone, s.e.c pour l'aménagement d'une nouvelle rue publique donnant accès à la future cour de services de l'arrondissement d'Outremont, incluant des travaux d'infrastructures municipales (aqueduc, égouts, électricité et aménagement paysager), dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 2 522 740,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 221705 (5 soum.)

CM14 0498 - 26 mai 2014
Accorder un contrat de design-construction au Groupe Décarel inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic, dans l'arrondissement d'Outremont - Dépense totale de 15 634 222,65 $, taxes incluses - Appel d'offres 13 - 5688 (3 soum.)

CM14 0494 - 26 mai 2014
Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de l'Université de Montréal un terrain d'une superficie de 14 003,8 mètres carrés, situé à l'ouest de l'intersection formée par les avenues Atlantic et Durocher, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'implantation d'une cour de services, pour la somme de 4 420 788,75 $, taxes de vente applicables incluses / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 5 364 656 du cadastre du Québec

CE13 0735 - 29 mai 2013
Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour le design-construction de la nouvelle cour de services desservant l'arrondissement d'Outremont et d'approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

CM13 0339 - 23 avril 2013
Accepter la demande de l'arrondissement d'Outremont pour assurer la gestion globale du projet de relocalisation de la cour de voirie située sur la rue Ducharme vers le site Outremont de l'Université de Montréal, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal

CA13 16 0004 - 14 janvier 2013
Mandater en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville, la Direction des stratégies et transactions immobilières (DSTI) pour la gestion globale du projet de relocalisation de la

cour de voirie de la rue Ducharme au sud du développement prévu de l'université de Montréal sur le site de l'ancienne gare de triage Outremont.

CM12 0211 - 19 mars 2012
Approuver un projet de protocole d'entente entre le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal relativement à l'octroi d'une aide financière de 38,3 M$ dans le cadre du volet Grands projets du fonds chantiers Canada -Québec, pour la revitalisation du site de la gare de triage Outremont.

CE11 0186 - 23 février 2011
Prendre acte du rapport final de faisabilité technique et financière du projet du campus Outremont et de ses abords et confier à la Direction du développement économique et urbain le mandat d'entreprendre les travaux relatifs à la phase de réalisation du projet.

CM11 0128 - 22 février 2011
Approuver l'entente sur les conditions de réalisation du campus Outremont intervenue entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal.

CM11 0129 - 22 février 2011
Adopter le Règlement 04-047-34 Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) et, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'immeubles situés sur l'emplacement délimité par la limite nord de l'arrondissement d'Outremont, la rue Hutchison à l'est, l'avenue Ducharme au sud et à l'ouest par une portion de l'avenue McEachran, de l'avenue du Manoir ainsi que de l'avenue Rockland (06-069) (Campus Outremont)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont (site Atlantic) et vise notamment à :

1. Relocaliser l'ensemble des activités se tenant actuellement à la cour de services Ducharme (21 000 m^2) au site Atlantic (14 000 m^2), par la construction d'un complexe administratif et industriel totalisant approximativement 4 000 m^2. Par ailleurs, des aménagements extérieurs, incluant notamment des abris, une jauge horticole, un poste de ravitaillement, sont prévus sur l'ensemble du lot;
2. Aménager une nouvelle cour de services, site Atlantic, selon :
    - Les normes d'allocation des espaces de bureau de la Ville de Montréal;
    - Le programme type des cours de services;
    - Les recommandations à la suite d'une expertise en ergonomie (ateliers mécaniques);
    - Une rationalisation des espaces par une diminution de 30 % des surfaces à construire.
3. Atteindre une performance en développement durable de niveau LEED NC Or, conformément à la Politique du développement durable de la Ville de Montréal;
4. Planifier une accessibilité universelle pour les aires administratives.

La nouvelle cour de services abritera la Direction des travaux publics qui compte environ 50 employés et comprend la Division opérations et la Division des études techniques. La Division opérations inclut les unités Voirie, Parcs et horticulture, Atelier mécanique, Bâtiments, éclairage et signalisation.

Le mode de réalisation en design-construction comprend la prestation de services professionnels de conception en architecture, en architecture de paysage et en ingénierie

ainsi que la construction par un entrepreneur général. Les services professionnels comprennent les études préparatoires, les relevés, la réalisation de plans et devis, la surveillance de construction et l'accompagnement pour l'obtention d'une certification LEED NC Or.

JUSTIFICATION

Parmi les quatorze (14) firmes (entrepreneurs généraux, architectes, ingénieurs, etc.) s'étant procurés les documents d'appels d'offres, six (6) ont participé au dépôt de trois (3) soumissions (42 % - certaines firmes s'étant regroupées). Les preneurs du cahier des charges sont les suivants :

1. **Architecture 49 Inc.**
2. Construction Cybco Inc
3. **Cosoltec Inc**
4. EBC Inc
5. **Entreprise de Construction TEQ inc.**
6. Groupe Decarel Inc..
7. Les Constructions et Pavage Jeskar inc.
8. **Les Entreprises QMD inc.**
9. Magil Construction Corporation
10. Pomerleau Inc.
11. **Services intégrés Lemay et associés inc.**
12. Siemens Inc. Technologies du bâtiment
13. **Stantec Experts-conseils ltée**
14. Ville de Lévis.

Les trois (3) soumissions reçues regroupent entrepreneur général, firmes d'architecture et d'ingénierie. Étant donné l'envergure de l'appel d'offres qui comprenait une proposition technique, des services professionnels et des travaux, le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes a été utilisé.

En collaboration avec le Service de l'approvisionnement, un comité technique et un comité de sélection ont été constitués suivant le document « *Guide de référence des systèmes de pondération et d'évaluation, des comités de sélection et des comités techniques* », juillet 2016.

Dans un premier temps, l'aspect technique des trois (3) soumissions a été analysé par le comité technique. Un compte-rendu de l'évaluation technique a été remis au comité de sélection.

Dans un deuxième temps, le comité de sélection a procédé à l'évaluation de l'ensemble des propositions en utilisant la grille d'évaluation suivante: « *Grille pour les offres avec proposition* » conformément aux documents d'appel d'offres et à l'encadrement administratif *C-RM-APP-D-16-001* : « *Lancement des appels d'offres. Approbation des grilles de sélection et formation des comités de sélection (DIRECTIVE)* ».

La conformité et les qualifications des trois (3) propositions de l'enveloppe no 1 ont été évaluées par le comité de sélection (offre de services professionnels sans le prix) et les trois (3) propositions ont obtenu le pointage minimal requis pour la deuxième étape du processus: Évaluation de l'offre avec le prix incluant les honoraires et le coût des travaux - enveloppe no 2 (Voir pièces jointes 2 et 3: Analyses de la conformité - Enveloppes 1 et 2).

Les résultats de l'appel d'offres sont résumés dans le tableau suivant :

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (avec taxes)	Contingences 10% (avec taxes)	Total
Cosoltec inc.	**73,5**	**0,0626**	**17 927 751,75 $**	**1 792 775,18 $**	**19 720 526,93 $**
Entreprise de Construction TEQ inc.	72,7	0,0614	18 152 253,01 $	1 815 225,30 $	19 967 478,31 $
Les Entreprises QMD inc.	81,7	0,0564	21 222 315,45 $	2 122 231,55 $	23 344 547,00 $
Dernière estimation réalisée			18 063 951,95 $	1 806 395,19 $	19 870 347,14 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(149 820,21 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					-0,8 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					246 951,38 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					1,3%

Le prix de la soumission retenue, taxes et contingences incluses, est **149 820,21 $** (0,8 %) plus bas que l'estimation du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) qui est de **19 870 347,14 $** (incluant taxes et contingences).

Le comité de sélection recommande de retenir la soumission déposée par Cosoltec inc. qui a obtenu le plus haut pointage final. Cosoltec inc. n'est pas inscrite sur la liste des personnes non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville. Cette entreprise ne figure pas au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics* (RENA) daté du 22 septembre 2016, ni sur le *Tableau des licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec* daté du 15 septembre 2016 et elle dispose d'une autorisation de l'*Autorité des marchés financiers* (AMF) valide jusqu'au 17 novembre 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de **19 720 526,93 $** incluant les contingences et les taxes.
De plus, un montant de **896 387,59 $**, taxes incluses est prévu pour les incidences.

Description des incidences

- Laboratoire de contrôle de qualité;
- Analyses de sol;
- Essais géotechniques;
- Frais d'arpentage;
- Informatique-téléphonie (raccordement);
- Travaux reliés aux services d'eau et d'électricité
- Équipement d'entreposage;
- Sécurité;
- Agent de mise en service améliorée;
- Achat de mobilier et d'équipement premiers;
- Déménagement.
- Contrôle des coûts par un économiste de la construction

Le montant à autoriser totalise **20 616 914,52 $**, incluant les contingences, les incidences et les taxes. Les décaissements prévus sont de 13 744 609,68 $ en 2017 et de 6 872 304,84 $ en 2018 (voir pièce jointe # 4 - Calcul des coûts SGPI).

Le coût des travaux est prévu à la planification du Programme triennal d'immobilisation (PTI) 2016-2018 du Service de la Mise en valeur du territoire et est assumé à 100 % par la Ville centre (voir l'intervention du Service des finances).

La dépense de 18 825 990,98 $ (net de ristournes) est subventionnée à 50 % par le programme le programme Fonds Chantiers Canada-Québec, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 9 412 995,49 $.

Les crédits proviendront du règlement d'emprunt de compétence locale 11-006 - « Règlement municipal pour le financement des travaux municipaux et financement de la contribution municipale à l'Université de Montréal dans le cadre du projet du Campus Outremont ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La construction de la nouvelle cour de services d'Outremont sera réalisée en considération de l'entente survenue entre la Ville de Montréal et l'Université de Montréal (CM11 0128), dans laquelle les parties se sont engagées à obtenir une certification LEED pour l'aménagement des quartiers (LEED-AQ). L'adjudicataire devra également se conformer à la Politique du développement durable de la Ville de Montréal . À cet effet, une certification LEED NC Or sera visée et l'accompagnement LEED est inclus dans le mandat du concepteur-constructeur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La conception-construction doit débuter dès que possible, de façon à intégrer le projet dans les délais requis par le calendrier des travaux liés au redéveloppement de la cour de triage d'Outremont par l'Université de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera élaborée et coordonnée entre le Service des communications, le Service de la mise en valeur du territoire et le SGPI.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2016-11-02 - Comité exécutif - Mandat à la CEC
2016-11-16 - Comité exécutif - Recommandation au conseil municipal
2016-11-21 - Conseil municipal
2016-12-01 - Début du contrat
2018-06-02 - Fin du contrat

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Suivant les critères d'examen du Guide d’information de la Commission permanente sur l'examen des contrats, juillet 2016, le présent dossier sera soumis à la commission puisque la valeur du contrat à octroyer est supérieure à 10 M $.
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

André BRIDEAU, Outremont
Lucie CAREAU, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

André BRIDEAU, 20 octobre 2016
Lucie CAREAU, 18 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain LAFLEUR
Gestionnaire Immobilier

Tél : 514 872-6944
Télécop. : 514 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-17

Carlos MANZONI
Chef de division
Division-Programmes des projets

Tél : 514 872-3957
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Direction de la gestion des projets immobiliers

Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2016-10-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

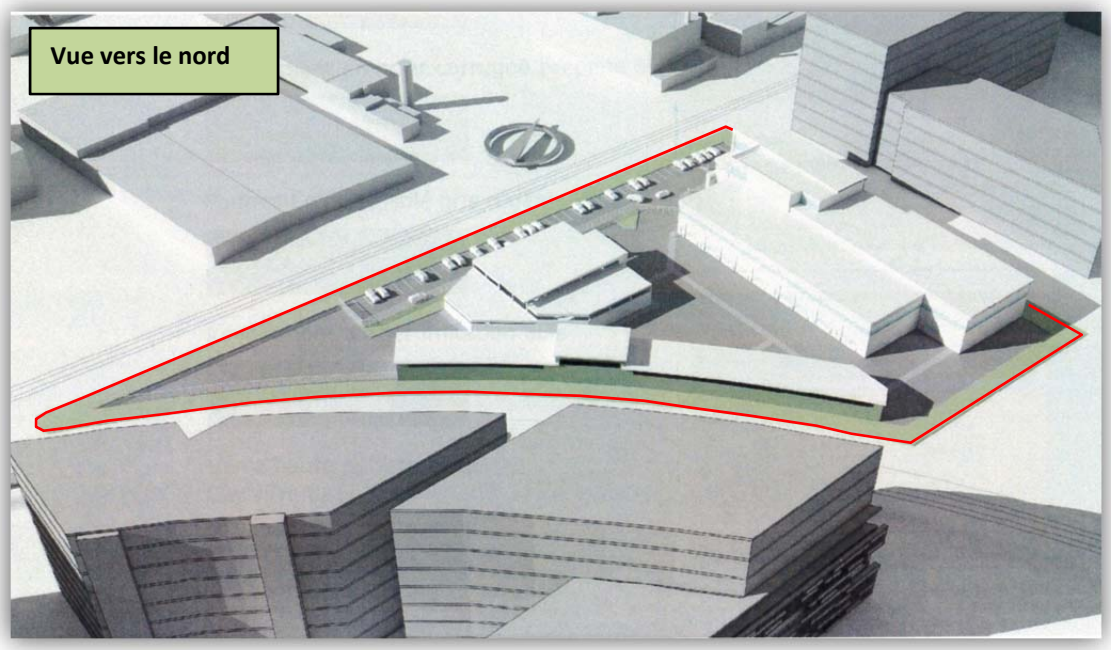
Sylvie DESJARDINS
Directrice du bureau de projet et des services administratifs
En remplacement de Marie-Claude Lavoie
Directrice du SGPI
(Vacances du 21 octobre 2016)
Tél : 514 872-5493
Approuvé le : 2016-10-21

SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

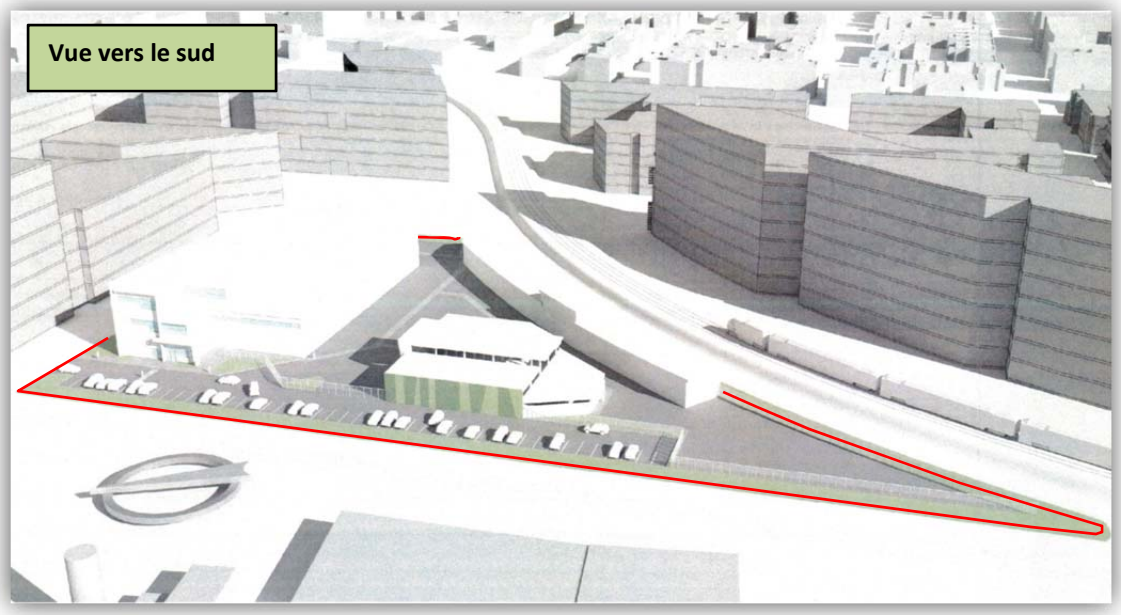
Direction de la gestion de projets immobiliers

Design-construction de la nouvelle cour de services de l'arrondissement d'Outremont
Contrat de construction 14647 – Cosoltec inc.
Illustrations du projet

Vue vers le nord



Vue vers le sud



Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion de projets immobiliers

Division des programmes de projets

» Design-construction

Appel d'offres

Analyse de la conformité – enveloppe #1 : proposition technique

Le présent document est complémentaire au formulaire ACS (2014-05-22) d'analyse de la conformité des soumissions :

- S'applique dans le cadre d'un design-construction ;
- S'applique lorsque le système à deux enveloppes est utilisé ;
- Implique l'analyse de la conformité de la 1ère enveloppe uniquement.

Nom du projet : Design-construction
Nouvelle cour de services d'Outremont
No de l'ouvrage : 1194 No d'appel d'offres : 5854
Formulaire complété par : Maryse Cousineau , Alain Lafleur

Rang	Design-constructeur	Statut
NO	Cosoltec inc.	☒ Conforme ☐ Non-conforme

Aspects administratifs	conformité oui	conformité non	Notes
Certificat AMF (autorité marchés financiers)	☒	☐	# 1147240098 Valide jusqu'au 30 nov. 2016
Licence RBQ	☒	☐	8108-2562-17 Catégories : 1 à 15 et 17
Déclaration des liens d'affaire / conflit d'intérêts (formulaire 11)	☒	☐	sign. Michel Grennan
Attestation fiscale	☒	☐	Voir # NEQ
Statut du soumissionnaire	☒	☐	Certification 519037855 Remis sur demande
Inscription au RENA (entreprise non admissible contrat public)	☒	☐	Non inscrit
Inscription à la liste des entreprises non-conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle (PGC)	☒	☐	Ne sont pas dans la liste
- entrepreneur			Cosoltec Inc.
- architecture			TLA arch.
- ingénieur			CIMA +
- paysage			Beaupré et ass.
Signataire autorisé	☒	☐	sign. Michel Grennan

Conformité en lien avec la proposition	Notes
Nombre de pages	34 + annexes
Indice de prix	Aucun indice
Original – remis tel que demandé	oui , remis sur demande
Copie certifiée - remis tel que demandé	oui
Nombre d'exemplaire	10
Numéro entreprise du Québec (NEQ)	1147240098
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ (registraire entreprise Qc)	Cosoltec inc.
Adresse de l'entreprise indiquée	3131 boul. Saint-Martin O Laval (Québec) H7T2Z5
CV des membres de l'équipe	(36 CV)
Accréditation LEED – architecte-concepteur	David Bédard-Barette TLA
Accréditation LEED – ingénieur-concepteur	CIMA
Tableau des superficies proposées (4 273 m²)	4156 m²

Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion de projets immobiliers

Division des programmes de projets

» Design-construction

Appel d'offres

Analyse de la conformité – enveloppe #1 : proposition technique

Rang	Design-constructeur		Statut
NO	Les entreprises QMD inc.		☒ Conforme ☐ Non-conforme

Aspects administratifs		Conformité oui	Conformité non	Notes
Certificat AMF (autorité marchés financiers)		☒	☐	# 2700007809 valide Jusqu'au 7 mai 2019
Licence RBQ		☒	☐	8330-8221-55 Catégories: 1 à 9 et 11-12-13-17
Déclaration des liens d'affaire / conflit d'intérêts (formulaire 11)		☒	☐	sign. Jean Morissette
Attestation fiscale		☒	☐	Voir # NEQ
Statut du soumissionnaire		☒	☐	Certification 600223546
Inscription au RENA (entreprise non admissible contrat public)		☒	☐	Non inscrit
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle (PGC)		☒	☐	Ne sont pas dans la liste
- entrepreneur				QMD
- architecte				Lemay arch.
- ingénieur				Lainco–BPA –Marchand-Houle
- autre paysage				Version Paysage
Signataire autorisé		☒	☐	Jean Morissette
Certificat AMF (si applicable)				

Conformité en lien avec la proposition		Notes
Nombre de pages		36 + annexes
Indice de prix		Aucun indice
Original - remis tel que demandé		sign. Jean Morissette
Copie certifiée - remis tel que demandé		oui
Nombre d'exemplaire		10
Numéro entreprise du Québec (NEQ)		1163241574
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ (registraire entreprise Qc)		Les entreprises QMD INC
Adresse de l'entreprise indiquée		990 rue Notre-Dame O Montréal (Québec) H3C1K1 Canada
CV des membres de l'équipe		(39 CV)
Accréditation LEED – architecte-concepteur		Marie-Claude Leblond – Lemay ass
Accréditation LEED – ingénieur-concepteur		Éric Lachapelle -Lainco
Tableau des superficies proposées (4 273 m²)		4361 m²

Service de la gestion et de la planification immobilière

Direction de la gestion de projets immobiliers

Division des programmes de projets

» Design-construction

Appel d'offres
Analyse de la conformité – enveloppe #1 : proposition technique

Rang	Design-constructeur		Statut
NO	Entreprise de construction TEQ inc.		☒ Conforme ☐ Non-conforme

Aspects administratifs	Conformité oui	Conformité non	Notes
Certificat AMF (autorité marchés financiers)	☒	☐	# 2700007756 valide jusqu'au 19 déc.2016
Licence RBQ	☒	☐	8268-0893-42 Catégories: 1-4-5-9-11
Déclaration des liens d'affaires / Conflit d'intérêts (formulaire 11)	☒	☐	sign. Roberto Bianchini
Attestation fiscale	☒	☐	Voir # NEQ
Statut du soumissionnaire	☒	☐	Certification 610007815
Inscription au RENA (entreprise non admissible contrat public)	☒	☐	Non inscrit
Inscription à la liste des entreprises non-conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle (PGC)	☒	☐	Ne sont pas dans la liste
- entrepreneur			TEQ Inc.
- architecte			Architecture 49
- ingénieur			Stactec
- autre paysage			WSP
Signataire autorisé	☒	☐	Roberto Blanchini
Certificat AMF (si applicable)			

Conformité en lien avec la proposition	Notes
Nombre de pages	37 + annexes
Indice de prix	Aucun indice
Original - remis tel que demandé	oui
Copie certifiée - remis tel que demandé	oui
Nombre d'exemplaire	10
Numéro entreprise du Québec (NEQ)	1144233385
Nom de l'entreprise tel qu'inscrit au REQ (registraire entreprise Qc)	entreprise de construction T.E.Q. INC.
Adresse de l'entreprise indiquée	3-300-780 RUE Brewster Montréal Québec H4C2K1 Canada
CV des membres de l'équipe	(13 CV)
Accréditation LEED – architecte-concepteur	Lise Tremblay ecoArchitecture inc
Accréditation LEED – ingénieur-concepteur	Jean Molina Stantec Isabelle Lauzon Stantec Michel Gendron Stantec
Tableau des superficies proposées (4 273 m²)	4568 m²

Services institutionnels
Gestion et planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

SOUMISSION NO : 16-5854

ANALYSE DE CONFORMITÉ DES SOUMISSIONS

Date (a-m-j) : 2016 - 10 - 05

Contrat :	Mandat :	Bâtiment :
14647	16841-2-00	1194

Titre

Design-construction de la nouvelle cour de services , arrondissement d'Outremont

Le rang est déterminé selon la valeur croissante du prix soumis sans égard au statut ou au défaut

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
1	Cosoltec inc.	19 720 526,92 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☒ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
2	Entreprise de Construction T.E.Q. Inc.	19 967 478,30 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☒ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
3	Les Entreprises QMD inc.	23 344 547,00 $	CONFORME

DÉFAUT

☐ soumission non signée			
☐ liste des addenda incomplète			
☐ garantie de soumission	☐ non conforme	☐ manquante	
☐ licence de la Régie du bâtiment	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ attestation fiscale	☐ non conforme	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ erreur de calcul	☐ non conforme	☐ majeure	☐ mineure, corrigée par Ville
☐ montant non ventilé tel que prescrit	☐ non conforme	☐ majeur	☐ mineur
☐ déclaration de liens d'affaires	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration de conflit d'intérêts	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture
☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire	☐ affirmative	☐ manquante	☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

Rang	Entrepreneur	Prix soumis	Statut
4		_____$	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

5		_____$	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

6		_____$	CONFORME

DÉFAUT

- ☐ soumission non signée
- ☐ liste des addenda incomplète
- ☐ garantie de soumission — ☐ non conforme ☐ manquante
- ☐ licence de la Régie du bâtiment — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ attestation fiscale — ☐ non conforme ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ erreur de calcul — ☐ non conforme ☐ majeure ☐ mineure, corrigée par Ville
- ☐ montant non ventilé tel que prescrit — ☐ non conforme ☐ majeur ☐ mineur
- ☐ déclaration de liens d'affaires — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration de conflit d'intérêts — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture
- ☐ déclaration d'intérêts industrie armement nucléaire — ☐ affirmative ☐ manquante ☐ reçue après l'ouverture

Commentaire : aucun

+	autres soumissions, au-delà des 6 premières	_____$ plus haute soumission	voir statistiques ci-après

conformes : non conformes : en dérogation majeure : en dérogation mineure :

Signature

Firme : _____

Fonction : _____ nom : _____

SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

Direction de la gestion de projets immobiliers

Design-construction de la nouvelle cour de services de l'arrondissement d'Outremont
Contrat de construction 14647 - Cosoltec inc.
Calcul du coût des travaux

Contrat	**%**	**$**	**TPS**	**TVQ**	**Total**	**Décaissements**	
			5%	9,975%		2017	2018
Travaux forfaitaires		15 592 739,08 $	779 636,95 $	1 555 375,72 $	**17 927 751,75 $**		
Contingences	10,0%	1 559 273,91 $	77 963,70 $	155 537,57 $	**1 792 775,18 $**		
Total contrat entrepreneur		**17 152 012,99 $**	**857 600,65 $**	**1 710 913,29 $**	**19 720 526,93 $**		
Dépenses incidentes							
Générales	5,0%	779 636,95 $	38 981,85 $	77 768,79 $	**896 387,59 $**		
Coût des travaux (montant à autoriser)		**17 931 649,94 $**	**896 582,50 $**	**1 788 682,08 $**	**20 616 914,52 $**	13 744 609,68 $	6 872 304,84 $

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 novembre 2014

COSOLTEC INC.
A/S MONSIEUR MICHEL GRENNAN
3131, BOUL SAINT-MARTIN OUEST, BUREAU 400
LAVAL (QC) H7T 2Z5

N° de décision : 2014-CPSM-1057967
N° de client : 3000146583

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). COSOLTEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 novembre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1165884003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

grille comité 5854 final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

16-15298 - Design-construction nouvelle cour de services d'Outremont/ accompagnement pour présider comité de sélection

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Approche proposée 10%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du cahrgé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
COSOLTEC inc.	4,00	7,67	8,00	17,83	16,00	20,00	73,5	19 720 526,92 $	0,0626	1
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION TEQ inc.	3,33	6,67	7,00	19,67	14,67	21,33	72,7	19 967 478,30 $	0,0614	2
LES ENTREPRISES QMD inc.	3,67	8,67	8,33	21,33	16,00	23,67	81,7	23 344 547,00 $	0,0564	3
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité

Date	28-09-2016
Heure	9h00
Lieu	9515 st-hubert salle direction

Multiplicateur d'ajustement
10000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165884003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165884003 - informations comptables.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
514 872-5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-21

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-4674

Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.18

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1165884003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).

Rapport- mandat SMCE165884003 - Cosoltec.pdf

Dossier # :1165884003

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 21 novembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE165884003

Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE1658840034
Accorder un contrat de design-construction à Cosoltec inc. pour la conception et la construction de la cour de services d'Outremont située sur le site Atlantic dans l'arrondissement d'Outremont (bâtiment 1194) - Dépense totale de 20 616 914,52 $, taxes incluses - Appel d'offres 5854 (3 soumissionnaires).

À sa séance du 2 novembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 9 novembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus de sollicitation du marché dans ce dossier et ont reçu des réponses satisfaisantes.

Ils ont bien compris que l'adjudicataire, un entrepreneur général, avait retenu les services d'une équipe de professionnels pour la conception et le design du projet. Ils ont aussi compris que le Service allait assurer un important contrôle de qualité pour favoriser une livraison rapide et un projet à la hauteur des attentes.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE165884003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1167231045

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 15 697 353,27 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Construction Bau-Val inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 13 847 691,64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 284401 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-11-07 11:32

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1167231045

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.

Numéro du mandat
SMCE167231045

Date du mandat
2016-11-09

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007);

VU la résolution CM11 0170 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est d'une valeur de plus de 10 M$;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1167231045 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-11-09

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1167231045

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167231045**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Des travaux de réfection de la chaussée, des trottoirs et des infrastructures souterraines sont devenus nécessaires sur l'avenue Laurier Ouest, entre le chemin de la Côte-Sainte-Catherine et l'avenue du Parc, étant donné la désuétude de ces équipements. La Ville de Montréal profite donc de cette occasion pour réaménager cette importante avenue des arrondissements Outremont et Plateau-Mont-Royal, afin de favoriser sa convivialité et ainsi consolider la vie de quartier tout en dynamisant le secteur commercial.
L'avenue a été complètement repensée dans le but d'améliorer le confort et la sécurité des usagers. L'idée d'offrir aux usagers une expérience d'achats et de déambulation de qualité a guidé le choix des aménagements. À cet effet, les trottoirs seront élargis afin de faire de la rue un endroit où il fait bon marcher, s'arrêter et permettre l'installation de terrasses. Des arbres biodiversifiés seront plantés pour procurer plus de confort aux usagers et augmenter la canopée. L'installation de nouveau mobilier urbain et d'un nouvel éclairage de rue est également prévue, offrant ainsi davantage de confort et de sécurité aux piétons. Afin d'offrir un aménagement où les vitesses de circulation seront apaisées, il est prévu de diminuer la largeur des voies de circulation. De plus, des avancés de trottoir seront aménagées à toutes les intersections sur l'avenue Laurier et sur les rue transversales permettant d'améliorer la traversée de la rue, le verdissement et offrant des espaces publics de qualité. Des aménagements cyclables seront aussi réalisés afin de lier l'avenue Laurier à la piste cyclable du chemin de la Côte-Sainte-Catherine. Les feux de circulation à l'intersection de l'avenue Querbes seront remplacés par des panneaux d'arrêt afin de maintenir une circulation apaisée et d'assurer un rythme de circulation automobile lent. Finalement, les rampes d'accès aux trottoirs seront alignées aux corridors de marche et munis de plaques tactiles en concordance avec les principes d'accessibilité universelle.

Les investissements alloués à ces aménagements permettront de consolider la vitalité de ces quartiers et faire de Montréal une ville où il fait bon vivre, travailler et commercer.

La reconstruction de la chaussée faisant partie du présent projet est sous la responsabilité de la Direction des transports du Service des infrastructures de la voirie et des transports (SIVT) qui poursuit, via son *Programme de réfection du réseau routier artériel,* sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises. Ces investissements viennent contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

Également, pour assurer la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes, l'éclairage sera complètement revu pour s'adapter à la nouvelle géométrie et ainsi maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire à l'améliorer si possible. Cette action vise à consolider et conserver les équipements municipaux en bon état et remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile. Le nouveau réseau d'éclairage sera doté de la technologie au DEL.

De plus, la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau intègre des travaux de reconstruction de la conduite secondaire d'eau potable et de quelques tronçons de conduite d'égout dans le contrat actuel et ce, sur les avenues Laurier, de l'Épée et sur le boulevard Saint-Joseph. Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal. Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Enfin, la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et Bell Canada reconstruisent leurs infrastructures détériorées et ces travaux sont intégrés dans le contrat de l'entrepreneur afin de limiter les interventions subséquentes.

La DGSRE du Service de l'eau et la Direction des transports du SIVT ont mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour la réalisation des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph.
Ces travaux consistent en:

Avenue Laurier, entre le chemin de la Côte-Sainte-Catherine et l'avenue du Parc

- la réalisation d'aménagements temporaires destinés à la minimisation des impacts du chantier, à la sécurité et l'accessibilité des piétons ainsi qu'à la création d'une

signature visuelle distinctive et la diffusion d'information relative aux travaux en cours (voir pièce jointe);
- la reconstruction de 351 mètres de conduites d'égout unitaire de diamètres variant de 300 mm à 900 mm;
- la reconstruction de 822 mètres de conduite d'eau de 100 mm à 400 mm de diamètre;
- l'excavation de tranchées pour le déplacement des conduites gazières aux intersections de l'avenue Laurier avec l'avenue de l'Épée et la rue Hutchison;
- la reconstruction complète des trottoirs et des bordures sur une longueur totalisant environ 460 mètres;
- la reconstruction de la chaussée sur une longueur totalisant environ 460 mètres;
- le remplacement du système d'éclairage;
- des travaux sur les feux de circulation;
- des travaux de mise à niveau du réseau de la CSEM;
- des travaux de mise à niveau du réseau de Bell Canada.

Avenue de l'Épée, du boulevard Saint-Joseph à l'avenue Laurier et boulevard Saint-Joseph, du chemin de la Côte-Sainte-Catherine à l'avenue de l'Épée

- la reconstruction et la construction de 130 mètres d'égout unitaire de diamètres variant de 300 mm à 900 mm;
- la reconstruction et la construction de 214 mètres de conduite d'eau variant de 150 mm à de 300 mm de diamètre;
- la reconstruction des trottoirs et des bordures, lorsque requise;
- la reconstruction de la chaussée sur une longueur totalisant environ 125 mètres (avenue de l'Épée);
- la réfection permanente des coupes (boulevard Saint-Joseph).

Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux, un plan clé ainsi que le plan de réaménagement géométrique.

Des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à l'intersection de l'avenue Laurier. Les deux (2) parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacune visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada, est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé « Travaux de Bell Canada dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine à l'intersection de l'avenue Laurier ». Ces travaux au montant de 19 755,00 $ taxes incluses, représentent 0,14 % du coût total du contrat et seront entièrement payés par Bell Canada. Ils seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel des travaux réalisés, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte. Également, ce projet intégré a fait l'objet d'une coordination étroite avec les services techniques des arrondissements et du comité consultatif de l’avenue Laurier Ouest (commerçants et citoyens).

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences s'élève à 1 286 180,57 $ (taxes

incluses), soit une moyenne pondérée de 10,24 % du coût des travaux tel que décrit au bordereau d'appel d'offres. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % sauf pour les travaux d'éclairage et de feux de circulation qui est de 15 % en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains (sous-projets 1659065010 et 1659065011).

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques et CSEM, de marquage de chaussée et de signalisation, de fouilles archéologiques, de déplacement de conduites gazières de Gaz Métro, d'horticulture et de mobilier urbain, de gestion des impacts (location d'espaces de stationnements et achat de vignettes de stationnement sur rue réservés aux résidents), de maintien de la circulation pendant les travaux, d'achat de mobilier pour les feux de circulation, de chloration des conduites d'eau existantes, ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document « Incidences et ristournes » en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder. Vous trouverez également en pièce jointe la liste des preneurs du cahier des charges.
À noter qu'un total de six (6) soumissions ont été reçues dont deux (2) ont été jugées inadmissibles étant donné qu'elles ne respectaient pas les conditions émises à la clause d'expérience du soumissionnaire à titre de maître-d'oeuvre (voir la clause en pièce jointe), soit :

- Roxboro Excavation inc., plus basse soumission reçue (13 250 009,93 $),
- Allia Infrastructures Ltée (16 175 955,24 $).

Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions conformes reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt ainsi que les exigences techniques des articles 1.1 et 1.2 des clauses administratives particulières).

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de la Division de la gestion de projets et économie de la construction (DGPEC) étant inférieure à 10%, la DGPEC appuie la recommandation d'octroi du contrat.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats, soit un contrat de travaux de plus de 10 M$.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et s'appliquent à chaque étape du contrat. En effet, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 7 000 $, excluant les taxes, par jour de calendrier de retard pour chacune des étapes. La pénalité est sans plafond. Par ailleurs, un boni de 3 500 $ est prévu par jour, pour certaines étapes, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 105 000 $, dans le cas où les travaux sont terminés avant le délai d'exécution prévu.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal pour la Ville relatif à ce contrat est de 15 697 353,27 $ (taxes incluses) et comprend:

- un contrat à la compagnie Construction Bau-Val inc. pour un montant de 13 847 691,64 $ taxes incluses;
- moins les travaux de Bell Canada pour un montant de 19 755,00 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 1 869 416,63 $ taxes incluses, lesquelles incidences incluent le contrat à Gaz Métro pour le déplacement des conduites gazières au montant de 29 386,30 $ taxes incluses.

Gaz Métro a fourni une estimation du coût des travaux, incluant les coûts afférents à la préparation de l'évaluation (voir pièce jointe) au montant de 26 714,82 $, taxes incluses. Gaz Métro facturera à la Ville de Montréal les coûts réels après les travaux selon la valeur résiduelle de la conduite existante telle que précisé à l'entente UMQ - GazMétro signée en décembre 2013 et entérinée par la Ville en avril 2014. À ce montant, la Ville ajoute une enveloppe dédiée aux contingences de l'ordre de 10% du coûts estimé par Gaz-Métro pour pallier aux risques inhérents à ce genre de travaux, soit 2 671,48 $, taxes incluses. Ces contingences portent la valeur maximale du contrat à 29 386,30 $, taxes incluses.

La dépense à faire autoriser par les différentes instances est répartie de la façon suivante entre les différents PTI des unités d'affaires:

-
  - 84,2 % au PTI de la Direction des transports du SIVT pour un montant de 13 213 604,38 $, taxes incluses;
  - 7,0 % au PTI de la DGSRE du Service de l'eau pour un montant de 1 109 205,01 $, taxes incluses;
  - 8,8 % au budget triennal de la CSEM (contrat 1367) pour un montant de 1 374 543,88 $, taxes incluses.

La dépense au montant de 15 697 353,27 $ est assumée entièrement par la Ville centrale et représente un coût net de 14 315 901,11 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants:

- # 16-007 Réaménagement - Laurier Ouest entre du Parc et Côte-Sainte-Catherine
- # 16-005 Réaménagement géométrique du réseau artériel
- # 16-026 PG Renouv. Rés. second. AQ et ÉG.
- # 16-046 Conduits souterrains/enfouis. fils aériens

Par ailleurs, l'ensemble des travaux de la DGSRE est admissible à une subvention estimée à 1 109 205,01 $ (taxes incluses) dans le cadre de la TECQ (taxe sur l'essence Canada Québec), ce qui ne laisse aucune charge aux contribuables. Les autres travaux laissent un impact sur l'emprunt net à la charge des contribuables de 13 303 049,09 $.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents «Incidences et ristournes» et «Budget requis».

Le détail des informations financières se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc, le tout en conformité avec l'action 7 du plan d'action de l'administration municipale Montréal durable 2016-2020: « Optimiser la gestion de l'eau ».
Il inclut également des travaux de plantation d'arbres, contribuant ainsi au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur afin de tendre vers un équilibre entre la verdure et le bâti, surtout dans une ville densément peuplée comme Montréal, le tout en conformité avec l'action 4 du plan d'action de l'administration municipale Montréal durable 2016-2020: « Protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité ».

Par ailleurs, le nouveau système d'éclairage est doté de la technologie au DEL.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DGSRE et la Direction des transports nous informent que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des infrastructures existantes. De plus, si la réalisation des travaux est retardée, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main d'œuvre et des matériaux.
Il s'agit d'un contrat majeur pour la Direction des infrastructures. La complexité d'un contrat de cette ampleur implique un délai de 4 à 6 semaines pour le démarrage des travaux afin de rencontrer l'entrepreneur, préparer et approuver les planches de signalisation, commander le matériel, obtenir les permis, etc., afin de réaliser un maximum de travaux dès le début de l'année 2017, le début de la réalisation des travaux du contrat est prévu à la mi-janvier 2017. Le fait de reporter cet octroi à un conseil ultérieur à celui de novembre aurait un impact sur le phasage des travaux prévu aux documents d'appel d'offres et sur la réalisation du projet.

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 14 février 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: novembre 2016
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : janvier 2017
Fin des travaux : octobre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs, à l'exception de la directive « Utilisation du cahier des charges administratif harmonisé pour les appels d'offres publics d'exécution de travaux ».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie LABERGE, Outremont
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau
Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
André BRIDEAU, Outremont
Kathy DAVID, Service de l'eau
Alain FISET, Outremont

Lecture :

Alain FISET, 1er novembre 2016
Jean CARRIER, 27 octobre 2016
Guy PELLERIN, 26 octobre 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 26 octobre 2016
Kathy DAVID, 26 octobre 2016
André BRIDEAU, 26 octobre 2016
Benoît MALETTE, 26 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESPAROIS
Ingénieur

Tél : 514 872-9409
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-26

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-11-03

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-11-04

RÉSULTATS FINALS - ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 284401 — No du GDD : 1167231045

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 9 - 2016 — Ouverture originalement prévue le : 5 - 10 - 2016

Ouverture faite le : 17 - 10 - 2016 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 6 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
27 - 9 - 2016	Modifications des clauses administratives particulières, des devis techniques Éclairage, Égout et aqueduc, Voirie et CSEM, aux formulaires de soumission et aux plans, notamment pour l'ajout de l'archéologie et le nettoyage du chantier.	170 922,99
29 - 9 - 2016	Report de date d'ouverture	-
6 - 10 - 2016	Modifications mineures des devis techniques Aménagement temporaire, Circulation et Voirie, aux formulaires de soumission et aux plans.	(33 894,63)
7 - 10 - 2016	Report de date d'ouverture	-
7 - 10 - 2016	Modifications mineures aux formulaires de soumission.	(3 003,72)
13 - 10 - 2016	Correction mineure du bordereau de soumission.	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 30 — Nbre de soumissions reçues : 6 — % de réponses : 20

Nbre de soumissions rejetées : 2 — % de rejets : 33,3

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
ROXBORO EXCAVATION INC.	La clause "Expérience du maître d'oeuvre" n'est pas respectée
ALLIA INFRASTRUCTURES LTÉE	La clause "Expérience du maître d'oeuvre" n'est pas respectée

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 14 - 2 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	12 561 511,07	1 286 180,57	13 847 691,64
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	13 086 700,29	1 340 299,71	14 427 000,00
LES EXCAVATIONS GILBERT THÉORÊT INC.	15 287 442,76	1 562 024,29	16 849 467,05
GROUPE TNT INC.	17 499 773,09	1 777 249,67	19 277 022,76
Estimation **interne**	12 765 047,43	1 309 019,33	14 074 066,76

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-1,6%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **4,2%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CONSTRUCTION BAU-VAL INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 13 847 691,64

Montant des incidences ($) : 1 869 416,63

Date prévue de début des travaux : 16 - 1 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 26 - 10 - 2018

Montréal

Actifs visés par le projet

Soumission: **284401**

Titre: **Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph.**

Arrondissement: **Plusieurs**

Voirie

	Nature des travaux	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Reconstruction chaussée mixte en chaussée flexible (Laurier)	7605	m ca.	Sur un tronçon d'environ 460 m. lin. sur l'ave Laurier, de 90 m. lin. sur le chemin de la Côte-Ste-Catherine et de 125 m. lin. sur l'ave de l'Épée.
	Planage et revêtement bitumineux (chemin de la Côte-Sainte-Catherine)	1190	m ca.	
	Reconstruction chaussée mixte en chaussée flexible (St-Dom.)	810	m ca.	
Trottoir, Bordure et Mail	Reconstruction de trottoir monolithe en béton	525	m ca.	Les montants incidents incluent des coûts importants pour l'horticulture et le mobilier urbain.
	Reconstruction de trottoir boulevard en béton	290	m ca.	
	Trottoir structural armé avec pavés de béton (pour fosses de plantation)	1070	m ca.	
	Trottoir de béton fibre avec pavés de béton	3255	m lin.	
	Bordure de granit de type Caledonia (300mm de largeur)	1080	m lin.	
	Bordure spéciale en béton armé 300mm de largeur	115	m lin.	

Égout / Aqueduc

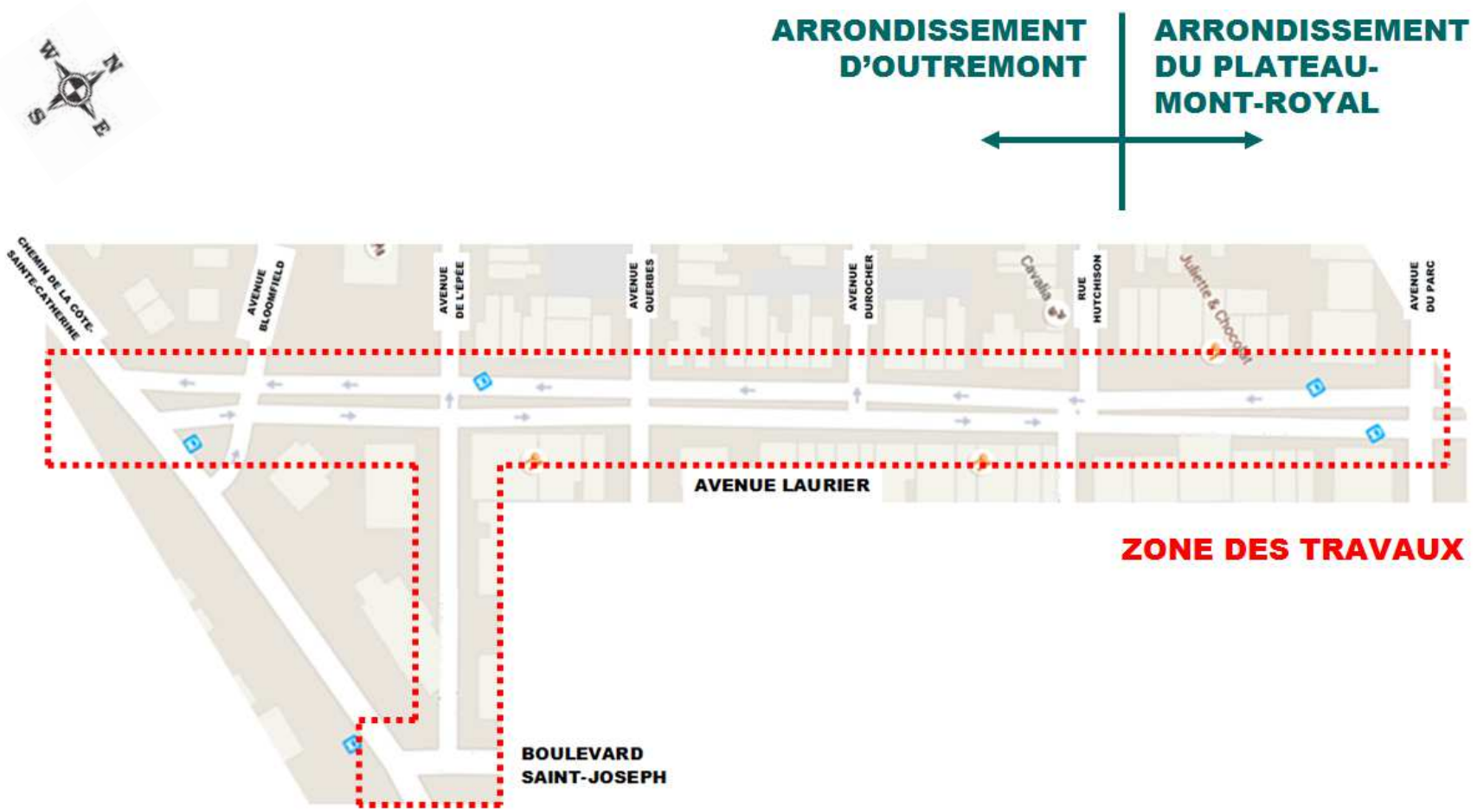
Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Reconstruction de conduite d'aqueduc de 100 mm diam.	65	m lin.	
Reconstruction de conduite d'aqueduc de 150 mm diam.	160	m lin.	
Reconstruction de conduite d'aqueduc de 200 mm diam.	332	m lin.	
Reconstruction de conduite d'aqueduc de 300 mm diam.	477	m lin.	
Reconstruction de conduite d'aqueduc de 400 mm diam.	2	m lin.	
Reconstruction de conduite d'égout de 300 mm diam.	13	m lin.	
Reconstruction de conduite d'égout de 375 mm diam.	143	m lin.	
Reconstruction de conduite d'égout de 600 mm diam.	30	m lin.	
Reconstruction de conduite d'égout de 750 mm diam.	47	m lin.	
Reconstruction de conduite d'égout de 900 mm diam.	248	m lin.	

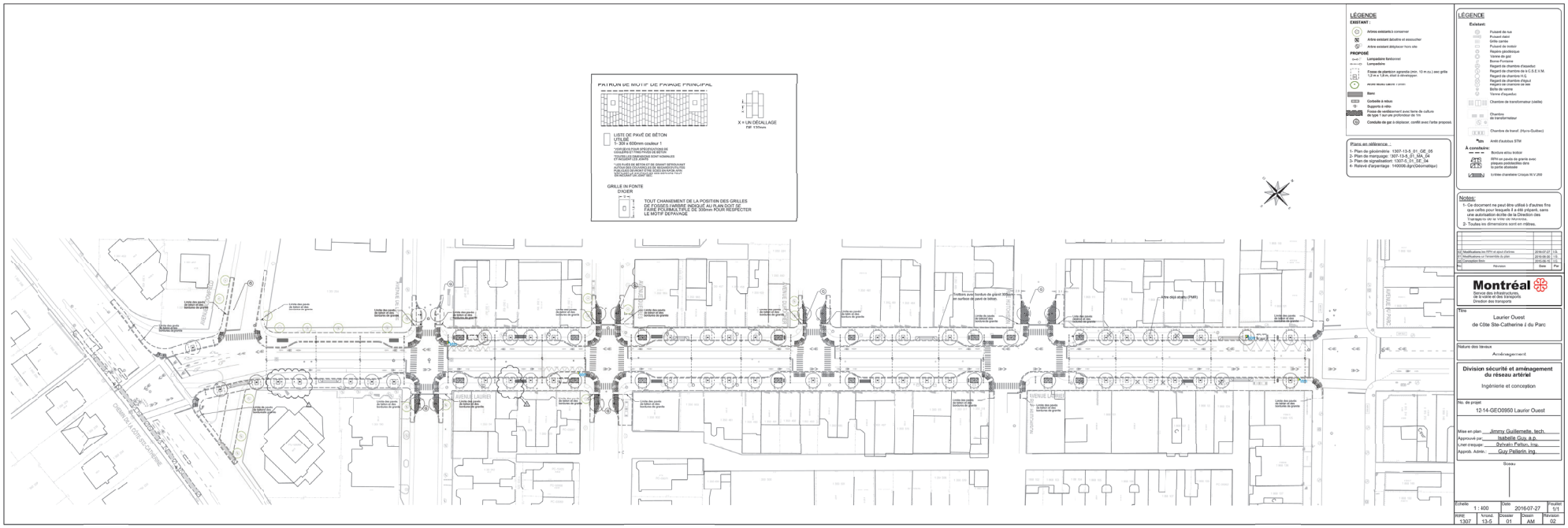
Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Lampadaires fonctionnels	61	unité	
Nouvelles bases de béton	62	unité	par CSEM
Conduits	1487	m lin.	par CSEM
Mise aux normes des feux	2	intersection	

Préparé par:	Annie Desparois, ing.	Date:	2016-10-24

SO284401 - PLAN CLÉ




PATRON DE MOTIF DE PAVAGE PRINCIPAL
X = UN DÉCALLAGE
Cté: 115mm
LISTE DE PAVÉ DE BÉTON UTILISÉ
1- 300 x 600mm couleur 1
GRILLE IN FONTE D'ACIER
TOUT CHANGEMENT DE LA POSITION DES GRILLES DE FOSSES (HIBRIE INDIQUÉ AU PLAN DOIT SE FAIRE PERPENDICULAIRE D'AU 300mm POUR RESPECTER LE MOTIF DE PAVAGE
LÉGENDE
EXISTANT :
Arbre existant à conserver
Arbre existant à abattre et essoucher
Arbre existant déplacer hors site
PROPOSÉ
Lampadaire fonctionnel
Lampadaire
Fosse de plantion agrandie (min. 10 m cu.) avec grille 1,2 m x 1,8 m, étalé à développer.
Banc
Corbeille à rebus
Support à vélo
Fosse de verdissement avec terre de culture de type 1 sur une profondeur de 1m
Conduite de gaz à déplacer, conflit avec l'arbre proposé.
Plans en référence ...
1- Plan de géométrie : 1307-13-5_01_GE_05
2- Plan de marquage : 1307-13-5_01_MA_04
3- Plan de signalisation : 1307-5_01_SI_04
4- Relevé d'arpentage : 1160006.dgn(Géomatique)
LÉGENDE
Existant:
Puisard de rue
Puisard mixte
Grille carrée
Puisard de trottoir
Hydrant
Borne Fontaine
Regard de chambre d'égout
Regard de chambre de la C.C.S.V.M.
Regard de chambre H.Q.
Regard de chambre d'égout
évacuation chambre de tiré
Vanne d'aqueduc
Chambre de transformateur (vielle)
Chambre de transformateur
Chambre de transf. (Hydro-Québec)
Arrêt d'autobus STM
À conclusion:
Bordure arbre limitrof
RPA en pavés de granit avec plaques podotactiles dans la partie abaissée
Ligne chaussée Croquis M.V.200
Notes:
1- Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles pour lesquels il a été préparé, sans une autorisation écrite de la Direction des Transports de la Ville de Montréal.
2- Toutes les dimensions sont en mètres.
AVENUE LAURIER
CHEMIN DE LA CÔTE-STE-CATHERINE
AVENUE DE L'ÉPÉE
AVENUE DU PARC
Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des transports
Titre
Laurier Ouest
de Côte Ste-Catherine à du Parc
Nature des travaux
Aménagement
Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Ingénierie et conception
No. de projet
12-14-GEO0990 Laurier Ouest
Mise en plan Jimmy Guillemette, tech.
Approuvé par Isabelle Guy, a.p.
Chef d'équipe Richard Pelton, ing.
Approb. Admin. Guy Pellerin, ing.
Sceau
Échelle 1 : 400
Date 2016-07-27
Feuillet 1/1
RRR 1307
Voirie 13-5
Dossier 01
Dessin AM
Révision 02



L’avenue Laurier Ouest actuelle - vue vers la montagne



La future avenue Laurier Ouest - vue vers la montagne



L’avenue Laurier Ouest actuelle - vue vers l’est



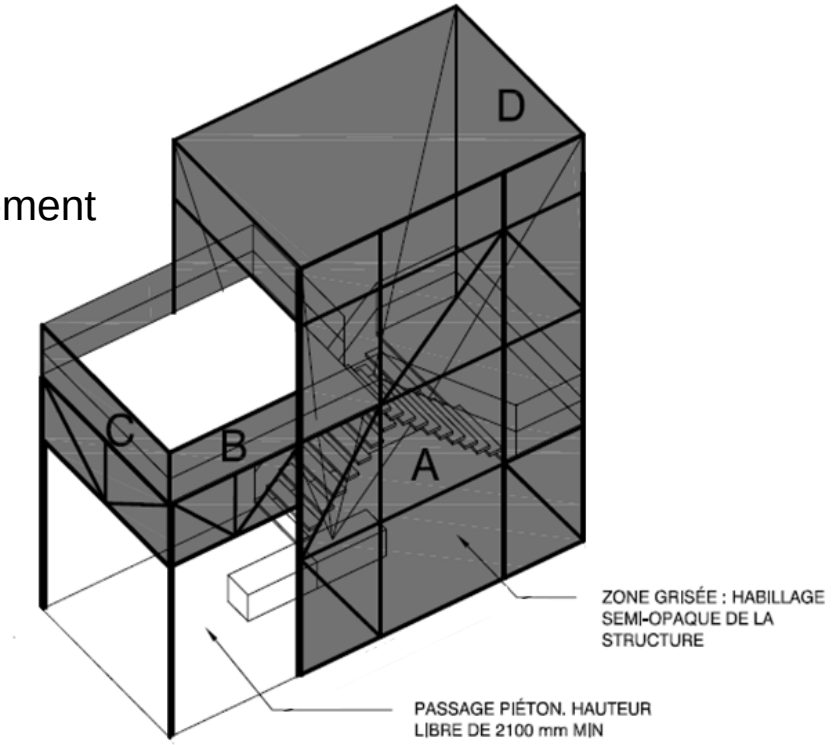
La future avenue Laurier Ouest - vue vers l’est

Montréal

LAURIER OUEST VAUT LE DÉTOUR

Concept d'aménagement temporaire pendant le chantier qui inclut différents dispositifs et mobilier de chantier dont notamment :

- 1 structure signalétique à grand déploiement



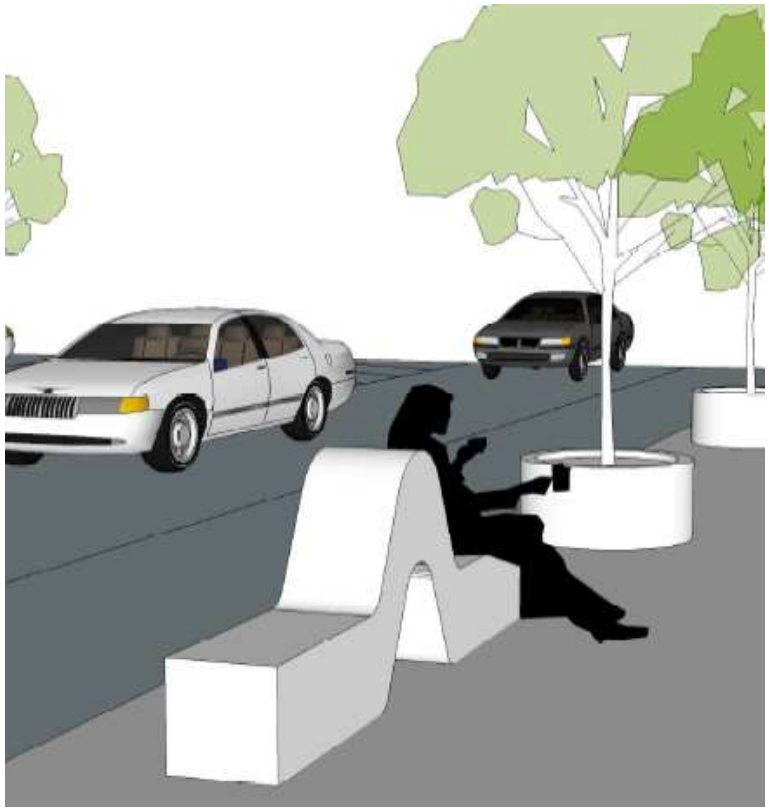
PERSPECTIVE - STRUCTURE SIGNALÉTIQUE (SS)

Montréal

LAURIER OUEST VAUT LE DÉTOUR

Concept d'aménagement temporaire pendant le chantier qui inclut différents dispositifs et mobilier de chantier dont notamment :

- 14 bancs de bois



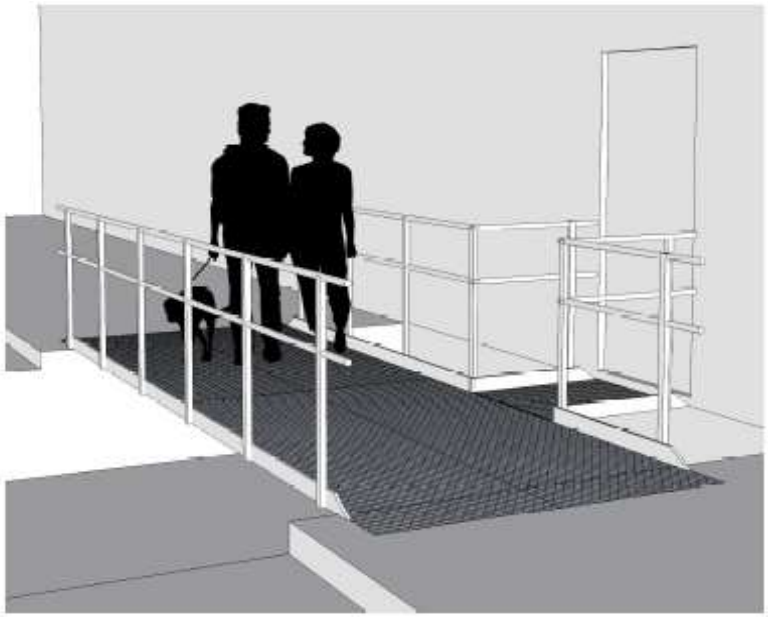
Montréal

LAURIER OUEST VAUT LE DÉTOUR

Concept d'aménagement temporaire pendant le chantier qui inclut différents dispositifs et mobilier de chantier dont notamment :

- 25 passerelles piétonnes



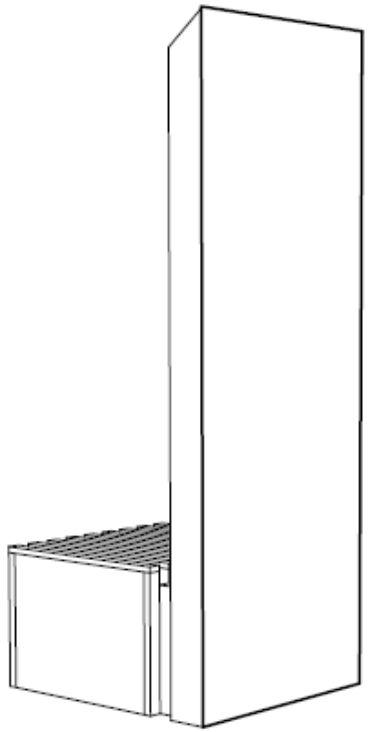


Montréal

LAURIER OUEST VAUT LE DÉTOUR

Concept d'aménagement temporaire pendant le chantier qui inclut différents dispositifs et mobilier de chantier dont notamment :

- 3 bornes signalétiques



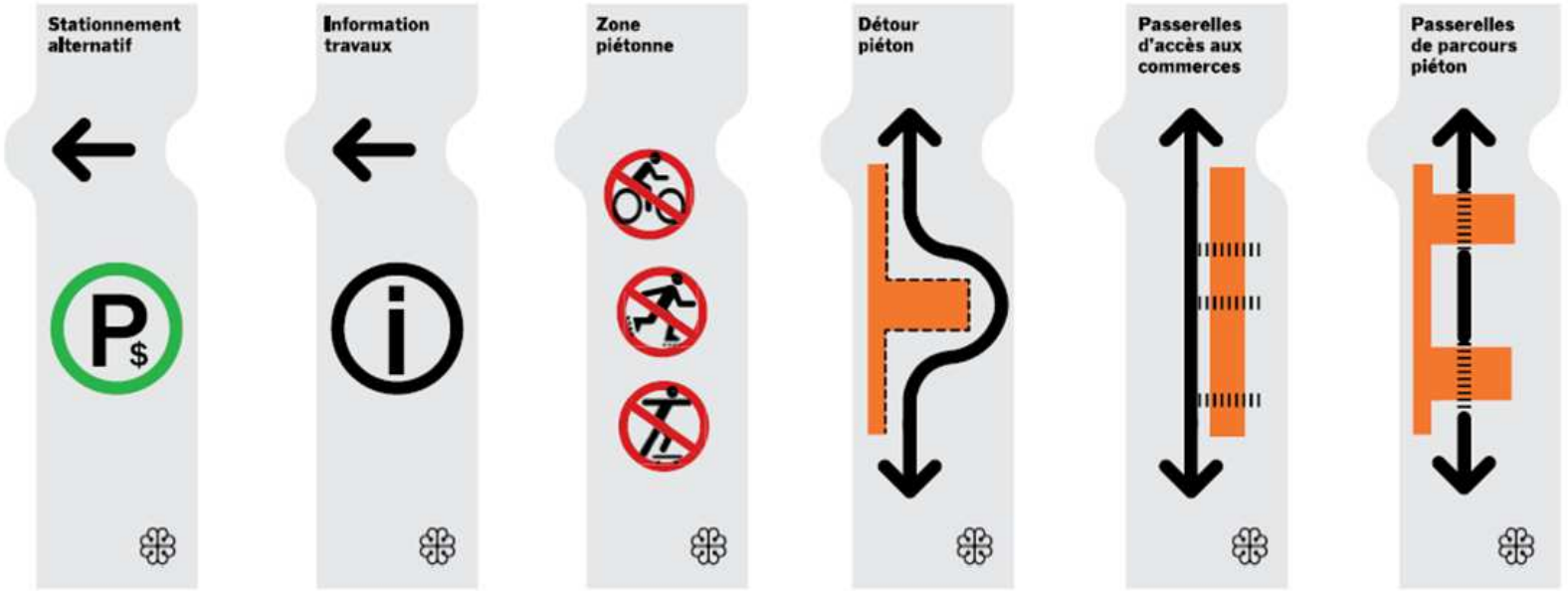
PERSPECTIVE – BORNE SIGNALÉTIQUE NUMÉRIQUE

Montréal

LAURIER OUEST VAUT LE DÉTOUR

Concept d'aménagement temporaire pendant le chantier qui inclut différents dispositifs et mobilier de chantier dont notamment :

-24 panneaux signalétiques

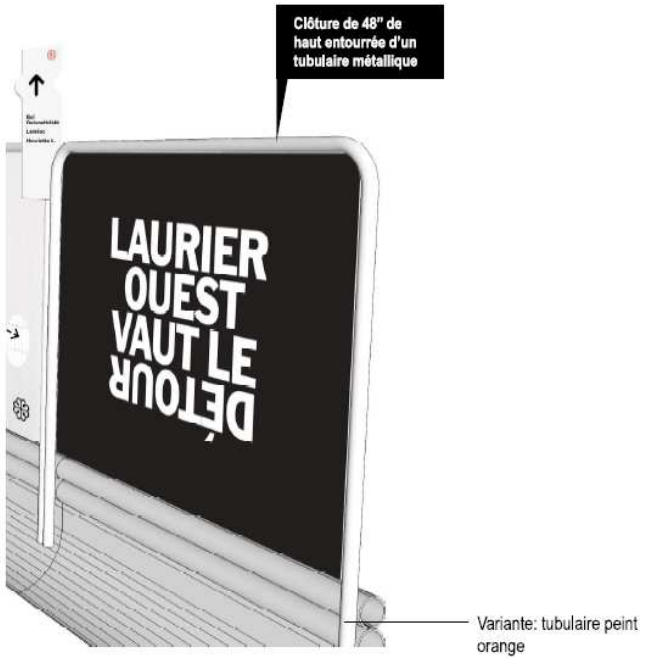


Montréal

LAURIER OUEST VAUT LE DÉTOUR

Concept d'aménagement temporaire pendant le chantier qui inclut différents dispositifs et mobilier de chantier dont notamment :

- l'habillage des clôtures, structure signalétique et roulotte de chantier





Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Révision 1

Le 24 octobre 2016

Monsieur Dominic Chénier
Spécialiste PRR et Structures Souterraines
Bell Canada / Approvisionnement du réseau
600, rue Jean-Talon Est, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A9

Objet : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph.

V/Réf : H32350
N/Réf : 284401

Monsieur,

Dans le cadre des travaux d'aménagement temporaire, de reconstruction d'égout, d'une conduite d'eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures et travaux d'éclairage, de feux de circulation, de mise aux normes du réseau de la CSEM et de Bell Canada (reconstruction de puits d'accès, de toit de puits d'accès et construction de conduits électriques), là où requis, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph, Bell Canada a décidé de faire l'intervention suivante à leurs actifs :

- Reconstruction du plafond et de la cheminée d'accès sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, à l'intersection avec l'avenue Laurier.

Comme convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : Construction Bauval Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : TCI

Le coût des travaux de Bell est évalué à **19 755,00 $ (taxes incluses)**. À cet effet vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé à votre portion des travaux soumis par l'adjudicataire recommandé. **APPROUVÉ** Dominic Chénier 2016.10.24 13:02:15-04'00'

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (élévation de roc) liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

...2

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Annie Desparois, ing., chargée de projets au 514 872-9409.

Prière de nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le 24 octobre 2016, afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Martin Gaudette, ing.
Chef de section, conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet 284401 (# sous-projet 1659065009).

J'ai signé le _____ 2016, à _____.

Dominic Chénier
2016.10.24
13:01:27-04'00'

_____
Nom du signataire (en lettres moulées)

p. j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 284401

c.c. M. Martin Boulianne, chef de division réalisation
Mme Annie Desparois, chargée de projet, division de la conception des travaux

GazMétro
11401, avenue L.-J. Forget
Anjou QC H1J 2Z8
tél. 514 356-8788
téléc. 514 356-8774
www.gazmetro.com

Montréal, le 9 septembre 2016

Mme Annie Desparois
Ville de Montréal
801 rue Brennan 7e étage
Montréal (Qc)
H3C 0G4

Objet : Demande de modification au réseau de distribution de Gaz Métro – Évaluation des coûts des travaux

Numéro de projet **: 60-003287 – PCF-UMQ ave de l'Épée/Laurier O.**

Madame Desparois,

La présente fait suite à notre lettre du 2 octobre 2015 concernant la demande de déplacement des infrastructures du réseau de distribution de Gaz Métro pour les travaux que la Ville de Montréal (ci-après la « **Municipalité** ») prévoit réaliser sur l'Avenue de l'Épée intersection de la rue Laurier O. à Outremont.

Comme indiqué à notre dernière correspondance, nous vous transmettons par la présente l'évaluation des coûts des travaux de déplacement et de reconstruction du réseau de distribution (ci-après les « **Travaux** ») indiquant également leur répartition, laquelle a été établie conformément à l'entente intervenue entre Gaz Métro et l'Union des municipalités du Québec (ci-après l'« **Entente** »). En effet, selon l'article 2 de l'Entente, la Municipalité doit rembourser à Gaz Métro les coûts de déplacement et de reconstruction de ses infrastructures en proportion de la valeur de celles-ci non encore amorties lorsqu'elles ont plus de 5 ans ou en totalité lorsqu'elles n'ont pas encore atteint cet âge.

Les Travaux à être effectués comprennent : Déviation d'une conduite 60,3 mm CL-400 Plastique sur une longueur d'environ 45m. Gaz Métro interviendra dans ce projet dans un mode de projet intégré avec la ville de Montréal. Les travaux d'excavation et de remblayage seront faits par l'entrepreneur de la Ville de Montréal. Gaz Métro va effectuer les travaux mécaniques et va installer de la poussière de pierre par-dessus la nouvelle conduite installée. La signalisation sera faite par la ville de Montréal.

Le coût total des Travaux est évalué à **42 151,83 $** (sans les frais d'estimation) plus les taxes applicables.

Toutefois, comme mentionné à notre dernière correspondance, Gaz Métro facturera la Municipalité en fonction du coût réel des Travaux plus les taxes applicables. Conformément à l'Entente, la Municipalité doit assumer ce coût dans une proportion de **47,7 %,** soit pour un montant estimé de **20 106,43 $** plus les taxes applicables. Ce pourcentage pourra faire l'objet d'un ajustement en fonction des infrastructures réellement touchées par les Travaux une fois ceux-ci terminés.

GazMétro
11401, avenue L.-J. Forget
Anjou QC H1J 2Z8
tél. 514 356-8788
téléc. 514 356-8774
www.gazmetro.com

Nous vous rappelons de plus que la Municipalité assume tous les coûts afférents à la préparation de la présente évaluation, lesquels seront facturés en sus. Ces coûts représentent un montant de **3128,90 $** plus les taxes applicables.

Par la signature de la présente lettre, la Municipalité s'engage à assumer le coût réel des Travaux conformément aux modalités qui y sont énoncées. À cet égard, veuillez nous retourner la présente dûment signée par le représentant autorisé de la Municipalité à l'adresse suivante :

David Bolduc
Technicien de projets
Gaz Métro
11401 L.J. Forget
Anjou(Québec) H1J 2Z8

La présente évaluation sera valide pour une durée de 30 jours suivant l'émission de la présente. Conséquemment, à défaut de transmettre à Gaz Métro l'original de la présente lettre dûment signée le 15 novembre 2016 Gaz Métro se verra dans l'obligation de procéder à une nouvelle évaluation des coûts aux entiers frais de la Municipalité.

Un délai minimum de 30 jours ouvrables à partir de la date de réception par Gaz Métro de l'original de la présente lettre dûment signée est requis afin de débuter la planification des Travaux.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec David Bolduc au numéro 514-356-8777 poste 3577.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Victor Woo ing.
Chargé de projets

GazMétro
11401, avenue L.-J. Forget
Anjou QC H1J 2Z8
tél. 514 356-8788
téléc. 514 356-8774
www.gazmetro.com

J'ai lu, je comprends et je suis dûment autorisé à signer au nom de la Municipalité pour accepter les modalités énoncées à la présente lettre.

J'ai signé le _____, à _____.

_____
Signature

_____
Nom du signataire (en lettres moulées)

_____
Titre et Fonction

Adresse de facturation (si différente de l'adresse de service)
N° de téléphone cellulaire
N° de téléphone au travail
N° de téléphone à la résidence
Nom de la personne-ressource (si différente du signataire)
N° de téléphone de la personne-ressource

Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph

Arrondissements Le Plateau-Mont-Royal et d'Outremont

Localisation	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
- Avenue de Laurier entre l'avenue du Parc et Chemin de la Côte- Sainte - Catherine - Avenue de L'Épée entre l'avenue Laurier et le boulevard Saint-Joseph - Boulevard Saint-Joseph entre l'Avenue de l'Épée et Chemin de la Côte-Sainte-Catherine.	❖ **Occupation du domaine public** Soumettre des planches de signalisation pour chaque occupation du domaine public; ❖ **Horaires de travail :** Les travaux sont planifiés du lundi au vendredi; ❖ **Exécution et déroulement des travaux :** • **Année 2017, de janvier à août** - Travaux de la CSEM dans l'avenue Laurier entre l'avenue du Parc et la rue Hutchison; - Travaux de Gaz Métro à la hauteur de l'intersection Laurier/Hutchison; - Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans l'avenue Laurier, entre Chemin de la Côte-Sainte-Catherine et l'avenue Querbes. • **Année 2017, de septembre à décembre** - Travaux d'égout et aqueduc dans l'avenue de l'Épée, entre l'avenue Laurier et le boulevard Saint-Joseph, et dans le boulevard Saint-Joseph entre l'avenue de l'Épée et Chemin de la Côte-Saint-Catherine. • **Année 2018, de mai à octobre** - Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans l'avenue Laurier, entre l'avenue Querbes et l'avenue du Parc. ❖ **Maintien de la circulation** L'entrepreneur doit maintenir en tout temps, pendant les heures de travail, la circulation des véhicules dans la direction autorisée. ❖ **Maintien de la circulation piétonnière** Maintenir, en tout temps les trottoirs et les passages piétonniers libres de tout obstacle. Si un trottoir ou passage piéton est entravé, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin que les piétons et les personnes à mobilité réduite puissent contourner l'obstacle, la présence de signaleurs est requise; ❖ **Maintien des zones de livraison et de débarcadère** Si au cours des travaux des zones de livraison ou de débarcadère sont entravées, l'entrepreneur doit, avec l'aide du Directeur et en accord avec l'arrondissement concerné, aménager des zones temporaires à proximité. Ces zones doivent être signalées par des panneaux. ❖ **Accès aux chantiers.** Les accès aux chantiers doivent être signalés, la présence de signaleurs est requise.

Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph

Arrondissements Le Plateau-Mont-Royal et d'Outremont (suite et fin)

Localisation	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
- Avenue de Laurier entre l'avenue du Parc et Chemin de la Côte- Sainte - Catherine - Avenue de L'Épée entre l'avenue Laurier et le boulevard Saint-Joseph - Boulevard Saint-Joseph entre l'Avenue de l'Épée et Chemin de la Côte-Sainte-Catherine.	❖ **Gestion des impacts** ▪ L'entrepreneur doit permettre l'accès en tout temps aux véhicules de service d'urgence et de service de sécurité incendie de Montréal; ▪ Les travaux seront coordonnés avec les partenaires impliqués (Arrondissements concernés, STM, Services d'urgence, Service de sécurité incendie de Montréal…); ▪ Des panneaux à message variable (PMVM) doivent demeurer en place pour la durée complète des travaux; ▪ Les travaux seront coordonnés avec les chantiers dans le même secteur; ▪ Des communications de proximité et des courriels d'information aux partenaires sont prévus.

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **Mardi, 27 mai 2014**

Fiche de l'entreprise

Nom : CONSTRUCTION BAU-VAL INC
Adresse du siège social : 2282, CH SAINT-RÉMI, DORVAL, QC, H9P 1L1, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 2700017843
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143718063

Autres noms d'affaires

- LES PAVAGES DOR VAL

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information des services en ligne.

4-1

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0257

Québec, le 5 décembre 2013

Les Pavages Dorval inc.
À l'attention de : Monsieur Jean-Pierre Malo
2282, rue Montée St-Rémi
Pointe-Claire (Québec) H9P 1L1

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Pavages Dorval inc. V
Autorisation n° 2013-CPSM-0257 n° d'identification de l'Autorité : 2700017843

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Pavages Dorval inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 décembre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418 525.0337
ligne sans frais : 877 525.0337
telec. : 418 525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télec. : 514.873.6970

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 284401
Numéro de référence : 1010464
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1183064)** 2016-09-27 16 h 15 **Transmission :** 2016-09-27 17 h 24	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 15 - Téléchargement 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 48 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 16 h 15 - Téléchargement 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 16 h 15 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 48 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel

				2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1176494)** 2016-09-12 15 h 01 **Transmission :** 2016-09-12 15 h 31	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 20 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 51 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 55 - Messagerie

				2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 25 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Bau-Québec Ltée.. 6952 Grande Allée Saint-Hubert, QC, J3Y 1C4 NEQ : 1142576959	Monsieur Denis Huard Téléphone : 450 676-8622 Télécopieur :	**Commande : (1176170)** 2016-09-12 10 h 08 **Transmission :** 2016-09-12 11 h 19	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 10 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 42 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel

				2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 35 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 38 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Bordures Polycor Inc 139 rue St-Pierre Québec, QC, G1K 8B9 http://www.polycor.com NEQ : 1143280379	Monsieur Rémi Guillemette Téléphone : 418 558-7740 Télécopieur : 418 323-2046	**Commande : (1176439)** 2016-09-12 14 h 12 **Transmission :** 2016-09-12 14 h 12	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 17 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 48 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement

2659156 - 284401_Addenda 3
2016-10-06 16 h 13 - Courriel

2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 16 h 15 - Courriel

2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

2659162 - C-5007 R1
2016-10-06 16 h 47 - Messagerie

2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date
2016-10-07 12 h 39 - Courriel

2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-07 13 h 16 - Courriel

2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

2659865 - 284401_Addenda 5
2016-10-07 15 h 46 - Courriel

2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-11 10 h 08 - Courriel

2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

2661530 - 284401_Addenda 6
2016-10-13 18 h 24 - Courriel

2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 18 h 13 - Courriel

2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Bruneau Électrique Inc.
527 boul Dollard
Joliette, QC, J6E 4M5
NEQ : 1142851337

Monsieur Eric Bruneau
Téléphone : 450 759-6606
Télécopieur : 450 759-2653

Commande : (1178935)
2016-09-19 9 h 09
Transmission :
2016-09-19 9 h 09

2654949 - 284401_Addenda 1
2016-09-27 16 h 20 - Messagerie

2654951 - C-5007_DC R1
2016-09-28 11 h 51 - Messagerie

2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-27 15 h 38 - Courriel

2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement

2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date
2016-09-29 15 h 47 - Courriel

2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-29 15 h 56 - Courriel

2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement

2659156 - 284401_Addenda 3
2016-10-06 16 h 13 - Courriel

2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 16 h 15 - Courriel

2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

2659162 - C-5007 R1
2016-10-06 16 h 52 - Messagerie

2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date
2016-10-07 12 h 39 - Courriel

2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-07 13 h 16 - Courriel

2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

2659865 - 284401_Addenda 5
2016-10-07 15 h 46 - Courriel

2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-11 10 h 08 - Courriel

2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

2661530 - 284401_Addenda 6
2016-10-13 18 h 24 - Courriel

2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 18 h 13 - Courriel

2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ CMS Entrepreneurs Généraux Inc.
3828, rue Saint-Patrick
Montréal, QC, H4E1A4
NEQ : 1140716508

Monsieur André Bolduc
Téléphone : 514 765-9393
Télécopieur : 514 765-0074

Commande : (1177685)
2016-09-15 6 h 51
Transmission :
2016-09-15 7 h 01

2654949 - 284401_Addenda 1
2016-09-27 16 h 17 - Messagerie

2654951 - C-5007_DC R1
2016-09-28 11 h 47 - Messagerie

2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-27 15 h 38 - Courriel

2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement

2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date
2016-09-29 15 h 47 - Courriel

2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-29 15 h 56 - Courriel

2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement

2659156 - 284401_Addenda 3
2016-10-06 16 h 13 - Courriel

2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 16 h 15 - Courriel

2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

2659162 - C-5007 R1
2016-10-06 16 h 46 - Messagerie

2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date
2016-10-07 12 h 39 - Courriel

2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-07 13 h 16 - Courriel

2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

2659865 - 284401_Addenda 5
2016-10-07 15 h 46 - Courriel

2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-11 10 h 08 - Courriel

2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

2661530 - 284401_Addenda 6
2016-10-13 18 h 24 - Courriel

2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 18 h 13 - Courriel

2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Coffrage Alliance Ltée, Entrepreneur Général	Monsieur Louis-Cyrille Lalande	**Commande : (1190378)** 2016-10-17 10 h 54

2000 rue De Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 http://www.coffrage-alliance.ca NEQ : 1161836276	Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Transmission :** 2016-10-17 10 h 54	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2654951 - C-5007_DC R1 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement

				2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 10 h 54 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1177076)** 2016-09-13 16 h 11 **Transmission :** 2016-09-13 16 h 58	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 21 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 52 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 57 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 25 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Patrice Touchette Téléphone : 514 685-8989 Télécopieur : 514 685-6484	**Commande : (1177099)** 2016-09-13 16 h 34 **Transmission :** 2016-09-13 16 h 54	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 16 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 46 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 44 - Messagerie

				2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Génix Inc. 1054, Boul. Bastien Québec, QC, G2K 1E6 http://hbertrand@genix.qc.ca NEQ : 1161491577	Madame Hélène Bertrand Téléphone : 418 634-1807 Télécopieur : 418 628-3768	**Commande : (1176201)** 2016-09-12 10 h 25 **Transmission :** 2016-09-12 10 h 25	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 10 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 41 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel

			2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 35 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 38 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1176717)** 2016-09-13 9 h 05 **Transmission :** 2016-09-13 9 h 05	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 16 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 47 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement

2659156 - 284401_Addenda 3
2016-10-06 16 h 13 - Courriel

2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 16 h 15 - Courriel

2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

2659162 - C-5007 R1
2016-10-06 16 h 45 - Messagerie

2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date
2016-10-07 12 h 39 - Courriel

2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-07 13 h 16 - Courriel

2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

2659865 - 284401_Addenda 5
2016-10-07 15 h 46 - Courriel

2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-11 10 h 08 - Courriel

2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

2661530 - 284401_Addenda 6
2016-10-13 18 h 24 - Courriel

2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 18 h 13 - Courriel

2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Construction NRC Inc.
160 rue Deslauriers
Arr. St-Laurent
Montréal, QC, H4N 1V8
NEQ : 1149495146

Madame Nathalie Côté
Téléphone : 514 331-7944
Télécopieur : 514 331-2295

Commande : (1177988)
2016-09-15 12 h 13
Transmission :
2016-09-15 13 h 32

2654949 - 284401_Addenda 1
2016-09-27 16 h 22 - Messagerie

2654951 - C-5007_DC R1
2016-09-28 11 h 52 - Messagerie

2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-27 15 h 38 - Courriel

2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement

2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date
2016-09-29 15 h 47 - Courriel

2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-29 15 h 56 - Courriel

2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement

2659156 - 284401_Addenda 3
2016-10-06 16 h 13 - Courriel

2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 16 h 15 - Courriel

2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

2659162 - C-5007 R1
2016-10-06 16 h 33 - Messagerie

2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date
2016-10-07 12 h 38 - Courriel

2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-07 13 h 16 - Courriel

2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

2659865 - 284401_Addenda 5
2016-10-07 15 h 46 - Courriel

2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-11 10 h 08 - Courriel

2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

2661530 - 284401_Addenda 6
2016-10-13 18 h 24 - Courriel

2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 18 h 13 - Courriel

2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc.
370, rue Larry-Ball
Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6
http://www.duroking.com NEQ : 1165343220

Monsieur Mathieu Kingsbury
Téléphone : 450 436-3474
Télécopieur : 450 436-2273

Commande : (1176435)
2016-09-12 14 h 10
Transmission :
2016-09-12 14 h 35

2654949 - 284401_Addenda 1
2016-09-27 16 h 22 - Messagerie

2654951 - C-5007_DC R1
2016-09-28 11 h 52 - Messagerie

2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-27 15 h 38 - Courriel

				2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 57 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 25 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Électricité Grimard Inc. 1235 Bersimis	Monsieur Jacques Grimard	**Commande : (1177521)** 2016-09-14 13 h 58	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 20 - Messagerie

Chicoutimi, QC, G7K 1A4 http://www.grimard.ca NEQ : 1141847179	Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Transmission :** 2016-09-14 13 h 58	2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 50 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 51 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Louise Genest Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1176667)** 2016-09-13 8 h 08 **Transmission :** 2016-09-13 8 h 08	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 18 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 49 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 49 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel

				2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1177401)** 2016-09-14 11 h 20 **Transmission :** 2016-09-14 14 h 21	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 18 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 48 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 48 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel

				2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1177261)** 2016-09-14 9 h 31 **Transmission :** 2016-09-14 9 h 31	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 12 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 44 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 39 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 38 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

				2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1177707)** 2016-09-15 7 h 57 **Transmission :** 2016-09-15 7 h 57	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 09 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 41 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 34 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 38 - Courriel

				2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1176651)** 2016-09-13 7 h 40 **Transmission :** 2016-09-13 8 h 06	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 23 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 52 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

				2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 17 h 19 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 25 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1177329)** 2016-09-14 10 h 26 **Transmission :** 2016-09-14 10 h 26	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 13 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 44 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel

				2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 40 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 38 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1177197)** 2016-09-14 8 h 50 **Transmission :** 2016-09-14 9 h	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 12 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 44 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Télécopie 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 48 - Télécopie 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 16 h 30 - Télécopie

				2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Télécopie 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 46 - Télécopie 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 38 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Télécopie 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 17 - Télécopie 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 47 - Télécopie 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 09 - Télécopie 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 56 - Télécopie 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 14 - Télécopie 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4 NEQ : 1166482993	Monsieur Michel Viger Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1178456)** 2016-09-16 10 h 29 **Transmission :** 2016-09-16 10 h 29	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 16 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 47 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement

2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date
2016-09-29 15 h 47 - Courriel

2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-29 15 h 56 - Courriel

2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement

2659156 - 284401_Addenda 3
2016-10-06 16 h 13 - Courriel

2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 16 h 15 - Courriel

2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

2659162 - C-5007 R1
2016-10-06 16 h 46 - Messagerie

2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date
2016-10-07 12 h 39 - Courriel

2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-07 13 h 16 - Courriel

2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

2659865 - 284401_Addenda 5
2016-10-07 15 h 46 - Courriel

2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-11 10 h 08 - Courriel

2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

2661530 - 284401_Addenda 6
2016-10-13 18 h 24 - Courriel

2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 18 h 13 - Courriel

2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Neolect Inc.
104 boul Montcalm Nord
Candiac, QC, J5R 3L8
NEQ : 1166302126

Madame Marjolaine Émond
Téléphone : 450 659-5457
Télécopieur : 450 659-9265

Commande : (1176075)
2016-09-12 9 h 03
Transmission :
2016-09-12 9 h 51

2654949 - 284401_Addenda 1
2016-09-27 16 h 19 - Messagerie

2654951 - C-5007_DC R1
2016-09-28 11 h 50 - Messagerie

2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-27 15 h 38 - Courriel

2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement

2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date
2016-09-29 15 h 47 - Courriel

2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-29 15 h 56 - Courriel

2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement

2659156 - 284401_Addenda 3
2016-10-06 16 h 13 - Courriel

2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 16 h 15 - Courriel

2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

2659162 - C-5007 R1
2016-10-06 16 h 50 - Messagerie

2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date
2016-10-07 12 h 39 - Courriel

2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-07 13 h 16 - Courriel

2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

2659865 - 284401_Addenda 5
2016-10-07 15 h 46 - Courriel

2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-11 10 h 08 - Courriel

2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

2661530 - 284401_Addenda 6
2016-10-13 18 h 24 - Courriel

2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 18 h 13 - Courriel

2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Ondel Inc. 3980 Boulevard Leman Laval, QC, H7E 1A1 http://www.ondel.ca NEQ : 1143586387	Madame Alexandra Boivin Téléphone : 450 973-3700 Télécopieur :	**Commande : (1179696)** 2016-09-20 10 h 43 **Transmission :** 2016-09-20 10 h 43	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 11 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 43 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 37 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 38 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)

			2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Pomerleau Inc... 500, rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1177296)** 2016-09-14 10 h 04 **Transmission :** 2016-09-14 10 h 04	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 22 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 52 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 58 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

			2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 25 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Pronex Excavation Inc 320-346 av Hamford Lachute, QC, J8H 3P6 NEQ : 1143252212	Madame Julie Brodeur Téléphone : 450 562-9651 Télécopieur : 450 562-9480	**Commande : (1176580)** 2016-09-12 16 h 42 **Transmission :** 2016-09-12 17 h 45	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 19 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 50 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 50 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel

			2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1176892)** 2016-09-13 11 h 41 **Transmission :** 2016-09-13 11 h 41	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 14 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 45 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 41 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel

				2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 24 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1176726)** 2016-09-13 9 h 10 **Transmission :** 2016-09-13 10 h 01	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 21 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 51 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Courriel 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 15 - Courriel 2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 56 - Messagerie

				2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Courriel 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 16 - Courriel 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 46 - Courriel 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Courriel 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 25 - Courriel 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 13 - Courriel 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1176670)** 2016-09-13 8 h 21 **Transmission :** 2016-09-13 8 h 28	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 11 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 43 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Télécopie 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Télécopie 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 57 - Télécopie 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement 2659156 - 284401_Addenda 3 2016-10-06 16 h 13 - Télécopie 2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 16 h 46 - Télécopie

				2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement 2659162 - C-5007 R1 2016-10-06 16 h 36 - Messagerie 2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date 2016-10-07 12 h 39 - Télécopie 2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-07 13 h 17 - Télécopie 2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement 2659865 - 284401_Addenda 5 2016-10-07 15 h 47 - Télécopie 2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-11 10 h 08 - Télécopie 2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement 2661530 - 284401_Addenda 6 2016-10-13 18 h 56 - Télécopie 2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 18 h 14 - Télécopie 2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systèmes Urbains Inc. 8345 Pascal Gagnon Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y5 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1176450)** 2016-09-12 14 h 19 **Transmission :** 2016-09-12 14 h 19	2654949 - 284401_Addenda 1 2016-09-27 16 h 15 - Messagerie 2654951 - C-5007_DC R1 2016-09-28 11 h 45 - Messagerie 2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-27 15 h 38 - Courriel 2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement 2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date 2016-09-29 15 h 47 - Courriel 2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-29 15 h 56 - Courriel 2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement

2659156 - 284401_Addenda 3
2016-10-06 16 h 13 - Courriel

2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 16 h 15 - Courriel

2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

2659162 - C-5007 R1
2016-10-06 16 h 42 - Messagerie

2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date
2016-10-07 12 h 39 - Courriel

2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-07 13 h 16 - Courriel

2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

2659865 - 284401_Addenda 5
2016-10-07 15 h 46 - Courriel

2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-11 10 h 08 - Courriel

2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

2661530 - 284401_Addenda 6
2016-10-13 18 h 24 - Courriel

2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 18 h 13 - Courriel

2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Télécon Inc
7450 rue du Mile End
Montréal, QC, h2r2z6
http://Telecon.ca NEQ : 1167837492

Madame Dominique Audet
Téléphone : 514 644-2333
Télécopieur :

Commande : (1179315)
2016-09-19 14 h 50
Transmission :
2016-09-19 14 h 50

2654949 - 284401_Addenda 1
2016-09-27 16 h 15 - Messagerie

2654951 - C-5007_DC R1
2016-09-28 11 h 46 - Messagerie

2654954 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-27 15 h 38 - Courriel

2654955 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-27 15 h 38 - Téléchargement

2656227 - 284401_Addenda 2_ incluant report de date
2016-09-29 15 h 47 - Courriel

2656229 - 284401_Formulaires de soumission (devis)
2016-09-29 15 h 56 - Courriel

2656230 - 284401_Formulaires de soumission (bordereau)
2016-09-29 15 h 56 - Téléchargement

2659156 - 284401_Addenda 3
2016-10-06 16 h 13 - Courriel

2659159 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 16 h 15 - Courriel

2659160 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 16 h 15 - Téléchargement

2659162 - C-5007 R1
2016-10-06 16 h 42 - Messagerie

2659707 - 284401_Addenda 4 _incluant report de date
2016-10-07 12 h 39 - Courriel

2659709 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-07 13 h 16 - Courriel

2659710 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-07 13 h 16 - Téléchargement

2659865 - 284401_Addenda 5
2016-10-07 15 h 46 - Courriel

2659869 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-11 10 h 08 - Courriel

2659870 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-11 10 h 08 - Téléchargement

2661530 - 284401_Addenda 6
2016-10-13 18 h 24 - Courriel

2661534 - 284401_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 18 h 13 - Courriel

2661535 - 284401_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 18 h 13 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

19. EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE À TITRE DE MAÎTRE D'ŒUVRE

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire (prévu à la Section II – Formulaires de soumission du présent cahier des charges) **ANNEXE – EXPERIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) contrats dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent appel d'offres, qu'il a exécutés à titre de maître d'œuvre au cours des cinq (5) dernières années ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une valeur de 6 000 000 $ et plus (taxes incluses), en coûts de travaux réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un contrat dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent appel d'offres se définit comme étant un projet de construction ou de reconstruction :

a) d'égout sanitaire ou unitaire, et
b) d'aqueduc incluant les entrées de service, et
c) de voirie

Exécuté dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée où le soumissionnaire, à titre de Maître d'œuvre, aura eu à gérer toutes les disciplines des travaux ainsi que la circulation, les entraves et chemins de détour.

Pour chaque contrat, le soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** :

1- l'année de réalisation;
2- la description du projet et de la nature des travaux;
3- le nom de l'artère et de la municipalité;
4- la valeur du contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des soumissions. Dans le cas d'un contrat en cours, il doit joindre à sa soumission une confirmation écrite du donneur d'ouvrage du montant des travaux réalisés. La valeur des travaux réalisés doit être d'une valeur de 6 000 000 $ et plus (taxes incluses) à la date d'ouverture des soumissions;
5- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées ;
6- le nom du donneur d'ouvrage.

Le soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la formule de soumission.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE dûment complété et accompagné des pièces justificatives, le cas échéant, et référant à deux (2) contrats respectant les critères ci-haut mentionnés ENTRAINERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. Le soumissionnaire doit donc s'assurer de joindre le formulaire dûment complété, accompagné des pièces justificatives, le cas échéant, et référant à deux (2) contrats qui respectent ces exigences puisqu'en aucun cas, la Ville ne permettra au soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache et ce, nonobstant l'article 6.2 des Instructions aux soumissionnaires.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1167231045

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention 1367 - GDD 1167231045.xlsRépartition des coûts VM-CSEM 1367.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-02

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231045

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1167231045.xls1167231045_DGSRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Preposé au budget
Tél : (514) 872-4014

Co-auteure
Linda Pharand
Préposé au budget
Point de service EAU-ENVIRONNEMENT
514-872-5916

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-02

Stéphanie MORAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.19

2016/11/21 13:00

(2)

Dossier # : 1167231045

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.

Rapport- mandat SMCE167231045 - Bau-Val.pdf

Dossier # :1167231045

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Membres

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 21 novembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE167231045

Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE167231045
Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, dans les avenues Laurier et de l'Épée et dans le boulevard Saint-Joseph. Dépense totale de 15 697 353,27 $ (contrat: 13 847 691,64 $ + incidences: 1 869 416,63 $), taxes incluses. Appel d'offres public 284401 - 6 soumissionnaires.

À sa séance du 9 novembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 9 novembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont bien compris que l'application d'une clause particulière sur l'expérience des soumissionnaires à titre de maître d'œuvre a eu pour effet d'éliminer deux soumissions. Ils ont invité le Service à ajouter au sommaire décisionnel des renseignements sur cette clause, pour permettre une meilleure compréhension du dossier.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE167231045 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2016/11/21 13:00

(2)

Dossier # : 1164990003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division des pratiques d'affaires , Section soutien aux activités des processus d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Écarter, conformément à la Politique de gestion contractuelle, Louis Victor Michon, Déneigement Malvic Inc., 9149-9418 Québec Inc. et toutes les personnes liées à Louis-Victor Michon, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années à compter du 8 novembre 2016. Inscrire Louis-Victor Michon, Déneigement Malvic Inc., 9149-9418 Québec Inc. et toutes les personnes liées à Louis-Victor Michon sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Résilier le contrat pour le transport de la neige (appel d'offres13-13158) octroyé à Déneigement Malvic Inc. par l'arrondissement du Sud-Ouest.

Il est recommandé de:
1. Écarter, conformément à la Politique de gestion contractuelle, Louis Victor Michon, Déneigement Malvic Inc., 9149-9418 Québec inc. et toutes les personnes liées à Louis-Victor Michon, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années à compter du 8 novembre 2016.

2. Inscrire Louis-Victor Michon, Déneigement Malvic Inc., 9149-9418 Québec inc. et toutes les personnes liées à Louis-Victor Michon sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle pour une période de cinq (5) années à compter du 8 novembre 2016.

3. Résilier le contrat pour le transport de la neige (appel d'offres 13-13158) octroyé à Déneigement Malvic Inc. par l'arrondissement du Sud-Ouest.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-15 17:24

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164990003**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division des pratiques d'affaires , Section soutien aux activités des processus d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Écarter, conformément à la Politique de gestion contractuelle, Louis Victor Michon, Déneigement Malvic Inc., 9149-9418 Québec Inc. et toutes les personnes liées à Louis-Victor Michon, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années à compter du 8 novembre 2016. Inscrire Louis-Victor Michon, Déneigement Malvic Inc., 9149-9418 Québec Inc. et toutes les personnes liées à Louis-Victor Michon sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Résilier le contrat pour le transport de la neige (appel d'offres13-13158) octroyé à Déneigement Malvic Inc. par l'arrondissement du Sud-Ouest.

CONTENU

CONTEXTE

Déneigement Malvic Inc. a déposé une soumission en réponse à l'appel d'offres 16-15480 lancé par la Ville de Montréal pour la location de quatre (4) tracteurs-pelles avec opérateurs, entretien et réparations pour les opérations de déneigement de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Sa soumission a été rejetée le 8 novembre 2016 compte tenu des actes de collusion commis par son administrateur et dirigeant Louis-Victor Michon dans le cadre d'un appel d'offres de la Ville de Montréal dans les 5 ans précédant l'adoption de la nouvelle Politique de gestion contractuelle.
En effet, l'enquête menée par l'Inspecteur général ayant fait l'objet du rapport intitulé « Rapport et recommandations sur l'annulation du processus d'octroi de deux (2) contrats de déneigement de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve » daté du 20 juin 2016 a révélé que monsieur Louis-Victor Michon a commis des actes de collusion pour influencer, au profit de J.L. Michon Transports, certains compétiteurs dans le processus de l'appel d'offres 16-15049 de la Ville de Montréal.

Déneigement Malvic Inc. est, depuis le 1er octobre 2013, l'adjudicataire d'un contrat (appel d'offres 13-13158) octroyé par le conseil d'arrondissement du Sud-Ouest, au montant de 2 295 000 $, pour le transport de la neige du secteur Émard et Côte St-Paul pour les hivers 2013 à 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA13 22 0393 du 1er octobre 2013 (GDD 1133261004): octroi d'un contrat à «Déneigement Malvic inc.» au montant estimatif de 2 295 000 $ pour le transport de la neige du secteur Émard-Côte St-Paul pour les hivers 2013 à 2018.

Résolution CM16 1072 du 26 septembre 2016 (GDD 1164631010): confirmation que l'entreprise J.L. Michon Transports est écartée de tout contrat, en vertu de la Politique de gestion contractuelle, pour une période de cinq (5) ans, à compter du 9 juin 2016.

DESCRIPTION

Nous recommandons, conformément aux articles 17, 31 et 39 de la Politique de gestion contractuelle, d'écarter Louis-Victor Michon ainsi que toute personne qui lui est liée de tout appel d'offres, de tout contrat et de tout sous-contrat de la Ville de Montréal et qu'ils soient conséquemment inscrits sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Cette exclusion s'appliquera pour une période de cinq (5) années à compter du rejet de la soumission de Déneigement Malvic Inc. en réponse à l'appel d'offres 16-15480, soit à compter du 8 novembre 2016, date à laquelle Déneigement Malvic Inc. a été informé d'un tel rejet.
Déneigement Malvic Inc. est une personne liée à Louis-Victor Michon par le fait que ce dernier en soit administrateur et dirigeant.

La compagnie à numéros 9149-9418 Québec Inc. est également une personne liée à Louis-Victor Michon car ce dernier en est l'actionnaire principal.

Toute personne liée à Louis-Victor Michon doit également être écartée de tout appel d'offres, sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pour la même période de 5 années.

Puisque le lien de confiance est brisé entre la Ville de Montréal et Déneigement Malvic Inc. du fait que son administrateur et dirigeant Louis-Victor Michon ait commis des actes de collusion dans le cadre d'un appel d'offres de la Ville de Montréal, nous recommandons que le contrat en cours d'exécution entre la Ville de Montréal (arrondissement du Sud-Ouest) et Déneigement Malvic Inc. (appel d'offres 13-13158) soit résilié conformément à l'article 11.3 du Cahier des clauses administratives générales.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal a la discrétion d'inscrire Louis-Victor Michon ainsi que toute personne qui lui est liée sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle car ce dernier a commis des actes de collusion dans les 5 années précédant l'adoption de la dernière version de la Politique de gestion contractuelle. Une inscription sur ce registre entraîne l'interdiction de conclure tout contrat avec la Ville de Montréal et tout sous-contrat découlant d'un contrat de la Ville de Montréal.
Les « personnes liées » à Louis-Victor Michon sont, conformément à ce que prévoit la Politique de gestion contractuelle, les personnes morales dont il est administrateur, dirigeant ou dont il détient des actions du capital-actions lui conférant au moins 10% des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions ainsi que les sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation dont il est associé ou dirigeant.

Ainsi, Déneigement Malvic Inc. et 9149-9418 Québec Inc., puisqu'elles sont des personnes liées à Louis-Victor Michon, doivent être écartées de la façon décrite précédemment. En ce qui concerne toutes les autres personnes liées à Louis-Victor Michon, il faut également les écarter.

En vertu de l'article 31 de la Politique de gestion contractuelle et puisqu'il s'agit de la commission d'un acte contraire à l'article 17, cette exclusion s'applique pour une période de 5 ans à partir du rejet de la soumission de Déneigement Malvic Inc. en réponse à l'appel d'offres 16-15480, ce qui veut dire à partir du 8 novembre 2016.

De plus, considérant les actes commis par Louis-Victor Michon dans le cadre d'un processus d'appel d'offres de la Ville de Montréal, nous recommandons que le contrat conclu suite à l'appel d'offres 13-13158 en cours d'exécution avec l'arrondissement du Sud-Ouest soit résilié. La Ville peut, conformément à l'article 11.3 du cahier des clauses administratives générales des documents d'appel d'offres de ce contrat, le résilier sur simple avis écrit de 10 jours à l'adjudicataire.

Bien que ce contrat ait été octroyé par le conseil de l'arrondissement du Sud-Ouest, sa résiliation relève maintenant de la compétence du conseil municipal en vertu de la résolution CM14 1126 car ce dernier s'est déclaré compétent, jusqu'au 31 décembre 2016 et en vertu de l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal,* à l'égard de divers objets dont les activités d'opération d'élimination de la neige liées au réseau de voirie locale. Ce contrat est visé par cette résolution car il a pour objet le transport de la neige vers les lieux d'élimination de la neige.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À l'ordre du jour du comité exécutif du 7 décembre 2016.
À l'ordre du jour du conseil municipal du 19 décembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs, notamment la Politique de gestion contractuelle.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pascale SYNNOTT, Le Sud-Ouest
Magella RIOUX, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Valérie MATTEAU, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

Valérie MATTEAU, 15 novembre 2016
Pascale SYNNOTT, 15 novembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamid SIDER
Conseiller(ere) en approvisionnement

Tél : 514 872-1060
Télécop. : 514 872-0751

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-10

Jorge REBELO
Chef de section

Tél : 514 872-4822
Télécop. : 514 872-7510

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Maline GAGNÉ-TRINQUE
c/d logistique d'approvisionnement
Tél : 514 868-5108
Approuvé le : 2016-11-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164990003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division des pratiques d'affaires , Section soutien aux activités des processus d'affaires
Objet :	Écarter, conformément à la Politique de gestion contractuelle, Louis Victor Michon, Déneigement Malvic Inc., 9149-9418 Québec Inc. et toutes les personnes liées à Louis-Victor Michon, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat et de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville de Montréal pendant cinq (5) années à compter du 8 novembre 2016. Inscrire Louis-Victor Michon, Déneigement Malvic Inc., 9149-9418 Québec Inc. et toutes les personnes liées à Louis-Victor Michon sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Résilier le contrat pour le transport de la neige (appel d'offres13-13158) octroyé à Déneigement Malvic Inc. par l'arrondissement du Sud-Ouest.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Nous confirmons que la Ville a la discrétion d'inscrire Louis-Victor Michon ainsi que toute personne qui lui est liée au sens prévu à la Politique de gestion contractuelle sur le Registre des personnes écartées en vertu de la Politique de gestion contractuelle. Ces personnes seront alors exclues de tout contrat (incluant les appels d'offres) et de tout sous-contrat de la Ville de Montréal pour une période de 5 ans à compter du 8 novembre 2016, date du rejet de sa soumission en réponse à l'appel d'offres 16-15480, et ce, conformément aux articles 17, 31 et 39 de la Politique de gestion contractuelle. Déneigement Malvic Inc. ainsi que 9149-9418 Québec Inc. sont des personnes liées à Louis-Victor Michon.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-15

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1161081003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, quant à l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur et modifier (1) le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) ainsi que (2) le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ces règlements.

Il est recommandé :
1) de déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, quant à l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur;

2) d'adopter un règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ce règlement;

3) d'adopter un règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ce règlement.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-01 16:22

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161081003**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, quant à l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur et modifier (1) le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) ainsi que (2) le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ces règlements.

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement ont tous les pouvoirs en lien avec le matériel roulant affectés aux services qui relèvent de leur compétence et le conseil de la ville est pour sa part compétent quant au matériel roulant associé aux activités relevant de sa compétence. Dans ce cas, c'est le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) qui est responsable de l'acquisition et de la location du matériel roulant et d'offrir des services de réparation et d'entretien de véhicules lourds et légers et de réparation et production de divers biens et équipements.

Un nombre important de services aux citoyens repose sur la performance et la fiabilité du matériel roulant opéré par la Ville de Montréal, par exemple pour le déneigement, les travaux de voirie, l'entretien des infrastructures, des immeubles et des parcs, etc.

Or, une analyse produite en 2013 démontrait un retard de 100 M$ dans les investissements consentis par la Ville pour maintenir l'âge des véhicules selon la norme de désuétude prévue de son parc de véhicules et équipements. Pour remédier à la situation, la Direction générale de la Ville procède depuis 2015 à des investissements majeurs visant à rajeunir son parc de véhicules et souhaite poursuivre en ce sens dans les prochaines années.

Afin d'améliorer davantage la performance et la fiabilité de la Ville dans la fonction du matériel roulant et d'optimiser les ressources qui y sont affectées, il est nécessaire d'établir un mode de gestion intégré des différentes activités relatives au cycle de vie des véhicules et équipements, lequel serait sous la gouverne d'une seule entité, le SMRA.

Pour ce faire, le conseil de la ville doit:

1) se déclarer compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, à l'égard de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur;

2) modifier le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant dédié aux activités suivantes :
- entretien de la voirie, incluant le déneigement;
- lieux d'élimination de la neige.

3) modifier le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant dédié aux activités d'enlèvement, transport et dépôt des matières résiduelles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 1126 - déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent à l'égard des objets suivants: 1. activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale; 2. enlèvement, transport et dépôt de matières résiduelles; 3. feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale; 4. structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale; 5. stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale; 6. application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, le tout jusqu'au 31 décembre 2016.

CM15 1002 et CM15 1130 : déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent à l'égard du déneigement sur le réseau de voirie locale pour une période de deux ans, 2. adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055), afin notamment d'approuver la Politique de déneigement de la Ville de Montréal par son introduction dans le Règlement 08-055.

DESCRIPTION

Résolution du conseil de la ville en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal afin que celui-ci se déclare compétent à l'égard de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant des conseils d'arrondissement

Le présent sommaire décisionnel vise l'adoption d'une résolution du conseil de la ville, en vertu de l'article 85.5 de la Charte, afin que celui-ci se déclare compétent à l'égard de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant des conseils d'arrondissement pour une période de deux ans à compter du 1er janvier 2017, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur.

Les pouvoirs liés à la fonction du matériel roulant incluent notamment les activités suivantes:

- Gestion du parc de véhicules, notamment : l'entretien, la réparation et les modifications des véhicules et équipement, la planification des acquisitions et remplacements de véhicules et équipements, la création des devis d'acquisition

du matériel roulant, l'identification des ententes-cadres, la gestion des contrats de location de matériel roulant sans opérateur et les contrats de location d'un an et plus ou contractuels récurrents sur plusieurs années, les travaux de modification, d'entretien et de réparation, les mises en service et les mises au rancart.

- Usinage et traitement du métal, notamment : la fabrication de pièces et la réparation (soudure, usinage, ferblanterie) du matériel roulant (incluant les équipements et accessoires), l'aménagement des véhicules.

- Formation des opérateurs, notamment : conception de cours adaptés pour la Ville, diffusion, accompagnement et évaluation des opérateurs de la Ville, élaboration d'entente de services avec des établissements scolaires.

- Gestion du carburant, notamment : l'achat, livraison de carburant et suivi de la consommation; entretien et réparation des pompes, justification pour le remplacement des réservoirs, gestion des cartes d'accès au carburant.

- Soutien administratif et opérationnel, notamment : le paiement de facture, la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles, la gestion de la santé et de la sécurité.

Modifications aux règlements de délégation :

Afin d'éviter que les pouvoirs liés au matériel roulant ne soient délégués aux conseils d'arrondissement dans le cadre de certaines délégations, il est également requis :

1. D'adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) afin de :
    - ajouter un alinéa à l'article 2 de ce règlement afin de préciser que les délégations du conseil de la ville en matière d'entretien de la voirie et des lieux d'élimination de la neige ne s'appliquent pas aux pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur ;
    - modifier le paragraphe 2° de l'article 4 de ce règlement afin de retirer la mention que les arrondissements doivent assumer à même leur budget les coûts d'achat, de remplacement et d'entretien de tous les véhicules dédiés aux activités déléguées (entretien de la voirie et lieux d'élimination de la neige).
2. D'adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin de :
    - modifier le paragraphe 12° du premier alinéa de l'article 1 de ce règlement afin d'exclure des activités d'opérations déléguées en matière d'enlèvement, de transport et de dépôt des matières résiduelles les pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur;

    - modifier le paragraphe 1° de l'alinéa 6 de l'article 1 de ce règlement afin de retirer la mention que les arrondissements doivent assumer à même leur budget les coûts d'achat, de remplacement et d'entretien de tous les véhicules dédiés aux activités déléguées en matière d'enlèvement, de transport et dépôt des matières résiduelles.

JUSTIFICATION

Les bénéfices du regroupement de la fonction du matériel roulant sont nombreux :

· Économies d'échelles générées par l'uniformisation du parc de véhicules;

· Meilleur contrôle du coût des pièces de remplacements;

· Implantation des normes en termes de planification, de gestion et d'entretien;

. Remplacement des véhicules et équipements conventionnels par des modèles 100 % électriques ou hybrides ;

· Introduction d'indicateurs de performance favorisant l'imputabilité et facilitant l'identification des zones d'amélioration puis le balisage;

· Prise de décisions basée sur une connaissance globale des activités et des actifs;

· Gestion intégrée du cycle de vie des véhicules et équipements (ex. : devis de conception qui tiennent compte de l'accessibilité aux pièces de rechange pour l'entretien)

· Élimination des doublons dans la conception des devis et les analyses techniques;

· Support accru de l'équipe d'ingénierie pour des problématiques techniques et la santé-sécurité;

· Partage de l'expertise et des connaissances des employés;

· Flexibilité des ressources matérielles et humaines;

· Élimination de la facturation interne;

· Meilleur suivi auprès de la SAAQ pour le respect des lois et règlements.

Conséquemment, il est dans le meilleur intérêt de la ville que le conseil de la ville se déclare compétent à l'égard de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant des conseils d'arrondissement pour une période de deux ans à compter du 1er janvier 2017, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La décision de regroupement de la fonction du matériel roulant a eu pour effet de :

- Supprimer 32,8 M$ de facturation interne entre les autres unités d'affaires et le SMRA,
- Transférer, au budget de fonctionnement 2017, 94,7 M$ du budget des autres unités d'affaires vers celui du SMRA.

De plus, le budget d'investissement du SMRA a été augmenté de 12 M$ par année au PTI 2017-2019 pour les activités liées aux achats de véhicules des arrondissements. Pour l'année 2017, le SMRA dispose donc d'un budget d'investissement de 36,8 M$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion centralisée du matériel roulant permettra à la Ville de Montréal d'acquérir un plus grand nombre de véhicules 100 % électriques ou hybrides en remplacement des véhicules et équipements conventionnels.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

. 2 rencontres avec les gestionnaires actuels et regroupés

· 34 rencontres avec les employés actuels et regroupés

· Présentations ponctuelles au comité de direction du directeur général

· Mémo aux gestionnaires des unités clientes

· Communication à l'ensemble des employés de la Ville

· Dans le but de faciliter la transition pour les clients et les employés concernés, une gestion du changement accompagne chaque phase de déploiement du projet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de la résolution – séance du conseil de la ville du 21 novembre 2016
Avis de motion visant les modifications réglementaires - séance du conseil de la ville du 21 novembre 2016
Adoption des modifications réglementaires - séance du conseil de la ville du 19 décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie COLLETTE
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-1816
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-01

Simon CLOUTIER
Directeur

Tél : 514 872-3325
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2016-11-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161081003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, quant à l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur et modifier (1) le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) ainsi que (2) le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ces règlements.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièces jointes

FICHIERS JOINTS

Règ. mod. le règlement 08-055_FINAL.docprojet règl modifiant règl 02-002_FINAL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-01

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE CERTAINS POUVOIRS RELATIFS AU RÉSEAU DE VOIRIE ARTÉRIELLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (08-055)

Vu l'article 105 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 186 de l'annexe C de cette Charte;

Vu la résolution CMXX XXXX par laquelle le conseil de la ville se déclare compétent pour une période de deux (2) ans à l'égard de l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur;

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 2 du Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant:

> « Malgré les premier et troisième alinéas, les délégations du conseil de la ville qui y sont prévues ne s'appliquent pas aux pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur. ».

2. Le paragraphe 2° de l'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots «, les frais administratifs et de gestion et les coûts d'achat, de remplacement, et d'entretien de tous les véhicules dédiés à ces activités » par les mots « et les frais administratifs et de gestion ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1161081003

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
02-002-

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la résolution CMXX XXXX par laquelle le conseil de la ville se déclare compétent pour une période de deux (2) ans à l'égard de l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur;

À l'assemblée du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 12° du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par l'ajout, après les mots « outils de collecte. », des mots « Sont toutefois exclus des activités d'opérations déléguées les pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur. ».

2. Le paragraphe 1° du sixième alinéa de l'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « , les frais administratifs et de gestion et les coûts d'achat, de remplacement, d'opération et d'entretien de tous les véhicules dédiés à ces activités », par les mots « et les frais administratifs et de gestion ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1161081003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.02

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167400001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

Il est recommandé :

1. d'adopter le projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord;
2. de mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de PPU;
3. d'adopter le règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation »;
4. d'adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction, tout agrandissement d'un immeuble, toute opération cadastrale, tout lotissement, tout nouvel usage, et tout agrandissement d'un usage sur le territoire montré au plan intitulé « Territoire d'application », joint à l'annexe A de la présente résolution.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-28 16:52

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167400001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

CONTENU

CONTEXTE

Le territoire du programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord, délimité au nord par la rue Sherbrooke Est, au sud par la rue Hochelaga, à l'est par la ruelle parallèle à la rue Dickson et à l'ouest par la rue Viau, fait partie d'un secteur plus vaste, le secteur Assomption, établi comme l'un des six secteurs de planification stratégique de l'île de Montréal dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. En effet, la proximité de la station de métro, du port et de l'autoroute 25, la présence de terrains vacants de superficie importante ainsi que le prolongement prévu du boulevard de l'Assomption vers le sud sont considérés comme des atouts pour une consolidation du secteur à des fins résidentielles et d'emploi. En plus du prolongement du boulevard de l'Assomption jusqu'à la rue Notre-Dame Est, celui de l'avenue Souligny vers le sud est également prévu par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.
Le secteur Assomption présente des caractéristiques différentes au nord et au sud d'Hochelaga. La portion sud est dominée par une vocation industrielle et est visée par une transformation de l'emploi, notamment vers le domaine de la logistique, en lien avec la proximité du port de Montréal, l'accès direct à l'autoroute 25 via l'avenue Souligny et la présence du réseau ferroviaire. La portion située au nord de la rue Hochelaga accueille des activités plus diversifiées (industrie légère, commerce, bureau) ainsi que plusieurs immeubles d'habitation, et est marquée par la présence de la station de métro Assomption. Cette portion, d'une superficie de 94 hectares, comprend aussi plusieurs terrains vacants ou sous-utilisés pouvant être mis en valeur à court terme.

L'outil du programme particulier d'urbanisme a donc été retenu pour mettre en œuvre la création d'un quartier diversifié dans la portion nord du secteur Assomption. L'élaboration du PPU est le fruit d'une collaboration entre l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et la Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire. Un

règlement de contrôle intérimaire accompagne le projet de PPU afin de ne pas compromettre les orientations préconisées avant son adoption.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Projet de programme particulier d'urbanisme

Le programme proposé vise à articuler, autour du boulevard de l'Assomption, un quartier dense et diversifié et un secteur d'emplois à dominantes commerciale et d'industrie légère. En misant à la fois sur la présence d'activités prospères, sur l'emplacement central de la station de métro et sur la capacité d'accueil que représentent les terrains vacants, le PPU vise à accueillir des logements dans un secteur accessible en transport en commun et à proximité des services et d'équipements publics, à rendre les abords de la station de métro plus conviviaux et à dynamiser l'activité économique.

Cette vision se décline en sept orientations, soit :

1. Favoriser un développement dense et diversifié aux abords de la station de métro;
2. Assurer une diversité résidentielle;
3. Consolider et diversifier l'économie locale;
4. Assurer une transition entre les secteurs et une bonne cohabitation des usages;
5. Doter le secteur d'un réseau d'espaces publics;
6. Développer et sécuriser les parcours piétons et cyclables;
7. Bonifier le verdissement et la gestion durable de l'eau.

Le PPU prévoit, à long terme, la construction de près de 3 000 logements, générant la venue d'environ 4 400 nouveaux résidents. La densification des activités pourrait permettre d'accueillir 1 600 nouveaux travailleurs. Pour ce faire, le secteur d'activités diversifiées prévu au Plan d'urbanisme serait agrandi afin d'englober toute la partie du territoire dont la transformation est envisagée à court, moyen et long termes (20 ans).

Le PPU préconise l'insertion d'habitations dans la portion nord-est du secteur, soit aux abords de la station de métro, en continuité avec les secteurs résidentiels existants, situés le long de la rue Sherbrooke Est et à l'est de la rue Dickson. Cette portion du territoire à dominante résidentielle serait bordée par une zone d'activités compatibles avec les milieux de vie environnants qui marquerait la transition avec les secteurs d'emplois conservés le long de la rue Viau et au sud de la rue Hochelaga.

Pour accompagner cette évolution du territoire, le PPU prévoit la création d'une trame urbaine secondaire, composée de sentiers piétons et cyclistes, de places publiques et de rues locales.

Des balises d'aménagement et de développement définissent plus finement les orientations concernant l'aménagement du domaine public et l'encadrement des projets immobiliers selon quatre sous-secteurs : Sherbrooke Est / De l'Assomption, Pierre-De Coubertin, boulevard de l'Assomption et Viau. Ces balises déterminent notamment la nature des espaces publics à créer et leur insertion dans un réseau, la hauteur et la densité des immeubles, leur relation à la rue ou encore, les fonctions préconisées.

Le PPU implique des modifications de l'affectation du sol et de la densité dans le Plan d'urbanisme ayant pour effet d'agrandir la zone actuelle d'activités diversifiées et de forte densité qui longe la rue Sherbrooke Est et d'introduire deux autres secteurs de densité pour assurer une transition avec le secteur résidentiel voisin.

Mesures de contrôle intérimaire

Afin d'imposer un effet de gel jusqu'à ce que la réglementation soit modifiée pour tenir compte des modifications proposées au Plan d'urbanisme, un règlement de contrôle intérimaire peut être adopté par le conseil municipal pour le territoire d'application du PPU. Ce règlement visera donc à interdire tout nouvel usage, nouvelle construction, agrandissement, demande d'opération cadastrale et morcellement de lot fait par aliénation. Cependant, les travaux relatifs à l'entretien et à la réparation de propriété seront permis.

Jusqu'à ce que le règlement de contrôle intérimaire entre en vigueur, une résolution de contrôle intérimaire adoptée en même temps que celui-ci permettra de créer un gel immédiat par l'interdiction de tout nouvel usage, toute nouvelle construction, tout agrandissement, toute opération cadastrale et tout lotissement dans le territoire d'application.

JUSTIFICATION

L'adoption du projet de PPU Assomption Nord permettra la requalification du secteur par une intensification et une diversification des activités, comprenant notamment de l'habitation, comme préconisé dans les documents de planification adoptés ces dernières années.
Le secteur visé est propice à la création d'un nouveau quartier dense et diversifié. Tout d'abord, il est desservi par une station de métro qui figure parmi les stations les moins achalandées du réseau et par plusieurs lignes d'autobus. Il est situé à vingt minutes du centre-ville en métro et à proximité de plusieurs pôles d'emplois (hôpital Maisonneuve-Rosemont, Parc olympique, etc.). De plus, il comprend plusieurs terrains vacants de grande envergure et des terrains sous-utilisés. Le PPU permettra ainsi de stimuler et d'orienter le développement vers un milieu de vie compact, et d'assurer sa cohabitation avec diverses activités urbaines (commerce, industrie légère, bureau). Le PPU prévoit également la création d'un réseau d'espaces publics qui desservira les nouveaux résidents et travailleurs du secteur, conférant ainsi au territoire les attributs d'un quartier urbain. Ce nouveau quartier fera ainsi le lien entre le quartier Maisonneuve, le pôle du Parc olympique et le secteur Mercier-Ouest.

Enfin, les mesures de contrôle intérimaire permettront d'éviter que des projets immobiliers ne viennent compromettre les nouvelles orientations d'aménagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de PPU Assomption Nord favorise un développement de forte densité comprenant de l'habitation et des activités à distance de marche d'une station de métro. Il promeut ainsi l'établissement d'habitations à proximité de zones d'emploi accessibles en transport actif ou collectif. Il vise aussi l'amélioration du réseau cyclable, de même que des trajets piétonniers plus conviviaux. De plus, une attention particulière sera portée au couvert végétal, réduisant ainsi les îlots de chaleur et assurant une gestion durable de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le PPU enclenchera le processus de requalification des abords de la station de métro Assomption favorisant une diversification des usages et une densification du cadre bâti, dans un secteur actuellement sous-utilisé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera élaboré par le Service des communications en collaboration avec le Service de la mise en valeur du territoire et l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2016 :

- 9 novembre : CE - mise à l'ordre du jour du CM des projets de règlement;
- 21 novembre : CM - avis de motion et adoption du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, mandat de consultation à l'OCPM, avis de motion - règlement de contrôle intérimaire, adoption de la résolution de contrôle intérimaire;

- 19 décembre 2016 : CM - adoption du règlement de contrôle intérimaire;
- Janvier-avril 2017 : Tenue des activités de l'OCPM et dépôt du rapport;
- Mai 2017 :
  - CE - mise à l'ordre du jour du CM, suite à la consultation publique, du règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord;
  - CM - adoption du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Réjean BOISVERT, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Réjean BOISVERT, 12 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-0577
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-19

Lise BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-6070
Télécop. : 514 872-1598

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-10-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167400001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

Règlement de contrôle intérimaire_ANNEXE A.doc
Résolution de contrôle intérimaire_ANNEXE A.doc
Règlement de contrôle intérimaire_PPU Assomption Nord (révisé) 2016-10-27.doc
Résolution de contrôle intérimaire_PPU Assomption Nord (révisé) 2016-10-11.doc
Projet de règlement modifiant le PU_FINAL (révisé) 2016-10-27.doc
Annexe 1 Le Schéma des secteurs d emplois.pdf
Annexe 2 Les secteurs d affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif.pdf
Annexe 3 Les secteurs d emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier.pdf
Annexe 4 Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d emplois.pdf
Annexe 5 Les secteurs propices à une transformation à des fins d activités mixtes.pdf
Annexe 6 L affectation du sol.pdf
Annexe 7 La densité de construction.pdf

Annexe 8 Les secteurs d emploi (chapitre 14).pdf

Annexe 9 L affectation du sol (chapitre 14).pdf

Annexe 10 La densité de construction (chapitre 14).pdf

Annexe 11 La synthèse des orientations pan-montréalaises.pdf

PPU Assomption Nord_26 octobre 2016.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÉSOLUTION DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE

ATTENDU QUE le conseil de la ville a déposé un avis de motion et adopté un projet de règlement enclenchant le processus de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) visant, notamment, à modifier l'affectation du sol et la densité de construction, et à y intégrer le Programme particulier d'urbanisme Assomption Nord;

ATTENDU QUE le conseil de la ville a déposé un avis de motion en vue d'adopter un règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation applicable au territoire du programme Particulier d'urbanisme Assomption Nord;

ATTENDU QUE la réalisation d'un projet relatif à tout nouvel usage, toute nouvelle construction, tout agrandissement et tout lotissement conforme aux règlements appropriés, risque de compromettre les nouvelles dispositions d'affectation du sol, de densité et les moyens de mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme;

ATTENDU QUE jusqu'à ce que le règlement de contrôle intérimaire entre en vigueur, pour la période nécessaire à ce que la réglementation d'urbanisme appropriée de l'arrondissement reflète les modifications proposées au plan d'urbanisme, une résolution de contrôle intérimaire peut être adoptée afin de restreindre temporairement les dispositions relatives à l'occupation, à la construction, à l'agrandissement et aux opérations cadastrales d'un immeuble visé par la présente résolution;

VU les articles 112 et 112.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1);

Il est proposé par :

Appuyé par :

Et résolu :

1. d'adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction, tout agrandissement d'un immeuble, toute opération cadastrale, tout lotissement, tout nouvel usage, et tout agrandissement d'un usage sur le territoire montré au plan intitulé « Territoire d'application », joint à l'annexe A de la présente résolution.

2. de prévoir que la présente résolution s'applique uniquement aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux opérations cadastrales et aux agrandissements permis en vertu

d'un règlement, d'une résolution ou de toute autre autorisation relevant du conseil d'arrondissement.

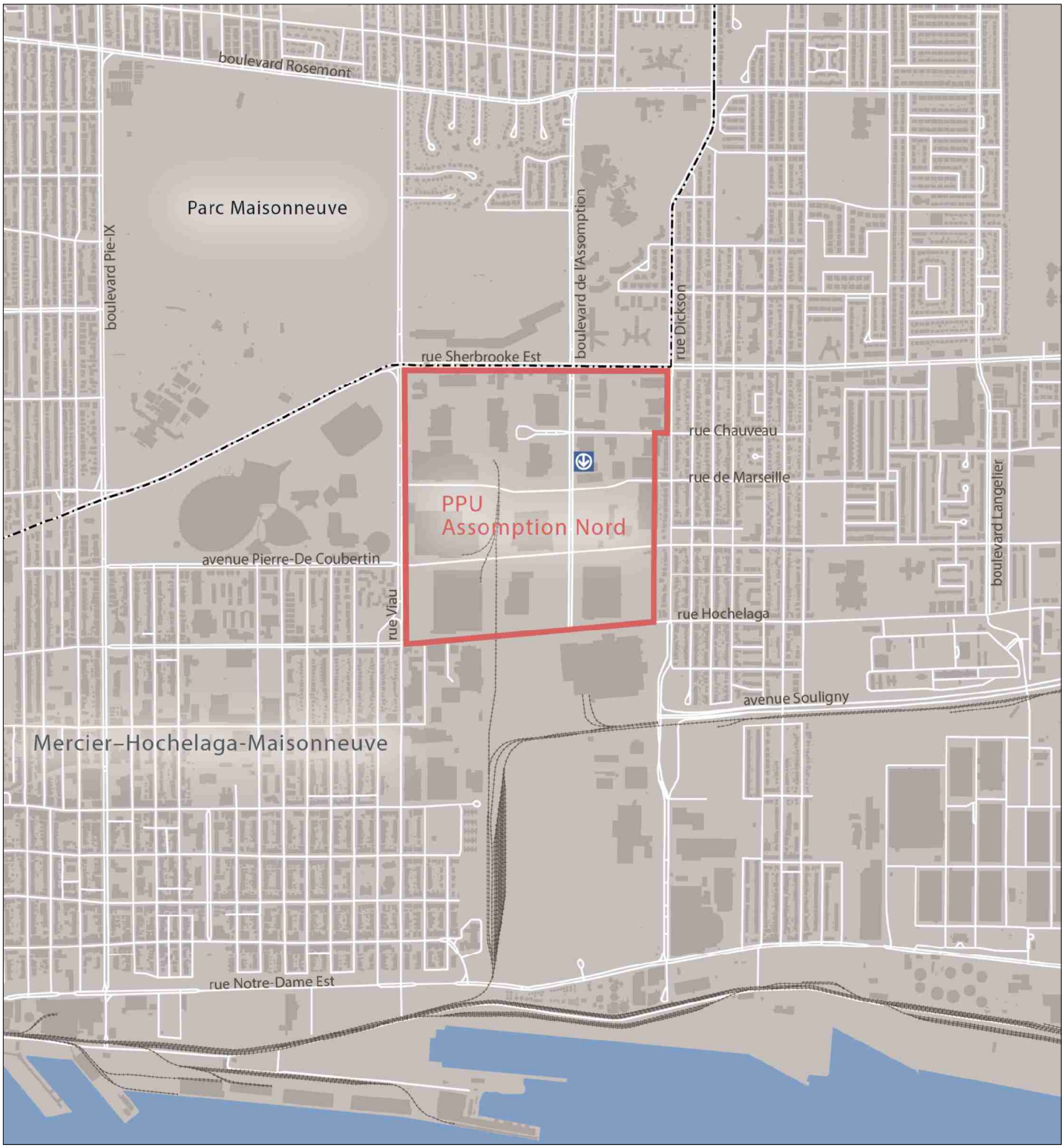
ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1167400001

XX-XXX/2

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2016/11/21 13:00

(1)

Dossier # : 1160003005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	MCCQ 2015-2016 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 50 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques publiques en arrondissements ainsi que pour l'achat de collections initiales.

Il est recommandé :
-d'approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 50 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques publiques en arrondissements ainsi que pour l'achat de collections initiales.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-10-13 13:18

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160003005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	MCCQ 2015-2016 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 50 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques publiques en arrondissements ainsi que pour l'achat de collections initiales.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement d'emprunt de 50 M$ porte sur le financement des travaux de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques inscrits au carnet de projets du Programme RAC des bibliothèques dans le cadre de l'axe 3 de l'Entente MCC-Ville sur le développement culturel de Montréal.
Par ce règlement d'emprunt seront , entre autres, financés les projets de la bibliothèque Maisonneuve (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve), 23 260 696 $, taxes incluses, et la bibliothèque de L'Octogone (arrondissement de LaSalle), 24 394 382 $, taxes incluses.

Le comité exécutif approuvait le 25 mai 2016 un nouveau Plan de gestion du Programme RAC des bibliothèques présenté par le Service de la culture (SC), conjointement avec le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI). Ce nouveau plan de gestion prévoit qu'une équipe conjointe SC et SGPI est mandatée pour mener à bien l'ensemble des projets inscrits au carnet de projets du Programme RAC des bibliothèques, et ce, en étroite collaboration avec les arrondissements. Le SC est le service requérant, le SGPI agit à titre de service exécutant et les arrondissements agissent comme partenaires-clients.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE07 1967 : Confirmer la mise en place du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (Programme RAC).
CM08 0686 : Adopter un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux d'améliorations locatives, d'agrandissement, de construction, d'aménagement de bibliothèques et d'achat de collections initiales, le tout afin d'augmenter la dotation des arrondissements".

CM11 0516 : Adopter, dans le cadre du programme PTI 2012-2015, un projet de règlement d'emprunt autorisant le financement de 60 000 000 $ pour la réalisation de travaux d'amélioration locatives, d'agrandissement, de construction, d'aménagement de bibliothèques et d'achat de collections initiales.

CG12 0471 : Approuver l'Entente de développement culturel 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CE13 1161 : 1 - D'approuver le Bilan 2007-2012 du Programme RAC; 2- D'approuver le Plan d'action quinquennal 2013-2017 du Programme RAC.

CE16 0861 : D'approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques.

CE16 1167 : Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

En accord avec le concept de la bibliothèque du XXI^{e} siècle et du virage numérique de la Ville, le Service de la culture (SC) souhaite, conjointement avec le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) ainsi qu'avec les arrondissements concernés, procéder à l'agrandissement et à la rénovation complète des bibliothèques Maisonneuve (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve) et L'Octogone (arrondissement de LaSalle).

JUSTIFICATION

Le Programme RAC des bibliothèques permet l'attribution de crédits pour à la rénovation, l'agrandissement ou la construction de bibliothèques, de même qu'à l'acquisition et au traitement de collections premières, dans le cas de constructions neuves. Par ces investissements, la Ville maintient en bon état ses actifs immobiliers et assure la pérennité de son réseau de bibliothèques publiques.
Ce Programme permettra à tous les arrondissements de déployer une offre de service de qualité en matière de bibliothèque. Il vise aussi à une équité dans l'ensemble du réseau, afin que toute personne qui fréquente nos installations puisse y retrouver une offre de services de qualité normée.

De plus, la modernisation de notre réseau de bibliothèques est une composante essentielle dans un processus d'autoformation de la population, d'amélioration de la littératie numérique, de formation continue de la main-d'œuvre et de lutte contre l'exclusion sociale. Les nouvelles bibliothèques sont aussi des outils mis à la disposition des intervenants locaux pour faciliter l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants, ainsi que la médiation culturelle auprès des clientèles fragiles.

Les projets présentés dans le cadre du Programme RAC des bibliothèques doivent, sur le plan environnemental, viser une certification LEED ou les objectifs de cette certification. Montréal ayant été reconnue « Ville UNESCO de design », et en conformité avec les objectifs de la Ville en cette matière, la majorité des projets feront l'objet d'un concours d'architecture ou de toutes autres mesures contribuant à la qualité du projet ainsi qu'à l'enrichissement du paysage architectural et urbain de la métropole. Finalement, chaque projet devra intégrer une œuvre d'art à l'architecture.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 36610 - Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèque, de 197,5 M$ à la programmation du PTI 2017-2019 et a été priorisé à même l'enveloppe reçue pour le PTI

2017-2019
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Bonification de la lecture, augmentation du nombre d'abonnés et consolidation du réseau des bibliothèques publiques de la Ville de Montréal

- Mise à la disposition d'équipements accueillants, modernes et ouverts sur leur milieu auprès de la population montréalaise
- Participation accrue du réseau des bibliothèques publiques à l'effort collectif pour faire de Montréal une ville de lecture, de savoir et d'innovation
- Par le biais de concours d'architecture pour les nouveaux équipements, contribution au rayonnement de Montréal comme ville de création et de design
- Équité entre les arrondissements ainsi que dans l'ensemble du réseau des bibliothèques publiques de Montréal;
- Amélioration qualitative et quantitative des services de proximité
- Consolidation des quartiers culturels en arrondissements
- Acquisition et/ou maintien des actifs immobiliers de la Ville

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de demande de règlement d'emprunt, aucune opération de communications n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les projets visés par ce règlement d'emprunt (bibliothèques Maisonneuve et L'Octogone) sont inscrits au calendrier des projets approuvés par le CE le 25 mai dernier (CE16 0861). Selon ce calendrier et, dans les deux cas, les avant-projets sont complétés, les concours d'architecture doivent être lancés fin 2016 début 2017, les plans et les devis en 2017-2018, la construction en 2018-2019 et la mise en service en 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier fait partie intégrante de la Politique de développement culturel 2005–2015 de la Ville de Montréal qui a été adoptée par le comité exécutif en 2005. Il permettra plus précisément de contribuer à l'engagement 7, libellé comme suit :
« La Ville se donnera un plan de rattrapage et de mise à niveau de ses bibliothèques, qui comprendra notamment l'ajout d'employés spécialisés et non spécialisés, la mise à jour des collections, l'augmentation des heures d'ouverture, la mise en réseau informatique, de même que la mise aux normes, l'agrandissement ou la construction de certains locaux ».

La première orientation intitulée « Améliorer l'accès à la culture » du Plan d'action 2007–2017 de Montréal, métropole culturelle prévoit, quant à elle, une action spécifique qui est

de « reconnaître les bibliothèques comme l'infrastructure de base d'une ville de culture et de savoir », ce à quoi le maintien et l'amélioration des collections contribuent.

Ce projet s'inscrit dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard de l'alinéa « e. » de l'article 20 qui dit que la Ville s'engage « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

À la suite de vérification, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel D DESJARDINS, Service des finances

Lecture :

Daniel D DESJARDINS, 6 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ève-Lyne BUSQUE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3160
Télécop. : 514 872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-25

Richard ADAM
Chef de division

Tél : 514 872-3160
Télécop. : 514 872-5588

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
Tél : 514 872-1608
Approuvé le : 2016-10-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-10-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160003005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 50 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques publiques en arrondissements ainsi que pour l'achat de collections initiales.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND-1160003005-Programme RAC biblio.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-05

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 50 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉNOVATION, D'AGRANDISSEMENT, DE CONSTRUCTION, D'AMÉNAGEMENT DE BIBLIOTHÈQUES ET L'ACHAT DE COLLECTIONS INITIALES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 50 000 000 $ est autorisé pour le financement des travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction, d'aménagement de bibliothèques et l'achat de collections initiales, le tout afin d'augmenter la dotation des arrondissements.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ces financements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1160003005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160003005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 50 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques publiques en arrondissements ainsi que pour l'achat de collections initiales.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1160003005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-06

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1164368005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI pour les années 2017-2018-2019

Il est recommandé:
d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer l'acquisition de pièces et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI pour les années 2017-2018-2019.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-12 11:17

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164368005**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI pour les années 2017-2018-2019

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2014, BIXI Montréal assure l'exploitation et la gestion pour le compte de la Ville de Montréal du système de vélo en libre-service BIXI. Les obligations de BIXI Montréal sont consignées dans une entente de gestion, la dernière ayant été conclue au début de l'année 2015 pour une durée de 5 ans.
Le projet «Développement et optimisation du système de vélo en libre-service BIXI» est prévu au PTI du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) qui sera soumis pour adoption au conseil municipal.

Le système de vélo en libre-service BIXI a connu un succès sur toute la ligne en 2015. Jusqu'à 38 000 membres actifs ont utilisé ce service alors que plus de 3,5 millions de déplacements ont été effectués, soit 9 % de plus qu'en 2014. À l'heure actuelle, le service BIXI est offert dans 11 arrondissements de la Ville de Montréal de même que dans les villes de Longueuil et de Westmount.

Plusieurs faits saillants ont marqué la première moitié de l'année 2016:
-Nouveau partenaire majeur;
-Nouvelle promotion: les dimanches BIXI gratuits. Le dernier dimanche de chaque mois, l'aller simple est offert;
-Nouveau système et nouveau site web permettant la vente d'abonnements aux entreprises afin de valoriser les transports actifs;
-Implantation de 15 stations intelligentes permettant la location de vélo avec la carte OPUS de la STM;
-Nouvelle application mobile permettant la location directe d'un vélo;
-Journée record de l'histoire de BIXI Montréal: 30 951 déplacements le dimanche 31 juillet;
-Semaine d'achalandage historique du 25 juillet 2016 avec 182 911 déplacements.

Depuis 2014, les abonnements à BIXI et les déplacements ont connu respectivement une augmentation de 142% et 28%. BIXI Montréal fait face à une demande croissante et doit réajuster son offre de service.

C'est dans ce contexte qu'il est proposé d'autoriser ce règlement d'emprunt qui permettra notamment l'achat de pièces et d'équipements d'actifs (vélos, terminaux solaires, pavés

techniques, panneaux publicitaires, points d'ancrage intelligents, etc.) qui serviront à optimiser le système au cours des années 2017, 2018 et 2019 et ainsi de mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 1249 (15 décembre 2014) Conclure une entente avec BIXI Montréal afin de lui confier la gestion du système de vélo en libre-service sur le territoire de Montréal;

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 7 500 000 $ afin de financer l'acquisition de pièces et d'équipements requis pour l'optimisation du système de vélo en libre-service BIXI pour les années 2017, 2018 et 2019.
Ce règlement d'emprunt permettra notamment d'acquérir les équipements suivants:
-Vélos;
-Terminaux solaires;
-Points d'ancrage;
-Pavés techniques;
-Panneaux publicitaires;
-Points d'ancrage intelligents;
-Câbles.

JUSTIFICATION

L'optimisation du système de vélo en libre-service BIXI au cours des prochaines années est essentielle pour permettre à BIXI Montréal de continuer d'offrir un service de qualité à tous les utilisateurs;
La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à la Ville de Montréal d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant l'acquisition des biens requis.

Ainsi, on pourra:
-consolider le réseau actuel et ainsi répondre plus efficacement aux besoins des clientèles occasionnelle et corporative, et ce, à moindre coût;
-répondre à une demande croissante et assurer un service de meilleure qualité dans le réseau. L'optimisation du réseau permettrait une desserte de plusieurs quartiers nouvellement développés ou en développement tels Griffintown, Mile Ex, Mile End, Pôle Frontenac.
-accroître le ratio bollards / vélos, ce qui contribuerait à améliorer l'offre de service auprès des utilisateurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet suivant, prévu à la programmation du PTI 2017-2019.

Projet	2017	2018	2019	Total
28 040 - Développement et optimisation du système de vélo en libre-service BIXI	2 700	800	4 000	7 500

Les achats financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans, conformément à la politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'optimisation du système de vélo en libre-service BIXI est en accord avec les orientations du Plan d'action Montréal durable 2016-2018 adopté en juin 2016.
Le service BIXI s'inscrit dans les orientations de la Ville de Montréal pour accroître la part des transports durables et l'usage du vélo comme mode de déplacement actif. Par ailleurs, il est largement démontré que l'utilisation de la bicyclette contribue à une diminution des GES et à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet d'optimisation du système de vélo en libre-service BIXI, tel que présenté, aura des impacts majeurs notamment au niveau de l'offre de services auprès de la clientèle.
L'acquisition de ces pièces et équipements devrait permettre d'offrir un meilleur service aux utilisateurs.
Si le règlement d'emprunt n'est pas adopté ou si son adoption est retardée, l'optimisation du système sera compromise et les impacts se feront sentir auprès des utilisateurs qui sont de plus en plus nombreux à adhérer au système de vélo en libre-service BIXI.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un communiqué de presse conjoint - Ville de Montréal - BIXI Montréal - sera émis le matin même de la réunion du Comité exécutif, soit le 19 octobre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

24 octobre 2016: Avis de motion
21 novembre 2016: Adoption du règlement d'emprunt
Décembre 2016: Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des affaires municipales (MAMOT)
Janvier - Février 2017: Acquisition progressive des équipements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-07

Serge LEFEBVRE
Chef de division

Tél : 514 872-4338
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-09-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-09-12

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164368005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI pour les années 2017-2018-2019

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1164368005-équipements BIXI.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-09

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 7 500 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION DE BIENS ET D'ÉQUIPEMENTS PERMETTANT UNE OPTIMISATION DU SYSTÈME DE VÉLO EN LIBRE-SERVICE BIXI POUR LES ANNÉES 2017, 2018 ET 2019

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisation prévues au programme triennal d'immobilisation de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 7 500 000 $ est autorisé pour financer l'acquisition de biens et d'équipement permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI pour les années 2017, 2018 et 2019.

2. Cet emprunt comprend les frais de livraison, les frais d'installation et toutes autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2017.

GDD1164368005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164368005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division des transports actifs et collectifs
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 7 500 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI pour les années 2017-2018-2019

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1164368005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteur
André Leclerc
Conseiller en gestion des ressources financières - C/É - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514)-872-4136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-08

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-3417

Division : Direction conseil et soutien financier - PS Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1161097001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures routières et de réaménagement de la rue Jean-Talon Est, entre la rue Viau et le boulevard Langelier

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures routières et de réaménagement de la rue Jean-Talon Est, entre la rue Viau et le boulevard Langelier ».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-25 09:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161097001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures routières et de réaménagement de la rue Jean-Talon Est, entre la rue Viau et le boulevard Langelier

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, des investissements sont prévus pour des travaux de réfection et de réaménagement de la rue Jean-Talon Est entre la rue Viau et le boulevard Langelier, relevant de la compétence du conseil municipal. Ce projet de réaménagement vise plus précisément à :
- Réduire le temps de traversée des intersections et installer des feux piétons.
- Rendre les trajets piétons universellement accessibles.
- Aménager des trottoirs plus larges avec des plantations et un mobilier urbain confortable et fonctionnel.
- Créer des lieux de rencontre lorsque c'est possible.
- Maintenir les niveaux de service sur le réseau artériel afin d'éviter un débordement de la circulation véhiculaire dans les rues locales.
- Redonner l'espace récupéré aux transports actifs et collectifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM - À venir - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 10 500 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la rue Jean-Talon Est entre la rue Viau et le boulevard Langelier, y compris les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser les travaux suivants:

- Réfection de la chaussée et des trottoirs
- Réaménagement géométrique de la rue
- Plantation d'arbres
- Réfection de l'éclairage de rue
- Mise aux normes des feux de circulation

- Remplacement du mobilier urbain

Une éventuelle réfection des infrastructures souterraines ou une implantation d'une voie cyclable ne seront pas financées par ce règlement d'emprunt.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au service des infrastructures, de la voirie et des transports d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Jean-Talon Est entre la rue Viau et le boulevard Langelier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 28039 - Projet de réaménagement de la rue Jean-Talon, entre Viau et Langelier prévu à la programmation du PTI 2017-2019.
La répartition budgétaire est présentée comme suit (en milliers de $):

Projet	2017	2018	2019	Ultérieur	Total
28039	-	5 000	5 500	-	10 500

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville Centre.

En conséquence, l'adoption de ce règlement d'emprunt est sous réserve de l'adoption de l'enveloppe budgétaire du PTI 2017-2019 du service par les instances décisionnelles appropriées.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le réaménagement de la rue Jean-Talon Est permettra de verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources et d'assurer l’accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé.
Plus précisément, le projet de réaménagement vise à protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité en plantant des arbres dans l'emprise de la rue Jean-Talon Est et à améliorer l’accès aux infrastructures en installant des plaques podotactiles aux intersections et en aménageant des trottoirs plus larges.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise pour la réfection et le réaménagement de la rue Jean-Talon Est entre entre la rue Viau et le boulevard Langelier. Sans ce règlement d'emprunt, la réalisation des travaux de réfection et de réaménagement de la rue Jean-Talon Est, prévue en 2018 et 2019, serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion: Novembre 2016
2. Adoption: Décembre 2016
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'occupation du territoire.
4. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication du règlement ou le 1er janvier 2017.
5. Octroi du contrat: Hiver 2018
6. Exécution des travaux: 2018-2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-07

Guy PELLERIN
Chef de division

Tél : 514 872-7486
Télécop. : 514 872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-10-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161097001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures routières et de réaménagement de la rue Jean-Talon Est, entre la rue Viau et le boulevard Langelier

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1161097001 rue Jean-Talon.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-18

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 10 500 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE JEAN-TALON EST, ENTRE LA RUE VIAU ET LE BOULEVARD LANGELIER

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 10 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures routières et de réaménagement de la rue Jean-Talon Est, entre la rue Viau et le boulevard Langelier.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2017.

_____

GDD1161097001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161097001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures routières et de réaménagement de la rue Jean-Talon Est, entre la rue Viau et le boulevard Langelier

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 28039 - 116109001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteure:
Stephanie MORAN
Conseillère Budgétaire - PS Développement
514-872-2813

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-20

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.04

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1161097002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières et de réaménagement de l'avenue Van Horne, entre l'avenue Pratt et l'avenue du Parc

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 13 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières et de réaménagement de l'avenue Van Horne, entre l'avenue Pratt et l'avenue du Parc ».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-25 09:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161097002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières et de réaménagement de l'avenue Van Horne, entre l'avenue Pratt et l'avenue du Parc

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, des investissements sont prévus pour des travaux de réfection et de réaménagement de l'avenue Van Horne entre les avenues Pratt et du Parc, relevant de la compétence du conseil municipal.
Les réfections des infrastructures souterraines et routières sont des opportunités pour faire un réaménagement majeur de ce tronçon afin de favoriser l'accessibilité et la sécurité des déplacements et de prendre en considération l'augmentation des transports actifs et collectifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM - À venir - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 13 000 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de l'avenue Van Horne entre les avenues Pratt et du Parc, y compris les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser les travaux suivants:

- Réfection de la chaussée et des trottoirs
- Réfection des égouts secondaires
- Réaménagement géométrique de l'avenue
- Plantation d'arbres
- Réfection de l'éclairage de rue
- Mise aux normes des feux de circulation
- Remplacement du mobilier urbain

Une éventuelle réfection de l'aqueduc principal ou implantation d'une voie cyclable ne seront pas financées par ce règlement d'emprunt.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service des infrastructures, de la voirie et des transports d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de réaménagement de l'avenue Van Horne entre les avenues Pratt et du Parc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 28038 - Projet de réaménagement de l'avenue Van Horne, entre Pratt et du Parc prévu à la programmation du PTI 2017-2019.
Le règlement d'emprunt permettra de financer la totalité des investissements du projet pour les années 2017 et suivantes. La répartition budgétaire est présentée comme suit (en milliers de $):

Projet	2017	2018	2019	Ultérieur	Total
28038	-	4 000	6 000	3 000	13 000

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville Centre.

En conséquence, l'adoption de ce règlement d'emprunt est sous réserve de l'adoption de l'enveloppe budgétaire du PTI 2017-2019 du service par les instances décisionnelles appropriées.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le réaménagement de l'avenue Van Horne permettra de verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources et d'assurer l’accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé.
Plus précisément, le projet de réaménagement vise à protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité en plantant des arbres dans l'emprise de l'avenue Van Horne et à améliorer l’accès aux infrastructures en installant des plaques podotactiles aux intersections.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est requise pour la réfection et le réaménagement de l'avenue Van Horne entre Pratt et du Parc. Sans ce règlement d'emprunt, la réalisation des travaux de réfection et de réaménagement de l'avenue Van Horne, prévue entre 2018 et 2020, serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion: Novembre 2016
2. Adoption: Décembre 2016
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'occupation du territoire.
4. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication du règlement ou le 1er janvier 2017.
5. Octroi du contrat: Hiver 2018
6. Exécution des travaux: 2018-2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-07

Guy PELLERIN
Chef de division

Tél : 514 872-7486
Télécop. : 514 872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE

Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-10-21

Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161097002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières et de réaménagement de l'avenue Van Horne, entre l'avenue Pratt et l'avenue du Parc

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1161097002 Ave Van Horne.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-18

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 13 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES ET ROUTIÈRES ET DE RÉAMÉNAGEMENT DE L'AVENUE VAN HORNE, ENTRE L'AVENUE PRATT ET L'AVENUE DU PARC

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 13 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières et de réaménagement de l'avenue Van Horne, entre l'avenue Pratt et l'avenue Du Parc.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2017.

_____

GDD1161097002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161097002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routières et de réaménagement de l'avenue Van Horne, entre l'avenue Pratt et l'avenue du Parc

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 28038 - 116109002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteure:
Stéphanie MORAN
Conseillère Budgétaire - PS Développement
514-872-2813

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-20

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.05

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1160160004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division du développement des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-31 11:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160160004**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division du développement des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2017-2019, des investissements sont prévus pour l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (VÉ), relevant de la compétence de la ville centrale. Conformément à sa stratégie d'électrification, Montréal veut implanter un réseau d'infrastructures de recharge d'envergure. Un minimum de1000 bornes de recharge sur rue seront déployées pour desservir l'ensemble de son territoire d'ici 2020.

De 2013 à 2016, le règlement d'emprunt 08-062 (acquisition d'équipement et mobilier urbain) a été utilisé pour le financement des activités d'acquisition et d'installation des bornes de recharge.

C'est ainsi que 230 bornes de recharge simples ainsi que 3 bornes à recharge rapide ont été acquises depuis 2013, parmi lesquelles :

- 76 ont été distribuées aux arrondissements demandeurs pour une installation hors-rue et à leurs frais (principalement dans les aires de stationnement des mairies, les bibliothèques, les arénas, les centres culturels, etc.).
- 52 ont été installées sur rue dans l'arrondissement de Ville-Marie de 2014 à 2016
- 100 seront installées dans les arrondissements centraux d'ici la fin 2016

Ce premier déploiement permet aux résidents des quartiers denses d'accéder à ces équipements. Ces bornes sont également utilisées par les véhicules en libre-service (VLS), et ce, dans la poursuite de l'objectif de la Ville d'inciter les entreprises qui offrent ce service à convertir leur flotte de véhicules à l'électricité.

Afin de couvrir l'ensemble du territoire de la Ville, le déploiement des bornes s'effectuera à plus grande échelle à partir de 2017 pour atteindre un minimum de 1000 bornes de recharge sur rue d'ici 2020.
Avec l'implantation de ces bornes, la Ville de Montréal assume son rôle de chef de file en électrification des transports.

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt au montant de 11 000 000 $ afin de permettre de financer ces investissements au PTI 2017-2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CMxx xxx - (À venir) - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).

CM16 0805 - 21 juin 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (05-055), afin de permettre l'installation des bornes de recharge par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports.

CE16 1042 - 15 juin 2016 - Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 100 bornes de recharge pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 709 970,63 $, taxes incluses.

CM15 1239 - 27 octobre 2015 - Accorder un contrat de gré à gré, conformément au Décret 839-2013, à AddÉnergie Technologies inc. pour la fourniture de 25 bornes de recharge doubles sur rue et de 3 bornes à recharge rapide pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 415 280,50 $, taxes incluses.

CM13 0963 - 23 septembre 2013 - Approuver une entente de partenariat entre la Ville et Hydro-Québec portant sur l'adhésion de la Ville au projet de Circuit électrique d'Hydro-Québec / Approuver une entente concernant la prise en charge de la responsabilité d'offrir un service de recharge public pour les véhicules électriques entre la Ville et le ministère des Ressources naturelles / Approuver les emplacements des bornes proposés par les arrondissements et Espace pour la vie / Accorder, conformément au Décret 839-2013, un contrat de gré à gré à AddÉnergie Technologies inc. afin de procéder à l'acquisition de 80 bornes de recharge pour véhicules électriques, pour une somme maximale de 497 151,90 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 11 000 000 $ afin de financer l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques, y compris les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

Ce règlement d'emprunt permettra notamment d'effectuer les dépenses relatives à :
1. Acquisition de bornes de recherche pour véhicules électriques.
2. Installation des bornes par un entrepreneur en électricité.
3. Incidences relatives à l'installation des bornes: - construction de bases par la commission des services électriques de Montréal (CSEM) - branchement des bornes par Hydro-Québec - marquage au sol et signalisation - acquisition et installation des arceaux protecteurs.
4. Autres incidences et travaux d'aménagement nécessaires à l'installation des bornes à recharge rapide.

Ne seront pas financées par ce règlement d'emprunt les activités d'acquisition, d'installation ou de déplacement de bornes de recharge non décidées par la ville centrale.

JUSTIFICATION

À ce jour, le projet d'acquisition et d'installation des bornes pour VÉ était géré via le règlement d'emprunt 08-062 (acquisition d'équipement et mobilier urbain), et n'était pas

inscrit au PTI.
L'adoption de ce règlement d'emprunt, complètement dédié au projet de déploiement des bornes de recharge, est essentielle à l'inscription du projet au PTI 2017-2019 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports, ce qui permet d'identifier une source de financement unique, de mieux gérer le programme, et par conséquent, d'atteindre ses objectifs selon les échéanciers établis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet d'acquisition et d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (75100), prévu à la programmation du PTI 2017-2019 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports.
Le règlement d'emprunt permettra de financer les investissements du projet prévu à la programmation du PTI 2017-2019.

La répartition budgétaire est présenté comme suit :

Programme 75100 / année	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Montant en millier de $	2 350	2 950	2 950	2 700	**10 950**

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centre, en conséquence, l'adoption de ce règlement d'emprunt est sous réserve de l'adoption de l'enveloppe budgétaire du PTI 2017-2019 du Service par les instances décisionnelles appropriées.

Tel que mentionné, cette estimation budgétaire est basée sur une planification établie au printemps 2016. Cette dernière pourrait être sujette à changements, notamment en raison d'une éventuelle révision du nombre et du type de bornes de recharge pour VÉ à acquérir et installer, et en raison de la précision des coûts à venir suite aux activités actuellement en cours.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le déploiement d'un réseau de borne de recharge pour VÉ contribuera à la lutte contre les changements climatiques en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en favorisant l'atteinte de l'objectif de réduction de 30 % de ces gaz d'ici 2020 par rapport à 1990. Il permettra également d'améliorer la qualité de l'air afin d'atteindre éventuellement le standard pancanadien en matière de concentration de particules fines dans l'air ambiant d'ici 2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le rythme de déploiement des bornes de recharge sur le territoire montréalais est en constante croissance depuis le début des opérations en 2013. Le règlement d'emprunt faisant l'objet du présent sommaire permettra de financer les investissements du programme pour une période . Retarder son adoption compromettrait l'atteinte des objectifs de la Ville quand à sa stratégie d'électrification des transports.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion: Novembre 2016
2. Adoption du règlement d'emprunt : Décembre 2016
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'occupation du territoire.
4. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication du règlement ou le 1er janvier 2017.
5. Acquisition et installation des bornes de recharge : 2017- 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilles DUFORT, Service de la mise en valeur du territoire
Anne-Marie PERREAULT, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Gilles DUFORT, 18 octobre 2016
Anne-Marie PERREAULT, 18 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rachid REKOUANE
INGÉNIEUR

Tél : 514-868-3476
Télécop. : 514-872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-18

Isabelle MORIN
Chef de division

Tél : 514 872-9948
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160160004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division du développement des transports
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1160160004 - Bornes recharge véhicules électriques.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 11 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DE BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 11 000 000 $ est autorisé pour le financement de l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2017.

_____

GDD1160160004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160160004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division du développement des transports
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 11 000 000 $ pour le financement de l'acquisition et l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 75100 - 1160160004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-Auteure:
Stephanie MORAN
Conseillère Budgétaire - PS Développement
514-872-2813

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-26

André LECLERC
Conseiller en gestion des ressources financières - C/E
Tél : 514 872-4136

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.06

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167287006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains

Il est recommandé d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains. »

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-31 11:29

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167287006**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains

CONTENU

CONTEXTE

Le programme d'acquisition de terrains est un nouveau programme prévu au Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 (volet ville centrale).

Ce programme s'inscrit dans un contexte d'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des pratiques de gestion du SIVT et vise à réduire les coûts d'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation des projets du SIVT.

Il permet d'acquérir les propriétés visées :
- suffisamment tôt pour éviter des hausses de prix (bien avant les règlements d'emprunt des projets);
- de préserver la confidentialité financière et spatiale des transactions prévues;
- de regrouper les demandes de transactions à confier au SGPI et d'en faciliter la réalisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CMxx xxx- (À venir) - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 12,6 M$ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du programme d'acquisition de terrains, y compris les honoraires professionnels, frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Ce programme permet d'acquérir les propriétés visées et requises pour réaliser différents projets planifiés par le SIVT et pouvant être nécessaires :
- aux réaménagements de carrefours;
- à des réaménagements ou prolongements de rues ou d'artères;
- à des travaux d'aménagement relevant du SIVT;
- aux grands projet du SIVT .

JUSTIFICATION

L'adoption de ce règlement d'emprunt est nécessaire à la réduction des coûts d'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation des projets du SIVT. L'autorisation de ce règlement d'emprunt est une étape essentielle dans le cadre de la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI_2017-2019 du Service des infrastructures de la voirie et des transports (volet corporatif).
La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SIVT d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation du programme d'acquisition de terrains.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 12,6 M$ afin de financer le programme d'Acquisition de terrains (46104), prévu dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019.
Le règlement d'emprunt permettra de financer les investissements du programme pour les années 2017 à 2019.

La répartition budgétaire est présentée comme suit (en milliers de $):

Programme	2017	2018	2019	Ultérieur	TOTAL
46104	4 200	4 200	4 200	0	12 600

En conséquence, l'adoption de ce règlement d'emprunt est sous réserve de l'adoption de l'enveloppe budgétaire du PTI 2017-2019 du Service par les instances décisionnelles appropriées.

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville Centre.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'un règlement d'emprunt, la réduction des coûts d'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation des projets du SIVT ne pourra pas se réaliser.
L'adoption de ce règlement est requise afin de ne pas compromettre la réalisation des différents projets planifiés par le SIVT.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune intervention de communication n'est requise dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : novembre 2016
2. Adoption du règlement d'emprunt : décembre 2016
3. Approbation du règlement d'emprunt par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
4. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication du

règlement ou le 1er janvier 2017
5. Réalisation des travaux : mai 2017 à décembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Imen ZAYANI
Contrôleueuse de projet

Tél : 5147822144
Télécop. : 5148722874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. : 5148722874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167287006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1167287006 - acquisition de terrains.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 12 600 000 $ AFIN DE FINANCER LA RÉALISATION DU PROGRAMME D'ACQUISITION DE TERRAINS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 12 600 000 $ est autorisé afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2017.

_____

GDD1167287006

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167287006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet46104 - 1167287006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteur
Paul Kanaan
Conseiller budgétaire
514-872-2857

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.07

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167287008

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 44 900 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot

Il est recommandé d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 44 900 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot . »

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-11-01 11:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167287008**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 44 900 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de reconstruction du complexe Turcot est un projet de plus de 3 G$ géré par le ministère des Transports , de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), ayant des répercussions sur certains actifs de la Ville dont la modification du tracé des autoroutes aux abords du centre récréatif Gadbois et dans le secteur Cabot-Côte-Saint-Paul.
Le MTMDET réalise lui-même des interventions et des projets concernant des actifs municipaux (nouvelles rues, protection des collecteurs, réfection de viaducs et de ponts, etc.) en impliquant la Ville (encadrement, collaboration technique, supervision, gestion des impacts, dépenses incidentes, etc.).

La Ville réalisera certains projets municipaux d'intégration urbaine dont :

· le pôle Gadbois, soit le réaménagement des abords du centre récréatif Gadbois et du nouveau pont du canal;
· les divers aménagements paysagers aux abords de l'autoroute 15 dans le secteur Cabot/Côte-Saint-Paul.

La Ville profite du projet de reconstruction du complexe Turcot pour bonifier des actifs ou devancer certains investissements et s'assure que des dépenses incidentes urgentes, imprévisibles et de valeur non importante, faites par les arrondissements ou les directions centrales, soient remboursées par le MTMDET.

L'adoption d'un règlement d'emprunt est nécessaire au financement de l'ensemble de ces interventions reliées à l'accompagnement du projet de reconstruction du complexe Turcot et la réalisation de projets d'intégration urbaine , et requis pour la bonification du règlement d'emprunt existant adopté le 21 juin 2012 au CG12 0236.

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019 (volet ville centrale), des investissements sont prévus pour l'accompagnement du projet Turcot.

Il est à noter que la Ville de Montréal a conclu des ententes incluant des mécanismes de remboursement avec le MTMDET et qu'elle travaille avec ce dernier à l'élaboration d'autres ententes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CMxx xxx- (À venir) - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CE15 0338, 4 mars 2015: Ratifier l'entente intervenue entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant la collaboration en ressources professionnelles municipales dans le cadre du projet Turcot, pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015, pour une somme maximale de 3 700 000 $, et approuver le document intitulé « Marché »
CE12 1979, 5 décembre 2012: Autoriser l'entente intervenue entre le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal visant la collaboration en ressources professionnelles municipales dans le cadre du projet Turcot, pour la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2012, pour une somme forfaitaire de 1 216 423 $, et approuver le document intitulé « Marché »
CG12 0236, 21 juin 2012 : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 19 100 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot
CG12 0050, 23 février 2012 : Décret d'expropriation aux fins d'emprise pour le prolongement du boulevard De La Vérendrye dans le cadre du projet de reconstruction du complexe Turcot
CE12 0231, 22 février 2012 : Ratification d'une entente MTQ-Ville visant le remboursement d'une somme maximale de 486 760 $ pour la collaboration de ressources professionnelles municipales en 2011
CE12 0062, 18 janvier 2012 : Mandat à la DSTI pour l'acquisition d'un site aux fins de relocalisation de l'écocentre du Sud-Ouest
CM11 1026, 19 décembre 2011 : Décret d'expropriation pour relocaliser la cour de services Eadie ainsi que la Division de l'horticulture de l'arrondissement du Sud-Ouest
CM11 1009, 19 décembre 2011 : Octroi d'un contrat pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie relativement à la construction d'une nouvelle cour de services dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 1 975 396,50 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'Emprunt de 44 900 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot, , y compris comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d’études, de conception, de surveillance des travaux, d'acquisition de terrains et les autres dépenses incidentes et imprévues s’y rapportant.
Ce règlement permettra d'effectuer les dépenses relatives aux multiples interventions, dont:

- les avant-projets, des plans et devis et des travaux d'aménagements du domaine public, d'espaces publics, de parcs et d'aires de stationnement dans le cadre de l'intégration urbaine du projet dont le pôle Gadbois et le secteur Cabot-Côte-Saint-Paul;
- l'acquisition des terrains et immeubles requis pour la mise en œuvre de ces travaux municipaux.

JUSTIFICATION

L'adoption de ce règlement d'emprunt est nécessaire à la réalisation des interventions municipales d'accompagnement du projet de reconstruction du complexe Turcot dans un contexte où il faut mettre en place des mécanismes qui permettent à la Ville d'intervenir efficacement dans la logique de l'échéancier du projet Turcot et de réaliser ses projets

d’intégration urbaine. L'échéancier de réalisation prévu par le MTMDET et la Ville de Montréal s'étend de 2017 à la fin 2021. L'autorisation de ce règlement d'emprunt est une étape essentielle dans le cadre de la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI_2017-2019 du Service des infrastructures de la voirie et des transports (volet ville centrale).
La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SIVT d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des interventions municipales d'accompagnement du projet de reconstruction du complexe Turcot.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 44,9 M$ afin de financer la réalisation des interventions municipales d'accompagnement du projet de reconstruction du complexe Turcot prévues dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019.

Le règlement d'emprunt permettra de financer la totalité des investissements du projet pour les années 2017 et suivantes.

Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centre. Le montant alloué à ces projets est basé sur des avants projet préliminaires de classe D.

L'adoption de ce règlement d'emprunt est sous réserve de l'adoption de l'enveloppe budgétaire du PTI 2017-2019 du service par les instances décisionnelles appropriées.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement d'emprunt est indispensable pour la mise en œuvre des interventions municipales nécessaires au projet de réaménagement du complexe Turcot et le respect de son échéancier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune intervention de communication n'est requise dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : novembre 2016
2. Adoption du règlement d'emprunt : décembre 2016
3. Approbation du règlement d'emprunt par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
4. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication du règlement ou le 1er janvier 2017
5. Réalisation des travaux : mai 2017 à décembre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Imen ZAYANI
contrôleueuse de projet

Tél : 5147822144
Télécop. : 5148722874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. : 5148722874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-31

Ministère
des Transports
Québec
La sous-ministre

Québec, le 20 septembre 2013

Monsieur Robert Lamontagne
Directeur général
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.105
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Directeur général, Robert

En mars dernier le ministère des Transports du Québec (MTQ) s'était engagé, comme « grand propriétaire » dans l'arrondissement du Sud-Ouest, à collaborer à l'exercice d'un Plan de développement urbain, économique et social (PDUÉS) pour les secteurs Gadbois et Cabot. Cet exercice s'inscrit dans la foulée des travaux de reconstruction de l'échangeur Turcot et des améliorations importantes qui découleront du projet, notamment en terme de désenclavement de la cour Turcot, de la réduction de la circulation de transit, de meilleurs accès au réseau de transports routiers et collectifs et enfin d'améliorations de la qualité des milieux de vie.

Le 20 septembre 2013, la Ville a notamment demandé confirmation de la contribution financière du ministère des Transports à la mise en œuvre de cet exercice. Après analyse, j'ai donc le plaisir de vous confirmer que le MTQ s'engage à contribuer, jusqu'à un maximum de 1,5 M$, à l'élaboration de ce plan, qui sera selon notre compréhension, sous la responsabilité de l'Arrondissement du Sud-Ouest. Nous préciserons les modalités de cette entente ultérieurement.

Par ailleurs, le budget du projet prévoit toujours, comme il a été confirmé dans le passé des réserves de 20 M$, soit 1 % des coûts des travaux pour le volet

…2

700, boul. René-Lévesque Est
28e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
Téléphone : 418 643-6740
Télécopieur : 418 643-9836

intégration urbaine et architecturale du projet, de 3 M$ pour le réaménagement du stationnement du centre Gadbois et de 4,9M$ pour différents aménagements paysagers aux abords de l'autoroute 15 dans le secteur Cabot/Côte-Saint-Paul

Quant au réaménagement de la rue Notre-Dame au sud de la cour Turcot, ces interventions ne pourront être réalisées qu'après la fin des travaux de construction du projet Turcot, soit après 2020, et lorsque l'usage des terrains vacants du secteur sera déterminé. Aussi, dans ces conditions, il nous apparait prématuré de préciser immédiatement le montant exact d'une subvention que pourra accorder le gouvernement du Québec pour ce réaménagement. Soyez toutefois assuré que comme grand propriétaire en bordure de la rue Notre-Dame, le MTQ entend participer à cette réflexion et qu'une contribution financière jusqu'à un maximum de 50 M$ pourra être accordée à la mise en valeur de ce secteur. Une entente spécifique devra également être définie ultérieurement à ce sujet.

C'est avec satisfaction que nous recevons l'engagement de la Ville à procéder à ses frais dans les plus brefs délais à l'inspection du collecteur Saint-Pierre haut niveau entre les rues Girouard et Saint-Rémi, inspection qui nous permettra de procéder aux travaux au pont d'étagement Saint-Jacques. Nous souhaitons recevoir la correspondance technique à cet effet dans les prochains jours.

Enfin, nous vous remercions, d avoir diligemment effectué les démarches permettant d'inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal du 23 septembre prochain les demandes d'obtention des certificats de non-objection. L'adoption de résolutions par le conseil municipal à la prochaine séance pour chacun des trois lots de construction est essentielle au respect de l'échéancier critique du projet par le Ministère.

...3

Espérant ces engagements conformes à nos discussions, je vous réitère notre très grande satisfaction concernant la collaboration qui s'est établie entre nos équipes pour la poursuite de ce projet stratégique pour le Québec.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La sous-ministre,

Dominique Savoie

c.c. M. André Caron, sous-ministre associé, MTQ
Mme Ginette Sylvain, sous-ministre adjointe, MTQ

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167287008

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 44 900 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1167287008 - Travaux Échangeur Turcot V3.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-01

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 44 900 000 $ AFIN DE FINANCER LES INTERVENTIONS MUNICIPALES AFFÉRENTES À LA RÉALISATION DU PROJET DE RECONSTRUCTION DU COMPLEXE TURCOT

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 44 900 000 $ est autorisé afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, d'acquisition de terrains et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2017.

_____

GDD1167287008

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167287008

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 44 900 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de reconstruction du complexe Turcot

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet39710 - 1167287008.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteur
Paul Kanaan
Conseiller budgétaire
514-872-2857

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.08

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167211004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 13 560 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du Corridor du Nouveau pont Champlain.

Il est recommandé d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 13 560 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du Corridor du Nouveau pont Champlain.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-31 11:29

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167211004**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 13 560 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du Corridor du Nouveau pont Champlain.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le contexte de la détérioration du pont Champlain, le gouvernement du Canada a pris la décision de construire un nouveau pont sur le Saint-Laurent (NPSL) ainsi que de reconstruire le tronçon de l'autoroute 15 sous sa juridiction entre le pont et l'avenue Atwater, allant jusqu'au boulevard LaVérendry. Cet axe autoroutier est l'entrée de la Ville et dessert l'ensemble du territoire de l'agglomération. La reconstruction de ce tronçon implique :
- la démolition et reconstruction du Pont de l'Île-des-Soeurs et l'aménagement des abords;
- l'élargissement de l'autoroute ainsi que la modification des pentes et des courbes;
- la modification des échangeurs Île-des-Soeurs, Gaétan-Laberge et Atwater;
- la modification des ouvrages d'art des rues LaSalle, Wellington, Boulevard de l'Île des Soeurs, Carrefour giratoire LeBer et le boulevard René Lévesque;
- le déplacement des conduites d'aqueduc principal et de collecteur d'égout;
- le déplacement et la création des réseaux cyclables;
- l'aménagement des berges directement sous ses structures autoroutières.

Par son implication dans le projet d'Infrastructure Canada, la Ville de Montréal s'assure que Signature sur le Saint-Laurent (SSL), le partenaire d'Infrastructure Canada (INFRA), préserve la qualité et la disponibilité de l'eau du fleuve Saint-Laurent afin de minimiser les impacts du projet sur l'habitat du poisson et les milieux humides, minimiser les nuisances tels le bruit, les poussières et les vibrations sur les communautés environnantes, compenser pour la production des gaz à effets de serre du chantier, et livrer le projet conformément à ses obligations légales environnementales applicables et répond aux besoins de ses citoyens.

Conséquemment à ce projet, des travaux complémentaires sont nécessaires :
-la Ville réalisera certains projets municipaux qui permettront de remettre en place les liens entrecoupées par les travaux du NPSL et leur milieu d'insertion ;
-la Ville profitera du projet pour bonifier des actifs ou devancer certains investissements.

Dans le cadre du programme triennal d'Immobilisations 2017-2019 (volet ville centrale), des investissements sont prévus pour réaliser les interventions municipales afférentes à la réalisation du Corridor du Nouveau pont Champlain.

L'adoption d'un règlement d'emprunt est nécessaire au financement de l'ensemble de ces interventions reliées à l'accompagnement du NPSL. Notons que la Ville de Montréal travaille avec INFRA à l'élaboration d'ententes et de mécanismes de partenariat dans ces réalisations.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Mxx xxxx- (À venir) - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).
CE15 2367 - 23 décembre 2015 - D'approuver la «convention de services professionnels» entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal visant la collaboration en ressources professionnelles municipales relative au projet de corridor du Nouveau pont Champlain, pour la période de conception-construction, soit du 1er janvier 2015 jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction, pour une somme maximale de 4,2 millions de dollars taxes en sus. (1150752003).

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 13,560 M$ afin de financer les interventions municipales nécessaires pour l'accompagnement des travaux du Nouveau Pont sur le Saint-Laurent, et pour rétablir l'interconnexion entre les secteurs de la ville, y compris les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, d'acquisition de terrains et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Les travaux consistent à :
-Réaménager les rues Rushbrooke et Jacques – Lauzon, impactées par l'élargissement de l'A15 / Planification, création, conception et réalisation;
-Réaménager la rue May / volet commémoration et œuvre commémorative, impactée par l'élargissement de l'A15 / Planification, création, conception et réalisation;
-Aménager un lien entre la pointe-nord et la pointe-sud de l'Île-des-Sœurs / Planification, création, conception et réalisation;
-Créer et aménager un lien multifonctionnel à partir du NPSL vers la Place du Commerce / Acquisition, planification, création, conception et réalisation;
-Compléter les travaux d'intégration spatiale à l'intersection du pont Champlain, du boulevard René-Lévesque situé à Verdun, en considérant le site archéologique LeBer / et deux sections de berges de part et d'autre du NPSL / planification, création, conception et réalisation.

JUSTIFICATION

L'adoption de ce règlement d'emprunt est nécessaire à la réalisation des interventions municipales d'accompagnement du projet du nouveau Pont Champlain dans un contexte où il faut mettre en place des mécanismes qui permettent à la Ville d'intervenir efficacement dans l'échéancier de réalisation établi par Infrastructure Canada et son partenaire Signature sur le Saint-Laurent.
La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SIVT d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des interventions municipales d'accompagnemetn du projet de NPSL.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvées par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

Ce règlement d'emprunt de 13 560 000 $ servira au financement, pour les années 2017 et suivantes du projet 75040 - Corridor Nouveau pont Champlain - Accompagnement d'Infrastructures Canada, Travaux incidents prévu à la programmation du PTI 2017-2019 (volet ville centrale).

Cette dépense est entièrement assumé par la ville centrale.

L'adoption de ce règlement d'emprunt est sous réserve de l'adoption de l'enveloppe budgétaire du PTI 2017-2019 du service par les instances décisionnelles appropriées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le règlement d'emprunt proposé, rendra possible la réalisation de travaux visant à favoriser les déplacements actifs en accordant plus de place aux piétons. De plus, il prévoit l'augmentation de la canopée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'un règlement d'emprunt, la réalisation des interventions municipales d'accompagnement du projet du Nouveau pont Champlain serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tel que convenu avec le Service des communications, aucune intervention de communication n'est requise concernant ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : novembre 2016
2. Adoption du règlement d'emprunt : décembre 2016
3. Approbation du règlement d'emprunt par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.
4. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication du règlement ou le 1er janvier 2017.
5. Réalisation des travaux : Début 2017 à décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chargée de projet - grands projets

Tél : 514 872-8544
Télécop. :

Imen Zayani
Contrôleure de projet
514 872-2144

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167211004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 13 560 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du Corridor du Nouveau pont Champlain.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1167211004- Travaux Corridor Nouveau Pont Champlain.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 13 560 000 $ AFIN DE FINANCER LES INTEREVENTIONS MUNICIPALES AFFÉRENTES À LA RÉALISATION DU CORRIDOR DU NOUVEAU PONT CHAMPLAIN

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 13 560 000 $ est autorisé afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du corridor du nouveau pont Champlain.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, d'acquisition de terrains et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2017.

_____

GDD1167211004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167211004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 13 560 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du Corridor du Nouveau pont Champlain.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet75040 - 1167211004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteur
Paul Kanaan
Conseiller budgétaire
514-872-2857

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.09

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167287009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de réseau électrique métropolitain (REM).

Il est recommandé d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de réseau électrique métropolitain (REM). »

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-31 11:28

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167287009**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de réseau électrique métropolitain (REM).

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de construction du Réseau électrique métropolitain (REM) annoncé en avril 2016 par la Caisse de dépôt et placement du Québec, filiale Infra (CDPQ Infra) reliera la Rive-Sud, le centre-Ville, l'aéroport international de Dorval, l'ouest de l'Ile et Deux-Montagnes. La Ville de Montréal collabore avec CDPQ Infra à sa réalisation.
Le REM est un train électrique entièrement automatisé et en site clôturé sur un tracé de 67 km de longueur qui prévoit 24 stations dans sa phase initiale, 9 terminus d'autobus et 13 stationnements incitatifs. Le tracé empruntera le corridor de l'Autoroute 10 (A-10) à partir de l'échangeur A-10/A-30 et le nouveau pont Champlain puis entrera au centre-ville à la gare Centrale. Il remplacera le train de Deux Montagnes sur toute sa longueur, du centre-ville jusqu'à la Rive-Nord en passant par le tunnel sous la montagne Mont-Royal, tunnel qui ne sera plus emprunté par les trains de banlieue. La branche Ouest empruntera le corridor de l'antenne Doney , puis longera l'A-40 jusqu'à Sainte-Anne-de-Bellevue. Une branche quittera cet axe pour rejoindre l'aéroport Pierre-Eliott-Trudeau (voir plan préliminaire du réseau en pièce jointe au présent dossier). L'intégration d'un système de transport électrique reliant les pôles nord et sud de l'Ile de Montréal permet d'augmenter la desserte en transports collectifs ce qui est bénéfique pour les Montréalais. Ce projet va créer, pour la Ville, des opportunités de requalifications des milieux urbains, tout en respectant les besoins des Montréalais.

En résumé, le projet du REM consiste en quelque 50 km de parcours sur le territoire Montréalais, traversant huit (8) arrondissements (Verdun, Sud-Ouest, Ville-Marie, St-Laurent, Ahuntsic-Cartierville, Pierrefonds-Roxboro, Outremont, CDN/NDG), cinq (5) Villes liées (Ville Mont-Royal, Dorval, Pointe-Claire, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue) et offrant 20 stations sur l'île aux Montréalais.

Le mode de réalisation du projet choisi par la CDPQ Infra n'est pas un mode conventionnel, mais plutôt en mode PPP. Pour la réalisation de ce mode de projet, un fournisseur externe est basé sur un devis de performance sans avoir en main des avants-projets, ou des concepts établis. Le fournisseur en devenir aura la période entre novembre 2016 à mai 2017 pour élaborer un concept et pourra dès la signature du contrat prévu en juin 2017, amorcer les travaux.

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2017-2019, des investissements sont

prévus pour financer les travaux incidents aux travaux du REM ainsi que les travaux anticipés par la Ville à proximité des lieux d'interventions, une partie relevant de la compétence de la ville centre et l'autre de la compétence de l'Agglomération. Le présent dossier concerne le volet ville centre du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CMxx xxx- (À venir) - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet du REM comprenant l'accompagnement de la CDPQ Infra par la réalisation de travaux incidents et autres travaux connexes aniticpés par la Ville, y compris les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, d'acquisition de terrains et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
Du fait que le tracé sera en site propre clôturé (corridor dédié au REM sans instrusion), des besoins seront identifiés pour relier chacun des secteurs de part et d'autre du tracé. Sans s'y limiter, de nouvelles pistes cyclables seront réalisées. Des travaux de raccordement ou de développement de trottoir, passage piéton, voirie, feux de circulation, éclairage, aménagement paysager et remplacement ou amélioration des conduites d'eau et d'égout du réseau secondaire seront requis tout le long du parcours. La Ville profitera de cette intervention du REM pour les réaliser afin de ne pas venir intervenir en chantier consécutif une deuxième fois dans le même secteur.

JUSTIFICATION

L'adoption de ce règlement d'emprunt est nécessaire à la réalisation des interventions municipales par la caisse de dépôt ainsi qu'aux interventions complémentaires à réaliser par la Ville de Montréal. L'échéancier de réalisation prévu par la CDPQ Infra s'étend de 2017 à la fin 2020. L'autorisation de ce règlement d'emprunt est une étape essentielle dans le cadre de la réalisation des projets d'immobilisation planifiés au PTI 2017-2019 du Service des infrastructures de la voirie et des transports (volet ville centrale).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 6 M$ afin de financer le REM - Accompagnement de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, Travaux incidents (75050), prévu dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019.
Le règlement d'emprunt permettra de financer la totalité des investissements du projet pour les années 2017 et suivantes.

En conséquence, l'adoption de ce règlement d'emprunt est sous réserve de l'adoption de l'enveloppe budgétaire du PTI 2017-2019 du service par les instances décisionnelles appropriées.

Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le règlement d'emprunt proposé, rendra possible la réalisation de travaux incidents visant à favoriser les déplacements actifs dans un projet de transports collectifs ce qui réduira les gaz a effet de serre (GES) . De plus, il prévoit la plantation d'arbres ce qui réduira les îlots de chaleur le long du parcours.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'un règlement d'emprunt, l'élaboration du projet par la CDPQ Infra ne pourra se réaliser selon la signature Ville de Montréal dans un milieu densément urbain. L'adoption de ce règlement est requise afin de ne pas compromettre la réalisation des travaux incidents simultanément à la réalisation du REM (2017-2020).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tel que convenu avec le Service des communications, aucune intervention de communication n'est requise concernant ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : novembre 2016
2. Adoption du règlement d'emprunt : décembre 2016
3. Approbation du règlement d'emprunt par le Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
4. Prise d'effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication du règlement ou le 1er janvier 2017
5. Réalisation des travaux : Printemps 2017 à décembre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François RONDOU)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LEBRUN
Ingenieur(e) - chargée de planification

Tél : 514 872-4685
Télécop. : 514 872-4965

Imen Zayani
Contrôleuse de projet
514 872-2144

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. : 5148722874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-31

Carte du réseau électrique Métropolitain (REM)



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167287009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de réseau électrique métropolitain (REM).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1167287009- Travaux municipaux et REM.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES INTERVENTIONS MUNICIPALES AFFÉRENTES À LA RÉALISATION DU PROJET DE RÉSEAU ÉLECTRIQUE MÉTROPOLITAIN (REM)

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 000 000 $ est autorisé afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de Réseau Électrique Métropolitain (REM).

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, d'acquisition de terrains et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2017.

GDD1167287009

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167287009

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption- Règlement autorisant un emprunt de 6 000 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du projet de réseau électrique métropolitain (REM).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet75050 - 1167287009.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François RONDOU
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
Tél : (514) 868-3837

Co-auteur
Paul Kanaan
Conseiller budgétaire
514-872-2857

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Jacques BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.10

2016/11/21 13:00

(1)

Dossier # : 1161081003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, quant à l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur et modifier (1) le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) ainsi que (2) le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ces règlements.

Il est recommandé :
1) de déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, quant à l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur;

2) d'adopter un règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ce règlement;

3) d'adopter un règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ce règlement.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-01 16:22

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1161081003**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, quant à l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur et modifier (1) le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) ainsi que (2) le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ces règlements.

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement ont tous les pouvoirs en lien avec le matériel roulant affectés aux services qui relèvent de leur compétence et le conseil de la ville est pour sa part compétent quant au matériel roulant associé aux activités relevant de sa compétence. Dans ce cas, c'est le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) qui est responsable de l'acquisition et de la location du matériel roulant et d'offrir des services de réparation et d'entretien de véhicules lourds et légers et de réparation et production de divers biens et équipements.

Un nombre important de services aux citoyens repose sur la performance et la fiabilité du matériel roulant opéré par la Ville de Montréal, par exemple pour le déneigement, les travaux de voirie, l'entretien des infrastructures, des immeubles et des parcs, etc.

Or, une analyse produite en 2013 démontrait un retard de 100 M$ dans les investissements consentis par la Ville pour maintenir l'âge des véhicules selon la norme de désuétude prévue de son parc de véhicules et équipements. Pour remédier à la situation, la Direction générale de la Ville procède depuis 2015 à des investissements majeurs visant à rajeunir son parc de véhicules et souhaite poursuivre en ce sens dans les prochaines années.

Afin d'améliorer davantage la performance et la fiabilité de la Ville dans la fonction du matériel roulant et d'optimiser les ressources qui y sont affectées, il est nécessaire d'établir un mode de gestion intégré des différentes activités relatives au cycle de vie des véhicules et équipements, lequel serait sous la gouverne d'une seule entité, le SMRA.

Pour ce faire, le conseil de la ville doit:

1) se déclarer compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, à l'égard de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur;

2) modifier le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant dédié aux activités suivantes :
- entretien de la voirie, incluant le déneigement;
- lieux d'élimination de la neige.

3) modifier le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant dédié aux activités d'enlèvement, transport et dépôt des matières résiduelles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 1126 - déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent à l'égard des objets suivants: 1. activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale; 2. enlèvement, transport et dépôt de matières résiduelles; 3. feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale; 4. structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale; 5. stationnement tarifé contrôlé par parcomètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale; 6. application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, le tout jusqu'au 31 décembre 2016.

CM15 1002 et CM15 1130 : déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent à l'égard du déneigement sur le réseau de voirie locale pour une période de deux ans, 2. adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055), afin notamment d'approuver la Politique de déneigement de la Ville de Montréal par son introduction dans le Règlement 08-055.

DESCRIPTION

Résolution du conseil de la ville en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal afin que celui-ci se déclare compétent à l'égard de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant des conseils d'arrondissement

Le présent sommaire décisionnel vise l'adoption d'une résolution du conseil de la ville, en vertu de l'article 85.5 de la Charte, afin que celui-ci se déclare compétent à l'égard de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant des conseils d'arrondissement pour une période de deux ans à compter du 1er janvier 2017, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur.

Les pouvoirs liés à la fonction du matériel roulant incluent notamment les activités suivantes:

- Gestion du parc de véhicules, notamment : l'entretien, la réparation et les modifications des véhicules et équipement, la planification des acquisitions et remplacements de véhicules et équipements, la création des devis d'acquisition

du matériel roulant, l'identification des ententes-cadres, la gestion des contrats de location de matériel roulant sans opérateur et les contrats de location d'un an et plus ou contractuels récurrents sur plusieurs années, les travaux de modification, d'entretien et de réparation, les mises en service et les mises au rancart.

- Usinage et traitement du métal, notamment : la fabrication de pièces et la réparation (soudure, usinage, ferblanterie) du matériel roulant (incluant les équipements et accessoires), l'aménagement des véhicules.

- Formation des opérateurs, notamment : conception de cours adaptés pour la Ville, diffusion, accompagnement et évaluation des opérateurs de la Ville, élaboration d'entente de services avec des établissements scolaires.

- Gestion du carburant, notamment : l'achat, livraison de carburant et suivi de la consommation; entretien et réparation des pompes, justification pour le remplacement des réservoirs, gestion des cartes d'accès au carburant.

- Soutien administratif et opérationnel, notamment : le paiement de facture, la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles, la gestion de la santé et de la sécurité.

Modifications aux règlements de délégation :

Afin d'éviter que les pouvoirs liés au matériel roulant ne soient délégués aux conseils d'arrondissement dans le cadre de certaines délégations, il est également requis :

1. D'adopter le Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) afin de :
    - ajouter un alinéa à l'article 2 de ce règlement afin de préciser que les délégations du conseil de la ville en matière d'entretien de la voirie et des lieux d'élimination de la neige ne s'appliquent pas aux pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur ;
    - modifier le paragraphe 2° de l'article 4 de ce règlement afin de retirer la mention que les arrondissements doivent assumer à même leur budget les coûts d'achat, de remplacement et d'entretien de tous les véhicules dédiés aux activités déléguées (entretien de la voirie et lieux d'élimination de la neige).
2. D'adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin de :
    - modifier le paragraphe 12° du premier alinéa de l'article 1 de ce règlement afin d'exclure des activités d'opérations déléguées en matière d'enlèvement, de transport et de dépôt des matières résiduelles les pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur;

    - modifier le paragraphe 1° de l'alinéa 6 de l'article 1 de ce règlement afin de retirer la mention que les arrondissements doivent assumer à même leur budget les coûts d'achat, de remplacement et d'entretien de tous les véhicules dédiés aux activités déléguées en matière d'enlèvement, de transport et dépôt des matières résiduelles.

JUSTIFICATION

Les bénéfices du regroupement de la fonction du matériel roulant sont nombreux :

· Économies d'échelles générées par l'uniformisation du parc de véhicules;

· Meilleur contrôle du coût des pièces de remplacements;

· Implantation des normes en termes de planification, de gestion et d'entretien;

. Remplacement des véhicules et équipements conventionnels par des modèles 100 % électriques ou hybrides ;

· Introduction d'indicateurs de performance favorisant l'imputabilité et facilitant l'identification des zones d'amélioration puis le balisage;

· Prise de décisions basée sur une connaissance globale des activités et des actifs;

· Gestion intégrée du cycle de vie des véhicules et équipements (ex. : devis de conception qui tiennent compte de l'accessibilité aux pièces de rechange pour l'entretien)

· Élimination des doublons dans la conception des devis et les analyses techniques;

· Support accru de l'équipe d'ingénierie pour des problématiques techniques et la santé-sécurité;

· Partage de l'expertise et des connaissances des employés;

· Flexibilité des ressources matérielles et humaines;

· Élimination de la facturation interne;

· Meilleur suivi auprès de la SAAQ pour le respect des lois et règlements.

Conséquemment, il est dans le meilleur intérêt de la ville que le conseil de la ville se déclare compétent à l'égard de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant des conseils d'arrondissement pour une période de deux ans à compter du 1er janvier 2017, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La décision de regroupement de la fonction du matériel roulant a eu pour effet de :

- Supprimer 32,8 M$ de facturation interne entre les autres unités d'affaires et le SMRA,
- Transférer, au budget de fonctionnement 2017, 94,7 M$ du budget des autres unités d'affaires vers celui du SMRA.

De plus, le budget d'investissement du SMRA a été augmenté de 12 M$ par année au PTI 2017-2019 pour les activités liées aux achats de véhicules des arrondissements. Pour l'année 2017, le SMRA dispose donc d'un budget d'investissement de 36,8 M$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion centralisée du matériel roulant permettra à la Ville de Montréal d'acquérir un plus grand nombre de véhicules 100 % électriques ou hybrides en remplacement des véhicules et équipements conventionnels.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

. 2 rencontres avec les gestionnaires actuels et regroupés

· 34 rencontres avec les employés actuels et regroupés

· Présentations ponctuelles au comité de direction du directeur général

· Mémo aux gestionnaires des unités clientes

· Communication à l'ensemble des employés de la Ville

· Dans le but de faciliter la transition pour les clients et les employés concernés, une gestion du changement accompagne chaque phase de déploiement du projet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de la résolution – séance du conseil de la ville du 21 novembre 2016
Avis de motion visant les modifications réglementaires - séance du conseil de la ville du 21 novembre 2016
Adoption des modifications réglementaires - séance du conseil de la ville du 19 décembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie COLLETTE
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-1816
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-01

Simon CLOUTIER
Directeur

Tél : 514 872-3325
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2016-11-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161081003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux ans à partir du 1er janvier 2017, quant à l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur et modifier (1) le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) ainsi que (2) le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissements (02-002) afin d'exclure les pouvoirs relatifs au matériel roulant des activités déléguées aux conseils d'arrondissement en vertu de ces règlements.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièces jointes

FICHIERS JOINTS

Règ. mod. le règlement 08-055_FINAL.docprojet règl modifiant règl 02-002_FINAL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-01

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE CERTAINS POUVOIRS RELATIFS AU RÉSEAU DE VOIRIE ARTÉRIELLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (08-055)

Vu l'article 105 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 186 de l'annexe C de cette Charte;

Vu la résolution CMXX XXXX par laquelle le conseil de la ville se déclare compétent pour une période de deux (2) ans à l'égard de l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur;

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 2 du Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant:

> « Malgré les premier et troisième alinéas, les délégations du conseil de la ville qui y sont prévues ne s'appliquent pas aux pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur. ».

2. Le paragraphe 2° de l'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots «, les frais administratifs et de gestion et les coûts d'achat, de remplacement, et d'entretien de tous les véhicules dédiés à ces activités » par les mots « et les frais administratifs et de gestion ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1161081003

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
02-002-

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL DE LA VILLE AUX CONSEILS D'ARRONDISSEMENT (02-002)

Vu l'article 186 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la résolution CMXX XXXX par laquelle le conseil de la ville se déclare compétent pour une période de deux (2) ans à l'égard de l'exercice de tous les pouvoirs liés au matériel roulant relevant de la compétence des arrondissements, à l'exception des contrats de location de moins d'un an et des contrats de location avec opérateur;

À l'assemblée du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 12° du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) est modifié par l'ajout, après les mots « outils de collecte. », des mots « Sont toutefois exclus des activités d'opérations déléguées les pouvoirs liés au matériel roulant autres que les contrats de location de moins d'un an et les contrats de location avec opérateur. ».

2. Le paragraphe 1° du sixième alinéa de l'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « , les frais administratifs et de gestion et les coûts d'achat, de remplacement, d'opération et d'entretien de tous les véhicules dédiés à ces activités », par les mots « et les frais administratifs et de gestion ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1161081003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.11

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167400001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

Il est recommandé :

1. d'adopter le projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord;
2. de mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de PPU;
3. d'adopter le règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation »;
4. d'adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction, tout agrandissement d'un immeuble, toute opération cadastrale, tout lotissement, tout nouvel usage, et tout agrandissement d'un usage sur le territoire montré au plan intitulé « Territoire d'application », joint à l'annexe A de la présente résolution.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-28 16:52

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167400001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

CONTENU

CONTEXTE

Le territoire du programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord, délimité au nord par la rue Sherbrooke Est, au sud par la rue Hochelaga, à l'est par la ruelle parallèle à la rue Dickson et à l'ouest par la rue Viau, fait partie d'un secteur plus vaste, le secteur Assomption, établi comme l'un des six secteurs de planification stratégique de l'île de Montréal dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. En effet, la proximité de la station de métro, du port et de l'autoroute 25, la présence de terrains vacants de superficie importante ainsi que le prolongement prévu du boulevard de l'Assomption vers le sud sont considérés comme des atouts pour une consolidation du secteur à des fins résidentielles et d'emploi. En plus du prolongement du boulevard de l'Assomption jusqu'à la rue Notre-Dame Est, celui de l'avenue Souligny vers le sud est également prévu par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.
Le secteur Assomption présente des caractéristiques différentes au nord et au sud d'Hochelaga. La portion sud est dominée par une vocation industrielle et est visée par une transformation de l'emploi, notamment vers le domaine de la logistique, en lien avec la proximité du port de Montréal, l'accès direct à l'autoroute 25 via l'avenue Souligny et la présence du réseau ferroviaire. La portion située au nord de la rue Hochelaga accueille des activités plus diversifiées (industrie légère, commerce, bureau) ainsi que plusieurs immeubles d'habitation, et est marquée par la présence de la station de métro Assomption. Cette portion, d'une superficie de 94 hectares, comprend aussi plusieurs terrains vacants ou sous-utilisés pouvant être mis en valeur à court terme.

L'outil du programme particulier d'urbanisme a donc été retenu pour mettre en œuvre la création d'un quartier diversifié dans la portion nord du secteur Assomption. L'élaboration du PPU est le fruit d'une collaboration entre l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et la Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire. Un

règlement de contrôle intérimaire accompagne le projet de PPU afin de ne pas compromettre les orientations préconisées avant son adoption.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Projet de programme particulier d'urbanisme

Le programme proposé vise à articuler, autour du boulevard de l'Assomption, un quartier dense et diversifié et un secteur d'emplois à dominantes commerciale et d'industrie légère. En misant à la fois sur la présence d'activités prospères, sur l'emplacement central de la station de métro et sur la capacité d'accueil que représentent les terrains vacants, le PPU vise à accueillir des logements dans un secteur accessible en transport en commun et à proximité des services et d'équipements publics, à rendre les abords de la station de métro plus conviviaux et à dynamiser l'activité économique.

Cette vision se décline en sept orientations, soit :

1. Favoriser un développement dense et diversifié aux abords de la station de métro;
2. Assurer une diversité résidentielle;
3. Consolider et diversifier l'économie locale;
4. Assurer une transition entre les secteurs et une bonne cohabitation des usages;
5. Doter le secteur d'un réseau d'espaces publics;
6. Développer et sécuriser les parcours piétons et cyclables;
7. Bonifier le verdissement et la gestion durable de l'eau.

Le PPU prévoit, à long terme, la construction de près de 3 000 logements, générant la venue d'environ 4 400 nouveaux résidents. La densification des activités pourrait permettre d'accueillir 1 600 nouveaux travailleurs. Pour ce faire, le secteur d'activités diversifiées prévu au Plan d'urbanisme serait agrandi afin d'englober toute la partie du territoire dont la transformation est envisagée à court, moyen et long termes (20 ans).

Le PPU préconise l'insertion d'habitations dans la portion nord-est du secteur, soit aux abords de la station de métro, en continuité avec les secteurs résidentiels existants, situés le long de la rue Sherbrooke Est et à l'est de la rue Dickson. Cette portion du territoire à dominante résidentielle serait bordée par une zone d'activités compatibles avec les milieux de vie environnants qui marquerait la transition avec les secteurs d'emplois conservés le long de la rue Viau et au sud de la rue Hochelaga.

Pour accompagner cette évolution du territoire, le PPU prévoit la création d'une trame urbaine secondaire, composée de sentiers piétons et cyclistes, de places publiques et de rues locales.

Des balises d'aménagement et de développement définissent plus finement les orientations concernant l'aménagement du domaine public et l'encadrement des projets immobiliers selon quatre sous-secteurs : Sherbrooke Est / De l'Assomption, Pierre-De Coubertin, boulevard de l'Assomption et Viau. Ces balises déterminent notamment la nature des espaces publics à créer et leur insertion dans un réseau, la hauteur et la densité des immeubles, leur relation à la rue ou encore, les fonctions préconisées.

Le PPU implique des modifications de l'affectation du sol et de la densité dans le Plan d'urbanisme ayant pour effet d'agrandir la zone actuelle d'activités diversifiées et de forte densité qui longe la rue Sherbrooke Est et d'introduire deux autres secteurs de densité pour assurer une transition avec le secteur résidentiel voisin.

Mesures de contrôle intérimaire

Afin d'imposer un effet de gel jusqu'à ce que la réglementation soit modifiée pour tenir compte des modifications proposées au Plan d'urbanisme, un règlement de contrôle intérimaire peut être adopté par le conseil municipal pour le territoire d'application du PPU. Ce règlement visera donc à interdire tout nouvel usage, nouvelle construction, agrandissement, demande d'opération cadastrale et morcellement de lot fait par aliénation. Cependant, les travaux relatifs à l'entretien et à la réparation de propriété seront permis.

Jusqu'à ce que le règlement de contrôle intérimaire entre en vigueur, une résolution de contrôle intérimaire adoptée en même temps que celui-ci permettra de créer un gel immédiat par l'interdiction de tout nouvel usage, toute nouvelle construction, tout agrandissement, toute opération cadastrale et tout lotissement dans le territoire d'application.

JUSTIFICATION

L'adoption du projet de PPU Assomption Nord permettra la requalification du secteur par une intensification et une diversification des activités, comprenant notamment de l'habitation, comme préconisé dans les documents de planification adoptés ces dernières années.
Le secteur visé est propice à la création d'un nouveau quartier dense et diversifié. Tout d'abord, il est desservi par une station de métro qui figure parmi les stations les moins achalandées du réseau et par plusieurs lignes d'autobus. Il est situé à vingt minutes du centre-ville en métro et à proximité de plusieurs pôles d'emplois (hôpital Maisonneuve-Rosemont, Parc olympique, etc.). De plus, il comprend plusieurs terrains vacants de grande envergure et des terrains sous-utilisés. Le PPU permettra ainsi de stimuler et d'orienter le développement vers un milieu de vie compact, et d'assurer sa cohabitation avec diverses activités urbaines (commerce, industrie légère, bureau). Le PPU prévoit également la création d'un réseau d'espaces publics qui desservira les nouveaux résidents et travailleurs du secteur, conférant ainsi au territoire les attributs d'un quartier urbain. Ce nouveau quartier fera ainsi le lien entre le quartier Maisonneuve, le pôle du Parc olympique et le secteur Mercier-Ouest.

Enfin, les mesures de contrôle intérimaire permettront d'éviter que des projets immobiliers ne viennent compromettre les nouvelles orientations d'aménagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de PPU Assomption Nord favorise un développement de forte densité comprenant de l'habitation et des activités à distance de marche d'une station de métro. Il promeut ainsi l'établissement d'habitations à proximité de zones d'emploi accessibles en transport actif ou collectif. Il vise aussi l'amélioration du réseau cyclable, de même que des trajets piétonniers plus conviviaux. De plus, une attention particulière sera portée au couvert végétal, réduisant ainsi les îlots de chaleur et assurant une gestion durable de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le PPU enclenchera le processus de requalification des abords de la station de métro Assomption favorisant une diversification des usages et une densification du cadre bâti, dans un secteur actuellement sous-utilisé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera élaboré par le Service des communications en collaboration avec le Service de la mise en valeur du territoire et l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2016 :

- 9 novembre : CE - mise à l'ordre du jour du CM des projets de règlement;
- 21 novembre : CM - avis de motion et adoption du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, mandat de consultation à l'OCPM, avis de motion - règlement de contrôle intérimaire, adoption de la résolution de contrôle intérimaire;

- 19 décembre 2016 : CM - adoption du règlement de contrôle intérimaire;
- Janvier-avril 2017 : Tenue des activités de l'OCPM et dépôt du rapport;
- Mai 2017 :
  - CE - mise à l'ordre du jour du CM, suite à la consultation publique, du règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord;
  - CM - adoption du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Réjean BOISVERT, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Réjean BOISVERT, 12 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-0577
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-19

Lise BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-6070
Télécop. : 514 872-1598

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-10-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167400001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

Règlement de contrôle intérimaire_ANNEXE A.doc
Résolution de contrôle intérimaire_ANNEXE A.doc
Règlement de contrôle intérimaire_PPU Assomption Nord (révisé) 2016-10-27.doc
Résolution de contrôle intérimaire_PPU Assomption Nord (révisé) 2016-10-11.doc
Projet de règlement modifiant le PU_FINAL (révisé) 2016-10-27.doc
Annexe 1 Le Schéma des secteurs d emplois.pdf
Annexe 2 Les secteurs d affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif.pdf
Annexe 3 Les secteurs d emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier.pdf
Annexe 4 Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d emplois.pdf
Annexe 5 Les secteurs propices à une transformation à des fins d activités mixtes.pdf
Annexe 6 L affectation du sol.pdf
Annexe 7 La densité de construction.pdf

Annexe 8 Les secteurs d emploi (chapitre 14).pdf

Annexe 9 L affectation du sol (chapitre 14).pdf

Annexe 10 La densité de construction (chapitre 14).pdf

Annexe 11 La synthèse des orientations pan-montréalaises.pdf

PPU Assomption Nord_26 octobre 2016.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE RELATIF AUX NOUVEAUX USAGES, AUX NOUVELLES CONSTRUCTIONS, AUX AGRANDISSEMENTS, AUX OPÉRATIONS CADASTRALES ET AUX MORCELLEMENTS DE LOTS FAITS PAR ALIÉNATION

ATTENDU QUE le conseil de la ville a déposé un avis de motion et adopté un projet de règlement enclenchant le processus de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin, notamment, d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme Assomption Nord;

ATTENDU QUE dans le secteur Assomption Nord, la réalisation d'un projet relatif à tout nouvel usage, toute nouvelle construction, tout agrandissement et tout lotissement conforme aux règlements appropriés, risque de compromettre les nouvelles dispositions d'affectation du sol, de densité et les moyens de mise en œuvre du Programme particulier d'urbanisme;

ATTENDU QUE jusqu'à ce que la réglementation appropriée soit entièrement modifiée pour tenir compte de la modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) proposée, le conseil de la ville peut adopter un règlement de contrôle intérimaire restreignant temporairement les dispositions relatives à l'occupation, à la construction, à l'agrandissement et aux opérations cadastrales d'un immeuble visé par le présent règlement.

VU les articles 109 à 109.5 et 112 à 112.8 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1);

VU les articles 88 et 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4);

À sa séance du _____2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le présent règlement s'applique au territoire décrit au plan intitulé « Territoire d'application », joint en annexe A du présent règlement.

2. Malgré la réglementation applicable au territoire décrit à l'article 1, les nouveaux usages, les nouvelles constructions, les agrandissements, les opérations cadastrales et les morcellements de lots faits par aliénation sont interdits.

3. Le présent règlement ne s'applique pas aux travaux relatifs à l'entretien et à la réparation d'un immeuble.

4. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

5. Quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique : ,

a) pour une première infraction, d'une amende de 500 $ à 1 000 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $;

b) pour une récidive, d'une amende de 2 000 $ à 4 000 $.

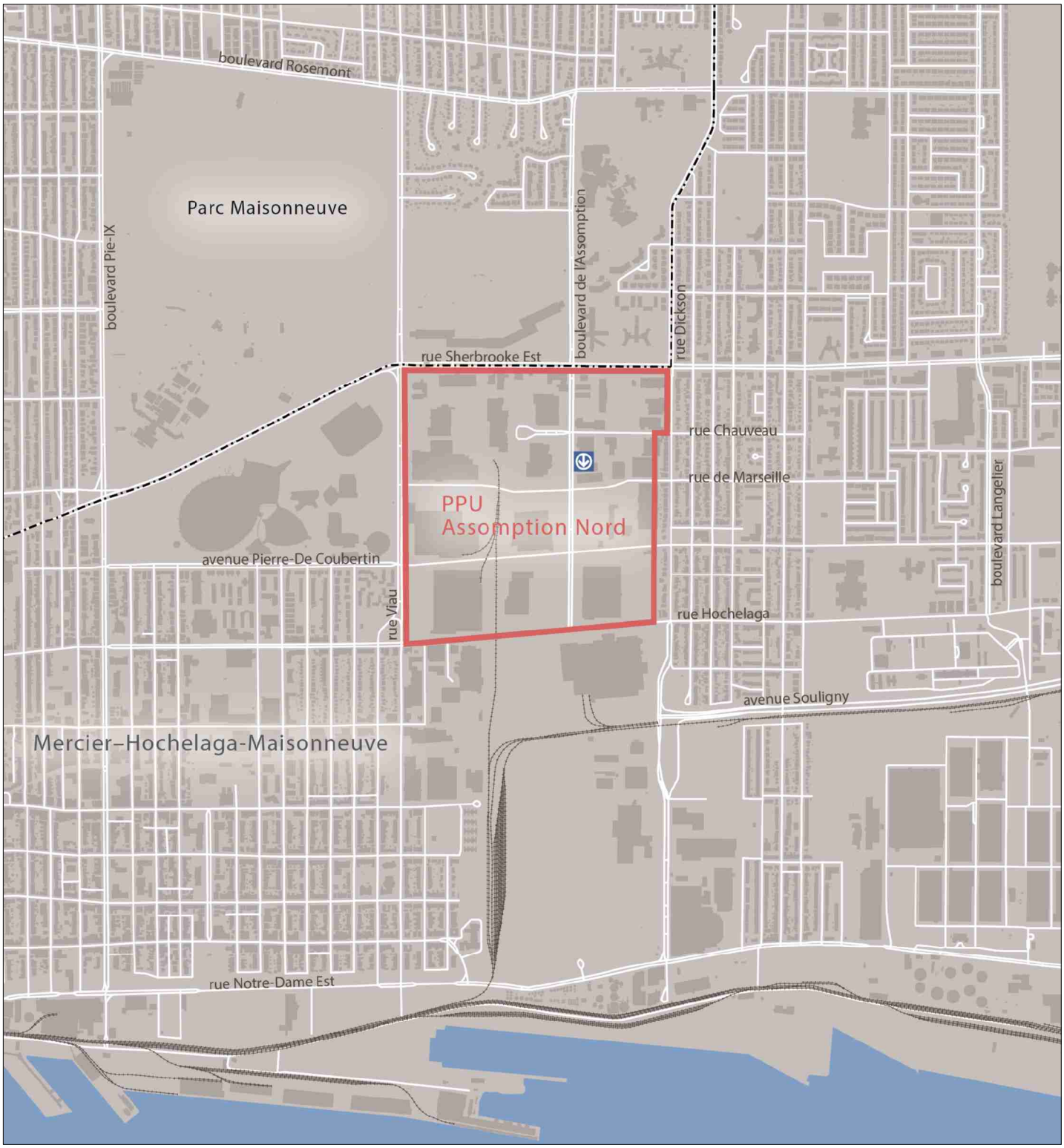
ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1167400001

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »



Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.12

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1165220001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) pour mettre à jour certaines dispositions administratives dont celles relatives à la validité et à la caducité des permis de construction.

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) ».

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-02 11:54

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165220001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) pour mettre à jour certaines dispositions administratives dont celles relatives à la validité et à la caducité des permis de construction.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) est entré en vigueur le 3 décembre 2011. Ce règlement a eu pour effet d'harmoniser les normes de construction et les règles administratives en matière de délivrance de permis et d'inspection des travaux sur le territoire de Montréal en remplaçant les différents règlements qui existaient avant la fusion municipale.
L'application du règlement 11-018 relève des arrondissements qui délivrent les permis de construction et inspectent les travaux de construction des bâtiments. Ceux-ci ont formulé des demandes de mise à jour de certaines dispositions administratives.

Ces demandes portaient sur trois éléments. Premièrement, sur les documents à fournir lors du dépôt d'une demande de permis (art. 34). Cet article ne précise pas le nombre de copies à fournir, ce qui peut entraîner des retards lors de la prise de la demande ou durant son traitement. Deuxièmement, sur les règles relatives à la validité et à la caducité des permis décrites aux articles 39 à 42. Les délais actuels s'avèrent trop courts, autant le délai pour démarrer le chantier que celui pour compléter les travaux. Finalement, le montant des amendes lors d'une infraction, prévu à l'article 69 du règlement 11-018, est demeuré inchangé depuis le 3 décembre 2011 et mériterait d'être indexé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1129 - 21 septembre 2015 - Adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments » (dossier 1150524001).
CM15 1015 - 17 août 2015 - Adoption du règlement intitulé « Règlement concernant les appareils et les foyers permettant l'utilisation d'un combustible solide » (dossier 1154390004).

CM11 0831 - 25 octobre 2011 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments » (dossier 1100601004).

DESCRIPTION

Les modifications proposées viennent :

- préciser le nombre minimal de copies (papier) requis pour le dépôt d'une demande de permis sans pour autant exclure la possibilité de recourir à une version numérisée là où l'arrondissement l'autorise (article 34),
- assouplir les modalités relatives à la validité et à la caducité d'un permis (articles 39 et 42) de la façon suivante :
  o augmenter le délai pour entreprendre les travaux, de 6 mois actuellement, à 12 mois pour les petits bâtiments et jusqu'à 18 mois pour les gros bâtiments, soit ceux de plus de 4 étages ou dont l'aire dépasse 2000 m² (article 39),
  o augmenter le délai pour compléter les travaux, le faisant passer de 12 à 18 mois pour les petits bâtiments et de 24 à 36 mois pour les gros bâtiments, soit ceux de plus de 4 étages ou dont l'aire dépasse 2000 m² (article 39),
  o réduire le nombre de renouvellements de demande de permis de 2 à 1 seule fois (article 42),
- indexer le montant des amendes exigé lors du constat d'une infraction au règlement 11-018 (article 69).

JUSTIFICATION

Les changements proposés peuvent être qualifiés de mineurs au sens où ils ne visent pas à introduire de nouvelles exigences mais plutôt à faciliter l'application du règlement 11-018. Le fait de préciser le nombre de copies (papier) requis, en règle générale, pour une demande de permis, devrait éviter des retards lors de la prise de la demande ou durant son traitement.

En accroissant substantiellement le délai pour amorcer les travaux avant la péremption du permis, les demandeurs pourront éviter de devoir faire une nouvelle demande de permis dans le cas où le chantier n'a pu commencer rapidement, que ce soit pour des raisons liées aux conditions météorologiques, au financement, à l'obtention d'une autre autorisation, etc. En plus de réduire les coûts et les formalités, l'avantage pour le demandeur réside également dans le fait que la durée de validité prolongée du permis original lui confère un droit sur la possibilité de réaliser le projet dans l'éventualité où la réglementation aurait changé. Par le fait même, la modification simplifiera la tâche du personnel de l'arrondissement chargé de l'inspection et de la délivrance des permis.

D'autre part, l'augmentation du délai pour commencer les travaux doit nécessairement s'accompagner d'une augmentation du délai pour les compléter étant donné que ce dernier délai commence à la date de délivrance du permis. De plus, certains arrondissements ont constaté que le délai actuel pour terminer les travaux est un peu court, particulièrement dans le cas de gros projets.

Par ailleurs, la possibilité de prolonger la validité d'un permis pour un projet dont les travaux sont en cours de réalisation a été conservée.

Finalement, la possibilité de renouveler un permis (nouvelle demande à tarif réduit si les travaux n'ont pas débuté) a été réduite à une seule fois au lieu de deux puisque le recours à cette procédure devrait devenir beaucoup moins fréquent dans le contexte de l'importante augmentation du délai pour démarrer les travaux.

La mise à jour du montant des amendes pour qui commet une infraction au règlement 11-018 constitue une simple indexation. L'augmentation proposée de 7 % des amendes actuelles équivaut à une indexation annuelle de moins de 2 %. Les arrondissements ont souligné, lors de nos démarches de concertation au sujet de la mise à jour de ces dispositions administratives, qu'il est important que le montant des amendes reflète l'évolution de l'indice des prix à la consommation si l'on veut maintenir l'effet recherché par

l'imposition des amendes.

Les modifications recommandées résultent de nombreux échanges avec les arrondissements qui ont été amorcés il y a plus d'un an. Le Service des affaires juridiques a également été consulté. L'approche proposée devrait éliminer la plupart des irritants liés au délai de validité des permis actuellement prévu, qui apparaît trop court, tout en maintenant l'encadrement qu'un délai maximal peut offrir. En somme, ces modifications permettent de mieux répondre aux besoins de différentes clientèles et aux conditions actuelles de réalisation des projets de construction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact significatif.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

NE S'APPLIQUE PAS

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'adoption des modifications proposées peut forcer un propriétaire à devoir faire une nouvelle demande de permis dans le cas où les délais de validité actuels ne sont pas respectés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public promulguant le règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion à la séance du conseil municipal du 21 novembre 2016,

- Adoption à la séance du conseil municipal du 19 décembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Éric COUTURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilles CÔTÉ, Ahuntsic-Cartierville
Robert CHICOINE, Anjou
Sylvia-Anne DUPLANTIE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Michel SÉGUIN, Lachine
Normand TROTTIER, LaSalle
Guy OUELLET, Le Plateau-Mont-Royal
Sylvain VILLENEUVE, Le Sud-Ouest
Myriame BEAUDOIN, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Hugues CHANTAL, Montréal-Nord
René GIRARD, Outremont
Anne CASTONGUAY, Pierrefonds-Roxboro
Martin COUTU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Daniel LAFOND, Rosemont - La Petite-Patrie
Éric PAQUET, Saint-Laurent
Johanne COUTURE, Saint-Léonard
Stéphane BERNAQUEZ, Verdun
Marc LABELLE, Ville-Marie
Jocelyn JOBIDON, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Danielle CÉCILE, -
Marianne CLOUTIER, Service de la mise en valeur du territoire
David POIRÉ, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

Lecture :

Anne CASTONGUAY, 26 octobre 2016
Hugues CHANTAL, 25 octobre 2016
Martin COUTU, 25 octobre 2016
Éric PAQUET, 24 octobre 2016
Normand TROTTIER, 24 octobre 2016
David POIRÉ, 24 octobre 2016
Michel SÉGUIN, 24 octobre 2016
Robert CHICOINE, 21 octobre 2016
Sylvain VILLENEUVE, 21 octobre 2016
Johanne COUTURE, 21 octobre 2016
Gilles CÔTÉ, 21 octobre 2016
Danielle CÉCILE, 21 octobre 2016
Sylvia-Anne DUPLANTIE, 21 octobre 2016
Daniel LAFOND, 21 octobre 2016
Marc LABELLE, 21 octobre 2016
Stéphane BERNAQUEZ, 21 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel TALBOT
Prepose(e) a l'emission des permis

Tél : 514 872-0630
Télécop. : 514 872-1598

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

Monique TESSIER
Chef de division - Planification urbaine

Tél : 514 872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-11-01

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-11-02

VALIDITÉ ET CADUCITÉ DES PERMIS

Articles	Sujets	Version actuelle		Version proposée	
		Catégorie de bâtiments		Catégorie de bâtiments	
39.1°	Délai maximal pour **débuter** les travaux	Tous les bâtiments	6 mois	Bâtiment d'une hauteur d'au plus de 4 étages et dont l'aire est d'au plus 2000 m²	**12 mois**
				Bâtiment d'une hauteur de plus de 4 étages ou dont l'aire dépasse 2000 m²	**18 mois**
39.3°	Délai maximal pour **compléter** les travaux	Bâtiment d'une hauteur d'au plus 3 étages et dont l'aire est d'au plus 600 m²	12 mois	Bâtiment d'une hauteur d'au plus de 4 étages et dont l'aire est d'au plus 2000 m²	**18 mois**
		Bâtiment d'une hauteur de plus de 3 étages ou dont l'aire dépasse 600 m²	24 mois	Bâtiment d'une hauteur de plus de 4 étages ou dont l'aire dépasse 2000 m²	**36 mois**
42.	Nombre maximal de **renouvellement** de permis à tarif réduit (lorsque les travaux ne sont pas débutés)	Tous les bâtiments	2 fois	Tous les bâtiments	**1 fois**

AMENDES

Articles		Version actuelle	Version proposée
69.1°	**Personne physique :**		
	a) pour une 1ère infraction :	350 $ à 700 $	**375 $ à 750 $**
	b) pour une 1ère récidive :	700 $ à 1400 $	**750 $ à 1500 $**
	c) pour toute récidive additonnelle :	1400 $ à 2000 $	**1500 $** à 2000 $
69.2°	**Personne morale :**		
	a) pour une 1ère infraction :	700 $ à 1400 $	**750 $ à 1500 $**
	b) pour une 1ère récidive :	1400 $ à 2800 $	**1500 $ à 3000 $**
	c) pour toute récidive additonnelle :	2800 $ à 4000 $	**3000 $** à 4000 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165220001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Objet :	Adopter un projet de règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) pour mettre à jour certaines dispositions administratives dont celles relatives à la validité et à la caducité des permis de construction.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir projet de règlement joint

FICHIERS JOINTS

16-003004.11-018-X.rtf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Éric COUTURE
avocat
Tél : 514-872-1436

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Véronique BELPAIRE
Avocate
Tél : 514-872-4222
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
11-018-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA CONSTRUCTION ET LA TRANSFORMATION DE BÂTIMENTS (11-018)

Vu les articles 119 et 120 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ c. A-19.1);

Vu l'article 369 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ c. C-19);

À l'assemblée du ……, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 34 du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) est modifié par l'ajout, après le troisième alinéa, de l'alinéa suivant :

« Sauf si l'autorité compétente permet le dépôt de documents en version numérique, tous les documents exigés en vertu du présent article doivent être fournis en deux exemplaires sur support papier. Des exemplaires supplémentaires devront être fournis pour une demande de permis assujettie à des dispositions nécessitant une évaluation particulière. »

2. L'article 39 de ce règlement est modifié par le remplacement des paragraphes 1° et 3°, par les paragraphes suivants :

« 1° les travaux autorisés par le permis ne sont pas commencés dans les 12 mois qui suivent la date de délivrance du permis à l'exception d'un permis délivré pour la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment d'une hauteur de plus de 4 étages ou dont l'aire de bâtiment dépasse 2000 m² pour lequel le délai est de 18 mois;

3° les travaux ne sont pas complétés dans les 18 mois qui suivent la date de délivrance du permis, à l'exception d'un permis délivré pour la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment d'une hauteur de plus de 4 étages ou dont l'aire de bâtiment dépasse 2000 m² pour lequel le délai est de 36 mois. »

3. L'article 40 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **40.** L'autorité compétente peut, si les circonstances le justifient, prolonger une seule fois les délais de 18 et 36 mois mentionnés au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 39, respectivement de 6 et 12 mois. »

4. L'article 42 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **42.** Un permis ne peut être renouvelé qu'une seule fois. »

5. L'article 69 de ce règlement est modifié par le remplacement des paragraphes 1° et 2°, par les paragraphes suivants :

« 1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 375 $ à 750 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 750 $ à 1 500 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 500 $ à 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 750 $ à 1500 $;

b) pour une première récidive, d'une amende de 1 500 $ à 3 000 $;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 3 000 $ à 4 000 $. »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX

GDD 1165220001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.13

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1162685001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier l'article 54 du Règlement sur le contrôle des animaux (16-060), afin de permettre au comité exécutif de modifier un délai ou un terme prévu au règlement.

Il est recommandé :
de modifier l'article 54 du Règlement sur le contrôle des animaux (16-060), afin de permettre au comité exécutif de modifier un délai ou un terme prévu au règlement.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-11-15 16:56

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162685001**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier l'article 54 du Règlement sur le contrôle des animaux (16 -060), afin de permettre au comité exécutif de modifier un délai ou un terme prévu au règlement.

CONTENU

CONTEXTE

Lors de l'assemblée ordinaire du conseil municipal de la Ville de Montréal le 26 septembre 2016, le Conseil a adopté le règlement intitulé « Règlement sur le contrôle des animaux » (Règlement), venant uniformiser les règles relatives au contrôle des animaux sur l'ensemble du territoire. L'un des objectifs de ce règlement vise à accroître la sécurité publique et le sentiment de sécurité de tous les Montréalais. Le Règlement est entré en vigueur le 3 octobre 2016.
Le 28 septembre 2016, la Cour Supérieure a été saisie d'une Demande de pourvoi en contrôle judiciaire et sursis afin d'obtenir, dans un premier temps, le sursis de l'entrée en vigueur de certaines dispositions du Règlement, soit celles reliées spécifiquement aux chiens de type Pit bull (dispositions litigieuses). Le 5 octobre 2016, le Tribunal a ordonné le sursis de l'entrée en vigueur des dispositions litigieuses, et ce, jusqu'à la décision finale à être rendue dans le cadre de l'audition au mérite dont la date demeure à être fixée. La Ville de Montréal a déposé un appel de ce jugement le 12 octobre 2016. La Cour d'appel du Québec entendra cet appel le 25 novembre 2016 et rendra une décision quant au sursis de l'entrée en vigueur des dispositions litigieuses.

Les procédures en cours mentionnées ci-haut impliquent que les dates butoirs liées à l'obtention d'un permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull prévues à l'article 16 du Règlement deviennent impraticables et doivent pouvoir être modifiées en vertu du pouvoir d'ordonnance à être exercé par le comité exécutif. Considérant le fait que la Cour d'appel rendra sa décision sur le sursis à une date inconnue mais nécessairement après le 25 novembre 2016, les dates prévues à l'article 16 pourraient devoir être modifiées selon la décision.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1100 – 27 septembre 2016 – d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur le contrôle des animaux »; d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091).
CM16 0964 – 23 août 2016 – de déclarer, le conseil de la Ville compétent pour une période de 2 ans, à l'égard de tous les arrondissements afin d'adopter un règlement relatif aux chiens et autres animaux domestiques et ce, jusqu'au 22 août 2018, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal.*

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à modifier l'article 54 du Règlement (pouvoirs accordés au comité exécutif par ordonnance) afin de permettre au comité exécutif de modifier un délai ou un terme prévu au Règlement, notamment celui prévu à l'article 16. Cet article concerne l'obligation pour un propriétaire de chien de type Pit bull de se procurer un permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull délivré par la Ville selon certaines conditions à respecter.
Compte tenu des procédures judiciaires en cours, il est impératif pour la Ville de Montréal de revoir les dates butoirs à l'article 16 du Règlement, qui deviendraient impraticables le cas échéant où la Cour d'appel annule le sursis. Afin de ne pas priver les propriétaires actuels d'un chien de type Pit bull des mesures transitoires prévues à leur avantage, le comité exécutif doit pouvoir modifier les dates prévues à l'article 16.

JUSTIFICATION

Compte tenu des procédures judiciaires en cours, il est requis de modifier l'article 54 du Règlement sur le contrôle des animaux et d'y ajouter le paragraphe 10, dotant le comité exécutif d'un pouvoir d'ordonnance lui permettant de modifier un délai ou un terme prévu au Règlement, notamment ceux de l'article 16.
Dans un premier temps, la Ville de Montréal souhaite pouvoir modifier par ordonnance les dates butoirs prévues au Règlement qui constituent des jalons en vue de l'obtention, par un propriétaire d'un chien de type Pit bull, d'un permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull. Ainsi, le propriétaire bénéficiera d'une période ajustée lui permettant de se conformer à la réglementation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Considérant les procédures judiciaires en cours, tout retard dans l'adoption du présent dossier décisionnel impliquera qu'il sera difficile, voire même impraticable qu'un propriétaire d'un chien de type Pit bull puisse respecter les dates butoirs prévues au Règlement lui permettant d'obtenir un permis spécial de garde d'un chien de type Pit bull selon les conditions exigées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 16 novembre 2016
Conseil municipal : 21 novembre 2016 (avis de motion)
Conseil municipal : 19 décembre (adoption)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ghislain OUIMET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie DE GAGNÉ
Conseillère en planification

Tél : 514 872-9589
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-14

Jean-Marc BISSONNETTE
Chef de division soutien aux projets et programmes

Tél : 514 872-9696
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Guylaine BRISSON
Directrice
Tél : 514 872-4757
Approuvé le : 2016-11-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162685001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , Division - Soutien aux projets et aux programmes
Objet :	Modifier l'article 54 du Règlement sur le contrôle des animaux (16-060), afin de permettre au comité exécutif de modifier un délai ou un terme prévu au règlement.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Vous trouverez ci-joint le règlement visé

FICHIERS JOINTS

Règlement modifiant le Règlement 16-060_FINAL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghislain OUIMET
Avocat
Tél : 514 872-0267

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-15

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Service des affaires juridiques, Droit public et de la législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE CONTRÔLE DES ANIMAUX (16-060)

Vu l'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville décrète :

1. L'article 54 du Règlement sur le contrôle des animaux (16-060) est modifié par l'ajout, après le paragraphe 9°, du paragraphe suivant :

« 10° modifier un délai ou un terme prévu au présent règlement. »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1162685001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.14

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1163253003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division de la planification des transports et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054)

Il est recommandé d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service »

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-15 15:43

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163253003**

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division de la planification des transports et de la mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de sa stratégie d'électrification des transports, la Ville de Montréal s'est fixé des objectifs ambitieux afin de devenir un leader international. À cet égard, deux projets innovants sont portés par l'Administration :

- la mise en place d'un réseau d'au moins 1 000 bornes de recharge électrique sur rue, d'ici 2020, sur l'ensemble de son territoire;
- le déploiement progressif par les entreprises privées de véhicules électriques en libre-service.

Afin d'encadrer l'électrification progressive par les fournisseurs du parc de véhicules en libre -service, la Ville de Montréal a adopté, le 22 août 2016, le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054). Celui-ci définit les procédures d'admissibilité et de délivrance des permis de stationnement et donne le pouvoir au comité exécutif d'édicter par ordonnance les cibles à atteindre pour chaque période de validité des permis de stationnement universels. Une ordonnance a été adoptée à cet effet par le comité exécutif à sa séance du 28 septembre 2016.

Le cadre réglementaire mis en place (règlement et ordonnance) se veut flexible et évolutif, permettant d'ajuster les cibles à chaque période de validité selon le rythme de déploiement des bornes de recharge de la Ville de Montréal et de l'offre des fournisseurs de véhicules en libre-service.

Le présent sommaire vise à apporter trois ajustements réglementaires permettant de faciliter la mise en œuvre du projet de déploiement des VLS électriques, dans la perspective de l'électrification complète du parc de véhicules en libre-service d'ici 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1564 - 28 septembre 2016 - Édicter, en vertu du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), l'ordonnance no 1 jointe au dossier décisionnel déterminant les modalités de délivrance, le nombre et la validité des permis de stationnement universels.
CM16 0990 - 22 août 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement relatif au

stationnement des véhicules en libre-service » et le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2016) (15-091) ».

CE16 1120 - 22 juin 2016 - Adopter la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 de la Ville de Montréal.

CM16 0805 - 20 juin 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055) », afin que le conseil de la ville reprenne sa compétence à l'égard du stationnement sur le réseau de voirie artérielle des véhicules en libre-service n'ayant pas de stationnement spécifiquement réservé sur rue et la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules ainsi que des activités d'entretien en lien avec les bornes de recharge pour véhicules électriques, à l'exception de celles liées à la signalisation et au marquage de la chaussée.

DESCRIPTION

Les ajustements suivants sont proposés au règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054):

- le nombre maximal de permis autorisés pour les véhicules à essence ou hybrides ayant été fixé par l'ordonnance CE16 1564 du comité exécutif le 28 septembre 2016, il y a lieu de retirer de l'article 8, 3^0b) la référence actuelle aux permis délivrés par la Ville au moment de la date d'entrée en vigueur du règlement 16-054, afin d'éviter toute toute confusion entre l'ordonnance et le règlement.
- la modification de l'article 16 permettra à un exploitant de remplacer un véhicule en libre-service, visé par un permis de stationnement universel, par un autre véhicule, sans qu'il s'agisse d'un véhicule électrique, et ce, dans le respect des autres conditions du règlement dont celle relative au nombre de permis;
- la modification de l'article 17 permettra un remplacement sans frais d'une vignette perdue ou endommagée à moins que ce ne soit éventuellement prévu au règlement sur les tarifs.

JUSTIFICATION

L'approche et la démarche de la Ville pour le modèle de déploiement des véhicules électriques en libre-service se veulent progressives et évolutives.
La modification de l'article 8 du projet de règlement assure l'arrimage du règlement et de l'ordonnance quant au nombre de permis de stationnement universels attribués aux véhicules à essence ou hybrides, l'ordonnance fixant ce seuil maximum. Les ordonnances réduiront progressivement le nombre autorisé de véhicules à essence d'ici 2020, sans qu'il soit nécessaire que le règlement relatif au permis de stationnement des véhicules électriques en libre service réfère aux permis émis au moment de l'entrée en vigueur de ce règlement.

La modification de l'article 16 permet de tenir compte de l'état actuel du parc automobile des fournisseurs en permettant le remplacement d'un véhicule à essence, par exemple à la fin de sa vie utile, par un autre véhicule à essence, dans le respect des maxima autorisés par l'ordonnance.

Le remplacement d'une vignette perdue ou endommagée se fera sans frais plutôt qu'en exigeant à nouveau le même montant que pour la vignette initiale, ces situations pouvant se présenter pour diverses raisons incontrôlables.

L’objectif de la Ville de l'électrification progressive du parc de VLS d’ici 2020 demeure le même, telle que modulée par les ordonnances du comité exécutif, les ajustements proposés offrant une flexibilité quant à sa mise en œuvre par les fournisseurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service permettra d’électrifier progressivement les flottes de VLS, ce qui contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville souhaite devenir chef de file en matière d’électrification des transports. À cet égard, la Ville, par ses différents outils, établit les conditions nécessaires pour favoriser un virage vers les véhicules électriques. L'adoption de ces modifications réglementaires permettra de clarifier et simplifier l'application du règlement et des ordonnances en vue d'une électrification progressive du parc de véhicules en libre-service d’ici 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal du 21 novembre 2016: Avis de motion du projet modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054).
Conseil municipal du 19 décembre 2016: Adoption du règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain THÉRIAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 872-1878
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-15

Gilles DUFORT
Chef de division

Tél : 514 872-1863
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-11-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-11-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163253003

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Division de la planification des transports et de la mobilité
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièce jointe

FICHIERS JOINTS

Règlement modifiant le règlement relatif au stationnement des VLS_ST -15-11-16.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-15

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU STATIONNEMENT DES VÉHICULES EN LIBRE-SERVICE (16-054)

Vu les articles 4, 6, 10 (2), 19, 79 et 85 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu l'article 369 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu les articles 105 et 142 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 47 de l'annexe C de cette Charte;

Vu le Règlement du conseil de la ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement (08-055);

Vu la résolution CM16 0614 par laquelle le conseil de la ville se déclare compétent pour une période de 2 ans quant à l'adoption de la réglementation relative aux espaces de stationnement sur rue situés sur le réseau de voirie locale pour les véhicules en libre-service ainsi que pour la délivrance des permis pour le stationnement de ces véhicules, sauf en ce qui concerne les espaces qui leur sont spécifiquement réservés;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 3° de l'article 8 du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) est modifié par le remplacement du sous-paragraphe b) par le suivant :

« b) le nombre de permis de stationnement universels pour des véhicules à essence ou hybride que le requérant réclame ne dépasse pas le maximum déterminé par ordonnance du comité exécutif; ».

2. L'article 16 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « possédant les mêmes caractéristiques ou, s'il ne s'agit pas d'un véhicule électrique, par un tel véhicule, ».

3. L'article 17 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 17. Le remplacement d'une vignette perdue ou endommagée est accordé au montant fixé au règlement annuel sur les tarifs. Si aucun montant pour le remplacement d'une vignette perdue ou endommagée n'est fixé dans ce règlement, il est accordé sans frais.».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX

GDD : 1163253003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1160387001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section de l'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant le règlement intitulé " Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ afin de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière une contribution financière pour le projet de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière" identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

Le Service de la culture recommande :
d'adopter un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière », le tout, sujet à l'approbation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-10-03 12:54

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160387001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section de l'art public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant le règlement intitulé " Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ afin de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière une contribution financière pour le projet de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière" identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le musée Pointe-à-Callière présente, dans le cadre de son Plan d'immobilisations 2014-2016, un projet de protection des actifs, soit la préservation et le renouvellement des expositions permanentes et des équipements muséologiques et technologiques désuets. Depuis 1992, année de l'ouverture du musée Pointe-à-Callière, la Société du Musée loue de la Ville de Montréal les édifices dans lesquels est logée une partie du musée, soit le 150, rue Saint-Paul Ouest, l'Ancienne-Douane et le 350, place Royale, l'édifice de l'Éperon, en plus des souterrains qui relient les espaces du Musée. De plus, en ce qui a trait à sa gestion, le musée Pointe-à-Callière est l'un des équipements culturels dont la responsabilité de la gestion incombe au conseil de Ville en vertu de la Charte de la Ville de Montréal. À cette fin, une subvention annuelle est versée par la Ville à cet organisme à but non lucratif, selon une entente de partenariat qui a été maintes fois renouvelée depuis 1992. L'entente qui est en vigueur actuellement est valide jusqu'au 31 décembre 2016 et un renouvellement est prévu pour 2017.

L'entente conclue avec le Musée prévoit le versement d'une subvention annuelle pour la gestion de ses activités régulières et, éventuellement, des contributions additionnelles pour financer le renouvellement de ses expositions permanentes, des équipements muséologiques et des vestiges. Ces expositions permanentes impliquent des investissements importants, tant en recherche, en conception qu'en production et réalisation muséales. La durée de vie d'une exposition permanente d'un musée est d'environ dix ans. Dans cet intervalle, certaines mises à niveau peuvent être nécessaires afin d'actualiser le contenu et la présentation.

Les contributions additionnelles qui seront consenties par l'administration municipale, au titre du projet de renouvellement des expositions permanentes du Musée, exigent de faire autoriser un règlement d'emprunt municipal spécifique.

Le présent sommaire décisionnel a donc pour objet d'adopter un règlement d'emprunt totalisant 6 300 000 $ pour permettre le financement des projets de renouvellement et d'actualisation des expositions permanentes du musée Pointe-à-Callière, selon les priorités définies par l'administration municipale.

L'autorisation du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer une continuité de l'offre culturelle de Pointe-à-Callière, dont la mission en est une de conservation, de diffusion et de médiation culturelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0401 Le 11 mars 2015 - Accorder un soutien financier de 2 350 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour réaliser une signalisation globale, renouveler les expositions permanentes et renouveler les équipements technologiques, muséographiques et de conservation 2015-2016;
CE15 0659 Le 21 avril 2015 - Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, couvrant la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016, aux fins de l'exploitation du musée dont la contribution totale est de 5 390 600 $ pour 2014, de 5 640 600 $ en 2015 et de 5 890 600 $ en 2016.
CE 140589 Le 22 avril 2014 - Approuver le règlement autorisant un emprunt de 2 350 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière.
CE13 1533 Le 23 septembre 2013 - Autoriser une dérogation au gel des dépenses générales d'administration (C13 0713) / Accorder un soutien financier de 500 000 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour la réalisation de ses études préalables au projet "Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal" .
CM13 0442 Le 27 mai 2013 - Approuver le projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et la Ville de Montréal réglant les modalités d'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350, la place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest / Autoriser une dépense de 5 140 600 $ en 2013 à cette fin, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013.
CE12 0966 Le 13 juin 2012 - Approuver le projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière de Montréal et la Ville de Montréal concernant le versement d'une contribution financière maximale de 300 000 $, toutes taxes incluses, pour le renouvellement des expositions permanentes et des équipements muséographiques dans le hall d'entrée de l'Éperon, dans la crypte et dans l'Ancienne-Douane.
CE11 1392 Le 7 septembre 2011 - Approuver le projet de convention entre la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et la Ville de Montréal concernant le versement d'une contribution financière maximale de 600 000 $, toutes taxes incluses, pour l'achat et l'installation d'équipements spécialisés requis pour assurer la cohérence des systèmes et des espaces qu'implique la réalisation du lien piétonnier souterrain reliant la crypte archéologique à la Maison-des-Marins.

DESCRIPTION

Le règlement d'emprunt recommandé, totalisant 6 300 000 $, a pour objectif de permettre à la Ville de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-

Callière, un financement afin de réaliser le renouvellement de ses expositions permanentes au cours des prochaines années, tel que prévu à l'entente de partenariat entre la Ville et la Société.
Pour la réalisation des travaux de renouvellement des expositions, les montants doivent être octroyés à la Société par le moyen d'une contribution financière. Cette contribution permettra de défrayer les dépenses du projet incluant les honoraires professionnels, les travaux de réaménagement des espaces devant recevoir les nouvelles expositions et tous travaux connexes, l'acquisition et l'installation d'équipements spécialisés ainsi que la fabrication et l'installation de mobilier muséographique.

Les montants totalisant 6 300 000 $ seraient versés pour la réalisation des étapes de projet suivantes :

1. renouvellement du spectacle multi média en 2016, 2017 et 2018;
2. remplacement d'une partie des expositions permanentes en 2017 et 2018;
3. renouvellement de la sécurité du public et le système d'annonce public en 2016;
4. remplacement des équipements technologiques et muséographiques en 2017 et 2018;
5. remplacement des équipements technologiques et installations de l'accueil et de service au public en 2016

· **Projets**	2016	2017	2018	**2016 à 2018 total**
1. renouvellement du spectacle multi média;	900 000	1 100 000	500 000	**2 500 000**
2. remplacement d'une partie des expositions permanentes;	0	800 000	1 700 000	**2 500 000**
3. renouvellement de la sécurité du public et le système d'annonce public;	100 000	0	0	**100 000**
4. remplacement des équipements technologiques et muséographiques;	0	100 000	200 000	**300 000**
5. remplacement des équipements technologiques et installations de l'accueil et de service au public;	900 000	0	0	**900 000**
Total	**1 900 000**	**2 000 000**	**2 400 000**	**6 300 000**

JUSTIFICATION

Le projet de renouvellement des expositions permanentes permettra une continuité de l'offre culturelle du musée Pointe-à-Callière qui, au-delà de sa mission de conservation, de diffusion et de médiation culturelle, répondra aussi à un objectif d'initiation et de vulgarisation de l'histoire et du patrimoine montréalais auprès de la population.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d’emprunt servira au financement du projet 36170 - Pointe-à-Callière - Renouvellement des expositions de 6 300 000 $ prévu à la programmation du PTI 2016-2018.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 5 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable.
Par ailleurs, le projet de renouvellement des expositions permanentes rejoint directement les critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* dans la section **Une meilleure qualité de vie :**
— Protection et diffusion du patrimoine et de l'histoire
— Diversité et dynamisme culturel
— Innovation et savoir
— Compétitivité
— Promotion de l'économie locale

Par ailleurs, pour la réalisation de ce projet, soit la conception des expositions permanentes, les nouveaux équipements qui seront acquis comportent des caractéristiques d'économie d'énergie.
Aussi, l'histoire et le patrimoine contribuent au sentiment d'appartenance, à la valorisation des diversités, au développement touristique, à l'attractivité et au rayonnement de la métropole, à la valorisation des paysages tout en stimulant l'apprentissage des connaissances et la fréquentation des œuvres d'art et de l'archéologie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet de renouvellement des expositions permanentes permettra d'accroître le rayonnement culturel de Montréal et de répondre aux orientations du *Plan d'action 2007-2017, Montréal, métropole culturelle* :
· consolider et mettre en valeur le réseau culturel montréalais;
· améliorer la connaissance des Montréalais de leur histoire et de leur patrimoine.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication, tel que convenu avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion au Conseil municipal : septembre 2016
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMOT: octobre 2016
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil municipal: novembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel D DESJARDINS, Service des finances

Lecture :

Daniel D DESJARDINS, 9 septembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CHARLEBOIS
architecte

Tél : 514-872-0184
Télécop. : 514-872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-07

Michèle PICARD
Chef de section -Équipements culturels

Tél : 514 868-5856
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-09-30

POINTE-À-CALLIÈRE

POINTE-À-CALLIÈRE
CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL



PRÉSERVER ET METTRE EN VALEUR POINTE-À-CALLIÈRE
LIEU DE FONDATION DE MONTRÉAL
POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2016-2018

MAI 2015

PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2016-2018

Table des matières

INTRODUCTION ET SOMMAIRE 3

1. DESCRIPTION DE POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL 9

2. L'ÉTAT DE SITUATION 11

3. LA PRÉSERVATION DES ACTIFS 16

4. LES ENJEUX GLOBAUX DE POINTE-À-CALLIÈRE 21

5. LE PLAN D'ACTION 23

A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS 23

B. PROTECTION DES ACTIFS – PRÉSERVATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE DE MONTRÉAL ISSU DE FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES, RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES 33

INTRODUCTION ET SOMMAIRE – PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2016-2018

Pointe-à-Callière présente, dans le cadre de son Plan d'immobilisations 2016-2018, un ensemble de projets et de travaux qui ont pour motivations premières : **la préservation et la mise en valeur des sites historiques et archéologiques, l'accessibilité et la sécurité des lieux et le remplacement des équipements électromécaniques et technologiques désuets et le renouvellement des expositions permanentes**.

Lieu de fondation de Montréal, Pointe-à-Callière célèbrera son 24e anniversaire en 2016. En 1992, cette institution ouvrait ses portes au grand public. C'est dans un esprit visant l'excellence que le jeune musée a été conçu en le dotant d'un spectacle multimédia unique, en privilégiant l'authenticité des sites archéologiques par une conservation respectueuse des lieux et en programmant des activités éducatives et culturelles pertinentes tant pour la mission du Musée que pour la vitalité du quartier historique. Dès sa première année d'existence, Pointe-à-Callière, construit pour accueillir 150 000 visiteurs, il attire près de 185 000 personnes. Il a par la suite plus que doublé sa fréquentation avec plus de 400 000 visiteurs par année. Le Musée aura attiré plus de huit millions de personnes tout en acquérant une notoriété à la fois nationale et internationale.

Un Musée majeur à la croisée des chemins: 25 ans en 2017!

Après vingt-quatre années d'une performance qui lui aura valu une presse importante et positive, une notoriété internationale, une fréquentation qui a presque doublé, l'obtention de quatre-vingts prix d'excellence, dont quatorze prix internationaux, dans tous les domaines où le Musée intervient (conservation, muséographie, éducation, marketing, innovation, etc.), avec un coût par visiteur le plus bas au Québec (- 70 % que la moyenne des grands musées au Québec et à Ottawa selon les études Secor et Cirano), Pointe-à-Callière est *à la croisée des chemins*.

Les sites archéologiques exigent de plus en plus une attention particulière. Les défis auxquels le lieu de fondation de Montréal est confronté nécessitent des actions de la part de la Ville de Montréal. Les ressources financières affectées par Pointe-à-Callière, au budget d'entretien des bâtiments, ont plus que doublé depuis 1993. Toutefois en 2013, d'importants travaux ont été effectués par la Ville sur l'enveloppe de l'Éperon, édifice principal du Musée, incluant le renouvellement d'une partie des électromécaniques et l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Ces travaux étaient essentiels au maintien des actifs, mais ne diminueront pas les coûts d'entretien des bâtiments. Les expositions permanentes ont été en partie renouvelées et le spectacle multimédia a été remplacé en 2010.

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal et la Ville Montréal ont la responsabilité, depuis sa découverte et sa mise en valeur, **de préserver le lieu de fondation de la Ville** pour les générations futures. Pour ce faire, Pointe-à-Callière propose à nouveau un plan relatif à la préservation des sites historiques du Musée. Une mise à niveau s'impose graduellement.

Pointe-à-Callière a développé une expertise unique en matière d'archéologie. La révision de la Loi sur les biens culturels nous permet aujourd'hui de formuler les bases d'un projet qui nous paraît porteur en ce qui a trait à la gestion, à la conservation et à la mise en valeur des collections archéologiques québécoises. Le Musée reçoit graduellement des mandats nationaux en archéologie de la part du Ministère de la culture et des communications du Québec.

Un Musée en expansion

La **Phase 1** de la *Cité de l'archéologie et d'histoire de Montréal*, a été inaugurée en 2013 avec la réhabilitation de la **Maison-des-Marins**, bâtiment multifonctionnel et éducatif attenant au Musée, dédié aux jeunes et aux familles.

La **Phase 2** de la Cité se concrétise avec la mise en valeur du Fort de Ville-Marie et d'une partie du collecteur William, ce projet a obtenu le soutien de la Ville de Montréal et est actuellement en cours de réalisation.

La **Phase 3** vise la création du complexe muséale de la *Cité de l'archéologie et d'histoire de Montréal.* Sa réalisation permettra de mettre en valeur les derniers vestiges historiques et patrimoniaux du Vieux-Montréal, le Parlement du Canada-Uni ainsi que l'ensemble de la partie ouest du majestueux collecteur William. Un pavillon d'accueil et une salle d'exposition internationale seront également réalisés.

2016-2018 – CRÉER POINTE-À-CALLIÈRE, *CITÉ DE L'ARCHÉOLOGIE ET DE L'HISTOIRE*

2017 – 375E ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE MONTRÉAL ET 25E ANNIVERSAIRE DE POINTE-À-CALLIÈRE

Les principaux enjeux du maintien des actifs de Pointe-à-Callière pour 2016-2018 sont :

- Préserver et mettre en valeur pour les générations futures le lieu de fondation de Montréal
- Remplacer les équipements électromécaniques, technologiques et muséographiques désuets
- Poursuivre le renouvellement des expositions permanentes dont le spectacle multimédia introduction à l'histoire de Montréal

Les principaux enjeux de développement de Pointe-à-Callière pour 2016-2018 sont :

Réaliser la Phase 2 de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal

- Préserver et mettre en valeur, pour les générations futures, le lieu de naissance de Montréal :

  Rendre accessible à la population montréalaise un legs patrimonial unique dans le cadre du 375e anniversaire de la fondation de Montréal, par la conservation et la mise en valeur du Fort de Ville-Marie/château de Callière et d'une partie du fabuleux égout collecteur William, ouverture au public prévue en mai 2017 (Phase 2 de la *Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal*)

Lancer la Phase 3 de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal

- Compléter, avec l'appui des gouvernements du Canada et du Québec, la *Cité de l'archéologie et de l'histoire de Montréal,* ouverture au public projetée en 2018-2019 :

  Offrir à la population montréalaise un legs patrimonial remarquable au Canada, avec l'aide des gouvernements et du secteur privé (campagne de financement de 10 M $), en complétant le projet de **Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire**, et ainsi développer la notoriété de

Montréal, métropole culturelle et ville de création en offrant aux touristes un attrait identitaire exceptionnel, de classe mondiale, contribuer au développement cohérent du quartier historique et apporter ainsi des retombées économiques importantes

- Obtenir un soutien financier au fonctionnement de la part du Gouvernement du Québec

- Contribuer à assurer une pérennité à l'ensemble conventuel des Sœurs Grises (la maison de Mère D'Youville)

- Réaliser les équipements adéquats pour la mise en œuvre d'un mandat national en archéologie

En 2017, la Ville de Montréal célèbrera le 375^{e} anniversaire de sa fondation. Déjà la *Société des célébrations du* 375e *anniversaire de Montréal* s'active à préparer la réalisation de grands projets avec l'appui du Québec et du Canada. Pointe-à-Callière, avec le soutien de la Ville de Montréal, commémorera la naissance de Montréal en offrant à la population un legs patrimonial unique, comme la Ville l'a fait lors de la création de Pointe-à-Callière en 1992. La Phase 2 de la Cité - Fort de Ville-Marie/château de Callière/collecteur William sera réalisé dans le cadre du projet d'expansion de Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal, un vaste complexe souterrain culturel et touristique dans le Vieux-Montréal.

Le projet de la Cité sera une contribution exceptionnelle au développement de Montréal métropole culturelle et ville de création (alliance du passé et de technologies innovatrices d'avant-garde). De classe mondiale, cet attrait unique deviendra une locomotive touristique essentielle à Montréal.

Pointe-à-Callière est prêt à démarrer la Phase 3 de la Cité. L'engagement financier de la part de la Ville saura certainement convaincre les gouvernements du Québec et du Canda de s'engager à leur tour. Les définitions des priorités et les négociations Québec/Canada devront être appuyés par la Ville de Montréal. Une concertation entre le Musée et la Ville ainsi qu'un plan de développement et stratégique s'impose à très court terme afin de planifier la réalisation du projet global de la *Cité*.

SOMMAIRE

PROJETS	2016	2017	2018	2016 À 2018 TOTAL
A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS	**885 000 $**	**375 000 $**	**500 000 $**	**1 760 000 $**
B. PROTECTION DES ACTIFS : PRÉSERVATION ET RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES, ÉQUIPEMENTS MUSÉOLOGIQUES ET TECHNOLOGIQUES DÉSUETS ET SERVICES AU PUBLIC	**1 900 000 $**	**2 000 000 $**	**2 400 000 $**	**6 300 000 $**

SOMMAIRE DÉTAILLÉ

A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS

#	PROJETS	2015 Travaux devant être réalisés en 2015	2016	2017	2018	2016 À 2018 TOTAL
	PRÉSERVER POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES					
1	Réfection de la maçonnerie et des gouttières de l'Ancienne-Douane et « arrêt-neige » de toiture	160 000 $	-	-	-	-
2	Vitrage de l'Éperon / jambage entrée	215 000 $	-	-	-	-
3	Réfection du toit de l'Éperon	-	525 000 $	-	-	525 000 $
	Sous-total :	***375 000 $***	***525 000 $***	***-***	***-***	***525 000 $***
	RENDRE LES LIEUX SÉCURITAIRES ET ACCESSIBLES					
4	Impact des travaux de l'égout collecteur sur l'Éperon (à évaluer)	-	(à évaluer)	(à évaluer)	-	(à évaluer)
5	Insonorisation	-	-	280 000 $	-	280 000 $
6	Réfection revêtement place Royale et parvis, remplacement pavage rue piétonne (50% Culture / 50% arrondissement)	-	-	-	500 000 $	500 000 $
7	Mise à niveau de certains secteurs des services au public *(PàC)	-	250 000 $	-	-	250 000 $
	Sous-total :	***-***	***250 000 $***	***280 000 $***	***500 000 $***	***1 030 000 $***
	REMPLACER LES ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉCANIQUES ET TECHNOLOGIQUES (BÂTIMENTS) DÉSUETS					
8	Contrôleurs des transporteurs verticaux	150 000 $	-	-	-	-
9	Mise à niveau du plan lumière	-	110 000 $	-	-	110 000 $
10	Remplacement des humidificateurs	-	-	95 000 $	-	95 000 $
	Sous-total :	***150 000 $***	***110 000 $***	***95 000 $***	-	***205 000 $***
	Total	**525 000 $**	**885 000 $**	**375 000 $**	**500 000 $**	**1 760 000 $**

** (PàC) : Travaux réalisés par Pointe-à-Callière*

B. PROTECTION DES ACTIFS : PRÉSERVATION DES VESTIGES, RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES, RENOUVELLEMENT DES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES ET DES SERVICES AU PUBLIC

#	PROJETS	2016	2017	2018	2016 à 2018 Total
	PROTECTION DES ACTIFS ET RENOUVELER LES EXPOSITIONS PERMANENTES				
1	Renouveler le spectacle multimédia *(PàC)	900 000 $	1 100 000 $	500 000 $	**2 500 000 $**
2	Remplacer une partie des expositions permanentes *(PàC)	-	800 000 $	1 700 000 $	**2 500 000 $**
	RENDRE LES LIEUX SÉCURITAIRES ET ACCESSIBLES				
3	Sécurité du public, système d'annonce public *(PàC)	100 000 $	-	-	**100 000 $**
	REMPLACER LES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES, MUSÉOGRAPHIQUES ET LES INSTALLATIONS DES SERVICES AU PUBLIC				
4	Remplacer les équipements technologiques et muséographiques *(PàC)	-	100 000 $	200 000 $	**300 000 $**
5	Remplacer les installations d'accueil et de services au public *(PàC)	900 000 $	-	-	**900 000 $**
	Total	**1 900 000 $**	**2 000 000 $**	**2 400 000 $**	**6 300 000 $**

** (PàC) : Travaux réalisés par Pointe-à-Callière*

1. DESCRIPTION DE POINTE-À-CALLIÈRE, MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

SA STRUCTURE DE GESTION

Pointe-à-Callière, a le statut d'une corporation autonome à but non lucratif, la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière. L'organisme est administré par un conseil d'administration formé de quinze (15) membres représentant la Ville de Montréal, l'entreprise privée, les institutions, les communautés et les familles montréalaises.

BREF HISTORIQUE

Lieu de fondation de Montréal – Lieu historique national
1992 – 350e anniversaire de la naissance de Montréal

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal en sera en 2016, à sa vingt-quatrième année de fonctionnement. Le musée a été créé afin de commémorer le 350e anniversaire de fondation de Montréal et a été inauguré le 17 mai 1992. Lieu de fondation de Montréal classé par le Québec, Pointe-à-Callière regroupe 5 sites et bâtiments historiques reconnus d'envergure nationale par le Canada. Un nouveau pavillon, la Maison-des-Marins, a été réhabilité et ouvert au public en 2013. Pointe-à-Callière demeure un attrait majeur situé dans le Vieux-Montréal qui met en valeur des traces tangibles et authentiques du passé témoignant de la coexistence des cultures.

La construction et l'aménagement du Musée ont été financés par les gouvernements du Canada, du Québec et la Ville de Montréal au coût de 27,5 millions de dollars. Les fouilles archéologiques et la conservation des vestiges ont coûté 2,5 millions de dollars.

Pointe-à-Callière reçoit une contribution publique à l'exploitation uniquement de la part de la Ville de Montréal. Bien que faisant partie des établissements muséaux « reconnus » par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, le Musée ne reçoit de ce ministère, aucune aide financière pour son fonctionnement. **Une évaluation des institutions reconnues a été réalisée par le gouvernement du Québec en 2013 et sa cote A+ a été maintenue.**

Pointe-à-Callière réalise avec succès ses projets, que ce soit ses expositions, ses activités culturelles et éducatives, la conservation et la préservation de biens patrimoniaux et historiques en plus du patrimoine bâti et immobilier sous sa gouverne. De plus, il a réhabilité des bâtiments qui ont donné une valeur ajoutée au Vieux-Montréal et rendu de nombreux services à la population montréalaise. Par exemple, la Station de pompage D'Youville, la Maison-des-Marins et l'École de fouilles archéologiques réalisée en partenariat avec l'Université de Montréal. Ces projets ont reçu l'appui financier public et privé, et ils ont tous été réalisés dans le respect des budgets et des échéanciers établis.

SA MISSION ACTUELLE

Pointe-à-Callière a pour mission de :

- conserver et mettre en valeur le lieu de fondation et le patrimoine archéologique et historique de Montréal;
- faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui afin que chacun puisse participer plus activement au présent et au futur de la ville;
- tisser des liens avec les communautés locales et les réseaux régionaux, nationaux et internationaux préoccupés d'archéologie, d'histoire et d'urbanité.

UN MUSÉE DE SITE – DES LIEUX HISTORIQUES RECONNUS D'ENVERGURE NATIONALE AU CANADA

Reconnu lieu historique canadien d'envergure nationale par le Québec et le Canada depuis 1998, Pointe-à-Callière regroupe un ensemble de sites et lieux historiques exceptionnels au Canada et comprend :

- la pointe à Callière, lieu de fondation de Montréal : lieu historique (classé par le Québec en 1999 et par le Canada en 1998), il comprend le premier cimetière catholique de Montréal (1643)
- la première douane de Montréal : un bâtiment historique (classé par le Canada en 2002)
- la place Royale : une crypte archéologique et site historique (classé par le Canada en 1998)
- le site de la Grande Paix de 1701 et les personnages historiques L.-H. de Callière et Kondiaronk (classé par le Canada en 2001)
- l'ancienne station de pompage D'Youville (1915): un bâtiment patrimonial
- l'Éperon : un bâtiment contemporain (vestiges, expositions, services au public)
- la Maison des Marins : 165-169, place D'Youville: espaces grand public multifonctionnels et éducatifs
- le site du fort de Ville-Marie/château de Callière (1642-1703)
- l'égout collecteur William (1832): une rivière canalisée
- une École de fouilles archéologiques

SA LOCALISATION

Implanté sur le lieu même de fondation de la ville, Pointe-à-Callière est situé au coeur du quartier ouest du Vieux-Montréal, à proximité de centres d'activités économiques et touristiques, entre autres, la Cité du multimédia, le Palais des Congrès, le Quartier international, le Centre de Commerce Mondial, le Vieux-Port de Montréal et le canal de Lachine.

Pointe-à-Callière a contribué à mettre en valeur le caractère historique du Vieux-Montréal et de la métropole du Québec. **Attrait culturel et touristique majeur** dans le Vieux-Montréal, il crée une synergie avec les restaurants et les hôtels prestigieux qui ont ouvert leurs portes dans le Vieux-Montréal. Alors que le secteur ouest a été laissé pour compte pendant des décennies, il est maintenant au coeur d'importants investissements publics et privés. Le Musée et son projet d'expansion sont situés au confluent de plusieurs projets, par exemple, le projet du Havre de Montréal, un aménagement du Vieux-Port et le futur projet des Promenades urbaines reliant la montagne au fleuve.

Le Musée profite des retombées du dynamisme de ce pôle urbain où prédominent la technologie de pointe et les activités internationales, tout comme ce dernier bénéficie de la présence de l'attrait culturel et touristique majeur qu'est Pointe-à-Callière.

2. L'ÉTAT DE SITUATION

SON POSITIONNEMENT DANS LES MARCHÉS

Les réseaux muséaux montréalais et canadiens

Le **réseau muséal montréalais**, constitué d'une soixantaine d'institutions muséales, de centres d'interprétation et de Maisons de la Culture, offre aux Montréalais et aux visiteurs autant de lieux d'expositions, principalement concentrés dans trois pôles : Centre-ville, Vieux-Montréal et Espace pour la vie/pôle Maisonneuve.

Le **pôle du centre-ville** compte un certain nombre de grands établissements muséaux (Musée des beaux-arts de Montréal, Musée d'art contemporain de Montréal, Musée McCord) qui disposent de la même gamme de solutions pour assurer le maintien ou la croissance de leur clientèle : le Musée d'art contemporain de Montréal et le Musée McCord développent des activités scolaires et des camps de jour, le Musée des beaux-arts de Montréal développe son programme d'expositions dont certaines expositions permanentes gratuites et des activités culturelles, etc.

Le **pôle Vieux-Montréal – Vieux-Port** avec ses musées historiques et le Centre des Sciences contribue à qualifier le quartier de l'histoire à Montréal.

Les équipements **Espace pour la vie/pôle Maisonneuve** sont essentiellement axés sur les sciences de la nature et offrent donc une complémentarité au Musée.

SON POSITIONNEMENT À MONTRÉAL ET AU CANADA

Un grand musée d'archéologie

Pointe-à-Callière constitue un complexe culturel et muséal comportant une superficie de plus de 13 000 m^2:

- il est le **seul grand musée d'archéologie** à Montréal, au Québec et au Canada (bien qu'il y ait 9 000 sites et des collections d'archéologie ailleurs au Québec);

- l'une des plus importantes collections archéologiques au Québec est issue des sites de Pointe-à-Callière avec plus de 800 000 pièces à laquelle s'ajoute 1 million de nouveaux artéfacts provenant du site du marché Sainte-Anne/parlement du Canada-Uni;

- il possède une expertise en recherche, en conservation, en diffusion et en gestion de l'archéologie et de l'histoire;

- il est l'un des **cinq grands sites archéologiques au monde** selon le Musée du Louvre et l'un des 10 sites archéologiques les plus populaires en Amérique du Nord selon le quotidien chilien La Tercera.

Un musée rassembleur

Le caractère unique de Pointe-à-Callière vient à la fois du fait qu'il est le **musée du site de fondation de Montréal**, mais aussi un lieu de rencontre à divers niveaux :

- la rencontre des populations amérindienne, française, britannique, nord-américaine et récemment de ses 100 cultures;
- il présente Montréal au cœur des réseaux continentaux et occidentaux;
- une plaque tournante des échanges commerciaux tout au long de son histoire;
- un carrefour des disciplines : archéologie, histoire, patrimoine, muséologie, urbanisme;
- une rencontre du quartier historique et de l'architecture contemporaine, lieu de la transformation de l'espace urbain montréalais;
- un carrefour de nouvelles technologies par le choix de ses moyens de communication d'avant-garde : le multimédia, le numérique, l'interactif, le virtuel, associés à la mise en valeur et à la diffusion du patrimoine;
- un leader reconnu dans ses champs d'intervention transversaux (histoire, archéologie, éducation, culture, muséologie, nouvelles technologies, etc.).

Un musée protecteur du patrimoine montréalais au sein du patrimoine québécois

Pointe-à-Callière est au Québec l'un des grands centres de conservation du patrimoine. Il conserve et met en valeur des vestiges archéologiques de toutes les époques de Montréal métropole. Les sites archéologiques ont mis au jour une des plus importantes collections archéologiques au Québec, voire au Canada. Le Musée mène en partenariat avec les universités, un programme de recherche sur le passé archéologique et historique de la ville de Montréal, et il accueille dans ses collections ethnohistoriques des objets et documents offerts en don par les Montréalais. La mission du Musée s'étend également au patrimoine bâti et au patrimoine industriel de Montréal. L'ensemble des actions posées par le Musée vise à sensibiliser les Montréalais à leur passé lointain ou récent, à leur patrimoine d'hier et d'aujourd'hui, et à l'importance du rôle de chacun dans la préservation et la promotion du patrimoine collectif.

Un lieu de production culturelle pour tous les publics – Un musée impliqué dans la communauté montréalaise, le Musée des Montréalais

En plus de ses expositions permanentes, Pointe-à-Callière a présenté au public, depuis son ouverture, plus d'une quarantaine d'expositions temporaires qui abordent des sujets concernant l'archéologie d'ici et d'ailleurs, l'histoire et le patrimoine de Montréal et du Québec, l'urbanité et les communautés culturelles. En complémentarité à cette programmation d'expositions, le Musée a aussi mis en place des programmes d'éducation, d'animation et d'activités culturelles qui font découvrir d'autres aspects de l'histoire de Montréal aux groupes scolaires et au grand public. Du côté de l'animation culturelle, Pointe-à-Callière compte plusieurs activités culturelles à son actif, activités allant du spectacle musical et de l'animation théâtrale à la démonstration, en passant par les conférences, les débats et la participation à des événements montréalais, québécois, canadiens et internationaux. Pointe-à-Callière participe activement à l'animation urbaine du Vieux-Montréal.

Depuis son ouverture, le Musée travaille en collaboration avec les Autochtones et les communautés culturelles. Lors de la commémoration de la *Grande Paix de Montréal*, en 2001, le Musée a eu comme principaux partenaires les Autochtones provenant de tous les coins du Québec, du Canada et des États-Unis.

Les communautés culturelles sont au coeur de plusieurs activités. L'ensemble des actions posées par Pointe-à-Callière vise à créer des liens durables entre les nouveaux arrivants et leur société d'accueil et à sensibiliser les gens à leur passé qui témoigne de la vision et de la ténacité de ceux et celles qui ont fait de Montréal, une ville ouverte sur le monde.

Pointe-à-Callière est un musée impliqué dans la communauté montréalaise et participe au développement de Montréal (Culture Montréal, Montréal International, Tourisme Montréal, Vieux-Montréal, Conseil du Patrimoine, milieu de l'éducation, festivals, etc.)

Le musée et son ouverture aux réseaux internationaux

En plus d'occuper une place importante à Montréal et au Québec, Pointe-à-Callière participe activement à la scène internationale. Parmi les activités et reconnaissances, signalons entre autres :

- l'entente de jumelage de Pointe-à-Callière avec le musée d'archéologie de Saint-Romain-en-Gal (20^{e} anniversaire en 2012);
- la réalisation d'expositions internationales souvent en exclusivité et de classe mondiale: *Les Aztèques, peuple du soleil, Les Grecs. D'Agamemnon à Alexandre le Grand, Marco polo – Le fabuleux voyage, Sur les routes du thé, Les Étrusques. Civilisation de l'Italie ancienne, Samouraïs – La prestigieuse collection de Richard Béliveau, Couleurs de l'Inde, À ta santé César, le vin chez les Gaulois, L'Île de Pâques, le grand voyage, Costa Rica. Terres de merveilles, France/Nouvelle France : Naissance d'un peuple français en Amérique, Premières Nations. Les collections royales de France, Japon, Jules Verne, le roman de la mer, Rencontres en Gaule romaine, Océanie, L'archéologie et la Bible. Du roi David aux manuscrits de la mer Morte, Premier or du monde. Secrets anciens, Mystères des Mochicas du Pérou, Africa Musica, Trésors d'Italie du Sud-Basilicate, terre de lumière, Trésors des steppes d'Ukraine, La crucifixion: une découverte archéologique unique, Chypre antique. 8 000 ans d'histoire*;
- la tenue de quatre colloques internationaux sur la muséologie (Montréal et Lyon) dans le cadre des Entretiens du Centre Jacques Cartier; des congrès du Conseil de l'archéologie historique du Nord-est américain (CNEHA) et de l'Association canadienne d'archéologie (ACA) qui aura lieu en 2012, coorganisateur du congrès annuel 2008 du Committee for Education and Cultural Action (CECA-ICOM) ainsi que de nombreuses participations à des congrès et colloques outre-mer.
- 14 prix **internationaux** ont été décernés à Pointe-à-Callière, dont les prestigieux prix de l'association des musées américains et le prix de l'AIA (American Institute of Archaeology). Ils viennent s'ajouter à plus de 67 prix nationaux d'excellence.

Le Musée hors les murs

Pointe-à-Callière étend son action de diffusion hors ses murs depuis 1996 dans de multiples activités et événements et avec de nombreux partenaires. Pointe-à-Callière présente une exposition sur le Montréal souterrain dans le cadre d'un circuit culturel intégré à même les espaces piétonniers souterrains du Quartier international de Montréal. Plusieurs de ses expositions circulent au Québec, au Canada, en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine (Mexique) ainsi qu'à Saint-Romain-en-Gal

dans le cadre d'un partenariat privilégié avec cette région. Le Musée est également présent, selon les opportunités, dans des lieux commerciaux, corporatifs ou dans le cadre d'activités ou d'événements.

Un musée fréquenté et apprécié

Pointe-à-Callière projette une image jeune, attrayante et est très apprécié de ses visiteurs, tant pour son architecture que pour son aménagement intérieur, ses programmes et ses activités de diffusion. Pointe-à-Callière est un musée de site reconnu, il a, entre autres, été sélectionné par le Musée du Louvre comme l'un des cinq sites historiques majeurs à travers le monde. Le Musée a acquis une notoriété internationale qui lui permet de réaliser des partenariats exceptionnels avec 125 des plus grands musées du monde (Paris, Rome, Tokyo, Jérusalem, Mexico, Londres, Washington, Chicago, Athènes, etc.). Depuis son ouverture, Pointe-à-Callière accueille plus de 400 000 visiteurs par année, la seconde meilleure fréquentation des musées à Montréal. Plus de huit millions (8 millions) de personnes ont franchi les portes du Musée depuis 1992 et les enquêtes réalisées révèlent un taux de satisfaction de plus de 96% chez les visiteurs. La fréquentation de Pointe-à-Callière se répartit globalement de la façon suivante : grand public montréalais (47 %), groupes scolaires (13 %) et les touristes (40 %), ce qui amène des retombées économiques importantes pour Montréal métropole culturelle.

LES AVANTAGES ET LES CONTRAINTES DE SON POSITIONNEMENT

Les avantages (forces)

Parmi les avantages stratégiques sur lesquels peut miser Pointe-à-Callière, on note :

- la localisation du Musée sur le lieu même de la fondation de Montréal; mettant en valeur les **traces authentiques** tangibles laissées sur place par les anciens occupants et témoignant de la coexistence des cultures et de la succession des régimes;

- la capacité de présenter le passé avec une vision contemporaine, projetant une image jeune, attrayante et très appréciée des visiteurs, que ce soit pour l'architecture du Musée, pour son aménagement intérieur, pour les techniques de mise en valeur de ses collections, ou pour ses programmes et ses activités de diffusion, ayant recours aux arts d'interprétation et aux arts de la scène;

- la performance de Pointe-à-Callière grâce à la qualité de ses ressources humaines, qui se mesure en termes de formation, de compétence, d'esprit d'équipe, de créativité, d'efficacité des méthodes de gestion, de rigueur des systèmes de planification et de contrôle, permettant d'offrir aux visiteurs du Musée des produits et services de grande qualité;

- le Musée fonctionne avec une équipe minimale d'environ 60 personnes/année. Sur ce nombre, plus de la moitié du personnel est affectée à l'accueil et au service au public. Le mode de gestion de Pointe-à-Callière favorise un fonctionnement par objectif et par projet. Dans la gestion par projet, le principe de la matricielle est appliqué, ce qui permet l'utilisation optimale des ressources internes du Musée. En matière de gestion des ressources humaines, l'institution cherche à valoriser la qualité, l'innovation et la rigueur, à renforcer le sentiment d'appartenance;

- l'implication dans la communauté, qui se concrétise notamment dans la composition et l'action de la Fondation de Pointe-à-Callière, dans les partenariats conclus avec différentes communautés et institutions, ici et à l'étranger, pour l'organisation de grands événements et de

grandes expositions, dans les réseaux tissés par l'équipe du Musée avec les milieux municipaux montréalais, les milieux gouvernementaux québécois et canadiens, et les réseaux muséaux, ainsi que dans la présence du Musée auprès de ses clientèles, notamment la clientèle scolaire;

- la négociation et l'obtention de la part des gouvernements du Canada et du Québec, d'un espace de réserve pour les collections de Montréal : le Centre de collections du patrimoine muséal, qui a permis à la Ville de Montréal d'assurer la conservation des collections archéologiques toujours en croissance.

Les contraintes (faiblesses)

Certaines contraintes, constatées dès la création du Musée, demeurent :

- l'exiguïté des bâtiments et sites historiques du Musée apporte une incapacité à accueillir tous les visiteurs en période de pointe (ex.: scolaires en mai, juin et décembre, le grand public les fins de semaine et lors des expositions temporaires internationales)

- la nature des collections archéologiques constitue toujours un frein pour le public qui, n'ayant pas encore visité le Musée, craint d'y trouver des alignements de vestiges hétéroclites et incompréhensibles. Par ailleurs, le public ayant voyagé à l'étranger peut percevoir les collections archéologiques montréalaises comme peu attrayantes, comparées à certains sites archéologiques majeurs ou aux vestiges conservés dans les grands musées. Enfin, le faible développement des collections ethnohistoriques du Musée contribue aussi à cette perception (aucun budget spécifique d'acquisition);

- les coûts élevés de conservation et d'entretien à cause de l'étendue des lieux en souterrain, la fragilité des vestiges et l'action constante de la nappe phréatique;

- le sous-financement public dès l'origine, en 1992, de Pointe-à-Callière (4 millions au lieu de 8 millions selon les études externes comparables avec les autres musées (études réalisées par Secor et Cirano) et un gel jusqu'à 2010 qui a accentué l'appauvrissement;

- le vieillissement des bâtiments (24 ans) et l'usure des lieux dus à leur forte fréquentation;

- la forte proportion d'expositions permanentes et leur longue durée due au manque de ressources pour leur renouvellement constituent toujours une contrainte pour le Musée;

- le manque de diversité du financement public qui se traduit par **l'absence de subventions fédérales au fonctionnement**, tandis que, **au niveau québécois**, les subventions récurrentes de fonctionnement ne sont accordées qu'aux musées accrédités; le statut de reconnaissance, instauré il y a quelques années et dont bénéficie Pointe-à-Callière, ne donne droit à **encore aucun soutien financier au fonctionnement**. Depuis sa création, Pointe-à-Callière est le seul musée au Québec, parmi les grands musées, à ne recevoir aucune contribution au fonctionnement de la part du gouvernement du Québec.

SES RESSOURCES FINANCIÈRES RELATIVES AU FONCTIONNEMENT

À partir de 1992, Pointe-à-Callière a reçu une contribution publique au fonctionnement de la Ville de Montréal de l'ordre de 4 millions de dollars. Le gel de la contribution publique durant une période de 16 ans a créé **un appauvrissement cumulatif** au Musée. Une mise à niveau partielle et graduelle est présentement accordée par la Ville depuis 6 ans. **Cette mise à niveau doit continuer afin de combler cet écart ajouté à la hausse du coût de la vie.**

Pour équilibrer son budget, Pointe-à-Callière doit négliger certains aspects de son mandat (ex : services au public, acquisition de collections) et année après année, réduire son personnel, les heures d'ouverture au public et ses activités.

Depuis 1993, Pointe-à-Callière a quadruplé ses revenus autonomes. Tous les efforts ont été faits pour optimiser les revenus commerciaux. Un plafond nous semble atteint quant à la capacité du Musée d'augmenter ses revenus commerciaux (ex. : Café-restaurant, boutique) car sa capacité d'accueil est nettement dépassée. L'ajout de la Maison-des-Marins augmente simultanément les frais d'opération.

SES RESSOURCES FINANCIÈRES RELATIVES AUX IMMOBILISATIONS

Les principaux bâtiments et infrastructures de Pointe-à-Callière sont la propriété de la Ville de Montréal.

Au cours des ans, les impacts des éléments naturels, tels que la nappe phréatique (Pointe-à-Callière est un musée vivant) et les intempéries ont exigé des travaux de réparation et de préservation continus.

Le vieillissement des équipements et des systèmes exige un renouvellement régulier des pièces. L'usure des lieux, des expositions et des équipements audiovisuels, créés par la grande fréquentation de Pointe-à-Callière, nécessite aussi des réparations et des remplacements.

Les ressources financières affectées au budget d'entretien des bâtiments ont triplé depuis les premières années de 600 000 $ à plus de 2 000 000 $.

3. LA PRÉSERVATION DES ACTIFS

LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL, 2005-2015 MONTRÉAL, MÉTROPOLE CULTURELLE

Extraits tirés de la ***Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015***.

Montréal affirme que la culture est un moteur essentiel à son développement, de son dynamisme économique et de sa prospérité future.

L'accessibilité, le soutien à la culture et l'impact de la culture sur le cadre de vie des Montréalais sont les trois enjeux qui inspirent les décideurs.

La culture est non seulement porteuse de sens d'identité et d'ouverture pour chaque citoyenne et citoyen mais elle ajoute aussi à sa cohésion sociale, favorise le dynamisme économique d'une ville, tout en constituant bien sûr un rôle important d'attrait touristique.

Le renforcement du pôle historique et culturel du Vieux-Montréal

Lieu de fondation de Montréal, premier carrefour entre les civilisations amérindiennes et européennes, le Vieux-Montréal, classé arrondissement historique en 1964 est l'âme de Montréal, un lieu fréquenté et aimé autant par les Montréalais que par les visiteurs. Pôle culturel marqué par l'archéologie et le patrimoine, le « Vieux » l'est aussi par ses musées, galeries d'art et ateliers d'artistes. Depuis quelques années, le Plan lumière propose de nouvelles perspectives nocturnes pour découvrir le patrimoine architectural de la ville historique.

Un objectif : l'accessibilité

La Ville reconnait l'accès à la culture comme un droit pour ses citoyens.

La population montréalaise peut compter sur de nombreux musées dont la mission est l'acquisition, la mise en valeur et la diffusion du patrimoine et qui sont autant d'outils privilégiés d'accès à la connaissance et à la culture.

Comme le souligne la Société des directeurs des musées montréalais (SDMM), « (…) les musées représentent autre chose que le simple cadre de leçons d'éducation. Ce sont des agoras, des lieux pour apprendre à vivre ensemble, se comprendre mutuellement, transmettre des valeurs, favoriser le dialogue des cultures, se construire une identité, interagir et échanger avec le monde.

Les communautés culturelles

Puissance créatrice, diversité, ouverture, effervescence : Comment mieux exprimer l'identité et la vitalité culturelles de Montréal?

Nordique, amérindienne, québécoise, canadienne, nord-américaine et, particulièrement depuis l'Expo 67, ouverture sur le monde, Montréal est une Ville d'accueil et d'immigration, de langue française et cosmopolite.

Montréal est à la fois la métropole du Québec – et donc le principal lieu d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants – et une grande ville du Canada et du monde. La Ville elle-même doit favoriser le sentiment d'appartenance des Montréalais à la ville et à leur arrondissement.

La Ville désire que la dynamique interculturelle, caractérisée par une préoccupation constante d'inclusion, s'incarne dans l'ensemble des activités municipales.

La Ville entend donc se donner un plan d'action portant sur la diversité ethnoculturelle fondé, notamment sur l'accès équitable, le renforcement des compétences et le développement des publics. Le dialogue des cultures, dans une perspective d'inclusion, est une priorité pour la Ville.

Pointe-à-Callière

Pour accroître l'accessibilité au savoir, à la culture et au patrimoine, la Ville a mis en place des institutions de conservation et de diffusion reconnues, dont le musée Pointe-à-Callière.

À l'occasion du 350e anniversaire de Montréal, le musée Pointe-à-Callière a été érigé par la Ville, avec l'appui des gouvernements, sur les lieux mêmes de la fondation de Ville-Marie.

Actuellement, la Ville en est le principal bailleur de fonds et les gouvernements ne contribuent pas à ses frais de fonctionnement. Cela est d'autant plus étonnant que ce musée est le deuxième en importance à Montréal (à l'exception des institutions scientifiques) par son nombre de visiteurs. Pointe-à-Callière est déjà, dans les faits, un musée national. Un projet d'expansion, déjà élaboré, permettrait d'en faire un musée archéologique de calibre mondial et, pour l'industrie touristique, un attrait de premier ordre.

La Ville souhaite donc la mise en place d'un véritable partenariat avec les gouvernements du Québec et du Canada pour faire de Pointe-à-Callière un véritable musée national et lui fournir les ressources nécessaires à son développement futur.

Actions de Pointe-à-Callière

Depuis sa création, Pointe-à-Callière est en concordance et contribue largement à l'application de la politique de développement de la culture de la Ville de Montréal.

Sa mission et l'ensemble de ses activités tentent de rendre accessible à tous les Montréalais(es) le savoir sur l'histoire de Montréal. Les nouveaux arrivants font partie de ses priorités.

LA POLITIQUE DU PATRIMOINE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Extraits tirés de la ***Politique du Patrimoine de la Ville de Montréal 2005***.

La Ville de Montréal dans sa récente politique du patrimoine définit son concept de patrimoine et précise ses priorités d'actions.

Montréal s'affirme aujourd'hui comme métropole distinctive en Amérique, haut lieu de la francophonie et, à l'échelle continentale et mondiale, comme important centre culturel, économique, scientifique et intellectuel. Elle le doit en grande partie à son identité : à la fois solidement ancrée dans son histoire et résolument tournée vers l'avenir.

La conservation et la mise en valeur du patrimoine, cette dernière englobant la diffusion, sont donc tributaires d'une vision collective et d'une responsabilité partagée, et la Ville de Montréal, en se dotant d'une politique du patrimoine, entend exercer un leadership exemplaire pour favoriser le développement de cette vision et la transformer en un projet collectif qui interpelle tous les Montréalais.

Le patrimoine naturel et le patrimoine culturel matériel montréalais, avec ses composantes bâties, archéologiques et paysagères, commandent une gestion complexe qui, en retour, procure de nombreux éléments de compréhension et d'appréciation de l'évolution de la ville et de la collectivité montréalaise.

Pointe-à-Callière

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire (1992) construit à l'initiative des pouvoirs publics sur le lieu de fondation de Montréal et considéré comme un projet exemplaire de la commande publique municipale.

Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, est un organisme à but non lucratif créé en 1992, dans la foulée des événements du 350e anniversaire de Montréal, pour mettre en valeur le site archéologique du lieu de fondation de Montréal. Ce dernier est désigné lieu historique national à titre de Berceau de Montréal par le gouvernement du Canada en 1998. Il est aussi classé site historique et archéologique par le gouvernement du Québec en 1999. Mandaté par la Ville pour diffuser et mettre en valeur le patrimoine archéologique montréalais, Pointe-à-Callière organise diverses activités de recherche, d'exposition, de fouilles, d'animation et d'éducation autour de thématiques en histoire et en archéologie, dont certaines de calibre international.

Les engagements de la Ville en relation avec :

Le patrimoine bâti – La ville doit prendre les moyens nécessaires pour devenir un propriétaire exemplaire

Pour être en mesure de jouer son rôle de leader en matière de patrimoine de manière exemplaire. La Ville doit accroître la connaissance de son propre patrimoine, explorer les possibilités d'appui externe dans ses démarches de conservation et de mise en valeur ainsi que réserver les fonds nécessaires à la mise en œuvre de ses interventions. Cette contribution municipale, essentielle à l'amélioration de la qualité de vie et au développement durable est susceptible d'entraîner une responsabilisation à l'égard des actions individuelles et collectives en patrimoine.

La Ville possède de nombreuses propriétés d'intérêt patrimonial sur lesquelles elle effectue des travaux d'entretien, de rénovation et de restauration. En plus des partenariats possibles et de l'allocation de budgets suffisants pour la conservation des immeubles municipaux patrimoniaux, la Ville...

Le patrimoine archéologique – Sa conservation et sa mise en valeur

Le lieu de fondation de Montréal en 1642 et les traces de la ville fortifiée du XVIIIe siècle sont des repères d'une valeur inestimable.

Les collections archéologiques comprennent des biens mobiliers prélevés sur un site archéologique. Elles témoignent des cultures amérindiennes, européennes et québécoises pour les périodes préhistorique et historique jusqu'à ce jour. Leur gestion est intégrée à celle des archives archéologiques qui comprennent en outre des pièces écrites, informatisées, graphiques, iconographiques et photographiques produites au cours des recherches sur un site archéologique.

Des objectifs qualitatifs en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine archéologique doivent être définis et partagés. Par ailleurs, la Ville doit poursuivre le processus d'interprétation et de diffusion du patrimoine archéologique de Montréal. En effet, les données archéologiques prélevées doivent contribuer de manière substantielle à la connaissance du territoire et à son aménagement.

La poursuite de la mise en valeur du Vieux-Montréal

Le Vieux-Montréal est le lieu de fondation de Montréal. Ce territoire qui bénéficie du statut d'arrondissement historique a fait l'objet d'investissements considérables dans les dernières décennies. En prenant appui sur l'expérience acquise et sur les résultats obtenus, il est important de dégager une vision d'avenir pour orienter les actions publiques et privées sur ce territoire qui présente des problématiques particulières.

Il est recommandé de poursuivre la mise en valeur du Vieux-Montréal en se basant sur l'expérience des interventions déjà réalisées et les enjeux actuels.

Le patrimoine mobilier – Une vue d'ensemble des activités municipales en matière de patrimoine mobilier

La ville doit prendre les moyens nécessaires pour devenir une gestionnaire exemplaire en matière de patrimoine :

- *développer l'action municipale en matière de muséologie pour favoriser la constitution, la conservation et la mise en valeur des collections;*
- *intégrer la protection des dimensions archéologique et paysagère dans les programmes de subventions;*
- *assurer le rayonnement international du patrimoine montréalais;*
- *poursuivre les démarches entreprises en vue de l'inscription de Montréal sur la liste des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO avec la thématique Montréal, plaque tournante océanique et continentale;*
- *saisir les occasions de faire connaître le patrimoine montréalais par la participation à des événements internationaux ainsi qu'à leur accueil (colloques, expositions, missions municipales, provinciales et fédérales).*

Phase de démarrage

La Ville propriétaire mettra en place un fonds dédié à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine de propriété municipale et l'établissement de ses modalités de gestion.

Pointe-à-Callière et la Politique du patrimoine

La Politique du patrimoine par la Ville de Montréal à titre de propriétaire exemplaire s'applique en priorité dans **la préservation de son lieu de Fondation**.

4. LES ENJEUX GLOBAUX DE POINTE-À-CALLIÈRE, LIEU DE FONDATION DE MONTRÉAL

Sur la base d'une analyse de l'environnement dans lequel évolue le Musée, et tenant compte de son positionnement dans les réseaux muséaux et culturels locaux, nationaux et internationaux, six grands enjeux ont été cernés pour les années à venir :

- la préservation et la sécurité des lieux et des bâtiments, propriété de la Ville de Montréal;
- la conservation des vestiges du lieu de fondation de Montréal menacés par les mouvements de la nappe phréatique et la forte fréquentation des lieux;
- la conservation et le développement des collections archéologiques en relation avec la mission donnée à Pointe-à-Callière;
- l'accessibilité, la fidélisation et la croissance des publics;
- la nécessité d'augmenter les financements publics et privés afin de réduire l'appauvrissement de l'institution;
- l'exigence d'élargir les perspectives d'action et de croissance, à l'échelle locale, nationale et internationale, afin d'optimiser les avantages stratégiques que compte l'institution (**compléter l'expansion du Musée et créer Pointe-à-Callière, *Cité d'archéologie et d'histoire***).

LES OBJECTIFS DE PRÉSERVATION DES ACTIFS – 2016-2018

A. Préserver le lieu de fondation de Montréal, les sites archéologiques et leur patrimoine matériel pour les générations futures;

B. Renouveler une partie des expositions permanentes usées dont l'âge varie de 13 à 23 ans: particulièrement la place Royale

C. Assurer la sécurité et l'accessibilité des lieux à l'ensemble de la population;

D. Remplacer les équipements technologiques, muséographiques et les installations d'accueil particuliers.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT – 2016-2018
POINTE-À-CALLIÈRE, CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE

- **Réaliser la Phase 2 de la *Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal* en rendant accessible le Fort de Ville-Marie / Château de Callière et une partie de l'égout pour 2017;**
- **Offrir à la population montréalaise un legs patrimonial exceptionnel au Canada, avec l'aide des gouvernements et le secteur privé en complétant la *Cité d'archéologie et d'histoire de***

***Montréal,* pour 2018-2019 en préservant et en mettant en valeur, pour les générations futures, les derniers sites historiques majeurs du Vieux-Montréal.**

- **Contribuer à développer la notoriété de Montréal, métropole culturelle et ville de création en offrant aux touristes un attrait identitaire exceptionnel, de classe mondiale, contribuer au développement cohérent du quartier historique et apporter ainsi des retombées économiques importantes;**

- **Contribuer à assurer la pérennité à un lieu historique marquant dans le Vieux-Montréal: l'ensemble conventuel des Sœurs Grises (Maison Mère d'Youville) et réaliser les équipements adéquats pour la mise en œuvre du mandat national en archéologie (dossier dans le cadre de l'Entente MCCQ-Ville).**

Un projet priorisé par les Montréalais : Pointe-à-Callière, cité d'archéologie et d'histoire de Montréal

En novembre 2012, lors du *Rendez-vous – Montréal, métropole culturelle* qui regroupait des représentants des gouvernements du Canada et du Québec, de la Ville de Montréal, de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et des organismes culturels de Montréal, la réalisation de la ***Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal*** **a été confirmée comme legs patrimonial** pour la commémoration du 375^{e} anniversaire de Montréal en 2017. Le Gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se sont engagés publiquement à soutenir ce projet. Sa réalisation fait également partie des projets priorisés par Tourisme Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

5. LE PLAN D'ACTION

Le plan d'action présente l'ensemble des réparations et des remplacements afin de préserver les actifs de Pointe-à-Callière pour les générations futures. Les équipements et aménagements ont 23 ans d'âge au Musée. L'usure et la désuétude laissent des traces de plus de 8 millions de visiteurs.

A. MAINTIEN DES ACTIFS : LIEUX ET BÂTIMENTS

PRÉSERVER POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES LE PATRIMOINE ET LE LIEU DE FONDATION DE MONTRÉAL

A.1

TITRE DU PROJET : RÉFECTION DE LA MAÇONNERIE ET DES GOUTTIÈRES DE L'ANCIENNE-DOUANE ET « ARRÊT-NEIGE » DE TOITURE / 160 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

L'Ancienne-Douane est un bâtiment historique classé d'envergure nationale. Des travaux de réfection de la maçonnerie et du système de gouttières de l'Ancienne-Douane sont requis. Lors de fortes pluies et lors des redoux et à la fonte des neiges, il y a des infiltrations d'eau du côté Est et dans les coins Sud-Ouest et Nord-Est de l'édifice. Par ailleurs, l'installation d'arrêt-neige de toiture réduirait les risques d'accident associés à la chute de glace et neige en provenance du toit, sur les trottoirs. Rappelons que les coûts pour l'analyse et la réalisation des travaux, sur ce bâtiment historique classé, pourraient être partagés avec le Gouvernement du Québec, dans le cadre de l'entente MCCQ/Ville. Enfin, le mandat d'analyse pour cette intervention sur l'Ancienne-Douane pourrait être jumelé à un autre mandat d'étude relatif à la réfection du toit de l'Éperon, du revêtement de la place Royale, du parvis et du remplacement du pavage des rues piétonnes dans le secteur de l'Éperon (la rue Place Royale Ouest et la section de la rue place d'Youville, entre les rues de la Commune et St-François-Xavier).

Objectif :

- Prévenir les infiltrations d'eau qui endommagent le bâtiment et réduire les risques d'accident.

Impact pour le Musée :

Ces travaux sont nécessaires afin d'empêcher les infiltrations d'eau de détériorer le bâtiment et prévenir l'apparition de moisissures et pour éviter les accidents qui pourraient être causés par la chute de glace et neige en provenance du toit.

Étape de réalisation :

La réalisation de ces travaux est prévue en 2015.

A.2

TITRE DU PROJET : VITRAGE DE L'ÉPERON ET JAMBAGE DE LA PORTE D'ENTRÉE PRINCIPALE / 215 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Les verres thermos de l'Éperon ont été installés lors de la construction du Musée, il y a plus de 23 ans. À divers endroits on peut constater qu'il y a formation de condensation à l'intérieur des verres thermos. Avec le temps, ce phénomène affectera de plus en plus de verres thermos. Le remplacement d'une partie des verres thermos, soit 58, a été effectué lors des travaux de 2008-2009.
En mars 2008, la firme Réal Paul Architecte mentionnait que « depuis l'étude effectuée en 2006 par Lapointe Magne et Associés, la portée des travaux concernant le remplacement des verres a quelque peu augmentée, ce qui nous laisse croire que tous les verres thermos devront être remplacés à plus ou moins long terme ». Ce projet vise à remplacer les verres thermos de l'Éperon qui n'ont pas encore été remplacés.

Par ailleurs, récemment, nous avons remarqué que l'ancrage du jambage de la porte d'entrée principale est brisé. Ainsi, le jambage bouge à chaque fois que l'ouvre-porte automatique est activé. Ce jambage doit être réparé afin de redonner à l'ensemble sa rigidité structurelle.

Objectifs :

- Augmenter l'efficacité énergétique;
- Prévenir l'éclatement des verres thermos;
- Réduire les coûts d'énergie en chauffage et climatisation.

Impact pour le Musée :

En plus d'une perte d'efficacité thermique, il y a le risque de bris des verres, ce qui nuirait à la préservation des espaces intérieurs du Musée et à la qualité du service à la clientèle, durant la période requise pour la fabrication et l'installation des verres brisés.

Étape de réalisation :

La réalisation de ces travaux est prévue en 2015.

A.3

TITRE DU PROJET : RÉFECTION DU TOIT DE L'ÉPERON / 525 000 $ (ESTIMÉ) (si possible en 2015)

Description du projet :

Le toit de l'Éperon aura 23 ans en 2015. Lors des travaux effectués dans le cadre du PTI en 2013, il a été constaté que de l'eau s'était infiltrée sous la membrane Hydrotech, au moins dans le secteur où des travaux étaient réalisés (passage des conduits de réfrigérant). À la suite de ce constat, les

professionnels affectés aux travaux ont recommandé la réfection complète de la toiture de l'Éperon, dans les meilleurs délais, afin de prévenir d'éventuels dommages importants. Par ailleurs, les conditions actuelles de la toiture réduisent et/ou annulent l'effet de l'isolant thermique.

L'estimation des coûts des travaux de réfection étant directement liée au type de toiture qui sera retenu (toiture traditionnelle, toit blanc, toit vert, etc.), il est difficile de préciser le montant des travaux. Par ailleurs, la réalisation de ces travaux sera complexifiée par la présence de nombreux équipements de mécanique, ce qui aura un impact sur les coûts. Cependant, les opinions obtenues orientent l'estimation vers un montant autour de 525 000$.

Par ailleurs, avec la réfection complète de la toiture, il ne sera plus nécessaire de faire d'autres travaux qui avaient déjà été demandés, à la suite d'infiltrations d'eau par un évacuateur, en octobre 2005. Ces infiltrations avaient été occasionnées par le fait que la pierre sur le toit n'a pas une granulométrie optimale qui favorise un bon écoulement d'eau. La pierre concassée actuellement sur le toit est composée de beaucoup de particules fines qui limitent l'écoulement d'eau en surface et qui bloquent le filtre géotextile. Par fortes pluies, l'eau s'accumule donc en surface et sur les parois verticales des solins. Le drainage serait amélioré en tamisant la pierre pour retirer les particules fines qui gênent l'écoulement d'eau.

Objectifs :

- Éliminer les risques d'infiltrations d'eau;
- Améliorer le rendement énergétique avec une isolation performante.

Impact pour le Musée :

Cette opération permettra d'éviter des infiltrations d'eau, qui endommagent les installations et les objets exposés et améliorera le rendement énergétique (réduction des frais en énergie).

Étape de réalisation :

La réalisation de ces travaux est prévue en 2015 ou 2016.

SERVICES AU PUBLIC - RENDRE LES LIEUX SÉCURITAIRES ET ACCESSIBLES À L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

A.4

TITRE DU PROJET : IMPACT DES TRAVAUX DE L'ÉGOUT COLLECTEUR SUR L'ÉPERON / Coûts à évaluer selon les décisions techniques de conservation et d'accès à l'égout collecteur

Description du projet :

La mise en valeur du Fort de Ville-Marie qui intègrera la sécurité (poste de contrôle) et les technologies (serveurs, etc.) de l'ensemble des pavillons de la *Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal* exigera des adaptations physiques et technologiques au musée actuel. L'interface avec l'accès actuel de l'égout collecteur dans le musée pourrait nécessiter des travaux de démolition et

reconstruction des passerelles, de l'escalier et des accès publics. Il faut attendre les résultats des analyses et des choix des aménagements de l'égout collecteur et les impacts de son accès public sur les aménagements actuels de l'Éperon.

Objectif :

- Intégrer les aménagements et les systèmes avec l'existant à l'Éperon et la rivière canalisée afin de rendre accessible au public.

Impact pour le Musée :

Essentiel pour la sécurité et pour l'accès du public à l'égout collecteur.

Étape de réalisation :

2016 : Planification et réalisation
2017 : Réalisation des travaux

A.5

TITRE DU PROJET : INSONORISATION / 280 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

À la salle polyvalente (mezzanine 1), pour répondre aux besoins du Musée et de la clientèle externe, il faut effectuer des travaux majeurs d'insonorisation et de remplacement du revêtement de plancher. Ces travaux sont nécessaires pour éviter la transmission des sons provenant du hall d'accueil, particulièrement lorsqu'il y a des groupes scolaires, qui représentent une clientèle importante et récurrente du Musée. Par ailleurs, des travaux doivent également être réalisés au niveau du système de ventilation, afin de le rendre plus silencieux. Le niveau de bruits mécaniques dans cette salle a été mesuré à NC 42,7, alors que la norme habituelle pour une salle de réunion se situe à NC 35. Il est donc important de rendre cette salle multifonctionnelle et rentable en location. Des travaux similaires doivent être réalisés pour insonoriser la mezzanine 2 de la salle d'exposition temporaire.

Objectif :

- Offrir un milieu de réunion et de travail adéquat aux utilisateurs de la salle polyvalente (mezzanine 1 - grand public, clients corporatifs, participants aux activités de diffusion du Musée, etc.) et de la mezzanine 2.

Impact pour le Musée :

L'insonorisation de ces espaces offrira un climat plus propice aux diverses activités qui s'y tiennent et favorisera la location de la salle polyvalente auprès de la clientèle corporative.

Étape de réalisation :

2017 : Réalisation des travaux

A.6

TITRE DU PROJET : RÉFECTION DU REVÊTEMENT DE LA PLACE ROYALE ET DU PARVIS DE L'ÉPERON ET REMPLACEMENT DU PAVAGE DE LA RUE PIÉTONNE / 500 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Après 23 ans, il s'agit de travaux de réfection du revêtement de granit de la place Royale, des marches de granit du parvis et de la place Royale et du dallage (mise à niveau, nettoyage de l'ensemble des surfaces au sol). Rappelons que la place Royale constitue également le toit de la Crypte archéologique, qui est en sous-sol et qu'il y a des infiltrations d'eau, lorsque l'eau s'accumule sur la place Royale.

Une étude, à être réalisée en 2015, permettra de bien identifier les actions correctives à apporter à ces différentes surfaces et inclura une proposition d'aménagement des rues piétonnes dans le secteur de l'Éperon, permettant l'unification des pavillons qui composent le Musée. Comme mentionné au point 1.1, ce mandat d'étude pourrait être jumelé au mandat d'étude relatif aux interventions sur l'enveloppe de l'Ancienne-Douane.

Objectifs :

- S'assurer que l'ensemble des marches et des dalles est solide et sécuritaire afin d'éviter que des visiteurs perdent pied ou chutent;
- Nettoyer et préserver le granit, afin de conserver l'intégrité et l'étanchéité du toit de la Crypte archéologique;
- Aménager un espace agréable et sécuritaire, pour les passants et les visiteurs du Musée;
- Disposer d'un lieu d'accueil et d'animation pour les différents groupes qui visitent le Musée;
- Créer un lien entre les différentes composantes du complexe muséal.

Impact pour le Musée :

Ces travaux sont nécessaires, car il faut assurer la sécurité des visiteurs. Il pourrait y avoir des chutes ou des blessures causées aux visiteurs et aux utilisateurs du musée (employés, consultants, etc.) et nous devons en tant que musée, éviter de telles situations. Enfin, ils contribueront à faciliter la circulation autour du Musée, à améliorer l'accueil des groupes et à assurer la sécurité des visiteurs.

Étape de réalisation :

Réalisation des travaux : 2018 (500 000$).

A.7

TITRE DU PROJET : MISE À NIVEAU CERTAINS SECTEURS DES SERVICES AU PUBLIC / 250 000 $ (ESTIMÉ)

CAFÉ-RESTAURANT (DEUXIÈME PHASE)

Description du projet :

Lors de la construction du Musée, les services de restauration avaient été prévus pour être de type cafétéria. Peu de temps après le début des opérations, ce choix s'est avéré inadéquat et les espaces ont été sommairement modifiés pour offrir une salle à manger. Par conséquent, les aménagements sont inadéquats, certains non sécuritaires (risques d'accidents) et avec le temps devenus insalubres. L'aménagement des aires de préparation et de service doit être révisé, afin de rendre ces espaces conformes aux normes de sécurité et de salubrité exigées par les règlements. En 2013, des travaux de base ont été réalisés dans la cuisine et il s'agit maintenant de compléter cette deuxième phase.

Plusieurs installations fixes de la cuisine et des aires de préparation et de service du Café-restaurant (réfrigérateurs, comptoirs, rangements, etc.) doivent être remplacées, après plus de 23 ans d'utilisation, pour assurer le maintien de la qualité de la nourriture du café-restaurant et le respect des normes de salubrité.

Objectifs :

- Assurer le respect des normes de salubrité;
- Réduire les risques d'accident;
- Améliorer la qualité du service à la clientèle;
- Rendre les lieux et installations sécuritaires.

Impact pour le Musée :

Le réaménagement de l'aire de service permettra d'offrir un espace de travail efficace et sécuritaire et un meilleur service à la clientèle. Les travaux dans l'espace de service sont nécessaires afin de respecter les normes de salubrité et de sécurité et assurer la survie du café-restaurant.

Étapes de réalisation :

2016 : Réalisation des travaux

REMPLACER LES ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉCANIQUES ET TECHNOLOGIQUES (BÂTIMENTS) DÉSUETS

A.8

TITRE DU PROJET : CONTRÔLEURS DES TRANSPORTEURS VERTICAUX ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES / 150 000 $ (ESTIMÉ) – TRAVAUX URGENTS EN 2015

Description du projet :

Ce projet consiste à remplacer les contrôleurs électroniques (et équipements connexes) des ascenseurs de l'Éperon et de l'Ancienne-Douane, de même que celui du monte-charge. Ces équipements, en opération depuis 23 années, doivent être remplacés par des modèles de nouvelles générations.

Objectif :

- Prévenir les pannes prolongées des transporteurs verticaux au Musée.

Impact pour le Musée :

Puisqu'il y a seulement un ascenseur par bâtiment, on doit s'assurer que ces ascenseurs soient opérationnels en tout temps et réduire au minimum la durée des pannes. Comme la disponibilité des pièces de remplacement pour les équipements datant de 23 ans n'est pas assurée, à l'occasion, il peut être nécessaire de faire fabriquer certaines pièces, sur commande, ce qui entraîne des arrêts prolongés des ascenseurs, pouvant même aller à plusieurs jours. Cette situation s'est déjà présentée et l'ascenseur de l'Éperon est demeuré en panne durant 7 jours. Cette éventualité n'est pas acceptable dans un lieu public comme le Musée. Par ailleurs, les nouveaux modèles sont plus performants et plus faciles à diagnostiquer et moins coûteux à entretenir.

Les travaux à considérer sont les suivants :

- Remplacement de l'automate C20 du contrôleur du monte-charge (appareil #1);
- Remplacement de l'automate C20 du contrôleur de l'ascenseur de l'Ancienne-Douane (appareil #3);
- Remplacement du contrôleur (SWIFT), du moteur de l'appareil, du filage et des dispositifs d'appels et de signalisation de l'ascenseur de l'Éperon (appareil #2).

Étape de réalisation :

2015 : Réalisation des travaux

A.9

TITRE DU PROJET : MISE À NIVEAU DU PLAN LUMIÈRE – ÉCLAIRAGE DU MUSÉE / 110 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Ce projet consiste à mettre à niveau les équipements d'éclairage qui font partie du plan lumière mis en place en 2003.

Les luminaires qui étaient sur la façade Nord de l'Éperon ont été retirés car de l'eau s'était infiltrée dans les tubes contenant les éléments DEL et toutes les composantes se sont corrodées. Les projecteurs qui éclairaient le Musée à partir de lampadaires sur Place d'Youville doivent être remplacés également.

Objectifs :

- Remettre en place les luminaires requis afin de maintenir le ''plan lumière'' qui a été élaboré pour le Vieux-Montréal et mettre en valeur le Musée.

Impacts pour le Musée :

Ces travaux de mise à niveau redonneront toute sa splendeur au Musée et assureront la continuité du « plan lumière » de la Ville.

Étapes de réalisation :

2016 : Réalisation des travaux

A.10

TITRE DU PROJET : REMPLACEMENT DES HUMIDIFICATEURS (6) ET MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES DE TRAITEMENT D'EAU / 95 000 $ (ESTIMÉ)

Description du projet :

Le Musée est doté de six (6) humidificateurs, soit un pour chacun des espaces suivants : les espaces communs, la salle de spectacle, la salle d'exposition temporaire, le restaurant, la Crypte archéologique et l'Ancienne-Douane, de même que de deux systèmes de traitement d'eau, pour alimenter les humidificateurs.

Ces équipements sont très sollicités dans un édifice muséal, compte tenu de la nécessité de maintenir un taux d'humidité relative constant et stable à longueur d'année, et les équipements du Musée demandent de plus en plus de réparations. Par ailleurs, le remplacement de ces humidificateurs, par des modèles récents, contribuerait à augmenter l'efficacité énergétique des installations du Musée.

Objectifs :

- Assurer et maintenir le confort des occupants et usagers du Musée;
- Assurer le maintien des conditions muséales de conservation;
- Augmenter l'efficacité énergétique.

Impact pour le Musée :

Le remplacement planifié de ces équipements assurera le maintien du confort des usagers du Musée et contribuera au maintien des conditions muséales de conservation.

Étape de réalisation :

2017 : Réalisation des travaux

B. PRÉSERVATION DES ACTIFS : PRÉSERVATION DES VESTIGES, RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES, RENOUVELLEMENT DES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES ET DES SERVICES AU PUBLIC

INTRODUCTION

Préserver pour les générations futures :

- le lieu de fondation de Montréal;
- les sites historiques et archéologiques (vestiges);
- les bâtiments historiques et patrimoniaux;
- les collections archéologiques et ethnohistoriques significatives pour Montréal.

Le patrimoine du Vieux-Montréal est exceptionnel. De patrimoine, il est devenu culture, identité et tourisme. Peu de villes peuvent mettre à leur crédit la connaissance de leur lieu de fondation, la préservation de traces tangibles et l'accessibilité par la population actuelle et future. Montréal a cet immense privilège.

Pointe-à-Callière est le seul site au Canada reconnu six fois d'envergure nationale par la Commission des sites et monuments historiques du Canada.

Grâce à l'expertise qu'a développé Pointe-à-Callière, le soutien de sa Fondation appuyée par la Ville de Montréal et le MCCCFQ dans le cadre de l'Entente MCCCF/Ville (Entente sur le développement culturel de Montréal) on peut considérer que Pointe-à-Callière a réussi à relever de nombreux défis de préservation, de conservation (contrôle de la nappe phréatique, dégradation due à la fréquentation) tout en respectant ses objectifs d'accessibilité pour la population.

Préserver les vestiges de la pointe à Callière et de la place Royale exige une vigilance constante, des correctifs immédiats, des actes et des travaux de prévention. C'est la priorité de Pointe-à-Callière afin de conserver ce joyau pour les générations futures.

Préserver l'intégrité de ses lieux et son bâtiment historique : l'Ancienne (première) Douane de Montréal, la place Royale, le lieu de fondation de Montréal.

CONSERVER LES VESTIGES IN SITU

Programme en demande dans le cadre de l'entente MCCQ-Ville

Certains travaux de conservation des vestiges sont inclus dans le renouvellement des expositions permanentes.

PROTECTION DES ACTIFS ET RENOUVELER LES EXPOSITIONS PERMANENTES

B.1

TITRE DU PROJET : RENOUVELER LE SPECTACLE MULTIMÉDIA / 2 500 000 $
OUVERTURE EN 2018 (RÉALISATION PAR PÀC)

Description du projet :

En 2018, le spectacle multimédia qui sert d'introduction à la visite du Musée en sera rendu à sa 9e année de présentation. Ce sont plus de 60 000 représentations qui auront été offertes au public montréalais et aux visiteurs tant du Canada, du Québec que de l'étranger. Le multimédia demeure la principale attraction du Musée avec ses expositions temporaires. Les équipements du multimédia devront être remplacés car après ces nombreuses années d'utilisation, les pièces et les équipements technologiques de remplacement ne sont plus disponibles sur le marché. Les bris sont de plus en plus fréquents. Le Musée veut éviter que le spectacle ne puisse être présenté aux visiteurs ou qu'il tombe en panne définitivement ce qui aurait comme conséquence de devoir fermer la salle et réduire le coût d'entrée.

Le Musée souhaite faire des études préalables afin de préparer le projet de renouvellement du spectacle multimédia. Rappelons que le spectacle multimédia sert à la fois d'introduction à la visite du Musée, de présentation de l'histoire de Montréal de la période amérindienne au Montréal contemporain et qu'il fait partie de la marque d'excellence du Musée au niveau de l'utilisation des technologies de pointes mises au service de l'histoire et du patrimoine montréalais. Il est un outil pédagogique important auprès des nombreux groupes scolaires qui visitent le Musée, 80 % de la clientèle scolaire choisit le multimédia, auquel elle ajoute un programme éducatif. La salle de spectacle est également un service locatif offert à la clientèle corporative du Musée, elle est aussi utilisée pour les activités culturelles et promotionnelles du Musée (conférences, etc.). La salle multimédia est une source significative de revenus autonomes.

De plus, le spectacle multimédia est une vitrine qui permet de présenter le savoir-faire des firmes spécialisées en nouvelles technologies au Québec, la salle in situ est spectaculaire et complexe, elle offre un lieu de création hors du commun pour les créateurs d'ici.

Le présent projet consiste donc à entreprendre dès 2016, une étude menant au remplacement des composantes du spectacle et des équipements ainsi qu'une planification des travaux. Un concept devra être réalisé en 2016 pour réussir à la rendre accessible en 2018. Le projet global nécessitera un budget

de 3 500 000 $, incluant des ajustements à la salle et aux sièges. Son coût en 1992 était de 2,5 M $ et de 3,5 M $ en 2008. Le Musée tentera de compléter le financement du projet avec l'aide d'autres partenaires publics et privés. Des demandes de commandites seront faites auprès de grandes entreprises, une demande de contribution sera transmise au ministère des Affaires municipales et des régions et à Patrimoine canadien.

Objectifs :

- Protéger un actif technologique usé en remplaçant les équipements qui ne se trouvent plus sur le marché;
- Favoriser une bonne compréhension de l'histoire globale de Montréal depuis ses débuts et de Montréal Métropole;
- Offrir au public une expérience muséographique forte et instructive;
- Conforter la notoriété du Musée et sa spécificité archéologique tant sur le plan montréalais qu'à l'échelle du Canada et sur le plan international avec un spectacle multimédia qui se démarque par son contenu, sa qualité scénique et son caractère innovateur;
- Augmenter la clientèle;
- Offrir un spectacle de qualité doté d'équipements efficients et optimaux;
- Explorer de nouvelles avenues sur le plan de la technologie de scène et de la virtualité (innovation);
- Être une vitrine des technologies appliquées à l'histoire et à l'archéologie;
- Être une vitrine pour les firmes en création et en technologie multimédia d'ici;
- Compléter la synthèse des contenus du musée en fonction des nouvelles muséographies des expositions permanentes sises dans le secteur des vestiges archéologiques et dans l'Ancienne-Douane.

Lieu :

Édifice de l'Éperon, salle multimédia.

Impacts pour le musée :

- Le spectacle multimédia est essentiel à la compréhension des vestiges; il est le seul outil de synthèse de l'histoire de Montréal. La salle de spectacle a été construite pour ce genre de présentation;
- La notoriété du Musée s'appuie entre autres sur la présentation de l'histoire au moyen de nouvelles technologies;
- Contribuer à l'avancement et à la mise à jour des connaissances sur Montréal, son histoire et ses populations;
- Arrimer le contenu du spectacle, qui aura alors 9 ans d'existence, avec les nouvelles expositions permanentes dans les vestiges et à l'Ancienne-Douane;
- Consolider et développer la fréquentation du Musée par une activité forte, attractive et renouvelée;
- Diminuer la croissance des coûts d'entretien;
- Participer à la notoriété du quartier historique et de Montréal, et à l'offre d'attraits touristiques de qualité;
- Participer à l'effort collectif pour faire de Montréal une métropole culturelle, créative et unique.

Étapes de réalisation :

2016 Réalisation d'une étude préalable, planification et conception
2017-18 Scénarisation, production et équipement

Répartition des coûts :

#	Projet	2016	2017	2018	2016 à 2018
1	Réalisation d'une étude préalable, planification et conception, scénarisation	900 000 $	-	-	400 000 $
2	Production, équipements et installation	-	1 100 000 $	500 000 $	1 100 000 $
	Total	**900 000 $**	**1 100 000 $**	**500 000 $**	**2 500 000 $**

PROTECTION DES ACTIFS ET RENOUVELER LES EXPOSITIONS PERMANENTES

B.2

TITRE DU PROJET : REMPLACER UNE PARTIE DES EXPOSITIONS PERMANENTES / 2 500 000 $ (RÉALISATION PAR PÀC)

Description du projet : Remplacer une partie de la mise en valeur de la place Royale

La place Royale est la Première place du marché à Montréal (1695). Sa mise en valeur a été réalisée en 1991 lors de la création de Pointe-à-Callière dans le cadre du 350e. Ses personnages virtuels habitants de la Place Royale ont mis Pointe-à-Callière sur la carte internationale. Ses maquettes dans le sol ont séduit grands et petits visiteurs.

L'ensemble de la mise en valeur des vestiges de la place Royale et une partie de l'exposition permanente ont été renouvelés il y a 14 ans. La mise en valeur repose sur une technologie et des matériaux qui sont, en 2016, à la fin de leur vie utile et nécessitent d'être remplacés. Certaines vitrines et interprétation du site remontent à 24 ans. Leur renouvellement s'impose avec force, pour revoir à la fois les contenus (recherche) et la muséographie.

Une analyse de la situation sera effectuée en 2015 afin de développer une approche conceptuelle globale pour l'ensemble des sites archéologiques de Pointe-à-Callière.

Le début du renouvellement commence en 2015-2016 avec le remplacement des archéoscopes dans le carré des vestiges. Aujourd'hui, une réflexion globale s'impose en conservation et mise en valeur du patrimoine historique et archéologique. Des travaux de conservation s'imposent après 6 millions de visiteurs qui circulent à l'intérieur des vestiges. L'expérience du visiteur doit être prise en compte et les exigences des visiteurs habitués à participer, commenter, utiliser les médias sociaux s'imposent.

« Qu'est-ce que les gens peuvent apporter avec eux et chez eux de la collection ? Quelles traces peuvent-ils laisser au musée ? À quoi peuvent-il contribuer ? De quelle manière le musée est-il

personnalisé pour chaque visiteur ? (…) Qu'est-ce que le musée fait pour entrer en conversation avec l'actualité et pour traiter des intérêts spécifiques de son public cible ? » Traduction libre de l'anglais: Érik Schilp, *The ten principes of Museum Entrepreneurship 2015.*

Le renouvellement de la muséographie de la Place Royale s'échelonnera donc de 2016 à 2018.

L'ensemble de la Crypte, sauf le carré des vestiges, dont les corridors Est et Ouest exige un remplacement complet. Les présentoirs rétroéclairés des corridors est et ouest ont plus d'une décennie d'usure. Les contenus nécessitent d'être renouvelés afin d'offrir aux Montréalais et aux touristes une compréhension actuelle et vivante de l'histoire de la ville et de ses citoyens.

Dans les corridors est et ouest, nous souhaitons créer une ligne de temps sur l'histoire de Montréal, fait de mix-médias, ce qui permettrait aux visiteurs (familles, scolaires, éducatifs, touristes) d'avoir accès aux clefs de la grande histoire de Montréal, car présentement le site n'offre pas une synthèse de l'histoire de la ville.

Les installations de l'agora et de la porte du marché seront renouvelées. La murale sur le Port de Montréal sera mise à jour et une expérience de réalité augmentée serait produite si la technologie est suffisamment développée à ce moment. Des outils pour les différentes clientèles (scolaires, grand public, famille, handicapés seront développés afin de favoriser une des expériences éducatives et prolonger la visite des lieux.

Ces lieux, une fois renouvelés, permettront d'offrir aux Montréalais ainsi qu'à la clientèle touristique l'histoire de la ville et son importance à l'échelle continentale. Après 25 ans et 6 millions de visiteurs, l'usure, la désuétude des installations et les nouvelles connaissances exigent un renouvellement des expositions permanentes de l'ensemble du Musée. Des collections devront être restaurées et acquises afin de remplacer les présentations du Musée.

Objectifs :

- Remplacer les installations muséographiques d'interprétation dans les espaces publics, en place depuis 1992, afin d'assurer la conservation des artéfacts présentés sous la lumière et les changements de température depuis plus de 24 ans;
- Susciter chez les Montréalais le goût et l'intérêt de redécouvrir le passé de leur ville et de le mettre en dialogue avec le présent;
- Accroître l'accès aux collections archéologiques et ethnohistoriques de Pointe-à-Callière, la majorité des objets liés à la demande seront présentés pour la première fois;
- Centrer l'expérience de visite sur l'humain;
- Faciliter la compréhension de l'histoire globale de Montréal au moyen d'une ligne de temps dans les deux corridors de la crypte;
- Intégrer les nouvelles découvertes archéologiques;
- Réaliser des outils éducatifs en relation avec la naissance de Montréal et son histoire;
- Développer des thématiques d'interprétation qui permettront de souligner l'importance de Montréal comme pôle de développement continental dans l'histoire de l'Amérique du Nord.
- Réaliser une installation interactive de type réalité augmentée (crypte archéologique) permettant d'améliorer la compréhension des vestiges du premier noyau urbain de Montréal, à l'extérieur du carré des vestiges; tenter de matérialiser l'invisible du disparu (vestiges).

Impacts pour le musée :

- Promouvoir un patrimoine identitaire d'importance nationale pour les générations actuelles et futures;
- Inciter les Montréalais à revenir visiter le lieu de fondation de leur ville;
- Sensibiliser le public à l'archéologie, l'histoire, la conservation et la restauration des biens archéologiques;
- Se positionner comme un modèle dans le domaine de la présentation de l'archéologie auprès de différentes clientèles;
- Renforcer le sentiment de fierté de la population montréalaise à l'égard du Musée et du quartier historique de Montréal;
- Maintenir auprès de sa clientèle, les plus hauts standards en matière de muséologie et d'interprétation.

Clientèles :

Grand public montréalais, clientèles touristiques, groupes scolaires.

Lieu :

Crypte: Corridors de place Royale

Étapes de réalisation :

2017 – Crypte: agora, corridor est et ouest

- Analyse, conception, recherche
- Restauration des objets
- Programmation
- Production technologique
- Mise en état des vestiges

2018 – Place Royale: réalité augmentée, porte du marché et autres production technologiques

- Scénarisation des contenus
- Programmation, rédaction
- Droits d'auteur
- Intégration des systèmes et création des interfaces
- Fabrication et installation, rodage

Répartition des coûts :

Projet	2016	2017	2018	2016 à 2018
Renouvellement des expositions permanentes de la crypte et corridors est et ouest (lignes de temps et bornes généalogiques)	-	800 000 $	1 700 000 $	2 500 000 $

Total	**-**	**800 000 $**	**1 700 000 $**	**2 500 000 $**

RENDRE LES LIEUX SÉCURITAIRES ET ACCESSIBLES

B.3

TITRE DU PROJET : SÉCURITÉ DU PUBLIC ET SYSTÈME D'ANNONCE PUBLIQUE (SÉCURITÉ DU PUBLIC, URGENCE) / 100 000 $ (RÉALISATION PAR PÀC)

Description du projet :

Ce projet vise à doter le Musée d'un système d'annonce publique, de manière à pouvoir communiquer avec les visiteurs et les autres personnes présentes dans le Musée. Ce type de système permet de diffuser un message d'intérêt dans l'ensemble des salles et espaces du Musée, dans quelques espaces seulement ou dans une salle spécifique. La nécessité de pouvoir faire des annonces publiques peut être reliée à diverses situations d'urgence comme une interruption de courant, une fuite de gaz, une évacuation partielle ou complète, etc. Les nouvelles préoccupations en matière de sécurité publique supportent l'installation de ce type d'équipement surtout en sous-sol, dans des endroits complexes sans fenêtre, tels que les vestiges et la crypte.

Objectif :

- Pouvoir communiquer avec les visiteurs et autres personnes présentes dans le Musée, afin de mieux gérer les situations d'urgence.

Impact pour le Musée :

Le fait de pouvoir compter sur un système d'annonce publique, pour aider à la gestion des situations d'urgence, sera un atout majeur dans l'amélioration de la sécurité de ses usagers.

Étape de réalisation :

2016 : Réalisation des travaux

Répartition des coûts:

Projet	2016	2017	2018	2016 à 2018
Système d'annonce publique	100 000 $	-	-	100 000 $
Total	**100 000 $**	**-**	**-**	**100 000 $**

REMPLACER LES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES, MUSÉOGRAPHIQUES ET DES SERVICES AU PUBLIC

B.4

TITRE DU PROJET : REMPLACER LES ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES ET MUSÉOGRAPHIQUES /

400 000 $ (RÉALISATION PAR PÀC)

Description du projet :

Le Musée s'est doté au cours des années, des installations technologiques (39 installations) qui permettent de bien faire comprendre l'histoire de Montréal et l'occupation des lieux historiques et archéologiques sur lesquels le Musée repose. Les principaux éléments sont les suivants: multimédias, module d'introduction, projection au cimetière, animation du Royal Insurance Building, personnages virtuels, archéoscopes, fresque portuaire, etc. Ces équipements de haute technologie doivent être mis à niveau périodiquement afin de pouvoir offrir avec le moins d'interruption possible, un service de qualité aux visiteurs.

Objectif :

- S'assurer que les différentes installations technologiques soient toujours opérationnelles pour le bénéfice des visiteurs.

Impact pour le Musée :

La mise à niveau des équipements technologiques permet au Musée de compter sur des composantes fiables et toujours supportés par les fabricants, de manière à pouvoir assurer un service d'interprétation adéquat et essentiel à la compréhension des thématiques traitées dans ses expositions.

Étape de réalisation :

Réalisation de la phase I des travaux en 2017 – 100 000$.
Réalisation de la phase II des travaux en 2018 – 200 000$.

Répartition des coûts

Projet	2016	2017	2018	2016 à 2018
Remplacer les équipements techniques et technologiques *(PàC)	-	100 000 $	200 000 $	300 000 $
Total	**-**	**100 000 $**	**200 000 $**	**300 000 $**

B.5

TITRE DU PROJET : REMPLACER LES INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET DE SERVICES AU PUBLIC / 900 000$ – RÉALISATION PAR PàC (ESSENTIEL POUR ÊTRE EN EXPLOITATION EN 2017)

Description du projet :

Après 24 ans d'usure (en 2016), ce projet vise à mettre à niveau les équipements dédiés à l'accueil du grand public. Il s'agit ici de renouveler les installations d'accueil (comptoirs, vestiaires, équipements d'information et de sécurité). Ces installations et équipements devenus désuets et usés après 24 ans de bons services sont maintenant à leur fin de vie utile. Ils ne répondent plus aux besoins du public et à la forte fréquentation des visiteurs. Ces travaux visent notamment à améliorer l'accueil et les services aux visiteurs, mais aussi à répondre plus adéquatement à l'augmentation des visiteurs. Les nouvelles installations permettront d'assurer une plus grande sécurité contre le vol et favoriseront également une mise en marché plus efficace des activités du Musée et des différentes expositions du Musée.

Objectifs :

- Mettre à niveau les installations d'accueil et de service au public dans le hall de l'Éperon (une étude est effectuée en 2015): Réfection du comptoir d'accueil, séparation du poste d'information et poste de billetterie, ajout de caisses à la billetterie, accueil distinct des groupes, intégration des besoins de sécurité dans la mise à jour des lieux et des équipement;
- Permettre le développement de clientèles (familles et groupes scolaires) en optimisant les espaces dédiés aux services au public, sécurité et la billetterie;
- Offrir de meilleurs services au public et un accueil convivial;
- Augmenter les revenus autonomes;
- Améliorer la circulation dans le Musée;
- Assurer une meilleure sécurité contre le vol et une meilleure communication publique en cas d'urgence (panne électrique, sinistre, feu, etc.).

Impacts pour le musée :

Ces travaux amélioreront la qualité du service à la clientèle et assureront une meilleure efficacité de la sécurité.

Étapes de réalisation :

2016 : Réalisation des travaux

Répartition des coûts:

Projet	2016	2017	2018	2016 à 2018
Remplacer les installation d'accueil et de services au public *(PàC)	900 000 $	-	-	900 000 $
Total	**900 000 $**	**-**	**-**	**900 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160387001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section de l'art public
Objet :	Adopter le règlement autorisant le règlement intitulé " Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ afin de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière une contribution financière pour le projet de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière" identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ND - 1160387001 - contribution exp permanente.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-16

Nicolas DUFRESNE
Avocat
Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 300 000 $ POUR LE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE POUR LE FINANCEMENT DE PROJETS DE RENOUVELLEMENT DES EXPOSITIONS PERMANENTES 2016-2018 DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 94 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 6 300 000 $ est autorisé pour le versement d'une contribution financière à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour le financement de projets de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

3. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

4. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1160387001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160387001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , Division du développement culturel , Section de l'art public
Objet :	Adopter le règlement autorisant le règlement intitulé " Règlement autorisant un emprunt de 6 300 000 $ afin de verser à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière une contribution financière pour le projet de renouvellement des expositions permanentes 2016-2018 du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière" identifié comme équipement culturel sous la responsabilité du conseil de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1160387001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872 1155

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-16

Daniel D DESJARDINS
Conseiller(ere) budgétaire
Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1165247001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division de la gestion stratégique des réseaux d'eau - unité Sud
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - « Règlement autorisant un emprunt de 155 605 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout ».

Il est recommandé :
d'adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 155 605 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout » en lien avec le PTI 2017-2019.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-02 11:21

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165247001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division de la gestion stratégique des réseaux d'eau - unité Sud
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - « Règlement autorisant un emprunt de 155 605 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout ».

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est engagée dans un ambitieux programme de réhabilitation et de réfection de ses infrastructures de l'eau tant en regard de la production et de la distribution de l'eau potable que de la collecte et de l'épuration des eaux usées.
La Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eaux (DGSRE) est responsable de la gestion de plus de 8 000 km de réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout. Selon nos analyses, plus de 8 % des conduites d'eau potable ne rencontrent pas le niveau de service en ce qui concerne les bris et plus de 17 % des conduites d'égout ne rencontrent pas le niveau de service d'un point de vue structural.

Les différentes cibles annuelles de renouvellement des réseaux secondaires sont établies afin de récupérer le déficit d'entretien des infrastructures cumulé pendant de nombreuses années et assurer le maintien du niveau fonctionnel standard des actifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0258 - 22 février 2016 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 132 253 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout » en lien avec le PTI 2016-2018.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 155 605 000 $ afin de financer les travaux de réfection, de réhabilitation et reconstruction des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout, ainsi que leurs équipements connexes. En plus des travaux, cet emprunt couvrira également les frais et honoraires d'études et de conception, la confection des plans et devis, ainsi que la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rattachant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'eau d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux pour assurer le bon fonctionnement des réseaux et des équipements connexes qui sont désuets,

endommagés ou qui ont atteint la fin de leur cycle de vie utile. Ceci permettra de se conformer aux directives environnementales et de santé publique, en plus de permettre d'économiser l'eau potable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'ensemble de ces travaux est de compétence locale.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.
Certains de ces travaux bénéficieront de subventions dont les taux varieront selon les programmes.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt contribueront à la pratique d'une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le règlement d'emprunt n'est pas adopté, la Ville ne sera pas en mesure d'assurer la disponibilité et la fiabilité des équipements et des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion: 24 octobre 2016
2. Adoption: 21 novembre 2016
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
4. Prise d'effet en 2017 à compter de la publication du règlement d'emprunt.
5. Octroi des contrats dès l'approbation de la publication du règlement d'emprunt.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathy DAVID
C/d gestion strategique des reseaux d'eau

Tél : 514 868-5988
Télécop. : 514 872-8082

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-28

Normand HACHEY
Chef de division

Tél : 514 872-3495
Télécop. : 514 872-7273

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Normand HACHEY
Chef de division
Tél : 514 872-3495
Approuvé le : 2016-09-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-09-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165247001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division de la gestion stratégique des réseaux d'eau - unité Sud
Objet :	Adoption - « Règlement autorisant un emprunt de 155 605 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout ».

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1165247001 - Renouvellement réseau secondaire d'aqueduc et d'égoûts.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-29

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 155 605 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX PRÉVUS AU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU SECONDAIRE D'AQUEDUC ET D'ÉGOUTS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 155 605 000 $ est autorisé pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égouts.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

6. Le règlement prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes : la date de sa publication ou le 1er janvier 2017.

_____

GDD1165247001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1165247001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division de la gestion stratégique des réseaux d'eau - unité Sud
Objet :	Adoption - « Règlement autorisant un emprunt de 155 605 000 $ pour le financement des travaux prévus au programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_Comptable_GDD1165247001_Corpo.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget
Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-29

Claude BÉDARD
Chef de division - Conseil et soutien financier
Tél : 514 280-4267
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1165929004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-17 09:42

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165929004**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

CONTENU

CONTEXTE

Les différents services municipaux peuvent avoir, de façon ponctuelle, à faire face à des situations imprévisibles et nécessitant un investissement important à très court terme. La nature inattendue de ces travaux et les délais pour l'approbation des règlements d'emprunts causent préjudice à la gestion des affaires courantes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent rapport vise l'obtention d'un règlement d'emprunt à objet multiple de 100 000 000,00 $ pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de biens nécessitant une intervention immédiate et qui relèvent de la compétence du conseil municipal.

JUSTIFICATION

L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra à l'ensemble des intervenants municipaux de faire face aux situations d'urgence ou imprévues et de procéder aux interventions requises. Toutefois, ces travaux devront s'insérer à l'intérieur des budgets du Programme triennal d'immobilisations du conseil municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les requérants devront insérer, à même leur enveloppe budgétaire, le coût des différents travaux ou des différentes acquisitions.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Accélération du processus de règlement de situations urgentes ou imprévues.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : 24 octobre 2016
2. Adoption : 21 novembre 2016
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Jacques P TREMBLAY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Natacha SAINT-JEAN
Conseiller(ere) budgétaire- Service des Finances
Dir. Du Budget Et De La Planification Financière Et Fiscale
Division Plan De L' Investissement

Tél : 514 872-5864
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-12

Philippe BRILLANT
Chef de division- Service des Finances
Dir. Du Budget Et De La Planification Financière Et Fiscale
Division Plan De L' Investissement

Tél : 514 872-2238
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
DIRECTRICE - direction du budget et de la planification financiere et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2016-10-13

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DE SERVICE - FINANCES ET TRESORIER
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-10-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1165929004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1165929004 Travaux infra et acquisitions.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-13

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 100 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET D'AMÉNAGEMENT URBAIN, LA CONSTRUCTION D'IMMEUBLES, L'ACQUISITION D'IMMEUBLES ET L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 100 000 000 $ est autorisé pour le financement de travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1165929004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1165929004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 100 000 000 $ pour le financement de travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1165929004 - Information comptable.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jacques P TREMBLAY
Agent comptable analyste

Tél : 514 872-4146

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-13

Daniela TANASE
Conseillère en gestion des ressources financières – chef d'équipe
Tél : 514 872-5867
Division : Service des finances - Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 42.04

2016/11/21 13:00

(1)

Dossier # : 1164814003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), un règlement autorisant l'occupation d'un immeuble résidentiel situé au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine, destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement

IL EST RECOMMANDÉ :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4), un projet de règlement autorisant l'occupation d'un immeuble résidentiel situé au 2450, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-11 15:47

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 5 octobre 2016	Résolution: CA16 170286

DEMANDER AU CONSEIL MUNICIPAL - ADOPTER UN PROJET DE RÈGLEMENT (ARTICLE 89)

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Russell Copeman

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4), un projet de règlement autorisant l'occupation d'un immeuble résidentiel situé au 2450, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1164814003

Geneviève REEVES
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 octobre 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1164814003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), un règlement autorisant l'occupation d'un immeuble résidentiel situé au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine, destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement

IL EST RECOMMANDÉ :

De demander au conseil municipal d'adopter, en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4), un projet de règlement autorisant l'occupation d'un immeuble résidentiel situé au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine, destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2016-09-29 10:31

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164814003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), un règlement autorisant l'occupation d'un immeuble résidentiel situé au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine, destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre Philou, oeuvre de bienfaisance et entreprise d'économie sociale, a déposé une demande afin d'occuper le bâtiment sis au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine, pour offrir des services d'aide et de développement aux enfants polyhandicapés et à leur famille. Cette demande déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) eu égard à l'usage prescrit. L'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal permet au conseil municipal d'autoriser cette occupation à des fins de centre d'hébergement et de réadaptation puisque ce projet est destiné à des personnes ayant besoin de soin et d'hébergement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le Centre Philou se spécialise dans l'offre de services de répit, de camp et de développement pour enfants polyhandicapés. Sa mission est d'offrir des services d’aide et de développement de qualité et en continu aux enfants polyhandicapés et à leur famille, en complémentarité aux services publics afin de leur procurer une meilleure qualité de vie.
En raison d'une demande croissante pour ses services, le Centre quitterait définitivement ses installations du 3165-3167, rue Jean-Brillant pour s'installer au 2450, chemin de la Côte -Ste-Catherine (coin Stirling). Ce bâtiment muni d'une cour aménagée, dont il s'est porté acquéreur, est actuellement occupé de façon partielle par l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil, et sera vacant en octobre 2016.

La clientèle suivante serait accueillie selon des horaires différents :

- 15 enfants par nuit dans le programme de répit;
- 12 enfants par semaine au camp estival;
- 30 enfants aux programmes de développement.

L'équipe de travail, quant à elle, totaliserait 32,5 personnes, soit :

- 21 étudiantes universitaires et 3 personnes aux services de répit et de camp;
- 6 professionnelles de la santé et de l'éducation aux programmes de développement;
- 2,5 postes à l'administration.

il est à noter que le Centre serait ouvert 24 heures par jour, 7 jours sur 7.

On prévoit y faire des travaux intérieurs, majoritairement de mise aux normes, et installer une rampe d'accès à l'extérieur du bâtiment. L'installation de cette rampe d'accès pour les fauteuils roulants devra cependant être autorisée vue en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) car le bâtiment visé se situe dans un secteur significatif à normes B.

Étant à proximité de l'Université de Montréal, les conditions de stationnement sur rue s'avèrent plutôt difficiles dans ce secteur. La Division de la circulation a donc été consultée à cet effet et nous confirme que des espaces pour débarcadères pourraient être mis à leur disponibilité (5 espaces sur le chemin de la Côte-Ste-Catherine, et 6 espaces sur l'avenue Stirling).

Dérogation :

À l'usage car les usages demandés « centre d'hébergement » et « centre de réadaptation » se situent dans la catégorie d'usages E.5 (2) alors que le secteur visé est résidentiel H.1-3 (maisons unifamiliales, duplex et triplex).

Comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Le présent dossier a été présenté aux membres du CCU, lors de la séance du 14 septembre 2016, et a reçu un avis favorable (voir note additionnelle)

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises émet un avis favorable à la dérogation demandée pour les raisons suivantes :

- la demande est conforme au Plan d'urbanisme;
- le nouvel usage s'apparente à l'habitation puisqu'il permettrait de loger des enfants lourdement handicapés ayant besoin d'hébergement et d'assistance;
- aucune modification majeure ne serait effectuée à l'enveloppe du bâtiment;
- l'occupation et la capacité d'accueil ne seraient pas de nature à générer des nuisances sur le milieu;
- la présence de 11 places de débarcadère sur rue diminuerait les nuisances liées au stationnement sur rue;
- les travaux demandés amélioreraient les espaces intérieurs, permettant ainsi la mise aux normes du bâtiment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

5 octobre 2016 : Adoption d'une résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
9 novembre 2016 : Adoption d'une résolution par le comité exécutif de la Ville de Montréal (CE)
21 novembre 2016: Adoption d'un avis de motion et du projet de règlement par le conseil municipal (CM)
19 décembre 2016 : Adoption du règlement par le conseil municipal (CM)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexandre AUGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-3551
Télécop. : 514 868-5050

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-14

Gisèle BOURDAGES
conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-7600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Tél : 514 872-2345
Approuvé le : 2016-09-15


Av Viger Ouest
Institut Notre-Dame Du
Bon Conseil De Montréal
Chemin Côte-Sainte-Catherine
Avenue de Stirling
Maison De L'Ostéopathie





Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, le mercredi 14 septembre 2016, ***à 18 h 30***
5160, boul. Décarie, **4e étage, à la salle Est/Ouest**

Extrait du compte rendu

4.2. Adopter, en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), un règlement autorisant l'occupation d'un immeuble résidentiel destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement.

Responsable du dossier :	Dominique Turcotte, Conseillère en aménagement
Adresse :	2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Demande de permis :	3001176643

Délibérations du comité

Le comité se questionne sur le nombre de places de stationnement qui seront monopolisées par le projet.

La Direction s'est informée auprès du service des travaux publics pour connaître les impacts de la demande et s'est assurée que le projet est bien accueilli dans le voisinage.

Attendu que la direction est favorable à la demande de transformation.

Le comité recommande au conseil d'arrondissement

D'adopter, en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), un règlement autorisant l'occupation d'un immeuble résidentiel destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164814003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter, en vertu de l'article 89, paragraphe 4° de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), un règlement autorisant l'occupation d'un immeuble résidentiel situé au 2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine, destiné à des personnes ayant besoin d'aide et d'hébergement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir règlement et annexe en pièces jointes.

FICHIERS JOINTS



Annexe_A.jpgRèglement-Article 89-2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre AUGER
avocat
Tél : 514-872-1436

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-21

Véronique BELPAIRE
Chef de service
Tél : 514-872-4222
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION DU BÂTIMENT SITUÉ AU 2450, CHEMIN DE LA CÔTE-SAINTE-CATHERINE

VU le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4);

À l'assemblée du..... 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète:

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire délimité au plan joint en annexe A au présent règlement.

SECTION II
AUTORISATION

2. Malgré le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) applicable au territoire décrit à l'article 1, l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour une clientèle ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement est autorisée aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est permis de déroger à l'article 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

SECTION III
CONDITIONS

3. En plus des usages autorisés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les usages « centre d'hébergement » et « centre de réadaptation » sont autorisés sur le territoire décrit à l'article 1.

SECTION IV
DISPOSITION PÉNALE

4. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, érige ou permet l'érection d'une construction, démolit

ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention de l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 673 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

ANNEXE A
PLAN IDENTIFIANT LE TERRITOIRE D'APPLICATION.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1164814003

ANNEXE A



2450, chemin de la Côte-Ste-Catherine

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1163430020

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 5 novembre 2017, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

Il est recommandé d'adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 5 novembre 2017, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2).

Signé par Yves SAINDON **Le** 2016-10-11 15:45

Signataire : Yves SAINDON

Greffier et directeur
Service du greffe , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163430020**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 5 novembre 2017, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

CONTENU

CONTEXTE

Lors de son assemblée régulière du 24 octobre 2016, le conseil municipal, par sa résolution CM16 1185, a donné un avis de motion relativement au projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux » en vue de l'élection générale du 5 novembre 2017, et a autorisé la poursuite des procédures prévues à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM).
Comme l'exige la LERM, le greffier a fait paraître dans l'édition montréalaise du jeudi 27 octobre des quotidiens *Le Devoir* et *The Gazette* , un avis public informant les électeurs de la Ville de Montréal de la teneur de ce projet de règlement, de leur droit respectif de s'y opposer et des modalités pour ce faire, à savoir que tout électeur avait jusqu'au vendredi 11 novembre, 16 h 30, pour lui signifier son opposition, et ce, dans un écrit formel à cette effet.

La totalité de la documentation a également été versée, dès le 24 octobre, sur le site web Élection Montréal (www.ville.montreal.qc.ca/election). Un onglet sur la page d'accueil du site a été mis en évidence afin de référer les internautes à toute l'information pertinente.

À noter que selon le processus prévu par la LERM, dans l'éventualité où, à l'échéance de ce délai, le greffier aurait ainsi reçu 500 oppositions valides ou plus, le conseil municipal aurait eu l'obligation de convoquer une assemblée publique afin d'entendre les représentations des électeurs sur ce projet de règlement.

Or, le vendredi 11 novembre dernier, à 16 h 30, le greffier n'ayant reçu que 96 oppositions à ce règlement de la part des électeurs montréalais (85 provenant de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et 11 de l'arrondissement du Sud-Ouest), le conseil municipal peut conséquemment procéder à l'adoption de ce *Règlement sur les districts électoraux* qu'il a approuvé le 24 octobre dernier.

Après son adoption par le conseil municipal, le projet de règlement sera soumis à l'approbation par la Commission de la représentation électorale (CRE) du Québec. Ce n'est qu'à la suite de cette approbation que ce règlement entrera en vigueur (au plus tard le 31 mars 2017).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_
soutien aux commissions et réglementation

514 872-6957
Tél :
Télécop. : 514 872-5655

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 24 octobre 2016 Séance tenue le 24 octobre 2016	Résolution: CM16 1185

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux »

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance ultérieure du conseil municipal d'un projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel;

AUTORISATION DE POURSUIVRE LES PROCÉDURES

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

d'autoriser la poursuite des procédures prévues par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* en vue de l'adoption finale du projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

43.01 1163430020
/cb

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 27 octobre 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163430020**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 5 novembre 2017, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

CONTENU

CONTEXTE

Le dimanche 5 novembre 2017, comme l'exige la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* , RLRQ., chapitre E-2.2 (ci-après, la LERM), la Ville de Montréal, à instar de l'ensemble des municipalités du Québec, doit tenir une élection générale au poste de maire de la ville ainsi qu'aux 102 autres postes électifs que définit son cadre électoral. En vue de cette élection, la Ville a l'obligation d'adopter au plus tard en décembre 2016, un règlement subdivisant son territoire en districts électoraux. Ce règlement, dont l'entrée en vigueur doit être effective avant le 31 mars 2017, doit également être approuvé par la Commission de la représentation électorale du Québec (CRÉ), instance de qui relève l'application des dispositions de la LERM en cette matière. Ces délais ont été fixés, à l'égard de la Ville de Montréal, par l'article 150 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique* (L.Q. 2016, chapitre 17), adoptée le 10 juin dernier.

Le greffier, à titre de président d'élection, a la responsabilité de voir à la mise en œuvre et à la gestion du processus très précis que prescrit cette loi quant à l'élaboration et l'adoption de ce règlement.

Par ailleurs, il est important de rappeler que la subdivision territoriale de la Ville et de ses arrondissements en districts électoraux doit par définition s'arrimer en tout point avec le cadre électoral établi et en vigueur.

À cet égard, en prévision de la prochaine élection générale du 5 novembre 2017 et de toute élection générale ou partielle subséquente, c'est le même cadre électoral que celui de l'élection générale de 2013 qui prévaudra puisque sa reconduction a été confirmée par l'article 149 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique* .

Ainsi, le dimanche 5 novembre 2017, respectivement dans l'un ou l'autre des 58 districts électoraux où ils seront répartis, les quelque 1 140 000 électeurs montréalais seront appelés aux urnes pour combler de nouveau les 103 postes actuels afin d'y élire :

- le maire de la Ville;

- 18 maires d'arrondissement qui sont par ailleurs conseillers de la ville;
- 46 conseillers de la ville;
- 38 conseillers d'arrondissement.

Et tout comme présentement, à l'issue de cette prochaine élection générale:

- le conseil municipal se composera du maire de la ville et des 64 conseillers de la ville, dont les 18 maires d'arrondissement (le maire de la ville étant d'office maire de l'arrondissement de Ville-Marie).

- chacun des 19 conseils d'arrondissement comptera un minimum de 5 membres, soit le maire d'arrondissement et, selon le cadre électoral qui s'applique, le ou les conseillers de la ville ainsi que les conseillers d'arrondissement.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent ce dossier et la recommandation que soumet le greffier visant l'adoption de ce règlement par le conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 1245 - 27 octobre 2015 - Recommander au gouvernement du Québec de reconduire le cadre électoral actuel de la Ville de Montréal et le Règlement sur les districts électoraux (12-019) adopté par le conseil municipal le 15 mai 2012 (CM12 0410) aux fins de l'élection générale du 5 novembre 2017 et de toute élection partielle tenue avant l'élection générale de 2021

DESCRIPTION

1. Processus de mise à jour de la délimitation actuelle des districts électoraux

En raison de la reconduction du cadre électoral actuel et la nécessité qui en découle de maintenir l'existence et la répartition des 58 districts électoraux actuels, le processus exigé par la LERM et mis en œuvre par le greffier :

- a donc essentiellement visé à mettre à jour la délimitation actuelle de ces districts électoraux dans chaque arrondissement en s'assurant du respect des critères exigés par la loi quant au nombre d'électeurs qui y sont regroupés;

- n'a conséquemment pas eu pour objet de réviser ni leur nombre, ni la représentativité des postes électifs défini par le cadre électoral établi.

Ainsi, le greffier a vérifié si, dans chacun des arrondissements, la délimitation actuelle de chaque district électoral répond toujours aux exigences de la LERM quant au nombre d'électeurs qui y sont regroupés, eu égard aux variations démographiques, aux développements résidentiels, etc., survenus depuis la dernière révision en 2012, le tout sur la base des données 2016 (nombre d'électeurs par adresse) fournies au greffier de la Ville par le Directeur général des élections du Québec.

Ces exigences tiennent principalement compte de la règle suivante: chaque district électoral doit être délimité de façon à ce que le nombre d'électeurs qu'il regroupe ne soit ni inférieur ni supérieur de plus de 15 % au quotient obtenu par la division du nombre total d'électeurs de l'arrondissement par le nombre de districts compris dans cet arrondissement, la moyenne cible pour cet arrondissement.

Par exemple, dans un arrondissement qui compterait 60 000 électeurs et 4 districts électoraux, le nombre d'électeurs dans chaque district devrait obligatoirement se situer

entre 12 750 et 17 250, idéalement à 15 000 qui représente la moyenne cible pour cet arrondissement.

Cette règle du 15 % s'applique à tous les arrondissements comptant une population de 20 000 habitants et plus, soit à tous les arrondissements montréalais à l'exception de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève dont la population est présentement de 19 123 habitants. Dans ce cas, la loi permet que le nombre d'électeurs que regroupe chaque district ne soit ni inférieur, ni supérieur de plus de 25 % à la moyenne par district pour cet arrondissement.

Il est important de mentionner que l'orientation principale du greffier a été de maintenir dans leur délimitation actuelle tous les districts électoraux se conformant à cette règle du 15%.

De plus, comme le prescrit également la LERM, dans l'application de ce premier critère à respecter quant au nombre d'électeurs, le greffier s'est aussi assuré que la délimitation des districts électoraux respecte la plus grande homogénéité socio-économique compte tenu de critères comme les barrières physiques, les tendances démographiques, les limites des arrondissements, la superficie et la distance.

2. Résultat des vérifications effectuées

À l'issue des vérifications effectuées, les districts électoraux dans leur ensemble satisfont toujours pleinement aux exigences de la LERM quant à leur délimitation (voir pièce jointe no 1). Les seuls cas d'exception qui exigent un ajustement de leur délimitation sont les suivants :

a) le district électoral de Côte-des-Neiges dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce dont le nombre d'électeurs, 16 370, est de 18,1 % inférieur à la moyenne cible de 19 987 électeurs établie pour cet arrondissement;

b) les districts électoraux de Saint-Henri–Petite–Bourgogne–Pointe-Sainte-Charles et de Saint-Paul–Émard dans l'arrondissement du Sud-Ouest dont le nombre d'électeurs, 32 828 et 21 734 respectivement, ont un écart de 20,3 % à la moyenne cible de 27 281 électeurs établie pour cet arrondissement.

3. Recommandations

En conséquence, dans le projet de règlement et son annexe A qu'il soumet, le greffier recommande:

a) de maintenir dans leur délimitation actuelle tous les districts électoraux répondant aux exigences de la LERM (le district de Snowdon répond à ces exigences actuellement mais sera ajusté compte tenu du district de Côte-des-Neiges pour les raisons déjà mentionnées);

b) d'approuver la nouvelle délimitation des districts électoraux de Côte-des-Neiges et de Snowdon dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le tout selon la proposition soumise (voir pièce jointe no 2);

c) d'approuver la nouvelle délimitation des districts de Saint-Henri–Petite–Bourgogne–Pointe-Sainte-Charles et de Saint-Paul–Émard dans l'arrondissement du Sud-Ouest, le tout selon la proposition soumise (voir pièce jointe no 3);

d) de renommer le district de Saint-Paul–Émard comme étant le « district de Saint-Paul–Émard–Saint-Henri-Ouest », pour les motifs exposés dans la pièce jointe no 3;

4. Procédure d'adoption du projet de règlement

À la suite du dépôt et de l'adoption du projet de règlement par le conseil municipal, le greffier a l'obligation de publier un avis public par lequel il informe les électeurs de leur droit de s'opposer au projet de règlement dans un délai de 15 jours suivant la publication de l'avis.

Les oppositions doivent être formulées par écrit et être transmises au greffier, soit par la poste, par télécopieur, par courrier électronique ou déposées en personne au Service du greffe. Aucune forme particulière n'est exigée pour formuler une opposition et plusieurs oppositions peuvent être regroupées dans un même document.

Si, à l'expiration du délai pour formuler une opposition, au moins 500 électeurs ont transmis leur opposition, une assemblée publique devra alors être tenue afin de permettre aux personnes présentes de faire des représentations verbales ou de déposer des documents. Il est important de noter que, conformément à la LERM, au moins la moitié des membres du conseil devra assister à cette assemblée. Dans cette éventualité, le greffier dressera un procès-verbal de l'assemblée et le déposera par la suite au conseil municipal.

Si moins de 500 électeurs ont transmis leur opposition, le conseil pourra adopter le règlement sans avoir l'obligation de tenir une telle assemblée publique.

JUSTIFICATION

Obligation et exigence prescrites par la loi

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public sera publié conformément à la LERM et l'ensemble de la documentation sera disponible sur le site Internet de la Ville (www.ville.montreal.qc.ca/election)

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

27 octobre : Publication en français et en anglais de l’avis sur le projet de règlement (sous forme d'encart)
27 octobre au 11 novembre : Période de réception des oppositions au projet de règlement

Fin novembre ou début décembre : Tenue de l'assemblée publique sur le projet de règlement (si requise)

21 novembre ou 19 décembre : Adoption du règlement avec (décembre) ou sans changement (novembre)

Après adoption du règlement: Transmission à la CRÉ

Au plus tard le 31 mars 2017 : Approbation du règlement par la CRÉ

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-11

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Élections_ soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-10-11

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2012-2016

No	DISTRICTS	2012 Règlement 12-019 ÉLECTEURS	2012 Règlement 12-019 ÉCART-LERM %	2016 Règlement 16-XXX ÉLECTEURS	2016 Règlement 16-XXX ÉCART-LERM %	Variation - Électeurs 2012-2016 Nombre	Variation - Électeurs 2012-2016 %
AHUNTSIC-CARTIERVILLE			**µ = 20 985**		**µ = 22 132**		
11	Sault-au-Récollet	20 116	-4,14%	20 779	-6,11%	663	3,30%
12	Saint-Sulpice	21 723	3,52%	23 318	5,36%	1 595	7,34%
13	Ahuntsic	20 923	-0,30%	22 357	1,02%	1 434	6,85%
14	Bordeaux-Cartierville	21 179	0,92%	22 075	-0,26%	896	4,23%
	TOTAL	83 941		88 529		4 588	5,47%
ANJOU			**µ = 9 759**		**µ = 9 996**		
21	Ouest	9 721	-0,39%	9 822	-1,74%	101	1,04%
22	Est	8 714	-10,71%	9 037	-9,60%	323	3,71%
23	Centre	10 843	11,10%	11 130	11,34%	287	2,65%
	TOTAL	29 278		29 989		711	2,43%
CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE			**µ = 18 800**		**µ = 19 987**		
31	Darlington	16 999	-9,58%	18 533	-7,27%	1 534	9,02%
				APRÈS AJUSTEMENT			
32	Côte-des-Neiges	16 108	-14,32%	18 864	-5,62%	2 756	17,11%
33	Snowdon	18 690	-0,59%	18 620	-6,84%	-70	-0,37%
34	Notre-Dame-de-Grâce	21 232	12,93%	21 845	9,30%	613	2,89%
35	Loyola	20 972	11,55%	22 073	10,44%	1 101	5,25%
	TOTAL	94 001		99 935		5 934	6,31%
LACHINE			**µ = 10 192**		**µ = 10 823**		
41	du Canal	10 078	-1,12%	11 572	6,92%	1 494	14,82%
42	J.-Émery-Provost	10 132	-0,59%	10 438	-3,56%	306	3,02%
43	Fort-Rolland	10 365	1,70%	10 459	-3,36%	94	0,91%
	TOTAL	30 575		32 469		1 894	6,19%
LASALLE			**µ = 25 619**		**µ = 26 851**		
51	Sault-Saint-Louis	25 303	-1,23%	26 860	0,03%	1 557	6,15%
52	Cecil-P.-Newman	25 935	1,23%	26 842	-0,03%	907	3,50%
	TOTAL	51 238		53 702		2 464	4,81%

AVANT AJUSTEMENT	
16 370	-18,10%
21 114	5,64%

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2012-2016

No	DISTRICTS	2012 Règlement 12-019 ÉLECTEURS	2012 Règlement 12-019 ÉCART-LERM %	2016 Règlement 16-XXX ÉLECTEURS	2016 Règlement 16-XXX ÉCART-LERM %	Variation - Électeurs 2012-2016 Nombre	Variation - Électeurs 2012-2016 %
L'ILE-BIZARD–SAINTE-GENEVIÈVE	[Écart LERM: 25%]		**µ = 3 303**		**µ = 3 464**		
61	Pierre-Foretier	3 810	15,35%	4 081	17,82%	271	7,11%
62	Denis-Benjamin-Viger	3 795	14,90%	3 820	10,29%	25	0,66%
63	Jacques-Bizard	3 131	-5,21%	3 348	-3,34%	217	6,93%
64	Sainte-Geneviève	2 476	-25,04%	2 606	-24,76%	130	5,25%
	TOTAL	13 212		13 855		643	4,87%
MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE			**µ = 24 033**		**µ = 24 781**		
71	Tétreaultville	25 401	5,69%	26 466	6,80%	1 065	4,19%
72	Maisoinneuve–Longue-Pointe	24 763	3,04%	25 803	4,12%	1 040	4,20%
73	Hochelaga	23 696	-1,40%	24 216	-2,28%	520	2,19%
74	Louis-Riel	22 271	-7,33%	22 640	-8,64%	369	1,66%
	TOTAL	96 131		99 125		2 994	3,11%
MONTRÉAL-NORD			**µ = 26 090**		**µ = 27 105**		
81	Marie-Clarac	27 416	5,08%	28 706	5,91%	1 290	4,71%
82	Ovide-Clermont	24 763	-5,08%	25 504	-5,91%	741	2,99%
	TOTAL	52 179		54 210		2 031	3,89%
OUTREMONT			**µ = 3 813**		**µ = 3 931**		
91	Claude-Ryan	4 008	5,11%	3 979	1,21%	-29	-0,72%
92	Joseph-Beaubien	4 156	9,00%	4 251	8,13%	95	2,29%
93	Robert-Bourassa	3 423	-10,23%	3 633	-7,59%	210	6,13%
94	Jeanne-Sauvé	3 665	-3,88%	3 862	-1,76%	197	5,38%
	TOTAL	15 252		15 725		473	3,10%
PIERREFONDS-ROXBORO			**µ = 22 668**		**µ = 24 128**		
101	Bois-de-Liesse	24 172	5,70%	25 380	5,19%	1 208	5,00%
102	Cap-Saint-Jacques	21 564	-5,70%	22 875	-5,19%	1 311	6,08%
	TOTAL	45 736		48 255		2 519	5,51%

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2012-2016

No	DISTRICTS	2012 Règlement 12-019		2016 Règlement 16-XXX		Variation - Électeurs 2012-2016	
		ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	Nombre	%
(LE) PLATEAU-MONT-ROYAL			**µ = 21 686**		**µ = 22 026**		
111	Mile-End	21 246	-2,03%	21 272	-3,42%	26	0,12%
112	De Lorimier	23 177	6,88%	23 413	6,30%	236	1,02%
113	Jeanne-Mance	20 635	-4,85%	21 393	-2,87%	758	3,67%
	TOTAL	65 058		66 078		1 020	1,57%
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES			**µ = 25 545**		**µ = 26 806**		
121	La Pointe-aux-Prairies	29 191	11,94%	30 818	14,97%	1 627	5,57%
122	Pointe-aux-Trembles	24 388	-6,48%	24 580	-8,31%	192	0,79%
123	Rivière-des-Prairies	24 654	-5,46%	25 021	-6,66%	367	1,49%
	TOTAL	78 233		80 419		2 186	2,79%
ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE			**µ = 23 875**		**µ = 24 768**		
131	Saint-Édouard	24 551	2,83%	25 648	3,56%	1 097	4,47%
132	Étienne-Desmarteau	23 393	-2,02%	23 523	-5,02%	130	0,56%
133	Vieux-Rosemont	24 886	4,24%	26 536	7,14%	1 650	6,63%
134	Marie-Victorin	22 669	-5,05%	23 363	-5,67%	694	3,06%
	TOTAL	95 499		99 070		3 571	3,74%
SAINT-LAURENT			**µ = 28 754**		**µ = 31 173**		
141	Côte-de-Liesse	30 060	4,54%	32 920	5,60%	2 860	9,51%
142	Norman-McClaren	27 448	-4,54%	29 426	-5,60%	1 978	7,21%
	TOTAL	57 508		62 346		4 838	8,41%
SAINT-LÉONARD			**µ = 24 001**		**µ = 25 297**		
151	Saint-Léonard-Est	20 948	-12,72%	21 954	-13,21%	1 006	4,80%
152	Saint-Léonard-Ouest	27 053	12,72%	28 639	13,21%	1 586	5,86%
	TOTAL	48 001		50 593		2 592	5,40%

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2012-2016

No	DISTRICTS	2012 Règlement 12-019 ÉLECTEURS	2012 Règlement 12-019 ÉCART-LERM %	2016 Règlement 16-XXX ÉLECTEURS	2016 Règlement 16-XXX ÉCART-LERM %	Variation - Électeurs 2012-2016 Nombre	Variation - Électeurs 2012-2016 %
(LE) SUD-OUEST			**µ = 24 950**		**µ = 27 281**		
				APRÈS AJUSTEMENT			
161	Saint-Henri—Petite-Bourgogne —Pointe-Saint-Charles	28 274	13,32%	29 271	7,29%	997	3,53%
162	Saint-Paul–Émard	21 626	-13,32%	25 291	-7,29%	3 665	16,95%
	TOTAL	49 900		54 562		4 662	9,34%
VERDUN			**µ = 23 268**		**µ = 24 784**		
171	Champlain–L'Île-des-Sœurs	24 989	5,92%	26 973	8,83%	1 984	7,94%
172	Desmarchais-Crawford	22 194	-5,92%	22 594	-8,83%	400	1,80%
	TOTAL	47 183		49 567		2 384	5,05%
VILLE-MARIE			**µ = 18 018**		**µ = 19 243**		
181	Peter-McGill	17 709	-2,31%	18 347	-4,65%	638	3,60%
182	Saint-Jacques	19 254	6,21%	20 958	8,91%	1 704	8,85%
183	Sainte-Marie	17 422	-3,90%	18 423	-4,26%	1 001	5,75%
	TOTAL	54 385		57 728		3 343	6,15%
VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION			**µ = 21 539**		**µ = 22 574**		
191	Saint-Michel	21 248	-1,35%	22 230	-1,52%	982	4,62%
192	François-Perrault	21 648	0,51%	22 798	0,99%	1 150	5,31%
193	Villeray	23 627	9,70%	24 499	8,53%	872	3,69%
194	Parc-Extension	19 631	-8,86%	20 768	-8,00%	1 137	5,79%
	TOTAL 21 539	86 154		90 295		4 141	4,81%
TOTAL 58 DISTRICTS ÉLECTORAUX ET 19 ARRONDISSEMENTS		**1 093 464**		**1 146 452**		**52 988**	**4,85%**

AVANT AJUSTEMENT	
32 828	20,33%
21 734	-20,33%

Élection Montréal
ville.montreal.qc.ca/election

COMPARATIF 2012-2016
POPULATION et ÉLECTEURS (%)

Octobre 2016

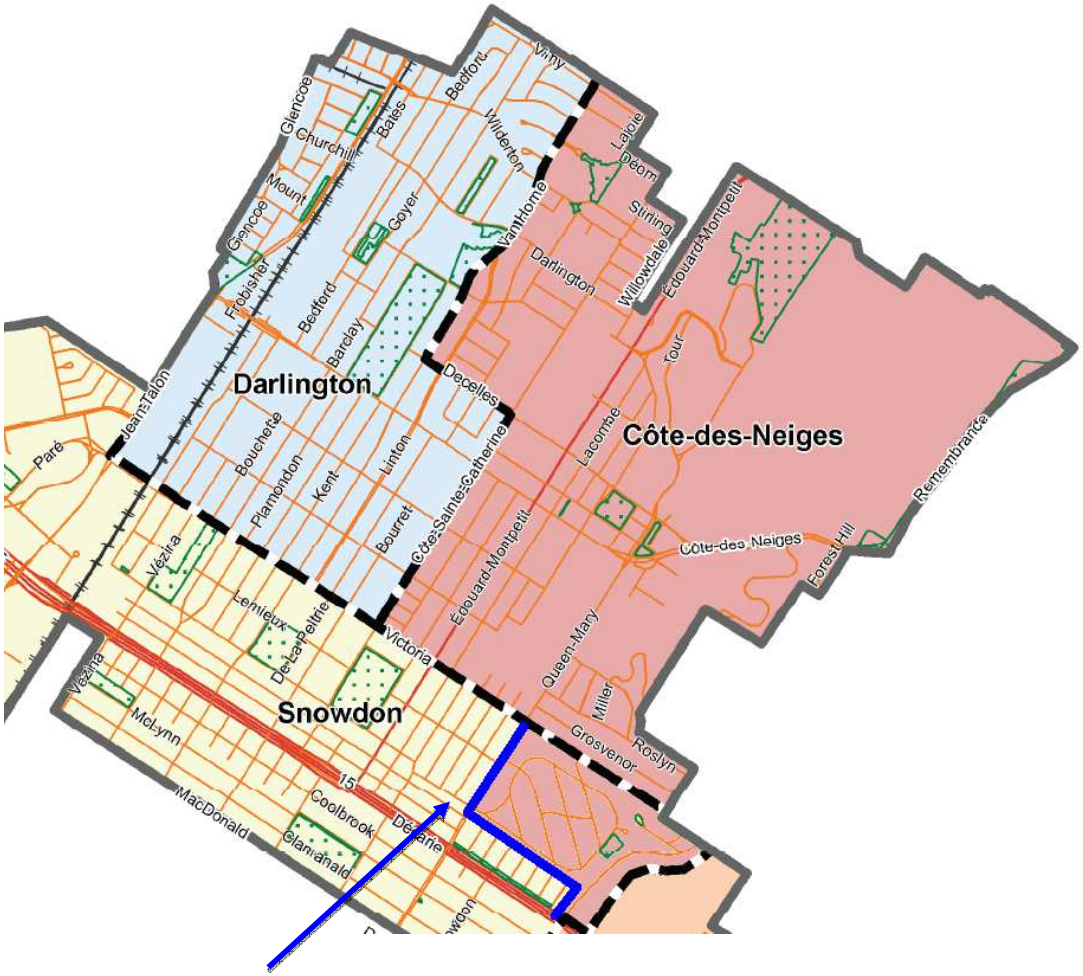
ARRONDISSEMENTS	2012			2016			Variation 2012-2016	
	POPULATION	ÉLECTEURS	% *Électeurs/ Population*	POPULATION	ÉLECTEURS	% *Électeurs/ Population*	POPULATION	ÉLECTEURS
1 Ahuntsic-Cartierville	132199	83 941	*63,50%*	136461	88 529	*64,87%*	4 262	4 588
2 Anjou	43209	29 278	*67,76%*	44567	29 989	*67,29%*	1 358	711
3 Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	170787	94 001	*55,04%*	172961	99 935	*57,78%*	2 174	5 934
4 Lachine	44299	30 575	*69,02%*	45003	32 469	*72,15%*	704	1 894
5 LaSalle	78053	51 238	*65,65%*	79651	53 702	*67,42%*	1 598	2 464
6 L'île-Bizard–Sainte-Geneviève	18644	13 212	*70,86%*	19123	13 855	*72,45%*	479	643
7 Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	136458	96 131	*70,45%*	139612	99 125	*71,00%*	3 154	2 994
8 Montréal-Nord	84950	52 179	*61,42%*	89145	54 210	*60,81%*	4 195	2 031
9 Outremont	24846	15 252	*61,39%*	25043	15 725	*62,79%*	197	473
10 Pierrefonds-Roxboro	69845	45 736	*65,48%*	72399	48 255	*66,65%*	2 554	2 519
11 Le Plateau-Mont-Royal	103383	65 058	*62,93%*	105139	66 078	*62,85%*	1 756	1 020
12 Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	110446	78 233	*70,83%*	111617	80 419	*72,05%*	1 171	2 186
13 Rosemont–La Petite-Patrie	138680	95 499	*68,86%*	142578	99 070	*69,48%*	3 898	3 571
14 Saint-Laurent	95430	57 508	*60,26%*	101530	62 346	*61,41%*	6 100	4 838
15 Saint-Léonard	76372	48 001	*62,85%*	81777	50 593	*61,87%*	5 405	2 592
16 Le Sud-Ouest	74445	49 900	*67,03%*	78027	54 562	*69,93%*	3 582	4 662
17 Verdun	70010	47 183	*67,39%*	70527	49 567	*70,28%*	517	2 384
18 Ville-Marie	84910	54 385	*64,05%*	88799	57 728	*65,01%*	3 889	3 343
19 Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	144816	86 154	***59,49%***	149075	90 295	*60,57%*	4 259	4 141
Ville de Montréal - Total	1 701 782	1 093 464	*64,25%*	1 753 034	1 146 452	*65,40%*	51 252	52 988

Décret GQ 1287-2011
Population 2012 Règl. 12-019

Décret GQ 1125-2015
Population 2016 Règl. 16-XXX

Districts de Côte-des-Neiges et de Snowdon (CDN-NDG)

Élection Montréal



AJUSTEMENT OBLIGATOIRE

ACTUEL 2012

Côte-des-Neiges	**-18.10%**
Snowdon :	+5.64%

APRÈS AJUSTEMENT

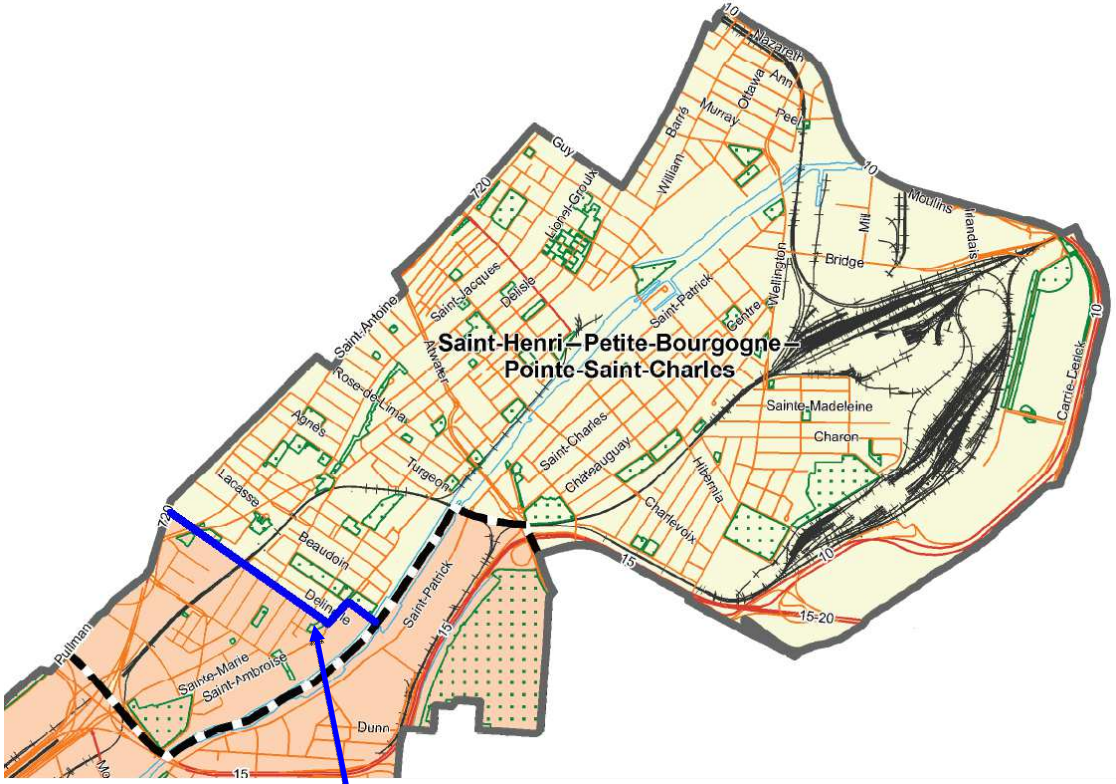
Côte-des-Neiges	-5.62%
Snowdon :	-6.84%

AJUSTEMENT RECOMMANDÉ

Détacher du district de Snowdon et rattacher au district de Côte-des-Neiges la partie sud-est de ce district
(au sud du Chemin Queen-Mary, incluant notamment le chemin Circle Road et le chemin de la Côte-Saint-Luc)
(2 494 électeurs)

Districts de Saint-Henri-Petite-Bourgogne-Pointe-Saint-Charles et de Saint-Paul-Émard (Sud-Ouest)

Élection Montréal



Limite ajustée
(rue De Courcelle)

AJUSTEMENT OBLIGATOIRE

ACTUEL 2012

Saint-Henri–Petite-Bourgogne –Pointe-Saint-Charles:	**+20.33%**
Saint-Paul–Émard :	**-20.33%**

APRÈS AJUSTEMENT

Saint-Henri–Petite-Bourgogne –Pointe-Saint-Charles:	+7.29%
Saint-Paul–Émard :	-7.29%

AJUSTEMENTS RECOMMANDÉS

1- Détacher du district de Saint-Henri–Petite-Bourgogne –Pointe-Saint-Charles et rattacher au district de Saint-Paul–Émard le secteur à l'ouest de la rue De Courcelle (3 557 électeurs)

2- Compte tenu que ce secteur est désigné *Saint-Henri-Ouest* (notamment dans le Plan de développement urbain, économique et social de l'arrondissement), renommer le district Saint-Paul–Émard comme étant le district de **Saint-Paul–Émard–Saint-Henri-Ouest**

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES DISTRICTS ÉLECTORAUX

Vu le Chapitre III du Titre I de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2);

Vu les articles 10, 14, 16, 17, 38, 39 et 41.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le Décret 645-2005 du 23 juin 2005, concernant la division en arrondissements et en districts électoraux du territoire de la Ville de Montréal et la composition des conseils d'arrondissement;

Vu les articles 24 et 25 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal (2008, chapitre 19);

Vu les articles 149 et 150 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (2016, chapitre 17);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La délimitation et la dénomination des districts électoraux établies par le présent règlement s'appliquent aux fins de l'élection générale de 2017, et de toute élection partielle tenue avant l'élection générale de 2021.

2. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le centre des voies de circulation et des démarcations indiquées constitue la ligne médiane et la limite effective de celles-ci.

3. Le territoire de la Ville de Montréal étant divisé en 58 districts électoraux répartis dans les 19 arrondissements, la délimitation, la dénomination et le nombre d'électeurs pour chacun de ces districts électoraux sont établis de la manière suivante :

ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE ***88 529 électeurs***

District électoral du Sault-au-Récollet ***20 779 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, la voie ferrée longeant la rue de Louvain Est, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Péloquin, cette dernière avenue, la rue de Port-Royal Est, l'avenue Saint-Charles et son prolongement en direction nord-ouest, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Sulpice ***23 318 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue de Louvain Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est, sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, le boulevard Henri-Bourassa Ouest, l'avenue du Bois-de-Boulogne, la rue Arthur-Lismer et son prolongement en direction nord-est, la voie ferrée longeant la rue René-Bauset, la rue Sauvé Ouest, la rue Clark et son prolongement en direction sud-est, la voie ferrée longeant la rue de Port-Royal Est, la limite nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Ahuntsic ***22 357 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Saint-Charles et de la rue de Port-Royal Est; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, la rue de Port-Royal Est, l'avenue Péloquin et son prolongement en direction sud-est, la voie ferrée longeant la rue de Port-Royal Est, le prolongement en direction sud-est de la rue Clark, cette dernière rue, la rue Sauvé Ouest, la voie ferrée longeant la rue René-Bauset, le prolongement en direction nord-est de la rue Arthur-Lismer, cette dernière rue, l'avenue du Bois-de-Boulogne, le boulevard Henri-Bourassa Ouest, le boulevard de l'Acadie et son prolongement en direction nord-ouest, la limite nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Saint-Charles, cette dernière avenue, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Bordeaux-Cartierville ***22 075 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Pasteur et du boulevard de l'Acadie; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard de l'Acadie, le boulevard Henri-Bourassa Ouest, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest du boulevard de l'Acadie, ce dernier boulevard, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT D'ANJOU ***29 989 électeurs***

District électoral de l'Ouest ***9 822 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'autoroute Métropolitaine (40), l'autoroute 25, la rue Saint-Zotique, le boulevard Les Galeries-D'Anjou, la rue Beaubien, les limites sud-ouest, nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de l'Est ***9 037 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Métropolitaine (40) et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Louis-H.-LaFontaine, le boulevard Yves-Prévost, le boulevard Joseph-Renaud, le boulevard Wilfrid-Pelletier, le boulevard Roi-René, l'autoroute Métropolitaine (40), et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Centre ***11 130 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Métropolitaine (40) et du boulevard Roi-René; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Roi-René, le boulevard Wilfrid-Pelletier, le boulevard Joseph-Renaud, le boulevard Yves-Prévost, le boulevard Louis-H.-LaFontaine, les limites sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, la rue Beaubien, le boulevard Les Galeries-D'Anjou, la rue Saint-Zotique, l'autoroute 25, l'autoroute Métropolitaine (40), et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE ***99 935 électeurs***

District électoral de Darlington ***18 533 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue de Vimy et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, l'avenue Van Horne, l'avenue Decelles, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Victoria, la rue Jean-Talon Ouest, la limite nord-ouest de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Côte-des-Neiges ***18 864 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Van Horne et de la limite Nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le Sud-est, les limites Nord-est et Est de l'arrondissement (servant partiellement de limite municipale avec Westmount), la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté Sud-est

du chemin de la Côte-Saint-Luc, l'autoroute Décarie (15), la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté Sud-est de l'avenue Jacques-Grenier, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté Sud-ouest du chemin Circle, le chemin Queen-Mary, l'avenue Victoria, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Decelles, l'avenue Van Horne, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Snowdon ***18 620 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Jean-Talon Ouest et de l'avenue Victoria; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le Sud-est, l'avenue Victoria, le chemin Queen-Mary, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté Sud-ouest du chemin Circle, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté Sud-est de l'avenue Jacques-Grenier, l'autoroute Décarie (15), le chemin de la Côte-Saint-Luc, la limite d'arrondissement (servant également de limite municipale avec les villes de Hamstead, Côte-Saint-Luc et Mont-Royal), la rue Jean-Talon Ouest, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Notre-Dame-de-Grâce ***21 845 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Notre-Dame-de-Grâce et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est du Grand Boulevard, ce dernier boulevard, la rue de Terrebonne, l'avenue Madison, l'avenue Biermans, l'avenue de Kensington, la limite nord-ouest de l'arrondissement, le chemin de la Côte-Saint-Luc, l'autoroute Décarie (15), la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-est du chemin de la Côte-Saint-Luc, la limite nord-est de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Loyola ***22 073 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Fielding et de l'avenue de Kensington; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue de Kensington et son prolongement en direction sud-est, l'avenue Biermans, l'avenue Madison, la rue de Terrebonne, le Grand Boulevard et son prolongement en direction sud-est, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, l'avenue de Kensington, et ce jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE LACHINE ***32 469 électeurs***

District électoral du Canal ***11 572 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud de l'arrondissement, le prolongement en direction sud de la 32^{e} Avenue, cette dernière avenue, la rue Notre-Dame, la 32^{e} Avenue, la rue Victoria, la 32^{e} Avenue, la rue Saint-Antoine et son prolongement en direction est, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté est de l'avenue George-V

et son prolongement en direction nord, l'autoroute 20, l'autoroute Chomedey (13), la limite nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de J.-Émery-Provost ***10 438 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la 1re Avenue et de l'autoroute 20; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'autoroute 20, le prolongement en direction nord de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté est de l'avenue George-V, cette dernière limite, le prolongement en direction est de la rue Saint-Antoine, cette dernière rue, la 32e Avenue, l'autoroute 20, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Fort-Rolland ***10 459 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du chemin de la Côte-de-Liesse et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'autoroute Chomedey (13), l'autoroute 20, la 32e Avenue, la rue Victoria, la 32e Avenue, la rue Notre-Dame, la 32e Avenue et son prolongement en direction sud, les limites sud, ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE LASALLE ***53 702 électeurs***

District électoral du Sault-Saint-Louis ***26 860 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Saint-Patrick et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est, est et sud de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-ouest de la 80e Avenue, cette dernière avenue, la rue Airlie, le boulevard De La Vérendrye, l'avenue Dollard, la rue Jean-Brillon, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Lapierre, la rue Saint-Patrick, le prolongement en direction nord-ouest de la rue Lapierre, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Cecil-P.-Newman ***26 842 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Dollard et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, la limite nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de la rue Lapierre, la rue Saint-Patrick, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Lapierre, la rue Jean-Brillon, l'avenue Dollard, le boulevard De La Vérendrye, la rue Airlie, la 80e Avenue et son prolongement en direction sud-ouest, les limites sud et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE L'ÎLE-BIZARD–SAINTE-GENEVIÈVE ***13 855 électeurs***

District électoral de Pierre-Foretier ***4 081 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord-ouest et sud-est de l'arrondissement sur le rivage de l'île Bizard, le boulevard Jacques-Bizard, la rue Cherrier, la rue Pierre-Boileau, la rue Jules-Janvril, le boulevard Chèvremont, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue J.-O.-Nantel, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Malo Ouest, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saulnier, la limite sud du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Lavigne, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Bastien, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord du croissant Thibaudeau, la limite ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, le chemin du Bord-du-Lac, la rue Roussin, la limite nord-ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Denis-Benjamin-Viger ***3 820 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Roussin et du chemin du Bord-du-Lac; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, le chemin du Bord-du-Lac, la limite ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord du croissant Thibaudeau, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Bastien, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Lavigne, la limite sud du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saulnier, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Malo Ouest, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue J.-O.-Nantel, le boulevard Chèvremont, la rue Jules-Janvril, la rue Pierrre-Boileau, la rue Cherrier, le boulevard Jacques-Bizard, le boulevard Chèvremont, la montée de l'Église, le chemin North Ridge, le prolongement en direction sud-est de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue Fournier Ouest, le chemin du Bord-du-Lac, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de l'avenue Théoret et le prolongement de cette dernière limite en direction nord-ouest, la limite nord-ouest de l'arrondissement, la limite nord-ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la rue Roussin, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Jacques-Bizard ***3 348 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du chemin North Ridge et de la montée de l'Église; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la montée de l'Église, le boulevard Chèvremont, le boulevard Jacques-Bizard, les limites sud-est et nord-ouest de l'arrondissement sur le rivage de l'île Bizard incluant l'île Mercier, le prolongement en direction nord-ouest de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de l'avenue Théoret, cette dernière limite, le chemin du Bord-du-Lac, le

prolongement en direction sud-est de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue Fournier Ouest, le chemin North Ridge, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Sainte-Geneviève ***2 606 électeurs***

Ce district est constitué du territoire composant l'ancienne Ville de Sainte-Geneviève.

ARRONDISSEMENT DE MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE ***99 125 électeurs***

District électoral de Tétreaultville ***26 466 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Bellerive et de la limite est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de la rue Liébert, cette dernière rue et son prolongement en direction nord-ouest, l'avenue Souligny, la rue Saint-Émile, la rue Hochelaga, la rue Liébert, la rue Sherbrooke Est, l'autoroute 25, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Maisonneuve–Longue-Pointe ***25 803 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Sherbrooke Est et de la rue Liébert; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue Liébert, la rue Hochelaga, la rue Saint-Émile, l'avenue Souligny, le prolongement en direction nord-ouest de la rue Liébert, cette dernière rue et son prolongement en direction sud-est, la limite sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Morgan, cette dernière avenue, la rue Ontario Est, l'avenue Bennett, l'avenue Pierre-De Coubertin, la rue Beauclerk, la rue Sherbrooke Est, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Hochelaga ***24 216 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Adam et de l'avenue Morgan; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Morgan et son prolongement en direction sud-est, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la rue Viau, l'avenue Pierre-De Coubertin, l'avenue Bennett, la rue Ontario Est, l'avenue Morgan, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Louis-Riel ***22 640 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute 25 et de la rue Sherbrooke Est; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, la rue Sherbrooke Est, la rue Beauclerk, l'avenue Pierre-De Coubertin, la rue Viau, la limite nord-ouest de l'arrondissement, l'autoroute 25, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD ***54 210 électeurs***

District électoral de Marie-Clarac ***28 706 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Gouin Est et de l'avenue Alfred; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Alfred, la rue d'Amiens, l'avenue Brunet et son prolongement en direction sud-est, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Alfred, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Ovide-Clermont ***25 504 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Gouin Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Brunet, cette dernière avenue, la rue d'Amiens, l'avenue Alfred et son prolongement en direction nord-ouest, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT ***15 725 électeurs***

District électoral de Claude-Ryan ***3 979 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Van Horne et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'avenue Laurier, l'avenue de l'Épée, le boulevard Saint-Joseph, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Laurier, l'avenue Bloomfield, l'avenue Van Horne, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Joseph-Beaubien ***4 251 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Atlantic et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'avenue Van Horne, l'avenue Bloomfield, l'avenue Laurier, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue McEachran, l'avenue Ducharme, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Bloomfield, la voie ferrée longeant l'avenue Ducharme, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Robert-Bourassa ***3 633 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Laurier et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est, sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, l'avenue de Vimy, l'avenue Kelvin, l'avenue Saint-Germain, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, le boulevard Saint-Joseph, l'avenue de l'Épée, l'avenue Laurier, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Jeanne-Sauvé ***3 862 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Champagneur et de l'avenue Ducharme; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, l'avenue Ducharme, l'avenue McEachran, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Saint-Germain, l'avenue Kelvin, l'avenue de Vimy, les limites sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la voie ferrée longeant le chemin Bates, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Bloomfield, l'avenue Ducharme, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO ***48 255 électeurs***

District électoral du Bois-de-Liesse ***25 380 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Chomedey (13) et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord-ouest, nord-est et sud-est de l'arrondissement, la rue René-Émard, le chemin de la Rive-Boisée, la rue Marceau, les limites nord-ouest et nord de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Cap-Saint-Jacques ***22 875 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Jacques-Bizard et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, la limite nord-ouest de l'arrondissement, la rue Marceau, le chemin de la Rive-Boisée, la rue René-Émard, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL ***66 078 électeurs***

District électoral de Mile-End ***21 272 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Laurier Est et de l'avenue Christophe-Colomb; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue du Mont-Royal Est, l'avenue du Mont-Royal Ouest, les limites sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la limite nord-ouest des propriétés sises aux 1661 et 1717 rue Saint-Grégoire, la rue Pauline-Julien, la rue De Brébeuf, l'avenue Laurier Est, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de De Lorimier ***23 413 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Saint-Joseph Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers l'est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, l'avenue du Parc-La Fontaine, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue Laurier Est, la rue De Brébeuf, la rue Pauline-Julien, la limite nord-ouest des propriétés sises aux 1661 et 1717 rue Saint-

Grégoire, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Jeanne-Mance ***21 393 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue du Mont-Royal Est et de l'avenue Christophe-Colomb; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue du Parc-La Fontaine, les limites sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, l'avenue du Mont-Royal Ouest, l'avenue du Mont-Royal Est, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES ***80 419 électeurs***

District électoral de La Pointe-aux-Prairies ***30 818 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Félix-Leclerc (40) et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord et est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est du boulevard De La Rousselière, ce dernier boulevard, la rue Sherbrooke Est, le boulevard Henri-Bourassa Est, le boulevard Rodolphe-Forget, le boulevard Maurice-Duplessis, l'avenue Pierre-Baillargeon et son prolongement en direction nord-ouest, les limites nord-ouest et nord de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Pointe-aux-Trembles ***24 580 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Forsyth et du boulevard De La Rousselière; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard De La Rousselière et son prolongement en direction sud-est, les limites est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Henri-Bourassa Est, la rue Sherbrooke Est, le boulevard De La Rousselière, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Rivière-des-Prairies ***25 021 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Gouin Est et de l'avenue Pierre-Baillargeon; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Pierre-Baillargeon, le boulevard Maurice-Duplessis, le boulevard Rodolphe-Forget, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Pierre-Baillargeon, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE ***99 070 électeurs***

District électoral de Saint-Édouard ***25 648 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Bélanger et de l'avenue Papineau; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Papineau,

les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, l'avenue Papineau, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Étienne-Desmarteau ***23 523 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de l'arrondissement et de la 16e Avenue; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la 16e Avenue, le boulevard Rosemont, la 13e Avenue, la rue Dandurand, l'avenue Papineau, la limite nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Vieux-Rosemont ***26 536 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Saint-Joseph Est et du boulevard Pie-IX; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Pie-IX, la limite sud-est de l'arrondissement, l'avenue Papineau, la rue Dandurand, la 13e Avenue, le boulevard Rosemont, le boulevard Pie-IX, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Marie-Victorin ***23 363 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Rosemont et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Pie-IX, le boulevard Rosemont, la 16e Avenue, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT ***62 346 électeurs***

District électoral de Côte-de-Liesse ***32 920 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa Ouest et du boulevard Marcel-Laurin, de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Marcel-Laurin, le boulevard de la Côte-Vertu, le boulevard Décarie, le chemin de la Côte-de-Liesse, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le boulevard Marcel-Laurin, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Norman-McLaren ***29 426 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard de la Côte-Vertu et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le chemin de la Côte-de-Liesse, le boulevard Décarie, le boulevard de la Côte-Vertu, le boulevard Marcel-Laurin, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD ***50 593 électeurs***

District électoral de Saint-Léonard-Est ***21 954 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Pascal-Gagnon et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Lacordaire, la limite nord-ouest de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Léonard-Ouest ***28 639 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de l'arrondissement et du boulevard Lacordaire; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Lacordaire, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST ***54 562 électeurs***

District électoral de Saint-Henri–Petite-Bourgogne–Pointe-Saint-Charles ***29 271 électeurs***

En partant d'un point situé à la triple intersection de la rue Notre-Dame Ouest, du boulevard Robert-Bourassa et de l'autoroute Bonaventure (10); de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites Nord-est et Sud-est de l'arrondissement (sur l'autoroute Bonaventure (10), le pont Victoria, le fleuve Saint-Laurent, le chenal séparant l'Île-des-Sœurs et l'île de Montréal, la limite Nord-est du parc Arthur-Therrien et son prolongement dans l'emprise Sud de l'autoroute 15), l'emprise Est de l'avenue Atwater, l'embranchement Est de la voie ferrée traversant le canal de Lachine, ce dernier canal, le prolongement en direction Sud-est du tronçon Sud-ouest de la rue du Square-Sir-George-Étienne-Cartier, cette dernière rue, la rue Saint-Ambroise, la rue De Courcelle, la limite Nord-ouest de l'arrondissement (sur l'autoroute Ville-Marie, la limite municipale avec Westmount, la voie ferrée longeant l'autoroute Ville-Marie, la rue Guy et la rue Notre-Dame Ouest), et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Paul–Émard–Saint-Henri-Ouest ***25 291 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Ville-Marie (720) et de la rue De Courcelle; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le Sud-est, la rue De Courcelle, la rue Saint-Ambroise, le tronçon Sud-ouest de la rue du Square-Sir-George-Étienne-Cartier, le prolongement en direction Sud-est de cette dernière rue, le canal de Lachine, l'embranchement Est de la voie ferrée traversant ce dernier canal, l'emprise Est de l'avenue Atwater, les limites Sud-est, Sud-ouest et Nord-ouest de l'arrondissement, l'autoroute Ville-Marie (720), et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE VERDUN ***49 567 électeurs***

District électoral de Champlain–L'Île-des-Soeurs ***26 973 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Wellington et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et est de l'arrondissement, le prolongement en direction est de la 3e Avenue, le boulevard LaSalle, la rue Rielle et son prolongement en direction ouest, les limites ouest et nord de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

Ce district comprend également l'île des Sœurs.

District électoral de Desmarchais-Crawford ***22 594 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Rielle et du boulevard LaSalle; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud, le boulevard LaSalle, le prolongement en direction est de la 3e Avenue, les limites est, sud et ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction ouest de la rue Rielle, cette dernière rue, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE ***57 728 électeurs***

District électoral de Peter-McGill ***18 347 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Sherbrooke Ouest et de la rue University; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue University, l'autoroute 10, les limites sud-ouest, sud et ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Jacques ***20 958 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Ontario Est et de la rue de la Visitation; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue de la Visitation, le boulevard De Maisonneuve Est, l'avenue Papineau et son prolongement en direction sud-est, les limites est et sud-est de l'arrondissement, l'autoroute 10, la rue University, la limite ouest de l'arrondissement, la rue de la Visitation et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Sainte-Marie ***18 423 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Ontario Est et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord et est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Papineau, cette même avenue, le boulevard De Maisonneuve Est, la rue de la Visitation, les limites ouest et nord de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

Ce district comprend également les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame.

ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION ***90 295 électeurs***

District électoral de Saint-Michel ***22 230 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-est de l'arrondissement et de l'autoroute Métropolitaine (40); de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, l'autoroute Métropolitaine (40), la 1re Avenue, la rue Tillemont, l'avenue De Lorimier, la rue Tillemont, l'avenue Papineau, les limites sud-ouest, nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de François-Perrault ***22 798 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Métropolitaine (40) et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, la rue Garnier, la rue Jarry Est, la rue Fabre, la limite nord-ouest de l'arrondissement, l'avenue Papineau, la rue Tillemont, l'avenue De Lorimier, la rue Tillemont, la 1re Avenue, l'autoroute Métropolitaine (40), et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Villeray ***24 499 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Fabre et de la rue Jarry Est; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, la rue Jarry Est, la rue Garnier, la limite sud-est de l'arrondissement, l'avenue Casgrain, la limite nord-ouest de l'arrondissement, la rue Fabre, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Parc-Extension ***20 768 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de l'arrondissement et de l'avenue Casgrain; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Casgrain, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

4. Ces districts électoraux sont reproduits à la carte figurant à l'annexe « A » du présent règlement.

5. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi à la suite de l'approbation reçue de la Commission de la représentation électorale.

ANNEXE A

XX-XXX/14

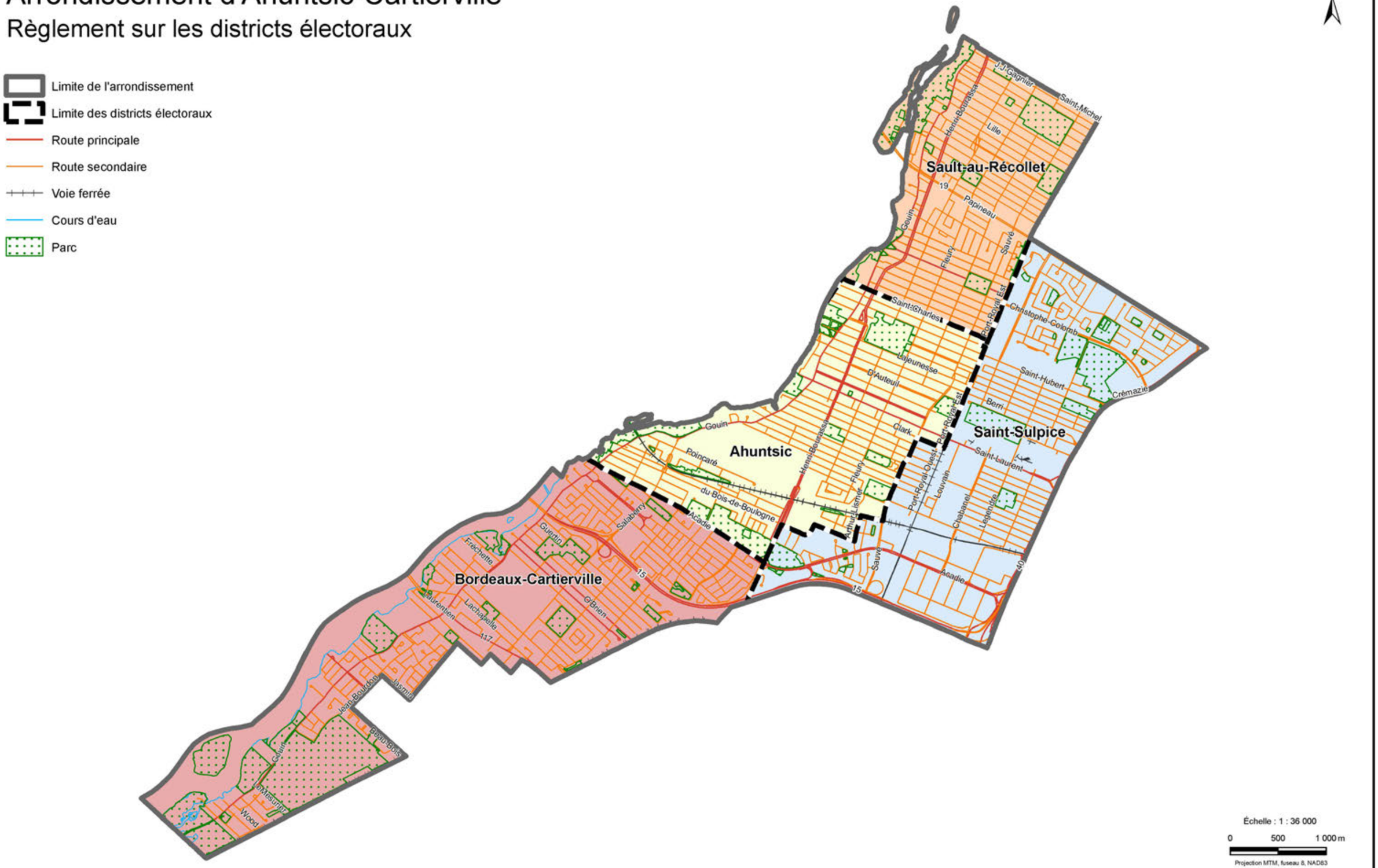
CARTOGRAPHIE DES DISTRICTS ÉLECTORAUX

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le xxx 2016.

GDD 1163430020

Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

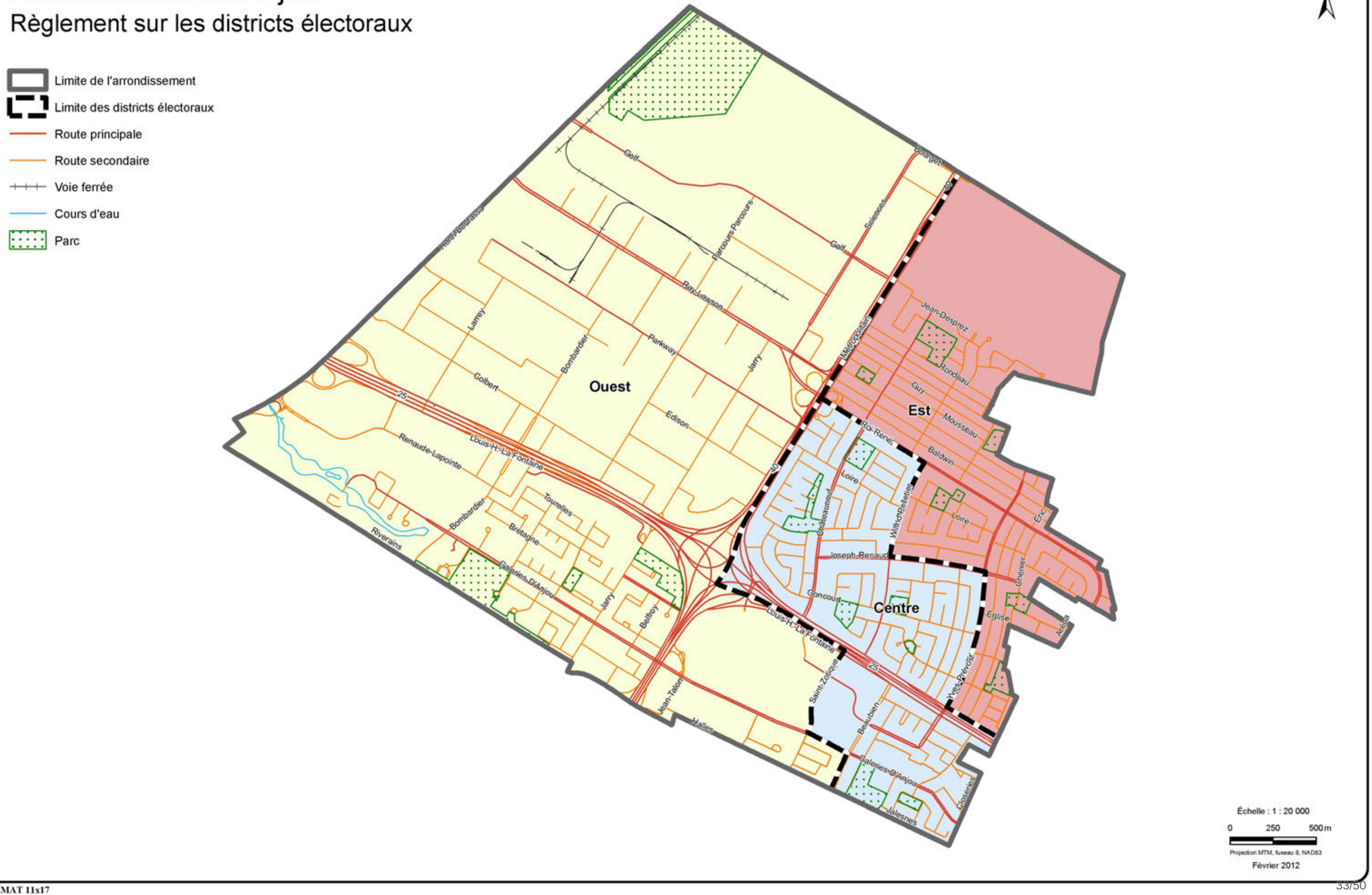
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement d'Anjou

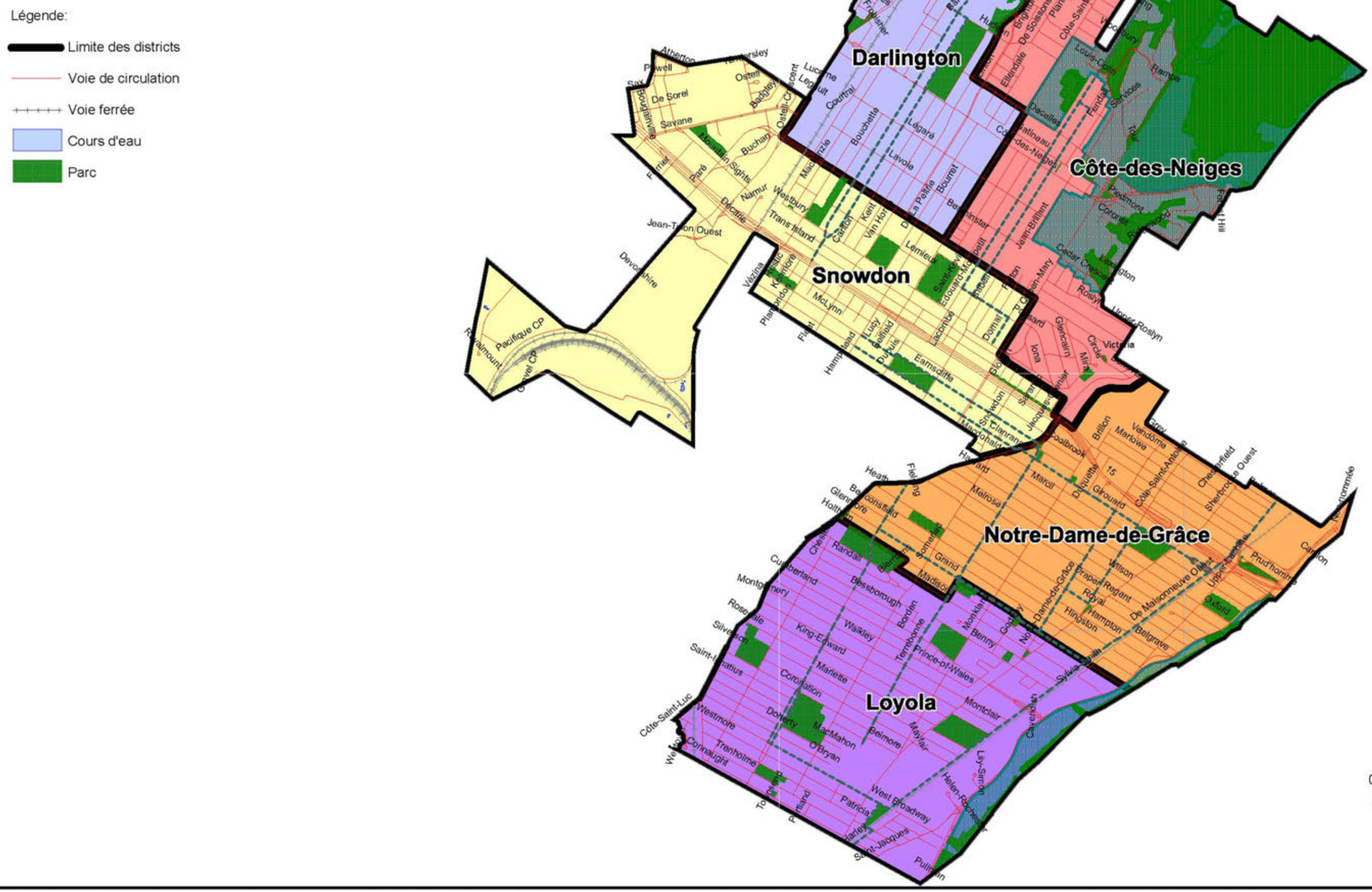
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

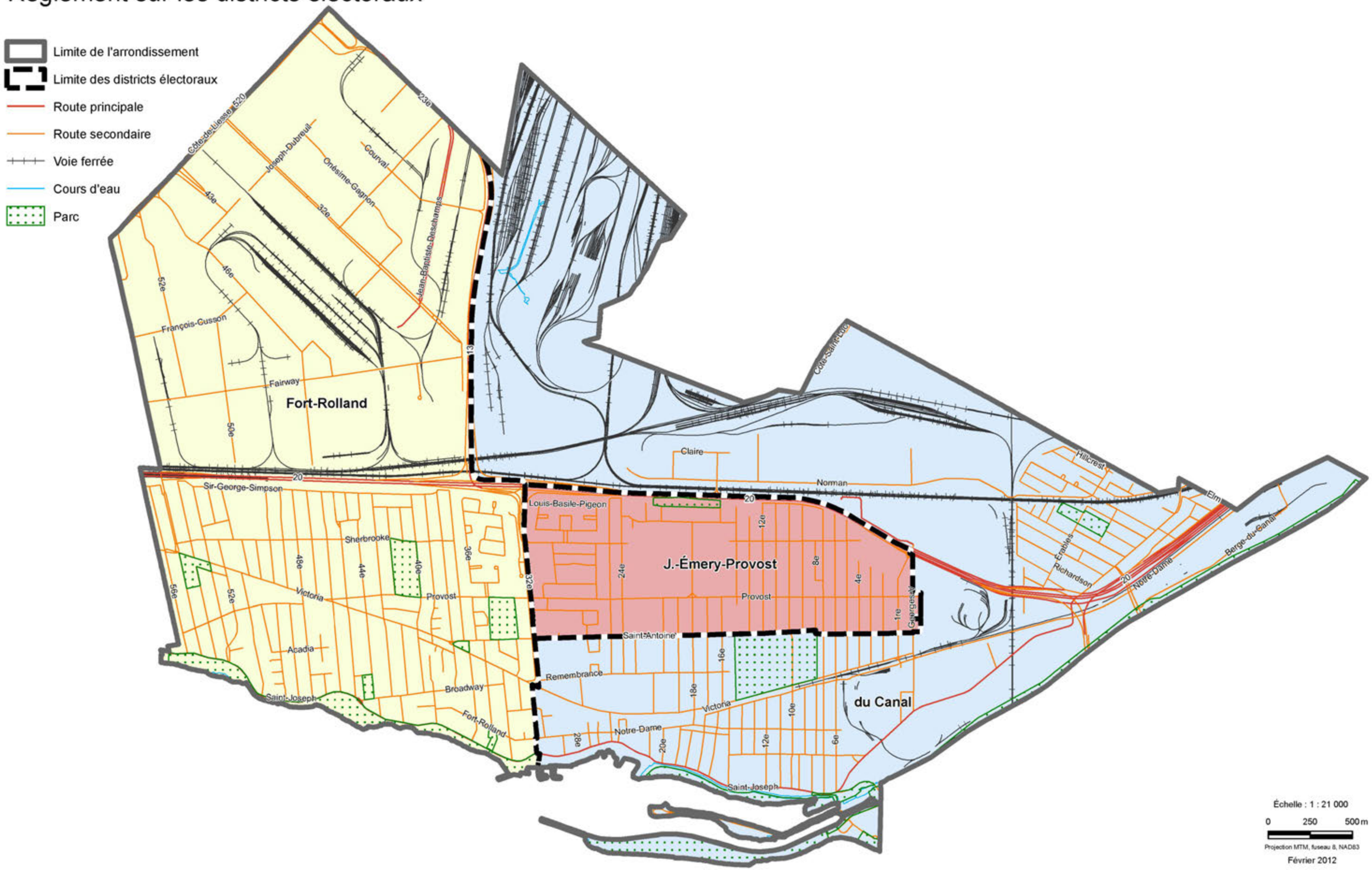
Règlement sur les districts électoraux



Préparé par innovision+ en format 11 x 17 po. pour le Service du Greffe de la Ville de Montréal

Arrondissement de Lachine

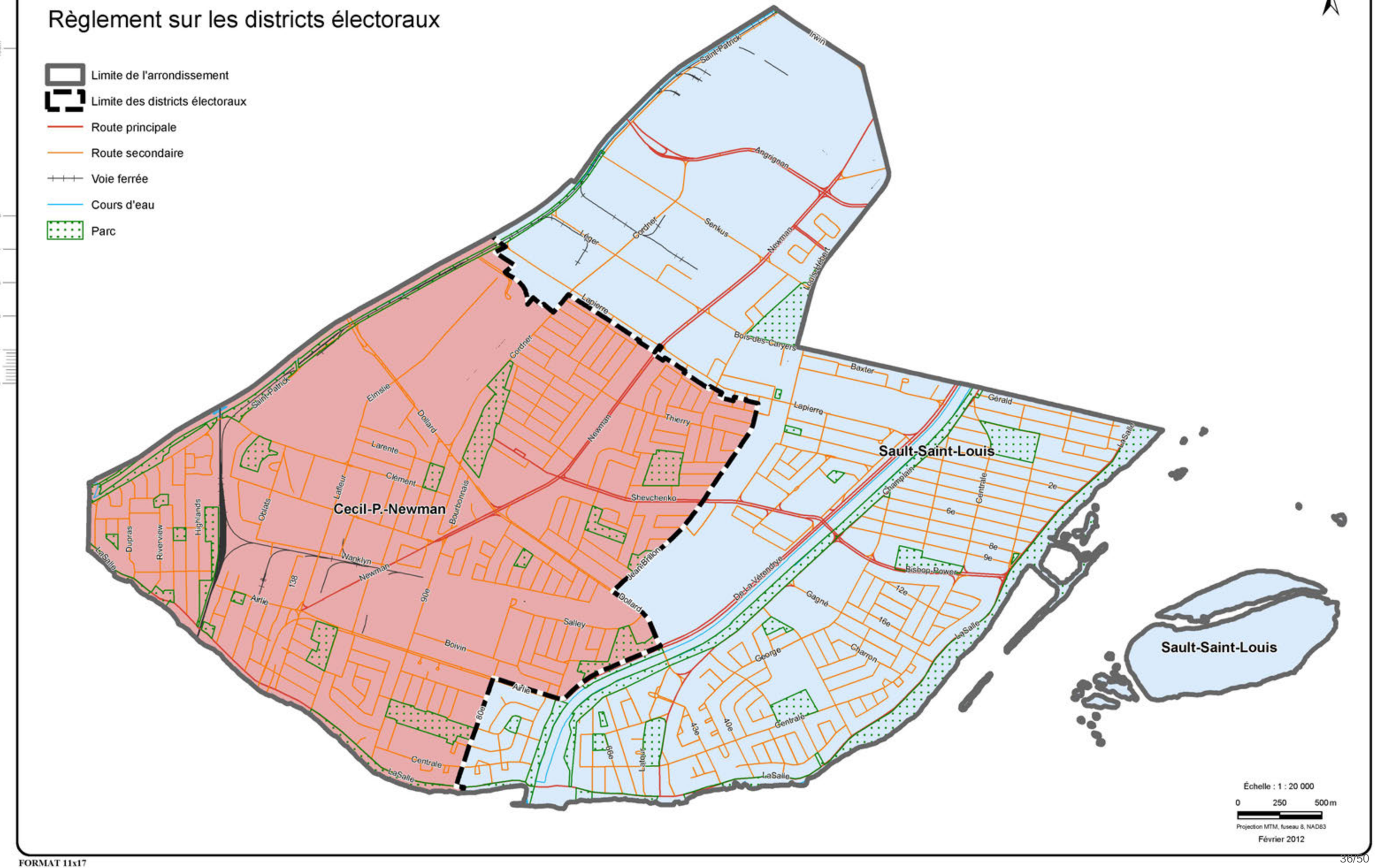
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement de LaSalle

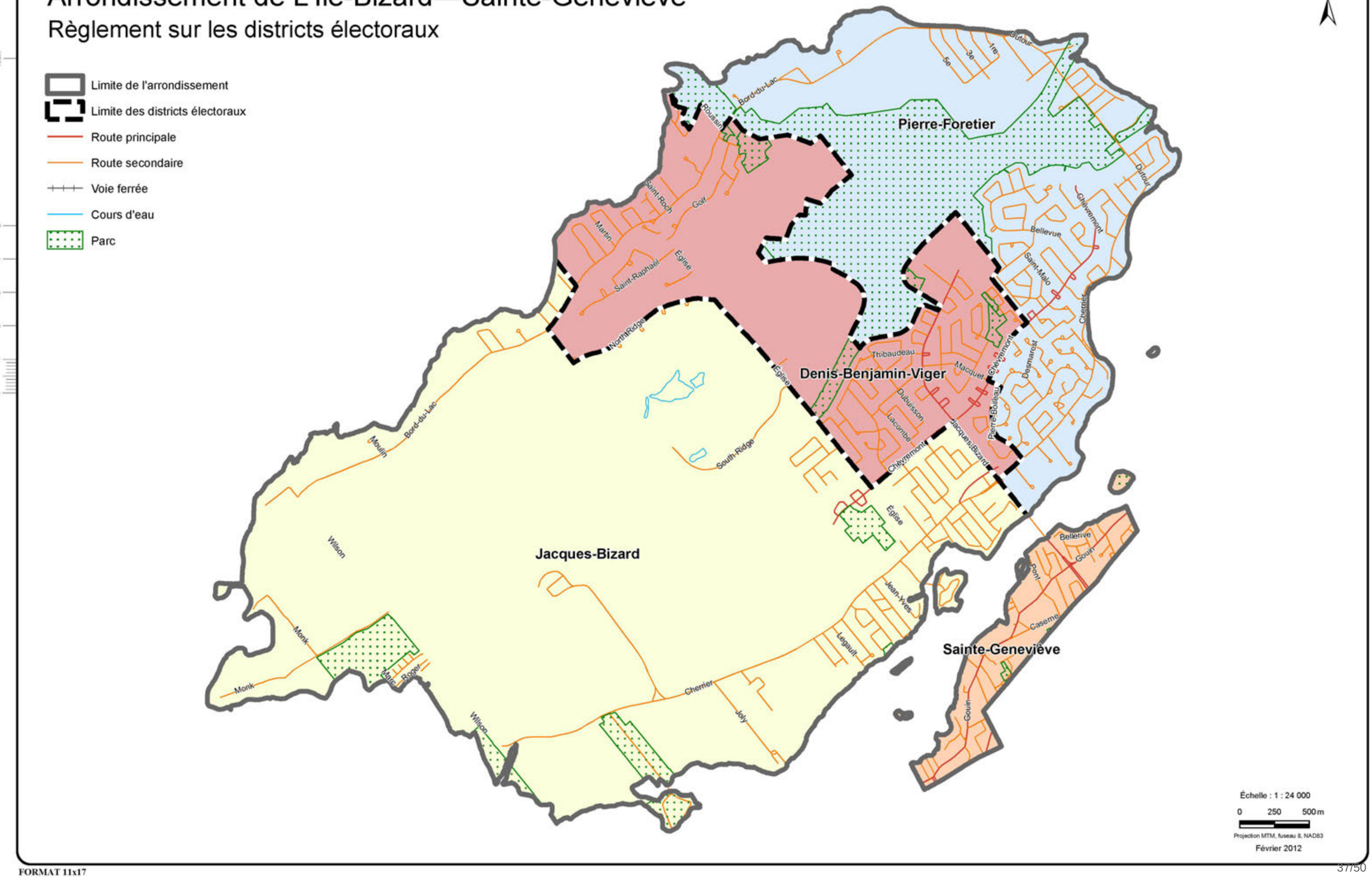
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement de L'Île-Bizard—Sainte-Geneviève

Règlement sur les districts électoraux



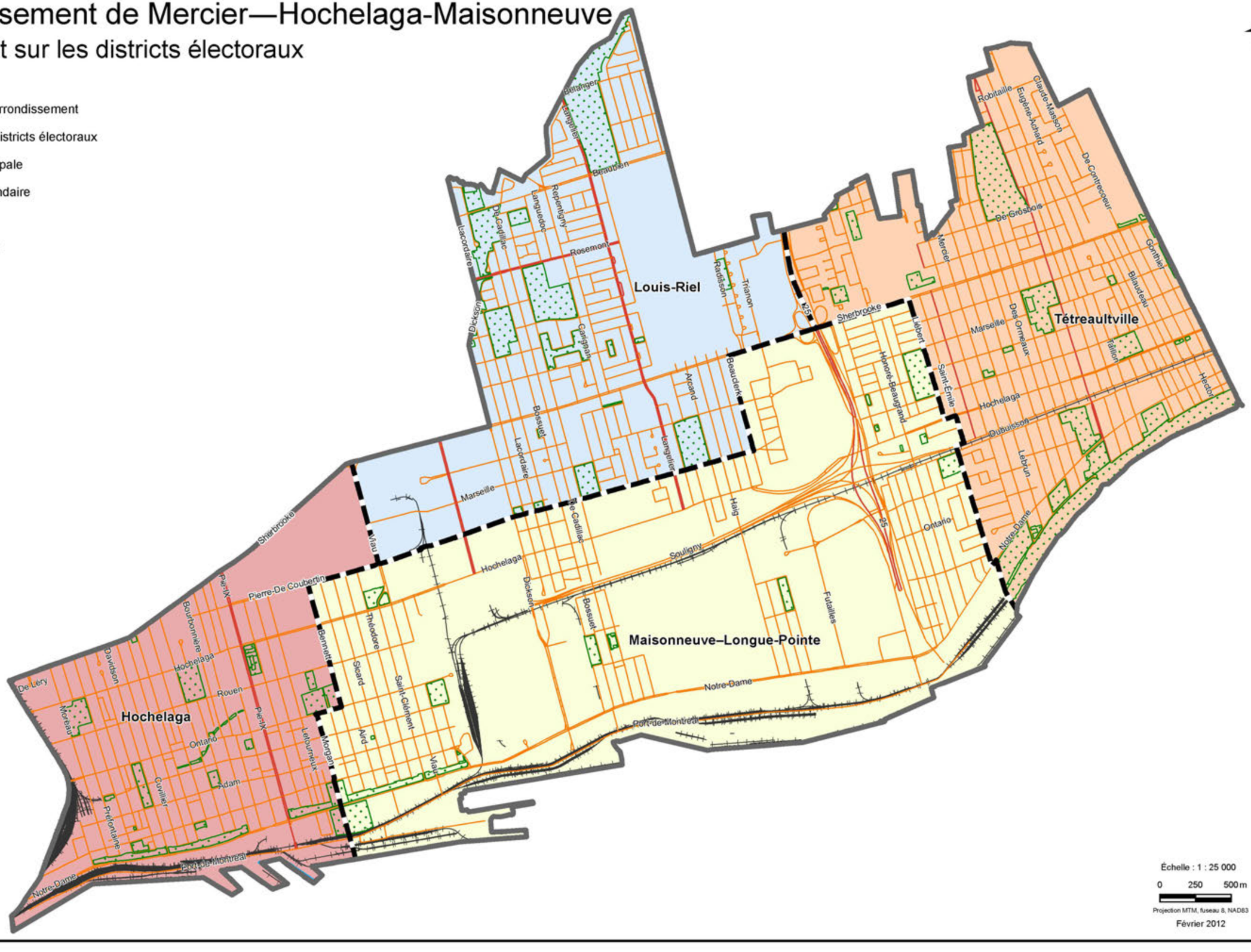
FORMAT 11x17

37750

Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc

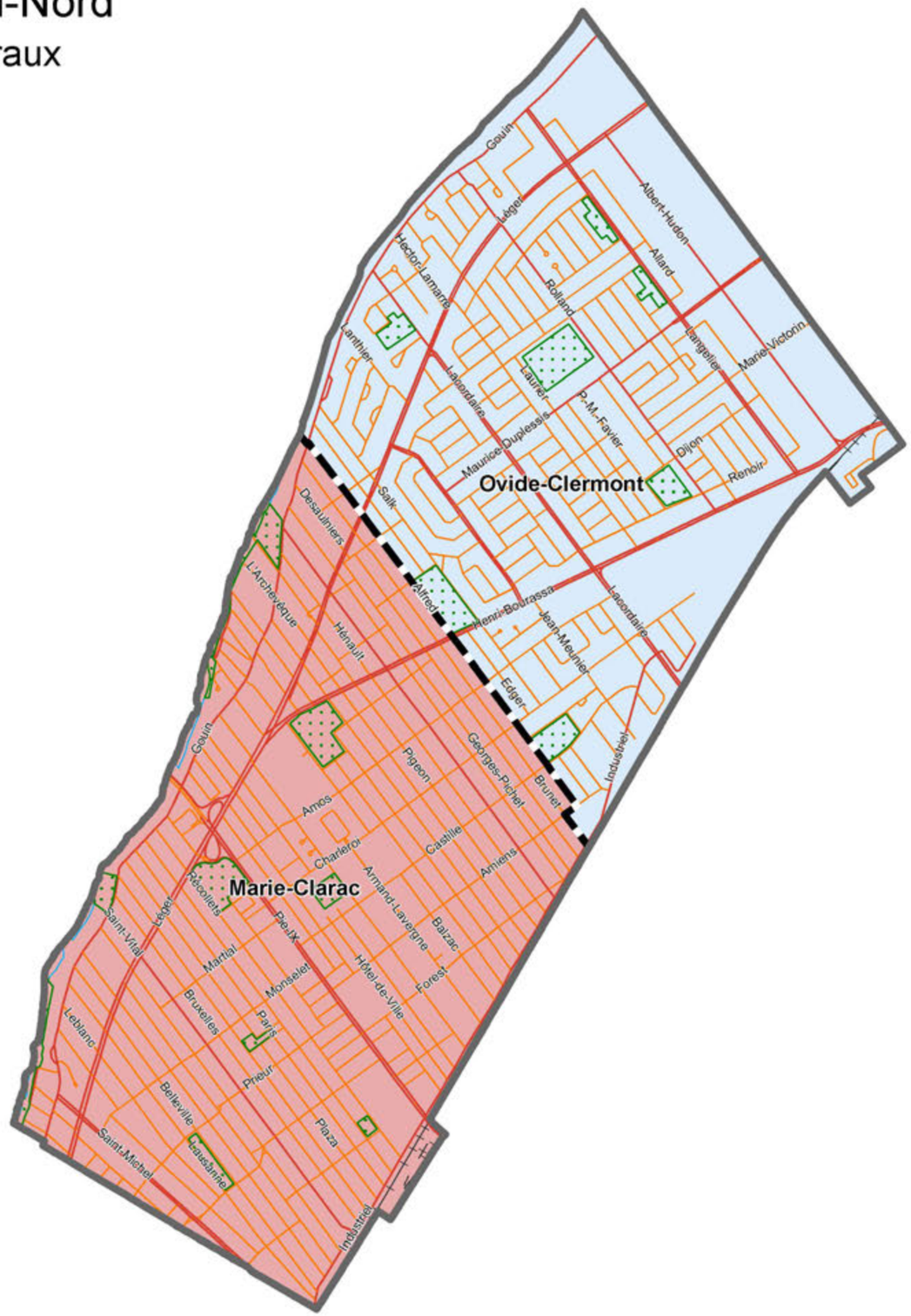


FORMAT 11x17

Arrondissement de Montréal-Nord

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 24 000

0 250 500 m

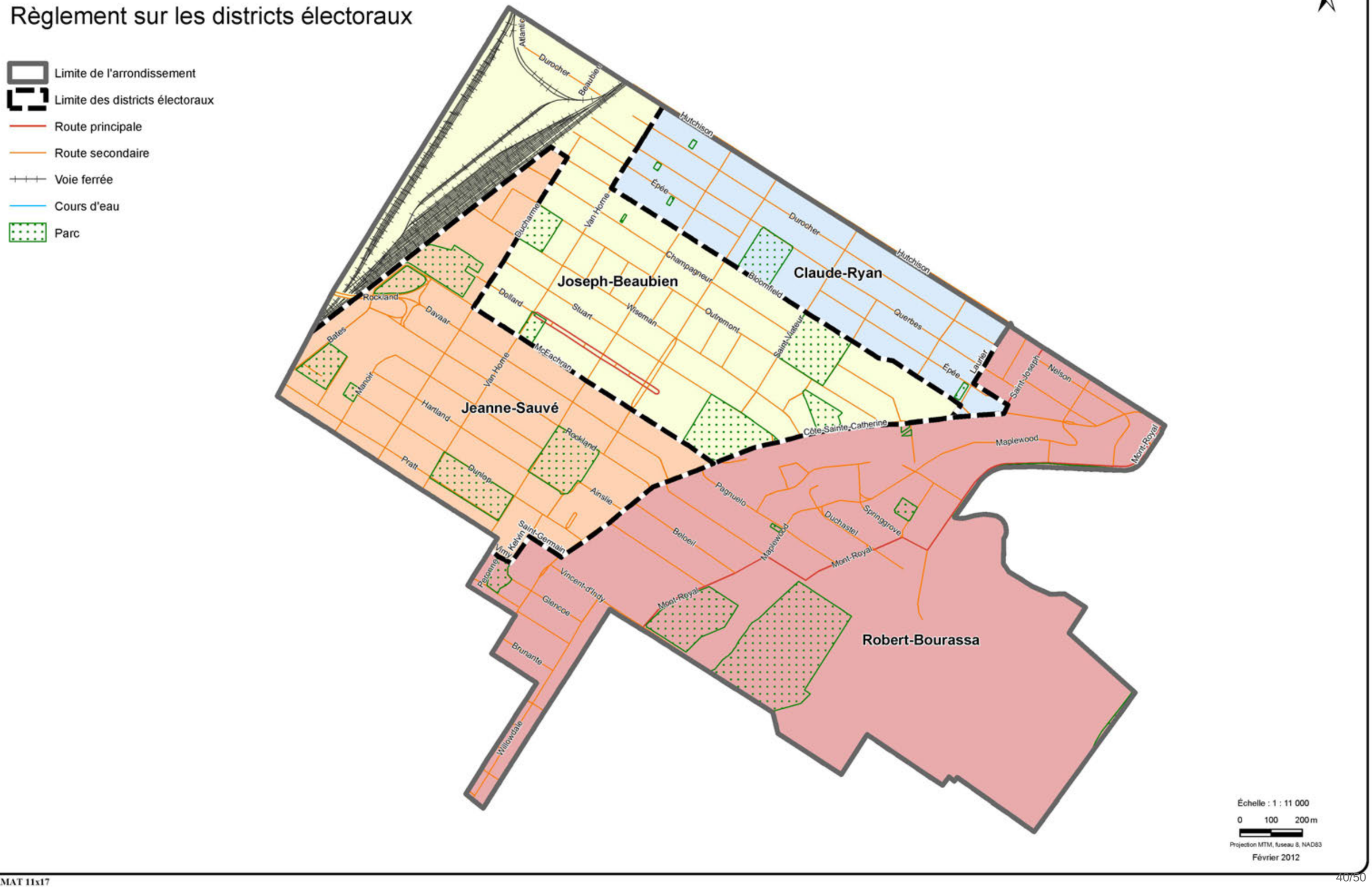
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement d'Outremont

Règlement sur les districts électoraux

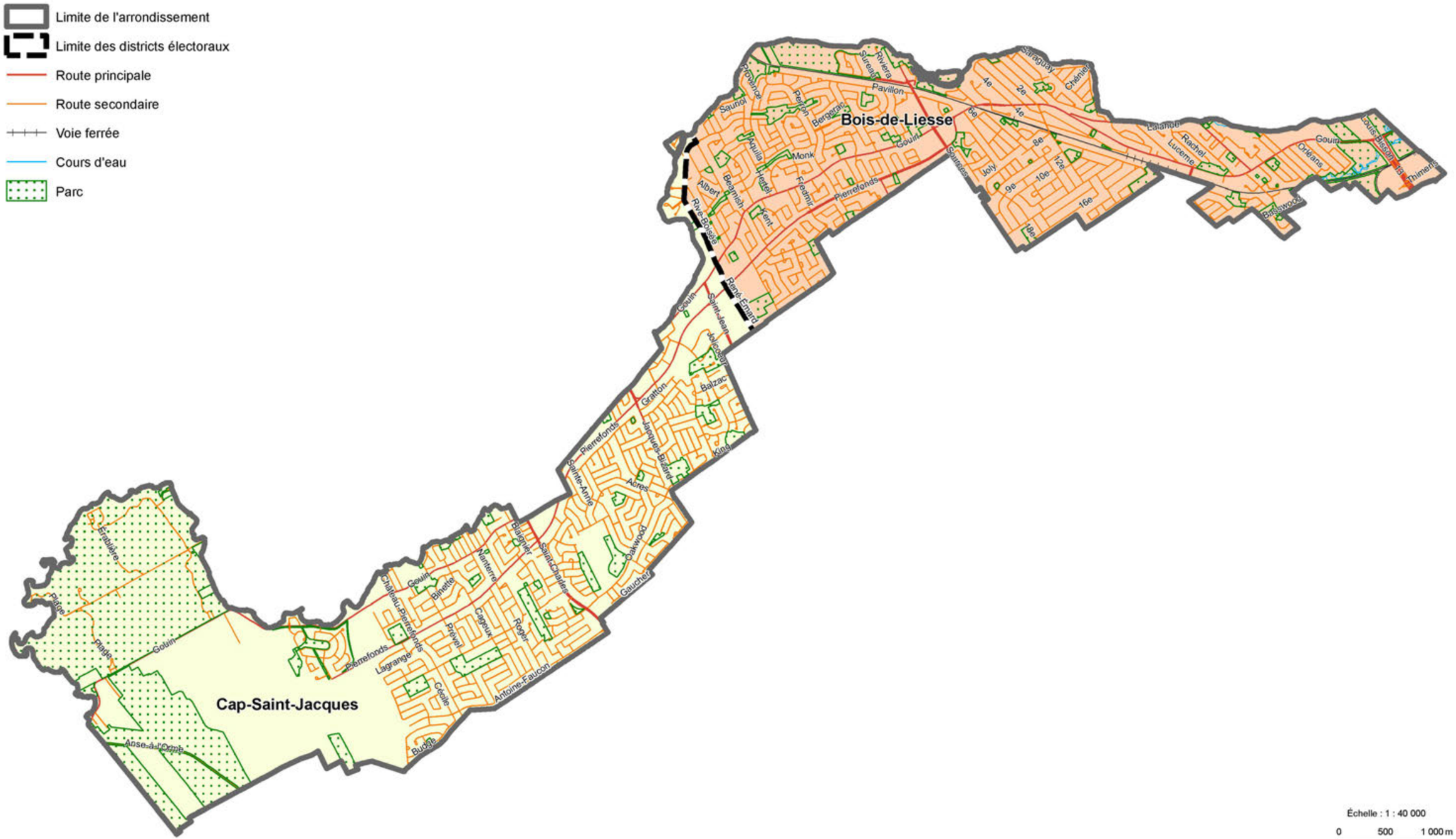


FORMAT 11x17

Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 40 000

0 500 1 000 m

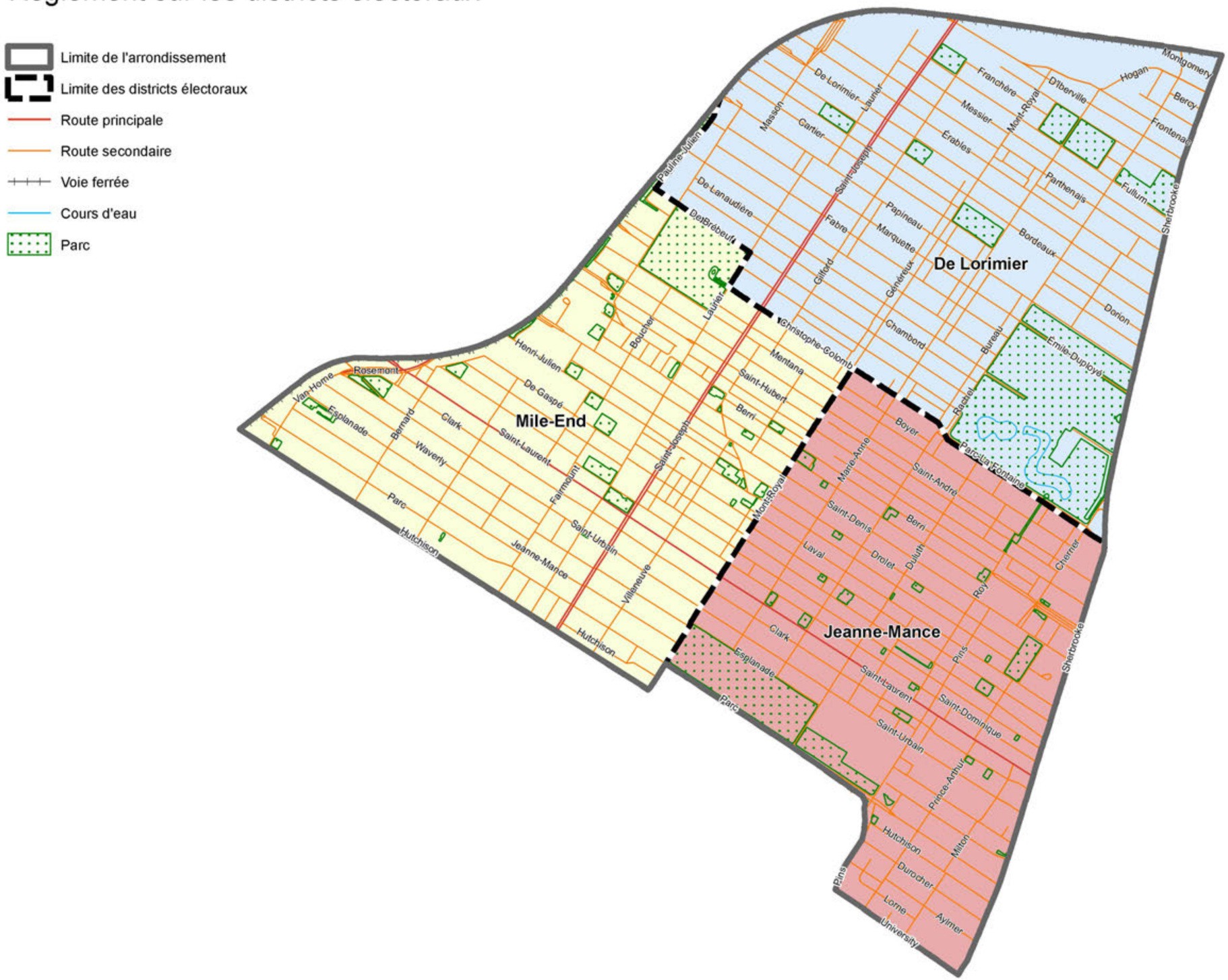
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Règlement sur les districts électoraux



N

Échelle : 1 : 17 000

0 250 500 m

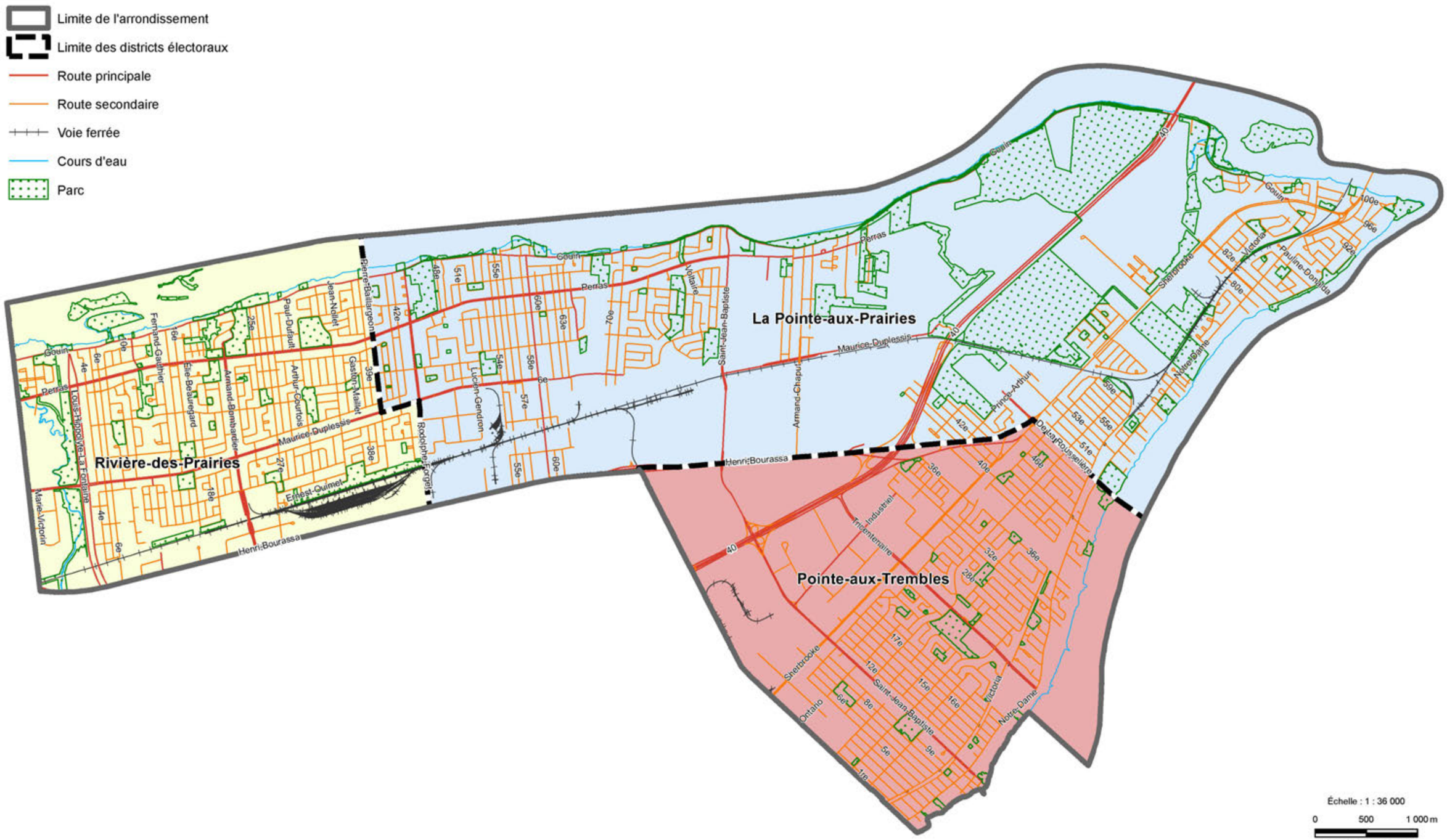
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

Règlement sur les districts électoraux

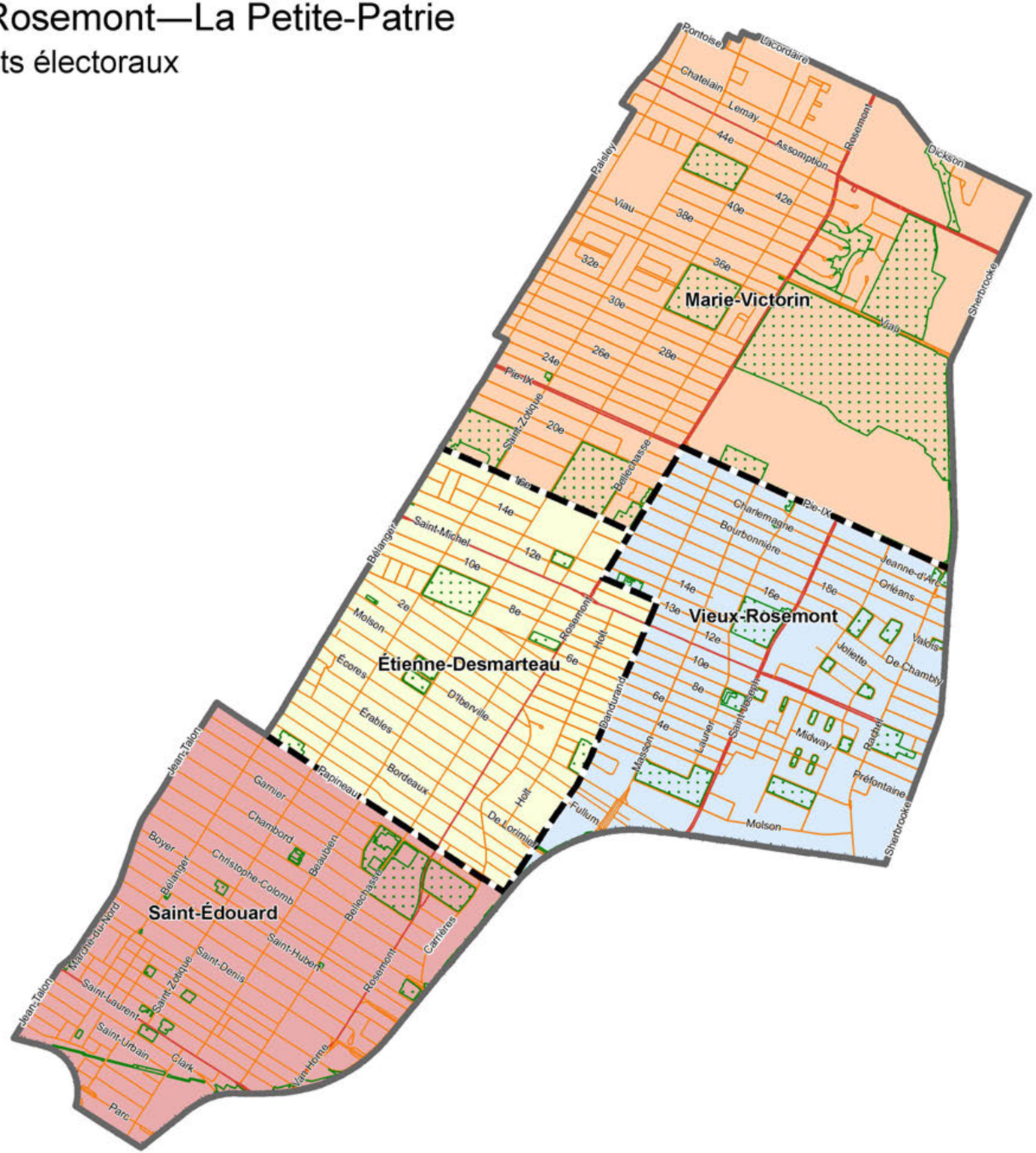


FORMAT 11x17

Arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 25 000

0 250 500 m

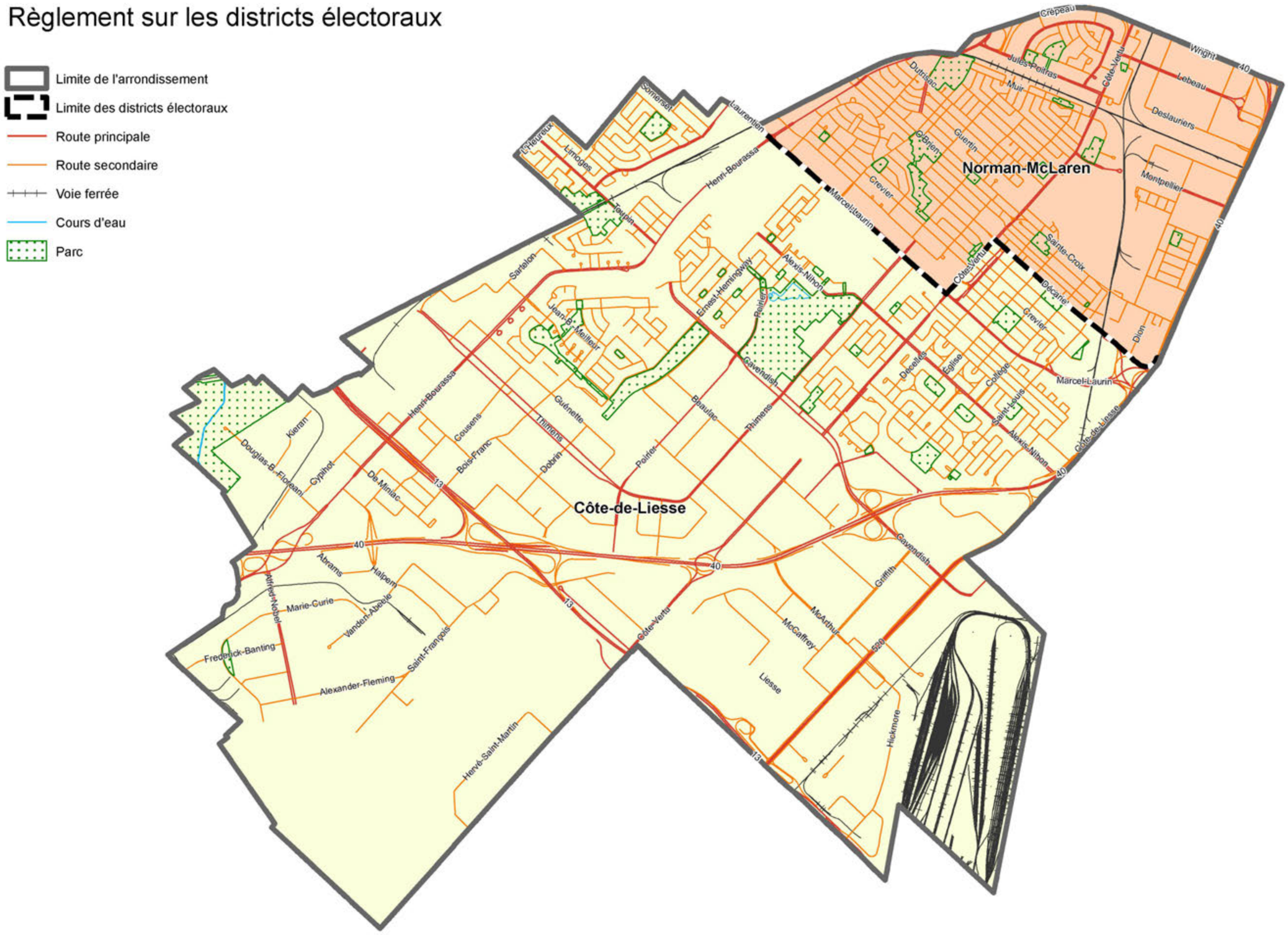
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement de Saint-Laurent

Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement de Saint-Léonard

Règlement sur les districts électoraux



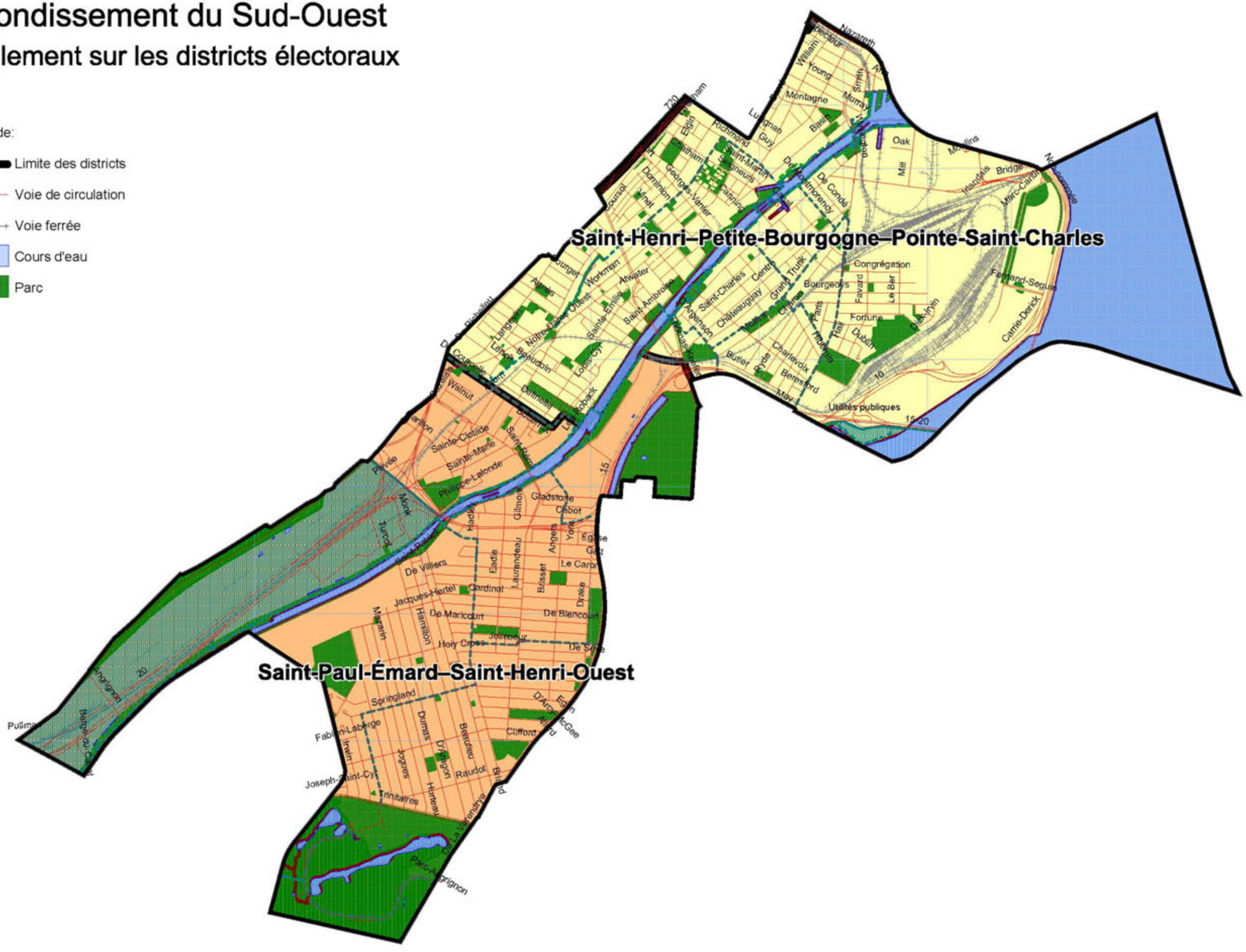
FORMAT 11x17

Arrondissement du Sud-Ouest

Règlement sur les districts électoraux

Légende:

- Limite des districts
- Voie de circulation
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc

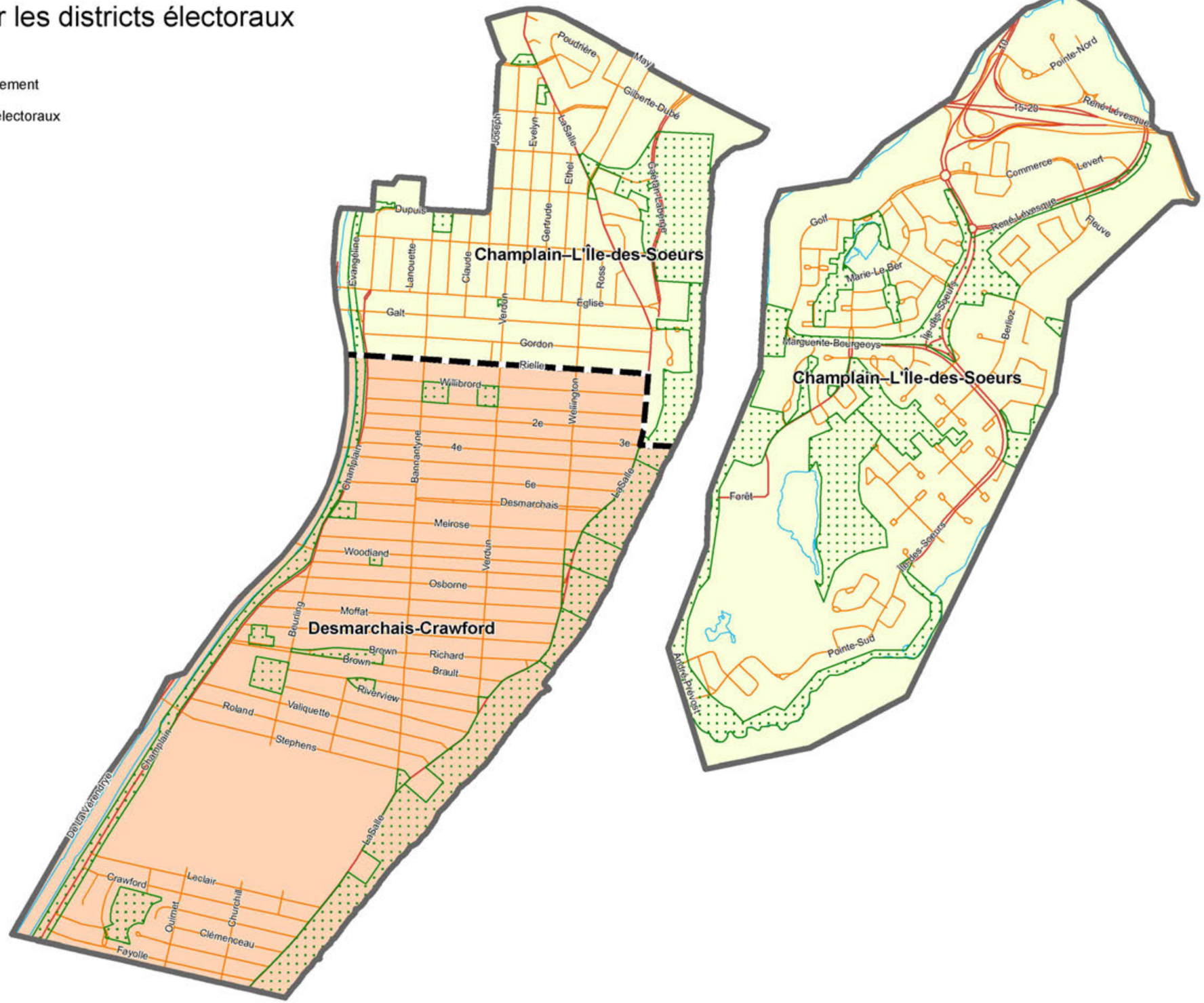


Préparé par innovision+ en format 11 x 17 po. pour le Service du Greffe de la Ville de Montréal

Arrondissement de Verdun

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 18 000

0 250 500 m

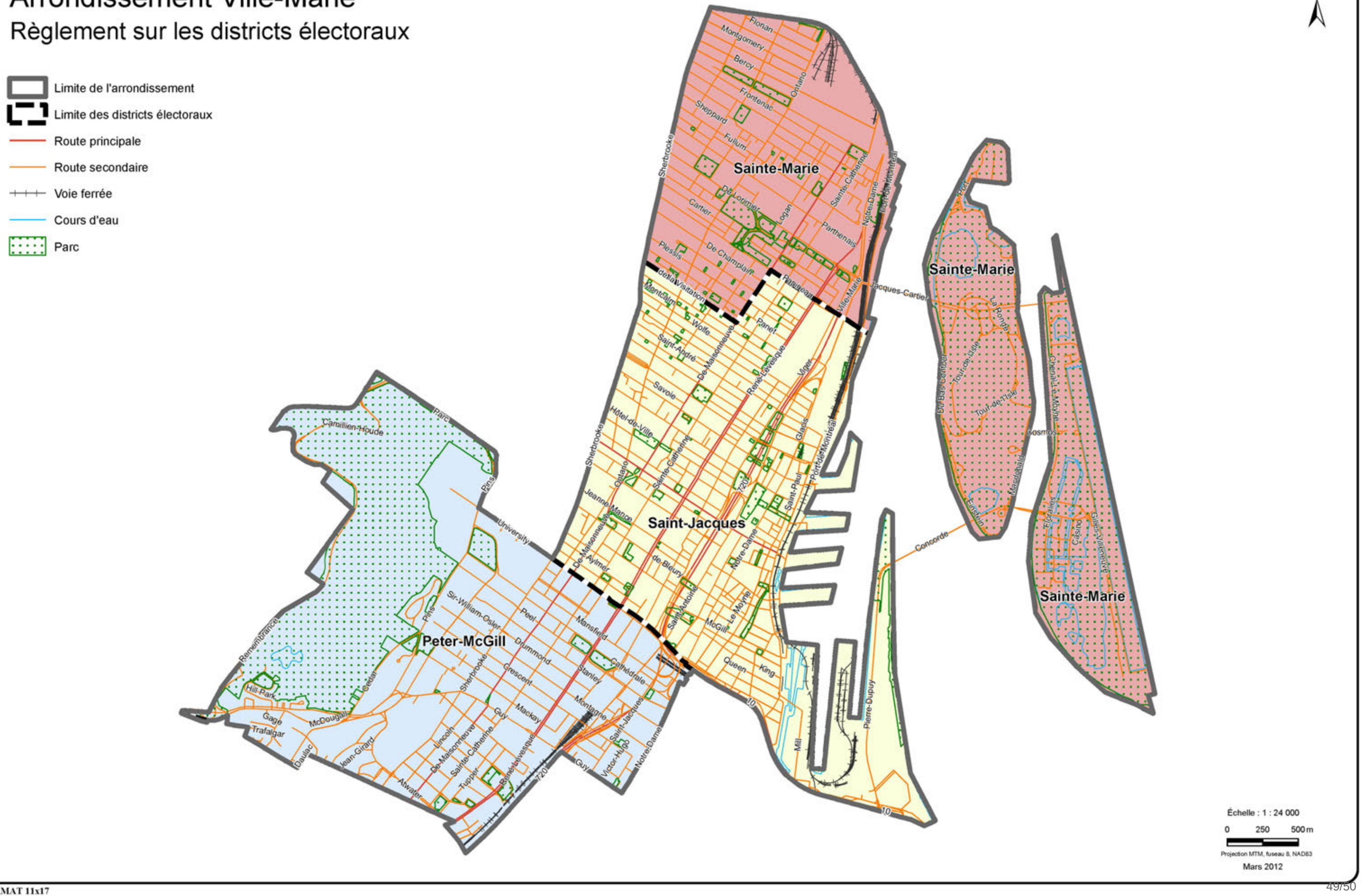
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement Ville-Marie

Règlement sur les districts électoraux



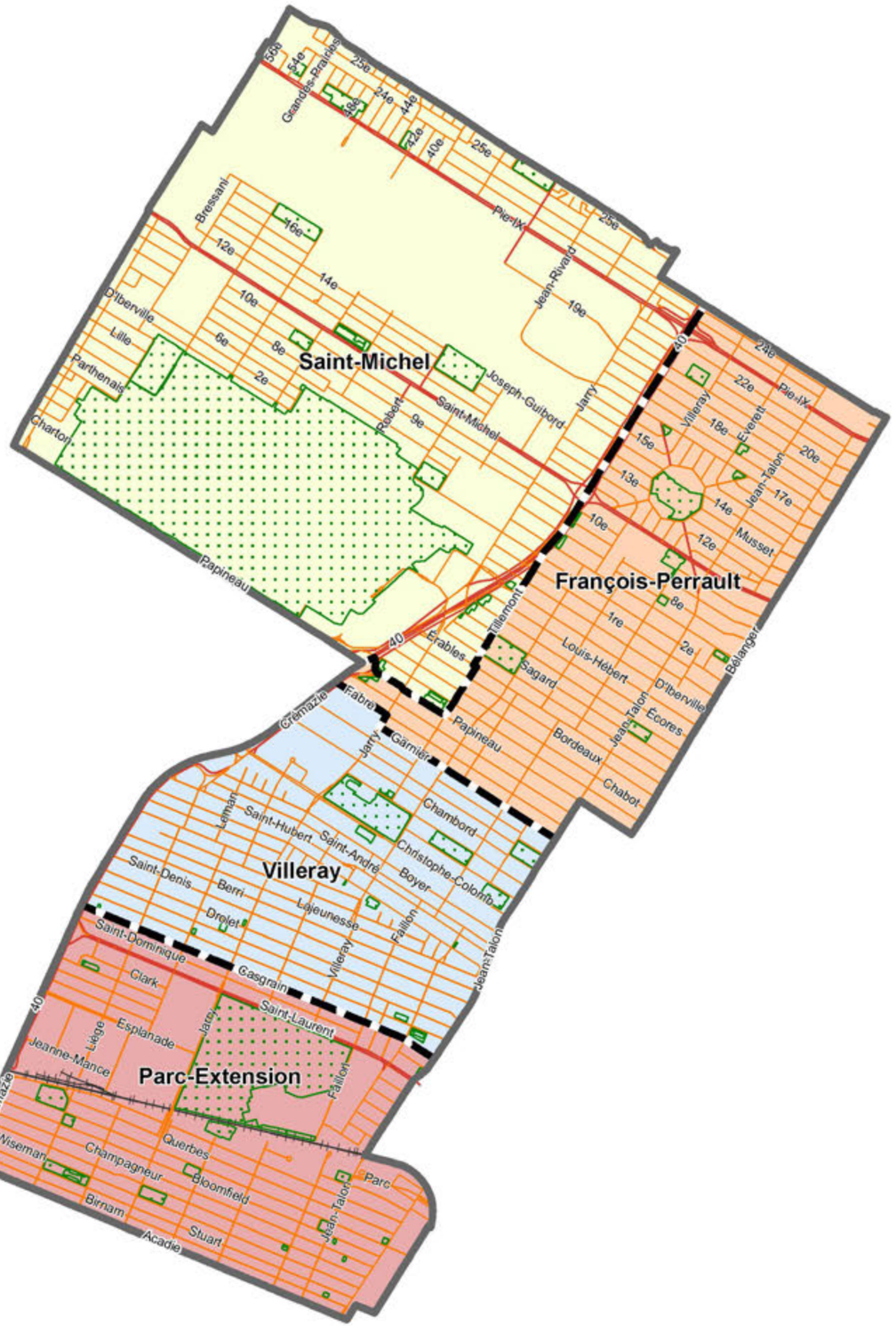
FORMAT 11x17

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Règlement sur les districts électoraux

N

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 28 000

0 250 500 m

Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 43.01

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1167400001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

Il est recommandé :

1. d'adopter le projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord;
2. de mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de PPU;
3. d'adopter le règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation »;
4. d'adopter une résolution de contrôle intérimaire visant à interdire toute nouvelle construction, tout agrandissement d'un immeuble, toute opération cadastrale, tout lotissement, tout nouvel usage, et tout agrandissement d'un usage sur le territoire montré au plan intitulé « Territoire d'application », joint à l'annexe A de la présente résolution.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-28 16:52

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167400001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

CONTENU

CONTEXTE

Le territoire du programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord, délimité au nord par la rue Sherbrooke Est, au sud par la rue Hochelaga, à l'est par la ruelle parallèle à la rue Dickson et à l'ouest par la rue Viau, fait partie d'un secteur plus vaste, le secteur Assomption, établi comme l'un des six secteurs de planification stratégique de l'île de Montréal dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. En effet, la proximité de la station de métro, du port et de l'autoroute 25, la présence de terrains vacants de superficie importante ainsi que le prolongement prévu du boulevard de l'Assomption vers le sud sont considérés comme des atouts pour une consolidation du secteur à des fins résidentielles et d'emploi. En plus du prolongement du boulevard de l'Assomption jusqu'à la rue Notre-Dame Est, celui de l'avenue Souligny vers le sud est également prévu par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.
Le secteur Assomption présente des caractéristiques différentes au nord et au sud d'Hochelaga. La portion sud est dominée par une vocation industrielle et est visée par une transformation de l'emploi, notamment vers le domaine de la logistique, en lien avec la proximité du port de Montréal, l'accès direct à l'autoroute 25 via l'avenue Souligny et la présence du réseau ferroviaire. La portion située au nord de la rue Hochelaga accueille des activités plus diversifiées (industrie légère, commerce, bureau) ainsi que plusieurs immeubles d'habitation, et est marquée par la présence de la station de métro Assomption. Cette portion, d'une superficie de 94 hectares, comprend aussi plusieurs terrains vacants ou sous-utilisés pouvant être mis en valeur à court terme.

L'outil du programme particulier d'urbanisme a donc été retenu pour mettre en œuvre la création d'un quartier diversifié dans la portion nord du secteur Assomption. L'élaboration du PPU est le fruit d'une collaboration entre l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et la Direction de l'urbanisme du Service de la mise en valeur du territoire. Un

règlement de contrôle intérimaire accompagne le projet de PPU afin de ne pas compromettre les orientations préconisées avant son adoption.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Projet de programme particulier d'urbanisme

Le programme proposé vise à articuler, autour du boulevard de l'Assomption, un quartier dense et diversifié et un secteur d'emplois à dominantes commerciale et d'industrie légère. En misant à la fois sur la présence d'activités prospères, sur l'emplacement central de la station de métro et sur la capacité d'accueil que représentent les terrains vacants, le PPU vise à accueillir des logements dans un secteur accessible en transport en commun et à proximité des services et d'équipements publics, à rendre les abords de la station de métro plus conviviaux et à dynamiser l'activité économique.

Cette vision se décline en sept orientations, soit :

1. Favoriser un développement dense et diversifié aux abords de la station de métro;
2. Assurer une diversité résidentielle;
3. Consolider et diversifier l'économie locale;
4. Assurer une transition entre les secteurs et une bonne cohabitation des usages;
5. Doter le secteur d'un réseau d'espaces publics;
6. Développer et sécuriser les parcours piétons et cyclables;
7. Bonifier le verdissement et la gestion durable de l'eau.

Le PPU prévoit, à long terme, la construction de près de 3 000 logements, générant la venue d'environ 4 400 nouveaux résidents. La densification des activités pourrait permettre d'accueillir 1 600 nouveaux travailleurs. Pour ce faire, le secteur d'activités diversifiées prévu au Plan d'urbanisme serait agrandi afin d'englober toute la partie du territoire dont la transformation est envisagée à court, moyen et long termes (20 ans).

Le PPU préconise l'insertion d'habitations dans la portion nord-est du secteur, soit aux abords de la station de métro, en continuité avec les secteurs résidentiels existants, situés le long de la rue Sherbrooke Est et à l'est de la rue Dickson. Cette portion du territoire à dominante résidentielle serait bordée par une zone d'activités compatibles avec les milieux de vie environnants qui marquerait la transition avec les secteurs d'emplois conservés le long de la rue Viau et au sud de la rue Hochelaga.

Pour accompagner cette évolution du territoire, le PPU prévoit la création d'une trame urbaine secondaire, composée de sentiers piétons et cyclistes, de places publiques et de rues locales.

Des balises d'aménagement et de développement définissent plus finement les orientations concernant l'aménagement du domaine public et l'encadrement des projets immobiliers selon quatre sous-secteurs : Sherbrooke Est / De l'Assomption, Pierre-De Coubertin, boulevard de l'Assomption et Viau. Ces balises déterminent notamment la nature des espaces publics à créer et leur insertion dans un réseau, la hauteur et la densité des immeubles, leur relation à la rue ou encore, les fonctions préconisées.

Le PPU implique des modifications de l'affectation du sol et de la densité dans le Plan d'urbanisme ayant pour effet d'agrandir la zone actuelle d'activités diversifiées et de forte densité qui longe la rue Sherbrooke Est et d'introduire deux autres secteurs de densité pour assurer une transition avec le secteur résidentiel voisin.

Mesures de contrôle intérimaire

Afin d'imposer un effet de gel jusqu'à ce que la réglementation soit modifiée pour tenir compte des modifications proposées au Plan d'urbanisme, un règlement de contrôle intérimaire peut être adopté par le conseil municipal pour le territoire d'application du PPU. Ce règlement visera donc à interdire tout nouvel usage, nouvelle construction, agrandissement, demande d'opération cadastrale et morcellement de lot fait par aliénation. Cependant, les travaux relatifs à l'entretien et à la réparation de propriété seront permis.

Jusqu'à ce que le règlement de contrôle intérimaire entre en vigueur, une résolution de contrôle intérimaire adoptée en même temps que celui-ci permettra de créer un gel immédiat par l'interdiction de tout nouvel usage, toute nouvelle construction, tout agrandissement, toute opération cadastrale et tout lotissement dans le territoire d'application.

JUSTIFICATION

L'adoption du projet de PPU Assomption Nord permettra la requalification du secteur par une intensification et une diversification des activités, comprenant notamment de l'habitation, comme préconisé dans les documents de planification adoptés ces dernières années.
Le secteur visé est propice à la création d'un nouveau quartier dense et diversifié. Tout d'abord, il est desservi par une station de métro qui figure parmi les stations les moins achalandées du réseau et par plusieurs lignes d'autobus. Il est situé à vingt minutes du centre-ville en métro et à proximité de plusieurs pôles d'emplois (hôpital Maisonneuve-Rosemont, Parc olympique, etc.). De plus, il comprend plusieurs terrains vacants de grande envergure et des terrains sous-utilisés. Le PPU permettra ainsi de stimuler et d'orienter le développement vers un milieu de vie compact, et d'assurer sa cohabitation avec diverses activités urbaines (commerce, industrie légère, bureau). Le PPU prévoit également la création d'un réseau d'espaces publics qui desservira les nouveaux résidents et travailleurs du secteur, conférant ainsi au territoire les attributs d'un quartier urbain. Ce nouveau quartier fera ainsi le lien entre le quartier Maisonneuve, le pôle du Parc olympique et le secteur Mercier-Ouest.

Enfin, les mesures de contrôle intérimaire permettront d'éviter que des projets immobiliers ne viennent compromettre les nouvelles orientations d'aménagement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de PPU Assomption Nord favorise un développement de forte densité comprenant de l'habitation et des activités à distance de marche d'une station de métro. Il promeut ainsi l'établissement d'habitations à proximité de zones d'emploi accessibles en transport actif ou collectif. Il vise aussi l'amélioration du réseau cyclable, de même que des trajets piétonniers plus conviviaux. De plus, une attention particulière sera portée au couvert végétal, réduisant ainsi les îlots de chaleur et assurant une gestion durable de l'eau.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le PPU enclenchera le processus de requalification des abords de la station de métro Assomption favorisant une diversification des usages et une densification du cadre bâti, dans un secteur actuellement sous-utilisé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera élaboré par le Service des communications en collaboration avec le Service de la mise en valeur du territoire et l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2016 :

- 9 novembre : CE - mise à l'ordre du jour du CM des projets de règlement;
- 21 novembre : CM - avis de motion et adoption du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, mandat de consultation à l'OCPM, avis de motion - règlement de contrôle intérimaire, adoption de la résolution de contrôle intérimaire;
- 19 décembre 2016 : CM - adoption du règlement de contrôle intérimaire;
- Janvier-avril 2017 : Tenue des activités de l'OCPM et dépôt du rapport;
- Mai 2017 :
  - CE - mise à l'ordre du jour du CM, suite à la consultation publique, du règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord;
  - CM - adoption du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Réjean BOISVERT, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Réjean BOISVERT, 12 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement

Tél : 514 872-0577
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-19

Lise BERNIER
Chef de division

Tél : 514 872-6070
Télécop. : 514 872-1598

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain DUCAS
Directeur de l'urbanisme
Tél : 514 872-4185
Approuvé le : 2016-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2016-10-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167400001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'urbanisme , Aménagement et design urbain
Objet :	Adopter un projet de règlement visant à modifier le Plan d'urbanisme afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de règlement du PPU / Adopter un règlement intitulé « Règlement de contrôle intérimaire relatif aux nouveaux usages, aux nouvelles constructions, aux agrandissements, aux opérations cadastrales et aux morcellements de lots faits par aliénation » / Adopter une résolution de contrôle intérimaire

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

Règlement de contrôle intérimaire_ANNEXE A.docRésolution de contrôle intérimaire_ANNEXE A.doc

Règlement de contrôle intérimaire_PPU Assomption Nord (révisé) 2016-10-27.doc

Résolution de contrôle intérimaire_PPU Assomption Nord (révisé) 2016-10-11.doc

Projet de règlement modifiant le PU_FINAL (révisé) 2016-10-27.doc

Annexe 1 Le Schéma des secteurs d emplois.pdf

Annexe 2 Les secteurs d affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif.pdf

Annexe 3 Les secteurs d emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier.pdf

Annexe 4 Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d emplois.pdf

Annexe 5 Les secteurs propices à une transformation à des fins d activités mixtes.pdf

Annexe 6 L affectation du sol.pdfAnnexe 7 La densité de construction.pdf

Annexe 8 Les secteurs d emploi (chapitre 14).pdf

Annexe 9 L affectation du sol (chapitre 14).pdf

Annexe 10 La densité de construction (chapitre 14).pdf

Annexe 11 La synthèse des orientations pan-montréalaises.pdf

PPU Assomption Nord_26 octobre 2016.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville décrète :

1. La carte 2.4.1 intitulée « Le schéma des secteurs d'emplois » de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, par la carte jointe en annexe 1 au présent règlement.

2. L'illustration 2.4.1 intitulée « Les secteurs d'affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif » de la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, par l'illustration jointe en annexe 2 au présent règlement.

3. L'illustration 2.4.2 intitulée « Les secteurs d'emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier » de la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, par l'illustration jointe en annexe 3 au présent règlement.

4. L'illustration 2.4.3 intitulée « Les grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d'emplois » de la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, par l'illustration jointe en annexe 4 au présent règlement.

5. L'illustration 2.4.4 intitulée « Les secteurs propices à une transformation à des fins d'activités mixtes » de la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, par l'illustration jointe en annexe 5 au présent règlement.

6. La carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol » de la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, par la carte jointe en annexe 6 au présent règlement.

7. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » de la partie I de ce plan d'urbanisme est remplacée, à l'égard de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, par la carte jointe en annexe 7 au présent règlement.

8. Les paragraphes du texte intitulé « Les secteurs d'emplois » de l'objectif 1 de la section 14.3.1 du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme sont remplacés par les paragraphes suivants :

> « Le secteur Dickson (ou Assomption Sud) offre 48 hectares de terrains vacants ou abandonnés propices au développement économique. Son attractivité sera considérablement améliorée grâce au prolongement du boulevard de L'Assomption et de l'avenue Souligny.
>
> Le secteur d'emploi Assomption Nord, situé entre la rue Viau et le boulevard de l'Assomption au nord de la rue Hochelaga, mérite une attention toute particulière. Le secteur est composé de grandes entreprises issues du domaine des services administratifs, du transport et de l'entreposage générant une grande employabilité. De plus, on remarque l'arrivée d'une nouvelle économie de savoir et de service en pleine croissance.
>
> À cet égard, dans le but d'optimiser les retombées économiques du développement des secteurs Assomption Nord et Dickson, il faudra favoriser l'établissement d'entreprises offrant une diversité tant par leur domaine d'expertise que par leur rayonnement, permettant de maximiser un développement prospère et en santé, et proposant un gain en termes de création d'emplois. ».

9. L'illustration 14.1 intitulée « Les secteurs d'emploi » du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme est remplacée par l'illustration relative aux secteurs d'emplois et aux activités diversifiées jointe en annexe 8 au présent règlement.

10. L'objectif 9 de la section 14.3.4 du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme est modifié par l'insertion, après le deuxième paragraphe, du paragraphe suivant :

> « En ce sens, l'édicule du métro Assomption avec la requalification de ses abords permet la réalisation d'un réseau de sentiers piétons et cyclables permettant une plus grande flexibilité de parcours et une meilleure accessibilité à la zone d'emploi existante. ».

11. L'objectif 10 de la section 14.3.4 du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme est modifié par le remplacement des deux dernières phrases du cinquième paragraphe, par les phrases suivantes :

> « Enfin, le prolongement du boulevard de l'Assomption vers le sud offre l'occasion de canaliser le camionnage se dirigeant vers la rue Notre-Dame Est et ainsi, d'améliorer considérablement la quiétude sur les rues résidentielles environnantes, dont la rue Dickson. Le prolongement du boulevard de l'Assomption sera aussi l'occasion de réaménager la portion existante, entre les rues Sherbrooke Est et Hochelaga. L'aménagement du boulevard urbain prévoit une cohabitation sécuritaire pour le piéton avec des trottoirs élargis, des traversées sécuritaires, des plantations d'arbres et l'installation de mobilier urbain. ».

12. La carte intitulée « L'affectation du sol » du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe 9 au présent règlement.

13. La carte intitulée « La densité de construction » du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe 10 au présent règlement.

14. Les paramètres de densités de construction du secteur 14-03 de la section 14.5 du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme sont remplacés par les suivants :

« Secteur 14-03
- bâti de deux à quatre étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen. ».

15. Les paramètres de densités de construction du secteur 14-05 de la section 14.5 du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme sont remplacés par les suivants :

« Secteur 14-05
- bâti de deux à douze étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. maximal : 6,0. ».

16. La section 14.5 du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout, après les paramètres de densités de construction du secteur 14-16, des paramètres suivants :

« Secteur 14-17
- bâti de deux à quatre étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé. ».

17. La carte intitulée « La synthèse des orientations pan-montréalaises » du chapitre 14 de la partie II de ce plan d'urbanisme est remplacée par la carte jointe en annexe 11 au présent règlement.

18. La partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme du Plan d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout du document intitulé « Programme particulier d'urbanisme – Assomption Nord » joint en annexe 12 au présent règlement.

ANNEXE 1
CARTE 2.4.1 INTITULÉE « LE SCHÉMA DES SECTEURS D'EMPLOIS »

ANNEXE 2
ILLUSTRATION 2.4.1 INTITULÉE « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF »

ANNEXE 3
ILLUSTRATION 2.4.2 INTITULÉE « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER »

ANNEXE 4
ILLUSTRATION 2.4.3 INTITULÉE « LES GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS »

ANNEXE 5
ILLUSTRATION 2.4.4 INTITULÉE « LES SECTEURS PROPICES À UNE TRANSFORMATION À DES FINS D'ACTIVITÉS MIXTES »

ANNEXE 6
CARTE 3.1.1 INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL »

ANNEXE 7
CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE 8
ILLUSTRATION 14.1 RELATIVE AUX SECTEURS D'EMPLOIS ET D'ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES

ANNEXE 9
CARTE INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL » - ARRONDISSEMENT MERCIER –HOCHELAGA-MAISONNEUVE

ANNEXE 10
CARTE INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION » - ARRONDISSEMENT MERCIER –HOCHELAGA-MAISONNEUVE

ANNEXE 11
CARTE INTITULÉE « LA SYNTHÈSE DES ORIENTATIONS PAN-MONTRÉALAISES »

ANNEXE 12
PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME INTITULÉ « ASSOMPTION NORD »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1167400001

Rivière des Mille Îles

Lac des Deux Montagnes

Rivière des Prairies

Fleuve Saint-Laurent

Lac Saint-Louis

Bassin de La Prairie

0 1 2 3 km

Carte résultante

Le schéma des secteurs d'emplois

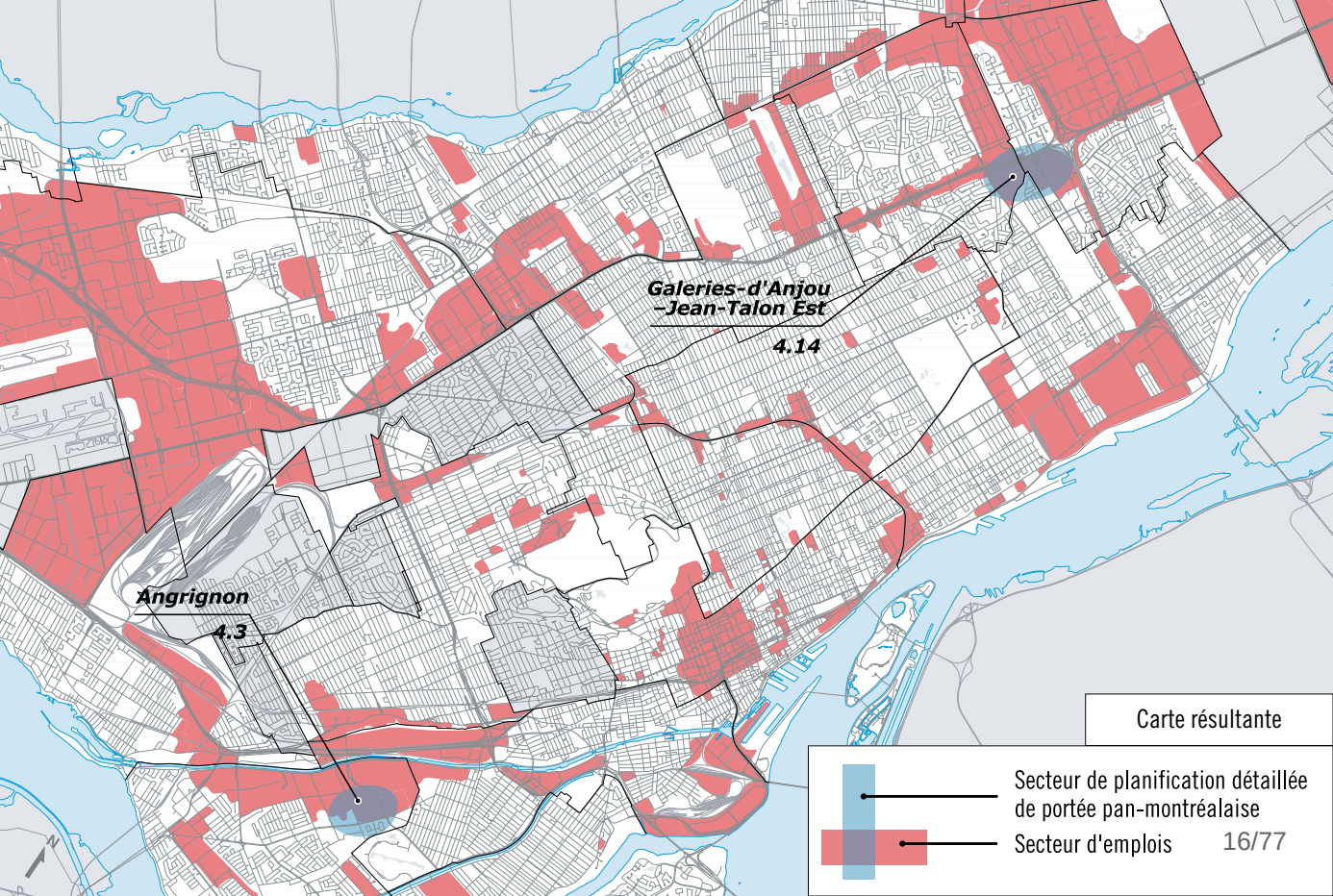
Carte 2.4.1

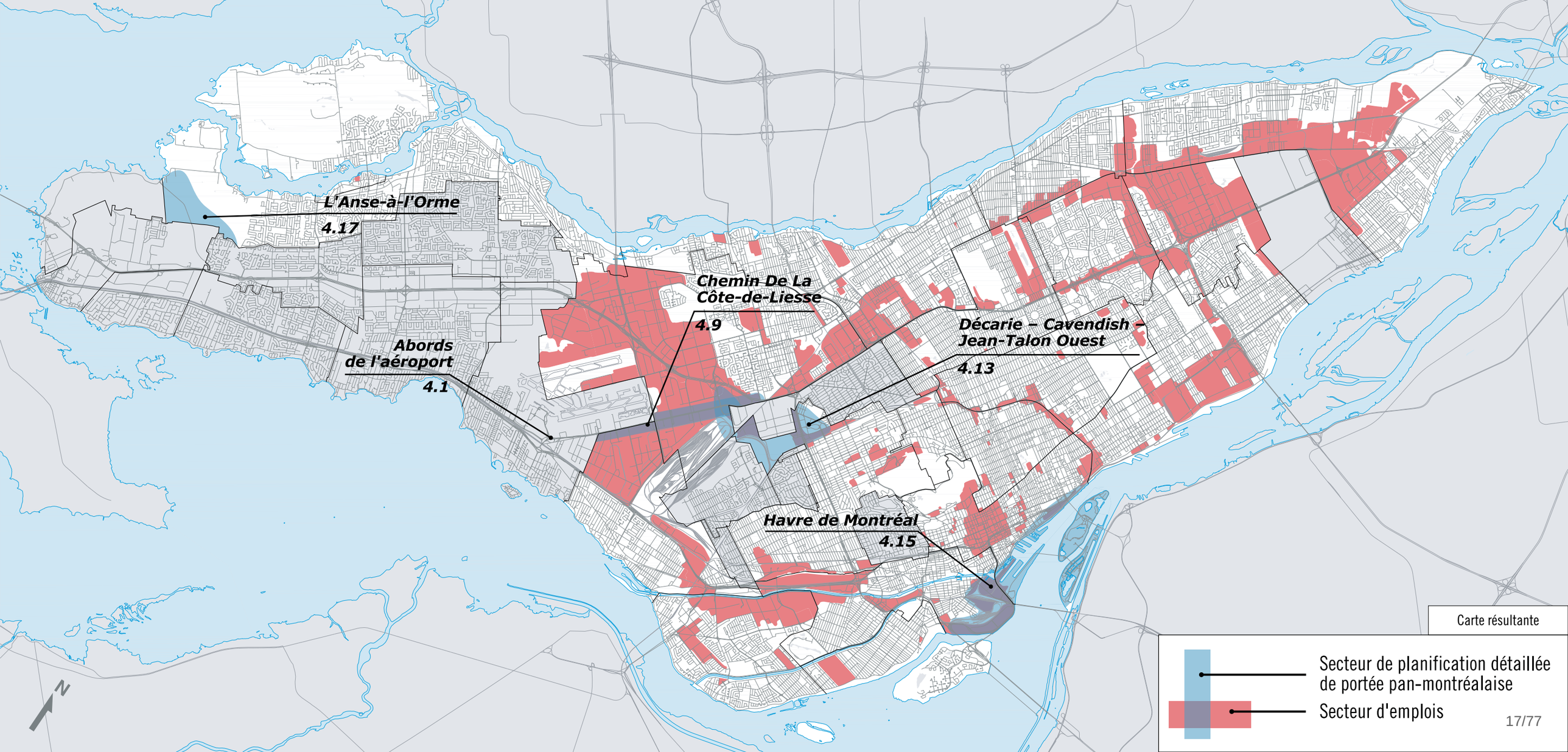
- Centre des affaires
- Secteur d'affaires et de commerce
- Secteur d'emplois institutionnels
- Secteur d'entreprises
- Secteur d'emplois diversifiés
- Secteur industriel
- Secteur industriel extensif
- Limite d'arrondissement

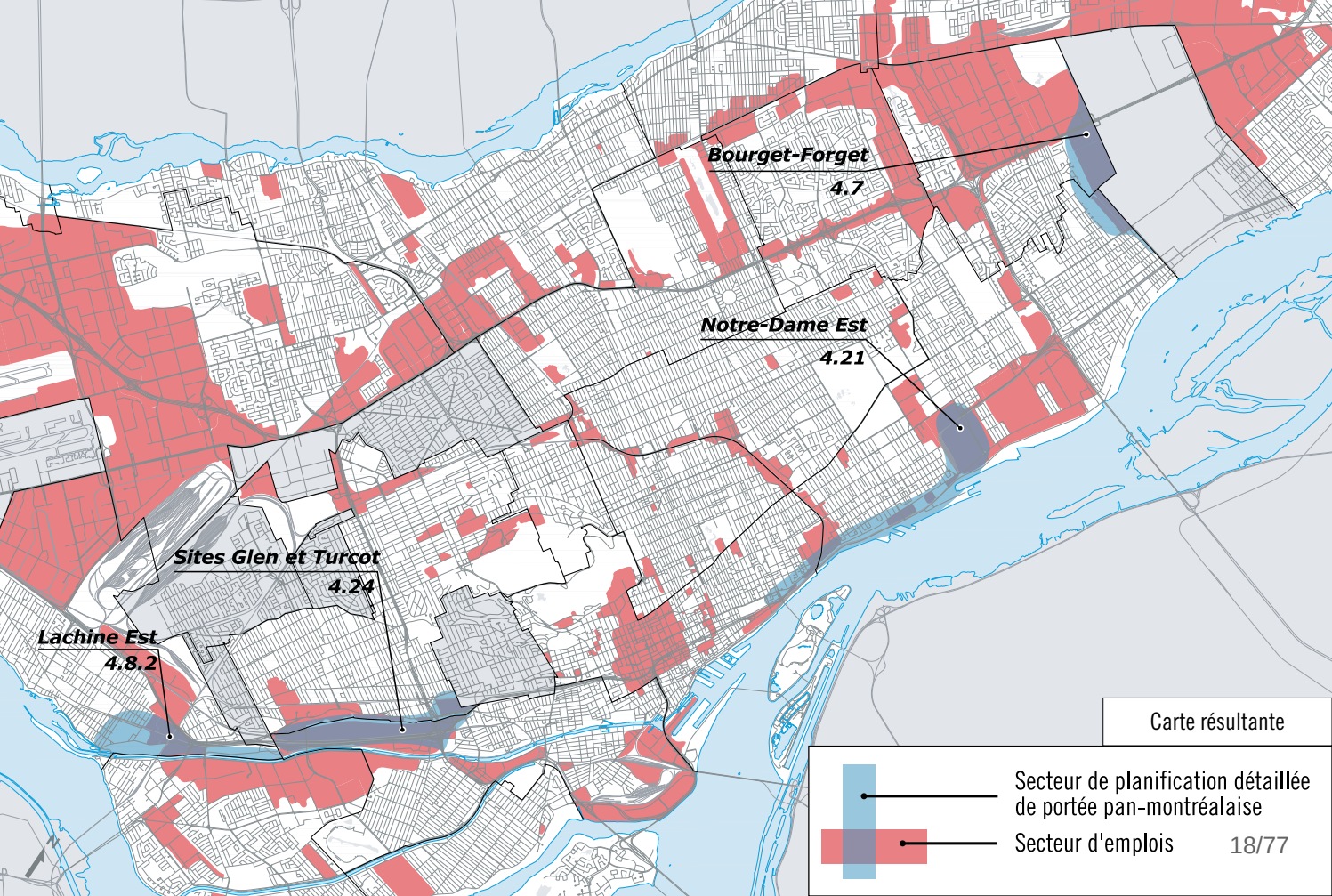
Mise en valeur du territoire et du patrimoine

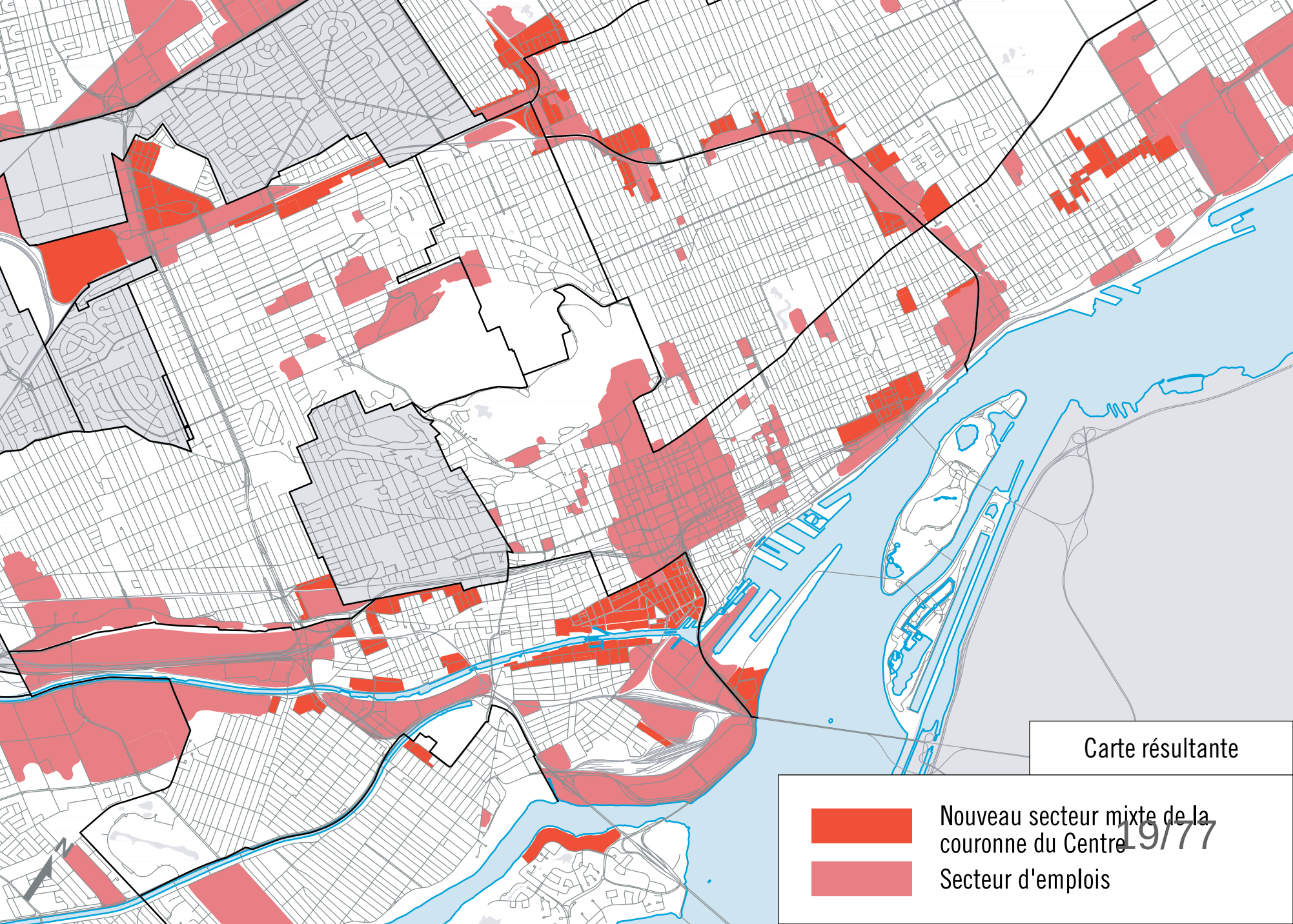
Plan d'urbanisme

Montréal


Galeries-d'Anjou
–Jean-Talon Est
4.14
Angrignon
4.3
Carte résultante
Secteur de planification détaillée
de portée pan-montréalaise
Secteur d'emplois
16/77


L'Anse-à-l'Orme
4.17
Abords
de l'aéroport
4.1
Chemin De La
Côte-de-Liesse
4.9
Décarie – Cavendish –
Jean-Talon Ouest
4.13
Havre de Montréal
4.15
N
Carte résultante
Secteur de planification détaillée
de portée pan-montréalaise
Secteur d'emplois
17/77


Bourget-Forget
4.7
Notre-Dame Est
4.21
Sites Glen et Turcot
4.24
Lachine Est
4.8.2
Carte résultante
Secteur de planification détaillée de portée pan-montréalaise
Secteur d'emplois
18/77


Carte résultante
Nouveau secteur mixte de la couronne du Centre
Secteur d'emplois
19/77

Rivière des Mille Îles

Lac des Deux Montagnes

Rivière des Prairies

Lac Saint-Louis

Fleuve Saint-Laurent

Bassin de La Prairie

N

0 1,5 3 km

Carte résultante

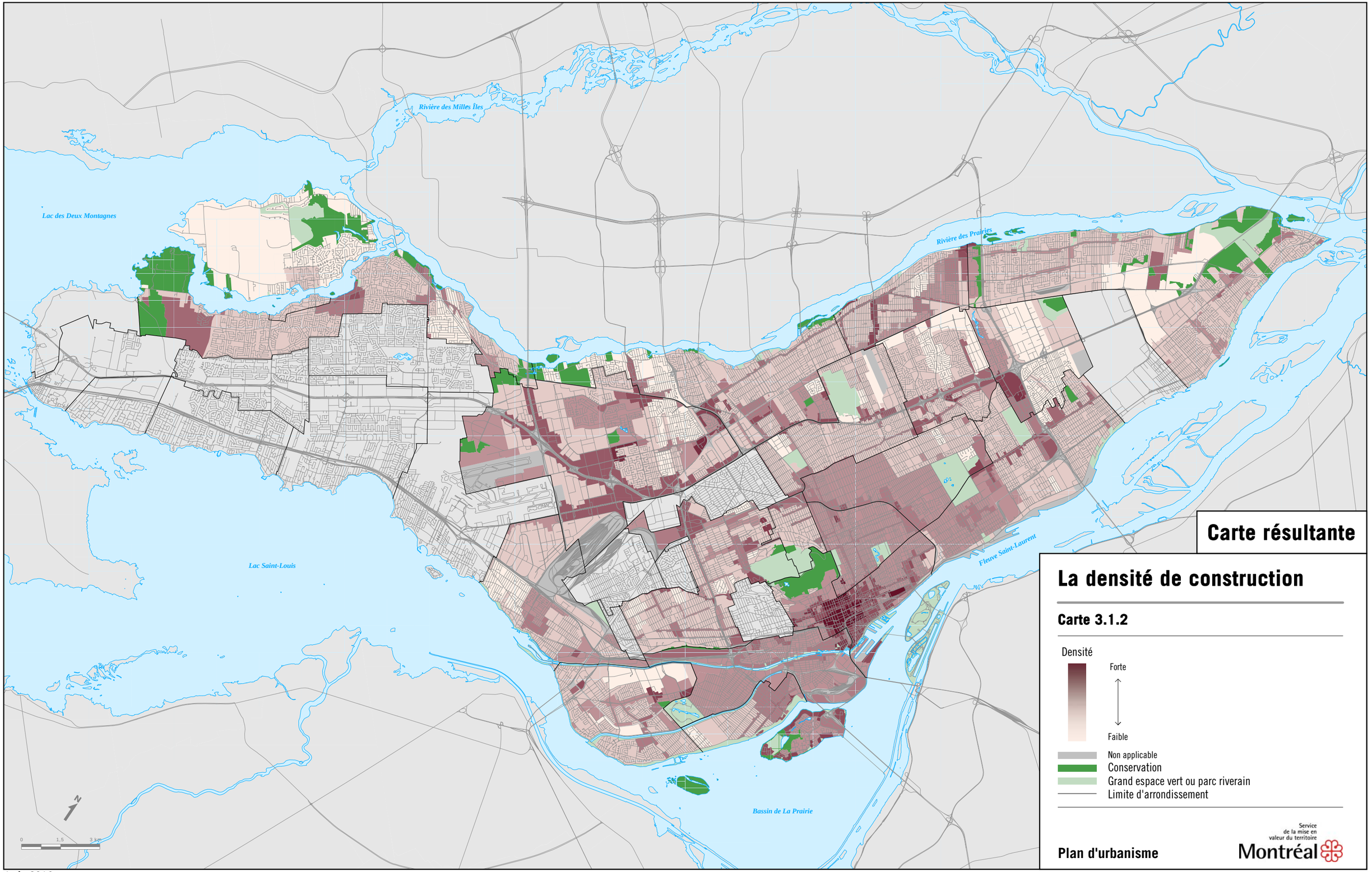
L'affectation du sol

Carte 3.1.1

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

Plan d'urbanisme



Carte résultante

La densité de construction

Carte 3.1.2

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal


rue Beaubien Est
boulevard Langelier
rue De Cadillac
rue Sherbrooke Est
boulevard De L'Assomption
rue Hochelaga
autoroute 25
avenue Souligny
rue Honoré-Beaugrand
rue Des Ormeaux
boulevard Pierre-Bernard
Secteur
Assomption Nord
Secteur
Louis-H.-La Fontaine
Secteur
Dickson
(Assomption Sud)
rue Viau
rue Notre-Dame Est
boulevard Pie-IX
rue Ontario Est
Sainte-Catherine Est
rue
Secteur
Moreau

Extrait de la carte 3.1.1 – Carte résultante

L'affectation du sol

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

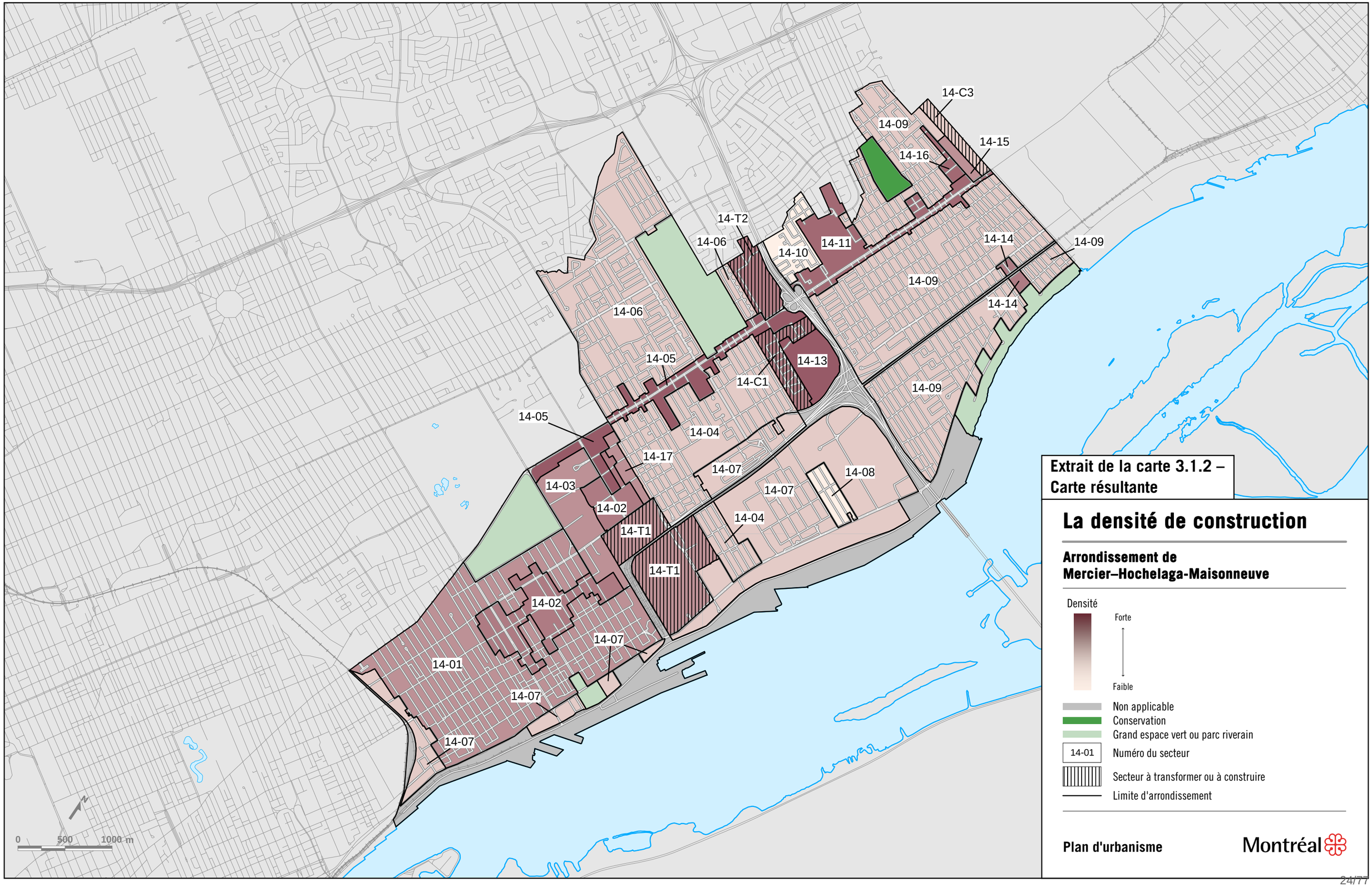
0 500 1000 m

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal

Plan d'urbanisme

Août 2016



Extrait de la carte 3.1.2 – Carte résultante

La densité de construction

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Densité

Forte

Faible

Non applicable

Conservation

Grand espace vert ou parc riverain

14-01 Numéro du secteur

Secteur à transformer ou à construire

Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Soutien de la vitalité commerciale et intensification des activités

SECTEUR À TRANSFORMER
Requalification du secteur d'affaires et de commerce et intensification des activités

RÉSEAU CYCLABLE
Voie cyclable potentielle

TRANSPORT COLLECTIF
Mesures préférentielles au transport collectif à l'étude

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteur propice à un développement résidentiel et à une intensification des activités

SECTEUR D'EMPLOIS INSTITUTIONNELS
Consolidation des activités

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Soutien de la vitalité commerciale

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteur propice à l'intensification et à la diversification des activités urbaines

SECTEUR INDUSTRIEL
Réaménagement et diversification du secteur

SECTEUR MIXTE
Secteur propice au développement d'activités mixtes

TRANSPORT COLLECTIF
Mesures préférentielles au transport collectif à l'étude

PATRIMOINE BÂTI
Protection et mise en valeur

SECTEUR D'EMPLOIS INSTITUTIONNELS
Consolidation des activités

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteur à revitaliser

SECTEUR D'EMPLOIS
Consolidation du secteur

QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT
Atténuation des nuisances liées au bruit

RÉSEAU CYCLABLE
Voie cyclable potentielle

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteur propice à la construction résidentielle

PATRIMOINE BÂTI
Protection et mise en valeur

SECTEUR D'EMPLOIS DIVERSIFIÉS
Secteur propice à un développement de l'emploi

TRANSPORT COLLECTIF
Mesures préférentielles au transport collectif potentielles

RÉSEAU ROUTIER ET TRANSPORT COLLECTIF
Prolongement projeté du boulevard Rodolphe-Forget dont le tracé reste à préciser
Mesures préférentielles au transport collectif potentielles

PATRIMOINE NATUREL
Mise en valeur des berges

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Soutien de la vitalité commerciale

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Secteurs à revitaliser

RÉSEAU CYCLABLE
Voie cyclable potentielle

PAYSAGE URBAIN ET QUALITÉ DE L'ARCHITECTURE
Mise en valeur de l'entrée de ville
Amélioration du paysage urbain de l'autoroute 25 et des rues Sherbrooke Est et Notre-Dame Est

SECTEUR INDUSTRIEL
Consolidation du secteur

TRANSPORT COLLECTIF
Mesures préférentielles au transport collectif potentielles

RÉSEAU ROUTIER ET TRANSPORT COLLECTIF
Aménagement d'un boulevard urbain dans le corridor de la rue Notre-Dame Est jusqu'à l'avenue Souligny
Mesures préférentielles au transport collectif à l'étude

TRANSPORT DES MARCHANDISES
Maintien et consolidation des activités portuaires

QUALITÉ DES MILIEUX DE VIE
Soutien de la vitalité commerciale

PAYSAGE URBAIN ET QUALITÉ DE L'ARCHITECTURE
Mise en valeur du parcours riverain

rue Sherbrooke Est
rue Hochelaga
autoroute 25
boulevard De L'Assomption
rue Viau
rue Notre-Dame Est
boulevard Pie-IX
rue Ontario Est
rue Sainte-Catherine Est

0 500 1000 m

Carte résultante

La synthèse des orientations pan-montréalaises

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Plan d'urbanisme

Montréal



PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME

PROJET

Assomption Nord

Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

26 octobre 2016

Montréal

Table des matières

Avant-propos

1. MISE EN CONTEXTE.....5

1.1. Contexte de planification

1.2. Démarche participative

2. PORTRAIT DU SECTEUR.....11

2.1. Historique

2.2. Diagnostic

3. VISION D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT 23

3.1. Énoncé de vision

3.2. Balises d'aménagement et de développement

3.2.1. Secteur Sherbrooke Est / de l'Assomption

3.2.2. Secteur Pierre-De Coubertin

3.2.3. Secteur boulevard de l'Assomption

3.2.4. Secteur Viau

3.3. Synthèse des interventions sur le domaine public

3.3.1. Réaménagement de rues

3.3.2. Création d'un réseau de voies et d'espaces publics

3.3.3. Calendrier de réalisation

4. MODIFICATIONS RÈGLEMENTAIRES.....45

4.1. Modifications au Plan d'urbanisme

4.2. Modifications à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement

Avant-propos



Mot de Russell Copeman

Maire de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Conseiller de la Ville
Membre du comité exécutif, responsable de l'habitation, de l'urbanisme, de la gestion et de la planification immobilière et de l'Office de consultation publique de Montréal

C'est avec fierté que la Ville propose sa vision d'avenir pour le secteur Assomption Nord Fruit d'une démarche impliquant la population et de nombreux partenaires, ce programme particulier d'urbanisme (PPU) marque le début de la transformation d'un secteur sous-utilisé en un nouveau quartier complet et dynamique, contribuant de façon significative à la reconstruction amorcée de la ville sur elle-même.

Ce document représente également une réponse à l'engagement pris par l'Administration municipale, par le Schéma d'aménagement et de développement, de planifier et d'intervenir sur des territoires ciblés. Couvrant la portion nord du secteur de planification stratégique Assomption, le PPU mise sur ses atouts que sont, notamment, la présence de la station de métro Assomption et une localisation à proximité des institutions de l'Espace pour la vie, des installations olympiques et du parc Maisonneuve.

En cohérence avec le Schéma et le Plan d'urbanisme de Montréal, le PPU Assomption Nord cible les abords de la station de métro pour une densification résidentielle. Ce programme se traduira non seulement par de nouveaux logements, mais aussi par l'intégration de commerces et d'espaces propices à l'accueil de nouveaux emplois. En outre, les projets résidentiels seront l'occasion d'apporter une contribution appréciable de logements sociaux et abordables.

Persuadé que la mise en œuvre des mesures proposées aura des retombées bénéfiques pour les quartiers environnants et l'Est de Montréal, j'invite tous les Montréalais à participer au renouveau du secteur Assomption Nord et ainsi en faire un formidable succès.





Mot de Réal Ménard

Maire de l'Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Membre du comité exécutif, responsable du développement durable, de l'environnement, des grands parcs et des espaces verts

Né d'une volonté collective et afin de répondre aux orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal et du Plan d'urbansime de Montréal, le Programme particulier d'urbanisme Assomption Nord vise une densification des activités urbaines aux abords de la station de métro Assomption. Ce secteur offre une très grande capacité d'accueil pour de nouvelles entreprises ainsi que pour des projets d'habitations. L'espace disponible, la proximité des infrastructures de transport et de nombreux services en font un attrait majeur pour une revitalisation de qualité.

Ce programme marque donc l'aboutissement d'une démarche de planification entreprise depuis quelques années avec la collaboration des diverses parties prenantes. Grâce à la participation, à l'accueil favorable et à l'appui de la population, ce document reflète les attentes du milieu quant à la revitalisation du secteur.

Le programme particulier d'urbanisme (PPU) constitue désormais le document de référence qui guidera la transformation de ce pôle d'emplois en un quartier offrant une diversité d'activités. La vocation économique actuelle sera maintenue tout en proposant progressivement l'insertion d'habitation. Nous voulons créer un environnement où résidents et travailleurs pourront bénéficier d'un milieu de vie unique et vivant aux abords de la station de métro Assomption.

Grâce à la collaboration des différents intervenants, ensemble, nous relèverons le défi qui nous attend et construirons l'avenir du secteur Assomption Nord.





1. Mise en contexte

1.1. Contexte de planification

1.2. Démarche participative

1.1. Contexte de planification

Le secteur Assomption

Le territoire du Programme particulier d'urbanisme (PPU) Assomption Nord, situé dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, fait partie d'un secteur plus vaste, le secteur Assomption, établi comme l'un des six secteurs de planification stratégique de l'île de Montréal dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma).

En effet, la proximité de la station de métro, du port, du réseau ferroviaire et de l'autoroute 25, la présence de terrains vacants de superficie importante ainsi que le prolongement prévu du boulevard de l'Assomption vers le sud représentent des atouts stratégiques pour une consolidation de ce secteur à des fins résidentielles et d'emploi.

À court terme, le secteur Assomption fera l'objet d'investissements majeurs concernant les infrastructures routières avec les projets de prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard de l'Assomption jusqu'à la rue Notre-Dame Est. Ces projets relèvent de la Ville et de l'agglomération de Montréal, ainsi que du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

Assomption Nord et Assomption Sud

Le secteur Assomption présente des caractéristiques différentes au nord et au sud de la rue Hochelaga. La portion sud est dominée par une occupation industrielle. De par sa proximité avec le port de Montréal, l'accès direct à l'autoroute 25 via l'avenue Souligny et la présence du réseau ferroviaire, cette portion est visée par une densification de l'emploi avec l'implantation d'un parc d'entreprises en logistique.

La portion située au nord de la rue Hochelaga - le secteur Assomption Nord - accueille des activités plus diversifiées (industrielles légères, commerciales, de bureau), de même que plusieurs immeubles d'habitations et la station de métro Assomption. Cette portion comprend aussi plusieurs terrains vacants ou sous-utilisés pouvant être mis en valeur à court terme.

De ce fait, les documents de planification visent la diversification des activités et la densification autour de stations de transport en commun de grande capacité, comme le métro. Le Schéma fixe ainsi une densité minimale de 110 logements à l'hectare pour le secteur Assomption Nord.

L'outil du programme particulier d'urbanisme a donc été retenu pour mettre en œuvre la création d'un quartier mixte dans la portion nord du secteur Assomption. L'élaboration du PPU est le fruit d'une collaboration entre l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et la Direction de l'urbanisme.

Le territoire d'application du PPU

Le territoire du PPU Assomption Nord est situé à l'est du Parc olympique, dans les districts de Maisonneuve–Longue-Pointe et de Louis-Riel, et s'étend sur plus de 94 hectares. Il est délimité au nord par la rue Sherbrooke Est, au sud par la rue Hochelaga, à l'est par la ruelle à l'ouest de la rue Dickson et à l'ouest, par la rue Viau.

carte 1- **Localisation du territoire du PPU Assomption Nord**



1.2. Démarche participative



Présentation finale de l'atelier de design

Une démarche participative a été amorcée dès 2012 par l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et a comporté trois activités.

En 2012, lors des soirées Demain Montréal tenues dans le cadre de l'élaboration du Plan de développement de Montréal, le secteur Assomption Nord fut l'un des thèmes des ateliers de discussion proposés par l'arrondissement.

Par la suite, en 2014, l'arrondissement a organisé un atelier de design urbain au cours duquel trois équipes de professionnels ont élaboré leur proposition pour la requalification du secteur.



Soirée Demain Montréal



Démarche Dessine-moi un quartier! : Atelier de travail

Démarche Dessine-moi un quartier! : Rencontres de quartier



Enfin, au printemps 2015, l'arrondissement lançait la démarche de participation citoyenne « Dessine-moi un quartier! ». Celle-ci comprenait deux ateliers de travail avec les propriétaires du secteur et les organismes du milieu, ainsi qu'une série de rencontres de quartier avec les citoyens.

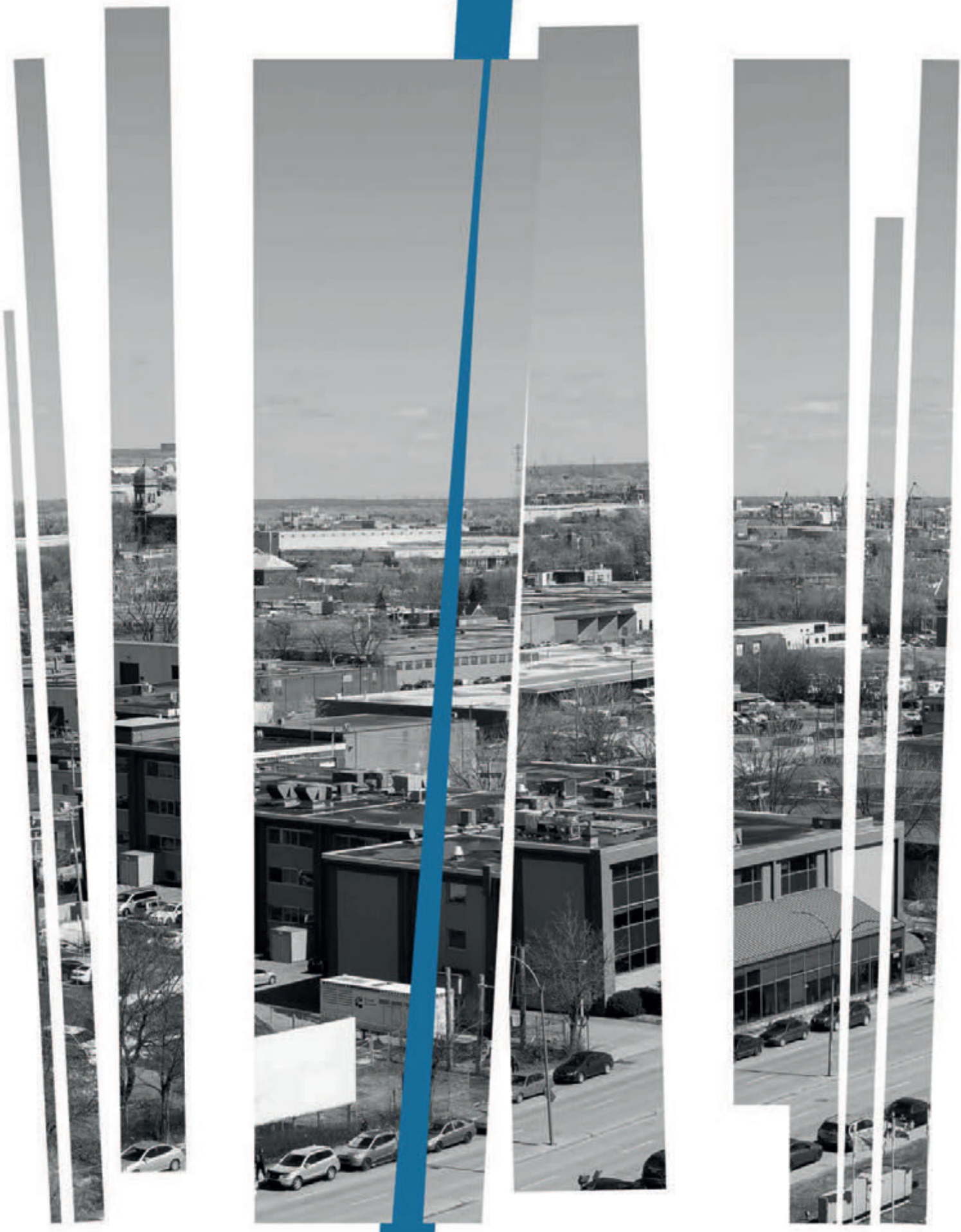
Au cours de cette démarche, un consensus s'est dégagé sur la construction de logements dans le secteur, principalement autour de la station de métro Assomption. Ce milieu de vie constituerait un prolongement du quartier Mercier-Ouest. Des logements pour familles et pour personnes à faibles revenus étaient notamment souhaités. Les participants aux activités ont ajouté que des services de proximité, en particulier des commerces d'alimentation, devraient être implantés en même temps que l'habitation.

Les participants s'accordaient également sur la consolidation du secteur d'emplois, de façon à permettre aux populations des quartiers avoisinants de travailler à proximité de leur lieu de résidence.

La question de la cohabitation des activités industrielles et des milieux résidentiels a été soulevée. Tous les participants s'entendaient pour maintenir les usages industriels le long de la rue Viau, au moins à court et moyen termes. Plusieurs ont proposé de maintenir des activités industrielles légères à l'ouest du boulevard de l'Assomption et la plupart privilégient une dissociation nette entre les fonctions.

Des divergences ont été exprimées au sujet des hauteurs des nouveaux édifices. Dans les rencontres de quartier, une majorité de personnes optait pour des immeubles de moins de six étages autour de la station de métro, tandis que dans les ateliers, les participants ont envisagé des hauteurs de 10 à 12 étages. Tous s'entendent par contre sur une diminution des hauteurs en allant vers la rue Dickson.

Pour tous les participants, des interventions sur le domaine public sont essentielles et devraient être lancées dès les premiers projets de redéveloppement. Il s'agit de rendre les rues plus conviviales, d'accroître le verdissement, d'aménagemer des parcs et des places publiques et enfin, de sécuriser les traverses piétonnes.



2. Portrait du secteur

2.1. Historique

2.2. Diagnostic

2.1. Historique

Le secteur Assomption faisait autrefois partie du territoire de la municipalité de Longue-Pointe, annexée par la Ville de Montréal en 1910. La zone située au sud de la rue Hochelaga a été développée et industrialisée avant la Seconde Guerre mondiale. Cette zone a été marquée par la présence de différentes compagnies œuvrant dans le domaine du transport et de l'usinage : la Canadian Vickers, la Canadian Steel Foundries, la Montreal Locomotive & machine Co., la Canadian Steel Wheels et Steinberg's, installées à proximité du port et des voies ferrées.

Au nord de la rue Hochelaga, le secteur a été développé plus tardivement. Ainsi, comme en témoigne la carte de 1949 ci-contre, on ne compte alors aucun bâtiment sur le territoire visé par le PPU. Les seules installations sont les voies du Canadien National (CN) et la gare de triage de Longue-Pointe. Le secteur est également marqué par la présence du ruisseau Molson, qui sera canalisé dans les années 1950.

La rue Sherbrooke Est est prolongée à l'est de la rue Viau en 1917. Puis, ce sont les rues Boyce (avenue Pierre-De Coubertin) et Hochelaga qui sont créées. Le boulevard de l'Assomption est aménagé entre les rues Sherbrooke Est et Hochelaga au cours des années 1960. En 1975, on peut observer le prolongement vers l'ouest des rues Chauveau et de Marseille, jusqu'au boulevard de l'Assomption. Seule l'avenue Pierre-De Coubertin traverse alors le secteur d'est en ouest, tout en étant interrompue par les voies du CN.

Les premiers occupants du secteur Assomption Nord sont des entrepôts et des usines de fabrication. L'épicerie Steinberg's a installé son siège social au courant des années 1960 à l'angle de la rue Hochelaga et du boulevard de l'Assomption. Des entrepôts de boucherie, de fruiterie et de boulangerie seront construits sur des lots annexes. Une grande partie de ces bâtiments furent démolis en 1993. L'usine d'embouteillage de Coca-Cola est également présente à l'angle du boulevard de l'Assomption et de l'avenue Pierre-De Coubertin depuis le début des années 1970. Le long de la rue Viau, on trouve la biscuiterie Christie Brown ainsi qu'une usine de fabrication de cartons d'emballage.

L'arrivée des installations olympiques en 1976, marquent le paysage : le Stade à l'ouest du secteur et les pyramides du Village olympique, au nord. Le long de la rue Sherbrooke Est, plusieurs hôtels-motels ont été construits pour l'occasion. La station de métro Assomption est aussi inaugurée en 1976.



Le secteur Assomption Nord, en 1975



Le secteur Assomption Nord et ses abords, en 1949



Vue aérienne vers le nord, prise au niveau de la rue Hochelaga entre la voie ferrée et le boulevard de l'Assomption, en 1980

2.2. Diagnostic

L'occupation actuelle du territoire

Un environnement industriel

Près de la moitié du secteur Assomption Nord est occupé par de l'industrie légère (fabrication d'aliments et d'emballages, imprimerie, centre de distribution, etc.). Les bureaux et les activités commerciales (hôtel, immeubles commerciaux et entrepôts) occupent 27 % du secteur (voir carte 2). L'unique terrain public est occupé par la cour de services Chauveau, dédiée à l'entreposage de matériel, et gérée par l'arrondissement.

Le paysage est donc dominé par un cadre bâti industriel, de trois étages maximum. L'architecture est en grande partie celle de grands entrepôts – une structure simple de maçonnerie ou de clins d'aluminium – et les stationnements et aires de chargement occupent une large portion des terrains.

La présence du secteur tertiaire et institutionnel

Autour de la station de métro, des lots de forme atypique et des bâtiments de différentes échelles accueillent de petites et moyennes entreprises issues de domaines variés : produits pharmaceutiques, laboratoires, consultants, informatique, services divers autant publics que privés. On compte également l'École des métiers de l'aérospatiale et plusieurs édifices à bureaux, allant de deux à dix étages. Plusieurs commerces de détail ou de restauration sont établis le long de la rue Sherbrooke Est.

Les immeubles résidentiels

L'habitation occupe 15 % du territoire et rassemble près de 680 logements. Elle est concentrée au nord du secteur, le long de la rue Sherbrooke Est, et au nord du boulevard de l'Assomption.

Au cours des dix dernières années, deux résidences pour personnes âgées ont vu le jour, dans des bâtiments de 12 étages. Les phases ultérieures sont en cours. On retrouve également des logements sociaux sur le boulevard de l'Assomption, les habitations Jardins-Claire-Fontaine, comprenant une centaine de logements.

Les espaces vacants

Deux terrains en friche, représentant 7 % du territoire (6,8 hectares), se situent l'un en bordure du boulevard de l'Assomption, l'autre en bordure de la rue Sherbrooke Est. À ces terrains s'ajoute un vaste terrain (6,3 hectares) inoccupé, au coin du boulevard de l'Assomption et de la rue Hochelaga, comprenant un ancien entrepôt et des aires de stationnement.

L'état environnemental du secteur

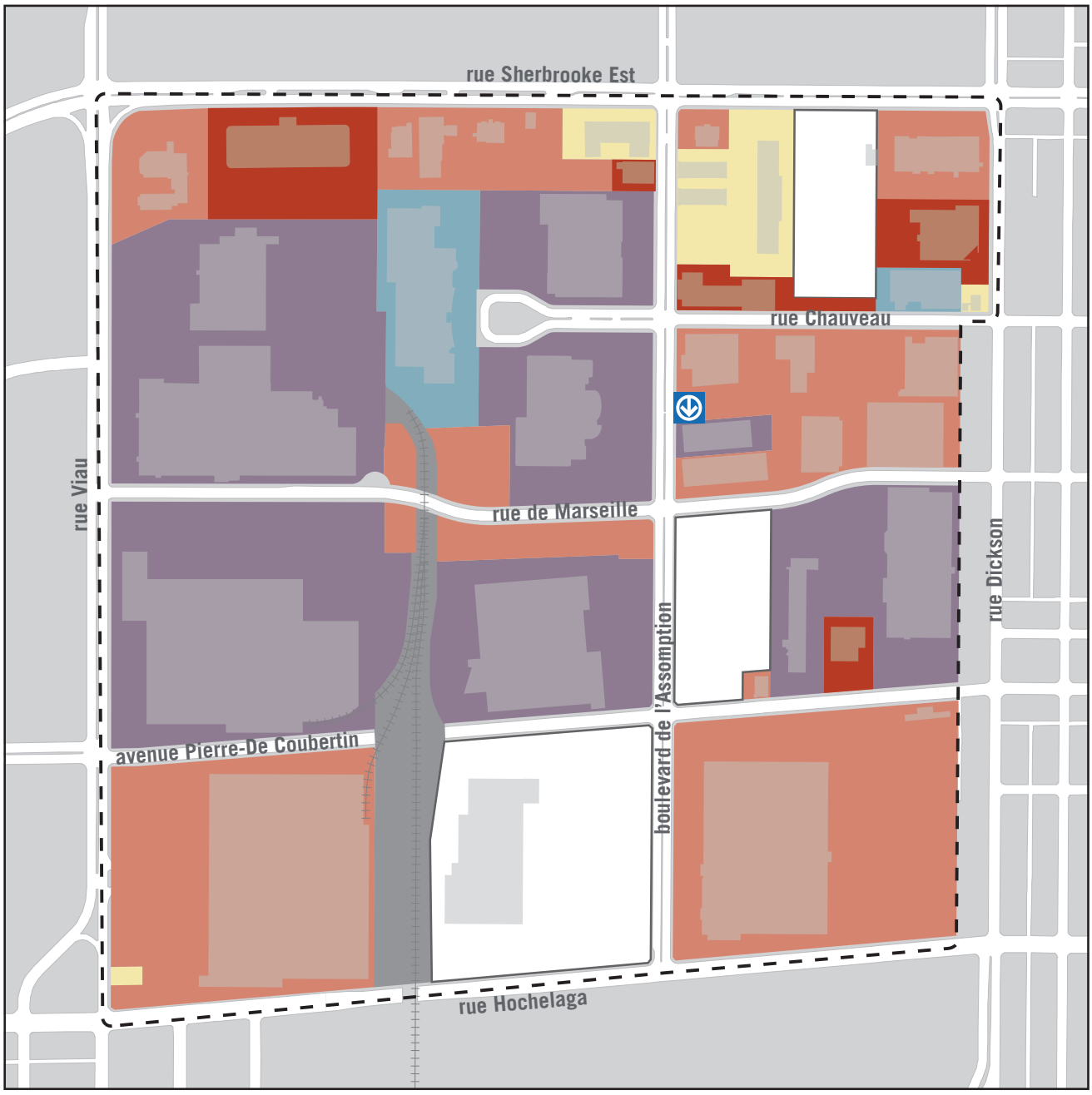
Aucune inscription n'a été répertoriée au registre des sols contaminés de Montréal pour ce secteur.

Le couvert végétal est généralement peu présent sur la plupart des lots occupés. Plus de la moitié du secteur est considérée comme un îlot de chaleur. Toutefois, l'emprise de la voie ferrée ainsi que les deux terrains en friche accueillent une végétation abondante.

Les quartiers adjacents

Les abords du secteur Assomption Nord sont diversifiés. Au sud-ouest et à l'est, on retrouve les quartiers résidentiels de Maisonneuve et de Mercier-Ouest (ou Longue-Pointe) dans une trame urbaine typique, composée de duplex, triplex et petits immeubles. À cette trame viennent s'ajouter des méga-îlots construits dans les années 1970, et occupés par des édifices marquants du paysage montréalais: le Stade olympique à l'ouest et les pyramides du Village olympique au nord, qui accueillent près de 1 000 logements. Au sud de la rue Hochelaga, s'étend un vaste secteur industriel en partie inoccupé. Au sud de la rue Notre-Dame Est se situe le terminal céréalier du Port de Montréal, incluant le silo n°4.

Carte 2- **Occupation actuelle du territoire**



La situation économique

Les entreprises présentes dans le secteur Assomption Nord et à ses abords immédiats rassemblent près de 5 000 emplois.

Près du tiers des entreprises sont reliées aux services publics et administratifs. Pour le reste, elles sont réparties entre les activités reliées au transport, à l'entreposage et à la fabrication (16 %), aux services professionnels, scientifiques et techniques (13 %) et les services en restauration (13 %).

Selon un sondage effectué auprès des entreprises du secteur, la moitié d'entre elles se sont établies dans le secteur pour la situation géographique stratégique, soit l'accès direct au réseau routier supérieur (autoroutes 25 et 40 via l'avenue Souligny). Pour les cinq prochaines années, 42 % des entreprises entrevoient une croissance moyenne et 31 %, une croissance faible à nulle.

Les entreprises situées le long de la rue Viau œuvrent dans les domaines de la fabrication et de la distribution et témoignent d'une vitalité économique. Par contre, l'ancien entrepôt de fruits et légumes, à l'angle de la rue Hochelaga et du boulevard de l'Assomption, est vacant depuis plusieurs années.

Les services et attraits

Concernant les établissements scolaires (voir carte 3), dans un rayon de 500 mètres autour de la station de métro (soit 7 minutes de marche), on retrouve l'École secondaire Marguerite-de-Lajemmeraie, rue Sherbrooke Est, et dans un rayon de 15 minutes de marche vers l'est, l'école primaire Notre-Dame-des-Victoires.

Quant aux commerces de proximité, une pharmacie et deux épiceries de proximité (petite surface) se trouvent dans le rayon de 500 mètres, rues Sherbrooke Est et de Marseille.

Si le territoire du PPU ne dispose d'aucun parc, les secteurs limitrophes en accueillent plusieurs, mais ne peuvent être considérés « de voisinage » pour le territoire du PPU étant donné leur distance (à plus de 7 minutes de marche, mais à moins de 15 minutes). Un parc métropolitain, le parc Maisonneuve, est aussi accessible à moins de 15 minutes de marche.

Le secteur bénéficie de la proximité des équipements de sports et loisirs du Parc olympique - le Centre sportif, le Centre Pierre-Charbonneau et l'aréna Maurice-Richard - et à l'est, de la piscine du Collège Édouard-Montpetit. De plus, les parcs de Mercier-Ouest disposent de divers terrains de sport.

D'autres attraits, tel que le pôle Espace pour la vie ou le stade Saputo sont également à distance de marche ou facilement accessibles en transport en commun. Enfin, du côté de Mercier-Ouest, le cœur institutionnel et paroissial Notre-Dame-des-Victoires, autour du parc Thibodeau, constitue un site d'intérêt patrimonial.

Carte 3- **Services et attraits**





Rue Chauveau, depuis le boulevard de l'Assomption



Vue du Stade olympique depuis la rue de Marseille



Rue de Marseille à l'est de la rue Dickson. À droite, la caserne n°39

Le profil sociodémographique

Le profil sociodémographique a été réalisé à partir des données du recensement de 2006 de Statistique Canada. Le secteur Assomption Nord étant peu habité, un secteur d'étude plus vaste a été déterminé. Celui-ci est composé de cinq secteurs de recensement situés dans un rayon d'un kilomètre ceinturant le métro Assomption.

Population et densité - La population du secteur d'étude est de 13 274 habitants. On y retrouve 3 585 habitants au km^2 comparativement à 5 176 habitants au km^2 pour le reste de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

On retrouve une concentration de 14 logements à l'hectare dans un rayon de 500 mètres de la station de métro Assomption et de 23 logements à l'hectare dans un rayon de 1 km, tandis qu'à l'échelle de l'arrondissement, on retrouve en moyenne 29 logements à l'hectare.

Coûts du logement - On constate que la valeur moyenne des propriétés est de 232 324 $ comparativement à 319 325 $ pour l'arrondissement et 373 475 $ pour la ville de Montréal. En ce qui concerne les logements locatifs, le coût mensuel moyen est de 558 $ comparativement à 668 $ pour l'arrondissement et à 732 $ à l'échelle de la ville de Montréal.

Revenu - On dénote dans le secteur une population moins nantie que la moyenne montréalaise. Le revenu médian est de 36 751 $ tandis qu'il est de 39 794 $ pour l'arrondissement et de 40 253 $ pour la population de la ville de Montréal.

Scolarité - Le niveau de scolarité des personnes vivant dans le secteur d'étude est moins élevé que celui de l'ensemble de la ville. En effet, seulement 21 % des personnes possèdent un niveau universitaire, comparativement à 19,8 % pour l'arrondissement et 28,1 % pour la ville de Montréal.

Âge - On retrouve, à l'intérieur du secteur, une population plus âgée que dans l'ensemble de la ville de Montréal, soit un âge médian de 51,4 ans comparativement à 40,2 ans à l'échelle de l'arrondissement et de 38,6 ans pour l'ensemble de la ville de Montréal.

Immigration - Comparativement à l'ensemble de la ville, qui compte une proportion d'environ 33,4 % d'immigrants, la population de l'arrondissement se chiffre à 18,8 % d'immigrants, tandis que le secteur à l'étude est très homogène avec à peine 12 % d'immigrants. Parmi ceux-ci, les personnes d'origines asiatiques et arabes sont les plus représentées.

Langue - Le secteur est composé de personnes ayant le français comme langue maternelle dans une proportion de 83,5 % comparativement à 88,4 % pour l'arrondissement et à 65,2 % pour l'ensemble de la ville.



Résidence pour personnes âgées et deuxième phase en construction, vues depuis le boulevard de l'Assomption



Intersection du boulevard de l'Assomption et de l'avenue Pierre-De Coubertin



Station de métro Assomption et boulevard de l'Assomption

Les réseaux de transport

La trame de rues

Le secteur Assomption Nord peut se découper en deux sous-secteurs, divisés par le boulevard de l'Assomption. La partie est s'inscrit davantage en continuité du quartier Mercier-Ouest, puisque les trois axes est-ouest qui traversent l'intérieur du territoire du PPU - les rues Chauveau et de Marseille et l'avenue Pierre-De Coubertin - sont des prolongements des rues de Mercier-Ouest.

Dans la partie située à l'ouest du boulevard de l'Assomption, seule la rue de Marseille se poursuit jusqu'à la rue Viau sans toutefois aller au-delà. Le secteur est donc rattaché au quartier de l'ouest par les grands axes de transit, les rues Hochelaga et Sherbrooke Est, et en partie par la rue de Marseille. L'avenue Pierre-De Coubertin est coupée par la voie ferrée mais reprend de l'autre côté. Des sentiers informels montrent que piétons et cyclistes empruntent cet axe pour rejoindre le quartier Maisonneuve.

Dans l'axe nord-sud, seul le boulevard de l'Assomption traverse le territoire du PPU. Les îlots sont donc de grandes dimensions : 300 mètres séparent le boulevard de l'Assomption et la prochaine rue à l'est, Dickson, tandis que la rue Viau se trouve à 600 mètres du boulevard de l'Assomption. Dans le tissu résidentiel environnant, la distance moyenne entre deux intersections se situe plutôt entre 80 et 100 mètres.



Emprise ferroviaire à l'intersection de l'avenue Pierre-De Coubertin

Le réseau routier

Les activités économiques présentes dans le secteur génèrent du camionnage. Le boulevard de l'Assomption est classifié « route de transit » dans le réseau de camionnage, tout comme les rues Hochelaga, Viau et Sherbrooke Est, qui entourent le secteur. Ces rues mènent aux grands axes de circulation pan-montréalais que sont la rue Notre-Dame Est, les autoroutes 25 et 40 et le pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine. Les axes de transit font ainsi face à un flux de circulation important, surtout aux heures de pointe.

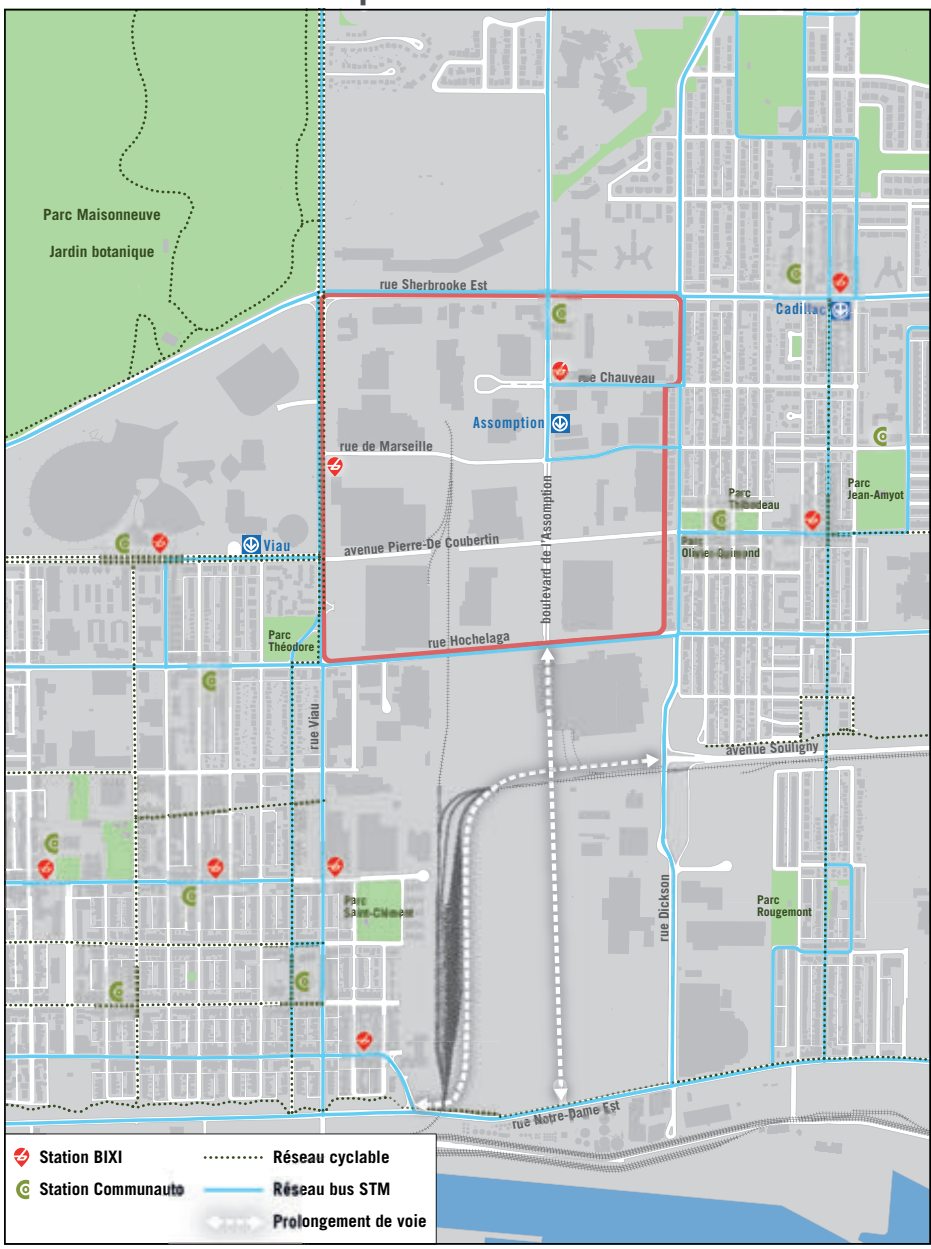
Le réseau ferroviaire

La voie ferrée du CN qui part du port, longe les industries comprises entre la rue Viau et le boulevard de l'Assomption et se termine au nord de la rue de Marseille. Selon le CN, une partie de l'antenne ferroviaire existante n'est plus utilisée. Cependant, aucun démantèlement n'est envisagé dans les années à venir. Un passage à niveau permet le raccordement de la rue de Marseille, et la rue Hochelaga passe sous un pont ferroviaire. Au niveau de l'avenue Pierre-De Coubertin, l'emprise comprend deux voies, incluant une antenne qui rejoint un entrepôt de la rue Viau.

Le transport collectif

La station de métro Assomption (ligne verte), située au cœur du territoire, est l'une des quatre stations les moins achalandées du réseau. Ceci s'explique par l'environnement très peu dense dans lequel est implantée la station. Par ailleurs, six lignes d'autobus parcourent le territoire (voir carte 4), soit : 22-Notre-Dame, 131-De l'Assomption, 85-Hochelaga, 136-Viau , 185-Sherbrooke et la navette Or Hochelaga-Maisonneuve (258).

Carte 4 - **Réseaux de transports**



Le transport actif

Le territoire n'accueille aucune piste cyclable. On retrouve toutefois, dans un rayon d'un kilomètre, des aménagements cyclables sur la rue De Cadillac (chaussée désignée), sur la rue Saint-Clément (piste sur rue), sur la rue Viau et sur l'avenue Pierre-De Coubertin (bandes cyclables). Au sud du secteur, des pistes cyclables en site propre sont aménagées le long de la rue Notre-Dame Est et de l'avenue Souligny.

Les déplacements piétons dans le secteur peuvent être considérés comme peu conviviaux en raison de l'environnement industriel et de l'échelle des îlots. Néanmoins, les trottoirs sont continus et toutes les rues sont bordées d'arbres, matures ou récemment plantés. Enfin, la traverse piétonne située sur le boulevard de l'Assomption, en face du métro, est jugée peu sécuritaire.



3. Vision d'aménagement et de développement

3.1. Énoncé de vision
3.2. Balises d'aménagement et de développement
3.3. Synthèse des interventions sur le domaine public

3.1. Énoncé de vision

Vision

Le PPU Assomption Nord soutient la création d'un nouveau quartier urbain dense combinant habitations et lieux d'emploi autour de la station de métro Assomption, en plein cœur de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, et à proximité des sites d'intérêt que sont le parc Maisonneuve, le Parc olympique et le pôle Espace pour la vie.

En misant à la fois sur la présence d'activités économiques prospères, sur l'emplacement central de la station de métro, et sur les possibilités que représentent les terrains vacants et sous-utilisés, le PPU contribuera à répondre aux besoins en logements, à rendre les abords de la station de métro plus conviviaux et à dynamiser l'activité économique.

L'emplacement du secteur Assomption Nord, le long de la ligne verte du métro, à proximité de pôles d'emploi et de secteurs résidentiels, en fait un site privilégié à la fois pour l'établissement de nouveaux résidents et pour l'intensification et la diversification des activités économiques.

De plus, la densification du secteur et l'introduction d'habitations contribueront à la création d'une continuité urbaine entre les quartiers Maisonneuve et Mercier-Ouest.

Le PPU vise la construction de près de 3 000 logements au cours des 20 prochaines années, générant la venue d'environ 4 400 nouveaux résidents. La densification des activités pourrait permettre d'accueillir 1 600 nouveaux travailleurs.



Vue sur le territoire du PPU, vers le sud. À gauche, le boulevard de l'Assomption.



Vue vers l'ouest. À droite, la rue Sherbrooke Est.



Orientations

La vision du PPU pour le secteur Assomption Nord repose sur sept orientations :

1. Favoriser un développement dense et diversifié aux abords de la station de métro

Les environs de la station de métro sont propices à l'accueil de projets résidentiels compacts et à l'implantation de commerces de proximité. La présence de la station et la convivialité de ses abords favoriseront l'utilisation du transport en commun par les nouveaux résidents.

2. Assurer une diversité résidentielle

L'offre de nouveaux logements devra être diversifiée. L'objectif est notamment d'attirer les travailleurs pour qui cette localisation, comprenant la présence du métro, serait avantageuse. Ainsi, une proportion de logements pour familles devra être incluse dans les projets immobiliers. Pour permettre à un large éventail de personnes d'emménager dans le secteur, les projets devraient comprendre des volets abordables et sociaux, de même que des logements en location.

3. Consolider et diversifier l'économie locale

L'activité économique est consolidée avec, d'une part, le maintien des industries prospères, et d'autre part, avec une diversification des activités autorisées et une intensification de l'occupation des terrains vacants ou sous-utilisés. De plus, la mixité verticale sera favorisée dans les immeubles résidentiels.

4. Assurer une transition entre les secteurs et une bonne cohabitation des usages

L'introduction de logements dans un secteur d'activités implique un encadrement de la cohabitation et une gestion des nuisances potentielles. Une localisation et un phasage adéquats des projets résidentiels de même que la création de zones tampons accueillant des activités compatibles avec de l'habitation réduiront les risques de nuisance. De même, une transition entre le secteur résidentiel de faible hauteur à partir de la rue Dickson et les abords du boulevard de l'Assomption sera établie par une gradation de la hauteur et de la densité du cadre bâti.

5. Doter le secteur d'un réseau d'espaces publics

La création d'un nouveau milieu de vie comprend l'aménagement de différents espaces publics, destinés autant aux résidents qu'aux travailleurs du secteur comme lieux de détente et pôles de la vie locale.

6. Développer et sécuriser les parcours piétons et cyclables

Il s'agit de créer une trame urbaine favorable aux piétons dans le secteur densifié. De plus, le secteur sera intégré au réseau cyclable environnant. Le boulevard de l'Assomption sera entièrement réaménagé dans le cadre de son prolongement, afin de donner plus de place aux piétons et de sécuriser sa traversée.

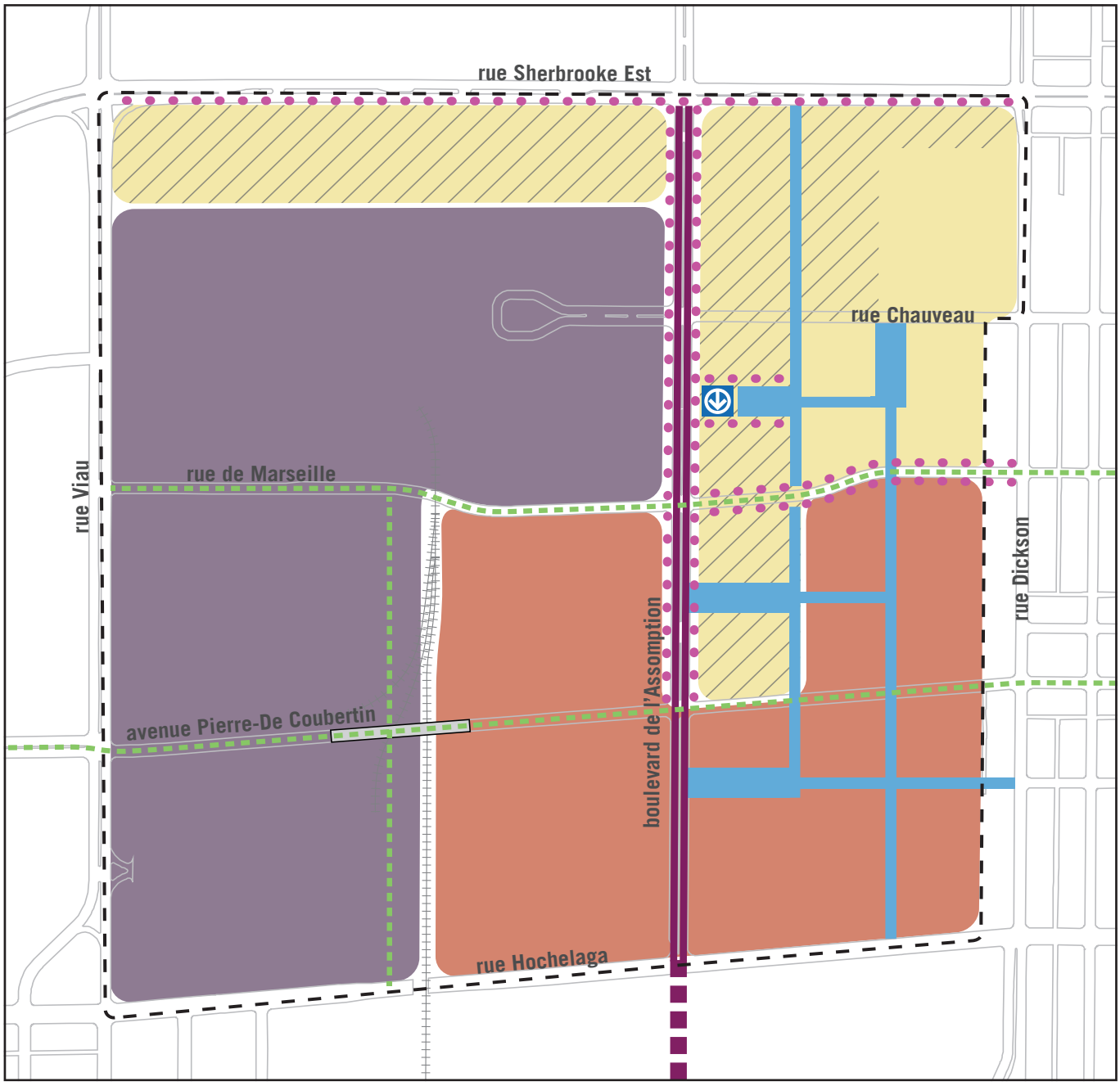
7. Bonifier le verdissement et la gestion durable de l'eau

La densification de ce secteur sera accompagnée d'une gestion efficace de l'eau. En vue de limiter la pression sur le réseau d'infrastructures souterraines, un réseau d'égout séparatif sera privilégié. De plus, les interventions sur le domaine public comme sur le domaine privé devront accorder une large place à la végétalisation et à la rétention des eaux de pluie.

Concept d'organisation spatiale

Le concept d'organisation spatiale (carte 5) est une application de la vision et des orientations qui guideront le développement du secteur Assomption Nord.

Carte 5 - **Concept d'organisation spatiale**



MAINTIEN DU SECTEUR D'EMPLOIS

IMPLANTATION DE NOUVELLES ACTIVITÉS DE BUREAU ET D'INDUSTRIE LÉGÈRE

CRÉATION D'UN QUARTIER INTÉGRANT DE L'HABITATION, DES COMMERCES ET DES BUREAUX

HAUTEUR ET DENSITÉ PLUS IMPORTANTES

COMMERCES ET SERVICES AU REZ-DE-CHAUSSÉE

AMÉNAGEMENT D'UN PASSAGE À NIVEAU

RÉAMÉNAGEMENT DU BOULEVARD DE L'ASSOMPTION

CRÉATION D'UN RÉSEAU DE VOIES ET D'ESPACES PUBLICS

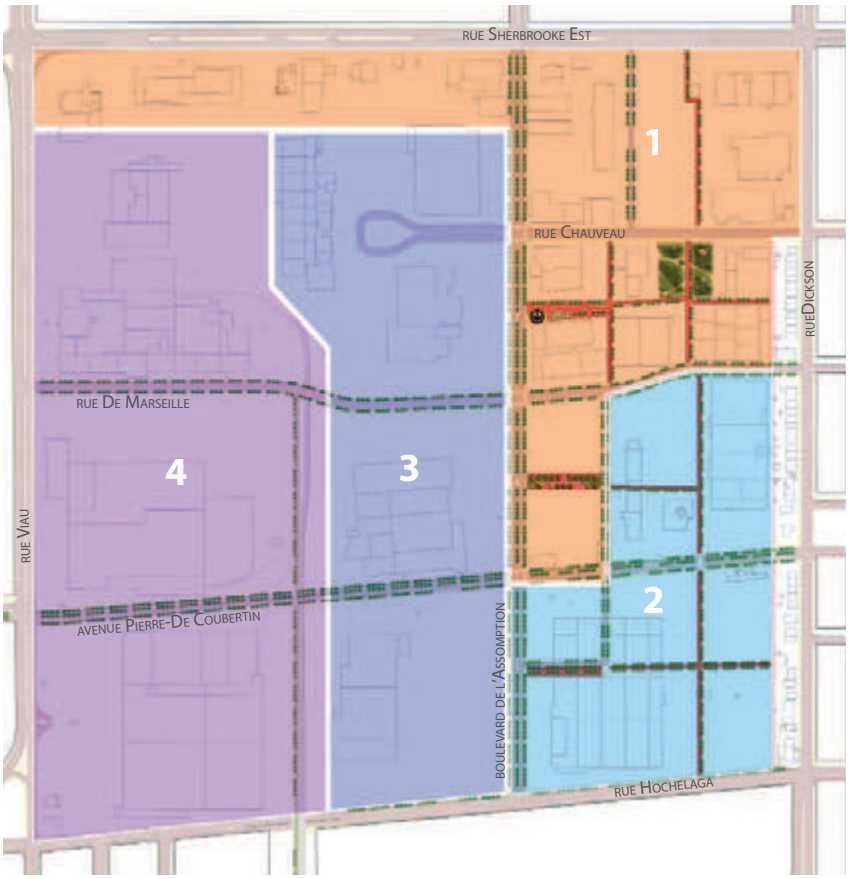
CONTINUITÉ DU RÉSEAU CYCLABLE

3.2. Balises d'aménagement et de développement

Le territoire du PPU a été divisé en quatre secteurs, en fonction des caractéristiques actuelles du territoire, des possibilités de mise en valeur et de la forme urbaine projetée. Pour chacun des secteurs, des balises encadrant le développement immobilier et l'aménagement du domaine public ont été établies.

En effet, la forme urbaine étant déterminée à la fois par les espaces publics et par le cadre bâti, ces deux aspects doivent être définis en complémentarité. De plus, les interventions sur le domaine public jouent un rôle de levier important pour le développement immobilier.

Carte 6 - **Secteurs d'aménagement**



1 : secteur Sherbrooke Est / de l'Assomption

2 : secteur Pierre-De Coubertin

3 : secteur Boulevard de l'Assomption

4 : secteur Viau

3.2.1. Secteur Sherbrooke Est / de l'Assomption

Ce secteur est ciblé pour la création d'un milieu de vie diversifié, dont la station de métro et la place publique qui l'entourera constitueront un pôle de la vie de quartier. Des logements, de même que des espaces à bureau et des commerces pourront s'y installer. C'est ainsi le secteur qui va subir le plus de transformations sur le territoire du PPU.

Les typologies résidentielles seront variées, et notamment tournées vers les familles. Le secteur accueillera du logement social ou communautaire et des logements abordables.

Le gabarit des deux artères que sont la rue Sherbrooke Est et le boulevard de l'Assomption rend pertinente l'implantation d'un bâti dense et en hauteur. La présence de deux terrains vacants de grande dimension en bordure de ces artères laisse envisager une requalification à court terme.

Les hauteurs et la densité des édifices dans le reste de ce secteur iront en décroissant, depuis le secteur de plus grande densité le long du boulevard de l'Assomption et de la rue Sherbrooke Est vers le quartier résidentiel existant de faible hauteur à l'est de la rue Dickson, de manière à créer une transition douce entre ces deux typologies de milieux de vie.



Secteur Sherbrooke Est / de l'Assomption

Balises d'encadrement du développement immobilier

- Autoriser l'habitation et encadrer tout projet résidentiel afin d'assurer une bonne insertion dans le milieu.
- Autoriser le commerce et toute activité compatible avec de l'habitation.
- S'assurer d'une diversité de typologie résidentielle, comprenant des caractéristiques convenant notamment aux familles telles que : cours intérieures ou aires de jeux pour enfants, entrée privée pour chaque logement, balcons ou terrasses, logements de trois chambres et plus.
- Viser la réalisation d'au moins 15 % de logements sociaux et communautaires et 15 % de logements abordables dans ce secteur, notamment en s'appuyant sur la Stratégie d'inclusion de logements abordables.
- Encourager l'intégration de logements locatifs dans les projets résidentiels.
- Concentrer l'implantation d'activités (commerces, services ou autres) en rez-de-chaussée sur la rue de Marseille, aux abords de la station de métro, le long du boulevard de l'Assomption et de la rue Sherbrooke Est.
- Exiger l'intégration d'un espace vert commun à l'intérieur des nouveaux projets résidentiels.
- Créer un alignement des bâtiments sur le boulevard de l'Assomption.
- Autoriser des hauteurs allant jusqu'à 12 étages en bordure des grands axes - de l'Assomption et Sherbrooke Est - et prévoir une gradation des hauteurs des bâtiments de l'est vers l'ouest, allant de quatre à huit étages.
- Requérir une implantation et une volumétrie prenant en compte les vues sur la tour du Stade olympique depuis la rue de Marseille, à l'est de la rue Dickson, pour les bâtiments en hauteur en bordure du boulevard de l'Assomption.

Balises d'aménagement du domaine public

- Lors du redéveloppement des terrains concernés, exiger la cession d'une portion du terrain à des fins de rue, sentier, espace public ou parc en vue de constituer le réseau illustré à la carte 7.
- Créer un espace public intégrant l'édicule de la station de métro Assomption.
- Créer un espace public reliant le boulevard de l'Assomption et une nouvelle rue locale, entre la rue de Marseille et l'avenue Pierre-De Coubertin.
- Aménager une rue locale nord-sud le long de chacun des deux terrains vacants lors de leur mise en valeur.
- Créer des sentiers publics reliant l'espace public de la station de métro, les rues Chauveau et de Marseille lors du redéveloppement des terrains.
- Créer un sentier public entre les rues Chauveau et Sherbrooke Est.
- Intégrer des systèmes de rétention des eaux pluviales.
- Faire référence au passé industriel du grand secteur Assomption et à la présence du ruisseau Molson dans l'aménagement des espaces publics, voire dans la toponymie.
- Évaluer la possibilité, à moyen terme, de relocaliser la cour de services Chauveau. Le bâtiment transformé - ou un nouvel édifice - pourra accueillir un équipement selon les besoins du milieu (école, centre communautaire), et le stationnement actuel, un espace vert.

Carte 7 - **Aménagement du secteur Sherbrooke Est / de l'Assomption**

Illustration des balises d'aménagement et d'encadrement du développement immobilier





Projection de la place publique de la station de métro Assomption



Projection de la place publique entre la rue de Marseille et l'avenue Pierre-De Coubertin

Les places publiques du secteur Sherbrooke Est / De l'Assomption

Une place publique s'ouvrira à l'arrière de la station de métro. Elle constituera un lieu de rassemblement au point de convergence naturel du quartier. Des commerces, restaurants et autres services de proximité pourront s'implanter aux rez-de-chaussée des immeubles qui la bordent, assurant une animation du lieu. Un œuvre d'art public liée au passé industriel du secteur pourra y être installée. À terme, un réaménagement de l'édicule du métro visant une plus grande transparence pourra être examiné. De même, dans une perspective de densification, l'intégration de l'édicule à un nouveau bâtiment pourrait être étudiée.

Une seconde place publique, ouvrant sur le boulevard de l'Assomption entre la rue de Marseille et l'avenue Pierre-De Coubertin, sera davantage végétalisée que la place du métro. Elle intègrera un système de rétention des eaux pluviales, de même que des aménagements ludiques (jeux de mobiliers, de matériaux ou de topographie, par exemple). Dans son aménagement, voire dans sa toponymie, elle pourra faire référence au ruisseau Molson.

3.2.2. Secteur Pierre-De Coubertin



Secteur Pierre-De Coubertin

Dans ce secteur, la priorité est accordée à la consolidation et au développement d'activités économiques plus intensives, compatibles avec les milieux de vie environnants. La subdivision des îlots par le réseau de sentiers permettra l'implantation de bâtiments de petit et moyen gabarits, pouvant notamment accueillir des activités de bureau, des services ou encore des équipements collectifs. Une esplanade pourra servir de lieu de détente pour les travailleurs du secteur.

Balises d'encadrement du développement immobilier

- Valoriser l'installation de nouvelles entreprises et le maintien des activités compatibles avec l'habitation.
- Orienter l'installation de commerces et services de petite surface en rez-de-chaussée sur la rue de Marseille.
- Favoriser une gradation des hauteurs des bâtiments de l'est vers l'ouest, allant d'un maximum de quatre à six étages.
- Favoriser une implantation près de la voie publique.
- Minimiser l'effet d'îlot de chaleur et inclure des mesures de gestion des eaux pluviales lors de la mise en valeur ou du réaménagement des espaces extérieurs : revêtement poreux, fossés de rétention, bandes végétales, arbres à grand déploiement, etc.

Balises d'aménagement du domaine public

- Aménager une rue locale en « L » depuis l'avenue Pierre-De Coubertin, dans le prolongement de la nouvelle rue locale située au nord, jusqu'au boulevard de l'Assomption, afin de desservir le cœur d'îlot et permettre ainsi le morcellement du terrain et l'implantation de bâtiments de dimensions variées.
- Aménager une esplanade publique en bordure de la rue locale ouvrant sur le boulevard de l'Assomption. Cet espace minéral sera planté d'arbres et sera doté de mobilier (bancs, tables à pique-nique, etc.)
- Aménager un réseau de sentiers piétonniers et cyclistes à travers les îlots, dans le prolongement des rues et des sentiers réalisés ou prévus dans les secteurs environnants.

3.2.3. Secteur boulevard de l'Assomption

Ce secteur constitue une zone de transition entre les secteurs d'emplois situés au sud et à l'ouest et le futur milieu de vie, à l'est du boulevard de l'Assomption. Il comprend des établissements dont les activités sont vouées à demeurer dans les prochaines années et des terrains à requalifier à court terme. Les îlots conservent leurs grandes superficies de manière à pouvoir accueillir des entreprises de nature différente de celles du secteur Pierre-De Coubertin, tout en étant compatibles avec l'habitation du côté est du boulevard de l'Assomption. L'objectif est d'intensifier l'occupation du sol et ainsi augmenter le nombre d'emplois.

Balises d'encadrement du développement immobilier

- Autoriser des usages commerciaux et d'industries légères compatibles avec de l'habitation.
- Minimiser l'effet d'îlot de chaleur et inclure des mesures de gestion des eaux pluviales lors de la mise en valeur ou du réaménagement des terrains : revêtement poreux, fossés de rétention, bandes végétales, arbres à grand déploiement, etc.
- Favoriser un encadrement du boulevard de l'Assomption.
- Permettre des hauteurs entre deux et quatre étages au nord de la rue de Marseille et de deux à six étages au sud, ainsi que tous les modes d'implantation (isolé, jumelé ou contigü).

Balises d'aménagement du domaine public

- Réaménager le boulevard de l'Assomption lors de son prolongement vers le sud.
- Évaluer la pertinence d'ajouter des traverses piétonnes sur le boulevard de l'Assomption lors de son réaménagement.



Secteur boulevard de l'Assomption

3.2.4. Secteur Viau

Le secteur d'emplois actuel, à dominante industrielle, est maintenu. La principale voie d'accès nord-sud pour ce secteur d'emplois est la rue Viau, qui peut accueillir le camionnage. Au nord et à l'est, le secteur est encadré par une bande végétale : l'emprise de la voie ferrée, qui pourra accueillir un sentier multifonctionnel, et une haie d'arbres en limite de lots dans le prolongement de la voie ferrée.

Balises d'encadrement du développement immobilier

- Conserver la bande végétale de l'emprise des voies ferrées et ses abords comme zone tampon avec le secteur d'activités diversifiées.
- Créer une haie d'arbres sur les limites de lots contigüs à une zone accueillant des usages différents, hormis l'emprise de la voie ferrée.
- Permettre des hauteurs entre deux et quatre étages, ainsi que tous les modes d'implantation (isolé, jumelé ou contigü).

Balises d'aménagement du domaine public

- Entamer les démarches pour raccorder les deux tronçons de l'avenue Pierre-De Coubertin par un passage à niveau sur les voies du CN.
- Entamer les démarches pour aménager un sentier multifonctionnel le long de l'emprise des voies ferrées.



Secteur Viau

3.3. Synthèse des interventions sur le domaine public

Le PPU prévoit une amélioration du domaine public à la fois par le réaménagement des rues existantes et par la création d'un nouveau réseau de voies et d'espaces publics entre le boulevard de l'Assomption et la rue Dickson (voir carte 8).

Le réaménagement des rues concerne :

- le boulevard de l'Assomption,
- la rue de Marseille,
- l'avenue Pierre-De Coubertin.

Le nouveau réseau de voies et d'espaces publics comprend la création de :

- rues locales,
- sentiers et espaces publics.

Il est à noter que les projets d'infrastructures qui auront lieu au sud du territoire - soit le prolongement du boulevard de l'Assomption et de l'avenue Souligny - auront un impact sur la circulation dans le secteur du PPU. Ces projets amélioreront les conditions du réseau artériel, faciliteront l'accès au pôle hospitalier Maisonneuve-Rosemont et réduiront les nuisances pour les résidents des rues adjacentes, en particulier la rue Dickson.

1. Aménagement de bandes cyclables sur la rue de Marseille
2. Aménagement d'une place publique
3. Aménagement d'une rue locale en lien avec la place publique
4. Aménagement de la place publique du métro
5. Aménagement de sentiers publics en lien avec la place publique
6. Réaménagement du boulevard de l'Assomption
7. Implantation d'un parc et d'un équipement collectif
8. Aménagement de rues locales
9. Parachèvement du réseau de sentiers publics
10. Raccordement de l'avenue Pierre-De Coubertin et aménagement d'un lien cyclable
11. Aménagement de la piste multifonctionnelle

Carte 8 - **Trame urbaine projetée - horizon 2035**



Note: La localisation des rues, des sentiers et des espaces publics ainsi que leur phasage pourraient varier, notamment en fonction du rythme, de la localisation et de la forme du développement immobilier dans le secteur.



Projection du boulevard de l'Assomption

3.3.1. Réaménagement de rues

Boulevard de l'Assomption

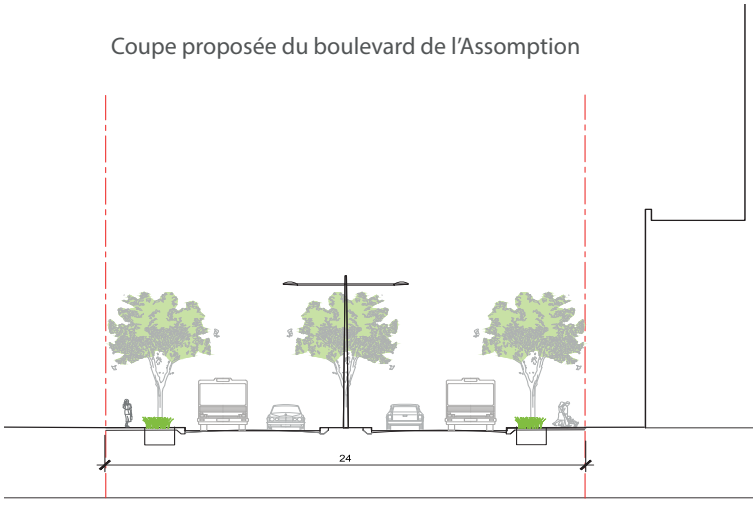
Le réaménagement du boulevard de l'Assomption vise à doter l'artère d'une qualité plus urbaine en donnant notamment une place accrue aux piétons.

Tout d'abord, la chaussée du boulevard sera diminuée par le retranchement des espaces de stationnement. Selon les besoins, de petites zones de stationnement de courte durée seront implantées sur l'artère afin de permettre un accès direct aux espaces commerciaux en rez-de-chaussée.

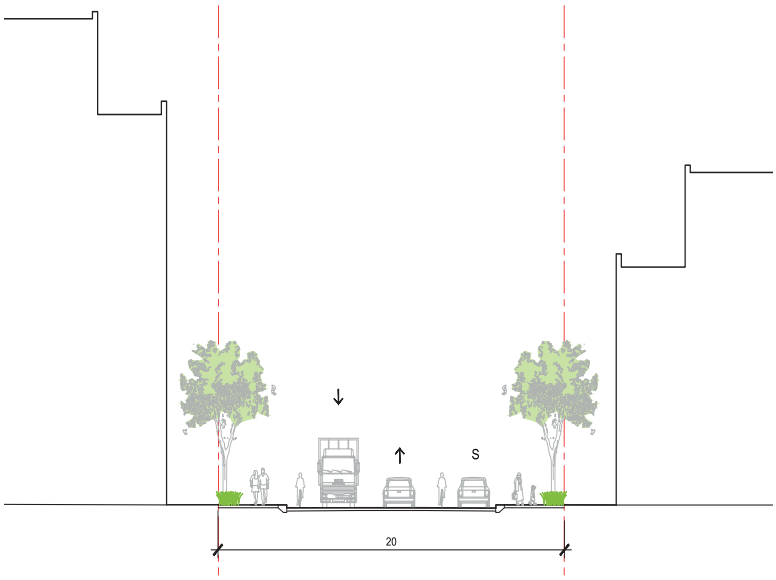
Le terre-plein central sera élargi pour une traversée piétonne plus sécuritaire et permettant ainsi d'accueillir un éclairage de rue adapté, une nouvelle plantation d'arbres ainsi qu'un système de rétention des eaux pluviales. Le réaménagement comprendra aussi l'élargissement des trottoirs, de nouvelles plantations d'arbres, ainsi que l'installation de mobilier urbain.

Lors du réaménagement du boulevard et de son prolongement jusqu'à la rue Notre-Dame Est, des travaux d'infrastructures souterraines seront également réalisés. L'égout unitaire sera remplacé par un égout séparatif (eau de pluie d'un côté et eaux usées de l'autre), allégeant ainsi la pression sur l'usine de traitement des eaux usées.

Coupe proposée du boulevard de l'Assomption



Coupe proposée de la rue de Marseille





Rue de Marseille, où une bande cyclable sera aménagée.



Les voies ferrées du CN, au niveau de l'avenue Pierre-De Coubertin.

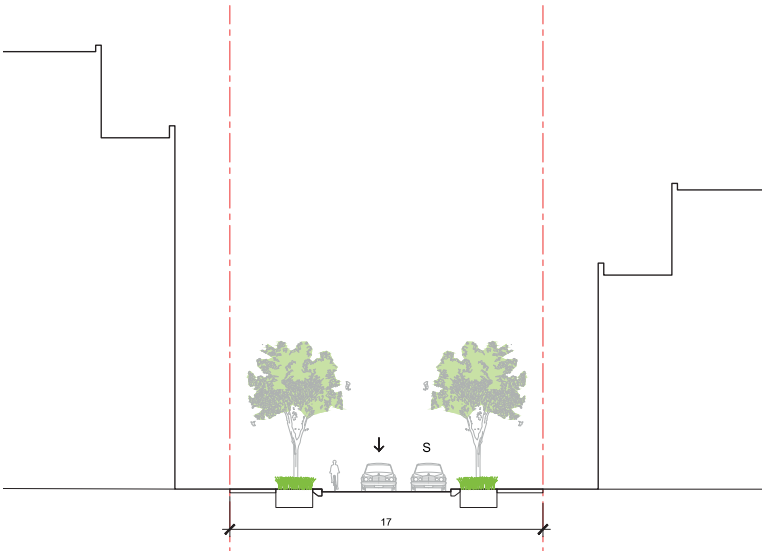
Rue de Marseille et avenue Pierre-De Coubertin

Des bandes cyclables seront intégrées en chaussée sur la rue de Marseille, permettant de relier les aménagements cyclables de la rue Viau et de la rue de Cadillac. L'enfouissement du réseau électrique sera également réalisé sur cette rue, afin d'améliorer la valeur paysagère liée à la vue sur la tour du Stade olympique et de permettre une nouvelle plantation d'arbres.

Le réaménagement de l'avenue Pierre-De Coubertin nécessite en premier lieu son raccordement par un passage à niveau sur les voies du CN. Cette liaison sera l'occasion de réaménager la chaussée et des trottoirs sur tout l'axe et d'y intégrer une piste cyclable en site propre.

3.3.2. Création d'un réseau de voies et d'espaces publics

Coupe proposée d'une rue locale



Rues locales

Le nouveau réseau de voies publiques comprendra la création de trois courtes rues locales, qui seront cédées lors de la mise en valeur des terrains adjacents. Ces rues permettront de morceller les îlots les plus profonds, de manière à desservir les cœurs d'îlots. Ainsi, seul l'îlot du métro, plus étroit, n'en comprendra pas.

Leur aménagement privilégiera le confort des piétons et la quiétude des résidents ou travailleurs riverains : d'une largeur standard de rue locale (autour de 17 mètres), elles comprendront de larges trottoirs et une chaussée réduite, avec une seule voie de circulation et une seule voie dédiée au stationnement. Elles seront aussi largement plantées (voir coupe ci-contre).



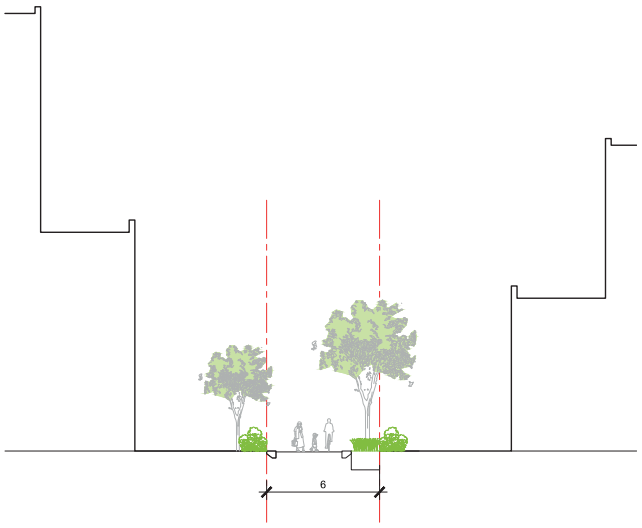
Projection d'un sentier public

Sentiers et espaces publics

La trame urbaine sera complétée par un réseau de sentiers et d'espaces publics réservés aux piétons et aux cyclistes. Une séquence de trois espaces publics viendra rythmer la déambulation sur le boulevard de l'Assomption. Ainsi, la distance de marche entre deux intersections sur cet axe sera plus adaptée au piéton et les îlots pourront être subdivisés. Ces espaces publics ouvriront sur au moins une autre voie publique (sentier ou rue). L'aménagement de ces espaces est détaillé dans la section 3.3. Enfin, un espace vert donnant sur la rue Chauveau pourra être aménagé advenant la requalification du site de la cour de services en équipement collectif.

Connectés aux espaces publics et au réseau viaire, des sentiers dédiés aux piétons et aux cyclistes offriront des parcours agréables et sécuritaires. Ils contribueront à la vie de quartier à la manière des ruelles des secteurs résidentiels traditionnels montréalais, tout en disposant des aménagements d'une rue : arbres et végétaux, bancs, éclairage. La largeur de ces sentiers permettra l'accès des véhicules d'urgence (voir coupe et projection ci-contre).

Coupe proposée d'un sentier public



3.3.3. Calendrier de réalisation

Certaines interventions pourront débuter dès 2018. La création de la nouvelle trame se fera au fur et à mesure de la mise en valeur des terrains concernés. Ainsi, en fonction du phasage du développement immobilier anticipé, la programmation des interventions serait la suivante :

Court terme – horizon 2020

1. Aménagement de bandes cyclables sur la rue de Marseille
2. Aménagement de la place publique entre la rue de Marseille et l'avenue Pierre-De Coubertin
3. Aménagement d'une rue locale en lien avec la place publique

Moyen terme – horizon 2025

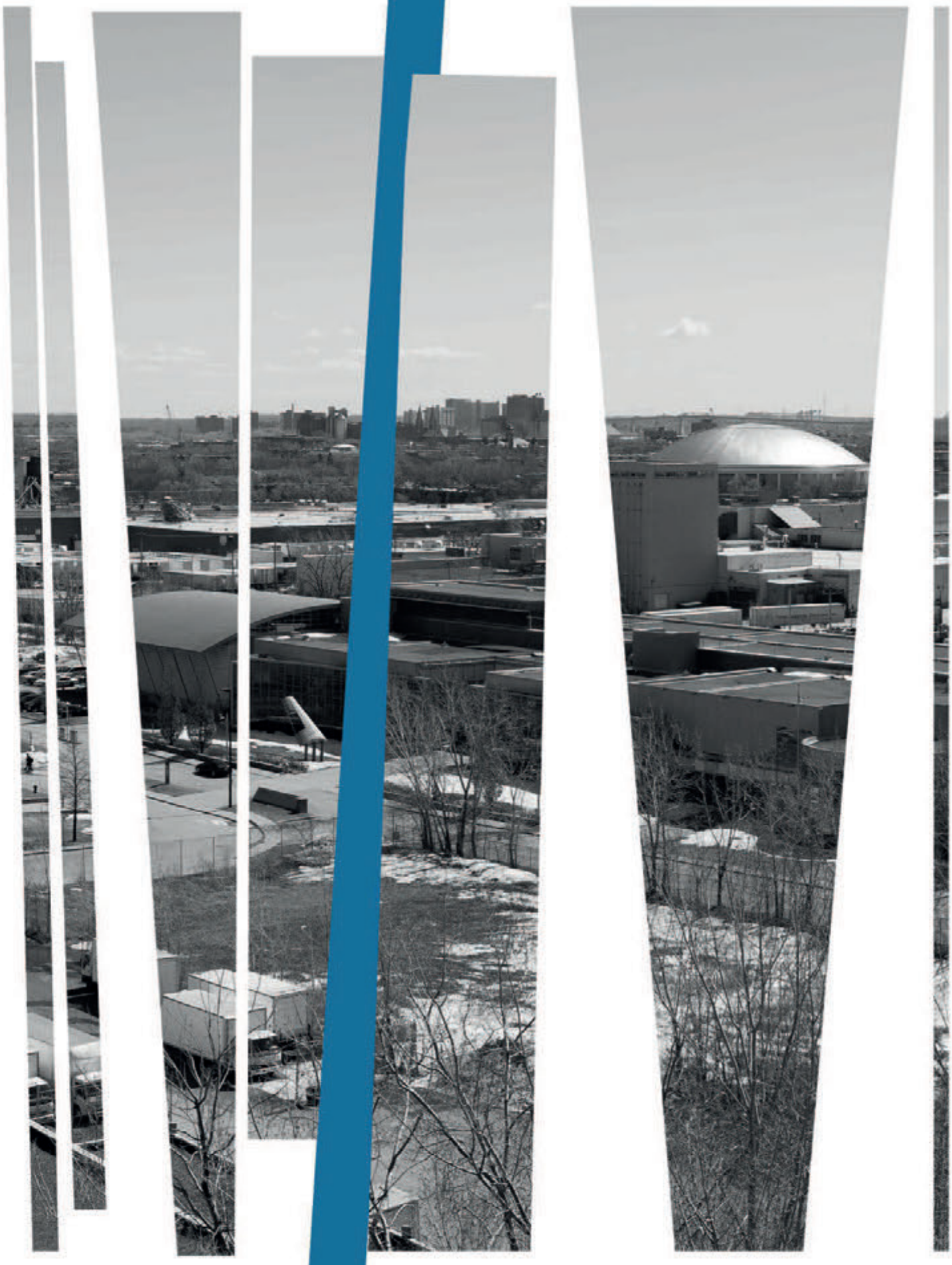
4. Aménagement de la place publique du métro
5. Aménagement de sentiers publics en lien avec la place publique
6. Réaménagement du boulevard de l'Assomption
7. Implantation d'un parc et d'un équipement collectif

Long terme – horizon 2030 et plus

8. Aménagement des rues locales nord - sud
9. Parachèvement du réseau de sentiers publics
10. Raccordement de l'avenue Pierre-De Coubertin et aménagement d'un lien cyclable
11. Aménagement de la piste multifonctionnelle

Carte 9 - **Interventions sur le domaine public - séquence de réalisation**





4. Modifications réglementaires

4.1. Modifications au Plan d'urbanisme

4.2. Modifications à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement

4.1. Modifications au Plan d'urbanisme

Affectation du sol

Au Plan d'urbanisme, la majorité du territoire du PPU est actuellement dédiée à une vocation de secteur d'emplois, à l'exception d'un secteur d'activités diversifiées que l'on retrouve en bordure de la rue Sherbrooke Est.

Ces catégories d'affectations du sol sont définies comme suit :

- Secteur d'emplois : Aire à vocation économique comportant principalement des activités à caractère industriel ou commercial. L'habitation y est exclue. Elle peut comprendre de l'industrie, des bureaux, des commerces, et des équipements collectifs ou institutionnels.
- Secteur d'activités diversifiées : Aire à dominante économique qui peut accueillir, sous certaines conditions, l'intégration d'un usage résidentiel à proximité du réseau de transport collectif. Elle peut comprendre des commerces, des bureaux, de l'industrie légère, des équipements collectifs ou institutionnels, et de l'habitation (si compatible).

Le PPU propose un agrandissement du secteur d'activités diversifiées pour intégrer les secteurs Sherbrooke Est / de l'Assomption, Pierre-De Coubertin et une partie du secteur du boulevard de l'Assomption, présentés dans la section précédente.

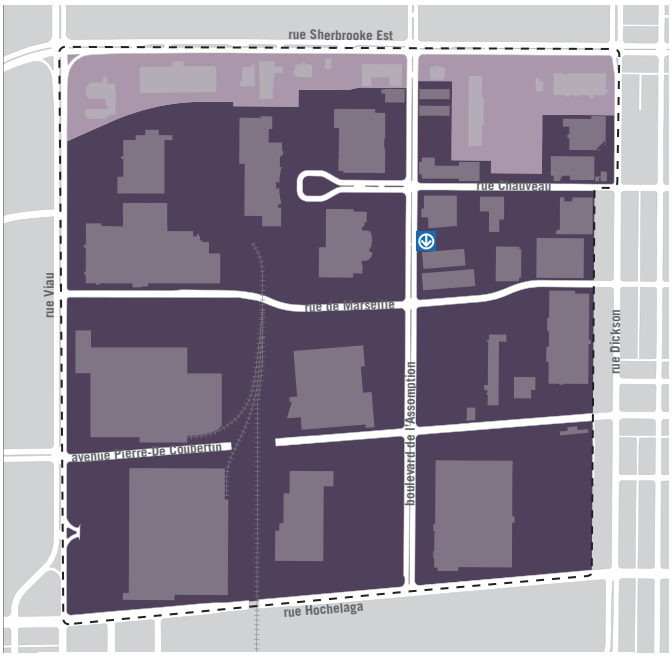
Cette modification vise à assurer une transition harmonieuse entre les différents usages, reconnaître les activités existantes et permettre une souplesse dans la requalification du territoire. Elle permet aussi d'autoriser de l'habitation dans les zones jugées propices.

Densité de construction

La densité prescrite jusqu'à présent au Plan d'urbanisme s'accordait avec l'affectation du sol. Dans le but de densifier les abords du boulevard de l'Assomption, l'actuelle zone de forte densité qui longe la rue Sherbrooke Est sera agrandie le long du boulevard de l'Assomption. Le reste du secteur « Activités diversifiées » est décliné en deux sous-secteurs, avec les hauteurs maximales de six et quatre étages.

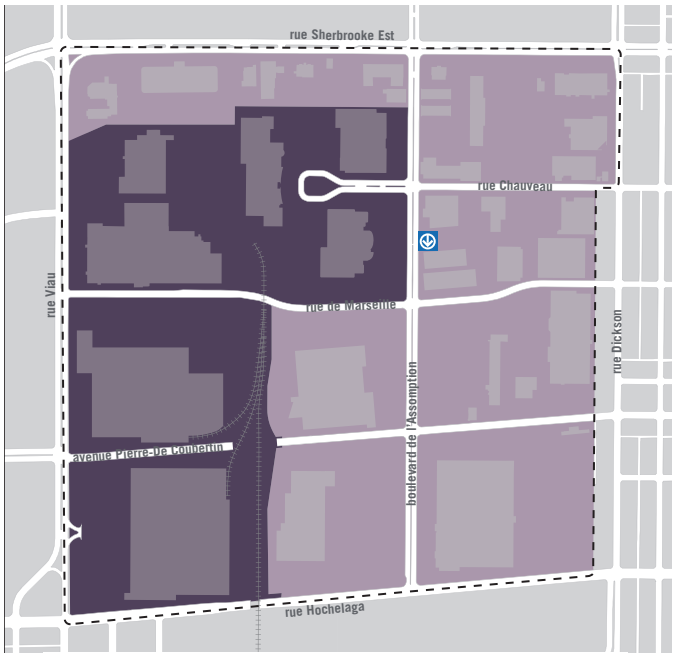
De plus, le secteur d'emplois bénéficiera d'une hausse sensible des paramètres de densité de construction, faisant passer les hauteurs autorisées de « 1 à 3 étages » à « 2 à 4 étages ». De même, tous les modes d'implantation seront désormais autorisés, et non plus seulement l'implantation isolée.

Affectation du sol ACTUELLE



SECTEUR D'EMPLOIS **SECTEUR D'ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES**

Affectation du sol PROPOSÉE



SECTEUR D'EMPLOIS **SECTEUR D'ACTIVITÉS DIVERSIFIÉES**

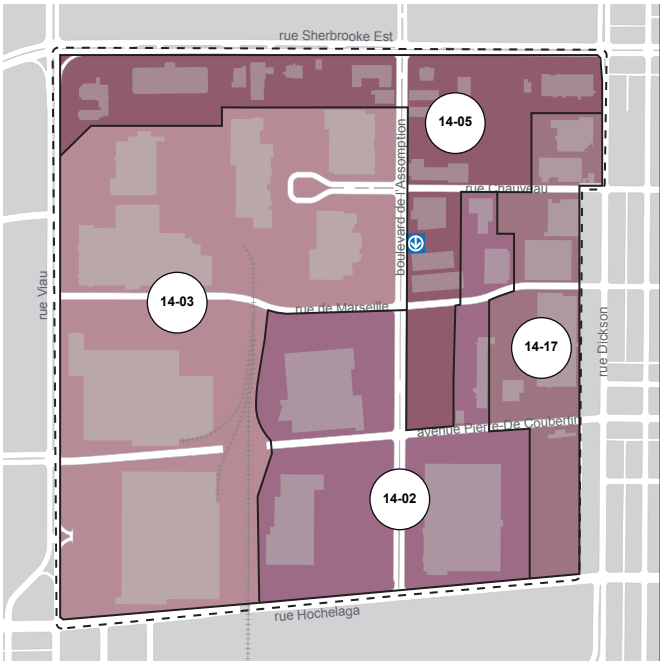
Densité ACTUELLE



SECTEUR 14-03
1 à 3 étages
Implantation isolée
Taux d'implantation au sol faible ou moyen

SECTEUR 14-05
2 à 12 étages
Implantation isolée ou jumelée
Taux d'implantation au sol moyen

Densité PROPOSÉE



SECTEUR 14-02
2 à 6 étages
Taux d'implantation au sol moyen

SECTEUR 14-03
2 à 4 étages
Taux d'implantation au sol faible ou moyen

SECTEUR 14-05
2 à 12 étages
C.O.S. maximal : 6,0
Taux d'implantation au sol moyen ou élevé

SECTEUR 14-17
2 à 4 étages
Taux d'implantation au sol moyen ou élevé

4.2. Modifications à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement

Les balises d'encadrement du développement immobilier énoncées pour chacun des secteurs d'intervention devront se traduire dans le règlement d'urbanisme, sous la forme de normes ou de critères.

Normes

Les balises portant sur les usages prescrits, les hauteurs, les taux d'implantation ou encore les densités devront être intégrées. Un découpage plus fin des zones selon les caractéristiques souhaitées en résultera.

Critères d'aménagement

De plus, le secteur Assomption Nord sera ajouté aux secteurs soumis à un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Les nouveaux critères établis viseront l'atteinte d'objectifs tels que :

- Conférer une ambiance urbaine au boulevard de l'Assomption et aux rues situées à l'est;
- Conserver les percées visuelles vers la tour du Stade olympique, depuis la rue de Marseille, à l'est de la rue Dickson;
- Assurer la convivialité des sentiers et espaces publics, de même que l'aspect privé des bâtiments résidentiels;
- Minimiser l'impact des nuisances sonores pour les logements donnant sur des activités autres que résidentielles;
- Dans le cas d'une aire de stationnement extérieure, diminuer les surfaces pavées, asphaltées et les îlots de chaleur, en privilégiant la plantation d'arbres à l'intérieur d'îlots de verdure de bonnes dimensions.

Projets particuliers

Le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) sera lui aussi modifié afin d'y inclure un encadrement spécifique des projets dérogatoires situés sur le territoire correspondant au secteur Sherbrooke Est / de l'Assomption.

Des critères d'évaluation devront être élaborés à l'égard des thématiques suivantes :

- La cohabitation avec les usages existants et les nuisances potentielles pour les futurs occupants;
- La contribution à la qualité de l'espace public et du paysage urbain;
- La présence d'un espace vert commun à l'intérieur du projet;
- La diversité des unités à même le projet, notamment la proportion significative de logements répondant aux caractéristiques des logements pour familles;
- La contribution à l'atteinte des objectifs des politiques municipales, dont la production de logements abordables, sociaux et communautaires;
- L'impact environnemental du projet.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.01

2016/11/21 13:00

(1)

Dossier # : 1162931001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

De demander au conseil municipal d'adopter:
Un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur;

Un règlement modifié suite aux recommandations de l'OCPM et adopté en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal, intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir ».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-31 15:32

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 18 avril 2016 Séance tenue le 18 avril 2016	Résolution: CM16 0486

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel aux 1980 et 2080, boulevard René-Lévesque » / Tenue d'une consultation publique

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » concernant l'affectation et la hauteur / Tenue d'une consultation publique

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance ultérieure du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel aux 1980 et 2080, boulevard René-Lévesque », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel;

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance ultérieure du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » concernant l'affectation et la hauteur, l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel;

ADOPTION DE PROJETS

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu

1- d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel aux 1980 et 2080, boulevard René-Lévesque »;

2- d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » concernant l'affectation et la hauteur;

3- de soumettre ces projets de règlements à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne l'assemblée de consultation publique, conformément à la loi.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Justine McIntyre
M. Normand Marinacci
M. Steve Shanahan

43.02 1162931001
/cb

Denis CODERRE
Maire

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Règlement P-16-037
Règlement P-04-047-173

Signée électroniquement le 18 mai 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162931001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

CONTENU

CONTEXTE

Le 18 avril 2016, le conseil municipal a adopté en première lecture deux projets de règlement intitulés « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) concernant l'affectation et la hauteur » et , en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal, « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir ». Le conseil municipal a ensuite acheminé les projets de règlements pour étude à l'Office de consultation publique de Montréal (CM16 0486).
Publié le 10 août 2016, le rapport de l'office de consultation publique de Montréal (OCPM) a été déposé au Conseil municipal suivant. Le présent sommaire addenda vise à répondre aux recommandations formulées par l'OCPM et à présenter la version finale des règlements.

Selon l'OCPM, le changement au Plan d'urbanisme et le règlement encadrant le développement du complexe résidentiel sont, moyennant quelques réserves et commentaires, acceptables et peuvent permettre à mettre en place les conditions nécessaires pour consolider la fonction résidentielle du quartier. La plupart des commentaires exprimés lors des consultations publiques, et repris sous forme de réserves par l'OCPM, soulignent l'insuffisance en matière d'offre d'espaces verts et d'équipements communautaires et sportifs adaptés aux besoins des familles, des jeunes et des ainés du quartier.

Une revue détaillée des recommandations de l'OCPM est présentée sous forme de tableau annexé au présent sommaire addenda. La version finale des règlements intègre une des recommandations. En fait, la seule modification effectuée aux projets initialement adoptés en avril 2016 est issue de ces recommandations.

La plupart des commentaires et réserves évoqués par l'OCPM dépassent largement la

portée du règlement d'urbanisme. Les situations dénoncées, comme le manque d'espaces communautaires et de plateaux sportifs, ne peuvent être résolues par la seule modification réglementaire. Par ailleurs, les préoccupations de la commission relativement à la vue protégée vers le fleuve, depuis l'intersection de la rue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges, auraient pu être évitées si les simulations visuelles avaient été effectuées avec un montage photographique à l'échelle et surtout fidèle au panorama de 2016.

Enfin, tel que le propose l'OCPM, l'arrondissement s'engage à revoir, dans la mesure de ses compétences et de ses ressources, la planification concertée des espaces verts à être cédés à la Ville. De même, l'arrondissement souhaite miser sur l'établissement d'une servitude de protection des maisons et jardins et de leurs composantes afin de garantir leur pérennité.

Les suites et les modifications apportées au projet initial:

- Le règlement modifiant le plan d'urbanisme est adopté tel quel;
- Ajout d'une condition liée à l'obligation de fournir un plan de mise en valeur et conservation de la falaise Saint-Jacques.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie TURCOTTE
Conseillère en aménagement

514 868-5164
Tél :
Télécop. : 514 868-4912

PROJET DE MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME ET ADPOPTION D'UN REGLEMENT AUTORISANT ET ENCADRANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN ENSEMBLE RÉSIDENTIEL AUX 1980-2080, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE L'OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL (OCPM)

La modification du Plan d'urbanisme proposée consiste à rehausser la hauteur de 25 à 65 mètres et modifier l'affectation «couvent, monastère et lieu de culte», par l'affectation «secteur résidentiel » pour les propriétés sises du côté sud du boulevard René-Lévesque, à l'ouest de l'Esplanade Ernest-Cormier et délimitées au sud par les voies ferrées du C.P. et à l'ouest par le secteur résidentiel de la rue du Souvenir. Un projet immobilier est également projeté sur une partie de ce territoire et visée par un règlement soumis par la procédure prévue à l'article 89 de la Charte, afin de déroger à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282).

	RECOMMANDATIONS DE L'OCPM	SUITES À DONNER AUX RECOMMANDATIONS
R-1	La commission considère comme acceptable le changement de vocation proposé du site des Franciscains qui permettrait un usage résidentiel dans le futur, sous réserve des recommandations formulées dans le présent rapport.	S/O
R-2	La commission recommande que la hauteur retenue pour le projet n'excède pas 54,164 mètres afin de ne pas nuire aux vues protégées vers et depuis le mont Royal, sans augmenter de façon significative l'empreinte au sol.	1) La vue telle qu'illustrée au plan d'urbanisme (photo prise environ en 2007) n'existe plus, la végétation ayant pris le dessus. 2) De plus, des réfections importantes à la géométrie de l'intersection Cedar/Côte-des-Neiges vont modifier considérablement le contexte paysager et les points d'observation vers le fleuve (l'agrandissement du parc du Mont-Royal permettant l'aménagement du secteur du nouveau Seuil). 3) Bien que cette vue soit littéralement obstruée par des alignements d'arbres situés au sud, la hauteur des bâtiments proposée à 60 m et leur faible implantation au sol permettrait de préserver des percées visuelles vers le fleuve, puisque des bâtiments plus hauts et le bâti de Verdun sont déjà dans l'axe visuel de cette vue, portant la présence du fleuve loin au troisième plan. 4) Le photomontage fourni par le promoteur comporte donc un problème d'échelle ; les photos jointes au présent tableau représentent davantage la réalité.
R-3	La commission recommande à la Ville de devancer son processus d'évaluation de l'impact sur les vues protégées et d'utiliser une instrumentation qui fournisse aux instances concernées des simulations réalistes et justes sur l'impact des modifications aux hauteurs, notamment sur les vues protégées.	1) L'arrondissement de Ville-Marie dispose d'une maquette numérique permettant d'évaluer aisément les impacts visuels d'un nouveau bâtiment. Par ailleurs, nous n'avons pu intégrer le bâti des arrondissements voisins. À ce titre, la vue Cédar/Côte-des-Neiges vers le fleuve est la plus problématique. 2) L'arrondissement souhaite également raffiner son analyse avec des outils plus à jour (nouvelles études de la pertinence de certaines vues, ajout de vues et inclusion des perspectives à protéger, pas nécessairement seulement vers ou depuis le fleuve et la montagne, mais aussi vers des bâtiments d'intérêt).
R-4	La commission recommande, nonobstant la nouvelle classification du site comme unité de paysage de type « centre - ville », de prendre en compte en priorité les paramètres applicables aux unités de paysage attribuées aux secteurs adjacents au site des Franciscains, soit « maisons en rangée » (rue du Souvenir et village Shaughnessy) et « grandes propriétés institutionnelles » (CCA), et ce, afin de préserver une cohérence d'échelle au secteur.	Le règlement CA 24 282.109 intègre la propriété des Franciscains dans l'unité de paysage Grande propriété institutionnelle (GPI) reflétant le caractère que l'on souhaite maintenir à la propriété, et ce malgré son changement d'affectation.

	RECOMMANDATIONS DE L'OCPM	SUITES À DONNER AUX RECOMMANDATIONS
R-5	Étant donné que le site des Franciscains mérite une attention particulière, la commission recommande qu'un comité aviseur coordonné par la Table de Concertation du quartier des grands jardins soit mis en place afin d'assurer l'intégration du design et de l'aménagement paysager du projet à l'architecture environnante et au paysage.	Ce commentaire sera pris en compte dans la planification des espaces verts à être cédés à la Ville.
R-6	La commission recommande que dans la conception et la réalisation des deux nouveaux parcs publics rattachés au projet, soient pris en compte : a) les enjeux paysagers, patrimoniaux et esthétiques; b) la création d'espaces propices à l'interaction sociale et à l'utilisation récréative; c) l'avis de représentants des groupes qui bénéficieront de ces espaces verts.	1) Voir suites proposées pour la recommandation 5 (R-5). 2) La démarche de planification proposée comporte nécessairement une validation auprès des différents intervenants du milieu.
R-7	La commission recommande que des expertises appropriées soient retenues afin de planifier la conservation et la mise en valeur du potentiel biologique, archéologique, et de patrimoine paysager de la partie de la falaise Saint‐Jacques se trouvant sur le Lot A du projet de site immobilier, et que les mesures appropriées de sécurité soient mises en œuvre pour tenir compte de la proximité de la voie ferrée.	1) L'article 13 du règlement encadrant le site est modifié afin d'inclure un sixième paragraphe visant le dépôt d'un plan de conservation et de mise en valeur de la falaise au préalable d'une demande de permis. 2) En concordance avec les objectifs du schéma d'aménagement, le règlement d'urbanisme (01-282) compte maintenant des objectifs et critères pour les terrains adjacents aux voies ferrées.
R-8	La commission recommande que la partie du règlement d'amendement qui hausse de 25 à 65 mètres la hauteur permise par le Plan d'urbanisme ne s'applique pas sur l'ensemble du site, mais seulement sur le lot A sur lequel les deux tours doivent être érigées.	Les classes de hauteur du Plan d'urbanisme ont été déterminées à partir d'une typologie du bâti montréalais. Elles sont généralement plus élevées que celles du règlement d'urbanisme. Dans le présent cas, nous proposons de maintenir l'agrandissement de la zone de 65 m, tout en limitant par contre, dans le règlement encadrant le développement du site, la hauteur à 60 m, et ce, uniquement pour le lot A.
R-9	Pour assurer une meilleure protection pour les maisons Judah et Masson et leurs jardins, et afin de rendre ce patrimoine plus aisément éligible aux programmes de subventions disponibles maintenant ou dans l'avenir, la commission recommande : a) leur assujettissement aux dispositions de la Loi sur le patrimoine culturel (Québec), en recourant à l'une ou l'autre des procédures de citation ou de classement prévues à cet effet. La même recommandation s'applique au sujet de la falaise Saint‐Jacques; et b) l'obtention de la meilleure protection disponible en vertu des pouvoirs règlementaires des autorités municipales.	1) Cette démarche dépasse les limites et la portée des modifications réglementaires proposées. 2) Des conditions d'entretien et de restauration des maisons et de leurs aménagements paysagers sont incluses dans le règlement, lequel comprend une disposition pénale. 3) Une servitude de conservation, dont la Ville serait partie prenante, peut être envisagée afin d'assurer la pérennité des maisons et de leurs jardins.
R-10	La commission recommande que l'arrondissement : a) porte une attention particulière à la sécurité des automobilistes ainsi qu'à celle des piétons lors de l'aménagement de l'accès véhiculaire au site; b) s'assure que la fluidité de l'accès véhiculaire au site ne nuise pas à la sécurité et à la quiétude des résidents des rues Seymour et Hope	L'aménagement des accès est largement documenté par une étude de circulation.
R-11	La commission recommande que des places pour des véhicules d'autopartage soient incluses dans le projet.	Nous encourageons le développeur à fournir des espaces dédiés au partage d'automobile. Dans les limites des pouvoirs de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, sous ne pouvons prévoir dans un règlement d'urbanisme une telle disposition.
R-12	Il est recommandé qu'un mécanisme de suivi de la construction soit créé afin que le promoteur puisse se concerter avec les voisins pour minimiser les nuisances découlant des travaux de construction.	L'arrondissement a adopté le Règlement sur les nuisances occasionnées par des travaux de construction (CA 24-102). Ce règlement stipule, entre autres, que les travaux peuvent être effectués uniquement du lundi au samedi : de 7 h à 19 h (dimanche et jour férié : interdit) Il en va de même pour la livraison et les opérations entourant la construction des projets.

	RECOMMANDATIONS DE L'OCPM	SUITES À DONNER AUX RECOMMANDATIONS
R-13	La commission recommande à l'arrondissement : 1) de rendre publique les analyses disponibles sur l'aménagement d'un parc et d'un terrain de mini soccer sur le site des Franciscains; 2) d'expliquer plus en détail aux résidents du quartier les motifs de sa décision de ne pas aménager le site des Franciscains en parc public; 3) d'informer les résidents du quartier sur l'état d'avancement des projets d'espaces verts et d'infrastructures communautaires annoncés dans le PPU.	L'arrondissement a motivé lors de séances du conseil d'arrondissement ses motifs quant à l'aménagement d'un mini-soccer sur le site des Franciscains. Les conséquences d'un tel aménagement, les accès au site et le coût d'acquisition ne permettaient pas d'atteindre les objectifs de l'arrondissement quant à la mise en valeur du site et la pérennisation des maisons et de leurs aménagements paysagers.
R-14	La commission recommande : 1) que les espaces verts qui résulteront de la requalification du site de l'Hôpital de Montréal pour enfants soient aménagés pour répondre aux besoins exprimés en matière de loisirs variés; 2) que les résidents du quartier soient associés à leur aménagement.	Cette recommandation dépasse la portée des modifications réglementaires proposées. La planification du secteur du site de l'Hôpital de Montréal pour enfants sera présentée à l'OCPM éventuellement.

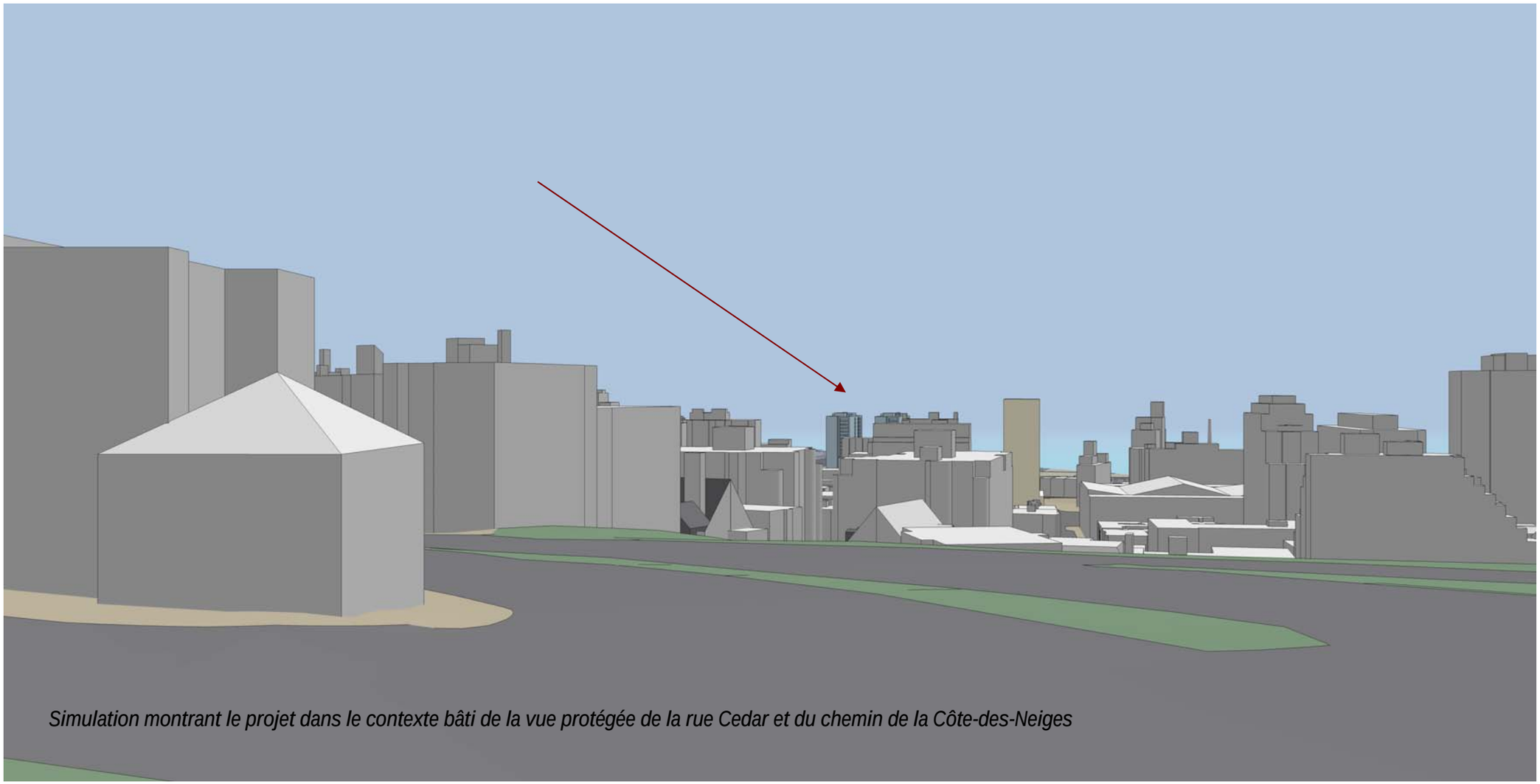
INDEX PHOTOGRAPHIQUE



Vue identifiée au Plan d'urbanisme



Montage incluant les 2 tours proposées



Simulation montrant le projet dans le contexte bâti de la vue protégée de la rue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges



Photo prise du même point du vue le 7 septembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162931001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Objet :	Adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Avis favorable à la modification dans la mesure où le changement a fait l'objet d'une présentation lors de la consultation publique. Outre cette modification, le contenu du règlement et ses annexes demeurent inchangés.

FICHIERS JOINTS

Règlement 89 (final)_addenda.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate

Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-28

Véronique BELPAIRE
Chef de division

Tél : 514 872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT ET ENCADRANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN ENSEMBLE RÉSIDENTIEL AUX 1980 ET 2080, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE

Vu le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire délimité au plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A au présent règlement.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la règlementation d'urbanisme applicable au territoire visé à l'article 1, l'occupation, la transformation et la construction d'un ensemble résidentiel, ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs sont autorisés conformément au présent règlement.

À cette fin, il est notamment permis de déroger :

1° aux articles 9, 34, 134, 300, 609 et 612 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2° au Règlement sur l'occupation du bâtiment situé au 2080, boulevard René-Lévesque Ouest (96-222);

3° au Règlement sur l'occupation du bâtiment portant le numéro 1980, boulevard René-Lévesque Ouest (01-200).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
USAGE ET DENSITÉ

3. Les usages des catégories R.3 et M.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) sont les seuls usages autorisés sur les lots A, D et E identifiés sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement.

4. Les usages des catégories E.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) sont les seuls usages autorisés sur les lots B et C identifiés sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement.

5. Le coefficient d'occupation du sol (COS) maximal autorisé sur les lots A, D et E identifiés sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement, est de 1,8.

SECTION II
HAUTEUR, VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION

6. L'implantation des bâtiments doit être conforme au plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement.

7. L'alignement sur rue et la volumétrie du bâtiment doivent être conformes aux plans préparés pour la compagnie Prével, estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie le 25 janvier 2016, joints en annexe C au présent règlement.

8. La hauteur maximale du bâtiment implanté sur le lot A identifié sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B du présent règlement, est de 60 m.

SECTION IV
MAISON JUDAH ET MAISON MASSON

9. Les bâtiments sis aux 1980 et 2080, boulevard René-Lévesque Ouest, connus sous les noms de maison Judah et maison Masson, doivent être conservés dans leur implantation d'origine conformément au plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement.

10. L'enveloppe extérieure des bâtiments décrits à l'article 11 et les aménagements paysagers existants, notamment, les murs, escaliers, arbres, grotte, sentiers, murs d'enceinte, clôtures sur rue, parvis aménagé et accès doivent être, selon le cas, conservés, restaurés ou reconstitués au besoin.

SECTION V
OCCUPATION ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

11. Des espaces extérieurs accessibles au public et d'une superficie au moins égale à celles illustrées pour les lots B et C identifiés sur le plan intitulé « Plan d'implantation », joint en annexe B au présent règlement, doivent être aménagés.

12. Les espaces extérieurs accessibles au public décrits à l'article 13 doivent être, en tout temps, maintenus en bon état.

SECTION VI
DEMANDES DE PERMIS

13. Toute demande de certificat d'autorisation ou toute demande de permis de construction, d'agrandissement ou de transformation d'un bâtiment ainsi que l'aménagement paysager d'un terrain autorisés en vertu du présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

14. Une demande de permis de construction, d'agrandissement ou de transformation de bâtiments visés par le présent règlement doit être accompagnée des documents suivants :

1° un devis technique décrivant les critères d'intégration architecturale qui guident la composition et le choix des matériaux des façades;

2° une étude d'impacts éoliens effectuée avec une simulation incluant, le cas échéant, les mesures de mitigation requises;

3° un devis technique décrivant les mesures à mettre en œuvre pour conserver et restaurer les éléments mentionnés à l'article 12;

4° un plan d'aménagement paysager des espaces libres comprenant des références à l'occupation monastique du site;

5° un plan d'aménagement paysager incluant un programme de mise en valeur des murs, escaliers, arbres, grotte, sentiers, murs d'enceinte, clôtures sur rue, parvis aménagé et accès existants ;

6° un plan de conservation de la falaise pour le lot A identifié sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B au présent règlement.

SECTION VII
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

15. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), les critères suivants s'appliquent à l'évaluation d'une demande de permis mentionnée à l'article 15 :

1° le traitement architectural de la construction doit favoriser la simplicité et l'unité et privilégier l'innovation et l'expression contemporaine dans la composition

architecturale, notamment en ce qui a trait aux matériaux de parement et aux ouvertures;

2° toutes les façades visibles de la voie publique doivent être traitées avec le même soin que les façades principales, notamment quant aux choix des matériaux et aux ouvertures;

3° le traitement des façades doit respecter les principes de composition architecturale énoncés aux plans préparés pour la compagnie Prével, estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie le 25 janvier 2016, joints en annexe C au présent règlement;

4° la construction doit tendre à contribuer à l'enrichissement du paysage montréalais, tant à l'échelle de la rue, du quartier, que de la Ville;

5° les éléments mécaniques et techniques doivent être intégrés à la volumétrie du bâtiment et les matériaux de revêtement utilisés doivent assurer leur intégration architecturale et atténuer leur visibilité;

6° afin de respecter la valeur paysagère et historique du site, les travaux d'aménagement des espaces libres doivent tendre à respecter les éléments caractéristiques du lieu tel que défini dans l'énoncé d'intérêt patrimonial;

7° l'aménagement paysager des espaces libres et des aires de détentes extérieurs doit privilégier les éléments végétaux.

SECTION VIII
GARANTIE MONÉTAIRE

16. La délivrance d'un permis de construction est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire émise par une institution financière et équivalente au coût estimé des aménagements paysagers à être réalisés.

La lettre de garantie bancaire doit demeurer valide jusqu'à ce que les travaux d'aménagement paysagers prévus aux articles 13 et 14 soient complétés.

17. Les travaux d'aménagement paysager doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction d'une des deux tours composant le bâtiment implanté sur le lot A identifié sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B du présent règlement, à défaut la garantie monétaire peut être conservée par l'arrondissement de Ville-Marie.

Les travaux de construction et d'aménagement paysager sont considérés comme complétés aux fins du présent règlement lorsque la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, a constaté qu'ils ont été exécutés en totalité et conformément aux permis émis à cet effet.

La garantie monétaire est remise au plus tard 60 jours après la constatation par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie de l'exécution complète des travaux d'aménagement paysager.

CHAPITRE IX
DÉLAI DE RÉALISATION

18. Les travaux de construction visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement est nulle et sans effet.

CHAPITRE X
DISPOSITION PÉNALE

19. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation en contravention de l'une des dispositions du présent règlement ou contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 718 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282).

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

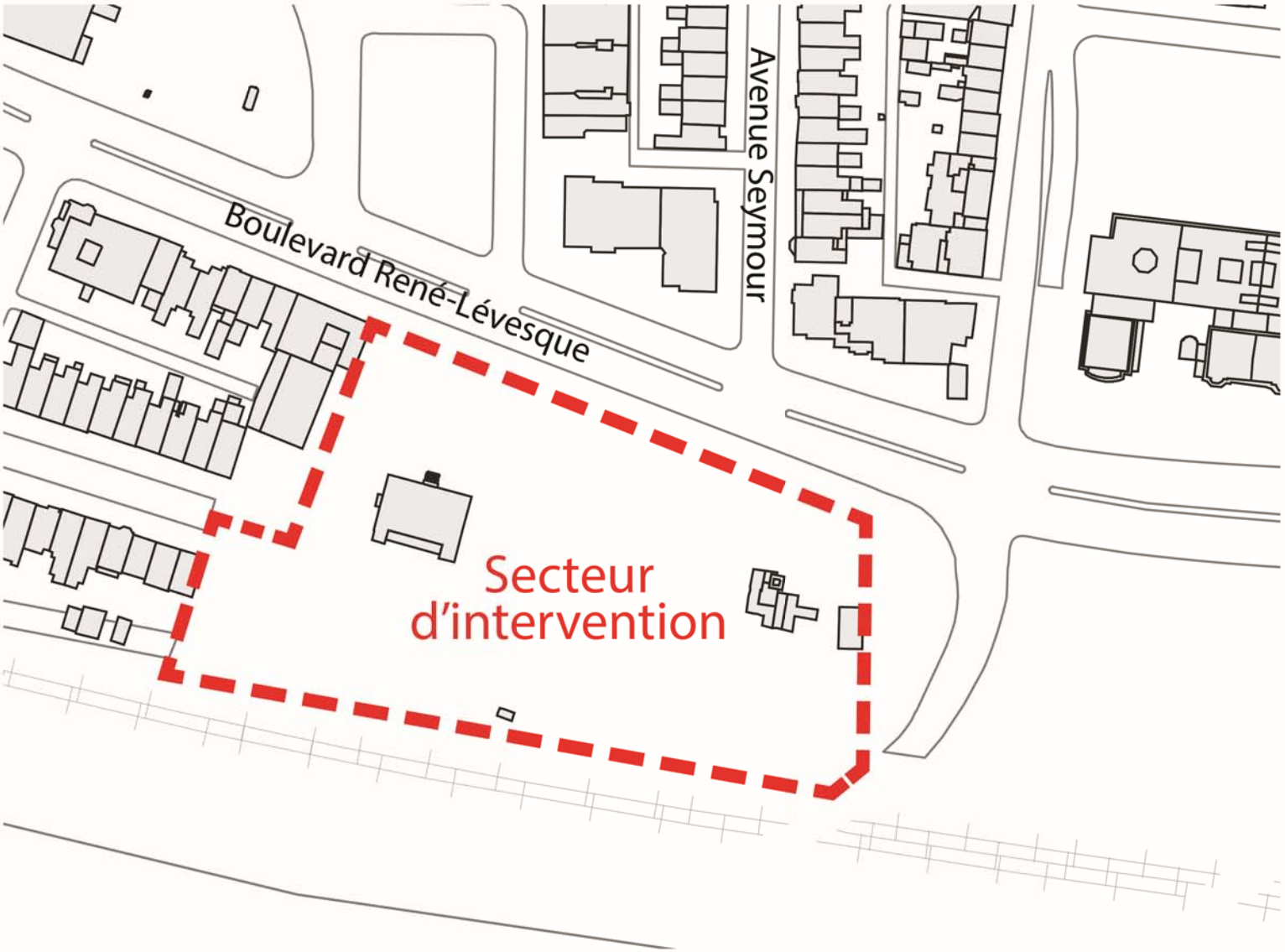
ANNEXE B
PLAN INTITULÉ « PLAN D'IMPLANTATION »

ANNEXE C
PLANS PRÉPARÉS POUR PRÉVEL ET ESTAMPILLÉS PAR LA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE LE 25 JANVIER 2016.

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1162931001



Territoire d'application

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie

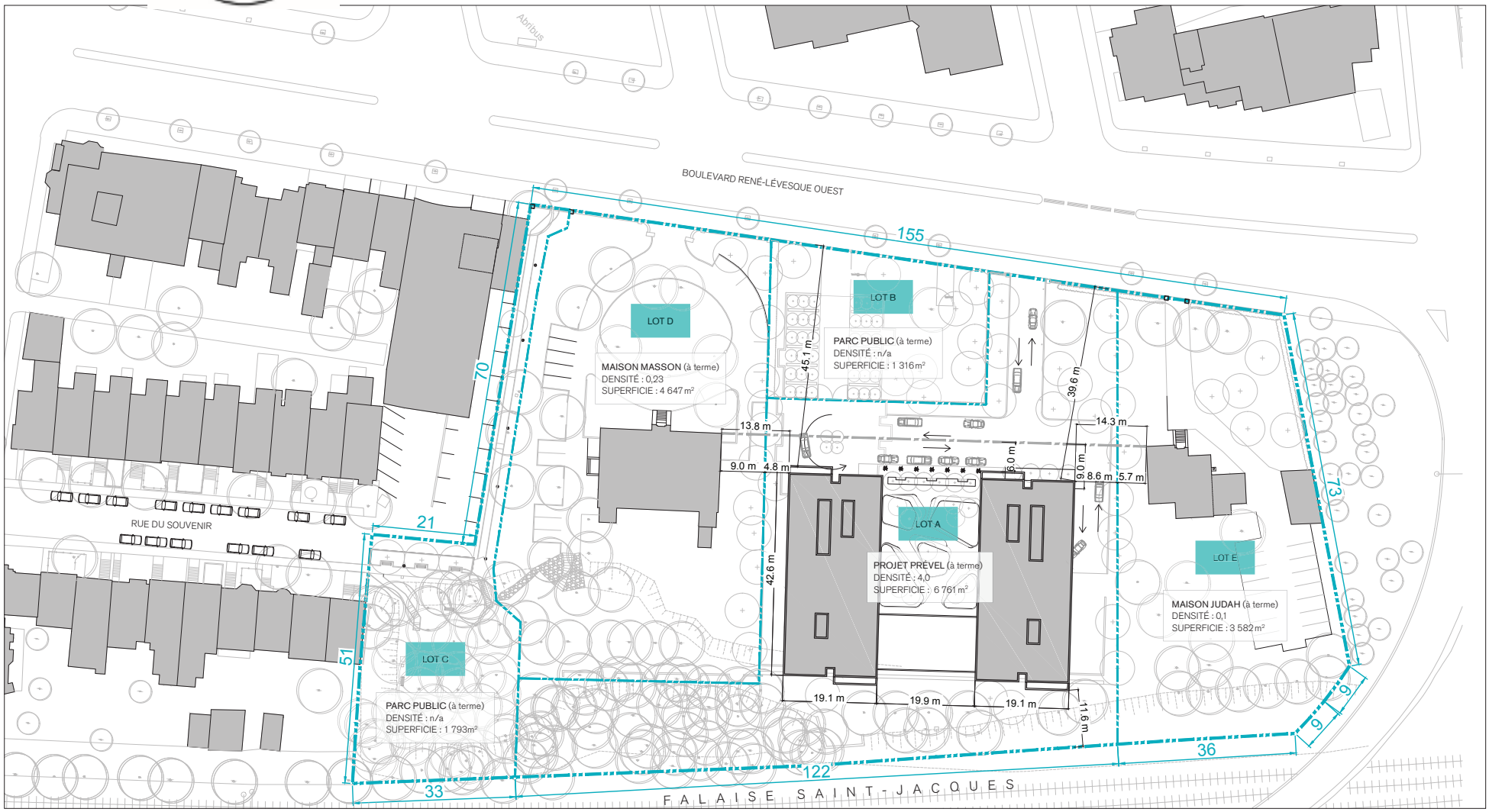
Date: 3 février 2016

Annexe:

A

ANNEXE **B**

PLAN D'IMPLANTA



Ligne d'implantation (maisons patrimoniales)
Limite ensemble du site et parc
Limite hypothétique après opération cadastrale (à terme)
Emprise du sous-sol

arbres existants

arbres proposés

ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

2.2 ACCESSIBILITÉ, ESPACES PUBLIC ET SEMI-PUBLIC

Le PPU du Quartier des grands jardins souligne la valeur paysagère de vastes propriétés institutionnelles. Deux enjeux en découlent : la protection du patrimoine paysager et l'accessibilité aux espaces verts. Le redéveloppement du domaine des Franciscains favorise à la fois la conservation et la mise en valeur des espaces verts et leur accessibilité. La proposition inclut le don de deux espaces verts à la Ville de Montréal, qui seront transformés en parc et jardin publics.

Le parc à l'ouest, d'une superficie de 1800m^2, comprend deux accès formels: un accès depuis le trottoir du boulevard René-Lévesque (corridor de 4 à 8 mètres) et un autre dans le prolongement du trottoir sud de la rue du Souvenir. Afin de répondre aux orientations du PPU, une ouverture assurera une accessibilité publique maximisée du jardin de la cour avant vers le parc, sans obstruer sur la lecture d'ensemble du jardin de la maison patrimoniale. Au cœur du domaine des Franciscains, un espace public totalisant une superficie de 1300 m^2 serait également cédé à la Ville de Montréal. La mise en valeur des vestiges et l'installation de certains éléments de commémoration sont envisagées dans les nouveaux espaces publics (voir section 3.2).

L'aménagement des cours avant, définies comme les jardins, mise sur la préservation du caractère de grande propriété de cet espace. Malgré le changement de vocation du lot central (institutionnel versus résidentiel), le site est vu, depuis le boulevard René-Lévesque, comme appartenant au paysage de la rue. Le nouvel espace public central et les accès formels assurent la perméabilité entre les espaces publics et privés. En contrepartie, les cours arrière offrent un lieu résolument privatif.

Le redéveloppement du domaine des Franciscains intervient minimalement sur les accès existants des maisons Judah et Masson. Une voie centrée sur la tour est permet l'accès aux résidences depuis le boulevard René-Lévesque. Une seule rampe de stationnement est dissimulée sur le côté est du nouvel immeuble. Un corridor dégagé et carrossable de six mètres est prévu au milieu du jardin public central afin de permettre aux véhicules d'urgence de sortir du site sans faire marche arrière. En devanture des résidences, l'aménagement permet l'implantation de mobiliers et de végétation qui définissent un parcours d'entrée convivial à l'échelle du piéton. Un alignement d'arbres permet de créer un écran entre le débarcadère et l'espace privé de la cour intérieure. Le traitement tout en transparence du rez-de-chaussée des tours traduit une relation privilégiée du projet avec le quartier et le paysage singulier du domaine des Franciscains.

Dans un souci d'animation et d'appropriation, la majorité de la superficie du rez-de-chaussée est occupée par des espaces communs ou commerciaux. Une grande transparence entre les des espaces extérieurs et intérieurs est privilégiée. Les logements ou commerces du rez-de-chaussée disposent d'accès privés extérieurs depuis les allées piétonnières couvertes, de part et d'autre des tours.



PLAN CLÉ

- Espace public
- Espace institutionel privé
- Site à l'étude

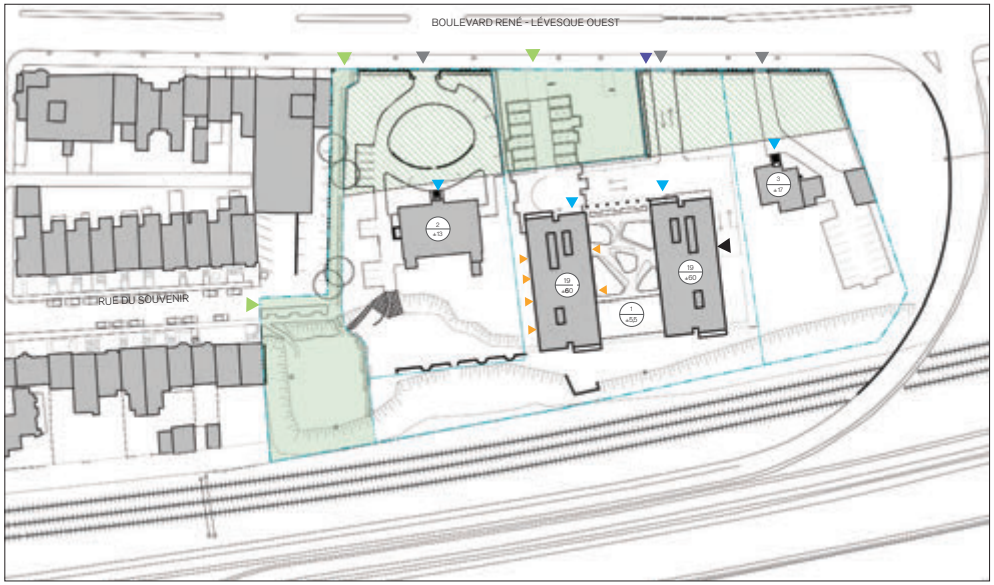


SCHÉMA ACCESSIBILITÉ, ESPACES PUBLIC ET SEMI-PUBLIC

- Accès véhiculaire
- Accès au stationnement souterrain
- Accès piétonnier au parc
- Accès aux halls d'entrée
- Accès privé aux logements ou aux commerces
- Accès piétonnier
- Hauteur en étages
- Hauteur en mètre
- Limites de propriétés
- Espace public (parc)
- Espace semi-public (jardins avant)

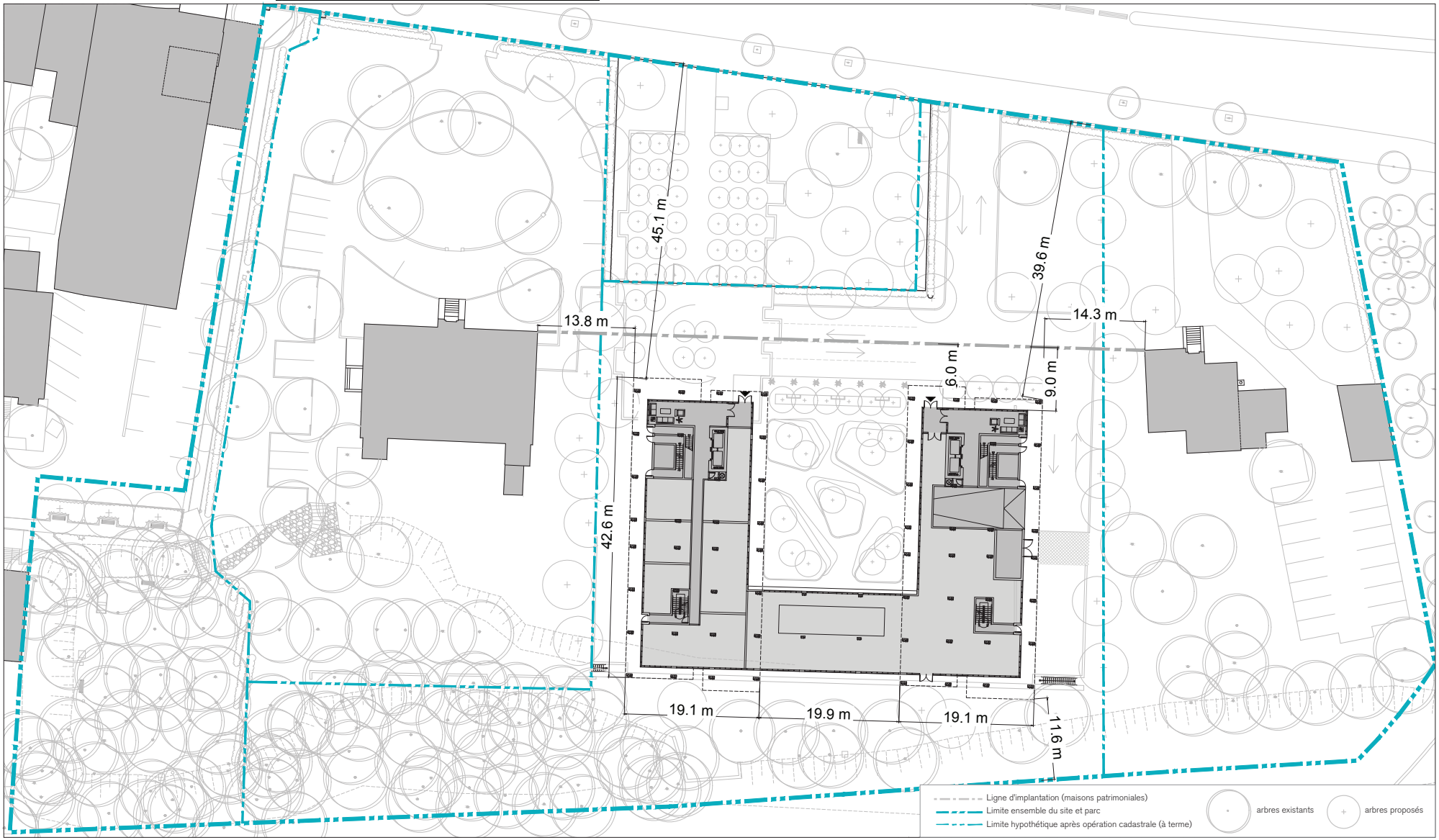
LEMAY + CHA | PRÉVEL

ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

0 5 10 25m ÉCHELLE 1:500

PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

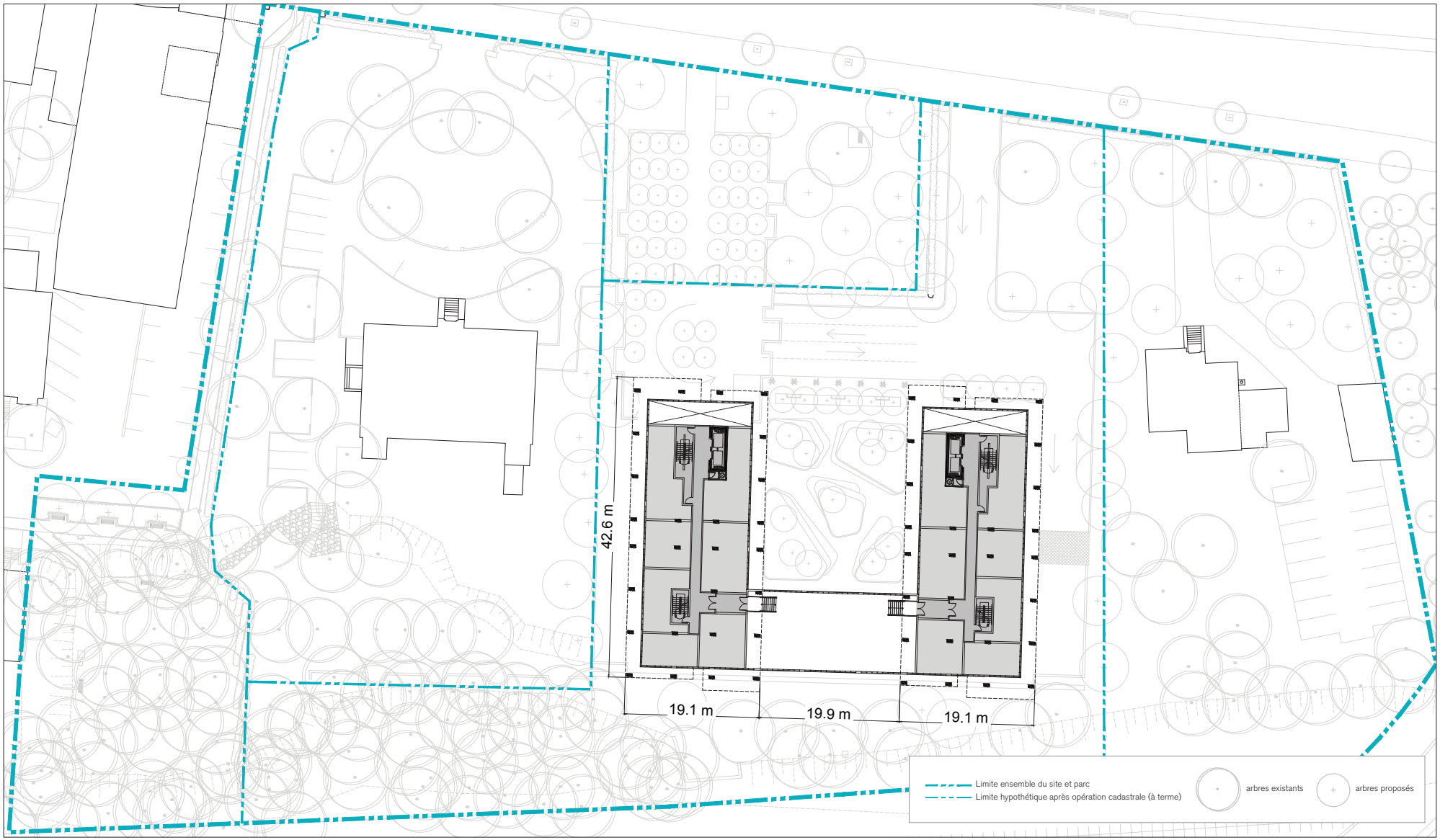


ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

PLAN D'ÉTAGE 2

ÉCHELLE 1:500 0 5 10 25m

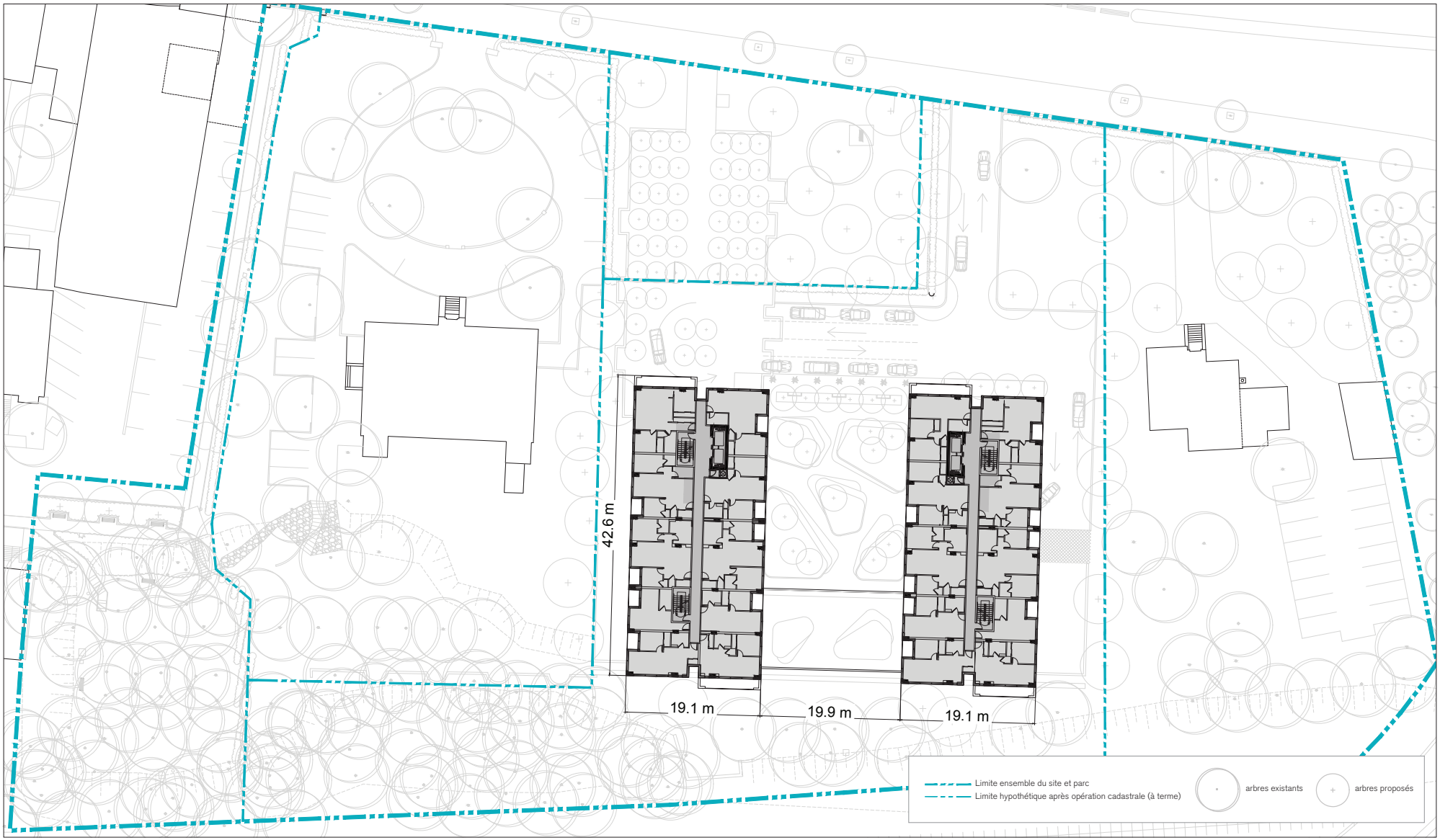


ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

0 5 10 25m ÉCHELLE 1:500

PLAN D'ÉTAGE TYPE



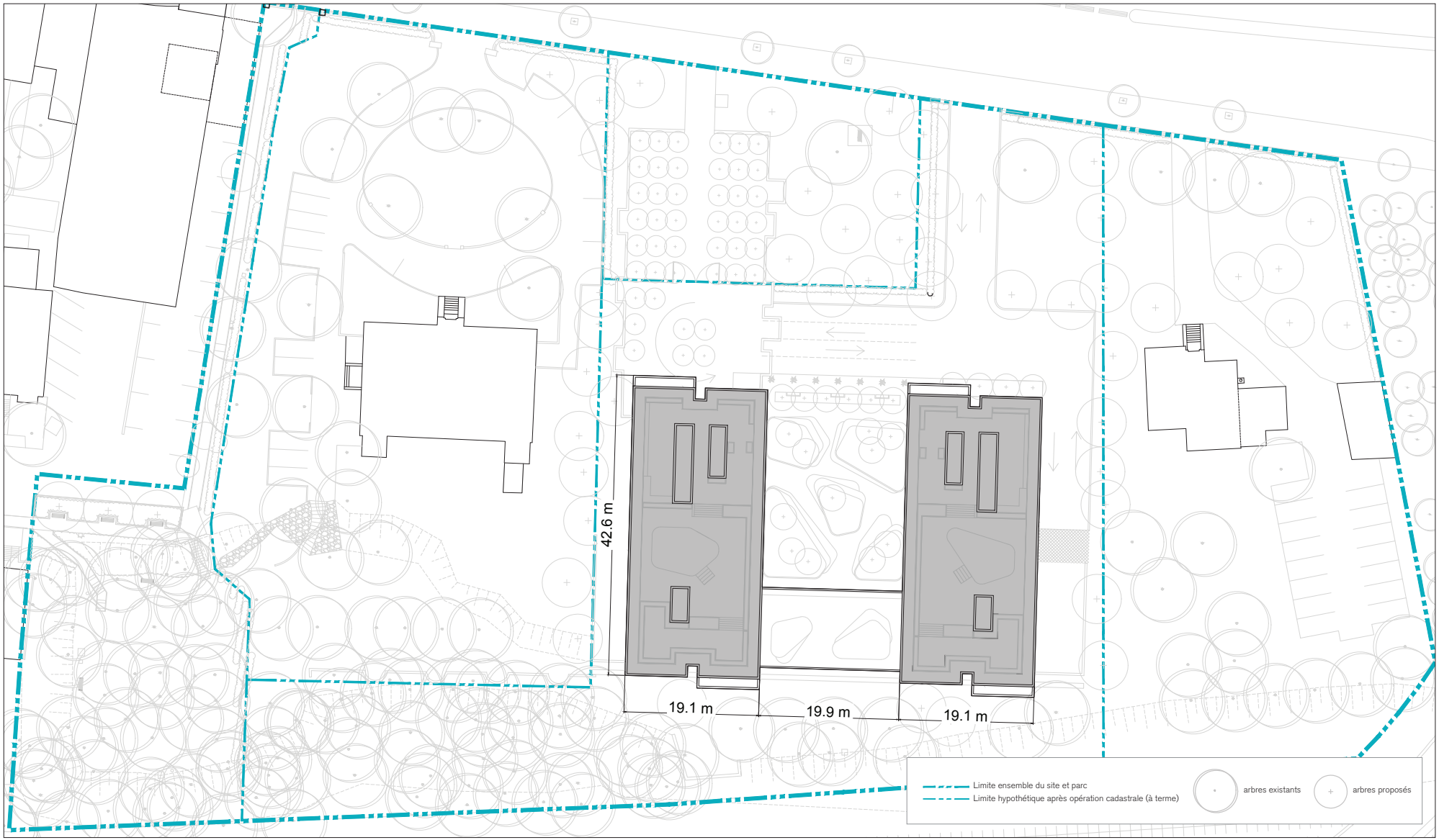
ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

PLAN D'ÉTAGE TOIT

ÉCHELLE 1:500

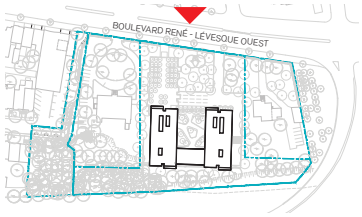
0 5 10 25m



ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

ÉLÉVATION BOUL. RENÉ-LEVESQUE



PLAN CLÉ

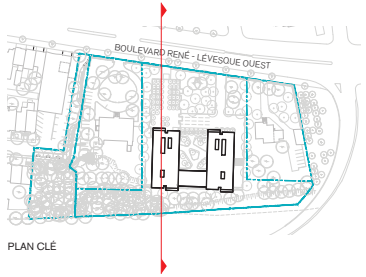


ANNEXE C

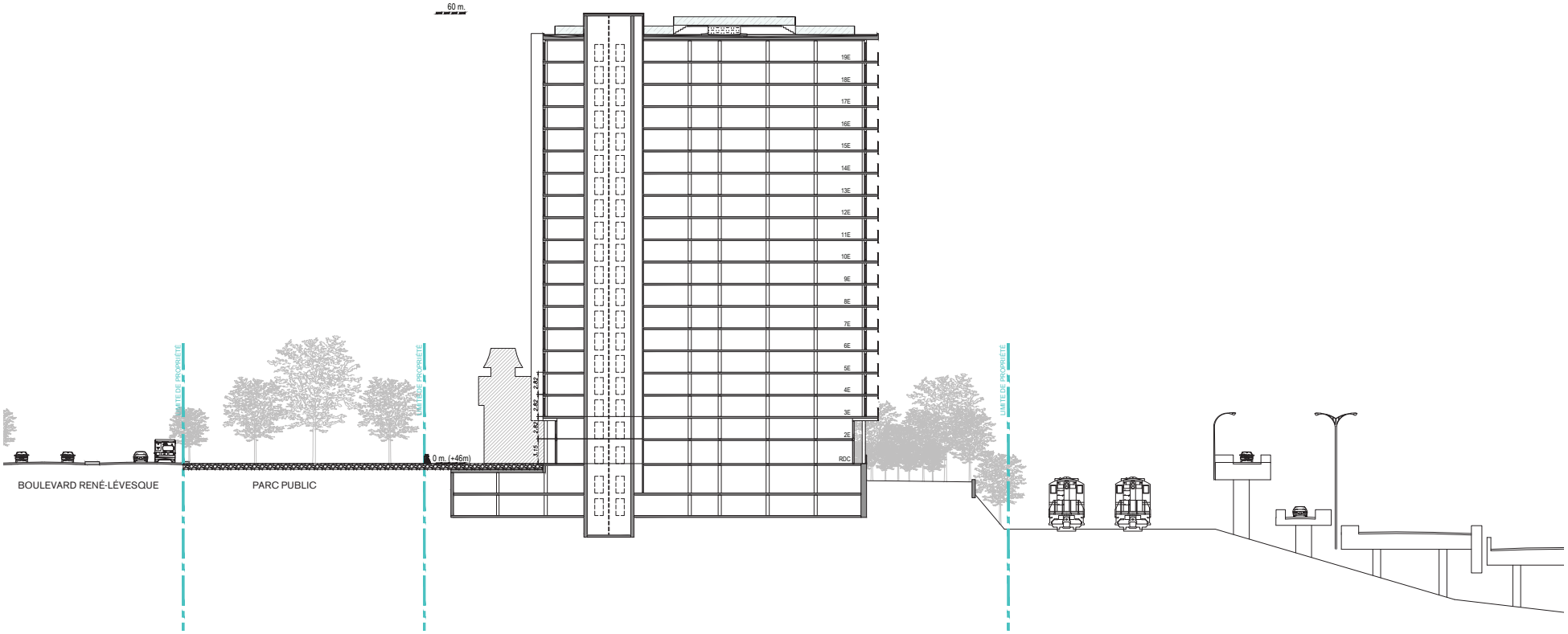
Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

COUPE LONGITUDINALE

ÉCHELLE 1:500 0 5 10 25m



PLAN CLÉ



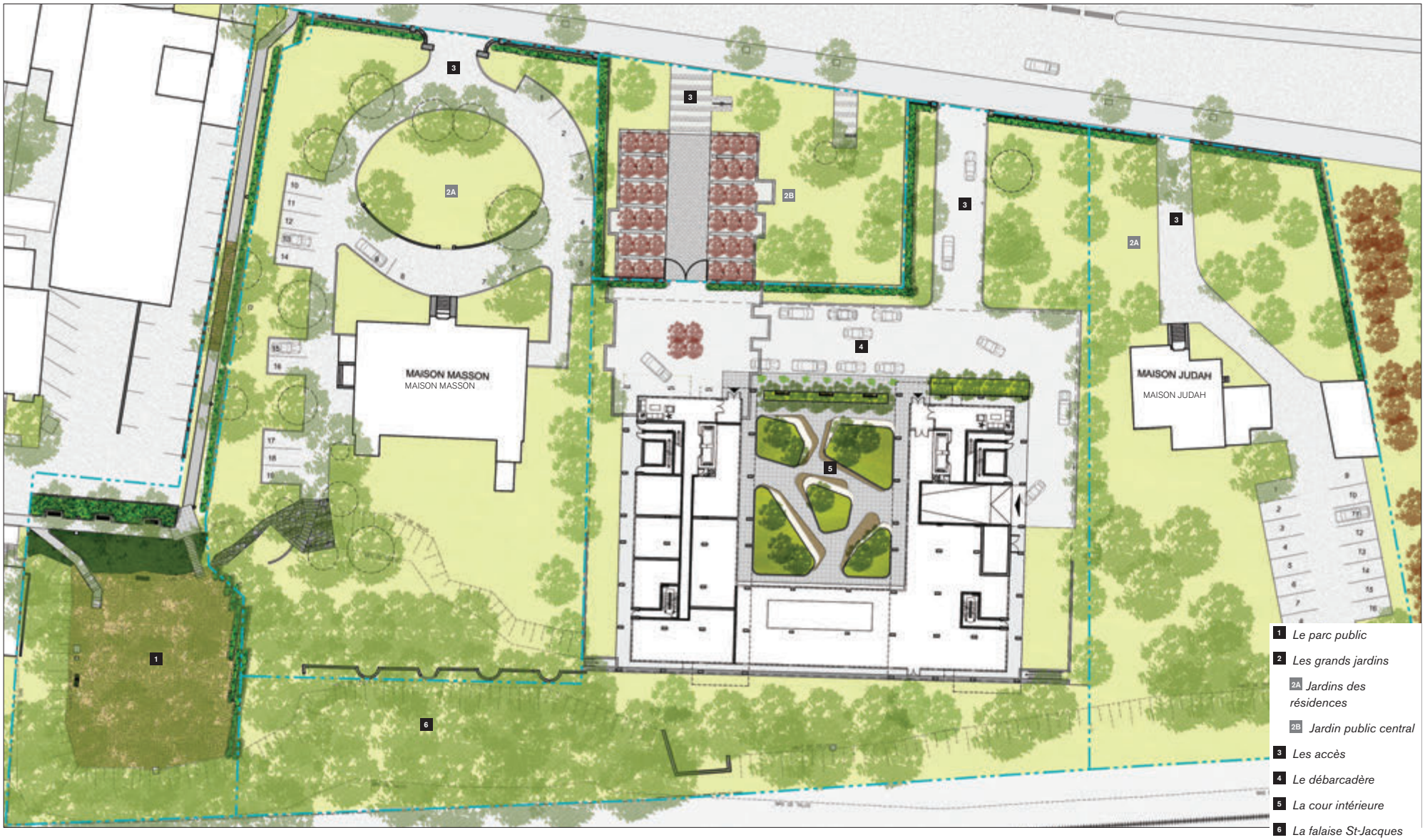
GROUPE IBI | CHBA + PRÉVEL

ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

ÉCHELLE 1:500

PLAN D'ENSEMBLE



1 *Le parc public*
2 *Les grands jardins*
2A *Jardins des résidences*
2B *Jardin public central*
3 *Les accès*
4 *Le débarcadère*
5 *La cour intérieure*
6 *La falaise St-Jacques*

ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

3.1.2 Les espaces extérieurs

Tout en contribuant à la qualité de vie des résidants, le projet de redéveloppement du Domaine des Franciscains répond aux grandes orientations du Programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des grands jardins. D'une part, les aménagements paysagers participent au projet « ceinture verte » et d'autre part, ils mettent en valeur le Domaine des Franciscains en préservant entièrement le caractère boisé du site, les abords de la falaise Saint-Jacques ainsi que les principaux alignements d'arbres qui renforcent le caractère civique du boulevard René-Lévesque.

1 *Le parc public*

Une des grandes orientations du PPU du Quartier des grands jardins est de faire du quartier un milieu de vie de grande qualité. Afin de guider la mise en œuvre de cette orientation, la bonification de l'offre en espaces verts du quartier mise notamment sur l'accès aux grands jardins institutionnels. À cet égard le nouveau plan d'aménagement propose le don par les Franciscains d'une portion de terrain à la Ville de Montréal totalisant une superficie de 2063m². Transformé en parc public, cet espace sera aménagé par le promoteur au profit de la collectivité. Un agencement de mobilier, d'éclairage, de végétation et de différents revêtements de sol rendront ce parc sécuritaire et convivial. Des éléments de commémoration pourront être installés sur les socles des statues disparues. La délimitation entre l'espace privé et le parc public se fera par la plantation d'une haie.



Rehwaldt Landscape Architects

ULAP SQUARE, BERLIN, ALLEMAGNE



PLAN PARC PUBLIC

1. Sentier en poussière de pierre
2. Haie (hauteur ± 1m)
3. Gazonnement
4. Plantes grimpantes sur clôture à mailles de chaîne existante
5. Sentiersurrélevés
6. Corbeille à rebuts
7. Pavés de béton préfabriqués
8. Emmarchement
9. Socle de statue existant avec plaque (élément didactique)
10. Falaise Saint-Jacques
11. Bordure de béton coulé en place
12. Massif arbusif
13. Massif de vivaces
14. Arbre feuillu proposé
15. Arbre feuillu existant
16. Prolongement du trottoir de béton existant
17. Banc
18. Pilastre en pierre naturelle proposé

ANNEXE C

Division de l'urbanisme
Ville-Marie
Montréal
25/01/2016

2B *Jardin public central*

Au cœur du Domaine des Franciscains, un espace public serait également cédé à la Ville de Montréal. Totalisant une superficie de plus de 1300 m², cet espace faisant front au boulevard René-Lévesque sera aménagé par le promoteur selon les règles de l'art quant à l'aménagement d'un espace public (mobilier, éclairage, etc.). Ravagée par les flammes en 2010, la chapelle de Saint-François-d'Assise fut le principal témoin de la présence des Franciscains dans le quartier. Dans la perspective de préserver des qualités paysagères, un espace circonscrit se distingue du parterre gazonné et offre un lieu d'appropriation aux résidants et aux citoyens. Au niveau du sol, une insertion de pierres naturelles récupérées des fondations existantes ou nouvelles, marque l'implantation de l'ancienne chapelle. Des éléments commémoratifs pourront y être installés et commémorés (cloche et plaque). Quoiqu'illustré de façon schématique sur le présent plan, il est envisagé que cet espace de repos présente un mobilier et des alignements d'arbres plus réguliers, rappelant l'ordonnancement du lieu de culte. Clin d'œil au premier découpage agricole de Montréal réalisé par les Sulpiciens, une plantation régulière de pommetiers pourrait, notamment, tapisser l'empreinte de la chapelle et s'inscrire en continuité avec le verger du jardin du CCA.

1. Revêtement de poussière de pierre stabilisée
2. Pavés de béton préfabriqués
3. Pommetier décoratif
4. Insertion de bandes de pavés de béton préfabriqués
5. Banc
6. Luminaire encastré
7. Insertion de pierres naturelles récupérées marquant l'implantation de l'ancienne chapelle
8. Arbre feuillu proposé
9. Arbre feuillu existant
10. Clôture en acier
11. Haie
12. Gazonnement
13. Élément commémoratif - cloche
14. Élément commémoratif / signalétique - emplacement de l'ancienne croix
15. Portes de clôture en acier



PLAN DU PARC PUBLIC CENTRAL

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 44.01

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1162931001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

De demander au conseil municipal d'adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »;
De soumettre ces projets de règlement à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne les assemblées de consultation publique, conformément à l'article 89.1 de la Charte de la Ville et prévue à l'article 109.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, conformément au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 83 de la Charte de la Ville.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-02-19 13:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1162931001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a reçu une demande afin de permettre la construction d'un complexe résidentiel sur la propriété de la Corporation des Syndics Apostoliques des Franciscains, située aux 1980 à 2080, boulevard René-Lévesque Ouest, à la limite sud du Quartier des Grands jardins.
Le projet à l'origine de cette demande a beaucoup évolué suite aux commentaires et réserves de la Division de l'urbanisme et des instances consultatives, soit le Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (CCU), le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV).

Le projet a par conséquent été revu, mais requiert néanmoins une modification du Plan d'urbanisme quant à l'affectation et à la hauteur maximale de construction, de même qu'une autorisation, en vertu de la procédure visée par l'article 89 de la Charte, afin de déroger à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le site
La propriété, d'une superficie d'environ 18 000 m², se trouve du côté sud du boulevard René-Lévesque, à l'ouest de l'Esplanade Ernest-Cormier qui fait face au Centre canadien d'architecture, lequel inclut le monument classé de la Maison Shaughnessy. Elle est délimitée au sud par les voies ferrées du C.P. situées au bas de la falaise Saint-Jacques et à l'ouest par le secteur résidentiel de la rue du Souvenir.

Le site des Franciscains comprend trois lots dont deux sont occupés par d'anciennes villas

bourgeoises, les maisons Judah (1874) et Masson (1850), acquises par les Franciscains dans les années 40, et aujourd'hui occupées par du bureau. Ces villas sont parmi les dernières d'une importante génération de constructions qui a marqué l'urbanisation de Montréal au 19e siècle. De même, contrairement aux autres exemplaires du genre dans l'arrondissement de Ville-Marie, celles-ci sont les seules à avoir conservé intacts leur parvis décoratif, ainsi que toutes leurs caractéristiques architecturales d'origine.

Entre ces deux bâtiments pavillonnaires historiques, un terrain demeure vacant depuis l'incendie et la démolition en 2010 de la chapelle Saint-François-d'Assise et du couvent Saint-Joseph. Actuellement, sur le site, il ne subsiste aucune construction liée à la présence presque centenaire des Franciscains.

Le projet
Sur le terrain laissé vacant par l'incendie et la démolition de 2010, il est proposé de construire un complexe résidentiel comprenant près de 360 logements et 210 places de stationnement souterrain, accessibles depuis un accès véhiculaire à la limite ouest de la maison Judah. Le projet présente une implantation résolument pavillonnaire, avec un alignement de construction largement en retrait du boulevard (40 et 45 m), soit environ 6 m en retrait des maisons patrimoniales. Il comprend deux tours jumelles de 19 étages (60 m) qui surplombent un basilaire d'un seul étage en verre.

Le projet prévoit la conservation des maisons, de leurs parvis et jardins, incluant leurs aménagements paysagers, de même que la préservation de l'espace naturel de la falaise St -Jacques. La proposition inclut aussi la cession à la Ville de deux espaces verts : un parc à l'ouest du site, d'une superficie de 2063 m^2 accessible depuis la rue du Souvenir et le boulevard René-Lévesque et un jardin public, d'une superficie 1300 m^2 en front du boulevard René-Lévesque. Les aménagements paysagers comprennent une mise en valeur commémorative de l'ancienne chapelle des Franciscains.

Les dérogations
Les dérogations visées par la présente concernent principalement les usages et le plafond des hauteurs, et ce, aussi bien au Plan d'urbanisme qu'au règlement de zonage. Ainsi, le Plan d'urbanisme doit être modifié concernant :

- l'affectation «couvent, monastère et lieu de culte», qui doit être remplacée par l'affectation «secteur résidentiel »;
- la hauteur maximale de 25 m, qui doit être remplacée par la hauteur 65 m.

De la même façon, l'autorisation demandée requiert de déroger au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, soit notamment aux dispositions suivantes:

- l'usage autorisé (lieu de culte);
- la hauteur maximale autorisée (23 mètres).

JUSTIFICATION

La justification des dérogations demandées et la modification du plan d'urbanisme s'appuient largement sur la singularité de l'emplacement, la pertinence de conserver deux propriétés patrimoniales exceptionnelles, l'occasion de mettre en valeur et de protéger des espaces paysagers et naturels et la qualité architecturale de la construction projetée. Les notes explicatives suivantes portent sur l'apport du projet et ses impacts sur le milieu, ainsi que sur les avis des instances consultatives.
Mise en valeur du patrimoine bâti et paysager
Le site fait partie d'une zone excentrique au quartier Village Shaughnessy. L'enclavement de

cette zone entre un boulevard d'échelle métropolitaine et la falaise Saint-Jacques, elle-même doublée de l'autoroute Ville-Marie et de la voie ferrée du CP, conjugué à l'occupation centenaire du site par les Franciscains ont retardé son développement et protégé, quasi intégralement, les villas, leurs terrains et leurs jardins respectifs.

Malgré les avis du CPM qui prônait une approche de remaillage du tissu urbain, la problématique urbaine atypique du site commande un projet avec une implantation pavillonnaire qui puisse à la fois mettre en valeur les villas, les aménagements paysagers et les espaces verts. Ce choix permet de maintenir une occupation pavillonnaire, en soi patrimoniale, à une échelle qui n'existe plus dans l'arrondissement. L'arrimage avec le bâti environnant est facilité par d'immenses dégagements tout autour de la nouvelle construction, la création et l'aménagement d'espaces verts à la fois publics et privés en lien avec les immenses parvis aménagés des villas.

Le maintien de la qualité paysagère et la protection et la conservation des villas et de leurs jardins sont assurés par un très faible coefficient d'occupation au sol qui est limité à 1,8 pour l'ensemble de la propriété (en prenant soin d'exclure les terrains cédés pour parc éventuellement à la Ville). A priori, cette situation ne favorise pas l'entretien et la conservation des édifices patrimoniaux qui pourraient, comme c'est souvent le cas, se détériorer faute de soins. Aussi, il est proposé que les maisons et leurs jardins fassent l'objet d'un acte de servitude de protection et de conservation, dont la ville serait partie prenante.

Enfin, l'appropriation publique d'une partie des anciens jardins monastiques et la création d'un espace public commémoratif dédié à la présence des Franciscains, à même les vestiges de la chapelle, sont un gain indéniable et durable pour la collectivité.

Qualité et impacts du projet
À terme, les bâtiments sur le site n'occuperaient que 20 % de la superficie au sol, alors que le zonage autorise un taux d'implantation au sol jusqu'à 70 %. Aussi, la proposition à l'étude permettrait d'améliorer l'ancrage de cette zone dans le paysage du quartier en lui attribuant une nouvelle cohérence d'ensemble et une meilleure liaison avec l'Esplanade Ernest-Cormier, ainsi que son vis-à-vis, le Centre canadien d'architecture, le parc Toe-Blake et la Place Henri Dunant et le Square Cabot.

La contrepartie d'une si faible occupation au sol est comblée par une hauteur plus importante sur ce site qui, nous le rappelons, est en rupture avec la trame du quartier. Cette plus grande hauteur est toutefois limitée dans la portion centrale de la propriété. Enfin les bâtiments projetés sont considérablement en retrait des villas et respectent l'orientation du boulevard René-Lévesque. Les analyses volumétriques effectuées par la Ville démontrent que le projet aura une cohérence dans le quartier.

La nouvelle construction au traitement sobre dispose d'un volume qui s'inscrit pleinement dans la silhouette du centre-ville et vient marquer le début du principal massif bâti, qui s'étend vers l'ouest. Selon les études d'impacts visuels soumises et l'analyse de la division de l'urbanisme, il s'avère que le projet n'aura aucune conséquence sur les divers cônes visuels vers la montagne ou à partir de la montagne. L'implantation nord-sud des deux fines tours symétriques, à cet endroit, dégage les vues protégées vers le fleuve et à partir du Mont Royal de même qu'elle est sans conséquence sur l'ensoleillement du voisinage.

Les conditions
La modification réglementaire permet d'encadrer les interventions sur l'ensemble des propriétés actuelles des Franciscains. Aussi, toutes les demandes de permis visant des modifications des composantes architecturales et paysagères sur ce site devront être analysées et revues en conformité avec les conditions et critères prévus tant par le règlement proposé que par la réglementation d'urbanisme.

De plus, avant d'adopter les modifications réglementaires proposées, des engagements formels devront être conclus quant à la contribution pour le logement social, à la cession des espaces verts, une fois aménagés, et à l'établissement d'une servitude à des fins de conservations et protection des maisons.

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le CCU a étudié le projet le 14 février 2013 et a émis un avis favorable moyennant le respect des conditions suivantes :

- La hauteur du projet hors tout et en tout point ne pourra pas dépasser 65 m.
- Les clôtures existantes des maisons Masson et Judah devront être restaurées.
- L'aménagement du parc devra assurer l'accessibilité et de la sécurité de celui-ci.

Le Conseil du patrimoine de Montréal et le comité Jacques-Viger
L'emplacement étant situé dans l'aire de protection de la maison Shaughnessy, le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) est tenu d'émettre un avis sur le projet. Pour la même raison, une autorisation devra être émise par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. Lors de ses séances du 27 février 2013 et du 14 juin 2013, les comités ont émis plusieurs commentaires et réserves quant à la pérennité des maisons Judah et Masson et leurs abords, quant à l'intégration urbaine (la hauteur) et la présence des espaces verts.

La plupart des préoccupations des comités ont été intégrées dans la présente version du projet soumis pour autorisation. Les éléments maintenus dans cette proposition, comme la hauteur à 60 m, sont intimement liés à la problématique urbaine unique et inhabituelle du site qui commande un projet distinctif et singulier.

Conclusion
Dans la version actuelle, la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises recommande la proposition puisque les impacts des dérogations demandées sur l'échelle du quartier et du boulevard René-Lévesque sont mineurs, et ce, compte tenu du caractère unique et atypique du site qui commande un projet prestigieux et respectueux de son contexte. De même, le projet offre la possibilité d'intégrer et de conserver adéquatement et durablement les anciennes villas et leurs aménagements respectifs.

L'adoption du règlement en vertu de l'article 89 de la charte et la modification du plan d'urbanisme s'inscrivent dans la mise en œuvre de la vision et des paramètres de développement du Programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des grands jardins, notamment en matière de conversion et de requalification d'une propriété institutionnelle, maintenant vacante, et par la création d'un milieu de vie misant sur la protection des maisons bourgeoises, des espaces paysagers, l'aménagement et la création de parcs; l'ensemble ancrant de façon pérenne le caractère distinctif de ces propriétés dans le quartier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'estimation préliminaire de l'investissement associé à ce projet est d'approximativement 100 M$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse et consultation publique de l'OCPM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA du 8 mars 2016 : acheminement du projet au CE

- **CE du 6 avril 2016 :** Mise à l'ordre du jour du CM du 18 avril 2016
- **CM du 18 avril 2016:** Adoption d'avis de motion et des projet de règlement visant la modification du Plan d'urbanisme et l'adoption d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de Montréal, le tout accompagné d'un mandat de consultation par l'OCPM
- **Mai à septembre :** Audiences publiques et rapport de l'OCPM

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de la mise en valeur du territoire
Claude DUBOIS, Ville-Marie
Danielle CÉCILE, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Danielle CÉCILE, 17 février 2016
Monique TESSIER, 5 février 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-02-05

Stéphanie TURCOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5164
Télécop. : 514 868-4912

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2016-02-18

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1162931001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Objet :	Adopter un règlement intitulé «Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)» concernant l'affectation et la hauteur, et, en vertu du paragraphe 3 de l'article 89 de la charte de la Ville de Montréal et un règlement intitulé « Règlement autorisant et encadrant la construction et l'occupation d'un ensemble résidentiel sur l'emplacement au sud du boulevard René-Lévesque, entre l'esplanade Ernest-Cormier et la rue du Souvenir »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

voir les documents joints

FICHIERS JOINTS

Règlement 89 (Final).docAnnexe A.pdfAnnexe B.pdfAnnexe C.pdf

Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (Final).docAnnexe A.jpg

Annexe B.jpg

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-02-18

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) concernant le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie est modifiée par le remplacement de l'extrait de la carte intitulée « L'affectation du sol / Arrondissement de Ville-Marie » par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. La partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) concernant le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie est modifiée par le remplacement de l'extrait de la carte intitulée « Les limites de hauteur / Arrondissement de Ville-Marie » par la carte jointe en annexe B au présent règlement.

ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL»

ANNEXE B
EXTRAIT DE LA CARTE INTITULÉE « LES LIMITES DE HAUTEUR»

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1164400001



PLAN D'URBANISME - L'affectation du sol

Modification: Affectation actuelle = Couvent, monastère ou lieu de culte
Nouvelle affectation = Secteur résidentiel

Modification de la carte intitulée
« L'affectation du sol»

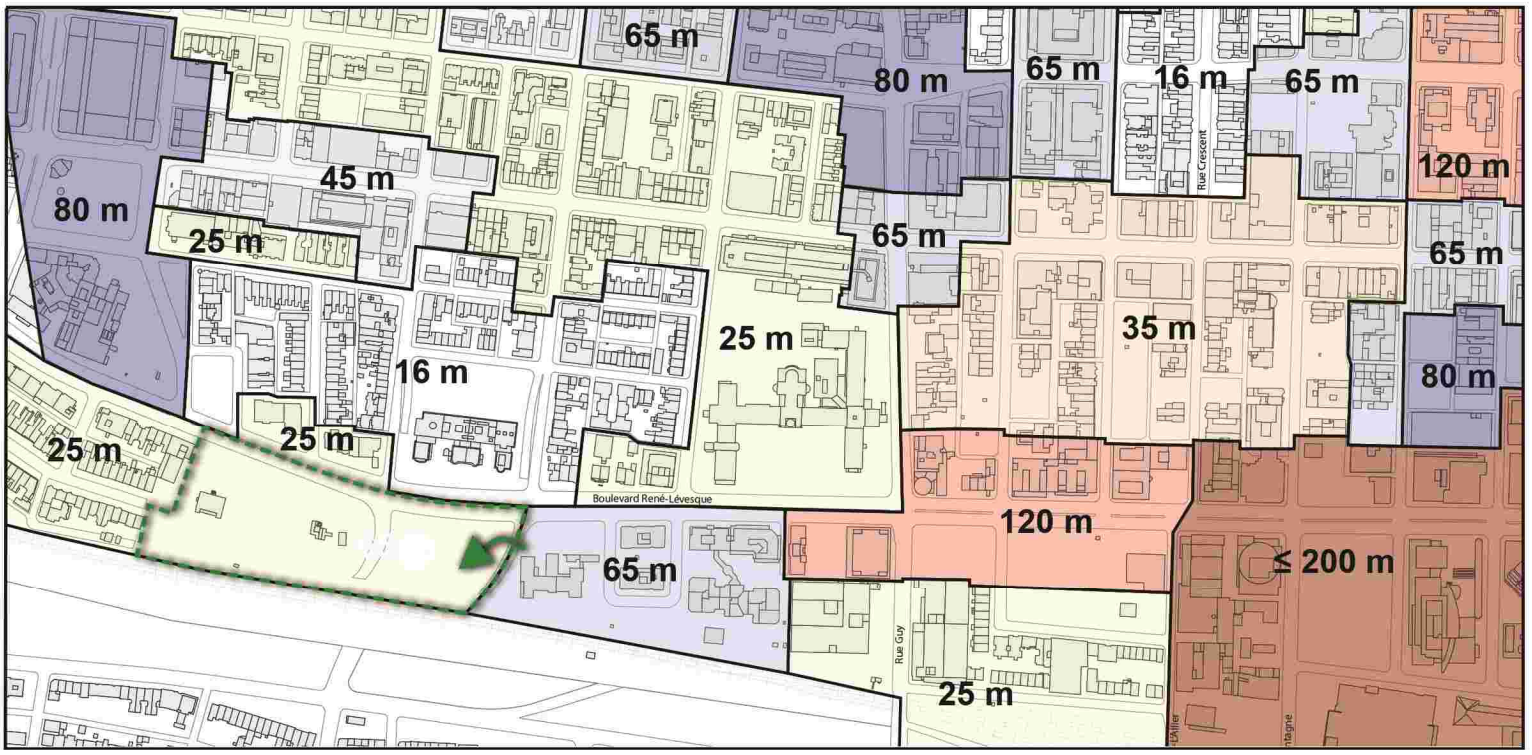
Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie

Date: 18 janvier 2016

Annexe:

A



PLAN D'URBANISME - Les limites de hauteurs

Modification: Hauteur maximale actuelle = 25 m
Nouvelle hauteur maximale = 65 m

Modification de la carte intitulée « Les limites de hauteur »

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie

Date: 18 janvier 2016

Annexe:

B

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.02

2016/11/21 13:00

(1)

Dossier # : 1164570013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, sans changement, un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise

IL EST RECOMMANDÉ :
De demander au conseil municipal d'adopter, sans changement, un règlement modifiant le *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce* (14-049) afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-27 13:18

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 26 septembre 2016 Séance tenue le 27 septembre 2016	Résolution: CM16 1101

Avis de motion et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) » / Tenue de consultation publique / Délégation de pouvoirs au greffier

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par monsieur Francesco Miele de la présentation à une séance ultérieure du conseil municipal du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) », l'objet du projet de règlement étant détaillé au sommaire décisionnel;

ADOPTION DE PROJET

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1- d'adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (14-049) »;

2- de tenir une assemblée publique de consultation par l'intermédiaire du maire ou d'un autre membre du conseil désigné par le maire;

3- de déléguer au greffier le pouvoir de fixer la date, l'heure et le lieu de l'assemblée publique, un rapport de consultation devant être déposé au conseil municipal afin que la version finale du règlement puisse être adoptée par ce dernier.

Adopté à l'unanimité.

43.01 1164570013
/pl

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Règlement P-14-049-2

Signée électroniquement le 28 septembre 2016

Projet de règlement modifiant le *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (14-049) afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le jeudi 20 octobre 2016, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, 4e étage, Montréal, à laquelle étaient présents :

- Mme Magda Popeanu, conseillère municipale – district de Côte-des-Neiges et présidente de l'assemblée;
- Mme Gisèle Bourdages, conseillère en aménagement C/E;
- Mme Kenza Diboune, conseillère en aménagement;
- Mme Katerine Rowan, secrétaire recherchiste.

Madame Magda Popeanu déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30.

---

1. Ouverture de l'assemblée

Mme Popeanu souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour participer à l'assemblée publique de consultation, présente les intervenants et donne l'ordre du jour de la soirée.

2. Présentation par Madame Kenza Diboune, conseillère en aménagement, du projet règlement modifiant le *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (14-049) afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

Mise en contexte

Mme Diboune explique que depuis l'entrée en vigueur du règlement pour fins de parcs, le 30 mars 2015, plus de 20 demandes ont été visées par le règlement. Suite à une analyse des demandes, il a été constaté que tout projet de nouvelle construction de garderies, d'écoles et de centres hospitaliers se qualifie comme projet de redéveloppement et des frais de parcs doivent être assumés.

Elle ajoute que des citoyens ont signifié leur mécontentement quant à l'imposition de frais de parcs élevés. En conséquence, une modification réglementaire est entrée en vigueur le 29 août 2016. Toutefois, celle-ci exemptait uniquement les bâtiments de 3 logements et moins lors d'un permis de lotissement ou d'une opération cadastrale visant à créer une copropriété divise.

Description des modifications

Mme Diboune indique que le projet de règlement vise à soustraire du règlement 14-049 les bâtiments dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels lors de leur conversion en copropriété divise.

Elle précise que la famille équipements collectifs et institutionnels inclut:

- École primaire et préscolaire;
- École secondaire;
- Garderie;
- Collège d'enseignement général et professionnel;
- Activités communautaires et socioculturelles;
- Etc.

Justification

Considérant l'important poids financier que représentent les frais pour fins de parcs sur les requérants souhaitant obtenir un permis de lotissement ou effectuer une opération cadastrale en vue d'un projet dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels;

Considérant que des projets tels garderies, écoles ou de centres hospitaliers sont des équipements collectifs et institutionnels bénéfiques pour la communauté;

Considérant les commentaires reçus des citoyens au courant des derniers mois;

Considérant que ces modifications ne compromettent pas significativement l'augmentation du financement en vue de l'acquisition de terrains, l'aménagement et la mise à niveau des parcs et espaces verts de l'arrondissement;

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande l'adoption du présent projet de modification réglementaire.

3. Période de questions et de commentaires

M. Joseph Joncas remercie les services pour la présentation.

4. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 18 h 40.

Katerine Rowan

_____

Katerine Rowan, avocate
Secrétaire recherchiste

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 44.02

2016/11/21
13:00

(1)

Dossier # : 1164570013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (14-049), afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

IL EST RECOMMANDÉ
De demander au conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (14-049) afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2016-08-30 16:02

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164570013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (14-049), afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

CONTENU

CONTEXTE

À la suite de l'analyse des demandes visées par le *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (14-049) en vigueur depuis le 30 mars 2015, certaines modifications au règlement initial ont été apportées, lesquelles sont entrées en vigueur le 29 août 2016. Elles visent à soustraire de l'application du règlement 14-049 :

- Les immeubles de 3 logements et moins à la suite d'une opération cadastrale ayant pour effet de morceler un lot ou regrouper plusieurs lots, ou visant la création d'une copropriété divise (Paragraphe 1° de l'article 3 du Règlement 14-049);
- Les projets de redéveloppement dont l'utilisation principale projetée est l'une des suivantes: garderie, école primaire et préscolaire, école secondaire, collège d'enseignement général et professionnel, université, centre de services de santé et de services sociaux ou centre hospitalier. (Paragraphe 3° de l'article 3 du Règlement 14-049).

Or, dans la mesure où les équipements collectifs et institutionnels sont bénéfiques pour la communauté, il apparaît opportun de faire en sorte que le règlement 14-049 ne s'applique pas à leur égard dans tous les cas prévus au paragraphe 1° de l'article 3. Une modification supplémentaire au règlement initial doit donc être apportée à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0368 - Adoption du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces*

naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (Dossier 1141462012) - En vigueur depuis le 30 mars 2015.

Adoption du *Règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (14 -049) afin de soustraire de son application les bâtiments de trois logements et moins ainsi que certains projets de redéveloppement à vocation collective et institutionnelle (Dossier 1166826003).

DESCRIPTION

Vous trouverez ci-dessous, **en caractères gras** les modifications apportées dans un premier temps à l'article 3 du Règlement 14-049 qui est entré en vigueur le 29 août dernier et, **en caractères gras et soulignées**, celles qui sont apportées par le présent dossier décisionnel, et dont l'entrée en vigueur projetée est décembre 2016.

> **3.** Les dispositions du présent règlement s'appliquent à :
>
> 1° toute demande de permis de lotissement visant l'approbation d'une opération cadastrale ayant pour effet de morceler un lot ou de regrouper plusieurs lots, ainsi que tout projet d'opération cadastrale relatif à la création d'une copropriété divise assujettie à la publication d'une déclaration en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec, **à l'exclusion des immeubles de 3 logements et moins et des projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels;**
>
> 2° toute demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment principal sur un terrain dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale, mais qui, sans cette rénovation cadastrale, aurait occasionné des frais de parc;
>
> 3° toute demande de permis visant la réalisation d'un projet de redéveloppement **à l'exclusion d'un projet dont l'utilisation principale projetée est l'une des suivantes: garderie, école primaire et préscolaire, école secondaire, collège d'enseignement général et professionnel, université, centre de services de santé et de services sociaux ou centre hospitalier.**

JUSTIFICATION

Les modifications proposées ne compromettent pas l'augmentation du financement dédié aux parcs et espaces verts tout en assurant un meilleur équilibre avec la capacité financière des établissements à vocation collective.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Échéancier fixé :

6 septembre 2016	Adoption d'une résolution par le conseil d'arrondissement demandant au conseil municipal d'adopter le règlement modifiant le Règlement 14-049
21 septembre 2016	Présentation du dossier au comité exécutif
24 octobre 2016	Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil municipal
Novembre 2016	Assemblée publique de consultation tenue par l'arrondissement
7 décembre 2016	Présentation du dossier au comité exécutif
19 décembre 2016	Adoption du règlement par le conseil municipal
Fin décembre 2016	Entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux articles 117.1 à 117.16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LRQ , chapitre A-19.1).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Monique TESSIER, 18 août 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-16

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 872-2345
Télécop. : 514 868-5050

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164570013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (14-049), afin de soustraire de son application les projets dont l'usage principal est de la famille équipements collectifs et institutionnels, qui ont fait l'objet d'une demande de permis de lotissement ou d'un projet d'opération cadastrale pour la création d'une copropriété divise.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document joint.

FICHIERS JOINTS

Règlement modificateur 14-049-X (AP).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-19

Véronique BELPAIRE
Avocate et chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX-XX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA CESSION POUR FINS D'ÉTABLISSEMENT, DE MAINTIEN ET D'AMÉLIORATION DE PARCS, DE TERRAINS DE JEUX ET DE PRÉSERVATION D'ESPACES NATURELS SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (14-049)

Vu les articles 117.1 à 117.16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme *(*RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2016, le conseil de la Ville de Montréal décrète ce qui suit :

1. Le paragraphe 1° de l'article 3 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (14-049) est modifié par l'ajout, après les mots « à l'exclusion des immeubles de 3 logements et moins », des mots « et des projets dont l'usage principal appartient à la famille équipements collectifs et institutionnels; ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1164570013

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.01

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1160132007

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Procéder à la nomination d'un président au Conseil du patrimoine de Montréal

Il est recommandé :
De désigner monsieur Peter Jacobs, professeur, à titre de président du Conseil du patrimoine de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-11 16:10

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1160132007**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Procéder à la nomination d'un président au Conseil du patrimoine de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) est institué en vertu de l'article 83.11 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est l'instance consultative de la Ville de Montréal en matière de patrimoine. Son mandat consiste à formuler des avis et émettre des commentaires et des recommandations dans le but d'améliorer la compréhension, la conservation et la mise en valeur du patrimoine dans le cadre des plans, projets et politiques qui lui sont soumis.
L'article 83.11 de la Charte stipule que les membres du Conseil du patrimoine de Montréal sont nommés par le conseil municipal, qui peut, par règlement, déterminer leurs fonctions, devoirs et pouvoirs.

En vertu du *Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136)* , le conseil est constitué de 9 membres, dont un président, un vice-président et un deuxième vice-président. Les mandats sont d'une durée de trois (3) ans et ne peuvent être renouvelés de façon consécutive qu'une seule fois. À la fin de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau, le cas échéant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0436 - 28 avril 2014 - Prolonger le mandat de monsieur Jacques Lachapelle à titre de président du Conseil du patrimoine de Montréal du 1er mai 2015 jusqu'à la fin de son mandat, soit au 30 avril 2017.
CM13 0357 - 23 avril 2013 - Prolonger le mandat de monsieur Jacques Lachapelle à titre de président du Conseil du patrimoine de Montréal du 1er mai 2013 au 30 avril 2014.

CM12 0758 - 20 août 2012 - Nommer monsieur Jacques Lachapelle à titre de président du Conseil du patrimoine de Montréal du 1er septembre jusqu'à la fin de son premier mandat, soit au 30 avril 2013.

DESCRIPTION

Monsieur Jacques Lachapelle, président du Conseil du patrimoine de Montréal a démissionné le 15 juin 2015.
Conformément à l'article 6 du *Règlement sur le Conseil du patrimoine de Montréal (02-136),* un appel de candidatures a été publié dans le quotidien *Le Devoir* le mercredi 12 août

et le samedi 15 août 2015 et dans le quotidien *The Gazette* le samedi 15 août 2015

L`appel de candidatures faisait mention du mandat du conseil et indiquait les qualifications requises ainsi que les modalités relatives à la présentation des candidatures.

Sept (7) candidatures ont été reçues, sur ce nombre, cinq (5) candidats ont été sélectionnés pour être reçus en entrevue.

JUSTIFICATION

Tel que stipulé à l'article 83.13 de la Charte de la Ville de Montréal, les membres du conseil sont choisis en fonction de leur intérêt et de leur expérience à l'égard du patrimoine et de façon à refléter la composition de la société québécoise et, en particulier, montréalaise. Dans le but de pouvoir procéder à la sélection et à la nomination d'un nouveau président, un comité de sélection a été formé et les personnes faisant partie de ce comité étaient :

· Madame Karine Boivin-Roy, conseillère de ville - Arrondissement Ville-Marie;
· Madame Anne-Marie Sigouin, conseillère de ville - Arrondissement Le Sud-Ouest;
· Madame Lorraine Pagé, conseillère de ville - Arrondissement Ahuntsic-Cartierville;
· Monsieur Richard Bergeron, conseiller de ville - Arrondissement Ville-Marie;
· Madame Virginie Harvey, responsable soutien aux élus – Soutien à la 2è Opposition;
· Me Yves Saindon, directeur et greffier, Service du greffe;
· Monsieur Sylvain Ducas, directeur - Direction de l'urbanisme, Service de la mise en valeur du territoire;
· Monsieur Pierre-Paul Savignac, chef de division, Division des grands parcs métropolitains, Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal;
· Madame Rose Millien, conseillère en ressources humaines - Division recherche de talents et dotation, Service des ressources humaines.

Le comité de sélection s'est réuni les 2 et 3 juin 2016. Les cinq (5) candidats sélectionnés parmi les candidatures reçues ont été rencontrés.

À la suite des entrevues, le comité a recommandé unanimement de désigner monsieur Peter Jacobs à titre de président du Conseil du patrimoine de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour couvrir la rémunération du président du Conseil du patrimoine de Montréal proviennent du budget de fonctionnement du Service du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Administration et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-11

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-11-11

PETER JACOBS
CURRICULUM VITAE



Professeur Emérite
Université de Montréal
École d'architecture de paysage
C.P. 6128 – Succursale Centre-Ville
Montréal QC Canada H3C 3J7
Tél.: (514) 343-7119
peter.jacobs@umontreal.ca

PETER JACOBS was Professor of Landscape Architecture, École d'architecture de paysage, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal. He has served as Professor at the Graduate School of Design, Harvard University and lectured widely in North America, Europe and Latin America. He was a recipient of the A.H. Tammsaare Environment Prize and the Governor General's medal on the 125e Anniversary of the Confederation of Canada. He Chaired the College of Senior Fellows and was the first Beatrix Farrand Distinguished Fellow, Landscape and Garden Studies, Dumbarton Oaks, Washington, D.C. and is a member of the Royal Canadian Academy of Arts. Following his early practice in architecture, he has focussed on landscape planning and urban design.

He is a Fellow and Past president of the Canadian Society of landscape Architects (CSLA), Fellow of the American Society of Landscape Architects (ASLA), an Honorary Member of the Columbian Society of Landscape Architects, and has served as Canada's delegate to the International Federation of Landscape Architects (IFLA) for ten years. He was awarded the President's Prize of the Canadian Society of Landscape Architects and the Frederick Todd Prize of l'association des architectes paysagistes de Québec.

He is Emeritus Chairman of the Environmental Planning Commission, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN) and has chaired the Kativik Environmental Quality Commission (KEQC) for more than 36 years. He has been nominated to numerous Canadian Committees, Commissions and public hearings concerned with environmental issues and sustainable development, and Chaired the Public Advisory Committee on Canada's State of Environment Report, 1980-1990.

He has served on numerous scientific and professional editorial advisory committees, and has written and edited publications related to sustainable and equitable development, landscape perception, and planning theory. Current studies focus on the idea of landscape, the meanings assigned to landscape in different cultural settings and how these inform management strategies and actions over time.

He has been a member of numerous design jurys and acted as a consultant to the City of Montreal for the development of urban open space systems, the restoration of Mount-Royal Park; the re-design of Parc Jean Drapeau, the former site of Expo '67; and the design of Place Émilie Gamelin. He continues to collaborate on planning and design projects and received the "Pierre Angulaire" Prize, awarded by Héritage Montréal and the "Prix Mont-Royal", awarded by the Friends of the Mountain and the City of Montréal.

PETER JACOBS a été professeur à l'École d'architecture de paysage de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal. Il a agi comme professeur invité au Graduate School of Design, Harvard University ainsi que comme conférencier en Amérique du Nord, en Europe et en Amérique latine. Il a reçu le prix A.H. Tammsaare pour l'environnement et la médaille commémorative du Gouverneur Général à l'occasion du 125e anniversaire de la Confédération du Canada. Président du Collège des « Senior Fellows », il a été le premier récipiendaire du « Beatrix Farrand Distinguished Fellow» à Dumbarton Oaks, Washington D.C. et a été élu membre de l'Académie royale des arts du Canada. Suite à sa pratique en architecture, il s'est consacré à la planification du paysage et au design urbain.

Il est Fellow et ancien président de la Société canadienne des architectes paysagistes (AAPC), Fellow de l'American Society of Landscape Architecture (ASLA), membre honoraire de la Société des architectes paysagistes de la Colombie et a agi comme délégué sénior du Canada au sein de la Fédération internationale des architectes paysagistes (FIAP) pendant dix ans. Il a reçu le « Prix du président » de la Société canadienne des architectes paysagistes ainsi que le prix Frederick-Todd de l'Association des architectes paysagistes du Québec.

Il est président émérite de la Commission de la planification environnementale de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (IUCN) et président de la Commission de la qualité environnementale Kativik au Nouveau-Québec (KEQC) depuis plus de 36 ans. Il siège à plusieurs comités canadiens traitant des problématiques de l'environnement et du développement durable et a présidé le Comité public aviseur sur l'état de l'environnement au Canada de 1980 à 1990.

Membre de nombreux comités aviseurs de revues scientifiques et professionnelles, il a rédigé et publié des textes sur la perception du paysage, les théories et méthodes liées à la planification du territoire ainsi que sur le développement viable. Ses études actuelles portent sur l'idée du paysage, le sens accordé au paysage de cultures variées et comment celles-ci forment les stratégies de gestion et d'actions.

Il a participé à de multipes jurys de design et fut consultant auprès de la Ville de Montréal pour le développement des réseaux d'espaces libres, incluant la restauration du parc Mont-Royal; la réhabilitation des îles Ste-Hélène et Notre-Dame et le design de la place Émilie Gamelin au centre-ville de Montréal. Il a collaboré à plusieurs projets de planification et design, dont certains ont été reconnus et primés. Il a été nommé Pierre Angulaire d'Héritage Montréal et a reçu le « Prix du Mont-Royal » des Amis de la Montagne et de la Ville de Montréal.

ACADEMIC ACTIVITIES

Design studios explored the form and meaning of the urban and regional landscape, while seminar and lecture courses ranged from thematic studies of the history of gardens, the theory of landscape conservation and development, and the paradigms that inform contemporary practice in landscape architecture. Research has focused on visual analysis and perception of landscape, environmental impacts, and on sustainable development of the North. Graduate supervision has resulted in 13 sucessful Ph.D. dissertations, 35 Masters Theses and more than 50 supervised final design projects. I have evaluated 30 external academic promotion requests, given talks in over 80 university settings, and reviewed final design projects at 15 different North American universities.

ÉTUDES

Études spéciales de 3ième cycle en Écologie Humaine Université de Dalhousie, Nouvelle-Ecosse.	1970
Maîtrise en architecture de paysage Harvard Graduate School of Design Cambridge, Massachussettes, U.S.A.	1968
Maîtrise en architecture et	1964
Baccalauréat ès Arts en génie civil et sculpture Antioch College, Yellow Springs, Ohio.	1961
Études spéciales en architecture Massachussettes Institute of Technology Cambridge, Massachussettes, U.S.A.	1959

ÉVALUATION DE PROGRAMMES ACADÉMIQUES

Évaluation of the Faculty of Environmental Design, University of Calgary, Alberta	2006
Évaluation du programme en Landscape Design, Radcliffe College, Harvard University	2005
Évaluation en vue de l'accréditation du programme de Maîtrise en Architecture de paysage, Université de Guelph	1973
Évaluation du programme de maîtrise en architecture de paysage, School of Architecture, Landscape and Design University of Toronto. Ontario Council of Graduate Studies, and the Canadian Society of Landscape Architects	2002 1998
Évaluation de l'École d'architecture, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal	1995
Évaluation of the College of Architecture, Texas A & M University, Texas	1991
Évaluation du programme de baccalauréat en architecture de paysage; University of British Columbia	1988
Évaluation en vue de l'accréditation du programme en Architecture de paysage; University of Toronto	1984

ACTIVITÉS ACADÉMIQUES

Les ateliers de design qu'il a dirigés portaient sur la forme et le sens des paysages urbains et régionaux, alors que les séminaires et les cours qu'il a dispensés traitaient de l'histoire et de la théorie des jardins, de la conservation et du développement des paysages ainsi que des paradigmes qui informent la pratique contemporaine de l'architecture du paysage. La recherche porte sur la perception et l'analyse visuelle du paysage, les impacts environnementaux et le développement durable du grand Nord. Il a encadré 13 thèses de doctorat, 35 mémoires de maîtrise et plus de 50 projets de fin d'études; il a évalué 30 demandes de promotion et de permanence externes; prononcé des conférences dans plus de 80 universités et a agi comme évaluateur externe pour les projets de fin d'études de 15 universités à travers l'Amérique du nord.

POSTES ACADÉMIQUES

Beatrix Farrand Distinguished Fellow, Dumbarton Oaks, Washington, DC - Harvard University	2008
Professeur invité à l'Université d'Angers, France	2006
Professeur invité à l'Université de Tsinghu, École d'architecture, Beijing, Chine	2005
Professeur invité à Universidad de Valladolid, Espagne	1998
Professeur invité à l'École d'architecture de Paris-La Villette, Paris, France.	1994
Visiting Professor, Universidad del Valle, Faculdad de Arquitectura; Calle, Colombia	1994 1991
Chercheur, Centre d'excellence en développement International, ACDI	1990 1996
Adjunct Visiting Professor McGill University , School of Architecture; Montréal, Québec.	1989 1988
Visiting Scholar and Visiting Professor, Harvard Graduate School of Design, Cambridge, Mass.	1985 1989
Lever Invited Professor, Technion University, Faculty of Architecture, Israel.	1983
"Scholar-in Residence", University of British Columbia, Human Settlements Program.	1981
Vice-doyen à la recherche, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal Directeur, École d'architecture de paysage, Université de Montréal Professeur titulaire, Université de Montréal, Professeur agrégé, Université de Montréal	1984 1976 1979 1974 1979 1971
Professeur invité à l'Université d'Aix-Marseille Institut d'aménagement régional, France.	1971 1974
Professeur adjoint, Nova-Scotia Technical College School of Architecture.	1969
Conférencier en design urbain et design du paysage HarvardGraduateSchoolofDesign,Cambridge,Mass.	1968

ÉVALUATIONS EXTERNES DES THÈSES

Jesse Sayles; Tapaiitam : Environmental change and human modifications to the Wemindji Coast; MSc. Concordia U. 2008

Fortin, Marie-Josée; Paysage industriel: complexes d'Alcan et de Péchiney, France; UQAC, thèse de doctorat. 2006

Hui, Zou; The *Jing* of line-method: a perspective in the garden of Round Brightness; McGill University, Ph.D. 2005

Bélanger, Claude; L'autoroute et l'architecture de l'espace périurbain; thèse de doctorat, Université Laval. 2000

Palmer, Lisa Rebecca; Kakadu as an Aboriginal Place; Northern Territory University, Australia, Ph.D. thesis 2001

Gauthier, Mario; Développement urbain viable et participation du public à l'évaluation environnementale Thèse de doctorat, UQAM 2001

O'Brien, Colleen; The Culture of Landscape : Western designers, aboriginal peoples; Masters Thesis. Melb. Au. 1998

Epp, Edward ; The Arcadian Vision : Inverting Place of the 21st Century North American City. McGill, M. Arch 1992

Hodge, R.A. (Tony) ; McGill University, Ph.D. 1988

Dearden, Philip ; University of Victoria, Ph.D. 1982

Herring, Barry ; York University, Master's thesis, Environmental Studies. 1978

Chambers, Allen ; University of British Columbia, Ph.D. 1978

JURYS DE DESIGN UNIVERSITAIRE SELECTIONÉES

School of Landscape Architecture. University of Tsinghu, Beijing, China; Graduate Terminal Projects, Professor Rui 2006

Université du Québec à Montréal, Connaissance et sauvegarde de l'architecture moderne; P. Réjean Legault 2004

University of Manitoba, School of Landscape Architecture; Professor Al Rattray 2004 1976

University of Pennsylvania, School of Landscape Architecture; Professors J.D. Hunt and Bernard Lassus 2001

University of British Columbia, Department of Landscape Architecture; Professor Douglas Paterson 2000 1980

Nova Scotia College of Art & Design Landscape Architecture Program, Professor John Zuk 2000 1990

University of Toronto, Department of Landscape Architecture; Professor Edward Fife 2000 1980

McGill University, School of Architecture, Urban Design Studio; Professor Bruce Anderson 1996 1994

Dalhousie University, Architecture and Planning, Professor Christian Macy and Sara Bonmaison 1995

University of Melbourne, School of Landscape Architecture, RMIT, Australia 1993

University of Arizona, Program of Landscape Architecture; Professor Laurel McSherry 1993

University of Texas, Austin; School of Architecture; Dean Edward Baum 1993

University of Virginia, School of Architecture with Professor Bernard Lassus 1990

Ryerson Polytechnical Institute, Programme of Landscape Architecture, Professor Spense-Sales 1990 1980

University of Guelph, School of Landscape Architecture, Professor Owen Scott 1986 1976

Harvard Graduate School of Design, Landscape Architecture, Professor Carl Steinitz 1981

ATELIERS UNIVERSITAIRES

Institut National d'Horticulture. École d'architecture de Paysage. Angers, France. Prof. Fabienne Jolliet 2006

School of Landscape Architecture. University of Tsinghu, Beijing, China. Campus design. w/ Prof. Ron Henderson 2005

University of Calgary, M.U.D. A pedestrian circulation system in the urban core; w/ Prof. Trottier and Sandalack. 2004

McGill University, School of Planning, Rehabilitation of Ste-Catherine Street; With Prof. David Farley 1998

Dalhousie Faculty of Architecture; Designing and Planning in Maritime Landscapes; w/ Prof. Susan Burpee 1997

School of Landscape Architecture Technion, Israel; Beit Langa and Park Ritzon le Zion. 1996

Universidad del Valle, Cali, Columbia; Projets de fin d'etude; w/ Professeurs Lyda Caldas et Harold Borrero 1996 1990

Harvard Graduate School of Design, Landscape Architecture; Altsheimer Center, w/ Prof. Carl Steinitz 1991

School of Architecture, McGill U.; Smith House Property Mount Royal Park, with professor John Pastier. 1990

Aménagement du territoire, Université Aix-Marseilles, Atelier - Paysage et infrastructure; Aix-en-Provence 1974

COURS ET ATELIERS DE 1er CYCLE

APA 1100 Architecture de paysage 3 cr.
Introduction aux pratiques actuelles du paysage : familiarisation aux instruments d'intervention, aux stratégies, aux courants de pensées et aux enjeux actuels de la discipline.

APA 1300 Lecture et conception du paysage 6 cr.
Exercices et projets visant l'apprentissage de la lecture du paysage, l'analyse et l'organisation des fonctions et des formes de l'espace public extérieur (place, parc, passage, jardin).

APA 3150 Histoire et théorie du paysage 3 cr.
Lecture thématique et critique de l'histoire de l'architecture de paysage à travers les différents paradigmes de la pensée : modèles visionnaires, symboliques, instrumentaux et environnementaux.

APA 3200 Méthodologie et processus 3 cr.
Formulation des problèmes et des questionnements de projet. Interprétation des données d'analyse et définition des processus de conception (inductif et déductif) en vue d'énoncer des solutions. Revue des méthodes quantitatives et qualitatives.

APA 3251 Analyse visuelle 3 cr.
Méthodes quantitatives et cartographiques d'analyse visuelle. Recul critique : statut de l'œil géométrique dans les sciences, paysages dans l'art, dimensions sonores et non visuelles de paysages, l'analyse quantitatif et qualitatif.

APA 3351 Espace régional 6 cr.
Lecture des paysages ruraux axée sur la compréhension de leur dynamique. Mise en application des outils et techniques d'évaluation des paysages ruraux et régionaux. Élaboration de scénarios de mise en valeur. Concomitant : APA3350.

APA 3352 Aménagement du paysage urbain 6 cr.
Planification et conception des systèmes d'espaces libres et complexes institutionnels urbains et périurbains. Programmation, conception et mise en œuvre des projets.

APA 3450 Étude des espaces publics urbains 3 cr.
Enjeux des formes et des fonctions des espaces publics urbains à travers les tendances socioculturelles en Europe et en Amérique du Nord. Une attention particulière est porté sur le milieu québécois.

APA 4150 Problématique et enjeux du paysage 3 cr.
Analyse critique des différents rapports inhérents au développement du paysage : rapport entre les aspects esthétiques et éthiques; économiques et environnementaux; culturels et sociaux; institutionnels et administratifs.

APA 4301 Projet de fin d'étude 6 cr.
Projet de design portant sur une problématique spécifique de l'aménagement (public ou privé) en milieu urbain ou rural (échelles locale à régionale). Activité synthèse de fin d'étude.

APA 4450 Mythes, symboles et paysages 3 cr.
Qu'est-ce qu'un mythe, un symbole? Exemples des mythes et symboles associés à l'espace dans diverses cultures. Références mythiques et symboliques dans les aménagements contemporains.

COURS ET ATELIERS DE 2ième CYCLE

AME 6501 Pratiques de l'aménagement 3 cr.
Évolution et spécificité des pratiques professionnelles. Intentions des acteurs et problèmes, techniques, éthiques, esthétiques et politiques reliés et l'intervention en aménagement.

APA 6003 Histoire, théorie, pratique 3 cr.
Séminaire sur l'arrimage des théories et pratiques en architecture de paysage tel qu'informé par les réalisations historiques et les projets contemporains.

APA 6005 Atelier de design avancé 6 cr.

AME 6063 Interventions paysagères I 3 cr.
Travail pratique d'analyse d'un site urbain ou rural évaluant qualités esthétiques, composantes biophysiques et culturelles, facteurs économiques préalables à une intervention paysagère (design et (ou) gestion).

AME 6064 Interventions paysagères II 3cr.
Travail pratique d'élaboration d'un projet de design sur le site préalablement analysé (AME6063) avec mise en forme d'une structure de gestion paysagère.

AME 6065 Séminaire de recherche I 3 cr.
Première étape du projet de l'étudiant. Problématique générale, hypothèse, méthodologie, plan des étapes du travail, bibliographie.

AME 6530 Environnement et aménagement 3 cr.
Séminaire de recherche introduisant aux grands domaines d'interventions aménagistes en environnement et supportant le développement de problématiques particulières par les participants pour leur travail individuel. Obligatoire.

COURS ET UNITÉS DE RECHERCHE DE 3ième CYCLE

URB 6020 Atelier d'intervention 6 cr.
Formulation d'un projet d'intervention et élaboration de stratégies de mise en œuvre. Choix des moyens, montage institutionnel et financier. Appréciation des conditions de réalisation, des coûts et des bénéfices.

AME 7310 Séminaire de doctorat I 3 cr.
Aspects théoriques et pratiques de l'aménagement et l'évolution des principales problématiques de l'espace et de l'intervention en aménagement

AME 7303 Séminaire de doctorat III 3 cr.
Étude des démarches ou stratégies de recherche en aménagement à partir des analyses effectuées par les étudiants à l'intérieur de leur pojet de thèse.

AME 7101-16 Unités de recherche 3 cr.
Les unités de recherche visent la délimitation de l'objet d'étude, l'élaboration de la problématique et du cadre d'analyse, la méthode et des outils d'analyse, la stratégie de la recherche et le plan de la thèse.

AME 7200 Rédaction de thèse 30cr.

DIRECTION DE THÈSE DE DOCTORAT

Malo, Juan X.; Invention topographique et forme Architecturale en Amérique latine (sous progrès) 2013

Zineb, Alaoui Mdaghre ; Analyse de cycle de vie et Évaluation environnementale. Co-directeur : M.Bouchard 2008

Massomeh, Habibi Shandez ; Les jardins Safavide du 16e-17e Siècles : étude esthétique et fonctionnelle 2008

Heyes, Scott ; Inuit Knowledge and Perceptions of the Land /Water Interface. Co-directeur : Prof. Wayne Pollard 2007

Postaciogiu, Dilek ; Médiation environnementale; Co-directeur : Prof. René Parenteau 2007

Senghor, J.-P ; Prise en compte du risque environnemental Dans les systèmes irrigués sahéliens : Étude de cas au Sénégal. Co-directeur : Prof. Gérald Domon 2004

Leite, Emma-Christiane ; Stratégies de gestion durable des Ressources naturelels : Complexe Lac Nokoué-Lagune de Porto-Novo au Bénin. Co-directeur : Prof. Robert Kasisi 2003

Dugas, Pierre ; Autonomie régionale et interdépendance Viable d'une communauté à vocation forestière. Co-directeur : Prof. Pierre Dansereau 2000

Khoury, Zaki ; Collaborative Strategies for Managing Valued Natural Environnements within the Urban Fabric 2000

Kasisi, Robert Bag ; Stratégie globale de conservation et d'utilisation multiple et durable des ressources du parc National de Kahuzi-Biega (Zaïre) et de son Hinterland. Co-directeur : Prof. Pierre Dansereau 1989

Mulvihill, Peter ; Environnemental Assesment and Viable Interdependence : A Case Study of the Great Whale River Hydro Electric Project. 1997

Waaub, Jean-Philippe ; Modélisation multirégionale des Systèmes énergétiques et stratégies de réduction des émissions atmosphériques dans une perspective de développement durable. Co-directeur : Prof. Richard Loulou 1993

De Laet, Christian ; Des outils pour un développement durable : plaidoyer pour une reconfiguration 1992

Barabé, André ; Détermination des capacités de support des espaces récréatifs en milieux naturels protégés. 1988

DIRECTION DE MÉMOIRE DE MAÎTRISE

Nathalie, Thao; Oublier pour se souvenir : vers la Libération de mémoire pour le Cambodge 2016

Linda Fortin; Le boisée du fer-à-chaval en Montérégie 2015

Fanny B. Perras; Pistes blanches urbains a Montreal 2014

Ilya Lipov; Une nouvelle vision de l'Autoroute Décarie 2013

Schleiss, Mathieu; Projet reve : Ville de Laval 2009

Desrauleau, Josée ; La réception du jardin japonais du Jardin Botanique à Montréal 2007

Germaine, Amélie ; L'enfance et la nature en ville : vers une stratégie d'implantation des parcs écoles. 2005

Sylvain Treil; Requalification de l'avenue du Parc 2004

Ganeti, Michel; Evolution of Open Landscape in Israël

Lacombe, Jean-François ; Constituants de l'esprit du lieu : Paysage imaginaire 2004

Beaudry, Esther ; Exploration des modes d'habiter tels que révélés par une catastrophe. 2003

Franzini, Laeticia, Jardins vernaculaires : le cas de la Papouasie – Nouvelle-Guinée. 2002

Hayes, Scott ; Inuit and Scientific Ways of Knowing and Seeing the Arctic Landscape, Co-Directionn David Jones. 2002

Ross, Susan M., Pure Water in the City: Covering the Reservoirs on Mont-Royal. Co-direction J.-C. Marsan. 2002

Hesse, Tracey ; Du rapport de planification écologique et du design paysager. 2001

Tassé, Dominique ; Le parc-école : espace de croissance individuelle et sociale 1998

Senghor, Jean-Pierre ; Mémoire accordé par équivalence pour études accomplies au niveau du doctorat. 1996

Asselin, Vincent ; Frederick G. Todd : Une pratique de l'aménagement ancrée dans son époque, 1900-1948 1995

Bourassa, Isabelle ; La carrière Miron – de l'hygiène à l'utopie : le déchet porteur de paysage. 1995

Edderei, Ilham ; Le concept du parc national au Maroc. 1995

St-Denis, Bernard ; Sens de l'espace et paysage : Co-directeur : Prof. Poullaouec-Gonidec 1992

Eveillard, Catherine; Montréal, côté jardins. 1991

Tanguay, Nicole ; Études visuelles et perception des lignes Hydro-électriques (Université de Sherbrooke) 1989

Cormier, Lise ; Aménagement récréo- touristique de plein air : Critères de performance 1984

Takitaki, E'Bwenze ; Impact d'aménagement de lignes de transport électrique : Bandudu, (Zaïre). 1983

Landry, Antoine ; Gestion et Environnement. 1982

5

DIRECTION DE MÉMOIRE DE MAÎTRISE (suite)

Daigneault, Yvon ; Tourisme au Quebec: Introspective et perspective 1979

Soubeyran, Olivier ; Études de potentiels d'utilisation du sol : analyse critique et propositions 1978

Barbeau, Robert ; Le cadre de la gestion des terres publiques à vocation non-lucrative au Québec. 1977

Cloutier, Paul-André ; Loisir et paysage.

Michaud, Claude ; Loisir et municipalité.

Plante, Jean ; Cadre de travail et planification Intégrée des opérations foncières sur les terres publiques.

Lescurie, Éric ; Problématique des espaces ouverts et applications à la communauté urbaine de Montréal. 1976

Koch, Edward ; Station-loisirs toutes saisons. 1974

Massey, Jean H. ; Du libre accès des citoyens au milieu naturel québécois. 1974

De Brauwer, Jean-Claude ; la circulation urbaine : cadre conceptuel et critères de performance 1974

Bob, Madadou Lamine; Rénovation urbaine à Dakar, Sénégal. 1973

Fall, Safall ; Introduction à l'aménagement du paysage au Sénégal. 1973

DIRECTION DES PROJETS DE FIN D'ÉTUDE, BAP

Éric Giguère : Metaferme à Burtonville, Québec 2014
Joelle Thibault; L'ancienne mine St-Lawrence Colombium

Chenda Duong; Parc du secteur Cabot, Canal Lachine 2013
Jad Ardi; Plan d'entrée à la Ville de Laval
Bruno Jobin et Christine McElhaw; Réaménagement de Site Olympic, Montréal

Handfield, Laurent; La promenade des artistes 2102
Simard, Valéry et Caroline Chagnon; Cité de la Biothecq.

Ilya Lipov, Réaménagement de la cour Turcot 2011
Olivier Morin, Laurie Perron, et Camille Zaroubi
Mise en valeur du Bois –de –Saraguay
France Lamontangue, Ambeline Guemard et Aurelie Noel
La Pointe de l'Ile Ste. Helene
Eric Clermont et Alexander Sautoff; Les Jardins de Sainte-Benoit du Lac
Helio Araujo et Delphine d'Alencon : Réaménagement du Bassin Peel, Montréal.

Marie-Christine Guidon, Louis Philippe R-Brosseau, et 2010
M-F Lajeunesse, Quartier du Marché Central à St. Jean
Jean-Luc Pelletier, Parc Bellerive, Montréal
Edgar Ramirez, Anne-Julie La Pensée et Catherine Constantine; Réaménagement de l'Aéroport Mirabel

Gaudry, Elise et Rouette, Valérie; Projet du banc, 2009
Parc Forillion, Québec.
Drouin, Mathieu et Dorstaler, Guillaume; Boulevard Taschereau, Montréal

Girard, Oliya et Philibert Catherine; Square Chabouillez 2007
Parent, Georges-Etienne et Lemay, Vincent; Parc de la Baie de Métis

Méthot-Borduas, François et Sauvageau, Viviane ; Un 2006
parcours de Golf, Formule adaptée aux Laurentides.
Meloche, Marc et Rodier, David ; Projet Nunavik-Monts-Torngat et de la Rivière-Kourac.

Binet, Philippe et Hendy, Frédérick; le complexe Singer 2005
à St-Jean-Sur-Richelieu.
Ducharme, Martin; trains de banlieues, Station St-Martin
Boisvert, Marie-Êve et Bérubé, Gabriel; L'Emprise Ferroviaire et le viaduc Van Horne.

Fernet, Catherine et Lessard, Hélène; La mise en valeur du 2004
Site des Chutes Montmorency à Québec

Cha, Jonathan et Tomassin, Daniel ; La question du 2003
quartier chinois à Montréal : Projet de préverdissement.

Nguyen, Luu-Thuy; Industriels recommandes : Les silos 2002
du port de Montréal
Roy, Benjamin et Tanguay-Pelchat, Émilie ; De la Découverte d'un lieu à sa reconnaissance : Ville de Québec.

Guy, Isabelle et Tremblay Chantal ; Projet urbain entourant 2001
L'incinérateur no 3 à Montréal.
Lakis, Julie; Réseau d'espaces publiques a Jbeil. Liban 1999

Pilon, Yannick ; Le Club de golf de Sweetsburgh. 1998

Valiquette, Isabelle ; Le Quai du Faubourg Québec. 1996
Pascal Bauer et Alessandro Cassa; Montréal souterrain

El Hadad, Nina ; Place des martyrs, Beyrouth, Liban. 1995

Allie, Diane et Vanesse Shirley; Place des retrouvailles, 1994
Ste. Eustache

Miriam Bastien et Jean-François Belanger; Domaine 1989
Seigneurial de Mascouche

Jacques Beaulieu; Aménagement du Parc Wilcox, Verdun 1978
Vincent Asseline; Parc Saint-Sacrement, Terrebonne
Roxane Poisson; Parc des chutes Wilson
Jacques Saint-Cyr; Aménagement de l'Isle des Moulins
Diane Viens; Aménagement des espaces urbains perdus

Bensari, Siham et Radice, Anna ; Site du Carrière Miron. 1977
Jeremy Glen; Ile des Sœurs – terraine de golf et parc

DOSSIERS DE PROMOTION: ÉVALUATIONS EXTERNES

David Hays; Promotion to Associate Professor with Tenure Oregon State University, Oregon 2012

Nurit Lisovsky, Promotion to tenured Associate Professor Technion, Faculty of Architecture and Planning, Israel 2011

Michael Murphy, Promotion to Full Professor Dept. of Landscape architecture, Texas A+M 2008

Jean Trottier; Promotion to Associate Professor, University Of Manitoba, Landscape Architecture Carmella 2007

Michael Hayes; Promotion to Associate Professor with Tenure; University of Illinois, Landscape Architecture 2006

Canzonieri, Promotion to Associate professor with tenure York University, Environmental Design 2006

Susan Herrington, Promotion to full Professor, University of British Coloumbia, School of landscape Architecture 2006

Peter Latz; Renewal as Adjunct Professor; School of Design, University of Pennsylvania 2005

Dr. Tamar Trop; Promotion to Senior Lecturer; Technion, Faculty of Architecture and Planning; Israël 2004

Berrizbeitia, Anita; Tenure Review, U. of Penn. 2003

Gibson, Robert; Promotion to Full Professor, Faculty of Environmental Studies, University of Waterloo. 2003
Jones, David; Promotion to Associate Professor, Level D, University of Adelaïde, Australia
Sandalack, Beverley; Tenure Review, University of Calgary, Faculty of Environmental Design

Corner, James; Promotion to Full professor, University of Pennsylvania, Department of Landscape Architecture 2002

Burgi, Paolo; Renewal as Adjunct professor; Landscape Architecture Program: U. of Pennsylvania 2001

Lavoie, Caroline; Promotion to Associate professor2000 with tenure; Utah State University, Utah.

Peled, Dr. Arie; Promotion to Associate Professor, Technion Faculty of Architecture and Planning, Israel 1997

Ping Xu; Promotion to Associate Professor, College of Architecture and Planning, U. of Colorado, Denver. 1996

Macy, Christine; Promotion to Associate Professor, Faculty of Architecture, Dalhousie University, Halifax 1996

Engler, Mira; Promotion to Associate Professor, ; Technion, Faculty of Architecture and Planning, Israel. 1996

Lane, Duncan; Promotion and Tenure, College of 1995

Quayle, Moura; Promotion to Full Professor, University of British Columbia. 1995

Handley, Dr. J.F.; Promotion to Chair of Landscape Rehabilitation, University of Manchester. 1995

Taylor, James; Promotion to Full Professor, University of Guelph. 1995

Girling, Cynthia; Promotion and Tenure. University of Oregon, Department of Landscape Architecture. 1994

Hood, Walter; Promotion to Associate Professor with Tenure, University of California, Berkeley. 1994

Condon, Patrick; Promotion and Tenure, University of British Columbia. 1994

Simpson, Jeffrey; Promotion and Tenure review, Ohio State Univesity, Department of Landscape Architecture. 1993

Tomlin, Dana; Tenure review, University of Pensylvania, Faculty of Fine Arts. 1993

Binford, Michael; Promotion review; Havard Graduate School of Design. 1993

Tyler, Mary Ellen; Promotion and Tenure, University of Waterloo, School of Urban and regional planning. 1993

Neckar, Lance; Promotion and Tenure review, University of Minnesota, Dept of Landscape Architecture 1992

Donahy, John; Promotion and Tenure review, Program of Landscape Architecture, University of Toronto. 1992

Necker, Lance; Tenure and Promotion, University of Minnesota, Milwalkee. 1990

Rose, Dan; Promotion to Full Professor, University of Pennsylvania, Department of Landscape Architecture 1990

Quayle, Maura; Promotion and Tenure review, Landscape architecture, University of British Colombia. 1990

Berkes, Fikret; Promotion to Full Professor, Brock University, Saint Catharines, Ontario 1989

McIntock, Allistair; Promotion to Associate Professor Harvard Graduate School of Design, Cambridge, Mass 1989

Paterson, Douglas; Promotion to Full Professor, School Of Landscape Architecture, U. Bristish Columbia 1989

Simpson, John W.; Tenure review, Ohio State University 1988

Way, Douglas; Tenure Review, Ohio State University 1988
University of Georgia, School of Environmental Design.

Hough, Michael; Promotion to Full Professor, York University, School of Environmental Studies. 1988

Howett, Catherine; Promotion to Full Professor, University of Georgia, School of Environmental Design. 1988

Stein, Achva Benzinberg; Tenure review, Technion, School of Architecture and Planning Haifa, Israel 1985

Mayer, Richard W.; Tenure Review, Technion, School Of Architecture and Planning, Haifa, Israel 1983

Baum, Edward; Promotion and Tenure; Harvard Graduate. School of Design, Cambridge Mass. 1977

CONFÉRENCES SÉLECTIONNÉES

Éthique et pratique en Aménagement: Table ronde à la Faculté de l'aménagement, U. de Montréal 2015

The diggers and Weeders Garden Club . When is a garden not a garden? Montreal, Québec. 2013

La prise en compte des enjeux environnementaux et socio-économiques dans les grands projets du nord Québécois. Secrétariat International Francophone pour l'évaluation Environnementale. 17e colloque; Montréal. 2012

The Model City of Mount Royal : La Banlieue de l'Avenir Conférencier invité à l'occasion du centenaire de la Ville de Mount Royal – Ville Mont Royale une histoire fabuleuse:

Landscape Perspectives : Conservation Challenges; Canadian Chair on Built Heritage: Universite de Montreal 2009

Echos of Paradise: Arizona State University. Mémoire et métaphore de la forêt boréale; Institut National d'Horticulture. Angers, France. 2006

Echos of Paradise: The gardens of Fernando Chacel; Existence and Experience in Contemporary Garden Design; Dumbarton Oaks & U.S. Botanical Garden Symposium; Washington, D.C. 2005

Folklore and Forest Fragments; Public Lecture, Dumbarton Oaks, Washington D.C.; revised for the Fall Lecture Series; School of Design; U. of Penn. 2004 2003

Avant-Garde in French Landscape Architecture: U. of Pennsylvania, Department of Landscape Architecture. Frederick Todd during the first half of the 20th Century; w/ Prof. Gordon, Queens University; Ottawa City Hall 2003

The Living Tradition of the Saihô-ji Gardens ; Keynote address, International Symposium of Japanese Gardens, Kyoto, Japan. 2002
Reappropriation of the Urban Landscape in Montreal ; Keynode address, IFLA and Association Brasileira de Arquitetos paisagistes ; Belem, Brazil.

The Kativik Environmental Quality Commission : Inuit Studies, Aberdeen, Scotland. 2000
Évaluation environnementale ; Universidad de Valladolid et de Cacerces, Espagne.

The Evolving Landscape of Israel, Tel Aviv Conference on Environment, Tel Aviv, Israel. 1998
City Form and Natural Process in Montreal ; University of Oregon, Portland; and revised for the Alumni Lecture, M.I.T. School of Architecture.

Art and Image in Environmental Design, Nova Scotia College of Art and Design, Halifax. 1997

Frederick Todd and Bowering Park ; Newfoundland Institute of Landscape Architects, St. Johns. 1996
Sustainability and Environmental Management, International Symposium; Leeds University, England.
Paysages : Savoirs, Politiques, Pratiques ; Centre Canadien d'Architecture, Montréal.

Environmental Parentheses and Design Metaphores ; University of Ljubljana, Slovenia. 1995

Prophecy is a Risky Business; Keynote address: International Association of Impact Analysis, Québec 1994
Ancient Lands ; New Perspectives ; Keynote address, Australian Institute of Landscape Architects, Darwin

Public Forum on Urban Open Space ; "The City in view", Vancouver. 1992
"Montréal, a city for all seasons"; Villes d'hiver; Colloque international, ICOMOS; Montréal.

Sustainable Urban Development: Architecture in the year 2000; RAIC, Toronto. 1991
The Green Movement: A Financial Challenge Canadian Financial Executives, Calgary.

Environmental Evaluation and Sustainable Development, North Australia Research Unit, Darwin, Australia. 1989
L'objet environnement: le sujet paysage Fondation québécoise en environnement, Montréal. 1989
Le conte des 17 vaches, Laboratoire régional du développement durable, Chicoutimi, Québec 1989

Sustaining Tomorrow; The Bradford G. Sears lecture, Suny College of Environmental Science and Forestry. 1988
Urban landscape: theory and practice; International Symposium; Lubljana.
Landscape footprints, landscape blueprints, Texas A & M University, Faculty of liberal Arts.

Landscape development and all that Jazz; 20th Anniversary, Landscape Architecture, Rutgers University. 1987
De/re/in[form]ing landscape, the Avant garde and landscape, Minneapolis.
Calgary Architecture and Urban Studies Alliance 1993
The Urban Landscape : Prospects and Projects.
Sustainable and Equitable Urban Development

CONFÉRENCES SÉLECTIONNÉES (suite)

Communication présentée au Symposium Regional 1993
Latino Americano en Arquitectura del Paisaje,
18 juin, Cali, Universidad del Valle, Colombie.
Un futuo Para as Cidades A Utopia Ralizavel.
Communication présentée au Segundo Seminario
Interncional Sobre Problemas Ambientais dos Centros
Urbanos, Eco-Urb'93, Sâo Paulo, Brazil, 12-17 décembre.

"De l'arcadie à Hochelaga", Centre Canadien de 1992
L'architecture, printemps, Montréal.
Inaugural Address; Mona Adilman Solomon
Environment lectures; Shaar Hashomayin, Montréal

Landscape ethics: landscape aesthetics; 15th Anniversary 1986
Of the Stockholm Conférence, René Dubos Center, NYC

The Banff Center; Integrated Resource Management 1985
Banff, Alberta

The Talloires Seminars: IUCN/CEP and Tufts University 1985
Tailloires, France 1983

Ville et Villa: The evolution of Landscape with 1983
Phyllis Lambert, Musée des Beaux-Arts, Montréal.
The Future of the Canadian North Series. 1983
Trent University, Trent, Ontario.

Colloque international : Paysage et Système. 1982
Allocution d'ouverture, Ottawa, Canada.

Todd, Frederick, G. : Shaping the Urban Landscape, 1980
Guelph University ; School of Landscape Architecture.

IFLA/LI Golden Jubilee, Keynote address - "Proposed 1979
transformations to environmental discourse: beyond the
twenty-ninth day". Cambridge, England.

Association internationale des terrains de jeu, 1978
Septième conférence mondiale, Ottawa.
Council of Educators in Landscape Architecture 1978
Overview of an Urban Spatial Network", Montréal.

International Symposium on the "Rational Use of 1977
Rural Landscapes with Respect to Socio-Ecological
Principles", Brno, Czechoslovakia.
Rencontres internationales de l'audio-visuel scientifique. 1977
CNRS, Paris, France.

UNESCO/M.A.B., Project 13, Bi-National Symposium 1976
"Environmental Perception in Urban Areas", Toronto.

L'Institut d'écologie, projet des écosystèmes urbains 1973
Colloque international; Austin, Texas.
American Psychological Association, Symposium on 1973
Environmental Aesthetics. Montréal.

E.D.R.A. "Design Methods in Regional 1972
Landscape Planning", U.C.L.A., Los Angeles.

Colloque international sur le Développement de la 1972
façade méditerranéenne, Îles de Proquerolles, France.

Kentucky Workshop on Computers. "Aspects of 1970
Gaming Simulation in Architecture Education".
Lexington, Kentucky.

COURS EN LIGNE: DISTANCE EDUCATION

RAIC/ IRAC et l'Université d'Athabasca 2013
Landscape Theory and Practice: Arch 350 2011

Il s'agit du premier cours en ligne concernant l'architecture de paysage. Ce cours fait partie d'un programme de formation en architecture à distance qui mene à un B.Sc. (Arch). Les objectifs sont décrits dans le libellé d'introduction au cours:

« Landscape theory and practice 300 introduces and explores contemporary Theory and Practice in the broad field of landscape architecture through readings, case studies, and direct observation of a variety of conditions in your région. A series of landscape settings are used to discuss landscape theory, history and héritage; the natural processus and services that landscape provides in urban métropolitain régions, and the factors that contribute to sustainable project design.

Landscape is both a physical and cultural context for our actions; its form and shape is an evolving expression of our core values as a community. »

VIDEO CONFÉRENCES

Téléuniversité: Unité pédagogique sur l'évaluation 1985
environnementale faisant suite aux conferences tenues à Montreal et à Quebec sur les audiences publiques associées aux projets Hydo-Electrique de la Riviere La Grande et du projet Grande Baleine

Jacobs, Peter; Modern Landscape Design 1984
Educational TV, University of Guelph, 60 minutes. Un survol des projets contemporains en architecture de paysage qui ont marqué la pratique en Amerique du nord.

Jacobs, Peter; Au-delà des parcs; Beyond parks; 1978
Educational TV, U. of Manitoba; 75 minutes. Résumé d'un projet de recherche portant sur la forme et le caractère des réseaux d'espace urbains et de l'opportunité qu'offre, entre autre, le réseau des rues

EXPOSITIONS ET VIDEOGRAPHIE

The Jewish Cemetery in Prague; Jewish Public Library 2009

Le Mont Royal, Tourisme Montreal, Ville de Montreal 1990

Évaluation environnementale; TELEQ, ENV 3015 1984

Frederick Gage Todd: Canada's urban landscape 1981
1900-1948; McCord Museum, McGill University.
Un survol des projets et des écrits d'un pionnier de l'architecture de paysage au Canada

PUBLICATIONS

Author of over 100 academic and professional articles and more than 25 professional studies and research monographs, 2 edited conference proceedings and 3 Special Journal Issues on topics related to landscape planning and design in Canada, I have written 5 books and 17 book chapters and mounted an extensive exhibit on the work of Frederick Gage Todd at the McCord museum of McGill University. I am, or have been, a member of 11 editorial advisory committees.

COMITÉS DE RÉDACTION DE REVUES

Founding Member, Editorial Committee ; Landscape and Urban Planning ; Elsevier Scientific Publishing Co.	2015 1980
Founding Member, Editorial Board ; Landscape Journal ; University of Wisconsin Press.	2015 1982
Editorial Advisory Board, Landscape Architecture Series, Pennsylvania University Press, John Dixon Hunt, editor.	2015 1995
Editorial Advisor Board, Studies in the History of Gardens and Designed Landscapes, John Dixon Hunt, editor.	2015 2004
Contributing Editor; Landscape Architecture Magazine; American Society of Landscape Architects, Washington.	2005 1990
Membre fondateur du comité conseil : Eco-Décision, Revue internationale sur l'environnement et l'économie	1997 1990
Membre du comité conseil ; Collection Environnement : Université de Montréal.	1993
Président du comité aviseur, Landscape Architecture ; American Society of Landscape Architects.	1992 1987
Membre du comité conseil ; Paysage et Aménagement ; Lavoisier abonnements, Paris, France.	1990 1983
Founding Member, Editorial Committee ; Sustainable Development: International Journal of Global Environ-mental Conservation & Development; New Delhi, India.	1995 1991
Member, Editorial Advisory Committee, Landscape Architecture Canada. ; CSLA, Ottawa	1980 1977
Founding Member, Editorial Committee ; Urban Ecology Elsevier Scientific Publishing Co.	1980 1976

ÉVALUATION DE PROJETS DE LIVRES

Gilles Clement; Le jardin planétaire et Toujours la vie Invente; English Edition; U. of Pennsylvania Press	2011
J.D. Hunt, ed.; Reading and Writing the Site : Some Landscape architecture History for designers and others; University of Virginia Press	2010

PUBLICATIONS

Auteur de plus de 100 articles académiques et professionnels; de 25 études professionnelles et monographies de recherche; de 2 comptes-rendus de conférences internationales et de 3 numéros spéciaux de revues scientifiques concernant la planification et le design du paysage au Canada. M. Jacob est l'auteur de 5 livres et de 17 chapitres de livres. De plus, il a mis sur pied une exposition au Musée McCord sur l'œuvre de Frederick G. Todd et siège en tant que membre des comités de rédaction de 11 revues.

Jacqueline Bowering; The Place of Melancholy; Penn Studies in Landscape Architecture; U. of Penn Press	2010
Michel Jacob; L'emergence du paysage; English Edition University of Pennsylvania Press	2007
Places of Power: Political economies of Landscape Change James Westcoat & Douglas Johnston, Editors; University Pennsylvania Press.	2006
Middle East Garden Traditions; Michel Conan Editor; Dumbarton Oaks Publication, Washington, DC	2006
Patricia Johanson's House and Garden Commission: Towards a new Modernity; Xin Wu; Dumbarton Oaks Garden and Lanscape Series; Washington DC	2006
Deccan Traverses: From Naked Country to Garden City; Anu Mathur and Dilip Da Cunha; U. of Pennsylvania Press	2005
Room 4.1.3 – Innovations in Landscape Architecture. Richard Welles; University of Pennsylvania Press.	2005
Signing Crane Garden: Art and Atrocity in one Corner of China; Vera Schwarz; University of Pennsylvania Press.	2005
The Crazannes Quarries by Bernard Lassus; Dumbarton Oaks Contemporary Landscape Architecture Design Series I; Space Maker Press and Dumbarton Oaks	2003
Architecture and Nature: Creating the American Landscape; Christine Macy and Sarah BonneMaison; Routledge, London and New York.	2002
Dreaming Gardens: Landscape Architecture and the Making of Modern Israel; Kenneth Helphand; Center For American Places.	2001
The History of Landscape Architecture; CD-ROM Inter-Active Outline; Nancy Pollock Elwand; U. of Toronto Press.	2000
Landscape Naratives: Design practices for telling stories; Matthew Potteiger and Janine Purinton, editors; Wiley, N.Y	1999
Environmentalism in Landscape architecture; Michel Conan, editor; Dumbarton Oaks Colloquium on the History of Landscape Architecture XXII; Washington, D.C	1998

PUBLICATIONS : LIVRES ET COLLECTIONS

Jacobs, Peter; Nunavik : Un environnement en évolution : Une évaluation environnementale et sociale du développement nordique 1979 – 2009; Commission de la qualité de l'environnement Kativik, Kuujjuaq. 2010

Jacobs, Peter et Foisy Oswald (2000); Les Quatre Saions du Mont Royal; Méridien, Montréal; 140 pages. 2000

Jacobs, Peter et Suzanne Buggey ; eds; Histoires d'architecture de paysage au Canada; Environments, v 26, no. 3. 1999

Jacobs, Peter et Sadler Barry, eds; Développement durable et evaluation environnementale : perspectives de planification d'un avenir commun; Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale, Ottawa. 1990

Jacobs, Peter & Sadler, Barry, eds. Sustainable Development and Environmental Assessment: Perspectives on Planning for a common future: CCREE, Ottawa 1990

Jacobs, Peter, D. Marchand, P. Poullaouec-Gonidec Paysages en Devenir – le mont Royal; Trames, v. 2, n° 1 1989

Jacobs, Peter & Munro, David, eds. Conservation with Equity: Strategies for Sustainable Development; Proceedings of the Ottawa Conference on Implementing the World Conservation Strategy, IUCN. 466 pages 1987

Jacobs, Peter & Châtignier, Hervé. Proceedings of the Kativik Environment Conference, Kujuuak, QC. Kativik Regional Government; Editions Boulard; 319 pp. 1986

Jacobs, Peter, ed.. "Environmental Planning and Management for Sustainable Development"; Special Issue of Landscape Planning. Elsevier Scientific Publishing Co., Amsterdam, 1985, 110 pp. 1985

Jacobs, Peter et Robert, Francine, éds.; Stratégie de conservation de l'eau", Colloque international tenu à la Ville de Québec, juin 1981, mars 1983, 418 pp. 1983

Jacobs, Peter, ed. Environmental Planning Guidelines for Strategies and Plans, IUCN, UNU, & UNEP. Éditions anglaise, française et espagnole, 71 pp. 1982

Jacobs, Peter, Environmental Stategy and Action The Challenge of the World Conservation Strategy, University of British Columbia Press, Vancouver, 99 p. 1981

Jacobs, Peter, ed. "Canada: Landscape Planning for People". Landscape Planning, Vol. 6, no. 2, August 1979, 153 p. Elsevier Scientific Publishing, Amsterdam. 1979

Jacobs, Peter, Marsan André et Falque, Max. "L'évaluation des Impacts des activités humaines sur l'environnement. Secrétariat d'Etat à l'environnement, Paris, France. 1976

CHAPITRES DE LIVRES

Jacobs, Peter; "Modern Garden Types"; in: *A Cultural History of Gardens in the Modern Age*; John Dixon Hunt and Michael Leslie, eds.; Bloomsbury Publishing; London 2013

Jacobs, Peter; Echoes, F. Parade : Fernando Chacel's Gardens in the coastal Plain of Jacarepaguà; Contemporary Garden Aesthetics, Creations and Interpretations; Harvard Press and Dumbaton Oaks, Spring. 2007

Heyes, S. and Jacobs, P.; « Loosing Place : Diminishing Knowledge of the Artic coastal landscape »; in : Different Takes on Place; F. Vaudary, J. Malpas, M. Higgins eds.; The National Museum of Canberra, Australia, Spring. 2007

Jacobs, Peter; Paysage de Nunavik/Territoire du Nouveau Québec; in : Le paysage Territoire d'intentions; Harmattan, Montréal. 1998

Jacobs, Peter; Bouchard, Michel and Lépine, Brigitte. "To leave as much and as good"; in Keeping Ahead: the inclusion of long term futures in Environmental Impact Assessment, R.E. Munn, Editor; Institute of Environmental Studies, Toronto. 1994

Jacobs, Peter; Mulvihill, Peter and Sadler, Barry "Environmental Assessment: Current challenges and Prospects"; in Law and Process in Environmental Management. S. Kenneth ed.; Canadian Institute of Ressources Law, Calgary. 1993

Jacobs, Peter. "Maintaining the Use of Forest landscapes"; IFLA Yearbook; Washington, D.C., pp.71-77. 1991

Sadler, Barry and Jacobs, Peter; "A Key to Tomorrow: on the relationship of environmental assessment and sustainable development"; in: Sustainable Development and environmental assessment; CCEARC, Ottawa. 1990

Jacobs, Peter; The magic mountain; An urban landscape for the next millenium; in: Grass roots, Grey Stones, and Glass Towers; Brian Demchinsky, ed.; Vehicle Press, Montreal. 1989

Jacobs, Peter. "Towards a network of knowing and of planning in the Canadian North"; In: Knowing the North, William Wonders, ed., Boreal Institute for Northern Studies; Edmonton, Alberta. 1988

Jacobs, Peter & Kemp, William. "New institutions and Land-use Planning in Northern Quebec" in: Hinterland or Homeland? Land-use Planning in Northern Canada, Fenge and Rees editors; CARC. 1988

Jacobs, Peter, Gardner, Julia & Munro, David. "Sustainable and Equitable Development", in Conservation with Equity, IUCN, Suisse. 1987

CHAPITRES DE LIVRES (suite)

Jacobs, Peter & Fenge, Terry. "Integrating Resource Management in Lancaster Sound: But on Whose Terms? In: Integrated Approaches to Resource Planning and Management; Reg Lang, Editor; Banff Center, U. of Calgary Press. 1986

Jacobs, Peter. "The Lancaster Sound Regional Study", in Culture and Conservation: The Human Dimension in Environmental Planning, J.A. McNeely and D. Pitt, Editors, Croom Helm; London, pp. 65-80. 1984

Jacobs, Peter. "Environmental Planning and Rational Use"; in Sustaining Tomorrow: A Strategy for World Conservation and Development, Thibodeau & Field Eds; U. Press of New England, Hanover and London, pp. 77-85. 1984

Jacobs, Peter & Jacobs, Ellen. "Street Play: Recreating Networks for the Urban Child". In: Wilkinson Paul; Designing Play Environments, Pergamon Press. 1979

ARTICLES SCIENTIFIQUES ET PROFESSIONNELS

Jacobs, Peter; L'École d'architecture de paysage : un regard Rétrospective; Paysages:L'horizon temporal du paysage: spéciale cinquantième; AAPQ revue annuel. 2015

Jacobs, Peter; "Where have all the Flowers Gone?; Landscape and Urban Planning; Vol. 100/4 ; pp.318-320; 2011

Jacobs, Peter; "Inventing the next Landscape"; Landscape/ Paysages; automne; pp. 10-12 2010

Joliet, Fabienne et Jacobs, Peter; Le Wilderness, une façon de voir et d'être à la nature sauvage: Tremblant, Québec; Cahiers de géographie de Québec; Université Laval 2009

Jacobs, Peter and St.Denis, Bernard; An Artful Experiment Landscape Architecture Magazine, November, pp. 93 -101 2009

Heyes, Scott and Jacobs, Peter; "Losing Place:Diminishing Traditional knowledge of the Artic Coastal Landscape"; in: Making Sense of Place; Frank Vanclay et al, eds.; National Museum of Australia; Canaberra; pp.135-154 2008

Desranleau, Josee and Peter Jacobs; Transforming the Japanese Garden in the Montreal Botanical Garden; Studies in the History of Gardens and Designed Landscape; Taylor and Francis, London. Vol. 29 No.03 pp. 200-216. 2008

Jacobs, Peter; Echoes of Paradise: Fernando Chacel's Gardens in the Coastal Plain of Jacarepaguà; In : Existence and Experience in Contemporary Garden Design; Dumbarton Oaks; Washington DC 2007

Jacobs, Peter, "Nous sommes tous les urbains: esquisses et prospectives de l'environnement urbain"; Environnements Urbains/urban environements; Vol. 1, pp.1-9 http://www.vrm.ca/EUUE/vol1_2007/JACOBS.pdf 2007

Jacobs, Peter. An Aesthetic of Process; Ecology: Landscape Architecture, May 2006; pp. 72-82. 2006

Heyes, S.A. & Jacobs, P. "Turbulent Times in the North in Arctic Coastal Dynamics; Eds. W. Pollard & V. Rachold, McGill University Press, Montréal, 40 pages 2006

Massomeh Shandiz et Peter Jacobs; "Analyses du Jardin Royal de Fin en Perse (Fin XVI-début XVII) d'après les sources historiques; Studies in the History of Gardens and Designed Landscapes; Vol. 25, No. 4, October-December 2005, pp. 273-296. 2006

Jacobs, Peter; Hold That Eulogy!; Editor's Choice; Landscape Architecture; pp. 34-36; April. 2005

St-Denis, Bernard & Jacobs, Peter; "Gardens at the Outer Edge" - Métis 2005; Landscape Architecture, vol. 95, no. 11; pp. 94-103. 2005

Jacobs, Peter ; Learning form Saihô-Ji ; Studies in the History of Gardens and Designed Landscapes; Vol. 24, No 1, April. 2004

Jacobs, Peter ; Multiples entries in : Encyclopedia of the Arctic, 3 volumes, Editor Mark Nuttal; Routledge, N.Y. 2004

Jacobs, Peter; Folklore and Forest Fragments ; Landscape Journal; Vol. 23, no 2, pp.85-101 2004

Jacobs, Peter; Unobtrusive Measures; Editor's Choice Landscape Architecture, pp. 28-37; December 2004

Kasisi, Robert et Peter Jacobs ; Les stratégies et plans d'action pour la conservation de la diversité biologique : un défi culturel et scientifique ; Ressources marines et traditions ; Bulletin de la CPS, no 13, pp. 14-23. 2002

Jacobs, Peter ; When is a garden… not a garden ? ; Landscape Architecture ; pp. 133-144, October. 2003

Jacobs, Peter ; Après Beaudelaire, quoi de neuf ; Studies In the History of Gardens and Designed Landscapes; Vol. 23, no 4, October; pp. 328-339. 2003

Jacobs, Peter ; "re/de/in [form]ing landscape" ; Theory in Landscape Architecture ; Simon Swaffield Editor; University of Pennsylvania Press. pp. 116-124. 2002

Leit, Emma Christiane, Robert Kasisi et Peter Jacobs ; Stratégies de gestion durable des écosystèmes aquatiques en Afrique : The 3rd World Water Forum, March Kyoto. 2002

Jacobs, Peter ; Seeds of Future Gardens, Landscape Architecture; December, pp. 60-65 2001

ARTICLES SCIENTIFIQUES ET PROFESSIONNELS

Jacobs, Peter; The landscape of Nunavik : The Territory of Nouveau-Québec; in : Aboriginal Autonomy and Development in Northern Quebec; Labrador; Colin Scott ed.; U.B.C. Press; Spring. 2001

Leite, Emma-Christiane, Kasisi, Robert et Jacobs, Peter; Les femmes et la gestion des ressources halientiques : le cas de Bénin; African Journal of Environmental Assessment; vol. 2, no. 1 et 2; December. Logos, Verlag. 2000

Jacobs, Peter; Paysage interstitiel : Paysage du Projet; Éditions de la Villette, sous la direction de A. Berque et B. Lassus; les actes du colloque Jardins, Paysages, Territoires. 2000

Jacobs, Peter; “Playing with Time”; Studies in the History of Gardens and Designed Landscapes; Taylor and Francis Ltd.; London; vol. 20, no. 4 Fall; pp. 325-329. 2001

Bernard, St-Denis et Peter Jacobs ; Le paysage, un projet collectif; in Actes du Sud, France. 2001

Williams, Ronald and Jacobs, Peter ; History of Landscape Architecture in Montreal; Landscape Architecture, Sept. 2001

Jacobs, Peter and Roy, Mann; Landscape Prospects of the Next Millennium; Landscape and Urban Planning, vol. 47, pp. 129-133; Elsevier, Holland. 2000

Jacobs, Peter; La Profecía : Un juego de Riesgos; in : Desarrollo Sustenible Y Evaluación Ambiental, J. R. Velasco; coordinador; Ambito, Valladollid, Espagne. 2000

Jacobs, Peter ; Institutional Innovation in Nunavik : The Case of the Kativik Environmental Quality Commission; 12th Inuit Studies Conference, University of Aberdeen, Scotland. 2000

Jacobs, Peter; "The Sensual Landscapes of Bernard Lassus" in: The Landscape Approach of Bernard Lassus, University of Pennsylvania Press; pp. 8-11. 1997

Jacobs, Peter; "The Landscape of Nunavik/The Territory of Nouveau-Québec"; in: Proceedings of a Workshop on Northern Research; Leeds University, U.K. 1997

Jacobs, Peter; Le Nord du Nord : Eco-décision, No.20 Printemps, pp. 70-72 1996

Jacobs, Peter; Environmental Parentheses and Design Metaphors; in: The Conservation of Nature Outside Protected Areas, Institute of Landscape Architecture, University of Ljubljana, Slovenia. Symposium sponsored by the Council of Europe, sous presse, 18 pages. 1996

Jacobs, Peter ; Extending the Landscape of Paradise ; in : Paradise on Earth : The Gardens of the 21th century; 33rd IFLA World Conference, Florence, Italy 1996

Gariépy, Michel and Jacobs, Peter; "From EIA to Land-Use Planning and Project Design"; in: Proceedings IAIA Workshop on Methodological Research and Research Priorities; Spain. 1997

Jacobs, Peter; Landscape projects : Verchères and Place Berri; M. Potteiger and J. Purinton, in: Landscape Narratives : Design practices for telling stories; John Wiley & Sons. 1998

Jacobs, Peter; "Paysage du Nunavik: Territoire du Nouveau-Québec; in: Paysage: savoirs, pratiques, politiques; Harmattan, éditeur; Montréal. 1998

Jacobs, Peter; "The Landscape of Israel"; in: Making Peace with the Land; Shlomo Aronson; Spacemaker Press; Boston . 1998

Mulvihill, Peter et Jacobs, Peter; Using Scoping as a Design process. EIA Review 18(4); 351-69, July 1998. 1998

Brown, David et Jacobs, Peter; “Adapting Environmental Impact Assessment to Sustain the Community Development Process »; Habitat International, Elsevier Science Ltd. 1996

Jacobs, P. et Poullaouec-Gonidec, P. Place Berri, in: ; Francisco Asensio Cerver ed., Barcelona, Spain. 1995

De Laet, Christian et Jacobs, Peter; La déclaration de Montréal: succès ou échec; dans: Le développement durable urbain en débat. France, novembre. Techniques, Territoires etSociété, N° 30. 1995

Jacobs, Peter; « La prophétie: un jeu de risques »; Collection Environnement, vol. 18. Delisle; Bouchard; André; Zayed (eds). Université de Montréal. 1995

Jacobs, Peter. "Les évaluations d'impacts: un futur à banaliser"; dans Compte rendu; Deuxième congrès de l'Association québécoise pour l'évaluation d'impacts 14-16 octobre 1994

Jacobs, P.; Bouchard, M.; Lépine, B. "To leave as much and as well". Assessing Impacts, managing development, in: Keeping Ahead: The Long term “global” futures in Cummulative Environmental Assessment; R.E. Munn Editor. Institute of Environmental Studies, U. of Toronto 1994

Jacobs, P. "Prophecy is a Risky Business"; Keynote address to the International Association of Impact Assessment Congress 1994, in Proceedings, Quebec City. 1994

Jacobs, P. et Mulvihill, P. Ancient Lands: New Perspectives, Towards multi-cultural literacy in landscape management Landscape and Urban Planning; Vol. 32, pp. 7-17. 1994

Brown, David; Jacobs, Peter and Moleedhar, T. Exploring the Morphology of informal Settlements 1993

Jacobs, Peter; Mulvihill, Peter and Sadler, Barry 1993

"Current Challenges and Future Prospects in Environmental Assesment"; in: Law and Process in Environmental Management, Canadian Institute of Resources Law, Calgary.

Jacobs, Peter and Mulvihill, Peter. "Towards multi- 1993
cultural literacy in Landscape Management". Proceedings Australian Institute of Landscape Architects. Darwin, Australia.

Jacobs, Peter ; L'évaluation environnementale : Défi 1993
et orientations, dans : L'évaluation environnementale : un outil essentiel de planification, Collection environnement

Jacobs, Peter; « À propos de l'Arcadie »; Trames : 1993
le projet de Paysage au Québec; no9, pp. 7-12.

Jacobs, Peter, Philippe Poullaouec-Gonidec, Bernard 1993
St-Denis, « Le paysage de Faubourg Québec »; Trames, No. 9; pp. 35-40.

Jacobs, Peter. "Sustainable Urban Development"; 1992
Architecture in the Year 2000. The Royal Architectural Institute of Canada, pp. 51-61.

Domon, Gérald; Gariépy, Michel et Jacobs, Peter. 1992
"Developpement viable en milieu urbain : vers une stratégie de gestion "; Plan Canada, pp. 8-17.

Jacobs, Peter, "Viable Urban Landscapes; Korean 1992
Landscape Architecture", October.

Jacobs, Peter, "L'évaluation environnementale: Défis 1992
et orientations". Actes du congrès de l'Association des biologistes du Québec.

Jacobs, Peter et Blazina, Vesna; « Introduction et 1992
catalogue des ouvrages sur l'histoire de l'architecture du paysage »; Services des Bibliothèques, U de M.

Poullaouec-Gonidec, Philippe et Jacobs, Peter. 1991
"Le projet de paysage au Québec"; ARC, pp. 8-11.

Jacobs, Peter. "Sustainable Urban Development"; in: 1991
Sustainable Development: Quarterly forum of Global Environmental Conservation and Development; Vol. 1, No. 1, pp. 48-54; October, New-Dehli.

Jacobs, Peter. "Observations on a Garden of Place 1991
and of Time, a proposal by Bernard Lassus", in: Le Jardin des Tuilleries de Bernard Lasus; Coracle Press.

Jacobs, Peter; St-Denis, Bernard. Mayfair gardens:1991
a study of an informal community, **V+D**; n° 12-91, 40 p.

Brown, David; Jacobs, Peter et Korosec-Serfaty, Perla 1991
"Environment, attitudes, and community development in the Third World" Villes et développement Groupe inter-universitaire de Montréal; Cahiers 7-91; Montréal.

Muvihill, Peter et Jacobs, Peter. "Towards new 1991
South/North development strategies in Canada; Alternatives, vol. 18, No. 2, September, pp. 34-39.

Jacobs, Peter. "Stratégies for a Sustainable Economy"; 1991
Eco-decision, September, pp.12-13.

Jacobs, Peter. "Powerful designs: dispassionate Place", 1990
The Canadian Center for Architecture Sculpture Garden, Landscape Architecture, The Global landscape, February.

Jacobs, Peter, Philippe Poullaouec-Gonidec, et Irene Cinq- 1990
Mars; « Une profession en mutation »;"Les paysages de demain" Continuité; Automne, pp.74-78

Jacobs, Peter. "Le respect de la nature"; Tous à 1990
table, Table ronde québecoise sur l'environnement et l'économie; Gouvernement du Québec.

Jacobs, Peter; «Quelques principes à l'image du paysage 1989
du Mont-Royal», Trames, Vol. 2 n° 1, pp. 19-25.

Jacobs, Peter; « The Kativik Environmental Quality 1989
Commission »; The Power of Convening; T.Trayzna and Z. Gotelli, editors; Cal. Inst. of Public Affairs, Sacramento.

Jacobs, Peter. "The Greening of Valencia's"; Landscape 1989
Architecture: The Global landscape, March.

Jacobs, Peter. "Shifting Seas, Shifting Sands", 1989
Landscape Architecture: The Global landscape, May.

Jacobs, Peter & Poullaouec-Gonidec, Philippe. 1989
"Red Dots" and Other Games", Landscape Architecture, The Global landscape, January.

Jacobs, Peter. "Landscape at the dawning of a 1989
new millenium"; landscape in the World, Progress Architecture, pp. 6-10; Tokyo, Japan.

Jacobs, Peter. "Sustainable and Equitable Development: 1988
A Goal for the 21st Century; Landscape Architecture Review,

Jacobs, Peter. "La montagne magique", et Jacobs, Peter et 1988
Zinger, Natalie; « L'évolution d'un parc » dans: La montagne en Question 1; Ville de Montréal et GIUM.

Jacobs, Peter. "Paradigms and Fairy Tales"; In: CRIT 2 1987
The Journal of the American Institute of Architecture Students, spring, pp. 10-19.

Jacobs, Peter. "Sustaining Landscapes: Sustaining 1986
Society", keynote address, World Conference on Education for Landscape Planning, Harvard University; In: Landscape and Urban Planning,Vol. 13, pp. 349-358. Elsevier Publishing Co.

Jacobs, Peter, Poullaouec-Gonidec, Philippe et Cinq-Mars, 1986
Irène. "L'évolution de l'architecture de paysage au Québec: paysages et pratiques" dans Paysage et aménagement, septembre.

ARTICLES SCIENTIFIQUES ET PROFESSIONNELS

Jacobs, Peter & Kemp, William. "The Tyranny of Leisure: Some notes on the Concept of Leisure and its Function in Inuit Society" in Société et Loisirs. 1986

Jacobs, Peter. "A Sustainable Society Through Sustainable Development: Towards & Regional Development Strategy for Northern Quebec", Landscape Planning. Elsevier Publishing Co., Amsterdam. 1985

Jacobs, Peter. "Place Viger". Architecture Then Now. The Montreal Gazette, 11 August. 1984

Jacobs, Peter. "Carré St-Louis". Architecture Then Now. The Montreal Gazette, Oct. 27. 1984

Jacobs, Peter et Fortin, Lucie. « L'histoire du paysage urbain au Québec », Habitat, Vol. 27, no. 3, pp. 2-7. 1984

Jacobs, Peter. "Frederick G. Todd and the Creation of Canada's Urban Landscape"; APT, Vol. XV, no. 4, pp. 27-34. 1983

Jacobs, Peter. "Cultural Impacts of Environmental Assessment", In: Environmental Impact Assessment Review, Vol. 2, no. 3, Sept. 1982, Plenum Press, N.Y. 1982

Jacobs, Peter. "Genesis in Retrospect", in: Cultural Forces in the Vernacular Landscape, Council of Educators in Landscape Architecture. 1981

Jacobs, Peter & Jacobs, Ellen. "Children as Managers of Urban Space", Ekistics 281, March/April 1980. pp. 135-137. 1980

Jacobs, Peter. "Beyond Parks: Stages in the Innovation and Recreation of the City"; Landscape Planning, Vol. 6, no. 2, pp. 225-235. Elsevier Scientific Publishing, Amsterdam. 1979

Jacobs, Peter. "Proposed Transformations to the Context of Environmental Discourse: Beyond the 29th Day". Landscape Architecture Canada, Vol. 5, 1979

Jacobs, Peter. "La perception du payage : la photographie, outil privilégié d'analyse et de recherche; dans: Les Actes du colloque tenu au Centre national de recherche scientifique, Paris, France. 1978

Jacobs, Peter, Rolland, J.F. et Martineau, M.C., "Le paysage symbolique du Chemin de croix de l'Oratoire St-Joseph, Montréal. Architecture de paysage Canada, Vol. 4, no. 3, pp. 17-37 1978

Jacobs, Peter. "The Quality of Life Concept: Transition from the Garden to the Gardener", Elsevier Scientific Publishing, Urban Ecology, Vol. 3, no. 3. 1978

Jacobs, Peter. "Scenic Potential and Landscape Value"; Actes du Colloque ; U. de Brno, Czechoslovakia. no. 3, Winter 1979, pp. 4-11. 1978

Jacobs, Peter, Chair; Costal Ecosystems research framework, Canada MAB, Report #7, Cadre de référence, Sous-programme sur les écosystems côtiers. 1976

Jacobs, Peter. "The Landscape Image: Current approaches to the visual analysis of the landscape" Town Planning Review, England, Vol. 46, no. 1. 1975

Jacobs, Peter et Marsan, André. "Environmental Planning Process: An Initial Proposal and Partial Application", Canadian Consulting Engineer, Spécial No. 1974

Jacobs, Peter. "The Site Planning Process: Activity Allocation", E.D.R.A. 4/A.R.8; U.C.L.A. Press. 1972

Jacobs, Peter. "Landscape Development in the Urban Fringe: A case study of the Site Planning Process", Town Planning Review, Vol. 2, no. 4, October 1971

Jacobs, Peter. "The Urban Fringe, resolving its Problems Developing its Potential" : Habitat, Vol.XV, no.1. 1971

Jacobs, Peter et Way, Douglas. "How much Development Can the Landscape Absorb?"; Landscape Architecture Quaterly 1969

Jacobs, Peter et Way, Douglas. "Visual Analysis of Landscape Development", The Canadian Architect, May 1969

REVUS DE LIVRES

Keywords in American Landscape Design
Therese O'Malley, with contributions by Elizabeth Kryder-Reid and Anne L. Helmreich; Center for Advanced Study in the Visual Arts, National Gallery of Art, In association with Yale University Press, New Haven and London; 2010, 724 pages

From Art to Landscape: Unleashing Creativity in Garden Design
W. Gary Smith, Timber Press, Portland; 2010, 300 pages

Grounded: The work of Phillips, Farevaag, Smallenberg
Ed. Kelty McKinnon, Blue*im*print, China; 2010, 285 pages

My Kind of Countryside: Finding Design Principles in the Land
Center for American Places; University of Chicago Press, Chicago; 2010,157 pages

Dan Kiley Landscapes: The Poetry of Space
Reuben M. Rainey + Marc Treib, Editors; Richmond, California: William Stout

ÉTUDES ET MONOGRAPHIES DE RECHERCHE

Jacobs, Peter et Bernard St-Denis; Analyse de la situation paysagère du corridor de l'autoroute 15; PERIQ 2; Ministère des Transports du Québec, 107 pages; Chaire en paysage et environnement. 2000

Jacobs, Peter et Bernard St-Denis; La qualité paysagère des corridors autoroutiers : cadre méthodologique; Ministère des Transports du Québec; 36 pages; CPE. 2000

St-Denis, Bernard et Jacobs, Peter; Requalification du boulevard Champlain : Énoncé d'une stratégie de mise en œuvre du projet de paysage, ministère des Transports du Québec et la Commission de la Capitale Nationale du Québec; Chaire en paysage et environnement. 2000

Jacobs, Peter et Bernard St-Denis; Qualité paysagère des corridors autoroutiers et servant de portes d'entrée routières importantes du Québec (PERIQ); Ministère des Transports du Québec, 136 pages, CPE. 1998

Jacobs, Peter, Poullaouec-Gonidec, Philippe, Bélanger, Claude et Lévesque, Luc; Étude de caractérisation et de requalification des paysages d'entrée de la capitale du Québec : le corridor Duplessis; MTQ et CCNQ; 20 pages 1998

Jacobs, Peter en collaboration avec Poullaouec-Gonidec, Philippe; Michel Gariépyl et Albert Leclerc; "Réflexion sur les paramètres de design du réseau de distribution aérien". Chaire en paysage en environnement (CPE). 1997

Poullaouec-Gonidec, Philippe et Jacobs, Peter; Le projet de paysage du village de Verchères. Rapport final. 1996

Poullaouec-Gonidec, Philippe et Peter Jacobs; Le village de Verchères : énoncés stratégiques. Rapport de recherche pour la municipalilté de Verchères et le Ministère de la Culture et des Communications du Québec. 1995

Poullaouec-Gonidec, Philippe; Peter Jacobs et Bernard, St-Denis; Le paysage du Faubourg Québec; Avant projet des cours Dalhousie. Rapport de recherche pour la SHDM. Ville de Montréal, 23 pages, 4 annexes. 1994

Poullaouec-Gonidec, Philippe; Jacobs, Peter et Bernard, St-Denis; Le projet de paysage du Faubourg Québec. Rapport de recherche pour la SHDM (Ville de Montréal). 1993

Domon, Gérald; Gariépy, Michel et Jacobs, Peter; Développement viable et évaluation environnementale en milieu urbain: le cas montréalais; Conseil canadien de recherches en évaluation environnementale. 1991

Sustainable Urban Development, 3rd Summit of the Word's Major Cities Montreal-Ville de Montréal: Le développement urbain viable, 3e Sommet des grandes villes du monde. 1991

St-Denis, Bernard et Jacobs, Peter, « Mayfair Gardens : a Study of an Informal Community in Trinidad, 40 pages. 1991

Poullaouec-Gonidec, Philippe; Jacobs, Peter; Gariépy, Michel. Etudes visuelles appliquées dans les processus d'évaluation environnementale: conceptualisation et évaluation. MENVIQ, 48 pages. 1990

Poullaouec-Gonidec, Philippe; Jacobs, Peter. A propos du réseau vert: quelques considérations au sujet du paysage montréalais; SHDU, Ville de Montréal, 48 pages. 1990

Gaudreau, Richard; Jacobs, Peter et Lalonde, Ginette. "Méthodes d'analyse visuelle pour l'intégration des infrastructures de transport"; Ministère des Transports Gouvernement du Québec, 124 pages. 1986

Jacobs, Peter. "Conservation and Settlement", The Habitat Center for Human Settlements, University of British Columbia, occasional paper no. 15. 1981

Jacobs, Peter, editor; "Preparation of conservation plans and strategies for sustainable development"; IUCN Commission on Environmental Planning; Turriabla, Costa Rica 1981

"Streets", avec Melvin Charney. Ministère des Affaires urbaines. Analyse initiale des cas canadiens et d'évolution de l'emploi piétonnier des rues: vers de nouvelles politiques. 1975

"Landscape Perception. A survey Manual and Model". Parks Canada. Un processus initial pour la modification et la sélection des routes panoramiques, Ottawa. 1974

"Urban Space". Etude de l'intensité, répartition, accessibilité et utilité des espaces dans le milieu urbain canadien. Ministère des Affaires urbaines. 1973

"The Landscape Image", Parks Canada, Policy and Planning Branch. Critique de modèles existants de perception du paysage et étude du Canal Richelieu. 1972

Site Planning Process; Activity Allocation, and Design Schema. Canada Council Research Grant, Nova-Scotia Technical College, Halifax. 1970

« Visual Analysis of Landscape Development » with Douglas Way; Landscape Architecture Graduate School of Design, Harvard,, Cambridge, Mass., 43 pages. 1969

"Highway Aesthetics" (Hornbeck et al), Bureau des voies publiques, Département des transports, U.S.A.; Bureau de recherche, Harvard, Département d'architecture de paysage. 1968

Richard T. Crane Jr. Memorial Beach, Étude des ressources naturelles. Ipswith, Mass., avec P. Hornberg et R. Dillingham; Harvard, School of Landscape Arch. 1968

PROFESSIONAL PRACTICE

I have practiced as an architect, landscape architect and urban designer and have served as Commissioner for environmental hearings on a variety of development projects in southern and northern Quebec. I have Chaired the Kativik Environmental Quality Commission, responsible for the environmental impact assessment of development projects north of the 55 parallel for more than 30 years and have given numerous talks and workshops addressed to professional colleagues related to environmental planning and design. I have served as a Chair or member of over 25 professional design jurys in Canada and the United States.

ASSOCIATIONS ET ORDRES

Membre, Académie royale des arts du Canada	2015
Prix Fréderik G. Todd de L'AAPQ	2013
Prix « Pierre Angulaire » Héritage Montréal	2013
Prix d'excellence en enseignement, Association des architectes paysagistes du Canada	2008
Prix du Pesident, Association des architectes paysagistes du Canada	2005
Membre de l'Institut royal des architectes Canadiens	2004
Membre honoraire de la Société des architectes paysagistes de la Colombie.	1998
Délégué canadien à la Fédération internationale des architectes de paysage (IFLA).	1995 1986
Membre, American Society of landscape Architects	1990
Élu membre agrégé (Fellow).	1980
Membre de l'Association des architectes paysagistes du Québec.	1974
Membre de la Société canadienne des architectes de paysage	1969
Président du Conseil d'administration.	1978
Élu membre agrégé (Fellow).	1986
Membre de l'Ordre des architectes du Québec.	1964

CONSEILS ET COMITÉS PROFESSIONNELS

Membre, Comité consultatif sur le développement durable Vérificateur général du Québec	2007
Membre, Comité consultatif de l'aménagement du design et de l'architecture de la C.C.N., Québec	2008 2005
Membre and Chair, Senior Fellows, Dumbarton Oaks, Landscape and Garden Studies, Washington D.C.	2004 1998
Membre de l'Institut de recherche en histoire d'architecture, U.de Montréal, McGill, CCA	1997 2002

PRATIQUE PROFESSIONNELLE

M. Jacobs a exercé en tant qu'architecte, architecte de paysage et consultant en design urbain, ainsi que comme membre des Commissions d'audiences publiques sur l'environnement partout au Québec. Depuis plus de 30 ans il a étéprésident de la Commission de la qualité de l'environnement à Kativik et responsable de l'évaluation des projets de développement au nord du Québec. Il a prononcé plusieurs conférences et animé des ateliers qui s'adressaient à des collègues professionnels concernant la planification et le design environnemental. Il a également présidé et contribué comme membre de jury à plus de 25 concours professionnels de design au Canada et aux États-Unis.

Member, Scientific Advisory Panel; International Electric Transmission Perception Project.	1996 1993
Membre de la Commission d'architecture et de la planification Pour la Ville de Westmount, Québec	1995 1993
Membre du Conseil d'administration – Choix Environnemental; Environnement Canada.	1994 1989
Membre de la Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie; Gouv. du Québec.	1993 1988
Membre du Conseil d'adminstration du Canadian Arctic Resources Committee.	1990 1984
Membre du Conseil canadien de la recherche sur l'évaluation environnementale.	1990 1986
Membre du Comité d'appui pour l'achitecture de paysage; American Academy in Rome.	1989
Président du Comité publique aviseur sur l'état de l'environnement; Environnement Canada.	1989 1988
Membre du Comité consultatif en environnement de la Société Hydro-Québec.	1988 1985
Membre de Conseil d'adminstration du Centre canadien d'architecture.	1985 1984
Membre du Conseil d'admnistration de la National Association for Olmsted Parks.	1984 1982
Membre du conseil d'administration de la Société Immobilière (Mirabel) Limité	1984 1981
Président de la Commission de la Qualité de l'environnement Kativik, Nommé par le Gouvernement du Québec et l'Administration Regionale Kativik	1981
Membre de la Commission de la Qualité de l'environnement Kativik, Nommé par l'Administration Regionale Kativik	1979

Prix Aménagement; Les Arts et la Ville; pour le projet Jardin du Conte, Bibliothèque publique de Westmount 2010

Canadian Federation of Municipalities; Green Municipal Fund; Peer Review Committee 2008

Consultant pour le plan Directeur de l'Université McGill. 2005

Consultant auprès de la Ville de Montréal pour la restauration du chalet et du paysage au Lac des Castors. 2004

Proposition technique – Canal de Lachine, Montréal. Peter Jacobs et Hough Woodland Naylor Dance Lenister 2000

Consultant auprès de la Ville de Hampstead pour le réseau des Parcs et espaces verts. 1999
1995

Évaluation et plan stratégique du développement du Jardin botanique de Montréal, parcs et équipements scientifiques 1997
1996

Membre du comité expert pour le réaménagement du site de la carrière Miron, Ville de Montréal. 1995

Consultant, Station de métro à la Place Berri ; avec Philippe Poullaouec-Gonidec et Jacques Rousseau ; Commission des Transports de la Ville de Montréal. 1994

Concours : portes d'entrée à Montréal, Communauté urbaine de Montréal, Avec Cardinal Hardy et Associés. 1994

Consultant auprès de la Ville de Montréal - plan directeur pour le parc mont Royal; pour les îles Ste-Hélène et Notre-Dame et pour la Place UQAM et la Place de la paix. 1994
1988

Membre du comité expert pour le réaménagement et le Plan directeur du Parc des îles; V. de Montreal; 90 pages 1993

Consultant auprès du Comité consultatif du réaménagement du boulevard René-Lévesque et Dufferin, Québec 1993

Jacobs, Peter; P. Poullaouec-Gonidec; Bernard St. Denis Faubourg, Québec; S.H.D.M., Montréal, Étude du paysage urbain, Étude du secteur Ouest et de la cours Dalhousie. 1993

Concept, programme et design de la Place Berri, avec P. Poullaouec-Gonidec et le module des Parcs , Montréal 1992

Consultant avec Jean-Claude Marsan; Bernard, St. Denis Emmanuelle Peyre et Philippe Poullaouec-Gonidec; Projet d'un garage étagé, École Polytechnique, UdeM 1992

Consultant avec John MacLeod; Philippe Poullaouec-Gonidec et Bernard St-Denis; Schéma d'aménagement de l'École des Hautes Études Commerciales, UdeM 1991

Révision des règlements du zonage pour l'Association Municipale du lac Brome. Plan et débat publique sur le développement du Mont-Tremblant Nod 1986
1987

Consultant en analyse visuelle. Etude environnementale de l'autoroute 15 à Laval. Ministère des transports de Québec, pour le compte d'éco-recherche, Montréal. 1985

Concours de design, Champs-de-Mars; avec Sandra Donaldson, pour la ville de Montréal. 1985

Jacobs, Peter. "Conservation for Development: Executive Summary", Gulf Co-ordinating Council on Environmental Issues on behalf of IUCN/MEPA, August 1982, 18 pp. 1982

Jacobs, Peter. "Conservation for Development in Thailand", report of an IUCN mission to the government of Thailand, July. 1981

Consultant, Corporation de Makivik; Planification environnementale du Nunavik; Admin. régional Kativik 1979

Consultant en analyse visuelle ; Étude de l'impact des lignes de transmission, St-Jean de Matha, Québec. 1978

Consultant auprès de la municipalité de Barkmer étude du cadre du paysage et étude du projet de zonage. 1978

Consultant en planification du paysage, Municipalité de Mont-Tremblant Nord, Plan Stratégique du développement. 1977

Consultant en planification du paysage, Municipalité d'Austin, Cantons de l'est. 1976

Consultant en planification du paysage. Municipalité de Stansted; concept de parc habité pour la croissance et le développement d'une municipalité rurale. 1975

Consultant, André Marsan et Associés. Aménagement des corridors de transmission hydro-électrique. 1974

Consultant auprès de "Community Concepts", Toronto Étude des espaces libres du centre-ville. 1974

Associé, Bobrow & Fieldman, Architectes, Projets de programmation pour des hôpitaux, pénitenciers, et habitats 1974

Office of the Secretariat, Cabinet Committee on Programming and Plans, Province of Nova-Scotia. 1974
1970

Plan régional d'Halifax/Darmouth: secteur de récréation et réseaux des espaces verts.

Consultant au Centre de recherches et d'innovations urbains (CRIU). Plan d'aménagement, Ville de Sherbrooke. 1973

Consultant auprès de Gaétan Richard, urbaniste. Aménagement de la Rivière du Nord, ministère du Tourisme, de la Chasset et de la Pêche, Québec. 1972

Programme et plan pour le campus de l'Université de l'Ile-du-Prince-Edouard, A. Hennessey, Architecte 1970

Community Development Office, Cambridge, Mass. "Model Cities Project" 1968

Van Ginkel, Associés, Architectes et Urbanistes. Aménagement des projets à Terre-Neuve et au Manitoba. Libling-Mitchner, Architectes, Winnipeg 1966

Architecte diplomé chez Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold et Sise, Architectes. 1964

RAPPORTS D'ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES

Jacobs, Peter; Analyse critique des ONG environnementales en Israël, Society for the Protection of Nature in Israël, Yad Hanadiv, Jerusalem. 2003

Analyse critique de l'étude d'impact d'un projet minier À Madagascar Hatch, Canada. 2001

Révision de l'introduction du manuel d'évaluation environnementale de la Banque mondiale. 1998

Jacobs, Peter; Paul Lacoste, Benoit Taillon et Gaston Moisan. Étude de la conformité projet Grande-Baleine. 1994

Jacobs, Peter; Paul Lacoste et Billy Diamond Directives environnementales, projet hydro-électrique de la rivière Grande-Baleine. 1992

Denis, Lise; Peter Jacobs; Michel Gariépy. Mise en valeur du site Miron: Bureau de consultation de Montréal. 1989

Roy, Louise; Peter Jacobs ; Michel Boisvertl. Projet d'épuration des eaux de la Communauté Urbaine de Québec; Bureau d'évaluation environnementale. 1986

Beauchamp, André et Peter Jacobs. Ligne Nicolet-des Cantons - Nouvelle-Angleterre. Rapport Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, 215 pp. 1985

Ouimet, Luc; Peter Jacobs et Florent Poiret : Projet Lac Robertson. Rapport d'enquête et d'audience publique Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. 1985

Jacobs, Peter and Jonathan Palluq. "The Lancaster Sound Regional Study, Public Review"; Public Prospect", Indian Northern Affairs, Canada, 49 pp. 1983

Jacobs, Peter. "People, Resources and Environment", Landcaster Sound Regional Study, Indian and Northern Affairs Canada, 69 pages. 1981
Jacobs, Peter. "Population, ressources et environnement, Etude régionale du Détroit de Lancaster, Affaires indiennes et du Nord Canada, 69 pages.

COMISSION DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTAL KATIVIK - (AUDIENCES PUBLIQUES SÉLÉCTIONNÉS)

Canadian Royalties, Nunavik Nickel, Infrastructure Portuaire, Baie Déception, tenu à Kuujjuaq 2013

Tata Steel, Projet minier New Millenium, tenu à Kawawachichamach, Kangiqsujuaq, et Kuujuaq 2012

Gouv. du Québec, Parc national Ulittaniujalik tenu aux Villages de Kuujjuaq et Kangiqsualujjuaq 2011

Gouv. du Québec, Parc national Tursujuq tenu aux Villages de Kuujjuaraapik et Umiujaq 2009

Canadian Royalties, projet minier de Nunavik Nickel 2008

Gouv. du Quebec, Parc national de Kuururjuaq; tenue Aux villages de Saluit, Kangiqsujuaq, et Kuujjuaq 2007

Transport Quebec, Infrastructures aréoportuaires, Phase I 2006
Tenus aux villages nordiques de Nunavik 2008

Société Makavik, Infrastructures maritimes Phase I et II 2002
tenue aux villages nordiques de Nunavik 2010

Societe Makavik, Infrastructures maritimes Phase I et II 2004
tenus aux villages nordiques de Nunavik 2008

Gouv. du Québec, Parc national Pingaluit tenu aux villages de Salluit, Kangiqsujuaq, et Kuujjuaq 2001

Xstrata Nickel, Projet minier Ragland, Phase I tenue à Salluit, Kangiqsujuaq et Kuujjuaq 1995

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIC DE MONTRÉAL

Quartier St. Raymond et les abords du futur CUSM : Dominique Ollivier, Président, Judy Gold et Peter Jacobs Commissaires; Rapport 54+ 16 pp 2013

CUSM, Campus de la Montagne; Commissaires : Hélène Laperrière, Jean Caouette, et Nicole Brodeur; Consultant, Peter Jacobs. 2011

Revitalisation de l'ouest du centre-ville : PPU Quartier des grands jardins; Commissaires : Irène Cinq-Mars, Présidente, Peter Jacobs et Viateur Chénard Commissaires; Rapport 96+14 pp. 2011

Réaffectation du Bâtiment; 1420 Boulevard Mont-Royal; Commissaires : Jocelyne Beaudet et Arlindo Vieira, Consultant Peter Jacobs; Rapport; 86+30pp. 2009

Quadrilatère Saint-Laurent; Commissaires : Peter Jacobs, Président, Luc Lacharité, et Antoine Moreau; Commissaires Rapport, 52+20 pp. 2009

Les Bassins du Nouveau Havre, 1500 rue Ottawa; Commissaires : Catherine Chauvin et Peter Jacobs; Rapport; 62+20 pp. 2009

Chemins de ceinture et des chemins de traverse dans L'arrondissement Historique et Naturel du Mont-Royal; Commissaire Jocelyne Beaudet, Peter Jacobs, consultant. 2008

Projet d'agrandissement de l'hôpital général de Montréal (CUSM); Commissaires : André Beauchamp, Président, Peter Jacobs et Hélène Morais commissaires; 52+8 pp. 2008

Projet résidentiel, Quartier des Spectacles, rue Bleury Hélène Lauzon et Peter Jacobs, Commissaires 2006

JURYS DE DESIGN PROFESSIONNELS

Membre du jury, Concours pour la restauration du secteur ouest du Parc Jean Drapeau, Ville de Montréal 2013

Président du jury de Mosaïculture Internationale de Montréal et Co-Président du Jury de Mosaïculture, Hamamatsu, Japon; et de Mosaïculture, Montréal 2013 2008 2003

Membre du jury, Concours d'architecture, Complexe De Soccer CSEM, Montreal 2011

President du jury, Point Pleasant. Park International Design Competition, Halifax, Nova Scotia. 2005

Membre du jury, Festival international des Jardins Jardins de Métis, Grand-Métis, Québec. 2005

Membre du jury, Concours pour la Commission de la Capitale nationale « Les Vaillantes ». 2004

Membre du jury, Concours international d'idées, les Chutes Montmorency, Ville de Québec. 2004

Membre du jury, Massachussetts, Horticultural Society, New England Spring Flower Show. 2003

Membre du jury, 3e Festival international des Jardins ; Jardins de Métis, Grand-Métis, Québec. 2002

Membre du jury, Cité des Arts du cirque / concours d'architecture, Chapiteau des arts. 2002

Membre du jury, Les prix orange et citron d'Héritage Montréal. 2001

Jury des membres agrégés (Fellows); American Society of Landscape Architects, Washington, DC. 2000 1998

Membre du jury, concours architectural pour le Pittsburg Convention Center, Pittsburgh, PA. 1999

Membre du jury de design et planification de American Society of Landscape Architects. Prix centenaires. 1999

Jury de la planification et design de paysage; American Society of Landscape Architects; Washington, DC. 1999

Membre du jury Excellence in Municipal Administration 1999
Willis Award for Innovation Canadian Assoiciation 1998
of Municipal Administration and the Royal Bank of Canada.

Membre du jury de design, Jardins des nouveautés, Jardin botanique de Montréal. 1998

Président de jury de design, Place d'Youville, Montréal. 1997

Membre du jury, Salon de la municipalité, concours d'urbanisme. 1997 1996

Jury de design. Mobilier urbain pour le projet du Faubourg Québec, SHDM. 1995

Jury de design. Maison de l'arbre, Jardin botanique de Montréal 1994

Jury de design. Concours d'aménagement d'une roseraie, résidence du Gouverneur Général du Canada, Ottawa. 1992

Jury d'évaluation. Concours architectural, projet de relocalisation de l'École des hautes études commerciales, Montréal. 1992

Jury de design. Concours de la Commission de la capitale nationale pour un monument aux forces de garde de paix 1990

Jury de design. Concours national de l'American Society of Landscape Architects. Projets de design, de recherche et de communication. 1984

Jury de design. Premier concours national de design et de recherche de l'Associations des Architectes paysagistes du Canada. 1982

ENTREVUES

Oral History Project, Dumbarton Oaks, Washington, DC 2010
Entrevue portant sur ses activités en tant que Senior Fellow et Distinguished Bertrice Farrand Fellow sur des enjeux administratives et académiques du programme d'etudes de paysages et jardins. Le texte de quelque 20 pages est disponible aux archives de la bibliothèque a Dumbarton Oaks, Washington DC.

« Convivialité et Vie urbaine »; dans : Forces n° 95, Automne; le développement viable en milieu urbain; pp. 52-58. Jean-Louis Fleury. Article portant sur le texte cadre "Le developpement durable urbain "écrit pour le troisième Sommet des grandes villes du monde, Montréal. 1991

"Lancaster Sound Revisited"; interview in Northern Perspectives; CARC, Ottawa. La suite d'un rapport des Audiences publiques sur l'opportunite qu'offre le Détroit du Lancaster pour le transport du pétrole du nord du Canada. 1986

« L'espace unidimensionel»; dans : Chercheur, Université de Montréal; vol. VI no 3, pp. 26-28. Article sur mes recherches d'impact visuel des lignes hydro-électriques à St. Jean de Matha. 1980

COLLOQUES ET ATELIERS

Table Ronde sur Le Plan Nord : Paysage ou territoire? 2015-
Colloque du 50 ième anniversaire de l'AAPQ.

Charette portant sur le secteur de la clairière du Parc 2012
Mont Royal, Ville de Montréal : 30 ans d'évaluation
environnementale et sociale à Nunavik. 2011
L'environnement nordique: perspectives et
Défis. MDDEP, Gouvernement de Quebec.
Landscape Perspectives: Conservation Challenges; 2009
Canadian Chair on Built Heritage, U. de Montreal
Comité de Senior Fellows, Landscape and Garden 2004
Studies, Dumbarton Oaks Annual Symposia. 1998

Jury d'évaluation des propositions de recherche et membre 2001
externe du Comité de la vision et priorites ;
Canadian Environmental Assessment Council.

The Brentwood Design Charette; sustainable urban 1999
landscape, team 3; Joyce Drohan, Peter Jacobs, Dan
Prowler, and Paul Roseneau; University of
British Columbia; Patrick Condor and Joanne Proft,
editors; pp. 40-49.

The Ecological Integrity of National Parks, Parks Canada, 1999
Hull, Quebec. Membre du comité externe d'évaluation.

Ecological Planning. Queens University Graduate Program 1999
in Urban Studies.

Histoires d'architecture de paysage au Canada. 1998
Chargé du programme et conférencier, Université de
Montréal.

Sustaining the Landscape, Smith College Program of 1998
Landscape Studies with Cornelia Oberlander and
Carol Franklin.

Responsable et conférencier d'une série de séminaires : 1997
Frederick Law Olmsted: Trois idées de l'architecture
de paysage. Centre Canadien d'Architecture, Montréal.

ICCROM Workshop on the Conservation of Urban 1996
Public Space. Université de Montréal, Faculté de
L'aménagement

Sense and Sustainability : A workshop on the 1996
South-East Sector of False Creek, Simon Frazer
University, Vancouver.

Comité organisateur pour le congrès mondial de 1996
l'Union internationale pour la conservation de la nature
et de ses ressources (IUCN).

Gardens of the St-Laurence River: A travel study program 1995
American Horticultural Society, History and design.

Président, Symposium au Centre international d'art 1995
Contemporain de Montréal; Exposition "La Baie James,
15 ans plus tard" de Rainer Wittenborn avec Claus Biegert.

International Workshop on the History of Landscape 1994
Architecture, Pennsylvania State University

Animateur et conférencier auprès du programme 1993
"Charette" à l'Université de McGill, et
professeur invité, School of Urban Planning 1991

Animateur et conférencier auprès de l'Agence 1989
canadienne de développement international,
secteur environnement.

Chairman, Workshop on "Teaching Sustainable 1987
Development", sponsored by Tuft's University Center
for Public Service and the Coolidge Center for
Environmental Programs.

Président du Colloque, "L'exploitation de la Faune 1987
nordique: les droits des animaux, leur chasse et
leur commercialisation"; un colloque parrainé par
le Canadian Arctic Resources Commission (CARC) et
l'Institut de la fourrure du Canada.

Membre de la Faculté pour le programme "Integrated 1986
Resource Management"; The Banff School of
Management; Banff, Alberta.

Président de l'atelier: Toward a Northern Policy 1986
for the Department of Fisheries and Oceans, Canada
hosted by CARC.

Co-responsable avec David Munro du Conference on 1986
Conservation and Development: Implementing the
World Conservation Strategy. Ottawa, Canada.

Globescope II: Tuft's University; New Dimensions in 1986
Conservation and Development. Lincoln Filene Center.

Président du Colloque sur les études d'impacts environ- 1986
nementaux et audiences publiques; l'Association des
biologistes du Québec et la Faculté de l'Education
permanente de l'Université de Montréal.

Co-responsable avec R. Hollister des colloques 1984
internationaux "The Tailloires Seminars", sur 1983
l'environnement tenus à Talloires, France.

Président du Colloque international sur le 1984
thème "Achieving Sustainable Developments",
parrainé par l'UNU et l'UICN; Montréal, Canada.

Co-président du Colloque international "Stratégies 1981
de conservation de l'eau", parrainé par l'UNESCO
et le Ministère de l'environnement du Québec.

COMMUNITY SERVICE

Community based activities reflect a commitment to the academic, publishing, professional, and cultural groups with which I am associated. Senior volunteer positions in international, national and local agencies, associations, and committees provide the opportunity to bridge local and global needs and opportunities, to marry professional practice with current academic research in support of equitable and sustainable development, and to participate in the challenging aspects of developing inter-cultural programs at the local community level. Financial gifts and collections of books and slides have been directed to the Université de Montréal, the University of Calgary, and the Jewish Public Library of Montreal

Academic Service

Service to the academic community consisted, amongst other activities, in the periodic evaluation of academic programs in the fields of Architecture and Landscape Architecture at universities across North America, and in Israel, Columbia, and Spain. These include undergraduate and graduate programs, and the review of the Faculty of Architecture and Design at Texas A+M, the Faculty of Plant Sciences,UBC, and the Faculty of Environmental Studies, U. of Calgary.

I have reviewed xternalapplications for promotion and tenure from Israel, Australia, and Great Britain, and In North America dossiers have been reviewed from the Universities of Georgia, York, Pennsylvania, British Columbia, Ohio, Harvard, Waterloo, Berkley, Georgia Institute of Technology, Denver, Dalhousie, and Calgary.

Public conferences have been presented in the fields of nature conservation, urban planning, architecture and landscape architecture have occurred in a wide variety of public settings including schools, libraries, museums and religious institutions throughout the world.

Publication and Research

Memberships (6) and Founding memberships (5) on editorial advisory boards in both professional and scientific fields related to sustainable development, landscape architecture and Architecture over the past thirty years provides the opportunity to guide editorial policy and to support new and established colleagues in the challenging task of communicating current research in both theory and practice.

The review of more that 200 articles submitted for publication, approximately 20 possible book proposals, and 7 full length manuscripts provides ample opportunity to support the emergence of new ideas in both academic and professional fields of enquiry. Numerous students and colleagues have availed themselves of advice that has led to publications and the formulation of research grant proposals. In addition, I chaired the Public Advisory Committee charged with the overview of "The State of Canada's Environment" (1991).

SERVICES COMMUNAUTAIRES

Les activités communautaires de M. Jacobs sont le reflet d'un engagement envers les communautés académiques, professionnelles et culturelles auprès desquelles il oeuvre. Le rôle de bénévole sénior qu'il occupe auprès des agences et associations internationales, nationales et locales représente une occasion de joindre les besoins locaux et globaux, de lier les pratiques professionnelles avec la recherche académique au service du développement équitable et durable, et de participer au développement de programmes interculturels. Les dons financiers, des livres et des diapositives ont été accordés à l'Université de Montréal, à l'University of Calgary, et à la Bibliothèque publique juive de Montréal

Services académiques

Les services académiques auprès de la communauté ont consisté, parmi d'autres activités, à l'évaluation périodique des programmes académiques aux universités nord-américaines ainsi qu'en Israël, en Colombie et en Espagne. Ceci inclut des programmes de premier cycle et de cycles supérieurs ainsi que l'évaluation de la Faculté d'architecture et de design de l'Université Texas A+M, la Faculty of Plant Sciences, UBC, et la Faculty of Environmental Studies, U. of Calgary.

M. Jacobs a également évalué des dossiers de promotion au sein d'institutions en Israël, en Australie et en Grande-Bretagne. En Amérique du Nord, les dossiers des Universités de Georgia, York, Pennsylvania, British Columbia, Ohio, Harvard, Waterloo, Berkley, Georgia Institute of Technology, Denver, Dalhousie et Calgary lui ont aussi été confiés pour évaluation.

Des conférences publiques traitant de la conservation de la nature, la planification urbaine, l'architecture et l'architecture de paysage ont été offertes par M. Jacobs dans des lieux publics tels des écoles, des bibliothèques, des musées et des institutions religieuses à travers le monde.

Publications et Recherche

L'expérience de M. Jacobs à titre de membre (6) et membre fondateur (5) des comités aviseurs éditoriaux dans le champ professionnel et scientifique liés au développement durable, à l'architecture de paysage et à l'architecture pendant plus de 30 ans lui ont offert l'opportunité de diriger la politique éditoriale et permis d'appuyer mes collègues dans les tâches parfois ardues de communication des résultats de la recherche contemporaine.

La révision de plus de 200 articles soumis pour publication, d'environ 20 propositions de livres et 7 manuscrits complets lui a donné la chance de de soutenir l'émergence de concepts contemporains à la fois académiques et professionnels. De nombreux étudiants et collègues ont bénéficiés de ses conseils menant à des publications de recherche et à des demandes de subventions. À cet égard, il a aussi présidé le Comité aviseur public mandaté à orienter «L'état de l'environnement canadien»(1991).

Professional Service

I was elected President of the Canadian Society of Landscape Architects and the Canadian delegate to the International Federation of Landscape Architects. I have occupied Board positions on governmental, non-governmental and public groups associated with the conservation of nature and urban green spaces, the study of garden and landscape history, and the initiation of conservation and development policies at the international, national and municipal levels of governance.

Membership on research and policy boards has helped link professional practice and emerging scientific research, while active participation on planning and designs Commissions served to bridge current professional research and practice with issues of public concern.

Community Service

Community based activities have focused on nature conservancy, the preservation of urban open space, and the development of policy, programs and plans related to equitable and sustainable development in both urban and rural settings. As Chair of the Environmental Planning Commission of the International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources, 1978 - 1990, I helped developed programs for nature conservancy in the Gambia, Thailand, Malaysia, and Saudi-Arabia. I chaired international meetings in Ashkabad, Turkmenistan; Talloires, France; Morges, Switzerland; Dakar, Senegal; Bangkok, Thailand, New Delhi, India; Madrid, Spain; Perth, Australia; The United Nations, New York; and The World Bank in Washington. Proposals and critiques of public policies were presented to the United States Senate, the Parliament of Canada, the President of the Gambia, and to numerous Ministers of the Environment in the countries mentioned.

I have served on the Boards of the Canadian Wildlife Federation, Heritage Montreal, the Canadian Center of Architecture, the National Association of Olmsted Parks and was elected President of Green Spaces Association, Montreal. I am a Governor of Les Amis de la Montagne, Montreal and am a life member of the Canadian Arctic Resources Committee, I was nominated to the Quebec Round Table on Environment and Development, and have advised municipalities throughout Quebec, on issues related to landscape conservation and community development. In these capacities I have given numerous talks to service clubs, historical associations, and other community associations.

Inter-cultural relations and the social and cultural development of the Jewish Community in Montreal, and internationally include service as Vice President of Solomon Schechter Academy (1973-76), Friends of Ben-Gurion University, The Society for the Protection of Nature in Israel, the Montreal Inter-cultural advisory committee, Vice President and President of the Montreal Jewish Public Library (1996 – 2000), and Chair of the Planning and Allocations Committee of Federation CJA. I was a member of the Summit and Executive committees of Federation, and sat on the Board of UIA Canada. In 2007 I received the Federation's "Distinguished Service Award". I chair the Visioning Committee of the Jewish Community Foundation.

Services professionnels

M. Jacobs a agi comme président de l'Association canadienne des architectes de paysage et comme délégué canadien au service de la Fédération Internationale des Architectes de paysage. Il a siégé sur le Conseil de plusieurs groupes publics gouvernementaux et non gouvernementaux associés à la conservation de la nature et des espaces verts, l'étude historiques des paysages et jardins et aux initiatives du développement durable au niveau international, national, provincial et municipal.

À titre de membre des conseils de recherche et de politiques, il a su conjuguer la pratique professionnelle à la recherche scientifique émergente, alors que sa participation active au sein des Commissions de la planification et du design ont permis de créer des ponts entre la recherche et la pratique professionnelle dans le domaine public.

Services communautaires

Les activités communautaires auxquelles il a participé ont porté sur la conservation de la nature, la préservation de l'espace libre urbain, et sur le développement des politiques, programmes et plans liés au développement équitable et durable. En tant que président de la Commission de la planification environnementale de l'Union Internationale de la Conservation de la Nature et des Ressources Naturelles, de 1978 à 1990, il a assisté au développement des programmes de la conservation de la nature dans divers pays tels que la Gambie, Thaïlande, Malaysie, et l'Arabie Saoudite. Il a également présidé des réunions internationales au Ashkabad, Turkmenistan; Talloires, France; Morges, Suisse; Dakar, Sénégal; Bangkok, Thaïlande. New Delhi, Inde; Madrid, Espagne; Perth, Australie; aux Nations-Unies, New York; et la Banque Mondiale à Washington. Des propositions et critiques des politiques publiques ont été présentées au Sénat des États-Unis, au Parlement du Canada, au Président de la Gambie et à de nombreux ministères de l'environnement.

Il a siégé sur les conseils d'administration de la Canadian Arctic Resources Committee, Canadian Wildlife Federation, Centre Canadien d'Architecture, Héritage Montréal, comme Président de l'Association des espaces verts à Montréal et comme Gouverneur de Les Amis de la Montagne et est membre à vie de « Canadian Arctic Resources Committee ».Nommé membre de la table de concertation sur l'environnement et le développement durable du Québec, il a également servi comme aviseur auprès de nombreu-ses municipalités urbaines et rurales à travers le Québec sur la question de la conservation du paysage et du développement communautaire.

Quant au développement de la communauté juive, M. Jacobs a servi comme vice-président de Solomon Schechter Academy (1973-76), en tant que membre des amis de Ben-Gurion University, de la Society for the Protection of Nature en Israël, le Comité aviseur interculturel de Montréal et comme président de Montreal Jewish Public Library (1996-2000). Il a également été président du Comité de planification et d'allocations, du Conseil de la Fédération CJA, du Conseil d'administration de UIA Canada et des Fonds National Juif. En 2007, il a reçu le prix de « Service Distingué » et il est actuellement président du Comité prospectif de la Fondation Communautaire Juive de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.02

2016/11/21
13:00

(2)

Dossier # : 1162714002

Unité administrative responsable :	Conseil Interculturel , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver les nominations de six membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), pour un mandat de trois ans, soit du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019. Désigner un membre à la vice-présidence (2e) et un membre à la présidence.

De nommer, à titre de membre du Conseil interculturel de Montréal pour une période de trois ans, soit du 21 novembre 2016 (ou la date de l'adoption du dossier au conseil municipal) au 21 novembre 2019 les six (6) personnes suivantes :

- François Fournier;
- Souleymane Guissé
- Doina Sparionoapte
- Moussa Sène
- Despina Sourias
- Sabine Mompierre

De désigner les personnes suivantes à titre de :

- Présidente, Mme Marie-Aline Vadius;
- 2e Vice-président, M. François Fournier.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-16 14:57

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1162714002**

Unité administrative responsable :	Conseil Interculturel , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver les nominations de six membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), pour un mandat de trois ans, soit du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019. Désigner un membre à la vice-présidence (2e) et un membre à la présidence.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil interculturel de Montréal a été institué en vertu de l'article 83.1 de la Charte de la Ville de Montréal.
La section X de la Charte de la Ville de Montréal prévoit les dispositions concernant le Conseil interculturel de Montréal (CiM).
En vertu de l'article 83.4 de la Charte de la Ville de Montréal, le Conseil municipal a adopté le règlement 02-044 encadrant le fonctionnement, notamment le nombre de membres constituant le conseil et leurs qualifications. Ce règlement prévoit que le Conseil est composé de 15 membres (article 2, règlement 02-044).

Trois postes sont vacants à la suite du départ de 3 membres. De plus un poste est vacant à la suite de fin de mandat. Ces postes doivent donc être remplacés par la nomination de 4 nouveaux membres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM10 0849 - 22 novembre 2010 - Nomination de membres au Conseil interculturel de Montréal (1093808004)
CM11 0358 - 16 mai 2011 - Désigner le 2e vice-président du Conseil interculturel de Montréal (1113808001)
CM12 0888 - 22 octobre 2012 - Nomination de membres au Conseil interculturel de Montréal. (1123808002);
CM15 0269 - 23 mars 2015 - Approuver la nomination de 8 membres du Conseil interculturel de Montréal pour un mandat de 3 ans, soit du 23 mars 2015 jusqu'au 23 mars 2018. Approuver le renouvellement des mandats de 7 membres. Désigner 2 membres à la vice-présidence (1er et 2e). Désigner un membre à la présidence du Conseil interculturel de Montréal. (1142714004)

DESCRIPTION

M. Jean-Louis Fozin, a été nommé le 22 novembre 2010, son mandat est échu le 23 novembre 2016. Mme Nacira Nadem a été nommée le 16 mai 2011, son mandat est échu le 17 mai 2016. M. Saïd Boucheneb a été nommé membre le 22 octobre 2012 et son mandat a été renouvelé le 23 mars 2015. M. Gérard Chagnon a été nommé membre le 23 mars 2015. Toutefois, pour des raisons personnelles, ils ont remis leur démission. Leurs postes doivent donc être remplacés. Dans le cas de M. Sameer Zuberi, nommé membre le 23 mars 2015, le CIM a dû appliquer l'article 6 du règlement relatif aux absences injustifiées. M. Belgacem Rahmani a été nommé le 22 novembre 2010 et son mandat a été renouvelé le 22 novembre 2012. Il a terminé son deuxième mandat.
Un processus d'appel de candidatures a eu lieu au printemps 2016 au terme duquel le Service des ressources humaines, a reçu 97 candidatures. De ce nombre, 25 candidats ont été reçus en entrevue par un comité de sélection. Le comité de sélection était formé d'un représentant(e) de 3 formations politiques. Une personne représentant le Service de la diversité sociale et des sports, division des relations interculturelles et des clientèles spécifiques (SDSS) ainsi que la coordination du Conseil interculturel participaient également aux entrevues en tant qu'observatrices.

Les entrevues se sont déroulées pendant la période du 22 au 30 juin 2016.

Les élu(e)s faisant partie du comité de sélection étaient:
Mme Mary Deros et Mme Erika Duchesne (Équipe Denis Coderre pour Montréal), Mme Mindy Pollak (Projet Montréal) et M. Steve Shanahan (Vrai changement pour Montréal);
Des représentants du Service de la diversité sociale et des sports, M. Marc Rivest et Mme Claudie Mompoint, agissaient à titre d'observateurs ainsi que Mme Edwige Noza du Conseil interculturel de Montréal.

Une grille d'entrevue a été utilisée lors des rencontres avec les candidats et un pointage a été attribué à chacun d'eux. Au terme des 25 entrevues, 18 candidats et candidates ont été retenu(e)s pour siéger au Conseil interculturel et ont été inscrits sur une liste de réserve pour des besoins de comblement de postes éventuels et 7 candidats n'ont pas été retenus.

Les candidats retenus répondent aux critères énoncés à l'article 3 du règlement sur le Conseil interculturel (02-044):

« 3. Pour devenir membre du conseil, toute personne doit:
1 ° manifester de l'intérêt et posséder de l'expérience en matière de relations interculturelles;
2 ° avoir une connaissance des enjeux municipaux;
3 ° avoir participé de façon active à un ou plusieurs des secteurs suivants de la vie montréalaise: économique, culturel, scientifique, communautaire ou éducationnel;
4 ° faire preuve de disponibilité afin de participer aux assemblées du conseil et aux réunions de ses comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières.

Les membres sont choisis parmi la population montréalaise provenant de divers secteurs d'activité. De plus, ce choix doit refléter la diversité culturelle, linguistique et sociale de Montréal, ainsi que la représentativité hommes/femmes.»

Le règlement sur le Conseil interculturel (02-044) prévoit que toute vacance au sein du conseil doit être comblée dans les quatre mois où elle survient. (article 6). Ainsi pour combler les postes vacants il est recommandé de procéder à:

- La nomination de François Fournier est recommandée pour un mandat de trois ans, soit du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019;
- La nomination de Souleymane Guissé est recommandée pour un mandat de trois ans, soit du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019;
- La nomination de Doina Sparionoapte est recommandée pour un mandat de trois ans, soit du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019.
- La nomination de Moussa Sène est recommandée pour un mandat de trois ans, soit du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019.
- La nomination de Despina Sourias est recommandée pour un mandat de trois ans, soit du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019.
- La nomination de Sabine Mompierre est recommandée pour un mandat de trois ans, soit du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2019

Processus de sélection - présidence et vice-présidence (2 postes)

Le processus de sélection pour le poste de la présidence de la 2e vice-présidence s'est effectué par un comité de sélection. Au terme de ce processus, les personnes suivantes ont été désignées : Mme Marie-Aline Vadius à titre de présidente, M. François Fournier à titre de 2e vice-président.

JUSTIFICATION

Le règlement sur le Conseil interculturel (02-044) prévoit que toute vacance au sein du conseil doit être comblée dans les quatre mois où elle survient. (article 6).
Les membres sont nommés par le Conseil de la Ville pour un mandat d'une durée de trois ans. (art. 4, 02-044)

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En vertu de l'article 83.9 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville met à la disposition du CiM les sommes nécessaires à l'exercice de ses fonctions.
Ainsi, le budget pour l'année 2016 est de 246 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'équité sociale étant une dimension du développement durable, les activités menées par le conseil ainsi que les avis publiés sont des actions qui visent à favoriser le rapprochement interculturel et un mieux vivre ensemble.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la production d'avis et la tenue d'activités traitant de la question des relations interculturelles, le Conseil vise à informer l'Administration municipale des principaux enjeux en matière de relations interculturelles à Montréal et à formuler diverses recommandations visant à favoriser un mieux vivre ensemble.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Par communiqué de presse sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) du CiM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cyrille Steves BOUSSIKI SOM
secretaire- recherchiste

Tél : 514-868-4490
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-15

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514-872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2016-11-16

Souleymane Guissé

Profil Professionnel

- Plus de cinq ans d'expérience professionnelle en interculturel, en immigration et en employabilité
- Titulaire d'une maîtrise en médiation interculturelle de l'Université de Sherbrooke
- Intérêt marqué pour les sujets relatifs aux relations interculturelles
- Très au fait des enjeux de l'immigration et de l'interculturel à Montréal
- Bonne connaissance des secteurs d'activités municipaux et des enjeux urbains
- Expérience en accompagnement professionnel des personnes immigrantes
- Impliqué dans le secteur communautaire et interculturel de Montréalais
- Expertise dans les domaines de l'immigration et de l'interculturel
- Publication d'articles et de travaux universitaires sur des sujets relatifs à l'interculturel et à l'immigration

Expériences Pertinentes

Conseiller en emploi / médiateur interculturel — 2014 – à ce jour

Carrefour Jeunesse-Emploi Bourassa-Sauvé, Montréal-Nord

- Effectuer un counseling d'emplois individuel et de groupe auprès de jeunes adultes immigrants
- Accompagner les jeunes immigrants dans leur processus d'intégration professionnelle au Québec
- Préparer et animer des ateliers de formation préparatoire à l'emploi
- Offrir un encadrement à la clientèle en recherche d'emploi et les diriger vers les services appropriés
- Assurer le soutien au maintien en emploi de la clientèle
- Réaliser toute autre tâche connexe

Chargé de projets — 2012 - 2014

Fédération des communautés culturelles de l'Estrie, Sherbrooke

- Travailler à un portrait de l'immigration sherbrookoise
- Identifier les lacunes qui freinent l'atteinte des objectifs en matière d'immigration
- Assurer une meilleure intégration professionnelle des personnes immigrantes
- Rédiger des rapports, faire des recommandations et proposer des pistes d'action

Vice-président aux affaires externes et académiques — 2011 - 2012

REMMIUS (Regroupement des étudiants de la Maîtrise en Médiation Interculturelle de l'Université de Sherbrooke)

- Assister aux conseils exécutifs du Regroupement des étudiants à la maîtrise et au doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) en cas de nécessité
- Représenter les positions du REMMIUS aux réunions du conseil d'administration du REMDUS
- Consulter les membres du conseil exécutif de l'association étudiante en ce qui a trait aux positions officielles du REMMIUS
- Rédiger un compte-rendu de chaque réunion
- Assurer et resserrer les liens avec les autres associations facultaires de l'Université de Sherbrooke et d'autres universités si nécessaire
- Rédiger un rapport de fin de session et de fin de mandat

Expériences Pertinentes (suite)

Agent d'intégration — 2008 - 2010

Université de Grenoble, France

- Accueillir les étudiants internationaux, analyser et évaluer leurs besoins
- Accompagner les nouveaux étudiants dans leurs processus d'intégration sociale et scolaire
- Soutenir et conseiller les étudiants internationaux dans leurs démarches administratives
- Travailler en concertation avec les associations étudiantes et les organismes communautaires
- Organiser des évènements socioculturels sur le campus universitaire (jumelage interculturel, parrainage)

Implications sociales

Membre de l'association — Février 2015 - à ce jour

United Negro Improvement Association, Montréal

Membre du Comité scientifique — Octobre 2015 - à ce jour

Table Ronde du mois de l'histoire des Noirs / Comité pour le 375ème anniversaire de Montréal

Administrateur — Juillet 2015 - à ce jour

Rond-point jeunesse au travail, Montréal-Nord

Formation académique

Maitrise en médiation interculturelle — 2014

Université de Sherbrooke, Sherbrooke

Maitrise en études anglophones — 2010

Université Stendhal Grenoble 3, France

Baccalauréat en études anglophones — 2007

Université Stendhal Grenoble 3, France

Intérêts et loisirs

- Cybercarnet (*blogging*)
- Médias sociaux
- Voyages

François Fournier

SOMMAIRE DES COMPÉTENCES

- Ph. D. en sociologie et M.A. en science politique.
- Relations interculturelles, corruption, intégrité, éthique.
- Recherche et analyse.
- Rédaction (rapports, synthèses documentaires, courts mémos, articles scientifiques, demandes de subvention).
- Conception et développement de stratégies et de méthodologies appropriées aux objectifs poursuivis, planification des étapes de réalisation et suivi des échéanciers.
- Travail en contexte multidisciplinaire.
- Gestion d'équipe.
- Appropriation rapide d'une problématique.
- Organisation d'événements (colloques avec experts).
- Capacité à travailler sous pression et à s'adapter aux imprévus.
- Maîtrise des deux langues officielles.
- Traduction de l'anglais vers le français.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Conseiller, coordonnateur à l'analyse et rédacteur **2012-2015**
Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics
dans l'industrie de la construction (Commission Charbonneau)

Responsabilités, de concert avec la direction de la recherche :

- Concevoir le plan du rapport.
- Développer une stratégie de consultation des citoyens et des experts.
- Planifier les étapes et assurer le suivi des échéances.
- Recruter du personnel de recherche.
- Encadrer une équipe dédiée à l'analyse des principales notions au cœur du mandat (collusion, corruption, crime organisé et financement des partis politiques).
- Collaborer avec des experts européens et organiser une mission de recherche aux Pays-Bas, en Belgique et en France.
- Élaborer une méthodologie pour l'analyse des témoignages et encadrer l'équipe consacrée à cette analyse.
- Favoriser une approche multidisciplinaire de même qu'une collaboration active et soutenue avec l'équipe juridique.
- Rédiger mémos, notes de recherche et sections du rapport.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (SUITE)

Professionnel de recherche **2008-2012**
Chaire de recherche sur les imaginaires collectifs
(Université du Québec à Chicoutimi)

Sous la direction du professeur Gérard Bouchard :

- Coordonner et encadrer le travail d'assistants de recherche.
- Effectuer de la recherche documentaire et rédiger des notes de recherche.
  Questions abordées : gestion de la diversité, rapports interculturels, immigration, intégration, cohésion sociale; révolution tranquille.

Directeur exécutif **2010-2011**
Interculturalisme 2011

Sous la direction du professeur Gérard Bouchard :

- Organiser à Montréal, avec la participation du Conseil de l'Europe, un symposium international sur l'interculturalisme (mai 2011).
- Organiser un atelier sur l'interculturalisme (janvier 2011).
- Assurer la recherche de financement pour ces activités, les relations avec les commanditaires, la gestion du budget, le pilotage des réunions du comité exécutif d'Interculturalisme 2011, les communications avec les conférenciers (plus de 40 pour les deux événements), l'embauche et la supervision du webmestre, de la graphiste, de l'attaché de presse, du responsable des bénévoles, des interprètes (interprétation simultanée), et assurer les relations avec les autres fournisseurs.
- Coordonner la production des Actes du Symposium.

Consultant-participant **2008-2010**
Groupe de travail du Conseil de l'Europe sur les compétences interculturelles
dans les services sociaux (Strasbourg)

- Échanger sur les politiques d'aménagement de la diversité culturelle dans les sociétés occidentales.
- Prononcer des conférences dans le cadre des travaux du groupe de travail.
- Rédiger un texte sur les courants antipluralistes en matière de diversité culturelle dans le cadre d'un ouvrage collectif publié aux éditions du Conseil de l'Europe.

Analyste senior **2007-2008**
Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement
reliées aux différences culturelles (Commission Bouchard-Taylor)

- Effectuer des recherches, contacter des intervenants clés et rédiger des documents sur une variété de thèmes en rapport avec la place de la religion, l'immigration et les relations interculturelles dans la société québécoise.
- Contribuer à la rédaction du rapport et à ses recommandations.
- Commenter les diverses versions du rapport jusqu'au dépôt du rapport final.
- Aider et préparer les commissaires pour la conférence de presse annonçant la publication du rapport.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (SUITE)

Professionnel de recherche **2002-2007**
Centre de bioéthique (Institut de recherches cliniques de Montréal)

- Effectuer des recherches documentaires et qualitatives. Rédiger articles et rapports.
- Animer et gérer un site Web consacré aux enjeux éthiques liés au réseautage de l'information de santé.
  Questions abordées: socio-éthique du réseautage de l'information de santé; comités d'éthique de la recherche; vie privée et protection des renseignements personnels; utilisations secondaires des informations de santé; systèmes nationaux de dossiers de santé électroniques.

Analyste et rédacteur **1999-2001**
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec

- Effectuer la recherche pertinente et rédiger des chapitres et des recommandations pour le document *Bilan des droits de la personne au Québec depuis 25 ans* (Étude no 1 ; Étude no 4).

.....

Chercheur et rédacteur **1991-1992**
Comité d'intervention contre la violence raciste (Commission des droits de la Personne du Québec, Centre maghrébin de recherche et d'information, Congrès juif canadien, Ligue des droits et libertés)

- Synthétiser les consultations publiques, coordonner et animer les discussions du comité, effectuer la recherche pertinente et rédiger le rapport (*Violence et racisme au Québec. Rapport du Comité d'intervention contre la violence raciste,* juin 1992, 115p.)

FORMATION

- Doctorat en sociologie (Université du Québec à Montréal)
- Maîtrise en science politique (UQÀM)
- Baccalauréat en science politique (UQÀM)
- Bourse d'excellence de la Fondation de l'UQÀM
- Bourse de doctorat du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Disponibles sur demande

- Références et lettres de recommandation.
- Liste des publications, travaux et conférences.

Marie-Aline Vadius

QUALITÉS PERSONNELLES

- Esprit de synthèse et d'analyse
- Capacité à travailler sous pression
- Sens de l'organisation
- Facilité d'adaptation

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Directrice adjointe
Centre Champagnat, Commission scolaire de Montréal, depuis 2007
Centre Multiservice de l'éducation des adultes
. Responsable de la formation à distance, du personnel de soutien technique et administratif, des TICs, du programme d'insertion socioprofessionnel et des programmes de reconnaissance des acquis.
. Support dans la gestion budgétaire

Enseignante et responsable de secteur
Emica – Commission scolaire de Montréal 2002-2007
École des Métiers de l'Administration, du Commerce et de l'Informatique
. Mise en réseau, installation et réparation d'ordinateurs
. Responsable de projets : Académie CISCO et Microsoft
. Formation d'enseignants
. Recrutement et suivi d'enseignants
. Mise en place de cours en ligne
. Détermination des besoins en matière de formation: clientèle étudiante et entreprise
. Enseignement au Diplôme d'Études Professionnelles (D.E.P.) en soutien informatique
. Formation aux certifications: CCNA, A+, Microsoft.
. Suivi d'élèves

Consultante-Formatrice en informatique
Groupe ABI – Montréal 2005
. Formation et consultation en Software, Hardware et Réseautique
. Formation en entreprise et dans des centres de formation

Assistante de Direction
Sogédial Martinique – Antilles, Guyane française et France 1995-2001
Importation internationale – Grande distribution alimentaire
. Installation, Gestions et Administration de réseau (AS/400 – Windows- Netware)
. Gestion commerciale
. Gestion de l'enveloppe publicitaire (4 millions)
. Formation des usagers sur les bases de données et sur l'utilisation du matériel
. Conception de guide pour les utilisateurs
. Création de bases de données (Access et SQL) pour les services: Informatique, Administratif, Comptabilité, Achat et Commercial
. Détermination des besoins en matière de formation et d'outils informatiques

FORMATION

- **Maîtrise en administration scolaire** – Université de Montréal 2008-2009
- **DESS en administration scolaire** - Université de Sherbrooke 2007
- **Brevet d'enseignement** 2005
- **Baccalauréat d'Enseignement en Formation professionnelle – Option Administration, Commerce et Informatique** - Université du Québec à Montréal 2004
- **A.E.C. en gestion de réseaux informatique**
- **Détentrice de plusieurs certification informatique : MCSE – MCT – CCNA – COMPTIA.**

Références sur demande.

Moussa Sène

Formation académique

Maitrise en Sociologie
Université de Montréal,
Montréal, Québec, Canada
2014

Certificat en Sociologie
Université de Montréal,
Montréal, Québec, Canada
2011

Baccalauréat en Urbanisme,
Université de Montréal,
Montréal, Québec, Canada
2009

Formation complémentaire
Certificat CSST de secouriste
en milieu de travail

Citoyenneté
Canadienne

Langues
Français
Anglais,
Espagnol
Wolof

Connaissances techniques
Suite Office,
Windows, Mac

Résumé

Les différents postes occupés depuis 2008 m'ont permis de démontrer mes capacités à planifier, coordonner et assurer le suivi de projets et programmes socio-économiques dans des milieux divers : bureaux de génie-conseil, organisations non gouvernementales du Québec, communautés autochtones du grand nord du Canada, communautés rurales et urbaines en Amérique latine et au Sénégal. Détenteur d'une maîtrise en sociologie, j'ai collaboré récemment à des études d'impact social, à des consultations de parties prenantes et à des projets d'organisation communautaire et de développement local à Montréal, Laval et Kahnawake. Engagé socialement au Québec et ailleurs, j'ai démontré un important sens de l'initiative et des responsabilités ainsi qu'une grande capacité de concertation interculturelle, de travail en équipe et de transmission de savoirs.

Compétences professionnelles

Planification, gestion et évaluation

- Élaborer des plans d'actions, notamment dans des contextes institutionnels
- Identifier, analyser et consulter les parties prenantes d´un projet
- Assurer une gestion des programmes axée sur les résultats
- Évaluer des organisations et groupes de la société civile sur des expériences d'autonomisation et de systématisation

Animation et intervention socio-culturelle

- Monter des programmes de formation et animer des ateliers sur divers thèmes tels que les processus participatifs citoyens et les relations interculturelles
- Intervenir auprès des communautés et collaborer avec des clientèles multiculturelles
- Initier et accompagner des processus de concertation chez des groupes variés

Recherches et analyses socio-économiques

- Mener des enquêtes de référence socio-économique, des enquêtes de suivi et des études d'impact social
- Conduire des focus group, mener des entrevues et appliquer d'autres méthodes de recherche qualitative
- Effectuer des recherches documentaires et dresser des synthèses de contenu
- Produire des outils et rapports techniques
- Rédiger des bilans de projets et programmes

Mai 2016

Expériences d'emploi

Professionnel du milieu social (sociologue)
Golder Associés Ltée, Montréal, Québec, Canada
Février 2014 à ce jour

Organisateur communautaire
Centre d'écologie urbaine de Montreal
Août 2014 à Mai 2015

Chargé de Projet - Développement de l'employabilité chez les personnes en alphabétisation et francisation
COMQUAT, île Perrot, Québec, Canada
Février 2014 à Août 2014

Coordonnateur d'enquête socio-économique pour un projet en gestion du risque de catastrophes naturelles en milieu urbain.
GOAL – Ireland, Tegucigalpa, Honduras
Septembre 2013 à décembre 2013

Coordonnateur de projet d'éducation et d'activité physique chez les jeunes
Fusion Jeunesse, Kuujjuaraapik, Baie D'Hudson, Canada
Janvier 2013 à juin 2013

Enseignant suppléant
École primaire et secondaire inuit Asimauttaq, Kuujjuaraapik, Baie D'Hudson, Canada
Janvier 2013 à juin 2013

Conseiller en organisation communautaire
Programme de l'Agence Canadienne pour le développement international
Organisations : *Solidarité Union Coopération (SUCO) / Caritas*
Choluteca, Honduras, Juin 2012 à Décembre 2012

Coordonnateur de projets en environnement
Fusion Jeunesse, Montréal, Québec, Canada
Septembre 2010 à Juin 2012

Accompagnateur de stage de coopération internationale
Programme Québec Sans Frontière
Organisation : *Mer et Monde*
Tegucigalpa, Honduras
Mai 2011 à Aout 2011

Formateur aux stages de coopération internationale et aux échanges interculturels
Mer et Monde, Montréal, Québec, Canada
Novembre 2009 à Mai 2012

Assistant urbaniste
Tecsult Inc. /AECOM, Montréal, Québec, Canada
Janvier 2009 à Avril 2009

Mai 2016

Implication sociale

Leader pour la réconciliation entre jeunes autochtones et allochtones
Canadian Roots Exchange, Août 2014 à ce jour

Bénévole

- *Mer et Monde*, Montréal, Québec, Canada, Novembre 2009 à décembre 2013
- *SUCO*, Montréal, Québec, Canada, Janvier 2013 à Décembre 2013
- *Centre d'Action Humanitaire et Communautaire,* Université de Montréal, Québec, Canada, Septembre 2010 à Mai 2012
- Caravane *Wapikoni Mobile,* Montréal, Québec, Canada, 2011
- *Centre Bénévole ABC*, Ville-Saint-Laurent, Québec, Canada. 2006 à Décembre 2011

Membre de l'African and Caribbean Students' Network (ACSioN Network)
ACSioN Network, Université Concordia, Montréal, Septembre 2008 à Mai 2013

Représentant canadien à la Rencontre ibéro-américaine sur la jeunesse autochtone et afrodescendante
Centre de Formation de la Coopération Espagnole, Cartagena de Indias, Colombie, Novembre 2011

Représentant canadien aux Journées Canada-Mexique sur la diversité culturelle
JMC, Puebla, Mexique, 2011

Stagiaire de solidarité internationale
Programme Québec Sans Frontière, ONG AMIE, Sucre, Bolivie. Juin 2009 à Aout 2009

Membre du comité des jeunes bénévoles
Centre Bénévole ABC, Ville-Saint-Laurent, Québec, Canada. 2006 à Décembre 2011

DESPINA SOURIAS

RÉSUMÉ DES COMPÉTENCES

- Près de 13 ans d'expérience en gestion de projets et en relation inter-organisationnel auprès d'organismes communautaires et non gouvernementaux
- Bonne connaissance en développement de missions internationales
- Excellente communicatrice avec une écoute active et un leadership collaboratif pour résoudre des problématiques vécues par des employés, des clients et des partenaires de projets
- Flexible avec une bonne connaissance des enjeux sociaux et politiques locaux et internationaux
- Langues parlées et écrites : français, anglais, espagnol et grec
- Connaissances informatiques: Microsoft Word, Excel, Outlook, Access, PowerPoint, et Internet

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

Avril 2007-présent —Agente de sensibilisation à l'entrepreneuriat jeunesse, secteur anglophone, niveau local jusqu'à Décembre 2008 et au niveau régional dès Janvier 2008, Table des carrefours jeunesse-emploi de l'île de Montréal, Montréal

- Susciter l'engagement d'entrepreneurs et de représentants des milieux de l'éducation et du développement socio-économique à la promotion de la culture entrepreneuriale auprès des jeunes
- Favoriser l'interrelation de partenaires (jeunes, enseignants, entrepreneurs et leurs réseaux, élus, les intervenants socioéconomiques, etc.) à travers des comités de travail et l'organisation d'activités promouvant l'entrepreneuriat et l'engagement, voire concours, forums, rallyes entrepreneuriaux, camp, etc.
- Offrir des formations à des pédagogues, créer des outils d'enseignement entrepreneurial (www.entrepreneuriatalecole.com) et un accompagnement en prédémarrage pour des jeunes en prédémarrage
- Créer des outils pédagogiques et monter des activités à saveur entrepreneurial (www.glambitionmontreal.com)
- Participer et développer des formations et missions à l'étranger (États-Unis, France, Belgique, Israël et Allemagne, www.montreal4entrepreneurship.net)
- Accompagner et contribuer à l'essor de projets faisant la promotion de l'entrepreneuriat (par exemple, Salon des jeunes entrepreneurs immigrants, www.sjei.ca, lori.biz, etc.)

Février 2011-présent- Coordonnatrice du développement en intérim, Carrefour jeunesse-emploi NDG, Montréal

- Concevoir des projets de développement et soumettre des demandes de subventions à des bailleurs de fonds; assurer le suivi de ces demandes
- Maintenir et apporter des améliorations au niveau des résultats quantitatifs et à la qualité des programmes et services de l'organisme
- Embaucher, former, accompagner et évaluer des employés
- Représenter l'organisme activement auprès d'autres organismes et partenaires

Octobre 2006-Mars 2007—Intervenante Solidarité Jeunesse, Carrefour jeunesse-emploi NDG, Montréal

- Faire du counseling au niveau individuel
- Organiser et animer des ateliers et des activités ayant un lien à l'employabilité ainsi que le développement personnel et social des jeunes ciblés
- Entreprendre des suivis mensuels et faire un compte rendu pour le comité du suivi

Mai-Août 2006—Coopérante internationale, stage non-rémunéré de Québec sans frontières(QSF), Jeunesse Canada Monde (JCM), Montréal / Alianza Civica, D.F (Mexique)

- Accueillir les observateurs internationaux
- Traduire le contenu de documents et de conférences sur la participation citoyenne et la démocratisation
- Observer et reporter sur les élections présidentielles du pays

Mai 2004-Mai 2006— Chargée de projet, Forum pour une gouvernance démocratique mondial, Montréal

- Gérer des aspects logistiques, de programmation et de documentation pour une conférence internationale (G05) et plusieurs autres évènements et formations
- Réviser des textes et des études de cas portant sur la gouvernance démocratique local et mondiale et créer des publications
- Coordonner le développement du document *Building Local and Global Democracy* de la Fondation Carold: www.carold.ca/publications/BLGD/Carold_BuildingDemocracy.pdf

Novembre 2003-Février 2005—Chargée de projet, Communauté hellénique de Montréal, Montréal

- Solliciter l'appui de représentants des secteurs communautaire, public et privé pour assurer l'établissement d'une banque alimentaire ciblant une clientèle unilingue défavorisée

ÉDUCATION

2013 - DESS en administration internationale
École nationale d'administration publique ENAP, Campus Montréal

2003- Baccalauréat en Arts et Sciences, développement international (majeure); études hispaniques (mineure), Diplômée avec grande distinction
Université McGill, Montréal

2002- Cours crédité : Langue grecque moderne et littérature
Institute of Balkan Studies, Ministère de la Culture et des Sciences de Grèce, Thessalonique

1999- DEC en Arts libéraux, CEGEP Dawson, Montréal

ENGAGEMENTS SOCIAUX

2011-Présent— Présidente et Membre du conseil d'administration, FEM International, Montréal

Octobre 2014—*Coopérante Internationale*, Séminaire Uniterra sur l'entrepreneuriat et l'employabilité jeunesse, Pérou

2008-2011— Membre élue et Vice-présidente, Forum jeunesse de l'Île de Montréal, Montréal

VIDÉOS PROMOTIONNELLES ET WEBINAIRES

- *Entrepreneurship as a path towards personal and professional development:* https://www.youtube.com/watch?v=HDbEau7rZEs
- *About Uniterra's International Seminar :* https://www.youtube.com/watch?v=KXt0K1FLRCw
- *Le PPO : la découverte de soi, de l'entrepreneuriat et de sa communauté :* https://www.youtube.com/watch?v=WEHLq-oMTUw

Références disponibles sur demande

Sabine MONPIERRE

Historique de carrière

6 ans d'expériences en intégration sociolinguistique auprès d'une clientèle issue des communautés culturelles.
8 ans d'expériences en planification, coordination et gestion d'évènements en milieu scolaire, communautaire et associatif.
5 ans d'expériences en conception, organisation et gestion d'évènements interculturels et intergénérationnels.
Solide expériences dans la coordination, le soutien et la promotion d'organismes œuvrant dans le domaine de l'intégration et le regroupement afin de lutter contre l'exclusion.
Compétences reconnues en conception et organisation d'évènements pour diverses institutions au niveau de la logistique et du recrutement de bénévoles.
Réalisations :
Fondatrice de **Miss Créole Québec** : Concours identitaire et culturel qui présente la diversité des cultures créoles au Québec.
Fondatrice des **Rendez-vous Guadeloupe** : Vulgariser la culture de la Guadeloupe au Québec. Jumeler le patrimoine et des Traditions de la Guadeloupe et ceux du Québec.
Fondatrice de **Bèl Maman Kréyol** : Évènement intergénérationnel qui célèbre les mères des cultures créoles en consolidant la transmission du patrimoine avec la relève
Fondatrice de **La Diversité dans mon assiette** : Atelier culinaire nutricréole auprès de patientes en cours de traitement en chimiothérapie et d'un public issue d'une immigration récente.

Profil

- **Compétences linguistiques :** Maîtrise de la langue française orale et écrite, espagnol, créole, anglais
- **Encadrement** d'adultes dans la francisation et à l'intégration
- **Animation** socioculturelle auprès d'une clientèle adulte issue d'une immigration récente
- **Expérience** dans le domaine communautaire
- **Connaissance** et sensibilité à la problématique des réfugiés et des immigrants
- **Compétences** et connaissances dans **l'accompagnement interculturel (**identité personnelle, les stéréotypes, les préjugés et la discrimination, formation de l'identité chez les minorités raciales et les groupes majoritaires. Vision du monde et orientation des valeurs, la communication interculturelle, le choc culturel, l'acculturation).
- **Conférencière :** Habiletés en communication et animation de groupe (ateliers)
- **Qualités personnelles** : Rigueur, excellent sens de l'organisation, capacité à établir des bonnes relations interpersonnelles, leadership, patience et créativité
- **Connaissance informatiques** : Ms Office ((Word, Excel, PowerPoint, Outlook)
- **Test de Français écrit SEL; Test de Français écrit CÉFRANC**
-
- **Champs de compétences**

Animation de groupes et organisation d'évènements communautaires et interculturels

- Expérience en francisation, en animation, en intégration et à la préparation des événements spéciaux (de projets culturels, interculturels et inter générationnels)

- Bonne connaissance de milieu multiculturel, communautaire et des différents services offerts

Francisation

- Bonne connaissance du programme de la francisation du MICC
- Appropriation des activités à l'apprentissage de la langue française en fonction du contenu du cours et selon le niveau de compétence des apprenants
- Initiation au système phonétique
- Accompagnement et encouragement de l'étudiant dans sa démarche de francisation
- Conception des exercices oraux de renforcement et de consolidation des éléments vus en classe avec le professeur

Intégration

- Bonne connaissance du Québec
- Consolidation des éléments de géographie, d'histoire, de la vie culturelle, civique et économique de la société d'accueil
- Animation des ateliers de créativité rattachés à des rituels sociaux
- Accompagnement des étudiants lors des visites à l'extérieur

Expérience professionnelle

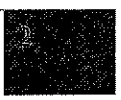
Depuis 2016 — **Agente de milieu**
Centre Pauline-Julien, Côte-des-Neiges, Montréal

- Faciliter la circulation de l'information, la complémentarité, l'entraide et la concertation entre les organismes du quartier Côte-des-Neiges et le centre.
- Initier et soutenir des initiatives visant à rapprocher les différentes communautés culturelles du centre et à contribuer à la lutte contre toute discrimination, exclusion, marginalisation.
- Agir comme ressource auprès des organismes ciblés dans l'intégration et inclusion des nouveaux arrivants et réfugiés syriens.
- De concert avec les organismes du quartier, travailler à travers diverses activités au rapprochement des élèves avec leur communauté et à la consolidation du lien parent-enfant.
- Animer la vie du centre par l'organisation d'activités interculturelles et thématiques répondant aux intérêts et aux préoccupations des élèves.

2009 à 2015 — **Animatrice en francisation temps complet**
Université de Montréal, Montréal

2009 à 2010 — **Monitrice en francisation de cours temps complet**
Promis, Montréal

- Animer, planifier, organiser, superviser des activités de soutien à l'apprentissage de la langue française.
- Organiser des activités thématiques mettant l'accent sur la communication, l'écoute et le travail d'équipe.
- Initier les étudiants aux chants, aux poèmes et aux rimes pour les sensibiliser aux sonorités du **français**
- Animer des activités d'écoute de bandes sonores (des dialogues) pour les sensibiliser aux sonorités du **français québécois**
- Enseigner les expressions québécoises
- Traiter l'emploi au Québec avec ses besoins et ses caractéristiques, le système scolaire ainsi que la santé



- Encourager les étudiants à lire les journaux pour repérer les faits d'actualité pertinents et pour en débattre
- Consolider les éléments de géographie, d'histoire, de la vie culturelle, civique et économique du Québec
- Collaborer à l'organisation et à la réalisation d'activités (fête de Noël, fête des femmes, franco fête, fête des bénévoles)
- Encourager les étudiants dans leur démarche d'intégration dans la société d'accueil
- Etre attentive et réceptive aux difficultés rencontrées par les étudiants dans leur intégration.
- Référer au besoin les étudiants aux différents services offerts par certains organismes
- Informer les étudiants et leur proposer des manifestations sociales ou culturelles susceptibles de les intéresser et de renforcer leur intégration
- Accompagner les étudiants lors des visites à l'extérieur de l'organisme

2009 à 2014 Responsable du Comité bal de finissants (bénévole)
Responsable du Comité livres scolaires (bénévole)
Membre du bureau exécutif de L'A.P.E (Secrétaire) et Conseil établissement
Collège international Marie de France, Montréal

- ✓ Créer des évènements interculturels et identitaires consolidant le sentiment d'appartenance CIMFdes élèves
- ✓ Organiser, planifier le calendrier de la logistique : levées de fonds, lancement d'invitations, les inscriptions, coordonner les rencontres mensuelles du comité et gérer les recettes
- ✓ Encadrer les élèves du comité dans le choix de la salle, du thème de la soirée, les suggestions des levées de fonds
- ✓ Organiser, planifier et coordonner la bourse aux livres
- ✓ Transférer et faire le suivi des ouvrages non reconduits dans le programme aux organismes caritatifs vers les destinations Afrique ou Haïti
- ✓ Contrôler et répertorier les ouvrages disponibles, accueillir les élèves nouveaux arrivants en cours d'année scolaire
- ✓ Participer à l'élaboration du règlement intérieur et calendrier culturel de l'établissement scolaire

2009 à 2011 Animatrice d'atelier de conversation française (bénévole)
Centre Communautaire de Loisir Côte-des-Neiges, Montréal

- ✓ Animer des ateliers de conversation française pour des personnes immigrantes
- ✓ Enseigner les expressions québécoises
- ✓ Organiser des activités thématiques, préparer des supports pédagogiques
- ✓ Proposer des visites à l'extérieur pour encourager la démarche d'intégration

Réalisation : *Conception et réalisation* ***« Montréal : Je vis mon identité »*** *: activité présentée dans le cadre du café-rencontre sur l'identité culturelle.*

Formation

2011 **DEC** spécialisation en **Formation technique** - Domaine : **Alimentation et tourisme**
2003 **Brevet Technicien Supérieur Tourisme -** Spécialisation : **Patrimoine et Culture**

Références disponibles sur demande

Doina Sparionoapte

PROFIL

- EXPÉRIENCE: en formation, en organisation, en animation, en intervention auprès d'une clientèle multiethnique, en gestion du projet, d'une équipe et des situations difficiles
- ÉVALUATION COMPARATIVE des études effectuées hors Québec délivre par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)
- QUALITÉS: bon esprit d'analyse, d'écoute, facilité à communiquer et à rentrer en contact avec les gens
- CONNAISSANCES LINGUISTIQUES: *français, anglais (fonctionnel), russe et roumain*
- CONNAISSANCES INFORMATIQUES: *Suite MS Office, Publisher, FileMaker*

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Intervenante psychosociale
Coordonnatrice du volet *Accueil et intégration de nouveaux arrivants,* 2009-2016
Centre d'écoute et de référence à l'UQAM, Montréal

- *Intervenir après d'une clientèle multiethnique*
- *Informer et recruter les clients et les bénévoles*
- *Évaluer les besoins individuels, faire les suivis appropriés*
- *Informer sur les valeurs et le mode de fonctionnement de la société d'accueil et apporter l'appui psychosocial s'il y a lieu*
- *Faire passer des entrevues de sélection*
- *Animer des ateliers pour les non francophones*
- *Coordonner le travail des responsables de groupes et du service*
- *Mettre à jour la base de données*
- *Donner des ateliers*

Chercheure scientifique, Secteur de Lexicologie et Lexicographie 1999-2005
L'Institut de linguistique de l'Académie roumaine, Bucarest, Roumanie

- *Rédiger et réviser les dictionnaires explicatifs*
- *Élaborer des fichiers et classer les bibliographies*
- *Réviser et corriger des paragraphes de dictionnaires*
- *Classer et mettre à jour les archives*

Traductrice et interprète pour les langues roumaine et russe 1999-2005
(agrée par le Ministère de la Justice)
Bureaux de notaires, Bucarest, Roumanie

- *Traduire des documents juridiques, etc.*
- *Interpréter des conférences entre deux ou plusieurs interlocuteurs*

Professeure de langue roumaine et russe langue seconde 1999-2003

Entreprise Eurolangue, Bucarest, Roumanie

- *Enseigner la langue roumaine comme langue seconde*
- *Préparer et animer les cours*

Assistante en enseignement universitaire, 1995-1996
Institut de pétrole et gaz – Faculté de langues étrangères, Ploiesti, Roumanie

FORMATION

Formation, *Lancement d'entreprise*, 330 heures 2015
SAJE accompagnateur d'entrepreneurs

Certificat en français écrit pour non-francophones 2008
Université du Québec à Montréal (UQAM)

Doctorat – linguistique roumaine et russe 2002
Université de Bucarest, Roumanie

Licence – Lettres (langues roumaine et russe) 1995
Université de Bucarest, Roumanie

PERFECTIONNEMENT

Certificat en Secourisme en milieu de travail 2014
CSST, Montréal

Intervenir auprès de la personne suicidaire à l'aide de bonnes pratiques 2012
Association québécoise de prévention du suicide (AQPS), Longueuil

Journée de réflexion sur la santé et la sécurité des travailleurs immigrants dans 2012
les petites entreprises, SOFEDUC, Montréal

Identités et jeunes immigrants TCRI 2012
(Table de concentration des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes)

Composer avec la colère et les émotions intenses des personnes rencontrées 2012
*dans nos interventions***,** TCRI, Montréal

.

Interculturel II : Connaître ses clients, trajectoires et vécus migratoires 2011
Centre de santé et de services sociaux de la Montagne, Montréal

Le choc culturel chez les intervenants en milieu pluriethnique 2011
TCRI, Montréal

Formation de base en Interculturel I: intervenir par téléphone en contexte de diversité 2010
Centre de santé et de services sociaux de la Montagne, Montréal

Formation en Relation d'aide (45h) et en Intervention de crise suicidaire (15h) 2009
UQAM, Centre d'écoute et de référence, Montréal

IMPLICATION SOCIALE

- Commissaire à l'assermentation (depuis 2013 au présent)
- Représentante des employés sur le Conseil d'Administration du Centre d'écoute (depuis 2013 au présent)

EQUIVALENCES (J'ai mes documents d'équivalences du Québec),
PUBLICATIONS, PRIX – Références fournies sur demande

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 21 novembre 2016

Article 65.01

Motion pour respecter le principe de protection des sources journalistiques et la liberté de presse

Attendu que la liberté de presse est un des fondements de notre démocratie;

Attendu que ce principe a été bafoué au cours des derniers mois par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui a espionné des journalistes pour identifier des sources au sein de ses troupes;

Attendu que le maire Coderre a mis en place des obstacles qui freinent le travail des journalistes depuis près de trois ans, ce que la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) a dénoncé;

Attendu que pour assurer à la population une information de qualité, uniquement axée sur l'intérêt public, les journalistes doivent pouvoir travailler en toute liberté, assurer la confidentialité de leurs sources et œuvrer loin de toute pression indue;

Attendu que cette indépendance est essentielle et doit être respectée;

Il est proposé par Alex Norris, conseiller de Jeanne-Mance, appuyé par Émilie Thuillier, conseillère d'Ahuntsic:

Que le conseil municipal s'engage à respecter le principe de protection des sources journalistiques et à assurer aux journalistes un contexte de travail libre de toute pression indue et favorable à la production d'information de qualité.

Montréal

Motion de l'Opposition officielle
Séance du Conseil municipal du 21 novembre 2016

Article 65.02

Motion pour la gestion responsable des sels de voirie à Montréal

Attendu que la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements, les villes liées et la Société de transport de Montréal ont commandé 185 700 tonnes métriques de sels de voirie pour l'hiver 2016-2017;

Attendu que malgré le prix avantageux payé par tonne de sel par ce regroupement d'appels d'offres, on parle tout de même d'un budget estimé à 14 M$ qui n'inclut pas les abrasifs et les équipements;

Attendu qu'il est possible de réduire l'utilisation des sels tout en maintenant, voire en améliorant, la sécurité des routes et des trottoirs en utilisant le bon sel, au bon endroit, avec le bon équipement;

Attendu que les coûts indirects de l'utilisation des sels de voirie sont très élevés, notamment parce qu'ils accélèrent l'usure des infrastructures routières, du mobilier urbain et des véhicules publics et privés circulant sur les routes;

Attendu que l'usure prématurée d'ouvrages d'art engendrée par l'utilisation massive des sels de voirie a eu des conséquences funestes à Laval avec l'effondrement du viaduc de la Concorde et force le gouvernement fédéral à remplacer en urgence le pont Champlain;

Attendu que selon les estimations d'Environnement Canada, « le coût engendré par la corrosion des services souterrains est évalué à cinq fois celui du coût de l'épandage d'une tonne de sel sur la route »;

Attendu que l'utilisation massive de sels de voirie a des impacts environnementaux majeurs, notamment en réduisant la croissance et la durée de vie des arbres en bordure des rues, mais également en augmentant la salinité de l'eau du fleuve Saint-Laurent, car l'usine d'épuration des eaux usées de Montréal n'a pas été conçue pour traiter les sels;

Attendu que depuis 2001, Environnement Canada et Santé Canada considèrent les sels de voirie comme « toxiques » au sens de l'article 64 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE);

Attendu que depuis 1995, les sels de voirie font partie de la Deuxième liste de substances d'intérêt prioritaire (LSIP2) et qu'une proposition d'inclure les sels de voirie à la liste des substances toxiques de l'annexe 1 de la LCPE a déjà été publiée dans la Gazette du Canada en 2001;

Attendu que selon le Réseau de surveillance de la qualité de l'air, une partie des sels de déglaçage se retrouve dans l'air sous forme de particules fines, à des concentrations qui peuvent dépasser le seuil de 30 µg/m^3 d'une journée de mauvaise qualité de l'air;

Attendu que le gouvernement du Québec a lancé le 7 octobre 2010, près de 10 ans après son homologue fédéral, la Stratégie québécoise pour une gestion environnementale des sels de voirie et que 13 Villes du Québec, dont Québec et Longueuil, y ont adhéré.

Il est proposé par Sylvain Ouellet, conseiller de François-Perrault et appuyé par Magda Popeanu, conseillère de Côte-des-Neiges:

Que la Ville de Montréal adhère au Code de pratique pour la gestion environnementale des sels de voirie d'Environnement Canada et adhère à la Stratégie québécoise pour une gestion environnementale des sels de voirie et conséquemment :

- qu'elle adopte le plus rapidement possible un plan de gestion environnementale des sels de voirie;
- qu'elle se fixe un objectif à court terme de réduction de la consommation moyenne des sels de voirie;
- qu'elle évalue les coûts indirects engendrés par l'utilisation massive de sels de voirie sur ses propres installations et sur les bâtiments et véhicules privés présents sur son territoire;
- qu'elle accorde des ressources financières aux arrondissements afin qu'ils puissent rapidement adapter leur flotte de véhicules de déneigement et leurs installations d'entreposage et de chargement des sels de voirie en fonction des meilleures pratiques;
- qu'elle exige des normes similaires auprès des entrepreneurs privés de déneigement dont elle retient les services lors du renouvellement de leurs contrats.

Montréal

Motion de l'opposition officielle
Séance du conseil municipal du 21 novembre 2016

Article 65.03

Motion pour la création d'une commission permanente sur les technologies de l'information et la ville intelligente et numérique

Attendu que le conseil municipal peut, en vertu de l'article 70 de la Loi sur les cités et villes, « nommer des commissions permanentes ou spéciales, composées d'autant de ses membres qu'il juge nécessaires, pour la surveillance de l'administration des divers départements civiques pour lesquels elles sont respectivement nommées, et pour l'administration des affaires qu'il peut, par règlement ou résolution, leur confier » ;

Attendu que la Ville a adopté le plan d'action « Montréal, ville intelligente et numérique 2015-2017 » qui fait suite à la Stratégie montréalaise en cette matière et qui vise à positionner la métropole comme un chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes ;

Attendu que la Ville de Montréal s'est dotée d'un Bureau de la ville intelligente et numérique en 2014 ;

Attendu que les technologies de l'information constituent un secteur névralgique pour la Ville de Montréal et ses citoyens au même titre que les autres services administratifs pour lesquels des commissions permanentes ont été instituées par le conseil municipal ;

Attendu que les technologies de l'information disposent, pour l'année 2016, d'un budget d'opération s'élevant à 75 M$ et que le programme triennal d'immobilisation 2017-2019 prévoit des investissements de l'ordre de 322 M$;

Il est proposé par François Limoges, conseiller de ville de Saint-Édouard, et appuyé par Émilie Thuillier, conseillère d'Ahuntsic :

Que le conseil municipal institue une commission permanente sur les technologies de l'information et la ville intelligente et numérique.

Montréal

Article 65.04

Motion concernant les fonds de pension municipaux et l'industrie du tabac

Attendu que les investissements des régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal sont gérés par des comités ou commissions regroupés sous la Commission de la caisse commune, et constituent des entités distinctes de la Ville;

Attendu que le Service des finances de la Ville fournit une expertise en matière de placement et propose la stratégie globale d'investissements;

Attendu que les comités de retraite ne sont pas tenus, selon la *Loi sur les régimes de complémentaires de retraite*, de divulguer les informations sur leurs investissements, qui sont de nature privée;

Attendu que la politique de placement des régimes de la Commission de la caisse commune contient des engagements en matière de responsabilités sociales, et que les comités de retraite se montrent préoccupés par les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance des entreprises dans lesquelles ils investissent;

Attendu que ces engagements en responsabilité sociale sont basés sur des normes internationales en matière de droits de la personne, de transparence et d'imputabilité;

Attendu que les investissements dans l'industrie du tabac ne sont pas nommément ciblés par ces engagements;

Attendu que le mouvement international de désinvestissement des fonds de l'industrie du tabac est croissant, et que de nombreux états américains, dont la Californie, la Floride et la Pennsylvanie ont adopté des politiques de désinvestissements de leurs fonds de pension de l'industrie du tabac;

Attendu que des compagnies d'assurances comme AXA, des universités américaines comme Harvard et Stanford ainsi que University of Toronto ont adopté des politiques de désinvestissement de l'industrie du tabac;

Attendu que le tabagisme est responsable d'environ 10 000 décès par année au Québec, que le taux de tabagisme au Québec demeure élevé à 19,6% (Statistiques Canada en 2014), et que les coûts en soins de santé attribuables à l'usage du tabac sont d'environ 2 milliards de dollars;

Attendu que le conseil municipal a exprimé à plusieurs occasions au cours des deux dernières années ses préoccupations quant à l'impact négatif du tabagisme sur la santé publique et a adopté des motions visant la réduction du taux de tabagisme au Québec;

Il est proposé par Marvin Rotrand
Appuyé par Justine McIntyre, Steve Shanahan et Lorraine Pagé

Que le conseil municipal se prononce contre les investissements des régimes de retraite dans l'industrie du tabac et demande à la commission de la Caisse commune de s'engager à ne pas investir dans l'industrie du tabac.

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1166292002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division soutien et exploitation , Section des travaux d'entretien à contrat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la première option de prolongation d'une année pour trois (3) contrats (3 lots) accordés suite à l'appel d'offres public # 13-10324 aux firmes « Ascenseurs Innovatec inc. » (2 lots) et « Ascenseurs ThyssenKrupp (Canada) limitée » (1 lot) pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical - Dépenses totale de 473 970,70 $ taxes incluses.

Il est recommandé au comité exécutif :
1. de prolonger les contrats octroyés, aux firmes ci-après désignées pour chacun des articles, les services d'entretien d'équipements de transport vertical (2 lots) pour la période débutant le 1er janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2017, pour un montant de 188 908.61 $ (taxes incluses);

Firme Article Montant (taxes incluses)

Ascenseur Innovatec Inc. lot 2 - Ouest 135 652.79 $

Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée lot 5 - SPVM 53 255.82 $

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 36.87 % par l'agglomération pour un montant de 69 661.65 $, (taxes incluses).

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. de prolonger le contrat octroyé, à la firme ci-après désignée, le service d'entretien d'équipements de transport vertical (1 lot) pour la période débutant le 1er janvier 2017 et se terminant le 31 décembre 2017;

Firme Article Montant (taxes incluses)

Ascenseur Innovatec Inc. lot 1 - Est 285 062.08 $

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 22.91 % par l'agglomération pour un montant de 65 322.43 $ (taxes incluses).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-05 10:12

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166292002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division soutien et exploitation , Section des travaux d'entretien à contrat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la première option de prolongation d'une année pour trois (3) contrats (3 lots) accordés suite à l'appel d'offres public # 13-10324 aux firmes « Ascenseurs Innovatec inc. » (2 lots) et « Ascenseurs ThyssenKrupp (Canada) limitée » (1 lot) pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical - Dépenses totale de 473 970,70 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Les trois (3) contrats d'entretien des équipements de transport vertical sont en vigueur depuis le 1er janvier 2014 et prendront fin le 31 décembre 2016. Le présent dossier vise à exercer la première de deux options de prolongation d'une année, inscrite au devis, afin de poursuivre l'entretien préventif des équipements de transport vertical, soit pour 20 immeubles de l'agglomération, 35 d'arrondissements et 20 des services centraux.
Il s'agit, pour la plupart, de bâtiments importants dont l'entretien des équipements de transport vertical est effectué par l'entreprise privée et encadré par le personnel de la Direction de l'exploitation immobilière, entretien et énergie.

L'appel d'offres fut effectué par le Service de l'approvisionnement en 2013. Les bâtiments étaient regroupés en trois (3) lots.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE13 1802 - 11 décembre 2013 - Accorder 3 contrats à Ascenseur Innovatec Inc. et à Ascenseur ThyssenKrupp (Canada) Limitée pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical (3 lots), pour une période de 36 mois - Dépense totale de 1 262 610.85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13024 - (3 soumissionnaires).
CG13 0473 - 19 décembre 2013 - Accorder un contrat à Ascenseur Innovatec inc. pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical (1 lot), pour une période de 36 mois -
Dépense totale de 764 946,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 13-13024 (3 soumissions), Vu la recommandation du comité exécutif en date
du 11 décembre 2013 par sa résolution CE13 1802.

CM09 0086 - 23 février 2009 - Approuver l'offre de service entre la Direction des

immeubles et neuf arrondissements relativement à l'octroi des contrats d'entretien et à l'application des
Programmes d'économies d'énergie et d'accessibilité universelle. (Article 85 de la Charte)

DESCRIPTION

Ces contrats consistent à faire l'entretien préventif requis sur les équipements de transport vertical décrits aux documents d'appel d'offres, soit pour 20 immeubles de l'agglomération, 35 d'arrondissements et 20 des services centraux afin de respecter la norme CAN/CSA B44-07 « Code de sécurité sur les ascenseurs, les monte-charges et les escaliers mécaniques ». Une clause de prolongation est inscrite au devis et permet deux prolongations consécutives à raison d'une année à la fois.

JUSTIFICATION

Ces contrats étant en vigueur depuis le 1er janvier 2014, ceux-ci sont rodés et le service rendu est satisfaisant. Les exigences spécifiées répondent à la norme B-44-07 qui encadre l'entretien pour ce type d'équipement, celles-ci ont été entièrement respectées tout au long des contrats. Ces contrats comportent une indexation annuelle liée au salaire de la main d'œuvre qui est régie par décret gouvernemental. La main d'œuvre représentant la majeure partie des coûts, l'indexation cumulative pour la durée du contrat jusqu'à présent est de 4,5 %. La Direction de l'exploitation immobilière, entretien et énergie juge approprié de recourir à la première de deux options de prolongation d'une année du contrat en cours."
La prolongation de ces contrats permettra d'assurer la poursuite des entretiens préventifs pour l'année 2017 au coût total de 473 970,70 $, taxes incluses, suite à une indexation projetée des coûts de 2,5 %. Cette indexation des prix est prévue au devis et sera calculée, à la date anniversaire au 1er janvier 2017, au taux du décret relatif à l'industrie de la construction pour la région de Montréal pour le métier de mécaniciens d'ascenseur - compagnon.

Les entreprises adjudicataires de ces contrats ne font pas partis de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec, ni de celle du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor.

Les entreprises adjudicataires de ces contrats de service autres que professionnels n'ont pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Elles n'ont pas eu à obtenir une telle attestation pour de quelconques autres contrats publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense des contrats à octroyer, calculée avec taxes, totalise la somme de 473 970,70 $.
Cette dépense a été priorisée dans le cadre de la confection budgétaire pour l'année 2017.

Selon le fichier « 13-13024 Répartition dépenses - Fournisseurs » en pièce jointe au dossier décisionnel, les dépenses sont décrites selon le Lot approprié à chacun des fournisseurs de service.

Selon le fichier « 13-13024 Répartition dépenses - Central-Agglo-Arr » en pièce jointe au dossier décisionnel, le pourcentage de la dépense assumée par l'Agglomération a été établie à 34,06 %.

Selon le fichier « 13-13024 Répartition dépenses - Imputation » en pièce jointe au dossier décisionnel, la répartition des montants et des pourcentages est déterminée selon la responsabilité financière de chacun des bâtiments.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Afin de contribuer aux efforts de la Ville, les adjudicataires devront mettre en place et maintenir une politique d'entretien à faible impact environnemental se traduisant par la pratique de méthodes de travail et l'utilisation de produits respectueux de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il s'agit d'équipements de transport vertical ayant toujours été entretenus par l'entreprise privée et encadrée par le personnel de la Direction de l'exploitation immobilière, entretien et énergie.
Un report d'octroi, une interruption de service ou un refus d'octroyer ces contrats d'entretien préventif compromettrait la sécurité des utilisateurs, la pérennité des équipements, contreviendrait par le fait même au Code de sécurité sur les ascenseurs, les monte-charges et les escaliers mécaniques et en conséquence une obligation de cesser l'opération de tous les équipements de transport vertical.

Pour pallier une telle interruption, la Ville devrait faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée afin de maintenir les équipements dans un état fonctionnel et sécuritaire. Nous ne pouvons évaluer les coûts engendrés de ces contrats de gré à gré, les travaux n'étant pas régis par un contrat global.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin du contrat : décembre 2016

- Début de la prolongation : 1er janvier 2017
- Fin de la prolongation : 31 décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain METHOT
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-7118
Télécop. : 514 872-0353

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-29

Pierre LÉVESQUE
Chef de division

Tél : 514 872-4087
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Johanne ROUILLARD
Directrice - Exploitation immobilière_ entretien et réparation
Tél : 514 872-9097
Approuvé le : 2016-09-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-09-26

Appel d'offres # 13-13024 - Contrat d'entretien d'équipements de transport vertical
Prolongation du contrat - Année 2017
Répartition des dépenses - Founisseur de service

Item	Numéro / Nom / Adresse du bâtiment	Compétence	Coût 2016 (sans taxe)	Coût 2017 (sans taxe) Indexé 2,5%
Bâtiments du Lot # 1 - Est - Ascenseurs Innovatec				
1	(0001) HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL, 275, rue Notre-Dame est	*Central*	18 040,18 $	18 491,18 $
2	(0012) ÉDIFICE LUCIEN-SAULNIER, 155, rue Notre-Dame est	*Central*	6 655,20 $	6 821,58 $
3	(0025) ÉDIFICE DU 200 BELLECHASSE, 200, rue Bellechasse	*Central*	5 504,18 $	5 641,78 $
4	(0065) CENTRE CALIXA-LAVALLÉE, 3819, rue Calixa-Lavallée	*Central*	2 218,40 $	2 273,86 $
5	(0088) EDIFICE MARIE-VICTORIN, 4101, rue Sherbrooke est	*Central*	2 218,40 $	2 273,86 $
6	(0095) COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD, 1000, rue Émile-Journault	*Central*	24 653,60 $	25 269,94 $
7	(0105) ÉDIFICE DU 1500 DES CARRIÈRES, 1500, rue Des-Carrières	*Central*	2 752,09 $	2 820,89 $
8	(0248) ATELIERS MUNICIPAUX ROUEN, 5035, rue Rouen	*Central*	2 218,40 $	2 273,86 $
9	(0285) ÉDIFICE GASTON-MIRON, 1210, rue Sherbrooke est	*Central*	6 529,61 $	6 692,85 $
10	(0407) CHÂTEAU DUFRESNE, 4040, rue Sherbrooke est	*Central*	2 752,09 $	2 820,89 $
11	(0434) ÉDIFICE DICKSON DU C.S.M. DICKSON, 2060, rue Dickson	*Central*	5 504,18 $	5 641,78 $
12	(0450) ARÉNA MAURICE-RICHARD, 2800, rue Viau	*Central*	5 504,18 $	5 641,78 $
13	(0478) ÉDIFICE DU 9515 ST-HUBERT, 9515, rue Saint-Hubert	*Central*	1 559,12 $	1 598,10 $
14	(0570) ÉDIFICE LUCIEN-SAULNIER ANNEXE, 85, rue Notre-Dame est	*Central*	2 752,09 $	2 820,89 $
15	(0891) PAVILLON LA FONTAINE, 1301, rue Sherbrooke est	*Central*	1 559,12 $	1 598,10 $
16	(0979) INSECTARIUM, 4581, rue Sherbrooke Est	*Central*	2 218,40 $	2 273,86 $
17	(0422) CENTRE DE FORMATION DES POMPIERS, 6700, rue Notre-Dame est	*Agglomération*	2 218,40 $	2 273,86 $
18	(0002) ÉDIFICE GOSFORD, COUR MUNICIPALE, 775, rue Gosford	*Agglomération*	44 336,75 $	45 445,17 $
19	(0044) LABORATOIRE, COUR DE LOUVAIN, 999, rue Louvain est	*Agglomération*	2 218,40 $	2 273,86 $
20	(0104) CASERNE NO 47 (MAISON DE LA CULTURE LA PETITE PATRIE), 6707, rue De Lorimier	*Agglomération*	2 218,40 $	2 273,86 $
21	(3685) CENTRE OPÉRATIONNEL NORD, 827, boulevard Crémazie	*Agglomération*	1 131,38 $	1 159,66 $
22	(3685) ENVIRONNEMENT, 827, boulevard Crémazie	*Agglomération*	1 087,02 $	1 114,20 $
23	(0177) ÉDIFICE ÉMMANUEL-ALBERT-DOUCET (CASERNE NO. 48), 3616, rue Hochelaga	*Agglomération*	2 218,40 $	2 273,86 $
24	(0084) CCSE MAISONNEUVE , 4375, rue Ontario est	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
25	(0100) BIBLIOTHÈQUE MAISONNEUVE, 4120, rue Ontario est	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
26	(0868) CENTRE ROUSSIN, 12 085, rue Notre-Dame est	*Arrondissement*	4 436,80 $	4 547,72 $
27	(0976) CENTRE DU PLATEAU, 2275, boul. Saint-Joseph est	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
28	(0986) MAISON DE LA CULTURE P.A.T., 14 001, rue Notre-Dame est	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
29	(2390) CENTRE JEAN-CLAUDE MALÉPART, 2633, rue Ontario est	*Arrondissement*	4 436,80 $	4 547,72 $
30	(8662) MAISON DE LA CULTURE FRONTENAC, 2550, rue Ontario est	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
31	(0159) CENTRE ST-DENIS, 5115, rue Rivard	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
32	(0183) CENTRE ROSEMONT, 3131, boulevard Rosemont	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
33	(0194) BIBLIOTHÈQUE ST-MICHEL, 7601, rue François-Perreault	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
34	(0560) CENTRE ÉTIENNE-DESMARTEAU, 3430, rue De Bellechasse	*Arrondissement*	1 506,84 $	1 544,51 $
35	(0575) CENTRE PATRO LE PRÉVOST, 7355, avenue Christophe-Colomb	*Arrondissement*	3 777,52 $	3 871,96 $
36	(0650) CENTRE MASSON, 2705, rue Masson	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
37	(0811) MAISON DE LA CULTURE MERCIER, 8105, rue Hochelaga	*Arrondissement*	4 436,80 $	4 547,72 $
38	(0087) CENTRE SPORTIF PIERRE-CHARBONNEAU, 2980, rue Viau	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
39	(0133) LA MAISON DU CITOYEN, 7501, rue François-Perreault	*Arrondissement*	3 411,28 $	3 496,56 $
40	(0978) ÉDIFICE ALBERT-DUMOUCHEL, 10 300, rue Lajeunesse	*Arrondissement*	4 750,72 $	4 869,49 $
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires			40 000,00 $
2	Hors des heures d'affaires			6 000,00 $

Bâtiments du Lot # 1 - Est - Ascenseurs Innovatec :	**247 933,97 $**
Taxes Fed. / 5% :	12 396,70 $
Taxes Prov. / 9,975% :	24 731,41 $
Total avec taxes :	285 062,08 $

Appel d'offres # 13-13024 - Contrat d'entretien d'équipements de transport vertical
Prolongation du contrat - Année 2017
Répartition des dépenses - Founisseur de service

Item	Numéro / Nom / Adresse du bâtiment	Compétence	Coût 2016 (sans taxe)	Coût 2017 (sans taxe) Indexé 2,5%
Bâtiments du Lot # 2 - Ouest - Ascenseurs Innovatec				
41	(0272) CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, 355, rue D'Youville	*Central*	3 411,28 $	3 496,56 $
42	(0138) ÉDIFICE MADISON, C.S.M. MADISON, 2140, rue Madison	*Central*	2 752,09 $	2 820,89 $
43	(2453) CENTRE INTERCULTUREL STRATHEARN, 3680, rue Jeanne-Mance	*Central*	2 218,40 $	2 273,86 $
44	(0151) BIBLIOTHÈQUE ET MAISON DE LA CULTURE N-D-G / CASERNE NO 34, 3755, rue Botrel	*Agglométation*	2 218,40 $	2 273,86 $
45	(0270) STATION DE POMPAGE MCTAVISH (RESERVOIR), 855, avenue Du Docteur Penfield	*Agglomération*	2 752,09 $	2 820,89 $
46	(0280) CASERNE NO 23 ET CENTRE ST-HENRI, 523, Place Saint-Henri	*Agglomération*	2 218,40 $	2 273,86 $
47	(0317) BIBLIO ET MAISON DE LA CULTURE MARIE-UGUAY (CASERNE 33), 6052, boulevard Monk	*Agglomération*	4 436,80 $	4 547,72 $
48	(0393) USINE DE FILTRATION DES BAILLETS, 8585, boulevard De La Vérendry	*Agglomération*	8 235,32 $	8 441,20 $
49	(0396) USINE DE FILTRATION ATWATER (C. VERDUN), 3161, rue Joseph	*Agglomération*	2 752,09 $	2 820,89 $
50	(0400) STATION DE POMPAGE CENTRALE (C. VERDUN), 3161, rue Joseph	*Agglomération*	4 436,80 $	4 547,72 $
51	(0256) CENTRE COMMUNAUTAIRE ST-RAYMOND, 5600, Chemin Upper-Lachine	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
52	(0263) CENTRE SPORTIF SAINT-CHARLES, 1055, rue d'Hibernia	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
53	(0266) BIBLIOTHÈQUE SAINT-CHARLES (ÂGE D'OR), 1050, rue D'Hibernia	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
54	(0337) PISCINE INT. DU PARC ST-ROCH, 400, avenue Ball	*Arrondissement*	1 192,88 $	1 222,70 $
55	(0472) BAINS SCHUBERT, 3950, boul. Saint-Laurent	*Arrondissement*	1 192,88 $	1 222,70 $
56	(0864) COMPLEXE SOPHIE-BARAT, 10 851, avenue Saint-Charles	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
57	(0869) CENTRE MONSEIGNEUR-PIGEON, 5550, rue Angers	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
58	(2369) BIBLIOTHÈQUE MILE-END, 5434, avenue Du Parc	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
59	(2391) CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS CÔTE-DES-NEIGES, 5354, avenue Gatineau	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
60	(2405) CENTRE MULTI-ETHNIQUE, 3555, rue St-Urbain	*Arrondissement*	1 192,88 $	1 222,70 $
61	(2464) CENTRE SPORTIF CÔTE-DES-NEIGES, 4880, avenue Van Horne	*Arrondissement*	2 218,40 $	2 273,86 $
62	(8663) CENTRE SAINTE-CUNÉGONE, 525, rue Du Dominion	*Arrondissement*	2 929,98 $	3 003,23 $
63	(0353) ÉDIFICE GEORGES-VANIER, 2450, rue Workman	*Arrondissement*	4 436,80 $	4 547,72 $
64	(0709) BIBLIO & MAISON CULTURE CÔTE-DES-NEIGES, 5290, Chemin de la Côte-Des-Neiges	*Arrondissement*	4 436,80 $	4 547,72 $
65	(0142) BIBLIO ET CENTRE COMMUNAUTAIRE C-D-N - NORD, 6767, Chemin de la Côte-Des-Neiges	*Arrondissement*	8 078,36 $	8 280,32 $
66	(0168) GARAGE, COUR EADIE, 5380, rue Eadie	*Arrondissement*	2 929,98 $	3 003,23 $
67	(0152) CENTRE COMMUNAUTAIRE N-D-G, 5311, Chemin de la Côte-St-Antoine	*Arrondissement*	2 929,98 $	3 003,23 $
68	(8616) CENTRE MONKLAND, 4410, avenue West Hill	*Arrondissement*	1 192,88 $	1 222,70 $
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires			28 000,00 $
2	Hors des heures d'affaires			4 200,00 $

Bâtiments du Lot # 2 - Ouest - Ascenseurs Innovatec :	**117 984,60 $**
Taxes Fed. / 5% :	5 899,23 $
Taxes Prov. / 9,975% :	11 768,96 $
Total avec taxes :	135 652,79 $

Bâtiments du Lot # 5 - SPVM - Ascenseurs ThyssenKrupp				
69	(3665) Le "2580" ST-JOSEPH (CENTRE 911), 2580, boulevard Saint-Joseph	*Central*	5 275,23 $	5 407,11 $
70	(0757) CHALET JEAN-PAUL II, PDQ 31 O. 7920, boulevard Saint-Laurent	*Agglomération*	2 716,56 $	2 784,47 $
71	(2547) PDQ NO 38 EST ET CONDO RACHEL, 1035, rue Rachel est	*Agglomération*	2 716,56 $	2 784,47 $
72	(3666) LE "2620" ST-JOSEPH, 2620, boulevard Saint-Joseph	*Agglomération*	2 716,56 $	2 784,47 $
73	(3679) QUARTIER GÉNÉRAL SPVM, 1441, rue Saint-Urbain	*Agglomération*	17 257,89 $	17 689,34 $
74	(3686) CENTRE OPÉRATIONNEL OUEST (SLR), 2805, boulevard Thimmens	*Agglomération*	1 220,16 $	1 250,66 $
75	(3687) CENTRE OPÉRATIONNEL EST, 7700, boulevard Langelier	*Agglomération*	5 433,12 $	5 568,95 $
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires			7 000,00 $
2	Hors des heures d'affaires			1 050,00 $

Bâtiments du Lot # 5 - SPVM - Ascenseurs ThyssenKrupp :	**46 319,48 $**
Taxes Fed. / 5% :	2 315,97 $
Taxes Prov. / 9,975% :	4 620,37 $
Total avec taxes :	53 255,82 $

Total de 75 Bâtiments

TOTAL DU CONTRAT :	**412 238,05 $**
Taxes Fed. / 5% :	20 611,90 $
Taxes Prov. / 9,975% :	41 120,75 $
Total avec taxes :	473 970,70 $

Appel d'offres # 13-13024 - Contrat d'entretien d'équipements de transport vertical
Prolongation du contrat - Année 2017
Répartition des dépenses - Central / Agglomération / Arrondissement

Item	Numéro / Nom / Adresse du bâtiment	Coût 2016 (sans taxe)	Coût 2017 (sans taxe) Indexé 2,5%	Proportion %
Bâtiments Centraux				
1	(0001) HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL, 275, rue Notre-Dame est	18 040,18 $	18 491,18 $	4,49%
2	(0012) ÉDIFICE LUCIEN-SAULNIER, 155, rue Notre-Dame est	6 655,20 $	6 821,58 $	1,65%
3	(0025) ÉDIFICE DU 200 BELLECHASSE, 200, rue Bellechasse	5 504,18 $	5 641,78 $	1,37%
4	(0065) CENTRE CALIXA-LAVALLÉE, 3819, rue Calixa-Lavallée	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
5	(0088) EDIFICE MARIE-VICTORIN, 4101, rue Sherbrooke est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
6	(0095) COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD, 1000, rue Émile-Journault	24 653,60 $	25 269,94 $	6,13%
7	(0105) ÉDIFICE DU 1500 DES CARRIÈRES, 1500, rue Des-Carrières	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
8	(0248) ATELIERS MUNICIPAUX ROUEN, 5035, rue Rouen	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
9	(0285) ÉDIFICE GASTON-MIRON, 1210, rue Sherbrooke est	6 529,61 $	6 692,85 $	1,62%
10	(0407) CHÂTEAU DUFRESNE, 4040, rue Sherbrooke est	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
11	(0434) ÉDIFICE DICKSON DU C.S.M. DICKSON, 2060, rue Dickson	5 504,18 $	5 641,78 $	1,37%
12	(0450) ARÉNA MAURICE-RICHARD, 2800, rue Viau	5 504,18 $	5 641,78 $	1,37%
13	(0478) ÉDIFICE DU 9515 ST-HUBERT, 9515, rue Saint-Hubert	1 559,12 $	1 598,10 $	0,39%
14	(0570) ÉDIFICE LUCIEN-SAULNIER ANNEXE, 85, rue Notre-Dame est	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
15	(0891) PAVILLON LA FONTAINE, 1301, rue Sherbrooke est	1 559,12 $	1 598,10 $	0,39%
16	(0979) INSECTARIUM, 4581, rue Sherbrooke Est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
41	(0272) CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, 355, rue D'Youville	3 411,28 $	3 496,56 $	0,85%
42	(0138) ÉDIFICE MADISON, C.S.M. MADISON, 2140, rue Madison	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
43	(2453) CENTRE INTERCULTUREL STRATHEARN, 3680, rue Jeanne-Mance	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
69	(3665) Le "2580" ST-JOSEPH (CENTRE 911), 2580, boulevard Saint-Joseph	5 275,23 $	5 407,11 $	1,31%
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires		20 000,00 $	4,85%
2	Hors des heures d'affaires		3 000,00 $	0,73%
		Bâtiments Centraux :	**131 953,65 $**	**32,01%**
		Taxes Fed. / 5% :	6 597,68 $	
		Taxes Prov. / 9,975% :	13 162,38 $	
		Total avec taxes :	151 713,70 $	

Bâtiments Agglomération				
17	(0422) CENTRE DE FORMATION DES POMPIERS, 6700, rue Notre-Dame est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
18	(0002) ÉDIFICE GOSFORD, COUR MUNICIPALE, 775, rue Gosford	44 336,75 $	45 445,17 $	11,02%
19	(0044) LABORATOIRE, COUR DE LOUVAIN, 999, rue Louvain est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
20	(0104) CASERNE NO 47 (MAISON DE LA CULTURE LA PETITE PATRIE), 6707, rue De Lorimier	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
21	(3685) CENTRE OPÉRATIONNEL NORD, 827, boulevard Crémazie	1 131,38 $	1 159,66 $	0,28%
22	(3685) ENVIRONNEMENT, 827, boulevard Crémazie	1 087,02 $	1 114,20 $	0,27%
23	(0177) ÉDIFICE ÉMMANUEL-ALBERT-DOUCET (CASERNE NO. 48), 3616, rue Hochelaga	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
44	(0151) BIBLIOTHÈQUE ET MAISON DE LA CULTURE N-D-G / CASERNE NO 34, 3755, rue Botrel	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
45	(0270) STATION DE POMPAGE MCTAVISH (RESERVOIR), 855, avenue Du Docteur Penfield	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
46	(0280) CASERNE NO 23 ET CENTRE ST-HENRI, 523, Place Saint-Henri	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
47	(0317) BIBLIO ET MAISON DE LA CULTURE MARIE-UGUAY (CASERNE 33), 6052, boulevard Monk	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
48	(0393) USINE DE FILTRATION DES BAILLETS, 8585, boulevard De La Vérendry	8 235,32 $	8 441,20 $	2,05%
49	(0396) USINE DE FILTRATION ATWATER (C. VERDUN), 3161, rue Joseph	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
50	(0400) STATION DE POMPAGE CENTRALE (C. VERDUN), 3161, rue Joseph	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
70	(0757) CHALET JEAN-PAUL II, PDQ 31 O. 7920, boulevard Saint-Laurent	2 716,56 $	2 784,47 $	0,68%
71	(2547) PDQ NO 38 EST ET CONDO RACHEL, 1035, rue Rachel est	2 716,56 $	2 784,47 $	0,68%
72	(3666) LE "2620" ST-JOSEPH, 2620, boulevard Saint-Joseph	2 716,56 $	2 784,47 $	0,68%
73	(3679) QUARTIER GÉNÉRAL SPVM, 1441, rue Saint-Urbain	17 257,89 $	17 689,34 $	4,29%
74	(3686) CENTRE OPÉRATIONNEL OUEST (SLR), 2805, boulevard Thimmens	1 220,16 $	1 250,66 $	0,30%
75	(3687) CENTRE OPÉRATIONNEL EST, 7700, boulevard Langelier	5 433,12 $	5 568,95 $	1,35%
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires		20 000,00 $	4,85%
2	Hors des heures d'affaires		3 000,00 $	0,73%
		Bâtiments Agglomération :	**140 402,99 $**	**34,06%**
		Taxes Fed. / 5% :	7 020,15 $	
		Taxes Prov. / 9,975% :	14 005,20 $	
		Total avec taxes :	161 428,33 $	

Appel d'offres # 13-13024 - Contrat d'entretien d'équipements de transport vertical
Prolongation du contrat - Année 2017
Répartition des dépenses - Central / Agglomération / Arrondissement

Item	Numéro / Nom / Adresse du bâtiment	Coût 2016 (sans taxe)	Coût 2017 (sans taxe) Indexé 2,5%	Proportion %
Bâtiments Arrondissement				
24	(0084) CCSE MAISONNEUVE , 4375, rue Ontario est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
25	(0100) BIBLIOTHÈQUE MAISONNEUVE, 4120, rue Ontario est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
26	(0868) CENTRE ROUSSIN, 12 085, rue Notre-Dame est	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
27	(0976) CENTRE DU PLATEAU, 2275, boul. Saint-Joseph est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
28	(0986) MAISON DE LA CULTURE P.A.T., 14 001, rue Notre-Dame est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
29	(2390) CENTRE JEAN-CLAUDE MALÉPART, 2633, rue Ontario est	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
30	(8662) MAISON DE LA CULTURE FRONTENAC, 2550, rue Ontario est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
31	(0159) CENTRE ST-DENIS, 5115, rue Rivard	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
32	(0183) CENTRE ROSEMONT, 3131, boulevard Rosemont	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
33	(0194) BIBLIOTHÈQUE ST-MICHEL, 7601, rue François-Perreault	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
34	(0560) CENTRE ÉTIENNE-DESMARTEAU, 3430, rue De Bellechasse	1 506,84 $	1 544,51 $	0,37%
35	(0575) CENTRE PATRO LE PRÉVOST, 7355, avenue Christophe-Colomb	3 777,52 $	3 871,96 $	0,94%
36	(0650) CENTRE MASSON, 2705, rue Masson	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
37	(0811) MAISON DE LA CULTURE MERCIER, 8105, rue Hochelaga	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
38	(0087) CENTRE SPORTIF PIERRE-CHARBONNEAU, 2980, rue Viau	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
39	(0133) LA MAISON DU CITOYEN, 7501, rue François-Perreault	3 411,28 $	3 496,56 $	0,85%
40	(0978) ÉDIFICE ALBERT-DUMOUCHEL, 10 300, rue Lajeunesse	4 750,72 $	4 869,49 $	1,18%
51	(0256) CENTRE COMMUNAUTAIRE ST-RAYMOND, 5600, Chemin Upper-Lachine	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
52	(0263) CENTRE SPORTIF SAINT-CHARLES, 1055, rue d'Hibernia	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
53	(0266) BIBLIOTHÈQUE SAINT-CHARLES (ÂGE D'OR), 1050, rue D'Hibernia	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
54	(0337) PISCINE INT. DU PARC ST-ROCH, 400, avenue Ball	1 192,88 $	1 222,70 $	0,30%
55	(0472) BAINS SCHUBERT, 3950, boul. Saint-Laurent	1 192,88 $	1 222,70 $	0,30%
56	(0864) COMPLEXE SOPHIE-BARAT, 10 851, avenue Saint-Charles	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
57	(0869) CENTRE MONSEIGNEUR-PIGEON, 5550, rue Angers	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
58	(2369) BIBLIOTHÈQUE MILE-END, 5434, avenue Du Parc	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
59	(2391) CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS CÔTE-DES-NEIGES, 5354, avenue Gatineau	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
60	(2405) CENTRE MULTI-ETHNIQUE, 3555, rue St-Urbain	1 192,88 $	1 222,70 $	0,30%
61	(2464) CENTRE SPORTIF CÔTE-DES-NEIGES, 4880, avenue Van Horne	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
62	(8663) CENTRE SAINTE-CUNÉGONE, 525, rue Du Dominion	2 929,98 $	3 003,23 $	0,73%
63	(0353) ÉDIFICE GEORGES-VANIER, 2450, rue Workman	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
64	(0709) BIBLIO & MAISON CULTURE CÔTE-DES-NEIGES, 5290, Chemin de la Côte-Des-Neiges	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
65	(0142) BIBLIO ET CENTRE COMMUNAUTAIRE C-D-N - NORD, 6767, Chemin de la Côte-Des-Neiges	8 078,36 $	8 280,32 $	2,01%
66	(0168) GARAGE, COUR EADIE, 5380, rue Eadie	2 929,98 $	3 003,23 $	0,73%
67	(0152) CENTRE COMMUNAUTAIRE N-D-G, 5311, Chemin de la Côte-St-Antoine	2 929,98 $	3 003,23 $	0,73%
68	(8616) CENTRE MONKLAND, 4410, avenue West Hill	1 192,88 $	1 222,70 $	0,30%
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires		35 000,00 $	8,49%
2	Hors des heures d'affaires		5 250,00 $	1,27%

Bâtiments Arrondissement :	**139 881,41 $**	**33,93%**
Taxes Fed. / 5% :	6 994,07 $	
Taxes Prov. / 9,975% :	13 953,17 $	
Total avec taxes :	160 828,66 $	

Total de 75 Bâtiments

TOTAL DU CONTRAT :	**412 238,05 $**	**100,00%**
Taxes Fed. / 5% :	20 611,90 $	
Taxes Prov. / 9,975% :	41 120,75 $	
Total avec taxes :	473 970,70 $	

Appel d'offres # 13-13024 - Contrat d'entretien d'équipements de transport vertical
Prolongation du contrat - Année 2017
Répartition des dépenses - Imputation

Item	Numéro / Nom / Adresse du bâtiment	Coût 2016 (sans taxe)	Coût 2017 (sans taxe) Indexé 2,5%	Proportion %
Bâtiments Centraux				
Imputation 2101.0010000.108141.09007.55401.000000.0000.000000.000000.00000.00000 (DI)				
1	(0001) HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL, 275, rue Notre-Dame est	18 040,18 $	18 491,18 $	4,49%
2	(0012) ÉDIFICE LUCIEN-SAULNIER, 155, rue Notre-Dame est	6 655,20 $	6 821,58 $	1,65%
3	(0025) ÉDIFICE DU 200 BELLECHASSE, 200, rue Bellechasse	5 504,18 $	5 641,78 $	1,37%
4	(0065) CENTRE CALIXA-LAVALLÉE, 3819, rue Calixa-Lavallée	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
5	(0088) EDIFICE MARIE-VICTORIN, 4101, rue Sherbrooke est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
6	(0095) COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD, 1000, rue Émile-Journault	24 653,60 $	25 269,94 $	6,13%
7	(0105) ÉDIFICE DU 1500 DES CARRIÈRES, 1500, rue Des-Carrières	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
8	(0248) ATELIERS MUNICIPAUX ROUEN, 5035, rue Rouen	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
9	(0285) ÉDIFICE GASTON-MIRON, 1210, rue Sherbrooke est	6 529,61 $	6 692,85 $	1,62%
10	(0407) CHÂTEAU DUFRESNE, 4040, rue Sherbrooke est	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
11	(0434) ÉDIFICE DICKSON DU C.S.M. DICKSON, 2060, rue Dickson	5 504,18 $	5 641,78 $	1,37%
12	(0450) ARÉNA MAURICE-RICHARD, 2800, rue Viau	5 504,18 $	5 641,78 $	1,37%
13	(0478) ÉDIFICE DU 9515 ST-HUBERT, 9515, rue Saint-Hubert	1 559,12 $	1 598,10 $	0,39%
14	(0570) ÉDIFICE LUCIEN-SAULNIER ANNEXE, 85, rue Notre-Dame est	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
15	(0891) PAVILLON LA FONTAINE, 1301, rue Sherbrooke est	1 559,12 $	1 598,10 $	0,39%
16	(0979) INSECTARIUM, 4581, rue Sherbrooke Est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
41	(0272) CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, 355, rue D'Youville	3 411,28 $	3 496,56 $	0,85%
42	(0138) ÉDIFICE MADISON, C.S.M. MADISON, 2140, rue Madison	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
43	(2453) CENTRE INTERCULTUREL STRATHEARN, 3680, rue Jeanne-Mance	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
69	(3665) Le "2580" ST-JOSEPH (CENTRE 911), 2580, boulevard Saint-Joseph	5 275,23 $	5 407,11 $	1,31%
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires		20 000,00 $	4,85%
2	Hors des heures d'affaires		3 000,00 $	0,73%
		Bâtiments Centraux :	**131 953,65 $**	**32,01%**
		Taxes Fed. / 5% :	6 597,68 $	
		Taxes Prov. / 9,975% :	13 162,38 $	
		Total avec taxes :	151 713,70 $	

Bâtiments Agglomération				
Imputation 2101.0010000.108141.09007.55401.000000.0000.000000.000000.00000.00000 (DI)				
17	(0422) CENTRE DE FORMATION DES POMPIERS, 6700, rue Notre-Dame est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
18	(0002) ÉDIFICE GOSFORD, COUR MUNICIPALE, 775, rue Gosford	44 336,75 $	45 445,17 $	11,02%
19	(0044) LABORATOIRE, COUR DE LOUVAIN, 999, rue Louvain est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
20	(0104) CASERNE NO 47 (MAISON DE LA CULTURE LA PETITE PATRIE), 6707, rue De Lorimier	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
22	(3685) ENVIRONNEMENT, 827, boulevard Crémazie	1 087,02 $	1 114,20 $	0,27%
23	(0177) ÉDIFICE ÉMMANUEL-ALBERT-DOUCET (CASERNE NO. 48), 3616, rue Hochelaga	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
44	(0151) BIBLIOTHÈQUE ET MAISON DE LA CULTURE N-D-G / CASERNE NO 34, 3755, rue Botrel	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
45	(0270) STATION DE POMPAGE MCTAVISH (RESERVOIR), 855, avenue Du Docteur Penfield	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
46	(0280) CASERNE NO 23 ET CENTRE ST-HENRI, 523, Place Saint-Henri	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
47	(0317) BIBLIO ET MAISON DE LA CULTURE MARIE-UGUAY (CASERNE 33), 6052, boulevard Monk	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
48	(0393) USINE DE FILTRATION DES BAILLETS, 8585, boulevard De La Vérendry	8 235,32 $	8 441,20 $	2,05%
49	(0396) USINE DE FILTRATION ATWATER (C. VERDUN), 3161, rue Joseph	2 752,09 $	2 820,89 $	0,68%
50	(0400) STATION DE POMPAGE CENTRALE (C. VERDUN), 3161, rue Joseph	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
72	(3666) LE "2620" ST-JOSEPH, 2620, boulevard Saint-Joseph	2 716,56 $	2 784,47 $	0,68%
70	(0757) CHALET JEAN-PAUL II, PDQ 31 O. 7920, boulevard Saint-Laurent	2 716,56 $	2 784,47 $	0,68%
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires		15 000,00 $	3,64%
2	Hors des heures d'affaires		2 250,00 $	0,55%
		Sous-total :	**106 199,90 $**	**25,76%**

Imputation 2101.0010000.105629.09007.55401.000000.0000.000000.000000.00000.00000 (SPVM)				
21	(3685) CENTRE OPÉRATIONNEL NORD, 827, boulevard Crémazie	1 131,38 $	1 159,66 $	0,28%
71	(2547) PDQ NO 38 EST ET CONDO RACHEL, 1035, rue Rachel est	2 716,56 $	2 784,47 $	0,68%
73	(3679) QUARTIER GÉNÉRAL SPVM, 1441, rue Saint-Urbain	17 257,89 $	17 689,34 $	4,29%
74	(3686) CENTRE OPÉRATIONNEL OUEST (SLR), 2805, boulevard Thimmens	1 220,16 $	1 250,66 $	0,30%
75	(3687) CENTRE OPÉRATIONNEL EST, 7700, boulevard Langelier	5 433,12 $	5 568,95 $	1,35%
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires		5 000,00 $	1,21%
2	Hors des heures d'affaires		750,00 $	0,18%
		Sous-total :	**34 203,09 $**	**8,30%**
		Bâtiments Agglomération :	**140 402,99 $**	**34,06%**
		Taxes Fed. / 5% :	7 020,15 $	
		Taxes Prov. / 9,975% :	14 005,20 $	
		Total avec taxes :	161 428,33 $	

Appel d'offres # 13-13024 - Contrat d'entretien d'équipements de transport vertical
Prolongation du contrat - Année 2017
Répartition des dépenses - Imputation

Item	Numéro / Nom / Adresse du bâtiment	Coût 2016 (sans taxe)	Coût 2017 (sans taxe) Indexé 2,5%	Proportion %
Bâtiments Arrondissement				
Imputation 2101.0010000.108141.09007.55401.000000.0000.000000.000000.00000.00000 (DI)				
24	(0084) CCSE MAISONNEUVE , 4375, rue Ontario est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
25	(0100) BIBLIOTHÈQUE MAISONNEUVE, 4120, rue Ontario est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
26	(0868) CENTRE ROUSSIN, 12 085, rue Notre-Dame est	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
27	(0976) CENTRE DU PLATEAU, 2275, boul. Saint-Joseph est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
28	(0986) MAISON DE LA CULTURE P.A.T., 14 001, rue Notre-Dame est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
29	(2390) CENTRE JEAN-CLAUDE MALÉPART, 2633, rue Ontario est	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
30	(8662) MAISON DE LA CULTURE FRONTENAC, 2550, rue Ontario est	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
31	(0159) CENTRE ST-DENIS, 5115, rue Rivard	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
32	(0183) CENTRE ROSEMONT, 3131, boulevard Rosemont	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
33	(0194) BIBLIOTHÈQUE ST-MICHEL, 7601, rue François-Perreault	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
34	(0560) CENTRE ÉTIENNE-DESMARTEAU, 3430, rue De Bellechasse	1 506,84 $	1 544,51 $	0,37%
35	(0575) CENTRE PATRO LE PRÉVOST, 7355, avenue Christophe-Colomb	3 777,52 $	3 871,96 $	0,94%
36	(0650) CENTRE MASSON, 2705, rue Masson	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
37	(0811) MAISON DE LA CULTURE MERCIER, 8105, rue Hochelaga	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
38	(0087) CENTRE SPORTIF PIERRE-CHARBONNEAU, 2980, rue Viau	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
39	(0133) LA MAISON DU CITOYEN, 7501, rue François-Perreault	3 411,28 $	3 496,56 $	0,85%
40	(0978) ÉDIFICE ALBERT-DUMOUCHEL, 10 300, rue Lajeunesse	4 750,72 $	4 869,49 $	1,18%
51	(0256) CENTRE COMMUNAUTAIRE ST-RAYMOND, 5600, Chemin Upper-Lachine	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
52	(0263) CENTRE SPORTIF SAINT-CHARLES, 1055, rue d'Hibernia	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
53	(0266) BIBLIOTHÈQUE SAINT-CHARLES (ÂGE D'OR), 1050, rue D'Hibernia	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
54	(0337) PISCINE INT. DU PARC ST-ROCH, 400, avenue Ball	1 192,88 $	1 222,70 $	0,30%
55	(0472) BAINS SCHUBERT, 3950, boul. Saint-Laurent	1 192,88 $	1 222,70 $	0,30%
56	(0864) COMPLEXE SOPHIE-BARAT, 10 851, avenue Saint-Charles	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
57	(0869) CENTRE MONSEIGNEUR-PIGEON, 5550, rue Angers	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
58	(2369) BIBLIOTHÈQUE MILE-END, 5434, avenue Du Parc	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
59	(2391) CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS CÔTE-DES-NEIGES, 5354, avenue Gatineau	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
60	(2405) CENTRE MULTI-ETHNIQUE, 3555, rue St-Urbain	1 192,88 $	1 222,70 $	0,30%
61	(2464) CENTRE SPORTIF CÔTE-DES-NEIGES, 4880, avenue Van Horne	2 218,40 $	2 273,86 $	0,55%
62	(8663) CENTRE SAINTE-CUNÉGONE, 525, rue Du Dominion	2 929,98 $	3 003,23 $	0,73%
63	(0353) ÉDIFICE GEORGES-VANIER, 2450, rue Workman	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
64	(0709) BIBLIO & MAISON CULTURE CÔTE-DES-NEIGES, 5290, Chemin de la Côte-Des-Neiges	4 436,80 $	4 547,72 $	1,10%
65	(0142) BIBLIO ET CENTRE COMMUNAUTAIRE C-D-N - NORD, 6767, Chemin de la Côte-Des-Neiges	8 078,36 $	8 280,32 $	2,01%
66	(0168) GARAGE, COUR EADIE, 5380, rue Eadie	2 929,98 $	3 003,23 $	0,73%
67	(0152) CENTRE COMMUNAUTAIRE N-D-G, 5311, Chemin de la Côte-St-Antoine	2 929,98 $	3 003,23 $	0,73%
68	(8616) CENTRE MONKLAND, 4410, avenue West Hill	1 192,88 $	1 222,70 $	0,30%
Travaux contingents				
1	Durant les heures d'affaires		35 000,00 $	8,49%
2	Hors des heures d'affaires		5 250,00 $	1,27%

Bâtiments Arrondissement :	**139 881,41 $**	**33,93%**
Taxes Fed. / 5% :	6 994,07 $	
Taxes Prov. / 9,975% :	13 953,17 $	
Total avec taxes :	160 828,66 $	

Total de 75 Bâtiments

Total du contrat avant taxes :	**412 238,05 $**	**100,00%**
Taxes Fed. / 5% :	20 611,90 $	
Taxes Prov. / 9,975% :	41 120,75 $	
Total avec taxes :	473 970,70 $	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166292002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division soutien et exploitation , Section des travaux d'entretien à contrat
Objet :	Exercer la première option de prolongation d'une année pour trois (3) contrats (3 lots) accordés suite à l'appel d'offres public # 13-10324 aux firmes « Ascenseurs Innovatec inc. » (2 lots) et « Ascenseurs ThyssenKrupp (Canada) limitée » (1 lot) pour les services d'entretien d'équipements de transport vertical - Dépenses totale de 473 970,70 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166292002 - information comptable.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-08

Lan-Huong DOAN
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-4674
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1163113004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2015-2016 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à Neolect inc. pour l'exécution des travaux de remplacement des projecteurs de six (6) édifices du Plan lumière du Vieux-Montréal. – Dépense totale de 1 390 156,76$, taxes incluses (contrat : 1 263 778,76 $; incidences : 126 378,00 $) – Appel d'offres public (2016-ECL001). – Trois soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense maximale de 1 390 156,76$, taxes incluses, pour des travaux de remplacement des projecteurs de six (6) édifices du Plan lumière du Vieux-Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Neolect Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat des travaux de remplacement des projecteurs de six (6) édifices du Plan lumière du Vieux-Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 263 778,76$,$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (2016-ECL001);

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 88% par l'agglomération et à 12% par le MCCQ.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-27 13:20

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163113004**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2015-2016 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un contrat à Neolect inc. pour l'exécution des travaux de remplacement des projecteurs de six (6) édifices du Plan lumière du Vieux-Montréal. – Dépense totale de 1 390 156,76$, taxes incluses (contrat : 1 263 778,76 $; incidences : 126 378,00 $) – Appel d'offres public (2016-ECL001). – Trois soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

En 1996, la Ville de Montréal a entrepris de mettre sur pied un vaste plan lumière dans le Vieux-Montréal consistant en une mise en place d'un éclairage architectural de divers bâtiments publics et privés, d'une illumination d'importants espaces publics ainsi que de l'implantation de lampadaires à lanterne carrée historique dans ses rues. Les premiers projets d'illumination ont visé principalement les rues Saint-Paul, De la Commune ainsi que la Cité administrative. En 2001, la Ville de Montréal inaugurait la mise en lumière de la Place d'Armes et des édifices qui la bordent. Aujourd'hui, certains édifices de la rue Saint-Paul, de la Cité administrative et de la Place d'Armes ne sont que partiellement illuminés, voire complètement éteints, affaiblissant grandement le Plan lumière d'origine, la plupart des projecteurs étant arrivés à la fin de leur vie utile.
Dans le but de rétablir à son état initial le Plan lumière en vue des festivités du 375^{e} anniversaire de Montréal, en 2017, une mise à niveaux des systèmes d'éclairage des édifices suivants est prévue (voir plan de localisation en pièce jointe au dossier) :

§ Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, 400, Saint-Paul Est (installation initiale: 2003);
§ Marché Bonsecours, 300-390, Saint-Paul Est (inst. initiale: 2000);
§ Édifice Ernest-Cormier, 100, Notre-Dame Est (inst. initiale: 2000);
§ Édifice Aldred, 501-507, place d'Armes (inst. initiale: 2002);
§ Édifice de la New York Life, 511, place d'Armes (inst. initiale 2002);
§ Édifice Duluth, 84-88, Notre-Dame Ouest (inst. initiale: 2002).

Le présent sommaire concerne l'octroi d'un contrat pour l'exécution de l'ensemble des travaux concernant l'éclairage architectural prévus sur les six édifices visés.

Il est à noter qu'en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, tous les travaux à l'intérieur du Site patrimonial de Montréal, soit le Vieux-Montréal, doivent faire l'objet d'une autorisation

du ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ). Dans le cas du présent projet, cette demande d'autorisation est en cours.

Le projet de mise à niveau des six édifices est inscrit dans l'Entente sur le développement culturel de Montréal pour 2015-2016, liant la Ville et le MCCQ. En tant que partenaire, nous allons nous assurer de l'ajout de ce projet à l'entente 2017-2018 en cours d'élaboration.

Le processus de sollicitation utilisé pour ce projet a été un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs électricien répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. Cet appel d'offre a débuté le 18 juillet 2016 et s'est terminé 42 jours plus tard. Les soumissions ont été ouvertes le 29 août 2016 à 14h00. L'appel d'offres a été publié sur le site internet du SEAO durant toute la période allouée.

Deux addendas ont été émis au cours de la période de l'appel d'offres, soit le 23 août 2016 et le 25 août 2016 pour répondre aux questions posées par les possibles soumissionnaires. L'ensemble des soumissionnaires ont accusé réception de ces addendas.

Selon les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 180 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 25 février 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0515 – 20 août 2015 – Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 2 000 000$ afin de financer les travaux d'aménagement visant la poursuite du Plan lumière du Vieux-Montréal dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 (règlement RCG15-072).
CG15 0660 - 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

DESCRIPTION

Les travaux consistent à remplacer tous les projecteurs existants sur six édifices sélectionnés par des projecteurs à DEL dans le respect des concepts d'origine et à ajouter certains projecteurs pour bonifier légèrement le concept d'illumination, au besoin.
Plus précisément, les travaux consistent en l'enlèvement des projecteurs existants, l'achat et l'installation des nouveaux projecteurs ainsi que l'achat et l'installation de pièces de remplacement, au besoin, tel que les boîtes de jonction, câbles d'alimentation, contrôleurs, etc. De plus, une bonification du concept est prévue pour l'édifice de la New-York Life et l'édifice Duluth.

Les travaux sont effectués sur des édifices publics et privés. Une coordination entre le propriétaire ou gestionnaire des édifices et l'entrepreneur a été exigée dans le cahier des charges.

Aucun pourcentage de contingence n'a été inscrit au bordereau de soumission.

Le montant prévu pour les incidences est de 126 378,00 $, taxes incluses, soit 10 % du montant total du contrat. Ce montant sera affecté, au besoin, au remplacement de câblage et pièces défectueuses.

Les documents d'appel d'offres ont été pris par un total de 9 entreprises. De ce nombre, trois entrepreneurs électriciens ont déposé leur soumission, toutes conformes.

Entrepreneurs électriciens soumissionnaires :

§ Construction N.R.C. inc.
§ Les entreprises d'électricité E.G. Ltée
§ Neolect inc.

La Division du patrimoine au Service de la mise en valeur du patrimoine, responsable du budget requis à ce projet a été impliquée dans le processus de cet appel d'offres ainsi que l'arrondissement Ville-Marie par le coordonnateur des projets du Vieux-Montréal.

JUSTIFICATION

Sur la totalité des 9 entreprises, trois ont déposé une soumission conforme. Ainsi, 33 % des preneurs des documents d'appel d'offres ont déposé une soumission.

Firmes soumissionnaires	**Prix de base (taxes incluses)**	**Contingences (taxes incluses)**	**Total (taxes incluses)**
Construction N.R.C. inc.	1 885 676,23 $	0 $	1 885 676,23 $
Les entreprises d'électricité E.G. Ltée	1 477 569,02 $	0 $	1 477 569,02 $
Neolect inc.	1 263 778,76 $	0 $	1 263 778,76 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	1 174 992,70 $	0 $	1 174 992,70 $
Coût moyen des soumissions conformes Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			1 542 341,34 $ 18,1 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			621 897,47 $ 49,2 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			88 786,06 $ 7,0 %

Le prix déposé par le plus bas soumissionnaire est supérieur de 7,0 % à la dernière estimation réalisée par la firme externe conceptrice, ce qui est acceptable dans le cas de ce type de projet et de contexte.

Le plus bas soumissionnaire conforme détient une autorisation émise par l'Autorité des marchés financiers le 20 juin 2013 (voir pièce jointe au dossier).

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de base du contrat est de 1 263 778,76 $, taxes incluses. Les contingences sont de 0 $ et les incidences sont de 126 378,00 $, taxes incluses. Le coût total maximal de ce projet, soit 1 390 156,76 $, contingences, incidences et taxes incluses, sera assumé comme suit :

§ Un montant maximal de 1 390 156,76 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-072.
§ Un montant maximal de 165 500 $, ce qui correspond à 12 % du montant total, est

subventionné par le MCCQ, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Le projet global de la Mise à niveau du Plan lumière est effectivement inscrit dans cette entente pour 2016-2017.

L'utilisation complète de la subvention offerte par le MCCQ engendrera une dépense totale nette à la charge des contribuables de 1 103 898,42 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En assurant la pérennité du Plan lumière du Vieux-Montréal, le projet contribue à la protection et à la mise en valeur de ce secteur exceptionnel pour les années à venir.
Le projet prévoit l'utilisation de projecteurs à DEL qui sont beaucoup moins énergivores que les projecteurs utilisés jusqu'à maintenant, ce qui réduira la consommation électrique globale et la facture qui y est reliée, qui est souvent assumée par la Ville. De plus, la longévité des nouveaux appareils diminue les besoins en inspection et en entretien.

Les projecteurs désuets seront recyclés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet de remplacement des projecteurs de six édifices du Vieux-Montréal s'inscrit dans une stratégie plus large d'entretien du Plan lumière. Ce projet est complémentaire à un entretien régulier qui fera l'objet d'un contrat distinct en 2016-2017. Cette stratégie a pour but de remettre dans un état optimal le Plan lumière pour le 375^{e} anniversaire de Montréal. Sans une décision favorable à la séance du conseil d'agglomération du 24 novembre 2016, le calendrier du projet serait reporté et les travaux ne pourraient être terminés en mai 2017, avant les festivités et la haute saison dans ce secteur touristique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les prochaines étapes sont les suivantes :

§ Octroi du contrat: 24 novembre 2016
§ Début du contrat: 1er décembre 2016
§ Fin de travaux : printemps 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie M MARTIN, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Nathalie M MARTIN, 13 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LESSARD
Ingénieure

Tél : 514 872-5961
Télécop. : 514-872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-28

Guy PELLERIN
Chef de division - sécurité et aménagement du réseau artériel

Tél : 514 872-7486
Télécop. : 514 872-9458

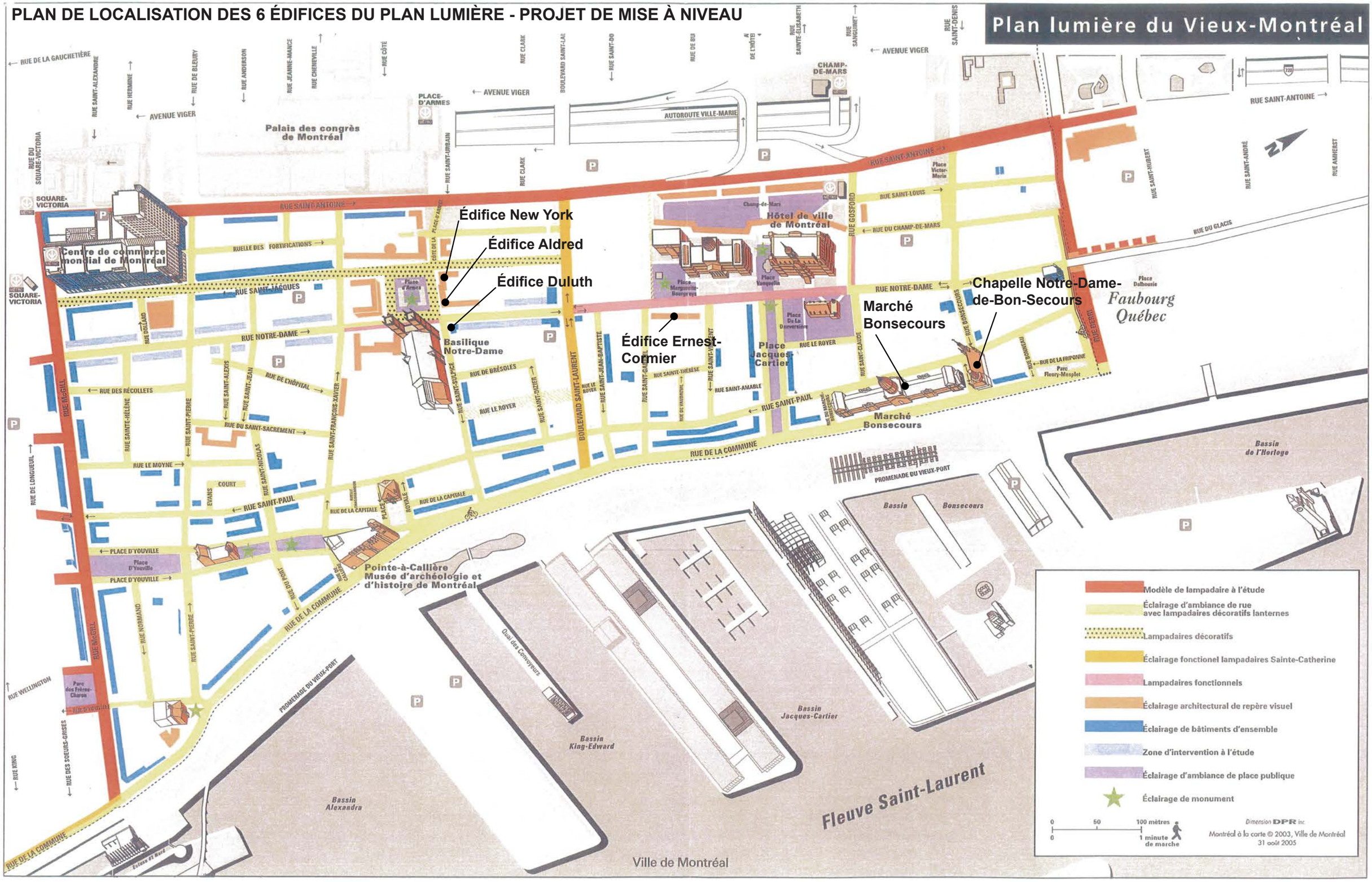
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2016-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-26

PLAN DE LOCALISATION DES 6 ÉDIFICES DU PLAN LUMIÈRE - PROJET DE MISE À NIVEAU



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0105

Québec, le 20 juin 2013

Néolect / Le Saux inc.
À l'attention de : Monsieur Sylvain Rousseau
104 boul. Montcalm Nord
Candiac (Québec) J5R 3L8

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Néolect / Le Saux inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0105 n° d'identification de l'Autorité : 2700019119

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Néolect / Le Saux inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

Le 29 août 2016

VILLE DE MONTRÉAL
Service des infrastructures de la voirie et des transports
Direction des transports
Division Sécurité et aménagement
801, rue Brennan, 6e étage
Montréal, QC H3C 0G4

Objet : Appel d'offres : #2016-ECL0001, remplacement des projecteurs de six (6) édifices du Plan Lumière du Vieux-Montréal.
Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter / sous-contracter avec des organismes publics de Néolect inc.

A qui de droit,

La présente vous est transmise dans le cadre de l'appel d'offres «#2016-ECL0001, remplacement des projecteurs de six (6) édifices du Plan Lumière du Vieux-Montréal » émis par la ville de Montréal le 15 juillet 2016.

Comme vous le savez, Néolect inc. est titulaire d'une autorisation de contracter/sous-contracter avec des organismes publics émis par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») en vertu de l'article 21.17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (la « **LCOP** »). Cette autorisation fut délivrée le 20 juin 2013 et expirera le 19 juin 2016, le tout tel qu'il appert de l'autorisation émise par l'AMF dont copie vous est transmise aux termes des présentes (l' «**Autorisation** »).

Nous souhaitons vous informer que Néolect inc. a déposé auprès de l'AMF une demande de renouvellement de son Autorisation pour une période additionnelle de trois ans. Cette demande de renouvellement fut déposée auprès de l'AMF le 3 mars 2016 et ce, tel qu'il appert de l'accusé de réception de la demande de renouvellement reçue de l'AMF et jointe aux présentes.

Néolect inc. ayant déposé sa demande de renouvellement **plus de 90 jours avant la date d'expiration de l'Autorisation**, nous tenons à vous assurer que celle-ci demeure pleinement valide au-delà du 19 juin 2016 et ce, jusqu'à ce que l'AMF statue sur cette demande d'autorisation, le tout conformément à l'article 21.41 de la LCOP lequel se lit ainsi :

> *« Une entreprise doit faire une demande de renouvellement afin de demeurer autorisée. La demande de renouvellement doit être présentée à l'Autorité au moins 90 jours avant le terme de la durée de cette autorisation.*

Une autorisation demeure valide, sous réserve d'une révocation durant ce délai, si la demande de renouvellement est présentée dans ce délai, et ce, jusqu'à ce que l'Autorité statue sur cette demande. Les conditions et les modalités applicables pour une demande d'autorisation s'appliquent au renouvellement de celle-ci.

Malgré l'article 21.18, l'entreprise qui n'est plus autorisée en raison du seul fait qu'elle n'a pas fait sa demande de renouvellement dans le délai requis en application du deuxième alinéa peut, malgré la date d'expiration de l'autorisation, continuer les contrats publics ou les sous-contrats publics en cours d'exécution jusqu'à la décision de l'Autorité relative au renouvellement de l'autorisation. »

Soyez par ailleurs assurés que Néolect inc. verra à vous transmettre, dans les meilleurs délais suivant la réception de la décision de l'AMF, le renouvellement de l'Autorisation.

Nous espérons que ces précisions vous seront utiles aux fins de l'analyse de la soumission de la soussignée dans le cadre de l'appel d'offres en rubrique et nous demeurons disponibles pour toute question additionnelle.

Veuillez accepter, nos salutations distinguées.

NÉOLECT INC.

Sylvain Rousseau
Président

p.j.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 3 mars 2016

NÉOLECT INC.
104, BOUL MONTCALM N
CANDIAC QC J5R 3L8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700019119
N° de demande :	1630965613

L'analyse de votre demande débutera lorsque tous les documents, paiements ou confirmation d'un tiers requis seront reçus à l'Autorité.

Faites-nous parvenir votre paiement pour le solde à payer dans les plus brefs délais.

Montant de la facture :	416,00 $
Paiement reçu :	0,00 $
Solde à payer :	416,00 $

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Reçu de paiement

NÉOLECT INC.
104, BOUL MONTCALM N
CANDIAC QC J5R 3L8

N° de client : 2700019119
N° de reçu : 1213485
Date du paiement : 2016-03-08
Mode de paiement : Chèque

Date facture	N° de facture	Client facturé	Type de demande	Montant payé
2016-03-03	9009-00000065	NÉOLECT INC.	Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public	416,00 $
			Total du paiement :	**416,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163113004

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des transports , Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Objet :	Accorder un contrat à Neolect inc. pour l'exécution des travaux de remplacement des projecteurs de six (6) édifices du Plan lumière du Vieux-Montréal. – Dépense totale de 1 390 156,76$, taxes incluses (contrat : 1 263 778,76 $; incidences : 126 378,00 $) – Appel d'offres public (2016-ECL001). – Trois soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1163113004 inform comptables.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget

Tél : 514 872-5911

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-05

François BERGERON
Conseiller en gestion des ressources financières, C/E
Tél : 514 872-0026

Division : Service des finances - Division conseil et soutien financier - PS - Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1166859005

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division Administration
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les contenants Durabac inc. pour l'acquisition d'un fardier à deux essieux pour une somme maximale de 102 316,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15459 (1 soumissionnaire).

Il est recommandé :
1. d'accorder à Les contenants Durabac inc. le contrat pour l'acquisition d'un fardier à deux essieux pour une somme maximale de 102 316,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15459.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 51,2 % par l'agglomération, pour un montant de 52 385, 92 $, taxes incluses.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-19 13:36

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1166859005**
Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division Administration
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les contenants Durabac inc. pour l'acquisition d'un fardier à deux essieux pour une somme maximale de 102 316,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15459 (1 soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires en charge de la planification, du contrôle et du suivi de la réalisation du budget PTI 2016-2018. Ce budget est destiné au rajeunissement du parc de véhicules.
Dans le cadre de sa planification d'achat de matériel roulant de 2016, la division des ateliers spécialisés du Service du matériel roulant a émis le besoin de remplacer le véhicule 394-97167 et l'outil 759-95108 par un fardier à deux essieux pour cause de désuétude. Cette acquisition permettrait une réponse à moindre coût, et dans les meilleurs délais aux besoins opérationnels des équipes des ateliers spécialisés.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 16-15459, lequel s'est tenu du 20 juillet au 31 août 2016. Le délai de réception des soumissions a été de 43 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 120 jours civils suivant la date fixée à l'ouverture de la soumission.

Durant la période de sollicitation, trois addendas ont été produits :

· Addenda no 1, émis le 16 août 2016 pour reporter la date d'ouverture de l'appel d'offres au 24 août 2016
· Addenda no 2, émis le 23 août 2016 pour reporter la date d'ouverture de l'appel d'offres au 31 août 2016
· Addenda no 3, émis le 29 août 2016 pour l'envoi de la nouvelle Politique de gestion contractuelle entérinée le 25 août 2016

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Accorder à Les contenants Durabac inc. le contrat pour l'acquisition d'un fardier à deux essieux tel que décrit au devis technique de l'appel d'offres 16-15459 pour une somme maximale de 102 316,25 $, taxes incluses. Ce montant inclus un fardier à deux essieux de type « Roll off » d'une capacité minimum de trente tonnes (60 000 lb), de marque et modèle Duraralift/CT-6032-2AT. La remorque sera utilisée pour le transport des conteneurs à déchets des ateliers spécialisés vers les centres de récupération .

JUSTIFICATION

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 16-15459 pour lequel il y a eu un (1) soumissionnaire conforme.

Firmes soumissionnaires conformes	**Prix de base**	**Autre (préciser)**	**Total**
Les contenants Durabac inc.	102 316,25 $		102 316,25 $
Estimation			120 723,75 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			n/a
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			n/a
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			n/a
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			n/a
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)(la plus basse conforme – estimation)			-18 407,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-15,25%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			n/a
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			n/a

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 102 316,25 $, taxes incluses, sera assumé comme suit : Un montant maximal de 45 594 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale (16-021) et un montant maximal de 47 836 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 16 -018) destinés aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 68102).

Cette dépense sera assumée à 48,8 % par la ville centre et à 51,2 % par l'agglomération.

Livraison en 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Livraison: 80 jours suite à l'émission du bon de commande. Prévision 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Youness FAOUZI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Catherine CUNNINGHAM)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe SAINT-VIL, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève MILOT
Agente de recherche

Tél : 514 872-6523
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-06

Dominic GARNEAU
Chef de Divison Services Spécialisés

Tél : 514 872-1073
Télécop. : 514 872-1095

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2016-10-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1166859005

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division Administration
Objet :	Accorder un contrat à Les contenants Durabac inc. pour l'acquisition d'un fardier à deux essieux pour une somme maximale de 102 316,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15459 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15459 INTERVENTION.pdf
16-15459 DET CAH FINAL.pdf
16-15459 PV.pdf
16-15459 TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Youness FAOUZI
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-868-5852

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-07

Denis LECLERC
C/S approvisionnement stratégique en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15459 — No du GDD : 1166859005

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'un fardier à deux (2) essieux de type "Roll Off" d'une capacité minimum de trente (30) tonnes.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 7 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 17 - 8 - 2016

Ouverture faite le : 31 - 8 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 29 - 8 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 41 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 12 - 2016

Date d'échéance révisée : 28 - 4 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CONTENANTS DURABAC INC.	102316,25	√	

Information additionnelle

Raisons de désistement :
Produit en développement et délai de livraison difficile à respecter. (1 firme).
Les deux (2) autres firmes n'ont pas répondu aux demandes d'information envoyées par courriels.

Préparé par : Youness Faouzi — Le 7 - 10 - 2016

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:	16-15459	Titre de l'appel d'offres:	Acquisition d'un fardier à deux (2) essieux de type "Roll Off" d'une capacité minimum de trente (30) tonnes	
Youness Faouzi			Durabac			

No	Articles	Terme	Qté (heures)	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
1	Acquisition d'un fardier à deux (2) essieux de type "Roll Off" d'une capacité minimum de trente (30) tonnes	1	1	88 990,00 $	88 990,00 $				
				Total	88 990,00 $	**Total**		**Total**	
				TPS	4 449,50 $	**TPS**		**TPS**	
				TVQ	8 876,75 $	**TVQ**		**TVQ**	
				TOTAL	102 316,25 $	**TOTAL**		**TOTAL**	

Soumissionnaire le moins cher au total							
Durabac	88 990,00 $	+ TPS	4 449,50 $	+ TVQ	8 876,75 $	=	**102 316,25 $**

Tableau comparatif des prix reçus

No l'appel d'offres	16-15459	Titre de l'appel d'offres	Acquisition d'un fardier à deux (2) essieux de type "Roll Off" d'une capacité minimum de trente (30) tonnes			Nom de l'agent d'approvisionnement	Youness Faouzi
Date d'ouverture	2016-08-31	Appel d'offres	Publique	Service requérant	Service du matériel roulant et des	Requérant	Alain Savard

	Adjudicataire recommandé		
	Durabac	0	0
Total avant taxes	88 990,00 $		
TPS	4 449,50 $		
TVQ	8 876,75 $		
TOTAL	**102 316,25 $**		

Commentaires	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15459
Numéro de référence : 999508
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'un fardier à deux (2) essieux de type "Roll Off" d'une capacité minimum

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
FST Canada Inc fonctionnant comme Équipement Joe Johnson 8620 rue Jarry Anjou Montréal, QC, H1J1X7 http://www.jjei.com NEQ : 1171680722	Madame Tammie Knight Téléphone : 705 733-7700 Télécopieur : 705 733-8800	**Commande : (1156650)** 2016-07-20 13 h 08 **Transmission :** 2016-07-20 13 h 08	2638065 - 16-15459 Addenda N° 1 - Report de date 2016-08-16 15 h 53 - Courriel 2640801 - 16-15459 Addenda No 2 - Report de date 2016-08-23 10 h 17 - Courriel 2643467 - 16-15459 Addenda no 3 2016-08-29 17 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Bétons Longueuil 1982 Inc. 750, Rue Hérelle Longueuil, QC, j4g2m8 NEQ : 1143981844	Monsieur Daniel Labonté Téléphone : 450 670-3882 Télécopieur : 450 670-3708	**Commande : (1157245)** 2016-07-21 14 h 11 **Transmission :** 2016-07-21 14 h 11	2638065 - 16-15459 Addenda N° 1 - Report de date 2016-08-16 15 h 53 - Courriel 2640801 - 16-15459 Addenda No 2 - Report de date

				2016-08-23 10 h 17 - Courriel 2643467 - 16-15459 Addenda no 3 2016-08-29 17 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Contenants Durabac inc. 22, Chemin Milton Granby, QC, J2J 0P2 http://www.durabac.ca NEQ : 1141257320	Monsieur Jean-Pierre Beaudry Téléphone : 450 378-1723 Télécopieur : 450 378-1720	**Commande : (1156576)** 2016-07-20 11 h 18 **Transmission :** 2016-07-20 11 h 18	2638065 - 16-15459 Addenda N° 1 - Report de date 2016-08-16 15 h 53 - Courriel 2640801 - 16-15459 Addenda No 2 - Report de date 2016-08-23 10 h 17 - Courriel 2643467 - 16-15459 Addenda no 3 2016-08-29 17 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pierquip Inc 16079 Boulevard Curé-Labelle Mirabel, QC, J7J 2G6 http://www.pierquip.com NEQ : 1143543362	Madame Mélanie Uson Téléphone : 450 438-6400 Télécopieur :	**Commande : (1157240)** 2016-07-21 14 h 06 **Transmission :** 2016-07-21 14 h 06	2638065 - 16-15459 Addenda N° 1 - Report de date 2016-08-16 15 h 53 - Courriel 2640801 - 16-15459 Addenda No 2 - Report de date 2016-08-23 10 h 17 - Courriel 2643467 - 16-15459 Addenda no 3 2016-08-29 17 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166859005

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division Administration
Objet :	Accorder un contrat à Les contenants Durabac inc. pour l'acquisition d'un fardier à deux essieux pour une somme maximale de 102 316,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15459 (1 soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166859005 acquisition fardier - appel d'offres 1615459.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine CUNNINGHAM
Préposée au budget
Tél : 514-872-4232
Abdelkodous
YAHYAOUI
Agent comptable analyste
514 872 5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-14

Lyne LAMBERT
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1093

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1166135010

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation pour une période de vingt-quatre (24) mois, de l'entente-cadre conclue avec l'entreprise Louis-Hébert Uniforme inc., pour la fourniture de vêtements de protection individuelle, à l'usage des employés de la Ville de Montréal (CG13 0447). Aucun montant n'est demandé pour la période de prolongation.

Il est recommandé:

1. d'autoriser la prolongation d'une entente-cadre avec l'entreprise Louis Hébert Uniformes inc. pour une période de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture de vêtements de protection individuelle contre les chocs et les arcs électriques, à l'usage des employés de la Ville de Montréal, selon les termes et conditions de l'appel d'offres 13-12985 (CG13 0447);

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget des différentes unités d'affaires de la Ville de Montréal et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-11-01 14:12

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166135010**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction , Division de l'acquisition de biens et services , Approvisionnement stratégique et collectif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation pour une période de vingt-quatre (24) mois, de l'entente-cadre conclue avec l'entreprise Louis-Hébert Uniforme inc., pour la fourniture de vêtements de protection individuelle, à l'usage des employés de la Ville de Montréal (CG13 0447). Aucun montant n'est demandé pour la période de prolongation.

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public dans le but d'octroyer une entente-cadre pour une période de trente-six (36) mois avec option de prolongation de vingt-quatre (24) mois, pour l'acquisition de vêtements de protection contre les arcs et les chocs électriques à l'usage des électriciens de différentes unités d'affaires de la Ville de Montréal.
L'entente-cadre actuellement en vigueur depuis le 28 novembre 2013, d'une valeur totale de 237 253,21 $ taxes incluses, prendra fin le 27 novembre 2016. En date du 23 août 2016, nous avons consommé un montant de 89 608,08 $, taxes incluses, représentant environ 37,76 % de la valeur totale de l'entente.

Dans le cadre de ce sommaire décisionnel, nous désirons nous prévaloir de la prolongation prévue à l'appel d'offres, à partir du 27 novembre 2016, aux mêmes conditions décrites à l'appel d'offres 13-12985.

L'adjudicataire du contrat, l'entreprise Louis-Hébert Uniforme inc., a confirmé son intérêt par écrit, la copie de la lettre peut être consultée en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0447 - 28 novembre 2013 Conclure une entente-cadre collective pour une période de trente-six (36) mois, avec Louis-Hébert Uniforme inc., pour la fourniture de vêtements de protection individuelle contre les arcs et les chocs électriques. Le montant total estimé est de 237 253,21 $, taxes incluses. Appel d'offres public 13-12985 (1 soum.).
CE11 0062 - 19 janvier 2011 Conclure avec Louis-Hébert Uniforme inc. une entente-cadre collective pour une période de trente-six (36) mois pour la fourniture sur demande de manteaux et polars de protection individuelle contre les arcs et les chocs électriques

(protection de niveau II). Le montant total estimé est de 111 096,09 $, taxes incluses. Appel d'offres public 10-11414 (2 soum.).

DESCRIPTION

Selon les conventions collectives en vigueur, la Ville a l'obligation de fournir les pièces d'uniformes et de protection nécessaires afin de répondre aux besoins opérationnels de ses employés.
La prolongation de l'entente-cadre permettra à la Ville d'accomplir ses obligations en fournissant à ses électriciens de différentes unités d'affaires, les vêtements de protection individuelle contre les arcs et les chocs électriques suivants :

- manteaux d'hiver (protection de niveau II);
- polars (protection de niveau II);
- combinaisons (protection de niveau II);
- salopettes hivernales (protection de niveau III).

JUSTIFICATION

La prolongation de l'entente-cadre permettra une constance et une facilité d'approvisionnement, et ce, tout en assurant la disponibilité de produits jusqu'à la fin de 2018.
De même, le renouvellement de cette entente permettra :

- à la Ville de bénéficier des conditions avantageuses obtenues lors du dernier appel d'offres (aucune augmentation de prix n'est prévue pour cette prolongation);
- d'assurer la disponibilité des produits pour les employés ayant l'obligation de vêtir un vêtement de protection individuelle dans l'exercice de leur travail;
- au Service de l'approvisionnement de compléter la stratégie d'approvisionnement pour la prochaine sollicitation du marché en 2018.

La confection de vêtements pour ce contrat est effectuée au Québec.

Le présent dossier est conforme aux encadrements administratifs suivants :

- la politique de gestion contractuelle;
- la politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal.

Le fournisseur n'a pas à obtenir l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ce contrat et il ne détient pas une telle autorisation dans le cadre d'un autre contrat. Il ne se trouve pas sur la liste des entreprises non admissibles du RENA.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun montant supplémentaire n'est demandé pour la période de prolongation de l'entente. L'entente-cadre est sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdit le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie d'échelle en faisant augmenter tous les frais administratifs afférents.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la prolongation de l'entente-cadre ainsi que des modalités d'achats convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Prolongation de l'entente-cadre à la suite de l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dana Roxana RACASAN OANCEA
Agent d'approvisionnement II

Tél : 514 872-6717
Télécop. : 514 872-9693

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-30

Danielle CHAURET
Chef de section ress.matérielles

Tél : 514-872-1027
Télécop. : 514 872-2519

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Pierre TRUDEL
Directeur de l'approvisionnement
Tél : 514 868 4433

Approuvé le : 2016-10-03

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services Institutionnels
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

PAR COURRIEL

Le 18 août 2016

Monsieur Jean-Marie Leblanc
Louis Hébert Uniformes Inc.
1963, Notre-Dame-de-Fatima
Laval (Québec) H7G 4R9

Courriel : jeanleblanc@louishebert.ca

Objet : Prolongation du contrat - Appel d'offres n° 13-12985
VÊTEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES ARCS ÉLECTRIQUES

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°13-12985. Cette prolongation serait pour la période de 24 mois à compter du 27 novembre 2016. Cette option est définie à la clause 4 des «clauses particulières» de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat et l'émission de nouvelles ententes serait effective pour la période de 24 mois, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 12 juin 2013 dans le cadre de l'appel d'offres 13-12985.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions au plus tard le 23 août 2016 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat et l'émission desdites ententes.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Roxana Racasan Oancea
Agente d'approvisionnement II
Tél. : 514 872-6717
Téléc. : 514 872-9693

La présente est pour vous signifier notre accord pour la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°13-12985, pour la période 24 mois, à compter du 27 novembre 2016.

JEAN-M. LEBLANC — Nom en lettres moulées et signature

19 Août 2016 — Date

Monsieur Jean-Marie Leblanc
Louis Hébert Uniformes Inc.

RRO/ml

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1167104001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9169-9835 Québec inc. (Publications 9417), plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de services d'impression laser, l'insertion, l'expédition et la fournitures de papeterie pour les avis de la cour municipale pour l'exercice 2017-2019, aux prix unitaires soumis pour un montant approximatif de 531 788 $ (avec taxes) pour une période de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. Appel d'offres 16-15562 / 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1- d'accorder à 9169-9835 Québec inc. (Publications 9417), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de trente-six (36) mois, le contrat pour la fourniture de services d'impression laser, l'insertion, l'expédition et la fourniture de papeterie pour les avis de la cour municipale, aux prix unitaires de sa soumission, soit pour une somme approximative de 531 788 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15562 et au tableau des prix reçus ;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération, pour un montant approximatif de 531 788 $.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-31 11:35

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167104001**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9169-9835 Québec inc. (Publications 9417), plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de services d'impression laser, l'insertion, l'expédition et la fournitures de papeterie pour les avis de la cour municipale pour l'exercice 2017-2019, aux prix unitaires soumis pour un montant approximatif de 531 788 $ (avec taxes) pour une période de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. Appel d'offres 16-15562 / 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à la fermeture de la centrale d'impression de la Ville de Montréal, la cour municipale a lancé, en 2015, un appel d'offres public pour identifier une entreprise qui sera en mesure d'effectuer l'impression, l'insertion, l'expédition et de fournir la papeterie nécessaire pour continuer à faire parvenir ses différents avis aux défendeurs. Un contrat d'un an a été octroyé à Publications 9417 pour l'année 2016. Ce contrat venant à échéance le 31 décembre 2016, un nouvel appel d'offres, incluant de nouveaux projets d'impression, a été lancé.
L'appel d'offres public 16-15562 a été annoncé le 12 septembre 2016 et publié dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO). La fermeture de l'appel était le 27 septembre. Lors du processus, six (6) firmes se sont procuré les cahiers de charge et trois (3) firmes ont déposé une soumission. Le délai de validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours calendrier à compter de la date de l'ouverture des soumissions. Il y a eu deux (2) addenda émis pendant le processus d'appel d'offres.

Addenda	Objet	Date de publication
1	Précisions sur le traitement des différents projets	16 septembre 2016
2	Précisions sur le traitement des différents projets	23 septembre 2016

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 2163 - 2 décembre 2015 - Accorder à 9169-9835 Québec inc. (Publications 9417), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période d'un an, le contrat pour la fourniture de services d'impression laser, l'insertion, l'expédition et la fourniture de papeterie pour les avis de la cour municipale, aux prix unitaires de sa soumission, soit pour une somme

maximale de 197 665 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14202 et au tableau des prix reçus joint au rapport du dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Le mandat consiste en la réalisation de projets distincts d'impression laser, d'insertion, d'expédition et de fournitures de papeterie pour les avis de la cour municipale. Les avis à imprimer seront confectionnés à partir de fichiers en format PDF transmis par la Ville de Montréal à l'adjudicataire. Certains projets pourraient nécessiter l'insertion d'encarts. L'adjudicataire devra également fournir les items requis (papeterie et enveloppes) pour les tâches d'impression effectuées à nos bureaux. Le contrat est d'une durée de trente-six (36) mois à compter du 1er janvier 2017. Il sera possible de prolonger ledit contrat pour une durée de douze (12) mois, pour un maximum de deux (2) prolongations, selon les mêmes termes de l'appel d'offres, et sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins trente (30) jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat, tel qu'indiqué à la clause 5 de la section III des clauses administratives particulières des documents d'appel d'offres. La description du type de matériel requis (papeterie et enveloppes) ainsi que la description des projets d'impression (impression, pliage, assemblage, insertion et envoi) se retrouvent en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Analyse des soumissions
Appel d'offres 16-15562

Titre : Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale.

Méthode d'adjudication : Pour l'attribution de ce contrat, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie le contrat en entier au plus bas soumissionnaire conforme.

Date de lancement : 12 septembre 2016
Date de fermeture : 27 septembre 2016

Analyse des prix soumis :

Le plus bas soumissionnaire conforme est : 9169-9835 Québec inc. (Publications 9417)

Pris soumis (sans taxes) : 462 525,12 $
Pris soumis (avec taxes) : 531 788,26 $

Soumissionnaires conformes	Offre (Hors taxes)	Taxes (TPS, TVQ)	Montant total (taxes incluses)
9169-9835 Québec inc. (Publications 9417)	462 525,12 $	69 263,14 $	531 788,26 $
Groupe Data Ltée	481 236,29 $	72 065,13 $	553 301,42 $
DXP Postexperts	648 457,65 $	97 106,53 $	745 564,18 $
Estimation interne	515 758,00 $	77 235,00 $	592 993,00 $
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			610 217,95 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) (coût moyen des soumissions - la plus basse) / la plus basse X 100)			14,75%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)			213 775,92 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse) / la plus basse X 100)			40,20%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme - estimation interne)			(61 204,74) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (la plus basse conforme - estimation interne / estimation X 100)			-10,32%

Conformité des échantillons :

-les échantillons fournis sont conformes (versions papier et PDF) selon la cour municipale;

-le code MICR (encre magnétique) est conforme selon les tests effectués par Martin Boulanger de chez Desjardins.

L'entreprise n'a pas à obtenir d'attestation en lien avec la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût approximatif de ce contrat, basé sur des quantités estimées, est de 531 788,26 $ taxes incluses, 485 593,56 $ net de ristournes fédérales et provinciales.
Le coût annuel approximatif, pour l'année 2017, est de 155 902,78 $ taxes incluses, 142 360,02 $ net de ristournes.

Le coût annuel approximatif, pour l'année 2018, est de 183 621,73 $ taxes incluses, 167 671,11 $ net de ristournes.

Le coût annuel approximatif, pour l'année 2019, est de 192 263,75 $ taxes incluses, 175 562,43 $ net de ristournes.

Les quantités réellement consommées pourront différer des quantités estimées.

Les crédits annuels pour cette dépense sont prévus à la base budgétaire du Service des affaires juridiques.

Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

La 3^{e} année du contrat (2019), dont le coût est 192 263,75 $, taxes incluses, représente les quantités estimées nécessaires que le soumissionnaire doit fournir dans un cadre normal d'opération où la Ville n'a pas de surplus d'inventaire à écouler. En effet, lors des deux (2) premières années du contrat (2017 et 2018), la Ville fournit au soumissionnaire certaines quantités de papeterie dans le but d'écouler son surplus d'inventaire. Par conséquent, les quantités estimées nécessaires au contrat sont moindres résultant en un coût annuel moindre de 36 360,97 $ pour l'an 1 (2017) et 8 642,02 $ pour l'an 2 (2018), par rapport à l'an 3 du contrat.

Les prix unitaires de l'appel d'offres comportent deux (2) groupes de prix, soit le premier groupe pour la fourniture de papeterie au montant de 218 439,14 $, taxes incluses (199 464,05 $ net de ristournes) et le deuxième groupe pour les services d'impression laser, l'insertion, l'expédition au montant de 313 349,12 $, taxes incluses (286 129,51$ net de ristournes), pour un grand total de 531 788,26$ taxes incluses.

Le présent contrat comporte deux (2) options de prolongation, de douze (12) mois chacune, pour un maximum de deux (2) prolongations, pour un total de 24 mois, selon les mêmes termes de l'appel d'offres, et sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire au moins trente (30) jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat, tel qu'indiqué à la clause 5 de la section III des clauses administratives particulières des documents d'appel d'offres. Le cas échéant, si l'option de prolongation est exercée, un dossier décisionnel d'autorisation de prolongation devra être rédigé.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations étant donné qu'elle se rapporte aux activités de la cour municipale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report ou le refus de ce sommaire décisionnel aura comme impact de paralyser l'envoi des avis aux défendeurs (environ 9000 avis/jour), ce qui occasionnera l'arrêt des audiences et des procédures judiciaires et des pertes de revenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs pour les informer de la conclusion de l'entente ainsi que des modalités convenues. De plus, cette entente sera visible par le moteur de recherche du site intranet de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat avant le 18 décembre 2016.
Début des travaux d'impression le 4 janvier 2017.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Dana Roxana RACASAN OANCEA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chantal THERIAULT
Conseillere en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514-868-1192
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

Yves BRIAND
Directeur des Services judiciaires

Tél : 514 872-9382
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Yves BRIAND
Directeur des Services judiciaires

Tél : 514 872-9382
Approuvé le : 2016-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2016-10-28

Appel d'offres public n° 16-15562

Dans le cadre de l'appel d'offres, une approbation de huit (8) échantillons fournis par le plus bas soumissionnaire, tel que mentionné dans la clause 11 des clauses administratives particulières, est requise.

Les huit (8) échantillons du soumissionnaire 9169-9835 Québec inc. (Publications 9417) sont conformes au devis technique.

9169-9835 Québec inc. (Publications 9417)	Approbation (17-10-2016)		Commentaires
Item (article) ou projet	Oui	Non	
Item 1 – feuille 8.5X11 OCR 48M avec micro-perforation	X		
Item 2 – feuille 8.5X11 OCR 48M avec micro-perforation et encodage MICR	X		Conformité au test de lecture du code MICR par Martin Boulanger (Desjardins)
Item 3 – feuille 8.5X11 120M/60lb avec micro-perforation	X		
Item 4 – feuille 8.5X11 Hi-tech 120M/60lb	X		
Item 6 – enveloppe port-payé (fichier PDF)	X		Fichier PDF conforme
Item 7 - enveloppe (fichier PDF)	X		
Projet 1 – Avis de non paiement d'amende	X		
Projet 23 – Lettre de désassignation	X		

Item	Type de matériel	Description	N° interne	Quantité annuelle totale estimée
ITEM 1	Formulaire	Diverses procédures juridiques (LAS7810)	16.51.781.0	482 000
ITEM 2	Formulaire	Diverses procédures juridiques (LAS7820)	16.51.782-0	1 629 500
ITEM 3	Formulaire	Diverses procédures juridiques (LAS0120)	16.04.012-0	54 000
ITEM 4	Formulaire	Diverses procédures juridiques	501	62 600
ITEM 6	Enveloppe-fenêtre Insertion mécanique	Port Payé	16.02.973-0	2 074 100
ITEM 7	Enveloppe-fenêtre	Sans port payé	16.02.973-1	10 000

Projet	Description	Période requise	ITEMS requis	Quantité estimée par projet
Projet 1	Avis de non-paiement-Pénal- GESCOUR	Quotidien	Item 1	14 500
			Item 6	14 500
Projet 3	Avis de convocation – audition défendeur - GESCOUR	Quotidien	Item 1	41 000
			Item 6	41 000
Projet 4	Avis de jugement - GESCOUR	Quotidien	Item 1	31 500
			Item 6	31 500
Projet 5	Demande de paiement - GESCOUR	Quotidien	Item 1	15 500
			Item 6	15 500
Projet 6	Offre de travaux compensatoires – GESCOUR	Hebdomadaire	Item 4	7 000
			Item 6	7 000
Projet 7	Dernier avis paiement émis (criminel) – GESCOUR	Hebdomadaire	Item 1	3 000
			Item 6	3 000
Projet 8	Avis de non-paiement-Criminel- GESCOUR	Quotidien	Item 1	5 000
			Item 6	5 000
Projet 9	Avis de rappel administratif - STOP	Quotidien	Item 2	918 000
			Item 6	918 000
Projet 10	Enquêtes administratives maintien - STOP	Quotidien	Item 2	92 500
			Item 6	92 500
Projet 13	Avis de jugement – STOP	Quotidien	Item 2	384 000
			Item 6	384 000
Projet 14	Demande de paiement – STOP	Quotidien	Item 2	235 000
			Item 6	235 000
Projet 15	Avis d'instruction – STOP	Quotidien	Item 1	112 500
			Item 6	112 500
Projet 16	Avis de retrait– STOP	Hebdomadaire	Item 4	28 000
			Item 6	28 000
Projet 17	Avis de perte de juridiction – STOP	Hebdomadaire	Item 4	100
			Item 6	100
Projet 18	Avis de non-paiement - STOP	Quotidien	Item 1	159 000
			Item 6	159 000
Projet 20	Offre de travaux compensatoires – STOP	Hebdomadaire	Item 4	15 000
			Item 6	15 000
Projet 23	Lettre de désassignation	Quotidien	Item 4	12 500
			Item 6	12 500

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1167104001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Direction
Objet :	Accorder un contrat à 9169-9835 Québec inc. (Publications 9417), plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de services d'impression laser, l'insertion, l'expédition et la fournitures de papeterie pour les avis de la cour municipale pour l'exercice 2017-2019, aux prix unitaires soumis pour un montant approximatif de 531 788 $ (avec taxes) pour une période de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. Appel d'offres 16-15562 / 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15562 - Tableau prix.pdf 15562 Det Cah Final.pdf 16-15562 - Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dana Roxana RACASAN OANCEA
Agente d'approvisionnement
Tél : 514 872-6717

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-21

Danielle CHAURET
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15562

No du GDD : 1167104001

Titre de l'appel d'offres : Impression laser, insertion, expédition et fourniture de papeterie pour les avis de la cour municipale de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 9 - 2016

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 28 - 9 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 23 - 9 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 15 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 27 - 3 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 27 - 3 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9169-9835 Québec Inc. (Publication 9417)	531 788,26 $	√	
Gestion des communications DATA corp. (Groupe DATA ltée)	553 301,42 $		
DXP Postexperts	745 564,18 $		

Information additionnelle

Motifs de désistement:
- prix non concurrentiel (1 firme)
- projet trôp complexe (1 firme)
- aucune information disponible (1 firme)

Préparé par : Roxana Racasan Oancea

Le 21 - 10 - 2016

Tableau comparatif des prix reçus

#	Objet	Informations
1	Nom de l'agent d'approvisionnement	Roxana Racasan Oancea
2	Titre de l'appel d'offres	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal
3	Description (si nécessaire en complétement du titre)	
4	No de l'appel d'offres	16-15562
5	**Préposée au secrétariat**	**Méline Morin / Caroline Masse (6 octobre 2016)**
5	Type de solicitation	Publique
5	Date d'ouverture	mercredi 28-09-2016
5	Service requérant	Service des affaires juridiques
5	Requérant	Chantal Thériault

#	Soumissionnaire	Commentaires	Condition de paiement	Garantie de soumission	%/ $	Délai de livraison	Conformité	No de soumission
1	DXP Postexperts		30 jours	Fournie	5 000 $		Conforme	19056
2	Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		30 jours	Fournie	5 000 $		Conforme	19057
3	9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)		30 jours	Fournie	5 000 $		Conforme	19058

Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15562	Titre de l'appel d'offres:	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal			
Roxana Racasan Oancea		DXP Postexperts		Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	

No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
ANNÉE 1									
Groupe 1 - Confection (Fabrication et fourniture)									
1	Formulaire Diverses procédures juridiques (LAS7810)	1	0	15,75 $	0,00 $	14,363 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
2	Formulaire Diverses procédures juridiques (LAS7820)	1	938 500	15,50 $	14 546,75 $	14,238 $	13 362,36 $	14,20 $	13 326,70 $
3	Formulaire Diverses procédures juridiques (LAS0120)	1	37 000	21,75 $	804,75 $	14,238 $	526,81 $	17,85 $	660,45 $
4	Formulaire Diverse procédures juridiques	1	62 600	19,95 $	1 248,87 $	18,238 $	1 141,70 $	14,82 $	927,73 $
5	Enveloppe-fenêtre à insertion mécanique Port Payé	1	1 573 100	23,50 $	36 967,85 $	26,013 $	40 921,05 $	19,65 $	30 911,42 $
6	Enveloppe-fenêtre Sans port payé	1	10 000	23,50 $	235,00 $	26,013 $	260,13 $	118,60 $	1 186,00 $
ANNÉE 1									
Groupe 2 Manipulation (Impression, pliage, insertion, expédition, etc.)									
1	**PROJET 1** Avis de non-paiement - Pénal GESCOUR Composition: Item 1 et Item 6								
	Impression	1	14 500	28,00 $	406,00 $	22,531 $	326,70 $	19,00 $	275,50 $
	Pliage	1	14 500	17,50 $	253,75 $	2,043 $	29,62 $	7,38 $	107,01 $
	Assemblage	1	14 500	17,50 $	253,75 $	12,043 $	174,62 $	12,00 $	174,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	14 500	20,75 $	300,88 $	4,246 $	61,57 $	4,33 $	62,79 $
2	**PROJET 3** Avis de convocation -audition défendeur GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	41 000	28,00 $	1 148,00 $	22,531 $	923,77 $	19,00 $	779,00 $
	Pliage	1	41 000	17,50 $	717,50 $	2,043 $	83,76 $	7,38 $	302,58 $
	Assemblage	1	41 000	17,50 $	717,50 $	12,043 $	493,76 $	12,00 $	492,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	41 000	16,60 $	680,60 $	4,246 $	174,09 $	4,33 $	177,53 $
3	**PROJET 4** Avis de jugement GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	31 500	28,00 $	882,00 $	22,531 $	709,73 $	19,00 $	598,50 $
	Pliage	1	31 500	17,50 $	551,25 $	2,043 $	64,35 $	7,38 $	232,47 $
	Assemblage	1	31 500	17,50 $	551,25 $	12,043 $	379,35 $	12,00 $	378,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	31 500	18,26 $	575,19 $	4,246 $	133,75 $	4,33 $	136,40 $
4	**PROJET 5** Demande de paiement GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	15 500	28,00 $	434,00 $	22,531 $	349,23 $	19,00 $	294,50 $
	Pliage	1	15 500	17,50 $	271,25 $	2,043 $	31,67 $	7,38 $	114,39 $
	Assemblage	1	15 500	17,50 $	271,25 $	12,043 $	186,67 $	12,00 $	186,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	15 500	24,90 $	385,95 $	4,246 $	65,81 $	4,33 $	67,12 $
5	**PROJET 6** Offre de travaux compensatoires GESCOUR Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	7 000	28,00 $	196,00 $	22,531 $	157,72 $	19,00 $	133,00 $
	Pliage	1	7 000	17,50 $	122,50 $	2,043 $	14,30 $	7,38 $	51,66 $
	Assemblage	1	7 000	17,50 $	122,50 $	12,043 $	84,30 $	12,00 $	84,00 $

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		16-15562		Titre de l'appel d'offres:	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal			
Roxana Racasan Oancea				DXP Postexperts			Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	
No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total		Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Livraison et/ou expédition	1	7 000	61,67 $	431,69 $		4,246 $	29,72 $	4,33 $	30,31 $
6	**PROJET 7** Dernier avis paiement émis (criminel) GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6									
	Impression	1	3 000	28,00 $	84,00 $		22,531 $	67,59 $	19,00 $	57,00 $
	Pliage	1	3 000	17,50 $	52,50 $		2,043 $	6,13 $	7,38 $	22,14 $
	Assemblage	1	3 000	17,50 $	52,50 $		12,043 $	36,13 $	12,00 $	36,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	3 000	71,94 $	215,82 $		4,246 $	12,74 $	4,33 $	12,99 $
7	**PROJET 8** Avis de non-paiement Criminel GESCOURT Composition : Item 1 et Item 6									
	Impression	1	5 000	28,00 $	140,00 $		22,531 $	112,66 $	19,00 $	95,00 $
	Pliage	1	5 000	17,50 $	87,50 $		2,043 $	10,22 $	7,38 $	36,90 $
	Assemblage	1	5 000	17,50 $	87,50 $		12,043 $	60,22 $	12,00 $	60,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	5 000	215,80 $	1 079,00 $		4,246 $	21,23 $	4,33 $	21,65 $
8	**PROJET 9** Avis de rappel administratif STOP Composition : Item 2 et Item 6									
	Impression	1	918 000	28,00 $	25 704,00 $		22,531 $	20 683,46 $	19,00 $	17 442,00 $
	Pliage	1	918 000	17,50 $	16 065,00 $		2,043 $	1 875,47 $	7,38 $	6 774,84 $
	Assemblage	1	918 000	17,50 $	16 065,00 $		12,043 $	11 055,47 $	12,00 $	11 016,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	918 000	1,66 $	1 523,88 $		4,246 $	3 897,83 $	4,33 $	3 974,94 $
9	**PROJET 10** Enquêtes administratives maintien STOP Composition : Item 2 et Item 6									
	Impression	1	92 500	28,00 $	2 590,00 $		22,531 $	2 084,12 $	19,00 $	1 757,50 $
	Pliage	1	92 500	17,50 $	1 618,75 $		2,043 $	188,98 $	7,38 $	682,65 $
	Assemblage	1	92 500	17,50 $	1 618,75 $		12,043 $	1 113,98 $	12,00 $	1 110,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	92 500	11,67 $	1 079,48 $		4,246 $	392,76 $	4,33 $	400,53 $
10	**PROJET 13** Avis de jugement STOP Composition : Item 2 et Item 6									
	Impression	1	384 000	28,00 $	10 752,00 $		22,531 $	8 651,90 $	19,00 $	7 296,00 $
	Pliage	1	384 000	17,50 $	6 720,00 $		2,043 $	784,51 $	7,38 $	2 833,92 $
	Assemblage	1	384 000	17,50 $	6 720,00 $		12,043 $	4 624,51 $	12,00 $	4 608,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	384 000	2,91 $	1 117,44 $		4,246 $	1 630,46 $	4,33 $	1 662,72 $
11	**PROJET 14** Demande de paiement STOP Composition : Item 2 et Item 6									
	Impression	1	235 000	28,00 $	6 580,00 $		22,531 $	5 294,79 $	19,00 $	4 465,00 $
	Pliage	1	235 000	17,50 $	4 112,50 $		2,043 $	480,11 $	7,38 $	1 734,30 $
	Assemblage	1	235 000	17,50 $	4 112,50 $		12,043 $	2 830,11 $	12,00 $	2 820,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	235 000	4,59 $	1 078,65 $		4,246 $	997,81 $	4,33 $	1 017,55 $
12	**PROJET 15** Avis d'instruction STOP Composition : Item 1 et Item 6									
	Impression	1	112 500	28,00 $	3 150,00 $		22,531 $	2 534,74 $	19,00 $	2 137,50 $
	Pliage	1	112 500	17,50 $	1 968,75 $		2,043 $	229,84 $	7,38 $	830,25 $
	Assemblage	1	112 500	17,50 $	1 968,75 $		12,043 $	1 354,84 $	12,00 $	1 350,00 $

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		16-15562	Titre de l'appel d'offres:	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal			
Roxana Racasan Oancea				DXP Postexperts		Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	
No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Livraison et/ou expédition	1	112 500	9,59 $	1 078,88 $	4,246 $	477,68 $	4,33 $	487,13 $
13	**PROJET 16** Avis de retrait STOP Compostion : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	28 000	28,00 $	784,00 $	22,531 $	630,87 $	19,00 $	532,00 $
	Pliage	1	28 000	17,50 $	490,00 $	2,043 $	57,20 $	7,38 $	206,64 $
	Assemblage	1	28 000	17,50 $	490,00 $	12,043 $	337,20 $	12,00 $	336,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	28 000	30,83 $	863,24 $	4,246 $	118,89 $	4,33 $	121,24 $
14	**PROJET 17** Avis de perte de juridiction STOP Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	100	28,00 $	2,80 $	22,531 $	2,25 $	19,00 $	1,90 $
	Pliage	1	100	17,50 $	1,75 $	2,043 $	0,20 $	7,38 $	0,74 $
	Assemblage	1	100	17,50 $	1,75 $	12,043 $	1,20 $	12,00 $	1,20 $
	Livraison et/ou expédition	1	100	1 577,00 $	157,70 $	4,246 $	0,42 $	4,33 $	0,43 $
15	**PROJET 18** Avis de non-paiement STOP Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	159 000	28,00 $	4 452,00 $	22,531 $	3 582,43 $	19,00 $	3 021,00 $
	Pliage	1	159 000	17,50 $	2 782,50 $	2,043 $	324,84 $	7,38 $	1 173,42 $
	Assemblage	1	159 000	17,50 $	2 782,50 $	12,043 $	1 914,84 $	12,00 $	1 908,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	159 000	6,79 $	1 079,61 $	4,246 $	675,11 $	4,33 $	688,47 $
16	**PROJET 20** Offre de travaux compensatoires STOP Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	15 000	28,00 $	420,00 $	22,531 $	337,97 $	19,00 $	285,00 $
	Pliage	1	15 000	17,50 $	262,50 $	2,043 $	30,65 $	7,38 $	110,70 $
	Assemblage	1	15 000	17,50 $	262,50 $	12,043 $	180,65 $	12,00 $	180,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	15 000	28,78 $	431,70 $	4,246 $	63,69 $	4,33 $	64,95 $
17	**PROJET 23** Lettre de désassignation Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	12 500	28,00 $	350,00 $	22,531 $	281,64 $	19,00 $	237,50 $
	Pliage	1	12 500	17,50 $	218,75 $	2,043 $	25,54 $	7,38 $	92,25 $
	Assemblage	1	12 500	17,50 $	218,75 $	12,043 $	150,54 $	12,00 $	150,00 $
	Livraison et/ou expédition	1	12 500	86,32 $	1 079,00 $	4,246 $	53,08 $	4,33 $	54,13 $
	ANNÉE 2								
	Groupe 1 - Confection (Fabrication et fourniture)								
1	Formulaire Diverses procédures juridiques (LAS7810)	1	144 000	15,75 $	2 268,00 $	14,363 $	2 068,27 $	14,75	2 124,00 $
2	Formulaire Diverses procédures juridiques (LAS7820)	1	1 629 500	15,50 $	25 257,25 $	14,363 $	23 404,51 $	14,3	23 301,85 $
3	Formulaire Diverses procédures juridiques (LAS0120)	1	54 000	21,75 $	1 174,50 $	14,363 $	775,60 $	17,3	934,20 $
4	Formulaire Diverse procédures juridiques	1	62 600	19,95 $	1 248,87 $	19,338 $	1 210,56 $	14,82	927,73 $
5	Enveloppe-fenêtre à insertion mécanique Port Payé	1	2 074 100	23,50 $	48 741,35 $	25,675 $	53 252,52 $	19,47	40 382,73 $
6	Enveloppe-fenêtre Sans port payé	1	10 000	23,50 $	235,00 $	25,675 $	256,75 $	118,97	1 189,70 $
	ANNÉE 2								
	Groupe 2 Manipulation (Impression, pliage, insertion, expédition, etc.)								

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		16-15562	Titre de l'appel d'offres:	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal			
Roxana Racasan Oancea				DXP Postexperts		Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	
No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
1	**PROJET 1** Avis de non-paiement - Pénal GESCOUR Composition: Item 1 et Item 6								
	Impression	1	14 500	28,00 $	406,00 $	22,531 $	326,70 $	19,48 $	282,46 $
	Pliage	1	14 500	17,50 $	253,75 $	2,043 $	29,62 $	7,57 $	109,77 $
	Assemblage	1	14 500	17,50 $	253,75 $	12,043 $	174,62 $	12,31 $	178,50 $
	Livraison et/ou expédition	1	14 500	20,75 $	300,88 $	4,246 $	61,57 $	4,44 $	64,38 $
2	**PROJET 3** Avis de convocation -audition défendeur GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	41 000	28,00 $	1 148,00 $	22,531 $	923,77 $	19,48 $	798,68 $
	Pliage	1	41 000	17,50 $	717,50 $	2,043 $	83,76 $	7,57 $	310,37 $
	Assemblage	1	41 000	17,50 $	717,50 $	12,043 $	493,76 $	12,31 $	504,71 $
	Livraison et/ou expédition	1	41 000	16,60 $	680,60 $	4,246 $	174,09 $	4,44 $	182,04 $
3	**PROJET 4** Avis de jugement GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	31 500	28,00 $	882,00 $	22,531 $	709,73 $	19,48 $	613,62 $
	Pliage	1	31 500	17,50 $	551,25 $	2,043 $	64,35 $	7,57 $	238,46 $
	Assemblage	1	31 500	17,50 $	551,25 $	12,043 $	379,35 $	12,31 $	387,77 $
	Livraison et/ou expédition	1	31 500	18,26 $	575,19 $	4,246 $	133,75 $	4,44 $	139,86 $
4	**PROJET 5** Demande de paiement GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	15 500	28,00 $	434,00 $	22,531 $	349,23 $	19,48 $	301,94 $
	Pliage	1	15 500	17,50 $	271,25 $	2,043 $	31,67 $	7,57 $	117,34 $
	Assemblage	1	15 500	17,50 $	271,25 $	12,043 $	186,67 $	12,31 $	190,81 $
	Livraison et/ou expédition	1	15 500	24,90 $	385,95 $	4,246 $	65,81 $	4,44 $	68,82 $
5	**PROJET 6** Offre de travaux compensatoires GESCOUR Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	7 000	28,00 $	196,00 $	22,531 $	157,72 $	19,48 $	136,36 $
	Pliage	1	7 000	17,50 $	122,50 $	2,043 $	14,30 $	7,57 $	52,99 $
	Assemblage	1	7 000	17,50 $	122,50 $	12,043 $	84,30 $	12,31 $	86,17 $
	Livraison et/ou expédition	1	7 000	61,67 $	431,69 $	4,246 $	29,72 $	4,44 $	31,08 $
6	**PROJET 7** Dernier avis paiement émis (criminel) GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	3 000	28,00 $	84,00 $	22,531 $	67,59 $	19,48 $	58,44 $
	Pliage	1	3 000	17,50 $	52,50 $	2,043 $	6,13 $	7,57 $	22,71 $
	Assemblage	1	3 000	17,50 $	52,50 $	12,043 $	36,13 $	12,31 $	36,93 $
	Livraison et/ou expédition	1	3 000	71,94 $	215,82 $	4,246 $	12,74 $	4,44 $	13,32 $
7	**PROJET 8** Avis de non-paiement Criminel GESCOURT Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	5 000	28,00 $	140,00 $	22,531 $	112,66 $	19,48 $	97,40 $
	Pliage	1	5 000	17,50 $	87,50 $	2,043 $	10,22 $	7,57 $	37,85 $
	Assemblage	1	5 000	17,50 $	87,50 $	12,043 $	60,22 $	12,31 $	61,55 $

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		16-15562	Titre de l'appel d'offres:	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal			
Roxana Racasan Oancea				DXP Postexperts		Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	
No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Livraison et/ou expédition	1	5 000	215,80 $	1 079,00 $	4,246 $	21,23 $	4,44 $	22,20 $
8	**PROJET 9** Avis de rappel administratif STOP Composition : Item 2 et Item 6								
	Impression	1	918 000	28,00 $	25 704,00 $	22,531 $	20 683,46 $	19,48 $	17 882,64 $
	Pliage	1	918 000	17,50 $	16 065,00 $	2,043 $	1 875,47 $	7,57 $	6 949,26 $
	Assemblage	1	918 000	17,50 $	16 065,00 $	12,043 $	11 055,47 $	12,31 $	11 300,58 $
	Livraison et/ou expédition	1	918 000	1,66 $	1 523,88 $	4,246 $	3 897,83 $	4,44 $	4 075,92 $
9	**PROJET 10** Enquêtes administratives maintien STOP Composition : Item 2 et Item 6								
	Impression	1	92 500	28,00 $	2 590,00 $	22,531 $	2 084,12 $	19,48 $	1 801,90 $
	Pliage	1	92 500	17,50 $	1 618,75 $	2,043 $	188,98 $	7,57 $	700,23 $
	Assemblage	1	92 500	17,50 $	1 618,75 $	12,043 $	1 113,98 $	12,31 $	1 138,68 $
	Livraison et/ou expédition	1	92 500	11,67 $	1 079,48 $	4,246 $	392,76 $	4,44 $	410,70 $
10	**PROJET 13** Avis de jugement STOP Composition : Item 2 et Item 6								
	Impression	1	384 000	28,00 $	10 752,00 $	22,531 $	8 651,90 $	19,48 $	7 480,32 $
	Pliage	1	384 000	17,50 $	6 720,00 $	7,043 $	2 704,51 $	7,57 $	2 906,88 $
	Assemblage	1	384 000	17,50 $	6 720,00 $	7,043 $	2 704,51 $	12,31 $	4 727,04 $
	Livraison et/ou expédition	1	384 000	2,91 $	1 117,44 $	4,246 $	1 630,46 $	4,44 $	1 704,96 $
11	**PROJET 14** Demande de paiement STOP Composition : Item 2 et Item 6								
	Impression	1	235 000	28,00 $	6 580,00 $	22,531 $	5 294,79 $	19,48 $	4 577,80 $
	Pliage	1	235 000	17,50 $	4 112,50 $	2,043 $	480,11 $	7,57 $	1 778,95 $
	Assemblage	1	235 000	17,50 $	4 112,50 $	12,043 $	2 830,11 $	12,31 $	2 892,85 $
	Livraison et/ou expédition	1	235 000	4,59 $	1 078,65 $	4,246 $	997,81 $	4,44 $	1 043,40 $
12	**PROJET 15** Avis d'instruction STOP Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	112 500	28,00 $	3 150,00 $	22,531 $	2 534,74 $	19,48 $	2 191,50 $
	Pliage	1	112 500	17,50 $	1 968,75 $	2,043 $	229,84 $	7,57 $	851,63 $
	Assemblage	1	112 500	17,50 $	1 968,75 $	12,043 $	1 354,84 $	12,31 $	1 384,88 $
	Livraison et/ou expédition	1	112 500	9,59 $	1 078,88 $	4,246 $	477,68 $	4,44 $	499,50 $
13	**PROJET 16** Avis de retrait STOP Compostion : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	28 000	28,00 $	784,00 $	22,531 $	630,87 $	19,48 $	545,44 $
	Pliage	1	28 000	17,50 $	490,00 $	2,043 $	57,20 $	7,57 $	211,96 $
	Assemblage	1	28 000	17,50 $	490,00 $	12,043 $	337,20 $	12,31 $	344,68 $
	Livraison et/ou expédition	1	28 000	30,83 $	863,24 $	4,246 $	118,89 $	4,44 $	124,32 $
14	**PROJET 17** Avis de perte de juridiction STOP Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	100	28,00 $	2,80 $	22,531 $	2,25 $	19,48 $	1,95 $
	Pliage	1	100	17,50 $	1,75 $	2,043 $	0,20 $	7,57 $	0,76 $
	Assemblage	1	100	17,50 $	1,75 $	12,043 $	1,20 $	12,31 $	1,23 $

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		16-15562		Titre de l'appel d'offres:	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal		
Roxana Racasan Oancea				DXP Postexperts		Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	
No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Livraison et/ou expédition	1	100	1 577,00 $	157,70 $	4,246 $	0,42 $	4,44 $	0,44 $
15	**PROJET 18** Avis de non-paiement STOP Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	159 000	28,00 $	4 452,00 $	22,531 $	3 582,43 $	19,48 $	3 097,32 $
	Pliage	1	159 000	17,50 $	2 782,50 $	2,043 $	324,84 $	7,57 $	1 203,63 $
	Assemblage	1	159 000	17,50 $	2 782,50 $	12,043 $	1 914,84 $	12,31 $	1 957,29 $
	Livraison et/ou expédition	1	159 000	6,79 $	1 079,61 $	4,246 $	675,11 $	4,44 $	705,96 $
16	**PROJET 20** Offre de travaux compensatoires STOP Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	15 000	28,00 $	420,00 $	22,531 $	337,97 $	19,48 $	292,20 $
	Pliage	1	15 000	17,50 $	262,50 $	2,043 $	30,65 $	7,57 $	113,55 $
	Assemblage	1	15 000	17,50 $	262,50 $	12,043 $	180,65 $	12,31 $	184,65 $
	Livraison et/ou expédition	1	15 000	28,78 $	431,70 $	4,246 $	63,69 $	4,44 $	66,60 $
17	**PROJET 23** Lettre de désassignation Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	12 500	28,00 $	350,00 $	22,531 $	281,64 $	19,48 $	243,50 $
	Pliage	1	12 500	17,50 $	218,75 $	2,043 $	25,54 $	7,57 $	94,63 $
	Assemblage	1	12 500	17,50 $	218,75 $	12,043 $	150,54 $	12,31 $	153,88 $
	Livraison et/ou expédition	1	12 500	86,32 $	1 079,00 $	4,246 $	53,08 $	4,44 $	55,50 $
	ANNÉE 3								
	Groupe 1 - Confection (Fabrication et fourniture)								
1	Formulaire Diverses procédures juridiques (LAS7810)	1	482 000	15,75 $	7 591,50 $	14,900 $	7 181,80 $	14,75	7 109,50 $
2	Formulaire Diverses procédures juridiques (LAS7820)	1	1 629 500	15,50 $	25 257,25 $	14,900 $	24 279,55 $	14,45	23 546,28 $
3	Formulaire Diverses procédures juridiques (LAS0120)	1	54 000	21,75 $	1 174,50 $	14,900 $	804,60 $	17,71	956,34 $
4	Formulaire Diverse procédures juridiques	1	62 600	19,95 $	1 248,87 $	20,488 $	1 282,55 $	14,82	927,73 $
5	Enveloppe-fenêtre à insertion mécanique Port Payé	1	2 074 100	23,50 $	48 741,35 $	26,988 $	55 975,81 $	19,47	40 382,73 $
6	Enveloppe-fenêtre Sans port payé	1	10 000	23,50 $	235,00 $	26,988 $	269,88 $	119,33	1 193,30 $
	ANNÉE 3								
	Groupe 2 Manipulation (Impression, pliage, insertion, expédition, etc.)								
1	**PROJET 1** Avis de non-paiement - Pénal GESCOUR Composition: Item 1 et Item 6								
	Impression	1	14 500	28,00 $	406,00 $	22,531 $	326,70 $	19,97 $	289,57 $
	Pliage	1	14 500	17,50 $	253,75 $	2,043 $	29,62 $	7,75 $	112,38 $
	Assemblage	1	14 500	17,50 $	253,75 $	12,043 $	174,62 $	12,62 $	182,99 $
	Livraison et/ou expédition	1	14 500	20,75 $	300,88 $	4,246 $	61,57 $	4,55 $	65,98 $
2	**PROJET 3** Avis de convocation -audition défendeur GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	41 000	28,00 $	1 148,00 $	22,531 $	923,77 $	19,97 $	818,77 $
	Pliage	1	41 000	17,50 $	717,50 $	2,043 $	83,76 $	7,75 $	317,75 $
	Assemblage	1	41 000	17,50 $	717,50 $	12,043 $	493,76 $	12,62 $	517,42 $

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		16-15562	Titre de l'appel d'offres:	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal			
Roxana Racasan Oancea				DXP Postexperts		Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	
No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Livraison et/ou expédition	1	41 000	16,60 $	680,60 $	4,246 $	174,09 $	4,55 $	186,55 $
3	**PROJET 4** Avis de jugement GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	31 500	28,00 $	882,00 $	22,531 $	709,73 $	19,97 $	629,06 $
	Pliage	1	31 500	17,50 $	551,25 $	2,043 $	64,35 $	7,75 $	244,13 $
	Assemblage	1	31 500	17,50 $	551,25 $	12,043 $	379,35 $	12,62 $	397,53 $
	Livraison et/ou expédition	1	31 500	18,26 $	575,19 $	4,246 $	133,75 $	4,55 $	143,33 $
4	**PROJET 5** Demande de paiement GESCOUR Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	15 500	28,00 $	434,00 $	22,531 $	349,23 $	19,97 $	309,54 $
	Pliage	1	15 500	17,50 $	271,25 $	2,043 $	31,67 $	7,75 $	120,13 $
	Assemblage	1	15 500	17,50 $	271,25 $	12,043 $	186,67 $	12,62 $	195,61 $
	Livraison et/ou expédition	1	15 500	24,90 $	385,95 $	4,246 $	65,81 $	4,55 $	70,53 $
5	**PROJET 6** Offre de travaux compensatoires GESCOUR Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	7 000	28,00 $	196,00 $	22,531 $	157,72 $	19,97 $	139,79 $
	Pliage	1	7 000	17,50 $	122,50 $	2,043 $	14,30 $	7,75 $	54,25 $
	Assemblage	1	7 000	17,50 $	122,50 $	12,043 $	84,30 $	12,62 $	88,34 $
	Livraison et/ou expédition	1	7 000	61,67 $	431,69 $	4,246 $	29,72 $	4,55 $	31,85 $
6	**PROJET 7** Dernier avis paiement émis (criminel) GESCOUR								
	Impression	1	3 000	28,00 $	84,00 $	22,531 $	67,59 $	19,97 $	59,91 $
	Pliage	1	3 000	17,50 $	52,50 $	2,043 $	6,13 $	7,75 $	23,25 $
	Assemblage	1	3 000	17,50 $	52,50 $	12,043 $	36,13 $	12,62 $	37,86 $
	Livraison et/ou expédition	1	3 000	71,94 $	215,82 $	4,246 $	12,74 $	4,55 $	13,65 $
7	**PROJET 8** Avis de non-paiement Criminel GESCOURT Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	5 000	28,00 $	140,00 $	22,531 $	112,66 $	19,97 $	99,85 $
	Pliage	1	5 000	17,50 $	87,50 $	2,043 $	10,22 $	7,75 $	38,75 $
	Assemblage	1	5 000	17,50 $	87,50 $	12,043 $	60,22 $	12,62 $	63,10 $
	Livraison et/ou expédition	1	5 000	215,80 $	1 079,00 $	4,246 $	21,23 $	4,55 $	22,75 $
8	**PROJET 9** Avis de rappel administratif STOP Composition : Item 2 et Item 6								
	Impression	1	918 000	28,00 $	25 704,00 $	22,531 $	20 683,46 $	19,97 $	18 332,46 $
	Pliage	1	918 000	17,50 $	16 065,00 $	2,043 $	1 875,47 $	7,75 $	7 114,50 $
	Assemblage	1	918 000	17,50 $	16 065,00 $	12,043 $	11 055,47 $	12,62 $	11 585,16 $
	Livraison et/ou expédition	1	918 000	1,66 $	1 523,88 $	4,246 $	3 897,83 $	4,55 $	4 176,90 $
9	**PROJET 10** Enquêtes administratives maintien STOP Composition : Item 2 et Item 6								
	Impression	1	92 500	28,00 $	2 590,00 $	22,531 $	2 084,12 $	19,97 $	1 847,23 $
	Pliage	1	92 500	17,50 $	1 618,75 $	2,043 $	188,98 $	7,75 $	716,88 $
	Assemblage	1	92 500	17,50 $	1 618,75 $	12,043 $	1 113,98 $	12,62 $	1 167,35 $

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		16-15562	Titre de l'appel d'offres:	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal			
Roxana Racasan Oancea				DXP Postexperts		Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	
No	Articles	Terme	Qtée	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total	Coût unitaire	Total
	Livraison et/ou expédition	1	92 500	11,67 $	1 079,48 $	4,246 $	392,76 $	4,55 $	420,88 $
10	**PROJET 13** Avis de jugement STOP Composition : Item 2 et Item 6								
	Impression	1	384 000	28,00 $	10 752,00 $	22,531 $	8 651,90 $	19,97 $	7 668,48 $
	Pliage	1	384 000	17,50 $	6 720,00 $	2,043 $	784,51 $	7,75 $	2 976,00 $
	Assemblage	1	384 000	17,50 $	6 720,00 $	12,043 $	4 624,51 $	12,62 $	4 846,08 $
	Livraison et/ou expédition	1	384 000	2,91 $	1 117,44 $	4,246 $	1 630,46 $	4,55 $	1 747,20 $
11	**PROJET 14** Demande de paiement STOP Composition : Item 2 et Item 6								
	Impression	1	235 000	28,00 $	6 580,00 $	22,531 $	5 294,79 $	19,97 $	4 692,95 $
	Pliage	1	235 000	17,50 $	4 112,50 $	2,043 $	480,11 $	7,75 $	1 821,25 $
	Assemblage	1	235 000	17,50 $	4 112,50 $	12,043 $	2 830,11 $	12,62 $	2 965,70 $
	Livraison et/ou expédition	1	235 000	4,59 $	1 078,65 $	4,246 $	997,81 $	4,55 $	1 069,25 $
12	**PROJET 15** Avis d'instruction STOP Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	112 500	28,00 $	3 150,00 $	22,531 $	2 534,74 $	19,97 $	2 246,63 $
	Pliage	1	112 500	17,50 $	1 968,75 $	2,043 $	229,84 $	7,75 $	871,88 $
	Assemblage	1	112 500	17,50 $	1 968,75 $	12,043 $	1 354,84 $	12,62 $	1 419,75 $
	Livraison et/ou expédition	1	112 500	9,59 $	1 078,88 $	4,246 $	477,68 $	4,55 $	511,88 $
13	**PROJET 16** Avis de retrait STOP Compostion : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	28 000	28,00 $	784,00 $	22,531 $	630,87 $	19,97 $	559,16 $
	Pliage	1	28 000	17,50 $	490,00 $	2,043 $	57,20 $	7,75 $	217,00 $
	Assemblage	1	28 000	17,50 $	490,00 $	12,043 $	337,20 $	12,62 $	353,36 $
	Livraison et/ou expédition	1	28 000	30,83 $	863,24 $	4,246 $	118,89 $	4,55 $	127,40 $
14	**PROJET 17** Avis de perte de juridiction STOP Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	100	28,00 $	2,80 $	22,531 $	2,25 $	19,97 $	2,00 $
	Pliage	1	100	17,50 $	1,75 $	2,043 $	0,20 $	7,75 $	0,78 $
	Assemblage	1	100	17,50 $	1,75 $	12,043 $	1,20 $	12,62 $	1,26 $
	Livraison et/ou expédition	1	100	1 577,00 $	157,70 $	4,246 $	0,42 $	4,55 $	0,46 $
15	**PROJET 18** Avis de non-paiement STOP Composition : Item 1 et Item 6								
	Impression	1	159 000	28,00 $	4 452,00 $	22,531 $	3 582,43 $	19,97 $	3 175,23 $
	Pliage	1	159 000	17,50 $	2 782,50 $	2,043 $	324,84 $	7,75 $	1 232,25 $
	Assemblage	1	159 000	17,50 $	2 782,50 $	12,043 $	1 914,84 $	12,62 $	2 006,58 $
	Livraison et/ou expédition	1	159 000	6,79 $	1 079,61 $	4,246 $	675,11 $	4,55 $	723,45 $
16	**PROJET 20** Offre de travaux compensatoires STOP Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	15 000	28,00 $	420,00 $	22,531 $	337,97 $	19,97 $	299,55 $
	Pliage	1	15 000	17,50 $	262,50 $	2,043 $	30,65 $	7,75 $	116,25 $
	Assemblage	1	15 000	17,50 $	262,50 $	12,043 $	180,65 $	12,62 $	189,30 $

Agent d'approvisionnement		Numéro de l'appel d'offres:		16-15562	Titre de l'appel d'offres:	Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal			
Roxana Racasan Oancea				DXP Postexperts		Gestion des communications DATA Corp. (Groupe DATA Ltée)		9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	
No	**Articles**	**Terme**	**Qtée**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**	**Coût unitaire**	**Total**
	Livraison et/ou expédition	1	15 000	28,78 $	431,70 $	4,246 $	63,69 $	4,55 $	68,25 $
17	**PROJET 23** Lettre de désassignation Composition : Item 4 et Item 6								
	Impression	1	12 500	28,00 $	350,00 $	22,531 $	281,64 $	19,97 $	249,63 $
	Pliage	1	12 500	17,50 $	218,75 $	2,043 $	25,54 $	7,75 $	96,88 $
	Assemblage	1	12 500	17,50 $	218,75 $	12,043 $	150,54 $	12,62 $	157,75 $
	Livraison et/ou expédition	1	12 500	86,32 $	1 079,00 $	4,246 $	53,08 $	4,55 $	56,88 $
				Total	648 457,65 $	**Total**	481 236,29 $	**Total**	462 525,12 $
				TPS	32 422,88 $	**TPS**	24 061,81 $	**TPS**	23 126,26 $
				TVQ	64 683,65 $	**TVQ**	48 003,32 $	**TVQ**	46 136,88 $
				TOTAL	745 564,18 $	**TOTAL**	553 301,42 $	**TOTAL**	531 788,26 $

Soumissionnaire le moins cher au total							
9169-9835 Québec inc. (Publication 9417)	462 525,12 $	+ TPS	23 126,26 $	+ TVQ	46 136,88 $	=	**531 788,26 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15562
Numéro de référence : 1012445
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Impression, insertion, expédition des avis de la cour municipale de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Conseillers en gestion et informatique 9555, Christopher Colomb Montréal, QC, H2M 2E3 NEQ : 1160358728	Monsieur Nicolas Piché Téléphone : 418 627-2227 Télécopieur : 418 627-4999	**Commande : (1176711)** 2016-09-13 9 h 03 **Transmission :** 2016-09-13 9 h 03	2651108 - 16-15562 Addenda N° 1 2016-09-16 18 h 04 - Courriel 2653854 - 16-15562 Addenda no 2 2016-09-23 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Data Gestion des Communications 4 place du Commerce bureau 200 Montréal, QC, H3E1J4 http://www.datacm.com NEQ : 1169788040	Madame Line Guignard Téléphone : 514 761-5353 Télécopieur : 514 858-7010	**Commande : (1176389)** 2016-09-12 13 h 28 **Transmission :** 2016-09-12 13 h 28	2651108 - 16-15562 Addenda N° 1 2016-09-16 18 h 04 - Courriel 2653854 - 16-15562 Addenda no 2 2016-09-23 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DXP Postexperts (anciennement Poste	Monsieur Philippe	**Commande : (1179619)**	2651108 - 16-15562 Addenda N° 1 2016-09-20 9 h 43 -

	Destination) 4575 rue Hickmore Montréal, QC, H4T 1S5 http://www.dxp-postexperts.com NEQ : 1167518886	Désilets Téléphone : 514 934-4545 Télécopieur : 514 934-5908	2016-09-20 9 h 43 **Transmission :** 2016-09-20 9 h 43	Téléchargement 2653854 - 16-15562 Addenda no 2 2016-09-23 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Publications 9417 FAS 9169.9835 QC INC 90 rue Beaudet local 3 Princeville, QC, G6L 4L4 NEQ : 1163752927	Monsieur Jean Roux Téléphone : 819 758-9417 Télécopieur : 819 505-4998	**Commande : (1176367)** 2016-09-12 13 h 08 **Transmission :** 2016-09-12 13 h 08	2651108 - 16-15562 Addenda N° 1 2016-09-16 18 h 04 - Courriel 2653854 - 16-15562 Addenda no 2 2016-09-23 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Traitement Postal Express E-227 Boul. Brunswick Pointe-Claire, QC, H9R4X5 NEQ : 12345 678	Monsieur Thierry St-Onge Téléphone : 514 697-0891 Télécopieur :	**Commande : (1176813)** 2016-09-13 10 h 29 **Transmission :** 2016-09-13 10 h 29	2651108 - 16-15562 Addenda N° 1 2016-09-16 18 h 04 - Courriel 2653854 - 16-15562 Addenda no 2 2016-09-23 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Xerox 2954 Boul. Laurier, suite 700 Arrondissement Ste-Foy Québec, QC, G1V 4T2 NEQ : 1141555566	Madame Patricia Laforest Téléphone : 418 656-4049 Télécopieur : 418 656-4110	**Commande : (1176561)** 2016-09-12 16 h 09 **Transmission :** 2016-09-12 16 h 09	2651108 - 16-15562 Addenda N° 1 2016-09-16 18 h 04 - Courriel 2653854 - 16-15562 Addenda no 2 2016-09-23 15 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167104001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires , Direction
Objet :	Accorder un contrat à 9169-9835 Québec inc. (Publications 9417), plus bas soumissionnaire conforme, pour la fourniture de services d'impression laser, l'insertion, l'expédition et la fournitures de papeterie pour les avis de la cour municipale pour l'exercice 2017-2019, aux prix unitaires soumis pour un montant approximatif de 531 788 $ (avec taxes) pour une période de trente-six (36) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. Appel d'offres 16-15562 / 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1167104001 - Contrat à 9169-9835 QC inc.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposée au budget

Tél : 514-872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-26

Celine D'AOUST
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4938
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1161670003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction planification immobilière , Division gestion du portefeuille immobilier
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser un transfert du poste des dépenses incidentes aux dépenses contingentes de 114 450,69 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de déconstruction des bâtiments du site 50-150 Louvain (0190) dans le cadre du contrat accordé à Delsan-A.I.M. inc. (CG15 0611) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 729 767,67 $ à 1 844 218,36 $, taxes incluses, sans changer la dépense totale du projet de 1 796 356,21 $.

Il est recommandé

1. d'autoriser un transfert du poste des dépenses incidentes aux dépenses contingentes de 114 450,69 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de déconstruction des bâtiments du site 50-150 Louvain (0190) dans le cadre du contrat accordé à Delsan-A.I.M. inc. (CG15 0611) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 729 767,67 $ à 1 844 218,36 $, taxes incluses, sans changer la dépense totale du projet de 1 796 356,21 $;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 21% par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-17 16:43

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161670003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction planification immobilière , Division gestion du portefeuille immobilier
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser un transfert du poste des dépenses incidentes aux dépenses contingentes de 114 450,69 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de déconstruction des bâtiments du site 50-150 Louvain (0190) dans le cadre du contrat accordé à Delsan-A.I.M. inc. (CG15 0611) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 729 767,67 $ à 1 844 218,36 $, taxes incluses, sans changer la dépense totale du projet de 1 796 356,21 $.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a procédé à l'acquisition en décembre 2013 d'un immeuble au 50-150 de Louvain O., constitué d'un terrain d'une superficie de 60 095,3 mètres carrés comprenant un bâtiment industriel et commercial, d'une superficie d'environ 36 763 mètres carrés afin de répondre à des besoins de développement pour l'aménagement de services municipaux. Cette acquisition est devenue possible suite à la cessation des activités de son principal occupant la compagnie « Les Industries de Plastique Transco Ltée » au mois de février 2013.
Le 50-150 Louvain, construit en 1943, est composé d'anciennes installations industrielles et commerciales vétustes qui ont fait l'objet d'études pour en évaluer l'état et le potentiel d'utilisation. Des consultants ont conclu que le bâtiment comportait plusieurs déficiences, des matières dangereuses et qu'il ne se prêtait pas aux activités envisagées pour le site. Pour faire place aux nouvelles installations, il a donc été décidé que l'édifice actuel serait démoli.

Le 29 octobre 2015, la Ville accordait à la firme Delsan-A.I.M. inc. le contrat de déconstruction de l'édifice. Selon les termes du contrat d'origine, les travaux devaient être entièrement réalisés en juillet 2016, soit 250 jours calendrier après l'autorisation de début de travaux.

Un incendie survenu le 4 novembre 2015, quelques jours après l'octroi du contrat au conseil d'agglomération d'octobre, sur une superficie de 1 150 mètres carrés de l'édifice, à entraîné une augmentation du contrat dès le début du projet (1161670002).

Les travaux sont actuellement à un état d'avancement de 75%; la déconstruction des bâtiments hors dalle est terminée. L'entrepreneur procède actuellement à la démolition de la dalle au sol en béton et des surfaces asphaltées de l'ancien stationnement.

Plusieurs imprévus sont cependant survenus et ont grevé rapidement les budgets pour travaux contingents. Le budget des travaux incidents a cependant été peu sollicité et ne devrait faire l'objet que de dépenses mineures.

Dans ce contexte, les budgets pour travaux contingents étant insuffisant pour terminer le chantier, il est demandé d'approuver le transfert d'une partie des frais incidents au contrat de l'entrepreneur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0307- 19 mai 2016- Autoriser une dépense additionnelle de 146 590,49 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de déconstruction des bâtiments du site 50-150 Louvain (0190), dans le cadre du contrat accordé à Delsan-A.I.M. inc. (CG15 0611), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 583 177,19 $ à 1 729 767,68 $, taxes incluses
CG15 0611- 29 octobre 2015- Accorder un contrat à Services environnementaux Delsan-A.I.M. inc. pour la déconstruction sélective de bâtiments sis au 50-150 Louvain dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Dépense totale de 1 820 653,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5787 (8 soum**.**)

CE 131399- 11 septembre 2013- Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de Édifice 9500 (2001) inc. un terrain d'une superficie de 60 095,3 mètres carrés, avec bâtisse dessus érigée, situé à l'ouest du boulevard Saint-Laurent, à l'est de la rue de l'Esplanade, au nord de la rue Chabanel Ouest et au sud de la rue Louvain O., dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, constitué des lots 1 487 577 et 1 999 283 du cadastre du Québec, aux fins de l'implantation d'une cour de services ainsi que l'aménagement de plusieurs installations municipales, pour le prix de 13 100 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant;

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'approbation d'une majoration du montant maximal du contrat de Delsan-A.I.M.inc. afin de permettre à l'entrepreneur de compléter la déconstruction de l'édifice et infrastructures extérieures. L'ampleur des travaux est plus importante qu'initialement planifiée en raison de plusieurs imprévus de chantier. Cette majoration inclut également les frais relatifs à la décision de procéder à la récupération d'éléments de la structure de bois d'origine pour réutilisation lors des travaux de construction des édifices municipaux sur le site.
L'incendie ayant généré la première augmentation accaparait à lui seule la presque totalité du budget de travaux contingents d'origine. Les travaux de démolition n'étaient amorcés que très partiellement et la plupart des conditions de chantier n'avaient pas été rencontrées. Le budget de travaux contingents était alors augmenté afin de permettre de finaliser les travaux dans un contexte de chantier habituel..

L'opposition d'un organisme local de défense du patrimoine industriel a par la suite retardé l'émission du permis. Une demande d'analyse patrimoniale a été demandée par le comité de démolition de l'arrondissement ayant pour effet de retarder de plus de trois mois l'obtention du permis. Afin de répondre aux exigences émises par le comité suite aux différentes représentations, il a été retenu de conserver une partie de la structure de l'édifice à titre de témoin d'une pratique constructive de l'époque. L'entrepreneur a conséquemment reçu le mandat de démonter soigneusement et d'entreposer dans deux conteneurs les éléments de structure de bois pour réutilisation lors de constructions ultérieures sur le site.

La phase de démolition de la dalle sur sol de l'ensemble de l'édifice a mis à jour des infrastructures souterraines non identifiées aux plans disponibles lors de l'appel d'offres,

générant plusieurs demandes de travaux supplémentaires, notamment les découvertes suivantes:
- un tunnel traversant la rue de Louvain pour alimentation de l'édifice;
- un réservoir contenant des hydrocarbures non détecté lors de la caractérisation environnementale;
- un puits profond rempli d'eau (non contaminée);
- un massif de béton surdimensionné sur une portion de la superficie.

Compte tenu du niveau d'avancement des travaux et considérant les surfaces de dalle à démolir, les montants demandés couvriront assurément la balance des travaux.

Le contrat initial au montant de 1 465 904,81 $ taxes incluses (TI) prévoyait un budget pour travaux contingents de 117 272,38 $ (TI) équivalent à 8 % du coût soumis pour les travaux.

Une première modification au contrat (sommaire 1161670002) augmentait le budget pour travaux contingents de 263 862,87 $ (TI) équivalent à 17,9 % du coût soumis pour les travaux.

Le solde de contingences actuel est de 56 120,75 $ (TI) $. Les travaux sont en cours, mais les demandes à venir suite à d'autres imprévus de chantier pourraient contraindre la Ville à arrêter le chantier à la prochaine demande de changement.

Dépenses encourues (frais contingents):

263 862,87 $ TI: budget de contingences au contrat
- 94 243,08 $ TI: coût des travaux liés au sinistre
- 97 426,32 $ TI: coûts d'entreposage de structure (démontage et conteneur)
- 16 072,72 $ TI: autres imprévus de chantier (amiante et réfrigérant)
56 120,75$ TI: solde actuel du budget de contingences

Dépenses à venir (frais contingents supplémentaires):
71 222,69 $ TI : imprévus (contamination ponctuelle sous dalle- tunnel à démolir)
+ 53 358,75 $ TI : compensation pour délais de mobilisation
+ 45 990,00 $ TI : autres (prévisionnel)
170 571,44 $ TI: montants requis pour finir le chantier

Le montant de frais contingents serait ainsi majoré de 114 450,69 $ (170 571,44 $ - 56 120,75 $) tous frais inclus (TFI), faisant passer le montant maximal du contrat incluant les frais contingents à 1 844 218,36 $ soit une augmentation de 25,8% par rapport au contrat d'origine.

JUSTIFICATION

Le projet de déconstruction ne pouvait pas prévoir de retard pour l'émission du permis de démolition ni la demande d'une expertise patrimoniale pour cet édifice non répertorié. Ces deux événements ont non seulement retardé le chantier mais également augmenté les coûts du chantier pour convenir de l'exigence de conservation d'un éléments significatif d'origine émis par le comité.
Les matériaux conservés agiront comme éléments structuraux lors de constructions ultérieures, ceux-ci ayant été sélectionnés en vue de leur réutilisation.

La compensation pour les délais de mobilisation relève de l'émission tardive du permis et demeure recevable en termes contractuels par l'application des articles 5.1.7.3 et 5.1.7.5 du cahier des clauses administratives générales. Elle reste a être convenue formellement avec l'entrepreneur général.

À l'exception d'un puits identifié par l'entrepreneur tôt dans le processus mais dont la profondeur n'était pas identifiée, les infrastructures souterraines ont été découvertes suite à 50% de la démolition de la dalle, dernier stade de l'opération de déconstruction. Celles-ci n'apparaissaient dans aucun plan, relevé ni sondage. Par ailleurs, l'enlèvement des hydrocarbures contenus dans un réservoir de béton et le sol environnant aurait dû relever de l'obligation du vendeur lors de la transaction d'achat en 2013. N'ayant pas été détectés aux sondages (effectués conformément aux normes en vigueur), elle doit être assumée par le projet. La seule décontamination des sols correspond à 30 000 $ sur le montant total évalué par les professionnels. Considérant les coûts importants de ce type de travaux et l'inconnue quant à l'ampleur tant que les travaux ne sont pas finalisés, une marge de manoeuvre financière est à prévoir.

Le montant de 263 862,87 $ (TI) prévu pour les travaux contingents doit être majoré de façon à couvrir ces imprévus exceptionnels. Il comprend une provision de 40 000$ avant taxes afin de palier des surprises potentielles lors la démolition du reste de la dalle.

Le budget pour travaux contingents serait conséquemment porté de 263 862,87 $ (TI) à 378 313,56 $, représentant 25,8% du montant du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat de Delsan A.I.M. Inc. est présentement de 1 729 767,67$ $ incluant les taxes et un budget pour travaux contingents de 15 %. Le contrat serait augmenté de 114 450,69 TI pour un contrat porté à 1 844 218,36 $ TI. Le calcul des coûts est annexé en pièces jointes. Le coût net de l'augmentation, après ristourne de taxes, représente 104 508,73 $. La répartition des dépense est précisée dans l'intervention du Service des finances.
Le budget pour travaux incidents de 237 476,58 $ TI n'a jusqu'à présent impliqué que des dépenses de 32 020,54 $ et le solde actuel est de 205 456,04 $, suffisant pour permettre le transfert et assurer d'autres expertises qui pourraient être requises en dehors du contrat de l'entrepreneur.

Le coût total maximal de ce contrat de 1 844 218,36 $ sera financé par le règlement d’emprunt de compétence locale (Règlement 15-002 – «Travaux de rénovation et de protection des cours de services» et Règlement 15-004 – «Travaux du site du 50-150, rue Louvain pour la création du Centre industriel léger») et d’agglomération (Règlement RCG 15 -003 du règlement – « titre du règlement ».

Cette dépense sera assumée à 21% par l’agglomération.

Le montant sera entièrement dépensé en 2016.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal. Il s'assure que la démolition du bâtiment est réalisée de manière à réduire les impacts environnementaux et le coût global du projet. La "déconstruction sélective" du bâtiment est prévue dans le but d’améliorer la valeur des matières en augmentant leur possibilité de réemploi et de favoriser les conditions de mise en marché.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux en cours pourraient être contraints à l'arrêt dès la découverte par l'entrepreneur d'un prochain imprévu de chantier et sa demande de compensation pour délai de travaux. L'approbation rapide de l'augmentation du contrat permettrait de ne pas

retarder des travaux et d'éviter des frais de démobilisation-remobilisation pour l'entrepreneur et ses sous-traitants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue à cet effet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Augmentation du contrat octobre 2016
Fin des travaux prévus au contrat fin octobre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rémy-Paul LAPORTE
Gestionnaire immobilier

Tél : 872-7852
Télécop. : 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-26

Normand GIRARD
Chef de division
Division des projets corporatifs

Tél : 514 872-7853
Télécop. : 514 280-3597

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Direction de la gestion des projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2016-10-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-14

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Déconstruction- site du 50-150 Louvain
Description : Octroi de contrat Les services environnementaux Delsan-A.I.M. inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	Travaux forfaitaires	%	$			
	Prix forfaitaire	0,0%	1 065 826,00			
		0,0%				
		0,0%				
		0,0%				
	Admin et profits	0,0%	209 151,00			
	Divers - Autres trav.	0,0%				
	Sous-total :	100,0%	1 274 977,00	63 748,85	127 178,96	1 465 904,81
	Contingences	8,0%	101 998,16	5 099,91	10 174,32	117 272,38
	Total - Contrat :		1 376 975,16	68 848,76	137 353,27	1 583 177,19
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	15,0%	206 546,27	10 327,31	20 602,99	237 476,58
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		1 583 521,43	79 176,07	157 956,26	1 820 653,77
Ristournes:	Tps 100,00%			79 176,07		79 176,07
	Tvq 50,0%				78 978,13	78 978,13
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		1 583 521,43	0,00	157 956,26	1 662 499,57

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Déconstruction- site du 50-150 Louvain
Description : Augmentation #1 du contrat Les services environnementaux Delsan A.I.M. inc.

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Prix forfaitaire	0,0%	1 065 826,00					
		0,0%						
		0,0%						
		0,0%						
	Admin et profits	0,0%	209 151,00					
	Divers - Autres trav.	0,0%						
	Sous-total :	100,0%	**1 274 977,00**	**63 748,85**		**127 178,96**		**1 465 904,81**
	Contingences	18,0%	229 495,86	11 474,79		22 892,21		263 862,87
	Total - Contrat :		**1 504 472,86**	**75 223,64**		**150 071,17**		**1 729 767,67**
Incidences:	Dépenses générales							
	Dépenses spécifiques							
	Total - Incidences :	10,0%	**206 546,27**	**10 327,31**		**20 602,99**		**237 476,57**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**1 711 019,13**	**85 550,96**		**170 674,16**		**1 967 244,24**
Ristournes:	Tps 100,00%			85 550,96				85 550,96
	Tvq 50,0%					85 337,08		85 337,08
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**1 711 019,13**	**0,00**		**170 674,16**		**1 796 356,21**

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Déconstruction- site du 50-150 Louvain
Description : Augmentation 2 du contrat Les services environnementaux Delsan A.I.M. inc. (GDD1161670003)

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**					
	Prix forfaitaire	0,0%	1 065 826,00					
		0,0%						
		0,0%						
		0,0%						
	Admin et profits	0,0%	209 151,00					
	Divers - Autres trav.	0,0%						
	Sous-total :	100,0%	**1 274 977,00**	**63 748,85**		**127 178,96**		**1 465 904,81**
	Contingences		329 039,84	16 451,99		32 821,72		378 313,56
	Total - Contrat :		**1 604 016,84**	**80 200,84**		**160 000,68**		**1 844 218,36**
Incidences:	Dépenses générales							
	Dépenses spécifiques							
	Total - Incidences :		**107 002,29**	**5 350,11**		**10 673,48**		**123 025,88**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**1 711 019,13**	**85 550,96**		**170 674,16**		**1 967 244,24**
Ristournes:	Tps 100,00%			85 550,96				85 550,96
	Tvq 50,0%					85 337,08		85 337,08
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**1 711 019,13**	**0,00**		**170 674,16**		**1 796 356,21**

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : Déconstruction- site du 50-150 Louvain
Description : Augmentation du contrat Les services environnementaux Delsan A.I.M. inc.
Contingences 2016 (GDD1161670003)

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Contingences disponibles		48 811,26	2 440,56	4 868,92	56 120,75
	imprévus		61 946,24	3 097,31	6 179,14	71 222,69
	compensation délai		46 409,00	2 320,45	4 629,30	53 358,75
	provision pour fin de travaux		40 000,00	2 000,00	3 990,00	45 990,00
	Contingences supplémentaires		**99 543,98**	4 977,20	9 929,51	**114 450,69**
	Contingences actuelles		229 495,86	11 474,79	22 892,21	263 862,87
	Total - Contingences:		**329 039,84**	**16 451,99**	**32 821,72**	**378 313,56**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	0,0%	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**329 039,84**	**16 451,99**	**32 821,72**	**378 313,56**
Ristournes:	Tps	100,00%		16 451,99		16 451,99
	Tvq	50,0%			16 410,86	16 410,86
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**329 039,84**	**0,00**	**32 821,72**	**345 450,70**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1161670003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction planification immobilière , Division gestion du portefeuille immobilier
Objet :	Autoriser un transfert du poste des dépenses incidentes aux dépenses contingentes de 114 450,69 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de déconstruction des bâtiments du site 50 -150 Louvain (0190) dans le cadre du contrat accordé à Delsan-A.I.M. inc. (CG15 0611) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 729 767,67 $ à 1 844 218,36 $, taxes incluses, sans changer la dépense totale du projet de 1 796 356,21 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

L'ensemble des modifications au contrat depuis son octroi représente une augmentation de 25,8% en valeur. Selon l'information transmise par le service, la modification proposée au contrat est accessoire en valeur et n'en change pas la nature.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-13

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division - contrats
Tél : 514-872-8323
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161670003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction planification immobilière , Division gestion du portefeuille immobilier
Objet :	Autoriser un transfert du poste des dépenses incidentes aux dépenses contingentes de 114 450,69 $, taxes incluses, pour compléter les travaux de déconstruction des bâtiments du site 50 -150 Louvain (0190) dans le cadre du contrat accordé à Delsan-A.I.M. inc. (CG15 0611) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 729 767,67 $ à 1 844 218,36 $, taxes incluses, sans changer la dépense totale du projet de 1 796 356,21 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1161670003 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021
Co-auteur
Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable analyste
Tél 514 872 5885

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-03

Françoise TURGEON
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1163334026

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro pour la déviation d'une conduite de 60 mm de diamètre dans le cadre de la construction du bassin de rétention Lavigne au montant de 141 016,88 $ taxes incluses - Dépenses totales de 158 263,13 $ taxes incluses - Fournisseur unique.

Il est recommandé:

1. d'autoriser une dépense totale de 158 263,13 $, taxes incluses, comprenant une somme de 17 246,25 $, taxes incluses, pour les travaux contingents;

2. d'accorder à Gaz Métro un contrat de gré à gré pour la déviation d'une conduite de 60 mm de diamètre dans le cadre de la construction du bassin de rétention Lavigne pour une somme maximale de 141 016,88 $
taxes incluses, conformément à la lettre d'entente du 25 août 2016;

3. d'autoriser le Directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées à signer tout document y donnant suite;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-22 09:37

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163334026**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro pour la déviation d'une conduite de 60 mm de diamètre dans le cadre de la construction du bassin de rétention Lavigne au montant de 141 016,88 $ taxes incluses - Dépenses totales de 158 263,13 $ taxes incluses - Fournisseur unique.

CONTENU

CONTEXTE

Le bassin versant Gouin, situé dans l'arrondissement Ahuntsic/Cartierville de la Ville de Montréal, est desservi par un réseau d'égouts de type unitaire. Le collecteur principal qui draine ce secteur est une conduite de 1800 mm de diamètre sous le boulevard Gouin entre les rues Lachapelle et Lavigne.

Dans le cadre d'un protocole d'entente de novembre 2009 convenu avec le gouvernement du Québec, la Ville de Montréal s'est engagée à construire un ouvrage de rétention dans le bassin versant Gouin qui permettra de diminuer le nombre de débordements des eaux usées à la rivière des Prairies. L'objectif de contrôle des débordements pour ce secteur est de 6 épisodes pour la période du 1er mai au 31 octobre.

La réalisation de travaux sur la rue Ranger et l'interception des eaux du collecteur à l'intersection Gouin/Ranger nécessite toutefois la déviation d'une conduite de gaz de 60 mm.

Pour éviter des retards à ce projet, la déviation de la conduite de gaz doit être réalisée par Gaz Métro et ce avant le début de la construction du bassin de rétention Lavigne.

Le tableau ci-dessous définit les étapes du projet de construction du bassin de rétention Lavigne:

Étapes	Description	Date de début	Date de fin
Étapes terminées	Étude hydraulique préliminaire du bassin de drainage et proposition d'ébauches de solutions	2007	2007
	Adoption du protocole d'entente entre le MAMOT et la ville de Montréal relatif à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du volet Grands projets du fonds chantiers Canada-Québec – Projet : Contrôle des rejets d'Eaux usées en temps de pluie	2008	2011
	Adoption du concept de base pour le projet (localisation du bassin et tracé des conduites)	2012	2012
	Étude géotechnique et de caractérisation environnementale	Août 2013	Août 2016
Étapes en cours	Étude hydraulique approfondie du bassin versant Gouin en vue de déterminer le concept de la solution optimale pour le bassin de rétention Lavigne	2012	Fin 2016
	Élaboration des plans et devis de la phase 1 (Excavation des tunnels et du bassin de rétention, installation des conduites et construction des structures de chute et d'accès)	2012	Fin 2016
	Démarches auprès d'Hydro-Québec pour obtenir la permission d'effectuer des travaux dans l'emprise d'une ligne de haute tension	Juin 2015	Nov. 2016
	Démarche avec les services centraux et les arrondissements pour la coordination des travaux	Janvier 2015	Fin 2016
	Coordination avec les citoyens relativement aux installations de géothermie affectées par les travaux des tunnels	Janvier 2015	Fin 2016
	Élaboration d'un rapport géotechnique de référence pour les travaux de tunnelage	Janvier 2016	Fin 2016
Étape du présent dossier	Déviation de la conduite de gaz par Gaz Métro sur la rue Ranger (conduite de gaz en conflit avec les travaux du projet)	Juillet 2016	Fin 2016
Étapes à venir	Lancement de l'appel d'offres et octroi du contrat des travaux de la phase 1	Automne 2016	Printemps 2017
	Réalisation des travaux de la phase 1	Printemps 2017	Été 2018
	Élaboration des plans et devis de la phase 2 du projet (construction de la structure du bassin de rétention, des structures d'interception, du collecteur sur le boulevard Gouin et installation du système de contrôle dans le bassin)	Hiver 2017	Été 2017
	Lancement de l'appel d'offres et octroi du contrat des travaux de la phase 2	Été 2017	Automne 2017
	Réalisation des travaux de la phase 2	Printemps 2018	Printemps 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Lors de la conception des plans et devis du projet, des démarches ont été effectuées par la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) auprès de Gaz Métro afin de procéder aux travaux de déviation de la conduite de gaz de 60 mm entre le 12285 Ranger et le boulevard Gouin.

Le coût de l'ensemble des travaux estimé par Gaz Métro est de 179 575,46 $ taxes non incluses.

En vertu d'une entente convenue entre l'Union des Municipalités du Québec et Gaz Métro datée du 2 décembre 2013, la partie des coûts devant être prise en charge par la Ville de Montréal est de 68,3% soit : 122 650,04 $ avant taxes. Une lettre d'entente de principe a été signée par la DEEU en date du 2 septembre 2016 pour permettre à Gaz Métro d'entamer le plus rapidement possible les travaux de déviation des conduites de gaz.

JUSTIFICATION

Les travaux de la phase 1 du projet de construction du bassin Lavigne devraient débuter au courant de l'année 2017. La réalisation de la partie des travaux projetés sur la rue Ranger et à l'intersection Ranger/Gouin nécessitera la déviation de la conduite de gaz présente à ces endroits.

La déviation de la conduite permettra le lancement des travaux du projet Lavigne sans contrainte et sans répercussion sur le délai de réalisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts pour la déviation d'une conduite de 60 mm de diamètre dans le cadre de la construction du bassin de rétention Lavigne sont de 158 263,13 $ taxes incluses, incluant 17 246,25 $ pour les contingences, ou 144 515,33 $ net de ristourne de taxes. Cette dépense est admissible à la subvention Chantiers Canada - Volet Grands Projets estimé à 96 343,55 $. La portion non subventionnée de 48 171,78 $ sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas accordé, la réalisation des travaux du bassin Lavigne subira des entraves et des retards.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement de l'appel d'offres de construction du bassin Lavigne : automne 2016

Octroi du contrat : printemps 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-10-13
Claude S MEUNIER Ingénieur		Michel VERREAULT Surintendant administration et soutien à l'exploitation	
Tél :	280-4418	**Tél :**	514-280-4364

Télécop. : 280-4387 **Télécop. :** 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2016-10-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-10-21

GazMétro
la vie en bleu

Montréal, le 25 août 2016

M. Richard Fontaine, Directeur
Direction de l'Épuration des Eaux Usées - Service de l'eau
Ville de Montréal
12001, boulevard Maurice-Duplessis
Montréal (QC) H1C 1V3

Objet : Demande de modification au réseau de distribution de Gaz Métro – Évaluation des coûts des travaux

Numéro de projet **: 60-3325 pour le Projet de rétention Lavigne**

Monsieur,

La présente fait suite à notre lettre du 22 Janvier 2016 concernant la demande de déplacement des infrastructures du réseau de distribution de Gaz Métro pour les travaux que la municipalité de Montréal (ci-après la « **Municipalité** ») prévoit réaliser à sur la rue Ranger entre la rue de Mesy et le Boulevard Gouin.

Comme indiqué à notre dernière correspondance, nous vous transmettons par la présente l'évaluation des coûts des travaux de déplacement et de reconstruction du réseau de distribution (ci-après les « **Travaux** ») indiquant également leur répartition, laquelle a été établie conformément à l'entente intervenue entre Gaz Métro et l'Union des municipalités du Québec (ci-après l'« **Entente** »). En effet, selon l'article 2 de l'Entente, la Municipalité doit rembourser à Gaz Métro les coûts de déplacement et de reconstruction de ses infrastructures en proportion de la valeur de celles-ci non encore amorties lorsqu'elles ont plus de 5 ans ou en totalité lorsqu'elles n'ont pas encore atteint cet âge.

Les Travaux à être effectués comprennent : Une déviation de la conduite sur le Boulevard Gouin Ouest, l'abandon d'une section de la conduite sur la rue Ranger, la reconstruction de la conduite de la rue Ranger pour continuer d'alimenter le client au 12280 Rue Ranger, le raccordement de la conduite, situé dans la ruelle au nord de la rue Mésy, à la rue Grenet et le transfert du branchement du client au 5805 Rue Mésy à la nouvelle conduite.

Le coût total des Travaux est évalué à 179 575,46$ plus les taxes applicables.

Toutefois, comme mentionné à notre dernière correspondance, Gaz Métro facturera la Municipalité en fonction du coût réel des Travaux plus les taxes applicables. Conformément à l'Entente, la Municipalité doit assumer ce coût dans une proportion de 68,3**%,** soit pour un montant estimé de 122 650,04**$** plus les taxes applicables. Ce pourcentage pourra faire l'objet d'un ajustement en fonction des infrastructures réellement touchées par les Travaux une fois ceux-ci terminés.

GazMétro
la vie en bleu

Nous vous rappelons de plus que la Municipalité assume tous les coûts afférents à la préparation de la présente évaluation, lesquels seront facturés en sus. Ces coûts représentent un montant de 7718,08$ plus les taxes applicables.

Par la signature de la présente lettre, la Municipalité s'engage à assumer le coût réel des Travaux conformément aux modalités qui y sont énoncées. À cet égard, veuillez nous retourner la présente dûment signée par le représentant autorisé de la Municipalité à l'adresse suivante :

Marc-André Dubé
Technicien de projets
Gaz Métro
11401 LJ Forget
Montréal (Québec) H1J 2Z8
Projet : 60-003325

La présente évaluation sera valide pour une durée de 30 jours suivant l'émission de la présente. Conséquemment, à défaut de transmettre à Gaz Métro l'original de la présente lettre dûment signée le 26 septembre 2016, Gaz Métro se verra dans l'obligation de procéder à une nouvelle évaluation des coûts aux entiers frais de la Municipalité.

Un délai minimum de 30 jours ouvrables à partir de la date de réception par Gaz Métro de l'original de la présente lettre dûment signée est requis afin de débuter la planification des Travaux.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Marc-André Dubé au numéro 514-622-3903

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

David Hudon
2016-08-25

David Hudon, ing.
Chargé de projets

GazMétro
la vie en bleu

J'ai lu, je comprends et je suis dûment autorisé à signer au nom de la Municipalité pour accepter les modalités énoncées à la présente lettre.

J'ai signé le 2 sept. 2016, à Montréal.

Signature

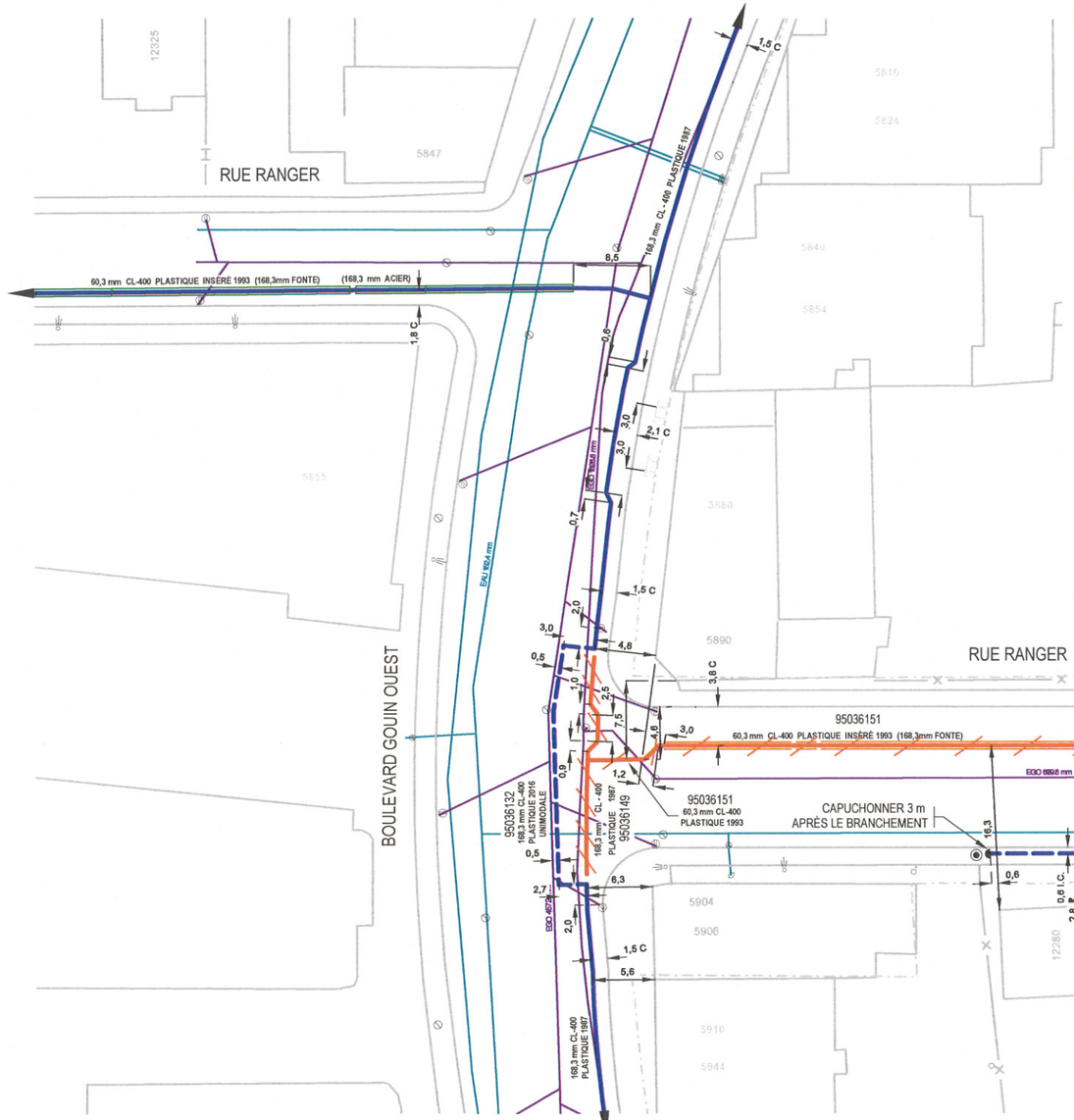
Richard Fontaine
Nom du signataire (en lettres moulées)

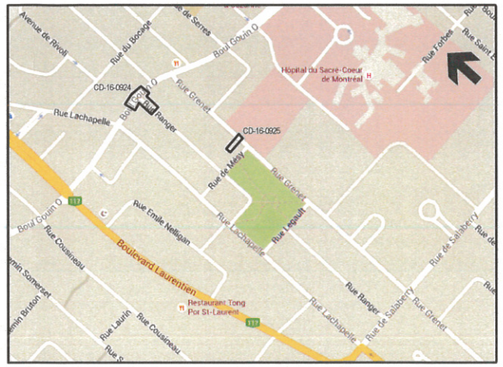
Directeur
Titre et Fonction

Adresse de facturation (si différente de l'adresse de service)
N° de téléphone cellulaire
N° de téléphone au travail (514) 280-4400
N° de téléphone à la résidence
Nom de la personne-ressource (si différente du signataire) Ahcene Lounnas, ing
N° de téléphone de la personne-ressource (514) 280-4421

60-003325

NO. DESSIN CD-16-0924





PLAN DE LOCALISATION
ÉCHELLE: AUCUNE

LÉGENDE

GAZ EXISTANT		CONDUIT ÉLECTRIQUE	E
GAZ PROJETÉ		CONDUIT BELL CANADA	B
GAZ ABANDONNÉ		CONDUITE HYDRO-QUÉBEC	HQ
CONDUITE INSÉRÉE	CL-400	ÉGOUT ET REGARD	EG
CLASSE DE PRESSION		AQUEDUC ET VANNE	EAU
RACCORD OBTURATEUR		LIMITE DE PROPRIÉTÉ	
BRIDE ISOLANTE / JOINT ISOLANT		LIGNE DE CENTRE	
ACCOUPLEMENT MÉCANIQUE		LIGNE DE LOT	
ACC. MÉCANIQUE ISOLANT		LIGNE DE PROPRIÉTÉ	
RÉDUIT		BORDURE DE RUE	
VANNE		PAYAGE	PAY.
CAPUCHON D'ACIER		HAIE	H
CAPUCHON PLASTIQUE		BOISÉ	
RACCORD TRANSITION		MURET	M
GAINE PROTECTRICE		CLÔTURE	
POSTE DE DÉTENTE OU DE VANNE HORS-TERRE		FOSSÉ	
POSTE DE DÉTENTE OU DE VANNE SOUTERRAIN	PORTES / COUV.	LIGNE DE SERVITUDE	
		VOIE FERRÉE	
		HAUBAN	
CONDUITE EN ANTENNE	ANT.	LIMITE DE VILLE	
BORNE D'ESSAI		BORNE FONTAINE	
RÉSONNATEUR		LAMPADAIRE	
ANODE		POTEAU	
CELLULE DE RÉFÉRENCE EN CUIVRE		PUISARD	
ÉCHAPPEMENT, ÉVENT		REGARD	
CHEMINÉE VENTILATION		FEU DE CIRCULATION	
REPÈRE DE CONDUITE		GRILLE TRANSFORMATEUR	
REPÈRE DE MINI BRANCHEMENT TÉLÉMÉTRIE		VOÛTE D'UTILITÉS	
		PENTE	HAUT / BAS

RÉFÉRENCE CARTOGRAPHIQUE

M.R.N. : 31HL0523 et 31HL0623

SOURCE DE RENSEIGNEMENTS

ARCHIVES NUMÉRIQUES GAZ MÉTRO
PLANS VILLE DE MONTRÉAL

ORDRE RÉSEAU: 90034774
(ORDRE DE TRAVAIL):

SOUS-RÉSEAU	INSTALLER	ABANDONNER	DIA.	SORTE	CL.
95036132	29 m		168,3	UNIMODALE	400
95036149		23 m	168,3	PLASTIQUE	400
95036150	36 m		60,3	UNIMODALE	400
95036151		8 m	60,3	PLASTIQUE	400
95036151		57 m	60,3	PLAST. INS.	400
95036152	44 m		60,3	UNIMODALE	400

RÉVISIONS

NO	DATE	DESCRIPTION	PAR
	160720	POUR APPROBATION	SL

NOTES

- LA CONDUITE À GAZ DEVRAIT ÊTRE ENFOUIE À UNE PROFONDEUR MINIMUM DE 1,1 m SOUS LE TERRAIN FINAL ET AVOIR UN DÉGAGEMENT VERTICAL MINIMAL DE 0,3 m PAR RAPPORT AUX AUTRES UTILITÉS PUBLIQUES. SI CETTE EXIGENCE NE PEUT ÊTRE RESPECTÉE, L'ENTREPRENEUR DOIT AVOIR REÇU L'APPROBATION DE GAZ MÉTRO AVANT DE REMBLAYER.

1) AUTRE: ------

- TOUTES LES DISTANCES INDIQUÉES SONT EN MÈTRES SAUF INDICATIONS CONTRAIRES.
- LES CLASSES DE PRESSION SONT EN KILOPASCAL.
- LES TRAVAUX SERONT RÉALISÉS CONFORMÉMENT AUX SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DE GAZ MÉTRO.
- PLAN DE LOCALISATION:

GazMétro

MUNICIPALITÉ: MONTRÉAL (ARRONDISSEMENT AHUNTSIC - CARTIERVILLE)

TITRE: DÉVIATION RUE RANGER

DESCRIPTION: INSTALLATION D'UNE CONDUITE DE 60,3 mm CL-400 PLASTIQUE UNIMODALE SUR LA RUE RANGER ET 168,3 mm CL-400 PLASTIQUE UNIMODALE SUR LE BOULEVARD GOUIN OUEST. ABANDON D'UNE CONDUITE DE 60,3 mm CL-400 PLASTIQUE ET 60,3 mm CL-400 PLASTIQUE INSÉRÉ SUR LA RUE RANGER ET 168,3 mm CL-400 PLASTIQUE SUR LE BOULEVARD GOUIN OUEST.

DESSINATEUR - TRICE: SÉBASTIEN LATREILLE	NO. RÉSEAU GAZIER: 3044	NO. DOSSIER: Mo126
TECH. DE PROJET: LOUIS GOSSELIN	ING. RÉG.	
GÉOMATIQUE: JOSÉE LAVALLÉE	SCEAU	
DESIGN		
CATHODIQUE		
CHARGÉ DE PROJET: DAVID HUDON ING.		2016-07-20

ÉCHELLE	O.T.P.	NO. DESSIN	RÉV.
1 : 250	40-005611	CD-16-0924	

FORMAT A-1

OBTURER TOUTES LES EXTRÉMITÉS DES CONDUITES ABANDONNÉES.

- LE NORD N'EST MONTRÉ QU'À TITRE INDICATIF ET NE REPRÉSENTE PAS LE NORD MAGNÉTIQUE.

INSPECTION SPÉCIALISÉE REQUISE

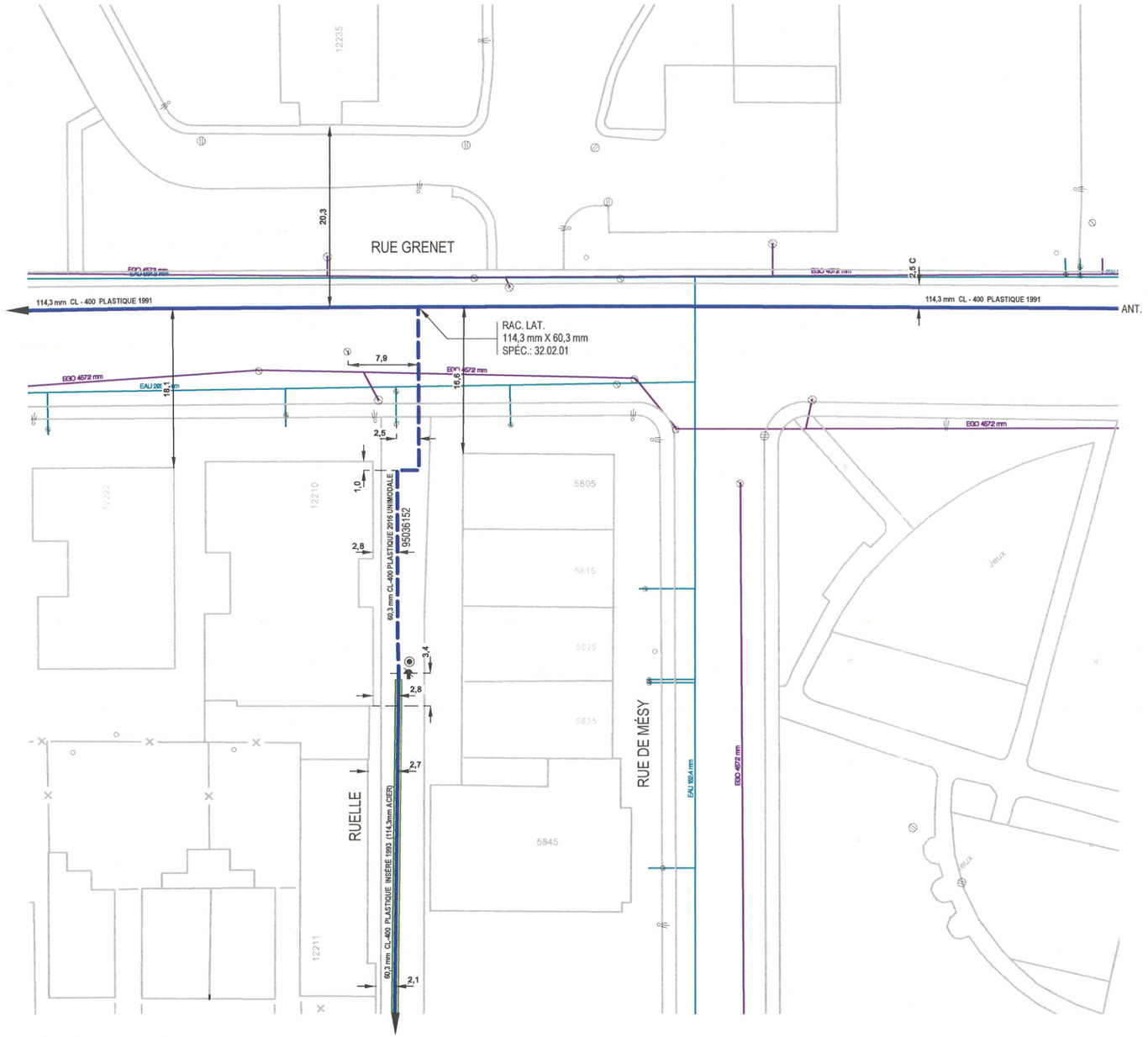
ACIER:	VOIR SPÉCIFICATION 35.04.01
POLYÉTHYLÈNE:	VOIR SPÉCIFICATION 34.05.03
BIMODALE CL-400:	VOIR SPÉCIFICATION 34.05.03
BIMODALE CL-700:	LETRATION PE : 100 %
REVÊTEMENT:	CONTACTER SERVICE INSPECTION SPÉCIALISÉE

POUR APPROBATION

SI

NO. DESSIN CD-16-0924

NO. DESSIN CD-16-0925



- LE NORD N'EST MONTRÉ QU'À TITRE INDICATIF ET NE REPRÉSENTE PAS LE NORD MAGNÉTIQUE.

INSPECTION SPÉCIALISÉE REQUISE

ACIER:	VOIR SPÉCIFICATION 35.04.01
POLYÉTHYLÈNE:	VOIR SPÉCIFICATION 34.05.03
BIMODALE CL-400:	VOIR SPÉCIFICATION 74.05.03
BIMODALE CL-700:	ULTRASON PE : 100 %
REVÊTEMENT:	CONTACTER SERVICE INSPECTION SPÉCIALISÉE

POUR APPROBATION

LÉGENDE

GAZ EXISTANT		CONDUIT ÉLECTRIQUE	E
GAZ PROJETÉ		CONDUIT BELL CANADA	B
GAZ ABANDONNÉ		CONDUIT HYDRO-QUÉBEC	HQ
CONDUITE INSÉRÉE	CL-400	ÉGOUT ET REGARD	EG
CLASSE DE PRESSION		AQUEDUC ET VANNE	EAU
RACCORD OBTURATEUR		LIMITE DE PROPRIÉTÉ	
BRIDE ISOLANTE / JOINT ISOLANT		LIGNE DE CENTRE	
ACCOUPLEMENT MÉCANIQUE		LIGNE DE LOT	
ACC. MÉCANIQUE ISOLANT		LIGNE DE PROPRIÉTÉ	
RÉDUIT		BORDURE DE RUE	C
VANNE		PAVAGE	PAV.
CAPUCHON D'ACIER		HAIE	H
CAPUCHON PLASTIQUE		BOISÉ	
RACCORD TRANSITION	A B	MURET	M
GAINE PROTECTRICE		CLÔTURE	
POSTE DE DÉTENTE OU DE VANNE HORS-TERRE		FOSSÉ	
POSTE DE DÉTENTE OU DE VANNE SOUTERRAIN	PORTES / COUV.	LIGNE DE SERVITUDE	
		VOIE FERRÉE	
		HAUBAN	
CONDUITE EN ANTENNE	ANT.	LIMITE DE VILLE	
BORNE D'ESSAI		BORNE FONTAINE	
RÉSONNATEUR		LAMPADAIRE	
ANODE		POTEAU	
CELLULE DE RÉFÉRENCE EN CUIVRE		PUISARD	
ÉCHAPPEMENT, ÉVENT		REGARD	
CHEMINÉE VENTILATION		FEU DE CIRCULATION	
REPÈRE DE CONDUITE		GRILLE TRANSFORMATEUR	
REPÈRE DE MINI BRANCHEMENT		VOÛTE D'UTILITÉS	
TÉLÉMÉTRIE		PENTE	HAUT / BAS

RÉFÉRENCE CARTOGRAPHIQUE

M.R.N. : 31HL0523 et 31HL0623

SOURCE DE RENSEIGNEMENTS

ARCHIVES NUMÉRIQUES GAZ MÉTRO
PLANS VILLE DE MONTRÉAL

ORDRE RÉSEAU: 90034774
(ORDRE DE TRAVAIL):

SOUS-RÉSEAU	INSTALLER	ABANDONNER	DIA.	SORTE	CL.

RÉVISIONS

NO	DATE	DESCRIPTION	PAR
	160719	POUR APPROBATION	SL

NOTES

- LA CONDUITE À GAZ DEVRAIT ÊTRE ENFOUIE À UNE PROFONDEUR MINIMUM DE 1,1 m SOUS LE TERRAIN FINAL ET AVOIR UN DÉGAGEMENT VERTICAL MINIMAL DE 0,3 m PAR RAPPORT AUX AUTRES UTILITÉS PUBLIQUES. SI CETTE EXIGENCE NE PEUT ÊTRE RESPECTÉE, L'ENTREPRENEUR DOIT AVOIR REÇU L'APPROBATION DE GAZ MÉTRO AVANT DE REMBLAYER.
  1) AUTRE: ——
- TOUTES LES DISTANCES INDIQUÉES SONT EN MÈTRES SAUF INDICATIONS CONTRAIRES.
- LES CLASSES DE PRESSION SONT EN KILOPASCAL.
- LES TRAVAUX SERONT RÉALISÉS CONFORMÉMENT AUX SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DE GAZ MÉTRO.
- PLAN DE LOCALISATION: CD-16-0924

GazMétro

MUNICIPALITÉ: MONTRÉAL (ARRONDISSEMENT AHUNTSIC - CARTIERVILLE)

TITRE: DÉVIATION RUE RANGER

DESCRIPTION: INSTALLATION D'UNE CONDUITE DE 60,3 mm CL-400 PLASTIQUE UNIMODALE DANS UNE RUELLE.

DESSINATEUR - TRICE: SÉBASTIEN LATREILLE	NO. RÉSEAU GAZIER: 3044	NO. DOSSIER: Mo126
TECH. DE PROJET: LOUIS GOSSELIN	ING. RÉG.	
GÉOMATIQUE: JOSÉE LAVALLÉE	SCEAU	
DESIGN		
CATHODIQUE		
CHARGÉ DE PROJET: DAVID HUDON ING.		

2016-07-20

ÉCHELLE	O.T.P.	NO. DESSIN	RÉV.
1 : 250	40-005611	CD-16-0925	

SI

FORMAT A-1

NO. DESSIN CD-16-0925

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163334026

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro pour la déviation d'une conduite de 60 mm de diamètre dans le cadre de la construction du bassin de rétention Lavigne au montant de 141 016,88 $ taxes incluses - Dépenses totales de 158 263,13 $ taxes incluses - Fournisseur unique.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1163334026_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget

Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-17

Sylvie L GOUPIL
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1167231043

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT Inc., pour des travaux de conduites d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 6 807 295,41 $ (Contrat: 6 197 295,41 $ + incidences: 610 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public # 309701 - 7 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 6 807 295,41 $, taxes incluses, pour des travaux de conduites d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke dans l'arrondissement de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Groupe TNT inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 197 295,41 $ $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 309701 ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 37,07 % par l'agglomération, pour un montant de 2 523 163,05 $.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-31 11:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167231043**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT Inc., pour des travaux de conduites d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 6 807 295,41 $ (Contrat: 6 197 295,41 $ + incidences: 610 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public # 309701 - 7 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

En 2015, lorsque le projet de la rue Frontenac a été inscrit à l'exercice de planification intégrée des travaux en vue d'une réalisation en 2017, celui-ci consistait uniquement en un projet de maintien d'actifs visant le remplacement des conduites souterraines et la reconstruction de la chaussée et des trottoirs. À cette époque, aucun besoin particulier de réaménagement n'avait été relevé et il avait alors été décidé de reconstruire ce tronçon à l'identique comme ce fut le cas pour la rue d'Iberville dans le même secteur quelques années auparavant.

À la suite de différentes analyses, des bris successifs et considérant leur âge avancé, la conduite d'eau secondaire de 150 mm de diamètre en fonte grise (installée en 1886 et 1888) dans la rue Frontenac, entre les rues Ontario et Hochelaga et la conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre en fonte grise (installée en 1913) dans la rue Frontenac, entre les rues Hochelaga et Sherbrooke ont été identifiées par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE), comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement.

Pour les mêmes raisons, la Direction de l'eau potable (DEP) a décidé de remplacer la conduite d'eau principale de 400 mm de diamètre en fonte grise (installée en 1886 et 1924) dans la rue Frontenac, entre les rues Ontario et Sherbrooke.

La DGSRE et la DEP ont mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures de la voirie et des transports afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Durant la phase de conception du projet un regroupement de citoyens a déposé, au conseil d'arrondissement, une pétition à l'effet de revoir l'usage de la rue dans le but de réduire la circulation lourde et la vitesse des véhicules. Qui plus est, au même moment, l'Ombudsman était saisi d'une plainte à cet égard. En considération des demandes des citoyens, il est proposé de bonifier le projet et d'y inclure un volet de réaménagement géométrique à des fins d'apaisement de la circulation. Dès lors, il n'était plus possible d'envisager une réalisation en 2017 puisqu'un tel exercice requiert une période de conception plus longue, ne serait-ce que pour consulter la population quant au aménagement souhaité. Toutefois, le report du projet à une date ultérieure s'avérait inopportun en raison de l'état très dégradé de la chaussée et des risques imminents de bris et d'effondrement des conduites souterraines.

Il importe de noter que les patrons de circulation des rues Frontenac et Iberville sont étroitement liées et que les choix d'aménagement de l'une, auront un impact significatif sur la fonctionnalité de l'autre. C'est pourquoi il est impératif, dans notre démarche de conceptualisation, de revoir simultanément l'aménagement des deux rues. La stratégie retenue est de procéder immédiatement, au printemps 2017, avec le remplacement des conduites souterraines dans la rue Frontenac. Suivra ensuite le projet de réaménagement géométrique de la rue Iberville (2019-2020) et enfin, le réaménagement de la rue Frontenac en 2020-2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en des travaux de reconstruction de conduites d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke dans l'arrondissement de Ville-Marie sur une longueur de 750 m de conduite d'eau principale et de 840 m de conduite d'eau secondaire.
Le remplacement des drains d'égout privés est prévu dans le cadre de ce contrat. À noter que la conduite d'égout unitaire en brique et les drains des puisards ont été réhabilités en 2012.

Veuillez trouver en pièces jointes la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan clé.

Afin de s'assurer que l'adjudicataire possède l'expertise et les ressources nécessaires pour réaliser les travaux conformément au devis, une clause particulière sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'oeuvre a été incluse dans les documents de l'appel d'offres 309701.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences attribuable à la Ville est déterminée à 563 390,49 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 10 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission.

Les dépenses incidentes au présent contrat comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de chloration des conduites d'eau, de marquage et signalisation ainsi que des frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires conformes et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions conformes reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
À noter qu'un total de sept (7) soumissions ont été reçues dont deux (2) ont été jugées inadmissibles étant donné qu'elles ne respectaient pas les conditions émises à la clause de l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'oeuvre, soit:
- Pavages d'Amour inc., plus basse soumission reçue (6 171 858,00 $),
- Roxboro Excavation inc. (6 400 295,41 $),

Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions conformes reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les 3 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêts).

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre réel du marché actuel.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de la DGPEC étant inférieur à 10 %, la DGPEC appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

Sur vingt-deux (22) preneurs du cahier des charges, sept (7) firmes ont déposé une soumission et quinze (15) n’en ont pas déposé. Les motifs de désistement du non dépôt de soumissions des preneurs du cahier des charges sont les suivants :

- trois (3) firmes sont connues comme étant des sous-traitants;
- une (1) firme s'est désistée car elle ne répondait pas à la clause concernant l'expérience du maître d'oeuvre;
- une firme (1) s'est désistée en raison d'un manque de temps;
- une firme (1) a mentionné que la période de soumission ne convenait pas;
- une autre firme (1) a répondu que son carnet de commande était complet;
- et huit (8) firmes n'ont pas justifié leur désistement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat à octroyer est de 6 807 295,41 $ taxes incluses, incluant des incidences de 610 000,00 $, taxes incluses.

Ce coût total est assumé de la façon suivante :

· 62,93 % par la ville centrale pour un montant de 4 284 132,36 $ taxes incluses, prévu au PTI de la DGSRE ;
· 37,07 % par l'agglomération pour un montant de 2 523 163,05 $ taxes incluses puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ». Cette portion est prévue au PTI de la DEP

La dépense totale de 6 807 295,41 $ taxes incluses représente un coût net de 6 215 968,05 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. Ce coût net est admissible à une subvention estimée à 3 911 983,88 $ au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) ce qui ne laissera aucun impact à la charge des contribuables (portion DGSRE) et la portion non subventionnée (DEP) sera entièrement financée par la réserve de l'eau d'agglomération pour un montant de 2 303 984,18 $.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes sont présentées en pièces jointes dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet inclut des travaux de réfection de conduite d'eau potable visant à réduire les fuites d'eau en dépistant et en réparant les bris des infrastructures souterraines d'aqueduc le tout en conformité avec l'action 7 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des conduites d'aqueduc et l'augmentation des bris.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 19 janvier 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Mars 2017
Fin des travaux : Août 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Sarah ELARABY, Service de l'eau
Guy CHARBONNEAU, Ville-Marie

Lecture :

Guy CHARBONNEAU, 19 octobre 2016
Sarah ELARABY, 18 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Etleva MILKANI
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-0328
Télécop. : 514 872-1873

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-17

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-31

VERSION FINALE RÉVISÉE - ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 309701 — No du GDD : 1167231043

Titre de l'appel d'offres : Travaux de conduites d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke. Arrondissement: Ville-Marie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 29 - 8 - 2016 — Ouverture originalement prévue le : 21 - 9 - 2016

Ouverture faite le : 21 - 9 - 2016 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
12 - 9 - 2016	Ajout de la clause «expérience du soumissionaire à titre de maître d'œuvre», ajout d'items au bordereau et réduction du délai d'exécution des travaux	465 000.00
JJ - MM - AAAA		
JJ - MM - AAAA		
JJ - MM - AAAA		

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 22 — Nbre de soumissions reçues : 7 — % de réponses : 32

Nbre de soumissions rejetées : 2 — % de rejets : 28.6

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
PAVAGES D'AMOUR INC.	La clause "Expérience du soumissionaire à titre de maître d'oeuvre" n'est pas respectée.
ROXBORO EXCAVATION INC.	L'annexe "Expérience du soumssionnaire" n'est pas dûment complétée.

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 19 - 1 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
GROUPE TNT INC.	5 633 904.92	563 390.49	6 197 295.41
LES EXCAVATIONS GILBERT THÉORÊT INC.	6 263 493.07	626 349.31	6 889 842.38
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	6 292 636.36	629 263.64	6 921 900.00
SADE CANADA INC.	8 235 996.13	823 599.61	9 059 595.74
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	9 452 278.71	945 227.87	10 397 506.58
Estimation **interne**	5 139 590.53	513 959.05	5 653 549.58

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **9.6%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **11.2%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	X	AMF	☐	X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	X	Revenu Qc	☐	X	

Recommandation

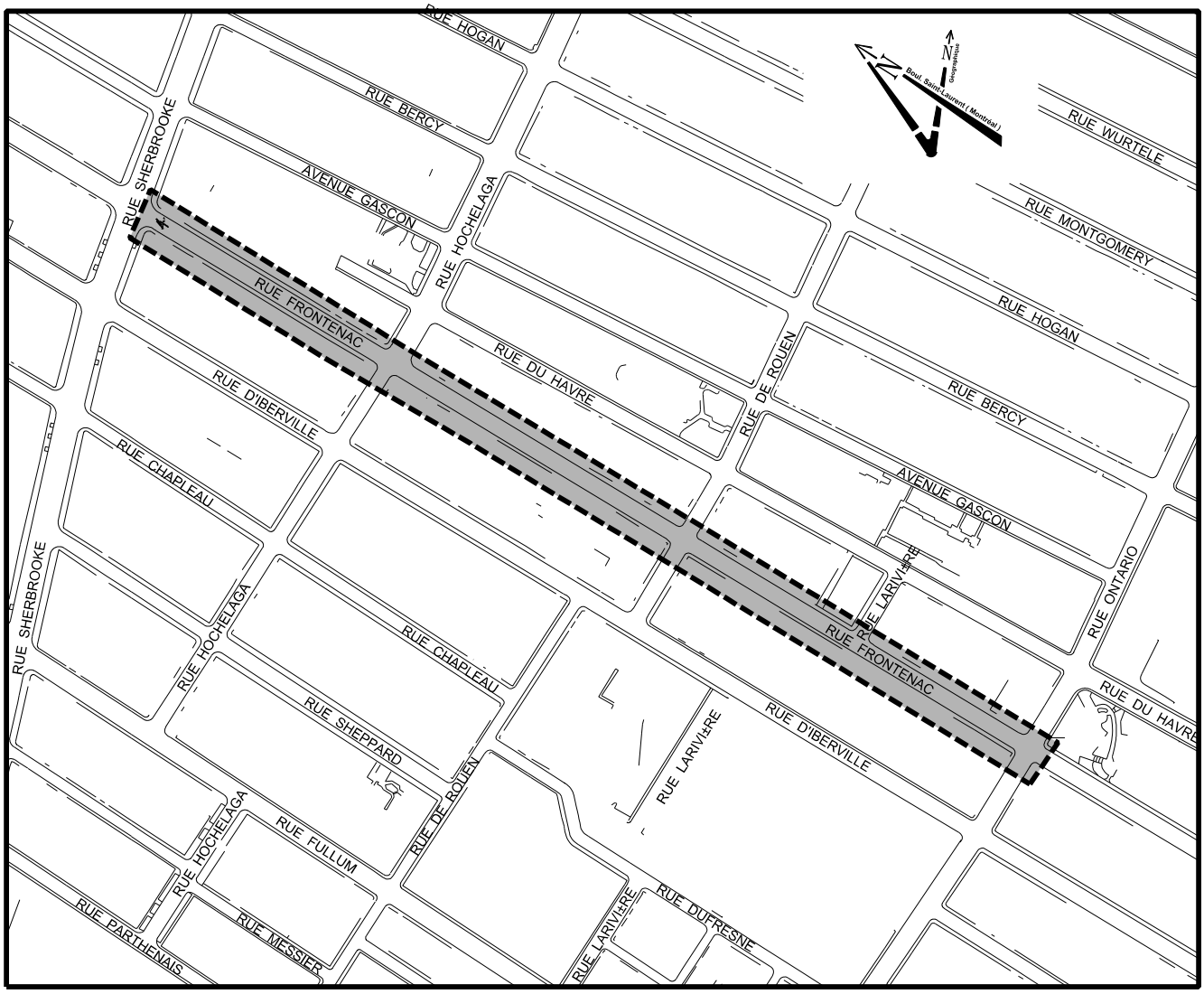
Nom du soumissionnaire : GROUPE TNT INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 6 197 295.41

Montant des incidences ($) : 610 000.00

Date prévue de début des travaux : 1 - 3 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 31 - 8 - 2017

Plan de Localisation



rue FRONTENAC
de la rue ONTARIO à la rue SHERBROOKE

TRAVAUX D'AQUEDUC

ARRONDISSEMENT :	SOUMISSION :
VILLE-MARIE	309701

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Montréal

Division de la conception des travaux

ACTIFS VISÉE PAR LE PROJET

Soumission: 309701

Titre: Travaux de conduites d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke

Arrondissement: Ville-Marie

Aqueduc

	Type d'item et diamètre	Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc principal	Conduite en fonte ductile 400mm (hors de la tranchée de l'égout)	Reconstruction	750	m	
Sous total aqueduc principal					
Aqueduc	Conduite en fonte ductile 150mm (hors de la tranchée de l'égout)	Reconstruction	10	m	
	Conduite en fonte ductile 200mm (dans la tranchée d'égout)	Reconstruction	840	m	
Sous total aqueduc secondaire					
TOTAL AQUEDUC					

Préparé par:	Etleva Milkani, ing.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0102

Québec, le 20 juin 2013

TNT2 inc.
À l'attention de : Monsieur Alain Robert
600, boulevard Roland-Godard
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C5

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à TNT2 inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0102 n° d'identification de l'Autorité : 2700000263

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- GROUPE TNT MERCERON
- PIEUX BCA

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). TNT2 inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 4 mars 2016

GROUPE TNT INC.
20845, CH DE LA CÔTE N
200
BOISBRIAND QC J7E 4H5

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700000263
N° de demande :	1630965614

L'analyse de votre demande débutera lorsque tous les documents, paiements ou confirmation d'un tiers requis seront reçus à l'Autorité.

Faites-nous parvenir votre paiement pour le solde à payer dans les plus brefs délais.

Montant de la facture :	416,00 $
Paiement reçu :	0,00 $
Solde à payer :	416,00 $

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Soumission : 309701 : Travaux de conduite d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke
Résumé du maintien de la circulation et de la gestion des impacts

Nature de travaux	Horaire	Exigences du maintien
Phase 1 Les travaux comprennent le remplacement de la conduite d'eau principale, le remplacement des entrées de service d'eau et des branchements d'égout du côté est de la rue Frontenac. Travaux sur la rue Frontenac entre les rues Ontario et Sherbrooke. La conduite secondaire est localisée du côté ouest dans la rue Frontenac. Les travaux de la phase 1 doivent se faire en 3 étapes; soient d'Ontario à Rouen, De Rouen à Hochelaga et de Hochelaga à Sherbrooke. Les travaux des 3 étapes ne doivent pas se faire en même temps. L'entrepreneur doit finir les travaux d'une étape avant de commencer ceux de l'étape suivante. Les travaux de pavage final (réfection de coupe) doivent être faits à la fin des travaux dans chaque étape.	Horaire régulier de travail disponible: **Lundi au vendredi 7h à 19h** **Samedi et dimanche : 9h à 18h.** Les travaux de nuit seront autorisés et les horaires seront fournis à l'entrepreneur	-**N'entravez** pas les voies de circulation et la circulation des piétons sur les trottoirs durant la pose de conduites d'eau temporaires. -**Proposer** un concept de maintien de la circulation qui assure l'accessibilité des riverains durant la pose de conduites temporaires d'eau. -**Maintenir en tout temps,** une voie de circulation en direction nord sur la rue Frontenac. -**Assurer** une déviation de la circulation (Si requis) durant les branchements des drains à la conduite d'égout au centre de la rue Frontenac. L'entrepreneur doit faire l'exercice afin de toujours maintenir une voie de circulation en direction nord durant les travaux de branchements des drains d'égouts. -**Interdire** le stationnement dans le tronçon en travaux et permettre le stationnement en dehors de la zone des travaux et d'entreposage des matériaux de l'entrepreneur. - **Redonner** les voies libres à la circulation en dehors de la zone en travaux. -**Faire** un aménagement avec du marquage des voies de circulation afin d'orienter les automobilistes durant les travaux. Prévoir du marquage des lignes d'arrêts, des flèches de

		sélection des voies, des lignes de délimitation jaune et blanche des voies, des boites de jonction aux intersections sur tout le long de la Frontenac et des rues secondaires. --**N'entraver jamais** le trottoir des 2 côtés de la rue Frontenac ou des autres rues transversales durant les travaux. Les travaux doivent se faire sur un côté de la rue à la fois. -**Assurer** l'accessibilité des riverains et les mouvements véhiculaires.
Phase 2 Remplacement de la conduite d'eau secondaire, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke-Remplacement des services d'eau et des branchement d'égout (drain privé) du côté ouest et prolongement des entrées de services d'eau du côté est de la rue Frontenac. Une réfection de coupe est également prévue afin de réparer les surfaces touchées par les travaux. Travaux sur la rue Frontenac entre les rues Ontario et Sherbrooke. La conduite principale est localisée du côté est dans la rue Frontenac. Les travaux de la phase 2 doivent se faire en 3 étapes; soient d'Ontario à Rouen, De Rouen à Hochelaga et de Hochelaga à Sherbrooke.	Horaire régulier de travail disponible: **Lundi au vendredi 7h à 19h** **Samedi et dimanche : 9h à 18h.** Les travaux de nuit seront autorisés et les horaires seront fournis à l'entrepreneur	- **Appliquer les mêmes exigences en maintien de la circulation& gestion des impacts retenues de la phase 1 des travaux lors des travaux de la phase 2 sur la rue Frontenac du côté est.**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 309701
Numéro de référence : 1009681
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de conduites d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke.

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1172433)** 2016-09-01 7 h 51 **Transmission :** 2016-09-01 7 h 53	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 34 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1172018)** 2016-08-31 10 h 11 **Transmission :** 2016-08-31 14 h 18	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 41 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Catalogna et Frères Ltée 2330 rue Norman, Lachine Montréal, QC, H8S 1B1 NEQ : 1144049070	Monsieur Pascal Fedele Téléphone : 514 484-1101	**Commande : (1171646)** 2016-08-30 13 h 36 **Transmission :** 2016-08-30 15 h 06	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 17 - Télécopie

		Télécopieur : 514 637-7088		2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 33 - Messagerie 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 40 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 51 - Télécopie 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1171954)** 2016-08-31 9 h 13 **Transmission :** 2016-08-31 10 h 55	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 35 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1172063)** 2016-08-31 10 h 55 **Transmission :** 2016-08-31 14 h 47	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 41 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303	**Commande : (1171424)** 2016-08-30 9 h 31 **Transmission :** 2016-08-30 9 h 31	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel

		Télécopieur : 450 681-7070		2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 41 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1172062)** 2016-08-31 10 h 54 **Transmission :** 2016-08-31 14 h 44	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 35 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Louise Genest Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1171389)** 2016-08-30 9 h 10 **Transmission :** 2016-08-30 9 h 10	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 40 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1171583)** 2016-08-30 11 h 48 **Transmission :** 2016-08-30 11 h 48	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 38 - Messagerie

				2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1142136077	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1174863)** 2016-09-08 9 h 01 **Transmission :** 2016-09-08 9 h 15	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 37 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Damiano Inc. 11560 boul de la Rivière-Des-Prairies Montréal, QC, H1C 1P9 NEQ : 1146447595	Monsieur Tony Damiano Téléphone : 514 881-7702 Télécopieur : 514 881-7939	**Commande : (1174006)** 2016-09-06 14 h 20 **Transmission :** 2016-09-06 15 h 21	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 39 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe TNT Inc. 20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200 Boisbriand, QC, J7e4H5 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 420-0414	**Commande : (1170927)** 2016-08-29 10 h 34 **Transmission :** 2016-08-29 12 h 03	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 41 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel

				2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1171886)** 2016-08-31 8 h 15 **Transmission :** 2016-08-31 8 h 15	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 32 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1171556)** 2016-08-30 11 h 32 **Transmission :** 2016-08-30 11 h 35	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 33 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1171412)** 2016-08-30 9 h 21 **Transmission :** 2016-08-30 9 h 21	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 39 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1172179)** 2016-08-31 13 h 36 **Transmission :** 2016-08-31 13 h 36	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Télécopie 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 33 - Messagerie 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 33 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 54 - Télécopie 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4 NEQ : 1166482993	Monsieur Michel Viger Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1171347)** 2016-08-30 8 h 38 **Transmission :** 2016-08-30 8 h 38	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 17 - Télécopie 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 29 - Messagerie 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 38 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Télécopie 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com NEQ : 1142398818	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1171580)** 2016-08-30 11 h 44 **Transmission :** 2016-08-30 14 h 13	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 32 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Pavage Chenail 104, St-Rémi, C.P. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L2L0 NEQ : 1142533042	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur : 450 454-5219	**Commande : (1171341)** 2016-08-30 8 h 30 **Transmission :** 2016-08-30 8 h 30	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Télécopie 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 32 - Messagerie 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 38 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 54 - Télécopie 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1171796)** 2016-08-30 16 h 36 **Transmission :** 2016-08-30 16 h 36	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 36 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1171239)** 2016-08-29 16 h 39 **Transmission :** 2016-08-29 18 h 41	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel 2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 34 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Télécon Inc 104, Rue D'Anvers Saint-Augustin-de-Desmaures, QC,	Monsieur Jacques Lavallée Téléphone : 418 878-9595	**Commande : (1175504)** 2016-09-09 9 h 54 **Transmission :** 2016-09-09 10 h 38	2648641 - 309701_Addenda 1 2016-09-12 12 h 16 - Courriel

G3A 1S4 http://Telecon.ca NEQ : 1167837492	Télécopieur : 418 878-4785	2648647 - 309701_Cahier C_Addenda 1 2016-09-12 14 h 15 - Courriel 2648649 - 309701_PLANS_ADDENDA 1 2016-09-12 15 h 37 - Messagerie 2648651 - 309701_Formulaires de soumission (devis) 2016-09-12 12 h 20 - Courriel 2648652 - 309701_Formulaires de soumission (bordereau) 2016-09-12 12 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231043

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT Inc., pour des travaux de conduites d'eau principale et secondaire dans la rue Frontenac, de la rue Ontario à la rue Sherbrooke dans l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale de 6 807 295,41 $ (Contrat: 6 197 295,41 $ + incidences: 610 000 $), taxes incluses. Appel d'offres public # 309701 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1167231043_DGSRE_Info comptable.xlsx

Information_comptable_DEP_1167231043.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Préposé au budget
Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement
Tél : (514) 872-7232

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Mélanie BRISSON
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-6052
Division : Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1161009014

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat à Excavations Loiselle inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux de réhabilitation des sols des îlots centraux, entre les rues Duke et de Nazareth, de la rue Saint-Jacques à la rue Brennan et le raccordement d'un égout sanitaire à l'ancienne chute à neige Wellington. Dépense totale de 6 674 854,41$, taxes incluses (travaux: 5 308 035,31$ + contingences : 796 205,30$ + incidences : 570 613,80 $). Appel d'offres public 214718 - 5 soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :
1. d'autoriser, dans le cadre du projet Bonaventure, une dépense maximale de 6 674 854,41 $, taxes incluses, pour les travaux de réhabilitation des sols des îlots centraux, entre les rues Duke et de Nazareth, de la rue Saint-Jacques à la rue Brennan et le raccordement d'un égout sanitaire à l'ancienne chute à neige Wellington, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Excavation Loiselle inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 104 240,61 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 214718;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-31 11:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1161009014**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat à Excavations Loiselle inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux de réhabilitation des sols des îlots centraux, entre les rues Duke et de Nazareth, de la rue Saint-Jacques à la rue Brennan et le raccordement d'un égout sanitaire à l'ancienne chute à neige Wellington. Dépense totale de 6 674 854,41$, taxes incluses (travaux: 5 308 035,31$ + contingences : 796 205,30$ + incidences : 570 613,80 $). Appel d'offres public 214718 - 5 soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Nature du projet
La Ville de Montréal est propriétaire du tronçon de l'autoroute Bonaventure situé entre le milieu du canal de Lachine et la rue Notre-Dame, où les voies rapides prennent fin. Plutôt que d'investir pour prolonger la vie utile de cette structure sur pilotis construite en 1966, la Ville a choisi de la remplacer par un boulevard urbain au niveau du sol. Cette opération d'envergure, qui constitue le cœur du Projet Bonaventure, contribuera à renouveler une entrée majeure du centre-ville et à retisser les liens entre les secteurs lui étant adjacents.

Historique et état d'avancement du projet - Développement du concept d'aménagement

Au printemps 2009, un avant-projet détaillé a été rendu public pour le Projet Bonaventure. La même année, l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) a été mandaté afin de mener une consultation sur cet avant-projet. À la lumière des recommandations de l'OCPM, trois séries d'ajustements au Projet Bonaventure ont été approuvées par la Ville respectivement en août 2010 (CE10 1239), en décembre 2012 (CE12 1994) et en décembre 2014 (CE14 1963).

Historique et état d'avancement du projet - Réalisation des travaux

Les principaux travaux relatifs à la mise en œuvre du Projet Bonaventure ont débuté à l'automne 2011. De façon générale, le chantier peut être divisé en trois grandes étapes portant respectivement sur :

1. le remplacement de la majorité des infrastructures souterraines du secteur de même que l'ajout d'un égout sanitaire dans certains tronçons de rues;

2. la réalisation des travaux associés à la construction du nouveau boulevard urbain et à la destruction conséquente de l'autoroute sur pilotis;

3. le réaménagement des rues est-ouest du secteur d'intervention de même que l'aménagement de lieux publics.

Les travaux pour l'année 2017 sont ceux prévus dans la 3e grande étape du projet Bonaventure et se subdivisent essentiellement en 4 contrats distincts. Ces travaux se dérouleront de janvier à septembre 2017.

- Les travaux de réhabilitation des sols des îlots centraux;
- Les travaux de réaménagement des rues est-ouest du secteur d'intervention de même que ceux de l'aménagement des lieux publics des îlots dégagés par la démolition de l'autoroute;
- Les travaux d'aménagement de surface de la rue Duke, entre les rues Wellington et Brennan ainsi que des abords de l'aire d'exercice canin.
- L'implantation complète du système de transport intelligent (STI).

Enfin, soulignons qu'il est prévu que la Ville de Montréal assure la maîtrise d'oeuvre des chantiers prévus pour 2017.

Afin d'en faciliter la gestion et la réalisation, les travaux compris dans le Projet Bonaventure ont été divisés en lots. Le lot lié au présent dossier est décrit dans le tableau ci-dessous.

Principaux travaux faisant l'objet du présent dossier	**Montant prévu au dossier décisionnel**	**Date de début**	**Date de fin**
Lot 53A - Îlot central (de Notre-Dame à Saint-Jacques) : Réhabilitation des sols. Lot 53B - Îlot central (de William à Notre-Dame) : Réhabilitation des sols. Lot 53C - Îlot central (de Ottawa à William) : Réhabilitation des sols. Lot 53D - Îlot central (de Wellington à Ottawa) : Réhabilitation des sols. Lot 53E - Îlot central (de Brennan à Wellington) : Réhabilitation des sols. Lot 21A - Dessous de l'autoroute Bonaventure (entre les rues Brennan et Wellington) : branchement de l'égout sanitaire à la chute à neige « Wellington ».	6 674 854,41 $, taxes incluses	janvier 2017	mai 2017

Afin d'alléger le sommaire, la liste des travaux complétés et subséquents est présentée en pièce jointe.

La Division de la gestion de projets et économie de la construction du SIVT a procédé à

l'appel d'offres pour les travaux mentionnés à l'objet du dossier.

La Division des grands projets (portefeuille 4) du SIVT assume pour sa part la responsabilité de procéder à l'octroi de contrat et d'en gérer la réalisation.

L'appel d'offres (qui porte le numéro 214718) s'est déroulé du 12 septembre 2016 au 5 octobre 2016. Précisons que les soumissions reçues demeurent valides pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 2 février 2017.

L'appel d'offres a été publié dans le journal *Le Devoir* et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 24 jours, ce qui excède le délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Quatre (4) addenda ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

NUMÉRO ADDENDA	DATE DE PUBLICATION	CONTENU
1	14 septembre 2016	Remplacement de plans et de la section IV - Formulaire de soumission précisant les quantités au bordereau et la numérotation des items.
2	20 septembre 2016	Report de la date d'ouverture au mercredi 5 octobre 2016 Remplacement des cahiers de charges pour la version la plus récente.
3	27 septembre 2016	Clarification aux clauses administratives spéciales et remplacement de la section IV - Formulaire de soumission et du cahier C - Maintien de la circulation.
4	3 octobre 2016	Clarification des instructions aux soumissionnaires et des clauses administratives spéciales

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0526 - 29 septembre 2016 - Accorder un contrat à Électricité Grimard inc. pour l'implantation de la première phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure, pour une somme maximale de 1 818 634,09 $, taxes incluses.

CG15 0465 - 20 août 2015 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la construction de la chute à neige Riverside, l'enlèvement du cintrage existant dans l'intercepteur sud et le réaménagement de surface afférent - Projet Bonaventure - Dépense totale de 2 273 000,00 $, taxes incluses.

CG15 0458 - 20 août 2015 - Accorder à Lumca inc. plus bas soumissionnaire conforme, un contrat d'une durée de 36 mois pour la fourniture des lampadaires requis pour assurer l'éclairage des rues et des trottoirs des rues Duke, de Nazareth et des rues transversales - Projet Bonaventure - Dépense totale de 916 324,84 $, taxes incluses.

CG15 0484 - 20 août 2015 - Approuver un protocole d'entente de collaboration entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) quant au réaménagement de certaines entrées et sorties de l'autoroute Ville-Marie, dans le cadre du Projet Bonaventure

CG15 0413 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour le réaménagement définitif de la rue Duke, entre les rues Wellington et Saint-Jacques, de la

rue Notre-Dame, entre les rues de Nazareth et Duke ainsi que de l'entrée et de la sortie de l'autoroute Ville-Marie - Projet Bonaventure - Lots 5A-5C-5D-5E-5H-5J-22-24-25-30C-34A - Dépense totale de 19 114 603,56 $, taxes incluses.

CG15 0395 - 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 875 841,75 $, taxes incluses, pour la prolongation d'une année du contrat intervenu avec Les Consultants S.M. inc. (CG14 0088) pour la réalisation d'activités liées principalement à l'élaboration des plans et devis d'ingénierie et à l'assistance technique relatives aux travaux prévus de 2015 à 2017, dans le cadre du Projet Bonaventure, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 569 259,54 $ à 4 445 101,29 $, taxes incluses.

CG15 0267 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Béton Bolduc inc. pour la fourniture des pavés et dalles de bétons requis pour la réalisation des travaux de trottoirs des rues Duke, de Nazareth et des rues transversales - Projet Bonaventure - Dépense totale de 1 012 646,34 $, taxes incluses.

CG15 0090 - 26 février 2015 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la construction des futures rampes du boulevard urbain, la démolition de la structure actuelle et la réalisation des travaux connexes dans les rues Duke et de Nazareth, entre les rues de la Commune et William - Projet Bonaventure - Lots 8, 8A, 26A, 27 et 29 - Dépense totale de 24 218 587,47 $, taxes incluses.

CG15 0023 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la reconstruction d'infrastructures souterraines et réaménagement géométrique incluant des travaux de reconstruction de trottoirs, de structures et pour les travaux d'éclairage et de feux de signalisation dans les rues de Nazareth et Notre-Dame - Lots 6A, 6D, 6E, 6F, 6G, 20D, 23 et 30A - Projet Bonaventure, dans les arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest - Dépense totale de 10 443 514,69 $, taxes incluses.

CE14 1963 - 17 décembre 2014 - Confirmer, dans le cadre du Projet Bonaventure, l’aménagement de nouveaux lieux publics permanents dans le quadrilatère formé des rues Wellington, de Nazareth, Saint-Paul et Duke / Prendre connaissance du concept d’aménagement élaboré pour l’ensemble des lieux publics prévus dans le cadre du projet.

CE14 1900 – 10 décembre 2014 - Autoriser le lancement d'appels d'offres publics visant l'acquisition des différents éléments de mobilier urbain requis dans le cadre de la réalisation du Projet Bonaventure.

CE14 1538 - 15 octobre 2014 - Autoriser le lancement d'appels d'offres publics pour la réalisation des travaux qui débuteront en 2015 dans le cadre du Projet Bonaventure.

CE14 1537 - 15 octobre 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des services professionnels visant la surveillance et l'assistance technique en ingénierie requises pour les travaux qui débuteront en 2015, dans le cadre du Projet Bonaventure.

CE14 1318 - 27 août 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public visant à permettre l'acquisition des équipements d'éclairage de rue requis dans le cadre de la réalisation du Projet Bonaventure.

CE14 1032 - 25 juin 2014 - Autoriser le lancement d’un appel d’offres public de services professionnels pour la réalisation d’interventions archéologiques requises en 2014 dans le secteur délimité par les rues Brennan, de la Commune et de Nazareth - Projet Bonaventure - Arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest / Approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

CG14 0205 - 1er mai 2014 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville Inc., pour la

reconstruction de conduites d'égout unitaire (combiné) et de conduites d'eau secondaires, pour la construction de conduites d'égout sanitaires, pour le réaménagement géométrique incluant des travaux de reconstruction de trottoirs, de fourniture et de pose de bordures et de pavés et pour des travaux d'éclairage et de feux de signalisation, dans les rues Ottawa, de Nazareth et Wellington - Lots 1B, 6D, 15, 19 et 21 - Projet Bonaventure. Arrondissements : Ville-Marie et Le Sud-Ouest. Dépense totale de 14 457 641,57 $, taxes incluses (contrat : 12 960 000,00 $ + incidences : 1 497 641,57 $).

CE13 1382 - 11 septembre 2013 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des services professionnels visant la livraison des plans et devis d'ingénierie requis relatifs aux travaux prévus en 2014 et 2015 dans le cadre du Projet Bonaventure.

CE12 1994 - 5 décembre 2012 - Approuver diverses modifications au scénario de référence du Projet Bonaventure, notamment quant aux trajets des autobus métropolitains. Mandater le Bureau de projet mixte Bonaventure (BPMB) et la Direction des transports afin de poursuivre, sur la base de ce scénario de référence révisé, le travail relatif au volet « gestion des déplacements » du Projet Bonaventure.

CG11 0320 - 28 septembre 2011 - Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage Jeskar inc. pour des travaux d'élargissement des rues Duke et de Nazareth, de la rue Wellington à la rue Saint-Paul. Dépense totale de 2 686 783,92 $, taxes incluses.

CE11 0893 - 15 juin 2011 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la réalisation de trois lots de travaux relatifs à l'aménagement de voies temporaires dans une partie des rues Dalhousie, de Nazareth et Duke, et ce, dans le cadre du Projet Bonaventure.

DESCRIPTION

Les travaux liés au présent dossier (voir croquis en pièce jointe) sont décrits au tableau intitulé « Principaux travaux faisant l'objet du présent dossier » de la section « Contexte ». Ils correspondent aux lots suivants:

- Les lots 53A, 53B, 53C, 53D, 53E - Réhabilitation des sols des îlots centraux:

Ces lots correspondent à la réhabilitation des sols de tous les Îlots centraux, de la rue Saint-Jacques à Brennan. Cette réhabilitation des sols est nécessaire pour que les aménagements de surface des îlots centraux puissent être effectués. Cette décontamination doit se faire selon les critères du MDDELCC et à cet effet, un plan de réhabilitation a été effectué pour les îlots centraux.

La réhabilitation des sols de chaque îlot sera effectuée selon le plan de réhabilitation en voie d'approbation par le MDDELCC. Les matériaux contaminés seront sortis du site pour être disposés de manière sécuritaire.

- Le lot 21A - Raccordement d'un égout sanitaire à la chute à neige « Wellington »:

À la demande du Service de l'eau, un égout sanitaire doit être raccordé à l'ancienne chute à neige Wellington. Ces travaux s'effectueront en même temps que la réhabilitation des sols. Lors de ce raccordement à la chute à neige, il ne sera pas nécessaire de fermer l'intercepteur auquel celle-ci est reliée. Les travaux seront effectués de manière à ce que l'écoulement dans l'intercepteur puisse continuer normalement.

Contingences et incidences

Le pourcentage de contingences pour ces travaux est de 15 % et représente un montant de 796 205,30 $.

Les incidences pour ces travaux représentent un montant de 570 613,80 $. Les incidences prévues sont pour le contrôle qualitatif des matériaux, les communications, la gestion des impacts, la surveillance environnementale et les services d'utilités publiques.

JUSTIFICATION

Justification des travaux
Les travaux prévus visent l'atteinte d'un des principaux objectifs d'aménagement du projet, à s'avoir l'aménagement comme lieux publics des sites dégagés par la démolition de l'autoroute Bonaventure.

Lors de travaux de réhabilitation des sols, les exigences du MDDELCC doivent être appliquées pour s'assurer que les sols qui seront en place seront adéquats pour les usages futurs.

Analyse des soumissions

Sur 19 preneurs du cahier des charges, 5 entrepreneurs ont déposé une soumission alors que 14 n'en ont pas déposé, soit respectivement 26,3 % et 73,7 %.

Parmi les 14 preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission :

· 1 est connu comme étant sous-traitant;
· 1 est un laboratoire de contrôle des matériaux;
· 12 n'ont pas donné de motif pour leur désistement.

La liste des preneurs du cahier des charges est fournie en pièce jointe.

Le tableau suivant résume les résultats de soumission :

Soumissionnaires conformes	Prix *	Contingences *	Total *
1. Excavation Loiselle inc. (Licence RBQ # 1211-9046-37) (Attestation Revenu Québec délivrée le 29 août 2016)	5 308 035,31 $	796 205,30 $	6 104 240,61 $
2. Construction Bau-Val inc.	5 777 505,25 $	866 625,79 $	6 644 131,04 $
3. Les Excavations Payette Ltée	6 271 886,25 $	940 782,94 $	7 212 669,19 $
4. L.A. Hébert Ltée	6 813 128,81 $	1 021 969,32 $	7 835 098,13 $
5. Sade Canada inc.	8 462 180,7 $	1 269 327,11 $	9 731 507,81 $
Estimation de soumission préparée par Legico-CHP inc.	6 598 388,92 $	989 758,34 $	7 588 147,26 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			7 505 529,35 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			23,0%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme			3 627 267,20 $ 59 %
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation de soumission			-1 483 906,65 $ -19,6 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	539 890,43 $ 8,8 %

* Tous les montants incluent les taxes.

L'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) a été vérifiée pour les 5 soumissions reçues. Également, les documents fournis lors du dépôt des soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment du Québec, attestation de Revenu Québec, déclaration relative aux conflits d'intérêts et autres).

L'estimation de soumission faite par la firme Legico-CHP inc. pendant l'appel d'offres s'élevait à 6 598 388,92 $ taxes incluses. L'écart entre le prix soumis par Excavation Loiselle inc. et l'estimation de soumission est donc de -1 483 906,65 $, soit -19,6%. Le prix soumis par le plus bas soumissionnaire est plus bas que l'estimation de la firme Legico-CHP inc.

De façon générale, l'écart entre les montants soumis et estimés pourrait être attribuable aux prix donnés par des fournisseurs et des sous-traitants, à la disponibilité de certains sous-traitants et à la proximité d’autres chantiers.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L’adjudicataire recommandé, Excavation Loiselle inc. détient une attestation de l’AMF, laquelle est en vigueur depuis le 15 décembre 2013. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Les validations requises selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ont été faites. Le numéro de la licence RBQ de l'adjudicataire recommandé, Excavation Loiselle inc., est le suivant : 1211-9046-37. Une attestation valide délivrée le 29 aout 2016 par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 6 674 854,41 $ (taxes incluses). Ce montant inclut 5 308 035,31 $ pour les travaux, 796 205,30 $ pour les contingences et 570 613,80 $ pour les incidences.

Le coût net à la charge des contribuables montréalais lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale est de 6 095 031,77 $$.

Dépenses assumées par l’agglomération - Service des infrastructures, de la voirie et des transports

La dépense totale sera assumée à 76,33 % par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour un montant de 5 095 217.06 $, taxes incluses.

Cette dépense est prévue au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 du Service des infrastructures, de la voirie et des transports au projet 40501 - Havre de Montréal - Réaménagement de l'autoroute Bonaventure via le règlement d'emprunt RCG 14-041.

Dépenses assumées par l’agglomération - Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU)

La dépense totale maximale prévue sera assumée à 23,67 % par la DEEU, pour un montant de 1 579 637,35 $, taxes incluses.

Cette dépense est prévue au programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Direction de l'épuration des eaux usées au projet 53010 - Collecteurs d'égouts via le règlement d'emprunt RCG 16-023.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ensemble des lots de travaux liés au Projet Bonaventure d'ici à son parachèvement en 2017 auront permis entre autres:

· la démolition d'une structure autoroutière sur pilotis qui nuisait au redéveloppement et au retissage des secteurs lui étant adjacents;

· la transformation de plus de 25 000 m^2 de terrain dédié à une infrastructure autoroutière urbaine en lieux publics;

· l'aménagement de larges trottoirs plantés qui contribueront à augmenter le niveau de confort des piétons circulant dans le secteur;

· la plantation d'un nombre important d'arbres d'alignement dans des fosses drainées de grande dimension.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Précisons que tout retard dans l'octroi du contrat faisant l'objet du présent dossier pourrait avoir un impact significatif sur le calendrier global de réalisation et l'échéance du Projet Bonaventure.
Afin de respecter le calendrier et l'échéance de réalisation du Projet Bonaventure, il est nécessaire que les travaux liés au présent dossier soient complétés d'ici mai 2017.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication particulière pour ce dossier en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées

· Octroi du contrat par le conseil d'agglomération : séance du 24 novembre 2016

· Début des travaux de réhabilitation des sols: janvier 2017

· Fin des travaux de réhabilitation des sols : mai 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis ASHBY, Le Sud-Ouest
Vincent LEMAY, Ville-Marie
Genny PAQUETTE, Service de l'eau
Justine DESBIENS, Le Sud-Ouest

Lecture :

Vincent LEMAY, 25 octobre 2016
Genny PAQUETTE, 20 octobre 2016
Justine DESBIENS, 20 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

François HUBERT
Ingénieur chargé de projets

Tél : 514 872-4371
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-31

Description	Coût	Date de début	Date de fin
Travaux complétés ou en cours			
Lot 1 - Rues Ottawa (entre les rues Dalhousie et Duke) et Dalhousie (entre les rues Ottawa et William) : remplacement des infrastructures souterraines et construction d'un égout sanitaire. (CG12 0010) *Note : le tronçon « Dalhousie - de Nazareth » a été retiré du contrat en raison d'imprévus survenus lors du chantier. Ces interventions ont été intégrées dans le contrat approuvé en vertu de la résolution CG14 0152.*	3 395 297,69 $, taxes incluses	février 2012	septembre 2012
Lot 1B - Rue Ottawa (entre les rues Dalhousie et de Nazareth) : construction d'un égout sanitaire. Lot 6D - Rue de Nazareth (entre les rues Wellington et Ottawa) : construction d'un égout sanitaire, remplacement des infrastructures souterraines, remplacement des trottoirs ouest et de la bordure des trottoirs est de même que réalisation de travaux de chaussée. Lot 15 - Rue de Nazareth (entre les rues Brennan et Wellington) : remplacement des infrastructures souterraines, construction d'un égout sanitaire et réalisation de travaux de chaussée. Lot 19 - Rue Wellington (entre les rues Ann et Prince) : remplacement des infrastructures souterraines de même que réalisation de travaux de chaussée. Lot 21 - Dessous de l'autoroute Bonaventure (entre les rues Brennan et Wellington) : prolongement de l'égout sanitaire jusqu'à la chute à neige « Wellington ». (CG14 0152) *Note : pour des raisons d'ordre administratif, la portion des travaux du lot 6D portant sur les trottoirs a été retirée du contrat et intégrée dans celui approuvé en vertu de la résolution CG15 0023.*	14 457 641,57 $, taxes incluses, pour les lots 1B, 6D, 15, 19 et 21 (un seul contrat)	avril 2014	décembre 2014
Lot 2 - Rue de Nazareth (entre les rues Wellington et Saint-Paul) : ajout d'une voie temporaire de circulation. Lot 3 - Rue Duke (entre les rues Wellington et Saint-Paul) : ajout d'une voie temporaire de circulation. (CG11 0320)	2 686 783,92 $, taxes incluses, pour les lots 2 et 3 (un seul contrat)	octobre 2011	mars 2012
Lot 2A - Rue de Nazareth (entre les rues Wellington et Saint-Paul) : éclairage de la voie temporaire de circulation. Lot 3A - Rue Duke (entre les rues Wellington et Saint-Paul) : éclairage de la voie temporaire de circulation. (CE11 1882)	195 632,01 $, taxes incluses, pour les lots 2A et 3A (un seul contrat)	février 2012	août 2012
Lot 5A - Rue Duke (entre les rues Ottawa et William) : remplacement des utilités publiques (Bell). Lot 5C - Rue Duke (entre les rues Ottawa et William) : remplacement des infrastructures souterraines. Lot 6C - Rue de Nazareth (entre les rues Ottawa et Notre-Dame) : construction d'un égout sanitaire, élargissement de la chaussée et remplacement des infrastructures souterraines. (CG12 0359) *Note : les lots 5A et 5C ont été en grande partie retirés du contrat en raison d'imprévus survenus lors du chantier. Ces lots sont intégrés dans le contrat faisant l'objet du présent dossier.*	3 119 819,81 $, taxes incluses, pour les lots 5A, 5C et 6C (un seul contrat)	décembre 2012	juillet 2013
Lot 6A - Rue de Nazareth (entre les rues William et Saint-Jacques) : remplacement d'infrastructures liées au réseau technique de Bell. Lot 6D - Rue de Nazareth (entre les rues Wellington et Ottawa) : remplacement des trottoirs ouest et de la bordure des trottoirs	10 443 514,69 $, taxes incluses, pour les lots 6A, 6D, 6E, 6F, 6G, 20D, 23 et 30A (un seul contrat)	février 2015	juillet 2015

est de même que réalisation de travaux de chaussée. Lot 6E - Rue de Nazareth (entre les rues Ottawa et Saint-Jacques) : remplacement des trottoirs ouest et de la bordure des trottoirs est, réalisation de travaux de chaussée et aménagement d'un embarcadère d'autobus. Lot 6F - Rue de Nazareth (entre les rues Notre-Dame et Saint-Jacques) : remplacement d'infrastructures souterraines. Lot 6G - Rues Notre-Dame, Saint-Maurice et Saint-Paul (entre la limite ouest du viaduc ferroviaire du Canadien National et la rue Duke) : construction de nouveaux massifs pour la Commission des services électriques de Montréal (CSEM). Lot 20D - Sortie « Mansfield » de l'autoroute Ville-Marie : aménagement d'une baie de virage à droite additionnelle pour les véhicules voulant accéder à la rue Saint-Jacques à partir de la sortie de l'autoroute. Lot 23 - Sortie « de Nazareth » de l'autoroute Ville-Marie : construction du mur ouest de la nouvelle rampe qui permettra d'accéder à la rue de Nazareth à partir de l'autoroute Ville-Marie. Lot 30A - Rue Notre-Dame (entre les rues de Nazareth et Duke) : reconstruction d'infrastructures souterraines. (CG15 0023)			
Lot 7 - Rue Brennan (entre les rues Ann et Duke) : remplacement des infrastructures souterraines et construction d'un égout sanitaire. (CG12 0273)	3 100 001,23 $, taxes incluses	novembre 2012	juillet 2013
Lot 8 - Autoroute Bonaventure (entre les rues de la Commune et Wellington) : construction des rampes du futur boulevard urbain (portion est). Lot 8A - Autoroute Bonaventure (entre les rues de la Commune et Wellington) : réalisation de travaux de structures préparatoires aux lots 8 et 27. Lot 26A - Secteur délimité par les rues Brennan et Duke de même que par la rampe de sortie de l'autoroute Bonaventure : réalisation de travaux de chaussée (aménagement d'une voie temporaire de circulation). Lot 27 - Autoroute Bonaventure (entre les rues de la Commune et Wellington) : construction des rampes du futur boulevard urbain (portion ouest). Lot 29 - Autoroute Bonaventure (entre les rues Wellington et William) : abattement.	24 218 587,47 $, taxes incluses	mars 2015	automne 2016
Lot 14 - Îlot délimité par les rues de la Commune et de Nazareth de même que par l'autoroute Bonaventure : réaménagement d'une cour de voirie (travaux relevant de la Direction des stratégies et transactions immobilières). (CG13 0230)	1 185 139,26 $, taxes incluses	juillet 2013	novembre 2013
Lot 17 - Rue William (entre les rues Dalhousie et Duke) : remplacement du collecteur d'égout. Lot 18 - Rue William (entre les rues Dalhousie et Duke) : remplacement des infrastructures autres que le collecteur d'égout et réalisation de travaux de chaussée. (CG14 0205)	5 231 100,00 $, taxes incluses, pour les lots 17 et 18 (un seul contrat)	juin 2014	décembre 2014
CSEM (contrat 1241) : déplacement de réseaux dans les rues William (entre les rues de l'Inspecteur et Prince) et Ottawa (entre les rues Ann et de Nazareth).	1 492 896,73 $, taxes incluses	février 2012	novembre 2012
CSEM (contrat 1242) : déplacement de réseaux dans les rues Wellington (entre les rues Ann et Prince) et de Nazareth (entre les rues Wellington et Ottawa).	333 742,68 $, taxes incluses	février 2012	septembre 2012
CSEM (contrat 1261) : déplacement de réseaux dans la rue de Nazareth (entre les rues William et Saint-Jacques).	165 941,73 $, taxes incluses	novembre 2012	mars 2013

Travaux à venir			
Lot 21A - Dessous de l'autoroute Bonaventure (entre les rues Brennan et Wellington) : branchement de l'égout sanitaire à la chute à neige « Wellington ». Lot 53A - Îlot central (de Notre-Dame à Saint-Jacques) : Décontamination. Lot 53B - Îlot central (de William à Notre-Dame) : Décontamination. Lot 53C - Îlot central (de Ottawa à William) : Décontamination. Lot 53D - Îlot central (de Wellington à Ottawa) : Décontamination. Lot 53E - Îlot central (de Brennan à Wellington) : Décomtamination.	6 674 854,41 $, taxes incluses	2017	2017
Lot 26B - Secteur délimité par les rues Brennan et Duke de même que par l'actuelle rampe de sortie de l'autoroute Bonaventure : remplacement des infrastructures souterraines et réaménagement.	à venir	2017	2017
Lot 31 – Réseaux artériel et local (plusieurs tronçons situés principalement dans le quadrilatère « de Nazareth / Saint-Jacques / Duke / Wellington ») : réalisation de diverses interventions en matière de circulation afin d'assurer la fonctionnalité et la sécurité des liens entre le futur boulevard urbain et l'autoroute Ville-Marie.	à venir	2017	2017
Lot 32 - Îlots centraux (entre les rues Brennan et Saint-Jacques) : implantation d'œuvres d'art.	à venir	2017	2017
Lot 33 - Îlots centraux (entre les rues Brennan et Saint-Jacques) : aménagement de lieux publics et de trottoirs.	à venir	2017	2017
Lot 35 - Aire d'exercice canin située au coin nord-ouest de l'intersection « Duke-Brennan » : réaménagement.	à venir	2017	2017
Lot 36 - Rue Saint-Maurice (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs et réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017
Lot 37 - Rue Saint-Paul (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs et réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017
Lot 38 - Rue William (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs.	à venir	2017	2017
Lot 39 - Rue Ottawa (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs.	à venir	2017	2017
Lot 40A - Rue Wellington (de l'ouest du viaduc du CN à la rue de Nazareth) : réaménagement des trottoirs.	à venir	2017	2017
Lot 41A - Rue Brennan (entre la rue de la Commune et la rampe « Brennan ») : remplacement des trottoirs et réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017
Lot 41B - Rue Brennan (entre les rues de Nazareth « est » et Duke) : remplacement des trottoirs et réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017
Lot 42 - Rue de la Commune (entre les rues Wellington et Duke) : réalisation de travaux de chaussée.	à venir	2017	2017

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 214718
Numéro de référence : 1012828
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Projet Bonaventure: Lots 53A, 53B, 53C, 53D, 53E et 21A - Réhabilitation des sols des îlots centraux et raccordement d'un égout sanitaire

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1176404)** 2016-09-12 13 h 41 **Transmission :** 2016-09-12 13 h 53	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 52 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 19 h 57 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 02 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 35 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 22 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel

			2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Charex 14940 rue Louis M Taillon Mirabel, QC, J7N 2K4	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1179057)** 2016-09-19 11 h **Transmission :** 2016-09-19 11 h	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-19 11 h - Téléchargement 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-19 11 h - Téléchargement 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-19 11 h - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-19 11 h - Téléchargement 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-19 11 h - Téléchargement 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 02 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 37 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 22 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement

			2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1177082)** 2016-09-13 16 h 19 **Transmission :** 2016-09-13 16 h 39	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 51 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 19 h 46 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 02 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 34 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 22 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel

			2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1176723)** 2016-09-13 9 h 09 **Transmission :** 2016-09-13 9 h 09	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 51 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 19 h 41 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 01 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 34 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 20 - Messagerie

			2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Morival 181 boul Newman Montréal, QC, H8R 3E6	Monsieur Alvaro Pedicelli Téléphone : 514 595-6656 Télécopieur : 514 595-6657	**Commande : (1177153)** 2016-09-14 7 h 53 **Transmission :** 2016-09-14 7 h 57	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 47 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 16 h 16 - Télécopie 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Télécopie 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 19 h 15 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 29 - Télécopie 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 45 - Messagerie 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 10 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 40 - Messagerie

			2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 25 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 10 - Télécopie 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 37 - Messagerie 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 12 - Télécopie 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 08 - Télécopie 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 10 h 33 - Télécopie 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h 01 - Télécopie 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 10 h 22 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Englobe 1080, Beaver Hall, bureau 200 Montréal, QC, H2Z 1S8 http://www.englobecorp.com	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1176256)** 2016-09-12 11 h 04 **Transmission :** 2016-09-12 11 h 04	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 53 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 20 h 12 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 07 - Messagerie

			2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 37 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 23 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1176967)** 2016-09-13 13 h 56 **Transmission :** 2016-09-13 13 h 56	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 54 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 20 h 19 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel

			2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 08 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 38 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 23 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (1176517)** 2016-09-12 15 h 27 **Transmission :** 2016-09-12 15 h 27	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 53 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 16 h 17 - Télécopie 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Télécopie 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 20 h 15 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 29 - Télécopie

			2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 45 - Messagerie 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 07 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 38 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 23 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 10 - Télécopie 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 38 - Messagerie 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 12 - Télécopie 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 08 - Télécopie 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 10 h - Télécopie 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h 32 - Télécopie 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Lanco Amenagement INC. 1110 Place Verner Laval, QC, H7E 4P2	Monsieur Kevin Langlois Téléphone : 450 661-4444 Télécopieur : 450 664-4555	**Commande : (1177955)** 2016-09-15 11 h 38 **Transmission :** 2016-09-15 13 h 23	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 18 h - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 20 h 40 - Messagerie

2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date
2016-09-23 11 h 28 - Courriel

2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV
2016-09-23 13 h 09 - Courriel

2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V
2016-09-23 14 h 10 - Messagerie

2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI
2016-09-23 13 h 40 - Messagerie

2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII
2016-09-23 14 h 26 - Messagerie

2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis)
2016-09-23 12 h 09 - Courriel

2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau)
2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement

2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03
2016-09-27 14 h 18 - Courriel

2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis)
2016-09-27 14 h 11 - Courriel

2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau)
2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement

2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03
2016-09-27 14 h 07 - Courriel

2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04
2016-10-04 9 h 59 - Courriel

2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis)
2016-10-04 10 h - Courriel

2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau)
2016-10-04 10 h - Téléchargement

2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04
2016-10-04 9 h 50 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

LE GROUPE LÉCUYER LTÉE.
17 Du Moulin
Saint-Rémi, QC, J0L 2L0

Monsieur David Guay
Téléphone : 450 454-3928
Télécopieur : 450 454-7254

Commande : (1177719)
2016-09-15 8 h 15
Transmission :
2016-09-15 8 h 15

2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans
2016-09-15 17 h 58 - Messagerie

2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis)
2016-09-15 15 h 45 - Courriel

2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau)
2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement

2650465 - AO214718_addenda01_20160914
2016-09-15 15 h 43 - Courriel

			2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 20 h 30 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 09 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 39 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 24 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2	Madame Vanessa Mosselli Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1183189)** 2016-09-28 8 h 09 **Transmission :** 2016-09-28 8 h 24	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-28 8 h 09 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2650465 - AO214718_addenda01_20160914
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis)
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau)
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis)
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau)
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03
2016-09-28 8 h 09 - Téléchargement

2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04
2016-10-04 9 h 59 - Courriel

2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis)
2016-10-04 10 h - Courriel

2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau)
2016-10-04 10 h - Téléchargement

2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04
2016-10-04 9 h 50 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Les Constructions et Pavage Jeskar Inc.
5181 Amiens, suite 202
Montréal, QC, H1G 6N9

Monsieur Richard Morin
Téléphone : 514 327-5454
Télécopieur : 514 327-4198

Commande : (1178903)
2016-09-19 8 h 46
Transmission :
2016-09-19 9 h 39

2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans
2016-09-19 8 h 46 - Autocueillette

2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis)
2016-09-19 8 h 46 - Autocueillette

2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau)
2016-09-19 8 h 46 - Téléchargement

2650465 - AO214718_addenda01_20160914
2016-09-19 8 h 46 - Autocueillette

2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29
2016-09-19 8 h 46 - Autocueillette

2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date
2016-09-23 11 h 28 - Courriel

2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV
2016-09-23 13 h 09 - Courriel

2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V
2016-09-23 14 h - Messagerie

2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI
2016-09-23 13 h 33 - Messagerie

2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII
2016-09-23 14 h 19 - Messagerie

2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis)
2016-09-23 12 h 09 - Courriel

2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau)
2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement

2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03
2016-09-27 14 h 18 - Courriel

2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis)
2016-09-27 14 h 11 - Courriel

2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau)
2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement

2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03
2016-09-27 14 h 07 - Courriel

2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04
2016-10-04 9 h 59 - Courriel

2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis)
2016-10-04 10 h - Courriel

2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau)
2016-10-04 10 h - Téléchargement

2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04
2016-10-04 9 h 50 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933	**Commande : (1177336)** 2016-09-14 10 h 29 **Transmission :** 2016-09-14 10 h 29	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 50 - Messagerie

4S6 http://www.michaudville.com	Télécopieur : 450 446-1933	2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 19 h 31 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 33 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 19 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O	Monsieur Gino Ventura	**Commande : (1176923)** 2016-09-13 12 h 32

Bureau 104
Montréal, QC, H4C 1V1

Téléphone
: 514 932-5600
Télécopieur
: 514 932-8972

Transmission :
2016-09-13 12 h 37

2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans
2016-09-15 17 h 48 - Messagerie

2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis)
2016-09-15 15 h 46 - Télécopie

2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau)
2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement

2650465 - AO214718_addenda01_20160914
2016-09-15 16 h 14 - Télécopie

2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29
2016-09-16 19 h 22 - Messagerie

2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date
2016-09-23 11 h 29 - Télécopie

2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV
2016-09-23 13 h 44 - Messagerie

2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V
2016-09-23 13 h 58 - Messagerie

2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI
2016-09-23 13 h 31 - Messagerie

2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII
2016-09-23 14 h 15 - Messagerie

2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis)
2016-09-23 12 h 10 - Télécopie

2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau)
2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement

2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03
2016-09-27 14 h 37 - Messagerie

2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis)
2016-09-27 14 h 12 - Télécopie

2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau)
2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement

2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03
2016-09-27 14 h 08 - Télécopie

2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04
2016-10-04 9 h 59 - Télécopie

2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis)
2016-10-04 10 h 35 - Télécopie

2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau)
2016-10-04 10 h - Téléchargement

2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04
2016-10-04 10 h 21 - Télécopie

Mode privilégié (devis) : Télécopieur
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Les Excavations Payette ltée 7900, rue Bombardier Montréal, QC, H1J1A4	Monsieur Michel Viger Téléphone : 514 322-4800 Télécopieur : 514 322-1770	**Commande : (1178456)** 2016-09-16 10 h 29 **Transmission :** 2016-09-16 10 h 29	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-16 10 h 29 - Téléchargement 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-16 10 h 29 - Téléchargement 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-16 10 h 29 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-16 10 h 29 - Téléchargement 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 19 h 42 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 01 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 34 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 21 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Pomerleau Inc... 500, rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1177017)** 2016-09-13 14 h 48 **Transmission :** 2016-09-13 14 h 48	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 54 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 20 h 24 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 08 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 38 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 24 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1176710)** 2016-09-13 9 h 03 **Transmission :** 2016-09-13 9 h 22	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 49 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 19 h 24 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 33 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 17 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h - Courriel 2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement

			2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 9 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1176045)** 2016-09-12 8 h 47 **Transmission :** 2016-09-12 8 h 56	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 18 h - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 16 h 47 - Télécopie 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 16 h 14 - Télécopie 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 20 h 39 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 29 - Télécopie 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 45 - Messagerie 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 09 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 39 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 25 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 10 - Télécopie 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 38 - Messagerie 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 12 - Télécopie 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 08 - Télécopie 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 10 h - Télécopie 2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis) 2016-10-04 10 h 32 - Télécopie

			2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau) 2016-10-04 10 h - Téléchargement 2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04 2016-10-04 10 h 21 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Terrapex Environnement Ltée. 3060, avenue Maricourt, Suite 100 Québec, QC, g1w 4w2 http://www.terrapex.ca	Monsieur Martin Lebel Téléphone : 418 573-6311 Télécopieur :	**Commande : (1177112)** 2016-09-13 16 h 51 **Transmission :** 2016-09-13 16 h 51	2650343 - AO-214718 - ADD01 lots 53A-53B-53C-53D-53E%2C 21A_plans 2016-09-15 17 h 58 - Messagerie 2650353 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (devis) 2016-09-15 15 h 45 - Courriel 2650354 - A0214718-Section IV - formulaire_soumission (bordereau) 2016-09-15 15 h 45 - Téléchargement 2650465 - AO214718_addenda01_20160914 2016-09-15 15 h 43 - Courriel 2650980 - AO-214718 - ADD01 - DEVIS %284 DOCUMENTS%29 2016-09-16 20 h 31 - Messagerie 2653604 - A0214718 FORMULAIRE add02 _incluant report de date 2016-09-23 11 h 28 - Courriel 2653638 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION I À IV 2016-09-23 13 h 09 - Courriel 2653639 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION V 2016-09-23 14 h 09 - Messagerie 2653643 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VI 2016-09-23 13 h 39 - Messagerie 2653645 - AO214718_PROJET BONAVENTURE_ADDENDA02_SECTION VII 2016-09-23 14 h 24 - Messagerie 2653649 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (devis) 2016-09-23 12 h 09 - Courriel 2653650 - 214718-Section IV_formulaire de soumission-add02 (bordereau) 2016-09-23 12 h 09 - Téléchargement 2654886 - AO214718 - PROJET BONAVENTURE - ADD03 2016-09-27 14 h 18 - Courriel 2654900 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (devis) 2016-09-27 14 h 11 - Courriel 2654901 - AO214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD03 (bordereau) 2016-09-27 14 h 11 - Téléchargement 2654904 - AO214718 FORMULAIRE add03 2016-09-27 14 h 07 - Courriel 2657712 - 214718 - SECTION III - CLAUSES ADMIN SPÉCIALES - ADD04 2016-10-04 9 h 59 - Courriel

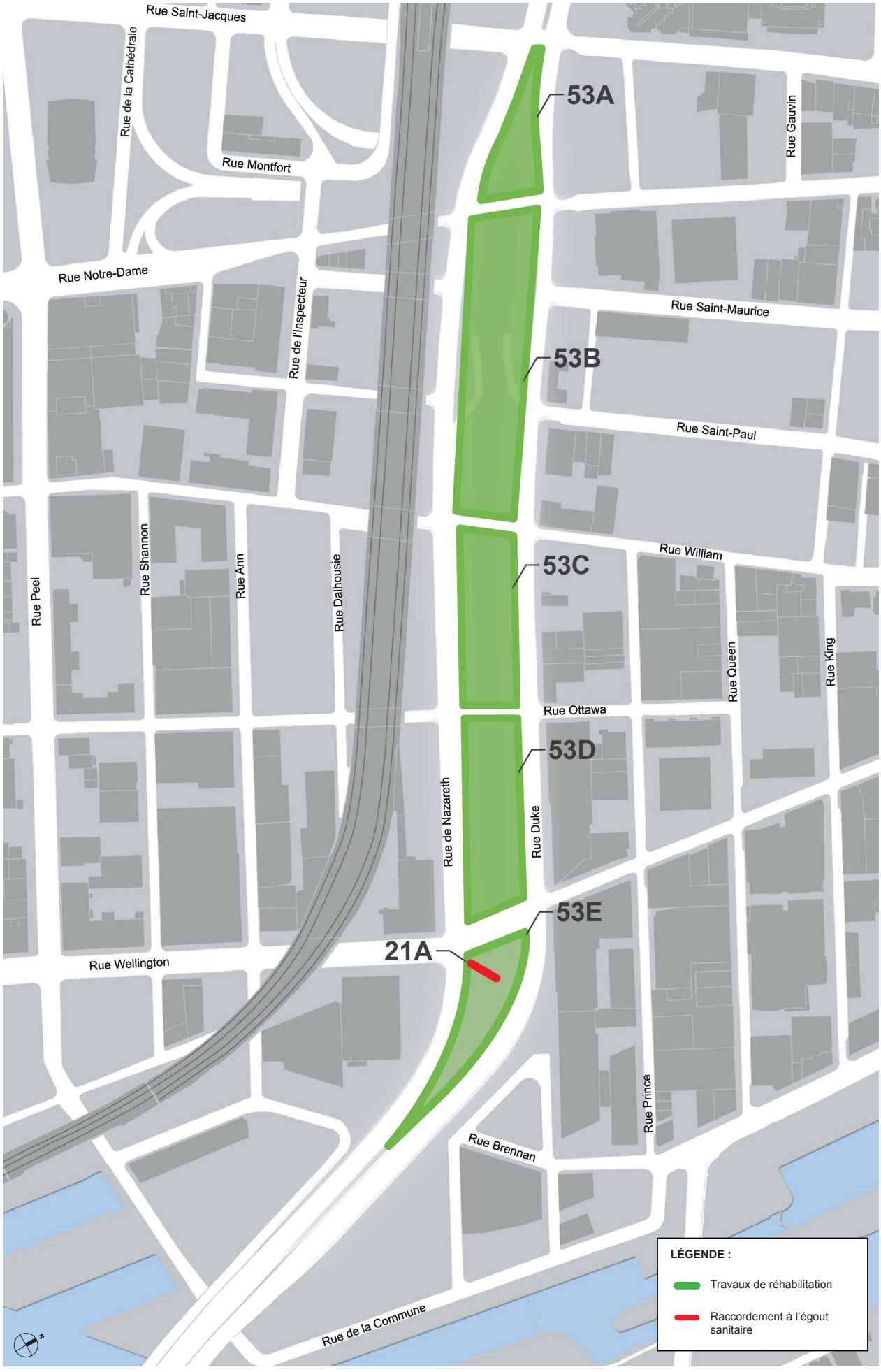
2657714 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (devis)
2016-10-04 10 h - Courriel

2657715 - 214718 - SECTION IV - FORMULAIRE SOUMISSION - ADD04 (bordereau)
2016-10-04 10 h - Téléchargement

2657733 - AO214718 FORMULAIRE add04
2016-10-04 9 h 50 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés


Rue Saint-Jacques
Rue de la Cathédrale
Rue Montfort
Rue Notre-Dame
Rue de l'Inspecteur
Rue Gauvin
Rue Saint-Maurice
Rue Saint-Paul
Rue William
Rue Peel
Rue Shannon
Rue Ann
Rue Dalhousie
Rue Queen
Rue King
Rue Ottawa
Rue de Nazareth
Rue Duke
Rue Wellington
Rue Prince
Rue Brennan
Rue de la Commune
53A
53B
53C
53D
53E
21A
LÉGENDE :
Travaux de réhabilitation
Raccordement à l'égout sanitaire

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

2a

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0249

Québec, le 16 décembre 2013

Excavation Loiselle inc.
À l'attention de : Monsieur Sébastien Claveau
280, boul Pie XII
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6S 6P7

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Excavation Loiselle inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0249 n° d'identification de l'Autorité : 2700004312

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Excavation Loiselle inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 décembre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

...2

Montréal

Service des infrastructure, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE SOUMISSION # 214718
Annonce no. : 30
Date d'ouverture : 05-Oct-16

GDD: 1161009014

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	Soumissionnaire	Désistement	MOTIFS DE DÉSISTEMENT: Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance	Devis technique trop spécialisé	Délais de la soumission insuffisants	Période de soumission ne convient pas au fournisseur	Longs délais d'octroi de la Ville	Spécialisations demandées non rencontrées	Délais de livraison hors d'atteinte	Manufactures ne peuvent garantir la livraison au moment voulu	Carnet des commandes du fournisseur est complet	Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée	Difficulté à obtenir la garantie requise	*Autre réponse fournie par le fournisseur (à inscrire)*	AUCUNE RÉPONSE
1	Allia Infrastructures		x													x
2	Charex		x													x
3	Construction Bau-Val Inc.	x														
4	Construction G-nesis Inc.		x													x
5	Construction Morival		x													x
6	Englobe		x													x
7	Excavation Loiselle inc.	x														x
8	L.A. Hébert Ltée	x														
9	Lanco Amenagement INC.		x													
10	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE.		x	x												
11	Legico CHP Consultants		x													x
12	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc.		x													x
13	Les Entreprises Michaudville Inc		x													x
14	Les Entreprises Ventec Inc		x													x
15	Les Excavations Payette ltée	x														
16	Pomerleau Inc...		x													x
17	Sade Canada Inc.	x														
18	Super Excavation Inc.		x													x
19	Terrapex Environnement Ltée.		x													x
		5	14	19	***14***	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13
		26%	**74%**	**100%**	***100%***	**7%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**0%**	**93%**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1161009014

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 4
Objet :	Accorder un contrat à Excavations Loiselle inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux de réhabilitation des sols des îlots centraux, entre les rues Duke et de Nazareth, de la rue Saint-Jacques à la rue Brennan et le raccordement d'un égout sanitaire à l'ancienne chute à neige Wellington. Dépense totale de 6 674 854,41$, taxes incluses (travaux: 5 308 035,31$ + contingences : 796 205,30$ + incidences : 570 613,80 $). Appel d'offres public 214718 - 5 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1161009014.xls1161009014_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget

Tél : 514 872-0721

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-31

Paul KANAAN
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2857

Division : Direction conseil et soutien financier - PS Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1167334007

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à 2633-2312 Québec inc. (Arthier construction), pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de fourniture de mobilier et d'aménagement sur l'avenue McGill College - Dépense totale maximale de 849 619,26 $, taxes incluses (travaux, contingences : 750 625,79 $ + incidences 98 993,48 $ - Appel d'offres public (16-6947) - (2 soumissionnaire (s)).

Il est recommandé :

1. d'autoriser, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », une dépense maximale de 849 619,26 $, taxes incluses, pour des travaux de fourniture et de mobilier et d'aménagement sur l'avenue McGill College, comprenant tous les frais incidents;

2. d'accorder à 2633-2312 Québec inc. (Arthier construction), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 750 625,79 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (16-6947);
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-10-27 14:36

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167334007**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Accorder un contrat à 2633-2312 Québec inc. (Arthier construction), pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de fourniture de mobilier et d'aménagement sur l'avenue McGill College - Dépense totale maximale de 849 619,26 $, taxes incluses (travaux, contingences : 750 625,79 $ + incidences 98 993,48 $ - Appel d'offres public (16-6947) - (2 soumissionnaire (s)).

CONTENU

CONTEXTE

Le projet des promenades urbaines s'inscrit dans le cadre des legs du 375^{e} anniversaire de la fondation de la ville de Montréal, qui sera célébré en 2017.
Ce projet vise à redonner une place aux piétons dans l'espace urbain, dans le but de renouveler la façon de vivre la ville à pied. Alors qu'un réseau de promenades urbaines sera à terme développé pour l'ensemble du territoire, le lien « Fleuve – Montagne » est le premier à se réaliser.

La vision des promenades urbaines répond à un double objectif. D'une part, ce concept vise à encourager la mobilité, c'est pourquoi des trajectoires suffisamment attrayantes sont proposées aux citoyens, afin de faire naître le plaisir de marcher davantage au quotidien. L'approche employée dans le cadre de la conception de cette première promenade est de prendre en compte les facteurs environnementaux, humains et d'ambiances favorables à la marche, en lien avec les besoins et les usages piétons. D'autre part, ce concept répond à des préoccupations environnementales actuelles : cela se traduira notamment, dans les aménagements, par l'augmentation du verdissement et de la biodiversité dans les quartiers densément peuplés.

Le tracé correspondant à la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » a été divisé en treize

tronçons (voir plan de localisation en pièce jointe):

1. Avenue des Pins, entre les rues Redpath Crescent et McTavish;
2. Rue McTavish, entre l'avenue des Pins et l'avenue du Docteur-Penfield;
3. Avenue du Docteur-Penfield, entre la rue Peel et l'extrémité est de la rampe McTavish. Précisons que la rampe McTavish relie la rue du même nom à l'avenue du Docteur-Penfield;
4. Rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et la rue Sherbrooke;
5. Rue Sherbrooke, entre la rue Peel et le boulevard Robert-Bourassa;
6. Avenue McGill College, entre les rues Sherbrooke et Cathcart;
7. Rue Sainte-Catherine, entre l'avenue McGill College et la rue Place Phillips;
8. Rue Place Phillips, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque;
9. Rue de la Côte du Beaver Hall, entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue Viger;
10. Rue du Square-Victoria, entre l'avenue Viger et la rue Saint-Jacques;
11. Rue McGill, entre les rues Saint-Jacques et Marguerite d'Youville;
12. Rue Place d'Youville, entre les rues McGill et de la Commune;
13. Secteur entourant l'intersection des rues Place d'Youville et de la Commune.

Afin d'en faciliter la gestion et la réalisation, les travaux compris dans le projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » ont été divisés en cinq paquets de lots de construction identifiés de A à E.

La nature de ces paquets de même que l'avancement du projet sont résumés dans le tableau joint en annexe (paquets et interventions).

Le présent dossier, porte sur une partie du Paquet D identifié au plan de localisation en pièce jointe. Il se limite à l'avenue McGill College. Il comprend la réalisation de mobilier pour le tronçon de l'avenue McGill College entre les rues Sherbrooke et Cathcart. Le mobilier à fournir et les végétaux à planter permettront de rendre l'environnement urbain plus attractif, propice à un temps d'arrêt et la découverte de cet important lieu de représentation de la métropole. Ces nouveaux aménagements contribueront à connecter les deux pôles urbains de l'avenue, l'Université McGill et la Place Ville Marie. Les aménagements ont été planifiés de façon à enrichir le domaine public. Ils ne comprennent aucun travaux de démolition et d'infrastructures souterraines.

Des travaux de planage, de surfaçage et de marquage de certaines intersections sont en cours d'élaboration pour l'ensemble des tronçons du paquet D soit entre les rues Sherbrooke et de la Commune. Ces travaux comprennent également l'ajout de mobilier et de plantation entre l'avenue McGill College et la rue de la Commune. Ils feront l'objet d'un sommaire décisionnel ultérieur.

Pour les travaux de l'avenue McGill College, un appel d'offres public (16-6947) a été mené du 30 septembre au 17 octobre 2016 pour une durée de publication de 17 jours calendrier.

Les soumissions ont été ouvertes le 17 octobre 2016 à 14 h 00.

Mentionnons finalement que :

· les travaux liés au présent dossier, même s'ils touchent l'aire protégée délimitée par les rues Sherbrooke, McGill College, de Maisonneuve et Metcalfe, ne nécessitent pas l'approbation du ministère de la Culture et des Communications du Québec puisqu'il ne s'agit pas d'équipements permanents;

· le projet Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » a fait l'objet d'une présentation au Conseil du patrimoine de Montréal, le 27 mars 2015. Ce dernier a émis un avis favorable avec des recommandations sur certains aspects ;

· la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » fait partie des legs du 375e anniversaire de la fondation de Montréal;

· le requérant est le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et agit à titre de requérant et d'exécutant dans le présent dossier;

· le projet a été présenté et accueilli favorablement par l'Association des riverains de l'avenue McGill College;

· le projet favorisera la connectivité entre l'avenue McGill College et la place Ville-Marie, destination à mi-chemin du parcours global de la Promenade;

· le projet a fait l'objet d'une présentation au CCPE et CCGPE du 16 septembre et 17 octobre dernier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1454 - 14 septembre 2016 - Accorder un contrat à 2633-2312 Québec inc. (Pavatech) d'un montant maximal de 301 464,45 $ pour des travaux d'aménagement au Seuil Fleuve, aux abords et du côté sud de la rue de la Commune entre les rues de Callière et place Royale, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Appel d'offres public 16-6911 (3 soumissionnaires) - Approuver des incidences de 36 115,70 $.
CG16 0428 - 22 juin 2016 - Accorder un contrat à Deric Construction inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et l'avenue des Pins, de même que dans l'avenue des Pins, entre les rues McTavish et Redpath Crescent - Dépense totale maximale de 10 529 221,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329703 (2 soumissionnaires).

CG16 0331 - 19 mai 2016 - Accorder un contrat à Les Excavations Gilbert Théorêt inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines et de réaménagement du domaine public dans la rue Sherbrooke, entre la rue Peel et le boulevard Robert-Bourassa - Dépense totale de 16 152 228,96 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329701 (2 soumissionnaires, dont 1 conforme)

CG16 0330 - 19 mai 2016 - Accorder un contrat à SADE Canada inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines, de reconstruction d'escalier et de réaménagement du domaine public dans la rue McTavish, entre l'avenue du Docteur-Penfield et la rue Sherbrooke, de même que dans l'avenue du Docteur-Penfield, entre la rue Peel et l'extrémité est de la rampe McTavish - Dépense totale de 17 606 506,05 $, taxes incluses - Appel d'offres public 329702 (1 soumissionnaire).

CG16 0313 - 19 mai 2016 - Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour la surveillance des travaux du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense maximale de 3 033 981 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15096 (2 soumissionnaires).

CE16 0795 - 11 mai 2016 - Accorder un contrat à Experts GéoConseils inc. pour la fourniture de services professionnels en matière de gestion de la santé et de la sécurité au travail dans le cadre des chantiers du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense totale maximale de 401 768,64 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15155 (3 soumissionnaires).

CG16 0118 - 25 février 2016 - Accorder un contrat à Alexandre David, artiste professionnel,

pour concevoir et réaliser un projet d'interventions artistiques intitulé « Les éléments » (titre provisoire) dans le cadre de l'aménagement de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense totale de 960 041,25 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG16 0119 - 25 février 2016 - Accorder un contrat de services artistiques au montant maximal de 379 417,50 $ taxes et contingences incluses, par lequel la Ville de Montréal retient les services du collectif d'artistes professionnels Projet EVA (Étienne Grenier et Simon Laroche), pour réaliser l'oeuvre numérique "Cortège" dans le cadre de l'aménagement de la Promenade urbaine "Fleuve-Montagne." / Approuver un projet de convention à cette fin. / Approuver des incidences de 11 497,50$.

CE15 1640 - 9 septembre 2015 - Autoriser le Service de la culture à tenir deux concours d'art public sur invitation dans le but de sélectionner deux artistes qui concevront et réaliseront chacun une oeuvre d'art pour la Promenade urbaine « Fleuve – Montagne. » / Autoriser une dépense de 34 492,50$, taxes incluses, pour la réalisation des deux concours.

CG15 0149 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Consultants S.M. inc. pour la réalisation d'activités liées principalement à l'élaboration de l'avant-projet définitif et des plans et devis relatifs au projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » - Dépense maximale de 3 968 019,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14066 (7 soumissionnaires).

CG15 0127 - 26 février 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 42 400 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement de la Promenade urbaine Fleuve-Montagne et d'infrastructures souterraines connexes.

CG15 0127 - 26 février 2015 - Adopter un règlement autorisant un emprunt de 42 400 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne » et les travaux d'infrastructures souterraines lui étant connexes.

CE15 2359 - 23 décembre 2015 - Autoriser le Service de la culture à organiser, avec la collaboration du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et la Brigade Arts Affaires de Montréal (BAAM), un concours par avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public au site McTavish de la Promenade urbaine "Fleuve-Montagne." Autoriser une dépense de 22 995$, taxes incluses, pour la réalisation du concours.

CE12 1082 - 27 juin 2012 - Mandater la Direction des grands parcs et du verdissement (DGPV) afin d'élaborer, en collaboration avec les directions et les arrondissements concernés, un plan de mise en œuvre des promenades urbaines comprenant l'établissement d'un réseau primaire, un programme de financement et l'identification des premiers tronçons à réaliser dans l'arrondissement de Ville-Marie, afin de relier le fleuve Saint-Laurent au mont Royal.

CA10 240266 - 10 mai 2010 - Adopter le Règlement autorisant l'occupation du domaine public par l'Université McGill dans la rue McTavish, entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Docteur-Penfield, à des fins de piétonnisation.

DESCRIPTION

Le présent sommaire concerne l'octroi d'un contrat d'exécution pour la réalisation, dans le cadre du projet Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de fourniture de mobilier et d'aménagement sur l'avenue McGill College entre les rues Sherbrooke et Cathcart. Le geste proposé vise à créer un pôle marquant de la Promenade où l'inspiration des éléments clés provient de la mode contemporaine et constitue le fil conducteur retenu notamment pour les festivités. Le mobilier proposé changera les usages et l'apparence de

l'environnement. En attribuant une des quatre voies de circulation à l'usage du piéton, l'environnement « piéton » ainsi élargi facilite la tenue d'activités et favorise l'appropriation des lieux. Les équipements installés dans la voie de circulation attenante au trottoir, côté ouest, direction sud, seront toutefois retirés à l'automne par l'arrondissement de Ville-Marie (AVM) pour permettre les opérations de déneigement. L'arrondissement en fera la réinstallation au printemps suivant.
Les travaux consistent à fournir et installer l'ensemble du mobilier lequel se compose de quatre types: les bancs terrasses, les bacs jardins, les terrasses de rue et les bacs de rue. Le mobilier est constitué principalement de bois. Son design, un clin d'oeil au motif de tissu vichy, reprend une trame en bandes et en chaîne alternées. La plantation de végétaux dans les nouveaux bacs et les carrés d'arbre existants est prévue. L'ajout et le remplacement d'arbres à même les carrés d'arbres seront toutefois réalisés par l'arrondissement Ville-Marie au printemps 2017. L'arrondissement Ville-Marie effectuera également la plantation d'annuelles dans le terre-plein central de l'avenue. Le choix de l'ensemble des végétaux a été coordonné entre le SGPVMR et l'arrondissement Ville-Marie. La stratégie de végétalisation s'inspire du motif de vichy tant par sa disposition que par ses couleurs de façon à composer une trame contemporaine perceptible. Les terrasses de rue, localisées dans l'espace récupéré, seront construites de plain pied avec le trottoir et constitueront ainsi son prolongement. Les terrasses seront encadrées de bacs végétalisés à leurs extrémités. Entre ceux-ci, des espaces non aménagés pourront accommoder certains services et répondre aux exigences du Services des incendies (SIM). Un avis favorable du SIM est annexé au présent sommaire.

La fourniture et l'installation d'équipements urbains supplémentaires feront l'objet d'un appel d'offres au début de l'année 2017. L'installation de structures de type ombrières, de chaises et de tables sont notamment envisagés dans cette autre offre.

Les coûts d'entretien des aménagements ont été évalués en collaboration avec l'arrondissement Ville-Marie. Pour 2017, un budget de fonctionnement additionnel a été versé dans la base budgétaire de l'arrondissement Ville-Marie pour un montant équivalent à la valeur ajoutée du projet Promenade urbaine « Fleuve-Montagne ».

Contingences et incidences

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission a été fixé à 17 % en raison d'un calendrier de réalisation serré pouvant influencer l'émission de directives impliquant des coûts supplémentaires.

Un montant d'incidences est également prévu pour un total de 98 993,48 $, taxes incluses. Ceci représente environ 13 % du montant total du contrat. Les dépenses incidentes comprennent des dépenses relatives aux frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux, la plantation d'arbres et d'annuelles additionnelles, les frais de services associés à la maîtrise d'oeuvre, le maintien de la circulation et la gestion des impacts (communication).

JUSTIFICATION

Analyse des soumissions
Les documents d'appel d'offres ont été pris par un total de onze (11) entrepreneurs, qui n’ont pas demandé l'anonymat. De ce nombre, deux (2) entrepreneurs généraux ont déposé leur soumission. Les deux soumissions sont considérées conformes. Ainsi, 18 % des preneurs des documents d'appel d'offres ont déposé une soumission.

La liste des preneurs du cahier des charges est fournie en pièces jointes.

Le tableau suivant résume les résultats de soumission :

Firmes soumissionnaires	Prix de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
2633-2312 Québec inc. (Arthier construction)	641 560,50 $	109 065,29 $	750 625,79 $
Deric Construction inc.	798 282,92 $	135 708,10 $	933 991,02 $
Dernière estimation réalisée	717 673,95 $	122 004,57 $	839 678,52 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			842 308,41 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			12,21 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			183 365,23 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			24,43 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-89 052,73 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-10,6 %
Écart entre la moyenne et la dernière estimation ($) (*coût moyen des soumissions conformes* – estimation)			2 629,89 $
Écart entre la moyenne et la dernière estimation (%) ((*coût moyen des soumissions conformes* – estimation) / estimation) x 100			0,3 %

Les documents fournis lors du dépôt des soumissions ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment du Québec, attestation de Revenu Québec, preuves de compétence, déclaration relative aux conflits d'intérêts et autres). Un certificat de l'AMF est requis pour la fourniture du mobilier et l'aménagement de l'avenue McGill College étant donné qu'il s'agit de travaux connexes à la voirie et que le coût des travaux est supérieur à 100 000 $. Arthier construction détient une attestation valide de l'AMF.

Après analyse, il a été constaté que le prix déposé par le plus bas soumissionnaire est inférieur de 10,6 % à la dernière estimation de soumission réalisée par le SGPVMR laquelle s'élève à 839 678,52 $, taxes et contingences incluses.

La presque totalité de l'écart entre le plus bas soumissionnaire et la dernière estimation réalisée à l'interne est principalement attribuable aux coûts de trois postes budgétaires :

· les clauses administratives ;
· la protection des arbres ;
· la fourniture de végétaux.

Puisque le mode de rémunération est forfaitaire, le SGPVMR assurera un suivi rigoureux pendant la mise en œuvre du projet afin que les résultats attendus soient conformes aux attentes décrites dans les termes de référence.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 849 619.26$, taxes incluses, incluant les incidences de 98 993.48 (taxes incluses) sera assumé comme suit:
Un montant maximal de 775 815.63 $, net de taxes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence agglomération # 15-016- '' RCG Promenade Urbaine F/M CG15 0127 ''.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En favorisant l'accessibilité et la découverte de la Ville de Montréal, la promenade urbaine tend à sensibiliser les citoyens et les touristes aux richesses naturelles, patrimoniales et culturelles qui les entourent. Le projet de promenade urbaine « Fleuve-Montagne » contribue à la protection et à la mise en valeur des espaces publics qu'elle traverse. Ce projet encourage le transport actif et contribue à augmenter le verdissement.
Les travaux d'aménagement ont été planifiés dans le respect des environnements existants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet de la promenade urbaine « Fleuve-Montagne » est un legs important pour le 375e anniversaire de Montréal. L'objectif visé pour la fin des travaux est mai 2017 à l'exception de la plantation des fleurs annuelles qui aura lieu par température plus clémente soit en juin. Pour respecter l'échéancier, il est nécessaire que ces travaux débutent cet hiver de façon à maximiser les travaux pouvant être réalisés en atelier.
Les travaux prévus occasionneront des impacts sur la circulation. Le devis *Maintien de la circulation et signalisation temporaire* a été intégré au document d'appel d'offres. Une attention particulière sera accordée à l'ordonnancement des travaux en début de chantier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération est en cours d'élaboration en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 9 novembre 2016
Conseil municipal: 21 novembre 2016
Conseil d'agglomération: 24 novembre 2016
Octroi du contrat: 25 novembre 2016
Début des travaux: 30 novembre 2016
Fin de la réalisation des travaux (plantation d'annuelles sous réserve): mai 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

José PIERRE, Ville-Marie
Pierre SAINTE-MARIE, Service des infrastructures_voirie et transports
Claude CARETTE, Service des infrastructures_voirie et transports
Claude DUBOIS, Ville-Marie
Nike LANGEVIN, Service des communications
Benoit CHAMPAGNE, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Nike LANGEVIN, 25 octobre 2016
José PIERRE, 21 octobre 2016
Pierre SAINTE-MARIE, 21 octobre 2016
Claude DUBOIS, 20 octobre 2016
Benoit CHAMPAGNE, 20 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude SEGUIN
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-5613
Télécop. : 514 872-0945

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-20

Clément ARNAUD
Chef de section - gestion de projets / Legs du 375e

Tél : 514 872-0945
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Carole PAQUETTE
Directrice
Tél : 514 872-1457
Approuvé le : 2016-10-26

De :	Jacques A BERGERON
A :	Marie-Claude SEGUIN
Cc :	Pascal CARON
Objet :	avis favorable- projet Promenade fleuve-montagne - avenue McGill College - arrondissement Ville-Marie
Date :	2016-08-01 13:08

Madame,

En vertu du règlement d'agglomération RCG 12-003 *Règlement sur le service de sécurité incendie de Montréal*, le directeur du SIM ou tout employé autorisé à agir en son nom a compétence pour donner tout avis à un autre service de la Ville de Montréal, à une municipalité reconstituée ou un autre tiers, concernant la sécurité incendie, la sécurité civile et autre objet relevant de son expertise notamment les voies d'accès pour les véhicules d'urgence et l'acheminement des secours.

Cet avis fait suite à nos discussions et à la rencontre sur place en présence de Pascal Caron ing..

Nous vous donnons notre **avis favorable** quant à la réalisation du projet ci-haut mentionné, tel que proposé sur les documents soumis (27.07.16).

Cordialement

JACQUES BERGERON
CAPITAINE
B. ARCH
Service de sécurité incendie de Montréal
Centre de services – Expertise et développement de la prévention
200, Bellechasse
Montréal (Québec) H2S 1W4
Tél. : 514 872-0086
Cell. : 438 985-4397
Mon courriel@ville.montreal.qc.ca
ville.montreal.qc.ca/sim

BOUL. DE MAISONNEUVE

RUE STE-CATHERINE

RUE CATHCART

RUE SHERBROOKE

AV. DU PRÉSIDENT-KENNEDY

BOUL. DE MAISONNEUVE

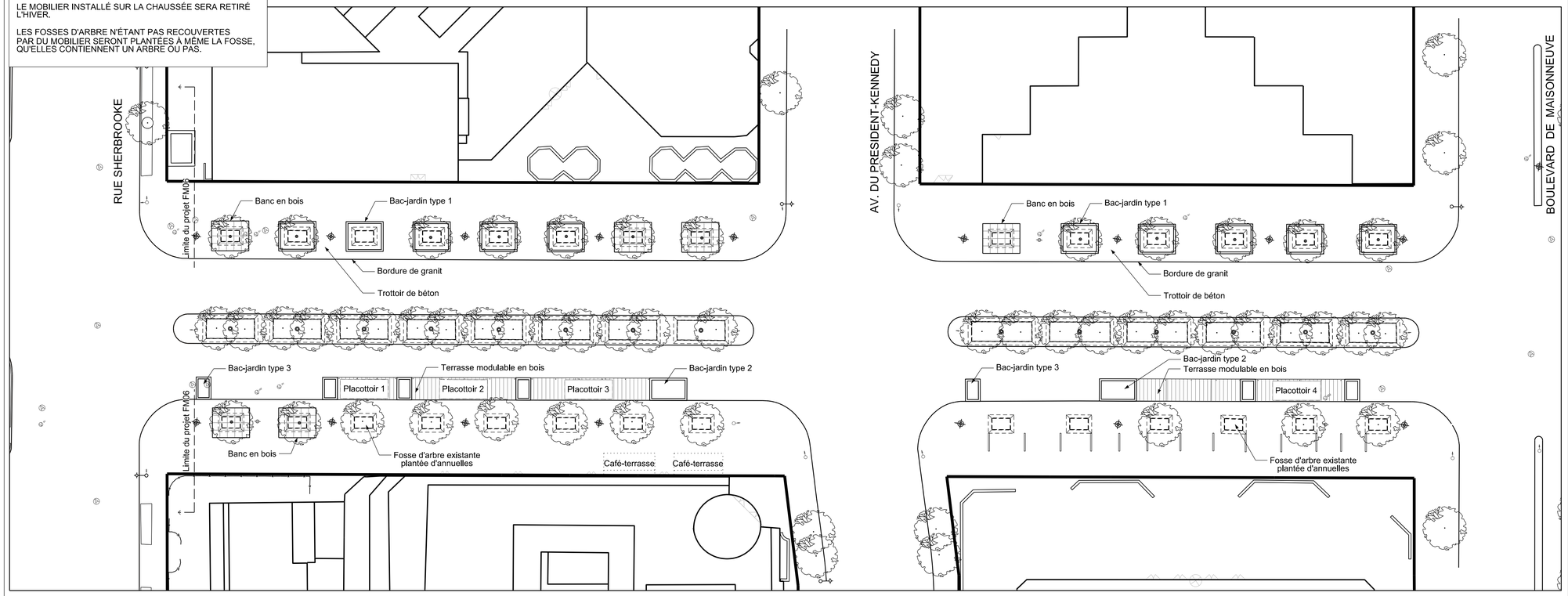
MOSAÏCULTURES 3D

BORNE FONTAINE

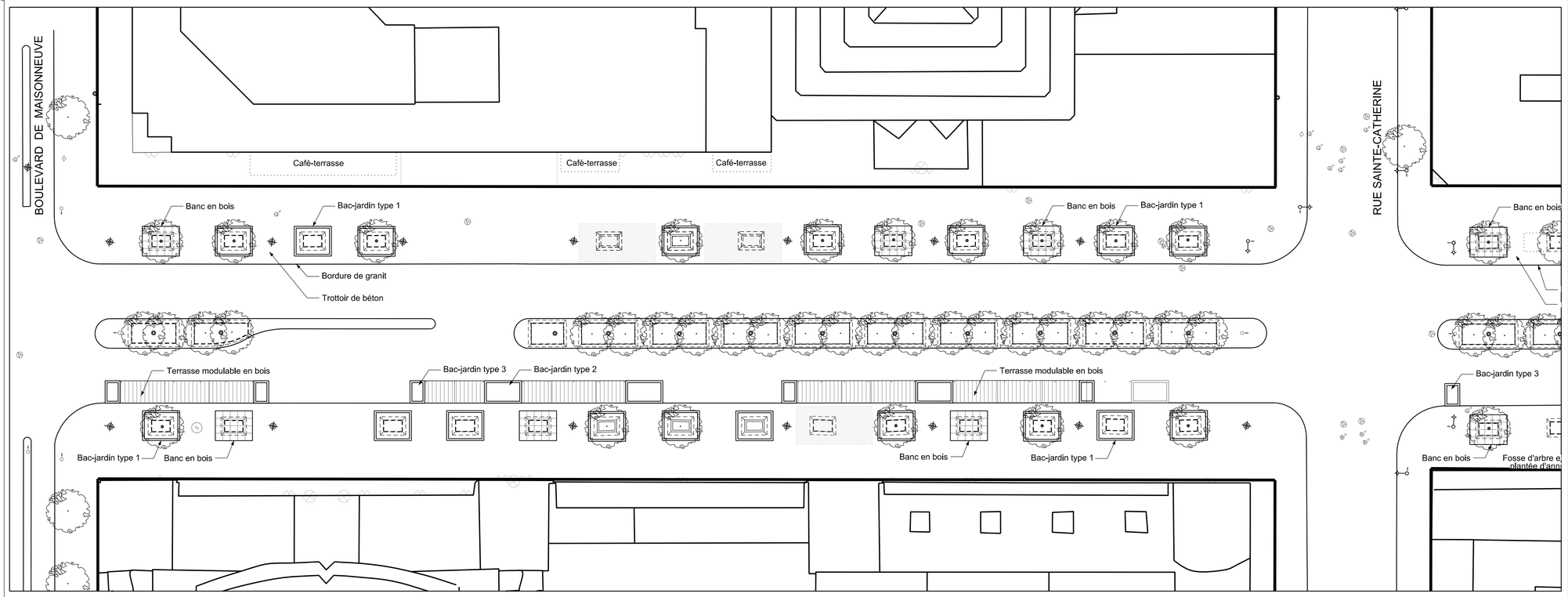
NOTE:

LE MOBILIER INSTALLÉ SUR LA CHAUSSÉE SERA RETIRÉ L'HIVER.

LES FOSSES D'ARBRE N'ÉTANT PAS RECOUVERTES PAR DU MOBILIER SERONT PLANTÉES À MÊME LA FOSSE, QU'ELLES CONTIENNENT UN ARBRE OU PAS.



01 PLAN DU MOBILIER ET DESCRIPTION DES OUVRAGES - SECTION 1
ÉCHELLE 1:300



02 PLAN DU MOBILIER ET DESCRIPTION DES OUVRAGES - SECTION 2
ÉCHELLE 1:300

Fichier : 20160621_AME_McGILL_CO.dgn

Légende:

EXISTANT

- CHAMBRE DE VANNE
- VANNE D'AQUEDUC
- PUISARD TROTTOIR
- VANNE DE GAZ
- BORNE FONTAINE
- BORNE FONTAINE (STM)
- LAMPADAIRE
- FEUX DE CIRCULATION
- FEUX DE CIRCULATION ET LAMPADAIRE
- ENTRÉE
- ARBRE
- FOSSE D'ARBRE

PROPOSÉ

- BANC EN BOIS (4650 typ. / 3720 typ.)
- BAC-JARDIN TYPE 1 (4650 typ. / 3720 typ.)
- BAC-JARDIN TYPE 2 (2790 typ. / 4650 typ.)
- BAC-JARDIN TYPE 3 (2790 typ. / 1860 typ.)
- TERRASSE TYPE 1 (3720 / 2790)
- TERRASSE TYPE 2 (5580 / 2790)
- SUPPORT DE PRÉSENTATION, PROJET «UN MUSÉE À CIEL OUVERT», PAR D'AUTRES.
- EMPLACEMENT DES PLACOTTOIRS
- EMPLACEMENT DES MOSAÏCULTURES 3D

No	Description	Date	Par
	A.P.P. v3	12-05-16	MCS
	A.P.P. v2	02-05-16	MCS
	A.P.P.	20-04-16	MCS

Révisions

B.M.

Élévation :

Échelle : INDIQUÉE

Date : JUILLET 2016

Dessin : V.B.

Responsable du projet : Marie-Claude Séguin

Approbation : Clément Arnaud

Nom du projet :

Promenade fleuve-montagne

Numéro de contrat :-

Titre du plan :

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ AVENUE McGILL COLLEGE

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Montréal

No du plan : -

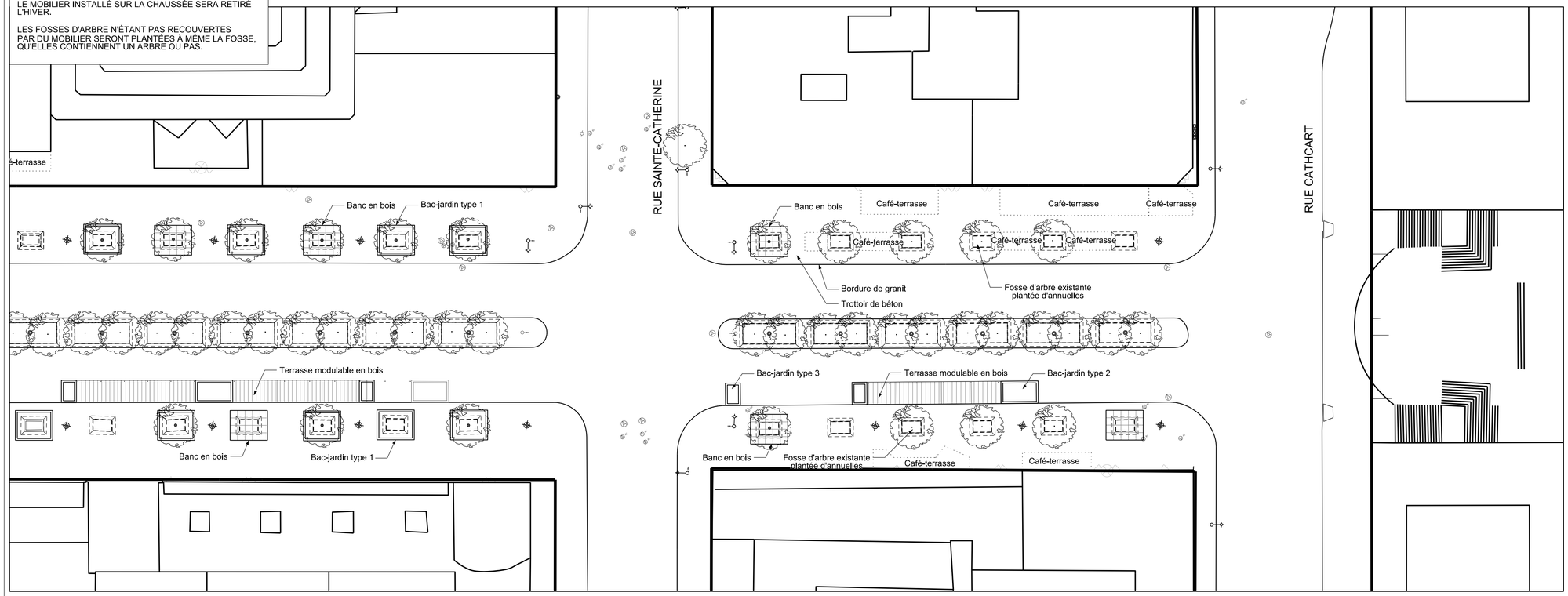
No de l'index : 7001-100

No 01/02

NOTE:

LE MOBILIER INSTALLÉ SUR LA CHAUSSÉE SERA RETIRÉ L'HIVER.

LES FOSSES D'ARBRE N'ÉTANT PAS RECOUVERTES PAR DU MOBILIER SERONT PLANTÉES À MÊME LA FOSSE, QU'ELLES CONTIENNENT UN ARBRE OU PAS.



03 PLAN DU MOBILIER ET DESCRIPTION DES OUVRAGES - SECTION 3

ÉCHELLE 1:300

Fichier : 20160621_AME_McGILL_CO.dgn

Légende:

EXISTANT

- CHAMBRE DE VANNE
- VANNE D'AQUEDUC
- PUISARD TROTTOIR
- VANNE DE GAZ
- BORNE FONTAINE
- BORNE FONTAINE (STM)
- LAMPADAIRE
- FEUX DE CIRCULATION
- FEUX DE CIRCULATION ET LAMPADAIRE
- ENTRÉE
- ARBRE
- FOSSE D'ARBRE

PROPOSÉ

- BANC EN BOIS
- BAC–JARDIN TYPE 1
- BAC–JARDIN TYPE 2
- BAC–JARDIN TYPE 3
- TERRASSE TYPE 1
- TERRASSE TYPE 2
- SUPPORT DE PRÉSENTATION, PROJET «UN MUSÉE À CIEL OUVERT», PAR D'AUTRES.
- EMPLACEMENT DES PLACOTTOIRS

No	Description	Date	Par
	A.P.P. v3	12-05-16	MCS
	A.P.P. v2	02-05-16	MCS
	A.P.P.	20-04-16	MCS

Révisions

B.M.

Élévation :

Échelle : INDIQUÉE

Date : JUILLET 2016

Dessin : V.B.

Responsable du projet : Marie-Claude Séguin

Approbation : Clément Arnaud

Nom du projet :

Promenade fleuve-montagne

Numéro de contrat :-

Titre du plan :

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ AVENUE McGILL COLLEGE

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Montréal

No du plan : -

No de l'index : 7001-100

No 02 / 02

Promenade Fleuve-Montagne – Fourniture de mobilier et aménagement – Avenue McGill College

Soumission no 16-6947

Tableau Paquets et interventions

Identification	Début des travaux	Fin des travaux
Paquet A (voir dossier décisionnel 1161009010) • Déplacement et reconstruction de réseaux techniques urbains (RTU). • Réhabilitation d'une conduite d'aqueduc principale. • Reconstruction et élargissement de trottoirs, incluant l'ajout de plantations et de mobilier urbain. • Reconstruction et élargissement de traverses piétonnes. • Reconstruction de chaussée. • Construction de lieux de pause pouvant comprendre du mobilier sur mesure, une fontaine à boire et des plantations. • Ajout d'un référent visuel marquant le tracé de la Promenade urbaine. • Ajout de marquage au sol distinctif dans les traverses piétonnes. • Implantation d'une signalisation spécifique en lien avec la vocation partagée prévue pour la rue McTavish au nord de l'avenue du Docteur-Penfield.	Juillet 2016	Mai 2017
Paquet B (voir dossier décisionnel 1161009008) • Reconstruction d'infrastructures souterraines (aqueduc et égout). • Réaménagement de la portion piétonne de la rue McTavish au sud de l'avenue du Docteur-Penfield. • Reconstruction d'un escalier dans l'axe de la rue McTavish. • Déplacement et reconstruction de RTU. • Reconstruction et élargissement de trottoirs, incluant l'ajout de plantations et de mobilier urbain. • Reconstruction et élargissement de traverses piétonnes. • Reconstruction de chaussée. • Construction de lieux de pause pouvant comprendre du mobilier sur mesure, une fontaine à boire et des plantations. • Ajout d'un référent visuel marquant le tracé de la Promenade urbaine. • Ajout de marquage au sol distinctif dans les traverses piétonnes.	Juin 2016	Mai 2017
Paquet C (voir dossier décisionnel 1161009007) • Reconstruction d'infrastructures souterraines (aqueduc et égout). • Déplacement et reconstruction de RTU. • Reconstruction et élargissement de trottoirs, incluant l'ajout de plantations et de mobilier urbain. • Reconstruction et élargissement de traverses piétonnes. • Reconstruction de chaussée. • Ajout d'un référent visuel marquant le tracé de la Promenade urbaine. • Ajout de marquage au sol distinctif dans les traverses piétonnes.	Juin 2016	Mai 2017
Paquet D (le premier item fait l'objet du présent dossier décisionnel; les autres feront l'objet d'un sommaire ultérieur) • **Piétonnisation de la voie située à l'extrémité ouest en direction sud de l'avenue McGill College de même que l'ajout de mobilier et de plantations dans cette voie et sur les trottoirs.** *Sommaire décisionnel ultérieur :* • *Travaux de planage et surfaçage d'intersections* • *Ajout de mobilier et de plantations* • *Ajout d'un référent visuel marquant le tracé de la Promenade urbaine.* • *Ajout de marquage au sol distinctif dans les traverses piétonnes et l'avenue McGill College.*	Déc. 2016 *Printemps 2017*	Mai 2017 (à l'exception de la plantation des annuelles en juin 2017) *Printemps 2017*
Paquet E (voir dossier décisionnel 1164956015) • Réalisation d'aménagements de surface légers. • Construction d'un lieu de pause.	Novembre 2016	Mai 2017

Plan de localisation



LPC - 16.09.16

RUE STE-CATHERINE

RUE CATHCART

RUE SHERBROOKE

AVENUE DU PRÉSIDENT-KENNEDY

BOUL. DE MAISONNEUVE

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 25 avril 2014

2633-2312 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR PASCAL GAUTHIER
77, RUE OMER-DESERRES, SUITE 7A
BLAINVILLE (QC) J7C 5N3

Nº de décision : 2014-CPSM-1025456
N° de client : 3000196680

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AMÉNAGEMENT PAVATECH PAYSAGEMENT / PAVÉ DE BÉTON
- AMÉNAGEMENT PAYSAGER PAVATECH
- ARTHIER CONSTRUCTION
- PAVATECH

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). 2633-2312 QUÉBEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **24 avril 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 16-6947
Numéro de référence : 1018218
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Avenue McGill College - Fourniture de mobilier et aménagement sur l'avenue McGill College

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
2633-2312 Québec Inc. Aménagement Pavatech Arthier Construction 77 Omer DeSerres suite 7A Blainville, QC, J7C5N3 NEQ : 1142636142	Madame Roxanne Lafontaine Téléphone : 450 434-0018 Télécopieur : 450 434-1380	**Commande : (1188089)** 2016-10-11 14 h 39 **Transmission :** 2016-10-11 14 h 39	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-11 14 h 39 - Téléchargement 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-11 14 h 39 - Téléchargement 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 24 - Courriel 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2 NEQ : 1160680998	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1184268)** 2016-09-30 7 h 43 **Transmission :** 2016-09-30 7 h 45	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-07 15 h 26 - Télécopie 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-07 20 h 05 - Messagerie 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 25 - Télécopie 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Atlas Excavation Inc. 1434 Côte-D'Ivoire Mascouche, QC, J7L 4B5 NEQ : 1147880885	Monsieur François Houle Téléphone : 514 968-5804 Télécopieur : 450 968-2817	**Commande : (1184805)** 2016-10-03 6 h 24 **Transmission :** 2016-10-03 6 h 24	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-07 15 h 25 - Courriel 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-07 15 h 25 - Courriel 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 24 - Courriel 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Luc Lecomte Téléphone : 514 685-8989 Télécopieur : 514 685-6484	**Commande : (1184580)** 2016-09-30 13 h 28 **Transmission :** 2016-09-30 14 h	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-07 15 h 25 - Courriel 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-07 20 h 02 - Messagerie 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 24 - Courriel 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea BUcaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1188794)** 2016-10-12 15 h 42 **Transmission :** 2016-10-12 18 h 55	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-12 15 h 42 - Téléchargement 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-12 15 h 42 - Téléchargement 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 15 h 42 - Téléchargement 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 15 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1184511)** 2016-09-30 11 h 35 **Transmission :** 2016-09-30 13 h 26	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-07 15 h 26 - Télécopie 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-07 20 h 04 - Messagerie 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 25 - Télécopie 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Mains Vertes du Paysage Inc. 150 rue Singapour Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A0P5 NEQ : 1164923030	Monsieur Daniel Vincent Téléphone : 581 888-3250 Télécopieur :	**Commande : (1184985)** 2016-10-03 10 h 16 **Transmission :** 2016-10-03 10 h 16	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-07 15 h 25 - Courriel 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-07 15 h 25 - Courriel 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 24 - Courriel 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LV Construction	Monsieur André Mejza	**Commande**	

	3300, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.lumivert.com NEQ : 1140658478	Téléphone : 450 664-1010 Télécopieur : 450 664-7058	**: (1184547)** 2016-09-30 12 h 21 **Transmission :** 2016-09-30 13 h 42	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-07 15 h 25 - Courriel 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-07 20 h 03 - Messagerie 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 24 - Courriel 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
	Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1 NEQ : 1161184792	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Commande : (1184636)** 2016-09-30 14 h 58 **Transmission :** 2016-09-30 15 h 04	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-07 15 h 26 - Télécopie 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-07 20 h 05 - Messagerie 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 25 - Télécopie 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
	Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7 NEQ : 1140382590	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1187998)** 2016-10-11 13 h 22 **Transmission :** 2016-10-11 13 h 22	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-11 13 h 22 - Téléchargement 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-11 13 h 22 - Téléchargement 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 24 - Courriel 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
	Urbex construction inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1185703)** 2016-10-04 11 h 13 **Transmission :** 2016-10-04 11 h 13	2659823 - Addenda No 1 (devis) 2016-10-07 15 h 25 - Courriel 2659824 - Addenda No 1 (plan) 2016-10-07 15 h 25 - Courriel 2660374 - Addenda No 2 (devis) 2016-10-12 7 h 24 - Courriel 2660375 - Addenda No 2 (bordereau) 2016-10-12 7 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167334007

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal , Direction , Division des grands parcs métropolitains , Bureau du CESM et Legs du 375e
Objet :	Accorder un contrat à 2633-2312 Québec inc. (Arthier construction), pour la réalisation, dans le cadre du projet de la Promenade urbaine « Fleuve-Montagne », de travaux de fourniture de mobilier et d'aménagement sur l'avenue McGill College - Dépense totale maximale de 849 619,26 $, taxes incluses (travaux, contingences : 750 625,79 $ + incidences 98 993,48 $ - Appel d'offres public (16-6947) - (2 soumissionnaire (s)).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1167334007.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget

Tél : 514 872 8914

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-24

Daniel D DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1167261001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Centre de recherche, développement et validation des technologies et procédés de traitement des eaux (CREDEAU) de l'École Polytechnique de Montréal pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal, pour une somme maximale de 492 837 $, exempte de taxes. /Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel le Centre de recherche, développement et validation des technologies et procédés de traitement des eaux (CREDEAU) de l'École Polytechnique de Montréal, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal, pour une somme maximale de 492 837 $, exempte de taxes, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-31 13:59

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167261001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Centre de recherche, développement et validation des technologies et procédés de traitement des eaux (CREDEAU) de l'École Polytechnique de Montréal pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal, pour une somme maximale de 492 837 $, exempte de taxes. /Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau opère six usines de traitement d'eau potable prenant leur source dans le fleuve Saint-Laurent (usines Charles-J. Desbaillets, Lachine, Dorval et Pointe-Claire), dans le canal de l'aqueduc (usine Atwater) et dans la rivière des Prairies (usine de Pierrefonds). Depuis août 2014, la protection des sources d'approvisionnement en eau potable est encadrée par un nouveau règlement québécois, le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP).
L'article 75 du RPEP, lequel est entrée en vigueur le 1er avril 2015, exige que le responsable d'un prélèvement d'eau de surface alimentant plus de 500 personnes (catégorie 1) transmette au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), un rapport contenant une analyse de vulnérabilité de la source d'eau potable à tous les 5 ans. L'échéancier pour la rédaction du premier rapport est le 1er avril 2021.

La DEP doit donc réaliser ces analyses de vulnérabilité des sources pour chacune de ses six usines de traitement et soumettre ces rapports au ministère avant l'échéancier de 2021. De façon à se conformer à cette nouvelle réglementation, la Ville désire octroyer un contrat de services professionnels au CREDEAU de l'École Polytechnique de Montréal au coût maximal de 492 837 $. La réalisation du projet sera sous la responsabilité du professeure Michèle Prévost et la durée du projet sera de trois ans, soit de janvier 2017 à janvier 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à accorder un contrat de services professionnels au CREDEAU de l'École Polytechnique de Montréal, pour une somme maximale de 492 837 $, afin de réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal. Ce contrat a une durée de trois (3) ans (janvier 2017 à janvier 2020).
Pour chacune de ses usines de traitement d'eau potable, la Ville doit réaliser, tel que requis par la réglementation, une démarche d'analyse de la vulnérabilité de la source d'eau potable qui se décline en quatre grandes étapes :

1. la caractérisation du prélèvement d'eau (y compris la délimitation des aires de protection et la détermination des niveaux de vulnérabilité, comme le prescrit le RPEP);
2. l'inventaire des éléments susceptibles d'affecter la qualité ou la quantité des eaux exploitées par le site de prélèvement;
3. l'évaluation des menaces que représentent les éléments existants inventoriés;
4. l'identification des causes pouvant expliquer les problématiques avérées.

Le mandat comprend, pour chaque usine, la réalisation des analyses de vulnérabilité des sources et la rédaction d'un rapport détaillé. En parallèle à la réalisation de ces travaux, les priorités d'action d'un plan de protection et de conservation des sources ainsi que les priorités d'action d'un plan de mesures d'urgence seront également établies.

La démarche d'analyse de la vulnérabilité des sources d'eau potable est globalement encadrée par le « Guide de réalisation des analyses de la vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable au Québec » publié en 2015 par le MDDELCC. Certaines composantes de l'analyse sont évidentes et peuvent être réalisées selon les recommandations fournies. Toutefois, ce guide n'a pas été conçu pour répondre aux besoins particuliers des prises d'eau situées en milieu hautement urbanisé et certaines étapes de la démarche y sont peu détaillées. Également, la définition simplifiée des zones de protection et les démarches d'inventaire qui sont proposées allourdissent l'analyse de vulnérabilité. Par conséquent, il apparaît nécessaire pour l'analyse des prises d'eau de l'agglomération de Montréal, de greffer un volet de développement méthodologique à la démarche.

Ces travaux seront réalisés sous la supervision d'un ingénieur de la DEP. De par la diversité des informations requises et la nature régionale du projet, l'équipe du CREDEAU devra non seulement coordonner la recherche d'informations avec les services internes de la Ville (Service de l'eau, Service de l'environnement, Service des infrastructures, Service des technologies de l'information, Service de sécurité incendie) mais devra également établir une collaboration étroite avec les municipalités localisées à l'intérieur des zones de protection établies.

JUSTIFICATION

Les sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal alimentent près de deux millions de personnes soit environ 25% de la population du Québec. Afin d'obtenir une vision adéquate de la vulnérabilité de nos sources d'eau potable, une méthodologie d'analyse adaptée et applicable au contexte de Montréal doit être élaborée. Une collaboration avec une équipe de chercheurs universitaires est souhaitable afin d'assurer un développement méthodologique scientifiquement rigoureux.

L'équipe des professeures Michèle Prévost et Sarah Dorner travaille à la caractérisation des risques et à la protection des sources d'eau potable depuis plusieurs années et leur expertise dans ce domaine est reconnue mondialement. Plusieurs projets sur ce thème ont déjà été réalisés en collaboration avec la Ville et l'équipe connaît déjà très bien les problématiques et enjeux associés à la protection des sources d'eau potable en milieu urbain. Madame Prévost a d'ailleurs dirigé les travaux de recherche sur les risques de contamination du canal de l'Aqueduc, a présidé le comité RESEAU sur la protection des sources et a travaillé étroitement avec le MDDELCC lors de la production du guide d'évaluation de la vulnérabilité utilisé en support à la réglementation. La professeure Dorner est titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la protection des sources d'eau potable. Elle a effectué de nombreux travaux sur la caractérisation des sources et a travaillé avec de nombreuses municipalités canadiennes dont Montréal, Toronto, Ottawa et Halifax. Compte tenu de l'expertise de l'équipe du CREDEAU, l'encadrement requis pour la réalisation de ce mandat sera par conséquent minimal.

En accordant le mandat à l'équipe du CREDEAU, la Ville bénéficiera des derniers développements académiques sur le sujet. Les analyses de vulnérabilité seront réalisées par un associé de recherche CREDEAU spécifiquement dédié à ce projet. La Ville sera supportée dans ses divers échanges avec le MDDELCC, afin, entre autre, de valider l'acceptabilité de la méthodologie développée. De plus, la Ville contribuera à faire avancer les connaissances dans le domaine de la protection des sources en milieux hautement urbanisés. Les connaissances de l'équipe des professeures Prévost/Dorner dans le domaine permettront de débuter les travaux rapidement et ainsi optimiser les activités associées à la démarche d'analyse de risques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif au contrat à octroyer est de 492 837 $, exempt de taxes. Les paiements se feront en cinq versements selon la cédule de versement suivante:

Signature du contrat: 30 000 $
Rapport 1: 117 613 $
Rapport 2: 147 612 $
Rapport final: 147 612 $
Plan d'action: 50 000 $

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une gestion plus performante de la ressource en eau (identification des risques, mise en place de mesures de protection) permet d'assurer à l'ensemble de la population un accès à long terme de cette ressource.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Afin de se conformer au Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP), la Ville se doit de réaliser les analyses de vulnérabilité de ses six sources d'eau potable et de remettre les résultats de ces analyses avant le 1er avril 2021.
Si ce dossier n'est pas approuvé par les instances, les travaux ne pourront pas débuter dans les délais, ce qui aurait un impact sur la production des rapports et sur la capacité de la Ville de se conformer à la réglementation. La démarche d'analyse de risques comportant une

forte composante régionale, de par la définition de zones de protection des eaux de surface qui dépassent les limites de l'agglomération, il est important que la Ville de Montréal prenne les devants au niveau du leadership intermunicipal en débutant tôt les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opérations de communication à cette étape du dossier, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Novembre 2016
Début du mandat : Janvier 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude B BESNER
Ingénieure

Tél : 514 872-9379
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-05-06

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable

Tél : 514 872-3411
Télécop. : 514 872-8623

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-10-28

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
LE GÉNIE EN PREMIÈRE CLASSE

--Offre de service--

Analyses de vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable des citoyens de l'agglomération de Montréal

Préparée pour

Service de l'eau

Direction de l'eau potable

1555, rue Carrie-Derick

Montréal (Québec) H3C 6W2

Octobre 2016 Projet B.R.C.D.T. # REF 100026

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
LE GÉNIE EN PREMIÈRE CLASSE

Offre de service

ANALYSES DE VULNÉRABILITÉ DES SOURCES DESTINÉES À L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES CITOYENS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Préparée pour

Ville de Montréal
Service de l'eau
Direction de l'eau potable
1555, rue Carrie-Derick
Montréal (Québec)
H3C 6W2

À l'attention de Monsieur Babak Herischi

Par

Michèle Prévost., Ph.D.
Département des génies civil, géologique et des mines
École Polytechnique de Montréal

soumise par

BUREAU DE LA RECHERCHE ET
CENTRE DE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE (B.R.C.D.T.)
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
Campus de l'Université de Montréal
Case postale 6079, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3A7

_____	_____
Louise Millette, ing. Ph.D.	Professeur Michèle Prévost, Ph.D.
Directrice du département des	Directrice du projet
Génies civil, géologique et des mines	Titulaire de la Chaire industrielle CRSNG en eau potable

Table des matières

1. Introduction 1
2. Défis de réalisation de l'analyse de vulnérabilité des prises d'eau potable de Montréal 2
3. Description des activités 5
3.1 Calcul final des indices de vulnérabilité 2
3.2 Collecte de données additionnelles (lacunes identifiées) 2
3.3 Évaluation des risques associés aux menaces 2
3.4 Rédaction des rapports d'analyse de vulnérabilité des sources et identification des améliorations pour les versions futures 2
3.5 Identification des mesures de protection en fonction de leur urgence 2
3.6 Intégration aux plans de mesures de surveillance et d'urgence 2
4. Équipe de réalisation 3
5. Livrables, budget et échéancier 6
6. Bibliographie 8
Annexe A - Détails du RPEP 9

Liste des figures

Figure 1 Synthèse de la démarche en eau de surface (Ministère du Développement durable 2015) 2

Liste des tableaux

Tableau 1 Calendrier des activités 1
Tableau 2 Sommaire du budget proposé en fonction des livrables 7

ANALYSES DE VULNÉRABILITÉ DES SOURCES DESTINÉES À L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES CITOYENS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

1. Introduction

La Direction de l'eau potable (DEP) de la Ville de Montréal doit réaliser des analyses de la vulnérabilité des sources d'eau potable alimentant ses usines de traitement. Le règlement sur le Prélèvement des Eaux et leur Protection (RPEP) exige l'évaluation de la vulnérabilité des prises d'eau à la contamination et l'identification des sources de contamination pour élaborer un plan de protection [1-3]. La Ville de Montréal doit donc préparer six évaluations de vulnérabilité pour les usines de traitement Atwater, Charles-J. Des Baillets, Lachine, Dorval, Pierrefonds et Pointe-Claire. Selon l'article 99 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP), l'échéancier pour la remise de ces analyses au MDDELCC est le 1er avril 2021. La DEP souhaite réaliser l'ensemble de ces analyses dans un horizon de 3 ans.

L'analyse de vulnérabilité permet au responsable d'un prélèvement d'eau de surface ou d'eau souterraine de mettre en lumière les menaces qui affectent ses sources d'alimentation en eau potable et de mettre en place un plan de protection visant à prévenir leur contamination. Elle permet de dégager les priorités d'intervention pour réduire les menaces existantes, d'élaborer des plans d'urgence appropriés et d'assurer la pérennité des infrastructures de traitement récemment mises à niveau.

Le CREDEAU de Polytechnique Montréal offre ses services pour effectuer les analyses requises par le RPEP. Pour ce faire, une méthodologie d'analyse de la vulnérabilité adaptée au contexte d'une ville densément urbanisée comme Montréal sera élaborée et appliquée. Un modèle d'analyse de vulnérabilité adapté à cette réalité est nécessaire pour éviter des activités de recensement excessives et complexes compte tenu de la multitude d'activités anthropiques devant être considérées.

2. Défis de réalisation de l'analyse de vulnérabilité des prises d'eau potable de Montréal

La démarche exigée par le MDDELCC pour les prises d'eau de surface est résumée à la figure 1.

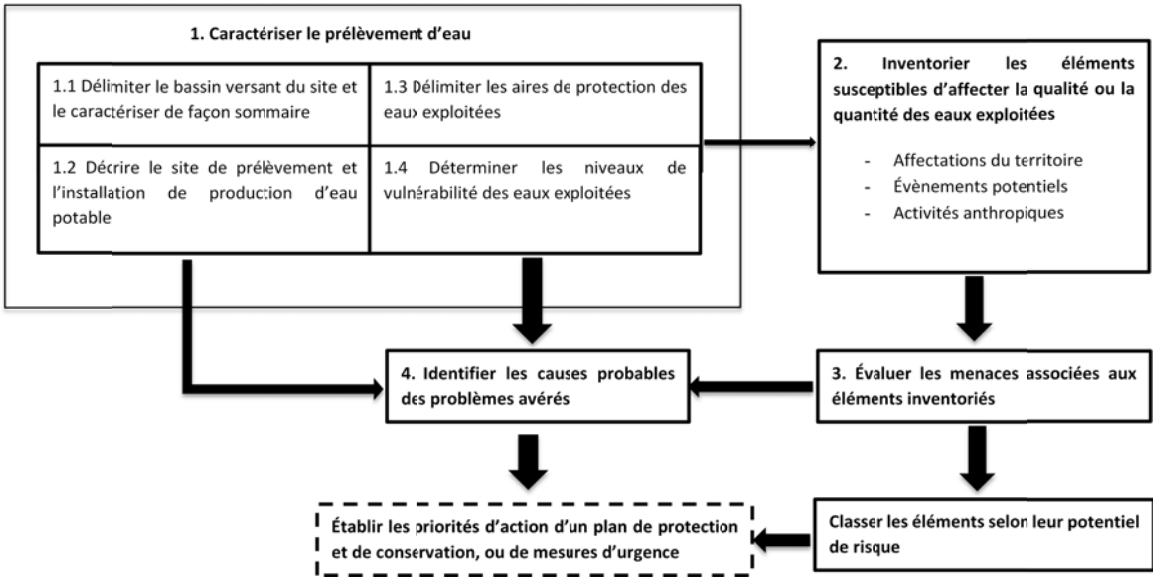


Figure 1 Synthèse de la démarche en eau de surface [4]

Selon l'article 75 du RPEP, le responsable d'un prélèvement d'eau de surface de catégorie 1 (desservant plus de 500 personnes et au moins une résidence) doit transmettre au ministre un rapport signé par un professionnel contenant les renseignements suivants :

1. *la localisation du site de prélèvement et une description de son aménagement;*
2. *le plan de localisation des aires de protection immédiate, intermédiaire et éloignée, lequel doit permettre de déterminer leurs limites sur le terrain;*
3. *les niveaux de vulnérabilité des eaux évalués conformément à l'article 69 pour chacun des indicateurs prévus à l'annexe IV :*
    a. *vulnérabilité physique du site de prélèvement;*
    b. *vulnérabilité aux micro-organismes;*
    c. *vulnérabilité aux matières fertilisantes;*
    d. *vulnérabilité à la turbidité;*
    e. *vulnérabilité aux substances inorganiques;*
    f. *vulnérabilité aux substances organiques.*
4. *au regard des aires de protection immédiate et intermédiaire, les activités anthropiques, les affectations du territoire et les évènements potentiels qui sont susceptibles d'affecter la qualité et la quantité des eaux exploitées par le prélèvement;*
5. *au regard de la portion de l'aire de protection éloignée qui ne recoupe pas les aires de protection immédiate et intermédiaire, les activités anthropiques, les affectations du territoire et les évènements potentiels qui sont susceptibles d'affecter, de manière significative, la qualité et la quantité des eaux exploitées par le prélèvement;*
6. *une évaluation des menaces que représentent les activités anthropiques et les évènements potentiels répertoriés en vertu des points 4 et 5;*

7. *une identification des causes pouvant expliquer, pour chacun des indicateurs prévus à l'annexe IV, les niveaux de vulnérabilité des eaux de surface évalués moyen ou élevé.*

Les exigences du MDDECL sont détaillées dans le guide de réalisation des évaluations de vulnérabilité produit en 2015 [4]. Ce guide précise certaines méthodologies pouvant être appliquées pour compléter les analyses de risque identifiées à la Figure 1. Ce guide a été rédigé pour fournir un soutien à l'ensemble des municipalités au Québec, y compris les petites municipalités situées en régions rurales ou faiblement urbanisées.

Ce guide n'a pas été conçu pour répondre aux besoins particuliers des prises d'eau situées en milieu hautement urbanisé. Certaines composantes des analyses de vulnérabilité sont assez évidentes et peuvent être quand même réalisées à partir des recommandations du Guide du MDDECL, comme par exemple l'identification des bassins versants, la caractérisation de la structure d'adduction, etc**. Toutefois, les méthodologies proposées sont difficilement applicables dans le cas de plusieurs éléments importants pour l'analyse de vulnérabilité des prises d'eau de la Ville de Montréal, pour les raisons suivantes :**

- la méthodologie proposée pour compléter les différentes étapes d'analyse est peu détaillée et laisse place à l'interprétation;
- la définition simplifiée des zones de protection fait en sorte que plusieurs municipalités limitrophes (couronnes sud et nord) sont considérées dans les zones de protection des prises d'eau de la Ville, ce qui augmente inutilement les zones sujettes à des inventaires. De plus, dans le cas des prises d'eau situées sur le St-Laurent, la définition de l'aire éloignée inclut le bassin versant entier des grands lacs. Dans le cas de Montréal, l'approche du guide de ne considérer les considérations de mélange hydrodynamique qu'au moment de la pondération des menaces alourdit inutilement l'analyse de vulnérabilité;
- les calculs des indices de vulnérabilité aux substances inorganiques et organiques sont peu adaptés à une situation avec des déversements commerciaux et industriels multiples;
- la démarche proposée pour l'inventaire des activités anthropiques pose un réel défi en raison de (1) la grande variété d'activités à considérer et de (2) la densité et la complexité des infrastructures. Cette densité fait exploser les besoins d'inventaire des activités anthropiques à considérer dans les zones de protection et se déversant dans les bassins de drainage pluviaux et combinés;
- les menaces associées aux bassins de drainage urbains (pluviaux, surverses, ruisseaux urbains recevant des rejets pluviaux et/ou des surverses périodiques) sont dominantes dans une situation urbaine dense. Les méthodes proposées d'analyse des menaces est subjective, peu définie et inapplicable en présence d'un nombre extrêmement élevé de menaces potentielles présentes en bassin de drainage urbain. Une approche par indice est hautement souhaitable. L'utilisation d'indices de menaces servant à prioriser les rejets en fonction de l'utilisation apparait préférable lorsqu'un très grand nombre de rejets sont présents;
- La méthodologie employée ne permet pas la considération des risques associés au cumul de rejets en amont des prises d'eau, ce qui est une source importante de risque en milieu densément urbanisé. Chacun des rejets considéré un à un peut être acceptable, alors que leur effet cumulé ne l'est pas;

- la méthodologie proposée ne précise pas comment évaluer les risques associés aux déversements accidentels dont l'impact peut être majeur pour les prises d'eau potable en milieu urbain dense. Or ces risques sont importants en raison des multiples points de stockage et de transport de produits chimiques en milieu industrialisé. En effet, les risques concrets de contaminations chimiques et microbiologiques des prises d'eau potable sont réels à Montréal dans le cas des déversements en réseaux pluviaux, des rejets d'eaux usées non traitées lors des dysfonctionnements prolongés des usines d'épuration et des déversements accidentels lors du transport de contaminants, comme les hydrocarbures. Des prises d'eau de la région de Montréal ont été touchées par des déversements dans les réseaux pluviaux d'agents de déglaçage comme le propylène glycol qui ont mis en difficulté les traitements en place.

Les difficultés de définition de méthodologies d'analyse de risques applicables aux grandes villes n'est pas unique au Québec. L'exemple de la ville de Toronto mérite d'être souligné. L'Ontario a mis en place un programme ambitieux et couteux d'évaluation de la vulnérabilité des prises d'eau potable. Le cadre règlementaire mis en place suite à l'épidémie de Walkerton a mené à l'évaluation exhaustive obligatoire de la vulnérabilité et à la mise en place de plan de correctifs pour toutes les sources d'eau potable ontariennes, réalisée en moins de 10 ans [5-9]. L'approche ontarienne bien adaptée à des villes de petite et moyenne taille n'a pu être utilisé dans le cas de Metro Toronto. La municipalité a dû ensuite compléter des analyses de vulnérabilité alternatives mieux adaptées aux risques présents à ses prises d'eau. Les prises d'eau situées en eau relativement profonde des Grands Lacs ont été classées comme peu vulnérables selon la méthode d'analyse ontarienne. Pourtant, plusieurs menaces n'étaient pas prises en considération et étaient jugées comme prioritaires pour Metro Toronto. Par exemple, un collecteur majeur du réseau d'égout était en mauvais état (Coxwell trunk sewer line) et un déversement suite à son bris aurait pu avoir des effets majeurs sur les prises d'eau de la région. Cette analyse supplémentaire a mené à un plan de mesures d'urgence en cas de déversement ainsi que des investissements de 40 M$ pour construire une dérivation du collecteur.

3. Description des activités

Le CREDEAU à Polytechnique propose de réaliser les analyses de vulnérabilité selon la démarche fournie au *Guide de réalisation des analyses de vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable au Québec* du MDDELCC. Les exigences du RPEP et guide d'évaluation sont résumées à l'Annexe A.

Pour chaque usine de traitement d'eau potable de l'agglomération (6), le CREDEAU s'assurera de colliger et d'organiser l'information afin de pouvoir :

1. caractériser chaque prélèvement d'eau (en termes de vulnérabilité physique, aux microorganismes, aux matières fertilisantes, à la turbidité et aux substances inorganiques et organiques)
2. réaliser les inventaires des éléments susceptibles d'affecter la qualité ou la quantité des eaux exploitées
3. évaluer les menaces associées aux éléments inventoriés
4. identifier les causes probables des problèmes avérés.

De plus, le CREDEAU établira les priorités d'action (i) d'un plan de protection et de conservation des sources et (ii) d'un plan de mesures d'urgence.

Les activités prévues chaque année sont détaillées au Tableau 1. La première année sera consacrée à la mise en place des méthodologies d'inventaire des activités et d'évaluation des menaces, ainsi qu'à l'identification des données disponibles pour effectuer notre analyse. Une attention particulière sera donnée au développement d'une méthode efficace et réaliste pour effectuer l'inventaire des activités et l'identification des menaces dans les bassins de drainage urbains (égouts pluviaux et combinés). Dans tous les cas, des études pilotes seront complétées pour valider les méthodologies proposées. Ces méthodologies seront ensuite proposées au MDDELCC pour approbation. La deuxième année sera consacrée à la consolidation des données, au calcul des indices et risques aux six prises d'eau. La troisième année servira à effectuer l'analyse des risques, à rédiger les rapports de vulnérabilité, à identifier les risques urgents et à proposer des mesures de protection et d'urgence. Le calendrier pourrait être ajusté en fonction de la disponibilité des données nécessaires pour l'inventaire des activités et le calcul des indices.

Tableau 1 Calendrier des activités

Période	Activités
AN 1 **Définition et approbation des méthodologies d'évaluation** **(RAPPORT 1)**	**1.1 Définition des aires de protection** • Rédaction de la justification pour la délimitation avancée des aires de protection • Délimitation préliminaire des aires de protection (Ville de Montreal) • Définition de la zone éloignée **1.3 Méthodes d'inventaires des activités et menaces dans les aires de protection** • Revue critique des méthodologies d'inventaire des activités et des menaces, incluant les déversements et accidents, en milieu hautement urbain (comprenant des études de cas comme Toronto) • Essais pilotes d'inventaire dans quelques zone pilotes • Choix de la méthodologie et formulation des grilles d'inventaire des activités et de qualification des menaces pour Montréal **1.4 Évaluation des bassins de drainage urbains – BDU (pluviaux et combinés)** • Analyse critique des méthodes disponibles pour l'évaluation des menaces associées aux BDU • Essais pilotes d'inventaire et d'analyse des menaces de bassin de drainage urbain (BDU) par l'utilisation d'indices • Développement de la méthodologie finale d'analyse des BDU **1.5 Proposition des méthodologies adaptées au MDDELCC pour approbation** **1.6 Planification de la collecte et du calendrier de réalisation** • Identification des sources de données disponibles et établissement des besoins de consolidation • Préparation des soutiens informatiques géo-référencés pour la collecte des données • Formulation d'un calendrier de production de données consolidées (Montréal et autres villes dans les aires de protection) • Collecte/analyse des données pour le calcul préliminaire des indices

Période	Activités
AN 2 **Collecte des données, calcul des indices, inventaires des activités et évaluation des menaces (RAPPORT 2)**	2.1 **Caractérisation des prélèvements (prises d'eau) et analyse des capacités des usines (6)** 2.2 **Calcul des indices simplifiés pour les six prises d'eau** • Amélioration de l'indice de contamination fécale à l'aide du suivi de *E. coli* à haute résolution temporelle • Analyse des menaces avérées • Identification de sources probables de contamination **2.2 Inventaire des activités et identification des menaces continues, ponctuelles et accidentelles dans les aires de protection des six prises d'eau** **2.3 Calcul des barrières de traitements présentes dans les usines de traitement pour établir la robustesse des filières (6)**
AN 3 **Rédaction des rapports d'analyse de vulnérabilité (RAPPORTS FINAUX (6) D'ANALYSE DE VULNÉRABILITÉ PAR USINE)** **et intégration aux plans de surveillance et d'urgence (RAPPORT 4 - PLANS D'ACTION)**	**3.1 Calcul final des indices de vulnérabilité** **3.2 Collecte de données additionnelles (lacunes identifiées)** **3.3 Évaluation des risques associés aux menaces** **3.4 Rédaction des rapports d'analyse de vulnérabilité des sources et identification des améliorations pour les versions futures** **3.5 Identification des mesures de protection en fonction de leur urgence** **3.6 Intégration aux plans de mesures de surveillance et d'urgence**

4. Équipe de réalisation

La réalisation de ce projet sera sous la responsabilité de **M^me^ Michèle Prévost**, Ph.D., professeur titulaire et chercheur principal de la Chaire CRSNG Industrielle en Eau Potable (CICEP) du Département des génies civil, géologique et des mines (CGM) de Polytechnique Montréal. Sa chaire industrielle, déjà renouvelée à quatre reprises est citée en exemple en raison de sa pérennité, de sa productivité scientifique et des retombées tangibles pour ses partenaires industriels. Madame Prévost est spécialiste de l'eau potable et compte à son actif plus de 150 publications, un douzaine de chapitres de livres de référence ainsi que plus de 400 conférences, dont un nombre important à titre de conférencière invitée dans des institutions de prestige (USEPA Office of Water, Environmental Defense Fund, Yale, Virginia Tech, KIWA-KWR, SAWater, etc.). Elle a siégé à titre d'expert à la Commission Walkerton et siège à la commission d'enquête Inquiry for Excess Lead à Hong Kong. Elle a complété de nombreux contrats avec les ministères de l'environnement et des affaires municipales, des municipalités au Québec, au Canada au États-Unis et en Australie, la Water Research Foundation (WRF), le centre Canadien d'excellence sur l'eau (NCE) ainsi que des collaborations avec des industriels et des universités de renom. Madame Prévost préside l'initiative canadienne visant à réduire l'exposition au plomb par l'eau potable qui regroupe les activités de recherche de trois titulaires de Chaires CRSNG industrielles en Génie Civil au Canada (U de Toronto, Dalhousie et ÉPM). Elle est un membre actif d'associations et de comités nationaux et internationaux de recherche tels que l'AWWARF, l'Organisation Mondiale de la Santé, le USEPA, le CRSNG, le comité directeur de programme du Réseau Canadien de l'Eau (RCE), etc. Elle siège sur des comités visant à soutenir la règlementation québécoise comme le comité aviseur de l'Institut de Santé Publique du Québec et a présidé le comité sur la révision des normes sur l'eau potable du Québec pour Réseau Environnement de 2005-2015. Récemment, elle a reçu deux subventions majeures de la Fondation Canadienne pour l'innovation (FCI) et est co-fondatrice du CREDEAU (>7M$ d'équipements de pointe en eau potable). En 2016, Madame Prévost a reçu le prestigieux prix A. P. Black de l'AWWA pour ses contributions exceptionnelles au domaine de l'eau. Mme Prévost a effectué de nombreux travaux sur la caractérisation des sources, a présidé le comité RESEAU sur la protection des sources pendant 3 ans. Elle est l'auteur principal d'un revue critique sur les approches de protection des sources [10] en plus d'avoir travaillé étroitement avec le MDDELCC lors de la production du guide d'évaluation de la vulnérabilité. Madame Prévost a aussi dirigé les travaux de recherche sur les risques de contamination du canal de l'Aqueduc qui ont mis en évidence des besoins importants de protection de cette prise d'eau.

Mme Sarah Dorner sera co-responsable de la réalisation de ce projet. **M^me^ Sarah Dorner**, Ph.D., ing. est professeur titulaire et titulaire d'une Chaire de Recherche du Canada sur la protection des sources d'eau potable au Département des génies civil, géologique et des mines (CGM) de Polytechnique Montréal. À titre de titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la dynamique des contaminants microbiens dans les sources d'approvisionnement en eau, Sarah Dorner travaille à la mise au point de modèles informatiques afin de comprendre les processus fondamentaux servant à expliquer le transport et le devenir des contaminants microbiens présents dans l'eau, et ce, dans des conditions environnementales changeantes. À l'aide d'instruments de pointe, elle mesure ces contaminants et cherche à comprendre comment les conditions météorologiques et l'activité humaine affectent la qualité de l'eau contenue

dans les bassins d'alimentation. Par sa recherche, Mme Dorner contribue à mieux faire comprendre les procédés qui entraînent la contamination microbienne des sources d'approvisionnement en eau. Elle développera également de nouveaux modèles pour aider à protéger les réserves d'eau potable. Elle est éditrice adjointe de la revue « *Water Quality Research Journal of Canada* » de L'Association canadienne sur la qualité de l'eau (ACQE) et a publié plus de 35 articles scientifiques et 100 présentations de conférence au sujet de la protection des sources d'eau potable. Elle est membre active de comités de l'AWWA en lien avec la protection des sources d'eau potable, des prix de thèses et bourses.

La Professeure Dorner a effectué de nombreux travaux sur la caractérisation des sources. Elle est co-auteure d'une revue critique sur les approches de protection des sources [10] en plus d'avoir aussi travaillé étroitement avec le MDDELCC lors de la production du guide d'évaluation de la vulnérabilité. Elle a mené un projet de 1,2 M$ sur la protection des sources d'eau potable financé par le Réseau canadien de l'eau en collaboration avec des municipalités en Ontario (Toronto, Union Water, Peel, Ottawa), Québec (Montréal, Gatineau) et Nouvelle-Écosse (Halifax Water). L'objectif du projet était de déterminer une meilleure façon de mesurer les variations de la qualité de l'eau brute afin de mieux caractériser la vulnérabilité d'une prise d'eau potable. Elle mène également une étude de vulnérabilité des prises d'eau potable sur la rivière des Mille-Îles, une autre rivière traversant un milieu fortement urbanisé avec de nombreux rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales. Ce projet est financé par le CRSNG (Projets stratégiques). Son projet CSRNG Stratégique récemment complété visait à trouver des meilleures méthodes pour l'identification des raccordements inversés en collaboration avec les villes de Montréal et de Laval et les effets des débordements d'égouts unitaires sur les prises d'eau potables. Un projet financé par le consortium Ouranos a estimé les effets des changements climatiques sur les prises d'eau dans la grande région de Montréal.

Les Professeures Dorner et Prévost sont également co-chercheures d'un nouveau projet récemment financé par Génome Canada (projet de 12 M$) qui étudiera les cyanotoxines dans les sources d'eau potable et leur enlèvement lors du traitement. Ce projet aidera les municipalités à éviter l'accumulation de cyanobactéries dans leurs usines de production d'eau potable et aidera à évaluer les solutions pour mieux protéger les sources d'eau potable d'excès de nutriments.

La Chaire Industrielle CRSNG en Eau Potable et la Chaire du Canada sur la protection des sources d'eau potables effectuent des travaux sur l'évaluation des risques de contamination aux prises d'eau potable de la grande région de Montréal en collaboration avec leurs partenaires municipaux, dont la Ville de Montréal. Des travaux déjà réalisés ont généré des résultats de recherches directement utilisables pour soutenir les évaluations de vulnérabilité : des options d'inventaires simplifiés des activités anthropiques, des méthodes d'évaluation des risques, des améliorations aux indices de contamination fécale, des indices unitaires de classement des trop-pleins de surverses qui intègrent la population desservie, les charges estimatives et les périodes critiques de rejet et de délimitation des zones de vulnérabilité, des modèles de mélange hydrodynamique en amont des prises d'eau situées sur la Rivière des Prairies et dans le canal Atwater, la caractérisation des charges déversées par les trop pleins combinés, etc.. Les professeures Prévost et Dorner s'assureront que les résultats de ces travaux de recherche sont disponibles pour soutenir les études de vulnérabilité de la Ville.

Les Professeurs Prévost et Dorner ont été mandatées en 2016 par le MDDELCC pour effectuer une mise à jour de la revue critique des modèles réglementaires de protection des sources. Cette mise à jour permettra d'identifier rapidement les approches techniques applicables et efficaces d'analyse de vulnérabilité et de plans de protection des sources. Comme la méthodologie proposée dans le guide du MDDELCC est peu détaillée, Mesdames Prévost et Dorner seront aptes à proposer des approches adaptées au contexte montréalais.

M^{me} Shokoufeh Nour sera la chargée de projet et sera secondée par un associé de recherche. M^{me} Nour suivra hebdomadairement les activités de cet associé de recherche en collaboration avec la personne désignée par la Ville de Montréal (M^{me} Marie-Claude Besner). L'associé de recherche sera dédié à plein temps à la réalisation de ce mandat. Ce dernier sera responsable de la recherche d'informations avec les services internes de la ville (service de l'eau, service de l'environnement, service des infrastructures, service des technologies de l'information, service de sécurité incendie, etc.) et réalisera l'ensemble des activités présentées au Tableau 1. L'associé de recherche rédigera les rapports d'avancement et d'analyse pour la Ville de Montréal. Le responsable de la Ville de Montréal les soumettra au besoin pour commentaires et approbation au MDDELCC.

M^{mes} Prévost et Nour établiront également une collaboration avec les municipalités localisées à l'intérieur des zones de protection établies. En terme de logistique, il est prévu que 40 % du temps, l'associé de recherche soit physiquement localisé dans les bureaux de la Ville de Montréal afin de pouvoir accéder plus facilement aux informations requises.

La gestion des aspects contractuels est sous la responsabilité de **M. Michel Deschambault** du Bureau de la recherche et Centre de développement technologique à Polytechnique Montréal au numéro suivant : (514) 340-4711, poste 4484.

5. Livrables, budget et échéancier

Un rapport d'étape sera produit à la fin des Étapes 1 et 2 (Rapports 1 et 2). Le Rapport 1 contiendra l'ensemble des méthodologies autorisées nécessaires à la réalisation des analyses détaillées ainsi que le calendrier des activités de collecte et d'analyse des menaces et risques. Le Rapport 2 contiendra un survol de la réalisation des activités de collecte et d'analyse des menaces ainsi que les premiers éléments des analyses de vulnérabilité pour chacune des usines de traitement. Ensuite, un rapport final détaillé sera produit pour chaque usine de traitement d'eau potable de l'agglomération de Montréal (Rapports 3.1-3.6). Ces rapports reprendront les éléments du Rapport 2 pour chaque usine et intègreront les résultats des analyses de risque pour compléter les exigences de MDDELCC. Le Rapport 4 présentera le plan d'action global et identifiera les actions prioritaires de protection pour l'ensemble des six prises d'eau ainsi que pour chacune des six prises d'eau. La durée prévue du projet est de trois (3) ans. Pour réaliser ce projet, un montant maximum de 492 837 $ est prévu.

Le salaire de l'associé de recherche sera fixé en fonction de l'année de diplomation et de l'expérience du candidat sélectionné et ne dépassera pas le montant indiqué dans le Tableau 2 (67 000 $ avec 35 % de charges en coûts directs). Cet associé de recherche est prévu pour une période de 2,75 ans, soit pour la production des rapports #1 et #2, jusqu'à la production des versions préliminaires révisées des rapports finaux et des plans d'action. Ensuite les professeurs Dorner et Prévost finaliseront les rapports finaux, émettront les recommandations, identifieront les mesures d'urgence et les correctifs les plus prioritaires à intégrer aux plans d'action et présenteront les résultats aux instances de la Ville et du MDDELCC selon les besoins du projet. L'embauche d'un stagiaire est optionnelle et dépendra des besoins identifiés durant le projet.

Les frais indirects de 40 % incluent les frais indirects liés aux espaces et services fournis par Polytechnique Montréal : frais d'acquisition, d'opération (énergie, chauffage, entretien, etc.), de sécurité et de maintien des espaces de recherche), administration, développement et support aux activités de recherche, bibliothèque, informatique, télécommunications, services juridiques, gestion des ressources humaines, finances, etc.

Des réunions trimestrielles de suivi de projet seront organisées durant lesquelles des présentations montreront l'avancement des travaux. Des rapports seront aussi préparés pour présentation au MDDELCC tout au cours du projet. Il est déjà identifié que de tels rapports seraient utiles pour le choix des méthodologies d'inventaire des activités, le calcul des indices, l'évaluation des risques et la pondération des menaces pour déterminer l'importance relative des risques

Tableau 2 Sommaire du budget proposé en fonction des livrables

	RAPPORT 1	RAPPORT 2	RAPPORT 3 (3.1-3.6) RAPPORT 4
Directrice de projet, M. Prévost (12 heures/mois et 15 heures/mois)*	13 744 $	13 744 $	17 180 $
Co-directrice de projet, S. Dorner (8 heures/mois et 15 heures/mois)*	6 498 $	6 498 $	12 794 $
Coordonnatrice de projet CREDEAU, S. Nour (7 heures/mois)*	4 943 $	4 943 $	4 943 $
Associé de recherche (temps plein @ 67,000$ avec 35% de charges en coûts directs) - montant maximal	90 450 $	90 450 $	67 838 $
Inventaires de terrain et traitement des données de la Ville (stagiaire en cours de bac en génie @15$/h pour 16 semaines par an). L'embauche d'un stagiaire est optionnelle.	9 000 $	9 000 $	
SOUS TOTAL	**124 636 $**	**124 636 $**	**102 755 $**
Frais indirects (40%)	**49 854 $**	**49 854 $**	**41 102 $**
**inclus charges en coûts directs*			
Total	**174 490 $**	**174 490 $**	**143 857 $**
Grand total (exempté de taxes)	**492 837 $**		

6. Bibliographie

1. Gouvernement du Québec Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection. http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/Q_2/Q2R35_2.HTM
2. Gouvernement du Québec, Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables. Loi sur la qualité de l'environnement. In 2011; p 15.
3. Ministère du Développement Durable, Environnement et Parc (MDDEP) *Stratégie de protection et de conservation des sources destinées à l'alimentation en eau potable*; Québec, Canada, Avr., 2012; p 32.
4. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), Guide de réalisation des analyses de vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable au Québec. In Gouvernement du Québec: Québec, Canada, 2015; p 188.
5. Government of Ontario *Clean water Act 2006. Ontario regulation 284/07. Source protection areas and regions*; Ontario's Ministry of the Environment: Toronto, Canada, 2007; p 8.
6. Government of Ontario *Guidance on areas and regions regulation under the clean water Act, 2006 (Version 1.0)*; Ministry of the Environment: Toronto, Canada, July 3, 2007, 2007; p 10.
7. Government of Ontario *Source protection plans under the clean water Act, 2006*; 010-6726; Ministry of the Environment: Toronto, Canada, 2009, 2009; p 43.
8. Government of Ontario *Clean water Act 2006. Technical rules: assessment report*; Ontario's Ministry of the Environment: Toronto, Canada, November 16, 2009, 2009; p 65.
9. Prévost, M.; Madoux-Humery, A.-S.; Dorner, S. *Guide d'évaluation des sources d'approvisionnement en eau potable*; Chaire industrielle CRSNG en traitement et distribution des eaux potables (CICEP), École Polytechnique de Montréal: oct., 2011.
10. Prévost, M. In *Revue critique des approches de protection des sources d'eau potable*, Salon des Technologies Environmentales du Québec (STEQ), Ville de Québec, QC, Canada, 13-14 mars, 2012; Ville de Québec, QC, Canada, 2012; p 35.

Annexe A - Détails du RPEP

i. Délais de transmission et de diffusion du rapport

Selon l'**article 99** du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP) :

Les rapports exigés en vertu des articles 68 et 75 du présent règlement doivent être transmis au ministre au plus tard:

- 1° 6 ans après la date de l'entrée en vigueur des articles 68 et 75 du présent règlement (2015-04-01) dans le cas où le prélèvement d'eau visé est déjà exploité à cette date;
- 2° 6 ans après le début de l'exploitation du prélèvement dans le cas où le prélèvement d'eau visé est autorisé à la date de l'entrée en vigueur des articles 68 et 75 du présent règlement (2015-04-01), mais n'est pas encore exploité à cette date; à cette fin, le responsable du prélèvement d'eau visé doit informer le ministre de la date du début de l'exploitation de son prélèvement au plus tard 30 jours après cette date.

Entre-temps, le responsable d'un prélèvement d'eau souterraine visé par l'article 68 du présent règlement, dont le prélèvement est exploité le 14 août 2014, doit rendre publics les renseignements exigés en vertu des paragraphes 1 à 3 du premier alinéa de l'article 25 du Règlement sur le captage des eaux souterraines (chapitre Q-2, r. 6), notamment par une publication sur le site Internet du responsable lorsqu'une telle publication est possible.

Pour les prélèvements déjà exploités en date du 1er avril 2015, un délai de six ans est donné pour la production et la transmission du premier rapport. Dans ce cas, la date limite est donc fixée au **1er avril 2021**.

ii. Renseignements à inclure dans le rapport

Selon l'**article 75** du RPEP :

Le responsable d'un prélèvement d'eau de surface de catégorie 1 doit transmettre au ministre un rapport signé par un professionnel contenant les renseignements suivants :

1. La localisation du site de prélèvement et une description de son aménagement;
2. Le plan de localisation des aires de protection immédiate, intermédiaire et éloignée, lequel doit permettre de déterminer leurs limites sur le terrain;
3. Les niveaux de vulnérabilité des eaux évalués conformément à l'**article 69** pour chacun des indicateurs prévus à l'**annexe IV** :
    a. Vulnérabilité physique du site de prélèvement;
    b. Vulnérabilité aux micro-organismes;
    c. Vulnérabilité aux matières fertilisantes;
    d. Vulnérabilité à la turbidité;
    e. vulnérabilité aux substances inorganiques;
    f. vulnérabilité aux substances organiques.

4. Au regard des aires de protection immédiate et intermédiaire, les activités anthropiques, les affectations du territoire et les évènements potentiels qui sont susceptibles d'affecter la qualité et la quantité des eaux exploitées par le prélèvement;
5. au regard de la portion de l'aire de protection éloignée qui ne recoupe pas les aires de protection immédiate et intermédiaire, les activités anthropiques, les affectations du territoire et les évènements potentiels qui sont susceptibles d'affecter, de manière significative, la qualité et la quantité des eaux exploitées par le prélèvement;
6. une évaluation des menaces que représentent les activités anthropiques et les évènements potentiels répertoriés en vertu des points 4 et 5;
7. une identification des causes pouvant expliquer, pour chacun des indicateurs prévus à l'annexe IV, les niveaux de vulnérabilité des eaux de surface évalués moyen ou élevé.

Les indicateurs prévus à l'**annexe IV** sont :

Vulnérabilité physique du site de prélèvement

1. La vulnérabilité physique du site de prélèvement est évaluée en fonction de la plus contraignante des méthodes suivantes :

1° L'historique de tous les événements naturels ou d'origine anthropique répertorié en vertu de l'article 22.0.4 du Règlement sur la qualité de l'eau potable (chapitre Q-2, r. 40), sur une période consécutive de 5 ans, qui ont pu porter préjudice au fonctionnement du site de prélèvement. Un tel historique permet d'évaluer la vulnérabilité des eaux aux niveaux suivants:

a) Élevé si plus d'un événement distinct est répertorié;

b) Moyen si un seul événement distinct est répertorié;

c) Faible si aucun événement distinct n'est répertorié;

2° L'évaluation d'un niveau élevé par un professionnel si ce dernier atteste par écrit que la localisation du site de prélèvement constitue une source de préoccupation, notamment en raison des caractéristiques hydrodynamiques du plan d'eau, des projets d'exploitation, de développement ou d'aménagement en amont, d'une demande accrue en eau projetée ou des effets anticipés des changements climatiques.

Vulnérabilité des eaux aux micro-organismes

2. La vulnérabilité des eaux aux micro-organismes est évaluée selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

1° La compilation, sur une période consécutive de 5 ans, des résultats d'analyse des échantillons d'eau brute prélevés conformément au Règlement sur la qualité de l'eau potable relativement au dénombrement de bactéries *Escherichia coli*, notamment ceux prélevés en vertu de l'article 22.0.1. Une telle compilation permet d'évaluer la vulnérabilité des eaux aux niveaux suivants:

a) Élevé si le résultat des analyses présente une médiane supérieure à 150 UFC/100 ml ou si la valeur du 95^{e} percentile est supérieure à 1 500 UFC/100 ml;

b) Moyen si la vulnérabilité n'est ni faible ni élevée;

c) Faible si le résultat des analyses présente une médiane inférieure à 15 UFC/100 ml et si la valeur du 95^{e} percentile est inférieure à 150 UFC/100 ml;

2° Lorsque la méthode prévue au paragraphe 1 ne peut être utilisée, la vulnérabilité des eaux sera évaluée aux niveaux suivants :

a) Élevé si les rives de l'aire de protection immédiate du prélèvement sont situées en totalité en milieu urbanisé ou si au moins un ouvrage de surverse d'un réseau d'égout unitaire ou pseudo-domestique, susceptible de rejeter des eaux usées non traitées ou partiellement traitées en période d'orage, de pluie prolongée ou de fonte des neiges, est localisé dans les aires de protection immédiate ou intermédiaire du prélèvement;

b) Moyen si la vulnérabilité n'est ni faible ni élevée;

c) Faible si le site de prélèvement n'est situé en aval d'aucune agglomération desservie par un réseau d'égout unitaire ou pseudo-domestique, d'aucun établissement d'élevage, d'aucune industrie de transformation alimentaire et d'aucun autre établissement susceptible de rejeter des micro-organismes pathogènes ou indicateurs d'une contamination d'origine fécale dans le cours d'eau.

Vulnérabilité des eaux aux matières fertilisantes

3. La vulnérabilité des eaux aux matières fertilisantes est évaluée en fonction de la plus contraignante des méthodes suivantes :

1° La compilation, sur une période consécutive de 5 ans, des résultats d'analyse des échantillons d'eau brute prélevés conformément au premier alinéa de l'article 22.0.2 du Règlement sur la qualité de l'eau potable relativement au phosphore total. Une telle compilation permet d'évaluer la vulnérabilité des eaux aux niveaux suivants :

a) Dans un lac :

i. Élevé si la moyenne des résultats est égale ou supérieure à 20 µg/l P;

ii. Moyen si la moyenne des résultats se situe entre 10 µg/l P et 20 µg/l P;

iii. Faible si la moyenne des résultats est égale ou inférieure à 10 µg/l P;

b) Dans tout autre cours d'eau :

i. Élevé si la moyenne des résultats est égale ou supérieure à 50 µg/l P;

ii. Moyen si la moyenne des résultats se situe entre 30 µg/l P et 50 µg/l P;

iii. Faible si la moyenne des résultats est égale ou inférieure à 30 µg/l P;

2° L'historique des événements répertoriés en vertu de l'article 22.0.4 du Règlement sur la qualité de l'eau potable dans un cours d'eau sur une période consécutive de 5 ans relativement aux proliférations de cyanobactéries, d'algues ou de plantes aquatiques ou aux hausses d'azote ammoniacal. Un tel historique permet d'évaluer la vulnérabilité des eaux aux niveaux suivants :

a) Élevé si 5 événements ou plus sont répertoriés;

b) Moyen si 2 à 4 événements sont répertoriés;

c) Faible si un évènement ou moins est répertorié;

3° Lorsque les méthodes prévues aux paragraphes 1 et 2 ne peuvent être utilisées, la vulnérabilité des eaux sera évaluée par un professionnel en fonction de l'impact potentiel des activités anthropiques répertoriées dans l'aire de protection éloignée du prélèvement d'eau sur l'apport de matières fertilisantes pouvant affecter la qualité des eaux prélevées.

Vulnérabilité des eaux à la turbidité

4. La vulnérabilité des eaux à la turbidité est évaluée en fonction de l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

1° La compilation, sur une période consécutive de 5 ans, des résultats d'analyse des mesures de la turbidité de l'eau brute prise conformément au deuxième alinéa de l'article 22.0.2 du Règlement sur la

qualité de l'eau potable. Une telle compilation permet d'évaluer la vulnérabilité des eaux aux niveaux suivants :

a) Élevé si la valeur du 99^{e} percentile est égale ou supérieure à 100 UTN (unité de turbidité néphélémétrique);

b) Faible dans les autres cas;

2° Lorsque la méthode prévue au paragraphe 1 ne peut être utilisée, la vulnérabilité des eaux sera évaluée par un professionnel en fonction de l'impact potentiel des caractéristiques naturelles de l'aire de protection éloignée du prélèvement et des activités anthropiques qui s'y exercent sur la turbidité des eaux prélevées.

Vulnérabilité des eaux aux substances inorganiques

5. La vulnérabilité des eaux aux substances inorganiques est évaluée en fonction de l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

1° La compilation, sur une période consécutive de 5 ans, des résultats d'analyse des échantillons d'eau distribuée prélevés conformément à l'article 14 du Règlement sur la qualité de l'eau potable relativement aux substances inorganiques associées à la source. Une telle compilation permet d'évaluer la vulnérabilité des eaux aux niveaux suivants :

a) Élevé si, pour au moins une substance, 2 des valeurs obtenues sont égales ou supérieures à 50 % de la norme applicable;

b) Moyen si :

i. Pour au moins une substance, 2 des valeurs obtenues se situent entre 20 % et 50 % de la norme applicable;

ii. Pour au moins une substance, une valeur obtenue se situe entre 20 % et 50 % de la norme applicable et une autre valeur est égale ou supérieure à 50 % de la norme applicable;

c) Faible dans les autres cas;

2° Lorsque la méthode prévue au paragraphe 1 ne peut être utilisée, la somme des superficies utilisées pour les secteurs d'activité industriel, commercial ou agricole, dans les bandes de terre de 120 m comprises dans l'aire de protection intermédiaire d'un prélèvement d'eau, permet d'évaluer la vulnérabilité des eaux aux niveaux suivants :

a) Élevé si cette somme est égale ou supérieure à 50 % de la superficie totale des bandes de terre de 120 m comprises dans l'aire de protection intermédiaire;

b) Moyen si cette somme se situe entre 20 % et 50 % de la superficie totale des bandes de terre de 120 m comprises dans l'aire de protection intermédiaire;

c) Faible si cette somme est égale ou inférieure à 20 % de la superficie totale des bandes de terre de 120 m comprises dans l'aire de protection intermédiaire.

Vulnérabilité des eaux aux substances organiques

6. La vulnérabilité des eaux aux substances organiques est évaluée en fonction de l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

1° La compilation, sur une période consécutive de 5 ans, des résultats d'analyse des échantillons d'eau distribuée prélevés conformément à l'article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable relativement aux substances organiques associées à la source. Une telle compilation permet d'évaluer la vulnérabilité des eaux aux niveaux suivants :

a) Élevé si, pour au moins une substance, 2 des valeurs obtenues sont égales ou supérieures à 50 % de la norme applicable;

b) Moyen si :

i. Pour au moins une substance, 2 des valeurs obtenues se situent entre 20 % et 50 % de la norme applicable;

ii. Pour au moins une substance, une valeur obtenue se situe entre 20 % et 50 % de la norme applicable et une autre valeur est égale ou supérieure à 50 % de la norme applicable;

c) Faible dans les autres cas;

2° Lorsque la méthode prévue au paragraphe 1 ne peut être utilisée, la somme des superficies utilisées pour les secteurs d'activité industriel, commercial ou agricole, dans les bandes de terre de 120 m comprises dans l'aire de protection intermédiaire d'un prélèvement d'eau, permet d'évaluer la vulnérabilité des eaux aux niveaux suivants :

a) Élevé si cette somme est égale ou supérieure à 50 % de la superficie totale des bandes de terre de 120 m comprises dans l'aire de protection intermédiaire;

b) Moyen si cette somme se situe entre 20 % et 50 % de la superficie totale des bandes de terre de 120 m comprises dans l'aire de protection intermédiaire;

c) Faible si cette somme est égale ou inférieure à 20 % de la superficie totale des bandes de terre de 120 m comprises dans l'aire de protection intermédiaire.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167261001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Centre de recherche, développement et validation des technologies et procédés de traitement des eaux (CREDEAU) de l'École Polytechnique de Montréal pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal, pour une somme maximale de 492 837 $, exempte de taxes. /Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la convention ci-jointe.

FICHIERS JOINTS

D161025 - Convention ServProf VdMtl-Poly Vulnérabilité Sources EO.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat - Droit contractuel
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 872-8323
Division : Droit contractuel



CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL** (POLYTECHNIQUE MONTRÉAL), personne morale ayant sa principale place d'affaires au Campus de l'Université de Montréal, 2500, chemin de Polytechnique, Montréal, Québec, H3T 1J4, agissant et représentée par M. Gilles Savard, Directeur de la recherche, de l'innovation et des affaires internationales, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

ATTENDU QUE les articles 75 et 99 du *Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection*, RLRQ, c. Q-2, r 35.2, prévoient que la Ville doit transmettre au ministre, à tous les 5 ans, un rapport signé par un professionnel comprenant notamment une analyse de la vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable pour chacune de ses six usines de traitement dont le premier rapport doit être transmis au plus tard le 1er avril 2021;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal souhaite retenir les services du Contractant en vue de la réalisation des analyses de vulnérabilité de ses sources d'eau potable;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Contractant;

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1	« **Annexe 1** » :	le document intitulé "Offre de service – Analyses de vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable des citoyens de l'agglomération de Montréal".
1.2	« **BRCDT** » :	signifie Bureau de la recherche et Centre de développement technologique de la Polytechnique;
1.3	« **Directeur** » :	désigne le Directeur de la Direction de l'eau potable ou son représentant autorisé;
1.4	« **MDDELCC** » :	signifie ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;
1.5	« **ODS** » :	désigne la date de début de l'ordre transmis par le Directeur pour débuter les services conformément à l'article 7.3 de la présente convention;
1.6	« **Règlement** » :	réfère au *Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection*, RLRQ, c. Q-2, r 35.2;
1.7	« **Représentant de la Ville** » :	désigne l'ingénieur de la Ville responsable de la présente convention, M^me^ Marie-Claude Besner.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention, à réaliser et signer le rapport qui doit être transmis au ministre conformément au Règlement, au Guide de réalisation des analyses de la vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable au Québec produit en 2015 par le MDDELCC ainsi qu'à toutes directives ou exigences que le MDDELCC pourrait formuler pour la production du rapport exigé en vertu de l'article 75 du Règlement.

2.2 Sans limiter la généralité de ce qui précède, le Contractant s'engage à réaliser toutes les analyses de vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable des citoyens de l'agglomération de Montréal, tel que requis par le Règlement.

2.3 Pour chaque site de prélèvement d'eau de surface, le Contractant doit notamment inclure à son rapport les méthodologies de cueillettes de données et les résultats de l'analyse de la vulnérabilité de la source. Il doit également inclure un plan de protection et de conservation de la source ainsi qu'un plan de mesures d'urgence.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Sous réserve de l'article 12 (Résiliation), la présente convention prend effet à compter de la date de la signature de la dernière des parties à signer et se termine trois (3) ans après la date de l'ordre de débuter les services définie à l'article 7.3, moment où le Contractant devra avoir complètement exécuté ses services.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES DU CONTRACTANT

Le Contractant représente et garantit à la Ville :

6.1 que M^me^ Michèle Prévost, Ph. D., professeur titulaire et chercheur principal de la Chaire CRSNG Industrielle en Eau Potable (CICEP) du Département des génies civil, géologique et des mines

(CGM) à l'École Polytechnique de Montréal, est la personne responsable de l'équipe de réalisation et plus particulièrement des services à exécuter à la présente convention comme l'atteste l'intervention de Mme Prévost joint à l'Annexe A. À cet effet, elle sera un des signataires des rapports et documents produits;

6.2 qu'elle peut mettre fin à la présente convention, advenant que Mme Prévost cesse d'agir comme responsable de l'équipe de réalisation compte tenu qu'il est de l'essence de la présente convention que les services soient rendus par Mme Prévost et l'équipe directement sous sa responsabilité;

6.3 que l'équipe de réalisation qui collaborera avec Mme Prévost comprendra les personnes suivantes :

- Mme Sarah Dorner, professeur titulaire
- Mme Shokoufeh Nour, chargée de projet,
- Un associé de recherche avec expertise en protection des sources, à déterminer,
- Un stagiaire à déterminer suivant les besoins.

Avant de débuter les services, le Contractant s'engage à produire au Représentant de la Ville le curriculum vitae de l'équipe de réalisation ainsi qu'une déclaration signée par chaque membre à l'effet qu'il a pris connaissance de la présente convention et qu'il s'engage à respecter les obligations qui y sont prévues notamment quant à la confidentialité.

Dans l'éventualité où un membre de l'équipe doit être ajouté ou remplacé, le Contractant proposera pour approbation préalable par la Ville un candidat possédant les connaissances et l'expérience requises aux fins du projet en y joignant son curriculum vitae. Si approuvé, le candidat devra également produire une déclaration signée relativement à son engagement par rapport à la présente convention;

6.4 que le Contractant s'engage à déployer les ressources nécessaires en vue d'accomplir la prestation prévue à la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, peu importe le nombre d'heures requis à l'équipe de réalisation.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

7.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations étant entendu toutefois que la façon d'exécuter le travail confié au Contractant demeure sa responsabilité;

7.2 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

7.3 débuter les services dès que le Directeur transmet au Contractant une lettre indiquant la date de l'ordre de débuter les services;

7.4 produire un échéancier maître du déroulement des activités de la présente convention une semaine après le début de l'ordre de débuter les services. Par la suite, cet échéancier doit être mis à jour aux trois (3) mois en indiquant le degré d'avancement pour chacune des activités pré-identifiées. Cette mise à jour de l'échéancier doit être remise au moins cinq (5) jours ouvrables avant la réunion de suivi de projet que doit tenir le Contractant pour faire le suivi du projet;

7.5 produire les livrables suivants aux dates indiquées :

Date de remise	Livrables
Au plus tard, 12 mois après l'ODS	Un rapport d'étape 1 (ci-après « **Rapport 1** ») comprenant notamment les informations suivantes : • Intégration de la délimitation préliminaire des aires de protection élaborée conjointement avec la Ville; • Revue critique des méthodologies d'inventaire des menaces et proposition des méthodes à adopter; • Proposition de méthodologie d'évaluation des menaces et risques des bassins de drainage urbains; • Identification des sources de données disponibles et établissement des besoins de consolidation; • Formulation d'un calendrier de production de données consolidées (Montréal et autres villes dans les aires de protection); • Collecte/analyse des données pour le calcul préliminaire des indices.
Au plus tard, 24 mois après l'ODS	Un rapport d'étape 2 (ci-après « **Rapport 2** ») comprenant notamment les informations suivantes : • Caractérisation des sites de prélèvement (prises d'eau) et des usines de production d'eau potable de la Ville; • Calcul des indices de vulnérabilité simplifiés • Calcul des barrières de traitements présentes dans les usines de traitement pour établir la robustesse des filières; • Inventaire des menaces continues, ponctuelles et accidentelles; • Identification des sources probables de contamination.
Au plus tard, 30 mois après l'ODS	Le rapport final d'analyse de vulnérabilité des sources (ci-après « **Rapport Final** ») incluant notamment les informations suivantes pour chaque site de prélèvement analysé :

	• Calcul final des indices de vulnérabilité; • Collecte de données additionnelles (si lacunes identifiées); • Évaluation des risques associés aux menaces. Au total, six (6) rapports finaux (un par usine de traitement) seront préparés selon le format indiqué au Guide de réalisation des analyses de la vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable au Québec du MDDELCC.
Au plus tard, 36 mois après l'ODS	Un rapport précisant les priorités d'action globales et spécifiques à chacun des sites de prélèvement analysés (ci-après « **Plan d'action** ») incluant notamment : • Un plan de protection et de conservation des sources; • Un plan de mesures d'urgence.

7.6 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes. L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux renseignements qui :

a. sont déjà connus légitimement de la Partie à laquelle ils sont divulgués;
b. deviennent partie intégrante du domaine public en raison d'une ordonnance de divulgation obligatoire dans le cadre d'un processus judiciaire ou conformément à des dispositions statutaires ou réglementaires.

7.7 obtenir l'autorisation écrite du Directeur avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin.

7.8 remettre à la Ville tous les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

7.9 assumer tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

8.1 coordonner l'exécution de la convention;

8.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention;

8.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention;

8.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 9
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre cent quatre-vingt-douze mille huit cent trente-sept dollars (492 837 $), exempt de taxes, couvrant tous les coûts du Contractant pour la production des quatre livrables prévus à la convention suivant la cédule de versement suivante :

Livrable	Montant	Date d'exigibilité
Signature du contrat	30 000 $	30 jours après la réception par la Ville de la facture
Rapport 1	117 613 $	30 jours après l'approbation du Directeur du Rapport 1
Rapport 2	147 612 $	30 jours après l'approbation du Directeur du Rapport 2
Rapport Final	147 612 $	30 jours après l'approbation du Directeur du Rapport Final
Plan d'action	50 000 $	30 jours après l'approbation du Directeur du Plan d'action

Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

Aucun versement fait au Contractant ne constitue une reconnaissance que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 10
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.

ARTICLE 11
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

11.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

11.2 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention à l'exception des informations que la Ville lui aura elle-même fournies ;

11.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

12.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

12.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 13
CONDITIONS GÉNÉRALES

13.1 **AVIS**

Tout avis ou correspondance à l'intention de l'une des parties sera adressé comme suit :

Pour la Ville :

Ville de Montréal
Direction de l'eau potable
Service de l'eau
1555, rue Carrie-Derick
Montréal (Québec) H3C 0G4

À l'attention du Directeur de la Direction de l'eau potable – Service de l'eau

Avec copie conforme à :

Ville de Montréal
À l'attention du Greffier

Ville	Polytechnique

275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Pour le Contractant :

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL – BUREAU DE LA RECHERCHE ET CENTRE DE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE (BRCDT)
Case postale 6079
Succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
H3C 3A7

À l'attention du Directeur du BRCDT

13.2 HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

13.3 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

13.4 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.5 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

13.7 LIVRAISON, DÉLAIS ET EXÉCUTION

Aucune responsabilité ne résultera de l'inexécution ou d'un délai d'exécution de cette convention causé directement ou indirectement par le feu, une explosion, un accident, une inondation, un conflit de

Ville	Polytechnique

travail, une pénurie de personnel, une modification à l'environnement légal par tout gouvernement, l'impossibilité de se procurer les matériaux requis, un bris soudain ou imprévisible de l'équipement, un cas de force majeure, ou découlant de contingences, événements ou causes indépendantes de la volonté des parties touchées.

13.8 PUBLICITÉ

Toute utilisation de la dénomination de l'autre partie, de son logo ou du nom de tout membre de son personnel devra être soumise à l'approbation écrite préalable d'un représentant autorisé de l'autre partie.

13.9 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Yves Saindon
Greffier

Le e jour de 20

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

Par : _____

Gilles Savard
Directeur de la recherche, de l'innovation et des affaires internationales

Ville	Polytechnique

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2016 (résolution CG16.....).

Ville	Polytechnique

ANNEXE A

INTERVENTION

Je soussigné, professeur titulaire et chercheur principal de la Chaire CRSNG Industrielle en Eau Potable (CICEP) du Département des génies civil, géologique et des mines (CGM) à l'École Polytechnique de Montréal, reconnais avoir lu la présente convention, et j'en accepte tous les termes et conditions.

De plus, je confirme être la personne responsable de l'équipe de réalisation et je m'engage à ce que les membres de l'équipe respecte les termes et conditions de la présente convention.

Le e jour de 2016

_____

Michèle Prévost
Professeur titulaire et chercheur principal

Ville	Polytechnique

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167261001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Direction , -
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au Centre de recherche, développement et validation des technologies et procédés de traitement des eaux (CREDEAU) de l'École Polytechnique de Montréal pour réaliser les analyses de vulnérabilité des sources d'eau potable de l'agglomération de Montréal, pour une somme maximale de 492 837 $, exempte de taxes. /Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP1167261001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-21

Kalina RYKOWSKA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-7598
Division : Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1160149004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Division Solutions numériques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels d'une durée de 26 mois à Nurun inc. pour l'élaboration des stratégies de marque et d'expérience utilisateur (UX) ainsi que de design de l'interface (UI) et de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 588 718,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15508 - 8 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel Nurun inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'élaboration des stratégies de marque et d'expérience utilisateur (UX) ainsi que de design de l'interface (UI) et de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une période de 26 mois, pour une somme maximale de 588 718,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15508, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 51.2% par l'agglomération, pour un montant de 301 423,62 $.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-23 12:40

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160149004**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Division Solutions numériques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels d'une durée de 26 mois à Nurun inc. pour l'élaboration des stratégies de marque et d'expérience utilisateur (UX) ainsi que de design de l'interface (UI) et de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 588 718,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15508 - 8 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du virage vers la ville intelligente et numérique, la Ville de Montréal (Ville) a établi comme objectif de concevoir une stratégie d'évolution de sa présence numérique. Cette stratégie se décline principalement en trois volets:

- Proposer une expérience-citoyenne homogène et simplifiée (définie par une offre claire qui priorise les informations les plus recherchées);
- Développer des services en ligne efficaces et attrayants tout en valorisant l'identité de la Ville;
- Intégrer et optimiser l'utilisation des médias sociaux pour augmenter le dialogue avec le citoyen, améliorer la personnalisation de la relation citoyenne et stimuler la démocratie participative.

Sous la gouverne du Service des communications, la Ville a entrepris de revoir l'ensemble de sa stratégie de présence numérique pour les sites Web, les services numériques, le dossier citoyen intégré, les applications mobiles et les médias sociaux. Cette approche concertée a été réalisée avec la participation du Service des TI, du Bureau de l'expérience client (BXC), du Bureau de la Ville intelligente et numérique (BVIN) et du Service de la concertation des arrondissements (SCA).

À cet effet, une feuille de route a été établie en 2016 pour réaliser la stratégie de présence en ligne qui se décline en trois volets:

1. L'approvisionnement TI en service professionnels, la stratégie et la gouvernance numérique pour obtenir les ressources nécessaires afin de réaliser la stratégie de présence numérique;

2. La mise en place des plateformes numériques dont notamment le site d'implication et de la consultation citoyenne, et les autres sites ou applications mobiles;
3. Le déploiement des services numériques incluant entre autres, la refonte du 311, le paiement en ligne, la démocratie participative et les services intégrés.

Le présent mandat, qui s'intègre dans le 1er volet, consiste à définir la stratégie de marque numérique de la Ville ainsi que les stratégies d'expérience utilisateur (UX) et de design de l'interface (UI) pour l'ensemble de l'écosystème numérique de la Ville. La Ville proposera une expérience harmonisée et simplifiée reposant sur une offre de services numériques et orientée-client pour les plateformes numériques.

Au centre de cette stratégie, on retrouve les services intégrés appuyés sur un dossier citoyen intégré et qui incluent:

- Le concept du dossier citoyen qui permet d'assurer une gestion efficace des interactions et des besoins;
- Le dossier citoyen en ligne qui correspond à un espace personnalisé permettant aux citoyens d'accéder à des services ainsi qu'à de l'information qui les concernent personnellement, sur les différentes plateformes numériques (sous forme de "mon dossier").
-

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public n° 16-15508, en date du 8 août 2016. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir.

Un délai de 5 semaines a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leurs soumissions.

Au total, six (6) addendas ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date de publication	Nature
1	24 août 2016	Report de date
2	31 août 2016	Publication de la nouvelle politique de gestion contractuelle
3	31 août 2016	Réponse à des questions adressées par des soumissionnaires
4	2 septembre 2016	Report de date
5	6 septembre 2016	Remplacement d'une clause au devis technique
6	7 septembre 2016	Report de date

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 12 septembre 2016. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier, suivant leur ouverture.

La Ville a reçu neuf (9) offres. Huit (8) soumissions ont été déclarées conformes tant administrativement que techniquement.

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Nurun inc., pour l'élaboration des stratégies de marque et d'expérience utilisateur (UX) ainsi que de design de l'interface (UI) et de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 588 718,00 $ taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1767 - 30 septembre 2015 - Accorder à Conseils Atélya inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour l'élaboration d'une stratégie d'évolution de la présence numérique de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 130 519,62 $, taxes incluses (incluant un montant réservé de 21 753,27$, taxes incluses, pour d'éventuelles dépenses auxiliaires à être autorisées par le directeur), conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14654.

DESCRIPTION

La Ville de Montréal cherche une entreprise qui sera à même de fournir des services en stratégie de marque et de contenu, de proposer une approche pour l'expérience utilisateur dans l'ensemble de l'écosystème de la Ville ainsi que de proposer de nouvelles interfaces utilisateur et un nouveau design des plateformes de la présence numérique de la Ville. Une grande partie du travail portera sur la refonte du site web de la Ville puisqu'il s'agit d'un élément majeur de son écosystème numérique. Toutefois, bien que le site Web constitue un élément majeur de la réflexion, le mandat englobe notamment les applications mobiles, le projet de services intégrés (dossier client intégré) et une plateforme promotionnelle.
Plus spécifiquement, les mandats principaux attendus sont:

- La création de l'image de marque numérique;
- La définition de 20 parcours utilisateur;
- L'architecture d'information et l'expérience utilisateur;
- Le design du visuel des services numériques;
- La stratégie de contenu :
    1. Élaboration d'une charte éditoriale;
    2. Élaboration d'une grille d'analyse des contenus qui permettra de déterminer de quelles façons différents types de contenus seront traités à la Ville.

JUSTIFICATION

La présence numérique de la Ville vise un rehaussement de l'expérience citoyen ainsi qu'une amélioration de l'offre de services. Ce projet vise donc à simplifier la vie des citoyens en offrant une expérience client inclusive, intuitive et distinctive. La refonte de sa présence numérique constitue pour la Ville un projet majeur dont la réalisation lui permettra de se positionner comme un modèle de ville intelligente et numérique.
Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de vingt-six (26) preneurs de cahier des charges. De ce nombre, neuf (9) d'entre eux ont déposé une soumission, soit un taux de réponse de 34,6%.

Parmi les firmes n'ayant pas déposé de proposition, les raisons de désistement suivantes ont été invoquées :

- 4 firmes déclarent ne pas posséder toute l'expertise requise;
- 2 firmes déclarent ne pas avoir suffisamment de ressources;
- 3 firmes déclarent avoir un échéancier trop serré compte tenu du carnet de commande;
- 1 firme déclare ne pas pouvoir répondre à l'appel d'offres en français.

Il est à noter qu'une des firmes ayant déposé une proposition a acquis 2 fois les documents d'appel d'offres.

Sur les neuf (9) soumissions reçues, huit (8) soumissions ont été déclarées conformes d'un point de vue administratif.

L'évaluation des soumissions a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation standard de la Direction du Service de l'approvisionnement et seulement trois (3) firmes ont obtenu une note au delà du seuil minimal requis .

Les trois firmes qualifiées sont les suivantes:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
Nurun inc.	81,0	2,23	588 718,00 $		588 718,00 $
Labarre Gauthier inc.	75,6	1,98	634 662,00$		634 662,00 $
Valtech Canada inc.	77,8	1,76	724 480,47 $		724 480,47 $
Dernière estimation réalisée					647 309,25 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($)					(58 591,25 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					(9,0%)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($)					45 944,00 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)					7,8%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 588 718,00 $, taxes incluses, sera imputée au PTI 2016-2018 du Service des TI au projet 70150 - Remplacement du portail Web de la Ville.
Le montant maximal de 537 578,00 $, net de taxes, sera financé par les règlements d'emprunt de compétence locale 15-049 et d'agglomération RCG 15-050.

Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera assumée à 48.8% par la ville centre et 51.2% par l'agglomération. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toutes les stratégies proposées par l'adjudicataire devront tenir compte des standards sur l'accessibilité du Web, tels que définis par le Gouvernement du Québec, et qui s'intègre au 2e défi de développement durable pour Montréal (Montréal équitable) visant à améliorer l'accès aux services et aux infrastructures.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'innovation, la créativité et l'intégration de grandes tendances actuelles en matière numérique et de la Ville intelligente seront au cœur de l'élaboration de ce mandat. Celui-ci permettra à la Ville de Montréal:

● D'offrir une image intégrée et forte de la Ville de Montréal;
● D'offrir un environnement numérique convivial et ergonomique, permettant au citoyen de bénéficier d'une expérience intuitive, agréable et facile, respectant les normes d'accessibilité universelle;
● De développer nos services en ligne en rendant notre offre très facilement accessible, efficace et attrayante;
● D'offrir les accès aux services de la Ville de Montréal en tout temps, harmonisés sur de multiples plateformes;
● D'augmenter l'interaction et le dialogue avec les citoyens, les partenaires et les entreprises;
● De personnaliser la relation avec les citoyens et de favoriser la démocratie participative;
● De faciliter la diffusion des messages institutionnels;
● De déployer des actions promotionnelles ciblées auprès des différents publics.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation du dossier par le Comité exécutif : le 2 novembre 2016;

- L'approbation du dossier par le Conseil municipal : le 21 novembre 2016;
- L'approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 24 novembre 2016;
- La rencontre de départ avec le fournisseur : fin novembre - début décembre 2016.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Matthieu CROTEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ibtissam ABDELLAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis BEAUCHAMP, Service des communications
Serge LECLERC, Service des communications
Stéphane G GOYETTE, Direction générale
Diane DE COURCY, Direction générale

Lecture :

Stéphane G GOYETTE, 11 octobre 2016
Serge LECLERC, 5 octobre 2016
Louis BEAUCHAMP, 5 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain S HÉBERT
Conseiller en systèmes de gestion

Tél : 514 872-2135
Télécop. : 514 872-6767

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-29

Martin LEFEBVRE
Chef de division

Tél : 872-4221
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard GRENIER
Directeur

Tél :
Approuvé le : 2016-10-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2016-10-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1160149004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Division Solutions numériques
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels d'une durée de 26 mois à Nurun inc. pour l'élaboration des stratégies de marque et d'expérience utilisateur (UX) ainsi que de design de l'interface (UI) et de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 588 718,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15508 - 8 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15508 Intervention.pdf
16-15508 Tableau de résultats - Comité de sélection.pdf
15508 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-06

Pierre GATINEAU
Chef de section
Tél : 514 872-0349
Division : Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15508

No du GDD : 1160149004

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour l'élaboration des stratégies de marque, UX/UI et design de la présence numérique de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 8 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 29 - 8 - 2016

Ouverture faite le : 12 - 9 - 2016

Date du comité de sélection : 27 - 9 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 7 - 9 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 26

Nbre de soumissions reçues : 9

% de réponses : 34,62

Nbre de soumissions rejetées : 6

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Bureau principal de Design inc.	pointage intérimaire <70%
Floe Design + Technologies inc.	pointage intérimaire <70%
Agence Média Équation Humaine	pointage intérimaire <70%
Sid Lee inc.	pointage intérimaire <70%
Écorce Atelier Créatif inc.	pointage intérimaire <70%
Benoit Laplante	l'offre ne répond pas au critère éliminatoire exigeant 2 candidats par profil

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 3 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 11 - 3 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Valtech Canada inc.	724 480,47 $		
Labarre Gauthier inc.	634 662,00 $		
Nurun inc.	588 718,00 $	√	

Information additionnelle

Il est à noter qu'une des firmes ayant déposé une proposition a acquis 2 fois les documents d'appel d'offres. Parmi les autres firmes ayant fait l'acquisition des documents mais n'ayant pas déposé de proposition, les raisons évoquées sont les suivantes: 4 des firmes ne possédaientt pas toute l'expertise requise, 2 firmes n'avaient pas suffisament de ressources, 3 firmes considéraient l'échéancier trop serré compte tenu de leur carnet de commande actuel et une autre n'était pas en mesure de répondre en français. Au moment de rédiger cette intervention, les 6 autres firmes n'avaient pas donné de réponse malgré la relance.

Préparé par : Matthieu Crôteau

Le 3 - 10 - 2016

16-15508 - Services professionnels pour l'élaboration des stratégies de marque, UX/UI et design de la présence numérique de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 15%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Bureau principal de Design inc.	3,13	8,63	7,75	9,75	14,88	14,25	58,4			Non conforme
Floe Design + Technologies inc.	4,13	12,25	8,75	12,50	14,88	16,00	68,5			Non conforme
Agence Média Équation Humaine inc.	4,13	12,63	10,25	10,75	15,25	13,50	66,5			Non conforme
Valtech Canada inc.	4,13	11,25	12,75	15,00	18,13	16,50	77,8	724 480,47 $	1,76	3
Labarre Gauthier inc.	4,38	9,88	12,13	14,00	18,75	16,50	75,6	634 662,00 $	1,98	2
Nurun inc.	4,25	11,88	12,38	14,50	21,25	16,75	81,0	588 718,00 $	2,23	1
Sid Lee inc.	3,50	12,25	9,63	13,00	16,50	14,00	68,9			Non conforme
Écorce Atelier Créatif inc.	3,13	11,13	7,75	12,25	16,63	13,00	63,9			Non conforme
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Matthieu Crôteau

Comité

Date	mardi 27-09-2016
Heure	9 h 30
Lieu	801 Brennan, salle 4120

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15508
Numéro de référence : 1004584
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour l'élaboration des stratégies de marque UX/UI et design de la présence numérique de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Adviso consulting Inc 909 Mont-Royal Est Montréal, QC, h2j 1x3 http://www.adviso.ca NEQ : 1161211231	Monsieur Renaud Miniaou Téléphone : 514 598-1881 Télécopieur :	**Commande : (1165492)** 2016-08-16 9 h 53 **Transmission :** 2016-08-16 9 h 53	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis)

				: Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Association des agences de communication créative (A2C) 2015 Peel, Bureau 925 Montréal, QC, H3A 1T8 http://www.a2c.quebec NEQ : 1142074278	Madame Isabel Poirier Téléphone : 514 848-1732 Télécopieur : 514 848-1950	**Commande : (1162224)** 2016-08-09 11 h 07 **Transmission :** 2016-08-09 11 h 07	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 42 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Avenue8 6598A rue Saint-Hubert Suite 300 Montréal, QC, H2S 2M3 NEQ : 1165617060	Monsieur Jean-Francois Labbe Téléphone : 514 315-4963 Télécopieur :	**Commande : (1162963)** 2016-08-10 11 h 21 **Transmission :** 2016-08-10 11 h 21	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 42 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508

				Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Axial Développement inc. 5104 boul. Bourque bureau 109 Sherbrooke, QC, J1N 2K7 NEQ : 1160580123	Monsieur Daniel Giroux Téléphone : 819 564-2417 Télécopieur : 819 481-1181	**Commande : (1166567)** 2016-08-17 17 h 44 **Transmission :** 2016-08-17 17 h 44	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9 NEQ : 1143863539	Madame Sylvie Proulx Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1162432)** 2016-08-09 14 h 24 **Transmission :** 2016-08-09 14 h 24	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508

				Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Bureau Principal de design 245 - 2025 rue Parthenais Montréal, QC, H2K3T2 NEQ : 1170601604	Monsieur Mathieu Cournoyer Téléphone : 514 439-9493 Télécopieur :	**Commande : (1165155)** 2016-08-15 14 h 43 **Transmission :** 2016-08-15 14 h 43	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 42 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cossette Communication Marketing - siège social Québec 300, rue Saint-Paul Bureau 300 Québec, QC, G1K 7R1 http://www.cossette.com NEQ : 1166725599	Monsieur Louis Duchesne Téléphone : 418 521-3754 Télécopieur : 418 647-3161	**Commande : (1162475)** 2016-08-09 14 h 59 **Transmission :** 2016-08-09 14 h 59	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report

				de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Écorce atelier créatif inc. 3451, boulevard St-Laurent #2 Montréal, QC, H2X2T6 NEQ : 1162850714	Madame Véronique Desrosiers Téléphone : 514 527-5183 Télécopieur :	**Commande : (1163786)** 2016-08-11 14 h 53 **Transmission :** 2016-08-11 14 h 53	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Équation Humaine 1751 Richardson b4.400 Montréal, QC, H3K 1G6 http://humanequation.com NEQ : 1164231616	Monsieur Julien Meyland Téléphone : 514 876-1702 Télécopieur :	**Commande : (1164934)** 2016-08-15 11 h 35 **Transmission :** 2016-08-15 11 h 35	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3

				2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ergoweb Canada Inc 405 avenue Ogilvy, bureau 101 Montréal, QC, H3N 1M3 NEQ : 1167625384	Monsieur Alain Robillard-Bastien Téléphone : 514 525-4467 Télécopieur :	**Commande : (1163261)** 2016-08-10 18 h 37 **Transmission :** 2016-08-10 18 h 37	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Evollia Inc. 70 rue Dalhousie Suite 20 Québec, QC, G1K 4B2 http://evollia.com NEQ : 1167928796	Monsieur Nicolas Roberge Téléphone : 418 907-9292 Télécopieur :	**Commande : (1163839)** 2016-08-11 15 h 55 **Transmission :** 2016-08-11	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2

			15 h 55	2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Floe, design + technologies 5455, avenue de Gaspé, bureau 3100 Montréal, QC, H2T 3B3 http://www.floedesign.ca NEQ : 1169654978	Madame Diane Labelle Téléphone : 514 599-5712 Télécopieur : 514 599-5724	**Commande : (1162103)** 2016-08-09 9 h 51 **Transmission :** 2016-08-09 9 h 51	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Intrust 29 Ridge Road, apt. 9 c.p. 2023	Monsieur Benoit Laplante	**Commande : (1168390)** 2016-08-22	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date

	Deep River, ON, K0J1P0 NEQ :	Téléphone : 343 369-1659 Télécopieur :	17 h 47 **Transmission :** 2016-08-22 17 h 47	2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Léger 507 Place d'Armes, bureau 700 Montréal, QC, H2Y 2W8 http://www.leger360.com NEQ : 1149442296	Madame Joëlle Kwan Tat Téléphone : 418 522-7467 Télécopieur :	**Commande : (1162027)** 2016-08-09 9 h 07 **Transmission :** 2016-08-09 9 h 07	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

				Courrier électronique
☐	LG2 - Labarre Gauthier Inc. 3575 boul. St-Laurent, suite 900 Montréal, QC, H2X 2T7 NEQ : 1169710952	Madame Isabelle Morin Téléphone : 514 281-8901 Télécopieur : 514 281-0957	**Commande : (1163462)** 2016-08-11 9 h 31 **Transmission :** 2016-08-11 9 h 31	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LVL 4200 boul. St-Laurent, bureau 1102 Montréal, QC, H2W2R2 NEQ : 1161764031	Madame Aurelie Bosc Téléphone : 514 844-2730 Télécopieur :	**Commande : (1164415)** 2016-08-12 15 h **Transmission :** 2016-08-12 15 h	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 -

				Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mirego Inc. 2327 du Versant Nord Bureau 200 Québec, QC, G1N 4C2 NEQ : 1164923279	Monsieur Simon Audet Téléphone : 1418 802-8513 Télécopieur :	**Commande : (1164187)** 2016-08-12 10 h 50 **Transmission :** 2016-08-12 10 h 50	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 42 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mirum 4040 Chemin Gage Montréal, QC, h3y1r5 NEQ : 1170027180	Madame Carleigh Sisson Téléphone : 416 343-9992 Télécopieur :	**Commande : (1165020)** 2016-08-15 12 h 53 **Transmission :** 2016-08-15 12 h 53	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 42 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 -

				Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nurun Montréal 740 rue Notre-Dame Ouest, bureau 600 Montréal, QC, H3C3X6 http://www.nurun.com NEQ : 1147603881	Monsieur Christian Ayotte Téléphone : 514 392-4301 Télécopieur :	**Commande : (1162652)** 2016-08-09 22 h 05 **Transmission :** 2016-08-09 22 h 05	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Nurun Services conseils 330, rue St-Vallier est Bureau 120 Québec, QC, G1K 9C5 NEQ : 1147603881	Madame Sylvie Beaulieu Téléphone : 418 627-2001 Télécopieur : 418 627-2023	**Commande : (1161995)** 2016-08-09 8 h 50 **Transmission :** 2016-08-09 8 h 50	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 -

				Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	O2 web solutions inc 1444 Ave Maguire Bureau 303 Québec, QC, G1t1Z3 NEQ : 1163395347	Madame Charles Guimont Téléphone : 418 265-6003 Télécopieur : 418 265-6003	**Commande : (1164046)** 2016-08-12 9 h 16 **Transmission :** 2016-08-12 9 h 16	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 42 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Poudre Noire Inc. 1001 rue Lenoir Suite B358 Montréal, QC, H4C2Z6 NEQ : 1168768803	Monsieur Arnaud Montpetit Téléphone : 438 383-9002 Télécopieur :	**Commande : (1166197)** 2016-08-17 10 h 54 **Transmission :** 2016-08-17 10 h 54	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 42 - Courriel

				2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sidlee Inc. 75, rue Queen bureau 1400 Montréal, QC, H3C 2N6 NEQ : 1167075994	Monsieur Yanick Bedard Téléphone : 514 282-2200 Télécopieur : 514 282-2200	**Commande : (1162464)** 2016-08-09 14 h 51 **Transmission :** 2016-08-09 14 h 51	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 42 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	SIGMUND 101-750 boul Charest Est Québec, QC, g1k 3j7 http://www.sigmund.ca NEQ : 1164607518	Madame Nadège Caball Téléphone : 418 651-9996 Télécopieur : 866 431-2055	**Commande : (1163754)** 2016-08-11 14 h 24 **Transmission :** 2016-08-11 14 h 24	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel

				2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 42 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Studio interactif WE ARE inc. 3-6415 rue des Écores Montréal, QC, H2G2J6 NEQ : 1166311713	Madame Daniela Mujica Téléphone : 514 800-2544 Télécopieur :	**Commande : (1165159)** 2016-08-15 14 h 46 **Transmission :** 2016-08-15 14 h 46	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel 2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	w.illi.am / 400 Maisonneuve Bureau 700 Montréal, QC, H3A 1L4 http://w.illi.am NEQ :	Monsieur Vincent Guerin Téléphone : 514 448-	**Commande : (1163741)** 2016-08-11 14 h 12 **Transmission**	2641633 - 16-15508 Addenda No 1 - Report de date 2016-08-24 15 h 47 - Courriel

	1164115561	4035 Télécopieur :	: 2016-08-11 14 h 12	2644014 - 16-15508 Addenda No 2 2016-08-31 7 h 43 - Courriel 2644440 - 16-15508 Addenda no 3 2016-08-31 14 h 41 - Courriel 2645885 - 16-15508 Addenda No 4 - Report de date 2016-09-02 17 h 46 - Courriel 2646414 - 16-15508 Addenda No 5 2016-09-06 15 h 46 - Courriel 2646830 - 16-15508 Addenda No 6 2016-09-07 11 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160149004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Division Solutions numériques
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels d'une durée de 26 mois à Nurun inc. pour l'élaboration des stratégies de marque et d'expérience utilisateur (UX) ainsi que de design de l'interface (UI) et de la présence numérique de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 588 718,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15508 - 8 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1160149004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ibtissam ABDELLAOUI
Préposée au budget
Tél : 514 872 8914

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

François FABIEN
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-7174

Division : Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Nurun Inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 740, rue Notre-Dame Ouest, suite 600, Montréal, Québec, H3C 3X6, agissant et représentée par Christian Ayotte, Vice-président exécutif, services-conseils, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 870256088
N° d'inscription T.V.Q. : 1021458739

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les documents d'appel d'offres public 16-15508, pour services professionnels, en date du 8 août 2016, relatifs à la fourniture, sur demande, de services professionnels pour l'élaboration des stratégies de marque UX/UI et Design de la présence numérique de la Ville de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 12 septembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir, sur demande, les services professionnels pour l'élaboration des stratégies de marque UX/UI et Design de la présence numérique de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent quatre-vingt-huit mille sept-cent dix-huit dollars (588 718$), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

Les services professionnels seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué mensuellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Nurun Inc.

Par : _____
Christian Ayotte, Vice-président exécutif,
services-conseils

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1163820002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à CIMA + s.e.n.c., d'une valeur totale de 1 160 106,95 $, pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets pour la phase 4B du Quartier des spectacles - Dépense totale de 1 160 106,95, taxes incluses. Appel d'offres public 16-15544, 2 soumissions déposées, 2 soumissions conformes / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé:

1. d'approuver un projet de convention par lequel CIMA + s.e.n.c., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis en gestion de projets, pour une somme maximale de 1 160 106,95 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (16-15544) et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-17 09:43

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163820002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à CIMA + s.e.n.c., d'une valeur totale de 1 160 106,95 $, pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets pour la phase 4B du Quartier des spectacles - Dépense totale de 1 160 106,95, taxes incluses. Appel d'offres public 16-15544, 2 soumissions déposées, 2 soumissions conformes / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La mise en valeur du Quartier des spectacles est l'un des chantiers prioritaires de la Ville; elle est également l'une des quatre initiatives stratégiques en innovation urbaine identifiées dans la Stratégie de développement économique 2011-2017 de Montréal.
À ce jour, le projet est un succès à plusieurs égards : il a généré d'importantes retombées financières pour la Ville et il a remporté différentes distinctions en raison de ces aménagements de très grande qualité. Les trois premières phases du Quartier des spectacles sont quasi complétées et la Ville doit maintenant finaliser l'aménagement du secteur Place des Arts par la réalisation de l'esplanade Clark.

Le projet d'aménagement de l'esplanade Clark – la phase 4B du Quartier des spectacles, secteur Place des Arts, se définit principalement par la construction sur un terrain vacant d'environ 5 000 m^2 d'une place publique comprenant notamment une patinoire extérieure réfrigérée et un pavillon multifonctionnel. L'esplanade Clark s'ajoute au réseau de lieux publics aménagés au pourtour de la Place des Arts et constitue la dernière phase du projet majeur de réaménagement de ce secteur névralgique du Quartier des spectacles. S'inscrivant davantage dans le contexte urbain du carrefour Saint-Laurent / Sainte-Catherine, cette nouvelle place publique aura une vocation différente et complémentaire à celle de la place des Festivals.

La réalisation de ce projet majeur nécessitera l'apport de plusieurs services professionnels nécessaires tant pour la réalisation des plans et devis que la surveillance des travaux: architectes, ingénieurs (civil, mécanique, réfrigération, électrique, structure), économiste de la construction, équipe en développement durable, spécialiste en performance de l'enveloppe, etc. Ce grand nombre de professionnels, ainsi que les nombreux chantiers qui se dérouleront en concomitance complexifient la gestion du projet. C'est pourquoi il a été convenu par le Service de la culture (service requérant) et le Service de la gestion et de la

planification immobilière (service exécutant) de se doter de ressources supplémentaires en gestion de projets.

Un appel d'offres public pour fournir des services professionnels en gestion de projets dans le cadre du projet d'aménagement de l'esplanade Clark et autres travaux connexes (no. 16-15544) a été lancé sur SEAO le 22 août 2016. Un avis public a été publié le même jour dans un quotidien ainsi que sur le site Internet de la Ville de Montréal.

Trois addenda ont été émis à la suite de questions et commentaires des preneurs de cahier des charges: le premier (25 août 2016) apportait des précisions quant à l'expérience des ressources qui devront être présentées par la firme; le deuxième (30 août 2016) apportait des précisions quant à l'expérience des ressources qui devront être présentées par la firme et le troisième addenda (2 septembre 2016) apportait une précision administrative. L'ouverture publique des soumissions a eu lieu le 12 septembre 2016, ce qui a laissé un délai de 20 jours calendrier (excluant les jours de lancement et d'ouverture) aux soumissionnaires.

Le délai de validité de la soumission est de 180 jours calendrier suivant la date d'ouverture publique.

Degré d'avancement des quatre phases du projet du Quartier des spectacles - secteur Place des Arts (mise à jour - janvier 2016)

	Degré d'avancement [1]	Date de fin des travaux
Phase 1 - La place des Festivals et rue la Jeanne-Mance	96 %	2009
Phase 2 - Le Parterre et la promenade des Artistes	99 %	2010
Phase 3 - Rue Sainte-Catherine	99 %	2011
Phase 4 - L'esplanade Clark et la rue Saint-Urbain	15 %	2011 (rue Saint-Urbain) 2019 (esplanade Clark)

1. Le degré d'avancement concerne seulement les travaux de construction. Il est à noter que malgré un fort pourcentage d'avancement certains travaux peuvent encore survenir, par exemple l'installation de mobilier urbain ou la bonification de certains aménagements.

Dépenses à autoriser dans le présent dossier

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Accorder un contrat à CIMA + s.e.n.c., pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets pour la phase 4B du Quartier des spectacles	novembre 2016	novembre 2020

Dépenses à autoriser ultérieurement

	Date de début prévue	Date de fin prévue
Octroi d'un ou de contrats de construction pour réaliser les travaux d'aménagement de l'esplanade Clark et travaux connexes	automne 2017	décembre 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0431 - 22 juin 2016 : Octroyer un contrat d'une somme maximale de 3 228 087,55 $, taxes incluses, à Les architectes FABG, Fauteux et associés architectes paysagistes et WSP Canada inc. pour la fourniture de services professionnels en architecture, ingénierie et architecture du paysage pour la phase 4B du Quartier des spectacles.
CG16 0413 - 22 juin 2016 : Approuver le projet de quittance entre la Ville de Montréal et la Société AGIL OBNL confirmant la résiliation de la convention de services professionnels pour la gestion du projet d'aménagement du secteur Place des Arts dans le Quartier des spectacles

CE16 1081 - 15 juin 2016 : Octroyer un contrat d'une somme maximale de 111 830,09 $, taxes incluses, à Petropoulos, Bomis et associés inc. pour la fourniture de services professionnels en ingénierie de réfrigération pour la phase 4B du Quartier des spectacles.

CE16 1082 - 15 juin 2016 : Octroyer un contrat d'une somme maximale de 138 567,87 $, taxes incluses, à LEGICO-CHP inc. pour la fourniture de services professionnels en économie de la construction et analyse de la valeur pour la phase 4B du Quartier des spectacles.

CE16 1083 - 15 juin 2016 : Octroyer un contrat d'une somme maximale de 105 777,00 $, taxes incluses, à la firme Martin Roy et Associés inc. pour la fourniture de services professionnels en développement durable (accompagnement LEED, mise en service améliorée et modélisation énergétique) pour la phase 4B du Quartier des spectacles.

CG16 0315 - 19 mai 2016 : Résilier trois contrats de services professionnels avec la firme WSP Canada : LOT-QDS-4B-M-E-R, LOT QDS-4B-STRUCTURE et LOT-QDS-4B-4C-4D-CIVIL.

CG16 0061 - 28 janvier 2016 : Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 67 159 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la réalisation du Quartier des spectacles.

CG11 0355 - 27 octobre 2011: Modifier la convention de services professionnels intervenue entre la Ville et Quartier international de Montréal (QIM) pour étendre son mandat relativement à la préparation des plans et devis d'aménagement des zones 1B, 2, 3 et 4 du Quartier des spectacles - Secteur de la Place des Arts et à la gestion du projet aux fins de la réalisation de l'ensemble des travaux dans ces zones. Réviser les honoraires en conséquence en les augmentant de 5 279 911,02 $.

CG11 0212 - 22 juin 2011: Octroyer un contrat au montant de 1 510 656,89 $, taxes comprises, à Génivar inc. pour la fourniture de services professionnels en génie civil pour les phases 4B, 4C et 4D du Quartier des spectacles. Octroyer un contrat au montant total de 495 432,48 $, taxes comprises, à Génivar inc. pour la fourniture de services professionnels en génie mécanique, électrique et réfrigération pour la phase 4B du Quartier des spectacles.

CE11 0908 - 15 juin 2011: Octroyer un contrat au montant total de 330 984,59 $, taxes comprises, à Génivar inc. pour la fourniture de services professionnels en génie structure pour la phase 4B du Quartier des spectacles. Octroyer un contrat au montant total de 256 103,40 $, taxes comprises, à Génivar inc. pour la fourniture de services professionnels en génie circulation pour les phases 1, 2, 3 et 4 du Quartier des spectacles.

CE10 1812 - 16 novembre 2010: Prendre connaissance du dossier de la bonification de la phase 4 (esplanade Clark) du projet d'aménagement du secteur de la Place des Arts du Quartier des spectacles, autoriser le changement de portée du programme d'aménagement de cette phase 4, mandater l'équipe de projet pour mener à terme le dossier de bonification

CG09 0049 - 2 avril 2009: Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations

2009-2011, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 25 500 000,00 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la création du Quartier des spectacles."

CM08 0515 - 16 juin 2008: Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme du secteur de la Place des Arts du Quartier des spectacles.

CG08 0038 - 31 janvier 2008: Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2008-2010, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 108 000 000 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la création du Quartier des spectacles."

DESCRIPTION

L'adjudicataire fournira des services professionnels en gestion de projets visant notamment :

- l'aménagement d'une place publique majeure (l'esplanade Clark), incluant une patinoire extérieure réfrigérée;
- la construction d'un pavillon multifonctionnel devant être certifiée LEED Or;
- le réaménagement de surface (trottoirs, chaussée, signalisation et éclairage de rue) de la rue Clark, entre Sainte-Catherine et De Maisonneuve et de la rue De Montigny;
- la bonification de certains aménagements réalisés dans les premières phases du Quartier des spectacles, de façon à améliorer l'accessibilité universelle du secteur;
- la finalisation du réseau multimédia du Quartier des spectacles;
- la réfection d'aménagements de surface et l'ajustement d'infrastructures souterraines.

Les services professionnels pour ce mandat s'échelonnant jusqu'en 2020 comprendront notamment, et sans s'y limiter :

- les suivis budgétaires et des déboursés;
- la production de calendrier et d'échéanciers de travaux;
- la planification, l'organisation et l'élaboration de stratégies pour la réalisation des travaux;
- la gestion d'un plan des risques;
- la planification, préparation et animation de réunions;
- le suivi de l'avancement des chantiers;
- la coordination des directives et mémos de chantiers;
- le suivi des professionnels externes, etc.

L'ensemble des services de base sera rémunéré selon la méthode à taux horaire. Les honoraires couvrent 48 mois de prestations pour le gestionnaire de projets, soit jusqu'à la réception finale des ouvrages, et 24 mois de prestations pour le gestionnaire de contrats de construction, soit la période prévu pour la réalisation des chantiers.

Le Service de la culture a été consulté lors de l'élaboration des documents d'appels d'offres. Ce dernier sera impliqué à différents égards lors de la mise en oeuvre du contrat, notamment dans le processus de conception intégrée et lors des chantiers.

JUSTIFICATION

Onze (11) firmes se sont procurés le cahier des charges sur SEAO et deux firmes ont déposé une soumission. Le Service de l'approvisionnement n'a reçu aucun formulaire de désistement de la part des autres preneurs du cahier des charges. Les raisons pour lesquelles ces firmes n'ont pas déposé de soumissions sont donc inconnues.
Les deux (2) firmes ayant déposé une offre sont : CIMA+ s.e.n.c. et Macogep.

Le comité de sélection recommande de retenir les services de CIMA+ s.e.n.c., le soumissionnaire ayant obtenu la plus haute note finale. Pour plus de renseignements, voir l'intervention du Service de l'approvisionnement ainsi que le tableau ci-dessous.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix pour honoraires de base (taxes incluses)	Serv. supp. et frais remboursables (taxes incluses)	Banque d'heures contingentes (taxes incluses)	Total
Macogep inc.	76,50	0,94	1 120 316,40 $	112 031,64 $	112 031,64 $	1 344 379,68 $
CIMA+ s.e.n.c.	76,67	1,09	966 755,79 $	96 675,58 $	96 675,58 $	1 160 106,95 $
Dernière estimation réalisée			1 029 532,14$	102 953,21 $	102 953,21 $	1 235 438,57 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*						- 75 331,62 $ - 6,10 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*						184 272,73 $ 15,88 %

Au moment de la publication de l'appel d'offres sur SEAO, l'estimation de la valeur du contrat (incluant les contingences et les services supplémentaires et frais de déplacements) réalisée par le Service de la gestion et de la planification immobilière était de 1 235 438,57 $, taxes incluses. La soumission retenue s'élève à 1 160 106,95 $, taxes incluses, ce qui représente une différence de 6,10 % en faveur de la Ville.

L'adjudicataire est le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage de l'appel d'offres :

CIMA + s.e.n.c.
740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900
Montréal, Québec H3C 3X6

Le bordereau de soumission de l'appel d'offres prévoit, en plus des services de bases d'une valeur de 966 755,79 $, taxes incluses, une enveloppe de 96 675,58 $ correspondant à 10 % du montant d'honoraires pour les services supplémentaires (services consultatifs, études préparatoires, etc.) et frais remboursables (essentiellement des frais de déplacement). Est également incluse au bordereau de soumission, une banque d'heures contingentes d'un montant maximal de 96 675,58 $, correspondant elle aussi à 10 % du montant des honoraires pour les services de base. Cette réserve est nécessaire afin de pourvoir aux

imprévues qui pourraient survenir dans le déroulement du projet et qui nécessiterait l'apport de ressources humaines supplémentaires de la part de l'adjudicataire.

Le montant de la soumission, incluant les contingences et les services supplémentaires et frais remboursables, s'élève à 1 160 106,95 $, taxes incluses, ce qui représente un montant de 1 059 332,27 $, net de ristourne.

La répartition des dépenses est prévue de la façon suivante :

2016 : 18 156,85 $, taxes incluses
2017 : 253 954,48 $, taxes incluses
2018 : 350 147,16 $, taxes incluses
2019 : 338 123,08 $, taxes incluses
2020 : 199 725,37 $, taxes incluses
Total : 1 160 106,95 $

Compte de provenance :
5001.5009007.803403.07165.57201.000000.0000.161972.000000.15010.00000.
Projet investi : 1635011-001
Projet Simon : 162006

Pendant toute la durée de la prestation des services professionnels, le SGPI prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer un suivi rigoureux des services requis décrits aux documents d'appel d'offres, notamment les services supplémentaires, le cas échéant, afin que ceux-ci soient rendus à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire prévue.

Le présent contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (décret 435-2015 du 27 mai 2015). L'adjudicataire a obtenu le 30 janvier 2015 son attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Une copie de son attestation est fournie en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce contrat de 1 160 106,95 $, taxes incluses, sera assumée comme suit : un montant maximal de 1 059 332,27 $, net de ristourne, sera financé par le solde du règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 09-007 : Règlement autorisant un emprunt de 25 500 000 $ pour le financement des travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public afin de poursuivre la création du Quartier des spectacles).
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les professionnels de la firme CIMA + s.e.n.c. assignés à la présente mission devront faire faire appliquer la politique du développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal dans le cadre de la construction du pavillon multifonctionnel pour lequel la certification LEED Canada (v4) de niveau Or est visée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le processus d'octroi de contrat à la firme de professionnels en gestion de projets doit être complété dans les meilleurs délais de façon à prêter assistance au Service de la gestion et de la planification immobilière pour la bonne conduite du projet de l'esplanade Clark et permettre ainsi de respecter l'échéancier et les objectifs de décaissements fixés par le Service de la culture, requérant du projet. Le report d'une décision relative au processus

d’octroi aurait des impacts négatifs significatifs, notamment eu égard au respect de l'échéancier du projet et des budgets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

fin novembre 2016 : Début du mandat;

- novembre 2016 à août 2017 : Programmation, esquisse, plans et devis préliminaires et définitifs;
- octobre 2017 à janvier 2018 : Travaux d'excavation et de décontamination et d'infrastructures;
- avril 2018 à décembre 2019 : Travaux de construction du pavillon et d'aménagement de surface;
- année 2020 : fermeture du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphane RICCI, Service de la culture

Lecture :

Stéphane RICCI, 12 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2016-10-06

Serge R THIBAULT
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-2801
Télécop. :

Normand GIRARD
Chef de division
Division-Projets corporatifs

Tél : 514 872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sophie LALONDE
Directrice
Direction de la gestion des projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2016-10-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-13

SGPI

Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Section Corporatif

Projet : Esplanade Clark et autres travaux connexes - Quartier des spectacles, secteur Place des Arts

Description :Services professionnels en gestion de projets pour le projet de l'esplanade Clark et autres travaux connexes

					Tps		**Tvq**		
					5,0%		**9,975%**		**Total**
Contrat:	**Travaux forfaitaires**		**%**	**$**					
	Honoraires		90,0%	840 840,00					
	Admin et profits			0,00					
	Services supp. & frais remboursables (10% des honoraires)		10,0%	84 084,00					
	Sous-total :		100,0%	**924 924,00**	**46 246,20**		**92 261,17**		**1 063 431,37**
	Contingences (10% des honoraires)		10,0%	84 084,00	4 204,20		8 387,38		96 675,58
	Total - Contrat :			**1 009 008,00**	**50 450,40**		**100 648,55**		**1 160 106,95**
Incidences:	Dépenses générales								
	Dépenses spécifiques								
	Total - Incidences :		**0**	**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)			**1 009 008,00**	**50 450,40**		**100 648,55**		**1 160 106,95**
Ristournes:	Tps	100,00%			50 450,40				50 450,40
	Tvq	50,0%					50 324,27		50 324,27
	Coût après rist. (Montant à emprunter)								**1 059 332,27**

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 30 janvier 2015

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS PLOURDE
3400, DU SOUVENIR, BUREAU 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

N° de décision : 2015-CPSM-1006001
N° de client : 3000148732

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AUDY FARLEY LALANDE LA BERGE ET ASSOCIÉS
- CÉDÉGER
- CIMA +
- CIMA + GATINEAU
- CIMA + INTERNATIONAL
- CIMA + LONGUEUIL
- CIMA + MONTRÉAL
- CIMA + RIVIÈRE DU LOUP
- CIMA + SAINT-JÉRÔME
- CIMA + SENC
- CIMA + SHERBROOKE
- CIMA QUÉBEC
- CIMA+/WALSH/ISIS
- CIMA-INFO
- COPAC ET ASSOCIÉS
- DUPUIS, ROUTHIER RIEL ET ASSOCIÉS
- LECLAIR NADEAU LAMBERT LALLIER ET ASSOCIÉS
- LEGAULT MERCIER ST-GERMAIN PIGEON ET ASSOCIÉS
- LNR ET ASSOCIÉS
- RDO ET ASSOCIÉS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). CIMA+ S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1163820002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Objet :	Octroyer un contrat à CIMA + s.e.n.c., d'une valeur totale de 1 160 106,95 $, pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets pour la phase 4B du Quartier des spectacles - Dépense totale de 1 160 106,95, taxes incluses. Appel d'offres public 16-15544, 2 soumissions déposées, 2 soumissions conformes / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15544 Det Cah Final.pdf 16-15544 tableau.pdf 16-15544 intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-11

Pierre GATINEAU
Chef de section
Tél : 514 872-0349
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15544 — No du GDD : 1163820002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en gestion de projets - Esplanade Clark et travaux connexes - Quartier des spectacles - secteur Place des Arts

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 8 - 2016

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 12 - 9 - 2016

Date du comité de sélection : 28 - 9 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 2 - 9 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 18,18

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 3 - 2017

Date d'échéance révisée : 11 - 3 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CIMA + s.e.n.c.	1 160 106,95 $	√	
Macogep inc.	1 344 379,68 $		

Information additionnelle

Des onze (11) preneurs du cahier des charges deux (2) ont déposé une soumission. Les neuf (9) autres preneurs du cahier des charges n'ont pas retourné le formulaire de désistement.

Préparé par : Robert Normandeau — Le 11 - 10 - 2016

16-15544 - Services professionnels en gestion de projets – Esplanade Clark et travaux connexes – Quartier des spectacles – secteur Place des Arts

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+ s.e.n.c.	3,67	8,00	18,33	24,00	22,67	76,67	1 160 106,95 $	**1,09**	**1**
Macogep inc.	3,83	7,33	19,67	23,00	22,67	76,50	1 344 379,68 $	**0,94**	**2**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Comité	
Date	**28-09-2016**
Heure	**13 h 00**
Lieu	**3A-28/303 Notre-Dame Est**

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15544
Numéro de référence : 1007816
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en gestion de projets - Esplanade Clark et travaux connexes - Quartier des spectacles - secteur Place des Arts

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 287-8500 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1168114)** 2016-08-22 12 h 37 **Transmission :** 2016-08-22 12 h 37	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-25 13 h 44 - Courriel 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 7 h 39 - Courriel 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-02 21 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIM - Conseil en Immobilisation & Management Inc. 440 boul René-Lévesque O Bureau 1700 Montréal, QC, H2Z 1V7 http://www.cim-conseil.qc.ca NEQ : 1147304134	Madame Tyna Phaneuf Téléphone : 514 393-4563 Télécopieur :	**Commande : (1169330)** 2016-08-24 10 h 55 **Transmission :** 2016-08-24 10 h 55	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-25 13 h 44 - Courriel 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 7 h 39 - Courriel 2645894 - 16-15544 Addenda no 3

				2016-09-02 21 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Linda Fontaine Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1168049)** 2016-08-22 11 h 20 **Transmission :** 2016-08-22 11 h 20	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-25 13 h 44 - Courriel 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 7 h 39 - Courriel 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-02 21 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Colliers maîtres de projets inc. 1800, avenue McGill College, bureau 400 Montréal, QC, H3A3J6 http://www.mhpm.com/fr NEQ : 1163608608	Monsieur Jean-Stephane Bédard Téléphone : 514 855-0606 Télécopieur :	**Commande : (1171200)** 2016-08-29 15 h 48 **Transmission :** 2016-08-29 15 h 48	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-29 15 h 48 - Téléchargement 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 7 h 39 - Courriel 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-02 21 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Énertech Solutions Inc. 5436 Royalmount Montréal, QC, H4P1H7 NEQ : 1168346964	Monsieur Avi Laurent Fhima Téléphone : 514 638-2886 Télécopieur :	**Commande : (1174172)** 2016-09-06 21 h 59 **Transmission :** 2016-09-06 21 h 59	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-09-06 21 h 59 - Téléchargement 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-09-06 21 h 59 - Téléchargement 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-06 21 h 59 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	La Société conseil Lambda inc. 1265, boulevard Charest ouest Bureau 1100 Québec, QC, G1N 2C9 http://www.lambda.qc.ca NEQ : 1146522942	Madame Marie-Josée Lachance Téléphone : 418 683-1568 Télécopieur : 418 683-6970	**Commande : (1167902)** 2016-08-22 9 h 56 **Transmission :** 2016-08-22 9 h 56	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-25 13 h 44 - Courriel 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 7 h 39 - Courriel 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-02 21 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1172110)** 2016-08-31 11 h 36 **Transmission :** 2016-08-31 11 h 36	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-31 11 h 36 - Téléchargement 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 11 h 36 - Téléchargement 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-02 21 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1168499)** 2016-08-23 8 h 33 **Transmission :** 2016-08-23 8 h 33	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-25 13 h 44 - Courriel 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 7 h 39 - Courriel 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-02 21 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Provencher Roy + Associés architectes 210-276 rue Saint-Jacques Montréal, QC, H2Y 1N3 NEQ : 1168830322	Madame Suzanne Mélançon Téléphone : 514 844-3938 Télécopieur	**Commande : (1170895)** 2016-08-29 10 h 06 **Transmission :** 2016-08-29	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-29 10 h 06 - Téléchargement 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 7 h 40 -

		: 514 844-6526	10 h 06	Télécopie 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-02 21 h 40 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sylvain Villiard 754 Maurice Laval, QC, H7X2G7 NEQ : 4506896932	Monsieur Sylvain Villiard Téléphone : 450 689-6932 Télécopieur : 450 689-6932	**Commande : (1170909)** 2016-08-29 10 h 18 **Transmission :** 2016-08-29 10 h 18	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-29 10 h 18 - Téléchargement 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 7 h 39 - Courriel 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-02 21 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Trinord 1020, rue Bouvier suite 400 Québec, QC, G2K0K9 http://www.trinord.ca NEQ : 1171269047	Monsieur Simon-Alexis Lapointe Téléphone : 581 986-3845 Télécopieur :	**Commande : (1168013)** 2016-08-22 11 h **Transmission :** 2016-08-22 11 h	2642131 - 16-15544 Addenda No 1 2016-08-25 13 h 44 - Courriel 2644006 - 16-15544 Addenda no 2 2016-08-31 7 h 39 - Courriel 2645894 - 16-15544 Addenda no 3 2016-09-02 21 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Formation en ligne

Glossaire

Plan du site

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Contactez-nous

Nouvelles

Marchés publics hors Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés financiers

Info sur Constructo

Conditions d'utilisation

Polices supportées

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1163820002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction gestion des projets de développement et de maintien des actifs immobiliers
Objet :	Octroyer un contrat à CIMA + s.e.n.c., d'une valeur totale de 1 160 106,95 $, pour la fourniture de services professionnels en gestion de projets pour la phase 4B du Quartier des spectacles - Dépense totale de 1 160 106,95, taxes incluses. Appel d'offres public 16-15544, 2 soumissions déposées, 2 soumissions conformes / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1163820002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget - Service des finances - Point de service Brennan 2
Tél : 514-868-3203

Mario Primard
Agent comptable analyste
514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-11

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances - Point de service Brennan 2

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS EN GESTION DE PROJETS

Esplanade Clark et autres travaux connexes
Quartier des spectacles – secteur Place des Arts

Appel d'offres n° 16-15544

n° de contrat : 14755
n° de mandat : 17849-2-003

Ville de Montréal
Service de la gestion et de la planification immobilière

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

ARTICLE 2 - OBJET

ARTICLE 3 - INTERPRÉTATION

ARTICLE 4 - DURÉE

ARTICLE 5 - LES SERVICES DE GESTION DE PROJETS

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA VILLE

ARTICLE 8 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 9 - SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS

ARTICLE 10 - CALCUL DES HONORAIRES

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 12 - ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

ARTICLE 13 - HONORAIRES MAXIMALES ET AUTRES DÉPENSES

ARTICLE 14 - LIMITE DE RESPONSABILITÉ

ARTICLE 15 - DROITS D'AUTEUR

ARTICLE 16 - RÉSILIATION

ARTICLE 17 - CONDITIONS GÉNÉRALES

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

CIMA+ S.E.N.C. société de services-conseil ayant sa principale place d'affaires au 740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900 Montréal (Québec) H3C 3X6 représentée par Yves Roland Mondou, Vice-président par intérim, Associé, expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : R103036430
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1010372212

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service de la gestion et de la planification immobilière ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : Les termes de référence pour services professionnels en gestion de projets datés du 14 mars 2016;

1.3 « **Annexe 2** »: l'offre de services présentée par le Contractant le 12 septembre 2016;

1.4 **« Ouvrage » :** les aménagements du domaine public et les constructions visés par la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à exécuter les services de gestion de projets

ci-après décrits relativement aux travaux d'aménagement de l'esplanade Clark et autres travaux connexes qui comprennent, sans s'y restreindre : l'aménagement d'une place publique et d'une patinoire extérieure réfrigérée, la construction d'un pavillon multiservices, les travaux de réfection et de réhabilitation d'infrastructures souterraines (égout, aqueduc et autres utilités publiques) et de surface (chaussées, trottoirs, éclairage public…), des travaux électriques et de multimédias (ci-après l' « Ouvrage »).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services.

ARTICLE 5
SERVICES DE GESTION DE PROJETS

Le Contractant doit rendre à la Ville les services de gestion de projets nécessaires à la réalisation complète de l'Ouvrage. Ces services consistent de façon générale, sans s'y restreindre, à assister le Directeur dans la gestion de l'interface entre les intervenants externes (architectes, architecte du paysage, ingénieurs, experts-conseils spécialisés, entrepreneurs et autres parties prenantes) et internes (exécutants, requérants et autres) de la Ville, dans la planification, l'organisation, la coordination, l'information et le contrôle de l'ensemble des activités suivantes :

Gestion et coordination générale :

5.1 faire le suivi budgétaire de tous les déboursés encourus aux fins de l'Ouvrage;

5.2 valider les calendriers détaillés de réalisation produits par les professionnels;

5.3 élaborer un calendrier maître détaillé de réalisation sous forme d'un cheminement critique (PERT ou CPM) et sous forme de Gantt, le commenter et le soumettre pour approbation écrite au Directeur;

5.4 planifier et organiser toutes les étapes et toutes les activités nécessaires à la réalisation de l'Ouvrage et des contrôles requis;

5.5 élaborer des stratégies pour la réalisation de l'Ouvrage;

5.6 tenir à jour d'un dossier complet de la réalisation de l'Ouvrage;

5.7 rédiger pour le compte du SGPI de tout rapport périodique faisant état de l'avancement de l'Ouvrage;

5.8 réaliser et gérer un plan de gestion des risques;

5.9 gérer un plan de gestion de la qualité;

5.10 coordonner la préparation d'un programme détaillé de mise en conformité et le soumettre au Directeur pour approbation écrite;

5.11 coordonner l'obtention, avec l'accord écrit du Directeur, de toute étude préalable d'avant-projet nécessaire à la définition complète et détaillé de l'Ouvrage;

5.12 coordonner et contrôler l'obtention des approbations requises en regard de la préparation des documents préliminaires et définitifs de l'Ouvrage;

5.13 s'assurer que les plans, devis et autres documents d'appel d'offres respectent les paramètres initiaux de l'Ouvrage approuvés par le Directeur et qu'ils sont de qualité;

5.14 vérifier toute demande de paiement des entrepreneurs dûment approuvée par les professionnels architectes et ingénieurs, analyser toute demande de changement et faire les recommandations appropriées au Directeur;

5.15 rédiger, pour le compte du Directeur, tout rapport périodique faisant état de l'avancement de l'Ouvrage et tout sommaire décisionnel adressé aux instances décisionnelles, en commentant l'adéquation des principaux paramètres approuvés par le Directeur en termes de calendrier, de budget, de programme et de performance, ainsi que tout autre événement pertinent et déterminant pour la réalisation de l'Ouvrage;

5.16 sous réserve des directives du Directeur, participer à la coordination et au contrôle des services et du travail de tous les intervenants impliqués dans l'Ouvrage;

5.17 prendre fait et cause pour la Ville dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais;

5.18 dégager la Ville de toute responsabilité relativement à la prestation de services du gestionnaire de projet ou du gestionnaire de contrats;

5.19 rendre tout autre service non décrit précédemment, mais requis par le Directeur.

Gestion et coordination techniques :

Programmation et conception :

5.20 Participer aux ateliers de conception intégrée (PCI), aux réunions techniques et de coordination avec les professionnels nécessaires à la réalisation de l'esquisse, du dossier préliminaire et des plans et devis définitifs à 50 %, 80% et 100 %;

5.21 formuler et émettre des commentaires et recommandations sur les documents déposés par les architectes, architectes du paysage, ingénieurs, experts-conseils spécialisés et autres : esquisses, dossier préliminaire, plans et devis définitifs à 50 %, 80% et 100 %;

5.22 participer, au besoin, à des ateliers d'analyse de la valeur.

Appel d'offres

5.23 Préparer, sous l'autorité du Directeur, tous les documents requis par ce dernier dans le cadre des processus d'appels d'offres et d'octrois de contrats aux entrepreneurs en construction, en services professionnels et autres.

Construction

5.24 évaluer, préparer et distribuer les documents officiels (ordre de débuter, prolongation et autres);

5.25 planifier, préparer et animer des réunions de démarrage des chantiers;

5.26 participer aux réunions de coordination;

5.27 suivre l'avancement des chantiers;

5.28 coordonner les émissions et les acceptations des directives de chantier, des mémos de chantier et des avenants au marché;

5.29 assister le Directeur dans la coordination technique avec les divers services de la Ville au niveau de la réalisation des travaux;

5.30 collaborer avec le Directeur dans la coordination, la gestion et le suivi du contrôle qualité par des firmes externe;

5.31 suivre, compiler, classer et archiver des documents;

5.32 fournir au nom de la Ville ce qui est requis par l'entrepreneur pour qu'il puisse débuter ses travaux (clefs, permis ou autres);

5.33 gérer l'interface client avec les professionnels et l'entrepreneur;

5.34 suivre le travail des architectes, architectes paysagistes, ingénieurs et experts-conseils;

5.35 suivre le budget pour travaux contingents et du calendrier des travaux;

5.36 faire rapport au chargé du projet et obtenir son approbation pour tout changement touchant la portée et la qualité du projet, l'échéancier et le budget;

5.37 suivre le traitement des demandes et quittances;

Post-construction

5.38 Suivre la production des plans « tels que construits »;

5.39 formuler et émettre des commentaires et recommandations, sur les plans « tels que construits »;

5.40 suivre de la production des manuels d'exploitation des systèmes des ouvrages (incluant les formations requises);

5.41 suivre la résolution des déficiences, des réceptions provisoires et définitives

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Dans le cadre des présentes, le Contractant s'engage notamment à :

6.1 exécuter les services décrits à l'article 5, conformément aux termes et conditions de la présente convention et de ses annexes, en collaboration étroite avec le Directeur;

6.2 tenir compte de toutes les instructions et recommandations du Directeur sur la façon d'exécuter tout travail confié au(x) Gestionnaire(s) de projets;

6.3 confier, pendant toute la durée de la convention, les services à rendre par le(s) gestionnaire(s) de projets **Jonathan Boutillier, ing.**(ci-après appelé « Gestionnaires de projets » n°1), et à **Damien Clergue** (ci-après appelé « Gestionnaires de projets » n°2), ainsi que par le gestionnaire de contrats de construction **Olivier Gatien** (ci-après appelé « Gestionnaire de contrats de construction »);

6.4 ne pas remplacer les Gestionnaires de projets, ni le Gestionnaire de contrats de construction sans l'autorisation préalable écrite du Directeur, étant entendu que toute personne qui pourrait être appelée à le(s) remplacer devra disposer de compétences égales ou supérieures à ceux-ci;

6.5 respecter tous les paramètres de l'Ouvrage déterminé ou approuvé par le Directeur dont notamment le calendrier de réalisation, le budget, le programme de construction et les critères de performance de la Ville, informer le Directeur de tout écart et recommander à celui-ci les modifications appropriées de façon à respecter ces paramètres;

6.6 respecter les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à son Annexe 1, ou déterminés par le Directeur;

6.7 assurer les services des Gestionnaires de projets et du Gestionnaire de contrat de construction sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour, de huit heures trente à seize heures trente et à la demande expresse du Directeur, assurer la disponibilité des Gestionnaires de projets et du Gestionnaire de contrats de construction, y compris en dehors des heures prévues, et ce, aux fins d'assurer une coordination maximale des professionnels du projet;

6.8 assurer le soutien nécessaire aux Gestionnaires de projets et au Gestionnaire de contrats de construction dans les services rendus;

6.9 communiquer promptement toute information pertinente au Directeur et à tout intervenant impliqué et engagé dans l'Ouvrage;

6.10 assurer la confidentialité de toute donnée ou renseignement qu'il pourra obtenir à l'occasion de l'exécution des présentes et ne pas employer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Directeur pour d'autres fins que celles de l'Ouvrage, étant entendu que le présent article s'applique également aux Gestionnaires de projets et au Gestionnaire de contrats de construction;

6.11 n'avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Sauf les honoraires prévus aux présentes, le Contractant ne devra recevoir de la Ville ou de tiers, aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'Ouvrage. Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.12 se conformer aux normes et standards d'aménagement de la Ville ainsi qu'à toute règle et procédure administrative de cette dernière;

6.13 assumer ses frais généraux, tels les repas et les services de secrétariat, ainsi que tous autres frais nécessaires à la réalisation de la présente convention, sous réserve de l'article 7 des présentes;

6.14 assumer les frais de messagerie, de reproduction des documents et autres frais de même nature requis dans le cadre de l'exécution de la convention;

6.15 munir les Gestionnaires de projets et le Gestionnaire de contrats de construction d'un téléphone portable intelligent et payer les frais de temps d'antenne et de messagerie qui y sont reliés, ainsi que tout l'équipement et les fournitures nécessaires à la prestation de leurs services, sauf ce qui est spécifiquement décrit à la présente convention comme devant être fourni par la Ville;

6.16 assumer, à ses entiers frais, les heures qu'il (le Contractant) consacre à la formation, à l'encadrement et à la coordination des Gestionnaires de projet et du Gestionnaire de contrats de construction, y compris les heures de participation de ces derniers aux réunions d'équipe du Contractant, à des activités de formation ou d'intégration prévus par le Contractant, ou encore à des événements corporatifs auxquels le Contractant participe; ces activités, réunions et événements ne devront pas figurer au relevé des heures remboursables des Gestionnaires de projets et du Gestionnaire de contrats de construction.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

7.1 fournir aux Gestionnaires de projets un espace de travail au 303, rue Notre-Dame Est, Montréal, Qc H2Y 3Y8 ou à un autre emplacement désigné expressément par le Directeur sur le territoire de la Ville, pendant toute la durée de la convention;

7.2 mettre à la disposition des Gestionnaires de projets, lorsqu'il travaille à l'emplacement décrit à l'article 7.1, les ordinateurs, photocopieurs ou imprimantes et les fournitures de bureau;

7.3 rembourser au Contractant les frais admissibles suivants :

7.3.1 les frais de déplacement en voiture du Gestionnaire de projets et du Gestionnaire de contrats de construction entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'Ouvrage, s'ils utilisent leur véhicule personnel à raison de :

- 0,57 $ par kilomètre jusqu'à un maximum de 320 km,
- 0,47 $ par kilomètre pour plus de 320 km jusqu'à une maximum de 1280 km,
- et 0,38 $ par kilomètre pout tout kilomètre additionnel

jusqu'au 1er mai 2016, puis au taux en vigueur, conformément à l'Annexe A de l'encadrement administratif « Dépenses à la demande de l'employeur et dépenses afférentes » de la Ville pour les années subséquentes, étant entendu que la Ville ne rembourse pas les frais de stationnement à l'espace de travail fourni par la Ville;

7.3.2 les frais de déplacement en métro et en autobus du Gestionnaire de projets et du Gestionnaire de contrats de construction entre l'espace de travail fourni par la Ville et le lieu de l'Ouvrage;

ARTICLE 8
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

8.1 La Ville pourra requérir du Contractant des services supplémentaires tels que :

- des services de secrétariat;

- des services consultatifs comprenant conseils, expertises, estimations, évaluations, études des structures de taux et tarifs, inspections, essais et autres services relatifs à la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations en vue de conclusions et de recommandations spécialisées;

- des études préparatoires comprenant des recherches, des explorations, des relevés, des études de sol, la détermination de superficies de bâtiment ou de terrain en regard du programme, l'analyse de conditions de solutions possibles et les études économiques de coût de construction ou d'exploitation et d'analyse de valeur, le tout devant servir de base à des conclusions ou recommandations relatives à la mise en marche d'un projet spécifique;

- des services de laboratoires et d'entreprises spécialisées pour des essais et études sur modèles, pour le contrôle de la qualité des matériaux, de l'équipement et de la machinerie à être incorporés à l'Ouvrage, pour les essais de fonctionnement et de rendement, soit à l'emplacement même de l'Ouvrage, soit dans les usines ou entrepôts des fournisseurs;

- des services de tout autre spécialiste, personne ou société, pour des essais et rapports sur les sols, ou pour des actes de contrôle qualitatifs nécessitant plus qu'une inspection visuelle;

- des services de tout autre spécialiste, personne ou société pour l'élaboration de documents de présentation, tels maquettes, perspectives, audio-visuels.

8.2 Dans tous les cas décrits à l'article 8.1, le Contractant doit obtenir au préalable l'accord écrit du Directeur, avec mention d'une enveloppe budgétaire maximale, avant de procéder à l'exécution de ces services supplémentaires. Tout dépassement de l'enveloppe budgétaire autorisée ou tout engagement d'un service non préalablement autorisé par le Directeur sera assumé par le Contractant.

ARTICLE 9
SERVICES SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS PAR UN TIERS

Lorsque les services supplémentaires prévus à l'article 8 sont exécutés par un tiers avec l'autorisation préalable du Directeur, la Ville remboursera au Contractant les honoraires effectivement payés par lui à ce tiers, le tout majoré de 10 % du montant ainsi payé, à titre de frais d'administration, sans dépasser l'enveloppe budgétaire maximale autorisée par le Directeur.

ARTICLE 10
CALCUL DES HONORAIRES

Les honoraires sont calculés comme suit :

10.1 Méthode horaire pour les services décrits à l'article 5 des présentes :

Les honoraires professionnels du Contractant pour les services décrits à l'article 5 sont calculés au taux horaire indiqué à l'Annexe 2 des présentes;

Le Contractant ne peut en aucun cas facturer à la Ville un taux horaire différent de celui de l'annexe 2, y compris pour les heures supplémentaires autorisées par le Directeur;

Il est entendu que les services décrits à l'article 5 des présentes sont rendus sur une base hebdomadaire de 35 heures à raison de 7 heures par jour. Aucune heure travaillée en sus de ces 35 heures ne sera rémunérée, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur. Les heures quotidiennes de travail sont réparties de huit heures trente à seize heures trente, moins une heure pour le repas;

Si requis, le Gestionnaire de projets et le Gestionnaire de contrats de construction devront modifier leurs horaires de travail en variant le nombre d'heures effectivement travaillées d'une journée à l'autre, incluant le samedi et le dimanche, au besoin, afin de mieux répondre aux exigences de leurs services. Ils devront inscrire sur leurs feuilles de temps les heures effectivement travaillées;

Le Directeur pourrait, au besoin, réduire le nombre d'heures de services à rendre par les Gestionnaires de projets et le Gestionnaire de contrats de construction du Contractant. Cette situation exceptionnelle pourrait se produire dans l'éventualité où la charge de travail ne requiert pas les services des Gestionnaires de projets et du Gestionnaire de contrats de construction. Les honoraires du Contractant lui sont payés selon le taux horaire prévu à l'Annexe 2 pour les heures travaillées.

Le Contractant tient un registre des heures consacrées par le Gestionnaire de projets et le Gestionnaire de contrats de construction à l'exécution de leurs services et transmet cette feuille de temps à la Ville hebdomadairement. Il est entendu que la tenue de ce registre ne constitue pas une obligation de la part de la Ville de payer au Contractant des honoraires additionnels pour des heures supplémentaires, mais permet de mesurer l'effort réel requis par le Gestionnaire de projets et le Gestionnaire de contrats de construction pour s'acquitter de leurs services;

10.2 Méthode horaire pour les services supplémentaires décrits à l'article 8 des présentes :

10.2.1 Dans le cas où des services supplémentaires sont demandés au Contractant, conformément à l'article 8, le Directeur lui indique, avant le dépôt de son offre pour les services supplémentaires demandés, si celle-ci doit être présentée selon la méthode forfaitaire, ou selon la méthode horaire.

10.2.2 La méthode horaire consiste à payer le temps consacré par les membres du personnel du Contractant appelé à rendre des services supplémentaires connexes dans le cadre de la présente convention, selon un budget préalablement établi et approuvé par écrit par le Directeur, si ce dernier choisit ce mode de paiement d'honoraires. Aucun changement ne pourra être apporté sans l'accord préalable écrit du Directeur.

10.2.3 Le Contractant doit transmettre au Directeur, pour approbation préalable écrite, les noms, les qualifications et le taux horaire qu'il paie aux membres de son personnel affecté à l'exécution d'un service supplémentaire. Ces personnes ne pourront être remplacées sans l'accord écrit du Directeur.

10.2.4 Le taux horaire du salaire est celui réellement versé à chacun des membres de ce personnel, tel qu'indiqué dans son offre de services et ne devra en aucun temps être supérieur aux taux horaires admissibles pour les services d'architectes ou d'ingénieurs aux fins de l'application du tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des architectes ou des ingénieurs, selon le cas, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat.

10.2.5 Le taux horaire du salaire réellement versé est établi en divisant le salaire régulier hebdomadaire par le nombre d'heures de la semaine normale de travail. Tout travail exécuté en temps supplémentaire par le personnel du Contractant sera payé à ce dernier par la Ville en temps régulier.

10.2.6 Aux fins du paiement des honoraires, les taux horaires du salaire réellement versé sont majorés de 125 % pour tenir compte des frais indirects et des frais d'administration, sauf pour le taux horaire du personnel de soutien dont la majoration est de 75 % sans excéder, en aucun cas, les taux horaires maximaux de l'article 10.2.3. Outre les pourcentages ci-dessus, aucune autre majoration du salaire payé à un membre du personnel ne sera accordée.

10.2.7 Si le Contractant affecte du personnel de classification supérieure à une fonction habituellement confiée à du personnel de classification inférieure, le taux horaire applicable dans ce cas, est celui applicable à la classification inférieure.

10.2.8 Les honoraires du Contractant pour les services du personnel de soutien ne sont payés que pour le temps affecté à la saisie des cahiers des charges définitifs et des rapports techniques directement reliés à l'exécution du contrat.

10.2.9 Le taux horaire du patron ne peut être payé que pour un nombre d'heures n'excédant pas 10 % des heures que le personnel professionnel et technique consacre à l'exécution de la convention, pour autant que les services ainsi fournis soient spécifiques au projet et relèvent de la gérance, de la coordination ou de la supervision.

10.3 Méthode à forfait pour les services décrits à l'article 8 des présentes :

Si la méthode de calcul des honoraires choisie par le Directeur est celle du forfait, il sera versé au Contractant une somme fixe préalablement établie et approuvée par écrit par le Directeur. La Ville ne paiera aucuns autres frais reliés aux services payés selon cette méthode.

ARTICLE 11
MODALITÉS DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

11.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire prévue à l'article 10.1, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement de l'Ouvrage.

11.3 En ce qui concerne les services supplémentaires rendus par le personnel du Contractant (article 8), le temps que le Contractant et son personnel ont consacré à l'Ouvrage depuis le dernier jour inclus au compte précédent devra être inscrit sur chaque compte.

Aucune majoration du salaire payé à un membre du personnel du Contractant n'est admissible pour le temps supplémentaire, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur.

11.4 En ce qui concerne les services supplémentaires exécutés par un tiers (article 9), le Contractant devra soumettre au Directeur un compte accompagné des pièces justificatives attestant les honoraires dus au tiers dont il a retenu les services en conformité avec cet article.

11.5 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

11.6 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12
ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de :

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et

jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du *Code civil du Québec* pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.3 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.4 La Ville devra aussi être désignée comme coassurée du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13
HONORAIRES MAXIMALS ET AUTRES DÉPENSES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million cent soixante mille cent six dollars et quatre-vingt-quinze cents 1 160 106,95 $ couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Le taux horaire applicable aux services des Gestionnaires de projets suivants est de quatre-vingt-quatorze dollars 94,00 $.

Gestionnaire de projets n° 1 : Jonathan Boutillier
Gestionnaire de projets n° 2 : Damien Clergue

Le taux horaire applicable aux services du Gestionnaire de contrats de construction suivant est de soixante-deux dollars et vingt-cinq cents 62,25 $.

Gestionnaire de contrats de construction : Olivier Gatien

ARTICLE 14
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 13.

ARTICLE 15
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 13, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux en faveur de celle-ci;

15.2 déclare qu'il a la capacité de céder les droits d'auteur décrits à l'article 15.1 et de renoncer à l'exercice des droits moraux en faveur de la Ville;

15.3 garantit à la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.4 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16
RÉSILIATION

16.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

16.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation et tout document ou tout matériel mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

16.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 17
CONDITIONS GÉNÉRALES

17.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention. Si l'adresse du Contractant n'est pas sur le territoire de Montréal, il doit y élire domicile et en aviser le Directeur; à défaut, toute procédure judiciaire lui sera signifiée au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal. Une partie peut élire domicile à une toute autre adresse dans le district judiciaire de Montréal dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

17.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties.

17.3 AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être transmis par écrit comme suit :

POUR LA VILLE :
Le Directeur
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion de projets de développement et maintien d'actifs immobiliers
303, rue Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

POUR LE CONTRACTANT :
Sébastien Tremblay, ing. PMP – Patron répondant
740, rue Notre-Dame Ouest, bureau 900
Montréal (Québec) H3C 3X6

17.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.5 CESSION

Les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.6 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.7 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le e jour de 2016

CIMA + s.e.n.c

Par : _____
Yves Roland Mondou, ing.
Vice-président par intérim

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ..... e jour de ..... 20.… (Résolution CG .....).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1167287007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trois ans avec les firmes SNC-LAVALIN inc. (2 228 847.86$), Axor Experts Conseils Inc. (1 391 151.51$), Les Services EXP. Inc. (944 864.55$) pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 564 863.92$, taxes incluses. Appel d'offres public 16-15542 - 10 soumissionnaires / approuver les projets de conventions à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande des services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal;
2. d'approuver les projets de convention de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (16-15542) et selon les termes et conditions stipulés aux projets de conventions;
3.
   - SNC-LAVALIN inc. ==> 2 228 847.86$
   - Axor Experts Conseils Inc. ==> 1 391 151.51$
   - Les Services EXP. Inc. ==> 944 864.55$
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-31 11:30

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167287007**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	-
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trois ans avec les firmes SNC-LAVALIN inc. (2 228 847.86$), Axor Experts Conseils Inc. (1 391 151.51$), Les Services EXP. Inc. (944 864.55$) pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 564 863.92$, taxes incluses. Appel d'offres public 16-15542 - 10 soumissionnaires / approuver les projets de conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Afin d'atteindre les objectifs de réalisation visé, le SIVT s'adjoint le support de firmes d'experts-conseils relativement à des services professionnels ciblés en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux. Ces services professionnels sont requis notamment en support aux équipes de la gestion des grands projets et sous leur encadrement administratif.
Les enveloppes contractuelles des ententes-cadres couvrant les années 2014-2016 et 2015-2017 (CG14 0215 et CG15 0249) d'une valeur totale de 4,39 M$ sont complètement épuisées.

À la lumière des besoins projetées, cinq ententes sont requises. La première entente-cadre de 2016, couvrant une période de 36 mois, soit jusqu'au 28 avril 2019, (CG16 0244), au montant de 3,98 M$ est utilisée à 73%. La deuxième entente-cadre de 2016, couvrant une période de 36 mois, soit jusqu'au 19 septembre 2019, (CG16 0532), au montant de 3,06 M$ n'est pas encore utilisée, mais ne suffira pas aux besoins identifiés.

Afin, les divisions des grands projets du SIVT disposent la marge de manœuvre nécessaire pour le développement de nouveaux projets, trois ententes-cadres additionnelles sont proposés.

En vertu de la loi 76 "Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le processus d'attribution des contrats des organismes municipaux", l'appel d'offres auquel fait suite le présent dossier décisionnel a été publié du 17 août 2016 au 14 septembre 2016.
Les soumissions sont valides pendant les cent cinquante (150) jours calendriers qui suivent

leur date d'ouverture, soit jusqu'au 4 février 2017.
L'appel d'offres a été publié sur le site électronique d'appel d'offres SEAO (n. réf.1006776). La durée de publication a été de 28 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.
Deux (2) addenda furent émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres:

- Addenda 1 émis le 29 août 2016: Report de la date d'ouverture au 14 septembre, initialement prévue le 7 septembre.
- Addenda 2 émis le 9 septembre 2016: Transmission de la nouvelle politique de gestion contractuelle de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0532 - 29 septembre 2016 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trente mois avec Axor Experts-Conseils inc. (1 953 612,08 $, taxes incluses) et Les Services exp. inc., (1 106 979,30 $, taxes incluses) pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 16-15232 (7 soumissionnaires) / Approuver les projets de convention à cet effet
CG16 0244 - Le 21 avril 2016 - Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trois ans avec les firmes suivantes: Les Services EXP. Inc. (1 980 444,38$), Axor Experts Conseils Inc. (1 185 392,25$), Stantec Experts-Conseils Ltée (815 000,29$) incluant les taxes pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / appel d'offres public 16-15079 - 8 soumissionnaires, et approuver les projets de conventions à cette fin.

CG15 0249 - Le 30 Avril 2015 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels d'une durée de deux ans avec Les Services exp. inc., Les Consultants S.M. inc. et CIMA+ S.E.N.C. pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 15-13942 (7 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin.

CG14 0215 - Le 1 mai 2014 - Conclure trois ententes-cadres de services professionnels avec CIMA+, AXOR Experts-conseils et Les Consultants S.M. inc. pour des services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux, pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 14-13260 (11 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cette fin.

DESCRIPTION

Approuver les projets de conventions et conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal. Ces services professionnels sont requis en support aux équipes des grands projets de rues pour réaliser différents projets de natures diverses allant de l'aménagement du domaine public, à la mise à niveau des infrastructures, égout, aqueduc, à la construction de chaussée, de trottoir, de pistes cyclables, d'éclairage de rue, de signalisation lumineuse et de réaménagement géométrique.
En considérant les nombreux projets majeurs aux Divisions des grands projets, le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) désire conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels pour un montant total maximum de 4 564 863.92$

incluant les taxes et pour une période de trois ans.
Suite au lancement de l'appel d'offres public no. 16-15542, il est recommandé de retenir les services des trois (3) firmes suivantes:

- SNC-LAVALIN Inc. ==> 2 228 847.86$
- Axor Experts Conseils Inc. ==> 1 391 151.51$
- Les Services EXP. Inc. ==> 944 864.55$

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaires ou forfaitaires par catégorie d'employés.
Les bordereaux de soumission ont été préparés en fonction des prévisions de consommation pour les trente-six (36) prochains mois. Les heures provisionnelles inscrites aux bordereaux de soumissions pour chacun des contrats ententes-cadres et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et utilisés seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix. Les durées des ententes-cadres sont établies sur une période de trente-six (36) mois à compter de la signature de la convention ou pour des enveloppes budgétaires maximales telles que détaillées ci-haut, selon la première des deux éventualités.
Les projets de conventions de services professionnels ont été rédigées à partir de la convention type du Service des affaires juridiques et sont jointes au présent dossier à la section « documents juridiques »

Sur seize (16) preneurs du cahier des charges dont la liste complète est présentée à l'intervention du Service de l'approvisionnement, dix (10) firmes ont déposé une soumission, soit une proportion de 62,5%. Toutes les soumissions étaient conformes aux cahier des charges. Elles ont toutes été évaluées par le comité de sélection et obtenu la note de passage .

JUSTIFICATION

Compte tenu des nombreux grands projets (de développement) en cours de réalisation et des projets pour les années à venir, le SIVT anticipe une insuffisance de ressources techniques spécifiques pour répondre aux besoins lors des périodes de pointe en 2017. Dans ce contexte, il est requis de retenir les services professionnels d'experts-conseils pour réaliser trois mandats de services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux, dans le cadre des différents grands projets à réaliser par la Ville de Montréal.
L'analyse des soumissions, dont le détail est présenté dans l'intervention du Service de l'approvisionnement, s'est conclue par la recommandation de trois (3) adjudicataires. Les tableaux suivants résument, pour chacune des ententes-cadres, les résultats de soumission et les écarts entre les soumissions ainsi que l'écart avec l'estimation.

Contrat #1 : SNC-LAVALIN Inc. :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- SNC-LAVALIN inc.	78,5	0,58	2 228 847,86 $
2- AXOR Experts-Conseils Inc.	80,0	0,56	2 318 585,85 $
3- Les Services Exp. Inc.	83,3	0,54	2 466 213,75 $
4- WSP Canada Inc.	80,3	0,53	2 458 777,70 $
5- CIMA+ S.E.N.C.	79,5	0,52	2 496 682,13 $
6- Beaudoin Hurens	73,1	0,48	2 551 582,69 $
7- Les Consultants S.M. Inc.	74,3	0,48	2 591 536,50 $
8- Le Groupe-Conseil Génipur Inc.	70,5	0,47	2 544 741,68 $
9- AECOM	73,5	0,47	2 615 359,32 $
10- Stantec Experts-Conseils Ltée	75,1	0,44	2 832 098,69 $
		Estimation interne	2 420 511,19 $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudication - estimation)	(191 663,33) $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudication - estimation)/estimation)x100	-8%
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire ($)	89 737,99 $
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire (%)	4%

Contrat #2 : Axor Experts Conseils Inc. :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- AXOR Experts-Conseils Inc.	80,0	0,93	1 391 151,51 $
2- Les Services Exp. Inc.	83,3	0,91	1 458 687,83 $
4- WSP Canada Inc.	80,3	0,88	1 475 266,50 $
3- CIMA+ S.E.N.C.	79,5	0,88	1 468 173,26 $
5- Les Consultants S.M. Inc.	74,3	0,83	1 503 528,08 $
6- Beaudoin Hurens	73,1	0,80	1 530 949,61 $
7- Le Groupe-Conseil Génipur Inc.	70,5	0,79	1 526 845,00 $
8- AECOM	73,5	0,79	1 569 215,59 $
9- Stantec Experts-Conseils Ltée	75,1	0,74	1 699 259,20 $
10- SNC-LAVALIN inc.	78,5		
		Estimation interne	1 452 306,71 $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudication - estimation)	(61 155,20) $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudication - estimation)/estimation)x100	-4%
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire ($)	67 536,32 $
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire (%)	5%

Contrat #3 : Les Services EXP. Inc. :

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	Total (taxes incluses)
1- Les Services Exp. Inc.	83,3	1,41	944 864,55 $
2- WSP Canada Inc.	80,3	1,35	962 792,60 $
3- CIMA+ S.E.N.C.	79,5	1,33	977 287,50 $
4- Les Consultants S.M. Inc.	74,3	1,30	956 132,10 $
5- Beaudoin Hurens	73,1	1,21	1 020 633,08 $
6- Le Groupe-Conseil Génipur Inc.	70,5	1,18	1 017 896,67 $
7- AECOM	73,5	1,18	1 046 143,73 $
8- Stantec Experts-Conseils Ltée	75,1	1,10	1 132 839,48 $
9- SNC-LAVALIN inc.	78,5		
10- AXOR Experts-Conseils Inc.	80		
		Estimation interne	968 204,48 $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)	(23 339,93) $
		Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudication - estimation)/estimation)x100	-2%
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et	17 928,05 $
		Écart entre celui ayant obtenu la 2ième note finale et l'adjudicataire (%)	2%

Suite à l'évaluation qualitative, toutes les firmes ont pu être considérées pour l'établissement du pointage final puisque toutes les soumissions ont obtenu la note de passage supérieure à 70 %.
Comme la firme SNC-LAVALIN Inc. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat #1, elle devient non éligible pour les contrats #2 et #3. La firme Axor Experts Conseils Inc.. a été recommandée comme adjudicataire pour le contrat # 2 et devient ainsi non éligible pour le contrat # 3. La firme Les Services Exp. Inc. est recommandée comme adjudicataire pour le contrat #3.
L'estimation interne préparée au moment de lancer l'appel d'offres a été établie en fonction des heures prévisionnelles prévues au bordereau de soumission selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Les montants soumis par les firmes ayant obtenu les meilleurs pointages pour les trois (3) mandats au terme du comité d'évaluation sont plus bas que les estimations internes. L'écart est à l'avantage de la Ville pour ce scénario d'heures prévisionnelles.
L'écart favorable obtenu entre l'estimation interne et le plus bas soumissionnaires est de 8% pour le contrat # 1, 4% pour le contrat # 2 et 2% pour le contrat #3.
Toutes les firmes ayant fait l'objet de cette évaluation qualitative possèdent un certificat de l'autorité des Marchés Financiers (AMF) les autorisant à contracter avec un organisme public:
SNC-LAVALIN inc. : autorisation n° 2014-CPSM-0003 en date du 4 février 2014,
Axor Experts Conseils Inc. : autorisation n° 2015-CPSM-1012553, en date du 5 mars 2015,
Les Services EXP. Inc. : autorisation n° 2014-CPSM-0010 en date du 14 mars 2014.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels concernant des mandats de préparation de plans et devis, de surveillance des travaux et de gestion de projets dans le cadre des grands projets à la Ville de Montréal. Les différents mandats seront effectués sur demande du SIVT qui assurera la gestion des services. Ces ententes pourraient impliquer des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets situés au centre-ville ou relevant de la compétence de l'agglomération.
Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre.

La Division des grands projets - portefeuille #1 au SIVT assurera le suivi et de la disponibilité des crédits et effectuera le suivi des enveloppes et la gestion contractuelle des ententes-cadres.

Les dépenses d'honoraires professionnels représenteront un coût total approximatif maximal de 4 564 863.92$ incluant les taxes sur une période de trois (3) ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les grands projets comporteront des aménagements particuliers qui permettront de:

- sécuriser et favoriser les déplacements par des modes actifs;
- augmenter la couverture arborescente le long des rues;
- déployer l'accessibilité universelle dans les nouveaux aménagements publics;
- améliorer la qualité physique, et donc la performance des infrastructures municipales.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer de contrats de services professionnels avec des firmes expertes permettra de soutenir efficacement les divisions des Grands projets du SIVT dans les différentes phases de réalisation et de répondre à plusieurs demandes concurrentes, même en période de pointe. Advenant un retard ou un refus d'autoriser ces appels d'offres, plusieurs grands projets seraient retardés et les divisions des Grands projets ne seraient pas en mesure de respecter les engagements de leur programmation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Approbation du conseil d'agglomération : Novembre 2016
4. Signature des ententes : Décembre 2016
5. Fin des contrats : Décembre 2019 ou à l'épuisement des enveloppes budgétaires (selon la première occurrence).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Imen ZAYANI
Contrôleueuse de projet

Tél : 5147822144
Télécop. : 5148722874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-21

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. : 5148722874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-10-28

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0003

Québec, le 4 février 2014

SNC-Lavalin inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Goulet
455, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1Z3

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0003 n° d'identification de l'Autorité : 2700007364

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.
- GROUPE FUTUR TURCOT
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION

une autorisation de contracter/sous contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). SNC-Lavalin inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

E. St

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 4e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418 525-0337
Ligne sans frais : 1 877 525-0337
téléc. : 418 525-9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514 395-0337
Ligne sans frais : 1 877 525-0337
téléc. : 514 873-6970

www.lautorite.qc.ca

...2

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 mars 2015

AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.
A/S MONSIEUR JACQUES GRENIER
5101, BUCHAN, BUREAU 400
MONTRÉAL (QC) H4P 1S4

N° de décision : 2015-CPSM-1012553
N° de client : 3000392192

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la LCOP). AXOR EXPERTS-CONSEILS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 mars 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0010

Québec, le 14 mars 2014

Les Services EXP inc.
À l'attention de : Madame Amélie Bérard
150, rue de Vimy
Sherbrooke (Québec) J1J 3M7

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0010 n° d'identification de l'Autorité : 2700027173

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXP SERVICES INC.
- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Les Services EXP inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

www.lautorite.qc.ca

...2

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1167287007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels d'une durée de trois ans avec les firmes SNC-LAVALIN inc. (2 228 847.86$), Axor Experts Conseils Inc. (1 391 151.51$), Les Services EXP. Inc. (944 864.55$) pour des services en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et en surveillance de travaux pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 4 564 863.92$, taxes incluses. Appel d'offres public 16-15542 - 10 soumissionnaires / approuver les projets de conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

contrat 1 16-15542.pdf contrat 2 16-15542.pdf contrat 3 16-15542.pdf

detcash 16-15542.pdf octroi contrat 1.xls octroi contrat 2.xls octroi contrat 3.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Claude HOULE
Chef de Section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

16-15542 - services professionnels en ingénierie en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance de travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal contrat 1

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP	4,25	8,25	8,00	13,50	23,50	22,75	80,3	2 458 777,70 $	0,53	4
CIMA+	4,25	8,25	8,25	11,75	23,25	23,75	79,5	2 496 682,13 $	0,52	5
Genipur	3,50	6,00	7,00	9,50	21,00	23,50	70,5	2 544 741,68 $	0,47	8
STANTEC	4,00	8,00	8,00	10,38	21,50	23,25	75,1	2 832 098,69 $	0,44	10
SM	3,50	7,25	7,00	12,50	20,25	23,75	74,3	2 591 536,50 $	0,48	7
EXP	4,50	8,50	8,75	13,25	23,50	24,75	83,3	2 466 213,75 $	0,54	3
AXOR	4,25	8,00	7,50	12,50	23,75	24,00	80,0	2 318 585,85 $	0,56	2
Beaudoin Hurens	4,00	7,75	7,50	10,13	23,25	20,50	73,1	2 551 582,69 $	0,48	6
SNC-Lavalin	4,25	8,25	9,00	12,00	23,25	21,75	78,5	2 228 847,86 $	0,58	1
AECOM	4,00	8,00	5,25	11,50	23,00	21,75	73,5	2 615 359,32 $	0,47	9

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	28-09-2016
Heure	13h30
Lieu	801 Brenna salle 7133

Multiplicateur d'ajustement
10000

16-15542 - services professionnels en ingénierie en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance de travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal contrat 2

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP	4,25	8,25	8,00	13,50	23,50	22,75	80,3	1 475 266,50 $	0,88	3
CIMA+	4,25	8,25	8,25	11,75	23,25	23,75	79,5	1 468 173,26 $	0,88	4
Genipur	3,50	6,00	7,00	9,50	21,00	23,50	70,5	1 526 845,00 $	0,79	7
STANTEC	4,00	8,00	8,00	10,38	21,50	23,25	75,1	1 699 259,22 $	0,74	9
SM	3,50	7,25	7,00	12,50	20,25	23,75	74,3	1 503 528,08 $	0,83	5
EXP	4,50	8,50	8,75	13,25	23,50	24,75	83,3	1 461 447,23 $	0,91	2
AXOR	4,25	8,00	7,50	12,50	23,75	24,00	80,0	1 391 151,51 $	0,93	1
Beaudoin Hurens	4,00	7,75	7,50	10,13	23,25	20,50	73,1	1 530 949,61 $	0,80	6
SNC-Lavalin	4,25	8,25	9,00	12,00	23,25	21,75	78,5		-	
AECOM	4,00	8,00	5,25	11,50	23,00	21,75	73,5	1 569 215,59 $	0,79	8

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	28-09-2016
Heure	13h30
Lieu	801 Brenna salle 7133

Multiplicateur d'ajustement
10000

16-15542 - services professionnels en ingénierie en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance de travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal contrat 3

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP	4,25	8,25	8,00	13,50	23,50	22,75	80,3	962 792,60 $	1,35	2
CIMA+	4,25	8,25	8,25	11,75	23,25	23,75	79,5	977 287,50 $	1,33	3
Genipur	3,50	6,00	7,00	9,50	21,00	23,50	70,5	1 017 896,67 $	1,18	6
STANTEC	4,00	8,00	8,00	10,38	21,50	23,25	75,1	1 132 839,48 $	1,10	8
SM	3,50	7,25	7,00	12,50	20,25	23,75	74,3	956 132,10 $	1,30	4
EXP	4,50	8,50	8,75	13,25	23,50	24,75	83,3	944 864,55 $	1,41	1
AXOR	4,25	8,00	7,50	12,50	23,75	24,00	80,0		-	
Beaudoin Hurens	4,00	7,75	7,50	10,13	23,25	20,50	73,1	1 020 633,08 $	1,21	5
SNC-Lavalin	4,25	8,25	9,00	12,00	23,25	21,75	78,5		-	
AECOM	4,00	8,00	5,25	11,50	23,00	21,75	73,5	1 046 143,73 $	1,18	7

Agent d'approvisionnement	Yves Belleville

Comité	
Date	28-09-2016
Heure	13h30
Lieu	801 Brenna salle 7133

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

Information

Description

Classification

Conditions

Documents

Résumé

Addenda

Liste des commandes

› Résultats d'ouverture

Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15542
Numéro de référence : 1006776
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance de travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed Serkhane Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1166418)** 2016-08-17 14 h 46 **Transmission :** 2016-08-17 14 h 46	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
AECOM Consultants Inc. 1 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal, QC, H2X 3P4 http://www.aecom.com NEQ : 1161553129	Madame Louise Michaud Téléphone : 514 287-8500 Télécopieur : 514 287-8600	**Commande : (1167132)** 2016-08-18 15 h 29 **Transmission :** 2016-08-18 15 h 29	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14

				h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Arup Canada Inc 600 blvd de Maisonneuve O Bureau 750 Montréal, QC, H3A 3J2 NEQ : 0000448613	Monsieur Yannick Vintila Téléphone : 514 908-6126 Télécopieur :	**Commande : (1167550)** 2016-08-19 14 h 04 **Transmission :** 2016-08-19 14 h 04	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1166757)** 2016-08-18 9 h 18 **Transmission :** 2016-08-18 9 h 18	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1167400)** 2016-08-19 10 h 41 **Transmission :** 2016-08-19 10 h 41	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1166422)** 2016-08-17 14 h 48 **Transmission :** 2016-08-17 14 h 48	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1166164)** 2016-08-17 10 h 33 **Transmission :** 2016-08-17 10 h 33	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Consultants en développement et gestion urbaine (CDGU) inc. 465, avenue Saint-Charles, bureau 200 Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 2N4 http://www.cdgu.com NEQ : 1146010914	Monsieur Bernard Lefebvre Téléphone : 450 455-8285 Télécopieur : 450 455-3088	**Commande : (1167372)** 2016-08-19 10 h 21 **Transmission :** 2016-08-19 10 h 21	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe-Conseil Génipur inc.	Madame	**Commande**	2643200 - 16-

	18 av Papineau Bureau 207 Candiac, QC, J5R 5S8 NEQ : 1149593700	Lise Duval Téléphone : 450 619-9991 Télécopieur : 450 619-0999	**: (1175456)** 2016-09-09 9 h 23 **Transmission :** 2016-09-09 9 h 23	15542 Addenda N° 1 2016-09-09 9 h 23 - Téléchargement 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	IGF axiom inc. 4125, autoroute des Laurentides Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfaxiom.com NEQ : 1147455431	Madame Marie-Alix Pouteaux Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur :	**Commande : (1169593)** 2016-08-24 15 h 44 **Transmission :** 2016-08-24 15 h 44	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe GENINOV 10000 rue Lajeunesse Montréal, QC, H3L 2E1 http://www.geninov.com NEQ : 1164843998	Monsieur Jascha Jacques Téléphone : 514 374-2999 Télécopieur : 514 722-3793	**Commande : (1171532)** 2016-08-30 11 h 07 **Transmission :** 2016-08-30 11 h 53	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-30 11 h 07 - Téléchargement 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 24 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau	Madame	**Commande**	2643200 - 16-

	des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**: (1168031)** 2016-08-22 11 h 08 **Transmission :** 2016-08-22 11 h 08	15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1166417)** 2016-08-17 14 h 45 **Transmission :** 2016-08-17 14 h 45	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Services intégrés Lemay et associés inc. 780, ave Brewster, 4e étage Montréal, QC, H4C 2K1 http://www.lemayonline.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon Téléphone : 514 787-3322 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1171563)** 2016-08-30 11 h 33 **Transmission :** 2016-08-30 11 h 33	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-30 11 h 33 - Téléchargement 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 1060 University, suite 600 Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone	**Commande : (1166897)** 2016-08-18 10 h 54	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h

	: 418 626-2054 Télécopieur :	**Transmission :** 2016-08-18 10 h 54	46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ WSP Canada Inc. *Important*: ce compte dessert tous les bureaux de WSP au Québec. Si vous désirez transmettre une invitation à soumissionner à un de nos bureaux en particulier ou obtenir la liste de nos bureaux, svp contacter martine.gagnon@wspgroup.com 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1166333)** 2016-08-17 13 h 25 **Transmission :** 2016-08-17 13 h 25	2643200 - 16-15542 Addenda N° 1 2016-08-29 9 h 46 - Courriel 2648156 - 16-15542 Addenda N° 2 2016-09-09 14 h 23 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15542 — No du GDD : 1167287007

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en ingénierie, conception d'aménagement du domaine public et surveillance de travaux pour différent grands projets

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 8 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 7 - 9 - 2016

Ouverture faite le : 14 - 9 - 2016

Date du comité de sélection : 28 - 9 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 9 - 9 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 10

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 62.5

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 2 - 2017

Date d'échéance révisée : 4 - 2 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin	2 228 847.86 $	X	
Axor	2 318 585.85 $		
EXP	2 466 213.75 $		
WSP	2 458 777.70 $		
CIMA+	2 496 682.13 $		
Beaudoin Hurens	2 551 582.69 $		
S.M.	2 591 536.50 $		
Genipur	2 544 741.68 $		
AECOM	2 615 359.32 $		
Stantec	2 832 098.69 $		

Information additionnelle

contrat 1, 2 firmes ont répondues pas notre domaine d'activité, 4 firmes n'ont pas fournies de raison.

Préparé par : Yves Belleville Le 25 - 10 - 2016

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15542

No du GDD : 1167287007

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en ingénierie, conception d'aménagement du domaine public et surveillance de travaux pour différent grands projets

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 8 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 7 - 9 - 2016

Ouverture faite le : 14 - 9 - 2016

Date du comité de sélection : 28 - 9 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 9 - 9 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 10

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 62.5

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 2 - 2017

Date d'échéance révisée : 4 - 2 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin			
Axor	1 391 151.51 $	X	
EXP	1 461 447.23 $		
WSP	1 475 266.50 $		
CIMA+	1 468 173.26 $		
Beaudoin Hurens	1 530 949.61 $		
S.M.	1 503 528.08 $		
Genipur	1 526 845.00 $		
AECOM	1 569 215.59 $		
Stantec	1 699 259.22 $		

Information additionnelle

contrat 2, 2 firmes ont répondues pas notre domaine d'activité, 4 firmes n'ont pas fournies de raison. SNC-Lavalin obtient le contrat 1 donc non conforme pour contrat 2 et 3.

Préparé par : Yves Belleville Le 25 - 10 - 2016

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15542 — No du GDD : 1167287007

Titre de l'appel d'offres : services professionnels en ingénierie, conception d'aménagement du domaine public et surveillance de travaux pour différent grands projets

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 8 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 7 - 9 - 2016

Ouverture faite le : 14 - 9 - 2016

Date du comité de sélection : 28 - 9 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 9 - 9 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 10

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 62.5

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 2 - 2017

Date d'échéance révisée : 4 - 2 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin			
Axor			
EXP	944 864.55 $	X	
WSP	962 792.60 $		
CIMA+	977 287.50 $		
Beaudoin Hurens	1 020 633.08 $		
S.M.	956 132.10 $		
Genipur	1 017 896.67 $		
AECOM	1 046 143.73 $		
Stantec	1 132 839.48 $		

Information additionnelle

contrat 2, 2 firmes ont répondues pas notre domaine d'activité, 4 firmes n'ont pas fournies de raison. SNC-Lavalin obtient le contrat 1 donc non conforme pour contrat 2 et 3. Axor a obtient le contrat 2 devient non conforme pour contrat 3

Préparé par : Yves Belleville Le 25 - 10 - 2016

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Division des Grands Projets

ANNEXE 1

CONVENTION

Avril 2016

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la loi sur les cités et villes;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

SNC-Lavalin. Inc.., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 455 boul. René-Lévesque Ouest, Montréal, (Québec) H2Z 1Z3, agissant et représentée par. Émile Hanna, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare,

CI-APRÈS APPELÉ(E) LE "CONTRACTANT"

No d'inscription T.P.S. : 1342981132RT
No d'inscription T.V.Q. : 1014851123

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 **Champ d'application:**

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville et requis pour réaliser le Projet.

1.2 **Politique de gestion contractuelle:**

La Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal (ci-après appelée « Politique ») s'applique à la présente convention en faisant les adaptations nécessaires;

1.3 **Définitions:**

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.3.1 **"Directeur":**

Le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.3.2 **"Contractant":**

Personne morale, société ou individu auquel les travaux décrits à l'article 2 ont été confiés, ou leurs mandataires dûment habilités à agir en leur nom;

1.3.3 **"Ingénieur":**

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.3.4 **"Patron":**

Le professionnel désigné par le Contractant pour assumer la gérance, la coordination et la supervision des services prévus aux présentes, ce rôle pouvant être dévolu à différents professionnels, à tour de rôle;

1.3.5 **"Personnel auxiliaire":**

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire;

1.3.6 **"Personnel de soutien":**

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.3.7 **"Coût des salaires":**

La somme totale de la rémunération payée au personnel du Contractant assigné au travail technique, incluant les frais des services exécutifs, administratifs et de secrétariat;

1.3.8 **"Projet":**

Le Projet de construction ou de réfection de diverses infrastructures municipales;

1.3.9 **"Annexe A":**

Le devis technique de l'appel d'offres en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance des travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal Août 2016.

1.3.10 **"Annexe B":**

L'offre de services, en date du 13 septembre 2016, présentée par le Contractant;

1.3.11 **"Annexe C":**

Politique de gestion contractuelle de la Ville

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à réaliser les travaux d'arpentage, de conception, de confection des plans et profils, d'implantation de repères, d'émission de listes des points d'alignement et de nivellement pour les travaux de trottoirs, de rues, d'égouts et d'aqueducs, de conception d'éclairage, d'aménagement géométrique particulier qui seront réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal.

Avant chaque demande de prestation de services le Consultant devra proposer au Directeur une estimation budgétaire d'honoraires détaillé indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celle-ci. Le Consultant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

La Ville ne s'engage pas à confier au Consultant un nombre minimal de services professionnels à réaliser ni à lui payer un montant minimal d'honoraires.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe A prévaut sur toute disposition de l'Annexe B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe C prévaut sur toute disposition de la Convention et des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur, pour une période maximale de trois (3) ans ou lorsque le montant redevable aura atteint la somme maximale dudit contrat, selon la première des deux éventualités.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à:

5.1 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite du Directeur;

5.2 collaborer entièrement avec la Ville et la Directrice, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Projet;

5.3 n'aliéner d'aucune façon les droits et prérogatives de la Ville;

5.4 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

5.5 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;

5.6 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction ou l'exécution des ouvrages visés par la présente convention; toutefois, la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;

5.7 fournir, à ses frais, une copie reproductible sur film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm et sur support informatique réalisé avec le logiciel Microstation ou tout autre logiciel compatible avec Microstation, des plans et devis préliminaires et définitifs pour l'appel d'offres, des plans et devis définitifs pour fins de construction et des plans et devis «tels que construits», ainsi que copie papier de ceux-ci;

5.8 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

5.9 suivre les normes que le Directeur exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;

5.10 préparer et remettre, à l'intérieur de l'échéancier, les devis et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences du Directeur;

5.11 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le Projet, ainsi que tout rapport jugé nécessaire par le Directeur;

5.12 préparer tout rapport jugé nécessaire par la Ville et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique, notamment un rapport faisant état de

l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités ainsi que les rapports de surveillance de chantier;

5.13 conserver pendant une période de cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou après règlement ou jugement final, s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités, les paiements et les modifications aux plans et devis;

5.14 tenir un journal de ses opérations; ce journal devra être conservé durant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige et il sera mis, en tout temps, à la disposition de la Ville ou de ses représentants autorisés;

5.15 communiquer par écrit à la Ville le nom du Patron et du chargé de Projet, ainsi que la liste du personnel affecté aux différentes étapes du Projet, la qualification des membres de ce personnel et le salaire réellement versé à chacun d'eux;

5.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur et confirmation de l'acceptation du budget d'honoraires pour chaque commande;

5.17 agir avec compétence et diligence pour assurer le respect du calendrier des travaux;

5.18 voir à ce que les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables au Projet soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains; le Contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non respect des droits des tiers;

5.19 planifier et superviser la mise en place de toutes les mesures nécessaires en vue de respecter la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

5.20 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités impliqués dans le dossier;

5.21 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des piétons et des véhicules lors des travaux;

5.22 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

5.23 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et services, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

5.24 tenir compte des heures et des dépenses telles que définies, dévolues et encourues en relation avec le Projet;

5.25 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

5.26 planifier la réalisation du Projet de façon à ne pas gêner aucunement la circulation ferroviaires à moins d'obtenir une autorisation expresse du C.N. ou du C.P. selon le cas;

5.27 utiliser un appareil photographique doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), lorsque le Directeur demande la prise de photos;

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit:

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 7

SERVICES COUVERTS PAR LA CONVENTION

Cette convention couvre notamment les divers services professionnels décrits ci-après:

7.1 Préparation de plans de « l'existant » et « tel que construit »

Le Contractant réalise le relevé complet de la situation existante, ainsi que la mise en plan complète de ce relevé selon les exigences de la Ville. Il fourni à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

Le Contractant procède également à un relevé final après construction et fourni un plan tel que construit. Il doit fournir à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

7.2 Implantation

Le Contractant effectue l'implantation des zones de réfections de pavage et de trottoir ainsi que l'implantation des points de repère requis en vue de la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau, listes de pavages (sections et intersections) et liste de points égout et d'aqueduc. Il doit fournir à la

Ville une copie des documents (plans, carnets de notes, etc.) ayant servi à l'implantation.

7.3 Arpentage

Le Contractant effectue l'arpentage (nivellement) nécessaire à la conception des listes de points mentionnées au paragraphe précédent. Il doit fournir à la Ville une copie des carnets de notes (ou autre document) des relevés d'arpentage effectués.

7.4 Préparation de la liste de points

Le Contractant effectue la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau et listes de pavages (sections et intersections). Il doit fournir une copie de ces listes à la Ville ainsi qu'aux entrepreneurs retenus par celle-ci pour l'exécution des travaux.

7.5 Calculs hydrauliques

Le Contractant réalise les différents calculs permettant l'analyse hydraulique d'un secteur donné. Il détermine pour des tronçons précis les diamètres, les pentes, ou toutes autres données techniques demandées par le Directeur.

7.6 Préparation des plans et devis et aménagement particulier

Le Contractant doit valider auprès des compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il doit consulter les arrondissements concernés en ce qui a trait aux problématiques d'opération.

Les plans et devis doivent être réalisés en fonction des standards de la Division de la conception et de la réalisation des travaux. Ces standards sont fournis au Contractant par l'ingénieur du Projet de la Division, avant le début du mandat.

Les travaux de préparation des plans et devis comprennent, sans s'y limiter :

7.6.1 la préparation des plans et devis propres aux besoins du Projet;

7.6.2 les relevés de détails, les tracés et les profils nécessaires à la préparation des plans définitifs;

7.6.3 la préparation des devis complets et des documents de soumission, y compris les addendas;

7.6.4 les bordereaux de quantité avec prix unitaires estimatifs pour les travaux qu'il est d'usage d'accorder à prix unitaire;

7.6.5 la révision, s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire;

7.6.6 l'analyse des soumissions, les explications des écarts, s'il y a lieu, et les recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet;

Les demandes d'appels d'offres publics, les annonces dans les journaux, la publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que l'ouverture des soumissions seront réalisées par la Ville.

La vente des documents d'appel d'offres sera effectuée par SEAO.

7.7 Gestion d'exécution des travaux et surveillance

Le Contractant doit fournir un technicien inspecteur résidant, ayant au moins 10 ans d'expérience dans des travaux similaires.

Dans l'exécution de ses fonctions le technicien inspecteur :

- assure la surveillance des travaux selon les plans et devis;

- s'assure que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément au cahier des prescriptions normalisées de la Ville et aux plans et devis;

-procède aux mesurages appropriés, s'assure du respect des quantités et prépare la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

- émet les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

- assure un suivi photographique quotidien des progrès du chantier et en particulier des étapes cruciales, au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur);

- prépare tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville;

Si la gestion de l'exécution des travaux est confiée au Contractant, ce dernier prend en charge, par l'entremise de son chargé de Projet, notamment la coordination avec les différents intervenants, l'administration des travaux, la préparation des décomptes progressifs et l'analyse des réclamations, le tout tel que plus amplement détaillé ci-dessous.

Les services durant la construction comprennent :

7.7.1 Des services rendus au bureau qui sont :

7.7.1.1 les conseils à la Ville sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération sans visite au chantier;

7.7.1.2 la vérification et l'approbation des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils respectent les plans et devis émis par l'ingénieur;

7.7.1.3 la correspondance relative aux travaux de construction;

7.7.1.4 l'approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec le Directeur;

7.7.1.5 le contrôle du respect de l'échéancier des travaux et de ses enveloppes budgétaires.

7.7.2 Des services en résidence au chantier qui sont :

7.7.2.1 assurer la surveillance complète des travaux selon les plans et devis;

7.7.2.2 affecter au chantier le personnel en mesure de dispenser les conseils techniques requis pour la bonne exécution des travaux et d'en faire l'inspection, dont un ingénieur ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans des travaux similaires;

7.7.2.3 assurer la coordination des travaux entre les différents services de la Ville et les autres intervenants;

7.7.2.4 s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux plans et devis;

7.7.2.5 émettre les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

7.7.2.6 procéder aux mesurages appropriés et préparer les pièces justificatives et la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

7.7.2.7 préparer tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville accompagnés de notes explicatives ou de croquis justifiant ces travaux;

7.7.2.8 faire la vérification des demandes de paiement, et préparer les décomptes progressifs et finals selon les formulaires de la Ville;

7.7.2.9 faire les recommandations quant à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux;

7.7.2.10 rédiger et distribuer à qui de droit les procès-verbaux des réunions de chantier et de celles tenues avec la Ville;

7.7.2.11 prendre au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), des photos des ouvrages faisant partie du Projet, en s'assurant de conserver une illustration de chaque phase importante des travaux et de tout manquement ou anomalie dans l'exécution de ceux-ci;

7.7.2.12 procéder à l'enregistrement vidéo des lieux, avant le début des travaux, tenir en tout temps ces renseignements à la disposition du Directeur sur demande de celui-ci et les remettre à la Ville à la fin des travaux.

7.7.3 Le Contractant doit remettre à la Ville, au moment de l'acceptation provisoire des travaux, un certificat de conformité des travaux signé et scellé par l'ingénieur responsable.

7.7.4 Le Contractant prendra note que le contrôle de la qualité des matériaux, lorsque requis, sera assuré par le Laboratoire de la Ville.

7.8 Gestion des impacts et communication:

Consiste à fournir sur demande de la Ville certains services en communication.

Si la Ville requiert les services d'un chargé de communication, celui-ci sera responsable du volet information au citoyen, il devra posséder une excellente maîtrise du français parlé et écrit.

Le chargé de communication pourrait être appelé à exécuter en tout ou en partie les tâches décrites au devis technique de l'appel d'offres à savoir l'annexe A.

7.9 Assistance technique après la construction:

Les relevés des travaux tels que construits sont effectués par le Contractant et la mise à jour des plans et profils et ces mêmes plans sont préparés pour la Ville en prévision d'autres travaux dans les années à venir.

ARTICLE 8

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET

Le chargé de Projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), devront être effectivement affectés au Projet. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable du Directeur, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9

HONORAIRES

9.1 Les honoraires dus au Contractant, en contrepartie des services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale de un million neuf cent trente huit mille et cinq cent cinquante dollars (1 938 550,00$), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

9.2 Aucuns honoraires ne seront payables au Contractant pour les services applicables à des reprises de travaux de construction résultant d'erreurs ou d'omissions de la part du Contractant ou de son personnel.

9.3 Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite.

9.4 La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.1.

9.5 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

9.6 À sa discrétion, la Ville pourra requérir du Contractant des services professionnels complémentaires dont le coût sera acquitté à même la somme maximale mentionnée à l'article 9.1. La nature et le coût de tous les services complémentaires devront faire l'objet d'une entente écrite entre le Consultant et le Directeur avant d'être exécutés.

ARTICLE 10

CALCUL DES HONORAIRES

La rémunération du Contractant pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire ou forfaitaire et se conformera aux critères suivants:

10.1 Méthode horaire: Si la méthode horaire est retenue par la Ville, le prix soumis dans la proposition de mandat ou dans le programme de travail constitue un maximum. Aucuns honoraires supplémentaires ne seront payés sauf si la Ville a accepté une modification du programme de travail avant la réalisation des travaux justifiant une augmentation des honoraires. Les honoraires seront payés mensuellement sur présentation d'une facture dûment justifiée.

10.2 Méthode forfaitaire: Si la méthode forfaitaire est retenue par la Ville, le forfait est négocié entre les représentants de la Ville et de la firme et est évalué à partir de l'estimation du nombre d'heures nécessaires à l'accomplissement du mandat, sur la base des taux prévus soumis au bordereau. Les forfaits convenus sont fixes et aucune révision de prix ne peut être exigée par la firme ou par la Ville. Les honoraires seront payés selon les modalités décrites dans le programme de travail accepté par la Ville.

10.3 La Ville convient de payer la firme selon les modalités décrites à l'article 9 «Honoraire» du présent document. Le Contractant doit s'y référer afin de s'assurer que les différents prix soumis couvrent l'ensemble des activités et des services requis.

10.4 Tous les honoraires et dépenses relatifs au personnel de gestion, de soutien et de secrétariat pour les tâches courantes effectuées par un bureau d'ingénieurs-conseils doivent être inclus et répartis équitablement dans les taux horaires indiqués au bordereau des prix.

10.5 Dans le cas où des employés de la firme travaillent dans les locaux de la Ville, les heures rémunérées sont des heures effectivement travaillées. Les jours fériés, les vacances, les absences pour maladie et toutes les heures d'absence pour d'autres raisons ne seront pas payées.

10.6 Pour les fonctions non couvertes par les bordereaux de prix, les honoraires applicables sont convenus entre la Vile et la firme et doivent être acceptés par la Ville avant le début des travaux.

10.7 La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à cet effet et le numéro d'inscription approprié.

ARTICLE 11

MODE DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du Projet.

11.2 Le paiement d'un compte ne constitue pas une acceptation sans réserve de ce compte. La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des comptes déjà payés.

11.3 Pour être conforme, tout compte devra être présenté selon les directives émises par la Directrice avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction de la Directrice.

11.4 Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le patron et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12

ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de:

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour les travaux en chantier, la couverture des risques spéciaux devra être incluse.

12.2 À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.5 La Ville devra aussi être désigné comme coassuré du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

13.1 Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services rendus jusqu'à cette date en fonction de l'avancement du Projet, sur présentation de pièces justificatives.

13.2 Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant le Projet, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension de celui-ci.

13.3 Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.

13.4 Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre consultant accepté par écrit, par la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.

13.5 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 13.1 à 13.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 14

SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT

14.1 Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.

14.2 Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.

14.3 En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 15

DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

15.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

La Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6

a/s de la Greffier de la Ville

Le Contractant: Les Services EXP. Inc.
455 boul. René-Lévesque Ouest,
Montréal, (Québec) H2Z 1Z3

a/s Émile Hanna, ing., M.Sc.A

ARTICLE 17

CLAUSES GÉNÉRALES

17.1 Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 9 (Honoraires).

17.2 La présente convention lie les héritiers et ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.6 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de ___, 20__

VILLE DE MONTRÉAL

_____
M^e^ Yves Saindon
Greffier

Le ième jour de ____, 20__

(INSCRIRE LE NOM DE L'ORGANISME)

_____
Émile Hanna, ing., M.Sc.A
Vice-Président, Transport routier et génie urbain

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Division des Grands Projets

ANNEXE 1

CONVENTION

Avril 2016

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la loi sur les cités et villes;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

AXOR Experts+Conseils. Inc.., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 5101, rue Buchan, bureau 400 Montréal, (Québec) H4P 1S4, agissant et représentée par. Denis Courchesne, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare,

CI-APRÈS APPELÉ(E) LE "CONTRACTANT"

No d'inscription T.P.S. : 101518958
No d'inscription T.V.Q. : 1002119508

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 **Champ d'application:**

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville et requis pour réaliser le Projet.

1.2 **Politique de gestion contractuelle:**

La Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal (ci-après appelée « Politique ») s'applique à la présente convention en faisant les adaptations nécessaires;

1.3 **Définitions:**

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.3.1 **"Directeur":**

Le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.3.2 **"Contractant":**

Personne morale, société ou individu auquel les travaux décrits à l'article 2 ont été confiés, ou leurs mandataires dûment habilités à agir en leur nom;

1.3.3 **"Ingénieur":**

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.3.4 **"Patron":**

Le professionnel désigné par le Contractant pour assumer la gérance, la coordination et la supervision des services prévus aux présentes, ce rôle pouvant être dévolu à différents professionnels, à tour de rôle;

1.3.5 **"Personnel auxiliaire":**

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire;

1.3.6 **"Personnel de soutien":**

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.3.7 **"Coût des salaires":**

La somme totale de la rémunération payée au personnel du Contractant assigné au travail technique, incluant les frais des services exécutifs, administratifs et de secrétariat;

1.3.8 **"Projet":**

Le Projet de construction ou de réfection de diverses infrastructures municipales;

1.3.9 **"Annexe A":**

Le devis technique de l'appel d'offres en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance des travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal Août 2016.

1.3.10 **"Annexe B":**

L'offre de services, en date du 14 septembre 2016, présentée par le Contractant;

1.3.11 **"Annexe C":**

Politique de gestion contractuelle de la Ville

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à réaliser les travaux d'arpentage, de conception, de confection des plans et profils, d'implantation de repères, d'émission de listes des points d'alignement et de nivellement pour les travaux de trottoirs, de rues, d'égouts et d'aqueducs, de conception d'éclairage, d'aménagement géométrique particulier qui seront réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal.

Avant chaque demande de prestation de services le Consultant devra proposer au Directeur une estimation budgétaire d'honoraires détaillé indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celle-ci. Le Consultant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

La Ville ne s'engage pas à confier au Consultant un nombre minimal de services professionnels à réaliser ni à lui payer un montant minimal d'honoraires.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe A prévaut sur toute disposition de l'Annexe B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe C prévaut sur toute disposition de la Convention et des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur, pour une période maximale de trois (3) ans ou lorsque le montant redevable aura atteint la somme maximale dudit contrat, selon la première des deux éventualités.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à:

5.1 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite du Directeur;

5.2 collaborer entièrement avec la Ville et la Directrice, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Projet;

5.3 n'aliéner d'aucune façon les droits et prérogatives de la Ville;

5.4 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

5.5 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;

5.6 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction ou l'exécution des ouvrages visés par la présente convention; toutefois, la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;

5.7 fournir, à ses frais, une copie reproductible sur film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm et sur support informatique réalisé avec le logiciel Microstation ou tout autre logiciel compatible avec Microstation, des plans et devis préliminaires et définitifs pour l'appel d'offres, des plans et devis définitifs pour fins de construction et des plans et devis «tels que construits», ainsi que copie papier de ceux-ci;

5.8 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

5.9 suivre les normes que le Directeur exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;

5.10 préparer et remettre, à l'intérieur de l'échéancier, les devis et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences du Directeur;

5.11 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le Projet, ainsi que tout rapport jugé nécessaire par le Directeur;

5.12 préparer tout rapport jugé nécessaire par la Ville et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique, notamment un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités ainsi que les rapports de surveillance de chantier;

5.13 conserver pendant une période de cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou après règlement ou jugement final, s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités, les paiements et les modifications aux plans et devis;

5.14 tenir un journal de ses opérations; ce journal devra être conservé durant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige et il sera mis, en tout temps, à la disposition de la Ville ou de ses représentants autorisés;

5.15 communiquer par écrit à la Ville le nom du Patron et du chargé de Projet, ainsi que la liste du personnel affecté aux différentes étapes du Projet, la qualification des membres de ce personnel et le salaire réellement versé à chacun d'eux;

5.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur et confirmation de l'acceptation du budget d'honoraires pour chaque commande;

5.17 agir avec compétence et diligence pour assurer le respect du calendrier des travaux;

5.18 voir à ce que les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables au Projet soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains; le Contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non respect des droits des tiers;

5.19 planifier et superviser la mise en place de toutes les mesures nécessaires en vue de respecter la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

5.20 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités impliqués dans le dossier;

5.21 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des piétons et des véhicules lors des travaux;

5.22 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

5.23 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et services, de même que le numéro d'inscription

qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

5.24 tenir compte des heures et des dépenses telles que définies, dévolues et encourues en relation avec le Projet;

5.25 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

5.26 planifier la réalisation du Projet de façon à ne pas gêner aucunement la circulation ferroviaires à moins d'obtenir une autorisation expresse du C.N. ou du C.P. selon le cas;

5.27 utiliser un appareil photographique doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), lorsque le Directeur demande la prise de photos;

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit:

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 7

SERVICES COUVERTS PAR LA CONVENTION

Cette convention couvre notamment les divers services professionnels décrits ci-après:

7.1 Préparation de plans de « l'existant » et « tel que construit »

Le Contractant réalise le relevé complet de la situation existante, ainsi que la mise en plan complète de ce relevé selon les exigences de la Ville. Il fourni à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

Le Contractant procède également à un relevé final après construction et fourni un plan tel que construit. Il doit fournir à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

7.2 Implantation

Le Contractant effectue l'implantation des zones de réfections de pavage et de trottoir ainsi que l'implantation des points de repère requis en vue de la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau, listes de pavages (sections et intersections) et liste de points égout et d'aqueduc. Il doit fournir à la Ville une copie des documents (plans, carnets de notes, etc.) ayant servi à l'implantation.

7.3 Arpentage

Le Contractant effectue l'arpentage (nivellement) nécessaire à la conception des listes de points mentionnées au paragraphe précédent. Il doit fournir à la Ville une copie des carnets de notes (ou autre document) des relevés d'arpentage effectués.

7.4 Préparation de la liste de points

Le Contractant effectue la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau et listes de pavages (sections et intersections). Il doit fournir une copie de ces listes à la Ville ainsi qu'aux entrepreneurs retenus par celle-ci pour l'exécution des travaux.

7.5 Calculs hydrauliques

Le Contractant réalise les différents calculs permettant l'analyse hydraulique d'un secteur donné. Il détermine pour des tronçons précis les diamètres, les pentes, ou toutes autres données techniques demandées par le Directeur.

7.6 Préparation des plans et devis et aménagement particulier

Le Contractant doit valider auprès des compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il doit consulter les arrondissements concernés en ce qui a trait aux problématiques d'opération.

Les plans et devis doivent être réalisés en fonction des standards de la Division de la conception et de la réalisation des travaux. Ces standards sont fournis au Contractant par l'ingénieur du Projet de la Division, avant le début du mandat.

Les travaux de préparation des plans et devis comprennent, sans s'y limiter :

7.6.1 la préparation des plans et devis propres aux besoins du Projet;

7.6.2 les relevés de détails, les tracés et les profils nécessaires à la préparation des plans définitifs;

7.6.3 la préparation des devis complets et des documents de soumission, y compris les addendas;

7.6.4 les bordereaux de quantité avec prix unitaires estimatifs pour les travaux qu'il est d'usage d'accorder à prix unitaire;

7.6.5 la révision, s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire;

7.6.6 l'analyse des soumissions, les explications des écarts, s'il y a lieu, et les recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet;

Les demandes d'appels d'offres publics, les annonces dans les journaux, la publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que l'ouverture des soumissions seront réalisées par la Ville.

La vente des documents d'appel d'offres sera effectuée par SEAO.

7.7 Gestion d'exécution des travaux et surveillance

Le Contractant doit fournir un technicien inspecteur résidant, ayant au moins 10 ans d'expérience dans des travaux similaires.

Dans l'exécution de ses fonctions le technicien inspecteur :

- assure la surveillance des travaux selon les plans et devis;

- s'assure que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément au cahier des prescriptions normalisées de la Ville et aux plans et devis;

-procède aux mesurages appropriés, s'assure du respect des quantités et prépare la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

- émet les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

- assure un suivi photographique quotidien des progrès du chantier et en particulier des étapes cruciales, au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur);

- prépare tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville;

Si la gestion de l'exécution des travaux est confiée au Contractant, ce dernier prend en charge, par l'entremise de son chargé de Projet, notamment la coordination avec les différents intervenants, l'administration des travaux, la préparation des décomptes progressifs et l'analyse des réclamations, le tout tel que plus amplement détaillé ci-dessous.

Les services durant la construction comprennent :

7.7.1 Des services rendus au bureau qui sont :

7.7.1.1 les conseils à la Ville sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération sans visite au chantier;

7.7.1.2 la vérification et l'approbation des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils respectent les plans et devis émis par l'ingénieur;

7.7.1.3 la correspondance relative aux travaux de construction;

7.7.1.4 l'approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec le Directeur;

7.7.1.5 le contrôle du respect de l'échéancier des travaux et de ses enveloppes budgétaires.

7.7.2 Des services en résidence au chantier qui sont :

7.7.2.1 assurer la surveillance complète des travaux selon les plans et devis;

7.7.2.2 affecter au chantier le personnel en mesure de dispenser les conseils techniques requis pour la bonne exécution des travaux et d'en faire l'inspection, dont un ingénieur ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans des travaux similaires;

7.7.2.3 assurer la coordination des travaux entre les différents services de la Ville et les autres intervenants;

7.7.2.4 s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux plans et devis;

7.7.2.5 émettre les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

7.7.2.6 procéder aux mesurages appropriés et préparer les pièces justificatives et la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

7.7.2.7 préparer tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville accompagnés de notes explicatives ou de croquis justifiant ces travaux;

7.7.2.8 faire la vérification des demandes de paiement, et préparer les décomptes progressifs et finals selon les formulaires de la Ville;

7.7.2.9 faire les recommandations quant à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux;

7.7.2.10 rédiger et distribuer à qui de droit les procès-verbaux des réunions de chantier et de celles tenues avec la Ville;

7.7.2.11 prendre au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), des photos des ouvrages faisant partie du Projet, en s'assurant de conserver une illustration de chaque phase importante des travaux et de tout manquement ou anomalie dans l'exécution de ceux-ci;

7.7.2.12 procéder à l'enregistrement vidéo des lieux, avant le début des travaux, tenir en tout temps ces renseignements à la disposition du Directeur sur demande de celui-ci et les remettre à la Ville à la fin des travaux.

7.7.3 Le Contractant doit remettre à la Ville, au moment de l'acceptation provisoire des travaux, un certificat de conformité des travaux signé et scellé par l'ingénieur responsable.

7.7.4 Le Contractant prendra note que le contrôle de la qualité des matériaux, lorsque requis, sera assuré par le Laboratoire de la Ville.

7.8 Gestion des impacts et communication:

Consiste à fournir sur demande de la Ville certains services en communication.

Si la Ville requiert les services d'un chargé de communication, celui-ci sera responsable du volet information au citoyen, il devra posséder une excellente maîtrise du français parlé et écrit.

Le chargé de communication pourrait être appelé à exécuter en tout ou en partie les tâches décrites au devis technique de l'appel d'offres à savoir l'annexe A.

7.9 Assistance technique après la construction:

Les relevés des travaux tels que construits sont effectués par le Contractant et la mise à jour des plans et profils et ces mêmes plans sont préparés pour la Ville en prévision d'autres travaux dans les années à venir.

ARTICLE 8

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET

Le chargé de Projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), devront être effectivement affectés au Projet. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable du Directeur, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9

HONORAIRES

9.1 Les honoraires dus au Contractant, en contrepartie des services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale de un million deux cent neuf mille et neuf cent soixante dollars (1 209 960,00$), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

9.2 Aucuns honoraires ne seront payables au Contractant pour les services applicables à des reprises de travaux de construction résultant d'erreurs ou d'omissions de la part du Contractant ou de son personnel.

9.3 Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite.

9.4 La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.1.

9.5 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

9.6 À sa discrétion, la Ville pourra requérir du Contractant des services professionnels complémentaires dont le coût sera acquitté à même la somme maximale mentionnée à l'article 9.1. La nature et le coût de tous les services complémentaires devront faire l'objet d'une entente écrite entre le Consultant et le Directeur avant d'être exécutés.

ARTICLE 10

CALCUL DES HONORAIRES

La rémunération du Contractant pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire ou forfaitaire et se conformera aux critères suivants:

10.1 Méthode horaire: Si la méthode horaire est retenue par la Ville, le prix soumis dans la proposition de mandat ou dans le programme de travail constitue un maximum. Aucuns honoraires supplémentaires ne seront payés sauf si la Ville a accepté une modification du programme de travail avant la réalisation des travaux justifiant une augmentation des honoraires. Les honoraires seront payés mensuellement sur présentation d'une facture dûment justifiée.

10.2 Méthode forfaitaire: Si la méthode forfaitaire est retenue par la Ville, le forfait est négocié entre les représentants de la Ville et de la firme et est évalué à partir de l'estimation du nombre d'heures nécessaires à l'accomplissement du mandat, sur la base des taux prévus soumis au bordereau. Les forfaits convenus sont fixes et aucune révision de prix ne peut être exigée par la firme ou par la Ville. Les honoraires seront payés selon les modalités décrites dans le programme de travail accepté par la Ville.

10.3 La Ville convient de payer la firme selon les modalités décrites à l'article 9 «Honoraire» du présent document. Le Contractant doit s'y référer afin de s'assurer que les différents prix soumis couvrent l'ensemble des activités et des services requis.

10.4 Tous les honoraires et dépenses relatifs au personnel de gestion, de soutien et de secrétariat pour les tâches courantes effectuées par un bureau d'ingénieurs-conseils doivent être inclus et répartis équitablement dans les taux horaires indiqués au bordereau des prix.

10.5 Dans le cas où des employés de la firme travaillent dans les locaux de la Ville, les heures rémunérées sont des heures effectivement travaillées. Les jours fériés, les vacances, les absences pour maladie et toutes les heures d'absence pour d'autres raisons ne seront pas payées.

10.6 Pour les fonctions non couvertes par les bordereaux de prix, les honoraires applicables sont convenus entre la Vile et la firme et doivent être acceptés par la Ville avant le début des travaux.

10.7 La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à cet effet et le numéro d'inscription approprié.

ARTICLE 11

MODE DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du Projet.

11.2 Le paiement d'un compte ne constitue pas une acceptation sans réserve de ce compte. La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des comptes déjà payés.

11.3 Pour être conforme, tout compte devra être présenté selon les directives émises par la Directrice avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction de la Directrice.

11.4 Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le patron et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12

ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de:

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour les travaux en chantier, la couverture des risques spéciaux devra être incluse.

12.2 À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.5 La Ville devra aussi être désigné comme coassuré du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

13.1 Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services rendus jusqu'à cette date en fonction de l'avancement du Projet, sur présentation de pièces justificatives.

13.2 Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant le Projet, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension de celui-ci.

13.3 Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.

13.4 Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre

consultant accepté par écrit, par la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.

13.5 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 13.1 à 13.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 14

SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT

14.1 Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.

14.2 Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.

14.3 En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 15

DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

15.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

La Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6

a/s de la Greffier de la Ville

Le Contractant: AXOR Experts+Conseils. Inc..
5101, rue Buchan, bureau 400
Montréal, (Québec) H4P 1S4

a/s Denis Courchesne, ing. M.Sc.A.

ARTICLE 17

CLAUSES GÉNÉRALES

17.1 Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 9 (Honoraires).

17.2 La présente convention lie les héritiers et ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.6 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de ___, 20__

VILLE DE MONTRÉAL

_____

M^e^ Yves Saindon
Greffier

Le ième jour de ____, 20__

(INSCRIRE LE NOM DE L'ORGANISME)

_____

Denis Courchesne, ing. M.Sc.A
Vice-Président, Division Infrastructures urbaines

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Division des Grands Projets

ANNEXE 1

CONVENTION

Avril 2016

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la loi sur les cités et villes;

CI-APRÈS APPELÉE LA "VILLE"

ET :

Les Services EXP. Inc.., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B, Montréal, (Québec) H3A 3C8, agissant et représentée par. Guillaume Halde, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare,

CI-APRÈS APPELÉ(E) LE "CONTRACTANT"

No d'inscription T.P.S. : 89463 7008 RT0001
No d'inscription T.V.Q. : 1217145241 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
GÉNÉRALITÉS

1.1 **Champ d'application:**

Cette convention s'applique à tous les services fournis à la Ville et requis pour réaliser le Projet.

1.2 **Politique de gestion contractuelle:**

La Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal (ci-après appelée « Politique ») s'applique à la présente convention en faisant les adaptations nécessaires;

1.3 **Définitions:**

Dans cette convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1.3.1 **"Directeur":**

Le Directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.3.2 **"Contractant":**

Personne morale, société ou individu auquel les travaux décrits à l'article 2 ont été confiés, ou leurs mandataires dûment habilités à agir en leur nom;

1.3.3 **"Ingénieur":**

Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou le détenteur d'un permis temporaire émis par cet Ordre qui, dans la pratique privée, exerce le génie-conseil;

1.3.4 **"Patron":**

Le professionnel désigné par le Contractant pour assumer la gérance, la coordination et la supervision des services prévus aux présentes, ce rôle pouvant être dévolu à différents professionnels, à tour de rôle;

1.3.5 **"Personnel auxiliaire":**

Le personnel du Contractant autre que le personnel professionnel ou technique; il comprend la dactylo, l'aide technique, le chaîneur, le jalonneur et l'homme de mire;

1.3.6 **"Personnel de soutien":**

Le personnel journalier employé par le Contractant, autre que le personnel professionnel, technique ou auxiliaire; il comprend le peseur, le pointeur et le commis;

1.3.7 **"Coût des salaires":**

La somme totale de la rémunération payée au personnel du Contractant assigné au travail technique, incluant les frais des services exécutifs, administratifs et de secrétariat;

1.3.8 **"Projet":**

Le Projet de construction ou de réfection de diverses infrastructures municipales;

1.3.9 **"Annexe A":**

Le devis technique de l'appel d'offres en ingénierie, en conception d'aménagement du domaine public et de surveillance des travaux pour différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal Août 2016.

1.3.10 **"Annexe B":**

L'offre de services, en date du 13 septembre 2016, présentée par le Contractant;

1.3.11 **"Annexe C":**

Politique de gestion contractuelle de la Ville

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement, à réaliser les travaux d'arpentage, de conception, de confection des plans et profils, d'implantation de repères, d'émission de listes des points d'alignement et de nivellement pour les travaux de trottoirs, de rues, d'égouts et d'aqueducs, de conception d'éclairage, d'aménagement géométrique particulier qui seront réalisés sur le territoire de la Ville de Montréal.

Avant chaque demande de prestation de services le Consultant devra proposer au Directeur une estimation budgétaire d'honoraires détaillé indiquant les ressources proposées ainsi que le nombre d'heures projetées pour chacune de celle-ci. Le Consultant n'est pas rémunéré pour la préparation d'une estimation budgétaire d'honoraires.

La Ville ne s'engage pas à confier au Consultant un nombre minimal de services professionnels à réaliser ni à lui payer un montant minimal d'honoraires.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe A prévaut sur toute disposition de l'Annexe B qui serait inconciliable avec celui-ci. Le texte de l'Annexe C prévaut sur toute disposition de la Convention et des Annexes A et B qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur, pour une période maximale de trois (3) ans ou lorsque le

montant redevable aura atteint la somme maximale dudit contrat, selon la première des deux éventualités.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant s'engage à:

5.1 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui seront fournis par la Ville ou ses mandataires, sans l'autorisation écrite du Directeur;

5.2 collaborer entièrement avec la Ville et la Directrice, de même qu'avec les personnes à qui la Ville aurait confié certains éléments du Projet;

5.3 n'aliéner d'aucune façon les droits et prérogatives de la Ville;

5.4 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement écrit de la Ville;

5.5 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui lui seraient révélés à l'occasion de l'exécution; le Contractant devra obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à d'autres fins;

5.6 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire directement ou indirectement dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la construction ou l'exécution des ouvrages visés par la présente convention; toutefois, la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'est pas considérée comme intérêt pécuniaire;

5.7 fournir, à ses frais, une copie reproductible sur film polyester sensibilisé à émulsion d'argent d'une épaisseur minimum de 0,102 mm et sur support informatique réalisé avec le logiciel Microstation ou tout autre logiciel compatible avec Microstation, des plans et devis préliminaires et définitifs pour l'appel d'offres, des plans et devis définitifs pour fins de construction et des plans et devis «tels que construits», ainsi que copie papier de ceux-ci;

5.8 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

5.9 suivre les normes que le Directeur exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire;

5.10 préparer et remettre, à l'intérieur de l'échéancier, les devis et autres documents nécessaires en conformité avec les exigences du Directeur;

5.11 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant le Projet, ainsi que tout rapport jugé nécessaire par le Directeur;

5.12 préparer tout rapport jugé nécessaire par la Ville et le transmettre au Directeur selon les modalités qu'il lui indique, notamment un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités ainsi que les rapports de surveillance de chantier;

5.13 conserver pendant une période de cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou après règlement ou jugement final, s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités, les paiements et les modifications aux plans et devis;

5.14 tenir un journal de ses opérations; ce journal devra être conservé durant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige et il sera mis, en tout temps, à la disposition de la Ville ou de ses représentants autorisés;

5.15 communiquer par écrit à la Ville le nom du Patron et du chargé de Projet, ainsi que la liste du personnel affecté aux différentes étapes du Projet, la qualification des membres de ce personnel et le salaire réellement versé à chacun d'eux;

5.16 commencer les travaux seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur et confirmation de l'acceptation du budget d'honoraires pour chaque commande;

5.17 agir avec compétence et diligence pour assurer le respect du calendrier des travaux;

5.18 voir à ce que les lois et tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux applicables au Projet soient respectés ainsi que les droits des tiers ou propriétaires riverains; le Contractant sera responsable des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non respect des droits des tiers;

5.19 planifier et superviser la mise en place de toutes les mesures nécessaires en vue de respecter la *Loi sur la qualité de l'environnement*;

5.20 coordonner activement la préparation du Projet avec les divers intervenants de la Ville ainsi qu'avec les diverses entreprises d'utilités publiques et autres organismes externes et municipalités impliqués dans le dossier;

5.21 planifier la réalisation du Projet de façon à créer le minimum d'impact sur la circulation des piétons et des véhicules lors des travaux;

5.22 recueillir auprès des entreprises d'utilités publiques existantes tous les renseignements concernant l'état et la position de leurs installations et structures, tant en plan qu'en élévation;

5.23 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et services, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

5.24 tenir compte des heures et des dépenses telles que définies, dévolues et encourues en relation avec le Projet;

5.25 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention et ce, sans frais supplémentaires;

5.26 planifier la réalisation du Projet de façon à ne pas gêner aucunement la circulation ferroviaires à moins d'obtenir une autorisation expresse du C.N. ou du C.P. selon le cas;

5.27 utiliser un appareil photographique doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), lorsque le Directeur demande la prise de photos;

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit:

6.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 7

SERVICES COUVERTS PAR LA CONVENTION

Cette convention couvre notamment les divers services professionnels décrits ci-après:

7.1 Préparation de plans de « l'existant » et « tel que construit »

Le Contractant réalise le relevé complet de la situation existante, ainsi que la mise en plan complète de ce relevé selon les exigences de la Ville. Il fourni à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

Le Contractant procède également à un relevé final après construction et fourni un plan tel que construit. Il doit fournir à la Ville ce plan sous la forme de fichier format Microstation version 8.

7.2 Implantation

Le Contractant effectue l'implantation des zones de réfections de pavage et de trottoir ainsi que l'implantation des points de repère requis en vue de la conception

des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau, listes de pavages (sections et intersections) et liste de points égout et d'aqueduc. Il doit fournir à la Ville une copie des documents (plans, carnets de notes, etc.) ayant servi à l'implantation.

7.3 Arpentage

Le Contractant effectue l'arpentage (nivellement) nécessaire à la conception des listes de points mentionnées au paragraphe précédent. Il doit fournir à la Ville une copie des carnets de notes (ou autre document) des relevés d'arpentage effectués.

7.4 Préparation de la liste de points

Le Contractant effectue la conception des listes de points de trottoir, listes de points de cours d'eau et listes de pavages (sections et intersections). Il doit fournir une copie de ces listes à la Ville ainsi qu'aux entrepreneurs retenus par celle-ci pour l'exécution des travaux.

7.5 Calculs hydrauliques

Le Contractant réalise les différents calculs permettant l'analyse hydraulique d'un secteur donné. Il détermine pour des tronçons précis les diamètres, les pentes, ou toutes autres données techniques demandées par le Directeur.

7.6 Préparation des plans et devis et aménagement particulier

Le Contractant doit valider auprès des compagnies d'utilités publiques concernées l'état de leur réseau respectif. Il doit consulter les arrondissements concernés en ce qui a trait aux problématiques d'opération.

Les plans et devis doivent être réalisés en fonction des standards de la Division de la conception et de la réalisation des travaux. Ces standards sont fournis au Contractant par l'ingénieur du Projet de la Division, avant le début du mandat.

Les travaux de préparation des plans et devis comprennent, sans s'y limiter :

7.6.1 la préparation des plans et devis propres aux besoins du Projet;

7.6.2 les relevés de détails, les tracés et les profils nécessaires à la préparation des plans définitifs;

7.6.3 la préparation des devis complets et des documents de soumission, y compris les addendas;

7.6.4 les bordereaux de quantité avec prix unitaires estimatifs pour les travaux qu'il est d'usage d'accorder à prix unitaire;

7.6.5 la révision, s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire;

7.6.6 l'analyse des soumissions, les explications des écarts, s'il y a lieu, et les recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet;

Les demandes d'appels d'offres publics, les annonces dans les journaux, la publication dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que l'ouverture des soumissions seront réalisées par la Ville.

La vente des documents d'appel d'offres sera effectuée par SEAO.

7.7 Gestion d'exécution des travaux et surveillance

Le Contractant doit fournir un technicien inspecteur résidant, ayant au moins 10 ans d'expérience dans des travaux similaires.

Dans l'exécution de ses fonctions le technicien inspecteur :

- assure la surveillance des travaux selon les plans et devis;

- s'assure que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément au cahier des prescriptions normalisées de la Ville et aux plans et devis;

-procède aux mesurages appropriés, s'assure du respect des quantités et prépare la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

- émet les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

- assure un suivi photographique quotidien des progrès du chantier et en particulier des étapes cruciales, au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur);

- prépare tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville;

Si la gestion de l'exécution des travaux est confiée au Contractant, ce dernier prend en charge, par l'entremise de son chargé de Projet, notamment la coordination avec les différents intervenants, l'administration des travaux, la préparation des décomptes progressifs et l'analyse des réclamations, le tout tel que plus amplement détaillé ci-dessous.

Les services durant la construction comprennent :

7.7.1 Des services rendus au bureau qui sont :

7.7.1.1 les conseils à la Ville sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération sans visite au chantier;

7.7.1.2 la vérification et l'approbation des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils respectent les plans et devis émis par l'ingénieur;

7.7.1.3 la correspondance relative aux travaux de construction;

7.7.1.4 l'approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec le Directeur;

7.7.1.5 le contrôle du respect de l'échéancier des travaux et de ses enveloppes budgétaires.

7.7.2 Des services en résidence au chantier qui sont :

7.7.2.1 assurer la surveillance complète des travaux selon les plans et devis;

7.7.2.2 affecter au chantier le personnel en mesure de dispenser les conseils techniques requis pour la bonne exécution des travaux et d'en faire l'inspection, dont un ingénieur ayant au moins cinq (5) ans d'expérience dans des travaux similaires;

7.7.2.3 assurer la coordination des travaux entre les différents services de la Ville et les autres intervenants;

7.7.2.4 s'assurer que les travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux plans et devis;

7.7.2.5 émettre les avis à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis;

7.7.2.6 procéder aux mesurages appropriés et préparer les pièces justificatives et la documentation nécessaire pour les estimations progressives et finales;

7.7.2.7 préparer tous les documents requis pour les approbations de travaux contingents selon les formulaires de la Ville accompagnés de notes explicatives ou de croquis justifiant ces travaux;

7.7.2.8 faire la vérification des demandes de paiement, et préparer les décomptes progressifs et finals selon les formulaires de la Ville;

7.7.2.9 faire les recommandations quant à la réception provisoire et à la réception définitive des travaux;

7.7.2.10 rédiger et distribuer à qui de droit les procès-verbaux des réunions de chantier et de celles tenues avec la Ville;

7.7.2.11 prendre au moyen d'un appareil doté d'un système de datation permanent (dos-dateur), des photos des ouvrages faisant partie du Projet, en s'assurant de conserver une illustration de chaque phase importante des travaux et de tout manquement ou anomalie dans l'exécution de ceux-ci;

7.7.2.12 procéder à l'enregistrement vidéo des lieux, avant le début des travaux, tenir en tout temps ces renseignements à la disposition du Directeur sur demande de celui-ci et les remettre à la Ville à la fin des travaux.

7.7.3 Le Contractant doit remettre à la Ville, au moment de l'acceptation provisoire des travaux, un certificat de conformité des travaux signé et scellé par l'ingénieur responsable.

7.7.4 Le Contractant prendra note que le contrôle de la qualité des matériaux, lorsque requis, sera assuré par le Laboratoire de la Ville.

7.8 Gestion des impacts et communication:

Consiste à fournir sur demande de la Ville certains services en communication.

Si la Ville requiert les services d'un chargé de communication, celui-ci sera responsable du volet information au citoyen, il devra posséder une excellente maîtrise du français parlé et écrit.

Le chargé de communication pourrait être appelé à exécuter en tout ou en partie les tâches décrites au devis technique de l'appel d'offres à savoir l'annexe A.

7.9 Assistance technique après la construction:

Les relevés des travaux tels que construits sont effectués par le Contractant et la mise à jour des plans et profils et ces mêmes plans sont préparés pour la Ville en prévision d'autres travaux dans les années à venir.

ARTICLE 8

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE DU CHARGÉ DE PROJET ET DU PERSONNEL AFFECTÉ AU PROJET

Le chargé de Projet et tout le personnel présentés dans l'offre de services du Contractant (Annexe B), devront être effectivement affectés au Projet. Toute substitution éventuelle devra se faire sur approbation écrite préalable du Directeur, avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

ARTICLE 9

HONORAIRES

9.1 Les honoraires dus au Contractant, en contrepartie des services rendus et des dépenses encourues par celui-ci, ne pourront excéder la somme maximale de huit cent vingt et un mille et huit cent dollars (821 800,00$), plus les taxes sur les biens et services (TPS et TVQ).

9.2 Aucuns honoraires ne seront payables au Contractant pour les services applicables à des reprises de travaux de construction résultant d'erreurs ou d'omissions de la part du Contractant ou de son personnel.

9.3 Le Contractant est tenu d'aviser la Ville par écrit lorsque les coûts des services et des dépenses atteindront 15 %, 50 % et 75 % de la somme susdite.

9.4 La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 9.1.

9.5 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

9.6 À sa discrétion, la Ville pourra requérir du Contractant des services professionnels complémentaires dont le coût sera acquitté à même la somme maximale mentionnée à l'article 9.1. La nature et le coût de tous les services complémentaires devront faire l'objet d'une entente écrite entre le Consultant et le Directeur avant d'être exécutés.

ARTICLE 10

CALCUL DES HONORAIRES

La rémunération du Contractant pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire ou forfaitaire et se conformera aux critères suivants:

10.1 Méthode horaire: Si la méthode horaire est retenue par la Ville, le prix soumis dans la proposition de mandat ou dans le programme de travail constitue un maximum. Aucuns honoraires supplémentaires ne seront payés sauf si la Ville a accepté une modification du programme de travail avant la réalisation des travaux justifiant une augmentation des honoraires. Les honoraires seront payés mensuellement sur présentation d'une facture dûment justifiée.

10.2 Méthode forfaitaire: Si la méthode forfaitaire est retenue par la Ville, le forfait est négocié entre les représentants de la Ville et de la firme et est évalué à partir de l'estimation du nombre d'heures nécessaires à l'accomplissement du mandat, sur la base des taux prévus soumis au bordereau. Les forfaits convenus sont fixes et aucune révision de prix ne peut être exigée par la firme ou par la Ville. Les honoraires seront payés selon les modalités décrites dans le programme de travail accepté par la Ville.

10.3 La Ville convient de payer la firme selon les modalités décrites à l'article 9 «Honoraire» du présent document. Le Contractant doit s'y référer afin de s'assurer que les différents prix soumis couvrent l'ensemble des activités et des services requis.

10.4 Tous les honoraires et dépenses relatifs au personnel de gestion, de soutien et de secrétariat pour les tâches courantes effectuées par un bureau d'ingénieurs-conseils doivent être inclus et répartis équitablement dans les taux horaires indiqués au bordereau des prix.

10.5 Dans le cas où des employés de la firme travaillent dans les locaux de la Ville, les heures rémunérées sont des heures effectivement travaillées. Les jours fériés, les vacances, les absences pour maladie et toutes les heures d'absence pour d'autres raisons ne seront pas payées.

10.6 Pour les fonctions non couvertes par les bordereaux de prix, les honoraires applicables sont convenus entre la Vile et la firme et doivent être acceptés par la Ville avant le début des travaux.

10.7 La Ville retiendra le paiement de toute facture qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes sur les biens et les services (TPS et TVQ), le montant réclamé à cet effet et le numéro d'inscription approprié.

ARTICLE 11

MODE DE PAIEMENT

11.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par la Directrice de son relevé mensuel d'honoraires et de dépenses, eu égard à l'avancement du Projet.

11.2 Le paiement d'un compte ne constitue pas une acceptation sans réserve de ce compte. La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des comptes déjà payés.

11.3 Pour être conforme, tout compte devra être présenté selon les directives émises par la Directrice avec les pièces justificatives afférentes. Une photocopie des feuilles de temps, originalement signées par un responsable du Contractant, tiendra lieu de pièces justificatives pour les salaires et honoraires. Les activités effectuées par le Contractant durant la période de facturation devront être décrites et documentées à la satisfaction de la Directrice.

11.4 Le Contractant doit tenir un registre exact de tout le temps que le patron et le personnel de son cabinet consacrent à l'accomplissement des services à être rémunérés selon la méthode horaire ainsi que de toutes les dépenses remboursables et conserver les pièces à l'appui.

11.5 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville en conformité du présent article ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont en totalité ou en partie complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 12

ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

12.1 Le Contractant devra fournir la preuve qu'il est assuré pour la responsabilité civile-patronale et pour la responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. La police doit contenir une protection d'un montant minimum de:

12.1.1 deux millions de dollars (2 000 000 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile-patronale; et

12.1.2 deux millions de dollars (2 000 000 $) par réclamation dans le cas de la responsabilité professionnelle.

Pour les travaux en chantier, la couverture des risques spéciaux devra être incluse.

12.2 À la signature de la convention, le Contractant devra fournir à la Ville une attestation des polices d'assurance émises à ces fins ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de ces polices. Par la suite, le Contractant devra soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par le Contractant de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à ses frais.

12.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant, à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

12.4 Chacune des polices d'assurance ci-avant mentionnées devra comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

12.5 La Ville devra aussi être désigné comme coassuré du Contractant sur la police de responsabilité civile-patronale.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DU PROJET / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

13.1 Si le Projet est abandonné ou suspendu en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services rendus jusqu'à cette date en fonction de l'avancement du Projet, sur présentation de pièces justificatives.

13.2 Le Contractant devra alors livrer à la Ville toutes les données, notes, rapports et autres documents concernant le Projet, préparés à la date de l'avis de l'abandon ou de la suspension de celui-ci.

13.3 Le Contractant n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de tous profits anticipés ou dommages occasionnés du fait de l'abandon ou de la suspension du Projet.

13.4 Dans le cas d'impossibilité d'agir par la suite de maladie grave, d'incapacité légale ou de décès, le Contractant ou ses représentants légaux doivent, sans délai, faire continuer l'exécution de la convention par un autre contractant ou un autre

consultant accepté par écrit, par la Ville. À défaut, la Ville verra elle-même à son remplacement.

13.5 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps par avis écrit. Les dispositions des articles 13.1 à 13.3 s'appliquent en cas de telle résiliation, sous réserve des recours de la Ville pour les dommages résultant de l'inexécution par le Contractant de l'une ou l'autre des obligations contenues à la présente convention et aux Annexes.

ARTICLE 14

SIGNATURES LIANT LE CONTRACTANT

14.1 Vis-à-vis de la Ville, est censé valablement autorisé par le Contractant, tout écrit signé de sa part par la ou les personne(s) dûment autorisée(s) à signer, suivant la résolution fournie à la signature de la présente convention.

14.2 Le Contractant peut donner à la Ville un avis écrit l'informant qu'une ou plusieurs personnes, autres que celles mentionnées dans la résolution, sont autorisées à signer une ou plusieurs catégories d'écrits engageant la responsabilité du Contractant envers la Ville; s'il est signé par une des personnes mentionnées à la résolution, l'avis est censé valablement autorisé et donné par le Contractant et prend effet sur réception par la Ville.

14.3 En l'absence de tel avis, la Ville peut traiter comme valablement autorisé par le Contractant, tout autre écrit qui lui paraît l'être et qui est signé pour celui-ci, par une personne autre que celles mentionnées à la résolution.

ARTICLE 15

DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 9, le Contractant :

15.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention;

15.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

15.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente, la Ville et le Contractant élisent respectivement domicile comme suit :

La Ville : **VILLE DE MONTRÉAL**
Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec
H2Y 1C6

a/s de la Greffier de la Ville

Le Contractant: Les Services EXP. Inc.
1001, boul. De Maisonneuve Ouest, bureau 800-B
Montréal, (Québec) H3A 3C8,

a/s Guillaume Halde, ing. PA LEED BD+C

ARTICLE 17

CLAUSES GÉNÉRALES

17.1 Le Contractant n'aura aucun recours en recouvrement ou en dommages-intérêts contre la Ville pour des coûts dépassant la somme maximale mentionnée à l'article 9 (Honoraires).

17.2 La présente convention lie les héritiers et ayants droit des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

17.3 Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

17.4 Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

17.5 La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

17.6 La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ième jour de ___, 20__

VILLE DE MONTRÉAL

_____
M^e^ Yves Saindon
Greffier

Le ième jour de ____, 20__

(INSCRIRE LE NOM DE L'ORGANISME)

_____
Guillaume Halde, ing. PA LEED BD+C
Directeur Infrastructures et Transports

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1160298003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à 8558736 Canada inc. fas Consultants Sans-tranchée GAME pour la détection de fuites à l'aide d'une technique intrusive sur les conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 989 014,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15038 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel 8558736 Canada inc. fas Consultants Sans-tranchée GAME, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la détection de fuites à l'aide d'une technique intrusive sur les conduites principales d'aqueduc, pour une période de trois (3) ans, pour une somme maximale de 989 014,95 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15038 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-28 17:25

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160298003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à 8558736 Canada inc. fas Consultants Sans-tranchée GAME pour la détection de fuites à l'aide d'une technique intrusive sur les conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 989 014,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15038 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le réseau de conduites principales de la Ville de Montréal totalise 771 km. Près de 35 % du réseau est composé de conduites métalliques en fonte et en acier installées avant 1950. Ces conduites ont été l'objet de plusieurs fuites ou bris au cours des dernières années. Depuis 2007, dans le but de détecter les fuites et prioriser les projets de reconstruction et de réhabilitation sur le réseau, la Ville a octroyé quatre contrats de détection de fuites. Deux principales méthodes de détection de fuites ont été utilisées jusqu'à présent à savoir: les hydrophones stationnaires et les méthodes intrusives où l'équipement attaché à un câble circule dans la conduite.

Pour certaines conduites où la vitesse est très faible, c'est-à-dire environ 0,30 mètre/seconde, l'équipement d'inspection attaché à un câble ne peut être déployé que sur une courte distance, et ne permet pas de compléter la détection de fuites sur la conduite. Pour ces cas spécifiques, l'utilisation d'un équipement circulant librement dans la conduite est nécessaire. Lors d'un seul déploiement, cette technique permet d'inspecter au-delà de 5 kilomètres de conduites, ce qui permet de réduire le temps d'inspection et certains coûts liés aux accès.

Actuellement, la Ville ne dispose pas de contrat de services professionnels ni de ressources à l'interne pour effectuer ce genre d'inspection puisqu'il s'agit de travaux très spécialisés utilisant des technologies spécifiques qui sont brevetées. Dans le but de détecter les fuites et prioriser les interventions, la Ville a lancé un appel d'offres public en vue d'octroyer un contrat de services professionnels pour la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc à l'aide d'une technique intrusive.

L'appel d'offres public 16-15038 a été publié dans le journal La Presse ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 7 mars 2016. Les soumissions ont été déposées le 30 mars 2016. La durée de la publication a été de vingt-deux (22) jours. Le

délai de validité des soumissions était de 180 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 26 septembre 2016. Une prolongation du délai de validité des soumissions a été obtenue jusqu'au 30 décembre 2016, aux mêmes termes et conditions.

Durant l'appel d'offres, trois (3) addenda ont été émis afin d'apporter des précisions sur les services à rendre.

Addenda	Date	Raisons
1	18 mars 2016	- Précisions concernant la technologie demandée et les travaux pris en charge par la Ville et par l'entrepreneur et report de la date d'ouverture du 23 septembre au 30 septembre 2016.
2	22 mars 2016	- Précisions concernant la méthode de localisation des fuites sur le terrain et le prix des accès à la conduite.
3	24 mars 2014	- Précisions sur la profondeur du toit des chambres de vannes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0422 - 18 septembre 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Pure Technologies ltd pour la détection de fuites de conduites principales d'aqueduc par une méthode intrusive, pour une période de 3 ans, pour une somme maximale de 1 708 365,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13398 (2 soum. 1 seul conforme)
CE12 0288 - 7 mars 2012 - Accorder un contrat à la firme Mueller Canada Ltd (Echologics), pour la détection de fuites sur des conduites principales d'aqueduc de diamètre variant entre 400 et 1200 mm, pour une période de 2 ans - Dépense totale de 606 254,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public #11-11721 - 3 soumissionnaires.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels à la firme 8558736 Canada inc. fas Consultants Sans-tranchée GAME, pour la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc à l'aide d'une méthode intrusive, pour une période de trois (3) ans.
Les principaux services à rendre sont énumérés ci-dessous:

- effectuer la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc par une méthode intruse;
- assurer la signalisation routière en support à la détection de fuites où l'équipement circule librement dans la conduite;
- réaliser des raccords sous pression qui sont nécessaires à l'installation des équipements;
- localiser les fuites sur le terrain et fournir les coordonnées GPS de ces dernières.

La détection de fuites sera réalisée sur un total de 35 km. Le tableau suivant présente l'historique des détections de fuites déjà réalisées et les travaux à venir.

Réseau de conduites principales d'aqueduc devant faire l'objet d'une détection de fuites : 280 km					
Activités	2007-2016	2017	2018	2019	Total

Nombre de km inspectés dans le cadre du contrat à octroyer	**_**	**10 km**	**15 km**	**10 km**	**35 km**
Nombre de km inspectés à l'aide d'autres techniques	50 km	15 km	15 km	15 km	95 km
Total en km	50 km	25 km	30 km	25 km	130 km
Pourcentage réseau inspecté	18 %	9 %	11 %	9%	46 %

Le fournisseur sera rémunéré en fonction de l'avancement réel des travaux en utilisant les prix unitaires décrits au bordereau des prix.

Des dépenses contingentes de 10 % du coût du contrat, soit 89 910,45 $, taxes incluses, ont été prévues dans le bordereau de soumission afin de couvrir les imprévus qui peuvent survenir durant les travaux.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 16-15038, à deux (2) enveloppes, il y a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges sur le site SEAO. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Deux (2) d'entre eux ont déposé une soumission, soient Pure Technologie Ltd et la firme 8558736 Canada inc. fas Consultants Sans-tranchée GAME.
En ce qui concerne les motifs de désistement des deux (2) autres firmes, une firme a indiqué ne pas offrir le service demandé et l'autre n'a fourni aucun motif.

Le comité de sélection a siégé le 15 juin 2016 et les deux (2) propositions reçues ont été jugées recevables et ont été analysées par le comité de sélection.

Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, soit la firme 8558736 Canada inc. (Consultants Sans-tranchée Game).

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (Taxes incluses)	Contingences (Taxes incluses)	Total (Taxes incluses)
8558736 Canada inc. fas Consultants Sans-tranchée GAME	78,5	1,30	899 104,5 $	89 910,45 $	989 014,95 $
Pure Technologies ltd.	75,0	1,26	905 083,20 $	90 508,32 $	995 591,52 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			843 341,62 $	84 334,17 $	927 675,79 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					61 339,16 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					6,61 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					6 576,57 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					0,66 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme

a présenté une soumission avec un écart défavorable de de 6,61 % (61 339,16 $) par rapport à l'estimation.

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP).* L'adjudicataire recommandé n'a pas à obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). En date du 22 juillet 2016, 8558736 Canada inc. (Consultants Sans-tranchée Game) ne figure pas sur la liste des entreprises ayant obtenu une autorisation de l'AMF.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du contrat à accorder est de 989 014,95 $, taxes incluses. Aucune dépense incidente n'est prévue.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* »

Pour l'année 2017, la dépense s'élève à 250 000 $, et est prévue au budget de fonctionnement de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau. La balance du contrat, soit un montant de 739 014,95 $ sera priorisée aux budgets de fonctionnement des exercices 2018 et 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier vise à pratiquer une gestion responsable des ressources en réduisant les fuites d'eau. La détection des fuites permettra à la Direction de l'eau potable d'atteindre l'un des objectifs fixés dans le Plan d'action Montréal durable 2016-2020, soit de réduire de 20 % l’eau potable produite par les usines de Montréal entre 2011 et 2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat permettra de réduire de façon significative la quantité d'eau perdue dans le réseau de conduites principales et du même coup assurer un meilleur niveau de service. Aussi, plus du tiers des conduites de transport sont métalliques, en acier ou en fonte, et un bris sur ces dernières peut priver d'eau un grand nombre de citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : Novembre 2016
Début du contrat : Décembre 2016
Fin du contrat : Décembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Serge Martin PAUL
Ingénieur

Tél : 514 872-9557
Télécop. : 514 872-8353

Anne-Marie LABERGE
Chef de section Ingénierie

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-21

Christian MARCOUX
Chef de division Ingénierie

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-10-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1160298003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à 8558736 Canada inc. fas Consultants Sans-tranchée GAME pour la détection de fuites à l'aide d'une technique intrusive sur les conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 989 014,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15038 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

15038 Det Cah Final.pdf grille comité 16-15038.pdf int. octroi 16-15038.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15038

No du GDD : 1160298003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels de détection de fuites pour les conduites principales d'aqueduc à l'aide d'une technique intrusive

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 3 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 23 - 3 - 2016

Ouverture faite le : 30 - 3 - 2016

Date du comité de sélection : 15 - 6 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 24 - 3 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 22 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 96 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 9 - 2016

Date d'échéance révisée : 30 - 12 - 2016

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Pure Technologies ltd	995 591,52 $		
8558736 Canada inc.	989 014,95 $	X	

Information additionnelle

Une firme preneur du cahier des charges nous a indiqué ne pas offrir le service demandé

Préparé par : Robert Normandeau

Le 25 - 10 - 2016

16-15038 - Services professionnels de détection de fuites pour les conduites principales d'aqueduc à l'aide d'une technique intrusive

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension de la problématique relié au mandat 10%	Expérience et expertise du cahrgé de projet et de son équipe 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux similaires 25%	Approches proposées 25%	Capacité de production et échéancier 15%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Pure Technologies ltd.	3,00	6,67	14,00	19,00	20,33	12,00	75,0	995 591,52 $	1,26	2
8558736 Canada inc. fas Consultants Sans-tranchée GAME	3,83	8,00	16,00	18,00	20,00	12,67	78,5	989 014,95 $	1,30	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	mercredi 15-06-2016
Heure	13h30
Lieu	9515 Saint-Hubert

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15038
Numéro de référence : 960307
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SP de détection de fuites pour les conduites principales d'aqueduc à l'aide d'une technique intrusive

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
GAME Consultants 5929 Rte Transcanadienne 320 Montréal, QC, H4T1Z6 http://www.gameconsultants.net NEQ : 1169265536	Monsieur Piero Salvo Téléphone : 514 747-9000 Télécopieur :	**Commande : (1089231)** 2016-03-16 11 h 34 **Transmission :** 2016-03-16 11 h 34	2566272 - 16-15038 Addenda 1 - Report de date 2016-03-18 8 h - Courriel 2567479 - 16-15038 Addenda No 2 2016-03-22 8 h 24 - Courriel 2569673 - 16-15038 Addenda No 3 2016-03-24 12 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Compteurs Lecomte Ltée. 2925, rue Cartier Saint-Hyacinthe, QC, J2S 1L4 NEQ : 1143842863	Monsieur Francois Lecomte Téléphone : 450 774-3406 Télécopieur : 450 773-	**Commande : (1091593)** 2016-03-21 8 h 30 **Transmission :** 2016-03-21 8 h 30	2566272 - 16-15038 Addenda 1 - Report de date 2016-03-21 8 h 30 - Téléchargement 2567479 - 16-15038 Addenda No 2

		0759		2016-03-22 8 h 25 - Télécopie 2569673 - 16-15038 Addenda No 3 2016-03-24 12 h 03 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	PGS inc. 6315 Salvail Laval, QC, H7H 1G3 NEQ : 1166288796	Monsieur Pierre Goulet Téléphone : 450 736-3203 Télécopieur : 450 937-0783	**Commande : (1084702)** 2016-03-09 12 h 37 **Transmission :** 2016-03-09 12 h 37	2566272 - 16-15038 Addenda 1 - Report de date 2016-03-18 8 h - Courriel 2567479 - 16-15038 Addenda No 2 2016-03-22 8 h 24 - Courriel 2569673 - 16-15038 Addenda No 3 2016-03-24 12 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pure Technologies 6169 Cedar St Halifax, NS, B3H2J8 NEQ :	Monsieur Cameron White Téléphone : 905 624-1040 Télécopieur :	**Commande : (1083829)** 2016-03-08 13 h 18 **Transmission :** 2016-03-08 13 h 18	2566272 - 16-15038 Addenda 1 - Report de date 2016-03-18 8 h - Courriel 2567479 - 16-15038 Addenda No 2 2016-03-22 8 h 24 - Courriel 2569673 - 16-15038 Addenda No 3 2016-03-24 12 h 02 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160298003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénérie du réseau et des réservoirs
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à 8558736 Canada inc. fas Consultants Sans-tranchée GAME pour la détection de fuites à l'aide d'une technique intrusive sur les conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 989 014,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15038 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP1160298003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : (514) 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-24

Kalina RYKOWSKA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-7598
Division : Direction conseil et soutien financier - PS Eau - Environnement

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, Greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

8558736 CANADA INC. FAS CONSULTANTS SANS-TRANCHÉE GAME, personne morale ayant son domicile au 5929, Tanscanadienne, bureau 320, Montréal, Québec H4T 1Z6, agissant et représenté par Piero Salvo, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 1220417235 RS0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1220417235 TQ0001

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 7 Mars 2016 relatifs à la détection de fuites sur les conduites principales à l'aide d'une technique intrusive;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 30 mars 2016;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir des ressources techniques spécialisées dans la détection de fuites sur les conduites principales d'aqueduc à l'aide d'une technique intrusive où l'équipement de détection de fuites circule librement à l'intérieur de la conduite.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement du mandat en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier.

6.11 assurer la calibration de toute son instrumentation et ce, même si la Ville ne peut fournir de sections de conduites en service;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de neuf cent quatre-vingt-neuf mille quatorze dollars et quatre-vingt-quinze sous (989 014,95 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : selon l'avancement réel des services professionnels fournis à chaque mois rémunérable en accord avec les prix unitaires fournis au bordereau des prix soumis dans son offre de service.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée

contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ……..e jour de ……..2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le ……..e jour de ……..2016

8558736 CANADA INC. FAS CONSULTANTS SANS-TRANCHÉE GAME

Par : _____
Piero Salvo, Président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1164384001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Les Systèmes d'information Ullix inc. pour l'administration et la gestion des résultats d'un inventaire de personnalité (OPQ32r) pour une somme maximale de 34 200$, taxes incluses, en 2016 et de 177 572,70$, taxes incluses, en 2017 – Contrat octroyé de gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel Les Systèmes d'information Ullix inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour l'administration et la gestion des résultats d'un inventaire de personnalité (OPQ32r), pour une somme maximale de 34 200 $, taxes incluses, en 2016 et de 177 572,70$, taxes incluses, en 2017, conformément à son offre de service en date du 23 septembre 2016 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-21 11:52

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164384001**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Les Systèmes d'information Ullix inc. pour l'administration et la gestion des résultats d'un inventaire de personnalité (OPQ32r) pour une somme maximale de 34 200$, taxes incluses, en 2016 et de 177 572,70$, taxes incluses, en 2017 – Contrat octroyé de gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Déployé en 2009, le projet Tests en ligne Montréal (TEL Mtl) est une application qui permet d'administrer en ligne des outils d'évaluation lors des processus de dotation des emplois de la Ville. La firme Les Systèmes d'information Ullix inc. est le fournisseur unique de cette application.
Le Service des ressources humaines (SRH) souhaite intégrer un nouveau test à l'application. Il s'agit d'un inventaire de personnalité qui permettra de rehausser la qualité de l'évaluation. L'inventaire identifié est l'*Occupational personnality questionnaire* (OPQ32r).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG09 0313 - 14 septembre 2011 - Autoriser une dépense additionnelle de 91 140 $, taxes incluses, pour les services professionnels et pour l'entretien du progiciel de gestion de tests en ligne (Tests en ligne Montréal-Volet 2) / Approuver un projet d'avenant no 1 modifiant la convention de services professionnels et d'avenant no 1 au contrat d'entretien intervenus entre la Ville de Montréal et la firme Les Systèmes d'information Ullix inc., majorant ainsi le montant total du contrat de 299 680$ à 390 820 $, taxes incluses
CG09 0313 - 27 août 2009 - Octroyer un contrat de 299 680$ à la firme Les Systèmes d'information Ullix inc. pour la fourniture et l'entretien d'un système de gestion de tests en ligne à l'usage des arrondissements et des services centraux - Dépense totale de 492 880 $, taxes incluses - A/O public 09-10962 (1soum.)

CE09-0253 - 25 février 2009 - Autoriser un appel d'offres en vue de procéder à l'acquisition d'outils informatiques visant à permettre l'implantation d'un progiciel de gestion de tests en ligne

DESCRIPTION

Le projet consiste à ajouter l'OPQ32r dans l'application informatique. Ce test sera complété par les candidats postulant à des emplois syndiqués du SPVM et du SIM, à des emplois de cols bleus métiers, de cols blancs, de professionnels, de cadres-conseils et de cadres (contremaîtres, régisseurs, commandants et chefs aux opérations). Tout comme pour les autres tests en ligne, les résultats à l'OPQ32r seront comptabilisés dans l'application TEL Mtl, ce qui permettra de gérer les exemptions et les droits de reprise des candidats.
Le déploiement du projet sera scindé en trois étapes. Dans un premier temps, le test sera utilisé pour le comblement des emplois syndiqués du SPVM, des emplois de commandants, de chefs aux opérations, de contremaîtres, de régisseurs, de même que pour certains emplois de cols blancs et de professionnels aux TI (automne 2016). Dans un second temps, le test sera administré pour le comblement des emplois de cols bleus métiers (hiver 2017). Enfin, le test sera inclus aux processus des emplois syndiqués du SIM, aux autres emplois de professionnels et de cadres-conseils (printemps 2017).

JUSTIFICATION

Le fait de considérer les résultats d'un inventaire de personnalité au moment de l'entrevue permet de mieux évaluer chacune des compétences requises. Les inventaires de personnalité permettent d'avoir accès à des informations liées aux compétences recherchées qui seraient difficilement accessibles autrement. En effet, il est difficile d'évaluer des compétences telles que la rigueur ou la capacité d'adaptation lors d'une entrevue. L'interprétation des résultats d'un inventaire de personnalité lors de l'entrevue constitue une bonne pratique privilégiée par plusieurs organisations.
L'administration de l'OPQ32r permet également de cesser de faire appel aux services de fournisseurs en évaluation du potentiel pour certains emplois de cadres (commandants, chefs aux opérations, contremaîtres et régisseurs), de même que pour certains emplois syndiqués du SPVM. Le fait de recourir à l'OPQ32r plutôt qu'à des évaluations du potentiel par des fournisseurs externes, constitue une solution plus économique et mieux adaptée à nos besoins permettant de réaliser une économie annuelle estimée à 20 000$.

L'OPQ32r mesure plusieurs traits de personnalité en lien avec les compétences évaluées à la Ville. Ce test est celui qui rencontre le mieux nos besoins en termes de qualités psychométriques (fidélité et de validité). Il possède des normes nord-américaines et il est disponible en français (et en anglais). Peu coûteux, il s'agit de l'un des inventaires les plus utilisés en contexte de dotation en Amérique du Nord.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de l'inventaire s'élève à 34,20$ par candidat, taxes incluses pour l'achat de 1000 passations. Il est estimé qu'approximativement 1000 candidats compléteront le test d'ici la fin de l'année 2016, ce qui représente un montant de 34 200$.
Le coût de l'inventaire s'élève à 30,99$ par candidat, taxes incluses pour l'achat de 5000 passations ou plus. Considérant qu'environ 5730 candidats compléteront le test en 2017, le montant annuel du contrat avec la firme Les Systèmes d'information Ullix inc s'élèvera à 177 572,70 $, taxes incluses, en 2017.

Cette dépense sera assumée directement au budget de fonctionnement du SRH. La ventilation des coûts par catégorie d'emplois pour les années 2016 et 2017 se trouve dans le document en pièce jointe.

La dépense de 34 200$ taxes incluses est prévue à la base budgétaire du Service des ressources humaines pour 2016.

En 2017, la dépense de 177 572,70 $, taxes incluses a été priorisée dans le cadre de la confection du budget du Service des ressources humaines.

Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la décision d'administrer l'OPQ32r lors des processus de dotation était refusée, cela pourrait affecter la qualité de l'embauche et, conséquemment, l'efficience de l'organisation. Les informations recueillies par l'entremise du test sont parfois cruciales lors d'un processus de dotation et peuvent difficilement être obtenues par d'autres moyens d'évaluation qu'un test de personnalité.

Si la décision d'administrer l'OPQ32r était refusée, il serait également impossible de réaliser une économie de 20 000$ en réduisant les dépenses générées par les évaluations du potentiel réalisées par des firmes externes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La stratégie de communication comporte trois étapes :
présentation du changement aux équipes de dotation de la Ville;
présentation par la directrice du SRH à la table des chefs de division en ressources humaines de la Ville;
présentation du changement à l'ensemble des employés de la Ville via un communiqué.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Principales activités	Dates cibles
Signature du contrat de services professionnels	Novembre 2016
Intégration de l'OPQ32 dans l'application informatique	Novembre 2016
Mise en place d'une procédure concernant la convocation et la gestion des résultats à l'OPQ32r	Novembre 2016
Modification des outils d'évaluation (p.ex. : guides d'entrevue, grilles de résultats, fiches d'examens)	Novembre 2016
Développement d'une formation portant sur l'interprétation des résultats à l'OPQ32r	Novembre 2016
Diffusion de la formation aux recruteurs	Novembre 2016
Déploiement du test pour le comblement des emplois syndiqués du SPVM, des emplois-cadres (commandants, chefs aux opérations, contremaîtres et régisseurs) et de certains emplois de cols blancs et de professionnels aux TI	Novembre 2016
Déploiement du test pour le comblement des emplois des cols bleus métiers	Janvier 2017
Déploiement du test pour le comblement des emplois syndiqués du SIM, de certains emplois de professionnels et de cadres-conseils	Avril 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Magalie JACOB
c/d gestion competences et formation

Tél : 514-872-2984
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-11

Josée LAPOINTE
Directrice

Tél : 514 872-0609
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2016-10-17

Estimation des coûts annuels engendrés par l'utilisation du test OPQ32r Prévisions 2017

Emplois visés	Nbre de candidats / année	Coûts annuels (30,99$ par candidat)
Emplois syndiqués du SPVM (*sauf aspirants policiers*)	580	17 974,20
Emplois syndiqués du SIM (*sauf aspirants pompiers*)	110	3 408,90
Certains emplois de cols blancs (p.ex. : *agents techniques, agents techniques principaux, inspecteurs, inspecteurs principaux)*	1 750	54 232,50
Emplois de cols bleus métier	1200	37 188
Emplois de cadres-conseils	140	4 338,60
Emplois de professionnels (*tous les niveaux*)	1 300	40 287
Emplois de contremaîtres et certains emplois de chef de section (*FM 5 et -*)	450	13 945,50
Emplois de régisseurs	70	2 169,30
Cols bleus pour identification de la relève contremaître	50	1 549,50
Chef aux opérations du SIM	40	1 239,60
Commandant du SPVM	40	1 239,60
		177 572,70 $

Estimation des coûts annuels engendrés par l'utilisation du test OPQ32r Prévisions 2016

Emplois visés	Nbre de candidats / année	Coûts annuels (34,20$ par candidat)
Certains emplois de cols blancs (p.ex. : *agents techniques, agents techniques principaux, inspecteurs, inspecteurs principaux)*	250	8 550
Emplois de professionnels (*tous les niveaux*)	600	20 520
Emplois de contremaîtres et certains emplois de chef de section (*FM 5 et -*)	50	1 710
Emplois de régisseurs	50	1 710
Cols bleus pour identification de la relève contremaître	50	1 710
		34 200,00 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164384001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction dotation_talents et développement organisationnel , Division gestion des compétences et formation
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Les Systèmes d'information Ullix inc. pour l'administration et la gestion des résultats d'un inventaire de personnalité (OPQ32r) pour une somme maximale de 34 200$, taxes incluses, en 2016 et de 177 572,70$, taxes incluses, en 2017 – Contrat octroyé de gré à gré / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1164384001 - Systèmes d'info Ullix inc.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-17

Luis Felipe GUAL
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-9504
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Diane Bouchard, Directrice du Service des ressources humaines, dûment autorisé(e) aux fins des présentes;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **LES SYSTÈMES D'INFORMATION ULLIX INC.**, personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1001 Rue Lenoir, bureau 345, Montréal, Québec, H4C 2Z6, agissant et représentée par monsieur Serge Bouhadana, président, dûment autorisé aux fins des présentes;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 83163 3540 RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1211170391
N° de fournisseur : 153080

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient:

1.1 « **Directeur** » : la directrice du Service des ressources humaines ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 23 septembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 joint, aux présentes, à offrir une solution informatique permettant l'administration, l'interprétation et la gestion des résultats à un inventaire de personnalité (*Occupational Personnality Questionnaire* - OPQ32r) qui permet le transfert des résultats vers l'application Ville « Tests en ligne ».

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin le 31 décembre 2017.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention à l'Annexe 1;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention de l'Annexe 1;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou de l'Annexe 1;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 34 200$ à l'automne 2016 et de 177 572,70$ à l'hiver 2017, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit :

- un versement de 34 200$, taxes incluses, à l'automne 2016 pour 1000 passations du test OPQ32r (prix unitaire : 34,20$);
- un versement de 177 572,70$, taxes incluses, en janvier 2017 pour 5730 passations du test OPQ32r (prix unitaire : 30,99);

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

FOURNISSEUR

Par : _____
Serge Bouhadana, président

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Offre de service présentée à :

Ville de Montréal
Service des ressources humaines

Fourniture d'un inventaire de personnalité

23 septembre 2016

Montréal, le 23 septembre 2016

Patrick Plunier
Ville de Montréal
Service des ressources humaines
Direction de la dotation, talents et développement organisationnel
3711, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 100
Montréal (Québec) H4C 0C1

M. Plunier,

Suite à nos récentes conversations, il me fait plaisir de vous envoyer ci-joint une proposition pour l'achat et l'utilisation du test OPQ32r par la Ville de Montréal.

N'hésitez pas à communiquer avec moi pour tout renseignement supplémentaire dont vous auriez besoin. Je souhaite vous réitérer notre enthousiasme à travailler avec la Ville de Montréal sur ce projet et je vous remercie de la confiance dont vous nous faites part.

En espérant le tout conforme à vos attentes

Nos sincères salutations,

1001, Rue Lenoir,
Suite B-345,
Montréal (Québec),
H4C 2Z6

T: (514) 871-1026
F: (514) 871-1698
www.ullix.com

Serge Bouhadana
Ullix Inc.

Description

	Description	Prix Unitaire inclant TPS/TVQ	Prix incluant TPS/TVQ
1	Achat de 1000 passations pour le test OPQ32r, incluant le rapport « Profil » pour chaque passation. • Les tests seront administrés sur la plateforme. • Les administrateurs de la Ville de Montréal auront accès à la plateforme informatique configurée selon les besoins spécifiques du projet. • Livraison pour automne 2016	**$34.20**	**$34,200.00**
2	Achat de 5730 passations pour le test OPQ32r, incluant le rapport « Profil » pour chaque passation. • Livraison pour janvier 2017	**$30.99**	**$177,572.70**
3	Configuration de la plateforme d'administration selon les spécifications reçues : • Mise en place d'un formulaire de consentement. • Mise en place de courriels de convocation et rappel. • Mise en place d'un processus d'affaire spécifique. • Mise en place d'une structure de données spécifique pour l'inscription des candidats de la Ville. • Programmation d'un nouveau rapport d'extraction des scores • Programmation d'un protocole spécifique.	**$Inclus**	**$Inclus**
4	Support technique de deuxième ligne. • Disponible pendant les heures de bureau. • Accessible à des ressources désignées de la Ville de Montréal.	**$Inclus**	**$Inclus**
5	Entretient et maintenance de la plateforme informatique.	**$Inclus**	**$Inclus**

Espérant le tout conforme à vos attentes, nous tenons à vous manifester notre intérêt à travailler en collaboration avec la Ville de Montréal sur ce projet. Nous demeurons à votre écoute et à votre entière disposition pour répondre à tout commentaire ou interrogation au sujet de cette proposition.

Veuillez agréer mes meilleures salutations,



_____

Serge Bouhadana
Ullix Inc.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1167463001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal / Autoriser le maire, M. Denis Coderre et son greffier, Me Yves Saindon à signer cette entente pour et au nom de la Ville.

Il est recommandé:
- d'approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal;

- d'autoriser le maire et le greffier à signer cette entente pour et au nom de la Ville;

- de mandater le Service de la culture pour gérer la mise en œuvre de ce programme.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-10-31 14:41

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1167463001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal / Autoriser le maire, M. Denis Coderre et son greffier, Me Yves Saindon à signer cette entente pour et au nom de la Ville.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1995, l'*Entente sur le développement culturel de Montréal* s'articule autour de ces quatre axes d'intervention, soit :

1. Mise en valeur du patrimoine
2. Accès à la culture
3. Consolidation du réseau des bibliothèques
4. Forum des équipements culturels

La programmation 2016-2017 a déjà été approuvée par le comité exécutif. Le présent dossier formalise cette programmation par une entente formelle entre les parties.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1167 - 6 juillet 2016 - Approuver la programmation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications pour la période 2016-2017.
CG15 0683 - 26 novembre 2015 **-** Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG14 0020 - 30 janvier 2014 - Approuver l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel Québécois, volet 1 (2013-2015) de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (2012-2015) intervenue entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, pour un montant total de 24 000 000 $, représentant une participation financière égale de 12 000 000 $ pour le Ministère et pour la Ville.

CG13 0169 - 30 mai 2013 - Approuver la Modification no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015 (CG12 0471) entre le ministère de la Culture et des

Communications et la Ville de Montréal aux fins de l'établissement d'un cadre d'intervention contribuant au développement culturel de Montréal, majorant ainsi le montant total de la contribution de 121 505 000 $ à 167 405 000 $.

CG12 0471 - 20 décembre 2012 - Approuver l'Entente de développement culturel 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG11 0328 - 28 septembre 2011 - Approbation de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2011-2012 entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal.

CG09 0426 - 24 septembre 2009 - Approuver le projet de convention supplémentaire no 1 modifiant l'Entente sur le développement culturel 2008-2011 intervenue entre la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Ville de Montréal (CG08 0598).

CG060273 - 22 juin 2006 - Approbation du projet de convention supplémentaire no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2005-2008 intervenue entre le MCCQ et la Ville afin d'y intégrer l'axe 5 - arrondissement historique et naturel du mont Royal.

DESCRIPTION

La programmation de l'Entente 2016-2017 inclut des travaux, des programmes, des études, des contributions, des projets, etc. qui seront soutenus conjointement par la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC). Le MCC et la Ville déterminent ensemble le cadre de l'Entente et les priorités.
En 2016-2017, la programmation de l'*Entente sur le développement culturell e* est répartie ainsi :

Axe 1 - Mise en valeur du patrimoine - 29 986 765 $
Le patrimoine est au coeur des interventions conjointes du MCC et de la Ville depuis la toute première entente. La programmation de l'Entente 2016-2017 prévoit une somme de 14 494 405 $ pour le site patrimonial de Montréal (Vieux-Montréal) et 10 796 360 $ pour l'agglomération de Montréal. Une somme de 4 696 000 $ est également consacrée au site patrimonial du Mont-Royal, ce qui n'inclut pas les projets dont les sommes ont été planifiées dans les ententes précédentes et qui seront réalisés et/ou terminés au cour des prochaines années.

Axe 2 - Accès à la culture - 3 235 535 $
Pour l'année 2016-2017, la Ville et le MCC s'engagent à verser une somme de 3 235 535 $ pour l'ensemble des mesures regroupées sous l'Axe 2 - Accès à la culture. Ces programmes et mesures visent principalement à favoriser l'accès à la culture pour les Montréalais de tous les arrondissements en soutenant des activités de diffusion, de médiation culturelle, de pratique artistique amateur, de Montréal Ville UNESCO de design ainsi que des ententes de partenariats avec divers organismes qui travaillent avec la relève ou avec des artistes issus de la diversité sociale.

Axe 3 - Consolidation du réseau des bibliothèques - 4 500 000 $
Dans le cadre de cet axe, un montant de 4 300 000 $ est prévu pour le développement des collections et 200 000 $ pour renouveler l'environnement numérique des bibliothèques. Ces montants sont assumés à 100 % par le MCC. Les projets de rénovation, agrandissement, construction de bibliothèques se poursuivent avec les sommes planifiées dans les ententes précédentes.

Axe 4 - Forum des équipements culturels - 16 704 915 $
Créé en 2003, le Forum des équipements culturels se veut un lieu d'échanges et de

concertation pour discuter des projets qui pourraient être soutenus financièrement par les différents partenaires (la Ville, le Conseil des arts de Montréal (CAM), le MCC, le Conseil des Arts et des Lettres du Québec (CALQ) et le ministère du Patrimoine canadien). Pour la programmation de l'Entente 2016-2017, les partenaires ont convenu de soutenir le développement et la consolidation d'équipements culturels dans des secteurs disciplinaires stratégiques pour Montréal en investissant une somme de 5 M $ chacun. De plus, une somme de 204 915 $ sera consacrée à la réalisation de diverses études reliées aux équipements culturels.

Également, pour appuyer le nouveau Plan culturel numérique du Québec, les partenaires conviennent de mettre en oeuvre le Programme d'aide aux salles de diffusion montréalaises au montant de 2 475 000 $. Ce programme permettra une mise à niveau des équipements technologiques numériques. De plus, huit autres projets numériques structurants seront soutenus exclusivement par le MCC au montant total de 4 025 000 $.

JUSTIFICATION

La programmation de l'Entente 2016-2017 a déjà été approuvée. Il s'agit d'officialiser cette programmation. L'*Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016* est terminée depuis le 31 mars 2016. La lettre de confirmation du ministre reçue le 22 juin 2016, de même que le budget de fonctionnement et le PTI de la Ville prévoient les sommes nécessaires pour le financement des projets inclus dans l'Entente 2016-2017.
L'Entente est un outil majeur de développement pour Montréal et constitue un moyen de choix pour atteindre les divers objectifs de la mise en œuvre de la *Politique de développement culturel* et de la *Politique du patrimoine,* ainsi que du *Plan d'action 2007-2017 - Montréal, métropole culturelle,* du *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal,* du *Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal* et de la désignation de *Montréal Ville UNESCO de design.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tableau résumant les sommes respectives investies par le MCC et par la Ville pour l'année 2016-2017.

	Ministère		Ville		Total
	Transfert	Dette	Transfert	Dette	
Axe 1	415 000 $	7 152 000 $	2 741 075 $	19 678 690 $	29 986 765 $
Axe 2	1 480 085 $	130 000 $	1 625 450 $	0 $	3 235 535 $
Axe 3	0 $	4 500 000 $	0 $	0 $	4 500 000 $
Axe 4	104 915 $	10 718 000 $	100 000 $	5 782 000 $	16 704 915 $
Total par types de crédits	2 000 000 $	22 500 000 $	4 466 525 $	25 460 690 $	
Total par partenaire	24 500 000 $		29 927 215 $		
				Grand total	54 427 215 $
Contribution Ministère			Contribution de la Ville		
MCC	24 500 000 $	45 %	Ville	29 927 215 $	55 %

L'Annexe A.2 de l'Entente 2016-2017 fait état de la répartition de la contribution du MCC et de celle de la Ville. Les projets de la programmation de l'Entente 2016-2017 excluent les projets contenus dans les ententes précédentes.

La contribution de la Ville correspond à 55 %, alors que celle du MCC est de 45 %.

Les budgets requis sont prévus dans les services suivants :

Axe 1 - Mise en valeur du patrimoine : Service de la mise en valeur du territoire et Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Axe 2 - Accès à la culture : Service de la culture

Axe 3 - Consolidation du réseau des bibliothèques : Service de la culture

Axe 4 - Forum des équipements culturels : Service de la culture.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4^{e} pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques liées aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de notre société.
De plus, la Ville souscrit à l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le gouvernement du Québec est un partenaire de premier plan et de longue date. L'engagement financier des partenaires que sont la Ville et le MCC dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal est primordial pour l'avenir de la métropole culturelle. La culture, vecteur de développement pour Montréal, a des impacts significatifs tant au niveau de la qualité de vie des citoyens, de la cohésion sociale que du développement économique. L'Entente sur le développement culturel de Montréal est un outil important qui contribue à l'essor de la culture à Montréal et permet à Montréal de se distinguer à l'échelle internationale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, tel qu'entendu avec le Service des communications. Toutefois, les projets réalisés dans le cadre de l'Entente doivent se conformer au protocole de visibilité établi entre la Ville et le MCC soit l'Annexe C intitulée "Normes de visibilité gouvernementale et d'identification permanente" et l'Annexe C.1 intitulée "Obligations des organismes externes subventionnés" .

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline DUHAIME)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel D DESJARDINS, Service des finances

Lecture :

Daniel D DESJARDINS, 26 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louise GÉLINAS
Conseillère en planification

Tél : 514 872-8648
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

Anne PONTBRIAND
Cadre sur mandat(s)

Tél : 514 872-8562
Télécop. : 514 872-0981

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2016-10-31

ENTENTE
SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL
2016-2017

ENTRE **Le MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec,

(ci-après nommé le « MINISTRE »);

ET **La VILLE DE MONTREAL**, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y1C6, représentée par le maire, M. Denis Coderre, et son greffier, M^{e} Yves Saindon, dûment autorisés en vertu de la résolution CG ……. ;

(ci-après nommée la « VILLE »).

LESQUELLES PARTIES, préalablement à l'entente faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit, à savoir :

ATTENDU QU'une collaboration étroite en matière culturelle a été établie entre les parties depuis 1979, s'étant manifestée entre autres, par la signature d'ententes successives sur le développement culturel de Montréal;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté, en juin 1992, une politique culturelle gouvernementale soit « La politique culturelle du Québec. Notre culture. Notre avenir. »;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté, en 2005, une politique du patrimoine et une politique de développement culturel « Montréal, métropole culturelle »;

ATTENDU QUE les parties ont réalisé et partagé les résultats du *Diagnostic des bibliothèques municipales de l'agglomération et de la Ville de Montréal (mai* 2006);

ATTENDU QUE les parties ont souhaité poursuivre la concertation et les actions de mise en valeur du patrimoine et de développement culturel déjà entreprises et qu'elles s'y sont engagées dans le cadre du « Rendez-vous novembre 2007 Montréal, métropole culturelle »;

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications, ci-après nommé le « Ministère », a publié, en mars 2011, en collaboration avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, un cadre de référence pour les ententes de développement culturel intitulé « Cadre de référence pour un partenariat durable avec le milieu municipal »;

Initiales des parties _____

_____

_____

ATTENDU QUE le Ministère s'est doté, en 2014, d'un « Plan culturel numérique », qui s'oriente autour de trois grands axes : créer, innover et diffuser, pour aider les milieux culturels à effectuer une transition harmonieuse vers l'univers numérique afin que le Québec puisse continuer à compter sur cet apport important pour son économie et demeurer concurrentiel sur les marchés mondiaux;

ATTENDU QUE le MINISTRE privilégie l'utilisation de leviers en matière de culture, dont le partenariat avec les municipalités et les autres ordres de gouvernement, au moyen du programme « Aide aux initiatives de partenariat » qui a notamment pour finalités de favoriser la concertation entre le Ministère et ses partenaires et de tenir compte des besoins des citoyens et des collectivités;

ATTENDU QUE le MINISTRE peut, en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 14 de la *Loi sur le ministère de la Culture et des Communications* (RLRQ, c. M-17.1), accorder, aux conditions qu'il fixe, une aide financière ou technique relative aux activités ou aux équipements et conclure des ententes de développement notamment avec des municipalités, en matière de culture et de communications;

ATTENDU QUE le MINISTRE peut, en vertu du paragraphe 5° de l'article 78 de la *Loi sur le patrimoine culturel* (L.Q., 2011, c. 21), accorder des subventions dans le but de favoriser la connaissance, la protection, la transmission ou la mise en valeur des éléments du patrimoine immatériel, des personnages historiques décédés, des événements et des lieux historiques, des paysages culturels patrimoniaux, des biens patrimoniaux ou des biens situés dans un site patrimonial classé, déclaré ou cité;

ATTENDU QUE le MINISTRE peut, en vertu du paragraphe 7° de l'article 78 de la *Loi sur le patrimoine culturel*, conclure des ententes […] avec toute personne, y compris une municipalité locale, une municipalité régionale de comté, une communauté métropolitaine ou une communauté autochtone représentée par son conseil de bande pour développer la connaissance du patrimoine culturel, le protéger, le transmettre ou le mettre en valeur;

ATTENDU QU'à la suite d'une consultation des citoyens de Montréal, en juin 2004, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q., 2003, c. 14) et de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ c. E-20.001), certaines villes de l'île de Montréal ont été reconstituées à partir de janvier 2006 et forment avec la Ville de Montréal l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE l'on reconnaît à la VILLE, dans l'article 1 de sa Charte, son statut de métropole du Québec;

ATTENDU QUE l'axe 1, décrit à la clause 1 de la présente entente, est de la responsabilité de l'agglomération en vertu de l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) à propos des « Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur de biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel* »;

Initiales des parties _____

_____

_____

ATTENDU QUE la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* s'applique conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), laquelle est jointe en annexe E.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

1.1. La présente entente a pour objet de fixer les obligations des parties et les modalités relatives à leur application afin de maintenir un cadre permanent d'échanges et d'interventions lié au développement culturel municipal pour l'exercice financier 2016-2017 et n'inclut pas, en ce qui a trait aux engagements du MINISTRE, les soldes liés aux conventions des Ententes précédentes, mentionnés dans la lettre d'annonce du MINISTRE datée du 22 juin 2016.

1.2. Le cadre d'intervention s'appuie sur quatre axes :

Axe 1 – Mise en valeur du patrimoine

Axe 2 – Accès à la culture

Axe 3 – Consolidation du réseau des bibliothèques

Axe 4 – Forum des équipements culturels

La liste des programmes, projets et activités liés à chacun de ces axes et visés par la présente entente ainsi que les sommes consacrées à leur réalisation et à l'atteinte des objectifs convenus entre les parties, sont décrits à l'Annexe A.2 (ci-après les « programmes, projets et activités »).

1.3. La répartition des sommes inscrites sous chacun des axes peut cependant varier selon les modalités prévues à la clause 6.4 ci-dessous, relativement aux réajustements budgétaires.

2. ENGAGEMENTS DU MINISTRE

2.1 Conformément à la lettre d'annonce du 22 juin 2016, et en considération des engagements de la VILLE, le MINISTRE s'engage à participer financièrement à la réalisation des programmes, projets et activités, pour un montant total n'excédant pas dix-neuf millions de dollars (19 000 000 $) provenant de l'enveloppe ministérielle 2016-2017, le tout sous réserve de la *Loi sur l'Administration financière* (RLRQ, c. A-6.001) et de la *Loi sur l'Administration publique* (RLRQ, c. A-6.01).

2.2 Le montant de la participation financière totale du MINISTRE se répartit comme suit :

A. Enveloppe d'immobilisations en service de la dette :

2.2.1 Une somme de dix-sept millions de dollars (17 000 000 $) est versée à la VILLE à même les crédits en service de la dette incluant :

Initiales des parties _____

_____

_____

a) Les frais de financement temporaire et les frais d'escompte et d'émission d'obligations pour le montant de la participation financière du MINISTRE, mais auxquels s'ajoutent les frais et intérêts de financement à long terme, lesquels sont versés selon les modalités de versement prévues à la clause 4 ci-dessous;

b) De cette somme, quatre millions cinq cent mille dollars (4 500 000 $) sont accordés pour le développement des collections des bibliothèques.

2.2.2 Une somme additionnelle de cinq millions de dollars (5 000 000 $) est attribuée par le MINISTRE à des projets d'équipements culturels à réaliser sur le territoire de l'île de Montréal, en vertu du programme « Aide aux immobilisations », et, de ce fait, n'est pas assujettie aux modalités de versement prévues à la clause 4.

2.2.3 Une somme additionnelle de cinq cent mille dollars (500 000 $) est attribuée par le MINISTRE pour la réalisation de travaux liés à des biens patrimoniaux appartenant à des congrégations religieuses, en vertu du programme « Aide aux immobilisations », et, de ce fait, n'est pas assujettie aux modalités de versement prévues à la clause 4.

B. Enveloppe en crédits directs :

Deux millions de dollars (2 000 000 $) de nouveaux crédits de l'enveloppe ministérielle 2016-2017 sont versés à la VILLE à même les crédits directs, selon les modalités de versement prévues à la clause 4.

Une partie de cette contribution, d'un montant de huit cents mille dollars (800 000 $), sera puisée à même le Fonds du patrimoine culturel québécois, conformément à ce qui est détaillé à l'annexe B. L'annexe D précise les modalités administratives liées à cet engagement.

3. ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La VILLE s'engage envers le MINISTRE à :

3.1 Participer à la réalisation des programmes, projets et activités en y affectant, pour l'année 2016-2017, un montant de vingt-neuf millions neuf cent vingt-sept mille deux cent quinze dollars (29 927 215 $), lequel se répartit comme suit :

A. Enveloppe d'immobilisations en service de la dette :
Vingt-cinq millions quatre cent soixante mille six cent quatre vingt-dix dollars (25 460 690 $).

B. Enveloppe en crédits de fonctionnement :
Quatre millions quatre cent soixante-six mille cinq cent vingt-cinq dollars (4 466 525 $).

Initiales des parties _____

_____

_____

3.2 Mettre en œuvre, sous réserve de l'adoption des budgets et de l'entrée en vigueur des règlements d'emprunt requis et, le cas échéant, après obtention des autorisations de travaux, les programmes, projets et activités nécessaires à la réalisation des objectifs prévus à la présente entente.

3.3 Gérer la totalité des contributions des parties à la présente entente, incluant la sienne, à l'exception des sommes devant être administrées par le MINISTRE, et affecter ces contributions aux seules fins de la réalisation des programmes, projets et activités.

3.4 Inscrire, lors de la conclusion d'ententes avec des organismes soutenus financièrement dans le cadre de la présente, les attentes et les conditions convenues préalablement avec le MINISTRE.

3.5 Gérer les subventions octroyées à des tiers dans le cadre de programmes inscrits dans la présente entente, et, pour ce faire, utiliser toutes les ressources techniques prévues dans la présente entente et affecter, au besoin et à ses frais, les ressources additionnelles nécessaires.

3.6 Appliquer aux projets de construction le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1), dans la mesure où les projets sont visés par ce règlement.

3.7 Transmettre au MINISTRE, en même temps que les réclamations, copie des règlements d'emprunt relatifs au financement de projets visés à l'annexe D. Ces règlements d'emprunt doivent être le plus récents possible, sans quoi, le ministère se réserve le droit de rembourser l'emprunt réclamé sur un échéancier différent de celui du règlement d'emprunt présenté. Chacune des réclamations faites au MINISTRE doit être supérieure à deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans les différentes catégories de réclamation (service de la dette à court terme, service de la dette à long terme, crédits réguliers), à moins qu'il ne s'agisse d'un montant résiduel final.

3.8 S'assurer de la disponibilité des données financières, en tout temps, et transmettre au MINISTRE, au plus tard le 30 juin 2017, un bilan quantitatif et financier global des résultats atteints relativement à la présente entente. Ces rapports d'analyse quantitatifs et qualitatifs sur le niveau d'atteinte des objectifs et d'affectation des contributions financières consenties par les parties aux programmes, projets et activités réalisés dans le cadre de la présente entente établiront les liens avec le rapport de reddition de compte intitulé « Entente de développement culturel – ANNEXES A, B et reddition de comptes » joint à l'annexe A et devant être complété au maximum trois (3) mois suivant la fin de l'exercice financier 2016-2017.

3.9 Transmettre au MINISTRE, sur demande, dans les délais impartis, tout autre rapport ou pièce justificative.

Initiales des parties _____

_____

_____

3.10 Pour les programmes, projets et activités mentionnés à l'annexe A.2 qui pourraient nécessiter des interventions archéologiques dans le site patrimonial déclaré de Montréal et dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, la VILLE s'engage, en ce qui concerne ses propriétés et les propriétés privées, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux, et ce, à même les crédits du programme de restauration des biens culturels, administré par la VILLE et convenu avec le MINISTRE.

4. MODALITÉS DE VERSEMENT

4.1 Les montants prévus à l'enveloppe d'immobilisations au paragraphe A de la clause 2.2 sont versés par le MINISTRE à la VILLE à même ses crédits en service de la dette, selon les échéanciers de remboursement en capital et intérêts du financement à long terme contracté par la VILLE. Cette dernière doit soumettre au MINISTRE les échéanciers du financement, dès qu'elle est en mesure d'effectuer le financement permanent de ces sommes pour les travaux déjà réalisés. Les montants et les échéanciers des versements sont déterminés et inscrits au document prévu à cet effet à l'annexe D, au prorata de la participation financière du MINISTRE.

Lors du refinancement contracté par la VILLE, le MINISTRE s'engage à assumer, au prorata de sa participation financière, les frais d'escompte et d'émission d'obligations.

4.2 Malgré la clause 4.1, les parties conviennent que, dans le cas des projets d'immobilisations réalisés en vertu de la présente entente, portant sur des immeubles qui sont la propriété d'un tiers et visés à la clause 2.2.1, les crédits peuvent être versés directement par le MINISTRE au tiers, à même ses crédits en service de la dette.

Les parties reconnaissent que les sommes ainsi engagées par le MINISTRE sont incluses dans les sommes prévues à l'enveloppe d'immobilisations au paragraphe A de la clause 2.2.

La VILLE reconnaît que la présente clause n'a pas pour effet de réduire sa participation financière à l'entente, prévue au paragraphe A de la clause 3.1.

4.3 Dans le cas de projets ou de programmes d'immobilisations ou de phases de ceux-ci qui n'excèdent pas trois cent mille dollars (300 000 $) financés par la VILLE à même son budget de fonctionnement pour lesquels le MINISTRE finance sa contribution, égale ou inférieure à 300 000 $,à même ses crédits en service de la dette prévus au paragraphe A de la clause 2.2, le MINISTRE effectue des versements sur cinq (5) ans de la façon suivante :

4.3.1 Le remboursement du capital s'effectue en cinq (5) versements égaux à raison d'un (1) versement par année;

4.3.2 Le taux d'intérêt applicable pour le terme de cinq (5) ans correspond à la moyenne, calculée par le Fonds de financement du ministère des Finances du Québec, des taux de rendement des obligations du Québec sur le marché canadien, établis pour ce terme par trois (3) institutions de courtage faisant partie de la gérance du syndicat financier du gouvernement sur le marché domestique canadien. Si moins de trois (3) institutions de courtage ont établi de tels taux pour le terme désiré, cette moyenne est calculée de la façon déterminée ci-dessus, après interpolation, pour chaque institution de courtage jusqu'à chaque terme compris dans la période la plus courte chevauchant le terme recherché, entre le taux établi pour le terme qui précède immédiatement celui recherché et celui qui suit immédiatement;

4.3.3 Le remboursement d'intérêts est calculé sur le solde du capital au taux fixé selon le paragraphe précédent et s'effectue à raison de deux (2) versements par année;

4.4 La subvention en crédits directs prévue à l'entente est versée à la VILLE sur réclamation, à partir d'un bilan financier faisant état du degré de réalisation des programmes, projets et activités, lequel bilan est soumis au comité de gestion, puis au MINISTRE pour approbation.

4.5 Chaque versement est conditionnel à ce que la VILLE ait respecté les conditions de la présente entente.

5. RÉALISATION DES PROJETS

Les parties conviennent que la VILLE peut réaliser elle-même, ou faire réaliser par d'autres, les projets et activités, et ce, au moyen de contrats de services ou d'ententes particulières avec des tiers.

6. GESTION DE L'ENTENTE

6.1 La composition, le mandat détaillé ainsi que les modalités de fonctionnement des comités de direction et de gestion sont décrits dans l'annexe F à l'« Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 - Règles de gouvernance ».

6.2 Si le remplacement de l'un ou l'autre des représentants des comités devient nécessaire, la partie concernée y pourvoit et en avise l'autre dans les meilleurs délais.

6.3 Gestion courante de l'entente

La VILLE est responsable de la gestion courante de l'entente et voit à assurer la planification, l'organisation et le contrôle de la programmation. Pour ce faire, elle s'engage à disposer d'une structure lui permettant d'assumer cette gestion et de formuler toute recommandation pertinente à l'application de l'entente.

Initiales des parties _____

_____

_____

Si la VILLE délègue la réalisation d'une partie des programmes, projets et activités prévus à la présente entente, à un intervenant qui n'est pas parti à celle-ci, le MINISTRE doit être associé à la négociation de l'entente relative à cette délégation conformément à la clause 3.4.

6.4 Réajustements budgétaires

De façon à rendre plus souple l'administration de l'entente, il est possible pour le comité de direction, sous réserve de demeurer à l'intérieur du même cadre budgétaire, de réaffecter ou de réaménager les sommes prévues pour la réalisation des programmes, projets et activités, à la suite de l'annulation d'une action ou d'un projet, au dégagement d'un solde résultant d'un coût de réalisation inférieur à l'estimation ou pour toute autre raison jugée acceptable par l'un ou l'autre des comités. Il en est de même pour le comité de gestion, sous réserve de demeurer à l'intérieur des mêmes axes d'intervention et de respecter les balises devant encadrer la mise en œuvre de l'entente.

6.5 Information de gestion

A. Un système informatisé de gestion est mis en place par la VILLE afin d'assurer un suivi continu de la gestion de l'entente. Des fiches par projet ou par poste budgétaire, selon le cas, précisent l'état des dépenses et des disponibilités budgétaires et doivent fournir suffisamment de renseignements quantitatifs et qualitatifs pour permettre une évaluation continue des rendements ou des résultats obtenus en regard des attentes ou objectifs fixés, de même qu'en fonction des calendriers de réalisation établis. Avant de dépenser toute somme convenue dans la présente entente, le représentant de chacune des parties au sein du comité de gestion approuve une fiche projet préparée par la VILLE. Chaque fiche doit être accompagnée d'une documentation pertinente.

   Tous les trois (3) mois, la VILLE soumet au MINISTRE un rapport faisant état des budgets initiaux pour chaque programme, projet ou activité financés en crédits directs ou de fonctionnement, du budget modifié le cas échéant, des sommes engagées au moyen des fiches projets approuvées et des sommes décaissées. Dans le cas des projets financés en service de la dette par la VILLE, l'état des décaissements n'est fourni qu'annuellement.

B. Ce système informatisé de gestion comprend également les rapports financiers de la VILLE relatifs à l'application de la présente entente ainsi que les pièces justificatives afférentes. De plus, le cas échéant, l'état des revenus et dépenses produit par des organismes soutenus par la VILLE pour la réalisation de certains programmes, projets et activités prévus dans le cadre de la présente entente est intégré aux rapports financiers de la VILLE. Le système informatisé de gestion comprend aussi un rapport d'activités permettant le suivi de la mise en œuvre de l'entente et de l'atteinte des résultats.

C. Ce système informatisé de gestion sert d'outil de travail à l'occasion des rencontres des différents comités prévus dans l'entente. Un rapport mis à jour est transmis dans les plus brefs délais aux membres en vue de la tenue du comité de gestion.

6.6 Autres rapports

Parallèlement au système informatisé de gestion prévu à la clause 6.5, le comité de gestion peut demander à la VILLE des renseignements supplémentaires sur l'aide financière versée dans le cadre de la présente entente.

7. AIDE TECHNIQUE

En fonction de ses champs de compétence, le MINISTRE accorde à la VILLE l'expertise nécessaire à la réalisation des programmes, projets et activités prévus à l'entente. Pour ce faire, le MINISTRE convient de mettre à la disposition de la VILLE sa documentation et son expertise professionnelle, compte tenu de la disponibilité de ses ressources matérielles et humaines.

8. ÉVALUATION

8.1 En plus des rapports prévus à la clause 3.8, une évaluation de l'entente est entreprise par la VILLE soit au plus tard le 1er septembre 2017. Cette évaluation porte sur le niveau d'atteinte des objectifs et d'affectation des contributions financières consenties par les parties aux programmes, projets et activités réalisés dans le cadre de la présente entente. Elle doit faire l'objet d'un rapport écrit. À cette fin, les parties doivent convenir, dans les meilleurs délais suivant la signature de la présente entente, des cibles de résultats, des indicateurs de suivi, d'un cadre d'évaluation et de la mise en place, si nécessaire, d'un système de collecte des données requises.

8.2 Les frais liés à l'évaluation sont à la charge de la VILLE et sont comptabilisés comme faisant partie de sa contribution au financement de l'entente.

9. PROPRIÉTÉ, DROITS D'AUTEUR ET GARANTIES

Propriété matérielle

9.1 Tous les travaux ou documents produits dans le cadre de la présente entente, à l'exclusion de ceux produits dans le cadre de l'évaluation prévue à la clause 8, deviennent la propriété entière et exclusive de la VILLE. Celle-ci s'engage à fournir au MINISTRE une ou plusieurs copies de ces travaux ou documents, avec impression photographique en couleur s'il y a lieu.

9.2 Les travaux ou documents produits dans le cadre de l'évaluation prévue à la clause 8 deviennent la propriété des parties.

Initiales des parties _____

_____

_____

Droits d'auteur

9.3 La VILLE s'engage à acquérir de toute personne qui exécute des travaux ou produit des documents de toutes sortes en vertu de la présente entente, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents de toutes sortes réalisés par ces personnes, et ce, sans limite de temps ni de territoire.

9.4 La VILLE accorde gratuitement au MINISTRE, qui accepte, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements sur les travaux ou documents réalisés dans le cadre de la présente entente pour toutes fins jugées utiles par le MINISTRE. Cette licence est accordée sans limites de temps ni de territoire.

Garanties

9.5 La VILLE garantit au MINISTRE qu'elle détient tous les droits lui permettant de réaliser cette entente et, notamment, de consentir la licence prévue à la clause 9, et garantit le MINISTRE contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

9.6 La VILLE s'engage à indemniser et à protéger le MINISTRE et à prendre fait et cause pour lui dans tout recours, poursuite, réclamation ou demande relativement à l'objet de ces garanties.

10. RESPONSABILITÉ

La VILLE s'engage, d'une part, à assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet de la présente entente. D'autre part, elle s'engage à tenir indemne et à prendre fait et cause pour le MINISTRE, ses représentants et le gouvernement, advenant toute réclamation pouvant découler de la présente entente et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de réalisation de l'objet de la présente entente.

11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

11.1 En raison de l'importance de la présente entente et des fonds publics qui y sont consentis, les parties conviennent de la nécessité d'informer la population et les publics cibles, sur les programmes et les réalisations de l'entente, et de mettre en valeur leur partenariat en tant qu'outil de développement de la métropole.

11.2 Pour ce faire, les parties conviennent d'une signature visuelle pour l'entente, intégrée dans les « Normes de visibilité gouvernementale et d'identification permanente » jointes en annexe C.

Initiales des parties _____

_____

_____

12. <u>VÉRIFICATION</u>

12.1 Les demandes de versement ainsi que l'utilisation des sommes versées découlant de l'exécution de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le MINISTRE, ou par toute autre personne ou organisme dans le cadre des fonctions qu'elle ou qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés.

12.2 La VILLE doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente entente, à toute personne autorisée par les signataires de l'entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant quinze (15) ans suivant la date de la réclamation.

13. <u>DÉFAUTS</u>

Les éléments suivants sont constitutifs d'un défaut et confèrent au MINISTRE le droit d'exercer les recours prévus à la clause 14 :

A. La VILLE fait l'objet d'une déclaration de défaut en vertu de la *Loi sur la Commission municipale* (RLRQ, c. C-35).

B. La VILLE a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets au MINISTRE.

C. La VILLE fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à l'entente, après que le MINISTRE l'ait avisée par écrit de remédier, dans un délai de trente (30) jours ouvrables, à un ou plusieurs défauts.

14. <u>RECOURS</u>

14.1 Lorsque le MINISTRE constate un défaut de la VILLE visé à la clause 13, il peut exercer, séparément ou cumulativement, les recours suivants :

A. Réviser le niveau de sa contribution et aviser la VILLE en conséquence;

B. Suspendre tout versement de sa contribution, soit pour les sommes déjà dues ou celles à venir;

C. Résilier l'entente et mettre fin immédiatement à toute obligation financière découlant de l'entente;

D. Réclamer immédiatement le remboursement partiel ou intégral de sa contribution alors versée;

E. Charger des intérêts au taux légal ou au taux fixé par le ministre des Finances sur tout retard dans les remboursements.

Initiales des parties _____

_____

_____

14.2 Le fait pour le MINISTRE de s'abstenir d'exercer un droit qui lui est conféré par la présente entente ne peut être considéré comme une renonciation à ce droit et, en outre, l'exercice partiel ou ponctuel d'un droit qui lui est conféré ne l'empêche nullement d'exercer ultérieurement tout autre droit ou recours en vertu de la présente convention ou de toute autre loi applicable.

15. MODALITÉS D'APPLICATION

15.1 Annexes et documents contractuels

A. La présente entente, y compris les annexes et tout autre document dont il y est fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent l'entente complète entre les parties et lient celles-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

Annexes A :	Entente de développement culturel – ANNEXE A et reddition de comptes
	Annexe A.1 – Liste des programmes – Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017
	Annexe A.2 – Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017
Annexe B :	Financement de l'entente
Annexes C :	Annexe C – Normes de visibilité gouvernementale et d'identification permanente
	Annexe C.1 – Obligations des organismes externes subventionnés
Annexes D :	Annexe D – Échéancier des versements en service de la dette
	Annexe D.1 – Modalités administratives relatives au Fonds du patrimoine culturel québécois
Annexe E :	Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal
Annexe F :	Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 – Règles de gouvernance

B. Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de ces annexes et documents, et les acceptent.

C. La présente entente constitue la seule entente entre les parties et toute entente verbale non reproduite à la présente est réputée nulle et sans effet.

Initiales des parties _____

_____

_____

15.2 Avis

A. Tout avis, autorisation, approbation ou envoi de documents requis en vertu de quelque disposition de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messager, poste ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée tel qu'il est indiqué ci-après :

Le MINISTRE :

Ministère de la Culture et des Communications
Direction générale de Montréal
480, boulevard Saint-Laurent, bureau 600
Montréal (Québec) H2Y 3Y7

À l'attention de M^{me} Hélène Binette, directrice générale
Télécopieur : 514 864-2448

La VILLE DE MONTRÉAL :

Hôtel de Ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

À l'attention de M^{e} Yves Saindon, greffier
Télécopieur : 514 872-5655

B. Tout avis, autorisation, approbation ou autre document envoyé par télécopieur ou messager sera présumé avoir été reçu le jour où il a été envoyé. Tout avis, ou autre document envoyé par la poste sera présumé avoir été reçu le cinquième (5^{e}) jour ouvrable suivant le jour où il aura été posté.

C. Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

16. CESSION

La présente entente et les droits et obligations qui en résultent ne peuvent, en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans l'approbation écrite préalable du MINISTRE qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

17. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

Malgré la date de sa dernière signature, la présente entente entre en vigueur le 22 juin 2016, date de l'annonce de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017. En ce qui a trait aux engagements de la VILLE, elle a cependant un effet rétroactif au 1er janvier 2016.

À l'exception des clauses 8, 9 et 11 qui ont une durée indéfinie, la présente entente prend fin à la date où les obligations de chacune des parties sont accomplies, soit au plus tard à la date où le dernier versement est effectué par le MINISTRE.

Initiales des parties _____

_____

_____

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente en quatre (4) exemplaires.

Le MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

_____
Luc Fortin, ministre

_____ _____
Lieu Date

La VILLE DE MONTRÉAL

_____
Denis Coderre, maire

_____ _____
Lieu Date

_____
M^{e} Yves Saindon, greffier

_____ _____
Lieu Date

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ____ ^{e} jour de _____ 2016 (Résolution CG…….).

ANNEXE A.1 – LISTE DES PROGRAMMES

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2016-2017

Axe 1

- Programme d'aide à la restauration des immeubles protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques) (04-026)
- Programme d'aide aux études pour la requalification du patrimoine religieux
- Programme d'interprétation animée du Vieux-Montréal
- Programme de subventions pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du mont Royal

Axe 2

- Programme de soutien à la diffusion du patrimoine montréalais
- Programme de médiation culturelle des arrondissements montréalais
- Programme montréalais d'action culturelle
- Programme de partenariat culture et communauté
- Appel à projets – Projets numériques (programme en cours d'élaboration)
- Programme Inclusion et Innovation en loisir culturel
- Artistes-animateurs en milieu de loisirs

Axe 3

- Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques

Axe 4

- Programme d'aide aux études (Forum des équipements culturels)
- Programme d'aide aux collectes de fonds (Forum des équipements culturels)
- Programme d'art mural
- Programme d'aide aux salles de diffusion montréalaises (programme en cours d'élaboration)

Initiales des parties _____

_____

_____

Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017
Annexe A.2

			BUDGET 2016-2017 (argent neuf)				Total par projet
		Annexe A.2 - VERSION FINALE	Ministère		Ville		
			Transfert	Dette	Transfert	Dette	
AXE 1 - MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE							
1.1	**Site patrimonial de Montréal**						
1.1.1		Restauration - Biens avec statut juridique (excluant classés)		500 000 $	440 000 $		940 000 $
1.1.2		Archéologie					
	1.1.2.1	École de fouilles et stabilisation des vestiges					
	1.1.2.2	Inventaires, fouilles et diffusion (Crypte M.-Bourgeoys)	8 000 $		8 000 $		16 000 $
1.1.3		Recherche et promotion	87 500 $		70 215 $		157 715 $
1.1.4		Vieux-Séminaire (bilan) et Sœurs-Grises		500 000 $			500 000 $
1.1.5		Domaine public					
	1.1.5.1	Place d'Armes, N.-Dame, St-Jacques et côte de la place d'A.					
	1.1.5.2	Champ-de-Mars, phase 3 - Restauration du parc					
	1.1.5.3	Rue Saint-Paul				6 400 000 $	6 400 000 $
	1.1.5.4	Place Vauquelin et pourtour de l'hôtel de ville				6 480 690 $	6 480 690 $
	1.1.5.5	Plan lumière, phase finale					
	1.1.5.6	Maintien d'actifs du Plan lumière					
	1.1.5.7	Rues publiques : Saint-Gabriel et Saint-François-Xavier					
Total - Site patrimonial de Montréal			95 500 $	1 000 000 $	518 215 $	12 880 690 $	14 494 405 $
1.2	**Site patrimonial du Mont-Royal**						
1.2.1		Restauration - Biens avec statut juridique (excluant classés)					
1.2.2		Archéologie - Interventions ponctuelles	25 000 $		25 000 $		50 000 $
1.2.3		Connaissance et diffusion					
	1.2.3.1	Promotion, concertation et diffusion					
	1.2.3.2	Connaissance et conservation du patrimoine	25 000 $		25 000 $		50 000 $
1.2.4		Œuvres d'art public					
1.2.5		Parcs et espaces verts					
	1.2.5.1	Aménagement du secteur de la Maison Smith					
	1.2.5.2	Flancs du mont Royal (Monument McTavish, réservoir, etc.)					
	1.2.5.3	Secteur du Chalet et de ses abords					
	1.2.5.4	Entrées Cedar					
	1.2.5.5	Mise en valeur de l'escarpement (Westmount)					
	1.2.5.6	Tableaux du Chalet du mont Royal					
	1.2.5.7	Kiosque du Lac-aux-Castors					
	1.2.5.8	Sentier de l'escarpement					
	1.2.5.9	Aire de jeux - Parc Jeanne-Mance					
	1.2.5.10	Parc Jeanne-Mance - section nord du flanc est					
1.2.6		Chemin de ceinture, accès et autres équipements					
	1.2.6.1	Chemin de ceinture		168 000 $		168 000 $	336 000 $
	1.2.6.2	Signalisation des seuils (projet en suspens)					
1.2.7		Milieux naturels					
	1.2.7.1	Protection du patrimoine paysager					
1.2.8		Cimetière ND-des-Neiges - restauration des mausolées					
1.2.9		Escales découvertes		2 130 000 $		2 130 000 $	4 260 000 $
Total - Site patrimonial du Mont-Royal			50 000 $	2 298 000 $	50 000 $	2 298 000 $	4 696 000 $
1.3	**Agglomération de Montréal**						
1.3.1		Restauration des biens privés					
	1.3.1.1	Restauration - Biens classés- Île de Montréal					
	1.3.1.2	Restauration - Biens avec stat. jur. (exc. classés et SPD)					
1.3.2		Archéologie					
	1.3.2.1	Interventions ponctuelles (sites classés et à statuts)	117 500 $		117 500 $		235 000 $
	1.3.2.2	Collection municipale	57 500 $		57 500 $		115 000 $
	1.3.2.3	Diffusion	12 500 $		12 500 $		25 000 $
	1.3.2.4	Fouilles à la Maison Étienne de Nivard-de-Saint-Dizier					
1.3.3		Recherche et promotion	42 000 $		85 360 $		127 360 $
1.3.4		Activités de support					
	1.3.4.1	Études préalables	20 000 $				20 000 $
	1.3.4.2	Communications	20 000 $				20 000 $
1.3.5		Aide à la restauration de sites patrimoniaux					
	1.3.5.1	Site patrimonial du Boisé de Saraguay					
	1.3.5.2	Square Dorchester (phase 3)		1 954 000 $		4 500 000 $	6 454 000 $
1.3.6		Fonds du patrimoine					
	1.3.6.1	Biens patrimoniaux appartenant à MTL et aux villes liées					
1.3.7		Autres projets					
	1.3.7.1	Maison du Festival international de jazz - façades		1 400 000 $	1 400 000 $		2 800 000 $
	1.3.7.2	Théâtre Empress		500 000 $	500 000 $		1 000 000 $
Total - Agglomération de Montréal			269 500 $	3 854 000 $	2 172 860 $	4 500 000 $	10 796 360 $
Total AXE 1 - MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE			**415 000 $**	**7 152 000 $**	**2 741 075 $**	**19 678 690 $**	**29 986 765 $**
AXE 2 - ACCÈS À LA CULTURE							
2.1	**Patrimoine et muséologie**						
2.1.1		Programme de soutien à la diffusion du patrimoine montréalais	97 000 $		112 500 $		209 500 $
2.1.2		Ententes de partenariat	165 000 $		85 000 $		250 000 $
2.1.3		Musées municipaux (Centre d'histoire et Musée de Lachine)	69 000 $		140 000 $		209 000 $
Total - Patrimoine et muséologie			331 000 $		337 500 $		668 500 $
2.2	**Diffusion - Arts de la scène, arts visuels, cinéma**						
2.2.1		Promotion du réseau Accès culture	10 085 $		49 185 $		59 270 $
2.2.2		Aide à la relève artistique / Portail Artère			25 000 $		25 000 $
2.2.3		Accueil et diffusion d'artistes autochtones	15 000 $		20 000 $		35 000 $
2.2.4		Accueil et diffusion d'artistes des régions du Québec	50 000 $		50 000 $		100 000 $
2.2.5		Accessibilité et décentralisation - La Roulotte					
2.2.6		Ententes de partenariat - diffuseurs	150 000 $		81 265 $		231 265 $
Total - Diffusion - Arts de la scène et arts visuels			225 085 $		225 450 $		450 535 $

Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017
Annexe A.2

			BUDGET 2016-2017 (argent neuf)				Total par projet
Annexe A.2 - VERSION FINALE			Ministère		Ville		
			Transfert	Dette	Transfert	Dette	
2.3	**Médiation culturelle**						
2.3.1		PRG - Médiation culturelle des arrondissements de Montréal	200 000 $		247 500 $		447 500 $
2.3.2		PRG montréalais d'action culturelle (organismes culturels)	185 000 $		185 000 $		370 000 $
2.3.3		PRG - Partenariat culture et communauté (org. culturels)	114 000 $		114 000 $		228 000 $
2.3.4		Ententes de partenariat	50 000 $		12 500 $		62 500 $
2.3.5		Projets du réseau			20 000 $		20 000 $
2.3.6		Projets numériques	50 000 $	130 000 $	40 000 $		220 000 $
Total - Médiation culturelle			599 000 $	130 000 $	619 000 $		1 348 000 $
2.4	**Pratique artistique amateur**						
2.4.1		Programme Inclusion et innovation	60 000 $		60 000 $		120 000 $
2.4.2		Programme artistes/animateurs en milieu de loisirs	36 000 $		36 000 $		72 000 $
2.4.3		Projets de développement - intervention en pratique amateur			8 000 $		8 000 $
Total - Pratique artistique amateur			96 000 $		104 000 $		200 000 $
2.5	**Développement de Montréal, métropole culturelle**						
2.5.1		Consolidation / Études stratégiques, recherche et veille	54 000 $		22 500 $		76 500 $
2.5.2		Plan stratégique en tourisme culturel	70 000 $		- $		70 000 $
2.5.3		Diversité / Ententes de partenariat pluriannuelles	35 000 $		157 000 $		192 000 $
2.5.4		Quartiers culturels et projets spéciaux	20 000 $		60 000 $		80 000 $
Total - Développement de Montréal, métropole culturelle			179 000 $		239 500 $		418 500 $
2.6	**Montréal, ville UNESCO de design**						
2.6.1		Soutien aux activités de Montréal, ville UNESCO de design	50 000 $		100 000 $		150 000 $
Total - Montréal, ville UNESCO de design			50 000 $		100 000 $		150 000 $
Total AXE 2 - ACCÈS À LA CULTURE			**1 480 085 $**	**130 000 $**	**1 625 450 $**		**3 235 535 $**
AXE 3 - CONSOLIDATION DU RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES							
3.1	**Plan de consolidation**						
3.1.1		Rénovation, agrandissement, construction de bibliothèques					
	3.1.1.1	Bibliothèques du réseau montréalais					
	3.1.1.2	Bibliothèque Saint-Sulpice					
3.1.2		Soutien aux activités de Montréal, ville UNESCO de design					
3.1.3		Aide aux bibliothèques					
	3.1.3.1	Développement des collections		4 300 000 $			4 300 000 $
	3.1.3.2	Renouvellement de l'environnement numérique		200 000 $			200 000 $
Total AXE 3 - CONSOLIDATION DU RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES				**4 500 000 $**			**4 500 000 $**
AXE 4 - FORUM DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS							
4.1	**Développement ou consolidation d'infrastructures de qualité permettant d'élargir l'accès aux biens, aux activités et aux services liés à la culture et aux communications**						
4.1.1		Études (faisabilité, mise aux normes, etc.)	104 915 $		100 000 $		204 915 $
4.1.2		Soutien aux collectes de fonds pour des projets d'immos					
4.1.3		Équipements - Aide d'urgence (Gestion MCCCF)					
4.1.4		PAI (MCC) et Soutien aux équipements municipaux (Ville)		5 000 000 $		5 000 000 $	10 000 000 $
4.2	**Art public**						
4.2.1		Art public					
4.3	**Projets numériques structurants**						
4.3.1		Programme d'aide aux salles de diffusion montréalaises		1 693 000 $		782 000 $	2 475 000 $
4.3.2		Autres projets					
	4.3.2.1	BAnQ - projets de médiation culturelle		500 000 $			500 000 $
	4.3.2.2	MBAM - renforcement des plates-formes numériques		560 000 $			560 000 $
	4.3.2.3	MAC - renforcement de la présence Web du musée		340 000 $			340 000 $
	4.3.2.4	PDA - captation de premières et rediffusion Web		350 000 $			350 000 $
	4.3.2.5	PAC - collections archéologiques sur le Web		650 000 $			650 000 $
	4.3.2.6	DAM - Diversité artistique sur le Web		125 000 $			125 000 $
	4.3.2.7	DHC - exposition internationale à contenu numérique		100 000 $			100 000 $
	4.3.2.8	CCA - Musée virtuel		1 400 000 $			1 400 000 $
Total AXE 4 - FORUM DES ÉQUIPEMENTS CULTURELS			**104 915 $**	**10 718 000 $**	**100 000 $**	**5 782 000 $**	**16 704 915 $**
TOTAL ENTENTE 2016-2017			**2 000 000 $**	**22 500 000 $**	**4 466 525 $**	**25 460 690 $**	**54 427 215 $**

PROGRAMME D'AIDE AUX INITIATIVES DE PARTENARIAT

Numéro de DAF	Direction régionale
525 172	06 Montréal

Entente conclue avec	
1- Nom du client-partenaire mandataire	Ville de Montréal
2- Nom du ou des tiers partenaires	

Titre de la politique culturelle du client-partenaire mandataire	Année d'adoption de la politique culturelle
Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015	2005

Durée de l'entente	Années financières d'application du partenaire mandataire
☒ Annuelle	An 1 : 2016
☐ Biennale	An 2 :
☐ Triennale	An 3 :

Années financières d'application du MCC (à compléter par le MCC)	
An 1 : 2016	- 2017
An 2 :	-
An 3 :	-

Annexe A - Objectif 1

Section ou chapitre de la Politique culturelle du Partenaire mandataire	Libellé de l'objectif	Indicateur de résultats	Degré de réalisation
Engagements : 1, 5, 6 et 30	Axe 1 : Mise en valeur du patrimoine _ 1.1 Site patrimonial de Montréal	Nombre de projets réalisés	Choisir...

Numéro	Moyen d'action	Résultats obtenus	Axe d'intervention	Secteur d'intervention
1	1.1.1 Restauration - Biens avec statut juridique (excluant classés)	Nombre de projets réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 3.4	Patrimoine
2	1.1.2 Archéologie	Nombre de projets réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 3.4	Patrimoine
3	1.1.3 Recherche et promotion	Nombre de projets de recherches et de diffusion réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 4.4	Patrimoine
4	1.1.4 Vieux-Séminaire (bilan) et Soeurs-Grises	Compléter les projets de restauration à l'intérieur des échéanciers et sur la base des budgets planifiés	Axe 3.5	Patrimoine
5	1.1.5 Domaine public	Compléter les projets d'aménagement à l'intérieur des échéanciers et sur la base des budgets planifiés	Axe 3.4	Patrimoine
6			Choisir...	Choisir...

	An 1				An 2				An 3				Total			
	MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires	
Numéro	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1	500 000,00 $	0,00 $	440 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**500 000,00 $**	**0,00 $**	**440 000,00 $**	**0,00 $**
2	8 000,00 $	0,00 $	8 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**8 000,00 $**	**0,00 $**	**8 000,00 $**	**0,00 $**
3	87 500,00 $	0,00 $	70 215,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**87 500,00 $**	**0,00 $**	**70 215,00 $**	**0,00 $**
4	500 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**500 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
5	0,00 $	0,00 $	12880690 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**12880690 $**	**0,00 $**
6	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Total	**1 095 500,00 $**	**0,00 $**	**13398905 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**1 095 500,00 $**	**0,00 $**	**13398905 $**	**0,00 $**

Commentaires pour l'année 1	Une somme de 800 000 $, en crédits directs, est issue de l'enveloppe budgétaire du Fonds du patrimoine culturel québécois (DAF 525361) et attribuée à la réalisation de projets en patrimoine.
Commentaires pour l'année 2	
Commentaires pour l'année 3	

Annexe A - Objectif 2

Section ou chapitre de la Politique culturelle du Partenaire mandataire	Libellé de l'objectif	Indicateur de résultats	Degré de réalisation
Engagements : 1, 5, 6 et 30	Axe 1 : Mise en valeur du patrimoine (suite) _ 1.2 Site patrimonial du Mont-Royal	Nombre de projets réalisés	Choisir...

Numéro	Moyen d'action	Résultats obtenus	Axe d'intervention	Secteur d'intervention
1	1.2.1 Restauration - Biens avec statut juridique (excluant classés)	Nombre de projets réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 3.4	Patrimoine
2	1.2.2 Archéologie	Nombre de projets réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 4.4	Patrimoine
3	1.2.3 Connaissance et diffusion	Nombre de projets de recherches et de diffusion réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 3.4	Patrimoine
4	1.2.4 Œuvres d'art public	Réaliser et compléter les projets inscrits à la programmation	Axe 3.6	Patrimoine
5	1.2.5 Parcs et espaces verts, 1.2.6 Chemin de ceinture, accès et autres équipements, 1.2.7 Milieux naturels, 1.2.8 Cimetière Notre-Dames-des-Neiges - Restauration des mausolés	Compléter les projets de restauration et d'aménagement à l'intérieur des échéanciers et sur la base des budgets planifiés	Axe 3.6	Patrimoine
6	1.2.9 Escales découvertes	Réaliser et compléter le projet dans les délais et les budgets impartis	Axe 3.6	Patrimoine

	An 1				An 2				An 3				Total			
	MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires	
Numéro	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
2	25 000,00 $	0,00 $	25 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**25 000,00 $**	**0,00 $**	**25 000,00 $**	**0,00 $**
3	25 000,00 $	0,00 $	25 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**25 000,00 $**	**0,00 $**	**25 000,00 $**	**0,00 $**
4	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
5	168 000,00 $	0,00 $	168 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**168 000,00 $**	**0,00 $**	**168 000,00 $**	**0,00 $**
6	2 130 000,00 $	0,00 $	2 130 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**2 130 000,00 $**	**0,00 $**	**2 130 000,00 $**	**0,00 $**
Total	**2 348 000,00 $**	**0,00 $**	**2 348 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	2 348 000,00 $	0,00 $	2 348 000,00 $	0,00 $

Commentaires pour l'année 1	Une somme de 800 000 $, en crédits directs, est issue de l'enveloppe budgétaire du Fonds du patrimoine culturel québécois (DAF 525361) et attribuée à la réalisation de projets en patrimoine.
Commentaires pour l'année 2	
Commentaires pour l'année 3	

Annexe A - Objectif 3

Section ou chapitre de la Politique culturelle du Partenaire mandataire	Libellé de l'objectif	Indicateur de résultats	Degré de réalisation
Engagements : 1, 5, 6 et 30	Axe 1 : Mise en valeur du patrimoine (suite) _ 1.3 Agglomération de Montréal	Nombre de projets réalisés	Choisir...

Numéro	Moyen d'action	Résultats obtenus	Axe d'intervention	Secteur d'intervention
1	1.3.1 Restauration des biens privés	Nombre de projets réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 3.4	Patrimoine
2	1.3.2 Archéologie	Nombre de projets réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 3.4	Patrimoine
3	1.3.3 Recherche et promotion, 1.3.4 Activités de support	Nombre de projets de recherches et de diffusion réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 4.4	Patrimoine
4	1.3.5 Aide à la restauration de sites patrimoniaux	Compléter les projets de restauration à l'intérieur des échéanciers et sur la base des budgets planifiés	Axe 3.4	Patrimoine
5	1.3.6 Fonds du patrimoine	Compléter les projets de restauration à l'intérieur des échéanciers et sur la base des budgets planifiés	Axe 3.4	Patrimoine
6	1.3.7 Autres projets : 1.3.7.1 Maison du Festival de Jazz - Façades, 1.3.7.2 Théâtre Empress	Réaliser et compléter les projets dans les délais et les budgets impartis	Axe 3.4	Patrimoine

	An 1				An 2				An 3				Total			
	MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires	
Numéro	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
2	187 500,00 $	0,00 $	187 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**187 500,00 $**	**0,00 $**	**187 500,00 $**	**0,00 $**
3	82 000,00 $	0,00 $	85 360,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**82 000,00 $**	**0,00 $**	**85 360,00 $**	**0,00 $**
4	1 954 000,00 $	0,00 $	4 500 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 954 000,00 $**	**0,00 $**	**4 500 000,00 $**	**0,00 $**
5	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
6	1 900 000,00 $	0,00 $	1 900 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 900 000,00 $**	**0,00 $**	**1 900 000,00 $**	**0,00 $**
Total	**4 123 500,00 $**	**0,00 $**	**6 672 860,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	4 123 500,00 $	0,00 $	6 672 860,00 $	0,00 $

Commentaires pour l'année 1	Une somme de 800 000 $, en crédits directs, est issue de l'enveloppe budgétaire du Fonds du patrimoine culturel québécois (DAF 525361) et attribuée à la réalisation de projets en patrimoine.
Commentaires pour l'année 2	
Commentaires pour l'année 3	

Annexe A - Objectif 4

Section ou chapitre de la Politique culturelle du Partenaire mandataire	Libellé de l'objectif	Indicateur de résultats	Degré de réalisation
Engagements : 1, 3, 6, 10, 11, 12, 13, 16, 18, 19, 25, 29 et 30	Axe 2 : Accès à la culture	Nombre d'initiatives réalisées	Choisir...

Numéro	Moyen d'action	Résultats obtenus	Axe d'intervention	Secteur d'intervention
1	2.1 Patrimoine et muséologie	Nombre de projets soutenus sur le nombre de projets présentés	Axe 3.4	Patrimoine
2	2.2 Diffusion - Arts de la scène, arts visuels, cinéma	Nombre de projets réalisés	Axe 1.4	Arts de la scène
3	2.3 Médiation culturelle	Nombre de projets soutenus sur le nombre de projets réalisés	Axe 4.1	Développement durable
4	2.4 Pratique artistique amteur	Nombre de projets soutenus sur le nombre de projets réalisés	Axe 2.2	Développement durable
5	2.5 Développement de Montréal, métropole culturelle	Mise en œuvre et réalisation des projets en tourisme culturel. Réalisation des plans culturels des quartiers culturels (arrondissements). Mise en œuvre du Plan d'action 2007-2017, MMC	Axe 4.2	Diversité culturelle
6	2.6 Montréal, ville UNESCO de design	Nombre de projets soutenus sur le nombre de projets réalisés	Axe 1.6	Développement durable

	An 1				An 2				An 3				Total			
	MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires	
Numéro	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1	331 000,00 $	0,00 $	337 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**331 000,00 $**	**0,00 $**	**337 500,00 $**	**0,00 $**
2	225 085,00 $	0,00 $	225 450,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**225 085,00 $**	**0,00 $**	**225 450,00 $**	**0,00 $**
3	729 000,00 $	0,00 $	619 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**729 000,00 $**	**0,00 $**	**619 000,00 $**	**0,00 $**
4	96 000,00 $	0,00 $	104 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**96 000,00 $**	**0,00 $**	**104 000,00 $**	**0,00 $**
5	179 000,00 $	0,00 $	239 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**179 000,00 $**	**0,00 $**	**239 500,00 $**	**0,00 $**
6	50 000,00 $	0,00 $	100 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**50 000,00 $**	**0,00 $**	**100 000,00 $**	**0,00 $**
Total	**1 610 085,00 $**	**0,00 $**	**1 625 450,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	1 610 085,00 $	0,00 $	1 625 450,00 $	0,00 $

Commentaires pour l'année 1	Une somme de 800 000 $, en crédits directs, est issue de l'enveloppe budgétaire du Fonds du patrimoine culturel québécois et attribuée à la réalisation de projets en patrimoine.
Commentaires pour l'année 2	
Commentaires pour l'année 3	

Annexe A - Objectif 5

Section ou chapitre de la Politique culturelle du Partenaire mandataire	Libellé de l'objectif	Indicateur de résultats	Degré de réalisation
Engagements : 6, 7, 8 et 29	Axe 3 : Consolidation du réseau des bibliothèques	Nombre de projets réalisés	Choisir...

Numéro	Moyen d'action	Résultats obtenus	Axe d'intervention	Secteur d'intervention
1	3.1.1.1 Rénovation, agrandissement et construction de bibliothèques (Bibliothèques du réseau montréalais)	Réaliser les projets (incluant les concours d'architecture) dans les délais et les budgets impartis	Axe 3.6	Biblithèque et livre
2	3.1.1.2 Bibliothèque Saint-Sulpice	Réaliser le projet dans les délais et le budget imparti	Axe 3.6	Biblithèque et livre
3	3.1.2 Soutien aux activités de Montréal, ville UNESCO de design	Réaliser des projets de médiation (initiation à l'architecture et au design), auprès de différentes clientèles. en lien avec les projets de construction ou de rénovation des bibliothèques	Axe 1.2	Développement durable
4	3.1.3 Aide aux bibliothèques, 3.1.3.1 Développement des collections	Acquérir les collections nécessaires au bon fonctionnement des bibliothèques publiques de Montréal	Axe 3.2	Biblithèque et livre
5	3.1.3.2 Renouvellement de l'environnement numérique	Développer un environnement numérique convivial et accessible pour le réseau des bibliothèque	Axe 4.4	Biblithèque et livre
6			Choisir...	Choisir...

	An 1				An 2				An 3				Total			
	MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires	
Numéro	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
2	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
3	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
4	4 300 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**4 300 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
5	200 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**200 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
6	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Total	**4 500 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	4 500 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $

Commentaires pour l'année 1	
Commentaires pour l'année 2	
Commentaires pour l'année 3	

Annexe A - Objectif 6

Section ou chapitre de la Politique culturelle du Partenaire mandataire	Libellé de l'objectif	Indicateur de résultats	Degré de réalisation
Engagements : 6, 25, 30 et 31	Axe 4 : Forum des équipements culturels	Nombre d'études et de projets réalisés	Choisir...

Numéro	Moyen d'action	Résultats obtenus	Axe d'intervention	Secteur d'intervention
1	4.1.1 Études (faisabilité, mise aux normes, etc.), 4.1.2 Soutien aux collectes de fonds pour des projets d'immos	Nombre d'études et de collectes de fonds soutenus sur le nombre Répondre aux demandes d'études et de collectes de fonds réalisés	Axe 3.6	Développement durable
2	4.1.3 Équipements - Aide d'urgence (Gestion MCC)	Répondre aux demandes urgentes des organismes	Axe 3.6	Développement durable
3	4.1.4 PAI (MCC) et Soutien aux équipements municipaux (Ville)	Nombre de projets réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 3.6	Développement durable
4	4.2.1 Art public	Présenter un programme d'intégration d'art public. Programme de murales : nombre de projets réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 3.6	Arts visuels
5	4.3 Projets numériques structurants, 4.3.1 Programme d'aide aux salles de diffusion montréalaises	Nombre de projets réalisés sur le nombre de projets présentés	Axe 1.5	Multimédia
6	4.3.2 Autres projets (4.3.2.1 BAnQ, 4.3.2.2 MBAM, 4.3.2.3 MAC, 4.3.2.4 PDA, 4.3.2.5 PAC, 4.3.2.6 DAM, 4.3.2.7 DHC, 4.3.2.6 CCA)	Compléter des projets numériques structurant, dans les délais et budgets impartis	Axe 1.5	Multimédia

	An 1				An 2				An 3				Total			
	MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires		MCC		Partenaires	
Numéro	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel	Prévu	Réel
1	104 915,00 $	0,00 $	100 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**104 915,00 $**	**0,00 $**	**100 000,00 $**	**0,00 $**
2	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
3	5 000 000,00 $	0,00 $	5 000 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**5 000 000,00 $**	**0,00 $**	**5 000 000,00 $**	**0,00 $**
4	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
5	1 693 000,00 $	0,00 $	782 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 693 000,00 $**	**0,00 $**	**782 000,00 $**	**0,00 $**
6	4 025 000,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**4 025 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Total	**10822915 $**	**0,00 $**	**5 882 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**10822915 $**	**0,00 $**	**5 882 000,00 $**	**0,00 $**

Commentaires pour l'année 1	
Commentaires pour l'année 2	
Commentaires pour l'année 3	

Sommaire financier de l'entente

Liste des partenaires de l'entente	Engagement financier des partenaires	
	Prévisionnel	Réel
MCC	**24500000 $**	**0,00 $**
Partenaire 1 :	**0,00 $**	**0,00 $**
Partenaire 2 :	**0,00 $**	**0,00 $**
Partenaire 3 :	**0,00 $**	**0,00 $**
Partenaire 4 :	**0,00 $**	**0,00 $**
Partenaire 5 :	**0,00 $**	**0,00 $**
Partenaire 6 :	**0,00 $**	**0,00 $**
Total	**24500000 $**	**0,00 $**

Sommaire comparatif				
Objectifs	Prévisionnel		Réel	
	MCC	Partenaires	MCC	Partenaires
Objectif 1	**1 095 500,00 $**	**13398905 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Objectif 2	**2 348 000,00 $**	**2 348 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Objectif 3	**4 123 500,00 $**	**6 672 860,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Objectif 4	**1 610 085,00 $**	**1 625 450,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Objectif 5	**4 500 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Objectif 6	**10822915 $**	**5 882 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Total	**24500000 $**	**29927215 $**	**0,00 $**	**0,00 $**

Bilan qualitatif de fin d'entente (à compléter ou à valider par le comité de suivi)

Partie réservée au ministère	Validation de l'Annexe A par le MCC : ☐ OUI ☐ NON

VISION

Les ententes de développement culturel sont l'occasion pour le Ministère et les municipalités locales et régionales d'arrimer leurs actions en culture et en communications sur les territoires en partenariat et en réciprocité, au profit des citoyennes et des citoyens, dans une perspective de développement durable

LES PRINCIPES DIRECTEURS

- Portent sur une lecture commune des enjeux et des défis territoriaux
- Favorisent des initiatives exclusives et complémentaires par rapport aux autres outils d'intervention
- Visent des actions structurantes, innovantes
- Permettent une modulation des façons de faire d'un territoire à l'autre
- S'inscrivent dans un processus de reddition de comptes et de gestion par résultats, modulés en fonction de réalités municipales

LES FINALITÉS

Bénéficiaire prioritaire :
- Le citoyen, dans une perspective de développement des collectivités locales

Partenaire prioritaire :
- Le monde municipal

ENJEU 1	ENJEU 2	ENJEU 3	ENJEU 4
Vitalité culturelle des collectivités	La participation de la citoyenne et du citoyen au développement culturel des collectivités	L'identité et l'appartenance	Le dynamisme économique, social et démocratique
ORIENTATION 1	**ORIENTATION 2**	**ORIENTATION 3**	**ORIENTATION 4**
La culture et les communications au bénéfice des citoyennes et des citoyens	La citoyenne et le citoyen acteurs de culture et de communications	La citoyenne et le citoyen porteurs de culture et de communications	La culture et les communications dans la collectivité

AXES D'INTERVENTION D'UNE ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

1.1 Mécanismes d'animation culturelle	2.1 Projets initiés par les milieux artistiques et culturels	3.1 Information culturelle locale et régionale	4.1 Médiation culturelle
1.2 Échanges entre les acteurs culturels et les citoyens	2.2 Valorisation des pratiques amateurs	3.2 Réseau de pôles culturels locaux et régionaux	4.2 Développement du tourisme culturel
1.3 Initiatives émergentes en culture	2.3 Engagement des jeunes comme acteurs en culture	3.3 Liens entre les différentes communautés composant les collectivités présentes sur le territoire	4.3 Économie sociale et entrepreneuriat collectif dans le domaine culturel
1.4 Activités de réseautage	2.4 Mécénat et partenariat privé	3.4 Conservation, préservation et mise en valeur du patrimoine culturel	4.4 Recherche, développement et innovation
1.5 Apport des nouvelles technologies	2.5 Action bénévole en arts, en culture et en communications	3.5 Actions concertées pour le développement et la promotion de l'identité locale et régionale	
1.6 Promotion des produits culturels		3.6 Amélioration du cadre de vie dans le processus d'aménagement culturel du territoire	

Exemples d'objectifs et de moyens d'action (les exemples fournis le sont à titre indicatif)

Axe : Initiatives émergentes en culture	Axe : Action bénévole en arts, en culture et en communications	Axe : Conservation, préservation et mise en valeur du patrimoine culturel	Axe : Développement du tourisme culturel
Objectif : Soutenir cinq activités favorisant les initiatives émergentes en culture d'ici le (date-année)	Objectif : Mettre en place deux activités de valorisation de l'action bénévole par année, en arts, en culture et en communications, d'ici le (date-année)	Objectif : Tenir cinq activités par année touchant la conservation, la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel d'ici le (date-année)	Objectif : Désigner dans la ville X, d'ici le (date-année), les produits culturels susceptibles de participer à une offre touristique
Moyens : - Mise sur pied d'un concours annuel de slam amateur - Tenue d'un événement en danse contemporaine - Tenue d'un symposium de sculpture moderne ou de land art - Tenue d'un concours de design urbain	Moyens : - Remise annuelle des prix de reconnaissance en arts, en culture et en communications - Publication de portraits de bénévoles œuvrant en arts, en culture et en communications dans les journaux de quartier	Moyens : - Inventaire archéologique - Étude de caractérisation du paysage - Inventaire et évaluation du patrimoine bâti - Mise en place de circuits d'interprétation audio-guidés et télé référencés - Réalisation et installation de panneaux d'interprétation - Inventaire et enregistrement du patrimoine immatériel	Moyens : - Inventaire et évaluation des biens, produits, lieux, attraits et événements culturels susceptibles de servir de produits d'appel en tourisme - Confection et distribution d'un guide à l'intention des touristes potentiels - Intégration des contenus dans le guide régional de l'association touristique régionale (ATR)

Annexe B

Financement de l'entente « type d'entente »
Conclue en vertu du programme Aide aux initiatives de partenariat

Nom du Client-partenaire : **Ville de Montréal**

N^{o} de la (des) demande (s) : **DAF 525172, DAF 525361 (FPCQ)**

Année de l'entente		Contribution prévue du MCC				
		Contribution en crédits directs	Contribution FPCQ et autres sources budgétaires *	Contribution en service de dette (Immo/engagement)	Conditions relatives au versement	Total des contributions
An 1	2016-2017	1 200 000 $	800 000 $	17 000 000 $		19 000 000 $
				5 500 000 $	Cette somme sera administrée par le MCC et n'est pas versée à la Ville.	5 500 000 $

*** On trouvera à la section "Recommandation" les codes des sources budgétaires utilisés.**

Année de l'entente		Contribution prévue du Client-partenaire				
		Contribution en crédits directs	Contribution en services comptabilisés	Contribution en service de dette (Immo/engagement)	Conditions relatives au versement	Total des contributions
An 1	2016-2017	4 466 525 $		25 460 690 $		29 927 215 $

Année de l'entente		Contribution prévue du Tiers-bénéficiaire signataire X (nom générique du partenaire)				
		Contribution en crédits directs	Contribution en services comptabilisés	Contribution en service de dette (Immo/engagement)	Conditions relatives au versement	Total des contributions
An 1	201X-201X					

Année de l'entente		Contribution du Tiers-contributeur non signataire Y (nom générique du partenaire)				
		Contribution en crédits directs	Contribution en services comptabilisés	Contribution en service de dette (Immo/engagement)	Conditions relatives au versement	Total des contributions
An 1	201X-201X					

	Total des contributions du MCC	Total des contributions du Client-partenaire	Total des contributions du Tiers-bénéficiaire signataire X	Total des contributions du Tiers-contributeur non signataire Y	Total des contributions de l'ensemble des partenaires
Total	24 500 000 $	29 927 215 $			54 427 215 $

Reporter ici les données du calendrier de versement qui ont été saisies dans la grille de calcul et de recommandation.

Enlever ou ajouter des lignes au besoin pour tenir compte :

- de la durée de l'entente (un an ou plus);
- du nombre de versements prévus pour chaque exercice financier;
- du nombre de conditions associées à chacun des versements.

Enlever ou ajouter des sections au besoin pour tenir compte du nombre de partenaires concernés.

Initiales des parties _____

_____

_____

ANNEXE C

NORMES DE VISIBILITÉ GOUVERNEMENTALE ET D'IDENTIFICATION PERMANENTE

Les organismes signataires **d'une entente sur le développement culturel** s'engagent à :

Lorsqu'il s'agit d'une entente de 250 000 $ ou plus

- Rendre publics les principaux projets réalisés dans le cadre de l'entente;
- Indiquer clairement, dans les contenus diffusés, l'apport de fonds publics consentis pour la réalisation des projets, tant pour les projets réalisés par la VILLE et financés en totalité par l'entente que pour ceux qui bénéficient d'un apport financier en vertu de l'entente;
- Faire appliquer les mêmes exigences en matière de communication et de visibilité aux projets réalisés par des organismes mandataires;
- Faire connaître au MINISTÈRE, au moins trente (30) jours avant l'événement, la date des cérémonies officielles liées à un projet financé dans le cadre de l'entente;
- Respecter le protocole de communication publique qui suit ;
- Déterminer avec la Direction des communications et des affaires publiques du Ministère les projets spéciaux issus de l'entente qui devront faire l'objet d'un plan de communication spécifique.

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE

ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DONT LA VALEUR EST DE 250 000 $ OU PLUS

1. Le contexte

Le présent protocole de communication publique vise à préciser les principes et les modalités de communication qui guideront la VILLE et le MINISTRE dans la mise en œuvre de l'entente.

2. Les principes directeurs

2.1. Tous les projets réalisés dans le cadre de cette entente doivent faire l'objet d'une communication publique.

2.2. La visibilité accordée au MINISTRE à la suite de sa participation financière à un projet découlant de l'entente doit refléter, de façon équitable, l'importance de sa contribution par rapport à celle des autres partenaires du projet.

2.3. Tous les moyens de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du programme,
- les partenaires,
- la contribution financière des partenaires,
- la nature du projet.

3. Signature

3.1. Tous les outils de communication relatifs à cette entente (communiqués, lettres d'annonce, bannières, panneaux, etc.) doivent porter la même signature.
La signature visuelle doit être composée du logo de la Ville et du logo du gouvernement du Québec.

Montréal Québec

3.2. Toute utilisation de la signature gouvernementale doit être approuvée préalablement par le MINISTRE afin qu'elle soit conforme aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, disponible à l'adresse suivante : www.piv.gouv.qc.ca

4. Les modalités de communication

4.1. Annonce publique

L'annonce des projets réalisés par le ou les partenaires de cette entente est effectuée de façon conjointe par la VILLE et le MINISTRE ou par son représentant.

Les annonces ont lieu à l'occasion de cérémonies officielles ou de conférences de presse organisées conjointement ou par voie de communiqués conjoints, selon les modalités fixées au préalable entre les parties au moins dix (10) jours ouvrables avant la tenue de l'événement.

4.2. Outils et activités de communication

Faire mention de l'entente qui lie le MINISTRE et la VILLE ou les autres partenaires dans tous les outils et les activités de communication liés à l'entente (affiches, catalogues, brochures, dépliants, annonces publicitaires, site Web, matériel audiovisuel servant à la promotion de l'entente, cartons d'invitation, etc.). On fera usage prioritairement de la signature ou si le format minimal de la signature officielle ne peut être respecté le libellé suivant sera utilisé :

Initiales des parties _____

_____

_____

Ce projet est réalisé grâce au soutien financier du Ministère de la Culture et des Communications et de la Ville de Montréal dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

4.3. Programmes conjoints

Tous les programmes conjoints doivent être annoncés et promus comme tels auprès des organismes visés. Tous les documents d'information produits dans ce contexte doivent porter la signature et être assortis des clauses de visibilité prévues au point 6.

4.4. Lettres d'annonce et remise de chèques

Toutes les annonces de subvention doivent être faites au nom du MINISTRE et de la VILLE.

Lorsque la remise d'un chèque à un organisme réalisant un projet financé dans le cadre de cette entente fait l'objet d'un événement, la VILLE doit en informer le MINISTRE au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance, de manière à lui permettre d'y déléguer un représentant.

4.5. La langue des communications

Les communications publiques de l'entente se font en français, en conformité avec la Charte de la langue française. Aucun document bilingue ne peut être produit. Si la production de document dans une autre langue est jugée souhaitable par les partenaires, ces documents seront produits sur des supports distincts.

5. Stratégie de communication

Certaines réalisations de l'entente peuvent être extrêmement riches et porteuses de retombées. À cet égard, le MINISTRE et la VILLE conviennent d'accorder une attention particulière aux projets les plus prometteurs et de mettre au point des stratégies de communication adaptées leur assurant une plus large visibilité.

La VILLE organisera, après la signature de l'entente, une rencontre de travail avec les chargés de communications des différents services municipaux concernés par l'entente ainsi que les responsables des projets à la Ville et au Ministère afin de développer une vision commune des communications de l'entente et de convenir des principales orientations en termes de communication.

6. Clauses de visibilité liant les organismes subventionnés

Les lettres d'entente, les contrats et les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes dans le cadre de l'entente doivent comporter une clause de visibilité agréée par la VILLE et le MINISTRE. La VILLE est responsable d'insérer cette clause de visibilité dans les lettres d'entente, les contrats et les protocoles qu'elle signe avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette entente.

Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

Lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette entente, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte de la VILLE et du MINISTRE, doivent mentionner sur les documents que celui-ci, ou le projet auquel ils font référence, a été réalisé grâce au soutien financier de l'Entente sur le développement culturel de Montréal et faire mention des partenaires (MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS et VILLE).

De plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels, (affiches, dépliants, brochures, publicités, stands, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la phrase suivante pourrait être utilisée :

Initiales des parties _____

_____

_____

Cette, Cet, ou Ce (spectacle, exposition, publication, événement, etc.) bénéficie d'une aide financière versée conjointement par le Ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal, en vertu du programme XXX.

Enfin, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la référence au partenariat entre le MINISTRE et la VILLE doit également être accompagnée des logos des partenaires (GOUVERNEMENT DU QUÉBEC et VILLE).

Par ailleurs, si le projet d'un organisme donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le MINISTRE et la VILLE à y participer, et ce, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance.

Normes de visibilité et logos de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MINISTÈRE ET VILLE)

A) Ministère de la Culture et des Communications

La clause de visibilité des organismes subventionnés indiquera que l'on peut obtenir les normes de visibilité et le logo du gouvernement du Québec à l'adresse Internet suivante : www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=1915

Disponible en plusieurs formats, en couleurs ou en noir et blanc, le logo du gouvernement du Québec doit être utilisé tel quel et être apposé de préférence en bas à droite des documents. L'utilisation du logo du gouvernement du Québec doit être approuvée par le Ministère. Sur la même page Web, on retrouve la liste des personnes à contacter.

Pour information ou pour approbation, vous pouvez communiquer avec :

Marjorie Houle
Conseillère en communication
Direction des communications et des affaires publiques
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, bloc B, 2e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
418 380-2363, poste 7220
marjorie.houle@mcc.gouv.qc.ca

Sophie Tanguay
Coordonnatrice des activités, relations et ententes avec la Ville de Montréal
Direction générale de Montréal
Ministère de la Culture et des Communications
480, boul. Saint-Laurent, 6e étage, bureau 600
Montréal (Québec) H2Y 3Y7
514 873-2255, poste 5109
sophie.tanguay@mcc.gouv.qc.ca

B) Ville de Montréal

Pour identifier la Ville dans les documents promotionnels, l'utilisation de la signature institutionnelle composée du mot « Montréal » et de la rosace est demandée. Ces deux éléments sont indissociables et doivent donc être utilisés tels quels. Les organismes sont également tenus de respecter les couleurs officielles.

Les normes d'utilisation et les différents formats d'utilisation se trouvent à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/culture

Compte tenu des normes d'utilisation à respecter, nous demandons de faire vérifier et approuver l'utilisation du logo de la Ville avant la production d'un document.

Pour information ou pour approbation, vous pouvez communiquer avec :

Service des communications
visibilite@ville.montreal.qc.ca

Initiales des parties _____

_____

_____

7. Mécanismes de suivi et reddition de comptes

La VILLE s'engage à mettre en place, en collaboration avec la MINISTRE un mécanisme de suivi permettant de rendre compte annuellement des actions de communication réalisées dans le cadre de l'entente.

Ce mécanisme pourrait prendre la forme d'un comité de suivi. Dans tous les cas, un bilan de la visibilité accordée au gouvernement du Québec devra être produit par la VILLE au plus tard les 30 juin de chaque année.

Initiales des parties _____

_____

_____

Annexe C.1 – Obligations pour les organismes subventionnés
Entente sur le développement culturel de Montréal

COMMUNICATIONS

L'Organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au ministère de la Culture et des Communications du Québec. En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du projet, il doit :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer, présenter et faire approuver par le responsable du projet de la Ville, une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe, avant leur réalisation.

1.1. Soumettre, convenir et respecter l'ordre convenu des logotypes de tous les partenaires du projet au Service des communications de la Ville de Montréal (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toutes publications.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications

- Faire état de la contribution de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet ou à l'activité.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

Dans le cas où l'insertion de la signature graphique de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'organisme doit ajouter la phrase suivante : **Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal par la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications.**

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications et tous les documents où figurent les logos de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications :

  - inviter un représentant politique de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées en marge de l'événement.

  - aviser le cabinet du maire, du comité exécutif et du ministre de la Culture et des Communications par écrit un minimum de 10 jours ouvrables à l'avance.

  - soumettre au cabinet du maire, du comité exécutif et du ministre de la Culture et des Communications le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet ou l'activité.

- Offrir au cabinet du maire, du comité exécutif et du ministre de la Culture et des Communications la possibilité d'insérer une citation du maire (ou de l'élu responsable) dans les communiqués.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (www.ville.montreal.qc.ca/logo) et du gouvernement du Québec (https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=1915)

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – gouvernement du Québec et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

  Montréal + Québec
  Montréal + Québec + arrondissement
  Canada + Québec + Montréal
  Canada +Québec + Montréal + arrondissement

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal et au ministère de la Culture et des Communications, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications sur le site Internet du projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville de Montréal (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie, du ministre de la Culture et des Communications ou des élus dans le programme de l'événement.

  La demande doit être transmise au cabinet du maire, du comité exécutif et du ministre de la Culture et des Communications au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

- Permettre à la Ville de Montréal d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de Montréal de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement. (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville de Montréal la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.

  Un message sera préparé à cet effet.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville de Montréal un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.

- Aviser le cabinet du maire, du comité exécutif et du ministre de la Culture et des Communications par écrit 20 jours ouvrables avant l'événement.

- Transmettre le plus rapidement possible au cabinet du maire, du comité exécutif et du ministre de la Culture et des Communications le scénario de déroulement de l'événement.

- Pour tous événements publics, coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire, du ministre de la Culture et des Communications ou des élus.

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :
-
  - les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

  - s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez de s questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal veuillez adresser votre demande par courriel au Service des communications de la Ville de Montréal:
visibilite@ville.montreal.qc.ca

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec :

Marjorie Houle
Conseillère en communication
Direction des communications et des affaires publiques
Ministère de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est, bloc B, 2e étage
Québec (Québec) G1R 5G5
418 380-2363, poste 7220
marjorie.houle@mcc.gouv.qc.ca

À noter : Selon ce qui a été convenu avec le responsable du projet de la Ville, les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire et du ministre de la Culture et des Communications pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué ou pour organiser une activité à l'hôtel de ville.

Pour rejoindre le cabinet :
cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

Pour rejoindre le cabinet du ministre de la Culture et des Communications :
helene.fontaine@mcc.gouv.qc.ca.

Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal lorsque vous communiquez avec les cabinets.

Annexe D

Échéancier des versements en service de la dette

Cette annexe fait partie intégrante de la convention intervenue entre
le ministère de la Culture et des Communications et la **Ville de Montréal**

Dossier numéro : **DAF 525172, DAF 525361 (FPCQ)**

Projet : **Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017**

Montant total de l'emprunt :
Numéro du règlement d'emprunt (s'il y a lieu) :
Montant total de la participation du Ministère : **19 000 000 $**
Taux d'intérêt en % :

Nombre total d'années de l'amortissement :

Période :

Montant à refinancer du ministère :
Montant à refinancer du bénéficiaire :

CALENDRIER DES VERSEMENTS RELATIFS À L'ENGAGEMENT DU MINISTÈRE

Date	Intérêt	Capital	Caution ou frais	Total	Solde

NOTE :
Aucun intérêt ne peut être réclamé sur les versements effectués par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine après la date d'échéance à l'intérieur d'un délai de 30 jours. Lors du premier versement de chaque période de financement ou de refinancement, le jour à compter duquel l'intérêt sera calculé est celui qui correspond à la plus tardive des dates suivantes : 30 jours après la date de l'échéance du versement ou 60 jours après qu'ait été paraphée l'annexe E. Le ministère paiera un intérêt calculé à compter du premier suivant le délai, aux taux en vigueur en vertu de l'article 28 de la loi sur le ministère du Revenu (l.r.q., c.m.-31).

EN FOI DE QUOI, nous initialisons ce _____e

Jour du mois de _____20_____

Initiales des parties _____

_____

_____

Annexe D.1

Modalités administratives relatives au Fonds du patrimoine culturel québécois

OBJET
Ce fonds est affecté au soutien financier de mesures favorisant la connaissance, la protection, la mise en valeur et la transmission du patrimoine culturel.

OBJECTIF
Contribuer à la réalisation d'études, d'activités de diffusion, de sensibilisation, d'inventaires et de mise en valeur du patrimoine culturel.

PROJETS ADMISSIBLES
Projets qui visent la connaissance, la protection, la mise en valeur ou la transmission du patrimoine culturel du Québec.

Plus particulièrement, le Ministère privilégie :

- La réalisation de projets, tels des études et des inventaires ou des activités de diffusion, de formation et de sensibilisation, qui concourent au développement de la connaissance, à la protection, à la mise en valeur et à la transmission de toutes les composantes du patrimoine culturel;
- La réalisation de projets de portée nationale portant sur des thématiques sous-représentées au Registre du patrimoine culturel du Québec.

Selon le secteur d'intervention, le Ministère privilégie certains types de projets :

Patrimoine archéologique

- projets qui permettent le développement des connaissances sur le patrimoine archéologique protégé en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel;
- projets qui s'inscrivent dans les orientations du plan d'action ministériel en archéologie;
- projets axés sur la vulgarisation scientifique et la diffusion des connaissances.

Patrimoine immatériel

- projets qui visent la transmission, particulièrement aux jeunes, d'un élément du patrimoine immatériel ou qui favorisent sa vitalité;
- projets qui misent sur la participation de la communauté ou des groupes concernés et qui visent le renforcement de leurs capacités de mettre en valeur et de transmettre les éléments de leur patrimoine immatériel;
- projets qui visent la connaissance d'un élément du patrimoine immatériel du Québec et qui sensibilisent le public le plus large à ce patrimoine.

Personnages, événements et lieux historiques

- projets qui visent la documentation de personnages, d'événements et de lieux historiques désignés ou associés à des biens patrimoniaux protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel;
- projets qui permettent la mise en valeur et la commémoration de personnages, d'événements ou de lieux historiques.

Paysage culturel patrimonial

- projets qui visent l'identification et la documentation de paysages culturels patrimoniaux;
- projets qui comprennent des activités de participation citoyenne (groupes de discussion, sondage web, ateliers de travail, etc.) visant à qualifier le paysage sous l'angle socioculturel.

Documents et objets patrimoniaux

- projets qui visent la connaissance d'objets ou de documents patrimoniaux protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

Immeubles et sites patrimoniaux

- projets qui permettent de mieux connaître des immeubles ou des sites patrimoniaux ayant un statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel;
- projets qui visent l'étude d'immeubles ou de sites patrimoniaux en vue de connaître leur valeur patrimoniale.

Initiales des parties _____

_____

_____

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme,* au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme,* doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV

PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal*, les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à

l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*.

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l’utilisation d’un progiciel ou d’un logiciel :

a) d’assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d’auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d’exécuter des travaux d’enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d’installations d’aqueduc, d’égout, d’électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d’huile ou d’autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l’entretien d’équipements spécialisés parce qu’elle les a fabriqués ou parce qu’elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d’exécuter des travaux sur l’emprise d’une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu’une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d’appel d’offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d’un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu’elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d’une demande de soumissions afin que cette personne procède à l’adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu’elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d’un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu’elle détient son autorisation de l’Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;
- ait admis avoir participé à un tel acte;
- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les 5 années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant 5 ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de 5 années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L'application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

ANNEXE

Dispositions législatives de la *Loi sur les cités et villes* citées dans la Politique de gestion contractuelle

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir:

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30^{e} jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal citée* dans
la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes:

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville;

b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;

c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1º;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2º relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

ANNEXE

Montréal

Engagement solennel

Service de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Mandat : **Appel d'offres 16-XXXX (TITRE)**

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Signature des membres du comité de sélection

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature

Signature du secrétaire du comité de sélection

Signé à _____, le

ANNEXE F

RÈGLES DE GOUVERNANCE

PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ENTENTE

L'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 :

- porte sur une lecture commune des enjeux et des défis territoriaux;
- favorise des initiatives exclusives et complémentaires par rapport à d'autres interventions municipales et ministérielles;
- vise principalement des actions structurantes, innovantes, délimitées dans le temps et non récurrentes;
- permets une modulation des façons de faire;
- s'inscrit dans un processus de gestion par résultat;
- comporte une étape de reddition de comptes.

ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

L'Entente est négociée en tenant compte des priorités et des politiques de chacun des partenaires.

L'Entente se concrétise par une convention qui doit comprendre une programmation détaillée et un plan de communication et de visibilité des partenaires.

Les partenaires de l'Entente conviennent de mettre en place une structure de gouvernance pour en assurer la gestion, soit :

- le Comité de direction qui en assure la définition, adopte le protocole, la programmation et les budgets, de même que les bilans;
- le Comité de gestion qui veille à l'élaboration et à la mise en œuvre de la programmation, propose une ventilation budgétaire, et veille au suivi des engagements financiers;
- les directeurs de l'Entente qui autorisent les engagements financiers nécessaires au démarrage des activités et aux modifications mineures apportées à la programmation.

La Ville assure la mise en œuvre de l'Entente et y affecte les ressources humaines et financières nécessaires à sa réalisation; elle réalise la reddition de comptes finale dans les trois mois suivant la fin de son année financière.

Initiales des parties _____

_____

_____

Le Ministère analyse la reddition de comptes réalisée par la Ville et dépose son avis au Comité de direction.

La Ville rend accessibles les renseignements permettant au Ministère une collecte uniformisée de données, notamment le suivi adéquat de l'affectation de sa contribution financière selon les axes et les objectifs de l'Entente.

RESPONSABILITÉS DES PARTENAIRES

Responsabilités communes

Les partenaires :

- définissent les enjeux, les orientations stratégiques, le cadre budgétaire de l'Entente, ainsi que les différents programmes et activités à inscrire dans la programmation;
- conviennent des modalités de suivi des engagements financiers;
- assurent le suivi global de l'Entente au sein de leur administration respective;
- assurent la visibilité de l'Entente et le respect du protocole de visibilité;
- définissent les paramètres et le format de la reddition de comptes, et contribuent à l'évaluation des résultats atteints;
- conviennent du format des réclamations budgétaires adressées par la Ville au Ministère.

Responsabilités particulières

La Ville :

- nomme ses représentants et participe aux travaux des comités;
- nomme un coordonnateur et un responsable de chacun des axes;
- propose l'échéancier de réalisation des activités;
- assure la mise en œuvre de la programmation de l'Entente;
- s'assure que le Ministère dispose des documents requis avant chaque engagement financier, soit la définition du contenu, les autorisations requises en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, le budget prévu, les objectifs, le l'échéancier de réalisation, les activités de visibilités et les résultats attendus;
- informe le Ministère de la progression de la gestion des programmes et de la réalisation des projets et activités de l'Entente, selon l'échéancier convenu;

- transmet les réclamations financières;
- contribue au processus de vérification des projets en fournissant l'information requise;
- soumet, dans les trois mois suivant la fin de son année financière, une reddition de comptes annuelle qui comprend un bilan relatif aux engagements de l'Entente, précisant le niveau d'atteinte des objectifs et l'affectation des ressources financières prévues. La reddition de comptes oriente les choix de la programmation de l'entente subséquente.

Le Ministère :

- nomme ses représentants et participe aux travaux des comités;
- nomme un coordonnateur et un responsable de chacun des axes;
- approuve préalablement les documents fournis par la Ville au Comité de gestion pour l'autorisation des engagements financiers;
- assure le suivi de la mise en œuvre de la programmation à des étapes convenues;
- analyse et valide la conformité des réclamations, des bilans et de l'évaluation;
- assure les remboursements des avances de la Ville.

GOUVERNANCE

Comité de direction

Le Comité de direction, qui se réunit semestriellement :

- établit la structure de l'Entente;
- établit les orientations stratégiques;
- approuve les documents officiels de l'Entente, qui incluent la convention et ses annexes, la programmation générale, le protocole de visibilité et tous les programmes;
- approuve les projets majeurs d'étude avant leur mise en œuvre;
- approuve la création de nouveaux programmes ainsi que les modifications majeures apportées aux programmes existants de l'Entente;
- recommande la réaffectation des ressources financières entre les axes de la programmation, tout en demeurant à l'intérieur du même cadre budgétaire;

Initiales des parties _____

_____

_____

- approuve le bilan annuel (quantitatif et qualitatif), et les bilans triennaux, le cas échéant, incluant l'avis du Ministère.

Pour la Ville, il est composé de trois représentants (la directrice générale adjointe à la qualité de vie - Direction générale, la directrice - Service de la culture et le directeur - Service de la mise en valeur du territoire). Pour le Ministère, il est composé de trois représentants (le sous-ministre adjoint à l'intervention territoriale et immobilisation, la directrice générale et le directeur des programmes et du patrimoine - Direction générale de Montréal). Les coordonnateurs des deux partenaires assistent aux rencontres.

Comité de gestion

Le Comité de gestion, se réunit au moins cinq fois par année :

- suit la mise en œuvre de l'Entente et de sa programmation et voit au respect de son cadre budgétaire;
- assure un suivi des engagements financiers des programmes et activités soutenus dans l'Entente ;
- analyse et recommande au Comité de direction, les modifications majeures à la programmation, les nouveaux projets et les réaffectations des ressources financières entres les axes d'une même entente;
- évalue les résultats atteints;
- lorsqu'il y a renouvellement d'une entente :
  - définit les enjeux, propose les orientations stratégiques afin d'établir les différents programmes et activités de la programmation;
  - oriente les indicateurs de performance et détermine les paramètres et le format de la reddition de comptes;
- convient annuellement du calendrier des réunions des deux comités.

Pour la Ville, il est composé de trois représentants (la directrice - Service de la culture, la coordonatrice et la conseillère en planification). Pour le Ministère, il est composé de trois représentants (la directrice générale, le directeur des programmes et du patrimoine et la coordonnatrice - Direction générale de Montréal).

En fonction des items à l'ordre du jour, des responsables d'axe ou de secteur peuvent être appelés à participer aux réunions.

Directeurs de l'Entente

Pour permettre la mise en œuvre de la programmation, les deux directrices de l'Entente (Ville et MCC) approuvent :

- le démarrage des activités et leurs engagements financiers;
- la réaffectation des ressources financières à l'intérieur d'un même axe d'une même entente;
- les modifications mineures apportées aux différents programmes des ententes.

Forum des équipements culturels

Le Forum des équipements culturels est une table de concertation réunissant de la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, avec la participation de Patrimoine canadien et des conseils des arts de Montréal, du Québec et du Canada, en vue de recommander au Comité de gestion les projets d'équipements culturels qui pourraient être soutenus par la Ville ou par le Ministère à Montréal. Il assure également la coordination des programmes d'études et de collectes de fonds financés dans l'Axe 4.

COORDINATION DE L'ENTENTE

Le Ministère et la Ville identifient chacun une personne dont le rôle est la coordination de l'Entente et de ses composantes au sein de son administration.

Responsabilités :

- coordonner le renouvellement de l'Entente : planification et validation de la programmation, validation budgétaire, rédaction et validation de la convention et de ses annexes, suivi décisionnel (annonce et signature);
- coordonner les travaux incombant à leur administration respective et assurer la bonne marche des opérations et des communications.
    - Du côté de la Ville, la coordonnatrice s'assure de la mise en œuvre de la programmation, du suivi de gestion des projets de l'Entente et du respect des échéances de réalisation. Elle agit en lien avec les différents services municipaux et acteurs de l'Entente. Elle prépare les fiches d'information et les documents requis pour la tenue des comités et voit à la production des tableaux financiers ainsi que des bilans attendus. Elle voit à la production des réclamations budgétaires adressées par la Ville au Ministère. Elle assure les liens pertinents entre la Ville et le Ministère pour des questions relatives à la gestion de l'Entente;

- Du côté du Ministère, la coordonnatrice s'assure de la circulation de l'information, de la conformité des documents en appui aux fiches projets, de la validation de la reddition de comptes (vérification des bilans annuels et triennaux). Elle assure les liens pertinents des unités du Ministère avec la Ville pour des questions relatives à la gestion de l'Entente.

- coordonner les travaux du comité de direction et du comité de gestion et assurer la production, la validation et le suivi des comptes rendus des comités.

- assurer la visibilité de l'Entente et faire respecter le protocole de visibilité par les différents services, arrondissements et partenaires associés à l'Entente.

Programmes convenus par les partenaires dans l'Entente 2016-2017

Axe 1

- Programme d'aide à la restauration des immeubles protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques) (04-026)
- Programme d'aide aux études pour la requalification du patrimoine religieux
- Programme d'interprétation animée du Vieux-Montréal
- Programme de subventions pour le maintien et le rehaussement de la biodiversité sur les terrains institutionnels du mont Royal

Axe 2

- Programme de soutien à la diffusion du patrimoine montréalais
- Programme de médiation culturelle des arrondissements montréalais
- Programme montréalais d'action culturelle
- Programme de partenariat culture et communauté
- Appel à projets – Projets numériques (à définir)
- Programme Inclusion et Innovation en loisir culturel
- Artistes-animateurs en milieu de loisirs

Axe 3

- Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques

Axe 4

- Programme d'aide aux études (Forum des équipements culturels)
- Programme d'aide aux collectes de fonds (Forum des équipements culturels)
- Programme d'art mural
- Programme d'aide aux salles de diffusion montréalaises (à définir)

Initiales des parties _____

_____

_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167463001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal / Autoriser le maire, M. Denis Coderre et son greffier, Me Yves Saindon à signer cette entente pour et au nom de la Ville.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Pour les annexes, voir les pièces jointes à ce dossier.

FICHIERS JOINTS

entente_cadre_MCC_2016_2017.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline DUHAIME
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-31

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division - droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Affaires civiles

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
31 OCT 2016
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE
SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL
2016-2017

ENTRE **Le MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec,

(ci-après nommé le « MINISTRE »);

ET **La VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public légalement constituée, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y1C6, représentée par le maire, M. Denis Coderre, et son greffier, M^{e} Yves Saindon, dûment autorisés en vertu de la résolution CG ..... ;

(ci-après nommée la « VILLE »).

LESQUELLES PARTIES, préalablement à l'entente faisant l'objet des présentes, déclarent ce qui suit, à savoir :

ATTENDU QU'une collaboration étroite en matière culturelle a été établie entre les parties depuis 1979, s'étant manifestée entre autres, par la signature d'ententes successives sur le développement culturel de Montréal;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a adopté, en juin 1992, une politique culturelle gouvernementale soit « La politique culturelle du Québec. Notre culture. Notre avenir. »;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté, en 2005, une politique du patrimoine et une politique de développement culturel « Montréal, métropole culturelle »;

ATTENDU QUE les parties ont réalisé et partagé les résultats du *Diagnostic des bibliothèques municipales de l'agglomération et de la Ville de Montréal (mai* 2006);

ATTENDU QUE les parties ont souhaité poursuivre la concertation et les actions de mise en valeur du patrimoine et de développement culturel déjà entreprises et qu'elles s'y sont engagées dans le cadre du « Rendez-vous novembre 2007 Montréal, métropole culturelle »;

ATTENDU QUE le ministère de la Culture et des Communications, ci-après nommé le « Ministère », a publié, en mars 2011, en collaboration avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, un cadre de référence pour les ententes de développement culturel intitulé « Cadre de référence pour un partenariat durable avec le milieu municipal »;

Initiales des parties _____

_____

_____

ATTENDU QUE le Ministère s'est doté, en 2014, d'un « Plan culturel numérique », qui s'oriente autour de trois grands axes : créer, innover et diffuser, pour aider les milieux culturels à effectuer une transition harmonieuse vers l'univers numérique afin que le Québec puisse continuer à compter sur cet apport important pour son économie et demeurer concurrentiel sur les marchés mondiaux;

ATTENDU QUE le MINISTRE privilégie l'utilisation de leviers en matière de culture, dont le partenariat avec les municipalités et les autres ordres de gouvernement, au moyen du programme « Aide aux initiatives de partenariat » qui a notamment pour finalités de favoriser la concertation entre le Ministère et ses partenaires et de tenir compte des besoins des citoyens et des collectivités;

ATTENDU QUE le MINISTRE peut, en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 14 de la *Loi sur le ministère de la Culture et des Communications* (RLRQ, c. M-17.1), accorder, aux conditions qu'il fixe, une aide financière ou technique relative aux activités ou aux équipements et conclure des ententes de développement notamment avec des municipalités, en matière de culture et de communications;

ATTENDU QUE le MINISTRE peut, en vertu du paragraphe 5° de l'article 78 de la *Loi sur le patrimoine culturel* (L.Q., 2011, c. 21), accorder des subventions dans le but de favoriser la connaissance, la protection, la transmission ou la mise en valeur des éléments du patrimoine immatériel, des personnages historiques décédés, des événements et des lieux historiques, des paysages culturels patrimoniaux, des biens patrimoniaux ou des biens situés dans un site patrimonial classé, déclaré ou cité;

ATTENDU QUE le MINISTRE peut, en vertu du paragraphe 7° de l'article 78 de la *Loi sur le patrimoine culturel*, conclure des ententes [...] avec toute personne, y compris une municipalité locale, une municipalité régionale de comté, une communauté métropolitaine ou une communauté autochtone représentée par son conseil de bande pour développer la connaissance du patrimoine culturel, le protéger, le transmettre ou le mettre en valeur;

ATTENDU QU'à la suite d'une consultation des citoyens de Montréal, en juin 2004, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q., 2003, c. 14) et de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ c. E-20.001), certaines villes de l'île de Montréal ont été reconstituées à partir de janvier 2006 et forment avec la Ville de Montréal l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE l'on reconnaît à la VILLE, dans l'article 1 de sa Charte, son statut de métropole du Québec;

ATTENDU QUE l'axe 1, décrit à la clause 1 de la présente entente, est de la responsabilité de l'agglomération en vertu de l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005) à propos des « Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur de biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel* »;

Initiales des parties _____

ATTENDU QUE la *Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal* s'applique conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), laquelle est jointe en annexe E.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

1.1. La présente entente a pour objet de fixer les obligations des parties et les modalités relatives à leur application afin de maintenir un cadre permanent d'échanges et d'interventions lié au développement culturel municipal pour l'exercice financier 2016-2017 et n'inclut pas, en ce qui a trait aux engagements du MINISTRE, les soldes liés aux conventions des Ententes précédentes, mentionnés dans la lettre d'annonce du MINISTRE datée du 22 juin 2016.

1.2. Le cadre d'intervention s'appuie sur quatre axes :

Axe 1 – Mise en valeur du patrimoine

Axe 2 – Accès à la culture

Axe 3 – Consolidation du réseau des bibliothèques

Axe 4 – Forum des équipements culturels

La liste des programmes, projets et activités liés à chacun de ces axes et visés par la présente entente ainsi que les sommes consacrées à leur réalisation et à l'atteinte des objectifs convenus entre les parties, sont décrits à l'Annexe A.2 (ci-après les « programmes, projets et activités »).

1.3. La répartition des sommes inscrites sous chacun des axes peut cependant varier selon les modalités prévues à la clause 6.4 ci-dessous, relativement aux réajustements budgétaires.

2. ENGAGEMENTS DU MINISTRE

2.1 Conformément à la lettre d'annonce du 22 juin 2016, et en considération des engagements de la VILLE, le MINISTRE s'engage à participer financièrement à la réalisation des programmes, projets et activités, pour un montant total n'excédant pas dix-neuf millions de dollars (19 000 000 $) provenant de l'enveloppe ministérielle 2016-2017, le tout sous réserve de la *Loi sur l'Administration financière* (RLRQ, c. A-6.001) et de la *Loi sur l'Administration publique* (RLRQ, c. A-6.01).

2.2 Le montant de la participation financière totale du MINISTRE se répartit comme suit :

A. Enveloppe d'immobilisations en service de la dette :

2.2.1 Une somme de dix-sept millions de dollars (17 000 000 $) est versée à la VILLE à même les crédits en service de la dette incluant :

Initiales des parties _____

a) Les frais de financement temporaire et les frais d'escompte et d'émission d'obligations pour le montant de la participation financière du MINISTRE, mais auxquels s'ajoutent les frais et intérêts de financement à long terme, lesquels sont versés selon les modalités de versement prévues à la clause 4 ci-dessous;

b) De cette somme, quatre millions cinq cent mille dollars (4 500 000 $) sont accordés pour le développement des collections des bibliothèques.

2.2.2 Une somme additionnelle de cinq millions de dollars (5 000 000 $) est attribuée par le MINISTRE à des projets d'équipements culturels à réaliser sur le territoire de l'île de Montréal, en vertu du programme « Aide aux immobilisations », et, de ce fait, n'est pas assujettie aux modalités de versement prévues à la clause 4.

2.2.3 Une somme additionnelle de cinq cent mille dollars (500 000 $) est attribuée par le MINISTRE pour la réalisation de travaux liés à des biens patrimoniaux appartenant à des congrégations religieuses, en vertu du programme « Aide aux immobilisations », et, de ce fait, n'est pas assujettie aux modalités de versement prévues à la clause 4.

B. Enveloppe en crédits directs :

Deux millions de dollars (2 000 000 $) de nouveaux crédits de l'enveloppe ministérielle 2016-2017 sont versés à la VILLE à même les crédits directs, selon les modalités de versement prévues à la clause 4.

Une partie de cette contribution, d'un montant de huit cents mille dollars (800 000 $), sera puisée à même le Fonds du patrimoine culturel québécois, conformément à ce qui est détaillé à l'annexe B. L'annexe D précise les modalités administratives liées à cet engagement.

3. ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La VILLE s'engage envers le MINISTRE à :

3.1 Participer à la réalisation des programmes, projets et activités en y affectant, pour l'année 2016-2017, un montant **de vingt-neuf millions neuf cent vingt-sept mille deux cent quinze dollars (29 927 215 $)**, lequel se répartit comme suit :

A. Enveloppe d'immobilisations en service de la dette :
Vingt-cinq millions quatre cent soixante mille six cent quatre vingt-dix dollars (25 460 690 $).

B. Enveloppe en crédits de fonctionnement :
Quatre millions quatre cent soixante-six mille cinq cent vingt-cinq dollars (4 466 525 $).

3.2 Mettre en œuvre, sous réserve de l'adoption des budgets et de l'entrée en vigueur des règlements d'emprunt requis et, le cas échéant, après obtention des autorisations de travaux, les programmes, projets et activités nécessaires à la réalisation des objectifs prévus à la présente entente.

3.3 Gérer la totalité des contributions des parties à la présente entente, incluant la sienne, à l'exception des sommes devant être administrées par le MINISTRE, et affecter ces contributions aux seules fins de la réalisation des programmes, projets et activités.

3.4 Inscrire, lors de la conclusion d'ententes avec des organismes soutenus financièrement dans le cadre de la présente, les attentes et les conditions convenues préalablement avec le MINISTRE.

3.5 Gérer les subventions octroyées à des tiers dans le cadre de programmes inscrits dans la présente entente, et, pour ce faire, utiliser toutes les ressources techniques prévues dans la présente entente et affecter, au besoin et à ses frais, les ressources additionnelles nécessaires.

3.6 Appliquer aux projets de construction le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1), dans la mesure où les projets sont visés par ce règlement.

3.7 Transmettre au MINISTRE, en même temps que les réclamations, copie des règlements d'emprunt relatifs au financement de projets visés à l'annexe D. Ces règlements d'emprunt doivent être le plus récents possible, sans quoi, le ministère se réserve le droit de rembourser l'emprunt réclamé sur un échéancier différent de celui du règlement d'emprunt présenté. Chacune des réclamations faites au MINISTRE doit être supérieure à deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans les différentes catégories de réclamation (service de la dette à court terme, service de la dette à long terme, crédits réguliers), à moins qu'il ne s'agisse d'un montant résiduel final.

3.8 S'assurer de la disponibilité des données financières, en tout temps, et transmettre au MINISTRE, au plus tard le 30 juin 2017, un bilan quantitatif et financier global des résultats atteints relativement à la présente entente. Ces rapports d'analyse quantitatifs et qualitatifs sur le niveau d'atteinte des objectifs et d'affectation des contributions financières consenties par les parties aux programmes, projets et activités réalisés dans le cadre de la présente entente établiront les liens avec le rapport de reddition de compte intitulé « Entente de développement culturel – ANNEXES A, B et reddition de comptes » joint à l'annexe A et devant être complété au maximum trois (3) mois suivant la fin de l'exercice financier 2016-2017.

3.9 Transmettre au MINISTRE, sur demande, dans les délais impartis, tout autre rapport ou pièce justificative.

Initiales des parties _____

3.10 Pour les programmes, projets et activités mentionnés à l'annexe A.2 qui pourraient nécessiter des interventions archéologiques dans le site patrimonial déclaré de Montréal et dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal, la VILLE s'engage, en ce qui concerne ses propriétés et les propriétés privées, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux, et ce, à même les crédits du programme de restauration des biens culturels, administré par la VILLE et convenu avec le MINISTRE.

4. MODALITÉS DE VERSEMENT

4.1 Les montants prévus à l'enveloppe d'immobilisations au paragraphe A de la clause 2.2 sont versés par le MINISTRE à la VILLE à même ses crédits en service de la dette, selon les échéanciers de remboursement en capital et intérêts du financement à long terme contracté par la VILLE. Cette dernière doit soumettre au MINISTRE les échéanciers du financement, dès qu'elle est en mesure d'effectuer le financement permanent de ces sommes pour les travaux déjà réalisés. Les montants et les échéanciers des versements sont déterminés et inscrits au document prévu à cet effet à l'annexe D, au prorata de la participation financière du MINISTRE.

Lors du refinancement contracté par la VILLE, le MINISTRE s'engage à assumer, au prorata de sa participation financière, les frais d'escompte et d'émission d'obligations.

4.2 Malgré la clause 4.1, les parties conviennent que, dans le cas des projets d'immobilisations réalisés en vertu de la présente entente, portant sur des immeubles qui sont la propriété d'un tiers et visés à la clause 2.2.1, les crédits peuvent être versés directement par le MINISTRE au tiers, à même ses crédits en service de la dette.

Les parties reconnaissent que les sommes ainsi engagées par le MINISTRE sont incluses dans les sommes prévues à l'enveloppe d'immobilisations au paragraphe A de la clause 2.2.

La VILLE reconnaît que la présente clause n'a pas pour effet de réduire sa participation financière à l'entente, prévue au paragraphe A de la clause 3.1.

4.3 Dans le cas de projets ou de programmes d'immobilisations ou de phases de ceux-ci qui n'excèdent pas trois cent mille dollars (300 000 $) financés par la VILLE à même son budget de fonctionnement pour lesquels le MINISTRE finance sa contribution, égale ou inférieure à 300 000 $,à même ses crédits en service de la dette prévus au paragraphe A de la clause 2.2, le MINISTRE effectue des versements sur cinq (5) ans de la façon suivante :

4.3.1 Le remboursement du capital s'effectue en cinq (5) versements égaux à raison d'un (1) versement par année;

4.3.2 Le taux d'intérêt applicable pour le terme de cinq (5) ans correspond à la moyenne, calculée par le Fonds de financement du ministère des Finances du Québec, des taux de rendement des obligations du Québec sur le marché canadien, établis pour ce terme par trois (3) institutions de courtage faisant partie de la gérance du syndicat financier du gouvernement sur le marché domestique canadien. Si moins de trois (3) institutions de courtage ont établi de tels taux pour le terme désiré, cette moyenne est calculée de la façon déterminée ci-dessus, après interpolation, pour chaque institution de courtage jusqu'à chaque terme compris dans la période la plus courte chevauchant le terme recherché, entre le taux établi pour le terme qui précède immédiatement celui recherché et celui qui suit immédiatement;

4.3.3 Le remboursement d'intérêts est calculé sur le solde du capital au taux fixé selon le paragraphe précédent et s'effectue à raison de deux (2) versements par année;

4.4 La subvention en crédits directs prévue à l'entente est versée à la VILLE sur réclamation, à partir d'un bilan financier faisant état du degré de réalisation des programmes, projets et activités, lequel bilan est soumis au comité de gestion, puis au MINISTRE pour approbation.

4.5 Chaque versement est conditionnel à ce que la VILLE ait respecté les conditions de la présente entente.

5. RÉALISATION DES PROJETS

Les parties conviennent que la VILLE peut réaliser elle-même, ou faire réaliser par d'autres, les projets et activités, et ce, au moyen de contrats de services ou d'ententes particulières avec des tiers.

6. GESTION DE L'ENTENTE

6.1 La composition, le mandat détaillé ainsi que les modalités de fonctionnement des comités de direction et de gestion sont décrits dans l'annexe F à l'« Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 - Règles de gouvernance ».

6.2 Si le remplacement de l'un ou l'autre des représentants des comités devient nécessaire, la partie concernée y pourvoit et en avise l'autre dans les meilleurs délais.

6.3 Gestion courante de l'entente

La VILLE est responsable de la gestion courante de l'entente et voit à assurer la planification, l'organisation et le contrôle de la programmation. Pour ce faire, elle s'engage à disposer d'une structure lui permettant d'assumer cette gestion et de formuler toute recommandation pertinente à l'application de l'entente.

Initiales des parties _____

Si la VILLE délègue la réalisation d'une partie des programmes, projets et activités prévus à la présente entente, à un intervenant qui n'est pas parti à celle-ci, le MINISTRE doit être associé à la négociation de l'entente relative à cette délégation conformément à la clause 3.4.

6.4 Réajustements budgétaires

De façon à rendre plus souple l'administration de l'entente, il est possible pour le comité de direction, sous réserve de demeurer à l'intérieur du même cadre budgétaire, de réaffecter ou de réaménager les sommes prévues pour la réalisation des programmes, projets et activités, à la suite de l'annulation d'une action ou d'un projet, au dégagement d'un solde résultant d'un coût de réalisation inférieur à l'estimation ou pour toute autre raison jugée acceptable par l'un ou l'autre des comités. Il en est de même pour le comité de gestion, sous réserve de demeurer à l'intérieur des mêmes axes d'intervention et de respecter les balises devant encadrer la mise en œuvre de l'entente.

6.5 Information de gestion

A. Un système informatisé de gestion est mis en place par la VILLE afin d'assurer un suivi continu de la gestion de l'entente. Des fiches par projet ou par poste budgétaire, selon le cas, précisent l'état des dépenses et des disponibilités budgétaires et doivent fournir suffisamment de renseignements quantitatifs et qualitatifs pour permettre une évaluation continue des rendements ou des résultats obtenus en regard des attentes ou objectifs fixés, de même qu'en fonction des calendriers de réalisation établis. Avant de dépenser toute somme convenue dans la présente entente, le représentant de chacune des parties au sein du comité de gestion approuve une fiche projet préparée par la VILLE. Chaque fiche doit être accompagnée d'une documentation pertinente.

   Tous les trois (3) mois, la VILLE soumet au MINISTRE un rapport faisant état des budgets initiaux pour chaque programme, projet ou activité financés en crédits directs ou de fonctionnement, du budget modifié le cas échéant, des sommes engagées au moyen des fiches projets approuvées et des sommes décaissées. Dans le cas des projets financés en service de la dette par la VILLE, l'état des décaissements n'est fourni qu'annuellement.

B. Ce système informatisé de gestion comprend également les rapports financiers de la VILLE relatifs à l'application de la présente entente ainsi que les pièces justificatives afférentes. De plus, le cas échéant, l'état des revenus et dépenses produit par des organismes soutenus par la VILLE pour la réalisation de certains programmes, projets et activités prévus dans le cadre de la présente entente est intégré aux rapports financiers de la VILLE. Le système informatisé de gestion comprend aussi un rapport d'activités permettant le suivi de la mise en œuvre de l'entente et de l'atteinte des résultats.

C. Ce système informatisé de gestion sert d'outil de travail à l'occasion des rencontres des différents comités prévus dans l'entente. Un rapport mis à jour est transmis dans les plus brefs délais aux membres en vue de la tenue du comité de gestion.

6.6 Autres rapports

Parallèlement au système informatisé de gestion prévu à la clause 6.5, le comité de gestion peut demander à la VILLE des renseignements supplémentaires sur l'aide financière versée dans le cadre de la présente entente.

7. AIDE TECHNIQUE

En fonction de ses champs de compétence, le MINISTRE accorde à la VILLE l'expertise nécessaire à la réalisation des programmes, projets et activités prévus à l'entente. Pour ce faire, le MINISTRE convient de mettre à la disposition de la VILLE sa documentation et son expertise professionnelle, compte tenu de la disponibilité de ses ressources matérielles et humaines.

8. ÉVALUATION

8.1 En plus des rapports prévus à la clause 3.8, une évaluation de l'entente est entreprise par la VILLE soit au plus tard le 1er septembre 2017. Cette évaluation porte sur le niveau d'atteinte des objectifs et d'affectation des contributions financières consenties par les parties aux programmes, projets et activités réalisés dans le cadre de la présente entente. Elle doit faire l'objet d'un rapport écrit. À cette fin, les parties doivent convenir, dans les meilleurs délais suivant la signature de la présente entente, des cibles de résultats, des indicateurs de suivi, d'un cadre d'évaluation et de la mise en place, si nécessaire, d'un système de collecte des données requises.

8.2 Les frais liés à l'évaluation sont à la charge de la VILLE et sont comptabilisés comme faisant partie de sa contribution au financement de l'entente.

9. PROPRIÉTÉ, DROITS D'AUTEUR ET GARANTIES

Propriété matérielle

9.1 Tous les travaux ou documents produits dans le cadre de la présente entente, à l'exclusion de ceux produits dans le cadre de l'évaluation prévue à la clause 8, deviennent la propriété entière et exclusive de la VILLE. Celle-ci s'engage à fournir au MINISTRE une ou plusieurs copies de ces travaux ou documents, avec impression photographique en couleur s'il y a lieu.

9.2 Les travaux ou documents produits dans le cadre de l'évaluation prévue à la clause 8 deviennent la propriété des parties.

Initiales des parties _____

Droits d'auteur

9.3 La VILLE s'engage à acquérir de toute personne qui exécute des travaux ou produit des documents de toutes sortes en vertu de la présente entente, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents de toutes sortes réalisés par ces personnes, et ce, sans limite de temps ni de territoire.

9.4 La VILLE accorde gratuitement au MINISTRE, qui accepte, une licence non exclusive, transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements sur les travaux ou documents réalisés dans le cadre de la présente entente pour toutes fins jugées utiles par le MINISTRE. Cette licence est accordée sans limites de temps ni de territoire.

Garanties

9.5 La VILLE garantit au MINISTRE qu'elle détient tous les droits lui permettant de réaliser cette entente et, notamment, de consentir la licence prévue à la clause 9, et garantit le MINISTRE contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

9.6 La VILLE s'engage à indemniser et à protéger le MINISTRE et à prendre fait et cause pour lui dans tout recours, poursuite, réclamation ou demande relativement à l'objet de ces garanties.

10. RESPONSABILITÉ

La VILLE s'engage, d'une part, à assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet de la présente entente. D'autre part, elle s'engage à tenir indemne et à prendre fait et cause pour le MINISTRE, ses représentants et le gouvernement, advenant toute réclamation pouvant découler de la présente entente et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de réalisation de l'objet de la présente entente.

11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

11.1 En raison de l'importance de la présente entente et des fonds publics qui y sont consentis, les parties conviennent de la nécessité d'informer la population et les publics cibles, sur les programmes et les réalisations de l'entente, et de mettre en valeur leur partenariat en tant qu'outil de développement de la métropole.

11.2 Pour ce faire, les parties conviennent d'une signature visuelle pour l'entente, intégrée dans les « Normes de visibilité gouvernementale et d'identification permanente » jointes en annexe C.

Initiales des parties _____

12. VÉRIFICATION

12.1 Les demandes de versement ainsi que l'utilisation des sommes versées découlant de l'exécution de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par le MINISTRE, ou par toute autre personne ou organisme dans le cadre des fonctions qu'elle ou qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés.

12.2 La VILLE doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente entente, à toute personne autorisée par les signataires de l'entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant quinze (15) ans suivant la date de la réclamation.

13. DÉFAUTS

Les éléments suivants sont constitutifs d'un défaut et confèrent au MINISTRE le droit d'exercer les recours prévus à la clause 14 :

A. La VILLE fait l'objet d'une déclaration de défaut en vertu de la *Loi sur la Commission municipale* (RLRQ, c. C-35).

B. La VILLE a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets au MINISTRE.

C. La VILLE fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à l'entente, après que le MINISTRE l'ait avisée par écrit de remédier, dans un délai de trente (30) jours ouvrables, à un ou plusieurs défauts.

14. RECOURS

14.1 Lorsque le MINISTRE constate un défaut de la VILLE visé à la clause 13, il peut exercer, séparément ou cumulativement, les recours suivants :

A. Réviser le niveau de sa contribution et aviser la VILLE en conséquence;

B. Suspendre tout versement de sa contribution, soit pour les sommes déjà dues ou celles à venir;

C. Résilier l'entente et mettre fin immédiatement à toute obligation financière découlant de l'entente;

D. Réclamer immédiatement le remboursement partiel ou intégral de sa contribution alors versée;

E. Charger des intérêts au taux légal ou au taux fixé par le ministre des Finances sur tout retard dans les remboursements.

Initiales des parties _____

14.2 Le fait pour le MINISTRE de s'abstenir d'exercer un droit qui lui est conféré par la présente entente ne peut être considéré comme une renonciation à ce droit et, en outre, l'exercice partiel ou ponctuel d'un droit qui lui est conféré ne l'empêche nullement d'exercer ultérieurement tout autre droit ou recours en vertu de la présente convention ou de toute autre loi applicable.

15. MODALITÉS D'APPLICATION

15.1 Annexes et documents contractuels

A. La présente entente, y compris les annexes et tout autre document dont il y est fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent l'entente complète entre les parties et lient celles-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

Annexes A :	Entente de développement culturel – ANNEXE A et reddition de comptes
	Annexe A.1 – Liste des programmes – Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017
	Annexe A.2 – Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017
Annexe B :	Financement de l'entente
Annexes C :	Annexe C – Normes de visibilité gouvernementale et d'identification permanente
	Annexe C.1 – Obligations des organismes externes subventionnés
Annexes D :	Annexe D – Échéancier des versements en service de la dette
	Annexe D.1 – Modalités administratives relatives au Fonds du patrimoine culturel québécois
Annexe E :	Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal
Annexe F :	Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 – Règles de gouvernance

B. Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de ces annexes et documents, et les acceptent.

C. La présente entente constitue la seule entente entre les parties et toute entente verbale non reproduite à la présente est réputée nulle et sans effet.

Initiales des parties _____

15.2 Avis

A. Tout avis, autorisation, approbation ou envoi de documents requis en vertu de quelque disposition de la présente entente, pour être valide et lier les parties, doit être donné par écrit et remis en mains propres ou transmis par télécopieur, messager, poste ou poste recommandée à l'adresse de la partie concernée tel qu'il est indiqué ci-après :

Le MINISTRE :

Ministère de la Culture et des Communications
Direction générale de Montréal
480, boulevard Saint-Laurent, bureau 600
Montréal (Québec) H2Y 3Y7

À l'attention de M^me^ Hélène Binette, directrice générale
Télécopieur : 514 864-2448

La VILLE DE MONTRÉAL :

Hôtel de Ville
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

À l'attention de M^e^ Yves Saindon, greffier
Télécopieur : 514 872-5655

B. Tout avis, autorisation, approbation ou autre document envoyé par télécopieur ou messager sera présumé avoir été reçu le jour où il a été envoyé. Tout avis, ou autre document envoyé par la poste sera présumé avoir été reçu le cinquième (5^e^) jour ouvrable suivant le jour où il aura été posté.

C. Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre partie.

16. CESSION

La présente entente et les droits et obligations qui en résultent ne peuvent, en tout ou en partie, être vendus, cédés ou transportés sans l'approbation écrite préalable du MINISTRE qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

17. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

Malgré la date de sa dernière signature, la présente entente entre en vigueur le 22 juin 2016, date de l'annonce de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017. En ce qui a trait aux engagements de la VILLE, elle a cependant un effet rétroactif au 1^er^ janvier 2016.

À l'exception des clauses 8, 9 et 11 qui ont une durée indéfinie, la présente entente prend fin à la date où les obligations de chacune des parties sont accomplies, soit au plus tard à la date où le dernier versement est effectué par le MINISTRE.

Initiales des parties _____

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente en quatre (4) exemplaires.

Le MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

_____
Luc Fortin, ministre

_____ _____
Lieu Date

La VILLE DE MONTRÉAL

_____
Denis Coderre, maire

_____ _____
Lieu Date

_____
M^{e} Yves Saindon, greffier

_____ _____
Lieu Date

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ____ ^{e} jour de _____ 2016 (Résolution CG.....).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1151027012

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (le « MTMDET ») suivant lequel : la Ville promet céder et le MTMDET promet acquérir des parties des lots 1 288 694 et 1 288 664 du cadastre du Québec et de la circonscription foncière de Montréal, situés du côté nord-est de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, au nord-ouest de l'autoroute Ville-Marie, la Ville promet d'établir sur d'autres parties du lot 1 288 694 et 1 288 664, comme fonds servant, en faveur de l'autoroute Ville-Marie, comme fonds dominant, une servitude réelle et perpétuelle d'accès et de non-construction, le MTMDET s'engage à recouvrir la partie de l'autoroute Ville-Marie située entre la rue Sanguinet et l'avenue Hôtel-de-Ville et à consentir à la Ville une permission de voirie pour la réalisation et le maintien d'une place publique sur le recouvrement de l'autoroute. N/Réf. : 31H12-005-0471-01

Il est recommandé :

d'approuver un projet d'entente aux fins du recouvrement et de l'aménagement d'une place publique au-dessus de l'autoroute Ville-Marie, entre les rues Sanguinet et Hôtel-de-Ville, suivant lequel la Ville de Montréal (la « Ville ») promet céder et le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (le « MTMDET ») promet acquérir des parties des lots 1 288 694 et 1 288 664 du cadastre du Québec et de la circonscription foncière de Montréal, situées du coté nord-est de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, au nord-ouest de l'autoroute Ville-Marie, la Ville promet établir sur d'autres parties des lots 1 288 694 et 1 288 664, une servitude réelle et perpétuelle d'accès et de non-construction et le MTMDET s'engage à recouvrir la partie de l'autoroute Ville-Marie située entre la rue Sanguinet et l'avenue Hôtel-de-Ville et à consentir à la Ville une permission de voirie pour la réalisation et le maintien d'une place publique sur le recouvrement de l'autoroute, selon les termes et conditions stipulés au projet d'entente, le tout sans aucune contrepartie.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-31 14:00

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1151027012**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aménagement du domaine public dans le centre-ville
Projet :	375e Anniversaire de Montréal
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (le « MTMDET ») suivant lequel : la Ville promet céder et le MTMDET promet acquérir des parties des lots 1 288 694 et 1 288 664 du cadastre du Québec et de la circonscription foncière de Montréal, situés du côté nord-est de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, au nord-ouest de l'autoroute Ville-Marie, la Ville promet d'établir sur d'autres parties du lot 1 288 694 et 1 288 664, comme fonds servant, en faveur de l'autoroute Ville-Marie, comme fonds dominant, une servitude réelle et perpétuelle d'accès et de non-construction, le MTMDET s'engage à recouvrir la partie de l'autoroute Ville-Marie située entre la rue Sanguinet et l'avenue Hôtel-de-Ville et à consentir à la Ville une permission de voirie pour la réalisation et le maintien d'une place publique sur le recouvrement de l'autoroute. N/Réf. : 31H12-005-0471-01

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal, la Ville désire créer un nouvel espace public aux abords de la station de métro Champ-de-Mars, point d'entrée majeur au Vieux-Montréal, à proximité du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (le « CHUM ») et de la Cité administrative. Pour réaliser son projet, une partie de l'autoroute Ville-Marie, située entre l'avenue de l'Hôtel-de-Ville et la rue Sanguinet sera recouverte d'une dalle de recouvrement. Ce projet, qui se veut symbolique et identitaire, deviendra un point d'entrée majeur au Vieux-Montréal. Il favorisera également la mise en valeur de ce secteur tout en retissant les liens entre le Vieux-Montréal et le Quartier latin. Pour l'Administration municipale, ce projet est prioritaire et il sera réalisé en partenariat avec le gouvernement du Québec. À cet effet, le ministre des Transports, de la mobilité durable, et de l'électrification des transports (le « MTMDET ») sera le maître d'œuvre des travaux de structure de recouvrement de l'autoroute Ville-Marie. Livrée en 2017, cet ouvrage constituera un legs dans le cadre des célébrations du 375e anniversaire de Montréal de la part du gouvernement du Québec.
Dans le but de permettre la réalisation du recouvrement d'une dalle de béton, la Ville doit céder au MTMDET une parcelle des lots 1 288 694 et 1 288 664 du cadastre du Québec. Il s'agit des parcelles 1 et 2 illustrées par un ombragé gris au plan CT-8507-154-14-0147

annexé en pièces jointes sur lesquels seront érigés les murs porteurs de la dalle de recouvrement ainsi qu'un édicule de sortie de secours à l'autoroute Ville-Marie. De plus, la Ville doit établir une servitude réelle et perpétuelle d'accès et de non-construction en faveur du MTMDET sur d'autres parties des lots 1 288 664 et 1 288 694 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Cette servitude est requise afin que le MTMDET puisse procéder à l'entretien de la structure. Il s'agit des parcelles 3 et 4 illustrées par une trame hachurée au même plan.

En contrepartie, le MTMDET assumera les frais de recouvrement de la section de l'autoroute Ville-Marie entre la rue Sanguinet et l'avenue de l'Hôtel-de-Ville et consentira à la Ville une permission de voirie. Cette permission de voirie, qui permettra à la Ville d'utiliser l'immeuble comme place publique, sera consentie aussi longtemps que la Ville utilisera ces terrains pour l'usage prévu.

Le MTMDET a débuté les travaux de recouvrement de l'autoroute au printemps 2016. La date de livraison est prévue pour la fin 2017. Tenant compte qu'il n'est pas possible pour l'instant de procéder à la cession des lots au MTMDET, ceux-ci n'étant pas créés, le présent sommaire a pour but de faire approuver le projet d'entente entre la Ville et le MTMDET, et ce, selon les termes et conditions stipulés auxdits documents.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 1236 - 23 juin 2015 - Approuver un projet de convention par lequel Fahey et Associés, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour coordonner le Programme d'aménagement d'une place publique aux abords de la station de métro Champ-de-Mars, dans le cadre du projet du secteur Champ-de-Mars, pour une somme maximale de 438 784,84 $.
CE15 1235 - 23 JUIN 2015 - Autoriser une dépense de 53 118,45 $, taxes incluses, pour préparer les documents et encadrer le concours de design pour l'aménagement d'une place publique aux abords de la station métro Champ-de-Mars.

CG15 0426 - 18 juin 2015 - Avis de motion - Règlement autorisant un emprunt de 31 700 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement d'une place publique aux abords du métro Champ-de-Mars.

CG14 0463 - 30 octobre 2014 - Décréter l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation des terrains connus et désignés comme étant les lots 1 180 965 et 1 181 249 du cadastre du Québec, situés au nord-est de l'avenue de l'Hôtel de Ville et au nord-ouest de la rue Saint-Antoine Est, aux fins de création d'un nouvel espace public autour de la station de métro Champ-de-Mars.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but de faire approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le MTMDET, dans le cadre du projet de recouvrement d'une partie de l'autoroute Ville-Marie localisée entre l'avenue de l'Hôtel-de-Ville et la rue Sanguinet, afin de réaliser une place publique. Dans le but de réaliser les travaux, le protocole d'entente prévoit, lorsque les lots seront créés, que la Ville de Montréal :

· cède gratuitement au MTMDET une partie du lot 1 288 694 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 245 m^2, identifiée comme étant la parcelle 1 sur le plan CT-8507-154-14-0147 annexé en pièces jointes;

· cède gratuitement au MTMDET une partie du lot 1 288 664 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 27 m^2, identifiée comme étant la parcelle 2 audit plan. Les parcelles 1 et 2 seront utilisées par le MTMDET comme assise pour la dalle de béton à être construite;

· crée en faveur de l'autoroute Ville-Marie une servitude réelle et perpétuelle d'accès et de non-construction sur les parcelles 3 et 4 au plan, permettant l'accès aux fins d'exercer, notamment, toutes activités requises pour la construction, l'entretien, le maintien et la reconstruction de l'autoroute Ville-Marie. La parcelle 3, connue comme étant une partie du lot 1 288 694 du cadastre du Québec, possède une superficie approximative de 148 m^2 alors que la parcelle 4, connue comme étant une partie du lot 1 288 664 du cadastre du Québec, possède une superficie approximative de 27 m^2.

Le MTMDET assume les coûts de construction reliés au recouvrement et consentira à la Ville une permission de voirie, à titre gratuit, sur la partie qui sera recouverte. La permission de voirie sera valide aussi longtemps que la Ville utilisera cet espace comme place publique. Les autres conditions de ladite permission seront à négocier entre la Ville et le MTMDET.

JUSTIFICATION

La cession des parties de lots 1 288 694 et 1 288 664 au MTMDET est rendue nécessaire pour la réalisation du projet de construction de la dalle de recouvrement de l'autoroute 720 (autoroute Ville-Marie), entre les rues Sanguinet et l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, sur lesquelles seront érigés les murs porteurs de la dalle de recouvrement ainsi qu'un édicule de sortie de secours à l'autoroute Ville-Marie.
Le MTMDET sera le Maître d'oeuvre du projet. La dalle de recouvrement sera utilisée par la Ville pour l'aménagement d'une place publique. À cet effet, le MTMDET s'engage à émettre une permission de voirie, en faveur de la Ville, pour l'occupation de l'ensemble de la partie couverte de l'autoroute Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La cession des immeubles au MTMDET, l'établissement des servitudes en faveur du MTMDET et la permission de voirie en faveur de la Ville sont réalisés à titre gratuit. Notons que la valeur marchande des droits immobiliers cédés au MTMDET représente 810 000 $ alors que le le coût total du projet, assumé par le MTMDET, est estimé à un maximum de 100 millions de dollars.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet du secteur Champ-de-Mars favorise le transport collectif dans le quartier et propose des espaces publics verts, sécuritaires, conviviaux et attrayants pour les résidents, les travailleurs et les visiteurs. Ce projet contribue également à la réduction des gaz à effets de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de ce dossier permettra au MTMDET de poursuivre les travaux de recouvrement de l'autoroute Ville-Marie, entre l'avenue de l'Hôtel-de-Ville et la rue

Sanguinet, dans les délais prévus, ce qui constituera un legs pour le 375e anniversaire de Montréal et permettra la création d'un nouvel espace public qui sera aménagée par la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation du présent dossier : novembre 2016
Travaux par le MTMDET (recouvrement dalle) : 2016-2017

Aménagement de la nouvelle place publique : à partir de 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Andrée BLAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude LAURIN, Service de la mise en valeur du territoire
Marc LABELLE, Ville-Marie

Lecture :

Marc LABELLE, 24 octobre 2016
Gilles DUFORT, 20 octobre 2016
Claude LAURIN, 19 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roger GRONDINES
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-2042
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-18

Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2016-10-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-31

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéros de GDD/DD et mandat : 1151027012/ Mandat 14-0577-TT

Description de la transaction :

- Type de transaction : Droits et servitude
- Localisation : Les lots cédés au MTMDET ainsi que l'assiette concernée par la servitude d'accès et de non-construction sont situés du côté nord-est de l'avenue Hôtel-de-Ville, au nord-ouest de l'autoroute Ville-Marie. La permission de voirie consentie à la Ville est localisée au-dessus de l'autoroute Ville-Marie entre l'avenue Hôtel-de-Ville et la rue Sanguinet.
- Lot : Partie des lots 1 288 694 et 1 288 664 du cadastre du Québec
- Superficie totale :
  - Cession : Approximativement 272 m² (2 927,8 pi²). Il s'agit des parcelles 1 et 2 illustrées au plan CT-8507-154-14-0147. La superficie exacte sera connue lorsque les opérations cadastrales seront complétées.
  - Servitude à être créée : Approximativement 175 m² (1 883,7 pi²). Il s'agit des parcelles 3 et 4.
- Zonage : E.1 Équipements collectifs
- Particularités : L'acquisition par le MTMDET des parties de lots faisant l'objet des présentes et la création de servitudes sont rendues nécessaires pour la réalisation du projet de construction d'une dalle de recouvrement au-dessus de l'autoroute Ville-Marie, qui sera utilisée par la Ville comme place publique. Les frais reliés au recouvrement de l'autoroute sont à la charge du MTMDET. Un projet d'acte de cession des lots au MTQ sera soumis pour approbation lorsque les opérations cadastrales, permettant d'identifier par des numéros distincts chacune des parties de lots, auront été complétées.

Vendeur : Ville de Montréal

Acquéreur : Ministre des Transports du gouvernement du Québec

Prix de vente : Sans aucune contrepartie

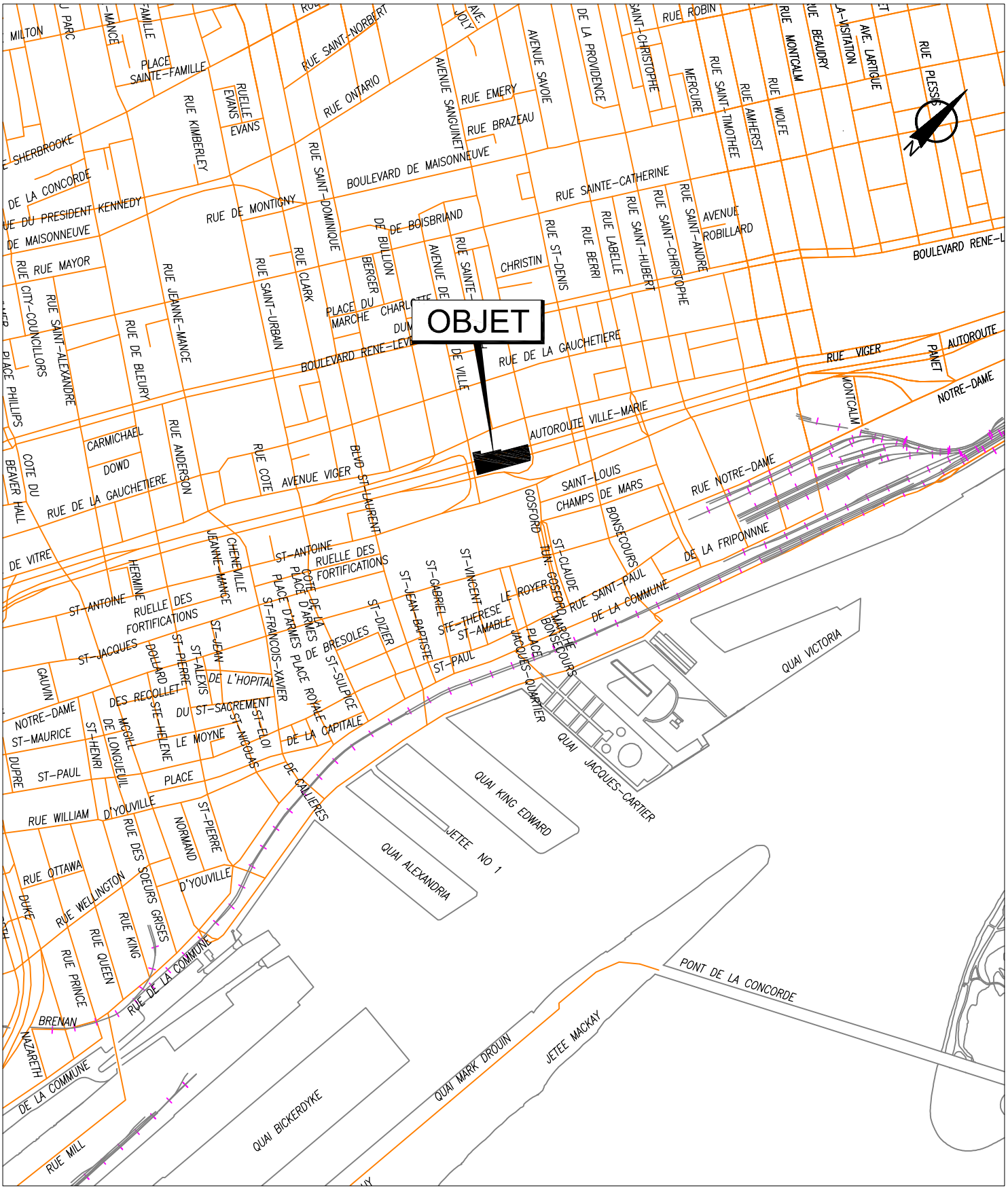
Valeur au rôle foncier 2016 : (Lots cédés au MTQ) 435 200 $, soit 1 600 $/m² (148,64 $/pi²)

Juste valeur marchande : 810 000 $

Valeur aux livres : Ne s'applique pas

Raison du prix de vente : Il s'agit d'une entente entre la Ville et le MTMDET. Le MTMDET recouvre à ses frais pour la Ville une section de l'autoroute Ville-Marie.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Roger Grondines	Téléphone : 2-2042	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 8-3844	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

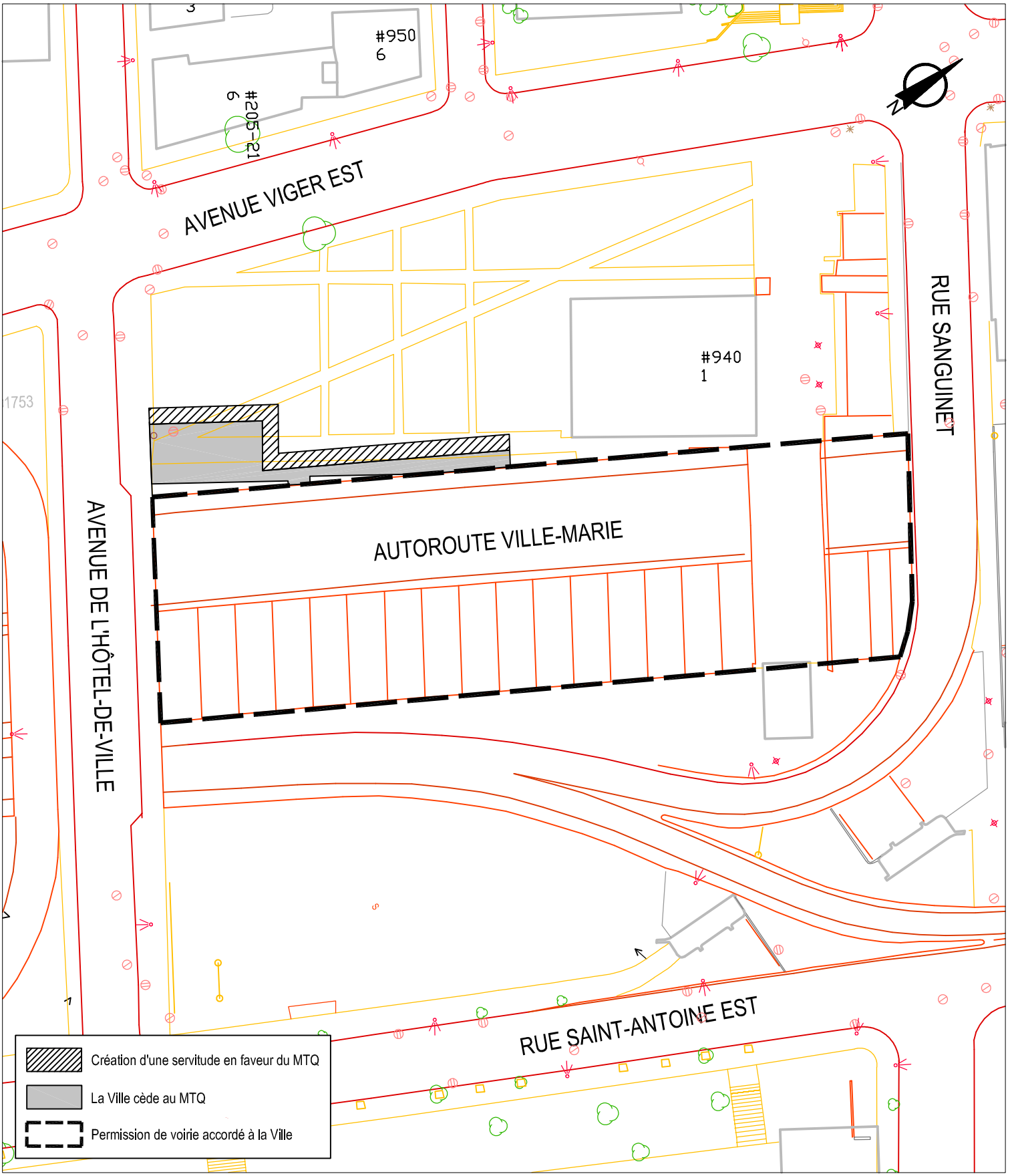


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ville-Marie
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-0471-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 27-07-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

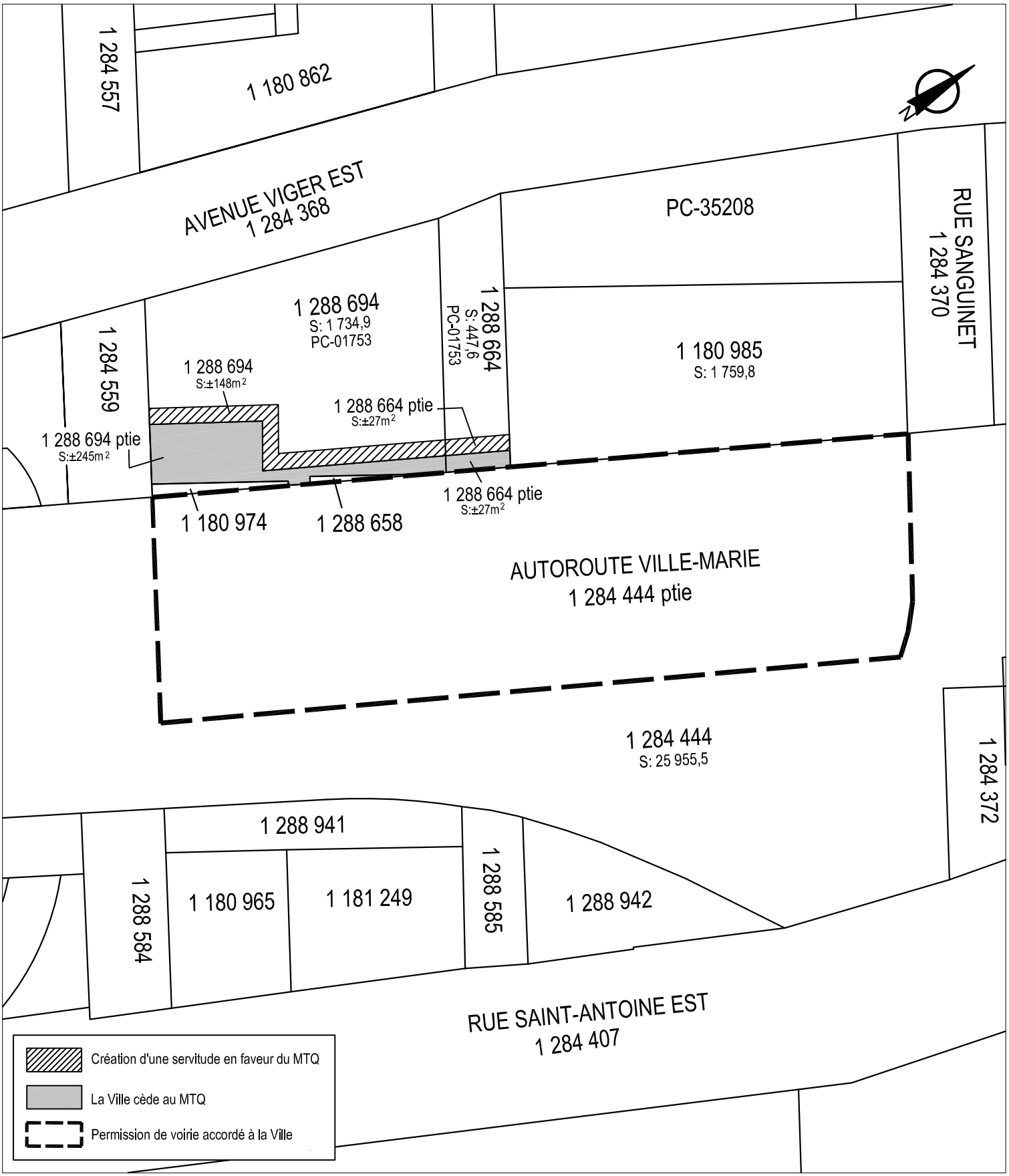


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ville-Marie
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-0471-01
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 27-07-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ville-Marie
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0471-01
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 27-07-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

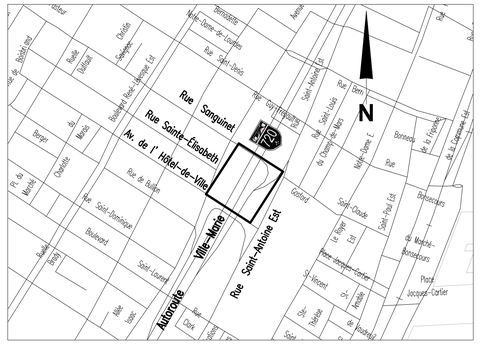


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ville-Marie
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-0471-01
Production : CL
Échelle : -
Date : 27-07-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



PLAN DE LOCALISATION
ÉCHELLE: 1: 10 000

LÉGENDE

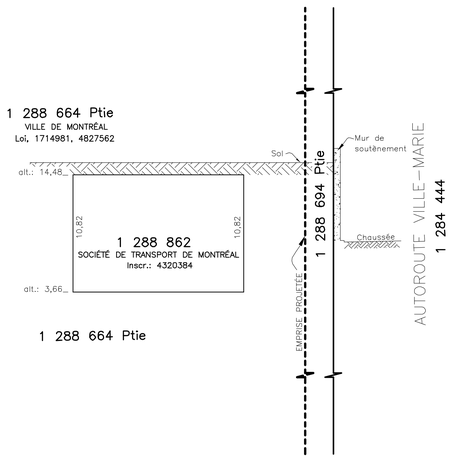
- nord cartographique (échelle réduite)
- nord cartographique sur plan de localisation (échelle réduite)
- identificateur de route ou d'autoroute
- bâtiment
- bord de toiture (levé photo)
- puisard rectangulaire 350x500
- marquage axial simple discontinu
- marquage de guidage
- 1 288 862 — lot de cadastre en tréfonds
- emprise de servitude projetée
- limite de propriété
- limite de propriété en tréfonds
- limite de rue
- limite d'emprise
- limite d'emprise projetée
- limite de lot au cadastre (dans une propriété)
- immeuble à acquérir
- servitude d'entretien projetée
- servitude de travail temporaire projetée

PROPRIÉTAIRE	PARCELLE	No DE LOT	ACQUISITION (m²)	SERVITUDE PERMANENTE (m²)	SERVITUDE TEMPORAIRE (m²)
Ville de Montréal	1	1 288 694 Ptie	245		
	2	1 288 664 Ptie	27		
	3	1 288 694 Ptie		148	
	4	1 288 664 Ptie		27	
	5	1 288 694 Ptie			477
	6	1 288 664 Ptie			122
	7	1 288 585			255
Société de transport de Montréal	8	1 180 985 Ptie	94		
	9	1 180 985 Ptie	35		
	10	1 180 985 Ptie		35	
	11	1 180 985 Ptie		35	
	12	1 180 985 Ptie			114
	13	1 180 985 Ptie			91

NOTE:
Les lots de cadastre en tréfonds 1 288 861 et 1 288 862 sont montrés en référence au plan cadastral PC-01753, minute 5291 de Christian Daigle, arpenteur-géomètre.



COUPE A–A



COUPE B–B

Route	Tronçon	Section
00720	01	040
Route	Tronçon	Section
Feuillet cartographique	Latitude	Longitude
Municipalité		Code
MONTRÉAL		66023
Municipalité régionale de comté		Code
HORS MRC		
Circonscription électorale		Code
WESTMOUNT-SAINT-LOUIS		391
Centre de services		Code
ANJOU ET TURCOT		8507
Cadastre		Code
DU QUÉBEC		
Circonscription foncière		Code
MONTRÉAL		65

Description

AUTOROUTE VILLE-MARIE

RECOUVREMENT ENTRE

L'AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE
ET LA RUE SANGUINET

Date
2015-01-27

PRÉLIMINAIRE
2015-03-27

Références techniques
622-01-IO-085
TT-8507-154-14-0147

Transports Québec

Unité administrative
Direction Générale des Territoires
Direction de l'Île-de-Montréal

Service des Projets

Titre
CROQUIS

Échelles
horizontale 1: 200 (0 2 4 10 m)
verticale (0 m)

Nom du client
MTQ VOIRIE

Identification du projet
15414/0147

Numéro de l'intervention PLAN

Numéro de plan
CT-8507-154-14-0147
1 / 1

FORMAT ISO A0

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1151027012

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (le « MTMDET ») suivant lequel : la Ville promet céder et le MTMDET promet acquérir des parties des lots 1 288 694 et 1 288 664 du cadastre du Québec et de la circonscription foncière de Montréal, situés du côté nord-est de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville, au nord-ouest de l'autoroute Ville-Marie, la Ville promet d'établir sur d'autres parties du lot 1 288 694 et 1 288 664, comme fonds servant, en faveur de l'autoroute Ville-Marie, comme fonds dominant, une servitude réelle et perpétuelle d'accès et de non-construction, le MTMDET s'engage à recouvrir la partie de l'autoroute Ville-Marie située entre la rue Sanguinet et l'avenue Hôtel-de-Ville et à consentir à la Ville une permission de voirie pour la réalisation et le maintien d'une place publique sur le recouvrement de l'autoroute. N/Réf. : 31H12-005-0471-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'entente auquel réfère l'objet ci-dessus. Ce document a été préparé de concert entre les représentants du ministre des Transports, de la mobilité durable et de l'électrification des transports et ceux du Service de la gestion et de la planification financière de la Ville. Le projet d'entente a été approuvé par les conseillers juridiques du ministre des transports et pourra être signé dès que le conseil d'agglomération aura rendue une décision à cet effet.

FICHIERS JOINTS

Entente 9 - MTMDET (version propre AB 2016-10-17).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Andrée BLAIS
notaire
Tél : 2-7361

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-31

Marie-Andrée SIMARD
notaire et chef de diviision
Tél : 2-8323

Division : Droit contractuel

ENTENTE RELATIVE À LA CESSION D'IMMEUBLES ET D'AUTRES DROITS DANS LE CADRE DU RECOUVREMENT DE L'AUTOROUTE VILLE-MARIE / AUTOROUTE 720 ENTRE LES RUES SANGUINET ET DE L'HÔTEL-DE-VILLE

ENTRE :

MINISTRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS, pour et au nom du gouvernement du Québec, ayant sa demeure habituelle en l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, province de Québec, G1A 1A4 et pour signataire délégué, monsieur Fadi Moubayed, directeur des projets et de l'exploitation du réseau, dûment autorisé par la *Loi sur le ministère des Transports* (RLRQ, chapitre M-28), la *Loi sur la voirie* (RLRQ, chapitre V-9) et du *Règlement concernant la signature par un fonctionnaire de certains actes, documents ou écrits du ministère des Transports (*RLRQ, chapitre M-28, r.5).

Ci-après nommé le «Ministre»

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4) (ci-après la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé aux fins des présentes en vertu

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG16 , adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du

dont copie certifiée de ces résolutions est annexée aux présentes.

Ci-après nommée la «Ville»

Le Ministre et la Ville sont ci-après collectivement désignés les « Parties ».

LESQUELLES, PRÉALABLEMENT À L'ENTENTE QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU qu'en l'an 2017, ce sera le 375ème anniversaire de la Ville de Montréal et que, pour célébrer cet événement, plusieurs projets ont été élaborés sur le territoire de cette dernière.

ATTENDU que la Ville, dans le cadre de ce 375ème anniversaire, a comme projet l'aménagement d'une place publique au-dessus de l'autoroute Ville-Marie / autoroute 720 et que le Ministre, aux fins de cet aménagement, a comme projet le recouvrement de cette autoroute entre les rues Sanguinet et de l'Hôtel-de-Ville.

ATTENDU que les Parties doivent mutuellement se consentir des droits pour concrétiser leur projet respectif.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PROMESSE BILATÉRALE DE CESSION ET D'ACQUISITION ET D'ÉTABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE

1.1 Promesse bilatérale de cession et d'acquisition

La Ville, par la présente entente, promet de céder au Ministre qui, par la présente entente, promet acquérir, les immeubles suivants, aux prix et conditions ci-dessous énoncés :

Désignation

a) Une partie du lot UN MILLION DEUX CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE (ptie lot 1 288 694) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de deux cent quarante-cinq mètres carrés (245 m^2);

b) Une partie du lot UN MILLION DEUX CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE SIX CENT SOIXANTE-QUATRE (ptie lot 1 288 664) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de vingt-sept mètres carrés (27 m^2).

Le tout tel que montré comme étant respectivement les **parcelles 1 et 2** sur le croquis préparé par Philippe Amyot, arpenteur-géomètre, le seize (16) juin deux mille quinze (2015), portant le numéro CT-8507-154-14-0147, dont copie est annexée à la présente entente.

Ci-après nommées l' « Immeuble »

1.2 Promesse d'établissement d'une servitude d'accès et de non-construction

La Ville, en sa qualité de propriétaire du fonds servant ci-après décrit, et le Ministre, en sa qualité de chargé de l'application de la *Loi sur la voirie*, promettent, par la présente entente, établir contre le fonds servant pour l'utilité du fonds dominant, une servitude réelle et perpétuelle d'accès et de non-construction en faveur du fonds dominant ci-après décrit, permettant au propriétaire du fonds dominant l'accès au fonds servant aux fins d'exercer, notamment, toutes activités requises pour la construction, l'entretien, le maintien et la reconstruction de l'autoroute Ville-Marie / autoroute 720 et interdisant au propriétaire du fonds servant d'ériger tout genre de bâtiment, construction, ouvrage ou structure sur, au-dessus, au-dessous du fonds servant.

Désignation du fonds servant

a) Une partie du lot UN MILLION DEUX CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE (ptie lot 1 288 694) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de cent quarante-huit mètres carrés (148 m^2);

b) Une partie du lot UN MILLION DEUX CENT QUATRE-VINGT-HUIT MILLE SIX CENT SOIXANTE-QUATRE (ptie lot 1 288 664) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de vingt-sept mètres carrés (27 m^2).

Le tout tel que montré comme étant respectivement les **parcelles 3 et 4** sur le croquis préparé par Philippe Amyot, arpenteur-géomètre, seize (16) juin deux mille quinze (2015), portant le numéro CT-8507-154-14-0147, dont copie est annexée à la présente entente.

Désignation du fonds dominant

Le Fonds dominant sera constitué de l'autoroute Ville-Marie / autoroute 720, laquelle est sous la gestion du Ministre.

1.3 Considération

La cession de l'Immeuble et l'établissement de la servitude seront consentis à titre gratuit.

1.4 Possession

Le Ministre deviendra propriétaire de l'Immeuble et en prendra possession à la date de l'acte notarié de cession en sa faveur. De même, la servitude qui y sera créée entrera en vigueur à la même date.

1.5 Garantie

1.5.1 Cette cession sera faite avec la garantie du droit de propriété et des faits personnels de la Ville seulement, soit sans garantie quant à l'état

et la qualité du sol, et aux seuls risques et périls du Ministre quant à ceux-ci.

1.6 Études environnementales

À la demande du Ministre et dans un délai de quinze (15) jours d'une telle demande, la Ville lui fournira copie des études environnementales dont elle dispose, le cas échéant, et le Ministre s'engage à en assurer la confidentialité.

1.7 Dossiers de titres

La Ville ne remettra pas au Ministre de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni plan, ni certificat de localisation, relativement à l'Immeuble.

1.8 Honoraires et frais de l'acte notarié et des opérations cadastrales

1.8.1 La Ville assumera les honoraires et frais relatifs à la préparation de l'acte notarié en minute de cession et servitude, les frais de publication et les copies pour les Parties.

1.8.2 Le Ministre s'engage à procéder, à ses frais, à tous les travaux d'arpentage (incluant la préparation de descriptions techniques et opérations cadastrales) pouvant s'avérer nécessaires pour identifier l'ensemble des parcelles de terrains à être cédées par la Ville au Ministre ou faisant l'objet de la servitude. Pour sa part, la Ville s'engage à poser tous les gestes et à signer tous les documents nécessaires, le cas échéant, afin de compléter les opérations cadastrales requises.

1.8.3 Signature de l'acte notarié

1.8.3.1 Les Parties conviennent que l'acte notarié à intervenir entre elles sera signé lorsque les travaux d'arpentage seront complétés et lorsque les travaux relatifs au recouvrement de l'autoroute Ville-Marie / autoroute 720 seront, de l'avis du Ministre, complétés et ce, afin de refléter la situation « tel que construit ».

1.8.3.2 L'acte notarié, qui comprendra les conditions mentionnées au présent article 1 - Promesse bilatérale de cession et d'acquisition et d'établissement d'une servitude - et toutes les autres conditions usuelles pour un tel acte, devra être signé par la Ville dans les cent quatre-vingt (180) jours du dépôt du cadastre.

2. ENGAGEMENT DU MINISTRE D'ÉMETTRE UNE PERMISSION DE VOIRIE

2.1 Préalablement aux travaux à être exécutés par la Ville, le Ministre s'engage à émettre à la Ville une permission de voirie sous seing privé pour la réalisation et le maintien d'une place publique sur le recouvrement au-dessus de l'autoroute Ville-Marie / autoroute 720 entre,

au sud-ouest, le pont d'étagement de la rue de l'Hôtel-de-Ville et, au nord-est par le prolongement vers le sud-est de la limite nord-est du lot 1 284 370 du cadastre du Québec au nord-est et ce, dès qu'il sera d'avis que le recouvrement de la partie de l'autoroute Ville-Marie / autoroute 720 est complété;

2.2 Cette permission sera octroyée gratuitement aux conditions généralement fixées par le Ministre et permettra à la Ville d'effectuer les travaux d'aménagement de la place publique et, par la suite, l'exploitation à long terme du site, soit tant que la Ville l'utilisera à une fin de place publique;

2.3 La permission de voirie prévoira que la capacité portante permise sur la dalle de recouvrement est établie à 15kPa pour les charges mortes et à 12 kPa pour les charges vives.

3. RENONCIATION AU BÉNÉFICE DE L'ACCESSION PAR LA VILLE EN FAVEUR DU MINISTRE

Compte tenu que le transfert de propriété et l'établissement de la servitude en faveur du Ministre faisant l'objet de la présente entente interviendra qu'une fois que les travaux de recouvrement de l'autoroute Ville-Marie / autoroute 720 prévus auront été complétés (article 1.8.3.1), la Ville renonce en faveur du Ministre au bénéfice de l'accession à l'égard des ouvrages de recouvrement de l'autoroute Ville-Marie / autoroute 720 à être construits par ce dernier sur l'Immeuble.

4. AVIS

Les avis au Ministre ou à la Ville, selon le cas, seront fournis par écrit et seront réputés avoir été donnés, selon le cas, le jour de leur livraison par messager ou huissier ou de leur envoi par télécopieur ou courrier électronique, ou le troisième (3ème) jour suivant leur mise à la poste par courrier recommandé au Canada, aux adresses respectives, numéros de télécopieur et adresses électroniques suivants :

Au Ministre :

À l'attention de monsieur Fadi Moubayed, directeur des projets et de l'exploitation du réseau
500, boulevard René-Lévesque Ouest, 12e étage
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Télécopieur : (514) 873-7781, poste 33111
Adresse électronique : Fadi.Moubayed@transports.gouv.qc.ca

À la Ville :

À l'attention de la Directrice
Direction de l'évaluation et du courtage immobilier / Sécurité
Service de la gestion et de la planification immobilière

303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Télécopieur : (514) 872-8350
Adresse électronique : francine.fortin@ville.montreal.qc.ca

5. ÉLECTION DE DOMICILE

L'interprétation, l'accomplissement, l'entrée en vigueur, la validité et les effets de la présente entente sont assujettis aux lois du Québec et les Parties conviennent, au surplus, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire découlant de quelque motif que ce soit, relativement à la présente entente, de choisir la ville et le district de Montréal, province de Québec, Canada, comme lieu approprié de telles causes.

6. ENTENTE COMPLÈTE

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par la présente entente qui annule toute entente précédente.

SIGNÉ EN QUATRE (4) EXEMPLAIRES COMME SUIT :

Le Ministre signe à Montréal, ce ___ e jour de_____ 2016.

MINISTRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

_____
Par : Fadi Moubayed, directeur des projets et de l'exploitation du réseau

La Ville signe à Montréal, ce ___ e jour de_____ 2016.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

Résolution numéro _____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1163778007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et la servitude de non-accès consenties en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville sur un total de soixante-quatorze (74) lots situés sur les rues Jules-Helbronner et Napoléon-Bourassa et sur le boulevard Gouin Est, lesquels font partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5675-01

Il est recommandé :
d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à une servitude de non-construction et une servitude réelle et perpétuelle de non-accès consenties en sa faveur, aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, devant M^{e} Jacques Morand, le 21 décembre 2006, sous le numéro 13 921 195, intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville, sur soixante-quatorze (74) lots, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés sur les rues Jules-Helbronner et Napoléon-Bourassa et sur le boulevard Gouin est, faisant partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, dont la désignation complète est inscrite au sommaire.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2016-10-28 17:19

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1163778007**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et la servitude de non-accès consenties en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville sur un total de soixante-quatorze (74) lots situés sur les rues Jules-Helbronner et Napoléon-Bourassa et sur le boulevard Gouin Est, lesquels font partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5675-01

CONTENU

CONTEXTE

Le développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies est situé au sud du boulevard Gouin Est, de part et d'autre de la 94e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, à l'intérieur des limites de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est et représente l'ajout d'environ 1 600 unités d'habitation sur une superficie de terrain totalisant 44,08 hectares. Ce développement résidentiel a fait l'objet, en 2002-2003, d'un processus de planification concertée impliquant Les Constructions Fédérales inc., le propriétaire foncier, Groupe Allogio inc./Faubourg Pointe-aux-Prairies inc., le promoteur immobilier, la Ville et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, afin de protéger 9,6 hectares d'espaces naturels riches sur le plan de la biodiversité, dont entre autres, des marécages, un ruisseau avec des rives boisées et une zone de friche en bordure de la Rivière-des-Prairies.
Un redécoupage cadastral incluant une nouvelle trame de rues nécessitant des échanges de terrains entre la Ville et Les Constructions Fédérales inc. a été réalisé afin de créer les aires de conservation (les « Aires »). Afin de protéger ces Aires, deux servitudes ont été consenties sur les lots limitrophes à ces Aires, en tant que fonds servant, soit une servitude de non-construction et une servitude réelle et perpétuelle de non-accès, dont les obligations sont énumérées respectivement aux articles 4 et 7 de l'acte reçu devant Me Jacques Morand, notaire, sous sa minute 20 050, et publié le 4 janvier 2007, au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 13 921 195 (l' « Acte ») et dont une copie est jointe au présent sommaire.

Les obligations de la servitude de non-construction s'adressant aux entrepreneurs se résument ainsi :

· enfouir les fils des réseaux électriques et de communications;

· ériger, entre le terrain et l'Aire, une clôture de chantier avec barrière à sédiments, lors des travaux de construction;

· remplacer la clôture de chantier par une clôture permanente, érigée à l'intérieur de la limite du lot du terrain, afin d'interdire tout accès aux Aires;

· aménager les côtés et le terrain arrière afin d'assurer le drainage des eaux pluviales en direction des Aires;

· installer un réseau d'évacuation des eaux de piscine;

· installer des équipements de contrôle de la qualité des eaux de drainage;

· prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter le piétinement des Aires.

Les obligations de la servitude réelle et perpétuelle de non-accès s'adressant à tout propriétaire subséquent se résument ainsi :

· l'obligation de maintenir en bon état la clôture permanente et le cas échéant de la remplacer à ses frais, selon les mêmes spécifications;

· l'interdiction de pratiquer des ouvertures dans la clôture permanente afin d'accéder à l'Aire;

· l'interdiction de modifier la pente du terrain, telle qu'aménagée, afin de maintenir le drainage des eaux pluviales vers le ruisseau;

· l'interdiction d'évacuer les eaux d'une piscine vers l'Aire.

Lors du développement des phases du projet de développement, il a été nécessaire de procéder à certaines opérations cadastrales. De ce fait, soixante-quatorze (74) de ces nouveaux lots créés ne sont plus limitrophes aux Aires (les « Lots ») et la compagnie Les Constructions Fédérales inc. a demandé à la Ville de renoncer partiellement à la servitude de non-construction et à la servitude de non-accès sur ces Lots.

Un premier projet d'acte de renonciation partielle de la servitude de non-construction sur six (6) lots a fait l'objet d'une décision antérieure. Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales, pour approbation, un second projet d'acte de renonciation partielle sur soixante-quatre (64) Lots grevés de la servitude de non-construction et dix (10) Lots grevés de la servitude de non-accès seulement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1661 - 19 octobre 2016 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction consentie, en sa faveur, sur six (6) Lots situés sur la rue Jules-Helbronner, faisant partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-Aux-Prairies.
CG06 0497 - 13 décembre 2006 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville consent à l'établissement d'une servitude de non-construction sur les lots limitrophes aux aires de conservation.
RCG06-043 - 6 octobre 2006 - Règlement du conseil d'agglomération pour exclure les terrains composant l'ancienne grille de rues et de parcs de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est.

CG06 0387 et CG06 0291 - 31 août 2006 - Adoption du retrait d'équipements d'agglomération.

CM05 0763 - 12 décembre 2005 - Adoption d'une convention avec la Communauté métropolitaine de Montréal pour le projet Faubourg Pointe-aux-Prairies.

CM05 0579 - 29 août 2005 - Adoption d'un règlement sur la fermeture de rues au nord-est de l'avenue Armand-Chaput.

CE04 2463 - 15 décembre 2004 - Mandat de procéder aux transactions immobilières et d'élaborer une proposition de mise en valeur des aires de conservation.

CM04 0861 - 14 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels.

DESCRIPTION

Renoncer partiellement à la servitude de non-construction et à la servitude de non-accès grevant soixante-quatorze (74) Lots, dans la seule mesure où sont visés les lots non limitrophes aux Aires, résultant d'opérations cadastrales, lesquels sont situés sur les rues Jules-Helbronner et Napoléon-Bourassa et sur le boulevard Gouin Est, dans le développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, tel que décrits :
Renonciation partielle de la servitude de non-construction et de non-accès sur soixante (64) lots non-limitrophes aux Aires:

· Les lots suivants sont le résultat de l'opération cadastrale du lot 3 397 642, tous du cadastre du Québec :

4 472 171	4 472 175	4 472 179	4 472 183	4 472 187	4 472 191
4 472 172	4 472 176	4 472 180	4 472 184	4 472 188	4 472 192
4 472 173	4 472 177	4 472 181	4 472 185	4 472 189	
4 472 174	4 472 178	4 472 182	4 472 186	4 472 190	

· Les lots suivants sont le résultat de l'opération cadastrale du lot 3 397 683, tous du cadastre du Québec :

4 881 914	4 881 920	4 881 926	4 881 932	4 881 938	4 881 948
4 881 915	4 881 921	4 881 927	4 881 933	4 881 939	4 881 949
4 881 916	4 881 922	4 881 928	4 881 934	4 881 940	4 881 950
4 881 917	4 881 923	4 881 929	4 881 935	4 881 943	4 881 951
4 881 918	4 881 924	4 881 930	4 881 936	4 881 944	4 881 952
4 881 919	4 881 925	4 881 931	4 881 937	4 881 947	4 881 953

· Les lots suivants sont le résultat de l'opération cadastrale du lot 3 397 654, tous du cadastre du Québec :

4 881 959	4 881 960	4 881 961	4 881 962	4 881 963	4 881 964

Renonciation partielle de la servitude de non-accès sur dix (10) lots non-limitrophes aux Aires:

· Les lots suivants sont le résultat des opérations cadastrales des lots 3 397 683, 3 397 654, 3 397 699 et 3 398 116, tous du cadastre du Québec :

4 881 941	4 881 945	4 881 965	4 472 155	4 472 157
4 881 942	4 881 946	4 881 966	4 472 156	5 251 671

JUSTIFICATION

Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal en accord avec l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles est favorable à cette renonciation partielle de la servitude temporaire de non-construction et de la servitude réelle et perpétuelle de non-accès compte tenu que les lots précités, résultant d'opérations cadastrales ne sont plus limitrophes aux Aires, donc ne sont plus assujettis aux obligations rattachées aux dites servitudes.
Considérant ces faits, le Service de la gestion et de la planification immobilière recommande ladite renonciation partielle de la servitude de non-construction et de la servitude de non-accès sur les Lots précités.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la Politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-approbation de la présente renonciation partielle aura pour effet d'empêcher toutes futures transactions immobilières sur les immeubles grevés des servitudes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : 24 novembre 2016

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel HODDER, Service des grands parcs_verdissement et du Mont-Royal
Richard JOSEPH, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Martin COUTU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Daniel HODDER, 25 octobre 2016
Martin COUTU, 25 octobre 2016
Richard JOSEPH, 24 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane LANCIAULT
Conseillère en immobilier

Tél : 514 872-2284
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-24

Denis SAUVÉ
Chef de division des transactions immobilières

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 872-0153
Approuvé le : 2016-10-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI

Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2016-10-28

RÉSUMÉ - TRANSACTION IMMOBILIÈRE

Numéro de GDD : 1163778007 / Mandat n° 15-0298-T

Description de la transaction :

- **Type de transaction :** Renonciation partielle à une servitude de non-construction et une servitude réelle et perpétuelle de non-accès.

  Approuver un projet d'acte de renonciation partielle à une servitude de non-construction et une servitude de non-accès sur soixante-quatorze (74) lots, consenties en faveur de la Ville afin de protéger les milieux naturels de l'écoterritoire de la trame verte de l'est faisant partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies.

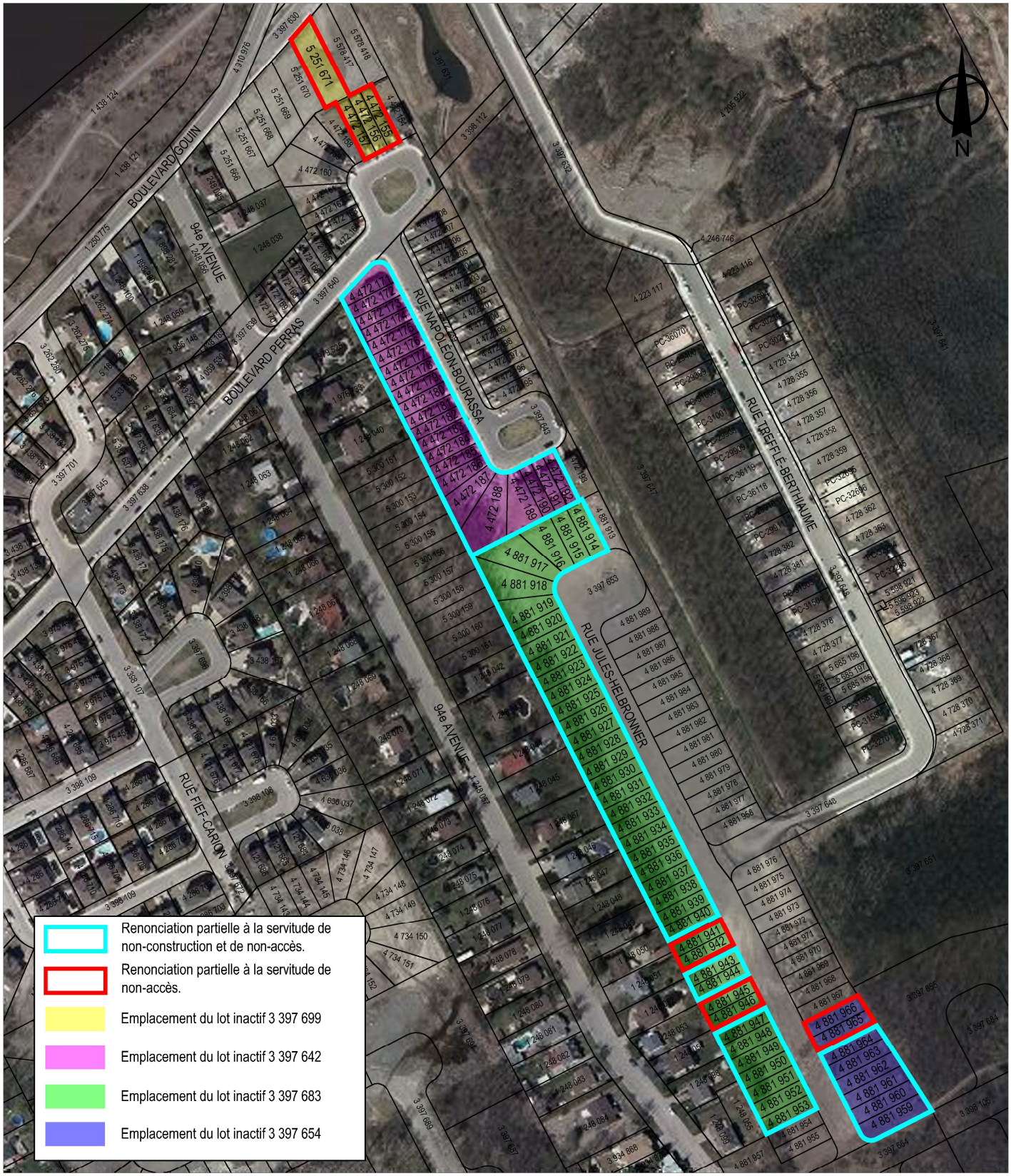
- **Localisation :** Les soixante-quatorze (74) lots sont situés sur les rues Jules-Hellbronner et Napoléon-Bourassa et sur le boulevard Gouin Est, au sud du boulevard Gouin Est, à l'est de la 94e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles.

- **Lots :** Les soixante-quatorze (74) lots, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, sont désignés au sommaire.

- **Particularités :** Lors du développement des phases de construction du projet domiciliaire Faubourg Pointe-aux-Prairies, certaines opérations cadastrales étaient requises. De ce fait, soixante-quatorze (74) lots ne sont plus limitrophes aux aires de conservation. La renonciation partielle de la servitude de non-construction et de la servitude de non-accès sur ces lots permettra la construction et la vente des habitations avec des titres clairs.

- **Cédant :** Les Constructions Fédérales inc.

Préparé par :		**INITIALES**	**DATE (JJ-MM-AA)**
Viviane Lanciault	Téléphone : 2-2284	_____	_____
Denis Sauvé	Téléphone : 2-2125	_____	_____
Francine Fortin	Téléphone : 8-3844	_____	_____
Marie-Claude Lavoie	Téléphone : 2-1049	_____	_____

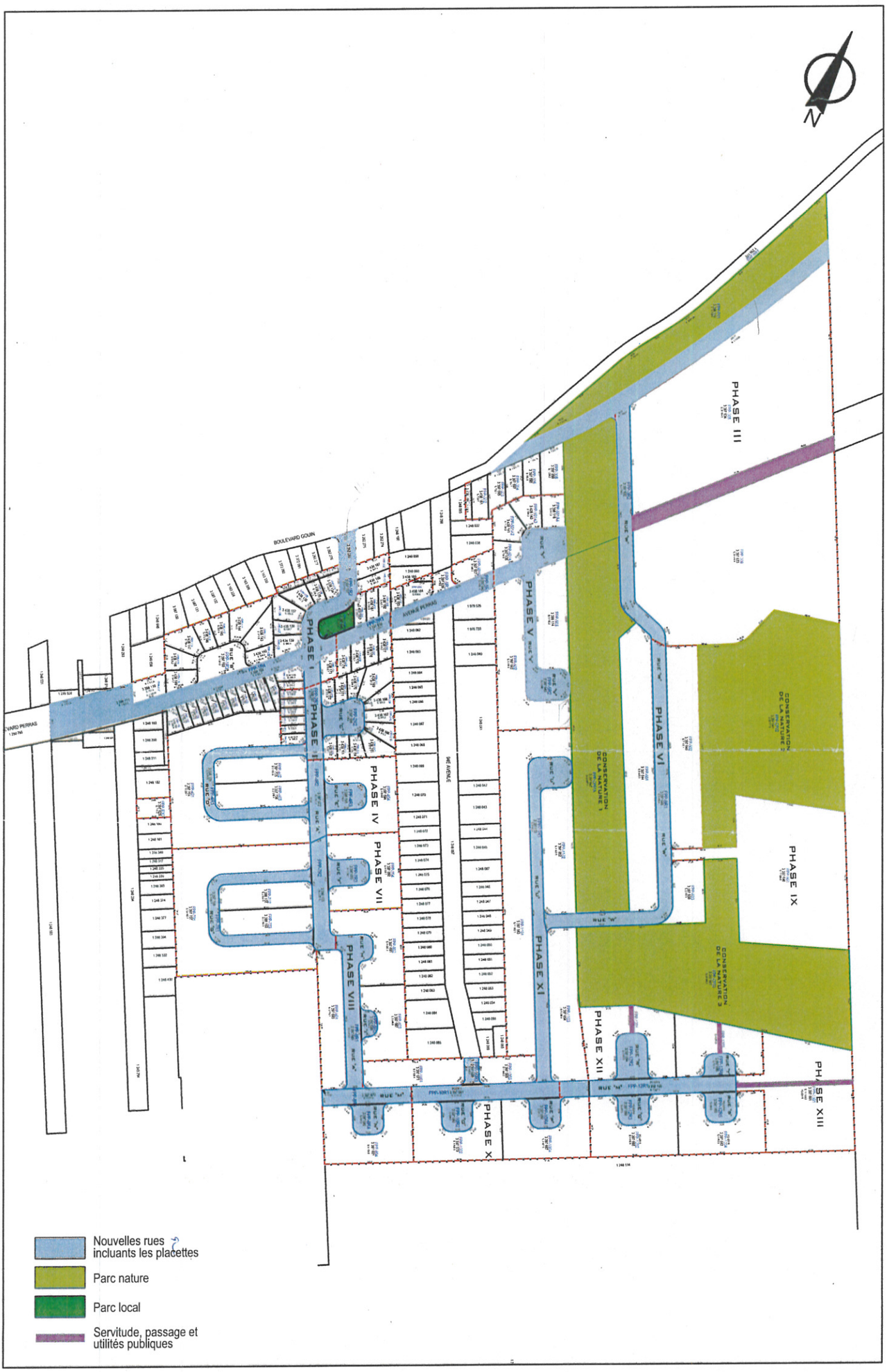


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-5675-01
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:2850
Date: 25-10-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



DIVISION DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE
ET DU COURTAGE IMMOBILIER
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES
SERVICE DE LA MISE EN VALEUR
DU TERRITOIRE ET DU PATRIMOINE

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal-Est
Montréal

Plan C : Plan de cadastre
Dossier : 11-23-2
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 10-04-06

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

2007 -01- 04 13;08
heure-minute
13 921 195

CODE : NM1110

L'AN DEUX MILLE SIX

le vingt et un décembre

DEVANT M^e^ JACQUES MORAND, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

LES CONSTRUCTIONS FÉDÉRALES INC., personne morale légalement constituée le quatre (4) mars mil neuf cent cinquante-trois (1953), suivant la Partie 1 de la *Loi sur les compagnies du Québec* (L.R.Q., chapitre C-38), puis continuée le dix (10) février mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987) sous le régime de la Partie 1A de la même loi, ayant son siège au 1550, Boulevard de Maisonneuve ouest, bureau 1010, Montréal (Québec), H3G 1N2, représentée par **Sam HORNSTEIN,** son président, dûment autorisé par résolution de son conseil d'administration en date du douze décembre deux mille six (2006), copie de cette résolution demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée par le représentant en présence du notaire,

Ci-après individuellement nommée : « **Constructions Fédérales** »

ET

GROUPE ALLOGIO INC., personne morale légalement constituée le seize (16) novembre deux mille un (2001), suivant la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies du Québec* (L.R.Q., chapitre C-38), autrefois connue sous la dénomination « Domaine Allogio inc. » dont le nom a été changé suite à un certificat de modification en date du six (6) octobre deux mille quatre (2004), ayant son siège au 8085, avenue Marco Polo, Montréal (Québec), H1E 5Y8, représentée par **Alain F. Dupuis**, son président et secrétaire, dûment autorisé aux termes d'une résolution de son conseil d'administration en date du dix-neuf décembre deux mille six (2006), copie de cette résolution demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée par le représentant en présence du notaire,

Ci-après individuellement nommée : « **Allogio** »

ET

FAUBOURG POINTE-AUX-PRAIRIES INC., personne morale légalement constituée le vingt-huit (28) décembre deux mille cinq (2005), suivant la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies du Québec* (L.R.Q., chapitre C-38), ayant son siège au 8085, avenue Marco Polo, Montréal (Québec), H1E 5Y8, représentée par **Alain F. Dupuis**, son président, dûment autorisé aux termes d'une résolution de son conseil d'administration en date du dix-neuf décembre deux mille six (2006), copie de cette résolution demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée par le représentant en présence du notaire,

Ci-après individuellement nommée : « **Faubourg** »

Constructions Fédérales, Allogio et Faubourg sont collectivement désignées aux présentes comme étant « le **Constituant** ».

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Colette FRASER,** greffière adjointe par intérim, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal*, du paragraphe 12° de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération* (L.R.Q., chapitre E-20.001) et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) la résolution numéro CG06 0497, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du treize (13) décembre deux mille six (2006)

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné.

Et

a) du règlement RCE02-004, soit le règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés, adopté par le comité exécutif à sa séance du vingt-six (26) juin deux mille deux (2002) et en vigueur depuis le quinze (15) juillet deux mille deux (2002) ; et

b) de la résolution numéro CE 06 2234, adoptée par le comité exécutif à sa séance du vingt (20) décembre deux mille six (2006);

Ci-après nommée : « la **Ville** »

La Ville et le Constituant sont également désignés aux présentes comme étant « les **Parties** ».

LESQUELLES PARTIES, POUR EN VENIR AUX CONVENTIONS FAISANT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT D'ABORD CE QUI

SUIT :

1. PRÉAMBULE

1.1 **ATTENDU QUE** aux termes d'un acte reçu devant Me Jacques Morand, notaire, le vingt-sept (27) avril deux mille six (2006) et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits pour la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 13 234 261 (ci-après : la « **Cession Par La Ville** »), le Constituant a souscrit à plusieurs engagements dont la constitution de plusieurs servitudes ;

1.2 **ATTENDU QUE,** au moment où ces engagements ont été pris par le Constituant, les terrains à affecter de servitudes étaient décrits comme des lots projetés;

1.3 **ATTENDU QUE** depuis, les terrains que le Constituant doit affecter d'une servitude ont fait l'objet d'un lotissement et sont désignés par des numéros de lots officiellement déposés auprès du Ministère des ressources naturelles et de la faune ;

1.4 **ATTENDU QUE** le Constituant désire par les présentes, donner suite aux engagements qu'il a souscrits dans la Cession Par La Ville ;

1.5 **ATTENDU QUE** la Ville de Montréal a acquis les terrains désignés comme fonds dominant aux termes d'un acte reçu devant Me Marie-Andrée Simard, notaire, en date de ce jour et dont copie sera publiée au bureau de la publicité des droits immédiatement avant les présentes ;

1.6 **ATTENDU QUE** les fonds dominants faisant partie de l'Aire de Conservation définie au paragraphe 3.1 des présentes constituent des terrains pour lesquels le conseil d'agglomération est compétent, tel que prévu au paragraphe 12° de l'article 19 et à l'article 54 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomération* (L.R.Q., chapitre E-20.001) ;

1.7 **ATTENDU QUE** Faubourg est le promoteur du Projet (tel que défini ci-après au paragraphe 3.4) ;

1.8 **ATTENDU QUE** Allogio est l'entrepreneur général et gestionnaire du Projet :

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

2. Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent document.

3. DÉFINITIONS

Sujet aux autres définitions contenues aux présentes et qui sont applicables à certaines dispositions particulières, dans la présente cession, les termes ci-dessous ont la signification suivante :

3.1 « **Aire de Conservation** » : Les lots connus et désignés comme étant les lots **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT DOUZE (3 398 112), TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT QUINZE (3 398 115), TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT TRENTE ET UN (3 397 631), TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-SEPT (3 397 647), TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE ET UN (3 397 641)** et **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN (3 397 651)** tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

3.2 « **Arrondissement** » : l'arrondissement Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles;

3.3 « **Plan** » : Le plan joint à la description technique préparée par Luc Lévesque, arpenteur-géomètre, le vingt-huit (28) mars 2006 sous le numéro 890 de ses minutes (dossier 20119) et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence du notaire soussigné ;

3.4 « **Projet** » : Le projet domiciliaire Faubourg Pointe-aux-Prairies soumis par le Constituant et accepté par l'Arrondissement.

4. CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE NON-ACCÈS

Le Constituant constitue sur son immeuble ci-après décrit aux paragraphes 4.7 et suivants, une servitude réelle et perpétuelle de non-accès en faveur de l'immeuble appartenant à la Ville et décrit au paragraphe 4.8 des présentes. Cette servitude de non-accès comprend notamment:

4.1 l'obligation pour tout propriétaire ou occupant du fonds servant de maintenir en bon état, à ses frais et, au besoin, de réparer et remplacer, avec des matériaux de même type, qualité et caractéristiques, toute clôture érigée par Allogio ou Faubourg sur le fonds servant (ci-après « **la Clôture** ») ;

4.2 l'interdiction pour tout propriétaire ou occupant du fonds servant de modifier l'emplacement de la Clôture ou d'en modifier l'aspect, la hauteur ou la configuration autrement que selon les spécifications fournies par l'Arrondissement ou par toute autre instance de la Ville ayant compétence, le tout, en conformité des règlements de zonage ou d'urbanisme alors applicables pour le secteur ;

4.3 l'interdiction pour tout propriétaire ou occupant du fonds servant de pratiquer des ouvertures ou des portes ou d'installer quelque mécanisme que ce soit permettant à la Clôture de donner accès au fonds dominant à partir du fonds servant ;

4.4 l'interdiction pour tout propriétaire ou occupant du fonds servant de modifier la pente du fonds servant, telle qu'aménagée afin de permettre que le drainage des eaux du fonds servant se fasse adéquatement et sans nuire à l'Aire de Conservation ni au fonds dominant décrit au paragraphe 4.8 des présentes ;

4.5 l'interdiction pour tout propriétaire ou occupant du fonds servant d'évacuer sur le fonds dominant décrit au paragraphe 4.8 des présentes et sur l'Aire de Conservation, l'eau de toute piscine localisée sur le fonds servant ; et

4.6 en cas de contravention, le droit d'exiger de la faire cesser et d'obliger à remettre la Clôture et le terrain du fonds servant en état, le cas échéant, le tout en conformité avec les dispositions des présentes et avec les règlements de zonage ou d'urbanisme, selon les indications fournies par l'Arrondissement ou par toute autre instance de la Ville ayant compétence ;

4.7 Le fonds servant de la servitude est composé des parcelles de terrains énumérées ci-dessous, et sont montrées au Plan sous les numéros d'items 1 à 15 :

4.7.1 **Item 1** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT TRENTE-TROIS (3 397 633 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **ABCDE** ;

4.7.2 **Item 2** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-NEUF (3 397 649 Ptie)** du cadastre du Québec,

circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **EF** ;

4.7.3 **Item 3** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-SIX (3 397 646 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **FGHJ** et **KMLN** ;

4.7.4 **Item 4** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE (3 397 650 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **NPQ** ;

4.7.5 **Item 5** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-QUATRE (3 397 654 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **RST** ;

4.7.6 **Item 6** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-CINQ (3 397 655 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **TU** et **VWM'**. La limite indiquée par les lettres UV n'est pas grevée par la présente servitude.

Le point sur la limite indiqué par la lettre U est situé à cinquante mètres et vingt et un centièmes (50, 21 m) de la limite sud-ouest du lot 3 397 655 du cadastre susdit, mesurés vers le nord-est le long de la limite nord-ouest du lot 3 397 655 et le point sur la limite indiqué par la lettre V est situé à cinquante-cinq mètres et vingt et un centièmes (55,21 m) de la limite sud-ouest du lot 3 397 655, mesurés vers le nord-est le long de la limite nord-ouest du lot 3 397 655 ;

4.7.7 **Item 7** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 397 656 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **M'X** et **YN'**. La limite indiquée par les

lettres XY n'est pas grevée par la présente servitude.

Le point sur la limite indiqué par la lettre X est situé à quarante-trois mètres et quatre-vingt-un centièmes (43,81 m) de la limite sud-ouest du lot 3 397 656 du cadastre susdit, mesurés vers le nord-est le long de la limite nord-ouest du lot 3 397 656 et le point sur la limite indiqué par la lettre Y est situé à quarante-huit mètres et quatre-vingt-seize centièmes (48,96 m) de la limite sud-ouest du lot 3 397 656, mesurés vers le nord-est le long de la limite nord-ouest du lot 3 397 656 ;

4.7.8 **Item 8** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE ET UN (3 397 661 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **N'Z** ;

4.7.9 **Item 9** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-QUATRE (3 397 644 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **A'B'C'** ;

4.7.10 **Item 10** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-DEUX (3 397 652 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **D'E'** ;

4.7.11 **Item 11** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-TROIS (3 397 683 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **F'P'** ;

4.7.12 **Item 12** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-DEUX (3 397 642 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **P'G'** ;

4.7.13 **Item 13** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT QUATORZE (3 398 114 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **H'J'** ;

4.7.14 **Item 14** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT SEIZE (3 398 116 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **K'Q'** ;

4.7.15 **Item 15** : Une partie du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (3 397 699 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, désignée par les lettres **Q'L'**.

4.8 Les fonds dominants de la servitude ci-dessus sont constitués des lots suivants :

4.8.1 Le lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE ET UN (3 397 641)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour les fonds servants désignés aux paragraphes 4.7.1, 4.7.2 et 4.7.3 ;

4.8.2 Le lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN (3 397 651)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour les fonds servants désignés aux paragraphes 4.7.3, 4.7.4, 4.7.5, 4.7.6, 4.7.7 et 4.7.8 ;

4.8.3 Le lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-SEPT (3 397 647)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour les fonds servants désignés aux paragraphes 4.7.9, 4.7.10, 4.7.11, 4.7.12 et 4.7.13 ;

4.8.4 Le lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT TRENTE ET UN (3 397 631)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour les fonds servants désignés aux paragraphes 4.7.14 et 4.7.15.

5. SERVITUDE DE PASSAGE

Le Constituant accorde par les présentes, sur les fonds servants décrits au paragraphe 5.2.1 des présentes, au bénéfice des terrains de la Ville décrits au paragraphe 5.2.2 des présentes, étant les fonds dominants, les servitudes suivantes, tel que le tout appert aux plan et description technique préparés par Jean Lamarche, arpenteur-géomètre, le cinq (05) octobre deux mille six (2006), sous le numéro 17 900 de ses minutes (dossier no. L-4538) :

5.1 une servitude réelle et perpétuelle de passage à pied ou en véhicule d'entretien le cas échéant comprenant le droit de :

5.1.1 couper, émonder, enlever et détruire de quelque manière que ce soit et en tout temps sur les fonds servants tous arbres, arbustes, branches et racines et déplacer hors de l'emprise tous objets qui pourraient nuire à l'exercice des droits présentement accordés;

5.1.2 circuler à pied ou en véhicule d'entretien, le cas échéant, sur les fonds servants et, si nécessaire, en dehors des fonds servants, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public aux fonds servants.

5.2 Les fonds servants et dominants de la présente servitude sont constitués des lots suivants :

5.2.1 Fonds servants :

5.2.1.1 Une partie du lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-CINQ (3 397 655 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de forme irrégulière, mesurant cinq mètres (5 m.) au Nord-Ouest, selon un azimut de soixante-deux degrés cinquante-neuf minutes (52°59'), vingt-neuf mètres (29 m.) au Nord-Est, selon un azimut de cent cinquante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (152°59'), cinq mètres (5 m.) au Sud-Est, selon un azimut de deux cent quarante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (242°59') et vingt-neuf mètres (29 m.) au Sud-Ouest, selon un azimut de trois cent trente-deux degrés cinquante-neuf minutes (332°59'), contenant en

superficie cent quarante-cinq mètres carrés (145,0 m^2). Ladite partie de lot est bornée comme suit vers le Nord-Ouest par le lot 3 397 651, vers le Nord-Est par une partie du lot 3 397 655, vers le Sud-Est par le lot 3 397 684 et vers le Sud-Ouest, par une partie du lot 3 397 655. Le coin Ouest est situé à cinquante mètres et vingt et un centièmes (50,21 m.) de la ligne séparatrice des lots 3 397 654 et 3 397 655 mesuré le long de la ligne Nord-Ouest du lot 3 397 655, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

5.2.1.2 Une partie du lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 397 656 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de forme irrégulière, mesurant cinq mètres et quinze centièmes (5, 15 m.) au Nord, selon un azimut de soixant-dix-sept degrés (77°00'), trente et un mètres et cinquante centièmes (31,50 m.) au Nord-Est, selon un azimut de cent cinquante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (152°59'), cinq mètres (5 m.) au Sud-Est, selon un azimut de deux cent quarante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (242°59') et trente-deux mètres et soixante-quatorze centièmes (32,74 m.) au Sud-Ouest, selon un azimut de trois cent trente-deux degrés et cinquante-neuf minutes (332°59'), contenant en superficie cent soixante mètres carrés et six dixièmes (160,6 m^2). Ladite partie de lot est bornée comme suit : vers le Nord par le lot 3 397 651, vers le Nord-Est par une partie du lot 3 397 656, vers le Sud-Est par le lot 3 397 685 et vers le Sud-Ouest par une partie du lot 3 397 656. Le coin Ouest est situé à quarante-trois mètres et quatre-vingt-un centièmes (43,81 m.) de la ligne séparatrice des lots 3 397 655 et 3 397 656 mesuré le long de la ligne Nord du lot 3 397 656, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

5.2.1.3 Une partie du lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE ET UN (3 397 661 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de forme irrégulière, mesurant cent vingt mètres et soixante-quatre centièmes (120,64 m.) au Nord-Ouest, selon un azimut de soixante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (62°59'), six mètres (6 m.) au Nord-Est, selon un azimut de cent cinquante-deux degrés et cinquante-quatre minutes (152°54'), cent vingt mètres et soixante-cinq centièmes (120,65 m.) au Sud-Est, selon un azimut de deux cent quarante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (242°59') et six mètres (6 m.) au Sud-Ouest, selon un azimut de trois cent trente-deux degrés et cinquante-quatre minutes (332°54'), contenant en superficie sept cent vingt-trois mètres carrés et neuf dixièmes (723,9 m^2). Ladite partie de lot est bornée comme suit : Vers le Nord-Ouest par une partie du lot 3 397 661, vers le Nord-Est par le lot 1 248 006, vers le Sud-Est par une partie du lot 3 397 661 et le lot 3 397 662 et vers le Sud-Ouest par le lot 3 398 106. Le coin Est est situé à soixante-six mètres et onze centièmes (66,11 m.) de la ligne séparatrice des lots 1 248 114 et 3 397 661 mesuré le long de la ligne Nord-Est du lot 3 397 661, tous au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

5.2.1.4 Le lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT TREIZE (3 398 113)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

5.2.2 Fonds dominants :

5.2.2.1 Le fond dominant pour le droit de passage s'exerçant sur les fonds servants décrits aux paragraphes 5.2.1.1 et 5.2.1.2 des présentes est constitué du lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT**

CINQANTE ET UN (3 397 651) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

5.2.2.2 Le fonds dominant pour le droit de passage s'exerçant sur le fonds servant décrit au paragraphe 5.2.1.3 des présentes est constitué du lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT SIX (3 398 106)**, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

5.2.2.3 Le fonds dominant pour le droit de passage s'exerçant sur le fonds servant décrit au paragraphe 5.2.1.4 des présentes est constitué du lot numéro **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT DOUZE (3 398 112)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

5.3 Conditions

5.3.1 La Ville s'engage à se tenir responsable de tous dommages découlant de cette servitude de passage et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit aux fonds servants, soit à la propriété de Constructions Fédérales, Allogio ou Faubourg, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de Constructions Fédérales, Allogio, Faubourg ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de leurs employés, entrepreneurs, préposés, consultants, mandataires ou ayants droits ;

5.3.2 La Ville s'engage à rétablir la propriété du Constituant dans un état comparable à celui existant avant l'exécution des travaux d'aménagement des assiettes des servitudes. Aucune indemnité ne sera payée pour la coupe, la destruction ou l'enlèvement des arbres, arbustes, branches, buissons et racines situés sur les fonds servants ou à proximité, nuisant à l'exercice de la servitude ;

5.3.3 Constructions Fédérales, Allogio, Faubourg ou toute autre personne n'aura le droit :

5.3.3.1 d'ériger quelque construction ou structure permanente sur, au dessus et en dessous des fonds servants ; et

5.3.3.2 de modifier l'élévation actuelle de ces fonds servants ou d'y empiler des matériaux, sans le consentement écrit de la Ville.

6. SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

6.1 Le Constituant accorde par les présentes, sur les fonds servants décrits au paragraphe 6.3.1 des présentes, au bénéfice des terrains de la Ville décrits au paragraphe 6.3.2 des présentes comme fonds dominant :

6.1.1 une servitude réelle et perpétuelle d'utilité publique à des fins d'égouts sanitaires et d'égouts pluviaux;

6.1.2 Une servitude réelle et perpétuelle d'utilité publique à des fins d'aqueduc.

6.2 Ces servitudes comprennent le droit pour la Ville:

6..2.1 de construire, placer, remplacer, inspecter, ajouter, exploiter, maintenir, entretenir et réparer, dans les fonds servants : un système de conduits souterrains, à des fins d'égouts sanitaires et d'égouts pluviaux dans le cas des fonds servants décrits au paragraphe 6.3.3.1 des présentes et un système de conduits souterrains à des fins d'aqueduc dans le cas du fonds servant décrit au paragraphe 6.3.1.2 des présentes, y compris tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de ces systèmes (ci-après « **les Installations** ») ;

6.2.2 de permettre à d'autres personnes, compagnies, sociétés, services publics ou municipalités (ci-après « les **Bénéficiaires** ») de placer, remplacer, maintenir, réparer et exploiter, dans les fonds servants, des appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de leurs systèmes ;

6.2.3 de couper, émonder, enlever et détruire de quelque manière que ce soit et en tout temps sur les fonds servants tous arbres, arbustes, branches et racines

et déplacer hors de l'emprise tous objets qui pourraient nuire à l'exercice des droits présentement accordés ou au bon fonctionnement des Installations qui se trouvent dans les fonds servants ;

6.2.4 de circuler à pied ou en véhicule, le cas échéant, sur les fonds servants et, si nécessaire, en dehors des fonds servants, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public aux fonds servants.

6.3 Les fonds servants et dominants de la présente servitude sont constitués des lots suivants :

6.3.1 Fonds servants :

6.3.1.1 Le fonds servant de la servitude créée aux termes du paragraphe 6.1.1 des présentes est constitué :

6.3.1.1.1 d'une partie du lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-CINQ** (**3 397 655 Ptie**) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de forme irrégulière, mesurant cinq mètres (5 m.) au Nord-Ouest, selon un azimut de soixante-deux degrés cinquante-neuf minutes (52°59'), vingt-neuf mètres (29 m.) au Nord-Est, selon un azimut de cent cinquante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (152°59'), cinq mètres (5 m.) au Sud-Est, selon un azimut de deux cent quarante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (242°59') et vingt-neuf mètres (29 m.) au Sud-Ouest, selon un azimut de trois cent trente-deux degrés cinquante-neuf minutes (332°59'), contenant en superficie cent quarante-cinq mètres carrés (145,0 m^2). Ladite partie de lot est

bornée comme suit vers le Nord-Ouest par le lot 3 397 651, vers le Nord-Est par une partie du lot 3 397 655, vers le Sud-Est par le lot 3 397 684 et vers le Sud-Ouest, par une partie du lot 3 397 655. Le coin Ouest est situé à cinquante mètres et vingt et un centièmes (50,21 m.) de la ligne séparatrice des lots 3 397 654 et 3 397 655 mesuré le long de la ligne Nord-Ouest du lot 3 397 655, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

6.3.1.1.2 d'une partie du lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 397 656 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de forme irrégulière, mesurant cinq mètres et quinze centièmes (5, 15 m.) au Nord, selon un azimut de soixant-dix-sept degrés (77°00'), trente et un mètres et cinquante centièmes (31,50 m.) au Nord-Est, selon un azimut de cent cinquante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (152°59'), cinq mètres (5 m.) au Sud-Est, selon un azimut de deux cent quarante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (242°59') et trente-deux mètres et soixante-quatorze centièmes (32,74 m.) au Sud-Ouest, selon un azimut de trois cent trente-deux degrés et cinquante-neuf minutes (332°59'), contenant en superficie cent soixante mètres carrés et six

dixièmes (160,6 m^2). Ladite partie de lot est bornée comme suit : vers le Nord par le lot 3 397 651, vers le Nord-Est par une partie du lot 3 397 656, vers le Sud-Est par le lot 3 397 685 et vers le Sud-Ouest par une partie du lot 3 397 656. Le coin Ouest est situé à quarante-trois mètres et quatre-vingt-un centièmes (43,81 m.) de la ligne séparatrice des lots 3 397 655 et 3 397 656 mesuré le long de la ligne Nord du lot 3 397 656, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;

6.3.1.1.3 Le lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT TREIZE (3 398 113)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

6.3.1.2 Le fonds servant de la servitude créée aux termes du paragraphe 6.1.2 des présentes est constitué d'une partie du lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE ET UN (3 397 661 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de forme irrégulière, mesurant cent vingt mètres et soixante-quatre centièmes (120,64 m.) au Nord-Ouest, selon un azimut de soixante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (62°59'), six mètres (6 m.) au Nord-Est, selon un azimut de cent cinquante-deux degrés et cinquante-quatre minutes (152°54'), cent vingt mètres et soixante-cinq centièmes (120,65 m.) au Sud-Est, selon un azimut de deux cent quarante-deux degrés et cinquante-neuf minutes (242°59') et six mètres (6 m.) au Sud-Ouest, selon un azimut de trois cent trente-deux degrés et cinquante-quatre

minutes (332°54'), contenant en superficie sept cent vingt-trois mètres carrés et neuf dixièmes (723,9 m^2). Ladite partie de lot est bornée comme suit : Vers le Nord-Ouest par une partie du lot 3 397 661, vers le Nord-Est par le lot 1 248 006, vers le Sud-Est par une partie du lot 3 397 661 et le lot 3 397 662 et vers le Sud-Ouest par le lot 3 398 106. Le coin Est est situé à soixante-six mètres et onze centièmes (66,11 m.) de la ligne séparatrice des lots 1 248 114 et 3 397 661 mesuré le long de la ligne Nord-Est du lot 3 397 661, tous au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

6.3.2 Fonds dominants :

Le fonds dominant pour la servitude créée aux termes du paragraphe 6.1.1 sont les lots **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN (3 397 651)** et **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT DOUZE (3 398 112)** et le fonds dominant de la servitude créée au paragraphe 6.1.2 des présentes est le lot **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT SIX (3 398 106)**, tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

6.4 Conditions

6.4.1 La Ville s'engage à se tenir responsable de tous dommages découlant de ces servitudes d'utilité publique et notamment de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit aux fonds servants, soit à la propriété de Constructions Fédérales, de Allogio ou Faubourg, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence de Constructions Fédérales, de Allogio, de Faubourg ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de leurs employés, entrepreneurs, préposés, consultants, mandataires ou ayants droits ;

6.4.2 La Ville s'engage à rétablir la propriété de Constructions Fédérales, de Allogio ou de Faubourg,

dans un état comparable à celui existant avant l'exécution des travaux. Aucune indemnité ne sera payée pour la coupe, la destruction ou l'enlèvement des arbres, arbustes, branches, buissons et racines situés sur les fonds servants ou à proximité, nuisant à l'exercice des servitudes ;

6.4.3 Constructions Fédérales, Allogio, Faubourg ou toute autre personne n'aura le droit :

6.4.3.1 d'ériger quelque construction ou structure permanente sur, au dessus et en dessous des fonds servants ; et

6.4.3.2 de modifier l'élévation actuelle de ces fonds servants ou d'y empiler des matériaux. Dans la mesure où les Parties ou leurs ayant-droits annulaient la servitude de passage constituée à l'article 5 des présentes, il sera toutefois possible de procéder à l'érection de clôtures de division, de barrières, de haies décoratives, de constructions ou structures non permanentes qui peuvent être déplacées facilement et de mettre en place un revêtement d'asphalte ou de béton sur les fonds servants.

6.4.4 La Ville, de même que les Bénéficiaires demeureront propriétaires des ouvrages, constructions ou Installations faits dans les limites des fonds servants. Au cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, la Ville et les Bénéficiaires auront le droit de délaisser et d'abandonner leurs ouvrages, constructions et Installations s'y rapportant tels quels et dans l'état du moment.

7. SERVITUDE DE NON-CONSTRUCTION

Le Constituant s'engage à respecter les obligations suivantes :

7.1 Enfouir, au fur et à mesure qu'il développe son Projet, les fils et équipements constituant les réseaux électriques et de communication;

7.2 Ériger, au fur et à mesure qu'il développe le Projet, sur les terrains du Projet constituant les fonds servants de la servitude créée à l'article 4 des présentes et sur les lots qui seront par la suite créés au cours des différentes phases de réalisation du Projet, et non pas sur la ligne de division

séparant tels terrains de l'Aire de Conservation, une clôture à maillons, bétonnée au sol, de couleur noire ou brune et d'une hauteur minimale d'un mètre et cinq dixièmes (1,5 m) ;

7.3 Aménager, au fur et à mesure qu'il développe son Projet, autant sur les lots actuels que sur les lots qui seront par la suite créés au cours des différentes phases de réalisation du Projet, les côtés et le terrain arrière des maisons à être construites, de telle sorte qu'une pente en assure le drainage des eaux en direction de l'Aire de Conservation. Quant à la devanture des mêmes terrains, elle devra être aménagée de façon à ce qu'une pente en assure le drainage des eaux en direction de la rue;

7.4 Installer, au fur et à mesure qu'il développe son Projet, un système raccordé indirectement au réseau d'évacuation de chaque bâtiment du Projet, permettant l'évacuation des eaux de piscine à l'égout sanitaire public, conformément aux normes, lois et règlements applicables;

7.5 Installer, lors de la réalisation de la douzième (12^{e}) phase du Projet, les équipements de contrôle de la qualité des eaux de drainage (séparateurs de type « Stormceptors »^{TM}), là où l'indiquera le plan directeur des services municipaux dûment approuvé par les autorités de la Ville ayant compétence en la matière et tel que soumis au Ministère dans le cadre de l'émission des certificats d'autorisation prévus par la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2); et

7.6 S'assurer, au fur et à mesure qu'il développe son Projet, de ne pas empiéter dans l'Aire de Conservation, afin de ne pas détruire les végétaux qui s'y trouvent. À cette fin, le Constituant s'engage plus particulièrement, avant le début des travaux prévus pour chacune des phases du Projet incluant les travaux d'infrastructure, à :

7.6.1 Piqueter au moyen de repères identifiés, tous les terrains longeant l'Aire de Conservation, afin de bien en déterminer la limite ;

7.6.2 Ériger, aux endroits requis de sorte à prévenir tout empiètement, remblayage ou déversement de matériaux dans l'Aire de Conservation, une clôture temporaire de protection, en acier galvanisé de type « Oméga » ancrée au sol et mesurant au moins un mètre et quatre-vingts centièmes (1,80 m) ;

7.6.3 Implanter aux endroits identifiés et selon les indications transmises par la Ville, des barrières à sédiments afin de retenir les matières en suspension présentes dans les eaux de ruissellement et de prévenir l'envasement de l'Aire de Conservation.

7.7 Afin de garantir le respect des obligations souscrites aux paragraphes 7.1 à 7.6 ci-dessus, le Constituant crée par les présentes, une servitude réelle prohibant, sur le fonds servant décrit au paragraphe 7.9 des présentes, la construction de tout bâtiment, structure, ouvrage ou plantation.

7.8 Le Constituant peut, pour chacune des phases de réalisation du Projet, accorder à la Ville, une garantie jugée suffisante par cette dernière agissant raisonnablement (ci-après : « la **Garantie** »), au lieu de l'affectation comme fonds servant, du terrain compris dans la phase de développement concernée. La Ville, dès réception de la Garantie, annulera la servitude constituée aux termes du paragraphe 7.7 sur le fonds servant concerné par la phase du Projet en cours de développement.

7.9 Le fonds servant de la servitude constituée au paragraphe 7.7 des présentes se compose des lots suivants :

7.9.1 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT TRENTE-TROIS (3 397 633) ;**

7.9.2 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-DEUX (3 397 642) ;**

7.9.3 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-QUATRE (3 397 644) ;**

7.9.4 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-SIX (3 397 646) ;**

7.9.5 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-NEUF (3 397 649) ;**

7.9.6 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE (3 397 650) ;**

7.9.7 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-DEUX (3 397 652)** ;

7.9.8 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-QUATRE (3 397 654)** ;

7.9.9 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-CINQ (3 397 655)** ;

7.9.10 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE-SIX (3 397 656)** ;

7.9.11 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE ET UN (3 397 661)** ;

7.9.12 **TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-TROIS (3 397 683)** ; et

7.9.13 **ET TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX HUIT MILLE CENT QUATORZE (3 398 114)**.

Tous les lots ci-dessus décrits sont du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

7.10 Le fonds dominant de la servitude constituée au paragraphe 7.7 des présentes se compose de l'Aire de Conservation décrite au paragraphe 3.1 des présentes.

8. ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Le Constituant est propriétaire des fonds servants pour les avoir acquis comme suit :

8.1.1 Échange entre la Ville de Montréal et Les Constructions Fédérales inc. aux termes d'un acte reçu par Me Yvon Delorme, notaire, le vingt-quatre (24) septembre mil neuf cent quatre-vingt-deux (1982), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 294 379 ;

8.1.2 Échange entre la Ville de Montréal et Les Constructions Fédérales inc. aux termes d'un acte reçu par Me

Normand Latreille, notaire, le dix-huit (18) août mil neuf cent quatre-vingt-un (1981), publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 203240 ;

8.1.3 Jugement en dation en paiement publié à Montréal sous le numéro 3 200 995 (Cour supérieure de Montréal, le trente (30) juillet mil neuf cent quatre-vingt-un (1981) – Dossier numéro 500-05-006054-819).

8.2 La Ville est propriétaire des fonds des fonds dominants pour les avoir acquis par bons et valables titres.

9. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

9.1 Les Parties déclarent que si la présente transaction est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise*, fédérale (L.C., chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (L.R.Q., chapitre T-01) la Ville se chargera elle-même d'effectuer le paiement de ces taxes auprès des autorités fédérales concernées, à l'entière exonération du Constituant;

9.2 La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749
T.V.Q. : 1006001374

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être;

9.3 Constructions Fédérales déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. 10309-4355 RT0001
T.V.Q. : 1143172279

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

9.4 Allogio déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 144319704RT
T.V.Q. : 1090237728TQ0001

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

9.5 Faubourg déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 803124072RT0001
T.V.Q. : 1211649450TQ0001

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

10 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

10.1 Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous;

10.1.1 La Ville : à l'attention du Chef de service, Développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle, direction des sports, des parcs et des espaces verts, au 801 rue Brennan, 4e étage, en la ville de Montréal, province de Québec, H3C 0G4;

Avec une copie conforme à l'attention du greffier, au 275, rue Notre-Dame Est, bureau 810, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

10.1.2 Constructions Fédérales : à l'attention du Président, au numéro 1550, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1010, à Montréal, province de Québec, H3G 1N2;

Avec une copie conforme à l'attention de David Sigler au numéro 1550, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1111, à Montréal, province de Québec, H3G 1N2;

10.1.3 Allogio et Faubourg : à l'attention de Alain F. Dupuis, au numéro 8085, avenue Marco Polo, à Montréal, province de Québec, H1E 5Y8 ;

10.1.4 Pour le cas où elles changeraient d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville leur nouvelle adresse, Constructions Fédérales, Allogio et Faubourg font élection de domicile au bureau du Greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

11. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

11.1 Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, compagnies ou corporations;

11.2 L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation;

11.3 Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire;

11.4 Les mesures utilisées dans les désignations sont celles du Système International.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro VINGT MILLE CINQUANTE (20,050) ----------
des minutes du notaire soussigné.

Les Parties déclarent au notaire avoir pris connaissance de ce présent acte et avoir exempté le notaire d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence du notaire.

À Montréal, le dix-neuf (19) décembre deux mille six (2006)
LES CONSTRUCTIONS FÉDÉRALES INC.

Par : _____
Sam Hornstein

À Montréal, le dix-neuf (19) décembre deux mille six (2006)
GROUPE ALLOGIO INC.,

Par : _____
Alain F. Dupuis

À Montréal, le dix-neuf (19) décembre deux mille six (2006)
FAUBOURG POINTE-AUX-PRAIRIES INC.,

Par : _____
Alain F. Dupuis

À Montréal, en date des présentes
VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
COLETTE FRASER

_____
Jacques Morand, notaire

COPIE CONFORME à la minute des présentes conservée en mon étude.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1163778007

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et la servitude de non-accès consenties en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville sur un total de soixante-quatorze (74) lots situés sur les rues Jules-Helbronner et Napoléon-Bourassa et sur le boulevard Gouin Est, lesquels font partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5675-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et quant à sa forme, le projet d'acte de renonciation partielle à une servitude de non-construction et à une servitude de non-accès, ci-joint, préparé par Me Yannick Dery, notaire. Nous avons reçu la confirmation de ce dernier à l'effet qu'il n'apportera aucune modification au projet d'acte.

N/D : 16-003096

FICHIERS JOINTS

Final - acte de renonciation servitudes non-accès et non-construction.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-28

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514-872-2363
Division : Droit contractuel

Renonciation partielle à une servitude de non-construction et à une servitude de non-accès

L'AN DEUX MILLE SEIZE, le ● ● (●-●-2016)
DEVANT Me Yannick DÉRY, notaire pour la province de Québec, ayant son domicile professionnel en la ville de Montréal,

COMPARAÎT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (1er janvier 2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, en la ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ●_____ _____dûment autorisé en vertu:

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●

une copie conforme de ces résolutions demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant en présence du notaire soussigné.

Ci-après la « **Ville de Montréal** »

LAQUELLE, en sa qualité de propriétaire des fonds dominants étant les lots suivants, savoir :

DESIGNATION

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT TRENTE ET UN (3 397 631),

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE ET UN (3 397 641),

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-SEPT (3 397 647),

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN (3 397 651),

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT DOUZE (3 398 112) et

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-

PROJET

DIX-HUIT MILLE CENT QUINZE (3 398 115),

tous du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

a) renonce partiellement **à la servitude de non-construction et à la servitude de non-accès** résultant de l'acte intervenu entre la Ville de Montréal, Les Constructions Fédérales Inc., Groupe Allogio Inc. et Faubourg Pointe-aux-Prairies Inc., reçu devant Me Jacques Morand, notaire, le vingt et un (21) décembre deux mille six (2006) et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 13 921 195 (l' « **Acte** »), dans la seule mesure où sont visés les lots suivants (collectivement les « **Lots Non-Construction et Non-Accès** »), savoir :

DESIGNATION

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT SOIXANTE ET ONZE (4 472 171),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT SOIXANTE-DOUZE (4 472 172),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT SOIXANTE-TREIZE (4 472 173),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT SOIXANTE-QUATORZE (4 472 174),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT SOIXANTE-QUINZE (4 472 175),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT SOIXANTE-SEIZE (4 472 176),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT SOIXANTE-DIX-SEPT (4 472 177),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT SOIXANTE-DIX-HUIT (4 472 178),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (4 472 179),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT (4 472 180),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-UN (4 472 181),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DEUX (4 472 182),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-TROIS (4 472 183),

PROJET

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE (4 472 184),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-CINQ (4 472 185),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-SIX (4 472 186),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-SEPT (4 472 187),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-HUIT (4 472 188),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-NEUF (4 472 189),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DIX (4 472 190),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-ONZE (4 472 191),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE (4 472 192),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUATORZE (4 881 914),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUINZE (4 881 915),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SEIZE (4 881 916),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT DIX-SEPT (4 881 917),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT DIX-HUIT (4 881 918),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT DIX-NEUF (4 881 919),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT VINGT (4 881 920),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT VINGT ET UN (4 881 921),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT VINGT-DEUX (4 881 922),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-

PROJET

UN MILLE NEUF CENT VINGT-TROIS (4 881 923),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT VINGT-QUATRE (4 881 924),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT VINGT-CINQ (4 881 925),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT VINGT-SIX (4 881 926),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT VINGT-SEPT (4 881 927),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT VINGT-HUIT (4 881 928),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT VINGT-NEUF (4 881 929),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE (4 881 930),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE ET UN (4 881 931),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE-DEUX (4 881 932),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE-TROIS (4 881 933),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE-QUATRE (4 881 934),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE-CINQ (4 881 935),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE-SIX (4 881 936),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE-SEPT (4 881 937),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE-HUIT (4 881 938),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT TRENTE-NEUF (4 881 939),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE (4 881 940),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE-TROIS (4 881 943),

PROJET

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE-QUATRE (4 881 944),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE-SEPT (4 881 947),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE-HUIT (4 881 948),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE-NEUF (4 881 949),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE (4 881 950),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE ET UN (4 881 951),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE-DEUX (4 881 952),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE-TROIS (4 881 953),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE-NEUF (4 881 959),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE (4 881 960),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE ET UN (4 881 961),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE-DEUX (4 881 962),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE-TROIS (4 881 963) et

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE-QUATRE (4 881 964),

tous du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal; et

b) renonce partiellement **à la servitude de non-accès** résultant de l'Acte, dans la seule mesure où sont visés les lots suivants (collectivement les « **Lots Non-Accès** »), savoir :

DESIGNATION

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE ET UN (4 881 941),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE-DEUX (4 881 942),

PROJET

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE-CINQ (4 881 945),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT QUARANTE-SIX (4 881 946),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE-CINQ (4 881 965),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX (4 881 966),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT CINQUANTE-CINQ (4 472 155),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT CINQUANTE-SIX (4 472 156),

le lot numéro QUATRE MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT CINQUANTE-SEPT (4 472 157) et

le lot numéro CINQ MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE ET UN MILLE SIX CENT SOIXANTE ET ONZE (5 251 671),

tous du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Les Lots Non-Construction et Non-Accès et les Lots Non-Accès sont ci-après collectivement les « **Lots** ».

En accordant la présente renonciation à la servitude de non-construction et à la servitude de non-accès sur lesdits Lots, **selon le cas et telle que ci-haut décrite,** la Ville de Montréal se réserve expressément tous les droits de servitude subsistant en sa faveur aux termes dudit Acte et affectant tout autre immeuble y désigné, le tout sans novation ni autre dérogation que celles résultant des présentes.

EN CONSÉQUENCE, la Ville de Montréal requiert l'Officier de la publicité foncière de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro ● (●) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, la Ville de Montréal signe en présence dudit notaire.

VILLE DE MONTRÉAL

par: _____

_____

PROJET

Yannick DÉRY, notaire

PROJET

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1166352004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 639 820 $ à six organismes, pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, suite à l'appel de projets Automne 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé au comité exécutif :
1. d'accorder trois (3) contributions financières non récurrentes totalisant la somme maximale de 104 270 $ aux organismes ci-après désignés, pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, suite à l'appel de projets Automne 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal :

Organisme	Projet	Montant
Comité de surveillance Louis-Riel	Revitalisation de la rue Beaubien Est	33 270 $
Société québécoise de spéléologie	Étude de projet - Centre de la Terre	35 000 $
PME MTL Centre-Est	L'économie sociale en affaire dans l'Est : prospection d'affaires	36 000 $

2. d'approuver trois (3) projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement des contributions financières.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

1. d'accorder trois (3) contributions financières non récurrentes totalisant la somme

maximale de 535 550 $ aux organismes ci-après désignés, pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, suite à l'appel de projets Automne 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal :

Organisme	Projet	Montant
Horizon Carrière	Espace Co.	80 550 $
Communautique	ÉchoFab durable	240 000 $
Club et Événements Horizon Roc	Championnats panaméricains d'escalade junior 2017, centre d'entraînement aux athlètes d'élite et programme d'accessibilité	215 000 $

2. d'approuver trois (3) projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement des contributions financières;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-11-07 13:06

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166352004**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 639 820 $ à six organismes, pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, suite à l'appel de projets Automne 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a lancé à l'automne 2013 le PRAM-Est, un programme doté d'une enveloppe budgétaire de 4 M$ pour la période 2014 à 2017, en vertu de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec, afin de soutenir des projets porteurs et novateurs qui stimuleront le développement de l'Est de Montréal. Il fonctionne sur la base d'appels de projets auprès d'organismes à but non lucratif et prend la forme de contributions financières.
La somme accordée par projet peut varier de 25 000 $ à 250 000 $, n'est pas récurrente et ne peut servir aux activités de fonctionnement des organismes. Aussi, la contribution de la Ville, des ministères et organismes publics ne peut excéder 60 % de la totalité du budget des projets soutenus. Les projets répondant aux critères d'admissibilité sont soumis à un jury d'experts issus du milieu.

Voici un tableau synthèse, mis à jour, des projets soutenus par le PRAM-Est jusqu'à présent :

Appels de projets	Nombre de dossiers reçus	Nombre de dossiers financés	Montant total accordé
Automne 2013	23	4	250 363 $
Printemps 2014	12	4	597 200 $
Été 2014	7	3	190 066 $
Hiver 2015	13	2	398 479 $
Été 2015	10	3	378 403 $
Hiver 2016	6	4	327 575 $
Printemps 2016	5	3	216 060 $

Trois (3) appels de projets ont eu lieu en 2016, dont celui de l'automne 2016, qui fait l'objet

du présent sommaire. Cet appel a été diffusé sur le site Internet de la Ville, les réseaux sociaux, auprès des partenaires, des relayeurs ainsi qu'auprès des organismes ayant manifesté de l'intérêt pour le programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

· CG13 0418 (26 septembre 2013) : Adoption des modifications aux termes de référence du programme « PRAM-Est » qui vise à soutenir le développement de l'Est de Montréal.
· CG12 0369 (27 septembre 2012) : Adoption de la programmation partielle 2013-2017 des projets inclus dans la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025 à financer par le protocole d'entente de 175 M$.
· CG12 0307 (23 août 2012) : Approbation des termes de référence des programmes de soutien à l'innovation, à la créativité et au redéveloppement économique et territorial (volets Innovation et Est).
· CE12 1131 (4 juillet 2012) : Approbation du projet de protocole d'entente entre le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière de 175 M$ à la Ville.
· CM12 0396 (15 mai 2012) : Déclaration de compétence du conseil municipal relativement au financement d'organismes à but non lucratif pour la gestion et l'octroi de bourses dans le cadre des programmes réussir@montréal - volets Innovation et Est, pour une période de 5 ans, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal.
· CE11 1722 (31 octobre 2011) : Adoption du plan d'action de l'Est de Montréal 2011-2017.
· CE11 0975 (22 juin 2011) : Adoption de la stratégie de développement économique 2011-2017.

Les décisions antérieures concernant les organismes sont en pièces jointe.

DESCRIPTION

Dans un premier temps, chacun des projets a été étudié en fonction des critères d'admissibilité et des objectifs contenus dans le document « Objectifs, admissibilité et procédure d'approbation » mis en pièce jointe.
Sur les seize (16) projets reçus lors de l'appel de projets, un (1) s'est retiré et dix (10) ont été jugés admissibles au programme et ont été soumis au jury. Celui-ci les a analysés en fonction de la grille d'évaluation qui se trouve également en pièce jointe. Sept (7) projets ont obtenu une note moyenne supérieure à 70 %. L'un (1) d'entre eux sera présenté dans un sommaire subséquent puisque l'organisme doit faire des modifications à son dossier. Les six (6) autres sont présentés aux instances pour approbation soit :

Organisme	**Projet**	**Montant PRAM-Est**	**Budget total du projet**	**Part de la contribution de la Ville** (max. 60%)
Comité de surveillance Louis-Riel	Revitalisation de la rue Beaubien Est	33 270 $	55 450 $	60 %
Description de projets	Revitalisation de la rue Beaubien Est entre les rues Mignault et Albani grâce à des aménagements éphémères animés visant la dynamisation de l'espace public et l'augmentation de l'achalandage commercial.			
Horizon Carrière	Espace Co.	80 550 $	467 690 $	17 %
Description de projets	Création d'un espace de coworking pour travailleurs autonomes, entreprises en développement, exploitants de micro-entreprises, travailleurs en milieu social, artistes et télétravailleurs. Ce projet permet			

	aux entrepreneurs de l'Est d'avoir plus facilement accès à ce type d'espace.			
Communautique	ÉchoFab durable	240 000 $	701 234 $	34 %
Description de projets	Mise sur pied, sur le site de Boscoville, d'un laboratoire de fabrication numérique dédié au développement durable, à la découverte et à l'entrepreneuriat vert. Ce projet comprend également la création d'un centre de fabrication, de formation et de pilotage de drones.			
Société québécoise de spéléologie	Étude de projet - Centre de la Terre	35 000 $	95 560 $	37 %
Description de projets	Préparation d'études de faisabilité pour la conception, la construction, et l'exploitation d'un centre d'interprétation de la terre (le Centre de la Terre) sur le site unique de la caverne Saint-Léonard.			
Club et Événement Horizon Roc	Championnats panaméricains d'escalade junior 2017, centre d'entraînement aux athlètes d'élite et programme d'accessibilité	215 000 $	1,59 M$	14 %
Description de projets	Appui à l'accueil des Championnats panaméricains d'escalade junior en 2017 dans Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et par la mise à niveau d'installations uniques dans l'Est de l'Amérique du Nord. Ces installations serviront par la suite de centre d'entraînement pour athlètes d'élite et à la population, notamment par un programme d'accès à l'escalade pour clientèles ciblées.			
PME MTL Centre -Est	L'économie sociale en affaire dans l'Est : prospection d'affaires	36 000 $	59 620 $	60 %
Description de projets	Démarchage de grandes entreprises des milieux industriels et institutionnels de l'Est de Montréal pour faciliter le développement de relations d'affaires avec des entreprises d'économie sociale de différents secteurs d'activités. Le projet est porté par le Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CÉSIM).			

Chacun des projets retenus fait l'objet d'une convention entre l'organisme porteur du projet et la Ville. Les modalités de versement des contributions financières sont liées à l'avancement des activités prévues et permettent une juste répartition des sommes tout au long des projets afin de ne pas entraver leur réalisation.

JUSTIFICATION

Le choix des projets a été réalisé par un jury indépendant conformément aux règles et critères établis dans les termes de référence du programme et de l'appel de projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'enveloppe globale réservée au programme PRAM-Est (2014-2017) provient de l'Entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal. La dépense totale de 639 820 $ à autoriser dans le cadre du présent dossier sera entièrement assumée par l'agglomération.

Cette somme servira à l'attribution de six (6) contributions financières aux organismes suivants (les détails du financement global de chaque projet sont en pièce jointe) :

Organisme	Projet	Montant
Comité de surveillance Louis-Riel	Revitalisation de la rue Beaubien Est	33 270 $
Horizon Carrière	Espace Co.	80 550 $

Communautique	ÉchoFab durable	240 000 $
Société québécoise de spéléologie	Étude de projet - Centre de la Terre	35 000 $
Club et Événements Horizon Roc	Championnats panaméricains d'escalade junior 2017, centre d'entraînement aux athlètes d'élite et programme d'accessibilité	215 000 $
PME MTL Centre-Est	L'économie sociale en affaire dans l'Est : prospection d'affaires	36 000 $

En 2016, les crédits nécessaires à la réalisation des projets sont prévus au budget de fonctionnement du Service du développement économique. Pour l'année 2017, les crédits sont déjà prévus à la programmation de l'entente. Conséquemment, ces projets n'auront aucun impact sur le cadre financier de l'année 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un des objectifs du programme est l'adoption de meilleures pratiques de développement durable par les entreprises de l'Est de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Soutenir la relance de l'Est de Montréal par des contributions destinées à appuyer la réalisation de projets portés par le milieu.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il est prévu qu'un communiqué de presse soit publié afin d'annoncer les bénéficiaires de l'appel de projets Automne 2016.
Les activités de communication et de visibilité prévues respecteront les obligations convenues dans les conventions signées avec la Ville de Montréal (voir annexe 3 de chaque convention).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des projets soutenus selon l'échéancier convenu dans chacune des conventions.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian DICAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Myriame BEAUDOIN, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Renaud FORTIN, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Romain FAYOLLE, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Johanne COUTURE, Saint-Léonard
Sylvie C. BOUTIN, Anjou
Marie-Claude LAUZON, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Luc DENIS, Service de la diversité sociale et des sports
Robert CHICOINE, Anjou

Lecture :

Myriame BEAUDOIN, 2 novembre 2016
Renaud FORTIN, 2 novembre 2016
Robert CHICOINE, 2 novembre 2016
Romain FAYOLLE, 2 novembre 2016
Sylvie C. BOUTIN, 2 novembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie ST-JEAN
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-3656
Télécop. : 514-872-6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-01

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge GUÉRIN
Directeur
Tél : 514 872-0068
Approuvé le : 2016-11-07

Organisme	Projet	Contribution PRAM-Est	Budget total du projet
1er appel de projets, automne 2013			
Corporation de développement économique communautaire Saint-Léonard (CG14 0133)	Gestion des matières résiduelles de la zone industrielle Saint-Léonard, Plan d'action 2014.	74 423 $	142 826 $
Description du projet	Planification et mise en oeuvre du plan d'action afin d'améliorer la gestion des matières résiduelles au sein des entreprises léonardoises. Préconiser une approche d'information (auprès de 500 entreprises), de sensibilisation (60 visites) et d'éducation afin d'augmenter la collecte des matières résiduelles et encourager la collaboration entre les entreprises. Mise en place d'outils afin de faciliter la collecte.		
Comité musique Maisonneuve (CG14 0133)	Montréal côté cours.	65 000 $	109 000 $
Description du projet	Mettre en valeur des lieux inédits ou oubliés de l'Est de Montréal en y associant des artistes montréalais dans 20 vidéoclips qui seront diffusés sur Internet / Créer une plateforme web afin de rassembler tous les événements culturels ayant lieu à l'est de Pie-IX, notamment par un calendrier interactif.		
Société Château Dufresne inc. (CG14 0133)	Promotion touristique à l'échelle canadienne et américaine du nouveau complexe muséal Château Dufresne / Studio Nincheri.	60 000 $	100 000 $
Description du projet	Promotion à l'échelle québécoise, canadienne et américaine du nouveau complexe muséal (Studio de vitrail Nincheri / Château Dufresne) et consolidation du partenariat avec les acteurs du Parc olympique.		
S.E.R.I.C. Coopérative de solidarité (CG14 0133)	Forum de développement durable, Est de Montréal.	50 940 $	84 900 $
Description du projet	Réalisation d'un événement majeur qui réunira 150 acteurs de l'Est de Montréal autour des enjeux et des défis mondiaux en matière de développement durable. Maillage, promotion des pratiques en développement durable, création d'une plateforme centralisée où les organisations se rassembleront pour obtenir des informations, outils et accompagnement pour se conformer aux nouvelles normes du marché local, régional, national et mondial.		
2e appel de projets, printemps 2014			
PME MTL Est (anciennement SODEC) **(CG14 0461)**	INV'Est - Développement industriel attractif et intégré par l'écologie industrielle	250 000 $	546 018 $
Description du projet	Création de synergies entre les entreprises pour renforcer le développement des filières industrielles via l'écologie industrielle (utilisation des rebuts) tout en assurant l'attractivité des parcs et zones industriels du territoire.		
Vestechpro (CG14 0461)	Étude de faisabilité pour l'implantation d'un incubateur d'entreprises dans le secteur du vêtement et textile intelligent.	60 000 $	113 100 $
Description du projet	Étude de faisabilité pour la création d'un incubateur d'entreprises à développement technologique sur le vêtement et le textile intelligent réunissant des experts de différentes disciplines. Ce projet s'inscrit dans une démarche plus large d'implantation de laboratoire et d'un cursus scolaire lié au vêtement intelligent.		
Écotech Québec (CE14 1572)	Atelier de maillage pour les technologies propres.	37 200 $	62 000 $
Description du projet	Organisation de trois ateliers de maillage pour mettre en relation des entreprises de l'Est et les développeurs de technologies propres du Québec.		

Organisme	Projet	Contribution PRAM-Est	Budget total du projet
CHU Sainte-Justine (CG15 0422)	Technopôle en réadaptation pédiatrique	250 000 $	425 000 $
Description du projet	Réalisation d'études stratégiques afin de faciliter la création d'un technopôle en réadaptation pédiatrique sur le terrain du Centre de réadaptation Marie Enfant du CHUSJ, dans l'Est de Montréal.Le Technopôle représenterait un premier investissement d'environ 60 millions de dollars permettant de doter l'Est de Montréal d'une infrastructure scientifique de calibre mondial dont la mission serait de révolutionner les soins et l'intégration sociale en réadaptation pédiatrique, de soutenir l'innovation médicale dans ce domaine et d'accélérer la concrétisation des résultats de recherche vers les enfants et leur famille		
3e appel de projets, été 2014			
Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve (CG14 0527)	Fab Lab iMusée.	140 046 $	317 981 $
Description du projet	Ouverture du premier Fab Lab dans l'Est de Montréal. Le projet, qui débute par une phase d'appropriation grâce à un FabLab mobile et une exposition au Imusée, se concrétisera pour l'ouverture d'un FabLab permanent. Catalyseur de changement en agissant comme un incubateur de projets et d'innovation en collaboration avec les acteurs de développement économique de l'Est de Montréal.		
Journal de la Rue (CG14 0527)	Autofinancement du monde communautaire	50 020 $	99 020 $
Description du projet	Aider les organismes communautaires d'Hochelaga-Maisonneuve à s'autofinancer pour être autonome et créer de l'emploi. Axé autour d'un service de collecte de fonds du Bistro Le Ste-Cath, le projet vise à appuyer les organismes en créant des événements pour récolter des fonds de façon ponctuelle (avec des levées) ou à long terme (ex. produits dérivés). Le modèle permet également de lever des fonds sur des événements créés par d'autres organismes. Il permet aussi l'enrichissement culturel du quartier.		
4e appel de projets, hiver 2015			
Branchons les PME (CG15 0262)	Branchons les PME de l'Est de Montréal	89 910 $	149 910 $
Description du projet	Accompagnement, formation et assistance technique à 400 entreprises de l'Est de Montréal pour qu'elles se dotent d'une boutique transactionnelle en ligne		
S.E.R.I.C. : Services environnementaux et récupération industrielle en collectif (CG15 0262)	Innovation écoénergétique dans le secteur industriel de l'Est de Montréal	123 525 $	206 658 $
Description du projet	Service de coaching éco-énergétique personnalisé des industriels de l'Est de Montréal en collaboration avec l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie. Investissement technologique innovant visant une rentabilité accrue, une plus forte valeur ajoutée, une plus grande compétitivité et une réduction de l'empreinte environnementale des entreprises de l'Est.		

Organisme	Projet	Contribution PRAM-Est	Budget total du projet
Skying Montréal (CG15 0398)	Le pré-événement test de « SKYING MONTRÉAL »	250 000 $	625 810 $
Description du projet	Préparation et test technique en 2016 afin d'assurer le succès de l'événement récurrent d'envergure international Skying Montréal : 25 skieurs élites descendant la tour olympique, un village hivernal avec activités sportives et culturelles dont la grande première aura lieu en 2017.		
5e appel de projets, été 2015			
Cargo M (CG15 0706)	Analyse du réseau routier de l'Est et validation de l'application mobile.	83 896 $	139 826 $
Description du projet	Collecte et analyse de données récoltées avec des enregistreurs placés sur une flotte de camions appartenant à des entreprises et organismes œuvrant dans l'Est de Montréal afin d'identifier les principales zones de congestion, d'analyser les émissions de GES et de valider l'utilisation d'une application mobile qui permet d'améliorer les déplacements routiers.		
Escale Famille le Triolet (CG15 0706)	Escale pour Toit	144 507 $	288 310 $
Description du projet	Projet pilote, en partenariat avec les organismes du milieu, visant à soutenir la réintégration de femmes monoparentales avec des enfants d'âge préscolaire, au marché du travail à court et à moyen terme. Ce projet vient supporter la réalisation de la construction d'un bâtiment de 21 unités de logement transitoire (investissement de 5 M$) réalisé grâce au programme AccèsLogis. Le projet financé par le PRAM-Est permettra d'aménager les locaux de l'organisme, d'offrir de nouvelles activités de support aux femmes et de créer un partenariat avec les organismes du milieu afin de devenir un réel pôle d'aide aux femmes monoparentales dans le quartier.		
Association des restaurateurs de rue du Québec (CG15 0706)	Premiers Vendredis Montréal - offre bonifiée en partenariat avec des acteurs de l'Est	150 000 $	446 200 $
Description du projet	Profiter de la popularité des Premiers Vendredis en tant que plus grand rassemblement de camions de cuisine de rue au Canada, afin de créer des partenariats avec des acteurs de l'industrie culturelle (principalement de l'Est) et faire rayonner l'Est de Montréal en tant que véritable pôle culturel. Le projet inclut, notamment, l'agrandissement du site occupé par les Premiers Vendredis, des aménagements et, possiblement, l'extension de l'événement sur deux jours. Ce projet vise également à supporter l'organisme dans sa recherche de partenaires culturels, principalement de l'Est, afin que ceux-ci soient présents lors des événements et puissent faire la promotion de leurs offres respectives, de façon ludique et intéressante. Ce projet favorise également la pérennisation des Premiers Vendredis grâce à une offre bonifiée de services.		
6e appel de projets, hiver 2016			
Mobilisons Montréal (CG16 0248)	Mobilison local	83 000 $	151 320 $
Description du projet	Campagne d'idées et de projets sur la plateforme Web collaborative Mobilisons local permettant de stimuler et d'accompagner l'émergence d'idées novatrices qui conduiront potentiellement au démarrage de nouvelles entreprises et de nouveaux projets d'économie sociale dans les quartiers de l'Est de Montréal.		

Organisme	Projet	Contribution PRAM-Est	Budget total du projet
Pépinières & Collaborateurs (CG16 0248)	Post-olympique	80 000 $	478 000 $
Description du projet	Projet d'urbanisme autogéré et participatif qui vise à favoriser une réappropriation quotidienne de l'Esplanade du Parc Olympique, autant pour la population locale que pour les touristes. Le verdissement du site, la grande terrasse et les zones d'ombres dessineront un nouveau lieu de rassemblement privilégié, un lieu de rendez-vous culturels, d'activités familiales, sportives, de projections et de 5 à 7.		
Centre culturel Espace 7000 inc. (CG16 0248)	Salle Désilets, nouveau diffuseur de l'Est de Montréal	82 525 $	179 325 $
Description du projet	Développement et mise en oeuvre d'une programmation afin de permettre à la salle Désilets, la plus grande salle de spectacles de l'Est de Montréal, de devenir un diffuseur reconnu en proposant des spectacles grand public dans l'Est de Montréal.		
Chambre de commerce de l'Est de Montréal (CG16 0248)	Vivre l'Est !	82 050 $	136 750 $
Description du projet	Production de contenu pour valoriser les attraits touristiques et les événements culturels de l'Est sur le web et les médias sociaux.		
7e appel de projets, prinptemps 2016			
SDC Hochelaga-Maisonneuve (CM16 0754)	Sainte-Catherine, rue des artistes et des artisans	90 444 $	157 131 $
Description du projet	Création d'une identifié commerciale de destination propre à la rue Sainte-Catherine Est en stimulant l'implantation d'une forte communauté d'artistes, d'artisans et de créateurs qui désirent démarrer des projets entrepreneuriaux de type atelier-boutique.		
Conseil des Industries Bioalimentaire de l'Île de Montréal (CIBÎM) (CG16 0402)	Favoriser l'accès des entreprises bioalimentaires de l'Est de Montréal au marché institutionnel.	25 000 $	93 950 $
Description du projet	Instauration d'une Table régionale des partenaires représentative des maillons de la chaîne bioalimentaire montréalaise avec les acteurs du marché institutionnel, création d'une infolettre pour valoriser les produits des entreprises, surtout celles de l'Est de Montréal et valorisation de l'achat local.		
Y'a quelqu'un l'autre bord du mur (CG16 0402)	Paysage Solidaire : Produire pour nourrir	100 616 $	224 149 $
Description du projet	Mise sur pied d'un système alimentaire durable qui intègre la production, la transformation, la distribution etla consommation de produits alimentaires ainsi que la gestion des matières résiduelles dans le but d'accroitre la santé environnementale, économique et sociale de la collectivité.		

Détails des revenus des projets retenus

Comité de surveillance Louis-Riel - Revitalisation de la rue Beaubien Est

SOURCES DE FINANCEMENT	2016	2017	Total
Entente 175 M$	0 $	33 270 $	33 270 $
Organisme	0 $	500 $	500 $
Autres partenaires	0 $	21 680 $	21 680 $
Revenu total	0 $	**55 450 $**	**55 450 $**

Horizon Carrière – Espace Co

SOURCES DE FINANCEMENT	2016	2017	Total
Entente 175 M$	0 $	80 550 $	80 550 $
Organisme	0 $	234 702 $	234 702 $
Autres partenaires	0 $	152 438 $	152 438 $
Revenu total	0 $	**467 690 $**	**467 690 $**

Communautique – ÉchoFab durable

SOURCES DE FINANCEMENT	2016	2017	Total
Entente 175 M$	150 000 $	90 000 $	240 000 $
Gouvernement du Québec		89 924 $	89 924 $
Gouvernement du Canada		45 500 $	45 500 $
Organisme		31 000 $	31 000 $
Autres partenaires		184 590 $	184 590 $
Revenus autogénérés		110 220 $	110 220 $
Revenu total	**150 000 $**	**551 234 $**	**701 234 $**

Société québécoise de spéléologie – Étude de projet - Centre de la Terre

SOURCES DE FINANCEMENT	2016	2017	Total
Entente 175 M$	0 $	35 000 $	35 000 $
Ministère de l'Éducation	0 $	18 000 $	18 000 $
Organisme	0 $	42 560 $	42 560 $
Revenu total	0 $	**95 560 $**	**95 560 $**

Club et Événement Horizon Roc - Championnats panaméricains d'escalade junior 2017, centre d'entrainement aux athlètes d'élite et programme d'accessibilité

SOURCES DE FINANCEMENT	2016	2017	Total
Entente 175 M$		215 000 $	215 000 $
Ville de Montréal		50 000 $	50 000 $
Gouvernement du Canada		350 000 $	350 000 $
Gouvernement du Québec		345 000 $	345 000 $
Tourisme Montréal		12 000 $	12 000 $
Prêt bancaire		135 000 $	135 000 $
Autres partenaires		263 000 $	263 000 $
Organisme et auto-généré		220 000 $	220 000 $
Revenu total		**1 590 000 $**	**1 590 000 $**

PME MTL Centre-Est - L'économie sociale en affaire dans l'Est : prospection d'affaires

SOURCES DE FINANCEMENT	2016	2017	Total
Entente 175 M$	0 $	36 000 $	36 000 $
Organisme	0 $	9 660 $	9 660 $
Autres revenus	0 $	14 000 $	14 000 $
Revenu total	0 $	**59 660 $**	**59 660 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1166352004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 639 820 $ à six organismes, pour le projet et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, suite à l'appel de projets Automne 2016 du PRAM-Est, dans le cadre de l'entente de 175 M$ avec le Gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1166352004 - PRAM-Est Automne 2016.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian DICAIRE
Préposé budgétaire
Tél : 514 872-3752

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-04

Pascal-Bernard DUCHARME
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2059
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **HORIZON CARRIÈRE,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est au 5960, rue Jean-Talon Est, bureau 308, Montréal (Québec) H1S 1M2 agissant et représentée par Mme Lina Raffoul, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 19 septembre 2016, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent en partie du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales, le 4 juillet 2012, (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le Gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 **« Annexe 4 »** : le document intitulé « Autorisation de signature »;

1.5 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.6 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre-vingt-mille-cinq-cent-cinquante dollars (80 550 $) incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de soixante-cinq-mille (65 000 $) dans les trente (30) jours suivant la présentation au Directeur du bilan initial du Projet;

3.2.2 le solde de quinze-mille-cinq-cent-cinquante dollars (15 550 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final du projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de la présente convention;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu et répondre aux exigences

indiquées à l'Annexe 1;

4.4 transmettre au Directeur les informations requises par chacun des documents suivants, tel que précisées à l'Annexe 1, en fonction des versements prévus :

4.4.1 avant le premier versement, le bilan initial ;
4.4.2 avant le dernier versement, le bilan financier et le bilan final du Projet.

4.5 transmettre au Directeur, avec le bilan final du Projet, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.6 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.7 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.8 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.9 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres 7afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.10 transmettre au Directeur, à chaque année de la présente convention, des états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiquées à l'Annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet

de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.12 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.13 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.14 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.15 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.16 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.17 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à

l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Ville de Montréal Service du développement économique À l'attention du directeur M. Serge Guérin 303, rue Notre-Dame Est, 6e étage, Montréal (Québec) H2Y 3Y8	**Horizon Carrière** À l'attention de la directrice générale Mme Lina Raffoul 5960, rue Jean-Talon Est, bureau 308 Montréal (Québec) H1S 1M2

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 201

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 201

HORIZON CARRIÈRE

Par : _____
Lina Raffoul, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 201 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET
Espace Co

Création d'un espace de coworking professionnel et accueillant basé sur le partage des ressources (locaux, équipement, etc.), d'expériences et d'expertises pour les travailleurs autonomes, entreprises en développement, exploitants de micro-entreprises, travailleurs du milieu social, artistes et télétravailleurs. L'espace sera situé idéalement à Saint-Léonard mais pourrait être dans les arrondissements d'Anjou ou de Pointe-aux-Trembles−Rivière-des-Prairies.

Étape	Échéancier	Détails
Lancement	Hiver 2017	▪ Recherche de local, négociation et signature de bail ▪ Recherche de soumissionnaires ▪ Recrutement de la ressource humaine
Prédémarrage Plan marketing Lancement des activités	Printemps 2017	▪ Entrée en poste du responsable du projet ▪ Alignement des services offerts avec PME MTL ▪ Rénovation des locaux ▪ Aménagement intérieur ▪ Création de l'image corporative ▪ Création d'un site web, etc. ▪ Promotion ▪ Évènement d'inauguration
Réalisation des activités Évaluations trimestrielles et annuelles	Été-Automne 2017	▪ Animation des services ▪ Phase intensive de promotion et de recrutement continu ▪ Évaluations trimestrielles et annuelles et ajustements au besoin

Objectif	Retombée	Horizon	Indicateur	Cible
Aspects économiques				
Aménagement d'un lieu de travail collaboratif dans l'Est de Montréal Valoriser l'entrepreneuriat et maximiser les chances de succès des entrepreneurs	Présence d'un espace collaboratif dans l'Est de Montréal Création et renforcement d'entreprises	2017 et plus 2017 et plus	Nombre d'utilisateurs Taux d'occupation	65 utilisateurs (2017) Dont 20 d'entreprises en démarrage (2017) 110 utilisateurs (2018) Dont 40 d'entreprises en démarrage (2018) 30 % en 2017 50% en 2018
Dont effet de levier	Promouvoir l'Est Attirer et retenir des entreprises sur le territoire			

Documents exigés	Date	Contenu
Bilan initial	Avant le premier versement	▪ Bail signé d'une durée minimale de trois ans situé à Saint-Léonard ou dans les arrondissements d'Anjou ou de Pointe-aux-Trembles-Rivières-des-Prairies. ▪ Présentation d'un montage financier viable avec les coûts réels.
Bilan final	Avant le 24 novembre et le dernier versement	▪ Bilan des réalisations o Descriptif des activités entreprises o Tableau des retombées mis à jour ▪ Bilan financier o Détails des revenus et dépenses liées au projet ▪ Bilan de la visibilité accordée o Bilan répondant aux exigences de l'article 2.6 de l'Annexe 3
États financiers	Avant le 30 juin 2017 (si versement fait avant le 31 mars 2017) Avant le 30 juin 2018	▪ États financiers de l'Organisme accompagné d'une mission d'examen o incluant les détails des dépenses et revenus liés au Projet tel que stipulé à l'article 4.10

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME HORIZON CARRIÈRE

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres

contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au Gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

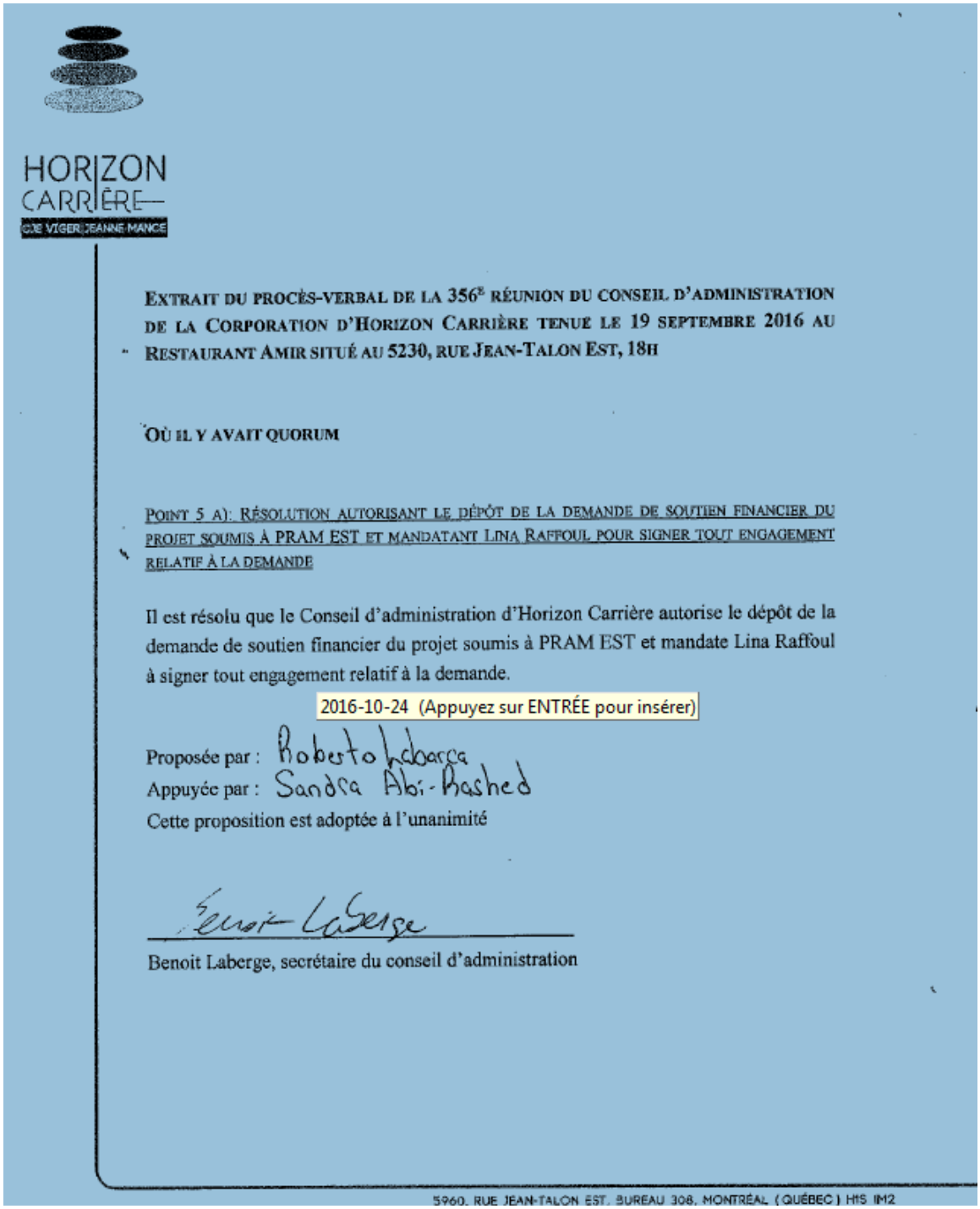
- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du Gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.

- Apposer la signature du Gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au Gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du Gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du Gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du Gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du Gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

AUTORISATION DE SIGNATURE



HORIZON CARRIÈRE
CDE VIGER/JEANNE-MANCE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA 356E RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CORPORATION D'HORIZON CARRIÈRE TENUE LE 19 SEPTEMBRE 2016 AU RESTAURANT AMIR SITUÉ AU 5230, RUE JEAN-TALON EST, 18H

OÙ IL Y AVAIT QUORUM

POINT 5 A): RÉSOLUTION AUTORISANT LE DÉPÔT DE LA DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DU PROJET SOUMIS À PRAM EST ET MANDATANT LINA RAFFOUL POUR SIGNER TOUT ENGAGEMENT RELATIF À LA DEMANDE

Il est résolu que le Conseil d'administration d'Horizon Carrière autorise le dépôt de la demande de soutien financier du projet soumis à PRAM EST et mandate Lina Raffoul à signer tout engagement relatif à la demande.

2016-10-24 (Appuyez sur ENTRÉE pour insérer)

Proposée par : Roberto Ledesma
Appuyée par : Sandra Abi-Rashed
Cette proposition est adoptée à l'unanimité

Benoit Laberge

Benoit Laberge, secrétaire du conseil d'administration

5960, RUE JEAN-TALON EST, BUREAU 308, MONTRÉAL (QUÉBEC) H1S 1M2

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **COMMUNAUTIQUE,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est au 355, rue Peel, suite 111, Montréal (Québec) H3C 2G9 agissant et représentée par Monique Chartrand, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 23 septembre 2016, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent en partie du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales, le 4 juillet 2012, (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le Gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 **« Annexe 4 »** : le document intitulé « Autorisation de signature »;

1.5 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.6 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent quarante mille dollars (240 000 $) incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de cent cinquante mille dollars (150 000$) dans les trente (30) jours suivant la présentation du bilan initial;

3.2.2 une somme de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan de mi-mandat et d'une preuve qu'au moins 80 % du financement est assuré;

3.2.3 le solde de quarante mille dollars (40 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final du projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de la

présente convention;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu et répondre aux exigences indiquées à l'Annexe 1;

4.4 transmettre au Directeur les informations requises par chacun des documents suivants, tel que précisées à l'Annexe 1, en fonction des versements prévus :

4.4.1 avant le premier versement, le bilan initial;
4.4.2 avant le deuxième versement, le bilan de mi-mandat;
4.4.3 avant le dernier versement, le bilan financier et le bilan final du Projet.

4.5 transmettre au Directeur, avec le bilan final du Projet, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.6 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.7 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.8 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.9 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.10 dans la mesure où l'Organisme reçoit annuellement plus de cent mille dollars (100 000,00 $) en contributions financières de la Ville, transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du Projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiquées à l'Annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas

présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article

ET
dans la mesure où l'Organisme reçoit annuellement moins de cent mille dollars (100 000,00 $) en contributions financières de la Ville: transmettre au Directeur, des états financiers accompagnés d'un rapport de mission d'examen, au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, et une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiquées à l'Annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers, transmettre, au lieu des états financiers, un état des revenus et dépenses accompagné d'un rapport de mission d'examen du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.12 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.13 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.14 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.15 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.16 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.17 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

4.18 dans l'éventualité où le Projet est abandonné par l'Organisme et suite à la réception d'un écrit en ce sens du Directeur, remettre à la Ville ou à un bénéficiaire désigné par celle-ci, les équipements acquis grâce au financement

reçu dans le cadre de la présente entente.

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Ville de Montréal Service du développement économique À l'attention du directeur M. Serge Guérin 303, rue Notre-Dame Est, 6e étage Montréal (Québec) H2Y 3Y8	Communautique À l'attention de la directrice générale Mme Monique Chartrand 355, rue Peel, suite 111 Montréal (Québec) H3C 2G9

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de ……. 201

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de ……. 201

COMMUNAUTIQUE

Par : _____
Monique Chartrand, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 201 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET
ÉchoFab durable

L'ÉchoFab Durable est un projet de Fab Lab (laboratoire de fabrication numérique) de l'Est de Montréal dédié au développement durable, qui vise à introduire les dirigeants de PME et les futurs entrepreneurs au prototypage rapide et à l'entrepreneuriat vert. Ce projet vise également à la création d'un centre de fabrication, formation et de pilotage de drones.

Étape	Échéancier	Activités prévues
Lancement	Hiver 2017	Embauche et mobilisation de l'équipe ▪ coordination, médiation en éco-design, médiation technique, agente de développement au volet éducatif, support administratif, agent de communication ▪ recrutement d'un cercle d'ambassadeurs et rencontres bimensuelles Octroi de contrats pour un déploiement jusqu'à l'automne 2017 : ▪ Outils de reconnaissance et partage de connaissances (ex. badges numériques et wiki sémantique) ▪ Recherche Smart Fab Labs ▪ Reconnaissance académique du parcours ▪ Accompagnement et formations Mise à jour des prévisions financières, outils de gestion et de suivis administratifs, plan d'acquisition des équipements et matériaux Démarrage du programme Fab Academy se déroulant de janvier à juin (débutera au centre-ville pour venir sur les lieux à compter de février-mars). ▪ Trois personnes inscrites supportées par un médiateur 2 jours semaine. Élaboration des outils de promotion Aménagement physique et matériel ▪ Bureau, mise à niveau électrique des lieux, commande des équipements et achat des matériaux Consolidation du financement et partenariats ▪ Partenariats signés avec 10 organisations ▪ Obtention de 70 % du financement
Installation, élaboration des programmes et lancement	Février – mars 2017	Ouverture du laboratoire équipé Lancement de l'ÉchoFab durable et promotion Tenue d'une journée porte ouverte Élaboration des programmes pour : ▪ les entrepreneurs ▪ les PME et entreprises collectives ▪ les futurs entrepreneurs

Tests des Formations	Avril - Juin 2017	Test des formations en fabrication numérique et développement durable ▪ Accueil de deux cohortes tests du milieu entrepreneurial ▪ Accueil de deux cohortes tests du milieu éducatif Test de la formation en dronautique durabe ▪ Formation de 10 personnes au pilotage et réparation de drones Test de la formation entrepreneuriat durable ▪ 10 entrepreneurs formés sur la responsabilité sociétale des organisations à l'ère numérique (RSE) et 10 sur la co-innovation de produits ou services à l'ère numérique Bilan et production des plans de formation
Déploiement complet de l'offre et extension des partenariats	Juin - novembre 2017	Réception des cohortes ▪ de différents incubateurs (cible 11 cohortes) ▪ des différentes commissions scolaires (cible 6 cohortes) ▪ d'autres partenaires (tel le Centre Jeunesse) (cible 9 cohortes) Accompagnement de 30 entrepreneurs au prototypage rapide et éco-design auprès d'entrepreneurs Tenue de 5 ateliers et conférences (cible 100 personnes) Ouverture du laboratoire au grand public (30 jours) Offre de formation : ▪ pilotage de drone (cible 10 personnes) ▪ responsabilité sociétale des organisations à l'ère numérique (cible 10 entrepreneurs) ▪ co-innovation de produit ou service à l'ère numérique (cible 10 entrepreneurs) ▪ fabrication de drone (cible 2 cohortes de 10 personnes)

Objectif	Retombée	Horizon	Indicateur	Cible
Aspects économiques et environnementaux				
Renforcer le savoir et l'innovation au sein des entreprises Valoriser l'entrepreneuriat et maximiser les chances de succès des entrepreneurs Développement	Ouverture d'un laboratoire de fabrication numérique Initiation d'entrepreneurs et futur entrepreneur à la fabrication numérique et à l'entrepreneuriat vert	2017, 2018	Nombre d'entrepreneurs accompagnés Nombre de personnes initiées à la fabrication numérique	30 entrepreneurs (2017) 60 entrepreneurs (2018) 370 personnes (2017) dont 300 étudiants /futurs entrepreneurs 700 entrepreneurs (2018) dont 600 étudiants /futurs entrepreneurs

d'un secteur technologique et durable	Formation d'entrepreneurs en responsabilité sociétale des organisations à l'ère numérique et en co-innovation Création d'un centre d'expertise en dromatique		Nombre de personnes formées en RSE et co-innovation Nombre de personnes formées à la dromatique	20 entrepreneurs (2017) 20 entrepreneurs (2018) 40 personnes (2017) 60 personnes (2018)
Dont effet de levier	L'Est est reconnu comme pôle d'innovation et de développement durable et est un lieu privilégié pour les entrepreneurs écoresponsables Collaborations entre l'industrie, la recherche, l'entrepreneuriat et la communauté Création d'emplois en répondant aux besoins du marché sur les métiers associés à la dronautique Développement de nouveaux usages et de nouveaux secteurs d'activités dans l'économie verte			

Documents exigés	**Date**	**Contenu**
Bilan initial	Avant le premier versement	▪ Copie de l'entente-cadre de partenariat avec Boscoville d'une durée de trois ans pour la gratuité d'un espace de 5 000 pieds carrés.
Bilan de mi-mandat	Été 2017 et avant le deuxième versement	▪ un rapport d'activités ▪ la preuve que le montage financier est assuré à 80 % ▪ un bilan financier intérimaire ▪ un plan d'action révisé
Bilan final	Avant le 17 novembre et avant le dernier versement	▪ Bilan des réalisations o Descriptif des activités entreprises¸ o Aperçu du plan d'action pour la suite o Tableau des retombées mises à jour ▪ Bilan financier o Détails des revenus et dépenses liées au projet ▪ Bilan de la visibilité accordée o Bilan répondant aux exigences de l'article 2.6 de l'Annexe 3
États financiers	Avant le 30 novembre 2017 Avant le 31 mars 2018	▪ États financiers vérifiés de l'Organisme o Incluant les détails des dépenses et revenus liés au Projet tel que stipulé à l'article 4.10 ▪ États financiers de l'organisme accompagné d'une mission d'examen : incluant les détails des dépenses et revenus liés au Projet tel que stipulé à l'article 4.10

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME COMMUNAUTIQUE

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres

contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au Gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du Gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.

- Apposer la signature du Gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au Gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du Gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du Gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du Gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du Gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

AUTORISATION DE SIGNATURE

COMMUNAUtique

355, rue Peel, suite 111
Montréal, Québec, H3C 2G9

tél: 514.948.6644
sans frais: 1.877.948.6644
téléc: 514.948.3320
www.communautique.qc.ca
info@communautique.qc.ca

Le 23 septembre 2016

À l'attention de Valérie St-Jean
Ville de Montréal
Service du développement économique
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 2Y8

Objet: Résolution du Conseil d'administration de Communautique en date du 4 septembre 2016

Madame,

Il est résolu à l'unanimité par le Conseil d'administration de Communautique, que :

D'autoriser le dépôt d'une demande de soutien financier pour le projet échoFab Durable dans le cadre du programme PRAM-EST et de mandater Monique Chartrand, directrice générale, pour signer tout engagement relatif à la demande.

Nous vous prions d'accepter, madame St-Jean, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Geoffroi Garon-Épaule
Vice-Président

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CLUB ET ÉVÈNEMENTS HORIZON ROC,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi sur les compagnies*,* dont l'adresse principale est au 2350, rue Dickson, Montréal (Québec) H1N 3T1 agissant et représentée par Mme Maria Izquierdo, secrétaire, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 1er septembre 2016, dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

Ci-après appelée l' « **ORGANISME** »

ATTENDU QUE les fonds nécessaires au support financier octroyé à l'Organisme en vertu de la présente convention proviennent en partie du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales, le 4 juillet 2012, (le « Protocole »);

ATTENDU QUE le Protocole établit les modalités de l'octroi par le ministre des Affaires municipales à la Ville d'une aide financière en vue de lui permettre de réaliser, selon son choix, des projets qui s'inscrivent dans les cinq (5) axes identifiés dans la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025* et qui respectent les objectifs de développement de la Ville, tels que précisés dans ses politiques, stratégies et plans;

ATTENDU QUE le Décret 990-2012, pris par le Gouvernement du Québec le 31 octobre 2012, confère au ministre responsable de la Région de Montréal (le « Ministre ») la responsabilité de l'application de la section IV.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, ainsi que celle des effectifs et des crédits afférents à ces fonctions;

ATTENDU QUE le Protocole entend maximiser les retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales des projets soutenus ainsi que susciter notamment des investissements privés;

ATTENDU QUE le Projet qu'entend réaliser l'Organisme s'inscrit dans un de ces cinq (5) axes du Protocole;

ATTENDU QUE la Ville souhaite soutenir l'Organisme dans la mise en œuvre de son Projet;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme peut recevoir des contributions de différents ministères autres que la subvention provenant du Ministre;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : le document intitulé « Description du Projet »;

1.2 « **Annexe 2** » : liste des dépenses non admissibles dans le cadre du Projet;

1.3 « **Annexe 3** » : le document intitulé « Communications »;

1.4 **« Annexe 4 »** : le document intitulé « Autorisation de signature »;

1.5 « **Directeur** » : le Directeur du Service du développement économique de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

1.6 « **Projet** » : le Projet décrit à l'Annexe 1.

Le préambule et les Annexes 1, 2, 3 et 4 font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui de l'Annexe 1.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes, en considération du respect par l'Organisme de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention et conditionnellement à la disponibilité des

crédits en provenance du Ministre, couvrant toute la durée de l'entente, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent quinze mille dollars (215 000 $) incluant, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.).

3.2 La somme prévue au paragraphe 3.1 est versée à l'Organisme comme suit :

3.2.1 une somme de cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation du bilan initial;

3.2.2 une somme de cent cinq mille (105 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation du bilan de mi-mandat;

3.2.3 le solde de dix mille dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la présentation au Directeur du bilan final du projet.

3.3 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme est en défaut d'exécuter en tout ou en partie ses obligations.

3.4 La Ville peut suspendre tout versement si l'Organisme ne démontre pas, à la satisfaction du Directeur, que le financement global du Projet est assuré.

3.5 La Ville se réserve le droit de diminuer sa contribution financière si le coût du Projet est inférieur à celui présenté pour l'obtention de cette contribution.

3.6 L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

3.7 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer sa contribution financière si l'Organisme doit des sommes à la Ville.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière de la Ville aux seules fins de réaliser le Projet décrit à l'Annexe 1, étant entendu que les sommes versées ne peuvent être employées pour défrayer les coûts indiqués à l'Annexe 2;

4.2 transmettre au Directeur pour approbation, et ce, dans les plus brefs délais, toute modification au Projet, à sa programmation, à ses échéanciers ou à tout autre élément qui contribue à le définir, pouvant intervenir après la signature de la présente convention;

4.3 réaliser le Projet selon le calendrier convenu et répondre aux exigences indiquées à l'Annexe 1;

4.4 transmettre au Directeur les informations requises par chacun des documents suivants, tel que précisées à l'Annexe 1, en fonction des versements prévus :

4.4.1 avant le premier versement, un bilan initial;
4.4.3 avant le deuxième versement, le bilan de mi-mandat;
4.4.4 avant le dernier versement, le bilan financier et le bilan final du Projet.

4.5 transmettre au Directeur, avec le bilan final du Projet, un bilan de la visibilité accordée au Projet conformément aux dispositions prévues à l'article 2.6 de l'Annexe 3;

4.6 informer le Directeur, dans les plus brefs délais, en cours d'année, de toute nouvelle subvention reçue d'un ministère ou d'une agence du Gouvernement du Québec dans le cadre de la réalisation de la présente convention et l'aviser de toute nouvelle demande de subvention faite par l'Organisme dans le cours de celle-ci;

4.7 obtenir, le cas échéant, tous les permis et autorisations requis en vertu des lois et règlements en vigueur;

4.8 assumer tous les coûts de réalisation du Projet et le financement de tout dépassement des coûts requis pour la réalisation de celui-ci, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 3.1;

4.9 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts, à l'égard des travaux réalisés et rendre accessibles au Directeur et au Ministre, durant les heures normales de bureau, après un avis écrit de vingt-quatre (24) heures, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces travaux. L'Organisme collabore avec le Directeur et le Ministre et leur laisse prendre, gratuitement, des photocopies des documents que ceux-ci demandent. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à ces travaux devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins trois (3) ans après la date de la fin du Projet;

4.10 transmettre, pour chaque année de la présente convention, ses états financiers vérifiés, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes,* au Directeur ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal (Québec) H3A 3P1), au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier, comportant le nom de ses partenaires et de toutes les contributions financières confirmées ou reçues pour la réalisation du Projet, incluant une ventilation par ministère pour les contributions publiques, ainsi qu'une ventilation détaillée des dépenses identifiant notamment les dépenses non admissibles indiquées à l'Annexe 2; si les revenus et dépenses du Projet ne sont pas présentés distinctement des autres activités de l'Organisme dans ses états financiers vérifiés, transmettre, en plus des états financiers vérifiés, un état des revenus et dépenses vérifié du Projet avec les ventilations énoncées dans le présent article;

4.11 prendre fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites intentées contre elle résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet de la présente convention et à l'indemniser de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.12 constituer un nouveau conseil d'administration de l'Organisme qui est indépendant et diversifié;

4.13 constituer, à la demande du Directeur, un comité de suivi du Projet, composé d'au moins un représentant de l'Organisme et du Directeur, qui peuvent s'adjoindre, au besoin, d'autres collaborateurs;

4.14 convoquer, dans l'éventualité de la constitution d'un comité de suivi, le Comité au moins deux fois par année et obtenir de celui-ci son avis et ses recommandations sur les propositions de l'Organisme relatives à l'élaboration de chacun des éléments et des étapes majeures de réalisation du programme;

4.15 offrir à la Ville, à la demande du Directeur, un poste d'observateur au sein du conseil d'administration de l'Organisme;

4.16 transmettre au Directeur les procès-verbaux des réunions du Comité de suivi dans le mois suivant la tenue d'une réunion ainsi que toute information que ce dernier peut requérir quant au contenu des rapports qui doivent lui être remis par l'Organisme;

4.17 transmettre au Directeur tout document ou rapport requis en vertu de la présente convention sous forme électronique et sous forme papier;

4.18 transmettre sans délai au Directeur, lorsqu'il en fait la demande par écrit, toute information en lien avec la présente convention;

4.19 conserver son statut d'organisme à but non lucratif pendant toute la durée de la convention;

ARTICLE 5
COMMUNICATION

5.1 L'Organisme doit faire état de la participation financière de la Ville et de celle du Ministre, conformément aux dispositions concernant la visibilité contenues dans l'Annexe 3, dans toute publicité, affichage ou document d'information relatif à l'objet de la présente convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le Ministre par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Directeur et par le Ministre avant diffusion.

5.2 L'Organisme doit associer la Ville, le Ministre et le Secrétariat à la Région de Montréal (le « Secrétariat ») aux différents événements de reconnaissance soulignant l'excellence du Projet.

ARTICLE 6
DÉFAUT

6.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

6.1.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours de la réception d'un avis du Directeur l'enjoignant de remédier à son défaut;

6.1.2 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

6.1.3 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

6.1.4 s'il perd son statut d'organisme à but non lucratif;

6.1.5 s'il a fait une fausse déclaration ou commis une fraude en regard de la présente convention.

6.2 Dans les cas mentionnés aux articles 6.1.1 et 6.1.2, la Ville peut, à son entière discrétion, résilier la convention sur simple avis écrit. Toute contribution financière non versée cesse alors d'être due à l'Organisme et celui-ci doit rembourser à la Ville, au choix de celle-ci, tout ou partie de la contribution financière qui lui a été versée dans les cinq (5) jours suivant une demande à cet effet.

6.3 Dans les cas mentionnés à l'article 6.1.3, 6.1.4 et 6.1.5, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement ou la connaissance de celui-ci et l'article 6.2 s'applique en faisant les adaptations nécessaires.

6.4 La Ville peut suspendre tout versement de l'aide en cas de défaut de l'Organisme. Ce dernier renonce de plus à tout recours à l'encontre de la Ville du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

ARTICLE 7
DÉCLARATION ET GARANTIES

7.1 L'Organisme déclare et garantit qu'il a le pouvoir et l'autorité de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de la présente convention.

7.2 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à

l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine, sous réserve de l'article 6 (défaut), lorsque chaque partie a rempli ses obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2017.

ARTICLE 9
DÉONTOLOGIE

9.1 L'Organisme doit, dans la réalisation du Projet, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Directeur à cet égard.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.2 L'Organisme doit remettre, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 10.1 et remettre, à chaque année, au Directeur, le certificat de renouvellement de la police et de son avenant, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 **Élection de domicile**

Les parties élisent domicile à l'adresse mentionnée à la première page de la présente convention. Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse dans le district judiciaire de Montréal à laquelle tout avis subséquent devra lui être envoyé.

11.2 **Avis**

Tout avis qu'une partie doit donner à l'autre en vertu de la présente convention doit être expédié sous pli recommandé comme suit :

POUR LA VILLE :	**POUR L'ORGANISME :**
Ville de Montréal Service du développement économique À l'attention du directeur M. Serge Guérin 303, rue Notre-Dame Est, 6e étage Montréal (Québec) H2Y 3Y8	CLUB ET ÉVÈNEMENTS HORIZON ROC À l'attention de la secrétaire Mme Maria Izquierdo 2350, rue Dickson Montréal (Québec) H1N 3T1

11.3 **Cession**

L'Organisme ne peut céder ou autrement transporter les droits et obligations lui résultant de la présente convention sans l'accord préalable écrit de la Ville.

11.4 **Absence de mandat**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

11.5 **Invalidité d'une clause**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.6 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute action s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

12.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées sans indemnité payable à l'Organisme pour perte de revenus ou profits anticipés.

12.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente convention.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le …… e jour de …… 201

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le …… e jour de …… 201

CLUB ET ÉVÈNEMENTS HORIZON ROC

Par : _____
Maria Izquierdo, secrétaire

Cette convention a été approuvée par le ……de la Ville de Montréal, le ……. e jour du mois de …….. 201 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET
Championnats panaméricains d'escalade junior 2017, centre d'entraînement pour athlètes d'élite et programme d'accessibilité

Accueil des Championnats panaméricains d'escalade junior en 2017 dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et mise à niveau d'installations qui serviront ensuite de centre d'entraînement pour athlètes d'élite et à la population notamment par un programme d'accès à l'escalade.

Étape	Échéancier	Détails
Travail d'expertise	Janvier - février 2017	▪ Analyse des soumissions et confirmations. ▪ Travail avec des experts pour les plans ▪ d'aménagement, les plans de communication et gestion de la logistique. ▪ Constitution d'un nouveau conseil d'administration ▪ Attribution des contrats
Élaboration programmation /logistique championnats	Janvier - février 2017	▪ Travail avec le conseil Panaméricain pour confirmer la tenue de l'évènement, son annonce officielle, le lancement des inscriptions, création d'un site web pour l'évènement, ententes hôtels
Aménagement installations	Février - avril 2017	▪ Installation des structures d'escalade et ▪ aménagement des espaces dédiés (échauffement, estrades, isolation...)
Mise en œuvre programme communautaire	Mars - juin 2017	▪ Développement des programmes, ententes avec les groupes communautaires, offres de service ▪ Embauche du personnel nécessaire
Préparation évènement	Avril - juin 2017	▪ Coordination, logistique et préparation de ▪ l'évènement : horaire, ressources humaines et matérielles, aménagements spécifiques, procédures ▪ Recrutement de 100 bénévoles
Tenue des Championnats junior panaméricains	25 juin - 2 juillet 2017	▪ Coordination de l'évènement
Élaboration des programmes athlètes	Mai - août 2017	▪ Ententes, inscriptions, développement de programme sport-études, accueil d'athlètes, d'équipe de compétition ▪ Formations, camps d'entraînement, programmes d'accès à l'escalade pour clientèles ciblées
Début du programme communautaire	Juillet - décembre 2017	▪ Accueil des groupes ciblés à travers des organismes locaux (participation de 1 500 personnes)
Mise en œuvre des programmes athlètes	Septembre-décembre 2017	▪ Mise en œuvre des activités régulières des athlètes et formation

Objectif	Retombée	Horizon	Indicateur	Cible
Aspects économiques et environnementaux				
Enrichir l'offre touristique du territoire Renforcement d'Hochelaga-Maisonneuve comme pôle sportif	Obtention des championnats panaméricains juniors d'escalade 2017 Création d'un centre d'entrainement d'escalade d'envergure nationale Mise en place d'un programme pour athlètes d'élite et d'un programme communautaire	2017 2017 et plus	Financement obtenu Nombre de spectateurs Nombre d'athlètes participant aux championnats Nombre d'utilisateurs du programme communautaire Nombre d'utilisateurs du Programme jeunesse Nombre d'utilisateurs athlètes réguliers Nombre d'athlètes en visite ponctuelle (hors Championnats)	Plus de 1 M$ 1200 spectateurs 300 athlètes 6 000 utilisateurs groupe (2017) 7 500 utilisateurs groupe (2018) 200 jeunes (2017) 260 programmes jeunes 2018 25 athlètes relève/élite (2017) 50 athlètes relève/élite (2018) 80 athlètes 2017 125 athlètes 2018
Dont effet de levier	Attraction d'athlète d'élite et d'usagers dans l'Est			

Documents exigés	Date	Contenu
Bilan initial	Hiver 2017 et avant le premier versement	▪ l'engagement du propriétaire a effectuer les travaux notamment par la présentation de contrats; ▪ un montage financier viable avec une mise à jour du budget de caisse prévisionnel ; ▪ la preuve que les championnats panaméricains se tiendront en 2017 au 2350, rue Dickson, Montréal.
Bilan de mi-mandat	Printemps 2017 et avant le deuxième versement	▪ un résumé des activités en cours ▪ la nouvelle constitution du conseil d'administration qui démontre les règles de bonne gouvernance notamment en assurant l'indépendance du conseil, du président et sa diversité; ▪ la description des travaux effectués; ▪ un bilan financier intérimaire.
Bilan final	Automne 2017 et avant le dernier versement	▪ Bilan des réalisations o Descriptif des activités entreprises o Tableau des retombées mis à jour ▪ Bilan financier o Détails des revenus et dépenses liées au projet ▪ Bilan de la visibilité accordée o Bilan répondant aux exigences de l'article 2.6 de l'Annexe 3
États financiers	Avant le 31 mars 2018	▪ États financiers vérifiés de l'Organisme o incluant les détails des dépenses et revenus liés au Projet tel que stipulé à l'article 4.10

ANNEXE 2

DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engagés après le 31 décembre 2017;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les coûts des travaux réalisés avant la signature de la présente convention;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- les frais juridiques;
- les frais de financement temporaire.

ANNEXE 3

COMMUNICATIONS

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME CLUB ET ÉVÈNEMENTS HORIZON ROC

A - VILLE DE MONTRÉAL

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. Soumettre au directeur pour approbation le partage de la visibilité entre tous les partenaires du projet.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse.

  Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres

contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le projet ou l'activité.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet.
- Aviser le cabinet du maire et du comité exécutif par écrit trois semaines avant l'événement.
- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour la citation du maire.
- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet du maire ou des élus.
- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics.
- Offrir d'inclure un message officiel de la mairie ou des élus dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins trois semaines avant la date limite de livraison du matériel.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre à la Ville de Montréal un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.
- Un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale.
- Une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques.
- Une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

Si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal vous pouvez rejoindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : **visibilite@ville.montreal.qc.ca** du Service des communications de la Ville de Montréal.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. L'adresse courriel pour rejoindre le cabinet est la suivante : cabinet.du.maire@ville.montreal.qc.ca. Il est important de préciser que le projet est subventionné par le biais de l'entente du 175 M$ lorsque vous communiquez avec le cabinet.

B. VISIBILITÉ -MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL ET SECRÉTARIAT

L'Organisme doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au Gouvernement du Québec et à cet égard, il doit :

- Faire en sorte que la présence du MINISTRE, notamment son nom et son image institutionnelle, soit reconnue, affichée et associée à son statut de partenaire financier dans l'ensemble des outils de communication produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente.
- Offrir au MINISTRE ou à un de ses représentants de participer à toute annonce ou toute cérémonie officielle concernant les projets liés au présent protocole d'entente.
- Aviser le MINISTRE, par écrit, au moins trois semaines avant la date d'une telle cérémonie pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- Apposer la signature du Gouvernement du Québec dans l'ensemble des outils de communication imprimés ou de format électronique produits dans le cadre des projets liés au présent protocole d'entente, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les communiqués de presse, les infolettres.

- Apposer la signature du Gouvernement du Québec sur les outils de communication qui seront diffusés hors Québec.
- Mentionner verbalement la participation financière du Secrétariat lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Mentionner le partenariat du Secrétariat dans les communiqués de presse;
- Offrir au Secrétariat d'insérer un communiqué dans les pochettes remises lors des événements de presse et lors du bilan.
- Offrir au Secrétariat ou au Gouvernement du Québec un espace publicitaire dans le programme officiel de l'événement, si de tels espaces sont offerts gratuitement aux partenaires publics.
- Offrir d'insérer un message du MINISTRE dans le programme officiel ou, selon le cas, un message gouvernemental conjoint avec les signatures des ministres concernés.
- Offrir au Secrétariat des invitations pour assister aux activités officielles liées au projet, telles que les conférences de presse, lancements, etc.
- Offrir au Secrétariat d'installer un panneau ou une bannière gouvernementale à l'occasion des conférences de presse ainsi que dans les principaux lieux où se déroulera l'événement, si le contexte s'y prête.
- Positionner la signature du Gouvernement du Québec dans le respect des normes d'utilisation de la signature gouvernementale disponible sur le Web à l'adresse suivante : http://www.metropole.gouv.qc.ca/visibilite.
- Aviser le Secrétariat, en s'adressant à la direction des communications (communication.srm@mce.gouv.qc.ca), dès que possible ou au moins 15 jours ouvrables à l'avance, de la tenue des activités publiques relatives au projet et des dates de tombées des documents à fournir: message, communiqué ou autre.
- Faire approuver les éléments de visibilité où apparaissent la signature ou la dénomination du MINISTRE, du Secrétariat ou du Gouvernement du Québec par la Direction des communications du Secrétariat avant leur diffusion auprès du public, et ce, dans un délai minimum de 5 jours ouvrables avant leur impression.
- Ne pas utiliser le nom ou la signature du MINISTRE, du Secrétariat ou du Gouvernement du Québec sans avoir préalablement obtenu le consentement de la Direction des communications du Secrétariat.

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du Gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec la Direction des communications au Secrétariat à l'adresse suivante : communication.srm@mce.gouv.qc.ca

ANNEXE 4

AUTORISATION DE SIGNATURE

Club et événements HR

Résolution du conseil d'administration de Club et Évènements HR
en date du 1er septembre 2016

Résolution N° 01-09-16.2

Attendu que Club et événements Horizon Roc en tant que personne morale sans but lucratif constituée sur la partie 3 des lois sur les compagnies fait une demande de subvention au Programme PRAM EST

Attendu qu'en vertu de la présentation de cette demande il est nécessaire d'assigner une personne responsable du projet.

Il est proposé par Benoit Théroux et appuyé par Ricardo Izquierdo d'autoriser Maria Izquierdo à présenter la demande et à signer les documents qui s'y rattachent.

Signée le 1er septembre 2016



Benoit Théroux

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1165954006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Solutions aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure des ententes-cadres, d'une durée de 24 mois à compter de la date de leur émission, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs ;
2. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les biens mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15371 ;

Firme	Description	Montant des soumissions (24 mois)
CPU Design inc.	**Famille 1** : Postes de travail Windows	9 027 574,56 $
Compugen inc.	**Famille 2A** : Portatif semi-robuste	535 314,17 $
Compugen inc.	**Famille 2B** : Portatif robuste	1 666 785,55 $
Compugen inc.	**Famille 2C** : Tablette semi-robuste	787 542,06 $
Compugen inc.	**Famille 2D** : Tablette robuste	992 413,90 $
Compugen inc.	**Famille 2E** : Portatif convertible semi-robuste	365 952,50 $

Compugen inc.	**Famille 2F** : Portatif convertible robuste	3 445 147,42 $
Informatique ProContact inc.	**Famille 3** : Tablettes Android	543 267,20 $
Coopérative de l'Université Laval	**Famille 4** : Postes de travail Apple	4 075 234,84 $
Compugen inc.	**Famille 5** : Moniteurs	1 277 291,77 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-24 20:13

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1165954006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Solutions aux utilisateurs
Objet :	Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires)

Numéro du mandat
SMCE165954006

Date du mandat
2016-11-03

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat est d'une valeur de plus de 10 M$ (famille 1);

VU que le contrat de biens et services est d'une valeur de plus de 2 M$ et qu'il présente un écart de de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (famille 2);

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1165954006 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-11-04

Jean-François MILOT

_____

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1165954006

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1165954006**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Solutions aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est donné l'objectif de devenir un chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes et numériques. Afin d'atteindre cet objectif, elle doit avant tout se doter des meilleurs outils de travail dans un souci d'efficacité, de performance, d'économie d'échelle et de meilleurs services aux citoyens.

Dans cette optique, le 1er avril 2015, le Service des TI a présenté au comité exécutif la démarche concernant le programme du Bureau de demain.

Ce programme, qui englobe un ensemble de projets unifiés sous une même stratégie, afin d'optimiser la productivité avec les outils bureautiques, inclut les projets suivants:

1- Bureautique: déploiement d'une solution bureautique (messagerie électronique et agenda, suite bureautique [type office] et outils de collaboration) (Investi #70500);

2- Gestion électronique de documents (GED) : acquisition et mise en place d'une plate-forme de gestion électronique de documents et d'automatisation de processus d'affaires (Investi #71350);

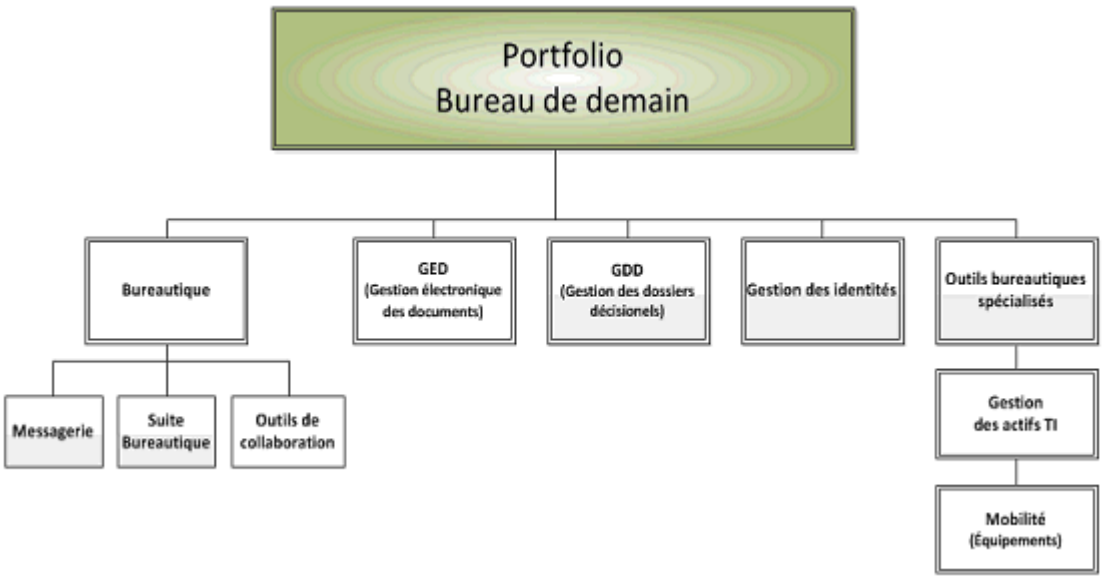
3- Équipements du Bureau de demain : acquisition d'équipements bureautique incluant des postes de travail Windows, des postes de travail semi-robustes et

robustes Windows, des tablettes Android, des postes de travail Apple ainsi que des moniteurs (Investi #74561);

4- Gestion des identités et des accès (GIA) : mise en place d'une solution permettant la gestion des identités et des accès à l'ensemble des ressources informationnelles et physiques de la Ville (Investi #68255);

5- Gestion des actifs TI : mise en place d'un catalogue de services informatisés des actifs TI pour l'ensemble des employés de la Ville (Investi #68063);

6- Gestion des dossiers décisionnels (GDD) : modernisation de l'écosystème actuel de gestion des dossiers décisionnels / Gestion des ordres du jour / ADI et Instances sans papier (Investi #70250).



Ce programme du Bureau de demain a pour objectif de:

- Fournir aux employés un environnement de travail efficace, moderne et sécuritaire;
- Favoriser la mobilité, le travail collaboratif et le partage d'information;
- Optimiser les coûts (acquisition et soutien) et la performance des outils de travail.

Plus particulièrement, le projet de gestion de l'évolution bureautique, sujet du présent dossier, qui fait partie du volet 3 "Équipements du bureau de demain" du programme, vise essentiellement à moderniser les composantes actuelles de l'environnement bureautique des employés ainsi qu'à accompagner ceux-ci pour leurs nouveaux besoins.

Par ailleurs, la Ville de Montréal, pour combler ses besoins bureautiques, a mis en place une stratégie révisée de sollicitation du marché, afin d'offrir des produits qui répondent aux besoins des unités d'affaires au meilleur rapport qualité-prix. Les principaux axes de cette stratégie sont:

- L'augmentation du volume d'achats en incluant la ville de Lévis au regroupement d'achats. À l'automne 2012, des représentants de la Ville de Québec et la Ville de Montréal ont convenu de mettre en place, pour la première fois, un regroupement d'achat pour l'acquisition des produits bureautiques. Le regroupement d'achat a permis de profiter des escomptes de volumes plus

avantageux et de développer des relations de partenariat, bénéfiques pour les deux villes. Pour ces raisons, les deux villes ont décidé de reconduire le regroupement d'achat pour l'acquisition des ordinateurs normalisés, en incluant aussi la Ville de Lévis (CE16 1073). Pour ce faire, des ententes intermunicipales ont été préparées conjointement et approuvées par les services juridiques des trois villes.

- La standardisation de la configuration des équipements demandés afin de favoriser les prix basés sur le volume;
- L'ouverture à un minimum de trois manufacturiers pour les familles applicables (anciennement un seul manufacturier pour la famille 2);
- La communication par le Service de l'approvisionnement avec les manufacturiers et les revendeurs pour les aviser de la publication de l'appel d'offres;
- La réévaluation des fonctionnalités requises au niveau des équipements afin de maximiser l'offre technologique (passage de un à trois manufacturiers pour la famille 2);
- La redéfinition de certaines familles afin d'ouvrir le marché à un plus grand nombre de revendeurs.

L'entente intermunicipale entre Montréal, Québec et Levis établit les conditions et les modalités de partage des responsabilités de chacun pour la réalisation de ce projet. Conformément aux conditions et aux modalités de l'entente, la Ville de Montréal a la responsabilité de procéder à un appel d'offres public pour acquérir les ordinateurs. La Ville de Montréal a également la responsabilité d'adjuger le contrat au plus bas soumissionnaire conforme suivant les modalités établies à l'appel d'offres.

Les dernières ententes-cadres, relatives aux acquisitions des postes de travail normalisés, ont débuté le 5 septembre 2013 et ont pris fin le 3 septembre 2016.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé, en collaboration avec le Service de l'approvisionnement, l'appel d'offres public n° 16-15371, en date du 18 juillet 2016. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir.

Un délai de 9 semaines et a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Au total, dix-sept (17) addendas ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	2016-07-21	Précisions administratives
2	2016-07-26	Précisions suite à des questions techniques et administratives
3	2016-08-02	Précisions suite à des questions techniques et administratives et correction du bordereau
4	2016-08-05	Précisions suite à des questions techniques et administratives

5	2016-08-10	Précisions suite à des questions techniques et administratives
6	2016-08-18	Report de la date d'ouverture des soumissions
7	2016-08-23	Précisions suite à des questions techniques et administratives et correction du bordereau
8	2016-08-26	Précisions suite à des questions techniques et administratives et correction du bordereau
9	2016-08-29	Précisions suite à des questions techniques et administratives
10	2016-08-31	Précisions suite à des questions techniques et administratives
11	2016-08-31	Précisions suite à des questions techniques et administratives et correction du bordereau
12	2016-09-02	Précisions suite à des questions techniques et administratives et correction du bordereau
13	2016-09-06	Précisions suite à des questions techniques et administratives et correction du bordereau
14	2016-09-08	Précisions suite à des questions techniques et administratives, correction du bordereau et report de la date d'ouverture des soumissions
15	2016-09-12	Précisions suite à des questions techniques et administratives
16	2016-09-13	Report de la date d'ouverture des soumissions
17	2016-09-15	Précisions suite à des questions techniques et administratives, correction du bordereau et report de la date d'ouverture des soumissions

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 21 septembre 2016. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier, suivant leur ouverture.

La Ville a reçu sept (7) offres. Les sept (7) soumissions sont déclarées conformes tant administrativement que techniquement.

Le présent dossier vise donc à conclure des ententes-cadres avec les fournisseurs suivants

pour la fourniture sur demande, pour la Ville de Montréal, d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et autres équipements :

Famille (Lot)	Type d'équipement	Adjudicataire	Prix total *
1	Postes de travail Windows	CPU Design inc.	9 027 574,56 $
2 (A)	Portatif semi-robuste	Compugen inc.	535 314,17 $
2 (B)	Portatif robuste	Compugen inc.	1 666 785,55 $
2 (C)	Tablette semi-robuste	Compugen inc.	787 542,06 $
2 (D)	Tablette robuste	Compugen inc.	992 413,90 $
2 (E)	Portatif convertible semi-robuste	Compugen inc.	365 952,50 $
2 (F)	Portatif convertible robuste	Compugen inc.	3 445 147,42 $
2 Total	Postes de travail semi-robustes et robustes Windows	Compugen inc.	7 793 155,60 $
3	Tablettes Android	Informatique ProContact inc.	543 267,20 $
4	Postes de travail Apple	Coop. de l'Université Laval	4 075 234,84 $
5	Moniteurs	Compugen inc.	1 277 291,77 $

***** Excluant les villes de Québec et Lévis.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1073 - 15 juin 2016 - Approuver un projet d'entente intermunicipale entre les Villes de Montréal, de Québec et de Lévis concernant le lancement d'un appel d'offres public et l'octroi d'un contrat pour l'acquisition des ordinateurs de bureau, des portatifs, des semi-robustes et robustes, des tablettes électroniques et d'autres équipements normalisés, pour une période de deux ans avec la possibilité de prolonger de deux périodes de 12 mois chacun.
CG15 0454 - 20 août 2015 - Autoriser la prolongation, pour une période de douze mois supplémentaires, des ententes-cadres conclues avec les firmes Compugen inc. et CPU Design inc. (CG13 0334) pour la fourniture, sur demande, d'ordinateurs de table, d'ordinateurs portatifs et autres équipements normalisés.

CG13 0334 - 29 août 2013 - Conclure avec les firmes Compugen inc. et CPU Design inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de vingt-quatre (24) mois avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois chacune pour la fourniture, sur demande, d'ordinateurs de table, d'ordinateurs portatifs et autres équipements normalisés, suite à l'appel d'offres public numéro 13-12600;

CG12 0313 - 27 août 2012 - Autoriser une dépense de 2 894 456,26 $ taxes incluses pour l'acquisition et l'installation de micro ordinateurs de bureau (CPU Design inc.) et de micro ordinateurs portatifs (Compugen inc.) conformément aux ententes cadres (CG10 0363);

DESCRIPTION

Actuellement, à la Ville de Montréal, il existe plusieurs grandes familles d'ordinateurs normalisés et soutenus par le Service des TI, soit:

- Des ordinateurs de bureau Windows et Apple;

- Des ordinateurs portatifs Windows et Apple;
- Des ordinateurs semi-robustes et robustes Windows;
- Des tablettes électroniques Android, Apple et Windows;
- Des moniteurs.

Afin de combler efficacement les besoins des applications existantes et répondre aux nouveaux projets de développement, le Service des TI souhaite acquérir des équipements bureautiques normalisés par le biais d'ententes-cadres, d'une durée de vingt-quatre (24) mois chacune, avec une possibilité de prolongation de deux périodes de douze (12) mois.

JUSTIFICATION

Sur un total de 27 preneurs du cahier des charges, 7 preneurs (26 %) ont déposé des offres alors que 20 preneurs (74 %) n'ont pas soumissionné.
Parmi les firmes n'ayant pas déposé d'offres:

- 7 fabricants ont pris le cahier des charges pour soutenir leur réseau de revente;
- 2 firmes ont pris le cahier en double (succursales de Montréal et Québec);
- 1 firme mentionne que le délai était trop court;
- 1 firme croyait qu'il s'agissait d'un appel d'offres pour des appareils spécifiques et estimait ne pas être en mesure de satisfaire pleinement les attentes de la Ville;
- Les autres preneurs n'ont pas retourné l'avis de désistement.

Sommaire des écarts:

Famille	**Estimation Service des TI** (incluant Lévis et Québec)	**Prix de l'adjudicataire recommandé** (incluant Lévis et Québec)	**Écart**
1	13 334 823,49 $	12 287 869,09 $	-7,85 %
2 (Lots A à F)	17 222 323,70 $	9 955 437,70 $	-42,20 %
3	492 552,91 $	652 306,80 $	32,43 %
4	4 210 499,47 $	4 416 705,99 $	4,90 %
5	1 719 853,54 $	1 727 621,48 $	0,45 %
Total/ Écart moyen	36 980 053,11 $	29 039 941,05 $	-21,47 %

Présentation des résultats:

Famille 1 - Postes de travail Windows :

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
CPU Design inc.	**9 027 574,56 $**	3 260 294,53 $	12 287 869,09 $
Compugen inc.	**9 229 715,66 $**	3 724 084,88 $	12 953 800,54 $
Informatique ProContact inc.	**9 410 386,38 $**	3 527 413,91 $	12 937 800,29 $
Dernière estimation réalisée	**9 702 452,81 $**	3 632 370,68 $	13 334 823,49 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			12 726 488,76 $

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	3,57 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	665 927,81 $ 5,42 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	(1 046 954,41$) (7,85) %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	649 931,21 $ 5,23 %

Famille 2 - Postes de travail robustes et semi-robustes :

Note : Cette famille comportait 6 lots d'items pouvant être octroyés à des fournisseurs différents. C'est toutefois le même soumissionnaire qui a remporté l'ensemble des lots. Une présentation des résultats par lots est disponible en pièce jointe.

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Compugen inc.	**7 793 155,60 $**	2 162 282,10 $	9 955 437,70 $
Hypertec Systèmes (Québec)	**8 865 017,53 $**	2 504 715,06 $	11 369 732,59 $
CPU Design inc.	**9 104 825,44 $**	2 536 590,96 $	11 641 416,40 $
Solutions informatiques INSO inc.	**9 136 596,57 $**	2 513 633,41 $	11 650 229,98 $
Les systèmes Cyberkar inc.	**10 234 548,11 $**	2 898 239,90 $	13 132 788,01 $
Dernière estimation réalisée	**13 957 965,00 $**	3 264 358,70 $	17 222 323,70 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			11 549 920,94 $ 16,02 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			3 177 350,31 $ 31,92 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(7 266 886,01) $ (42,20) %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	1 414 294,90 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	14,21 %

Explication sur l'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation :

- Aucun appel d'offres de cette nature n'a été effectué par la Ville depuis 2009 et à cette époque, l'appel d'offres incluait des services et ne s'appliquait qu'à un seul produit;
- L'estimé de la Ville est basé sur les prix publiés pour des regroupements d'achats du secteur public et les prix recensés auprès des différents fabricants;
- L'important volume d'achats de l'entente Montréal, Québec et Lévis peut expliquer les prix favorables obtenus lors de cette sollicitation du marché.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le lot F de la famille 2 sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, et répondant à la (aux) condition(s) suivante(s) :
    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Famille 3 - Tablettes Android :

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Informatique ProContact inc.	**543 267,20 $**	109 039,60 $	652 306,80 $
Solutions Informatiques INSO inc.	**578 147,44 $**	113 681,46 $	691 828,90 $
Dernière estimation réalisée	**412 185,38 $**	80 367,53 $	492 552,91 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			672 067,85 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			3,03 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			39 522,10 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			6,06 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			159 753,90 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			32,43%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			39 522,10 $

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	6,06 %

Explication sur l'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation :

- L'estimation de la Ville est basée sur la moyenne des prix des produits disponibles sur le marché incluant les produits d'entrée de gamme;
- Les produits proposés par les deux soumissionnaires sont des produits de gamme supérieure.

Famille 4 - Apple :

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Coopérative de l'Université Laval	**4 075 234,84 $**	341 471,15 $	4 416 705,99 $
Dernière estimation réalisée	**3 880 118,81 $**	330 380,66 $	4 210 499,47 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			4 416 705,99 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0.000 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			206 206,51 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			4,90 %

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, la famille 4 sera soumise à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, et répondant à la (aux) condition(s) suivante(s) :
    - Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d’offres.

Famille 5 - Moniteurs :

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Compugen inc.	**1 277 291,77 $**	450 329,71 $	1 727 621,48 $
CPU Design inc.	**1 312 537,35 $**	468 254,08 $	1 780 791,43 $
Informatique ProContact inc.	**1 376 693,40 $**	483 319,26 $	1 860 012,66 $
Solutions Informatiques INSO inc.	**1 748 614,53 $**	613 175,36 $	2 361 789,89 $
Dernière estimation réalisée	**1 261 850,63 $**	458 002,91 $	1 719 853,54 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 932 553,87 $

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	11,86 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	634 168,41 $ 36,71 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	7 767,94 $ 0,45 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	53 169,96 $ 3,08 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les achats effectués auprès des fournisseurs se feront au rythme de l'expression des besoins des diverses unités administratives et selon leurs disponibilités budgétaires. Les budgets utilisés pour faire ces acquisitions sont déjà inclus à l'intérieur des enveloppes budgétaires des différentes unités d'affaires de la Ville de Montréal ainsi que dans le programme triennal d'immobilisation. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Les services corporatifs et les arrondissements de la Ville de Montréal pourront faire appel à ces ententes. Ces ententes pourront donc encourir des dépenses d'agglomération.
Les Villes de Québec et de Lévis pourront bénéficier des ententes-cadres en vertu de l'entente intermunicipale entérinée le 15 juin 2016, et assumeront elles-mêmes les dépenses liées à l'acquisition des équipements en question.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les équipements remplacés seront envoyés à l'OPEQ - Ordinateurs pour les écoles du Québec, qui a pour mission d'offrir des équipements informatiques performants gratuitement ou à faible coût aux écoles privées et publiques, centres de la petite enfance (CPE), organismes à but non lucratif (OBNL) et bibliothèques du Québec. Cet organisme sans but lucratif (OSBL) encourage l'insertion sociale, le réemploi et le recyclage écologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Donner suite à ce dossier permettra à la Ville de renouveler son parc informatique et ainsi exploiter toutes les nouvelles fonctionnalités des applicatifs déployés à l'échelle de la Ville ainsi que des nouvelles versions de logiciels offertes sur le marché. Ce dossier nous permet aussi d'avoir accès à de nouvelles gammes de produits via cette entente-cadre, tel que les produits Apple, les tablettes Android et Windows, les postes robustes et semi-robustes ainsi que les postes de type convertibles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au CE - 2 novembre 2016;
Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats - 9 novembre 2016;
Approbation du dossier au CE - 16 novembre 2016;
Approbation du dossier au CM - 21 novembre 2016;
Approbation du dossier au CG - 24 novembre 2016;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis FECTEAU
Conseiller en systèmes de gestion

Tél : 514 872-2600
Télécop. : 514 280-9103

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-06

Nathalie N MARCHAND
Chef de division

Tél : 514 872-9972
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Carle BEAUCHAMP
Directeur / CE Espace de travail

Tél : 514.206.6432
Approuvé le : 2016-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2016-10-24

Présentation des résultats famille 2 – Lots A à F

Famille 2 – Lot A : Portatif semi-robuste

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Compugen inc.	**535 314,17 $**	79 546,36 $	614 860,53 $
Hypertec Systèmes (Québec)	**776 840,98 $**	116 715,38 $	893 556,36 $
CPU Design inc.	**788 295,24 $**	117 453,47 $	905 748,71 $
Solutions informatiques INSO inc.	**813 072,31 $**	121 251,55 $	934 323,86 $
Les systèmes Cyberkar inc.	**788 239,97 $**	121 524,16 $	909 764,13 $
Dernière estimation réalisée	**1 150 899,75 $**	169 432,91 $	1 320 332,66 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			851 650,72 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			38,51 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			319 463,33 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			51,95 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(705 472,12) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-53,43 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			278 695,83 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			45,32 %

Famille 2 – Lot B : Portatif robuste

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Compugen inc.	**1 666 785,55 $**	151 015,67 $	1 817 801,22 $
Hypertec Systèmes (Québec)	**2 090 092,79 $**	204 632,40 $	2 294 725,19 $
CPU Design inc.	**2 161 553,39 $**	209 466,55 $	2 371 019,94 $
Solutions informatiques INSO inc.	**2 245 121,87 $**	219 395,73 $	2 464 517,60 $
Les systèmes Cyberkar inc.	**2 192 254,11 $**	202 302,43 $	2 394 556,54 $
Dernière estimation réalisée	**3 456 723,38 $**	319 400,55 $	3 776 123,93 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			2 268 524,10 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			24,79 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			646 716,38 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			35,57 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(1 958 322,71) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-51,86 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			476 923,97 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			26,23 %

Famille 2 – Lot C : Tablette semi-robuste

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Compugen inc.	**787 542,06 $**	228 224,89 $	1 015 766,95 $
Hypertec Systèmes (Québec)	**937 740,43 $**	276 269,33 $	1 214 009,77 $
CPU Design inc.	**953 689,05 $**	278 705,26 $	1 232 394,32 $
Solutions informatiques INSO inc.	**931 827,79 $**	272 845,95 $	1 204 673,74 $
Les systèmes Cyberkar inc.	**1 146 269,01 $**	332 201,44 $	1 478 470,45 $
Dernière estimation réalisée	**1 154 923,88 $**	313 766,78 $	1 468 690,65 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 229 063,04 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			20,99 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			462 703,50 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			45,55 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(452 923,70) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-30,83 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			188 906,79 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			18,59 %

Famille 2 – Lot D : Tablette robuste

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Compugen inc.	**992 413,90 $**	302 767,81 $	1 295 181,71 $
Hypertec Systèmes (Québec)	**1 068 400,22 $**	380 656,19 $	1 449 056,41 $
CPU Design inc.	**1 097 178,51 $**	385 030,17 $	1 482 208,68 $
Solutions informatiques INSO inc.	**1 109 813,15 $**	385 155,21 $	1 494 968,36 $
Les systèmes Cyberkar inc.	**1 349 433,28 $**	441 652,29 $	1 791 085,57 $
Dernière estimation réalisée	**1 420 228,69 $**	507 787,09 $	1 928 015,78 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 502 500,15 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			16,00 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			495 903,86 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			38,28 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(632 834,07) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-32,82 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			153 874,71 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			11,88 %

Famille 2 – Lot E : Portatif convertible semi-robuste

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Compugen inc.	**365 952,50 $**	1 104 424,00 $	1 470 376,51 $
Hypertec Systèmes (Québec)	**385 291,78 $**	1 194 767,73 $	1 580 059,51 $
CPU Design inc.	**390 452,41 $**	1 208 181,81 $	1 598 634,22 $
Solutions informatiques INSO inc.	**382 255,36 $**	1 182 765,62 $	1 565 020,98 $
Les systèmes Cyberkar inc.	**490 790,83 $**	1 430 709,65 $	1 921 500,48 $
Dernière estimation réalisée	**485 481,94 $**	1 387 748,25 $	1 873 230,19 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 627 118,34 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			10,65 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			451 123,97 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			30,68 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(402 853,68) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-21,50 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			94 644,47 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			6,43 %

Famille 2 – Lot F : Portatif convertible robuste

Firmes soumissionnaires	**Prix Ville de Montréal**	Autres (Lévis et Québec)	Total
Compugen inc.	**3 445 147,42 $**	296 303,36 $	3 741 450,78 $
Hypertec Systèmes (Québec)	**3 606 651,33 $**	331 674,03 $	3 938 325,35 $
CPU Design inc.	**3 713 656,85 $**	337 753,70 $	4 051 410,55 $
Solutions informatiques INSO inc.	**3 654 506,09 $**	332 219,33 $	3 986 725,43 $
Les systèmes Cyberkar inc.	**4 267 560,91 $**	369 849,92 $	4 637 410,84 $
Dernière estimation réalisée	**6 289 707,38 $**	566 223,13 $	6 855 930,51 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			4 071 064,59 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			8,80 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			895 960,06 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			23,94 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(3 114 479,73) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-45,42 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			196 874,57 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			5,26 %

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1165954006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Solutions aux utilisateurs
Objet :	Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15371 Intervention appro.pdf
16-15371 Tableau des prix SiIMON.pdf
16-15371 Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approviionnement II
Tél : 514-872-3573

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-24

Claude HOULE
Chef de section par intérim
Tél : 514-872-5282
Division : Acquisition de services professionnels et services connexes

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15371

No du GDD : 1165954006

Titre de l'appel d'offres : Fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, des tablettes électroniques, des moniteurs et autres équipements

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 7 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 29 - 8 - 2016

Ouverture faite le : 21 - 9 - 2016

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 17

Date du dernier addenda émis : 15 - 9 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 64 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 27

Nbre de soumissions reçues : 7

% de réponses : 25,9

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 1 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 1 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Compugen inc.	$ 12 953 800,54		Famille 1
Compugen inc.	$ 9 955 437,70	√	Famille 2
Compugen inc.	$ 1 727 621,48	√	Famille 5
CPU Design inc.	$ 12 287 869,09	√	Famille 1
CPU Design inc.	$ 11 641 416,40		Famille 2
CPU Design inc.	$ 1 780 791,44		Famille 5
Coopérative de l'Université Laval	$ 4 416 705,99	√	Famille 4
Informatique ProContact inc.	$ 12 937 800,30		Famille 1
Informatique ProContact inc.	$ 652 306,80	√	Famille 3
Informatique ProContact inc.	$ 1 860 012,66		Famille 5
Solutions informatiques Inso inc.	$ 11 650 229,97		Famille 2
Solutions informatiques Inso inc.	$ 691 828,90		Famille 3
Solutions informatiques Inso inc.	$ 2 361 789,89		Famille 5
Les systèmes Cyberkar	$ 13 132 788,01		Famille 2
Hypertec Systèmes (Québec)	$ 11 369 732,59		Famille 2

Information additionnelle

Concernant les preneurs de l'appel d'offres au total de 27, deux firmes ont pris possession des documents en double,nous comptons 7 manufacturiers et 7 soumissionnaires, donc 11 preneurs qui n'ont pas répondu à l'appel d'offres. Des avis de désistement ont été reçus: une (1) firme mentionne que le délai n'était pas convenable, une (1) autre firme pensait que l'appel d'offres ne visait pour des produits Apple. Aucun autre avis de désistement n'a été reçu à ce jour malgré la relance que nous avons effectuée.

Préparé par : Bernard Boucher Le 19 - 10 - 2016

	Agent d'approvisionnement	Numéro de l'appel d'offres:	16-15371		Titre de l'appel d'offres:	Fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, des tablettes électroniques, des moniteurs et autres équipements		
	Bernard Boucher	**Compugen inc.**	**CPU Design inc.**	**Coopérative Université Laval**	**Informatique ProContact inc.**	**Solutions Informatiques Inso inc.**	**Les systèmes Cyberkar inc.**	**Hypertec Systèmes (Québec)**

G	No	Articles	Terme	Qté	Total avec Taxes	Total avec Taxes	Total avec Taxes	Total avec Taxes	Total avec Taxes	Total avec Taxes	Total avec Taxes
G1	**1**	Famille 1	1	1	12 953 800,54 $	12 287 869,09 $		12 937 800,30 $			
G2	**2**	Famille 2	1	1	9 955 437,70 $	11 641 416,40 $			11 650 229,97 $	13 132 788,01 $	11 369 732,59 $
G7	**8**	Famille 3	1	1				652 306,80 $	691 828,90 $		
G8	**9**	Famille 4	1	1			4 416 705,99 $				
G9	**10**	Famille 5	1	1	1 727 621,48 $	1 780 791,44 $		1 860 012,66 $	2 361 789,89 $		

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15371
Numéro de référence : 996222
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et autres équipements

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
3608999 Canada Inc 5200 Paré Montréal, QC, h4p1p5 NEQ : 1144007995	Monsieur Anthony Sleiman Téléphone : 514 733-1684 Télécopieur :	**Commande : (1160814)** 2016-08-05 9 h 11 **Transmission :** 2016-08-05 9 h 11	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-08-05 9 h 11 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-08-05 9 h 11 - Téléchargement 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-05 9 h 11 - Téléchargement 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-05 9 h 11 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4
2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5
2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date
2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis)
2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14

				h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Apple Canada INC 555 boul. Dr-Frederik-Philips Bur 210 Montréal, QC, j5y 3w8 NEQ : 0123456789	Monsieur Jean-Marc Boisvert Téléphone : 514 747-8410 Télécopieur : 514 747-2124	**Commande : (1157389)** 2016-07-21 22 h 05 **Transmission :** 2016-07-21 22 h 05	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 22 h 05 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-

15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17

h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel

2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel

2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h

				26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Bell Mobilité Inc. 200, boulevard Bouchard 4CO Dorval, QC, H9S 5X5 http://www.bell.ca NEQ : 1143866029	Madame Nathalie Jeffrey Téléphone : 514 420-3073 Télécopieur : 514 420-8315	**Commande : (1160285)** 2016-08-03 10 h 47 **Transmission :** 2016-08-03 10 h 47	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-08-03 10 h 47 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-08-03 10 h 47 - Téléchargement 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-03 10 h 47 - Téléchargement 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-03 10 h 47 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel 2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)

2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel

2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel

2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 26 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié

				(plan) : Courrier électronique
☐	CDW Canada Inc 20 Carlson Court Suite 300 Etobicoke, ON, M9W 7K6 http://CDW.ca NEQ : 1166998014	Madame Behnoosh Taherzadeh Téléphone : 647 288-6005 Télécopieur : 647 288-6105	**Commande : (1156717)** 2016-07-20 14 h 14 **Transmission :** 2016-07-20 14 h 14	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel 2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel 2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement 2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)

2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

				2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel 2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Compugen inc. (Montréal) 7355 Route Transcanadienne Montréal, QC, H4T1T3 http://compugen.com NEQ : 1149538739	Monsieur José Solis Téléphone : 514 736-8400 Télécopieur : 514 341-0404	**Commande : (1156232)** 2016-07-19 15 h 42 **Transmission :** 2016-07-19 15 h 42	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel

2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel

2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9

2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16

				h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Coop UQAM 289 Sainte-Catherine Est Montréal, QC, H2X1L4 http://www.coopuqam.com NEQ :	Monsieur Georges Barelli Téléphone : 514 987-3000 Télécopieur : 514 987-4634	**Commande : (1157283)** 2016-07-21 15 h 02 **Transmission :** 2016-07-21 15 h 02	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 15 h 02 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 -

Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4
2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5
2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date
2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis)
2016-08-31 18

h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report

				de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CPU DESIGN INC 4803 rue Molson Montréal, QC, H1Y 0A2 NEQ : 1142493932	Monsieur Nicolas Belanger Téléphone : 514 955-8280 Télécopieur :	**Commande : (1177848)** 2016-09-15 9 h 57 **Transmission :** 2016-09-15 9 h 57	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de

date
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis)
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau)
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis)
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau)
2016-09-15 9 h 57 - Aucun

2646399 - 16-

				15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 57 - Aucun 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 57 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	CPU DESIGN INC 4803 rue Molson Montréal, QC, H1Y 0A2	Madame Marie-Ève Desormiers Téléphone : 514 955-	**Commande : (1155384)** 2016-07-18	2629252 - 16-15371 Addenda No 1

		NEQ : 1142493932	8280 Télécopieur : 514 955-6791	11 h 34 **Transmission :** 2016-07-18 11 h 34	2016-07-21 10 h 58 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel 2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel 2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement 2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel 2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)

2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16

				h 47 - Courriel 2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Dell Canada inc. - EB 320-100 Alexis-Nihon Montréal, QC, h4m2n9 http://www.dell.ca/fr NEQ : 1145525805	Monsieur Eric Belanger Téléphone : 514 730-1068 Télécopieur :	**Commande : (1155341)** 2016-07-18 11 h 04 **Transmission :** 2016-07-18 11 h 04	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel

2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10

2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda

				No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Globy Media inc. 507, Place d'Armes Bureau 1506 Montréal, QC, H2Y 2W8 NEQ : 1171333629	Monsieur Martin Beaulieu Téléphone : 514 518-7848 Télécopieur : 514 518-7848	**Commande : (1174177)** 2016-09-06 23 h 19 **Transmission :** 2016-09-06 23 h 19	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2635901 - 16-15371 Addenda No 5
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau)
2016-09-06 23 h 19 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis)
2016-09-08 16 h 47 - Courriel

				2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	HP Canada Co. 5150 Spectrum Way Floor 6 Mississauga, ON, L4W5G1 NEQ : 1170863949	Monsieur Mathieu Philippart Téléphone : 1289 374-6135 Télécopieur :	**Commande : (1155410)** 2016-07-18 11 h 53 **Transmission :** 2016-07-18 11 h 53	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3

(bordereau)
2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4
2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5
2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date
2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-

15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

				2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Hypertec Systèmes (Québec) 2800 rue Einstein Suite 060 Québec, QC, G1X 4N8 NEQ : 1142971879	Monsieur Eric Piral Téléphone : 418 683-2192 Télécopieur : 418 683-2148	**Commande : (1155353)** 2016-07-18 11 h 14 **Transmission :** 2016-07-18 11 h 14	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22

h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda

no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel

2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel

2650102 - 16-15371 Addenda no 17

				(bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Informatique ProContact inc. 3249, Jean-Béraud Laval, QC, H7T 2L2 http://www.procontact.ca NEQ : 1171381446	Monsieur Ali Fajr Téléphone : 514 292-2224 Télécopieur :	**Commande : (1155340)** 2016-07-18 11 h 03 **Transmission :** 2016-07-18 11 h 03	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel 2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel 2640748 - 16-

15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda

				no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel 2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement 2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel 2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Insight Canada	Madame Denise Gauvin	**Commande**	2629252 - 16-

5410 Decarie Montréal, QC, H3X 4B2 NEQ : 1167938399	Téléphone : 514 669-8367 Télécopieur :	**: (1160338)** 2016-08-03 12 h 07 **Transmission :** 2016-08-03 12 h 07	15371 Addenda No 1 2016-08-03 12 h 07 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-08-03 12 h 07 - Téléchargement 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-03 12 h 07 - Téléchargement 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-03 12 h 07 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel 2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel 2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement 2642784 - 16-

15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15

				h 25 - Téléchargement 2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel 2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Intel Canada 7 Shannondoe Crescent ottawa, ON, K2M2C8 NEQ :	Madame Helene Joncas Téléphone : 613 883-8850 Télécopieur :	**Commande : (1158676)** 2016-07-27 9 h 45 **Transmission :** 2016-07-27 9 h 45	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-27 9 h 45 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda

No 2
2016-07-27 9 h 45 - Téléchargement

2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis)
2016-08-02 10 h 18 - Courriel

2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau)
2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4
2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5
2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date
2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-08-26 13 h 03 -

Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-

				15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lenovo (Canada) Inc. 630 Boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2330 Montréal, QC, H3B 1S6 NEQ : 1162894027	Monsieur lenovo_QSO_Gouv_Think Gérin-Lajoie Téléphone : 418 873-8479 Télécopieur : 585 512-1728	**Commande : (1155343)** 2016-07-18 11 h 08 **Transmission :** 2016-07-18 11 h 08	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau)

2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4
2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5
2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date
2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda

no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-

				15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les systèmes Cyberkar 3026 rue Anderson Terrebonne, QC, J5W6H2 NEQ : 1170306725	Monsieur Jonathan Boivin Téléphone : 514 269-3352 Télécopieur :	**Commande : (1157984)** 2016-07-25 10 h 39 **Transmission :** 2016-07-25 10 h 39	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-25 10 h 39 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5

2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-

15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel

2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel

2650102 - 16-15371 Addenda

				no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Micro Logic 2786, chemin Ste-Foy Sainte-Foy, QC, G1V 1V8 http://www.micrologic.ca NEQ : 1168715408	Madame Karine Lavallée Téléphone : 418 658-6624 Télécopieur :	**Commande : (1155688)** 2016-07-18 16 h 58 **Transmission :** 2016-07-18 16 h 58	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel 2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-

15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel

2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel

2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Microsoft Canada Co 2640, Boul. Laurier Bureau 1500, 15 Québec, QC, G1V 5C2 http://www.microsoft.ca NEQ :	Monsieur Alexis Fonseca Téléphone : 514 586-2388 Télécopieur :	**Commande : (1158034)** 2016-07-25 11 h 27 **Transmission :** 2016-07-25 11 h 27	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-25 11 h 27 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel 2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel 2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement 2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)

2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

				2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel 2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mon technicien 4422 Louis-B.-Mayer Laval, QC, h7p0g1 http://www.montechnicien.com NEQ : 1149876253	Monsieur Sylvain Dion Téléphone : 514 895-5858 Télécopieur : 450 934-4393	**Commande : (1157352)** 2016-07-21 16 h 35 **Transmission :** 2016-07-21 16 h 35	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 16 h 35 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15

h 35 - Courriel

2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel

2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda

no 9
2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis)
2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau)
2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis)
2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau)
2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis)
2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau)
2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis)
2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau)

				2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Northern Micro Inc 3107 avenue des hôtels Québec, QC, G1W 4W5 NEQ : 1145196201	Monsieur André Aubert Téléphone : 418 576-5085 Télécopieur :	**Commande : (1155845)** 2016-07-19 9 h 22 **Transmission :** 2016-07-19 9 h 22	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-

15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14

				h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Société Conseil Groupe LGS (Montréal) 1360, boulevard René-Lévesque Ouest Suite 400 Montréal, QC, H3G 2W6 http://www.lgs.com NEQ : 1142691709	Monsieur Vincent Thériault Téléphone : 514 964-1304 Télécopieur : 514 964-1713	**Commande : (1167240)** 2016-08-19 7 h 42 **Transmission :** 2016-08-19 7 h 42	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-08-19 7 h 42 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-08-19 7 h 42 - Téléchargement 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-19 7 h 42 - Téléchargement 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-19 7 h 42 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-19 7 h 42 - Téléchargement 2635901 - 16-

15371 Addenda No 5
2016-08-19 7 h 42 - Téléchargement

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date
2016-08-19 7 h 42 - Téléchargement

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis)
2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11

(bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel

2650101 - 16-

				15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Softchoice LP 100-1165 boul Lebourgneuf Québec, QC, G2K 2C9 NEQ : 3369689461	Monsieur Oscar Rios Téléphone : 514 846-5660 Télécopieur :	**Commande : (1157625)** 2016-07-22 11 h 15 **Transmission :** 2016-07-22 11 h 15	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-22 11 h 15 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de

date
2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis)
2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau)
2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis)
2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-

15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel

2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel

2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Solutions informatiques Inso 6615 Avenue du Parc Montréal, QC, H2V4J1 NEQ : 1164346505	Madame Appels D'offres Téléphone : 514 271-4676 Télécopieur :	**Commande : (1155618)** 2016-07-18 15 h 31 **Transmission :** 2016-07-18 15 h 31	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 58 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel 2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel 2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 -

Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda

				no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement 2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel 2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Toshiba Canada Ltée 1467 WELLINGTON Montréal, QC, H3K 1V6 NEQ : 1144111128	Madame Danielle Charron Téléphone : 514 390-7757 Télécopieur : 514 390-	**Commande : (1156102)** 2016-07-19 13 h 39 **Transmission**	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 57 - Courriel

			7770	: 2016-07-19 13 h 39	2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda No 5 2016-08-10 22 h 51 - Courriel 2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date 2016-08-18 17 h 45 - Courriel 2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis) 2016-08-23 11 h 30 - Courriel 2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau) 2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement 2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis) 2016-08-26 13 h 03 - Courriel 2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau) 2016-08-26 13 h 03 -

Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9 2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10 2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-

				15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement 2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel 2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Zone Université Laval 2305 rue de l'Université local 0112 Université Laval Québec, QC, G1V 0B4 NEQ : 1146401055	Madame Sonia Giroux Téléphone : 418 656-2600 Télécopieur :	**Commande : (1155752)** 2016-07-19 8 h 02 **Transmission :** 2016-07-19 8 h 02	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-21 10 h 58 - Courriel 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3

(bordereau)
2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement

2634137 - 16-15371 Addenda No 4
2016-08-05 15 h 06 - Courriel

2635901 - 16-15371 Addenda No 5
2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date
2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-

15371 Addenda no 11 (devis) 2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau) 2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

				2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel 2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 26 - Courriel 2650102 - 16-15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Zone Université Laval 2305 rue de l'Université local 0112 Université Laval Québec, QC, G1V 0B4 NEQ : 1146401055	Madame Sonia Giroux Téléphone : 418 656-2600 Télécopieur :	**Commande : (1158431)** 2016-07-26 13 h 39 **Transmission :** 2016-07-26 13 h 39	2629252 - 16-15371 Addenda No 1 2016-07-26 13 h 39 - Téléchargement 2630881 - 16-15371 Addenda No 2 2016-07-26 15 h 35 - Courriel 2632688 - 16-15371 Addenda No 3 (devis) 2016-08-02 10 h 18 - Courriel 2632689 - 16-15371 Addenda No 3 (bordereau) 2016-08-02 10 h 18 - Téléchargement 2634137 - 16-15371 Addenda No 4 2016-08-05 15 h 06 - Courriel 2635901 - 16-15371 Addenda

No 5
2016-08-10 22 h 51 - Courriel

2639329 - 16-15371 Addenda no 6-report de date
2016-08-18 17 h 45 - Courriel

2640747 - 16-15371 Addenda No 7 (devis)
2016-08-23 11 h 30 - Courriel

2640748 - 16-15371 Addenda No 7 (bordereau)
2016-08-23 11 h 30 - Téléchargement

2642784 - 16-15371 Addenda No 8 (devis)
2016-08-26 13 h 03 - Courriel

2642785 - 16-15371 Addenda No 8 (bordereau)
2016-08-26 13 h 03 - Téléchargement

2643440 - 16-15371 Addenda no 9
2016-08-29 15 h 48 - Courriel

2644556 - 16-15371 Addenda 10
2016-08-31 17 h 24 - Courriel

2644562 - 16-15371 Addenda no 11 (devis)
2016-08-31 18 h 01 - Courriel

2644563 - 16-15371 Addenda no 11 (bordereau)
2016-08-31 18 h 01 - Téléchargement

2645879 - 16-15371 Addenda no 12 (devis) 2016-09-02 17 h 42 - Courriel

2645880 - 16-15371 Addenda no 12 (bordereau) 2016-09-02 17 h 42 - Téléchargement

2646399 - 16-15371 Addenda no 13 (devis) 2016-09-06 15 h 25 - Courriel

2646400 - 16-15371 Addenda no 13 (bordereau) 2016-09-06 15 h 25 - Téléchargement

2647549 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (devis) 2016-09-08 16 h 47 - Courriel

2647550 - 16-15371 Addenda No 14 - Report de date (bordereau) 2016-09-08 16 h 47 - Téléchargement

2648794 - 16-15371 Addenda No 15 2016-09-12 15 h 40 - Courriel

2649223 - 16-15371 Addenda no 16 -report de date 2016-09-13 14 h 47 - Courriel

2650101 - 16-15371 Addenda no 17 (devis) 2016-09-15 9 h 25 - Courriel

2650102 - 16-

15371 Addenda no 17 (bordereau) 2016-09-15 9 h 25 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.21

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1165954006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Solutions aux utilisateurs
Objet :	Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires)



Rapport- mandat SMCE165954006 - ordinateurs, tablettes, etc.pdf

Dossier # :1165954006

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 24 novembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE165954006

Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires).

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE165954006

Conclure avec CPU Design inc. (famille 1 - 9 027 574,56 $), Compugen inc. (famille 2 : Lot A - 535 314,17 $, Lot B - 1 666 785,55 $, Lot C - 787 542,06 $, Lot D - 992 413,90 $, Lot E - 365 952,50 $, Lot F - 3 445 147,42 $ et famille 5 - 1 277 291,77 $), Informatique ProContact inc. (famille 3 - 543 267,20 $) et Coopérative de l'Université Laval (famille 4 - 4 075 234,84 $), des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande d'ordinateurs de table, portatifs, semi-robustes et robustes, de tablettes électroniques et de moniteurs - Appel d'offres public 16-15371 - (7 soumissionnaires).

À sa séance du 2 novembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (famille 2, lot F);*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (famille 4).*

Le 9 novembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier et ont reçu des réponses satisfaisantes.

Ils ont bien compris le choix du Service de procéder par ententes-cadres d'une durée de vingt-quatre mois pour acquérir divers équipements bureautiques normalisés répondant aux besoins des utilisateurs. De façon générale, cette façon de procéder a été fructueuse.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire (famille 2, lot F);*
- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (famille 4).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE165954006 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1167231047

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin, et dans les rues Lachapelle, Vanier, de l'Abord-à-Plouffe et du Bocage - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 896 446,49 $ (contrat: 18 424 424,00 $ et incidences: 3 506 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 21 896 446,49$, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin, et dans les rues Lachapelle, Vanier, de l'Abord-à-Plouffe et du Bocage - Phase 1, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Groupe TNT inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 18 424 424,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 261601 ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 0,42% par l'agglomération, pour un montant de 92 022,66 $.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-11-08 09:04

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1167231047

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin, et dans les rues Lachapelle, Vanier, de l'Abord-à-Plouffe et du Bocage - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 896 446,49 $ (contrat: 18 424 424,00 $ et incidences: 3 506 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires

Numéro du mandat
SMCE167231047

Date du mandat
2016-11-09

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de travaux est d'une valeur de plus de 10 M$;

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1167231047 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-11-09

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1167231047

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167231047**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin, et dans les rues Lachapelle, Vanier, de l'Abord-à-Plouffe et du Bocage - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 896 446,49 $ (contrat: 18 424 424,00 $ et incidences: 3 506 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (le « SIVT ») a obtenu, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisation 2016-2018, un règlement d'emprunt de 37 500 000 $ pour procéder à la réfection des infrastructures souterraines et routières du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle, entre le pont Lachapelle et la rue Louisbourg dans l'arrondissement d'Ahunstic-Cartierville, ce qui représente environ 3 km de rue.
Ce projet de réaménagement aura un impact majeur sur la qualité de vie des résidents et particulièrement des aînés résidents sur le boulevard Laurentien et la rue Lachapelle. Ces aménagements feront de ce secteur une entrée de ville emblématique digne d'une métropole du 21^{e} siècle, non seulement par son aménagement mais par l'ajout d'un éclairage architectural et d'arbres matures bordant le pont.

La Ville de Montréal est une Métropole amie des ainés (MADA). Dans les plans d'action MADA et en accessibilité universelle, nous nous sommes engagés à analyser et développer de nouveaux standards pour l'aménagement de trajets piétonniers sécuritaires, confortables et accessibles pour les personnes âgées et en accessibilité universelle. Le projet Laurentien–Lachapelle sera un modèle dans le domaine.

En résumé, le projet vise l'atteinte des objectifs suivants :

· Réaménagement complet du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle (et de l'entrée

de la ville) qui deviendront deux artères à sens unique;
· Aménagement de douze (12) intersections afin de les rendre universellement accessibles, construction de saillies, ajout de feux de circulation et de feux piétons, construction et élargissement des trottoirs, ajout de mobilier urbain, le tout pour rendre les aménagements de la rue plus conviviaux et de réduire le temps de traversée aux intersections;
· Création d'une entrée emblématique pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et de la Ville de Montréal avec l'illumination des arbres matures existants (concept de « forêt bleue ») et la plantation de 400 autres (création de 4500 m^2 d'espaces de verdure) réduisant également les îlots de chaleur;
· Accent mis sur les transports actifs et collectifs par l'aménagement de trottoirs larges et plantés, la réduction de la chaussée, l'implantation de voies réservées pour les autobus, l'ajout de nouveaux liens cyclables afin de sécuriser le lien cyclable près du pont Lachapelle et de raccorder les voies cyclables Est-Ouest, entre les rues Louisbourg et Keller.

Ce projet qui intègre la mise à niveau des infrastructures municipales (conduites souterraines d'eau et d'égout et réfection routière) permettra de combiner tous les travaux en un seul chantier. Une attention particulière sera apportée à la gestion des impacts auprès des résidents et des utilisateurs durant les travaux afin de minimiser les impacts du chantier.

Considérant l'ampleur de ce projet, il sera construit en trois phases. Le présent dossier consiste en la première phase des travaux qui doit débuter en 2017 par la construction du boulevard Laurentien entre le pont Lachapelle et la rue Émile Nelligan, la construction de la rue Lachapelle entre le pont Lachapelle et le boulevard Gouin et la construction du boulevard Gouin situé entre le boulevard Laurentien et la rue Lachapelle.

À noter que les travaux de ce contrat sont prévus dans six (6) rues. Or les travaux de la rue Vanier et dans une moindre mesure ceux de la rue Lachapelle sont conditionnels à l'approbation par le conseil municipal de la Ville de Montréal d'une promesse d'échange d'immeubles entre la Ville et les Entreprises Sylubel inc. et Gestion Vilusa inc., (GDD 1160783011 prévu au CM du 21 novembre 2016) (voir document en pièce jointe).

La Direction de l'eau potable du Service de l'eau et la Direction des transports du SIVT ont mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0137 - 25 janvier 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 37 500 000 $ pour le financement des travaux de réfection des infrastructures souterraines et routière et de réaménagement du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle entre le pont Lachapelle et la rue de Louisbourg (1151097015).

DESCRIPTION

Les différents travaux intégrés de ce contrat auront lieu dans les boulevards Laurentien et Gouin et dans les rues Lachapelle, Vanier, de l'Abord-à-Plouffe et du Bocage - Phase 1 dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, sur une longueur de 1 900 mètres et consistent en :

· reconstruction d'un égout combiné et de conduites d'eau secondaire;

· reconstruction de trottoirs avec bordure de granite et réalisation de nouvelles fosses d'arbres;

· mise en place de nouveaux puisards avec raccordements à l'égout unitaire;

· plaques podotactiles en fonte à fournir et installer aux rampes pour handicapés;

· reconstruction de chaussée (pleine largeur);

· travaux sur le réseau CSEM, notamment la reconstruction de puits d'accès et de conduits électriques souterrains;

· reconstruction de bases et de conduits;

· la fourniture et l'installation de nouveau système d'éclairage;

· la mise aux normes des feux de circulation aux intersections;

· aménagement d'une piste cyclable et d'un sentier piétonnier;

· déplacement d'un poteau et reconstruction de massif et de conduits Bell-Canada;

· réfection de chambres de vannes de conduite d'eau principale de 600 mm de diamètre;

· construction d'une chambre de régulation de la pression d'eau;

· réhabilitation d'une conduite d'égout pluviale;

· fouilles archéologiques là où requis.

Veuillez trouver en pièces jointes une description des principaux actifs visés par les travaux, un plan de localisation, un plan de réaménagement ainsi qu'une vue de l'intersection des boulevards Laurentien et Gouin, avant et après le projet.

Des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada sur le boulevard Gouin. Les deux (2) parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacune visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada, est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé « Travaux de Bell Canada sur le boulevard Gouin, entre le boulevard Laurentien et la rue Lachapelle ». Ces travaux au montant de 34 391,66 $ taxes incluses, représentent 0,19 % du coût total du contrat et seront entièrement payés par Bell Canada. Ils seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel des travaux réalisés, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquelles ont été prises en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences s'élève à 2 162 851,32 $, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 13,3 % du coût des travaux tel que décrit au bordereau d'appel d'offres. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % mais

plusieurs sous-projets ont un pourcentage de 15 % en raison des risques inhérents reliés à la présence de sols contaminés, de roc ainsi qu'aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière :
- d'utilités publiques;
- de gestion des impacts;
- d'installation de cadres et de couvercles de Bell, de nivellement de cadres d'Hydro-Québec et de la CSEM et de déplacement de poteau sur Vanier;
- de mobilier urbain, de plaques podonymiques et de plantations arboricoles et horticoles;
- de mobilier et d'accessoires pour les feux de circulation et divers besoins en éclairage;
- de frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif et la gestion environnementale;
- de chloration des conduites d'aqueduc;
- de signalisation écrite;
- d'archéologie;
- de services professionnels pour l'habillage de chantier;
- de conception et surveillance pour travaux CSEM.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document *Incidences et ristournes* en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
À noter qu'un total de sept (7) soumissions ont été reçues dont deux (2) ont été jugées inadmissibles étant donné qu'elles ne respectaient pas les conditions émises à la clause de l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'oeuvre (voir la clause en pièce jointe), soit :

- Roxboro Excavation inc. (18 733 810,54 $);
- Demix Construction, une division du Groupe CRH Canada inc. (20 876 798,79 $).

Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions conformes reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les trois (3) plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la RBQ, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).

L'estimation des professionnels de la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre réel du marché actuel.

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de la DGPEC étant inférieur à 10 %, la DGPEC appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats, soit un contrat de travaux de plus de 10 M$.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard décrites à l'article 5 des Clauses administratives spéciales du cahier des charges de l'appel d'offres 261601. La pénalité s'applique à chaque phase du contrat et l'article

stipule que l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,05 % du prix du contrat accordé, excluant les taxes, par jour de calendrier de retard par phase. La pénalité est sans plafond. De plus, un boni est prévu à l'article 6 des Clauses administratives spéciales si les travaux de chaque étape sont terminés avant la fin du délai d'exécution. Ce boni correspond à 3 500 $ par jour par étape jusqu'à concurrence d'un montant maximale de 105 000 $ pour l'ensemble du contrat, soit l'équivalent de trente (30) jours de calendrier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce contrat est de 21 896 446,49 $ taxes incluses et comprend :

- un contrat à Groupe TNT inc. pour un montant de 18 424 424,00 $ taxes incluses;
- moins les travaux de Bell Canada pour un montant de 34 931,66 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 3 506 954,15 $ taxes incluses.

La dépense à faire autoriser par les différentes instances est répartie de la façon suivante entre les différents PTI des unités d'affaires :

-
  - 84,02 % au PTI de la Direction des transports du SIVT pour un montant de 18 397 962,48 $, taxes incluses;
  - 0,42 % au PTI de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau pour un montant de 92 022,66 $, taxes incluses;
  - 15,56 % au budget triennal de la CSEM pour un montant de 3 406 461,35 $, taxes incluses.

La majeure partie de la dépense, soit un montant de 21 804 423,83 $ taxes incluses, est assumée par la ville centrale et représente un coût net de 19 868 710,62 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants et entièrement à la charge des contribuables :

- # 16-008 Réaménagement - Laurentien-Lachapelle, entre pont Lachapelle et blvd Keller
- # 16-046 Conduits souterrains/enfouis. fils aériens

Par ailleurs, l'autre portion de la dépense au montant de 92 022,66 $ taxes incluses, est assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ». Elle représente un coût net de 84 028,95 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par la réserve de l'eau de l'agglomération.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents «Incidences et ristournes» et «Budget requis».

Le détail des informations financières se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l’eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le Service de l'eau ainsi que la Direction des transports nous informent que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'eau, de la chaussée ainsi que des trottoirs existants.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 21 février 2017, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Commission permanente sur l'examen des contrats: Novembre 2016
Octroi du contrat : À la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Janvier 2017
Fin des travaux : Octobre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Mathieu-Pierre LABERGE, Service de l'eau

Lecture :

Jean CARRIER, 7 novembre 2016
Mathieu-Pierre LABERGE, 7 novembre 2016
Jean-François DUBUC, 4 novembre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lakhdar KHADIR
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-4924
Télécop. : 514 872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-03

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2016-11-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2016-11-07

VERSION FINALE - ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 261601 — No du GDD : 1167231047

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin et dans les rues Lachapelle, Vanier, de L'Abord-à-Plouffe et du Bocage. – Phase 1 – Arrondissement: Ahuntsic- Cartierville.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 9 - 2016 — Ouverture originalement prévue le : 17 - 10 - 2016

Ouverture faite le : 24 - 10 - 2016 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 5 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
29 - 9 - 2016	Modifications aux plans et devis CSEM, devis circulation et cahier des charges	254 660.00
5 - 10 - 2016	Publication de documents normalisés selon le nouveau cahier des charges	-
7 - 10 - 2016	Ajout du devis habillage de chantier au cahier Voirie	69 810.00
13 - 10 - 2016	Report de la date d'ouverture	-
17 - 10 - 2016	Nouveau devis circulation et modifications aux articles habillage de chantier	855 210.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 30 — Nbre de soumissions reçues : 7 — % de réponses : 23

Nbre de soumissions rejetées : 2 — % de rejets : 28.6

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
ROXBORO EXCAVATION INC.	La clause "Expérience du maître d'oeuvre" n'est pas respectée
DEMIX CONSTRUCTION, une division du GROUPE CRH CANADA INC.	La clause "Expérience du maître d'oeuvre" n'est pas respectée

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 21 - 2 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
GROUPE TNT INC.	16 261 572.68	2 162 851.32	18 424 424.00
EXCAVATION LOISELLE INC.	18 169 929.51	2 410 007.73	20 579 937.24
LES EXCAVATIONS GILBERT THÉORÊT INC.	18 384 233.80	2 405 388.58	20 789 622.38
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	18 533 563.16	2 391 426.70	20 924 989.86
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	19 611 188.83	2 600 811.17	22 212 000.00
Estimation **INTERNE**	16 378 556.03	2 176 156.26	18 554 712.29

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-0.7%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **11.7%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : GROUPE TNT INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 18 424 424.00

Montant des incidences ($) : 3 505 954.15

Date prévue de début des travaux : 16 - 1 - 2017 — Date prévue de fin des travaux : 15 - 10 - 2018



S:\06. PROJETS\12. SÉC. AMÉN. RÉS. ARTÉR. (T)\12-00-300 - Amenagement\2013-33 Laurentien-Lachapelle\3. Activites\4. Plans\2. Geo finale\1306-1_01_SARA-08_Test.dgn

Intersection des boulevards Laurentien et Gouin

Montréal
Direction des transports



Avant



Après

Montréal

Division de la conception des travaux
ACTIFS VISÉS PAR LE PROJET

Dossier: 1167231047
Soumission: 261601
Titre: **Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin et dans les rues Lachapelle, Vanier, de L'Abord-à Plouffe et du Bocage. – Phase 1**

Arrondissement: Ahuntsic-Cartierville

Voirie

	Type d'Item	Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Chaussée Flexible	Reconstruction	17 010	m²	Linéaire chaussée: 1 860 m
	Chaussée Mixte	Reconstruction	4 260	m²	
Sous total Chaussée					
Trottoir, Bordure et Mail	Trottoir monolithe en béton	Reconstruction	6 542	m²	Linéaire trottoirs: 2 520 m
	Bordure de béton	Construction	190	m	
	Bordure de béton			m	
	Bordure de granite Calédonia		3 330	m	
	Mail central variable	Construction	60	m²	
	Îlots	Construction	10	m^2	
				-	
Sous total Trottoir					

Égout / Aqueduc

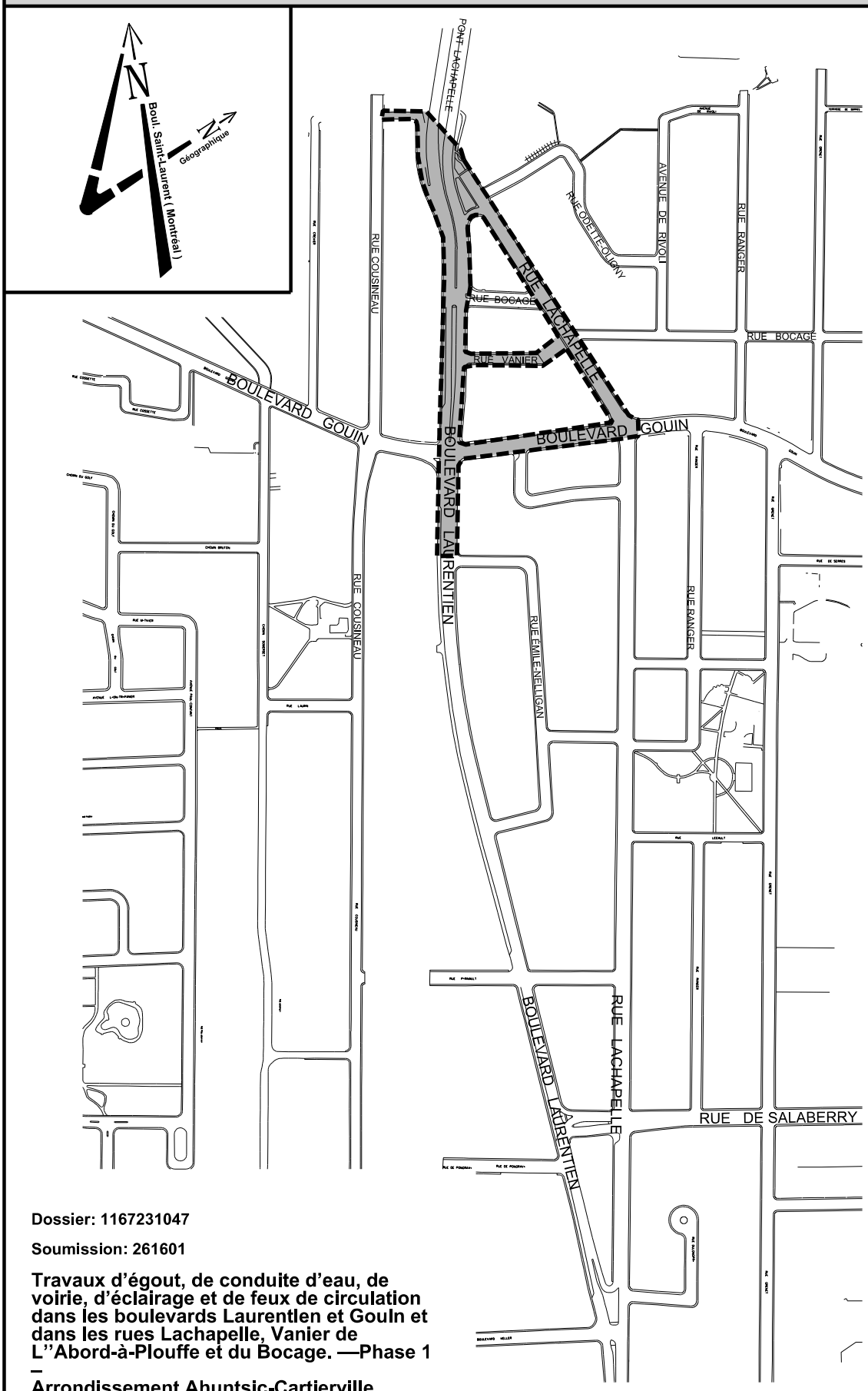
Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité
Égout unitaire	570	m
Aqueduc secondaire	1 670	m

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Lampadaire décoratif	105	unité	
Base de béton	105	unité	
Conduits	1 064	m	
Mise aux normes des feux de circulation	5	intersection	

Préparé par:	Lakhdar Khadir

Plan de localisation



Dossier: 1167231047

Soumission: 261601

Travaux d’égout, de conduite d’eau, de voirie, d’éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentlen et Gouln et dans les rues Lachapelle, Vanier de L’’Abord-à-Plouffe et du Bocage. —Phase 1 –

Arrondissement Ahuntsic-Cartierville

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 26 octobre 2016

Monsieur Dominic Chénier
Spécialiste PRR et Structures Souterraines
Bell Canada / Approvisionnement du réseau
600, rue Jean-Talon Est, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A9

Objet : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin et dans les rues Lachapelle, Vanier de L'Abord-à Plouffe et du Bocage. – Phase 1 – Arrondissement Ahuntsic-Cartierville.

V/Réf : H23820
N/Réf : 261601

Monsieur,

Dans le cadre des travaux de reconstruction d'égout et de conduite d'eau secondaire, de réaménagement géométrique, incluant la reconstruction de trottoirs, de bordures, de mail central et chaussée, la reconstruction de massifs et de puits d'accès de la CSEM, reconstruction de bases et conduits et du réseau d'éclairage et mise aux normes des feux de circulation là où requis, dans le boulevard Laurentien, de la rue Émile Nelligan au boulevard Gouin, dans la rue Lachapelle, du boulevard Gouin au pont Lachapelle, dans la rue Vanier, la rue Bocage et la rue de l'Abord-à-Plouffe, du boulevard Laurentien à la rue Cousineau, et le boulevard Gouin, du boulevard Laurentien à la rue Lachapelle.- Phase 1- Arrondissement Ahuntsic-Cartierville,
Bell Canada a décidé de procéder à l'intervention suivante à ses actifs :

- Reconstruction de conduits Bell, dans le boulevard Gouin ouest, entre le boulevard Laurentien et la rue Lachapelle.

Comme convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : Groupe TNT Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Transelec Common Inc

Le coût des travaux de Bell est évalué à **34 931,66 $ (taxes incluses)**. À cet effet vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé à votre portion des travaux soumis par l'adjudicataire recommandé.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (élévation de roc) liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Lakhdar Khadir, ing., chargé de projet au 514 872-4924.

Prière de nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le 28 octobre 2016, afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Martin Gaudette, ing.
Chef de section, conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet 261601 (# sous-projet 1659066032).

J'ai signé le 2 Novembre 2016, à Montréal.

Dominic Chénier

Nom du signataire (en lettres moulées)

p. j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 261601

c.c. M. Martin Boulianne, chef de division réalisation
M. Lakhdar Khadir, chargé de projet, division de la conception des travaux

GROUPE TNT

Boisbriand, le 24 octobre 2016

Ville de Montréal
801, rue Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : Soumission 261601
Travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin et dans les rues Lachapelle, Vanier, de L'Abord-à-Plouffe et du Bocage – phase 1. Arrondissement Ahuntsic-Cartierville.
Sous-traitant accrédité par Bell Canada et CSEM

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'appel de soumission mentionné en rubrique, nous vous confirmons que notre sous-traitant autorisé et accrédité par Bell Canada et CSEM sera Transelec Common Inc.

En espérant le tout conforme, recevez, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Alain Vieille, ing.
Directeur de projets

AV/lp

Groupe TNT Inc. – 20845, Chemin de la Côte Nord, bureau 200, Boisbriand (Québec) J7E 4H5
Tél: (450) 431-7887 – Fax: (450) 420-0414

Montréal

SIVT
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

BORDEREAU DES PRIX

SOUMISSION: 261601

No Sous-projet : 1659066032
No Simon : 162875

TRAVAUX DE BELL SUR BOUL. GOUIN, ENTRE LAURENTIEN ET LACHAPELLE

Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
BRISER 4 CONDUITS BETONNES DE TYPE CPCV-1 (9 CABLES)	11,9	M	294,00 $	3 498,60 $
RECONSTRUIRE 2 CONDUITS BETONNES DE TYPE CPCV-1	140,5	M	133,00 $	18 686,50 $
RECONSTRUIRE 2 CONDUITS BETONNES DE TYPE CPCV-1	12	M	133,00 $	1 596,00 $
RECONSTRUIRE 4 CONDUITS BETONNES DE TYPE CPCV-1	12	M	197,00 $	2 364,00 $
FORER TROUS SUR LE MUR DU PUITS D'ACCESS 1BPA12	1	UNITE	137,00 $	137,00 $
FORER TROUS SUR LE MUR DU PUITS D'ACCES 1BPA13	1	UNITE	137,00 $	137,00 $
TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 15 % DU MONTANT TOTAL DU SOUS-PROJET AVANT TAXES)		GLOBAL		3 962,87 $

Total du sous-projet avant taxes : (1659066032) 30 381,97 $

Signature



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Ahuntsic - Cartierville
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-1144-02
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1200
Date: 23-09-2016

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Montréal

Soumission 261601 – *boulevard Laurentien*.

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts lors des *travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans le boulevard Laurentien, dans la rue Lachapelle, du boulevard Gouin au pont Lachapelle et dans la rue Vanier et le boulevard Gouin du boulevard Laurentien à la rue Lachapelle*.

Arrondissement : Ahuntsic – Cartierville.

Secteur	Mesures de mitigation
Boulevard Laurentien et rue Lachapelle, du boulevard Gouin au pont Lachapelle. ***Rue Vanier et le boulevard Gouin du boulevard Laurentien à la rue Lachapelle***	- Exécution des travaux par phases et selon une séquence spécifique afin de minimiser l'impact sur la fluidité de la circulation; - Interventions adaptés aux heures de pointe et aux contraintes de la circulation spécifique du secteur. De plus, accélération des travaux (plages horaires prolongées); - Aménagements de débarcadères temporaires pour la STM; - Coordination avec les responsables de la STM, STL et MTQ; - Maintien, en tout temps, des voies de circulation fonctionnelles adjacentes aux voies entravées, sur chacun des tronçons, afin de minimiser l'impact des travaux sur la circulation des secteurs touchés par les travaux; - Installation des chemins de détour et/ou itinéraires facultatifs et la mise en fonction avant la mise en place des entraves; - Maintien de tous les mouvements permis aux intersections. Aucune fermeture complète des intersections n'est permise durant les travaux; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et passages piétonniers libres d'obstacles. Si un trottoir ou passage piéton est entravé dans une direction, l'entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - Maintien, en tout temps, des accès aux résidents, entreprises et commerces du secteur, aucune fermeture complète des accès n'est permise durant les travaux; - Présence de signaleurs qualifiés, en tout temps, pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Une réunion d'information pour les résidents et commerçants sera organisée avant la tenue des travaux; - Installation, aux approches du chantier de construction, des panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - En plus des communications usuelles, des panneaux à messages variables (PMV) seront installés au moins dix jours avant la tenue des travaux afin d'inciter les usagers de la route à emprunter des itinéraires facultatifs et en conséquence diminuer le trafic en transit dans la zone active des travaux; - Pendant toute la durée des travaux, les résidents et commerçants seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation;

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0102

Québec, le 20 juin 2013

TNT2 inc.
À l'attention de : Monsieur Alain Robert
600, boulevard Roland-Godard
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C5

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à TNT2 inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0102 n° d'identification de l'Autorité : 2700000263

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- GROUPE TNT MERCERON
- PIEUX BCA

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). TNT2 inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418 525 0337
ligne sans frais : 877 525 0337
téléc. : 418 525 9512

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514 395 0337
ligne sans frais : 877 525 0337
téléc. : 514 873 3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 mars 2015

GROUPE TNT INC.
À l'attention de : Monsieur Alain Robert
600, boulevard Roland-Godard
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 4C5

N° de décision : 2013-CPSM-0102
N° de client : 2700000263

Objet : Changement de nom de TNT2 inc. à Groupe TNT inc.

Monsieur,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise TNT2 inc. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant Groupe TNT inc. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1160480704 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise TNT2 inc. autorisée le 20 juin 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Benoît au 1 877 525-0337, poste 4866.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics
et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 4 mars 2016

GROUPE TNT INC.
20845, CH DE LA CÔTE N
200
BOISBRIAND QC J7E 4H5

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700000263
N° de demande :	1630965614

L'analyse de votre demande débutera lorsque tous les documents, paiements ou confirmation d'un tiers requis seront reçus à l'Autorité.

Faites-nous parvenir votre paiement pour le solde à payer dans les plus brefs délais.

Montant de la facture :	416,00 $
Paiement reçu :	0,00 $
Solde à payer :	416,00 $

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 261601
Numéro de référence : 1015749
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin et dans les rues Lachapelle, Vanier de L'Abord-à Plouffe et du Bocage. – Phase 1

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1186452)** 2016-10-05 14 h 55 **Transmission :** 2016-10-05 15 h 12	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-10-05 14 h 55 - Téléchargement 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-05 14 h 55 - Téléchargement 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-05 14 h 55 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-10-05 14 h 55 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 14 h 55 - Téléchargement 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 14 h 55 - Téléchargement 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 37 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 57 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Allia Infrastructures 2000, rue de Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 NEQ : 1169875342	Monsieur Louis-Cyrille Lalande Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-1772	**Commande : (1183928)** 2016-09-29 11 h 10 **Transmission :** 2016-09-29 13 h 27	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 48 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 39 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 07 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)

				2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 37 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 56 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Bordures Polycor Inc 139 rue St-Pierre Québec, QC, G1K 8B9 http://www.polycor.com NEQ : 1143280379	Monsieur Rémi Guillemette Téléphone : 418 558-7740 Télécopieur : 418 323-2046	**Commande : (1186076)** 2016-10-05 6 h 23 **Transmission :** 2016-10-05 6 h 23	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-10-05 6 h 23 - Téléchargement 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-05 6 h 23 - Téléchargement 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-05 6 h 23 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-10-05 6 h 23 - Téléchargement 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 41 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel

2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 11 h 09 - Courriel

2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement

2662559 - 261601_Addenda 5
2016-10-17 14 h 45 - Courriel

2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-17 15 h 20 - Courriel

2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement

2662568 - 2616 - EGA-01_17
2016-10-17 20 h 11 - Courriel

2662570 - 2616 - EGA-01_18
2016-10-17 20 h 18 - Courriel

2662571 - 261601_Circulation
2016-10-17 15 h 51 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Charex
14940 rue Louis M Taillon
Mirabel, QC, J7N 2K4
NEQ : 1167167742

Monsieur Stéphan Charette
Téléphone : 450 475-1135
Télécopieur : 450 475-1137

Commande : (1182205)
2016-09-26 11 h 39
Transmission :
2016-09-26 11 h 39

2656132 - 261601_Addenda 1
2016-09-29 14 h 48 - Messagerie

2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-09-29 14 h 22 - Courriel

2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement

2656140 - Nouveaux plans CSEM
2016-09-29 15 h 40 - Messagerie

2658195 - 261601_Addenda 2
2016-10-05 9 h 28 - Courriel

2658200 - 261601_Documents normalisés
2016-10-05 11 h 11 - Messagerie

2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 17 h 57 - Courriel

2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659508 - 261601_Addenda 3
2016-10-07 9 h 22 - Courriel

2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date
2016-10-13 9 h 53 - Courriel

				2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 36 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1182426)** 2016-09-26 15 h 46 **Transmission :** 2016-09-26 17 h 42	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 53 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 53 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 32 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel

2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 11 h 09 - Courriel

2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement

2662559 - 261601_Addenda 5
2016-10-17 14 h 45 - Courriel

2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-17 15 h 20 - Courriel

2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement

2662568 - 2616 - EGA-01_17
2016-10-17 20 h 41 - Messagerie

2662570 - 2616 - EGA-01_18
2016-10-17 21 h 04 - Messagerie

2662571 - 261601_Circulation
2016-10-17 15 h 44 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Construction Bau-Val Inc.
87 Emilien Marcoux, Suite#101
Blainville, QC, J7C 0B4
http://www.bauval.com NEQ : 1143718063

Madame France Laverdure
Téléphone : 514 636-4400
Télécopieur : 514 636-9937

Commande : (1182437)
2016-09-26 15 h 55
Transmission :
2016-09-26 17 h 52

2656132 - 261601_Addenda 1
2016-09-29 14 h 57 - Messagerie

2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-09-29 14 h 22 - Courriel

2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement

2656140 - Nouveaux plans CSEM
2016-09-29 15 h 58 - Messagerie

2658195 - 261601_Addenda 2
2016-10-05 9 h 28 - Courriel

2658200 - 261601_Documents normalisés
2016-10-05 11 h 43 - Messagerie

2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 17 h 57 - Courriel

2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659508 - 261601_Addenda 3
2016-10-07 9 h 22 - Courriel

2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date
2016-10-13 9 h 53 - Courriel

2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 11 h 09 - Courriel

2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement

2662559 - 261601_Addenda 5
2016-10-17 14 h 45 - Courriel

2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-17 15 h 20 - Courriel

2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement

2662568 - 2616 - EGA-01_17
2016-10-17 20 h 45 - Messagerie

2662570 - 2616 - EGA-01_18
2016-10-17 21 h 06 - Messagerie

2662571 - 261601_Circulation
2016-10-17 15 h 52 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Construction Deric Inc
5145, rue Rideau
Québec, QC, G2E5H5
http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178

Monsieur Alexandre Coulombe
Téléphone : 418 874-0007
Télécopieur : 418 874-7782

Commande : (1180816)
2016-09-22 8 h 49
Transmission :
2016-09-22 8 h 52

2656132 - 261601_Addenda 1
2016-09-29 14 h 52 - Messagerie

2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-09-29 14 h 22 - Courriel

2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement

2656140 - Nouveaux plans CSEM
2016-09-29 15 h 49 - Messagerie

2658195 - 261601_Addenda 2
2016-10-05 9 h 28 - Courriel

2658200 - 261601_Documents normalisés
2016-10-05 11 h 22 - Messagerie

2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 17 h 57 - Courriel

2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659508 - 261601_Addenda 3
2016-10-07 9 h 22 - Courriel

2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date
2016-10-13 9 h 53 - Courriel

				2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 40 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 59 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 42 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Monsieur Stephane Chaumont Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1181057)** 2016-09-22 11 h 40 **Transmission :** 2016-09-22 11 h 40	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 53 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 51 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 27 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel

2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 11 h 09 - Courriel

2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement

2662559 - 261601_Addenda 5
2016-10-17 14 h 45 - Courriel

2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-17 15 h 20 - Courriel

2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement

2662568 - 2616 - EGA-01_17
2016-10-17 20 h 11 - Courriel

2662570 - 2616 - EGA-01_18
2016-10-17 20 h 18 - Courriel

2662571 - 261601_Circulation
2016-10-17 15 h 43 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Construction NRC Inc.
160 rue Deslauriers
Arr. St-Laurent
Montréal, QC, H4N 1V8
NEQ : 1149495146

Madame Nathalie Côté
Téléphone : 514 331-7944
Télécopieur : 514 331-2295

Commande : (1181523)
2016-09-23 10 h 16
Transmission :
2016-09-23 11 h 16

2656132 - 261601_Addenda 1
2016-09-29 14 h 52 - Messagerie

2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-09-29 14 h 22 - Courriel

2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement

2656140 - Nouveaux plans CSEM
2016-09-29 15 h 50 - Messagerie

2658195 - 261601_Addenda 2
2016-10-05 9 h 28 - Courriel

2658200 - 261601_Documents normalisés
2016-10-05 11 h 24 - Messagerie

2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 17 h 57 - Courriel

2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659508 - 261601_Addenda 3
2016-10-07 9 h 22 - Courriel

2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date
2016-10-13 9 h 53 - Courriel

				2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 41 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 59 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 42 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1164634611	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1182094)** 2016-09-26 10 h 15 **Transmission :** 2016-09-26 14 h 57	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 47 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 38 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 03 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel

2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 11 h 09 - Courriel

2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement

2662559 - 261601_Addenda 5
2016-10-17 14 h 45 - Courriel

2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-17 15 h 20 - Courriel

2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement

2662568 - 2616 - EGA-01_17
2016-10-17 20 h 35 - Messagerie

2662570 - 2616 - EGA-01_18
2016-10-17 20 h 56 - Messagerie

2662571 - 261601_Circulation
2016-10-17 15 h 31 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc.
370, rue Larry-Ball
Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6
http://www.duroking.com NEQ : 1165343220

Monsieur Mathieu Kingsbury
Téléphone : 450 436-3474
Télécopieur : 450 436-2273

Commande : (1184027)
2016-09-29 13 h 11
Transmission :
2016-09-29 14 h 20

2656132 - 261601_Addenda 1
2016-09-29 14 h 51 - Messagerie

2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-09-29 14 h 22 - Courriel

2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement

2656140 - Nouveaux plans CSEM
2016-09-29 15 h 44 - Messagerie

2658195 - 261601_Addenda 2
2016-10-05 9 h 28 - Courriel

2658200 - 261601_Documents normalisés
2016-10-05 11 h 18 - Messagerie

2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 17 h 57 - Courriel

2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659508 - 261601_Addenda 3
2016-10-07 9 h 22 - Courriel

2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date
2016-10-13 9 h 53 - Courriel

				2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 38 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 58 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 40 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1141847179	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1180802)** 2016-09-22 8 h 37 **Transmission :** 2016-09-22 8 h 37	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 57 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 59 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 44 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel

				2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 53 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Louise Genest Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1181389)** 2016-09-23 8 h **Transmission :** 2016-09-23 8 h	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 56 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 57 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 40 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel

2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 11 h 09 - Courriel

2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement

2662559 - 261601_Addenda 5
2016-10-17 14 h 45 - Courriel

2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-17 15 h 20 - Courriel

2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement

2662568 - 2616 - EGA-01_17
2016-10-17 20 h 11 - Courriel

2662570 - 2616 - EGA-01_18
2016-10-17 20 h 18 - Courriel

2662571 - 261601_Circulation
2016-10-17 15 h 49 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal)
6200 St-Patrick
Montréal, QC, H4E1b3
NEQ : 1169491884

Madame Ghislaine Dujmovic
Téléphone : 514 766-2550
Télécopieur :

Commande : (1182170)
2016-09-26 11 h 10
Transmission :
2016-09-26 11 h 10

2656132 - 261601_Addenda 1
2016-09-29 14 h 50 - Messagerie

2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-09-29 14 h 22 - Courriel

2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement

2656140 - Nouveaux plans CSEM
2016-09-29 15 h 43 - Messagerie

2658195 - 261601_Addenda 2
2016-10-05 9 h 28 - Courriel

2658200 - 261601_Documents normalisés
2016-10-05 11 h 16 - Messagerie

2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 17 h 57 - Courriel

2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659508 - 261601_Addenda 3
2016-10-07 9 h 22 - Courriel

2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date
2016-10-13 9 h 53 - Courriel

				2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 38 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Michel Laberge Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1181809)** 2016-09-23 16 h 16 **Transmission :** 2016-09-23 16 h 16	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 49 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 41 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 13 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel

2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 11 h 09 - Courriel

2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement

2662559 - 261601_Addenda 5
2016-10-17 14 h 45 - Courriel

2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-17 15 h 20 - Courriel

2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement

2662568 - 2616 - EGA-01_17
2016-10-17 20 h 11 - Courriel

2662570 - 2616 - EGA-01_18
2016-10-17 20 h 18 - Courriel

2662571 - 261601_Circulation
2016-10-17 15 h 37 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Groupe TNT Inc.
20845 Chemin de la Côte Nord, bureau 200
Boisbriand, QC, J7e4H5
http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704

Madame Line Proulx
Téléphone : 450 431-7887
Télécopieur : 450 420-0414

Commande : (1180932)
2016-09-22 10 h 04
Transmission :
2016-09-22 12 h 53

2656132 - 261601_Addenda 1
2016-09-29 14 h 51 - Messagerie

2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-09-29 14 h 22 - Courriel

2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement

2656140 - Nouveaux plans CSEM
2016-09-29 15 h 46 - Messagerie

2658195 - 261601_Addenda 2
2016-10-05 9 h 28 - Courriel

2658200 - 261601_Documents normalisés
2016-10-05 11 h 21 - Messagerie

2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-06 17 h 57 - Courriel

2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659508 - 261601_Addenda 3
2016-10-07 9 h 22 - Courriel

2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date
2016-10-13 9 h 53 - Courriel

				2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 39 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 58 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 41 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com NEQ : 1144751931	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1184355)** 2016-09-30 9 h 15 **Transmission :** 2016-09-30 9 h 15	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-30 9 h 15 - Téléchargement 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-30 9 h 15 - Téléchargement 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-30 9 h 15 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-30 9 h 15 - Téléchargement 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 34 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel

				2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 46 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca NEQ : 1142298448	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1185775)** 2016-10-04 12 h 40 **Transmission :** 2016-10-04 12 h 40	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-10-04 12 h 40 - Téléchargement 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-04 12 h 40 - Téléchargement 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-04 12 h 40 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-10-04 12 h 40 - Téléchargement 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 05 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

			2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 32 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1182073)** 2016-09-26 10 h 03 **Transmission :** 2016-09-26 10 h 03	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 49 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 41 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 14 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

2659508 - 261601_Addenda 3
2016-10-07 9 h 22 - Courriel

2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date
2016-10-13 9 h 53 - Courriel

2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-13 11 h 09 - Courriel

2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement

2662559 - 261601_Addenda 5
2016-10-17 14 h 45 - Courriel

2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-17 15 h 20 - Courriel

2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement

2662568 - 2616 - EGA-01_17
2016-10-17 20 h 11 - Courriel

2662570 - 2616 - EGA-01_18
2016-10-17 20 h 18 - Courriel

2662571 - 261601_Circulation
2016-10-17 15 h 38 - Messagerie

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Les Constructions et Pavage Jeskar Inc. 5181 Amiens, suite 202 Montréal, QC, H1G 6N9 NEQ : 1145922051	Monsieur Richard Morin Téléphone : 514 327-5454 Télécopieur : 514 327-4198	**Commande : (1180919)** 2016-09-22 9 h 56 **Transmission :** 2016-09-22 11 h 37	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 56 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 58 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 43 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

			2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 44 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 21 h 05 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 52 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐ Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1142284380	Madame Isabelle Laliberté Téléphone : 450 773-5515 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1181600)** 2016-09-23 11 h 24 **Transmission :** 2016-09-23 13 h 47	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 56 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 56 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 38 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

				2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 44 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 21 h 05 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 48 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1184189)** 2016-09-29 16 h 09 **Transmission :** 2016-09-29 16 h 09	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 16 h 09 - Téléchargement 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 16 h 09 - Téléchargement 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 16 h 09 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 16 h 09 - Téléchargement 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 10 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

				2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 35 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Excavations Gilbert Théorêt Inc. 124 rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1142215210	Monsieur David Hodgson Téléphone : 514 425-2600 Télécopieur : 514 425-4784	**Commande : (1180964)** 2016-09-22 10 h 20 **Transmission :** 2016-09-22 12 h 54	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 54 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 30 - Messagerie 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 55 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 29 - Télécopie 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 35 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 58 - Messagerie 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

				2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 23 - Télécopie 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 54 - Télécopie 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 23 - Messagerie 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Télécopie 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 27 - Messagerie 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 42 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 21 h 04 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 46 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1180571)** 2016-09-21 15 h 02 **Transmission :** 2016-09-21 16 h 09	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 57 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 59 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 45 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel 2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement

				2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 45 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 21 h 06 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 53 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Ondel Inc. 3980 Boulevard Leman Laval, QC, H7E 1A1 http://www.ondel.ca NEQ : 1143586387	Madame Alexandra Boivin Téléphone : 450 973-3700 Télécopieur :	**Commande : (1185814)** 2016-10-04 13 h 32 **Transmission :** 2016-10-04 13 h 32	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-10-04 13 h 32 - Téléchargement 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-04 13 h 32 - Téléchargement 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-04 13 h 32 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-10-04 13 h 32 - Téléchargement 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 08 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel

			2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 34 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Pomerleau Inc... 500, rue St-Jacques, 11e étage Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1181483)** 2016-09-23 9 h 31 **Transmission :** 2016-09-23 9 h 31	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 47 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 39 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 06 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel

			2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 33 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐ Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1180986)** 2016-09-22 10 h 38 **Transmission :** 2016-09-22 10 h 38	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 51 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 45 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 19 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel

				2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 40 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1181690)** 2016-09-23 13 h 41 **Transmission :** 2016-09-23 14 h 56	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 55 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 55 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 37 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel

				2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 43 - Messagerie 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 21 h 05 - Messagerie 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 47 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systèmes Urbains Inc. 8345 Pascal Gagnon Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y5 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1180741)** 2016-09-22 7 h 05 **Transmission :** 2016-09-22 7 h 05	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 54 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 54 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 33 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel

				2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 45 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Télécon Inc 7450 rue du Mile End Montréal, QC, h2r2z6 http://Telecon.ca NEQ : 1167837492	Madame Dominique Audet Téléphone : 514 644-2333 Télécopieur :	**Commande : (1180909)** 2016-09-22 9 h 48 **Transmission :** 2016-09-22 9 h 48	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-09-29 14 h 50 - Messagerie 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-09-29 14 h 22 - Courriel 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-09-29 14 h 22 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-09-29 15 h 43 - Messagerie 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-05 9 h 28 - Courriel 2658200 - 261601_Documents normalisés 2016-10-05 11 h 16 - Messagerie 2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-06 17 h 57 - Courriel

				2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-06 17 h 57 - Téléchargement 2659508 - 261601_Addenda 3 2016-10-07 9 h 22 - Courriel 2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date 2016-10-13 9 h 53 - Courriel 2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-13 11 h 09 - Courriel 2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-13 11 h 09 - Téléchargement 2662559 - 261601_Addenda 5 2016-10-17 14 h 45 - Courriel 2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-17 15 h 20 - Courriel 2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-17 15 h 20 - Téléchargement 2662568 - 2616 - EGA-01_17 2016-10-17 20 h 11 - Courriel 2662570 - 2616 - EGA-01_18 2016-10-17 20 h 18 - Courriel 2662571 - 261601_Circulation 2016-10-17 15 h 39 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Montréal - Arrondissement Saint-Laurent. 777 boulevard Marcel-Laurin Montréal, QC, H4M 2M7 NEQ :	Madame Josée Corbeil Téléphone : 514 855-6000 Télécopieur : 514 956-2489	**Commande : (1192156)** 2016-10-20 13 h 52 **Transmission :** 2016-10-20 13 h 52	2656132 - 261601_Addenda 1 2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement 2656134 - 261601_Formulaire de soumission (devis) 2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement 2656135 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau) 2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement 2656140 - Nouveaux plans CSEM 2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement 2658195 - 261601_Addenda 2 2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement 2658200 - 261601_Documents normalisés

2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2659216 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2659217 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2659218 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2659508 - 261601_Addenda 3
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2661222 - 261601_Addenda 4_ Report de date
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2661225 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2661226 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2662559 - 261601_Addenda 5
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2662560 - 261601_Formulaire de soumission (devis)
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2662561 - 261601_Formulaire de soumission (bordereau)
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2662568 - 2616 - EGA-01_17
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2662570 - 2616 - EGA-01_18
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

2662571 - 261601_Circulation
2016-10-20 13 h 52 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Ne pas recevoir

© 2003-2016 Tous droits réservés

20. EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE À TITRE DE MAÎTRE D'ŒUVRE

Le soumissionnaire devra joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire ANNEXE – EXPERIENCE DU SOUMISSIONNAIRE, l'information relative à deux (2) contrats dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent appel d'offres, qu'il a exécutés à titre de maître d'œuvre au cours des cinq (5) dernières années ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une valeur de 6 000 000 $ et plus (taxes incluses), en coûts de travaux réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un contrat dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent appel d'offres se définit comme étant un projet de construction ou de reconstruction :

a) d'égout sanitaire ou unitaire, et
b) d'aqueduc incluant les entrées de service, et
c) de voirie

exécuté dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée où le soumissionnaire, à titre de maître d'œuvre, aura eu à gérer toutes les disciplines des travaux ainsi que la circulation, les entraves et chemins de détour.

Pour chaque contrat, le soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section II – Formulaires de soumission :

1- l'année de réalisation
2- la description du projet et de la nature des travaux
3- le nom de l'artère et de la municipalité
4- la valeur du contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des soumissions. Dans le cas d'un contrat en cours, il doit joindre à sa soumission une confirmation écrite du donneur d'ouvrage du montant des travaux réalisés. La valeur des travaux réalisés doit être d'une valeur de 6 000 000 $ et plus (taxes incluses) à la date d'ouverture des soumissions
5- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées
6- le nom du donneur d'ouvrage.

Le soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la formule de soumission.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section II – Formulaires de soumission **dûment complété et accompagné des pièces justificatives, le cas échéant, et référant à deux (2) contrats respectant les critères ci-haut mentionnés ENTRAINERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. Le Soumissionnaire doit donc s'assurer de joindre le formulaire dûment complété, accompagné des pièces justificatives, le cas échéant, et référant à deux (2) contrats qui respectent ces exigences puisqu'en aucun cas la Ville ne permettra au soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache et ce, nonobstant l'article 6.2 des Instructions aux soumissionnaires.**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1167231047

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin, et dans les rues Lachapelle, Vanier, de l'Abord-à-Plouffe et du Bocage - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 896 446,49 $ (contrat: 18 424 424,00 $ et incidences: 3 506 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention 1373 - GDD 1167231047.xlsRépartition des coûts contrat 1373.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-07

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167231047

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin, et dans les rues Lachapelle, Vanier, de l'Abord-à-Plouffe et du Bocage - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 896 446,49 $ (contrat: 18 424 424,00 $ et incidences: 3 506 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SIVT - 1167231047.xlsInformation_comptable_DEP_1167231047.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposée au budget
Tél : 514-872-9547

Co-auteur
Jean-François Rondou
Agent comptable analyste - Conseil et soutien financier - PS Développement
(514) 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-07

Paul KANAAN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2857

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.22

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1167231047

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les boulevards Laurentien et Gouin, et dans les rues Lachapelle, Vanier, de l'Abord-à-Plouffe et du Bocage - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 896 446,49 $ (contrat: 18 424 424,00 $ et incidences: 3 506 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires

Rapport- mandat SMCE167231047-Groupe TNT.pdf

Dossier # :1167231047

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 24 novembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE167231047

Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans le boulevard Laurentien, la rue Lachapelle, la rue Vanier et le boulevard Gouin - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 930 446,49 $ (contrat: 18 424 424 $ et incidences: 3 540 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE167231047
Accorder un contrat à Groupe TNT inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans le boulevard Laurentien, la rue Lachapelle, la rue Vanier et le boulevard Gouin - Phase 1. Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Dépense totale de 21 930 446,49 $ (contrat: 18 424 424 $ et incidences: 3 540 954,15 $), taxes incluses. Appel d'offres public 261601- 7 soumissionnaires.

À sa séance du 9 novembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 9 novembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier et ont reçu des réponses satisfaisantes.

Ils ont bien compris que l'application d'une clause particulière sur l'expérience des soumissionnaires à titre de maître d'œuvre a eu pour effet d'éliminer deux soumissions. Ils ont invité le Service à ajouter au sommaire décisionnel des renseignements sur cette clause pour assurer une meilleure compréhension du dossier.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE167231047 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1167100001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel SNC-Lavalin inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15195 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-22 09:36

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
MANDAT

Dossier # : 1167100001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin

Numéro du mandat
SMCE167100001

Date du mandat
2016-11-03

Objet du mandat

Mandat à la Commission sur l'examen des contrats

Type de mandat

Commission sur l'examen des contrats

VU le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008);

VU la résolution CG11 0082 qui détermine les critères de sélection des contrats qui doivent être soumis à la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats;

VU que le contrat de services professionnels est d'une valeur de plus de 1 M$ et qu'il présente un écart de de plus de 20 % entre le prix de l'adjudicataire et le prix du soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation et qu'il présente un écart de de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du dossier décisionnel 1167100001 mandate la Commission sur l'examen des contrats afin d'étudier ce dossier.

Signé le : 2016-11-04

Jean-François MILOT

Chef de division soutien aux instances

Dossier # :1167100001

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167100001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme de construction et de réhabilitation des conduites principales d'aqueduc, la Direction de l'eau potable (DEP) doit réaliser au cours des prochaines années plusieurs projets relatifs à la sécurisation, la rénovation et la consolidation du réseau de conduites principales, incluant les chambres souterraines sur le territoire de l'île de Montréal. En effet, bon nombre d'équipements (conduites, vannes, etc.) ont atteint leur durée de vie utile et doivent être reconstruits ou réhabilités. L'ajout de conduites pour éliminer les risques associés aux conduites uniques fait également partie de la stratégie de la DEP qui est responsable de ce réseau. Préliminairement aux différents travaux, des services professionnels en ingénierie sont nécessaires, entre autres, pour la préparation des plans et devis, la surveillance des travaux et la gestion de projet.
Les besoins importants d'intervention sur le réseau primaire d'aqueduc et la grande quantité de projets en cours font en sorte que les équipes internes ne peuvent pas assurer seules l'intégralité de la préparation et de la réalisation de ces projets.

L'appel d'offres public no 16-15195 a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 22 août 2016. La date limite de réception des soumissions était le 7 septembre 2016. La durée de la publication a été de 15 jours de calendrier, ce qui est conforme au délai minimal requis par la loi sur les cités et villes. La validité des soumissions est de 150 jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 4 février 2017.

Un (1) addenda a été publié le 31 août 2016, pour l'ajout de la nouvelle politique de gestion contractuelle, en date du 25 août 2016.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0343 **-** 21 août 2014 **-** Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour la conception, la surveillance des travaux, la gestion de projet et la réalisation d'études de projets de conduites principales d'aqueduc - Dépense totale de 4 744 275,61 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13345 (6 soumissionnaires).
CG12 0360 - 27 septembre 2012 - Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les services d'ingénierie relatifs aux conduites principales d'aqueduc et leurs accessoires, pour une somme maximale de 1 161 806,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-12146 (5 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels en ingénierie à SNC Lavalin inc., pour une durée de cinq (5) ans, soit de 2016 à 2021, pour les services en ingénierie relatifs aux conduites principales d'aqueduc.
Les services couvrent principalement la discipline du génie civil, mais également l'électricité, la structure, la mécanique et l'automatisation et concernent notamment :

- la production d'études;
- la préparation de plans et devis;
- la surveillance bureau ou en résidence des travaux de construction;
- la gestion de projets;
- les services d'arpentage;
- les services de maintien de la circulation ainsi que les services de gestion du bruit.

La rémunération des professionnels pour la prestation des services prévus à la présente convention sera calculée sur une base horaire, selon les taux présentés dans l'offre de service.

Un pourcentage de 15 %, soit 642 071,08 $, taxes incluses, pour dépenses admissibles a été ajouté pour l'engagement des services spécialisés, des essais de laboratoire, des reproductions supplémentaires de plans et devis, et toutes autres dépenses accessoires jugées pertinentes dans le cadre du projet.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres no. 16-15195 a été préparé selon le principe de 2 enveloppes, soit à critères d'évaluation pondérés.
Cinq (5) soumissions ont été déposées parmi les sept (7) preneurs de documents, ce qui représente 71 % des preneurs de documents. Les deux (2) firmes qui n'ont pas soumissionné n'ont fourni aucune raison de désistement. La liste des preneurs de documents se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Le comité de sélection a siégé le 20 septembre 2016. Parmi les cinq (5) firmes qui ont soumissionné, seules deux (2) d'entre elles ont été retenues par le comité de sélection. Les entreprises Tetra Tech QI inc., Beaudoin Hurens inc. ainsi que Cima + S.E.N.C. n'ont pas obtenu la note technique de passage selon les critères d'évaluation et de sélection décrits dans notre cahier des charges et ont donc été déclarées non conformes. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, soit la firme SNC-Lavalin inc.

Un tableau d'analyse et d'évaluation des soumissions est joint à l'intervention de la Direction de l'approvisionnement.

Le tableau suivant présente un résumé de l'analyse des résultats des soumissionnaires

retenus.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (Taxes incluses)	Autre	Total (Taxes incluses)
SNC-Lavalin inc.	72,9 %	0,25	4 922 544,92 $	0,00 $	4 922 544,92 $
Les Services Exp inc.	75,4 %	0,21	5 965 057,57 $	0,00 $	5 965 057,57 $
Dernière estimation réalisée			6 748 259,20 $	0,00 $	6 748 259,20 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 1 825 714,28 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 27,05 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					- 1 042 512,65 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					- 21,18 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que l'adjudicataire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de - 1 825 714,28 $ (- 27,05 %) par rapport à l'estimé réalisé à l'interne. Cet écart s'établit à - 1 380 802,48 $ lorsqu'on exclut les taxes (5 % et 9,975 %) et les dépenses admissibles (15 %). Les principaux éléments expliquant cet écart sont les suivants :

- Portion horaire des travaux : Écart de 24 447,52 $ soit (1,17 %)
- Portion à pourcentage des travaux : Écart de - 1 405 250,00 $ soit (-46,67 %)

L'analyse des soumissions a également permis de constater que le deuxième soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart de - 1 042 512,65 $ (- 21,18 %) par rapport à l'adjudicataire conforme.

Ce contrat est visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP).* L'adjudicataire recommandé SNC-Lavalin inc. détient une autorisation de conclure des contrats délivrés par l'Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est en vigueur depuis le 4 février 2014. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0131, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, parce que la valeur du contrat est de plus de 1 M$, qu'il existe un écart de plus de 20 % entre l'adjudicataire et celui ayant la deuxième meilleure note totale et qu'il existe aussi un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne et l'adjudicataire, enfin l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 4 922 544,92 $, taxes incluses.
La dépense de 4 922 544,92 $ taxes incluses, représente un coût net de 4 494 939,64 $, lorsque diminuée des ristournes de taxes fédérale et provinciale. Pour la première année, cette dépense sera financée par la réserve de l'eau de l'agglomération. Pour les années subséquentes, la dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

La réserve de l'eau sera affectée annuellement, en fin d'exercice, en fonction des dépenses réelles constatées.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le remplacement et la réhabilitation de conduites principales d'aqueduc et la construction de nouvelles conduites principales d'aqueduc visent à assurer une alimentation fiable d'une eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux être des citoyens de l'agglomération de Montréal. Les plans et devis préparés par les professionnels externes seront validés par la DEP afin d'assurer leur conformité avec le Plan d'action Montréal durable 2016-2020 et les directives applicables qui s'y rattachent.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où ce contrat de services professionnels ne serait pas accordé, nous assisterions à un ralentissement du rythme des investissements requis, ce qui maintiendrait un niveau de risque important au niveau des conduites principales et entraînerait la perte de certaines subventions applicables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : Novembre 2016
Octroi du contrat : Novembre 2016
Début du contrat : Décembre 2016
Fin du contrat : Décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Yves BELLEVILLE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume RICHARD
Coordonnateur de projet

Tél : 514-868-5084
Télécop. : 514-872-2898

Jean-François DUBUC
Chef de section

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-11

Marie-Josée GIRARD
C/d Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. : 514 872-2898

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Babak HERISCHI
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-3411
Approuvé le : 2016-10-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-10-21

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

DÉCISION N° : 2014-CPSM-0003

Québec, le 4 février 2014

SNC-Lavalin Inc.
À l'attention de : Monsieur Réjean Goulet
455, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1Z3

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
Autorisation n° 2014-CPSM-0003 n° d'identification de l'Autorité : 2700007364

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ÉNERCIBLE
- ÉNERGIE/POWER, DIVISION DE SNC- LAVALIN INC.
- GROUPE FUTUR TURCOT
- INDUSTRIEL, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN AFRI-FOOD, DIV. OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN AGRO, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN CAPITAL, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER
- SNC-LAVALIN ENVIRONNEMENT ET EAU, DIVISION DE SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN ENVIRONMENT AND WATER, DIVISION OF SNC-LAVALIN
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN GTS, DIVISION OF SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN INC., DIVISION GTS
- SNC-LAVALIN PHARMA, DIV. DE SNC-LAVALIN INC.

- SNC-LAVALIN RISQUE & ASSURANCE, DIVISION DE SNC-LAVALIN INC.
- SNC-LAVALIN, DIVISION ENVIRONNEMENT ET EAU
- SNC-LAVALIN, ENVIRONMENT AND WATER DIVISION

une autorisation de contracter/sous contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). SNC-Lavalin Inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

© SNC-Lavalin Inc. 2016. Tous droit réservés. Confidentiel.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1167100001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15195 TABLEAU_de résultat comité.pdf15195-Det-Cah-Final.pdfoctroi.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yves BELLEVILLE
agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-12

Pierre GATINEAU
Chef de Section
Tél : 514 872-0349
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15195 — No du GDD : 1167100001

Titre de l'appel d'offres : services professionnels d'ingénierie pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projets

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 8 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 7 - 9 - 2016

Ouverture faite le : 7 - 9 - 2016

Date du comité de sélection : 20 - 9 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 31 - 8 - 2016

Délai total accordé aux soumissionnaires : 17 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 71,43

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 60

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
tetra Tech QI	N'a pas obtenue la note de passage de 70
Beaudoin Hurens inc	N'a pas obtenue la note de passage de 70
Cima + senc	N'a pas obtenue la note de passage de 70

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 2 - 2017

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 4 - 2 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC-Lavalin	4 922 544,92 $	X	
Les services EXP	5 965 057,57 $		

Information additionnelle

2 firmes n'ont pas fournies de raisons pour s'être désistées.

Préparé par : Yves Belleville — Le 12 - 9 - 2016

16-15195 - services professionnels d'ingénierie pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projets de econduites principales d'aqueduc

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Approche proposée 10%	Capacité de production et échéancier 25%	Qualification et expérience de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SNC-Lavalin inc.	4,25	7,75	7,50	18,13	15,00	20,25	72,9	4 922 544,92 $	0,25	1
Tetra Tech QI inc.	4,38	7,00	6,75	15,50	14,25	18,75	66,6			Non conforme
Beaudoin Hurens inc.	3,75	5,75	2,00	15,38	12,25	15,50	54,6			Non conforme
Les Services exp inc.	4,50	8,50	7,75	19,63	14,00	21,00	75,4	5 965 057,57 $	0,21	2
Cima+ S.E.N.C.	4,50	8,25	8,00	15,50	14,50	17,00	67,8			Non conforme
Agent d'approvisionnement	**Yves Belleville**									

Comité	
Date	mardi 20-09-2016
Heure	10h30
Lieu	999 Dupuis, salle eau'zone

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15195
Numéro de référence : 1007799
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels d'ingénierie pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed Serkhane Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur : 514 390-6534	**Commande : (1168274)** 2016-08-22 15 h 17 **Transmission :** 2016-08-22 15 h 17	2644446 - 16-15195 addenda no 1 2016-08-31 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Beaudoin Hurens 255 boul Crémazie Est 9e Etage Montréal, QC, H2M 1M2 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1168099)** 2016-08-22 12 h 06 **Transmission :** 2016-08-22 12 h 06	2644446 - 16-15195 addenda no 1 2016-08-31 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CIMA+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ :	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462	**Commande : (1167904)** 2016-08-22 10 h **Transmission**	2644446 - 16-15195 addenda no 1 2016-08-31 14 h 42 - Courriel Mode privilégié

	3340563140	Télécopieur : 514 281-1632	: 2016-08-22 10 h	(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com NEQ : 1143019660	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1168671)** 2016-08-23 10 h 51 **Transmission :** 2016-08-23 10 h 51	2644446 - 16-15195 addenda no 1 2016-08-31 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1168066)** 2016-08-22 11 h 30 **Transmission :** 2016-08-22 11 h 30	2644446 - 16-15195 addenda no 1 2016-08-31 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1168798)** 2016-08-23 12 h 44 **Transmission :** 2016-08-23 12 h 44	2644446 - 16-15195 addenda no 1 2016-08-31 14 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9 NEQ : 1169711510	Madame Rachel Pelletier Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	**Commande : (1167868)** 2016-08-22 9 h 37 **Transmission :** 2016-08-22 9 h 37	2644446 - 16-15195 addenda no 1 2016-08-31 14 h 43 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Direction de l'eau potable - Section conduites principales
SUIVI DES MANDATS

Contrat n°	Mandat n°	Description projet	Services demandés	Montant mandat	Statut	Avancement	Date début	Date fin
A-335-2	**1**	Cdte eau 1200 mm axe rue Jarry entre la 18e ave et l'autoroute 25	Conception (plans & devis) et surveillance bureau	86 233,83 $	Complété	100%	2012-11-08	2014-11-04
	~~2~~	~~Alim. secteur ouest de Lasalle par usine Charles-J Des Baillets~~	~~Conception (plans & devis) et surveillance chantier~~	0,00 $	Annulé			
A-362	**3**	Réfection aqueduc sur le boul. Décarie de Côte-St-Luc à Queen Mary	Étude faisabilité, P&D, estimation, A.O, surveillance travaux, TQC	149 615,28 $	En cours	94%	2012-12-14	Anticipée 2017-01
A-335-2	**4**	Construction d'une conduite d'eau de 1200 mm dans l'axe de la rue Jarry entre la 18ème ave et l'A-25	Conception (plans & devis) et surveillance bureau	49 648,52 $	Complété	100%	2012-12-21	2014-11-04
A-354	**5**	Reconstr. Cdtes pples et cdtes sec.d'aq. Et d'égoût des aves Des Pins et Dr. Penfield	Surveillance travaux en résidence	45 452,75 $	Complété	100%	2013-05-03	2014-05-26
A-330-2	**6**	Construction d'une conduite de 900 mm dans l'emprise du MTQ à Pierrefonds et Kirkland et d'une conduite de 500 mm dans le chemin Ste-Marie à Kirkland	Surveillance des travaux en résidence	5 316,70 $	Complété	100%	2013-06-28	2013-10-15
A-335-2	**7**	Construction d'une conduite d'eau de 1200 mm dans l'axe de la rue Jarry entre la 18ème ave et l'A-25	Calculs structure et P&D chambre de vannes CPA#13, modifications de plans de 11 chambres de vannes	7 152,96 $	Complété	100%	2013-08-20	2014-06-10
A-357	**8**	Construction de conduites d'eau de 750 mm et de 200 mm sur le bd Édouard-Montpetit entre le chemin de la Côte-des-Neiges et le réservoir Vincent D'Indy	Plans et devis pour télémétrie d'une ch. de maintien de pression et surveillance bureau	27 054,40 $	Complété	90%	2013-10-23	Anticipée 2016-12
A-361	**9**	Construction d'une conduite d'eau de 750 mm sur l'ave Dollard entre la rue Salley et le bd de la Vérendrye et sur le site de l'usine Charles-J. Des Baillets	Conception structure 11 ch. De vannes et surveillance bureau	53 553,71 $	Complété	100%	2013-11-18	2016-10-30
A-360-1	**10**	Construction de conduites d'eau de 900 mm et 1 200 mm sur la 16ème ave entre la rue Beaubien et le bd Rosemont	Conception structure 3 ch. De vannes et surveillance bureau	10 379,12 $	Complété	100%	2014-01-16	Anticipée 2017-08
A-361	**11**	Construction d'une conduite d'eau de 750 mm sur le site de l'usine Charles-J. Des Baillets et travaux divers en divers endroits dans les arrondissements LaSalle et Lachine	Conception (P&D) et surveillance bureau pour aménagement, instrumentation, télémétrie et électricité de 5 ch. souterraines	126 862,63 $	Complété	100%	2014-04-07	2016-10-30
A-360-1	**12**	Construction de conduites d'eau de 900 mm et 1 200 mm sur la 16ème ave entre la rue Beaubien et le bd Rosemont	Conception (P&D) et surveillance bureau pour aménagement, structure, mécanique, électricité et équpts de télémesure pour 1 ch. de régulation	28 877,72 $	En cours	92%	2014-04-07	Anticipée 2017-08
A-353-2	**13**	Construction d'une conduite d'eau de 400 mm sur les rues Lily-Simon, St-Jacques O. et sur le boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue et divers travaux de conduites d'eau secondaire.	Gestion de projet et surveillance en résidence de l'ensemble des travaux	96 188,19 $	Complété	100%	2014-05-20	2016-02-10
A-367	**14**	Construction d'une conduite d'eau de 1 350 mm sur le site de l'usine Atwater à Verdun	Conception (P&D) et surveillance bureau structures en béton armé d'une ch. Vanne, 1 mur ancrage, supports cdte et supports métalliques pour monorails	9 728,00 $	En cours	68%	2014-06-23	Anticipée 2017-12
A-346-1	**15**	Reconstruction des conduites d'eau principales aux abords ainsi que sous le canal Lachine en face du parc Saint-Patrick	Surveillance travaux en résidence	137 723,00 $	Complété	100%	2014-07-31	2016-01-14
A-357	**16**	Construction de conduites d'eau de 750 mm et de 200 mm sur le bd Édouard-Montpetit entre le chemin de la Côte-des-Neiges et le réservoir Vincent D'Indy	Surveillance travaux en résidence	47 667,20 $	Complété	100%	2014-07-18	2015-12-12
A-335-6	**17**	Construction d'une conduite d'eau de 1200mm, en tunnel, dans l'axe de la rue Jarry entre la 24E avenue à la rue Champ-D'eau	Révision de la conception avec P&D pour la structure des chambres CV#3, CPA-6, CPA#8 et CPA#10, conçues dans le cadre du projet A-335-2	10 068,48 $	Complété	100%	2014-11-07	2016-01-14
A-335-3	**18**	Construction d'une conduite d'eau de 1200mm, en tranché, dans l'axe de la rue Champ-d'Eau, voie de service A-40, le boulevard Haut d'Anjou et Jarry entre Jarry et A-25	Conception, P&D, et surveillance bureau des travaux pour la structure des chambres souterraines	11 718,44 $	En cours	96%	2014-09-19	Anticipée 2016-12
A-367	**19**	Construction d'une conduite d'eau de 1350mm sur le site de l'usine Atwater à Verdun	Identification des conflits potentiels entre REQUIP1 et le contrat A-367 dans le portion sud de l'aile sud du bâtiment des pompes	1 565,60 $	Complété	100%	2016-01-14	2016-02-29
A-335-3	**20**	Construction d'une conduite d'eau de 1200mm, en tranché, dans l'axe de la rue Champ-d'Eau, voie de service A-40, le boulevard Haut d'Anjou et Jarry entre Jarry et A-25	Révision des plans et devis faits aux mandats 1 et 4 pour la chambre CRP-16	1 874,16 $	Complété	100%	2014-12-12	2015-11-09
			TOTAL engagé (avant taxes) :	**906 680,69 $**				
			Montant du contrat : (avant taxes)	**1 010 485, 91 $**				
			SOLDE DU CONTRAT :	**103 805,22 $**				

Direction de l'eau potable - Section conduites principales
SUIVI DES MANDATS

No contrat	No mandat	Description projet	Services demandés	Montant mandat	Statut	Avancement	Date début	Date fin
A-300	**1**	Enfouissement du canal de l'aqueduc	Études de faisabilité en vue de protéger la canalisation de l'alimentation en eau brute de l'usine Atwater	169 117,38 $	Complété	100%	2014-10-29	2016-04-30
A-356	**2**	Construction d'une conduite d'eau principale de 600mm sur la rue Gordon, de Champlain à LaSalle	Conception, plans et devis, et surveillance bureau pour aménagement, structure, mécanique, électricité et équipmts de télémesure pour 3 ch. d'aq.	103 475,53 $	En cours	92%	2014-12-05	Anticipée 2016-12
A-356	**3**	Construction d'une conduite d'eau principale de 600mm sur la rue Gordon, de Champlain à LaSalle	Conception, plan et devis, et surveillance bureau pour la structure de 4 chambres	29 686,90 $	En cours	89%	2015-02-19	Anticipée 2016-12
~~A-335-5~~	**4**	~~Construction d'une conduite d'eau de 900mm et 1200mm, en tranchée, dans l'axe de la rue Léonard-De-Vinci et Villeray, entre le boulevard Crémazie et la 24e Avenue~~	~~Conception, plan et devis, et surveillance bureau des travaux pour la structure des chambres souterraines~~	0,00 $	Annulé			
A-335-5	**5**	Construction d'une conduite d'eau de 900mm et 1200mm, en tranchée, dans l'axe de la rue Léonard-De-Vinci et Villeray, entre le boulevard Crémazie et la 24e Avenue	Plans, devis et surveillance bureau pour l'instrumentation et la télémetrie de CV#4	9 657,14 $	En cours	54%	2015-02-20	Anticipée 2017-02
A-335-5	**6**	Construction d'une conduite d'eau de 900mm et 1200mm en tranchée, dans l'axe de la rue Léonard-de-Vinci et Villeray, entre le boulevard Crémazie et la 24e Avenue	Conception, plans et devis, et surveillance de bureau pour la structure de six (6) chambres d'aqueduc.	40 953,43 $	En cours	67%	2016-04-16	Anticipée 2017-02
A-368-1	**7**	Construction de conduites d'eau de 900mm sur la rue Pierre-de-Coubertin entre les Bourbonnière et Viau	Conception, plan et devis, et surveillance bureau des travaux pour structure de 3 ch. souterraines et 2 ch. d'accès et ventouse incluant enrobage partie verticale des cdtes sous celles-ci	41 284,13 $	En cours	67%	2015-04-16	Anticipée 2017-01
A-368-1	**8**	Construction de conduites d'eau de 900mm sur la rue Pierre-de-Coubertin entre les Bourbonnière et Viau	Réalisation d'une étude de gestion de la circulation relié au projet A-368-1	52 696,63 $	En cours	72%	2015-04-13	Anticipée 2017-01
A-335-4	**9**	Construction de conduite de 750mm sous le boulevard Louis-H. Lafontaine (Bouclage de l'est - Phase 4)	Conception (plans et devis), estimation,appel d'offres, surveillance des travaux, TQC	614 787,10 $	En cours	4%	2015-11-07	Anticipée 2018-06
A-335-6	**10**	Construction d'une conduite d'eau principale de 1200mm en tunnel , dans l'axe de la rue Jarry, entre la 24e Avenue et la rue Champ-d'eau (bouclage de l'est, phase 2A)	Surveillance des travaux (bureau et en résidence)	2 051 759,56 $	En cours	25%	2015-09-15	Anticipée 2018-06
A-335-5	**11**	Construction d'une conduite d'eau de 900mm et 1200mm en tranchée, dans l'axe de la rue Léonard-de-Vinci et Villeray, entre le boulevard Crémazie et la 24e Avenue	Surveillance des travaux (bureau et en résidence)	487 567,68 $	En cours	53%	2015-11-10	Anticipée 2017-02
~~A-360-1~~	**12**	~~Construction de conduites d'eau de 900mm et 1200mm sur la 16ème avenue entre la rue Beaubien et le boulevard Rosemont~~	~~Services de consultation – Expertise en gestion du bruit lors des travaux de construction~~	0,00 $	Annulé			
A-372	**13**	Construction d'une chambre de régulateur de pression au boulevard Pie-IX, au nord du boulevard Cremazie	Assistance technique et surveillance des travaux - Assistance à la D.I	14 352,48 $	Complété	100%	2015-09-21	2016-08-29
A-335-3	**14**	Construction d'un cdte d'eau de 1 200 mm,tranchée, axe Champ d'eau, voie service A-40, Hauts d'Anjou et Jarry	Surv. Travaux struc., élec., instrum. et contrôle de ch. Souterraines	9 578,91 $	En cours	47%	2016-02-15	Anticipée 2016-12
A-368-1	**15**	Construction de conduites d'eau de 900mm sur la rue Pierre-de-Coubertin entre les Bourbonnière et Viau	Surveillance bureau et visites ponctuelles pour le maintien circulation et gestion impacts	135 310,75 $	En cours	22%	2015-11-16	Anticipée 2017-01
A-360-2	**16**	Construction cdtes 900 mm et 1200 mm sur ave Léonard-de-Vinci, Bélanger et 16 ème ave, entre Crémazie et Beaubien	Conception, P&D, surv. Bureau pour 1 ch. télémétrie et structure 5 ch. Souterraines	90 627,87 $	En cours	49%	2016-02-22	Anticipée 2017-08
A-335-3	**17**	Construction d'un cdte d'eau de 1 200 mm,tranchée, axe Champ d'eau, voie service A-40, Hauts d'Anjou et Jarry	Analyse planches signalisation et inspection signalisation mise en place	3 344,78 $	En cours	50%	2016-04-25	Anticipée 2016-12
			TOTAL engagé (avant taxes) :	**3 854 200,27 $**				
			Montant du contrat : (avant taxes)	**4 126 354,09 $**				
			SOLDE DU CONTRAT :	**272 153,82 $**				

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167100001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1167100001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Préposée au budget
Conseil et soutien financier - PS EAU-Environnement
Tél : 514 872-8464

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

Sylvie L GOUPIL
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier de la Ville**,** dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SNC-Lavalin inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 445 boul. René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par Émile Hanna, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. :
N^{o} d'inscription T.V.Q. :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 22 août 2016 relatifs aux projets de conduites principales;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 7 septembre 2016.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à

Fournir des services professionnels pour la conception, la surveillance des travaux, la gestion de projet et la réalisation d'études de projets de conduites principales.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes-rendus des réunions de coordination ou de chantier;

6.11 transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les rapports de surveillance de chantier;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre millions neuf cent vingt-deux mille cinq cent quarante-quatre dollars et quatre-vingt-douze cents (4 922 544,92 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit : selon les taux horaires et les pourcentages soumis par le contractant dans son offre de service et selon les modalités prévues à l'article 3. du devis technique. Les paiements sont effectués dans les soixante (60) jours suivant la réception d'une facture jugée conforme par la Ville

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

SNC-Lavalin inc.

Par : _____
Émile Hanna, ing., M.Sc.A.

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.23

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1167100001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Section Projets et Diagnostic - Conduites Principales
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin

Rapport- mandat SMCE167100001- SNC-Lavalin.pdf

Dossier # :1167100001

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La commission :

Présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Vice-présidentes

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

Mme Dida Berku
Ville de Côte-Saint-Luc

M. Richard Celzi
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Mme Marie Cinq-Mars
Arrondissement d'Outremont

M. Richard Deschamps
Arrondissement de LaSalle

M. Marc-André Gadoury
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Manuel Guedes
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Louise Mainville
Arrondissement du Plateau Mont-Royal

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 24 novembre 2016

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE167100001

Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE167100001
Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour les études, la conception, la préparation de plans et devis, la surveillance de travaux et la gestion de projet de conduites principales d'aqueduc, pour une somme maximale de 4 922 544,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 16-15195 - (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

À sa séance du 2 novembre 2016, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 9 novembre 2016, les membres de la commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus d'appel d'offres relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres de la Commission ont soulevé diverses questions sur le processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Ils ont bien compris la nature du présent contrat de services professionnels, mais ont posé plusieurs questions sur les contrats de même nature octroyés en 2012 et en 2014. Le Service a expliqué que le contrat octroyé en 2014 avait une durée de cinq ans et que presque toutes les sommes prévues au contrat étaient engagées pour des travaux qui auront lieu dans les pr9chaines années. Il était donc nécessaire de lancer un nouvel appel d'offres pour un contrat dont la durée prévue est de cinq ans.

Les membres ont aussi constaté que le présent contrat à SNC-Lavalin était le troisième octroyé consécutivement depuis 2012. Pour la Commission, il aurait été intéressant d'avoir une liste des mandats exécutés par l'adjudicataire dans le cadre des contrats de 2012 et de 2014 avec les montants engagés et les échéances. La Commission a invité le Service à lui transmettre cette information et à éventuellement l'inclure dans le sommaire décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la commission. La commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ présentant un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE167100001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1164346002

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec, pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, sur demande, pour une somme maximale de 546 878,59 $, taxes incluses, pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, avec un renouvellement optionnel de deux autres années, soit un maximum de cinq ans. Appel d'offres public no 16-15431 (3 soumissionnaires - 2 conformes)/ Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec, pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, sur demande, pour une somme maximale de 546 878,59 $, taxes incluses;
2. d'approuver un projet de convention par lequel 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, avec un renouvellement optionnel de deux autres années, soit un maximum de cinq ans, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 16-15431 (3 soumissionnaires - 2 conformes), et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des ressources humaines, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-25 15:57

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164346002**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec, pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, sur demande, pour une somme maximale de 546 878,59 $, taxes incluses, pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, avec un renouvellement optionnel de deux autres années, soit un maximum de cinq ans. Appel d'offres public no 16-15431 (3 soumissionnaires - 2 conformes)/ Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Les examens médicaux de préemploi sont requis afin d'évaluer la capacité du candidat à effectuer les principales tâches requises dans l'emploi postulé. Les examens médicaux de préemploi font partie d'un processus de dotation et permettent à l'employeur de connaître l'état de santé du candidat au moment de l'embauche et de connaître ses limitations fonctionnelles. Les emplois cols bleus, les brigadiers, les pompiers, les cadets policiers, les aspirants policiers et certains emplois cols blancs sont visés par ces examens. Ces renseignements sont essentiels pour l'employeur afin qu'il puisse rencontrer ses obligations en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* à savoir : prendre les mesures nécessaires pour protéger l'intégrité physique des travailleurs.

Les ressources de la Division de la gestion de la présence au travail - Bureau de santé à la Direction santé et mieux-être du Service des ressources humaines étant limitées, il est impossible de réaliser les examens médicaux de préemploi à l'interne.

Le nombre annuel approximatif d'examens médicaux préemploi est le suivant :

- 100 examens pour les cols blancs, les contremaîtres, les professionnels et les cadres;
- 200 examens pour les brigadiers scolaires;
- 410 examens pour les cols bleus;
- 110 examens pour les pompiers;
- 80 examens pour les cadets policiers;
- 200 examens pour les aspirants policiers.

Le nombre d'examens a été estimé en se basant sur le nombre d'examens effectués au cours des années antérieures et selon les besoins estimés par les unités administratives.

Le délai de validité des soumissions est de 180 jours calendriers suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions. L'appel d'offres a été publié sur le SEAO et dans « Le Devoir » (22 jours sur le marché) et son lancement a été fait le 17 août 2016 et la fermeture le 7 septembre 2016 à 14 h. Trois (3) soumissionnaires ont présenté une offre de service qui a été analysée par un comité d'évaluation le 4 octobre 2016. L'évaluation s'est faite selon la grille de critères présente au devis technique (voir document en pièces jointes). À la suite de l'évaluation des propositions des soumissionnaires, le comité recommande d'octroyer le contrat à la firme 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec. pour une période de trois ans, du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, avec un renouvellement optionnel de deux autres années pour un maximum de cinq ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG13 0306 - 29 août 2013 - Conclure avec Médisys S.E.C., une entente-cadre de services professionnels pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 - Appel d'offres public no 13-12895 (5 soumissionnaires) - (Montant estimé : 682 951,50 $) (1130889002).

CE10 1658 - 3 novembre 2010 - Octroyer un contrat de gré à gré de services professionnels à la firme PLEXO inc., clinique de médecine du travail, pour réaliser les examens médicaux de préemploi des candidats pour les services corporatifs et les arrondissements de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 pour la somme maximale de 448 890,00 $ (1101599002).

CE09 0117 - 28 janvier 2009 - Autoriser l'octroi d'un contrat de services professionnels à la firme Plexo inc., clinique de médecine du travail, pour réaliser les examens médicaux de préemploi des candidats pour les services corporatifs et les arrondissements de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2010 pour la somme maximale de 316 000,00 $ (1081599004).

CE08 1827 - 15 octobre 2008 - Autoriser un appel d'offres pour retenir les services professionnels d'une firme pour réaliser les examens médicaux de préemploi des candidats pour les services corporatifs et les arrondissements pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2010 (1081599002).

CE07 1982 - 5 décembre 2007 - Autoriser l'octroi d'un contrat de services professionnels à la firme Plexo inc., clinique de médecine du travail, pour réaliser les examens médicaux de préemploi des candidats pour les services corporatifs et les arrondissements de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008 pour la somme maximale de 182 680,00 $ (1071599001).

Aspirants policiers

DG114297004 - 5 juillet 2011 - Autoriser une dérogation au gel général des honoraires professionnels (CE09 0582 modifiée) afin d'accorder un contrat de services professionnels à la firme Services de santé Medisys GP inc. pour procéder à l'examen médical complémentaire des aspirants policiers pour un montant de 49 614,00 $, taxes incluses, pour une période de deux ans - Appel d'offres sur invitation no 10-11384 - (3 soumissionnaires). Approuver un projet de convention à cette fin (2114297004).

CE10 1712 - 3 novembre 2010 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres sur invitation

pour la rétention des services d'une clinique médicale pour l'évaluation physique des aspirants policiers pour une durée de deux ans (1104464010).

CE08 2027- Le 12 novembre 2008 - Approuver la convention et retenir les services de la clinique médicale Médisys pour procéder à l'examen médical complémentaire des aspirants policiers pour un montant de 93 037,50 $, taxes incluses, pour une période de trois ans débutant rétroactivement le 1er février 2008 - entente de gré à gré (1082428002).

DESCRIPTION

Le présent appel d'offres a pour but d'assurer la continuité de la réalisation des examens médicaux de préemploi pour les services corporatifs et les arrondissements de la Ville de Montréal et d'autoriser la firme 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec ayant obtenu la meilleure note en fonction des critères de sélection précis, à dispenser les services requis. La période de l'entente est d'une durée de trois ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, avec un renouvellement optionnel de deux autres années, pour un maximum de cinq ans. Un sommaire décisionnel sera préparé en temps opportun pour faire entériner cette prolongation et cette nouvelle dépense, et ce, auprès des mêmes instances ayant approuvé le sommaire décisionnel pour l'octroi du contrat initial.

Tel que mentionné précédemment, ces examens médicaux de préemploi sont destinés aux emplois de cols bleus, aux brigadiers, aux pompiers, aux cadets policiers aux aspirants policiers et à certains emplois cols blancs.

Une facture mensuelle accompagnée du relevé exact de chaque examen effectué au cours du mois sera présentée. Le coût des examens relatif à chaque protocole pour les trois années du contrat est le suivant :

- 110,00 $ pour les examens des cols blancs, des contremaîtres, des professionnels, des cadres;
- 110,00 $ pour les examens des brigadiers scolaires;
- 130,00 $ pour les examens des cols bleus;
- 195,00 $ pour les examens des pompiers;
- 110,00 $ pour les examens des cadets policiers;
- 210,00 $ pour les examens des aspirants policiers.

Le même tarif unitaire pour chaque protocole est maintenu par la firme pour les deux années optionnelles. Les examens inclus pour chaque catégorie sont décrits au devis technique. Lorsque des tests supplémentaires sont requis dans le cadre d'un examen médical de préemploi, le coût de ces examens est défini à l'annexe III et IV du bordereau de soumission.

JUSTIFICATION

Pour le présent appel d'offres public, il y a eu quatre preneurs de cahier de charges. Les trois (3) offres reçues sont conformes en termes de délai de livraison et du respect des spécifications techniques.

La firme 124670 Canada Ltée / Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec a obtenu le meilleur pointage final, soit 2,24 %, et a été recommandé par le comité de sélection, en fonction des critères suivants :

CRITÈRES DE SÉLECTION	Pondération
Présentation de l'offre	5 %
Compréhension du mandat et de la problématique	10 %
Approche proposée	10 %
Capacité de production et échéancier	30 %
Qualification et expérience de la firme dans des projets similaires	20 %
Qualification et expérience du coordonnateur et de son équipe	25 %
Total	**100 %**

La seconde firme, BIRON-Santé en entreprise S.E.C. a obtenu un pointage final, soit 2,17 %.

Enfin, l'autre firme Cyclone Santé inc. n'a pas obtenu la note de pointage intérimaire de 70 % (pour plus de précisions, voir l'intervention du Service de l'approvisionnement au présent dossier).

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
124670 Canada inc/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec	72,3 %	2,24 %	475 650,00 $		546 878,59 $
BIRON-Santé en entreprise S.E.C	79,2%	2,17%	515 550,00 $		595 324,91 $
Estimation interne					587 609,63 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)					40 731,04 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%)					6,9 %

Le montant de la proposition totale de la firme 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec tel que mentionné au bordereau de soumission est de 546 878,59 $. Ce montant est inférieur de 6,9 % au montant de l'estimation réalisée. L'estimation réalisée a été calculée tenant compte du tarif unitaire pour chaque protocole dans le contrat actuel avec une légère majoration annuelle de 2 %.

Les montants indiqués au tableau sont basés sur l'estimation du nombre d'examens médicaux annuels de préemploi durant trois ans, soit 100 examens pour les cols blancs, les contremaîtres, les professionnels, les cadres; 200 examens pour les brigadiers scolaires; 410 examens pour les cols bleus; 110 examens pour les pompiers; 80 examens pour les cadets policiers; 200 examens pour les aspirants policiers. Le nombre d'examens a été estimé en se basant sur le nombre d'examens effectués au cours des années antérieures et selon les besoins estimés par les unités administratives.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat incluant les taxes est de 546 878,59 $ pour une durée de trois ans, valide du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019. Le montant maximum à la charge des contribuables sera de 499 373,05 $ et réparti comme suit :

Source budgétaire	2017	2018	2019	Total
Budget de fonctionnement de la Direction Santé, mieux être du Service des ressources humaines	122 362,82 $	122 362,82 $	122 362,82 $	367 088,47 $
Budget de fonctionnement de la Direction Dotation et développement organisationnel du Service des ressources humaines	44 094,86 $	44 094,86 $	44 094,86 $	132 284,58 $
	166 457,68 $	**166 457,68 $**	**166 457,68 $**	**499 373,05 $**

La Ville de Montréal déboursera uniquement pour les examens médicaux réalisés selon les protocoles établis, en fonction de ses besoins. Les fonds seront réservés dans les budgets de fonctionnement de chacune des Directions au début de chaque année civile. Les prix unitaires soumissionnés demeurent les mêmes pour toute la durée de l'entente.

Les crédits budgétaires de 499 373,05 $ prévus au financement de cette dépense font partie de la dotation d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification) et ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale servant à établir la charge d'administration générale imputée au budget du conseil d'agglomération. Ainsi cette dépense sera assumée par l'agglomération à la hauteur de 51,2 % pour une somme de 255 679 $.

En 2017 les crédits nécessaires à ce dossier, soit une somme de 166 457,68 $, net de ristourne, ont été priorisés lors de l'élaboration du budget.

Pour 2018 et l'année subséquente, ce contrat sera priorisé lors de l'élaboration du budget du Service des ressources humaines.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entente cadre permet la réalisation des examens médicaux de préemploi selon les termes requis et permet aux gestionnaires de la Ville de Montréal l'embauche de candidats aptes à occuper l'emploi postulé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Début du contrat : 1er janvier 2017
- Fin du contrat : 31 décembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier de charges et aux instructions aux soumissionnaires. Le présent dossier est conforme à la Politique de gestion contractuelle, à la Politique d'approvisionnement.
Le processus d'appel d'offres public et le processus d'octroi du contrat sont conformes aux règles en vigueur.

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de l'endossement atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Matthieu CROTEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle RH CÔTÉ
Chef de division - gestion de la présence au travail - Bureau de santé

Tél : 514 872-1383
Télécop. : 514 872-5749

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-14

Éric LOISELLE
Directeur santé et mieux-être

Tél : 514 872-7117
Télécop. : 514 872-5236

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2016-10-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1164346002

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec, pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, sur demande, pour une somme maximale de 546 878,59 $, taxes incluses, pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, avec un renouvellement optionnel de deux autres années, soit un maximum de cinq ans. Appel d'offres public no 16-15431 (3 soumissionnaires - 2 conformes)/ Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

16-15431 Intervention.pdf
16-15431 TableauCOMITÉ_04-10-16.pdf
15431-Det-Cah-Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Matthieu CROTEAU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-5298

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Claude HOULE
Chef de section
Tél : 514 872-5282
Division : Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 16-15431 — No du GDD : 1164346002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 8 - 2016

Ouverture originalement prévue le : 7 - 9 - 2016

Ouverture faite le : 7 - 9 - 2016

Date du comité de sélection : 4 - 10 - 2016

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 30 - 8 - 216

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 75

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Cyclone Santé inc.	pointage intérimaire < 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 3 - 2017

Date d'échéance révisée : 6 - 3 - 2017

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Biron - Santé en entreprise S.E.C.	595 324,91 $		
124670 Canada inc./Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec	546 878,59 $	√	

Information additionnelle

Une firme s'etant procurée les documents d'appel d'offres, n'a pas déposée de proposition sans nous en fournir le motif.

Préparé par : Matthieu Crôteau — Le 24 - 10 - 2016

16-15431 - Services professionnels pour la réalisation d'examens médicaux préemploi pour la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 10%	Approche proposée 10%	Capacité de production et Échéancier 30%	Qualification et Expérience de la firme dans des projets similaires 20%	Qualification et expérience du coordonnateur et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
BIRON- Santé en entreprise S.E.C.	4,17	7,33	8,33	25,00	15,67	18,67	79,2	595 324,91 $	2,17	2
Cyclone Santé inc	3,50	7,00	6,00	20,00	12,67	17,50	66,7			Non conforme
124670 Canada inc / Clinique de médecine industrielle et préventive Qc	3,67	7,00	8,00	24,00	12,67	17,00	72,3	546 878,59 $	2,24	1
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	VENNE, Louise

Comité	
Date	mardi 04-10-2016
Heure	9h30
Lieu	9515 St-Hubert, Montréal

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 16-15431
Numéro de référence : 1006768
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Accès Services Santé, (Division Santé Valeo) 25 boul. Lafayette, bureau 200 Longueuil, QC, J4K5C8 http://www.acces-services-sante.ca NEQ : 1145587979	Madame HELENE CHASSÉ Téléphone : 1866 830-5050 Télécopieur : 514 281-2077	**Commande : (1171459)** 2016-08-30 9 h 58 **Transmission :** 2016-08-30 9 h 58	2644004 - 16-15431 Addenda no 1 2016-08-31 7 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Biron-Groupe Santé 4105 boulevard matte Brossard, QC, j4y 2p4 http://www.biron.ca NEQ : 1167489609	Madame Josée Thifault Téléphone : 514 866-5005 Télécopieur :	**Commande : (1168645)** 2016-08-23 10 h 13 **Transmission :** 2016-08-23 10 h 13	2644004 - 16-15431 Addenda no 1 2016-08-31 7 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec 1665, rue Ste-Catherine Ouest 3e étage Montréal, QC, H3H 1L9 http://www.cmipq.com NEQ : 1160282613	Madame Hermante Ayotte Téléphone : 514 931-0801 Télécopieur : 514 931-0437	**Commande : (1166510)** 2016-08-17 16 h 02 **Transmission :** 2016-08-17 16 h 02	2644004 - 16-15431 Addenda no 1 2016-08-31 7 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Cyclone Santé Inc. 2021 rue Union suite 800 Montréal, QC, H3a 2S9 NEQ : 1161574679	Madame Christiane Legault Téléphone : 514 519-5652 Télécopieur :	**Commande : (1169260)** 2016-08-24 10 h 02 **Transmission :** 2016-08-24 10 h 02	2644004 - 16-15431 Addenda no 1 2016-08-31 7 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2016 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164346002

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme 124670 Canada Ltée/Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec, pour la réalisation d'examens médicaux de préemploi pour la Ville de Montréal, sur demande, pour une somme maximale de 546 878,59 $, taxes incluses, pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019, avec un renouvellement optionnel de deux autres années, soit un maximum de cinq ans. Appel d'offres public no 16-15431 (3 soumissionnaires - 2 conformes)/ Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1164346002 - Examens pré-emploi.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-19

Luis Felipe GUAL
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-9504
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

FIRME 124670 Canada Ltée/ Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec, représentée par madame Hermante Ayotte, ayant sa principale place d'affaires au 1665, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (Québec) H3H 1L9;

N^{o} d'inscription T.P.S. :	105849988
N^{o} d'inscription T.V.Q. :	1002132164
N^{o} d'inscription au fichier des fournisseurs :	114953

Ci-après appelé le « **CONTRACTANT** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur santé et mieux-être ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe I** » : les termes de référence pour services professionnels relatifs à la réalisation des examens médicaux de préemploi à la Ville de Montréal;

1.3 « **Annexe II** » : tableau explicatif des honoraires professionnels de la firme 124670 Canada Ltée/ Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec pour des services professionnels relatifs à la réalisation des examens médicaux à la Ville de Montréal;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à réaliser des examens médicaux de préemploi, selon les termes et les conditions de la présente convention et des annexes I et II jointes aux présentes.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes I et II qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe I prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe II qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2017, ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et sous réserve de l'article 11 (Résiliation), et prend fin le 31 décembre 2019.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisée sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et ses recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes I et II;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et ces renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels : le transport, les repas et autres;

6.8 soumettre à la Ville des factures mensuelles détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes I et II;

7.3 refuser les travaux, les recherches et les rapports du Contractant qu'elle juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes I et II;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, ces recherches et ces rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cents quarante six mille huit cents soixante dix huit dollars et cinquante neuf cents (546 878,59 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable au Contractant sur présentation de sa facture mensuelle, conforme à l'article 6.8.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, aux études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, aux études et aux documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, les études, les données, les notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et les obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2016

FIRME 124670 Canada Ltée/ Clinique de médecine industrielle et préventive du Québec

Par : _____
Hermante Ayotte, présidente

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1164346003

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octoyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme Tadros Orthopédie Md inc. d'un montant maximal de 152 111,93 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois. Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin

Il est
RÉSOLU :

1. D'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention, de gré à gré, par lequel la firme Tadros Orthopédie Md inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis consistant à fournir des opinions et des expertises médicales et à agir comme témoin devant les tribunaux administratifs, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois, pour une somme maximale de 152 111,93 $, incluant les taxes, selon les termes et les conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-28 11:42

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1164346003**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octoyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme Tadros Orthopédie Md inc. d'un montant maximal de 152 111,93 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois. Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

La Direction générale a placé en priorité dans ses orientations depuis 2016 l'augmentation de la présence au travail. Deux volets en découlent : la santé et sécurité au travail et la gestion des absences pour invalidité personnelle.

Dans la volonté de répondre à la priorité de la Direction générale, la Direction santé et mieux-être du Service des ressources humaines a réalisé, au cours de l'été 2016, par l'intermédiaire de la firme Raymond, Chabot, Grant, Thorton, une revue des activités du Bureau de santé, de son organisation et de ses processus concernant la gestion et le suivi des absences.

Afin de mieux soutenir les services centraux dans l'atteinte de leur objectif de réduction du taux d'absentéisme, le rapport d'audit a clairement identifié comme un élément essentiel, l'optimisation de l'évaluation médicale. Cette optimisation vise à diminuer les périodes d'absences, donner une orientation aux médecins traitants pour les traitements, analyser les aspects médicaux des dossiers d'invalidité, le tout en vue d'augmenter l'efficience, l'efficacité et la présence au travail.

Quatre médecins généralistes et un médecin orthopédiste font désormais partie de l'équipe médicale en gestion médico-administrative au Bureau de santé. Cette équipe, très complémentaire, offre les services requis en suivi des absences pour cause de maladie personnelle et professionnelle. Chacun de ces médecins offre un nombre d'heures par semaine ou par mois selon leur disponibilité. Les médecins de gestion sont rares et difficiles à recruter ayant, comme tout autre médecin, peu de disponibilité puisque déjà embauchés par d'autres entreprises ou occupés par leur pratique privée. Le choix des médecins retenus s'est fait après plusieurs mois de recherches afin de combler nos besoins en tenant compte de leur expertise et de leur disponibilité. Le nombre d'heures et les tarifs horaires sont propres à chacun. Ils ont été peu négociables puisque sur le marché actuel la demande pour

ce type de médecins de gestion est de loin supérieure à l'offre. Concernant les besoins en psychiatrie, les expertises médicales sont effectuées par des médecins psychiatres à l'externe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0008 du 28 janvier 2016 - Octoyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme Tadros Orthopédie Md inc. pour les services du docteur Cherif Tadros d'un montant maximal de 116 998,56 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, soit douze (12) mois.

DESCRIPTION

Il s'agit d'octroyer un contrat de services professionnels, de gré à gré, à la firme Tadros Orthopédie Md inc. d'un montant maximal de 152 111,93 $, incluant les taxes applicables, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017. Le tarif horaire de la firme Tadros Orthopédie Md inc. a été établi à 800,00 $, soit onze (11) expertises, pour une prestation de travail de onze (11) jours pendant douze (12) mois sur les lieux de travail de la Ville. Une journée de travail est calculée sur la base de onze (11) expertises par jour.

JUSTIFICATION

Le Bureau de santé a pour mandat la gestion complète des invalidités personnelles et professionnelles des policiers du Service de police de la Ville de Montréal. Il assure également le suivi des vingt-six (26) premières semaines d'absences en invalidité personnelle de certains groupes d'employés. De plus, il est responsable du suivi des absences pour cause d'accidents du travail ou de maladies professionnelles pour les employés de l'ensemble des services centraux. Pour ces mêmes employés, le lien et le suivi des dossiers avec l'assureur est assumé par le Bureau de santé. Il répond aussi à certaines demandes ponctuelles des arrondissements pour des évaluations médicales d'employés absents.

Afin de remplir ce mandat et d'assurer un suivi rigoureux des absences en maladie, les services professionnels de la firme Tadros Orthopédie Md inc. sont requis à titre de médecin -conseil pour :

- effectuer des expertises médicales dans les dossiers de maladie et de CSST;

- rédiger des rapports permettant entre autres d'effectuer une demande au Bureau d'évaluation médicale (BEM);

- rédiger des argumentations pour documenter les demandes de partage d'imputation;

- rencontrer les travailleurs absents et évaluer les limitations fonctionnelles ainsi que la capacité à réintégrer le travail;

- réviser les questionnaires de préemploi et évaluer la capacité du candidat à occuper la fonction postulée;

- participer à la préparation de la preuve médicale dans les dossiers litigieux avec les représentants de la Ville;

- témoigner devant les tribunaux administratifs, particulièrement à la Commission des lésions professionnelles (CLP);

- autoriser le réarmement des policiers;

- évaluer la justification des absences ponctuelles;

- conseiller les intervenants du Bureau de santé sur l'orientation à prendre dans des dossiers d'invalidité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat de services professionnels est d'une durée de douze (12) mois, allant du 1er janvier au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 152 111,93 $, incluant les taxes applicables, afin de fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs.
Les crédits nécessaires à ce contrat seront réservés au budget de la Direction santé et mieux-être du Service des ressources humaines. Par conséquent, ce dossier ne comportera aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal en 2017. Un bon de commande sera fait au début de l'année 2017 à cet effet.

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS **FIRME TADROS ORTHOPÉDIE MD INC**. 121 expertises / année									
Nombre d'expertise /année	Tarif/ expertise	**SOUS-TOTAL**	Tarif d'une demi-journée audience	Nombre de demi-journée d'audience	Nombre de rapports	Tarif pour les rapports	**SOUS-TOTAL**	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
121	800,00 $	**96 800,00 $**	6 000$	5	110	50,00 $	**35 500 $**	**132 300,00 $**	**152 111,93 $**

Dépenses mixtes d'administration générale

Le partage du financement de l'imputation de cette dépense de 152 111,93 $ entre les compétences est établi en respectant le principe d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Meilleure gestion de la présence au travail

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

du 1er janvier au 31 décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En vertu de l'article 27 du *Règlement sur l'adjudication de contrats pour la fourniture de services professionnels* , ce contrat peut être accordé de gré à gré (conformément à l'avis juridique de la Direction des affaires juridiques du 27 octobre 2016).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de l'endossement atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marika LAURENDEAU
Conseillère principale
coordination et développement

Tél : 514 872-8141
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Isabelle RH CÔTÉ
Chef de division de la gestion de la présence au travail - Bureau de santé

Tél : 514 872-1383
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric LOISELLE
Directeur santé et mieux-être
Tél : 514 872-7117
Approuvé le : 2016-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2016-10-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164346003

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Octoyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme Tadros Orthopédie Md inc. d'un montant maximal de 152 111,93 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois. Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1164346003- Tadros Orthopédie Md inc..xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Luis Felipe GUAL
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-9504
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **FIRME TADROS ORTHOPÉDIE MD INC.,** représentée par le docteur Chérif Tadros, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare, ayant sa principale place d'affaires au 288, rue Baffin, Dollard des Ormeaux (Québec) H9A 3G1;

N^{o} d'inscription T.P.S. :	811806918
N^{o} d'inscription T.V.Q. :	1217662776 TQ00
N^{o} d'inscription au fichier des fournisseurs :	386568

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur santé et mieux-être ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels relatifs à la fourniture de services médicaux à la Ville de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : le tableau explicatif des honoraires professionnels la firme Tadros Orthopédie Md inc. pour des services professionnels relatifs à la fourniture de services médicaux à la Ville de Montréal;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à fournir des expertises médicales et à témoigner devant les tribunaux administratifs, selon les termes et les conditions de la présente convention et des annexes 1 et 2 jointes aux présentes.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2017, ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et sous réserve de l'article 11 (Résiliation), et prend fin le 31 décembre 2017.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et ses recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et ces renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels : le transport, les repas et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, les recherches et les rapports du Contractant qu'elle juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, ces recherches et ces rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent cinquante-deux mille cent onze dollars et quatre-vingt-treize cents (152 111,93$), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable au Contractant sur présentation de sa facture mensuelle, conforme à l’article 6.8.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, aux études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, aux études et aux documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, avec un préavis de trente (30) jours, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, avec un préavis de trente (30) jours.

11.3 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, les études, les données, les notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.4 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et les obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

FIRME TADROS ORTHOPÉDIE MD INC.

Par : _____
Docteur Cherif Tadros

Cette convention a été approuvée par la décision déléguée _____.

ANNEXE 1

Termes de référence pour services professionnels relatifs à la fourniture d'expertise médicale

Firme Tadros Orthopédie MD inc.

1. Le contractant devra être présent, pendant une journée par mois, selon les horaires prévus par le directeur santé et mieux-être.

2. Le contractant devra, pendant les périodes indiquées à l'article 1 :

   2.1. effectuer des expertises médicales dans les dossiers de maladie et de CSST;

   2.2. rédiger des rapports permettant entre autres d'effectuer une demande au Bureau d'évaluation médicale;

   2.3. rédiger des argumentations pour documenter les demandes de partage d'imputation;

   2.4. rencontrer les travailleurs absents et évaluer les limitations fonctionnelles ainsi que la capacité à réintégrer le travail;

   2.5. réviser les questionnaires de pré-emploi et évaluer la capacité du candidat à occuper la fonction postulée;

   2.6. participer à la préparation de la preuve médicale dans les dossiers litigieux avec les représentants de la Ville;

   2.7. témoigner devant les tribunaux administratifs, particulièrement à la Commission des lésions professionnelles;

   2.8. autoriser le réarmement des policiers;

   2.9. évaluer la justification des absences ponctuelles;

   2.10. conseiller les intervenants du Bureau de santé sur l'orientation à prendre dans des dossiers d'invalidité.

3. La Ville verse au contractant :

   3.1. pour les services rendus pendant les périodes décrites à l'article 1 de la présente annexe des honoraires établis selon un taux par expertise de huit cent dollars (800,00 $);

      3.1.1. la Ville peut annuler une clinique médicale prévue, avec un préavis de deux (2) semaines, sans quoi le taux applicable est de huit cent dollars (800 $) par expertise pour cinq (5) expertises.

   3.2. des honoraires établis à un taux de six mille dollars (6 000,00 $) pour chaque demi-journée lorsque la présence ou le témoignage du contractant est requis devant les tribunaux administratifs en dehors de périodes décrites à l'article 1 de la présente annexe. Lorsqu'une demi-journée est entamée et non terminée, des études sur dossiers seront effectuées par le contractant pendant la balance de la demi-journée.

3.2.1. lorsque l'audition est annulée moins de 30 jours précédant la date prévue de l'audition, les heures de travail réservées pour l'audition sont alors effectuées au Bureau de santé de la Ville et le taux applicable est huit cent dollars (800 $) par expertise;

3.2.2. aucuns honoraires ne seront versés au contractant lorsque l'audition est annulée 30 jours et plus avant la date prévue de l'audition.

3.3. des frais de déplacement au taux en vigueur pour le kilométrage selon les encadrements administratifs de la Ville en vigueur lorsque le contractant est requis par la Ville de se présenter devant les tribunaux administratifs situés à l'extérieur des districts judiciaires de Montréal, de Laval et de Longueuil.

Ce document est joint au contrat de services professionnels de la Firme Tadros Orthopédie Md inc. pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

ANNEXE 2

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS **FIRME TADROS ORTHOPÉDIE MD INC**. 121 expertises / année									
Nombre d'expertise /année	Tarif/ expertise	**SOUS-TOTAL**	Tarif d'une demi-journée audience	Nombre de demi-journée d'audience	Nombre de rapports	Tarif pour les rapports	**SOUS-TOTAL**	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
121	800,00 $	**96 800,00 $**	6 000$	5	110	50,00 $	**35 500 $**	**132 300,00 $**	**152 111,93 $**

Le tarif horaire de la firme Tadros Orthopédie MD inc. a été établi à 800,00 $ par expertise pour 121 expertises durant l'année 2017.

Ce document est joint au contrat de services professionnels de la firme Tadros Orthopédie MD inc. pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1164346004

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octroyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme TotalMed Solutions Santé, inc., d'un montant maximal de 228 225,38 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois. Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin.

Il est

RÉSOLU :

1. D'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention, de gré à gré, par lequel la firme TotalMed Solutions Santé inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis consistant à fournir des opinions et des expertises médicales et à agir comme témoin devant les tribunaux administratifs, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois, pour une somme maximale de 228 225,38 $, incluant les taxes, selon les termes et les conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-28 11:42

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164346004**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octroyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme TotalMed Solutions Santé, inc., d'un montant maximal de 228 225,38 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois. Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction générale a placé en priorité dans ses orientations depuis 2016 l'augmentation de la présence au travail. Deux volets en découlent : la santé et sécurité au travail et la gestion des absences pour invalidité personnelle.

Dans la volonté de répondre à la priorité de la Direction générale, la Direction santé et mieux-être du Service des ressources humaines a réalisé au cours de l'été 2016, par l'intermédiaire de la firme Raymond, Chabot, Grant, Thorton, une revue des activités du Bureau de santé, de son organisation et de ses processus concernant la gestion et le suivi des absences.

Afin de mieux soutenir les services centraux dans l'atteinte de leur objectif de réduction du taux d'absentéisme, le rapport d'audit a clairement identifié comme un élément essentiel, l'optimisation de l'évaluation médicale. Cette optimisation vise à diminuer les périodes d'absences, donner une orientation aux médecins traitants pour les traitements, analyser les aspects médicaux des dossiers d'invalidité, le tout en vue d'augmenter l'efficience, l'efficacité et la présence au travail.

Quatre médecins généralistes et un médecin orthopédiste font désormais partie de l'équipe médicale en gestion médico-administrative au Bureau de santé. Cette équipe, très complémentaire, offre les services requis en suivi des absences pour cause de maladie personnelle et professionnelle. Chacun de ces médecins offre un nombre d'heures par semaine ou par mois selon leur disponibilité. Les médecins de gestion sont rares et difficiles à recruter ayant, comme tout autre médecin, peu de disponibilité puisque déjà embauchés par d'autres entreprises ou occupés par leur pratique privée. Le choix des médecins retenus s'est fait après plusieurs mois de recherches afin de combler nos besoins en tenant compte de leur expertise et de leur disponibilité. Le nombre d'heures et les tarifs horaires sont propres à chacun. Ils ont été peu négociables puisque sur le marché actuel la demande pour

ce type de médecins de gestion est de loin supérieure à l'offre. Concernant les besoins en psychiatrie, les expertises médicales sont effectuées par des médecins psychiatres à l'externe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0008 du 28 janvier 2016 - Octroyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme TotalMed Solutions Santé, inc. pour les services de la docteure Anne Thériault, d'un montant maximal de 115 894,80 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, soit 12 mois.

DESCRIPTION

Il s'agit d'octroyer un contrat de services professionnels, de gré à gré, à la firme TotalMed Solutions Santé, inc. d'un montant maximal de 228 225,38 $, incluant les taxes applicables, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017. Le tarif horaire de la firme TotalMed Solutions Santé, inc. a été établi à 400,00 $ pour une prestation de travail de 43 jours pendant douze (12) mois sur les lieux de travail de la Ville. Une journée de travail est calculée sur la base de 8 heures par jour.

JUSTIFICATION

Le Bureau de santé a pour mandat la gestion complète des invalidités personnelles et professionnelles des policiers du Service de police de la Ville de Montréal. Il assure également le suivi des vingt-six (26) premières semaines d'absences en invalidité personnelle de certains groupes d'employés. De plus, il est responsable du suivi des absences pour cause d'accidents du travail ou de maladies professionnelles pour les employés de l'ensemble des services centraux. Pour ces mêmes employés, le lien et le suivi des dossiers avec l'assureur est assumé par le Bureau de santé. Il répond aussi à certaines demandes ponctuelles des arrondissements pour des évaluations médicales d'employés absents.

Afin de remplir ce mandat et d'assurer un suivi rigoureux des absences en maladie, les services professionnels de la firme TotalMed Solutions Santé, inc. sont requis à titre de médecin-conseil pour :

- effectuer des expertises médicales dans les dossiers de maladie et de CSST;

- rédiger des rapports permettant entre autres d'effectuer une demande au Bureau d'évaluation médicale (BEM);

- rédiger des argumentations pour documenter les demandes de partage d'imputation;

- rencontrer les travailleurs absents et évaluer les limitations fonctionnelles ainsi que la capacité à réintégrer le travail;

- réviser les questionnaires de préemploi et évaluer la capacité du candidat à occuper la fonction postulée;

- participer à la préparation de la preuve médicale dans les dossiers litigieux avec les représentants de la Ville;

- témoigner devant les tribunaux administratifs, particulièrement à la Commission des lésions professionnelles (CLP);

- autoriser le réarmement des policiers;

- évaluer la justification des absences ponctuelles;

- conseiller les intervenants du Bureau de santé sur l'orientation à prendre dans des dossiers d'invalidité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat de services professionnels est d'une durée de douze (12) mois, allant du 1er janvier au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 228 225,38 $, incluant les taxes applicables, afin de fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs.
Les crédits nécessaires à ce contrat seront réservés au budget de la Direction santé et mieux-être du Service des ressources humaines. Par conséquent, ce dossier ne comportera aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal en 2017. Un bon de commande sera fait au début de l'année 2017 à cet effet.

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS **FIRME TOTALMED SOLUTIONS SANTÉ INC** 464 h/année							
Nombre d'heures/année	Tarif horaire	**SOUS-TOTAL**	Nombre de rapports	Tarif pour les rapports	**SOUS-TOTAL**	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
464	400,00 $	**185 600,00 $**	258	50,00 $	**12 900 $**	**198 500,00 $**	**228 225,38 $**

Dépenses mixtes d'administration générale

Le partage du financement de l'imputation de cette dépense de 228 225,38 $ entre les compétences est établi en respectant le principe d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Meilleure gestion de la présence au travail

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

du 1er janvier au 31 décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En vertu de l'article 27 du *Règlement sur l'adjudication de contrats pour la fourniture de services professionnels* , ce contrat peut être accordé de gré à gré (conformément à l'avis juridique de la Direction des affaires juridiques du 27 octobre 2016).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de l'endossement atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marika LAURENDEAU
Conseillère principale
Coordination et développement

Tél : 514 872-8141
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Isabelle RH CÔTÉ
Chef de division de la gestion de la présence au travail - Bureau de santé

Tél : 514 872-1383
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric LOISELLE
Directeur santé et mieux-être
Tél : 514 872-7117
Approuvé le : 2016-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2016-10-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164346004

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Octroyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme TotalMed Solutions Santé, inc., d'un montant maximal de 228 225,38 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois. Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1164346004- TotalMed Solutions Santé inc..xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Luis Felipe GUAL
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-9504
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **FIRME TOTALMED SOLUTIONS SANTÉ INC.**, représentée par la docteure Anne Thériault, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare, ayant sa principale place d'affaires au 6900 boulevard Décarie, bureau 3470, Montréal (Québec) H3X 2T8;

N^{o} d'inscription T.P.S. :	822923173
N^{o} d'inscription T.V.Q. :	1221288650
N^{o} d'inscription au fichier des fournisseurs :	387048

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur santé et mieux-être ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels relatifs à la fourniture de services médicaux à la Ville de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : le tableau explicatif des honoraires professionnels de la firme TotalMed Solution Santé pour des services professionnels relatifs à la fourniture de services médicaux à la Ville de Montréal;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à fournir des expertises médicales et à témoigner devant les tribunaux administratifs, selon les termes et les conditions de la présente convention et des annexes 1 et 2 jointes aux présentes.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2017, ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et sous réserve de l'article 11 (Résiliation), et prend fin le 31 décembre 2017.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et ses recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et ces renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels : le transport, les repas et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, les recherches et les rapports du Contractant qu'elle juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, ces recherches et ces rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent vingt-huit milles deux cent vingt-cinq dollars et trente-huit cents (228 225,38$), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable au Contractant sur présentation de sa facture mensuelle, conforme à l’article 6.8.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, aux études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, aux études et aux documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, avec un préavis de trente (30) jours, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, avec un préavis de trente (30) jours.

11.3 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, les études, les données, les notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.4 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et les obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e^ Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

FIRME TOTALMED SOLUTIONS SANTÉ INC

Par : _____
Docteure Anne Thériault

Cette convention a été approuvée par la décision déléguée _____.

ANNEXE 1

Termes de référence pour services professionnels relatifs à la fourniture d'expertise médicale

Firme TotalMed Solutions Santé inc.

1. Le contractant devra être présent, pendant quatre cent soixante-quatre (464) heures par année, selon les horaires prévus par le directeur santé et mieux-être.

2. Le contractant devra, pendant les périodes indiquées à l'article 1 :

   2.1. effectuer des expertises médicales dans les dossiers de maladie et de CSST;

   2.2. rédiger des rapports permettant entre autres d'effectuer une demande au Bureau d'évaluation médicale;

   2.3. rédiger des argumentations pour documenter les demandes de partage d'imputation;

   2.4. rencontrer les travailleurs absents et évaluer les limitations fonctionnelles ainsi que la capacité à réintégrer le travail;

   2.5. réviser les questionnaires de pré-emploi et évaluer la capacité du candidat à occuper la fonction postulée;

   2.6. participer à la préparation de la preuve médicale dans les dossiers litigieux avec les représentants de la Ville;

   2.7. témoigner devant les tribunaux administratifs, particulièrement à la Commission des lésions professionnelles;

   2.8. autoriser le réarmement des policiers;

   2.9. évaluer la justification des absences ponctuelles;

   2.10. conseiller les intervenants du Bureau de santé sur l'orientation à prendre dans des dossiers d'invalidité.

3. La Ville verse au contractant :

   3.1. pour les services rendus pendant les périodes décrites à l'article 1 de la présente annexe des honoraires établis selon un taux horaire de quatre cents dollars (400,00 $);

      3.1.1. la Ville peut annuler une clinique médicale prévue, avec un préavis de deux (2) semaines, sans quoi le taux horaire applicable est de quatre cents dollars (400 $) de l'heure pour cinq (5) heures.

   3.2. des honoraires établis à un taux de mille sept cents dollars (1 700,00 $) pour chaque demi-journée lorsque la présence ou le témoignage du contractant est requis devant les tribunaux administratifs en dehors de périodes décrites à l'article 1 de la présente annexe. Lorsqu'une demi-journée est entamée et non terminée, des études sur dossiers seront effectuées par le contractant pendant la balance de la demi-journée.

3.2.1. lorsque l'audition est annulée moins de deux semaines précédant la date prévue de l'audition, les heures de travail réservées pour l'audition sont alors effectuées au Bureau de santé de la Ville et le taux applicable est de quatre cents dollars (400,00 $) de l'heure;

3.2.2. aucuns honoraires ne seront versés au contractant lorsque l'audition est annulée 2 semaines et plus avant la date prévue de l'audition.

3.3. des frais de déplacement au taux en vigueur pour le kilométrage selon les encadrements administratifs de la Ville en vigueur lorsque le contractant est requis par la Ville de se présenter devant les tribunaux administratifs situés à l'extérieur des districts judiciaires de Montréal, de Laval et de Longueuil.

Ce document est joint au contrat de services professionnels de la Firme TotalMed Solutions Santé inc. pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

ANNEXE 2

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS FIRME TOTALMED SOLUTIONS SANTÉ INC 464 h/année							
Nombre d'heures/année	Tarif/horaire	**SOUS TOTAL**	Nombre de rapports	Tarif pour les rapports	**Sous-total**	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
464	400,00 $	**185 600,00 $**	258	50,00 $	**12 900 $**	**198 500,00 $**	**228 225,38 $**

Le tarif horaire de la firme TotalMed Solutions Santé inc. a été établi à 400,00 $ pour une prestation de travail de 464 heures durant l'année 2017.

Ce document est joint au contrat de services professionnels de la firme TotalMed Solutions Santé inc. pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1164346005

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octroyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme François Kassab MD. inc., d'un montant maximal de 147 857,85 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois. Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin.

Il est

RÉSOLU :

1. D'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention, de gré à gré, par lequel la firme François Kassab inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis consistant à fournir des opinions et des expertises médicales et à agir comme témoin devant les tribunaux administratifs, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois, pour une somme maximale de 147 857,85 $, incluant les taxes, selon les termes et les conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-28 11:41

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164346005**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Octroyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme François Kassab MD. inc., d'un montant maximal de 147 857,85 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois. Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction générale a placé en priorité dans ses orientations depuis 2016 l'augmentation de la présence au travail. Deux volets en découlent : la santé et sécurité au travail et la gestion des absences pour invalidité personnelle.

Dans la volonté de répondre à la priorité de la Direction générale, la Direction santé et mieux-être du Service des ressources humaines a réalisé, au cours de l'été 2016, par l'intermédiaire de la firme Raymond, Chabot, Grant, Thorton, une revue des activités du Bureau de santé, de son organisation et de ses processus concernant la gestion et le suivi des absences.

Afin de mieux soutenir les services centraux dans l'atteinte de leur objectif de réduction du taux d'absentéisme, le rapport d'audit a clairement identifié comme un élément essentiel, l'optimisation de l'évaluation médicale. Cette optimisation vise à diminuer les périodes d'absences, donner une orientation aux médecins traitants pour les traitements, analyser les aspects médicaux des dossiers d'invalidité, le tout en vue d'augmenter l'efficience, l'efficacité et la présence au travail.

Quatre médecins généralistes et un médecin orthopédiste font désormais partie de l'équipe médicale en gestion médico-administrative au Bureau de santé. Cette équipe, très complémentaire, offre les services requis en suivi des absences pour cause de maladie personnelle et professionnelle. Chacun de ces médecins offre un nombre d'heures par semaine ou par mois selon leur disponibilité. Les médecins de gestion sont rares et difficiles à recruter ayant, comme tout autre médecin, peu de disponibilité puisque déjà embauchés par d'autres entreprises ou occupés par leur pratique privée. Le choix des médecins retenus s'est fait après plusieurs mois de recherches afin de combler nos besoins en tenant compte de leur expertise et de leur disponibilité. Le nombre d'heures et les tarifs horaires sont propres à chacun. Ils ont été peu négociables puisque sur le marché actuel la demande pour

ce type de médecins de gestion est de loin supérieure à l'offre. Concernant les besoins en psychiatrie, les expertises médicales sont effectuées par des médecins psychiatres à l'externe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA164346007 du 12 octobre 2016 : Octoyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme François Kassab, M.D. inc. pour les services du docteur François Kassab, d'un montant maximal de 33 515,21 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 28 juillet au 31 décembre 2016.

DESCRIPTION

Il s'agit d'octroyer un contrat de services professionnels, de gré à gré, à la firme François Kassab MD, inc. d'un montant maximal de 147 857,85 $, incluant les taxes applicables, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017. Le tarif horaire de la firme firme François Kassab MD, inc a été établi à 300,00 $ pour une prestation de travail de 40 jours pendant douze (12) mois sur les lieux de travail de la Ville. Une journée de travail est calculée sur la base de 8 heures par jour.

JUSTIFICATION

Le Bureau de santé a pour mandat la gestion complète des invalidités personnelles et professionnelles des policiers du Service de police de la Ville de Montréal. Il assure également le suivi des vingt-six (26) premières semaines d'absences en invalidité personnelle de certains groupes d'employés. De plus, il est responsable du suivi des absences pour cause d'accidents du travail ou de maladies professionnelles pour les employés de l'ensemble des services centraux. Pour ces mêmes employés, le lien et le suivi des dossiers avec l'assureur est assumé par le Bureau de santé. Il répond aussi à certaines demandes ponctuelles des arrondissements pour des évaluations médicales d'employés absents.

Afin de remplir ce mandat et d'assurer un suivi rigoureux des absences en maladie, les services professionnels de la firme François Kassab, M.D. inc. sont requis à titre de médecin -conseil pour :

- effectuer des expertises médicales dans les dossiers de maladie et de CSST;

- rédiger des rapports permettant entre autres d'effectuer une demande au Bureau d'évaluation médicale (BEM);

- rédiger des argumentations pour documenter les demandes de partage d'imputation;

- rencontrer les travailleurs absents et évaluer les limitations fonctionnelles ainsi que la capacité à réintégrer le travail;

- réviser les questionnaires de préemploi et évaluer la capacité du candidat à occuper la fonction postulée;

- participer à la préparation de la preuve médicale dans les dossiers litigieux avec les représentants de la Ville;

- témoigner devant les tribunaux administratifs, particulièrement à la Commission des lésions professionnelles (CLP);

- autoriser le réarmement des policiers;

- évaluer la justification des absences ponctuelles;

- conseiller les intervenants du Bureau de santé sur l'orientation à prendre dans des dossiers d'invalidité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat de services professionnels est d'une durée de douze (12) mois, allant du 1er janvier au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 147 857,85 $, incluant les taxes applicables, afin de fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs.
Les crédits nécessaires à ce contrat seront réservés au budget de la Direction santé et mieux-être du Service des ressources humaines. Par conséquent, ce dossier ne comportera aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal en 2017. Un bon de commande sera fait au début de l'année 2017 à cet effet.

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS **FIRME FRANÇOIS KASSAB M.D. INC** 320 h/année									
Nombre d'heures/ année	Tarif horaire	**SOUS-TOTAL**	Tarif horaire audience	Nombre d'heure d'audience	Tarif pour les rapports	Nombre de rapports	**SOUS-TOTAL**	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
320	300,00 $	**96 000,00 $**	400,00 $	37,5	110,00 $	160	**32 600 $**	**128 600,00 $**	**147 857,85 $**

Dépenses mixtes d'administration générale

Le partage du financement de l'imputation de cette dépense de 147 857,85 $ entre les compétences est établi en respectant le principe d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Meilleure gestion de la présence au travail

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

du 1er janvier au 31 décembre 2017

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En vertu de l'article 27 du *Règlement sur l'adjudication de contrats pour la fourniture de services professionnels* , ce contrat peut être accordé de gré à gré (conformément à l'avis juridique de la Direction des affaires juridiques du 27 octobre 2016).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de l'endossement atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marika LAURENDEAU
Conseillère principale
coordination et développement

Tél : 514 872-8141
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-25

Isabelle RH CÔTÉ
Chef de division de la gestion de la présence au travail - Bureau de santé

Tél : 514 872-1383
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric LOISELLE
Directeur santé et mieux-être
Tél : 514 872-7117
Approuvé le : 2016-10-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2016-10-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164346005

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Octroyer de gré à gré un contrat de services professionnels à la firme François Kassab MD. inc., d'un montant maximal de 147 857,85 $, incluant les taxes applicables, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, soit douze (12) mois. Approuver un projet de convention de services professionnels à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1164346005- François Kassab Md inc..xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget
Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-27

Luis Felipe GUAL
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-9504
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **FIRME FRANÇOIS KASSAB, M.D. INC.** représentée par le docteur François Kassab, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare, ayant sa principale place d'affaires au 900, boulevard du Séminaire Nord, bureau 210, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3A 1C3;

N^{o} d'inscription T.P.S. :	838533040
N^{o} d'inscription T.V.Q. :	219645704TQ0001
N^{o} d'inscription au fichier des fournisseurs :	406646

Ci-après appelée le « **CONTRACTANT** »

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur santé et mieux-être ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels relatifs à la fourniture de services médicaux à la Ville de Montréal;

1.3 « **Annexe 2** » : le tableau explicatif des honoraires professionnels de la firme François Kassab M.D. inc. pour des services professionnels relatifs à la fourniture de services médicaux à la Ville de Montréal;

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à fournir des expertises médicales et à témoigner devant les tribunaux administratifs, selon les termes et les conditions de la présente convention et des annexes 1 et 2 jointes aux présentes.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2017, ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et sous réserve de l'article 11 (Résiliation), et prend fin le 31 décembre 2017.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et ses recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et ces renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels : le transport, les repas et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, les recherches et les rapports du Contractant qu'elle juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, ces recherches et ces rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent quarante-sept mille huit cent cinquante-sept dollars et quatre-vingt-cinq cents (147 857,85$), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable au Contractant sur présentation de sa facture mensuelle, conforme à l'article 6.8.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, aux études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, aux études et aux documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, avec un préavis de trente (30) jours, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, avec un préavis de trente (30) jours.

11.3 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, les études, les données, les notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.4 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et les obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e^ Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

FRANÇOIS KASSAB M.D. INC.

Par : _____
Docteur François Kassab

Cette convention a été approuvée par la décision déléguée _____.

ANNEXE 1

Termes de référence pour services professionnels relatifs à la fourniture d'expertise médicale

Firme François Kassab M.D. inc.

1. Le contractant devra être présent, pendant trois cent vingt (320) heures par année sur les lieux de travail de la Ville, selon les horaires prévus par le directeur santé et mieux-être.

2. Le contractant devra, pendant les périodes indiquées à l'article 1 :

   2.1. effectuer des expertises médicales dans les dossiers de maladie et de CSST;

   2.2. rédiger des rapports permettant entre autres d'effectuer une demande au Bureau d'évaluation médicale;

   2.3. rédiger des argumentations pour documenter les demandes de partage d'imputation;

   2.4. rencontrer les travailleurs absents et évaluer les limitations fonctionnelles ainsi que la capacité à réintégrer le travail;

   2.5. réviser les questionnaires de pré-emploi et évaluer la capacité du candidat à occuper la fonction postulée;

   2.6. participer à la préparation de la preuve médicale dans les dossiers litigieux avec les représentants de la Ville;

   2.7. témoigner devant les tribunaux administratifs, particulièrement à la Commission des lésions professionnelles;

   2.8. autoriser le réarmement des policiers;

   2.9. évaluer la justification des absences ponctuelles;

   2.10. conseiller les intervenants du Bureau de santé sur l'orientation à prendre dans des dossiers d'invalidité.

3. La Ville verse au contractant :

   3.1. pour les services rendus pendant les périodes décrites à l'article 1 de la présente annexe des honoraires établis selon un taux horaire de trois cents dollars (300,00 $);

      3.1.1. la Ville peut annuler une clinique médicale prévue, avec un préavis de deux (2) semaines, sans quoi le taux horaire applicable est de trois cent dollars (300 $) de l'heure pour cinq (5) heures.

   3.2. des honoraires établis à un taux de mille six cents dollars (1 600,00 $) pour chaque demi-journée lorsque la présence ou le témoignage du contractant est requis devant les tribunaux administratifs en dehors de périodes décrites à l'article 1 de la présente annexe. Lorsqu'une demi-journée est entamée et non terminée, des études sur dossiers seront effectuées par le contractant pendant la balance de la demi-journée.

3.2.1. lorsque l'audition est annulée moins de deux semaines précédant la date prévue de l'audition, les heures de travail réservées pour l'audition sont alors effectuées au Bureau de santé de la Ville et le taux applicable est de quatre cents dollars (400,00 $) de l'heure;

3.2.2. aucuns honoraires ne seront versés au contractant lorsque l'audition est annulée 2 semaines et plus avant la date prévue de l'audition;

3.3. des frais de déplacement au taux en vigueur pour le kilométrage selon les encadrements administratifs de la Ville en vigueur lorsque le contractant est requis par la Ville de se présenter devant les tribunaux administratifs situés à l'extérieur des districts judiciaires de Montréal, de Laval et de Longueuil.

Ce document est joint au contrat de services professionnels de la firme François Kassab M.D. inc. pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

ANNEXE 2

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS FIRME FRANÇOIS KASSAB M.D. INC 320 h/année									
Nombre d'heures/ année	Tarif horaire	**SOUS-TOTAL**	Tarif horaire audience	Nombre d'heure d'audience	Tarif pour les rapports	Nombre de rapports	**Sous-total**	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
320	300,00 $	**96 000,00 $**	400,00 $	37,5	110,00 $	160	**32 600 $**	**128 600,00 $**	**147 857,85 $**

Le tarif horaire de la firme François Kassab M.D. inc. a été établi à 300,00 $ pour une prestation de travail de 320 heures durant l'année 2017.

Ce document est joint au contrat de services professionnels de la firme François Kassab M.D. inc. pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 20.28

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1154346006

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense supplémentaire de 98 418,60 $ pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à TotalMed Solutions Santé, inc. (CG16 0008), majorant ainsi le montant total du contrat de 115 894,80 $ à 214 313,40 $, taxes incluses

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense supplémentaire de quatre-vingt-dix-huit mille quatre cent dix-huit dollars et soixante cents (98 418,60 $), taxes incluses, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, soit douze (12) mois dans le cadre du contrat accordé à la firme TotalMed Solutions Santé, inc. (CE15 2364 du 23 décembre 2015 - CM16 0013 du 25 janvier 2016 - CG16 0008 du 28 janvier 2016), majorant ainsi le montant total du contrat de cent quinze mille huit cent quatre-vingt-quatorze dollars et quatre-vingt cents (115 894,80 $) au montant de deux cent quatorze mille trois cent treize dollars et quarante cents (214 313,40 $), taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-11-02 16:06

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 28 janvier 2016 Séance tenue le 28 janvier 2016	Résolution: CG16 0006

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à TotalMed Solutions Santé, inc. pour les services de la docteure Anne Thériault afin de fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, pour une somme maximale de 115 894,80 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 décembre 2015 par sa résolution CE15 2365;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré, par lequel la firme TotalMed Solutions Santé inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis consistant à fournir des opinions et des expertises médicales et à agir comme témoin devant les tribunaux administratifs, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, pour une somme maximale de 115 894,80 $, taxes incluses, selon les termes et les conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Dida Berku
M. George Bourelle
M. Herbert Brownstein
M. Robert Coutu
Mme Jane Guest
M. Michel Gibson
Mme Paola Hawa
M. Edward Janiszewski
M. Beny Masella
M. Edgar Rouleau
M. Philippe Roy
M. William Steinberg
M. Peter F. Trent
M. Morris Trudeau
Mme Maria Tutino

20.02 1154346006
/lc

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 29 janvier 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1154346006**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense supplémentaire de 98 418,60 $ pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à TotalMed Solutions Santé, inc. (CG16 0008), majorant ainsi le montant total du contrat de 115 894,80 $ à 214 313,40 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Les parties ont conclu une convention de services professionnels le 28 janvier 2016 (ci-après appelée la « Convention initiale »);
La Ville a demandé au Contractant de fournir des services professionnels supplémentaires;

La somme maximale d'honoraires prévue à l'article 8 de la Convention initiale doit être augmentée pour couvrir les services professionnels supplémentaires requis au contractant**.**

L'article 8 de la Convention initiale est modifié en remplaçant la somme maximale de cent quinze mille huit cent quatre-vingt-quatorze dollars et quatre-vingt cents (115 894,80 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant par le montant de deux cent quatorze mille trois cent treize dollars et quarante cents (214 313,40 $), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (TPS et TVQ).

Cette décision est prise en tenant compte d'un certain nombre d'heures supplémentaires que la Ville a demandées au Contractant pour des présences.

Le montant de l'Addenda n^{o} 1 ci-dessus est détaillé comme suit :

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS

FIRME TOTALMED SOLUTIONS SANTÉ
DOCTEUR ANNE THÉRIAULT

	Nombre d'heures/année	Tarif/horaire	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
Contrat initial	252	400,00 $	**100 800,00 $**	**115 894,80 $**
Addenda au contrat	214	400,00 $	**85 600,00 $**	**98 418,60 $**
Total	466	400,00 $	**186 400,00 $**	**214 316,40 $**

Les crédits nécessaires à cet addenda sont déjà réservés au budget de la Direction santé et mieux-être du Service des ressources humaines. Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal en 2016.

Dépenses mixtes d'administration générale

Le partage du financement de l'imputation de cet addenda de 98 418,60 $ entre les compétences est établi en respectant le principe d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification).

En vertu de l'article 27 du *Règlement sur l'adjudication de contrats pour la fourniture de services professionnels* , ce contrat peut être accordé de gré à gré (conformément à l'avis juridique de la Direction des affaires juridiques du 27 octobre 2016).

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de l'endossement atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Diane DRH BOUCHARD, Service des ressources humaines

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric LOISELLE
Directeur santé et mieux-être

514 872-7117

Tél :

Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1154346006

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Autoriser une dépense supplémentaire de 98 418,60 $ pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à TotalMed Solutions Santé, inc. (CG16 0008), majorant ainsi le montant total du contrat de 115 894,80 $ à 214 313,40 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le contrat initial majoré en vertu du présent sommaire décisionnel ADDENDA pouvait être conclu de gré à gré, nonobstant sa valeur, conformément à l'article 27 du Règlement sur l'adjudication de contrats pour la fourniture de services professionnels. En effet, sur la base des explications fournies par le service, nous comprenons que les services requis de la firme, plus précisément de la Dr. Anne Thériault, ne peuvent être rendus que par un médecin. Ainsi, ceci étant dit, ce contrat peut être majoré sans égard à la valeur de la majoration. De plus, précisons que la Dr. Thériault devra fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs. Cela constitue également un cas où la Ville peut conclure un contrat de gré à gré, c'est-à-dire pour des services requis dans le cadre de litiges (article 573, al. 1, par. 4b) de la Loi sur les cités et villes) et le contrat peut également être majoré sans égard à la valeur de la majoration.

FICHIERS JOINTS

ADDENDA - Firme TotalMed Solutions Santé inc - Convention de services professionnels (Anne Thériault).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate

Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-02

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division

Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

ADDENDA N^{o} 1

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
du 28 janvier 2016

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville**»

ET :

FIRME TOTALMED SOLUTIONS SANTÉ INC.., ayant sa principale place d'affaires au 1875, rue Maurice-Gauvin, bureau 204, Laval (Québec) H7S 2M5, agissant et représentée par la docteure Anne Thériault, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. :	822923173
N^{o} d'inscription T.V.Q. :	1221288650
N^{o} d'inscription au fichier des fournisseurs :	387048

Ci-après appelée le « **Contractant** »

Ci-après collectivement désignées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention de services professionnels approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 28 janvier 2016 en vertu de la résolution CG16 0006 (ci-après appelée la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville a demandé au Contractant de fournir des services professionnels supplémentaires, ce qui a entraînera plus d'heures de travail de sa part par rapport au nombre d'heures prévu initialement;

ATTENDU QUE la somme maximale d'honoraires prévue à l'article 8 de la Convention initiale doit donc être augmentée afin de couvrir ces heures supplémentaires.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
MODIFICATIONS

1.1 Le premier alinéa de l'article 8 de la Convention initiale est modifié en remplaçant la somme de « cent quinze mille huit cent quatre-vingt-quatorze dollars et quatre-vingts cents (115 894,80 $) » par la somme de « deux cent quatorze mille trois cent treize dollars et quarante cents (214 313,40 $) ».

1.2 L'Annexe 2 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 2 ci-jointe.

ARTICLE 2
AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2016

FIRME TOTALMED SOLUTIONS SANTÉ INC.

Par : _____
Docteure Anne Thériault

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

ANNEXE 2

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS FIRME TOTALMED SOLUTIONS SANTÉ DOCTEUR ANNE THÉRIAULT				
	Nombre d'heures/année	Tarif/horaire	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
Contrat initial	252	400,00 $	**100 800,00 $**	**115 894,80 $**
Addenda au contrat	214	400,00 $	**85 600,00 $**	**98 418,60 $**
Total	466	400,00 $	**186 400,00 $**	**214 313,40 $**

Le tarif horaire de la firme TotalMed Solutions Santé pour les services de la docteure Anne Thériault a été établi à 400,00 $ pour une prestation de travail de 252 heures par année. 214 heures supplémentaires de travail sont requises avant le 31 décembre 2016

Ce document est joint au contrat de services professionnels de la firme TotalMed Solutions Santé pour les services de la docteure Anne Thériault pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154346006

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Autoriser une dépense supplémentaire de 98 418,60 $ pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à TotalMed Solutions Santé, inc. (CG16 0008), majorant ainsi le montant total du contrat de 115 894,80 $ à 214 313,40 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Addenda GDD1154346006 TotalMed Solutions Santé inc..xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-31

Luis Felipe GUAL
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-9504
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 20.29

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1154346007

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 21 118,61 $ pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à la firme Tadros Orthopédie Md inc. (CG16 0008), majorant ainsi le montant total du contrat de 116 998,56 $ à 138 117,17 $, taxes incluses

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de vingt et un mille cent dix-huit dollars et soixante et un cents (21 118,61 $), taxes incluses, pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, soit douze (12) mois dans le cadre du contrat accordé à à la firme Tadros Orthopédie Md inc. (CE15 2364 du 23 décembre 2015 - CM16 0013 du 25 janvier 2016 - CG16 0008 du 28 janvier 2016), majorant ainsi le montant total du contrat de cent seize mille neuf cent quatre-vingt dix-huit dollars et cinquante six cents (116 998,56 $) au montant de cent trente huit mille cent dix sept dollars et dix sept cents (138 117,17 $), taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-11-02 16:05

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 28 janvier 2016 Séance tenue le 28 janvier 2016	Résolution: CG16 0008

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à Tadros Orthopédie Md inc. pour les services du docteur Cherif Tadros afin de fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs, au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, pour une somme maximale de 116 998,56 $, taxes incluses /Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 23 décembre 2015 par sa résolution CE15 2364;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par Mme Chantal Rouleau

Et résolu :

1 - d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré, par lequel la firme Tadros Orthopédie Md inc. s'engage à fournir à la Ville les services professionnels du docteur Cherif Tadros consistant à fournir des opinions et des expertises médicales et à agir comme témoin devant les tribunaux administratifs, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, pour une somme maximale de 116 998,56 $, taxes incluses, selon les termes et les conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Dida Berku
M. George Bourelle
M. Herbert Brownstein
M. Robert Coutu
Mme Jane Guest
M. Michel Gibson
Mme Paola Hawa
M. Edward Janiszewski
M. Beny Masella
M. Edgar Rouleau
M. Philippe Roy
M. William Steinberg

M. Peter F. Trent
M. Morris Trudeau
Mme Maria Tutino

20.04 1154346007
/lc

Denis CODERRE
_____
Maire

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 29 janvier 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1154346007**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 21 118,61 $ pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à la firme Tadros Orthopédie Md inc. (CG16 0008), majorant ainsi le montant total du contrat de 116 998,56 $ à 138 117,17 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Les parties ont conclu une convention de services professionnels le 28 janvier 2016 (ci-après appelée la « Convention initiale »).

La Ville a demandé à la firme Tadros Orthopédie Md inc. de fournir des services professionnels supplémentaires.

La somme maximale d'honoraires prévue à l'article 8 de la Convention initiale doit être augmentée pour couvrir les services professionnels supplémentaires requis au contractant**.**

À cet effet, l'article 8 de la Convention initiale est modifié en remplaçant la somme maximale de cent seize mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars et cinquante six cents (116 998,56 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant par le montant de cent trente-huit mille cent dix-sept dollars et dix-sept cents (138 117,17 $), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (TPS et TVQ).

Cette décision est prise en tenant compte d'un certain nombre d'heures supplémentaires que la Ville a demandées au Contractant pour des présences.

Le montant de l'Addenda n^{o} 1 ci-dessus est détaillé comme suit :

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS

FIRME TADROS ORTHOPÉDIE MD INC.
DOCTEUR CHERIF TADROS

	Nombre d'heure par année	Tarif/expertise	**Sous-total**	Nombre de rapports d'expertise	Tarif pour les rapports d'expertise	**Sous-total**	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
Contrat initial	120	800,00 $	96 000,00 $	120	48,00 $	5 760,00 $	**101 760,00 $**	**116 998,56 $**
Addenda au contrat	22	800,00 $	17 600,00 $	16	48,00 $	768,00 $	**18 368,00 $**	**21 118,61 $**
Total	142	800,00 $	113 600 $	136	48,00 $	6 5528 $	**120 128 $**	**138 117,17 $**

Les crédits nécessaires à cet addenda sont déjà réservés au budget de la Direction santé et mieux-être du Service des ressources humaines. Par conséquent, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal en 2016.

Dépenses mixtes d'administration générale

Le partage du financement de l'imputation de cet addenda de 21 118,61 $ entre les compétences est établi en respectant le principe d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification).

En vertu de l'article 27 du *Règlement sur l'adjudication de contrats pour la fourniture de services professionnels* , ce contrat peut être accordé de gré à gré (conformément à l'avis juridique de la Direction des affaires juridiques du 27 octobre 2016).

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de l'endossement atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Diane DRH BOUCHARD, Service des ressources humaines

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric LOISELLE
Directeur santé et mieux-être

514 872-7117
Tél :
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1154346007

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 21 118,61 $ pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à la firme Tadros Orthopédie Md inc. (CG16 0008), majorant ainsi le montant total du contrat de 116 998,56 $ à 138 117,17 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le contrat initial majoré en vertu du présent sommaire décisionnel ADDENDA pouvait être conclu de gré à gré, nonobstant sa valeur, conformément à l'article 27 du Règlement sur l'adjudication de contrats pour la fourniture de services professionnels. En effet, sur la base des explications fournies par le service, nous comprenons que les services requis de la firme, plus précisément du Dr. Cherif Tadros, ne peuvent être rendus que par un médecin. Ainsi, ceci étant dit, ce contrat peut être majoré sans égard à la valeur de la majoration. De plus, précisons que le Dr. Tadros devra fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs. Cela constitue également un cas où la Ville peut conclure un contrat de gré à gré, c'est-à-dire pour des services requis dans le cadre de litiges (article 573, al. 1, par. 4b) de la Loi sur les cités et villes) et le contrat peut également être majoré sans égard à la valeur de la majoration.

FICHIERS JOINTS

ADDENDA - Dr Cherif Tadros 2016 - Convention de services professionnels.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate

Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-02

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division

Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

ADDENDA N^{o} 1

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
du 28 janvier 2016

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET :

FIRME TADROS ORTHOPÉDIE MD INC., ayant sa principale place d'affaires au 288, rue Baffin, Dollard des Ormeaux (Québec) H9A 3G1, agissant et représentée par le docteur Cherif Tadros, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 811806918
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1217662776
TQ00
N^{o} d'inscription au fichier des fournisseurs : 386568

Ci-après appelée le « **Contractant** »

Ci-après collectivement désignées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention de services professionnels approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 28 janvier 2016 en vertu de la résolution CG 16 0008 (ci-après appelée la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE la Ville a demandé au Contractant de fournir des services professionnels supplémentaires, ce qui a entraînera plus d'heures de travail de sa part par rapport au nombre d'heures prévu initialement;

ATTENDU QUE la somme maximale d'honoraires prévue à l'article 8 de la Convention initiale doit donc être augmentée afin de couvrir ces heures supplémentaires.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
MODIFICATIONS

1.1 Le premier alinéa de l'article 8 de la Convention initiale est modifié en remplaçant la somme de « cent seize mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars et cinquante six cents (116 998,56$) », par la somme de « cent trente-huit mille cent dix-sept dollars et dix-sept cents (138 117,17$) ».

1.2 L'Annexe 2 de la Convention initiale est remplacée par l'Annexe 2 ci-jointe.

ARTICLE 2
AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M^e^ Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 2016

FIRME TADROS ORTHOPÉDIE MD INC.

Par : _____
Docteur Cherif Tadros

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

ANNEXE 2

TABLEAU EXPLICATIF DES HONORAIRES PROFESSIONNELS

FIRME TADROS ORTHOPÉDIE MD INC.
DOCTEUR CHERIF TADROS

	Nombre d'heure par année	Tarif/expertise	**Sous-total**	Nombre de rapports d'expertise	Tarif pour les rapports d'expertise	**Sous-total**	**TOTAL AVANT TAXES**	**TOTAL APRÈS TAXES**
Contrat initial	120	800,00 $	96 000,00 $	120	48,00 $	5 760,00 $	**101 760,00 $**	**116 998,56 $**
Addenda au contrat	22	800,00 $	17 600,00 $	16	48,00 $	768,00 $	**18 368,00 $**	**21 118,61 $**
Total	142	800,00 $	113 600 $	136	48,00 $	6 5528 $	**120 128 $**	**138 117,17 $**

Le tarif par expertise de la firme Tadros Orthopédie Md inc. a été établi à 800,00 pour une prestation de travail de 120 heures par année. 22 heures supplémentaires de travail sont requises avant le 31 décembre 2016

Ce document est joint au contrat de services professionnels de la firme Tadros Orthopédie Md inc. pour les services du docteur Cherif Tadros pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1154346007

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division bureau de santé
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 21 118,61 $ pour fournir des opinions et expertises médicales et témoigner devant les tribunaux administratifs au cours de la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, dans le cadre du contrat accordé à la firme Tadros Orthopédie Md inc. (CG16 0008), majorant ainsi le montant total du contrat de 116 998,56 $ à 138 117,17 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Addenda GDD1154346007 Tadros Orthopédie Dr Cherif Tadros.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget

Tél : 514 872-7366

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-31

Luis Felipe GUAL
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-9504
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1162518001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division de la gestion stratégique des réseaux d'eau - unité Plan directeur
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention des réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Il est recommandé :
1. d'approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention des réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal;

2. d'autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pour l'obtention de l'aide financière de différents programmes de subventions.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-31 13:58

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1162518001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Division de la gestion stratégique des réseaux d'eau - unité Plan directeur
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention des réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONTENU

CONTEXTE

La mise en oeuvre de la politique nationale de l'eau (2002) est basée sur 57 engagements du gouvernement provincial, dont l'engagement 43 visant à «inciter l'ensemble des municipalités à atteindre un taux de renouvellement de leurs réseaux de 0,8 % par année d'ici 2007 et de 1 % par année d'ici 2012».
L'accomplissement principal de l'engagement 43 réside dans l'obligation de produire des plans d'intervention pour toute municipalité soumettant une demande d'aide financière au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) pour le renouvellement de ses conduites, et ce, depuis 2005.

Cette exigence a mené à la réalisation du Plan d'intervention pour les réseaux d'eau secondaires de la Ville de Montréal en 2010 et du Plan d'intervention intégré des actifs d'eau secondaires et de voirie en 2012. Même si le MAMOT n'exigeait pas à ce moment-là l'intégration des chaussées, la Division du plan directeur du Service de l'eau et la Division de la gestion des actifs du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont développé cette approche afin de favoriser une réelle gestion intégrée des actifs d'eau potable, d'égouts et de chaussées, d'où l'appellation « Plan d'intervention intégré », et pour bien identifier la coordination des travaux d'infrastructures sur les 3 réseaux.

En novembre 2013, le MAMOT a procédé à une refonte majeure de ses exigences pour la production des plans d'intervention et a notamment exigé que dorénavant ceux-ci doivent inclure l'évaluation des chaussées. À compter de janvier 2016, cette révision est accompagnée de l'obligation pour les municipalités désirant avoir accès aux demandes d'aide financière en infrastructures de soumettre, au préalable, un plan d'intervention révisé selon les critères de novembre 2013.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0251 - 30 avril 2015 : Accorder un contrat de services professionnels à Groupe Qualitas Inc. pour l'auscultation des chaussées sur le territoire de la ville de Montréal pour

une somme maximale de 633 296,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-14169, 3 soumissionnaires (1 seul conforme) / approuver un projet de convention à cette fin.
CG14 0220 - 1er mai 2014 : Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention intégré pour les réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire.

CG11 0085 - 24 mars 2011 : Approuver le rapport intitulé « Plan d'intervention des réseaux d'eau secondaires » de la Ville de Montréal et autoriser son dépôt au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du Territoire afin d'obtenir l'aide financière provenant des différents programmes de subventions.

DESCRIPTION

Le Plan d'intervention (PI) pour les réseaux d'eau et de voirie est un outil de planification des travaux basé sur les niveaux de service préconisés par le MAMOT et sur les meilleures pratiques de gestion des projets de renouvellement développées par la Ville de Montréal. Cette révision du plan d'intervention a été faite selon la dernière version du guide du MAMOT publiée en novembre 2013 et pour la première fois inclut l'évaluation des réseaux d'agglomération d'eau potable et d'égouts sur l'île de Montréal. Il permet d'identifier les priorités d'intervention et les stratégies de coordination optimales de renouvellement et de réhabilitation des infrastructures pour maintenir les niveaux de service visés, à moindre coût, sur le cycle de vie des actifs.

Pour le réseau d'eau potable, les niveaux de service retenus portent sur le nombre et le taux de bris ainsi que sur la durée de vie restante des conduites, tandis que pour les réseaux d'égouts, ils sont reliés à la condition structurale, opérationnelle et hydraulique des conduites. Les chaussées, pour leur part, sont évaluées selon la condition de surface calculée selon la norme ASTM D-6433 (Standard Practice for Roads and Parking Lots Pavement Condition Index Surveys). Les niveaux de service représentent le seuil de tolérance au-delà duquel les impacts ou les risques associés au service offert par l'actif deviennent insupportables pour la collectivité. Ils sont définis par classe hiérarchique (Faible, Moyenne et Élevée) pour les conduites d'aqueduc et d'égouts et (A, B, C, D, E) pour les chaussées. Ces hiérarchies ont été établies selon l'ampleur des impacts d'une interruption ou d'une baisse du niveau de service suite à une défaillance des systèmes. Par exemple, le nombre de bris d'aqueduc toléré dans une rue résidentielle est différent de celui d'une rue desservant un secteur à haute densité où les infrastructures et le service sont jugés essentiels. Il en est de même pour les chaussées, car le niveau de service exigé sur une chaussée artérielle est supérieur à celui d'une chaussée locale.

Les données d'état collectées sur les conduites et les chaussées sont insérées dans un système intégré d'aide à la décision (SIAD) qui permet de déclencher des interventions sur les infrastructures lorsque le seuil de tolérance est atteint, traduisant la non-conformité au niveau de service préconisé. Le PI donne un portrait des besoins sur 5 ans, ce qui exige une simulation du comportement des actifs dans le temps réel. Pour ce faire, le SIAD modélise la dégradation des réseaux au moyen de courbes de détérioration qui sont construites à partir de l'historique réel des données sur les conduites.

En bref, le SIAD procède d'abord à une identification des interventions en silo (c.-à-d. sans tenir compte de la proximité spatiale des actifs) pour chaque réseau en favorisant les techniques de renouvellement sans tranchée, lorsque possible. Il procède ensuite à une optimisation de la coordination des travaux au sein du tronçon de la rue pour minimiser les répercussions sociales et économiques liées aux travaux et ainsi éviter d'intervenir plusieurs fois sur ce même tronçon dans une période inférieure à 10 ans. Dans le processus de coordination, certaines interventions seront donc anticipées dans les cas où il est économiquement avantageux de le faire. Par exemple, si une conduite d'aqueduc doit être réhabilitée et qu'une conduite d'égout située sous la conduite d'aqueduc doit être

reconstruite, il vaut mieux coordonner le remplacement des deux conduites afin d'optimiser l'intervention sur le cycle de vie. Par ailleurs, l'optimisation des interventions ne peut se faire sans une utilisation stratégique des techniques de réhabilitation qui permettent de prolonger la vie des conduites, et ce, pour que les cycles de reconstruction de tous les actifs d'une rue soient en phase.

Les résultats du plan d'intervention comprennent :

* Les cartes d'état qui présentent les cotes d'état des actifs (eau potable, eaux usées, eaux pluviales et chaussées). Ces cartes aident à visualiser les secteurs où les actifs sont dans un état mauvais ou très mauvais.

*La carte des interventions intégrées qui présente les actifs critiques par tronçon de rue, ce qui favorise la coordination des travaux et le partage des coûts entre les parties.

*Les tableaux de synthèse qui présentent les interventions potentiels pour chacun des actifs ainsi que celles intégrant les autres actifs situés dans un même tronçons.

* Un rapport général qui décrit le portrait des actifs, le plan quinquennal et le plan d'investissement sur le cycle de vie des actifs.

Une fois élaboré, le Plan d'intervention est livré aux directeurs des travaux publics des arrondissements, aux directeurs du Service de l'eau, à la division des actifs de voirie et aussi aux directeurs des travaux publics des villes reconstituées de Montréal.

Les résultats du Plan d'intervention cherchent à faciliter la prise de décisions en matière de priorisation des projets aux ingénieurs chargés de planifier et de mettre en œuvre les travaux.

JUSTIFICATION

Le dépôt du rapport intitulé « Plan d'intervention des réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie » de la Ville de Montréal constitue une condition d'admissibilité pour obtenir l'aide financière provenant des différents programmes d'infrastructures gouvernementaux. Il démontre au gouvernement que la Ville de Montréal possède une bonne connaissance de l'inventaire et de l'état de ses infrastructures et que la planification des interventions est justifiée selon les meilleures pratiques de la gestion d'actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le PI est une condition préalable à l'accès aux programmes de subventions administrés par le MAMOT comme celui de la TECQ. De plus, il a été démontré par le biais de modélisation sur le cycle de vie qu'une stratégie de gestion intégrée des infrastructures est plus économique. L'utilisation de techniques de réhabilitation sans tranchée dans une approche de gestion intégrée peut représenter plus de 30 % d'économie annuelle pour le renouvellement des infrastructures d'eau et de voirie.
Au cours des 3 dernières années, pas moins de 80 M$ annuellement en travaux d'immobilisation ont été financés par le biais de ce programme et nous évaluons à 240 M$ le montant des subventions qui sera donné jusqu'en 2018. Par ailleurs, bien que les montants disponibles au-delà de cette date ne soient pas encore connus, le programme fédéral de TECQ ayant été pérennisé, les subventions seront disponibles au-delà de 2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption de la planification proposée au Plan d'intervention intégré pour les réseaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie de la Ville de Montréal s'inscrit dans les orientations de la Ville en matière de développement durable, en contribuant à :
1. la réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'utilisation de techniques de réhabilitation limitant l'excavation et la disposition de rebuts de construction;
2. la réduction des fuites sur le réseau d'aqueduc en intervenant stratégiquement sur les conduites comportant les taux de bris ainsi que les risques de rupture future les plus élevés;
3. l'équité entre les générations en contribuant à la mise en place d'une stratégie de financement sur le cycle de vie des infrastructures et en adoptant une stratégie d'intervention visant l'optimisation de leur durée de vie;
4. la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement en favorisant la réhabilitation ainsi que la coordination des travaux lorsque possible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le PI permet d'avoir un portrait à la fois global de l'état des infrastructures d'eau et de voirie et des investissements requis pour les maintenir à un niveau de service adéquat. C'est un outil de gestion pour une prise de décision rationnelle, avertie et efficace. En bref, le PI offre :
• une connaissance de l'état des réseaux et la possibilité d'effectuer une analyse globale et intégrant tous les actifs d'eau et de voirie;
• une planification intégrée des travaux recommandés qui est optimale pour chacun des actifs;
• un portrait des besoins financiers liés à la planification coordonnée des travaux;
• des outils pour optimiser la planification des interventions et faire des choix éclairés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Novembre 2016 - conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 18 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Normand HACHEY
Chef de division

Tél : 514 872-3495
Télécop. : 514 872-7273

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-18

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE

Tél : 514 872-4023
Télécop. : 514 872-4269

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2016-10-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2016-10-28



PLAN D'INTERVENTION

Ville de Montréal

RÉSEAUX D'EAU POTABLE, D'ÉGOUTS ET DE VOIRIE

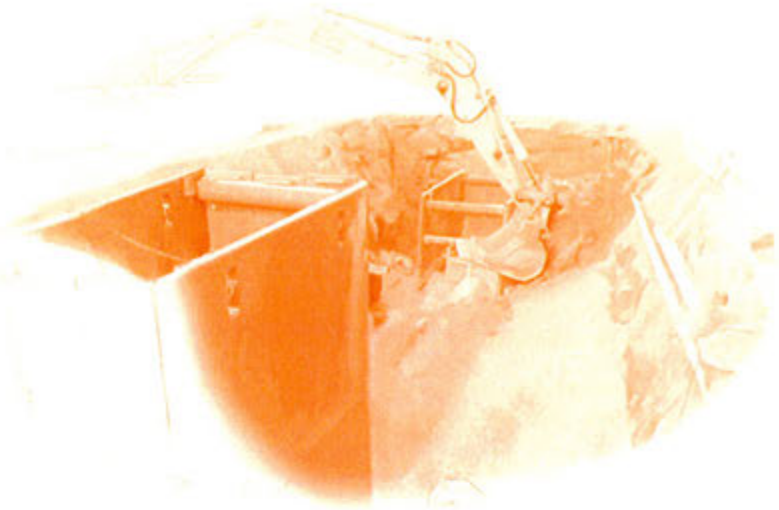
Service de l'eau
Montréal

Montréal

PLAN D'INTERVENTION

VILLE DE MONTRÉAL

RÉSEAUX D'EAU POTABLE, D'ÉGOUTS ET DE VOIRIE



Juin 2016

Analysé et préparé par :

Nestor Chacon, ing.
Service de l'eau, Ville de Montréal

Approuvé par :

Normand Hachey, ing.
Chef de division, Plan directeur
Service de l'eau, Ville de Montréal

Révision 1 (26-09-2016) :

- Page modifiée : 35
- Carte d'état #5 (chaussées)

REMERCIEMENTS ///

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a été mandaté par le conseil d'agglomération pour élaborer le Plan d'intervention (PI) de la Ville de Montréal. Ce travail s'échelonne sur plusieurs étapes allant de la collecte, du traitement et d'analyses de données jusqu'à l'analyse des résultats et la production de tous les livrables.

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration de ce PI de la Ville de Montréal. Les intervenants de la Ville de Montréal ont collaboré dans l'échange et la validation des informations utilisées dans le cadre de l'étude. Les membres du comité de validation ont discuté et approuvé la méthodologie, les paramètres de simulation et l'interprétation des résultats.

/// Comité de validation du PI

- Jonathan Desrosiers, ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire
- Jean Carrier, Gestion d'actifs, Direction des transports
- Anne-Marie Laberge, Direction d'eau potable
- Serge Martin Paul, Direction d'eau potable
- Genny Paquette, Direction de l'épuration des eaux usées
- George Del Rio, Direction de l'épuration des eaux usées
- Jean-Sébastien Thorn, Direction de l'épuration des eaux usées
- Valérie Simard, Arrondissement Ahuntsic-Cartierville
- Mathieu-Pierre Laberge, Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau
- Driss Ellassraoui, Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau

SOMMAIRE ///

Le Plan d'intervention (PI) a été élaboré selon la méthodologie préconisée par le nouveau Guide d'élaboration d'un plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées, publié par le ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT) en novembre 2013. Cette méthodologie est basée sur des indicateurs de statut de condition pour chaque type d'actifs, qui permettent à leur tour d'établir des classes d'interventions intégrées pour ces derniers.

La méthodologie du MAMOT a été bonifiée par l'utilisation d'un Système intégré d'aide à la décision (SIAD) qui a permis de déterminer les types d'interventions en tenant compte des seuils des indicateurs de condition préconisés par le MAMOT, de la dégradation projetée des réseaux et des contraintes de mise en chantier, par exemple, la reconstruction forcée de la chaussée en raison d'un remplacement d'une conduite souterraine. Ainsi, un double objectif était visé, à savoir : l'amélioration des niveaux de service offerts aux citoyens et la réduction des répercussions sociales et économiques liées aux mises en chantier de travaux.

Le PI a permis de cibler les interventions à réaliser de 2016 à 2020. Il en ressort un besoin quinquennal d'environ 5 105 M$ pour renouveler près de 3 969 km des réseaux locaux et d'agglomération d'eau potable et d'égouts ainsi que des réseaux de voirie locale et artérielle. Ceci se traduit par un investissement moyen d'environ 1 021 M$/an pour près de 794 km/an. Les besoins élevés en investissement qui ont été établis dans le présent PI peuvent s'expliquer en partie par le déficit d'entretien des années passées. Il peut aussi s'expliquer par une modification des méthodes d'évaluation de même que par une meilleure connaissance de l'état des réseaux.

Le PI présente une planification sur une période de cinq ans qui inclut aussi bien le déficit d'infrastructures que les besoins de maintien durant la période visée. La quantité des travaux identifiée au PI ne doit pas nécessairement être réalisée sur une si courte période. Rappelons que le PI résulte d'une analyse macroscopique des données physiques et des données d'état. Par conséquent, le gestionnaire qui utilise cet outil de planification a un rôle clef à jouer puisque la liste d'interventions proposées doit faire l'objet d'une analyse plus détaillée.

Par ailleurs, la capacité de réalisation de la Ville et de ses arrondissements n'est pas illimitée, elle est souvent déterminée par une combinaison de facteurs dont la disponibilité des budgets, les besoins de coordination, la capacité de planification de même que la capacité du marché à réaliser ces travaux. Il faut également considérer les répercussions sociales économiques des travaux d'infrastructure. Ce sont autant de facteurs qui peuvent justifier le report de plusieurs interventions à des années ultérieures. Le report des interventions dans le futur n'est pas sans conséquence. En effet, le nombre de défaillances

sur les réseaux augmentera avec le risque social, économique et environnemental lié aux bris des conduites d'eau potable, aux effondrements des égouts et des chaussées.

Afin d'évaluer ce risque, nous avons modélisé l'impact des reports des travaux sur les niveaux de service offerts à la population de Montréal par l'entremise de deux scénarios de plans d'investissement sur le cycle de vie complet des actifs : 1) avec les capacités de réalisation historiques de la Ville (soit 185,3 M$ investis par an) et 2) avec les capacités de réalisation optimales suggérées par le SIAD (soit 524,0 M$ investis par an). Les résultats des simulations démontrent que pour le scénario 1, les budgets sont insuffisants pour offrir un « bon » niveau de service à la collectivité, et ce, à long terme, contrairement au scénario 2.

Le présent PI est un outil de planification qui permet aux gestionnaires de la Ville de Montréal de cibler les actifs critiques des réseaux pour approfondir leur analyse de projets de renouvellement. Il est basé sur les données physiques et d'état disponibles au moment de l'analyse. Par conséquent, les données des inspections et/ou d'auscultation utilisées dans le cadre du PI doivent être révisées à l'étape d'avant-projet afin d'assurer que les interventions prévues peuvent être mises en chantier. Par ailleurs, des données et des analyses additionnelles peuvent aider à mieux cibler la technique d'intervention la plus appropriée pour l'actif planifié en tenant compte des types de déficiences ou anomalies observées, ainsi que de l'environnement de l'actif. Une fois la technique d'intervention précisée à l'étape d'avant-projet, les coûts des travaux pourront être quantifiés avec plus de précision compte tenu que les coûts calculés dans le PI sont estimatifs.

/// BILAN PRÉVISIONNEL DES BESOINS À COURT TERME (2016 - 2020)

	Juridiction	Inventaire (km)	Quantités (km)	Quantités %	Investissements (M$)	Déficit 2016 (M$)
EAU POTABLE	Locale	3 630	422	12 %	645	455
	Agglomération	765	103	13 %	273	172
EAUX USÉES	Locale	3 619	776	21 %	630	567
	Agglomération	427	95	22 %	619	551
EAUX PLUVIALES	Locale	731	41	6 %	28	25
	Agglomération	81	6	7 %	29	23
VOIRIE	Locale	1 991	1 050	53 %	1 088	810
	Artérielle	2 057	1 476	72 %	1 792	1 426
			GRAND TOTAL		5 105	4 028

Montréal

TABLE DES MATIÈRES ///

REMERCIEMENTS /// v
SOMMAIRE /// vi
TABLE DES MATIÈRES /// viii
1. HISTORIQUE /// 11
2. PORTRAIT DES ACTIFS /// 13
3. PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PLAN D'INTERVENTION /// 28
4. PLAN QUINQUENNAL (2016 - 2020) /// 36
5. PLAN D'INVESTISSEMENT SUR LE CYCLE DE VIE DES ACTIFS /// 42
6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS /// 54

/// ANNEXES

/// Annexe 1 : DVD (Tableaux, cartes et rapport)

/// Annexe 2 : Tableau 32 du Guide 2013

/// Annexe 3 : Résultats du plan d'intervention de Montréal 2016 - 2020 (Global) : Tableaux et graphiques

/// Annexe 4 : Paramétrisation du logiciel InfraModex

/// Annexe 5 : Stratégie d'auscultation pour les conduites d'égouts

/// LISTE DES FIGURES

/// FIGURE 1 : Portrait du réseau local d'eau potable (3 630 km)..... 19
/// FIGURE 2 : Portrait du réseau d'agglomération d'eau potable (765 km)..... 20
/// FIGURE 3 : Portrait des réseaux locaux d'égouts d'eaux usées (3 619 km) 21
/// FIGURE 4 : Portrait des réseaux locaux d'égouts d'eaux pluviales (731 km)..... 22
/// FIGURE 5 : Portrait des réseaux d'agglomération d'égouts d'eaux usées (427 km) 23
/// FIGURE 6 : Portrait des réseaux d'agglomération d'égouts d'eaux pluviales (81 km)..... 24
/// FIGURE 7 : Portrait des réseaux de voirie locale (1991 km) et artérielle (2057 km) 25
/// FIGURE 8 : Étapes de réalisation du Plan d'intervention 28
/// FIGURE 9 : Schéma de segmentation des réseaux..... 29
/// FIGURE 10 : Mécanisme d'établissement des actifs prioritaires 30
/// FIGURE 11 : Arbre de décision pour les réseaux d'égouts 31
/// FIGURE 12 : Arbre de décision pour le réseau d'eau potable..... 32
/// FIGURE 13 : Arbre de décision pour les réseaux des chaussées..... 33
/// FIGURE 14 : Arbre de décision intégré pour la coordination des travaux 34
/// FIGURE 15 : Besoins en investissement (2016 - 2020) 37
/// FIGURE 16 : Besoins annuels en investissement (2016 - 2020)..... 38
/// FIGURE 17 : Comparaison des résultats MAMOT vs SIAD (2016 - 2020)..... 40
/// FIGURE 18 : Résumé des opportunités de renouvellement..... 41
/// FIGURE 19 : Progression du déficit budgétaire – Scénario 1 « budget actuel » 44
/// FIGURE 20 : Progression du déficit budgétaire – Scénario 2 « budget SIAD »..... 44
/// FIGURE 21 : Évolution de l'état des réseaux pour le scénario 1 « budget actuel »..... 47
/// FIGURE 22 : Évolution de l'état des réseaux pour le scénario 2 « budget SIAD »..... 49

/// LISTE DES TABLEAUX

/// TABLEAU 1 : Liste des indicateurs disponibles pour les réseaux 14

/// TABLEAU 2 : Source des données utilisées pour le Plan d'intervention 15

/// TABLEAU 3 : Échelle utilisée pour l'évaluation de l'état des actifs 16

/// TABLEAU 4 : Déficiences fonctionnelles (EU-3 et EPL-3) trouvées dans les réseaux d'égouts de la Ville de Montréal 27

/// TABLEAU 5 : Investissements requis à court terme (2016 - 2020) 36

/// TABLEAU 6 : Linéaire problématique à court terme (2016 - 2020) 36

/// TABLEAU 7 : Capacités de réalisation pour les plans d'investissement 43

/// TABLEAU 8 : Standards de l'AWWA et du CNRC (taux global moyen pour tout le réseau) 51

1. HISTORIQUE ///

La mise en œuvre de la politique nationale de l'eau (2002) se fonde sur 57 engagements du gouvernement provincial, dont l'engagement 43 visant à « inciter l'ensemble des municipalités à atteindre un taux de renouvellement de leurs réseaux de 0,8 % par année d'ici 2007 et de 1% par année d'ici 2012 ».

L'accomplissement principal de l'engagement 43 réside dans l'obligation de produire des plans d'intervention pour toute municipalité soumettant une demande d'aide financière au ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire (MAMOT) pour le renouvellement de ses conduites, et ce, depuis 2005.

Le premier guide d'élaboration du PI pour le renouvellement des conduites d'eau et d'égouts a été publié par le MAMOT en 2005, suivi d'un complément explicatif en 2007. La mise en application de ce guide a servi à produire les premiers plans d'intervention (2009-2010) pour les réseaux d'eau secondaires des onze (11) villes participantes de l'agglomération de Montréal : Montréal, Baie-D'Urfé, Beaconsfield, Côte-Saint-Luc, Dorval, Kirkland, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue et Westmount. Deux (2) plans d'intervention ont également été produits respectivement pour les conduites principales d'eau potable et pour les collecteurs d'égouts, à l'échelle de l'île de Montréal. Il est à noter que l'analyse des réseaux de voirie n'y était pas incluse.

La mise à jour des plans d'intervention pour les arrondissements de la Ville de Montréal a été réalisée en 2012 avec l'intégration de l'analyse des chaussées. Cette mise à jour a permis d'une part d'optimiser la collecte, le traitement et l'analyse des données, et d'autre part d'enclencher une gestion intégrée des actifs d'infrastructures d'eau potable, d'égouts et des chaussées, pour bien marquer la coordination des travaux d'infrastructures sur les trois (3) réseaux.

Le nouveau guide d'élaboration d'un PI pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées a été publié par le MAMOT en novembre 2013. Contrairement au premier guide, le nouveau guide a pour objectif « d'identifier les travaux prioritaires devant être réalisés par la municipalité » et non de déterminer les travaux admissibles dans le cadre des programmes de subventions.

Le présent rapport s'appuie sur les critères du nouveau guide pour produire des recommandations de travaux pour la Ville à l'horizon de cinq (5) ans.

L'élaboration du PI de la Ville de Montréal a pour objectif principal d'assurer une gestion optimale des actifs d'infrastructures d'eau potable, d'égouts et des chaussées. Plus spécifiquement, elle permet :

- de standardiser les critères de décision pour déclencher des interventions sur les réseaux, ainsi que les critères de coordination des interventions suggérées;
- d'établir des niveaux de service communs à l'ensemble de la Ville;
- de développer des stratégies d'intervention optimales sur le cycle de vie pour chacun des réseaux, en tenant compte des besoins d'intégration et en minimisant les impacts sociaux-économiques sur la collectivité;
- d'évaluer les besoins en investissement sur le cycle de vie relativement à ces stratégies;
- d'étendre la connaissance sur l'état des réseaux et de suivre son évolution dans le temps;
- d'accéder à une information fiable en assurant un encadrement pour la sauvegarde, la mise à jour et le partage des données;
- de planifier les travaux afin d'être capable d'intervenir au bon moment et avec l'intervention la plus appropriée;

Le PI se veut un outil d'aide à la planification coordonnée des travaux de renouvellement sur les réseaux d'eau potable, d'égouts et des chaussées.

Montréal

2. PORTRAIT DES ACTIFS ///

VILLE DE MONTRÉAL	
SUPERFICIE :	431 km^2
POPULATION :	1 753 034

	Juridiction	Inventaire (km)	Matériaux (%)	% du réseau « mauvais » ou « très mauvais » par **EP-1** et/ou **EP-2** selon le Guide du MAMOT
EAU POTABLE (EP)	Locale	3 630	65 % Fonte grise 29 % Fonte ductile 5 % PVC ou PEHD	8,3 %
	Agglomération	765	56 % Béton 26 % Fonte grise 12% Fonte ductile	3,7 %

	Juridiction	Inventaire (km)	Matériaux (%)	% du réseau « mauvais » ou « très mauvais » par **EU-1** ou **EPL-1** selon le Guide du MAMOT
EAUX USÉES (EU)	Locale	3 619	69 % Béton 21 % Brique 5 % PVC ou PEHD	20,0 %
	Agglomération	427	73 % Béton 25 % Brique	19,6 %
EAUX PLUVIALES (EPL)	Locale	732	94 % Béton 5 % PVC ou PEHD	5,3 %
	Agglomération	81	99,6 % Béton	4,7 %

	Juridiction	Inventaire (km)	% du réseau ausculté	% du réseau « mauvais » ou « très mauvais » par **CH-1** selon le Guide du MAMOT
VOIRIE (CH)	Locale	1 991	100 %	35,4%
	Artère	2 057	100 %	54,1 %

Les statistiques descriptives sur les réseaux d'actifs d'eau potable, d'égouts et des chaussées sont basées sur les indicateurs de performance énoncés dans le Guide du MAMOT.

/// TABLEAU 1 : Liste des indicateurs disponibles pour les réseaux

ACTIFS	DONNÉES DISPONIBLES	INDICATEURS MESURÉS	
Conduite PI d'eau potable	Registre de réparations Longueur des conduites	EP-1	Nombre de réparations
		EP-2	Taux de réparations
	Âge, matériau	EP-3	Durée de vie écoulée
	Aucune	EP-9	Pression statique – Étude
		EP-10	Protection contre l'incendie – Étude
Conduite d'égout	Inspections	EU-1	État structural
		EPL-1	État structural
	Inspections	EU-3	Déficiences fonctionnelles
		EPL-3	Déficiences fonctionnelles
	Analyse hydraulique des égouts sanitaires	EU-4	Problème hydraulique – Étude
		EPL-4	Problème hydraulique – Étude
Chaussée PI	Indice de performance de surface	CH-1	État de la surface (PCI)
	Indice de performance au roulement	CH-2	Confort au roulement (IRI)
	Aucune	CH-3	Susceptibilité au gel
	Aucune	CH-4	Capacité structurale

Les données de hiérarchisation pour les conduites d'eau potable et d'égout, ainsi que celles de catégorisation pour les chaussées ont été déterminées pour tous les actifs. La méthodologie utilisée pour les établir est insérée dans l'Annexe 4. Elles permettent essentiellement d'établir les seuils des niveaux de service pour certains indicateurs.

La disponibilité et la fiabilité des données sont déterminantes pour la validité du PI.

/// TABLEAU 2 : Source des données utilisées pour le Plan d'intervention

ACTIFS	INDICATEURS MESURÉS	PROVENANCE DES DONNÉES	FIABILITÉ
Conduite PI d'eau potable	EP-1 : Nombre historique de réparations	Liste de bris utilisée pour le PI (de février 1972 à décembre 2015) : soit 22 756 bris au total. La mise à jour des travaux réalisés a permis de retenir 16 183 bris (dont la date de réparation est postérieure à la date d'installation ou de renouvellement) pour le réseau local et 884 pour le réseau d'agglomération.	100 %
	EP-2 : Taux de réparations	Pour le calcul du taux de réparation, le nombre de bris valides des dix dernières années (2006 – 2015) est 6 909 pour le réseau local et 496 pour le réseau d'agglomération.	
	EP-3 : Durée de vie	Réseaux numérisés de la Division de la géomatique de la Ville de Montréal. Les cartes de ces réseaux ont été validées par la Ville de Montréal.	100 %
	EP-10 : Études hydrauliques	Aucune donnée	s.o.
Conduite d'égout	EU-1 et EPL-1	Rapports des inspections CCTV (de janvier 1998 à février 2016) et rapports des inspections TO (1993-2015). L'ingénieur recommandera la réhabilitation ou le remplacement des conduites qui ont les indicateurs reliés aux inspections avec un statut « mauvais » ou « très mauvais ». Aussi, il y a des cas où la recommandation est « aucune intervention » lorsque le responsable de l'analyse concluante considère qu'il n'y a rien à faire ou si la déficience serait corrigée avec une réparation ponctuelle.	100 %
	EU-3 et EPL-3		
	EU-4 et EPL-4	Aucune donnée	s.o.
Chaussée PI	CH-1 : État de la surface	Évaluation des chaussées réalisée par la Division Plan directeur du Service de l'eau de la Ville de Montréal en août 2015 (auscultation réalisée par l'entreprise QUALITAS). La méthodologie ASTM D-6433 a été utilisée pour évaluer l'indice de surface CH-1.	100 %
	CH-2 : Confort au roulement		
	CH-3	Aucune donnée	s.o.
	CH-4	Aucune donnée	s.o.

L'échelle d'évaluation tirée du Guide 2013 est utilisée pour produire le portrait technique des réseaux des actifs d'eau potable, d'égouts et des chaussées pour les indicateurs disponibles.

/// TABLEAU 3 : Échelle utilisée pour l'évaluation de l'état des actifs

EAU POTABLE

EP-1 : NOMBRE DE RÉPARATIONS

Statut	Cote	Hiérarchisation		
		I	II	III
Conduite PI < 150 m				
Excellent	1	0	0	0
Bon	2	1	1	1-2
Moyen	3	2	2-3	3-4
Mauvais	4	3	4	5
Très mauvais	5	4 et +	5 et +	6 et +
150 m ≤ Conduite PI ≤ 300 m				
Excellent	1	0	0	0
Bon	2	1	1	1-2
Moyen	3	2	2-3	3-4
Mauvais	4	3-4	4-5	5-6
Très mauvais	5	5 et +	6 et +	7 et +
Conduite PI > 300 m				
Excellent	1	0	0	0
Bon	2	1	1-2	1-3
Moyen	3	2-3	3-4	4-6
Mauvais	4	4-5	5-7	7-9
Très mauvais	5	6 et +	8 et +	10 et +

EP-2 : TAUX DE RÉPARATIONS[1]

Statut	Cote	Hiérarchisation		
		I	II	III
Excellent	1	0	0	<1
Bon	2	s.o.	<1	1 à <2
Moyen	3	<1	1 à <2	2 à <3
Mauvais	4	1 à <2	2 à <3	3 à <4
Très mauvais	5	2 et +	3 et +	4 et +

EP-3 : DURÉE DE VIE ÉCOULÉE

Statut	Cote	Pourcentage de durée de vie écoulée
Excellent	1	20 % et moins
Bon	2	> 20 à 50 %
Moyen	3	>50 à 90 %
Mauvais	4	>90 %
Très mauvais	5	s.o.

Les critères pour hiérarchiser les conduites d'eau potable sont présentés dans les tableaux 6 et 7 de l'Annexe 4 « Parametrisation du logiciel Inframodex ».

[1] Au moins deux réparations sur la conduite sont nécessaires pour considérer le taux de réparations comme étant valide.

Montréal

ÉGOUT

EU-1/EPL-1 : ÉTAT STRUCTURAL

Statut	Cote	Hiérarchisation		
		I	II	III
Excellent	1	1	1	1
Bon	2	s.o.	s.o.	2
Moyen	3	2	2	3
Mauvais	4	3	3	4
Très mauvais	5	4-5	4-5	5

EU-3/EPL-3 : DÉFICIENCES FONCTIONNELLES[2]

Statut	Cote	Hiérarchisation		
		I	II	III
Excellent	1	1	1	1
Bon	2	s.o.	s.o.	2
Moyen	3	2	2	3
Mauvais	4	3	3	4
Très mauvais	5	4-5	4-5	5

EU-4/EPL-4 : PROBLÈMES HYDRAULIQUE - ÉTUDE

Statut	**Cote**	**Nettoyage**	**Problème de capacité actuelle** (sanitaire)	**Problème de capacité actuelle** (unitaire ou pluvial)	**Problème de capacité future sur 10 ans**
Excellent	1	Aucun	Q_{th} ≤ Capacité	Pluie récurrente > 25 ans	Pluie récurrente > 10 ans
Bon	2	1 nettoyage/an	Q_{th} ≤ Capacité < 120 % de Q_{th}	Pluie récurrente > 10 à 25 ans	Pluie récurrente > 5 à 10 ans
Moyen	3	2 nettoyages/an	Capacité < Q_{th}	Pluie récurrente > 2 à 10 ans	Pluie récurrente > 2 à 5 ans
Mauvais	4	3 nettoyages/an	Capacité < Q_{th} avec trace de refoulement	Mise en charge lors d'une pluie récurrente ≤ 2 ans (sans refoulement)	Pluie récurrente ≤ 2 ans
Très mauvais	5	+ de 3 nettoyages/an	Capacité < Q_{th} avec refoulement	Refoulement lors d'une pluie récurrente ≤ 2 ans	Sans objet

Les critères pour hiérarchiser les conduites d'égouts sont présentés dans les tableaux 8 et 9 de l'Annexe 4 « Parametrisation du logiciel Inframodex ».

[2] Les défauts à considérer sont : racines (R), infiltrations (I), incrustations (DAE), niveaux d'eau avec bas-fonds (MWLS), traces de niveaux d'eau élevé (MWM), traverses de conduite (OBS) et alignement (L).

CHAUSSÉE

CH-1 : ÉTAT DE LA SURFACE

Statut	Cote	Hiérarchisation		
		I	II	III
Indice		**PCI**		
Excellent	1	> 90 à 100	> 85 à 100	> 80 à 100
Bon	2	> 80 à 90	> 70 à 85	> 90 à 100
Moyen	3	> 60 à 80	> 50 à 70	> 40 à 60
Mauvais	4	> 40 à 60	> 30 à 50	> 20 à 40
Très mauvais	5	0 à 40	0 à 30	0 à 20

La valeur minimale est exclue de l'intervalle.

CH-2 : CONFORT AU ROULEMENT

Statut	Cote	Hiérarchisation		
		I	II	III
Indice		**IRI**		
Excellent	1	≤ 1,5	≤ 2,0	≤ 2,5
Bon	2	> 1,5 à 2,5	> 1,5 à 2,5	> 2,5 à 4,0
Moyen	3	> 2,5 à 4,5	> 3,5 à 5,5	> 4,0 à 6,0
Mauvais	4	> 4,5 à 6,0	> 5,5 à 7,0	> 6,0 à 8,0
Très mauvais	5	> 6,0	> 7,0	> 8,0

La valeur minimale est exclue de l'intervalle.

Les critères pour établir la catégorie des chaussées sont présentés dans les tableaux 4 et 5 de l'Annexe 4 « Parametrisation du logiciel Inframodex ».

Les figures 1 et 2 illustrent les statistiques descriptives sur les données physiques et d'état des réseaux d'eau potable respectivement de juridiction locale et d'agglomération.

Les figures 3 et 4 illustrent les statistiques descriptives sur les données physiques et d'état des réseaux locaux respectivement d'eaux usées et d'eaux pluviales.

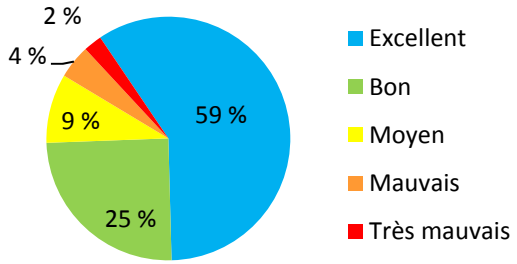
Les figures 5 et 6 illustrent les statistiques descriptives sur les données physiques et d'état des réseaux d'agglomération respectivement d'eaux usées et d'eaux pluviales.

La figure 7 illustre les statistiques descriptives sur les données physiques et d'état des chaussées de juridiction locale et artérielle.

Montréal

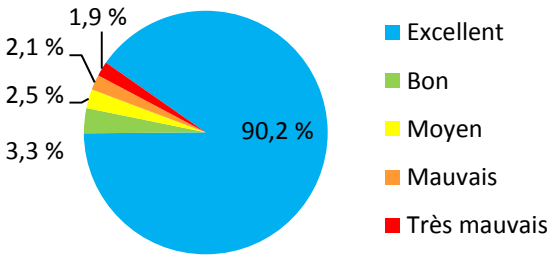
/// FIGURE 1 : Portrait du réseau local d'eau potable (3 630 km)

EP-1 : Nombre historique de réparations



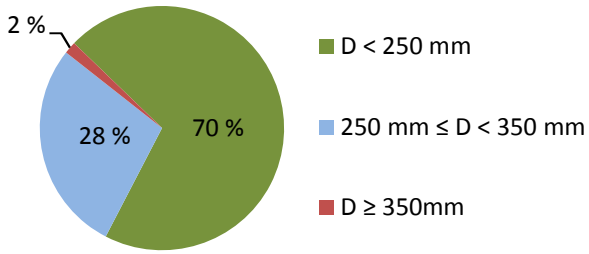
- Nombre annuel moyen de bris historiques sur dix ans = 908.
- Nombre annuel moyen de bris sur 10 ans pour les conduites encore en service = 691
- Diminution du 24 % de bris annuel moyen suite aux travaux sur le réseau local d'eau potable depuis 2006.

EP-2 : Taux de réparations



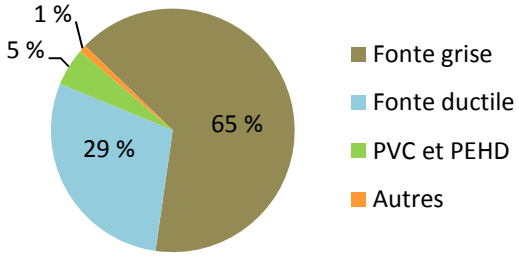
- Taux de bris par 100 km en 2015 = 25

Classes de diamètre



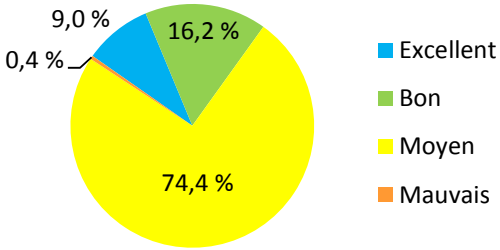
Environ 70 % de diamètre < 250 mm

Types de matériaux



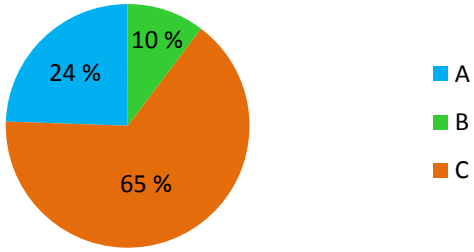
65 % des conduites en fonte grise

EP-3 : Durée de vie écoulée



Âge moyen = 59 ans

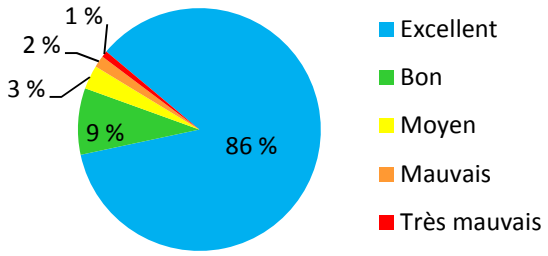
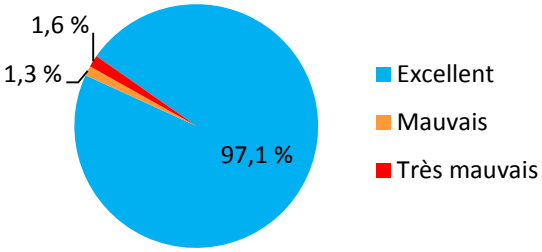
Hiérarchisation

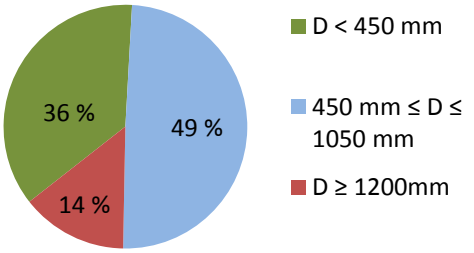
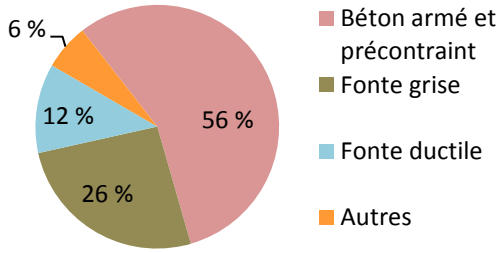


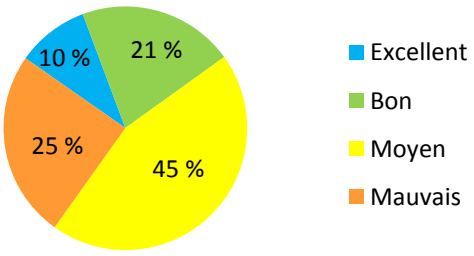
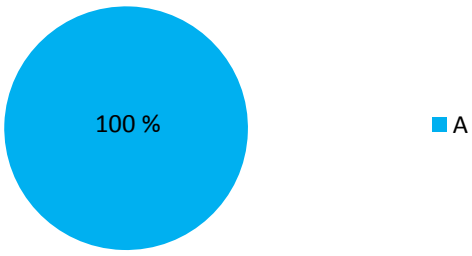
35 % des conduites de hiérarchie A et B

Montréal

/// FIGURE 2 : Portrait du réseau d'agglomération d'eau potable (765 km)

EP-1 : Nombre historique de réparations	EP-2 : Taux de réparations
	
Nombre annuel moyen de bris (10 ans) = 50 bris/an	• Taux de réparation par 100 km en 2015 = 7

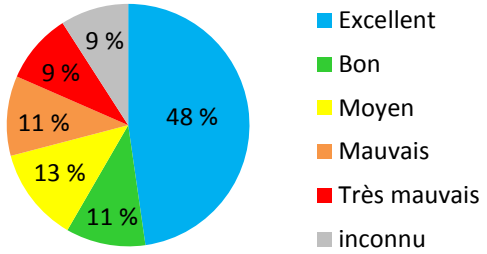
Classes de diamètre	Types de matériaux
	
64 % de diamètre ≥ 450 mm	56 % des conduites en béton

EP-3 : Durée de vie écoulée	Hiérarchisation
	
Âge moyen = 57 ans	100 % des conduites de hiérarchie A

Montréal

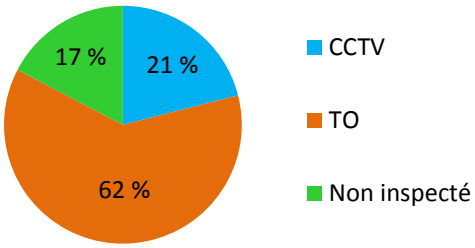
/// FIGURE 3 : Portrait des réseaux locaux d'égouts d'eaux usées (3 619 km)

EU-1 : Cote d'intégrité structurale



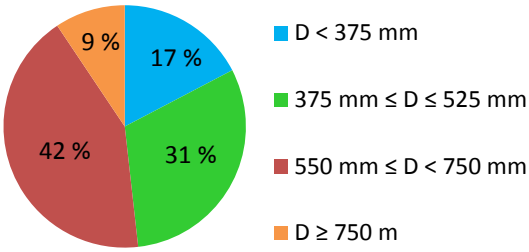
8 % du 48 % de l'état « Excellent » sont des inspections non requises (âge de la conduite < 20 ans)

Couverture d'inspection



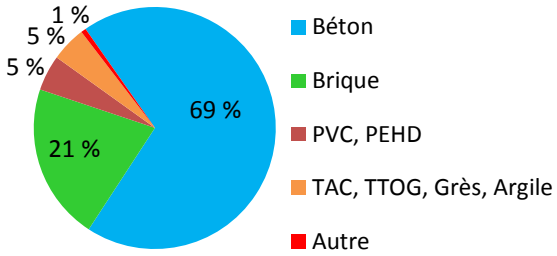
Le 17 % des conduites non inspectées comprend 9 % inconnu + 8 % des inspections non requises (âge de la conduite < 20 ans)

Classes de diamètre



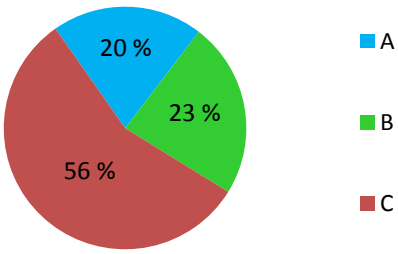
48 % des conduites de diamètre < 525 mm

Types de matériaux



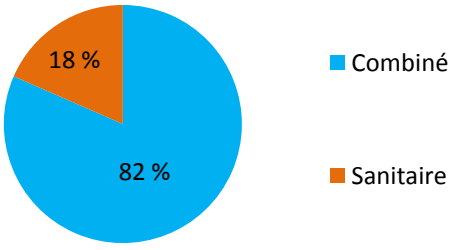
69 % des conduites en béton

Hiérarchisation



44 % des conduites de hiérarchie A ou B

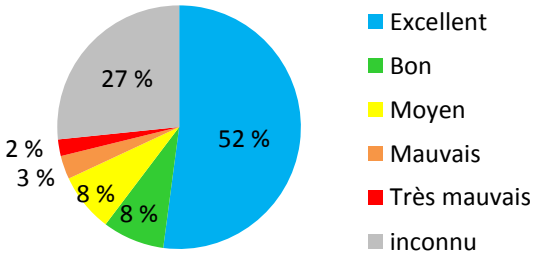
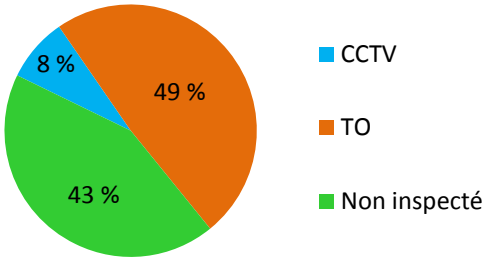
Types de réseaux

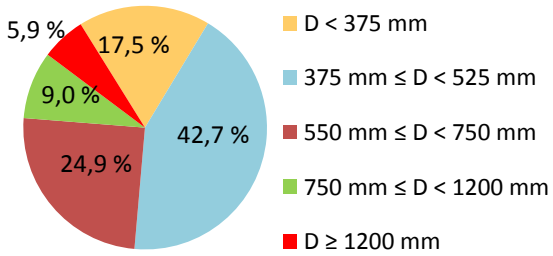
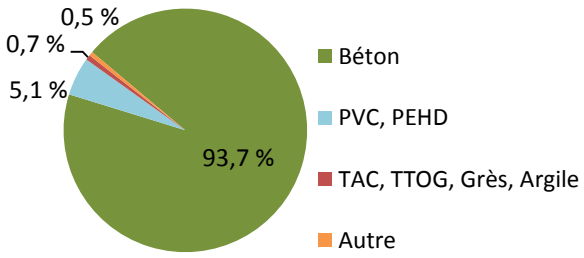


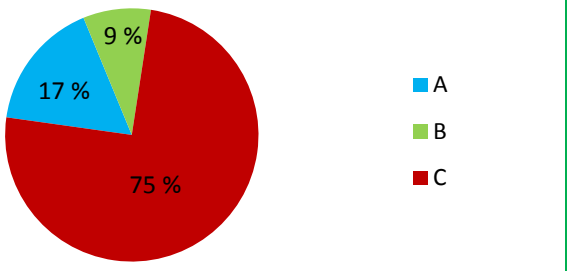
82 % des conduites combinées

Montréal

/// FIGURE 4 : Portrait des réseaux locaux d'égouts d'eaux pluviales (731 km)

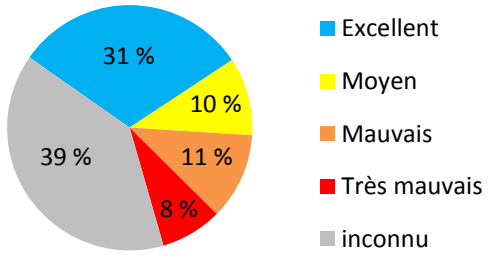
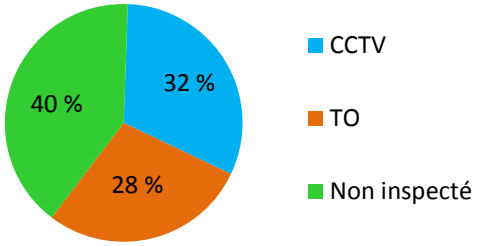
EPL-1 : Cote d'intégrité structurale	Couverture d'inspection
	
16,5 % du 52 % de l'état « Excellent » sont des inspections non requises (âge de la conduite < 20 ans)	Le 43 % des conduites non inspectées comprend 26,5 % inconnu + 16,5 % des inspections non requises (âge de la conduite < 20 ans)

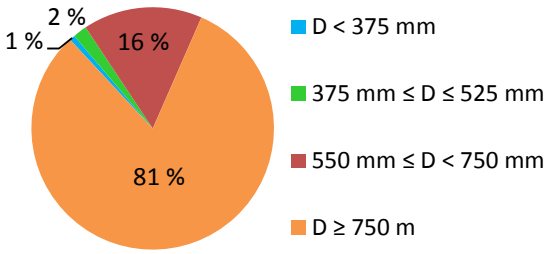
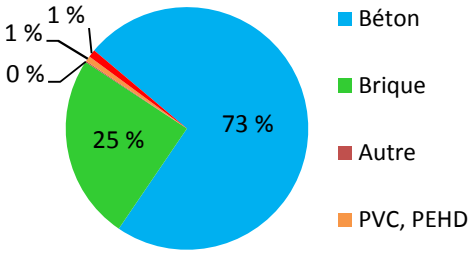
Classes de diamètre	Types de matériaux
	
60 % de conduites de diamètre < 525 mm	94 % des conduites en béton

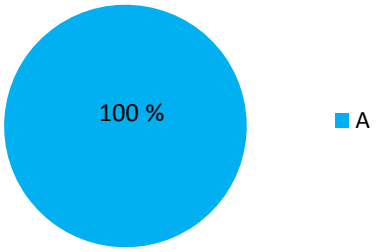
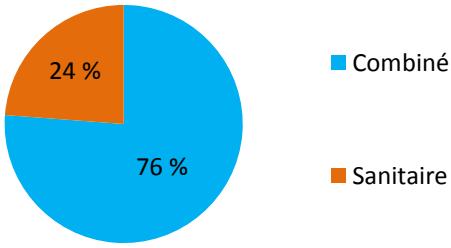
Hiérarchisation

25 % des conduites de hiérarchie A ou B

Montréal

/// FIGURE 5 : Portrait des réseaux d'agglomération d'égouts d'eaux usées (427 km)

EU-1 : Cote d'intégrité structurale	Couverture d'inspection
	
1 % du 31 % de l'état « Excellent » sont des inspections non requises (âge de la conduite < 20 ans)	Le 40 % des conduites non inspectées comprend 39 % inconnu + 1 % des inspections non requises (âge de la conduite < 20 ans)

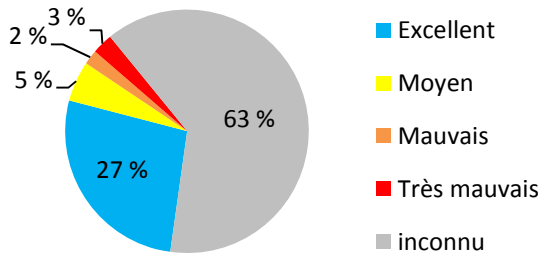
Classes de diamètre	Types de matériaux
	
81 % des conduites de diamètre ≥ 750 mm	73 % des conduites en béton

Hiérarchisation	Types de réseaux
	
100 % de conduites de hiérarchie A	76 % des conduites combinées

Montréal

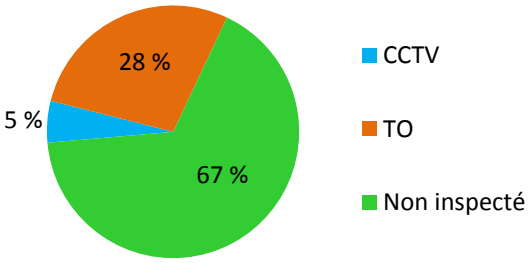
/// FIGURE 6 : Portrait des réseaux d'agglomération d'égouts d'eaux pluviales (81 km)

EPL-1 : Cote d'intégrité structurale



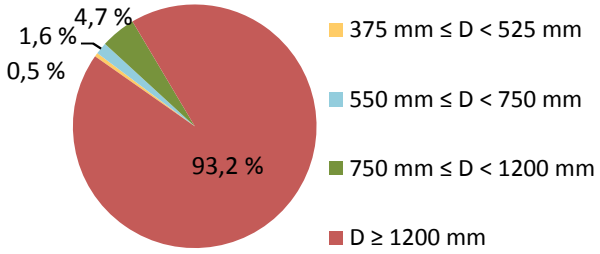
3,5 % du 27 % de l'état « Excellent » sont des inspections non requises (âge de la conduite < 20 ans)

Couverture d'inspection



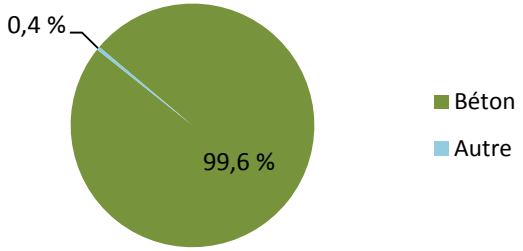
Le 67 % des conduites non inspectées comprend 63,1 % inconnu + 3,5 % des inspections non requises (âge de la conduite < 20 ans)

Classes de diamètre



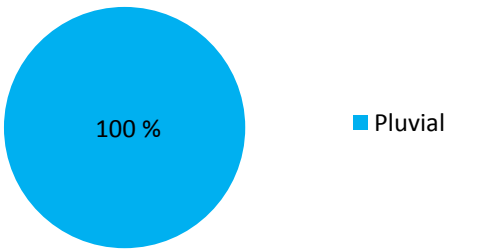
93 % des conduites de diamètre de 1200 mm et plus

Types de matériaux



100 % des conduites en béton

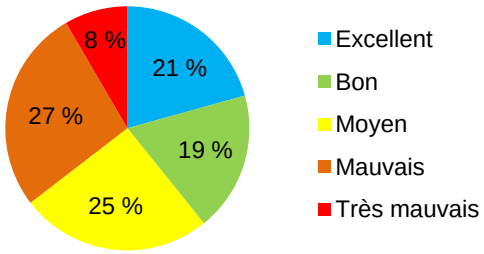
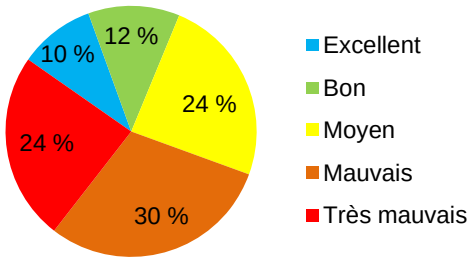
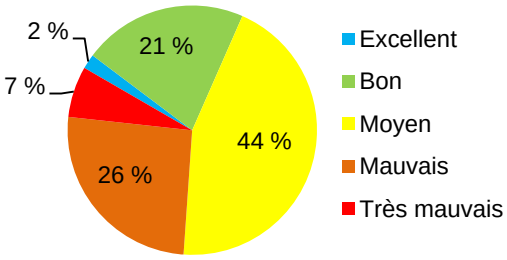
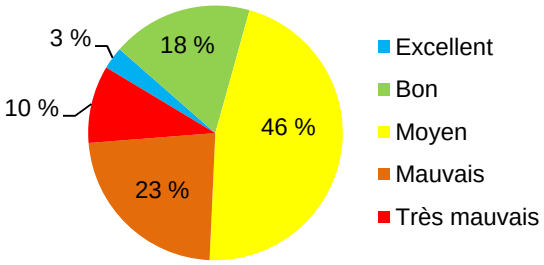
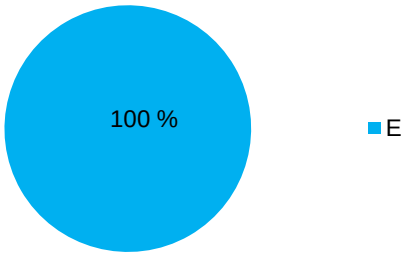
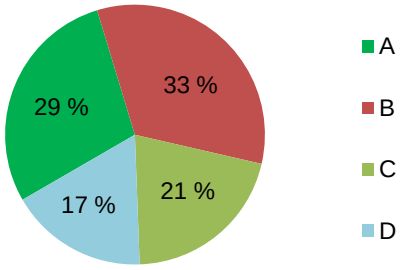
Hiérarchisation



100 % des conduites de hiérarchie A

Montréal

/// FIGURE 7 : Portrait des réseaux de voirie locale (1991 km) et artérielle (2057 km)

LOCALE	ARTÉRIELLE
CH-1 : État de la surface	CH-1 : État de la surface
	
35 % dans un état mauvais ou très mauvais	54 % dans un état mauvais ou très mauvais
CH-2 : Confort au roulement	CH-2 : Confort au roulement
	
34 % dans un état mauvais ou très mauvais	33 % dans un état mauvais ou très mauvais
Catégorisation	Catégorisation
	
100 % des locales de catégorie E	62 % des artères de catégorie A ou B

Note : La catégorie A correspond à la hiérarchie I du MAMOT; les catégories B et C, à la II; et les catégories D et E, à la III.

/// Problématiques rencontrées

Réseaux d'eau potable

- Le réseau secondaire d'eau potable de la Ville de Montréal présente un taux global de réparations « moyen » en 2015 selon les standards de l'AWWA et du CNRC, c.-à-d. 25 rép./100 km/an.

  Cette valeur a augmenté de 22 à 25 rép./100 km/an depuis 2011, ce qui représente une diminution du niveau de service, malgré les travaux de réhabilitation et de remplacement réalisés dans le réseau local d'eau potable depuis les quatre (4) dernières années. Dans le chapitre du Plan d'investissement, le scénario 1 illustre une diminution importante du niveau de service à long terme si la Ville de Montréal n'augmente pas ses niveaux d'investissement dans les prochaines années. De plus, les deux tiers du réseau local se trouvent dans un état acceptable « moyen », ce qui veut dire qu'on peut s'attendre à ce que ces conduites se retrouvent dans un état « mauvais » ou « très mauvais » à court ou moyen terme. C'est donc dire qu'une approche d'entretien préventif employant des techniques comme la protection cathodique ou le contrôle de la pression devront s'ajouter à la stratégie de réhabilitation et de remplacement proposée par le PI.

  Pour le réseau d'eau potable d'agglomération, le taux se trouve dans le statut « excellent ». Malgré l'état actuel du réseau, la Ville de Montréal doit augmenter ses investissements actuels afin de prévenir un déclin accéléré du niveau de service « excellent » à un niveau « acceptable » à moyen terme. Les conduites de grand diamètre représentent un risque important, surtout celles qui ont une durée de vie proche à 90 % de la durée de vie théorique. Pour le réseau d'eau potable d'agglomération, 45 % du réseau a une durée de vie au niveau « moyen » selon le Guide du MAMOT.

Réseaux d'égouts

Selon les rapports d'inspections CCTV d'égouts réalisés jusqu'à février 2016, il a été constaté que la plupart des conduites en « mauvais » ou « très mauvais » état sont des conduites en brique et en béton armé dans une proportion de 75 % et 32 % respectivement.

Les diamètres de ces conduites varient grandement de même que le pourcentage de durée de vie écoulée qui varie entre 2 % et > 100 %.Cette situation nous laisse soupçonner que

d'autres facteurs que le vieillissement ont une influence sur la détérioration des réseaux. Par ailleurs, les stratégies d'intervention testées dans le cadre du PI démontrent que les reconstructions de conduites d'égout sont extrêmement coûteuses à cause de l'impact que ces travaux ont sur tous les actifs d'une même emprise et sur les citoyens.

Les principales déficiences fonctionnelles relevées dans le rapport des inspections CCTV, par matériaux de conduites, sont indiquées dans la matrice suivante :

/// TABLEAU 4 : Déficiences fonctionnelles (EU-3 et EPL-3) trouvées dans les réseaux d'égouts de la Ville de Montréal

Matériau / déficiences	Racines (R) (RF), (RT), (RM), (RB)	Infiltrations diverses (IW), (ID), (IR) , (IG)	Obstacles/Obstructions (OB) (OBS)	Dépôts (DA) Incrustations (DAE)	Niveau d'eau avec Bas-fond (MWLS)	Trace de niveau d'eau élevée (MWM)	Alignement (L), (LL), (LR), (LD), (LU), (LRD)
Acier							X
Amiante-ciment	X	X		X	X	X	X
Argile vitrifié	X	X		X	X		X
Béton armé	X	X	X	X	X	X	X
Béton non armé	X	X		X	X		X
Béton précontraint	X	X	X	X	X	X	X
Brique	X	X	X	X	X	X	X
Chlorure de polyvinyle		X	X	X			X
Fonte ductile		X					X
Fonte grise	X	X	X	X	X		X
Grès	X	X	X	X	X	X	X
PEHD							
TTOG	X	X		X			

Réseaux de voirie

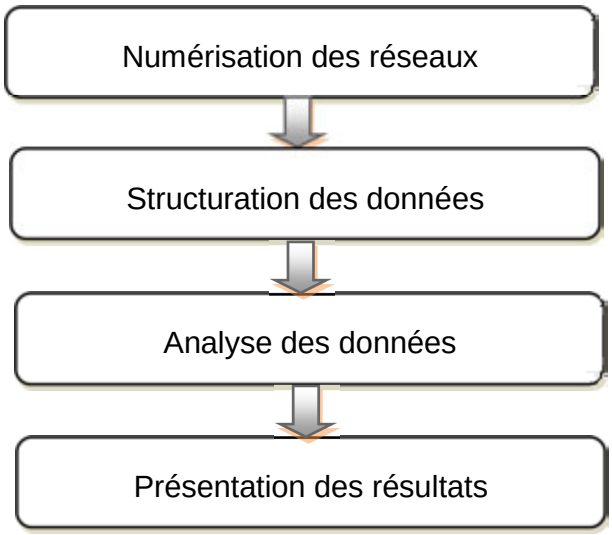
Une grande proportion des réseaux de voirie présente un état critique de la surface des chaussées (indice PCI), c.-à-d. « mauvais » ou « très mauvais », à savoir 35 % du réseau des chaussées locales et 54 % du réseau des chaussées artérielles. Il en ressort un besoin en investissement important pour ramener les chaussées à un état fonctionnel standard, c.-à-d. « bon ».

3. PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PLAN D'INTERVENTION ///

L'élaboration du PI est l'aboutissement d'une démarche qui s'articule autour de trois (3) pôles de compétence : gestion de projets, ingénierie civile et systèmes informationnels.

Les étapes nécessaires pour la réalisation du PI sont illustrées à la figure 8.

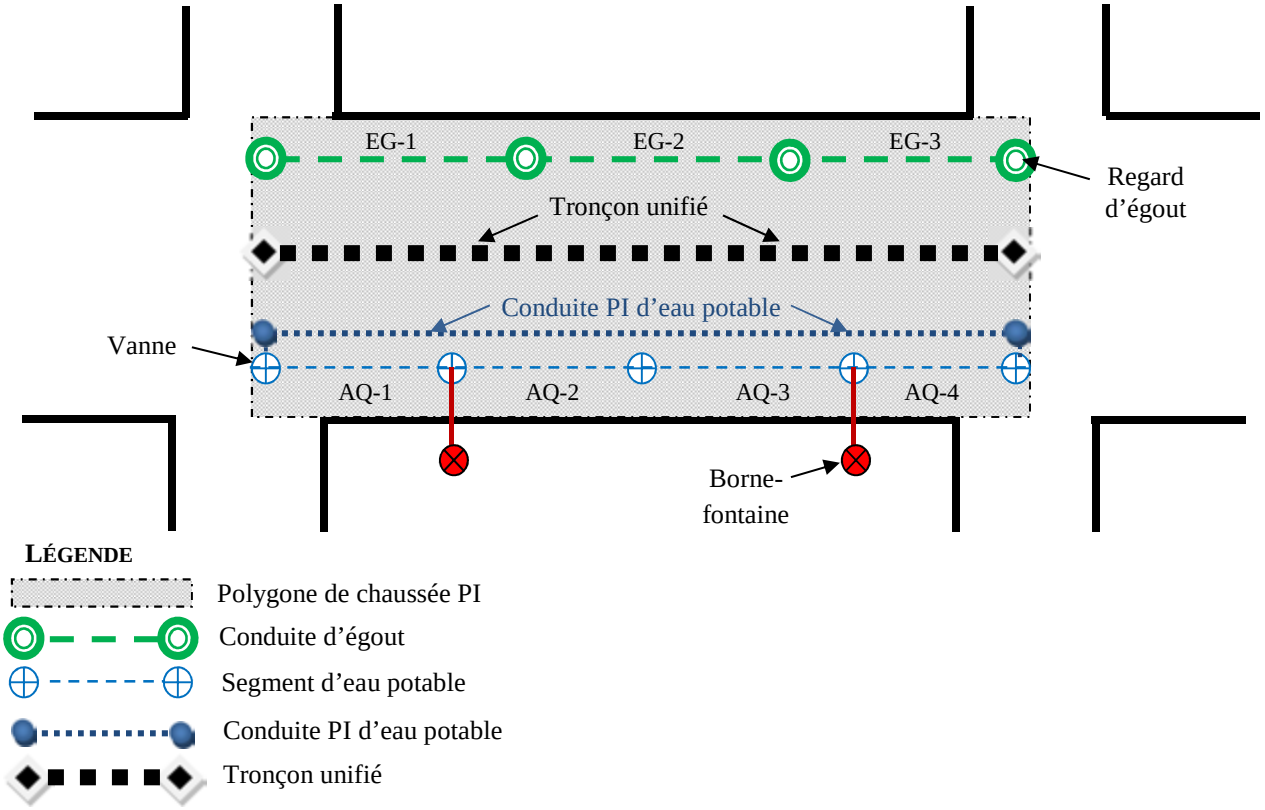
/// FIGURE 8 : Étapes de réalisation du Plan d'intervention



La **numérisation des réseaux** consiste à mettre en place une base de données descriptive des actifs des réseaux d'eau potable, d'égouts et des chaussées. À cet égard, un dictionnaire définissant chaque élément d'actif géo-référencé et ses attributs a été développé. Ce travail a été réalisé à l'échelle de l'île de Montréal. L'accès à cette base de données est possible via le Système d'Information Géographique et Spatiale (SIGS) mis en place par la Division de la géomatique de la Ville de Montréal.

La **structuration des données** consiste à assembler et organiser les données nécessaires à la production du PI. Ce travail comprend : la segmentation adéquate des réseaux, la sélection des données (physiques, fonctionnelles, d'état, etc.) propres à chaque réseau et la liaison des données sélectionnées aux segments des réseaux. La figure 9 présente un schéma de segmentation des réseaux.

/// FIGURE 9 : Schéma de segmentation des réseaux



La segmentation du tronçon unifié tend vers une longueur d'environ 200 m (généralement d'une intersection sur une rue à l'autre). Le polygone de chaussée représente la surface (en m^2) de chaussée rattachée au tronçon unifié. Le découpage des conduites d'égout se fait généralement d'un regard à l'autre. Les segments d'eau potable sont agrégés pour former la conduite PI d'eau potable.

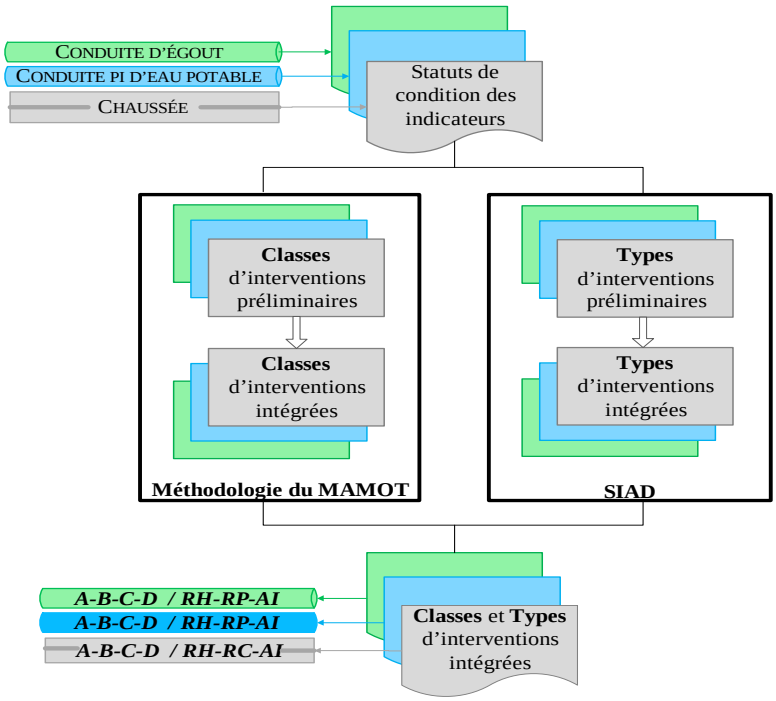
La sélection des données est fondée, entre autres, sur les indicateurs de performance ciblés pour offrir un niveau de service acceptable aux citoyens.

La liaison des données aux réseaux d'infrastructures est une opération géomatique qui consiste à intégrer les données d'état, souvent compilés dans des systèmes informationnels propres à la Ville de Montréal, dans les attributs des actifs de réseaux géo-référencés.

L'**analyse des données** consiste à évaluer l'état des infrastructures pour déterminer les interventions prioritaires sur les réseaux. Ce travail est fondé sur la méthodologie préconisée par le Guide 2013 du MAMOT pour déterminer les classes d'interventions

intégrées. Cette méthodologie a été bonifiée par l'utilisation d'un Système Intégré d'Aide à la Décision (SIAD) qui a permis de déterminer les types et les coûts des interventions sur les réseaux à l'horizon de cinq (5) ans. La figure 10 illustre le mécanisme d'établissement des actifs prioritaires.

/// FIGURE 10 : Mécanisme d'établissement des actifs prioritaires



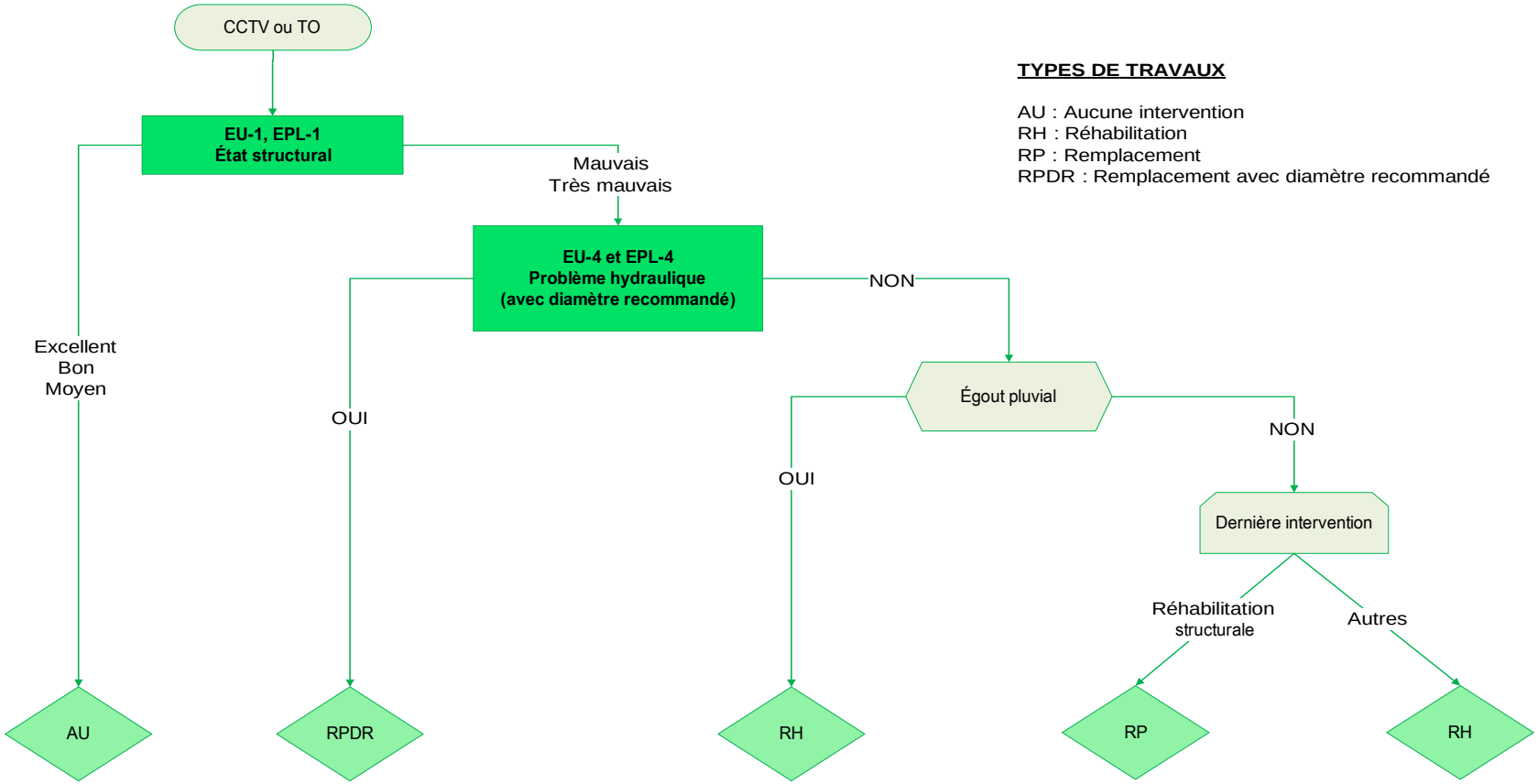
Les classes d'interventions préliminaires et intégrées (A-Aucune intervention, B-Étude ou auscultation requise, C-Intervention souhaitable, D-Attention immédiate) sont déterminées par des séquences de priorisation énoncées dans le Guide 2013 du MAMOT.

Les types d'interventions préliminaires sont déterminés par des arbres de décision propres à chaque réseau (voir les figures 11, 12 et 13). Les types d'interventions intégrées (RH-Réhabilitation, RP-Remplacement, RC-Reconstruction, AI-Aucune intervention) résultent de la coordination des interventions préliminaires au moyen de l'arbre de décision intégré (voir la figure 14).

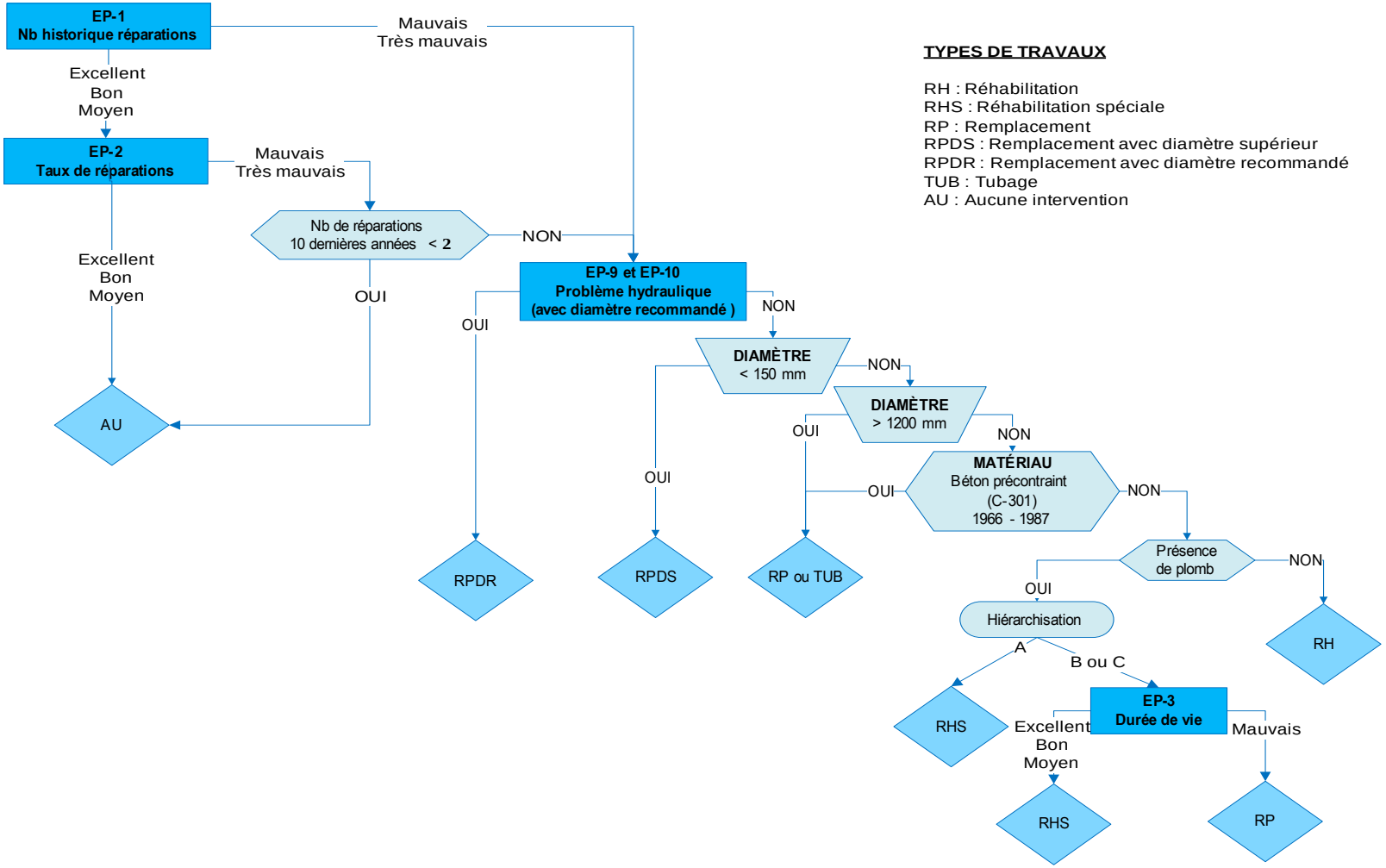
Les quatre (4) arbres de décision utilisés dans le SIAD pour déterminer les types d'interventions préliminaires et intégrées sont présentés dans les pages suivantes.

Montréal

/// FIGURE 11 : Arbre de décision pour les réseaux d'égouts

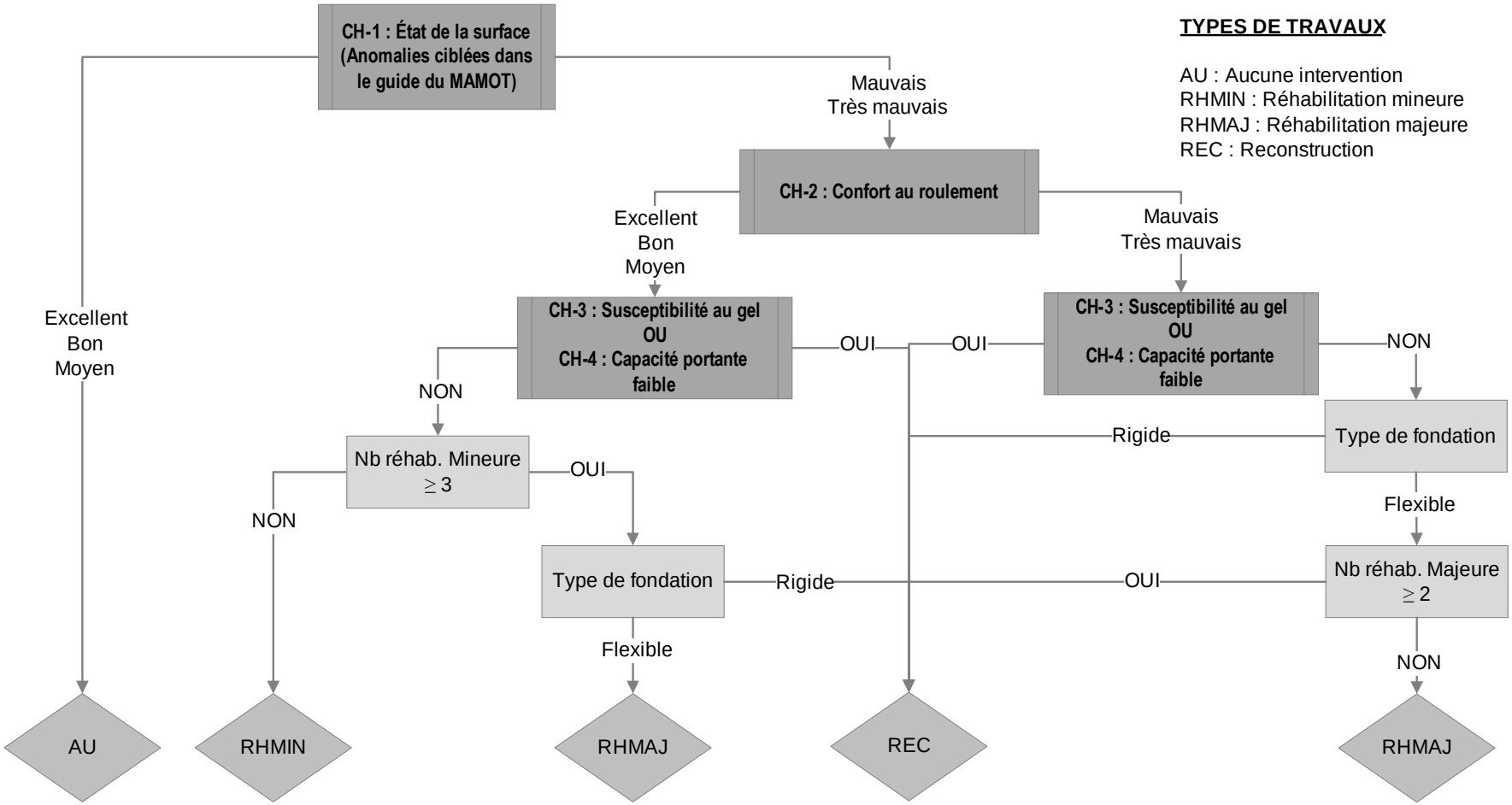


/// FIGURE 12 : Arbre de décision pour le réseau d'eau potable

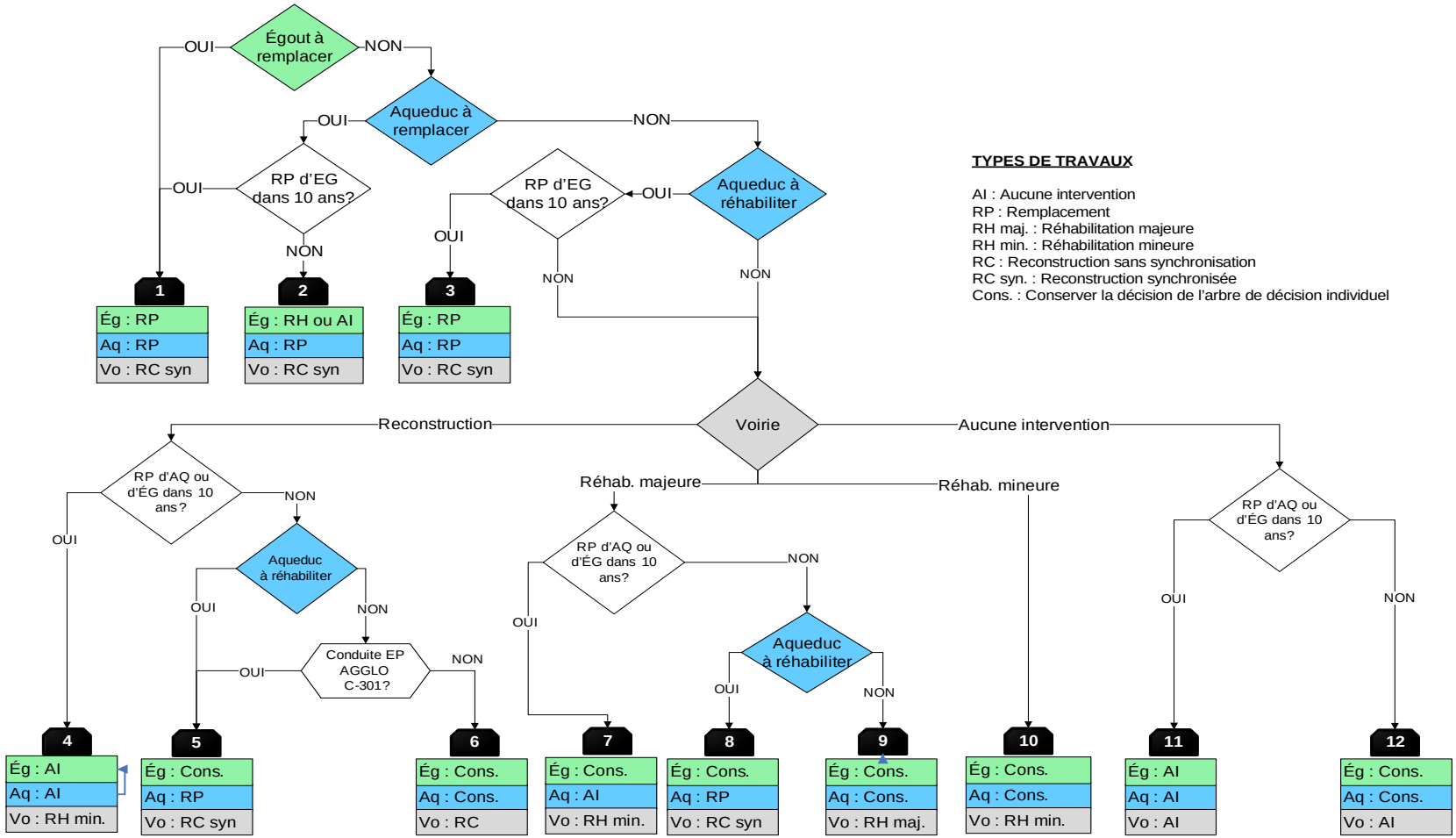


Montréal

/// FIGURE 13 : Arbre de décision pour les réseaux des chaussées



/// FIGURE 14 : Arbre de décision intégré pour la coordination des travaux



La **présentation des résultats** consiste à organiser les résultats pour fournir aux gestionnaires de la Ville de Montréal l'ensemble des outils d'analyses nécessaires à la prise de décision. Ils comprennent :

- La carte des interventions intégrées (voir Annexe 1)
  La carte des interventions intégrées #1 présente les opportunités de coordination des interventions entre les trois (3) actifs. Les gestionnaires peuvent se concentrer en premier sur les tronçons de rue où les trois (3) actifs sont critiques, puis ceux où au moins deux types d'actifs sont critiques, et ce, afin de favoriser la coordination des travaux et le partage des coûts entre les parties.

- Les cartes d'état (voir Annexe 1)
  Les cartes d'état #2 à #5 présentent les cotes d'état (1-Excellent, 2-Bon, 3-Moyen, 4-Mauvais et 5-Très mauvais) pour les conduites d'eau potable, les conduites d'égouts d'eaux usées, les conduites d'égouts d'eaux pluviales et pour les chaussées. Pour une conduite d'eau potable, la cote d'état maximale entre les quatre (4) indicateurs (EP-1, EP-2, EP-3 et EP-10) est sélectionnée. Pour une conduite d'égouts d'eaux usées, la cote d'état maximale entre les trois (3) indicateurs (EU-1, EU-3 et EU-4) est sélectionnée. Pour une conduite d'égouts d'eaux pluviales, la cote d'état maximale entre les trois (3) indicateurs (EPL-1, EPL-3 et EPL-4) est sélectionnée. Pour un tronçon de chaussée, la cote d'état de l'indicateur CH-1est sélectionnée. Les parties des réseaux n'ayant aucune information sur les données d'état sont également présentées. Ces cartes aident les gestionnaires à visualiser les secteurs de leur ville où les actifs sont dans un état mauvais ou très mauvais.

- Les tableaux de synthèse (voir Annexe 1)
  Les tableaux de synthèse #1 à #4 présentent les classes d'interventions de A, B, C ou D pour les conduites d'eau potable, les conduites d'égouts d'eaux usées, les conduites d'égouts d'eaux pluviales et pour les chaussées.

  Le tableau de synthèse #5 présente les classes d'interventions intégrées de A, B, C ou D pour les tronçons intégrés ou unifiés. Pour chaque tronçon unifié, une recommandation sur les travaux est indiquée si nécessaire. Ces tableaux aident les gestionnaires à identifier les segments et les tronçons prioritaires.

Révision 1 (26-09-2016)

4. PLAN QUINQUENNAL (2016 - 2020) ///

Les besoins en investissement à court terme pour la Ville de Montréal (2016 - 2020) s'élèvent à près de 5 105 M$. Ils sont basés sur l'état[3] des réseaux (mauvais ou très mauvais) et les opportunités de coordination des travaux. Les coûts sont en dollars constants, par conséquent, il faut prévoir l'inflation annuelle des coûts de travaux et indexer les budgets prévisionnels au taux d'inflation.

/// TABLEAU 5 : Investissements requis à court terme (2016 - 2020)

		Agglo	Local	Total
Eau potable (EP)	Réhabilitation	133,8 M$	361,0 M$	494,8 M$
	Remplacement	139,3 M$	284,2 M$	423,5 M$
Sous-total EP		273,1 M$	645,2 M$	918,2 M$
Égouts (EG)	Réhabilitation	615,2 M$	567,8 M$	1 183,0 M$
	Remplacement	33,5 M$	90,2 M$	123,7 M$
Sous-total EG		648,7 M$	658,0 M$	1 306,6 M$
Chaussées (CH), locales et artérielles	Réhabilitation	621,5 M$	368,5 M$	990,0 M$
	Reconstruction	1 170,5 M$	719,6 M$	1 890,1 M$
Sous-total CH		1 792,0 M$	1 088,1 M$	2 880,1 M$
Total		2 713,8 M$	2 391,2 M$	5 105,0 M$

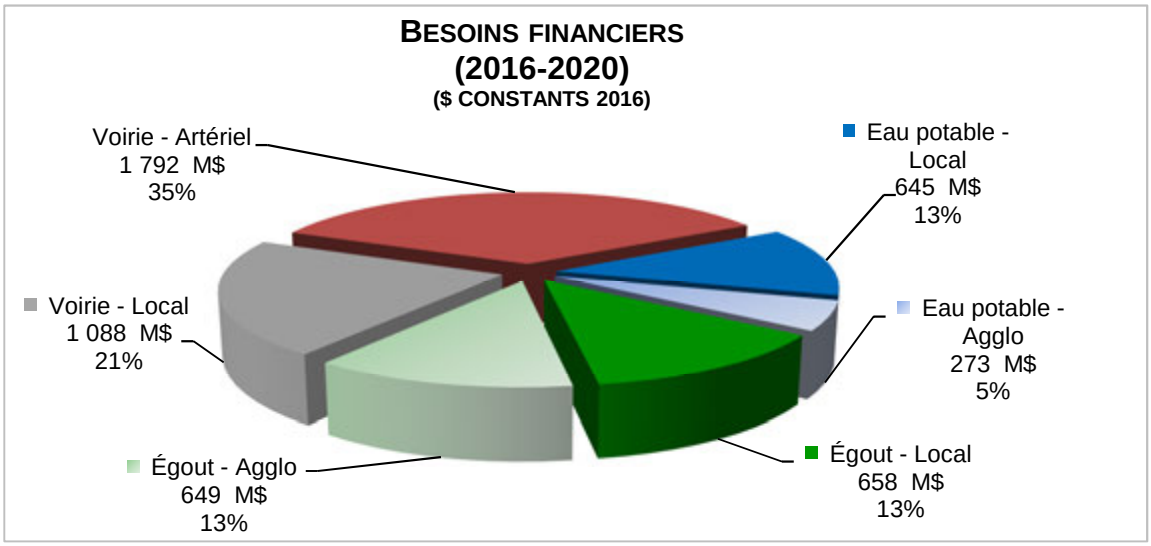
/// TABLEAU 6 : Linéaire problématique à court terme (2016 - 2020)

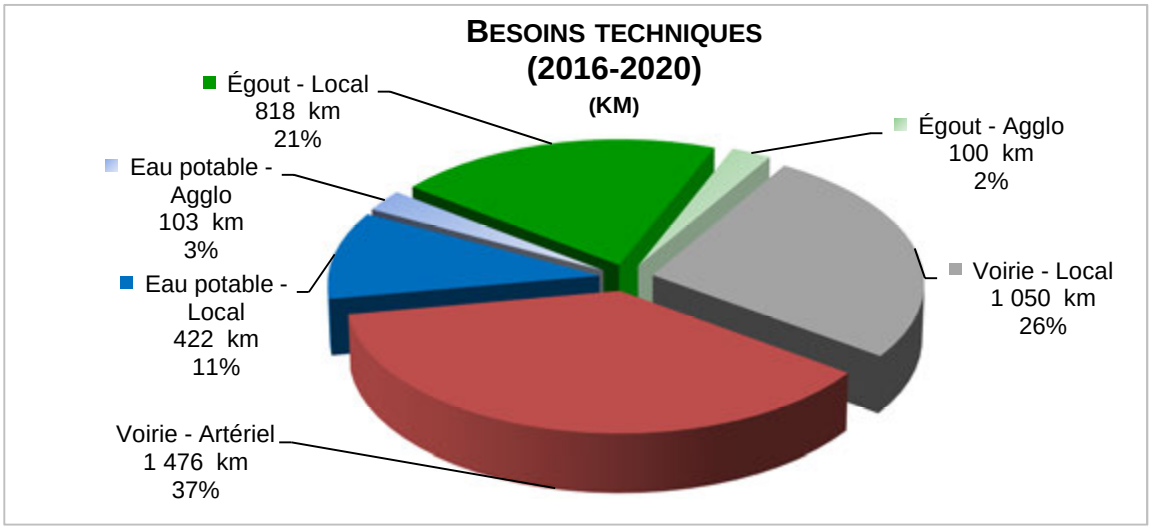
		Agglo	Local	Total
Eau potable (EP)	Réhabilitation	49,8 km	247,6 km	297,4 km
	Remplacement	52,8 km	174,6 km	227,4 km
Sous-total EP		102,6 km	422,2 km	524,8 km
Égouts (EG)	Réhabilitation	94,6 km	795,0 km	889,6 km
	Remplacement	5,8 km	22,5 km	28,4 km
Sous-total EG		100,4 km	817,5 km	918,0 km
Chaussées (CH), locales et artérielles	Réhabilitation	982,8 km	654,3 km	1 637,1 km
	Reconstruction	493,5 km	395,9 km	889,3 km
Sous-total CH		1 476,2 km	1 050,2 km	2 526,4 km
Total		1 679,2 km	2 290,0 km	3 969,2 km

[3] Pour les vieilles inspections et/ou auscultations, une simulation du vieillissement des réseaux concernés est activée pour actualiser les conditions de ces derniers.

La figure 15 illustre la répartition des besoins financiers et techniques à court terme par type de juridiction.

/// FIGURE 15 : Besoins en investissement (2016 - 2020)

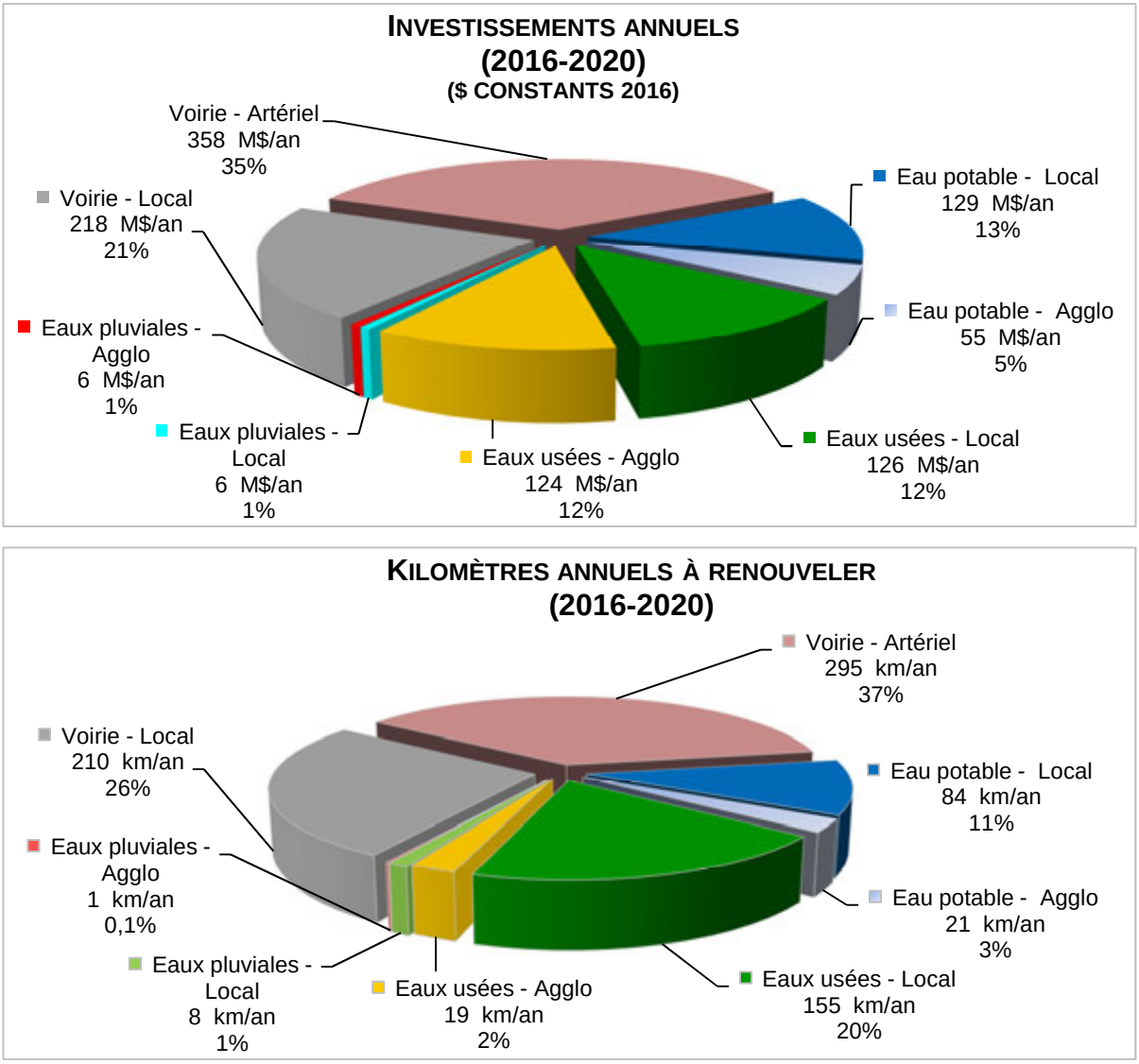




47 % se rapportent aux réseaux locaux contre 53 % aux réseaux d'agglomération et au réseau artériel. Près de 71 % sont des travaux de réhabilitation contre 29 % de reconstruction. De plus, près de 86 % des coûts sont attribués au backlog (communément appelé la dette d'infrastructure) en date de 2016 contre 14 % au maintien du niveau fonctionnel standard. La présence d'un backlog résulte en partie du déficit d'entretien des années passées.

Tel qu'illustré sur la figure 16, l'effort financier moyen s'élève annuellement à 478 millions de dollars pour renouveler 458 kilomètres/an des réseaux locaux d'eau potable et d'égouts ainsi que des réseaux de voirie locale, pour la période 2016 - 2020. Quant aux réseaux d'agglomération d'eau potable et d'égouts ainsi que le réseau de voirie artérielle, il s'élève à 543 millions de dollars par année pour renouveler 336 kilomètres/an.

/// FIGURE 16 : Besoins annuels en investissement (2016 - 2020)



Les résultats en détail de la simulation (ex : quantités linéaires et coûts par territoire, par direction, etc.) sont présentés dans les tableaux et les graphiques de l'Annexe 3 du rapport.

La figure 17 à la page suivante présente l'analyse comparative entre les résultats obtenus par la méthodologie préconisée par le Guide 2013 du MAMOT et les résultats des simulations par le SIAD, et ce, pour les conduites d'eau potable, d'égouts (sanitaire, pluvial et combiné) et les chaussées. Les interventions du SIAD découlent des stratégies décisionnelles implémentées.

Le SIAD fait ressortir en interventions des conduites d'eau potable ayant des classes d'intervention A. Ces interventions sont soit forcées par le remplacement des conduites d'égouts ou par la reconstruction de la voirie, soit provoquées à cause de la dégradation simulée du vieillissement des conduites.

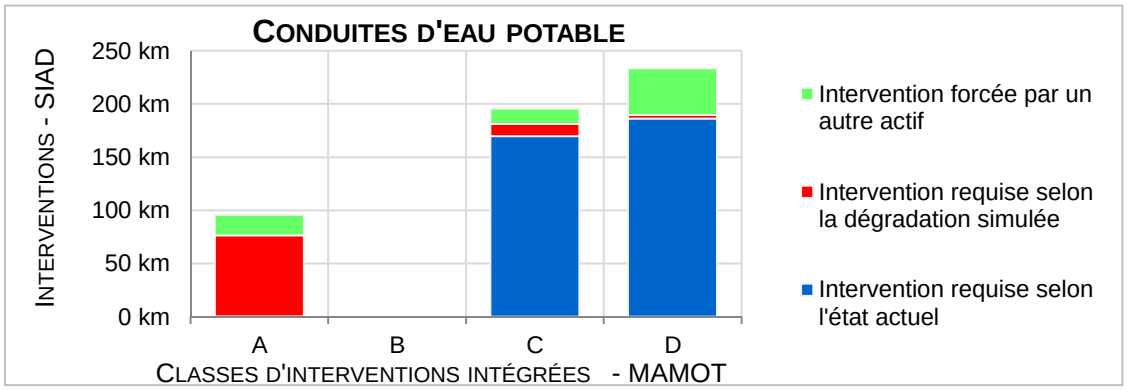
Pour les conduites d'égouts (sanitaire, combiné et pluvial), les interventions ressortant du SIAD sont de classes d'intervention A ou B. Cependant, même si aucune inspection télévisuelle n'a fait l'objet d'une analyse concluante, le SIAD suggère tout de même des interventions lorsque les conduites ont des cotes reflétant un niveau « mauvais » ou « très mauvais » de condition structurale. Les conduites du réseau d'égouts combinés présentant des problèmes de capacité hydraulique (indices EU-4 ou EPL-4) ont obtenu une cote de 3 (niveau d'état « moyen »), car le calage du modèle a été réalisé avec une pluie de récurrence de 2 à 10 ans. Ces conduites ne peuvent donc pas provoquer des interventions dans le SIAD; cependant, si elles présentent aussi des cotes EU-1 ou EPL-1 de 4 ou 5 (niveau d'état « mauvais » ou « très mauvais ») alors le SIAD suggère un remplacement de celles-ci avec le diamètre recommandé par les études hydrauliques.

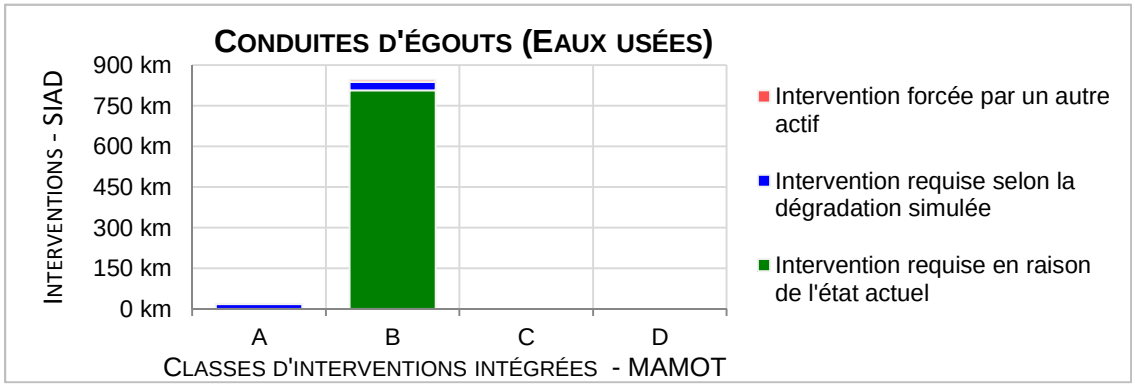
Le SIAD fait également ressortir en interventions des tronçons de voirie ayant des classes d'intervention A. Ces interventions sont soit forcées par le remplacement des conduites d'eau potable et d'égouts, soit provoquées à cause de la dégradation simulée du vieillissement des chaussées.

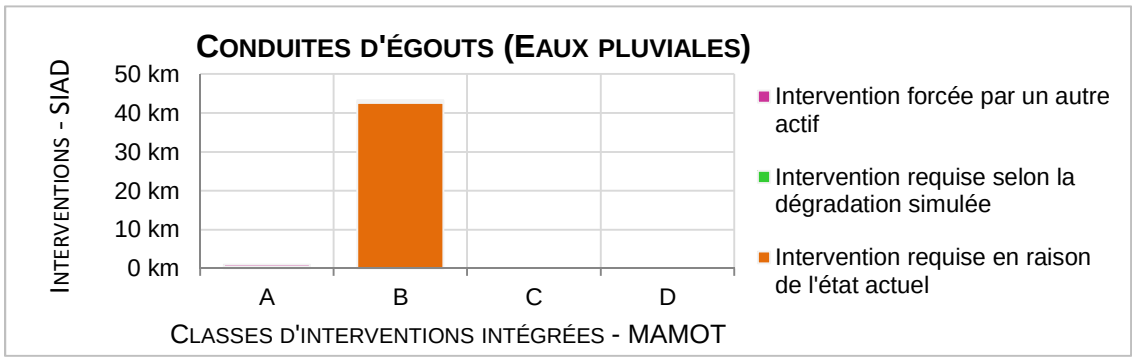
En résumé, les classes d'interventions du MAMOT sont basées sur les données des inspections et/ou d'auscultations connues, tandis que les interventions suggérées par le SIAD tiennent aussi compte d'une dégradation des actifs à partir de leur état au moment de la dernière inspection et/ou d'auscultation.

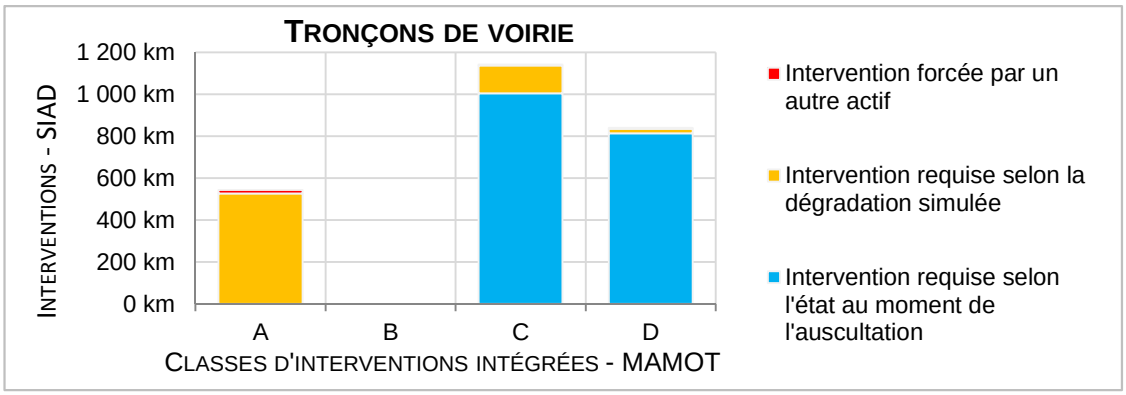
Ceci démontre l'obligation pour la Ville de Montréal de mettre à jour ses données d'état afin d'avoir un portrait exact de ses réseaux. À défaut, une simulation de la détérioration de l'actif permet d'apprécier l'évolution de son état en fonction des connaissances actuelles sur les mécanismes de dégradation.

/// FIGURE 17 : Comparaison des résultats MAMOT vs SIAD (2016 - 2020)



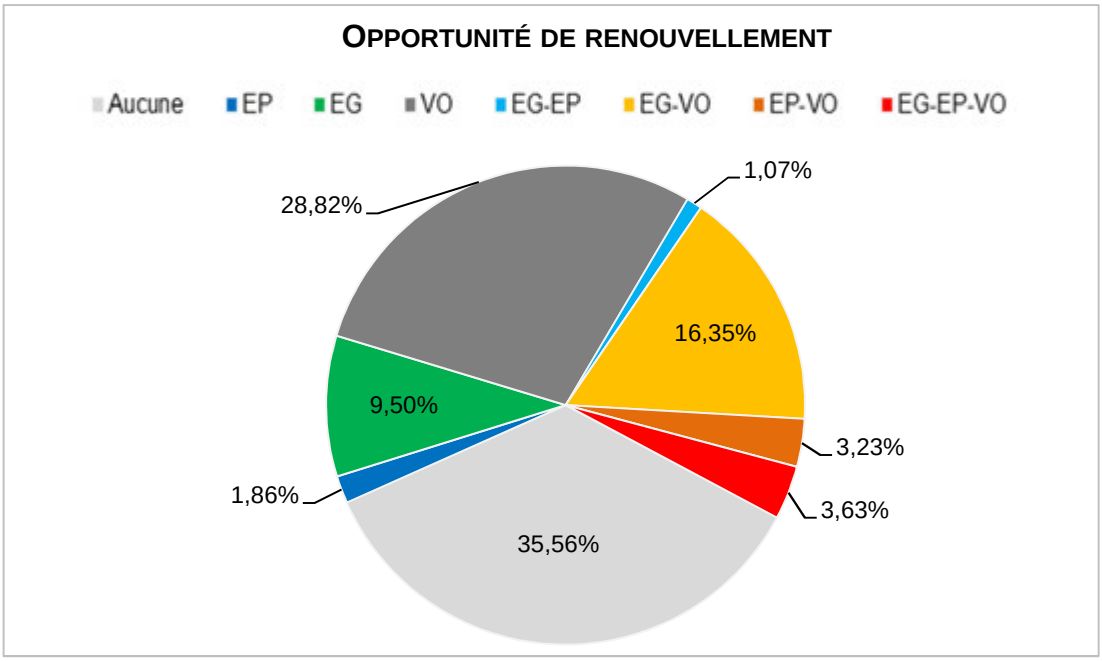






La figure 18 illustre les opportunités de renouvellement permettant de combiner des interventions sur les trois (3) actifs (eau potable, égouts et voirie) au sein d'un même tronçon unifié. En effet, la coordination des interventions entre les trois (3) actifs permet de réduire les nuisances et répercussions sociales et économiques liées à la mise en chantier des projets de renouvellement et de favoriser le partage des coûts entre les parties.

/// FIGURE 18 : Résumé des opportunités de renouvellement



Sur les 22 435 tronçons unifiés de la Ville de Montréal ayant des actifs d'eau potable, d'égouts et de voirie : 3,6 % présentent des opportunités de coordonner les interventions sur les trois (3) actifs et 20,6 % sur deux (2) actifs; 40,2 % présentent des opportunités de renouvellement sur un (1) actif; et enfin, 35,6 % ne nécessitent aucune intervention pour la période 2016 - 2020. Notons que le remplacement de certains actifs peut être forcé par le remplacement d'autres actifs plus profonds dans la même tranchée. Il y a donc lieu de vérifier la criticité de tous les actifs au sein d'un même tronçon de rue.

5. PLAN D'INVESTISSEMENT SUR LE CYCLE DE VIE DES ACTIFS ///

Le plan d'investissement est basé sur les données actuelles et montre la projection du comportement des réseaux à long terme, tant au niveau de leur état que du financement requis ou octroyé pour assurer leur pérennité. Pour cela, la modélisation du vieillissement des réseaux est simulée en tenant compte du choix des matériaux et des techniques de renouvellement, ainsi que des politiques de renouvellement.

La capacité de réalisation en termes de kilomètres et de dollars investis est déterminée pour chaque scénario d'investissement. Plus précisément, elle consiste à définir sur une base annuelle : le nombre de kilomètres de réhabilitation et de reconstruction à réaliser et les budgets dédiés au renouvellement. Les budgets ont été séparés respectivement pour la réfection des conduites d'eaux (eau potable, eaux usées et pluviales) et pour celle des chaussées.

Le choix des interventions à réaliser à une année donnée, jusqu'à concurrence du budget annuel fixé, est basé sur des critères de priorisation clairement définis selon l'ordre suivant :

1. Les tronçons de rue présentant les trois (3) actifs (d'eau potable, d'égouts et de voirie) critiques simultanément;
2. Les tronçons présentant deux (2) des trois (3) actifs critiques simultanément;
3. Les tronçons ayant juste un (1) actif critique.

Notons que dans le cas où plusieurs tronçons de rue se retrouvent dans un groupe (1, 2 ou 3), un second niveau de priorisation se fait en fonction du niveau de détérioration des actifs. En résumé, le budget est utilisé de manière à optimiser les compromis entre les opportunités de coordination des travaux et les risques de défaillances sur les réseaux. Lorsque le budget annuel alloué à un groupe d'actifs est atteint après la sélection d'un certain nombre d'interventions, les autres interventions du même groupe d'actifs qui sont normalement planifiées pour l'année en cours devront être reportées à l'année subséquente.

Deux (2) scénarios d'investissement sont réalisés : le scénario 1 en fonction des budgets qui ont été investis par la Ville de Montréal dans les dernières années et le scénario 2 en fonction des budgets d'investissements optimaux pour assurer une gestion pérenne des réseaux. Les paramètres modélisés dans le cadre du PI ont été repris pour simuler les plans d'investissement. Les capacités de réalisation sont fixées pour les deux (2) scénarios d'investissement telles qu'illustrées dans le tableau 7.

/// TABLEAU 7 : Capacités de réalisation pour les plans d'investissement

	Budgets 2016[1]	
Actifs	**Scénario 1**	**Scénario 2**
Réseau **local** d'eau potable (EP)	38,8 M$/an	108,9 M$/an
Réseau **agglo** d'eau potable (EP)	18,2 M$/an	24,9 M$/an
Réseaux **locaux** d'égouts (EU et EPL)	46,4 M$/an	120,5 M$/an
Réseaux **agglo** d'égouts (EU et EPL)	8,9 M$/an	50,4 M$/an
Réseau **local** de voirie (CH)	38,8 M$/an	78,5 M$/an
Réseau **artériel** de voirie (CH)	34,2 M$/an	140,9 M$/an
Total	185,3 M$/an	524,0 M$/an

[1] Ces budgets sont indexés au taux d'inflation de 2,5 % pour les années subséquentes

Les plans d'investissement présentés tiennent compte des risques décisionnels et technico-financiers, tels que les incertitudes sur les durées de vie, sur les coûts, sur l'évolution du cours du dollar et sur les défaillances des réseaux.

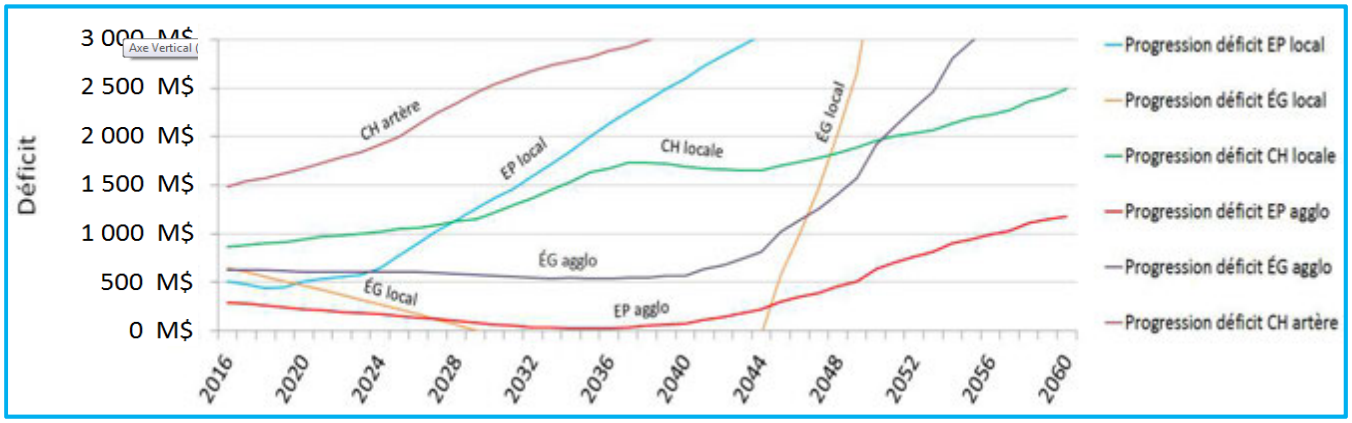
La Ville de Montréal présente un déficit cumulé par actifs en 2016 de l'ordre de : 4 028 M$, dû aux sous-investissements passés, auquel s'ajoute près de 1 077 M$ pour maintenir un niveau fonctionnel standard jusqu'en 2020. Compte tenu de ces besoins en investissement, les figures 19 et 20 représentent la progression du déficit par actifs et les figures 21 et 22 démontrent les conséquences sur l'état des réseaux.

Les montants du scénario 2 ont été calculés à partir de l'annuité requise pour assurer la pérennité des réseaux à long terme. À cet égard, les montants indiqués dans le scénario 2, pour chaque actif, doivent être prévus au budget de la Ville de Montréal pour le renouvellement de ses réseaux.

Scénario 1 « Budget actuel »

La figure 19 démontre que le budget actuel investi par la Ville de Montréal est insuffisant pour diminuer les déficits à zéro à court terme pour tous les actifs, sauf pour les égouts locaux. Le comportement du déficit de ce dernier actif sera détaillé dans l'analyse du scénario 1.

/// FIGURE 19 : Progression du déficit budgétaire – Scénario 1 « budget actuel »

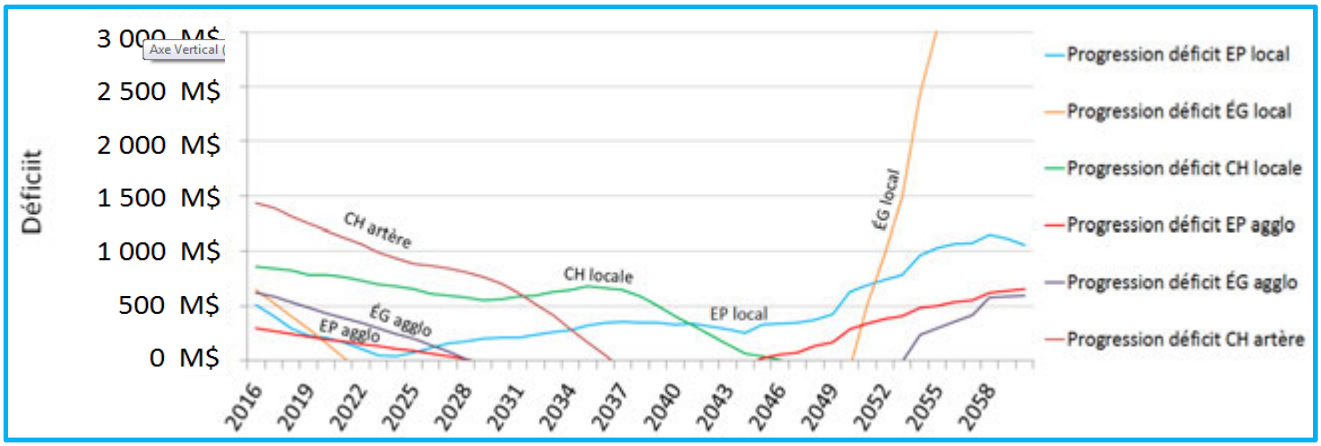


On constate que le déficit pour l'ensemble des actifs augmente considérablement à long terme dans le scénario 1. Parmi les actifs analysés, les réseaux locaux d'eau potable, des chaussées artérielles, d'égouts locaux et d'agglomération souffrent le plus du niveau d'investissement actuel allant même jusqu'à dépasser 3 000 M$ de déficit entre 2040 et 2056.

Le réseau d'égouts locaux est un cas particulier qui mérite une analyse additionnelle. Pour cet actif, le déficit disparaît en 2029 pour revenir de façon accélérée pendant le déclenchement massif de plusieurs interventions sur le réseau à partir de l'année 2044. Ce phénomène est causé par la fin du cycle de la durée vie d'une proportion importante du réseau à partir de 2040. Cette première analyse démontre que la Ville doit adopter une stratégie proactive pour répartir ces besoins en interventions de façon plus uniforme dans le temps.

Scénario 2 « Budgets calculés par le SIAD »

/// FIGURE 20 : Progression du déficit budgétaire – Scénario 2 « budget SIAD »



Le graphique du scénario 2 démontre la progression du déficit en fonction des investissements calculés par le SIAD. À partir des résultats de la simulation, il est possible d'estimer le temps que prendrait chaque actif pour arriver à un déficit budgétaire d'entretien égal à zéro.

Le tableau suivant indique, par actif et en fonction de la figure 20, les années où le déficit budgétaire d'entretien est égal à zéro à court terme. Aussi, il indique l'année où le déficit sera de retour à moyen ou à long terme :

Actif	Année avec déficit « 0 »	Retour du déficit (année)
Eau potable local	2024 (minimum)	Augmentation constante
Égouts locaux	2021	2050
Eau potable d'agglomération	2028	2045
Égouts d'agglomération	2028	2053
Voirie locale	2047	Aucun déficit avant 2060
Voirie artérielle	2037	Aucun déficit avant 2060

Dans le scénario calculé par le SIAD, les investissements proposés aident à diminuer le déficit de tous les actifs à court et moyen terme. Cependant, il a été constaté aussi que l'évolution des déficits est variable et ils reviennent à long terme. C'est pour cette raison que l'évaluation des investissements doit être réalisée périodiquement pour réévaluer les simulations avec les diverses variables actualisées.

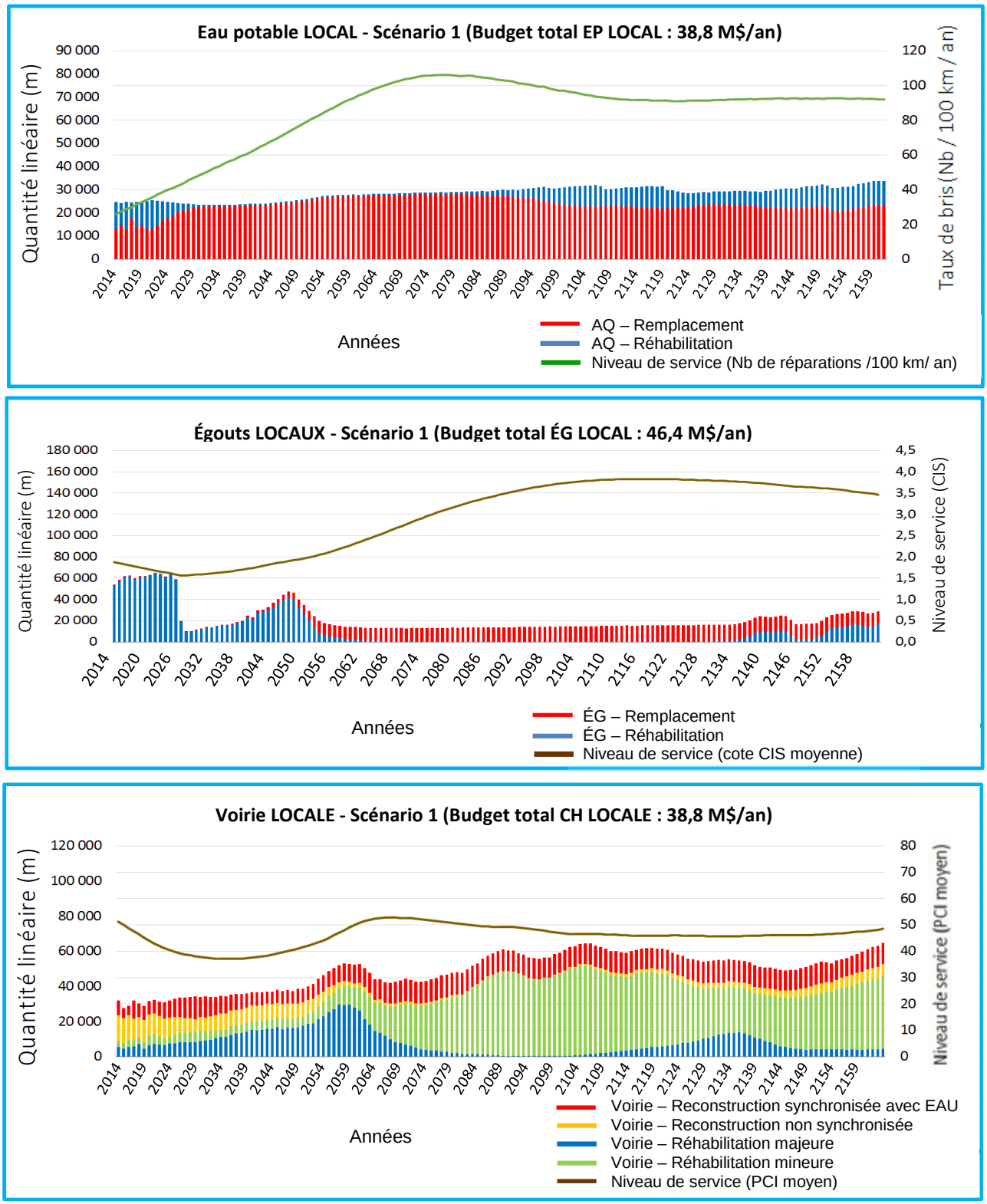
Par ailleurs, on constate que le déficit des égouts locaux réapparaît également dans le scénario 2 à partir de l'année 2050 malgré l'augmentation de l'investissement proposé par le SIAD. Cette stratégie propose des interventions seulement lorsque l'actif tombe sous le seuil du niveau de service « mauvais » ou « très mauvais ». Ces résultats s'expliquent par le fait qu'une grande proportion des conduites atteindra leur fin de vie au cours de cette période. D'où l'importance par la Ville de Montréal de mettre en place une stratégie d'interventions préventives, entre les années 2020 et 2040, pour diminuer l'impact de cette fin de cycle de la durée de vie du réseau d'égouts.

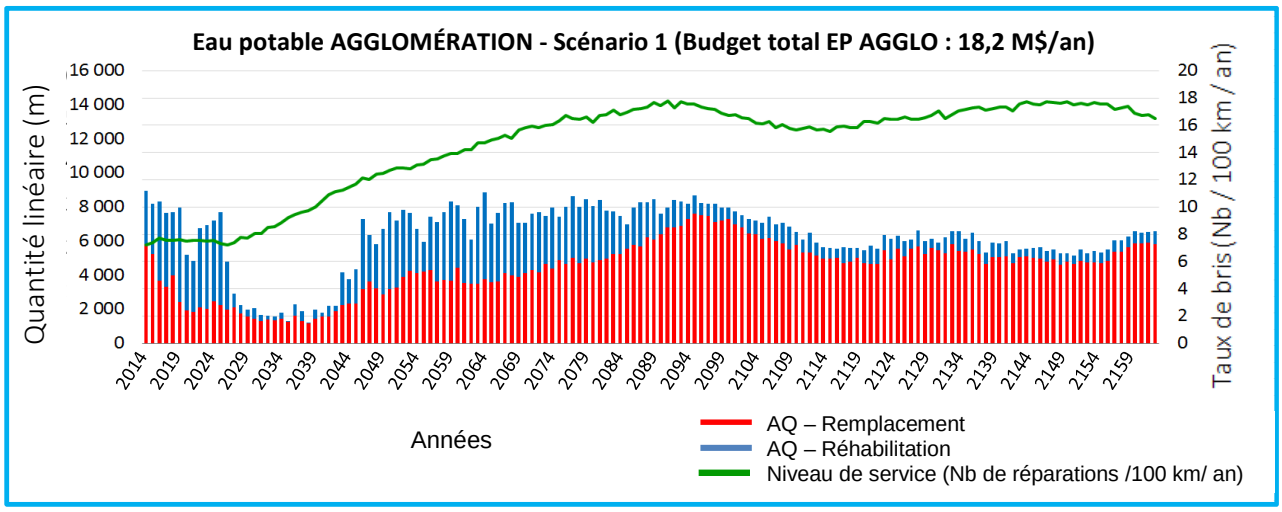
Pour les réseaux d'eau potable locale, d'eau potable d'agglomération et d'égouts d'agglomération, le déficit revient entre les années 2045 et 2053 mais de façon moins prononcée que dans le réseau d'égouts locaux. Cependant, la Ville de Montréal devrait prévoir aussi des stratégies préventives, entre 2026 et 2060, pour réduire l'impact de la diminution du niveau de services des deux réseaux.

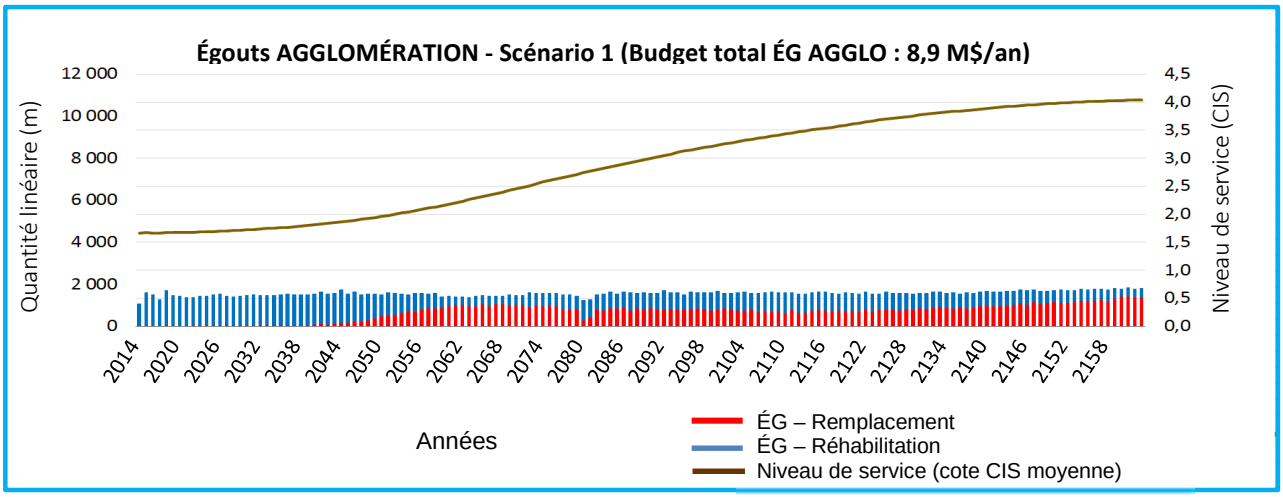
Les figures 21 et 22 illustrent respectivement les quantités de kilomètres en interventions et l'évolution du niveau de service moyen des réseaux pour les scénarios 1 et 2. L'état des réseaux est mesuré par le nombre de bris par 100 kilomètres par an pour l'eau potable, la

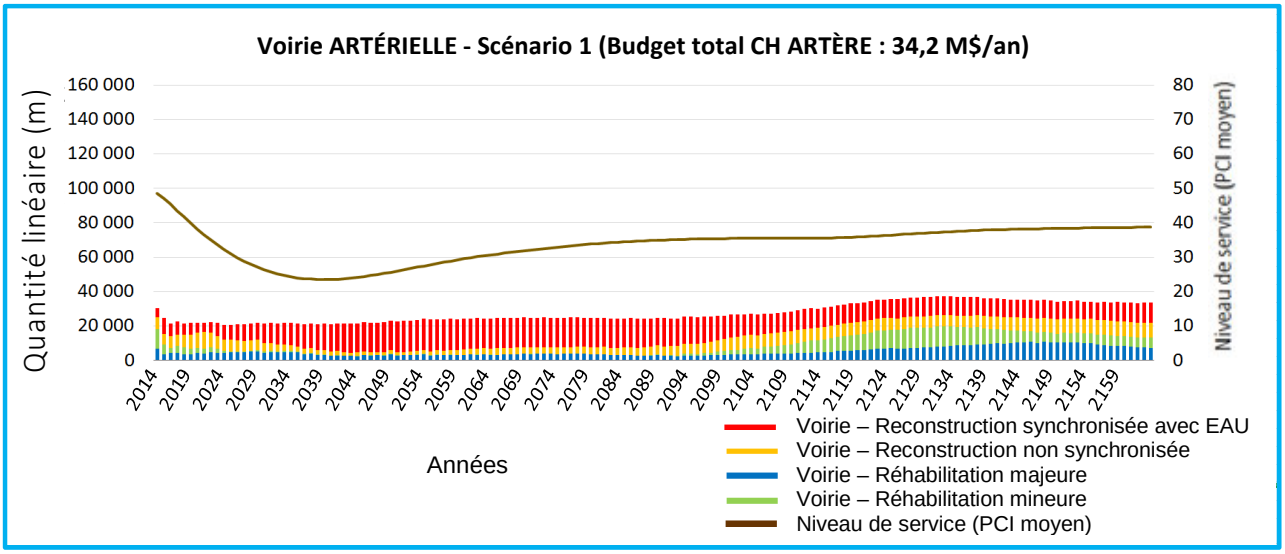
condition d'intégrité structurale (CIS) pour l'égout et l'indice d'état de la surface CH-1 pour la voirie (associé à l'indice PCI : pavement condition index), et ce, afin d'évaluer l'état moyen des réseaux en fonction des contraintes sur les capacités de réalisation. Les travaux prioritaires sont réalisés à la hauteur de l'enveloppe budgétaire disponible, laissant ainsi les actifs n'ayant pas pu être renouvelés se dégrader.

/// FIGURE 21 : Évolution de l'état des réseaux pour le scénario 1 « budget actuel »

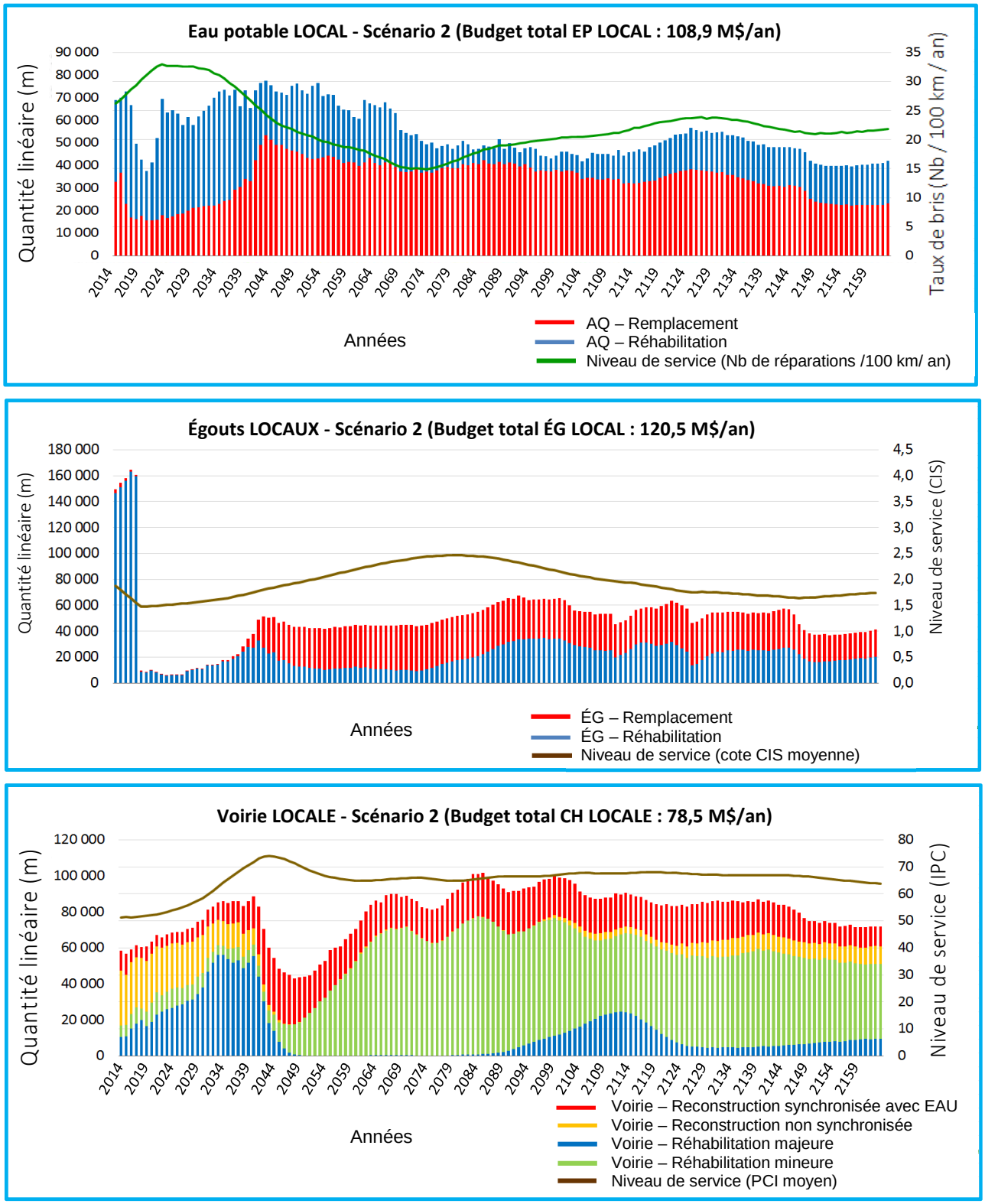


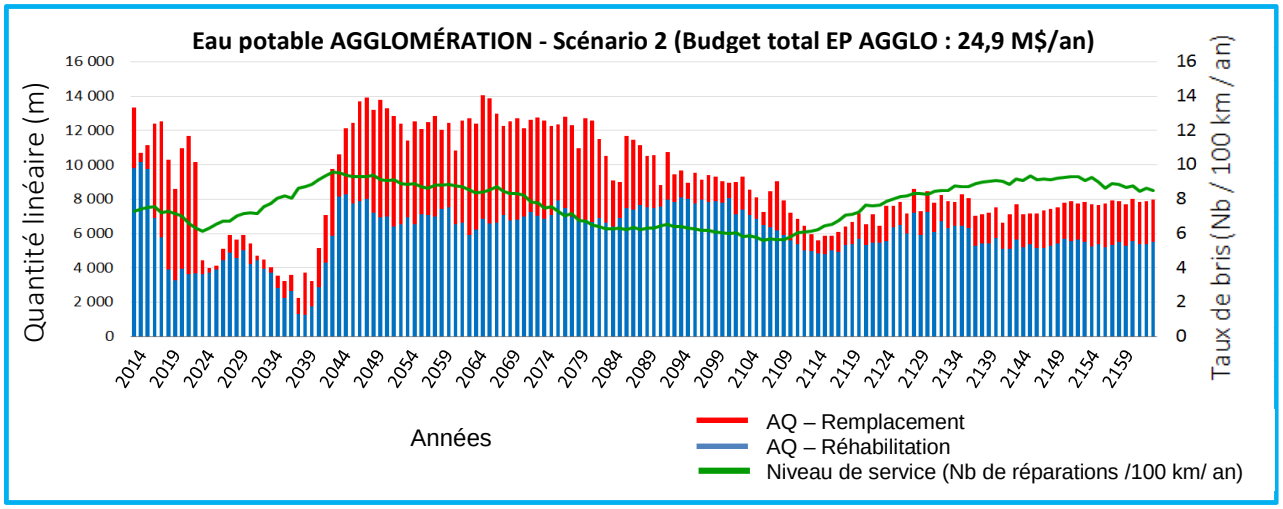

Eau potable AGGLOMÉRATION - Scénario 1 (Budget total EP AGGLO : 18,2 M$/an)
Quantité linéaire (m)
Taux de bris (Nb / 100 km / an)
Années
AQ – Remplacement
AQ – Réhabilitation
Niveau de service (Nb de réparations /100 km/ an)

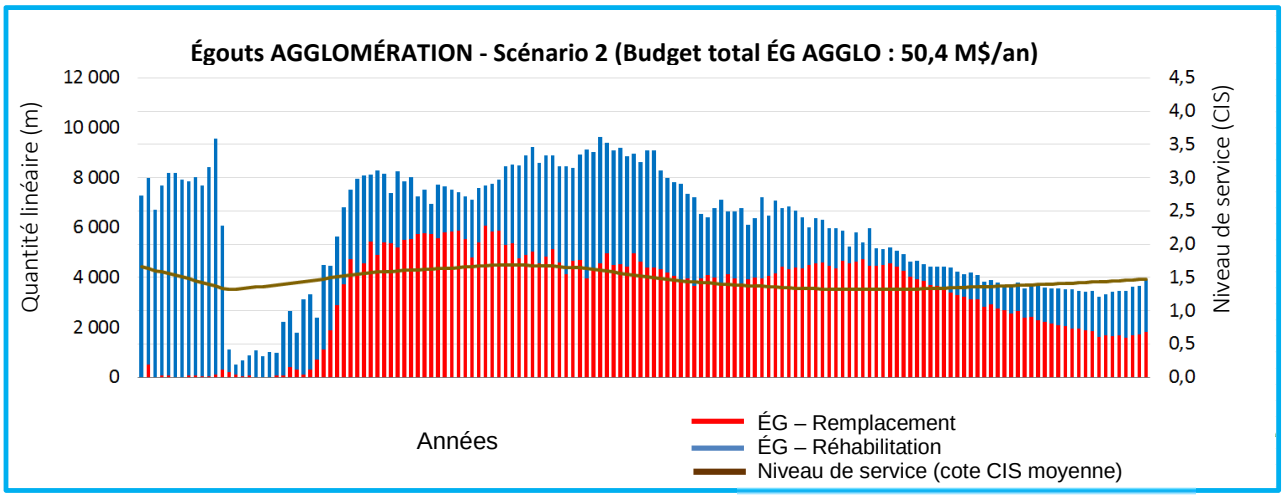

Égouts AGGLOMÉRATION - Scénario 1 (Budget total ÉG AGGLO : 8,9 M$/an)
Quantité linéaire (m)
Niveau de service (CIS)
Années
ÉG – Remplacement
ÉG – Réhabilitation
Niveau de service (cote CIS moyenne)

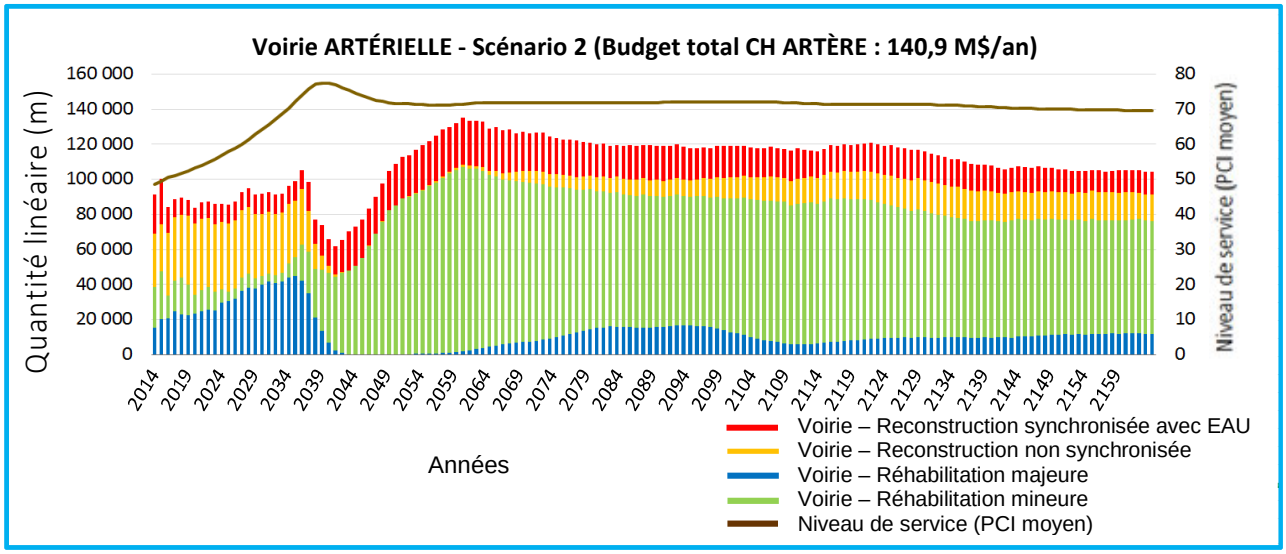

Voirie ARTÉRIELLE - Scénario 1 (Budget total CH ARTÈRE : 34,2 M$/an)
Quantité linéaire (m)
Niveau de service (PCI moyen)
Années
Voirie – Reconstruction synchronisée avec EAU
Voirie – Reconstruction non synchronisée
Voirie – Réhabilitation majeure
Voirie – Réhabilitation mineure
Niveau de service (PCI moyen)

/// FIGURE 22 : Évolution de l'état des réseaux pour le scénario 2 « budget SIAD »




Eau potable AGGLOMÉRATION - Scénario 2 (Budget total EP AGGLO : 24,9 M$/an)
Quantité linéaire (m)
Taux de bris (Nb / 100 km / an)
Années
AQ – Remplacement
AQ – Réhabilitation
Niveau de service (Nb de réparations /100 km/ an)


Égouts AGGLOMÉRATION - Scénario 2 (Budget total ÉG AGGLO : 50,4 M$/an)
Quantité linéaire (m)
Niveau de service (CIS)
Années
ÉG – Remplacement
ÉG – Réhabilitation
Niveau de service (cote CIS moyenne)


Voirie ARTÉRIELLE - Scénario 2 (Budget total CH ARTÈRE : 140,9 M$/an)
Quantité linéaire (m)
Niveau de service (PCI moyen)
Années
Voirie – Reconstruction synchronisée avec EAU
Voirie – Reconstruction non synchronisée
Voirie – Réhabilitation majeure
Voirie – Réhabilitation mineure
Niveau de service (PCI moyen)

Le SIAD génère des graphiques représentant l'évolution du niveau de service en fonction des interventions réalisées annuellement. Les analyses suivantes ont été réalisées pour pouvoir comparer les deux scénarios simulés par actif :

/// Eau potable (juridiction locale - DGSRE)

Le graphique du scénario 1 démontre que pour le réseau d'eau potable local l'investissement actuel n'est pas suffisant pour améliorer l'état du réseau. On observe aussi dans ce graphique qu'à partir de l'année 2080 le taux de réparations augmente considérablement (jusqu'à 105 bris/100 km/an) et se stabilise à 92 bris/100 km/an à long terme. Cette valeur est trop élevée par rapport au seuil de l'état « très mauvais » des standards de l'AWWA et du CNRC (> 40 bris/100 km/an à long terme).

Dans le scénario 2, le niveau de service s'améliore à l'état « bon » à partir de 2055 jusqu'à 2100. La meilleure période pour le niveau de service est de 2068 à 2083, où le taux de réparations est de 15 bris/100 km/an, c.-à-d. un état « excellent » selon les standards de l'AWWA et du CNRC (voir tableau 8). Après 2077, le taux de réparations se stabilise entre 18 et 22 bris/100 km/an à long terme, c.-à-d. entre le seuil des niveaux « bon » et « acceptable ».

/// TABLEAU 8 : Standards de l'AWWA et du CNRC (taux global moyen pour tout le réseau)

État du réseau	Taux moyen de réparations (réparations/100km/an)
Excellent	0-15
Bon	16-19
Acceptable	20-29
Mauvais	30-39
Très mauvais	≥ 40

/// Eau potable (juridiction d'agglomération - DEP)

Le graphique du scénario 1 démontre que pour le réseau d'eau potable d'agglomération l'investissement actuel n'est pas suffisant pour améliorer l'état du réseau. On observe aussi dans ce graphique que le taux de réparations augmente de façon constante à long terme jusqu'à 17 bris/100 km/an, c.-à-d. un état « bon » selon les standards de l'AWWA et du

CNRC. L'évolution du niveau de service passe de « excellent » à « bon » entre 2016 et 2073, pour se maintenir à l'état « bon » à long terme (entre 16 et 18 bris/100 km/an). Sauf que dans le cas d'un réseau de transport où la gestion de risques est très importante, le niveau de service visé devrait être « excellent » à cause des impacts potentiels associés à des conduites de grand diamètre.

Dans le scénario 2, le niveau de service reste toujours à l'état « excellent », tant au long de la période simulée. Le taux de réparations diminue jusqu'à 6 bris/100 km/an vers 2105, pour se stabiliser entre 8 et 10 bris/100 km/an à long terme.

/// Égouts (juridiction locale - DGSRE)

Dans le scénario 1, la cote moyenne de CIS s'améliore de 1,9 à 1,5 jusqu'en 2028, et diminue le niveau de service à long terme de 3,5 à 4,0. Cette évolution laisse entrevoir que l'état du réseau diminuera pour se retrouver entre les niveaux « mauvais » ou « très mauvais » du Guide du MAMOT.

Dans le scénario 2, la quantité linéaire d'interventions en réhabilitation augmente de 60 kilomètres à 150 kilomètres pour les 5 prochaines années (de 2016 à 2020). De même que la quantité de reconstruction augmente à long terme de 12 à 34 kilomètres. Ces augmentations ont un impact positif à court terme sur le niveau de service des égouts, mais encore une fois, le profil de la durée de vie du réseau fait en sorte que le niveau de service aura tendance à se détériorer, à moyen terme, si on n'adopte pas une approche préventive.

/// Égouts (juridiction d'agglomération - DEEU)

Dans le scénario 1, le niveau de service se détériore constamment tout au long de la période simulée avec une valeur moyenne de 1,7 à 4 de la CIS. Cette évolution constate que l'état du réseau se dégradera jusqu'au niveau « mauvais » ou « très mauvais » du Guide du MAMOT.

Le plafond budgétaire établi dans le scénario 2 permet d'augmenter le linéaire d'interventions en réhabilitation de 1,5 à 6,5 kilomètres au cours des 13 prochaines années (de 2016 à 2029). Aussi, la capacité de réalisation des interventions en remplacement augmente à long terme de 1 kilomètre à 5 kilomètres. Ces augmentations ont un impact positif car elles permettent de maintenir le niveau de service entre 1,5 et 1,7 à long terme.

/// Voirie (juridiction locale - Arrondissements)

Pour la voirie locale, le montant actuel d'investissement n'est pas suffisant pour maintenir un statut « bon », c.-à-d. PCI > 60, à long terme. En effet, pour le scénario 1, la moyenne de PCI de 51 des premières années diminue jusqu'à une valeur de PCI de 37 (statut « mauvais ») vers 2040, pour se stabiliser finalement avec un PCI de 48 (statut « moyen ») à long terme.

Pour le scénario 2, on observe une augmentation constante du niveau de service du PCI de 51 à un PCI de 75 (statut « bon ») en 2045. Après cette année, le niveau de service se stabilise à un PCI de 65, ce qui correspond à un niveau « bon ».

L'augmentation du budget proposé par le SIAD pour assurer le maintien du niveau de service de la chaussée à un statut « bon » se traduit dans une augmentation de la quantité linéaire moyenne d'interventions annuelles (réhabilitations et reconstructions confondues) de 48 km à 80 km.

/// Voirie (juridiction artère – Directions des transports)

Pour la voirie artérielle, le montant actuel d'investissement n'est pas suffisant pour maintenir un statut « bon », c.-à-d. PCI > 70, à long terme. En effet, pour le scénario 1, la moyenne de PCI de 49 des premières années diminue jusqu'à une valeur de PCI de 23 (statut « très mauvais ») vers l'année 2040, pour se stabiliser finalement avec un de PCI moyen de 39 à long terme (statut « mauvais » ou « très mauvais »).

Dans le scénario 2, on observe une augmentation plutôt constante du niveau de service du PCI de 51 à un PCI de 78 (statut « bon » et « moyen ») à l'année 2042. Après cette année, le niveau de service suit une stabilisation du PCI de 70 à long terme (statut « bon » et « moyen »).

L'augmentation du budget proposée par le SIAD se traduit par une augmentation de la quantité linéaire moyenne d'interventions annuelles (réhabilitations et reconstructions confondues) de 27 km à 110 km. Par conséquent, l'investissement recommandé par le SIAD dans le scénario 2 permettra d'assurer le maintien du niveau de service des chaussées à un statut « bon » (PCI > 70).

6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS ///

La Ville de Montréal présente un déficit cumulé en 2016 de l'ordre de 4 028 M$, dû aux sous-investissements passés, auquel s'ajoute près de 1 077 M$ pour maintenir un niveau fonctionnel standard jusqu'en 2020. Cependant, le budget annuel alloué par la Ville de Montréal pour le renouvellement des réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie, à savoir 185 M$/an, est insuffisant pour maintenir un niveau de service « fonctionnel standard », c'est-à-dire « bon », à court et long terme.

Suite à l'analyse des deux scénarios du plan d'investissement, il a été constaté que les budgets annuels calculés par le SIAD permettront d'éliminer le déficit d'entretien à court et à moyen terme. Par contre, il y a un retour du déficit pour les actifs d'eau potable et d'égouts (locaux et d'agglomération) avant l'année 2060. Cette évolution du déficit nous incite à incorporer la planification des travaux d'entretien préventif sur les réseaux d'eau potable et d'égouts entre 2020 et 2040 afin de minimiser, voir même, d'éliminer le retour du déficit vers 2040.

Pour les actifs de chaussées, la simulation du scénario 2 suggère un investissement qui permettra d'assurer le maintien du niveau de service des chaussées à un statut minimalement « bon », à savoir de PCI > 60 pour le réseau local et de PCI > 70 pour le réseau artériel. Contrairement aux actifs de l'EAU, il n'y a pas de retour du déficit avant l'année 2060. Cependant, la stratégie d'investissement actuelle résulte en une progression très lente vers un niveau de service acceptable. Pour accélérer cette progression, il faudra augmenter la quantité d'interventions annuelles. Évidemment, si la Ville de Montréal adopte une telle orientation, sa stratégie d'interventions devra tenir compte des impacts sociaux économiques qui sont déjà importants avec un niveau d'investissement moindre que celui proposé par le PI.

/// Recommandations

- Contrairement aux réseaux d'eau potable et des chaussées dont les indicateurs d'état sont plus précis, les indicateurs de performance des égouts sont conservateurs et doivent faire l'objet d'une analyse plus poussée. Cette analyse est requise pour déterminer la classe d'intervention finale. En attendant cette confirmation, la classe d'interventions des égouts sera « B » (étude ou auscultation requise). Cette démarche est également nécessaire pour préciser les besoins en investissement. L'expérience du PI de 2012 nous a démontré qu'une telle analyse peut nous permettre de retrancher jusqu'à 26 % des interventions identifiées dans le PI en les remplaçant par des interventions ponctuelles ou réparations mineures.

- Les gestionnaires des réseaux d'égouts doivent analyser les conduites de classe « B » pour déterminer si les défauts existants dans les conduites méritent une intervention souhaitable ou une intervention immédiate. Dans les prochaines versions du PI, nous recommandons que ces analyses soient faites et intégrées pour toutes les conduites qui ont fait l'objet d'une inspection CCTV complète.
- Suite à l'analyse de divers scénarios du Plan d'investissement, il est fortement recommandé d'ajouter des stratégies d'interventions préventives pour les actifs d'eau potable et d'égouts, car la stratégie actuelle consiste à intervenir uniquement lorsque les actifs sont à l'état « mauvais » ou « très mauvais ». Le plan d'investissement démontre clairement que cette stratégie ne peut pas être appliquée à long terme dû à l'importante quantité de conduites qui arriveront à terme de leur vie utile théorique à compter de 2040. Pour minimiser l'impact de cette situation, la Ville de Montréal devra profiter de la période 2020 à 2040 pour réaliser des travaux préventifs sur les actifs d'eau.
- Le Guide 2013 du MAMOT préconise qu'un minimum de conduites doit être inspecté : les conduites ayant atteint 90 % ou plus de leur durée de vie utile, et qu'au moins 10 % des conduites ayant plus de 50 ans. De ce fait, la stratégie d'auscultation (voir Annexe 5) adoptée par les gestionnaires de la Ville de Montréal répond à ces exigences et permettra d'assurer la connaissance des réseaux d'égouts.

D'autre part, la précision des futurs PI dépend de l'exactitude de la rétroaction faite par les gestionnaires. Ces derniers doivent :

- Compiler les informations sur les coûts et les interventions de réparations des défaillances de leurs actifs (ex. bris, nids-de-poule, refoulement), afin de se bâtir une base de données pouvant être exploitée pour améliorer la connaissance sur le vieillissement des réseaux et d'inclure ces coûts dans le prochain plan d'investissement.
- Évaluer ou compiler les coûts indirects relatifs aux défaillances des conduites (ex. les réclamations) qui pourront être utilisés éventuellement dans le futur pour estimer les bénéfices sociaux et économiques liés à la coordination des travaux.
- Inviter les utilisateurs du PI à apporter toute suggestion ou amélioration sur l'analyse des réseaux, les principes décisionnels et tout autre point qui permettraient à l'ensemble des gestionnaires municipaux d'avoir une planification optimisée des besoins en investissement à court, moyen et long terme.

/// ANNEXE 1

DVD

Tableaux de synthèse #1 à #5 en format Excel

Carte des interventions en format PDF

Cartes d'état des réseaux en format PDF

Rapport final en format PDF

Carte interactive supportée par l'outil ArcReader

/// ANNEXE 2

Tableau 32 du Guide 2013

Tableau 32 – Informations obligatoires à fournir avec le plan d'intervention

Municipalité : Ville de Montréal			
Code géo : 66023			
Conduites d'eau potable		Population desservie	1 753 034 un.
Longueur totale de conduites d'alimentation	(juridiction agglomération)		764 712 m
Longueur totale de conduites de distribution	(juridiction locale)		3 630 230 m
Longueur de conduites d'eau potable avec une classe d'interventions intégrées D			317 604 m
Longueur de conduites d'eau potable avec une classe d'interventions intégrées C			406 393 m
Total des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les conduites avec une classe d'interventions intégrées D [N1]			411 925 538 $
Total des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (2) [N2]			759 370 149 $
Conduites d'eaux usées		Population desservie	1 753 034 un.
Longueur totale de conduites de collecte :	sanitaire		667 741 m
	unitaire (combiné)		2 951 457 m
	pseudo-séparatif		- m
Longueur totale de conduites d'interception (juridiction agglomération):			426 622 m
Longueur de conduites d'eaux usées avec une classe d'interventions intégrées D			- m
Longueur de conduites d'eaux usées avec une classe d'interventions intégrées C			- m
Total des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les conduites avec une classe d'interventions intégrées D (3) [N1]			- $
Total des coûts estimés pour les interventions possibles (conduites de classe B dont l'analyse d'inspection n'est pas concluante (4) [N1]			1 202 694 077 $
Total des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (5) [N2]			494 946 387 $
Conduites d'eaux pluviales			
Longueur totale de conduites			811 613 m
Longueur de conduites d'eaux pluviales avec une classe d'interventions intégrées D			- m
Longueur de conduites d'eaux pluviales avec une classe d'interventions intégrées C			- m
Total des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les conduites avec une classe d'interventions intégrées D (6) [N1]			- $
Total des coûts estimés pour les interventions possibles (conduites de classe B dont l'analyse d'inspection n'est pas concluante) (7) [N1]			51 889 540 $
Total des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (8)			47 351 494 $
Chaussées			
Longueur totale de chaussées appartenant à la municipalité			4 047 540 m
Longueur totale de chaussées ayant des conduites dans son emprise			3 880 228 m
Longueur de chaussées avec une classe d'interventions intégrées D			854 306 m
Longueur de chaussées avec une classe d'interventions intégrées C			1 234 856 m
Total des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les chaussées avec une classe d'interventions intégrées D (9) [N1]			1 198 173 776 $
Somme des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les infrastructures avec une classe d'interventions intégrées D (1 + 3 + 6 +9) [N1]			1 610 099 313 $
Somme des coûts estimés pour les interventions possibles (4 + 7) [N1]			1 254 583 618 $
Somme des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (2 + 5 + 8) [N2]			1 301 668 030 $
Signature de l'ingénieur Martin Chacon			
Date 07-07-2016			

N1 : Les coûts estimés pour les interventions pour chacune des interventions recommandées (1, 3, 6 et 9) proviennent des coûts inscrits à l'Annexe 4

N2 : Les besoins annuels pour le maintien d'actifs (2, 5 et 8) proviennent des coûts inscrits aux annexes 1, 2 et 3, selon la méthodologie du MAMOT.

Tableau 32 et comparaison avec le SIAD

Municipalité :	Ville de Montréal			
Code géo :	66023			
Conduites d'eau potable		Population desservie	1 753 034	un.
Longueur totale de conduites d'alimentation	(juridiction locale)		764 712	m
Longueur totale de conduites de distribution	(juridiction locale)		3 630 288	m
Longueur de conduites d'eau potable avec une classe d'interventions intégrées D			317 604	m
Longueur de conduites d'eau potable avec une classe d'interventions intégrées C			406 393	m
Total des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les conduites avec une classe d'interventions intégrées D (1) [N1]			411 925 538	$
Total des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (2) [N2]			759 370 149	$
Total des besoins annuels pour le maintien d'actif selon la stratégie de gestion de la Ville, modélisée dans le SIAD [N3]			133 770 000	$
Conduites d'eaux usées		Population desservie	1 753 034	un.
Longueur totale de conduites de collecte :	sanitaire		667 741	m
	unitaire (combiné)		2 951 457	m
	pseudo-séparatif		-	m
Longueur totale de conduites d'interception (juridiction locale):			426 622	m
Longueur de conduites d'eaux usées avec une classe d'interventions intégrées D			-	m
Longueur de conduites d'eaux usées avec une classe d'interventions intégrées C			-	m
Total des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les conduites avec une classe d'interventions intégrées D (3) [N1]			-	$
Total des coûts estimés pour les interventions possibles (conduites de classe B dont l'analyse d'inspection n'est pas concluante (4) [N1]			1 202 694 077	$
Total des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (5) [N2]			494 946 387	$
Conduites d'eaux pluviales				
Longueur totale de conduites			811 613	m
Longueur de conduites d'eaux pluviales avec une classe d'interventions intégrées D			-	m
Longueur de conduites d'eaux pluviales avec une classe d'interventions intégrées C			-	m
Total des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les conduites avec une classe d'interventions intégrées D (6) [N1]			-	$
Total des coûts estimés pour les interventions possibles (conduites de classe B dont l'analyse d'inspection n'est pas concluante) (7) [N1]			51 889 540	$
Total des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (8)			47 351 494	$
Total des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (EU + EPL) [N2]			542 297 881	$
Total des besoins annuels pour le maintien d'actif selon la stratégie de gestion de la Ville, modélisée dans le SIAD [N3]			170 830 000	$
Chaussées				
Longueur totale de chaussées appartenant à la municipalité			4 047 540	m
Longueur totale de chaussées ayant des conduites dans son emprise			3 880 228	m
Longueur de chaussées avec une classe d'interventions intégrées D			854 306	m
Longueur de chaussées avec une classe d'interventions intégrées C			1 234 856	m
Total des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les chaussées avec une classe d'interventions intégrées D (9) [N1]			1 198 173 776	$
Total des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (2) [N2]			NA	
Total des besoins annuels pour le maintien d'actif selon la stratégie de gestion de la Ville, modélisée dans le SIAD [N3]			219 370 000	$
Somme des coûts estimés pour les interventions recommandées sur les infrastructures avec une classe d'interventions intégrées D (1 + 3 + 6 +9) [N1]			1 610 099 313	$
Somme des coûts estimés pour les interventions possibles (4 + 7) [N1]			1 254 583 618	$
Somme des besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la méthodologie du Guide (2 + 5 + 8) [N2]			1 301 668 030	$
Somme des besoins annuels pour le maintien des actifs selon la stratégie de gestion de la Ville, modélisée dans le SIAD [N3]			523 970 000	$
Signature de l'ingénieur	Victor Chacra			
Date	07-09-2016			

N1 : Les coûts estimés pour les interventions pour chacune des interventions recommandées (1, 3, 6 et 9) proviennent des coûts inscrits à l'Annexe 4. La période couverte est de 2016 à 2020 inclusivement.

N2 : Les besoins annuels pour le maintien d'actifs (2, 5 et 8) proviennent des coûts inscrits aux annexes 1, 2 et 3, selon la méthodologie du MAMOT. La méthodologie du Guide ne considère pas le besoin annuel pour le maintien des actifs de voirie et un remplacement en fin de vie. Il s'agit en fait d'une provision annuel en attendant le prochain remplacement.

N3 : Les besoins annuels pour le maintien d'actifs selon la stratégie de gestion de la Ville tient compte de l'état initial, des possibilités de réhabilitation et des possibilités de partage des coûts sur le cycle de vie d'un actif, ainsi que les bris prévus avec l'effet des reports dans le temps, contrairement au besoin annuel du Guide qui ne tient pas compte de l'état initial et qui utilise seulement une valeur de remplacement en fonction de l'âge et de la durée de vie théorique. Les coûts sont en dollars constants de 2016, les budgets doivent être indexés annuellement selon l'inflation du coût des travaux d'infrastructures.

/// ANNEXE 3

Résultats du plan d'intervention de Montréal 2016 – 2020 (Global)

Tableaux et graphiques :

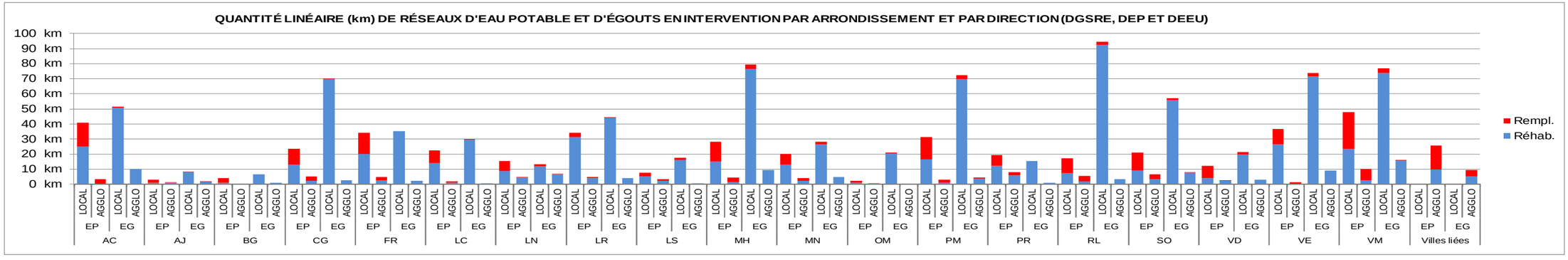
- Répartition territoriale des kilomètres par type d'interventions
- Répartition territoriale des efforts requis par le plan d'intervention intégré
- Répartition territoriale des besoins en investissement
- Résumé des efforts par type d'actifs
- Résumé des efforts par unité de gestion du service de l'eau (DGSRE)

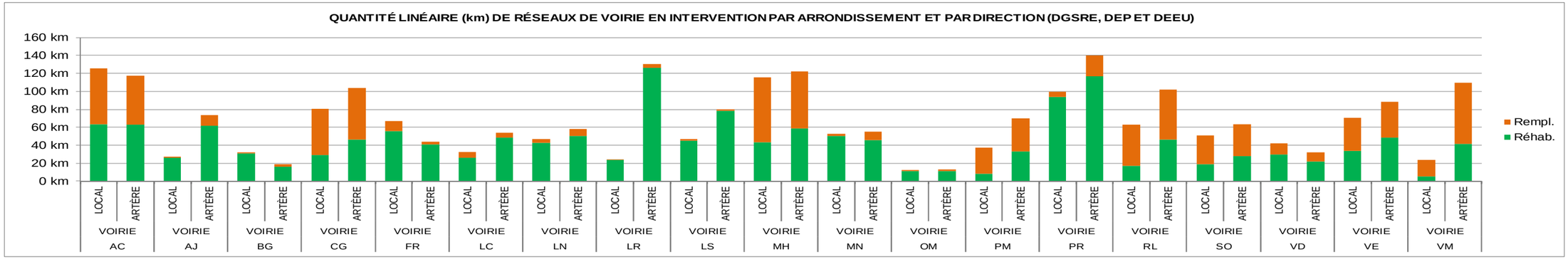
Montréal

RÉPARTITION TERRITORIALE DES KILOMÈTRES PAR TYPE D'INTERVENTIONS
PLAN D'INTERVENTION INTÉGRÉ 2016 À 2020

QUANTITÉ LINÉAIRE EN INTERVENTION (km)

NOM DE L'ARRONDISSEMENT	ABRÉVIATION DE L'ARRONDISSEMENT	EAU POTABLE (EP)				ÉGOUTS (EU + EPL)				SOUS-TOTAL EAU (EP + EU + EPL)				VOIRIE (CH)				TOTAL DES 3 ACTIFS (EP + EU + EPL + CH)			
		RÉHAB.		REMPL.		RÉHAB.		REMPL.		RÉHAB.		REMPL.		RÉHAB.		RECON.		RÉHAB.		RECON.	
		Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Artère	Loc	Artère	Loc	Agglo/Art	Loc	Agg/Art
Ahuntsic-Cartierville	AC	25,0	0,1	15,9	3,5	50,9	10,3	0,4	-	**75,9**	**10,4**	**16,3**	**3,5**	63,6	63,1	62,3	54,5	**139,5**	**73,5**	**78,7**	**58,0**
Anjou	AJ	1,1	1,0	1,9	0,5	8,1	1,8	0,2	0,3	**9,2**	**2,8**	**2,1**	**0,8**	26,3	61,8	0,8	11,9	**35,5**	**64,6**	**2,9**	**12,6**
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	BG	1,1	-	2,9	-	6,6	0,8	-	-	**7,7**	**0,8**	**2,9**	**-**	30,9	16,2	1,1	2,6	**38,6**	**17,0**	**4,0**	**2,6**
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	CG	13,0	2,5	10,7	2,7	69,7	2,8	0,4	-	**82,7**	**5,3**	**11,1**	**2,7**	29,1	46,1	51,5	57,7	**111,8**	**51,4**	**62,6**	**60,4**
Pierrefonds-Roxboro	FR	20,2	2,9	14,0	1,9	35,3	2,6	-	-	**55,5**	**5,5**	**14,0**	**1,9**	55,5	40,8	11,4	2,9	**110,9**	**46,3**	**25,4**	**4,9**
Lachine	LC	14,0	0,9	8,4	0,9	29,7	0,7	0,1	-	**43,7**	**1,6**	**8,6**	**0,9**	26,1	48,8	6,4	5,0	**69,8**	**50,5**	**15,0**	**5,9**
Saint-Léonard	LN	8,9	4,4	6,6	0,5	11,9	6,8	1,4	0,2	**20,8**	**11,2**	**7,9**	**0,7**	42,7	50,5	4,0	7,8	**63,6**	**61,6**	**11,9**	**8,6**
Saint-Laurent	LR	31,2	4,2	2,8	0,6	43,9	4,0	0,4	-	**75,2**	**8,2**	**3,2**	**0,6**	23,7	126,3	0,8	4,3	**98,9**	**134,5**	**4,0**	**4,9**
LaSalle	LS	5,2	2,3	2,6	1,2	16,3	0,7	1,3	-	**21,5**	**3,0**	**3,9**	**1,2**	45,1	78,0	1,4	2,0	**66,7**	**81,0**	**5,3**	**3,2**
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	MH	15,1	1,2	13,3	3,4	76,7	9,5	2,8	-	**91,8**	**10,7**	**16,0**	**3,4**	43,4	58,6	72,2	63,4	**135,2**	**69,3**	**88,2**	**66,8**
Montréal-Nord	MN	12,9	2,6	7,3	1,4	26,3	5,0	1,9	-	**39,2**	**7,5**	**9,2**	**1,4**	50,3	45,4	2,5	9,8	**89,5**	**53,0**	**11,7**	**11,3**
Outremont	OM	0,9	0,3	1,5	0,4	20,5	0,3	0,8	-	**21,3**	**0,6**	**2,3**	**0,4**	11,4	11,2	0,8	1,5	**32,7**	**11,8**	**3,0**	**1,9**
Le Plateau-Mont-Royal	PM	16,5	1,0	14,8	2,1	69,8	3,9	2,6	0,7	**86,2**	**4,9**	**17,4**	**2,8**	8,2	33,3	29,1	36,8	**94,4**	**38,2**	**46,5**	**39,6**
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	PR	12,4	6,0	6,8	2,0	15,6	1,1	-	-	**28,0**	**7,0**	**6,8**	**2,0**	93,7	117,0	6,1	22,8	**121,6**	**124,1**	**12,8**	**24,8**
Rosemont-La Petite-Patrie	RL	7,3	2,1	10,2	3,6	92,7	3,5	1,8	-	**99,9**	**5,6**	**12,0**	**3,6**	17,0	46,0	46,0	56,1	**116,9**	**51,5**	**58,0**	**59,7**
Le Sud-Ouest	SO	9,0	3,4	12,0	3,2	55,8	7,6	1,4	0,4	**64,8**	**11,0**	**13,4**	**3,6**	18,7	27,7	32,4	35,7	**83,5**	**38,7**	**45,7**	**39,3**
Verdun	VD	4,0	2,2	8,3	0,3	19,7	3,1	1,8	-	**23,7**	**5,3**	**10,1**	**0,3**	29,4	21,8	12,4	10,4	**53,1**	**27,1**	**22,6**	**10,7**
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	VE	26,4	-	10,1	1,2	71,8	9,3	2,0	-	**98,2**	**9,3**	**12,1**	**1,2**	33,9	48,7	36,5	39,7	**132,1**	**57,9**	**48,6**	**40,9**
Ville-Marie	VM	23,5	2,7	24,6	7,3	73,7	15,8	3,3	0,2	**97,2**	**18,5**	**27,9**	**7,5**	5,4	41,5	18,3	68,5	**102,6**	**60,0**	**46,2**	**76,0**
Villes liées	Villes-liées		10,0		15,8		5,3		4,1		**15,3**		**19,9**						**15,3**		**19,9**
	TOTAL	**247,6**	**49,8**	**174,6**	**52,8**	**795,0**	**94,6**	**22,5**	**5,8**	**1 042,6**	**144,4**	**197,2**	**58,6**	**654,3**	**982,8**	**395,9**	**493,5**	**1 696,9**	**1 127,2**	**593,0**	**552,1**



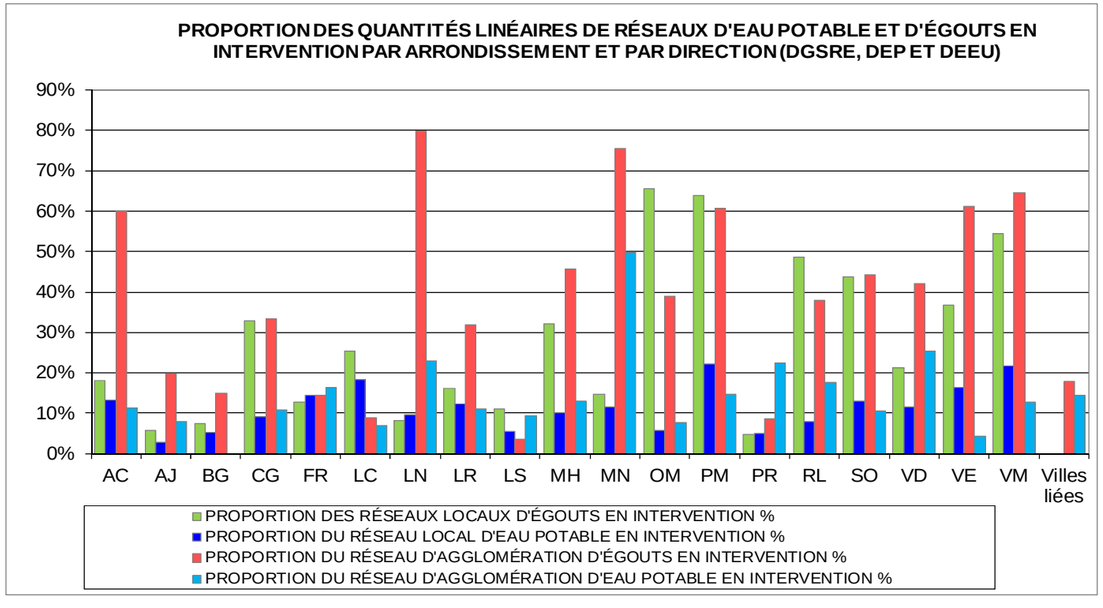


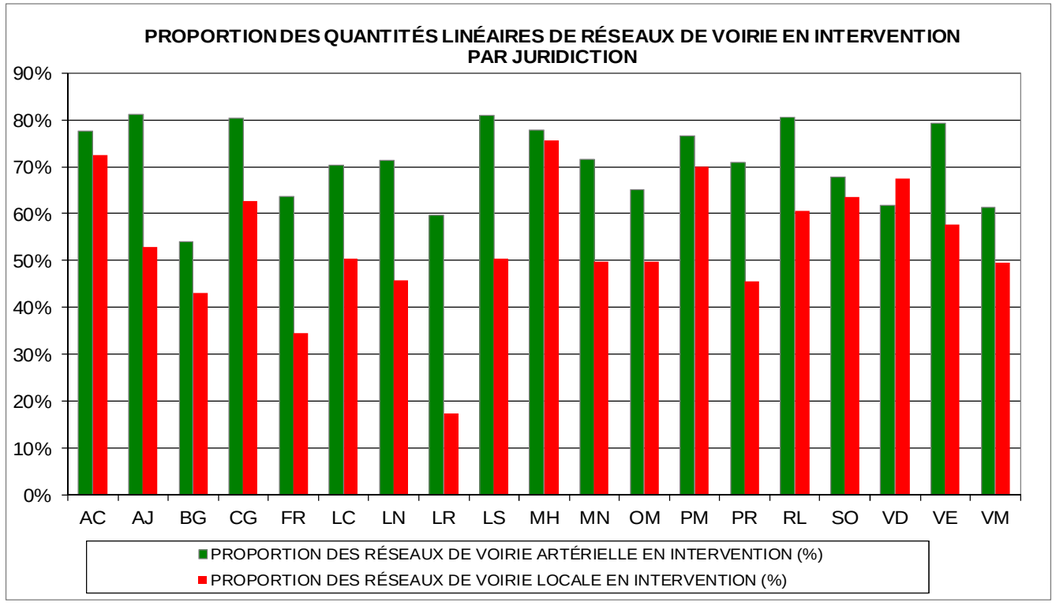
Montréal

RÉPARTITION TERRITORIALE DES EFFORTS REQUIS PAR LE PLAN D'INTERVENTION INTÉGRÉ 2016 À 2020

PROPORTION DES QUANTITÉS LINÉAIRES EN INTERVENTION

NOM DE L'ARRONDISSEMENT	ARRONDISSEMENT	EAU POTABLE (EP)				ÉGOUTS (EU + EPL)								VOIRIE (CH)				TOTAL	
		LONGUEUR TOTALE (km)		PROPORTION DU RÉSEAU EN INTERVENTION (%)		LONGUEUR TOTALE ÉGOUTS (km)		LONGUEUR TOTALE ÉGOUTS INSPECTÉS (km)		PROPORTION DES RÉSEAUX INSPECTÉS EN INTERVENTION (%)		POURCENTAGE D'AUSCULTATION (%)		LONGUEUR TOTALE VOIRIE (km)		PROPORTION DES RÉSEAUX EN INTERVENTION (%)		PROPORTION DES RÉSEAUX EN INTERVENTION (%)	
		Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Artère	Loc	Artère	Loc	Agglo/Art
Ahuntsic-Cartierville	AC	308,3	32,2	13%	11%	321,3	35,7	281,9	17,1	18%	60%	88%	48%	173,6	151,5	73%	78%	**27%**	**60%**
Anjou	AJ	106,7	18,4	3%	8%	168,7	17,8	143,5	10,3	6%	20%	85%	58%	51,2	90,8	53%	81%	**12%**	**61%**
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	BG	78,1	8,1	5%	0%	125,5	6,2	89,8	5,3	7%	15%	71%	86%	74,0	34,9	43%	54%	**15%**	**40%**
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	CG	257,3	49,0	9%	11%	252,6	24,0	212,9	8,3	33%	33%	84%	35%	128,4	129,3	63%	80%	**27%**	**55%**
Pierrefonds-Roxboro	FR	237,1	29,5	14%	16%	431,7	27,8	277,7	17,6	13%	15%	64%	63%	193,4	68,8	35%	64%	**16%**	**41%**
Lachine	LC	122,8	27,1	18%	7%	133,5	13,8	117,1	7,4	25%	9%	88%	53%	64,5	76,6	50%	70%	**26%**	**48%**
Saint-Léonard	LN	159,7	21,2	10%	23%	172,4	9,4	164,1	8,8	8%	80%	95%	94%	102,1	81,8	46%	71%	**17%**	**62%**
Saint-Laurent	LR	275,7	43,6	12%	11%	423,1	30,4	274,7	12,7	16%	32%	65%	42%	140,5	218,6	17%	60%	**12%**	**48%**
LaSalle	LS	142,9	36,8	5%	9%	178,9	25,0	159,3	19,7	11%	4%	89%	79%	92,1	98,7	50%	81%	**17%**	**52%**
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	MH	281,9	35,7	10%	13%	287,1	30,6	247,7	20,7	32%	46%	86%	68%	152,6	157,0	76%	78%	**31%**	**61%**
Montréal-Nord	MN	173,2	8,0	12%	50%	212,1	8,0	193,2	6,6	15%	75%	91%	82%	105,9	77,3	50%	72%	**21%**	**69%**
Outremont	OM	40,0	9,3	6%	8%	41,7	1,2	32,5	0,8	65%	39%	78%	67%	24,3	19,5	50%	65%	**34%**	**46%**
Le Plateau-Mont-Royal	PM	141,1	21,1	22%	15%	132,2	10,4	113,4	7,5	64%	61%	86%	72%	53,1	91,5	70%	77%	**43%**	**63%**
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	PR	375,7	35,3	5%	23%	511,2	39,8	332,4	12,5	5%	9%	65%	31%	218,7	197,0	46%	71%	**12%**	**55%**
Rosemont-La Petite-Patrie	RL	216,9	32,4	8%	18%	226,8	15,1	194,7	9,2	49%	38%	86%	61%	103,8	126,8	61%	80%	**32%**	**64%**
Le Sud-Ouest	SO	162,5	63,3	13%	11%	184,0	27,8	130,8	17,9	44%	44%	71%	64%	80,4	93,4	64%	68%	**30%**	**42%**
Verdun	VD	107,8	10,2	11%	25%	136,1	9,9	101,3	7,3	21%	42%	74%	74%	62,0	52,2	67%	62%	**25%**	**52%**
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	VE	221,7	26,9	16%	4%	216,3	18,5	200,8	15,2	37%	61%	93%	82%	122,1	111,6	58%	79%	**32%**	**63%**
Ville-Marie	VM	220,9	79,0	22%	13%	194,8	31,4	141,4	24,8	54%	64%	73%	79%	47,9	179,4	50%	61%	**32%**	**47%**
Villes liées	Villes liées		177,7		15%		124,5		52,3		18%		42%						**12%**
	TOTAL	**3 630**	**765**	**12%**	**13%**	**4 350**	**507**	**3 409**	**282**	**19%**	**20%**	**78%**	**56%**	**1 991**	**2 057**	**53%**	**72%**	**23%**	**50%**



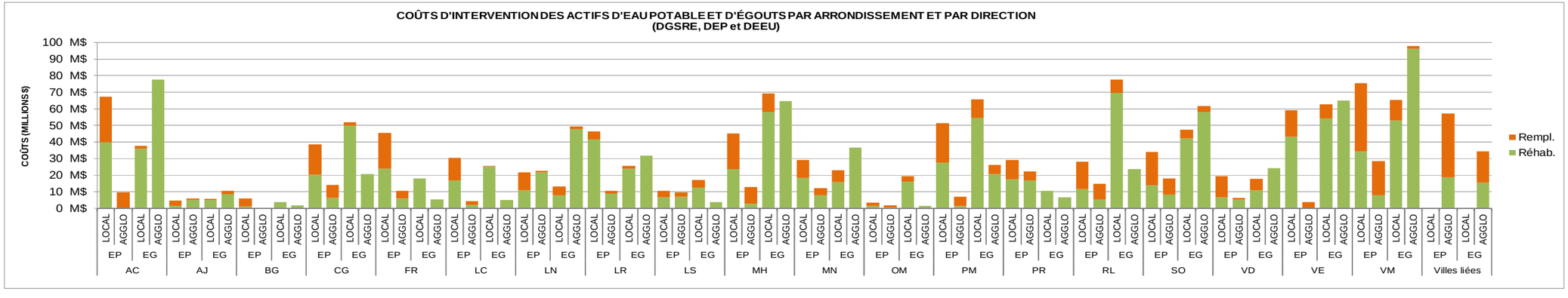


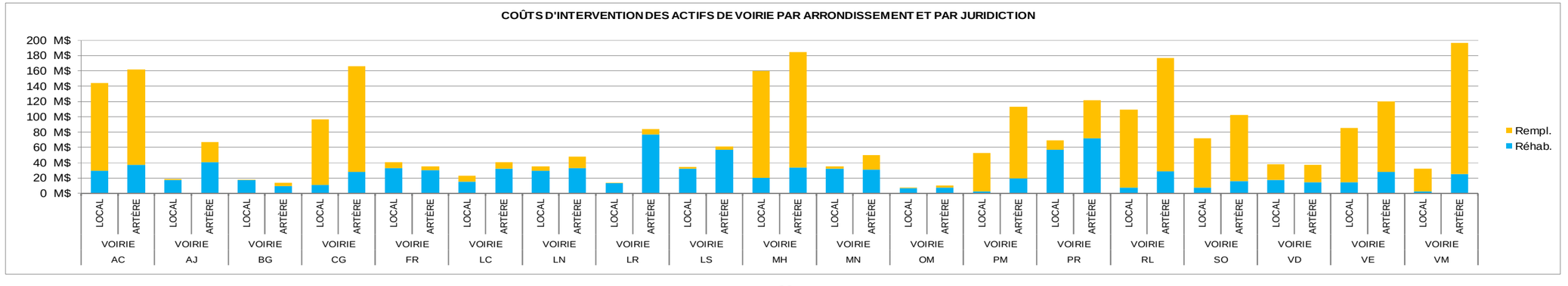
Montréal

RÉPARTITION TERRITORIALE DES BESOINS EN INVESTISSEMENT
PLAN D'INTERVENTION INTÉGRÉ 2016 À 2020

COÛTS D'INTERVENTIONS (M$)

NOM DE L'ARRONDISSEMENT	ARRONDISSEMENT	EAU POTABLE (EP)				ÉGOUTS (EU + EPL)				SOUS-TOTAL EAU (EP + EU + EPL)				VOIRIE (CH)				TOTAL (EP + EU + EPL + CH)	
		RÉHAB.		REMPL.		RÉHAB.		REMPL.		RÉHAB.		REMPL.		RÉHAB.		RECON.			
		Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Agglo	Loc	Aggo	Loc	Artère	Loc	Artère	Loc	Agglo/Art
Ahuntsic-Cartierville	AC	40 M$	0 M$	27 M$	10 M$	36 M$	78 M$	2 M$	0 M$	**76 M$**	**78 M$**	**29 M$**	**10 M$**	30 M$	37 M$	115 M$	124 M$	**249 M$**	**249 M$**
Anjou	AJ	1 M$	5 M$	3 M$	1 M$	5 M$	9 M$	1 M$	2 M$	**7 M$**	**14 M$**	**4 M$**	**3 M$**	17 M$	41 M$	1 M$	26 M$	**29 M$**	**84 M$**
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	BG	1 M$	0 M$	5 M$	0 M$	4 M$	2 M$	0 M$	0 M$	**5 M$**	**2 M$**	**5 M$**	**0 M$**	17 M$	10 M$	1 M$	4 M$	**28 M$**	**16 M$**
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	CG	20 M$	6 M$	18 M$	8 M$	50 M$	21 M$	2 M$	0 M$	**70 M$**	**27 M$**	**20 M$**	**8 M$**	11 M$	28 M$	86 M$	138 M$	**187 M$**	**201 M$**
Pierrefonds-Roxboro	FR	24 M$	6 M$	22 M$	5 M$	18 M$	5 M$	0 M$	0 M$	**42 M$**	**12 M$**	**22 M$**	**5 M$**	33 M$	30 M$	8 M$	5 M$	**105 M$**	**51 M$**
Lachine	LC	17 M$	2 M$	14 M$	2 M$	25 M$	5 M$	1 M$	0 M$	**42 M$**	**7 M$**	**14 M$**	**2 M$**	15 M$	32 M$	8 M$	9 M$	**80 M$**	**50 M$**
Saint-Léonard	LN	11 M$	22 M$	11 M$	1 M$	8 M$	48 M$	5 M$	2 M$	**19 M$**	**69 M$**	**16 M$**	**3 M$**	30 M$	33 M$	6 M$	15 M$	**70 M$**	**120 M$**
Saint-Laurent	LR	42 M$	9 M$	5 M$	1 M$	24 M$	32 M$	2 M$	0 M$	**65 M$**	**41 M$**	**6 M$**	**1 M$**	13 M$	77 M$	1 M$	7 M$	**86 M$**	**126 M$**
LaSalle	LS	7 M$	7 M$	4 M$	3 M$	13 M$	4 M$	4 M$	0 M$	**19 M$**	**11 M$**	**8 M$**	**3 M$**	32 M$	57 M$	2 M$	4 M$	**62 M$**	**75 M$**
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	MH	24 M$	3 M$	21 M$	10 M$	58 M$	64 M$	11 M$	0 M$	**82 M$**	**67 M$**	**33 M$**	**10 M$**	20 M$	34 M$	140 M$	151 M$	**274 M$**	**262 M$**
Montréal-Nord	MN	18 M$	8 M$	11 M$	4 M$	16 M$	36 M$	7 M$	0 M$	**34 M$**	**44 M$**	**18 M$**	**4 M$**	32 M$	31 M$	3 M$	19 M$	**87 M$**	**99 M$**
Outremont	OM	1 M$	1 M$	2 M$	1 M$	16 M$	1 M$	3 M$	0 M$	**18 M$**	**2 M$**	**5 M$**	**1 M$**	7 M$	7 M$	1 M$	3 M$	**31 M$**	**14 M$**
Le Plateau-Mont-Royal	PM	28 M$	2 M$	24 M$	5 M$	55 M$	21 M$	11 M$	6 M$	**82 M$**	**22 M$**	**35 M$**	**11 M$**	3 M$	19 M$	50 M$	94 M$	**170 M$**	**147 M$**
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	PR	17 M$	17 M$	12 M$	6 M$	10 M$	7 M$	0 M$	0 M$	**28 M$**	**24 M$**	**12 M$**	**6 M$**	57 M$	72 M$	11 M$	49 M$	**109 M$**	**151 M$**
Rosemont-La Petite-Patrie	RL	11 M$	5 M$	17 M$	10 M$	70 M$	24 M$	8 M$	0 M$	**81 M$**	**29 M$**	**25 M$**	**10 M$**	8 M$	28 M$	102 M$	148 M$	**215 M$**	**215 M$**
Le Sud-Ouest	SO	14 M$	8 M$	20 M$	10 M$	42 M$	58 M$	5 M$	3 M$	**56 M$**	**67 M$**	**25 M$**	**13 M$**	8 M$	16 M$	64 M$	87 M$	**153 M$**	**182 M$**
Verdun	VD	7 M$	5 M$	13 M$	1 M$	11 M$	24 M$	7 M$	0 M$	**18 M$**	**30 M$**	**19 M$**	**1 M$**	18 M$	15 M$	20 M$	23 M$	**75 M$**	**68 M$**
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	VE	43 M$	0 M$	16 M$	4 M$	54 M$	65 M$	9 M$	0 M$	**97 M$**	**65 M$**	**25 M$**	**4 M$**	15 M$	28 M$	71 M$	92 M$	**208 M$**	**189 M$**
Ville-Marie	VM	34 M$	8 M$	41 M$	21 M$	53 M$	96 M$	13 M$	2 M$	**87 M$**	**104 M$**	**54 M$**	**22 M$**	2 M$	25 M$	30 M$	171 M$	**173 M$**	**323 M$**
Villes liées	Villes liées		19 M$		38 M$		16 M$		19 M$		**34 M$**		**57 M$**						**92 M$**
	TOTAL	**361 M$**	**134 M$**	**284 M$**	**139 M$**	**568 M$**	**615 M$**	**90 M$**	**34 M$**	**929 M$**	**749 M$**	**374 M$**	**173 M$**	**368 M$**	**622 M$**	**720 M$**	**1 171 M$**	**2 391 M$**	**2 714 M$**

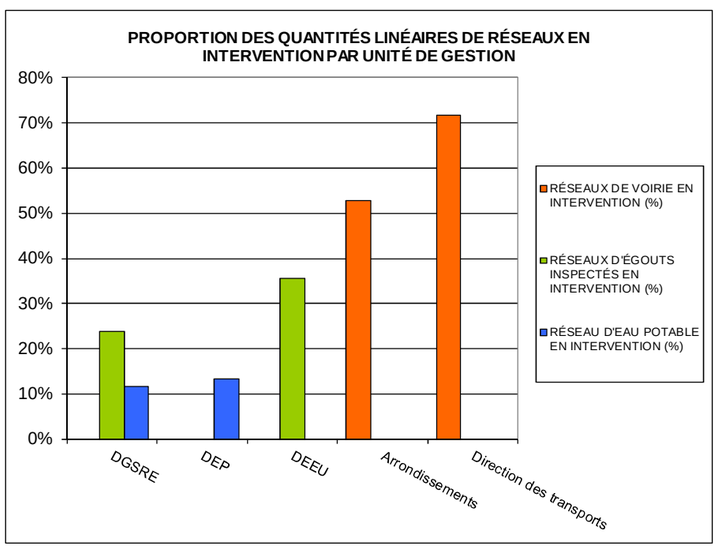


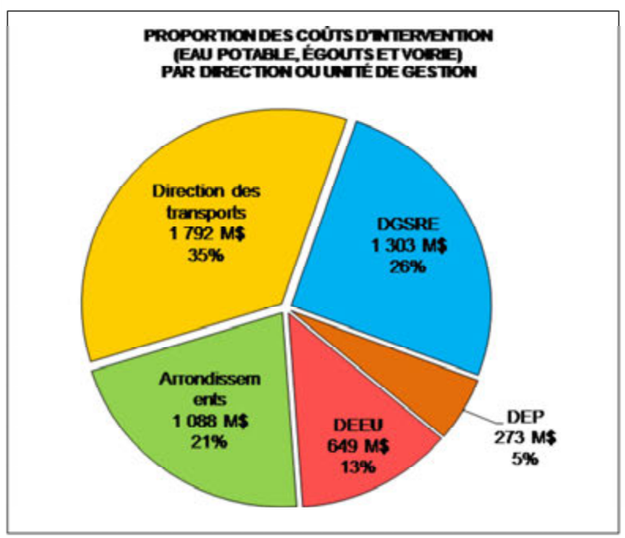


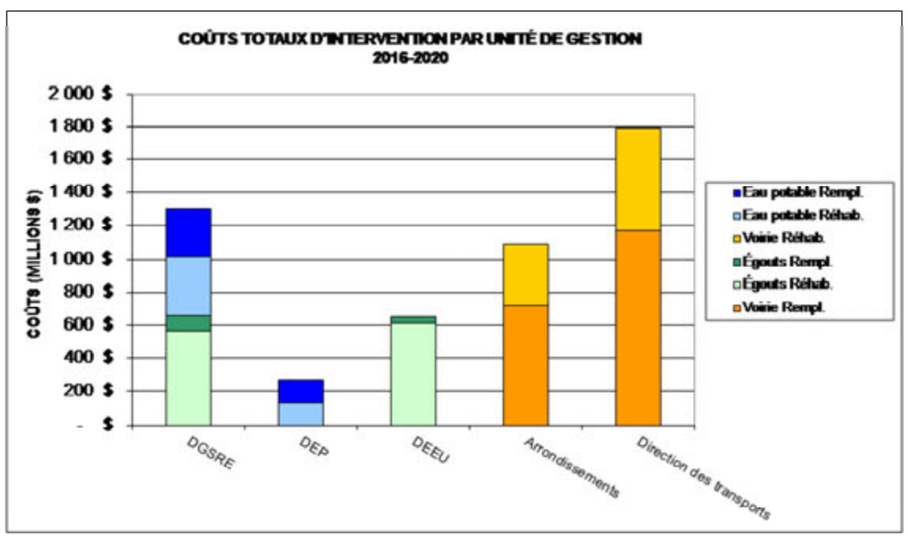
Montréal

RÉSUMÉ DES EFFORTS PAR TYPE D'ACTIFS
PLAN D'INTERVENTION INTÉGRÉ 2016 À 2020
SOMMAIRE

	QUANTITÉ LINÉAIRE EN INTERVENTION (KM)								DONNÉES D'ÉTAT								COÛTS D'INTERVENTION (MILLIONS $)									
	EAU POTABLE (EP)		ÉGOUTS (EU+EPL)		TOTAL EAU (EP+EU+EPL)		TOTAL VOIRIE (CH)		EAU POTABLE (EP)		ÉGOUTS (EU+EPL)				VOIRIE (CH)		EAU POTABLE (EP)		ÉGOUTS (EU+EPL)		EAU (EP+EU+EPL)	VOIRIE (CH)			GRAND TOTAL	COÛT MOYEN ANNUEL (5 ANS)
UNITÉS ET DIRECTIONS	RÉHAB.	REMPL.	RÉHAB.	REMPL.	RÉHAB.	REMPL.	RÉHAB.	RECON.	LONGUEUR TOTALE (KM)	PROPORTION DU RÉSEAU EN INTERVENTION (%)	LONGUEUR TOTALE ÉGOUTS (KM)	LONGUEUR TOTALE ÉGOUTS INSPECTÉS (KM)	PROPORTION DES RÉSEAUX INSPECTÉS EN INTERVENTION (%)	POURCENTAGE D'AUSCULTATION (%)	LONGUEUR TOTALE VOIRIE (KM)	PROPORTION DES RÉSEAUX EN INTERVENTION (%)	RÉHAB.	REMPL.	RÉHAB.	REMPL.	SOUS-TOTAL	RÉHAB.	RECON.	SOUS-TOTAL (CH)		
Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts :																										
Unité EST	74	61	301	11	375	71	n/a	n/a	1 455	9%	1 711	1 389	22%	81%	n/a	n/a	111 M$	98 M$	222 M$	44 M$	474 M$	n/a	n/a	n/a	**474 M$**	**95 M$**
Unité NORD	118	58	299	4	417	62	n/a	n/a	1 418	12%	1 812	1 370	22%	76%	n/a	n/a	171 M$	95 M$	202 M$	17 M$	485 M$	n/a	n/a	n/a	**485 M$**	**97 M$**
Unité SUD	56	56	195	8	251	64	n/a	n/a	757	15%	827	650	31%	79%	n/a	n/a	79 M$	91 M$	144 M$	30 M$	344 M$	n/a	n/a	n/a	**344 M$**	**69 M$**
TOTAL DGSRE	248	175	795	23	1 043	197	n/a	n/a	3 630	12%	4 350	3 409	24%	78%	n/a	n/a	361 M$	284 M$	568 M$	90 M$	1 303 M$	n/a	n/a	n/a	**1 303 M$**	**261 M$**
Réseau d'agglomération d'aqueduc :																										
DEP	50	53	n/a	n/a	50	53	n/a	n/a	765	13%	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	134 M$	139 M$	n/a	n/a	273 M$	n/a	n/a	n/a	**273 M$**	**55 M$**
Réseau d'agglomération d'égouts :																										
DEEU	n/a	n/a	95	6	95	6	n/a	n/a	n/a	n/a	507	282	36%	56%	n/a	n/a	n/a	n/a	615 M$	34 M$	649 M$	n/a	n/a	n/a	**649 M$**	**130 M$**
ARRONDISSEMENTS (Réseaux locaux de voirie) :																										
Arrondissements	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	654	396	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	1991	53%	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	368 M$	720 M$	1 088 M$	**1 088 M$**	**218 M$**
DIRECTION DES TRANSPORTS (Réseau artériel de voirie) :																										
Direction des transports	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	983	493	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	2057	72%	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	622 M$	1 171 M$	1 792 M$	**1 792 M$**	**358 M$**
TOTAL - tous les actifs	**297**	**227**	**890**	**28**	**1 187**	**256**	**1 637**	**889**	**4 395**	**12%**	**4 858**	**3 691**	**25%**	**76%**	**4 048**	**62%**	**495 M$**	**423 M$**	**1 183 M$**	**124 M$**	**2 225 M$**	**990 M$**	**1 890 M$**	**2 880 M$**	**5 105 M$**	**1 021 M$**



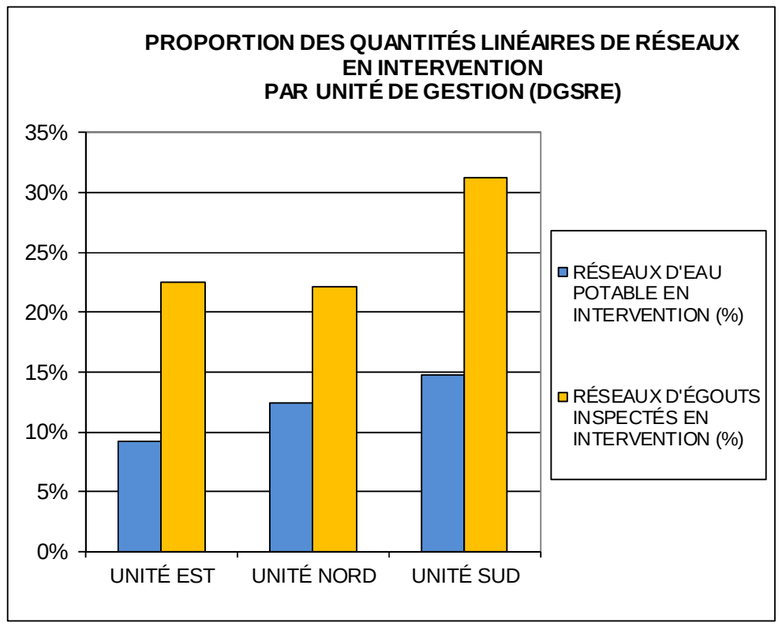


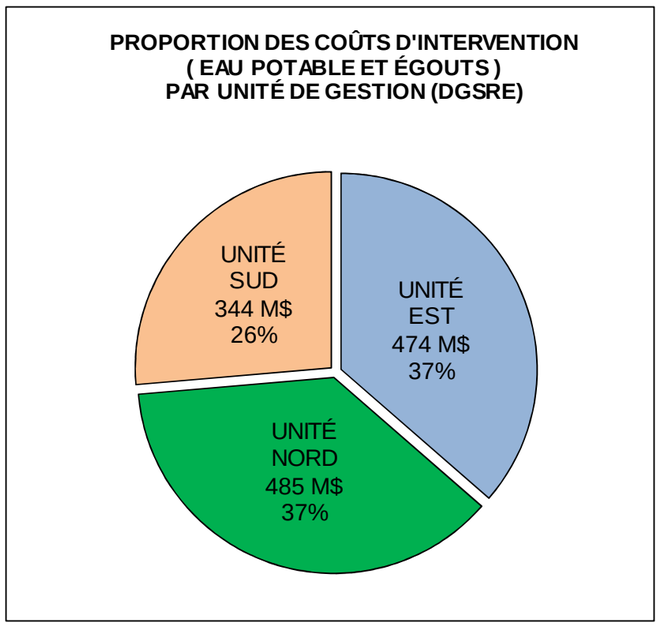


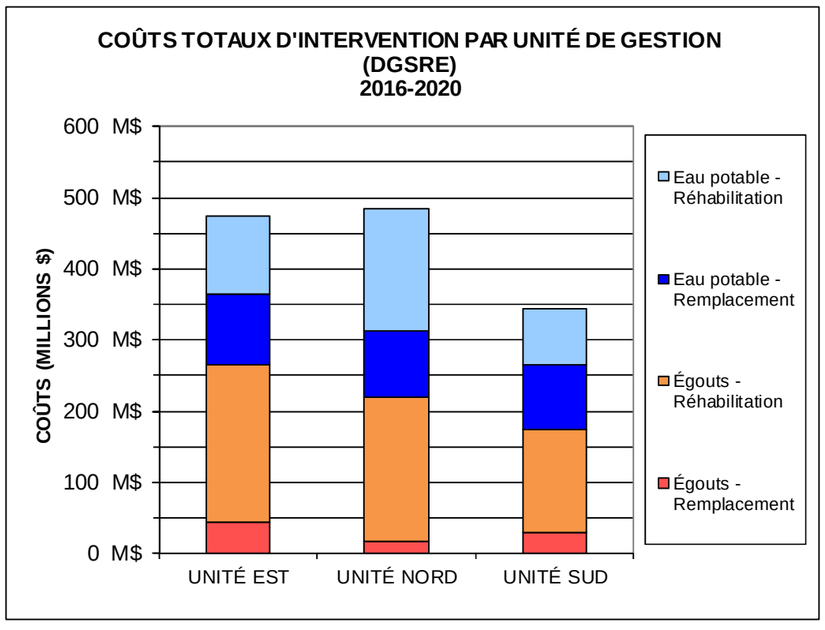
Montréal

RÉSUMÉ DES EFFORTS PAR UNITÉ DE GESTION DU SERVICE DE L'EAU (DGSRE)
PLAN D'INTERVENTION INTÉGRÉ 2016 À 2020

	QUANTITÉ LINÉAIRE EN INTERVENTION (km)						DONNÉES D'ÉTAT							COÛT D'INTERVENTION (MILLIONS $)					
	EAU POTABLE (EP)		ÉGOUTS (EU + EPL)		TOTAL EAU (EP + EU + EPL)		EAU POTABLE (EP)		ÉGOUTS (EU + EPL)				TOTAL (EP + EU + EPL)	EAU POTABLE (EP)		ÉGOUTS (EU + EPL)		EAU (EP + EU + EPL)	
UNITÉS DGSRE	RÉHAB.	REMPL.	RÉHAB.	REMPL.	RÉHAB.	REMPL.	LONGUEUR TOTALE (KM)	PROPORTION DU RÉSEAU EN INTERVENTION (%)	LONGUEUR TOTALE ÉGOUTS (KM)	LONGUEUR TOTALE ÉGOUTS INSPECTÉS (KM)	PROPORTION DES RÉSEAUX INSPECTÉS EN INTERVENTION (%)	POURCENTAGE D'AUSCULTATION (%)	PROPORTION DES RÉSEAUX EN INTERVENTION (%)	RÉHAB.	REMPL.	RÉHAB.	REMPL.	TOTAL	COÛT MOYEN ANNUEL (5 ANS)
UNITÉ EST	74	61	301	11	**375**	**71**	1 455	9%	1 711	1 389	22%	81%	**16%**	111 M$	98 M$	222 M$	44 M$	**474 M$**	**95 M$**
UNITÉ NORD	118	58	299	4	**417**	**62**	1 418	12%	1 812	1 370	22%	76%	**17%**	171 M$	95 M$	202 M$	17 M$	**485 M$**	**97 M$**
UNITÉ SUD	56	56	195	8	**251**	**64**	757	15%	827	650	31%	79%	**22%**	79 M$	91 M$	144 M$	30 M$	**344 M$**	**69 M$**
TOTAL DGSRE	**248**	**175**	**795**	**23**	**1 043**	**197**	**3 630**	**12%**	**4 350**	**3 409**	**24%**	**78%**	**18%**	**361 M$**	**284 M$**	**568 M$**	**90 M$**	**1 303 M$**	**261 M$**







/// ANNEXE 4

Paramétrisation du logiciel InfraModex

PARAMÉTRISATION DU LOGICIEL INFRAMODEX ///

Le logiciel InfraModex a été utilisé pour recommander des interventions sur les réseaux en tenant compte des niveaux de service proposés par le MAMOT, des meilleures pratiques en gestion d'actifs et d'une volonté de maximiser tant que possible la coordination des travaux afin de réduire les répercussions sociales et économiques de ceux-ci sur l'ensemble de la collectivité.

Le logiciel InfraModex nécessite une paramétrisation rigoureuse qui permettra d'assurer des résultats reflétant la prise de décision des gestionnaires municipaux. À cet égard, la paramétrisation porte sur les coûts des interventions, les durées de vie des matériaux et des interventions, les mécanismes de détérioration des réseaux et les arbres décisionnels, qui sont l'objet des sections suivantes.

1. Coûts des interventions ///

Les coûts d'interventions pour les actifs d'eau ont été établis suite à une analyse exhaustive effectuée par l'équipe Plan directeur du Service de l'eau de la Ville de Montréal. Ces coûts ont été modulés en fonction de la hiérarchisation des conduites et intégrés dans le logiciel Inframodex.

Pour les réseaux de voirie, les coûts ont été fournis par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports de la Ville de Montréal. Ils ont été modulés en fonction de la catégorisation des chaussées et intégrés dans le logiciel Inframodex.

Les tableaux 1, 2 et 3 présentent les coûts par type d'interventions respectivement pour les réseaux de voirie, d'eau potable et d'égouts.

/// TABLEAU 1 : Coûts d'interventions pour les réseaux de voirie

Catégorie	Unité	Minimum	Probable	Maximum
Reconstruction				
A	$/m^2	110	150	190
B	$/m^2	110	150	190
C	$/m^2	110	150	190
D	$/m^2	120	150	180
E	$/m^2	101	125	148
Réhabilitation majeure (pulvérisation-stabilisation)				
A	$/m^2	52	74	96

Catégorie	Unité	Minimum	Probable	Maximum
B	$/m^2	52	74	96
C	$/m^2	52	74	96
D	$/m^2	52	74	96
E	$/m^2	52	74	96
Réhabilitation mineure (planage-revêtement)				
A	$/m^2	40	50	60
B	$/m^2	40	50	60
C	$/m^2	40	50	60
D	$/m^2	40	50	60
E	$/m^2	27	41	55
Reconstruction des aménagements hors-chaussée par m.ca. de chaussée reconstruite (bordures, trottoirs, îlots, réparation des aménagements privés dans l'emprise, etc.)				
A	$/m^2	175	245	335
B	$/m^2	175	245	335
C	$/m^2	175	245	335
D	$/m^2	175	245	335
E	$/m^2	144	210	276

Les coûts des interventions dans le PI incluent les items suivants :

Le coût de reconstruction :

- Inclut la préparation des infrastructures (excavation, disposition, nivellement), les matériaux granulaires (fondation inférieure, fondation supérieure, l'abat poussière, les enrobés bitumineux en 2 couches (couche de base, couche d'usure), le liant bitumineux, les ajustements aux têtes de regards et puisards, les délinéateurs, les têtes de regards, de puisards, de boîtes de vannes endommagées, 10 % des frais contingents et les taxes (5 % TPS, 9,975 % TVQ).
- Exclut les aménagements hors chaussées (bordures, trottoirs, îlots, engazonnement ajoutés en supplément à la reconstruction).

Le coût de réhabilitation mineure :

- Inclut le planage du revêtement, la disposition hors site des matériaux, le liant bitumineux, l'enrobé bitumineux de la couche d'usure, le marquage, les délinéateurs, les têtes de regards, de puisards et les boîtes de vannes endommagées, 10 % des frais contingents, les taxes (5 % TPS, 9,975 % TVQ).
- Exclut les aménagements hors chaussée (bordures, trottoirs, îlots, engazonnement).

Le coût de réhabilitation majeure :

- Inclut l'enlèvement complet du revêtement bitumineux et la disposition hors site des matériaux, le liant bitumineux, les enrobés bitumineux en 2 couches, les ajustements aux têtes de regards et de puisards, le marquage, les délinéateurs, les têtes de regards, de puisards et de boîtes de vannes endommagées, 10 % des frais contingents et les taxes (5 % TPS, 9,975 % TVQ).
- Exclut les aménagements hors chaussée (bordures, trottoirs, îlots, engazonnement).

Le coût des aménagements hors chaussée :

- Inclut la démolition et la disposition des bordures, des trottoirs et des îlots en béton, la reconstruction des ouvrages en béton, l'engazonnement, 10 % des frais contingents et les taxes (5 % TPS, 9,975 % TVQ).

/// TABLEAU 2 : Coûts d'interventions pour les réseaux locaux d'eau potable

Diamètre	Unité	Minimum	Probable	Maximum
Remplacement				
150mm	$/m.l.	1 320	1 520	1 720
200mm	$/m.l.	1 510	1 710	1 910
250mm	$/m.l.	1 605	1 805	2 005
300mm	$/m.l.	1 700	1 900	2 100
375mm	$/m.l.	1 850	2 050	2 250
400mm	$/m.l.	1 850	2 050	2 250
450mm	$/m.l.	2 000	2 200	2 400
600mm	$/m.l.	2 300	2 500	2 700
750mm	$/m.l.	2 600	2 800	3 000

Diamètre	Unité	Minimum	Probable	Maximum
900mm	$/m.l.	2 920	3 270	3 620
1050mm	$/m.l.	2 920	3 270	3 620
1200mm	$/m.l.	3 200	3 550	3 900
1350mm	$/m.l.	3 500	4 000	4 500
1500mm	$/m.l.	3 800	4 300	4 800
1650mm	$/m.l.	4 100	4 600	5 100
1800mm	$/m.l.	4 400	4 900	5 400
2100mm	$/m.l.	4 700	5 800	6 900
2400mm	$/m.l.	5 300	6 400	7 500
2700mm	$/m.l.	5 900	7 000	8 100
3000mm	$/m.l.	7 100	8 200	8 700
Réhabilitation structurale				
150mm	$/m.l.	985	1 165	1 345
200mm	$/m.l.	1 025	1 225	1 425
250mm	$/m.l.	1 035	1 250	1 465
300mm	$/m.l.	1 073	1 313	1 553
375mm	$/m.l.	1 243	1 573	2 093
400mm	$/m.l.	1 243	1 573	2 093
450mm	$/m.l.	1 403	1 783	2 373
600mm	$/m.l.	1 723	2 193	2 923
750mm	$/m.l.	2 033	2 603	3 483
900mm	$/m.l.	2 353	3 013	4 033
1050mm	$/m.l.	2 673	3 413	4 593
1200mm	$/m.l.	2 993	3 823	5 143
1350mm	$/m.l.	3 303	4 233	5 703
1500mm	$/m.l.	3 623	4 643	6 253
1650mm	$/m.l.	3 943	5 053	6 813
1800mm	$/m.l.	4 253	5 463	7 363
2100mm	$/m.l.	4 893	6 283	8 473
2400mm	$/m.l.	5 523	7 103	9 583
2700mm	$/m.l.	6 163	7 923	10 693
3000mm	$/m.l.	6 793	8 743	11 803

Diamètre	Unité	Minimum	Probable	Maximum
Réparation de bris				
150-200mm	$/rép.	4 405	6 338	8 270
250mm	$/rép.	4 242	6 044	7 847
400mm	$/rép.	4 242	6 044	7 847
600mm	$/rép.	20 242	26 044	39 847
900mm	$/rép.	52 242	66 044	103 847
1800mm	$/rép.	116 242	146 044	231 847

/// TABLEAU 3 : Coûts d'interventions pour les réseaux locaux d'égouts

Diamètre	Unité	Minimum	Probable	Maximum
Remplacement				
200mm	$/m.l.	1 420	2 170	2 920
250mm	$/m.l.	1 420	2 170	2 920
300mm	$/m.l.	1 420	2 170	2 920
375mm	$/m.l.	2 930	3 680	4 430
450mm	$/m.l.	2 925	3 900	4 650
525mm	$/m.l.	2 790	3 990	5 190
600mm	$/m.l.	2 430	4 080	5 280
750mm	$/m.l.	2 500	4 250	5 900
900mm	$/m.l.	2 465	4 340	6 090
1050mm	$/m.l.	3 100	5 100	6 975
1200mm	$/m.l.	3 780	5 530	7 530
1350mm	$/m.l.	4 050	5 950	7 700
1500mm	$/m.l.	4 200	6 200	8 100
1650mm	$/m.l.	4 500	6 500	8 500
1800mm	$/m.l.	5 000	7 000	9 000
2100mm	$/m.l.	6 200	8 200	10 200
2400mm	$/m.l.	7 300	9 300	11 300
2700mm	$/m.l.	8 400	10 400	12 400
3000mm	$/m.l.	9 500	11 500	13 500

Diamètre	Unité	Minimum	Probable	Maximum
Réhabilitation structurale				
200mm	$/m.l.	390	425	525
250mm	$/m.l.	395	430	530
300mm	$/m.l.	395	445	545
375mm	$/m.l.	400	470	595
450mm	$/m.l.	425	500	625
525mm	$/m.l.	390	550	675
600mm	$/m.l.	424	574	849
750mm	$/m.l.	535	735	985
900mm	$/m.l.	875	1 025	1 375
1050mm	$/m.l.	864	1 114	1 464
1200mm	$/m.l.	772	1 147	1 497
1350mm	$/m.l.	1 725	2 350	2 700
1500mm	$/m.l.	3 200	4 720	7 150
1650mm	$/m.l.	3 530	5 200	7 880
1800mm	$/m.l.	3 850	5 680	8 610
2100mm	$/m.l.	4 500	6 640	10 070
2400mm	$/m.l.	5 150	7 600	11 530
2700mm	$/m.l.	5 800	8 570	13 000
3000mm	$/m.l.	6 460	9 530	14 450

Les montants proviennent des bordereaux des soumissions pour les 5 contrats datés 2013, 2014 et 2015.

Les montants incluent le réseau d'alimentation temporaire, la signalisation, l'excavation des puits d'accès, le remplacement des accessoires (chambres de vannes, boîtiers, bornes-incendie, branchement de services), les taxes et les frais contingents de 6%.

Les deux sections suivantes présentent les critères qui ont été utilisés pour déterminer la catégorisation des chaussées et la hiérarchisation des conduites d'eau potable et d'égouts.

1.1. Catégorisation des chaussées ///

La catégorisation des chaussées a pour objectif de définir les différents tronçons des chaussées selon leur fonctionnalité et non pas uniquement selon la hiérarchie routière actuelle de la ville. La catégorisation de base est déterminée à partir de deux (2) critères prédominants. Par la suite, la catégorisation finale est établie par l'application de onze (11) modificateurs associés aux fonctions principales de la route et illustrés dans le tableau 4.

/// TABLEAU 4 : Liste des critères prédominants et des modificateurs

Critères prédominants	
1) Hiérarchie routière de la Ville de Montréal	
2) Voie numérotée	
Modificateurs	
1) Ligne de tramway	7) Ligne d'autobus – Service régulier
2) Ligne d'autobus – Service rapide	8) Zone commerciale
3) Ligne d'autobus – Voie réservée	9) Zone industrielle
4) Route stratégique – Route d'accès à un pont	10) Voie cyclable – Chaussée partagée ou délimitée par marquage seulement
5) Route stratégique – Route d'urgence	11) Route à caractère touristique/événementiel
6) Route de transit de camionnage	

Pour établir la catégorisation des chaussées, la première étape consiste à déterminer la catégorie de base, illustrée dans le tableau 5, en utilisant le critère prédominant.

/// TABLEAU 5 : Catégorie de base de la chaussée avant l'application des modificateurs

Critères prédominants	Catégories	Juridiction
Une voie numérotée	A	Artérielle
Une artère (principale ou secondaire)	B	
Une collectrice	C	
s.o.	D	
Une voie locale	E	Locale

Aucun tronçon n'est inclus dans la catégorie D avant la deuxième étape qui consiste à déterminer la catégorie finale, en appliquant les modificateurs de la façon suivante :

- Considérer d'abord les modificateurs 1 à 4. Pour les tronçons de rue des catégories de base B à E, tous ceux qui répondent à ces modificateurs seront classés dans la catégorie A.
- Considérer ensuite les modificateurs 5 et 6. Pour les tronçons de rue des catégories de base C à E, tous ceux qui répondent à ces modificateurs seront classés dans la catégorie B.
- Considérer ensuite le modificateur 7. Pour les tronçons de rue des catégories de base D et E, tous ceux qui répondent à ce modificateur seront classés dans la catégorie C.
- Considérer ensuite les modificateurs 8 et 9. Pour les tronçons de rue de la catégorie de base E, tous ceux qui répondent à ces modificateurs seront classés dans la catégorie D.
- Considérer ensuite les modificateurs 10 et 11 :
    - Pour les tronçons de rue de la catégorie de base B, tous ceux qui répondent à ces modificateurs seront classés dans la catégorie A, s'ils ne le sont pas déjà selon les modificateurs 1 à 4.
    - Pour les tronçons de rue de la catégorie de base C, tous ceux qui répondent à ces modificateurs seront classés dans la catégorie B, s'ils ne le sont pas déjà selon les modificateurs 5 et 6.
    - Pour les tronçons de rue de la catégorie de base E, tous ceux qui répondent à ces modificateurs seront classés dans la catégorie D, s'ils ne le sont pas déjà selon les modificateurs 8 et 9, et s'ils n'ont pas déjà été classés dans la catégorie C selon le modificateur 7.

Notons qu'aucune opération ne sera requise pour les tronçons de rue de la catégorie de base A. Les catégories de base déterminées doivent être considérées comme un minimum. Un tronçon de rue ne pourra jamais être dans une catégorie inférieure à celle déterminée à partir du critère prédominant.

La correspondance entre les catégories finales de chaussées et les niveaux de hiérarchisation de la chaussée du Guide 2013 du MAMOT est illustrée dans le tableau 15.

1.2. Hiérarchisation des conduites d'eau potable ///

La hiérarchisation des conduites d'eau potable est basée sur les conséquences d'une interruption de service ou d'une intervention sur les conduites, entraînant des situations inacceptables par la collectivité, tant d'un point de vue économique que social.

La sensibilité des segments de conduites est basée sur plusieurs considérations telles que la santé et la sécurité du public, les coûts totaux des interventions non planifiées et les impacts sociaux. Ainsi, trois (3) critères d'identification sont utilisés pour caractériser la sensibilité des conduites, tels qu'illustrés dans le tableau 6. Une description détaillée de ces critères pour hiérarchiser les conduites d'eau potable est présentée dans le tableau 7.

/// TABLEAU 6 : Critères d'identification des conduites PI locales d'eau potable sensibles

Critères		Description
Usagers critiques	UC	Bâtiments et structures sur lesquels les conséquences d'un bris auraient un impact sévère sur la population (établissements de santé, postes de police ou stations de pompiers…)
Environnements sensibles	ES	Milieux où les conséquences d'une rupture peuvent entraîner des coûts sociaux exorbitants (autoroutes, ponts, cours d'eau…)
Secteurs critiques	SC	Secteurs touristiques ou rues servant à la tenue d'évènements de masse

/// TABLEAU 7 : Hiérarchisation des conduites PI locales d'eau potable

Niveaux	Critères	
C *(Niveau III du Guide)*	Autres que les conditions mentionnées ci-après	
B *(Niveau II du Guide)*	ES	Sous artère secondaire
		Présence de conduite d'égout d'agglomération
	UC	Segments de conduite ceinturant un centre d'hébergement provenant d'un plan d'urgence ou d'un CLSC

A *(Niveau I du Guide)*	ES	Sous autoroute et artère primaire
		Présence de conduite d'eau potable d'agglomération
		Milieux sensibles : cours d'eau, milieu boisé à protéger (p. ex. arbre centenaire), marécage, en servitude sous bâtiment
		Segments de conduite situés dans un égout ou traversant des regards d'égout
	SC	Secteur touristique
		Rues utilisées pour des évènements de masse importants et récurrents (p. ex. Festival de Jazz, ventes de trottoir et autres évènements identifiés par l'arrondissement)
	UC	Segments de conduite ceinturant un centre hospitalier (hôpitaux, CHSLD) Rupture empêchant le véhicule d'urgence de quitter pour une intervention (police, pompiers)

1.3. Hiérarchisation des conduites d'égouts ///

La hiérarchisation des conduites d'égouts est faite en fonction des conséquences lors d'un effondrement ou d'une intervention pouvant entraîner une situation intolérable. Quatre (4) critères d'identification sont utilisés pour caractériser la sensibilité des conduites d'égouts, tels qu'illustrés dans le tableau 8. Une description détaillée de ces critères pour hiérarchiser les conduites d'égouts est présentée dans le tableau 9.

/// TABLEAU 8 : Critères d'identification des sections de conduites locales d'égouts sensibles

Critères		Description
Usagers critiques	UC	Bâtiments et structures dont les conséquences d'un effondrement auraient un impact sévère sur la population (établissements de santé, postes de police ou stations de pompiers…)
Environnements sensibles	ES	Milieux où les conséquences d'une rupture peuvent entraîner des coûts sociaux exorbitants (autoroute, pont, cours d'eau, proximité d'autres infrastructures…)
Secteurs critiques	SC	Secteurs touristiques et rues servant à la tenue d'évènements de masse
Caractéristiques physiques	CP	Matériaux identifiés sensibles (p. ex. brique)

/// TABLEAU 9 : Hiérarchisation des conduites locales d'égouts

Niveaux	Critères	
C *(Niveau III du Guide)*	Autres que conditions mentionnées ci-après	
B *(Niveau II du Guide)*	UC	Segments de conduites ceinturant un centre d'hébergement provenant d'un plan d'urgence
		Segments de conduites dont l'effondrement empêche l'accès à un CLSC
	ES	Sous-artère secondaire
		Présence de conduites d'égout d'agglomération
	CP	Matériaux en brique
A *(Niveau I du Guide)*	ES	Sous autoroute et artère primaire
		Milieux sensibles : cours d'eau, milieu boisé à protéger (p. ex. arbre centenaire), marécage, en servitude sous bâtiment
		Présence de conduites d'eau potable d'agglomération
	SC	Secteurs touristiques
		Rues utilisées pour des évènements de masse importants et récurrents (p. ex. Festival de Jazz, ventes de trottoir et autres évènements identifiés par l'arrondissement)
	UC	Segments de conduites dont l'effondrement empêche l'accès à l'urgence d'un centre hospitalier (hôpitaux, CHSLD) ou autre site critique
		Segments de conduite dont l'effondrement empêche un véhicule d'urgence de quitter pour une intervention (police, pompiers)

2. Durée de vie des matériaux et des interventions ///

Les durées de vie des matériaux et des interventions sont basées sur la revue de littérature et sur l'expertise des gestionnaires. Elles sont illustrées dans les tableaux 10 et 11 par types de matériaux respectivement pour les réseaux d'eau potable et d'égouts, et dans le tableau 12 par type d'interventions pour les réseaux de voirie.

/// TABLEAU 10 : Durée de vie des matériaux pour le réseau d'eau potable

Matériau	Unité	Minimum	Probable	Maximum
Remplacement (matériau neuf)				
Acier	ans	70	100	130
Amiante-ciment	ans	50	75	100
Béton armé (≤1970)	ans	60	90	120
Béton armé (>1970)	ans	90	120	150
Béton non armé	ans	30	60	90
Béton précontraint (<1966 ou >1987)	ans	90	120	150
Béton précontraint (1966–1987)	ans	20	35	50
Chlorure de polyvinyle	ans	80	100	120
Cuivre	ans	50	75	110
Fer galvanisé	ans	50	75	110
Fonte ductile	ans	56	63	68
Fonte grise (<1921)	ans	144	172	172
Fonte grise (1921 –1935)	ans	112	124	132
Fonte grise (1936 –1956)	ans	65	87	100
Fonte grise (>1956)	ans	56	78	92
Inconnu	ans	69	82	90
Polyéthylène	ans	80	100	120
Réhabilitation (matériau réhabilité)				
Gainage (structural rigide)	ans	30	40	50
Tubage	ans	80	100	120

/// TABLEAU 11 : Durée de vie des interventions pour les réseaux d'égouts

Matériau	Unité	Minimum	Probable	Maximum
Remplacement (matériau neuf)				
Acier	ans	30	50	70
Amiante-ciment	ans	120	120	160
Argile vitrifiée	ans	120	120	160

Matériau	Unité	Minimum	Probable	Maximum
Béton précontraint (375 mm et moins)	ans	65	105	145
Béton précontraint (400-600 mm)	ans	75	115	155
Béton précontraint (750-1350 mm)	ans	95	165	235
Béton armé (375 mm et moins)	ans	65	105	145
Béton armé (400-600 mm)	ans	75	115	155
Béton armé (750-1350 mm)	ans	95	165	235
Brique	ans	100	145	190
Chlorure de polyvinyle	ans	70	90	90
Fonte ductile	ans	60	80	100
Fonte grise	ans	80	100	120
GRES	ans	120	120	160
TTOG	ans	30	50	70
PEHD	ans	70	90	90
Pierre	ans	100	150	200
Inconnu	ans	90	120	150
Béton non-armé	ans	30	50	70
Plastique (Bigo)	ans	70	90	90
Fer galvanisé	ans	30	50	70
Réhabilitation (matériau réhabilité)				
Tubage	ans	70	90	90
Chemisage	ans	30	50	70

/// TABLEAU 12 : Durée de vie des interventions pour les réseaux de voirie

Catégorie	Unité	Minimum	Probable	Maximum
Reconstruction				
A	ans	20	25	30
B	ans	20	25	30
C	ans	25	30	35
D	ans	30	35	40
E	ans	35	40	45
Réhabilitation majeure				
A	ans	15	20	25
B	ans	15	20	25
C	ans	20	25	30
D	ans	20	25	30
E	ans	25	30	35
Réhabilitation mineure				
A	ans	12	15	18
B	ans	12	15	18
C	ans	16	19	22
D	ans	20	23	26
E	ans	20	23	26

3. Mécanismes de détérioration des réseaux ///

Les mécanismes de détérioration des réseaux doivent être modélisés dans le logiciel afin de simuler : les bris futurs sur les conduites d'eau potable, le passage d'un état structural à un autre (cote d'intégrité structurale (CIS) de 1 à 2, 2 à 3, 3 à 4 et 4 à 5) pour les conduites d'égouts, et la dégradation de l'état de surface (PCI) des chaussées ainsi que de leur confort au roulement (IRI). Les sections suivantes présentent les mécanismes de dégradation respectivement pour les réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie.

3.1. Mécanisme de détérioration du réseau d'eau potable ///

La simulation des bris futurs est aléatoire et les bris futurs sont générés en fonction d'une probabilité d'occurrence basée sur la fragilité du matériau et le pourcentage de Durée de vie (DV) atteinte. Le tableau 13 présente la matrice de probabilité de bris qui est paramétrée dans le SIAD :

/// TABLEAU 13 : Probabilité d'occurrence des bris

Matériau	Groupe durée de vie atteinte	Juridiction	0 bris	1 bris	Juridiction	0 bris	1 bris
Fonte grise	0-9 %	Locale	100,0 %	0,0 %	Agglomération	100,0%	0,0%
Fonte grise	10-19 %	Locale	100,0 %	0,0 %	Agglomération	100,0%	0,0%
Fonte grise	20-29 %	Locale	100,0 %	0,0 %	Agglomération	100,0%	0,0%
Fonte grise	30-39 %	Locale	100,0 %	0,0 %	Agglomération	100,0%	0,0%
Fonte grise	40-49 %	Locale	99,76 %	0,24 %	Agglomération	99,0%	1,0%
Fonte grise	50-59 %	Locale	98,50 %	1,50 %	Agglomération	98,8%	1,2%
Fonte grise	60-69 %	Locale	95,80 %	4,20 %	Agglomération	98%	2,0%
Fonte grise	70-79 %	Locale	91,68 %	8,32 %	Agglomération	98%	2,0%
Fonte grise	80-89 %	Locale	86,13 %	13,87 %	Agglomération	97%	3,0%
Fonte grise	90-99 %	Locale	79,15 %	20,85 %	Agglomération	96%	4,0%
Fonte grise	100-109 %	Locale	70,74 %	29,60 %	Agglomération	95%	5,0%
Fonte grise	110-119 %	Locale	60,90 %	39,10 %	Agglomération	93%	7,0%
Fonte grise	120-129 %	Locale	49,63 %	50,37 %	Agglomération	91%	9,0%
Fonte grise	130-139 %	Locale	49,63 %	50,37 %	Agglomération	85%	15,0%
Fonte ductile	≥ 140 %	Locale	49,63 %	50,37 %	Agglomération	80%	20,0%
Fonte ductile	0-9 %	Locale	99,82 %	0,18 %	Agglomération	99,9%	0,1%
Fonte ductile	10-19 %	Locale	99,72 %	0,28 %	Agglomération	99,9%	0,1%
Fonte ductile	20-29 %	Locale	99,46 %	0,54 %	Agglomération	99,9%	0,1%
Fonte ductile	30-39 %	Locale	99,46 %	0,54 %	Agglomération	99,9%	0,1%

Fonte ductile	40-49 %	Locale	99,04 %	0,96 %	Agglomération	99,9%	0,1%
Fonte ductile	50-59 %	Locale	98,61 %	1,39 %	Agglomération	99,9%	0,1%
Fonte ductile	60-69 %	Locale	97,72 %	2,28 %	Agglomération	99,5%	0,5%
Fonte ductile	70-79 %	Locale	97,22 %	2,78 %	Agglomération	99,4%	0,6%
Fonte ductile	80-89 %	Locale	96,57 %	3,43 %	Agglomération	99,0%	1,0%
Fonte ductile	90-99 %	Locale	95,05 %	4,95 %	Agglomération	98,5%	1,5%
Fonte ductile	100-109 %	Locale	92,28 %	7,72 %	Agglomération	98,0%	2,0%
Fonte ductile	110-119 %	Locale	88,19 %	11,81 %	Agglomération	97,0%	3,0%
Fonte ductile	120-129 %	Locale	82,34 %	17,66 %	Agglomération	96,0%	4,0%
Fonte ductile	130-139 %	Locale	72,63 %	27,37 %	Agglomération	95,0%	5,0%
Fonte ductile	≥ 140 %	Locale	53,41 %	46,59 %	Agglomération	94,0%	6,0%
Autres matériaux	0-9 %	Locale	99,82 %	0,18 %	Agglomération	99,9%	0,1%
Autres matériaux	10-19 %	Locale	99,72 %	0,28 %	Agglomération	99,9%	0,1%
Autres matériaux	20-29 %	Locale	99,46 %	0,54 %	Agglomération	99,9%	0,1%
Autres matériaux	30-39 %	Locale	98,99 %	1,01 %	Agglomération	99,9%	0,1%
Autres matériaux	40-49 %	Locale	98,99 %	1,01 %	Agglomération	99,5%	0,5%
Autres matériaux	50-59 %	Locale	98,99 %	1,01 %	Agglomération	99,5%	0,5%
Autres matériaux	60-69 %	Locale	97,37 %	2,63 %	Agglomération	99,5%	0,5%
Autres matériaux	70-79 %	Locale	96,65 %	3,35 %	Agglomération	99,0%	1,0%
Autres matériaux	80-89 %	Locale	95,93 %	4,07 %	Agglomération	99,0%	1,0%
Autres matériaux	90-99 %	Locale	94,60 %	5,40%	Agglomération	98,5%	1,5%
Autres matériaux	100-109 %	Locale	92,35 %	7,65 %	Agglomération	98,0%	2,0%
Autres matériaux	110-119 %	Locale	88,75 %	11,25 %	Agglomération	97,0%	3,0%
Autres matériaux	120-129 %	Locale	80,96 %	19,04 %	Agglomération	96,0%	4,0%
Autres matériaux	130-139 %	Locale	59,63 %	40,37 %	Agglomération	93,0%	7,0%
Autres matériaux	≥ 140 %	Locale	59,63 %	40,37 %	Agglomération	85,0%	15,0%

3.2. Mécanisme de détérioration des réseaux d'égouts ///

Le passage d'un état structural à un autre est basé sur le pourcentage de DV atteinte. Si la conduite n'est pas inspectée, la cote d'intégrité structurale (CIS) est calculée en fonction du ratio Âge/Durée de vie (DV). Le tableau 14 présente la correspondance entre la CIS et la DV écoulée.

/// TABLEAU 14 : Correspondance entre CIS et DV écoulée

Âge/DV		État
Minimum*	Maximum	CIS
	50 %	1
50 %	80 %	2
80 %	90 %	3
90 %	100 %	4
100 %		5

** Le minimum est exclu de l'intervalle*

Si la conduite est inspectée, alors la CIS de l'inspection est utilisée. Si la CIS de l'inspection ne correspond pas au ratio Âge/DV prévu dans le tableau 14, alors la DV initiale de la conduite est réajustée automatiquement pour que son nouveau ratio Âge/DV concorde avec les résultats du tableau 14.

3.3. Mécanisme de détérioration des réseaux de voirie ///

La dégradation de l'état de la surface de la chaussée (PCI) et de son confort au roulement (IRI) est assumée linéaire en fonction du ratio Âge/DV. À l'âge 0, le PCI est à 100 et l'IRI est à 0. À la fin de la DV, le PCI est à 0 et l'IRI est à 20.

/// TABLEAU 15 : Correspondance entre les niveaux MAMOT et les catégories finales de chaussée

Niveaux	Catégories
I	A
II	B ou C
III	D ou E

L'auscultation pour l'ensemble des chaussées de la Ville de Montréal (voirie locale et voirie artérielle) a été réalisée par l'entreprise Qualitas, entre les mois de juin et de novembre 2015. La norme ASTM D-6433 (Standard Practice for Roads and Parking Lots Pavement Condition Index Surveys) a été utilisée pour le calcul de l'indice d'état de la surface (PCI).

4. Arbres décisionnels ///

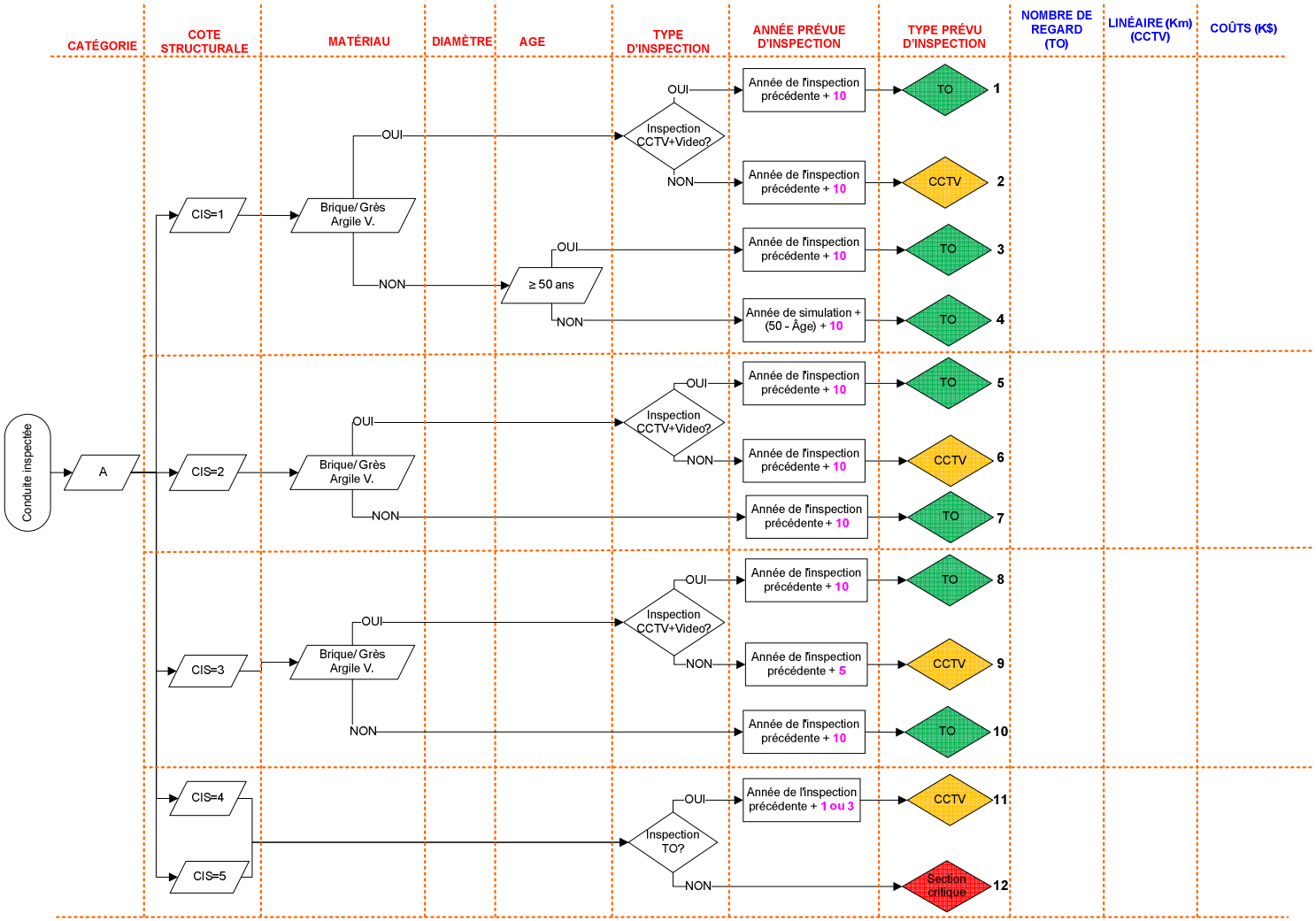
Les trois arbres décisionnels individuels respectivement pour les réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie, ainsi l'arbre décisionnel intégré sont illustrés dans le chapitre « Processus d'élaboration du plan d'intervention » de ce rapport. L'arbre de décision intégré permet d'assurer une coordination des interventions déterminées par les arbres individuels au sein d'un même tronçon unifié.

/// ANNEXE 5

Stratégie d'auscultation pour les conduites d'égouts (4 diagrammes)

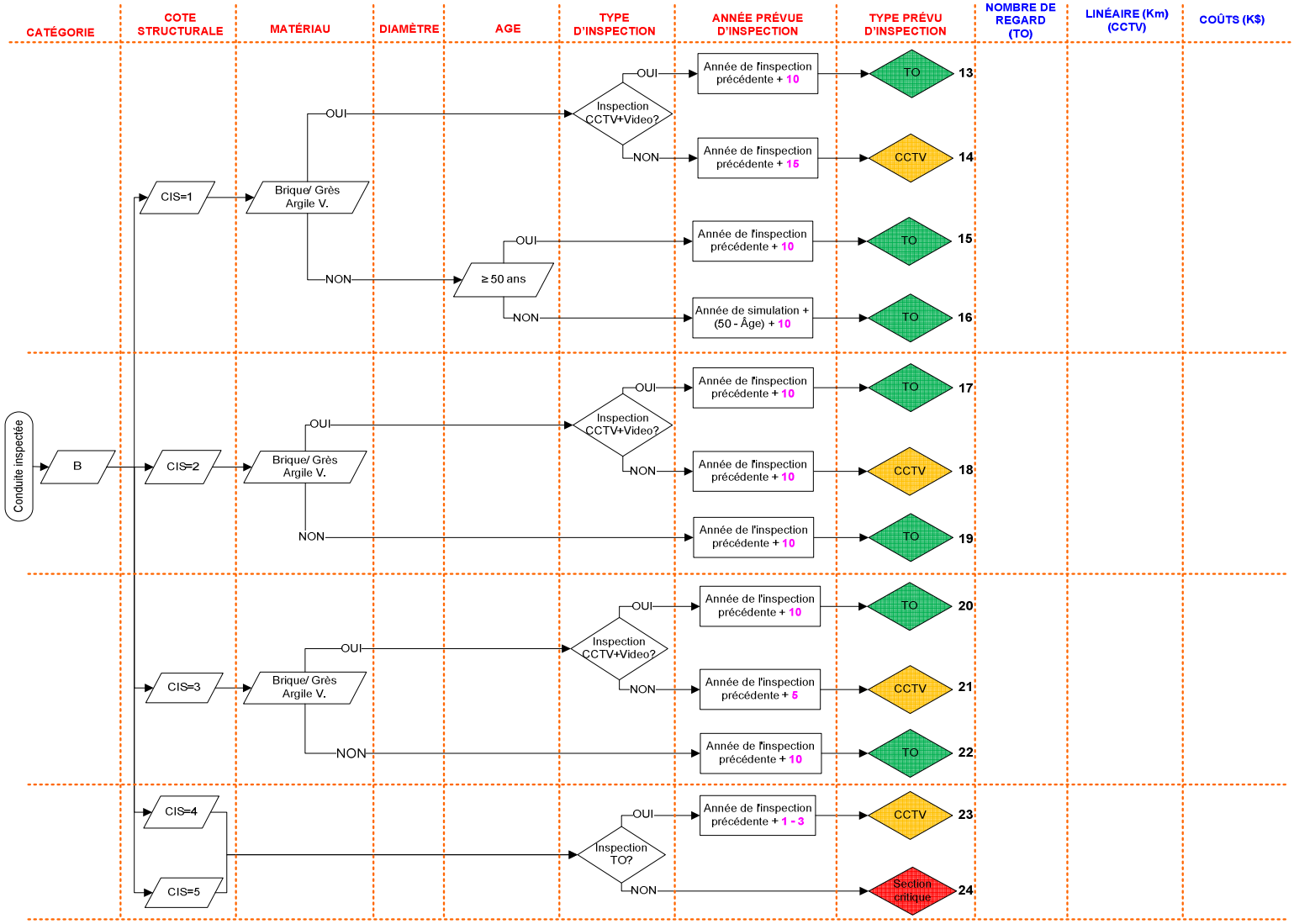
Montréal

/// Stratégie d'auscultation pour les conduites d'égouts inspectées et de hiérarchie A



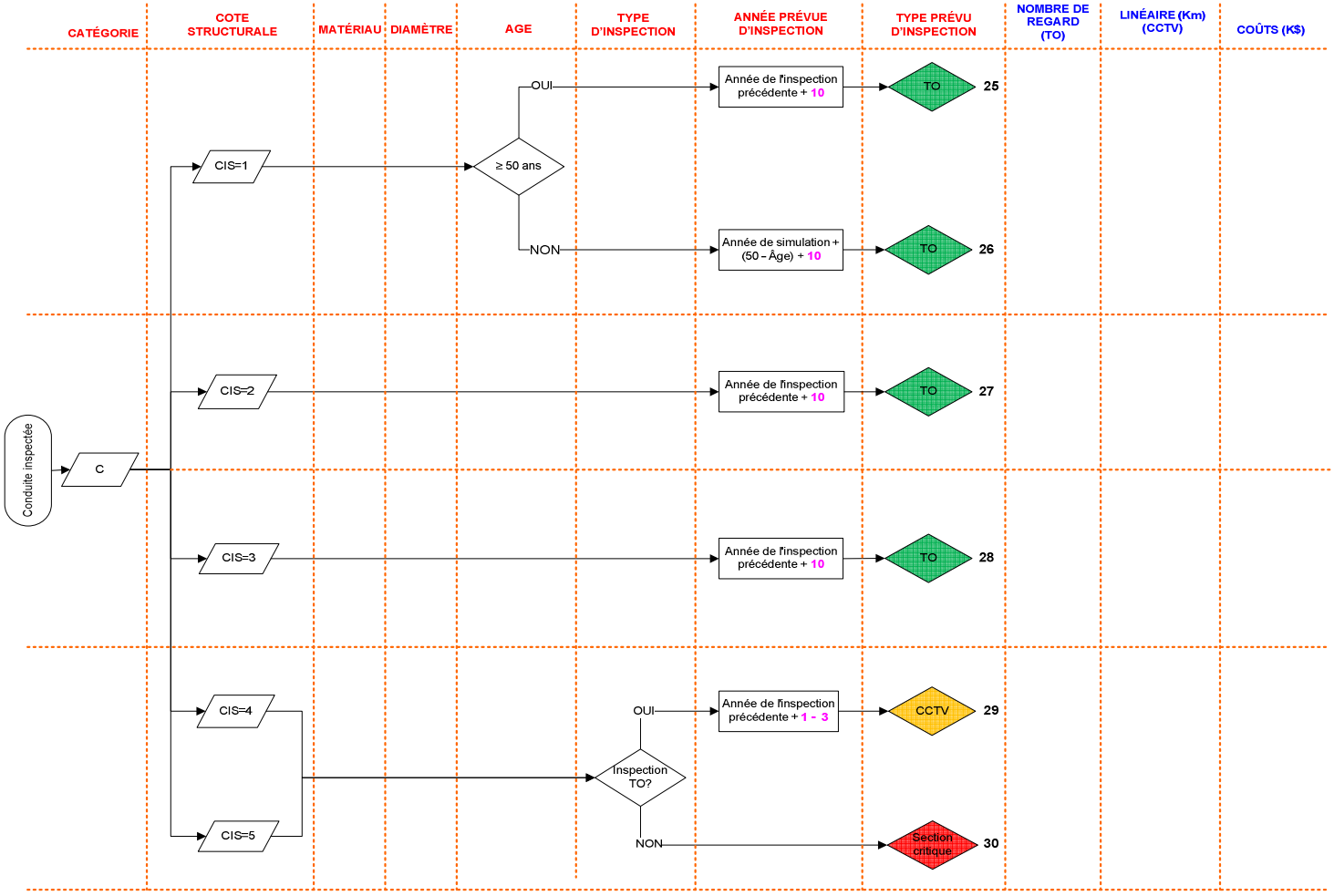
Montréal

/// Stratégie d'auscultation pour les conduites d'égouts inspectées et de hiérarchie B



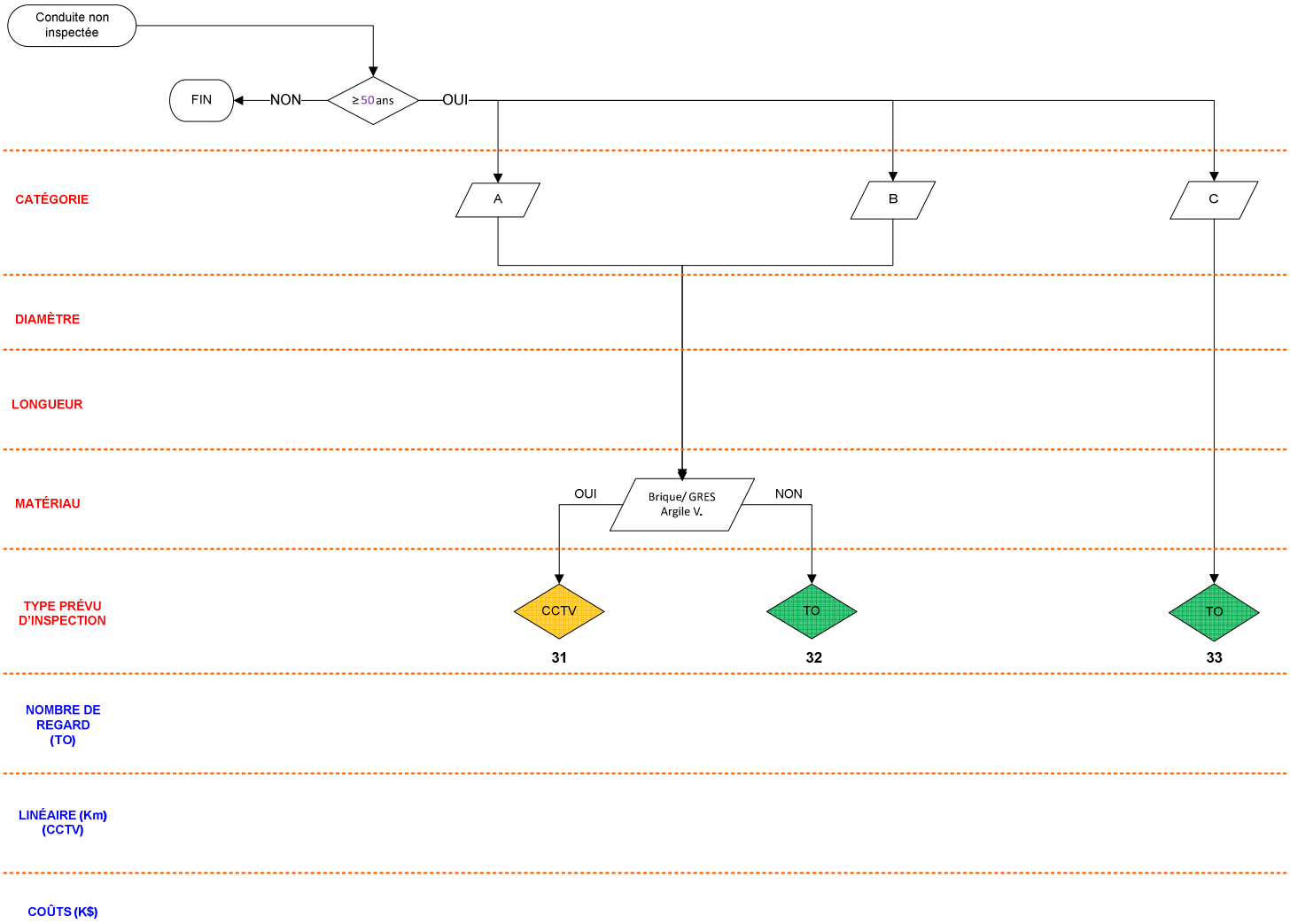
Montréal

/// Stratégie d'auscultation pour les conduites d'égouts inspectées et de hiérarchie C



Montréal

/// Stratégie d'auscultation pour les conduites d'égouts non inspectées (toutes hiérarchies confondues)



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1163843024

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Effectuer le paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 1,8 M$ à la STM pour l'exercice financier 2016

Il est recommandé :
1 - de procéder au paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 1 800 000 $ à la Société de transport de Montréal (STM) pour l'exercice financier 2016 aux fins des mesures de mitigation convenues avec la STM dans l'axe Turcot-Bonaventure-Champlain;

2 - d'autoriser un virement budgétaire de 1 800 000 $ pour l'année 2016, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le chapitre corporatif des contributions à la STM;

3 - d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-24 20:05

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1163843024**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Effectuer le paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 1,8 M$ à la STM pour l'exercice financier 2016

CONTENU

CONTEXTE

En début d'année 2016, la Ville de Montréal a demandé à la Société de transport de Montréal (STM) de mettre en place différentes mesures de mitigation afin d'atténuer les problèmes de congestion routière résultant des travaux d'infrastructures majeurs dans l'axe Turcot-Bonaventure-Champlain (TBC). La STM a donc mis en oeuvre plusieurs mesures (ajout de service de bus, ajout de train sur la ligne verte, plan de communication et de promotion, etc.) pour une valeur totale maximale de 5 M$ d'ici le 31 décembre 2016. La STM a obtenu une contribution financière maximale de 3,2 M$ de la part du gouvernement du Québec permettant ainsi de limiter à 1,8 M$ la contribution maximale de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0499 - 22 août 2016 - Paiement d'une contribution municipale additionnelle maximale de 1,3 M$ à la Société de transport de Montréal pour l'exercice financier 2016 afin de réaliser des travaux requis à l'édicule Cabot de la station de métro Atwater
CG16 0139 - 25 février 2016 - Paiement d'une contribution municipale additionnelle de 9,4 M$ à la Société de transport de Montréal pour l'exercice financier 2015
CG15 0730 - 10 décembre 2015 - Adoption du budget de 2016 de la Société de transport de Montréal
CG15 0661 - 19 novembre 2015 - Approbation du programme triennal d'immobilisations 2016-2017-2018 de la Société de transport de Montréal
CG14 0550 - 12 décembre 2014 - Adoption du budget 2015 de la Société de transport de Montréal
CG14 0487 - 14 novembre 2014 - Approbation du programme triennal d'immobilisations 2015-2016-2017 de la Société de transport de Montréal
CG14 0089 - 27 février 2014 - Paiement d'une contribution municipale additionnelle de 16 M$ à la Société de transport de Montréal pour l'exercice financier 2013
CG14 0046 - 20 février 2014 - Adoption du budget 2014 et approbation du programme triennal d'immobilisations 2014-2015-2016 de la Société de transport de Montréal
CG12 0450 - 13 décembre 2012 - Adoption du budget 2013 et approbation du programme triennal d'immobilisations 2013-2014-2015 de la Société de transport de Montréal
CG11 0410 - 16 décembre 2011 - Adoption du budget 2012 et approbation du programme

triennal d'immobilisations 2012-2013-2014 de la Société de transport de Montréal
CG10 0473 - 17 décembre 2010 - Adoption du budget 2011 et approbation du programme triennal d'immobilisations 2011-2012-2013 de la Société de transport de Montréal
CG10 0108 - 25 mars 2010 - Contribution additionnelle à la STM en 2009
CG10 0022 - 26 janvier 2010 - Adoption du budget 2010 et approbation du programme triennal d'immobilisations 2010-2011-2012 de la Société de transport de Montréal
CG08 0613 - 11 décembre 2008 - Adoption du budget 2009 et du PTI 2009-2010-2011 de la Société de transport de Montréal
CG08 0600 - 27 novembre 2008 - Contribution additionnelle à la STM en 2008
CG07 0468 - 13 décembre 2007 - Adoption du budget 2008 et du PTI 2008-2009-2010 de la Société de transport de Montréal
CG07 0509 - 20 décembre 2007 - Comblement des déficits cumulés au 31 décembre 2006 et du déficit anticipé 2007 de la Société de transport de Montréal

DESCRIPTION

La congestion routière résultant des multiples travaux de réfection des infrastructures routières dans l'axe Turcot-Bonaventure-Champlain a conduit la Ville de Montréal à s'entendre avec la STM sur des mesures d'atténuation à envisager en 2016 et 2017. Les principales mesures prévues en 2016 sont l'ajout de services de bus aux heures de pointe, l'ajout de train sur la ligne verte, la location d'autocars et la mise en oeuvre d'un plan de communication et de promotion. Le budget maximal prévu s'élève à 5 M$, incluant une contribution gouvernementale maximale de 3,2 M$.
Une contribution municipale d'un montant maximal de 1,8 M$ a été confirmée par la STM dans le cadre de ces mesures.

JUSTIFICATION

Les mesures de mitigation dans l'axe Turcot-Bonaventure-Champlain ont été mises en place à la demande de la Ville de Montréal. Une contribution financière de la part de la Ville est donc requise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce paiement est assumé à 100 % par l'agglomération puisque le transport en commun est une compétence d'agglomération.
La contribution municipale maximale de la Ville de Montréal de 1,8 M$ aux mesures de mitigation s'élevant à près de 5,0 M$ est prévue aux dépenses contingentes de compétence d'agglomération de la Ville de Montréal.

Les imputations budgétaires sont présentées en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean LABRECQUE
Conseiller en planification budgétaire

Tél : 514 872-7157
Télécop. : 514 872-7795

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-20

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire

Tél : 514 872-1293
Télécop. : 514 872-7795

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine LAVERDIÈRE
Directeur - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 872-3219
Approuvé le : 2016-10-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
TRÉSORIER ET DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2016-10-24

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1166340005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan 2012-2016 du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine. Approuver les modifications au Programme et son renouvellement pour l'année 2017.

La Service de la diversité sociale et des sports recommande :

1. De prendre acte du bilan 2012-2016 du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine;
2. D'approuver les modifications au programme et son renouvellement pour l'année 2017.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-10-28 16:52

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1166340005**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan 2012-2016 du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine. Approuver les modifications au Programme et son renouvellement pour l'année 2017.

CONTENU

CONTEXTE

Les événements sportifs sont une source de fierté ainsi que de formidables occasions de mobilisation et d'enrichissement collectif. L'accueil d'un grand nombre d'événements démontre la créativité, le dynamisme et le savoir-faire d'une société sur le plan sportif. Non seulement ils stimulent l'activité économique de la région hôtesse, mais ils favorisent l'essor de la pratique sportive chez ses citoyens et le développement d'une élite sportive locale. Montréal est une ville olympique qui a hérité d'un important legs des Jeux olympiques d'été de 1976, tant en termes d'infrastructures sportives, qu'en termes d'expertise dans l'organisation de compétitions internationales majeures.
Le Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine (Programme) a pour objectif de soutenir financièrement les organisateurs dans la réalisation de leurs événements sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Il a été adopté par le conseil d'agglomération en 2012 et son renouvellement pour les années subséquentes doit être approuvé par la même instance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0712 26 novembre 2015 Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine pour l'année 2016.
CG14 0478 3 novembre 2014 Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine pour l'année 2015.

CG13 0412 26 septembre 2013 Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine pour l'année 2014.

DESCRIPTION

Depuis la création du Programme, deux cent vingt-sept (227) événements ont été soutenus. Le bilan 2012-2016 du Programme se trouve en pièce jointe. En 2016, l'enveloppe budgétaire du Programme était de 450 000 $. Le soutien financier octroyé a été le levier des événements sportifs considérant que la valeur totale des budgets prévisionnels de tous les événements bénéficiaires était approximativement de 12,6 M$. La proportion moyenne du soutien financier accordé dans le Programme par rapport au budget prévisionnel de chaque événement est de 13 % pour les événements d'envergure internationale, 13,9 % pour les événements d'envergure nationale et de 10,3 % pour ceux d'envergure métropolitaine.
Pour 2017, le Programme vise toujours le soutien aux événements à travers les trois mêmes volets qu'en 2016 pour lesquels des critères d'admissibilité et d'évaluation sont prévus. Le soutien maximal pour un événement est présenté dans le tableau suivant. Ces valeurs sont les mêmes qu'en 2016 :

Volet 1	Événements sportifs d'envergure internationale	25 000 $
Volet 2	Événements sportifs d'envergure nationale	10 000 $
Volet 3	Événements sportifs d'envergure métropolitaine	15 000 $

Après cinq années d'opération du Programme, il est nécessaire d'adapter le service offert aux besoins des clientèles et aux enjeux du domaine des événements sportifs. Trois modifications principales sont recommandées.

1. Soutien aux candidatures

Pour faire face à la concurrence et pour répondre aux attentes des détenteurs de droits, le démarchage et l'accueil d'événements sportifs nécessitent une expertise dédiée et spécialisée. Les coûts relatifs aux processus de candidatures sont ainsi identifiés par les organisateurs locaux comme une barrière face aux opportunités de candidature à saisir pour Montréal. Il est proposé que la Ville contribue à éliminer cet obstacle en soutenant financièrement les candidatures.

Ce soutien aux candidatures est réalisable par l'ajout et la mise en place d'un quatrième volet au Programme de soutien aux événements sportifs, s'adressant aux OBNL s’engageant dans un processus de dépôt d’une candidature à l’accueil à Montréal d’un événement sportif sanctionné d’envergure nationale ou internationale.

Il est recommandé d'ajouter un quatrième volet au Programme pour le soutien aux candidatures d'événements de grande envergure et nommé comme suit : « Volet 4 - Candidatures aux événements sportifs ».

Dans le cadre de ce Volet 4, les coûts admissibles seraient liés à la réalisation des plans d’affaires, des études de faisabilité, des études d’impacts économiques, des plans de communication et des autres outils qui réduisent significativement le risque associé à un événement. Ce volet prévoit également des critères généraux et spécifiques d'admissibilité, des critères d'évaluation ainsi que les modalités de versement.

Pour le soutien aux candidatures, un formulaire distinct de celui du soutien aux événements (volets 1, 2 et 3) est prévu à cet effet. Chaque demande sera évaluée de façon ponctuelle par le SDSS et soumise aux instances compétentes pour approbation dans un délai de 60 jours après le dépôt de la demande.

Le soutien maximal pour une candidature sera identique à celui des volets 1 et 2 selon l'envergure de l'événement, soit 25 000 $ pour un événement international et 10 000 $ pour un événement national.

2. Soutien aux événements en démarrage, en sports adaptés et en sports émergents

Depuis l'existence du Programme, le SDSS constate que trois types d'événements répondent souvent difficilement aux critères d'admissibilité du Programme. Ces événements sont soumis à des contraintes différentes par rapport à la norme en sport :

a. Les événements en phase de démarrage, soit les deux premières années d'édition d'un événement qui sera récurrent;
b. Les événements de sports adaptés;
c. Les événements de sports émergents ou à plus faible attraction.

Pour maintenir la diversité de l'offre de services à Montréal et permettre une expérience variée d'événements sportifs au plus grand nombre de citoyens, il est recommandé d'évaluer différemment l'admissibilité de ces événements :

- Le nombre minimum de participants sera réduit de moitié pour les événements récurrents en phase de démarrage;
- Le nombre et la provenance des participants des événements de sports adaptés, émergents ou à plus faible attraction, seront ajustés en fonction de deux critères : le bassin d'athlètes potentiel et la participation aux éditions précédentes ou comparables.

3. Calendrier et nom du programme

Afin de mieux soutenir les promoteurs, il est recommandé de confirmer la contribution financière de la Ville avant la tenue de l'événement ou dans un court délai suivant la tenue de l'événement. Une date de dépôt supplémentaire serait ajoutée afin de répondre plus rapidement aux besoins financiers des demandeurs.

Dans le nom du Programme, le terme « d'envergure » génère des questions d'interprétation chez la clientèle. Pour une meilleure compréhension, le nom du programme serait simplifié pour « Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains ».

JUSTIFICATION

Les modifications proposées s'inscrivent dans une perspective d'amélioration continue de l'expérience client. La Ville vise à répondre de façon adéquate aux besoins du milieu sportif afin de favoriser l'augmentation du nombre d'événements sportifs internationaux majeurs à Montréal, ainsi que d'améliorer sa position concurrentielle sur la scène canadienne et internationale comme ville d'accueil de grandes manifestations sportives.
L'aide aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale relève de la compétence de l'agglomération de Montréal et répond à des besoins maintes fois exprimés par les milieux sportifs montréalais, québécois et canadiens, notamment lors de la consultation publique réalisée en 2007 sur l'aide à l'élite sportive. De plus, il assure une équité et une cohérence dans le traitement des demandes et une analyse efficace de ceux-ci.

Grâce au Programme, Montréal se démarque davantage par rapport aux autres grandes capitales et métropoles internationales. En effet, la Ville accroît sa visibilité et son rayonnement à l'échelle mondiale en profitant pleinement des retombées et des avantages

sportifs, touristiques, promotionnels, économiques et sociaux engendrés par la tenue d'événements sportifs sur son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Comme prévu lors de la création et la mise en œuvre du Programme, l'enveloppe budgétaire sera de 500 000 $ annuellement à partir de 2017. Cette dépense totale de 500 000 $ est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine, qui est une compétence d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les événements sportifs favorisent la diversité et le dynamisme du milieu sportif et permettent aux demandeurs d'améliorer leur expertise spécialisée en organisation d'événements sportifs majeurs. Conformément au plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, le Service de la diversité sociale et des sports a sensibilisé le promoteur à organiser un événement écoresponsable et/ou zéro déchet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la mise en œuvre du Programme est approuvée pour l'année 2017 :

- Un plus grand nombre d'événements sportifs de qualité et diversifiés seront tenus sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal;
- Le balisage du soutien octroyé aux organisateurs d'événements sportifs facilitera la prise de décisions par les dirigeants et les instances décisionnelles;
- Davantage de promoteurs auront la confirmation de la contribution financière de la Ville avant la tenue de l'événement.

Si la mise en œuvre du Programme pour l'année 2017 est retardée ou annulée :

- Les organisateurs tenant leur événement sportif en début d'année risquent de perdre des opportunités de financement dans la mesure où ce soutien leur sert de levier pour en obtenir d'autres;
- Certains organisateurs, ne sachant pas si le Programme sera renouvelé, pourraient être réticents à déposer la candidature de Montréal pour y tenir des événements sportifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les promoteurs des événements soutenus par le Programme doivent appliquer un protocole de visibilité, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Programme de soutien 2017 :

- Automne 2016 : Diffusion et promotion du renouvellement du Programme.
- 1er décembre 2016, 30 mars et 15 août 2017 : Réception des demandes de soutien adressées à la Ville.
- Février, juin et octobre 2017 : Approbation des contributions financières octroyées par le comité exécutif pour le soutien aux événements et versement des montants.

- Toute l'année 2017 : Suivi des obligations assumées par les organisateurs soutenus et administration du volet 4 pour le soutien aux candidatures.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (William Kronstrom RICHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Habib NOUARI, Service des finances
Francine LEBOEUF, Service des finances
François PUCHIN, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

William MOYLAN
Conseiller en planification

Tél : 514-872-0734
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-09-23

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514-872-0035
Télécop. : 514-872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michèle LAFOND
Chef de division
Pour Johanne Derome
Directrice
Tél : 514-280-4471
Approuvé le : 2016-10-28

PROGRAMME DE SOUTIEN
AUX **ÉVÉNEMENTS SPORTIFS**
D'ENVERGURE INTERNATIONALE,
NATIONALE ET MÉTROPOLITAINE

BILAN 2012-2016

Montréal

Service de la diversité sociale et des sports

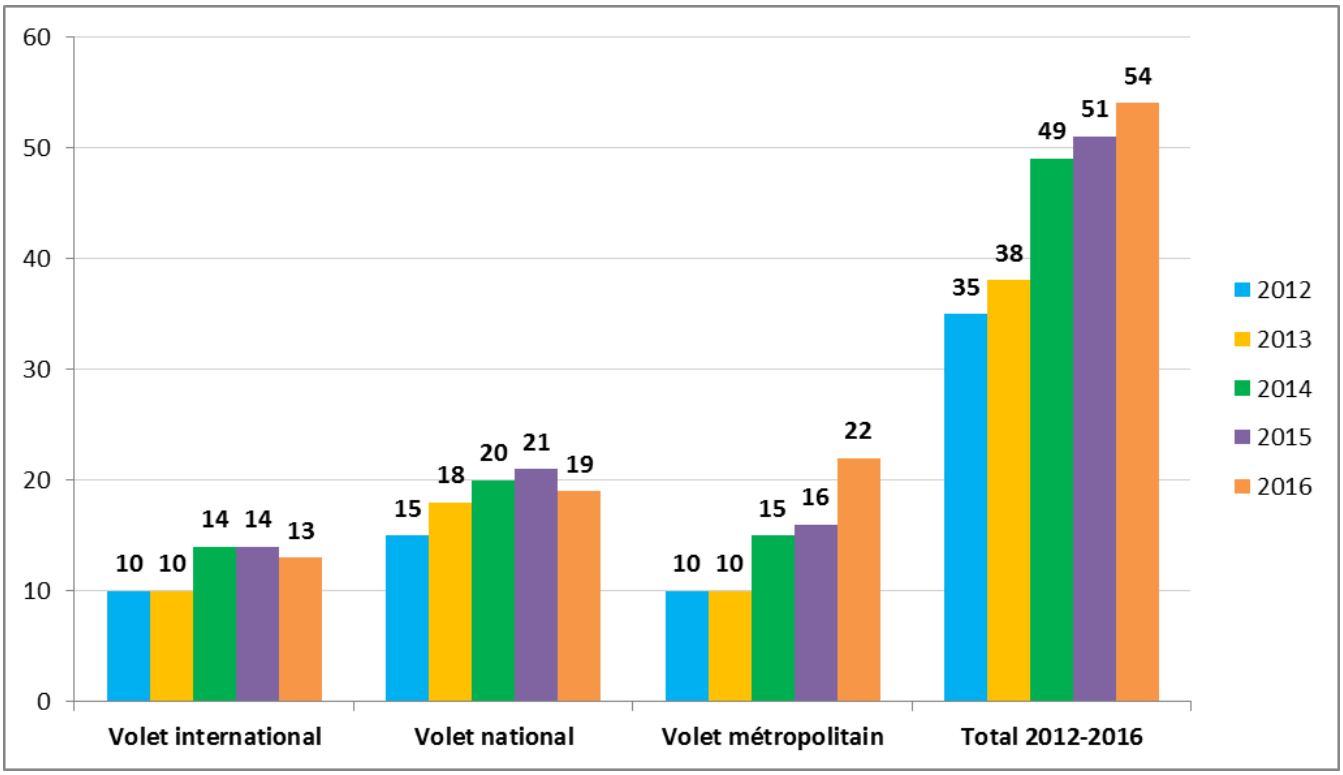
Préambule

Le Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine (Programme), sous la responsabilité du Service de la diversité sociale et des sports, a pour objectif de soutenir financièrement les promoteurs et les organisateurs dans la réalisation de leur événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Le Programme, créé en 2012, comporte trois volets avec des critères d'admissibilité et des critères d'évaluation qui prévoient un soutien maximal par événement. Afin d'être soutenu, un événement doit répondre à tous les critères d'admissibilité du Programme. La grande majorité des demandes reçues répondent à ces critères. Les demandes jugées irrecevables ou inadmissibles représentent un très faible pourcentage puisque la majorité des organismes qui font une demande au Programme s'assurent que leurs événements répondent aux critères d'admissibilité. De plus, notons que tous les événements répondant aux critères d'admissibilité reçoivent un soutien.

Le programme est conçu pour soutenir des événements sportifs de petite et moyenne envergure. Ceci dans le but de créer une notoriété et attirer des événements qui serviront de tremplin et qui amèneront des championnats plus importants. Parmi les événements sportifs majeurs soutenus hors programme par la Ville de Montréal, on retrouve la Coupe du monde féminine U20 FIFA 2014, la Coupe du monde féminine de soccer FIFA 2015, les Championnats du monde IIHF de hockey junior de 2015 et de 2017, les Jeux du Québec 2016.

Performance

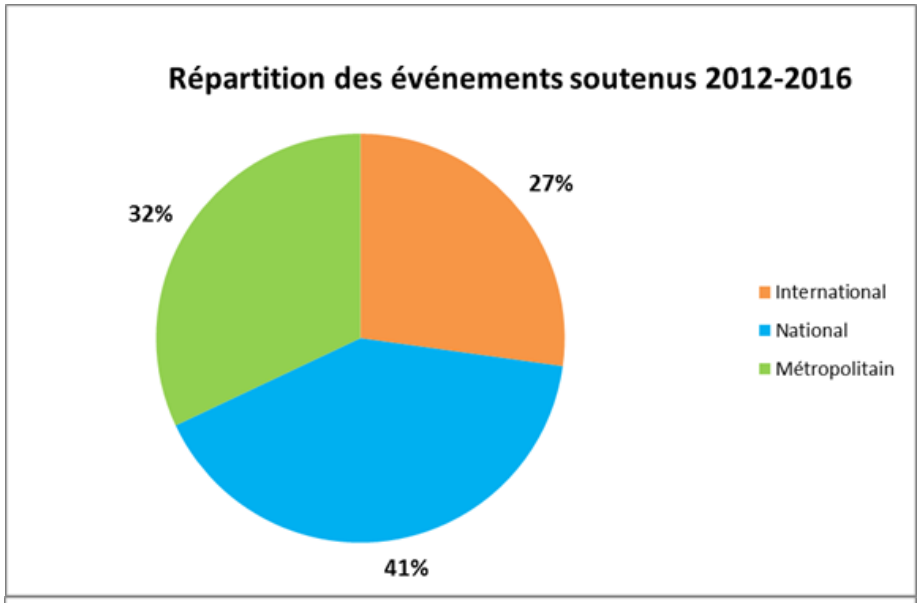
Depuis sa création en 2012, le nombre d'événements soutenus par le Programme ne cesse de s'accroitre.

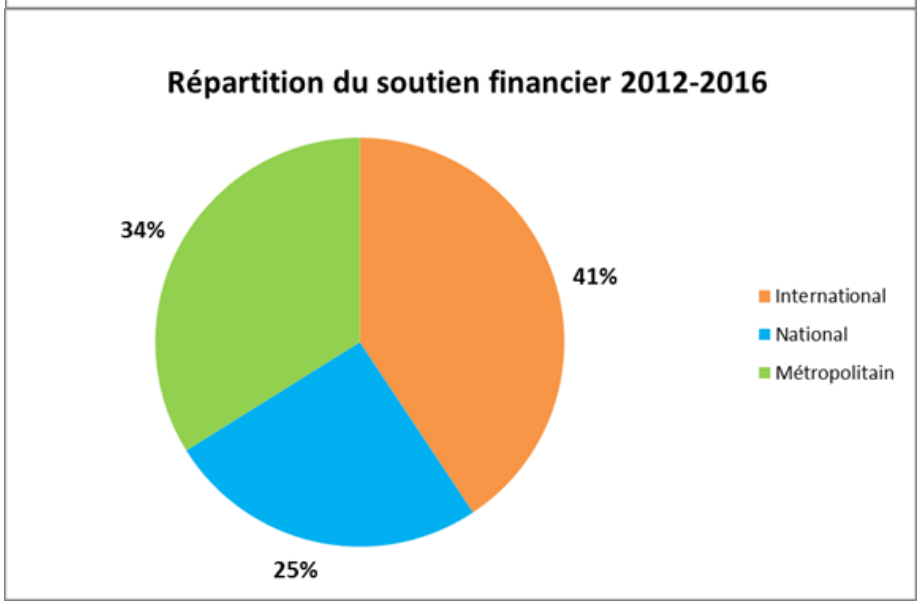


De 2012 à 2016, le nombre d'événements soutenus a connu une hausse de 57 %, avec une moyenne de 12 % par année. Cette forte croissance peut être attribuée à plusieurs facteurs :

- Les fédérations provinciales et nationales, les promoteurs et les organisateurs, ainsi que les gestionnaires d'installations et les organismes locaux de sport sont maintenant bien au courant du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine de la Ville de Montréal. Le soutien financier potentiel de la Ville est maintenant bien connu et les acteurs du monde événementiel sportif réalisent que la Ville de Montréal est dorénavant une destination de choix. Le soutien de la Ville accordé via le PSÉS attire assurément un plus grand nombre d'événements à Montréal.
- Depuis quelques années, et surtout en 2013 et 2014, il y a eu un grand travail de concertation entre les différents partenaires impliqués dans l'accueil d'événements sportifs à Montréal. Tourisme Montréal a joué un rôle beaucoup plus actif dans le démarchage des événements potentiels pour Montréal, et travaille étroitement avec la Ville afin d'optimiser le nombre et la qualité des événements des promoteurs qui choisissent Montréal comme ville hôtesse.

Bilan 2012-2015





Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine
Bilan 2012-2016

	2012	2013	2014	2015	2016
Bilan de l'année					
Enveloppe budgétaire totale du Programme	250 000 $	300 000 $	350 000 $	400 000 $	450 000 $
Soutien accordé	250 000 $	282 500 $	350 000 $[2]	392 000 $	403 700 $
Somme résiduelle	0 $	17 500 $	0 $	8 000 $	46 300 $ [3]
Nombre d'événements soutenus	35	38	49	51	54
Somme des budgets prévisionnels de tous les événements soutenus	8,9 M$	8 M$	10,2 M$	7,9 M$	12,6 M$
Volet international					
Soutien maximal par événement	20 000 $	25 000 $	25 000 $	25 000 $	25000
Nombre d'événements soutenus	10	10	14	14	13
Budget total alloué aux événements de ce volet	108 000 $	139 500 $[1]	160 000 $	139 000 $	130 000 $
Moyenne du soutien financier accordé par événement	10 800 $	11 450 $[1]	11 428 $	9 928 $	10 000 $
Pourcentage du budget du volet sur l'enveloppe globale du Programme	43,2 %	38,17 %[1]	46%	35%	29%
Proportion moyenne du soutien municipal accordé par rapport au budget total de chaque événement (moyenne des %)	5,76 %	12,48 %[1]	8,3%	12,3%	13,0%
Volet national					
Soutien maximal par événement	5 000 $	5 000 $	10 000 $	10 000 $	10 000 $
Nombre d'événements soutenus	15	18	20	21	19
Budget total alloué aux événements de ce volet	47 000 $	53 000 $	98 500 $	127 000 $	104 200 $
Moyenne du soutien financier accordé par événement	3 133 $	2 944 $	4 925 $	6 048 $	5 485 $
Pourcentage du budget du volet sur l'enveloppe globale du Programme	18,8 %	17,67%	28%	32%	23%
Proportion moyenne du soutien municipal accordé par rapport au budget total de chaque événement (moyenne des %)	9,7 %	9,7%	11,1%	16,4%	13,9%
Volet métropolitain					
Soutien maximal par événement	15 000 $	15 000 $	15 000 $	15 000 $	15 000 $
Nombre d'événements soutenus	10	10	15	16	22
Budget total alloué aux événements de ce volet	95 000 $	90 000 $	91 500	126 000 $	169 500 $
Moyenne du soutien financier accordé par événement	9 500 $	9 000 $	6 100 $	7 875 $	7 705 $
Pourcentage du budget du volet sur l'enveloppe globale du Programme	38.0 %	30%	26%	32%	38%
Proportion moyenne du soutien municipal accordé par rapport au budget total de chaque événement (moyenne des %)	10,2%	9,7%	8,3%	9,3%	10,3%

Notes:
1: Les statistiques du volet international sont basées sur un budget total alloué de 114 500 $, puisqu'en raison de la disponibilité d'une somme résiduelle dans l'enveloppe du Programme, la SDSS a recommandé l'octroi d'une somme additionnelle de 25 000 $ aux organisateurs des Championnats du monde de natation IPC de 2013. (114 500 $ + 25 000 $)
2: Le SDSS a dû limiter le soutien accordé dans la 2e date de tombée afin de respecter le budget de 350 000 $. Selon l'échelle d'évaluation en place, une somme de 384 500 $ aurait pu être accordée.
3: Le SDSS a recommandé l'octroi d'une somme additionnelle de 46 300 $, soit la totalité de la sommme résiduelle, aux organisateurs du Triathlon international de Montréal.

Faits saillants :

- De 2012 à 2016 :
  - Le nombre d'événements soutenus a connu une hausse de 57 %;
  - 41 % des événements soutenus sont d'envergure nationale et représentent 25 % du budget total du Programme;
  - Les événements d'envergure internationale représentent 27 % des événements soutenus pour 41 % du budget total du Programme;
  - 54 % des événements soutenus ont déposé une demande à la première date de dépôt de candidatures;
  - 32 événements ont été jugés inadmissibles ou annulés, soit 14 % des demandes de soutien;
  - Avec l'aide du Programme, près de 39 M$ ont été investis à Montréal par les promoteurs d'événements.
- Les événements du volet international ont connu une hausse de 40 % entre 2012 et 2014, et ont tendance à stagner depuis 2015.
- Les événements du volet national une hausse de 40 % entre 2012 et 2015, et connaissent une diminution de 9 % en 2016.
- Contrairement aux deux autres volets, les événements métropolitains connaissent une croissance de 37,5 % entre 2015 et 2016, pour une hausse globale de 120 % depuis 2012.
- En 2016, un événement a été annulé, ce qui a reporté la somme résiduelle à 46 300 $ au lieu de 36 300 $.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX **ÉVÉNEMENTS SPORTIFS** INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS

2017

PROGRAMME

Volet 1. **Événements sportifs internationaux**

Volet 2. **Événements sportifs nationaux**

Volet 3. **Événements sportifs métropolitains**

Volet 4. **Candidatures aux événements sportifs**

Montréal

Service de la diversité sociale et des sports

1. Préambule

Les événements sportifs sont une source de fierté et de formidables occasions de rapprochement. L'accueil d'un grand nombre d'événements sportifs démontre la créativité, la mobilisation de même que l'engagement et le dynamisme d'une société. Non seulement ils stimulent l'activité économique de la région hôtesse, mais favorisent l'essor de la pratique sportive chez la population et le développement d'une élite sportive locale.

Le Programme a été créé en conformité avec la compétence d'aide aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale du conseil d'agglomération de Montréal[1].

Le formulaire est disponible sur le portail Internet de la Ville de Montréal à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/evenementssportifs.

1.1. Objectifs du Programme

Le but du Programme est d'apporter un soutien financier aux organisateurs d'événements afin d'atteindre les objectifs suivants :

1. Augmenter le nombre d'événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine sur le territoire de l'agglomération de Montréal, améliorer leur qualité et accroître leur diversité.
2. Maximiser les legs et les retombées sportives, touristiques, médiatiques, économiques et sociales des événements sportifs pour Montréal.
3. Positionner Montréal comme une métropole sportive par excellence à l'échelle nationale et internationale.
4. Soutenir le sport de haut niveau montréalais.
5. Développer et renforcer l'expertise et le savoir-faire montréalais en matière de démarchage et d'organisation d'événements sportifs majeurs.
6. Accroître le sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens et des athlètes.
7. Encourager la pratique d'activités physiques et sportives auprès de la population montréalaise.
8. Offrir davantage d'opportunités aux citoyens de l'agglomération de Montréal d'assister et de participer à des événements sportifs grand public.
9. Optimiser l'utilisation des équipements sportifs et des lieux publics montréalais.

1.2. Description du Programme

- Le soutien aux événements (page 2)
  - Volet 1. Événements sportifs internationaux
  - Volet 2. Événements sportifs nationaux
  - Volet 3. Événements sportifs métropolitains
- Le soutien aux candidatures (page 6)
  - Volet 4. Candidatures aux événements sportifs

[1] Agglomération de Montréal : les 15 villes de l'île de Montréal et les 19 arrondissements de la Ville de Montréal.

2. Le soutien aux événements – Volets 1, 2 et 3

Le Programme concerne principalement les disciplines sportives reconnues par le Comité international olympique, Sport Canada ou le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, mais s'adresse également aux sports adaptés ou encore aux sports considérés comme émergents[2]. De plus, il vise aussi bien les événements établis que les événements en phase de démarrage (première ou deuxième édition d'un événement récurrent).

2.1. Échéancier

Seuls les événements se tenant entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017 sont admissibles aux trois premiers volets du Programme. L'organisme doit déposer sa demande dûment complétée, accompagnée des documents exigés, au plus tard aux dates et heures mentionnées ci-dessous et à l'adresse indiquée à la section 12 du formulaire :

Pour les événements de 2017 :

- **1er décembre 2016 – 16 h**
- **30 mars 2017 – 16 h**
- **15 août 2017 – 16 h**

Un délai de 90 **jours** doit être prévu entre la date limite de dépôt des demandes et la réponse.

2.2. Événements exclus

2.2.1. Les événements sportifs reliés à l'industrie du spectacle tels que les galas de boxe professionnelle, les matches de sports professionnels, les tournois de golf professionnel, etc.

2.2.2. Les événements sportifs de très grande envergure nécessitant habituellement des ressources considérables des villes hôtes tels que les Jeux olympiques et paralympiques, les Jeux panaméricains, les Universiades, certains championnats du monde, la Coupe du monde de la FIFA, les Jeux du Canada, les Jeux de la francophonie, etc.

2.2.3. Les événements pour lesquels la Ville de Montréal a déjà une entente de contribution financière.

2.2.4. Les congrès, conférences, cliniques, salons, expositions et assemblées en sport.

2.2.5. Les camps d'entraînement, les galas de boxe amateur ou amateur/professionnel, les matches et les combats amateurs organisés (*sparring*).

2.2.6. Les matches de ligues canadiennes, les événements sportifs provinciaux, les championnats régionaux et les compétitions de circuits canadiens.

2.2.7. Les événements sportifs dont l'objectif premier est une collecte de fonds visant le financement de causes ou d'organismes de bienfaisance non liés au sport.

2.3. Critères d'admissibilité

2.3.1. Critères généraux

L'organisme doit :

- Présenter une demande par événement à un seul volet du Programme.
- Organiser un événement en adéquation avec la nature et les objectifs du Programme.
- Tenir l'événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
- Tenir l'événement durant l'année prévue par le Programme.
- Être constitué en corporation (personne morale) à but non lucratif.
- Se conformer aux lois, normes et règlements municipaux, provinciaux et fédéraux en vigueur, notamment en matière de sécurité.

[2] Concernant le caractère émergent de la discipline sportive, la Ville de Montréal se réserve un pouvoir d'appréciation discrétionnaire fondé notamment sur l'affiliation et le réseau organisationnel, la reconnaissance provinciale, nationale et internationale, l'ancienneté de la pratique et la structure compétitive existante.

- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Souscrire à toutes les polices d'assurance requises pour la tenue de l'événement.
- Déclarer par écrit tous les partenariats et les ententes de soutien (financier, biens, services, etc.) avec les arrondissements, les villes de l'agglomération de Montréal, les gouvernements québécois et canadien et les instances parapubliques (Tourisme Montréal, STM, etc.).
- Présenter un budget équilibré.

2.3.2. Critères spécifiques

2.3.2.1. Volet 1 – Événement international

Événement international sanctionné

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive internationale ou continentale détentrice des droits de l'événement.
- Avoir une participation minimale de 30 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada.
- Avoir une participation minimale de deux pays.

Événement international invitation

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive internationale, par la fédération sportive continentale ou par la fédération sportive canadienne du sport concerné.
- Avoir une participation minimale de 30 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada.
- Avoir une participation minimale de quatre pays, incluant le Canada.
- Avoir une participation minimale de 40 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada et un minimum de 100 athlètes s'il n'y a que trois pays, incluant le Canada.
- Avoir une participation minimale de 50 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada et un minimum de 100 athlètes s'il n'y a que deux pays, incluant le Canada.

2.3.2.2. Volet 2 – Événement national

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive canadienne détentrice des droits de l'événement.
- Être ouvert à l'ensemble des provinces et des territoires canadiens.

2.3.2.3. Volet 3 – Événement métropolitain

L'événement doit :

- Regrouper plus de 1 000 participants.
- Prévoir des opérations de communication et de promotion auprès de l'ensemble des clientèles visées de l'agglomération de Montréal.
- S'assurer d'avoir, au minimum, des participants en provenance d'au moins 17 arrondissements ou villes de l'agglomération de Montréal.

2.3.3. Exceptions aux critères spécifiques

Deux types d'exception peuvent s'appliquer :

- S'il s'agit de la première ou deuxième édition de l'événement, les cibles minimales d'athlètes ou de participants sont réduites de moitié.
- Si l'événement concerne un sport adapté ou émergent, le nombre et la provenance des participants seront ajustés en fonction de deux critères[3] :
  - Le bassin d'athlètes ou de participants potentiel et sa provenance;
  - La participation aux éditions précédentes ou à des événements comparables.

[3] La Ville de Montréal déterminera les cibles minimales à atteindre sur la base des facteurs énoncés, des informations fournies par l'organisme, de la vérification de ces informations et de ses propres recherches en la matière.

2.4. Admissibilité des coûts

Le soutien financier ne peut pas excéder 50 % des dépenses totales admissibles et 30 % du total des revenus anticipés.

2.4.1. Dépenses admissibles

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du domaine public.
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'événement.
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'événement.
- Le coût du matériel promotionnel de l'événement.
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'événement.
- Les frais des officiels : frais de déplacement des arbitres entre l'hébergement et le plateau de compétition; achat de nourriture offerte aux arbitres sur les plateaux de compétitions, salaire des arbitres.
- Les frais du personnel technique et médical requis pour la tenue de l'événement (physio, etc.).
- Les frais liés à la formation des bénévoles.

2.4.2. Dépenses non admissibles

- Les dépenses administratives (comptabilité, juridique, etc.) et les ressources humaines (employés, consultants, etc.).
- Les technologies de l'information (téléphonie, Internet, etc.).
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, rétributions ou remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs.
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'événement.
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'organisme, incluant les arbitres et les athlètes.
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'événement.
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé.
- Les taxes applicables.
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds ou le secteur privé.
- La perte de revenus due à l'utilisation des plateaux sportifs.
- Les frais d'hôtel des arbitres.

2.5. Critères d'évaluation

2.5.1. Évaluation quantitative

- Nombre d'objectifs du Programme rencontrés.
- Nombre d'athlètes, de participants, d'équipes ou de clubs.
- Nombre de spectateurs attendus.
- Nombre d'arrondissements et de villes de l'agglomération de Montréal, de provinces et de territoires du Canada ou de pays participants.
- Provenance des athlètes, des équipes, des clubs, des participants (%) : Montréal, Québec, Canada, autres pays.
- Durée de l'événement (nombre de jours).
- Télédiffusion de l'événement : nombre de téléspectateurs prévus et dans combien de pays.
- Contribution globale requise de l'Administration montréalaise en ressources financières, ressources humaines, ressources matérielles, expertise, communication, etc.
- Avantages, legs et retombées de l'événement.
- Contribution des gouvernements du Québec et du Canada et des fédérations sportives québécoise et canadienne concernées.

- Diversification des sources de financement publiques, privées et autonomes.
- Réussite financière de l'événement.

2.5.2. Évaluation qualitative

- Reconnaissance du sport.
- Événement récurrent ou ponctuel.
- Calibre des athlètes : espoir, junior, senior, maître.
- Calibre de la compétition.
- Retombées médiatiques attendues.
- Opérations de marketing, promotion et communication.
- Historique de l'organisateur et de l'événement.
- Qualité de l'organisation : déroulement, logistique, comité organisateur, sécurité, etc.
- Qualité du plan d'affaires et du budget prévisionnel.
- Événement écoresponsable.
- Éléments de plus-value, d'innovation et de legs sociaux (ex. : promotion de saines habitudes de vie, pratiques inclusives, accessibilité universelle, etc.).

2.6. Modalités d'évaluation

- Uniquement les demandes respectant la date d'échéance et comprenant le formulaire dûment complété et tous les documents exigés avant la tenue de l'événement (section 9.1. du formulaire) seront évaluées.
- Si plusieurs organisateurs désirent tenir un événement similaire à des dates rapprochées, la Ville de Montréal se réserve le droit de décider lequel elle soutiendra.
- À la suite de l'analyse, les événements retenus seront soumis aux autorités compétentes pour approbation quant à l'ampleur du soutien à accorder.

2.7. Modalités de versement

Pour les projets retenus, l'aide financière est accordée en un seul versement et ne sera versée que lorsque tous les documents exigés avant l'événement (section 9.1. du formulaire) seront remis au Service de la diversité sociale et des sports à l'adresse indiquée au formulaire.

La Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- Si l'événement est annulé.
- Si l'organisation de l'événement lui porte préjudice.
- Si un ou des documents exigés sont manquants.
- Si un ou des renseignements inscrits dans les documents reçus de l'organisme ou diffusés par lui sont faux ou inexacts.
- Si tous les documents exigés à la suite de la tenue de l'événement (section 9.2. du formulaire) ne sont pas remis au Service de la diversité sociale et des sports.
- S'il y a non-respect des critères d'admissibilité.

2.8. Soutien financier maximal

Volet 1.	Événements sportifs internationaux :	**25 000 $**
Volet 2.	Événements sportifs nationaux :	**10 000 $**
Volet 3.	Événements sportifs métropolitains :	**15 000 $**

Le soutien financier peut varier en fonction :

- De l'enveloppe budgétaire totale disponible.
- De la répartition de l'enveloppe budgétaire totale dans chacun des volets.
- Du nombre de demandes retenues.

La Ville se réserve le droit de refuser d'attribuer un soutien financier, notamment si l'enveloppe budgétaire du Programme est épuisée.

3. Le soutien aux candidatures – Volet 4

Ce volet du Programme s'adresse aux organismes sans but lucratif s'engageant dans un processus de dépôt d'une candidature pour l'accueil, à Montréal, d'un événement sportif sanctionné d'envergure nationale ou internationale.

3.1. Échéancier

L'organisme soumet sa demande dûment complétée, accompagnée des documents exigés, **entre le 1er janvier et le 1er novembre 2017**. Il n'y a pas de date fixe pour le dépôt des demandes de soutien. Un délai de **60 jours** doit être prévu entre la date de dépôt et la réponse de la Ville.

3.2. Candidatures d'événements exclues

3.2.1. Les événements sportifs reliés à l'industrie du spectacle tels que les galas de boxe professionnelle, les matches de sports professionnels, les tournois de golf professionnel, etc.

3.2.2. Les événements pour lesquels la Ville de Montréal a déjà une entente de contribution financière.

3.2.3. Les congrès, conférences, cliniques, salons, expositions et assemblées en sport.

3.2.4. Les camps d'entraînement, les galas de boxe amateur ou amateur/professionnel, les matches et les combats amateurs organisés (*sparring*).

3.2.5. Les matches de ligues canadiennes, les événements sportifs provinciaux, les championnats régionaux et les compétitions de circuits canadiens.

3.2.6. Les événements sportifs dont l'objectif premier est une collecte de fonds visant le financement de causes ou d'organismes de bienfaisance non liés au sport.

3.2.7. Les événements internationaux invitation.

3.2.8. Les événements métropolitains.

3.3. Critères d'admissibilité

3.3.1. Critères généraux

La candidature doit concerner :

- Un événement en adéquation avec la nature et les objectifs du Programme.
- Un événement qui sera tenu sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
- Un événement écoresponsable.

L'organisme doit :

- Présenter une demande par candidature.
- Être constitué en corporation (personne morale) à but non lucratif.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Détenir les polices d'assurance responsabilité civile spécifiées à la section 9.1. du formulaire.
- Déclarer, pour le projet de candidature, toutes les contributions en argent, biens et services des instances publiques et parapubliques, des organisations sportives et du secteur privé.
- Présenter un budget prévisionnel de candidature équilibré.

3.3.2. Critères spécifiques

3.3.2.1. Candidatures d'événement international sanctionné

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive internationale ou continentale détentrice des droits de l'événement.
- Avoir une participation minimale de 30 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada.
- Avoir une participation minimale de deux pays.

3.3.2.2. Candidatures d'événement national

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive canadienne détentrice des droits de l'événement.
- Être ouvert à l'ensemble des provinces et des territoires canadiens.

3.4. Admissibilité des coûts

Le soutien financier ne peut pas excéder 50 % des dépenses totales admissibles et 30 % du total des revenus anticipés du budget de la candidature.

3.4.1. Dépenses admissibles

Les coûts admissibles doivent être liés à la production :

- Du plan d'affaire.
- Des études de faisabilité et de marché.
- De l'étude d'impacts économiques.
- Du dossier de candidature.
- D'autre outil équivalent qui réduit significativement les risques associés à la tenue de l'événement.

3.4.2. Dépenses non admissibles

- Les dépenses matérielles, administratives et en ressources humaines.
- Les cachets, cadeaux, etc., aux délégués et organismes sportifs.
- Les coûts des visites des représentants du détenteur des droits de l'événement.
- Les frais de déplacement et les frais de représentation.
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé.
- Les taxes applicables.
- Les dépenses déjà remboursées par un autre bailleur de fonds ou le secteur privé.

3.5. Critères d'évaluation

3.5.1. Évaluation quantitative du potentiel du projet de candidature

- Nombre d'objectifs du Programme rencontrés.
- Nombre d'athlètes, de participants, d'équipes ou de clubs potentiel.
- Nombre de spectateurs potentiel.
- Nombre de provinces et de territoires du Canada ou de pays participants.
- Provenance des athlètes, des équipes, des clubs, des participants (%) : Montréal, Québec, Canada, autres pays.
- Durée de l'événement (nombre de jours).
- Télédiffusion potentielle de l'événement : nombre de téléspectateurs et dans combien de pays.
- Contribution globale attendue de l'Administration montréalaise en argent, biens et services.
- Contribution des gouvernements du Québec et du Canada et des fédérations sportives québécoise et canadienne concernées.
- Diversification des sources de financement publiques, privées et autonomes.

3.5.2. Évaluation qualitative de l'organisme et du type d'événement

- Pertinence de l'événement dans le développement du sport concerné à Montréal.
- Pertinence de l'événement pour chacun des objectifs du Programme.
- Avantages, legs et retombées de l'événement envisagés pour Montréal.
- Reconnaissance du sport.
- Événement récurrent ou ponctuel.
- Calibre des athlètes et de la compétition.
- Retombées médiatiques potentielles pour Montréal à l'échelle nationale et internationale.
- Rayonnement et envergure de l'événement.
- Historique de l'organisateur et de l'événement.
- Appuis obtenus de la communauté sportive concernée.

3.6. Modalités d'évaluation

- Seules les demandes comprenant le formulaire dûment complété et tous les documents exigés à la section 9.1. du formulaire seront évaluées.
- À la suite de l'analyse, les demandes de soutien retenues seront soumises aux autorités compétentes pour approbation.

3.7. Modalités de versement

Pour les projets retenus, l'aide financière est accordée en un seul versement et ne sera versée que lorsque tous les documents exigés à la section 9.1. du formulaire auront été reçus et analysés.

La Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- Si le projet de candidature est annulé par l'organisme ayant déposé la demande.
- Si la fédération québécoise ou l'association canadienne du sport concerné refuse d'appuyer la candidature de l'organisme.
- Si le gouvernement du Canada ou le gouvernement du Québec refuse d'appuyer ou de soutenir financièrement la tenue de l'événement à Montréal.
- Si le processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement est annulé par ce dernier ou si celui-ci avait signifié préalablement son refus de tenir l'événement à Montréal.
- Si un ou plusieurs des documents prévus être remis à la Ville à la section 9.2. du formulaire sont manquants.
- Si un ou des renseignements inscrits dans les documents reçus de l'organisme ou diffusés par lui sont faux ou inexacts.

3.8. Soutien financier maximal

Événements sportifs internationaux : **25 000 $**
Événements sportifs nationaux : **10 000 $**

Le soutien financier peut varier en fonction :

- De l'enveloppe budgétaire totale disponible.
- De la répartition de l'enveloppe budgétaire totale dans chacun des volets.
- Du nombre de demandes retenues.

La Ville se réserve le droit de refuser d'attribuer un soutier financier, notamment si l'enveloppe budgétaire du Programme est épuisée.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX **ÉVÉNEMENTS SPORTIFS** INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS

2017

FORMULAIRE

Volet 1. **Événements sportifs internationaux**

Volet 2. **Événements sportifs nationaux**

Volet 3. **Événements sportifs métropolitains**

Montréal

Service de la diversité sociale et des sports

1. Identification de l'organisme

Organisme

Nom légal [4] : _____ Statut juridique : _____

Date d'incorporation : _____ No d'entreprise du Québec (NEQ) : _____

No d'enregistrement à titre d'organisme de charité (Revenu Canada) : _____

Industrie Canada
No de la société : _____ No d'entreprise : _____

Nom du répondant (Organisme) : _____ Fonction : _____

Siège social

Adresse : _____ Ville : _____

Province : _____ Code postal : _____

Correspondance (si différente)

Adresse : _____ Ville : _____

Province : _____ Code postal : _____

Communication

Téléphone : _____ Cellulaire : _____

Courriel : _____ Site Internet : _____

Si vous avez déjà reçu une aide financière de la Ville de Montréal, veuillez indiquer votre numéro de fournisseur (6 chiffres).

Numéro de fournisseur avec la Ville de Montréal : _____

[4] Le nom indiqué doit correspondre à celui inscrit auprès des autorités légales et au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal.

2. Identification de l'événement

Nom de l'événement : _____

Discipline(s) sportive(s) : _____

Date(s) : du : _____ au : _____
jour / mois / année jour / mois / année

Localisation de l'événement : site(s) et adresse(s) :

3. Choix du volet et de la date de dépôt

Volets	**Date limite de dépôt**
☐ 1. Événements sportifs internationaux	☐ 1er décembre 2016 – 16h
☐ 2. Événements sportifs nationaux	☐ 30 mars 2017 – 16h
☐ 3. Événements sportifs métropolitains	☐ 15 août 2017 – 16h

4. Soutien financier demandé

_____ $

Note : inclure la somme demandée dans le budget prévisionnel de l'événement ou de la candidature.

5. Objectifs mesurables

Remplir uniquement les cases correspondant au volet pour lequel vous effectuez une demande de contribution financière.

5.1. Objectifs généraux

Nombre d'athlètes/participants attendus	
Durée de l'événement (nombre de jours)	

Récurrence de l'événement :

Annuel ☐ Récurrent ☐ Ponctuel ☐

Nombre de récurrences / éditions : _____ Année de la 1re édition : _____

Niveau de sanction :

International ☐ National ☐ Provincial ☐ Aucune ☐

Calibre des athlètes :

Espoir		Junior		Autre	
Senior		Maître			

Calibre de la compétition :

Volet international

Mondiale		Continentale	
Internationale		Invitation	

Volet métropolitain

Internationale / Invitation		Provinciale		Île de Montréal	
Interprovinciale		Grand Montréal			

Nombre de spectateurs attendus : _____

Télédiffusion (auditoire prévu) : _____ Webdiffusion (auditoire prévu) : _____

Nombre d'objectifs atteints du Programme : _____

Type d'événement :

Homme		Femme		Mixte	
Compétitif		Participatif		Sport émergent	
Unisport / Unidisciplinaire		Multisport / Multidisciplinaire		Sport adapté / handisport	

5.2. Objectifs spécifiques[5]

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure internationale	**Quantité**
Nombre de pays participants	
Préciser lesquels[6] :	
Nombre d'équipes ou de clubs participants	
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada	%

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure nationale	**Quantité**
Nombre de provinces et territoires participants	
Préciser lesquels[7] :	
Nombre d'équipes ou de clubs participants	
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Québec	%
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada (s'il y a lieu)	%

[5] S'il s'agit d'événements de sports adaptés, émergents ou à plus faible attraction, vous devez fournir les informations sur la pratique sportive concernée : le bassin d'athlètes potentiels, leur provenance, la participation aux éditions précédentes ou à des événements comparables (ex.: rapports d'activités, bilans d'événement, statistiques de participation, etc.).

[6] Au besoin, annexer une liste.

[7] Au besoin, annexer une liste.

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure métropolitaine	Quantité
Nombre d'arrondissements ou de villes de l'île de Montréal d'où proviennent les participants (veuillez annexer la liste des arrondissements et des villes)	
Nombre de clubs ou d'équipes qui proviennent de l'île de Montréal	
Nombre total de clubs ou d'équipes	
Proportion de participants provenant de l'agglomération de Montréal	%
Proportion de participants provenant de l'extérieur du Canada	%

6. Description de l'événement

6.1. Plan d'affaires

Veuillez annexer un plan d'affaires concis avec votre demande. Le plan doit contenir les renseignements suivants sur l'événement : description, historique, déroulement, programmation, logistique, opérations de communication et de promotion, composition du comité organisateur, télédiffusion, retombées médiatiques des années antérieures (s'il y a lieu), legs prévus, développement durable, pratiques inclusives, etc.

6.2. Adéquation avec les objectifs du Programme

Veuillez annexer une brève justification pour chacun des objectifs énumérés à la page 1 du Programme.

7. Contribution globale de l'Administration montréalaise

Veuillez annexer en détail toutes les ressources (financières, humaines, matérielles, expertise, communications, etc.) consenties ou en voie d'être consenties par l'Administration montréalaise (la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements et les 15 villes de l'île de Montréal), en soutien à la réalisation de l'événement.

8. Prévisions budgétaires

Vous pouvez fournir les prévisions budgétaires de l'organisation de l'événement sous une autre forme en annexe. Cependant, l'information demandée au tableau ci-dessous doit y figurer clairement.

Revenus

Contributions anticipées			
Fédéral			
Sport Canada	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Fédération sportive	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Développement économique Canada	☐ Prévues	☐ Confirmées	
Autre :	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Provincial			
MELS	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Tourisme Québec	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Secrétariat à la région métropolitaine	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Fédération sportive	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Autre :	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Municipal			
Ville de Montréal	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Arrondissement (s) :	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Tourisme Montréal	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Autre :	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Total partiel			**$**
Revenus autonomes			
Vente – billetterie et entrées			$
Vente – concessions alimentaires (boissons, nourriture, etc.)			$
Vente – produits dérivés (t-shirts, casquettes, programmes, etc.)			$
Campagne de financement			$
Inscriptions			$
Dons			$
Commandites en argent			$
Commandites en biens et services			$
Autre **:**			$
Autre **:**			$
Total partiel			**$**
TOTAL DES REVENUS ANTICIPÉS :			**$**

Dépenses

Dépenses admissibles[8]	
Utilisation d'un (de) plateau(x) sportif(s), de salles et du domaine public [9]	$
Assurances	$
Permis, autorisations et sanctions	$
Marketing (communication, promotion, publicité)	$
Opérations (matériel, équipement, logistique, aménagement, santé, sécurité, bénévoles, personnel technique)	$
Frais des officiels (déplacement vers le plateau de compétition; nourriture offerte sur les plateaux de compétitions, salaire des arbitres)	$
Autre :	$
Autre :	$
Total partiel	**$**

[8] Les taxes applicables, les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds ou le secteur privé ne sont pas admissibles.
[9] La perte de revenus due à l'utilisation des plateaux sportifs n'est pas admissible.

Dépenses non admissibles	
Administration (comptabilité, juridique, etc.)	$
Ressources humaines (employés, consultants, etc.)	$
Protocole (accueil de dignitaires / experts / délégués, prix, récompenses, cadeaux, frais de représentation)	$
Frais d'hôtel des arbitres ; frais de déplacement des intervenants payés par l'organisme, incluant les arbitres et les athlètes	
Achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'événement	
Technologies de l'information (téléphonie, Internet, etc.)	
Autre :	$
Autre :	$
Total partiel	**$**
TOTAL DES DÉPENSES ANTICIPÉES :	**$**

SOLDE (REVENUS – DÉPENSES) :	**$**

9. Documents à remettre à la Ville

9.1. Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire :

- ☐ Lettres patentes de l'organisme.
- ☐ Résolution du conseil d'administration ou écrit officiel du détenteur des droits désignant l'organisme comme organisateur de l'événement.
- ☐ Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande et désignant une personne responsable pour signer tout engagement relatif à celle-ci (ci-après désignée le « Répondant »).
- ☐ Confirmation écrite des organismes concernés garantissant que les installations, les équipements, le matériel et les lieux utilisés sont disponibles, adéquats, sécuritaires et aptes à la tenue de l'événement.
- ☐ Autorisations, sanctions et permis requis pour la tenue de l'événement.
- ☐ Prévisions budgétaires de l'événement (si non présentées dans le formulaire).
- ☐ Preuve d'assurance applicable à la tenue de l'événement.
- ☐ Le bilan financier ou les états financiers de l'édition précédente de l'événement.
- ☐ Plan d'affaires concis.
- ☐ Adéquation avec les objectifs du Programme.
- ☐ Contribution globale de l'Administration montréalaise.
- ☐ Liste des inscriptions ou résultats de la compétition, faisant la preuve du nombre minimum de participants et de la provenance des participants :
    - Volet international et national : démontrer la proportion des participants selon le pays, la province ou l'état, selon les critères spécifiques d'admissibilité;
    - Volet métropolitain : démontrer la présence de participants en provenance d'au moins 17 arrondissements ou villes de l'agglomération de Montréal.

9.2. Les documents suivants doivent être envoyés au Service de la diversité sociale et des sports à l'adresse indiquée à la section 12 du formulaire, au plus tard 60 jours après la tenue de l'événement :

- Rapport final de l'événement : faits saillants, résultats obtenus aux objectifs mesurables, nombre de participants, nombre de pays représentés, nombre de spectateurs et de téléspectateurs, télédiffusion, opérations de communication et de promotions réalisées, activités publiques organisées, difficultés rencontrées, problèmes survenus, etc.
- Bilan financier ou les états financiers de l'événement.
- Factures : sanctions, permis, assurances, location d'installations, matériel promotionnel, achat d'équipements, etc.

10. Obligations et engagement

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser l'événement pour lequel la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal, en vertu des présentes.
- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné à l'événement (ci-après appelé le « Représentant ») de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.
- Aviser promptement le Représentant de tout changement d'importance à l'événement pour lequel une aide financière a été demandée.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans l'organisation de l'événement en apposant sa signature dans les documents et outils promotionnels relatifs à l'événement, dans le respect des normes en vigueur. Le logotype de la Ville de Montréal et ses normes d'utilisation sont accessibles sur le portail Internet de la Ville : **ville.montreal.qc.ca**.
- Inviter, au moins dix jours ouvrables à l'avance, la Ville de Montréal à participer aux activités publiques afférentes à l'événement (conférence de presse, cérémonie d'ouverture ou de remise de médailles, etc.).
- Respecter le protocole de visibilité de la Ville concernant les événements sportifs soutenus par le Programme, lequel est disponible sur le portail Internet de la Ville de Montréal à l'adresse du Programme : **ville.montreal.qc.ca/evenementssportifs.**
- Se conformer à toutes les normes et lois et à tous les règlements applicables à l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Organiser l'événement en répondant aux plus hauts standards d'éthique professionnelle et sportive.
- Payer aux paliers de gouvernements et aux organismes concernés les impôts et les taxes, tout en obtenant les permis ainsi que les droits prescrits pour la réalisation de l'événement.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou de l'événement organisé par l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison de la tenue de l'événement.
- Maintenir à jour son inscription dans le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal (portail Internet : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs).

- Détenir une police d'assurance responsabilité civile offrant la protection indiquée par les représentants de la Ville de Montréal pour les blessures corporelles et les dommages matériels. Cette police d'assurance doit provenir d'une compagnie ayant son siège social ou un bureau au Québec. La police d'assurance doit être en vigueur durant les 10 jours précédant l'événement, pendant la tenue de l'événement ainsi que pendant les 10 jours suivant la fin de l'événement. Elle doit aussi comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée de l'organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq jours ouvrables avant la tenue de l'événement. L'organisme doit remettre au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement, des copies de la police d'assurance et de l'avenant.
- Souscrire et maintenir en vigueur, auprès de compagnies d'assurances ayant leur siège social ou un bureau au Québec, toutes les autres polices d'assurance nécessaires à la tenue de l'événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal, accordant la protection indiquée par les autorités qui les exigent. Ces polices doivent comporter un avenant stipulant qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville. L'organisme doit remettre une copie de ces polices d'assurance et des avenants au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement.
- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, laquelle est disponible sur son portail Internet à l'adresse du Programme : **ville.montreal.qc.ca/evenementssportifs**.
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour réaliser l'événement visé.
- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), des états financiers vérifés, approuvés et signés par l'organisme au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son année financière. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.

11. Engagement de l'organisme

Après avoir pris connaissance du présent Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine, _____

(Nom de l'organisme)

certifie que les renseignements inscrits dans le formulaire et dans les documents fournis à l'appui de sa demande de soutien financier sont exacts et complets.

L'organisme s'engage, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations du Programme et de la présente demande de soutien financier.

L'organisme reconnait que la Ville de Montréal ne s'engage en aucun cas à octroyer un quelconque soutien financier et qu'elle peut offrir un soutien financier inférieur à celui demandé dans la présente demande de soutien financier. Le montant du soutien financier accordé à l'organisme sera celui indiqué dans la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal, le cas échéant.

Le Programme, la présente demande de soutien financier et la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal constitueront ensemble l'entente entre les parties.

EN FOI DE QUOI, par son Répondant, l'organisme a signé à Montréal

Nom de l'organisme	**Nom du Répondant de l'organisme**[10]
Signature du Répondant de l'organisme	**Date (JJ / MM / AAAA)**

[10] Attention : le nom du signataire doit être le même que celui indiqué à la page 1 et désigné dans la résolution.

12. Renseignements et mode de transmission de la demande et des documents

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante : **evenements.sportifs@ville.montreal.qc.ca.**

Le formulaire dûment rempli et signé par le Répondant de l'organisme, incluant les annexes de la section 9.1. pour les demandes reliées aux volets 1 à 3, doit être transmis électroniquement à l'adresse suivante :
evenements.sportifs@ville.montreal.qc.ca.

Un accusé de réception sera envoyé pour confirmer la réception de la demande par voie électronique.

La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

Tout avis ou document qui doit être transmis au Responsable par courrier doit être adressé comme suit :

Programme de soutien aux événements sportifs
Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Calendrier des événements

La Ville produit un calendrier annuel des événements sportifs prévus à Montréal.

Si vous souhaitez publiciser votre événement, veuillez compléter la fiche événement ci-jointe.

FICHE ÉVÉNEMENT

Nom de l'événement : _____

Année de création (édition) : _____

Thème : _____

Type d'événement : _____

Brève description :

Date du début de l'événement : _____

Date de la fin de l'événement : _____

Lieu de l'événement : _____

Clientèle : _____

Coût d'entrée : _____

Renseignements complémentaires : _____

Numéros de téléphone (info ou réservation) : _____

Site Internet : _____

Organisme responsable : _____

Personne-ressource et coordonnées _____

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX **ÉVÉNEMENTS SPORTIFS** INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS

2017

FORMULAIRE

Volet 4. Candidatures aux événements sportifs

Montréal

Service de la diversité sociale et des sports

1. Identification de l'organisme

Organisme

Nom légal [1] : _____ Statut juridique : _____

Date d'incorporation : _____ No d'entreprise du Québec (NEQ) : _____

No d'enregistrement à titre d'organisme de charité (Revenu Canada) : _____

Industrie Canada
No de la société : _____ No d'entreprise : _____

Nom du répondant (Organisme) : _____ Fonction : _____

Siège social

Adresse : _____ Ville : _____

Province : _____ Code postal : _____

Correspondance (si différente)

Adresse : _____ Ville : _____

Province : _____ Code postal : _____

Communication

Téléphone : _____ Cellulaire : _____

Courriel : _____ Site Internet : _____

Si vous avez déjà reçu une aide financière de la Ville de Montréal, veuillez indiquer votre numéro de fournisseur (6 chiffres).

Numéro de fournisseur avec la Ville de Montréal : _____

[1] Le nom indiqué doit correspondre à celui inscrit auprès des autorités légales et au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal.

2. Identification de l'événement

Nom de l'événement : _____

Discipline(s) sportive(s) : _____

Date(s) : du : _____ au : _____
jour / mois / année jour / mois / année

Localisation de l'événement : site(s) et adresse(s) :

3. Soutien financier demandé

_____ $

Note : inclure la somme demandée dans le budget prévisionnel de l'événement ou de la candidature.

4. Objet du soutien

Indiquer pour quelle dépense admissible le soutien financier est demandé :

5. Objectifs mesurables

5.1. Objectifs généraux

Nombre d'athlètes/participants attendus ☐
Durée de l'événement (nombre de jours) ☐

Récurrence de l'événement :

Annuel ☐ Récurrent ☐ Ponctuel ☐

Nombre de récurrences / éditions : _____ Année de la 1re édition : _____

Niveau de sanction :

International ☐ National ☐

Calibre des athlètes :

Espoir ☐ Junior ☐ Autre ☐
Senior ☐ Maître ☐

Calibre de la compétition :

Mondiale		Continentale	
Internationale		National	

Nombre de spectateurs attendus : _____

Télédiffusion (auditoire prévu) : _____ Webdiffusion (auditoire prévu) : _____

Nombre d'objectifs atteints du Programme : _____

Type d'événement :

Homme		Femme		Mixte	
Compétitif		Participatif		Sport émergent	
Unisport / Unidisciplinaire		Multisport / Multidisciplinaire		Sport adapté / handisport	

5.2. Objectifs spécifiques[2]

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure internationale	**Quantité**
Nombre de pays participants	
Préciser lesquels[3] :	
Nombre d'équipes ou de clubs participants	
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada	%

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure nationale	**Quantité**
Nombre de provinces et territoires participants	
Préciser lesquels[4] :	
Nombre d'équipes ou de clubs participants	
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Québec	%
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada (s'il y a lieu)	%

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure métropolitaine	**Quantité**
Nombre d'arrondissements ou de villes de l'île de Montréal d'où proviennent les participants (veuillez annexer la liste des arrondissements et des villes)	
Nombre de clubs ou d'équipes qui proviennent de l'île de Montréal	
Nombre total de clubs ou d'équipes	
Proportion de participants provenant de l'agglomération de Montréal	%
Proportion de participants provenant de l'extérieur du Canada	%

[2] S'il s'agit d'événements de sports adaptés, émergents ou à plus faible attraction, vous devez fournir les informations sur la pratique sportive concernée : le bassin d'athlètes potentiels, leur provenance, la participation aux éditions précédentes ou à des événements comparables (ex.: rapports d'activités, bilans d'événement, statistiques de participation, etc.).

[3] Au besoin, annexer une liste.

[4] Au besoin, annexer une liste.

6. Description de l'événement

Veuillez annexer une description de l'événement que vous souhaitez tenir à Montréal, laquelle doit contenir les renseignements suivants : historique; réseau de compétitions dans lequel s'inscrit l'événement; épreuves et compétitions au programme; télédiffusion; avantages, retombées et legs prévus pour Montréal; etc.

7. Contribution globale de l'Administration montréalaise

Veuillez annexer une estimation préliminaire de toutes les ressources (financières, humaines, matérielles, expertise, communications, etc.) attendues de l'Administration montréalaise (la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements et les 15 villes de l'île de Montréal) dans l'organisation et la présentation de l'événement.

8. Budget prévisionnel du projet de candidature

Veuillez annexer le budget prévisionnel du projet de candidature (revenus et dépenses).

9. Documents à remettre à la Ville

9.1. Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire :

- ☐ Lettres patentes de l'organisme.
- ☐ Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande et désignant une personne responsable pour signer tout engagement relatif à celle-ci (ci-après désignée le « Répondant »).
- ☐ Police d'assurance responsabilité civile générale et police d'assurance responsabilité civile des administrateurs et dirigeants de l'organisme.
- ☐ Description et historique de l'événement, incluant un bref portrait de l'évolution de la pratique du sport concerné et de son développement à Montréal, au Québec et au Canada.
- ☐ Structure du comité de candidature.
- ☐ Cahier des charges de l'événement.
- ☐ Description du processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement.
- ☐ Brève justification pour chacun des objectifs du Programme.
- ☐ Échéancier d'appel de candidatures pour l'événement annoncé par le détenteur des droits de l'événement et calendrier de travail de l'organisme.
- ☐ Inventaire des autorisations, sanctions et permis requis pour la tenue de l'événement.
- ☐ Budget prévisionnel de la candidature (revenus et dépenses).
- ☐ Estimation préliminaire de la contribution globale de l'Administration montréalaise.
- ☐ Contrat type que l'organisme hôte doit signer avec le détenteur des droits de l'événement.
- ☐ Rapport final et budget final de l'édition la plus récente de l'événement.
- ☐ Résultats les plus récents de l'événement.

9.2. Les documents suivants doivent être envoyés au Service de la diversité sociale et des sports à l'adresse indiquée à la section 12 du formulaire, avant que la Ville de Montréal n'autorise officiellement par écrit le dépôt de la candidature auprès du détenteur des droits de l'événement :

- Livrables pour lesquels la contribution de la Ville a été accordée (plan d'affaires, dossier de candidature, montage financier de l'événement (revenus et dépenses), étude d'impacts économiques, études de faisabilité et de marché, etc.
- Rapport final, bilan financier final ou états financiers du projet de candidature.
- Appui des fédérations québécoises et canadiennes du sport concerné pour l'événement.
- Appui des gouvernements du Québec et du Canada pour l'événement.
- Appui de Tourisme Montréal pour l'événement.
- Factures pour la production des livrables remis à la Ville.
- Confirmation écrite des organismes concernés garantissant que les installations et les lieux prévus être utilisés pour y tenir l'événement sont adéquats, sécuritaires et aptes à sa tenue.
- Confirmation écrite des gestionnaires ou propriétaires des installations et/ou des lieux prévus être utilisés pour y tenir l'événement à l'effet qu'ils seront disponibles pour l'accueillir.

10. Obligations et engagement

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour produire les livrables pour lesquels la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal.
- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné à l'événement (ci-après appelé le « Représentant ») de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.
- Aviser promptement le Représentant de tout changement d'intention relatif au projet de candidature, ainsi qu'au processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans le projet de candidature pour l'événement dans le respect des normes en vigueur.
- Se conformer en tout temps, à toutes les directives et exigences du détenteur des droits de l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou du projet de candidature de l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison du projet de candidature et de la tenue éventuelle de l'événement à Montréal.
- Maintenir à jour son inscription dans le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal (portail Internet : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs).
- Détenir une police d'assurance responsabilité civile générale et une police d'assurance responsabilité civile des administrateurs et dirigeants. Ces polices d'assurance doivent provenir d'une compagnie ayant son siège social ou un bureau au Québec. L'organisme doit remettre au Représentant de la Ville copie de ces polices d'assurance en même temps que le formulaire.

- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, laquelle est disponible sur son portail Internet à l'adresse du Programme : **ville.montreal.qc.ca/evenementssportifs**.
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour produire les livrables de la présente entente.
- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), des états financiers vérifiés, approuvés et signés quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de l'exercice financier de l'organisme. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.
- Obtenir une autorisation écrite officielle de la Ville de Montréal avant de déposer, auprès du détenteur des droits de l'événement, la candidature qu'il a préparée afin de tenir l'événement à Montréal. La contribution financière de la Ville dans la préparation de la candidature de l'organisme ne constitue pas un appui officiel de la Ville au dépôt de la candidature de l'organisme auprès du détenteur des droits de l'événement ni une intention de la Ville à soutenir éventuellement l'organisation et la tenue de l'événement à Montréal.

11. Engagement de l'organisme

Après avoir pris connaissance du présent Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine, _____
(Nom de l'organisme)
certifie que les renseignements inscrits dans le formulaire et dans les documents fournis à l'appui de sa demande de soutien financier sont exacts et complets.

L'organisme s'engage, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations du Programme et de la présente demande de soutien financier.

L'organisme reconnait que la Ville de Montréal ne s'engage en aucun cas à octroyer un quelconque soutien financier et qu'elle peut offrir un soutien financier inférieur à celui demandé dans la présente demande de soutien financier. Le montant du soutien financier accordé à l'organisme sera celui indiqué dans la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal, le cas échéant.

Le Programme, la présente demande de soutien financier et la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal constitueront ensemble l'entente entre les parties.

EN FOI DE QUOI, par son Répondant, l'organisme a signé à Montréal

Nom de l'organisme	**Nom du Répondant de l'organisme**[5]
Signature du Répondant de l'organisme	**Date (JJ / MM / AAAA)**

[5] Attention : le nom du signataire doit être le même que celui indiqué à la page 1 et désigné dans la résolution.

12. Renseignements et mode de transmission de la demande et des documents

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante : **evenements.sportifs@ville.montreal.qc.ca.**

Le formulaire dûment rempli et signé par le Répondant de l'organisme, incluant les annexes de la section 9.1. pour les demandes reliée au volet 4, doit être transmis électroniquement à l'adresse suivante :
evenements.sportifs@ville.montreal.qc.ca.

Un accusé de réception sera envoyé pour confirmer la réception de la demande par voie électronique.

La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

Tout avis ou document qui doit être transmis au Responsable par courrier doit être adressé comme suit :

Programme de soutien aux événements sportifs
Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1166340005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Déposer le bilan 2012-2016 du Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine. Approuver les modifications au Programme et son renouvellement pour l'année 2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons la validité et la forme du document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

AGGLO-Programme_soutien_evenements 2017_FINAL.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

William Kronstrom RICHARD
Avocat
Tél : 514 872 2733

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-28

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514 872 8323
Division : Droit contractuel

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX **ÉVÉNEMENTS SPORTIFS** INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS

2017

PROGRAMME

Volet 1. **Événements sportifs internationaux**

Volet 2. **Événements sportifs nationaux**

Volet 3. **Événements sportifs métropolitains**

Volet 4. **Candidatures aux événements sportifs**

Montréal

Service de la diversité sociale et des sports

1. Préambule

Les événements sportifs sont une source de fierté et de formidables occasions de rapprochement. L'accueil d'un grand nombre d'événements sportifs démontre la créativité, la mobilisation de même que l'engagement et le dynamisme d'une société. Non seulement ils stimulent l'activité économique de la région hôtesse, mais favorisent l'essor de la pratique sportive chez la population et le développement d'une élite sportive locale.

Le Programme a été créé en conformité avec la compétence d'aide aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale du conseil d'agglomération de Montréal[1].

Le formulaire est disponible sur le portail Internet de la Ville de Montréal à l'adresse suivante : **ville.montreal.qc.ca/evenementssportifs.**

1.1. Objectifs du Programme

Le but du Programme est d'apporter un soutien financier aux organisateurs d'événements afin d'atteindre les objectifs suivants :

1. Augmenter le nombre d'événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine sur le territoire de l'agglomération de Montréal, améliorer leur qualité et accroître leur diversité.
2. Maximiser les legs et les retombées sportives, touristiques, médiatiques, économiques et sociales des événements sportifs pour Montréal.
3. Positionner Montréal comme une métropole sportive par excellence à l'échelle nationale et internationale.
4. Soutenir le sport de haut niveau montréalais.
5. Développer et renforcer l'expertise et le savoir-faire montréalais en matière de démarchage et d'organisation d'événements sportifs majeurs.
6. Accroître le sentiment d'appartenance et de fierté des citoyens et des athlètes.
7. Encourager la pratique d'activités physiques et sportives auprès de la population montréalaise.
8. Offrir davantage d'opportunités aux citoyens de l'agglomération de Montréal d'assister et de participer à des événements sportifs grand public.
9. Optimiser l'utilisation des équipements sportifs et des lieux publics montréalais.

1.2. Description du Programme

- Le soutien aux événements (page 2)
  - Volet 1. Événements sportifs internationaux
  - Volet 2. Événements sportifs nationaux
  - Volet 3. Événements sportifs métropolitains
- Le soutien aux candidatures (page 6)
  - Volet 4. Candidatures aux événements sportifs

[1] Agglomération de Montréal : les 15 villes de l'île de Montréal et les 19 arrondissements de la Ville de Montréal.

2. Le soutien aux événements – Volets 1, 2 et 3

Le Programme concerne principalement les disciplines sportives reconnues par le Comité international olympique, Sport Canada ou le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, mais s'adresse également aux sports adaptés ou encore aux sports considérés comme émergents[2]. De plus, il vise aussi bien les événements établis que les événements en phase de démarrage (première ou deuxième édition d'un événement récurrent).

2.1. Échéancier

Seuls les événements se tenant entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017 sont admissibles aux trois premiers volets du Programme. L'organisme doit déposer sa demande dûment complétée, accompagnée des documents exigés, au plus tard aux dates et heures mentionnées ci-dessous et à l'adresse indiquée à la section 12 du formulaire :

Pour les événements de 2017 :

- **1er décembre 2016 – 16 h**
- **30 mars 2017 – 16 h**
- **15 août 2017 – 16 h**

Un délai de **90 jours** doit être prévu entre la date limite de dépôt des demandes et la réponse.

2.2. Événements exclus

2.2.1. Les événements sportifs reliés à l'industrie du spectacle tels que les galas de boxe professionnelle, les matches de sports professionnels, les tournois de golf professionnel, etc.

2.2.2. Les événements sportifs de très grande envergure nécessitant habituellement des ressources considérables des villes hôtes tels que les Jeux olympiques et paralympiques, les Jeux panaméricains, les Universiades, certains championnats du monde, la Coupe du monde de la FIFA, les Jeux du Canada, les Jeux de la francophonie, etc.

2.2.3. Les événements pour lesquels la Ville de Montréal a déjà une entente de contribution financière.

2.2.4. Les congrès, conférences, cliniques, salons, expositions et assemblées en sport.

2.2.5. Les camps d'entraînement, les galas de boxe amateur ou amateur/professionnel, les matches et les combats amateurs organisés (*sparring*).

2.2.6. Les matches de ligues canadiennes, les événements sportifs provinciaux, les championnats régionaux et les compétitions de circuits canadiens.

2.2.7. Les événements sportifs dont l'objectif premier est une collecte de fonds visant le financement de causes ou d'organismes de bienfaisance non liés au sport.

2.3. Critères d'admissibilité

2.3.1. Critères généraux

L'organisme doit :

- Présenter une demande par événement à un seul volet du Programme.
- Organiser un événement en adéquation avec la nature et les objectifs du Programme.
- Tenir l'événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
- Tenir l'événement durant l'année prévue par le Programme.
- Être constitué en corporation (personne morale) à but non lucratif.
- Se conformer aux lois, normes et règlements municipaux, provinciaux et fédéraux en vigueur, notamment en matière de sécurité.

[2] Concernant le caractère émergent de la discipline sportive, la Ville de Montréal se réserve un pouvoir d'appréciation discrétionnaire fondé notamment sur l'affiliation et le réseau organisationnel, la reconnaissance provinciale, nationale et internationale, l'ancienneté de la pratique et la structure compétitive existante.

- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Souscrire à toutes les polices d'assurance requises pour la tenue de l'événement.
- Déclarer par écrit tous les partenariats et les ententes de soutien (financier, biens, services, etc.) avec les arrondissements, les villes de l'agglomération de Montréal, les gouvernements québécois et canadien et les instances parapubliques (Tourisme Montréal, STM, etc.).
- Présenter un budget équilibré.

2.3.2. Critères spécifiques

2.3.2.1. Volet 1 – Événement international

Événement international sanctionné

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive internationale ou continentale détentrice des droits de l'événement.
- Avoir une participation minimale de 30 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada.
- Avoir une participation minimale de deux pays.

Événement international invitation

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive internationale, par la fédération sportive continentale ou par la fédération sportive canadienne du sport concerné.
- Avoir une participation minimale de 30 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada.
- Avoir une participation minimale de quatre pays, incluant le Canada.
- Avoir une participation minimale de 40 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada et un minimum de 100 athlètes s'il n'y a que trois pays, incluant le Canada.
- Avoir une participation minimale de 50 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada et un minimum de 100 athlètes s'il n'y a que deux pays, incluant le Canada.

2.3.2.2. Volet 2 – Événement national

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive canadienne détentrice des droits de l'événement.
- Être ouvert à l'ensemble des provinces et des territoires canadiens.

2.3.2.3. Volet 3 – Événement métropolitain

L'événement doit :

- Regrouper plus de 1 000 participants.
- Prévoir des opérations de communication et de promotion auprès de l'ensemble des clientèles visées de l'agglomération de Montréal.
- S'assurer d'avoir, au minimum, des participants en provenance d'au moins 17 arrondissements ou villes de l'agglomération de Montréal.

2.3.3. Exceptions aux critères spécifiques

Deux types d'exception peuvent s'appliquer :

- S'il s'agit de la première ou deuxième édition de l'événement, les cibles minimales d'athlètes ou de participants sont réduites de moitié.
- Si l'événement concerne un sport adapté ou émergent, le nombre et la provenance des participants seront ajustés en fonction de deux critères[3] :
  - Le bassin d'athlètes ou de participants potentiel et sa provenance;
  - La participation aux éditions précédentes ou à des événements comparables.

[3] La Ville de Montréal déterminera les cibles minimales à atteindre sur la base des facteurs énoncés, des informations fournies par l'organisme, de la vérification de ces informations et de ses propres recherches en la matière.

2.4. Admissibilité des coûts

Le soutien financier ne peut pas excéder 50 % des dépenses totales admissibles et 30 % du total des revenus anticipés.

2.4.1. Dépenses admissibles

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du domaine public.
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'événement.
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'événement.
- Le coût du matériel promotionnel de l'événement.
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'événement.
- Les frais des officiels : frais de déplacement des arbitres entre l'hébergement et le plateau de compétition; achat de nourriture offerte aux arbitres sur les plateaux de compétitions, salaire des arbitres.
- Les frais du personnel technique et médical requis pour la tenue de l'événement (physio, etc.).
- Les frais liés à la formation des bénévoles.

2.4.2. Dépenses non admissibles

- Les dépenses administratives (comptabilité, juridique, etc.) et les ressources humaines (employés, consultants, etc.).
- Les technologies de l'information (téléphonie, Internet, etc.).
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, rétributions ou remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs.
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'événement.
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'organisme, incluant les arbitres et les athlètes.
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'événement.
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé.
- Les taxes applicables.
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds ou le secteur privé.
- La perte de revenus due à l'utilisation des plateaux sportifs.
- Les frais d'hôtel des arbitres.

2.5. Critères d'évaluation

2.5.1. Évaluation quantitative

- Nombre d'objectifs du Programme rencontrés.
- Nombre d'athlètes, de participants, d'équipes ou de clubs.
- Nombre de spectateurs attendus.
- Nombre d'arrondissements et de villes de l'agglomération de Montréal, de provinces et de territoires du Canada ou de pays participants.
- Provenance des athlètes, des équipes, des clubs, des participants (%) : Montréal, Québec, Canada, autres pays.
- Durée de l'événement (nombre de jours).
- Télédiffusion de l'événement : nombre de téléspectateurs prévus et dans combien de pays.
- Contribution globale requise de l'Administration montréalaise en ressources financières, ressources humaines, ressources matérielles, expertise, communication, etc.
- Avantages, legs et retombées de l'événement.
- Contribution des gouvernements du Québec et du Canada et des fédérations sportives québécoise et canadienne concernées.

- Diversification des sources de financement publiques, privées et autonomes.
- Réussite financière de l'événement.

2.5.2. Évaluation qualitative

- Reconnaissance du sport.
- Événement récurrent ou ponctuel.
- Calibre des athlètes : espoir, junior, senior, maître.
- Calibre de la compétition.
- Retombées médiatiques attendues.
- Opérations de marketing, promotion et communication.
- Historique de l'organisateur et de l'événement.
- Qualité de l'organisation : déroulement, logistique, comité organisateur, sécurité, etc.
- Qualité du plan d'affaires et du budget prévisionnel.
- Événement écoresponsable.
- Éléments de plus-value, d'innovation et de legs sociaux (ex. : promotion de saines habitudes de vie, pratiques inclusives, accessibilité universelle, etc.).

2.6. Modalités d'évaluation

- Uniquement les demandes respectant la date d'échéance et comprenant le formulaire dûment complété et tous les documents exigés avant la tenue de l'événement (section 9.1. du formulaire) seront évaluées.
- Si plusieurs organisateurs désirent tenir un événement similaire à des dates rapprochées, la Vil le de Montréal se réserve le droit de décider lequel elle soutiendra.
- À la suite de l'analyse, les événements retenus seront soumis aux autorités compétentes pour approbation quant à l'ampleur du soutien à accorder.

2.7. Modalités de versement

Pour les projets retenus, l'aide financière est accordée en un seul versement et ne sera versée que lorsque tous les documents exigés avant l'événement (section 9.1. du formulaire) seront remis au Service de la diversité sociale et des sports à l'adresse indiquée au formulaire.

La Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- Si l'événement est annulé.
- Si l'organisation de l'événement lui porte préjudice.
- Si un ou des documents exigés sont manquants.
- Si un ou des renseignements inscrits dans les documents reçus de l'organisme ou diffusés par lui sont faux ou inexacts.
- Si tous les documents exigés à la suite de la tenue de l'événement (section 9.2. du formulaire) ne sont pas remis au Service de la diversité sociale et des sports.
- S'il y a non-respect des critères d'admissibilité.

2.8. Soutien financier maximal

Volet 1.	Événements sportifs internationaux :	**25 000 $**
Volet 2.	Événements sportifs nationaux :	**10 000 $**
Volet 3.	Événements sportifs métropolitains :	**15 000 $**

Le soutien financier peut varier en fonction :

- De l'enveloppe budgétaire totale disponible.
- De la répartition de l'enveloppe budgétaire totale dans chacun des volets.
- Du nombre de demandes retenues.

La Ville se réserve le droit de refuser d'attribuer un soutien financier, notamment si l'enveloppe budgétaire du Programme est épuisée.

3. Le soutien aux candidatures – Volet 4

Ce volet du Programme s'adresse aux organismes sans but lucratif s'engageant dans un processus de dépôt d'une candidature pour l'accueil, à Montréal, d'un événement sportif sanctionné d'envergure nationale ou internationale.

3.1. Échéancier

L'organisme soumet sa demande dûment complétée, accompagnée des documents exigés, **entre le 1er janvier et le 1er novembre 2017**. Il n'y a pas de date fixe pour le dépôt des demandes de soutien. Un délai de **60 jours** doit être prévu entre la date de dépôt et la réponse de la Ville.

3.2. Candidatures d'événements exclues

3.2.1. Les événements sportifs reliés à l'industrie du spectacle tels que les galas de boxe professionnelle, les matches de sports professionnels, les tournois de golf professionnel, etc.

3.2.2. Les événements pour lesquels la Ville de Montréal a déjà une entente de contribution financière.

3.2.3. Les congrès, conférences, cliniques, salons, expositions et assemblées en sport.

3.2.4. Les camps d'entraînement, les galas de boxe amateur ou amateur/professionnel, les matches et les combats amateurs organisés (*sparring*).

3.2.5. Les matches de ligues canadiennes, les événements sportifs provinciaux, les championnats régionaux et les compétitions de circuits canadiens.

3.2.6. Les événements sportifs dont l'objectif premier est une collecte de fonds visant le financement de causes ou d'organismes de bienfaisance non liés au sport.

3.2.7. Les événements internationaux invitation.

3.2.8. Les événements métropolitains.

3.3. Critères d'admissibilité

3.3.1. Critères généraux

La candidature doit concerner :

- Un événement en adéquation avec la nature et les objectifs du Programme.
- Un événement qui sera tenu sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
- Un événement écoresponsable.

L'organisme doit :

- Présenter une demande par candidature.
- Être constitué en corporation (personne morale) à but non lucratif.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Détenir les polices d'assurance responsabilité civile spécifiées à la section 9.1. du formulaire.
- Déclarer, pour le projet de candidature, toutes les contributions en argent, biens et services des instances publiques et parapubliques, des organisations sportives et du secteur privé.
- Présenter un budget prévisionnel de candidature équilibré.

3.3.2. Critères spécifiques

3.3.2.1. Candidatures d'événement international sanctionné

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive internationale ou continentale détentrice des droits de l'événement.
- Avoir une participation minimale de 30 % d'athlètes en provenance de l'extérieur du Canada.
- Avoir une participation minimale de deux pays.

3.3.2.2. Candidatures d'événement national

L'événement doit :

- Être sanctionné par la fédération sportive canadienne détentrice des droits de l'événement.
- Être ouvert à l'ensemble des provinces et des territoires canadiens.

3.4. Admissibilité des coûts

Le soutien financier ne peut pas excéder 50 % des dépenses totales admissibles et 30 % du total des revenus anticipés du budget de la candidature.

3.4.1. Dépenses admissibles

Les coûts admissibles doivent être liés à la production :

- Du plan d'affaire.
- Des études de faisabilité et de marché.
- De l'étude d'impacts économiques.
- Du dossier de candidature.
- D'autre outil équivalent qui réduit significativement les risques associés à la tenue de l'événement.

3.4.2. Dépenses non admissibles

- Les dépenses matérielles, administratives et en ressources humaines.
- Les cachets, cadeaux, etc., aux délégués et organismes sportifs.
- Les coûts des visites des représentants du détenteur des droits de l'événement.
- Les frais de déplacement et les frais de représentation.
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé.
- Les taxes applicables.
- Les dépenses déjà remboursées par un autre bailleur de fonds ou le secteur privé.

3.5. Critères d'évaluation

3.5.1. Évaluation quantitative du potentiel du projet de candidature

- Nombre d'objectifs du Programme rencontrés.
- Nombre d'athlètes, de participants, d'équipes ou de clubs potentiel.
- Nombre de spectateurs potentiel.
- Nombre de provinces et de territoires du Canada ou de pays participants.
- Provenance des athlètes, des équipes, des clubs, des participants (%) : Montréal, Québec, Canada, autres pays.
- Durée de l'événement (nombre de jours).
- Télédiffusion potentielle de l'événement : nombre de téléspectateurs et dans combien de pays.
- Contribution globale attendue de l'Administration montréalaise en argent, biens et services.
- Contribution des gouvernements du Québec et du Canada et des fédérations sportives québécoise et canadienne concernées.
- Diversification des sources de financement publiques, privées et autonomes.

3.5.2. Évaluation qualitative de l'organisme et du type d'événement

- Pertinence de l'événement dans le développement du sport concerné à Montréal.
- Pertinence de l'événement pour chacun des objectifs du Programme.
- Avantages, legs et retombées de l'événement envisagés pour Montréal.
- Reconnaissance du sport.
- Événement récurrent ou ponctuel.
- Calibre des athlètes et de la compétition.
- Retombées médiatiques potentielles pour Montréal à l'échelle nationale et internationale.
- Rayonnement et envergure de l'événement.
- Historique de l'organisateur et de l'événement.
- Appuis obtenus de la communauté sportive concernée.

3.6. Modalités d'évaluation

- Seules les demandes comprenant le formulaire dûment complété et tous les documents exigés à la section 9.1. du formulaire seront évaluées.
- À la suite de l'analyse, les demandes de soutien retenues seront soumises aux autorités compétentes pour approbation.

3.7. Modalités de versement

Pour les projets retenus, l'aide financière est accordée en un seul versement et ne sera versée que lorsque tous les documents exigés à la section 9.1. du formulaire auront été reçus et analysés.

La Ville de Montréal se réserve le droit de demander le remboursement total ou partiel du soutien financier consenti dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- Si le projet de candidature est annulé par l'organisme ayant déposé la demande.
- Si la fédération québécoise ou l'association canadienne du sport concerné refuse d'appuyer la candidature de l'organisme.
- Si le gouvernement du Canada ou le gouvernement du Québec refuse d'appuyer ou de soutenir financièrement la tenue de l'événement à Montréal.
- Si le processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement est annulé par ce dernier ou si celui-ci avait signifié préalablement son refus de tenir l'événement à Montréal.
- Si un ou plusieurs des documents prévus être remis à la Ville à la section 9.2. du formulaire sont manquants.
- Si un ou des renseignements inscrits dans les documents reçus de l'organisme ou diffusés par lui sont faux ou inexacts.

3.8. Soutien financier maximal

Événements sportifs internationaux : **25 000 $**
Événements sportifs nationaux : **10 000 $**

Le soutien financier peut varier en fonction :

- De l'enveloppe budgétaire totale disponible.
- De la répartition de l'enveloppe budgétaire totale dans chacun des volets.
- Du nombre de demandes retenues.

La Ville se réserve le droit de refuser d'attribuer un soutien financier, notamment si l'enveloppe budgétaire du Programme est épuisée.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX **ÉVÉNEMENTS SPORTIFS** INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS

2017

FORMULAIRE

Volet 1. **Événements sportifs internationaux**

Volet 2. **Événements sportifs nationaux**

Volet 3. **Événements sportifs métropolitains**

Montréal

Service de la diversité sociale et des sports

1. Identification de l'organisme

Organisme

Nom légal [4] : _____ Statut juridique : _____

Date d'incorporation : _____ No d'entreprise du Québec (NEQ) : _____

No d'enregistrement à titre d'organisme de charité (Revenu Canada) : _____

Industrie Canada
No de la société : _____ No d'entreprise : _____

Nom du répondant (Organisme) : _____ Fonction : _____

Siège social

Adresse : _____ Ville : _____

Province : _____ Code postal : _____

Correspondance (si différente)

Adresse : _____ Ville : _____

Province : _____ Code postal : _____

Communication

Téléphone : _____ Cellulaire : _____

Courriel : _____ Site Internet : _____

Si vous avez déjà reçu une aide financière de la Ville de Montréal, veuillez indiquer votre numéro de fournisseur (6 chiffres).

Numéro de fournisseur avec la Ville de Montréal : _____

[4] Le nom indiqué doit correspondre à celui inscrit auprès des autorités légales et au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal.

2. Identification de l'événement

Nom de l'événement : _____

Discipline(s) sportive(s) : _____

Date(s) : du : _____ au : _____
jour / mois / année jour / mois / année

Localisation de l'événement : site(s) et adresse(s) :

3. Choix du volet et de la date de dépôt

Volets	**Date limite de dépôt**
☐ 1. Événements sportifs internationaux	☐ 1er décembre 2016 – 16h
☐ 2. Événements sportifs nationaux	☐ 30 mars 2017 – 16h
☐ 3. Événements sportifs métropolitains	☐ 15 août 2017 – 16h

4. Soutien financier demandé

_____ $

Note : inclure la somme demandée dans le budget prévisionnel de l'événement ou de la candidature.

5. Objectifs mesurables

Remplir uniquement les cases correspondant au volet pour lequel vous effectuez une demande de contribution financière.

5.1. Objectifs généraux

Nombre d'athlètes/participants attendus	
Durée de l'événement (nombre de jours)	

Récurrence de l'événement :

Annuel ☐ Récurrent ☐ Ponctuel ☐

Nombre de récurrences / éditions : _____ Année de la 1re édition : _____

Niveau de sanction :

International ☐ National ☐ Provincial ☐ Aucune ☐

Calibre des athlètes :

Espoir		Junior		Autre	
Senior		Maître			

Calibre de la compétition :

Volet international

Mondiale		Continentale	
Internationale		Invitation	

Volet métropolitain

Internationale / Invitation		Provinciale		Île de Montréal	
Interprovinciale		Grand Montréal			

Nombre de spectateurs attendus : _____

Télédiffusion (auditoire prévu) : _____ Webdiffusion (auditoire prévu) : _____

Nombre d'objectifs atteints du Programme : _____

Type d'événement :

Homme		Femme		Mixte	
Compétitif		Participatif		Sport émergent	
Unisport / Unidisciplinaire		Multisport / Multidisciplinaire		Sport adapté / handisport	

5.2. Objectifs spécifiques[5]

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure internationale	**Quantité**
Nombre de pays participants	
Préciser lesquels[6] :	
Nombre d'équipes ou de clubs participants	
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada	%

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure nationale	**Quantité**
Nombre de provinces et territoires participants	
Préciser lesquels[7] :	
Nombre d'équipes ou de clubs participants	
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Québec	%
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada (s'il y a lieu)	%

[5] S'il s'agit d'événements de sports adaptés, émergents ou à plus faible attraction, vous devez fournir les informations sur la pratique sportive concernée : le bassin d'athlètes potentiels, leur provenance, la participation aux éditions précédentes ou à des événements comparables (ex.: rapports d'activités, bilans d'événement, statistiques de participation, etc.).

[6] Au besoin, annexer une liste.

[7] Au besoin, annexer une liste.

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure métropolitaine	Quantité
Nombre d'arrondissements ou de villes de l'île de Montréal d'où proviennent les participants (veuillez annexer la liste des arrondissements et des villes)	
Nombre de clubs ou d'équipes qui proviennent de l'île de Montréal	
Nombre total de clubs ou d'équipes	
Proportion de participants provenant de l'agglomération de Montréal	%
Proportion de participants provenant de l'extérieur du Canada	%

6. Description de l'événement

6.1. Plan d'affaires

Veuillez annexer un plan d'affaires concis avec votre demande. Le plan doit contenir les renseignements suivants sur l'événement : description, historique, déroulement, programmation, logistique, opérations de communication et de promotion, composition du comité organisateur, télédiffusion, retombées médiatiques des années antérieures (s'il y a lieu), legs prévus, développement durable, pratiques inclusives, etc.

6.2. Adéquation avec les objectifs du Programme

Veuillez annexer une brève justification pour chacun des objectifs énumérés à la page 1 du Programme.

7. Contribution globale de l'Administration montréalaise

Veuillez annexer en détail toutes les ressources (financières, humaines, matérielles, expertise, communications, etc.) consenties ou en voie d'être consenties par l'Administration montréalaise (la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements et les 15 villes de l'île de Montréal), en soutien à la réalisation de l'événement.

8. Prévisions budgétaires

Vous pouvez fournir les prévisions budgétaires de l'organisation de l'événement sous une autre forme en annexe. Cependant, l'information demandée au tableau ci-dessous doit y figurer clairement.

Revenus

Contributions anticipées			
Fédéral			
Sport Canada	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Fédération sportive	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Développement économique Canada	☐ Prévues	☐ Confirmées	
Autre :	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Provincial			
MELS	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Tourisme Québec	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Secrétariat à la région métropolitaine	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Fédération sportive	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Autre :	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Municipal			
Ville de Montréal	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Arrondissement (s) :	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Tourisme Montréal	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Autre :	☐ Prévues	☐ Confirmées	$
Total partiel			**$**
Revenus autonomes			
Vente – billetterie et entrées			$
Vente – concessions alimentaires (boissons, nourriture, etc.)			$
Vente – produits dérivés (t-shirts, casquettes, programmes, etc.)			$
Campagne de financement			$
Inscriptions			$
Dons			$
Commandites en argent			$
Commandites en biens et services			$
Autre **:**			$
Autre **:**			$
Total partiel			**$**
TOTAL DES REVENUS ANTICIPÉS :			**$**

Dépenses

Dépenses admissibles[8]	
Utilisation d'un (de) plateau(x) sportif(s), de salles et du domaine public [9]	$
Assurances	$
Permis, autorisations et sanctions	$
Marketing (communication, promotion, publicité)	$
Opérations (matériel, équipement, logistique, aménagement, santé, sécurité, bénévoles, personnel technique)	$
Frais des officiels (déplacement vers le plateau de compétition; nourriture offerte sur les plateaux de compétitions, salaire des arbitres)	$
Autre :	$
Autre :	$
Total partiel	**$**

[8] Les taxes applicables, les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds ou le secteur privé ne sont pas admissibles.
[9] La perte de revenus due à l'utilisation des plateaux sportifs n'est pas admissible.

Dépenses non admissibles	
Administration (comptabilité, juridique, etc.)	$
Ressources humaines (employés, consultants, etc.)	$
Protocole (accueil de dignitaires / experts / délégués, prix, récompenses, cadeaux, frais de représentation)	$
Frais d'hôtel des arbitres ; frais de déplacement des intervenants payés par l'organisme, incluant les arbitres et les athlètes	
Achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'événement	
Technologies de l'information (téléphonie, Internet, etc.)	
Autre :	$
Autre :	$
Total partiel	**$**
TOTAL DES DÉPENSES ANTICIPÉES :	**$**

SOLDE (REVENUS – DÉPENSES) :	**$**

9. Documents à remettre à la Ville

9.1. Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire :

- ☐ Lettres patentes de l'organisme.
- ☐ Résolution du conseil d'administration ou écrit officiel du détenteur des droits désignant l'organisme comme organisateur de l'événement.
- ☐ Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande et désignant une personne responsable pour signer tout engagement relatif à celle-ci (ci-après désignée le « Répondant »).
- ☐ Confirmation écrite des organismes concernés garantissant que les installations, les équipements, le matériel et les lieux utilisés sont disponibles, adéquats, sécuritaires et aptes à la tenue de l'événement.
- ☐ Autorisations, sanctions et permis requis pour la tenue de l'événement.
- ☐ Prévisions budgétaires de l'événement (si non présentées dans le formulaire).
- ☐ Preuve d'assurance applicable à la tenue de l'événement.
- ☐ Le bilan financier ou les états financiers de l'édition précédente de l'événement.
- ☐ Plan d'affaires concis.
- ☐ Adéquation avec les objectifs du Programme.
- ☐ Contribution globale de l'Administration montréalaise.
- ☐ Liste des inscriptions ou résultats de la compétition , faisant la preuve du nombre minimum de participants et de la provenance des participants :
    - Volet international et national : démontrer la proportion des participants selon le pays, la province ou l'état, selon les critères spécifiques d'admissibilité;
    - Volet métropolitain : démontrer la présence de participants en provenance d'au moins 17 arrondissements ou villes de l'agglomération de Montréal.

9.2. Les documents suivants doivent être envoyés au Service de la diversité sociale et des sports à l'adresse indiquée à la section 12 du formulaire, au plus tard 60 jours après la tenue de l'événement :

- Rapport final de l'événement : faits saillants, résultats obtenus aux objectifs mesurables, nombre de participants, nombre de pays représentés, nombre de spectateurs et de téléspectateurs, télédiffusion, opérations de communication et de promotions réalisées, activités publiques organisées, difficultés rencontrées, problèmes survenus, etc.
- Bilan financier ou les états financiers de l'événement.
- Factures : sanctions, permis, assurances, location d'installations, matériel promotionnel, achat d'équipements, etc.

10. Obligations et engagement

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser l'événement pour lequel la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal, en vertu des présentes.
- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné à l'événement (ci-après appelé le « Représentant ») de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.
- Aviser promptement le Représentant de tout changement d'importance à l'événement pour lequel une aide financière a été demandée.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans l'organisation de l'événement en apposant sa signature dans les documents et outils promotionnels relatifs à l'événement, dans le respect des normes en vigueur. Le logotype de la Ville de Montréal et ses normes d'utilisation sont accessibles sur le portail Internet de la Ville : **ville.montreal.qc.ca**.
- Inviter, au moins dix jours ouvrables à l'avance, la Ville de Montréal à participer aux activités publiques afférentes à l'événement (conférence de presse, cérémonie d'ouverture ou de remise de médailles, etc.).
- Respecter le protocole de visibilité de la Ville concernant les événements sportifs soutenus par le Programme, lequel est disponible sur le portail Internet de la Ville de Montréal à l'adresse du Programme : **ville.montreal.qc.ca/evenementssportifs.**
- Se conformer à toutes les normes et lois et à tous les règlements applicables à l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Organiser l'événement en répondant aux plus hauts standards d'éthique professionnelle et sportive.
- Payer aux paliers de gouvernements et aux organismes concernés les impôts et les taxes, tout en obtenant les permis ainsi que les droits prescrits pour la réalisation de l'événement.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou de l'événement organisé par l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison de la tenue de l'événement.
- Maintenir à jour son inscription dans le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal (portail Internet : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs).

- Détenir une police d'assurance responsabilité civile offrant la protection indiquée par les représentants de la Ville de Montréal pour les blessures corporelles et les dommages matériels. Cette police d'assurance doit provenir d'une compagnie ayant son siège social ou un bureau au Québec. La police d'assurance doit être en vigueur durant les 10 jours précédant l'événement, pendant la tenue de l'événement ainsi que pendant les 10 jours suivant la fin de l'événement. Elle doit aussi comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée de l'organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq jours ouvrables avant la tenue de l'événement. L'organisme doit remettre au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement, des copies de la police d'assurance et de l'avenant.
- Souscrire et maintenir en vigueur, auprès de compagnies d'assurances ayant leur siège social ou un bureau au Québec, toutes les autres polices d'assurance nécessaires à la tenue de l'événement sur le territoire de l'agglomération de Montréal, accordant la protection indiquée par les autorités qui les exigent. Ces polices doivent comporter un avenant stipulant qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville. L'organisme doit remettre une copie de ces polices d'assurance et des avenants au Représentant de la Ville, au moins 15 jours ouvrables avant la tenue de l'événement.
- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, laquelle est disponible sur son portail Internet à l'adresse du Programme : **ville.montreal.qc.ca/evenementssportifs**.
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour réaliser l'événement visé.
- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), des états financiers vérifés, approuvés et signés par l'organisme au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son année financière. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.

11. Engagement de l'organisme

Après avoir pris connaissance du présent Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine, _____
(Nom de l'organisme)
certifie que les renseignements inscrits dans le formulaire et dans les documents fournis à l'appui de sa demande de soutien financier sont exacts et complets.

L'organisme s'engage, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations du Programme et de la présente demande de soutien financier.

L'organisme reconnait que la Ville de Montréal ne s'engage en aucun cas à octroyer un quelconque soutien financier et qu'elle peut offrir un soutien financier inférieur à celui demandé dans la présente demande de soutien financier. Le montant du soutien financier accordé à l'organisme sera celui indiqué dans la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal, le cas échéant.

Le Programme, la présente demande de soutien financier et la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal constitueront ensemble l'entente entre les parties.

EN FOI DE QUOI, par son Répondant, l'organisme a signé à Montréal

Nom de l'organisme	**Nom du Répondant de l'organisme**[10]
Signature du Répondant de l'organisme	**Date (JJ / MM / AAAA)**

[10] Attention : le nom du signataire doit être le même que celui indiqué à la page 1 et désigné dans la résolution.

12. Renseignements et mode de transmission de la demande et des documents

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante : **evenements.sportifs@ville.montreal.qc.ca.**

Le formulaire dûment rempli et signé par le Répondant de l'organisme, incluant les annexes de la section 9.1. pour les demandes reliées aux volets 1 à 3, doit être transmis électroniquement à l'adresse suivante :
evenements.sportifs@ville.montreal.qc.ca.

Un accusé de réception sera envoyé pour confirmer la réception de la demande par voie électronique.

La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

Tout avis ou document qui doit être transmis au Responsable par courrier doit être adressé comme suit :

Programme de soutien aux événements sportifs
Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Calendrier des événements

La Ville produit un calendrier annuel des événements sportifs prévus à Montréal.

Si vous souhaitez publiciser votre événement, veuillez compléter la fiche événement ci-jointe.

FICHE ÉVÉNEMENT

Nom de l'événement : _____

Année de création (édition) : _____

Thème : _____

Type d'événement : _____

Brève description :

Date du début de l'événement : _____

Date de la fin de l'événement : _____

Lieu de l'événement : _____

Clientèle : _____

Coût d'entrée : _____

Renseignements complémentaires : _____

Numéros de téléphone (info ou réservation) : _____

Site Internet : _____

Organisme responsable : _____

Personne-ressource et coordonnées _____

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX **ÉVÉNEMENTS SPORTIFS** INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS

2017

FORMULAIRE

Volet 4. Candidatures aux événements sportifs

Montréal

Service de la diversité sociale et des sports

1. Identification de l'organisme

Organisme

Nom légal [1] : _____ Statut juridique : _____

Date d'incorporation : _____ No d'entreprise du Québec (NEQ) : _____

No d'enregistrement à titre d'organisme de charité (Revenu Canada) : _____

Industrie Canada
No de la société : _____ No d'entreprise : _____

Nom du répondant (Organisme) : _____ Fonction : _____

Siège social

Adresse : _____ Ville : _____

Province : _____ Code postal : _____

Correspondance (si différente)

Adresse : _____ Ville : _____

Province : _____ Code postal : _____

Communication

Téléphone : _____ Cellulaire : _____

Courriel : _____ Site Internet : _____

Si vous avez déjà reçu une aide financière de la Ville de Montréal, veuillez indiquer votre numéro de fournisseur (6 chiffres).

Numéro de fournisseur avec la Ville de Montréal : _____

[1] Le nom indiqué doit correspondre à celui inscrit auprès des autorités légales et au fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal.

2. Identification de l'événement

Nom de l'événement : _____

Discipline(s) sportive(s) : _____

Date(s) : du : _____ au : _____
jour / mois / année jour / mois / année

Localisation de l'événement : site(s) et adresse(s) :

3. Soutien financier demandé

_____ $

Note : inclure la somme demandée dans le budget prévisionnel de l'événement ou de la candidature.

4. Objet du soutien

Indiquer pour quelle dépense admissible le soutien financier est demandé :

5. Objectifs mesurables

5.1. Objectifs généraux

Nombre d'athlètes/participants attendus
Durée de l'événement (nombre de jours)

Récurrence de l'événement :

Annuel ☐ Récurrent ☐ Ponctuel ☐

Nombre de récurrences / éditions : _____ Année de la 1re édition : _____

Niveau de sanction :

International ☐ National ☐

Calibre des athlètes :

Espoir ☐ Junior ☐ Autre ☐
Senior ☐ Maître ☐

Calibre de la compétition :

Mondiale		Continentale	
Internationale		National	

Nombre de spectateurs attendus : _____

Télédiffusion (auditoire prévu) : _____ Webdiffusion (auditoire prévu) : _____

Nombre d'objectifs atteints du Programme : _____

Type d'événement :

Homme		Femme		Mixte	
Compétitif		Participatif		Sport émergent	
Unisport / Unidisciplinaire		Multisport / Multidisciplinaire		Sport adapté / handisport	

5.2. Objectifs spécifiques[2]

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure internationale	**Quantité**
Nombre de pays participants	
Préciser lesquels[3] :	
Nombre d'équipes ou de clubs participants	
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada	%

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure nationale	**Quantité**
Nombre de provinces et territoires participants	
Préciser lesquels[4] :	
Nombre d'équipes ou de clubs participants	
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Québec	%
Proportion des athlètes provenant de l'extérieur du Canada (s'il y a lieu)	%

Objectifs spécifiques mesurables – Événement d'envergure métropolitaine	**Quantité**
Nombre d'arrondissements ou de villes de l'île de Montréal d'où proviennent les participants (veuillez annexer la liste des arrondissements et des villes)	
Nombre de clubs ou d'équipes qui proviennent de l'île de Montréal	
Nombre total de clubs ou d'équipes	
Proportion de participants provenant de l'agglomération de Montréal	%
Proportion de participants provenant de l'extérieur du Canada	%

[2] S'il s'agit d'événements de sports adaptés, émergents ou à plus faible attraction, vous devez fournir les informations sur la pratique sportive concernée : le bassin d'athlètes potentiels, leur provenance, la participation aux éditions précédentes ou à des événements comparables (ex.: rapports d'activités, bilans d'événement, statistiques de participation, etc.).

[3] Au besoin, annexer une liste.

[4] Au besoin, annexer une liste.

6. Description de l'événement

Veuillez annexer une description de l'événement que vous souhaitez tenir à Montréal, laquelle doit contenir les renseignements suivants : historique; réseau de compétitions dans lequel s'inscrit l'événement; épreuves et compétitions au programme; télédiffusion; avantages, retombées et legs prévus pour Montréal; etc.

7. Contribution globale de l'Administration montréalaise

Veuillez annexer une estimation préliminaire de toutes les ressources (financières, humaines, matérielles, expertise, communications, etc.) attendues de l'Administration montréalaise (la Ville de Montréal, ses 19 arrondissements et les 15 villes de l'île de Montréal) dans l'organisation et la présentation de l'événement.

8. Budget prévisionnel du projet de candidature

Veuillez annexer le budget prévisionnel du projet de candidature (revenus et dépenses).

9. Documents à remettre à la Ville

9.1. Les documents suivants doivent être annexés au présent formulaire :

- ☐ Lettres patentes de l'organisme.
- ☐ Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant le dépôt de la demande et désignant une personne responsable pour signer tout engagement relatif à celle-ci (ci-après désignée le « Répondant »).
- ☐ Police d'assurance responsabilité civile générale et police d'assurance responsabilité civile des administrateurs et dirigeants de l'organisme.
- ☐ Description et historique de l'événement, incluant un bref portrait de l'évolution de la pratique du sport concerné et de son développement à Montréal, au Québec et au Canada.
- ☐ Structure du comité de candidature.
- ☐ Cahier des charges de l'événement.
- ☐ Description du processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement.
- ☐ Brève justification pour chacun des objectifs du Programme.
- ☐ Échéancier d'appel de candidatures pour l'événement annoncé par le détenteur des droits de l'événement et calendrier de travail de l'organisme.
- ☐ Inventaire des autorisations, sanctions et permis requis pour la tenue de l'événement.
- ☐ Budget prévisionnel de la candidature (revenus et dépenses).
- ☐ Estimation préliminaire de la contribution globale de l'Administration montréalaise.
- ☐ Contrat type que l'organisme hôte doit signer avec le détenteur des droits de l'événement.
- ☐ Rapport final et budget final de l'édition la plus récente de l'événement.
- ☐ Résultats les plus récents de l'événement.

9.2. Les documents suivants doivent être envoyés au Service de la diversité sociale et des sports à l'adresse indiquée à la section 12 du formulaire, avant que la Ville de Montréal n'autorise officiellement par écrit le dépôt de la candidature auprès du détenteur des droits de l'événement :

- Livrables pour lesquels la contribution de la Ville a été accordée (plan d'affaires, dossier de candidature, montage financier de l'événement (revenus et dépenses), étude d'impacts économiques, études de faisabilité et de marché, etc.
- Rapport final, bilan financier final ou états financiers du projet de candidature.
- Appui des fédérations québécoises et canadiennes du sport concerné pour l'événement.
- Appui des gouvernements du Québec et du Canada pour l'événement.
- Appui de Tourisme Montréal pour l'événement.
- Factures pour la production des livrables remis à la Ville.
- Confirmation écrite des organismes concernés garantissant que les installations et les lieux prévus être utilisés pour y tenir l'événement sont adéquats, sécuritaires et aptes à sa tenue.
- Confirmation écrite des gestionnaires ou propriétaires des installations et/ou des lieux prévus être utilisés pour y tenir l'événement à l'effet qu'ils seront disponibles pour l'accueillir.

10. Obligations et engagement

En considération de l'aide financière accordée par la Ville de Montréal, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour produire les livrables pour lesquels la présente demande a été soumise à la Ville de Montréal.
- Aviser promptement le représentant autorisé de la Ville de Montréal assigné à l'événement (ci-après appelé le « Représentant ») de toute modification à sa raison sociale, son statut juridique ou ses coordonnées ou tout changement de son Répondant et des coordonnées de celui-ci.
- Aviser promptement le Représentant de tout changement d'intention relatif au projet de candidature, ainsi qu'au processus d'appel de candidatures du détenteur des droits de l'événement.
- Mentionner la participation financière de la Ville de Montréal dans le projet de candidature pour l'événement dans le respect des normes en vigueur.
- Se conformer en tout temps, à toutes les directives et exigences du détenteur des droits de l'événement.
- Être en règle avec toutes les autorités publiques et sportives concernées.
- Ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination ou émettre une autorisation à cet effet.
- Prendre fait et cause pour la Ville de Montréal, ses représentants, ses mandataires et ses employés dans toute poursuite découlant directement ou indirectement de la présente entente ou du projet de candidature de l'organisme et les indemniser de tout jugement en capital, intérêt et frais prononcé contre eux.
- Garantir à la Ville de Montréal que sa réputation ne sera pas entachée en raison du projet de candidature et de la tenue éventuelle de l'événement à Montréal.
- Maintenir à jour son inscription dans le fichier des fournisseurs de la Ville de Montréal (portail Internet : ville.montreal.qc.ca/fournisseurs).
- Détenir une police d'assurance responsabilité civile générale et une police d'assurance responsabilité civile des administrateurs et dirigeants. Ces polices d'assurance doivent provenir d'une compagnie ayant son siège social ou un bureau au Québec. L'organisme doit remettre au Représentant de la Ville copie de ces polices d'assurance en même temps que le formulaire.

- Se conformer, en tout point, à la Politique de gestion contractuelle que la Ville de Montréal a adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, laquelle est disponible sur son portail Internet à l'adresse du Programme : **ville.montreal.qc.ca/evenementssportifs**.
- Permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de l'utilisation de la somme versée pour produire les livrables de la présente entente.
- Si le cumul des contributions financières que la Ville verse à l'organisme est de 100 000 $ et plus au cours d'une même année civile, remettre au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), des états financiers vérifiés, approuvés et signés quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de l'exercice financier de l'organisme. Une copie des états financiers vérifiés annuels doit aussi être transmise au Représentant dans le même délai.
- Obtenir une autorisation écrite officielle de la Ville de Montréal avant de déposer, auprès du détenteur des droits de l'événement, la candidature qu'il a préparée afin de tenir l'événement à Montréal. La contribution financière de la Ville dans la préparation de la candidature de l'organisme ne constitue pas un appui officiel de la Ville au dépôt de la candidature de l'organisme auprès du détenteur des droits de l'événement ni une intention de la Ville à soutenir éventuellement l'organisation et la tenue de l'événement à Montréal.

11. Engagement de l'organisme

Après avoir pris connaissance du présent Programme de soutien aux événements sportifs d'envergure internationale, nationale et métropolitaine, _____
(Nom de l'organisme)
certifie que les renseignements inscrits dans le formulaire et dans les documents fournis à l'appui de sa demande de soutien financier sont exacts et complets.

L'organisme s'engage, en signant la présente demande de soutien financier, à respecter toutes les obligations du Programme et de la présente demande de soutien financier.

L'organisme reconnait que la Ville de Montréal ne s'engage en aucun cas à octroyer un quelconque soutien financier et qu'elle peut offrir un soutien financier inférieur à celui demandé dans la présente demande de soutien financier. Le montant du soutien financier accordé à l'organisme sera celui indiqué dans la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal, le cas échéant.

Le Programme, la présente demande de soutien financier et la résolution adoptée par l'instance compétente de la Ville de Montréal constitueront ensemble l'entente entre les parties.

EN FOI DE QUOI, par son Répondant, l'organisme a signé à Montréal

Nom de l'organisme	**Nom du Répondant de l'organisme**[5]
Signature du Répondant de l'organisme	**Date** (JJ / MM / AAAA)

[5] Attention : le nom du signataire doit être le même que celui indiqué à la page 1 et désigné dans la résolution.

12. Renseignements et mode de transmission de la demande et des documents

Pour de plus amples renseignements, veuillez transmettre vos questions à l'adresse électronique suivante : **evenements.sportifs@ville.montreal.qc.ca.**

Le formulaire dûment rempli et signé par le Répondant de l'organisme, incluant les annexes de la section 9.1. pour les demandes reliée au volet 4, doit être transmis électroniquement à l'adresse suivante :
evenements.sportifs@ville.montreal.qc.ca.

Un accusé de réception sera envoyé pour confirmer la réception de la demande par voie électronique.

La Ville peut exiger tout autre document visant à compléter la demande de soutien financier.

Tout avis ou document qui doit être transmis au Responsable par courrier doit être adressé comme suit :

Programme de soutien aux événements sportifs
Service de la diversité sociale et des sports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, pavillon Prince, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1156641001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

Il est recommandé d'adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2016-10-28 08:48

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1156641001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

CONTENU

CONTEXTE

Les événements sportifs internationaux engendrent des retombées économiques, touristiques et médiatiques importantes en plus de contribuer au développement sportif et culturel des villes hôtesses. Dans le cas d'événements majeurs, ils permettent aussi aux villes hôtesses de se doter de nouvelles infrastructures sportives, touristiques et parfois même de transport ou encore d'actualiser les infrastructures existantes. L'héritage bâti et sportif laissé à Montréal et au Québec par la tenue des *Jeux de la XXI e olympiade* de 1976 est un exemple de l'effet positif des événements sportifs majeurs sur les communautés. Depuis 1976, Montréal a su maintenir son positionnement comme une métropole sportive de premier plan. Depuis le 1er janvier 2006, le gouvernement du Québec a conféré au conseil d'agglomération une compétence en sport visant tout particulièrement : « l'aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ». Découlant de cette reconnaissance officielle, trois actions se sont concrétisées :

- Le Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains;
- Le soutien aux événements sportifs majeurs;
- La création d'Excellence sportive de l'île de Montréal.

En 2010, la Ville a adopté la *Déclaration sur le sport régional* et, en 2014, la *Politique du spor t et de l'activité physique.* De plus, la présence à Montréal de la Maison olympique du Canada, de l'Agence mondiale antidopage, du Centre canadien de règlement des différends sportifs et de l'Institut national du sport du Québec consolide ce positionnement. Montréal est aussi le lieu de résidence de la très grande majorité des fédérations sportives québécoises.

Pour demeurer le chef de file au Canada et dans le monde, face à l'augmentation de la concurrence nationale et internationale pour l'obtention des droits des événements sportifs, la Ville a confié le mandat à l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM) de coordonner une concertation de partenaires des événements sportifs montréalais pour produire une stratégie. Le groupe de partenaires était constitué de Tourisme Montréal, du Réseau du sport étudiant du Québec, de la Société du Parc Jean-Drapeau, de la Régie des installations olympique, de la Ville de Montréal et de ESIM. Le présent sommaire vise à adopter la *Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs* (Stratégie) qui résulte de ce travail concerté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM10 0767 25 octobre 2010 Adopter la Déclaration sur le sport régional « La collaboration au bénéfice de nos jeunes ».

CG13 0177 30 mai 2013 Approuver la convention avec l'organisme « Excellence sportive de l'île de Montréal » et octroyer une contribution financière maximale de 950 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur maximale de 144 000 $ à l'organisme.

CM14 1123 24 novembre 2014 Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action.

CG16 0415 22 juin 2016 Approuver la convention avec l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal et octroyer une contribution financière totale et maximale de 490 000 $.

DESCRIPTION

La Stratégie rappelle les forces de Montréal sur lesquelles les partenaires en événements sportifs peuvent s'appuyer pour planifier un portefeuille d'événements sportifs à l'image de Montréal, optimiser le potentiel d'accueil de Montréal et améliorer les infrastructures existantes. Par l'adoption de cette stratégie, le groupe de partenaires adhère à des processus de travail concertés vers l'atteinte de cibles d'accueil d'événements pour Montréal.
La Stratégie identifie cinq principes d'investissement pour guider la sélection des événements :

1. Les événements à fort potentiel de succès du point de vue organisationnel et financier;
2. Les événements qui contribueront au développement de la notoriété de Montréal comme métropole sportive internationale;
3. Les événements qui créeront des retombées sociales et sportives importantes;
4. Les événements qui créeront de nouvelles infrastructures ou contribueront à la mise à niveau d'infrastructures existantes;
5. Les événements qui créeront des avantages et retombées économiques et touristiques maximisées.

En adoptant la Stratégie, la Ville confirmerait sa volonté de prendre part à la réalisation des orientations et au succès des actions qui en découlent, comme elle le fait pour la Politique du sport et de l'activité physique. Elle officialiserait dès lors le maintien de son engagement envers le soutien aux événements sportifs majeurs dans un esprit d'étroite collaboration avec les partenaires.

JUSTIFICATION

Les événements sportifs font partie d'une offre de services de qualité et diversifiée. Le tourisme sportif est d'ailleurs le créneau touristique qui connaît la plus forte croissance au Canada et dans le monde depuis les dernières années. Les retombées des événements sportifs sont importantes pour le développement du sport d'élite et communautaire, le maintien et le développement des infrastructures ainsi que des services à la population. Les performances des athlètes et les événements sportifs sont une opportunité de stimuler l'intérêt des Montréalais pour le sport et l'activité physique. Les événements sportifs engendrent également des retombées fiscales et économiques importantes, en plus de contribuer à la création d'emploi et à la visibilité internationale de la ville. Un grand nombre de villes partout dans le monde se sont dotées d'une stratégie pour le démarchage et l'accueil d'événements sportifs majeurs dans un marché de plus en plus concurrentiel. Pour demeurer concurrentielles, la Ville de Montréal et les partenaires des événements sportifs doivent mettre davantage leurs efforts en commun et adopter des mesures permettant de relever de nouveaux défis tout en assurant une saine gestion des risques financiers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption de la Stratégie n'engendre aucun impact financier direct pour la Ville. La Ville et les partenaires en événements sportifs concrétisent déjà des actions découlant de la Stratégie à même leurs ressources financières. Ils continueront à administrer leurs propres budgets et programmes de soutien aux événements sportifs sans engendrer des coûts supplémentaires immédiats. Les nouvelles actions seraient soumises aux instances compétentes pour approbation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'événements sportifs majeurs contribuent à l'enrichissement collectif grâce à des retombées économiques engendrées par la tenue même des événements, mais aussi grâce aux infrastructures ou aux équipements sportifs légués à la communauté d'accueil. En effet, des programmes de legs sportifs complets font maintenant partie intégrante des projets d'événements dès la conceptualisation des dossiers de candidature. Ils incluent très souvent un volet éducatif, un volet social et une forte composante de responsabilité environnementale. De plus, conformément au plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, le Service de la diversité sociale et des sports sensibilise les promoteurs à organiser des événements écoresponsables et/ou zéro déchet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la Stratégie est adoptée, la Ville poursuivra son travail de concertation avec les partenaires dans la réalisation des actions prioritaires, ce qui permettra à Montréal d'accroître sa notoriété sur la scène sportive internationale en matière d'événements de haut niveau.
Si le dossier est refusé, cela compromettrait les démarches entreprises avec les partenaires et pourrait nuire au positionnement de Montréal sur la scène sportive internationale en matière d'accueil d'événements de haut niveau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Activation et réalisation de la Stratégie jusqu'en 2026.
D'ici 2018, la Ville et ses partenaires en événements prendront les actions suivantes :

- Soutenir la prospection d’événements sportifs;
- Mettre en place une cellule de veille et de démarchage stratégiques;
- Développer des outils pour l’analyse et le choix des projets;
    - Développer des outils d’accompagnement pour les promoteurs;
- Créer un programme modèle de legs.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amélie DUBÉ
chef de section - evenements et pratique sportive

Tél : 514-872-3956
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-17

Luc DENIS
Chef de division

Tél : 514-872-0035
Télécop. : 514-872-9255

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514 872-6133
Approuvé le : 2016-10-27

STRATÉGIE MONTRÉALAISE EN MATIÈRE D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

NOVEMBRE 2016











VISION

EN 2026, **MONTRÉAL**
SERA RECONNUE COMME
LA DESTINATION SPORTIVE
AU CANADA ET COMME L'UNE
DES MEILLEURES AU MONDE

TABLE DES MATIÈRES

05 Mise en contexte

06 Portrait de Montréal

08 Retombées du tourisme sportif

10 Facteurs clés de la réussite d'un événement sportif majeur

15 Orientations stratégiques pour mieux positionner Montréal

16 Sélection des événements sportifs

19 Conclusion

MISE EN CONTEXTE

VISION

EN 2026, MONTRÉAL SERA RECONNUE COMME LA DESTINATION SPORTIVE AU CANADA ET COMME L'UNE DES MEILLEURES AU MONDE.

Les événements sportifs internationaux constituent plus que jamais des occasions exceptionnelles de positionner stratégiquement les villes qui les accueillent sur la scène internationale. À cet égard, les Jeux de la XXIe Olympiade de Montréal en 1976 ont imprégné et façonné la métropole. Montréal s'est vue, depuis, conférer un enviable capital de sympathie international.

Reconnaissant le potentiel associé au développement de l'événementiel sportif international, Montréal met au point une stratégie pour se positionner comme :

- **Première ville hôte au Canada et classée parmi les 10 meilleures villes au monde pour la tenue d'événements sportifs majeurs;**
- **Lieu de grands rendez-vous sportifs internationaux contribuant à l'enrichissement de la qualité de vie et à l'essor de la collectivité montréalaise.**

La Stratégie est le fruit de la réflexion du Groupe des partenaires des événements sportifs de Montréal (GPESM) composé de Tourisme Montréal, du Parc olympique, du Parc Jean-Drapeau, du Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ), de la Ville de Montréal et Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM). Elle présente des objectifs clairs et mesurables ainsi que les actions prioritaires à adopter à court terme.

La Stratégie concilie les efforts déployés par les partenaires des événements sportifs. Elle aura notamment pour résultat de :

- **Positionner Montréal comme ville olympique et métropole sportive de premier plan, en se donnant les moyens nécessaires pour qu'elle conserve son leadership et demeure toujours une importante destination sportive sur les scènes nationale et internationale;**
- **Planifier un portefeuille d'événements sportifs à l'image de Montréal;**
- **Favoriser l'accès à de nouveaux équipements sportifs, améliorer les infrastructures existantes, et ce, au bénéfice à court, moyen et long termes de l'élite sportive et, par extension, de l'ensemble des résidents de Montréal, ce qui représente un legs important en activité physique pour la communauté montréalaise;**
- **Créer des occasions d'affaires pour tous les partenaires de la métropole et des retombées économiques pour la région;**
- **Mettre en place une approche coordonnée, proactive et intégrée en matière de veille, de mise en candidature et d'accueil d'événements sportifs majeurs.**



PORTRAIT DE MONTRÉAL

PERFORMANCE TOURISTIQUE DE MONTRÉAL

La région métropolitaine est réputée pour sa capacité à accueillir annuellement des millions de visiteurs. On peut compter sur un excellent réseau de transport en commun, une offre hôtelière et de restauration parmi les meilleures au monde et une industrie bien développée en ce qui a trait aux services techniques et logistiques.

Montréal se classe au 2e rang parmi les villes canadiennes en ce qui concerne le volume de touristes accueillis.

VOLUME DE TOURISTES EN 2014 DANS LES PRINCIPALES VILLES CANADIENNES

Toronto - 13 MILLIONS

Montréal - 9,5 MILLIONS

Vancouver - 6,8 MILLIONS

En 2014, la performance touristique montréalaise est à la hausse, particulièrement à partir du deuxième trimestre. L'augmentation exceptionnelle du nombre de nuitées en hébergement commercial s'explique par la tenue d'un nombre important de réunions d'affaires et de congrès d'envergure, découlant des efforts de vente de Tourisme Montréal et de la communauté d'affaires de la métropole. Elle est attribuable également à l'augmentation de l'accueil d'événements sportifs : un résultat direct de l'énergie investie dans ce marché au cours des dernières années.



MONTRÉAL, NOTRE TERRAIN DE JEU





RETOMBÉES DU TOURISME SPORTIF

Depuis 1999, le tourisme sportif est un champ d'intervention spécifique dans le milieu du tourisme. Malgré une certaine effervescence observée au cours des dernières années, le tourisme sportif est encore mal connu. Il n'existe pas de données particulières et continues pour le quantifier et évaluer précisément ses retombées économiques globales, que ce soit à Montréal, au Canada ou ailleurs.

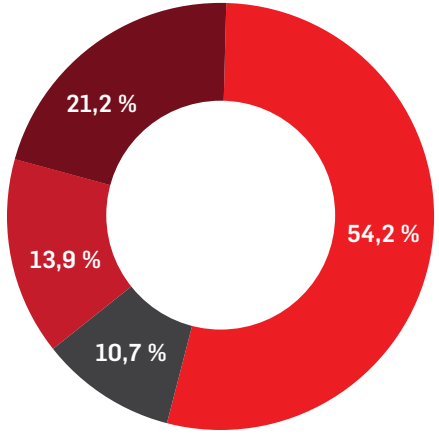
Avec leurs quatre clientèles principales, soit les athlètes, les officiels, les spectateurs et les médias, les événements sportifs offrent une vitrine exceptionnelle aux villes qui les accueillent. Ils leur génèrent de toute évidence des retombées économiques, touristiques et médiatiques importantes en plus de contribuer de façon positive à leur développement sportif et culturel. Pour toutes ces raisons, un nombre grandissant de villes canadiennes et internationales cherchent à accueillir ce type d'événements.

On constate que :

- **Le tourisme sportif est le créneau touristique qui connaît la plus forte croissance au Canada et dans le monde depuis les dernières années;**
- **Le tourisme sportif est une industrie annuelle de 5,2 milliards de dollars au Canada (Source : ACTS–Statistiques Canada 2012);**
- **Un grand nombre de villes partout dans le monde se sont dotées d'une stratégie pour le démarchage et l'accueil d'événements sportifs majeurs dans un marché de plus en plus concurrentiel et mondialisé;**
- **Depuis les dernières années, on observe une importante professionnalisation de l'organisation des grands événements, dont les événements sportifs;**
- **Dans de grandes villes canadiennes, le mandat de démarchage d'événements sportifs est dévolu au bureau de tourisme;**
- **Le démarchage et l'accueil des événements sportifs nécessitent une expertise dédiée et spécialisée;**
- **Une étroite collaboration de l'ensemble des partenaires concernés est essentielle pour l'accueil de ces événements.**

Les touristes à Montréal proviennent principalement du Québec comme en fait foi l'illustration suivante.

PROVENANCE DES TOURISTES À MONTRÉAL EN 2014



- **54,2 %** QUÉBEC
- **21,2 %** CANADA / HORS-QUÉBEC
- **13,9 %** ÉTATS-UNIS
- **10,7 %** OUTREMER



LE TOURISME SPORTIF EST LE CRÉNEAU TOURISTIQUE QUI CONNAÎT LA PLUS FORTE CROISSANCE AU MONDE

FACTEURS CLÉS DE LA RÉUSSITE D'UN ÉVÉNEMENT SPORTIF MAJEUR

5

La réussite d'un événement sportif majeur repose sur cinq piliers

01 | Le financement
02 | Les infrastructures et les équipements
03 | L'expertise
04 | Le rayonnement et la visibilité
05 | L'administration et l'organisation



01 || PILIER FINANCEMENT

FORCES DE MONTRÉAL	OPPORTUNITÉS À SAISIR
Les efforts de soutien financier pour les événements sportifs sont alignés entre le municipal, le provincial et le fédéral.	Le soutien politique pour la tenue de grands jeux et de championnats mondiaux au Canada est affirmé.
Montréal a développé son expertise; bonne connaissance des facteurs de contingence et des incidences financières liées aux événements sportifs.	La capacité financière globale de Montréal est plutôt grande compte tenu de l'envergure de la Ville.

L'accueil d'événements sportifs majeurs à Montréal nécessite des ressources dès les premières étapes pour l'obtention d'une candidature. Le marché de la commandite est très sollicité. Aussi, comme dans toute entreprise, les promoteurs sont soumis à des risques qui proviennent de facteurs externes comme les fluctuations économiques, le cours du dollar, les relations de travail, les frais de candidatures variables, les nouvelles tendances, etc.

Pour gérer ces risques financiers, Montréal se fixe les plus hauts standards d'éthique et se donne des outils performants selon les meilleures pratiques de l'industrie. Les efforts déployés en gestion de risque sont constants.

02 PILIER INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS

FORCES DE MONTRÉAL	OPPORTUNITÉS À SAISIR
On retrouve à Montréal de nombreuses infrastructures sportives qui atteignent les plus hauts standards de qualité.	Faire bénéficier la population montréalaise d'infrastructures sportives rénovées suivant l'accueil d'événements majeurs.
Les nombreux sites d'entraînement contribuent à la vitalité sportive.	Attirer de nouveaux centres nationaux d'entraînement.
Montréal bénéficie de contributions financières importantes en provenance des programmes de soutien provincial et fédéral pour le développement et le maintien des infrastructures. La Ville est proactive pour la mise aux normes de ses installations.	La construction d'une installation sportive pouvant accueillir entre 5 000 et 20 000 personnes ouvrirait un nouveau créneau potentiel d'affaires.
Les infrastructures d'accueil de Montréal sont de calibre international (hôtellerie, restauration, soutien technique, transport en commun, etc.).	La création de nouvelles installations de pointe nécessite un leadership soutenu du milieu sportif. Le maintien du parc d'infrastructures requiert des investissements importants de l'administration qui en est responsable.
L'aéroport international est à proximité des installations sportives.	

03 PILIER EXPERTISE

FORCES DE MONTRÉAL	OPPORTUNITÉS À SAISIR
Montréal a vécu de nombreuses et positives expériences multiples et variées d'accueil d'événements sportifs unisports nationaux et internationaux majeurs.	Développer le marché du congrès sportif et des assemblées générales des organisations nationales du sport.
L'expertise de Montréal est reconnue dans certaines disciplines sportives de haut niveau pour la réalisation de manifestations sportives populaires majeures.	Attirer des événements sportifs des réseaux universitaire et collégial.
Plusieurs entreprises montréalaise sont reconnues dans le domaine du spectacle et des services techniques.	Pour avancer malgré la forte compétition sur le marché des événements sportifs majeurs en provenance d'autres villes canadiennes et d'ailleurs dans le monde, il est de plus en plus nécessaire de mettre les forces d'expertise de Montréal en commun et de travailler ensemble.
De nombreuses organisations sportives liées au sport de haut niveau sont présentes (Comité olympique canadien, Agence mondiale antidopage, INS Québec, CEHP, etc.).	
La plupart des fédérations sportives québécoises et quelques fédérations ou associations canadiennes et internationales ont leur siège social à Montréal.	

04 PILIER RAYONNEMENT ET VISIBILITÉ

FORCES DE MONTRÉAL	OPPORTUNITÉS À SAISIR
Le Canada est reconnu comme une destination prisée pour l'organisation d'événements sportifs majeurs.	Le multiculturalisme de Montréal est une richesse qui se vit aussi à travers les événements sportifs.
Le service d'accueil, la stabilité et la sécurité reconnus de Montréal représentent un atout majeur pour l'accueil d'événements sportifs.	Les événements sportifs offrent des opportunités de promotion du sport et d'un mode de vie plus actif à l'échelle locale et provinciale.
Montréal est reconnue à travers le monde comme une ville festive qui accueille de grands événements populaires. Montréal se distingue notamment pour son dynamisme.	Ils sont une vitrine exceptionnelle pour les communautés sur les scènes nationale et internationale.

En se donnant une vision commune et partagée en événements sportifs, Montréal réunit les conditions gagnantes pour se donner un projet de très grande envergure, au bénéfice de sa population et de son élite sportive.

05 PILIER ADMINISTRATION ET ORGANISATION

FORCES DE MONTRÉAL	OPPORTUNITÉS À SAISIR
Tourisme Montréal est dynamique et efficace dans le démarchage en tourisme sportif.	Cibler davantage d'événements d'hiver pour compléter le calendrier montréalais.
L'agglomération de Montréal reconnaît sa responsabilité dans l'accompagnement de projets d'événements sportifs majeurs sur son territoire.	Créer des partenariats avec les événements culturels pour améliorer l'expérience des visiteurs à Montréal.
L'administration montréalaise est favorable aux événements sportifs majeurs comme en témoigne la Politique du sport et de l'activité physique que la Ville de Montréal a adoptée.	Augmenter la coopération entre les organisateurs d'événements (ex. : partage d'outils et de ressources, gestion des bénévoles, achat de matériel, legs collectifs, etc.).
Les grands partenaires montréalais pour l'accueil d'événements sportifs travaillent de concert.	

L'organisation d'un événement sportif majeur est un grand défi organisationnel et logistique. Les grands partenaires montréalais guideront les organisateurs dans cette entreprise complexe, en fournissant des repères et en assurant une veille et un démarchage stratégiques.


255
2
1
1
DEFISPORTIF.COM

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES POUR MIEUX POSITIONNER MONTRÉAL

ASSURER UNE VEILLE ET UN DÉMARCHAGE STRATÉGIQUES

Considérant que Montréal est riche en expertises pertinentes et variées, il importe d'instaurer une structure efficace assurant une veille et un démarchage stratégiques bien alignés avec les intérêts et la capacité d'accueil de Montréal.

SE DOTER DE RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES ADÉQUATES

Les projets d'accueil d'événements sportifs majeurs à Montréal nécessitent des ressources humaines et financières importantes.

GARANTIR DES BÉNÉFICES IMPORTANTS POUR LA COLLECTIVITÉ

Les projets d'événements sportifs visent également à contribuer à l'enrichissement collectif. Cet enrichissement proviendra non seulement des retombées économiques engendrées par la tenue même de l'événement, mais aussi des infrastructures ou des équipements sportifs légués à la communauté d'accueil. Dès la conceptualisation des dossiers de mise en candidature, un programme de legs sportifs complets doit être prévu.

SE POSITIONNER AVANTAGEUSEMENT PAR RAPPORT À LA COMPÉTITION INTERNATIONALE

Montréal demeure un endroit privilégié pour accueillir des événements sportifs majeurs. Elle dispose d'infrastructures sportives olympiques, multifonctionnelles, ainsi que des plans d'eau, terrains, parcs et espaces verts en milieu urbain, tous accessibles par métro. Malgré ces avantages, elle doit veiller à ce que ses installations soient toujours de qualité et conformes aux normes internationales en vigueur, de manière à demeurer compétitive par rapport aux autres métropoles sportives du monde.

FAIRE RAYONNER MONTRÉAL SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

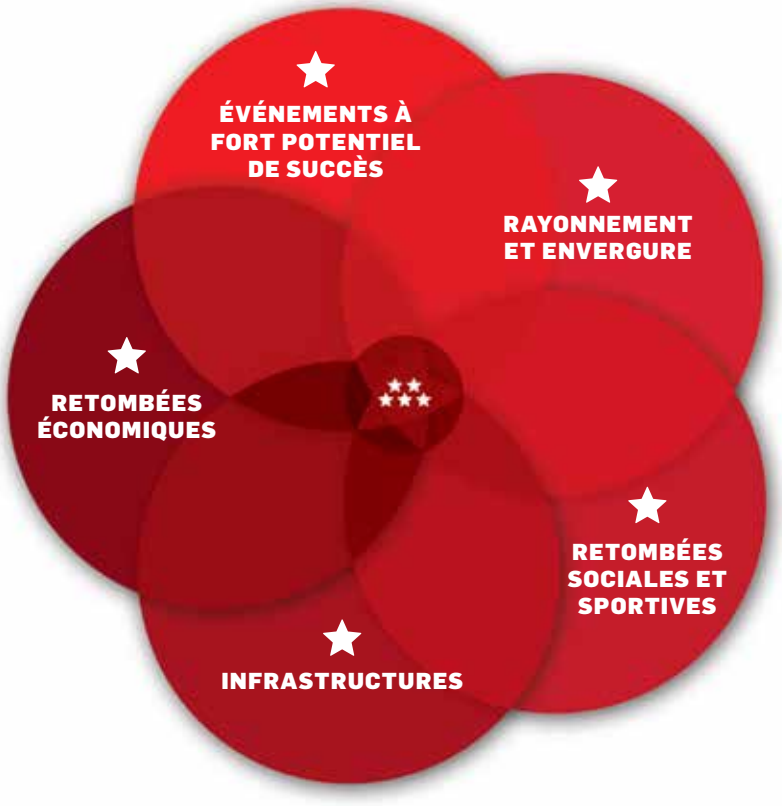
Les événements accueillis à Montréal doivent contribuer au rayonnement et à la visibilité de la métropole en plus de servir de vecteur promotionnel au développement du sport concerné. Montréal doit affirmer son positionnement sur la scène sportive internationale en présentant une image de marque cohérente et intégrée qui prend appui sur ses atouts uniques et son caractère distinctif en Amérique du Nord.



SÉLECTION DES ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

PRINCIPES D'INVESTISSEMENT POUR LA SÉLECTION DES ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

Le choix des événements sportifs se fera selon une approche de gestion semblable à celle d'un portefeuille financier. Ainsi, on cherchera avant tout à favoriser l'accueil d'événements sportifs qui permettent d'atteindre des objectifs précis, alignés dans une perspective à long terme et cadrant dans une planification globale. On choisira des événements qui assurent un retour optimal sur l'investissement tout en tenant compte des capacités et des choix stratégiques de Montréal. En d'autres mots, Montréal favorisera des événements rencontrant de façon optimale les cinq principes d'investissements présentés dans la figure qui suit.



DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE ÉVÉNEMENTIEL

NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS CIBLÉS PAR CATÉGORIE D'ÉVÉNEMENTS

		ACTUEL	CIBLE
Axe **COMPÉTITIF** — Soutenir le développement sportif de nos athlètes, clubs et associations	- **Méga-événement** Ex. : Coupe du monde de soccer	IL Y A 40 ANS	D'ICI 25 ANS
	- **Événement international unisport fédéré de grande envergure** Ex. : Coupe du monde féminine de la FIFA	1 / 2 ANS	2 / 2 ANS
	- **Événement international unisport fédéré** Ex. : Coupe du monde de patinage de vitesse courte piste	2 / ANNÉE	3 / ANNÉE
	- **Événement international de type Invitation** Ex. : L'International Gymnix	13 / ANNÉE	20 / ANNÉE
	- **Événement Tremplin** Ex. : Finale des Jeux du Québec	22 / ANNÉE	25 / ANNÉE
Axe **PARTICIPATIF** — Permettre aux Montréalais de bouger, et ouvrir les portes de Montréal aux différents sports, fédérés ou non	- **Jeux multisports de masse** Ex. : World Outgames, World Masters Games	1 / 10 ANS	1 / 8 ANS
	- **Événement international unisport fédéré de masse** Ex. : Régate mondiale d'aviron des Maîtres de la FISA	1 / 10 ANS	1 / 8 ANS
	- **Événement métropolitain** Ex. : Marathon de Montréal et Tour de l'Île de Montréal	22 / ANNÉE	25 / ANNÉE
Axe **PROFESSIONNEL** — Confirmer la position de Montréal comme ville de prestige en ce qui concerne les événements sportifs d'envergure	- **Événement Signature** Ex. : Grand Prix Cycliste de Montréal	3 / ANNÉE	5 / ANNÉE
	- **Événement Spectacle/Professionnel ponctuel** Ex. : Matchs des équipes professionnelles et Coupe Rogers	N/A	FACILITER LA TENUE DES ÉVÉNEMENTS
	- **Événement sportif émergent** Ex. : Festival Jackalope (skateboard)	5 / ANNÉE	5 / ANNÉE

Année de référence des données actuelles : 2014


CUP C
DA 201
COUPE DU MONDE FÉMININE DE LA FIFA, CANADA
ADA
FIFA
2015
adidas



CONCLUSION

MONTRÉAL PASSE À L'ACTION !

Les événements sportifs représentent de formidables occasions de rassemblement, de partage, de fête et de renforcement du sentiment d'appartenance à la Ville. Ils stimulent non seulement l'activité économique de la métropole, mais aussi l'essor de la pratique sportive de ses citoyens ainsi que le développement de son élite sportive.

Ils sont une occasion de répondre aux besoins évolutifs de la Ville en matière d'infrastructures sportives. Montréal doit tirer avantage des projets d'accueil d'événements sportifs majeurs pour permettre la mise à niveau ou la construction de ses équipements et de ses infrastructures sportives. C'est une façon concrète d'assurer le développement et le maintien d'un haut niveau de qualité de ses infrastructures, et ce, au profit de son élite sportive, des organisateurs d'événements et de la population en général.

Montréal a tous les atouts recherchés pour accueillir des événements sportifs d'envergure. Avec la confiance, la volonté et l'implication de tout un chacun (les fédérations sportives, les athlètes, les officiels, les promoteurs d'événements et les instances gouvernementales), Montréal deviendra une grande métropole sportive de notoriété internationale. Les retombées positives d'une telle reconnaissance seront tangibles et profiteront à tous.

À court terme, Montréal prendra les actions suivantes :

- Soutenir financièrement les candidatures d'événements sportifs;
- Mise en place d'une cellule de veille et de démarchage stratégiques;
- Production d'un guide du promoteur d'événements sportifs;
- Création d'un programme modèle de legs;
- Développement d'outils pour l'analyse et la priorisation des projets.

LE GROUPE DES PARTENAIRES EN ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE MONTRÉAL

ESIM Enrichir l'expérience sportive

TOURISME / MONTRÉAL

Montréal

SPORT. ÉDUCATION. FIERTÉ.
RSEQ

Parc Jean-Drapeau

PARC OLYMPIQUE

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1167149001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau - Ville intelligente et numérique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter la "Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal" par le conseil d'agglomération

Il est recommandé :
Que le conseil d'agglomération adopte la "Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal."

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-11-07 13:05

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167149001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau - Ville intelligente et numérique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter la "Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal" par le conseil d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2015, le conseil municipal a adopté la Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal et la Directive sur la gouvernance des données. Celle-ci comprend une approche d'ouverture par défaut, à savoir que toute donnée recueillie par la Ville est désormais considérée comme ouverte. La Politique de données ouvertes s'inscrit dans le Plan d'action 2015-2017 Montréal, Ville intelligente et numérique. La présente résolution vise à faire endosser par le conseil d'agglomération de Montréal les mêmes principes, de manière assurer une cohérence dans la démarche d'ouverture, de transparence et à affirmer le positionnement de l'agglomération de Montréal comme chef de file en matière de ville intelligente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0259 - 17 février 2016 - **Adoption de l'entente entre le gouvernement du Québec, les municipalités et la Ville de Montréal relativement au portail commun de données ouvertes**
CM15 1499 - 14 décembre 2015 - **Adoption de la nouvelle « Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal » et la « Directive sur la gouvernance des données »**
CE15 1023 - 3 juin 2015 - **Adoption de la "Stratégie Montréalaise 2014 - 2017 ville intelligente et numérique" et le "Plan d'action 2015 - 2017 Montréal ville intelligente et numérique" qui en découle**
CE14 0249 - 19 février 2014 - **Adoption de la mise à jour de la licence de données ouvertes de la Ville de Montréal**

DESCRIPTION

Le Bureau de la Ville intelligente et numérique propose que le Conseil d'agglomération adopte:

- La "Politique de données ouvertes de la Ville de Montréal". Cette politique vise à rendre publiques les intentions de la Ville de Montréal en matière d'ouverture des données et notamment l'adoption d'une approche d'ouverture par défaut, c'est-à-dire de considérer que tout ensemble de données géré par la Ville devrait être ouvert à moins d'une justification contraire (par exemple en lien avec la protection de la vie privée ou la sécurité publique).

La Politique de données ouvertes a été confirmée conforme par le Service des affaires juridiques et est déjà adoptée par le Conseil municipal et le comité exécutif.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du "Plan d'action 2015 - 2017 Montréal ville intelligente et numérique", l'ouverture des données est un élément clé en vue de faire de Montréal un chef de file en matière de ville intelligente. Le positionnement de l'agglomération est important pour démontrer la cohérence des orientations avec la Ville de Montréal.
De plus, plusieurs ensembles de données dont dispose la Ville, recensés dans l'inventaire devant être rendu public, couvrent l'ensemble de l'agglomération de Montréal. Ces données, dérivées des activités de compétences d'agglomération, sont colligées et gérées par les services centraux de la Ville de Montréal. L'intérêt d'adhérer à la politique des données ouvertes pour l'agglomération est d'autant plus pertinent que ces données ont déjà fait l'objet d'une analyse pour leurs publications. Parmi les Services de la Ville couvrant les compétences de l'agglomération, ci-bas des exemples d'ensembles de données:

- Service de l'eau: Réseaux d'eau potable et eaux usées
- Service des finances: Budgets
- Service des affaires juridiques (Cour municipale): Condamnations
- Service de sécurité incendie (SIM): Interventions des pompiers
- Service de police (SPVM): Données de criminalité
- Service de l'évaluation foncière: Statistique sur les évaluations

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'aspect financier n'est pas applicable dans le cas présent pour l'agglomération de Montréal puisque les activités liées à la Politique des données ouvertes sont incluses au budget de la Ville de Montréal. L'intégration des données d'agglomération n'aura pas d'impact en matière de budget de fonctionnement et d'investissement pour les villes liées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Faire de Montréal et son agglomération l'un des chefs de file mondialement reconnus en matière de ville intelligente et numérique.
Démontrer l'engagement de l'agglomération de Montréal en matière de transparence gouvernementale.
Supporter le développement économique sur le créneau ville intelligente

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera déployée en lien avec l'adoption de la Politique de données ouvertes par l'agglomération de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La Ville de Montréal recommande également aux organisations paramunicipales ou faisant partie de son périmètre comptable ainsi qu'aux Villes liées qui constituent l'agglomération d'adopter la présente politique.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane GUIDOIN
Chef de projet

Tél : 514 862-0084
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-03

Stéphane G GOYETTE
Directeur

Tél : 514 781-0177
Télécop. :

POLITIQUE DE DONNÉES OUVERTES



Montréal

MOT DU MAIRE ET DU VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF





Montréal aspire à devenir un chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes et numériques. Pour atteindre sa cible, la Ville et la communauté investissent actuellement dans des projets structurants et innovateurs, dont la refonte de sa *Politique de données ouvertes* qui repose dorénavant sur le concept « d'ouverture par défaut ».

Le principe que toute donnée de la Ville de Montréal soit ouverte d'office est un important levier en matière de transparence et un vecteur de développement économique qui s'inspire des meilleures pratiques internationales. La libération des données ouvertes priorisées répond à un des impératifs de la stratégie de Montréal ville intelligente et numérique. L'accès aux données permettra aux entreprises et aux organisations de développer une nouvelle offre de service, bénéficiant à la fois à la Ville et aux citoyens.

La stratégie de Montréal ville intelligente et numérique vise également à développer, en cocréation avec la communauté, des solutions aux enjeux urbains. Cette participation citoyenne permet à Montréal de se démarquer sur la scène internationale et nous en sommes très fiers. Dans le cadre du processus de refonte de la *Politique de données ouvertes*, nous avons lancé un appel aux citoyens afin qu'ils puissent participer à part entière à ce changement de culture majeur vers la transparence qu'est la libération des données ouvertes. Nous tenons à remercier ceux qui ont répondu à cet appel. Vos commentaires ont été lus, entendus et ont influencé la composition finale de cette nouvelle politique.

Au nom des citoyens, la Ville a le devoir et la responsabilité de collecter et gérer des données, notamment pour ses opérations internes. Ces données représentent un actif informationnel important aussi bien pour la Ville que pour les citoyens. Elle spécifie la gouvernance des données ouvertes et la responsabilité de son application. Avec l'adoption de cette nouvelle *Politique de données ouvertes*, la Ville franchit une importante étape dans l'évolution de la vie démocratique de notre société et ce sont tous les Montréalais qui en bénéficieront.

Denis Coderre
Maire de Montréal

Harout Chitilian
Vice-président du comité exécutif
Responsable de la Ville intelligente et des technologies de l'information

POLITIQUE DE DONNÉES OUVERTES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le présent document constitue la politique officielle de la Ville de Montréal en matière de données ouvertes.

Introduction

Au nom des citoyens, la Ville de Montréal collecte et gère des données notamment pour ses opérations internes. Ces données représentent un actif informationnel important aussi bien pour la Ville que pour les citoyens.

La Ville de Montréal a adopté la présente politique pour spécifier à ses unités administratives leurs devoirs en matière d'ouverture des données et pour exposer aux citoyens leurs droits concernant l'accès à ces données.

Objectifs

La présente politique précise sa portée organisationnelle et fournit les orientations et les principes directeurs régissant l'ouverture des données à la Ville de Montréal. Elle spécifie la gouvernance des données ouvertes et la responsabilité de son application.

Portée organisationnelle de la politique

Cette politique s'applique à toutes les unités administratives de la Ville de Montréal, incluant les arrondissements.

La Ville de Montréal recommande également aux organisations paramunicipales ou faisant partie de son périmètre comptable d'adopter la présente politique.

Définitions

Ressource informationnelle : Document, fichier, incluant les bases de données, apportant des éléments d'information de différentes natures qui sont utilisées par la Ville et ses unités pour mener à bien leurs missions.

Données ouvertes : Ressources informationnelles mises à la disposition du public, sous licence ouverte d'utilisation, et qui respectent les principes de l'ouverture des données.

Licence ouverte : Une licence permet d'accéder à une ressource informationnelle, de l'utiliser ou de la redistribuer avec peu ou aucune restrictions.

Format ouvert : Un format de données interopérables dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre.

Fichier : Tout support numérique contenant des données (fichiers de données, interfaces programmables, flux de données, etc.).

Ensemble de données : Un ou plusieurs fichiers concernant un sujet d'intérêt spécifique, tel l'ensemble des fichiers concernant le budget de la Ville, par exemple.

Responsable d'une ressource informationnelle : Le gestionnaire de l'unité de la Ville responsable de l'acquisition et de l'intégrité d'une ressource informationnelle.

Degré d'ouverture : Niveau d'accès autorisé pour un ensemble de données de la Ville. Le degré d'ouverture peut prendre les valeurs suivantes :

- **Ouvert :** L'ensemble de données est jugé comme pouvant être rendu public et accessible à tous et ainsi assujetti aux présentes règles et aux conditions énoncées dans la licence ouverte d'utilisation.
- **Restreint :** L'accès à l'ensemble de données est restreint à certaines unités administratives ou organisations partenaires clairement identifiées.
- **Fermé :** L'accès à l'ensemble de données est limité à l'unité administrative qui en a la responsabilité.

Orientations

1 La Ville de Montréal reconnaît que l'accès ouvert aux données, qu'elle produit et possède, présente des avantages du point de vue de la transparence de l'administration publique, de la vie démocratique et sociale, du développement économique et de l'efficacité organisationnelle.

2 La Ville de Montréal s'engage à diffuser sur Internet, progressivement et en continu, ses données tout en prenant en compte les coûts, les efforts et les ressources disponibles pour ce faire.

3 La Ville de Montréal s'engage à mettre en place des mécanismes de concertation avec les citoyens et les utilisateurs de données pour prendre en compte leurs besoins dans les efforts de diffusion des données.

4 La Ville de Montréal s'engage à développer des bonnes pratiques et des technologies visant à faciliter le partage des données à l'interne et vers les citoyens ainsi qu'à assurer leur qualité.

Principes directeurs de l'accès aux données

1 **Ouvert par defaut :** Toute donnée collectée ou acquise par la Ville de Montréal est considérée comme ouverte à moins d'une justification pour en restreindre l'accès.

2 La Ville de Montréal s'engage à prendre les moyens qu'elle juge raisonnables afin d'adhérer aux principes de transparence et de qualité tels qu'énoncés par la *Sunlight Foundation*, à savoir publier des données :

a) **Exhaustives :** Les ensembles de données publiés par la Ville doivent être aussi complets que possible et refléter l'ensemble de ce qui est colligé sur un sujet donné.

b) **Primaires :** Les données publiées comprennent les renseignements originaux recueillis et toutes précisions disponibles sur la manière dont les données ont été collectées.

c) **Opportunes :** Les données rendues disponibles sont publiées ou mises à jour dans les meilleurs délais.

d) **Faciles d'accès :** Les données publiées sont accessibles au plus grand éventail d'utilisateurs et pour des usages aussi divers que possible.

e) **Exploitables :** Les données sont exploitables par un processus informatique et sont structurées pour permettre un traitement automatisé.

f) **Non-discriminatoires :** Les données sont accessibles à tous, librement et à tout moment sans justification ou identification préalable.

g) **Non-propriétaires :** Les données sont publiées dans au moins un format ouvert et ne nécessitent aucun logiciel spécifique pour être exploitées.

h) **Libres de droits:** Les données ouvertes ne sont pas soumises à des droits d'auteur de tiers, à un brevet, au droit des marques ni au secret commercial.

i) **Permanentes :** Une fois publiées, les données restent en permanence accessibles, soit en ligne ou dans les archives, en respectant la publication originale.

j) **Gratuites :** Les données sont publiées telles que collectées sans frais pour les utilisateurs.

La présente politique et ses principes sont subordonnés aux dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ c A-2.1.

Inventaire de données et exceptions

1 La Ville de Montréal s'engage à publier, sous forme d'un ensemble de données, un inventaire des ensembles de données en sa possession, peu importe leur degré d'ouverture, à l'exception de ceux dont la publication représente un enjeu pour la sécurité publique.

2 Pour les ensembles de données dont le degré d'ouverture n'est pas ouvert, une justification devra être fournie. Entre autres, les raisons suivantes représentent des justifications pertinentes devant être documentées pour chaque ensemble de données concerné :

a) Le respect de la vie privée et des informations personnelles;

i. Toutefois, si un ensemble de données demeure pertinent une fois rendu anonyme, il devrait être publié de manière anonyme.

b) La sécurité du public et des biens;

c) La propriété intellectuelle ou le droit de republier la donnée ne sont pas détenus par la Ville de Montréal;

d) La protection des secrets industriels de tiers;

e) Toute loi ou règlement pertinent.

Documents de soutien

La présente politique s'appuie sur d'autres documents pertinents :

a) La Directive sur la gouvernance des données. Ce document concerne la gouvernance des données au sein des unités administratives de la Ville.

b) La liste des formats ouverts. Ce document liste les formats techniques recommandés pour les différents types de données pouvant être publiées.

c) L'inventaire exhaustif des données collectées. Un fichier contenant l'ensemble des données collectées par la Ville de Montréal.

d) La licence ouverte d'utilisation choisie par la Ville de Montréal.

e) La Charte montréalaise des droits et responsabilités.

Accès à l'information et divulgation proactive

La Ville de Montréal se conforme à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels.* Le Service du greffe, responsable de l'application de la Loi, favorise l'accès aux documents sous forme de données respectant les principes de cette politique.

Le Service du greffe utilise, lorsque possible, le portail des données ouvertes pour une diffusion proactive.

Dans la mesure du possible, les services de la Ville remettent au Service du greffe les documents visés par une demande d'accès en format ouvert.

Responsabilité d'application

Chaque responsable d'une ressource informationnelle est responsable de l'application de cette politique.

Le Bureau de la Ville Intelligente et Numérique est responsable de la collecte de l'inventaire de données et du suivi de l'ouverture des données des unités administratives.

Dates d'application et de réalisation

La présente politique entre en application dès son adoption par le conseil municipal.

La totalité des ensembles de données ayant un degré d'ouverture « ouvert » doivent être effectivement rendus publics pour le 31 décembre 2018.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.06

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1160191007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'augmentation du budget du Service du développement économique d'une somme de 2 085 681 $ en provenance du Fonds de développement des territoires / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel attendu

Il est recommandé :
1. d'autoriser l'augmentation du budget de revenu du Service du développement économique d'une somme de 2 085 681 $ en provenance du Fonds de développement des territoires;

2. d'autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-10-31 19:44

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160191007**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Actes inhérents ou accessoires à une compétence d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'augmentation du budget du Service du développement économique d'une somme de 2 085 681 $ en provenance du Fonds de développement des territoires / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel attendu

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi) est venue modifier, notamment, les articles 126.2, 126.3 et 126.4 de la Loi sur les compétences municipales (ci-après LCM). L'article 126.2 de la LCM prévoit que l'agglomération de Montréal peut prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional sur son territoire.
La Loi a institué le Fonds de développement des territoires (FDT) pour aider les municipalités régionales de comté et les agglomérations à assumer leur nouveau rôle. Elle permet au Fonds de soutenir toutes mesures de développement local et régional que l'agglomération privilégie à travers ses priorités d'intervention et ses politiques de soutien.
La Ville, à travers sa compétence au niveau de l'agglomération, assure la gestion de la portion du FDT qu'elle reçoit en vertu de l'Entente relative au fonds de développement des territoires (ci-après l'Entente) intervenue avec le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Elle en est imputable.

Dans le cadre de cette Entente, la Ville a reçu, en juillet 2016, une somme de 8 550 489 $, dont 6 464 808 $ provenant de l'année financière gouvernementale 2015-2016. La Ville a déjà fait le choix de réserver cette dernière somme à la promotion de l'entrepreneuriat de même qu'au soutien à l'entrepreneuriat et à l'entreprise. Elle a ainsi délégué sa compétence en ce domaine aux six (6) organismes PME MTL. Ceux-ci assument l'accompagnement et le financement des entreprises montréalaises en vertu d'une entente de délégation avec la Ville.

Le solde de la somme reçu en juillet 2016, soit 2 085 681 $, représente le premier versement de l'année financière 2016-2017. Il doit être engagé d'ici le 31 mars 2017 dans des mesures de développement que l'Agglomération privilégie à travers ses priorités d'intervention et ses politiques de soutien.

Le présent dossier vise à répondre aux dispositions administratives de la Ville. Compte tenu que l'Entente FDT a été approuvée par le conseil d'agglomération, sans délégation de pouvoir au comité exécutif, le Service des affaires juridiques suggère que la même instance approuve les décisions relatives à la gestion du fonds.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0347 - 19 mai 2016 - Approuver la répartition de l'enveloppe 2016-2021 dédiée aux six (6) organismes PME MTL / Accorder une contribution financière annuelle totale de 7 761 578,00 $ aux six (6) organismes PME MTL afin d'offrir l'accompagnement et le financement aux entreprises durant les années 2016-2021, dans le cadre de l'entente relative au Fonds de développement du territoire entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville et de l'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL
CG16 0343 - 19 mai 2016 - Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire relatif au Fonds de développement des territoires

CG15 0729 - 10 décembre 2015 - Adoption du le budget 2016 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

DESCRIPTION

La somme de 2 085 681 $ peut être utilisée pour toute mesure de développement local et régional respectant les dispositions de l'Entente. La somme doit être engagée d'ici la fin de l'année budgétaire gouvernementale, soit le 31 mars 2017.

Les grands projets requérant des actions à court terme, et pour lesquelles il est proposé que l'enveloppe disponible soit utilisée, sont issus des priorités d'intervention répertoriés pour l'année 2016-2017 en matière de développement local et régional. Le tableau qui suit présente ces projets.

Grands projets prioritaires 2016-2017
Création d'une zone de logistique
Réalisation d'actions structurantes spécifiques aux parcs et zones industriels
Développement de la filière d'électrification des transports
Développement d'un pôle de chimie verte
Mise en valeur des artères commerciales
Appui à l'innovation et à l'écosystème des startups
Appui au développement du secteur touristique
Appui à des actions ciblées de concertation (en matière de développement local et régional (Complément de financement de l'année 2017 de Concertation régionale de Montréal)

JUSTIFICATION

Le présent dossier répond aux procédures administratives nécessaires à la modification de la dotation d'un service puisqu'il s'agit d'une modification au budget municipal 2016 approuvé en décembre 2015.

L'augmentation du budget du Service du développement économique permettra de réaliser rapidement des actions issues des priorités d'intervention du service qui répondent également aux orientations de l'Administration municipale. En effet, ces priorités sont issus du Plan d'action 2015-2017 en développement économique rendu publique par une discours du Maire le 18 juin 2015.

Ces projets prioritaires ont fait l'objet de discussions et de demandes budgétaires. Leur niveau d'avancement permettra d'engager les sommes dans les délais prescrits par le MAMOT et leur réalisation dans un délai permettant de répondre aux délais de gestion de l'Entente (reddition de compte, rapport d'activités, saisie de données pour l'évaluation du FDT).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme de 2 085 681 $ a été reçue par la Ville en juillet 2016.

L'approbation du présent dossier permettra le virement de ce revenu et, du même coup, permettra d'augmenter le budget de fonctionnement du Service du développement économique pour son utilisation mentionnée plus haut.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le refus d'approuver le présent dossier ne permettra pas l'utilisation de la somme conformément aux dispositions de l'entente d'ici le 31 mars 2017 et permettra au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de demander son remboursement. Ce refus ralentira la réalisation de projets structurants pour l'économie montréalaise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de communications des actions et projets soutenus par le FDT sont soumises aux dispositions de l'Entente à cet effet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des projets prioritaires en attente de financement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian DICAIRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie B BERTRAND
Conseillère en planification

Tél : 872-2374
Télécop. : 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-28

Serge GUÉRIN
Directeur

Tél : 514 872-0068
Télécop. : 514 872-0049

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1160191007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , Division du développement économique et des initiatives stratégiques
Objet :	Autoriser l'augmentation du budget du Service du développement économique d'une somme de 2 085 681 $ en provenance du Fonds de développement des territoires / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel attendu

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1160191007 - Autorisation d'un budget additionel FDT.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian DICAIRE
Préposé budgétaire
Tél : 514 872-3752

Co-auteur:

Pascal- Bernard Ducharme
Conseiller budgétaire
514-872-2059

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-10-31

Jacques BERNIER
Chef de division - conseil et soutien financiers
Tél : 514 872-3417

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 42.01

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1160603008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, situé sur le lot 1 711 848 du cadastre du Québec

Il est recommandé :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction d'un bâtiment servant à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, situé sur le lot 1 711 848 du cadastre du Québec ».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-09-09 15:04

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 septembre 2016	Résolution: CA16 27 0390

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal*, un règlement autorisant la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, situé sur le lot 1 711 848 du cadastre du Québec.

Il est proposé par Réal MÉNARD

appuyé par Richard CELZI

Et résolu :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de *la Charte de la Ville de Montréal*, le Règlement autorisant la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 711 848.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1160603008

Magella RIOUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 septembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1160603008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, situé sur le lot 1 711 848 du cadastre du Québec.

Il est recommandé :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction d'un bâtiment servant à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, situé sur le lot 1 711 848 du cadastre du Québec ».

Signé par Jacques SAVARD **Le** 2016-08-22 12:57

Signataire : Jacques SAVARD

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1160603008**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, situé sur le lot 1 711 848 du cadastre du Québec.

CONTENU

CONTEXTE

En collaboration avec Les habitations de la Fondation des aveugles du Québec, le groupe de ressources techniques « Atelier Habitation Montréal » projette de construire une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur un emplacement localisé du côté est du boulevard Pierre-Bernard entre l'avenue Pierre-De Coubertin et la rue Hochelaga. Or, le nombre maximal de logements permis dans les secteurs d'habitation de catégorie H.1-3 doit se limiter à trois par immeuble. La résidence projetée comptera 12 unités.
Le conseil d'agglomération peut octroyer une autorisation en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal afin de permettre la construction du bâtiment. Une demande a été déposée à cet effet par le requérant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- **Séance du 3 mai 2016 du comité consultatif d'urbanisme** - Présentation de la demande d'avis préliminaire portant sur la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 711 848 localisé du côté est du boulevard Pierre-Bernard, entre la rue Hochelaga et l'avenue Pierre-De Coubertin.

DESCRIPTION

Description de la propriété et du voisinage

Le voisinage se caractérise par la présence de bâtiments d'habitation dont la hauteur varie entre un et deux étages. L'aire de stationnement comporte 22 cases entièrement asphaltées, entourée de butoirs et munie de dispositifs d'éclairage.

Description du projet

Le bâtiment d'habitation comporte deux étages (hauteur de 8,58 mètres). Il est érigé en mode contigu. La nouvelle résidence peut accueillir 12 logements de 62 mètres carrés, desservis par deux cases de stationnement extérieur, accessibles par la ruelle. La piste cyclable borde le côté est du boulevard Pierre-Bernard.

Le parement de la façade se compose de briques d'argile de format modulaire métrique (marron). Les fenêtres, les portes et les terrasses sont de couleur brun foncé fabriquées en aluminium. Le requérant privilégie l'acier pour les deux marquises et le bois pour les soffites. Le requérant souhaite maintenir les panneaux métalliques (aluminium) perforés pour la composition des garde-corps montés sur des structures en acier galvanisé, proposés en blanc. L'aménagement de la cour arrière comprend des surfaces gazonnées, une terrasse, un cabanon, des supports à vélo, la plantation de trois arbres et de deux rangées d'arbustes. Quant à la cour avant, elle se compose d'espace gazonné, de la plantation d'un arbre et de deux rangées d'arbustes aux abords des sauts-de-loups, afin d'assurer une plus grande intimité des logements.

Fidèle à sa volonté d'améliorer les services et d'accroître les ressources offertes aux personnes vivant avec une déficience visuelle, Les habitations de la Fondation des Aveugles du Québec s'implique dans la réalisation de projets d'habitation spécifiquement adaptés aux besoins de sa clientèle en offrant une gamme de logements à prix abordables.

Réglementation du stationnement sur le boulevard Pierre-Bernard

Les modalités réglementaires se montrent peu contraignantes du côté est du boulevard Pierre-Bernard. En effet, la période d'interdiction s'applique le lundi en avant-midi, de 8 h 30 à 11 h 30. Sur le côté ouest du boulevard, la réglementation interdit le stationnement sur rue le mercredi en matinée seulement de 8 h 30 à 11 h 30. Ces restrictions débutent le 1er avril et se terminent le 1er décembre pour permettre l'entretien de la chaussée.

Règlement d'urbanisme

L'emplacement se trouve dans un secteur d'habitation de catégorie H.1-3, autorisant de un à trois logements. Le taux d'implantation maximum doit atteindre 70 %. La hauteur des immeubles peut varier entre un et deux étages sans jamais dépasser neuf mètres. Les modes d'implantation sont régis par les règles d'insertion.

Dérogations

L'analyse préliminaire du projet permet d'identifier les dérogations suivantes :

· Au nombre maximum de logements par immeuble, 12 unités au lieu de 3 (article 124);
· Au nombre minimal de places de stationnement à fournir, 2 cases au lieu de 6 (article 561).

JUSTIFICATION

Avis préliminaire émis par le comité consultatif d'urbanisme (CCU) du 3 mai 2016

Lors de cette séance, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont exprimé les préoccupations suivantes à l'égard du projet, à savoir :

- Sur la composition et le vieillissement des garde-corps, des panneaux vitrés ont été suggérés comme alternative à l'aluminium perforé en souhaitant ainsi améliorer l'esthétisme;

- Sur le traitement architectural de la façade, en proposant notamment de tirer profit du recul de l'entrée de la résidence afin d'en accentuer sa verticalité pour lire le bâtiment en deux parties distinctes. L'insertion de matériaux a été proposée pour démarquer les deux plans de la façade.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) a recommandé d'utiliser la brique d'argile pour recouvrir les murs latéraux.

Suite au dépôt de l'avis préliminaire, le requérant a modifié son projet de la manière suivante :

- L'ajout d'un jeu de briques en saillie pour départager les deux plans de la façade;

- Le maintien des panneaux en aluminium perforé pour les garde-corps. Des compléments d'information sont fournis sur la durabilité de la peinture et du matériau, en fournissant un argumentaire expliquant l'origine du concept et justifiant sa composition qui fait référence à l'alphabet utilisé par les aveugles en l'occurrence le braille;

- L'utilisation d'un bloc architectural de qualité comme parement extérieur appliqué sur les murs latéraux comme alternative à la brique d'argile en invoquant des difficultés d'ordre technique lors de la pose due à la mitoyenneté de l'immeuble.

La DAUSE recommande favorablement l'octroi de la présente autorisation en invoquant les raisons suivantes :

- La réalisation du projet permet de rétablir la continuité de la trame urbaine du côté est du boulevard Pierre-Bernard avec un usage plus compatible avec l'habitation. La présence du stationnement constitue une avancée commerciale particulièrement intrusive qu'il importe de remplacer afin d'assurer de meilleures conditions de voisinage et de diminuer aussi la circulation automobile, sur ce tronçon du boulevard à dominance résidentielle;
- L'étude d'ensoleillement démontre que la construction du bâtiment de deux étages ne provoque pas d'assombrissement significatif dans les cours des propriétés adjacentes pendant le solstice d'été (21 juin), et ce, pendant toute la journée. À l'approche du solstice d'hiver (21 décembre), l'ombrage se propage plus tôt en matinée (9 h) du côté nord et se déplace en direction sud en fin de journée (16 h). Le phénomène se reproduit aux équinoxes. En effet, à partir de midi, l'ombrage réapparaît partiellement sur la partie arrière de la propriété localisée au nord et se dirige vers le sud en fin d'après-midi (16 h) en se propageant dans les mêmes proportions. En aucun moment de l'année, le nouveau bâtiment ne cause de période d'assombrissement permanente dans les cours des immeubles voisins;

- Les représentants de la Division des études techniques de l'arrondissement se montrent plutôt favorables à l'octroi de la dérogation en ce qui concerne le nombre d'unités de stationnement. Ils ne relèvent aucune plainte de la part des résidents faisant état du manque d'espace pour stationner sur le boulevard.

La DAUSE a évalué cette demande quant à la qualité de l'expression architecturale du

bâtiment et de son voisinage, et ce, selon les critères inscrits au règlement d'urbanisme.

Le bâtiment de facture plutôt contemporaine s'inscrit dans un cadre bâti assez diversifié où des bâtiments de type unifamilial, multiplex et commerciaux à proximité se côtoient. Pour le présent projet, le bâtiment de deux étages avec sous-sol se démarque par une composition d'une façade sobre avec des matériaux de bonne qualité tels une brique d'argile de couleur Sienna ironspot smooth de Endicott ainsi qu'une insertion de revêtement de bois naturel pour les éléments en sailli et en alcôve. Une touche plus originale vient des garde-corps composés d'un panneau architectural perforé recouvert d'une peinture cuite d'une couleur blanche. Les ouvertures respectent les dimensions et proportions qu'on retrouve sur les bâtiments voisins. Suite à l'avis préliminaire du CCU et aux recommandations de la DAUSE, le requérant propose un aménagement paysager afin de créer un peu d'intimité aux cours anglaises implantées en façade. Il propose également un traitement de briques en relief à la verticale au niveau de l'entrée principale, ce qui découpe le bâtiment en deux afin de s'inspirer de la dimension des bâtiments voisins. La DAUSE est d'avis que la demande est justifiée et recommande au comité consultatif d'urbanisme d'émettre une recommandation favorable à l'approbation des travaux.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) suggère d'assortir la présente autorisation de la condition suivante :

- Soumettre l'émission des permis de construction et de transformation incluant aussi l'aménagement des espaces extérieurs à la procédure d'approbation prévue au Titre VIII du règlement d'urbanisme (PIIA).

À sa séance du 5 juillet 2016, le comité consultatif d'urbanisme a recommandé l'acceptation du projet avec ses dérogations sans ajouter de conditions supplémentaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nouvelle construction sera recouverte d'un toit blanc et comporte un pourcentage de 22 % d'éléments végétaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation du projet de règlement au conseil d'arrondissement pour avis d'orientation;
- Adoption d'un avis de motion et du projet de règlement adopté en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 par le conseil municipal;
- Adoption du règlement adopté en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 par le conseil municipal;
- Adoption du règlement adopté en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 par le conseil d'agglomération;
- Émission d'un certificat de conformité;
- Parution d'avis public et entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La présente demande déroge aux articles 124 et 561 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), mais peut être traitée par l'entremise du conseil d'agglomération en recourant aux pouvoirs prévus au paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.
Le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) prévoit une affectation résidentielle pour l'ensemble du site avec des paramètres de hauteur entre un et trois étages. Les taux d'implantation faibles ou moyens doivent être considérés. La proposition à l'étude correspond à ces paramètres.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Agnès PIGNOLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marianne CLOUTIER, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Marianne CLOUTIER, 15 juillet 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain DECOSTE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-6066
Télécop. : 514 872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-07-13

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Myriame BEAUDOIN
Directrice Aménagement urbain et services aux entreprises
Tél : 514 868-3906
Approuvé le : 2016-07-14

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2016-08

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 5 juillet 2016, à 9 h
au 6854, rue Sherbrooke Est
à la salle du conseil d'arrondissement – Salle 4

6.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2016-1752

Dossier n° : 1160603008

Objet : Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : lot 1 711 848 du cadastre du Québec

Responsable du dossier : M. Sylvain Decoste, conseiller en aménagement

Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

CONSIDÉRANT QUE la réalisation du projet permet de rétablir la continuité de la trame urbaine du côté est du boulevard Pierre-Bernard avec un usage plus compatible avec l'habitation. La présence du stationnement constitue une avancée commerciale particulièrement intrusive qu'il importe de remplacer afin d'assurer de meilleures conditions de voisinage et de diminuer aussi la circulation automobile, sur ce tronçon du boulevard à dominance résidentielle;

CONSIDÉRANT QUE l'étude d'ensoleillement démontre que la construction du bâtiment de deux étages ne provoque pas d'assombrissement significatif dans les cours des propriétés adjacentes pendant le solstice d'été (21 juin), et ce, pendant toute la journée. À l'approche du solstice d'hiver (21 décembre), l'ombrage se propage plus tôt en matinée (9 h) du côté nord et se déplace en direction sud en fin de journée (16 h). Le phénomène se reproduit aux équinoxes. En effet, à partir de midi, l'ombrage réapparaît partiellement sur la partie arrière de la propriété localisée au nord et se dirige vers le sud en fin d'après-midi (16 h) en se propageant dans les mêmes proportions. En aucun moment de l'année, le nouveau bâtiment ne cause de période d'assombrissement permanente dans les cours des immeubles voisins;

CONSIDÉRANT QUE les représentants de la Division des études techniques de l'arrondissement se montrent plutôt favorables à l'octroi de la dérogation en ce qui concerne le nombre d'unités de stationnement. Ils ne relèvent aucune plainte de la part des résidents faisant état du manque d'espace pour stationner sur le boulevard.

DE RECOMMANDER AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE AVEC LA CONDITION SUIVANTE :

- Soumettre l'émission des permis de construction et de transformation incluant aussi l'aménagement des espaces extérieurs à la procédure d'approbation prévue au Titre VIII du règlement d'urbanisme (PIIA).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

VILLE DE MONTRÉAL

1 2 JUIL. 2016

Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

ZONAGE

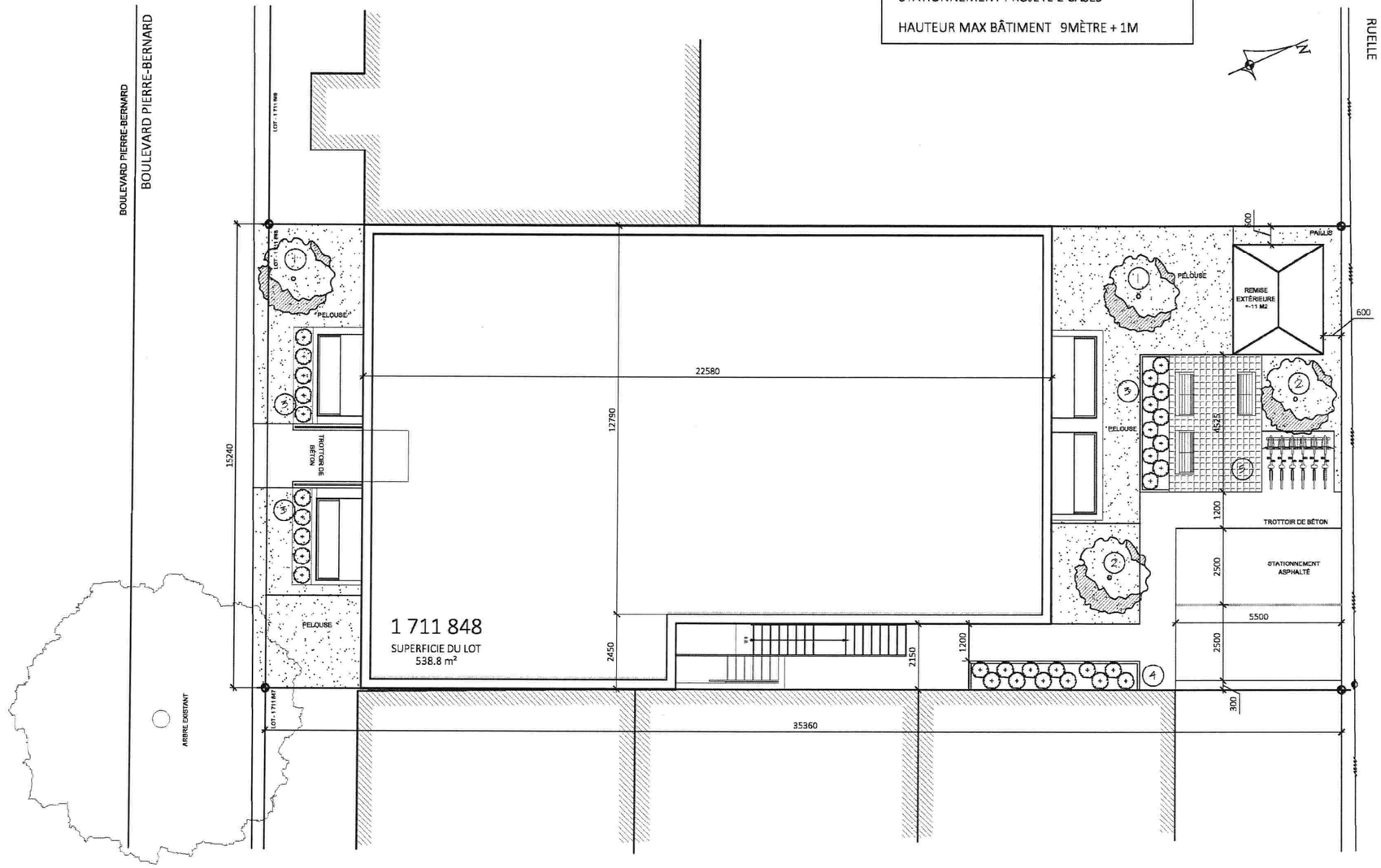
USAGE ACTUEL H1-3 (3 LOGEMENTS)
USAGE PROJETÉ H6 (12 LOGEMENTS)

TAUX IMPLAN. EXIGÉ MAX 70%
TAUX IMPLAN. PROJETÉ 59%

STATIONNEMENT REQUIS (H6) 0.5 CASES/LOG.
STATIONNEMENT PROJETÉ 2 CASES

HAUTEUR MAX BÂTIMENT 9MÈTRE + 1M

TYPOLOGIE	1cc - 12 UNITÉS
	TOTAL - 12 UNITÉS
SUPERFICIE DU LOT	538.8m² (5 800pi²)
SUPERFICIE IMPLANTATION	318m² (3 423pi²)
TAUX D'IMPLANTATION	59%
HAUTEUR DE BÂTIMENT	2½ ÉTAGES
SUPERFICIE DE PLANCHER	
- DEMI SOUS-SOL	311m² (3 348pi²)
- REZ-DE-CHAUSSÉE	315m² (3 391pi²)
- DEUXIÈME ÉTAGE	318m² (3 423pi²)
SUPERFICIE TOTAL	944m² (10 161pi²)
SUPERFICIE DES ESPACES COMMUNS	
- DEMI SOUS-SOL	42m² (452pi²)
- REZ-DE-CHAUSSÉE	49m² (527pi²)
- DEUXIÈME ÉTAGE	45m² (484pi²)
SUPERFICIE TOTAL	136m² (1 464pi²)



1. lilas japonais ivory silk
50 mm dia. plantation



2. chêne pyramidale
50 mm dia. plantation



3. berberis thumbergii (concorde)
600 mm haut. plantation



4. calamagrostis karl foerster
600 mm haut. plantation



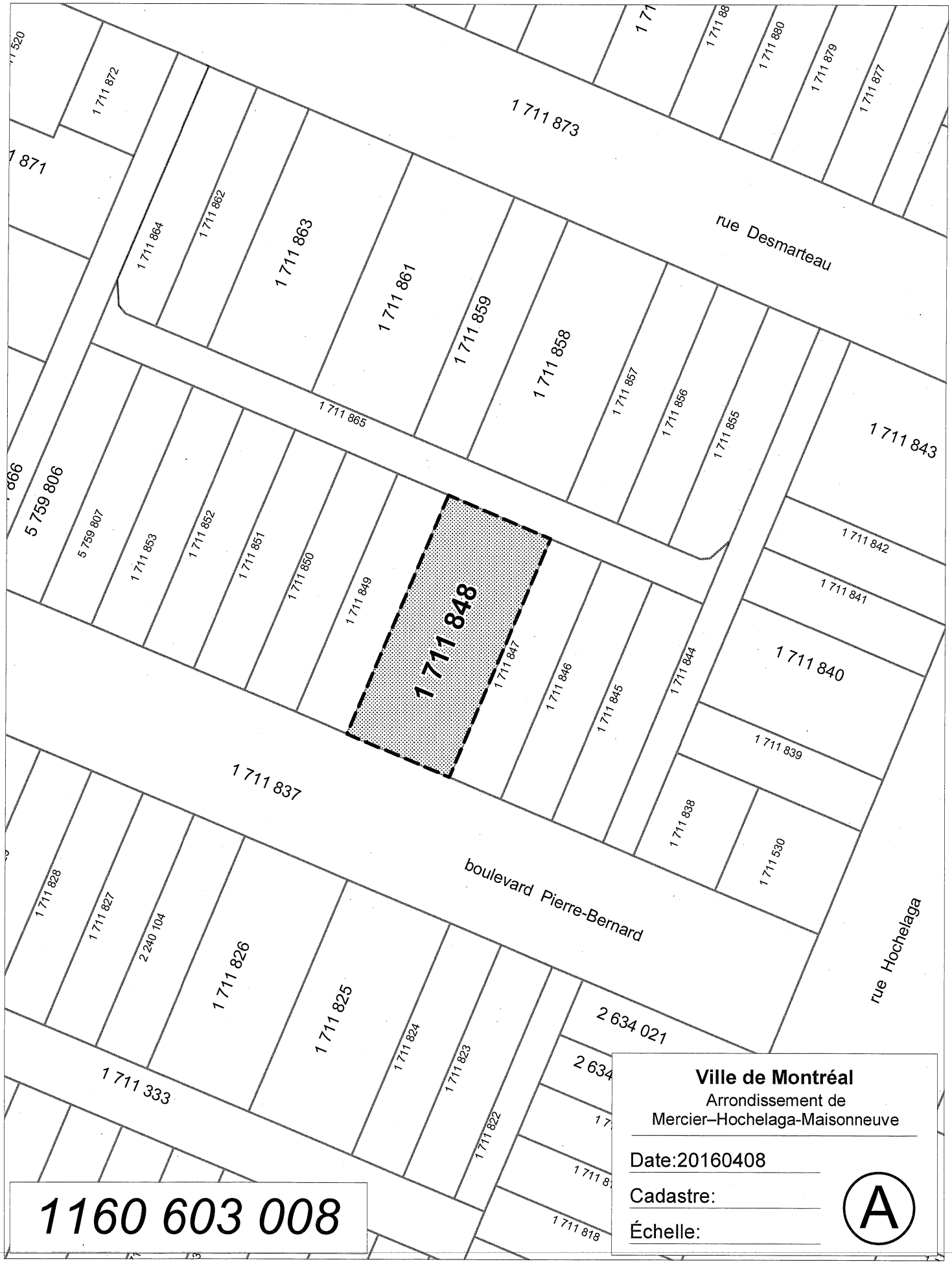
5. pavé béton techo bloc linea
beige carbonifère

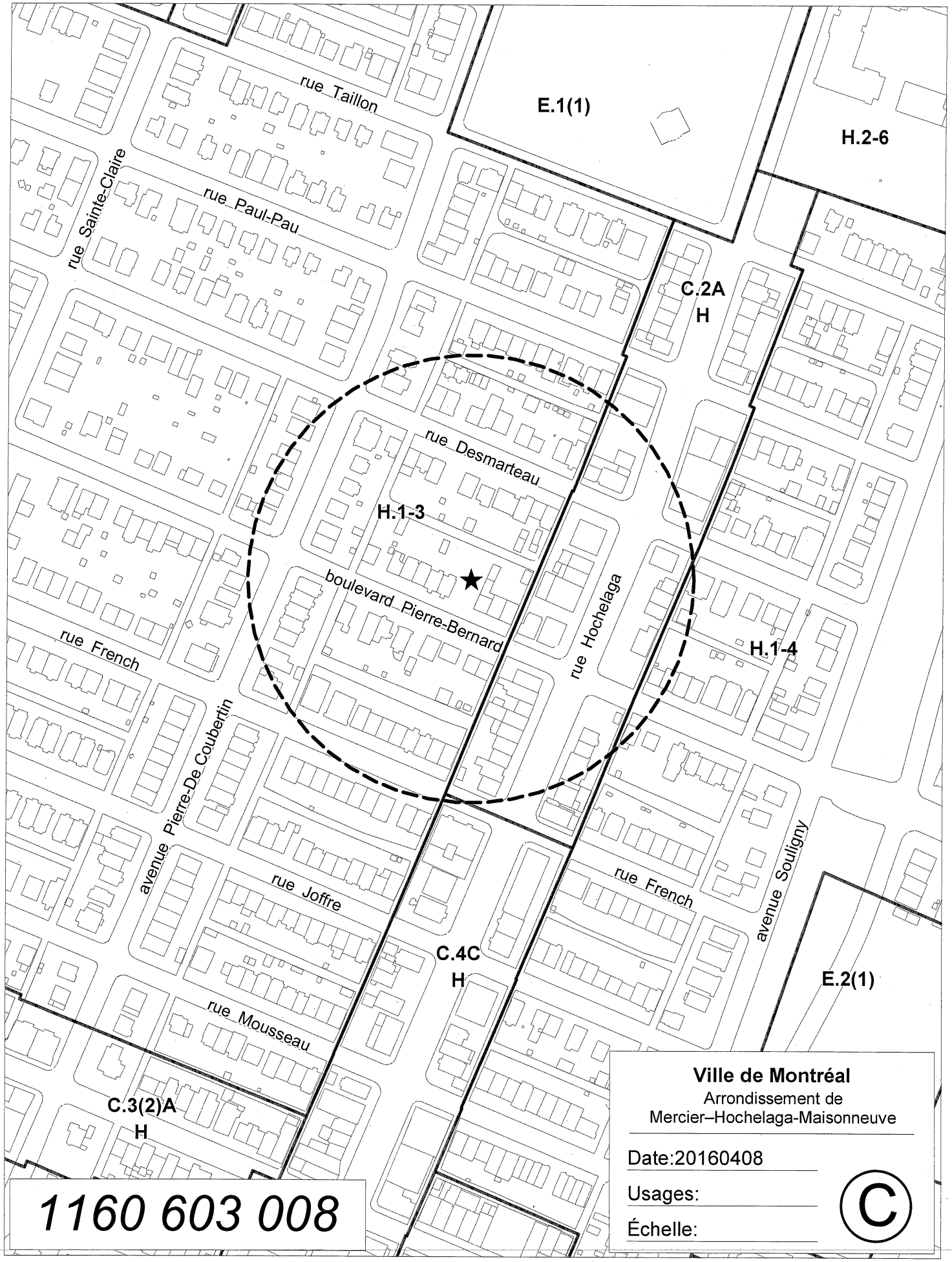


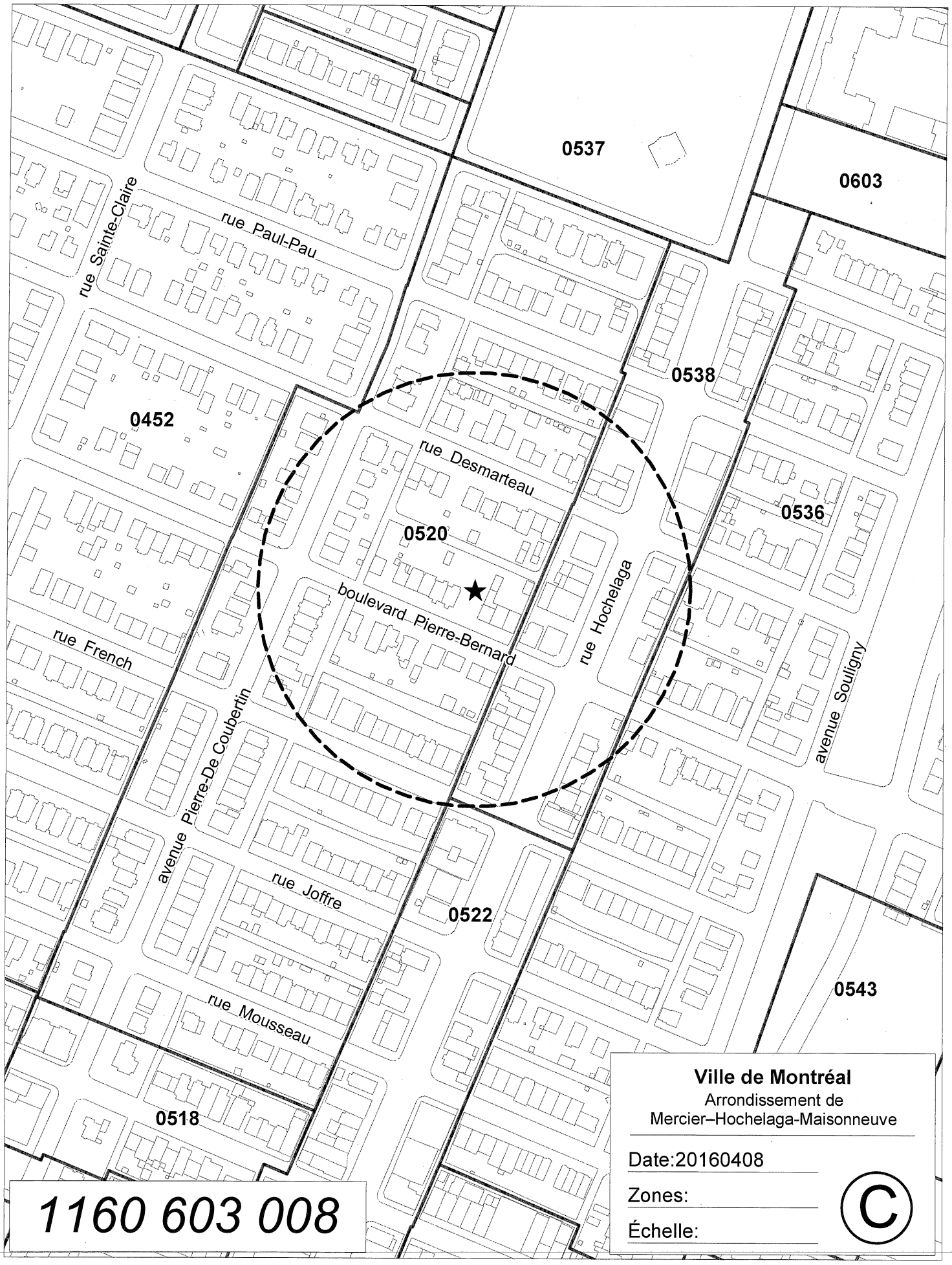
FAQ - Boulevard Pierre-Bernard
2016-05-27

PLAN D'IMPLANTATION
ÉCHELLE: 1:100

C2V architectes s.e.n.c.


1 711 873
rue Desmarteau
1 711 872
1 711 871
1 711 864
1 711 862
1 711 863
1 711 861
1 711 859
1 711 858
1 711 857
1 711 856
1 711 855
1 711 843
1 711 865
5 759 806
5 759 807
1 711 853
1 711 852
1 711 851
1 711 850
1 711 849
1 711 848
1 711 847
1 711 846
1 711 845
1 711 844
1 711 842
1 711 841
1 711 840
1 711 839
1 711 838
1 711 530
1 711 837
boulevard Pierre-Bernard
rue Hochelaga
1 711 828
1 711 827
2 240 104
1 711 826
1 711 825
1 711 824
1 711 823
1 711 822
2 634 021
1 711 333
1 711 818
1160 603 008
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20160408
Cadastre:
Échelle:
A


rue Taillon
E.1(1)
H.2-6
rue Sainte-Claire
rue Paul-Pau
C.2A
H
rue Desmarteau
H.1-3
boulevard Pierre-Bernard
rue Hochelaga
H.1-4
rue French
avenue Pierre-De Coubertin
rue Joffre
rue French
avenue Souligny
C.4C
H
E.2(1)
rue Mousseau
C.3(2)A
H
1160 603 008
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20160408
Usages:
Échelle:
©


0537
0603
rue Sainte-Claire
rue Paul-Pau
0538
0452
rue Desmarteau
0536
0520
boulevard Pierre-Bernard
rue Hochelaga
rue French
avenue Souligny
avenue Pierre-De Coubertin
rue Joffre
0522
0543
rue Mousseau
0518
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20160408
Zones:
Échelle:
C
1160 603 008

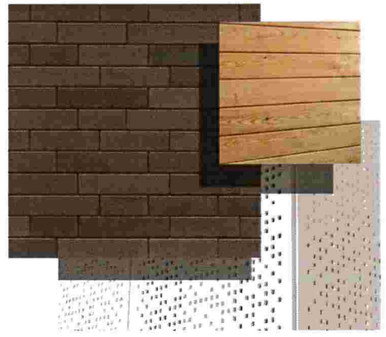


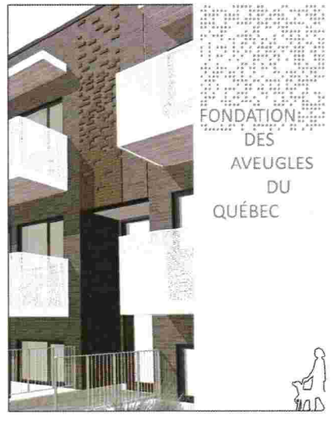
La ville évolue de façon organique, les rythmes changent et créent des paysages urbains dynamiques, articulés, toute en textures et en reliefs. L'insertion d'un nouveau bâtiment marque l'espace, dynamise le langage architectural, marque le temps.

Inspiré de sa clientèle qui lui est propre, le nouveau bâtiment se matérialise par sa texture, sont relief, ses matériaux. La lumière animera la façade par les jeux de texture et de profondeurs. L'utilisation de matériaux contemporains et de jeux de transparence, optimise le dynamisme de l'ensemble. La trame de fond est neutre mais alimente la prestance des ouvrages en saillie.

La portion centrale du bâtiment, marquée par l'entrée en alcôve et par le traitement de briques en relief, se veut une pause dans la façade qui découpe le bâtiment en deux trames dont l'échelle s'adresse au contexte du langage urbain de la rue Pierre-Bernard.

Au volume principal, se greffent les sous-volumes des balcons qui par le traitement de transparence (plaques d'aluminium perforées), animent l'ensemble par le contraste de couleur et de profondeur. L'utilisation de la couleur blanche répond au contexte de la rue où les bâtiments sont ponctués de fragements de cette teinte (portes/fenêtres/ébénisteries). L'insertion du bois sous les balcons, marquises et dans l'entrée, s'inscrit dans un contexte de langage architectural résidentiel typique, reconnaissable.





Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1160603008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la construction d'un bâtiment destiné à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, situé sur le lot 1 711 848 du cadastre du Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

Règlement 89 MHM (Lot 1 711 848).docPlan de l'annexe A 1160 603 008.jpg

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Agnès PIGNOLY
Avocate
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-08-15

Véronique BELPAIRE
Avocate et chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SITUÉ SUR LE LOT 1 711 848

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au lot numéro 1 711 848 du cadastre du Québec.

SECTION II
AUTORISATION

2. Malgré la règlementation d'urbanisme applicable au territoire visé à l'article 1, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées conformément au présent règlement.

À ces fins, il est, notamment, permis de déroger aux articles 124 et 561 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

SECTION III
DISPOSITIONS APPLICABLES AU LOT 1 711 848

SOUS-SECTION 1
USAGE

3. Les usages de la catégorie « Habitation » du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) sont les seuls autorisés.

SOUS-SECTION 2
CONDITION

4. Deux cases de stationnement doivent être aménagées à l'extérieur.

SOUS-SECTION 3
IMPLANTATION ET HAUTEUR

5. L'implantation et la hauteur du bâtiment doivent être conformes au plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe A au présent règlement.

SOUS-SECTION 4
DEMANDES DE PERMIS

6. Toute demande de permis de construction, d'agrandissement ou de transformation d'un bâtiment ainsi que l'aménagement paysager autorisés en vertu du présent règlement doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

SOUS-SECTION 5
CRITÈRES DE DESIGN ET D'ARCHITECTURE

7. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), les critères suivants s'appliquent à l'évaluation d'une demande de permis mentionnée à l'article 6 :

1° sauvegarder le caractère du bâtiment tout en maintenant la qualité de son expression architecturale et de ses composantes;

2° préserver l'homogénéité de l'ensemble et l'intégrité architecturale du bâtiment lorsque les travaux de transformation visent l'une de ces caractéristiques;

3° assurer la mise en valeur du caractère du bâtiment en ce qui a trait aux formes, aux types et à la coloration des matériaux.

SOUS-SECTION 5
AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

8. Les espaces extérieurs doivent être aménagés conformément au plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe A au présent règlement.

Tous les éléments végétaux des aménagements extérieurs décrits à l'article 8 doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin afin de maintenir un caractère végétal sain.

SOUS-SECTION 6
CRITÈRES DE DESIGN ET D'ARCHITECTURE DU PAYSAGE

9. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), les critères suivants s'appliquent à l'évaluation d'une demande de permis mentionnée à l'article 6 :

1° les aménagements extérieurs doivent :

a) améliorer la sécurité et le confort des piétons circulant sur le site ou sur le domaine public;

b) favoriser l'intégration de l'aire de stationnement par l'aménagement de bandes gazonnées et plantées, composées d'arbres et d'arbustes de diamètre suffisant pour permettre l'atténuation des incidences visuelles des surfaces minérales;

c) privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des rues, des trottoirs et des surfaces minérales;

d) assurer le confort et l'intimité des logements situés au niveau du sous-sol.

SOUS-SECTION 7
DÉLAIS DE RÉALISATION

10. Les travaux de construction visés par la présente section doivent être terminés dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement devient nulle et sans effet.

11. Les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être terminés au plus tard 12 mois suivant le parachèvement des travaux de construction.

SECTION IV
DISPOSITION PÉNALE

12. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation en contravention de l'une des dispositions du présent règlement ou contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ «PLAN D'IMPLANTATION » PRÉPARÉ PAR LA FIRME C2V ARCHITECTES DATÉ DU 27 MAI 2016 ET ESTAMPILLÉ LE 12 JUILLET 2016 PAR

LA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1160603008

XX-XXX/4

VILLE DE MONTRÉAL

1 2 JUIL. 2016

Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

ZONAGE

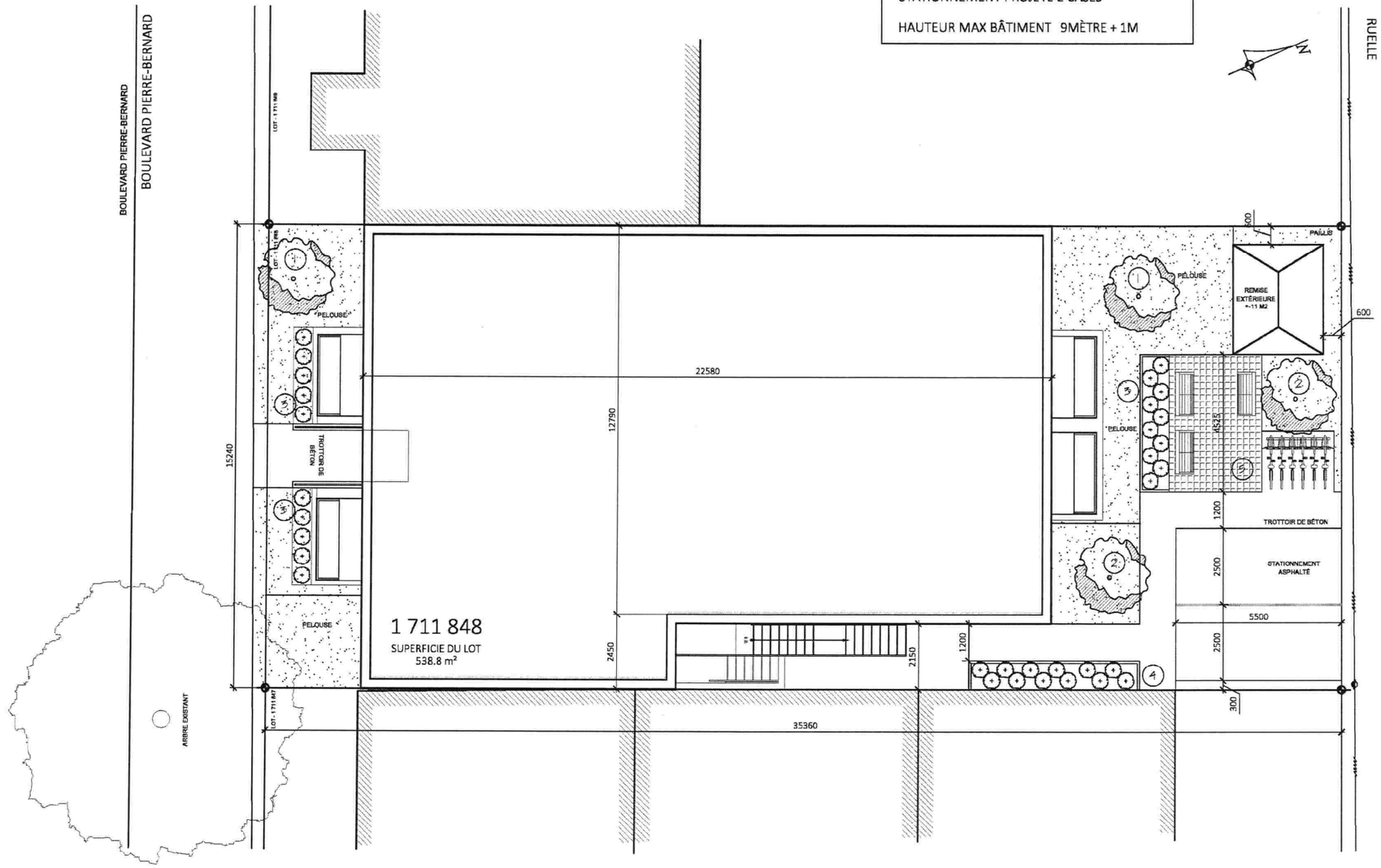
USAGE ACTUEL H1-3 (3 LOGEMENTS)
USAGE PROJETÉ H6 (12 LOGEMENTS)

TAUX IMPLAN. EXIGÉ MAX 70%
TAUX IMPLAN. PROJETÉ 59%

STATIONNEMENT REQUIS (H6) 0.5 CASES/LOG.
STATIONNEMENT PROJETÉ 2 CASES

HAUTEUR MAX BÂTIMENT 9MÈTRE + 1M

TYPOLOGIE	1cc - 12 UNITÉS
	TOTAL - 12 UNITÉS
SUPERFICIE DU LOT	538.8m² (5 800pi²)
SUPERFICIE IMPLANTATION	318m² (3 423pi²)
TAUX D'IMPLANTATION	59%
HAUTEUR DE BÂTIMENT	2½ ÉTAGES
SUPERFICIE DE PLANCHER	
- DEMI SOUS-SOL	311m² (3 348pi²)
- REZ-DE-CHAUSSÉE	315m² (3 391pi²)
- DEUXIÈME ÉTAGE	318m² (3 423pi²)
SUPERFICIE TOTAL	944m² (10 161pi²)
SUPERFICIE DES ESPACES COMMUNS	
- DEMI SOUS-SOL	42m² (452pi²)
- REZ-DE-CHAUSSÉE	49m² (527pi²)
- DEUXIÈME ÉTAGE	45m² (484pi²)
SUPERFICIE TOTAL	136m² (1 464pi²)



1. lilas japonais ivory silk
50 mm dia. plantation



2. chêne pyramidale
50 mm dia. plantation



3. berberis thumbergii (concorde)
600 mm haut. plantation



4. calamagrostis karl foerster
600 mm haut. plantation



5. pavé béton techo bloc linea
beige carbonifère



FAQ - Boulevard Pierre-Bernard
2016-05-27

PLAN D'IMPLANTATION
ÉCHELLE: 1:100

C2V architectes s.e.n.c.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 45.01

2016/11/24 17:00

(1)

Dossier # : 1160854003

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Modification du Programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018 et adoption du règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1

Il est recommandé
d'approuver la modification du Programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018 et le Règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1, le tout conformément à l'article 123 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01)

Signé par Sylvie - Ext TREMBLAY **Le** 2016-10-28 10:11

Signataire : Sylvie - Ext TREMBLAY

Secrétaire générale et directrice exécutive affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Secrétariat général

stm

À l'usage du Secrétariat général

Article de l'ordre du jour numéro: 3

Assemblée du: 22 septembre 2016

Résolution numéro: CA-2016-283

Recommandation

D'APPROUVER la modification du livre Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2016-2017-2018, pour ajouter le projet intitulé «Programme d'accessibilité des stations de métro - Phase 1», sous la rubrique «Machinerie, équipement et outillage», pour un montant total de 212 728 364 $, taxes nettes de ristournes et incluant les frais financiers.

D'APPROUVER un règlement d'emprunt autorisant un financement de 210 000 000 $, taxes nettes de ristournes et incluant les frais financiers pour un terme maximal de vingt (20) ans pour la portion des dépenses capitalisables pour le projet «Programme d'accessibilité des stations de métro - Phase 1».

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme maximale de 21 000 000 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE: $ –

DE responsable: Métro

Nom: André Poisson

Titre: Directeur exécutif

Date: 9/9/2016

Signature:

DE responsable: Planification, finances et contrôle

Nom Linda Lebrun

Titre Directrice exécutive

Date: 8/9/2016

Signature: Linda Lebrun

Secrétaire de l'assemblée: Dumbleau

Exposé du besoin / Excellence de l'expérience client

☑ Améliorer l'expérience client ☐ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☐ Maîtriser les finances ☐ Attirer, développer et mobiliser les talents

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'excellence de l'expérience client

Modification du Programme triennal d'immobilisations 2016-2017-2018

Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet «Programme d'accessibilité des stations de métro - Phase 1» pour le réseau du métro sous la rubrique «Machinerie, équipement et outillage», il y a lieu de modifier le PTI 2016-2018.

Autorisation d'emprunt du Programme d'accessibilité des stations de métro - Phase 1

En juillet 2009, le conseil d'administration de la Société de transport de Montréal adopte la politique d'accessibilité universelle, dans laquelle elle s'engage à incorporer «dans l'exercice de ses activités quotidiennes les moyens qui favorisent et qui encouragent l'accessibilité universelle dans tous les domaines de ses opérations, tout en respectant les ressources dont elle dispose». Cette politique concrétise l'orientation qu'elle avait graduellement développée depuis 1991. Aujourd'hui, il est acquis que, si la mise en œuvre de la politique est une exigence pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles, c'est également une valeur ajoutée pour l'ensemble de la clientèle. La phase 1, d'une durée de 5 ans, permettra de rendre accessibles 14 stations de métro pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles.

COPIE CONFORME

SECRETAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

MONTRÉAL 12.10.2016

☐ *Voir suite de la rubrique Exposé du besoin / Excellence de l'expérience client*

RECOMMANDATION / SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : Adoption d'un règlement d'emprunt pour le projet «Programme d'accessibilité des stations de métro - Phase 1».

Démarche, solution proposée et conclusion

Le programme, en rendant universellement accessibles les stations du réseau du métro de Montréal, vise à améliorer l'accessibilité physique des infrastructures de la STM, faciliter les déplacements verticaux, fidéliser davantage la clientèle et améliorer le service à la clientèle.

Ce programme permettra :

- ✓ D'accélérer les travaux d'accessibilité universelle et rendre le réseau du métro entièrement accessible en 2038;
- ✓ De créer une synergie en centralisant les ressources dédiées à l'accessibilité universelle ainsi qu'en favorisant le maintien d'un noyau d'expertise, le travail d'équipe et l'efficience nécessaires à l'atteinte de tous les objectifs;
- ✓ De satisfaire les besoins en termes de fonctionnalités, maintenabilité, fiabilité, disponibilité et sécurité, et ce, aux meilleurs coûts et en considérant le cycle de vie des équipements, des systèmes, des infrastructures existantes ainsi que la nature des solutions alternatives possibles;
- ✓ De contribuer au transfert d'une partie de la clientèle du transport adapté (TA) vers le réseau régulier, le cas échéant;

☑ Voir suite de la rubrique *Démarche, solution proposée et conclusion*

Cheminement décisionnel – Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité: Sous-comité - Accessibilité universelle — Date: 08 (JJ) 06 (MM) 2016 (AAAA)

Comité: Comité suivi des actifs — Date: 28 (JJ) 06 (MM) 2016 (AAAA)

Développement durable ☐ S/O (Information validée par l'équipe du Développement durable)

Sélectionnez le ou les chantiers du Plan de développement durable correspondant à la présente recommandation

Le projet contribue à 5 des 10 chantiers du *Plan de développement durable 2020* de la STM.
Chantier 1 : bonifier l'offre de service pour maximiser les bénéfices du transport collectif
Chantier 2 : rendre le transport collectif accessible au plus grand nombre
Chantier 5 : réduire notre empreinte écologique
Chantier 7 : s'approvisionner de façon responsable
Chantier 10 : engager nos parties prenantes

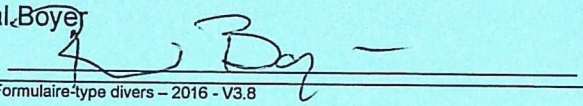
☐ Voir suite de la rubrique *Développement durable*

Préparé par : Planification, finances et contrôle

Nom: Patricia Dubé — Titre: Conseillère - Gestion financière de projets

Service : Planification, finances et contrôle

Nom: Réal Boyer — Titre: Chef de division - Soutien à l'exploitation et projets

Signature:  Date: 8 SEPTEMBRE 2016

RECOMMANDATION / SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : Adoption d'un règlement d'emprunt pour le projet «Programme d'accessibilité des stations de métro - Phase 1».

Informations financières ☑ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ *S/O*

Période couverte par le contrat: de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2016	2017	2018 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit après 2018, indiquer le total des années 2018 et suivantes dans la colonne visée et fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Subvention: Suite à une évaluation du dossier par la division Soutien exploitation et projets de la direction Budget et investissements, ce projet a été ciblé pour une demande de subvention selon les modalités du programme régulier (Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes) et du Fonds pour les infrastructures du transport en commun (FITC). Une demande de subvention finale sera déposée sous peu au MTMDET, qui confirmera cette qualification.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention*

Certification de fonds

Certification de fonds requise ? NON

Disponibilité des fonds ?

Trésorier: linda lem

Date: 21/9/2016

Objet : Adoption d'un règlement d'emprunt pour le projet «Programme d'accessibilité des stations de métro - Phase 1».

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / Excellence de l'expérience client
☑ Démarche, solution proposée et conclusion ☐ Développement durable ☐ Subvention

- ✓ L'agrandissement d'édicules ou la construction de nouveaux édicules, incluant l'acquisition de parcelles de terrain la modification des infrastructures de stations ainsi que les mesures de mitigation et/ou mesures transitoires s' rattachant;
- ✓ La fourniture et l'installation des nouveaux équipements afin de répondre aux fonctions identifiées dan l'envergure du projet, soit les ascenseurs, portes papillon motorisées, équipements de vente et perception incluant les tourniquets et portillons à vantaux, caméras de surveillance, postes téléphoniques mains libres équipements de sonorisation, la signalétique en station et les niches d'assistance, ainsi que l'intégration de ce équipements à la Commande centralisée, s'il y a lieu;
- ✓ Selon le scénario retenu, l'ajout d'un puits de ventilation naturelle et/ou la réfection de celui existant peuven également être considérés, tout comme l'intégration d'une nouvelle œuvre d'art ou la bonification des aménagements extérieurs;
- ✓ L'intégration de plans de communication, de gestion du changement et de qualité.

En conclusion, pour réaliser la première phase de ce programme, soit l'accessibilité de 14 nouvelles stations regroupées en 4 contrats d'envergure, une enveloppe de l'ordre de 210,0 M$ sur règlement d'emprunt et un budget d'exploitation de 2,7 M$ doivent être accordés, pour un coût complet de projet de 212,7M$.

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / Excellence de l'expérience client
☐ Démarche, solution proposée et conclusion ☐ Développement durable ☐ Subvention

Annexe 1
VENTILATION DES COÛTS

	Projet	Montant estimé*	Total*
	Programme d'accessibilité des stations de métro - Phase 1		
	Services professionnels et achats de biens et services	167 845 218 $	
	Main d'œuvre interne et tous les coûts du bureau de projets	18 725 984 $	
	Sous-total :		**186 571 202 $**
	Contingences	9 453 284 $	
	Taxes nettes de ristournes	8 545 736 $	
	Sous-total - Contingences et Taxes :		**17 999 020 $**
	TOTAL DES ITEMS AINSI QUE DES CONTINGENCES ET TAXES :		**204 570 222 $**
	Frais financiers	5 429 778 $	**5 429 778 $**
	GRAND TOTAL :		**210 000 000 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour une partie des projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans une autre partie du projet prévu au présent règlement, incluant les frais financiers.

stm	Sommaire décisionnel du règlement		
Titre	*Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1*	**Date :**	22 septembre 2016
Numéro	*210100*	**Montant :**	*212,7 M$*

CONTENU

CONTEXTE

L'accessibilité universelle concerne tous les aspects de la vie urbaine et s'adresse à toute la population. Tous les citoyens sont en droit de pouvoir en bénéficier, et ce, en même temps et de la même manière. L'accessibilité universelle favorise donc une utilisation similaire pour tous les usagers des possibilités offertes par les infrastructures et les services publics.

En pratique, l'accessibilité universelle permet d'accéder à un bâtiment ou à un lieu public, de s'y orienter et de s'y déplacer convenablement ainsi que d'utiliser pleinement l'ensemble des services offerts à la population, le tout appuyé par des outils de communication et d'information appropriés.

Le réseau du métro comporte actuellement 68 stations dont seulement 11 sont complètement ou partiellement accessibles (Bonaventure, Berri-UQAM et Jean-Talon dont seulement la ligne orange est accessible) universellement. Toutefois, les travaux d'accessibilité universelle de 8 stations additionnelles sont en cours, à divers stades d'avancement. Par conséquent, 49 stations demeurent à rendre accessibles.

En juillet 2009, le conseil d'administration de la Société de transport de Montréal (ci-après « STM ») adoptait la politique d'accessibilité universelle, dans laquelle la STM s'engage à incorporer « dans l'exercice de ses activités quotidiennes les moyens qui favorisent et qui encouragent l'accessibilité universelle dans tous les domaines de ses opérations, tout en respectant les ressources dont elle dispose ». Cette politique concrétise l'orientation que la STM avait graduellement développée depuis 1991. Aujourd'hui, il est acquis que, si la mise en œuvre de la politique est une exigence pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles, c'est également une valeur ajoutée pour l'ensemble de la clientèle.

Le programme Accessibilité, en rendant universellement accessibles les stations du réseau du métro de Montréal, vise à améliorer l'accessibilité physique des infrastructures de la STM, faciliter les déplacements verticaux, fidéliser davantage la clientèle et améliorer le service à la clientèle.

Il est proposé de mettre en place un programme dédié à l'accessibilité universelle pour répondre à ce défi de taille.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1 a été présenté :

- **Juin 2016** : Sous-comité – Accessibilité universelle => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget complet du projet pour permettre la réalisation des travaux proposés.
- **Juin 2016** : Comité de suivi des actifs (CSA) => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget complet du projet pour permettre la réalisation des travaux proposés.

DESCRIPTION

Il est recommandé de confier au Bureau de projets Équipements fixes métro la réalisation du programme Accessibilité où une équipe dédiée à l'accessibilité est déjà à pied d'œuvre. Il est prévu d'augmenter le noyau de professionnels que forme cette équipe afin d'accélérer les travaux d'accessibilité universelle et de réaliser le Programme.

Afin de réaliser l'accessibilité universelle des quelques 49 stations restantes, la STM propose de mettre en place un programme de travaux majeurs en 4 phases de 5 ans chacune :

COPIE CONFORME
SECRETAIRE GÉNÉRAL ADJOINT
MONTRÉAL 12.10.2016

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	*Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1*		Date :	22 septembre 2016
Numéro	*210100*	Montant :	*212,7 M$*	

Phase	Stations	Budget (M$)
Phase 1 – 2017 - 2022	10 à 14	210
Phase 2 – 2022 - 2027	10 à 14	210
Phase 3 – 2027 - 2032	10 à 14	210
Phase 4 – 2032 - 2038	10 à 14	210
Total	**49**	**840**

La phase 1 du programme d'accessibilité des stations de métro, d'une durée de 5 ans, permettrait de rendre accessibles 14 stations de métro. Les 14 stations retenues incluent les 4 seules stations de réalisation jugées de faible complexité par l'étude de caractérisation des stations réalisée en juillet 2012.

Les autres stations ont été retenues :

- selon leur niveau de complexité (les moins complexes dans les stations restantes);
- pour équilibrer l'accessibilité sur l'ensemble du réseau;
- afin d'être regroupées géographiquement pour limiter les dossiers avec les arrondissements concernés;
- pour intégrer des projets de maintien d'actifs déjà envisagés.

Lot	Station	Ligne	Complexité	Arrondissement
C01	Jean-Talon	Bleue	Faible	Villeray
	Jean-Drapeau	Jaune	Faible	Ville-Marie
	Jolicoeur	Verte	Faible	Sud-Ouest
	Angrignon	Verte	Faible	Sud-Ouest
C02	Villa-Maria	Orange	Moyenne	Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
	Namur	Orange	Moyenne	Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
	Place-Saint-Henri	Orange	Moyenne	Sud-Ouest
	Radisson	Verte	Moyenne	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
C03	Préfontaine	Verte	Moyenne	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
	McGill	Verte	Moyenne	Ville-Marie
	Place-des-Arts	Verte	Moyenne	Ville-Marie
	Outremont	Bleue	Moyenne	Outremont
C04	Université-de-Montréal	Bleue	Moyenne	Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
	D'Iberville	Bleue	Moyenne	Villeray

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	*Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1*		Date :	22 septembre 2016
Numéro	*210100*	Montant :	*212,7 M$*	

JUSTIFICATION

Pour réaliser le Programme Accessibilité, il est impératif d'y dédier des équipes spécialisées. La mise en place du programme permettra :

- ✓ D'accélérer les travaux d'accessibilité universelle et rendre le réseau du métro entièrement accessible en 2038;
- ✓ De créer une synergie en centralisant les ressources dédiées à l'accessibilité universelle ainsi qu'en favorisant le maintien d'un noyau d'expertise, le travail d'équipe et l'efficience nécessaires à l'atteinte de tous les objectifs;
- ✓ De satisfaire les besoins en termes de fonctionnalités, maintenabilité, fiabilité, disponibilité et sécurité, et ce, aux meilleurs coûts et en considérant le cycle de vie des équipements, des systèmes, des infrastructures existantes ainsi que la nature des solutions alternatives possibles;
- ✓ De contribuer au transfert d'une partie de la clientèle du transport adapté (TA) vers le réseau régulier, le cas échéant.

Le statut quo n'est pas une solution pérenne car :

- ✓ Les bus et le transport adapté ne sont que des solutions partielles pour donner accès au transport collectif universellement. En effet :
  - Le réseau de bus est planifié pour se rabattre sur le réseau de métro; les deux réseaux sont donc complémentaires. Offrir uniquement à notre clientèle des autobus universellement accessibles ne lui garantit donc pas un service fiable et sans entraves sur toute l'île de Montréal;
  - Le transport adapté est un service réservé à une clientèle spécifique, éligible selon certains critères. Comme ce n'est pas toute la population à mobilité réduite (les personnes à limitations fonctionnelles temporaires ou permanentes, les femmes enceintes, les parents avec des poussettes et les voyageurs avec des bagages) qui peut en bénéficier, cela ne constitue donc pas une solution d'accessibilité universelle;
  - Les coûts d'exploitation du transport adapté augmentent de façon exponentielle chaque année alors que son financement est plafonné.
- ✓ Jusqu'à présent, l'accessibilité universelle était réalisée à même les programmes dévolus au maintien d'actifs des équipements d'exploitation du métro;
- ✓ L'opportunité de réaliser un programme pour l'accessibilité universelle dédié et récurrent, promus par les gouvernements fédéral et provincial;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet de la phase 1 du programme d'accessibilité des stations de métro est de 212 728 364 $, taxes nettes de ristournes, incluant l'inflation, les contingences et les frais financiers. Cette somme se compose d'une enveloppe capitalisable de 210 000 000 $ et d'un montant de 2 728 364 $ qui doit être assuré par les budgets spéciaux d'exploitation.

Admissibilité du projet à une subvention

Suite à une évaluation du dossier par la division Soutien exploitation et projets de la direction Budget et investissements, ce projet a été ciblé pour une demande de subvention selon les modalités du programme régulier (Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes) et du Fonds pour les infrastructures du transport en commun (FITC). Une demande de subvention finale sera déposée sous peu au MTMDET, qui confirmera cette qualification.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à 5 des 10 chantiers du *Plan de développement durable 2020* de la STM.

Chantier 1 : bonifier l'offre de service pour maximiser les bénéfices du transport collectif

Chantier 2 : rendre le transport collectif accessible au plus grand nombre

Chantier 5 : réduire notre empreinte écologique

Chantier 7 : s'approvisionner de façon responsable

Chantier 10 : engager nos parties prenantes

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Bien que les projets d'accessibilité soient indépendants des autres projets majeurs et que les solutions envisagées soient spécifiques à chaque station, il importe qu'un arrimage soit effectué avec les travaux à réaliser par les différents bureaux de projets, mais également avec les besoins d'exploitation, d'entretien et ceux identifiés par l'ingénierie de la DIIPM. Certaines envergures pourraient être ajustées, selon les besoins.

Les impacts les plus courants sur l'exploitation pendant la réalisation du programme accessibilité sont :

- ✓ Le cheminement de la clientèle aux abords des chantiers;
- ✓ Le déplacement temporaire d'arrêts d'autobus;
- ✓ La possible fermeture d'édicules, de corridors ou autres;
- ✓ Les transports et accompagnements;
- ✓ Les différents travaux connexes réalisés par les équipes d'entretien des équipements fixes (EÉF) et les équipes d'entretien des infrastructures (EDI).

Les risques si le projet est retardé ou n'est pas réalisé :

- L'accessibilité universelle est significative pour l'un des 4 piliers sur lequel repose la vision de l'entreprise soit d'améliorer l'expérience client. Ne pas faire le projet empêche d'augmenter l'offre de service pour les personnes à mobilité réduite et d'améliorer la fluidité de la clientèle et ne va pas dans le sens de la vision de la STM et de nos engagements auprès des milieux associatifs;
- La STM subit des pressions de plus en plus fortes des milieux associatifs pour accroître l'accessibilité universelle. Le manque d'accessibilité du réseau fait souvent l'objet de revendications médiatisées qui nuisent à l'image corporative de la STM;
- Sans un réseau de métro universellement accessible, il sera très difficile de transférer une partie de la clientèle du TA vers le réseau régulier. Par conséquent, les coûts du TA risquent d'augmenter plus rapidement sans programme d'accessibilité universelle.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Inscription au PTI	CGPP 1er Septembre 2016
Autorisation du financement RE par le CA	22 septembre 2016
Ingénierie	Décembre 2016 à juillet 2020
Autorisation de la subvention	Juin 2017

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	*Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1*		**Date :**	22 septembre 2016
Numéro	*210100*	**Montant :**	*212,7 M$*	

Travaux de construction et de basculement — Décembre 2017 à Juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration
de la Société de transport de Montréal
tenue le 22 septembre 2016
au par conférence téléphonique

CA-2016-283 ADOPTION DU RÈGLEMENT R-168 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1 ET MODIFICATION DU PROGRAMME TRIENNAL DES IMMOBILISATIONS 2016-2017-2018

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que le réseau du métro comporte actuellement 68 stations dont seulement 11 sont complètement ou partiellement accessibles universellement;

ATTENDU qu'en juillet 2009, le conseil d'administration de la Société a adopté une politique d'accessibilité universelle;

ATTENDU que dans le cadre de cette politique, la Société met en œuvre le Programme d'accessibilité des stations de métro qui vise à rendre universellement accessibles les stations du réseau du métro afin d'améliorer l'accessibilité physique des infrastructures de la Société, de faciliter les déplacements verticaux, de fidéliser davantage la clientèle et d'améliorer le service qui lui est offert;

ATTENDU que le Programme d'accessibilité des stations de métro est divisé en quatre (4) phases successives de cinq (5) ans chacune;

ATTENDU que la phase 1 du Programme d'accessibilité des stations de métro vise à rendre accessibles universellement de 10 à 14 stations d'ici 2022;

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet « Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1 » doit être ajouté à la rubrique « Machinerie, équipement et outillage » au « Programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés à même le règlement d'emprunt est estimé à **DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $)**, incluant les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'annexe 1 jointe au règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter cet ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'annexe 1 étant des estimations, si un montant indiqué à cette annexe pour un des éléments y mentionnés s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **VINGT ET UN MILLIONS DE DOLLARS (21 000 000 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification, finances et contrôle et du directeur exécutif - Métro

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par madame Marie Turcotte
APPUYÉ par monsieur Marvin Rotrand

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° de modifier le livre PTI 2016-2018, afin d'ajouter le projet «Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1», sous la rubrique «Machinerie, équipement et outillage » pour un montant total de 212 728 364 $, taxes nettes de ristournes et frais financiers inclus;

2° d'adopter le «Règlement R-168 autorisant un emprunt de **DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $)** pour financer le Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1», pour un terme maximal de vingt (20) ans, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et la secrétaire générale de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée maximale des emprunts à effectuer, incluant leur refinancement, ne dépasse pas cette durée maximale;

4° que la Société soit autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **VINGT ET UN MILLIONS DE DOLLARS (21 000 000 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire.

Copie conforme au projet de résolution soumis à l'assemblée. Seul le texte consigné au procès-verbal de l'assemblée, tel qu'approuvé par le conseil d'administration à sa prochaine assemblée ordinaire, fera foi de son contenu.

Montréal, le 12 octobre 2016

Christian Portelance
Secrétaire général adjoint

RÈGLEMENT R-168

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que le réseau du métro comporte actuellement 68 stations dont seulement 11 sont complètement ou partiellement accessibles universellement;

ATTENDU qu'en juillet 2009, le conseil d'administration de la Société a adopté une politique d'accessibilité universelle;

ATTENDU que dans le cadre de cette politique, la Société met en œuvre le Programme d'accessibilité des stations de métro qui vise à rendre universellement accessibles les stations du réseau du métro afin d'améliorer l'accessibilité physique des infrastructures de la Société, de faciliter les déplacements verticaux, de fidéliser davantage la clientèle et d'améliorer le service qui lui est offert;

ATTENDU que le Programme d'accessibilité des stations de métro est divisé en quatre (4) phases successives de cinq (5) ans chacune;

ATTENDU que la phase 1 du Programme d'accessibilité des stations de métro vise à rendre accessibles universellement de 10 à 14 stations d'ici 2022;

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet « Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1 » doit être ajouté à la rubrique « Machinerie, équipement et outillage » au « Programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés à même le présent règlement d'emprunt est estimé à **DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $)**, incluant les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter cet ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'annexe 1 étant des estimations, si un montant indiqué à cette annexe pour un des éléments y mentionnés s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **VINGT ET UN MILLIONS DE DOLLARS (21 000 000 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

IL EST STATUÉ ET DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-168 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

ARTICLE 2 La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée maximale de **VINGT (20) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $),** dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées dans le préambule du présent règlement et à l'annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 3 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer, de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2;

ARTICLE 4 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **VINGT ET UN MILLIONS DE DOLLARS (21 000 000 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son adoption;

ARTICLE 5 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 22 SEPTEMBRE 2016

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVIE TREMBLAY
Secrétaire générale

PROCHAINE PAGE : ANNEXE 1

COPIE CONFORME
SECRETAIRE GÉNÉRAL ADJOINT
MONTRÉAL 12-10-2016

ANNEXE 1

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT R-168

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1

PROJET	Montant estimé	Total
Services professionnels, biens et services : Main-d'œuvre interne et coûts du bureau de projets :	167 845 218 $ 18 725 984 $	
SOUS-TOTAL :		186 571 202 $
Contingences : Taxes nettes de ristournes :	9 453 284 $ 8 545 736 $	
SOUS-TOTAL (CONTINGENCES ET TAXES)		17 999 020 $
TOTAL (AVANT FRAIS FINANCIERS) :		204 570 222 $
FRAIS FINANCIERS :	5 429 778 $	5 429 778 $
GRAND TOTAL :		***210 000 000 $***

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2016/11/24 17:00

(2)

Dossier # : 1160177001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction partenaires d'affaires RH , Division partenaires d'affaires RH - Direction générale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination temporaire de M. André Poisson, de la Société de transport de Montréal, au Bureau du taxi de Montréal aux fins d'exercer un rôle directeur général par intérim au Bureau du taxi de Montréal.

D'approuver la nomination temporaire de M. André Poisson afin d'exercer le rôle de directeur général par intérim du Bureau de taxi de Montréal rétroactivement au lundi 24 octobre 2016 jusqu'au 31 janvier 2017.

- D'imputer cette dépense tel que ci-dessus:

  Imputation 2016

  9904 0010000 299971 03801 54304 000000 70 806.88 $

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2016-11-08 11:50

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1160177001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction partenaires d'affaires RH , Division partenaires d'affaires RH - Direction générale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination temporaire de M. André Poisson, de la Société de transport de Montréal, au Bureau du taxi de Montréal aux fins d'exercer un rôle directeur général par intérim au Bureau du taxi de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Le Bureau du taxi de Montréal (BTM) désire procéder à la nomination temporaire de M. André Poisson pour la période du 24 octobre 2016 au 31 janvier 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

La paramunicipale du Bureau du taxi de Montréal (BTM), dont la création remonte au 28 novembre 2012 s'est retrouvée sans dirigeant à la suite de la démission de Mme Linda Marchand le 22 octobre 2016. Le poste de directeur général au BTM est un poste stratégique compte tenu du contexte actuel dans l'industrie du taxi de Montréal. M. André Poisson, employé de la Société de transport de Montréal (STM) a accepté à pied levé de relevé ce défi temporaire. Celui-ci s'avère un candidat de choix dont l'expertise saura menée à bien la bonne marche des opérations.
Un protocole d'entente déterminant les modalités d'affectation de ce dernier est actuellement en cours entre le Bureau de taxi de Montréal, la Société de transport de Montréal et M. André Poisson.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En contrepartie des services rendus par l'Employé, le Bureau du taxi de Montréal (BTM) devra rembourser mensuellement à la société de transport de Montréal (STM) l'équivalent du salaire qu'il verse à l'Employé, plus les coûts des avantages sociaux et régimes publics assumés par la STM. Le BTM s'engage également à rembourser toute augmentation qui pourrait être accordée à l'Employé pendant la durée de son affectation au BTM.

Le coût mensuel est de 27 893.62 $. La présente entente est valide du 24 octobre 2016 au 31 janvier 2017. Les crédits mensuels pour cette dépense sont normalement prévus à la base budgétaire de l'unité. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier du Bureau du taxi de Montréal.

Le financement de cette dépense est prévue au budget 2016 du Bureau du taxi de Montréal. Des clauses au contrat permettent aux parties de mettre fin à cette entente.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mélanie BOUTHILLIER
Technicienne en ressources humaines, pour

Lyne Tremblay, CRHA
Conseillère en ressources humaines
Division des partenaires d'affaires RH - Direction générale
Direction des partenaires d'affaires en

ENDOSSÉ PAR Le : 2016-11-07

Lyne TREMBLAY
Conseillère en ressources humaines - CRHA
Division des partenaires d'affaires RH - Direction générale
Direction des partenaires d'affaires en ressources humaines
Service des ressources humaines

ressources humaines
Service des ressources humaines

Tél : 514 872-4497
Télécop. :

Tél : 514 872-4497
Télécop. : 514 872-9164

ENTENTE DE PRÊT D'EMPLOYÉ

ENTRE: SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dûment instituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01) ayant son siège au 800, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 1170, à Montréal, Québec, H5A 1J6, agissant et représentée aux présentes par M. Luc Tremblay, directeur général par Me Sylvie Tremblay, secrétaire générale et directrice exécutive affaires juridiques et par M. Alain Brière, directeur exécutif ressources humaines et services partagés, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

(ci-après appelée : la « STM »)

ET: BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son siège au 4949 rue Molson, dans la Ville et le district judiciaire de Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représenté aux présentes par M. Aref Salem, Président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

(ci-après appelé : le «BTM »)

ET : **MONSIEUR ANDRÉ POISSON,** domicilié au 1232 rue de Granville, Boucherville, J4B 8G2

(ci-après appelé : l' « Employé »)

ATTENDU que la STM et le BTM désirent conclure une entente relativement au prêt de l'Employé pour la période travaillée du 24 octobre 2016 au 31 janvier 2017, incluant les jours de congés ou de vacances qui pourraient être pris par l'Employé au cours de cette période;

ATTENDU que la présente expirera le 31 janvier 2017 à moins d'une nouvelle entente entre les parties;

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT

1. Objet du contrat

1.1 Le présent contrat a pour objet de définir les obligations de chacune des parties relativement au prêt, par la STM, de l'Employé au BTM.

2. Fonctions

2.1 Les fonctions de l'Employé au BTM sont celles de Directeur général, telles que définies au document intitulé *«Fonctions de Monsieur André Poisson*» lequel document est annexé à la présente entente pour en faire partie intégrante (ci-après l'«Annexe»).

3. Obligations et Privilèges

3.1 Le BTM s'engage à affecter l'Employé à temps plein aux fonctions décrites à l'Annexe.

3.2 L'Employé relève de M. Aref Salem ou de toute autre personne devant le remplacer dans ses fonctions durant l'Entente.

3.3 Pendant la durée de l'Entente, soit jusqu'au 31 janvier 2017, l'Employé conserve son lien d'emploi avec la STM, et ses conditions de travail sont celles prévues à la Politique corporative de la STM *«Conditions de travail du personnel non syndiqué* - PC 2.21» ou tout autre document devant la remplacer pendant l'Entente (ci-après la «PC 2.21»), pour le poste de Directeur exécutif.

4. Salaire de l'Employé

4.1 L'Employé reçoit son salaire directement de la STM, lequel est annuellement de deux cent soixante-six mille six cent quarante-huit dollars et vingt cents (266 648,20$), salaire en vigueur depuis le 4 janvier 2016. L'Employé demeure assujetti au programme de rémunération de la performance de la STM comme s'il avait continué d'occuper son poste de Directeur exécutif.

4.2 L'Employé maintient sa participation aux avantages sociaux offerts par la STM tels qu'assurances, régime de retraite et privilège de la carte Opus, le tout selon les modalités en vigueur à la STM.

5. Remboursement et facturation

5.1 En contrepartie des services rendus par l'Employé, le BTM rembourse mensuellement à la STM l'équivalent du salaire qu'elle verse à l'Employé indiqué à l'article 4.1 de la présente entente, plus les coûts des avantages sociaux et régimes publics assumés par la STM. Le BTM s'engage également à rembourser toute augmentation qui pourrait être accordée à l'Employé pendant la durée de son affectation au BTM pouvant être décrétée par la STM, ainsi que toute augmentation au chapitre des avantages sociaux et régimes publics pour la durée de l'entente.

5.2 Le coût total mensuel du salaire, des avantages sociaux et régimes publics devant être remboursé par le BTM est établi à vingt-sept mille huit cent quatre-vingt-treize dollars et soixante-deux cents (27 893.62$) détaillé comme suit :

Taux 2016 : 334 723.49$ / 12 mois = 27 893.62$ mois

5.3 La STM facture mensuellement le BTM pour le paiement du montant ci-haut mentionné, et celui-ci s'engage à acquitter cette facture dans les trente (30) jours suivant sa réception, le tout sujet aux augmentations prévues à l'article 5.1.

6. Autres conditions du BTM

6.1 Le lieu de travail de l'Employé est le 4949 rue Molson à Montréal, ou tout autre endroit sur le territoire de la ville de Montréal que le BTM peut désigner. Le BTM s'engage à fournir à l'Employé un bureau ainsi que tous les équipements nécessaires à ses fonctions.

6.2 Le BTM paie à l'Employé les frais de séjour, de déplacements ou autres dépenses encourues par l'Employé dans l'exercice de ses fonctions, selon les directives en vigueur au BTM au moment où ses frais sont engagés.

6.3 Le BTM s'engage à s'assurer que l'Employé remplisse les fonctions décrites à l'Annexe.

6.4 Le BTM Montréal s'engage à prendre fait et cause pour l'Employé dans toute poursuite intentée contre cette dernière en raison de l'exécution, pendant la durée de la présente entente, de ses fonctions et le tenir indemne de tout jugement en capital, intérêt et frais qui pourrait être prononcé contre lui.

7. Engagement de l'Employé

7.1 L'Employé s'engage à ce qui suit :

- Fournir au BTM une prestation de services satisfaisante;
- Aviser son supérieur immédiat à la STM de tout jour de congé, de vacances, de maladie ou autre absence qu'il prendra pendant la durée de son affectation au BTM.

8. Durée

8.1 La présente entente est en vigueur pour la période du 24 octobre 2016 au 31 janvier 2017.

9. Résiliation de l'entente

9.1 La STM et le BTM peuvent mettre fin à l'entente en tout temps, sous réserve d'un avis écrit préalable de trente (30) jours émis par la partie désirant mettre fin à l'entente à l'autre partie.

9.2 Le BTM peut, pour une raison grave telle que maladie prolongée ou invalidité, mettre fin à la présente entente en fournissant un préavis d'au moins trente 30 jours à la STM et à l'Employé. De même, ce dernier peut demander de mettre fin à cette entente pour les mêmes raisons, en faisant parvenir au BTM et à la STM un préavis de trente (30) jours.

9.3 Lors de la résiliation de l'entente, le BTM doit rembourser à la STM le montant indiqué à l'article 5.2, tel qu'il peut être augmenté de temps à autre conformément aux dispositions de la présente entente, et ce, jusqu'à la date de résiliation de l'entente.

10. Réintégration

10.1 En cas de résiliation de l'entente avant la date de fin de celle-ci, l'Employé réintègre son poste à la STM.

11. Représentant de la STM

11.1 Le représentant de la STM est monsieur Alain Brière, directeur exécutif ressources humaines et services partagés, ou toute autre personne que celui-ci pourrait identifier par écrit en cours d'entente.

12. Élection de domicile et lois applicables

12.1 Les parties élisent domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente entente en regard de leur nom, ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé les autres parties conformément à l'article 13 de la présente entente.

12.2 Les parties conviennent que le contrat soit soumis aux lois applicables dans la province de Québec.

13. Avis entre les parties

13.1 Tout avis requis en vertu de la présente entente se doit d'être écrit et transmis par courriel avec accusé de réception.

14. Incessibilité

14.1 Ni l'une, ni l'autre des parties ne peut céder directement ou indirectement, en tout ou en partie, ses droits dans la présente entente.

15. Modification

15.1 Aucune modification de la présente entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit de toutes les parties.

16. Validité

16.1 Une disposition de la présente entente jugée invalide par un tribunal, n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet.

17. Nonobstant la signature de la présente par le représentant du BTM, la présente est assujettie, en ce qui concerne le BTM, à l'obtention de toutes les approbations requises en vertu des règles de délégations de pouvoirs. Le BTM informera la STM par écrit dès que toutes les approbations requises auront été obtenues.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en trois (3) exemplaires, comme suit

À Montréal, le _____ 2016

BUREAU DU TAXI DE MONTRÉAL

_____
Aref Salem
Président

À Montréal, le _____2016

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

_____
Luc Tremblay
Directeur général

_____
Sylvie Tremblay
Secrétaire générale et
Directrice exécutive affaires juridiques

_____
Alain Brière
Directeur exécutif ressources humaines et services partagés

À Montréal, le _____ 2016

_____
André Poisson
Employé

ANNEXE À L'ENTENTE DE PRÊT D'EMPLOYÉ

FONCTIONS DE MONSIEUR ANDRÉ POISSON

1. Assurer le bon déroulement des activités du BTM pour une période se terminant le 31 janvier 2017;

2. Mettre en place des activités concrètes afin de faire arriver au moins 2-3 actions du plan déjà déposé;

3. Avancer le dossier informatique, GPS, etc. afin d'amener le projet au stade de l'appel d'offre;

4. Assurer la bonne gestion du BTM